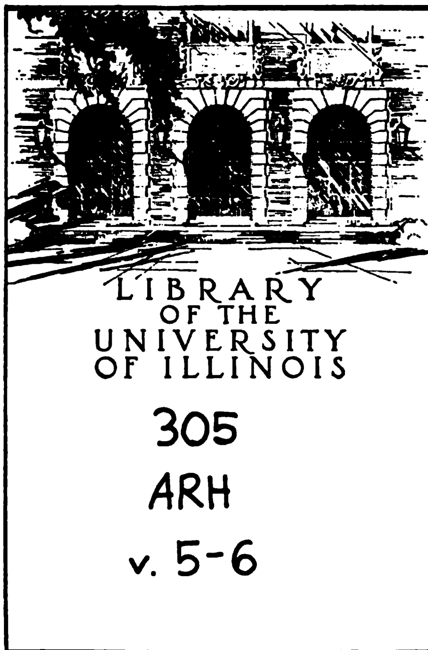


ARHIVA

PENTRU ŞTIINŢA ŞI REFORMA SOCIALĂ

ANUL V   No. 1—4

CUPRINSUL DUPĂ MATERII
INDICELE DE NUME PROPRII

TABLA DE MATERII

I. ECONOMICE

II. JURIDICE

III. IGIENĂ SOCIALĂ

IV. POLITICĂ SOCIALĂ

V. SOCIOLOGIE

VI. TEORIE POLITICĂ

VII. CULTURALE

INDICELE ALFABETIC AL NUMELOR

H

I

J

K

L

M

N

Ș

T

U

V

W

X

Y

Z

APAR PATRU NUMERE PE AN

ARHIVA PENTRU ŞTIINŢA ŞI REFORMA SOCIALĂ

ORGAN AL
INSTITUTULUI
SOCIAL ROMÂN
DIRECTOR D. GUSTI

ANUL V NUMĂRUL 1—2 1924

EDITORI

CVLTVRA NAŢIONALĂ | INSTITUTUL SOCIAL ROMÂN
STRADA PARIS No. 1 | CALEA VICTORIEI No. 102

BUCUREŞTI

Toate manuscrisele pentru publicare şi toate lucrările (cărţi, broşuri, reviste) pentru recenzii, vor fi trimise pe adresa Secretariatului de redacţie, Institutul Social Român, Calea Victoriei No. 102, Bucureşti.

Anul I (No. 1 şi 2—3 sunt epuizate), anii II, III şi IV se găsesc la Secretariatul I. S. R.

Biblioteca Institutului Social Român, din localul Institutului, e deschisă în toate zilele de lucru dela 10—12 şi dela 4—7.

Abonamentul anual, 240 lei. Ediţia pentru autorităţi, instituţii şi firme, 300 lei. Abonamentul se face la «Cultura Naţională», Str. Paris 1, Bucureşti.

APAR PATRU NUMERE PE AN

ARHIVA PENTRU ŞTIINŢA ŞI REFORMA SOCIALĂ

ORGAN AL
INSTITUTULUI
SOCIAL ROMÂN
I·S·R

DIRECTOR D. GUSTI

ANUL V NUMĂRUL 1—2 1924

EDITORI

CVLTVRA NAŢIONALĂ | INSTITUTUL SOCIAL ROMÂN
STRADA PARIS No. 1 | CALEA VICTORIEI No. 102

BUCUREŞTI

CUPRINSUL

STUDII

LA SOCIOLOGIE FRANÇAISE CONTEMPORAINE*) PAR C. BOUGLÉ

SOMMAIRE: 1. *Les rapports de la sociologie avec la psychologie;* 2. *Les rapports entre la sociologie et la morale.*

I. Je dois vous parler aujourd'hui de la sociologie française et de la façon dont on comprend en France les rapports de la sociologie avec la psychologie.

Mon but est de vous rappeler qu'on peut trouver quelque profit à lire les écrits des sociologues français; qu'il y a quelque intérêt à chercher en France des leçons de sociologie. Il faut bien l'avouer, sur ce terrain nous rencontrons parfois quelques obstacles, il y a des légendes qui ne nous sont pas favorables.

Au premier abord, si l'on veut chercher dans un pays des leçons de sociologie, il semble que ce n'est pas en France qu'on doive les chercher. La sociologie suppose le sentiment de la vie des grands êtres collectifs, or, la France, est-ce que ce n'est pas le pays individualiste par excellence, un pays où le culte de l'individu est poussé très loin? La philosophie caractéristique de la France, la philosophie qui est à vos yeux caractéristique de la France, c'est la philosophie de la fin du XVIII-e siècle, c'est celle qui a abouti à la Révolution française et à la Déclaration des Droits de l'Homme et du citoyen, c'est la philosophie rationaliste qui ne semble pas du tout impliquer le sens de la vie d'un grand être collectif; c'est encore une philosophie individualiste. Les philosophes du XVIII-e siècle dans leur immense majorité, les hommes de la Révolution aussi, ont l'habitude de placer les individus humains égaux les uns en face des autres, nantis de droits et discutant leurs droits, déterminant les conditions de la collaboration, faisant naître en un mot la société d'une sorte de contrat. Ainsi nous nous trouvons ici en présence d'un atomisme social. Les individus apparaissent séparés; ils se rapprochent, discutent, contractent, la société naît; elle ne préexiste pas à l'individu. Elle ne vit pas par elle-même comme un grand organisme.

A cette philosophie classique chez nous, caractéristique et traditionnelle, correspond, dira-t-on volontiers, tout un tempérament national qui, lui aussi, est franchement individualiste. Chacun sait, on aime à le dire, — et le Français l'a dit souvent de lui-même, — qu'il ne tient pas à se laisser encadrer. Certes on se plaît à reconnaître qu'il est sociable, on dit même qu'il est aimable, mais discipliné, c'est autre chose; jouer son rôle d'outil, se laisser englober dans la masse en mouvement, ça n'est pas, dit-on, dans la caractéristique du Français, dans la tradition

Nota Red. — «Sociologia franceză contimporană» reprezintă stenograma a două conferinţe ţinute de d-l C. Bouglé, cu marea sa competinţă şi strălucitul său dar de expunere, la Fundaţia universitară Carol I. Această stenogramă a fost anume revăzută de autor pentru *Arhiva* şi binevoitor trimisă ei pentru publicare. Am păstrat textul francez ca să nu alterăm întru nimic, printr'o traducere, farmecul, foarte greu de redat, al originalului.

française. C'est pour cela que si longtemps, au foot-ball, les Français se sont laissés battre par les autres peuples. Les Français se montreraient donc individualistes dans la pratique comme dans la théorie.

Pour s'orienter en sociologie, on recherchera donc plus volontiers d'autres peuples dont les traditions et les idées sont opposées à celles de la France, par exemple les Allemands. Peuple discipliné, par excellence, dira-t-on, et non point individualiste. Celui-ci du moins a le sens social, et se fond volontiers dans l'être collectif.

Il y a du vrai dans cette antithèse: il est au moins un terrain sur lequel on ne peut pas lutter avec les Allemands, c'est le terrain du culte rendu à l'Etat. La divinisation de l'Etat c'est — ou c'était tout au moins — un article de foi chez tout bon penseur allemand. Une très puissante tradition est ici à l'oeuvre: c'est la tradition hégélienne qui tend à réaliser, à personnifier, à diviniser l'Etat. Vous connaissez la fameuse formule de Hegel: il a dit dans sa «Philosophie de l'Histoire», que l'«Etat c'est la marche de Dieu dans le monde». Et d'autres philosophes allemands après lui ont chanté lyriquement l'Etat, en disant que c'était le chef-d'oeuvre de la nature s'épanouissant dans la société.

C'est un trait qui frappe beaucoup nos amis les Américains, quand ils viennent faire leur tour d'Europe, eux qui n'ont aucune tendance à diviniser l'Etat.

Il est certain que sur ce terrain, nous ne pouvons pas soutenir la concurrence. Seulement, dans la sociologie, il peut y avoir autre chose qu'une apologie de l'Etat-Dieu; la sociologie peut avoir d'autres objets. La nation peut avoir son existence propre et nous Français, nous aimons plutôt personnifier la nation que diviniser l'Etat. Dans les nations d'ailleurs, une foule d'institutions s'entremêlent et il peut être intéressant pour le sociologue — toute personnification mise à part — de soumettre ces institutions à des études comparatives pour comprendre comment elles se forment, se développent, se différencient, et quels rapports elles soutiennent avec l'individu. Il y a là par conséquent, tout un champ ouvert pour le sociologue. Je prétends que ce champ a été largement et profondément labouré par la pensée française et je crois — sans aucune vanité nationale — je crois pouvoir dire, en toute sincérité, qu'après tout, aucun peuple n'a fait plus au monde pour la préparation de cette sociologie à laquelle nous sommes attachés.

Pour le démontrer, je ne vais pas remonter au déluge ni même au XVIII-e siècle. Je veux cependant saluer en passant un grand ancêtre, Montesquieu.

Vous le savez, quand on dit philosophe du XVIII-e siècle, on dit rationaliste, à priori on imagine un homme qui ne sait pas observer la réalité historique. Eh bien, qu'on lise Montesquieu. On verra combien il faut rabattre de ce jugement sommaire. On s'apercevra qu'on se trouve en face d'un penseur déjà très réaliste, très relativiste. Montesquieu est un des premiers qui ait averti les hommes qu'il n'est pas vrai que n'importe quelle constitution convenait à n'importe quel peuple, à n'importe quel temps, à n'importe quel pays; il nous a averti que pour qu'une législation soit viable il faut qu'elle tienne compte de toutes sortes de convenances, non seulement des convenances de climat mais aussi des convenances religieuses,

commerciales et même de la psychologie des peuples. Le mot n'est pas dans Montesquieu, mais l'idée y est formellement exprimée. «L'Esprit des lois» nous apparaît comme un magnifique rond-point d'où s'ouvrent devant nous toutes sortes d'avenues. Montesquieu est le grand-père de la sociologie.

Montesquieu, dira-t-on, est un isolé, en avance sur son temps. Peut-être. Mais dès la première moitié du XIX-e siècle la sociologie trouve chez nous les précurseurs les plus authentiques. Je pense à Saint-Simon d'abord — à tout seigneur tout honneur. J'ai appris avec un grand plaisir qu'un de nos collègues roumains d'ici se proposait d'en traduire plusieurs oeuvres. J'en suis enchanté, parce qu'aujourd'hui même, malgré le bruit qui commence à se faire autour de son nom, on ne l'apprécie pas à sa juste valeur et on ne se rend pas compte qu'il est la source de toutes sortes d'idées qui ont fécondé le XIX-e siècle. Par exemple: saviez-vous qu'avant Auguste Comte c'est Saint-Simon qui a esquissé la loi des trois états? Il a montré que les sciences doivent toutes, les unes après les autres, passer de l'état conjectural à l'état positif et que ce progrès doit entraîner toutes sortes de progrès et de répercussions dans l'organisation sociale. En même temps qu'il faisait pressentir Auguste Comte, chose curieuse, il trouvait moyen de nous faire pressentir Karl Marx, parce qu'il est industrialiste, parce qu'il dit: «tout par l'industrie» et parce qu'en cherchant des arguments pour étayer sa prédication, il se trouve amené à lancer sur les forces qui meuvent l'histoire toutes sortes de remarques suggestives. Par exemple, il nous fait observer que les progrès que l'humanité accomplit dans sa façon d'exploiter le globe, les progrès de ces mécanismes dont elle dispose. les progrès de son outillage, sont les choses les plus importantes de l'histoire. Peut-être un jour viendra où l'homme cessera d'exploiter l'homme, c'est au moment même où il aura de mieux en mieux exploité le globe. Ces choses-là sont liées: un progrès dans l'outillage, dans le machinisme humain détermine, rend possibles et rend nécessaires, exige des progrès sociaux.

Ne reconnaissez-vous pas ici la thèse essentielle, le noyau du matérialisme historique?

Enfin, qu'il me soit permis de donner un troisième exemple: nous avons tous entendu parler d'une thèse sociologique de Spencer, celle où il oppose aux sociétés de type industriel les sociétés de type militaire. Celles-ci organisent tout par la contrainte, la coercition, la discipline; les autres au contraire se fient, pour l'organisation sociale, au contrat, à l'égalité, à la liberté. Or, cette antithèse fameuse, dont on a tant usé et peut-être abusé au XIX-e siècle sait-on d'où elle vient? De Saint-Simon lui-même. Il a formellement opposé le type militaire de gouvernement au type industriel d'administration et cette formule qui revient encore chez nous — et peut-être même chez vous dans les meetings socialistes — qu'il faut substituer au gouvernement des personnes l'administration des choses, cette formule, si elle n'est pas textuellement dans Saint-Simon, y est du moins préparée en esprit et en vérité. Ce même Saint-Simon se trouve donc être sur certains points, précurseur d'Herbert Spencer, précurseur d'Auguste Comte et précurseur de Karl Marx.

Un autre précurseur, ce sera Proudhon. Cela vous étonne peut-être que je le

nomme comme précurseur, comme ancêtre de la sociologie? Il est bien connu qu'il est, lui, l'individualiste pour ne pas dire l'anarchiste par excellence, lui qui a été jusqu'à dire que s'il aimait la république c'est parce qu'elle était une anarchie positive. Voilà, n'est-il pas vrai, l'homme de l'individualité, l'homme de la liberté avant tout, il semble que nous ne devions pas trouver très fort le sens sociologique chez lui. Eh bien, en regardant de plus près on s'aperçoit que même chez lui il y a de la sociologie. Par exemple, chez Proudhon, chez cet individualiste, chez cet anarchiste, il y a une théorie du développement et de l'évolution de l'être collectif. Il dit formellement dans ses «Contradictions Economiques» qu'on ne peut rien comprendre de la vie économique si on ne se représente pas la société comme un seul être, comme un Prométhée. Il dit formellement: pour comprendre non plus seulement la vie économique, mais la vie morale, il se faut représenter l'essence de cet être qui est l'être collectif, qui a ses lois propres, ses propres exigences de vie qui se traduisent par la justice.

Vous voyez comme à côté de Saint-Simon nous pouvons nommer Proudhon comme précurseur de la sociologie.

Mais l'un et l'autre ne sont que des précurseurs, ils voient la réalité sociale positive comme à travers un nuage, comme dans un brouillard d'aurore.

Après les précurseurs, voici les fondateurs et au premier rang Auguste Comte. Cela va de soi: Auguste Comte qui n'a pas seulement inventé le mot de sociologie mais qui a commencé à dessiner la chose; son mérite est d'avoir appelé la sociologie à la vie en montrant qu'elle était demandée par l'histoire elle-même, par le développement des sciences. Il a commencé par démontrer et que la sociologie est possible à l'heure où nous sommes et qu'elle est nécessaire. Elle est nécessaire pour faire l'harmonie du monde positif, pour que le mode de pensée métaphysique soit chassé du domaine social comme il est chassé du domaine de la physique et de la chimie, de celui de la biologie; elle est possible parce que les obstacles qu'elle rencontre sur sa route sont après tout de même nature que les obstacles qu'ont rencontrés les sciences antérieures. Les sciences antérieures ont bien passé le gué, le tour de la sociologie est venu de le passer aussi, le moment est venu de faire de la sociologie une science positive. On y réussira si l'on sait poursuivre les deux branches d'études qu'on a poursuivies par exemple en biologie: études statiques et études dynamiques. Par là Auguste Comte nous indique les résultats féconds auxquels on peut aboutir si on étudie, par exemple, des corrélations entre les institutions qui sont comme les organes des sociétés; et les résultats seront plus féconds encore si l'on prend la précaution de suivre pas à pas les phases de l'évolution humaine. La loi des trois états est non plus seulement esquissée et prévue, comme l'a fait Saint-Simon, mais démontrée avec un luxe de preuves que pouvait se payer un grand savant comme l'était Auguste Comte.

Il est évident, sans doute, que lui aussi a été trop ambitieux quand il s'est efforcé de dégager d'un seul coup la loi d'évolution de l'humanité là où il y avait lieu d'étudier comparativement les lois d'évolution des sociétés; il n'en est pas moins vrai qu'il a préparé les cadres que nous n'aurons qu'à remplir et que la lec-

ture de la 48-e leçon de philosophie positive reste à l'heure actuelle une des meilleures initiations sociologiques proprement dites.

A côté d'Auguste Comte, je désire nommer Cournot, dont on parle moins peut-être, mais dont les études d'histoire et les réflexions critiques me paraissent avoir été très utiles chez nous à la préparation de la sociologie. Cournot a écrit «Matérialisme, vitalisme, rationalisme», il a écrit des «Considérations sur la marche des idées et des évènements dans les temps modernes», et a esquissé dans ses livres une philosophie critique, une espèce de critique de l'histoire très utile au développement de la sociologie. Pour que la sociologie se développe, il faut qu'elle précise ses rapports avec l'histoire proprement dite. C'est ce qu'avait compris un de vos compatriotes, Xénopol, dont je suis heureux de saluer le nom, et qui a consacré une étude aux rapports de la psychologie et de l'histoire. Cournot est en ces matières un des meilleurs guides qu'on puisse trouver.

Cela paraît singulier, au premier abord, de présenter Cournot comme un des préparateurs de la sociologie puisqu'il est le théoricien du hasard. L'idée essentielle de Cournot c'est qu'on a eu tort de ne pas vouloir faire au hasard sa part. Il y a des coïncidences même dans l'ordre des sciences naturelles; même dans l'ordre des sciences astronomiques dont il faut savoir tenir compte: à plus forte raison dans l'humanité. Cournot est donc l'avocat du hasard, cependant il ouvre la voie à la sociologie. Pourquoi? Parce qu'il ne veut pas qu'on s'en tienne à noter les coïncidences des grands évènements historiques, ou des inventions et innovations des grands hommes; il veut qu'on en tienne compte; mais il nous avertit qu'il faut savoir, en matière d'histoire, hiérarchiser les causes, et, à côté des causes accidentelles, faire entrer en compte les causes générales. Le génie d'un Richelieu ou celui de Napoléon ont pu hâter les évènements, ont pu les mûrir plus vite, mais cela n'empêche pas que même si Richelieu n'avait pas existé, la royauté française aurait triomphé des puissances féodales; même si Napoléon n'avait pas existé auraient eu lieu les guerres entre l'Europe réactionnaire et la France révolutionnaire: il y a donc une allure des siècles, une tendance générale des évènements et il faut savoir les noter et se rendre compte que dans l'évolution humaine, il est peut-être possible de dégager une loi générale. Lui-même, Cournot, s'y est esayé; il distingue — quand il fait l'inventaire de la civilisation — il distingue entre les choses qui sont soumises à la loi de croissance et de décroissance — par exemple les langues et les arts — et celles qui se prêtent au perfectionnement indéfini — par exemple la science et l'industrie.

Voilà ceux que j'appelle les fondateurs de la sociologie. Et voici maintenant les ouvriers, les réalisateurs: c'est Tarde et c'est Durkheim que je veux nommer. Or il se trouve que par une harmonie qui n'est pas un effet du hasard, Tarde peut être présenté assez exactement comme le continuateur de Cournot, tandis que Durkheim comme le continuateur, le successeur, l'héritier d'Auguste Comte.

Tarde et Durkheim, on les rencontre toujours quand on veut entrer dans la sociologie française, c'est comme deux bustes à l'entrée d'une belle salle, placés de façon à regarder les arrivants et chacun d'entre eux semble dire à celui qui va

entrer: seras-tu avec moi, où seras-tu avec l'autre? Il faut choisir, semble-t-il, quand on veut entrer dans la sociologie française entre Tarde et Durkheim. C'est un beau duel entre deux tempéraments tout à fait opposés.

Tarde a été juge, il a fait sa carrière dans la magistrature, mais au fond c'est un gentilhomme, un gentilhomme poète, un gentilhomme brillant, causeur, qui aime étonner les salons, de ses anticipations spirituelles; Durkheim c'est un fils de rabbin, il a hérité, il a gardé quelque chose de la sévérité rabbinique, avec une sorte de véhémence contenue. Ce qu'il veut, c'est chercher la vérité, et la vérité sans faire appel au sentiment, à l'imagination, à l'esprit; il ne se soucie pas d'être spirituel, il s'en défend; un fils de rabbin ayant un tempérament de bénédictin, s'imposant des recherches approfondies pour arriver à dégager des lois fondées sur des faits. Tandis que Tarde se réjouit d'être personnel, Durkheim se commande de rester objectif.

S'il me fallait chercher les notions centrales qui président au travail de l'un et de l'autre je dirais, pour Tarde, que c'est l'idée de contagion et l'idée d'hypnose; pour Durkheim c'est l'idée de contrainte et l'idée de synthèse.

Expliquons un peu tout ceci.

Pour Tarde, le fait social par excellence, comme chacun le sait, c'est l'imitation: il n'y a société que là où il y a des êtres qui s'imitent. Les hommes sont associés non parce qu'ils se rendent des services — ce lien d'utilité n'est pas aux yeux de Tarde un véritable lien social — ils sont associés parce qu'ils imitent, qu'ils échangent des reflets. La société n'est pas un échange de services, c'est un échange de reflets. Pour qu'il y ait association véritable, il faut qu'il y ait sympathie, similitude, mais la similitude donnée par la nature, c'est peu de chose, on n'élargirait pas avec cela le cercle social; parlez-nous des similitudes qui résultent de l'imitation, le cercle social s'élargit; l'imitation, voilà l'ouvrier infatigable de l'association.

Elle peut certes revêtir des formes bien différentes: dans certaines sociétés on imitera plus volontiers l'ancêtre, et ce sera l'imitation-coutume; dans certaines autres sociétés on imitera plus volontiers l'étranger, on adoptera les modes du dehors et ce sera l'imitation-mode. Mais en imitant soit les coutumes soit les modes il faut toujours que l'imitation soit présente pour qu'il y ait association.

Or l'imitation, à son tour, qu'est-ce qu'elle suppose? Elle suppose l'invention, il faut quelque chose à imiter dans l'ordre du langage, des rites, des manières de politesse, il doit y avoir quelqu'un à imiter, inventeur anonyme ou inventeur glorieux; il y a quelqu'un qui a innové et c'est le caillou jeté dans le lac provoquant les ondes d'imitation; donc l'imitation ne fait rien que porter à l'infini les effets de l'invention. Ce qui revient à dire que le fait social pour Tarde ce n'est rien qu'un acte individuel répété. S'il y a association, c'est parce qu'il y a des lanceurs d'idées, il y a eu des gens qui ont lancé les croyances dans l'humanité, ce sont eux les vrais organisateurs, les vrais créateurs, les pères de la société. Par conséquent, il n'y a pas besoin de chercher midi à quatorze heures quand on s'interroge sur la société pourquoi essayer de la personnifier? Tarde ne comprend pas cela du tout et il répète: la société n'est pas un être à part, ce n'est pas une grande réalité collective.

Je ne connais pas, répète-t-il, d'université en dehors des professeurs, ni d'armée en dehors des soldats, ni de nation en dehors des nationaux; il n'y a de réel que l'individu. Voilà la conclusion de ce sociologique individualiste, individualiste au double sens du mot. Dans son système l'individu apparaît comme une fin, comme un point d'arrivée, en même temps qu'il apparaît comme le point de départ. Comme une fin et comme point d'arrivée, cela paraît paradoxal puisque, pour Tarde, ce qui fait la vie sociale c'est la multiplication des banalités, c'est la banalisation universelle. Il explique tout par quelque chose d'analogue à la contagion et à l'hypnose. Et comme il se représente les inventions, les idées, les croyances, passant d'un individu à l'autre comme un microbe passe de l'un à l'autre; la contagion est son modèle. Mais la vraie forme de la contagion en matière psychologique, c'est la suggestion; les hommes passent leur temps à se suggérer leurs idées les uns aux autres. C'est «une cascade de magnétisme», les hommes se magnétisent les uns les autres.

Quand on raisonne ainsi, quand on explique tout par l'analogie avec suggestion et contagion, il semble qu'on ne rêve qu'une espèce d'humanité endormie dans une banalité épouvantable. Pas du tout. Faisons-y attention: les banalités sont capables de s'entrecroiser; nous n'imitons pas tous les mêmes modèles, sous les mêmes rapports, nous pouvons collectionner des banalités d'origines très différentes et c'est avec cette synthèse de banalités que se compose notre individualité originale.

Tarde voyait les choses ainsi. Dans un de ses derniers livres, qui n'est pas le moins curieux, il fait une espèce de programme d'utopies, il dessine le tableau d'une société comme il l'aurait rêvée, «une société qui ne serait que sociabilité, une société très bien élevée, où on ne se battrait pas, mais où on se plairait à faire valoir les formes particulières d'individualité qui accumule des banalités d'origine différentes».

Ce qui nous intéresse, surtout pour notre sujet, ce qu'il faut retenir, c'est qu'aux yeux de Tarde l'individu est le point de départ, il faut toujours des inventions pour déclencher le mouvement d'imitation. C'est ici que je retrouve le successeur, le continuateur de Cournot. Ces inventions, en somme, comment naissent-elles? Tarde ne l'explique pas et ne cherche pas à l'expliquer, ce sont de véritables hasards tant et si bien que tout son système est suspendu à une succession de hasards. Le hasard des inventions, voilà en bref la théorie de Tarde.

Qu'est-ce que Durkheim en a pensé, et conçoit-il de la même manière les rapports entre la psychologie et la sociologie? Si ce que je viens de dire est exact, vous voyez que Tarde les conçoit ces rapports d'une manière assez simple: il résorbe la sociologie dans la psychologie; plus exactement il forge un mot spécial, il dit: je ne veux pas faire de sociologie, je fais seulement de l'interpsychologie. Pour comprendre ce qui se passe dans la société, il suffit de se représenter: 1. ce qui se passe dans l'individu; 2. ce qui passe d'individu à individu. Il n'y a pas par conséquent de psychologie proprement collective, de même qu'il n'y a pas de sociologie proprement collective.

Maintenant évoquons Durkheim et rendons nous compte de l'âpreté avec laquelle il combattra cette thèse de son émule.

Durkheim n'aimera pas du tout que l'on présente, comme le faisait Tarde, l'imitation comme la clef qui ouvre toutes les serrures; il conteste la puissance explicative de l'imitation ainsi comprise et fera observer que ce qu'on veut expliquer par la force spontanée de l'imitation, s'explique tout autrement, d'autres forces entrent en jeu, parmi lesquelles une pression sociale, dont Tarde néglige tout à fait l'apport.

Prenons un des cas qui paraît le plus favorable à la thèse de Tarde, ce qui se passe à l'intérieur d'une foule.

A l'intérieur d'une foule, pour comprendre ce qui se passe, les choses sont bien simples, semble dire Tarde. Une idée, une émotion passe d'individu en individu, cela fait le tour de l'assemblée et tout un groupe d'hommes veulent, sentent, crient la même chose; les gestes prestigieux de l'orateur ont dû convaincre et suggérer la même idée qui a fait le tour de l'assemblée, inspirant la colère, la pitié à la foule magnétisée par imitation.

Durkheim fait observer que les choses sont moins simples. Pour arriver à être emportés comme hors de nous-mêmes, à commettre des actes qui ne sont pas ceux d'un bourgeois inoffensif, actes qui font que le lendemain matin nous ne nous reconnaissons plus, que s'est-il passé? Avons-nous seulement accepté une idée qui passait de cerveau en cerveau, de coeur en coeur? Pas du tout. Il s'est produit un phénomène plus complexe, il s'est produit une synthèse. Une force nouvelle s'est dégagée des hommes assemblés; il n'y pas eu seulement d'action de l'un à l'autre, mais une synthèse qui fait que de la foule se dégage une force supérieure devant laquelle la foule elle-même se courbe; la force d'exaltation collective est autre chose qu'une addition d'imitations.

Si au lieu de la foule qui est le plus bas degré de la société, si au lieu de la foule qui n'est qu'une société inorganisée, nous évoquions des nations avec leurs diverses institutions: institutions religieuses, institutions militaires, politiques, économiques, nous trouverions en face de nous une réalité résistante, une réalité charpentée, avec laquelle il faudrait compter. C'est ici surtout bien plus nettement que dans le cas de la foule, que l'on verrait s'exercer sur nous cette pression sociale qu'un Tarde a méconnue. On nous dit que l'institution demeure pendant que l'individu meurt, que nous passons et qu'elle subsiste. Eh bien, dira un Tarde, c'est bien simple: si elles demeurent, si elles subsistent ces formes sociales toujours les mêmes, c'est par la spontanéité des individus qui s'imitent les uns les autres. Pas du tout, ils ne s'imitent pas spontanément, ils se croient obligés de s'imiter, de se conformer à certains modèles, de respecter ces rites, ces coutumes, ces obligations, ces institutions, et c'est ce sentiment d'obligation, de contrainte qui explique l'uniformité que vous constater et qui n'est pas due à un instinct d'imitation mécanique. En réalité, un sentiment d'obligation apparaît ici. L'assimilation des esprits s'obtient par la vertu d'une pression collective. Pour vous le représenter par un exemple concret, rappelez-vous le beau roman français paru récemment et qui malgré la cherté du livre a pu se trouver entre vos mains: Maria Chapedelaine. Le roman se passe au Canada, on y voit comment une jeune fille,

une jeune fermière, dont le coeur est incertain, hésite. Elle serait attirée vers un homme de la ville, ouvrier qui gagne de hauts salaires, mais il y a aussi un pauvre diable, un défricheur de terre, abatteur de forêts comme son père. Enfin, après bien des hésitations elle cède à la voix qui lui dit: il faut que tu restes là où ton père s'est installé, comme ton père, il faut conquérir de la terre, il faut maintenir la loi ancestrale.

De même la continuité des nations s'explique par l'obligation de faire ce qui a été fait avant nous. Sans doute il y a dans les sociétés bien autre chose que ces phénomènes de tradition. Par exemple, pour rester dans le cadre de Tarde, à côté du royaume des coutumes, il y a le royaume de la mode. Mais, dans le royaume de la mode, croyez-vous que le sentiment de contrainte soit exclu? Représentez-vous après Maria Chapedelaine la journée d'une grande dame de Bucarest ou de Paris: que d'obligations pèsent sur ses charmantes épaules, obligation de prendre le thé chez des gens quelquefois qu'on n'aime pas: obligation d'aller au concert ou à des conférences où l'on s'ennuie, obligation de manger selon un certain rite, toutes sortes d'obligations auxquelles on se soumet. Pourquoi? Pour une raison très simple: pour garder son rang, pour ne pas être confondu avec la plèbe misérable, avec la petite bourgeoisie inférieure. La manière de se vêtir, de se présenter, de parler s'explique par le souci de rester assimilé à un certain cercle et en même temps de se distinguer des autres. La rapidité avec laquelle les modes changent, savez-vous comment elle s'explique le plus aisément du monde? Si la mode change c'est parce que certaines classes inférieures veulent s'habiller comme les classes supérieures pour être confondues avec elles; et afin d'éviter cette confusion, les classes supérieures changent de costume. Ici encore nous voyons à l'oeuvre un sentiment d'obligation; tantôt c'est un sentiment national, tantôt un sentiment de classe mais toujours un sentiment impérieux, doué d'une vertu coercitive, toujours on se trouve devant une contrainte et cette contrainte, on est obligé de dire, prétend Durkheim, ne vient pas seulement de la conscience du voisin, elle vient d'une conscience qui n'est la conscience de personne et qui est la conscience de tout le monde, c'est précisément ce que l'on appelle la conscience collective.

Il s'agit maintenant de comprendre ce que Durkheim a voulu loger sous le vocable qui donna lieu à tant de discusions, la «conscience collective».

Pour comprendre les phénomènes que je viens de dire on est obligé de la poser.

Qu'est-ce que cela signifie au juste?

Prenons pour éclairer la difficulté du sujet un ou deux exemples: imaginons un juge qui rend un arrêt. Quand il rend son arrêt, est-ce que c'est lui qui parle? Lui, l'individu d'un certain âge, d'un certain tempérament? Non point. Il parle avec une autorité, avec une solennité particulières, il parle au nom de la loi, au nom du peuple, il parle au nom de valeurs qu'il respecte, dont il est le gardien et interprète au nom de la conscience collective. C'est là ce qui fait l'autorité dont cet individu est revêtu, sans cela tout le monde le contesterait.

Un autre exemple, après le juge qui dit la justice, l'instituteur, l'éducateur qui enseigne la morale dans sa petite classe. Quand il apprend aux enfants à respecter cer-

taines valeurs, à admirer certaines choses, est-ce que c'est lui qui parle ? Est-ce sa propre idée seulement qu'il communique aux enfants? De quel droit? Qui reconnaîtrait une telle autorité formidable? En réalité, et il le sent lui-même tout le premier, il est bien évident que lui aussi est un interprète, un représentant. L'instituteur dans son humble école, est un représentant de la nation, l'adjoint d'un progrès, ici encore c'est la conscience collective qui parle par sa bouche. Et dans ces cas très simples, nous nous rendons compte bien souvent dans la vie qu il arrive en effet de n'être que des interprètes, des dépositaires, des héritiers; dans ces cas-là, il semble que nous sentions très bien la pression d'un ensemble d'idées qui font durer et progresser une société.

Au bout du compte, si nous voulons définir la conscience collective, nous dirons: c'est un système d'idées forces qui travaillent à assimiler, selon certains types, les consciences individuelles.

Mais où est- elle cette conscience collective par la vertu de laquelle vous assimilez les consciences individuelles? Nous sentons son influence, mais nous ne voyons pas le dieu. C'est peut-être après tout que ce dieu aussi est invisible, Deus absconditus. Du moins la conscience collective est-elle un dieu qui n'apparaît que lorsque les fidèles sont rassemblés; il faut que les apôtres soient assemblés pour que se dressent les langues de feu sur leurs têtes. Il faut que les consciences individuelles soient rapprochées, fondues les unes dans les autres pour que la conscience collective fasse sentir ses effets. Elle n'a donc pas un corps à elle.

Pour qu'elle devienne une force il est nécessaire et suffisant que les consciences individuelles entrent en rapports; c'est ce rapprochement qui est lui-même une cause.

C'est ici que vous voyez apparaître après l'idée de contrainte, la seconde idée centrale de Durkheim, l'idée de synthèse. Pour bien comprendre les formations de cette conscience collective, il n'y a rien de tel que de se représenter ce qui se passe dans l'ordre de la chimie et c'est bien cela que Durkheim faisait. Je dis: quand les consciences individuelles se rapprochent il naît quelque chose de nouveau, une force spirituelle supérieure à chacune d'elle, quelque chose de nouveau, d'inédit, d'original. Vous connaissez la règle en chimie que si l'on rapproche l'oxygène et l'hydrogène on obtient un produit qui manifeste des propriétés qui n'étaient pas auparavant dans les éléments simples combinés. Ainsi du rapprochement des éléments simples surgit un produit nouveau, original, doué de propriétés particulières. Nous avons le droit de transposer et de dire: le même mystère que l'on constate à chaque instant dans la chimie, ce même mystère on le constate en sociologie. La sociologie escompte ces effets de synthèse.

Vous le voyez: nous sommes ici aux antipodes de Tarde. Tout à l'heure, c'était la psychologie qui primait tout, et la psychologie individuelle; ici, très peu de place à l'individu, c'est une espèce de déterminisme social qui passe au premier plan, c'est la conscience collective qui parle haut et fort.

Est-ce à dire que dans ce système toute psychologie disparaît? Pas du tout. La conception de Durkheim, qui oppose l'idée de contrainte à l'idée de contagion

et d'hypnose; la conception de Durkheim qui oppose la pression de la conscience collective à l'imitation qui va d'une conscience individuelle à une autre, cette conception n'est pas du tout — comme on l'a trop souvent répété — exclusive de toute psychologie. Comment le serait-elle en vérité! Quels sont les termes que je viens d'employer? Conscience collective, pression, contrainte. Tout cela ce sont des faits de conscience; s'il y a fait social, il faut qu'il y ait communication entre les individus, il fait qu'il y ait conscience. Par conséquent, c'est toujours dans le plan de la psychologie que les choses sociales se passent. Seulement, attention! Que veut dire Durkheim? Il veut nous avertir que la psychologie proprement dite, individuellement, comme on la pratique quand on use de la méthode d'introspection, est insuffisante peut-être pour nous faire comprendre les lois selon lesquelles se constituent les représentations collectives, l'objet véritable de la sociologie. Une question de méthode se pose ici d'où il sort des conseils de méthode pour les recherches.

Et voici le conseil de Durkheim: si nous voulons comprendre ce qui se passe dans la société, il faut nous rappeler que l'on pense autrement groupé qu'on ne penserait isolé. Oui, pour comprendre comment vous pensez, il ne vous suffit pas de penser isolé, vous, psychologues. Si vous, psychologues, pour comprendre le développement d'une institution vous restez pliés sur vous-mêmes, vous ferez des hypothèses, vous userez de notions à vous familières mais vous ne comprendrez pas la raison historique et sociale des choses. Pour comprendre par exemple l'institution de la religion, l'institution du mariage, il ne suffit pas que nous civilisés, roumains ou français, descendions en nous-mêmes et alléguions soit notre élan vers l'infini, soit notre appétit d'amour; ce n'est pas cela qui explique la fondation d'institutions comme celles-là; pour les comprendre, il faut consentir à sortir de nous mêmes, à traiter les faits sociaux comme des choses, nous renseigner objectivement, il faut appeler l'histoire comparative au secours de la psychologie. On ne peut pas, en se contentant de se pencher sur la source intérieure, pressentir tout le cours du fleuve, mais pour le voir se dérouler, il faut monter au sommet de la montagne. On ne peut comprendre l'évolution des institutions que si la méthode de l'histoire comparative vient au secours de la psychologie individuelle. Et voilà l'essentiel, le noyau utile de la pensée de Durkheim. Elle a une valeur heuristique, elle nous indique de quel côte il faut orienter les recherches.

Que cette orientation puisse être féconde, c'est ce que maintenant, pour finir, je voudrais brièvement montrer par quelques exemples.

Je prétends que grâce à ce conseil, grâce à cette orientation, nous avons pu faire quelques progrès en matière de psychologie, qu'il s'agisse de la psychologie primitive ou de la psychologie morbide ou enfin de la psychologie de l'homme normal et civilisé.

Pour la psychologie primitive, vous devinez à quoi je veux faire allusion: au premier rang au travail de Lévy-Bruhl «sur les fonctions mentales des sociétés inférieures»; ou à son livre plus récent «sur la mentalité primitive».

Quel est l'objet de notre collègue dans ce livre-là? Nous faire mesurer la dis-

tance infinie qui sépare notre mentalité de civilisés de la mentalité primitive; nous faire comprendre que nous n'y comprenons rien, que la manière dont raisonnent les hommes primitifs, nous est totalement inintelligible. Qu'on regarde donc de près les non-civilisés. On s'apercevra que les catégories habituelles de notre logique ne leur conviennent pas. Le principe d'identité, de contradiction est lettre morte pour eux; les changements de valeurs se mêlent aux changements des réalités, les superstitions aux constatations, tout participe à tout. Un homme de cette mentalité croit en même temps être homme et animal; il ne distingue pas ce que nous distinguons, tout se mêle dans l'esprit primitif. Pourquoi tout se mêle-t-il? Sans doute une des principales raisons c'est qu'à ce moment-là la pensée individuelle est comme fondue dans la pensée collective; c'est qu'à ce moment-là l'individu ne s'isole pas pour réfléchir, il n'a aucun esprit critique, aucun droit, aucun pouvoir de penser par lui-même, il se laisse emporter par le torrent de la tradition, il n'est qu'un atome roulé par le fleuve, sa conscience est comme résorbée par la conscience collective. Ainsi donc, si la mentalité primitive est ce qu'elle est, c'est parce que les consignes impérieuses des croyances superstitieuses l'emportent sur le mode de pensée proprement individuel.

Mais analysons de près ces modes de pensée primitifs et collectifs. N'allons-nous pas y trouver bien des choses intéressantes peut-être qui contribueront à expliquer jusqu'à la formation des principes de cette raison dont nous sommes si fiers? Je veux faire ici allusion à la théorie par laquelle Durkheim prétend assigner une origine sociale aux catégories mêmes de la raison.

Durkheim fait cette observation dans certaines sociétés; on s'aperçoit que les premières classifications dont se serve l'esprit humain ce sont des classifications sociales. Par exemple, dans une certaine tribu il y a deux clans: celui du serpent et celui de l'aigle. Le clan du serpent ne comprend pas seulement les hommes et les femmes de la tribu, il comprend toute une région, certaines catégories d'objets, les arbres, les fleuves et même certains nuages; du côté du clan de l'aigle, il n'y a pas seulement des hommes, des femmes, des animaux, il y a certaines parties de la nature, certaines catégories d'espèces animales et végétales. Le monde se trouve divisé d'après des principes sociaux, on peut aller jusqu'à dire que si les hommes distinguent les espèces, c'est parce qu'ils sont divisés en clans.

Ainsi donc c'est par la vie sociale que se seraient formées ces premières habitudes intellectuelles qui aboutiront à la constitution de catégories véritables et peut-être bien, si l'on poursuivait l'étude de notions, comme celle de tabou, ces notions apparaîtraient comme les premières formes du concepte impérieux grâce auquel s'est installé de l'ordre dans l'esprit humain. Il s'esquisse ici une nouvelle théorie génétique de la connaissance qui cherche la genèse des catégories de la raison non plus comme Spencer du côté biologique mais dans la sociologie, théorie très ambitieuse, que nous ne pouvons pas présenter comme démontrée aujourd'hui mais qui est un exemple de la largeur des perspectives ouvertes aux sociologues.

Donnons un autre exemple emprunté à la psychologie morbide.

Essayons de montrer que sur ce terrain aussi nos idées ont pu être utilement

renouvelées par les concepts sociologiques. Je ferai allusion par exemple à un travail de M. Blondel, actuellement professeur à Strasbourg, qui s'appelle «la conscience morbide». Blondel dans ce beau travail, entassant des analyses empruntées aux confessions de malades demi-fous, arrive à cette conclusion bien curieuse que ces demi-fous sont des demi-fous parce qu'ils sont des solitaires. Ils ne sont plus à la page, ils ne peuvent plus comprendre le reste de l'humanité, ils s'en sont éloignés petit à petit, ils se montrent incapables d'incorporer leurs impressions personnelles dans ces concepts qui nous servent de charpente intellectuelle, ils arrivent à parler un langage que les autres ne comprennent plus, ils vivent penchés sur eux-mêmes, ne pensant plus qu'à leurs souffrances. Les fous sont essentiellement des solitaires, des hommes retranchés de la société. Quand on se laisse progressivement retrancher de la société, eh bien, petit à petit, il arrive en effet qu'on ne soit plus qu'un Moi personnel, un moi qui n'est plus en relation avec la société et qui par là même est déséquilibré. Conclusion bien intéressante dont on pourrait tirer beaucoup. La société nous soutient en même temps qu'elle nous contient.

Mais je ne veux pas vous laisser croire que c'est seulement dans l'ordre de la psychologie primitive ou de la psychologie morbide que la sociologie peut présenter de l'intérêt, amorcer des recherches nouvelles. S'il s'agit d'un homme normal, civilisé, nous nous rendons compte que pour comprendre ce qui se passe en lui, il faut encore faire appel à la sociologie. Pour le démontrer, je ferai allusion à un troisième livre, le livre de Paulhan qui s'appelle «la transformation des sentiments».

Paulhan n'est pas sociologue, c'est un psychologue. Il est d'autant plus intéressant à voir qu'en étudiant la transformation de nos sentiments normaux, il est amené à faire très large la part de la société. Il fait cette observation très simple: après tout, si nous voulons comprendre notre vie sentimentale, ce que nous offrent les instincts de conservation, de nutrition, de reproduction, ce n'est pas très compliqué. Là-dessus nous avons greffé une végétation luxuriante de sentiments complexes. Or ceux-ci se sont greffés sur ceux-là par l'intermédiaire de la vie sociale. Pour le comprendre, comparons, si vous le voulez bien, l'acte de nutrition, la nutrition dont le corps a besoin pour s'entretenir matériellement, comparons l'acte de nutrition à un bon repas, un bon repas avec sa belle ordonnance. A une heure convenue, on se réunit, on mange suivant un certain ordre, selon un certain rite; la conversation prend un certain tour, il y a des sujets qui sont interdits, d'autres qui sont recherchés, tout cela convenu d'avance. Pour arriver à cette organisation il a fallu des siècles de civilisation, de sélections, de complications variées. Manger n'importe comment, c'est facile; mais un bon repas, c'est une oeuvre de longue haleine, ce n'est pas seulement un travail individuel mais collectif, nos sentiments se sont raffinés en même temps qu'ils se sont socialisés.

Ce que je dis de la nutrition, je pourrais le dire de l'amour. Si de l'accouplement brutal nous passons à ce qu'est pour nous l'amour, là aussi il y a une longue distance parcourue, beaucoup de complications ont été surajoutées à l'instinct, beaucoup de complications et beaucoup de raffinement aussi. Pour le comprendre, il faut se rendre compte, dit Paulhan, que nos sentiments se sont spiritualisés,

mais dans bien des cas c'est parce qu'ils se sont socialisés. Spiritualisés, c'est-à-dire que, entre le besoin que nous ressentons et les actes plus ou moins complexes que nous accomplissons pour l'assouvir, toutes sortes d'intermédiaires se sont installés: des rêves, des projets, des jugements de valeur, toute une vie intellectuelle très complexe, très élevée. Mais si elle a pu s'installer, c'est qu'en effet nous avons agi les uns sur les autres, nous avons cédé à des pressions sociales, nous avons été plongés dans certains milieux.

Ces quelques exemples suffisent peut-être à montrer qu'il y a quelque fécondité dans l'idée nouvelle que la sociologie a apportée. S'il faut indiquer les tendances générales des études, des recherches que suggère la sociologie, je dirai que ces études viennent à point pour limiter ce que j'appellerai d'un mot les tendances matérialistes. Si, en effet, nous cherchons à expliquer beaucoup de choses, le plus de choses possibles par la vie de la société, c'est autant que nous refusons à l'explication matérialiste, qui reviendra tout à la physiologie. Certes, ce qui vient du corps il faut en tenir compte pour comprendre l'âme humaine, il faut connaître la nature, mais surtout la nature sociale. La nature animale, elle, fournit le soubassement mais non un édifice complexe et cet édifice complexe, c'est par la main des sociétés qu'il a été bâti.

S'il y a une nature humaine, c'est parce qu'à la nature animale une nature sociale vient se surajouter.

Si l'âme humaine donne naissance à la végétation que je disais, si elle produit tant de fleurs et de fruits, ce n'est pas seulement parce que la racine organique plonge dans la terre, mais parce que sur le plant primitif toutes sortes de greffes se sont développées, qui sont l'oeuvre de la société.

II. On m'a demandé de parler de la manière dont on entend en France les rapports entre la sociologie et la morale.

Sujet passionnant, mais sujet difficile entre tous. Vous allez vous en rendre compte.

La sociologie, nous pourrions la définir l'étude comparative des institutions humaines dans leurs rapports avec les grands êtres collectifs dont elles constituent les organes, dont elles satisfont les besoins, dont elles traduisent les aspirations.

S'il est vrai que la sociologie est l'étude comparative des institutions humaines, on comprend tout de suite qu'elle pourra se diviser en diverses branches: on pourra étudier les lois, leur formation, leur fonction, ce sera la Sociologie Juridique; on pourra étudier les rites, dans leur liaison avec les croyances, et ce sera la Sociologie Religieuse; on pourra étudier les modes de production et de consommation, et ce sera la Sociologie Economique. Mais on peut étudier aussi les consignes, les devoirs, l'impératif que nous sentons en nous-mêmes, ce qui commande notre activité, ce qui s'impose à notre sensibilité, et ce sera la Sociologie Morale, ou la Science des Moeurs.

Il semble bien que ce soit là l'entreprise la plus audacieuse, la plus ambitieuse de la Sociologie; soumettre à une étude positive, comme si c'était des faits de la

nature, les tendances de la conscience morale. C'est là que la sociologie paraît le plus audacieusement entreprenante en effet, car enfin, la morale, les philosophes l'ont dit, c'est le royaume du for intérieur; les débats de la morale, les anxiétés de la vie morale, cela se passe au plus profond de nous mêmes; c'est sur le saint des saints, sur le tabernacle, que la sociologie semble devoir porter une main impie. Elle veut soumettre à des recherches objectives les faits mêmes de la vie morale, et la conscience morale proteste, semble-t-il, au moment d'être saisie par la science positive, comme une colombe se débat sous la main de l'oiseleur. Cela fait l'effet d'une espèce de scandale. Pour bien mesurer cet effet, rappelons-nous la réprobation qui accueillit naguère les formules d'Hippolyte Taine. Il avait dit: «le vice et la vertu sont des produits comme le sucre et le vitriol» (vous diriez ici en Roumanie comme le sel et le pétrole); il faut les étudier comme tels, il faut voir comment ils se forment, à quoi ils servent. Voilà ce qui avait scandalisé. Que voulait dire au juste Taine? Il voulait indiquer ceci: l'idée que l'on se fait du bien et du mal dans les diverses sociétés, cette idée-là ce n'est pas quelque chose d'arbitraire, cela ne dépend pas des fantaisies individuelles, mais cela dépend en quelque mesure des conditions sociales elles-mêmes, ce que Taine appelait le milieu et le moment historique. On ne sentirait pas, on ne penserait pas, on ne déciderait pas du bien et du mal de la même manière si au lieu d'être Français ou Roumain on était Athénien ou Chinois. Les conditions sociales exercent leur influence sur ce que nous appelons la hiérarchie des valeurs; les conditions sociales déteignent en quelque sorte sur les idées morales. Voilà ce que Taine voulait dire. Et c'est le programme même de la sociologie morale qu'il esquissait ainsi.

Je vais essayer de montrer ce que, en cette matière de science des moeurs, la pensée française a pu nous apporter. Je ne veux pas dire que nous ayons ici une sorte de monopole; nous ne sommes certes pas les seuls à avoir essayé d'étudier de façon objective, de façon positive, les consignes morales qui règnent dans diverses sociétés. Moi-même quand j'ai été étudier en Allemagne, je me rappelle que j'en suis revenu avec un petit livre sur la science sociale allemande où il y avait un programme tracé par Georges Simmel dans son «Introduction dans la science de la morale»; et je me rappelle que dix ans avant moi, Durkheim lui-même, allant faire la même enquête, rapportait d'Allemagne des articles que vous trouverez dans la Revue Philosophique sur la science de la morale en Allemagne. De même que j'avais montré ce que la science des moeurs pouvait devoir à Simmel ou à Lazarus, lui, avait montré ce qu'elle pouvait devoir à Ihering, Post ou Wundt.

Nous n'avons donc pas méconnu sur ce terrain pas plus que sur tout autre, l'apport de la pensée allemande.

Cependant j'ose dire qu'il y a un fait historique qui semble nous prédisposer à bien comprendre ce que peut être la science des moeurs ou la Sociologie morale. Ce fait historique c'est ce que j'appellerai d'un mot le laïcisme. Le fait que chez nous il existe nous a valu l'existence d'une morale et d'un enseignement de la morale indépendant de toute confession religieuse ou de toute théorie métaphysique particulière. Vous devinez tout ce que ceci implique et tout ce que ceci suppose.

Lorsqu'on veut enseigner une morale, une morale commune aux hommes de la nation, qui ne soit pas inféodée à une croyance religieuse ou à une théorie métaphysique particulière cela suppose qu'il y a des pratiques morales qui s'imposent dans un même temps, dans un même pays, abstraction faite des croyances ou théories auxquelles ordinairement on les suspend. On les suspend comme à un anneau doré à des croyances, à des théories, et nous, nous constatons que même lorsque le lien est coupé, cependant elles continuent d'agir, d'exercer leur influence; il y a des consignes , des préceptes, des prescriptions devant lesquelles les hommes d'un même temps, d'un même pays s'inclinent, même s'ils sont séparés les uns des autres par leurs croyances et leurs théories. C'est ce que beaucoup de nos penseurs ont mis très clairement en lumière et parmi eux, l'un d'entre eux que je veux citer parce qu'on a parlé beaucoup de lui au Sénat, en même temps que de Renan, c'est Quinet que je veux dire. Edgar Quinet a magnifiquement montré pourquoi un enseignement laïque de la morale nationale s'impose en effet chez nous: c'est parce que notre nation est très divisée au point de vue religieux, au point de vue philosophique et alors, se demande-t-il, qu'est-ce qui pourra enseigner ce qui fait l'unité nationale? est-ce le catholique qui déteste le protestant? Est-ce le protestant qui comme le catholique déteste le Juif? Est-ce le Juif qui avec le catholique et le protestant détestent ensemble le libre penseur? Point du tout. Il faut chercher en dehors du terrain où on se lapide et on se dispute, le terrain sur lequel nous pourrons bâtir la morale commune, la morale de la nation. C'est en dehors des églises qu'il faut chercher la pierre sur laquelle on bâtira cette école qui n'est pas une anti-église, mais la maison commune où peuvent se retrouver tous les fils de la même patrie.

Voilà l'enseignement de Quinet. Vous voyez qu'il suppose qu'il y a en effet un ensemble de préceptes, de prescriptions et de consignes à respecter, qu'on soit juif, catholique, protestant, matérialiste ou idéaliste. Dans la divergence des théories il peut subsister une convergence des pratiques. C'est bien cela que supposaient les arguments de ceux qui, chez nous, ont institué l'école laïque et l'enseignement laïque de la morale. Telle était par exemple l'argumentation de ce Jules Ferry qui était secondé magnifiquement par Ferdinand Buisson. Jules Ferry faisait entendre aux instituteurs: «Ne vous mêlez pas de religion ni de métaphysique, cherchez seulement à enseigner la morale commune; donnez à vos enfants le respect de ces vertus que leur feraient respecter tous les pères de famille; cherchez ce qui unit, non ce qui divise. Ce qui divise peut-être c'est la recherche des principes; ce qui unit c'est le respect des pratiques».

Voilà le fondement du laïcisme chez nous. Et si vous réfléchissez, vous verrez que cette distinction entre les théories qui divisent et les pratiques qui unissent, cette distinction elle est aussi, en même temps que le pilier du laïcisme, le postulat de la science positive des moeurs. En effet, la science des moeurs, pour se constituer, suppose que l'on distingue nettement entre les théories qui divisent et les pratiques qui réunissent. Si on fait de la morale à la façon de la philosophie classique, on commence par formuler un certain nombre de doctrines, de théories, de principes à

priori; les uns sont stoïciens, les autres épicuriens, les uns utilitaires, les autres sentimentaux, les autres encore rationalistes. C'est ce qu'on expose à nos élèves dans les classes de philosophie et cela leur donne une belle idée des incertitudes de l'esprit humain en matière de morale. En effet, on leur expose des théories qui semblent par définition aux antipodes les unes des autres. On se rappelle que l'un des prédécesseurs de ce genre d'études, Varron, cherchant à faire un recensement des formules du bien lancées par les philosophes, n'en avait pas découvert moins de 300. Vous voyez quelle diversité, quelle incertitude, quelle incohérence. Mais descendons un peu du ciel pour marcher sur terre; du plan de la théorie rabattons-nous sur le plan de la pratique, alors nous allons voir l'unité se reconstituer. Nous allons voir que lorsqu'il s'agit de savoir quels sont les devoirs qui s'imposent, devoirs d'humanité, de tolérance, de sociabilité, le stoïcien est d'accord pratiquement sur bien des points avec l'épicurien, l'utilitaire est d'accord sur bien des points avec le rationaliste; leurs théories peuvent diverger, elles donnent toutes à peu près les mêmes conseils pour la vie pratique. Donc: divergences des théories, convergences des pratiques.

Convergence des pratiques, entendons-nous bien; ici une distinction s'impose. Vous allez me dire peut-être que si je veux obtenir un spectacle de divergences et d'incohérences il m'est facile d'invoquer non pas seulement les théories qui divisent les philosophes, mais les pratiques très diverses que s'imposent les hommes. Par exemple, je ferai le tour du monde en géographe et historien et je cueillerai facilement nombre d'exemples où l'on verra des hommes primitifs blâmant ce que les civilisés louent, ou louer ce que les civilisés blâment. Chacun de nous sait par exemple que dans certains pays il est commandé de tuer d'assez bonne heure ses parents quand ils vieillissent de manière à leur ménager une vie plus heureuse dans l'autre monde; ou bien l'on considère comme un péché capital dans de nombreuses sociétés primitives de regarder sa belle-mère en face; ce n'est pas chez nous un péché capital.

Il est donc bien évident que, le criterium moral, la mesure des valeurs varie selon les sociétés et on a insisté plusieurs fois sur ces variations. Vous connaissez sans doute le mot si souvent répété de notre Pascal: «Vérité en deçà des Pyrénées, erreur au delà». Avant Pascal, Montaigne se plaisait à rassembler des collections d'anecdotes pour faire apprécier les contradictions de l'esprit humain et faire ressortir que ce qui est moral ici est immoral là; ce qui est immoralité à notre époque est moralité dans les temps primitifs. Oui, mais il est très facile dans cette confusion d'introduire un principe d'ordre. Quand je dis: sur le plan de la pratique nous trouvons des convergences tandis que sur le plan de la théorie nous étions frappés des divergences, je veux dire dans une même société ou plutôt dans un même type de société. Considérant ce qui se fait, ce qui s'impose, ce qu'on se commande soi-même dans un même type de société, vous retrouverez l'harmonie au lieu de la discordance.

Evidemment un Spartiate et un Athénien ou un Australien et un Hottentot ne hiérarchisent pas les valeurs de la même manière, mais nous qui appartenons à des civilisations semblables, qui sommes plongés dans le même courant de civili-

sation, nous tous nous hiérarchisons les valeurs approximativement de façon analogue. Nous serons tous d'accord, en Roumanie comme en France, pour blâmer par exemple un officier qui abuse de son pouvoir, un magistrat prévaricateur, un professeur qui truquerait les notes à un examen, que sais-je; sur tous ces points même blâme, même appréciation; nous nous servons sensiblement du même criterium. Voilà le fait frappant sur lequel il faut insister, voilà les faits qu'il faut étudier. La science des moeurs nous dit qu'il y a des convergences: dans un même temps, dans un même pays, il y a des consignes qui s'imposent. Pourquoi celles-là et pas d'autres? C'est un problème que l'on peut se poser et que l'on peut essayer de résoudre scientifiquement. Il y a là des choses à observer dans l'ordre de la société comme dans l'ordre de l'individu. Mettons-nous donc sur ce terrain à l'école de l'observation. N'intervenons pas ici parce qu'il s'agit de morale, avec des idées a priori, des idées toutes faites, dont nous voudrions faire sortir des normes, avec des morales théoriques qui veulent être en même temps normatives; laissons de côté tout ce bagage classique et n'apportons ici que l'esprit d'observation, l'esprit objectif, le désir de voir les choses comme elles sont, le désir de comprendre comment elles se sont formées. Telle est la leçon qui se dégage d'un livre magistral dont vous avez entendu parler sans doute, de notre collègue Lévy-Bruhl, livre qui s'appelle «la morale et la science des moeurs». Dans ce livre-là, M. Lévy-Bruhl se sert justement des oppositions que je viens de rappeler; il déclare que le temps est fini de ces morales théoriques qui veulent être en même temps normatives; dans la morale aussi il faut introduire l'esprit d'observation et l'induction; il faut se mettre à l'école des faits. De même que le physicien, le chimiste, le biologiste étudient la nature extérieure, de même le sociologue doit étudier la nature morale. Il y a une nature morale, il y a des réalités données qui s'imposent, qu'il est de notre devoir de découvrir. Colliger des faits c'est le premier devoir des sociologues en matière de morale et la consigne qui s'impose pour eux c'est, vis-à-vis des réalités morales, une sorte de curiosité respectueuse.

Voilà donc comment on pourra, suivant M. Lévy-Bruhl, élaborer une science des moeurs à l'image des sciences de la nature, constituée par les mêmes procédés, avec les mêmes scrupules, selon le même esprit.

Maintenant, de cette science des moeurs, si jamais elle pouvait se constituer, sortirait-il des applications? C'est cela qui intéresse ceux qui sont hantés du problème de la vie morale; c'est à cette question qu'il faudrait une réponse et qu'il est très difficile de répondre. Pourquoi? Parce que la science des moeurs n'est qu'à l'état d'ébauche, elle n'est pas encore constituée, nul ne peut au juste prévoir l'effet qu'elle produirait sur nos consciences une fois qu'elle aurait donné satisfaction à nos aspirations. On peut raisonner par analogie et M. Lévy-Bruhl ne s'en fait pas faute; il fait remarquer que la connaissance du monde extérieur nous a permis des applications et des plus fécondes: le médecin, l'ingénieur greffent sur la science biologique ou sur la physique et la chimie des arts rationnels, des techniques qui leur permettent d'améliorer la situation de l'homme; n'y aurait-il pas de même un art pratique rationnel qui ne serait plus suspendu à une morale théorique mais

qui dériverait d'une science objective des moeurs? Voilà la question qu'il pose, voilà les perspectives qu'il ouvre.

Quoi qu'il en soit, ces perspectives restent placées sur un terrain scientifique et comprenez bien que l'esprit qui animerait une pareille science des moeurs c'est au premier chef un esprit rationaliste. La science rationaliste généralise ce qu'elle touche; pour comprendre les choses elle les met en rapport les unes avec les autres. Si jamais on avait réussi à constituer la science des moeurs, elle aurait sans aucun doute à démontrer les propositions suivantes: les consignes morales varient en fonction des types de sociétés. La morale varie comme varient les sociétés. Voilà en quel sens la science des moeurs rendrait relative la morale. C'est une première indication dont on pourrait tirer un certain nombre de conséquences. Mais pour bien comprendre l'ambition de la sociologie morale, il faut aller plus loin et, après avoir évoqué les idées de M. Lévy-Bruhl, il faut évoquer celles de Durkheim lui-même.

On nomme quelquefois ensemble ces deux philosophes, ces deux professeurs de la Sorbonne comme s'ils collaboraient à la même oeuvre. Ils y collaborent en effet, mais non de la même manière, ce ne sont pas des esprits de la même famille. M. Lévy-Bruhl semble bien vouloir être le continuateur des philosophes du XVIII-e siècle. Avant tout il marque les distances entre l'esprit d'un civilisé et celui d'un primitif; il veut, après tout, nous libérer des superstitions; libérer les esprits serait son ambition suprême tandis que ce n'est pas l'ambition unique d'un Durkheim; celui-ci veut d'abord charpenter les consciences.

Durkheim — il me le rappelait souvent — est fils d'un rabbin et il reste à sa manière dans la tradition religieuse. Il veut continuer à donner je ne sais quelle allure religieuse à la vie morale et sociale. C'est là au fond son ambition suprême. Alors il est naturel qu'en ces matières il se montre plus conservateur que M. Lévy-Bruhl, peut-être aussi plus profond, plus pénétrant. Là où M. Lévy-Bruhl creuse les abîmes, Durkheim va jeter des ponts entre l'esprit primitif et l'esprit des civilisés. Au point de vue intellectuel, Durkheim rétablit la continuité que nie M. Lévy-Bruhl; au point de vue moral, même tactique dans la croyance morale primitive; Durkheim va trouver des choses qui survivent dans les consignes morales modernes. Cherchons donc à nous représenter ce que peut donner, appliqué au problème de la science des moeurs, cet esprit si imprégné de préoccupations religieuses. Il a offert, non plus seulement sur les rapports des devoirs avec les sociétés mais sur les rapports du devoir avec la société, des vues extrêmement suggestives. Je dis «du devoir» et non plus «des devoirs». Suivant la conception de Lévy-Bruhl nous devrions voir les consignes morales varier suivant les formes sociales; Durkheim a de son côté démontré cette thèse, mais il va plus loin: c'est le sentiment du devoir qu'il prétend expliquer par la pression que la société en général exerce sur l'individu.

Voici comment il raisonne: il se livre à une analyse très approfondie de l'idéal moral, analyse par laquelle on peut soutenir qu'il fait glorieusement suite à l'analyse inaugurée par Kant lui-même. L'idéal moral présente de singuliers caractères. C'est quelque chose qui nous attire, le bien moral, et en même temps quelque chose

qui nous en impose. Nous sommes attirés vers un idéal et en même temps un devoir nous pousse, une contrainte, un sentiment d'obligation pèse sur nous; nous nous inclinons devant cette espèce de force sacrée; il y a quelque chose de sacré dans la façon dont le devoir se présente à nous. Il s'agit de comprendre d'où peut venir ce caractère, cet idéal moral qui à la fois nous attire et nous oblige. D'où peut venir ce caractère? Kant posait cette question: où peut être la racine de la noble tige qui repousse toute alliance avec les penchants? Kant s'était gardé de donner une réponse et ne tenait pas à avoir une réponse. Il ne s'aperçoit pas que les seules plantes qui n'ont pas de racines sont les roseaux en fer peint ... toute plante qui donne des fleurs et des fruits puise son suc dans le torrent de la vie. Durkheim a raison de vouloir chercher la racine de la noble tige du devoir. Mais les racines ne se trouvent pas dans l'âme de l'individu pas plus que dans la nature extérieure, il faut les chercher dans la nature de la société. Dans l'âme de l'individu on ne peut trouver la racine du devoir. Pourquoi? Parce que le devoir est quelque chose qui domine l'individu. Comment pourrions-nous nous en imposer à nous-mêmes? Comment du fond de nous-mêmes pourrait sortir cette figure auguste et sacrée? L'individu est trop petit pour enfanter quelque chose d'aussi grand. Mais la nature, elle, nous domine, ses forces souvent sont incommensurables avec les nôtres; devant la montagne immense l'homme est un pygmée. La montagne domine l'homme matériellement, mais ne lui en impose pas moralement. C'est ici que se retrouve le «roseau pensant» de Pascal; l'homme ne s'en laisse pas imposer par des forces matérielles; pour qu'il s'en laisse imposer, il faut des forces spirituelles. Et ces forces, d'où peuvent-elles venir, puisqu'elles ne peuvent venir ni de l'homme individu, ni du chaos des forces matérielles? C'est donc qu'elles viennent de la société, de ces consciences rapprochées les unes des autres, d'où nous avons vu que sortent des effets nouveaux par une espèce de chimie que Durkheim a plus d'une fois invoquée. Quand les consciences individuelles sont rapprochées, alors de leur rassemblement naît une force supérieure, de nature spirituelle, qui dépasse chacune de ces consciences et qui est capable de s'imposer à tous; par conséquent, lorsque les consciences humaines sont rassemblées, une espèce d'exaltation collective se produit qui se traduit en pression sur chacun des individus. Voilà la mystérieuse formation de la conscience collective, voilà comment la conscience collective prend le caractère d'une conscience morale; elle se présente comme impérieuse, comme sacrée; la morale est l'héritière de la religion qui, aux yeux de Durkheim, est la figure même de la société. Partout où il y a morale, il y a comme un reliquat de religiosité et partout où il y a morale il y a aussi attachement à un groupe. Il est impossible de séparer ces trois termes: morale, religion, société.

Donc, c'est par la société, par les forces spéciales qui se dégagent du rapprochement des consciences, que nous allons expliquer le caractère auguste du devoir en soi, le caractère sacré de la loi morale. Vous voyez qu'ici la démonstration de Durkheim va plus loin et plus profond que celle de Lévy-Bruhl. Nous nous trouvons en présence d'une thèse nouvelle d'une importance singulièrement plus grande. Nous sommes avertis non pas seulement que les morales varient comme varient les sociétés, mais que les morales expriment la volonté de la société.

De ces deux thèses vous allez me demander: que peut-on tirer pour la vie morale, pour l'orientation de la conduite? C'est cela qui vous soucie. Mais n'allons pas si vite. Pour savoir ce qu'on peut tirer de ces deux thèses, cherchons à préciser d'abord ce qu'on en peut tirer pour l'orientation de la recherche scientifique, car c'est cela qu'on a voulu. On a écrit la préface de la science des moeurs, il s'agit de la constituer elle-même.

Je viens de rappeler le programme, voyons maintenant les réalisations. Donc nous allons successivement nous demander premièrement à quelles recherches scientifiques a conduit cette conception de la science des moeurs, et deuxièment quelles conséquences pratiques on peut en tirer?

Pour faire comprendre à quelles recherches scientifiques a conduit cette conception de la science des moeurs, je prendrai des exemples. Rien de tel pour éclairer les idées abstraites.

D'abord, empruntons un exemple à Durkheim lui-même, au père véritable de la sociologie morale chez nous. Durkheim a écrit dans un des premiers tomes de l'Année sociologique, un mémoire dès à présent fameux, sur la prohibition de l'inceste, sur l'origine de la prohibition de l'inceste.

L'inceste nous paraît à tous comme prohibé, nous éprouvons une espèce d'horreur à l'idée d'entretenir des relations sexuelles avec les membres immédiats de notre famille, enfants, frères, soeurs. D'où vient l'origine de ce sentiment?

C'est une espèce d'instinct? Non, répond Durkheim, car dans certaines familles royales d'Egypte et d'ailleurs, l'inceste était la règle.

C'est un calcul, dira-t-on? L'humanité s'est rendu compte que les unions entre consanguins, entre hommes et femmes d'une même famille produisaient de piètres résultats et faisaient dégénérer la race, et par conséquent un calcul «eugénique» devait détourner l'homme de pareilles unions. Réponse: rien n'est moins sûr que cette dégénérescence; les biologistes aujourd'hui la contestent. En tout cas, il y a une chose bien certaine: les hommes primitifs, chez qui se rencontre déjà l'horreur de l'inceste, sont bien incapables de calculs pareils. Donc il faut chercher ailleurs. Ne serait-ce pas une croyance religieuse, très répandue dans les sociétés primitives? Cette croyance c'est l'idée que le sang de la femme est quelque chose qui porte malheur et cela a inspiré aux primitifs une sorte d'horreur sacrée. Par suite, les femmes qui sont de votre famille, il ne faut pas les toucher. Il faut chercher femme ailleurs. C'est l'origine de l'exogamie, de l'habitude de chercher femme dans une autre tribu, dans un autre clan que le sien. De là toutes sortes de conséquences, une espèce de dissociation des sentiments qui se produit dans la vie de famille. D'un côté le sentiment que nous éprouvons pour les parents, pour les enfants; d'un autre côté les sentiments pour la femme, les sentiments d'amour conjugal se dissocient, se distinguent profondément du sentiment d'affection familiale, et de là, pour le développement du sentiment de l'amour, toutes sortes de conséquences. Vous voyez apparaître ici, après l'origine religieuse de l'horreur que nous fait éprouver l'inceste, les fonctions sociales de ce sentiment; il a contribué, ce sentiment du sacré, à dissocier l'amour conjugal de l'amour filial et lancé l'humanité sur le chemin où

elle devait trouver toutes sortes de charmes, de délicatesses, de raffinements supérieurs.

Voilà un premier exemple d'une étude scientifique positive appliquée à un sentiment moral comme celui de l'inceste. Prenons-en un second, encore emprunté à Durkheim, soit une étude sur le suicide.

Nous avons tous le sentiment que c'est une chose prohibée, qu'il n'est pas bien de se donner volontairement la mort; cependant le nombre des suicides, dans certaines sociétés, va en se multipliant. Sous quelles influences s'accroissent ces courants que Durkheim appelle suicidogènes, et sous quelle influence décroissent-ils?

Pour aboutir à des conclusions, Durkheim emploie la méthode comparative, l'analyse statistique et il aboutit à cette conséquence que ce qui incline l'homme au suicide (l'homme et même la femme, mais l'homme plus que la femme), c'est la solitude, le fait de n'être pas suffisamment encadré, pas suffisamment soutenu. Par exemple, les suicides sont bien plus fréquents chez les célibataires que chez les hommes mariés; ils sont plus fréquents dans les sociétés du type protestant qui encadrent moins l'individu que dans les sociétés du type catholique; ils sont plus nombreux, partout où l'homme est comme livré à lui-même, non contenu par un groupe qui le surveille et le soutient. Donc là où les sociétés familiales seront encore solides, là où des sociétés professionnelles viendront suppléer à la société familiale et encadrer l'individu, le soutenir, le maintenir en même temps, le suicide diminuera.

Vous voyez que l'accroissement d'un délit ou crime, ou sa décroissance on l'explique par des transformations qui se produisent dans la structure même des sociétés.

Prenons un troisième exemple, emprunté à M. Paul Lapie dans un livre qui s'appelle «la femme dans la famille». Dans ce livre, M. Paul Lapie, aujourd'hui directeur de l'enseignement primaire chez nous et qui a beaucoup contribué à introduire la sociologie dans les écoles normales primaires, se demande comment varie l'idée que l'on se fait dans les sociétés des devoirs, des droits et des pouvoirs de la femme. Il démontre que cette idée varie, comme varie la structure même des sociétés. Par exemple, la famille aujourd'hui n'est plus une église, comme elle l'était encore dans la Cité antique étudiée par Fustel de Coulanges; elle n'est plus un état, la famille est un foyer d'affection, un foyer auprès d'un berceau. Elle est là pour qu'on puisse procréer, avoir des enfants bien élevés; son rôle moral est important, son rôle économique diminue, son rôle politique et religieux est fini. La famille a perdu une bonne partie de ses attributions. Il n'est donc pas étonnant qu'on ne se fasse pas de l'état d'assujettissement de la femme la même idée qu'autrefois; nos idées varient sur les droits et les devoirs de la femme parce que la structure des sociétés a varié.

Voilà le troisième exemple qui montre bien le genre de recherches et les conclusions où peut aboutir la science des moeurs.

Voulez-vous me permettre de choisir un quatrième exemple? Je vais l'emprunter à mes propres travaux. J'ai consacré naguère une étude sociologique aux idées égalitaires. C'est bien là un exemple d'idées morales, un ensemble de jugements

de valeurs qui modifie notre conception du monde humain. Suivant que l'on possède ou non ces idées égalitaires, l'attitude morale qu'on prend vis-à-vis des hommes change singulièrement.

Eh bien, ces idées égalitaires, comment se sont-elles formées? C'est un problème sur lequel le sociologue a son mot à dire. Peut-être qu'en réfléchissant sur les changements de formes qui se sont produits dans nos sociétés, saisira-t-on la raison la plus profonde du succès de l'idéal démocratique, du succès des idées égalitaires. En effet, nos sociétés en un sens, sont très homogènes, l'imitation y a travaillé, l'assimilation y fait des progrès; dans un autre sens, elles sont très hétérogènes; les individus y diffèrent de plus en plus les uns des autres, ils participent à des sociétés très différentes, leur personnalité se constitue. On comprend comment ce double mouvement, croissance de l'homogénéité d'une part, différenciation individuelle d'autre part peut avoir pour conclusion de pousser au premier plan l'idée de la valeur supérieure des individus semblables et égaux en droits. D'autre part, nos sociétés, surtout dans l'occident civilisé, se sont de plus en plus unifiées et il n'est pas rare que le pouvoir central y ait gagné; l'influence des grandes villes, des parlements, tout a contribué à cette centralisation. En même temps que tout se centralise, les groupements particuliers cependant se multiplient et ces groupements particuliers vont permettre aux individus de regagner quelques droits vis-à-vis de l'Etat. Réfléchissons aux diverses conséquences psychologiques que peuvent avoir ces changements de la morphologie sociale, vous vous apercevrez que tout converge pour rabaisser les distinctions globales collectives qui empêchaient le progrès des idées égalitaires. Et sur les ruines de ces distinctions qui parquaient les hommes en castes, ce qui s'élève c'est l'idée des droits égaux des personnes humaines. Ainsi dans les transformations éprouvées par la structure des sociétés, par les formes sociales, se trouve une des raisons du succès des idées égalitaires.

Voilà le quatrième exemple. Vous le voyez, au total, soit qu'il s'agisse des idées égalitaires, soit qu'il s'agisse du jugement de valeur qu'on porte sur la femme, soit qu'il s'agisse de la cause du suicide ou de l'origine de l'horreur de l'inceste, dans tous ces cas nous pouvons nous livrer à des études d'histoire comparative, à des enquêtes objectives, à des analyses positives. Une certaine idée morale étant donnée, nous ne nous contentons pas de la louer ou de la blâmer, nous cherchons à la comprendre, nous la plaçons dans la série historique, nous en cherchons les tenants et les aboutissants sociologiques; sur cette valeur morale elle-même, nous cherchons à jeter le filet de la science.

Quelles peuvent être les conséquences morales et pratiques de recherches scientifiques ainsi comprises?

Une première idée peut venir à l'esprit. On dira: ces recherches objectives, ces recherches positives, d'histoire comparative auxquelles vous vous livrez sur l'origine de nos scrupules moraux ou sur leurs fonctions sociales, ces recherches peuvent avoir un intérêt d'érudition, un intérêt théorique, mais non pas un intérêt pratique; elles ne changeront rien à notre attitude morale; après comme avant tout ce que vous pouvez raconter sur l'origine de l'inceste, sur les idées égalitaires,

mon attitude morale sera la même; les connaissances scientifiques ne changent en rien l'attitude pratique.

Je ne crois pas qu'on puisse s'en tenir à cette position, le système des cloisons étanches ne dure pas éternellement, on a tort de croire qu'en changeant l'ensemble des idées théoriques dans une âme on n'en modifie pas l'orientation pratique elle-même. Dans l'âme humaine, une idée n'est pas comme un objet matériel, dans l'âme humaine, une idée fait cristalliser d'autres idées autour d'elles, elle engendre des rapports, modifie la tonalité de la conscience toute entière: je suis persuadé pour ma part que lorsque la lumière de la science nous a éclairés, notre attitude ne peut être exactement la même qu'avant; on ne marche pas, quand le projecteur de la science a jeté ses rayons de lumière, comme sur une route éclairée par «l'obscure clarté tombant des étoiles»; où la science a passé, la conscience n'est plus la même.

Il s'agit donc de savoir quelles espèces de modifications on éprouve et en quel sens on peut utiliser les renseignements de la science. Pour cela reprenons quelques exemples. Nous allons voir que ces recherches scientifiques ne sont pas forcément dépourvues d'un intérêt pratique.

Dans l'exemple du suicide, Durkheim constate que le suicide se multiplie là où les hommes sont comme désencadrés, non soutenus par un groupement. Est-ce que c'est sans intérêt pratique? Si nous voulons lutter contre l'épidémie du suicide, nous serons avertis qu'il ne suffit pas de réfuter telle ou telle doctrine, celle de Schopenhauer par exemple, ou de s'opposer à sa diffusion; c'est la structure sociale qu'il serait intéressant et utile de changer. Par exemple: défendons, autant que faire se peut, ce qui subsiste de groupement familial. Remarquons, à ce propos, que Durkheim n'est pas du tout favorable au divorce; fidèle à la pensée d'Auguste Comte il défend ce qui reste du groupement familial. Mais si le groupement familial est menacé par l'accroissement de la grande industrie, que faire? Il reste à s'appuyer sur les groupements professionnels, il faut multiplier les groupements professionnels, les syndicats par exemple. Nous aurons droit à en attendre non pas seulement des effets économiques, auxquels pensent tant de gens, mais encore des effets moraux, peut-être les plus précieux de tous. Cette thèse est aujourd'hui fort répandue parmi les penseurs mêlés à l'action. Il est bon de savoir qu'avant ces penseurs, Durkheim avait exprimé la même idée. Relisez la deuxième édition de son livre sur la *division du travail*, vous verrez qu'il est persuadé de l'importance vitale des groupements professionnels.

Ainsi donc éclairé par son étude objective sur le suicide en même temps que par son étude sur la division du travail, il est un de ceux qui préviennent que c'est un danger pour un Etat, pour une nation, de laisser face à face d'un côté un état hypertrophié et d'un autre côté une poussière d'individus; entre l'Etat et l'individu, il faut trouver le moyen d'instituer toutes sortes de groupements intermédiaires; ils ne seront pas seulement des régulateurs pour la vie économique mais aussi pour la morale.

Voilà je pense une conclusion pratique non pas sans intérêt.

Prenons un autre exemple: des réflexions de M. Lapie sur les raisons qui font

changer l'idée que nous nous faisons des droits et devoirs de la femme, n'y a-t-il rien au point de vue pratique à retirer? Je prétends qu'il est possible d'en retirer des arguments qui peuvent être agréables à ceux ou à celles qui sont pour le féminisme, pour le suffrage des femmes. Il n'est pas sans importance de nous rappeler que la constitution de la famille a changé; par conséquent, ayant changé, la famille n'étant plus ni un Etat, ni une église, il n'est peut-être pas nécessaire que l'homme garde jusqu'à la fin des siècles l'attitude intransigeante du Pater Familias, de père romain, roi dans son petit royaume, ayant droit de vie et de mort sur ses enfants, sur sa femme même.

S'il s'agit de la vie publique, quelle est l'autre remarque que nous pouvons greffer sur l'étude de M. Lapie? C'est que les idées sur la valeur de la femme changent parce qu'elle a été amenée à faire ses preuves dans la vie économique. Pendant longtemps, il lui avait été impossible de donner la mesure de sa valeur, l'accès d'un grand nombre de fonctions lui avait été interdit, mais pendant la guerre elle a dû faire tous les métiers et depuis la guerre elle en a retenus beaucoup. Or, lorsque la femme a prouvé qu'elle peut exercer tous les métiers, lorsqu'elle a fait ses preuves sur le terrain économique, croyez-vous qu'on puisse lui refuser encore de les faire sur le terrain politique également? La femme qui a pu faire le geste du laboureur, le geste de l'électricien, de l'ouvrier, il ne resterait que le geste auguste de l'électeur qu'il lui serait impossible de faire? Allons donc! il y a là une absence de logique qui choque. S'agit-il d'ailleurs d'une façon plus générale des idées égalitaires et des causes qui expliquent leurs progrès dans nos civilisations, je pense qu'il n'est pas sans intérêt pratique de montrer que ces idées égalitaires, bien loin d'être purement et simplement l'invention fantaisiste de quelque individu, sortent de l'évolution des sociétés elles-mêmes. Vous savez comment on réfute ces idées égalitaires qui sont introduites dans les constitutions de 1789 et de 1793: ce sont des illusions de quelques rêveurs, c'est la faute à Rousseau, ou la faute à Voltaire; c'est qu'il y a eu des inventeurs à demi fous pour lancer de telles utopies dont on voit les ravages. Mais ce raisonnement — que des nationalistes conservateurs chez nous répètent souvent, ce raisonnement, notre explication le réfute: ce n'est la faute ni à Rousseau ni à Voltaire si ces idées égalitaires progressent, cela s'explique par un mouvement de transformation de la structure sociale qui vient de très loin. Comme le dit Jaurès, ce n'est pas le souffle de quelque bouche humaine qui a soulevé cette vague, et il n'y a pas de Xerxès qui ait la force de l'arrêter. Je rappelle le mot de Tocqueville dans la préface de son livre «Démocratie américaine», «Vouloir lutter contre l'égalité, c'est lutter contre Dieu même».

Nous avons trouvé moyen de fournir des arguments sociologiques pour appuyer l'idée de Tocqueville. En ce sens notre sociologie vient au secours de l'idéal démocratique.

Ainsi donc vous voyez par ces exemples que des recherches sociologiques portant sur l'égalité, sur la situation de la femme, sur les causes des suicides, ont pu venir au secours du mouvement démocratique, syndicaliste et féministe et c'est bien la preuve par le fait, par l'expérience, que la sociologie morale peut servir à quelque

chose non pas seulement sur le terrain de la théorie mais aussi sur celui de la pratique.

Seulement, tout n'est pas fini, il ne faut tout de même pas esquiver le problème le plus difficile. Voilà ce problème: on m'accordera sans doute que les considérations sociologiques que je viens de rappeler ne sont pas sans pouvoir; elles pèsent sur nos décisions, elles contribuent à nous incliner dans le sens du féminisme, du syndicalisme, de la démocratie. Mais enfin, si nous nous laissons incliner dans ce sens, est-ce simplement par le poids des inductions scientifiques présentées? Si ces inductions scientifiques nous ont décidés à agir, si elles nous ont émus, c'est qu'il y avait en nous une capacité d'émotion, c'est qu'il y avait des tendances préexistantes.

Après tout, toutes les constatations scientifiques du monde ne me décideraient pas à l'action s'il n'y avait pas en moi une sensibilité préexistante. Tous les vents de la mer ne font pas vibrer une harpe s'il n'y a pas de corde tendue; eh bien, en moi, en nos âmes, il y a des cordes tendues, c'est pour cela que nous vibrons, que les raisonnements font de l'effet sur nous. Par exemple, si nous voulons être logiques, entretenir une solidarité sociale, aller dans le sens de l'histoire, alors les démonstrations sociologiques auront prise sur nous. Elles n'en auraient aucune si elles ne rencontraient en nous des tendances données, préalablement disposées par l'histoire, ou bien posées par la raison elle-même.

La question est ouverte et c'est là que la discussion commence. Vous vous rendez compte en effet qu'ici la tribu des philosophes va intervenir pour mener chaude bataille avec la tribu des sociologues. Ne croyez pas qu'en France nous soyons tous d'accord sur la question de savoir si la science des moeurs suffit à orienter la vie morale. Beaucoup de gens ont pris position contre: c'est Baptiste Jacob avec son livre «Sur le devoir», un de nos meilleurs manuels; c'est Frédéric Raut, avec son livre sur l'«Expérience morale» qui dit que la vraie attitude scientifique en matière de morale c'est d'éprouver sa conviction au contact de l'action; c'est Belot avec son «Etude de morale positive» qui renouvelle l'utilitarisme, c'est Dominique Parodi, avec son livre sur «le problème moral dans la philosophie contemporaine» qui montre l'impossibilité de se passer de la tradition rationaliste. Tous ces philosophes, si divers que soient leurs points de vue, sont d'accord pour insinuer, et pour essayer de démontrer que la sociologie n'a pas cause gagnée, que la science des moeurs, elle toute nue, ne suffirait pas à déclancher, à mettre en mouvement la moralité.

Il est très difficile, à l'heure où nous sommes, d'entrer dans les détails de ce débat. Un beau débat qui dure en France depuis une dizaine d'années et plus et qui n'est pas encore terminé. La séance continue. Tout ce que je peux dire ce soir pour finir, c'est la manière dont j'ai essayé de m'en tirer pour mon compte en confrontant les leçons de la sociologie avec les suggestions de la philosophie des valeurs. Je remarque donc ce qui fait que les sociétés se présentent comme dignes de durée aux yeux des membres qu'elles réunissent, c'est qu'elles sont comme les prêtresses gardiennes et créatrices de valeurs: dans chaque société, un ensemble de valeurs s'impose grâce auxquelles s'institue la continuité entre les générations en même temps que

la solidarité entre citoyens. C'est par ces valeurs impératives que s'unifient les hommes dans une societé donnée. Si la société, aux yeux des citoyens, se présente comme méritant d'être honorée, sauvegardée, aidée, secondée, c'est parce qu'elle est gardienne de ce feu sacré.

De cette simple remarque, on peut tirer quelque chose. Quand nous réfléchissons sur les rapports des consignes morales avec la structure sociale, nous sommes tout naturellement amenés à cette idée que le véritable objet de la moralité c'est la vie de la société. Les consignes morales varient, mais les préceptes moraux tendent à entretenir la vie de la société. Durkheim nous dit qu'il y a morale lorsqu'il y a attachement à un groupe. Si l'individu reste attaché à ce groupe il peut passer, le groupe survit. Il est bien évident que pour la durée des groupes, l'entretien de la vie matérielle des sociétés est une des choses que la morale demande. C'est pour cela qu'il est naturel, et il est juste, que les sociétés se soucient de leur puissance matérielle. Une nation est d'abord une puissance matérielle au service d'une indépendance collective.

Seulement, n'est-ce que cela? Lorsque nous sommes moraux, ne voulons-nous qu'entretenir la vie matérielle d'une société? Non, il y a quelque chose de plus. La société n'est pas comme une espèce de bloc qui pèserait sur l'individu; la société c'est une flamme qui brûle et monte vers le ciel: la société est la gardienne des valeurs. Rappelons-nous le mot de Renan: «une nation est une âme, un principe spirituel», ce qui veut dire qu'elle ne réussit à unifier les consciences qu'en les orientant vers l'idéal; il faut que la nation apparaisse elle-même comme servant un idéal supérieur et c'est ce qu'on voit tous les jours. Pour que les nations durent, il faut qu'elles méritent de durer, il faut qu'elles donnent aux citoyens des raisons de les servir: bref, il leur faut un idéal.

Mais quel idéal, de nos jours, au point de civilisation où nous sommes, quel idéal peut en effet attirer et mériter l'assentiment des citoyens si ce n'est pas un idéal qui fasse passer au premier plan le souci de la justice? L'on peut prétendre qu'étant donné toutes les transformations que la société a subies, il n'y a plus moyen de faire tenir ensemble les citoyens, de cimenter les âmes si l'on ne donne cette satisfaction d'idéal dont le premier élément est la justice, le souci de la justice. Proudhon disait: «la véritable santé pour les nations, c'est la justice». Il avait raison. A notre époque, après tant de transformations, si on veut faire marcher les gens ensemble, il faut sauvegarder l'égalité, la liberté des personnes. Voilà l'idéal sans lequel de nos jours il n'y a plus de société moderne qui puisse tenir et sans cet idéal, elle retournerait en poussière.

On voit d'ici qu'à un certain moment de la civilisation, pour que la nation dure, il faut qu'elle se présente comme la servante d'un idéal, il faut qu'elle fasse sonner le mot de justice, il faut qu'elle ouvre des perspectives nouvelles, qu'elle comprenne que pour la masse il faut plus de bien-être d'abord, plus de possibilité de développement matériel.

Ici encore j'invoque Renan: il nous rappelait qu'on a tort de jeter la pierre à ceux qui pour le peuple réclament plus de bien-être et en même temps, plus de

liberté. Nos syndicaux ont inscrit sur leur drapeau: «bien-être, liberté», on ne doit pas les en blâmer parce que le bien-être c'est une condition de vie vraiment humaine. Seulement, ajoutions nous, une vie vraiment humaine, est-ce seulement la vie matérielle, du pain, des aises? Non, nous ajoutions: si nous demandons le bien-être pour le peuple, ce n'est pas pour qu'il engraisse, mais pour qu'il progresse; pour qu'il puisse à son tour s'élever vers une vie supérieure. Nous lui voulons une vie sociale plus large pour qu'il puisse comprendre le monde, regarder l'homme en face, s'initier à cette culture sans laquelle il n'y a pas de civilisation digne de ce nom.

Ainsi le maintien de l'unité nationale nous paraît avoir comme condition: la recherche de la justice pour le peuple tout entier. Et la justice elle-même implique qu'on améliore pour tous les conditions de la vie, non pas seulement matérielle, mais spirituelle.

On pourrait aller plus loin: la vie spirituelle que nous rêvons, est-ce une vie qui permette aux âmes de s'isoler, de se détâcher les unes des autres? Point du tout: plusieurs formes de vie spirituelle s'offrent, plusieurs avenues s'ouvrent devant nous, nous choisissons non pas celle qui conduit à l'isolement, mais celle qui conduit à une forme nouvelle et supérieure de vie sociale. Pourquoi apprécions-nous avant tout les savants, les grands artistes? Parce que les uns et les autres chacun à leur manière travaillent à élaborer un idéal qui fera vivre les multitudes; le savant découvrira des vérités sur lesquelles tous pourront tabler; le grand artiste, le peintre, le musicien formulent de façon personelle des sentiments capables de faire vibrer les âmes d'un commun accord.

Ainsi, la vie sociale nous conduit à la vie spirituelle et la vie spirituelle nous conduit à une vie sociale supérieure? N'est-ce pas là une sorte de cercle? Peut-être. D'autre part, si nous nous arrêtons à ces conclusions, est-ce seulement sous l'inspiration de la science? Je fais appel ici non seulement à des connaissances positives, non seulement à des jugements de réalité, mais à des jugements de valeurs, et peut-être bien, je fais appel sous une forme ou sous une autre au sentiment (1). Je suis persuadé qu'il n'y a pas moyen de s'en tirer autrement. Toute morale suppose une part de sentiment. Même après que la science des moeurs sera constituée, il faudra faire une part aux deux adversaires que la vie morale devrait réconcilier: une part à la science sans laquelle le sentiment serait aveugle, et une part au sentiment sans lequel la science serait paralytique.

---

(1) Nous posons ces mêmes questions en essayant de les éclairer par quelques exemples dans un petit livre qui vient de paraître aux Presses Universitaires à Paris, sous le titre: *De la Sociologie à l'Action sociale*.

PARTIDELE POLITICE de P. P. NEGULESCU

CUPRINSUL: I. *Primejdii şi datorii*; II. *Organele vieţii constituţionale*; III. *Formarea partidelor.*

I. Ca întrebarea fatală a sfinxului din legenda străveche, se ridică astăzi dinaintea popoarelor ce au ieşit, învingătoare sau învinse, din cumplita vâltoare a răsboiului mondial, vasta şi complicata problemă a refacerii. Pe zi ce trece, soluţia ei e aşteptată cu mai multă nerăbdare de milioanele chinuite ale celor ce nu mai pot suportà greutăţile fără precedent ale vieţii, — iar în faţa îndrăsneţilor ce se încumetează s'o caute, se îngrămădesc, formidabile, obstacolele nenumărate ce izvoràsc din turburarea adâncă a raporturilor naturale, politice, economice şi sociale, dinainte de cataclismul anilor din urmă.

Această turburare apasă de sigur mai mult asupra continentului nostru, dar efectele ei trec peste marginile lui şi neliniştesc şi alte lumi, ce păreau a fi rămas mai mult cu foloase decât cu pagube de pe urma răsboiului mondial. Până şi puternica republică a Statelor-Unite are, cu toate extraordinara ei înflorire, serioase motive de îngrijorare. Mai mult încă, unii din cugetătorii politici americani dau o gravitate şi mai mare problemei de care e vorba, afirmând că ea trece peste puterile de astăzi ale minţii omeneşti. Intr'un studiu recent, unul din aceşti scriitori pesimişti zice: «Privind lumea noastră turburată, suntem siliţi să constatăm că omul, în dorinţa sa de a stăpânì şi controlà fenomenele, a depăşit capacitatea sa de adaptare cu nouile condiţii, şi se simte strivit de povara schimbărilor economice şi politice produse de veacul trecut, a căror răspundere este prea grea pentru umerii săi» (1). Răsboiul mondial n'a făcut astfel, după acest autor, decât să precipite urmările fatale ale progresului prea repede al ultimelor decenii, care, ca un val uriaş, a trecut peste capetele celor ce îl deslănţuiseră.

Un alt învăţat semnalase, încă dinainte de răsboiu, desechilibrul produs de repeziciunea schimbărilor de tot felul, ce au alcătuit enorma desvoltare a omenirii, dela o vreme încoace. «Ori încotro ne îndreptăm privirile, găsim aceeaş nelinişte, aceeaş agitaţie, aceeaş turburare adâncă: criză religioasă, criză morală, criză socială. Progresul ideilor, avântul ştiinţelor aplicate, schimbările economice pricinuite de desvoltarea Americei, Australiei, Africei, au provocat răsturnări ale căror efecte le constatăm la fiecare pas, atât în lumea cugetării cât şi în aceea a politicii şi a afacerilor. Vechea ordine a lucrurilor a fost sdruncinată, şi n'am găsit încă nici o armonie nouă, care să ne poată grupà şi unì... De cincizeci de ani încoace, omenirea nu mai merge: aleargă... Schimbările se succed cu o repeziciune spăimântătoare. Dacă aş aveà să caracterizez cu un singur cuvânt epoca în care trăim, cred că aş pronunţà pe acela de instabilitate. Nu mai avem sentimentul că ne rezemăm pe ceva solid şi durabil, nu mai suntem siguri de ziua de mâine. Nu că ne-am teme, ca altădată, de năvălirea brutală a oamenilor de arme, gata de pradă. Nesiguranţa e mai mare; avem senzaţia că maşina lumii e sguduită până în temelii, că se va

(1) Nic. Murray Butler, Notre régime politique, Revue de Genève, mars 1922, p. 650.

prăbuşì poate în curând şi că nu ne va mai rămâne atunci nici un adăpost unde să ne refugiem» (1).

Pesimismul acestui cugetător nu e totuş absolut. El nu se îndoeşte că echilibrul se va restabilì cândva, pentru omenire, în general. Ii e teamă însă să nu se restabilească prea târziu pentru naţiunile europene, care au fost până acum în fruntea civilizaţiei şi care şi-ar pierde astfel rolul lor secular. «Nu mai încape îndoială că evenimentele se vor însărcinà să găsească ele însele soluţia inevitabilă; un acord oarecare, consimţit sau impus, se va stabilì cândva între clasele astăzi în luptă. Legile evoluţiei sociale vor aduce ele însele un compromis. Singura mea teamă este ca societăţile europene ale Apusului să nu se cufunde în valurile barbariei, înainte ca soluţia satisfăcătoare să fi împăcat părţile în conflict. Mi se pare că nu mai avem răgazul să facem experienţe, că ceasul ne grăbeşte, că mâine nu va mai fi vreme» (2).

Din nefericire, răsboiul a agravat şi mai mult acest desechilibru, aruncând naţiunile europene într'o stare de sleire economică din cele mai primejdioase, înveninând duşmăniile vechi şi creând noui opoziţii de interese. Lipsurile cumplite şi suferinţele nenumărate pe care ele le pricinuesc, reclamând soluţii repezi, au dus pretutindeni la greşeli mai mult sau mai puţin mari şi la necontenite schimbări de direcţie, care n'au fost nicidecum prielnice pentru o temeinică îndrumare în spre însănătoşirea definitivă. Iar antagonismele şi animozităţile ce izbucnesc mereu dela răsboiu încoace, ca flacările de sub o grămadă de cenuşă, îngreuiază considerabil refacerea Statelor, punând în primejdie desvoltarea lor viitoare.

In adevăr, tocmai pe vremile acestea grozave, în care ar fi mai multă nevoie ca oricând de linişte şi de muncă solidară, neînţelegerile dintre popoarele ieşite din răsboiu iau, chiar şi pentru cele ce se găsiseră un moment alături, forme din ce în ce mai enervante şi proporţii din ce în ce mai îngrijitoare. Unite acum câţiva ani pe câmpul de luptă, unde interesul erà acelaş pentru toate: să înlăture prin înfrângerea adversarului comun primejdia care le amenință deopotrivă, — ele se despart astăzi pe toate terenurile vieţii din timp de pace, şi mai ales pe cel economic. Numeroasele conferinţe internaţionale, ce s'au adunat dela răsboiu încoace, au scos treptat la iveală această disensiune profundă şi plină de primejdii ascunse, asupra cărora desbaterile dela Genova, dela Haga, dela Paris şi dela Lausanne au proiectat, succesiv, o lumină din ce în ce mai crudă.

După jertfele eroice de pe câmpul de luptă, egoismul naţional şi-a reluat drepturile. Fiecare popor se gândeşte astăzi mai întâiu la sine însuş şi la nevoile sale, care sunt mari şi grele, foarte mari şi foarte grele. In discursul pe care l-a ţinut la Bar-le-Duc, la 21 August 1922, şi care a făcut atâta sgomot, preşedintele Consiliului de miniştri din Franţa, Raymond Poincaré, a subliniat cu tărie această evoluţie a atitudinii aliaţilor. «In timpul răsboiului n'a fost totdeauna uşor, mai ales înainte de organizarea comandamentului unic, să punem de acord ideile aliaţilor

(1) J. Maxwell, Psychologie sociale contemporaine, Paris 1911, p. VIII, 4, 349.
(2) Ibid., p. 350.

asupra conducerii operaţiilor şi asupra repartiţiei forţelor; dar conştiinţa primejdiei comune aplană repede neînţelegerile. Dela armistiţiu încoace însă, fiecare din popoarele care combătuseră alături a pierdut puţin câte puţin, nu de sigur amintirea frăţiei de arme, dar noţiunea exactă a solidarităţii politice... Nimic mai firesc, la urma urmei, nimic, chiar, mai inevitabil. S'au văzut, în antichitate cel puţin, oameni pe cari prietenia îi împingeà să se jertfească unul pentru altul; nu s'a văzut însă până acum un popor uitându-se pe sine însuş în profitul altuia, fie chiar aliat. Că a doua zi după armistiţiu, fiecare dintre beligeranţi a fost apucat din nou de acel sfânt egoism, de care unul din ei s'a lăudat pe faţă, pe când alţii i-au urmat sugestiunile cu mai multă discreţie, — nu mă mir nicidecum, nici nu mă declar scandalizat».

Iar în toamna aceasta, la cinci ani aproape dela încheierea tratatului dela Versailles, care păreà a fi pùs capăt conflictului mondial, unul din autorii acestui tratat, Lloyd George, a fost şi mai categoric încă decât marele său adversar francez, recunoscând pe faţă că lumea n'a ajuns nicidecum la pacea dorită. In discursul său recent din Montreal, fostul prim-ministru englez a zis că «crede că o înţelegere este pe cale de a se face între Statele-Unite şi Anglia, pentru a impune lumii o pace raţională... » Dacă această înţelegere se va realiză în adevăr, şi care vor fi efectele ei, rămâne să se vadă. De reţinut este, deocamdată, din cuvintele lui Lloyd George, că răsboiul se continuă şi astăzi, sub toate formele posibile, între foştii duşmani, şi e gata uneori să izbucnească şi între foştii prieteni, precum ne-au arătat-o acum în urmă conflictul italo-grec şi cel italo-sârb.

Ca culme, pe când solidaritatea internaţională, care este, netăgăduit, indispensabilă pentru rezolvarea gravei probleme a refacerii, scade necontenit şi pare a tinde să dispară cu totul, lăsând popoarele izolate şi în conflict unele cu altele, — frământări lăuntrice mai mult sau mai puţin adânci, nu numai de natură politică, ci şi, mai ales, de natură socială, se vădesc mai pretutindeni, punând în primejdie şi pacea interioară a Statelor atât de greu încercate. Reflectând asupra schimbărilor produse de răsboiul mondial în felul de a gândì şi de a simţì al masselor, un învăţat francez anunţă, încă dela încheierea armistiţiului, că «una din dificultăţile viitorului apropiat va fi, nu numai de a impune pacea în afară, dar şi de a o dobândì înăuntru; simptome grave arată, în adevăr, că această pace interioară va fi tot atât de anevoioasă ca şi cea pe care a trebuit s'o impunem duşmanilor noştri» (1).

Frământările de care pomeneam mai sus au, cu toate formele lor multiple, două cauze mai însemnate: neîncrederea crescândă pe care massele populare o arată cercurilor conducătoare, în urma dezastrelor răsboiului şi a cumplitei crize economice consecutive, şi duşmănia dintre clasele sociale, care se măreşte tot mai mult, nu numai fiindcă împrejurările au exagerat contrastele economice, dar şi în urma agitaţiilor necontenite ale unora din partidele politice.

Primul din aceste fenomene, — căruia i-am dat cu alt prilej numele de «Criză a autorităţii», arătându-i şi cauzele (2) — e mai ales caracteristic pentru timpul

(1) Gustave Le Bon, Psychologie des temps nouveaux, p. 181.
(2) Intr'un discurs pronunţat în Adunarea Deputaţilor, la 30 Dec. 1920.

de faţă. Răsboiul din urmă a fost un răsboiu al masselor. In trecut, răsboaiele se purtau de armate mici, de câteva zeci de mii, sau cel mult, în ultimele decenii, de câteva sute de mii de oameni. Răsboiul din urmă a fost purtat de armate enorme, de milioane şi milioane de soldaţi, în dosul cărora alte armate, şi mai numeroase încă, de lucrători pregăteau zilnic, printr'o muncă încordată, cele necesare pentru continuarea neîntreruptă a luptelor. Massele au ieşit astfel din răsboiu cu conştiinţa că ele au dus greul, şi pe front şi în dosul lui, şi în tranşee şi în uzine, — şi prin urmare cu convingerea că ele formează suportul adevărat al vieţii Statelor şi instrumentul de căpetenie al puterii lor. Deacì până la ideea că li se cuvine, deci, o soartă mai bună, nu erà decât un pas. Din conflictul mondial aşadar, massele populare au ieşit cu revendicări sporite şi, mai ales, cu speranţe exagerate. Intr'o oarecare măsură, speranţele acestea fuseseră deşteptate şi întreţinute chiar de autorităţile publice ale Statelor respective, care se credeau datoare, în momentele grele, să încurajeze şi să susţină pe soldaţi şi pe lucrători. Imaginaţia oamenilor simpli însă, biciuită poate şi de marile suferinţe zilnice, a trecut repede peste limitele fireşti în care autorităţile publice îngrădeau speranţele în chestiune. Ca răsplată a nenumăratelor chinuri pe care le îndurau, massele populare au ajuns să aştepte, după răsboiu, o repede coborîre a raiului pe pământ.

Realitatea s'a arătat însă cu totul alta. O sumă de cauze naturale, al căror joc fusese deslănţuit de faptul însuş al răsboiului, au făcut să apară mai pretutindeni o sumă de lipsuri supărătoare, au impus mai pretutindeni o sumă de privaţiuni penibile şi au provocat mai pretutindeni o enormă scumpire a traiului. Tocmai atunci dar, când credeau că au mai mult drept ca oricând să aspire la o viaţă mai bună, şi erau şi mai însetate ca oricând de o asemenea viaţă, în urma lungilor suferinţe ale răsboiului, massele populare au fost silite să constate cu indignare că trăesc în realitate mult mai rău şi mai greu ca mai nainte. Ba chiar, în unele părţi, nu mai găsiau nici măcar posibilităţile de muncă şi izvoarele de câştig dinainte de răsboiu. Lipsa de lucru nu erà de sigur un fenomen necunoscut, — dar nu luase niciodată în trecut asemenea proporţii şi nu durase atât de mult, impunând suferinţe atât de mari şi jertfe atât de grele. Şi în judecata lor simplistă, care nu se ridică cu uşurinţă la descoperirea cauzelor naturale ale fenomenelor, cei mai mulţi oameni s'au grăbit să arunce răspunderea, pentru toate necazurile lor, asupra autorităţilor publice, pe care le-au acuzat, în regulă generală, de incapacitate, şi uneori de necinste, adică de complicitate cu speculatorii mizeriei generale.

Mai mult încă, pe alocurea, o parte a masselor populare, şi anume muncitorii industriali, au crezut că trebuie să-şi realizeze prin luptă aspiraţiile lor. Aşà au luat naştere nenumăratele greve ce au turburat, anii trecuţi, viaţa economică a Statelor europene. Fenomenul acesta nu erà nou, de sigur, nici el, dar nu luase niciodată mai înainte asemenea proporţii ameninţătoare. In unele părţi chiar, mişcarea muncitorească a luat un caracter şi mai grav. In Italia, bunăoară, lucrătorii nu s'au mărginit numai să ceară prin greve îmbunătăţirea condiţiilor lor de viaţă, ci au încercat, în Septemvrie 1920, să deposedeze pur şi simplu pe capitalişti, să răstoarne adică, în mod violent, ordinea socială stabilită.

In toate aceste încercări ale lor de a-şi realiză prin luptă revendicările, clasele muncitoare s'au lovit de rezistenţa autorităţilor constituite, pe care răspunderile lor le obligau să apere ordinea publică şi interesele superioare ale Statelor respective. Massele populare au ajuns astfel să vadă în autorităţi un duşman, care se opuneà la înfăptuirea aspiraţiilor lor. Şi această credinţă a întărit şi mai mult aceà stare sufletească, pe care am numit-o criză generală a autorităţii, şi care constă într'o neîncredere crescândă, într'o ostilitate rău ascunsă, dacă nu chiar într'o vrăjmăşie făţişă şi violentă, a masselor populare faţă de organele constituite ale vieţii de Stat.

Al doilea din fenomenele de psihologie socială, pe care le-am considerat drept cauze de căpetenie ale frământărilor lăuntrice din Statele europene, nu e nicidecum nou, dar a luat în timpul nostru proporţii mai îngrijitoare ca oricând. E aproape un veac de când diferitele forme ale socialismului propovăduesc ura de clasă, ca un ferment disolvant al «ticăloasei» structuri de până acum a societăţilor omeneşti, şi lupta de clasă, ca un mijloc de realizare a «idealei» lor forme viitoare. Până la răsboiul mondial însă, propaganda lor nu izbutise să dea rezultate mai întinse şi mai simţite. Numai ca o urmare a răsboiului s'a putut înfăptuì, pentru prima oară, in Rusia, societatea socialistă. Ce a însemnat această experienţă, se ştie. Până şi socialiştii, din celelalte ţări europene, au simţit nevoia, ca să-şi salveze doctrina, să se lepede, sub diferite pretexte, de bolşevismul rus (1). Tirania cea mai odioasă, inegalitatea cea mai brutală, duşmănia cea mai sângeroasă, nedreptatea cea mai strigătoare, au luat locul libertăţii, fraternităţii şi dreptăţii, ce aveau să constitue, după teoriile socialiste, caracteristicile societăţii «perfecte» a viitorului. Şi dacă cel puţin, sub acest regim, atât de înăbuşitor din punct de vedere moral, oamenii ar fi avut măcar îndestularea fizică! Dar mizeria cea mai neagră a fost rezultatul de căpetenie al marei experienţe sociale. Foamea, frigul, boalele, etc., au secerat fără cruţare milioane şi milioane de fiinţe nevinovate.

In faţa acestei constatări se ridică în chip firesc întrebarea, cum s'a putut realiză revoluţia rusă, şi de ce, cu toate urmările lui dezastroase, comunismul tinde a se înrădăcină şi în celelalte ţări europene?

Se zice că Lenin, ascultând un raport asupra nenumăratelor abuzuri comise de bolşevicii săi, ar fi exclamat, într'un nestăpânit acces de sinceritate: «Intr'o sută de bolşevici, nu e decât un om priceput şi onest; acela e reprezentantul adevărat al doctrinei; din ceilalţi, şaizeci sunt simpli imbecili cari urmează curentul fără să-l înţeleagă, iar treizeci şi nouă sunt ticăloşi de cea mai rea speţă, cari îl exploatează fără nici un scrupul». Această afirmare precizează, cu o luminoasă brutalitate, termenii problemei de psihologie socială, pe care o constitue triumful socialismului în Rusia şi favoarea sporită de care s'a bucurat ultimii ani în celelalte ţări europene. «Doctrinarul», de care vorbeşte Lenin, este de regulă, ca fanatic al unei credinţe, victima sinceră a unei iluzii intelectuale. El dă totuş celor treizeci

(1) A se vedea bunăoară cartea lui Kautsky, apărută şi în traducere română, sunt titlul «De la democraţie la robia de Stat», «Biblioteca politică» îngrijită de D. Gusti, ed. «Cultura Naţională».

și nouă de «ticăloși» mijlocul de a trezì speranțe seducătoare în mintea celor șaizeci de «imbecili», a căror pornire nereflectată către «paradisul» ce li se desfășură dinaintea ochilor, cu toate meșteșugurile unei propagande abile, constitue «curentul».

Acest rezultat însă nu se poate dobândì, cu destulă siguranță și amplitudine, decât în anumite condiții. Trebuie ca cei șaizeci de «imbecili» cari formează majoritatea, să se găsească într'o stare de spirit particulară, care să-i facă accesibili la contagiunea mintală. Această stare de spirit au creat-o mai pretutindeni, dar mai ales în Rusia, nenumăratele suferințe ale războiului și aceà neîncredere în cercurile conducătoare, de care vorbeam mai sus. In imperiul moscovit, în deosebi, incapacitatea strigătoare a unora din șefii militari, corupția spăimântătoare a unora din șefii politici, prea desele și prea variatele trădări, atât ale unora cât și ale altora, au deslănțuit aceà criză acută a autorității, care a constituit începutul revoluției. Nemai așteptând îndreptarea dela autorități, partidele politice mai întâiu și apoi massele populare au pornit s'o găsească singure. Urmarea, se știe. Stâlpii ordinei politice odată răsturnați, prăbușirea n'a mai putut fi oprită; sub sugestiunile socialiștilor, massele halucinate au luat drumul revoluției sociale, punând mâna pe pământ, pe fabrici, pe case, pe averea mobilă, și bolșevicii au consacrat în sfârșit noua stare de lucruri, desființând proprietatea individuală.

In celelalte țări europene, efectele stării de spirit pe care o examinăm au fost mai puțin violente. Ele s'au manifestat mai mult prin nenumăratele greve, cari au îngreuiat atât de mult, anii, trecuți, viața lor economică. Grevele parțiale sau locale, care altădată n'aveau decât scopul de a îmbunătățì momentan traiul lucrătorilor, urmăreau de astădată un alt scop: să ruineze și să exproprieze pe capitaliști. Iar grevele generale, cari n'aveau altădată decât un simplu caracter demonstrativ, nedeclarându-se decât cel mult pentru 24 de ore, urmăreau acum, prin durata lor nedeterminată, desorganizarea vieții de Stat, ca să îngădue formațiunilor revoluționare să puie mâna pe putere. Din fericire, încercările acestea n'au reușit, până acum, nicăiri. Dacă ar reușì însă, ar întinde asupra întregului nostru Continent mizeria cumplită din Rusia, în care s'ar cufundà pentru multă vreme civilizația europeană.

Ceeace agravează mai ales, în momentele de față, această dușmănie a claselor sociale, sunt turburările de ordin moral pe care le-a produs războiul. Intr'un discurs pronunțat după încheierea armistițiului, primul-ministru englez de pe aceà vreme, Lloyd George, relevă în deosebi aceste turburări, subliniind importanța lor. «Războiul a desorganizat totul, într'o măsură fără precedent până acum, și întoarcerea la condițiile normale va fi un nou izvor de perturbări. Vom aveà mari frământări sociale și economice. Dar ceeace ne interesează mai ales, e întinderea turburărilor de ordin moral și spiritual, produse de războiu. E aici un factor de care depinde tot viitorul Marei Britanii».

Ingrijorarea eminentului om de Stat nu erà neîndreptățită. Căci Statul nu e decât forma legiuită a vieții în comun, iar această viață nu e posibilă fără anumite regule de conduită, pe care le-a stabilit întreaga experiență a trecutului, și pe care

le fixează tradiţiile, instituţiile şi legile. Aceste regule tind să înfrâneze acele porniri şi instincte primitive ale individului, care ar puteà fi primejdioase pentru semenii săi şi ar face imposibilă, dacă s'ar generalizà, viaţa lor la olaltă, în societate.

O societate e dar cu atât mai solidă, cu atât mai durabilă, cu atât mai puternică, — cu cât regulele în chestiune sunt mai respectate. Răsboiul însă duce totdeauna, în mod inevitabil, la o micşorare a respectului lor. Căci răsboiul ordonă tocmai, ceeace interzic acele regule. Soldatul trebuie să ucidă şi să distrugă, — pentru ca să apere. Pentru el, viaţa oamenilor şi averea lor încetează de a fi lucruri sfinte, de care nimeni nu trebuie să se atingă. Dimpotrivă, după legile răsboiului şi după normele eticii militare, soldatul e dator să ucidă şi să distrugă, — şi e cu atât mai vrednic de laudă, cu cât a ucis şi a distrus mai mult.

Se înţelege dela sine, că cei supuşi la un asemenea regim îşi pierd sensibilitatea morală, care e floarea cea mai delicată a civilizaţiei, şi fac un pas — sau mai mulţi — îndărât, în spre barbaria primitivă. Urmările acestea inevitabile nu erau însă prea simţite altădată, când răsboaiele nu luau proporţii prea mari, nici ca întindere în spaţiu, nici ca durată în timp, şi când efectivele militare erau mult mai reduse, aproape neînsemnate, faţă de populaţia totală a ţărilor în conflict. Pe de altă parte, nici conştiinţa naţională, nici nevoia de independenţă nu erau atât de desvoltate, şi soldaţii nu se luptau cu aceeaş convingere şi cu acelaş avânt, ca astăzi. Iacă de ce ravagiile morale făcute de răsboiul din urmă au fost mult mai mari. Structura sufletească a foştilor combatanţi, cari erau, cum am zis mai sus, milioane şi milioane, şi cari s'au luptat cu o îndârjire fără precedent, — a suferit alterări mult mai simţite, uneori chiar profunde. In vârtejul sângeros al bătăliilor, în furia exasperată a încăerărilor, conştiinţa lor morală şi-a pierdut orientarea. Viaţa şi averea aproapelui li s'au înfăţişat într'o lumină nouă de lucruri fără valoare, de care puteau să dispună, nu numai după legile aspre ale forţei armate, dar şi după bunul lor plac individual. In mulţumirea adâncă a *soldatului*, de a fi ucis un duşman şi de a fi prefăcut în praf bunurile materiale care îl susţineau în luptă, se înnecă de sigur, la fiecare dată, ceva din sensibilitatea etică a *omului*.

Conştiinţa morală însă, sau sensibilitatea etică, nu sunt decât frâul care împiedecă egoismul, fie individual, fie de clasă, să treacă peste marginile ce-i sunt impuse de necesităţile vieţii sociale, dela formele ei cele mai simple, până la cele mai complicate. Că frâul acesta a slăbit mult, dela răsboiu încoace, şi manifestările de tot felul ale egoismului individual, şi de clasă, au sporit în proporţii îngrijitoare, o vede astăzi toată lumea. Efecte ale egoismului individual sunt delictele de tot soiul, al căror număr creşte îngrozitor de repede. Furturile, bunăoară, au devenit lucru curent, chiar şi în ţările cunoscute altădată prin rigiditatea corectitudinii lor. In Germania, de pildă, bântue o adevărată epidemie de furturi. Iar explicarea ar puteà să fie, că armatele germane au luptat, mai totdeauna, pe teritorii străine, în ţările duşmane. Soldaţii ce le compuneau, considerând tot ce vedeau ca avere a inamicului, s'au deprins să nu mai respecte nimic, să pună mâna pe orice.

Mai interesante sunt însă manifestările egoismului de clasă. Pare a fi un cuvânt de ordine astăzi, la toate categoriile sociale, de a luà cât mai mult şi a da în schimb

cât mai puţin. Un observator al Germaniei de după răsboiu a fost isbit mai întâiu de neglijenţa şi lipsa de interes a funcţionarilor publici. «In ţara aceasta, în care totul mergeà mai nainte cu preciziunea unei maşini desăvârşite, — căile ferate, poştele, telegrafele, telefoanele, etc. — totul pare astăzi stricat până în cele mai neînsemnate rotiţe. Pretutindeni e ca o boală a voinţei, care împiedecă munca serioasă. Poporul cel mai muncitor de pe lume pare a fi devenit cel mai leneş» (1). Tocmai această lene deslănţueşte însă egoismul de clasă, care face ca în fiecare administraţie să se ceară necontenite sporuri de personal şi necontenite sporuri de salariu. Se munceşte adică din ce în ce mai puţin şi se pretinde din ce în ce mai mult. Un deputat francez ne-a dat şi o indicaţie numerică. In administraţia căilor ferate din Franţa, personalul a sporit cu 33%, iar munca produsă a scăzut cu 40% (2). Aceleaşi constatări s'au făcut cu privire la muncitorii din fabrici şi uzine, sau din exploatările agricole, la cari se mai adaugă tendinţa socialistă de a «sabotà» pe patroni, de a-i sărăcì şi a-i expropriă. La comercianţi, egoismul de clasă a luat forma unei neînfrânate pofte de câştig, pe orice cale şi cu orice preţ. «Marile magazine, care se mulţumeau altădată cu un câştig de 25%, au reclamat succesiv 50, 100, 150, 200 la sută. A fost, pretutindeni, o cursă nebună către bogăţie, cursă cu atât mai primejdioasă, cu cât, pe măsură ce preţul lucrurilor se ridică, lucrătorii cereau necontenite sporuri de salarii, care au făcut să se urce şi mai mult preţurile şi au mărit şi mai mult beneficiile intermediarilor» (3).

In sfârşit, impresia de bogăţie, sau cel puţin de înlesnire, pe care o dădeà oamenilor simpli «mirajul» unor ţifre cu totul neobişnuite pentru ei, a împins clasele muncitoare la risipă, la lux chiar, şi la desfrâu, micşorându-le şi mai mult, atât puterea cât şi voinţa de a muncì. «Pe măsură ce se întindeà gustul luxului, gustul muncii scădeà necontenit. S'au redus pretutindeni orele de lucru, la opt numai pe zi, — şi în timpul acestor opt ore produsul muncii a devenit, proporţional, mai mic ca oricând. Am relatat mai sus faptul că în atelierele căilor ferate acest produs al muncii a scăzut cu 40%, pe când hoţiile comise de agenţi au sporit considerabil» (4).

Spre a luminà şi mai bine acest proces psiho-economic, învăţatul francez pe care l-am citat, face o paralelă cu ceeace s'a petrecut în ţara sa la începutul veacului al XVIII-lea. «E interesant de constatat că o scădere analoagă a moralităţii, sub influenţa unui exces momentan (şi aparent) de bogăţie, a mai fost observată atunci când, sub vechia monarhie, sistemul lui Law a inundat Parisul cu un potop de bilete de bancă. Cum zice Duclos, istoriograful acelei epoci, particularii cari, altădată, nu sperau să-şi întemeieze averea decât pe muncă şi economie, nu mai visară decât să speculeze şi nu mai puseră nici o margine dorinţelor lor. Rezultatul fu o scădere generală a moralităţii şi o poftă nebună de a face avere fără muncă» (5).

(1) Gustave Le Bon, Psychologie des temps nouveaux, p. 40.
(2) Id. ibid. ibid., p. 41.
(3) Id. ibid. ibid., p. 43.
(4) Id. ibid. ibid., p. 43.
(5) Id. ibid. ibid., p. 43.

Dar e poate mai interesant să arătăm că aceste îngrijitoare stări sufletești sunt relevate, ca având o influență incontestabilă, chiar și de financiarii propriu ziși, cari nu fac teorie, pură și simplă, ci, având de mânuit realități, trebuie să vadă limpede cauzele adevărate, — sub pedeapsa sancțiunilor practice imediate. Așà, bunăoară, Alois Rașin, fostul ministru de finanțe al Republicei Ceho-slovace, examinând complexul de fenomene ce alcătuesc criza economică europeană, și formele pe care ea le-a luat în țara sa, dă acelor stări sufletești un rol deosebit de important. După el, criza economică, sub aspectul ei monetar, n'are drept cauză numai sporirea anormală a circulației fiduciare, ci și «umflarea» peste măsură a veniturilor, în păturile mai largi ale popoarelor. In Ceho-Slovacia, bunăoară, emisiunea de hârtie-monedă, lipsită de acoperire, n'a crescut; dimpotrivă, în anii din urmă, a scăzut. Și totuș, această țară a cunoscut și ea, într'o măsură foarte largă toate neajunsurile de care sunt bântuite Statele «inflaționiste», — ca Austria, Germania, Polonia, etc. Aceste neajunsuri sunt, precum se știe, urcarea costului vieții, scăderea puterii de producție, alergarea după câștiguri fără muncă, — printr'o speculă lipsită de scrupule, — dorința de-a petrece cu orice preț, goana după plăceri, etc. Cauza acestor fenomene, în Ceho-Slovacia, nu este, zice Rașin, decât creșterea neașteptată și exagerată a veniturilor în păturile largi ale poporului. Această bogăție aparentă a împins la o consumare sporită de bunuri ce nu se mai produceau în cantități îndestulătoare, dar erau, totuș, căutate cu nesațiu de cei ce, dispunând de mijloace neobișnuit de mari, voiau cu orice preț să le aibă. Pe această cale, balanța economică a țării a devenit repede pasivă, și efectele monetare n'au întârziat a se arătà. De vreme ce se consumà mai mult decât se producea, prețurile s'au ridicat, puterea de cumpărare a banului à scăzut, în interior, iar schimbul internațional n'a lipsit să noteze, imediat, scăderea.

Cum s'a produs însă aceà creștere exagerată a veniturilor, care a fost cauza de căpetenie a desechilibrului economic, în Ceho-Slovacia? Ea își are originea, zice Rașin, într'o «dispoziție psihologică» a masselor populare. In anii ce au urmat imediat după răsboiu, a început a se propagà în cercurile muncitoare ideea că a sosit momentul ca ele să ia locul claselor conducătoare, că puterea efectivă le aparține lor, nu acelor clase «decăzute». Starea aceasta de spirit, în care se găsià muncitorimea din toată Europa, n'a dus în Ceho-Slovacia la acțiuni directe, revoluționare, dar s'a manifestat prin acel «bolșevism uscat», care tinde ca, prin salarii urcate și producție scăzută, să ducă la exproprierea capitaliștilor. Salturile enorme ale salariilor au produs însă o urcare neașteptată a exigențelor vieții, în straturile mai întinse ale populației. A luat naștere o poftă nespusă de trai bun, așà încât nimic nu mai păreà prea scump, și nici un preț nu mai oprià pe cumpărătorul ahtiat. Această creștere subită a veniturilor a provocat ridicarea prețurilor, nu numai la lucrurile necesare vieții, dar și la articolele de lux, — ceeace a redus repede puterea de cumpărare a coroanei, în lăuntrul țării... (1)

Nevoia instinctivă de apărare, împotriva primejdiilor la care le expuneau

(1) Dr. Alois Rašin, Financial Policy of Czecho-Slovakia during the first year of its history, I, 6.

aceste multiple cauze de turburare socială şi economică, a produs la unele din popoarele europene o reacţiune, — firească fără îndoială, dar care poate constituì prin ea însăş o primejdie, întrucât pune în chestiune organizarea democratică, dobândită cu atâtea jertfe, a Statelor moderne. Mai puternică a fost această reacţiune în Italia, unde a luat forma cunoscutei mişcări fasciste. In faţa valului amenințător al comunismului, ne mai încrezându-se în puterea de rezistenţă a autorităţilor constituite, poporul italian şi-a organizat singur apărarea. Aşà au luat naştere legiunile fasciste, care, după ce au luptat câţiva ani, cu un succes incontestabil, în contra comuniştilor, au pornit să cucerească puterea politică, spre a îndreptà situaţia ţării, în general.

Se ştie cum a tratat Mussolini parlamentul, când i s'a prezentat ca şef al guvernului: i-a declarat, pur şi simplu, că n'are nevoie de majorităţile lui. A luat adică, dela început, o atitudine de dictator, şi a exercitat, de fapt, o adevărată dictatură. Oricare ar fi foloasele acestei atitudini, pentru Italia de astăzi, nu mai încape îndoială că dictatura, în general, nu poate fi, în viaţa unui Stat, decât un expedient momentan. Ea rămâne, cum o arată şi originea ei istorică, un fenomen politic trecător. La Romanii vechi, dela cari ne vine această simplificare violentă a mecanismului vieţii de Stat, prin concentrarea, fără limită, a tuturor puterilor într'o singură mână, — dictatura erà o stare excepţională şi provizorie. Ea nu durà niciodată prea mult. Cu simţul lor practic, care a făcut dintr'înşii un popor politic prin excelenţă, Romanii au înţeles că orice putere absolută tinde, prin chiar natura ei, să devină, când se prelungeşte prea mult, abuzivă şi tiranică. Oricare ar fi dar utilitatea ei la un moment dat, dictatura nu se poate preface într'un sistem de guvernământ, fără a întoarce lumea înapoi la vechiul despotism politic, de care, cu atâta greutate, a scăpat-o democraţia modernă.

Reacţiunea de care vorbim poate constituì deci un leac tot atât de primejdios ca şi boala pe care vrea să o tămăduească, — şi deschide prin urmare încă o perspectivă întunecată pentru lumea noastră chinuită. Căci nu mai încape îndoială că, cu desvoltarea la care au ajuns şi cu nevoia de independenţă pe care le-a dat-o o lungă deprindere cu libertăţile publice, popoarele europene nu se vor lăsà să fie împinse, definitiv, îndărăt, în spre absolutismul de tristă amintire, împotriva căruia au luptat atâta vreme. Noui frământări, noui convulsiuni chiar, ne pot aşteptà prin urmare, într'un viitor foarte apropiat, dacă promotorii reacţiunii de auto-apărare, cu forme dictatoriale, ce se prezintă astăzi ca o necesitate a momentului, nu vor aveà pătrunderea politică trebuincioasă, ca să se oprească la timp. Indoiala şi teama sunt permise, dacă nu chiar indicate, în faţa faptului că teoreticienii mişcării în chestiune atacă pe faţă democraţia, declarând-o în stare de faliment. Autorul unei lucrări recente asupra fascismului, pe care Mussolini însuş o consideră, în prefaţa iscălită de el, ca cea mai bună din câte s'au scris asupra acestei mişcări politice, spune, clar şi categoric: «Criza care frământă Italia... nu e superficială, nici mărginită la câteva elemente numai; ea se întinde asupra întregii noastre politici, asupra întregii noastre economii, asupra tuturor partidelor, asupra tuturor spiritelor. Ea este, nici mai mult nici mai puţin, o criză a de-

mocraţiei... Am văzut efectele democraţiei: demagogie, în politica interioară: renunţare, timiditate, lipsă de voinţă, în politica exterioară. Democraţia ar sfârşi prin a ucide patria. Deaceea, tinerimea italiană s'a ridicat în contra ei» (1).

In prefaţa specială a traducerii franceze, Jacques Bainville generalizează constatările autorului italian. «Ce s'a întâmplat în Italia, dela răsboiu încoace? Nimic care să nu se poată comparà cu ceeace s'a petrecut în atâtea alte ţări, şi situaţia poate fi caracterizată în două cuvinte: instituţiile democratice n'au putut face faţă imenselor nevoi ale timpului nostru. Ne-a fost dat să asistăm, din 1918 încoace, la unul din fenomenele cele mai smintite din câte s'au văzut vreodată în istorie. După sforţarea intensă pe care popoarele o făcuseră în timpul răsboiului, după lunga disciplină pe care şi-o impuseseră, spre a învinge, a urmat o destindere subită. Democraţia s'a generalizat, ea a devenit integrală, în momentul chiar în care autoritatea ar fi fost mai necesară ca oricând. Pentru a ridicà ruinele, pentru a reparà imensa distrugere de capital pe care o pricinuise răsboiul, erà nevoie de muncă, de o muncă înverşunată, care nu e posibilă fără disciplină. S'a întâmplat însă tocmai contrariul. Popoarele s'au aruncat orbeşte în formele cele mai înaintate ale guvernării democratice. Ceeace răsboiul mai cruţase din capitalul lor, se înnecà în această orgie de liberalism. De unde criza economică a Europei, care a fost mai ales, în punctul ei de plecare, o criză politică... Când Societatea Naţiunilor a voit să vină în ajutorul Austriei, a făcut, cu alte mijloace, ceeace a făcut Mussolini. A suspendat funcţionarea regimului parlamentar. A oprit jocul instituţiilor elective, a reacţionat, cu alte cuvinte, împotriva democraţiei. A aplicat adică cuvântul spus de Mussolini în Camera italiană: fără puteri depline, nu pot economisì o singură liră, nici măcar una. Şi în adevăr, pentru a oprì risipa, trebuià ca regimul electiv să fie împiedecat de a-şi produce efectele... Spre a salvà naţiunea italiană, Mussolini a dat Constituţiei o lovitură atât de violentă, încât e îndoios că, orice s'ar întâmplà, ea va mai puteà rămâne în picioare» (2).

E tot atât de îndoios însă, că naţiunea italiană va puteà să trăiască multă vreme fără libertăţile publice pe care i le garantă Constituţia ei. Un expedient, ca regimul faimosului unt de reţină, nu poate devenì un ideal. Şi oricare ar fi defectele democraţiei, — defecte imputabile poate mai mult celor ce o reprezintă decât sistemului ce o constitue, — ea rămâne totuş, deocamdată, forma cea mai puţin rea de guvernământ. Omenirea n'a găsit încă nimic mai bun, — de când s'a scuturat cu groază de vechiul absolutism. E, prin urmare, firească teama că reacţiunea de care vorbim, şi care nu s'a produs numai în Italia, va provocà în curând noui frământări, noui convulsiuni chiar, — din care popoarele europene vor ieşì şi mai slăbite încă.

Dacă, pentru motivele pe care le-am văzut, situaţia e grea şi plină de primejdii pentru Statele mari, care au temelii vechi, o structură unitară, mijloace foarte întinse şi nesfârşite posibilităţi de desvoltare, — ce să mai zicem de Statele mici,

(1) Pietro Gorgolini, Le Fascisme, avec une préface de Benito Mussolini, trad. française de Eugène Marsan, p. 247.
(2) ibid., Préface de Jacques Bainville, p. V—IX.

lipsite de asemenea garanţii şi perspective, mai ales de cele ce au ieşit deabià, ca formaţiuni politice noui, din conflictul mondial? Pe lângă problema refacerii, Statele de acest fel mai au pe braţe încă una, tot atât de vastă şi de complicată: aceea a consolidării lor interioare. Dificultăţile lăuntrice cu care se luptă, bunăoară, Jugo-Slavia, sunt un exemplu destul de limpede, şi tot atât de plin de învăţăminte. Ceeace dă în sfârşit o acuitate deosebită acestor probleme, la unele din nouile State europene, e poziţia lor geografică, întrucât le face să fie mai expuse la primejdia complicaţiilor externe şi le impune deci datoria să se grăbească, pentru ca încurcăturile de acest fel să nu le surprindă neîntremate din punct de vedere economic şi neunificate încă din punct de vedere naţional.

Acesta e, mai ales, cazul nostru, al Românilor. Vecinătăţile noastre sunt din cele mai neliniştitoare. La Răsărit avem pe Ruşi, cari nu uită Basarabia, şi al căror regim politic, cu tendinţele lui de expansiune, mărturisite pe faţă, este prin el însuş o primejdie. La Apus, Ungurii nu îşi iau ochii dela Transilvania şi-şi încleştează pumnii, ridicându-i în sus, în văzul tuturor, fără nici o sfială. La Sud, Bulgarii, fără să-şi mute gândul dela Dobrogea, aşteaptă în tăcere «momentul», — cu mai multă discreţie de sigur decât ceilalţi duşmani ai noştri, dar îl aşteaptă şi ei fără nici o îndoială. Noi n'avem deci timp de pierdut. Trebuie să ne refacem şi să ne întărim cât mai repede. Pentru Statele mari din Ocident, problema refacerii şi consolidării sunt foarte importante, negreşit, pentru asigurarea bunei stări a masselor populare şi a desvoltării lor normale în viitor. Pentru noi însă, nu e numai atât; aceste probleme şi repedea lor deslegare sunt, în toată puterea cuvântului, o chestiune de existenţă.

In faţa acestei grele şi imperioase datorii, trebuie să facem mai întâiu constatarea tristă, că dela războiu încoace ne-am izolat din ce în ce mai mult şi nu mai avem nici un ajutor, de nicăiri. Acel egoism naţional, de care vorbeam mai sus, stăpânind cu prea multă putere spiritele conducătoare ale marilor naţiuni apusene şi slăbind solidaritatea internaţională, a contribuit de sigur la această lăsare în părăsire a bietei noastre ţări. Dar de vină suntem, în primul rând şi într'o măsură cu mult mai largă, chiar noi înşine. Am făcut greşeli mari, foarte mari, mai ales în perioada ce a urmat imediat după armistiţiu, — şi ne-am înstrăinat simpatiile aliaţilor tocmai atunci când, în mijlocul bunei dispoziţii generale, puteam căpătà mai lesne ajutorul lor. Am nesocotit apoi cu desăvârşire obligaţia de a ne face cunoscuţi; n'am luat nici măcar măsurile strict necesare să răspundem propagandei, ostile nouă, a unora din duşmanii noştri. Am călcat în picioare, cu o neînchipuită uşurinţă, angajamentele noastre de ordin internaţional. Dar mai presus de toate am dat străinătăţii o impresie penibilă de nesiguranţă, de instabilitate, de nepricepere a gravităţii situaţiilor, dacă nu chiar de lipsă de patriotism, prin violenţa luptelor noastre politice, şi, mai ales, prin extraordinara lipsă de bună credinţă cu care aceste lupte au fost duse de unii din protagoniştii lor.

Şi nu e numai atât. Prin formele lor, atât de imprudente, şi prin lipsa lor de măsură, atât de primejdioasă, luptele acestea au produs, din nefericire, în lăuntrul ţării, efecte şi mai rele încă decât în afară, — contribuind cu putere la întărirea

acelor elemente ale crizei politice şi sociale a timpului de faţă, de care am vorbit mai sus. Supralicitarea demagogică a celor ce voiau să acapareze, cu orice preţ, corpul electoral, — promisiunile irealizabile ce se făceau, cu inima uşoară, la fiecare pas, — calomniarea neruşinată a adversarilor, fără nici o teamă de sancţiuni, — negarea brutală a evidenţei, fără nici o grije de inevitabila desminţire a faptelor, — au pricinuit alterări îngrijitoare ale sufletului masselor. Au alimentat curentele subversive, au aţâţat urile de clasă, şi, mai ales, au provocat o descurajare şi o desorientare profundă a părţii cele mai bune a corpului electoral. Nu arareori am auzit eu însumi, în anii din urmă, alegători din cei mai curaţi, exclamând cu o sinceră amărăciune: noi nu mai ştim pe cine să credem, noi nu ne mai putem încrede în nimeni. Unele din aceste afirmări au fost făcute faţă de martori, sau chiar în adunări publice, şi pot fi documentate.

O asemenea stare sufletească e însă, nu numai foarte tristă, dar şi foarte gravă. Ea dă o formă acută acelei crize generale a autorităţii, pe care am analizat-o mai sus. Şi în adevăr, oamenii *au dreptul* să nu mai ştie ce să creadă şi să nu se mai încreadă în nimeni. După cele ce aud la întrunirile publice, după cele ce citesc prin ziarele de partid, şi chiar şi prin cele independente, lumea noastră politică se împarte în trei mari categorii: în hoţi, imbecili şi trădători. Şi fiindcă unii sau alţii din cei asvârliţi în aceste grozave categorii trebuie, neapărat, să vie la putere, lumea nu poate să mai aibă încredere în autorităţi. Am arătat însă mai sus, ce însemnează acest lucru. Când cetăţenii nu mai aşteaptă îndreptarea relelor de care sufăr, dela autorităţile în care nu se mai încred, pornesc să-şi apere singuri interesele, — şi acesta a fost totdeauna punctul de plecare al revoluţiilor. Nu trebuie dar să ne ascundem că noi alunecăm, fără să ne dăm seama, pe calea primejdioasă ce duce la inevitabile convulsiuni politice şi sociale.

Şi astfel se dovedeşte că răsboiul, cu jertfele lui dureroase, nu ne-a învăţat nimic, iar greutăţile teribile în cari ne sbatem, de atunci încoace, nu ne-au deschis ochii. Dacă am fi putut vedeà şi pricepe realitatea, — simţindu-ne reduşi la propriile noastre forţe, în faţa problemelor formidabile ale momentului, ne-am fi impus datoria să le utilizăm cel puţin cât mai bine, ferindu-le de pierderile zadarnice pe care le-ar fi suferit în lupte sterile, spre a le îndreptà în întregime, cu concentrarea şi încordarea maximă, în spre munca pozitivă, în spre munca patriotică de refacere şi întărire a ţării.

Din nefericire, viaţa noastră publică a luat, dela răsboiu încoace, tocmai direcţia opusă. Ea ne-a înfăţişat priveliştea turburătoare a acelui «bellum omnium contra omnes» pe care un cugetător de altădată îl puneà la originea societăţilor omeneşti. O luptă violentă, — a partidelor vechi între ele, a partidelor noui în contra celor vechi, a partidelor noui între ele şi a partidelor vechi în contra celor noui, — a început din primăvara anului 1918 încoace şi a mers crescând în înverşunare. Aceste diferite partide nu şi-au combătut numai, cum ar fi fost firesc, principiile teoretice, nu şi-au discutat numai, cum ar fi fost necesar, soluţiile practice, dar şi-au contestat reciproc legitimitatea, şi-au tăgăduit, mai mult sau mai puţin radical, dreptul la existenţă, — coborîndu-se astfel, aproape, la rolul de facţiuni

și făcând să apară la orizont spectrul luptelor de clasă și al ostilităților regionale care sunt mai totdeauna semnele precursoare ale răsboaielor civile.

Vom cercetà mai departe asupra cui cade răspunderea stării de spirit, care a provocat aceste frământări pătimașe. Deocamdată ne mărginim a le constatà, — cum le constată zilnic cetățenii desinteresați cari, neașteptând dela rivalitățile dintre partide decât binele public, se întreabă în fața răului general ce ia proporții din ce în ce mai mari, ce voiesc, la urma urmei, aceste partide care fac atât de mult sgomot și atât de puțină treabă, și dacă n'ar fi mai de folos, să ne lipsim de ele, dacă n'ar fi mai profitabil, ca oamenii cinstiți să se adune, fără nici o preocupare de partid, și să ia în mână conducerea Statului.

S'a zis în adevăr, de atâtea ori, că partidele politice sunt simple asociații de exploatare a țării, încât ele au putut să apară unora, dacă nu chiar multora, ca un fel de excrescențe parazitare, lipsite de orice legătură organică cu viața Statului. Nu e dar de mirare că atâția cetățeni s'au prezentat la alegeri, în anii din urmă, ca independenți, respingând orice legătură cu partidele în ființă; nu e de mirare deasemenea că atâția alții, și din cei mai buni, stau la o parte, într'o rezervă plină de neîncredere, refuzând să intre în cadrele lor și să participe la activitatea politică pe care o desfășură. Fenomenul acesta, dacă ar indicà în adevăr o evoluție a spiritului public și dacă ar luà, ca atare, proporții mai întinse, ar trebuì să ne dea de gândit, ca putând fi semnul precursor al unei diviziuni crescânde a massei naționale, al unei dezagregări politice care ar tinde să devină și mai profundă încă decât cea pricinuită de luptele dintre partide. Pe această cale, popoarele se îndreptează către un fel de atomism moral, plin de primejdii nebănuite. O neîncredere generală desleagă, în asemenea momente de criză, legăturile firești dintre unitățile sociale, care rămân astfel stinghere, lipsite de orice sprijin, de orice îndemn și de orice direcție, într'o izolare ce, dacă nu le paralizează cu totul, le împinge cu siguranță la agitațiile dezordonate ale anarhiei. Pe asemenea vremi turburate, solidaritatea politică scade și tinde să dispară, massa națională se descompune, se pulverizează, și, dacă împrejurările îi dau lovituri prea grele, se poate risipì. Infruntând puterea gravitații, stânca de piatră își înalță cu semeție spre cer massa enormă. Forța minunată care o ține în picioare, e coeziunea invizibilă a părticelelor ei; fiecare dintr'însele se încleștează de celelalte, ca într'o îmbrățișare fără sfârșit, provocată de o iubire nestinsă. Dacă, printr'o inexplicabilă schimbare a legilor fizice, această coeziune ar dispăreà, stânca mândră, de care se sfărâmau uraganele și pe care torentele de ploaie se scurgeau fără urme, s'ar preface într'o grămadă inertă de fire de praf, pe care cea mai ușoară adiere de vânt le-ar împrăștià în toate direcțiile, iar pâraele le-ar duce departe, spre vastul mormânt al mărilor nesățioase.

Dacă voim dar să aruncăm o rază de lumină în haosul luptelor noastre politice, și să dăm opiniei publice dezorientate putința unei înțelegeri mai temeinice, trebuie să cercetăm, mai întâiu, care e, în general, rostul partidelor în viața Statelor moderne, și al doilea, — în cazul când am găsì că existența lor e necesară, - care ar trebuì să fie ideile lor conducătoare și cum ar trebuì să fie organizate, pentru ca să răspundă în adevăr nevoilor ce le-ar îndreptățì activitatea.

Criteriile teoretice, la care vom ajunge în această primă parte a cercetării noastre, le vom aplicà apoi, cu toată obiectivitatea posibilă, vieții politice dela noi. Trecând în revistă partidele noastre, vechi și noui, vom căutà să determinăm, pe deasupra persoanelor ce întâmplător le-au reprezentat în trecut sau le conduc în momentul de față, tendințele lor fundamentale, — așà precum s'au manifestat în modul cum au luat naștere, în structura pe care și-au dat-o, în programele pe care le-au formulat și în activitatea pe care au desfășurat-o. Cetitorii vor puteà atunci, să tragă ei înșiși concluziile ce li se vor păreà inevitabile.

O asemenea lămurire e cu atât mai necesară astăzi, cu cât massele populare încep a fi cuprinse de o nevoie crescândă de acțiune politică. Oricât ar păreà de paradoxal, lucrul e totuș adevărat. Toată lumea a relevat în ultimii ani scăderea generală a producției, explicând-o prin faptul că, dela războiu încoace, se lucrează din ce în ce mai puțin. Și totuș, lucrând din ce în ce mai puțin, în direcția propriilor sale îndeletniciri, mai fiecare cetățean simte nevoia să se intereseze de îmbunătățirea situației generale, care devine din zi în zi mai grea, și de care sufăr toți. De aci, preocuparea crescândă a masselor populare de viața politică, — cum dealtfel le și obligă sufragiul universal. Se știe, bunăoară, că în anii din urmă lucrătorii noștri se țineau mai mult de întruniri politice decât de meșteșugurile lor.

De această stare de spirit caută să profite, mai pretutindeni, unii agitatori puțini scrupuloși, împingând massele populare, în numele unor idei așà zise noui sau înaintate, spre acțiuni politice primejdioase. Aceste încercări au atras pretutindeni atenția cugetătorilor politici, cari cred că e o datorie a tuturor celor ce pot vedeà limpede realitățile vieții sociale, să contribue la opera indispensabilă de luminare a opiniei publice. Reflectând asupra acestei necesități, un învățat francez zice: «...Cuvintele, formulele, exercită o putere suverană asupra minții lesne crezătoare a masselor; a luminà aceste masse asupra adevăratelor lor interese, e una din sarcinele cele mai imperioase ale momentului de față. Nimeni nu se gândește totuș s'o facă. Politicienii caută să placă, nu să instruiască. Trăim într'una din acele perioade de tranziție, în care popoarele șovăesc între credințele vechi și aspirațiile noui. Ceasul e greu. Europa politică, Europa morală deasemenea, ni se înfățișează ca niște imense edificii pe jumătate distruse, pe care trebuie să le reclădim. La această operă uriașă, fiecare trebuie să aducă partea sa. Colaborarea învățaților și a cugetătorilor nu e cea mai puțin importantă» (1).

II. Doctrina politică a stabilit de mult principiul că, în organizarea democratică a popoarelor moderne, suveranitatea națională nu se poate exercità direct. In democrațiile primitive, din cauza micului număr de cetățeni ce le alcătuià și care se reduceà de obiceiu la locuitorii «cetății», primul atribut al suveranității, dreptul de a hotărî normele generale ale vieții în comun în cadrele Statului, adică puterea legislativă, se puteà exercità direct. Chiar și într'însele însă, celelalte atribute ale suveranității nu se mai puteau exercità decât prin delegație. Așà, bunăoară, înfăptuirea celor hotărîte pe cale legislativă

(1) Gustave Le Bon, Psychologie des temps nouveaux, p. 148.

se lăsà pe seama «însărcinaților» speciali, adunarea cetățenilor neputând procedà întreagă la executarea fiecărei măsuri și neputând fi întreagă în diferitele locuri în care erau de executat, în acelaș timp, măsuri diferite. Puterea executivă se exercità adică indirect. Rousseau explicà cetățenilor din Geneva această primă separare a atributelor suveranității în a opta din «Scrisorile sale de pe munte». «La început puterea legislativă și puterea executivă, care constituesc suveranitatea, nu sunt deosebite. Poporul suveran voește prin el însuș, și prin el însuș face ce voește. In curând însă neajunsurile acestei participări a tuturor la orice lucru silesc poporul suveran să însărcineze pe câte unii din membrii săi, să-i execute voințele. Acești agenți, după ce și-au îndeplinit însărcinarea, dau socoteală și reintră în egalitatea comună. Cu vremea, aceste însărcinări sunt tot mai dese, și în cele din urmă ajung permanente. Pe nesimțite, se formează un corp care execută totdeauna...» Acelaș lucru s'a întâmplat și cu puterea judecătorească. In democrațiile vechi, legile fiind simple și numărul cetățenilor redus, adunările lor puteau păstrà la început unele atribuții judiciare. Cu înaintarea în civilizație însă, cu complicarea vieții și cu desvoltarea legislației, numărul proceselor devenind tot mai mare și reclamând cunoștințe tot mai speciale, a trebuit să se constitue un corp deosebit de magistrați. căruia i s'a delegat atributul respectiv al suveranității naționale.

In sfârșit, la popoarele moderne, compuse din milioane de cetățeni, nici puterea legislativă nu s'a mai putut exercità direct. O adunare a poporului întreg. ca în antichitate, nu mai e posibilă astăzi, în nici un Stat. In organizarea democrației moderne așadar, poporul deleagă reprezentanților pe cari îi alege puterea de a hotărî normele generale ale vieții sale, adică de a face legi, iar puterea de a le executà o deleagă în mod direct șefului Statului și în mod indirect guvernului și agenților lui. Intregul mecanism constituțional se reduce astfel la schema următoare: poporul alege reprezentarea națională, ale cărei majorități indică șefului Statului guvernul ce ar corespunde, la un moment dat, stării generale a opiniei publice. Numind un astfel de guvern, șeful Statului îi deleagă puterea executivă pe care națiunea i-a încredințat-o cu condiția să n'o exercite direct, ci prin miniștrii săi. Iar guvernul, la rândul lui, deleagă părți limitate ale acestei puteri diferiților și numeroșilor săi agenți, cari sunt funcționarii de toate categoriile, ai Statului.

Actul esențial al vieții constituționale e astfel alegerea reprezentanților națiunii. De felul, bun sau rău, cum se face această alegere, atârnă funcționarea, bună sau rea, a întregului mecanism. De acì problema, care s'a impus cugetătorilor politici din toate Statele moderne, de a găsì și de a realizà condițiile, în care alegerea reprezentanților națiunii s'ar puteà face așà, încât să răspundă pe deplin scopului urmărit. Această problemă nu e nici simplă, nici ușoară. In adevăr, scopul organizării constituționale este, să facă posibilă guvernarea popoarelor prin ele însele. Așà fiind, reprezentanții pe cari o națiune și-i alege, la un moment dat, spre a le încredințà puterea de a hotărî în numele său, trebuie să aibă părerile care predomină în massele sale asupra necesităților la ordinea zilei, și să aibă și capacitatea cerută spre a le traduce în legi bine chibzuite. Ceeace însemnează că alegătorii când vin la urnă, trebuie să cunoască pe candidații ce li se prezintă, să știe ce idei

ne şi ce garanţii le oferă că vor înfăptuì cu adevărat acele idei. Căci simpla lor formulare, în momentul alegerilor, poate să fie numai un act de oportunitate politică, pe ale cărui urmări practice nu se poate pune temei.

Această condiţie însă, atât de simplă şi de firească, e foarte anevoie de îndeplinit. Să luăm ca exemplu pentru precizarea ideilor, un Stat mijlociu ca populaţie, cum e al nostru, cu un parlament de cinci până la şase sute de reprezentanţi, în cele două corpuri ale lui. La alegeri, pentru cele cinci sau şase sute de locuri vacante, se pot prezentà mai multe mii de candidaţi (1). Să ne închipuim, pentru uşurarea analizei, că ei sunt toţi independenţi, cum se obişnueşte a se zice, că fiecare dintr'înşii se înfăţişează adică numai în numele său propriu, neavând nici o legătură cu ceilalţi. Ce ar face alegătorii într'o asemenea situaţie? Ar votà de sigur la întâmplare, fiindcă n'ar aveà cum să cunoască pe fiecare candidat în parte. De ideile lor ar puteà, la rigoare, să ia cunoştinţă din manifestele electorale, dar de sinceritatea acelor idei, n'ar aveà cum să se încredinţeze. Pentru aceasta ar trebuì să cunoască viaţa trecută a fiecărui candidat. Căci numai activitatea trecută a unui om ne poate îngăduì să întrevedem, cu oarecare probabilitate, activitatea lui viitoare. Ideile nu sunt date sigure pentru o asemenea inducţiune: pe hârtie se poate pune ori şi ce. Date sigure sunt numai faptele, iar faptele individuale sunt anevoie de cunoscut, fiindcă sunt nenumărate şi fiindcă nu se produc totdeauna la lumină, viaţa privată desfăşurându-se în alte condiţii decât viaţa publică.

Dacă însă candidaţii ce se înfăţişează alegătorilor sunt înglobaţi în partide, — ale căror programe s'au desbătut pe larg în congrese şi întruniri publice, în broşuri şi ziare, aşà că sunt cunoscute de toată lumea, atât în valoarea lor generală cât şi în posibilitatea lor de realizare în momentul acela, şi a căror activitate trecută la guvern şi în opoziţie, s'a desfăşurat sub ochii ţării întregi, aşà că a putut să fie cântărită de toţi cetăţenii, atât în părţile ei bune cât şi în părţile ei rele, — situaţia e mult mai uşoară. Pe când candidaţii pot să fie nenumăraţi, partidele sunt numai câteva, şi chiar când nu e cineva fixat de mai nainte asupra lor, se poate orientà cu mai multă înlesnire şi cu mai multă siguranţă.

Pe de altă parte, luptele dintre partide, pe care, pentru necesităţile analizei, le presupunem serioase şi de bună credinţă, — discutarea continuă şi publică a activităţii lor, a reformelor pe care le-au realizat şi a efectelor lor constatate, a reformelor pe care voiesc să le realizeze şi a efectelor lor probabile, — ajută şi pe alegători să-şi formeze ideile. Căci acì e partea cea mai delicată a mecanismului constituţional. Pentru ca cei aleşi să fie cu adevărat reprezentanţii poporului, trebuie, am zis, să aibă ideile care predomină în massele lui. Pentru aceasta însă, nu e de ajuns să aibă idei candidaţii cari se prezintă la alegeri; trebuie să aibă idei şi alegătorii. Din nefericire, cetăţenii cari compun corpul electoral n'au, în marea lor majoritate, nici timpul nici pregătirea necesară ca să studieze prin ei înşişi problemele la ordinea zilei şi diferitele soluţii asupra cărora trebuie să se pronunţe în faţa urnelor. Dacă însă li se arată, pe înţelesul lor, în ce constau acele probleme,

(1) La ultimele alegeri generale s'au prezentat la noi, în unele judeţe, până la 10—12 liste.

dacă li se explică, în forme potrivite şi în legătură cu interesele lor, care sunt diferitele soluţii posibile, şi care ar fi urmările probabile ale fiecăreia dintr'însele, alegătorii pot ajunge să-şi facă o părere întemeiată şi să voteze în cunoştinţă de cauză.

Dar e ceva şi mai grav decât lipsa lor de pregătire: unii dintr'înşii, am puteà zice chiar foarte mulţi, n'au nici un interes pentru viaţa politică. Un egoism naiv îi face să nu se preocupe decât de propriile lor afaceri şi să considere ca o vinovată pierdere de vreme grija de trebile publice. Se ştie, bunăoară, cât de numeroşi sunt alegătorii cari nu se duc la vot, — sau, în ţările unde votul e obligatoriu, nu se duc decât de teamă să nu fie amendaţi. Cum zice un scriitor german, care se gândeşte de sigur şi la ţările străine, dar se întemeiază în primul rând pe observările făcute în propria sa ţară, sunt în democraţiile moderne cetăţeni, cărora «li s'ar păreà că ar fi a păcătuì împotriva datoriei de a se îngrijì de conservarea existenţei lor, dacă s'ar ocupà cu politica» (1). Acest lucru îl confirmă un alt autor, adăugând precizări cantitative, când zice că «două treimi din corpul electoral englez e cu totul lipsit de interes pentru viaţa politică»; iar în altă parte ne arată că fenomenul acesta e general: «pentru marea massă a oamenilor de pretutindeni, chestiunile publice vin în al treilea sau al patrulea rând printre interesele vieţii, şi nu obţin decât a treia sau a patra parte din atenţia şi puterea lor de gândire» (2).

La noi, fireşte, acest neajuns e mult mai grav ca în alte ţări, din cauza lipsei, mult mai generale, nu numai de cultură politică, dar de ori şi ce cultură, a masselor adânci ale poporului. Cu atât mai mult trebuie să ne îngrijească dar lipsa de interes pentru lucrul public, care preocupă pe cugetătorii politici de pretutindeni. Şi dacă în împrejurările obişnuite, în cursul normal al vieţii Statelor, gravitatea acestei lipse nu e totdeauna simţită, sunt însă momente în care, dacă popoarele nu sunt destul de însufleţite pentru marile lor interese, fie de ordin moral fie de ordin material, — conducătorii lor n'au puterea să le satisfacă, fiindcă le lipseşte suportul, nu numai al încrederii dar şi al entusiasmului tuturor, care este indispensabil pentru realizarea scopurilor mai înalte şi a idealurilor mai îndepărtate.

Acì stă, mai ales, utilitatea partidelor politice. Pe de o parte propaganda lor, prin discuţiile contradictorii pe care le provoacă, cu privire la problemele curente, contribuie cu putere la luminarea opiniei publice şi ajută astfel popoarele să se guverneze efectiv prin ele însele, fiindcă le dă putinţa să ştie ce voiesc şi ce trebuie să hotărască în faţa urnelor, când se îndeplineşte actul esenţial al vieţii constituţionale. Iar în momentele mari, în care se pun pentru un popor problemele capitale ale vieţii lui, numai acţiunea întinsă şi sistematică a partidelor poate încălzì massele lui adânci, împingându-le cu puterea irezistibilă a entusiasmului pe calea jertfelor inevitabile.

Se va ridicà poate întrebarea, dacă sarcina aceasta de a luminà corpul electoral şi de a însufleţì massele populare nu şi-ar puteà-o luà şi indivizi izolaţi, neîn-

(1) W. Hasbach, Die moderne Demokratie, p. 472.

(2) James Bryce, The American Commonwealth, II, p. 250, 318.

globaţi în partide politice. In principiu, nimic nu s'ar opune la o asemenea întreprindere. In practică însă, ea s'ar lovì de mari greutăţi şi ar rămâneà probabil zadarnică. O acţiune atât de întinsă şi care, în acelaş timp, trebuie să fie de lungă durată, ca să ducă la rezultate apreciabile, ca cea pe care o reclamă propagandă politică, trece poate puterile unui individ izolat. Numai partidele organizate, care dispun de agenţi numeroşi şi de fonduri mari, indispensabile pentru plata deplasărilor, adunărilor, imprimatelor, etc., pot pătrunde în adevăr în massele adânci ale poporului, în proporţiile necesare pentru ca să le influenţeze efectiv. Iacă de ce un sociolog, care s'a ocupat de partidele politice, nu spre a le face apologia, ci spre a le arătà neajunsurile, recunoaşte totuş necesitatea lor. «Democraţia, zice el, nu se poate concepe fără organizare... Organizarea este singurul mijloc de a creà o voinţă colectivă». Ideile ce reprezintă revendicările politice, economice, sociale, etc., nu se pot realizà decât prin luptă, şi «o luptă nu poate aveà perspective de succes decât dacă se desfăşură pe terenul solidarităţii între indivizi având interese identice. Socialiştii, partizanii cei mai fanatici ai ideii de organizare, întrebuinţează un argument care se acordă cu rezultatele studiului ştiinţific al naturii partidelor, când obiectează că nimic n'ar fi mai plăcut patronilor decât să vadă forţele lucrătorilor dezagregându-se şi risipindu-se. Trăim într'o epocă în care ideea cooperării şi-a implântat rădăcinile atât de adânc în spirite, încât până şi milionarii simt necesitatea unei acţiuni comune. Iacă de ce e lesne de înţeles că organizarea, a cărei lipsă face apriori imposibil orice succes, a devenit principiul vital al clasei muncitoare» (1).

Şi nu numai al clasei muncitoare. Adevărul este că organizarea e principiul fundamental al întregii vieţi politice. Căci, care este scopul acestei vieţi? Să producă, în structura societăţilor omeneşti, schimbările ce par cerute de împrejurări, spre a uşurà funcţionarea şi spre a grăbì desvoltarea lor. Asemenea schimbări, fie cu caracter politic, fie cu caracter social, nu pot fi produse niciodată de un individ izolat. Prin puterea lui de convingere, dacă este înzestrat cu calităţi excepţionale, individul poate cel mult să producă schimbări voluntare în viaţa celor câţiva cari au putut să-l asculte şi să-l înţeleagă. Asemenea schimbări, adăugându-se unele altora, pot duce şi ele la rezultate apreciabile, — însă numai în perioade de timp mai lungi. Reformele propriu zise, la care ţinteşte viaţa politică şi care urmează a se realizà imediat, când sunt considerate ca necesare, nu pot fi aduse la îndeplinire decât de puterea Statului. Ele constau în schimbări involuntare ce se produc, simultan şi pe o scară întinsă, în massele populare, prin puterea de constrângere a autorităţilor publice, urmărind aplicarea legilor ce le-au hotărît. Prin urmare, individul care a elaborat un plan de reforme şi voieşte să-l aducă la îndeplinire, trebuie neapărat să ajungă a se puteà servì de puterea de constrângere a Statului. La acest rezultat, în Statele cu regim autocratic, reformatorul poate ajunge mai uşor şi mai repede, convingând de utilitatea proiectelor sale pe

(1) Robert Michels, Les partis politiques. Essais sur les tendances oligarchiques des démocraties, p. 6.

deţinătorul puterii supreme. Aşà s'au văzut în istorie oameni politici cari, susţinuţi de favoarea unui monarh, au putut realizà schimbări însemnate în viaţa popoarelor respective. In democraţiile moderne însă, drumul e mai lung şi mai greu. Reformatorul nu poate ajunge la realizarea ideilor sale decât dacă izbuteşte să dispună, după formele constituţionale, de puterea legislativă şi de cea executivă. El trebuie adică să cucerească, în alegeri, majoritatea mandatelor parlamentare şi să formeze guvernul. Numai atunci poate transformà proiectele sale în legi şi le poate aplicà.

La acest rezultat însă reformatorul nu poate ajunge niciodată, în Statele constituţionale, dacă rămâne izolat. El trebuie neapărat să strângă în jurul său un număr cât mai mare de aderenţi, pe cari să-i organizeze într'un partid, spre a începe mai întâiu propaganda pentru răspândirea ideilor sale în corpul electoral, şi a da apoi lupta la alegeri pentru cucerirea majorităţii mandatelor. Altfel, dacă rămâne izolat, reformatorul nu poate ieşi din sfera ideologiei abstracte, şi activitatea lui păstrează un caracter mai mult literar, în înţelesul ştiinţific al cuvântului. El nu poate trece adică dela vorbe la fapte.

Se poate întâmplà deasemenea, — acesta e chiar cazul cel mai frecvent, — ca ideile de reformă să nu iasă din capul unui singur individ, ci să răsară din nevoile, mai mult sau mai puţin adânc simţite şi mai mult sau mai puţin limpede pricepute, ale păturilor mai largi ale poporului. Chiar şi în acest caz, ele nu pot izbutì să se impună decât dacă ajung a fi susţinute de un partid organizat, care să facă cele cerute de formele constituţionale pentru realizarea lor. Reforma agrară de pildă, erà necesară de mult, la noi. Pătura ţărănească simţià de mult nevoia de pământ şi de mai multă libertate, spre a se puteà desvoltà mai bine. Ţăranii însă, nefiind organizaţi într'un partid politic, care să lupte pe căile constituţionale pentru aducerea la îndeplinire a revendicărilor lor, reforma agrară nu s'a putut în faptul decât atunci când alte partide s'au hotărît s'o admită în programele lor. De aceasta însă vom vorbì mai pe larg mai departe.

In sfârşit, existenţa partidelor mai e necesară şi din alt punct de vedere. Utilitatea lor nu încetează cu îndeplinirea actului esenţial al vieţii constituţionale, care am zis că este alegerea reprezentării naţionale. Să ne închipuim, în adevăr, că, în lipsa partidelor organizate, se prezintă la alegeri şi pătrund în parlament numai candidaţi independenţi. Reprezentarea naţională va fi astfel compusă din membri fără nici o legătură ideală între ei, întrucât fiecare dintr'înşii poate să aibă o părere diferită de a tuturor celorlalţi. Se va zice poate că atunci nu s'ar fi ales. Argumentul nu e hotărîtor. In haosul unui corp electoral neluminat de propaganda sistematică a partidelor, în care adică nu s'au format curente de idei mai puternice sau mai generale, o asemenea diviziune extremă a părerilor, sub influenţe locale diferite, nu e nicidecum imposibilă. Şi prin urmare, ipoteza pe care o facem, pentru uşurarea analizei, nu e nicidecum absurdă.

Mai mult decât atât, experienţa ne arată că, în anumite împrejurări, această ipoteză se poate realizà chiar şi în ţările cele mai bine pregătite pentru viaţa parlamentară. O asemenea împrejurare a fost răsboiul mondial care, la popoarele

beligerante cu organizări constituţionale, a suspendat ostilităţile dintre partide, şi prin urmare şi propaganda lor politică. Iacă de ce alegerile care au urmat imediat după răsboiu s'au făcut, mai mult sau mai puţin, la întâmplare. Aşà bunăoară, observatori obiectivi ai vieţii politice franceze susţin că «consultaţia din Noemvrie 1919» din care a ieşit parlamentul actual «a fost confuză». Iar cauzele ar fi, după părerea lor, cele următoare. «Articolele de program din 1914 erau realizate sau perimate: reforma electorală şi impozitul pe venit fuseseră înfăptuite, legea serviciului militar de 3 ani nu mai aveà sens, reforma militară luà o cu totul altă amplitudine, anticlericalismul erà aproape uitat. Intemeiate pentru rezolvarea unor probleme ce nu se mai puneau, vechile grupări politice erau căzute în desuetudine, iar altele nu se cunoşteau». Prin urmare corpul electoral s'a prezentat la urne «nepregătit». In adevăr «la 2 August 1914, Franţa care se arătase până atunci ţara cea mai pasionată pentru viaţa politică a renunţat la ea cu deplină ştiinţă şi voinţă: a lăsat guvernului şi statului major grija destinului său, a pornit la răsboiu şi, cincizeci şi două de luni, nu s'a lăsat să fie abătută de nimic dela această sarcină eroică. Armistiţiul n'a întrerupt această abdicare hotărîtă; pacea a fost semnată, un statut nou al lumii a fost elaborat, fără ca opinia publică să fi ridicat glasul». Şi astfel «când data alegerilor a fost fixată la 16 Noemvrie 1919, Franţa s'a găsit brusc şi, ca să zicem aşà, nepregătită, în faţa celor mai imense probleme care s'au ridicat vreodată dinaintea unui popor. Nu mai erà timp pentru înjghebarea unei doctrine; toată lumea a votat sub apăsarea unei sfinte emoţii. A votat, din recunoştinţă pentru soldaţi; a votat, cu groaza moravurilor politice meschine; a votat, cu dorinţa mistică a unor reforme pe care nimeni nu le defineà; a votat, mai, ales cu frica bolşevismului. De program precis, de soluţii concrete, n'a fost vorba». Iacă de ce «niciodată Camera nu şi-a deschis porţile dinaintea atâtor noui veniţi... plini de bunăvoinţă, dar lipsiţi de program şi de soluţii». După doi ani şi jumătate, la data la care scriu aceste cuvinte, observatorii citaţi se întreabă: «acest program şi aceste soluţii, le-au găsit oare» nouii veniţi? După doi ani şi jumătate de legislatură, se poate vedeà desemnându-se în această Cameră amestecată liniile mari ale unei politici?» (1).

Sunt dar, chiar şi la popoarele cu o cultură politică veche şi serioasă, cazuri în care corpul electoral, neputând fi pregătit, votează la întâmplare. Cu atât mai frecvente pot fi aceste cazuri la popoarele ce n'au ajuns încă la o asemenea cultură, — dacă, în lipsa partidelor, n'ar fi cine să lumineze, destul de sistematic şi cu destulă stăruinţă, massele electorale. Ipoteza pe care am făcut-o mai sus, pentru inlesnirea analizei, se poate deci realizà foarte uşor. Din haosul unui corp electoral, în care nu s'au format curente de idei, poate să iasă foarte bine un parlament, ai cărui membri să n'aibă nimic comun, care să fie adică de părerile cele mai diferite ce se pot închipuì. In acest caz însă, se ridică întrebarea, cum ar puteà lucrà un asemenea parlament, compus după maxima antică «quot capita, tot sensus»?

(1) A. de Tarde et R. de Jouvenel, Les grands courants politiques d'aujourd'hui. Revue de France, 15 Mars 1922, p. 308.

Cum se știe, hotărîrile se iau în adunările constituite cu majoritatea voturilor. Ca membrii unui parlament, însă, cari aveau la început păreri diferite, să ajungă a fi în cele din urmă de aceeaș părere, e foarte puțin probabil. In orice caz, la o asemenea unitate de vederi nu s'ar puteà ajunge decât foarte greu, după lungi și penibile discuții. Ceeace însemnează că, în ipoteza cea mai favorabilă, un asemenea parlament n'ar puteà lucrà decât foarte încet și foarte anevoie, — ceeace nu poate fi de sigur în interesul poporului care l-a ales.

Dar e un alt neajuns, și mai grav, de care ar mai puteà suferì un parlament astfel compus. Faptul că activitatea lui ar fi laborioasă și lentă, s'ar puteà trece cu vederea, dacă cel puțin această activitate ar da rezultate bune. Rezultatele ei însă, ca să fie bune, trebuie să fie coherente, trebuie să poată alcătuì adică ceeace se obișnuește a se numì o politică consecventă sau unitară. Din nefericire, lucrul acesta nu e de loc sigur. S'ar puteà dimpotrivă, ca activitatea parlamentului pe care l-am luat ca exemplu, să fie haotică. In adevăr, neexistând între membrii lui legături ideale prealabil stabilite, majoritățile s'ar puteà formà la întâmplare, sub influența oratorilor celor mai abili din ședințele publice sau a propagandiștilor celor mai stăruitori din conciliabulele de pe coridoare. S'ar puteà astfel ca, cu privire la diferitele probleme la ordinea zilei, un asemenea parlament să ia hotărîri care să nu se acorde unele cu altele. Se știe, în adevăr, că adunările mai numeroase au o psihologie specială. E, în proporții mai reduse, psihologia care pune massele la discreția agitatorilor. Toți sociologii au relevat extrema suggestibilitate a masselor, pe care curentele de sentiment ce se nasc brusc în sânul lor, sub influența demagogilor, le pot târî orbește într'o direcție sau alta. Și astfel, s'au văzut adunări, luând cu entusiasm hotărîri, pe care membrii lor, dacă ar fi putut discutà liniștiți, între patru ochi sau în cercuri mai restrânse, nu le-ar fi luat niciodată. Inglobat în masse și lucrând sub presiunea stărilor lor afective, care sunt de regulă nereflectate, impetuoase și irezistibile, individul, chiar eminent, își pierde mai mult sau mai puțin independența cugetării și sentimentul răspunderii.

Din acest punct de vedere, e foarte important ca membrii unui parlament să aibă între ei legături ideale prealabil stabilite, să vină adică la lucrările legislative cu vederi comune, fixate de mai înainte, cu privire la problemele la ordinea zilei și la soluțiile lor cele mai bune, în teorie și în practică. La o asemenea comunitate de idei însă nu se poate ajunge, mai cu siguranță, decât numai dacă membrii parlamentului sunt înglobați în partide. Se știe, în adevăr, că partidele își pregătesc din opoziție programele de guvernământ. Problemele la ordinea zilei sunt discutate prealabil în sânul lor, și soluțiile la care se opresc sunt admise de toți membrii cari își fac, spre a ajunge la unitatea de acțiune cerută, fie de luptele politice din opoziție, fie de necesitățile guvernării, concesiuni reciproce. Cu această clarificare și fixare prealabilă a ideilor, discuția în parlament se reduce considerabil ca proporții și ca durată; ea se mărginește la examinarea tezelor, puțin numeroase, ale partidelor. In țările în care regimul parlamentar e mai vechiu și a dat rezultate mai bune, ca de pildă în Statele-Unite, lupta se dă în corpurile legiuitoare numai între părerile a două partide, unul la guvern și altul în opoziție, și care nu

diferă între ele decât numai în aplicarea principiilor asupra cărora, de regulă, sunt de acord. In asemenea condiţii, fireşte, se lucrează repede şi cu folos. Altfel, regimul parlamentar poate îngreuià şi întârzià desvoltarea popoarelor, în loc s'o uşureze şi s'o accelereze, cum îşi propune doctrina constituţională.

Iacă de ce, în toate democraţiile moderne cetăţenii s'au grupat în mod spontan in partide. Naşterea lor a răspuns unei necesităţi imperioase a regimului reprezentativ. Odată apărute, partidele au devenit organele esenţiale ale vieţii politice. In Anglia, bunăoară, unde organizarea democratică e mai veche ca în toate ţările europene, terminologia politică întrebuinţează în mod curent numele de «party-government», de guvernare a partidelor sau prin partide, în locul numelui consacrat de regim parlamentar.

Aşà fiind însă, este evident că viaţa politică a ţărilor constituţionale nu poate fi decât — ceeace o fac să fie partidele respective(1). Şi fiindcă activitatea partidelor politice atârnă de ideile pe baza cărora s'au constituit şi de structura pe care şi-au dat-o, potrivit cu scopul pe care îl urmăresc, — se ridică dela sine întrebarea, dacă toate partidele sunt de o valoare egală, sau dacă, spre a răspunde cu adevărat necesităţii care le-a dat naştere, trebuie să îndeplinească unele condiţii esenţiale, — înşirându-se astfel pe o scară de valori diferite, după măsura în care îndeplinesc acele condiţii. Intrebarea aceasta e de o mare însemnătate şi reclamă un răspuns bine întemeiat şi amănunţit.

Spre a-l găsì însă cu mai multă siguranţă, trebuie să facem un ocol şi să cercetăm mai întâiu modul cum iau naştere partidele politice.

III. Nu mai încape îndoială că, în teorie cel puţin, partidele iau naştere prin gruparea cetăţenilor în organizări politice diferite, după ideile lor cu privire la direcţia pe care trebuie s'o urmeze desvoltarea Statului respectiv şi la mijloacele cele mai potrivite de a uşurà şi grăbì aceà desvoltare. In practică, mai sunt şi alte motive care pot să împingă pe cetăţeni în spre un partid sau altul; dar e mai bine să le lăsăm deocamdată la o parte, ca neavând decât o valoare individuală, şi să rămânem pe terenul teoriei pure, care singură ne poate luminà, în general, asupra mecanismului formării partidelor.

Gruparea cetăţenilor în partide este un fenomen social. Deşi evident prin definiţie, lucrul devine vizibil pentru observarea empirică în cazurile, în care orientarea cetăţenilor în spre un partid sau altul e determinată de curente mai mult sau mai puţin puternice ale opiniei publice. Acest fenomen social însă, când îl analizăm, se descompune într'o sumă de acte psihice individuale. La temelia oricărei grupări politice stă hotărîrea conştientă a fiecăruia din membrii săi de a urmà în viaţa publică o anumită direcţie, — de a tinde adică la realizarea unui anumit scop, pe anumite căi.

Suntem astfel aduşi, spre a înţelege mai bine formarea partidelor, să cercetăm

(1) Un istoric recent, care a studiat în deosebi evoluţia politică a Europei contimporane, zice: «M'am silit mai ales să fac să se înţeleagă formarea, compunerea, tactica, programele partidelor, ca fiind faptele capitale, care au hotărît soarta instituţiunilor». Ch. Seignobos, Histoire Politique de l'Europe contemporaine, Introduction, VIII.

motivele care pot să determine hotărîrea cetățenilor de a-și îndreptà activitatea politică pe un drum sau pe altul. Aceste motive pot să fie foarte numeroase. In practică mai ales, motivele de ordin individual, la care făceam aluzie mai sus, pot să fie atât de variate încât să descurajeze pe cel ce ar voì să le treacă în revistă, cu intenția de a le clasificà. Cu toate acestea, pentru ușurarea analizei, le-am puteà reduce, cu un autor recent, la două mari categorii: una de ordin logic, alta de ordin psihologic (2). Cea dintâiu privește valoarea generală a ideilor în jurul cărora se formează grupările politice; cea din urmă, folosul personal pe care membrii lor pot să-l tragă, direct sau indirect, individual sau ca unități ale unei categorii sociale, dintr'însele. Așà, bunăoară, printre cei ce au susținut în ultimul deceniu, la noi, ideea exproprierii, au fost și unii mari proprietari; ei au dat chiar concursul lor partidelor care au luptat pentru realizarea acestei idei. Motivele care i-au condus au fost de ordin logic: erau convinși de necesitatea reformei pentru buna desvoltare a țării, și au lucrat la înfăptuirea ei, chiar și în contra intereselor lor individuale. Dimpotrivă, printre cei ce au susținut dela războiu încoace, în mijlocul îngrădirilor economice impuse de împrejurări, libertatea comerțului, s'au găsit și oameni de afaceri, importatori și exportatori, sau simpli negustori, cari nu lucrau decât pe piețele interne. Motivele care au determinat atitudinea lor au fost de ordin psihologic: ei doriau să nu fie stânjeniți în operațiile lor și să câștige cât mai mult, chiar și cu primejdia de a scumpì peste măsură viața.

Motivele de ordin logic nu pot să fie mai numeroase decât soluțiile posibile ale problemelor la ordinea zilei. Dimpotrivă, numărul motivelor de ordin psihologic e nelimitat. Cine nu cunoaște cazul, din nefericire atât de frecvent, al celor ce «tratează» înscrierea lor într'un partid pe tema foloaselor personale? Aceste foloase însă pot să fie de multe feluri. In primul rând se înțeleg printr'însele situațiile politice. Acum vreo 15 ani, bunăoară, se numărau în public portofoliile ministeriale, scaunele de deputați și senatori, prefecturile, primăriile și alte slujbe mai mici, promise de un partid nou care voià să adune cât mai mulți aderenți, — și se ajungeà la țifre uimitoare. Foloasele materiale directe servesc deasemenea, foarte adesea, ca motive de ordin psihologic ale orientării politice. A fost pe buzele tuturor, acum vreo 5 ani, numele unui mare comerciant, care a trecut dintr'un partid din opoziție în partidul dela guvern ca să poată obțineà permise de import; cuiva, care îi făceà imputări amicale, omul i-a răspuns indignat: ce, vrei să-mi rămâie prăvălia goală? Sau, ca să luăm un exemplu mai recent, s'a vorbit acum doi ani, adică mai precis în Ianuarie 1922, de unii deputați cari și-au vândut sprijinul lor guvernului de o lună pe făgăduiala unui schimb suplimentar de ruble și coroane.

Se va obiectà, poate, că am ales ca exemple numai cazuri, în care motivele de ordin psihologic sunt condamnabile, — de unde n'ar rezultà nicidecum că ele nu sunt admisibile niciodată. Obiecția este în parte întemeiată, dar această îndreptățire relativă trebuie bine precizată. Firește, interesul personal e pârghia de căpetenie în viața individuală, și urmărirea lui e foarte legitimă, — dar nu pe orice

(1) Walter Sulzbach, Die Grundlagen der politischen Parteibildung, p. 5.

cale. E dreptul fiecăruia, bunăoară, de a căutà să-şi sporească averea; dar toată lumea e de acord, că nu e permis nimănui s'o facă răpind averea altora. După cum dar e nelegitimă, urmărirea interesului personal pe căi necorecte, tot aşà e nelegitimă satisfacerea nevoilor private cu mijloacele vieţii publice. Căci aceste mijloace nu le poate utilizà cineva decât numai dacă concetăţenii săi l-au înălţat la o demnitate politică oarecare, şi nu mai încape îndoială că ei nu i-au acordat încrederea lor decât numai ca să-i servească pe dânşii. E dar un abuz de încredere ca cel ce a primit sarcina de a se ocupà de interesele altora, să profite de înlesnirile pe care i le procură această situaţie, ca să-şi vadă de interesle sale proprii. Folosul personal e dar foarte legitim, cu condiţia ca fiecare să se mărginească a-l urmări în viaţa sa privată.

Un caz concret va lămurì mai bine această deosebire. O confesiune religioasă se poate comparà, într'o oarecare măsură, cu un partid politic. Comparaţia e cu atât mai îndreptăţită cu cât la naşterea lor, confesiunile au fost adesea şi partide politice, — ca bunăoară în Germania, în Franţa şi în Anglia, la începutul timpurilor moderne. Ce motive pot determinà pe cineva să ia loc prin're adepţii unei confesiuni? Cele pe care le-am văzut deja, — deşi în acest caz deosebirea ordinei logice de cea psihologică e mai anevoioasă. Primirea unei religii la naştere, prin botez sau alte ceremonii echivalente, e ceva inconştient şi pasiv, care nu implică determinarea conştientă şi voluntară a individului. Când însă omul matur îşi alege o confesiune, motivele nu pot fi decât de două feluri: sau găseşte că dogmele ei sunt mai evidente decât ale celorlalte, sau e împins de un interes personal. Primul caz constitue conversiunea religioasă propriu zisă; al doilea e un act de oportunism. Apostolul Pavel a părăsit păgânismul pe drumul Damascului, fiindcă a ajuns să priceapă, pe neaşteptate, adevărul creştinismului; Enric al IV-lea a părăsit protestantismul sub zidurile Parisului asediat şi s'a făcut catolic, pentru ca, punând capăt unui răsboiu civil, să-şi asigure tronul Franţei. Să ne închipuim acum un om care vrea să ia loc printre slujitorii bisericii. Două motive pot determinà hotărîrea lui: sau crede în Dumnezeu cu atâta adâncime şi tărie încât se simte îndemnat să propage, ca preot, credinţa într'însul, ca să contribuie la mântuirea sufletească a semenilor săi, sau are nevoie de o profesiune, ca să trăiască, şi nu găseşte alta mai bună. Motivul din urmă nu pare prea puternic astăzi; altădată însă, preoţia offereà perspective atât de mari, încât puteà ispitì pe cineva cu atracţiile unei cariere ce puteà devenì strălucită. Primul motiv e de ordin logic: omul e convins de adevărul religiei, de puterea ei mântuitoare, de valoarea ei etică şi socială. Fireşte, convingerea aceasta nu e un fenomen pur intelectual; partea afectivă a celui convins a contribuit mult la formarea ei; dar aceasta e o chestiune care nu intereseaază aici. Al doilea motiv e de ordin psihologic: omul are un interes personal să se pună în serviciul bisericii.

Este evident că aceste motive nu sunt de o valoare egală. Pe când credinţa sinceră e respectată chiar şi de adversari, interesul personal, când trece peste marginile vieţii private, e văzut rău chiar şi de prieteni. Şi este incontestabil că nimeni nu poate aprobà pe cel ce se face preot numai ca să aibă o carieră. Căci dacă se admite acest motiv ca determinant, urmarea firească e că cel dintâiu poate lipsì.

Ar fi însă o monstruozitate ca cineva să se facă preot, chiar şi fără să creadă în Dumnezeu şi în puterea mântuitoare a acestei credinţe. Un asemenea om, lucrând în interesul său personal, ar lucrà în contra interesului bisericii, pe care pretinde să o servească. Religia, nu numai că nu şi-ar mai puteà îndeplinì rolul în lume, dar ar fi condamnată la o iremediabilă decadenţă, dacă n'ar fi servită decât de preoţi ce n'ar crede în adevărul dogmelor ei şi în puterea lor mântuitoare.

Această deosebire se aplică, întocmai, motivelor care pot determinà gruparea cetăţenilor într'un partid politic. A admite că gruparea aceasta poate fi determinată numai de motive de ordin psihologic, ar fi a recunoaşte că motivele de ordin logic pot să lipsească. Iar concluzia inevitabilă ar fi că cetăţenii se pot grupà în partide spre a-şi promovà interesele lor particulare, chiar când aceasta ar fi în dauna poporului respectiv. Nimic nu arată mai bine insuficienţa intereselor particulare pentru determinarea unei sănătoase orientări politice decât calitatea lor etică. Aceste interese, când se afirmă cu prea multă putere şi tind a se impune cu prea mult exclusivism, sunt o manifestare prea pronunţată a egoismului. Ca stare sufletească însă, egoismul ar puteà fi definit sentimentul «individual», în opoziţie cu altruismul, care e sentimentul «social» prin excelenţă. Ca atare însă, egoismul, dacă trece peste anumite margini, devine deadreptul primejdios pentru buna desvoltare a Statului. Bernheim îl denunţă ca pe un duşman al societăţilor omeneşti, într'un pasaj în care laudă valoarea educativă, pentru cetăţeni, a studiilor de filozofie a istoriei: «Ea trezeşte o conştiinţă adâncă de puterea de conservare a sentimentului social şi de puterea distrugătoare a egoismului, în special în istoria Statelor. Intr'o vreme ca a noastră, când forţele oculte ale egoismului se luptă să pună mâna pe conducerea popoarelor, nu se poate relevà îndeajuns că cunoştinţa istorică e cel mai puternic sprijin ştiinţific al sentimentului social» (1). Iar un alt învăţat adaugă: «nu mai încape îndoială că un Stat ai cărui cetăţeni se gândesc în prima linie la totul politic din care fac parte şi numai în al doilea rând la ei înşişi, are mai multe şanse în lupta pentru existenţă decât un Stat care nu cuprinde decât egoişti» (2).

Se va obiectà însă, poate, că motivele de ordin psihologic nu se reduc numai la interesele personale. Ele pot să consteà în predilecţii, ce e drept cu caracter individual, dar de pe urma cărora cel ce le are nu intenţionează să tragă nici un profit direct. Sunt ,în adevăr, autori cari cred că la baza orientării politice a fiecăruia stau porniri afective ce isvorăsc, în mod nereflectat, din temperamentul lui. Aşà, bunăoară, Macaulay, vorbind de opoziţia dintre conservatorii şi liberalii englezi, zice că ea «a existat şi va existà totdeauna», fiindcă «îşi are originea în deosebirea temperamentelor» care «se găseşte şi se va găsì pretutindeni» — atâta timp cât «spiritul omenesc va fi atras în direcţii opuse de farmecul obişnuinţei şi de prestigiul noutăţii» (3). Cei ce sunt mai sensibili la farmecul obişnuinţei, caută să păstreze starea de lucruri cu care s'au deprins; cei ce sunt mai lesne impresio-

(1) Lehrbuch der historischen Methode und der Geschichtsphilosophie, p. 185.
(2) Sulzbach, Die Grundlagen der politischen Parteibildung, p. 76.
(3) History of England, vol. I, cap. I şi Critical and Historical Essays, V, 163.

nați de prestigiul noutății caută să schimbe mai mult sau mai puțin ordinea existentă. O explicare analoagă a diferențierii partidelor tradiționale ne dă un alt istoric englez, Lecky, care pune opoziția dintre conservatori și liberali pe socoteala deosebirii dintre dorința celor mulțumiți de soarta lor de a păstră starea de lucruri care îi statisface, și dorința celor nemulțumiți de felul cum trăesc, de a schimbà condițiile existenței lor (1).

După acești autori, așadar, motivele care determină orientarea cetățenilor englezi în spre unul sau altul din partidele istorice ar fi de ordin psihologic, de vreme ce constau în predilecții individuale, ca preferința pentru ordinea stabilită din vechime sau slăbiciunea pentru înnoirile de introdus în viitor. Motivele de ordin logic, care ar privì valoarea generală a ideilor ce călăuzesc activitatea acelor partide, n'ar intervenì pe, cât se pare, nicidecum.

Așà înțeleasă, părerea autorilor citați nu se poate susțineà. Nu mai încape indoială că temperamentul oamenilor nu rămâne fără influență asupra orientării lor în viață. Cu toate acestea, temperamentul singur nu ne poate da o explicare suficientă a orientării politice a cuiva. Și dovada se poate face foarte ușor. Așà, bunăoară, cei ce doresc schimbarea, fie pentrucă sunt mai simțitori la farmecul noutății, fie pentrucă starea de lucruri în ființă îi nemulțumește, se înscriu, după Macaulay și Lecky, în partidul liberal. In anumite împrejurări însă, tocmai dorința schimbării poate împinge pe cetățeni către partidul conservator. Că n'a fost poate cazul în Anglia, nu e o dovadă că lucrul nu se poate întâmplà. De fapt, s'au văzut în istorie partide «înaintate» dorind păstrarea ordinei existente, și partide «reacționare» dorind schimbarea ei. Revoluționarii francezi, după 1793, doreau păstrarea ordinei existente, așà cum ieșise din străduințele lor reformatoare. Reacționarii dela începutul veacului al XIX-lea doreau dimpotrivă schimbarea stării de lucruri produse de revoluție. Astăzi, în Rusia, comuniștii doresc conservarea organizării sociale introduse de ei, pe când toți ceilalți cetățeni doresc s'o înlăture cât mai curând, spre a revenì la normal.

Aceste singure exemple ne arată că cei ce doresc schimbarea se pot înscrie, după timpuri și împrejurări, în partide înaintate sau în partide retrograde. Ceeace insemnează că dorința schimbării nu poate determinà, numai prin ea însăș, orientarea politică a cuiva. Totul atârnă de obiectul ei. Căci schimbarea nu e, prin ea insăș, nici bună nici rea, — ci devine bună sau rea după obiectul pe care și-l propune. A schimbà un lucru rău, e de regulă bine; dar a schimbà un lucru bun, e adesea rău. Proverbe ca: «e rău cu răul, dar e mai rău fără el», și «le mieux est l'ennemi du bien» ne arată că valoarea schimbărilor e relativă și nu se poate stabilì cu siguranță de mai înainte. E totuș evident că, așà cum este, relativă și nesigură, valoarea schimbărilor nu atârnă decât de ceeace își propun să realizeze. După obiectul schimbării dorite, așadar, cetățenii se pot îndreptà deopotrivă în spre un partid sau altul. Ceeace însemnează că motivul determinant al orientării lor politice nu e de ordin psihologic, ci de ordin logic, fiindcă nu constă în dorința pură și simplă

(1) History of England etc. I, passim.

a schimbării, ci în convingerea că obiectul schimbării dorite e bun sau rău. Iar această convingere se întemeiază pe o judecată cu privire la valoarea generală, politică și socială, a obiectului în chestiune. Cum zice cu drept cuvânt istoricul german Treitschke: «asupra caracterului unui partid» — și prin urmare, am puteà adăugà noi, asupra orientării cetățenilor în spre el — «nu hotărăște faptul că vrea să păstreze sau să distrugă, ci, ce anume vrea să păstreze sau să distrugă, nu adică forma, ci conținutul aspirațiilor lui» (1).

Lucrul se poate dovedì și altfel. Cei ce doresc schimbarea, zic autorii citați, se înscriu în partidul liberal. Tot schimbarea o doresc însă și cei ce se înscriu în alte partide, mai înaintate, ca cel socialist sau cel comunist. Ce explică atunci orientarea lor diferită? O explică ideile lor diferite, cu privire la obiectul schimbării pe care o doresc. Unii tind numai la schimbarea unor anumite părți din organizarea socială de astăzi, a cărei conservare o cred însă necesară; așà sunt liberalii. Alții tind la schimbarea totală a ordinei sociale existente, dar n'o cred posibilă imediat, și se mărginesc s'o pregătească, în așteptarea momentului când evoluția regimului actual va duce în chip firesc la scopul urmărit; așà sunt social-democrații. Alții în sfârșit, tind la schimbarea imediată a ordinei sociale în ființă, pe orice căi și prin orice mijloace; așà sunt comuniștii revoluționari. Ceeace însemnează că dorința schimbării, ca rezultat al temperamentului sau al altor predilecții personale, se subordonează în realitate cumpănirii logice a valorii schimbărilor dorite. Și deaceea, după cultura lor, după experiențele ce au la îndemână, după agerimea judecății lor, etc., — unii merg mai departe, alții rămân mai în urmă, pe calea schimbărilor politice și sociale ce pot să fie dorite de toți.

Se va zice însă, poate, că mai sunt și alte motive de ordin psihologic, pe care nu e bine să le trecem cu vederea. Așà sunt patriotismul, sentimentul național, etc., care au, în anumite momente, o putere determinantă foarte mare. Mai întâiu, aceste motive sunt, e drept, de ordin psihologic, întrucât constau în stări afective, dar nu intră în definiția pe care am dat-o motivelor de acest fel, în politică, spre a le precizà natura. Am zis, în adevăr, că ele privesc folosul personal pe care poate să-l tragă cineva din alipirea sa la o grupare politică. Este evident că patriotismul, care împinge pe cetățeni să-și jertfească viața în răsboaie, sau sentimentul național care face pe reprezentanții unui popor oprimat să lupte, cu primejdia intereselor lor individuale, pentru apărarea drepturilor lui firești, nu intră în această categorie. Dar să le admitem, pentru plăcerea discuției, ca motive de ordin psihologic, într'un înțeles mai larg decât definiția dată, — și să arătăm că, chiar și în acest caz, puterea determinantă aparține tot motivelor de ordin logic. Ca și altruismul în etică, patriotismul și naționalismul, în politică, alcătuesc o atitudine sufletească generală, care poate duce în cazurile particulare la o acțiune sau alta, — după motivele care se pot înfățișà celui ce vrea să-și servească țara și neamul, spre a-l face să lucreze într'un fel sau într'altul. Așà, bunăoară, la isbucnirea răsboiului mondial, în 1914, patriotismul împingeà pe unii oameni politici dela noi să ceară intrarea noastră

(1) Historische und politische Aufsätze III, p. 447.

imediată în acțiune, pe alții să propună expectativa armată, iar pe câțiva să susțină neutralitatea definitivă. Naționalismul făceà pe unii să se gândească la Transilvania, pe alții la Basarabia. Când vorbim însă astfel, întrebuințăm o expresie figurată. Căci patriotismul și naționalismul sunt sentimente, iar sentimentele împing e drept, la acțiune, dar nu-i pot determinà direcția, până în cele mai mici amănunte, așà cum este indispensabil, spre a trece dela dorință la înfăptuire. Direcția o determină elementele intelectuale, — reprezentări, noțiuni, judecăți, — care se asociază cu ele. De acì și vine faptul, contradictoriu în aparență, că unul și acelaş sentiment poate duce, la oameni diferiţi sau chiar şi la acelaş om, în momente diferite ale vieții, la acțiuni diferite; rămânând, în fond, acelaș, sentimentul se poate asocià cu elemente intelectuale felurite, și poate provocà astfel orientări variabile, în trecerea dela dorință la înfăptuire. Aceste orientări sunt atunci determinate de motive de ordin logic.

Cetitorii cari cunosc controversele filozofice cu privire la raporturile dintre inteligență, sentiment și voință, vor obiectà poate că influența stărilor afective asupra celorlalte elemente ale vieții sufletești e așà de mare încât atrag singure în jurul lor pe acelea ce par a determinà direcția în care își caută satisfacerea. Faptul acesta este incontestabil și se produce foarte adesea, în viața mai tuturor oamenilor, mai ales în tinerețe. Tot așà de incontestabil este însă că asociațiile de stări sufletești produse în modul acesta sunt foarte instabile și sunt modificate necontenit de experiență. Proverbul cunoscut, după care în tinerețe omul crede că tot ce sboară se mănâncă, exprimă sub o formă populară iluzia curentă pe care o produce de regulă tăria neobișnuită a stărilor afective, la începutul vieţii, cu privire la posibilitatea satisfacerii lor uşoare şi imediate. Sub influența acestei iluzii, tinerii nu-și aleg cu prea multă grijă căile: stările lor afective se asociază la repezeală cu acele elemente intelectuale ce par a favorizà tendința lor invincibilă de a se realizà imediat. Cele dintâiu insuccese însă, îi silesc să supună aceste asociații pripite unei revizuiri atente, — și rolul reflexiunii logice serioase, care începe atunci, devine cu vremea tot mai însemnat. O comparație poate luminà acest proces mai bine decât o analiză psihologică mai întinsă, care n'ar fi la locul ei aici. Dorința de a sburà au avut-o oamenii din timpurile cele mai vechi; dar mijloacele raționale de a o satisface nu le-au găsit decât foarte târziu. La început, această dorință trebuie să fi fost mult mai puternică decât astăzi, — întrucât, cu vremea, a fost potolită treptat de nenumărate insuccese mai mult sau mai puțin dureroase. Ea și-a asociat dar în grabă, la început, elementele intelectuale cele mai simple, și, cu ajutorul lor, și-a căutat satisfacerea imediată pe căi pe care nu puteà fi găsită. Așà au trebuit să ia naștere încercările naive, pe care le simbolizà miticul Icar din legenda clasică, precum şi acelea, din ce în ce mai serioase, ale celor ce, cu mijloace tehnice mai desvoltate, l-au imitat în decursul veacurilor şi al căror prototip a fost Leonardo da Vinci. Au trebuit să vină însă studiile aprofundate ale mecanicii contimporane, pentru ca dorința străveche să poată găsì calea adevărată, pe care să ajungă în sfârșit la satisfacere. Ceeace însemnează că acțiunile reale, care contează cu adevărat în viața individuală și își întind influența și în viața socială, nu sunt

cele produse de stările afective nereflectate, asociate adică cu elemente intelectuale strânse în juru-le de propria lor putere de atracţie. Pentru ca să aibă o valoare obiectivă, pentru ca să poată adică determină acţiuni conforme cu condiţiile generale ale realităţii, elementele intelectuale ce urmează a lumină şi călăuzì stările afective, trebuie să fie produse ale reflexiunii logice propriu zise.

De aici se poate vedeà, cât de greşită e părerea acelora cari cred că orientarea politică a oamenilor, şi prin urmare formarea partidelor, e determinată numai de «interese», — pe care le opun cu hotărîre, «ideilor», ce n'ar aveà după ei nici o influenţă, din acest punct de vedere. Această greşeală izvorăşte dintr'o insuficientă analiză a noţiunilor ce se opun, cu prea multă grabă şi uşurinţă, unele altora. Când se vorbeşte, în general, de «interese», — prin acest cuvânt, cu atât mai puţin precis cu cât e mai familiar, se înţelege de obiceiu un amestec, mai mult sau mai puţin confuz, de motive de ordin psihologic şi de ordin logic, în care puterea determinantă aparţine celor din urmă.

Câteva exemple concrete ne vor lămurì imediat aceste afirmări abstracte. La baza «interesului», de orice fel ar fi el, găsim totdeauna o stare afectivă. Lucrul se vede mai bine ca oriunde la interesele de ordin ideal. Când zicem că cineva n'are nici un interes pentru artă sau pentru ştiinţă, aceasta înseamnează, în fond, că nu simte nici o plăcere să privească o statue, să asculte o simfonie, să cerceteze cauzele fenomenelor naturii, etc. Când există însă, această plăcere crează îndemnul, care este al doilea element constitutiv al interesului. Când îi place cuiva arta sau ştiinţa, se simte îndemnat să le caute mai întâiu, acolo unde se pot găsì, în muzee, biblioteci, laboratorii, etc. Apoi, dacă e ajutat de calităţi sufleteşti corespunzătoare, acest îndemn poate determină creaţiuni artistice sau ştiinţifice: cei pe cari arta sau ştiinţa îi interesează, devin artişti şi savanţi, producând opere originale. Asupra acestei determinări însă, trebuie să ne înţelegem. Cel ce a devenit pictor, fiindcă îl interesà pictura, poate să aleagă în producţiile sale un gen sau altul, — şi se ştie cât de mult pot să difere genurile în pictură. Ce determină această alegere? O determină o anumită «concepţie» de artă, care e fructul reflexiunilor artistului, — e adică rezultatul unei lungi şi complicate elaborări intelectuale.

Şi mai clar e lucrul la oamenii de ştiinţă. Interesul pentru fenomenele vieţii poate îndemnà pe cineva să studieze biologia. Când însă ajunge să stăpânească această ştiinţă în amănuntele ei, şi începe să producă el însuş, biologul îşi poate îndreptà activitatea pe căi diferite: poate devenì bunăoară animist sau vitalist sau mecanist. Iar în fiecare din aceste direcţii principale, poate urmà deasemenea un drum sau altul; ca mecanist, de pildă, poate devenì un adept al transformismului sau al ipotezei mutaţiilor; ca transformist poate fi un adept al selecţiei naturale sau al influenţei mediului, etc. Ce determină orientarea sa într'una sau alta din aceste direcţii diferite? Interesul pentru fenomenele vieţii, cu fundamentul lui afectiv, care e plăcerea de a căutà explicarea lor? Evident că nu. Orientarea aceasta, foarte specială, n'o pot determinà decât ideile pe care şi le-a format biologul cu privire la natura vieţii în general şi la factorii care produc evoluţia ei în deosebì, — adică, cu alte cuvinte, motivele de ordin logic.

Tot așà este și cu interesele «materiale» sau «economice», cărora unii cugetători contimporani le atribue rolul de căpetenie în viața societăților omenești. La baza acestor interese găsim, ca stare afectivă generală, dorința fiecăruia de a trăì cât mai bine și prin urmare de a câștigà cât mai mult. Dar căile pe care această dorință își caută satisfacerea sunt determinate de o sumă de concepții intelectuale sau de idei, privitoare la raporturile dintre muncă și capital, la raporturile dintre clasele sociale, la raporturile dintre individ și societate, etc. Ca să nu intrăm într'o analiză prea întinsă, care ne-ar îndepărtà prea mult de scopul nostru, să luăm pentru ilustrarea acestui adevăr elementar un exemplu concret. Toți lucrătorii industriali doresc să trăiască cât mai bine și deci să câștige cât mai mult; aceasta e baza afectivă a «interesului» lor «economic». Această dorință însă își caută, la unii, satisfacerea pe unele căi, iar la alții pe altele, — după concepțiile pe care le au cu privire la raportul dintre muncă și capital. Unii cred bunăoară că, spre a câștigà ei cât mai mult, trebuie să câștige cât mai puțin patronii lor, pe care tind să-i suprime încetul cu încetul, reducându-le mai întâiu, necontenit, renta, spre a le puteà luà în cele din urmă și capitalul. Așà gândesc socialiștii, cari socotesc că între muncă și capital există un antagonism ireductibil, și că prin urmare lucrătorii și patronii formează două clase diferite ce trebuie să se urască de moarte și să se războiască fără cruțare. Această concepție s'a și pus în aplicare, pe cale revoluționară, în Rusia, și s'a văzut că antagonismul presupus nu e real, că, fără capital, munca încetează de a mai fi un factor de producție, în sensul modern al cuvântului. Alți lucrători cred, dimpotrivă, că spre a câștigà ei cât mai mult, trebuie să câștige cât mai mult patronii lor, pe cari îi ajută astfel să-și sporească și renta și capitalul. Așà fac, bunăoară, lucrătorii marilor întreprinderi industriale americane, care devin din ce în ce mai vaste și mai puternice. Ei socotesc că între muncă și capital există un raport de strânsă dependență, de riguroasă solidaritate. Pentru ei, lucrătorii și patronii formează două clase ce își condiționează reciproc prosperitatea și trebuie deci să trăiască în armonie. Și de fapt, până la războiul mondial cel puțin, nicăiri lucrătorii nu erau mai bine plătiți decât în țara unde patronii adunau averi fabuloase, adică în Statele-Unite. Ceeace determină deci pe lucrătorii industriali să ia atitudini practice diferite, înscriindu-se, eventual, în partide politice diferite, nu este baza afectivă comună a interesului lor economic, ci ideile diferite care i se adaugă. Și prin urmare, orientarea lor politică e determinată propriu vorbind de motive de ordin logic.

Cea mai bună dovadă, că așà este în adevăr, ne-o dă faptul că chiar și partidele care voiesc să reprezinte, exclusiv, interese economice, își susțin acțiunea și caută să-și câștige aderenți — argumentând. Ce este însă argumentarea, dacă nu un apel la motivele de ordin logic, cărora li se recunoaște astfel puterea determinantă? Căci este evident că, față de stările afective, argumentele n'au nici o valoare. Nici o argumentare nu poate face pe cineva să simtă ceeace nu simte, — sau invers. Scopul argumentări e dar numai să producă convingeri sau să creeze certitudini. Socialiștii, bunăoară, când apără «materialismul istoric» după care interesele economice singure hotărăsc desfășurarea evenimentelor sociale, argumentează și ei,

după toate regulele logice. De ce? Fiindcă voiesc să convingă lumea de adevărul acestei teorii, şi prin urmare, implicit, de valoarea practică a partidului lor, care, conformându-se acestui adevăr, îşi propune să reprezinte interesele economice reale ale societăţii, care sunt acelea ale majorităţii membrilor ei, adică ale muncitorilor. Pe această cale speră socialiştii să câştige cât mai mulţi partizani, — mai ales dintre intelectualii bine situaţi, cari n'au astfel un interes economic direct de urmărit, întrucât n'au nevoie de sprijinul organizărilor muncitoreşti, în lupta lor pentru existenţă. Ei recunosc prin aceasta, fără să vrea, că puterea determinantă în orientarea politică a oamenilor aparţine ideilor, ca elemente intelectuale, nu intereselor propriu zise, a căror temelie, cum am văzut, e de natură afectivă. Unul din scriitorii socialişti mai noui, Bernstein, a avut curajul să recunoască acest adevăr, corectând astfel ceeace erà excesiv în părerile lui Karl Marx. «Cauzele pur economice, zice el, crează dispoziţia prealabilă de a primi anumite idei; cum apar însă acele idei, cum se răspândesc şi ce forme iau, atârnă de colaborarea unei întregi serii de influenţe diferite» (1). Criticând, în altă parte, uşurinţa cu care procedează socialiştii prea zeloşi, când nesocotesc aceste influenţe, acelaş autor ne schiţează şi caricatura acestui procedeu «supra-marxist». «Un partid politic susţine o anumită politică externă; de aceà politică externă pare a se legà un interes deosebit al unei anumite grupe economice; prin urmare, partidul în chestiune reprezintă interesele acelei grupe, — şi nu numai în cazul acela special, ci în general: el este partidul clasei economice pe care o formează sau în care e înglobată aceà grupă. Influenţe religioase, concepţii de drept, principii de economie politică ieşite din evoluţia istorică, se prefac în nimic, dinaintea intereselor reale sau presupuse ale grupelor economice, oricare ar fi organizarea politică a ţării şi oricare ar fi raportul de forţă al acelor grupe faţă de ceilalţi factori ai vieţii publice». Luând apoi ca exemplu partidele politice engleze, aşà cum au fost modelate de o tradiţie seculară, Bernstein găseşte că «ele sunt atât de vaste, încât în sânul lor au loc cele mai mari contraste de interese economice», şi că prin urmare, «ar fi greşită orice clasificare economică mai specială a lor» (2).

Punctul acesta fiind de o însemnătate deosebită pentru cercetarea pe care am întreprins-o, e bine să ne oprim încă un moment asupră-i. Precum văzurăm, interesul nu crează decât «dispoziţia prealabilă» de a primi unele idei, — privitoare, fireşte, la mijloacele prin care dorinţa ce stă la temelia lui s'ar puteà realizà mai uşor sau la căile pe care obiectul ei s'ar puteà dobândi mai repede. Aceste idei pot să fie însă diferite. Căci este evident că orice dorinţă se poate realizà pe mai multe căi şi prin mai multe mijloace, — şi problema practică ce se pune pentru fiecare este, să descopere pe acelea ce prezintă cele mai multe garanţii de succes.

Ce hotărăşte însă între diferitele idei, reprezentând diferitele posibilităţi de realizare a interesului? Evident, reflexiunea propriu zis intelectuală, adică cugetarea logică, al cărei rol este să cumpănească motivele ce pledează pentru unele

(1) Ed. Bernstein, Die Voraussetzungen des Socialismus, p. 8.
(2) Ed. Bernstein, Zur Theorie und Geschichte des Socialismus, II, 111, 118.

sau altele dintr'însele. Iar aceste motive pot izvorî, cum zice Bernstein, din «influenţele religioase», prin care el înţelege şi preocupările etice, din «concepţiile de drept», din «principiile de economie politică» pe care le-a consacrat «evoluţia istorică» a popoarelor, din observările adunate de experienţa personală a fiecăruia, din idealurile de ordin naţional sau umanitar, etc. Mânat adică de dorinţa ce stă la temelia interesului său, omul se găseşte aruncat în procesul psihic al deliberării, care precede totdeauna hotărîrea, şi în care puterea de conducere aparţine în mod normal, oricare ar fi datele în prezenţă, criteriilor logice şi etice.

Aceasta însemnează însă că omul, hotărîndu-se pentru ceeace i se pare adevărat şi bun, poate luà chiar şi atitudini contrare interesului său personal, — mai ales când e vorba de acţiuni care, ca cele politice, sunt menite să aibă urmări colective sau sociale. Aşà s'au văzut, cum ziceam mai sus, latifundiari intrând în partidele care luptau pentru exproprierea moşiilor lor; aşà s'au văzut proprietari de fabrici intrând în partidele socialiste, care luptau pentru suprimarea capitalismului şi pentru socializarea instrumentelor de producţie. Se poate zice oare, că interesul economic, personal sau de clasă, a determinat orientarea politică a unor asemenea oameni? Evident că nu. Şi atunci, se mai poate susţine că interesul economic e factorul determinant al diferenţierii partidelor, cum afirmă unii în mod curent?

Intr'un articol recent al unui socialist independent dela noi, am găsit câteva cuvinte vrednice de relevat, din punctul de vedere care ne preocupă. «Socialism şi umanitarism au fost pe vremuri sinonime. Socialismul ştiinţific al lui Marx şi Engels a dat mişcării muncitoreşti directive noui şi o ideologie isvorîtă din minuţioase şi erudite cercetări. Factorul emotiv însă a rămas ca pe vremea socialismului utopic la baza celor mai multe credinţe socialiste. Socialistul e astăzi, ca şi în zilele lui Owen sau ale lui Fourrier sau ale lui Engels, feciorul de fabricant bogat, în primul rând umanitarist. Dovadă printre mulţi alţii la noi în ţară Leon Gheller dela Iaşi, doctorul Aroneanu, Saşa Dobrogeanu şi Mişu Macavei, comunist şi multi-milionar» (1)

Factorul emotiv care stă la baza celor mai multe credinţe socialiste, cum zice autorul pe care l-am citat, nu poate fi, evident, decât dorinţa de a vedeà omenirea trăind fericită, sub un regim de dreptate socială, în care producţia ar fi cu atât mai uşoară şi mai rodnică cu cât toate conflictele dintre factorii ei de astăzi ar fi înlăturate cu desăvârşire. Socialismul ştiinţific n'a făcut decât să arate celor animaţi de această dorinţă, că ea nu se poate realizà decât prin suprimarea proprietăţii individuale şi prin socializarea instrumentelor producţiei. Valoarea logică a argumentelor pe care se sprijină această teză, puterea lor de convingere, sunt cauzele care au făcut pe atâţia «multi-milionari» să se înscrie în partidele socialiste — nu interesul economic, personal sau de clasă, care, la ei, nu se poate descoperì nicăiri. Iar contra-proba ne-o dă faptul că atâţia proletari, la cari poate fi vorba de un asemenea interes, nu se înscriu în partidele socialiste, fiindcă nu cred în ade-

(1) N. Lupu Kostaki, Mişcarea muncitorească: Polemici umanitariste, în Revista Vremii, an. III, No. 2, p. 23.

vărul doctrinei lor. Aşà sunt, cum am văzut, lucrătorii americani, cari socotesc dimpotrivă că trebuie să ajute ei înşişi pe patronii lor să-şi sporească şi renta şi capitalul. In adevăr, precum se ştie, socialismul nu prinde în Statele-Unite, unde proprietatea e considerată ca un echivalent al capacităţii de a munci şi e privită, ca atare, cu respect, dacă nu chiar cu admiraţie, ca o dovadă vizibilă a unei superiorităţi naturale. Un scriitor politic din Statele-Unite consideră chiar acest sentiment ca fiind caracteristica de căpetenie a vieţii americane. «Toată osatura filozofiei politice pe care se reazimă guvernarea Statelor-Unite, implică instituţia proprietăţii individuale şi protecţia ei; fără ea, cuvântul «America» n'ar mai aveà înţeles» (1). Un sentiment atât de puternic trebuie să aibă, evident, rădăcini adânci, datorite împrejurărilor istorice. In America, coloniştii au venit toţi săraci şi au muncit toţi în condiţii egale; nimeni şi nimic nu i-a împiedecat să se ridice deopotrivă, — şi dacă rezultatele n'au fost egale, vina nu e decât a naturii, care nu i-a înzestrat pe toţi deopotrivă, creând astfel o inegalitate firească, de puteri trupeşti şi sufleteşti, pe care nici o organizare socială nu o poate înlătură. Această concepţie, pe care le-a impus-o însăş desvoltarea lor istorică, îi face pe americani să fie de obiceiu împăcaţi cu sorta lor şi le dă un optimism robust, de o mare valoare practică. Ei nu-şi pierd vremea cu critica negativă, atât de frecventă la noi europenii, şi spiritul revoluţionar le e cu totul străin. In Statele Unite, socialismul nu găseşte adepţi decât printre imigranţii inculţi, mai ales printre evrei, iar propaganda bolşevică a trimişilor sovietelor n'a avut nici un efect. Dacă guvernul a expulzat pe acei trimişi, în majoritate evrei din Rusia, n'a fost fiindcă propaganda lor erà primejdioasă, ci fiindcă tulburà liniştea lucrătorilor, distrăgându-i dela ocupaţiile lor (2).

N'am voì să se tragă din aceste desvoltări concluzia că nu recunoaştem influenţa cauzelor economice asupra mersului societăţilor omeneşti. Această influenţă e recunoscută azi de toată lumea. Deacì însă până la exagerarea acelora cari fac din această influenţă factorul unic şi exclusiv al evoluţiei formelor sociale, e o mare distanţă. Cum zice un sociolog german, într'o lucrare recentă şi foarte preţuită: «Că activitatea omenească îndreptată înspre producerea, distribuirea şi consumarea bunurilor materiale, adică activitatea economică, influenţează considerabil toate raporturile omeneşti, individuale şi sociale, e astăzi un adevăr din cele devenite banale, — aşà încât reflexiunea ştiinţifică are să se ocupe mai mult de *mărginirea* decât de *confirmarea* lui» (3).

In adevăr, zice acest învăţat, în toate timpurile a existat tendinţa «de a confundà omul cu o parte a lui» — care devine atunci principiul explicativ al întregii vieţi, individuale şi sociale. «Aşà, în perioada răsboaielor confesionale, omul erà considerat, în esenţă, ca o fiinţă religioasă. Revoluţia franceză, şi dreptul natural care a pregătit-o, au căutat esenţa omului în libertate. *Contractul social* ziceà că omul este, după natura lui, o fiinţă liberă. Principiul nou al naţionalităţilor

(1) Nic. Murray Butler, Notre régime politique, Revue de Genève, Mars 1922.
(2) Cf. N. Petrescu, Fenomenele sociale în Statele-Unite, p. 50, 86.
(3) G. Jellinek, Allgemeine Staatslehre, 3 Aufl. 1922, p. 106.

consideră omul, în esenţă, ca membru al unei comunităţi culturale mărginite, iar cea mai nouă teoria a raselor îl consideră cu membru al unei comunităţi de sânge permanente, — şi socotesc amândouă că trebuie, ca atare, să fie riguros deosebit de toţi cei ce aparţin altor comunităţi de acest fel, menirea lui fiind să lupte cu ei pentru supremaţia sufletească. Socialismul modern, dimpotrivă, concepe omul ca o fiinţă stăpânită exclusiv de interesele economice, şi consideră toate celelalte fenomene ale vieţii sociale ca produse lăturalnice ale acestei unice şi mari forţe fundamentale (1)».

Cu alte cuvinte, avem aface, în încercările unilaterale de acest fel, cu vechia slăbiciune a minţii omeneşti, care este generalizarea pripită. Acela din elementele vieţii omului, care, după timpuri şi împrejurări, atrage mai mult atenţia sau izbeşte mai mult imaginaţia, e ridicat la rangul de factor unic şi exclusiv al tuturor fenomenelor ce alcătuesc viaţa omenească, individuală şi socială. Cu desvoltarea economiei naţionale moderne, cu proporţiile uriaşe pe care le-a luat producţia şi circulaţia bunurilor materiale, cauzele economice, ieşind din ce în ce mai mult in relief, au ajuns a fi considerate, de generalizatorii grăbiţi sau puţin scrupuloşi de astăzi, ca constituind factorul unic şi exclusiv al întregii vieţi sociale.

Iacă de ce, zice învăţatul german, trebuie să «mărginim» cu grije adevărul incontestabil şi banal, că aceste cauze au o influenţă reală, — care însă trebuie bine determinată, în fiecare caz. «Ca să ajungem la rezultate sigure, care să nu poarte stampila agitaţiilor interesate de partid, e nevoie înainte de toate de o scrupuloasă cercetare a amănuntelor. Marile construcţii istorice (ca aceea a marxismului bunăoară) care se etalează în literatura contimporană, trebuesc lăsate la o parte, — şi trebuie să ni se arate mai întâiu, în împrejurări izolate, mărginite în timp şi spaţiu, ce influenţă au avut inegalitatea economică şi privilegiile, hotărîte de moravuri, cultură şi profesiuni, ale diferitelor stări, clase sau grupe sociale, asupra formelor concrete pe care le-au luat instituţiile şi viaţa de Stat. Cine procedează în mod ştiinţific, şi deci fără nici o pasiune, nu poate să nu refuze a identifică pe om cu simpla unitate economică a socialiştilor» (2).

Dealtfel, chiar şi cauzele economice, a căror acţiune, cum am zis, este incontestabilă, nu lucrează direct şi inconştient, ca forţele naturii neînsufleţite, — ci numai indirect, trecând prin conştiinţa omenească. Căci «toate fenomenele vieţii sociale ţin de psihologia masselor, iar aceasta are ca postulat psihologia individuală. Puterile care lucrează în societate, trebuie să poată fi descoperite în individ. Şi chiar dacă admitem că sunt cauze sociale mai puternice decât voinţa şi inteligenţa individului, — acţiunea lor trebuie să fie totuş sufleteşte mijlocită»(3). Aceste cauze obiective adică trebuie să se transforme în *motive* subiective, capabile de a determină activitatea individului, din lăuntru în afară.

Cu alte cuvinte, cauzele economice, spre a produce efecte sociale, trebuie să treacă prin conştiinţa individuală. Acolo însă, precum am văzut, trezesc două

(1) Id., Ibid., p. 110.
(2) Id., Ibid., p. 108
(3) Id., Ibid., p. 109

categorii diferite de stări sufletești: afective și intelectuale. Iar în deliberarea ce precede acțiunea, în conștiința fiecărui individ, puterea determinantă aparține celor din urmă. Dacă, în general, sensibilitatea e motorul ce împinge pe om la acțiune, inteligența e lumina care îi arată drumul. Căci drumul acesta, în mod normal, nu poate să urmeze decât direcția pe care știința o numește linia celei mai mici rezistențe. In general vorbind, este incontestabil că omul nu-și poate satisface nevoile sale, dela cele mai simple până la cele mai înalte, decât dacă lucrează conform cu legile naturii. Nimeni nu poate construì o casă împotriva legilor mecanice, n'o poate luminà împotriva legilor optice, n'o poate încălzì împotriva legilor termice, etc. Tot așà, un om politic nu poate realizà o reformă financiară împotriva legilor economice, o reformă școlară împotriva legilor psihologice, etc. In aceste direcții, nefirești, dorințele de mai bine ale omului întâmpină cea mai mare rezistență, — și experiența îl silește repede să renunțe. Și tot experiența îi arată, că atunci când se supune legilor naturii, străduințele sale sunt totdeauna încoronate de succes. Cunoștința legilor naturii însă, în general, și exacta lor aplicare, în fiecare caz particular, nu le poate înlesnì omului decât activitatea sistematică a inteligenței, nu agitațiile dezordonate ale sensibilității. Nu mai încape deci îndoială, că concepțiile clare, ideile precise, — nu pasiunile oarbe sau sentimentele vagi, — sunt elementele determinante ale acțiunilor omenești, — ale acelora cel puțin care contează în desfășurarea vieții colective, constituind progresul popoarelor.

Pe orice cale îndreptăm dar analiza începută, ajungem la acelaș rezultat. Hotărîtoare, pentru orientarea politică adevărată a cetățenilor, sunt motivele de ordin logic, nu cele de ordin psihologic. Existența și eficacitatea acestora din urmă nu se pot tăgăduì; ele trebuie să rămână însă excepționale, în viața politică a popoarelor, după cum rămân excepționale, în viața biologică a indivizilor, stările patologice. Noi însă, dacă ne este îngăduit să continuăm această comparație, nu ne ocupăm aici de patologia, ci de fiziologia partidelor, — nu căutăm adică atât ce sunt, ci, mai întâiu, și mai ales, ce trebuie să fie ele, într'o viață politică normală.

Acum, dacă politica ar fi o știință pozitivă, dacă principiile ei s'ar puteà dovedì cu certitudinea adevărurilor matematice, e foarte probabil că n'ar mai existà partide. O problemă matematică nu poate aveà decât o singură soluție reală, în fața evidenței căreia se pleacă toți, în fața puterii de constrângere logică a căreia adică diversitatea părerilor încetează. O problemă politică însă, — și întrebuințăm acest cuvânt în înțelesul lui cel mai general, — poate aveà mai multe soluții, în favoarea cărora se pot aduce, cu mai mult sau mai puțin succes, argumente plauzibile. Mai întâiu, fenomenele sociale sunt atât de complicate, încât, după cum nu putem stabilì cu destulă precizie cauzele lor, tot așà nu putem prevedeà cu destulă siguranță efectele lor. Iacă de ce, mai multe ipoteze sunt totdeauna posibile, atât cu privire la cauzele unei stări sociale date, cât și cu privire la efectele măsurilor ce s'ar puteà luà pentru îndreptarea ei. Apoi, determinismul social, fiind în parte de natură psihică, se deosebește de determi-

nismul mecanic al naturii neînsufleţite. Intervenţia tulburătoare a conştiinţei ne impiedică să prevedem cu siguranţă desfăşurarea evenimentelor ce atârnă în parte de voinţa oamenilor. Căci însăşi prevederea lor, întrucât e formulată şi ajunge cunoscută, influenţează conştiinţa celor ce au să ia parte la producerea lor, şi le poate modificà, mai mult sau mai puţin, voinţa.

Dealtfel, pe când reacţiunile materiei neînsufleţite sunt totdeauna aceleaşi, acelea ale spiritului omenesc, atârnând de factori interni puţin cunoscuţi şi anevoie de calculat, sunt schimbătoare şi nesigure. Un himist poate afirmà cu certitudine că, dacă va amestecà într'o retortă cantităţi determinate din anumite corpuri simple şi le va încălzì la o temperatură de atâtea grade, va dobândì o cantitate determinată dintr'un anumit corp compus. Omul politic însă, când ia o măsură, nu poate contà cu siguranţă că va obţineà anumite efecte, fiindcă ele urmează a se realizà de oameni sau prin oameni, ale càror reacţiuni sufleteşti pot să fie altele decât cele presupuse. Un exemplu clasic şi în stil mare ne-au dat, în această privinţă, Germanii, prin modul cum au conceput şi condus răsboiul din urmă. După principiile statului lor major, operaţiile, atât în contra armatelor duşmane, cât şi împotriva locuitorilor paşnici din teritoriile ocupate, trebuiau îndrumate aşà, încât să producă maximul de suferinţă şi să inspire maximul de teroare. Pe această cale credeau ei că vor sfărâmà repede rezistenţa, nu numai materială, ci şi morală, a adversarilor şi le vor puteà dictà în câteva luni pacea, în condiţiile dorite de autorii răsboiului. De acì, brutalitatea extraordinară dela început, uciderea prizonierilor, masacrarea civililor, incendierea oraşelor, jefuirea provinciilor, etc. (1). Reacţiunea sufletească însă, atât a popoarelor supuse acestui tratament, cât şi a neutrilor, a fost cu totul alta. Indignarea stârnită de această purtare a oţelit sufleteşte pe cei atacaţi şi i-a ajutat, în mijlocul celor mai mari greutăţi, să reziste până la capăt; iar pe neutri i-a făcut să-şi schimbe părerile asupra Germanilor şi să le retragă simpatiile (2).

Pentru aceste şi alte asemenea motive, pe care nu le putem desvoltà aici, problemele politice pot aveà mai multe soluţii, ce se pot susţineà cu argumente plauzibile. Din aceste argumente, unele impresionează mai mult pe unii, altele mai mult pe alţii, — ceeace face ca diversitatea părerilor să fie inevitabilă. De unde urmează împărţirea firească a celor ce au păreri diferite, în partide diferite.

Dacă este însă aşà, dacă, într'o oarecare măsură, totul se poate susţineà, în politică, cu argumente mai mult sau mai puţin admisibile şi care găsesc partizani, — ce trebuie să credem de valoarea partidelor? Sunt oare toate legitime, fiindcă toate concepţiile, care le pot servì ca bază, pot găsì o aparenţă de îndreptăţire logică? Poate dar ori şi cine să întemeeze ori şi ce partid, cu ori şi ce ideologie?

---

(1) Cf. cazurile citate, cu documente oficiale, după publicaţiile statului major german şi întărite cu reproduceri din carnetele prizonierilor germani, de Bédier şi Andler în Revue de Paris dela 1 şi 15 Ianuarie 1915. Cf. şi Arthur Chuquet, de l'Institut, Prouesses allemandes. Récit documenté des crimes allemands. 1916.

(2) E de ajuns să amintim efectul produs de torpilarea «Lusitaniei» asupra opiniei publice din Statele-Unite, atât de binevoitoare la început pentru Germani.

Dacă partidele ar fi simple asociații private, răspunsul ar puteà fi afirmativ. E un corolar al libertății individuale, dreptul fiecăruia de a se asocià cu alții, spre a-și cultivà în comun predilecțiile, de orice natură ar fi ele, întrucât prin aceasta nu vatămă întru nimic pe semenii lor. Și, în această privință, s'au văzut, pe cât se zice, ciudățenii destule, — dela clubul tăcuților, cari se adunau ca să se uite unii la alții fără să-și spună nici un cuvânt, până la clubul prinzătorilor de muște... Dar partidele politice sunt asociații cu caracter public; ele pretind să guverneze țările în care trăesc și lucrează. Și atunci se ridică întrebarea: poate un partid să guverneze o țară cu ori și ce idei? Poate să tindă cineva, cu mijloacele unui Stat, la ori și ce scop, — chiar și la distrugerea lui?

Așà pusă, întrebarea nu poate primì decât un singur răspuns: dacă, la rigoare, poate existà ori și ce partid, întrucât dreptul de asociație e garantat de principiile democrației moderne, este însă evident că nu ori și ce partid e îndreptățit să guverneze. Pentru aceasta, trebuie să îndeplinească anumite condiții, — pe care rămâne să le descoperim.

EVOLUŢIA CLASELOR SOCIALE ÎN TRECUTUL PRINCIPATELOR ROMÂNE

DE IOAN C. FILITTI

CUPRINSUL: Evoluţia claselor sociale, în strânsă legătură cu împrejurările economice şi politice, a trecut la noi prin patru mari faze:

I. Faza neatârnării de fapt a Principatelor, — cu toată vasalitatea nominală şi intermitentă faţă de Statele mari vecine cu organizare occidentală — şi epoca eroică de apărare a acestei neatârnări faţă de Turci. O nobilime teritorială şi răsboinică stăpâneşte pământul ţării, pe care-l exploatează prin coloni şi iobagi. Viaţa economică se rezumă la gospodăria casnică, întregită pentru oarecare obiecte rare sau de lux, prin schimbul liber cu străinătatea, prin mijlocirea negustorilor străini cari tranzitează pe la noi.

II. De pe la mijlocul sec. XVI, odată cu încercuirea Principatelor de către Turci şi exigenţele acestora, se iveşte fiscalitatea tot mai apăsătoare şi nevoia tot crescândă de numerar. Averea devine temelia situaţiilor sociale. In sânul nobilimii teritoriale începe un proces de sărăcire a unora, de îmbogăţire a altora. De altă parte, numărul oamenilor liberi sporeşte prin emancipările de iobagi. Prin aceasta se înmulţeşte şi numărul negustorilor de ţară şi al meseriaşilor români din târguri şi oraşe. Dar libertatea este deacum stânjenită mai ales din cauza fiscului, preocupat de încasarea regulată a multiplelor dări. Oricine poate, militar, funcţionar, meseriaş, negustor, se grupează în bresle fiscale. Viaţa economică este subordonată furniturilor către Poartă. Influenţa occidentală este înlocuită prin cea răsăriteană.

III. Dela tratatul din Carlovitz (1699), Turcii încep să piardă, treptat, cuceririle lor. Principatele se află iarăş în contact imediat cu Statele creştine de sine stătătoare, care-şi aţintesc privirile asupra lor şi încearcă să le pătrundă, din interese politice şi economice. Ideile occidentale încep să se răspândească la noi şi aşteaptă împrejurări prielnice pentru a-şi da roadele.

IV. Dela tratatul dela Adrianopol (1829), încătuşarea economică a Principatelor încetează. Este începutul vieţii lor moderne, economice şi politice, sub influenţa occidentală care, deacum, se poate exercită liber şi schimbă cu totul rosturile anterioare.

Studiul ce urmează este o simplă încercare. Socotesc că nici una nu-i de prisos pentru a lămuri organizarea socială, încă atât de puţin cunoscută, din trecutul românesc.

I

1. Proprietarii rurali şi denumirile lor. — 2. Proprietatea familială în indivizie, a solului. — 3. Ea nu are caracter feodal şi nu derivă din concesiuni. Este alodială. — 4. Indatorirea ostăşească a proprietarilor. — 5. Raporturi feodale între proprietari şi muncitorii de pământ. Denumirile acestora şi condiţia lor juridică. — 6. Organizarea de Stat. Funcţionarii (boierii). Sfatul domnesc. — 7. Impozitele. Scutiri. — 8. Economia casnică. — 9. Intregirea ei prin schimb liber cu ţările vecine. Tranzitul pe la noi al negoţului între Apus şi Răsărit. — 10. Originea oraşelor şi târgurilor. Domeniul eminent al Domnilor asupra lor. — 11. Organizarea oraşelor şi târgurilor. — 12. Comuna în Occident şi la noi. — 13. Clasele sociale: nobilimea teritorială (proprietarii de pământ); boierii (dregătorii); coloni şi iobagi pe pământul altuia.

1. Din primele timpuri documentar cunoscute ale vieţii de Stat a Principatelor, întâmpinăm o clasă numeroasă de proprietari rurali, cari poartă, indiferent, numirile de megieşi, moşneni (sau răzeşi), judeci şi cnezi (1).

(1) G. Panu, O încercare de mistificare istorică. Buc. 1910 p. 63—6.

Megiaş înseamnă proprietar de pământ în hotar cu alt proprietar (1). Mai înseamnă şi om liber, spre deosebire de iobag. Emanciparea se numeşte uneori în doc. şi megieşire (2).

Moşnean, în doc. slav. dedi şi nasledniţi, adică proprietar al unei baştine coborâtoare dela un moş (3). Cuvintele slave: dedina, ocina, baştina, au toate înţeles de «moştenire», deci de proprietate ce vine prin moştenire dela un moş, mai scurt «moşie», nu numai de pământ. Astfel «vecin de moşie» = vecin de moştenire; «moşia moşilor lui» = moştenirea moşilor lui. De acì, deci, moştean sau moşnean (4). «Moşie» are deci întocmai înţelesul vechiului «alodis» din care a derivat alodium (5).

Răzaş este părtaşul în stăpânirea unei moşii, coproprietarul (6).

Cneaz, este tradus în doc. muntene prin judec şi jude (7).

Judec (pl. judeci) înseamnă, în doc. muntene, om liber, prin opoziţie cu iobag (8). Deaceea emanciparea se numeşte şi «judecire», iar confirmările de slobozenie, cărţi de judecie (9). Că nu înseamnă judecător, se vede din aceea că se numesc judeci şi micii proprietari cari n'aveau pe moşie iobagi pe cari să-i fi putut judecà (10). Proclamaţia lui Ştefan cel Mare către Munteni, 1481, deosebeşte pe judeci şi pe judecători (11).

Jude (pl. juzi) întrebuinţat rar în Moldova în sec. XV, se zice numai despre vechilul stăpânului, nu şi de stăpânul însuş, prin urmare nu poate însemnà judecător (12).

Jude are, în Muntenia, înţeles de stăpân al iobagului (13). Şi în Moldova se întâlneşte «judeţ» cu acest înţeles (14).

De acì decurge îndoitul înţeles al cuvântului *cneaz*, în trecutul Principatelor.

Cneaz înseamnă, în sec XVI şi XVII, om liber, spre deosebire de iobag. Cetim în doc.: «au fost cnezi şi s'au vândut rumâni». Şerbul care se liberează, se zice că se «cnejeşte». In acelaş sat — în înţelesul de oamenii care-l locuesc — avem satul de cnezi şi satul de rumâni (15), avem vecini şi cnezi (16).

---

(1) C. Giurescu, Despre boieri, p. 57. — Doc. din 1531 ibid. 38.
(2) Ibid. 69 nota.
(3) Ibid. 115, 118.
(4) Ibid. 116, 118, 119 nota.
(5) V. § 3 în fine.
(6) Dela ung. reszes. P. S. Gore, Răzaşii. In Viaţa Rom. XII (1920) 406. — O altă derivaţie, latină, încercată de S. G. Longinescu, Pravila lui Vasile Lupu şi Prosper Farinaccius, p. 104—5.
(7) Sec. XVI. Giurescu, l. c. 92.
(8) C. Giurescu, l. c. 105 nota.
(9) C. Giurescu, Despre boieri, 107 nota; 108 nota.
(10) Ibid. 103.
(11) Ibid. 86.
(12) Ibid. — Şi R. Rosetti (Pământul, sătenii şi stăpânii, p. 189) apropie pe jude de vătăman, adică de vechilul stăpânului. Dimpotrivă, I. Bogdan socoteà că juzi = cnezi, adică chiar stăpânii (Conv. lit. 41 (1907) p. 213, recensia cărţii citate a lui R. Rosetti.
(13) C. Giurescu, l. c. 97, 114.
(14) R. Rosetti, Cronica Văscanilor. Citat de C. Giurescu, l. c. 98 nota 2.
(15) C. Giurescu, l. c. 74—5.
(16) C. Giurescu, Despre rumâni. Extras din An. Ac. Rom. 1916 p. 3 nota 1.

Cneaz mai înseamnă şi stăpân al iobagilor, conducător al şerbilor săi (1).

Dela întemeierea Principatelor, nu întâlnim în doc. urme de cnezi cu atributul de judecători ai satelor, aleşi de obştea locuitorilor. Atribuţiile judecătoreşti le exercită dregătorii domneşti, numiţi boieri sau slugi (2), afară de cazul când Domnul scuteşte vreun sat de amestecul acestor slujbaşi şi *deleagă* proprietarului dreptul de judecată asupra oamenilor săi (3).

Dar termenii de jude, judec, judeţ, cari amintesc de atribuţii judecătoreşti, îşi au de sigur originea în vremea anterioară organizării de Stat a Principatelor, când nu existau dregători domneşti şi când cneazul erà *şi* judecător al oamenilor de pe moşia lui (4). Denumirea de cneaz implică la origine întreita însuşire de proprietar, om liber şi judecător al iobagilor sau colonilor şi de aceea, chiar mult mai târziu, când epitetul cel mai de seamă erà cel de boier, soţiile de boieri însemnaţi şi chiar boieri, îşi ziceau încă, uneori, cneaghine şi cnezi (5).

2. Proprietatea pământului, din cele mai vechi timpuri, apare în Principate cu caracter unitar, ca în Occident înainte de organizarea feodală, adică nu se deosebesc proprietăţi nobile şi proprietăţi de rând. Drepturile şi sarcinile proprietăţii sunt aceleaşi pentru orice pământ, indiferent de calitatea proprietarului (6).

Există însă şi la noi îngrădiri la transmisiunea proprietăţii, ca şi în Occidentul feodal, dar izvorînd din alte cauze.

Acolo, în ierarhia feodală, între senior şi vasal se stabileau, odată cu legătura derivând din concesiunea de pământ, raporturi personale nobile. Erà firesc deci, ca substituiri de vasali să nu se poată face fără consimţimântul seniorului (7).

La noi, proprietatea apare, dela început, ca în indivizie a familiilor coborîtoare dintr'un moş comun (8). Ea porneşte dela principiul legăturii indisolubile dintre pământ şi familie, considerată ca un lanţ neîntrerupt de generaţii, care nu reprezintă fiecare decât o verigă trecătoare şi depozitară momentană, cu obligaţii faţă de generaţiile viitoare. Moşia este căminul în jurul căruia se strâng, dealungul veacurilor, vlăstarele aceluiaş neam.

---

(1) C. Giurescu, Despre boieri, 78—9, 91.

(2) C. Giurescu, Despre boieri, 83.

(3) Ibid. 95 nota. — Cf. mai jos, § 7.

(4) Ibid, 98. In Ungaria, din cauza suprapunerii străine, cneazul, din proprietar, devine simplu prepus al proprietarului. Ibid. 91. — Dar nu se poate admite că cnezii la origine au fost *numai* judecători săteşti, aleşi de obştea locuitorilor (R. Rosetti, Despre originea şi transformările clasei stăpânitoare din Moldova. Extras din An. Ac. Rom. 1906 p. 10. — Ctrà, C. Giurescu, l. c. 18) Cf. mai jos, § 5 şi 13.

(5) R. Rosetti, l. c. 22—4: exemple din sec. XV—XVII. — In Muntenia, Mogoş, cneaz de Grădişte pe la 1580 (C. Giurescu, Vechimea rumâniei în Ţara-Românească şi legătura lui Mihai Viteazul. Extras din An. Ac. Rom. 1915 p. 20).

(6) C. Giurescu, Despre boieri, 31, 33, 60.

(7) Mai jos, § 3.

(8) Ştefan cel Mare, la 1495, întăreşte nişte moşii la 24 persoane (bărbaţi şi femei) din neamul lui Pântece (I. Bogdan, Doc. lui Şt. cel Mare, II, 250). — Acelaş Domn, în acelaş an, cumpără o silişte pe Tutova dela 14 urmaşi al lui Petru Tudor. (I. Bogdan, în Conv. lit. 41 (1907) p. 47—52). — Vlad Călugărul (1482—96) întăreşte unor boieri (fraţi şi veri) mai multe moşii:

Acest element nou, al dreptului familial, erà cunoscut şi vechilor Germani. Solul aparţineà familiei; supuşii şi oamenii neliberi îl cultivau spre folosul familiei proprietare (1). Dar, după aşezarea Germanilor în imperiul roman, a triumfat tipul roman de proprietate individuală (2).

La Slavii de sud există comunitatea de familii, numită *pleme*, care aminteşte pe *phyle* din Grecia veche, pe vechea *gens* romană, sau clanul scoţian. Aceste grupuri mari se împărţeau în fraţii *(brastvo)* adică asociaţii de familii, ca *sept* în Irlanda. In sfârşit frăţiile se subîmpărţeau în case sau familii (3). Ideea dela care porneşte această veche organizare este că toate familiile grupului scoboară dintr'un autor comun. In consecinţă, toate aceste familii sunt proprietare în comun pe moşia pe care sunt aşezate (4). Familiile simple n'au decât părţi ideale, indivize, în moşie.

La unele neamuri la care a existat organizaţia tribală, proprietatea comună este administrată de un gerant ales, de preferinţă cel mai în vârstă dintre agnaţi (5). Acestui şef al tribului i se acordă de obiceiu o parte mai mare din pământul aşezării, ceeace-i creează o superioritate nu numai faţă de elementele servile ale tribului, ci şi faţă de tovarăşii liberi printre cari, la început, el n'a fost decât un *primus inter pares* (6). Tendinţa şefului erà fireşte ca lotul său să iasă din domeniul tribului întreg şi să se transmită numai descendenţilor direcţi (7). Totuş, în Irlanda până în sec. XV, el nu poate lăsà copiilor decât o parte din moştenire, cealaltă revenind ginţii (8).

La noi nu sunt urme de o astfel de organizare a proprietăţii. Dacă a existat la Slavii de sud, se vede că a suferit modificări sub influenţa ideilor despre proprietatea individuală şi moştenire a familiilor simple, în vigoare în dreptul roman pe vremea colonizării Daciei (9). Şi aceasta constituie încă o dovadă a prezenţei continue a unei numeroase populaţii romane care se îndeletnicià cu agricultura (10). La noi, moştenesc descendenţii direcţi; în lipsa acestora, rudele cele mai apropiate (11). Moştenirea nu se împarte pe «bătrâni», cum se împărţea pe «souche» în Irlanda până

«şi veri căruia dintre dânşii se va întâmplà mai dinainte moarte, între dânşii împărţeală să nu fie, ci să fie celorlalţi ce vor rămâneà». (I. C. Filitti, Arhiva G. Gr. Cantacuzino, p. 18). — 1529. Moise Vodă: «să-i fie lui Dobrot şi fratelui său Drăghici cu fiii lor şi lui Tatu cu fraţii lui şi lui Bane cu fiii şi fiicele, în Bălării a treia parte...» (ibid. 167). — 1634: Catrina din Rumceni cu feciorii ei, vând ocina dela Andrăşeşti, a patra parte, din sat, din câmp, din pădure, din apă şi cu toţi rumânii, anume... (ibid. 1).

(1) I. N. Angelescu, Histoire économique des Roumains, I, 53, 58.

(2) A. Esmein, Hist. du droit français, 91.

(3) C. Jirecek, Staat u. Gesellschaft im mittelalterlichen Serbien, I. 27, 30—1.

(4) Acelaş, Geschichte der Bulgaren, 97—8.

(5) Sumner Maine, L'ancien droit dans ses rapports avec la société primitive, 1874 p. 246.

(6) Acelaş, Etudes sur l'histoire des institutions primitives, 1880 p. 190.

(7) Ibid. p. 196.

(8) Ibid. 232, 235, 239, 241—3.

(9) Paul Negulescu, Studii de ist. dreptului român, p. 205. — Cf. Sumner Maine, Etudes sur l'ancien droit et la coutume primitive, p. 324, 382, 442, 459, 477.

(10) Cf. L. Pič, Die rum. Gesetze u. ihr Nexus mit dem byz. u. slav. Recht, p. 17.

(11) Cf. Paul Negulescu, l. c. 206.

în sec. XV (1). Pe «bătrâni» se stabileşte la noi numai dreptul indiviz al fiecărei familii în moşie.

Deasemenea n'a existat la noi comunitate domestică, ci numai căminurile familiilor simple (2).

Organizarea sătească s'a resimţit deasemenea de influenţa romană. Ca şi villa (3), *selo*, adică locul colonizat, corespunzător cu lat. *sessio*, cuprindeà curtea (termenul *dvor* e mai recent), casa de locuit a proprietarului, locuinţele colonilor, viile şi livezile dimprejur (4).

Din vechea proprietate colectivă a derivat dreptul de preempţiune al vecinilor, care a existat şi în Occident şi a fost înscris în dreptul bizantin în sec. X: iar din proprietatea familială, acelaş drept în favoarea rudelor. Amândouă aceste drepturi au trecut prin două faze: consultarea prealabilă; dreptul de răscumpărare într'un anumit termen (5).

In consecinţă, la noi, pentru a puteà intrà într'un hotar, trebuià intrat în prealabil în familiile proprietare în acel hotar, prin încuscrire, înfiere, înfrăţire (6). Se mai puteà intrà într'un hotar prin danii, care nu erau supuse dreptului de protimisis al rudelor (7), poate pentrucă se presupuneà o legătură sufletească între părţi, aproape tot atât de valabilă în vechile timpuri ca şi cea de sânge.

Infrăţirea erà şi un mijloc de a ocolì restricţiile de transmisiune derivând din proprietatea familială, precum şi de a restrânge cercul celor în drept de a moştenì, asigurând moştenirea unor anumite proprietăţi numai unor anumite persoane, fără însă a puteà exclude pe copii (8). Infrăţirea şi dania sunt cele dintâi

(1) Sumner Maine, l. c.

(2) P. Negulescu, l. c.

(3) Mai jos, § 5.

(4) C. Jirecek, Staat u. Gesellschaft, II. 31. — Selo s'a latinizat în sella (la Zara, sec. XI). — Cuvântul villa (şi casale) se întrebuinţà la Cattaro şi Ragusa, sec. XIII şi XIV (ibid.). Acelaş înţeles de proprietate privată îl aveà şi *marca* în Occident în sec. VII—IX. Abià în sec. XII apare în sens de pământuri comune ale unui sat (Fustel de Coulanges, Hist. des institutions politiques de l'ancienne France. L'alleu, p. 267, 269).

(5) P. Viollet, Précis de l'hist. du droit français, p. 475, 478. — C. Jirecek, l. c. II. 35.—P. Negulescu, l. c. 171 şi urm.

(6) St. D. Grecianu, Istoricul unei bătrâne moşii boiereşti. 1910 p. 16 şi urm. — Cf. I. C. Filitti, Craioveştii, în Conv. lit. 54 (1922) p. 223—5. — In vechiul nostru drept înfierea erà cu putinţă chiar când existau copii fireşti, (I. Condurachi, Expunerea teoriei moştenirilor în vechiul drept românesc, Buc. 1919, p. 70—1, 78), dar această înfiere seamănă mai mult a înfrăţire. Hrisovul din 1800, pentru «iothesie» (adopţie) al lui Al. Moruzi, zice că «fac copii de suflet, după obiceiul vechiu, şi cei ce au copii; dar aceasta nu s'a obişnuit aici în ţara Românească». (Urechia, Ist. Rom. VIII, 47).

(7) R. Rosetti, Originea clasei stăpânitoare, 58. — Acelaş, Pământul, sătenii şi stăpânii, p. 196, 201. — Cf. I. Nădejde, Din dreptul vechiu român, p. 139. — I. Peretz, Privilegiul masculinităţii. Buc. 1905 p. 45. — C. G. Dissescu, Originile dreptului român, p. 21 şi 36. Abuzurile săvârşite sub cuvânt de danii, au provocat hrisovul dela 1785 contra daniilor. (Urechia, Ist. Rom. I. 925).

(8) La 1494 un proprietar înfrăţeşte pe fiica sa cu doui nepoţi, pentru ca moştenirea să rămâie la aceşti trei. (Filitti, Arhiva G. Gr. C. p. 201). — Cf. un act din 1490 în Arh. ist. I[1], 6.— La 1576 un proprietar înfrăţeşte pe un frate de sânge pentru a exclude pe un al treilea frate

mijloace întrebuințate pentru a ajunge la libertatea de a dispune de avutul său (1).

Prin toate chipurile arătate, străinul puteà devenì moșnean, adică să intre în moștenirea hotarului. Printr'o frumoasă extindere asupra țării întregi, privită ca hotarul cel mare, a concepției despre hotarul cel mic, cel ce deveneà moșnean într'o moșie deveneà totodată și moșnean al țării, adică se naturalizà. Erà chiar singurul mijloc de naturalizare (2).

Și prin cumpărătoare puteà cineva intrà într'un hotar și devenì moșnean, dar numai cu învoirea celorlalți megieși, cari aveau totdeauna preferință la cumpărătoare (3). Ei puteau oricând «să arunce banii» veneticului și să-l silească să iasă din hotar.

3. Din punctul de vedere al originii și organizării ei, proprietatea pământului în trecutul românesc n'a fost o proprietate feodală după sistemul apusan.

In Apus, proprietatea feodală naște dintr'o slăbire a puterii centrale. Când suveranul nu mai este în stare să-și impună autoritatea pe întreg teritoriul, o deleagă de nevoie la diferiți particulari puternici (feodalii), cari-și împart, odată cu teritoriul, și suveranitatea. Ei dețin, nominal, pământul și drepturile dela suveranul eminent, care le-a delegat numai o folosință temporară și revocabilă, în schimbul unor anumite obligații și servicii nobile, dar legătura aceasta este cu atât mai pur formală cu cât puterea de fapt a suveranului este mai mică. Proprietatea feodală apare deci ca o concesiune silită a suveranului, care caută totdeauna prilej de a reluà ce a dat, după cum feodalul stă mereu pregătit pentru a apără și păstră ceeace a dobândit.

Concesiunea feodală cuprindeà două elemente, unul real, altul personal, și acesta din urmă predominà. Cel ce concedà pământul, seniorul, urmăreà să-și asigure serviciile personale, nobile, mai ales militare, ale concesionarului. Cel ce primeà pământul, vasalul, se legà de cel mai puternic, făgăduindu-i servicii personale, nobile, mai ales militare. Scăpà de îndatoriri, prea grele pentru dânsul, militare și

dela o anumită parte a moștenirii (Filitti, l. c. 202). — La 1617 un proprietar înfrățește pe un fiu al său cu un văr al său, pentru a restrânge între acești doi moștenirea unei ocine (ibid. 22). — Cf. ibid. 205 (anul 1607). — Cf. un act dela 1620 la I. Bogdan. Cinci doc. ist. slavo-rom. In An. Ac. Rom. S. II. T. XI p. 44. — P. înfrățire, Paul Negulescu, Studii de Ist. dreptului rom. 1900 p. 84—107. I. D. Condurachi, Expunerea rezumată a teoriei moștenirilor în vechiul drept românesc. Buc. 1919, p. 47, 71, 78.—P. rudeniile izvorînd din înfrățire, Filitti, Craioveștii. In Conv. lit. 54 (1922) p. 224.

(1) La sfârșitul sec. XVIII mai era admis că «protimisis la schimb nu încape» (Urechia, o. c. VI. 458)

(2) O carte din 1666 spune că post. Const. Cantacuzino, care se căsătorise cu fiica lui Radu Vodă Șerban «s'a moștenit acestei țări», a devenit «moșnean aici în Țara Românească». (C. Giurescu, Despre boieri, 120).

(3) Ibid. 37. — Stan log. Crețulescu lăsase pe un Stanciu comis să cumpere moșie în Luceni, hotar cu Crețulești. Nepotul de fiu al lui Stanciu vinde această moșie. Intervine Radu Crețulescu, fiul lui Stan, restituie banii cumpărătorului și ia el moșia (Filitti, l. c. 87). — Și în legea salică, pentru înstrăinările de pământ se cereà uneori consimțimântul dela «vicini». (Esmein, l. c. 91 și 92 nota 1).

fiscale, ale omului de sine stătător. Esența acestei «comendări» erà ajutorul militar, un serviciu nobil prin excelență, care făceà «cavaler», deci nobil, pe acel ce contractà angajamentul. Feodul erà un bun dat în folosință, în schimbul unor servicii personale nobile, iar nu al unor prestații de valoare pecuniară. Concesiunile feodale n'au de scop valorificarea economică a solului. Când, din viageră, concesiunea devine ereditară, modul de transmisiune se resimte de originea ei; transmisiunea este îngrădită de dreptul de masculinitate, de dreptul întâiului născut, de necesitatea consimțimântului concedantului (1). Când transmisiunea se face deci în marginea acestor îngrădiri, înseamnă că cel către care se face are însușirile necesare pentru îndeplinirea serviciilor nobile ce i se cer, că este, ipso facto, nobil.

La noi, viața de Stat a Principatelor este, dimpotrivă, rezultatul unei închegări. prin recunoașterea de către micii cnezi și voevozi (2) a autorității unui mai mare voevod, în scop de apărare față de vecinii de alt neam și de altă lege. Proprietatea pământului și-o păstrează fiecare cum a fost (3). Drepturile suverane însă și unele din foloasele abdică în mâna unuia singur (4), pentru așezarea unei cârmuiri unitare, administrative, judecătorești și mai ales militare, atât de necesară scopului urmărit. N'avem dovezi despre acest proces de închegare, dar nici nu sunt urme de vreo silnicie sau cucerire (5).

Proprietatea, la noi, nu izvorăște deci din concesiuni în felul celor feodale.

Domnul are proprietățile lui personale, ca orice boier, provenite din moștenire, cumpărături, danii, schimb. Mai are pe cele domnești, adică domeniul Statului cum am zice azi, pământurile care n'apucaseră să intre în stăpânirea vreunui particular. In fine, mai are Domnul moșiile confiscate dela boierii vinovați, sau presupuși vinovați, de «viclenie», adică de trădare (6) și pe cele vacante pentru desherență care, în organizarea veche a proprietății la noi, nu se puteà ivì decât pe urma străinilor (7).

Din toate aceste proprietăți Domnul poate face danii, ca orice particular din averea lui. Când le face, are grijă de obiceiu să menționeze de unde are pământurile pe care le dăruește (8).

In Moldova pare să fi fost mai mult pământ nelocuit (siliște) decât în Mun-

(1) Esmein, l. c. 133, 231.
(2) V. mai jos, § 13.
(3) Cf. Rosetti, Originea clasei stăpânitoare, p. 14—15.
(4) Voevodul apare ca șef militar, ca judecător și, pentru a-și puteà îndeplini misiunea, ca culegător de dijme și gloabe dela colonii celor ce i-au recunoscut autoritatea. (Cf., cu nuanță, Iorga, Ist. poporului românesc. Trad. Otilia Teodoru-Ionescu. I, 319—321). Vezi mai jos, § 7.
(5) D. Onciul, Originile Principatelor române, p. 51, 103.
(6) Vezi partea II-a § 9.
(7) Astfel, la 1618, moștenirea lui Ceacâr Grecu (Arh. ist. I², 191).
(8) Mircea cel Bătrân face schimb cu niște boieri pentru o parte din satul Jiblea, pe care apoi o dăruiește Coziei (C. Giurescu, Despre boieri, p. 27). — Ștefan cel Mare cumpără la 1487, pe 60 zloți tătărești, moșie pe Moldova, partea lui Botaș, dela Neacșa, fiica lui Băilă dela Racova și nepoata acelui Botaș (An. Ac. Rom. Seria 2, t. VIII p. 90); această moșie, împreună cu altele, tot de cumpărătoare, le dăruiește apoi, la 1488, episcopiei de Roman. (Melhisedec, Cronica Romanului, 138—9. — Cf. ibid. 196).

tenia. Domnii dăruiau şi silişti vitejilor şi dregătorilor, cari apoi le colonizau şi făceau sate. De aci împrejurarea frecventă în Moldova că numele satelor se trag dela numele unui întemeietor documentar cunoscut, posterior înfiinţării Statului (1).

Intăririle obişnuite, de către Domni, ale proprietăţilor particulare existente, nu trebuie să înşele prin formula: «să-i fie (cutăruia) moşie». Ea n'are înţeles de danie domnească. După formulă, urmează totdeauna arătarea de unde provine stăpânirea: moştenire, cumpărătoare, înfrăţire, danie. Intăririle n'au deci nici o legătură cu vreun drept de proprietate eminentă a Domnului. Ele sunt consacrări ale înţelegerilor intervenite între proprietari (2), sau precauţii pentru a preîntâmpină judecăţi cu vecinii de moşie, sau au de scop asigurarea bunei voinţe domneşti şi înlăturarea pericolului unei confiscări. O «proprietate cnezială atârnătoare de Domn nu este adeverită în Principate» (3).

Domnii, ca şi boierii, au un drept de preemţiune asupra moşiilor donate (4). Acest drept decurge tot din cel de a împiedică intrarea unui nepoftit în hotarul familiei.

Dar Domnii şi boierii se mai credeau în drept şi de a revocă sau schimbă donaţiile pe care le făceau mânăstirilor — principalele «persoane morale» în trecutul românesc. Şi la vechii Germani «ca în spiritul copilului», un donator puteà totdeauna revocà o donaţie. Orice act de generozitate erà pentru ei un beneficiu revocabil. Erà revocabil cât trăià donatorul, şi mai vârtos când mureà donatarul (5). Un hrisov dat Tismanei de Mircea cel Bătrân spune că «Domnii şi boierii au dat moşii ohavnice la mănăstiri... şi astăzi voiesc a le luà înapoi sau a le schimbà cu altele dé un mai mic folos» (6). Astfel se lămureşte rostul hrisovului dat de acelaş Domn Coziei, făgăduind că nu va îngădui ca rudele vreunui donator să ia înapoi donaţia făcută (7). El însuş renunţă la un asemenea drept, asigurând satele Tismanei că nu le va da niciunui cneaz sau boier, ci le va lăsà sub stăpânirea mânăstirii (8). Dreptul acesta, întrucât priveşte pe Domni, puteà proveni din acela, incontestabil, ce aveau de supraveghere a cârmuirii averilor mânăstireşti (9).

(1) Din dania făcută de Alexandru cel Bun lui Petru Orţă, se desvoltă satul Orţeşti (ibid. 181). — Un hrisov din 1529 vorbeşte de ocina dela Pănceşti unde a fost casa lui Pancu, moşul persoanelor cari, la aceà dată, făceau schimb de moşie cu episcopia de Roman. (Ibid, 161). — Satul Boziani vine dela Boziu, 1537. (Acad. Rom. Creşt. col. 1906 p. 94). Satul Măcsineşti dela Macsin, 1540 (ibid.). Vetrişani dela Vetriş (doc. din 1528, ibid. 1910 p. 108) etc.

(2) C. Giurescu, Despre boieri, p. 30.

(3) Ibid., p. 84. — P. darea «calului», vezi § 4.

(4) C. Giurescu, l. c. 57.

(5) P. Viollet, Hist. des instit. pol. de la France, I, 431.

(6) Condică, azi dispărută, a răpos. socru meu colonel M. Ghica, în care erau copiate, în textul lor slavon, mai multe fragmente de doc. Mai am numai un caet cu traducerile făcute de Alex. N. Doicescu, paleograf.

(7) C. Giurescu, Despre boieri, p. 81.

(8) Rosetti, l. c. 8. — Totuş încă la 1723 o carte domnească afirmă că «cel ce dă, volnic este a luà înapoi... că dania cea de pe urmă se ţine în seamă» (Melhisedec, Cronica Huşilor, 195).

(9) La 1644 Matei Basarab împuterniceşte mânăstirea Cozia să vândă o moşie (C. Giurescu, Despre rumâni, 14 nota. — Există şi azi principiul că Statul poate îngrădi activitatea persoanelor morale (Paul Negulescu, Studii de ist. drept. rom. p. 212).

Proprietatea pământului, în trecutul românesc, apare astfel ca alodială. Proprietarul nu datorește prestații nimănui. Proprietatea este întreagă în mâinile lui; nu există distincția între domeniu direct și domeniu util. Ea se poate alienà fără consimțimântul vreunui proprietar superior. Nu este cuprinsă, cu alte cuvinte, într'o ierarhie, ca proprietățile feodale. Din punctul de vedere al jurisdicției, proprietarul atârnă deadreptul de rege, la noi de Domn, ca suveran, nu ca suzeran (1). Cuvântul *alodis* în epoca merovingiană însemnă ereditate, dreptul de ereditate în virtutea căruia se stăpâneà ceva, întocmai deci ca cuvântul nostru moșie. Mai târziu, sub forma alodium, a însemnat proprietate patrimonială (2).

4. In trecutul românesc, ca și la Sârbi, erà o strânsă legătură între proprietatea pământului și slujba ostășească (3).

Proprietarii formau «oastea cea mică» a lui Mircea cel Bătrân, pe care și el a moștenit-o (4). Acești proprietari răspundeau la chemarea Domnului, cu calul, dulama și armele lor (5). Dar veneau însoțiți de câte 2—3 călăreți de fiecare sat ce stăpâneau. Cum încă din sec. XV se întâmpină proprietari cari au și până la 50 de sate (6), unii ca aceștia puteau aduce și 100 de ostași.

De altă parte, numărul proprietarilor rurali, dacă erà mic față cu întinderea țării, erà mare în raport cu populația ei. Intâmpinăm în doc., ca martori la delimitări de moșii, până la 150 de megieși (7). La 1495, pe o siliște de pe Tutova, erau proprietari 14 urmași ai întemeietorului de pe vremea lui Alexandru cel Bun (8). In alt sat, tot atunci, erau 24 de proprietari descendenți dintr'un autor comun (9). Pe la 1560 un hrisov înșiră pe «boierii din Zeletin»: sunt 17, pe lângă «feciorii» și «frații» lor (10). La 1592, a patra parte dintr'un sat erà stăpânită de 12 proprietari, cari o vând unui dregător (11). Când asemenea proprietari spun că «au fost toți cnezi pe ocinele lor», expresia nu este «un termen nepotrivit de cancelarie» (12), ci corespunde realității.

Nu este deci de mirare ca oastea de cnezi-proprietari de pe vremea lui Ștefan cel Mare să se fi ridicat la 10.000 oameni. Astfel erà compusă strălucita cavalerie

(1) Esmein, l. c. 223—4. — P. Viollet, Précis de l'hist. du droit fr. 550, 598, 600. — Acelaș Hist. des instit. politiques de la France, I 435.

(2) Fustel de Coulanges, Hist. des instit. pol. de l'ancienne France. L'alleu, p. 155.

(3) I. Bogdan, Doc. Răzenilor din 1484. In An. Ac. Rom. XXX, 381. — C. Jirecek, Staat u. Gesellschaft, I, 75—6.

(4) Iorga, Ist. armatei române, I, 61—3.

(5) Ibid. 59.

(6) I. Bogdan, Indatoririle militare ale cnezilor și boierilor Moldovei în sec. XIV și XV, p. 11 nota 1.

(7) C. Giurescu, Despre boieri, 54.

(8) I. Bogdan, în Conv. lit., 41 (1907) 47—52.

(9) I. Bogdan, Doc. lui Ștefan cel Mare, II, 250.

(10) C. Giurescu, l. c. 59.

(11) Melhisedec, Cronica Romanului, 225. — Pentru asemenea familii numeroase la Sârbi, C. Jirecek, Staat u. Gesellschaft im mittelalterlichen Serbien I, 33 nota 12. — Acelaș, Geschichte der Serben, 138.

(12) Cum credeà I. Bogdan, Despre cnezii români, p. 38.

care a luptat şi a pierit la Valea Albă (1), unde Ştefan rămăsese numai cu boierii în înţeles de proprietari (2), pentrucă ţăranii se împrăştiaseră pe la vetrele lor (3). Le găsim corespondentul exact într'o cartă a regelui Angliei Henric II, în care se vorbeşte de «agrarii milites», adică de proprietarii rurali cari formau oştirea (4).

In Muntenia, un străin evaluà, pe la 1439, că se puteau ridicà până la 15.000 călăreţi din cei mai viteji (5).

Numai la mare primejdie se recurgeà şi la ţărănime, la gloată, pe jos, care «nu erà datoare a sta mai multă vreme departe de ogoarele şi căminurile ei (6)», dovadă ce s'a petrecut când cu bătălia dela Valea Albă. Şi în Muntenia, aproape nu se întrebuinţau ţăranii la oaste (7). Se explică. Ţăranii, în înţeles de rumâni sau vecini, erau iobagi. Oamenii liberi erau proprietarii de pământ. Aceştia porneau la luptă pentru apărarea moşiilor lor. Ţara erau ei. Ei o apărau. Deaceea, cum s'a zis într'o formă lapidară: «boierii se închinară frumos înaintea morţii şi o primiră în faţă» (8). Dimpotrivă, nici nu le puteà conveni proprietarilor ca iobagii lor să meargă la oaste, pentrucă aveau nevoie de ei pe moşii (9). De acì şi scutirile de slujbă ostăşească a satelor (adică a iobagilor sau colonilor), încă din sec. XV (afară de cazul când Domnul însuş va merge la oaste), pentruca slujba oamenilor din sat să poată fi pururea în folosul stăpânului moşiei (10).

Fireşte, când se făceà apel şi la poporul de rând, erau chemate şi «cetele târgurilor sau oraşelor fără cetăţi, formate din târgoveţi... şi din locuitorii ocoalelor ce ţineau de ele» (11).

Aşadar, armata noastră se compuneà, ca şi la Sârbi, din nobili, cu suita lor, călări, şi din ţărani şi oameni de rând, pe jos (12). E probabil că şi la noi a existat diviziunea zecimală a oştirii (13).

Un semn al acestei îndatoriri militare a proprietarilor ar puteà fi darea «calului», care apare uneori în întăriturile de moşii în sec. XV (14). Ii găsim similarul

(1) I. Bogdan, Indatoririle militare ale cnezilor, p. 11. — Iorga, l. c. 69—70.

(2) Căci nu dregătorii puteau formà o oaste de 10.000 oameni, şi nici ca dregători puteau fi însoţiţi de ţăranii cari se împrăştiară. — Cf. § 13.

(3) Hurmuzaki, VIII, 24. — Andrei Rădulescu, Luptele lui Ştefan cel Mare cu Turcii, p. 64.

(4) E. Boutmy, Le développement de la constitution en Angleterre, p. 84 nota.

(5) I. Bogdan, l. c. 11 nota 2.

(6) Iorga, Ist. armatei rom., I, 59—60.

(7) Ibid. 198.

(8) Iorga, Ist. lui Ştefan cel Mare, p. 179. — La Franci, nici nu datorau serviciul militar decât oamenii liberi (P. Viollet, Hist. des instit. pol. de la France, I 437—8).

(9) A. D. Xenopol, Proprietatea mare şi cea mică. In Viaţa rom. VIII (1913) 191. — R. Rosetti, Pământul, sătenii şi stăpânii, 267 nota.

(10) Doc. în Rosetti, l. c. 290.

(11) I. Bogdan, Doc. Răzenilor, l. c. 374. Dar Bogdan scrie «târgoveţi de toate breslele», ceeace, pentru sec. XV de care vorbeşte, mi se pare un anahronism.

(12) C. Jirecek, l. c. — «Pedites, res rustica» zice Gorecki vorbind de oastea moldov. în sec. XVI (Papiu, Tesaur, III, 240).

(13) C. Jirecek, l. c. — Xenopol, Ist. Rom. II, 454.

(14) Vlad Călugărul (1482—96) întăreşte unor boieri o moşie cumpărată: «şi domnia mea

și în Anglia și dispare și acolo destul de timpuriu (1). In legiuirea lui Ștefan Dușan (sec. XIV) se spune că la moartea unui vlastelin (dregător) «calul lui bun» și armele lui se dau țarului (2). Pe această dare nu se poate întemeià concluzia că Domnul aveà domeniul eminent al moșiilor (3). In Suedia, în sec. XIII, se scuteau de impozit proprietarii funciari cari se puneau în slujba regelui cu un cal echipat și armați (4). De altfel, perceperea unei taxe de mutațiune — cum apare în doc. noastre darea «calului» — nu implică numaidecât un drept de proprietate eminentă, ci se poate întemeia și pe simpla suveranitate, după cum dijma datorită principelui nu este o negare a dreptului de proprietate privată asupra solului (5). «Calul» ar puteà fi semnul asentimentului ce altădată se cerea dela colectivitate, acum reprezentată prin Domn, la transmisiunea proprietății (6).

5. Din punctul de vedere economic însă, al raporturilor dintre proprietar și muncitorul de pământ, proprietatea aveà și la noi caracterul feodal.

Moșiile se căutau cu muncitori agricoli cari dădeau proprietarului anumite dări în natură. Valoarea moșiilor, într'o vreme când populația erà rară, o făceà numărul acestor muncitori, pe cari proprietarul aveà interes a-i atrage (7). Deaceea și prin *sat* (selo) se înțeleg oamenii din sat (8). Aceștia se mai zic și «case» (cuști) sau «colibe» (9).

Oamenii așezați pe moșia altuia purtau deosebite numiri:

Susedi, adică vecini, în doc. slave din Moldova (10). Cuvântul exprimă ideea de oameni de țară cu libertate mărginită (11);

Vecini în acte slavone din Muntenia (12). Cuvântul a degenerat dela înțelesul lui primitiv. In legea salică și într'un edict al regelui merovingian Chilperic, cuvântul «vicini» se referă la grupurile de oameni ce aveau drept la moștenirea pământului unuia dintre dânșii, sau cari urmau să fie consultați pentru ca o vânzare de pământ să fie valabilă (13). In sudul Franței se întâmpină însă o clasă de țărani cu libertate mărginită, cu numele de véciné (14). Acelaș înțeles poate să-l fi dobândit cuvântul la noi, prin imitație dela grec. paroicos = vecin (15);

le-am iertat calul». — 1494: «și domniei mele au dat un cal». (Filitti, Arhiva G. Gr. C., 17, 18, 201.

(1) Boutmy, l. c. 84, 88.
(2) C. Jirecek, l. c. I, 44.
(3) I. Bogdan, Despre cnejii români, 34—5.
(4) Laveleye, Le gouvernement dans la démocratie, II, 450.
(5) Sumner Maine, Etudes sur l'histoire du droit, 45 și 139. — Condurachi, l. c., 60—1.
(6) Cf. Sumner Maine, Etudes sur l'ancien droit et la coutume primitive, p. 477.
(7) In timpul lui Radu Paisie (1535—45) Radu Golescu cumpără rumâni pentru a face sat pe siliștea dela Urâți (C. Giurescu, Despre rumâni, 13 nota 4).
(8) Spre pildă hrisovul Mircii cel Bătrân, asigurând «satele» Tismanei că le va lăsà sub stăpânirea mânăstirii (ibid. p. 4).
(9) Danie a lui Mihail, fiul Mircii cel Bătrân, către Cozia și Cotmeana de zece «case» anume Lungaș cu nepoții, Ianache etc., (ibid. 5).
(10) Melhisedec, Cronica Romanului, I, 243, 256. — Doc. din 1545 în C. Giurescu, l. c. 52.
(11) R. Rosetti, Teoria lui Giurescu despre rumânie. In Viața rom. XIII (1921) 378 nota.
(12) Cel dintâiu cunoscut la 1482. — C. Giurescu, l. c. 7—8.
(13) Esmein, l. c. 91—2. Cf. puțin mai departe, înțelesul termenului *vicus*.
(14) Rosetti, l. c.
(15) C. Giurescu, Despre rumâni, 55.

Vlahi, în opoziție cu boieri și cnezi (1);
Rumâni, în actele românești (2);
Liude, adică oameni (3);
Săraci (4);
Mișei (5) și
Poslușnici, adică slugi, servitori, oameni din serviciul proprietarului, scutiți total sau parțial de dări în vederea acestui serviciu (6).

Mulți din acești muncitori erau coloniști, Unguri, Tătari, Ruși, Sârbi, Poloni, Bulgari, Români dintr'un principat aduși în celălalt, adunați cu învoire domnească pentru popularea siliștelor, sau pentru serviciul proprietarului (7).

Cât privește condiția juridică a acestor oameni așezați pe pământul altuia (8) ea aveà rădăcinile cele mai vechi.

Proprietarii romani își cultivau domeniile prin sclavi sau șerbi cari formau «familia rustica», spre deosebire de «familia urbana», adică de cei cari erau ocupați cu serviciul personal al stăpânului. Sclavii făceau parte, ca și uneltele, din «zestrea» moșiei, din «instrumentum». Domeniile se vindeau cu sau fără această zestre. Pentru a dirigui lucrările și a comandà sclavilor, proprietarii alegeau, tot dintre sclavi, un *villicus*, *actor* sau *procurator*. Sclavii lucrau în grup pe toată moșia, spre deosebire de șerbi cari munceau individual pe câte un lot. Acest din urmă sistem a fost adoptat de Romani, pe vremea imperiului, dela Germani. Un sclav primeà un mic lot individual și se transformà astfel în șerb al gliei. Necesitățile cadastrului și ale fiscului au făcut ca acești sclavi rurali să fie înscriși în registrele fiscale și s'a ajuns apoi să se legifereze (codul Justinian) că stăpânul nu-i poate vinde decât odată cu pământul pe care munceau. Dar Romanii, încă de pe vremea lui Varro, își cultivau

(1) Hrisov din 1470 al lui Ștefan cel Mare (C. Giurescu, Despre rumâni, 50). — Răspunsul locuitorilor din Brăila, Buzău și R.-Sărat c. Ștefan cel Mare, 1481: boieri, cnezi și vlahi (Rosetti, Originea și transformările clasei stăpânitoare, p. 9). — Hrisov din 1535 pentru a ferì pășunele Tismanei de călcarea oricărui animal străin, fie «boieresc», fie «vlah». (C. Giurescu, Despre rumâni, 7)

(2) C. Giurescu, l. c. 2. Sec. XVI.

(3) Hrisovul lui Petru Vodă al Mold. 1448 în Arh. ist. I [1], 153.

(4) Hrisov al Mircii cel Bătrân: boier, cneaz și sirac. (Rosetti, l. c. 8). — 1465, Radu Vodă cel Frumos: boier, cneaz și sirac (ibid. 9). — Hrisov muntean din 1470 (Giurescu, l. c. 49). Ștefan cel Mare c. locuitorii din Muntenia, 1481: boieri, județi, judecători și săraci (Rosetti, l. c.).

(5) Hrisov din 1458 la Melhisedec, l. c. I, 120. — Rosetti, Teoria lui Giurescu despre rumânie. In Viața rom. XIII (1921) 379. — Termenul se întrebuințează și în sec. XVII (V. A. Urechia, Notițe despre Slobozii. In An. Ac. Rom. Seria II, t. IX p. 153. 173). Vasile Lupu c. satul Brătieni, 1651 (R. Rosetti, Pământul, sătenii și stăpânii, 151).

(6) La 1387, Mircea Vodă întărește Cozicii pe un om «care s'a închinat starețului ca să fie poslușnic mânăstiresc» (C. Giurescu, Despre rumâni, 4). — Hrisov din 1529 în Giurescu, Vechimea rumâniei, p. 15. — Este deci greșit a crede că poslușnicii ar fi fost acordați de Domni proprietarilor pentru a compensà pierderea dărilor în natură ale oamenilor de pe moșiile lor și deci a materiilor brute necesare confecțiilor casnice. (V. N. Madgearu, Zur industriellen Entwickelung Rumäniens, 1911 p. 87.

(7) Melhisedec, l. c. I, 121. — Urechia, l. c. 151.

(8) C. Giurescu, Despre rumâni, p. 26 și urm.

pământul și prin închiriere către oameni liberi, un fel de arendași, dar foarte modești, subordonați și ei lui villicus, procurator, actor sau *maior* (de prin vremea merovingiană). Curând au pierdut și ei dreptul de a părăsi solul și numele de «colon» a ajuns să însemneze mai ales pe cultivatorul legát de sol. Codul Justinian nu dă voie colonului să părăsească pământul ce cultivă, dar nici proprietarul nu-l poate scoate din el; dacă fuge, colonul poate fi readus de proprietar cu forța. Colonii nu pot deveni nici soldați, nici preoți, fără autorizația stăpânului. Peste mai multe domenii, proprietarii mari romani aveau un *iudex*, reprezentant al lor. Incă din sec. IV era în obiceiu ca proprietarul să poată judecà și pedepsì toate categoriile de oameni de pe moșiile lui. Când nu puteà exercità el însuș aceste atribuții, le delegà lui iudex (1).

Colonii se numeau, în legile de către sfârșitul imperiului roman, *ingenui*, adică oameni liberi, spre deosebire de sclavi. Dar solul pe care-l cultivau nu le aparțineà; plăteau o redevență anuală, în fructe sau bani. Libertatea lor erà relativă; nu puteau fi goniți de pe pământul ce cultivau, dar nici nu-l puteau părăsì; erau vânduți odată cu pământul și nu puteau fi vânduți fără acest pământ; dacă fugeau erau urmăriți și aduși înapoi. Așà s'a desvoltat cu timpul la colon ideea că pământul pe care-l lucrează din tată în fiu, este al lui; căci dacă izbuteà să scape și mureà fără a fi fost prins, fiii săi puteau fi readuși pe solul ce el părăsise. Colonul se mai deosebeà de omul liber pentrucă erà personal subordonat proprietarului solului, care este calificat de legi de stăpân (dominus) al colonului, care-i datorește ascultare. Intrebuințarea cuvântului «om» pentru a arătà dependința personală, s'a prelungit in tot evul mediu. Adresându-se proprietarilor, legile întrebuințează expresia: «oamenii voștri; țăranii voștri; vestri homines; vestri rusticani» (2).

Colonul datorește proprietarului parte din fructe, zile de lucru sau corvadă: cărături de lemne, tăiat de lemne, reparația casei, în fine — zice legea Alamanilor — ascultare de toate ordinele stăpânului; mai datorește transporturi, în latina vulgară și medievală. *angariae*. Măsura tuturor acestor îndatoriri este interesul stăpânului (3).

Intocmai deci raporturile dintre proprietarii de pământ din Principate și «rumânii» lor (4).

Pe vremea Merovingienilor, erà un principiu universal admis că omul depinde de stăpânul pe moșia căruia se află. Puteà fi personal liber, dar această libertate erà stânjenită de îndatoririle către stăpân. Chiar un străin care se așeză pe un domeniu spre a exercità un meșteșug, datorà proprietarului redevență sau zile de lucru. Omul liber, dar fără pământ, erà privit ca «vagabond» — în doc. românești «vene-

(1) Fustel de Coulanges, Hist. des instit. pol. de l'ancienne France. — L'alleu, p. 42, 44, 47, 50—1, 62, 67—9, 71—2, 449—451, 458—9.

(2) Ibid. L'invasion germanique, p. 139—145.

(3) Fustel de Coulanges, op. cit. L'alleu p. 74, 77, 408, 412, 446. In vremea Francilor, lucrul datorit e de 1—3 zile pe săptămână. — Tot astfel *fuidhirs* din triburile irlandeze (Sumner Maine, Etudes sur l'hist. des instit. primitives, p. 218).

(4) C. Giurescu, l. c. — P. dreptul de strămutare al rumânului, ibid. 20, 22.

tic» (1) — sau trebuia să ceară o bucată de pământ dela un proprietar şi să se facă supusul lui (2).

Oameni de condiţie originar liberă, precum colonii din dreptul roman sau *liti* de origine germanică, se confundă din sec. X, în şerbie (3). In hrisovul lui Nemania pentru Chilandar, se arată de asemenea dreptul pentru mânăstiri şi jupâni de a-şi aduce înapoi pe oamenii (liude) sau pe «vlahii» cari au fugit (4).

Dar de altă parte, această şerbie a avut de rezultat de a transformà concesiuni originare în proprietăţi de fapt, căci prea erà greu a expulsà pe colonul a căruia familie exploată solul de mai multe generaţii (5).

Pe vremea imperiului roman, prin *vicus* se înţelegeà grupul de locuinţe ale sclavilor şi colonilor în jurul casei proprietarului; nu erà o comună rurală, ci o dependenţă a domeniului (6), întocmai ca vechile noastre sate.

Tot astfel, pe vremea Merovingienilor, *vicus* şi *villa* cuprindeau diferitele feluri de pământuri ale unui domeniu (arătură, vii, păduri etc.,) şi se vindeau «cu sclavii şi colonii». Villa se subîmpărţeà în *manses*, fiecare cu sclavi, coloni, pădure, vie, arătură. Mansa servilă se mai ziceà şi hof, care a devenit, în formă latină, *hoba* sau *huba*. Alte manse erau concedate la coloni sau la liti. Dar aceste manse ingenuile nu difereau esenţial de cele servile şi deaceea s'au şi confundat. De altă parte, din cauza legăturii dintre şerb sau colon şi mansa pe care o cultivă, mensele sunt denumite uneori după şerbii cari le ocupă: «mansa unde locueşte şerbul numit Sava» (7). Nu se mai vorbeşte de ţărani liberi cultivatori pe pământul altuia (8).

Aceste diviziuni ale proprietăţilor corespund cu jireabiile din Moldova şi cu delniţele din Muntenia (9).

Acestea erau deci şi raporturile tradiţionale romane între proprietar şi colon când barbarii au intrat în Dacia. Colonii au schimbat doar stăpânul. In locul lui iudex — a cărui amintire a rămas aşà de vie la Români — s'au aşezat micile grupuri de populaţie slavă, cu organizaţia lor familială şi cu cnezii lor (10).

Intr'adevăr, spre sfârşitul imperiului roman, proprietatea pământului erà con-

(1) A. D. Xenopol, Proprietatea mare şi cea mică în trecutul ţărilor române. In Vieaţa rom. VIII (1913) p. 187—8.

(2) Fustel de Coulanges, l. c. 417, 454.

(3) Esmein, Hist. du droit français, 232. — Guizot, Origines du gouvernement représentatif en Europe, I, 219. — Augustin Thierry, Essai sur l'histoire du tiers état, I, 19.

(4) C. Jirecek, Staat u. Gesellschaft im mittelalterlichen Serbien, I, 72.

(5) Guizot, l. c. 163. — Thierry, l. c. 22.

(6) Fustel de Coulanges, op. cit. L'alleu, p. 39—41, 207—8. — Vici, în sens de sate de oameni liberi, sunt foarte puţine pe vremea Merovingienilor. Ele se întâlnesc mai ales pe drumuri şi la vaduri şi par să fi fost centre de meşteşugari sau popasuri de negoţ (Fustel de Coulanges, op. cit. L'alleu, p. 219). Spre sfârşitul imperiului roman, vicus mai este uneori o grupare de proprietari asociaţi p. lucrări de utilitate comună (ibid. 39—41).

(7) Ibid. 207—8, 213, 216, 235—6, 262, 369, 370, 374, 376.

(8) Ibid. 213.

(9) Asupra proprietăţii pământului în trecutul Principatelor rom. voiu reveni într'un studiu special.

(10) I. N. Angelescu, Hist. économique des Roumains, I, 44, 78—80, 121 — Vezi mai sus § 2.

centrată într'un mic număr de mâini. Grosul națiunii erà în situație de colon legat de glie (1). Dintre barbarii cari au trecut prin Dacia, singurii cari au lăsat urme adânci au fost Slavii (2). Ei au intrat în Dacia încă de prin a doua jumătate a sec. V şi s'au împărțit în veacul următor în două trunchiuri, Anții şi Slovenii sau Sclavinii (3). In urma retragerii cârmurii romane şi a năvălitorilor ce precedaseră pe Slavi, populația romanică pe care aceştia au găsit-o trebuie să fi fost compusă mai ales din coloni(4). Odată cu administrația imperială, când cu invaziile barbarilor, trebuie să se fi retras nu numai funcționarii, dar şi bogătaşii latifundiari. Viața orăşenească a încetat (5) şi din organizarea romană n'avea să supraviețuiască în amintirea poporului de jos decât ceeace cunoscuse mai de aproape: dominus şi iudex (6). Micii proprietari ce vor fi existat în Dacia, au fost desigur prea slabi pentru a-şi păstrà neatârnarea, iar poporul de jos, reprezintat mai ales prin sclavii rurali şi coloni, şi-a păstrat condiția de mai nainte (7); i-a putut fi indiferent că a schimbat stăpânul (8), mai ales că Slavii erau relativ blânzi chiar cu robii din răsboiu (9).

Când populația romană fuge, barbarii caută s'o aducă înapoi şi fac incursii in imperiul de răsărit, de unde aduc robi pe cari, fie că-i întrebuințează în servicii personale, fie că-i supun la regimul colonatului. Sunt noui adaosuri de supuşi «romani» muncitori, de l. latină sau elină (10).

Numărul lor poate să mai fi sporit şi prin fugari din imperiu: sclavi, coloni, oameni nemulțumiți sau exasperați de impozite (11). Populația romanică trebuie să fi fost destul de numeroasă pentru a desnaționalizà neamurile străine sub care

(1) P. Viollet, Hist. des instit. pol. de la France, I, 166, 177. — Esmein, l. c. 51

(2) A. D. Xenopol, Ist. Rom. I, 328, 331, 463. — Cf. V. Pârvan, Contribuții epigrafice la ist. creştinismului daco-roman, 20.

(3) C. Jirecek, Geschichte der Serben, 1911, I, 65, 69—70. — Xenopol, l. c. 365.

(4) Longinescu, Pravila lui Vasile Lupu şi Prosper Farinaccius, p. 103.

(5) Xenopol, l. c. I, 290—1, 294, 333, II, 210.

(6) Pârvan, l. c. 154.

(7) Cf. Fustel de Coulanges, op. cit. L'invasion germanique, 534.

(8) P. Viollet, l. c. — Esmein, l. c.

(9) C. Jirecek, Geschichte der Bulgaren, 1876 p. 101.

(10) Regele Atila se plânge într'un rând că din cauza primirii fugarilor de către Bizantini, el n'ar mai aveà destui «Romani» ca să-i muncească ogoarele din ținutul cucerit de dânsul, să-i secere meiul pentru oşteni şi să pregătească berea. «In fosta Dacie apusană, adică în Banat şi Panonia, unde Huno-Goții se îmbuibau în trândăvie... soseau mereu, odată cu întoarcerea luptătorilor... noui adaosuri de supuşi romani, muncitori de l. latină sau elină» (Iorga, Ist. pop. românesc, trad. Otilia Teodoru-Ionescu, I, 90—1). Când prin sec. VI veniră Sclavinii «voià împăratul să-şi câştige pe aceşti barbari cu părul roşu cari... căutau să dobândească sclavi romani ca ajutoare la munca câmpului» (ibid. 96). — «Năvălirile Slavilor, ca şi cele ale Hunilor, aveau printre altele şi scopul de a prinde robi pentru munca câmpului; odată, Avarii ajută pe Bizantini prin aceea că liberează pe captivii «romani» ai Slavilor... Materialul omenesc nu erà îndestulător; pentru a îngrijì şi a servì numeroasele sate în timpul activității răsboinice, erà nevoie de elemente de muncă şi aşà crescù populația romanică de pe malul stâng al Dunării» (ibid. 152). — D. Onciul, Originile Principatelor, 117—120.

(11) După cum în Occident fugeau la Germani (Fustel de Coulanges, op. cit. L'invasion germanique, p. 551). Chiar galo-romani nobili fugeau la barbari pentru a scăpà de impozite (Viollet, l. c. I, 168).

a trăit aproape o mie de ani (1), desnaţionalizare a cărei dovadă, ca şi în Galia spre pildă, o constituie limba (2).

Dar se explică şi de ce, spre deosebire de ce s'a produs în Galia, numele de «vlah», deci de «rumân» a însemnat o inferioritate socială (3) şi de ce limba latină a devenit un idiom secundar, cum s'a întâmplat spre pildă cu limba anglo-saxonilor după cucerirea normandă (4).

Aşadar, şerbia este mai veche decât întemeierea Principatelor (5) şi erà condiţia obişnuită a muncitorului pe pământul altuia. Mai întâiu, din cauza interesului stăpânului de a aveà cât mai mulţi muncitori şi de a-i împiedicà să se aşeze aiurea (6), într'o vreme când «solul fără supuşi nu erà de nici un folos pentru stăpâni» (7); mai apoi, din cauza interesului Statului de a-şi asigurà intrarea impozitelor. De altfel, pretutindeni în evul mediu, într'o organizare agrară întemeiată pe raporturile dintre stăpân şi corveabil şi în sistemul fiscal al răspunderii colective, erà greu să fie cineva om liber, la ţară, fără pământ (8).

In Principatele române, până în sec. XVIII, oamenii aşezaţi pe moşia altuia datorau stăpânului:

dijma din producte; dijma iobagului se numeà *galeată* (9);

suhatul, pentru păşunatul vitelor; pentru vitele iobagului se plăteà *datul*: din porci (dijmărit sau gorştină), din oi (oerit sau gorştină), din stupi (dijmărit) (10), din peşte, fie în natură, fie în bani;

numai iobagul mai datorà şi *lucrul* sau claca: «să lucreze la orice», sau «să fie de posluşanie la toate slujbele», sau «să fie pentru ajutor la orice va voi să poruncească» (stăpânul), sau «să asculte de orice le va da învăţătura» (11). Doc. arată cam în ce consistă acest lucru: arat, cosit, secerat, treerat, cărat, munca viilor, reparaţii la case, întreţinerea morilor şi zăgazurilor, ciobănit, lucru la moară (12). Dependenţa

(1) Xenopol, l. c. I, 305.

(2) Fustel de Coulanges, l. c. 552. — Xenopol, l. c. I, 384—5, 387, 389.

(3) C. Giurescu, Vechimea rumâniei, p. 24. — Şi originea clasei servile din Irlanda, fuidhirs, s'a căutat în locuitorii primitivi şi aborigeni ai ţării (Sumner Maine, Etudes sur l'hist. des instit. primitives, 214).

(4) Fustel de Coulanges, l. c. 544.

(5) Doc. din sec. XV şi XVI vorbesc de rumâni «de când cu aşezarea satului» sau «încă din descălecatul ţării» Giurescu, l. c. 5—7). — Hrisov din 1664 în Aricescu, Indice, II, 91. Cuvântul roqotnici, dela slav. rabota (robie) s'a întrebuinţat până târziu în Principate, pentru a desemnà pe posluşnici (Iorga, Ist. comerţului, I, 246, 259).

(6) Rosetti, Teoria lui Giurescu. l. c. 364.

(7) Angelescu, l. c. 100.

(8) Boutmy, l. c. 78. — Laveleye, De la propriété et de ses formes primitives, 508. — Angelescu, l. c. 164.

(9) C. Giurescu, Despre rumâni, 27—8. — Găleata, slav. câbla, erà o măsură de capacitate întrebuinţată până pe vremea lui Matei Basarab, când a fost înlocuită cu obrocul (ibid. 29).

(10) Ibid. 31.

(11) Doc. în C. Giurescu, Despre rumâni, 35.

(12) Ibid. 38. Este deci greşit a zice că până în sec. XVII nu există altă îndatorire de lucru decât la moară şi că din «obiceiul ajutorului» reciproc în devălmăşiile săteşti ar fi născut îndatorirea de a slujì boierului la gospodăria lui. (V. Madgearu, l. c. 68—70.

unei persoane de alta puteà fi și curat personală; în acest caz, în loc de «lucru», iobagul plăteà stăpânului său o dare numită iarăș «găleată» (1). Numărul zilelor de lucru ale iobagului n'a fost niciodată reglementat; erà mărginit numai de interesul proprietarului de a nu-și pierde rumânii (2).

6. Organizarea de Stat implică funcționari și impozite.

Voevozii Principatelor au fost dela început, în mod firesc, înconjurați de tovarăși de arme, cari trăiau în apropierea lor și cu cari se sfătuiau. Primii sfetnici domnești trebuie să fi fost recrutați din nobilimea teritorială care consimțise la o alcătuire de Stat unitară și care formà și oastea. Tot astfel în așezările barbare din Occident, din clasa oamenilor liberi au ieșit cei dintâi tovarăși (comites) ai principilor și regilor. Dar firește, sfetnicii se puteau alege și din alte categorii sociale, din oameni de rând cari inspirau încredere, sau se distingeau prin serviciile ori devotamentul lor,

La Franci «oamenii» regelui se numeau *leudes* (Leute). A fi «leud» este a fi în serviciul liber al cuiva, omul cuiva (3). In epoca merovingiană, oamenii liberi, legați de persoana altuia, se numeau amici, gasindi, pares, fideles. Cei ce formau garda corpului, trustia regis, se numeau antrustioni (4).

Dintre aceștia, unii trăiau la curte, ședeau la masa regelui, erau în favoare deosebită. Ei se numeau *convivae, aulici* sau *palatini*, la Visigoți *buccelarii* (5). Acești oameni ai regelui, prin încrederea de care se bucurau, dobândeau un mare ascendent, căci prin ei se puteà ajunge la persòana stăpânului și dobândì favoarea lui (6). Unii erau ieșiți din «liti» sau «liberti», adică din foști robi liberați; din condiția lor originar servilă au ajuns să formeze cea dintâiu aristocrație izvorîtă din favoare regală și să se ridice chiar deasupra vechii noblețe de naștere (7). Cuvântul de servitor, vassus, doulos (grec), thane, a dobândit o nuanță onorabilă și servitorii atașați persoanei șefului au devenit cu timpul slujitori ai Statului (8). După cum pe lângă rege ,tot așà pe lângă seniorii puternici s'au alipit cu timpul nobili, cavaleri, cari se numeau «milites de sua familia» sau «de suo domo» (9).

Cu cât statele românești se așezară mai temeinic, cu atât, prin imitația și a celor ce se petreceau în țările vecine cu organizare mai veche, se simțì nevoia de a se specializà atribuțiile sfetnicilor și de a se înființà dregătorii (10).

Dar multă vreme încă, în sfatul Domnului continuă a figurà atât sfetnici fără

(1) C. Giurescu, l. c. 21.
(2) Ibid. 40—1. — D. Cantemir, Descrierea Moldovei. Trad. G. Pàscu, p. 148.
(3) Fustel de Coulanges, Hist. des instit. pol. de la France. La monarchie franque, 77.
(4) Acelaș, op. cit. Les origines du système féodal, p. 287. — P. Viollet, Précis de l'hist. du droit fr. 214. — Acelaș, Hist. des instit. pol. de la France, I, 230.
(5) P. Viollet, l. c. I, 229—230, 421.
(6) Ibid. 231—2.
(7) Fustel de Coulanges, op. cit. L'invasion germanique, 257, 262. — L'alleu, 343. — Sumner Maine, Etudes sur l'hist. des instit. primitives, 174, 177.
(8) Viollet, l. c. 231—2.
(9) Guilhiermoz, Essai sur l'origine de la noblesse en France, 1902, p. 250.
(10) Banul e luat dela Unguri; vornic și postelnic se găsesc la Croați; clucer și stolnic la Ruși; vistier, spătar, comis, sunt de origine bizantină; paharnic e nemțesc. (C. Jirecek, Staat u. Gesellschaft, I, 15. — Acelaș, Geschichte der Serben, 127.

atribuţii definite, cât şi dregători cu anumite însărcinări, dar cei dintâi sunt totdeauna menţionaţi în fruntea sfatului (1). Până prin veacul XVII, hrisoavele domneşti mai menţionează «dregători din casa domniei mele», sau boieri «mai vârtos din casa domniei mele», sau «cinstiţi dregători şi întâi sfetnici şi mai cu seamă din casa domniei mele» (2).

Dregătorii poartă, din cele mai vechi timpuri, două denumiri: boieri şi slugi (3). Boieri sunt dregătorii cei mari; slugi, ceilalţi (4). Termenul de boier e luat dela Bulgari (boljarin) unde e cunoscut de prin sec. XIII (5). Epitetul de pan, prescurtare din jupân, ce se dă boierilor, este împrumutat dela Sârbi, la cari ajunsese să desemneze pe demnitarii curţii (6). Alt termen sârbesc, *vlastelin*, pentru dregători mari şi mici (7), s'a întrebuinţat rar la noi (8).

N'avem nici o dovadă documentară ca Domnii în cele dintâi timpuri să fi chemat la sfat pe toţi proprietarii de moşii, cari alcătuiau nobilimea teritorială (9) şi oastea de apărare a ţării (10), şi ca din astfel de adunări plenare, în felul lui Wittenagemot, să fi ieşit apoi divanul domnesc (11).

Mai întâiu, adunările plenare n'au avut nici în Occident rolul covârşitor ce li se atribuie de obiceiu.

La vechii Germani, adunările generale cuprindeau pe toţi purtătorii de arme, adică pe toţi oamenii liberi, dar numai pe aceştia. Apoi, aceste adunări nu votau, ci numai ascultau propunerile regilor sau şefilor şi, sau le respingeau prin murmure, sau le primeau prin ciocnirea armelor. In fine, asemenea adunări erau convocate numai în împrejurări extraordinare, spre pildă pentru a porni un răsboiu. Incolo, afacerile se discutau numai de rege cu şefii. Adunarea cea mare aştepta în câmp rezultatul deliberărilor (12).

In statele Francilor în Galia, adunările plenare iarăş nu sunt populare. Se adună numai armata şi iarăş nu spre a-şi impune voinţa, ci numai spre a aderà. Regele se adresează la «ai săi» şi «ai săi» sunt sfetnicii lui, oamenii din jurul lui. Se

(1) Uric dela Roman Vodă, 1392 în Melhisedec, Cronica Romanului, 6. — Hrisoave dela Alexandru Vodă Aldea în Rev. de ist. arheol. şi filol. XVI (1922) 246—7. — Cf. C. Giurescu, Despre boieri, 22, notele, etc.

(2) Filitti, Arh. G. Gr. Cantacuzino, p. 18, 201 (anul 1494) p. 20 (anul 1606). — «Aulae regiae familiares» şi în Ungaria.

(3) Carte a lui Mircea cel Bătrân (Giurescu, l. c. 81). In alte cărţi, tot ale lui Mircea, ca şi în una a lui Radu cel Frumos, 1465, se vorbeşte numai de boieri. (Rosetti, Originea clasei stăpânitoare, p. 8—9).

(4) Un hrisov din 1520 al lui Ştefăniţă Vodă numeşte pe Luca Arbore boier, iar pe nepotul acestuia, Dragoş, slugă. (Melhisedec, l. c. I, 157).

(5) C. Jirecek, Staat u. Gesellschaft, I, 43.

(6) Acelaş, Geschichte der Serben, 73—4, 127.

(7) Acelaş, Staat u. Gesellschaft, I, 43.

(8) Filitti, Craioveştii, în Conv. lit. 54 (1922) p. 198.

(9) V. § 13.

(10) V. § 4.

(11) D. V. Barnoschi, Originile democraţiei române, p. 11.

(12) Fustel de Coulanges, Hist. des instit. pol. de l'ancienne France. L'invasion germanique, 277—8.

face limpede deosebire între «ai săi» și «armata». Sfatul regelui există totdeauna; nu se vorbește de o adunare națională sau populară care să aibă un rol activ. Chiar așà zisele «conventus generalis» se compun din «primates» sau din «toți Francii cari locuesc palatul nostru». In sec. VII în «conventus generalis» apar toți «marii» regatului: duces, proceres, primates. Dacă vin cu oamenii lor, adunarea ia aspectul unei adunări populare «conventus generalis populorum». Dar acest «popor» venit cu șefii lui, așteaptă în câmp hotărîrile pe cari șefii le vor luà cu regele. Când hotărîrile s'au luat, sunt aduse la cunoștința publică; regele se arată mulțimii și sesiunea este închisă (1). Astfel, încă din vremea Merovingienilor, se adună numai cei mari, din cauza greutăților și cheltuelilor de călătorie, deși se menționează și «populus», adică toți oamenii liberi (2).

La Sârbi, șefii grupurilor de familie sau jupelor erau asistați în cârmuirea așezării sau jupei de toți oamenii liberi, șefi de familii (3). Astfel trebuie să se fi petrecut lucrurile și la noi pe vremea micilor cnezate și voivodate. Dar, încă de pe vremea lui Nemania (sec. XII) în Sârbia, sfatul erà compus numai din «cei mari», cnezi, voevozi, clerul superior, sau dregători (vlasti) mari și mici, jupâni, comancomandanți militari (4).

Din cele mai vechi hrisoave ce cunoaștem, destul de apropiate de vremea «descălecatului», se vede că sfaturile domnești se compuneau numai din câțiva boieri (5), cu sau fără dregătorìi. Dar, după înșirarea acestora, urmează aproape totdeauna mențiunea: «și cu credința tuturor boierilor mari și mici ai domniei mele» (6). Această formulă s'a menținut până târziu (7). Ea arată, pe deoparte, că este vorba numai de sfetnici și dregători (8), iar de altă parte, că toți dregătorii făceau parte, în drept, din sfatul domnesc, fără ca, firește, să poată fi toți de față. Din cauza organizației familiale, acești boieri sunt menționați ca martori în divane «cu frații și cu fiii lor», adică mărturisesc și întăresc și în numele neamurilor lor, întocmai ca în actele banilor și regilor Bosniei în sec. XIV și XV (9). Domnul, întocmai ca regii barbari din Occident, dă sentințele și decretele «cu mai marii săi». Dar consultarea acestor optimați, a căror demnitate nu este ereditară, ci izvorăște dela Domn și depinde de el, nu poate fi nici la noi decât o formă menită a da mai multă chezășie de durată

(1) Acelaș, op. cit. La monarchie franque, 67, 73, 75, 87, 91, 601—2, 632—3, 636, 641, 646—7.

(2) P. Viollet, Hist. des instit. pol. de la France, I, 205, 210, 213, 437—8. — Guizot, Origines du gouvernement représentatif, I, 70, 208, II, 47—8.

(3) C. Jirecek, Staat u. Gesellschaft, I, p. 12, 22—3.

(4) Ibid.

(5) Numiți, în actele latine privitoare la relațiile Principatelor cu țările vecine, «proceres et consiliarii» sau «consiliarii et boyari» (Acte din sec. XIV și XV citate de S. G. Longinescu, Ist. dreptului românesc, 62—8).

(6) Roman Vodă 1392 (Arh. ist. I [1]. 19); 1407, 1432 (Melhisedec, Cronica Hușilor, I, 150 II, 7.

(7) Vezi partea II §...

(8) «Mari și mici» nu se referă, evident, la proprietari.

(9) C. Jirecek, Geschichte der Serben, 136.

unei hotărîri, o asigurare pentru viitor (1), şi nu o consultare de care să se ţie seamă (2).

In împrejurări extraordinare Domnii vor fi convocat şi adunări mai mari, în felul celor de pe vremea lui Nemania în Sârbia. Veneau atunci şi principalii proprietari, căpeteniile de oaste, cu oamenii lor (3). Lumea se adună «la locul de pe Siret ce se chiamă până azi Direptate» (în înţeles de sfat), cum se exprimă cronicarul Ureche povestind alegerea ca Domn a lui Ştefan cel Mare, în jurul locului unde se sfătuiau boierii, cum se petreceau lucrurile şi în statele barbare din Occident. Tot astfel când un străin contimporan cu Ştefan cel Mare spune că acest Domn, muribund, a strâns «în câmp» pe «toţi ai săi» şi pe «şefii fiecărei partide» (4), termenul «ai săi» are acelaş sens ca în Occident, însemnează sfetnicii Domnului; şefii partidelor sunt boierii cari nu se înţelegeau pe cine să aleagă în locul marelui Domn; iar adunarea s'a făcut «în câmp» pentrucă erà de faţă şi armata căreia aveà să se comunice rezultatul deliberării Domnului cu boierii. Asemenea adunări nu sunt «populare» (5) la noi, cum nu erau nici în Occident, nici în Sârbia lui Nemania. O astfel de adunare înfăţişează Prilusius când, la 1553, în «Leges seu statuta ac privilegia Regni Poloniae», povesteşte închinarea dela 1485, în Colomea, a lui Ştefan cel Mare către regele polon. Zice că «toţi băştinaşii cari au moşii de veci în Moldova şi toţi ceilalţi curteni de frunte, fiecare călărindu-şi calul său, aveau steguleţe». Şi precizează apoi cu cine venise Ştefan: «ostaşi zişi boieri în limba lor, având fiecare alături câte un credincios al său» (6). In afară deasemenea împrejurări excepţionale, Domnul nu se sfătuià decât cu boierii divanului. In discursul lui Luca Cârjă către regele Sigismund la 1523, aşà cum îl redau izvoarele polone, el arată de mai multe ori că Domnul său se consultà cu boierii de sfat printre cari figurau şi unii bătrâni, foşti consilieri ai lui Ştefan cel Mare (7).

---

(1) Fustel de Coulanges, op. cit. La monarchie franque, 83, 98.

(2) Barnoschi, l. c.

(3) Vezi mai sus, § 4.

(4) Citaţii din Iorga, Istoricul Constituţiei româneşti. In «Noua constituţie a României» 23 conferinţe publicate de Institutul social român.

(5) Ibid. De pe la mijlocul sec. XIX, sub influenţa ideilor democratice occidentale şi pentru a servi noul curent cu pretinse argumente istorice, s'a răstălmăcit şi la noi trecutul. Astfel Ubicini în «Les futures assemblées moldovalaques» scrià, la 1857, că atunci când trebuia ales Domnul sau să se aşeze noui impozite, mandatarii naţiunii se adunau *cu miile, fără deosebire de clasă sau rang*, sub preşedinţia mitropolitului. (Acte şi doc. relative la ist. renaşt. Rom. IV, 975). Tot asemenea Ion C. Brătianu în «Memoriu asupra situaţiei Moldo-Valahiei după tratatul dela Paris», 1857, vorbeà de «nos anciens champs de Mars composés de plusieurs milliers d'hommes et ouverts indistinctement à toute personne ayant la conscience que son honnêteté et son patriotisme lui donnait le droit de dire son mot dans les affaires publiques». (Ibid. III, 168—9). In divanul ad-hoc al Munteniei, Gh. Lupescu spuneà că în vechea adunare obştească figurau nu numai boieri, ci şi *plugari*, *meşteşugari* şi alte stări «de pe înţeleptele obiceiuri ale strămoşilor noştri» (Ibid. VI². 84).

(6) Arh. ist. I². 23.

(7) Ibid. I¹. 9—13. — Şi actele de închinare c. Ioan Corvin la 1450 ale lui Bogdan Vodă, cari vorbesc de «căpitanii noştri, boierii noştri, oştile noastre, sfatul nostru şi întreaga ţara noastră» se încheie cu «credinţa tuturor boierilor noştri şi mari şi mici». (I. Bogdan, Cinci doc. ist. slavo-rom. In An. Ac. Rom. Seria 2, T. XI p. 54 şi 57).

Această organizare nu constituià, în primele timpuri, o mare diferenţiere între dregători şi nobilimea teritorială. Fiecare proprietar ştià că-i va puteà venì rândul să ajungă dregător, după cum dregătorul se aşteptà să reintre în rândurile semenilor săi. In vremea economiei casnice, când proprietarii se îndestulau din produsele moşiei; când întregirea acestei economii se puteà face prin schimb în natură; când numerarul nu erà indispensabil nici pentru plata impozitelor, diferenţierile sociale între proprietari nu puteau fi sensibile, nici pe urma numărului satelor stăpânite, nici pe a dregătoriilor ocupate.

Totuş, organizarea de Stat, cu impozitele şi funcţionarii ei, cu posibilităţile de favoruri şi persecuţii domneşti, conţineà germenii unei diferenţieri, cari-şi vor da roadele mai târziu (1).

7. Atribuţiile slujbaşilor domneşti erau mai ales strângerea dărilor şi judecata.

Nevoile unei adevărate organizări de Stat nu pot fi satisfăcute numai prin darurile făcute şefului, prin găzduirea lui când cutreeră ţara, prin procurarea mijloacelor de transport. Sarcinile proprietăţii devin mai grele şi regulate (2).

Dările, în vechile timpuri când numerarul erà rar şi puţin căutat, se percepeau mai ales în natură, asupra produselor moşiilor.

Impozitele purtau numele produselor pe care le loveau: stupărit, vinăriciu, oierit, cosit fân...

Muncitorii pe pământul altuia, plăteau deci o îndoită dare: una către stăpânul moşiei (dijma), alta către Stat. Astfel existau, spre pildă, găleata şi vinăriciul boieresc (sau otaştina), găleata şi vinăriciul domnesc.

Dijma boerească o percepeau slugile boiereşti: pârcălabii (adică administratorii) satelor boiereşti (3), zişi în Moldova uriadnici şi vătămani (4).

Impozitele Statului erau percepute de slugi domneşti, poreclite de pe felul impozitelor: vinăriceri, găletari, fânari, goştinari... (5).

Iobagii, după cum datorau stăpânului lor «lucru», tot astfel îl datorau şi Domnului: căruţe pentru transporturi de lemne şi de vin, podvoade, cai de olac, lucru la cetăţi, la morile și iazurile domneşti (6); ilişul, care pare a fi fost o îndatorire de pescuit (7); posada, adică găzduirea ostaşilor şi dregătorilor domneşti (8), sau o dare pentru întreţinerea acestora şi a garnizoanelor din cetăţi (9).

---

(1) C. Giurescu, Despre boieri, 127 — Cf., partea II § 3.

(2) Guizot, Origines du gouvernement représentatif, I, 138. 142.

(3) Incă din sec. XV (C. Giurescu, Despre rumâni, 20, 35). — Melhisedec, Cronica Romanului, II, 75.

(4) Giurescu, l. c. 42. — Melhisedec, Cronica Huşilor, 33. — Fireşte că şi Domnii aveau în satele lor uriadnici (orânduitori) sau vatamani (ibid).

(5) Melhisedec, Cronica Romanului, I, 239 nota 1. — Hrisoavele lui Alex. Vodă Aldea, l. c. — Giurescu, Despre boieri 61, 126.

(6) Hrisoave din 1458 şi 1476 în Melhisedec, l. c. I, 39, 119, 201.

(7) Melhisedec, Cronica Huşilor, 56. — I. Brezoianu, Vechile instituţii ale României, 1882 p. 113, identifică birul cu ilişul.

(8) Angelescu, l. c. 183.

(9) Arh. ist. I[1]. 153 nota. — Posadnic (verb, posaditi) e trad. lui paroicos = colon.

Fireşte că locuitorii de pe moşiile slobode domneşti (adică ale Statului) aveau îndatoriri numai către domnie, cât timp nu erau dăruite unui particular (1).

De când cu tributul către Turci, s'a adăugat şi o dare în bani, birul (2).

Din punctul de vedere al impozitelor, deosebirea între proprietar şi coloni sau iobagi erà că el nu datorà nici dijmă, nici lucru.

Ca în toate organizaţiile înapoiate, există şi la noi răspunderea colectivă (3).

Proprietarul fiind răspunzător de birul oamenilor de pe moşia lui, aveà interes ca numărul acestora să nu descrească. De altă parte, pentru a percepe cât mai multă dijmă, aveà interes să atragă cât mai mulţi muncitori pe moşie. Pentru aceasta, trebuià să caute să uşureze sarcinile oamenilor săi faţă de domnie. Dacă aveà influenţă, obţineà dela Domn scutiri de dări, de unele numai, sau de toate. In vechile timpuri, rezerva Domnului se mărgineà la bir şi «să facă oastea» (4), dar la oaste erau chemaţi iobagii numai în împrejurări excepţionale (5).

Când Domnul acordà scutire de dări numai câtorva rumâni ai unui proprietar (6), aceştia nu puteau fi din cislaşii moşiei, căci s'ar fi îngreuiat situaţia celorlalţi şi i-ar fi îndemnat la fugă, ceeace nu erà în interesul proprietarului.

Scutirea de dări a unui sat erà însoţită şi de oprirea slujbaşilor domneşti de a intrà în el. Se interziceà accesul acelui sat globnicilor sau globaşilor (cari perce-

---

Aşà se numeau la Cattaro ţăranii de pe teritoriile oraşului (C. Jirecek, Staat u. Gesellschaft im mittelalterlichen Serbien, I, 70—1).

(1) Slătiorenii dela Slătioara (Romanaţi) au fost dela început locuitori pe moşie domnească slobodă, nesupăraţi de dijmă şi clacă. Vodă Al. Ipsilante îi dărueşte lui Ştefan Pârşcoveanu. Plângându-se Slătiorenii, Vodă Al. Moruzi confirmă dania, dar hotărăşte că vor da claca în bani şi că nu vor fi supăraţi cu lucru «ca să nu se îngreuieze şi să se necăjească în lucru de clacă, pentru că din începutul lor aşà au trăit şi s'au obişnuit» (Urechia, Ist. Rom. VI, 347—8).

(2) Hrisov al lui Ştefan cel Mare, din 1458 în Melhisedec, Cronica Romanului I, 119, 121.

(3) Răspunderea colectivă în afaceri penale şi uneori chiar civile, derivă din organizarea familială sau tribală. In Irlanda spre pildă, răspunderea colectivă a fost cu timpul înlocuită prin a singurului senior, care puteà preveni, sau plăti compensaţia şi a cărui mărturie cântăreà mai greu decât à mai multor inferiori împreună (Sumner Maine, Etudes sur l'hist. des instit. primitives, p. 194, 216—217). In Răsărit, din timpul lui Constantin cel Mare s'a introdus *epivoli*, adică răspunderea tuturor proprietarilor dintr'o comună pentru plata impozitului (Paul Negulescu, Studii de ist. dreptului român, 171 şi urm.). Cf. I. L. Pič, Die rum. Gesätze und ihr Nexus mit dem byz. u. slav. Recht, p. 35. — I. Peretz, Curs de ist. dreptului român, I, 429.

(4) Doc. din sec. XV la I. Nădejde, Formarea marei proprietăţi. In revista Literatură şi ştiinţă, II (1894) 31—3: «nici dări, nici posadă, nici iliş, nici la morile noastre (domneşti) să nu lucreze, nici la cetate, nici zeciuiala (domniei) din albine să nu dea, nici din vie... ci tot venitul acela să fie (cutăruia) uric». — P. sec. XVI, Iorga, Constatări istorice cu privire la viaţa agrară a Românilor, 1908 (Studii şi doc. XVIII) p. 21. — C. Giurescu, Vechimea rumâniei, 12—13 (doc. dela 1511). — Formule identice pe vremea Merovingienilor (Fustel de Coulanges, Hist. des instit. pol. de l'ancienne France. Les origines du système féodal, p. 394—5).

(5) Vezi mai sus, § 4.

(6) Mircea cel Bătrân dărueşte Coziei un posluşnic (C. Giurescu, Despre rumâni, 4). Dan Vodă, la 1424, dă Coziei şi Cotmeanăi zece case (familii) «să le fie de posluşanie şi de toate trebile în toată vremea... Şi i-am iertat de oerit şi de goştinărit». (Ibid. 5). — La 1495 Domnul împuterniceşte mânăstirea Snagov să aducă rumâni pe moşia Popeşti şi-i scuteşte pe 4 ani de toate slujbele şi dăjdiile, mari şi mici (C. Giurescu, Vechimea rumâniei p. 12).

peau gloabele, adică amenzile), pripăşarilor (cari urmăreau taxele de pripas), osluharilor (1). De obiceiu satele erau scutite, în acest caz şi de intervenţia judecătorilor domneşti (sudţi) (2). Proprietarii solicitau cu atât mai mult această scutire cu cât funcţionarii cutreerau ţara şi trăiau din găzduire şi amenzi (gloabe) (3).

Astfel, îi rămâneà proprietarului tot venitul, tot lucru şi i se delegà şi dreptul de judecată asupra oamenilor săi (4). In consecinţă, prin aceste imunităţi, proprietarul deveneà stăpân absolut pe domeniul său. Faţă de oamenii de pe pământul lui, nu erà numai proprietar, ci şi judecător şi deţinător al autorităţii publice (5).

8. In primele veacuri ale fiinţei lor, Principatele române erau în faza economiei casnice «înlăuntrul căreia se săvârşeşte întreaga circulaţie a vieţii economice» (6).

Gospodăria rurală produce aproape tot necesarul vieţii. Ţăranul îşi face singur obiectele casnice, uneltele muncii, îmbrăcămintea şi adăpostul. Fabricarea în ţară a pânzei de cămăşi şi de sumane e dovedită încă dela 1412 (7). Se vorbeşte pe vremea lui Ştefan cel Mare de piue sau dârste la cari se dădeà stofa grosolană (8). In sate se mai făceau vase de lut, unelte de lemn (9). Dar principiul industriei casnice închise a suferit totdeauna ştirbire (10). Gospodăriile agricole foloseau prisosul producţiei lor pentru a dobândi fabricate ale meşteşugarilor din lăuntru sau străine, necesare întregirii vieţii lor (11). Avem dovada că măcar de pe la mijlocul sec. XV existau meseriaşi prin unele sate. Un hrisov din 1448 al lui Petru Vodă al Moldovei vorbeşte de «cojocari şi alţi meşteri» din satele mânăstirii dela Poiana (12). De altă parte, ţiganii au întregit întotdeauna pentru ţăran uneltele în care intră şi părţi de fier (13). Pentru confecţionarea căciulei sau cojocului, ţăranul duce uneori la cojocar sau căciular pielea oilor sale, iar pentru a aveà opinci tăbăcite, recurge la tăbăcar. Această completare, de din afară, a industriei casnice, se explică. Tot gospodarul n'are totdeauna răgazul necesar pentru confecţionarea tuturor lucrurilor trebuincioase. Se produc, în sânul satelor, specializări, după aptitudini (14). Apoi,

(1) Dela osluhă = ascultare. (Melhisedec, Cronica Romanului, I, 120, 123.

(2) Melhisedec, Cronica Romanului, I, 120. — Hrisov din 1451 pentru moşia Ruşi: «să nu-i zăticnească nici judecător, nici globaş». (Filitti, Arh. G. Gr. C. 16). — 1468, hrisov p. aceeaş moşie: boierii şi slugile să aibă a se feri de toate bucatele şi de rumânii proprietarilor (ibid. 17).— Aiurea: «cine va vedeà vreo strâmbătate la acei oameni (din cutare sat) să-şi caute cu dânşii la (proprietar) sau la domnia mea, dar alt judeţ să nu aibă». (I. Nădejde, l. c.). — Formule identice merovingiane (Fustel de Coulanges, op. cit. L'alleu, p. 455.

(3) Fustel de Coulanges, op. cit. Les origines du système féodal, 391.

(4) Arh. ist. I^1. 153—4.

(5) Fustel de Coulanges, l. c. 419.

(6) Madgearu, Revoluţia agrară şi evoluţia clasei ţărăneşti. In Arhiva p. ştiinţa şi reforma socială, IV, 264.

(7) Tudor Pamfile, Industria casnică, p. 252.

(8) Ibid. 305.

(9) Melhisedec, l. c. I, 128.

(10) Madgearu, Zur industriellen Entwickelung Rumäniens, 66.

(11) Madgearu, Revoluţia agrară, l. c.

(12) Arh. ist. I^1, 153.

(13) Madgearu, Zur industriellen Entwickelung Rumäniens, 32.

(14) Tudor Pamfile, l. c. 46. — Astfel, înainte de naşterea târgurilor, industria erà la sate. C. Jirekec, Staat u. Gesellschaft, II, 42.

pentru lucrurile ce se consumă mai greu şi se confecţionează deci mai rar, priceperea confecţionării nu se păstrează la toţi. Aceste lucruri dispar deci mai repede din activitatea casnică.

In fine, când meseriaşul lipseşte sau fabricatul lui nu mulţumeşte, se cumpără cele trebuincioase dela târg. Incă din cele mai vechi timpuri se întroduc la noi din Ardeal, cisme, postav prost pentru sucmane, traiste, funii (1).

Mai vârtos serveşte schimbul, chiar în structura economică feodală, pentru a procurà cele necesare traiului mai rafinat al clasei stăpânitoare, care voeşte produse străine rare, sau fabricate de mare valoare (2).

Şi Principatele române au avut dela început o clasă conducătoare. Moldova erà sub influenţa ungaro-polonă care, pe la 1400, reprezintă în aceste părţi răsăritene, formele latine occidentale (3). Cei dintâi Domni munteni, pe lângă legăturile cu Ungaria angevină, erau în rudenie cu stăpânitorii sârbi şi bulgari dela sudul Dunării, ale căror curţi şi cancelarii se resimţiau de influenţa bizantină (4). Recentele descoperiri dela Curtea de Argeş au venit să ilustreze aceste constatări, au adus dovada pipăită a influenţei occidentale şi au permis să se conchidă la existenţa la noi, în veacul XIV, a unei «clase nobile trăind viaţa internaţională a feodalităţii apusene» într'o epocă de penetraţie ungurească şi catolică (5).

Sfetnicii şi dregătorii cari trăiau într'o astfel de atmosferă la curţile domneşti, nu puteau să nu se resimtă în viaţa şi obiceiurile lor de înrâurirea modelelor apusene.

Elementele esenţiale ale gospodăriei şi le procurau, fireşte, din moşiile lor. Colonii şi iobagii le furnizau materia primă. Iobagii le datorau «lucru» la orice fel de trebuinţe şi unii dintre ei puteau fi folosiţi la transformarea materiilor prime, potrivit cu aptitudinile lor. Mai aveau pe robi, atât pe cei din războiu (6), cât şi pe ţigani (7) şi, în fine, pe străinii colonizaţi pe moşii (8). Dar aceste mijloace nu erau îndestulătoare pentru a satisface trebuinţele unei vieţi mai rafinate sau chiar luxoase şi schimbul cu străinătatea trebuià să umple lipsurile.

9. In primele timpuri, comerţul erà liber deschis pentru Principate.

Prin poziţia lor geografică, erau drumul firesc între Europa centrală «har-

(1) Iorga, Ist. comerţului român, I, 63. — Deci nu numai din veacul XVIII, cum pare a crede Madgearu, l. c. 18.

(2) Magdearu, Revoluţia agrară, l. c.

(3) Iorga, Chestiunea Dunării, 170.

(4) Iorga, l. c. 142.

(5) G. I. Brătianu, Les fouilles de Curtea de Argesh. In Revue archéologique, 1921, p. 1—23.— Cf. Dinu C. Arion, în Conv. lit. 52 (1920) n. 8—9.

(6) Spre pildă, tătarul dăruit de Ştefan cel Mare episcopiei de Roman la 1445. (C. Giurescu, Despre rumâni, 50). Alt rob tătar liberat de Ştefan la 1470 (ibid).

(7) La 1424 Domnul dă Tismanei 40 sălaşe de ţigani, scutiţi de toate dările. (Arh. ist. I [1]. 20. Alte exemple din sec. XV, ibid. 123). Hrisov din 1492: «aceşti ţigani le sunt bătrâni şi de demult». (Filitti, l. c. 18). Vechi robi ai mânăstirii Câmpulung, îi lucrau ca şi iobagii (Hrisov din 1654 în C. Giurescu, Vechimea rumâniei, 58). Fireşte, ţiganii plăteau şi ei dajdie (Giurescu, Despre rumâni, 32, 44).

(8) Urechia, Notiţe despre slobozii, l. c. 151 sq.

nică în meşteşuguri şi Răsăritul cu mărfuri rare, mirodenii, bumbacuri, mătăsării» (1). Erau însă un drum numai de tranzit şi tocmai deaceea viaţa lor economică internă rămâneà aceeaş (2).

Muntenia negustorea în primul rând cu oraşele săseşti din Ardeal. La mijlocul sec. XIV, negoţul braşovean urmà un drum între Prahova şi Buzău (viitorul judeţ al «Săcuenilor»), până la vărsarea în Dunăre a Ialomiţii (viitorul târg dela Floci) şi a Siretului (Brăila de care se vorbeşte dela 1368) (3). Alt drum duceà din Ardeal, prin Câmpulung şi Turnu, la Nicopole. Vama dela Slatina (Olt) este amintită dela 1368 (4). Dela Dunăre, negoţul mergeà, pe uscat (5), spre Ragusa de o parte, spre Constantinopol de altă parte. De prin a doua jumătate a sec. XV se deschide încă un drum comercial pe la Isacea sau Oblucița, prin Dobrogea, spre Ţarigradul ajuns acum în stăpânirea turcească (6).

Braşovenii şi Sibienii nu aduceau numai propriile lor fabricate, ci şi mărfuri dela Viena, Praga, Zara (în Dalmaţia cucerită de Unguri) şi chiar Veneţia (7). Negustori raguzani se întâlnesc în Muntenia încă din sec. XV (8).

Cât priveşte Moldova, ea fusese, pe vremea lui Bogdan Vodă, strânsă de aproape de stăpâniri străine, ungureşti, litvano-ruse şi tătăreşti, aşà că, încă la 1408, ca o amintire a trecutului, existau vămi la Cernăuţi pentru Nord, la Cetatea Albă şi Tighina pentru Tătari, la Bacău şi Bârlad pentru Munteni, la Baia şi Moldaviţa pentru Bistriţa Ardealului, la Bacău şi Trotuş pentru Braşoveni, la Hotin pentru Podolia (9).

La Nord, Moldova aveà legături comerciale cu Lemberg (Liov), de unde colonişti germani s'au revărsat asupra Siretului şi Sucevei încă din sec. XIV (10). Negustorii lioveni ajungeau până la Brusa (11). Spre nord-est, Moldova negustorea cu marile centre ruseşti, Pscov şi Novgorod (12). Cu Ardealul, negoţul Moldovei se făceà mai ales prin Saşii veniţi la Baia, încă din sec. XIII, din Bistriţa ardeleană (13).

(1) Iorga, Negoţul şi meşteşugurile, 82.
(2) Angelescu, l. c. 236—7.
(3) Hurmuzaki, XV, 1—2.
(4) Iorga, Ist. comerţului român, I, 47—9, 58.
(5) De un negoţ pe Dunăre spre M. Neagră, nu ştim nimic. Şi totuş lupte destule s'au dat pentru stăpânirea Dunării. Până pe la 1400, luptă Ungurii cu Bulgarii. O dinastie bulgară apare la Vidin pe la sfârşitul sec. XIII, iar în al XIV avem două ţarate bulgare, la Vidin şi la Târnova, contimporane cu cele dintâi decenii ale Statului muntean (Iorga, Chestiunea Dunării, 134, 140. — Rev. istorică IX (1923) p. 13 sq). Pe la 1400, Dunărea erà românească (Iorga, l. c. 153, 155—7). Dar, pe la 1420, Dunărea devine râu otoman. Urmează încercările zadarnice ale împăratului-rege Sigismund la începutul sec. XV, ale lui Ioan Corvin la mijlocul aceluiaş veac, de a face Dunărea râu unguresc (ibid. 164—5, 167. — Cf. Dinu Arion în Rev. cercului de studii al partidului conservator, anul III (1916) no. 2.
(6) Iorga, Ist. comerţului, I, 139.
(7) Ibid. 48.
(8) Ibid. c.141.
(9) Ibid. 89, 92.
(10) Ibid. 82. Suceava erà aşezată pe marele drum al negoţului spre Tătari.
(11) Ibid. 132.
(12) Ibid. 95, 122.
(13) Ibid. 83.

Comerţul veneţian în M. Neagră înflorise mai ales pe vremea imperiului latin de răsărit (1204—1261). După restabilirea stăpânirii greceşti la Bizanţ, locul Veneţienilor îl iau Genovezii. De curând s'a adus dovada că pe la 1280 aceştia scoborau prin Gurile Dunării până la Vicina (1) (între Măcin şi Isacea). La mijlocul sec. XIV, în urma unei înţelegeri între Veneţieni şi Genovezi, şi unii şi alţii apar la Chilia veche (Licostomo) şi în împrejurimi, dar la sfârşitul aceluiaş veac, Genovezii exclud pe Veneţieni din M. Neagră (2), aşà că negoţul Moldovei cu Veneţia rămâne să se facă pe uscat, prin Lemberg. Deacum, Genovezii au rol preponderent în negoţul Moldovei. Dela Caffa (pe M. Neagră), din Pera, treceau, prin Suceava, la Lemberg (3).

Aceşti negustori italieni, cum bine s'a observat, nu erau decât nişte «curieri internaţionali» (4). Ei nu se fixau la noi şi bogăţiile ce strângeau nu rămâneau în ţară şi nu influenţau economia noastră internă.

Acestea erau deci căile negoţului prin Principate.

Moşiile produceau grâu, meiu, orz, fân, in, cânepă; se creşteau albine, porci, oi, boi, bivoli, se exploatà peştele (5).

Muntenia exportà, încă din sec. XIV, sare, ceară, peşte (mai ales dela Brăila şi Floci), vite (6): boi, vaci, berbeci, porci; apoi piei şi brânză (7). Se aminteşte de timpuriu şi de grâul muntean, pe care Genovezii veneau să-l caute la Chilia Veche (8). Dar, încă din sec. XV, în anii de lipsă, se importa grâu din Ardeal (9).

Exportul Moldovei erà cam acelaş ca al Munteniei. Păşunele întinse puteau hrănì peste 100.000 cai (10). Din Moldova se exportau şi vinuri, pe la Chilia (11). Ştefan cel Mare vindeà morun la Lemberg (12). In sfârşit, un articol important de export erà ceara. In privilegiul dat de Ştefan cel Mare negustorilor din Lemberg

---

(1) G. I. Bratianu, în Bulletin de l'Institut pour l'étude de l'Europe sud-orientale, IX (1922) 53—4.

(2) Iorga, Chestiunea Mării Mediterane, 1914 p. 130, 135.

(3) Un genovez din Moldova se plângeà în sec. XV că un frate al său fusese furat de mărfuri în valoare de 4.500 ducaţi (Iorga, Ist. comerţului, 131). Nu numai din motive politice, dar şi economice, prădă şi dărâmă Ştefan cel Mare Brăila la 1470: apără de concurenţă Chilia şi Cetatea Albă. (Iorga), Chestiunea Dunării, p. 112). — P. luptele între Munteni, Moldoveni, Unguri şi Poloni pentru Chilia, v. I. Bogdan, Cinci doc. ist. slavo-rom. In An. Ac. Rom. S. II, T. XI p. 40.

(4) Angelescu, l. c. 236—7.

(5) C. Giurescu, Despre rumâni, 28 nota. — Incă din sec. XIII se vorbeşte de pescăriile Dunării, de morile, fânaţurile şi păşunele Olteniei. (Iorga, Ist. comerţului, I, 35).

(6) Cuvântul marfă trebuie pus în legătură cu *marhă* (Angelescu, l. c. 343). Un zapis din 1690 vorbeşte de «ciurda şi marha de iepi» (Creşt. col. Acad. 1914 p. 85). — P. bogăţia în vite a Principatelor, vezi isvoarele citate de Angelescu, p. 303.

(7) Iorga, Ist. com. 55, 58, 63—4, 167.

(8) Ibid. 139.

(9) Angelescu, l. c. 307.

(10) Iorga, l. c.

(11) Ibid.

(12) Ibid. 150. — Nu-i de mirare ca fiul său Petru Rareş să se fi îndeletnicit cu negoţul de peşte.

la 1460 se vorbeşte de vama pe «pietrele» de ceară ce se exportau (1). Căderea Chiliei şi a Cetăţii Albe, deci a Gurilor Dunării, în mâinile Turcilor la 1484, a fost o grea lovitură pentru negoţul Moldovei. Deatunci începe să se ridice Galaţii.

Importul Principatelor constà din produsele străine rare şi din fabricatele necesare luxului curţii domneşti şi boierilor din preajma ei. Postavurile pentru costumele de ceremonie ocupau locul întâiu. Postav roşu zis ciocârlat (= écarlate), postav de Anglia, Bruges, Florenţa, catifea de lână de Ypres (2), de Louvain, Polonia, Silezia, în bucăţi mari (viguri); stofă zisă camhă (camocat) (3), postavuri asiatice; căciuli roşii de «scarlatto» (écarlate); blănuri şi căciuli de blană din Rusia, de unde veneau şi dinţii de peşte (4). Pentru ţinuta militară: brâie bătute cu aur şi argint, şpori (adică pinteni, dela germ. sporn), paftale, săbii, scuturi. Pentru serviciul de masă: linguri şi pahare de metal, ceşti de argint, cupe (5). Produse răsăritene pentru ospeţe: piper, scorţişoară, nucşoară, smochine, muscat (6).

Acest schimb comercial se făceà în bună parte în natură (7), dar şi în numerar, măcar din sec. XV. In lăzile boierilor şi negustorilor se strânge, încă de pe atunci, numerar (8). Pe vremea lui Alexandru cel Bun, un Mihu logofătul împrumută cu bani pe negustori (9).

Pentru Domni un însemnat izvor de venituri erau vămile de import şi export (10), interne şi dela hotare. Cu atât mai mult se preţuià darul ce făceau uneori mânăstirilor cedându-le venitul vămii apropiate (11), sau scutirea de vamă de export ce acordau boierilor (12). Negustorii erau obligaţi să se oprească cu mărfurile lor la

(1) Al. Papadopol Calimah, Notiţe istorice despre Bârlad, 65—6. — Se ziceà şi «cămană» de ceară (doc. din 1456 în Melhisedec, Cronica Huşilor, 59), dela slav. «cameni», piatră, în înţeles de măsură.

(2) Privilegiul dat de Mircea cel Bătrân la 1413 Braşovenilor. Vezi Iorga, Braşovul şi Românii, p. 12.

(3) Provenienţă chinezească, dela chinca, chimca (Angelescu, l. c. 296).

(4) Iorga, Ist. comerţului, 86, 91, 95, 110, 122, 135.

(5) Ibid. 110.

(6) Ibid. 64, 170. — Incă din sec. XV întâlnim în Suceava şi Siret sladniţe, adică berării (ibid. 172), introduse de sigur de Nemţii colonişti. Lăpuşneanu erà iubitor de bere. (Arh. ist... La 1612 erà încă sladniţă la Baia. (Acad. 130/CXLII). La 1613 Domnul dărueşte ceva slad episcopiei de Huşi (Melhisedec, Cronica Huşilor, 103).

(7) Se plăteau datorii în moruni şi piei. (Iorga, l. c. 170).

(8) Iorga, Ist. comerţului, I, 169—170. — La 1468, moşie cumpărată pe 1200 florinţi ungureşti (Filitti, l. c. 17). — (1482—1496) moşie cumpărată pe 3.000 aspri (ibid). — 1529, livezi cumpărate pe 350 aspri şi 2 viguri de postav (ibid. 167).

(9) Iorga, l. c. 153.

(10) Vamă din majă, adică din încărcătura sau carul de peşte al măjarilor (Melhisedec, Cronica Romanului, 128, 131), vama oeritului, a râmătorilor, etc.

(11) La 1422 Alexandru cel Bun dă Bistriţii vama târgului Bârlad (Al. Papadopol Calimah l. c. 66). — La 1528 Radu Vodă acordă mân. Argeş jumătate din vama dela oraşul Piteşti (Aricescu, Indice, I, 70). La 1647 Matei Basarab dă mânăstirii Câmpulung vama şi pârcălăbia târgului C.-Lung. (Acad. Rom. 4/CLIX). La 1652 acelaş Domn dă mân. Argeş jumătate vama dela Ocna mică de lângă Târgovişte (Aricescu, Indice, I, 70) «Ocniţa din josul târgului Târgovişte» este amintită şi la 1797 (Urechia, Ist. Rom. VII, 25), dar era închisă încă dinainte de 1775 (Tunusli, tr. Sion, p. 37)

(12) V. spre pildă hrisoavele lui Alexandru Vodă Aldea, l. c.

anumite popasuri unde, la hanuri (dela caravanserai s'a făcut carvasară), mărfurile se depozitau şi erau cercetate de vameşii domneşti. Domnul şi boierii aveau un drept de preemţiune asupra mărfii (1). Pe urma vămilor intră în vistieria Domnilor numerarul: perperi (2) de Valahia, groşi (groschen germ.) vechi de Moldova, aspri vechi, bani sau dinari ungureşti, ughi, ducaţi turceşti, zloţi tătăreşti (adică genovezi, de Caffa) de aur, adică galbeni sau ducaţi, sau florini, zloţi de argint (3). Astfel putù Petru Vodă al Moldovei (1378—1393) să împrumute pe Vladislav Iagello cu 4.000 ruble genoveze (4). Funcţiile de cămăraş — adică administrator al cămării (5) în care se strâng veniturile domneşti — şi de vameş (6), sunt ocupate uneori de negustori străini. La 1465, în Moldova, găsim în aceste slujbe pe un Genovez (7).

Dar numerarul nu schimbă încă aspectul economic al epocei, căci nu se produce încă anume pentru vânzare, nici pentru acumulare de capital. Se produce pentru consumaţie; nici un capital nu se investeşte în producţie, care se datoreşte mai ales muncii şerbilor (8). Prisosul de produse serveşte la întregirea, prin schimb, a economiei casnice (9), tot în vederea consumaţiei. Fiecare producător este şi negustorul produselor sale, fie Domn, boier sau ţăran. Le transportă, prin cărăuşie, la cumpărătorul intern sau dela hotar. Negustorul străin este ambulant, pătrunde în ţară pentru a căutà pe cumpărător sau vânzător la casa lui, apoi îşi reià drumul. Negoţul nu este stabilizat în prăvălii fixe (10). Aceasta este şi una din cauzele desvoltării târzii a târgurilor şi breslelor (11).

10. In drumurile negoţului şi la vaduri s'au născut târgurile şi oraşele noastre. Avem, mai întâiu, pe cele anterioare întemeierii Principatelor. Astfel spre pildă, în Muntenia, Ungurii pătrund din Ardeal la începutul sec. XIII şi cavalerii Teutoni, aduşi de ei, înalţă contra Cumanilor cel dintâiu «burg», de lemn, la Câmpulung, în jurul căruia se desvoltă un târg de Saşi şi de Unguri catolici (12). In Moldova, tot «burg» teutonic pare a fi fost cetatea Neamţ (13). Baia este întemeiată, încă din sec. XIII, de Saşii veniţi din Bistriţa Ardealului (14). Din Lemberg se re-

(1) I. N. Angelescu, l. c. 328. Pe lângă vama din târgurile de descărcare mai există şi aceea din Capitală. La 1447 Petru Vodă al Mold. scuteşte pe Braşoveni de vama dela Suceava, dacă nu descarcă acolo. (I. Bogdan, Cinci doc. ist. slavo-rom. In An. Ac. S. II, T. XI p. 31).

(2) Dela hyperperon, monedă bizantină (Angelescu, l. c. 350).

(3) Ibid. 54, 355, 358. — Iorga, l. c. 59, 63, 169, 170.

(4) Iorga, ibid. 87.

(5) Şi în Occident, pe vremea Merovingienilor, camerarii primeau darurile ce se făceau regelui şi se păstrau în camerae (P. Viollet, Hist. des institutions politiques de la France I 237).

(6) Vămile uneori se arendau (vindeau), în total sau în parte, alteori se căutau în regie.

(7) Iorga, l. c. 136.

(8) Angelescu, l. c. 172.

(9) Madgearu, Zur industriellen Entwickelung, 13.

(10) Angelescu, 328.

(11) Vezi partea II §...

(12) Iorga, Ist. com. I, 31.

(13) D. Onciul, Originile Principatelor, 83, 93.

(14) Iorga, l. c. 47, 83 (pecete cu Sf. Hubertus). Saşii par a fi fost încă precumpănitori la Baia în sec. XV. (Dr. Orest Popescul, Câteva doc. mold. Cernăuţi 1895 p. 9: hrisov din 1454).

varsă, în sec. XIV, coloniști germani în Siret și Suceava unde, încă dela 1380, se întâlnesc târgoveți cu nume nemțești și călugări latini (1). Acești străini, Nemți și Sași, fundatori ai celor mai vechi orașe ale noastre, erau așezați statornic, fără gând de întoarcere în patria lor de origine (2). Ei aduseră cu dânșii sistemul occidental de organizare comunală (3). Mai vechi decât Principatele sunt și Chilia și Cetatea Albă (4), Severinul desvoltat dintr'o cetate (5), poate și alte târguri a căror existență este documentar dovedită din sec. XIV.

Orașelor pe care le-au găsit în ființă, întemeietorii Principatelor le-au respectat organizarea și în oarecare măsură și autonomia (6).

Și după organizarea de Stat, târguri se desvoltă din aglomerări sătești sau de străini, dealungul căilor de comerț, ca popasuri ale comerțului internațional de tranzit (7), sau în jurul unei reședințe domnești (8), sau din colonii de străini aduși pentru lucrul viilor domnești (9).

Odată ce s'a format un târgușor, Domnii îl înzestrează cu moșii domnești sau cumpărate, din împrejurimi, pentru a asigură hrana târgoveților (10). Căci aceștia trebuie să și-o producă singuri, prin munca lor agricolă. Ei nu pot trăi prin schimbul produselor lor industriale sau al fabricatelor aduse de ei, contra produselor agricole ale sătenilor atrași în jurul târgului. In împrejurările economice dela noi,

(1) Ibid. 82. Cf. acelaș în Bulletin de l'Institut pour l'étude de l'Europe sud-orientale I, p. 148 sq. analiza publicației mele «Din arhivele Vaticanului».

(2) Angelescu, 236—7

(3) Iorga, Ist. pop. rom. Trad. Otilia Teodoru Ionescu, I, 232.

(4) Iorga, Studii istorice asupra Chiliei și Cetății Albe, p. 23 și urm.

(5) Iorga, Ist. pop. rom. I, 260.

(6) La 1453, Alexandru Vodă al Moldovei, dă Probatei «cu voia șoltuzului și pârgarilor dela Baia», o parte din produsul morilor acesteia. (Arh. ist. I [1], 102).

(7) Numian, Breslele vechi și noui, 1915 p. 22—4. — Bacău (Iorga, l. c. 218, 231), Trotuș (ibid. 219, 220) Bârlad (ibid. 247) sunt menționate încă dela 1408. (Iorga, Ist. com. I, 89, 92). Tecuci este citat la 1434 (Al. Papadopol Calimah, Scrisoare despre Tecuci. In Conv. lit, 19 (1885) 373). Un hrisov al lui Petru Vodă al Mold. dat din Cotnari la 1454, vorbește de vămile dela T.-Frumos, Iași, Vaslui, Roman. (Dr. Orest Popescul, Câteva doc. mold. Cernăuți 1895 p. 9.) In privilegiul reînoit Liovenilor la 1460 de Ștefan cel Mare, se mai menționează Adjud și Putna. (I. Bogdan, Doc. lui Ștefan cel Mare, II, 271). — Târgoviște este amintit ca oraș în sec. XV în privilegiul dat negustorilor din Țara Bârsei. (Iorga, Ist. pop. rom. I, 227). Slatina e citată ca vamă la 1368 (G. Poboran, Isvoare și doc. privitoare la orașul Slatina. 1906 p. 5). Buzăul e dovedit la 1431 (Iorga, l. c. 223). — Târgșorul e menționat în privilegiul dat de Mircea cel Bătrân Brașovenilor la 1413 (G. Zagoriț, Târguri și orașe p. 10, 12). — La 1528 se vorbește de vama orașului Pitești (Aricescu, Indice, I, 70). Târguri desvoltate din sate de pescari, la Dunăre: Brăila (Iorga, l. c. 256). — Cf. Fustel de Coulanges, op. cit. L'alleu, p. 219.

(8) Argeș (Iorga, Ist. pop. rom. I, 229). — Huși (Melhisedec, Cronica Hușilor, 12). — Ploești, centru militar creat de Mihai Viteazu (Zagoriț, l. c. 29—30).

(9) Cotnari (Iorga, l. c. 237). — Iași (ibid. 240).

(10) Hrisovul dat Bârladului de Ștefan cel Mare la 1495 vorbește de «hotarul care de veacuri s'a ținut de acel târg» și de o siliște pe care Domnul a cumpărat-o cu 100 zloți tătărești și a dăruit-o târgului (I. Bogdan, în Conv. lit. 41 (1907) p. 47—52). — Vlad Vintilă dă moșie Gherghiței la 1534 (Aricescu, Indice, I, 12; Zagoriț, l. c. 50—1). — Moșia din marginea Ploeștilor este luată schimb de Mihai Viteazu dela moșnenii din Băicoiu și dată târgului Ploești (ibid. 29—30).

nu se iveşte această diferenţiere între târgoveţi şi rurali. Târgoveţii noştri sunt ei înşişi plugari. Nu este mare deosebire între traiul lor şi al ruralilor vecini (1).

Din aceleaşi împrejurări a izvorît şi principiul de drept public din trecutul nostru că Domnii sunt stăpânii moşiilor târgurilor, că au proprietatea eminentă a acestora (2). Născut dintr'un popas comercial, sau în jurul unei reşedinţe domneşti, târgul nu puteà fi lipsit de prezenţa unui dregător domnesc, vameş, pârcălab sau altul. Interesul, comercial sau politic, al Domnului, impuneà ca târgul să fie privit ca loc domnesc, chiar dacă se desvoltase pe o moşie particulară. Târgurile vechi apar în doc. constituite gata, pe moşii domneşti, dar nimic nu exclude ca unele să se fi născut pe moşii particulare (3). Totuş Domnii au socotit totdeauna că sunt stăpâni ai moşiilor târgurilor (4) şi că le pot dărui, deci, boierilor şi mănăsti-

(1) Angelescu, l. c. I, 227. — Madgearu, Zur industriellen Entwickelung Rumäniens, 10.

(2) Cf. Iorga, Ist. com. I, 180.

(3) Aşà pare să fi fost cu Târgu Jiului. De un judecător al «Jiului» se vorbeşte la 1406 (Al. Ştefulescu, Incercare asupra ist. Târgu Jiului, 1899 p. 25), de morile mânăstirii Tismana, pe locurile unde este azi T.-Jiului, pe la 1420 (ibid.), de vama de la «Jiu» înainte de 1480 (ibid. 28). Vlad Vodă Călugărul, într'un hrisov dela 1493, vorbeşte de nişte sate pe care fratele său Radu le-a luat dela nişte boieri şi le-a dat Tismanei şi «oraşului» (ibid.). Radu Vodă Şerban, într'un hrisov dela 1604 pretinde că T.-Jiului a fost moşie a Buzeştilor, confiscată de Mircea Ciobanul şi pe care Domnul o restituie acum proprietarilor (ibid. 48). Sub Radu Mihnea 1611, târgoveţii pretind că în vremea lui Basarab cel Bătrân (e vorba de Neagoe şi nu de un Basarab din sec. XV cum credea Ştefulescu, p. 26; cf. ibid. 48) înaintaşii lor ar fi cumpărat moşia dela un Tudor Negru pe 100.000 aspri. Suma este foarte importantă. Observ că la 1508 se află în divane un Tudor vel log. (St. D. Grecianu, Şirul Voevozilor cu divane, 17) şi că un Tudor log. figurează în ctitoria dela 1502 dela Stăneşti a lui Cârstian Buzescu (ibid. 49). Tot hrisovul dela 1611 vorbeşte de pricini pe care târgoveţii le-ar fi avut apoi cu diverşi boieri în timpul lui Petru Vodă (1559—1568) şi al lui Alex. Vodă (1568—1591). La 1626 se adeveresc un pârcălab, un judeţ şi pârgarii de T.-Jiu (I. Bianu, Doc. rom. I, 116). La 1656 însă, Const. Şerban întăreşte Buzeştilor, între altele, şi Târgul Jiului (Tinerimea română I, (1898) 105, 124). Acest târg reapare în curând ca slobod. Este secundară chestiunea dacă moşia târgului a fost răscumpărată de târgoveţi sau de Domni, ori a fost confiscată de Domni şi dată târgului. Esenţialul este că, cu rare intervale, târgul apare ca slobod, pe loc domnesc. La 1756 Const. Vodă Racoviţă deosebeşte doar moşia, care se cuvine numai la 16 moşneni băştinaşi ai târgului şi vatra târgului, pe care s'o stăpânească «orăşenii moşneni, cât şi străini, ce se află şezători în acel oraş» (Ştefulescu, l. c. 124).

Cât priveşte Craiova, este sigur că a fost mai întâiu moşie a boierilor zişi Craioveşti. In favoarea unuia din ei se înfiinţează, la 1492, bănia cu sediul la Craiova. Devine deci reşedinţa unui dregător domnesc şi este secundar faptul că această dregătorie a fost câtăva vreme aproape ereditară în familia Craioveştilor. Este firesc că această reşedinţă, măcar dela slăbirea puterii Craioveştilor pe la mijlocul sec. XVI, să fi fost socotită ca loc domnesc. (Filitti, Craioveştii. In Conv. lit. 54 (1922) p. 196 nota 3). Că moşia dimprejur erà privită de Matei Basarab ca a neamului său Craiovesc, cum se exprimă în inscripţia bis. Sf. Dumitru şi a fântânii (Pessiacov, Schiţe din ist. Craiovei, 1902 p. 42, 46) se înţelege: erà şi domn şi proprietar. Dar nu ştim de când a început moşia a fi considerată ca domnească. Aşà este privită de Ştefan Racoviţă la 1765, de Al. Ipsilante la 1775 (ibid, 21, 56).

(4) Ştefan cel Mare dă Vasluiului pe preţ de 1490 zloţi tătăreşti, 16 sate şi silişti care sunt însă privite, ca şi oraşul, ca uric (dela ung. öröke = totdeauna, înseamnă «moşie de veci, cu drept nelimitat de moştenire, perpetuitas (I. Bogdan, Istoriografia română, 24) al lui Vodă, târgoveţii având numai folosinţa. — Nu trebuie să mire acel uric al lui Vodă, deşi *vânduse* târgului acele silişti. Inlesnirea, serviciul, binefacerea, chiar în schimb de plată, erau privite ca o

rilor (1). Acest principiu de drept va fi derivat şi din acela că donaţiile făcute persoanelor morale erau socotite revocabile (2).

In Moldova mai existau însă şi «ocoalele târgurilor», care erau o organizare teritorială, o circumscripţie administrativă (3), aşà că prin «sate domneşti de sub ascultarea ocolului târgului» cutare, se înţelége o dependenţă administrativă (4), care dispare odată cu dăruirea acelor sate către un particular.

Iată de ce spune Dimitrie Cantemir că locurile târgurilor au fost domneşti (5), iar Mihai Racoviţă declară într'un hrisov că «toate oraşele sunt supuse numai Domnului» (6). Fanarioţii n'au inovat în această privinţă (7).

donaţie. Aceasta se vede clar din emancipările de rumânie care, şi când se făceau pe bani, se numeau iertare şi se socoteau ca pomană (C. Giurescu, Despre rumâni, p. 9 nota 2).

(1) Ocolul Romanului a fost domnesc şi a trecut încă din sec. XV în stăpânirea episcopiei (Melhisedec, Cronica Romanului I, 16). Un hrisov din 1458 al lui Ştefan cel Mare deosebeşte foarte limpede pe «oamenii cari ascultă de episcopie» şi pe târgoveţi (ibid. 120). Un hrisov din 1606 vorbeşte de sate «care au fost drepte domneşti şi ascultătoare de ocolul Romanului» (ibid 27). Domnii intervin în neînţelegerile dintre târgoveţi şi episcopi pentru a determinà cine sunt târgoveţii şi cine «robotnicii» sau posluşnicii episcopiei. (Iorga, Ist. com. 246, 259). — La 1496, Vlad Vodă Călugărul dărueşte mânăstirii Glavacioc, braniştea (= poiană de fân în pădure) dela Slatina «cât este loc domnesc» (Poboran, l. c. 7). — La 1538 Radu Vodă dărueşte mân. Argeş jumătate din satul Piteşti (Aricescu, Indice, I, 72). La 1591 Domnul Moldovei dărueşte unui boier o silişte care a fost ascultătoare de târgul Dorohoiului (Acad. 115/CXLII). — Dela 1592 încep Domnii să dăruiască episcopiei de Huşi satele domneşti din ocolul târgului Huşi (Melhisedec, Cronica Huşilor, 32, 92, 177, 237. — Interesant cazul unor vii din marginea Huşilor, părăsite de locuitori din cauza dărilor şi rămase paragină, ocupate de târgoveţi cari le replantează şi, imediat după aceasta, revendicate de episcopie (ibid. 110). — Aron Vodă (1592—5) dărueşte lui Andrei Chiriac, mare vameş, moşia Zorileni, domnească din ocolul Bârladului (Al. Papadopol Calimah, Notiţe ist. despre Bârlad, 74, 85). — Miron Vodă Barnoschi, la începutul sec. XVII dărueşte boierului Buhuş, moşie în hotarul Târgului Frumos (Acad. Rom. Creşt. col. 1913 p. 90). — La 1606, Irimia Movilă dărueşte mân. Secul sate foste domneşti din ocolul Romanului (Acad. Rom. 27/CLXXV). — La 1634 Vasile Vodă dărueşte aceleeaş mânăstiri un sat din ocolul târgului Neamţ (Ibid. 31 CLXXV).

(2) V. mai sus § 3.

(3) L. Pič, Die rum. Gesetze und ihr Nexus mit dem byz. und slavischen Recht, p. 28 arată că la Slavi teritoriul se împărţeà în sudstvo (numele slav al judeţelor în Muntenia) volost, ocol şi plasă, al căror centru erà un oraş (grad) unde rezidau autorităţile. Tot astfel cronica zisă a lui Ureche spune că Iuga Vodă «a descălecat oraşe prin ţară şi.... a ales sate şi le-a făcut ocoale prin prejur». (G. Popovici, Ocoalele iugaene. In Conv. lit. 24, 1891 p. 1009). — Observ că şi Statul roman când dădeà pământ veteranilor, înfiinţà pentru ei un oraş de care depindeau cei împroprietăriţi în jurul lui şi erau priviţi ca orăşeni ai lui. (Fustel de Coulanges, Hist. des instit. politiques de l'ancienne France. L'alleu p. 39—41).

(4) Sudstvo (judeţ) nu se întrebuinţează în Moldova. Acolo, spre deosebire de Muntenia, despărţirile administrative poartă numele reşedinţelor, ceeace arată că sunt posterioare târgurilor (Cf. N. G. Dinculescu, în Arhivele Olteniei, II, 1913, p. 176), prin imitaţie probabil dela Slavi (vezi nota precedentă).

(5) Descriptio Moldaviae, 216.

(6) Iorga, Ist. com. 336.

(7) Mihai Racoviţă la 1708, dărueşte lui Lupu Gheuca «o bucată de loc din hotarul târgului Tecuciu» (Al. Papadopol Calimah, Scrisoare despre Tecuciu. In Conv. lit. 19 (1885) p. 386). — Racoviţeştii s'au deosebit prin astfel de danii. Const. Vodă Racoviţă dărueşte mân. Popăuţi moşia Tătăraşi a târgului Botoşani (Al. Papadopol Calimah în An. Ac. Rom. VIII,

Când moşiile astfel donate de Domni, erau chiar în hotarul târgurilor, se iveau fireşte neînţelegeri între târgoveţi şi nouii proprietari vecini (particulari, mânăstiri, sau episcopìi), cari aveau tendinţa de a încălcà şi vatra târgului, de a strâmtorà imaşul târgoveţilor, de a îngreuià în tot chipul viaţa acestora, strâns legată de agricultura sau crescătoria ce făceau pe moşia târgului (1).

Invers, târgurile se tot întindeau pe moşiile vecine, domneşti sau particulare. Se creà o stare de fapt care de obiceiu se respectà, mai ales că unii Domni încurajau desvoltarea târgurilor (2). Fiecare târgoveţ puteà îngrădì cât voià din moşia slobodă a târgului, ceeace pricinuià abuzuri şi neînţelegeri chiar între târgoveţi (3).

11. Când târgurile luau oarecare desvoltare, Domnii le acordau drepturi municipale şi o organizare împrumutată dela oraşele mai vechi decât «descălecatul», după cum şi acestea imitaseră organizarea oraşelor din Ardeal, adică cea occidentală introdusă acolo de Nemţi (Saşi).

N'avem acte domneşti vechi pentru asemenea întocmiri, dar constatăm documentar starea de fapt.

Autoritatea comunală se compuneà din şoltuz (dela schulteiss) sau, mai rar, voit (4), în Moldova, judeţ (trad. germ. Richter) în Muntenia (5), asistat de 12

127). Acelaş Domn face danii din hotarul târgului Tecuciu (Al. Papadopol Calimah, Scrisoare despre Tecuciu, l. c. 381—2). Tot el, la 1757 dărueşte mân. Sf. Samoil din Focşani toată moşia târgului Bârlad, dar drepturile noului proprietar se întind numai asupra moşiei, iar asupra târgoveţilor numai întrucât lucrează pe moşie (Al. Papadopol Calimah, Notiţe ist. despre Bârlad, 74. 85, 88). — Scarlat Vodă Ghica la 1761 dărueşte stolnicului Ştefanache Cremidi jumătate din moşia Gherghiţei (Aricescu, Indice, I, 12. — Arh. Stat. pach. 6 doc. 22). După moartea silnică a lui Ştefanache, Ştefan Vodă Racoviţă dărueşte la 1765 mitropoliei din Bucureşti moşia târgului Gherghiţa (Zagoriţ, l. c. 52). Acelaş Domn, tot atunci, ca «adevărat clironom şi în voie stăpân pe lucrurile domneşti» afieroseşte bisericii Sf. Dumitru «moşia domnească din Craiova», cât nu fusese dată de alţi Domni (Pessiacov, l. c. 56—7). Această danie cuprindeà şi vatra târgului căci, afară dela curţile boiereşti, biserica puteà luà nu numai adetul moşiei, ci şi chirii pe case (ibid.). Se vede că această danie a fost revocată mai apoi, căci la 1783 Nic. Vodă Caragea dărueşte moşia şi oraşul Craiova la 2 boieri, dar faţă de rezistenţa orăşenilor, revine el însuş asupra actului, ca să nu se facă «vreo strâmtorare oraşului Craiova cu moşia lui, din slobozenia ce a fost până acum» (Urechia, Ist. Rom. I, 488). Am văzut că Domnul Const. Şerban dăduse Buzeştilor Târgul Jiului. — Domnii fanarioţi din a 2-a jumătate a sec. XVIII şi începutul celui următor au tras din vechiul drept domnesc ultimele consecinţe şi au dăruit adeseori chiar vetrele târgurilor. Ipsilanti, la 1774 dărueşte lui Ianache Moruzi, Târgşorul şi Ploeştii (Zagoriţ, l. c. 41). Vodă Moruzi, la 1782, dărueşte episcopiei de Huşi vatra târgului Huşi (Melhisedec, Cronica Huşilor). Alex. Vodă Suţu dărueşte Doamnei sale, la 1820, moşia Târgoviştei... Pentru pricina târgului Vaslui cu log. Costache Ghica la 1807, vezi Creşt. col. Acad. 1911 p. 147.

(1) V. nota precedentă.

(2) Nicolae Vodă Mavrocordat ar fi vrut să strice daniile făcute de predecesorii lui, din ocolurile târgurilor, dar s'a lovit de rezistenţa boierilor interesaţi în cauză. (Citaţie din letopiseţe în Al. Papadopol Calimah, Scrisoare despre Tecuciu, l. c. 383). La 1766 mahalalele din Muntenimea de sus şi de mijloc din Iaşi, erau încă pe proprietăţi particulare (Acad. 134/CXLIII).

(3) In oraşe slobode aveau voie târgoveţii să cuprindă locuri slobode, zice un hrisov din 1820 (Ştefulescu, l. c. 210). Exemplu la Bucureşti, 1785, în Urechia, Ist. Rom. I, 510. — Plângerea Târgoveştenilor la 1820, relatată, de pe Naum Râmniceanu, de Urechia, Ist. Rom. XII, 482.

(4) Spre pildă, la Iaşi (Iorga, Ist. com. 258).

(5) Iorga, Ist. pop. rom. I, 224.

pârgari (dela Bürger) sau juraţi aleşi de târgoveţi (1). Uneori se întâlnesc şoltuzi deosebiţi pentru principalele naţionalităţi ce convieţuiesc în târg (2). In cele cu populaţie germană numeroasă, şoltuzul este numit grof (graf, marktgraf) (3). Aiurea, şoltuzul român alternează cu cel de alt neam (4).

Atribuţiile şoltuzului şi pârgarilor erau cam următoarele:

a) Păzeau hotarele târgului. Când Domnul dăruià în preajma târgului vreun loc sau moşie unui particular, şoltuzul şi pârgarii delimitau această parte de către proprietatea târgului (5);

b) Cercetau «împietrind» şi «stânjenind», toate pricinile de proprietate din cuprinsul târgului şi al moşiilor lui (6);

c) Intăreau vânzările de locuri şi de prăvălii din hotarul târgului (7);

d) Vindeau, la nevoie, din averea târgului (8);

e) Administrau veniturile târgului:

Aceste venituri se compuneau mai ales din ce se cuveneà târgului dela sătenii cari erau sub «ascultarea» lui, zişi «săraci» şi «mişei» (9);

f) Şoltuzul şi pârgarii pronunţau pedepse şi amenzi (gloabe) în lovituri de toiege, sau în bani în folosul şoltuzului (10), cu drept însă de apel la judecata Domnului, care delegà pe un dregător înaintea căruia se înfăţişau autorităţile comunale şi împricinatul (11);

g) Repartizau prin cislă dările şi alte îndatoriri (cai de olac, podvezi etc.,) către Stat ale târgoveţilor şi ale locuitorilor de pe moşiile târgului (12).

Alte dări plăteau Statului târgoveţii şi altele locuitorii de pe moşiile târgului. Dar, bineînţeles, întrucât târgoveţii cultivau moşia târgului, plăteau şi dările impuse ruralilor (13).

(1) Un raport din 1724, din timpul ocupaţiei Olteniei de Austriaci, confirmă că şoltuzul şi pârgarii erau aleşi (C. Giurescu, Material p. ist. Olteniei sub Austriaci, I, 628). Măcar Câmpulungul păstrà acest privilegiu şi la sfârşitul sec. XVIII: judeţul erà numit de Domn de pe «cererea şi alegerea orăşenilor» (Urechia, Ist. Rom. VI, 279).

(2) Şoltuz al Armenilor la Suceava (Iorga, Ist. com. 234), la Bârlad sec. XV (Iorga, Ist. pop. rom. 247). Armenii au venit în Mold. încă din sec. XIV, refugiaţi când cu distrugerea Statului lor (ibid. 233).

(3) La Suceava, sec. XV (Iorga, Ist. com. 147, 171), la Cotnari (ibid. 174).

(4) Ungur şi român la Trotuş încă în sec. XVII (ibid. 250).

(5) Melhisedec, Cronica Romanului, II, 235. — La 1641 şoltuzul şi pârgarii din Bârlad aleg o bucată de loc din al târgului şi o alipesc de moşia vecină a vist. Paladi (Acad. 67 CXLII).

(6) Iorga, Ist. com. I, 278.—La 1627 Gheorghe judeţ din Târgovişte întăreşte stăpânirea unui boier pe o vie din dealul Sătenilor (Acad. 15/CLVI).

(7) Doc. in Gion, Ist. Bucureştilor, 723, 737.

(8) Ex. din 1676 în Melhisedec, Cronica Romanului, II, 234.

(9) Cuvintele acestea îşi schimbă înţelesul mai târziu. La 1704 un hrisov vorbeşte de «mişeii» din Roman «*adică* orbii, şchiopii, ciungii», cari se constituie în breaslă (Melhisedec, Cronica Romanului I, 316).

(10) Ibid. 39.

(11) Iorga, Ist. com. 268.

(12) Spre pildă la Brăila, sec. XV (Iorga, l. c. 141). — Gion, l. c. 736. — Melhisedec, l. c. II, 37.

(13) Desetina din stupi, gorştina din mascuri, cămana din ceară etc. Melhisedec, I, 239 n. 2.

Sătenii de pe moşiile târgurilor aveau — ca şi cei de pe orice alte moşii — îndoite îndatoriri: către proprietar (în speţă către târg) şi către Stat. Dările către târg erau percepute de autorităţile comunale (1); cele către Stat, de slujbaşii domneşti (dijmari, dăbilari, globnici, deşugubinari...).

Târgoveţii plăteau fiscului altfel de dări, spre pildă talerul (2), păhărnicia (pe cârciumi) (3), bezmen (4), branişte, bour (5), percepute de agenţi domneşti cari aveau şi dreptul de a pronunţà amenzi (gloabe, tretina = a treia parte) (6).

Uneori, dările cuvenite Domniei, atât de târgoveţi, cât şi de locuitorii de pe moşiile târgurilor erau duse la vistierie de către şoltuzi şi pârgari (7).

Sarcinile târgoveţilor se îngreuiau când moşiile din hotarele târgurilor erau dăruite particularilor. Astfel, la Roman, vedem pe târgoveţi încercând să înglobeze în rândurile lor — pentru a sporì numărul dajnicilor între cari să repartizeze cisla — pe coloniştii de pe moşia vecină a episcopiei, sau, invers, mutându-se pe această moşie pentru a beneficià de situaţia mai uşoară a posluşnicilor (8).

Intr'adevăr, moşia episcopiei, ca şi multe moşii boiereşti şi mânăstireşti, ajunse a se bucurà de multe privilegii. Astfel, încă dela 1458, erà scutită de dările către domnie şi de amestecul dregătorilor şi perceptorilor domneşti, înlocuiţi prin «dichiul» şi slugile episcopiei, cari percepeau deci tot venitul pe seama acesteia (9). Mai târziu s'a acordat episcopilor şi dreptul de judecată asupra locuitorilor de pe moşia episcopiei, ca şi asupra feţelor bisericeşti şi familiilor lor din eparhie şi, în consecinţă, dreptul de a globì (10).

In oraşele cu reşedinţe episcopale, situaţia târgoveţilor se îngreuià cu vremea şi prin dările instituite asupra lor de Domni în folosul episcopiei (11), pe lângă cele către Stat, sau prin scutirea de dări a cârciumelor sau a unor furnisori (pielari, măcelari, cojocari etc.) ai episcopiei, ceeace reducea numărul cislaşilor şi împovărà pe cei rămaşi (12).

In schimb, Domnii veneau uneori în ajutorul târgurilor cedându-le o parte din veniturile Statului (13);

h) In fine, târgurile, prin şoltuzii şi pârgarii lor, corespundeau direct, în vechile timpuri, cu cetăţile săseşti de peste munţi, ba chiar încheiau înţelegeri comerciale cu vecinii (14);

---

(1) Ibid. II, 75.
(2) Iorga, l. c. 248.
(3) La Argeş, sec. XVII. Ibid. 270.
(4) Vezi mai jos, partea II § 1.
(5) Melhisedec, l. c. II, 49.
(6) Hrisov din 1458 al lui Ştefan cel Mare. Ibid. 119.
(7) Melhisedec, Cronica Huşilor, 34.
(8) Melhisedec, l. c. I, 241.
(9) Ibid. I, 120, 220, 311, 333, II, 7, 37, 48.
(10) In sec. XVII. Ibid. I, 303, 317.
(11) Spre pildă, la 1709, doi bani de orice dugheană din târgul Roman. Ibid. 331.
(12) Ibid. I, 239, II, 19, 21.
(13) Spre pildă, la 1660, Ghica Vodă acordă Câmpulungului o parte din veniturile vămii locale (Acad. rom. Creşt. col. 1910 p. 274).
(14) Iorga, Ist. com. 161, 167.

i) Târgurile aveau şi peceţile lor proprii, din care multe s'au păstrat (1).

Dar relativa autonomie a târgurilor s'a redus tot mai mult prin prezenţa dregătorilor domneşti. Domnul este reprezentat în ele prin pârcălabii de târguri şi oraşe, cari percep vama locală (2), sau prin vornicii de târg (3), ureadnici (4), nemestnici (5). Aprozi domneşti scot pe târgoveţi la seceră pe locul târgului, comişei îi duc la cositul fânului, vtori paharnic vine să strângă dijma viilor (6). Unele oraşe sunt şi reşedinţa unui dregător mai mare, cu atribuţii judecătoreşti şi administrative, care cârmuieşte un întreg ţinut (7). Aceşti funcţionari domneşti intervin în atribuţiile şoltuzilor şi pârgarilor, şi-i vedem alături de aceştia, nu numai pentru executare de ordine domneşti privitoare la oraşe, dar şi pentru adeverire de acte ale târgoveţilor (8).

Veniturile dela târguri, ca şi orice alte venituri ale Statului, erau uneori afectate de Domni unor anumiţi dregători, sau cedate unor particulari. Astfel, veniturile dela Botoşani erau, încă dinainte de domnia lui D. Cantemir, apanagiu al Doamnei (9); cele dela Roman serveau pentru întreţinerea a patru vornici de poartă la Iaşi (10).

Dreptul tradiţional, nescris, al târgurilor, îl găsim formulat în hrisovul dat Bârladului de Scarlat Vodă Calimah la 1816, adaptat fireşte împrejurărilor locale de atunci (11).

12. Deşi comunele noastre nasc din aglomerări săteşti în jurul popasurilor drumurilor comerciale, ca şi unele comune din Occident (12), desvoltarea şi rostul istoric al unora şi al altora au fost cu totul deosebite, ca şi împrejurările politice şi economice.

In Occident, comuna apare ca o unire de locuitori juraţi a se apără împotriva arbitrarului seniorului, sau se creează prin emancipare concedată, benevol ori nu, de senior. Odată înfiinţată, comuna trăeşte într'o perpetuă defensivă faţă de senior, în stare de ostilitate, care se manifestă şi prin zidurile ce foarte des o înconjură şi prin miliţia proprie ce întreţine. In sânul comunei occidentale, astfel izolată

(1) Roman (veche latină), Siret (Sf. Ioan), Trotuş (ciocan), Botoşani (păun) etc. Ibid. 176, 234, 250 etc.

(2) Câmpulung, Târgovişte etc. (Ibid. 161, 265, 269). In sec. XVIII, la Câmpulung, epistat (Urechia, l. c. VI 279).

(3) Suceava 1408, Târgovişte, Botoşani (ibid. 88, 235, 252).

(4) Piatra, Botoşani (ibid. 248, 252).

(5) Bârlad (ibid. 258). Namestije, de la mesto, însemnează loc, grec. topos (C. Jirecek, Staat u. Gesellschaft im mittelalterlichen Serbien, II, 32).

(6) Melhisedec, Cronica Huşilor, 110 (anul 1628).

(7) Pârcălabi de Iaşi (doi în divan la 1552, Melhisedec, Cronica Romanului, 190) de Cotnari (Iorga, l. c. 174), de Neamţ, Hotin, Siret (ibid. 244), staroste de Cernăuţi (ibid. 88).

Vornic de ţara de sus la Dorohoiu, de ţara de jos la Bârlad. — Un act al lui Vlad Ţepeş, 1476, vorbeşte de pârcălabi, vornici şi vameşi dela oraşe (ibid. 71).

(8) Melhisedec, l. c. I, 17, 227.

(9) Al. Papadopol Calimah, în An. Ac. Rom. VIII, 105. — Iorga, St. şi doc. V. 651.

(10) Melhisedec, l. c. I, 16.

(11) Al. Papadopol Calimah, Notiţe ist. despre Bârlad, 94.

(12) Esmein, Histoire du droit français, p. 303 nota 3.

ca o insulă în mijlocul teritoriului feodal, se desvoltă o clasă aparte, cu o viață cu totul deosebită de a populației rurale vecine și totodată umilită și dușmănoasă față de nobilul teritorial, o clasă de oameni solidari prin profesiunile și interesele lor deosebite de ale celor dela țară. Izolarea lor îi silește tocmai la specializări în îndeletniciri diferite de ale ruralilor; îi împiedică de a se confundà cu celelalte clase sociale și-i consacră ca o clasă aparte: burghezimea.

Tocmai din cauza acestei origini a ei, se desvoltă în burghezime o concepție de drept cu totul deosebită de a societății înconjurătoare. Deoparte, ideea egalității măcar civile și a libertății muncii, față de concepția feodală a unei societăți compuse din stăpâni și șerbi. De altă parte, teoria unei autorități publice unitare, căreia toți să fie deopotrivă supuși (1).

La noi târgurile, născute din aglomerări sătești sau de coloniști străini pe moșii domnești sau răscumpărate de Domni, duc o viață strâns legată de moșia pe care s'au desvoltat; târgoveții sunt în primul rând plugari pe moșia târgului — ca până azi prin mahalalele unor orașe —; din cauza producției interne reduse la cereale și vite, desvoltarea târgurilor nu este cu putință decât prin negoțul cu străinătatea (2); toate clasele sociale sunt deopotrivă subordonate autorității centrale a Domnului.

De o emancipare a comunelor în sensul occidental, n'a fost vorba la noi decât de pe la sfârșitul sec. XVIII, și în trei împrejurări:

Mai întâiu prin emancipare hărăzită de Domn (3) sau de boieri (4), după cum orașul erà pe moșie domnească sau particulară.

Au fost apoi orașele cu veche desvoltare pe moșii domnești, dar care, dela un timp, s'au simțit strâmtorate prin daniile făcute de Domni din hotarele lor, sau prin taxele puse asupra târgoveților în favoarea unor particulari și s'au răscumpărat dela aceștia (5).

Au mai fost târgurile născute, destul de târziu, din iarmaroace, pe moșii particulare și, după ce au ajuns la ceva desvoltare, s'au răscumpărat dela proprietari (6).

13. Acte ce am citat, dela Mircea cel Bătrân și fiul său Mihai, dela Radu cel Frumos și dela Ștefan cel Mare, (7) împart populația Principatelor în următoarele clase sociale:

a) cnezi, adică proprietari de pământ;

(1) Esmein, l. c. 295. — Augustin Thierry, Essai sur l'histoire du tiers état, I, 31—44.
(2) Iorga, Ist. com. I, 180.
(3) La 1797, Alex. Vodă Calimah dăruește locuitorilor din Piatra «tot locul domnesc dela târgul Pietrii, atât acel cât este cu dugheni și case pe dânsul și tot locul slobod ce mai este afară de târg, care de astăzi înainte și în veci să le fie dreaptă ocină și moșie...». (Urechia, Ist. Rom. VII. 567).
(4) Moșia Caracal, domnească, a fost dăruită de Mihai Vodă Suțu lui Const. Filipescu. Acesta, la 1793, o dăruește orășenilor cari vor fi deci slobozi de clacă, de dijma bucatelor și de otaștina viilor. (Urechia, Ist. Rom. VII, 32). Dar la 1798, Hangerli Vodă vorbește iar de moșia «domnească» dela Caracal. (Ibid. 229). E drept că nu percepe decât impozitele cuvenite Statului.
(5) Așà Romanul la 1844 (Melhisedec, Cronica Romanului, II 161, 198, 202), Bârladul la 1816 (Al. Papadopol Calimah, l. c.), Tecuci dela 1833 (Acelaș, Scrisoare despre Tecuci, l. c.)
(6) Spre pildă Săveni (Rev. ist. I, (1915) 129), Moinești în Bacău (ibid. 173) etc.
(7) R. Rosetti, Originea și transformările clasei stăpânitoare, 8—9.

b) boieri și slugi domnești, adică dregători, și
c) siraci.

Cele două dintâiu categorii formau clasa conducătoare:

a) Fără a fi avut organizare feodală, am avut totuș o nobilime teritorială, cum erà și nobilimea feodală, spre deosebire și de nobilimea romană și de nobilimea germanică dinainte de epoca feodală.

In sistemul imperiului roman, nobilimea nu erà ereditară decât întrucât unele funcții erau ereditare, ca acelea de senator sau de decurion (1).

La vechii Germani, oamenii liberi formau civitates, împărțite în pagi și, adunați în concilium, alegeau pe principes (2). Numai la unele din popoarele germane se deosebeau dintre liberi (ingenui) câteva familii nobile (edeling) din care, după așezarea în imperiu, n'au rămas urme decât familiile regale (3).

După așezarea Germanilor în imperiul roman și amestecul lor cu Romanii, se desvoltă o nobilime de fapt, compusă din toți acei cari se ridică deasupra semenilor lor, fie prin funcții, fie prin mari proprietăți: optimates, proceres, illustres (4).

La noi, unde barbarii n'au alcătuit organizații trainice de Stat, nu s'a putut desvoltà decât o nobilime de proprietari. Slavii de sud n'au cunoscut nici ei la origine altă nobleță decât condiția de om liber (5) și după așezare oamenii liberi au devenit proprietari.

Familiile proprietare ale solului formau clasa liberă, clasa conducătoare, singura care participà la răsboaie, pe când cultura pământului erà lăsată pe seama supușilor coloni, din cari numai câțiva însoțiau în expediții pe stăpânii lor, cnezi și voevozi (6). O nobilime slavă deci, cum se constată și la sudul Dunării, formând clasa răsboinicilor (7). Mai târziu, prin «Cumanii» dela Nordul Dunării, se înțelegeà deopotrivă, clasa stăpânitoare turanică (8) și Românii de sub ordinele lor (9). Din amestecul cuceritorilor cu populația supusă, sau mai bine prin desnaționalizarea celor dintâi de către cei din urmă, s'a format poporul român și s'a desvoltat cea dintâi nobilime românească.

Mai multe familii alcătuiau un grup cârmuit de un voevod, ales de capii familiilor asociate. Deaceea astfel de șefi sunt și calificați, de juriștii anglo-irlandezi,

(1) Esmein, l. c. 21.
(2) Ibid. 41.
(3) Fustel de Coulanges, op. cit. La monarchie franque, 80—1, 86—7. L'invasion germanique, 259, 266—9., Viollet, Précis de l'hist. du droit français, 214.
(4) Esmein, l. c. 87.
(5) Jirecek, Geschichte der Serben, 132.
(6) Cnezii și juzii erau șefi de cete «ai țăranilor lor inarmați cu arce». (Iorga, Ist. pop. român. I, 322—3). Dar, firește, nu poate fi vorba de alegerea cnezilor de către colonii lor. — Cf. mai sus, § 5. — Angelescu, l. c. 104.
(7) Iorga, l. c. I, 132.
(8) Acești barbari aveau o clasă conducătoare, din care a fost soția regelui ungur Ștefan V, mama lui Ladislav, zis Cumanul (v. Augustin Bunea, Incercare de ist. Românilor până la 1382. Ed. Ac. Rom. 1912 p. 140.
(9) Iorga, l. c. 136. — Acelaș, Chestiunea Dunării, 123, 136. — D. Onciul, Originile Principatelor, 94—5.

de «capita cognationum». Ei nu erau decât «primi inter pares» (1). Titlul de voevod este unul din cele mai vechi ale Slavilor şi s'a păstrat şi la noi. Titlul de cneaz, aşà de obişnuit la noi, apare la Bulgari, prin sec. IX, prin imitaţie dela germ. König; la Slavii de sud abià în sec. XI. La Sârbi, de prin sec. IX, teritoriul ocupat de un grup de familii (de obiceiu mai mic ca un comitat unguresc) se numeà jupa şi erà cârmuit de un jupan. La noi nu sunt urme de jupe. Titlul de jupan apare la noi mai târziu, ca un epitet, cum a devenit şi la Sârbi, al dregătorilor şi sfetnicilor (2).

Inainte de întemeierea Principatelor, nu s'a ajuns în părţile noastre, la o formă de Stat mai înaltă, unitară (3). Aceasta este deci alcătuirea socială desvoltată în Dacia pe urma invaziilor, pe care au găsit-o Ungurii (4), şi din care au ieşit voevozii cari au întemeiat state în Transalpina (5).

Din cauza însăş a organizării proprietăţii la noi şi a îngrădirilor ce existau, din cauza acestei organizări, la transmisiunea ei (6), nobilimea aceasta teritorială erà ereditară. Aveà deci unul din caracterele nobilimii feodale: erà legată de pământ.

De altă parte, nobilimea noastră teritorială aveà şi alt caracter al celei feodale: erà militară, în sensul că îndatorirea ostăşească erà legată de stăpânirea pământului (7).

Fiindcă însă, la noi, a lipsit organizarea feodală, cu raporturile personale nobile dintre senior şi vasal, a lipsit şi deosebirea între proprietate nobilă şi proprietate de rând. N'a existat la noi proprietate concedată în sens feodal şi n'a existat deci nici proprietate concedată numai în scop de exploatare economică a solului

(1) Sumner Maine, Etudes sur l'hist. des instit. primitives, p. 190, 196. — Probabil că cu vremea, s'au ales din aceeaş familie, mai considerată, dar fără drept de primogenitură, căci interesul unei bune cârmuiri se credeà că cere să fie încredinţată celui mai vrednic, sau celui mai în vârstă (ibid. 248). Acelaş sistem, în Irlanda, se numea tanistry (Viollet, Hist. des instit. I, 246). Senioratul pentru moştenirea cârmuirii există şi în vechile obiceiuri ale Sârbilor (Jirecek, Staat u. Gesellschaft, I, 8). Astfel va fi răsărit şi neamul Basarabilor. — La noi, până târziu, ca în Occident încă pe vremea Merovingienilor, nu se făceà deosebire între copiii legitimi şi naturali. (Viollet, l. c. 241).

(2) C. Jireček, Geschichte der Bulgaren, 97—8. — Acelaş, Geschichte der Serben, 73—4, 124, 127, 130. — Acelaş, Staat u. Gesellschaft, I, 3. — In unele părţi ale Balcanilor, de prin sec. XIV titlu de cneaz e înlocuit prin cel grec de primichir (ibid. I, 27, 30—1).

(3) D. Onciul, Originile Principatelor, 38, 86—7, 91—2.

(4) Prin diplomă dela 1247, regele Ungariei concede Ioaniţilor jumătate din foloasele ce trăgeà din cnezatele lui Ion şi Farcaş, dar le interzice orice amestec în cnezatul voevodului Litovoi (Iorga, l. c. I, 190. — Bunea, l. c. 141). In diplomă se vorbeşte de «maiores terrae» (Iorga, ibid. 312. — D. Onciul, l. c. 134). — La 1291 se menţionează în Ungaria *nobili* saxoni, secui şi *valahi* (Rev. ist. IX (1923) 29). — Pe oamenii liberi din clasa stăpânitoare, Ungurii i-au numit, cu un termen turco-tătar, iobbagiones (R. Rosetti, Teoria lui Giurescu despre rumânie. In Viaţa Rom. XIII (1921) 175 nota). Sub stăpânirea străină, ungară, aceştia au decăzut din situaţia lor şi au ajuns să fie confundaţi cu rusticii de rând (Iorga, l. c. 281). Nu s'au lăsat însă şerbiţi fără rezistenţă şi aceasta explică răscoalele ţărăneşti cu începere din sec. XV (Rosetti, l. c. 178.— Angelescu, l. c. 161).

(5) Iorga, Ist. pop. rom. I, 312.

(6) V. mai sus § 2.

(7) Mai sus, § 4.

(proprietate de rând, roturière). A existat numai un singur fel de proprietate, toată cu caracter militar, deci toată nobilă şi toată alodială.

Această clasă de proprietari rurali a format deci cea mai veche nobilime la noi, a cărei origine se pierde în trecutul cel mai depărtat (1). O nobilime independentă de dregătoriile ce membrii ei au putut ocupà, incidental, după organizarea de Stat a Principatelor şi care se dovedeşte, până la un punct în trecut, cu sineturile moşiei (2) «principalul şi aproape unicul semn de boierie» (3). Iar dela punctul când doc. tac, mărturiseşte tradiţia că stăpânirea este «încă din descălecatul ţării» (4).

Incă din cele dintâi timpuri ale existenţei Principatelor, epitetul de jupân sau pan, prescurtare din jupan, este dat deopotrivă sfetnicilor domneşti fără dregătorii, dregătorilor mari (boieri) şi mici (slugi) (5), cât şi poate proprietarilor cari nu sunt nici boieri, nici slugi (6). Dar dacă, în această din urmă privinţă, doc. lasă îndoială, este însă sigur că epitetul de boier se dădeà deopotrivă dregătorilor şi proprietarilor de moşii (7).

Am avut astfel o nobleţă de naştere, ca în Occident, izvorîtă din proprietatea pământului şi legată cu serviciul ostăşesc.

Pe când însă acolo erà o întreagă ierarhie de proprietăţi feodale, din care cele superioare se distingeau prin anumite titluri nobiliare, ducate, comitate, baronate, fără ca de altfel calitatea de nobil să fie neapărat legată de un titlu, la noi toate proprietăţile, mari sau mici, formau o singură categorie şi nici una nu se distingeà prin vreun titlu nobiliar. Nu există decât individualizarea proprietarilor prin adăugire la numele de botez a numelui proprietăţii, cu particula «de» sau «ot», desemnând, ca şi în Occident, proprietatea unui domeniu.

Apoi, în Occident, proprietatea feodală implicà şi o părticică de suveranitate (8), mai mare la vasalii direcţi ai regelui, tot mai mică cu cât te scoborai în ierarhia feodală. La noi, toate proprietăţile erau alodiale, deopotrivă supuse direct auto-

---

(1) Ca «Uradel» la Nemţi (R. Rosetti, Pământul, sătenii şi stăpânii, 232).

(2) St. D. Grecianu, Eraldica română, p. LXXVI.

(3) Dimitrie Cantemir, Ist. imp. otoman, II, 624 no. 34. Citat de Giurescu, Despre boieri, 7.

(4) Ex. în Urechia, Ist. Rom. XI, 134.

(5) Hrisoave din 1407 şi 1489 în Melhisedec, Cronica Huşilor, II, 3, 13. — Filitti, Arhiva G. Gr. C. p. 16 (1468). — «*sluga* noastră credinciosul pan Gavril vistiernic» 1517 (Orest Popescul, Câteva doc. mold. p. 24).

(6) Hrisov din 1464. (Filitti, ibid. 9). — Hrisov din 1453: «pan Tudor Vâscan i Ivan Căţelean i toţi megieşii» (Arh. ist. I [1], 103). Dar Tudor Vâscan poate să fi fost sfetnic. Un Căţelan e sfetnic în divan la 1517 (Orest Popescul, l. c. 26).

(7) Hrisov din 1493: au mărturisit 4 boieri «ce sunt mai bătrâni din Mehedinţi» şi alţi 12 boieri că moşia este a mânăstirii. (C. Giurescu, Despre boieri, 49 nota). — Hrisov din 1504: au venit înaintea Domnului, Vaideeii cu Măldăreştii şi cu Cândonii şi au scos cei dintâi 24 boieri de au jurat pentru stăpânirea unei moşii. Apoi au mai mărturisit şi alţi 50 de boieri (ibid. 48 nota). — Hrisov din 1514: Cercetare locală făcută de dregători domneşti şi de «12 boieri ce au fost megieşi prin prejur, anume boierii Balotă şi Radu din Bârleşti, Bumbara şi Ştefan din Corbi, Dan din Jupâneşti etc., (ibid. 55 nota). — Hrisov din 1535: cercetare locală cu 12 boieri, anume din Bombăreşti Dan, din Vităneşti Buda, din Gabrov Mihail, din Racoviţa Nenciul şi Dragnea etc., (ibid. 46 notă). — Toţi aceştia sunt numai proprietari.

(8) Esmein, l. c. 224.

rităţii domneşti. Proprietarii erau subordonaţi autorităţii centrale, Domnului, ca toate celelalte clase sociale.

Dar şi la noi, ca în Occident, porţile nobilimii erau deschise, deşi în altfel. In Occident, ierarhia feodală fiind întemeiată pe îndatoririle personale nobile dintre senior şi vasal, seniorul, în vechile timpuri, puteà creà vasal pe oricine considerà demn de încrederea lui (1), spre pildă pe un om de rând deosebit prin vitejie sau devotament. Demnitatea aceasta se consacrà prin ceremonia primirii în ordinul cavalerilor, formalitate prin care treceau şi toţi fiii de feodali. La noi, intrarea în nobilimea teritorială erà subordonată numai îngrădirilor puse la intrarea într'un hotar (2). Dar cel intrat, erà supus fireşte îndatoririi ostăşeşti a proprietarilor de pământ. Cât priveşte recunoaşterea valorii individuale, în sens feodal sau nobiliar, la noi nu se făceà, ca în Occident, prin ceremonia intrării în ordinul cavalerilor, ci prin dăruire de pământ vitejilor de către Domni (3). Ca urmare însă, pe când în Occident nobleţea erà legată de persoană, aşà că puteà există şi fără feod, la noi se pierdeà odată cu proprietatea. In Occident dobândirea de feod înnobilà, dar calitatea de nobil nu se mai pierdeà odată cu feodul (4).

b) Am avut şi noi, ca în Occident, nobilimea personală de demnităţi, derivând din funcţii. Funcţionarii, la noi, se numeau boieri şi slugi (5). Noi n'am avut însă, ca în Occident, unele funcţii ereditare (6). Dar, s'a întâmplat cu vremea la noi ceva asemănător ca în Occident. Acolo, s'a admis cu timpul că dacă anumite funcţii se exercitau în aceeaş familie timp de mai multe generaţii, nobleţea deveneà din personală, ereditară (7). La noi, fiii şi urmaşii de boieri s'au bucurat, măcar dela un timp, de o situaţie privilegiată (8).

Privilegiile nobilimii noastre se reduceau la aceea că, spre deosebire de oamenii ce trăiau pe moşia altuia, nu datorà nimănui dijmă şi lucru (9) şi că dreptul criminal erà altul pentru ea decât pentru oamenii de rând (10). Orice alte privilegii nu erau de drept, ci izvorau din favoruri domneşti acordate individual. Nu există ca în Occident un drept civil (spre pildă în materie de succesiune) deosebit pentru nobilime şi oricine puteà fi chemat de Domn în dregătorìi.

Oare care aspecte ale vechilor noastre instituţii au putut totuş induce în eroare pe unii şi să-i facă să creadă că au existat la noi raporturi de vasalitate în sens occidental (11).

(1) Esmein, 229—230.
(2) Mai sus § 2.
(3) Mai sus § 3.
(4) Viollet, Précis, 216—226. — In Franţa, până în sec. XIII, dobândirea de feode nu erà rezervată unei singure clase (Acelaş, Hist. des instit. pol. I, 447.
(5) Mai sus § 6
(6) Esmein, 685.
(7) Ibid.
(8) V. partea II §...
(9) Mai sus, § 7.
(10) D. Cantemir, Descrierea Moldovei. Trad. G. Pascu, p. 127—8. — Longinescu, Ist. dreptului românesc, 174. — Urechia, Ist. Rom. III, 339 (la 1790).
(11) S. G. Longinescu, Pravila lui Vasile Lupu şi Prosper Farinaccius, p. 88—96.

In Occident, feodalitatea s'a născut din mai multe împrejurări (1) care lipsesc la noi.

a. Regii dădeau favoriţilor pământuri, în schimbul jurământului de fidelitate şi cu titlu personal şi precar, care cu timpul a devenit ereditar. La noi, donaţiunile de pământ nu sunt acte de drept public, ci de drept privat, fără rezerve şi fără condiţiuni(2).

b. Unii proprietari îşi dădeau pământul la biserici şi la oameni puternici şi le primeau apoi iarăş dela aceştia, dar cu titlul de concesionari şi în schimb de servicii sau redevenţe. Asemenea transacţii se aseamănă cu cele dela noi, când un proprietar se vindeà «rumân» împreună cu moşia. Dar sunt două observaţii de făcut. Mai întâiu, este inexact că cel ce se vindeà astfel rămâneà proprietar pe moşia lui (3). Dacă ar fi fost aşà, când rumânul se răscumpărà s'ar fi răscumpărat de drept cu moşia, pe când se întâmplă să se răscumpere fără moşie şi se prevede în actul de răscumpărare dacă moşia este ori nu cuprinsă. Rumânul ce se vânduse cu moşia lui, nu mai aveà cu această moşie altă legătură decât a oricărui rumân de pe moşia altuia, adică de a nu puteà fi despărţit de ea (4). A doua observaţie de făcut este că raporturile dintre rumânul ce se vindeà cu moşia şi noul său stăpân nu erau raporturi nobile, feodale.

c. Oamenii cari, faţă de vitregia vremurilor, nu se puteau menţineà de sine stătători, se recomandau unuia mai puternic. Aceste recomandări existau şi la Romani, spre sfârşitul imperiului, când oamenii nevoiaşi se puneau sub «patrocinium» la «potentiores» (5). De asemenea la Germani, la Gali, în Irlanda, oamenii se grupau in jurul unui puternic şi formau clientela lui sau clanul şi primeau în schimb arme, cai, vite, mai târziu pământ, feod. Dela Carolingieni încoace, nu mai există vasalitate fără pământ (6). Şi la noi «rumânia» erà o legătură personală între rumân şi stăpân şi unii se chiar vindeau rumâni numai «cu capu» (7); dar această rumânie n'aveà caracterul vasalităţii, nu implicà servicii nobile de asistenţă militară (auxilium) sau de sfaturi la judecăţi (consilium).

Poate că toate aceste elemente ar fi dus şi la noi la o organizare feodală dacă ar fi existat împrejurările prielnice din Occident, de slăbire şi dezagregare a puterii centrale. La noi dimpotrivă, Principatele au ieşit dintr'o închegare, care a strâns laolaltă, sub puterea domnească, micile voevodate anterioare (8).

Cu ajutorul acestor lămuriri se înţeleg mai just actele care au putut să facă să se creadă că ar fi existat la noi vasalitate.

a'. In tratatul lui Bogdan Vodă al Moldovei cu Sigismund al Poloniei, se recunoaşte drept de azil în Polonia, Domnului «bojaris ipsius... cum *subditis* ipsius,

(1) Sumner Maine, Etudes sur l'hist. des instit. primitives, p. 193, 197, 223.
(2) Mai sus, § 3.
(3) A. D. Xenopol, Proprietatea mare şi cea mică. In Viaţa rom. VIII (1913) p. 182.
(4) Mai sus, § 5.
(5) Viollet, Hist. des instit. pol. de la France, I, 424.
(6) Viollet, l. c. 544. — Acelaş, Hist. des instit. pol. I, 154.
(7) C. Giurescu, Despre rumâni, 11, 20, 25. — Xenopol, l. c. 170.
(8) Mai sus, § 3.

cum servis ipsius» şi se repetă că regele va primì pe Domn, «bojaros ipsius... *servos et subditos* ipsius». Cuvântul subditus, aşezat chiar după servus, nu poate aveà înţelesul occidental de vasal. Este vorba de boieri, de slugi în înţeles de dregători mici (1), şi de servitori, posluşnici (2).

b'. Nu este vorba de vasali când, în cartea de învăţătură a lui Vasile Lupu, se pomeneşte de «cel ce va jurà cuivà să-i slujească cu credinţă» sau de «cel ce va slujì la un boier». Este vorba de posluşnici (= slugi) şi în genere de rumâni, cari aveau îndatorirea să «asculte de orice le va da învăţătura» stăpânul (3). Şi iarăş, când pravila vorbeşte de «cei ce vor suduì pe mai marii lor, ce se zice boieri», înţelege pe toţi aceia ce n'ar da cuvenitul respect dregătorilor sau stăpânilor. Longinescu crede că poate trage concluzii din pasagiul care vorbeşte de «cel ce va ucide pe cel ce-i umblă cu muierea... mai ales când se va prilejì să fie boier, singur mai marele lui, sau alt judeţ cineva». Acel «singur mai marele lui. nu este = barones qui superiores non recognoscunt», ci este mai marele, stăpânul, celui ce a făcut necuviinţa, iar cuvântul judeţ, în Moldova, însemnă uneori şi stăpânul iobagului (4).

c'. Vasalitatea la noi nu se poate întemeià pe Prilusius care, povestind la 1553 închinarea lui Ştefan cel Mare către regele Poloniei la 1485, zice că au jurat «barones, *vassalli* ac tota terra Moldaviae». Tot Prilusius spune cu cine venise Ştefan la Colomea: «ostaşii zişi boieri», «toţi ceilalţi curteni», «toţi băştinaşii cari au moşii de veci în Moldova» (5). Aceeaş lume de care vorbesc cele două acte de închinare ale lui Bogdan Vodă către Ioan Corvin la 1450: «căpitanii noştri, boierii noştri, sfatul nostru cel bun, întreaga ţara noastră, oştile noastre» (6). Nu este loc pentru o categorie aparte de «vasali». Este vorba de boierii dregători şi de boierii proprietari.

d'. «Subditus seu vassallus» care trebuie să ajute lui «dominus», din lucrarea lui Farinaccius, corespund în pravila lui Vasile Lupu cu «slujitorul» care trebuie să ajute pe «căpitanul» său. Este vorba de o simplă adaptare la împrejurările de la noi, care nu justifică a crede că «slujitor» *traduce* pe «vassallus», sau «căpitan» pe «dominus». In alte pasagii, «miles» din Farinaccius este redat tot prin «slujitor». Este vorba de organizarea fiscală şi militară a slujitorilor, de care mă voiu ocupà în partea doua a acestui studiu.

De altfel, d-l Longinescu recunoaşte că vasalii în Occident aveau pământurile numai în uzufruct, că nu le puteau împărţì, că nu le puteau înstrăinà fără învoirea suzeranului. Asemenea fel de proprietăţi nu se adevereşte însă în trecutul nostru (7).

c) Doc. vechi nu ne vorbesc nici de meseriaşi, nici de negustori, ca de o clasă aparte.

Meseriaşi, în târguri, erau puţini. In cele mai vechi, predominau meşterii co-

(1) Mai sus, § 6.
(2) Mai sus, § 5.
(3) Mai sus, § 5.
(4) Mai sus, § 1.
(5) Mai sus, § 6
(6) I. Bogdan, Cinci doc. ist. slavo-rom. In An. Ac. Rom. Seria II, T. XI p. 54 şi 57.
(7) Mai sus § 3.

lonişti străini. Incolo, meseriaşii erau unii din oamenii, cu libertate mai mult sau mai puţin mărginită, colonişti sau iobagi, aduşi din alte ţări sau indigeni, de pe moşiile boiereşti sau mânăstireşti, precum şi unii din robi (1).

Negustorii, din cauza împrejurărilor economice, erau mai ales străini şi numai în trecere pe la noi (2). Se întâmpină însă şi negustori romani, cari, spre pildă, din Suceava şi Cetatea Albă ajungeau până la Caffa (3), sau cari, din Muntenia, negutătoreau cu cetăţile din Ardeal (4).

Dacă deci, meseriaşii şi negustorii nu sunt menţionaţi ca o clasă aparte, este că erau puţin numeroşi şi că se confundau în vreuna din celelalte clase.

«Târgoveţii» şi «negustorii» de cari amintesc doc., formau categoria oamenilor liberi dela oraşe (5), dar ei nu erau în fond decât nişte coloni pe moşii domneşti, căci astfel erau privite târgurile şi îndeletnicirile târgoveţilor erau în bună parte rurale (6). In hrisovul dat Bârladului la 1495, Ştefan cel Mare vorbeşte de «şoltuzii şi pârgarii şi toţi târgoveţii noştri... aşijderea toţi oamenii săraci din toate satele ce se ţin de acel târg şi sunt aşezaţi pe hotarul lui», dar la sfârşitul hrisovului, Domnul nu mai deosebeşte decât «pe şoltuzii şi pe pârgarii şi pe toţi oamenii săraci din târgul nostru din Bârlad» (7).

Când nu intrau, individual, în categoria proprietarilor de pământ sau a boierilor, târgoveţii puteau fi înglobaţi, ca nişte coloni pe pământul altuia, în categoria «săracilor», prin opoziţie cu boierii şi cu cnezii.

Tot în categoria «săracilor» trebuiau să intre şi dacă se admite că prin acest cuvânt nu se înţelegea numai oamenii cu libertate mărginită de pe moşiile altora (8), ci în genere «ceilalţi oameni de mâna de jos» (9), alţii decât boierii şi cnezii.

Deosebirea esenţială socială între proprietarii de pământ şi oamenii aşezaţi pe moşia altuia, n'au uitat-o niciodată nici cei mai scăpătaţi (10).

---

(1) Mai sus, § 8.
(2) Mai sus § 9.
(3) Iorga, Ist. com. I, 135.
(4) Gion, Ist. Buc. 444.
(5) C. Giurescu, Despre rumâni, 51.
(6) Mai sus § 10.
(7) I. Bogdan, în Conv. lit. 41 (1907) 47—52.
(8) C. Giurescu, Despre rumâni, 6.
(9) Rosetti, l. c. 8.
(10) La 1794 nişte oameni sărmani se opun la căsătoria fiicei lor cu cel ce o necinstise, pentru că «ea este fată de slugă domnească, *pogorîtă din bătrâni cu moşii de baştină*... iar el este ţăran, supus a face muncă pe a cui moşie va locui». (Urechia, Ist. Rom. V. 212).

STILURI FUNDAMENTALE[1] DE LUCIAN BLAGA

Principalele stiluri şi curente în artă se clasifică de obiceiu după apropierea sau îndepărtarea de natură a creaţiunilor menite să trezească în noi stări estetice. Max Deri diferenţiază trei atitudini fundamentale în artă: naturalistă, idealistă, expresionistă.

1. *Naturalismul* înseamnă după el reproducerea în artă a unui lucru cât mai fidel după natură, cu toate însuşirile sale unice, fără de nici un adaos sau în orice caz cu un minim de adaos din partea artistului. Naturalismul consecvent desvoltat duce la desăvârşita pasivitate a spiritului. Spiritul e redus la rolul de oglindă. Arta nu vrea să fie altceva decât «încă odată natura».

2. *Idealismul* e tendinţa de a da numai ideea concretă a unui lucru şi de a-i retuşà însuşirile pur individuale. Idealismul introduce un maxim de armonie şi de proporţie între elementele ce compun un lucru. Idealismul e nemulţumirea cu ce e dat şi năzuinţa de a desăvârşi realitatea imediată.

3. *Expresionismul* nu idealizează conturele lucrurilor înălţându-se la tipurile lor, dar nici nu le redă în complexitatea lor accidentată. Partea individuală, singulară a lor nu e nici eliminată, nici reprodusă, ci exagerată, accentuată pentru obţinerea unui maxim de expresivitate.

In vreme ce naturalismul subliniază pasivitatea spiritului, idealismul şi expresionismul îi restabilesc drepturile creatoare. Naturalul, idealul, expresivul sunt termenii de temelie ai celor trei atitudini la care Deri şi cu el mulţi alţii reduc arta tuturor timpurilor.

De fapt lucrurile ce le găsim în natură nu se subsumează numai întâiei categorii. Sunt fiinţe aievea care s'apropie de tipul ideal al speciei lor. Sunt fiinţe reale, care ating un maxim de expresivitate. Că în mare natura urmează principiul accidentalului în plăsmuirile ei, n'are nici o importanţă; tot atât de evidentă e şi constatarea că în natură găsim obiecte ce corespund celor trei atitudini fără deosebire. Acesta e un motiv suficient pentru ca terminologia lui Deri şi în consecinţă şi teoria lui să ni se pară greşite. O revizuire se impune. Se pune prea mare pond pe termenul de natură, pe apropierea sau îndepărtarea de ea. Nu se primeşte prin aceasta tacit teza că arta e în funcţie de natură, fie în înţelesul de reproducere a ei, fie în înţelesul de reacţiune împotriva ei? Autonomia artei e primejduită astfel chiar şi din partea celor ce luptă *pentru* ea.

Rolul de căpetenie îl joacă în artă anumite *valori*, conştient sau inconştient acceptate, valori prin care e văzută nu numai natura, dar care arată calea şi creaţiunile în afară de orice relaţiune cu natura ale artei. Ceeace interesează prin urmare în rândul întâiu teoria artei sunt aceste valori.

Credem că nu e deloc deplasat să se facă şi în estetică puţină teorie a cunoaşterii. Făcându-se atâta caz de factorul «natură» în teoria stilurilor — să ne întrebăm odată: ce înţelegem prin noţiunea naturii? Rezumă cuvântul acesta ceeace e dat

(1) Dintr'un volum care va apare în Biblioteca filozofică, la «Cultura Naţională».

simţurilor? Dar e aşà de greu să tragi o linie demarcaţională între ce e dat şi ce e adaus spiritual, întregire subiectivă a noastră. Natura întrucât e inteligibilă e mai mult decât un haos de senzaţii. Teoria cunoaşterii ne-o spune aproape axiomatic, că natura e senzaţie organizată, cosmos articulat pătruns de-o logică interioară: în aceeaş măsură deci creaţiune a spiritului omenesc. Nu se poate hotărnicì cu preciziune matematică unde începe receptivitatea şi unde spontaneitatea noastră în faţa naturii. Cum se pot luà în cazul acesta receptivitatea şi spontaneitatea noastră în faţa naturii ca punct de plecare în teoria stilurilor?

Un lucru e sigur:

Spiritul omenesc s'apropie de materialul indeterminabil prin concepte al simţurilor — cu un fel de «*nisus formativus*» (1), cu tendinţa de a-l *formà*, de a-i modelà aluatul. Năzuinţa formativă precizează ceeace într'o primă aproximaţie am numit «atitudine în faţa vieţii şi a lumii». Năzuinţa formativă variază dela epocă la epocă; centrul ei, chiagul ei, e totdeauna o *valoare* fundamentală, pe care o realizează în materialul plastic al simţurilor, şi nu numai în acesta, ci şi în toate plăsmuirile conştiinţei omeneşti: în cele teoretice, morale, religioase, sociale, artistice.

După valorile întruchipate în artă prin năzuinţele formative, ce se succedează în istorie, trebuie să ne orientăm în clasificarea şi teoria stilurilor, iar nu după gradul problematic de apropiere sau îndepărtare de natură a acestora (2). Analizând curentele de artă după aceste valori formative, vom întrezărì şi legăturile ascunse, subpământene ca să zicem aşà, ale artei cu celelalte manifestări posibile ale conştiinţei creatoare. Perspectivele ce se deschid promiţătoare prin această portiţă spre inconştient, sunt multe. Fără de-a ne mai încurcà în prea multe anticipaţii abstracte, — vom stabilì în linii largi tendinţele formative mai însemnate ale istoriei. Valorile în jurul cărora se cristalizează aceste tendinţe sunt: *individualul, tipicul, absolutul*.

Intre ele spiritul omenesc pendulează în cursul istoriei după o dialectică interioară a sa.

I. INDIVIDUALUL

a) Tabloul cosmic

A vedeà lumea prin valoarea individualului înseamnă să o descompui în singuratice fenomene, fiecare unic în felul său. Orice lucru devine un centru dinamic din care pornesc unde de influenţă asupra celorlalte. Fenomenele se împletesc într'olaltă. Spaţiul şi timpul sunt vasele imense care cuprind mozaicul pestriţ al acestor momente individuale. Fenomenele şi relaţiunile lor sunt în dependenţă

(1) Naturalistul Naegeli a întrebuinţat acest termen pentru forţa ascunsă ce lucrează în organismul fiinţelor vii creând forma tot mai desăvârşită a acestora. Intr'un anumit înţeles o reînviere evoluţionistă a entelechiilor aristotelice.

(2) E un fapt neîndoelnic că există arte cu totul în afară de ceeace se poate numì apropiat sau îndepărtat de natură: arhitectura, muzica. Năzuinţa formativă o descoperi însă cu uşurinţă şi în aceste arte.

de cele două forme ale intuiţiei. Infinitul şi eternitatea sunt o juxtapunere sau succesiune nesfârşită de momente individuale. Infinitul nu e mai presus de spaţiu, ci spaţiul însuş veşnic crescut peste propriile limite: e ceeace Hegel, bunăoară, numeşte «schlechte Unendlichkeit». Cauzalitatea e o legătură între două fenomene în nemijlocită atingere temporală şi spaţială: *a* şi *b*, — unde fiecare e deosebit de celălalt ca conţinut.

Viaţa în cadrul acestei lumi se fărâmiţează şi ea în indivizi, cari îşi au centrul de echilibru în ei înşişi. Individualitatea e suprema valoare a acestei vieţi în continuă diferenţiere.

b) *Ştiinţa*

In faţa existenţei fărâmiţate în indivizi sarcina ştiinţei nu poate să fie alta decât *constatarea*, iar pentru o mai uşoară orientare în nesfârşitele câmpii ale experienţei *reducerea* multiplicităţii imense a fenomenelor la formule, concepte şi legi. Cunoştinţa e înregistrare şi descoperire de fapte individuale; ştiinţa rânduirea schematică a acestora. Ştiinţa modernă dela Galilei încoace a îndeplinit în mare parte această chemare, ce rezultă din acceptarea consecventă a «individualului» ca valoare de temelie a existenţei.

c) *Etica*

Omul are ca ideal de viaţă practică trăirea completă a posibilităţilor ce zac ascunse în individualitatea sa. Dela omul Renaşterii până la Nietzsche găsim acest postulat de viaţă în toate nuanţele. Egocentrica libertate şi sălbatica exuberanţă a individului se desface pe rând din braţele asupritoare ale bisericii, dogmei, autorităţii. Libertate individuală se cere până şi pentru conştiinţa religioasă care prin definiţie chiar presupune o autoritate şi o dogmă.

d) *Metafizica*

Omul urăşte metafizica transcendentă, fiind obiectul ei atât de impropriu tendinţei formative de a «individualiză» totul. In cazul că încearcă totuş aventuri speculative va ajunge la un fel de metafizică leibniziană, care compune lumea din monade, adică din indivizi infinitezimali, cari nu se aseamănă nici în două cazuri unul cu celălalt. Monadele sunt «atomi psihici», cari se desvoltă în desăvârşită independenţă unul de altul. Monada trăeşte în sine, individ unic în felul său, «fără ferestre în afară».

e) *Organizaţia socială*

Ca organizaţie socială Statul e pus în serviciul individului, cel puţin teoretic se tinde într'acolo. Singuraticului i se asigură un maxim de libertate în cadrul colectivităţii organizate. Oricât de îngăduitor ar fi însă Statul faţă de individ ca atare, el e cu toate acestea simţit ca o ţărmuire a individualităţii; de acì dorinţa sporadică după anarhia individualistă. E desigur simptomatic că anarhismul a apărut numai în atmosfera individualistă a timpurilor noui.

* * *

Năzuința formativă cu pecetea individualului o găsim în deosebi la popoarele germanice. Lumea e concepută ca alcătuită din indivizi; idealul uman — social, moral, religios — e individualitatea. In atmosfera aceasta de sigur și arta se va supune valorilor inconștiente cerute de acelaș nisus formativus. Pânzele pictorilor vor reține un colț de natură așà cum e acest colț o singură dată în imensitatea naturii. Un Rembrandt va fixà fața unui om în momentul când exprimă un maxim de individualitate, în clipa când își trădează întreg sufletul cu toate nuanțele sale unice în istoria lumii. Așezarea figurilor într'un tablou nu se va face după rețete geometrice, ci în neorânduiala impusă de mișcarea vitală a acestor figuri într'un moment oarecare. Conturele lucrurilor sunt redate fără retușări. Linia și coloarea își păstrează îndoiturile unice și nuanța locală.

Shakespeare își construește dramele în jurul unor «indivizi» cari așà cum sunt, sunt numai odată în viața reală sau închipuită. Individualitatea prinsă în toate adâncimile ei iraționale e logic incomensurabilă: de aci nenumăratele interpretări date lui Hamlet.

Viața prinsă de literatura, ce a adoptat atitudinea individualului, crește organic cu lipsuri vădite și cu exagerări tot atât de vădite, în afară de orice regularitate accesibilă unei formulări logice. Caracterele prinse sunt adeseori contradictorii în ele însele, problematice: lucrul acesta nu ni-l putem închipuì în drama atică decât ca o monstruozitate. Problematicul, penumbra, conștiința în devenire încă nelămurită, iraționalul, odată acceptându-se ca materie artistică, sparg echilibrul formelor clasice, creându-și formele lor mai capricioase, dar tot atât de firești. «Stilul» acestei arte, ce pare de sigur barbar față de măsura celei antice, nu e decât o traducere a stilului ce-l are vitalitatea însăș nealterată prin zăgazuri exterioare. Poezia individualului isvorîtă dintr'o conștiință unică și nu generică e o vegetație abundentă cu prisosuri nebune și mult miros de pământ. Disonanța erà îngăduită în poezia sau muzica de linie clasică numai ca un moment ce întărește prin contrast armonia lor interioară. In poezia sau muzica individualului disonanța e radicală, constituind un element sine qua non al lor. Când zici «individual», zici în acelaș timp și disonant. Disonanța, fie energică și vânjoasă, fie ultrarafinată, constituie substanța acestei arte în care auzi miile de trâmbițe haotice ale vieții.

Ne amintim sfatul ce-l da un scriitor francez altuia pe la mijlocul veacului al XIX-lea: «dacă vrei să descrii un foc în noapte, trebuie să privești acest foc până atunci când observi că nu mai seamănă ca nici un alt foc ce l-ai văzut». Postulatul «focului unic» se poate generalizà. Un fenomen are dreptul să intre în artă numai complet individualizat. Fără de semnul individualului nu va ajunge nici un lucru in paradis. Dacă natura nu ni-l dă complet individualizat, e sarcina artistului să-l individualizeze. Ce altă chemare ar puteà și să aibă artistul decât de a individualizà întâmplările, sufletele, fenomenele? Abstractul e un păcat de moarte al creațiunii artistice.

Din partea artistului însuș se cere în primul rând să fie o individualitate, adică el în toate privințele, unic, nou, cu multiple trăiri și cu o viziune originală a vieții. S'ar păreà că această unicitate s'a cerut totdeauna dela un artist. Dar nu e așà:

postulatul «individualităţii artistice» e în nemijlocită legătură cu atitudinea individualului faţă de natură, şi cu un anumit «stil» de artă.

2. TIPICUL

Atitudinea care modelează existenţa prin valoarea «tipicului» o găsim în deosebi la vechii Greci. Aceeaş năzuinţă formativă determină concepţia ideilor platonice ca şi arta plastică din epoca pericleică. Ceeace există în adevăr nu e lucrul vizibil, ci esenţa lui ideală. Mitul peşterii al «poetului» Plato vorbeşte despre entităţile ideale, care, nevăzute de nimeni, sunt în trecere pe la gura peşterii cosmice. Noi locuitorii peşterii vedem numai umbrele proiectate pe pereţii între care suntem închişi. Existenţa e redusă la tipuri.

Armonia, simetria, proporţia, voite cu atâta ardoare în creaţiunile artei clasice sunt postulate inerente «tipicului».

Formele geometrice ale lui Euclid redau formele tipice ale materiei cu care operăm în viaţa de toate zilele. S'ar puteà riscà paradoxul că geometria lui Euclid în construcţiile ei e determinată mai curând de năzuinţa formativă ce stă şi la obârşia Venerei lui Praxitel, decât de logică. Din legile logicei nu rezultă ***numai*** geometria lui Euclid, ci cu acelaş grad de contingenţă şi alte geometrii (construite în spaţiul «deşelat», curbat, al matematicienilor moderni), dar din năzuinţa formativă, care a creeat proporţiile Venerei sau ale unui templu grec, rezultă exclusiv geometria lui Euclid. Arta unui timp şi ideile teoretice în matematică, metafizică, ştiinţă, au un teren comun sau forme analoage, ce nu se pot reduce nici la logică, nici la estetică.

In orice caz teoria cunoaşterii ar aveà un mai mare câştig din studiarea mai amănunţită a năzuinţelor formative, ce stăpânesc o anumită epocă, decât din inutilele analize logice, cu care niciodată nu se pot înţelege fără de rest ideile teoretice, ipotezele, ficţiunile, ce şi le face omul într'o perioadă istorică oarecare despre lumea ce-l împrejmueşte. Kant a spus că natura se acomodează după legile spiritului omenesc, că natura împrumută articulaţiile intelectului uman. Nu vom intrà în discuţia acestei celebre inversiuni copernicane; *e sigur însă că natura se mai acomodează şi după altceva ce e în om, mai puţin constant, dar mai profund şi mai vast decât intelectul: după năzuinţa formativă, ce determină nu numai ideile noastre despre natură, ci şi creaţiunile artistice, morale, sociale, ale conştiinţei omeneşti.* Inversiunea copernicană ce-o făceà Kant se adânceşte într'o măsură pe care n'o puteà întrezărì.

Analogiile morfologice ce există între ideile ce şi le face omul într'o epocă oarecare despre lume, şi între creaţiunile sale artistice, postulatele sale morale şi organizaţiile sociale, pretind în adevăr un centru determinant comun ca izvor unic al lor.

Durkheim a observat asemănarea morfologică dintre organizaţiile sociale ale primitivului şi ideile categoriale în care primitivul îşi tescueşte experienţa cosmică. Durkheim s'a lăsat sedus de acestă asemănare şi a riscat teoria că ideile catego-

riale ar fi còpii după organizaţii sociale. Dacă ar fi făcut această morfologie comparativă nu numai în gospodăria sufletească şi materială a primitivului, ci în cadrul diferitelor culturi istorice, ar fi observat că analogiile nu se reduc numai la idei şi organizaţii sociale, ci se constată în toate avânturile creatoare ale genului omenesc— şi astfel n'ar fi atribuit organizaţiilor sociale o întâietate pe care nu o au. Nici «ideea» nu e copiè a organizaţiei sociale, şi nici invers. Toate creaţiunile spiritului omenesc — în ce priveşte analogiile lor formale — sunt determinate din centrul dinamic unitar al aceluiaş «nisus formativus». Nu trebuie să accentuăm din nou că acest nisus formativus nu e o constantă, ci o variabilă ce-şi schimbă în cursul istoriei aspectul şi direcţia.

După această scurtă ieşire din drum, revenim asupra tendinţei formative ce pune accentul pe *tipic*.

a) *Tabloul cosmic*

Cosmosul e organic rotunjit în sine, cosmosul nu poate să fie infinit, fiindcă e divin; iar divinul e măsurat. Deşi e numai unul, cosmosul e conceput tìpic, ca glob ideal.

Pentru fizica veche, forma fundamentală à mişcării nu e cea drept lineară — aceasta duce în infinit —, ci mişcarea cercuală, fiindcă aceasta se'ntoarce în sine legându-se într'un tot limitat. Principiul mecanic al inerţiei formulat de Galilei, ar fi părut unui Grec mai mult decât absurd, de oarece în principiul acesta se acceptă ca mişcare fundamentală ceà drept lineară şi se implică infinitul ca termen de definiţie. — Fizica nouă compune mişcarea cercuală din două mişcări drept lineare (tangenţială şi centripetă); pentru Aristotel mişcarea cercuală e ireductibilă, arhetipică. Ipotezele din care se alcătueşte tabloul cosmic în cele două epoce iau un aspect cu totul diferit, după cum pornesc din una sau din cealaltă concepţie despre mişcare. Tipicul rotunjit şi organic limitat e aşà de mult o categorie de temelie a mentalităţii greceşti, încât Aristotel nu poate să admită drept mişcare originară decât cea cercuală.

Tipicul nu rezumă numai esenţa metafizică a realităţii. Tipicul devine chiar o forţă *fizică* în cadrul realităţii văzute şi simţite. Tipicul e activ *în* lucruri: nu numai ca entelechii în fiinţele vii, ci ca apetit dinamic chiar şi în lucrurile neînsufleţite. Astfel după fizica lui Aristotel orice lucru îşi are locul său natural în lume. Locul natural al pietrelor bunăoară e centrul pământului. Piatra tinde spre centrul pământului ca o pasăre spre cuibul ei. O piatră asvârlită, recade la pământ în năzuinţa de a ajunge în centrul său, în năzuinţa de a fi piatră *tipică*.

b) *Organizaţia socială*

Statul ca organizaţie socială nu poate fi infinit, adică compus dintr'un număr nelimitat de indivizi. Aristotel cere Statul-tip, mărginit, echilibrat şi rotunjit; ca o statuie a lui Praxitel, vom zice noi. Locuitorii unui Stat nu pot trece peste un număr de câteva mii, aşà ca un orator la tribună să fie auzit de toţi cetăţenii. Vă amintiţi de sigur unul din punctele canonului artistic al clasicităţii antice: un

grup sculptural trebuie să fie astfel compus ca să fie văzut în întregime din orice loc apropiat, fără de a fi ocolit. Analogia e evidentă.

c) *Idealul de viaţă*

In şcoalele filozofice ale Greciei se învaţă nu numai măsura gândului, ci şi măsura vieţii. Tinerii alergau la şcoala unui înţelept nu fiindcă acesta erà original, unic, cum se face în timpuri moderne, ci fiindcă găseau în el realizată armonia vieţii, idealul tipic al vieţii pământene. In perioade individualiste colectivitatea se sfarmă în indivizi; individul însuş se fărâmiţează în contradicţii lăuntrice, se diferenţiază în paguba echilibrului interior. Gândirea, arta, morala merg drumuri deosebite. In perioade cu apetitul «tipicului» se tinde spre un ideal comun de grup. Colectivitatea se încheagă fie în cetăţi, fie în şcoale, fie în State ce le poţi cuprinde dintr'o ochire. Indivizii îşi netezesc colţurile şi luaţi de acelaş fluviu al vieţii se rotunjesc ca pietrele de râu. Arta şi morala se întâlnesc în aceeaş noţiune. In şcoalele filozofice ale Grecilor nu se aţâţă individualitatea, ci se învăţă virtutea şi frumuseţea gestului, şlefuindu-se astfel tocmai ce erà asperitate individualistă. Pentru înţeleptul grec individualitatea erà de sigur o noţiune identică cu cea a barbariei. Grecul ocoleà în toate împrejurările ce erà *unic* şi ce erà *fără măsură*, cele două negaţiuni posibile ale «tipicului».

* * *

In astfel de împrejurări nici artistului nu i se cerea originalitate în rândul întâiu, ci o potenţă superioară a însuşirilor comune speciei. Artiştii intrau în şcoala unui maestru nu ca să-şi trezească individualitatea sau ca să înveţe pur şi simplu tehnica artei lor, ci ca să-şi cizeleze colţurile sufleteşti şi să realizeze ceeace nu puteà unul singur, ci numai o şcoală întreagă. Idealul său nu zăceà în sine, ci în specie, ca să zicem aşà. Idealul «tipic» nu poate fi epuizat de un singular; vremea şi schimbul de generaţii îngăduie acì desăvârşiri la care nu se poate ajunge printr'un salt al unui singur om de geniu. Pentru cucerirea «tipicului» e nevoie de o cooperaţie. Postulatul «individualităţii artistice» ar fi părut vechilor Greci, tot atât de monstruos ca disonanţa într'un text muzical sau ca încărcarea unui templu doric cu nişte neliniştite podoabe gotice.

Operele de artă vor urmà aceleaşi îndemnuri subconştiente, care sunt ascultate în celelalte creaţiuni ale spiritului grecesc. Legile de compoziţie ale unei drame antice (unitatea de spaţiu şi timp) sau ale unui grup sculptural (dintr'o singură poziţie privitorul trebuie să cuprindă ansamblul) sunt postulate ale «tipicului» organic rotunjit. Eroii dramelor greceşti incarnează pasiuni şi gânduri pe care le recunoşti din depărtare în generalitatea lor omenească. Soarta acestor eroi e mai mult sau mai puţin generică, în nici un caz interesant-individuală. Figura mitologică e întruparea tipică a unei puteri naturale sau sufleteşti. Arta grecească se hrăneşte exclusiv din această mitologie. Fabula are o morală; peripeţia, un înţeles ce întrece cazul singuratic; imaginea se adânceşte până la idee; sentimentul prins în forme convenţionale devine impersonal; eroul plăsmuit pe un plan oricum abstract are

o evoluție, o desfășurare necesară, are o *soartă,* care exclude libertatea. Libertatea e o noțiune ce-și găsește aplicarea numai în lumea «indivizilor», dar nu într'o lume de «tipuri». Din concretul operei de artă grecești raționalizat în toate încheieturile se desprinde cu ușurință înțelesul tipizat al vieții.

Cercetând mai de aproape formele fundamentale ale templului grec, descoperi inevitabil figurile lui Euclid: patratul, oblongul, cercul, triunghiul, și toate construcțiile spațiale ce le poți ridicà pe temelia lor. Intenția de a închide spațiul în jurul altarului a dus la construcții arhitectonice de un ritm al liniilor și de-o simetrie a formelor, care converg în impresia unei desăvârșite unități organic închegate. Una și aceeaș năzuință formativă zace la temelia tuturor acestor creațiuni: geometria euclidică, structura spațială a templului grec, formele dumnezeești de liniștite ale Venerei, ritmul sufletesc al unui erou din drama lui Eschil. Și nu numai atât: ideile lui Plato, care trec neschimbăcioase pe la gura peșterii cosmice, fizica finalității a lui Aristotel, lumea — glob unitar al lui Parmenide — marchează deopotrivă aceeaș profundă tendință.

* * *

In legătură cu tipicul ca valoare de temelie a unei întregi culturi, ar trebuì să amintim și reînvierea ei în «Renaștere». Nu pentru ca să repetăm o analiză asemănătoare pe pământul Italiei, ci pentru sublinierea unui lucru prea puțin observat până acum, și anume: dacă în vechea Grecie tendința spre tipic a fost radicală și a străbătut toate creațiunile spiritului (organizație socială, religie, filozofie, știință, etică, artă), în Renaștere aceeaș tendință are rădăcini mai puțin adânci, pătrunzând aproape numai arta. Alături de acest *nisus* merg și altele; viața spirituală a Renașterii are vădite contradicții de stil; biserica își impune punctul de vedere al absolutului; nordul se amestecă cu sugestiile individualului.

Să presupunem că s'ar fi pierdut orice urmă despre arta antică, încât să nu se știe ce a împrumutat Renașterea din ea. Un istoric care ar studià viața spirituală a Renașterii, ar puteà — pornind din contradicțiile de stil ale acesteia, să afirme fără a puteà să fie desmințit, că cel puțin unul din aceste stiluri e de împrumut.

Să îndrăznim enunțarea unui criteriu principial?

De câte ori observăm un stil care nu pătrunde toate ramurile creatoare ale spiritului, avem de a face nu cu ecoul unei năzuințe formative de baștină, ci cu un împrumut luat din afară ca program de realizat; — deci cu o înfluență culturală.

3. ABSOLUTUL

O altă valoare care se realizează în arta anumitor epoce e cea a absolutului. Se teoretizează astăzi mult în jurul artei ce se abate dela natură în sensul că-i redă toate însușirile accentuate, expresiv potențate. Vom vedeà totuș că termenul de «expresionism» definește cu mult prea îngust această a treia tendință despre care vrem să vorbim. Expresionismul, așà cum e înțeles de cei mai mulți teoreticieni

contimporani, nu e, după părerea noastră, decât un caz special în cadrul mai larg al tendinţei spre *absolut*.

Trecem în revistă câteva exemple epocale din care se desprinde cu multă evidenţă năzuinţa absolutului.

Pictura decorativă a evului mediu, aşà cum o găsim în Ravena veacului al VI-lea, ne duce deadreptul în centrul chestiunii. Biserica creştină se ridicà triumfătoare pe ruinele civilizaţiei antice şi subjugà cu spiritul ei dârz valurile de barbari ce năvăleau pe drumurile, care «toate duceau la Roma». Oricât de barbare, cetele ce veneau din răsărit şi miazănoapte se foloseau totuş de aceste drumuri: erà întâia concesie, ce-o făceà ordinei superioare sângele lor sălbatic. Ochiul cu priviri politice, care ar fi văzut nestăvilitele cete folosindu-se de drumuri, ar fi putut să spună de atunci, că barbarii vor sfârşì prin a primì jugul spiritual al puterii noui, ce erà în creştere în Italia: biserica.

Noua organizaţie teologică-socială a bisericii erà pornită să primească în sânul ei pe oricine; biserica erà un fel de Stat spiritual ilimitat. Trecuse de mult vremea când Aristotel cereà un anumit număr foarte restrâns de cetăţeni pentru Statul său rotunjit. Biserica e în principiu pentru un număr nemărginit de suflete-cetăţeni. Ea vrea să cuprindă omenirea întreagă, prezentă şi viitoare, ea vrea să fie unică, să excludă orice altă biserică sau organizaţie analoagă. Ideea de «absolut» stă la temelia acestei organizaţii.

Individul nu mai e decât un moment fără importanţă ca «individualitate», dar de-o simbolică măreţie ca punct viu în care se materializează absolutul. Menirea individului e să se abstractizeze, să devină o schemă, căutându-şi echilibrul lăuntric în cadrul bisericii. Faptele singuraticului se supun preceptelor date din afară pentru toţi fără deosebire. Intre acţiunile posibile mai necesare sunt cele ce se pun direct în slujba absolutului: acţiunea rituală fixată odată pentru totdeauna; acţiunea ce nu-şi are rostul în sine, ci e în relaţiuni simbolice cu transcendentul. Casta sacerdotală se îngrijeşte de acţiunea rituală; privilegiile ei rezultă din serviciile aduse absolutului.

Preocupările intelectuale sfârşesc în dogmă. Dogma e formula absolutului, Ea întrece puterile intelectuale ale omului singuratic; ea e opera unei colectivităţi supraindividuale, pătrunse de o inspiraţie comună.

Individul e un simplu mijloc al absolutului. El se supune orbeşte formulelor, acţiunilor şi întocmirilor, în care se concretizează într'un fel oarecare ideea de absolut. Viaţa pătrunsă de aceeaş năzuinţă formativă câştigă în toate manifestările ei un anumit stil. Diferenţele dela individ la individ nu mai interesează. Individul — simbol al absolutului — va trebuì să-şi asigure veşnicia prin autostilizare, conform sfaturilor date de biserică. Personalitatea nu e o valoare în sine, cel mult o forţă ce trebuie pusă în serviciul ideei atot pătrunzătoare a absolutului. Pentru artist acest postulat a fost astfel fixat de sinodul ecumenic dela Nicea: «Non est imaginum structura pictorum inventio, sed ecclesiae catholicae probata legislatio et traditio». Făcând o comparaţie între această stare spirituală şi arta evului mediu, vom găsì analogii care vorbesc mai bine poate decât oriunde despre existenţa unui

nisus formativus, ce pătrunde creaţiunile spirituale ale unui timp. Iată pictura decorativă a veacului de mijloc: «cuvântul e fără putere în faţa acestor opere care şi-au sorbit din pământul unei culturi veştede, tomnatice, de-o mie de ani, hautgoût-ul lor tulburător de nervi, frumuseţea lor de năluci suprapământeşti. Viaţă, graţie, drăgălăşenie, de sigur nu au aceste figuri. Justinian şi Teodora ar fi scos din slujba imperială pe artistul, care ar fi îndrăznit să-i înfăţişeze plebeic prietenoşi» (Untter, Geschichte der Malerei I, pag. 19). Gestul ieratic, răceala şi nemişcarea stelelor cereşti, strălucirea pompoasă, vorbesc mai curând inimii acestor oameni iubitori de dogme şi de sfinţenie chiar şi atunci când sunt nişte simpli criminali împurpuraţi pe tronul imperial. Foarte dese sunt mozaicurile uriaşe cu figuri ce stau una lângă cealaltă, repetând stăruitor acelaş motiv, acelaş gest; bărbaţi cu toge ce aruncă aceleaşi falduri parcă ar trece o adiere a eternităţii printre ei. Dumnezeu în existenţa sa suprapământească e de sigur grozav de monoton; tot atât de monotone vor fi şi icoanele medievale în ritmul lor identic de linii; impresia absolutului netulburat prin surprize neprevăzute, se desprinde fascinantă din ele. Arta evului mediu cu monotonia ei dumnezeiască nu e opera unor indivizi în înţelesul de personalităţi scăpărătoare de originalitate. Această artă a absolutului e opera unui spirit unitar, ce străbate pe artişti, întocmai ca pe episcopii întruniţi într'un sinod să hotărască o nouă dogmă. Cel care nu se supune inspiraţiei comune e simplu dat afară din sinod, sau alungat cu afurisiri drăceşti din împărăţia artei; astfel votul dat pentru o dogmă va fi «unanim», iar un perete acoperit cu mozaicuri nu va supără ochiul prin abateri neroade dela canon. Unde spiritul e dogmatic, ochiul va devenì şi el dogmatic. Geniul medieval pune pecetea absolutului pe tot ce atinge (1). Acestei valori îi corespunde în organizaţia socială *colectivismul bisericesc ilimitat*, — în metafizică îi corespunde *dogma*, — în artă — *stilizarea supraindividuală*, simbolică, abstractă a lucrurilor şi fiinţelor.

O înfăţişare de ansamblu asemănătoare au şi alte culturi. Deşì diferite ca fond vom descoperì în ele aceeaş formă socială, aceleaşi forme intelectuale, acelaş stil in artă.

Am puteà să ne oprim la arta egipteană, dacă nu s'ar cere sub condeiu altele tot atât de însemnate. E o artă ieratic ştilizată, o artă a fiinţelor cu surâşul miste-

(1) Despre arta evului mediu în întregime, ne-a plăcut mult o pagină a lui Huysmans: «Alors, dans cet admirable Moyen Age où l'art, allaité par l'Église, anticipa sur la mort, s'avança jusqu'au seuil de l'Éternité, jusqu'à Dieu, le concept divin et la forme céleste furent devinés, entr'aperçus, pour la première et peut-être pour la dernière fois, par l'homme. Et ils se correspondaient, se repercutaient, d'arts en arts. Les Vierges eurent des faces en amandes, des visages allongés comme ces ogives que le gothique amenuisa pour distribuer une lumière ascétique, un jour virginal, dans la châsse mystérieuse de ses nefs. Dans les tableaux des Primitifs, le teint des saintes femmes devient transparent comme la cire pascale et les noirs cheveux sont pâles comme les miettes dédorées des vrais encens; leur corsage enfantin renfle à peine, leurs fronts bombent comme le verre des custodes, leur doigts se fusèlent, leurs corps s'élancent ainsi que de fins pilliers. Leur beauté devient, en quelque sorte, liturgique. Elles semblent vivre dans le feu des verrières, empruntant aux tourbillons en flammes des rosaces la roue de leurs auréoles, les braises bleues de leurs yeux, les tisons mourants de leurs lèvres, gardant pour leurs parures les couleurs dédaignées de leurs chairs, les dépouillant de leurs lueurs, les muant, lorsqu'elles

rios ca secretele dogmatice păstrate sub şapte sigile de preoţii iniţiaţi. Nu e deloc întâmplător paralelismul dintre formele de artă, de credinţă, de morală, de organizaţie socială: dacă nu s'ar fi găsit din cultura egipteană decât crocodilii şi oamenii îmbălsămaţi pentru eternitate, arta egipteană s'ar fi putut reconstrui cel puţin ca stil din acest cult al morţii şi al veşnicei. Liniile culturii egiptene au un înalt grad de consecvenţă lăuntrică. Năzuinţa formativă prin care explicăm aceste linii nu e în cele din urmă decât alt cuvânt pentru consecvenţa lor.

Nicăieri nu vom surprinde însă aşà aproape tendinţa spre absolut ca în cultura indică.

Corespondenţele vieţii spirituale sunt izbitoare pe malurile sfinte ale Gangelui. Desvoltarea înţelepciunii vedice are un ritm logic deadreptul instructiv pentru gândul ce-l urmărim. In toate fazele extrem de variate ale filozofiei indice svâcneşte setea de unitate (1). Indrăgiţi de absolut gânditorii inzi declară lumea simţită a fenomenelor cu multiplele ei înfăţişări o simplă iluzie (maya). Existentă e numai unitatea supraraţională a tuturor lucrurilor. Indrăgiţi de acelaş absolut artiştii creează simboluri în piatră cu abundente detalii stilizate (oameni cu organe fantastice, cu şapte perechi de mâini, şi cu alte întortochieri ireale), monstruoase din punctul de vedere al artei noastre clasice, dar de un farmec specific când le judeci prin normele lor imanente.

Işi are şi India colectivismul spiritual. Inţelepciunea vedelor e opera colectivă a unor gânditori rămaşi în mare parte anonimi. Filozofia s'a desvoltat aproape exclusiv ca un comentar abstract al unor idei moştenite din strămoşi. Gânditorii se simţeau aşà de mult în dependenţă unul de celălalt şi aveau aşà de puţin orgoliul individualităţii, că nu şi-au însemnat numele pe răbojul vremii; individualitatea se ţineà doar de împărăţia iluziei, erà «maya». *Anonimatul e acì în stilul pornirilor adânci, care au însufleţit viaţa trăită printre lo'uşi în mistice contemplaţii.* Inzii, pentru cari fapta bună face parte tot aşà de mult din împărăţia iluziei ca şi fapta rea, Inzii, pentru cari unicul lucru de preţ e pierderea personalităţii în contemplarea pasivă a unităţii supreme, n'au putut, cum e aşà de firesc, să creeze altă artă decât una simbolică şi abstractă. Simţul infinitului e la ei mai pozitiv decât aiurea. Desigur, dimensiunile Mahabaratei ar fi fost altele, dacă poetul colectiv şi anonim n'ar fi iubit aşà de mult infinitul. (Şi ce putem ştì? Poate poporul întreg nu s'ar fi aşezat la poalele Himalaiei, care se'nalţă atât de simbolic la cer, dacă n'ar fi existat în el acest instinct al nemărginirii. Dacă se admite că mediul influenţează sufletul unui popor, de ce n'am admite şi contrarul, că sunt popoare care şi-au ales patria după

les transportent sur l'étoffe, en des tons opaques qui aident encore par leur contraste à attester la clarté séraphique du regard, la dolente candeur de la bouche que parfume, suivant le Propre du Temps, la senteur de lys des cantiques, ou la pénitentielle odeur de la myrrhe des psaumes. Il y eut alors, entre artistes, une coalition de cervelles, une fonte d'âmes. Les peintres s'associèrent dans un même idéal de beauté avec les architectes; ils affilièrent en un indestructible accord les cathédrales et les Saintes; seulement, au rebours des usages connus, ils sertirent le bijou d'après l'écrin, modelèrent les reliques d'après la châsse. (Z. K. Huysmans, En route, p. 8—9).

(1) L. Blaga: Pietre pentru templul meu.

sufletul lor? — Ci închidem repede paranteza, ca să nu devenim fantastici). In Grecia clasică infinitul erà considerat ca o mărime negativă; în India dimpotrivă lucrurile singuratice sunt privite ca limitări părelnice ale infinitului. Pentru spiritul vedic păstrarea măsurii în înțelesul nostru clasic ar fi însemnat totala sa negare. Amănuntele în care se pierde năzuința spre absolut sunt nenumărate. Urmărirea lor ne-ar duce prea departe într'o schiță cum e cea de față. In orice caz: Colectivismul spiritual, anonimatul, biserica, desvoltarea ideilor în formă de comentar, dogma, arta simbolică și abstractă—sunt tot atâtea «modi» ale vieții sufletești străbătute de gândul absolutului.

Arta orientală — chineză și japoneză — ne iese în cale ca o dovadă mai mult. Intens pătrunsă de gândul cosmic, cel puțin în unele din perioadele ei, își desfășură viziunile înaintea ochilor noștri. Iată: din spații mărginite cu pereți fantastici pentru păstrarea altarului ne surâde statuia lui Buddha. Zâmbetul a tot înțelegător, mâna ridicată în semn de cuvântare mută, liniile reduse la cea mai abstractă simplitate, ne povestesc despre liniștea cea din urmă, ce nu poate fi găsită decât înțelegând nimicnicia tuturor lucrurilor. Nirvana, ca stare sufletească ce întrece granițele acestui trup și e pe cale să pătrundă toate ființele pământești și cerești, se exprimă în surâsul supraomenesc al lui Buddha-luminatul.

Cât de consecvent se desvoltă misticismul abstract al Orientalilor se vede și din următoarea descriere a unui templu chinez: «Templul, bucuriei atot pătrunzătoare din Jehol constă dintr'o terasă dublă, patrată, pe care se ridică o clădire rotundă acoperită cu țigle albastre smălțuite... Rotundul, ca simbol al cerului masculin, peste patratul, ca simbol al pământului feminin, indică dualismul puterilor mișcătoare împreunate în una singură. Pe terasa de jos se înalță pe socluri de marmoră opt admirabile pagode în chip de sticle — din lut smălțuite în felurite colori, și anume câte una în fiecare colț și la mijlocul laturilor. Dacă acest grup reprezintă sistemul cosmic, coridorul de columne cu patru porți ce-l înconjoară indică forma de cetate sau de oraș în care trebuie să ne închipuim acel sistem. Simbolica se continuă în reprezentarea cerului și pământului, a soarelui și a lunii, a zilelor și anotimpurilor, a lunilor și a caselor lunare ale lui Zin și Tang cu cele opt trigrame». (Ernst Diez, Einführung in die Kunst des Ostens, pag. 3).

* * *

Ca să completăm icoana despre tendința spre absolut, va trebuì să coborîm în discuție și expresionismul, așà cum îl găsim în trecut și cum îl avem în mișcarea spirituală de astăzi. După cei mai mulți «moderni» expresionismul constă în voința de a redà lucrurile prin exagerarea părții lor individuale. Prin această apăsare s'ar obține un spor de expresie. Teoreticienii curentului ne îndreaptă privirile spre altarul dela Isenheim al marelui și ciudatului pictor german de pe la 1500: Grünewald, ca un exemplu clasic de artă expresionistă. Priviți o parte din acest altar; bunăoară crucificarea. E de sigur o răstignire cum nu e alta mai mișcătoare; brațele crucii se îndoaie sub greutatea trupului răstignit. In încordarea degetelor e exprimată fără ocolire toată durerea Mântuitorului străpuns în

cap şi în umeri de cununa uriaşă de spini. Trupul lui Isus e verzui de moarte, dearândul bătucit cu ghimpi — care ies din carne ca ace de ariciu. Picioarele îndoite de groaznica durere sunt spintecate de piroane ca picioarele unui dobitoc de barda unui măcelar. In adevăr judecând această icoană cu elemente scoase din natură, vom constată o abatere dela obişnuit: orice linie a trupului e mai aspru încordată decât e firesc. Intregul e o viziune extatică a durerii mântuitoare, viziune realizată prin o exagerare vădită a naturalului. A defini, cu toate acestea, expresionismul prin potenţarea, îngroşarea, intensificarea individualului, înseamnă să te mărgineşti la o definiţie aproape negativă. In loc de a se căută valoarea pozitivă ce-şi găseşte întruparea în expresionism, se face greşeala de a se luă ca punct de plecare natura, faţă de care expresionismul de sigur nu poate să fie decât o abatere. Definindu-se expresionismul printr'o negaţiune, ca abatere dela natură, în sensul exagerării semnelor ei individuale, — nu se diferenţiază în deajuns expresionisticul de *caricatural*, care se potriveşte de minune cu aceeaş definiţie. De însemnătate în orice stil nu e locul ce-l ocupă natura în el, ci valoarea fundamentală ce tinde s'o realizeze. In expresionism valoarea aceasta e *absolutul*. Arta care tindeà spre tipic retuşà individualul; expresionismul *exagerează* uneori acest individual, cum de altfel îl poate şi complet *înlătură*. De importanţă e cu totul altceva. Durerea din viziunea lui Grünewald ia proporţii supraindividuale, «absolute». *De câte ori un lucru e astfel redat încât puterea, tensiunea sa interioară, îl întrece, îl transcendează, trădând relaţiuni cu cosmicul, cu absolutul, ilimitatul,* avem deaface cu un produs artistic expresionist (1).

Absolutul, ţintă a expresionismului în înţeles larg, ia când înfăţişare *statică* (arta orientală), când *dinamică* (arta apuseană în deosebi gotică şi contimporană). Liniştea cum am găsit-o în arta orientală, mişcarea cum o găsim în gotică, arată deopotrivă spre absolut. Unul dintre cei mai buni cunoscători ai artei gotice, o descrie astfel: «Suferind de realitate, exclusă dela ce e firesc, ea năzuieşte spre o lume a suprarealului, a transcendentului. Ea vrea ameţeala simţirii, pentru a se ridică peste sine însăş. Numai în beţie simte fiorul eternităţii. Această isterie sublimă e ceeace caracterizează înainte de orice fenomenul gotic» (W. Worringer, Formprobleme der Gotik, pag. 50). Sunt deci două posibilităţi de a trăi absolutul: în linişte şi în mişcare. Se ştie că extazul se descarcă fiziologic fie în absolută nemişcare contemplativă, fie în învârtire, joc, goană, strigăte dionisiace. Aceste fiziologii diferite, în aparenţă opuse, au în fond acelaş raport cu absolutul. Vedele indice spun: Atman (unitate supremă) nu poate fi cunoscut decât prin tăcere, prin urmare Atman e tăcere. Printr'un salt analog al gândului vom zice: Absolutul îl trăim fie în linişte, fie în mişcare; prin urmare liniştea şi mişcarea sunt cele două atribute ale absolutului. In oricare dintre ele absolutul se poate artistic exprimà fără de rest. Expresionismul (iarăş în sens larg) a îmbrăţişat totdeauna una din aceste forme. La sfârşitul veacului al nouăsprezecelea, când impresionismul se transformă în expresionism, găsim la Munch şi la Van Gogh realizate cele două atribute amintite:

(1) Caricaturalului — deşi e exagerare a individualului — îi lipseşte totdeauna raportul cu absolutul.

liniştea în statica fantastică a celui dintâiu, şi *mişcarea* în dinamismul nebun al celui din urmă. Expresionismul înseamnă redarea lucrurilor *sub specie absoluti*, adică făcând abstracţie de individualitatea lor şi făcând abstracţie de noţiunea lor tipică de specie. Arborii lui Munch au ceva din liniştea misterioasă a cosmosului; arborii lui Van Gogh ceva din sbuciumul universalei deveniri. Lucrul singuratic devine un reflex al unei existenţe supraindividuale şi nelimitate. Mişcările moderne dela Van Gogh, Matisse, până la arta lui Picasso şi Arhipenko încearcă să taie drum spre absolut. Absolutul ca gând vag presimţit trece prin toate încurcatele frământări ale artei noui. Acesta e de altfel şi termenul ce le apropie de arta egipteană, pictura din Ravena, arhitectura gotică, sculptura orientală. Odată cu aceste îndepărtate înrudiri e poate potrivit să subliniem şi anumite diferenţe. Stăruim asupra lor în credinţa că atingem totodată cele mai vitale întrebări ale timpului de faţă.

* * *

Operele literare şi artistice în adevăr noui ale ultimului sfert de veac sunt tot atâtea licăriri de înaltă spiritualitate. Nu e vorba numai de acele adieri ale unei noui religiozităţi ce trec printre noi. Un vast cuget, îndreptat spre crearea unei lumi noui, s'a iscat.

Psihologismul atât de iubit înainte e încetul pe încetul părăsit. In dramă, în roman, eroii sunt tot mai mult simple «idei înzestrate cu voinţă», idei ce mişcă din adâncimi nebănuite omenirea. Fiinţe care condensează în energică sinteză viaţa în una din multiplele ei înfăţişări iau locul caracterelor cu nesfârşite nuanţări şi complicaţii de conştiinţă. Sâmburele vieţii, lucrul în sine, transcendentul, e căutat cu patimă crescândă. In poezie se cântă marile porniri ale spiritului vizionar, în afară de orice sentimentalism vag şi decadent. In pictură şi sculptură linia nu mai urmăreşte conturul accidental al naturii, ci creează în simplificări viguroase şi monumentale o viaţă substanţială pe un plan ireal. Dearândul în artă impresionismul relativist şi nuanţat face loc tendinţei hotărîte spre absolut. Voinţa creatoare ia locul inspiraţiei pasive. Un vânt de bărbăţie şi de ireductibilă spiritualitate trece prin aceşti ani de temeinică prefacere artistică. Şi totuş această generaţie sufere de contradicţii lăuntrice care o sfârtică până la istovire. Există o orientare spre credinţă după prea mult criticism, dar starea aceasta e incompletă; ea e cel mult voinţa de credinţă, setea de credinţă, dar nu credinţă. Există o ridicare în tărâmul spiritului; fiecare vrea totuş să fie el însuş fără nici o concesiune vreunei puteri supraindividuale. Individualismul l-am moştenit dela generaţia trecută şi cu moştenirea aceasta blestemată vrem să creem o spiritualitate ce nu poate fi decât un produs colectiv. Avem setea de absolut, dar fiecare vrea să-l ajungă pe drumul său propriu, fără cooperaţie. Şirul contradicţiilor s'ar puteà continuà. A trăì într'un «absolut» înseamnă a te stilizà lăuntric, a primì o convenţie. A creeà întru absolut înseamnă a creeà anonim, a fi impersonal, colectiv. Ştim din cele de până acì că o artă pătrunsă de năzuinţă spre absolut, pentru a nu rămâneà o simplă apariţie de suprafaţă, trebuie să-şi aibă corespondenţele în celelalte manifestări ale vieţii

omeneşti. Insă aceste corespondenţe lipsesc astăzi aproape cu desăvârşire. Vegetaţia din jurul nostru arată goluri dureroase. Dacă-i adevărat însă că arta premerge celorlalte prefaceri, atunci e poate îndreptăţită vestirea că: *Europa e pe cale de a creeà o nouă dogmă şi un nou colectivism spiritual sau o biserică.* Fireşte, o dogmă şi o biserică, ce nu au nimic deaface cu cele existente. Petrefactele altor vremi nu-şi mai recapătă niciodată viaţa. După fărâmiţarea individualistă urmează integrarea unei noui spiritualităţi colective. Personalitatea creatoare va devenì din nou o forţă impersonală în slujba unui cuget colectiv. Metafizica şi organizaţia socială ne-au rămas datoare cu o nouă dogmă iraţională bine întemeiată şi cu o nouă «biserică», pentru desăvârşita înfrângere a individualismului. Abià după această împlinire se va puteà vorbì de un nou stil al vieţii născut din setea de absolut,aşà cum acest stil l-am descoperit în câteva perioade ale istoriei. Dar pentru aceasta încă odată, se cere:

Anonimat;
Dogmă;
Colectivism spiritual;
Artă abstractă;
Stilizare lăuntrică.

Acum, să ne înţelegem asupra cuvântului «dogmă». După filozofia lui Bergson realitatea sau cel puţin fracţiunea ei de vitalitate şi de conştiinţă, e în fond de natură iraţională, de necuprins prin termeni raţionali. Cu el sunt de acord mulţi gânditori contimporani — cerând aceeaş resignare a raţiunii în faţa realităţii incomensurabile. Dela acest fel de a vedeà realitatea, până la formularea *dogmatică* a acesteia, nu mai e decât un pas.

Raţiunea nu se resignează aşà de uşor. Ea vrea cu orice preţ să ajungă la o formulă. Cum realitatea e de natură iraţională, raţiunea va încercà chiar o formulă a iraţionalului. Sfinţii Părinţi făceau acelaş lucru cu experienţa religioasă cuprinsă în cărţile biblice: experienţa lăuntrică a sufletului ce se simte în nemijlocit contact cu transcendentul e de natură tot iraţională; ei o raţionalizau însă — sfârşind prin a primì în formule însuş iraţionalul. Aceasta e calea care a dus la dogmă. Dogma e deplin determinată prin cuvintele: *formulă a iraţionalului*, în faţa căruia trebuie să te apleci fiind ireductibil la alte elemente. O realitate iraţională împărţită prin raţiune dă dogma. — Ceeace făceau sf. Părinţi cu Dumnezeu, când ziceau că e unul, dar în trei persoane, o va face metafizica viitoare cu realitatea cosmică.

Nu trebuie să ne speriem de aceste formule ale iraţionalului. Iraţionalul intră doar aşà de des chiar şi în ipotezele şi teoriile acceptate de ştiinţă (1). Matematica superioară e plină de astfel de formule alogice. In calculul infinitezimal, bunăoară, infinitul mic e luat când egal cu zero, când egal cu ceva, cu o mărime care adausă de nenumărate ori la sine însăş dă infinitul mare. Aceste construcţii care desfid logica sunt socotite chiar între cele mai îndrăzneţe fapte ale ştiinţei. Pentru formu-

(1) Vezi: H. Vaihinger, Philosophie des Als Ob.

larea dogmatică a realității, formulare ce nu se sperie de irațional, ci îl primește ca element constitutiv, e poate instructiv cazul Einstein.

Se știe cât de mult a dat de gândit paradoxalul experiment al lui Michelson unei generații întregi de fizicieni. Fiind de un deosebit interes, îl vom atinge în câteva cuvinte. Optica învăță că lumina se propagă cu o iuțeală de 300.000 $\frac{km.}{sec.}$ in univers. Astronomia învăță că pământul se mişcă și el cu o iuțeală de 30 $\frac{km.}{sec.}$ Pe temeiul acestor premise erà de așteptat ca lumina să aibă față de pământ, când un minus, când un plus de iuțeală, după cum se socoteà în aceeaș direcție sau în direcție contrară cu mișcarea pământului. Experimentul lui Michelson arătă însă în toate cazurile o iuțeală invariabilă a luminii. Totul se petrecea ca și când pământul ar sta pe loc în univers. Știința ajunsese în încurcătură serioasă. Se creeau ipoteze tot mai complicate pentru explicarea paradoxului michelsonian. Dar complicațiile teoretice nu sunt niciodată chemate să rezolve o problemă. Știința se găseà în plină criză, și n'a putut să iasă din ea decât prin acceptarea unei realități iraționale ca atare. Fapta lui Einstein consistă tocmai într'o îndrăzneață formulare dogmatică. El a spus-o hotărît: nu trebuie să tot tâlmăcim și să răstâlmăcim prin ipoteze experimentul lui Michelson. Experimentul acesta trebuie pur și simplu *primit.* Și-apoi anunță dogma: față de orice sistem în translație lumina își păstrează iuțeala constantă de 300.000 $\frac{km.}{sec.}$ Toate ideile teoretice curente trebuiesc modificate luând ca punct de plecare această dogmă.

Ca fel de a formulà sf. Părinți nu făceau altceva, când ziceau că 3 = 1. Ceeace fusese o problemă — printr'un gest — e prefăcut în fapt inițial, în principiu, în bază de operație a atitudinii teoretice (1).

Ințelegem prin dogmatism în rândul întâiu acest fel de a formulà o realitate, primind partea ei de irațional ca factor constitutiv în definiție. Ceeace caracterizează dogma e *iraționalitatea ei bene fundata.* Iraționalitatea unei formule nu ne dă imediat dreptul de a-i atribuì celei din urmă un caracter pur *fictiv,* cum crede Veihinger. Dimpotrivă: este o limită a cunoașterii, unde realitatea însăș e de natură iraţională; unicul drum ce ne rămâne spre această realitate e deci cel indicat al formulării iraționale. Deaceea zicem că dogma are o iraționalitate *bine întemeiată.* Absolutul cosmic — în deosebi — îndeamnă la formularea dogmatică. Pretenția de infailibilitate a dogmaticului e un simptom cu totul secundar și trădează mai mult aspectul social al dogmatismului: ea derivă din colectivismul spiritual de obiceiu

(1) Dealtfel întreg tabloul cosmic la care ajunge Einstein, schimbând printr'un energic act volițional o problemă în fapt inițial, — înseamnă o stilizare abstractă a experienței cosmice, stilizare de-o unică măreție în istoria gândirii. Teoria sa despre univers nu mai e ca cele de până aci un complex de ipoteze de-o structură *intuitivă, imaginară,* ci o stilizare pe un plan extrem de *abstract.* Să fie numai o coincidență asemănarea cu tendințele abstractizante ale artei contimporane?

concomitent cu tendinţa radicală spre absolut. Colectivismul cere un înalt grad de unitate de vederi, de aci pretenţia de infailibilitate a dogmei.

* * *

Sunt semne, multe chiar, că năzuinţa spre absolut e în creştere astăzi. Individualismul s'a atomizat şi s'a măcinat până la epuizare. Care va fi însă dogma de mâine şi ce înfăţişare concretă va aveà colectivismul spiritual, nu se poate întrezări, nici măcar aproximativ. E sarcina istoriei să le creeze (Desele întoarceri la catolicism sau la alte biserici, ce le înregistrează cronica zilei, nu trebuiesc interpretate în sensul, că acel colectivism de mâine, despre care vorbim, va fi una din bisericile trecutului. Dacă alcătuirea spirituală colectivă a viitorului nu va fi o creaţiune isvorîtă numai şi numai din nevoile adânci ale vremii, istoria dă de sigur greş).

Niciodată Europa n'a suferit pe urma individualismului ca astăzi. Individualismul îşi face cele din urmă socoteli; istovindu-şi posibilităţile fireşti cade în patologie. Urmând mai departe acelaş drum sfârşim în haos sufletesc. Sufletul contimporan e în căutarea unui drum de scăpare. Manifestări tinere în diferite tărâmuri ale culturii, în artă mai ales, sunt semne povestitoare ale unei noui integrări spirituale. Organizarea sufletelor se face în semnul absolutului. Forţe anonime vor creeà noua împărăţie a spiritului. In ea nu se va puteà intrà decât anonim. In cele din urmă anonimatul nu înseamnă în cazul acesta decât jertfirea individualităţii ca individualitate şi prefacerea ei în forţă pusă în serviciul unui gând, care o întrece. In disarmonia de astăzi anonimatul rezumă etica ce se impune mai mult decât oricare alta. Inşirarea fără de nume într'o alcătuire colectivistă-spirituală, învingerea eului prin stilizare interioară sub specie absoluti, organizarea lăuntrică a sufletului printr'o credinţă impersonală, etica anonimatului — definesc deopotrivă nevoile adânci ale acestei vremi, ce-şi caută o cale spre viitor şi spre echilibru. Adevărat, o mai mare resignare nu s'a cerut niciodată.

ARHIVA DOCUMENTARĂ

ASISTENŢA COMUNALĂ A COPIILOR GĂSIŢI, ORFANI ŞI SĂRACI ÎN BUCUREŞTI

DE D-R GH. BANU

CUPRINSUL: 1. *Istoric în general.* 2. *Asistenţa copiilor găsiţi şi orfani în Bucureşti până la 1881.* 3. *Asistenţa dela 1881 până azi.* Azilul copiilor sugari «G. şi E. Cantacuzino». Orfelinatul pentru fetele orfane şi copiii găsiţi. Grădina de copii. Serviciul crescătoarelor. 4. *Rezultatul funcţionării în condiţiile arătate până aici.* Mortalitatea în Azilul «Gh. Cantacuzino», generală, până la 2 ani, peste 2 ani. Concluzii. Mişcarea la Grădina de copii «Dr. Zigura», orfelinatul Radu-Vodă. 5. *Funcţionarea actuală a asistenţei infantile comunale.* Instituţiile comunale. Funcţionarea: azilul copiilor sugari; creşterea copiilor la doici şi crescătoare; dispensariile de sugari; grădina de copii; reîntoarcerea la crescătoare; orfelinatul Radu-Vodă; după terminarea şcoalei primare. 6. *Constatări asupra funcţionării actuale.* 7. *Propuneri de reorganizare.*

I

INCEPUTURILE OCROTIRII COPIILOR IN ISTORIE

Asistenţa copiilor în Bucureşti a început dela o dată nu prea îndepărtată; dealtfel primele încercări de asistenţă din ţară, s'au manifestat în primul rând în capitalele celor două principate, Bucureşti şi Iaşi.

Dela aceste începuturi până în timpurile actuale, progresele au fost foarte mici.

Intrucât istoria protecţiei copiilor în Capitală se poate pune în acord cu istoria universală, ţinând seama de fazele prin care a trecut, nu putem şti. Pentru cunoaşterea evoluţiei în istorie, dăm mai jos o scurtă privire.

Cei vechi nu au crezut totdeauna în sentimentul de apărare a copiilor.

Avortul, pruncuciderea, lepădarea copiilor, au fost până într'o epocă permise prin legi.

Limitarea natalităţii prin avort şi omorîrea copiilor diformi, erau cerute de *Aristotel* şi *Platon*.

Licurg şi *Solon*, *Romulus*, *Numa* şi *Decemvirii* permiteau pruncuciderea în legislaţia lor. *Lacedemonienii* aruncau copiii slabi ori diformi în prăpăstiile Taigetului, iar *Seneca* susţineà dreptul societăţii de a suprimà copiii.

Plutarc recomandà pruncuciderea în clasele sărace, care nu i-ar puteà întreţine pentru a se desvoltà bine.

Atena şi Sparta dădeau protecţie numai orfanilor legitimi şi orfanilor eroilor morţi în răsboaie, neacordând protecţie copiilor nelegitimi. In fine, atât la *Greci* cât şi la *Romani* erà permisă pruncuciderea şi lepădarea copiilor. Se cunosc la Romani locurile pentru uciderea pruncilor şi lepădarea lor: lacul Velabru şi columna Lactoria.

* * *

Inceputul apărării copiilor şi cu deosebire a celor lepădaţi se găseşte în Roma în timpu Impăratului *Alex. Sever.* Dela această dată se crează instituţii şi legi cu aceste scopuri Astfel *Pliniu Cel Tânăr* fondează institute, împăratul *Nerva* ajută părinţii săraci pentru a-l. creşte copiii, iar împăratul *Traian* creşte cu ajutorul Statului 5.000 de copii.

Creştinismul lărgeşte sentimentul de umanitate pe acest câmp, legiferând pedepsirea lepădării copiilor diformi, legitimi ori nelegitimi, bolnavi ori sănătoşi.

Impăratul *Constantin* face *prima lege* în anul 315, obligând Statul şi părinţii a da protecţie copiilor.

In anul 529 Impăratul *Justinian* califică lepădarea egală cu omorîrea copiilor.

In evul mediu dreptul canonic pedepseşte lepădarea copiilor.

In urmă încep a se fondà azile pentru copiii găsiţi ori leagăne pentru depunerea lor. Astfel în secolul al VI-lea se înfiinţează la *Trèves un leagăn pentru depunerea copiilor*, iar în anul 787 se fondează la Milan de către Preotul Datheus un azil pentru copiii găsiţi. *Dela această dată începe organizarea protecţiei copiilor găsiţi şi orfani prin caritatea publică şi instituţii de Stat.*

* * *

Leagănele rotative datează din 1198 când Papa Inocenţiul III-lea le-a înfiinţat la uşile bisericilor şi spitalelor. — Copilul erà aşezat în leagăn şi introdus înăuntru localului prin mişcarea rotativă. Acestea au fost înmulţite în Franţa şi în alte ţări. La sfârşitul secolului al XVIII-lea ele au fost desfiinţate şi înlocuite cu biurouri deschise pentru primirea copiilor găsiţi şi orfani.

* * *

In Franţa epoca importantă de organizaţie a protecţiei copiilor găsiţi şi orfani, *se desvoltă după 1362.* La această dată asociaţia «*La confrérie du Saint Esprit*» pune baza mai multor fundaţii în acest scop.

In 1552 parlamentul francez ia asupra Statului îngrijirea copiilor găsiţi şi orfani şi decide înfiinţarea *ospiciului copiilor asistaţi.* Popularizarea şi extinderea acestor opere o face apoi «*Saint Vincent de Paul*» începând din anul 1633.

Adevărata bază a actualelor organizaţii îşi are origina în timpul lui *Napoleon I.* El reînfiinţează în 1811 leagănele rotative pe lângă 250 institute de copii pe care le deschide, le înzestrează şi le pune sub ocrotirea Statului.

In timpurile mai apropiate de noi după cum vom vedeà, instituţiile s'au înmulţit, leagănele rotative s'au desfiinţat aproape în toate departamentele şi asistenţa şi-a extins domeniul, având sprijinul permanent al Statului.

In Bucureşti, sub masca acestei ocrotiri, găsim totdeauna încercări şubrede.

Expunerea istorică a asistenţei copiilor găsiţi şi orfani este scopul primei părţi a lucrării noastre, rezultatele, încercările succesive de reorganizare cu îndrumarea modernă, fac obiectul celei de a doua părţi.

II

ASISTENŢA COPIILOR GĂSIŢI ŞI ORFANI IN BUCUREŞTI PÂNĂ LA 1881

Până în a doua jumătate a secolului al XVIII-lea problema copiilor găsiţi nu trezise interesul Statului, ori al societăţilor private.

Documentele istorice nu dau indicaţii asupra acestei forme de asistenţă.

Pravila dela Govora (1) şi pravilele lui Matei Basarab (2) şi Vasile Lupu (3) nu prevăd măsuri pentru protecţia copiilor găsiţi; găsim doar indicaţii

(1) Pravila bisericească (numită cea mică) Mânăstirea Govora 1640. — Colecţiile de legiuirile României vechi şi celei noui. M. Bujoreanu Vol. III cartea II. Acad. Română.

(2) Pravila lui Matei Basarab. Târgovişte 1652 Idem cartea III-a.

(3) Pravila lui Vasile Lupu Idem volumul III cartea I-a.

de ordin general asupra protecţiei copilului în viaţa intra-uterină şi apărarea sănătăţii lui după naştere.

Alexandru Ipsilante (1) găseşte în Bucureşti o organizaţie de protecţie a copiilor numită «Orfanotrofie» a cărei dată de înfiinţare nu se cunoaşte; el reorganizează această Orfanotrofie în 1775. Aşezată lângă biserica cu Sfinţi, este pusă sub supravegherea epitropiei bisericii şi copiii sunt întreţinuţi din «cutia milelor». (Ist. Bucureşti G. I. Ionescu-Gion, p. 663).

După V. A. Ureche, Orfanotrofia din Bucureşti ar fi fost înfiinţată de Mihail Şuţu în 1786. Până la această dată ar fi funcţionat numai cu biuroul pentru plasarea copiilor la doicile din mahalalele oraşului.

Ingrijirea copiilor găsiţi şi orfani, interesează în mod deosebit pe Mitropolitul Ungro-Vlahiei Filaret (2), care lasă prin testament în 1792 o avere însemnată pentru întreţinerea şi creşterea copiilor orfani. Această avere compusă din mai multe moşii, mai multe locuri şi hanuri în Bucureşti, a fost înstrăinată dela destinaţia sa.

Testamentul său nu se mai află în arhivele Statului şi din documentele privitoare la bunurile lăsate de Mitropolitul Filaret, există numai un proces-verbal al sfatului administrativ din întâia domnie regulamentară prin care se constată că guvernul a cumpărat hanul lui Filaret, averea orfanilor, pentru a construì teatrul din calea Mogoşoaiei (Teatrul Naţional de azi).

Supravegherea Orfanotrofiei se făceà de către medici. Astfel, întâlnim în această epocă pe Dr. Polihronie în 1783 sub Domnul N. Caragea, iar în 1786 în timpul lui Nicolae Mavrocordat, pe Dr. Silivestru Filiti.

Orfanotrofia desfiinţată în 1787 din cauza răsboiului, este reinstalată în 1797 tot de Alex. Ipsilante. Astfel, prin departamentul Obştei Epitropiei din Muntenia, «organizează hrana şi chivernisirea pruncilor sărmani fără părinţi». In Condica Obştei figurează în anul 1787 spezele de întreţinere a 62 orfani şi spezele de îmmormântare a 23 din acei copii (Mortalitate 57 la sută) (3).

După Alex. Ipsilante, succesorul său Const. Hangerli ajută şi mai mult desvoltarea orfanotrofiei şi ordonă în 1798 ca o parte din veniturile mânăstirii Strehaia să fie vărsată în folosul orfanotrofiei.

Doamna Ruxandra ajută zidirea unui institut pentru copii (40 băieţi şi 40 fete) aşezat în curtea bisericii Manea Brutaru; în 1799 când C. Hangerli a fost înlocuit cu A. Moruzi, această orfanotrofie nu erà încă construită (4). Probabil că a fost întemeiată după această dată şi trecută sub controlul medicilor Poliţiei.

Regulamentul Organic din Muntenia organizează pe alte baze această orfanotrofie; înfiinţează în Bucureşti o direcţie specială condusă de un medic şi ajutat de 5 medici de despărţiri, însărcinaţi cu vizitarea la domiciliu a copiilor daţi la doici. Aceşti copii sunt crescuţi la doici şi îngrijiţi de medicul «văp-

---

(1) V. A. Ureche, Istoria Românilor. Tom. II pag. 201.
(2) V. A. Ureche, Istoria Românilor. Tom. I, 1891.
(3) Biblioteca C. Erbiceanu, (Istoria Igienei in România. — Dr. Felix 1901).
(4) V. A. Ureche, Istoria Românilor Vol. VII 1895.

selei» respective, urmând ca după 3 ani să treacă într'un institut, unde stau până la 7 ani. După 7 ani copiii sunt trecuţi la şcolile Statului.

Regulamentul Organic din Muntenia prevede ataşarea acestui serviciu la *Eforia Caselor făcătoare de bine*, pendinte de departamentul bisericesc. Cheltuelile se ridică(1) în timpul Regulamentului Organic la 100.000 pe an subvenţii din partea Mitropoliei, a Mânăstirii Strehaia şi venitul hanului Filaret (2); în 1839 veniturile institutului au fost de 185.000, iar în 1843, de 184.711 (3).

In anii 1832—1842 numărul copiilor îngrijiţi de acest serviciu a oscilat între 102—284 pe an; mortalitatea a fost între 29—63 la sută.

Serviciul copiilor după 1841, data probabilă la care Hanul Filaret a fost luat de Stat pentru clădirea Teatrului Naţional, a fost întreţinut din alte venituri până la 1860 când trece sub îngrijirea *Ministerului de Interne*.

Institutul pentru copiii orfani la 1858 nu erà încă început din cauza lipsei capitalului Casei făcătoare de bine. Proiectul de construcţie nu a putut fi realizat, din cauza suprimării veniturilor aduse de donaţiile Mitropolitului Filaret (Hanul Filaret fiind luat de Stat pentru construcţia Teatrului Naţional). Privitor la această chestiune găsim următoarea notă:

«Dimpreună cu lei 114.000, destinaţi pentru clădirea Institutului pentru copiii sărmani, cu acest prilej şi spre împăcarea cugetului, însemnează că această casă s'a năpăstuit cu luarea hanului ce aveà şi dela care trăgeà un folos anual peste 20.000 lei; pe al căruia loc s'a clădit Teatrul şi pentru care prin legiuirea obşteştii Adunări, dintâiu se hotărăşte a se despăgubì cu suma de galbeni 10.000 cu care să se cumpere o moşie, încât să dea venitul ce luà dela han, însă prin o altă chibzuire a obşteştei Adunări din anul 1843 se mărgineşte aceasta numai de a i se cumpărà un alt loc pentru clădirea unui Institut pentru copii sărmani, când va venì în stare Casa a face o asemenea zidire, prin urmare, numai când i s'ar da venitul de 17 ani, de când i s'a luat, în sumă de 340.000 lei şi cu ceeace mai are adunaţi din venitul hanului, ar puteà fi în stare a se face clădirea cuvenită, după cum erà vorba, spre îndeplinirea dorinţei dăruitorului, răposatul Mitropolit Filaret».

La 1860 creşterea acestor copii trece sub îngrijirea Ministerului de Interne, *Direcţia Serviciului Sanitar*.

In 1861 Carol Davila, directorul serviciului Sanitar de atunci creează un *internat* pentru 40 fete dintre copiii găsiţi; în buget alocă o sumă, un galben pe lună de copil, ca plată doicilor şi crescătoarelor, pentru creşterea copiilor orfani şi găsiţi din care se întreţine şi acest internat.

In 1862 Doamna Elena Cuza contribuie cu 1000 galbeni la zidirea unui azil de fete orfane» «*Azilul Elena Doamna*» lângă palatul Cotroceni (4). Subscripţia

(1) Regulamentul Organic din Muntenia. Articolul 65 capit. III. Secţia II şi art. 147. Capit. IV. Secţia I 1832.

(2) Analele parlamentare ale României 1839.

(3) «Monitor Oficial» No. 214 anul 1860.

(4) Dr. A. Fêtu. — Despre încercări făcute asupra desvoltării Stiinţelor Naturale în România (discurs de recepţie). Cap. CXXVI. (Azilul Elena Doamna p. 122). — 1873.

deschisă cu această ocazie s'a ridicat la 438.304 lei. Acest azil destinat copiilor găsiţi şi orfani, internează în 1863, 100 fete şi 20 băieţi. In acest an rămân în afară de azil fără protecţie 420 copii, din cari 120 au fost adoptaţi, iar 300 împărţiţi pe la familii spre creştere.

Acest azil şi întregul serviciu al copiilor găsiţi trece sub administraţia *Eforiei Spitalelor Civile în 1865* (1). Eforia completează clădirea azilului.

In 1867 Eforia Spitalelor Civile înfiinţează *Orfelinatul Sft. Pantelimon* pentru 60 băieţi (cu o secţie pentru surdo-muţi). După câţiva ani numărul elevilor orfelinatului a crescut la 100.

In 1881 azilul Elena Doamna şi orfelinatul Sft. Spiridon (acesta din urmă între timp a fost mutat la Focşani), trec dela Eforia Spit. Civile sub conducerea Ministerului Instrucţiei Publice.

Asistenţa copiilor găsiţi, trece deasemeni în 1881 dela Eforia Spit. Civile sub conducerea Primăriei.

III

ASISTENŢA COPIILOR GĂSIŢI ŞI ORFANI DELA 1881 PÂNĂ ASTĂZI

După 1881, dată la care copiii găsiţi şi orfani au trecut dela Eforia Spit. Civile sub protecţia Primăriei, serviciul asistenţei comunale a continuat a răspândì copiii găsiţi şi orfani, în cartierele mărginaşe la *doici* şi *crescătoare*.

Nu ştim unde se făceà primirea acestor copii şi dacă a existat în această epocă vreo instituţie de protecţie a acestor copii (2).

Din anul 1894 sarcina comunei de a se ocupà de aceşti copii, este legiferată (3). (Legea asupra sarcinilor comunelor urbane: Titlul II, Art. 5, Aliniatul *c)*. Comunele au datoria: «A îngrijì şi procurà mijloacele pentru întreţinerea copiilor găsiţi, infirmilor şi alienaţilor săraci din comună, având ospiciile şi stabilimentele necesare în acest scop, sau contribuind la întreţinerea celor suferinzi în stabilimentele Statului sau de binefacere».

Lipsurile acestui serviciu se resimt, şi încetul pe încetul se crează instituţii de protecţie a copiilor găsiţi şi orfani. — Le dăm mai jos în ordinea cronologică a creării lor.

AZILUL COPIILOR SUGARI, FUNDAŢIUNEA «GHIŢĂ ŞI ELIZA CANTACUZINO»

In 1901 filantropii Ghiţă şi Eliza Cantacuzino donează Primăriei Capitalei o casă în str. Buzeşti 68, pentru adăpostirea provizorie a copiilor găsiţi.

---

(1) Cum a condus Eforia, ce documente are şi ce rezultate a obţinut nu ştim, pentrucă Arhiva acestei Instituţii nu poate oferì nici un document.

(2) N'am putut obţine nici o relaţie dela arhiva Primăriei.

(3) Lege pentru organizarea comunelor urbane, votată de Adunarea deputaţilor la 16 Martie 1894, de Senat la 21 Martie, promulgată prin Inalt Decret No. 2898 şi publicată în «Mon. Oficial» No. 96 din 31 Iulie 1894.

Cu începere dela această dată, funcționează singurul serviciu de azil pe lângă Primăria Capitalei, în scopul protecției copiilor.

In această instituție se pot adăpostì până la 12 copii și câteva doici. La câteva zile dela primirea lor, ei sunt împărțiți în cartiere la doici și crescătoare.

ORFELINATUL PENTRU FETELE ORFANE ŞI COPIII GĂSIȚI

A luat ființă în anul 1905 cu 7 băieți, în localul din str. Barbu Catargi No. 3.

In anul 1906, Primăria instalează acest început de orfelinat în localul școalei primare Radu Vodă cu 30 fete interne orfane (numai cu mame), care urmau la școala primară din apropiere (Maidanul Dulapului).

In anul 1908 numărul crește la 50—55 fete, fiind plasate astfel: 6 croitorese, 3 infirmiere, 10 servitoare, 1 învățătoare și 6 măritate.

Nici un izvor sigur de informații dela 1908 la 1915.

In anul 1915 se schimbă directoarea. Elevele erau plasate în familie pentru menaj și gospodărie (servitoare). Rezultatele par a fi fost foarte relative.

In anul 1917 aveà 50 fete, dintre care au fost îndrumate cele cu aptitudini, la școli secundare, iar o parte formate în orfelinat pentru gospodărie casnică.

In orfelinat se înființează o școală pentru cursurile primare.

Astfel, începând din acest an, s'a făcut următoarea repartiție a elevelor:

1917—1918, 15 fete au fost plasate în familii ca ajutoare în gospodăria casnică (servitoare) salariul fiind depus la Casa de economie.

Intre 1918—1922 s'au dat la școlile secundare *24* eleve (6 pe seama părinților, 24 sub cheltuiala Primăriei). Despre rest nici un document.

Elevele puse în orfelinat primesc cunoștințe de lucru, gospodărie, și învățământul primar (1).

GRĂDINA DE COPII

In 1916 (?) se organizează în Capitală *o grădină de copii*, pentru copii asistați de Primărie în vârstă dela 3—7 ani.

Aceasta a luat ființă sub numirea «Grădina de copii Bolintineanu» având internat pentru copii, cu sediul schimbat pe rând în străzile Romană, Primăverei și în urmă în str. Viting, până în anul 1916.

In anul *1916* numită grădina de copii «Dr. Zigura» a funcționat cu 56 copii. Copiii sunt interni, au grădină de copii și curs primar.

In anul *1919* grădina s'a mutat în str. V. Boerescu unde funcționează și în prezent, cu 60 de copii; are grădină de copii, organizată modern și curs primar. Personalul didactic se compune din: O maestră de educație pentru copiii mici și o învățătoare pentru clasa I și II-a primară.

(1) Nici asupra acestei instituții n'am putut aveà documente complete pentru fiecare an. Nici arhiva «Serv. Copiilor găsiți» și nici arhiva Primăriei nu au acest material.

SERVICIUL CRESCĂTOARELOR

Serviciul crescătoarelor a funcţionat din timpurile cele mai vechi de asistenţă a copiilor găsiţi (vezi docum. istorice).

Copiii găsiţi sunt daţi în creştere la doici din cartiere, ori la crescătoare pentru alimentaţie artificială.

Până la 1901 când Primăria primeşte clădirea Gh. şi Eliza Cantacuzino, nu ştim care erà serviciul de primire a copiilor; după această dată copiii primiţi in Azilul Cantacuzino, dacă sunt sănătoşi sunt ridicaţi după câteva zile de doici şi crescătoare din mahalalele Capitalei.

Sunt două categorii de copii la crescătoare: Copii sugari luaţi dela Azilul Cantacuzino sau direct dela familiile care nu-i pot creşte (orfani, familii sărace) şi se ţin până la vârsta grădinii de copii, şi o altă categorie care cuprinde toţi băieţii de vârsta şcolară (scoşi dela grădina de copii) şi fetele care nu au putut fi crescute în orfelinatul comunal (Radu Vodă).

Rezultatele obţinute pentru prima categorie (băeţi peste 6—7 ani) sunt foarte mediocre.

Supravegherea creşterii copiilor de vârstă şcolară şi plasamentul lor ulterior, a lăsat de dorit.

Documentele secretariatului serviciului copiilor lipsesc şi nu se pot adunà laolaltă rezultatele soartei acestor copii.

IV

REZULTATELE FUNCŢIONĂRII SERVICIULUI IN CONDIŢIILE ARĂTATE PÂNĂ AICI

In cele ce urmează vom da un rezumat şi o punere la punct asupra rezultatelor obţinute în decursul timpului, prin sistemul de administraţie arătat până acì. Aceste rezultate privesc în primul rând mortalitatea şi morbiditatea copiilor, în al doilea rând mişcarea copiilor in instituţiile Primăriei şi în urmă rezultatele educative, plasamentul şi pregătirea carierei acestor copii.

Mortalitatea în serviciul copiilor găsiţi.

Mortalitatea este diferită după vârste şi după cum copiii făceau parte din Azilul de sugari Cantacuzino sau erau împărţiţi la crescătoare.

Vom da pe rând:

1. Mişcarea şi mortalitatea copiilor la crescătoare.
2. » » » » în Azilul Cantacuzino.
3. Mortalitatea totală generală.
4. » » până la 2 ani.
5. Cifra medie a mortalităţii până la 2 ani.
6. Mortalitatea peste 2 ani.

Şi concluziile care reies din aceste capitole.

1. MIŞCAREA ŞI MORTALITATEA COPIILOR LA CREŞCĂTOARE PÂNĂ IN 1919

Copii găsiţi, orfani şi cu mamele lor asistaţi de Comună (1)

ANII	1911			1912			1913			1914			1915			1916			1917			1918		
LUNILE	Aflaţi	Decedaţi până la 2 ani	Decedaţi după 2 ani	Aflaţi	Decedaţi până la 2 ani	Decedaţi după 2 ani	Aflaţi	Decedaţi până la 2 ani	Decedaţi după 2 ani	Aflaţi	Decedaţi până la 2 ani	Decedaţi după 2 ani	Aflaţi	Decedaţi până la 2 ani	Decedaţi după 2 ani	Aflaţi	Decedaţi până la 2 ani	Decedaţi după 2 ani	Aflaţi	Decedaţi până la 2 ani	Decedaţi după 2 ani	Aflaţi	Decedaţi până la 2 ani	Decedaţi după 2 ani
Ianuarie	646	10	3	477	6	—	802	2	—	415	1	—	523	8	2	655	10	1	734	10	—	609	5	2
Februarie	659	7	—	383	15	—	805	6	—	422	5	2	506	5	—	689	15	4	734	4	—	608	4	—
Martie	673	4	—	491	6	—	714	2	—	443	6	1	517	13	—	698	11	4	645	11	—	589	9	—
Aprilie	661	4	—	504	11	—	810	6	—	460	3	—	438	10	—	743	13	—	657	7	—	570	2	—
Maiu	738	5	—	560	7	—	679	7	—	464	8	3	564	12	—	805	21	—	651	5	—	572	3	—
Iunie	762	7	—	625	11	—	449	16	—	474	11	2	587	6	—	806	32	7	650	8	2	570	3	—
Iulie	989	14	3	640	6	—	425	14	—	462	7	—	585	26	—	804	25	—	660	12	3	572	5	3
August	638	6	—	663	8	2	450	11	—	474	10	—	583	17	—	800	17	—	645	7	2	557	3	—
Septemvrie	683	5	—	683	8	—	429	8	—	465	3	—	568	12	—	779	10	—	639	8	—	492	5	—
Octomvrie	483	8	—	714	9	—	413	2	—	478	7	—	580	7	—	783	9	1	651	4	—	504	6	2
Noemvrie	450	3	—	636	6	—	415	3	—	506	7	—	607	6	—	734	10	4	659	6	2	514	4	—
Decemvrie	475	5	—	747	4	—	491	5	—	527	11	—	614	9	—	736	6	3	626	7	2	526	4	2
Total . . .	(²)	78	6		97	2		82	—		79	8		131	2		179	24		89	11		53	9
Coeficientul mortalităţii generale la sută	(³)	1,06°/o			1,39°/o			1,19°/o			1,55°/o			1,99°/o			2,24°/o			1,25°/o			0,92°/o	

(1) Până la 1919 nu se cunoaşte în mod separat numărul copiilor aflaţi până şi după 2 ani, din această cauză nu putem da mortalitatea pe vârste.
(2) Cifrele lunare ale unui an nu pot fi totalizate întrucât nu reprezintă fiecare lună separat alţi copii.
(3) După cum se vede în tablou, aceste cifre cuprind numai copiii găsiţi şi orfani şi asistaţi la mamele lor.

MIŞCAREA COPIILOR LA CRESCĂTOARE DELA 1919—1922

Copii găsiţi, orfani şi cu mamele lor asistaţi de Comună (1)

ANII	1919				1920				1921				1922			
LUNILE	Aflaţi până la 2 ani	Morţi până la 2 ani	Aflaţi peste 2 ani	Morţi peste 2 ani	Aflaţi până la 2 ani	Morţi până la 2 ani	Aflaţi peste 2 ani	Morţi peste 2 ani	Aflaţi până la 2 ani	Morţi până la 2 ani	Aflaţi peste 2 ani	Morţi peste 2 ani	Aflaţi până la 2 ani	Morţi până la 2 ani	Aflaţi peste 2 ani	Morţi peste 2 ani
Ianuarie	38	12	471	—	98	7	630	—	123	6	536	—	88	9	521	—
Februarie	39	5	472	3	96	8	631	—	127	1	540	1	94	6	527	—
Martie	47	7	487	2	90	8	620	1	134	4	526	1	107	6	365	—
Aprilie	43	5	540	—	86	5	604	1	138	6	541	1	102	6	480	—
Maiu	58	2	475	—	95	8	615	2	139	10	552	1	124	5	431	1
Iunie	79	5	586	3	118	9	619	—	137	15	554	3	126	5	431	1
Iulie	94	13	489	1	132	16	622	3	80	10	593	2	119	3	442	2
August	87	12	596	5	127	13	617	1	80	18	600	2	111	1	429	—
Septemvrie	94	10	660	2	120	9	618	—	76	3	511	1	109	1	432	—
Octomvrie	100	8	636	—	120	11	585	—	84	8	471	1	105	1	437	—
Noemvrie	103	12	645	3	120	8	583	—	80	9	420	3	99	2	446	—
Decemvrie	97	5	635	2	125	5	564	—	80	3	535	—	107	4	445	—
Total		96		21		107		8		93		16	1291	49	5386	4
Mortalitatea la %	10,92%		0,31%		8,06%		0,11%		7,27%		0,25%		3,80%		0,07%	

2. *Mişcarea şi mortalitatea copiilor în azilul de sugaci «Cantacuzino».*

Studiul acestor cifre repartizate pe luni, prezintă un interes deosebit prin numărul ridicat al morţilor, prin comparaţiile care se pot face cu instituţii similare din străinătate şi prin concluziile care se desprind. Dăm mai încolo tabloul dela data cea mai îndepărtată (1911) la care am putut adunà documente.

(1) După 1919 găsind cifre până la 2 şi peste doi ani, am putut obţine coeficienţi asupra mortalităţii pentru aceste două epoci; aceasta prezintă o mare importanţă în mortalitatea infantilă.

COPIII DELA AZILUL CANTACUZINO (1) AFLAȚI ȘI MORȚI DELA ANII 1919—1922
(copii găsiți până la 2 ani)

ANII	1911		1912		1913		1914		1915		1916		1917		1918		1919		1920		1921		1922		OBS.
LUNILE	Aflați	Decedați	Aflați	Decedați	Aflați	Decedați	Aflați	Decedați	Aflați	Decedați	Aflați	Decedați	Aflați	Decedați	Aflați	Decedați	Aflați	Decedați	Aflați	Decedați	Aflați	Decedați	Aflați	Decedați	
Ianuarie	10	4	11	3	15	3	14	3	14	3	16	6	13	5	12	—	15	7	15	8	20	8	16	5	
Februarie. . . .	9	3	10	1	14	1	8	3	12	3	13	3	12	2	13	—	13	10	24	9	15	—	16	1	
Martie	10	2	11	2	16	—	10	4	12	3	12	3	17	1	17	4	13	6	18	8	19	3	18	1	
Aprilie	8	1	9	1	17	4	9	—	11	2	14	2	12	—	16	3	24	4	24	13	20	2	18	5	
Maiu.	8	1	10	1	15	3	8	5	12	3	14	2	13	3	18	3	9	3	13	1	22	6	17	9	coef. la °/₀ med. 24,6
Iunie.	5	3	11	2	14	7	12	6	13	5	17	4	11	4	18	9	19	3	19	5	22	5	18°/₀		
Iulie.	10	5	12	5	13	6	15	5	10	—	12	4	10	4	18	6	16	8	15	7	18	3	36,1°/₀		
August.	10	4	13	6	13	8	13	5	13	7	12	2	9	—	17	8	19	7	17	2	15	—	14,9°/₀		
Septemvrie . . .	7	—	12	5	9	2	8	5	11	1	9	2	11	3	17	6	14	5	12	2	13	5	16,8°/₀		
Octomvrie . . .	8	5	12	2	12	1	10	2	14	3	16	5	11	2	21	11	18	8	16	8	18	2	8,8°/₀		
Noemvrie. . . .	8	2	13	—	10	1	12	4	12	—	13	4	12	1	16	7	13	8	12	1	18	4	6,17°/₀		
Decemvrie . . .	8	2	14	2	18	—	20	3	15	1	10	4	14	—	12	8	14	1	19	7	12	—	5,07°/₀		
Total . . .	101	32	138	30	166	36	139	45	149	31	158	41	145	25	195	65	187	70	204	71	212	38	(2)		
Mortalitatea °/₀ .	31,7°/₀		21,74°/₀		21,69°/₀		32,38°/₀		20,80°/₀		25,95°/₀		17,24°/₀		33,33°/₀		37,43°/₀		34,8°/₀		17,92°/₀		18,6°/₀		

(1) Azilul „Cantacuzino“ după cum am arătat precedent, este numai locul unde se aduc copii găsiți în Capitală și nu întrec 2 ani; sunt ținuți în azil un timp limitat pentru a fi dați la doici și „Crescătoare“ în urmă.
(2) Pentru o parte din luni — de când aveam conducerea acestui serviciu — dăm coeficienții la sută lunar întrucât calculele sunt diferite

Rezumând tablourile precedente avem rezultatele de mai jos:

3. *Mortalitatea generală* (Copii găsiţi, orfani şi asistaţi la mamele lor, înainte şi peste doi ani):

1911	1912	1913	1914	1915	1916	1917	1918	1919	1920	1921	1922
16,38	12,61	11,45	16,97	11,40	14,10	9,25	17,12	16,22	14,32	8,48	7,45

4. *Mortalitatea până la 2 ani*:

La crescătoare. Dela 1919-1922 (1) (Copii găsiţi, orfani şi asistaţi la mamele lor):

1919	1920	1921	1922
10,92	8,06	7,27	3,80

La azilul Cantacuzino (numai copii găsiţi):

1911	1912	1913	1914	1915	1916	1917	1918	1919	1920	1921	1922
31,7	21,74	21,69	32,38	20,80	25,95	17,24	33,33	37,43	34,8 (2)	17,92	18,6

5. *Cifra medie a mortalităţii până la 2 ani* (Azil şi crescătoare):

1919	1920	1921	1922
24,17	21,43	12,58	11,2

6. *Mortalitatea peste 2 ani*:

La crescătoare. Dela 1919—1922 (copii găsiţi, orfani şi la mamele lor):

1919	1920	1921	1922
0,31	0,11	0,25	0,07

(1) Inainte de 1919, nu există statistică pe vârste separate (înainte şi după 2 ani).

(2) După d-l Prof. M. Manicatide (lecţia de deschidere a cursului de clinică infantilă 1920), — mortalitatea pe acest an a fost în azil de 45,2 la sută. Cifrele obţinute de D-sa, diferă puţin de ale noastre. Noi ne întemeiem pe cifrele extrase din însăş arhiva biuroului copiilor găsiţi. — Tot D-sa ne arată soarta care au avut-o aceşti copii în 1919. Astfel: S'au primit în azilul Cantacuzino în cursul anului 1919 total 173. Din aceştia au murit în azil 78 adică 45,2 la sută. Din 50 daţi azilului Materna au murit 29 adică 58 la sută. Din 10 daţi la crescătoare au murit 6 adică 58 la sută. Din 13 daţi Leagănului Sf. Ecaterina au murit 10 adică 80 la sută. Deci din 173 de copii au murit 123, adică 71 la sută.

După această expunere a mişcării generale, constatăm următoarele:

Mortalitatea generală dela 0 până la 14—16 ani a copiilor găsiţi, orfani şi asistaţi de mamele lor (1) oscilează între 15 şi 25 la sută.

Din această mortalitate generală, cifra cea mai mare este a copiilor până la 2 ani; ea este foarte ridicată în Azilul Cantacuzino ajungând până la 40 la sută şi mai mică la crescătoare, 4—10%. Aceasta ne arată că coeficientul ridicat este al copiilor găsiţi (Azil).

Mortalitatea peste 2 ani este foarte scăzută, dând o cifră sub 1 la sută.

In concluzie avem:

1. Mortalitatea mare a copiilor găsiţi şi orfani (mai mare decât a copiilor din alte categorii: asistaţi la mamele lor etc.).
2. Mortalitatea mare în azilul de sugaci, mică la crescătoare.
3. Mortalitate foarte ridicată până la 2 ani.
4. Mortalitate mare în epoca răsboiului.
5. Pentru anul 1922, constatăm o uşoară ridicare a mortalităţii în azilul de sugaci, explicabilă prin primirea şi a copiilor bolnavi; remarcăm însă *scăderea mortalităţii la crescătoare* şi *scăderea mortalităţii generale infantile,* care s'ar explică prin măsurile de organizare a puericulturii aduse în ultimul timp în asistenţa copiilor găsiţi.

* * *

Rezultatele nu au fost din cele mai bune din cauzele următoare:

1. Asistenţa copiilor găsiţi şi orfani ca şi asistenţa generală a copiilor din Capitală, nu este organizată şi nu are mijloace.
2. Azilul copiilor sugari nu răspunde principiilor medicale şi igienice pentru creşterea copiilor.
3. Crescătoarele sunt total lipsite de igienă şi creşterea copiilor este făcută în condiţii neştiinţifice.
4. Mortalitatea este mai crescută la sugaci potrivit legilor generale de mortalitate infantilă.

MIŞCAREA COPIILOR LA GRĂDINA DE COPII «DR. ZIGURA» (2)

Dela înfiinţarea acestei grădini mişcarea copiilor a fost foarte activă şi rezultatele satisfăcătoare. In această instituţie se primesc copii, crescuţi la crescătoare (găsiţi şi orfani) şi copiii familiilor sărace care nu le pot da educaţia şi supravegherea în această epocă. Se primesc copii dela 3 ani în sus şi se ţin până la vârsta şcolară. Iată rezultatele aduse în acest interval (1916—1922):

(1) Intrucât datele statistice cuprind sub aceeaş cifră copii găsiţi, orfani şi asistaţi la mamele lor, nu cunoaştem exact mişcarea fiecărei categorii în parte.

(2) Grădina de copii este singura Instituţie care a păstrat ordine statistică şi conducere pricepută.

MIŞCAREA DELA GRĂDINA DE COPII «Dr. ZIGURA» DELA 1916 PÂNĂ LA 1922

ANUL	Copii aflaţi la începutul anului							Copii veniţi în cursul anului							Copii plecaţi în cursul anului															Copii rămaşi la finele anului		
	Băieţi	Fete	Total	Orfani	Găsiţi	Dela părinţi	Abandonaţi	Băieţi	Fete	Total	Orfani	Găsiţi	Dela părinţi	Abandonaţi	Băieţi	Fete	Total	La crescătoare	In adopţie	Orfelinat Radu-Vodă	Azilul Elena Doamna	Şcoala de meserii	Ateliere Comunale	Moşia Seceleanu	Restaurant Modern	In căpătuire	In familie	Ospiciul Pantelimon	Morţi	Băieţi	Fete	Total
1916	43	13	56	22	13	18	3	1	4	5	1	1	2	1	3	3	6	2	—	—	—	—	—	—	—	2	1	1	—	41	14	55
1917	41	14	55	19	14	19	3	8	8	16	11	—	5	—	12	3	15	9	2	—	—	—	—	—	—	2	2	—	—	37	19	56
1918	37	19	56	20	19	17	—	56	13	69	24	7	36	2	49	20	69	9	1	14	1	—	2	11	2	1	26	—	2	44	12	56
1919	44	12	56	16	12	26	2	18	8	26	8	—	18	—	18	11	29	7	—	5	—	2	—	—	—	—	11	—	4	44	9	53
1920	44	9	53	14	9	29	1	27	20	47	13	12	7	15	41	6	47	36	1	—	—	1	—	—	—	—	9	—	—	30	23	53
1921	30	23	53	20	16	12	5	19	20	39	9	6	15	9	11	24	35	3	15	5	—	—	—	—	—	2	9	—	1	39	18	57
1922	39	18	57	20	16	17	4	12	5	17	3	—	14	—	15	7	22	5	5	2	—	—	—	—	—	1	8	—	1	36	16	52
Total. .	278	108	386	131	99	138	18	141	78	219	69	26	97	27	149	74	223	41	24	26	1	3	2	11	2	8	66	1	8	217	111	382

ORFELINATUL «RADU VODĂ»

Nu posedă nici o statistică, sau indicaţii asupra fetelor din acest orfelinat. Nu se cunoaşte dela înfiinţare până acum nici numărul fetelor intrate, nici categoria şi nici soarta lor la părăsirea orfelinatului.

V

FUNCŢIONAREA ACTUALĂ A SERVICIULUI ASISTENŢEI INFANTILE COMUNALE

Astăzi Serviciul Asistenţei Infantile a Primăriei ocroteşte două categorii de copii:

1. Copii găsiţi şi orfani,
2. Copii săraci cărora familia nu le poate da îngrijirea cu mijloacele materiale de care dispune.

Copii găsiţi şi orfani, căzând în sarcina comunei din primele zile, cunt cresçuţi şi educaţi până la vârsta adultă.

Copii din a doua categorie (cu mame daţi la doici, la mamele lor) sunt ajutaţi cu bani, pentru a le înlesni creşterea şi educaţia. Aceşti copii asistaţi sunt deseori plasaţi la doici (copii cu mame la doici), când mama nu are lapte ori este bolnavă, şi doicile sunt plătite de Primărie, iar alţii sunt crescuţi de mamele lor, (categoria: copii la mamele lor) primind doar un ajutor bănesc.

INSTITUŢIILE COMUNALE DE PROTECŢIE INFANTILA

Comuna are următoarele instituţii organizate în scopul îngrijirii copiilor:

1. Azilul copiilor sugaci (Fundaţiunea Gh. şi E. Cantacuzino). Adăposteşte şi are buget pentru 12 copii sugaci, şi 6 doici cu copiii lor.
2. Grădina de copii «Dr. Zigura» adăposteşte 60 copii între 4—7 ani.
3. Orfelinatul de fete «Radu-Vodă» are 100 locuri, pentru fete dela 7 ani în sus.
4. Cinci dispensarii comunale de consultaţii de copii: Dispensariile Crivineni-Griviţa-Ştefan cel Mare şi Zerlendi.

Se dau consultaţii de trei ori pe săptămână.

FUNCŢIONAREA SERVICIULUI

Copiii găsiţi şi orfani trec prin diferite faze până la epoca adultă, când ajung să-şi câştige singuri viaţa. Iată etapele cari le traversează aceşti copii.

1. *Azilul copiilor sugari (fundaţiunea Ghiţă şi Eliza Cantacuzino)*

In acest local impropriu şi insuficient se adăpostesc copiii *primei vârste (până la 2 ani) aduşi de poliţie sau recomandaţi* îngrijirii comunale. In această instituţie se supraveghează alimentarea la sân şi artificială, şi se îngrijesc copiii bolnavi. Pentru alimentarea sugacilor există şase doici. Numărul total al copiilor bugetar este de 12. Dacă numărul lor este prea mare sunt hrăniţi mixt, sau artificial. In acest azil sugarii stau temporar. Cei sănătoşi în măsura în care se găsesc doici sau crescătoare (femei din mahalale alimentând sugarii artificial) sunt trecuţi în cartiere în familii unde este supravegheată creşterea lor.

2. *Creşterea copiilor la doici şi crescătoare*

Predaţi doicilor şi crescătoarelor copiii rămân în supravegherea lor până la vârsta când pot fi trecuţi la grădina de copii (4 ani). In decursul acestui timp doicile şi crescătoarele sunt supravegheate în aplicarea igienei alimentare şi generale de către medicii dispensariilor de copii şi de către infirmierele-vizitatoare.

3. *Dispensariile de sugari*

Supravegherea copiilor plasaţi la doici şi crescătoare se face prin aceste dispensarii. Infiinţate în ultimul timp (Mai 1922) pentru a da îngrijire tuturor copiilor din sectorul respectiv ele au sarcina de a supravegheà în primul rând copiii găsiţi şi orfani. Această supraveghere este asigurată prin obligaţia de a controlà în mod regulat creşterea şi starea de sănătate a copiilor la dispensar, de a aplicà tratamentul recomandat de medic la domiciliu.

Executarea îngrijirii medicale la domiciliul doicilor şi crescătoarelor se face de către infirmierele-vizitatoare. La trecerea copiilor dela azilul de sugari (Cantacuzino) în cartier li se fac fişe şi foi de observaţie cuprinse într'un dosar personal — păstrat la dispensar — în care se înscriu în mod regulat fazele de desvoltare a copiilor.

4. *Grădina de copii*

La vârsta de 4 ani, copiii (băieţi şi fete) sunt ridicaţi dela crescătoare şi trecuţi la şcoală specială (grădina de copii «Dr. Zigura»). Aici se cresc şi li se dă instrucţia până la vârsta şcolară.

5. *Reîntoarcerea la crescătoare.*

La vârsta de 7 ani copiii se împart în două: 1) *băieţii şi o parte din fete* se reîntorc la crescătoare în mahalale, urmând la şcolile primare ale Statului; 2) *O altă parte din fete,* cu aptitudini şi în număr limitat sunt trecute în orfelinatul Radu-Vodă.

6. *Orfelinatul Radu-Vodă*

In acest internat fetele urmează cursurile primare, cursuri de menaj şi profesionale, iar unele sunt susţinute pentru a-şi desăvârşi studiile în şcoli superioare.

7. *După terminarea cursurilor primare.*

După terminarea cursurilor primare, când fetele sunt în orfelinat şi cartier, iar băieţii în cartier, soarta lor este mai nesigură. După împrejurări şi fără cercetări complete, sau aprecierea valorei individuale a fiecărui copil, ei sunt răspândiţi în mod diferit.

Fetele sunt plasate după cerere în familii ca fete în casă (servitoare), şi numai rareori adoptate şi măritate. Puţine reuşesc a-şi face o carieră ori o meserie.

Băieţii. După terminarea şcoalei primare protecţia băieţilor nu mai există. Lăsaţi întâmplător în familiile mahalalelor ei rămân ca ajutoare în aceste familii, puţini fac o meserie, foarte puţini fac studii secundare şi superioare. Cel mai mare număr îl dau copiii fără meserie, mărind numărul oamenilor fără căpătâiu.

In întreg acest interval (dela naştere până la adolescenţă), serviciul copiilor găsiţi este autorizat a da copii *în adopţie* când sunt ceruţi şi când adoptatorii îndeplinesc anume condiţii. Predarea copiilor în adopţie se face de către funcţionarii de biurou (secretar), fără criteriu serios şi după aprecieri dubioase.

VI

CONSTATĂRI ASUPRA FUNCŢIONĂRII ACTUALE

REZULTATE INSUFICIENTE

Rezultatele medicale se raportează la îngrijirea copiilor în: dispensarii, la domiciliul doicilor şi crescătoarelor şi în azilul copiilor sugari, iar *rezultatele sociale* se referă la desvoltarea care o au copiii din punct de vedere educativ şi la soarta lor în momentul când ajung independenţi în societate.

REZULTATELE MEDICALE

a) *Rezultatele medicale* le voiu rezumà în tablourile alăturate.

Activitatea dispensariillor:

ACTIVITATEA DISPENSARIILOR DE COPII IN INTERVALUL DELA 1 MAIU — 31 AUGUST 1922 (1)

	Dispensarul Crivineni			Dispensarul Griviţa			Dispensarul Rahova			Dispensarul Şt. cel Mare			Dispensarul Zerlendi			Total general		
	0-2 ani	Peste 2 ani	Total	0-2 ani	Peste 2 ani	Total	0-2 ani	Peste 2 ani	Total	0-2 ani	Peste 2 ani	Total	0-2 ani	Peste 2 ani	Total	0-2 ani	Peste 2 ani	Total
Afecţiuni gastro-intestin	157	14	171	24	2	26	19	—	19	27	12	39	16	19	35	243	47	290
Boli de nutriţie	84	10	94	1	—	1	1	—	1	5	—	5	3	1	4	94	11	105
Boli pulmonare	66	23	89	15	—	15	8	—	8	11	4	15	15	13	28	115	40	155
Boli constituţionale . .	45	14	59	6	13	19	12	—	12	9	4	13	7	1	8	79	32	111
Boli infecţioase	72	51	123	2	2	4	2	—	2	1	9	10	9	12	21	86	74	160
Boli de piele	159	34	193	4	4	8	11	—	11	20	13	33	16	9	25	210	60	270
Boli chirurgicale , . . .	43	17	60	6	2	8	3	—	3	4	2	6	8	1	9	64	22	86
Boli de urechi şi ochi .	6	5	11	—	1	1	2	—	2	2	—	2	8	2	10	18	8	26
Boli nervoase	8	8	16	—	—	—	—	—	—	—	5	5	—	—	—	8	13	21
Copii sănătoşi ; diverse .	29	33	62	1	—	1	—	—	—	3	4	7	5	1	6	38	38	76
Total . . .	669	209	878	59	24	83	58	—	58	82	53	135	87	59	146	955	345	1300

(1) Tablou de activitatea primelor luni dela înfiinţare; date complete cu aprecieri asupra morbidităţii şi mortalităţii după luni vom publica ulterior.

Din acest tablou reiese:

1. *Numărul copiilor veniţi la consultaţii este mic* în raport cu populaţia sectorului şi cifra totală a naşterilor; numărul mare este al copiilor asistaţi de Primărie (Dispensarul Crivineni).

2. *Este mic deasemeni numărul copiilor sănătoşi* cari au urmat controlul dispensarului; prin aceasta rolul puericulturii nu este îndeplinit.

3. Dintre copiii consultaţi, *cea mai mare cifră este a copiilor bolnavi*; aceasta dovedeşte că noţiunea de supraveghere permanentă a copilului chiar sănătos fiind, nu a pătruns în populaţia cartierelor Capitalei.

4. *Ordinea frecvenţei bolilor* este aceă clasic cunoscută: afecţiuni gastro-

intestinale, boli de nutriţie, boli infecţioase, boli de piele, boli pulmonare, boli constituţionale, boli hirurgicale, etc.

Aceste rezultate nesatisfăcătoare sunt inerente începuturilor şi se explică astfel:

1. *Neîmpărţirea ajutoarelor alimentare ori de îmbrăcăminte* este prima cauză. Numai dispensariile de puericultură ale Primăriei nu împart ajutoare în Capitală; aceasta face ca o mare parte din populaţie să se îndrepte la dispensariile altor societăţi, unde primesc alimente ca: lapte condensat, făinuri, orez, etc., săpun şi îmbrăcăminte pentru mamele sărace şi pentru copii. Acesta este dealtfel un sistem practicat la toate dispensariile din lume şi trebuie uniform adoptat.

2. *Lipsa de transport a personalului medical şi a personalului ajutător*, face ca ajutoarele copiilor bolnavi să nu se poată face în mod regulat, iar *transportul la spital* să se facă totdeauna cu întârziere şi cu mari dificultăţi.

3. *Lipsa materialului necesar consultaţiilor.*

Localul dispensariilor este deseori impropriu, ori neamenajat şi lipsit de materialul elementar necesar unui examen a copilului.

4. *Incompetenţa şi retribuirea insuficientă a personalului ajutător.*

Este caracteristică lipsa de instrucţie de specialitate şi cultură generală. Aceasta se resimte prin faptul că sunt incapabili a conduce scriptele elementare şi nu impun autoritatea morală populaţiei, — unde vizitează copiii. Acest factor trebuie considerat, căci în afară de alte mijloace de atragere către dispensar, este şi autoritatea infirmierei şi modul cum inspiră încrederea familiei vizitate.

5. Ultima cauză care face ca numărul copiilor aduşi la consultaţii să fie mic, este *lipsa de educaţie a masselor.*

Ele nu sunt numai necunoscătoare ale principiilor de puericultură, dar neîncrezătoare şi sfaturile date nu pot pătrunde decât foarte încet.

MIŞCAREA COPIILOR DIN AZILUL CANTACUZINO DUPĂ REORGANIZARE

Cu începere din luna Iunie, de când am primit acest serviciu, calculul mortalităţii nu se mai poate face separat, deoarece în azil adăpostim copii bolnavi din cartier şi mortalitatea dela crescătoare este suprimată.

Dăm alăturat tablourile lunare de această mişcare.

Raportând mortalitatea la numărul întreg al sugarilor din azil şi cartier avem cifrele:

Luna Iunie:	La crescătoare:	93	copii din cari mor 8 (1).
	Aflaţi în azil	21	»
	Intraţi (găsiţi)	10	»
	» (naturali	9	»
	» (doici)	4	»

(1) In decursul acestei luni avem încă mortalitate în cartier, primirea în azil este numai parţială.

LUNILE	IUNIE								
	Aflaţi			Intraţi			Ieşiţi		
	B.	F.	Total	B.	F.	Total	B.	F.	Total
Copii găsiţi	4	5	9	6	4	10	2	6	[illegible]
Copii găsiţi reprimiţi	1	2	3	2	5	7	—	2	[illegible]
Copii naturali	1	1	2	5	4	9	3	3	[illegible]
Copii naturali reprimiţi	—	1	1	4	4	8	1	2	[illegible]
Copii de doici	3	3	6	3	1	4	2	2	[illegible]
Total			21			38 (21 + 38 = 59)			

[...N O»]

	NOEMVRIE														DECEMVRIE														
	[A]flaţi		Intraţi			Ieşiţi			Morţi			Rămaşi			Aflaţi			Intraţi			Ieşiţi			Morţi			Rămaşi		
	F.	Total	B.	F.	Total	B.	F.	Total	B.	F.	Total	B.	F.	Total	B.	F.	Total	B.	F.	Total	B.	F.	Total	B.	F.	Total	B.	F.	Total
Copii găsiţi	1	5	2	4	6	1	1	2	3	3	6	2	1	3	2	1	3	4	8	12	3	—	3	—	1	1	3	8	11
Copii găsiţi reprimiţi	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Copii naturali	—	—	1	3	4	1	—	1	—	—	—	—	3	3	—	3	3	1	3	4	1	1	2	—	2	2	—	3	3
Copii naturali reprimiţi	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1
Copii de doici	2	6	—	2	2	2	—	2	—	—	—	2	4	6	2	4	6	2	—	2	1	2	3	—	—	—	3	2	5
Total		12			12 (12 + 12 = 24)			5			6			13			13			18 (13 + 18 = 31)			8			3			20

La aceştia este mortalitate:	în azil de:	18
» » » »	la crescătoare	8
	Total	26 %

Raportând cifra mortalităţii la numărul copiilor (din azil şi cartier) avem:

Luna				
Luna Iunie	:	36.1 %=	cifra absolută din azil (fără copii reprimiţi)	=60[1] %
» August	:	14.9 %=	» » » » » » »	=20 %
» Sept.	:	16.8 %=	» » » » » » »	=43.3 %
» Octomvrie	:	8.8 %=	» » » » » » »	=29.7 %
» Noemvrie	:	6.17 %=	» » » » » » »	=25 %
» Decemvrie	:	5.07 %=	» » » » » » »	= 9.6 %

Media pe lunile Ianuarie, Februarie, Martie, Aprilie şi Maiu este de 24.6 %
Făcând coeficientul pentru întregul an, obţinem cifra de 18,6.

Din cifrele statistice expuse mai sus, pe ultimele 4 luni reiese:

1. *Numărul copiilor intraţi a fost cu mult mai ridicat decât în anii precedenţi.* Numărul copiilor *găsiţi* este mai ridicat, iar copiii *reprimiţi* dublează ori întrec chiar numărul total al copiilor îngrijiţi în azil. Reiese de aici *insuficienţa celor 14 leagăne*, cum reiese deasemeni *insuficienţa localului* pentru spitalizarea atâtor copii bolnavi din cartier.

2. Mortalitatea ridicată se explică prin aceea că, la *numărul copiilor găsiţi* şi morţi îndată după primire, se adaugă numărul *copiilor reprimiţi bolnavi* cari au fost aduşi întotdeauna în stare gravă. Este locul să remarcăm că din cauza lipsei mijloacelor de transport *copiii nu au putut fi aduşi decât în ultimul moment*, când ajutorul medical erà de eficacitate mică.

3. Reiese deasemeni după consemnările noastre, *lipsa de mijloace suficiente pentru îngrijirea copiilor în acest azil*, fapt care explică şi morbiditatea şi mortalitatea.

Iată în formă exactă care sunt *lipsurile acestui azil* şi din ce cauză *este nepotrivit pentru creşterea copiilor*:

a) *Localul este mic şi impropriu*, compus din două camere mici şi alte trei şi mai mici, este de o împărţire care corespunde unei locuinţe particulare şi nicidecum unui azil pentru creşterea copiilor sugari. Destinat să adăpostească 14 copii, 6 doici, o directoare, o soră, o gardă de noapte, un portar, o bucătăreasă şi o spălătoreasă, această clădire nu ar fi suficientă nici pentru locuinţa personalului;

b) Personalul este aglomerat în camere, trăind într'o promiscuitate dăunătoare sănătăţii lor, cum şi a copiilor pe cari îi hrănesc;

c) *Nu există cancelarie şi toate actele*, chitanţele, fişele, foile de observaţie, stau răspândite, neputându-se strânge la un loc şi ordonà în dulapuri speciale;

d) *Doicile* şi personalul ajutător stau într'o singură cameră supra aglomerată, servind şi de dormitor şi de sufragerie;

(1) In acest număr intră o mare parte din copii găsiţi în Azil la primirea serviciului.

e) Alimentarea copiilor este imposibil de făcut bine, chiar dacă n'am reclamă decât condiții elementare;

Bucătăria este foarte mică și nu există nimic pentru bucătăria specială a copiilor.

Nu este loc nici pentru instalarea unei bucătării spațioase și așà de necesară instituțiilor de copii, cum nu există nici locul unde să se adăpostească materialul de care ne folosim în aceste instituții;

Nu este loc pentru păstrarea laptelui și nici pentru prepararea lui, sau a mâncărilor de copii. In aceste condiții alimentarea copiilor este întâmplătoare și justifică într'o măsură, o parte din morbiditate și mortalitate.

f) *Nu există laborator* care ar fi o nevoie absolută pentru examene urgente, pentru controlul laptelui, etc;

g) *Nu există săli de autopsie și nici o cameră unde să se adăpostească cadavrele.*

Socotesc că asistența comunală ar fi resimțit încă de mult nevoia de a organizà un azil pentru primirea copiilor și îngrijirea celor bolnavi dacă nu s'ar fi împiedicat de acest local, destinat pentru copiii găsiți. Medicii predecesori, au cerut deasemeni în repetate rânduri modificări. Astfel găsim în rapoartele anuale ale medicului șef al Capitalei (1) cereri începând din anul 1905.

In anul 1905, cere a se strânge toți copiii asistați de Primărie într'un local mare și igienic și a nu mai fi lăsați la crescătoare în mahala. In anul 1906, cere amenajarea azilului Radu-Vodă și crearea de școli profesionale.

In anul 1907, propune lăsarea copiilor la crescătoare până la vârsta de 6 ani și apoi internarea în aziluri.

In anul 1908, propune darea copiilor dela crescătoare din mahala, la sătenii din jurul orașului, propune în urmă pe rând: în 1909 construirea unui orfelinat la țară, în 1910 negăsind destul sprijin în administrația comunală, propune cedarea serviciului unei societăți particulare; numărul cazurilor de boală fiind ridicat, propune înființarea unei creșe-infirmerii (1911), cere mijloace de transport și în sfârșit repetă neîncetat cererile anilor precedenți fără a obține rezultate (2).

In 1915, d-l Dr. Albulescu, pe atunci medic al serviciului copiilor găsiți, cere prin raport documentat multe îmbunătățiri, citând progresele obținute în Franța, Germania, Elveția, Danemarca, Suedia. Comentările acestui raport desbătute pe larg în ziarul «Viitorul» (3) nu reușesc îndeajuns să atragă atenția asupra acestui serviciu, atât de rudimentar și rușinos pentru țara noastră.

Nevoia unui institut al copiilor găsiți și asistați, este justificată și prin aceea că: *In prezent numărul copiilor găsiți este mai mare, iar numărul copiilor bolnavi cerând spitalizarea, este foarte ridicat*; *numărul doicilor și creascătoarelor este mai mic ca până acum* (concurența particulară); *cererile pentru asistarea copiilor săraci fără protecție părintească, sunt cu mult mai numeroase decât până acum.*

---

(1) Dr. G. Orleanu, raport general asupra igienei și stării sanitare a Capitalei, 1905—1914.

(2) Remarcăm în treacăt că după aceste rapoarte, mortalitatea copiilor găsiți, orfani și asistați la mamele lor, este între 5, 7—10 la sută. Sunt greșeli care surprind, găsindu-le în rapoartele celei mai autorizate instituții.

(3) «Viitorul» 19 și 21 Maiu, 2 și 17 Iunie 1915.

VII

PROPUNERI DE REORGANIZARE

1. Inființarea unui *azil de copii* încăpător și de construcție modernă care va servi pentru primirea copiilor găsiți, abandonați cât și ca serviciu spitalicesc pentru copiii suferinzi dela doici și crescătoare.

2. *Alegerea doicilor și crescătoarelor* cerând să îndeplinească mai bune condiții de igienă și la nevoie crearea de colonii la țară într'o regiune sănătoasă nu departe de București.

3. Organizarea serviciului *infirmierelor-vizitatoare* cu personal instruit și devotat.

4. Inființarea unui *internat* pentru băieții peste vârsta de 6 ani, pentru instrucție și învățare de meserii (de preferat în afară de București).

5. *Controlarea strictă a copiilor internați* în grădina de copii «Dr. Zigura» și în orfelinatul «Radu-Vodă» pentru a se da preferință în primul rând copiilor asistați de comună (găsiți, orfani, săraci).

6. Supravegherea *plasamentului băieților și fetelor* pentru învățarea meseriilor.

7. *Anchete* severe făcute de personalul dispensarelor în vederea ajutoarelor ori internarea copiilor în instituțiile comunale.

8. *Modificarea actualului regulament* (1).

9. Organizarea și fixarea unui *criteriu mai serios în adopțiuni.*

10. *Separarea serviciului medical* de serviciul administrativ.

11. *Imbunătățirea situației personalului.*

---

(1) Regulamentul Serviciului copiilor găsiți datează dela 13 Noemvrie 1881 și nu mai corespunde organizației de azi. — In 1912 Dr. Orleanu, medicul șef al Capitalei, prezintă un anteproiect de regulament care nu a fost acceptat (Raport asupra igienei Capitalei pagina 158, 1912).

MARILE BĂNCI ROMÂNEȘTI DIN ARDEAL IN 1922 DE VICTOR SLĂVESCU

IN ultimii 4 ani, dela Unire încoace, *Ardealul* intrând într'o perioadă nouă de reorganizare totală, desvoltarea generală a marilor bănci românești s'a desfășurat în acest cadru special, al unei *perioade de tranziție*, din care erà firesc să nu lipsească anumite preocupări speciale precum și unele tendințe, mai ușor de înțeles decât de aprobat. Imprejurările generale prin care a trecut țara au făcut, mai mult decât orice alte sforțări, să se producă noui curente de orientări, care se afirmă tot mai serios, dând marilor organizații românești de credit din Ardeal indicații prețioase pentru viitor.

Ardealul intrase în economia națională românească cu tradiții precise, în ceeace privește organizația bancară. Pe de altă parte, *Țara Veche* își aveà pe ale sale, aceasta din urmă având și superioritatea de putere capitalistă, organizare și conducere. Stabilirea unor legături armonice de colaborare și înțelegere nu puteà aveà loc cu ușurința cu care s'ar fi putut crede în primul moment; din deosebirile de vederi și tendințe au decurs stări de lucruri, cunoscute de toată lumea. Cele două grupe de organizații, au rămas pe pozițiile respective, determinându-se curente paralèle, deosebite prin unele preocupări și metode de lucru. Dacă pe alocurea s'au produs chiar fricțiuni și ciocniri de interese, unele chiar cu un caracter mai grav de agresiune, determinând temporar chiar curente primejdioase ca concepție, aceasta se explică în bună parte dintr'o necunoaștere reciprocă. Incetul cu încetul însă aceste neînțelegeri au intrat pe calea acordurilor, așà în cât, se pare, că viitorul nu ne va mai rezervà aspecte de lupte nepotrivite și dăunătoare interesului general, ci dimpotrivă prilejuri de colaborare rodnică și liniștită.

1. In ce privește *marile bănci românești din Ardeal*, avem de făcut constatarea îmbucurătoare, că dela Unire încoace s'au ridicat în mod deosebit trei instituții financiare, fiecare purtând înfățișări deosebite ca structură de organizație și metode de lucru, *dar cu aceeaș tendință națională pronunțată*, ceeace dă întregului grup o nuanță de simpatie. Aceste trei instituții sunt:

1. *Banca Albina* din Sibiiu,
2. *Banca Centrală* pentru Industrie și Comerț, din Cluj,
3. *Banca Agrară* din Cluj.

Aceste trei mari bănci românești, deși prietene și cu legături chiar intime de oameni și capitaluri — în special *Banca Centrală* și *Banca Agrară* — simțindu-se foarte aproape una de alta și prin concepții comune, se deosebesc foarte mult, în ceeace privește structura operațiunilor ce cultivă și mai ales în ce privește politica generală de bancă.

In fruntea lor, ca prestigiu şi experienţă, stă *Banca Albina* din Sibiiu cea mai veche Bancă românească, nu numai din Ardeal, dar din toată ţara întregită.

Funcţionează dela 10 Aprilie 1872.

In cursul anului 1922 a sărbătorit cum se cuvine semicentenarul său, un jubileu cu atât mai mândru cu cât 46 din cei 50 de ani de viaţă i-a trăit pe pământ robit. *Banca Albina* din Sibiiu luă fiinţă din iniţiativa lui *Visarion Roman*, ajutat de o pleiadă întreagă de mari şi buni români, în timpul când *Saşii* organizaseră şi al treilea institut financiar de credit — Bodencredit-Anstalt — pe lângă cele două *«case de economii»* mai vechi, şi în epoca când *Ţara Veche*, la primii ei paşi de organizare lăuntrică, deabià organiză către 1872—1873, primul *Institut de credit funciar român*, al cărui jubileu de jumătate de veac a fost sărbătorit în Bucureşti, în primăvara anului 1923.

Banca Albina din Sibiiu a debutat ca bancă de depozite şi de scont, menţinându-şi caracterul acesta, aproape în tot timpul lungii sale activităţi. Rezemându-şi activitatea ei financiară pe gospodăria ţărănească a Românilor ardeleni, — aproape unica ei clientelă, — operaţiunile curente ale *Băncii Albina* erau următoarele: primeà depozite spre fructificare «pe libele» şi acordà credite pe poliţe, fie în garanţie personală, «cu cavenţi» (un fel de giranţi), fie cu garanţie ipotecară, pe termene mai lungi. Dela 1880, căpătând şi ea privilejul de a emite scrisuri funciare, cu dobândă fixă, amortizabile în termen lung, a putut să desvolte creditele ipotecare într'o măsură mai mare. Totuş operaţiunile, proprii unei bănci de depozite, au prevalat, *Banca Albina rămânând timp de o jumătate de veac o bancă de depozite prin excelenţă*, cu un mic corectiv, în ceeace priveşte emisiunea de scrisuri funciare, ceeace i-ar fi dat şi *caracterul unui institut de credit funciar*. Deci, deşi cultivà două grupe de operaţiuni, fundamental deosebite, — depozite spre fructificare şi plasamente scurte, alăturea de scrisuri funciare şi împrumuturi ipotecare lungi — *Banca Albina aveà un caracter de bancă de depozite, care covârşeà cu totul pe acela — mult prea redus, de institut funciar*. De altfel, acest lucru se va puteà vedeà şi din analiza bilanţului, ce vom face mai jos.

Celelalte două bănci — *Banca Centrală pentru Industrie şi Comerţ* şi *Banca Agrară*, sunt de dată recentă, cea dintâiu înfiinţată în 1919, iar cea de a doua in 1920, prin urmare ambele sub noua stăpânire românească. Cum spuneam şi mai sus, aceste două instituţii sunt foarte apropiate şi prin comunitatea iniţiativei, şi prin comunitatea organizatorilor şi prin programul şi metodele de lucru întrebuinţate.

Banca Centrală pentru Industrie şi Comerţ a fost concepută de organizatorii şi iniţiatorii ei ca o *«bancă de afaceri»*, în sensul pe care îl are în occident această definiţie de *«banque d'affaires»*. Preocuparea de căpetenie a nouii instituţii a fost, din primul moment, participarea ei cât mai activă la *comerţul de mărfuri*, intern şi extern, şi *cointeresarea cât mai largă la industrie, fie prin participaţii la întreprinderi dejà existente, în vederea naţionalizării, fie chiar prin creaţii noui*. Imprejurarea făcând ca persoanele conducătoare la această instituţie să fie în acelaş timp şi pe primul plan al organizării politice din Ardeal, *Banca*

Centrală a debutat pe piaţă cu o vioiciune de activitate neobişnuită, proprie epocilor de tranziţie şi împrejurărilor nelămurite. Comerţul a oferit din primul moment un câmp de activitate cu totul atrăgător, aşà încât dela început, noua instituţie s'a îndreptat în această direcţie, sub atracţia unei rentabilităţi excepţionale. Cu colaborarea *Băncii Blank* din Bucureşti, *Banca Centrală* îşi stabileşte prima ei reputaţie prin aceste operaţiuni de mărfuri pe cont propriu. Paralel cu această primă orientare, inaugurează şi câteva participaţii şi creaţii industriale, pronunţându-se deci în mod complet ca o *«bancă de afaceri»*, cum afirmam mai sus.

La scurtă distanţă de timp după *Banca Centrală* şi aproape din aceeaş iniţiativă, ia fiinţă la Cluj *«Banca Agrară»*, concepută ca o instituţie cu o suprafaţă mai largă, *având un caracter mixt de instituţie privată cu privilej de Stat*, în ce priveşte operaţiunile de finanţare ale exproprierii, împrumutând totuş în unele privinţe, metodele de lucru ale unei bănci de afaceri (operaţiuni de mărfuri pe cont propriu şi participaţii industriale). Alcătuindu-şi un program de activitate mult prea vast şi destul de eterogen şi obţinând o situaţiune de privilej, neîndeajuns de justificată pentru interesele obşteşti, ce păreà că deserveşte, nu a putut continuà sub forma propusă. Decretul-lege din 1919 fiind desfiinţat prin legea din 2 August 1922, *Banca Agrară* este desbrăcată de însărcinarea ce primise anterior, fiind redusă la proporţiile cuvenite unei bănci particulare, liberă a se orientà aşà cum va crede de cuviinţă. Isbucnind la început un conflict între şi Stat, *Banca Agrară* care luase hotărîrea de a da în judecată Statul, pentru daunele provocate prin retragerea privilejului, chestiunea aceasta luase repede aspectul unei afaceri politice. Se pare însă că înseşi cercurile interesate ale *Băncii Agrare* înţeleseseră în ultimul moment că drumul luat nu puteà conduce la un rezultat pozitiv. Relaţiile între părţile interesate par a se fi schimbat mai târziu, interesele reciproce proporţionându-se în măsura indicată de situaţie şi de anumite drepturi câştigate. In această privinţă darea de seamă a Consiliului de Administraţie al *Băncii Agrare* pe anul 1922, cuprinde explicaţii suficiente în această chestiune. Probabil că atunci când acordul va fi stabilit, adunarea generală a acţionarilor va da un contra-vot, anulând hotărîrea anterioară de dare în judecată a Statului. După înseşi informaţiile date de Consiliul de Administraţie, *Banca Agrară* a intrat în anul 1922 într'o nouă situaţie procedând grabnic la reorganizarea ei, în vederea noului program de lucru, ce trebuie să-şi alcătuească.

Aceste trei instituţii financiare româneşti din Ardeal, astăzi cele mai însemnate sub raportul capitalului, dispunând de un însemnat volum de afaceri, au acest caracter comun, şi anume de a fi constituite numai prin mijloacele Românilor ardeleni, la care s'au adăugat ulterior fondurile multor comunităţi şcolare, bisericeşti, culturale şi sociale ale aceloraşi Români, adunate cu atâta jertfă şi primejdie. Cele două bănci, creeate sub stăpânire românească, *Banca Centrală* şi *Banca Agrară* numără printre acţionarii lor şi pe micile bănci româneşti, răspândite în oraşele şi satele Ardealului, ale căror Centrale financiare

urmau să fie cele două instituții. Cu un cuvânt, integralitatea capitalurilor sociale fiind absolut curat românească, din acest punct de vedere, care primează în mod evident orice alte considerații, aceste bănci au drept să se bucure de protecția întreagă a cercurilor financiare din centrul țării, în frunte cu *Banca Națională a României*, acordată dealtfel fără nici un fel de rezervă, după cum reese din mulțumirile exprimate de Consiliile de Administrație în dările de seamă respective pentru anul 1922.

Acestea spuse, vom trece acum la examinarea amănunțită a activității celor trei bănci mari românești din Ardeal, pe temeiul bilanțurilor și dărilor de seamă publicate în 1922/23.

II. *Capitalurile sociale* ale băncilor de care ne ocupăm, au înregistrat următoarele schimbări:

	1919		1920		1921		1922	
Banca Albina	20.000.000	Kr.	10.000.000	Lei	10.000.000	Lei	25.000.000	Lei
Banca Centr.	15.000.000	»	50.000.000	»	50.000.000	»	50.000.000	»
Banca Agrară	—	»	50.000.000	»	50.000.000	»	50.000.000	»
Total...	35.000.000	Kr.	110.000.000	Lei	110.000.000	Lei	125.000.000	Lei

Totalul capitalurilor sociale pentru cele trei bănci se ridică deci la sfârșitul anului 1922 la 125.000.000 lei, *Banca Albina din Sibiu* fiind singura, care în cursul ultimului exercițiu înregistrează o sporire de capital. Această sporire erà cu atât mai necesară, cu cât rolul acestei bănci s'a lărgit mult, în noua stare de lucruri, și apoi se simțià nevoia unui raport mai corespunzător între fondurile proprii și angajamente, neatins încă în mod suficient.

Fondurile de rezervă vin de adaugă la capitalurile proprii sume însemnate, după cum urmează pentru anul 1922:

	Fond. rezervă		% din capital
Banca Albina	13.715.085	Lei	54,8 %
Banca Centrală	16.338.000	»	32,6 %
Banca Agrară	4.211.115	»	8,4 %
Total.....	34.264.200	Lei	

Alcătuirea acestor fonduri de rezervă s'a făcut nu numai prin prelevări statutare asupra beneficiilor nete anuale, dar mai ales din prilejul nouilor emisiuni de capital, când acționarii au fost invitați să verse sume însemnate pentru dotarea acestor fonduri de rezervă. *Banca Albina* declară, în ultimul raport al Consiliului de Administrație, că numai cu prilejul ultimei emisiuni de 15.000.000 lei s'a putut obține pentru fondul de rezervă suma de aproape 7 milioane lei. *Banca Centrală*, deși se găsește numai în al 4-lea an de existență, dispune deasemenea de o importantă rezervă de peste 16 milioane lei, datorită în mare

Trebuie de reținut deci că cele trei bănci de mai sus, fruntașele organizației de credit românesc local din Ardeal, însumau la un loc aproape lei 160.000.000,— la sfârșitul anului 1922, *cu mențiunea că acest capital era exclusiv românesc.*

III. *Angajamentele.* — Alăturea de aceste capitaluri, cele trei bănci mai dispun și de alte fonduri obținute pe căile obișnuite: depozite spre fructificare, conturi curente creditoare, reescont la Banca de Emisiune, etc. Vom examină situația acestor angajamente la cele trei bănci românești din Ardeal.

In anul 1922 cele trei categorii principale de angajamente se prezentau după cum urmează:

	Depozite spre fruct.	Ct. crte. cred.	Reescont
Banca Albina	Lei 255.998.037	Lei 14.906.218	Lei 32.755.000
Banca Centrală ...	» 100.261.040	» 1.972.421	» 56.666.000
Banca Agrară	» 39.640.085	» 19.594.941	» 98.767.924
Total....	Lei 395.900.162	Lei 36.473.580	Lei 188.188.924

Deosebit de aceste angajamente pe termen scurt, mai avem de amintit în ce privește *Banca Albina* încă 2.000.000 lei scrisuri funciare în circulație plus 382.000 lei scrisuri funciare ieșite la sorți și aflate tot în circulație. Grupând totalul acestor angajamente pe anul 1922 și comparându-le cu anii precedenți, ajungem la următoarele rezultate:

	Totalul angajamentelor		
	1920	1921	1922
Banca Albina (1)	98.789.432 Lei	209.933.751 Lei	306.041.255 Lei
Banca Centrală	63.177.801 »	90.470.923 »	158.899.461 »
Banca Agrară	66.970.818 »	80.469.674 »	158.002.950 »
Total	228.938.051 Lei	380.874.348 Lei	622.943.666 Lei

Ca primă constatare, putem vedeà un apreciabil progres în ceeace privește angajamentele celor trei bănci din Ardeal. Față de 1920 sporul reprezintă 400 milioane lei, iar față de 1921 circa 150 milioane lei. Iată cum, cu toată situația de «criză de numerar» de care se plâng în mod stăruitor cele trei bănci românești din Ardeal, progresul este evident și destul de îmbucurător. Mai ales în ce privește ultimele două bănci, recente ca existență și în prima epocă de consolidare, progresele sunt mai mult decât suficiente, având în vedere și greutatea situației generale în care ne aflăm.

Examinând de aproape structura angajamentelor celor trei bănci, în anul 1922, avem de făcut mai multe constatări:

Banca Albina se afirmă — după cum am arătat și în primele pagini — *ca o bancă de depozite prin excelență.* Ce poate reprezintà 2.385.000 lei scrisuri fun-

(1) Inclusiv scrisurile funciare în circulație.

parte vărsămintelor acţionarilor la emisiunea a doua, când s'a sporit capitalul social dela 15 la 100 milioane coroane, respectiv 50.000.000 lei. *Banca Agrară*, în afară de prelevările statutare şi-a constituit şi un *fond de garanţii* al scrisurilor funciare, căci între alte privilegii dobândite prin decretul-lege din 1919 erà şi acela de a emite obligaţii ipotecare.

Raportate la capitalurile sociale, *fondurile de rezervă* reprezintă cifre procentuale apreciabile, în special la *Banca Albina* din Sibiu — unde întrece jumătatea capitalului şi la *Banca Centrală* unde se apropie de o treime din capital. Sunt mult mai modeste la *Banca Agrară*.

Aceste rezerve multiplică fondurile proprii şi activează sporirea beneficiilor nete; ele nu primesc remuneraţie, cum este cazul capitalului, *totuş influenţează foarte mult politica de dividend a băncilor respective*, mai ales acolo unde acţionarii au contribuit efectiv la alcătuirea lor, prin vărsăminte de numerar la casă. Chiar dacă dividendul este calculat şi împărţit la valoarea nominală a acţiunilor, totuş Consiliile de Administraţie, când propun dividendele, au în vedere cursurile de emisiune, căci acestea reprezintă capitalul realmente vărsat de acţionari. De aceasta trebuie să se ţină seama cu atât mai mult, cu cât cursurile reale ale pieţei pentru acţiunile respective sunt mult inferioare cursului de emisiune, aşà încât dacă un acţionar ar dorì sau ar fi silit să vândă o parte din ele, nu mai intră în posesiunea sumei vărsate. Pe calea unor dividende mai ridicate, de 16—20% se compensează întrucâtva paguba la curs.

Amintim acì în treacăt o greşeală care se face în dispoziţia de bilanţ a diferitelor fonduri de rezervă, în ce priveşte «*fondurile de pensiuni*» ale funcţionarilor.

Cu excepţia *Băncii Albina*, celelalte două bănci totalizează în fondurile de rezervă şi «*fondurile de pensiuni*», ceeace nu este drept. *Fondurile de pensiune* ale funcţionarilor reprezintă dotaţiuni de ordin social ale băncilor, în favoarea personalului ce au, din care urmează să se plătească pensiuni de bătrâneţe şi invaliditate funcţionarilor atinşi de limita de vârstă sau de incapacitatea de a mai muncì. Aceste fonduri nu mai aparţin băncii respective; ele aparţin comunităţii funcţionarilor, în principiu, şi sunt numai în administrarea băncii. Din punct de vedere bancar, ele reprezintă un angajament, fructificând de regulă în favoarea lor proprie. A le înglobà în fondurile de rezervă şi a le trece într'o grupă comună — cazul *Băncii Centrale* şi *Băncii Agricole* — este o greşeală care ar trebuì evitată.

Recapitulând cele două grupe de *fonduri proprii* — capitalurile sociale şi fondurile de rezervă — ale celor trei bănci mari româneşti din Ardeal, ajungem la următoarele rezultate:

		Mijloace proprii de exploatare în 1922
1. *Banca Albina*	Lei	38.715.085
2. *Banca Centrală*	»	66.338.000
3. *Banca Agrară*	»	54.211.115
Total.....	Lei	159.264.200

ciare în circulaţie, faţă de 255.998.037 lei depozite pe carnete şi în cont curent? Rolul de credit funciar este aproape inexistent aşà încât este posibil să se şi renunţe la el, de îndată ce se vor lichidà ultimile operaţiuni. Insemnătatea angajamentelor *Băncii Albina* nu poate fi trecută cu vederea, dacă mai ales se compară cifrele respective cu fondurile proprii. Legăturile vechi, ce această instituţie întreţine cu toată ţărănimea din Ardeal, căreia dealtfel îi şi acordă credite la nevoie, explică în parte importanţa deosebită a depozitelor. *In conturile curente creditoare* intră pentru o sumă însemnată cecurile şi plăţile făcute pentru *«Românii Americani»*, operaţiuni fructuoase şi întinse, datorite dealtfel tot vechilor legături ale acestei bănci cu aceà pătură ţărănească, astăzi emigrată peste ocean. In proporţii mai reduse, dar totuş însemnate, în ce priveşte *Banca Centrală* care are 100.261.040 lei se prezintă şi angajamentele de depozite ale celorlalte două bănci ,*Banca Agrară* fiind deabià la începutul ei.

Ceeace merită a fi subliniat în mod deosebit este angajamentele de reescont în valoare de 188.188.924 lei faţă de 40.000.000 lei în 1920 şi 68.490.210 lei în 1921. Acest progres dovedeşte începutul unor relaţiuni mai susţinute între băncile mari româneşti din Ardeal şi *Banca Naţională a României*. Este mai mult decât îmbucurător că astfel de relaţii se desvoltă tot mai mult, pentrucă din atitudinea tot mai binevoitoare şi mai atentă a *Institutului Central de Emisiune* faţă de instituţiile nouilor teritorii, vor înţelege toţi acei cari credeau altădată în atitudini echivoce, că după cum există o singură bancă de emisiune pe toată ţara, nu pot există decât norme comune, în ce priveşte politica generală de credite. Cu cât băncile din Ardeal vor fi mai mult ajutate de *Banca Naţională* cu atât va dispare orice motiv de preocupări regionale şi centrifugale, iar unele concepţii greşite şi propuneri deplasate nu vor mai apare la lumina zilei, ci vor fi condamnate, prin însăş realitatea zilei, a murì neproductive în minţile rău orientate. Este însă pe de altă parte, dela sine înţeles, că sprijinul *Băncii de emisiune* nu poate fi acordat decât acolo unde sunt numai preocupări economice serioase şi unde conducătorii dau dovada că înţeleg a corespunde încrederii ce li se acordă, împrăştiind capitalurile ce li se pun la dispoziţie cu discernământul impus de situaţia în care ne găsim.

Dintre cele trei bănci româneşti din Ardeal, cele două din urmă, mai tinere ca activitate şi mai încercate de nevoi, — *Banca Centrală* şi *Banca Agrară* — au apelat într'o măsură mai mare la concursul *Băncii Naţionale*. Pe când *Banca Albina* acuză angajamente de reescont de numai 32,7 milioane lei, *Banca Centrală* are 56,6 milioane lei iar *Banca Agrară* 98,7 milioane lei. In proporţie cu totalitatea angajamentelor, *creditul de reescont la Banca Naţională* reprezintă pentru fiecare din bănci, în cifre procentuale:

	% din angajament
1. *Banca Albina*	10,4 %
2. *Banca Centrală*	35,4 %
3. *Banca Agrară*	62,0 %

Pe când la *Banca Albina* angajamentele de reescont reprezintă deabià 10,4% din totalul lor — căci depozitele alcătuesc imensa majoritate — la *Banca Agrară*, greu încercată, aceste angajamente reprezintă 62%; dealtfel erà firesc ca noua reorganizare a numitei bănci să se facă în primul rând cu concursul *Băncii Naționale*, care i-a dat dealtfel şi concursul necesar să lichideze cele 25.000.000 lei ce datorà Statului, după cum se poate vedea dintr'un post special de reescont, ce figurează în bilanțul *Băncii Agrare*.

Raportând acum totalitatea mijloacelor proprii la totalitatea angajamentelor, pentru anul 1922, ajungem la următoarele rezultate:

		Mijloace proprii		Angajamente		Total general
Banca Albina	Lei	38,715.085,—	Lei	306.041.255,—	Lei	344.756.340,—
Banca Centrală ..	»	66.338.000,—	»	158.899.461,—	»	225.237.461,—
Banca Agrară ...	»	54.211.115,—	»	158.002.950,—	»	212.214.065,—
Total	Lei	159.264.200,—	Lei	622.943.666,—	Lei	782.207.866,—

Din tabloul de mai sus reese că cele trei bănci româneşti din Ardeal însumează 782.207.866 lei drept mijloace generale de exploatare, ceea ce însemnează o putere capitalistă cu totul apreciabilă. Structura acestor mijloace de lucru nu este poate destul de armonică — în special la *Banca Albina*, unde proporția între cele două categorii de mijloace depăşeşte normele clasice, stabilite de doctrină. *In cifre procentuale*, proporția celor două grupe de capitaluri se menține astfel:

	Fonduri proprii	Fonduri străine	Total
Banca Albina	11,0%	89,0%	100%
Banca Centrală	29,2%	70,8%	100%
Banca Agrară	24,4%	75,6%	100%
	20,3%	79,7%	100%

Dacă comparăm aceste cifre procentuale de grupele care constitue angajamentele celor trei bănci, înțelegem că în cazul *Băncii Albina* însemnătatea depozitelor dă acestor angajamente un caracter de mare exigibilitate. Se pare însă că depozitele băncii acesteia au totuş mare stabilitate fiind împărțite în mici pachete, aparținând unei numeroase clientele; cum sunt şi de origine țărănească, retragerea lor bruscă, sub impresia unei panici, poate fi mai puțin probabilă.

In orice caz, deşi *Banca Albina* se înfățişează ca o bancă de depozite prin excelență, totuş ar fi poate indicată o mai bună proporționare între capitaluri proprii şi angajamente, pentru o mai bună soliditate a instituției. Caracterul de primejdie al acestor angajamente prea exigibile poate fi sporit sau micşorat după structura plasamentului, care ar puteà da posibilitatea băncii să reintre repede în fondurile plasate, în cazuri de necesitate. La celelalte bănci, proporția este normală, deşi *Banca Centrală* dispune de depozite destul de însemnate; totuş având în vedere fondurile proprii mai mari, raportul între cele două gru-

puri este bine păstrat. La *Banca Agrară* angajamentele — prin importanța deosebită a reescontului — menținându-se la o proporție convenabilă față de capital și rezerve, au un caracter de mai mică exigibilitate, decât la celelalte două bănci.

In rezumat, cele trei bănci românești, au la dispoziția lor *trei sferturi de miliard de lei*; o sumă destul de considerabilă, care poate ajută mult economia națională românească din Ardeal, dacă este întrebuințată după bunele regule bancare și în permanentă preocupare de situația generală.

Trecem la cercetarea *politicii de plasament* a celor trei bănci românești din Ardeal.

IV. *Plasamentul.* — Operațiunile de plasament ale celor trei bănci reprezintă toată activitatea lor pentru susținerea diferitelor ramuri de muncă economică în Ardeal. Acțiunea lor se desfășură numai în această regiune, unde de sigur le stă înainte un vast câmp de acțiune productivă și binefăcătoare. Inainte de a examinà în ce constă această acțiune, vom da mai jos cifrele necesare, grupându-le pe categorii de operațiuni, pentru o mai bună claritate.

In 1922, *plasamentul* celor trei bănci românești din Ardeal se prezintă după cum urmează:

		Ef. publice	Portofoliu	Ct. debitoare	Mărfuri	Imobile
1. B-ca *Albina*..	Lei	31.730.925,—	80.647.486,—	228.332.265,—	—	2.462.939,—
2. » *Centrală*	»	39.386.135,—	61.536.137,—	89.238.925,—	20.851.236,—	11.011.666,—
3. » *Agrară* .	»	55.761.597,—	110.524.388,—	35.053.728,—	887.533,—	8.097.383,—
Total...	Lei	126.878.657,—	252.708.011,—	352.624.918,—	21.738.769,—	21.571.988,—

Urmărind desvoltarea *plasamentului* celor trei bănci, în ultimii ani, găsim următoarele progrese:

		1920		1921		1922
1. *Banca Albina* .	Lei	193.703.686,—	Lei	221.717.954,—	Lei	343.173.615,—
2. » *Centrală*.	»	101.586.009,—	»	144.518.090,—	»	222.024.099,—
3. » *Agrară*..	»	84.499.727,—	»	119.582.513,—	»	210.324.629,—
Total....	Lei	379.789.422,—	Lei	485.818.557,—	Lei	775.522.343,—

Din cele două tablouri de mai sus, se poate urmărì atât mersul desvoltării plasamentului celor trei bănci, în anii 1920—1922, precum și structura lui. *Banca Albina* se găsește în frunte, urmată la oarecare distanță de celelalte două bănci mai recente, cari se mențin cam la acelaș nivel, ca volum de afaceri. *La sfârșitul anului 1922, prin urmare, totalul plasamentului se ridică la 775.522.343,— lei față de totalul fondurilor de 782.207.866 lei.* Procedând la analiza acestui plasament, avem de făcut următoarele constatări:

a) *Efecte publice.* In acest post se cuprinde portofoliul de valori-efecte de Stat, acțiuni bancare și participații industriale și comerciale — caracterizând în parte orientarea generală a băncilor respective. La *Banca Albina* găsim speci-

ficaţia de *efecte publice* (7.224.772,— lei) şi *acţiuni dela bănci* (24.218.152,— lei) ceeace ar denotà că cea mai bună parte din acest portofoliu cuprinde participaţii financiare. De valori industriale nu se pomeneşte nimic. Este probabil că în afară de cointeresări la anumite bănci provinciale din Ardeal (d. ex. *Banca Furnica* din Făgăraş), *Banca Albina* să fi participat la creearea ultimilor două bănci mari — *Banca Centrală* şi *Banca Agrară* — precum şi la unele întreprinderi cu caracter industrial-financiar — cum este de pildă *Creditul Tehnic Transilvănean.* Are şi câteva participaţii industriale, de mică însemnătate. Faţă de totalul plasamentului său, portofoliul de efecte nu reprezintă nici 10%; faţă de capitalul său proporţia este însă destul de ridicată.

De o importanţă mai mare este acest grup de plasamente pentru ultimele două bănci, care au marcat în programul lor de activitate, cultivarea legăturilor de afaceri cu industria şi comerţul.

Banca Centrală participă la un număr de industrii locale, în tovărăşie cu *Banca Agrară* şi pe alocurea cu unele bănci din Vechea Ţară, amintite în lucrarea noastră «*Organizaţia de Credit a României*».

Citãm principalele participaţii: *Industria Sârmei, s. a. Cluj, Fabrica de sticlă din Turda, Fabrica de maşini «Schieb» din Sibiiu, «Meteor» fabrică de eternit în Oşorheiu (jud. Bihor), Fabrica de piele din Turda,* etc., etc.

Banca Agrară participă şi la numeroase întreprinderi industriale şi comerciale, singură sau în colaborare cu alte bănci şi anume: «*Intreprinderile forestiere române, s. a. Cluj*», «*Sovata*» societate balneară pe acţiuni, *Fabrica de piele din Turda, Fabrica de sticlă din Turda, Fabrica de maşini «Schieb» din Sibiiu, Cărămidăria oraşului Cluj,* «*Iris*» soc. an. pentru industria ceramică Cluj, «*Zea*» societate anonimă pentru produse farmaceutice din Cluj, «*Vinea*» soc. pentru comerţul de vinuri din Alba-Iulia, «*Fonciera*», soc. pentru asigurări generale, Cluj, etc.

Banca «*Izvorul*» din Alba-Iulia este o afiliată a Băncii Agrare.

Intr'o anumită măsură, cele două bănci mai participă şi la unele întreprinderi industriale, de o importanţă deosebită cum sunt: «*Uzinele de fier şi Domeniile din Reşiţa*», «*Astra*», fabrică de locomotive şi vagoane, Arad, «*Prima societate de explozibile pe acţiuni*» *din Făgăraş,* în colaborare de diferite consorţii bancare din Vechea Ţară.

Orientarea celor din urmă două bănci româneşti către industrie a izvorît dintr'o necesitate uşor de înţeles. Participarea capitalurilor româneşti la industria din Ardeal erà minimă, dacă nu inexistentă, deşi atâtea fabrici şi instalaţii industriale prelucrau materii prime ale solului şi subsolului. Participarea industrială a acestor bănci a avut loc fie în vederea naţionalizării unor industrii dejà existente, fie sub forma de noui creaţii. Rezultatele obţinute nu au fost întotdeauna suficient de satisfăcătoare, din diferite motive inerente situaţiei generale sau din motive organizatorii. Fiind încă la primii noştri paşi pe acest domeniu de activitate, având de învins aşà de mari greutăţi, şi cu personalul specialist şi cu organizarea şi punerea în stare de funcţionare a instalaţiilor indus-

triale, erà natural ca rezultatele obținute să fie încă modeste, dar în nici un caz descurajătoare. Greșelile comise pe alocurea adaugă la experiența necesară, pe care trebuie să o căpătăm numai pe câmpul practic. Iar dacă mai adăugăm și considerentul că aceste noui orientări au loc în împrejurări atât de anormale ca cele de astăzi, înțelegem de ce suntem acolo unde suntem.

Raportând plasamentul de efecte publice la fondurile proprii, ale celor două bănci românești din Ardeal, găsim pentru *Banca Centrală* o cifră de 59% iar la *Banca Agrară* peste 100%, ceeace indică importanța capitalurilor plasate în diferite întreprinderi industriale. Iar dacă comparăm cifrele anului 1922, cu cele din anii precedenți găsim o continuă sporire a acestui grup de plasament după cum urmează: *Banca Centrală*: 1920: 24.462.266 lei; 1921: 30.907.361 lei; 1922: 39.386.135 lei și la *Banca Agrară*: 1920: 23.227.623 lei; 1921: 35.756.735 lei; 1922: 55.761.597 lei.

b) *Portofoliul de scont* reprezintă o treime din totalul plasamentului și este alcătuit din angajamentele clientelei țărănești — în special la *Banca Albina* — cât și ale celorlalte categorii economice de negustori, industriași și industrii, etc. Facultatea de reescont la Banca Națională îndeamnă băncile respective să dea acestor plasamente toată desvoltarea, corespunzând până la un punct și cu caracterul de exigibilitate al angajamentelor de depozite spre fructificare. Menționăm particularitatea găsită la *Banca Albina*, unde o parte din acest portofoliu este acoperit cu garanții ipotecare, corespunzând în mare parte cu clientela țărănească. Dacă comparăm cu anii precedenți mersul desvoltării acestui grup de plasament, constatăm un progres apreciabil pe toată linia și anume:

		1920		1921		1922
Banca Albina	Lei	13.323.453,—	Lei	25.714.284,—	Lei	80.647.486,—
Banca Centrală ..	»	1.101.781,—	»	22.284.954,—	»	61.536,137,—
Banca Agrară ...	»	35.204.450,—	»	48.139.850,—	»	110.524.388,—
Total ..	Lei	49.629.684,—	Lei	96.139.088,—	Lei	252.708.011,—

c) *Conturi curente debitoare.* — Alcătuesc principalul grup de plasament și reprezintă contactul ce au cele trei bănci cu viața economică a Ardealului. Industria la care participă în special cele două bănci de afaceri — *Banca Centrală* și *Banca Agrară* — reclamă o bună parte din aceste capitaluri, pe lângă obișnuitele credite de finanțare acordate celeilalte clientele, în special cea negustorească. Prin sucursalele lor, destul de numeroase, cele trei bănci iau contact, în măsura posibilităților, cu viața economică a Ardealului, deschizând credite de producție și finanțare, în condiții de garanție și de dobândă variabile și indicate de împrejurări. Și acest grup de plasament se găsește în continuu progres față de trecut, posibilitatea de deschideri de noui credite fiind condiționată de situația fondurilor de plasat iar nu de situația pieței, căci clientela nu a putut fi niciodată satisfăcută în întregime. Deprecierea monetară reclamă capitaluri tot mai mari, pe care băncile, la rândul lor, nu le pot pune la

dispoziție întotdeauna. *Banca Albina* își sporește conturile debitoare, dela 155 milioane lei în 1920 la 166 milioane lei în 1921 și la 228 milioane în 1922; *Banca Centrală* progresează dela 66 milioane lei în 1920 la 89 milioane în 1922, cu o ușoară reducere în 1921, după ce înregistrează și în 1921 o altă ușoară scădere la 24,1 milioane lei.

d) *Mărfuri.* — Acest post de plasament, deși nu reprezintă decât o mică parte din totalul operațiilor active — deabià 21.738.769 lei față de 775.522.343 lei — prezintă o deosebită însemnătate prin natura și structura lui. In aceste cifre sunt cuprinse mărfurile proprii, cumpărate de două din băncile de care ne ocupăm — *Banca Centrală* și *Banca Agrară* — pentru a fi vândute, fie pe piața internă, fie în străinătate. Prin urmare este de făcut constaatrea că aceste două instituții cu caracter bancar, lucrează și pe domeniul pur comercial, cumpărând și vânzând, importând și exportând mărfuri, ca orice alt comerciant sau firmă comercială obișnuită.

Amestecul direct al băncilor pe terenul comerțului de mărfuri îl considerăm ca foarte primejdios și absolut nepotrivit domeniului bancar.

O bancă comercială, oricare ar fi organizația ce și-a dat și oricare ar fi programul ce și-a alcătuit, nu poate fi și nu poate acționà decât pe domeniul comerțului de bani, unde are întins teren de activitate, și unde poate aduce economiei naționale servicii însemnate.

Nici din *punct de vedere privat-economic*, nici din *punct de vedere național-economic* amestecul băncilor în comerțul direct de mărfuri nu poate fi admisibil.

Din *punct de vedere privat-economic* — al interesului privat al întreprinderii însăș — operațiile de mărfuri pe cont propriu sunt legate de condiții speciale, de organizare, cunoaștere, legături, utilaj tehnic, personal specializat, care nu pot fi îndeplinite în mod suficient de satisfăcător de o bancă comercială. Ceeace poate face un negustor experimentat sau o firmă socială comercială, organizată corespunzător, nu poate face niciodată o bancă comercială. Controlul, supravegherea sunt greu de făcut iar riscul acestor categorii de operații — în legătură cu variațiile de prețuri, dificultățile de plasare a mărfurilor, etc. depășesc de cele mai multe ori beneficiile probabile. Sunt și excepții, la toate aceste cazuri, dar regula generală este așà cum s'a arătat.

Dacă nu am face decât să ne amintim epoca primilor ani de după războiu, în țara noastră, când o serie întreagă de bănci, și mari și mici, și solide și șubrede, s'a aruncat cu o frenezie nebunească în operațiuni de mărfuri pe cont propriu, și dacă ne-am amintì rezultatele dezastroase obținute, am vedeà că există cea mai completă incompatibilitate tehnică și comercială între o bancă și acest fel de negoț. Exemplul unei bănci mari din București — *Banca Marmorosch, Blank & Co.* — este tipic în acest sens. In primii ani după războiu, se transformase într'un adevărat bazar internațional, de tot felul de mărfuri, organizându-și secții speciale pentru diferite categorii de mărfuri. De sigur că aceste «afaceri» au prezentat și latura lor de extraordinară rentabilitate — când a fost vorba mai ales de comercializarea produselor industriilor controlate de această instituție—mai ales

în epoca unei continue urcări de prețuri. Insă în legătură cu unele angajamente în valută străină și cu unele scăderi de prețuri, aceste operațiuni amenințau la un moment dat să dea rezultate fatale. Enormele amortizări, făcute în văzul tuturora sau pe ascuns, au dovedit tuturor că «mărfurile» constituesc o primejdie reală pentru o bancă, cât de mare și cât de bine organizată, și urmarea a fost că s'a renunțat la cele mai multe din aceste afaceri comerciale, cu excepția cerealelor, care se prezintă în condiții speciale. Am citat exemplul unei mari bănci puternice, care aveà la dispoziție și fonduri enorme și personal de specialitate și organizație corespunzătoare, pentru a învederà că această orientare de politică de plasament a fost greșită. Alte exemple putem găsì și aiurea, și cât se poate de instructive: *Banca Agricolă, Banca Generală a Țării Românești, Banca Românească a Orientului*, chiar *Banca Comercială Italiană și Română*, și multe alte bănci mari, mijlocii și mici din toată țara. Dar pierderi au avut chiar *Banca Agrară și Banca Centrală pentru Industrie și Comerț*, deșì ambele s'au bucurat la un moment dat, în special *Banca Centrală*, de avantagii excepționale.

Din *punct de vedere național-economic*, amestecul direct al băncilor în domeniul comercial este însuș nepotrivit, întrucât funcțiunea lor nu este de a înlocuì o categorie economică-negustorească pregătită și experimentată în această direcție, ci dimpotrivă de a o ajutà prin finanțări raționale. Utilitatea economică a comerțului este în afară de orice discuție și orice încercare de a-i alterà caracterul nu poate să reușească și nici să deservească interesele generale. In condițiile de după războiu, comerțul necesită capitaluri tot mai mari, dat fiind urcarea prețurilor și deprecierea monetară (două cauze care se pot reduce la una singură); în astfel de împrejurări, comerțul trebuià să apeleze la concursul larg al finanței și prin urmare băncile au avut suficient prilej de a luà contact cu comerțul, ajutându-l, dirijându-l întrucâtva, temperând încercările de aventură și susținând acțiunile folositoare.

Dacă în ultimii ani am avut de înregistrat un abuz de import, aceasta se datorește până la un punct și băncilor, care ocupându-se cu operațiile de mărfuri pe cont propriu și dispunând de mijloace bănești importante, s'au condus în primul rând de indicații privat economice, în vederea câștigului propriu, călcând peste orice alte considerații de interes general.

Se pare că aceste tendințe de amestec în operații comerciale s'au potolit în ultima vreme, indicațiile corespunzătoare primite din străinătate influențând foarte mult în acest sens. Totuș vedem că pe alocurea se afirmă încă voința de a se continuà, ceeace înseamnă, încă odată, perseverarea pe un drum greșit.

La *Banca Agrară* operațiile de mărfuri au fost reduse la minimum; prezintă încă o importanță deosebită la *Banca Centrală*, ca 10% din totalul plasamentului. In darea de seamă a Consiliului de Administrație se arată felul cum a lucrat această instituție pe terenul comercial, exprimându-și chiar satisfacția pentru rezultatele obținute. Deșì spune că «a pus pond prevalent pe export și a redus importul la cele mai însemnate articole de consum de prima necesitate și materii prime pentru producție», credem că ar fi mult mai corespunzător

menirii unei adevărate şi serioase instituţii de bancă de a se abţine cu totul dela astfel de operaţii, mărginindu-se, în ce priveşte comerţul, în a deschide credite de finanţare pe bază de gajuri de mărfuri stabile, sau pe mărfuri în expediţie.

Trebuie să mai adăugăm însă, că pentru situaţia economică excepţională în care se găsià Ardealul, în prima vreme după răsboiu, o aprovizionare cu anumite articole erà indispensabilă, mai ales pentru locuitorii satelor. Aşà se explică de ce *Banca Centrală* a fost atrasă către acest fel de operaţii. Astăzi lucrurile s'au schimbat; iar dacă această instituţie românească vrea să ajute şi pe altă cale comerţul, poate găsì în colaborarea cu cooperativele de desfacere ce s'au înfiinţat, un câmp întins de activitate. La nevoie nimeni nu ar împiedeca creearea de case comerciale, sub forma de firme sociale, din întovărăşirea negustorilor şi cu concursul financiar al băncii respective, urmând ca aceste firme comerciale să facă operaţiile de comerţ intern şi extern, cultivate până acum de bancă, în mod direct.

Şi prevederile doctrinei de bancă şi experienţa ultimilor ani, stabilesc în mod categoric pentru orice bancă comercială necesitatea unei complete abţineri, în ceeace priveşte operaţiile de mărfuri pe cont propriu.

e) *Imobile.* — Acest post de plasament reprezintă imobilizări relativ însemnate ale unei părţi din fondurile proprii ale băncilor respective. Pentru *Banca Albina*, ca instituţie mai veche, imobilele nu reprezintă o sarcină prea grea, mai ales că valoarea lor comercială este mult superioară valorii trecută în bilanţ, reprezentând prin urmare o rezervă ascunsă importantă.

Pentru celelalte două instituţii, de dată recentă, acest plasament a fost o necesitate pentru funcţionare; *Banca Centrală* justifică acest post prin imobilele ce a trebuit să achiziţioneze prin deschideri de sucursale, prin preluări de bănci locale şi prin câteva depozite de mărfuri în Arad, Alba-Iulia, Sibiiu! *Banca Agrară* indică deasemenea imobile în Cluj, Bucureşti (pentru ce utilitate?), Tg.-Mureş, Beiuş, Timişoara şi magazii la Simeria. Se arătă intenţia vânzării unora din ele, pentru micşorarea imobilizărilor.

Plasamentul acestor trei bănci româneşti din Ardeal se prezintă în general sub toate aspectele obişnuite, cu menţiunile specificate mai sus, pentru fiecare grupă în parte. Activitatea lor se desfăşură atât prin Centralele lor din Sibiiu şi Cluj, cât şi prin relativ numeroasele lor sucursale şi afiliate. Astfel, posedă:

1. *Banca Albina*: sucursale în: *Cluj, Tg.-Mureş, Lugoj, Timişoara, Bucureşti, Braşov, Mediaş, Diciosânmartin*; bănci afiliate: *Banca Furnica din Făgăraş*.
2. *Banca Centrală pentru Industrie şi Comerţ*: sucursale: *Alba-Iulia* (prin preluarea Băncii «*Iulia*»), *Arad, Bistriţa, Haţeg* (prin preluarea *Băncii «Haţegana»*), *Timişoara, Oradia-Mare, Turda* (prin preluarea *Băncii «Arieşana»)*.
3. *Banca Agrară*: sucursale în: *Timişoara, Beiuş* (prin preluarea *Băncii Drăganul), Orşova* (prin preluarea *Băncii de Industrie şi Comerţ din Orşova), Lipova* (prin preluarea *Băncii «Lipovana»)*, etc. S'a renunţat la ideea înfiinţării unei sucursale la Bucureşti, prin retragerea privilegiului de Stat.

Condiţiile de dobândă şi comision calculate în cursul anului au fost normale în raport de situaţia pieţei. Pe alocurea s'a întrebuinţat şi participarea la beneficii.

V. *Rezultate-Beneficii-Rentabilitate.* — Dupăce am examinat cele trei înfăţişări ale băncilor din Ardeal de care ne ocupăm: *fonduri proprii, angajamente şi plasamente,* vom cercetà o ultimă chestiune, aceea a rezultatelor şi rentabilităţii.

Beneficiile brute şi nete obţinute în cursul anului 1922 se prezintă după cum urmează:

		Beneficii brute		Beneficii nete	Dividend
1. *Banca Albina* ...	Lei	25.051.200,—	Lei	7.616.373,—	16 %
2. *Banca Centrală* ..	»	27.548.028,—	»	8.276.184,—	12 %
3. *Banca Agrară* ...	»	12.800.542,—	»	2.872.903,—	5 %
Total....	Lei	65.399.770,—	Lei	18.765.460,—	—

In ceeace priveşte rezultatele obţinute de aceste trei bănci mari din Ardeal, avem de făcut în primul rând constatarea că conturile de profit şi pierdere sunt mult mai explicite şi mai bogate în date informative, decât cele ale băncilor din Vechea Ţară. Totdeodată, mai avem de adăugat, dat fiind marea diferenţă între beneficiile brute şi beneficiile nete, că în beneficiile brute este trecută integralitatea încasărilor, iar din ele se deduc, pe lângă obişnuitele posturi de cheltueli de administraţie, salarii, amortizări, impozite şi dobânda plătită de băncile respective pentru angajamentele lor. Numai acest post de dobânzi plătite reprezintă un total de ca. 27 milioane lei, aşà încât realmente şi după metodele întrebuinţate în Vechea Ţară, chiar beneficiile brute nu ar fi fost trecute decât cu 45 milioane lei. Cele trei grupe de cheltueli sunt următoarele:

	In mii de lei			
	Salarii şi chelt. de ad-ţie	Amortizări	Impozite	Total
Banca Albina	5.788,—	—	2.100,—	7.888,—
Banca Centrală	9.803,—	1.209,—	1.066,—	12.678,—
Banca Agrară	5.036,—	78,—	177,—	5.291,—
	20.627,—	1.287,—	3.943,—	25.857,—

Aceste trei posturi înghit mai mult decât jumătate din totalul beneficiilor brute reale, cheltuelile de administraţie şi salariile găsindu-se în prima linie.

Raportând beneficiile brute şi nete la totalul mijloacelor de lucru (capitaluri, fonduri de rezervă şi angajamente), ajungem la următoarele cifre procentuale de rentabilitate, pentru anul 1922:

	Total fonduri de lucru	Beneficii brute %		Beneficii nete %	
Banca Albina...	Lei 344.756.340,—	25.051.200,—	7,2%	7.616.373,—	2,0%
» *Centrală..*	» 225.237.461,—	27.548.028,—	12,0%	8.276.184,—	3,1%
» *Agrară...*	» 212.214.065,—	12.800.542,—	5,6%	2.872.903,—	0,9%
Total...	Lei 782.207.866,—	65.399.770,—	8,3%	18.765.460,—	2,3%

Rentabilitatea nu este excesivă, faţă de toate fondurile manipulate, este de sigur mult mai mare dacă raportăm beneficiile numai la capitalul social, care de fapt şi urmează să fie remunerat, sub forma de dividende. Iată aceste cifre de rentabilitate procentuală, în raport de capital:

	1922
Banca Albina	30,4%
Banca Centrală	16,4%
Banca Agrară	5,0%

In condiţii mai slabe se prezintă numai *Banca Agrară* aflată într'o perioadă de tranziţie, având de suportat greşelile trecutului; celelalte două bănci prezintă o rentabilitate cu totul mulţumitoare, în special *Banca Albina.*

Dividendele distribuite sunt în raport de beneficii, înfăţişându-se în genere ca suficiente şi prevăzător stabilite. Nu credem că au fost distribuite în dauna altor consideraţii de ordin intern, în special pentru ultimele două bănci.

Concluzia firească la care ajungem, pentru aceste trei instituţii de credit românesc în Ardeal este următoarea:

Deşi deosebite, în ce priveşte caracterul şi politica lor generală, reprezintă laolaltă fruntea organizaţiei româneşti de credit în Ardeal, având la dispoziţia lor *peste trei sferturi de miliard,* capitaluri exclusiv româneşti.

Banca Albina se înfăţişează mai mult ca o *bancă de depozite,* în cel mai strâns contact cu pătura ţărănească din Ardeal, dela care primeşte însemnate fonduri şi căreia îi acordă un sprijin permanent şi folositor. Este poate necesară o proporţionare mai justă între mijloace proprii şi mijloace externe de exploatare, pentru a fi mai liberă în mişcări şi mai elastică în ceeace priveşte politica de plasament. Conservatismul dârz ce dovedeşte poate fi o pildă de prevedere, de prudenţă, de experienţă; nu trebuie desvoltat până la oprirea de a se adaptă împrejurărilor noui în care este pusă să lucreze.

Banca Centrală pentru Industrie şi Comerţ a debutat ca o bancă de afaceri, cu o multilateralitate de preocupări, care nu a corespuns întotdeauna nici mijloacelor ce i-au stat la îndemână, nici împrejurărilor, de sigur grele, de astăzi. Activitatea productivă este în progres vădit faţă de preocupările de pură speculaţie comercială, şi dacă continuă în această direcţie, este menită să aibă desvoltări frumoase în viitor. Concentrarea puterilor de care dispune, pe singurul do-

meniu bancar, unde are atâta teren înainte, şi părăsirea operaţiilor comerciale, ar fi o indicaţie ce i s'ar puteà da.

Banca Agrară renunţând la un program incomplet studiat şi nepotrivit aplicat, pare a se redresà cu hotărîre, angajându-se cam în aceeaş direcţie ca şi *Banca Centrală*, de care este legată încă prin atâtea tradiţii. Afirmarea ei este dorită de toţi, şi poate fi considerată ca sigură, dacă în noua epocă ce începe, se va inspirà de alte principii călăuzitoare. Iniţiativa bună ce luase de a sprijinì şi îmboldì mişcarea cooperativă ţărănească ar trebuì continuată, iar, dacă pe acest teren ar lucrà după principii statornice, orice ajutor i s'ar da dela centru, nu va fi niciodată prea mult pentru o aşà de frumoasă operă.

In anul 1922, cele trei bănci mari din Ardeal au stabilit relaţii mai strânse cu *Banca Naţională a României*, judecând după însemnătatea reescontului şi după cuvintele adresate de Consiliile de Administraţie respective primului nostru aşezământ de credit. Dacă această nouă situaţie se datoreşte schimbării de conducere dela Banca Naţională sau schimbării de mentalitate a conducerii celor trei bănci româneşti din Ardeal, nu putem şti; faptul este acesta şi este cât se poate de îmbucurător. Această apropiere asigură băncilor respective posibilitatea de a intervenì cu mai multe mijloace pe piaţa financiară a Ardealului, unde au dreptul să ocupe locul de frunte, alăturea de alte instituţii româneşti, de credit, care şi-au întins şi acolo activitatea lor.

Băncile româneşti din Ardeal au încă de parcurs un drum lung şi greu; sforţările lor trebuesc continuate cu toată îndârjirea, în cadrul unor preocupări, din care interesele generale şi permanente nu trebuesc şi nu pot fi uitate nici un moment.

1 Iunie 1923

ANTEPROIECTUL CODULUI PENAL ŞI ANTEPROIECTUL DE LEGE PENTRU REPRESIUNEA MINORILOR INFRACTORI

— OBSERVAŢIILE ÎNAINTATE MINISTERULUI DE JUSTIŢIE DE CURTEA DE APEL DIN IAŞI (1) —

In urma adresei No. 49965/923, a Ministerului de Justiţie, subsemnaţii magistraţi ai Curţii de apel din Iaşi, întrunindu-ne în adunare generală şi luând în cercetare anteproiectul Codului penal şi anteproiectul de lege pentru represiunea minorilor infractori, în urma discuţiunilor avute am căzut de acord asupra următoarelor observaţiuni de făcut ziselor anteproiecte:

CODUL PENAL

Art. 41.— Suntem pentru menţinerea dispoziţiunilor relative la suspendarea executării pedepselor privitoare la libertate, sub condiţiunea însă ca în prealabil să se întocmească cazierul judiciar, fără de care aplicarea acestor dispoziţiuni ar da naştere la grave erori.

Spre a se evită orice controverse la care ar puteà da loc redactarea art. 41, pentru faptele care sunt pedepsite cu 2 ani închisoare corecţională, şi amendă, socotim necesar a se preciză că dispoziţiunile acestui text vor fi aplicabile ori de câte ori infracţiunea este pedepsită cu maximum doi ani închisoare, chiar dacă legea prevede cumulativi şi pedeapsa amendei.

Art. 46.— Instituţiunea liberării condiţionate similară în parte cu aceea introdusă prin legea promulgată la 23 Iulie 1921 (M. Antonescu), suntem de părere a nu luà fiinţă, ci dimpotrivă a se abrogà şi actuala lege.

Experienţa trasă din aplicarea legii în vigoare în curs de mai bine de doi ani este edificatoare; în adevăr, în afară că nu dispunem de organe administrative care să controleze dacă aceşti liberaţi condiţionat muncesc sau nu, ceeace în fapt are ca rezultat eludarea scopului acestei instituţiuni, după cum s'a observat de către Curte în cazuri concrete, dar apoi s'a putut vedeà că aceşti liberaţi în timpul concediului s'au dedat la noui şi grave infracţiuni. Dublul asasinat Kapri Baroncea din Roman, a fost săvârşit de condamnaţi liberaţi în acest mod.

(1) Tocmai a apărut *Anteproectul Codului Penal Român* (Titlul preliminar şi cartea I) si *Anteproectul de lege pentru represiunea minorilor infractori*, Ministerul de Justiţie, Imprimeria Statului, 1923.

Socotim că astăzi, când vremurile continuă a fi turburi și criminalitatea în creștere, este absolută necesitate ca represiunea penală să fie întărită mai mult, și de aceea o asemenea instituțiune, care nu tinde decât a slăbi această represiune, este rău venită.

Dacă totuş instituțiunea va fi menținută, suntem de părere că în nici un caz să nu poată beneficià de ea infractorii condamnați pentru crime, iar dintre delicte să se elimineze acelea cu caracter grav (furturi, falş, delapidare, excrocherii, atentat la pudoare).

In cazul însă când s'ar menține principiile liberării condiționate pentru toate delictele, opinăm a nu fi aplicate acelora cari săvârşind unul din delictele arătate mai sus ar mai fi săvârşit anterior vreunul din aceste fapte la orice dată şi chiar dacă nu li s'ar puteà aplicà recidiva.

Art. 62—77 inclusiv.— Inovația introdusă în materie de recidivă, anume aceea de a considerà ca recidivist pe infractorul care fiind osândit prin o hotărîre irevocabilă săvârşeşte o altă infracțiune până a nu fi executat pedeapsa primului fapt, o găsim bine venită.

Observăm însă că întreaga această materie este prea complicat tratată prin numeroasele cazuri speciale pe care le prevede și care prea bine ar puteà fi contopite în principiile generale.

Observăm deasemenea o prea mare variațiune în fixarea pedepselor.

Dacă s'ar lăsà materia astfel tratată ar putea creià dificultăți și erori în aplicațiune şi ar face să se întunece principiile generale din cauza prea multor detalii şi cazuri speciale.

Art. 87 al. II, care prevede dispoziția formulării unei întrebări separate de pus juraților asupra cauzelor de înlăturare a culpabilității, bazate pe starea de alienație mintală, idioție, inconștiență sau orice altă stare de pierderea completă a uzului rațiunii, îl socotim inutil; în adevăr, această chestiune este cuprinsă în întrebarea asupra culpabilității. In acest sens este stabilită jurisprudența constantă a Curților cu juri, care nu a dat loc la nici un inconvenient. — Socotim din contră, că formularea unei întrebări separate asupra acestei chestiuni, nu va aveà alt efect decât a da naştere adesea la răspunsuri contrazicătoare din partea juraților.

Suntem pentru măsura edictată de aliniatul III al art. 87, ca instanța care a pronunțat achitarea pe motiv că infractorul în momentul săvârşirii faptului, se găseà în stare de alienație mintală, să ordone din oficiu ca persoana achitată a cărei stare este de natură a tulburà ordinea sau siguranța persoanelor, să fie internată într'un ospiciu anume destinat şi tot justiția să ordone încetarea internării; decât, pentru această din urmă măsură, aceea a încetării internării, dat fiind caracterul ei urgent, suntem de părere că, până la intervenirea sentinței justiției, medicul Ospiciului să poată acordà un concediu provizor fostului alienat, din momentul însănătoșirii sale.

Art. 88.— Socotim că acest articol ar trebuì suprimat ca inutil. In adevăr, toate cauzele de micşorare a pedepselor arătate în primul aliniat al acestui text

intră în obişnuitele circumstanţe atenuante pe care instanţele judecătoreşti le aplică şi astăzi şi prin aplicarea căror circumstanţe pedepsele se pot reduce la acelea care sunt prevăzute de art. 88.

De altfel inutilitatea acestui text mai rezultă şi din faptul că constatarea cauzelor care ar produce atenuarea pedepselor este lăsată la aprecierea instanţelor de judecată şi nu este supusă unor norme obligatorii.

In fine, dacă această dispoziţiune se menţine, ar fi necesar să se lămurească dacă aceste cauze de micşorare a pedepselor formulate ca chestiuni de pus juraţilor, vor fi obligatorii de a fi puse după cererea apărării, sau ar puteà fi lăsate la aprecierea Curţii.

Art. 90.— Suntem de părere a se suprimà în totul. — In adevăr, al. I, care prevede cazul beţiei complete şi involuntare, îl socotim de prisos, fiind necontestat cuprins în termenii generali ai art. 87 care apără de pedeapsă nu numai pe acei ce se găseau la data săvârşirii infracţiunii în stare de alienaţie mintală, dar şi în orice stare de inconştiinţă sau de pierdere completă a uzului raţiunii din împrejurări independente de voinţa lor. — Aliniatul II, opinăm a fi suprimat pe baza consideraţiunilor arătate cu ocaziunea analizei art. 88.

Celelalte aliniate, care prevăd beţia voluntară şi beţia intenţionată, suntem de părere a se suprimà deasemenea, de oare ce imputabilitatea nefiind ridicată conform art. 87 decât numai când starea de inconştiinţă este provocată de cauze cu totul independente de voinţa autorului, rezultă dela sine că infracţiunile săvârşite în stare de beţie voluntară sau intenţionată vor fi pedepsite fără a fi necesar pentru aceasta o dispoziţiune specială.

Că de asemenea nu e nevoie a se menţine aceste aliniate nici în dispoziţiunile referitoare la fixarea pedepselor în cazurile indicate de text, de oarece suntem în contra principiului de a îngrădì pe judecători în aplicarea pedepselor, ci dimpotrivă fiind de părere a li se lăsà în toate aceste cazuri fixarea quantumului pedepsei la aprecierea lor, putând sau nu uzà după împrejurări de aplicarea circumstanţelor uşurătoare.

Art. 91, 92, 93.— Suntem de părere a se suprimà ca inutile întrucât situaţiunile prevăzute de aceste texte se pot rezolvà cu principiile generale relative la elementele constitutive ale infracţiunii.— Dealtfel cazurile în practică se prezintă atât de diferite încât e greu de a le formulà în principii şi e bine în asemenea situaţiuni ca ele să fie lăsate la aprecierea judecătorilor, spre a vedeà în fiecare caz concret dacă e locul a nu se aplicà nici o pedeapsă sau numai a se atenuà pedepsele. Menţinerea acestor texte ar prezentà dificultăţi practice de aplicare mai cu deosebire înaintea Curţilor cu juri, unde cea mai neînsemnată circumstanţă atenuantă ar puteà fi interpretată conform art. 92 ca o scutire legală de pedeapsă.

Art. 94.— Suntem de părere a se suprimà ca inutil, fiind rezolvat cu principiile generale ale infracţiunilor.

Art. 97.— Suntem de părere a se menţine al. 1 al acestui text întrucât se exprimă în mod mai exact ca al. 1 din art. 58 al actualului cod.

Suntem însă pentru suprimarea al. II; în adevăr, anteproiectul tinzând a

da o difinițiune completă a legitimei apărări care să cuprindă și vechiul text (art. 58) și cazurile speciale din art. 257 c. p., generalizează cazurile de legitimă apărare din art. 257, actual în așà măsură, încât aplicațiunea noului text va da naștere la grave consecințe, cu deosebire în fața Curților cu juri, din cauza interpretărilor prea întinse ce s'ar puteà da textului.

Deaceea socotim necesar a se menține dispozițiunile aliniatului II, din art. 58 actual și a se adăugà sub formă de aliniate dispozițiunile cuprinse în art. 257, împăcând cu aceasta și ideea ca întreaga materie a legitimei apărări să fie tratată în partea generală a codului penal.

Art. 100.— A se suprimà ca inutil.

Art. 101 al. 9.— Suntem de părere ca în cazul când amenda va fi substituită închisorii, maximul amendei de aplicat să poată ajunge până la 10.000 lei.

Din numărul restrâns de observațiuni făcute rezultă că în părerea noastră dispozițiunile conținute în anteproiectul examinat, răspund în mare parte unei reale necesități, prin completarea lipsurilor și rezolvarea unora din chestiunile astăzi discutate.

O observațiune generală însă care reiese din întregul examen al anteproiectului este prea marea desvoltare dată unora din dispozițiunile ce cuprinde și care în dese cazuri se găsesc conținute în forme concise și în actualul cod.

Pornind dela ideea că o lege, oricât de desvoltată ar fi și oricât la alcătuirea ei s'ar ține seamă de interpretările doctrinare și de speciile judecate, nu poate să prevadă toate cazurile de aplicațiune, socotim mai practic sistemul ca legiuitorul să se mărginească a pune în mod complet principiile generale, înlăturând exemplele și amănuntele obositoare care produc efecte contrarii celor așteptate, ajutând a complicà aplicațiunea legii.

Sub actualul cod, majoritatea cazurilor prevăzute de anteproiect și care nu pot aveà decât caracterul unor simple exemple, au fost soluționate cu principiile generale referitoare la imputabilitate și cu regulele privitoare la scuze, legitima apărare și circumstanțe ușurătoare.

La revizuirea Codului penal deci, urmează a se adăugà numai cazurile care nu ar puteà fi soluționate cu aceste principii, în afară bine înțeles de modificările ce s'ar găsì necesare.

In acest mod, aplicațiunea legii va fi mult ușurată și erorile vor puteà fi înlăturate mai cu înlesnire.

ANTEPROIECTUL DE LEGE PENTRU REPRESIUNEA MINORILOR INFRACTORI

Asupra acestui proiect care conține dispozițiuni utile cu privire la situația minorilor, facem următoarele observațiuni:

Prin art. 4 se aduce o serioasă modificare principiilor generale de organizare și competință în materie penală, făcând dintr'un judecător al tribunalului sin-

gurul judecător competent a instruì şi judecà totodată toate infracţiunile minorilor de orice natură ar fi şi cu apel la Curtea de apel.

Observăm că instituirea unui judecător care să şi instruească şi să şi judece afacerea este o măsură rău venită; această confuzie între atribuţia de a instruì şi aceea de a judecà are toate defectele cunoscute, care au făcut să se ajungă la separarea acestor două atribuţiuni.

Observăm că dacă s'ar menţine dispoziţiunile art. 4, care creiază pe judecătorul minorilor, acest judecător putând fi desesizat de judecata afacerii, fără arătare de motive, fie de ministerul public, fie de tribunal, după cererea părinţilor sau a comitetelor de patronaj, ar fi un judecător lipsit de autoritatea cuvenită.

Mai observăm că această schimbare de competenţă va aveà de efect ca fapte de o minimă importanţă să fie judecate de Curţile de apel, ceeace va crea un inconvenient nejustificat şi va da naştere la grave dificultăţi în cazul când ne vom aflà în faţa faptelor comise de majori în complicitate cu minori.

Ca observaţiune generală, ţinem a mai adăugà că acest proiect de lege presupune existenţa unor organe administrative de supraveghere şi unor organe de protecţiune şi patronaj, care dacă nu vor luà fiinţă, acest proiect va rămâneà o literă moartă în aplicaţiunea sa.

(ss) *D. Volanschi*, (ss) *M. D. Patron*, (ss) *Gr. Kessin*, (ss) *M. Ionescu Ghinea* (ss) *D. Cihodariu*, (ss) *C. A. Gorgos*, (ss) *C. Vargolici*, (ss) *D. G. Lupu*, (ss) *N. N. Gane*, (ss) *M. Haralamb*, (ss) *C. Scripcă*, (ss) *I. Stănescu-Buzău*, (ss) *H. Grigoriu*, (ss) *G. I. Gavrilescu*.

MIŞCAREA IDEILOR

PROGRAM STUDENŢESC PENTRU ORGANIZAREA VIEŢII UNIVERSITARE

LUCRAT, CA PROIECT, DE SEMINARUL DE SOCIOLOGIE, ETICĂ ŞI POLITICĂ AL UNIVERSITĂŢII DIN BUCUREŞTI, IN ŞEDINŢELE DIN APRILIE, MAIU, IUNIE 1923, SUB CONDUCEREA PROF. D. GUSTI.

CUPRINSUL: *a)* Cuvânt înainte; *b)* Proiect de program studenţesc; *c)* Anchetă asupra vieţii studenţeşti.

a) CUVÂNT INAINTE

IN desvoltarea normală a societăţilor omeneşti, aşezămintele de cultură au un rol hotărîtor şi bine determinat. Cercetătorul, ca şi simplul observator, de altfel, al fenomenelor şi factorilor sociali, oricât ar fi de înclinat să-şi îndrepte atenţia mai ales asupra factorului economic, nu va puteà neglijà şi tăgăduì importanţa mare pe care o au diferitele instituţii culturale pentru propăşirea şi ridicarea omenirii la aceà treaptă de bunăstare şi superioritate la care îi dau dreptul calităţile şi străduinţele ei.

In mijlocul acestor instituţii, care sunt instrumente şi organe de acţiune ale vieţii sociale, Universitatea constitue de sigur factorul cel mai înalt, manifestarea superioară a categoriilor sufleteşti care alături de cele economice alcătuiesc însăş temelia vieţii sociale.

De aici marele rol pe care îl are Universitatea, ca organ suprem în formarea culturii naţionale, în pregătirea şi formarea inteligenţelor superioare ale naţiunii. Deşvoltarea popoarelor şi istoria civilizaţiei stau oricând mărturie. Fără pregătirea serioasă şi temeinică a elementelor creatoare şi a intelectualităţii active, conştiente de rolul şi menirea ei, de către Universitate, în sălile ei de cursuri, în seminarii, clinici şi laboratorii, n'am fi ceeace suntem astăzi.

Iar, în ceeace priveşte viaţa proprie a popoarelor, o cultură naţională temeinică şi superioară nici nu poate fi concepută fără participarea Universităţii, a cărei activitate determină şi încoronează întreaga operă spirituală şi morală a societăţii. Căci aici se crează atmosfera necesară desvoltării normale şi armonice a diferitelor clase şi categorii sociale, aici se pregătesc condiţiile favorabile ridicării poporului la aceà stare de solidaritate conştientă care constitue însăş baza psihologică a oricărei naţiuni, aici se deschide cu adevărat calea şi se dă posibilitatea desăvârşirii tuturor energiilor şi tuturor inteligenţelor, prin îndemnul la muncă sistematică şi continuă, închinată celor mai înalte idealuri omeneşti.

Ca să putem consideră pe drept cuvânt cultura naţională ca factor de creare şi propăşire a naţiuni, trebuie ca Universitatea să deà, prin activitatea ei, garanţie de nestrămutată convingere şi stăruinţă în a ţinea veşnic vii înaintea tineretului adevărurile permanente ale ştiinţei şi forţele creatoare ale societăţii respective,

pe al cărei trecut riguros cercetat şi exact valorificat se vor clădi toate instituţiile vremii. Căci de concepţia care domneşte în Universitate asupra vieţii şi stărilor sociale şi de principiile pe care ea le pune la baza creaţiilor ei, depinde în cea mai largă măsură soarta întregii colectivităţi.

In angrenajul acestor factori şi al acestor elemente de propăşire socială, rolul studentului e foarte însemnat. Funcţionar social căruia naţiunea i-a încredinţat cele mai importante interese ale ei, *dânsul va determină prin felul activităţii sale însăş valoarea Universităţii şi condiţiile de elaborare şi consolidare ale culturii naţionale*, in slujba căreia pune inteligenţa şi energia sa.

De aici importanţa deosebită a precizării menirii şi activităţii studentului pe de o parte, şi a fixării condiţiilor celor mai favorabile care pot înlesnì desfăşurarea acestei activităţi, pe de altă parte. O înţelegere dreaptă a rolului studentului în viaţa socială şi soluţionarea problemelor pe care situaţia sa le pune depind în mod hotărîtor de o cercetare ca aceea pe care încercăm să o facem aici.

Până acum studiul condiţiilor de existenţă ale vieţii studenţeşti s'a făcut, dacă s'a făcut, în mod sporadic, fără sistem şi numai în cercuri restrânse, ceeace ne face să ne sbatem şi azi într'un empirism fără jaloane şi fără orizont. Desorientarea pe care o constatăm azi în acest domeniu este, fără îndoială, urmarea acestei vinovate neglijenţe şi a completei desinteresări, nu numai oficiale, dar şi a celor cari aveau tot dreptul şi toată răspunderea de a orientă viaţa academică.

Ca o reacţie împotriva empirismului capricios şi superficial pe care-l vedem practicându-se într'un domeniu care ne priveşte direct şi imediat, mai ales în urma crizei prin care trece viaţa universitară dela războiu încoace, Seminarul de sociologie, etică şi politică, de subt direcţia d-lui prof. D. Gusti, a întreprins cercetarea ştiinţifică a problemei, în 15 şedinţe ţinute anul trecut.

In primul rând, Seminarul, luând în cercetare pe baza lucrărilor mai importante, vechi şi noui, din punct de vedere sociologic, etic şi politic, problemele raporturilor dintre Naţiune, Cultură şi Universitate, a ajuns la încheierile expuse mai sus.

In al doilea rând, determinând rolul studentului în acest proces social şi naţional, s'a discutat cu participarea activă a tuturor membrilor Seminarului, în mod deosebit de larg, formularea unui program studenţesc, întemeiat pe următoarele principii:

1. Necesitatea asigurării supremaţiei elementelor băştinaşe în cultura naţională prin crearea condiţiilor prielnice aducerii fiilor de ţărani la Universitate;

2. Obligaţia faţă de studenţii odată ajunşi la Universitate de a li se asigură un traiu demn, atât din punct de vedere cultural cât şi material;

3. Democratizarea vieţii studenţeşti prin introducerea votului obligator în alegerea diferitelor organe de conducere a asociaţiilor şi de administrare a gospodăriei (cămine, cantine), pentru a da astfel conducătorilor studenţimii prestigiul şi răspunderea necesară;

4. Participarea studenţimii la deliberările organelor universitare asupra chestiunilor care o privesc de aproape, cum ar fi, de pildă, disciplina universitară;

5. Apropierea cât mai cordială şi intimă între student şi profesor;
6. Excluderea din Universitate a politicii de partid, lăsându-se însă studenţilor cea mai largă libertate pentru orice credinţă politică, şi îndreptarea tuturor eforturilor către o politică a culturii.

Cu tot devotamentul depus de membrii Seminarului în redactarea programului alăturat, numărul lor fiind însă, fireşte, prea restrâns faţă de marele număr al studenţilor cari frecventează cele cinci Facultăţi ale Universităţii bucureştene, programul discutat, redactat, amendat şi votat de studenţii membri ai Seminarului nu poate aveà un caracter de valabilitate generală.

De aceea Seminarul de sociologie, etică şi politică a elaborat şi un chestionar amănunţit asupra tuturor condiţiilor de viaţă studenţească, menit să fie răspândit printre toţi cetăţenii Universităţii noastre, pentru ca numai după ce vor venì răspunsurile din partea lor să se poată face un program care să corespundă vederilor şi nevoilor tuturor studenţilor.

Seminarul de sociologie, etică şi politică socoteşte că şi-a îndeplinit o datorie cercetând problema studenţească atât din punct de vedere sociologic, cât şi din punct de vedere politic studenţesc al realizării ei etice, şi speră că prin activitatea sa va deşteptà conştiinţa studenţimii pentru adevărata ei menire.

De aceea membrii Seminarului de sociologie se adresează atât organelor superioare ale Ministerului de Instrucţie şi ale Universităţii, cât şi tuturor colegilor lor cu rugămintea de a înlesnì înfăptuirea şi ducerea la bun succes a chestionarului.

Seminarul îşi ia totdeodată angajamentul să prelucreze materialul rezultat din răspunsurile la chestionar, elaborând un nou program studenţesc care să fie răsunetul tuturor nevoilor sufleteşti şi materiale ale lumii universitare.

b) PROIECT DE PROGRAM STUDENŢESC

I. INVĂŢĂMÂNTUL ANTE-UNIVERSITAR

De oare ce în actuala stare de lucruri fiii de săteni, nu au putinţa să participe la învăţământul Universtitar în proporţia şi condiţiile la care au dreptul ţinând socoteală de importanţa clasei sociale pe care o reprezintă; iar elementul orăşenesc nu are întotdeauna posibilitatea unei participări normale la viaţa Universitară, programul Studenţesc preconizează:

1. Stimularea interesului cultural la sate prin excursii organizate cu fiii de săteni, în centrele culturale şi locurile istorice; excursii studenţeşti prin sate. cu consultarea şi concursul cercurilor judeţene studenţeşti; propaganda culturală studenţească, prin graiu şi scris pentru desvoltarea gustului de carte.
2. Organizarea şi încurajarea concursurilor inter-şcolare în centrele culturale ale ţării cu participarea cât mai activă a şcolarilor săteni.

3. Infiinţarea de biblioteci populare pe lângă fiecare şcoală primară din sat, cu sprijinul iniţiativei publicului şi organizate de cercurile judeţene studenţeşti.

4. Infiinţarea neîntârziată a gimnaziilor la sate pentru uşurarea condiţiilor de studiu, crearea de burse pentru gimnaziu secundar, de internate pe lângă liceele din oraşe, în care să-şi găsească adăpostul copii dela ţară, acordarea de burse cât mai multe elevilor săraci şi meritoşi.

5. Revenirea la liceul unitar cu 7 clase şi înfiinţarea unui an preparatoriu la toate facultăţile şi şcolile speciale, după care să urmeze un examen de admitere în Universitate sau în şcolile speciale superioare.

6. Infiinţarea fişelor individuale în care să se noteze toate datele privitoare la aptitudinile şi cultura elevului începând din şcoala primară până la Universitate.

7. Alcătuirea unei statistici sub îngrijirea şcolilor respective în ultimul an, de studii liceale, adică în clasa a 7-a, arătând numărul elevilor cari nu pot urmà studiile universitare şi indicarea motivelor ce-i împiedică, pentru a se puteà luà mai uşor măsuri de îndreptare.

II. VIAŢA UNIVERSITARĂ

1. VIAŢA ACADEMICĂ

Pentru o cât mai serioasă pregătire culturală a studentului, programul studenţesc recomandă:

a) *Cursuri*

1. Terminarea neîntârziată a noului local al Universităţii din Bucureşti şi înzestrarea lui cu toate materialele şi instalaţiile necesare pentru a da putinţa Universităţii să întreprindă cercetări ştiinţifice vrednice de prestigiul şi menirea ei.

2. Regularea orelor de curs între profesorii aceleeaş facultăţi spre a evità coincidenţa orelor de curs şi de seminarii ale unui profesor cu ale altuia.

3. Tipărirea la începutul fiecărui an, a unui prospect al cursurilor ce urmează a fi ţinute, indicându-se profesorul, ora, ziua şi sala de curs, pentru exacta informare a celor interesaţi.

4. Mărirea numărului de conferenţiari şi docenţi cari să completeze cursurile.

5. Infiinţarea unei tipografii universitare în care să se imprime cursurile, buletinele seminariale, tezele şi lucrările de specialitate, în condiţii avantajoase.

6. Infiinţarea unor cursuri libere pentru studiul practic al limbilor străine, necesare studiilor.

7. Organizarea unui corp special de stenografi înlesnind astfel apariţia corectă a cursurilor.

8. Infiinţarea, prin reorganizarea facultăţii juridice, a unei secţii speciale care să predeà învăţământul politic şi social studenţilor dela toate facultăţile.

b) *Lucrări practice.*

1. Continuarea, completarea şi aprofundarea cursului printr'o intensă activitate seminarială, clinică ori de laborator, impunându-se studentului o participare şi o iniţiativă cât mai largă.

2. Inzestrarea seminariilor, clinicilor şi laboratoriilor cu toate materialele şi operele necesare activităţii ştiinţifice.

3. Infiinţarea unui anuar al fiecărui seminar, laborator sau clinică, cuprinzând întreaga activitate a seminarului, clinicii sau laboratorului respectiv, precum şi cele mai bune lucrări prezentate.

4. Alcătuirea şi ţinerea la curent de către fiecare seminar clinică, sau laborator, a bibliografiei respective.

5. Gruparea pe cât posibil la o laltă a tuturor instituţiilor anexe ale cursurilor înrudite spre a se evită pierderile de timp provocate de deplasare.

6. Organizarea de către Universitate cu concursul Statului, pentru învăţământul profesionist (mai ales cel tehnic), a unor instituţii destinate învăţământului practic, după indicaţiile şi controlul fiecărei facultăţi în parte.

c) *Examene.*

Participarea efectivă la lucrările practice sau seminariale să poată scutì pe student de examene, după avizul profesorului respectiv.

d) *Biblioteci.*

1. Infiinţarea unei săli de lectură pusă la dispoziţia tuturor studenţilor în noul local al Universităţii.

2. Inzestrarea sălei de lectură cu toate ziarele şi revistele româneşti şi străine.

3. Sumele necesare întreţinerii şi îmbogăţirii sălei de lectură vor fi acoperite printr'o taxă anuală maximă de lei 20 plătită de fiecare student.

4. Formarea din bibliotecile pe facultăţi a bibliotecilor seminariale, păstrate de facultăţi în localuri proprii.

5. Crearea unei biblioteci generale a Universităţii, distinctă de bibliotecile actuale şi participarea efectivă a Universităţii în îndrumarea «Fundaţiei Universitare Carol I».

e) *Almanah.*

Publicarea la începutul fiecărui an, sub auspiciile societăţilor studenţeşti şi a corpului profesoral al Universităţii, a unui almanah universitar care să dea studentului o orientare deplină în viaţa universitară, cuprinzând informaţii asupra oraşului în care se găseşte universitatea, condiţiilor de viaţă, instituţiilor particulare, a vieţii studenţeşti propriu zise, organizaţiilor studenţeşti, regulamentelor universitare, prospectelor de cursuri, etc.

f) *Biuroul de informaţii.*

1. Infiinţarea unui biurou de informaţii condus de studenţi, înlesnind studentului orientarea în viaţa universitară, îngrijind pentru găsirea de locuinţe, simplificarea formalităţilor universitare, procurarea de informaţii asupra vieţii universitare străine; centralizarea şi redactarea materialului privitor la almanah se va face sub îngrijirea acestui biurou de informaţii.

2. Stabilirea de legături între societăţile studenţeşti române din străinătate, cu cele din ţară se va face tot prin acest biurou.

2. STAREA MATERIALĂ

Intru cât cea mai mare dificultate întâmpinată de student în viața universitară e nesiguranța stării lui materiale, programul studențesc preconizează:

a) *Locuința*.

1. Inființarea de cămine studențești comune studenților dela toate facultățile.

2. Constituirea și amenajarea căminelor spre a oferi cele mai bune condiții colegiale de viață, respectându-se cerințele igienii, confortului, și ordinei.

3. Amenajarea unei săli speciale destinată studiului în căminele existente.

4. Participarea efectivă a studenților la administrarea și controlul activității căminelor.

b) *Hrana*.

1. Alcătuirea de cantine generale studențești, oferind masa în condiții avantajoase.

2. Alcătuirea de cantine pe lângă cămine.

3. Respectarea de către acestea a tuturor prescripțiilor de igienă, de ordine, și a calității hranei.

4. Participarea efectivă a studenților la administrarea și controlul activității cantinelor.

c) *Cooperative studențești*.

1. Constituirea unei cooperative studențești pentru aprovizionarea cu articole de prima necesitate a studenților și profesorilor, cuprinzând și o secție de librărie.

2. Fondul de constituire a cooperativei studențești va constà fie dintr'o alocație a Creditului Cultural, fie din fondurile speciale ale organizațiilor de ajutorare.

3. Administrarea cooperativelor se va face de un Comitet special cu colaborarea organelor de conducere a căminelor, cantinelor și a întreprinderilor de ajutorare studențești, sub controlul Senatului universitar.

d) *Asistența medicală*.

1. Inființarea unui serviciu de asistență medicală pentru studenți, deservit de doctoranzi din ultimii ani ai facultății de medicină, sub supravegherea profesorilor medici.

2. Apelul la profesorii facultății de medicină pentru acordarea de consultații gratuite studenților.

3. Inființarea unei instalații de baie și a unei infirmerii pe lângă fiecare cămin pusă la dispoziția tuturor studenților.

e) *Fonduri*. aa. *Creditul cultural*.

1. Realizarea tuturor punctelor din programul de față pentru care se cer fonduri bănești se va face prin crearea unui credit cultural, împrumut care se va contractà de către Universitatea din București. Cvantumul acestui împrumut va fi de aproximativ 500.000.000 lei, și va fi amortizabil în 50 de ani. Pentru reușita acestui împrumut se cere garanția Statului, care să înscrie în bugetul ordinar, suma necesară

anuităţilor. Fondul acestui împrumut va formà obiectul unei societăţi comerciale, al cărei statut va fi trecut prin Corpurile Legiuitoare.

Statul va scutì acest fond de taxe de timbru şi de plata impozitului, printr'o lege specială.

Beneficiul care se va distribuì capitalului va fi sub forma de dobândă fixă de 5%—6%.

Societatea Creditului Cultural va căpătà dreptul să emită obligaţii pentru acoperirea prin subscriere a capitalului indicat.

Obligaţiile se vor achità anual prin tragere la sorţi, în termen de 50 de ani, aşà cum s'a specificat mai sus.

Pentrucă fondul cultural nu va fi învestit în operaţii şi întreprinderi direct producătoare de beneficiu şi pentru ca anuităţile să nu fie o povară prea grea pentru Universitate ca şi pentru Stat, se indică următoare izvoarele din care se va alcătuì totalul anuităţilor, rămânând fondul intact, pentru nevoile universitare.

Sumele pe care anual le varsă Statul pentru Universitate, în afară de salariul profesorilor şi plata personalului, vor fi trecute în contul anuităţilor, alimentându-l. Tot pentru acest scop vor servì: taxele universitare de înscriere şi de examene, o contribuţie benevolă şi cât se poate de fixă, a întreprinderilor comerciale, industriale şi financiare cuprinse în raza Universităţii din Bucureşti, o alocaţie anuală din bugetele judeţelor şi comunelor urbane din raza aceleeaş Universităţi, lucru cu putinţă mai ales sub regimul nouei reforme administrative, care întronează principiul descentralizării, veniturile imprimeriei universitare, cooperativelor studenţeşti, precum şi orice alte venituri provenite din legate sau donaţii.

Tot pentru acelaş scop se va înfiinţà o eforie universitară organizată în felul următor: taxa de eforie nu va fi o taxă propriu zisă, ci un plasament, căci în schimbul sumei depuse studentul sau părintele studentului va primì obligaţii în valoare egală în condiţiile de amortisment arătate. Va fi deci numai un mijloc de alimentare şi de subscriere la acest fond cultural.

Dacă totalul veniturilor Creditului Cultural, nu acopere în întregime anuitatea, atunci diferenţa va fi acoperită de Stat sau prin debursare directă a banilor, sau prin înfiinţarea unui timbru cultural aplicat la corespondenţă şi spectacole.

Pentru toată contribuţia sa, Statul va aveà drept de control asupra gestiunii prin unul din organele sale, de ex.: prin Inalta Curte de Conturi.

Din Creditul Cultural se vor clădì cămine confortabile, se va isprăvì localul şi înzestrà noua Universitate, se vor înfăptuì toate punctele din program care reclamă fonduri, se va reorganizà cu alte cuvinte întreaga viaţă universitară în tot complexul ei.

In administrarea şi repartizarea fondurilor vor fi reprezentaţi cei trei factori: capitalul, profesorii şi studenţii.

Pentru obţinerea acestui împrumut se va alcătuì un apel-prospect, în care să se indice nevoile Universităţii, condiţiile de subscriere, termenul de amortizare şi printr'o stăruitoare propagandă prin presă şi întruniri se va aduce la cunoştinţa publicului şi autorităţilor. Toată această propagandă pentru Creditul Cultural va

fi susținută de un Comitet alcătuit din profesori, studenți și persoane din afară de Universitate.

bb. Infiinţarea de *secţii economice* paralele cu Creditul Cultural pe lângă fiecare asociaţie studenţească.

Scopul acestor secţii va fi procurarea fondurilor în vederea înfăptuirii deziderатelor acestui program.

Organizarea acestor secţii se va face ţinând seamă de rezultatele experienţelor de autoajutorare făcute de organizaţiile similare, (European Student Relief, Wirtschafts-Hilfe der deutschen Studentenschaft), Opera de ajutorare a asociaţiei creştine a studenţilor români (A. C. S.), Cercul Brăilean; Aşezămintele Universitare Româneşti.

Seminarul de sociologie, etică și politică dela Universitatea din București ține la dispoziţia celor interesaţi materialul informativ în această chestiune.

f) *Burse.*

1. Acordarea burselor se va face numai prin concurs.

2. Pentru selecţionarea viitorilor oamenii de ştiinţă profesionişti şi conducători ai ţării să se institue anual câte cel puţin două burse pe facultate pentru străinătate.

g) *Cassa de economii.*

Infiinţarea unei Case de economii şi împrumut pentru studenţi, pe lângă secţiile economice propuse.

III. RAPORTURILE DINTRE STUDENŢI

Pentru desăvârşirea spiritului de solidaritate activă a studenţimii, programul studenţesc propune:

1. ASOCIAŢII STUDENŢEŞTI

a) *Cercuri judeţene.*

1. Menţinerea organizaţiilor studenţeşti pe cercuri judeţene în condiţiile lor actuale şi desvoltarea lor, întrucât au dovedit că sunt organisme studenţeşti viabile, că îngrijesc de membrii lor şi că ele sunt aproape singurele organe studenţeşti care au o activitate în direcţia cultivării maselor populare, creind cămine, dând burse colegilor lor, şi înfiinţând biblioteci populare la sate.

2. Organizarea studenţilor în cercuri judeţene să fie obligatorie, în sensul că fiecare judeţ din raza Universităţii Bucureşti va trebuì să-şi aibă organizaţia lui.

3. Depunerea la sfârşitul fiecărui an, de către organizaţiile studenţeşti, care vor aveà o activitate culturală în afară de Universitate, a unor rapoarte indicând rezultatele obţinute.

b) *Societăţi pe facultăţi.*

1. Organizarea studenţilor fiecărei facultăţi în societăţi cu scopul de a face o legătură mai strânsă între dânşii şi de a aduce la îndeplinire cât mai multe din punctele programului de faţă, precum şi organizarea de şezători, prelegeri, înfăptuind astfel un program cultural.

2. Obligativitatea pentru toţi studenţii unei facultăţi de a face parte din societăţile respective.

3. Obligativitatea votului pentru alegerea comitetelor societăţilor pe facultăţi sub sancţiunea împiedecării studentului să se folosească de avantagiile pe care i le dă cartea de student şi a împiedicării lui de a se înscrie la examene.

4. Fixarea celorlalte amănunte de organizare şi lucru va fi făcută de adunarea societăţii respective în statutele sale.

c) *Centrul studenţesc.*

1. Organizarea centrului studenţesc cuprinzând pe toţi studenţii unei Universităţi cu scopul de a aduce la îndeplinire prescripţiile programului studenţesc, de a stabili legătura dintre studenţi şi opinia publică, de a menţine contactul şi colaborarea cu autorităţile universitare, de a organiză festivale studenţeşti şi congresele anuale studenţeşti, etc.

2. Alcătuirea fiecărui centru studenţesc din 5 preşedinţi ai cercurilor judeţene traşi la sorţi anual, din cei 5 preşedinţi ai societăţilor pe facultăţi şi din cei 5 preşedinţi ai societăţilor şcolilor speciale.

3. Recunoaşterea Comitetului Central de către Senatul universitar.

4. Fixarea celorlalte amănunte de organizare ale centrului va fi făcută în statutul centrului studenţesc.

d) *Uniunea generală a studenţilor.*

1. Organizarea uniunii generale a studenţilor din România, cu scopul de a grupă toată studenţimea într'o acţiune comună, de a da directivele generale de conducere şi de a reprezentă studenţimea română în organizarea internaţională studenţească.

2. Alcătuirea Comitetului Uniunii va cuprinde pe preşedinţii celor 4 Centre studenţeşti din ţară.

3. Independenţa Uniunii de a lucră în cadrul vieţii universitare, sub controlul oricărei Universităţi din ţară, potrivit legilor ţării.

e) *Alte asociaţii.* Orice altă asociaţie studenţească, sportivă ori culturală, va putea funcţiona în urma recunoaşterii ei de Senatul Universitar, după un referat motivat ce-l va face cel puţin un profesor universitar.

2. ASOCIAŢIA ABSOLVENŢILOR UNIVERSITARI

1. Gruparea foştilor studenţi, cari au absolvit Universitatea, într'o asociaţie generală, cu scopul de a ţinea vii şi strânse legăturile dintre Universitate, ca organ de cultură, şi însuş trupul naţiunii, pentru o cât mai armonică desvoltare a culturii şi prosperării Universităţii.

2. Crearea acestor societăţi pe lângă fiecare universitate din ţară.

3. Strângerea laolaltă prin reuniuni anuale aniversare a acestei asociaţii, formând în modul acesta acel spirit de largă familie universitară atât de necesar propăşirii culturii şi universităţilor.

4. Eventuala lărgire a cadrului asociaţiei absolvenţilor universitari, care împreună cu prietenii Universităţii să formeze Eforia Universitară.

3. ZIARUL STUDENȚESC

1. Infiinţarea unui ziar studenţesc, cu colaborarea profesorilor şi a studenţilor.

2. Apărarea prin acest ziar al intereselor studenţeşti şi susţinerea activităţii culturale a studenţimii potrivit acestui program.

4. CONGRESE STUDENȚEȘTI

1. Ţinerea congreselor studenţeşti regulat în fiecare an şi organizarea lor pe rând în cele 4 Centre universitare din ţară sub supravegherea Uniunii Generale a studenţilor din România, stabilindu-se în de comun acord programul desbaterilor.

2. Stabilirea prin îngrijirea Uniunii a condiţiilor de participare a studenţimii române la congresele internaţionale studenţeşti.

5. FESTIVITĂȚI

Instituirea de festivităţi universitare la deschiderea cursurilor, aniversarea Universităţii, sărbătorirea marilor acte naţionale, decernarea diplomelor de doctor, etc.

IV. RAPORTURILE STUDENȚILOR CU PROFESORII

1. Intărirea raporturilor dintre studenţi şi profesori prin alegerea de către fiecare organizaţie studenţească a unui profesor care va face legătura dintre studenţi şi autoritatea universitară.

2. Complectarea acestei prevederi, prin fixarea, de către fiecare profesor, la începutul anului, a uneia sau a două zile pe săptămână, când să poată primi pe studenţi acasă pentru a-i îndruma şi a-i sprijini cu autoritatea şi creditul său.

V. RAPORTURILE STUDENȚILOR CU AUTORITATEA UNIVERSITARĂ

Pentru uşurarea contactului cu autorităţile şi pentru o cât mai largă participare a studenţimii la răspunderea disciplinei universitare, programul recomandă:

1. Acordarea de încăperi proprii pentru secretariate şi biurouri pentru funcţionarea cât mai lesnicioasă a serviciilor respective în noul local.

2. Stabilirea de ore suficiente de audienţă pentru studenţi la decanate şi rectorat.

3. Participarea unei comisii studenţeşti la modificarea regulamentului facultăţilor. Comisia va înainta un memoriu cuprinzător de toate nevoile şi doleanţele studenţilor şi nu va avea decât un vot consultativ în luarea hotărîrilor.

4. Invitarea obligatorie a unei comisii aleasă din sânul centrului studenţesc, când va fi vorba de modificarea regulamentului de ordine şi disciplină universitară, la desbateri, pentru ca astfel studenţii să fie părtaşi şi răspunzători de ordinea ce domneşte în Universitate.

5. Imposibilitatea pentru rectorat de a disolva comitetul centrului decât numai

în cazuri flagrante de falsificare a alegerilor și atunci numai în urma protestărilor studențimii.

6. Recomandarea către studenții din ultimul an să audieze câte un semestru sau două cursurile specialității lor la celelalte universități din țară, făcându-li-se toate înlesnirile pentru aceasta.

7. Intervenția pe cale oficială în ce privește schimbul de studenți cu universitățile străine, spre a se trimite numai studenți recomandați de facultățile respective.

c) ANCHETĂ ASUPRA VIEȚII STUDENȚEȘTI

PROIECT DE CHESTIONAR PRIVITOR LA CONDIȚIILE DE TRAIU ȘI DE ACTIVITATE ALE TINERETULUI UNIVERSITAR DIN BUCUREȘTI

I. SITUAȚIA PERSONALĂ

a) GENERALĂ

1. Numele și pronumele;
2. Data nașterii (anul, luna, ziua)
3. Locul nașterii (comuna, județul)
4. Sunteți cetățean român, sau al cărui Stat?
5. Care vă este limba maternă?
6. Ce confesiune aveți?
7. Ați satisfăcut legea recrutării?
8. Când ați făcut armata, la ce armă și cu ce grad v'ați liberat?
9. Ați făcut-o ca voluntar, în termen, sau amânat?
10. Sunteți căsătorit?
11. Ce ocupație are soțul (sau soția)?
12. Câți copii aveți?
13. Vă trăesc părinții?
14. Ce ocupație au mama și tatăl?
15. Părinții posedă studii și anume ce studii?
16. Dacă sunteți orfan, dela ce vârstă?
17. Ca orfan, cine v'a sprijinit?
18. Dacă n'ați avut sprijin suficient, care sunt urmările acestei lipse?
19. Care ar fi averea aproximativă a părinților d-voastră (moșie, casă sau altă avere)?
20. Părinții locuiesc la țară sau la oraș?
21. Mai aveți frați și câți (sexul, vârsta)?

b) ȘCOLARĂ

22. Ce studii secundare ați făcut: liceul (secția), școala normală, școala comercială?
23. In timpul studiului ați stat la gazdă, la părinți, sau pension?

24. Studiile le-aţi făcut la şcolile Statului sau particular?
25. Câţi ani au durat studiile secundare?
26. Care obiecte de studii vă erau cele preferate?
27. V'aţi înscris imediat la Universitate?
28. Dacă nu, de ce şi cât timp a trecut dela absolvire până la înscriere?
29. La ce Facultăţi sunteţi înscris?
30. Ce v'a determinat să vă înscrieţi?
31. Ce specialitate v'aţi ales?
32. In vederea cărei ocupaţii?
33. Aţi mai fost înscris la vreo Facultate, şi anume la care?
34. De ce aţi părăsit-o, şi după cât timp?

II. VIAŢA UNIVERSITARĂ

a) ACTIVITATEA ACADEMICĂ

a) *Cursuri:*

35. Aţi pierdut vreun an, şi din ce motive?
36. Urmaţi cursurile regulat?
37. Dacă nu, din ce cauză?
38. Orele de cursuri sunt bine aranjate, şi dacă nu, de ce nu vă convin?
39. Sălile de cursuri sunt încăpătoare şi igienice?
40. Pregătirea din liceu vă este suficientă pentru înţelegerea cursurilor?
41. Folosiţi mai mult dela cursuri sau din lectură?
42. Cum vă procuraţi acum cursurile litografiate şi cât vă costă?
43. Credeţi că s'ar puteà organizà o tipografie a Universităţii?

b) *Seminarii, laboratoare, clinici:*

44. Urmaţi regulat şedinţele seminariale?
45. Aţi luat parte activă la ele, şi câte lucrări aţi făcut?
46. V'au adus vreun folos lucrările seminariale, şi anume în ce sens?
47. Cum credeţi că s'ar puteà organizà mai bine seminariile?
48. Lucrările de laboratoriu le puteţi face în bune condiţii?
49. Dacă nu, din ce cauze?
50. Care sunt lipsurile mai de seamă ale laboratoriilor: local, aparate sau personal?
51. Se dă îndeajuns atenţie lucrărilor practice?
52. Sălile de disecţii sunt suficiente?
53. Practica o puteţi face în condiţii mulţumitoare?
54. Clinicile actuale corespund cerinţelor învăţământului şi numărului studenţilor?
55. De ce lipsuri vă loviţi mai des în practica d-voastră?
56. Cum s'ar puteà îndreptà lipsurile?

c) *Examene:*

57. Câte examene aţi dat în fiecare an?
58. Le-aţi dat regulat sau cu întârziere, şi de ce?
59. Examenele le pregătiţi din vreme sau în ajun?
60. Le pregătiţi numai după cursuri sau şi după alte lecturi?
61. Credeţi că se constată adevărata pregătire prin aceste examene?
62. Ce avantagii vedeţi atunci când sunt parţiale?
63. Le-aţi dori în bloc?
64. Câte sesiuni socotiţi necesare?

d) *Lecturi şi biblioteci:*

65. Ce biblioteci publice frecventaţi?
66. Care vi se pare mai bine organizată şi mai completă?
67. Ce neajunsuri semnalaţi la biblioteci: lipsa de cărţi, insuficienţa sălilor de lectură sau a orelor de lectură?
68. Cetiţi şi alte cărţi în afară de cele de specialitate, şi anume ce: literatură, ştiinţă, etc.?
69. Simţiţi nevoia unei mai bune orientări bibliografice?
70. Aveţi bibliotecă proprie, şi de câte volume?
71. Câte cărţi v'aţi procurat personal pentru bibliotecă?
72. Ce limbi clasice sau moderne utilizaţi în lectură?
73. Zilnic, câte ore puteţi consacrà cetitului?

b) VIAŢA MATERIALĂ

a) *Bugetul:*

74. Cu ce sumă vă ajută părinţii lunar?
75. Mai primiţi vreun ajutor bănesc din altă parte, şi anume dela cine, rude, prieteni, şi cât?
76. Aveţi vreo obligaţie pe viitor pentru acest ajutor?
77. Aveţi vreo bursă, dacă da, dela cine, în ce sumă, cum aţi obţinut-o şi pentru cât timp?
78. Cum socotiţi că ar trebui acordate bursele mai nemerit?
79. Dar valuta pentru studii în străinătate?
80. In ce mod vă mai procuraţi venituri?
81. La ce sumă se ridică toate aceste venituri?
82. Acest câştig vă stinghereşte în frecventarea cursurilor?
83. Daţi lecţii, dacă da, în câte locuri, câte ore săptămânal, sau pe zi, ce retribuţie primiţi şi de ce natură (bani, hrană, locuinţă)?
84. Simţiţi nevoia unui biurou de plasat studenţi?
85. De când daţi lecţii?
86. Daţi lecţii şi în vacanţă?

87. Cât timp vă rămâne liber?
88. Dacă sunteți funcționar sau ocupat în vreun biurou, în ce fel de biurou?
89. E în legătură cu pregătirea d-voastră?
90. In caz de boală vi se dă salariul?
91. Serviciile respective vă îngădue să veniți la cursuri?
92. Cât concediu aveți anual?
93. Dela diversele ocupații pe care le aveți, cât timp vă rămâne pentru studiu?
94. Cât cheltuiți lunar pentru îmbrăcăminte, spălat, masă, locuință?
95. Dar pentru cărți și alte mijloace de învățătură?
96. Cu teatrele, concertele, opera și alte distracții cât cheltuiți?
97. Plătiți taxele anuale și pe cele de examen, dacă da, cât? Dacă nu, de ce?
98. Vă sunt împovărătoare taxele?
99. Intrețineți pe cineva, și anume pe cine și la ce sumă se ridică lunar?
100. Cu mijloacele de locomoție cât cheltuiți?
101. Ce datorii bănești aveți?
102. Ce economii faceți?
103. Cum s'ar puteà organizà o casă de economie și ajutor a studențimii?
104. Cât credeți că-i este necesar unui student pe lună?
105. Ce credeți că s'ar puteà face spre a se remedià aceste lucruri?

b) *Locuința:*

106. In timpul studiului locuiți în București, sau în provincie?
107. La cine locuiți: părinți, rude, gazdă, cămin?
108. Stați singur în cameră sau cu altcineva?
109. Dacă stați cu cineva, ce ocupație are și de ce naționalitate este?
110. Care este mărimea camerei d-v., câte ferestre are, cum e mobilată?
111. Ce nemulțumiri aveți în privința locuinței?
112. Dacă locuiți la cămin, câți colegi aveți în cameră?
113. Aveți liniște, lumină și căldură suficientă?
114. Dormitoarele, closetele, sălile de intrare, sunt ținute curat?
115. Rufăria de pat se schimbă regulat?
116. Apă aveți de ajuns?
117. Dar baie, sală de gimnastică, sală de lectură, bibliotecă?
118. La intrarea în cămin ați avut vreun examen medical, îl socotiți necesar?
119. Ce credeți despre organizarea și conducerea actuală a căminelor?
120. Socotiți necesare comitetele de patronaj, dacă nu, de ce?
121. Sunteți pentru autonomia administrativă a căminelor? Dacă da, care ar trebuì să fie partea de răspundere a studenților?
122. Care este regimul actual al căminelor, atât pentru băieți, cât și pentru fete, și care ar fi cel mai convenabil, având în vedere disciplina și răspunderea?
123. Ce reflecții mai aveți de făcut asupra vieții de cămin?
124. Socotiți necesare pe lângă cămine, ateliere de îmbrăcăminte și încălțăminte, frizerii, spălătorii, cooperative, și cum s'ar puteà înfăptuì?

c) *Hrana:*

125. Unde luaţi masa? (familie, pensiune, restaurant, cantină).
126. Vi se întâmplă să pierdeţi masa, şi din ce motive?
127. Ce nemulţumiri aveţi cu privire la hrană, cantitativ şi calitativ?
128. Bucătăria, masa, tacâmurile sunt curate? Există vesela necesară?
129. Ce neajunsuri aveţi cu scoaterea cartelelor?
130. Cum credeţi că ar puteà fi organizate mai bine cantinele?
131. Ce s'ar puteà face pentru studenţii nevoiţi să ţină regim?

d) *Igiena.*

132. Suferiţi de vreo boală?
133. Aţi fost bolnav vreodată, şi de ce?
134. Aţi contractat vreo boală din pricina studiului şi a condiţiilor în care aţi fost nevoit să-l faceţi?
135. Aveţi mijloace să vă căutaţi sau primiţi asistenţa medicală gratuit?
136. Socotiţi necesară organizarea unui serviciu de asistenţă medicală universitară pe preţ redus sau gratuit?
137. La ce intervale de timp faceţi băi?
138. Cât vă costă?
139. Cum s'ar puteà organizà băi convenabile pentru studenţi?
140. Consumaţi alcool şi cât pe lună?
141. Fumaţi, dacă da, cât vă costă lunar?

c) RAPORTURILE INTRE STUDENŢI

142. Cunoaşteţi asociaţiile studenţeşti existente?
143. Din care asociaţii faceţi parte?
144. Vă place să vă manifestaţi în asociaţiile studenţeşti?
145. Aveţi vreun rol în vreuna din aceste societăţi?
146. Ce activitate aţi depus?
147. Care organizaţie studenţească o socotiţi cea mai bună şi mai folositoare: pe facultăţi, judeţe, universităţi?
148. Ce părere aveţi despre actualele organizaţii studenţeşti: exprimă voinţa studenţimii, întrebuinţează cu folos fondurile şi sunt controlate serios şi regulat?
149. Asociaţiile au vreun program de activitate?
150. De ce nu funcţionează diferitele asociaţii?
151. Faceţi excursii, sporturi cu colegii d-voastră? Dacă nu, de ce?
152. Simţiţi nevoia unui ziar studenţesc?
153. Colaboraţi la vreun asemenea ziar?
154. Cum socotiţi că s'ar puteà scoate un ziar studenţesc?
155. Aţi luat parte la vreun congres studenţesc?
156. Ce impresie v'au făcut discuţiile de acolo?
157. Care sunt foloasele congreselor şi cum ar trebui organizate?

158. Socotiți necesare și folositoare congresele internaționale?
159. Aveți prieteni, colegi: de facultate sau din alte facultăți și câți?
160. I-ați făcut în timpul studiilor universitare sau de mai înainte?
161. Ce credeți de raporturile de camaraderie atât ale studenților, între ei, cât și ale studenților față de studente?
162. Aveți legături prietenești cu studenții din provinciile unite; dacă nu, de ce?
163. Cum credeți că ar puteà fi apropiați mai mult?
164. Cum s'ar puteà stabilì legături cu studenții români din țările străine, unde sunt considerați ca minoritate?
165. Dar cu studenții români cari-și fac studiile în străinătate?

d) RAPORTURILE DINTRE STUDENȚI ȘI PROFESORI

166. Simțiți nevoia de-a câștigà prietenia profesorilor d-voastră?
167. Ați izbutit să vă câștigați prietenia vreunui profesor?
168. Ați realizat-o în viața de student sau în alte împrejurări?
169. N'ați realizat o asemenea prietenie, fiindcă n'ați încercat, n'ați izbutit sau din care motive?
170. Cum credeți că s'ar legà mai bine asemenea prietenii?
171. Cum credeți că s'ar puteà întreține aceste legături între foștii studenți și profesori?
172. Ce importanță atribuiți unor asemenea legături?
173. Ce legături s'ar puteà stabilì între diferitele asociații de profesioniști, -- foști studenți ai facultăților respective — și profesorii universitari?

e) RAPORTURILE DINTRE STUDENȚI ȘI AUTORITĂȚILE UNIVERSITARE

174. Aveți dificultăți în raporturile d-voastră cu autoritățile universitare?
175. Aveți acces la autoritate ori de câte ori aveți nevoie de ea, și de ce nu?
176. Autoritatea vă satisface la timp cererile îndreptățite?
177. Sunteți mulțumit de felul cum funcționează secretariatele, decanatele și rectoratul?
178. Cum socotiți că ar puteà corespunde mai bine cerințelor studențești aceste organe universitare?
179. Pierdeți mult timp cu înscrierea?
180. Cum credeți că s'ar puteà înlăturà aglomerația dela ghișeele secretariatelor: immulțind ghișeele, numărul secretarilor sau orele de serviciu?
181. Cunoașteți regulamentul facultății d-voastre?
182. Ce aveți de observat asupra lui?
183. Dacă sufere încălcări, ce anume încălcări și din partea cui?
184. De când ați intrat în Universitate, ați luat parte la vreo solemnitate universitară?
185. Nu credeți necesară organizarea solemnităților pentru deschiderea cursurilor, pentru aniversarea Universității, pentru încheerea anului școlar și eliberarea diplomelor?

186. Ce importanţă atribuiţi unor asemenea solemnităţi şi cum s'ar puteà organizà mai bine?

III. — VIAŢA SOCIALĂ, MORALĂ ŞI POLITICĂ

a) *Social-culturală*

187. Universităţile dau toate elementele necesare unei culturi generale a studentului? Dacă nu, de ce?
188. Cum credeţi că s'ar pregătì mai bine studentul pentru viaţă?
189. Cetiţi ziare, câte şi ce ziare?
190. Ce reviste româneşti cetiţi?
191. Dar străine?
192. Vi le procuraţi singur?
193. Nu socotiţi necesară o sală de lectură pentru ziare şi reviste în localul Universităţii?
194. Vă duceţi des la teatru, operă şi concerte?
195. Cunoaşteţi muzeele din Bucureşti?
196. Ce muzee din ţară sau străinătate mai cunoaşteţi?
197. Vizitaţi expoziţiile care au loc în cursul unui an? Dacă nu, de ce?
198. Vă duceţi des la cinematograf? Dacă nu, de ce?
199. Pe care le frecventaţi mai des şi le preferaţi? Şi de ce?
200. Cât vă costă lunar aceste distracţii?
201. Frecventaţi cafenelele, şi cât timp petreceţi pe zi, de obiceiu, în ele?
202. Ce alte distracţii mai aveţi?
203. Cât timp consacraţi ocupaţiilor familiare, şi de ce vă interesaţi mai ales?
204. Aţi făcut ceva pentru ridicarea culturală a locului natal?
205. Faceţi parte din vreo asociaţie de caritate, asistenţă, etc.?
206. Aţi organizat în acest scop conferenţe, serbări, etc.?
207. Cum petreceţi vacanţele?
208. Ce deosebire găsiţi între viaţa studenţească aşà cum aţi conceput-o înainte de a intrà la Universitate şi între cea trăită în Universitate?
209. Cum înţelegeţi să vă folosiţi de libertatea academică în viaţa socială?
210. Pentru o mai bună înţelegere şi trăire a vieţii sociale nu socotiţi necesară o facultate de ştiinţe sociale şi politice?

b) *Moral-religioasă*

211. Credeţi în religia în care aţi fost crescut? Dacă nu, de ce?
212. Dacă aţi părăsit-o, de ce?
213. Simţiţi nevoia unei credinţe religioase?
214. Mergeţi des la biserică?
215. Vă mărturisiţi şi împărtăşiţi regulat? Dacă nu, de ce?
216. Aţi cetit Biblia?

217. Ce ideal aveţi în viaţă?
218. Ce importanţă atribuiţi idealului moral?
219. Ce înţelegeţi prin morală şi moralitate?
220. Preferaţi morala religioasă uneia filozofică, şi de ce?
221. Viaţa şi mediul universitar au influenţat asupra idealului d-voastră moral, şi în ce sens?
222. Ce piedici aţi întâlnit în realizarea idealului d-voastră moral?
223. Ce impresie morală vă face viaţa în care trăiţi?
224. Cum este judecată viaţa morală a Bucureştilor în provincia din care sunteţi?

c) *Politică*

225. Participaţi în chip activ la politica ţării?
226. Sunteţi înscris în vreun partid politic?
227. Cu ce doctrină politică simpatizaţi?
228. Ce partid politic preferaţi, şi de ce?
229. Ce credeţi despre pregătirea politică a ţăranului român?
230. Dar despre acea a minorităţilor etnice din cuprinsul Statului nostru?
231. Are ţăranul încredere în oamenii politici? Dacă nu, de ce?
232. Ce impresie vă face viaţa politică dela noi?
233. Se respectă îndeajuns libertăţile publice?
234. Socotiţi necesară autonomia universitară?
235. Este ea îndeajuns de respectată?
236. Credeţi că trebuie făcută vreo deosebire între minorităţi şi Români, în privinţa drepturilor în Stat?
237. Ce datorii are Statul faţă de elementul naţional şi faţă de tendenţele minorităţilor?
238. Cum credeţi că s'ar puteà contribuì mai bine la întărirea elementului naţional, sprijinindu-se exclusiv pe Stat sau pe iniţiativa privată?
239. Cum s'ar puteà apropià şi înfrăţì mai sigur şi mai bine minorităţile?
240. Sunteţi pentru acordarea drepturilor politice la femei, şi de ce?
241. Unde credeţi că ar fi mai rodnică şi mai necesară energia şi activitatea femeii?
242. Universitatea dă toate elementele necesare unui cetăţean conştient şi activ?
243. Cum socotiţi că s'ar puteà pregătì mai bine studenţii pentru viaţa cetăţenească?
244. Ce credeţi despre raporturile dintre clasele sociale dela noi?
245. Cum vedeţi viitorul Statului nostru?

* * *

246. Ce credeţi despre utilitatea acestui chestionar?
247. Ce chestiuni credeţi că au rămas neatinse aici?
248. Ce propuneri aţi aveà de făcut în legătură cu acest program şi pentru desăvârşirea lui?

ŢĂRĂNISM ŞI MARXISM DE ŞT. ZELETIN

Πᾶσα πόλις φύσει ἐστίν.
Aristotel (1)

CUPRINSUL: Concepţia evoluţiei sociale ca un proces natural. 1. Origina evoluţionismului modern şi ramificaţiile sale; evoluţionismul filozofic şi evoluţionismul ştiinţific. 2. Origina evoluţionismului marxist; sensul «procesului natural» al evoluţiei sociale. 3. Pricinile care au făcut ca evoluţia României moderne să nu poată fi cercetată până în prezent ca un proces natural; înlăturarea lor.

Inceputurile şi încercările de sistematizare ale doctrinei ţărăniste. 4. Revoluţiile de după răsboiul mondial; credinţa în prăbuşirea burgheziei şi rolul ce se atribuià ţărănimii în regiunile agrare. 5. Elementele doctrinei ţărăniste în forma ei iniţială; examinarea lor. 6. Mijloacele teoretice, cu care vrea să dovedească doctrina ţărănistă existenţa unei mişcări ţărăneşti urmărind ţelurile ei proprii. 7. Teoria despre neatârnarea agriculturii faţă de capitalism; contradicţia în care ea pune doctrina ţărănistă.

Desvoltarea agriculturii şi soarta clasei ţărăneşti după doctrina ţărănistă. 8. Şovăelile doctrinei ţărăniste cu privire la relaţia între capitalism şi agricultură. 9. Revoluţia agrară după doctrina ţărănistă; inconsecvenţele acestui punct de vedere. 10. Problema evoluţiei agriculturii. 11. Mizeria rurală şi regimul muncii forţate. 12. Continuare: polemica în jurul acestor două fenomene agrare. 13. Teoria despre influenţa agriculturii asupra desvoltării capitalismului nostru industrial. 14. Concluzii: soarta clasei ţărăneşti în evoluţia socială.

a) CONCEPŢIA EVOLUŢIEI SOCIALE CA UN PROCES NATURAL

1. Evoluţionismul modern, care străbate întreaga gândire şi cercetare ştiinţifică a vremii, îşi trage obârşia din luptele sociale (2). El este arma teoretică, pe care reprezintanţii reacţiunii au îndreptat-o împotriva ideologiei burgheze: a acelui «raţionalism», care pe vremea luptei de emancipare a burgheziei copleşise într'atât lumea cultă, încât veacul său (XVIII) s'a numit cu mândrie pe el însuş «veacul filozofic».

Ce susţineà *raţionalismul* burghez, pe care oamenii trecutului se siliră să-l dărâme, reînviind împotriva sa *tradiţionalismul* rutinar al lumei feudale? El spuneà anume, că orice orânduire socială — şi în genere orice formă de viaţă — este un produs al raţiunii; că raţiunea umană este ea însăş o rază din raţiunea divină; că dacă ordinea socială nu mai mulţumeşte pe nimeni, pricina este că ea e rătăcită, *neraţională,* de aceea ea — burghezia — vroia să o înlocuiască cu o orânduire raţională.

Cu această ideologie a dat burghezia lupta cea mai glorioasă în întreaga ei desvoltare: Revoluţia franceză. Dar după victorie raţionalismul burghez a avut să sufere viguroase atacuri din partea oamenilor trecutului. O orânduire socială — aşà susţineau aceştia — nu se naşte din raţiune; dovada e că însăş ordinea socială creată de burghezie este neraţională, şi provoacă nemulţumiri. In realitate

(1) «Orice stat există din natură». Politica, I. 1. 8.

(2) Comp. *Evolution,* by J. A. Thomson and P. Geddes (colecţia *Home University Library of modern knowledge),* pg. XI şi urm. De asemenea a noastră *«Incercare de psihologie socială a culturii române din a doua jumătate a veac. XIX»,* *Arhiva* An. IV, No. 2.

orice formă de viață socială se naște din trecut, printr'o modificare treptată a instituțiilor tradiționale, deci printr'o *evoluție*, nu printr'o rupere bruscă *revoluționară*. Căci societatea este un *organism*, iar desvoltarea ei o evoluție organică. Astfel evoluționismul modern — afirmarea unei desvoltări treptate a prezentului din trecut — nu e de cât tradiționalismul, reacționarismul sau conservatismul antiburghez îmbrăcat într'o formulă științifică.

Prin unul din acele zigzaguri obișnuite în evoluția spiritului, lupta împotriva ideologiei raționaliste burgheze a început înainte de victoria definitivă a burgheziei, și nu în Franța — a cărei burghezie erà atunci cea mai de seamă pe continent — ci în Germania. Răsturnătorii de idoli și deschizătorii de pârtii noui în acest ținut sunt corifeii mișcării germane zise «Sturm und Drang». Aceștia, pentru întâia dată, au luat apărarea sentimentului împotriva *rațiunii* burgheze, și au afirmat nevoia cunoașterii trecutului național pentru înțelegerea prezentului (1). Este aici întâia formă a spiritului istoric evoluționist; pe pragul veacului al XIX-lea reià apoi acest spirit mișcarea romantică, și-i dă formula precisă a unei *evoluții organice treptate* a prezentului din trecut. Astfel ideea de organism și evoluție organică, care alcătuește baza teoretică a conservatorismului — arma pe care acesta o îndreaptă împotriva spiritului revoluționar al burgheziei — este de origină romantică (2). In romantism întâlnim întâia isbucnire largă a spiritului conservator, care de astă dată capătă și formula sa teoretică (3). Rareori o formulă a fost sortită să aibă o carieră atât de extraordinară, ca aceea a evoluției treptate, pe care a aruncat-o în lume romantismul istoric-conservator german: ea este Atlas-ul, care duce pe spate întreaga mișcare a spiritului de astăzi. Pe două căi a covârșit spiritul vremii acest principiu al evoluției: pe cale filozofică și pe cale științifică; pe cea dintâi sunt înainte-mergători Germanii, pe cea din urmă au cucerit acest rol Englezii.

In Germania, cel dintâiu filozof care s'a pătruns de istorismul evoluționist al romantismului, absorbindu-l în cugetarea sa și făcând din el spiritul unui sistem de gândire, este Schelling. La el natura se înfățișază ca rezultat al unei desvoltări treptate dela forme inferioare la forme superioare, pentru a cărei lămurire el s'a folosit de ideea filozofică orientală, a unui spirit ce năzuește fără răgaz a se cunoaște pe el însuș. Ideea evoluției a fost apoi reluată de Hegel, și desvoltată în proporții grandioase, pe care nu le-a atins, și poate nu le va mai atinge gândirea omenească. La Hegel toate ținuturile existenței sunt tot atâtea rezultate ale unei desvoltări treptate, în care fiecare formă prezentă decurge cu necesitate din una trecută. Astfel

(1) «Ea (mișcarea Sturm und Drang), erà întreprinsă în spiritul lui Rousseau împotriva spiritului lui Voltaire; în numele naturii împotriva culturii; în numele pasiunii împotriva inteligenții; *în numele istoriei împotriva idealului construit...*». W. Scherer, Geschichte der deutschen Literatur, ed. XV, 1922, pg. 471.

(2) «Ideea de organism se desvălue din ce în ce mai mult ca cheia concepției romantice a lumii». O. F. Walzel, *Deutsche Romantik*, ed. II și III, 1912, pg. 12. Autorul atribue origina acestei idei lui Herder și Goethe.

(3) «Teoria conservatorismului se întemeiază... anume pe mișcarea romantică, care se naște la sfârșitul veacului XVIII-lea». L. Bergsträsser, *Geschichte der politischen Parteien in Deutschland*, 1921, pg. 22.

hazardul dispare, făcând loc unui determinism rigid universal, în care orice formă de existenţă este, la vremea ei, necesară. Acest mod de gândire trece şi la şcolarul cel mai ilustru al lui Hegel: la Marx. Decât Hegel nu desvoltă acest evoluţionism pe cale ştiinţifică, ci logică: evoluţia este pentru el o evoluţie a Ideei, iar materia nu e decât manifestarea acesteia. Deaceea la Hegel felul triadic de evoluţie a Ideei — în teză, antiteză şi sinteză — devine în chip firesc legea evoluţiei universale.

Inrâurirea romantismului german, cum se ştie îndeobşte, nu a fost ţărmurită în Germania, ci s'a întins asupra întregii Europe culte, pe care a însufleţit-o cu naţionalismul ei plin de nostalgia trecutului. Din Germania acest mod de gândire a trecut în Franţa, de aici în Anglia. Despre grupa scriitorilor francezi de după Revoluţie observă G. Brandes: «Ea stă în acelaş timp — adesea prin coincidenţă involuntară, uneori prin influenţă directă — *în multiplu contact cu spiritul german şi romantismul acestuia*» (1). Acelaş critic observă apoi (2), că scriitorii postrevoluţionari — aşà zişii emigranţi — pregătesc reacţiunea religioasă şi politică, în frunte cu de Maistre şi de Bonald; aceştia, la rândul lor, influenţează direct pe A. Comte (3). Sufletul nouei gândiri evoluţioniste reacţionare este, cum s'a zis, ideea de *organism*. Această idee, plecând din romantismul german, reapare la de Maistre (4), este desvoltată în mod imperfect de Comte (5), şi adâncită apoi de Spencer, dela care devine un bun obştesc. Paralel se întinde evoluţionismul şi la lumea organică, întâi cu Lamarck, şi apoi cu Darwin. Dar cel ce aplică această concepţie la toate ramurile de cercetare ştiinţifică, este Spencer: el este pentru evoluţionismul ştiinţific, ceeace este Hegel pentru evoluţionismul filozofic (6).

Evoluţionismul modern, ca şi vechea concepţie organică, este deci de natură socială reacţionară. Ambele aceste concepţii s'au născut din lupta împotriva burghe-

(1) *Die Emigrantenliteratur* (vol. I, din opera: Die Hauptströmungen der Literatur des 19-ten Jahrhunderts, ed. VIII-a,) pg. 266.

(2) Op. cit., pg. 267.

(3) L. Lévy-Bruhl: *La Philosophie d'Auguste Comte*, ed. II-a, 1905, pg. 6, 7.

(4). «Concepţia sa fundamentală ca cugetător politic stă în aceea, că statul este un *organism*, că el ca atare are unitate reală, şi că trăeşte în puterea trecutului îndepărtat, din care scoate ca dintr'un izvor...». G. Brandes, *Die Reaktion in Frankreich* (vol. III, din opera citată) pg. 102.

(5) Din pricina stării înapoiate a cercetărilor biologice. Vezi P. Barth, *Die Philosophie der Geschichte als Soziologie*, ed. III, pg. 306 şi urm.

(6) Vezi formula concepţiei Spenceriene a evoluţiei la Otto Gaupp, *Herbert Spencer*, (vol. V din colecţia Frommanns Klassiker der Philosophie), 1906, pg. 107.

Analogia, care există între evoluţionismul lui Hegel şi acel al lui Spencer după însăş mărturia celui din urmă, a format obiectul preocupărilor cercului lui L. Stein din Berna. Decât, mărturiseşte Stein, în lipsa de dovezi ale unei legături de fapt, cercetările au trebuit să se mărginească la stabilirea unei «continuităţi logice», (vezi cap. despre evoluţionism în opera lui L. Stein *Strömungen der Philosophie der Gegenwart*, 1908). Socotim că, în loc de unitate logică, se poate vorbi mai curând de un paralelism de fapt, provenind din aceea că evoluţionismul ambilor gânditori derivă, în ultimă instanţă, din aceeaş sursă romantică. Deosebirea e numai că fiecare din ei desvoltă concepţia evoluţionistă cu mijloacele timpului său: Hegel cu mijloacele filozofice raţionaliste, Spencer cu acelea ale ştiinţelor naturii. Evoluţionismul ştiinţific şi evo-

ziei: ideologiei individualiste burgheze, care disolvă lumea și societatea în elemente discrete, ele îi opun ideea unei unități superioare (1). Cum că cele două mari concepții, de care s'a servit până acum știința pentru cercetarea lumii, s'au născut deopotrivă din luptele sociale, ca concepții politice, spre a fi apoi aplicate la natură, aceasta este o constatare esențială pentru ceice vor să pătrundă origina și sensul conceptelor științifice.

2. Evoluționismul sociologic marxist s'a născut din evoluționismul logic hegelian, și a căutat în urmă să se apropie de evoluționismul științific, mai ales în forma sa darwiniană, fără a puteà trece însă peste oarecare analogii de puțină însemnătate. In realitate caracterele esențiale ale evoluționismului marxist, înainte de toate determinismul său rigid, și «dialectica» pe care crede a o descoperì în mersul fenomenelor, trebuie înțelese din filozofia hegeliană, care i-a dat naștere.

Se știe că după Marx filozofia lui Hegel stăteà pe cap; deaceea el crede a o fi pus pe picioare. Deosebirea care s'a născut în acest mod între acești doi gânditori o limpezește Marx însuș astfel: «Pentru Hegel procesul gândirii — pe care el îl transformă chiar într'un subiect de sinestătător sub numele de Idee — este demiurgul realității, care alcătuește numai aparența sa externă. La mine, invers, Ideea nu este altceva, decât materia oglindită și tâlmăcită în capul omului» (2).

Marx a obținut prin această răsturnare a hegelianismului cele două elemente, care străbat întreaga sa gândire filozofică și sociologică: unul primar — *materia*, și altul secundar — *ideea*; aceasta din urmă este oglindirea în creerul nostru a mișcării celei dintâi, deci invers ca la Hegel. In acest chip Marx, pășind pe calea indicată de Feuerbach, ajunse la o vedere materialistă a lumii: erà în spiritul timpului.

Acest materialism filozofic fu apoi transpus asupra societății, și dădù astfel naștere doctrinei sociologice azi peste tot cunoscută sub numele de *materialism economic*. Deaceea această doctrină, potrivit cu origina ei filozofică materialistă, deosebește în societate tot două elemente — ideea și materia — între care pune acelaș raport ca și filozofia materialistă. Rolul de materie îl joacă în societate *economia* — de unde și numele de «materialism economic»; iar rolul ideei îl primesc instituțiile juridico-politice, și în genere ideologia socială. După cum în filozofia materialistă ideea nu este decât o funcție a materiei, tot astfel în doctrina materialismului economic instituțiile juridico-politice sunt prezentate ca o expresie a vieții economice.

Astfel doctrina sociologică marxistă se înfățișază ca o deducție dintr'o concepție filozofică generală, anume din filozofia materialistă (3). De unde nu urmează însă,

---

luționismul filozofic sunt deci, în esență, aceeaș concepție, și dacă totuș unul din cei mai iluștri reprezentanți ai celui dintâiu se exprimă cu altimul dispreț despre cel din urmă (Ernst Haeckel, *Der Kampf um den Entwicklungsgedanken*, 1906, pg. 26), aceasta nu dovedește decât lipsa sa de simț filozofic.

(1) Asupra originei sociale a concepției organice elene, vezi *Nota Introductivă* din Sextus Empiricus: *Scurtă expunere a filozofiei sceptice*, ed. «Cultura Națională», (din grecește, de Șt. Zeletin), pg. 6.

(2) Das Kapital, I, ed. IV, 1890, pg. XVII.

(3) Comp. G. de Greef: *Le matérialisme historique*, în Annales de l'Institut international de sociologie, tome VIII pg. 148.

că cel ce ar admite concepţia marxistă a evoluţiei sociale ar fi obligat să primească şi filozofia care i-a dat naştere. De fapt, analogia între *materie* şi *economie* este arbitrară, deaceea trebuie respinš însuş numele de «materialism economic». In timpul de faţă marxismul, ca întreg, este un anacronism: el cuprinde o doctrină sociologică prinsă în cadrul unei filozofii rămase de mult în urma vremii. Iar credincioşii maestrului, cari pe teren economic au ţinut şi ţin mereu doctrina la înălţimea vremii, din punct de vedere filozofic s'au arătat nedestoinici de a merge cu timpul. Deaceea rămâne marea sarcină de a desmaterializà concepţia marxistă, şi a o pune în cadrul unei filozofii spiritualiste.

Din cele zise se poate întrevedeà care este înţelesul concepţiei evoluţiei sociale ca *proces natural*. In adevăr, Marx, şi toţi ceice întrebuinţează metoda sa, vorbesc necontenit de «necesitatea naturală» sau de «legile naturale» ale evoluţiei sociale, care trebuie concepută ca un «proces natural». Aceasta înseamnă, că ei privesc societatea ca un fragment din natură — cum şi este — şi că evoluţia societăţii trebuie înţeleasă la fel cu evoluţia naturii (1). Procesul social devine astfel un proces natural, o idee pe care marxiştii o întăresc prin expresia mai amplă: procesul natural al evoluţiei sociale. Când, de pildă, Kautsky dă cercetării sale asupra revoluţiei ruse (2) subtitlul: «o contribuţie la istoria naturală a revoluţiilor», el vrea de fapt să zică: o contribuţie la istoria revoluţiilor concepute ca fenomene naturale.

Este deci o desăvârşită eroare, de a-şi închipuì că «procesul natural al evoluţiei sociale» înseamnă vreo analogie cu evoluţia organică, şi că ar trebuì lămurit cu ajutorul conceptelor teoriei lui Darwin (3). Această expresie nu indică o analogie,

(1) «Istoria este un fragment din natură, în a cărei realitate universală procesul istoric se mişcă ca o sferă mai mică, într'o sferă mai mare. Deaceea filozofia istoriei trebuie să steà în legătură cu o anumită concepţie a naturii». L. Woltmann, *Der historische Materialismus*, 1900, pg. 140.

(2) *Terrorismus und Kommunismus*, ein Beitrag zur Naturgeschichte der Revolutionen, 1921.

(3) V. N. Madgearu, «*Revoluţia agrară şi evoluţia clasei ţărăneşti*», în *Arhiva*, An. IV, No. 3, pg. 262. — Felul cum d-l Madgearu citează, în această privinţă, broşura lui B. Odenbreit *(Die vergleichende Wirtschaftstheorie bei Karl Marx*, 1919, în «Staatswissenschaftliche Beiträge», edit. de Plenge) luminează îndeajuns modul cum d-sa înţelege să se folosească de texte. Odenbreit, între alte chestiuni, tratează într'un capitol aparte despre sensul, în care se poate vorbì de o asemănare între concepţia evoluţiei la Marx şi la Darwin; în esenţă el este de părere, că singura asemănare ce există între concepţiile ambilor gânditori, e doar aceea, că amândoi susţin ideea unei evoluţii necesare, căreia cearcă să-i dea o explicare cauzală. Incolo, analogiile biologice ce se fac de obiceiu între Marx şi Darwin sunt «weit verbreitete Torheiten». D-l Madgearu, care vorbeşte despre *sensul propriu marxist* al «procesului natural» al evoluţiei sociale, crede totuş că poate cità din acest capitol al lui Odenbreit, care vorbeşte despre *sensul analogiei între Marx şi Darwin*. D-sa introduce în ordinea sa de idei o ordine de idei străină, şi întunecă cu desăvârşire înţelesul a ceeace vrea să spună. In adevăr, d-l Madgearu aduce, mai întâiu, un întreg paragraf din Odenbreit (comp. Madgearu, op. cit., pg. 262, paragraful 4, cu Odenbreit, op. cit., pag. 46, rândul întâiu de sus); aici d-sa pare a combate concepţia noastră despre metoda marxistă, atribuindu-ne ceeace Odenbreit numeşte «weit verbreitete Torheiten». Apoi, trece la un alt citat din Odenbreit, unde însă acest scriitor se mişcă şi mai departe de subiectul d-lui Madgearu, căci aici el vorbeşte de succesiunea fazelor economice la Marx, în analogie

ci o geneză: ea arată că doctrina sociologică marxistă și-a luat naștere dintr'o filozofie a naturii. Deaceea această doctrină cere ca omul de știință să aibă față de evoluția societății aceeaș atitudine, ca și față de evoluția naturii, adică: să explice fenomenele sociale, la fel cu cele naturale, ca produs al unei cauzalități necesare. In alte cuvinte, înțelesul real al concepției «procesului natural» al evoluției sociale este acela, că în evoluția socială domnește acelaș rigid determinism, ca și in evoluția naturii.

In această privință metoda, ce-și zice marxistă, poartă acelaș caracter, ca în genere pozitivismul. științific al vremii. A explicà fenomenele — naturale sau sociale — înseamnă a descoperi cauzele care le-au dat naștere. Spiritul omenesc se liniștește în fața unui fapt numai atunci, când îi află cauza: atunci crede că-l «știe», că este în posesia «științei». Deaceea întâiul teoretician al științii moderne, Bacon, dă Academiei științifice, numită «Casa lui Solomon», din fictiunea sa Noua Atlantis, scopul de a cunoaște cauzele (1). In mersul vremurilor cugetarea omenească a recurs pe rând, spre a lămurì cauzația, la acești trei agenți: *a)* Dumnezeu, *b)* omul, *c)* și natura. Ceeace înseamnă că la început s'a dedus faptele din acțiunea divinității, apoi din aceea a omului, iar în cele din urmă, și cu mare anevoie, din activitatea naturii însăș. In întâiul caz fenomenele se înfățișază ca un produs al divinității; în al doilea ca un produs al omului, în cel din urmă ele se prezintă ca un produs al naturii; întâiul punct de vedere este acela al lumii vechi, al doilea predomnește în deosebi în vremea Renașterii, al treilea este punctul de vedere al timpului nostru, pătruns de spiritul științelor naturale (2). A înlăturà din explicarea fenomenelor sociale acțiunea divinității sau a omului, și a introduce activitatea naturii, inseamnă — spre a întrebuință o expresie a lui Comte — a *pozitivà* sociologia, adică: a explicà fenomenele sociale prin cauzația lor proprie, respingând orice agent cauzal din afară. In acest chip hazardul din evoluția socială dispare, făcând loc unei necesități naturale: *abià în asemenea condiții cercetarea sociologică devine strict științifică, căci știință nu există decât acolo unde există cauzație necesară.* Este ceeace am cercat a face și noi pentru studiul societății române moderne. Numească-se această metodă marxistă, pozitivistă, naturalistă: aceasta e de puțină însemnătate. Ceeace se cere însă, e ca înainte de a întâmpinà cu îndoeli asemenea metodă, să i se înțeleagă bine sensul real și însemnătatea științifică.

3. Cercetările asupra desvoltării societății române moderne sunt încă într'o

---

cu genealogia speciilor la Darwin (Odenbreit, op. cit., pg. 49; d-l Madgearu nu indică pagina). Din noul citat pare a reieși că de fapt d-l Madgearu combate pe Marx, iar la urmă, privind totul in tot, cetitorul nu mai știe ce vrea să susțină autorul, și ce vrea să combată.

(1) «Scopul instituției noastre (Casa lui Solomon), este cunoașterea cauzelor...». Francisc Bacon. Citat ca motto la unul din capitolele lucrării lui J. A. Thomson: *Introduction to science* pg. 226. Cuvintele citate sunt din ficțiunea «New Atlantis». (Bacon: *Essays, including his moral and historical works*, London, Frederick Warne, pg. 343). Asupra «Casei lui Solomon», acest prim plan de Academie științifică schițat de Bacon în ficțiunea sa, cetitorul găsește lămuriri in discursul de recepție la Academie a d-lui D. Gusti: *Ființa și menirea Academiilor* (Cultura Națională, 1923, pg. 11 și urm.), o neobișnuită împerechiere de avânt și erudiție.

(2) Comp. L. Gumplowitz, *Der Rassenkampf*, 1883, pg. 5.

fază cu totul primitivă. Ce-i drept, nu mai avem nici chiar noi economişti sau sociologi, care să facă divinitatea răspunzătoare de încercările, prin care ne-a dus plămădirea României moderne. In schimb influenţa cauzală a *omului* domneşte fără nici o ţărmurire. De ce s'a născut România modernă? Răspunsul este scurt şi sigur: fiindcă s'a găsit un manunchiu de oameni, cărora le-a venit capriciul de a transplantà la noi instituţiile sociale ale Apusului. De ce am avut o stare de mizerie a clasei ţărăneşti? Acelaş răspuns: fiindcă cei ce au plămădit România modernă n'au avut drag pentru clasa ţărănească, spre a-i da pământ îndestul. De ce au fost puşi ţăranii să muncească cu jandarmul şi dorobanţul pe moşiile boereşti? Răspunsul nu e de altă natură: fiindcă boerii au abuzat de situaţia lor politică, spre a supune ţărănimea la acest nevrednic regim al muncii. Şi apoi urmează nesfârşita serie de «dacă»: dacă făuritorii României moderne ar fi fost de acelaş sânge cu poporul nostru, dacă ei i-ar fi simţit mai bine nevoile reale, etc., atunci, de sigur, atunci faţa României ar fi fost cu totul alta. De o cauzaţie necesară, naturală, a procesului de naştere a Statului nostru modern, nu poate fi aici nici vorbă. De aici şi credinţa obştească, cumcă societatea română modernă este o anomalie, că ea esclude întrebuinţarea metodelor, care s'au aplicat la cercetarea celorlalte societăţi burgheze. In această privinţă toţi sociologii noştri, ori de ce nuanţă, au fost de acord.

Astfel cercetătorul sociologic, care acum vreo patru ani ş'ar fi luat sarcina, pe care-şi propusese a o împlinì cel ce scrie aceste rânduri, anume de a urmărì procesul de desvoltare al României moderne, s'ar fi lovit de o greutate stranie. El s'ar fi găsit în faţa unui Stat modern burghez, care în serie cauzală trebuià să fie efectul desvoltării unui capitalism propriu, întrucât toate statele moderne au această origină. Totuş, după părerea unanimă a cercetătorilor noştri, un capitalism român nu aveà fiinţă. Cel mult dacă se vorbià de oarecare începuturi artificiale şi anemice de industrie naţională, ca şi cum capitalul industrial ar fi forma iniţială, dela care porneşte desvoltarea capitalismului unei ţări! Există deci efectul — statul român modern — dar nu există cauza — capitalismul român. Vreme îndelungă ne-am frământat în acest impas, care zădărnicià aplicarea oricărei metode de cercetare ştiinţifică, şi făceà cu neputinţă o explicare cauzală a procesului de naştere a României moderne. In cele din urmă am isbutit însă a reconstituì fazele succesive ale desvoltării capitalismului român, şi cu aceasta ne aflam în sfârşit pe teren solid: cercetările noastre merseră deatunci repede şi sigur. In această privinţă — reconstituirea evoluţiei treptate a capitalismului nostru — va rămâneà de sigur încă mult de făcut, căci în timpul de faţă lipseşte în unele ţinuturi orice urmă de cercetări speciale. Totuş din cercetările noastre va puteà rămâne şi un câştig pozitiv, de sigur modest, dar de natură a schimbà cu totul înfăţişarea problemei. Şi acest câştig este: *descoperirea existenţii istorice a capitalismului român*. Deacum oricine va scrie, cu competenţă, asupra stării social politice a ţării noastre, va trebuì să ia atitudine faţă de acest nou venit în arena discuţiilor noastre sociologice, de sigur nu spre plăcerea multora.

Cu descoperirea evoluţiei capitalismului se obţineà şi pentru ţara noastră două

serii paralèle de fenomene: pe de o parte *evoluția* treptată a capitalismului, pe de alta *revoluționarea* treptată a agriculturii. Rămânea să se pună cea din urmă serie în legătura ei organică cauzală cu cea dintâiu, iar aceasta însăș în legătură cauzală cu expansiunea capitalismului străin, și cu aceasta seria cauzației naturale erà stabilită. Desvoltarea României moderne devenià, la fel cu aceea a oricărui Stat modern, un proces natural, care exclude orice rol personal al celor ce trec drept «făuritorii» ei (1). Este deci lesne de înțeles, că cele dintâi îndoeli au trebuit să fie ridicate tocmai împotriva metodei noastre, și a rezultatelor la care duce aplicarea ei în cercetarea păturii rurale. Să vedem care este caracterul doctrinei, din partea căreia au venit aceste îndoeli: vorbim de «doctrina țărănistă» (2).

b) INCEPUTURILE ȘI INCERCĂRILE DE SISTEMATIZARE ALE DOCTRINEI ȚĂRĂNISTE

4. De pe la jumătatea veacului din urmă, de când burghezia europeană părea a fi ajuns la capătul posibilităților de desvoltare, teoriticienii socialiști au fost necontenit victima unei stranii iluzii: pentru ei orice sguduire socială aveà să aducă prăbușirea burgheziei, și emanciparea clasei muncitoare. In fruntea tuturor acestor profeți desmințiți de fapte stă însuș Marx. In ajunul revoluției germane dela 1848, el scrie: «Comuniștii își îndreaptă privirea mai ales spre Germania, pentrucă Germania se găsește în ajunul unei revoluții burgheze, și pentrucă ea va îndeplinì această revoluție în condițiile cele mai înaintate din Europa, cu un proletariat mult mai desvoltat decât au avut Anglia și Franța în secolul al XVII și al XVIII. Astfel revoluția burgheziei germane nu va fi decât un scurt preludiu al unei revoluții proletare» (3).

Așadar pentru Marx revoluția burgheziei germane trebuià să dea muncitorimii acestei țări prilejul, de a-și realizà propriile țeluri, sdrobind clasa burgheză. Toată viața a trăit Marx, ca și prietenul său Engels, cu această profetică credință in apropierea revoluției proletare (4). Și dacă această iluzie erà cu putință pe aceà

(1) Vezi rezultatele cercetărilor noastre în studiile publicate în *Arhiva* (An. III, No. 2—3, 4; An. IV, No. 1, 2), sub titlul: «Revoluția burgheză în România».

(2) Cum că contestarea metodei de cercetare științifică vine din partea unei doctrine politice, aceasta nu e nici o anomalie: o doctrină politică, spre a justifică mișcarea pe care o reprezintă, este silită să apere intervenirea individului în cursul evoluției sociale, deci să nege caracterul natural determinist al acesteia, șingura bază a științei. Socialismul ce-și zice «științific» nu a făcut excepție: el afirmă că organizarea producției, prin care societatea socialistă se va naște din anarhica societate burgheză, va fi opera proletariatului. Chiar și în recenta sa operă *(Die proletarische Revolution*, pg. 172), susține încă Kautsky acest lucru, deşi afirmă că răsboiul l-a făcut să «reînvețe» multe. S'a născut astfel acel dualism de forță creatoare — baza mișcării politice — și determinism natural — baza cercetării științifice (Bernstein, op. cit., pg. 65) pe care Kautsky cearcă zădarnic să-l tăgăduiască *(Le marxisme et son critique Bernstein*, Paris, 1900, pg. 67—69).

(3) Manifestul Comunist, (trad. română), ed. II, pg. 79.

(4) «Marx, și tot astfel Engels — acesta din urmă mai mult încă decât cel dintâiu — au văzut lucrurile viitoare totdeauna, mai ales în tinerețea lor, în prea mare apropiere; adesea ei au

vreme, când desvoltarea capitalismului nu aveà proporţiile de astăzi, cu cât a fost ea mai uşoară în vremea noastră? In adevăr, când au isbucnit în Răsăritul şi Centrul Europei convulsiunile revoluţionare, care umplu perioada de la 1917—1919, puţini au fost teoreticienii, cari să fi mai păstrat dreapta judecare a faptelor, şi să nu-şi fi închipuit că Europa se află în plină revoluţie proletară. Desfăşurarea ulterioară a evenimentelor ne-a dat însă altă părere (1). Astăzi oricine îşi poate da seamă că frământările sociale prilejite de răsboiul mondial, departe de a fi fost o mişcare proletară, au fost în realitate o revoluţie burgheză în proporţii imense: ele au măturat ultimele resturi feodale din Statele centrale şi răsăritene, şi au creat prin aceasta abià deacum condiţiile de desvoltare ale capitalismului în stil mare. E neîndoelnic că normele de desvoltare ale acestui capitalism vor fi altele, dar nu e mai puţin adevărat că nu poate fi nici vorbă de o apropiată întronare a unui regim proletar.

Când revoluţia rusă a deschis seria frământărilor sociale, teoreticienii noştri au împărtăşit, fireşte, impresia aproape obştească, că sfârşitul burgheziei europene e aproape. Se ştie că de această condiţie legau purtătorii revoluţiei ruse soarta mişcării lor, şi nu fără temeiu (2). La noi a luat naştere din această credinţă o concepţie social-politică proprie: *doctrina ţărănistă*, cu care ne ocupăm în acest studiu.

Autorii nouei concepţii sunt teoreticieni cu cultură sociologică marxistă. Ei au fost, se înţelege, victima aceleeaş iluzii, cum că după răsboiu cariera burgheziei este încheiată, şi că opera reconstruirii nu mai poate fi îndeplinită decât de clasele muncitoare (3). Dar concepţia lor proprie se întemeiază pe alcătuirea specială a clasei muncitoare române. In adevăr, imensa majoritate a muncitorilor noştri sunt ţărani. Deci dacă burghezia cade — şi despre aceasta pe atunci nu mai erà nici o îndoială — în lipsa unui proletariat român clasa ţărănească rămâne moştenitoarea burgheziei. Ea are menirea de a luptà la noi pentru rezolvarea problemei sociale, pe care în ţările înaintate trebuie s'o rezolve proletariatul (4).

Astfel, în concepţia teoreticienilor ţărănişti, ţărănimea română este un fel de

---

sperat să poată culege roadele, când abià începeà să se desvolte floarea. De câte ori au fost ei dojeniţi din această pricină ca profeţi mincinoşi!» Fr. Mehring: *Karl Marx, sein Leben*, 1919, pg. 198.

(1) «Cel ce sperase că ziua de 9 Noemvrie va aduce, dacă nu republica socialistă, cel puţin pe cea socială, acela se vede din ce în ce mai desamăgit. Este evident că noi intrăm abià acum în marele capitalism». R. G. Haebler, în *Die Glocke*, 1913, pg. 1104, De asemenea K. Kautsky, Die proletarische Revolution, 1922, passim.

(2) «O victorie îndelungată a proletariatului socialist rus este peste putinţă fără revoluţia proletară în Europa». N. Bucharin, *Vom Sturze des Zarismus bis zum Sturze der Bourgeoisie*, Berlin, 1919, pg. 7.

(3) «Această sarcină (de a clădi o nouă ordine socială) *incumbă claselor muncitoare*, care, în faza istorică deschisă de răsboiul mondial, întrupează interesele generale ale omenirii». *Proiectul de program al partidului ţărănesc din România*, Idei generale. Buc. 1921, pg. 4.

(4) «In lupta pe care o duce... ţărănimea, ea este solidară nu numai cu interesele tuturor categoriilor de muncitori din ţară, dar şi cu interesele proletariatului din democraţiile apusene». Op. cit., pg. 7.

surogat proletar: ea ține la noi locul proletariatului, care ne lipsește. Dacă România ar aveà un proletariat, acești teoreticieni ar fi socialiști; cum însă țara noastră nu are — în cea mai mare parte — decât muncitori țărani, ei sunt țărăniști. Dar rolul țărănimii române este în concepția lor analog cu acela al proletariatului din țările înaintate: clasa noastră țărănească, socot ei, este chemată a desființà ordinea socială burgheză, și a creà în locul ei o ordine nouă, croită după interesele specifice țărănești. Și iată astfel țărănimea, spre surprinderea tuturor, prefăcută în forță socială democratică și revoluționară (1). Voltaire a zis că, dacă n'ar existà Dumnezeu, el ar trebuì inventat. După procedarea doctrinarilor țărăniști am puteà declarà și noi cu tot dreptul, că unde nu există clasă democratică revoluționară, ea trebuie inventată. Doctrina țărănistă își datorește existența tocmai acestei nevoi sufletești de a inventà forțe democratice revoluționare, acolo unde evoluția socială nu le-a născut încă. Ea este opera unor suflete deștărate: smulse din mediul revoluționar proletar și aruncate într'un mediu social țărănesc. Dar cum aceste spirite nu se pot resemnà de a recunoaște că trăesc într'un mediu rural reacționar, nu le rămâne decât a împodobì țărănimea cu rolul proletariatului, și a se mângâià astfel cu gândul că și ei trăesc într'o țară cu scopuri revoluționare.

5. Cum concepe doctrina țărănistă această carieră revoluționară a țărănimii? După origina ei, erà firesc că noua concepție nu puteà fi decât o copiere a doctrinei socialiste: rolul țărănimii revoluționare este conceput în acelaș fel, și cu aceleași mijloace teoretice, ca acela al proletariatului revoluționar. In adevăr, doctrina socialistă cuprinde, privitor la mișcarea proletariatului, următoarele puncte: *a)* o constatare de fapt, anume existența luptei de clasă între burghezie și muncitori, între exploatatori și exploatați; *b)* o anumită concepție a acestei lupte: ea este dedusă din modul de producție, care desparte pe producători în două tabere dușmane — capitaliști și proletari — cu interesele lor specifice, contradictorii; și *c)* un țel revoluționar al luptei de clasă: pe această cale proletariatul — clasa apăsată — va creà o ordine socială nouă, croită după interesele sale proprii, care însă sunt interesele majorității populației. Aceste trei puncte sunt împrumutate într'un mod aproape naiv de către doctrina țărănistă, doar cu singura deosebire, că de astă dată în locul proletariatului figurează țărănimea. Această doctrină afirmă: *a)* că societatea este sfâșiată de lupte de clasă; la noi, după desființarea prin expropriere a clasei marilor proprietari, rămân față în față aceste două clase: *burghezia* și *țărănimea*; *b)* că în lupta dintre burghezie și țărănime, aceasta din urmă are de apărat interesele ei specifice, și *c)* că țărănimea este chemată a clădì o ordine socială nouă, a cărei caracteristică este cooperația (2).

Precum se vede, doctrina țărănistă nu dă decât o tâlmăcire în termeni țără-

(1) «Pe când partidele socialiste și *țărănești* au un ideal social, *urmăresc transformarea ordinei sociale*, partidele liberale și conservatoare luptă pentru păstrarea ordinei existente». V. Madgearu, *Doctrina țărănistă*, conferință, edit. «Cultura Națională», 1923, pg. 2 (Cursivele ale noastre).

(2) Vezi expunerea acestor elemente ale doctrinei țărăniste în lucrarea d-lui V. Madgearu: *Țărănismul*, București, Tip. Reforma Socială. Aceasta este prima încercare de expunere sistematică a doctrinei.

neşti a doctrinei socialiste: ea este, de fapt, o *localizare ţărănistă* a acestei din urmă doctrine. Un singur lucru nu le convine în doctrina socialistă teoreticienilor ţărănişti, anume afirmarea că ţărănimea nu este o clasă cu interese specifice, ci o simplă massă reacţionară. Dar peste acest punct ei trec uşor, respingându-l sumar la fiecare prilej, şi înfăţişând ţărănimea nu numai ca o clasă aparte, ci ca o clasă cu toate atribuţiile revoluţionare ale proletariatului. Asemenea travestire ţărănistă a socialismului este însă făcută cu atâta pripire, că nici unul din punctele împrumutate nu a fost adâncit în sensul său real. In adevăr, se vorbeşte, în primul loc, de o luptă de clasă între burghezie şi ţărănime, şi de interesele specifice ale acesteia din urmă. Dar s'a uitat *explicarea cauzală* a acestor fenomene. Lupta de clasă, ca şi interesele specifice, sunt un rezultat al modului de producţie, care desparte pe producători în tabere duşmane (1), deaceea întrebarea, pe care trebuià să o rezolve doctrina ţărănistă spre a puteà vorbì în mod ştiinţific de o luptă de clasă, erà aceasta: *întrucât modul nostru de producţie poate aruncà burghezia şi ţărănimea într'un conflict de interese?* De fapt, aceste două clase nu iau parte la acelaş proces de producţie, căci ele lucrează în sfere deosebite, una în industrie sau în bancă, alta în agricultură; ele nu sunt coparticipanţi în acelaş proces întreg, deaceea un antagonism de interese, analog cu acela dintre capitalişti şi proletari, este aici cu desăvârşire exclus.

Este drept că marxiştii vorbesc de lupte de clasă şi în mod mai larg, în sensul a orice ciocnire între pături sociale fie oricât de îndepărtate. In acest fel tratează Marx despre luptele de clasă din Franţa (2), şi Kautsky despre luptele de clasă din timpul Revoluţiei franceze (3). Dar nu în acest sens larg vorbesc ţărăniştii noştri de o luptă între ţărănime şi burghezie: ei concep această luptă ca o pârghie a progresului social, ca un ferment revoluţionar al unei ordine sociale noui, deci la fel cu lupta dintre burghezie şi proletariat. Dar tocmai această întrebuinţare a doctrinei luptei de clasă este cu desăvârşire abuzivă. Ca armă de luptă politică, ea poate aveà un rost; dar din punct de vedere ştiinţific este lipsită de ori şi ce însemnătate.

Se înţelege că ţărănimea, de vreme ce nu este pusă de procesul de producţie într'un antagonism de interese cu burghezia, nu poate aveà nici interesele ei specifice, nici luptă revoluţionară de clasă. «*Interese specifice*» sunt acelea care exclud pe altele, şi cer o ordine socială bazată pe un principiu propriu. De pildă, interesul specific al burgheziei este legat de posesia capitalului; de aceea el cere o ordine socială bazată pe principiul proprietăţii private a mijloacelor de producţie; dimpotrivă, interesul specific al proletariatului este legat numai de pose-

(1) «De când începe civilizaţia, producţia se clădeşte pe conflictul carierelor, al stărilor, al claselor, în cele din urmă pe conflictul între muncă acumulată şi muncă nemijlocită». K. Marx, Das Elend der Philosophie (trad. de E. Bernstein şi K. Kautsky), 1895, pg. 35. «Munca acumulată», adică capitalul, este baza economică a clasei burgheze, iar «munca nemijlocită» sau puterea de muncă, este baza clasei muncitoare.

(2) Die Klassenkämpfe in Frankreich, 1848—1850, Berlin, 1895.

(3) Die Klassengegensätze im Zeitalter der französischen Revolution, 1920.

sia brațelor de muncă, deaceea el cere o ordine socială bazată pe desființarea proprietății private a capitalului, și prefacerea lui în proprietate socială. Ne întrebăm însă: care sunt la țărănime interesele specifice, ce ar sili-o la luptă revoluționară pentru o ordine socială nouă, bazată pe un principiu nou, specific țărănesc, izvorît din interese specifice țărănești? Nu s'a spus încă care sunt asemenea interese, și de fapt, orice virtuozitate în sofisticare nu le-ar puteà inventà. Cât privește cooperația, de care ni se spune că ar alcătuì caracterul viitoarei ordine sociale, ce ar urmà să fie creată prin acțiunea revoluționară a țărănimii, să ni se îngădue a restabilì adevărul că această organizație nu este nici specific țărănească nici izvorîtă din interese specific țărănești. In doctrina țărănistă cooperația este un simplu act de imitație, cum este întreaga doctrină.

6. S'a semnalat încă dela apariția primei încercări sistematice de doctrină țărănistă (1), că pricina acestei lipse de adânciri a elementelor ei alcătuitoare stă în neglijarea unui punct esențial, anume limpezirea științifică a legăturii între agricultură și capitalism, și, prin aceasta, a relației celor două clase altoite pe acești factori de producție: a țărănimii și burgheziei. Căci numai pe această cale se poate limpezì înțelesul așà zisei «lupte de clasă» între țărănime și burghezie.

«Eroarea fundamentală a tuturor teoreticienilor țărăniști stă într'un defect de concepție generală, și anume: *neglijarea legăturii cauzale dintre evoluția agriculturii și evoluția capitalismului*. Studiile cele mai de seamă asupra capitalismului — ne referim în deosebi la Marx, Kautsky și Sombart — pleacă dela ideea fundamentală că evoluița agriculturii se datorește desvoltării capitalismului, și alcătuește o simplă anexă a acestuia» (2).

Deaceea doctrina țărănistă ne dă această priveliște: «ea tratează despre două serii de fenomene economice — capitalismul și agricultura — însă lasă aceste două serii izolate, deci nu le pune în legătura organică, pe care ele o au în orice societate burgheză. Numai astfel ajunge d-l Madgearu la această procedare, de a privì agricultura ca un factor autonom, și țărănimea ca o clasă de sine stătătoare» (3).

Cum că doctrina țărănistă se făceà vinovată de asemenea eroare, aceasta erà pe atunci ușor de lămurit. Căci în momentul concepției doctrinei țărăniste, capitalismul treceà ca un simplu muribund, al cărui obștesc sfârșit nu mai erà decât o chestie de scurtă vreme. Dar față de un muribund nu-ți mai lămurești situația: pe el îl ignorezi deadreptul. Și astfel la început doctrina țărănistă declară în mod simplu: «Statul român nu poate fi decât un *Stat țărănesc*, pentrucă poporul român e un popor de țărani» și mai ales «*pentrucă munca țărănească condiționează toată viața noastră economică și socială*» (4).

Cum că poporul român este un popor de țărani, aceasta o știe oricine, chiar

---

(1) Vezi darea noastră de seamă asupra lucrării d-lui V. Madgearu: *Țărănismul*, în *Arhiva* An. III, No. 2—3.
(2) Op. cit., pg. 351.
(3) Op. cit., pg. 352.
(4) Proiectul de program al partidului țărănesc, 1921, *Idei generale*, pg. 4. Cursivele sunt ale autorului.

fără a fi deschis vreodată un tratat de economie politică. Dar cel ce a deschis un asemenea tratat mai ştie şi altceva, anume că acest popor de ţărani se află de aproape un veac în prefacere sub influenţa revoluţionară a unei pârghii, care a schimbat România din temelie: anume a capitalismului, şi că de atunci viaţa noastră economică şi socială nu mai este condiţionată de munca ţăranului, ci de modul de influenţă a acestui nou-venit în economia română. Dacă deci capitalismul nu se resemnează să moară — şi aceasta pare a fi ultima sa hotărîre — atunci se înţelege că nu *alcătuirea numerică* a poporului român va imprimà României caracterul ei specific. Căci după acest criteriu, al numărului, s'ar puteà zice tot atât de bine: Germania e un Stat proletar, căci majoritatea muncitorimii germane este alcătuită de proletariat. De fapt, Germania este tot atât de puţin un Stat proletar, pe cât este România un Stat ţărănesc; căci în ambele ţări domneşte aceeaş forţă economică, care subjugă atât proletariatul uneia, cât şi ţărănimea celeilalte. Şi când se stărue asupra deosebirii în gradul de desvoltare al capitalismului nostru faţă de acela al ţărilor înaintate, se uită un lucru încă mai însemnat: că influenţa capitalismului inferior din ţările agrare este mai covârşitoare, am puteà zice chiar mai sălbatecă, decât aceea a capitalismului industrial în ţările înaintate. Cel dintâiu dărâmă, smulge din temelie, pustieşte, cel din urmă construeşte şi mai apoi organizează. Deci care este atitudinea doctrinarilor ţărănişti faţă de capitalismul nostru, spre a salvà soarta mişcării ţărăneşti, şi a doctrinei altoită pe dânsa?

Sunt două ieşiri din acest impas. Sau se neagă putinţa de desvoltare a capitalismului român, aşà că atunci singura clasă de seamă ce ar rămâne este ţărănimea: în acest caz doctrina este logică în structura ei, numai că se clădeşte pe ignorarea economiei române; sau se recunoaşte desvoltarea capitalismului nostru, şi se afirmă totuş putinţa unei desvoltări independente, pe lângă el, a ţărănimii. Această cale mai spinoasă a apucat-o un singur teoretician: d-l V. N. Madgearu. Cu această din urmă formă a doctrinei ţărăniste ne ocupăm, în deosebi, mai jos.

7. Lăsăm deocamdată la o parte chestiunea, care este valoarea ştiinţifică a acestei afirmări a independenţei agriculturii faţă de industrie. Să admitem că această ipoteză este exactă, şi să-i cercetăm urmările.

Mai întâiu, se impune aici o reflexie cu privire la metodă. Dacă desvoltarea agriculturii în era burgheză este independentă, deci dacă ea nu stă sub înrâurirea cauzală a capitalismului, atunci pricina prefacerilor agrare din această eră trebuie căutată în capul oamenilor: în concepţiile bărbaţilor politici. Cu aceasta facem iarăş un salt înapoi: determinismul evoluţiei dispare, făcând loc hazardului; în acest caz, desvoltarea unei ţări poate fi bună sau rea, după cum sunt şi concepţiile oamenilor cari o conduc. Asemenea atitudine faţă de faptele sociale poate convenì oamenilor politici, căci aceştia trebuie să învinovăţească pe adversari de concepţii greşite, spre a-şi justificà propria lor acţiune. Dar omul de ştiinţă nu are ce face cu asemenea metodă. Căci cum am zis, cercetări ştiinţifice nu pot existà decât acolo unde sunt fenomene necesare, născute din cauze necesare. Şi atitudinea doctrinei ţărăniste distruge şi pe unele, şi pe altele.

Dar, ceeace poate păreà cu deosebire straniu, această atitudine față de desvoltarea agriculturii distruge însăș doctrina țărănistă. In adevăr, această doctrină pleacă dela teoria luptei de clasă — anume a unei lupte între țărănime și burghezie— și în tendința de a da o explicare acestei teorii, ajunge la concepția neatârnării agriculturii față de capitalism, deci prin aceasta și a țărănimii față de burghezie. Se ridică însă aici întrebarea: cum este cu putință o luptă a țărănimii cu burghezia, dacă prima clasă este neatârnată de cea din urmă? Lupta de clasă pornește, arată Marx (1), totdeauna dela clasa exploatată: aceasta are suferințe de ușurat, deaceea se ridică contra clasei apăsătoare. Dacă însă țărănimea este neatârnată de burghezie, ce rost mai are «lupta ei de clasă» împotriva burgheziei? Și înainte de toate, cum se poate concepe un conflict între două elemente neatârnate, deci străine, unul de altul? Se vede dar bine că doctrina țărănistă devine prin asemenea concepție agrară un nonsens logic: ea cuprinde două elemente — lupta de clasă a țărănimii, și teoria desvoltării agriculturii — care ar trebuì să se întregească, dar care de fapt se distrug unul pe altul.

Autorul, care a ridicat o asemenea incoerentă construcție ideologică, pare a fi uitat că lupta de clasă a fost la origină, și rămâne încă în esență, un concept logic: ea este moștenitoarea directă a negației hegeliene. Am arătat mai înainte că cel dintâiu filozof care a luat ideea evoluției dela școala romantică, și a pus-o la baza unui sistem de gândire, este Schelling. Dar la Schelling ideea filozofică a evoluției apare în aceeaș formă imperfectă, în care o găsim — în seria desvoltării științifice a acestei idei — la Lamarck: Schelling a afirmat evoluția, nu i-a putut da însă și lămurirea cauzală. Căci faptul ultim, din care el deduce tot ceeace există — «Absolutul» — este conceput ca identic cu el însuș. Dar cum se poate transformà un lucru identic cu el însuș? Aici intervine Hegel cu o idee de imensă însemnătate: este ideea *negației* (2). După Hegel *Absolutul* desvoltă din sânul său forme contrare, astfel că oricărei forme de existență — oricărei *teze* — i se opune o negație — o antiteză, și din ciocnirea acestora ies forme superioare, *sinteze*. Așà se nasc cele trei stadii ale evoluției hegeliene: *teza*, *antiteza* și *sinteza*. Deci, după Hegel, ca și odinioară după Heraclit, conflictul sau contradicția este pricina mișcării universului și generatorul a tot ce există (3). Această idee și-a însușit-o și Marx; el declară că formula hegeliană a evoluției este exactă, numai că Hegel a stabilit-o pe o cale falsă (4). Trebuie întoarsă pe picioare, adică: trebuie să se pună evoluția materiei în locul evoluției *ideei*, și abià atunci legea hegeliană a evoluției triadice capătă sensul ei real. Ceeace Marx a și făcut. Deci după el, ca și după Hegel, conflictul

(1) Das Elend der Philosophie, pg. 104.

(2) De altfel această idee este tot de origină romantică, și e întrebuințată și de Schelling în filozofia naturii. W. Windelband, Geschichte der neueren Philosophie, II, 326.

(3) «Contradicția este rădăcina oricărei mișcări și puteri de viață; numai întrucât ceva are în sine o contradicție, se mișcă, are impuls și activitate». Hegel, citat de M. Beer: Marx und Hegel, în *Die neue Zeit*, 1923 No. 15.

(4) Das Kapital, I, pg. XVIII.

rămâne pricina evoluţiei sociale (1). Când apoi Marx a avut prilejul să steà în Franţa, şi să studieze luptele de clasă din această ţară, el a crezut că găseşte aici exemplificarea concretă a conceptului său logic despre evoluţie: burghezia erà teza, proletariatul antiteza, iar din ciocnirea lor trebuià să iasă sinteza: societatea socialistă (2).

Aşadar lupta de clasă rămâne un concept logic, despre care e îndoelnic, chiar şi pentru unii marxişti, dacă se poate aplicà exact la evoluţia socială, sau dacă nu cumva clasa capitalistă trebuie concepută ca un colaborator al proletariatului (3). Dar cel ce păstrează teoria luptei de clasă în forma ei marxistă — cum fac ţărăniştii — trebuie să-şi amintească, că ea este o schemă logică, şi că un conflict nu se poate concepe, decât între elemente puse prin însăş existenţa lor în indisolubilă dependenţă. Dacă totuş un teoretician ar puteà concepe un conflict şi între elemente independente, atunci trebuie să admitem că gândirea sa funcţionează după alte legi, decât acelea stabilite până acum de logică.

c) DESVOLTAREA AGRICULTURII ŞI SOARTA CLASEI ŢĂRĂNEŞTI DUPĂ DOCTRINA ŢĂRĂNISTĂ

8. Partea de căpetenie a doctrinei în cercetare este neîndoelnic relaţia între capitalism şi agricultură: de felul cum se desleagă această problemă atârnă şi rolul, care se atribuie clasei ţărăneşti în cadrul societăţii burgheze. Inainte de a atinge însă această întrebare, ne-am îngăduì câteva observaţii premergătoare.

Inţelegem lesne, că cercetările noastre privitoare la înrâurirea capitalismului asupra agriculturii nu au avut darul de a găsi aprobarea teoreticienilor ţărănişti. Căci ele dovedesc rolul secundar, pe care-l joacă ţărănimea în societatea noastră, şi lasă astfel a se întrevedeà lipsa de temeinicie a încercărilor de doctrină ţărănistă. Dar nu putem înţelege tot atât de lesne, de ce în polemica iscată în jurul acestei probleme ni se citează de obiceiu numai părerile combătute, nu însă şi cele împrumutate. Totuş suntem mulţumiţi că în cercetările noastre se găsesc idei destule, ca adversarii să poată combate, să împrumute ei înşişi, şi să mai dea şi altora (4).

---

(1) «Fără conflict nu există progres. Aceasta este legea, pe care a urmat-o civilizaţia până astăzi». *Das Elend der Philosophie*, pg. 36.

(2) Vezi M. Beer, op. cit.

(3) Vezi critica operii lui K. Kautsky: «*Die proletarische Revolution und ihr Programm*», in *Die neue Zeit*, 1923, No. 16 şi 17 sub titlul: «*Kapitalismus und Sozialismus nach neumarxistischer Orientierung*», de E. Dietzgen.

(4) Asupra revoluţiei agrare d-l Madgearu emite undeva în studiul său (pg. 277) următoarea părere: «Chiar şi d-l C. Garoflid a afirmat că până acum (1907) capitalismul a revoluţionat numai raporturile de proprietate, nu şi raporturile de muncă. Proprietatea pământului a devenit burgheză, munca a rămas feodală». Pentru această părere d-l Madgearu trimite pe cetitor la opera d-lui Garoflid, fără a indicà pagina. Până ce însă d-sa va descoperì şi pagina, unde d-l Garoflid ar susţineà o asemenea vedere străină concepţiei sale, indicăm pagina unde am emis-o noi, aproape cu aceleaşi vorbe: «Scurta noastră privire de mai sus ne-a dus la încheerea, că până în prezent capitalismul a revoluţionat numai modul de proprietate rurală, nu însă şi

In schimb, ce pune doctrina țărănistă în locul vederilor combătute? Care este răspunsul ei limpede și precis asupra raportului dintre capitalism și agricultură, și de aici, asupra relației între burghezie și țărănime? Dacă răsfoim un singur studiu asupra acestei chestiuni (1), găsim în el nu mai puțin decât următoarele șase răspunsuri:

a) Influența capitalismului asupra agriculturii este adâncă (2);

b) Influența capitalismului asupra agriculturii este limitată de anumite împrejurări (3);

c) Nu există nici o influență a capitalismului asupra agriculturii (4);

d) Dimpotrivă, capitalismul este influențat de agricultură (5);

e) La urma urmei, între capitalism și agricultură este o influență reciprocă (6).

Precum se vede, aceste răspunsuri conțin toate ipotezele, pe care creerul omenesc le poate formulà cu privire la relația posibilă între desvoltarea capitalismului și prefacerile agriculturii. In asemenea împrejurări, discuția noastră în această chestiune esențială amenință să se încheie, înainte de a începe. In adevăr, care din aceste răspunsuri cuprinde părerea proprie a doctrinei țărăniste? De sigur că nu toate, căci nu putem atribuì atâtea păreri deosebite aceluiaș scriitor, și aceleaș doctrine. Dar nici una singură din ele nu putem alege pentru o examinare critică, căci în acest fel suntem mereu expuși la imputarea că nu am înțeles ceeace vrea să spună autorul. De fapt, din toate încercările de doctrină țărănistă, noi am înțeles un singur lucru: că autorii ei voesc să dovedească cu orice preț caracterul revoluționar al clasei țărănești: aceasta ar aveà o mișcare cu țeluri proprii, tinzând la făurirea unei ordine sociale nouă. Nu am înțeles însă *cu ce mijloace teoretice* se poate dovedì acest lucru și, pe cât ni se pare, aceasta nu au înțeles-o încă nici reprezentanții doctrinei țărăniste. Deaceea ei afirmă tot ceeace se poate afirmà în această privință, fără însă a-și atinge scopul. Și nu e de mirare; căci dacă țărănimea nu este o clasă revoluționară, cum ar puteà cineva să o prezinte în această lumină? Orice ipoteză, la care ar recurge, se dovedește după oarecare reflexie nefolositoare; atunci mintea este silită să facă altă ipoteză, pentru ca și aceasta să îm-

---

modul de producere: acesta a rămas înainte medieval...». (Arhiva, Numărul citat, pg. 59). Așadar concluzia generală a cercetărilor noastre o atribue d-l Madgearu altui autor, cu alt punct de vedere in revoluția agrară.

(1) V. Madgearu, studiul citat: *Revoluția agrară și evoluția clasei țărănești*, in *Arhiva*, An. IV, No. 3.

(2) «Numai o forță nouă a putut să o înrâurească adânc (este vorba de structura agrară a societății feodale). Această (forță) este capitalul, și anume sub forma de capital comercial și de camătă». V. Madgearu, op. cit., pg. 264 și passim.

(3) «Sensul și intensitatea influenței capitalismului comercial este dat de structura generală a vieții economice, și în special de regimul proprietății și al muncii...», Op. cit., pg. 279.

(4) «Evoluția agriculturii urmează calea ei proprie». Op. cit., pg. 286, de asemenea pg. 289.

(5) «Anemia industriei naționale românești... își găsește astfel explicarea tocmai în situația agrară neofeodală, care zădărniceà crearea unei piețe interne largi». Op. cit., pg. 293.

(6) Ibidem, sus. Deasemenea *Doctrina țărănistă* (pg. 19): «se descopere o intregire reciprocă între desvoltarea agriculturii țărănești și a întreprinderilor mari».

părtăşască aceeaş soartă; şi aşà mai departe, chiar în acelaş studiu. Iar cetitorul, care nu urmăreşte decât cunoaşterea adevărului, îşi poate trage singur concluziile din aceste frământări teoretice, prin proverbul latin *«nu din orice lemn iese statuia lui Mercur»*: nu din orice pătură socială poate ieşì o forţă revoluţionară.

9. Dar să lăsăm asemenea răspunsuri, ce nu se pot împăcà unul cu altul, şi să urmărim felul cum doctrina ţărănistă tratează *de fapt* această chestiune (1). Poate că pe această cale vom descoperì mai multă lumină. Spre acest scop trebuie să precizăm însă bine chestiunea care este în discuţie. Pentru cei ce cercetează economia naţională română în *faza actuală* — şi aceasta este ceeace facem noi aici —, nu interesează chestiunea desvoltării agricole în genere, ci numai o perioadă bine mărginită a acesteia, anume perioada numită *«revoluţie agrară»*. Prin aceasta se înţelege epoca de trecere a agriculturii dela regimul feodal al iobăgiei la regimul modern burghez al proprietăţii private libere. Cât priveşte chestiunea mult discutată de economiştii străini a *evoluţiei agriculturii*, aceasta nu are pentru economistul român decât un interes teoretic. Căci despre modul de evoluţie a agriculturii se poate vorbì abià atunci, când ea iese din perioada revoluţionară, şi intră deabinelea în regimul burghez — şi atât de departe nu a ajuns agricultura noastră: ea se aflà încă în plină prefacere revoluţionară. Astfel a recurge la scriitori ca David (2) sau Kautsky (3), care se ocupă cu legea de evoluţie a agriculturii, pentru a lămurì propriile noastre fenomene agrare, aceasta înseamnă a pierde contactul cu realitatea. Pentru economia agrară română, în faza actuală, chestiunea limpede şi precisă este următoarea: *care sunt cauzele, care au pricinuit trecerea agriculturii române dela regimul feodal la regimul burghez?* Şi mai departe: *cel fel s'a exercitat influenţa acestor cauze asupra procesului treptat de revoluţie a agriculturii române?* Am cercat a lămurì pe larg această chestiune într'un studiu aparte (4), care pune revoluţia noastră agrară în cadrul general al desvoltării economiei noastre burgheze, cercetată în alte două studii anterioare. Aici am arătat pas cu pas, cum desvoltarea capitalismului pe pământul nostru scoate agricultura română din vechea ei aşezare feodală, şi-i impune regimul burghez al proprietăţii private. In această privinţă doctrina ţărănistă este de acord; expunerea revoluţiei agrare române începe aici cu această declaraţie categorică: «impulsul procesului de lichidarea ve-

(1) D-l Madgearu prezintă studiul din Arhiva, la care ne referim în critica noastră, ca o cercetare ştiinţifică. Dar aceleaşi idei privitoare la legătura între capitalism şi agricultură le găsim şi în unul din discursurile sale politice, pe care nu l-am cità, dacă nu l-am întâlnì prin nu ştim ce împrejurare în fruntea unui organ ştiinţific. (Vezi «Creditul Industrial», în *Independenţa Economică*, An. VI, No. 5—6). Aici ni se spune, deadreptul, că aceste idei reprezintă «punctul de vedere al partidului ţărănesc».

(2) Sozialismus und Landwirtschaft, ed. II, 1922.

(3) Die Agrarfrage, trad fanc. Paris 1900: La question agraire.

(4) Revoluţia agrară şi prefacerile clasei ţărăneşti, în numărul citat din *Arhiva*. — Imputarea, cum că am fi forţat sensul părerii lui Sombart, luată ca motto al acestui studiu, printr'o traducere neexactă (V. Madgearu, op. cit., pg. 263), nu corespunde adevărului: autorul n'a confruntat cu atenţie traducerea noastră cu originalul.

chiului regim feodal românesc, a fost dat de capitalismul comercial» (1). Acest proces de lichidare este descris în felul cum am făcut noi: expansiunea capitalismului englez spre gurile Dunărei atrage Principatele române în legături comerciale cu Apusul, înlocuește vechia economie naturală cu o economie bănească, care dizolvă constituția feodală, impunând regimul burghez al proprietății private (2). Căci proprietatea rurală privată este expresia funciară a proprietății marfă, pe care o naște economia bănească. Din nevoia de a da și pământului o formă de proprietate corespunzătoare cu nouile cerințe ale economiei bănești, pornește revoluția agrară. «Liberarea pământului de toate sarcinele..., crearea dreptului de proprietate privată, de o parte, și liberarea deplină a muncitorului... formează *cele două forțe de distrugere ale vechiului regim agrar* și *pârghiile de rezistență* ale noului regim capitalist» (3).

Minunat; dar dacă este așà — și așà este — cum se mai poate vorbì de țărănime ca o clasă revoluționară? Căci dacă capitalismul revoluționează agricultura, și prin aceasta scoate țărănimea dintr'o așezare socială spre a o aruncà în alta, atunci el imprimă clasei țărănești, ca și unui aluat, forma cerută de nevoile sale proprii. Așadar, cum se mai poate da acestui aluat social, pe care forțele revoluționare deslănțuite de capitalism îl modelează după trebuințele lor, rolul de pârghie revoluționară autonomă? Aici doctrina țărănistă stabilește o concepție asupra revoluției agrare, care răstoarnă concepția ei despre rolul revoluționar al țărănimii, în loc să o întărească.

Dealtmintrelea, descrierea revoluției agrare, așà cum ne-o dă doctrina țărănistă, cuprinde și alte note discordante. Astfel chiar în cuprinsul aceluiaș paragraf, care începe cu declararea categorică a influenței revoluționare a capitalismului comercial, ni se spune că la noi rolul de pârghie revoluționară este jucat numai de forța de expansiune a ideologiei liberale, care nu este un produs al substratului economic dinăuntru, ci un împrumut din afară (4). Asemenea salt dela un pol la altul al chestiunii — de la afirmarea la negarea forțelor sociale revoluționare — și încă în acelaș paragraf, erà obișnuit la Gherea. Acum spiritul acestuia, care păreà a fi părăsit sociologia română, reînvie prin pana d-lui Madgearu, care cel puțin nici nu-i face vreodată cinstea să-l citeze. Să ne înțelegem bine: dacă a existat la noi un capitalism comercial *revoluționar*, cum se poate să nu fi existat și o clasă socială *revoluționară*, care să apere interesele capitaliste? Cum se poate să existe capitalism, și să nu existe o clasă care să-l reprezinte? Și mai departe: este adevărat că ideologia noastră burgheză liberală a fost împrumutată din afară, dar urmează de aici că ea a fost singura noastră forță revoluționară? In realitate *toate țările continentale în frunte cu Franța, avangarda burgheziei europene, și-au împrumutat ideologia lor liberală din afară*, nici una nu a produs-o singură. Totuș nimenea nu va reduce revoluționarea acestor țări la influența unor idei străine — afară

(1) V. Madgearu, Revoluția agrară, etc., pg. 268.
(2) Madgearu, op. cit., paragraful 2 și 4 pg. 263 și urm.; Zeletin, op. cit., pg. 38 și urm.
(3) Madgearu, op. cit., pg. 265.
(4) Madgearu, op. cit., pg. 269.

doar dacă nu va fi studiat metodologia ştiinţelor sociale în cercul reacţiunii române. De fapt ideologia rămâne un simplu decor, la noi ca şi în alte părţi; pârghia reală a revoluţionării României trebuie căutată în structura socială: forţa revoluţionară *economică* este capitalul comercial, iar forţa revoluţionară *socială* este mica boerime, care reprezintă interesele acestui capitalism în proces de naştere (1).

O altă notă discordantă în descrierea amintită este afirmarea, că «criteriul» după care trebuie studiată revoluţia agrară în orice ţară, care intră în era burgheză, ar fi acesta: «agricultura împlineşte în viaţa socială o funcţie primordială, *natura ei proprie îi imprimă* — în limitele interdependenţei create de procesul diviziunii sociale a muncii — *o mişcare proprie istorică economică*...» (2). Decât, dacă este adevărat ceeace s'a spus mai înainte despre influenţa revoluţionară a capitalismului asupra agriculturii, cum se poate vorbì totuş de o «mişcare istorică proprie» imprimată de «natura proprie» a agriculturii? Deci, cum se poate ca agricultura să aibă două mişcări: una imprimată de influenţa revoluţionară a capitalismului comercial, alta imprimată de «natura ei proprie», chiar în anumite limite? Din două una: mişcarea agriculturii este determinată sau de un factor străin, sau de propria ei fire; ambele eventualităţi la un loc nu sunt cu putinţă.

Atât despre revoluţia agrară. Căci deşi acest proces are şi o fază mai înaltă, de încheere, anume revoluţionarea producţiei agrare, cu alte cuvinte, introducerea muncii pentru capitalizare cu muncitori liberi salariaţi — ceeace desăvârşeşte înfăţişarea burgheză a agriculturii — doctrina ţărănistă alunecă peste această chestiune de supremă importanţă pentru economia română. Ce-i drept, pare că odată s'ar fi cercat a se aduce lumină şi în acest ţinut (3). Dar sprijinul care s'a cerut în acest scop lui E. David n'a fost o inspiraţie fericită. In adevăr, noi am arătat că acest ultim stadiu al revoluţiei agrare române nu se poate îndeplinì decât sub influenţa târzie a capitalismului industrial: numai înfiriparea unei industrii naţionale poate imboldì şi agricultura la o producţie analoagă, adică cu salariaţi liberi în scopul capitalizării. D-l Madgearu s'a adresat însă cercetărilor respective ale lui David, spre a stabilì adevăratul sens al înrâuririi industriei asupra agriculturii. Ce spune însă David în această privinţă, şi ce ne trebuie nouă? Scriitorul german priveşte chestiunea aşà cum se prezintă ea în ţările industriale, care au ieşit de mult din faza revoluţiei agrare. Teoria sa — de care nu avem să ne ocupăm aici — a «desprinderii agriculturii pure» (Herausschälen der reinen Agrikultur), presupune un capitalism deplin format, în măsură să încalce sfera producţiei agricole, şi să absoarbă de aici tot ceeace se poate produce pe cale industrială: fabricarea uneltelor de muncă, a îngrăşămintelor, prelucrarea produselor agricole, etc. In acest chip ar rămâneà ţărănimii numai ocupaţiile «pur agricole»: un fel de grădinărie. Oare a ajuns industria noastră la această fază de desvoltare, spre a vorbì de

(1) Zeletin, «*Era nouă*»: *desvoltarea socială a României dela 1829 până la 1866*, cap. II: Revoluţia politică. *Arhiva*, An. III, No. 2—3.
(2) Madgearu, op. cit, pg. 289.
(3) Madgearu, op. cit., pg. 282.

cercetările lui David ca de ceva ce ne-ar interesà pe noi? Nu, aceasta este pură teorie, fără nici o legătură cu problema reală, pe care o ridică agricultura noastră în plină prefacere revoluționară.

10. Venim acum la problema *evoluției agriculturii*, adică a modului ei de desvoltare, după ce a ieșit din faza prefacerilor revoluționare. Intrebarea, la care se reduce această problemă, este următoarea: evoluția agriculturii este oare de natură a duce la triumful exploatării mari, ori al exploatării mici? Există în agricultură un proces de concentrare, ori de fărâmițare a exploatărilor? Legea descoperită de Marx pentru evoluția industriei este aplicabilă la agricultură?

In această chestiune noi n'am luat atitudine, și cu bun temeiu. Căci agricultura noastră n'a cristalizat încă deabinealea în tiparul burghez, spre a puteà vorbì de modul ei de evoluție. Atunci când ea va ajunge în acest stadiu, se va vedeà din *desvoltarea ei de fapt*, dacă se îndreaptă spre predominarea micii sau a marei exploatări. Până atunci tot ce se scrie în această privință este pură speculație teoretică care poate interesà pe oricine, nu însă pe cei ce vor să înțeleagă *actuala* economie, română. Cu atât mai mult, cu cât cercetările speciale — care de sigur nu se reduc la «savanta operă» a lui E. David — dovedesc că atârnă de împrejurări, dacă intr'o regiune va existà concentrare sau fărâmițare a exploatărilor agricole (1). Nu se poate deci formulà aici o lege unică, universală și absolută. Am afirmat însă, că oricum s'ar soluționà problema evoluției agriculturii, aceasta nu poate răsturnà principiul nostru general, că desvoltarea agriculturii stă sub dependența desvoltării capitalismului.

S'a crezut a se găsì aici o contrazicere. Căci, așà se spune, dacă admitem putința producerii agricole pentru capitalizare — a «industrializării agriculturii» — atunci este o inconsecvență de a respinge pentru evoluția agriculturii legea descoperită de Marx în evoluția industriei. Socotim că această imputare se întemeiază pe o confuzie între două fenomene deosebite, anume *a)* modalitatea evoluției industriei de o parte, și a agriculturii de alta; și *b)* raportul cauzal între aceste două serii de evoluție. Din faptul că pistonul împinge roata locomotivei, nu se poate deduce, că roata trebuie să se miște la fel cu pistonul.: prima are o mișcare circulară, cel din urmă o mișcare rectilinie. Deci un raport cauzal între două specii deosebite de mișcare. Tot astfel, evoluția agriculturii poate decurge altfel decât aceea a industriei, fără ca aceasta să excludă un raport cauzal dela cea din urmă către cea dintâi. De altfel, prevăzând neînțelegeri, ne-am explicat în această privință într'o notă destul de lungă și de clară, pentru oricine a avut bunăvoința să ne înțeleagă (2).

Confuziunea de mai sus lămurește îndeajuns, de ce d-l Madgearu se ține de opera lui David ca de litera evangheliei. David vrea să dovedească, cum că legea marxistă a evoluției industriei este inaplicabilă la agricultură, iar d-l Madgearu

---

(1) «Unele regiuni sunt caracterizate prin concentrarea, altele prin fărâmițarea culturii, așà încât singura încheere pe care o putem trage din recensăminte, este aceea că ele aduc numai foarte puțină lumină cu privire la problema concentrațiunii capitaliste în agricultură». E. Vandervelde, *Socialismul și agricultura* (în românește de Șerban Voinea) București, 1922, pg. 66.

(2) Zeletin, Revoluția agrară, etc., pg. 61.

crede a găsi aici un sprijin pentru credinţa sa în independenţa agriculturii şi neatârnarea clasei ţărăneşti. Dar aici este o eroare: problema independenţei cauzale a agriculturii — care interesează pe d-l Madgearu —, şi problema evoluţiei agriculturii, care interesează pe Ed. David, sunt toto genere deosebite. Pentru scopurile finale ale d-lui Madgearu — care spre sfârşitul studiului pare a fi uitat punctul său de plecare: *influenţa revoluţionară a capitalismului asupra agriculturii* — cercetările lui David nu sunt de nici un folos; aici cel mult poporaniştii ruşi i-ar puteà întinde o mână salvatoare.

11. Revoluţia agrară produce unele fenomene rurale caracteristice pentru această epocă turbure de tranziţie; dintre acestea se impun luării aminte a cercetătorului în deosebi *mizeria clasei rurale* şi *regimul de muncă forţată*. In România a făcut multă zarvă în rândul teoreticienilor mai ales regimul de muncă forţată, care şi-a găsit expresia în legile succesive ale «tocmelilor agricole» şi a născut convingerea că ţara noastră trăeşte într'un regim specific românesc de aşà zisă «neoiobăgie». In această privinţă, urmând metoda noastră de cercetare sociologică, am înfăţişat fenomenele în chestiune drept fapte naturale, luându-şi fiinţă din cauze naturale. Drept aceea am cercat a dovedì: *a)* că mizeria ţărănimii române şi regimul de muncă forţată nu sunt fenomene specific româneşti, cum se credeà de obiceiu, ci se găsesc peste tot în perioada revoluţiei agrare; *b)* că aceste fenomene nu sunt produsul nepriceperii sau relei voinţe a clasei noastre cârmuitoare, ci se nasc în mod necesar din împrejurări produse de revoluţia agrară.

De vreme ce şi doctrina ţărănistă vede în revoluţia agrară o influenţă a capitalismului, ar fi fost de aşteptat ca să ajungă în privinţa fenomenelor rurale de mai sus la aceleaşi încheeri. Totuş s'a crezut că s'au descoperit fapte, care ar fi de natură să răstoarne vederile noastre. Care este însă temeinicia faptelor aduse împotriva noastră? Dăm în această privinţă o singură pildă. In argumentările împotriva vederilor noastre joacă un mare rol «exemplul edificator» al Danemarcii. Căci, vedeţi bine, acest paradis pământesc al ţărănimii nu a cunoscut nici mizerie rurală, nici regim de muncă forţată, deşi a trecut şi el printr'o revoluţie agrară.

Toate bune; decât, ce fel se oglindeşte desvoltarea economico-istorică a Danemarcii în spiritul autorului, care o dă ca ideal ţărănimii din alte părţi? Cu privire la aceasta avem o declaraţie categorică: «Danemarca a fost şi a rămas o ţară agricolă» (1). Dacă însă d-l Madgearu şi-ar fi cercetat conştiincios izvoarele pe care le-a avut înainte, ar fi putut să vadă că Danemarca *n'a fost* o ţară agricolă: ea a avut, ca şi Ţările-de-jos, o burghezie mai veche decât cea engleză, numai că pe la începutul veacului al XIX-lea această burghezie intră în decadenţă. Erà deci firesc ca această ţară să nu prezinte fenomene agrare asemănătoare cu ţările, a căror evoluţie păşeşte dela faza rurală la faza burgheză, căci evoluţia Danemarcii în veacul al XIX-lea ia o cale inversă. Cu un asemenea mod de a se folosì de faptele economice se poate dovedì orice (2).

(1) Madgearu, op. cit., pg. 274.

(2) Nu găsim, în adevăr, o pildă mai vorbitoare de lipsa de simţ istoric, cu care se procedează în doctrina ţărănistă, decât acest obiceiu înrădăcinat la teoreticienii ţărănişti de orice

12. Trecem la chestiunea mizeriei rurale. După lămurirea dată de noi, aceasta este o urmare a revoluției agrare în prima ei fază, când capitalismul se reduce la forma inferioară și distructivă a capitalului comercial. Căci atunci el desprinde țărănimea de pământul ei străvechiu, și o proletarizează, fără a puteà totuș să dea de lucru acestor proletari. Asemenea misiune socială îndeplinește capitalismul abià târziu, când desvoltă din sânul său o puternică industrie națională, care absoarbe în fabrici massele de țărani proletarizați. Până atunci aceștia trebuie să sufere, căci societatea nu-i poate întrebuință în mod productiv.

Acestei vederi se impută, mai întâiu, nimic mai mult, decât că interverteşte ordinea istorică. Căci mizeria rurală, așà cum reiese din vastele cercetări ale lui Sombart, are loc prin veacul al XV—XVIII, câtă vreme lichidarea regimului feodal, pe care i-o dăm noi drept cauză, se întâmplă abià la sfârşitul veacului al XVIII. Și așà se face următoarea constatare textuală: «toate aceste împrejurări, ca și mizeria rurală, sunt anterioare Revoluției franceze, care a produs lichidarea feudalismului agrar, ceeace nu împiedică pe d-l Zeletin să stabiliască efectul înainte de a se fi produs cauza...» (1).

Ne vine greu să luăm în serios această întâmpinare, căci socoteam înainte de a o cunoaște, că nu mai poate fi economist, care să confunde *lichidarea de fapt* a regimului feudal, cu *lichidarea sa juridică*: cea dintâiu este un proces lent și timpuriu,

nuanță, de a luà mișcarea țărănimii daneze ca ideal pentru țărănimea din Răsăritul european. Această apropiere are o meteahnă: țărănimea din regiunile răsăritene și cea din Danemarca stau la antipozii unei evoluții: cea dintâi își datorește existența liberă stadiului de zămislire a burgheziei, cea din urmă provine din decadența burgheziei. Danemarca, ca și alte regiuni nordice, a avut una din cele mai vechi burghezii europene: aici politica mercantilistă începe încă de pe la mijlocul veacului XVII (1651; vezi Kurt A. Gerlach, *Dänemarks Stellung in der Weltwirtschaft*, Jena 1911, pg. 78). Pe la 1780 burghezia daneză atinge o fază de preponderență mondială, când corabiile ei străbăteau toate colțurile lumei. Această perioadă poartă in istoria economică a Danemarcii denumirea semnificativă de «perioada comercială strălucită». (Gerlach, op. cit., pg. 80). Dar la 1807 burghezia daneză a avut să sufere o «groaznică catastrofă»: ea a împărtășit soarta tuturor concurentelor continentale ale Angliei: a fost invinsă, flota ei în întregime capturată, și Norvegia despărțită de Danemarca. Dintr'o putere de primul rang, Danemarca devine deodată «mica și săraca țară» (op. cit., pg. 81). Și atunci acest popor de iscusiți negustori a fost nevoit să se dedeà agriculturii, spre a nu pierì de foame, și in acest chip a transplantat în cultura câmpului acelaș raționalism economic, care distinge peste tot burghezia. Evoluția economică a Danemarcei ne dă deci pilda unei *ruralizări a burgheziei*, un caz întrucâtva analog cu acela ce se petrece în Italia după deplasarea pulsului vieții capitaliste spre Nordul Europei. Deaceea țărănimea daneză are o putere de adaptare la împrejurări noui, care poate păreà cu adevărat miraculoasă. Se vede bine că în această țărănime domnește un spirit, care nu mai e de obârșie rurală tradiționalistă.

Soarta burgheziei daneze poate s'o aibă deacum și cea germană: după ce i s'au tăiat debușeele și izvoarele de materie primă, ea poate fi nevoită să se reverse dela orașe spre țară, unde se susțineà și înainte de răsboiu că mai sunt posibilități de desvoltare. (Vezi *Agrarstaat und Industriestaat*» in Handwörterbuch der Staatswissenschaften, Conrad). Dacă se va ruralizà și burghezia germană, făcând din Germania o democrație țărănească, ea va puteà fi dată peste câteva decenii de cutare doctrinar țărănist ca pildă de Stat țărănesc, izvorît din nevoi specifice țărănești. Și această procedare va trece drept o aplicare a metodei istorice comparative!

(1) Madgearu, op. cit., pg. 272.

cea din urmă se înfăptueşte târziu, printr'o serie de mişcări revoluţionare, al căror început îl face revoluţia engleză dela sfârşitul veacului al XVII. Am declarat categoric: «*Emanciparea de fapt* a iobagilor s'a petrecut cu mult înainte de *recunoaşterea ei de drept*; cea dintâiu are loc în veacul al IX—XII (Sombart, I, 1, pg. 104), cea din urmă începe abià la sfârşitul secolului al XVII pe cale revoluţionară» (1).

Dar chiar dacă n'am fi făcut această declaraţie, întregul nostru studiu asupra revoluţiei agrare arată ce înţelegem noi prin lichidarea regimului feudal. Căci când atingem pe larg această chestiune, ne ocupăm cu influenţa lentă, treptată a capitalismului comercial asupra structurii economico-agrare (2). Insuş d-l Madgearu, când tratează aceeaş chestiune, nu face altfel. Totuş, când polemizează cu noi, pare a uità atât studiile noastre cât şi ale sale, confundă o stare de fapt cu o stare de drept, şi aruncă în secolul al XVIII un fenomen, pe care noi îl punem cu atâtea veacuri mai înainte, spre a ne imputà apoi că stabilim efectul înaintea cauzei!

Este drept că în studiul nostru asupra revoluţiei agrare găsim o expresie aruncată din fuga condeiului, din care pare a reieşi că Revoluţia franceză ar fi *creat* proprietatea privată parcelară (pag. 40), şi care este astfel de natură a da naştere la nonsensul ce ni se pune în seamă. Dar această expresie trebuie înţeleasă în cadrul general al cercetărilor noastre. Revoluţia franceză n'a creat proprietatea parcelară, ci cel mult a lărgit-o prin răscoalele ţăranilor împotriva nobililor, şi împărţirea moşiilor acestora. Dar ţăranul francez, proprietar parcelar, există încă de prin veacul al XIII (3); deaceea procesul de fărâmiţare a parcelelor, de proletarizare şi mizerie, nu a aşteptat să vie Revoluţia, spre a formulà principiul juridic al proprietăţii private libere, ci a început cu mult mai înainte. Prin preajma Revoluţiei acest proces luase o formă simptomatică şi alarmantă (4). Astfel proletarizarea este anterioară Revoluţiei franceze, care în esenţă nu a adus decât lichidarea formală a vechiului regim. Nu mai vorbim de fenomenul proletarizării în ţara noastră, unde orice cunoscător ştie că procesul de pulverizare a proprietăţii ţărăneşti este, în perioada 1864—1920, pricina de samă a mizeriei rurale.

Dar nici cu această idee, cum că mizeria rurală şi-ar aflà pricina în proletarizarea ţărănimii, nu se poate împăcà oponentul nostru. Căci el nu descopere nicăiri «armate» de proletari fără lucru, aşà cum socotim noi a fi descoperit peste tot în perioada disolvării vechiului regim. La aceste îndoeli ale d-lui Madgearu lăsăm să

(1) Revoluţia agrară etc., pg. 39, nota (3).

(2) Comp. op. cit., pg. 38—39, şi îndeosebi pg. 50—51.

(3) A. de Tocqueville, L'ancien régime et la Révolution, ed. IV, pg. 55.

(4) «Cel puţin cu douăzeci de ani înaintea acestei Revoluţii se întâlnesc societăţi de agricultură, care deplâng dejà că solul se fărâmiţează peste măsură». «Impărţirea moştenirilor, zice Turgot cam în acelaş timp, este de aşà fel, că acelea care ajungeau pentru o singură familie se împart între cinci sau şase copii. Aceşti copii şi familiile lor nu mai pot de atunci să trăiască numai din pământ». Necker zisese, câţiva ani mai târziu, că erà în Franţa o *imensitate* de mici proprietăţi rurale.

Găsesc într'un raport secret făcut unui intendent cu puţini ani înaintea Revoluţiei: «moştenirile se subîmpărţesc într'un mod egal şi îngrijitor, şi, fiecare voind să aibă de toate calităţile şi peste tot, bucăţile de pământ se află împărţite la infinit, şi se subîmpărţesc fără încetare». Nu s'ar crede că aceasta este scris în zilele noastre?» Tocqueville, op. cit., pg. 56.

răspundă d-l Madgearu însuș. In adevăr, d-sa socoate că felul cum am citat un pasaj din Sombart, cu privire la mizeria rurală, este original, căci n'am fi luat de aici decât ceeace ne convine nouă. Deaceea autorul crede de cuviință că trebuie să-l întregească, adăogând și partea omisă de noi. Dar adaosul său este cea mai puternică întărire a vederilor noastre, și cea mai categorică respingere a părerilor sale. Iată-l: «Când afirm: domneà o supraofertă de brațe, prin aceasta trebuie să se înțeleagă: că în toate statele dela secolul al XV—XVIII există o massă mare de oameni fără nimic, săraci, în stare să muncească, cari nu-și găsiau printr'o activitate productivă întreținerea lor sau nu și-o aflau în măsură îndestulătoare și cari drept urmare, sau cerșeau sau flămânzeau și în cele din urmă mureau de foame» (1).

Așadar există «o massă mare de oameni fără nimic», ceeace noi am numit «armate» de proletari, și anume «*în toate Statele* dela secolul al XV—XVIII»; aceștia, neputând găsi loc în producție, cerșiau și muriau de foame, deci alcătuiau oastea mizeriei. Am susținut noi altceva, decât ceeace spune acest citat al d-lui Madgearu? In caz însă când d-sa are îndoeli asupra datelor înseși ale lui Sombart, socotim că ar fi mai nimerit să exprime asemenea îndoeli în limba germană.

Cetitorul și-a putut da seamă că prin «armate» de proletari noi am înțeles ***mari mulțimi*** de oameni, cari nu aveau pământ îndestulător pentru viață. Totuș putem merge mai departe, și dovedi că au existat armate aidoma de țărani proletarizați.

In istoria economică se pot deosebì trei perioade bine studiate de revoluție agrară: ***a)*** Secolul al XIX în Răsăritul Europei; *b)* Secolul al XII—XVIII în Apusul Europei, și *c)* lumea greco-romană. In cercetările noastre ne-am întemeiat numai pe cele dintâi două perioade, fiind mai aproape de noi. Dar înrâurirea cu adevărat pustiitoare a capitalismului comercial se găsește în lumea veche; ea se imblânzește în celelalte perioade, pe măsură ce ne apropiem de vremurile noastre. Pricina e că la început oamenii erau nedestoinici de a preîntâmpinà acțiunea distructivă a capitalului, cum se întâmplă totdeauna la întâia ivire a unui flagel social. In lumea romană țăranii proletarizați năvăleau în capitală, și cerșeau sprijinul Statului; acelaș lucru se întâmplă, într'o măsură mai redusă, în orașele grecești. La un timp Roma ajunsese să întrețină treisute douăzeci de mii de asemenea proletari (2). Din aceste masse proletarizate recrutau generalii romani soldați și apoi, după ce aceștia treceau de vârsta armelor, îi stabileau drept coloni în regiunile cucerite (3). Nu erau, în adevăr, decât următoarele mijloace spre a preîntâmpinà neajunsul acestei mulțimi de proletari de obârșie rurală, îngrămădiți la orașe: ***a)*** să li se dea de lucru, prin întemeerea de ateliere sau lucrări publice; ***b)*** să fie întreținuți prin mila Statului, și *c)* să se înroleze ca soldați cu plată. Toate aceste mijloace au fost întrebuințate; cel din urmă, care ne interesează în deosebi aici,

(1) Madgearu, op. cit., pg. 272.

(2) R. v. Pöhlmann, Geschichte der sozialen Frage und des Sozialismus in der antiken Welt, ed. II, vol. II, pg. 440.

(3) W. Berg, Die soziale Frage im römischen Altertum, în *Die neue Zeit*, Oct. 1921. De altfel aceste colonii nu au reușit. v. G. Salvioli: *Le capitalisme dans le monde antique*, Paris 1906, pg. 77 și urm.

a fost pus în practică într'o largă măsură în cetăţile greceşti: aici el a dat naştere unei ere a mercenariatului, care în fapt nu e decât era de disolvare a regimului agrar prin înrâurirea capitalismului comercial.

Era mercenarilor începe în Grecia pe la sfârşitul secolului al VIII, adică în acelaş timp, când, după Pöhlmann, începe şi procesul de naştere a capitalismului grec; ea ajunge la deplină înflorire prin secolul al IV, când capitalismul îşi arată toată puterea sa de pustiire. Atât de numeroşi ajunseseră în acest timp mercenarii, încât oratorul Isocrates ne spune că erà mai uşor în Grecia să aduni o armată din vagabonzi, decât din cetăţeni liberi (1), iar Aristotel priveşte răsboiul ca un mijloc firesc de viaţă, o meserie ca oricare alta(2).

In cetăţile democratice, aceste mulţimi de oameni fără lucru deveneau o statornică primejdie pentru pace; căci, neavând alt mijloc de viaţă decât meseria armelor, ei împingeau mereu la răsboiu. Deaceea Philip, regele Macedoniei, spre a restabilì ordinea, înlocuià în cetăţile cucerite democraţia cu aristocraţia. Istoricul Diodor din Sicilia ne-a păstrat o minunată caracteristică făcută de acest rege vechei democraţii greceşti. Vorbind despre deliberarea în jurul unui răsboiu, acest scriitor observă: cu mult mai numeroşi erau cei ce aleseră răsboiul, obişnuiţi să câştige mijloacele de viaţă din meseria de simbriaşi militari; pentru aceştia Philip şi zise odată, că *răsboiul este pace, iar pacea răsboiu*» (3). De obiceiu însă ei se strângeau în bande neatârnate, sub conducerea unui şef ales de ei înşişi. Acei celebri zece mii — sau mai exact treisprezece mii (4) — imortalizaţi prin descrierea lui Xenophon, nu erau decât un corp alcătuit din nouă asemenea bande, cu nouă şefi deosebiţi. Existau şi anumite pieţe, unde se adunau aceste bande, aşteptând să vie cei ce aveau nevoie de serviciile lor. Cele mai celebre pieţe erau Corintul(5) şi mai ales Tainaron din Laconia (6): aici veneau generalii cari aveau nevoie de mercenari (7), de aici plecau armate expediţionare (8). Există şi o legiuire asupra armatelor de asemenea obârşie; astfel erà oprit mercenarilor greci de a luptà împotriva Greciei. De aceea Alexandru cel Mare, când întâlneşte între armatele persane o ceată de mercenari greci, se năpusteşte asupra lor, îi măcelăreşte fără milă, iar pe cei rămaşi în viaţă îi trimite legaţi să muncească în Macedonia. Şi istoricul motivează această faptă în chipul următor: «fiindcă împotriva hotărîrilor luate de Greci în comun, aceştia fiind Greci, au luptat în interesul barbarilor împotriva Greciei» (9).

---

(1) Orationes (ed. Benseler), 5. 96.
(2) Politica, I, 3, 8.
(3) «*Πολὺ τοῖς πλήθεσιν ὑπερεῖχον οἱ τὸν πόλεμον αἱρούμενοι καὶ τὰς τροφὰς εἰωθότες ἔχειν ἐκ τοῦ μισθοφορεῖν, οἷς ποτ' ἔφησεν ὁ Φίλιππος τὸν μὲν πόλεμον εἰρήνην ὑπάρχειν, τὴν δὲ εἰρήνην πόλεμον*». Diodorus Siculus, (ed. Bekker), XVIII, 10, 30.
(4) Xenophon, *Expeditio Cyri*, (ed. Dindort) I, 2, 9.
(5) Xenophon, *Hellenika*, XVII, V, 11.
(6) Diod. Sic., XVIII, 9, 30.
(7) «*Ὁ μὲν Κλεώνυμος ἐπὶ Ταινάρῳ τῆς Λακωνικῆς ξενολογήσας*». Diod. Sic., XX, 104, 25.
(8) «*Ὁρμήσαντες ἀπὸ τοῦ Ταινάρου τῆς Λακωνικῆς*». Thucydides, (Tauchnitz) VII, 19.
(9) «*Ὅτι παρὰ τὰ κοινῇ δόξαντα τοῖς Ἕλλησιν Ἕλληνες ὄντες ἐναντία τῇ Ἑλλάδι ὑπὲρ τῶν βαρβάρων ἐμάχοντο*». Arrianus, *De expeditione Alexandri*, (ed. Geier) I, 16, 6.

Acești mercenari sunt înfățișați ca vagabonzi (1), oameni lipsiți de mijloace de viață (2). In Egipt — principalul lor centru de atracție — li se împărțeà pământ după încheerea serviciului militar, și încă pământ mult (3). Ei sfârșeau deci ca și colonii romani, ceeace arată în mod vorbitor origina lor agrară; căci numai țăranul care și-a pierdut pământul visează mereu împământenire. Singur Xenophon spune despre cei zece mii, că cei mai mulți dintre ei nu îmbrățișaseră îndeletnicirea de mercenar din lipsă de mijloace de viață, ci din admirație pentru virtutea lui Cyrus, și că pe deasupra cheltuiseră ei înșiși bani proprii (4). Dar această declarație este ieșită de sigur din tendința statornică de a idealiză pe Cyrus, despre care Xenophon declară că-i este mai scump decât patria. Căci după ce acești mercenari, prin neînchipuite peripeții, răsbat din inima Asiei până la Byzanț, ei nu se întorc acasă, cum ar fi de așteptat dela niște oameni bogați, ci intră în serviciul unui nou șef, despre a cărui virtute nu se știe nimic. Au fost deci, în toată puterea cuvântului, «armate» de proletari liberi, și este semnificativă apropierea pe care o fac istoricii între mercenarii din era capitalismului grec, și condotierii dela începutul capitalismului european.

Nu ne oprim asupra chestiunii muncii forțate, a «neoiobăgiei». Căci de vreme ce la datele noastre d-l Madgearu se opune cu afirmări categorice, lipsite de orice fapte în sprijin, discuția devine peste putință. Noi am stabilit că disolvarea vechiului regim pricinuește și o trecere dela munca agrară, pe apucate, la munca uniformă așà cum o cer nevoile burgheziei. Dar fiindcă țăranul, abià liberat de sarcinele iobăgiei, este nedestoinic de a depune de bună voie o asemenea muncă, el trebuie să fie *forțat* la aceasta, căci din pricina incapacității sale de muncă uniformă burghezia acestor vremuri sufere statornic de criză de brațe. Deaici urmează restabilirea iobăgiei: neoiobăgia; ea are rostul de a face educația economică a păturii rurale, de a o deprinde cu disciplina muncii metodice.

D-l Madgearu afirmă — numai afirmă — că o asemenea criză de brațe nu a existat nicăiri; ea a fost numai un pretext, pentru ca boerii să-și poată asigură o exploatare cât mai intensă a muncii țărănești (5).

---

(1) Isocrates, loc. cit.

(2) «*σίτου δεόμενοι*». Herod. (ed. Dietsch-Kallenberg), VIII, 26.

(3) «*χώραν πολλὴν κατεκληρούχησε*». Diod. Sic., I, LXVII, 40. Este vorba de Psametih.

(4) «*Τῶν γὰρ στρατιωτῶν οἱ πλεῖστοι ἦσαν οὐ σπάνει βίου ἐκπεπλευκότες ἐπὶ ταύτην τὴν μισθοφοράν, ἀλλὰ τὴν Κύρου ἀρετὴν ἀκούοντες,... οἱ δὲ καὶ προσανηλωκότες χρήματα*». *Expeditio Cyri*, VI, IV, 8. De fapt, bogații din trupele mercenare proveneau din exilații luptelor politice și mai ales sociale, și aceștia nu erau în majoritate, nici nu dădeau pecetea proprie acestor trupe.

(5) Madgearu, op. cit., pg. 278. — Autorul are un mod propriu de a înțelege unele lucruri din Sombart. Astfel, vorbind despre mizeria rurală, d-sa susține că economistul german nu o privește ca urmarea transformării regimului agrar feudal — cum «pretindem» noi — ci-i stabilește următoarele cauze: «îngrădirea câmpurilor, desființarea mânăstirilor, suprapopulația, sărăcirea treptată a producătorilor țărani sau industriali, crize mari de desfacere, desființarea iobăgiei, disolvarea gospodăriilor feudale, răsboaele și apăsarea fiscală». Op. cit., pg. 272 nota 2). Dar ce sunt toate acestea, afară doar de răsboae, decât împrejurări produse de disolvarea vechiului regim și înfiriparea capitalismului?

Inţelegem: la baza acestei argumentări stau sentimente, nu idei; de aceea trecem peste ea, ca să cercetăm şi ultima teorie ce încheie edificiul doctrinei ţărăniste.

13. Toate aceste cercetări pentru înjghebarea unei doctrine ţărăniste culminează în teoria, că desvoltarea agriculturii şi crearea unei bune stări în rândurile ţărănimii este condiţia de care atârnă desvoltarea unei industrii naţionale. Aici asistăm deci la o radicală schimbare de front: la început se susţineà că agricultura intră în proces de revoluţionare sub influenţa capitalismului, acum se susţine invers, că capitalismul stă sub influenţa agriculturii. Nu-i vorbă, dovezile de fapt pentru susţinerea acestei ultime teorii lipsesc cu desăvârşire; în locul lor trebuie să ne mulţumim cu afirmări ca acestea: «ridicarea bunei stări a ţărănimii, crearea de noui trebuinţe şi extinderea pieţei interne» este singura bază temeinică pentru desvoltarea unei industrii mari naţionale» (1), căci «când lipsesc debuşeurile externe, nu se poate creà o industrie naţională, dacă nu există o piaţă internă capabilă de a absorbì minimul de producţie» (2), de unde se crede că se poate trage concluzia citată şi altă dată: «anemia industriei naţionale româneşti dinainte de răsboiu îşi găseşte astfel o explicaţie tocmai în situaţia agrară neofeudală, care zădărniceà crearèa unei pieţe interne largi» (3). Invăţământul practic, care rămâne de tras de aici, ar fi de sigur următorul: ridicaţi starea materială a ţăranimii, dacă vroiţi să aveţi o industrie naţională românească! Mişcarea ţărănistă devine astfel condiţia, de care atârnă crearea unei burghezii industriale române.

Mărturisim că în faţa unor atari afirmări, care nu au decât meritul îndrăsnelii, simţim o extremă nedumerire. Doar n'au trecut decât vreo patru decenii, de când România importà din străinătate toate fabricatele pentru nevoile ei interne, până chiar şi imensa majoritate a făinii pentru pâinea zilnică (4). Deci nevoi interne şi piaţă internă a avut ţara noastră: de ce însă nu aveà, după teoria de mai sus, o industrie naţională care să satisfacă cel puţin aceste nevoi, necum să fie stingherită de lipsa altora mai mari? Dar această teorie răstoarnă deadreptul pe cap întreaga noastră istorie economică, ca şi în genere istoria economică a începuturilor capita-

Tot astfel d-l Madgearu nu se împacă nici cu felul cum folosim datele lui Sombart asupra regimului muncii forţate, şi anume din pricină, că noi am fi nesocotit a accentuà că acest regim nu este o urmare necesară a emancipării ţăranilor (op. cit., pg. 273, nota 4). Dar noi am accentuat ceeace trebuie: că acest regim decurge din tranziţia dela munca agrară intermitentă la munca burgheză uniformă. Sombart are lungi cercetări asupra psihei lucrătorilor din perioada revoluţiei agrare; el arată aici, că aceşti lucrători fiind deprinşi a munci pe apucate, statele se văd nevoite de a interveni şi a-i *forţă* să muncească uniform. Dar oricine înţelege că pentru ca o asemenea intervenţie să fie necesară, aceşti lucrători trebuie să fi fost emancipaţi de iobăgie, dacă nu încă pe cale legală, cel puţin prin evoluţia faptelor. Numai în acest sens regimul muncii forţate, «neoiobăgia», este urmarea unei emancipări anterioare.

(1) Madgearu, op. cit., pg. 293.

(2) Ibidem.

(3) Ididem.

(4) Aceste fabricate ne veniau îndeosebi din Austria. Vezi P. S. Aurelian, *Politica noastră comercială faţă cu convenţiunile de comerţ*; I. Ghica, *Convorbiri Economice*; A. D. Xenopol, *Studii Economice*. Date statistice la C. I. Băicoianu, *Istoria politicei noastre vamale şi comerciale*.

lismului. Se ştie, în adevăr, că atunci când o regiune agricolă este invadată de capitalismul străin, acesta este acela ce-şi ia sarcina de a trezì nevoi noui în ţărănime, şi a creà o piaţă internă. In această situaţie a fost România dela 1829 până la 1886, dată la care se inaugurează politica de stimulare şi ocrotire a producţiei indigene. Când apoi se naşte industria naţională, sarcina ei indicată de împrejurări este aceasta: să cucerească piaţa internă din mâna străinilor şi să satisfacă ea însăş nevoile proprii, pe care până atunci le satisfăceau fabricile străine. Spre acest scop politica economică recurge totdeauna la sprijinul Statului, şi la aţâţarea sentimentului de mândrie naţională. In ceeacè priveşte propria noastră industrie naţională, ar fi un ideal pentru ea să ajungă deocamdată a satisface nevoile interne existente: cum se poate afirmà deci, că «anemia» ei provine totuş din lipsa unor asemenea nevoi? (1)

Şi cu asemenea teorii croite pe struna sentimentelor socialpolitice, deduse ori de unde afară de fapte, se cearcă a se dărâmà punctul nostru de vedere, scos dintr'o îndelungă cercetare a istoriei economice române, şi se declară neşovăelnic: «aceste consideraţii răstoarnă odată mai mult leit-motivul cunoscut: *revoluţia agrară în fiinţă sub influenţa şi din nevoile industriei*» (Zeletin), şi întăresc adevărul(!) că regimul de proprietate şi de muncă ţărănească poate devenì punctul de plecare al desvoltării unei industrii naţionale» (2).

14. Ţărănimea a avut totdeauna o situaţie secundară şi subordonată clasei stăpânitoare. In vechiul regim, aşezarea socială a clasei ţărăneşti a fost determinată de interesele boerimii; în noul regim, burghezia a impus ţărănimii o nouă aşezare socială: un nou regim de proprietate şi de muncă croit după interesele ei proprii. Şi dacă va fi să se realizeze o eventuală societate socialistă, forma de viaţă socială impusă atunci ţărănimii nu poate fi decât aceea ieşită din interesele proletariatului, care va determinà caracterul întregii organizaţii sociale. Dealtfel şi în doctrina ţărănistă idealurile sociale atribuite ţărănimii, nu sunt decât copia idealurilor proletariatului: pentru ambele clase se admite existenţa de «ţeluri comune» (3).

Ţărănimea n'a avut decât o mişcare socială, şi aceasta s'a petrecut peste tot in perioada de lichidare a vechiului regim, luând forma răscoalelor totdeauna înăbuşite prin violenţă. La mişcări revoluţionare n'a luat parte ţărănimea decât ca un aliat secundar, care a stat sub conducerea altor clase, pe care le-a sprijinit în luptă. Istoria însă nu cunoaşte până acum, şi de sigur nu va cunoaşte niciodată,

(1) Am relevat şi altă dată marea lipsă că nu avem încă o statistică paralelă a producţiei noastre industriale faţă de nevoile interne, anume pentru fiecare ramură de industrie. Această sarcină trebuià să o rezolve a doua parte a statisticii industriale publicate de Ministerul de Industrie, sub conducerea d-lui Ing. M. Manoilescu, cu ocazia Expoziţiei-Târg; dar această parte n'a mai apărut. Datele răsleţe ce avem în această privinţă dovedesc însă, că producţia noastră industrială stă cu mult sub nevoile interne. Vezi Buletinul Industriei, publicaţiile oficiului de studii şi anchete din Ministerul de Industrie, şi studiul d-lui ing. A. Topliceanu: *Locul ocupat de industrie în complexul economic al României*, în «Analele Statistice şi Economice», Anul VI, No. 3—4 şi 5—6.

(2) Madgearu, op. cit., pg. 293.

(3) Madgearu, *Doctrina Ţărănistă*, pg. 21.

o revoluţie ţărănească, adică: o învingere a unei clase stăpânitoare de către pătura ţărănească, care ar fi devenit apoi noua clasă stăpânitoare, creând şi o formă corespunzătoare de organizaţie socială. Deaceea este un neadevăr istoric a vorbì de «revoluţiile» (1) ţărănimii, şi încă la plural.

Ţărănimea nu a fost şi nu pare că va fi în stare să întreţină o mişcare politică proprie, cu alte cuvinte, să se organizeze spre a luà parte la conducerea Statului, şi a-l îndrumà în sensul intereselor ei. Căci ea fiind un material social maleabil, fiecare clasă stăpânitoare o modelează şi o îndrumează în sensul propriilor ei interese. In această privinţă exemplul Danemarcii nu e «edificator», decât pentru cel ce nu ţine seamă de desvoltarea ei economico-istorică cu totul specială. Mişcările politice, ce se dau drept ţărăneşti, pornesc în realitate dela oraşe, şi au rareori atingere, şi încă mai rareori pricepere pentru ţelurile reale ale ţărănimii. E o uriaşă iluzie, de a crede în eventualitatea unei cuceriri a puterii politice de către clasa ţărănească, care astfel ar aveà sarcina să realizeze nu ştiu ce ordine socială, dictată de aşà zisele ei interese specifice. Cel mult s'ar puteà ca altcineva să acapareze puterea politică în numele ţărănimii; dar acestea sunt episoade politice efemere.

Progresul social al României, ca şi al ţărilor înaintaşe, nu duce prin ţărănime, ci peste ţărănime, influenţându-i totuş în bine starea materială şi culturală. Calea progresului, pentru ţările ce au ieşit din feudalism, merge prin industrializare spre socialism. Deaceea pentru România problema supremă, de care atârnă soarta ei viitoare, este aceasta: *desvoltarea forţelor naţionale de producţie*, se înţelege că vorbim de producţia capitalistă. Rezolvarea acestei probleme nu alcătueşte misiunea istorică a ţărănimii, ci a burgheziei noastre naţionale: aceasta deţine în prezent destinele României, de puterea ei de viaţă atârnă perspectivele noastre. de viitor.

Cât priveşte mişcările pornite din afară, de obiceiu din sânul intelectualilor, pentru ridicarea ţărănimii — întrucât o mişcare ţărănească proprie s'a dovedit cu neputinţă — acestea nu pot aveà un rost practic, decât dacă sunt îndrumate în cadrul ordinei sociale existente, în timpul de faţă în cadrul organizaţiei burgheze şi cu sprijinul burgheziei. Concepţia revoluţionară a luptei de clasă, aplicată la pătura ţărănească, este — din punct de vedere teoretic — un nonsens, iar din punct de vedere practic poate devenì un mijloc lesnicios de a merge împotriva scopului urmărit.

---

(1) Madgearu, Revoluţia agrară, pg. 301.

REFORMA INVĂŢĂMÂNTULUI

— RĂSPUNS D-LUI ŞT. ZELETIN[1] —

DE ENACHE IONESCU

I. Aflasem, mai înainte de apariţie, de recenzia critică ce d-l Zeletin pregăteà reformelor şcolare proiectate de d-l Negulescu, şi — cu toate că am fost unul din cei mai de aproape colaboratori la ele — aceasta nu mi-a provocat nici curiozitatea, nici nu mi-a dat fiori de nerăbdătoare aşteptare.

Concepţiile teoretice rigide şi fixe, ca şi maşinele, după ce au fost văzute odată în angrenajul şi funcţionarea lor, — nu mai pot produce astfel de stări sufleteşti. Acţiune şi urmări — în cazul din urmă —, argumente, înlănţuire logică şi concluzii — în cel dintâiu —, sunt date în însăş firea iniţială a maşinei — concepţii; — se pot prevedeà.

Şi, dintr'o astfel de concepţie, simplă şi fixă, turnată gata ca dintr'o bucată, izvorăşte tot ce cetisem de d-l Zeletin până atunci: teoria marxistă a *materialismului economic*, combinat, într'o armonie sui-generis, cu foarte multe formule din *şcoala junimismului* politic şi istoric dela noi. Ce idei noui ar fi putut, aşadar, să ne aducă?

Dintr'o parte — noţiuni de ordin economic materialist: *capital, muncă, circulaţie, concentrări de capital şi înghiţiri de mici întreprinderi, burghezie tânără sau bătrână şi feudalism leneş şi senil*, etc.; din cealaltă, — vagi şi unilaterale formule junimiste: *formalism, imitaţii, nevoi specifice, sărăcie şi neam* etc. etc. — iată tot ce se poate înscrie la activul unei astfel de concepţii despre viaţa socială.

Factori sufleteşti, trebuinţe de altă natură decât cele de ordin economic-material, oaspeţi nepoftiţi de acei, pe a căror frunte stă scris cu litere mari un «trebuie» de ordin politic, moral, estetic, de terapeutică socială şi pedagogică — dar ce rost ar puteà să aibă aşà ceva în mecanismul maşinismului materialisto-economic? Aceştia şi când apar, abià ar puteà fi socotiţi ca ceva cu totul secundar, fără acţiuni şi urmări proprii, — umbre ale maşinismului social, coloraturi epifenomenale ale angrenajului economic dintr'un moment dat. Atât şi nimic mai mult, — dar asta, fireşte, la pasivul teoriei.

Concluzia? — nu moralişti, nu oameni politici, nu pedagogi, ci: *economişti-sociologi*, totdeauna la pândă pentru a prinde şi înregistrà cerinţele unuia sau altuia din factorii economici şi a le trâmbiţà în cele patru vânturi: *a fost, este, va fi!* — iată ce ne trebuie pentru o bună şi adevărată reformă şcolară!

Ştiam, aşadar, ceeace are să ne spună d-l Zeletin, şi în esenţa sa răspunsul de faţă erà deja gata, înainte de 17 August, când mi-a căzut în mână recenzia d-sale.

Trebuie să mărturisesc însă dela început că, în parte cel puţin, am fost în-

(1) Vezi *Arhiva*, an. IV No. 6.

şelat în aşteptările mele. In adevăr, nimic în minus din cele prevăzute, dar şi ceva în plus: un X, un *deus* fără de rost în angrenajul unei concepţii mecanistice, — *factorul om cu toate slăbiciunile, dar şi cu toate puterile sale reactive.* Şi, cu toată decepţia logicianului înşelat, o spun în sinceritate, am simţit o îndoită bucurie. M'am bucurat mai întâiu ca om, pentrucă în atâta maşinism am descoperit şi o vietate — iar aşà ceva, fie şi numai de mărimea unei *furnici*, încântă şi uimeşte mai mult decât uriaşa înfăţişare a unui *pacific*. M'am bucurat apoi ca teoretician, care prin astfel de apariţii îşi simte şi mai mult credinţa întărită şi concepţia teoretică confirmată.

D-l Zeletin dovedeşte, în adevăr, în articolul despre care este vorba, că nu este numai aşà, un epifenomen, o umbră care însoţeşte acţiunea mecanică a unei maşinării în mişcare, şi iarăş, nici numai aşà o oglindă de înregistrare fidelă a ceeace s'ar petrece sub nişte organe sensoriale-epifenomenale. Desele *opriri* ale *maşinei mecanico-sociale* şi *întreruperea* firului acţiunii ei prin *izbucniri omeneşti*, *prin temeri* tacite sau exprimate, faţă de eventuala intervenţie a neputinciosului epifenomen şi *avertismente* aruncate unor neînsemnate umbre, negate de d-sa în teorie, dar totuş capabile, se vede treaba, să primejduiască maşinăria prin intervenirea lor diabolică, în fapt, — toate acestea sunt (ca şi *apelurile* la unire muncitorească ori înflăcăratele *îndemnuri* spre paradisul viitor, ale lui «Tata Marx»), fireşte, grave contradicţii pentru teorie şi nişte foarte posnaşe piedici puse în calea maşinei economice; aşadar: tot atâtea afirmări şi confirmări şi ale altor *existenţe* pe lumea aceasta decât *materie* şi mecanică — ceeace, de sigur, le face cinste ca oameni.

Şi tot aşà, a spune că vezi ceeace nu este şi a modificà, cu sau fără intenţie, aceasta n'are importanţă, ceeace trebuie numai fidel înregistrat, — cum i se întâmplă d-lui Zeletin, când ne vorbeşte de reforme plagiate, ori când substituie ideii de muncă alt înţeles decât acela pe care îl voeşte proiectul de reformă, — înseamnă, iarăş, că sufletul, nici măcar în atitudinea sa cea mai apropiată de pasivitate, nu este lipsit de reactivitate. In acest caz însă, nici afirmarea şi nici confirmarea, — oricât de plăcută ne-ar fi acestea în sinea lor —, nu mai fac cinste nici metodei ştiinţifice şi nici omului. Aceasta însă, numai pentru nişte oameni ca noi, cari nu numai recunosc explicit, dar îşi dau şi toate silinţele să asculte de poruncile unor astfel de «trebuie» epifenomenali, dar morali.

Faţă de contribuţia pe care critica-recenzie o aduce, spre lămurirea unei chestiuni atât de importantă ca reforma învăţământului, — la atât numai s'ar fi putut mărginì răspunsul cuvenit.

Şi la atât, de sigur, s'ar fi mărginit toată morala fabulei, dacă critica d-lui Zeletin ar fi apărut ca foileton într'un cotidian oarecare. Cum însă d-l Zeletin ne apare ca oaspete în saloanele Arhivei, ne simţim obligaţi, pentru cinstea ce o datorim gazdei, să dăm ceva mai multă atenţie şi spuselor oaspetelui.

II. Aş vrea să fim dela început înţeleşi: Se găseşte şi adevăr în concepţia dela care porneşte şi la care pare ca s'a oprit d-l Zeletin, adevăr relativ, nu absolut, cum crede d-sa.

Dela Herodot, care își începe povestea cu: «Egiptul este un dar al Nilului» și o termină cu observația barbarului Cirus către tovarășii săi, «ca să se pregătească de sclavie, dacă țin numai decât să se așeze în bogata Mesopotamie», și dela povestea mitică a eroului care căpătă puteri noui, ori de câte ori atingeà pământul cu piciorul, și până la economistul Marx sau antropogeograful Ratzel, — rostul factorului material în general și cel specific economico-social în explicarea culturii omenești a fost tâlmăcit și răstâlmăcit îndeajuns pentru a-l mai puteà negà. Empiric deci și mai apoi și teoretic, omul a simțit și recunoscut puterea determinativă a mediului material asupra sa.

Mai mult încă, suntem gata să recunoaștem, iar — în ce privește literatura noastră socială — să și adăugăm câteva corectări, care vin în favoarea acestei concepții; și o facem aceasta nu numai așà, ca concesie, ci din adâncă convingere.

In primul rând recunoaștem și suntem convinși, de exemplu, că, dată fiind îngustimea cercului de conștiință omenească, niciodată nu s'ar fi ajuns la punerea în adevărată lumină a factorului acestuia material, și niciodată nu i s'ar fi putut descoperì întreaga lui putere determinativă, în realitate, și explicativă, în teorie, — dacă n'ar fi fost considerat aparte, ca o entitate absolută, de sine stătătoare. Concepția materialistă a fost deci o necesitate metodologică pentru mintea noastră, — o necesitate psiho-naturală.

De altă parte recunoaștem iarăș, toată superficialitatea, dar și întregul adevăr ce se ascund în afirmarea obișnuită că: omul primitiv și incult ar fi mai sclav mediului material în care trăește și deci mai supus determinărilor lui mecanice, decât ar fi omul cult, modern. Dimpotrivă — și constatând numai, fără a ne întrebà și de ce — o limbă cultă și fixată deja în formele sale, de pildă, are mai multă și mai felurită putere coercitivă asupra individului care se naște, crește și trăește într'însa, printr'însa și cu dânsa, decât limba incultă, nefixată pentru primitiv; sistemul de producție atât de specializat al capitalismului modern determină mai intens și mai variat pe omul culturii de azi, decât puteà s'o facă sistemul de «Naturalwirtschaft» față de omul evului mediu. Și tot așà, teritoriul cultivat al unui etnos politic modern, teritoriu diferențiat și organizat până într'atât, încât, nu numai metaforic s'ar puteà zice despre el că a căpătat organe nobile și mai puțin nobile: cap, inimă, artere, plămâni etc. — prezintă, fără îndoială, mai multe elemente determinative pentru omul civilizat, născut și crescut pe dânsul, decât cel necultivat al Hotentotului pentru Hotentot.

Nici vorbă, deci, în cele ce urmează, de vreo negare absolută a rostului factorilor materiali în desvoltarea culturii omenești. Și, nu voiu fi eu acela care să o fac; generația mea a crescut sub influența curentului materialist, iar spusele unui Büchner sau Marx erau pentru foarte mulți dintre noi literă de evanghelie, pentru a puteà să cad într'o astfel de greșală.

Decât, dela afirmarea acestor constatări și până la ridicarea acestor factori la rangul de entități absolute, este o cale lungă și ne mirăm numai că nici astăzi chiar, după ce asupra lor s'a aruncat toată lumina și li s'a smuls tot ce li se puteà smulge ca valoare explicativă, cineva, care pretinde să facă știință și recomandă

altora metode de cercetare, nu s'a putut încă săltà la un punct mai înalt de vedere, de unde să i se deschidă o mai largă şi cuprinzătoare perspectivă.

Oricum, ştiinţele sociale contimporane s'au ridicat mai de multişor deasupra unui atât de mărunt punct de vedere, ca acela al materialismului istoric. Ba, din constatarea limitei explicative a factorilor materiali pe de o parte, iar pe de alta cercetările psihologice punând într'o mai vie lumină puterea activă, reactivă şi determinativă a factorilor sufleteşti, o foarte bună parte din sociologii de azi cad în cealaltă extremă şi nu mai văd în jurul lor decât psihism — dar sunt, de sigur, tot atât de greşiţi şi unilaterali în explicaţiile lor ca şi materialiştii istorici. In orice caz, cert este că, pentru cunoaşterea ştiinţifică a fenomenului social, nu se poate face abstracţie de factorii sufleteşti şi de puterea lor determinativă. Şi pe cât de instinctiv, empiric şi mai apoi şi teoretic şi-a simţit omul dependenţa sa de materie şi de mecanismul lumii înconjurătoare, — tot pe atât de instinctiv, empiric şi mai apoi şi teoretic s'a simţit şi s'a conceput ca factor viu, activ şi cu puteri de cauzare în mijlocul acestui mecanism.

Toată credinţa, toată ştiinţa şi toată arta; viaţă socială şi politică, pace şi răsboiu, clase sociale şi capital, — sunt tot ce se cuprinde şi s'ar mai puteà cuprinde sub cuvântul acesta de «mediu artificial» sau cultură omenească; a izvorît dintr'o astfel de simţire, credinţă şi concepţie a omului despre sine, despre sufletul său.

«Egiptul este un dar al Nilului», zice Herodot. De sigur; dar cu o condiţie: să fie acolo şi un suflet omenesc, care să utilizeze, să valorifice, să însufleţească şi să umanizeze acest dar. .Nilul curge şi dărueşte şi astăzi, dar nu mai găseşti pe malurile lui suflete autohtone de energia celor antice; piramide şi temple uriaşe nu se mai clădesc; ştiinţă şi artă nu se mai face; sufletul Felahului vegetează şi a trebuit să vie străinul să culeagă darurile. Şi ce-i lipseşte Mesopotamiei de astăzi, pentru a fi vechea grădină caldeană? Cantitatea şi calitatea pământului este aceeaş, valurile Eufratului curg ca şi în vechime, ploile cad tot atât de regulat sau neregulat, vânturile nu s'au schimbat, dar sufletul Beduinului sau al Curdului de astăzi rătăceşte ca şi nisipul sburătorit de vânturi, iar Mesopotamia de astăzi, în comparaţie cu ceeace a fost, este un cadavru geografic.

«Un Beethoven — zice Spencer — nu s'ar fi putut naşte printre Buşmani», sau, pentru a ne apropià de un domeniu ştiinţific drag d-lui Zeletin, «un Bismarck n'ar puteà creà o bancă de emisiune într'un sistem de producţie naturală» — cum zice Lamprecht —, înţelegând şi unul şi altul că omul, fie cât de genial, este opera timpului, produsul determinismului mecanico-social. Fără îndoială, — şi totuş, cât de greşit şi de sofistic!

Natură, pământ şi climă; societate şi stat; tehnică şi ştiinţă; artă, religie şi limbă, etc. — toate acestea fac, de sigur, într'un anume moment un cerc de fier în jurul individului sau al unei grupe de indivizi.

Cercul, sau mai bine zis, cercurile acestea sunt mai largi sau mai strâmte, după loc şi timp; ele au, în orice caz, un lăuntru şi un afară determinat de o circonferinţă. Dacă iei, acum, omul sau grupa de oameni şi, în concepţie, îi asvârli dincolo, în afara cercului, în lumea inexorabilă a determinismului mecanic şi

material, atunci, fireşte, încetează tot ceeace se poate numì putere efectivă sufletească, — dar înăuntrul cercului? Câţi Bismarck, câţi Napoleon, câţi Beethoven înlăuntrul cercului de fier limitativ, mecanic şi inexorabil al momentelor istorice în care aceştia au trăit?

Şi iarăş, de ce aceste cercuri ale determinismului mecanic se lărgesc sau se strâmtează în raport şi proporţie cu energia sufletească a fiecărui individ, clasă socială, sau etnos politic? Iată întrebări peste care se trece prea uşor, când se fac afirmări de acestea sofistice şi paradoxale, cum suntacelea ale lui Spencer şi Lamprecht; şi tot în categoria acestora trebuie pusă, de sigur, şi spusa d-lui Zeletin: «Şcoala este produsul mediului», căci ca şi în acelea, partea este luată drept întreg.

Aşadar, numai cu riscul unilateralităţii şi cu inevitabila cădere în paradoxe, se poate face abstracţie, în explicarea fenomenelor culturale, de existenţa sufletului omenesc ca factor activ şi reactiv, şi numai dela înălţimea ce ţi-o dă punctul de vedere al unei strânse corelaţii între *«eu»* şi *«non-eu»*, *suflet* şi *materie*, *viu* şi *mecanic* etc., poţi aruncà priviri asupra întregii realităţi, pentru a o puteà mai complet lămurì.

Sau, pentru a ne întoarce la comparaţia noastră cu cercul, vom zice: nici numai din centrul unui atare cerc, a cărui circonferinţă reprezintă limita maximă şi a puterii sufleteşti, dar şi a determinărilor mecanice într'un moment cultural dat, şi iarăş, nici numai dintr'un punct oarecare din afara lui, ci: *numai dintr'unul depe circonferinţă se poate ajunge la adevăruri sociale complete*; altfel nu.

Ei bine; privind dela un astfel de punct de vedere: ce este sufletul? Cum ni se arată el în toate înfăţişările şi atitudinile sale?

Răspunsul este foarte scurt: în nici un caz el nu ne apare numai ca un *epifenomen* şi *umbră* a materiei; în nici una din înfăţişările sau atitudinile sale sufletul omenesc nu este o *oglindă*, care să înregistreze numai ceeace i se dă şi să reflecteze ceeace primeşte, aşà cum a primit; nu este o *tabula rasa*, cum se exprimau şi se mai exprimă unii încă şi azi. Nu este fiinţă omenească, oricât de infimă ne-am puteà închipuì energia sa sufletească, care să nu poată reacţionà şi executà ceva în cercul limitativ al posibilităţilor material-mecanice de moment; nu este atitudine sufletească, oricât de aproape de pasivitate şi static ne-am puteà-o închipuì, care să nu prezinte caracterul fundamental al activităţii şi reactivităţii. După datele ultimelor cercetări psihologice, nici nu este corect să ne mai servim de termenii rămaşi din bagajul concepţiei materialiste: receptivitate, sensibilitate, pasivitate etc.; astfel de termeni întunecă adevărul şi falsifică realitatea. Corect este să zicem numai: *activitate receptivă, sensitivă*; *slabă sau creatoare*; *reactivă sau voluntară*, etc. Această putere sufletească efectivă este, fără îndoială, relativă, dar este şi, în anumite limite intrinsece şi extrinsece, poate fi determinativă.

Sufletul este, aşadar, un factor activ şi reactiv, dar mai e şi complex; se prezintă în toate gradele sale de manifestare cu mai multe feluri de trebuinţe şi activităţi: nu e unidirecţional şi amator numai de utilităţi, de pildă.

Pretutindeni, la poli sau la ecuator, în clima temperată sau caldă, în toate

timpurile şi pe toate treptele de cultură, găsim pe om ca adorator religios şi producător de lucruri religioase, ca amator şi producător de podoabe şi frumos, de cercetări teoretice şi contemplaţie, etc. Trebuinţe şi trebuinţe, activităţi şi activităţi, care nu odată vin în conflict unele cu altele, — iar victoria nu este totdeauna de partea trebuinţelor şi activităţilor economice. Dela sălbatecul despre care ne povesteşte Spencer că se mândreà grozav în blana lui de ţap pe timp frumos, dar suferea în pielea goală toate intemperiile, şi până la rafinatul modern, în stare să-şi rupă dela gură, numai şi numai să poată aveà o haină la modă; dela sălbatecul cu o frică nebună de *utilitatea declarată «tabu»* şi până la *izbucnirile anahoretismului creştin*, de pildă, etc. — se găsesc atâtea şi atâtea cazuri de astfel de manifestări individuale sau colective de lungă durată în timp, care ne dovedesc aceasta.

Deaici, de sigur, şi constatarea indiscutabilă a faptului că fiecare din aceste activităţi şi serii de produse culturale îşi găsesc explicarea ştiinţifică a desvoltării lor în timp mai mult în înlănţuirile cauzale dinăuntrul seriei respective şi în logica elementelor componente, decât în corelaţia cu cele din altă serie.

Stil doric sau ionic, gotic sau bizantin, pagodă indiană sau clădire în stil baroc; o Minervă din Milos sau simplu şi inform fetiş; drama shakespeariană sau teoria kantiană, etc. — să căutăm oare explicarea ştiinţifică a unor astfel de apariţii în primul rând prin raportarea lor logică la factorii economici şi numai prin determinarea cauzală a acestora? La urma urmelor, de ce nu? Rezultatele unor astfel de încercări sunt însă adevărate umbre de adevăruri faţă de ceeace-ţi poate dà logica fiecăreia din aceste serii de fapte, considerate aparte.

Se prezintă, aşadar, sufletul omenesc cu felurite trebuinţe şi activităţi, cu felurite şi efective tendinţe de exprimare de obiectivare. Şi se exprimă aceste porniri ale lui prin mimică, prin articulaţii vocale, se exprimă prin mână şi operele ei. Mâna, de pildă, această primă unealtă a fiinţei umane, a făcut din quadruman un biped cu capul înfipt în albastrul zenit; ea a clădit şi înălţat; a mânuit plugul şi a lovit cu spada; a mângâiat şi a poruncit. Cu fiecare gest al ei a realizat şi realizează, a exprimat şi exprimă, a obiectivat şi obiectivează o idee, o simţire, o dorinţă, — dar în acelaş timp şi provoacă un nou ecou, o nouă sugestie, o mai mare precizare în ideaţie şi simţire înăuntrul actului de conştiinţă din care a pornit mişcarea ei. Şi, aşà stând lucrurile, nu erà nevoie, deci, ca un legiuitor-pedagog să aştepte numai decât sugestii dela strigătul: «die Arbeit hoch!» al muncitorimii din fabrica capitalismului mercantilist de astăzi, pentru a ajunge la ideea de «şcoala muncii», de învăţătură şi educaţie a fiinţei omeneşti şi prin activitatea mâinii, — oricât de largă sau oricât de mărginită s'ar puteà concepe noţiunea aceasta de muncă. Aceasta însă, numai aşà, în treacăt, căci vom reveni.

Deocamdată, iată atâtea fapte şi consideraţii, care ne împiedică de a primi concepţia dela care porneşte şi la care, se pare, s'a oprit d-l Zeletin. Punctul său de vedere este prea mărunt, pentru a ne puteà dà întreaga panoramă a realităţilor culturale; poziţia unui atare punct de vedere este falsă, în afara cercului de posibilităţi pentru o acţiune sufletească relativ liberă; deaici se poate vedeà numai latura materială a vieţii şi întregul ei mecanism, nu însă şi sufletul. Cu

datele unei concepții atât de materialist-mecanicistă n'avem ce face, teoreticește n'avem ce face; lumina atât de vie ce aruncă ea asupra unui singur punct, orbește vederea și întunecă totul împrejur.

Și, dacă aceasta îi este valoarea ei teoretică, la ce ne-ar puteà oare sluji din punctul de vedere al vieții noastre practice, de toată ziua? Ce sprijin ar puteà dà ea omului politic, pedagogului? Aici n'avem de a face numai cu ceeace «este», cu firea și legile acestui «este», ci mai ales cu ceeace se chiamă «trebuie», — care și el are o fire a sa și niște legi ale sale și numai ale sale. Dacă totul în noi și în jurul nostru este numai materie și fatalism mecanic; dacă omul este, în totului tot, opera mediului sau a momentului istoric, în care trăește, și câtuș de puțin și opera sa însăș; dacă tot ce numim viață și cultură, limbă, artă și știință, moravuri și organizări sociale, ori sisteme economice, se produc, înalță și cad, numai așà, cum crește vegetalul din pământ, cum se înalță fulgul în aer, sau cade bolovanul desprins din stâncă, atunci: nimic alt de făcut, decât să pui mâinile pe piept și să te lași plavie în voia valurilor acestei fatalități. La ce bun atâta sforțare, atât necaz, atâta strigăt și luptă? Sgomotul pe care-l face stânca în cădere, nici nu-i ajută și nici nu-i împiedică căderea.

Noroc că pe lumea aceasta mai există și un alt fel de «este» decât cel arătat de d-l Zeletin; iar între ciocnirile dintre ei, mai mult sau mai puțin dușmănoase, sau între îmbrățișările lor, mai mult sau mai puțin frățești, se face posibilă lumea aceasta a «devenirilor culturale», lumea acelui «trebuie» moral, lumea realităților istorice, a faptei omenești determinate dar și determinante, organizatoare —, *lumea relativei libertăți sufletești.*

De fapt, nici chiar cei mai rigizi materialiști-istorici n'au crezut cu toată tăria în puterea absolută a mecanismului din teoria lor. Marx însuș, părintele materialismului economic, dela care se inspiră d-l Zeletin, nu crede cu toată convingerea și îi neagă atotputernicia, nu numai prin practica vieții lui de veșnic revoltat, ori prin faimoasa chemare la unire și luptă a «muncitorilor din toată lumea», — ci: *și în teorie.* Căci, — cel puțin începutul și sfârșitul lanțului său de fatalități economice, inexorabile, este rupt sau va puteà fi rupt de intervenția diabolică a factorului «voință omenească», în care se face numai că nu crede.

Și ca și Marx, nici d-l Zeletin nu crede, deși ar vrea să se arate mai teribil decât Marx. Altfel, n'ar aveà sens nici *teama* d-sale de «forme imitate», de «intelectualism formalist», care «nu ne trebuie», și nici *avertismentele* pe care se crede obligat să ni le dea, pentrucă i le-ar poruncì un «sein» social și economic cu legi de fier, pe care numai d-sa le-ar cunoaște. Căci, ne întrebăm, cum s'ar puteà realizà numai așà, prin intervenția epifenomenală a unui act de *voință-umbră*, un biet proiect de reforme atât de nepotrivite cu cerințele și legile de fier ale unor stări social-economice, cum ar fi acelea în care ne găsim? Și iarăș, dacă mecanismul acesta al cerințelor economice și sociale ar fi atât de absolut cum îl concepe d-l Zeletin, cum de n'a sfărâmat și măcinat sub roțile și dinții săi de criță niște forme politice străine și potrivnice, cum sunt acelea dela noi, de care d-sa se plânge totuș că ne-au fost aduse și impuse?

Iată spărtura prin care se strecoară înăuntrul teoriei materialismului istoric atâţia şi atâţia oaspeţi nepoftiţi, nu tocmai prea de tot neputincioşi — pentru ca onorata gazdă să-i poată dà uşor afară. Căci, încă odată:

Sau mediul social-economic este atotputernic şi îşi crează singur formele de organizare şi instituţiile care îi trebuie, dar atunci: *nici o teamă că s'ar puteà realizà ceva contra cerinţelor şi legilor lui,* — cum ar fi cazul cu proiectul d-lui Negulescu.

Sau temerile sunt justificate, — dar atunci înseamnă ori că legile acestea ale mediului social-economic nu ar fi atât de mecanice şi absolute şi lasă destul loc de liberă intervenţie şi acţiune sufletească organizatoare, — ori proiectul de legi în chestie n'ar fi contrariu cu cerinţele legilor lui de fier, cum îl arată recenzentul nostru.

In primul caz, d-sa îşi contrazice teoria; în cel de al doilea este nedrept în critica proiectului; în care din aceste două situaţii i-ar plăceà să rămână? A crede că poţi scăpà din cleştele dilemei prin *tangenta* întrebuinţării unor termeni atât de vagi, ca *forme, formalism, trebuinţe specifice* etc., de care abundă vorbăria noastră politică — este de sigur nejustificat pentru un om de ştiinţă. Dar, despre această latură a criticii d-lui Zeletin se cuvine să deschidem un paragraf aparte.

III. *Nevoi economice, nevoi specifice, forme specifice* şi *formalism nepotrivit specificului, imitat, transportat, adus* şi *introdus,* — iată o serie de alte denumiri şi termeni întrebuinţaţi de d-l Zeletin în studiile sale şi în articolul-recenzie, de care este vorba în răspunsul de faţă.

Toate acestea nu-şi au însă o singură obârşie; de vagul şi unilateralitatea lor nu poate fi învinovăţită numai strâmteţea şi obscurul concepţiei materialiste. La d-l Zeletin ca şi pretutindeni unde fenomenul s'a produs — şi s'a produs în toată literatura contimporană socială —, la naşterea lui a contribuit în mare măsură teoria istorico-idealistă şi mai ales curentul politic conservator-restaurator din veacul al XIX-lea; la noi în special: *curentul criticist politic şi literar al junimismului.* Aşadar: motive de ordin nu numai pur ştiinţific. Ca şi Eminescu, de pildă, d-l Zeletin ne dă avertismente şi ne îndeamnă să ne «vedem de sărăcie, de nevoi şi de neam»; şi ca şi în literatura politică respectivă şi prea cunoscută, ne vorbeşte şi d-sa de «forme» şi «formalism politic, cultural, pedagogic», etc. importat fără de nici o măsură sau cercetare a stărilor dela noi, — pentru a lăsà atributul de «plagiat» mai la urmă. Acelaş vag sentimental şi aceeaş unilateralitate de concepţie teoretică şi la d-sa; nimic în plus, nimic în minus; pare că am recitì o pagină de Maiorescu — mai puţin, fireşte, talentul — ori am reascultà un discurs al răposatului P. Carp — mai puţin interesul politic şi măreţia energiei pasionale.

Dar dacă vagul sentimental şade bine poetului, iar pasiunea şi interesul dau energie omului politic — aşà ceva nu împodobeşte pe omul de ştiinţă şi nici nu-i prieşte.

Iată de ce am crezut să deschid un paragraf aparte pentru această latură din critica d-lui Zeletin, deşì, în parte cel puţin, răspunsul va fi numai un corolar al celor spuse până acì.

Din concepția materialistă-mecanicistă despre viața culturală în general, s'a putut, cred, bănuì, că pentru d-sa ceeace caracterizează un moment cultural oarecare și un popor anumit, este numai factorul economic, sistemul de producție, de circulație și repartiție, deci și numai un singur fel de nevoi: trebuințele reci și nemiloase ale acestei categorii de activități. Altele, dacă vor mai fi fiind, n'ar puteà fi socotite decât ca epifenomene, care cel mult însoțesc pe cele economice, fundamentale, sau sunt numai și numai simple efecte ale acestora.

Răspunsul la o astfel de unilateralitate a fost dat în cele spuse mai sus. Acum ne oprim numai la așà numita specificitate a nevoilor economice.

Să admitem, de pildă, că ceeace ar caracterizà momentul de astăzi al unei culturi, al unei întregi culturi, ca aceea a poporului englez, american sau german, ar fi: *capitalismul mercantil*, *întreprinzător*; caracteristica culturii franceze: *capitalismul rentieresc*, iar aceea a săracii culturi românești: *sistemul tranzitoriu de producție burghezo-feudal*, — al unei burghezii abià în faza de incubație și al unui feudalism leneș și senil, cum ne spune d-sa; să admitem, iarăș, că atât omul de știință în explicațiile ce urmărește, cât și cel politic în legiuirile sale, nu trebuie și nu poate ține seama decât de nevoile și trebuințele specific ale unor astfel de sisteme economice, — tot mai rămân încă multe, foarte multe de spus și de precizat.

Și în primul rând, care sunt trebuințele specifice ale unor astfel de sisteme? Apoi, pe care din fazele desvoltării lor le vom luà ca punct de plecare în aprecierile noastre, căci și sistemele economice sunt în fond, ca tot ce este istoric și în legătură cu viața omenească, *procese*, procese în creștere și descreștere, cu faze de desvoltare, *nu entități* rigide și neschimbătoare.

Capitalismul, de pildă, s'ar puteà oare specific caracterizà prin *anarhia de producție* și *crahurile* din faza *tinereței*, sau prin *raționalizarea* producției și ostoerea crahurilor, de care dă probe în perioada sa de maturitate? Și iarăș, — este ceva specific acestui sistem *tendința de acumulare* prin dărâmarea și înghițirea micilor întreprinderi și meșteșuguri, cum l-a văzut Marx *în faza începutului*, sau dimpotrivă, acest specific trebuie căutat în *domolirea lui de mai apoi* și în lepădarea de lest — se vede treaba nefolositor — de care dă probe atât prin *înmulțirea posesorilor de capital*, cât și prin *promovarea manufacturilor de lux*, a meseriilor artistice? Și tot așà cu: *libertatea de concurență* individualistă din epoca-i de copilărie, sau cu recunoașterea *contractului colectiv* de mai târziu; tot așà cu atributul de «Unternehmentum» în care vede Sombart, și cu drept cuvânt, ceva mai general și specific întregului proces, — căci și în acest caz specificitatea ar stà numai în gradul de întindere a pieței de desfacere, nu în vreo calitate intrinsecă numai momentului economic de astăzi.

Și iarăș, tot așà cu sistemul de producție, feudal, orășenesc, medieval, antic, etc. etc.

Iată atâtea și atâtea întrebări la care d-l Zeletin nu răspunde și pe care, se pare, nici nu și le-a pus, deoarece, cași copilul care procedează și se mulțumește

cu percepţia globală, schematică şi goală de precizii și de caracteristic, tot aşà şi d-sa se foloseşte şi se mulţumeşte cu nişte răspunsuri determinative sau atributive atât de vagi, schematice şi neprecise, ca acelea pe care ni le serveşte. «Feudalism leneş şi bătrân», «burghezie târlără» (poate şi harnică), — deci «şcoală intelectualistă», dar de un «intelectualism aşà cum ne trebuie», nu unul «formalist, care nu ne trebuie»; sau «capital distrugător de întreprinderi mici» şi de «bresle medievale», — capitalism transformator de mici burghezi în lucrători și vânzători, cari, ajunşi aici, devin deodată nişte adoratori religioși ai «muncii» şi scriu ei «cei dintâi» în fruntea pedagogiei și pe frontispiciul şcoalei capitaliste principiul: «Die Arbeit hoch!» — iată, în adevăr, ceeace pentru ştiinţă nu poate însemnà și preţul mai mult decât ceeace este — mutatis mutandis — pentru perceperea concretă a lumii, intuiţia globală, schematică și copilărească.

Dar poate că nici nu erà nevoie de atâtea precizări într'un articol-recenzie, iar ceeace-i cerem noi, ne va aduce prin studiul de amănunt făgăduit, asupra şcoalei care trebuie momentului economic în care se găseşte poporul român. Să-l aşteptăm.

Deocamdată, şi numai aşà ca anticipaţie prevenitoare, s'o spunem: la astfel de precizări «specifice» au mai năzuit şi alţii şi s'au mai consultat pentru aceasta şi cu economişti ca Gide, Sombart, Wagner, Schmoller, etc., dar n'au ajuns numai la câte o singură specificare absolută de fiecare moment economic, — ci la *mai multe și relative*, iar între două sau mai multe astfel de relativităţi specifice au mai descoperit și posibilităţi, mai largi sau mai strâmte, de intervenţie, pentru sufletul omenesc, cu multele-i şi feluritele-i puteri şi trebuinţe; au mai descoperit că la multele şi feluritele relativităţi specific economice a contribuit nu cu puţin, puterea relativă a acestui suflet.

Fapte ca cele de reglementare a producţiei şi muncii, grevă și răsboiu vamal sau economic, protecţionism şi monopol, expropriere și contracte silite, etc., nu-s numai aşà, nişte rezultate ale unor ciocniri oarbe, mecanice, ci, în bună parte, şi de prevedere şi voinţă omenească, şi nu numai în mod metaforic cuprind în chiar denumirea lor verbală nuanţe de acestea sufleteşti.

Aşà stând lucrurile, n'ar fi deci chiar aşà de tot o răsturnare a termenilor problemei, afirmarea: «Şcoala produce mediul social-cultural», — cum crede recenzentul că ar face proiectul Negulescu, ci numai în parte; după cum, iarăş, nici afirmarea contrară a criticului nostru nu poate fi considerată cu totul falsă, dacă te reporţi la realitate, — căci, în adevăr, şcoala este în parte şi un produs al momentului cultural dat. In amândouă cazurile răsturnarea absolută n'ar fi decât în concepţie.

Adevărul este însă, că proiectul de reforme criticat nu porneşte nici dela principiul afirmării dintâi, dar nici nu se opreşte la cel afirmat de concepţia d-lui Zeletin, ci stă tocmai la mijloc: «şcoala produs şi producătoare».

Am volumul cu reformele proiectate în faţă şi l-am mai răsfoit odată, deşi — vorba poetului — îl ştiam pe de rost, dar încă odată m'am convins că nici una nu se deszice în această privinţă, nici prin prevederile din articolele și aliniatele lor, nici prin lămuririle date în expunerile de motive.

Poate că în calcularea părţii ce s'ar cuveni, anume, fiecăruia din cei doi termeni ai problemei, să se găsească vreo greşeală; raportate la momentul cultural românesc, poate că nici factorul om — şi deci «şcoala productivă» — să nu fie atât de energic pe cât îl presupune legiuitorul, şi nici cel social şi economic — «şcoala produs» — atât de slab pe cât îl afirmă; şi iarăş se poate ca altul să găsească că s'a făcut o greşală contrară.

Unul din colaboratorii la aceste proiecte, şi care nu este numai un teoretician pedagog, ci şi un cunoscător sociolog, d-l Nisipeanu, i-a şi găsit vina cea dintâiu, când face observaţia că nu s'a generalizat şi declarat obligatorie şcoala medie, din prea marea consideraţie ce s'a dat factorului social şi economic; un altul i-ar puteà aduce aceeaş învinuire, pentrucă — din aceeaş consideraţie — proiectul acesta de legi n'a îndrăznit nici măcar să pomenească — aşà, cel puţin, ca de un deziderat — de «şcoala pregătitoare» rurală din proiectul d-lui Mehedinţi. In această privinţă aşadar: discuţie şi calcul, măsurătoare şi cercetare, dar mai ales acel «experimentum crucis» al practicii o vor dovedì.

La d-l recenzent însă, nu este vorba numai de raport şi proporţie, ci de *răsturnare* pe dea'ntregul a problemei, în concepţie, — ceeace este de sigur numai o greşeală teoretică care îl priveşte; şi de o *răstâlmăcire de intenţii*, atribuind proiectelor ceeace nu vor şi nu o spun, — iar aceasta este, fireşte, nu numai aşà, o simplă greşală ştiinţifică. Dar despre această din urmă înfăţişare a d-lui recenzent, într'un paragraf deosebit.

Deocamdată, ca să încheiem pe acesta, autorul acestor rânduri afirmă că proiectele în chestiune — aşà cum se prezintă şi pot fi la îndemâna oricărui om de bună credinţă — au ţinut seama, omeneşte vorbind, relativ destul de bine de cei doi termeni ai problemei învăţământului la noi şi au dat fiecăruia, aproximativ, tot ce li se puteà dà, conform raportului şi aportului sub care şi cu care ni se prezintă ei în realitatea momentului psiho-social pe care îl trăim.

Şi mai crede, autorul acestui răspuns, că mai sunt pe lumea aceasta şi alte nevoi decât cele pur economice, nevoi şi trebuinţe, care nu odată în realitatea vieţii omeneşti, vin în flagrantă opoziţie cu acestea din urmă şi le înfrâng. Sălbatecul ca şi ultramodernul, de pildă, se lasă mai de grabă obosiţi în goana lor după vânat sau câştig, decât din alergarea după podoabe, distracţii, lux şi alte vanităţi, cum le-ar zice d-l Zeletin; izbucnirile religioase, cunoscute în istorie; anahoretism şi răsboaie religioase; pământul presărat de temple şi alte clădiri; muzee pline de statui, de picturi, de vechituri şi alte vanităţi; dispreţul artistului sau savantului faţă de bunurile materiale, etc. etc., — iată atâtea şi atâtea înfăţişări ale multiplelor nevoi omeneşti, care ne arată, fără putere de replică, cam cât este omul în stare să-şi rupă dela gură pentru a le dà satisfacţie.

Aşadar: nevoi şi nevoi; religioase şi metafizice; artistice şi ştiinţifice; morale şi economice; trebuinţe individuale, dar şi de clase sociale; nevoi politice generale ale unui întreg etnos, dar şi de cele specific economice, — iată realitatea, întreaga realitate a unui moment istoric, cultural.

Intre toate acestea, un proiect de lege şcolară trebuie să ierarhizeze şi dintre

toate să aleagă şi să realizeze pe cele ce ar sta mai sus pe scara valorilor politico-morale, cu care are de a face, în primul rând, omul politic, — aceasta chiar cu riscul distrugerii, sau împiedicării altor realităţi, altfel destul de utile, dar mai particulare şi inferioare.

Intre satisfacerea vieţii economice pe care, incontestabil, o aduce cu sine într'o mai mare măsură latifundiul, şi între interesul politic-naţional, de pildă, — acesta din urmă are să primeze; şi tot aşà: între *formele deprinderilor administrative*, etc. *regionale*, care sunt fără îndoială realităţi politico-sociale utile, de o parte, şi între *interesul unificării sufleteşti naţionale* de alta, — acesta din urmă va trebuì să se realizeze, cu riscul oricăror turburări şi proteste, inerente oricărui desvăţ şi nou învăţământ.

Să ne oprească oare frica de proteste din parte deprinderilor inerte, ori teama de nu ştiu ce formalism, de care abundă critica junimistă şi recenzia d-lui Zeletin?

Pentru cine s'a înălţat la punctul de vedere al corelaţiei dintre suflet şi formă, iar de-aici are un «trebuie» politic, general, în faţă, — astfel de temeri n'au prea mare rost. De-aici, se poate vedeà în tot cuprinsul istoric şi în tot ce se petrece subt ochii noştri: *forme goale* de orice sens şi realitate şi care totuş *durează*; *forme goale*, dar *impuse* şi care *se umplu* apoi, încetul cu încetul, *cu viaţă* şi *realitate*; *forme pline* care *se golesc*, — impuneri şi goliri de forme, însoţite de durere şi strigăte, de sforţare şi rezistenţă, cum este *învăţul* şi *desvăţul.*

Ce goale de orice sens erau formele de organizare romană pentru Iliro-trac, Iber şi Gal, şi totuş, li s'au impus, iar aceştia la rândul lor le-au umplut şi le-au trăit, — şi în parte, urmaşii le mai trăesc, sau le duc în spinare cu toată inerţia lor de forme rămase goale, osificate, mecanizate!

Şi, tot aşà, cât de străine îi sunt: cultură, obiceiuri, limbă, forme administrative şi şcolare, etc. din Statele Unite, — emigrantului european din diferite părţi, şi totuş i se impun, iar el şi le însuşeşte, şi în felul acesta, şi subt ochii noştri, se naşte un nou *etnos!*

Şi iarăş: generaţii după generaţii ne succedem şi ne naştem într'o lume de forme, de limbă, de moravuri, familie, Stat etc. — forme mai vechi sau mai noui, în ordinea timpului, dar deopotrivă de străine pentru cei noui născuţi — şi care ni se impun şi pe care ni le însuşim; murim chiar cu mii de cuvinte, pe care, dacă le-ai scuturà ceva mai bine, ai simţì imediat că sună a gol, şi totuş le-am utilizat, rostit, scris, — şi de multe ori le găsim date chiar drept idei precise, ştiinţifice — şi nu mai protestăm împotriva formalismului lor!

Ori, pentru ca să ne apropiem şi mai mult de problema învăţământului: formele şcolare ardeleneşti, sau biserica unită deacolo, au fost oare de când lumea acolo? Le ştim doar şi locul de obârşie, de unde au fost transplantate, şi cunoaştem precis şi momentul de timp când au fost impuse spre altoire. Azi, altoiul a prins, — s'a prins cu toate protestele şi sbuciumul dela început, iar deprinderea şi învăţul de atunci scoate cunoscutele strigăte regionale de acum.

Nu, nu: lumea socială, culturală, istorică, e plină de astfel de forme create şi impuse, transplantate şi altoite, imitate şi învăţate; — ori, Tarde să fie un tot

atât de slab sociolog — ca d-l Negulescu şi colaboratorii săi — când ne vorbeşte mai numai de aşà ceva?

Şi iarăş: de ce am cădeà în prosternare în faţa unui astfel de «esse», «être», «sein» sau «este», — ori cu câte nevoi, trebuinţe şi cerinţe ni s'ar înfăţişà — numai aşà, de dragul că există? Omul politic ca şi moralistul, ca şi artistul şi pedagogul, au de a face mai mult cu de al de «non esse», «non-être», «nicht sein», «nu este», — căci, vorba povestei: dacă n'ar fi, nu s'ar povestì, iar oamenii nu s'ar mai obosì.

Dar d-l Zeletin, care se teme într'atât de «forme goale» şi «formalism», doveDeşte că are foarte mare respect de forme; le dă chiar un înţeles al său, fictiv, când nu-l au, — numai să fie. Aşà face, de pildă, când ia *sunetul* şi *forma* a ceeace este, de sigur, numai *mijloc* şi *program politic*, ca în: «Die Arbeit hoch!» — şi-i *dă valoare de principiu pedagogic al şcoalei muncii*, în înţelesul cel mai restrâns al cuvântului.

Pentru cine este însă deprins, câtuş de puţin, cu analiza şi observaţia psihologică, — subt această formă se ascunde tocmai contrariul de ce crede d-sa. Omul n'a muncit niciodată prea cu drag pentru producerea de utilităţi, — a consumat, consumă sau doreşte să consume însă din adâncul inimii. Munca productivă de utilităţi economice e prea obositoare; este însoţită de durere şi plină de sudoare; murdară, cu prea mult element mecanic într'însa şi urâtă, — pentru ca, tocmai cel silit de nevoie s'o îndeplinească, să-şi facă un ideal din ea. Mai degrabă cei ce nu sunt siliţi la aşà ceva, sunt înclinaţi s'o idealizeze.

Pedagogiceşte vorbind, subt un astfel de program se cuprinde tocmai contrariul de ce voeşte pedagogia activă şi o şcoală a muncii. Cu strigătul acesta de «sus munca!», muncitorul fabricii moderne nu vrea şi nu poate voì o şcoală a muncii în sensul d-lui Zeletin, ci *paradisul* a cât *mai puţine ore de muncă* şi cât mai multă plată, cât mai multă distracţie, sau cultivare a altor facultăţi sufleteşti, — pentru a nu mai pomenì de lene şi consumaţie.

Nu, d-le Zeletin: *şcoala muncii* a fost impusă omului prin constrângerea nevoilor, sau constrângerea omenească nedreaptă, dar poate fi impusă şi prin *constrângere dreaptă, morală*, în anumite momente culturale, la anumiţi oameni, anumitor clase şi unor popoare — şi aceasta: *spre binele sănătăţii lor trupeşti şi sufleteşti*. Atât în această privinţă.

IV. Trecem acum dela greşelile de concepţie generală şi nelămuririle mai speciale de ideaţie, la cele de conduită ştiinţifică, — ca să nu le zicem altfel.

Una din acestea am arătat-o; erà procesul de intenţie ce se face proiectelor în discuţie, că ar fi răsturnat, din strâmteţe de concepţie şi nepricepere ştiinţifică, termenii problemei pedagogice, — dar mai sunt şi altele.

Aşà sunt de pildă: falsificarea ideii de muncă şi aruncarea ponosului în spinarea autorului şi colaboratorilor la aceste proiecte de legi, — ceeace n'ar fi, de sigur, prea de tot grav; procesul de intenţii de demagogism faţă de învăţători — ceeace este, fireşte, grav; şi încă şi mai grava acuzare de plagiat, dublat cu nepricepere de traducători.

Vom considerà însă toate acestea mai mult ca o chestie de raport particular

între d-l recenzent şi autorul proiectelor în chestiune şi — lăsând la o parte latura-i de natură publică — vom căutà să fim cât mai scurţi în răspuns.

Incepem cu cea mai uşoară: *ideea de muncă*. D-l recenzent ia într'un mod cu totul restrâns înţelesul cuvântului muncă.

Prezumţiosul «Die Arbeit hoch»; observaţia că d-l Mehedinţi greşeşte, când «crede că se poate scoate ideea de şcoală a muncii din cercetări etnografice», — care, fireşte, nu au de a face cu munca de fabrică; afirmaţia că nu nişte «pedagogi teoretici», ci numai un «sociolog economist» i-ar fi putut arătà d-lui Negulescu, dacă se poate sau nu, o «şcoală a muncii» într'un moment cultural-economic de mică burghezie şi feudalism, etc. — toate acestea ne arată că pentru d-l recenzent înţelesul ideei de muncă nu este nici măcar acel ceva mai larg, dar şi el destul de mărginit, de: *cheltuială de energie pentru producerea unor utilităţi de folosinţă mai mult sau mai puţin imediată*. Agricultură, silvicultură, pescuit sau vânătoare, — toate acestea nu sunt activităţi din care să se poată scoate ideea de şcoală a muncii. Mai mult încă: nici chiar din felul de activitate al meşteşugarului medieval, producător de utilităţi complete, nu se poate scoate sau întemeià o astfel de idee, — ci, numai *din munca* şi *prin munca salariată şi divizată la infinit*, din fabrica capitalismului modern.

Până aici, fireşte, toate acestea privesc numai pe autorul lor. Liber este d-l Zeletin să dea ce înţeles va vrea unui cuvânt. Dar: a atribuì şi altuia acest înţeles şi a-l acuzà apoi că vrea şi înţelege să facă într'un mediu încă burghezo-feudal şi, fără de fabrici, o şcoală a muncii în acest înţeles, — aceasta este, de sigur — atât lucru ne va concede şi d-sa — cu totul altceva.

Dar unde se pare că n'ar puteà fi vorba numai aşà, de o lunecare fără intenţie, este alergarea după dovezi pe care să-şi sprijine acuzarea aruncată întregului proiect, la o anumită rămurică a acestui întreg, anume: *tocmai la capitolul privitor la organizarea şcoalelor de meserii*. De ce, adică, tocmai aici şi nu se nimerì şi alta din celelalte categorii de şcoale prevăzute de reformă?

Nu, d-le Zeletin; proiectul pe care îl critici nu înţelege munca cum o înţelegi d-ta şi nu vrea numai o şcoală, ca aceea de care îl acuzi. Pentru acest proiect, ideea de muncă înseamnă: cheltuială de energie în sensul satisfacerii şi altor nevoi decât acelea ale producerii de utilităţi. Da: chiar şi exerciţiul formal şi jocul e o muncă. Decât: e muncă şi muncă; unele sunt mai aţâţătoare, altele mai puţin; unele mai risipitoare de energie, altele nu, — iar între *exerciţiul formal* — fie el intelectual sau manual, dar tot atât de obositor, lipsit de interes psihologic şi deci risipitor de energie — şi între *munca productivă, specială*, care are calităţile pedagogice şi sociale tocmai contrare, — reforma a ales pe aceasta din urmă. Iată de unde: *atitudinea ei ostilă formalismului, atât în ce priveşte învăţământul intelectual şi cel profesional.*

Cât despre prevederile proiectului special, referitor la învăţământul profesional şi al meseriilor, — putem sta oricând de vorbă. Autorul şi colaboratorii lui cred a puteà dovedì, că ceeace au prevăzut şi atât cât au prevăzut, nu se contra-

zice nici cu cerințele capitalismului, nici cu acelea ale feudalismului, nici cu ale burgheziei tinere — pe care le-am aveà și nu le-am aveà, după câte rezultă din spusele d-lui recenzent — și mai au aceste prevederi și calitatea că sunt potrivite cu firea umană, generală.

Să ne ocupăm acum și de intențiile de demagogism. Criticul-recenzent o spune, ce-i drept, cevà mai pe departe, — dar cum am puteà să-i înțelegem oare vorbele?

Reforma proiectată a învățământului normal prevede, în anumite condiții, posibilitatea accesului la studii mai înalte — să zicem, deocamdată: la universitate, pentru că n'avem încă un «institut de studii pedagogice» — a normalistului-învățător, iar d-sa crede că nu este bine. Până aici, iarăș, nimic de obiectat; chestie de credință, de convingere și atât. Când însă spui că «n'ar fi mai fi fost nevoie și de o astfel de încurajare» tocmai acum când, și numai așà: «forța electorală a învățătorilor va smulge dela politicieni și o va impune» — sau cam așà ceva — aceasta este, va concede, credem, și d-sa, ceva mai mult: părerea și credința personală e transformată în *avertisment* și *admonestare*.

O astfel de bănuială nu s'ar puteà combate, firește, prin nimic din litera articolelor și aliniatelor legii respective. Dar spiritul expunerilor de motive, dar introducerea-studiu din fruntea volumului, dar omul și oamenii cari l-au ajutat pe acesta la întocmirea proiectelor — toate acestea și toți aceștia pot dà oare motive de o atât de gravă bănuială?

D-l recenzent cunoaște, dacă nu mă înșel, ceva mai de mult pe d-l Negulescu, — eu n'am avut fericirea să-l cunosc personal decât din ziua de 16 Martie 1921 și mă simt mândru și măgulit că am făcut cunoștință cu un om în cel mai înalt și nobil înțeles al cuvântului.

Ba, dacă ar fi să-l judecăm numai din punct de vedere al calităților politice, mai degrabă i s'ar puteà aduce învinuirea de prea multă aristocrație morală și intelectuală, pentru un mediu ca acesta al nostru, — nu de demagogism.

Ceilalți colaboratori, iarăș, nu fac politică militantă. Atunci, mă întreb, de ce această bănuială la d-l recenzent?

Ca încheiere la acest punct, noi nu putem spune decât atât: Prevederea, de care este vorba, a pornit din cea mai adâncă și nobilă convingere, că:

a) E drept și este uman să dai omului — deci și normalistului — cât mai multe posibilități de a se cultivà și înălțà, atât cât îi vor permite facultățile personale și împrejurările;

b) E bine și de mai mare folos pentru cultura noastră generală, o selecționare a valorilor din cercuri cât mai largi și prin urmare și din învățământul normal;

c) E bine și mai folositor pentru învățământul normal, selecționarea unui corp didactic dintre foștii elevi normaliști, prin cultivarea și pregătirea lor mai departe, decât cum s'a făcut și se face în prezent, numai dintre foștii liceiști. Proiectul învățământului superior se ocupă chiar de un institut superior de studii și pregătire pedagogică.

Atât și nimic mai mult — și în nici un caz intenții demagogice.

Acum, — ceva mai mult asupra plagiatului. Şi în această privinţă, d-l recenzent nu spune, fireşte, lucrului pe nume, chiar aşà de drastic cum îi zicem noi; în fond însă lucrurile tot acolo ajung.

Căci: a pune la fiecare pas alături de cuvântul românesc pe nemţescul corespunzător, ca de exemplu: «Einheitsschule» «Arbeitsschule», «Lernschule» etc.; a alătură schema planului de organizare şcolară elaborată de d-l Negulescu, «dând odată cu terminologia română şi terminologia *mult mai precisă*, aşà cum se găseşte în cele două volume ale *Institutului central de educaţie şi instrucţie din Berlin*, pe care l-a urmat *de aproape* şi autorul nostru», ori a «studià reforma Negulescu *paralel* cu cele două opere germane amintite (sunt citate de autor), care i-au servit de model», etc. — toate acestea nu înseamnă şi nu pot însemnă altceva în gândul autorului: delicateţa formei convenţionale de exprimare n'adaugă şi nu scade nimic.

O singură abatere dela planul schemei germane, pe care îl dă ca fiind şi al reformei româneşti, binevoeşte şi d-l recenzent să ne conceadă: *reducerea anilor de învăţământ* pentru fiecare din ciclurile schemei planului german — suprapus planului român, adăugăm noi — şi «*părăsirea paralelismului* (din planul german) între învăţământul mediu şi cel gimnazial,» — dar şi aceasta: nu s'ar putea şti «pe ce temeiu!»

Din silinţa aceasta a recenzentului, de a dovedi cu orice chip că planul reformei Negulescu se suprapune perfect schemei planului german, rezultă tot galimatias-ul de confuzii şi răstălmăciri ce formează paragraful III din recenzia respectivă (Arhiva, p. 721—22).

Procedând însă cum face criticul nostru, planul reformei poate fi, tot atât de bine şi, fireşte, tot atât de slab, învinuit, că este o copie a planului de învăţământ american, englez sau francez, şi, nu ştiu ce l-ar fi putut împiedică să nu ne ducă până la sistemul de educaţie al lui Platon, — atât de uman-generală este necesitatea împărţirii schemei procesului educativ în cele trei etaje. Ba, în calitatea mea de colaborator, afirm, că n'am cetit, cu atât mai mult studiat, cele două lucrări pedagogice germane, citate de recenzent, şi că s'ar puteà găsì mai mult din spiritul lui Platon, în planul Negulescu, decât din planul german, dacă acesta va fi fiind tocmai cel arătat; — eu unul n'am controlat aceasta.

Mai important însă decât schema unui plan este ce se spune înăuntrul planului. Inăuntrul formei lexicale a unuia şi aceluiaş cuvânt, a formelor gramaticale ale uneia şi aceleeaş limbi, — câte feluri de înţelesuri, câte nuanţări afective, câte tendinţe reactive personale! Am puteà spune că sunt atâtea limbi câţi indivizi.

Dar nici ca spirit, nici ca formă schematică, planul reformei d-lui Negulescu nu se suprapune şi nu intră în calapodul arătat de recenzent, ca fiind «luat de model» după cel german.

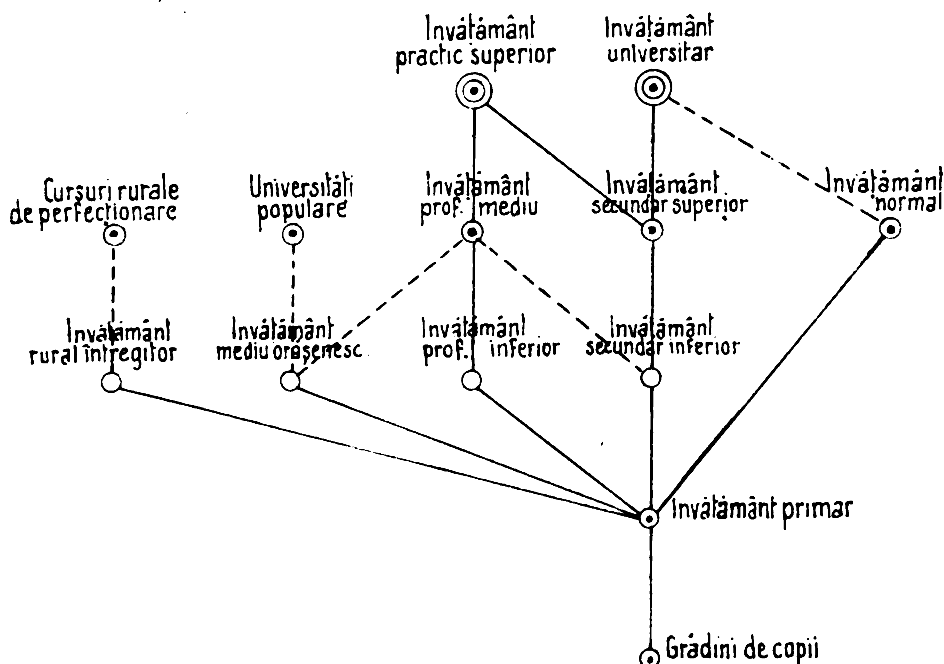
Schema planului reformei criticate este cea publicată pe pagina următoare.

Că planul acesta lasă portiţe deschise între unele din gradele de învăţământ — în special cele ce i se par recenzentului ca «double emploi», cum ar fi de pildă posibilitatea de trecere dela şcoala medie la gimnaziu, sau ca idee «manquée» a

posibilității de trecere a normaliștilor într'o anumită specialitate a învățământului superior, — așà ceva este o chestie de pricepere sau nepricepere psihologică și o lăsăm pe seama acelora cari au avut, câtuș decât, a face cu școala și a părinților cu copii de școală. In orice caz, este și aceasta o deosebire esențială de principiul planului german, amintit de recenzent.

Oricum, din planul schemei de mai sus ies cu totul alte principii de organizare pedagogică a învățământului, decât cele arătate și încriminate de d-sa.

Pe scurt, acestea sunt:



a) O pregătire și un învățământ general de bază, necesar multiplelor nevoi sufletești, individuale, sociale și economice: *grădina de copii* și *învățământul primar obligator*;

b) Deasupra acestuia, principiul satisfacerii multiplelor nevoi «specifice» omenești — ca să vorbim în stilul recenzentului —, nevoi umano-rustice, umano-practice orășenești, umano-intelectuale pentru toți cei capabili de așa ceva, nevoi umano-intelectuale-profesioniste etc., — deci: *direcția învățământului post-primar* și a *cursurilor de perfecționare* pentru viața rurală — cursuri de perfecționare care nu sunt «mai ales universitate populară», cum înțelege d-l Zeletin; lângă aceasta, apoi, direcția *învățământului mediu orășenesc* și a *cursurilor de universitate populară*; *direcția învățământului profesional de diferite categorii, a învățământului normal, a celui liceal*, etc.;

c) Principiul *deschiderii de portiţe între toate aceste direcţii paralele*, pentru toţi aceia cari, dintr'o pricină sau alta, au apucat un drum greşit — căci ar fi, de sigur, o pagubă şi pentru individ şi pentru cultură în genere, dacă nu s'ar permite astfel de reparaţii;

d) *Principiul trecerii dela un etaj la altul înăuntrul fiecăreia din aceste direcţii*, pentru ca indivizii capabili să-şi dea toată măsura desvoltării puterilor personale, ceeace este, de sigur, pe lângă alte consideraţii, şi o corectare — va concede şi d-l Zeletin — a ceeace numeşte d-sa «double emploi», temere ce nu se potriveşte decât cu situaţia de astăzi, când numai liceul deschide drumul tuturor perspectivelor de situaţie şi viitor. Deci: treceri dela învăţământul artelor şi meseriilor la cel tehnic mediu şi de-aici la cel politehnic; trecere dela comerţul inferior la cel mediu şi de-aici la academia comercială; treceri pentru normalişti la institutele de studii şi pregătire pedagogică, — şi, nu numai trecerea gimnazistului la liceu şi a liceistului la universitate, politehnică şi toate direcţiile de învăţământ superior, cum este cazul astăzi;

e) In sfârşit, *spiritul metodei active* trebuie să însufleţească munca şcolară şi profesorală în toate aceste direcţii şi pe toate treptele de învăţământ.

Aceasta este schema planului reformei d-lui Negulescu şi acesta îi este în esenţă cuprinsul. Dacă aşà ceva plagiază sau cel puţin «urmează de aproape ca model» un plan şi principii străine, — lăsăm la buna credinţă a cetitorului imparţial.

Şi acum, ca încheiere a unui paragraf atât de delicat ca acesta, şi numai aşà în treacăt, o singură observaţie: admitem că un plan ca acela al reformei româneşti ar fi, aşà cum îl arată d-l Zeletin, cu totul nepotrivit cu cerinţele vieţii noastre economice şi sociale şi că nu s'ar puteà realizà, sau dacă s'ar puteà şi aşà ceva, el ar aveà toate urmările rele, pe care le prevede d-sa, — dar planul reformei germane (un plan de şcoală a muncii atât de potrivit cu cerinţele unui mediu social şi economic de muncă, cum ne spune tot d-sa, şi încă în acelaş paragraf şi în propoziţii ce se succed imediat). acesta de ce nu s'o fi realizat încă? Sau. poate, şi acestuia i-o fi mai lipsind ceva? Ori poate cerinţele mediului economic — chiar şi acolo în Germania — n'ar fi tocmai atât de puternice, cum sunt postulate de concepţia sociologică a d-sale?

Dar să ne oprim acì.

Ca încheiere generală, acum, o singură întrebare: a înaintat d-l Zeletin cu un pas mai departe problema reformei învăţământului? Ştiinţific vorbind, răspunsul este: nu! Şi, dată fiind concepţia materialistă, unilaterală, dela care pleacă şi la care se opreşte d-sa, — credinţa noastră este că nici nu puteà s'o facă. Aşà ceva nu s'ar puteà face, decât cu părăsirea unui astfel de punct de vedere, iniţial, — ceeace n'ar fi, poate, prea târziu.

Practic vorbind însă, recenzia d-sale mi-a dat un colaborator şi i-a câştigat, sper, un colaborator. Controlul reciproc, fie chiar aşà, mai cu temperament combativ, cum este răspunsul de faţă, ne va ferì pe viitor pe amândoi de a cădeà în greşeli şi mai grave.

Mie, cel puţin, aceasta îmi face plăcere şi-i mulţumesc cu anticipaţie.

RECENZII

N. IORGA: *Politica externă a Regelui Carol I*, ediţia II-a, din Publicaţiile Casei Şcoalelor, Bucureşti, 1923.

Această lucrare, care a format obiectul unui curs la Universitatea din Bucureşti, cuprinde expunerea politicii externe plină de greutăţi a Statului român dela 1866 până la Tratatul din Berlin, după Memoriile Regelui Carol şi după noui documente. Avem aici desfăşurarea celei mai importante epoci în istoria contimporană a ţării. Este problema cristalizării Statului român în mijlocul unei atmosfere de rivalitate între trei mari Puteri şi a unei generaţii care nu-şi înţelegeà întotdeauna rolul şi rostul în treburile publice. Personalitatea Regelui Carol apare deasupra evenimentelor ca un regulator al opiniilor haotice dinăuntru şi al intereselor contradictorii din afară. D-l Profesor Iorga, lăsând să vorbească mai mult faptele şi documentele, scoate în lumină cu deosebită vigoare figura primului Rege al României.

Greutăţile de învins în primii zece ani ai domniei lui Carol I erau multe, atât pentru suveran cât şi pentru ţară. Inăuntru, Domnitorul aveà de luptat cu mentalitatea partidelor politice, care se pierdeau în lucruri meschine şi cu mişcarea antidinastică, care, deşi reprezintată de o minoritate numai, îi pricinuià destulă amărăciune, mai ales pe vremea răsboiului Franco-German. In afară, Carol I intâmpină, încă dela venirea sa în ţară, problema relaţiilor cu Turcia, care nu voià să renunţe la «legăturile seculare», devenite de mult timp fără înţeles pentru România. Intre noi şi Turci erà o prăpastie de vederi şi interese, o deosebire care constă în faptul că «noi voiam să ştim numai de viitor, ei numai de trecut» (p. 46). Jignirile suferite din partea Turcilor în cele mai elementare acte diplomatice (p. 86), pretenţia loi de a ne considerà ca parte integrantă a Imperiului otoman, în sfârşit faimoasa «Constituţie a lui Midhat Paşa», prin care Domnitorul Carol erà considerat «şef de provincie privilegiată» (p. 186) — toate aceste fapte constituiau atât pentru poporul român cât şi pentru suveran motive puternice de a se despărţi de Turci. Actul de Independenţă în preziua răsboiului din 1877 erà urmarea firească a atitudinii Turcilor faţă de un popor pe care nu-l stăpâniseră niciodată în adevăratul înţeles al cuvântului şi care ajunsese la conştiinţa drepturilor sale după o îndelungată luptă de consolidare înăuntru.

Pe de altă parte, relaţiile cu Austria şi Rusia alcătuiau deasemenea o problemă în politica externă a lui Carol I. Intenţiile Austriei după dualismul din 1867, sau mai bine zis după bătălia dela Sadova (1866) erau îndeajuns cunoscute la noi pentru a nu fi format obiectul unei preocupări. Austria aveà din partea Germaniei lui Bismarck libertate deplină în afacerile balcanice, în deosebi după răsboiul din 1870. D-l Iorga ne dă o parte din conversaţia lui Strat, agentul României la Viena, cu contele Andrassy, cancelarul austro-ungar (30 Iunie 1870), în care intenţiile Austriei apar cu deosebită claritate (p. 96—99). «Prietenia lui Andrassy», bazată pe teama de Rusia, pe care omul de Stat ungur o foloseà ca o sperietoare în contra noastră, a fost acceptată din necesitate, dar şi din naivitate, formând pivotul politicii noastre externe pentru viitor. E interesant a notà faptul că în contra încheierii convenţiei economice cu Austro-Ungaria în 1875 numai Kogălniceanu protestă. Tot acest om de Stat a avut curajul să protesteze în contra ororilor turceşti din Balcani (p. 156—161), când nimeni la noi nu se gândeà la aşa ceva.

In sfârşit, relaţiile cu Rusia deveniseră delicate în ajunul răsboiului din 1877. D-l Iorga ne dă un nou punct de vedere în această privinţă. Din expunerea faptelor reiese că «răsboiul din 1877 n'a fost o aventură rusească, pornită din nesfârşita sete de dominaţie a Rusiei în Orient» (p. 198), ci mai mult rezultatul firesc al evenimentelor. Pe deoparte dorinţa Austriei de a înaintà în Balcani şi eventuala intervenţie a Europei, pe de altă parte orgoliul de Stat creştin ortodox, determinară Rusia să intervie imediat pentru liberarea populaţiilor creştine din Balcani (p. 199, Cf. p. 191). O convenţie cu Rusia, formulată în termeni care se pretau la mai multe interpretări, fu semnată în Aprilie 1877. Trupele ruseşti treceau însă pe teritoriul nostru înainte ca Parlamentul român să fi ratificat convenţia, un fapt care dădeà un argument puternic Rusiei la socoteala păcii. «Deci, pentru a călcà pe pământul unei Românii vasale», observă D-l Iorga, «deaceea armata rusească treceà inainte ca proiectul să poată

fi supus Camerei. In felul acesta Rusia nu se găseà înaintea unei țări unite și independente, ci înaintea «provinciei privilegiate» turcești, putând să ceară din pământul ei ce aveà intenția să ceară dela Turcia» (p. 200, Cf. p. 274 și p. 281). Acum se vedeà greșala neutralității noastre pe timpul răsboiului Turco-Sârb (1876), când am preferat să ascultăm sfatul «prietenelui Andrassy» și când Rusia nu aveà nici un gând să intervie în Balcani. Cu drept cuvânt susține D-l Iorga că «puteam interveni atunci alături de Sârbi împotriva Turciei, căci băteam Turcia cu siguranță, și, când interveneà Rusia, ea găseà două State independente, biruitoare, în stăpânirea unor provincii asupra cărora aveam drepturi» (p. 201, Cf. p. 176). Trenul îl mai scăpam încă odată, în ziua când Domnitorul Carol primeà comanda supremă a oștirilor ruso-române înaintea Plevnei (August 1877), când s'ar fi putut cere angajamente formale dela Rusia cu privire la integritatea teritoriului, și în special în chestiunea județelor basarabene (p. 250). Astfel ne înfățișam în fața Păcii dela San Stefano și a Congresului dela Berlin cu desăvârșire nearmați pentru apărarea drepturilor noastre. Plăteam pentru «prietenia lui Andrassy», pe care ne răzimasem prea mult, precum și pentru nehotărîrea și lipsa de orientare care caracterizaseră politica noastră externă în preajma evenimentelor din Balcani. Pierderea Basarabiei erà un fapt definitiv fixat pentru Austria chiar înaintea acțiunii noastre militare (p. 227), un fapt care reprezintà față de Rusia echivalentul pentru Bosnia și Herțegovina (p. 275). Nu ne mai rămâneà decât să protestăm și să ne plecăm deciziunilor luate la Berlin.

Lucrarea D-lui Iorga formează un comentariu indispensabil la Memoriile Regelui Carol I. Prin nouile puncte aduse de autor în chestiuni pe care ne-am învățat să le judecăm prea după tipicul manualelor elementare, cartea este cât se poate de folositoare pentru întregirea cunoștințelor relative la evenimentele decisive în viața noastră de Stat dela 1866 la 1878. Ar fi chiar de dorit ca într'o viitoare ediție a Memoriilor primului nostru Rege să se introducă, in formă de comentarii, părțile din lucrarea D-lui Iorga, care contribuie la elucidarea faptelor istorice din preajma Răsboiului de Independență.

Nicolae Petrescu

ȘTEFAN CIOBANU, membru al Academiei române: *Cultura românească în Basarabia sub stăpânirea rusă.* Editura Asociației Uniunea culturală bisericească din Chișinău. 1923. — 342 pag.

Lucrare documentată, scrisă cu sinceră căldură care n'are nevoie de artificii de stil.

Românii Basarabeni au fost repede nemulțumiți de cârmuirea creștină care pretindeà că-i liberase de sub robia turcească.

Cât privește clasa conducătoare, pe boieri, doc. aduse de d-l Ciobanu sunt încă o dovadă a naționalismului lor neîndoios, care mergeà mână 'n mână cu conservatismul lor și se explică chiar, la cei mai puțini culți dintre ei, prin acest conservatism. Dacă au dorit adeseori o stăpânire străină, pentru a scăpà de exacțiunile turcești, s'au dezamăgit repede îndată ce au constatat încercări de a lovì în datinele strămoșești, în care înglobau «pronomiile», adică privilegiile boierești. Experiențele făcute cu stăpânirile străine i-au dus la convingerea că robia turcească trebuie înlocuită prin neatârnare deplină. Ca altă dată dela Austriaci, cer boierii dela Ruși, la 1814 «cârmuitor civil din Moldoveni băștinași..., fiindcă neavând acum un așà cârmuitor, din zi în zi vom fi înstrăinați de obiceiurile noastre» (p. 14). Iar Alex. Sturdza, cunoscut mai mult până acum ca «reacționar», doreà să vadă Moldovlahia ca o împărăție deosebită, împreună cu Basarabia, Bucovina și Transilvania! (p. 316). Descriind Chișinăul, zice că «acest colț al pământului meu natal este numai un mic exemplu al frumuseței și bogăției Moldovei». Sturdza stă în fruntea nobilimii de care un Rus se plângeà că «nimeni din ei nu știà rusește și n'a avut curiozitatea să vadă Moscova sau Petersburgul» (p. 317).

Poporul de jos găsì cârmuirea rusească mai apăsătoare decât a Domnilor fanarioți sau a boierilor români. Doc. din 1815, adus de d-l Ciobanu, arată că sperase că «ne-au fost iertat preamilostivul nostru împărat de toate havalelile și dările împărătești și atunci tare ne-am fost bucurat. Dar pe urmă văzând noi săracii că încă ni s'au adaus năcazurile... încât am ajuns la cea mai rea stare...», se socotesc mai nenorociți decât înainte și cer ca «pârcălabi ruși și ocolași ruși... să nu ni se mai rânduiască... și să fie tot boieri moldoveni de-ai noștri cu cari suntem deprinși, ne înțelegem în vorbă la nevoile noastre și suntem mulțumiți...» (p. 8—10).

D-l Ciobanu dă o statistică din 1810 dovedind zdrobitoarea superioritate numerică a elementului românesc (p. 20). «Regulamentul așezământului regiunii Basarabiei» la 1818, care acordă o destul de largă autonomie, — am arătat aiurea că a influențat asupra Constituției dela 1822 a «carvunarilor» moldoveni — a fost revocat la 1828 (p. 17 și 153). La 1833 limba română a fost scoasă din instituțiile publice; catedrele de l. română au fost suprimate la 1866—7 și în sfârșit l. națională a fost alungată și din Biserică la 1871—1882 (p. 19, 131, 134, 147, 150).

D-l Ciobanu constată existența unei culturi românești în Basarabia în momentul alipirii ei, dovedită prin școlile de pe lângă biserici, prin constatarea că din 298 copii de preoți intre 15—20 ani, 244 știau carte, prin tipărituri ca traducerea dela 1796 a unui tratat de fizică (p. 25, 29, 31). Mitropolitul de origină ardelean, Gavriil Bănulescu-Bodoni, cunoscut până acum mai ales ca o «coadă de topor» în timpul ocupației rusești a Principatelor române la 1806—1812 pentru supunerea Bisericii din Moldova și Muntenia la autoritatea sinodului din Petersburg, apare intr'o simpatică lumină prin activitatea lui culturală în Basarabia între 1812—1821, când cere ca în școlile de acolo să se învețe, pe lângă rusa și româna, latineasca «fiindcă din ea se trage și se poate îmbogăți cea națională». Interesante sunt și cele dintâiu gramatici de care vorbește d-l Ciobanu (p. 79 și 84), care se căznesc să creeze o terminologie gramaticală românească.

Și cu prilejul comisiilor instituite dela 1816 pentru unificarea legilor se constată simțul național al clasei conducătoare basarabene. «Nomofilax», Ștefan Margella, vorbește într'un raport, de strămoșii veniți din Italia și de pravilele romane (p. 95), iar acelaș, intr'o gramatică româno-rusă dela 1827 socotește că va puteà fi folositoare nu numai celor 800.000 Români din Basarabia, dar și celor câteva milioane de Români dintre Prut și Dunăre (p. 98).

Constată cu vădită mângâiere sufletească d. Ciobanu că acest simț național nu s'a șters niciodată în Basarabia. Gramatica lui Hâncu la 1840 afirmă că l. română este «prin excelență de viță latină» (p. 115). Când l. română n'a mai putut fi întrebuințată oficial, ea a fost păstrată curată la sate (p. 134).

O nouă activitate culturală națională începe după revoluția dela 1905. Intr'o broșură despre «Pilde și povețe» dela 1908, d. P. Halippa se poate adresà către «Dragi copii basarabeni, Pui din neamul românesc» pe care-i chiamă la «deplină deșteptare» (p. 137). Și d-l Ciobanu urmărește toată activitatea culturală românească în Basarabia, prin Teatru (p. 184), traduceri din autorii ruși, poezii originale (interesante apropierile ce face între Gh. Păun și Enăchiță Văcărescu și V. Alecsandri, la p. 245), apoi după noua reacțiune țaristă dela 1907 (292) și până la «Cuvânt moldovenesc» dela 1913 (p. 307).

Toată cartea respiră legitima mândrie pentru forța de rezistență la desnaționalizare pe care neamul românesc a opus-o și în Basarabia, ca de altfel în tot cursul vieții lui istorice.

Fie-mi îngăduit a încheià aceste, prea puține, rânduri față cu interesul cărții, prin exprimarea unei dorințe. Arhivele Chișinăului — pentrucă deocamdată nu se poate vorbì de celelalte arhive rusești — ca și tipăriturile de istorie apărute în Rusia, conțin un bogat material pe care Românii basarabeni l-ar puteà folosì nu numai din punctul de vedere al istoriei Basarabiei sub stăpânirea rusească, dar și în genere al istoriei Principatelor române. Și rodul cercetărilor lor ni l-ar puteà da în l. română. Ar aduce un mare serviciu istoriei noastre în ultimele două veacuri, și s'a făcut prea puțin în această direcție.

Ioan C. Filitti

Dr. GR. ANTIPA: *Paralizia generală progresivă a economiei naționale și remediarea ei.* — «Cultura Națională», 1923.

Sunt lucrări care, în ciuda volumului lor redus și chiar a unei facturi grăbite, devin mai reprezentative pentru a caracterizà o anumită epocă și o anumită tendință din complexul vieții naționale, decât cele mai documentate și mai masive studii.

O astfel de lucrare este broșura d-lui doctor Antipa. Intr'o vreme în care ordinea morală și ordinea juridică în Stat constituie cea întâiu condiție de consolidare a țării, într'o vreme în care de posibilitatea unei intense activități economice se leagă însuș viitorul întreg politic și național al românismului, nu există probleme mai importante decât acelea care țin de politica economică.

Aceste probleme smulg din indiferența lor chiar pe cele mai de seamă personalități ale

lumii ştiinţifice, neobişnuite să coboare în vălmăşagul actualităţii şi — vai! — în trivialitatea ei.

Lucrarea d-lui dr. Antipa arată totuş de cât de mare folos poate să fie o asemenea coborîre în realitate, iar succesul ei faţă de opinia publică şi de cercurile intelectuale dovedeşte că mai există încă o frumoasă rezervă de autoritate morală, care s'ar puteà utilizà în folosul ţării, în afara lumii politice, epuizată, prin înseşi frământările ei, de orice umbră de prestigiu.

In ce constă secretul ecoului pe care l-a găsit pretutindeni lucrarea d-lui dr Antipa?

Lăsând deoparte factorul personal asupra căruia nu am puteà insistà fără a jignì discreţia sentimentelor autorului, trebuie să relevăm că modul hotărît cum s'a impus lucrarea se datoreşte în primul rând desăvârşitei sincerităţi, efect al unei obiectivităţi ştiinţifice devenite o a doua natură.

D-l dr. Antipa introduce în afară de aceasta şi o altă notă de deosebit interes. In vremea când la noi se vorbeşte atât de mult de industrie şi de valorificarea unor «bogăţii naturale», care constituie de multe ori un mister chiar pentru cei cari le preamăresc valoarea, d-l dr. Antipa ne readuce la realitatea economică fundamentală a României de eri şi de astăzi:

România este o ţară agricolă şi în agricultură trebuie căutată în primul rând scăparea ei.

In lumina acestui adevăr d-l dr. Antipa ne trasează într'un tablou luminos toată absurditatea politicii noastre agrare, necesară sub raportul social, criminală sub raportul economic. Impărţirea pământului «de pomană» cu urmările deprimante psihologiceşte şi economiceşte pe care le are acest fapt, lipsa de selecţie în atribuirea loturilor, graba exproprierii terenurilor pentru care nu se găsesc colonişti, sunt tot atâtea aspecte ale greşelilor pe care le plătim astăzi. Politica grâului şi politica de descurajare a exportului vin să desăvârşească opera antiştiinţifică a reformei agrare.

Tot aşà în ceeace priveşte perspectivele de desvoltare viitoare a diferitelor bogăţii d-l dr. Antipa ne oferă, cu o privire sumară, dar extrem de sugestivă, observaţii surprinzător de interesante. Astfel vedem pe rând cum creşterea pasărilor, cultura pomilor şi a viţei de vie, pescăriile şi pădurile sunt pe rând lovite de politica de păstrare a bogăţiilor ţării în interior.

Va fi de sigur pentru istoricul viitor un fenomen interesant de studiat acela al supravieţuirii în fiecare ţară a teroarei din timpul răsboiului în faţa pericolului de a rămâne neaprovizionată.

Această teroare îşi are expresia în politica *de panică* pe care o ducem de cinci ani încoace şi care e în contrazicere cu întregul sistem capitalist al circulaţiei libere internaţionale a bunurilor.

Nu putem insistà asupra exemplelor în care d-l dr. Antipa ilustrează absurditatea politicii noastre economice şi care sunt date cu o minunată precizie, mai ales în ceeace priveşte problema lemnului şi a peştelui.

Tot aşà o interesantă privire este aruncată asupra situaţiei industriei căreia îi recunoaşte superioritatea calitativă, demonstrată statistic şi de către alţii, fără ca — în treacăt fie zis — aceasta să le fi adus onoarea unei citaţii. In privinţa industriei d-l dr. Antipa insistă asupra chestiunii aşà zisei naţionalizării, care reuşeşte să terorizeze de doi ani încoace industria fără a fi dus la nici un rezultat practic, dar în schimb mărind imobilizarea, haosul şi nesiguranţa în producţie.

De sigur că o privire critică atât de penetrantă ar fi cerut din motive de simetrie o desvoltare de soluţii tot atât de adâncă. Nu a fost însă în intenţia autorului să dea mai mult decât simple indicaţii asupra problemelor speciale atinse în lucrare, lăsând cititorului sarcina, de altfel uşoară, de a înţelege noul spirit în care urmează să fie condusă economia naţională prin reacţie contra trecutului regim al încătuşării şi al paraliziei.

Pentru cine se va fi pătruns de acest spirit şi de principiile, care inspiră întreaga desvoltare a părţii critice, directivele şi soluţiile apar mai luminoase chiar decât dacă ar fi concretizate într'o formă amănunţită.

Mihail Manoilescu

SAVEL RĂDULESCU: *La politique financière de la Roumanie*, (2 vol. 696 pag.). Paris. Les presses universitaires.

Pentru cercetătorul, şi chiar pentru omul activităţii practice, care vrea să-şi dea seama

de complexul fenomenelor economice şi financiare ale României de astăzi, nu este greutate mai mare decât lipsa documentaţiei sistematizate.

Documentaţia economică trebuie azi căutată, fie dealungul tomurilor greoaie de statistică, fără relief şi fără observaţii critice ajutătoare, fie, — şi mai rău decât atât, — în presa noastră unde datele şi documentele economice se pierd în vălmăşagul adevărurilor de o zi.

Pentru cine vrea să realizeze o lucrare de sinteză nu există acel material intermediar intre datele brute şi lucrările de directivă, pe care îl constituie în celelalte ţări *tezele de doctorat*.

In această privinţă cel mai interesant lucru care se poate aşteptà pentru moment dela infiinţarea doctoratului economic pe lângă Academia de Inalte Studii Comerciale şi Industriale este acela de a se realizà un complex de lucrări de cercetare analitică a economiei naţionale.

Numai când toate laturile economiei noastre naţionale ar fi răscolite de cercetătorii debutanţi animaţi de un spirit riguros ştiinţific şi plini încă de pedantismul binefăcător al tinereţei, numai când finanţele noastre, industria, agricultura şi relaţiile cu exteriorul ar fi luminate prin miile de proectoare pe care le-ar constituì monografiile şi cercetările speciale asupra unor subiecte de un interes limitat, numai atunci s'ar puteà face la noi lucrările mari de sinteză de care literatura noastră economică, simte atâta nevoie.

Până atunci va rămâne ca puţinii noştri gânditori să se piardă în faţa greutăţii insurmontabile a adunării şi sistematizării datelor sau să prefere calea atât de comodă a proclamării de principii şi de îndrumări, pe baza inspiraţiei şi atotputernicului bun simţ.

Iată de ce, atunci când asupra finanţelor româneşti vedem apărută o lucrare atât de completă, de sistematizată şi de onest alcătuită, ca aceea a tânărului doctor Săvel Rădulescu, nu putem decât să o salutăm ca un imbucurător eveniment.

Lucrarea d-lui Savel Rădulescu constituie o trecere în revistă a tuturor momentelor importante din politica noastră financiară dela 1914 până astăzi.

Ea nu scapă nici un aspect al politicii financiare clasificând după cele mai bune metode toţi factorii situaţiei noastre, începând cu factorii economici, baza desvoltării financiare.

Nu lipsesc nici factorii politici, atât de importanţi pentru a înţelege variaţiile extraordinare de influenţă suferite de viaţa financiară românească dela declararea răsboiului şi până la armistiţiu.

Evident că critica politicii bugetare şi a politicii financiare în general este făcută cu rezervele pe care le impune caracterul academic al lucrării şi situaţia autorului în faţa profesorilor străini dela facultatea de drept din Paris.

Observaţiile făcute nu sunt însă lipsite de relief, oricât de mare este modestia pe care a vrut să şi-o impună autorul; liniile caracteristice ale politicii noastre apar foarte reliefate: lipsa noastră de preparaţie în timp de răsboiu, fatalitatea inflaţiei în timpul răsboiului şi a doua zi după dânsul, şi în sfârşit întârzierea dezastroasă a stabilirii unei politici de impuneri şi mai ales întârzierea unificării monetare, sunt îndeajuns accentuate.

Este evident însă că nu sub acest raport al concluziilor, trebuie privită această voluminoasă lucrare. Sub raportul prezentării sale ştiinţifice, a seriozităţii documentării şi a ordonării logice a fiecărui capitol în vederea unor concluzii sintetice, lucrarea se leagă de cele mai bune tradiţii ale metodei.

Faţă cu lucrarea atât de vastă şi de serioasă, care certifică atât de favorabil pentru cultura, conştiinciozitatea şi puterea de muncă a autorului, nu avem decât un singur regret de exprimat.

Acela că numărul redus de două sute de exemplare în cari a fost tipărită nu îngăduie punerea ei la îndemâna tuturor acelora cari au nevoie de o atât de preţioasă bază de informaţii.

Cu riscul de a comite o adevărată licenţă în materie de recenzii, ne vom îngăduì ca să i urăm tânărului autor al unei lucrări atât de puţin obişnuite între tezele de doctorat, să-şi valorifice şi de acum înainte cu acelaş succes şi cu acelaş folos pentru ştiinţa şi economia românească, forţele intelectuale pe care le-a vădit în cele două volume.

Mihail Manoilescu

JACKSON H. RALSTON: *Le droit international de la démocratie.* (Trad H. Marquis;

préface de M. Ed. Lambert). Paris, Giard, 1923.

D-l J. Ralston, jurist eminent din Statele-Unite, cunoscut, mai ales, prin studiile şi rapoartele documentate ce a alcătuit asupra arbitragiilor cu care fusese însărcinat de guvernul său, precum şi asupra procedurii arbitrajului internaţional —, analizează în acest volum cauzele care au discreditat dreptul internaţional, în ultima vreme. Principiile afirmate de dreptul internaţional par nu numai lipsite de fixitate şi de orice putere de realizare practică, dar chiar ajung, uneori, să fie luate în deriziune, faţă de manifestările invincibile ale forţei brutale, cum s'a dovedit în epoca răsboiului mondial, atât de bogată în experienţe din acest punct de vedere. Autorul crede că discreditul dreptului internaţional este nu numai justificat, dar, mai mult, trebuie să ne convingem de necesitatea de a înlocuì dogmele clasice ale acestei ramuri a dreptului prin regulele veritabile ale «dreptului internaţional *real*», care ni se impun cu aceeaş certitudine ca şi legea gravitaţiei, şi violarea lor atrage sancţiunile amarnice de care se resimte omenirea în haosul timpului de faţă.

Juriştii cred că răsboiul este o condiţie necesară şi naturală a convieţuirii naţiunilor şi caută să legitimeze regulele pe care combatanţii vor să le impună chiar şi neutrilor. In loc să lupte pentru suprimarea cauzelor răsboaielor şi să considere ca principala lor misiune să determine convingerea că existenţa răsboiului depinde numai de om, juriştii dreptului internaţional clasic s'au mulţumit să reglementeze atribuţiile Curţii dela Haga numai pentru interesele mărunte ale naţiunilor, lăsând ca, în chestiile pe care minoritatea guvernantă le consideră ca importante, să se decidă prin soarta armelor.

Autorul cere să se facă deosebire între diferitele «uzuri» internaţionale şi legea ideală sau naturală care este întemeiată pe drepturile esenţiale ale umanităţii. Chiar în materia dreptului naţional al unui Stat d-l Ralston cere să distingem legile de simplă comoditate *(rules of convenience)*, sau regule arbitrare, care nu dispun aceeace este just, şi nu interzic aceeace este injust (de exemplu legile privitoare la devoluţiunea succesiunilor, formarea persoanelor morale, puterile tribunalelor, etc.), — de legile care constituesc *dreptul real*, şi care se ocupă cu drepturile absolute ale omului, precum sunt dreptul la viaţă, la libertate, la căutarea fericirii.

Aceste ultime drepturi sunt primordiale, fiindcă violarea lor provoacă dezordinea socială, şi chiar revoluţii. D-l Ralston caută a scoate în iveală însemnătatea acestor legi naturale, faţă de legile ordinare de acţiune şi de legile adjective sau procedurale.

In domeniul dreptului internaţional d-sa distinge, deasemenea, uzurile sau cutumele, chiar sub formă de convenţii scrise (de. ex. relative la navigaţie, extradiţie, drepturi de autor, etc.), precum şi regulele procedurale (de ex. tratatul de arbitraj dela Haga, etc.) sau adjective — de principiile fundamentale care interesează convieţuirea naţiunilor şi a căror violare atrage consecinţe funeste pentru toate Statele. Dreptul internaţional *real* este întemeiat pe raţiune şi pe umanitate şi are de scop să menţină justiţia între naţiuni, după prescripţiile eticii celei mai ideale, zice d-l Ralston. Când juriştii dreptului internaţional clasic ne vorbesc de «legile răsboiului», ei se referă numai la uzurile de luptă, prin reglementarea cărora voesc să legitimeze răsboiul. Dar aceste simple uzuri nu au caracterul de legi în sensul dreptului internaţional *real* şi nu trebuesc considerate ca legi, ci prin faptul că înfrâng drepturile naţionale şi cele individuale, ele rămân în afară de legalitate. Este foarte sugestivă observaţia d-lui Ralston că a voì să fixăm legile răsboiului înseamnă a voì să determinăm legile omorului, ale imoralităţii şi ale ilegalităţii. Eroarea este că voim să considerăm răsboiul ca ceva legitim, pentru care se pot orânduì legi logice. Pe când în dreptul intern legiferăm în *contra* faptelor delictuoase şi crimelor, în dreptul internaţional căutăm să legiferăm *asupra* lor ca şi cum modalităţile crimei pot face obiectul unei legi. Conferinţa dela Haga din 1907 a pornit dela concepţia că răsboiul este legitim şi că numai procedeele de a-l purtă trebuesc reglementate.

Autorul relevă că noţiunea *suveranităţii* este rău înţeleasă de internaţionaliştii clasici. Adoptând mentalitatea diplomaţilor s'a definit suveranitatea ca o autoritate supremă şi independentă de orice altă autoritate (în acest sens: Grotişu, Oppenheim, etc.); deci orice ar face un Stat, el lucrează în mod suveran şi nu are să dea socoteală altui Stat. Juriştii au uitat, observă d-l Ralston, că suveranitatea reală expiră la fruntariile fiecărui Stat

şi că nu se poate exercità decât faţă de proprii săi supuşi. Această idee a suveranităţii Statelor violează principiul legalităţii lor şi deaceea trebuie să admitem că legea domineazà toate naţiunile. In practică Statele se recunosc legate de convenţiile puţin însemnate (serviciu poştal, navigaţie, proprietate literară, etc.), dar işi arogă dreptul de a nu ţine seamă de tratatele care ar contraveni mândriei sau cupidităţii lor, sub pretextul suveranităţii. Dealtfel, observă autorul, aşà zisele «interese naţionale» nu ascund altceva decât interesele unei minorităţi, care voieşte a se servi de credulitatea şi de docilitatea marelui număr de cetăţeni spre a-şi satisface ambiţiile ei economice şi politice.

Inferioritatea dreptului internaţional faţă de cel intern se explică fiindcă pe când dreptul privat, are mii de ani de desvoltare şi perfecţionare, dreptul internaţional, zice d-l Ralston, începe în epoca medievală, când naţiunile apar ca entităţi distincte. Curtizanii cari străluceau pe lângă regii de atunci au influenţat pe jurişti să falsifice concepţiile născânde ale dreptului internaţional, introducând ideea că acest drept trebuie să aibă alte fundamente decât dreptul intern. S'a acreditat teza că dreptul învingătorului trebuie să fie ţinut în seamă, ca şi cum forţa pe care se sprijină acesta, poate să fie considerată ca *drept*. Astăzi, susţine autorul, se impune să admitem că ceeace este onest, crud, sau de dispreţuit pentru un particular, trebuie să fie şi pentru Stat. Simplul fapt că mai mulţi indivizi se asociază nu poate schimbà caracterul şi natura dreptului fiecăruia dintre ei şi nu se poate permite asociaţiei aceeace se interzice individului.

In loc de a asigură justiţia intre State printr'o orânduire capabilă de a o creà, s'au înfiinţat tribunale internaţionale, adică s'a avut în vedere mecanismul, iar nu principiul instituţiei, zice d-l Ralston. Cuvântul tribunal nu are, însă, vreun efect magic; instanţa judiciară poate funcţionà, dar nu aduce rezultatul aşteptat, dacă principiul unei justiţii echitabile şi reparatoare este dispreţuit. In dreptul privat tribunalele aduc oarecare foloase —, deşi sunt, de regulă, tradiţionaliste, dacă nu şi reacţionare, şi deaceea rămân în urma evoluţiei ideilor colectivităţii —, dar in dreptul internaţional curţile de justiţie nu se pot conduce după adevărata justiţie (Autorul insistă asupra paradoxului că, chiar în dreptul naţional, tribunalele sunt chemate a spune legea şi dreptul —, dar nu şi a administrà justiţia). Motivele pentru care curţile internaţionale nu-şi pot îndeplini menirea sunt, după d-l Ralston, următoarele: *a)* Statul este o fiinţă amorală, care nu poate fi făcut răspunzător de faptele lui, dacă nu consimte el însuş; *b)* dreptul de suveranitate al Statului îi permite să-şi impună voinţa lui, cu forţa, altui Stat, fără vreo sancţiune judiciară; *c)* Statul judecă singur tot ce priveşte onoarea, interesele sale vitale şi independenţa lui şi *d)* Statul poate să aibă interese în juridicţia altui Stat, să-i dicteze să-şi conducă afacerile şi, în caz de victorie, în răsboiu, poate să constrângă voinţa celui învins. Spre a puteà realizà ceva util, autorul arată că s'a propus de unii jurişti (de ex. James Scott), să se accepte ca legi cutumele internaţionale şi principiile generale ale dreptului, precum şi convenţiile recunoscute de Statele litigante. Dar competenţa curţilor să fie admisă, în mod obligator, numai când este vorba de interpretarea unui tratat; de existenţa unui fapt, care ar constitui violarea unei obligaţii internaţionale; de natura şi întinderea reparaţiilor cuvenite pentru o asemenea violare; de o chestie de drept internaţional sau de interpretarea unei hotărîri a Curţii. D-l Ralston observă, cu drept cuvânt, că ceeace ocazionează, de obiceiu, răsboaele nu sunt diferendele privitoare la chestiile mai sus enumerate, ci acelea relative la ceeace se numeşte onoarea şi interesele vitale ale unei naţiuni. Dar, susţine d-l Ralston, interesele acestea vitale, onoarea şi independenţa sunt pretexte care ascund cupiditatea şi tirania Statului, mai puternic faţă de cel slab. Dacă un Stat refuză să se supună arbitrajului asupra acestor puncte atunci nu-i rămâne decât sau să trăiască izolat, ca un pustnic, sau să devină anarhist. Cine nu respectă legile societăţii trebuie să rămână în afară de ea. A limità câmpul de aplicare al arbitrajului internaţional înseamnă a prelungi haosul de astăzi în relaţiile dintre naţiuni. Chiar dacă curţile internaţionale ar fi departe de a asigurà o justiţie perfectă, — după cum şi autorităţile judiciare de drept intern nu reuşesc să evite orice erori, — totuş serviciile ce ne-ar puteà aduce sunt superioare rezultatului produs de răsboae. Cine ar preferà azi duelul judiciar, de pe vremuri,

în locul hotărîrilor tribunalelor în dreptul privat, — cu toată justiţia lor relativă?

Legea internaţională pentru a puteà conduce Statele trebuie, după d-l Ralston, să imite conduita unui bun cetăţean şi părinte de familie. Colectivitatea internaţională trebuie să se conducă după aceleaşi criterii ca şi colectivitatea socială dintr'o naţiune; nu se pot admite principii distincte pentru aceste două feluri de convieţuiri. Dreptul ginţilor trebuie să devină democratic, să arunce reminiscenţele feudale, să înlăture ideea aristocratică sau autocratică că omul este subordonat Statului şi să se întemeeze pe principiul că dreptul rezultă din relaţiile dintre om cu semenii săi. Atunci numai ne vom puteà gândì să înfăptuim maşinăria cea mai apropiată pentru realizarea practică a acestor concepţii democratice, adică adevărata justiţie internaţională, analoagă justiţiei naţionale.

Partea esenţială a studiului d-lui Ralston este tocmai ideea analogiei ce trebuie să fie admisă între concepţia juridică a dreptului naţional şi concepţia fundamentului bazelor dreptului internaţional. Legea trebuie să fie considerată ca superioară Statelor, după cum este socotită ca stăpânitoare peste indivizii unei naţiuni. Dificultatea, însă, începe din momentul ce încercăm să determinăm acele legi superioare tuturor Statelor—, cu toate că d-l Ralston ne lămureşte că drepturile ce trebuesc consfinţite prin aceste legi sunt drepturile *absolute* ale omului şi anume dreptul la viaţă, la libertate şi la căutarea fericirii. Este greu de precizat, totuş, conţinutul acestor noţiuni prea vagi. După cum însuş d-sa observă, această concepţie se alătură sistemelor filozofice ale dreptului natural şi se apropie, ca tendinţă, de aceeace numeşte d-l Gény «ireductibilul drept natural». Cum pentru noi aceste idei generale juridice sunt simple concepţii evolutive, deci variabile în timp şi loc, iar nu «absolute», după cum le caracterizează autorul, ne mărginim să relevăm însemnătatea analogiei făcută de d-sa între dreptul naţional şi cel internaţional şi credem că adevăratul progres în convieţuirea Statelor se va face printr'o neîncetată educare a naţiunilor în sensul supunerii lor la instanţele judiciare internaţionale, în toate felurile de neînţelegeri, fără vreo restricţie sau rezervă mintală. Să sperăm că viitorul ne va aduce o jurisprudenţă internaţională tot aşà, sau poate mai creatoare de drept ca jurisprudenţele naţionale din Statele civilizate, şi vedem un semn îmbucurător în asemănarea din ce în ce mai pronunţată a tendinţelor generale manifestate de jurisprudenţele naţionale, pe terenul dreptului internaţional privat şi al dreptului comparat. Şi nu pare lipsită de temei afirmarea d-lui Ralston că democratizarea crescândă a conducerii Statelor va favorizà realizarea acestor tendinţe şi întinderea lor de pe terenul social naţional pe acel internaţional.

Ideile exprimate în acest studiu nu constituesc numai convingeri personale ale d-lui Ralston, ci reprezintă sentimentele juridice şi concepţiile cercurilor sindicaliste din Statele-Unite. Dealtfel şi d-l Albert Thomas în Franţa a declarat, într'o lucrare asupra Societăţii Naţiunilor că «La societé des nations doit être démocratique, ou elle ne sera pas» (1).

Al. Costin

J. TCHERNOFF: *Les nations et la societé des nations dans la politique moderne.* F. Alcan. Paris, 1919.

In această lucrare, a cărei prefaţă este făcută de d-l Albert Thomas, autorul constată, în prim rând, deosebirea dintre concepţia europeană —, după care Statele se consideră în mod necesar ca suverane şi independente, neputând renunţà la această suveranitate integrală —, şi concepţia americană, care se mulţumeşte cu simpla autonomie, adică admite, după exemplul practicii engleze faţă de colonii şi dominion-uri, ca fiecare Stat să se bucure de o mare autonomie economică, dar fără a pretinde o suveranitate completă. Crede posibilă o tranzacţie între aceste concepţii.

Mulţi, însă, se tem de autoritatea nouă care s'ar creà în organismul acesta al Societăţii Naţiunilor, pentru motivul că libertatea individuală ar fi periclitată. Ideile constituţionale franceze nu se potrivesc cu ideea de a se delegà puteri din partea Parlamentului în favoarea unei autorităţi superioare internaţionale, dar Constituţia elastică engleză permite Parlamentului său să confere delegaţii

(1) Albert Thomas în prefaţa volumului d-lui T. Tchernoff: «Les nations et la Société des nations, p. XVII.

ilimitate oricărei persoane morale interne sau internaţionale. Politica engleză lipsită de formule abstracte, sub forma unui imperialism empiric merge către un «Commonwealth of Nations», o cooperaţie de naţiuni. Politica americană, dela Washington, Monroë, şi până azi s'a născut din sistemul englez şi deaceea Wilson a ajuns la ideea unei societăţi a naţiunilor. Ideea de libertate, afirmată aşà de zgomotos de Revoluţia franceză prin declaraţia drepturilor omului, şi în aparenţă atât de departe de «selfgovernment»-ul englez ajunge ca şi concepţia engleză la proclamarea independenţei naţionale. Analizând evenimentele mai însemnate ale secolului al XIX-lea autorul arată pentru ce ideea societăţii naţiunilor a prins rădăcini în spiritul public englez şi cum dela acel «Commonwealth» s'a ajuns în Anglia la organizarea completă a naţiunilor autonome, desvoltate pe baza principiului de «selfgovernment». Spiritul englez nu respinge ideea unei ligi a naţiunilor, chiar dacă ea ar aveà de rezultat să limiteze oarecare atribuţii ale Statului Naţional.

Pentru Englezi Statul nu este o fiinţă abstractă, învestită cu suveranitate absolută, ci Parlamentul este singurul suveran. Parlamentul poate deci, să delege atribuţii suverane unei colonii, unui Parlament, unei organizaţii interne sau internaţionale.

Liga naţiunilor constitue, de fapt, extensiunea ideei de contract, sau de recunoaştere pe care Statele au obiceiul să o practice în raporturile lor reciproce. Naţiunea este, pentru spiritul englez, o grupare care, printr'o îndelungată experienţă cu «selfgovernment», a ajuns la conştiinţa unităţii sale. Ea nu se confundă cu rasa şi cu naţionalitatea. Aceasta din urmă, ca o forţă latentă, nu devine naţiune fără o mişcare conştientă şi fără organizare. Principiul naţionalităţilor se adaptează, zice autorul, după mediul în care se găseşte şi produce efecte distincte. In Franţa el a devenit o *regulă juridică*, care afirmă dreptul colectivităţii de a se conduce în interior, şi cere egalitatea naţiunilor în relaţiile lor reciproce. In America acest principiu nu se opune la înfiinţarea unei societăţi a naţiunilor, întrucât spiritul public este pentru o organizare federativă. In Europa principiul naţionalităţilor afirmat de naţiunile oprimate a devenit fermentul mişcărilor revoluţionare. Doctrina lui Monroë răspunde, la început, aspectului defensiv al politicii naţionalităţilor. Ideea principală este independenţa naţiunilor, dar, cum Statele-Unite erau departe de Europa şi încă fără putere, s'au mărginit să ridice o barieră între ele şi vechiul continent pentru ca Europenii să nu colonizeze America. In Europa, observă d-l Tchernoff, naţiunea a precedat democraţia şi s'a creat cu ajutorul regalităţii şi al militarismului; deaceea democraţia în luptă cu naţiunea se arată antimilitaristă. In America democraţia nu are de ce să fie antimilitaristă şi lupta naţionalităţilor nu a zguduit noul continent cum a făcut cu Europa.

Independenţa naţională nu ajunge pentru ca popoarele să fie emancipate şi complet libere, ci mai trebuie ca ele să facă parte din societatea naţiunilor. Ideea de naţiune se va concilià cu confederaţia sau societatea naţiunilor, întocmai precum autonomia economică se va acomodà cu ideea unei federaţii economice, încheie d-l Tchernoff.

Al. Costin

O. HESNARD: *Les partis politiques en Allemagne*, (avant-propos de M. Henri Lichtenberger) Paris 1923, 247 pg.

Faţă de actualul haos politic din Germania, o orientare amănunţită asupra caracterului deosebitelor fracţiuni politice germane, aşà cum o dă lucrarea de faţă, erà binevenită. Ea face parte dintr'un întreg ciclu de anchete, pe care *Muzeul Social* (organ independent de cercetări sociale) le întreprinde asupra nouei lumi politice, ce s'a născut după răsboiu. Pentru fiecare partid studiază: *a)* istoria desvoltării, dela naştere până după răsboiu; *b)* compunerea numerică, după clasele sociale căror aparţin forţele politice alcătuitoare, precum şi distribuirea geografică a acestor forţe; *c)* orientarea politică şi programul; *d)* presa.

Inceputul cercetărilor îl face partidul ce reprezintă interesele marii proprietăţi de pământ. Până la votarea constituţiei germane acest partid purtà numele obişnuit al grupărilor politice agrariene — acela de «partid conservator» —; dar după constituţie, cum se întâmplă peste tot cu asemenea grupări reacţionare, el s'a resemnat a recunoaşte noul regim politic şi a luat un nume mai potrivit cu spiritul vremii noui. Deaceea astăzi el se intitulează: «partidul german naţional al poporului» (deutsch-nationale Volkspartei). Ori-

ginile sale se coboară până la 1848; are un caracter religios antisemit. A avut de luptat cu Bismarck, care susţineà aspiraţiile burgheziei germane, şi se sprijineà pe organele ei politice. In centrul intereselor sale stă marea proprietate rurală, pe care o socoate «*piatra unghiulară a economiei naţionale*». In timpul de faţă acest partid a ajuns depozitarul tuturor năzuinţleor şovine. El e acela ce împinge la rezistenţă îndărătnică, radicală împotriva Francezilor. Aceasta din următoarele motive: *a)* că o rezistenţă dusă până la sfârşit va extenuà pe adversar, *b)* va exasperà poporul german, împlântându-i un neînvins dor de revanşă, din care va ieşì catastrofa finală şi liberatoare, *c)* va umpleà lumea de milă faţă de poporul german obijduit. Organul de publicitate cel mai de seamă este *Die Kreuzzeitung*, condusă de contele Westarp.

Vine apoi *Centrul* catolic. Acest partid s'a născut la 1852 din «fracţiunea catolică», o grupare politică înjghebată în Camera prusiană spre a protestà împotriva unor măsuri religioase. S'a întărit însă repede în timpul mişcării zise *Kulturkampf*: lupta preoţimii împotriva regimului confesional, pe care vroià să-l introducă Bismarck. E atunci o eră de persecuţii, în care un mare număr de preoţi, deputaţi ai centrului, şi jurnalişti au avut să sufere măsuri penale. Dar aceste persecuţii au avut acelaş rezultat, ca şi cele îndreptate împotriva socialiştilor: în scurt timp centrul se ridică dela 63 la 93 de deputaţi, devenind astfel cel mai puternic grup politic din Reichstag.

Centrul este o adevărată enigmă politică: el cuprinde într'un tot elementele sociale cele mai diferite, din straturi sociale cu interese diametral opuse. Concilierea acestor interese diverse, concentrarea lor în acelaş organism politic, presupune la şefii centrului un dor de organizare, care impune respect. Nota comună, predominantă a tuturor forţelor alcătuitoare este preocuparea confesională; totuş această grupare se adresează, înainte de toate, elementelor reacţionare: ţăranilor şi meseriaşilor, fără a nesocotì însă celelalte clase sociale, din care a izbutit să-şi atragă un însemnat număr de credincioşi. Organe de publicitate centriste mai de seamă sunt: *Germania* şi *Koelnische Volkszeitung*.

Alăturea de aceste partide, şi de egală însemnătate politică, este partidul liberal, reprezentant al intereselor burgheziei germane. De fapt în Germania nu a existat un singur organ politic al liberalismului, deaceea aici nu se poate vorbì de un partid, ci de mai multe partide liberale. Nucleul comun al tuturor fracţiunilor liberale germane este grupul progresist din Prusia. Acesta s'a alcătuit la 1861, spre a rezistà militarismului lui Bismarck. Dar victoria dela 1866 l-a făcut să-şi schimbe atitudinea, şi să devină guvernamental. Astfel dela această dată grupul progresist s'a constituit în «partid naţional liberal» german, şi a devenit sprijinul politicii cancelarului de fier. Aceasta a putut dăinui până la inaugurarea politicii imperialiste protecţioniste (1879). Cu prilejul acestui mare eveniment burghezia germană se scindează: un grup este câştigat pentru politica protecţionistă şi se apropie în această privinţă de partidul conservator agrarian, care erà deopotrivă de interesat la această politică. Acest grup reprezintă interesele industriei grele germane, şi păstrează numele vechiu de partid naţional liberal. Alt grup însă, care reprezintă interesele burgheziei mai mărunte, luptă înainte pentru liberalismul în forma sa clasică, şi ia numele de partid libercugetător: «*deutsche freisinnige Partei*», sau mai scurt «*Freisinn*».

După proclamarea republicii partidul naţional liberal, reprezentant al industriei grele şi preconizând o politică de forţă şi de expansiune, şi-a schimbat titulatura veche, luând numele de «partid al poporului» *(deutsche Volkspartei)*. El este un partid al ordinei, luptă pentru intensificarea producţiei prin concentrarea întreprinderilor şi mărirea timpului de lucru. Personalitatea sa cea mai marcantă este Streseman, vechiu sindic al ligii industriaşilor saxoni; tot din această grupare face parte şi Stinnes. Presa sa este bogată; în fruntea tuturor periodicilor sale stă vechiul ziar oficial german: (Nord) *deutsche allgemeine Zeitung* (organ al lui Stinnes), apoi *Die Zeit* (în legătură cu Streseman), *Lokal-Anzeiger*, *Der Tag*; deasemenea un impunător număr de cotidiane de provincie, între care *Koelnische Zeitung* şi *Frankfurter Zeitung* ţin locul de frunte.

Celelalte elemente burgheze, sincer liberale, «libercugetătorii», împreună cu elementele din stânga ale vechiului partid naţional liberal, au fondat în era republicană «partidul democrat» *(Deutsche demokratische Partei)* strâns

în jurul grupului dela *Berliner Tageblatt*, şi conţinând mulţi reprezintanţi ai burgheziei evree. Acesta este un partid sincer republican, luptă pentru îndeplinirea obligaţiilor faţă de aliaţi, dar s'a compromis mult înaintea naţiunii germane, fiindcă străduinţele sale de împlinire a obligaţiilor Germaniei n'au putut să câştige simpatia aliaţilor pentru poporul german. Din sânul său a ieşit şi reprezentantul cel mai autorizat al politicii de reparaţii: W. Rathenau.

Presa sa este deasemenea foarte bogată, şi de mare însemnătate. Cele mai răspândite organe sunt: *Berliner Tageblatt, Vossische Zeitung* şi *Morgenpost*. La acestea se alătură un mare număr de periodice de provincie.

Ceeace autorul ne spune, în ultimele capitole ale lucrării sale despre frământările partidului socialist, se reduce în genere la lucruri cunoscute.

Cartea conţine numeroase şi preţioase date, autorul ei fiind un distins cunoscător al vieţii sociale germane.

Şt. Zeletin

MAX WEBER: *Wirtschaftsgeschichte* (Abriss der universalen Sozial- und Wirtschaftsgeschichte) 1923, München şi Leipzig, Dunker & Humbold. (Intocmit de Prof. S. Hellmann şi Dr. M. Palyi).

De sigur, nu în Germania lipsesc manualele de Istorie economică. Şi totuş, unul ca al lui Max Weber nu se scrisese încă. Acesta din urmă prezintă însuşiri şi utilităţi pe care nu le au lucrările, deja clasice, ale unui Bücher, Sombart sau Below.

Mai întâiu e o carte *scurtă*: 300 pagini (Bücher are 1500, Below vreo 1000, Sombart vreo 2000), fără ca prin aceasta să fie superficială. Dimpotrivă, cred că cetitorul începător va culege dintr'însa mult mai multe cunoştinţe decât din cele 5 volume ale lui Schmoller.

In fond, toate cărţile amintite mai sus au fost scrise, mai întâiu de toate, pentru studenţi. Dar nici una nu este atâta de desăvârşit adaptată scopului urmărit, ca «Wirtschaftsgeschichte» a lui Max Weber.

Din punctul de vedere al cuprinsului, regăsim aceeaş utilitate. Toate cărţile mai bune de Istorie economică, ori încep, ori se opresc la mijlocul povestirii. Cartea lui Weber începe dela început până la perioada numită Hochkapitalismus. Pe aceasta din urmă era inutil să o mai descrie, pentrucă studenţii o aveau, expusă pe larg, în cursul de economie politică analitică (căci «Ştiinţa» economică nu e, în mare parte, decât o descriere, fără prea mult simţ istoric, a stării din zilele noastre).

De sigur nu trebuie să cătăm originalitate într'o carte ca aceasta, unde scopul e mai cu seamă *informarea*. Dealtfel, în chestiunea agrară şi în aceea a relaţiilor dintre capitalism şi protestantism, Max Weber ne-a spus de mult, şi pe larg preţioasele sale descoperiri. Acì nu face decât să reproducă numai ce rămâne neclintit şi necontroversabil din teoriile sale.

Afară de aceasta, de mult s'a observat că între Weber şi Sombart este o simţitoare asemănare de concepţii; că însemnătatea pe care o dă Sombart acelor «Gesinnungen» ale diverselor epoci, şi în general, curentelor ideologice dintr'o societate, se apropie mult cu înrâurirea dintre economic şi religie pe care o subliniază Weber. Şi dacă Sombart, în «Moderner Kapitalismus», se serveşte adesea de cercetările lui Weber, în schimb şi acesta din urmă aproape reproduce definiţiile lui Sombart despre Capitalism.

Cu toate însă că «Istoria» lui Weber este o «carte de rezultate» şi nu una de «cercetări», i se poate găsi o originalitate faţă de antecesoarele ei: este cea mai sociologică din toate.

Şi aceasta pentru un motiv foarte simplu.

Ştim că o carte de economie politică este cu atât mai sociologică, cu cât studiază fenomenele economice comparându-le *mai des* cu altele, de altă natură (politice, juridice, etc.). Dar, acì, trebuie evitată o primejdie. In deobşte, aspectul politic şi cel juridic al unei chestiuni este amestecat cu cel economic. Luaţi cel dintâiu manual de Economie politică şi veţi vedeà, deavalma, descrierea fenomenului, legislaţia lui, soluţia, sau mai des: soluţiile de îndreptare. Aceasta nu mai e sociologie; nu mai este paralelă, comparaţie—, ci confuzie.

Dar, o asemenea primejdie este imposibilă când celălalt termen al comparaţiei este de natură religioasă. Deosebirea sa faţă de fenomenele economice e prea mare ca să mai fie vreun risc de confuzie.

Acesta e tocmai meritul cel mare al cărţii lui Weber. Poate fiindcă s'a ocupat multă

vreme cu «Religionsoziologie». Poate fiindcă își dă seamă că comparația economică-religioasă este cea mai sigură din toate. Fapt este că «Wirtschaftsgeschichte» se deosibește de înaintașele sale prin importanța mare ce se dă înrâuririi dintre religie și viața economică.

Atrag atenția. E vorba de religia propriu zisă, cu practicile sale proprii —, și nu, ca la Sombart, de acel «Geist» colectiv care se desprinde dintr'o întreagă epocă și unde factorul religios are o influență foarte parțială și foarte indirectă. Aceasta îl face chiar să-i conteste lui Sombart credința în aportul așà de covârșitor al Evreilor la începuturlle Capitalismului. Weber pune religia creștină pe acelaș plan ca și cea mozaică, din acest punct de vedere.

Cartea lui Weber cuprinde vreo 100 pagini despre economiile agrare ale primelor începuturi; alte 100 pagini despre începuturile industriei, comerțului și circulației monetare, într'un cuvânt despre perioada de tranziție a Vorkapitalismului; în sfârșit, ultimele 100 pagini sunt consacrate Capitalismului.

Pe lângă însușiri de claritate în expunere (însușire întâlnită destul de rar la Max Weber, care de obiceiu scrie cam încâlcit) —, cetitorul va găsi indicații bibliografice bine triate și cu precizie citate.

D. I. Suchianu

ANDRÉ HONNORAT: *Un des problèmes de la paix. La sécurité de la France.* Din publicațiile societății franceze de istorie a răsboiului. — Paris, Alfred Costes, 1923.

Franța sperase că răsboiul va aveà 2 sancțiuni: de a potolì gustul aventurilor militare punând în sarcina vinovaților de catastrofa dela 1914, reparația daunelor pricinuite de ei; de a împiedicà reîntoarcerea unor astfel de nenorociri, prin mijlocul unui pact solemn de alianță defensivă între cei ce luptaseră împreună.

Franța n'a avut decât decepții în aceste așteptări.

Siguranța Franței puteà fi pusă la adăpost sau printr'o puternică organizație internațională, sau printr'o garanție materială și teritorială.

Proiectul depus de d-l Léon Bourgeois la Conferința de pace aveà de scop să pună Societatea Națiunilor în situație să asigure asociaților o protecție eficace, prin aceea că Statele contractante ar fi dispus de o forță militară comună.

Englezii și Americanii n'au vrut să dea contingente unei forțe internaționale și au refuzat orice idee de colaborare militară indefinită, cu alte popoare.

Atunci s'a oferit Franței un tratat de garanție din partea Angliei și Statelor-Unite.

Garanția dată de Wilson n'a fost ratificată de Senatul american. S'a spus în acest Senat că aranjamentul special dintre d-l Wilson și Franța însemnà lipsa de încredere absolută a d-lui Clemenceau în Societatea Națiunilor. S'a declarat că mamele, surorile, soțiile și logodnicile americane nu sunt dispuse să garanteze neatârnarea politică și integritatea teritorială a tuturor națiunilor de pe glob. Astfel a rămas fără consecințe afirmarea d-lui Wilson către d-l Brătianu că dacă hotarele fixate la Versailles ar fi atacate, Statele-Unite vor trimite armata și flota lor pentru a apărà pe cel atacat (p. 44).

Garanția dată de Anglia erà subordonată de ratificarea în Statele-Unite a garanției americane și a rămas deci deasemenea literă moartă. In cele din urmă o propunere engleză subordonà un acord cu Franța condiției ca Franța să coopereze cu Anglia la refacerea economică și financiară a Europei, cuprinzându-se și Rusia și să se înțeleagă și în privința politicii de urmat în Orient. Cu alte cuvinte Anglia cereà Franței să-i adopte politica externă. La 1 Oct. 1921, înaintea celei de a doua adunări a Societății Națiunilor, Franța a susținut teza că reducerea armamentelor nu este cu putință decât în măsura in care securitatea țării este asigurată. «Mergem toți — a zis d-l Noblemaire — spre aceeaș stea,... dar nu uit că este al nostru fabulistul care a povestit pățania astrologului care cade în puț».

La a treia adunare a Societății Națiunilor d-l de Jouvenel a susținut aceeaș teză ca Italia, Brazilia, România și Portugalia, că pactul general trebuie să fie precedat de pacte particulare. Prin pacte particulare națiunile mari ar luà angajamente nu numai unele față de altele, dar și față de națiunile mici, de cei slabi, ar garantà hotarele cele mai amenințate, ar permite astfel reducerea armamentelor de către națiunile pentru care sarcinile militare sunt mai grele.

La 15 Iunie 1923, guvernul francez și-a

expus iar punctul de vedere. Trebuie ca Societatea Naţiunilor să recunoască validitatea tratatelor existente cunoscute între State; să recunoască necesitatea unor «măsuri speciale» pe care un Stat, care se simte ameninţat, crede că trebuie să le ia. Astfel, orice asistenţă conţine o parte de risc şi nu poate dispensà nici o ţară de a veghià la siguranţa ei prin propriile ei mijloace.

Şi în sfârşit proiectul francez prevede pentru asociaţia internaţională a Statelor măsuri eficace de sancţiuni militare şi mijloace financiare pentru ca asemenea sancţiuni să fie posibile. Mai prevede că acordul general nu exclude acorduri complimentare între două sau mai multe din părţile contractante.

Deocamdată, Franţa, susţinută de Anglia şi de Mica Inţelegere, a făcut să se adopte principiul că o reducere de armamente nu poate fi decât proporţionată cu garanţiile de securitate date prealabil şi a făcut să triumfe teza acordurilor defensive particulare.

Ioan C. Filitti

CE QUI SE PASSA RÉELLEMENT À PARIS EN 1918—1919: histoire de la conférence de la paix par *les délégués américains*, publiée par le colonel *House*, commissaire plénipotentiaire des États-Unis, et *Charles Seymour*, professeur d'histoire à l'Université de Yale, traduction française par Louis-Paul-Alaux, avec cinq cartes dans le texte. Payot, Paris, 1923, 346 pag.

Cartea aceasta nu s'a scris ca să apere, cumva, punctul de vedere american la Conferinţa Păcii. Nici nu e propriu vorbind o carte, cu o singură idee centrală urmărită, pe sprijin de documente, dela întâia până la cea din urmă pagină. Ea a ieşit din punerea la un loc a celor optsprezece conferinţe ţinute în iarna 1920—1921 la Academia de muzică din Filadelfia, de delegaţii Statelor-Unite în marele sfat diplomatic dela Paris. Tocmai deaceea însă, pentrucă nu e numai simplul exponent al unui punct de vedere şi nu sporeşte cu încă unul volumele de informaţii controversate. *Ceeace s'a petrecut în adevăr la Paris în 1918—1919* e o carte reprezentativ americană şi cea mai documentată şi de încredere din câte s'au tipărit despre desbaterile care au urmat marele armistiţiu.

E reprezentativ americană din multe pricini. Cea mai slabă sigur că nu e aceea care a fost chiar prilejul conferinţelor sau spiritul lor: poporul american şi lumea trebuià să afle, dela cei mai chemaţi s'o ştie, că hotărîrile conferinţei n'au fost, cum pretutindeni s'a dus vâlva, hotărîrile a patru oameni. Aceşti patru oameni, Wilson, Clemenceau, Lloyd George şi Orlando, n'au făcut decât să-şi însuşească abià cu uşoare modificări, concluziile unor nesfârşite lucrări pregătitoare de experţi şi de comisii speciale. Dacă aceste hotărîri n'au putut să mulţumească pe toţi, e că, întâiu, oricum ar fi fost ele, interesele fiind adesea contradictorii, nu puteau mulţumi, şi, apoi, pentrucă, din aceeaş greutate fără deslegare, ar fost totdeauna rezultatul unor compromisuri. In criteriile dreptăţii internaţionale şi ale ştiinţei s'a amestecat de foarte multe ori criteriul oportunist al politicii. Şi cu toate acestea pacea a alcătuit o netăgăduită înaintare faţă de tot ceeace se cunoşteà până acum.

In precuvântare sunt preţioase caracterizările fruntaşilor conferinţei, făcute de personajul acela tăcut şi tainic, trimisul lui Wilson în Europa, care îi aveà toată încrederea şi a organizat din nimic serviciul de informaţie american, adevăratul ticluitor al clauzelor păcii. E vorba de colonelul House.

Dintre cei adunaţi de marea conferinţă, «unii dominau şi ajunseră curând centrele grupurilor de unde au radiat programe politice şi păreri. Wilson, Clemenceau, Lloyd George, Orlando, Paderewski, Venizelos, Smuts Makino şi Wellington Koo îşi aveau fiecare partizanii entuziaşti. Intre toţi, se ridică Clemenceau, figura cea mai izbitoare a conferinţei. Nici o îndoeală, nici o taină nu-l înconjură. El s'a luptat, în timp de pace ca şi în timp de răsboiu, deschis, inteligent şi bărbăteşte pentru Franţa lui mult iubită. Nimeni altul n'a părut înzestrat în adunarea această memorabilă cu o destoinicie atât de aleasă. El a stârnit dragostea câtorva şi admiraţia tuturor.

«Din Paderewski şi Wilson se desfăceà o putere de idealism quasi romantic ce lipsià celorlalţi. Unul strânsese laolaltă rămăşiţele unui regat sfărâmat şi făcuse din ele o republică tânără, tare şi liberă. El venià ca purtătorul de cuvânt al unui neam străvechiu ale cărui nenorociri şi suferinţe deşteptaseră simpatiile lumii întregi. Artistul, patriotul, omul acesta de Stat a ştiut să mişte congresul şi să-l facă să dea dreptate patriei lui, schimbând un mare

vis într'o realitate. Focul elocvenţii lui a reînviat Polonia şi a adus o strălucire nouă unui nume dinainte faimos.

«Cât despre Wilson, el trezise conştiinţa şi aspiraţiile omenirii. In clipa când a fost la apogeul înrâuririi şi al puterii, n'a existat chip mai mare şi mai dătător de fiori, căci el vorbià în numele forţelor morale şi spirituale ale lumii. Opera lui la Paris a fost neobosită şi dezinteresată. Şi numai la întoarcere în Statele-Unite ca să-şi facă darea de seamă, a fost izbit de o catastrofă, care a ruinat clădirea ridicată cu atâta trudă şi cu sprijinul aliaţilor.»

Capitolul întâiu vorbeşte despre preparativele păcii. E datorit lui Sidney Edward Mezes, dela College of the City of New-York, şef al secţiei teritoriale în comisia americană a Păcii. El arată cum s'au pregătit întâiu pentru intrarea în războiu şi, apoi, pentru masa verde a tratativelor păcii, Americanii. Ca şi în industria lor şi în alte manifestări ale vieţii ei au lucrat repede şi temeinic, pentrucă s'au dat pe seama specialiştilor şi li s'au încrezut fără îngrădire şi cârcotă. Cel care a avut atunci toate firele în mână a fost Colonelul House. El a făcut apel la câţiva universitari şi militari competenţi şi siguri şi a organizat strângerea de imense materialuri informative în legătură cu problemele răsboiului. S'au studiat America de Sud, Rusia, Africa şi Insulele Pacificului, care nici n'au venit în discuţie. Dar s'au studiat şi toate acele probleme, economice şi politice, ale Europei în jurul cărora s'au încins în 1919 marile lupte diplomatice. In cele mai multe cazuri, materialul american, unic, a servit ca bază de discuţie şi a dat şi soluţiile.

In capitolul al doilea, Clive Day, dela Yale University, şef al diviziei balcanice, vorbeşte de atmosfera şi organizarea conferinţei păcii. In faţa părerii populare sau ziaristice despre un fel de Parlament al Omenirii având să pue temelii drepte şi veşnice sau despre o Melodramă cu trei roluri prime şi cu nenumăraţi figuranţi meniţi să scoată în relief pe cei trei mari actori, expertul descrie plastic de ce oportunităţi a fost urzit Tribunalul păcii. Tot ce e pompă şi fast, dela cabinetul măreţ al Ministerului afacerilor străine francez de pe Quai d'Orsay până la declaraţiile fără sfârşit şi zădarnice ale reprezentantului fictiv al Albaniei, un bătrân turc, e izbit deopotrivă de acelaş blam. Se arată evoluţia înceată dela consiliul ineficace al celor zece până la comisiile de specialişti şi la consiliul celor patru. Cei patru sunt puşi în adevărata lor lumină, de oameni îndrăsneţi, cari, atunci când discuţia ameninţă să se potmolească, — au ştiut să ià asupra-le ceva de care toţi se fereau: răspunderea. «Ei au hotărît că la o anumită dată — pe care aproape au fixat-o, va fi gata un tratat gata pentru semnat de Germania. Dar puterea lor de determinare exactă a termenilor acestui tratat a fost foarte exagerată».

«Ani vor trece până când să domnească o adevărată pace. Răsboiul a deslănţuit forţe oarbe şi puterile lumii au fost tot atât de neînstare să le potolească în 1919, pe cât au fost în 1914 şi sunt-şi azi. Nici o conferinţă omenească a păcii nu puteà să depărteze dela noi aceste nenorociri. Conferinţa dela Paris a fost cu deosebire omenească, iar criticul, uşor poate arătà cu degetul părţi în lucrarea ei care ar fi fost mai bune într'o lume mai bună. Dar cel puţin aceasta trebuie recunoscut: alături de congresul dela Viena sau dela Berlin, conferinţa dela Paris a cercetat probleme mult mai întinse, a studiat mai ştiinţific şi a căutat mai ales cu mai multă aprindere să împace hotărîrile ei cu principiile dreptăţii».

Capitolul al treilea dă lămuriri despre noile graniţe ale Germaniei, cu toată îndreptăţirile sau încălcările istorice, politice, economice şi etnografice. Se cercetează chestia Schleswigului, a Belgiei, a Luxemburgului, a Alsaciei Lorene, a malului stâng al Rinului şi a văii Sarrei, de către Charles Homer Haskins dela Harvard University, şef al diviziei Europei apusene. Partea Poloniei se găseşte în capitolul al patrulea şi e tratată de Robert Howard Lord, tot dela Harvard University, şef al diviziei poloneze.

Capitolul al cincilea se chiamă Sfârşitul unui imperiu: Rămăşiţele Austro-Ungariei, de Charles Seymour dela Yale University, şef al diviziei austro-ungare. Iată câteva trăsături de condeiu, printre care se strecoară şi chipuri româneşti.

«Aceste audiţii (de ascultare a cererilor diferitelor naţionalităţi) aveau loc la Quai d'Orsay, în cabinetul lui Pichon decorat cu covorul lui vechiu alburiu ca mărgăritarele, cu trandifiri roşii, şi cu bogatele tapiţerii de gobelinuri, cu înaltele ferestre dând pe pajiştele desăvârşite ale grădinilor Ministerului afacerilor străine. In mijloc, îndărătul unui biurou imperiu, masiv, impasibil, cu faţa ce-

nuşie, cu mâinile liniştit încrucişate şi veşnic înmănuşate cenuşiu, şedeà Clemenceau, într'o atitudine de îngăduinţă plictisită. In înţelepciunea lui cinică, el nu crezuse niciodată că sfârşitul răsboiului aveà să readucă vârsta de aur şi certurile acestea naţionale i se păreau cu desăvârşire fireşti, cu toate că sâcâitoare. Starea lui sufletească aspră şi sarcasmul muşcător se dădeau la iveală prin rari întrebări şi contrastau cu aplicarea răbdătoare a preşedintelui Wilson aşezat la dreaptă-i şi căruia — nu e fără interes să se arate — toţi solicitatorii aveau aerul să se adreseze ca omului dreptăţii în care se puneau toate speranţele. Lângă Americani: Lloyd George şi Balfour, contrast izbitor. Primul ministru englez, ca mistuit de un fel de energie electrică, mereu aşezat pe marginea scaunului, întrebând şi întrerupând; Balfour, cu picioarele întinse, cu capul lăsat pe spatele fotoliului, închizând câteodată ochii, filozof şi cu totul la adăpost de acele izbucniri neaşteptate de entuziasm care uneori îl ridicau din loc pe şeful său. Apoi, tot la dreapta, Japonezii, cu faţa nemişcată de sfinx, tot aşà de tainici ca Monna Lisa. In faţa lui Clemenceau: Italienii; Orlando, elocvent şi înflorit, şi Sonnino cu profilul de vultur, cu nasul puternic şi cu falca asemenea unui zăvor. In colţuri, secretarii. Indărătul şefilor, ataşaţii şi experţii cu hărţile şi statisticile lor, murmurând cu glas slab corectări la afirmările făcute de delegaţii naţionalităţilor.

«Aceştia se înfăţişau în picioare sau aşezaţi înaintea biuroului lui Clemenceau şi expuneau revendicările particulare ale noului lor Stat sau ale ţării lor mărite. Erau Brătianu, românul cu barba neagră, mai mult supărat, luptând pentru tratatul din 1916, simţitor la orice opoziţie; sau, contrast ciudat, tânărul şi surâzătorul ministru al afacerilor străine al Republicii Cehoslovace, Eduard Beneş, ispititor şi deschis, dând impresia franchetei. El contribuise mult la organizarea revoluţiei care măturase pe Habsburgi şi la organizarea armatei cehoslovace în Siberia; dibăcia lui diplomatică contribuise din plin, împreună cu cinstea solidă a preşedintelui Masaryk, la recunoaşterea noului Stat de către Aliaţi. Alteori solicitatorul se nemerià să fie Dmowsky, polonezul, cu fruntea tăiată de sprâncene dese, limpede şi logic, al cărui ascuţiş satiric rănià tot aşà de sigur, cu toate că mai puţin făţiş decât invectiva clocotitoare a lui Brătianu» (pag. 85, 86).

Capitolul al şaselea vorbeşte despre Fiume şi problema Adriaticei, prin şeful diviziei graniţelor, Douglas Wilson Johnson dela Columbia University; al şaptelea despre Constantinopol şi Balcani, de întâiul consilier teritorial, Isaiah Bowman dela American Geographical Society. Aici se arată că o cincime din Bulgari locuesc dincolo de hotarele ţării lor: 200.000 în Tracia, 200.000 în Dobrogea şi 800.000 în Macedonia. Capitolul al optulea tratează despre problema armeană şi desmembrarea Turciei, prin şeful diviziei răsăritene, William Linn Westermann, dela Cornell University, iar al noulea despre ocrotirea minorităţilor şi a indigenilor din teritoriile transferate, prin consilierul juridic, Manley Ottmer Hudson. Acest capitol e plin de protestările delegatului român: «D-l Brătianu declară că înţelege cu greu ca Italia şi România să nu fie deopotrivă supuse unor îndatoriri asemănătoare; d-nii Brătianu şi Paderewski respinseră cu putere nişte îndatoriri cari nu erau impuse tuturor membrilor Societăţii Naţiunilor». Două pagini vorbesc despre situaţia Evreilor din România dela 1878 încoace (176—177). Consilierul juridic, James Brown Scott scrie în capitolul al zecelea despre procesul Kaiserului, consilierul economic Thomas William Lamont, în al unsprezecelea, despre reparaţii, alt consilier economic, Allyn Abbott Young, dela Harward University, despre regulamentul economic, în al doisprezecelea. Samuel Gompers, preşedintele comisiei internaţionale a muncii la conferinţa păcii scrie cu încredere şi cu mândrie faţă de biruinţa punctului de vedere american în prevederile tratatului de pace privitoare la muncă, în capitolul al treisprezecelea. Trei capitole urmăresc problemele speciale ale administraţiei economice în timpul armistiţiului, de cunoscutul director general al aprovizionării, Herbert Hoover; flota Atlanticului în marele răsboiu, de comandantul şef al flotei, Henry Thomas Mayo, şi problema dezarmării, de reprezentantul militar al Statelor Unite în consiliul suprem de răsboiu şi comisar plenipotenţiar la conferinţa păcii, Tasker Howard Bliss. Capitolul al şaptesprezecelea se opreşte la constituţia Societăţii Naţiunilor, despre care scrie consilierul juridic David Hunter Miller, şi cel din urmă, de însuş colonelul House, la o privire retrospectivă asupra păcii dela Versailles.

Informaţia lucrării e dela izvor, bogată şi

trecută prin luminoase criterii de grupare și de apreciere. America apare deacolo, puțin la o parte, chiar când se amestecă mai mult în treburile europene. Viața de Stat, desvoltarea sufletească, așezarea ei o fac să înțeleagă mai greu, lucruri la care noi ținem și care pe noi ne frământă, fără să fie deloc fundamentale. Răsboiul capătă, văzut de peste ocean, un fund adânc și o altă atmosferă. Ideea de catastrofă pentru civilizație și de ruină pentru cultură, se alege convingătoare. Un orizont de morală înaltă, ridicat cu brațe de gânditori sociali și practicieni ai politicii peste erezurile vechei vieți de Stat, strălucește adamantin la urmă, ca o nădejde de uscat la capătul unor rătăciri desnădăjduite pe mări fără busolă.

Emanoil Bucuța

BULETINUL INSTITUTULUI SOCIAL ROMÂN

ACTIVITATEA SECȚIEI SOCIOLOGICE

Secția sociologică a I. S. R. se pregătește anul acesta de muncă largă și intensă. Incă dela începutul anului trecut figură în programul ei de activitate, între alte chestiuni, și aceea a reformei învățământului. In cursul lunii Februarie secția și-a convocat membrii, spre a luà înțelegere asupra normelor de lucru. Au participat la această ședință, între alții, d-nii S. Mehedinți, C. Rădulescu-Motru, Gr. Antipa, G. O. Scraba etc. Din discuțiile urmate cu acest prilej s'a ajuns la convingerea că, față de întinderea și complexitatea problemei reformei învățământului, este de neapărată nevoie să i se consacre exclusiv un intreg an de lucru. Drept aceea s'a alcătuit o scrisoare-program, care în cursul lunii Iunie a fost trimisă tuturor persoanelor, din a căror activitate se poate desprinde o preocupare statornică de problemele școlii. Această scrisoare aveà îndoitul rost: a) de a chemà la lucru toate persoanele pregătite, de care dispune învățământul nostru, și b) de a fixà normele, după care secția sociologică crede că trebuie să se soluționeze problema în desbatere. Iată conținutul scrisorii:

Stimate domn,

Față de însemnătatea științifică și națională a problemei «Reformei Invățământului», secția sociologică a I. S. R. a crezut că răspunde unei imperioase trebuințe, punând în programul ei de lucru pentru anul viitor această problemă. Ne propunem a închinà activitatea noastră din întreg cursul acestui an, unei amănunțite și adâncite cercetări a învățământului de toate treptele și toate categoriile, cu scopul de a stabili norme valabile pentru o reformă sănătoasă.

La această hotărîre a fost călăuzită secția sociologică de considerația că problema «Reformei învățământului» nu poate afla o soluție temeinică, decât atunci când va fi îndrumată și cercetată pe baze sociologice. Toată lumea crede a ști că învățământul este o pregătire pentru viață. Intrebarea e însă: s'a limpezit indestul ceea ce trebuie să se înțeleagă prin această pregătire? Credem că răspunsul nu poate fi decât negativ.

Este în adevăr un lucru evident pentru oricine, că viața omenească nu decurge numai în sânul naturii, ci de asemenea — și mai ales — în sânul societății că omul nu e chemat numai să cunoască și să mânuiască forțe naturale, ci înainte de toate să îndrumeze și să orânduiască așezămintele societății; că fericirea sa nu atârnă într'atât de felul cum împlinește prima sarcină, cât de felul împlinirii celei din urmă. Ar fi fost deci de așteptat ca pregătirea dată tinerimii prin învățământul public, să meargă în aceste două direcții fundamentale: *cunoașterea naturii* și *cunoașterea societății*. In loc de aceasta, pregătirea școlară s'a concentrat asupra inițierii în tainele naturii, prin învățământul științelor respective. S'a făcut ca și cum omul n'ar aveà relație în viața sa decât cu lucruri moarte, cu forțe naturale; ca și cum soarta sa ar atârnà numai de cunoașterea și stăpânirea acestor forțe. Condițiile vieții sociale, și cu aceasta latura esențială pentru viața omenească, au fost în întregime nesocotite.

E vorba să găsim un remediu pentru acest neajuns, să aflăm mijlocul de a umpleà un gol, fără care învățământul este mai mult decât necomplet: îi lipsește însăș măduva. Materia învățământului trebuie să cuprindă aceste două categorii principale: *științele naturii* și *științele sociale*, corespunzând celor două nevoi fundamentale ale vieții; de a se orientà atât asupra alcătuirii naturii, cât și a societății. Insemnătatea, pe care școala o va da acestor două ramuri de învățământ, atârnă în chip firesc de însemnătatea pe care obiectul lor o are pentru viața omenească. Care din cele două realități — natura și societatea — cercetate de cele două categorii de științe, stă în mai intimă legătură cu viața omenească și-i înrâurește mai de aproape soarta? Nu e nevoie de multă chibzuire, spre a vedeà că aceasta e societatea. De aceea științele sociale vor trebuì să alcătuiască esența învățământului, pârghia însăș a pregătirii pentru viață; în jurul lor se vor înseria ce-

lelalte ştiinţe, potrivit cu însemnătatea lor pentru viaţa omenească.

Dacă ştiinţele sociale sunt chemate a alcătui temelia învăţământului de toate treptele şi toate categoriile, înăuntrul lor totuş trebuie stabilită o graduare. In fruntea tuturor va sta învăţământul sociologic al istoriei sau mai bine istoria socială, cu deosebire istoria socială a României, şi din aceasta în primul loc istoria socială a României moderne. Pentru fiecare popor şi fiecare epocă, istoria va trebuì să cerceteze: a) instituţiile economice, b) instituţiile juridice şi politice, şi c) mişcarea artistică, religioasă, ştiinţifică şi filozofică. Pe această bază empirică, concretă, dată de învăţământul istoriei, se vor ridicà apoi noţiunile generale ale deosebitelor ştiinţe sociale, şi anume: a) noţiuni de *economie politică şi finanţe*, în deosebi economie şi finanţe naţionale; b) noţiuni *de drept;* c) *elemente de politică;* d) noţiuni de *ştiinţe de Stat*, şi ca încununarea tuturor: e) noţiuni de *sociologie* şi f) noţiuni de *morală şi instrucţie cetăţenească.* Scopul întregului învăţământ sociologic: *să cunoască elevul ţelurile evoluţiei sociale, în deosebi ale evoluţiei societăţii române; să se deprindă a se subordona acestor ţeluri, a se identifica cu ele şi a se jertfi pentru deplina lor înfăptuire.*

Selecţionarea deosebitelor materii de învăţământ sociologic, pentru fiecare treaptă şi fiecare categorie de învăţământ, e ceeace trebuie să limpezească lucrările noastre de anul viitor, la care, stimate domn, sunteţi cu stăruinţă rugat a luà parte.

Asupra fiecărei chestiuni alese se vor face comunicări (oral sau în scris) în şedinţele secţiei, după care vor urma discuţii contradictorii. Atât comunicările cât şi discuţiile vor fi publicate la finele lucrărilor într'un volum, care va sintetiza rezultatele din urmă ale activităţii noastre, şi va alcătui cel mai complet îndreptar pentru oricine va dori să se orienteze în mult desbătuta problemă a «Reformei Invăţământului».

Binevoiţi, vă rugăm, a ne răspunde până cel mai târziu la 15 Septemvrie, dacă sunteţi dispus a trata *chestiunea mai jos notată*, precum şi orice altă chestiune din program, asupra cărora aveţi toată competenţa; precum şi dacă veţi face comunicarea oral sau prin referat scris.

Preşedintele secţiei sociologice
D. Gusti

Secretar, *Şt. Zeletin*

PROGRAMUL ŞI LISTA COLABORATORILOR

I. Principiile directive ale reformei învăţământului	*I. Rădulescu-Pogoneanu*, Istoricul principiilor de reformă până la 1918. *S. Mehedinţi*, Legislaţia şcolară din 1918. *P. P. Negulescu*, Proiectul de reformă din 1922. *Dr. C. Angelescu*, Noul proiect de reformă.
II. Reformele recente ale învăţământului în străinătate	Italia, *R. Ortiz* Franţa: *C. Oprescu*, *M. Ralea* Belgia, Statele-Unite, *N. Petrescu* Austria, Germania: *H. Sanielevici*, *T. Vianu*

III. Reforma învăţământului de toate treptele

- 1. **Invăţământul primar**
  - *O. Ghibu* (Ardeal)
  - *Simionovici* (Bucovina)
  - *V. Păunescu*
  - *D. Ţoni*
  - *V. Lepădatu*
  - *A. Culea*
  - *I. Petrescu*
  - *I. Gabrea*
- 2. **Invăţământul normal, primar şi seminarial**
  - *C. Meisner*
  - *G. Bogdan-Duică*
  - *G. Scraba*
  - *I. Nisipeanu*
  - *Todicescu-Iaşi*
  - *V. G. Ispir*
  - *N. Popescu*
- 3. **Invăţământul mediu (post primar)**
  - *C. Meisner* (*Bürgerschule,* Ardeal)
- 4. **Invăţământul secundar**
  - *V. Bogrea* (Inv. clasic)
  - *Şt. Ciobanu* (Basarabia)
  - *Blaga-Braşov* (Ardeal)
  - *Enache Ionescu*
  - *D. Cădere*
  - *Procopovici* (Bucovina)
  - *Nicolae C. Ionescu*
- 5. **Invăţământ. universitar**
  - *Em. Antonescu* (Inv. juridic)
  - *M. Djuvara* (Inv. juridic)
  - *I. N. Angelescu* (Inv. economic)
  - *V. Madgearu* (Inv. economic)
  - *G. G. Antonescu*
  - *T. Brăileanu*
  - *V. Vâlcovici,* (Inv. tehnic)
  - *C. Buşilă* (Inv. tehnic)
  - *O. Onicescu* (Inv. ştiinţific)
  - *V. Ghidionescu*
  - *D. Gusti* (Inv. ştiinţelor sociale)
- 6. **Invăţământul particular şi minoritar**
  - *C. Rădulescu-Motru*
  - *V. Branişte*
- 7. **Invăţăm. profesional**
  - *N. Ghiulea*
  - *V. Madgearu*
  - *I. Răducanu*
  - *S. Cunescu*
- 8. **Cultura poporului**
  - *G. Mugur*
  - *A. Culea*
  - *D. Gusti*

IV. Probleme speciale pentru toate treptele învățământului	1. Rolul social al școalei	*V. Barbat*
	2. Școala muncii	*I. Nisipeanu*
	3. Invățământul istoric	*G. Marinescu* (Paris)
	4. Invățământul sociologic	*Șt. Zeletin*
	5. Invățământul moral	*P. Andrei*
	6. Invățăm. cetățenesc politic	*G. G. Antonescu*
	7. Indrumarea profesională	*Fl. Ștefănescu-Goangă*

Au răspuns, în scris sau verbal, toți cei chemați a luà parte la lucrările secției. Dar față de imposibilitatea, de a ținea în cursul unui singur an atâtea ședințe, câte ar fi trebuit pentru ca toți colaboratorii să-și poată desvolta comunicările lor, s'a recurs la următoarea măsură. Se vor trata în ședință publică numai principiile generale ale reformei învățământului, recentele reforme în Italia, Franța, Austria, Germania și țările Anglo-saxone precum și reforma învățământului superior. Celelalte chestiuni se vor discutà în anul viitor.

Astfel lucrările secției vor începe în cursul lunii Ianuarie cu cercetarea principiilor generale, după care urmează a se înfăptui reforma învățământului.

CICLUL DE CONFERINȚE PUBLICE

Adunarea Generală a membrilor din Maiu 1923 a hotărît ca al treilea ciclu de prelegeri publice să aibă loc tot în Aula Fundației Universitare Carol I și să trateze despre Politica externă. In mai multe ședințe ale Comitetului s'a hotărît apoi în amănunt și chestiunile care trebuiau să fie cercetate, precum și persoanele, membri ai Institutului sau necontestate competențe invitate, din afara cercului membrilor, cari urmau să se însărcineze cu prezentarea acelor chestiuni publicului. Prelegerile vor alcătuì împreună un volum, ca și întâiul ciclu, despre «Noua Constituție a României», și al doilea ciclu, despre «Doctrinele partidelor politice».

Programul noului ciclu e următorul:

Duminecă 9 Decemvrie, *Mircea Djuvara:* Principiile și spiritul ultimelor tratate de pace. Duminecă 16 Decemvrie, *Dem. Negulescu:* Curtea de Justiție Internațională. Duminecă 23 Decemvrie, *N. Titulescu:* Societatea Națiunilor, factor determinant în politica mondială. Duminecă 30 Decemvrie, *D. Iancovici:* Trei ani de activitate a Societății Națiunilor. Duminecă 27 Ianuarie, *D. Gusti:* Istoricul și Ființa Societății Națiunilor. Duminecă 3 Februarie, *Al. Vaida-Voevod:* Problema frontierelor românești. Duminecă 10 Februarie, *Virgil Madgearu:* Imperialismul economic și Societatea Națiunilor. Duminecă 17 Februarie, *Gr. Trancu-Iași:* Organizarea Internațională a Muncii. Duminecă 24 Februarie, *Eug. Neculcea:* Problema Reparațiilor. Duminecă 3 Martie *Gh. Tașcă:* Situația financiară internațională de după războiu. Duminecă 10 Martie, *Dr. G. Marinescu:* Cooperarea intelectuală națională și internațională. Duminecă 17 Martie, *Toma Stelian:* Chestiunea Dunării. Duminecă 24 Martie, *Gr. Antipa:* Problemele economice ale Dunării. Duminecă 31 Martie, *Vintilă Brătianu:* Situația economică și financiară creată României Noui în Europa. Duminecă 7 Aprilie, *A. Corteanu:* Confederația Dunăreană. Duminecă 14 Aprilie, *Eugen Botez (Jean Bart):* Dunărea și comisiile ei. Duminecă 4 Maiu, *C. Diamandi:* Problema strâmtorilor. Duminecă 11 Maiu, *Iuliu Maniu:* Problema minorităților. Duminecă 18 Maiu, *I. G. Duca:* Problema Micii Antante. Duminecă 25 Maiu, *N. Iorga:* Propaganda în străinătate.

† PAUL GRECIANU

Institutul Social Român a avut să îndure greaua lovitură a pierderii unuia din membrii săi fruntaşi. Paul Şt. Grecianu, Directorul bibliotecii şi al Sălii de lectură, preşedintele secţiei bibliografice şi administratorul cu delegaţie al fondurilor Institutului, s'a săvârşit din viaţă la începutul lui August. In lipsa din Bucureşti, în vacanţă, a celor mai mulţi dintre membri, d-nul Al. Costin a fost însărcinat să ia parte la înmormântare, împreună cu o delegaţie, şi să arate într'o cuvântare câtă preţuire păstră Institutul omului şi ce pagubă sufere şi el, alături de familie şi de societate, în pierderea lui.

Numai decât după trecerea vacanţei, Comitetul Institutului s'a adunat ca să-i serbeze amintirea. Cu acest prilej un portret a fost aşezat în sala de lectură, pentru ca aceasta să lucreze astfel şi de acum înainte sub acelaş ochiu care cu iubire o îndreptă şi supraveghea odinioară, iar doamna L. P. Grecianu a dăruit bibliotecii, în amintirea soţului său, o sumă de două mii de franci francezi anual pentru cumpărarea de cărţi străine. Aceste cărţi vor intră în bibliotecă cu arătarea că sunt luate din fondul Paul Grecianu.

Cu recunoştinţă şi pentru înveşnicirea şi pe această cale a amintirii lui Paul Grecianu, d-na L. P. Grecianu a fost proclamată în unanimitate membră donatoare a Institutului Social Român.

Cuvântare ţinută la immormântarea lui Paul Grecianu, 7 August 1923, (de către Al. Costin, secretarul Secţiei Juridice I. S. R.):

Sunt însărcinat să aduc din partea I. S. R. îndureratul ultim salut şi omagiul adâncii sale recunoştinţe pentru scumpul şi eminentul membru, devotatul şi nepreţuitul colaborator, care ne părăseşte aşà de înainte de vreme, Paul Grecianu,

Una din însărcinările cele mai grele în I. S. R. este aceea destinată să asigure mersul serviciului care se ocupă cu arhiva, biblioteca şi publicaţiile ce pot interesà pentru studiul problemelor cercetate de acest institut. Spre a îndeplinì un asemenea rol este necesar cuiva să aibă nu numai o neobosită energie, ca să ia sau să provoace iniţiative prielnice, — dar mai ales să-şi asume grija şi stăruinţa de fiecare moment, în a urmări şi realiză, printr'o conducere cât mai destoinică, atingerea scopurilor aşà de anevoioase ce şi-a propus această instituţie.

Primind să exercite atribuţiile de preşedinte al Secţiei de bibliografie şi de Director al Comisiei Bibliotecii I. S. R., Paul Grecianu a desfăşurat atâta râvnă şi îndemânare, a dovedit atâta pasiune ştiinţifică, spirit de orânduire şi de prevedere, închinându-şi partea cea mai aleasă a forţelor sale, ca o adevărată fire de elită, şi întru atât s'a identificat cu ocupaţiile ce singur a ştiut să şi le determine şi să le fixeze, — încât personalitatea lui se desprinde puternică, ca o încarnare ideală a rolului, ca o întruchipare model pentru viitor.

Situaţiile politice pe care le-a ocupat în decursul vieţii, în Parlament şi în partidul său, ideile şi concepţiile sale personale privitoare la problemele sociale atât de covârşitoare în vremurile de faţă, nu l-au abătut niciodată din drumul drept şi neşovăitor ce îşi croise pentru activitatea sa în sânul Institutului.

Cu delicateţa sa captivantă a ştiut totdeauna să distingă între desbaterile şi procedeele politice propriu zise, — de multe ori înrâurite de contingenţele înşelătoare —, şi discuţia senină, dialectica obiectivă a omului de ştiinţă, integritatea sufletească desăvârşită, caracteristică aceluia care nu urmăreşte decât adevărul pentru el însuş şi binele general fără vreun interes particular nemărturisit. Şi din acest punct de vedere Paul Grecianu rămâne icoana omului superior, care întrupează, fără sforţări sau lupte sfâşietoare de suflet, însuşirile necesare cercetătorului în domeniul ştiinţelor sociale.

Se păstrează vie în amintirea noastră impresia produsă de conferinţa clară, cumpănită şi adânc reflectată pe care Paul Grecianu a desvoltat-o acum 2 ani, asupra organizării financiare a ţării noastre, în legătură cu reforma constituţională. Soluţiile propuse în aceà prelegere scot în iveală nu numai cunoştinţele vaste şi priceperea reală a nevoilor financiare predominante, dar şi patriotismul său luminat, care îl făceà să conchidă că «respectul principiilor trebuie să devină o datorie cetăţenească simţită de toţi, căci altmintrelea haosul în care ne aflăm va dăinuì».

Multipla şi fecunda colaborare pe care a dat-o revistei «Arhiva pentru Ştiinţa şi Reforma socială», precum şi mai ales neobosita

străduinţă depusă pentru corespondenţa Institutului cu Societăţile ştiinţifice străine şi diferitele organe de publicitate, îi adaugă un nou titlu la gratitudinea inalterabilă a colegilor săi.

Luptător devotat pentru adevărul curat, suflet de o probitate neprihănită, de o bunătate şi de o modestie care contrastează izbitor cu exagerările vanitoase din timpul de astăzi, adversar hotărît al superficialităţii sgomotoase şi al oportunităţii ca sistem de cugetare şi de tendinţe sociale, — aceasta va fi imaginea sub care îţi vom păstră amintirea, prea iubite şi distinse coleg, — o amintire tot atât de neîncetată ca şi munca pe care ai închinat-o —, până la ultimele forţe, ce soarta ţi le-a îngăduit, — pentru propăşirea Institutului Social, şi o atât de luminoasă amintire, ca şi făclia pe care ai întreţinut-o pe altarul ştiinţei sociale române.

Ne rămâne, ca o supremă mângâiere, numai gândul că vei reprezentà pentru noi un simbol, pe care nu vom uità de a-l aveà mereu în faţa ochilor noştri şi de a-l cinstì cu cea mai pioasă recunoştinţă.

Să-ţi fie ţărâna uşoară!

PREMIUL INGINER MIHAIL MANOILESCU

Potrivit articolului 8 din regulamentul publicat în *Arhiva*, An. IV, No. 4—5 pag. 645, comitetul Institutului fixează pentru depunerea lucrărilor originale asupra oricărei chestiuni din domeniul economiei industriale din România (art. 2), data de 1 Aprilie 1924. Lucrările se vor înaintà la sediul I. S. R., Calea Victoriei 102 III.

Premiul este de 8.000 lei, prin sumarea şi a premiului de anul trecut care n'a fost acordat.

BULETINUL SĂLII DE LECTURĂ

Institutul Social Român a urmărit dela început punerea la îndemână membrilor şi publicului studios a unui cât mai bogat material bibliografic şi documentar pentru cercetarea deosebitelor chestii sociale. Acest material strâns şi catalogat, mai ales sub supravegherea lui C. Em. Krupenski şi Paul Grecianu, cari au lucrat cu entusiasm până la sfârşitul vieţii in arătatul scop, alcătueşte astăzi biblioteca Institutului, se poate consultà în sala lui de lectură şi e încredinţat conducerii unui director şi secţiei bibliografice.

De oarece pentru organizarea unei biblioteci deopotrivă de înzestrate în toate ramurile ştiinţei sociale ar fi trebuinţă de fonduri pe care nimeni la noi nu le-ar puteà furnizà sau găsì, Institutul a dat desvoltare ramurii de actualităţi şi de reviste. Chestiile la ordinea zilei sau de imediată preocupare, cum au fost, în legătură cu ciclurile de conferinţe publice: Constituţia, Partidele politice, Politica externă, sau cu activitatea unor secţii, a celei sociologice, de pildă: Problema învăţământului, au adus în sala de lectură aproape toată bibliografia corespunzătoare, română şi străină. Alături de ea, revistele de specialitate, buletinele de tot felul, comunicările periodice, desbaterile parlamentare, monitoarele oficiale dela noi şi de aiurea, buletinele bibliografice şi ziarele, în toate limbile europene mai cunoscute, dau o informaţie proaspătă în nenumărate domenii şi reprezintă o adevărată bibliotecă de periodice.

Pentru arătarea celor mai de seamă noutăţi intrate dela număr la număr al *Arhivei*, în sala de lectură, şi pentru înregistrarea, pe această cale, a creşterilor blibliotecii apare buletinul de faţă. El trebuie să dea cuprinsul cărţilor şi publicaţiilor, cu scurte caracterizări, şi n'are să încalce domeniul recenziei, căreia i se păstrează drepturile în toate cazurile când va fi potrivit să se revie.

DOCTRINELE PARTIDELOR POLITICE, 19 prelegeri publice organizate de Institutul Social Român, «Cultura Naţională», 303 pag. legat, 125 lei.

In acest volum apar conferinţele celui de-al doilea ciclu, ţinut tot la Fundaţia Carol I, în 1922—1923, după întâiul ciclu din anul precedent, publicat şi el în «Noua Constituţie a României, cu o anexă cuprinzând noile Constituţii europene». («Cultura Naţională», 1922, 125 lei).

După ce s'a căutat să se deştepte luarea aminte a opiniei noastre publice culte despre problemele ridicate de Legea fundamentală a Statului, în ajunul trecerii ei prin Parlament, s'a arătat, ca pe acelaş fir logic, trebuinţa cercetării diferitelor doctrine şi curente politice şi a înmlădierii lor în programele şi activitatea partidelor politice corespunzătoare. Reprezentanţi de frunte ai vieţii publice româneşti şi specialişti încercaţi au colaborat pentru luminarea acestui subiect gingaş. Rezultatul acestei colaborări, unice la noi, şi rarisime şi aiurea, îl găseşte fiecare în acest volum. Valoarea lui de manifestare şi de document e din acelea care n'au nevoie de subliniere.

Au cercetat: Doctrina naţionalistă, d-l N. Iorga; Concepţia conservatoare şi progresul, d-l C. Rădulescu-Motru; Doctrina conservatoare, d-l Al. Marghiloman; doctrina ţărănistă, d-l Virgil Madgearu; Doctrina liberală, d-l I. G. Duca; Liberalismul economic, d-l G. Taşcă; Neoliberalismul, d-l M. Manoilescu; Solidarismul social-economic, d-l I. N. Anghelescu; Solidarismul juridic, d-l Anibal Teodorescu; Solidarismul politic, d-l M. Popovici; Socialismul marxist şi Evoluţia socială, d-l Şerban Voinea; Socialismul de Stat, d-l I. Răducanu; Sindicalismul, d-l N. Ionescu; Anarhismul, d-l N. Petrescu; Lupta de clasă şi transformarea socială, d-l I. Moscovici; Ideologia şi tendinţele politice ale minorităţii maghiare, d-l Geza Kiss; Ideologia şi tendinţele politice ale minorităţii germane, d-l Hans Otto Roth; Partidul politic, d-l D. Gusti; Evoluţie şi Revoluţie, d-l M. Djuvara.

DIMITRIE GUSTI: *Fiinţa şi menirea Academiilor*, dicurs rostit la 10 Iunie 1923, în şedinţă solemnă sub preşedinţia A. S. R. Principelui Moştenitor, cu răspunsul d-lui Vasile Pârvan, secretarul general, «Academia Română — Cultura Naţională», 1923, 50 pag.

In discursul său de primire, noul membru al Academiei Române, după ce aduce oma-

giul său lui Constantin Giurescu, în al cărui loc a fost ales, schiţează planul unei organizaţii a Academiilor, întâiu în deobşte, potrivit vremurilor, şi apoi a Academiei Române, în deosebi. Academia nu mai apare ca o instituţie spirituală, sau ca o simplă împărţitoare de recunoaşteri, un obiect de lux social, ci ca «un templu naţional, ale cărui porţi totdeauna închise intrigii, nu se deschid decât la sunetul unui renume just». Dintr'un istoric al noţiunii, dela Bacon şi Leibniz încoace, cu diferitele înţelesuri avute, cuvântătorul ajunge la înţelesul de astăzi. El e închegat în şapte puncte, dintre care cel mai puţin însemnat nu e, şi nici cel mai puţin scump, sporirea numărului secţiilor Academiei, din care număr să nu lipsească nici secţia ştiinţelor sociale. Preamărirea Academiei se închee potrivit, cu preamărirea unei ramuri a cunoştinţelor omeneşti ajunsă astăzi la atâta îndreptăţită preţuire. Răspunsul d-lui Vasile Pârvan pune şi pe oameni în cadrul lor de valori statornice şi dă şi sforţărilor, vălmăşagului şi timpului, calificativul lămuritor.

MIHAIL MANOILESCU: *Politica producţiei naţionale* (Biblioteca economică îngrijită de Aristide Blank), «Cultura Naţională», 1923, 230 pag.

Autorul a strâns în această lucrare mai multe studii despre probleme în legătură cu refacerea ţării. Ca fost director al refacerii, şi apoi director general al industriei şi comisar general al întâei expoziţii de mostre dela Filaret, d-sa erà mai în măsură decât puţini să urmărească atâtea greutăţi actuale în posibilităţile de realizare. Cuvântul înainte arată că idealul politic al generaţiilor vechi s'a împlinit şi că noul ideal constructiv, cu întâia etapă cea economică, e al culturii naţionale. Urmează apoi propoziţii nu numai motivate pe fapte şi doctrine, dar şi calde, despre forţele morale în viaţa economică, Problemele fundamentale ale desvoltării noastre industriale, Importanţa şi perspectivele industriei româneşti, O privire critică asupra industriei lemnului, Din problemele refacerii industriale, Despăgubirile de răsboiu, Refacerea economică prin exploatarea intensivă a petrolului, Regimul impozitelor faţă cu producţia naţională, Preblema creditului industrial, Cea dintâiu expoziţie-târg a industriei româneşti şi România economică în cadrul european. Articolele de revistă, cum e şi cel despre petrol, publicat în *Arhiva*, sunt aduse la zi, în bibliografie şi date.

MIHAIL MANOILESCU: *Cum putem reînvià leul aur?*, «Cultura Naţională», 1923, 71 pag.

Autorul îşi începe lucrarea sa cu exprimarea convingerii că centrul problemelor financiare la noi, ca şi aiurea, îl alcătueşte problema monedei. Moneda noastră sufere de o depreciere continuă. In asemenea caz mai multe regimuri se pot creà: 1) Un regim de inflaţie continuă, care e o himeră şi o înşelătorie; 2) Un regim de deflaţie, care înseamnă ruina producătorilor şi stagnarea producţiei; 3) regimul nostru actual, de încetinire sau oprire a emisiunilor, caracterizat prin nestabilitatea cursului şi nesiguranţa în posibilitatea opririi mai îndelungate a emisiunilor; 4) revenirea repede la moneda stabilă prin devalorizarea monedei hârtie, nu definitivă şi extrem de periculoasă; şi în sfârşit 5) regimul propus şi apărat cu argumente puternice de autor, al circulaţiei paralele a monedei convertibile cu hârtia monedă.

In anexă apar, după «Argus», datoriile Statului şi valuta; insuficienţa capitalului mobiliar în România.

CHR. D. STAICOVICI şi P. ICONOMU: *Statistica anuală a României pe anul 1922* (Biblioteca economică îngrijită de Aristide Blank), «Cultura Naţională», 1923, 200 pag.

E un volum care nu dă text, ci numai tablouri statistice. Câmpul pe care se mişcă e foarte larg. Suprafaţă a ţării şi populaţie, agricultură, animale, căi de comunicaţie, comerţ interior şi exterior, industrie, producţie minieră, finanţe, instrucţie publică şi particulară, totul se întâlneşte aci, în coloane de cifre şi în grupări limpezi. Textul e dublat pretutindeni şi de corespondentul francez, aşà că volumul lesne poate fi folosit şi peste hotare. Negreşit că el sufere de lipsuri, pe care autorul le mărturiseşte din prefaţă, datorite în întâiul rând absenţei recensământului populaţiei. Majoritatea popoarelor vecine şi-au făcut numărătoarea de mult. La noi se crede că se poate amânà la nesfârşit, aducând, ca la toate, în sprijin, sărăcia noastră şi trebuinţa de economie. Ca şi cum această cheltuială ar fi din cele de prisos! Parcă se poate începe ceva fără date statistice! Autorii au trebuit, în unele părţi, să tacă cu desăvârşire, iar în cele mai multe să dea cifre vechi, cu oarecare

întregiri probabile. Nu e vrednic, de o mare ţară, a doua zi după ce s'a mărit şi întărit. Nu e vrednic şi nu e nici negustoresc. Avem numai pagube de tras de pe urma acestei stări de lucruri.

NICOLAE I. PETCULESCU: *Problema C. F. R.*, (Biblioteca economică îngrijită de Aristide Blank), «Cultura Naţională», 1923, 100 pag. şi o hartă.

E întâia carte în care se cercetează, uşor de urmărit, întreaga problemă a Căilor noastre Ferate. In partea întâia se găseşte istoricul lor, care e tot una cu istoricul diferitelor concesii străine până la 1879, iar de atunci se intră în perioada românească. In partea a doua e vorba de Completarea reţelei, cu căile ferate de tranzit internaţional, de trafic interior, principale secundare, şi de interes pur local, şi cu gara centrală din Bucureşti, a cărei idee, amânată de greutăţile bugetare, autorul o apără. In partea a treia se arată îmbunătăţirile de adus nouei reţele şi se tratează pe rând calea, gara de triaj Chitila, podurile, staţiile, materialul rulant şi atelierele. Studiul se închee ca într'un portal, pe sub care toate trebuie să treacă, cu capitolul autonomiei căilor ferate.

G. G. ANTONESCU: *Baza pedagogică a reorganizării învăţământului*, «Cultura Naţională», 1923, 31 pag.

Această broşură din colecţia «Actualităţi» a editurii, e un extras după un articol tipărit în «Arhiva pentru Ştiinţa şi Reforma Socială». Autorul dovedeşte că vitalitatea unei reforme şcolare atârnă de aceste două condiţii: unitatea organică a învăţământului şi raportul său strâns cu viaţa practică. După realizarea planului, reforma rămâne o problemă de pregătire a corpului didactic, secundar, de şcoale normale, şi învăţătoresc; de revizuire a programelor, simplificarea lor, liceu unitar, desfiinţare a clasei VIII. educaţie cetăţenească cultură generală în învăţământ profesional; de reorganizare a seminariilor teologice şi de acord al universităţii cu ştiinţa şi viaţa.

MINISTERUL MUNCII, COOPERAŢIEI ŞI ASIGURĂRILOR SOCIALE: *Organizaţia internaţională a Muncii*, Extras din Buletinul Muncii, 50 pag. 1924, Bucureşti.

România care şi-a avut reprezentanţi la toate Conferinţele internaţionale ale muncii dela cea dintâiu la Washington, în 1919, până la cea din Geneva, din toamna trecută, şi a trecut prin parlament atâtea proiecte de convenţii sau recomandări, începe cu această lucrare să aducă şi ea la cunoştinţă câte ceva din organizaţia internaţională a Muncii. Materialul e împărţit în două capitole mari: Compunere şi Activitate. Informaţia e îngrijită, împărţirea destul de limpede. Publicaţia rămâne în marginile unei contribuţii oficiale şi se fereşte de orice ar puteà fi tălmăcit ca avânt de propagandă sau consideraţie de stil. Ea face, în întâiul rând, un bun serviciu acasă, şi apoi, aduce străinătăţii o dovadă că silinţele noastre ca să corespundem nouilor cerinţe şi să ne apropiem de organizările internaţionale, nu sunt lipsite de sinceritate.

MENGER: *Statul viitor* (tr. G. Bogdan-Duică) «Cultura Naţională» (Biblioteca politică îngrijită de D. Gusti), 1923, 251 pag.

Scrierea aceasta încearcă să rezumeze propunerile practice făcute de Socialism pentru prefacerea Societăţii de azi. Ea este împărţită în patru cărţi. Cea dintâiu e despre Stat şi drept în general, cu capitole despre anarhism, Stat individualist şi socialist, Stat socialist şi comunist, originea dreptului şi a Statului, revoluţiile internaţionale ale lor, Statul individualist al forţei şi Statul muncii populare, motivele Statului popular al muncii, dreptul şi morala, ideea libertăţii şi ideea egalităţii.

Cartea a doua vorbeşte despre sistemul vieţii economice şi al propagării în Statul popular al muncii, cu capitole despre binele public şi binele individual, proprietatea, dreptul real în Statul popular al muncii, lucrurile consumabile, lucrurile utilizabile, mijloacele de producţie, sistemele subiective şi obiective de distribuire, dreptul obligaţiilor, diferitele contracte, dreptul ereditar, căsătoria, raportul dintre părinţi şi copiii legitimi, copiii nelegitimi, dreptul penal şi procedura.

Cartea a treia cuprinde Organizaţia Statului popular al muncii, cu capitole despre scopul Statului, Suveranitatea, formele de Stat, puterea legislativă, executivă, comuna, grupa de lucrători, religia, cultura şi ştiinţa.

Cartea cea din urmă desvoltă tranziţia la Statul popular al muncii, cu capitole despre motivele mişcării sociale moderne; modul introducerii Statului popular al muncii, principii generale pentru introducerea lui, expro-

prierea marei proprietăţi şi tranziţia la acel Stat popular al muncii.

O introducere a traducătorului schiţează atât economia cărţii şi locul în literatura sociologică de azi, cât şi personalitatea autorului.

EMANOIL BUCUŢA: *Românii dintre Vidin şi Timoc*, cu un adaus de documente, folklor, glosar, fotografii, hărţi. Tip. «Cartea Românească», 132 pag.

Cartea aduce lămuriri despre cei 50—60.000 de Români poposiţi între Vidin şi Timoc. Ei fac o singură masă etnică, tăiată numai de două hotare politice, cu Românii din Craina sârbească şi cu Românii liberi. Materialul e împărţit în trei capitole: I. Pământul, care a fost totdeauna; II. Oamenii, cari au venit şi s'au potrivit lui; III. Datinele, care au ieşit din viaţa acestor oameni pe acest pământ, ori s'au putut păstrà pe el. Lucrarea se întregeşte cu documente din corespondenţa popei Dragsin, un misionar bănăţean de pe la 1870 care a încercat să treacă la Unire cu Roma pe Românii vidineni, tocmai ca să-i scape de desnaţionalizare. Probe de folklor, din poezia epică, lirică şi din descântece şi basme, pun în legătură cu puterea de creaţie artistică a acestor plecaţi de-acasă de secole. Un glosar de cuvinte dă o părere despre forme de limbă locale, caracteristice. Hărţile, care au pentru întâia oară numele de sate aşà cum le cunosc locuitorii lor, delimitează definitiv un colţ de pământ şi de veche emigraţie, foarte puţin, numai de străini şi abià fragmentar cercetat până astăzi.

G. IONESCU-ŞIŞEŞTI: *Structure agraire et production agricole de la Roumanie*, service des publications du ministère de l'agriculture, 1924, 61 pag.

Patru capitole alcătuesc lucrarea, cu datele cele mai noui despre starea agriculturii la noi în urma exproprierii. Datele acestea merg dela statistica de locuri şi de vite până la istoria legăturilor dintre plugari şi proprietari. Intâiul capitol vorbeşte despre agricultura României şi a apărut în revista «Viaţa agricolă»; al doilea, despre legăturile agrare şi a fost publicat întâiu în «La revue des Institutions économiques et sociales»; al treilea, despre reforma agrară în România şi urmările ei; al patrulea despre cooperaţia agricolă şi a fost tipărit, împreună cu al treilea, în «Travaux du Congrès international d'agriculture de Paris» şi în «Buletinul Agriculturii»; şi al cincilea, despre comparaţia între producţia agricolă a României şi a altor ţări danubiene. Un rezumat din el a văzut întâiu lumina în suplimentul lui «Manchester Guardian Commercial».

Dr. P. ANDREI: *Die soziologische Auffassung der Erkenntnis*, Otto Harnassowitz, Leipzig, 1923, 32 pag.

Autorul studiază o problemă mai puţin cercetată şi cu o bibliografie mai săracă. Fiinţa societăţii, legăturile ei cu insul înrâurirea societăţii asupra moralităţii şi voinţei lui au trecut pe rând prin mâinile cercetătorilor. Cunoaşterea însă, fiind privită ca un proces pur individual, n'a fost urmărită dintr'un punct de vedere sociologic.

Filozofii au cercetat mai ales obiectul, origina şi marginile cunoaşterii. Aprioriştii deoparte, empiriştii de alta, dar ambii fără să vadă rolul activ al societăţii. O schimbare înseamnă Herbert Spencer. O părere aparte reprezintă Auguste Comte. Aceste începuturi ale explicării sociale a cunoaşterii au fost continuate de E. Durkheim şi de şcoala lui. Sociologia cunoaşterii se poate ridicà pe două fundamente: 1) pe un proces genetic al cunoaşterii; şi 2) pe examinarea noţiunii adevărului. Explicaţia sociologică genetică are două mijloace de cercetare: datele etnografice şi desvoltarea psihică generală a omului.

Individul privit ca o fiinţă izolată e o ficţiune. El trăeşte în comunitate şi-i sufere înrâurirea. Dar îndată ce ajunge o personalitate psihică joacă însuş un rol social şi se schimbă într'un factor creator. Cunoaşterea apare ca acţiunea acestor doi factori: societatea, care dă substanţa, şi individul răzleţ, care are numai potenţe aperceptive, ca să dea o formă acestei substanţe.

MICHEL RALEA: *L'idée de révolution dans les doctrines socialistes, étude sur l'évolution de la tactique révolutionnaire*, préface de C. Bouglé, Marcel Rivière, Paris, 1923, 402 pag.

Intr'o vreme când ideea de revoluţie e în toate minţile, d-l Ralea a întreprins să caute adevăratul înţeles al cuvântului, urmărindu-l în istoria socială mai nouă. In introducere dă definiţia revoluţiei, care ar fi cucerirea puterilor publice de o clasă care n'o avusese niciodată înainte, în scop să-şi impună gru-

pului întreg un nou etalon de valori. Partea întâia tratează despre formarea idealului revoluţionar. Impărţirea ei în capitole e următoarea: Preistoria ideei de revoluţie: ideea de progres şi de drept natural; Saint-Simon şi saint-simoniştii; Proudhon; Revoluţia dela 1848 în Franţa. Partea a doua cercetează formarea ideei de cucerire a puterii politice cu alte patru capitole: Babeuf şi babovismul; A. Blanqui şi Societăţile secrete; anarhismul; revoluţia chartistă. Partea a treia şi cea din urmă cuprinde formarea ideei de clasă, urmărind pe Karl Marx şi F. Engels; reformiştii şi ortodoxii; o renaştere a voluntarismului revoluţionar: sindicalismul revoluţionar. Partea intâia arată revoluţia economică sau «revoluţia-program», a doua, revoluţia politică sau «revoluţia-mijloc» şi a treia, revoluţia mixtă, politică şi economică sau «revoluţia-organ».

Prefaţa d-lui C. Bouglé subliniază meritele lucrării, cu o luare aminte şi cu o preţuire, care se simt a fi mai mult decât le pune în condeiu obişnuita curtenie galică sau bunăvoinţă a profesorului. O traducere în româneşte, făcută de autor, ar îmbogăţi cu o contribuţie de valoare literatura socială românească atât de săracă.

MICHEL RALEA: *Révolution et socialisme, essai de bibliographie — Publications du centre de documentation sociale (école normale supérieure)* — Les presses universitaires de France. Paris, 1923. 80 pag.

Autorul strânge aci bibliografia lucrărilor în legătură cu ideea de revoluţie în doctrinele socialiste. Ea nu urmăreşte, aşadar, socialismul în întregime, ci numai aceà parte care tratează despre ideea de revoluţie. Se dau însă şi cărţi de istoria proletariatului din secolul XIX în Franţa, Germania şi Anglia. Această colecţie vrea să fie o selecţie şi bibliografia, se păstrează critică. Ea se opreşte la revoluţia bolşevică din 1917. 527 de titluri de cărţi în cele trei limbi europene alcătuesc volumaşul. El poate fi mai lesne înţeles şi poate fi de mare ajutor pus alături de lucrarea fundamentală de mai sus a d-lui Ralea.

L'EUROPA ORIENTALE No. IX—X—XI, 30 Sept.—30 Nov. 1923, Studî sulla Romania, pag. 519—846.

Revista Institutului pentru Europa Orientală, care urmăreşte să studieze Statele din Răsărit aşà cum au ieşit din răsboiu, dă în acest număr întreit al ei, studii menite să informeze în toate domeniile despre România. Probleme istorice, politice, economice, literare, toate sunt cercetate în acest scop, de specialişti români sau italieni, a căror singură înşirare e o chezăşie de seriozitate.

D-l N. Iorga scrie despre «Raporturile politice dintre Italia şi România; d-l O. Randi despre «Constituţia Regatului României». In materialul bibliografic pe care d-sa îl foloseşte, un loc larg îl are volumul Institutului Social Român despre «Noua Constituţie a României» în 23 de prelegeri. In notiţa introductivă cetim însă următoarele: Institutul Social Român e o harnică şi meritorie societate de studii *pusă sub patronatul Principelui Moştenitor Carol*». Se face probabil o confuzie cu Fundaţia Culturală Principele Carol.

Urmează textul în traducere, al nouei Constituţii, după care d-l A. Giannini scrie despre «Constituţia română; d-l N. Bănescu, despre: «Roma Nouă la gurile Dunărei»; d-l Em. Panaitescu, despre: «Latinitate şi creştinism în evoluţia istorică a poporului român»; d-l P. Nicorescu şi G. G. Mateescu, despre: «Populaţia României» şi «Românii şi diferitele minorităţi ale României»; d-l Costin Stoicescu, membru al Institutului Social Român, despre: «Situaţia financiară a României»; d-l V. de Sanctis, despre: «Emigrarea italiană în România»; d-l I. Bianu, despre: «Academia Română»; d-l A. Marcu, despre: «Un pictor român al Academiei di S. Luca»; d-l Sextil Puşcariu, despre: «Literatura română»; d-l G. Pascu, despre: «Dimitrie Cantemir»; d-l C. Tagliavini, despre: «Mihail Eminescu», împreună cu un fragment din noua traducere în proză a poeziilor lui Eminescu de d-l Ramiro Ortiz. Cronici bogate politice, despre starea Europei la 15 Oct. 1923 şi Faza actuală a chestiei Dunării şi România; cronici culturale, cu chestii de filozofie, şcoală şi biserică române, şi cronici bibliografice, închee revista.

Atât ştiinţa, prin contribuţii originale şi de valoare, cât şi cunoaşterea României într'o străinătate iubită, care nu mai e străinătate, cum e Italia, se găsesc înaintate. Cel mai mare merit e al Institutului pentru Europa Orientală.

C. BOUGLÉ: *De la Sociologie à l'action so-*

ciale — pacifisme, féminisme, coopération, Les presses universitaires, Paris, 1923, 131 pag.

Volumul acesta a ieşit din punerea la un loc a rezumatelor câtorva conferinţe cerute autorului după războiu de diferite societăţi de propagandă pacifistă, feministă sau cooperatistă. In aceste conferinţe se găsesc folosite rezultatele cercetărilor de sociologie propriu zisă în domeniul ideilor egalitare, a democraţiei şi a castelor. Ele fiind îndreptate către o înrâurire socială imediată aduc destule judecăţi de valoare care poate că nu s'ar reduce decât anevoie la nişte demonstraţii curat ştiinţifice. Intrebarea rămâne nedeslegată: greaua întrebare a legăturilor ştiinţei cu fapta, a sociologiei cu morala propriu zisă.

Sunt de toatele şease conferinţe: întâia, despre tradiţia franceză şi Societatea Naţiunilor. D-l C. Bouglé, care luptă în ţara sa şi în străinătate, după cum s'au putut convinge cei ce l-au auzit în Bucureşti la conferinţele Societăţii Române de Filozofie, pentru răspândirea ideilor Societăţii Naţiunilor, urmăreşte aci ivirea şi mersul acestor idei în trecutul francez. Mai adânc în miezul aceleeaş probleme pătrunde d-l Bouglé cu a doua conferinţă, cooperaţia intelectuală internaţională. A patra conferinţă ni-e cunoscută atât pentrucă am ascultat-o la Fundaţia Universitară Carol I, cât şi pentrucă a fost publicată în «Democraţia», revista partidului liberal. Ea se cheamă, problema morală a democraţiei. Obiectul celei de-a patra conferinţe îl face viaţa morală şi idealul naţional. Conferinţa a cincea e despre feminism şi sociologie, iar a şasea despre producători şi cooperatori. Recenzia pe care *Arhiva* va face-o acestui volum într'un număr viitor, va scoate trăsăturile generale şi le va înmănunchià după un criteriu logic pe care simpla înşirare morfologică a materiei n'o îngădue. Pentru cititorii *Arhivei*, dealtminteri, cifra conferinţelor se sporeşte cu două şi concepţia autorului apare mai largă, prin ceeace aduce în fruntea sa numărul de faţă.

N. MALGAUD: *Le problème logique de la société* (Bibliothèque de philosophie contemporaine), Alcan, 1922, 272 pag.

Cercetarea aceasta e alcătuită din trei mari părţi. Cea dintâiu tratează despre formele generale ale acţiunii, cu două capitole: acţiunea izvor al cugetării individuale şi acţiunea izvor al ideei sociale. Cea de a doua descrie formele realizate ale societăţii, cu două capitole şi ea: grupul organic şi morala funcţiunii sociale urmărite, acestea din urmă, în două paragrafe, despre morfologie şi funcţiunile organizaţiei sociale. Partea a treia cuprinde formele sociale ale cugetării individuale, cu aceste subîmpărţiri: felurile ideei în acţiune, gândirea reflectată şi personalitatea. O introducere despre necesitatea unui studiu teoretic al societăţilor deschide cartea.

RENÉ HUBERT: *Les sciences sociales dans l'encyclopédie — La philosophie de l'histoire et le problème des origines sociales* (Bibliothèque de philosophie contemporaine), Alcan, 1923, 368 pag.

Autorul vrea să înfăţişeze un moment însemnat, cu toate că puţin cunoscut, din istoria ştiinţei sociale. E vorba de problema enciclopediei, şi de înrâurirea pe care au avut-o asupra iniţiatorilor ei, Diderot îndeosebi, cercetările şi lecturile de pregătire a vestitei lucrări. Enciclopedia, după d'Alembert, trebuià să expue, pe cât cu putinţă, ordinea şi înlănţuirea cunoştinţelor omeneşti; ca Dicţionar raţionat al ştiinţelor, artelor şi meseriilor, principiile generale ale fiecărei arte, fie liberă, fie mecanică adică baza, şi amănuntele esenţiale, ceeace înseamnă, corpul şi substanţa ei.

Introducerea mărgineşte întâiu problema şi apoi schiţează mediul enciclopediei. O întâe parte are ca obiect faptele istorice şi analizează rând pe rând critica tradiţiei biblice, fostele civilizaţii din basinul mediteranean, antichitatea greacă şi latină, societăţile primitive şi formele elementare de civilizaţie, evoluţia civilizaţiei în afară de basinul mediteranean, originile societăţii franceze, evoluţia civilizaţiei europene: Evul Mediu şi timpurile moderne. A doua parte vorbeşte despre problemele originilor urmărind teoria firii omeneşti, origina societăţii, credinţele religioase, aşezămintele politice, ideile morale şi aşezămintele juridice, aşezămintele economice, ştiinţele şi filozofia şi limbajul şi artele frumoase. In încheiere se găseşte contribuţia Enciclopediei la formarea ştiinţei sociale.

EUGÈNIQUE ET SÉLECTION (Bibliothèque générale des sciences sociales), Alcan, 1922, 247 pag.

Volumul acesta, alcătuit din studii de diferiţi autori, francezi şi englezi, vrea să dea

o părere despre obiectul şi întinderea ştiinţei numită de marele antropolog englez, Francis Galton, eugenie. Studiile însele au fost la vremea lor conferinţe organizate în 1920—21 la Şcoala de Inalte Studii sociale din Paris de Societatea franceză de eugenie. Ele au cercetat în deosebi urmările răsboiului din punct de vedere eugenic.

Despre eugenie şi biologie scrie Edmont Perrier, despre eugenie şi regimuri alimentare, Frédéric Houssay, despre selecţia omenească, dr. Charles Richet, despre eugenie şi sănătatea naţională, dr. E. Apert, despre natalitate şi eugenie, Lucién March, despre urmările psihosociale ale ultimului răsboiu din punct de vedere eugenic, dr. Papillault, despre eugenie şi căsătorie, dr. G. Schreiber, despre eugenia practică, maiorul Leonard Darwin, şi despre genetică şi adaptare, de E. Cuénot.

LÉON BOURGEOIS: *L'oeuvre de la Société des Nations* (1920—1923), Payot, 1923, 453 pag.

Scopul acestui volum e îndoit: să arate, sub o formă pe înţelesul tuturor, opera de organizare săvârşită de Societatea Naţiunilor în anii ei de închegare 1920, 1921 şi 1922 şi apoi, care a fost în această operă, partea Franţei. Mai mult decât o redare de documente, uşor de găsit in publicaţiile oficiale dela Geneva, autorul se sileşte să desfacă spiritul, metoda şi tendinţele Societăţii Naţiunilor, cu ajutorul fragmentelor de documente pe care le rezumă şi printre care sunt destule rapoarte proprii.

Intâia parte tratează despre istoria celor dintâi trei ani, şedinţele Consiliului şi ale Adunării, întâile fapte, istoricul lucrărilor, dovezile de încredere ale ţărilor, metoda de lucru. In a doua parte se cercetează anume lucrările Adunării şi Consiliului: I. Curtea de Justiţie; II. Tratarea chestiunilor politice — Insulele Aland, Polonia şi Lituania, Albania, Silezia-de-Sus, Austria, Armenia, ocrotirea minorităţilor; — III. Mandatele şi teritoriile puse sub controlul sau administraţia Societăţii Naţiunilor — Dantzig, Sarra; — IV. Armamentele; V. Organizaţiile tehnice — Conferinţa dela Bruxelles şi Comitetul economic şi financiar, Organizaţia de igienă a Societăţii Naţiunilor, Organizaţia muncii intelectuale, Organizaţia tranzitului; — VI. Opera socială şi umanitară; VII. Jurisprudenţa Consiliului şi Adunării. In încheere se desvoltă raţiunile de viaţă ale Societăţii Naţiunilor.

Albert Thomas: La lutte contre le chômage (Association internationale pour la lutte contre le chômage), Sonor-Genève, M. Rivière Paris, 1923, 19 pag.

E o cuvântare ţinută la 9 Oct. 1923 înaintea Adunării Generale a Asociaţiei Internaţionale pentru lupta împotriva lipsei de lucru, dela Luxemburg. A apărut în corpul volumului cu darea de seamă a acelei adunări, de 601 pagini, şi aici e în formă de extras.

D-l Albert Thomas a vorbit cu acest prilej ca director al Biuroului Internaţional alMuncii. In întâiul rând a răspuns întâmpinărilor cu putinţă, despre rostul, alături de Biurou, al unei asociaţii de sine stătătoare. E drept că Biuroul are între alte sarcini, pe aceea să lupte împotriva lipsei de lucru, dar el n'ajunge. Şi apoi e o organizaţie oficială, cu reprezentanţi ai guvernelor, muncitorilor şi patronilor, în care uşor ar puteà birui un anume punct de vedere, impus de Consiliul de Administraţie, cel patronal de pildă; el nu poate face propagandă; nu cuprinde tot felul de specialişti, pe care Asociaţiile liberi îi au, economişti, jurişti, profesori, savanţi. Pentru toate aceste şi alte motive, Biuroue vede cu ochi buni şi cere sprijinul Asociaţiilor libere.

Cuvântarea trece în revistă ceeace s'a putut înfăptuì până acum în materie de lipsă de lucru, anchete, convenţii, recomandări şi ceeace se plănueşte sau trebuie gândit. Ea sfârşeşte cu aceste cuvinte: «Nu vă lăsaţi desbărbătaţi. De pe acum, dreptatea a biruit, pentrucă a fost zărită de oameni. De pe acumi producătorul ştie că trebuie să fie ocrotit în demnitatea şi în viaţa lui împotriva sleiri unor prea lungi zile de muncă şi a groazei lipsei de lucru. Cum zice Lamartine la sfârşitul minunatei lui parabole despre caravana omenească: «caravana a şi ajuns pe celălalt ţărm».

Qu'est ce que le B. I. T. (Bureau international du Travail), Les presses universitaires de France, Paris, 1923, 73 pag.

Biuroul internaţional al Muncii a întâmpinat nu numai bună primire; uneori l-au atacat lucrătorii, şi de atâtea ori patronii. Deaici trebuinţa şi a unei întregi literaturi de apărare, care erà în acelaş timp de informare a publicului.

Broşura de faţă face parte din aceà literatură. E scrisă uşor şi limpede şi se mărturi-

seşte a fi scoasă pentru cei ce sunt însufleţiţi de o singură gândire: respectul adevărului istoric; o singură patimă: iubirea binelui public; un singur scop: pacea socială.

Construcţia ei, urmând acelaş material de date, seamănă cu a lucrărilor cu acelaş subiect. Intâiul capitol arată cum a fost creat B. I. I.: starea înaintea răsboiului, cu întâia idee la Necker şi Blanqui, şi cum ideea a mers şi a dat naştere la intâile congrese internaţionale; în timpul răsboiului, cu pilda Americii, cuvântul lui Lloyd George, să se clădească o lume nouă; şi după răsboiu, înfiinţarea, prin Partea XIII a Tratatului de Pace.

In capitolul al doilea se vede care e rostul lui B. I. T., în al treilea cum funcţionează, în al patrulea ce-a făcut până acum, în al cincilea ce poate să facă şi competenţa lui şi în al şaselea două din greşelile obişnuite în aprecierea Biuroului. Acesta are ca motto frumoasele cuvinte ale marelui conducător al aşezământului, d-l Albert Thomas, al cărui nume singur înseamnă nu numai o chezăşie de muncă, dar un întreg program: «Eu sunt jidovul rătăcitor al politicii sociale». Una din învinuirile aduse sună: «Supraparlamentul acesta e nesuferit!» Dar tratatul respectă, orice s'ar zice, suveranitatea Statelor. A doua greşală e să se creadă de colaboratorii lui B. I. T. că sunt, în el, reprezentanţii ţărilor lor de origină. Ei sunt, însă, pentru oricine vrea să vadă, nişte funcţionari internaţionali.

Compte rendu provisoire—Conférence internationale du Travail, cinquième Session, Genève, No. 1, 22 Oct. 923—No. 10, 29 Oct. 9123.

Serviciul de informaţii al Biuroului Internaţional al Muncii funcţionează foarte bine. Iată în aceste zece fascicole, de mare format în peste 200 de pagini de text pe două coloane, francez şi englez, darea de seamă a discuţiilor şi a celor nouă şedinţe cu rezultatele lor, împreună cu toate anexele trebuitoare, care au alcătuit la un loc a cincea Conferinţă Internaţională a Muncii dela Geneva din Octomvrie 1923.

MAURICE GUERREAU: *Une nouvelle institution du droit des gens — L'organisation permanente du travail*, Arthur Rousseau, Paris, 1923, 628+LIII pag.

«Astfel, am studiat regulele care preced la funcţionarea şi activitatea organizaţiei permanente a muncii; am rezumat apoi opera însemnată pe care această administraţie internaţională a săvârşit-o în timp de patru ani car aui urmat înfiinţării ei. Nu mi se pare că e nevoie de o încheiere, pentrucă ea se desprinde din liniile care preced după cum răsare şi în întâile pagini ale introducerii.

«Fireşte, redactorii Părţii XIII a Tratatului de Pace n'au făurit un organism desăvârşit, a cărui viaţă aveà să curgă liniştit, fără sguduiri şi poticneli. Dela întâile manifestări ale existenţei ei, organizarea permanentă a întâmpinat anume piedici şi, pentru îndreptarea lor, dispoziţii puse în Tratat au trebuit, am văzut, să facă obiectul unor amendamente din partea Conferinţei generale a reprezentanţilor membrilor; alte texte au atras asupra lor luarea aminte şi cu toate că n'au fost schimbate n'au stârnit mai puţin comentarii vii; sunt chiar oarecare clauze despre care se pune întrebarea dacă n'ar trebui într'o epocă nu prea depărtată, să fie la rândul lor prefăcute; nu lipsesc nici sugestii pentru împlinirea unor goluri uşoare. Dar în ciuda acestor nedesăvârşiri (şi cum puteà să nu le aibă o instituţie creată din bucăţi, fără ca trecutul să-şi fi putut da sprijinul experienţei lui?) Organizaţia permanentă trăeşte; ba a făcut mai mult: a crescut»!

Cartea e încheiată, cu aceste cuvinte, în Aprilie 1923. E o expunere completă a chestiunii, cu o parte din bibliografia curentă franceză. Introducerea arată originile mişcării în folosul unei legislaţii internaţionale şi doctrina, în întâiul rând, şi apoi, elaborarea legii fundamentale a organizaţiei permanente a muncii (Partea XIII a Tratatului de Pace). In titlul întâiu se desvoltă situaţia generală a organizării permanente a muncii în totalitatea instituţiilor Societăţii Naţiunilor. Titlul al doilea vorbeşte despre Conferinţa generală a organizaţiei permanente, al treilea, despre Biuroul internaţional al muncii, al patrulea, despre jurisdicţii, contenţiuni, sancţiuni, iar al cincilea şi cel din urmă, despre opera împlinită de organizaţia permanentă a muncii.

In biblioteca, în creştere, din jurul instituţiilor internaţionale de după răsboiu, lucrarea d-lui Guerreau aduce o parte informativă destul de preţioasă.

M. PAUL DEVINAT: *L'organisation internationale du travail*, Alcan-Rivière, Paris, 1923, 29 pag.

E o broşură scoasă de Asociaţia naţională franceză pentru ocrotirea legală a lucrătorilor. Scopul ei se vede din cele trei capitole în care e împărţită: I. Istoricul şi funcţionarea Organizaţiei internaţionale a muncii, în care se arată originile vechi aproape de un secol ca deziderat, chipul cum s'a născut asociaţia franceză şi activitatea ei, întocmirea comisiei de legislaţie internaţională din 1919, din ale cărei desbateri a ieşit Partea XIII a tratatului de Versailles cu clauzele muncitoreşti şi organizaţia permanentă a muncii, şi se vorbeşte despre această Parte, adevărată Cartă a Muncii, principii şi organizare internaţională, cu conferinţele ei şi Biuroul Internaţional al Muncii, dela Geneva; II. Lucrul făcut (1919—1922) în conferinţe, cu convenţiile şi recomandările, celor patru, dela Washington, Genua şi 2 din Geneva, şi în Biurou, cu anchetele şi studiile lui; III. Franţa şi organizaţia internaţională a Muncii. In anexă se dă un tablou al proiectelor de convenţii ratificate de diferite State şi se arată, in legătură cu ele, acele măsuri pe care încă dinainte Franţa le aplică.

Broşura aduce, prin simpla înşirare a faptelor, un bun serviciu de propagandă în sprijinul organizaţiei internaţionale a muncii.

ELIHU ROOT: «*The Effect of Democracy on International Law*», Washington, 1917.

O conferinţă a cunoscutului jurist şi om de Stat american despre efectul Democraţiei asupra Dreptului internaţional, ţinută la *Societate Americană de Drept Internaţional* la Washington.

JAMES BROWN SCOTT: «*The Project of a Permanent Court of International Justice and Resolutions of the Advisory Committee of Jurists*», Washington, 1920.

Un raport însoţit de comentarii, asupra Proiectului unei Curţi permanente de Justiţie internaţională, făcut de secretarul *Fundaţiei Carnegie* pentru Pacea Internaţională.

L. OPPENHEIM: «*The Future of International Law*», Oxford, 1921.

Un studiu asupra viitorului Dreptului internaţional de un specialist, autorul fiind profesor de Drept internaţional la Universitatea din Cambridge, Anglia.

Uniunea Ligii Naţiunilor (din Londra) publică o serie de broşuri cu privire la activităţile celei dintâiu instituţii dedicată păcii internaţionale:

A Survey of three years work by the League of Nations (1920—1922).
The Progress of the League of Nations.
Teachers and World Peace.
The First Fruits of the League of Nations.
The League of Nations and the Churches.
The Guarantees of the League.
The Humanitarian Activities of the League.
The Political Activities of the League.
The League of Nations and the Schools.

In zilele dela 26 până la 29 Decemvrie inclusiv 1923 s'a ţinut şedinţele anuale ale Societăţii Americane Sociologice *(The American Sociological Society)* în Washington. Subiectul general de discuţie: «Mişcarea Populaţiei». Au luat parte mai toţi sociologii americani cunoscuţi, ca F. H. Giddings, E. W. Burgess, E. A. Ross, Ch. H. Cooley, Ch. A. Ellwood, etc. Printre diferitele subiecte mai specifice care s'au discutat, relevăm următoarele: «Creşterea Intoleranţei în Statele-Unite» de E. A. Ross, profesor la Universitatea Wisconsin; «Diviziunea Factorilor psihici în Cauşaţia socială» de Ch. A. Ellwood, Profesor la Universitate Missouri; «Poate Sociologia şi Psihologia Socială să se dispenseze de instincte?» de W. Mc Dougall, Profesor la Universitatea Harvard. *Nicolae Petrescu*

Vox populorum, organ politic internaţional, care apare în fiecare lună în cinci limbi: germană, engleză, spaniolă, franceză şi italiană, Turin.

Numărul şapte (Iulie 1923—an II) al acestei foi aduce material în legătură cu al treilea Congres sociologic internaţional dela Roma, care urmă să se ţie dela 1—8 Octomvrie 1923 organizat de Institutul Internaţional de sociologie.

Institutul e încoronarea unei vii mişcări ştiinţifice internaţionale începută de F. Cosentini la Milan în 1896 şi care a dus la înfiinţarea de institute de sociologie la Milan, Genua, Palermo, Neapole, Catania, Modena, la publicarea unei reviste de sociologie *Scienza sociale* (1898—1910), la trei congrese internaţionale: Genua 1899, preşedinte Yves-Guyot; Palermo 1902, Preşedinte, Angelo Majorana, Vice-preşed. V. E. Orlando; Neapole 1908, Preşed. J. Novicow.

Institutul internaţional de sociologie a fost înfiinţat la Turin în 1919 din iniţiativa prof. F. Cosentini şi a câtorva colegi. Dela început el a avut sarcina să studieze marile probleme politice, economice şi sociale de după răsboiu, în vederea unei solidarităţi internaţionale. El a organizat cursuri, conferinţe, anchete, vizite institutelor ştiinţifice şi stabilimentelor industriale, a publicat dări de seamă ale conferinţelor sale, a organizat congrese sociologice internaţionale, întâiul la Turin dela 9—16 Oct. 1921 şi al doilea la Viena, dela 1—8 Oct. 1922. Dela 1922 Institutul publică un mare organ politic internaţional în 5 limbi: *Vox populorum*. In *Dizionario di legislazione sociale*, ajuns la al XII-lea an, el se ocupă în deosebi cu problemele muncii.

Institutul are membri de onoare şi corespondenţi în 54 de ţări. Programul celui de al treilea Congres, dela Roma, a fost acesta:

Secţia I

Sociologie generală

1. Principiul solidarităţii şi puterea lui socială şi internaţională (propus de Inst. internaţ. soc.; M. Kergall).
2. Noţiunea şi legile progresului omenesc (propus de prof. Ferd. Tönnies; prof. M. A. Vaccaro, Roma; prof. A. Namias, Roma).

Secţia II

Probleme juridice internaţionale

1. Reformele urgente ale Societăţii Naţiunilor (pr. Inst.).
2. *Magna Charta* drepturilor şi datoriilor popoarelor şi Statelor (Revizia şi perfecţionarea proiectului aprobat de al II-lea Congres Sociologic internaţional dela Viena, 1922).
3. Regulamentarea juridică a minorităţilor naţionale alogene (Inst).

Secţia III

Probleme politice internaţionale

1. Bazele unei înţelegeri politice între popoare (Inst.).
2. Necesitatea dublării armăturii politice a unei naţiuni cu o armătură socială (pr. M. Kergall, Paris; Com. M. Rocca, Roma).
3. Aspiraţiile democratice şi necesitatea socială a autorităţii şi a disciplinei (pr. G. Hostelet, dir. Inst. Solvay, Bruxelles).
4. Biurocraţia şi reforma administraţiei în raport cu sarcinele actuale ale Statului (Inst.).
5. Reducerea armatei permanente şi instituirea miliţiilor naţionale (Inst.).
6. Raporturile politice şi economice internaţionale cu Rusia sovietică (pr. Bar. prof. M. de Taube, Prof. P. Sorokin, Petrograd).
7. Evoluţia raselor indigene în faza actuală a colonizării (pr. G. Ciamarra, Roma; Av. G. Bottai, deputat).

Secţia IV

Probleme economice internaţionale

1. Bazele unei înţelegeri economice între State (Inst.).
2. Idea unei solidarităţi internaţionale a intereselor (pr. prof. F. Tönnies, Kiel).
3. Transfertul valorilor între Naţiuni (pr. prof. J. Corréard, Paris; Bar. Com. A. di Castelnuovo, Roma).
4. Reforma fiscală (prof. A. Calandra, Turin).

Secţia V

Problemele internaţionalee ale muncii

1. Codul internaţional al Muncii (pr. prof. F. Cosentini).
2. Dreptul internaţional muncitoresc şi, Curtea permanentă de Justiţie internaţională (prof. K. Strupp, Frankfurt).
3. Progresul şi tendinţele mişcării muncitoreşti mondiale de după răsboiu (prof. F. Tönnies, Kiel; E. Rossoni, Roma).
4. Orizonturile noui ale cooperaţiei (prof. V. Totomianz, Praga).
5. Problema lipsei de lucru (Inst.).
6. Părăsirea muncii la domiciliu (d-na L. C. Frank).

Secţia VI

Probleme de eugenie şi de biosociologie

1. Orientările noui ale eugeniei (prof. M. Barbara, Mesina).
2. Biologia individualităţii şi biotipologia omenească în aplicările sociologice (prof. N. Pende, Mesina).
3. Organizarea internaţională a igienei şi a asistenţei sociale (prof. E. Levi, Roma).

Secţia VII

Proleme internaţionale de actualitate. Variă

1. Organizarea internaţională a activităţii intelectuale (Av. G. Montemurri).

Numărul pe Sept., Oct. al publicaţiei *Vox populorum* aduce desvoltarea diferitelor chestii propuse, aderarea unor personalităţi ca Léon Bourgeois şi S. E. Balfour, ca şi hotărîrea Comitetului executiv să amane Congresul pentru 22—29 Aprilie 1924, pentruca el să nu coincidă ca în Oct., cu alte adunări internaţionale, care, ar împiedică pe unii membri sau congresişti să ia parte.

Les états contemporains, F. Rieder et C-ie, Paris.
LOUIS EISENMANN: *La Tchécoslovaquie*, 1921, 126 pag.
MARCEL DUMAN: *L'Autriche*, 1921, 125 pag.
MICHEL LHÉRITIER: *La Grèce*, 1921, 123 pag.
HENRI BERGMANN: *L'Italie*, 1923, 183 pag.

LÉON LAMONCHE: *La Bulgarie*, 1923, 126 pag.

«Statele contimporane», sunt o colecţie de monografii, cari au scopul să informeze pe cetitorul cult despre toate ţările, aşà cum se înfăţişază şi s'au organizat ele după 1920. Ştirile sunt proaspete şi grupate după un plan de lucru comun, aşà că se urmăresc foarte uşor. Ele apar pentru lămurirea publicului francez şi sunt lucrate ca atare: limpezi, simple, sintetice.

Fiecare monografie urmăreşte materialul ei propriu, în cinci capitole: Istoria, Pământul, populaţia; Instituţiile şi arta publică; Starea economică; Vieaţa intelectuală. O anexă cercetează la toate şi probleme speciale şi absolut moderne: Presa, turismul.

Colecţia poartă pecetea vremei şi e numai una din multele forme pe care le-a luat trebuinţa tot mai puternică, după marele răsboiu, ca fiecare popor să cunoască de aproape pe celelalte. Un val al istoriei l-a apropiat de atâtea şi l-a învălmăşit într'o frăţie sau duşmănie armată, cu ele. Lumea, cunoscută foarte vag înainte, s'a deschis deodată şi se cere cunoscută temeinic.

LÉON ARCHIMBAUD: *La Conférence de Washington* (12 Novembre 1921—6 Février 1922), avec une carte en noir, Payot, Paris, 364 pag.

Autorul încearcă să schiţeze, cu câtă bibliografie, puţină, franceză şi engleză, a putut găsì, fapta internaţională cea mai de seamă dela încheierea răsboiului încoace: întâia întâlnire a reprezentanţilor popoarelor pentru micşorarea înarmărilor. El recunoaşte că factura se va resimţì de grabă, dar crede că lucrarea va câştiga în prospeţime şi sinceritate.

Capitolul prim arată preliminările conferinţei, cu geneza, programul, raţiunile şi scopul Statelor Unite, încurcăturile Angliei, temerile drepte ale Japoniei, greşeala Franţei şi cu rolurile secundare.

Capitolul al doilea vorbeşte despre Vederea de întreg asupra Conferinţei, cu delegaţiile, scenele publice ale Conferinţei şi cu reflexii asupra noului joc diplomatic.

Capitolul al treilea tratează faza japoneză şi faza navală, iar al patrulea faza chineză, dela abolirea exteritorialităţii în China până la Căile Ferate din Răsăritul Republicii Cereşti.

In Capitolul al cincilea intră chestiile secundare şi omisiunile, insula Yap, Şantungul, Manciuria, Mongolia, Tibetul, Siberia, în al şaselea, tratatele şi rezoluţiile, iar în cel din urmă o părere despre opera Conferinţei.

PROF. DR. JOHANN PLENGE: *Deutsche Propaganda, die Lehre von der Propaganda als praktische Gesellschaftslehre*, mit einem Nachwort von Ludwig Roselius, Angelsachsen-Verlag, Bremen, 1922, 80 pag.

Roselius, om de mare comerţ, s'a pus la dispoziţia Statului pentru organizarea propagandei germane, numai decât după izbucnirea răsboiului. Dar treaba aceasta a fost lăsată pe seama militarilor cari au făcut-o rău şi Germania, atât de isteaţă ca să câştige pieţi noui în timp de pace, a fost întrecută de propaganda franceză şi engleză, inexistentă înainte şi organizată în pripă. După încheierea păcii, Roselius s'a unit cu profesorul Plenge, care a început, ajutat cu sume mari de bani de acesta, o serie de conferinţe la Institutul de Ştiinţe Sociale al Universităţii din Münster. Acolo s'a născut ca ştiinţă, propaganda. Ce este ea? Răspândirea de imperative categorice şi de îndemnuri sociale. Toate cunoştinţele psihologice, sociologice şi istorice ajutătoare sunt grupate şi înlănţuite într'un corp aproape de doctrină, cu ore de prelegeri

şi cu ore de cercetări în seminar. Acesta e obiectul nouei ştiinţe. Scopul ei de moment, german, e convingerea lumii întregi că Germania a fost nedreptăţită de tratatul de pace şi că fără îndreptarea acestei nedreptăţi nu poate fi nici linişte, nici înaintare în lume.

BIBLIOTECA RĂZBOIULUI MONDIAL, A TRATATELOR ŞI CONVENŢIILOR.

Institutul social român a făcut de curând demersuri pentru a puteà alcătuì o bibliotecă privitoare la răsboiul mondial (cauzele şi desfăşurarea lui) şi la tratatele şi convenţiile între unele State numai, sau colective, încheiate dela răsboiul mondial încoace.

Deocamdată s'au primit următoarele:

I. La Haga funcţionează «Institutul intermediar internaţional» al cărui scop este de a da gratuit informaţii în orice afaceri de interes internaţional, de aplicare a dreptului internaţional şi asupra chestiilor economice, statistice, sau de politică comercială.

Ni s'a trimis vol. IX, partea 2, (Oct. 1923) din «Buletinul» trimestrial al acestui institut, sub direcţia d-lui C. L. Torley Duwel. De o extremă bogăţie documetară, trebuie cercetat de oricine se preocupă de raporturile internaţionale şi de extraordinara desvoltare a dreptului internaţional dela răsboiul mondial încoace.

Se enumeră tratatele şi convenţiile încheiate dela apariţia Buletinului precedent (p. 319). Se dă lista celor 16 acte diplomatice care formează pacea cu Turcia (p. 327).

Un capitol se ocupă de aplicarea, ce se urmează, a tratatului de pace cu Germania (p. 330); altul, de dispoziţiile luate de fiecare Stat pentru executarea obligaţiilor ce-i incumbă prin tratatele de pace (p. România se citează legea p. lichidarea bunurilor foştilor duşmani, p. 339).

Alt capitol este relativ la hotărîrile sau avizele consultative ale curţii permanente de justiţie internaţională (p. 347), chestiune de care s'a ocupat d-l D. Negulescu în conferinţa făcută la Institutul social la 16 Dec. 1923.

Urmează un repertoriu alfabetic de principalele materii de drept internaţional public şi privat, asupra cărora s'au emis jurisprudenţe in diferite State: arbitraj, asistenţă judiciară, pagube de răsboiu, împrumuturi emise de un Stat care nu mai există, mărci de fabrică, naţionalitate, paternitate, testament, etc. Se citează o jurisprudenţă a curţii de apel din Bucureşti cu privire la aplicarea art. 13 din codul nostru civil (p. 385).

Se dă o listă cronologică a activităţii legislative a republicilor socialiste federate sovietice ruse (p. 399).

Urmează lista a vreo 200 convenţii şi tratate între diferite State în orice materii şi a ratificărilor ce s'au făcut (p. România, p. 431) şi a vreo 30 convenţii sau proiecte de convenţii colective (internaţionale).

O bibliografie de drept internaţional şi materii conexe se dă la p. 441 şi urm. Este împărţită în 3 rubrici: documente oficiale (pe State); cărţi şi articole de reviste (în ordinea alfabetică a autorilor).

La p. 458 şi urm. se dă lista congreselor ţinute în diferite părţi ale lumii: democratic internaţional pentru pace; ştiinţific pan-pacific; al lucrătorilor din uzine; anti-alcoolic; de igienă socială şi educaţie profilactică; pentru discutarea impozitului funciar; al studenţilor, etc. Se menţionează întrunirea Micii-Inţelegeri la Sinaia.

Buletinul se sfârşeşte cu lista întrebărilor din domeniul dreptului internaţional public şi privat puse institutului intermediar, şi răspunsurile acestuia (p. 462 şi urm.).

Din volum se desprinde o impresie adâncă despre progresele dreptului internaţional şi despre sforţările omenirii de a înlocuì în raporturile internaţionale forţa prin drept.

II. De la Bibliothèque et Musée de la guerre din Paris, s'a primit «Revue d'histoire de la guerre mondiale», revistă trimestrială, anul I, No. 1 (Aprilie 1923) şi No. 2 (Iulie 1923).

Revista va publicà lista articolelor recente relative la răsboiu precum şi la urmările lui imediate (reparaţii, activitatea organelor internaţionale create de tratate, etc.), cercetând în acest scop 70 periodice, în afară de cărţi. Rezultatele vor fi grupate sub rubricile: originile răsboiului; operaţiile militare; executarea tratatelor; reparaţiile; naţiunile în timpul răsboiului, etc.

Din publicaţiile citate în cele 2 numere ale revistei spicuesc pe cele ce pot prezintà un interes deosebit pentru noi.

Astfel, (No. 1 p. 70) se arată că Rusia sovietică publică, numai la Moscova şi Petrograd, 11 reviste istorice. Mă gândesc cu ce folos pentru noi ar puteà fi consultate aceste reviste de Românii basarabeni cari ştiu limba rusească.

Volumul I al lui A. F. Pribram, Les trai-

tés politiques secrets de l'Autriche-Hongrie (1879—1914), volum întitulat «Le secret de la Triple alliance», a fost tradus acum în franțuzește (p. 81).

Se arată (No. 1 p. 91) că în câteva țări (Franța, Germania, Olanda) s'au înființat comisii sau societăți pentru culegerea documentelor privitoare la cauzele și desfășurarea răsboiului mondial.

In Franța, în special, s'a întrunit o «societate de istorie modernă» care se ocupă mai ales de răsboiul mondial (Printre cercetările ei: Jacques Ancel, Le témoignage du général Sarrail sur l'expédition de Salonique de 1915). La Sorbona, d-l Pierre Renoudin a fost însărcinat cu un curs de «studiu critic al izvoarelor răsboiului mondial».

«Societatea de studii documentare și critice» s'a constituit în Franța la 1917. A publicat și lucrări care atacă atitudinea guvernului francez în timpul răsboiului și un grup al societății «se consacră a descoperi și denunță greșelile, cu o ardoare neobosită» (p. 91). Dar, în Occident, preocuparea de a ajunge la cunoașterea adevărului, domină orice alte considerații.

Din bibliografie mai citez:

Th. Heyse, L'organisation d'une bibliothèque nationale de guerre. La noi, pe cât știu nu s'a făcut nimic în acest sens. N'a existat nici măcar o publicație oficială documentară cu privire la participarea României la răsboiu. Să sperăm că actele respective vor fi fost clasate la Ministerul afacerilor străine, cum se făcuse la 1913 după tratatul dela București.

C. K. Webster: The congres of Vienna 1814—1815 and the Paris Conference 1919: a comparison and a contrast. Titlul este ademenitor.

Un livre Noir. Doc. din arhivele rusești, despre răsboiul mondial. Au apărut 2 vol. Sunt publicate de d-l René Marchand, din punctul de vedere mai ales al raporturilor franco-ruse. Publicația are mare interes și pentru noi. In volumul II, apărut acum, se dau, între altele, și acte privitoare la acțiunea diplomatică a Rusiei la 1912—1913.

Revista publică traducerea franceză a articolului (apărut întâiu într'o revistă sârbească la 1921) generalului Dobrovolsky care, la 1914, erà în fruntea serviciului de mobilizare la ministerul de răsboiu rus, — despre mobilizarea rusă la 1914. Articolul privește răspunderea ce poate aveà Rusia în deslănțuirea răsboiului mondial.

«Dotațiunea Carnegie» pentru pacea internațională (Carnegie Endowment for international peace) se ocupă și ea de conflictul izbucnit la 1914, dar urmărește să cunoască mai ales efectele și repercuțiile răsboiului mondial din punct de vedere economic și social. S'au constituit în acest scop comitete naționale în mai multe țări occidentale, sub direcția generală a d-lui Shotwell, profesor de istorie la Universitatea Columbia din New-York. Programul de activitate cuprinde: *a)* generalități (d-l Camille Bloch, director al Bibliotecei Muzeului Răsboiului, la Paris, pregătește o «Bibliografie metodică generală a istoriei economice și sociale a răsboiului)»; *b)* politica comercială internă (prohibiții, tarife vamale, politica de aprovizionare, etc.); *c)* politica internă de producție și consumație (Augé-Laribé, L'agriculture pendant la guerre. Peyerimhof, charbon. Pétrole); *d)* prețurile (Ch. Gide: Politique et fixation des prix; rôle des coopératives); *e)* chestiile muncitorești (Oualid, profesor universitar la Strasbourg: Salariés, tarifs, conventions collectives, grèves, relations entre patrons et ouvriers. Roger Picard le syndicalisme); *f)* chestii demografice (Léon Bernard, Hygiène, syphilis, tuberculose, épidémies); *g)* chestii financiare (G. Jèze, Les dépenses de guerre), etc.

In No. 2 al revistei, cu prilejul unui articol despre «Cugetarea politică a lui Gabriele d'Annunzio» se dă (p. 131) și o hartă a fazelor prin care a trecut frontiera italo-jugoslavă; interesantă pentru chestiunea până la ce punct și-a realizat Italia scopurile adriatice pentru care mai ales s'a despărțit de Tripla alianță.

III. Tot de la Bibliothèque et Musée de la guerre s'a primit altă publicație a «Societății de istorie a răsboiului» și anume «Tableaux d'histoire comparée de 1878 à 1914» de Wilhelm II, fostul împărat, și «Introduction aux tableaux d'histoire de Guillaume II», de Charles Appuhn și Pierre Renouvin, șefi de secție la Bibliothèque et Musée de la guerre, cu o prefață de d-l R. Poméoré.

Tabelele cronologice ale principalelor evenimente europene între 1878—1914 — întocmite de ex-Kaiser, au fost publicate la 1921. Sunt interesante pentru noi datele precise ale tratatelor de Triplă alianță la care a aderat și România, ultima oară la 5 Febr.

1913, pentru ca să nu fim, cum îmi spuneà Maiorescu, ca «frunza pe apă» în momentul când conferinţa dela Petersburg aveà să se pronunţe (primele zile ale lui Aprilie) în chestia Silistrei.

Lucrarea fostului împărat, în multe privinţe atât de laconică (spre pildă tocmai despre evenimentele dela 1912—1913), pare într'adevăr a aveà de scop să evidenţieze sforţările Germaniei, neizbutite, de a se apropià de Anglia şi de a menţineà pacea.

Foarte detaliate în schimb sunt notele zilnice dela asasinarea arhiducelui Francisc-Ferdinand până la izbucnirea războiului. Se degajează două impresii: una, că Germania n'a exercitat dela început destulă presiune asupra Austro-Ungariei pentru a moderà atitudinea acesteia faţă de Sârbia; alta, că Rusia n'a mai avut la 1914 aceeaş pornire spre concesiuni ca în situaţiile similare dela 1908 sau 1912. *Ioan C. Filitti*

HUMBERT WOLFE: *Labour supply and regulation* (A new series economic and Social history of the World War), Oxford, Clarendon Press — The Carnegie Endowment for International Peace, 1923, XIV + 422 + 10 pagini.

Lucrarea aceasta face parte din colecţia cea mare publicată de Donaţia Carnegie pentru pacea internaţională, ca o istorie economică şi socială a războiului mondial. Problema desbătută în ea e una din cele care stârnesc prea lesne controversa; de aceea autorul încredinţează dela început că a căutat să scrie cu nepărtinire. «M'am gândit cu tot dinadinsul să scriu această carte impersonal şi deasupra controverselor. Am încercat să las faptele să vorbească dela sine». In capitolele care urmează se simte că planul acesta a fost cu stricteţe şi cu succes aplicat.

Cartea arată, cu toată documentarea necesară, sub ce regim şi prin ce schimbări a trecut munca engleză în timpul marelui războiu, cu industria lui militarizată. Ceva mai mult de jumătate descrie, în introducere, care a fost maşina Statului înainte de războiu, iar în partea a doua şi a treia care a fost îngrijirea cu braţe a muncii, şi regimul ei. Mai bine de o sută de pagini de anexe redau tot felul de acte ale autorităţilor din timpul războiului şi lasă să se vadă deadreptul în mecanismul marilor acţiuni de Stat din Anglia, problema muncitorească.

WOERTERBUCH DES VOELKERRECHTS UND DER DIPLOMATIE început de prof. dr. Julius Hatschek, continuat de dr. Karl Strupp.

Au apărut din acest lexicon al dreptului popoarelor şi al diplomaţiei, de o însemnătate unică, numai întâile trei fascicole: întâia, congresul dela Aachen până la blocada de războiu, a doua până la Droit de Saisie, a treia dela Meuza la Neutralitatea în războiul maritim. Chestiuni de tot felul, atâtea în legătură cu ultimul războiu, plin de probleme noui, sunt cercetate aici pe scurt şi cu toată bibliografia de căpetenie. Problema emigraţiei, politica externă, linia Bagdadului cazul Baralong, confiscarea flotei daneze în 1807, Dodekanejul, chestia naţionalităţilor, pe două coloane de tipar mărunt, cu tehnica limpede, obişnuită dicţionarelor. Fasciculele au cam 128 de pagini una.

HANDWOERTERBUCH DER STAATSWISSENSCHAFTEN, în a patra lui ediţie, scoasă de L. Elster, Ad. Weber, Fr. Wieser, a ajuns la fasciculele 31—32, litera *l* Lehrlingswesen (ucenicie).

JOURNAL OFFICIEL DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE, cu desbaterile contradictorii parlamentare, în chestia reformei învăţământului secundar francez (Iunie—Iulie 1922) (Vezi şi Léon Berard).

LÉON BÉRARD: *Pour la réforme classique l'Enseignement secondaire,* Armand Colin, 1923, 334 pag.

In acest volum d-l Bérard a adunat diferite contribuţii şi documente în legătură cu problema atât de discutată în Franţa a învăţământului clasic. Desbaterile şi lupta între specialişti sau în Parlament se pot rezuma destul de sugestiv în încheierile cuprinse în carte: latina, câinele de pază al limbii franceze; latina, cheia limbilor sudice — spaniòla, portugheza, italiana.

E, întâiu, discursul ţinut de autor în Consiliul Superior al Instrucţiei Publice dela 15 Ianuarie 1923. Urmează Reforma planului de Studii al învăţământului secundar într'un raport Preşedintelui Republicii Franceze şi Decretul acestuia dela 3 Maiu 1923 (cele dintâiu 3 articole: I. Invăţământul secundar cuprinde un corp de studii care ţin şapte ani. El ur-

mează după cursurile de studii primare elementare hotărîte de art. 1. din legea dela 28 Martie 1882; II. Toţi elevii urmează acelaş plan de studii în cei dintâi patru ani. Neatârnat de celelalte materii comune, latina e obligatorie în aceşti patru ani (clasele 6, 5, 4 şi 3) şi greaca, timp de doi ani (clasele 4 şi 3); III. In clasele întâia şi a doua elevii pot să aleagă între învăţământul clasic şi modern. In învăţământul clasic se continuă latina obligator şi greaca facultativ... In învăţământul modern, latina şi greaca sunt înlocuite cu un studiu mai desvoltat al francezei şi al unei a doua limbi vorbite).

Cartea se încheie cu discuţiile din Parlament, în şedinţele dela 8, 22 Iunie şi 11 Iulie 1923, cărora le-a dat naştere acest decret.

PAUL APPELL: *Education et enseignement*, notices et discours, Alcan, 1922, 301 pag.

In acest volum sunt strânse diferite articole şi cuvântări ţinute cu deosebite prilejuri. In cele 32 de capitole e, de aceea, vorba de multe lucruri, şi între acestea multe, câtevă au legătură cu răsboiul. Iată de pildă, Alsacia sub robia germană şi Alsacia după liberare, Societatea Naţiunilor, Morţi pentru Franţa, Polonia liberă. Tonalitatea e dată fireşte, de preocupările ştiinţifice, învăţământ public şi cercetări. «Pentru ca Franţa» zice autorul în prefaţă, «să poată aveà şi mai departe, între neamurile de frunte, locul la care are dreptul, trebuie ca ea să păstreze Ştiinţei cultul fierbinte pe care de trei secole i-l închină cu atâta strălucire».

Alte capitole scriu despre geometria infinetezimală, analiza matematică, despre experienţa in geometrie, educaţia tinerimii, un matematician, viitorul Ştiinţei în universităţi, Himia şi industria, Şcoala normală superioară în 1906 şi în 1907, Invăţământul ştiinţelor şi formarea spiritului ştiinţific, Ştiinţele în educaţia naţională, Universitatea din Paris, Facultatea de ştiinţă, Rolul cercetărilor ştiinţifice, Ştiinţele şi răsboiul.

In faţa valului nou clasicist, cărţi ca acestea stau ca un zăgaz.

PAUL LAPIE: *L'école et écoliers*, Alcan, 1923, 185 pagini.

Autorul adună aici nişte studii psiho-sociologice mai vechi despre şcoală şi şcolari. In întâiul, el vorbeşte despre menirea ştiinţifică a institutorului. Fiecare din noi are o vioară a lui Ingres. Nimic mai potrivit pentru omul de şcoală, în puţinele lui răgazuri, decât preocupările şi cercetările ştiinţifice. Această parte, de altminteri, în care se studiază legătura dintre institutor şi psihologie întâiu, şi sociologie apoi, e privită abia ca introducere. Temeiul îl înfăţişază cele două părţi următoare: 1. Studii psihologice, cu un prim capitol despre înaintaţi şi întârziaţi şi al doilea despre cercetări asupra gusturilor şcolarilor; 2. Studii Sociologice cu un prim capitol despre şcoală şi profesia şcolarilor, şi un al doilea, despre şcoală şi criminalitatea juvenilă. Incheerea lori e că înrâurirea familiei asupra soartei carieri şi moralităţii copiilor e covârşitoare; a Şcoalei, mai puţin, cu toate că n'ar fi nulă.

LOUIS FAVRE: *La réforme générale de l'enseignement*, Alfred Costes, Paris, 1923, 107 pagini.

Cartea începe astfel, şi, e caracteristic pentru subiect:

«Se pare că toţi cei ce se interesează de reforma învăţământului sunt de-o părere azi să admită că trebue să se organizeze o *reformă generală* a diferitelor feluri de învăţământ.

«Diferitele feluri de învăţământ cu putinţă pot fi aşezate în mai multe categorii. In fiecare pot fi mai multe trepte. Reforma generală ar putea şi ar trebuì să cuprindă deosebitele categorii şi trepte.

«Printre diferitele categorii, se vor deosebi aceste două grupe:

«1. Aceea a *învăţământului profesional* sau tehnic (mai mult sau mai puţin specială şi utilitară);

«2. Aceea a *învăţământului neprofesional* (mai mult sau mai puţin generală şi dezinteresată sau neutilitară).»

Autorul cercetează pe rând scopurile, mijloacele, rezultatele învăţământului. Ca să fie deplină, reforma trebuie să le îmbrăţişeze deopotrivă pe toate. Scopul primordial e formarea omului deplin, stăpânind întreaga-i valoare socială şi pătruns de spiritul ştiinţific.

JOSEPH WILBOIS: *La nouvelle éducation française*, Payot, 1922, 404 pag.

Iată o carte care pune vitejeşte problema educaţiei, nu fragmentar şi circumspect, ci în totalitatea ei. «Noi vom face cu hotărîre tabula rasa». Faptele sunt văzute tot în lumina răsboiului. Lumea întoarsă de pe front s'a împiedecat nu numai de morţi şi de alte

ruine, dar şi de ţăndările idolilor sfărâmaţi. Ea cere o potrivire cu vremea schimbată. Această potrivire a omului cu societatea viitoare, o dă educaţia, prin latura ei sociologică. Psihologia îi pune numai la îndemână mijloacele.

Lucrarea e împărţită în patru cărţi: Societatea de mâine, cu capitole, metoda sociologică în educaţie, caracterele generaţiei viitoare, tradiţiile generaţiilor trecute; cartea a doua, sufletul copilului, cu capitole, metoda psihologică în educaţie, activitatea la copil, inteligenţa la copil; cartea a treia, revoluţia necesară în educaţie. cu capitole, reorganizarea generală, cultura fizică, cultura activităţii, cultura intelectuală, educatorii şi selecţia elevilor.

ISIDORE POIRY: *La réforme de l'education*, III ed., Bruxelles 1923, 419 pag.

Cartea de faţă a fost salutată şi de cuvinte ca acestea în publicaţii de peste câteva oceane până la noi: «El autor es el eminente pedagogo belga, Don Isidoro Poiry, ferviente amigo del Perú». Autorul, chemat în America de Sud ca să organizeze o şcoală de institutori, potrivit părerilor sale şi fără vreo impunere, sau restricţie, a putut să-şi aplice nişte vederi, ale căror rezultate i-au dat materialul criticii învăţământului de acasă cuprinse în cartea de faţă.

El scrie intr'un loc: «Astăzi, fiecare ins e chemat să coopereze la binele comun; dreptul la educaţie, pentru care instrucţia nu e decât un mijloc, e patrimoniul sfânt al fiecărui cetăţean.

«Dar nu e lesne lucru în Belgia mai ales, unde spiritul tradiţiei, spiritul reacţionar, îşi are rădăcinile mai dârze decât aiurea, unde se dau cu greu mijloacele recesare bugetelor învăţământului şi unde ideile strimte şi politica împiedică până şi cele mai bune propăşiri, să se înfăptuiască aşa de curând reforme însemnate în educaţie».

Cartea cercetează educaţia raţională bazele ştiinţifice ale educaţiei şcolare, localurile de şcoală, adevărata chemare a şcoalei, educaţia integrală, educaţia fizică, intelectuală, morală, profesională, personalul şcoalelor normale, educaţia socială, în Statele Unite, evoluţia educaţiei, organizaţia şcolară nouă, şi, foarte pe larg, în 200 de pagini, educaţia viitoare.

EDITAT Ş TIPĂRIT DE CVLTVRA NAŢIONALĂ, BUCUREŞTI, 1924

APAR PATRU NUMERE PE AN

ARHIVA
PENTRU ŞTIINŢA ŞI REFORMA SOCIALĂ

ORGAN AL
INSTITUTULUI
SOCIAL ROMÂN
DIRECTOR D. GUSTI

ANUL V NUMĂRUL 3—4 1924

EDITORI
CVLTVRA NAŢIONALĂ | INSTITUTUL SOCIAL ROMÂN
STRADA PARIS No. 1 | CALEA VICTORIEI No. 102
BUCUREŞTI

PREŢUL 130 LEI

Toate manuscrisele pentru publicare şi toate lucrările (cărţi, broşuri, reviste) pentru recenzii şi schimb vor fi trimise pe adresa Secretariatului de redacţie: Institutul Social Român, Calea Victoriei No. 102 et. III, Bucureşti.

Anii I (No. 1 şi 2—3 sunt epuizate), II, III şi IV se găsesc de vânzare, după un tarif special, la Secretariatul I. S. R.

Biblioteca Institutului Social Român, din localul Institutului, e deschisă în toate zilele de lucru dela 10—12 şi 16—19.

Abonamentul anual 240 lei. Ediţia pentru autorităţi, instituţii şi firme, 300 lei. Abonamentul se face la «Cultura Naţională», Str. Paris 1, Bucureşti.

(In 1925 condiţiile de abonament se vor schimbà).

APAR PATRU NUMERE PE AN

ARHIVA
PENTRU ŞTIINŢA ŞI REFORMA SOCIALĂ

ORGAN AL
INSTITUTULUI
SOCIAL ROMÂN

DIRECTOR D. GUSTI

ANUL V NUMĂRUL 3—4 1924

EDITORI

CVLTVRA NAŢIONALĂ | INSTITUTUL SOCIAL ROMÂN
STRADA PARIS No. 1 | CALEA VICTORIEI No. 102

BUCUREŞTI

CUPRINSUL

 280

STUDII

LE BUREAU INTERNATIONAL DU TRAVAIL[1] PAR ALBERT THOMAS

MON premier devoir est de remercier l'Institut Social Roumain de m'avoir permis de rencontrer ici d'aussi nombreux amis roumains.

A la vérité, depuis mon arrivée à Bucarest, j'ai quelque inquiétude à l'idée de ne pas remplir exactement mon devoir de Directeur du Bureau International du Travail. J'ai été salué à la gare par les autorités roumaines, j'ai été reçu et fêté par le gouvernement, je suis allé cet après-midi à la Chambre des Députés, j'ai visité de nombreuses organisations, partout, d'un coeur ému, nous avons célébré l'amitié franco-roumaine, nous avons exalté tous nos souvenirs émouvants de Jassy et j'ai peur de ne pas vous apparaître exactement sous la figure que décrivait ce matin un journaliste ami, qui m'a vu à Genève, et qui disait que je m'étais retiré de la grande lutte politique pour m'enfermer dans le travail modeste du savant et du chercheur. J'étais venu ce soir avec le désir de trouver enfin à l'Institut Social Roumain la possibilité d'expliquer simplement, mais précisément, ce qu'est le Bureau International du Travail, ce qu'est notre organisation et voici, qu'une fois encore, le président de l'Institut Social évoque tous nos souvenirs passés !... Ah je sais: notre effort passé est lié à notre effort d'aujourd'hui et vous pensez bien que je n'en renie rien, pas plus que vous-mêmes.

Mais je tiens, et vous me le permettrez, n'est-ce pas, à remplir strictement mon devoir de fonctionnaire international et à vous dire qui nous sommes, ce qu'est le Bureau International du Travail et ce que son directeur vient faire à Bucarest.

Qui sommes-nous donc ? Êtes-vous tellement assurés, les uns et les autres, de le bien savoir ? Est-ce que vous vous souvenez tous d'une manière assez précise de notre charte constitutive? Est-ce que la Partie XIII du Traité de Versailles, la partie «Travail», vous est suffisamment connue ? Est-ce que, par exemple, les articles 389 et 427 sont présents à vos mémoires ?

Pour vous permettre de me suivre, je veux que nous relisions d'abord ensemble le Préambule de la partie XIII du Traité de paix. Ce petit livre bleu que j'ai là, c'est ma Bible c'est pour nous, à l'Organisation Internationale du Travail, la Loi et les Prophètes :

«*Organisation du travail.* Attendu que la Société des Nations a pour but d'établir la paix universelle et qu'une telle paix ne peut être fondée que sur la base de la justice sociale ; attendu qu'il existe des conditions de travail impliquant, pour un grand nombre de personnes, l'injustice, la misère et les privations, ce qui engendre un tel mécontentement que la paix et l'harmonie universelle sont mises en danger ; et attendu qu'il est urgent d'améliorer ces conditions, par exemple en ce qui concerne le règlement des heures de travail, la fixation de la durée maxima de la journée, de la se-

(1) Conferinţă ţinută în Aula Fundaţiei universitare Carol I la 28 Noemvrie 1924, în ciclul Institutului Social Român despre «Politica externă». Stenograma a fost revăzută de conferenţiar anume în vederea publicării în «Arhiva».

maine de travail, le recrutement de la main-d'oeuvre, la lutte contre le chômage, la garantie d'un salaire assurant des conditions d'existence convenable, la protection des travailleurs contre les maladies et les accidents résultant du travail; la protection des enfants, des adolescents et des femmes, les pensions de vieillesse et d'invalidité, la défense des intérêts des travailleurs occupés à l'étranger, l'affirmation du principe de la liberté syndicale, l'organisation de l'enseignement professionnel technique et autres mesures analogues;

«Attendu que la non adoption par une nation quelconque d'un régime de travail réellement humain fait obstacle aux efforts des autres nations désireuses d'améliorer le sort des travailleurs dans leur propre pays, les Hautes Parties Contractantes, mues par des sentiments de justice et d'humanité, aussi bien que par le désir d'assurer une paix mondiale, durable, ont convenu ce qui suit:

«Il est fondé une organisation permanente chargée de travailler à la réalisation du programme exposé dans le préambule».

Voilà, Mesdames et Messieurs, qu'elle est notre charte, voilà le texte, qu'à la fin de 1919, nous avons reçu: ce n'était qu'un texte, un morceau de papier, lorsque les négociateurs de Versailles l'ont adressé à ceux qui devaient créer l'Organisation Internationale du Travail. Nous en avons médité les articles, nous avons cherché pièce par pièce comment l'organisation pouvait être bâtie. Un vers de notre fabuliste La Fontaine me venait alors à l'esprit et quand je lisais et relisais le texte du Traité, lorsque j'essayais de voir ce que pouvait être dans l'avenir notre Organisation Internationale du Travail, je me demandais, comme le fabuliste: «sera-t-il Dieu, table ou cuvette?»

C'était notre premier effort. Il y a cinq ans que l'Organisation a été créée, il y a cinq ans qu'elle vit et nous avons la joie de constater aujourd'hui qu'au milieu de tant de difficultés, une législation internationale de protection du travail est en voie d'établissement.

Oh! mes dames et messieurs, ce n'a pas été sans peine. Avant de venir en Roumanie pour la seconde fois, sous les espèces du Directeur du Bureau International du Travail, j'ai visité d'autres pays; j'ai pris le bâton du pèlerin, j'ai parcouru l'Europe et passé l'Océan: on m'a surnommé quelquefois «Le juif errant de la politique sociale». J'ai essayé par action directe immédiate, auprès des gouvernements, pensant qu'il n'y a pas de vie internationale active, si elle repose uniquement sur des relations par lettres, d'obtenir la ratification de nos conventions, d'obtenir, ce qui est souvent plus difficile, après l'acte de ratification la mise en vigueur, l'application dans les pays. Aujourd'hui nous pouvons examiner les résultats acquis. J'ai ici un petit tableau où jour par jour on marque d'un point noir les ratifications et les décisions d'application; ce tableau, je le porte toujours avec moi. Si vous pouviez le voir dans le détail, vous constateriez que les petites cases sont fort nombreuses, qu'il me faudrait de points noirs et qu'il en est encore trop qui restent blanches, aussi bien dans la première colonne, qui représente les ratifications, que dans la dernière, qui représente l'application. Le total des petits carrés noirs représente, à la fin de septembre 1924, 152 ratifications; si tout le monde avait ratifié en temps utile, je devrais en compter près de 800. Aussi les criti-

ques—il en est pour tout le monde, même pour l'Organisation Internationale du Travail—vont parfois disant que notre oeuvre est vaine, et que nous n'obtenons qu'à grand, peine la ratification des conventions. Je proteste : sans doute les ratifications que j'ai enregistrées ne sont pas toutes de même valeur—et pourtant je les accepte toutes avec joie, mais il me serait facile de vous énumérer 10, 12, 14 grandes nations industrielles qui ont ratifié, et qui appliquent, l'interdiction du travail de nuit des femmes, l'interdiction du travail de nuit des enfants, qui prescrivent que nul enfant ne peut être employé dans un travail industriel ou dans la marine marchande avant l'âge de 14 ans, que les travailleurs doivent être protégés contre le chômage, que les assurances sociales doivent être développées. Et lorsque 10, 12, 14 grandes nations, nations industrielles, ont ainsi ratifié ces conventions, lorsqu'elles se sont engagées pour 10 années à ne pas changer leur législation, quelles que soient les conditions économiques, je dis que l'oeuvre que nous avons accomplie dès maintenant n'est pàs vaine et que, pour employer les termes du Traité de paix, nous avons répandu quelques bienfaits sur les travailleurs du monde.

Mais voici où ma tâche devient plus difficile: il ne suffit pas d'obtenir des ratifications nombreuses ; il ne suffit pas même d'obtenir l'application progresive de ces ratifications, il faut que nous ayons le sentiment que les pays qui sont membres de l'Organisation Internationale du Travail y participent de tout leur coeur, de toute leur intelligence, de toute leur énergie quotidienne. Ce que nous voulons, c'est qu'il n'y ait pas simplement l'adhésion automatique et officielle qui consiste à bien payer les cotisations, à ratifier les conventions, parfois même à les appliquer et à regarder l'Organisation Internationale du Travail et la Société des Nations comme des institutions lointaines auxquelles on tire un coup de chapeau poli et discret, qu'on honore de toute manière, mais à qui on ne songe pas à remettre la part de contrôle, de conciliation internationale et de paix qui dès maintenant, dans la société d'aujourd'hui, en dépit de tant de difficultés, reviennent, de par la vertu des traités de paix, à ces organisations. Et c'est ainsi que je me soucie de savoir comment, jusqu'à quel point, dans quelle mesure, définitive ou précaire, lea grandes nations et les petites nations nous donnent leur adhésion.

J'ai lu jadis un conte roumain, le conte de la Fille du Laurier. J'y ai appris qu'une belle fille, une déesse, une fée, une dryade habitant dans un laurier vert, apparaissait quelques fois, errait dans le paysage champêtre, puis se retirait brusquement. Et qu'un jour, un héros, passant dans la campagne, eut assez de charmes pour l'amener enfin à participer d'une manière définitive à la vie terrestre. Et, lorsque nous allons, mes collaborateurs et moi, vers les nations qui sont dans le monde, nous nous demandons toujours si nous aurons, non pas le charme du jeune héros roumain, mais assez de force persuasive pour attirer à nous d'une manière définitive, les nations qui doivent contribuer à la paix internationale.

La Roumanie nous a comblé déjà de sourires et de complaisances ; la Roumanie nous a donné déjà — et je tiens à le proclamer ici — onze ratifications de conventions, 11 sur 16, et elle s'est placée ainsi troisième ou quatrième entre toutes les nations ; des les premiers jours, par des actes signés le gouvernement roumain a at-

testé que la Roumanie était de plein coeur avec l'Organisation Internationale du Travail.

Oh, je sais, la Roumanie pas plus que le Bureau n'est à l'abri des critiques; et l'application! Mais je sais aussi quand je dis «ratification», on me répond: qu'il y un projet roumain de code de travail, et, en venant à Bucarest, vous vous imaginez facilement que j'ai songé à demander à des amis, dont j'ai éprouvé la fidélité, l'assurance qu'on songerait bientôt à faire aboutir ce projet. Et d'ailleurs qu'on ne me dise pas, même si la Roumanie n'applique pas totalement les conventions ratifiées, que notre travail a été inutile, que la Roumanie ne s'est engagée qu'en paroles. Non! Il n'y a pas chez nous d'engagement purement verbal. La Roumanie a su, comme les autres pays, exactement ce qu'elle faisait lorsqu'elle prenait l'engagement international de ratifier. La Roumanie a su — et c'est là toute la vertu de notre organisation — qu'elle se soumettait volontairement au contrôle des nations contractantes et qu'ainsi elle donnait l'assurance officielle et formelle que désormais elle appliquerait les conventions ratifiées; même en tenant compte des périodes de transition nécessaires, l'engagement comme tel a une valeur considérable.

Mais si la Roumanie a ratifié, est-elle venue définitivement et complètement dans la vie internationale? Je n'en doute pas, pour ma part, mais j'ai eu, avec la Roumanie comme avec la France — elles sont toujours unies dans le bien, quelques fois aussi dans les erreurs passagères — des difficultés. Certaines critiques ont été faites par la France et par la Roumanie à l'Organisation Internationale du Travail. On nous a dit un jour: «la convention sur la céruse, pourquoi la ratifier? Il n'y a pas de céruse en Roumanie, on n'en emploie pas, ou exceptionnellement». Mais, ai-je répondu, c'est justement pour cela qu'il vous est facile de donner votre ratification: elle ne vous coûte rien; mais elle me sera un appui considérable au moment où je lutte pour obtenir des cérusiers anglais et français la prohibition de la céruse dans l'espace de six ans. Cette ratification, précieuse pour l'Organisation Internationale du Travail, le sera pour la Roumanie elle-même qui aura ainsi fermé ses frontières au poison qui pourrait refluer vers elle.

Ce n'est pas tout. On a dit: «le Bureau International du Travail est une grande organisation faite pour les ouvriers, mais nous autres, nous sommes surtout et avant tout une nation de paysans: tandis qu'aujourd'hui la France, qui a si souvent invoqué ses intérêts paysans, n'a que 44 — 45% de sa population employée à l'agriculture, la Roumanie nouvelle y emploie 74% de sa population. Ses petits propriétaires paysans, est-ce que vous allez légiférer pour eux comme pour des ouvriers? Est-ce que vous allez leur imposer le contrat du travail? Et d'ailleurs, Bureau International du Travail, êtes-vous vraiment compétent en matière agricole? Le Traité de paix dit-il expressément que vous deviez vous occuper des travailleurs agricoles? Voyons un peu les textes, appelons les juristes!» Oh les juristes! Il y en a ici que j'estime beaucoup, mais combien je les redoute! Certains juristes on dit: «Le Bureau International du Travail n'est pas compétent en matière agricole», d'autres, aussi nombreux, disaient: «Le Bureau International du Travaux est compétent».

Alors nous sommes allés devant les juges de la Cour de Justice Internationale. Pour

employer une expression familière, j'ai «essuyé les plâtres», car c'est moi qui le premier ai comparu devant ces juges. Et ces juges nous ont donné raison. Il n'y a eu que deux exceptions, deux votes contre, celui de la France, celui de la Roumanie. Ainsi, comme fonctionnaire international, j'ai gagné mon procès contre la France et contre la Roumanie. Je les aime toutes deux d'un coeur ardent; tout de même, ce jour-là, j'ai pensé qu'elles n'avaient pas tout-à-fait raison. Heureusement il y avait des juges à la Haye.

A la suite de cet arrêt, les agriculteurs de France ont fait leur paix avec le Bureau International du Travail. Leurs organisations sont entrées en rapport avec moi et, comme en France le gouvernement a été changé, j'ai eu la joie d'apprendre ces jours-ci que le gouvernement français déposerait également les conventions agricoles devant la Chambre, à fin de ratification. Ici je ne pense pas que vous ayez besoin de changer de gouvernement pour que les paysans roumains et leur gouvernement, fassent la paix avec moi et pour qu'il n'y ait plus de petits trous blancs dans la belle série de petits carrés noirs que la Roumanie a déjà permis au Bureau International du Travail de marquer au tableau de ratification.

Voilà, Mesdames et Messieurs, ce qu'est notre oeuvre et pourquoi je pense que la Roumanie, cette fée séduisante, quittera son laurier et viendra de plein coeur, pour la vie internationale définitive, au Bureau International du Travail et à la Société des Nations.

Voilà notre oeuvre. Il peut sembler — pour prendre les termes du publiciste ami — qu'elle est modeste, qu'elle est discrète. J'ai l'impression toutefois que nous collaborons d'une manière efficace pour notre part à la grande oeuvre de la Société des Nations toute entière. Cette oeuvre, elle est définie dans le Pacte, mais elle est définie surtout par la formule admirable que je vous ai lue et qui reste notre règle d'action: «Attendu que la paix universelle ne peut être fondée que sur la justice sociale». S'il nous est possible par notre effort quotidien, de créer une atmosphère de justice sociale dans le monde, de créer un état économique où le travail ne sera plus considéré comme une marchandise, comme un article de commerce, où l'organisation sociale sera faite pour le bien de l'ouvrier, du consommateur et du producteur, et pour ma part je crois cela possible, la paix universelle se trouvera solidement établie.

C'est là notre grande tâche d'aujourd'hui et le Bureau International du Travail la remplit au jour le jour avec modestie, mais avec la certitude de travailler efficacement à l'oeuvre commune.

Déjà lorsque la Société des Nations, par delà les négociations gouvernementales, veut faire appel à l'opinion publique avertie, lorsque réunie a Genève, elle juge indispensable de faire appel à cette large opinion du monde, qu'il est indispensable de créer, elle se tourne vers le Bureau International du Travail, qui a gagné ou gardé la confiance des organisations patronales en travaillant avec elles depuis le début, et la confiance de ses 26 millions d'ouvriers favorables dès la première heure à l'oeuvre de l'Organisation Internationale du Travail: c'est au Conseil d'administration du Bureau International du Travail qu'elle demande de déléguer au sein de sa Commission permanente de désarmement, les patrons et les ouvriers qui doivent représenter les in-

térêts des peuples. Elle sait en effet, qu'après cinq ans de travail, il y a au sein de notre Organisation Internationale des hommes, patrons ou ouvriers, soucieux de production, qui seront décidés à lutter avec elle pour l'arbitrage, la sécurité internationale, le désarmement, la paix définitive.

Et c'est ainsi que nous travaillons jour par jour à réaliser une atmosphère de paix où les nations seront capables de vivre désormais les unes et les autres dans le bien-être et la liberté.

Mais je puis dire plus: ce que fait l'Organisation Internationale du Travail lorsqu'elle relève les conditions de travail et de vie des ouvriers, ce qu'elle crée au sein des divers États en aidant au vaste mouvement de progrès et de civilisation, ce sont les conditions mêmes de la paix.

Il est certain que dans le conflit de 1914, des nations tout entières sont entrées en lutte pour la défense de leur droit et de leur liberté, mais il n'est pas moins vrai que des masses populaires ont été trompées et égarées, qu'une psychose de guerre a entraîné des masses inéduquées et les a précipitées dans la lutte, quelquefois pour l'injustice, la brutalité et la violence. Et lorsque le Bureau International du Travail défend les conditions de vie des travailleurs, empêche l'enfant d'être épuisé de bonne heure par la fatigue de l'atelier, lui permet d'apprendre à lire et de telle manière qu'il n'oublie pas au bout de quelques années, lorsque le Bureau International du Travail demande aux nations de faire vivre aux ouvriers une vie d'homme libre, de leur laisser par la journée de 8 heures le moyen de profiter de leurs loisirs, de développer leur éducation, de participer en pleine conscience à la vie publique, lorsque le Bureau International du Travail permet aussi au travailleur de conquérir ainsi en pleine clarté, la liberté politique et cette liberté économique indispensable à l'exercice de la liberté politique, je dis que le Bureau International du Travail contribue efficacement à créer les conditions de paix indispensables. A la fin de la guerre tous nous avons eu conscience, tous nous avons dit que ce qui pouvait garantir le monde contre de nouvelles catastrophes, c'était la pratique universelle de la démocratie totale, faite de la liberté de l'individu et de sa pleine conscience. Lorsque nous aurons créé cela, nous aurons realisé des conditions de paix qui nous protégeront des catastrophes.

Voilà comment notre oeuvre du Bureau International du Travail rejoint les préoccupations de la Société des Nations.

Et laissez-moi maintenant, amis Roumains, me retourner vers vous.

A l'heure de Jassy vous m'avez été reconnaissants de soutenir votre espérance par la mienne: vous m'avez été reconnaissants de laisser entrevoir la possibilité de la victoire et de la paix définitive; aujourd'hui je veux vous dire mes espérances de paix, je veux vous dire la confiance que j'ai dans la Roumanie nouvelle.

Je l'ai étudiée d'abord d'un peu loin, mais, dans les dernières 48 heures, quelle joie ç'a été pour moi de voir vibrer, à travers des organisations de toutes sortes, la force populaire nouvelle, de voir vos coopérateurs annonçant la démocratie paysanne organisée, de voir les inspecteurs et les contrôleurs d'assurances sociales nous indiquer comment déjà un réseau, encore incertain parfois, se développe peu à peu à travers toute la Roumanie pour protéger le travailleur roumain contre l'invalidité, la vieillesse,

le chômage, de trouver partout le même souci de l'unité, de l'indépendance roumaine et de la grandeur du pays. C'est là ce qui réjouit aujourd'hui non seulement mon coeur de directeur du Bureau International du Travail, mais mon coeur de Français ; c'est là ce qui me permet de saluer la Roumanie nouvelle en pleine espérance en l'assurant de toute notre amitié accrue par les souvenirs de nos efforts communs.

Permettez-moi de rappeler, une autre de vos légendes, à laquelle je pensais ces jours-ci, la légende du maître constructeur, de l'architecte de génie, Manole. Tandis qu'il construisait son église il connut un moment d'incertitude, et il comprit qu'un grand sacrifice était nécessaire, pour assurer l'achèvement de son chef-d'oeuvre. Et dans le mur qui s'élevait, il emmura sa femme, afin que l'âme de l'être qui lui était le plus cher, devint l'âme même de l'édifice et lui permit de grandir jusqu'au faîte. Eh bien, nous, aujourd'hui, comme le constructeur de jadis, nous enfermons dans le mur de la paix universelle et de la justice sociale notre amitié franco-roumaine, pour donner une âme à l'oeuvre la plus belle qu'ait jamais pu rêver l'espérance des hommes.

PARTIDELE POLITICE[1] DE P. P. NEGULESCU

CUPRINSUL: **Valoarea partidelor, politice în raport cu scopul vieţii politice, în general.** *A) Partidele Confesionale. B) Partidele regionale. C) Partidele naţionale. D) Partidele de clasă.*

IN organizarea democratică a Statelor contimporane, partidele politice sunt, cum am văzut, organele de căpetenie ale vieţii constituţionale. Valoarea lor atârnă dar de măsura în care izbutesc să contribue, prin activitatea pe care o desfăşură, la realizarea scopurilor acestei vieţi. Aşà cum se resfrâng însă, de fâpt, în programele partidelor politice, scopurile acestea pot să fie multe şi felurite, întrucât se confundă, în practică, cu nenumăratele măsuri ce se pot luà, după timpuri şi împrejurări, pentru asigurarea bunului mers al trebilor publice, în diferitele ţări cu regim constituţional. Intr'însele deci n'am puteà descoperì uşor un criteriu unitar, care să ne permită să determinăm, în principiu, valoarea generală a partidelor politice.

Trebuie dar să pătrundem ceva mai adânc, şi să încercăm a găsì concépţia fundamentală, unică şi invariabilă, pe care trebuie să se întemeieze, când nu sunt incoherente sau contradictorii, scopurile acestea particulare şi variabile. Trebuie să descoperim adică ţinta ultimă, ţinta supremă, pe care o urmăreşte în definitiv,— oricare ar fi formele pe care le ià, după locuri şi timpuri, — orice activitate politică, fără deosebire.

Nu putem trece în revistă, acì, toate încercările ce s'au făcut, din antichitate şi până astăzi, de a se determinà scopul vieţii politice sau de Stat, în general. Teoriile respective se pot găsì în cărţile de istoria ştiinţelor sociale. Ne vom mărginì numai să relevăm că mai toate acele teorii se lovesc de greutăţi mari şi se încurcă, de regulă, în probleme mult mai complicate, în probleme de natură metafizică. Unele susţin, bunăoară, că scopul ultim al vieţii politice e binele general. Când voesc însă, cum e firesc, să ne arate ce e binele general, teoriile de acest fel sunt silite să-şi pună întrebarea, ce e binele, în general, şi intră, cu această întrebare, în metafizică, unde, din nefericire, nu se poate ajunge, deocamdată cel puţin, la soluţii pozitive. Altele susţin, în termeni mai apropiaţi de felul cum gândesc de obiceiu oamenii, că scopul ultim al vieţii politice e fericirea tuturor. La întrebarea însă, ce e, sau în ce constă, fericirea tuturor, teoriile de acest fel sunt silite să recurgă la precizări psihologice, pe care le contrazice experienţa. Nu mai încape îndoială, de pildă, că fericirea nu se poate concepe decât ca o formă generală a plăcerii, sub toate aspectele ei. E fericit, cine se bucură că trăeşte, cine găseşte adică plăcere în toate actele, sau cel puţin în actele de căpetenie, ce alcătuesc viaţa lui individuală. In viaţa publică însă, toate actele mari, toate actele ce contribuesc în adevăr la desvoltarea, — politică, economică sau socială, — a Statelor respective, sunt din nefericire condamnate să fie totdeauna mai mult sau mai puţin neplăcute. Reformele mai adânci, chiar când se îndeplinesc în mod paşnic, şi cu atât

(1) Vezi «Arhiva pentru Ştiinţa şi Reforma Socială», an. V, No. 1—2.

mai mult când se îndeplinesc în mod violent, impun tuturor, prin turburările pe care le pricinuesc, tot felul de suferinţe, ce nu pot fi evitate cu nici un chip. Iar marile crize, prin care sunt silite să treacă uneori popoarele, spre a-şi salvà, sau, cel puţin, spre a-şi asigurà existenţa, precum sunt răsboaiele, produc dureri cumplite, pe care popoarele respective, nu numai că nu le ocolesc, dar le caută cu entuziasm, ca atunci când pornesc ele însele, din propria lor iniţiativă, la luptă, sau când o primesc cu hotărîre, chiar cu conştiinţa că vor fi zdrobite imediat de un adversar mult mai puternic, căruia nu voesc să i se supună de bună voie. Atitudinea Belgiei, care, la începutul răsboiului mondial, a înfruntat fără o clipă de şovăire grozava putere militară a Germaniei, sau atitudinea noastră, a Românilor, care am intrat de bună voie în vâltoarea înfricoşată, ale cărei primejdii treceau cu mult peste puterile noastre, — nu mai lasă nici o îndoială în această privinţă. Iacă de ce s'a zis, cu drept cuvânt, că orice progres, în lumea socială, ca şi orice naştere, în lumea biologică, implică totdeauna durerea (1).

Şi iată de ce, astăzi, sociologii se mărginesc de obiceiu să afirme că scopul ultim al activităţii politice este să contribue la desvoltarea corpului social în sânul căruia se desfăşură, uşurându-i şi grăbindu-i progresul. Cum zice un învăţat pe care l-am citat mai sus, într'o altă ordine de idei: «principiul cel mai înalt al întregii activităţi de Stat este promovarea desvoltării progresive a totalităţii poporului şi a părţilor lui» (2). Vechile noţiuni cu un conţinut metafizic sau psihologic preà pronunţat, dispar, cum se vede, cu totul, din definiţiile de acest fel.

Şi'n adevăr, singura ţintă pe care o putem pune, în general, vieţii unui popor, este să se desfăşure în forme din ce în ce mai pline, mai bogate, mai desăvârşite, pentru ca contribuţia lui la tezaurul comun al bunurilor materiale şi morale ale omenirii să fie cât mai impunătoare. Căci de această contribuţie atârnă, exclusiv, locul de onoare al naţiunilor în istoria universală. Prin urmare, activitatea politică nu poate aveà alt scop decât să ajute, să uşureze şi să grăbească desvoltarea corpului social, înlăuntrul hotarelor fireşti ale fiecărui Stat.

Această desvoltare însă atârnă, pretutindeni şi totdeauna, de o condiţie subînţeleasă. Pentru ca să poată creşte, pentru ca să-şi poată sporì, fără nici o piedică, puterile producătoare de valori, popoarele trebuie mai întâiu să trăiască, politiceşte vorbind. Cea dintâi datorie a lor e dar — să-şi conserve existenţa politică. Popoarele care nu au, sau nu mai au, o asemenea existenţă, se pot coborî sau pot fi reduse de împrejurări la situaţia, foarte primejdioasă pentru desvoltarea lor, de simple formaţii biologice, comparabile cu turmele zoologice, pe care le exploatează fără nici un scrupul cei ce le stăpânesc. Istoria ne-o dovedeşte mai la fiecare pas. Propriul nostru trecut ne-o arată atât de limpede, încât nu mai e nevoie să căutăm alte exemple. Neavând o existenţă politică asigurată, în unele părţi ale sale, şi neavând nici de cum o asemenea existenţă, în celelalte, neamul românesc nu s'a putut desvoltà până acum, potrivit cu puterile sale fireşti, şi a rămas, cu

(1) Philippovich, Wirtschaftlicher Fortschritt und Kulturentwickelung, p. 21.
(2) Jellinek, Allgemeine Staatslehre, p. 263.

mult, îndărătul altor neamuri, mai puţin bine înzestrate desigur, în atâtea privinţe. Iar urmările acestei întârzieri apasă, şi vor apăsà încă multă vreme, asupra întregii noastre vieţi, cu o greutate uneori zdrobitoare. Aşà bunăoară, dificultăţile financiare fără precedent, în care ne zbatem astăzi, au fost pricinuite mai ales de faptul că zdruncinarea generală a răsboiului mondial ne-a găsit deabià la începutul evoluţiei noastre economice, în înţelesul modern al cuvântului. Puterea noastră de producere, agricolă şi industrială, şi mijloacele noastre de distribuire, nu erau încă bine organizate şi aşezate pe temelii solide, ca la popoarele mai înaintate decât noi. Iar această întârziere a fost o urmare fatală a faptului că n'am avut, în trecut, libertatea indispensabilă pentru o desvoltare normală, — şi n'am avut-o, evident, fiindcă n'am avut independenţa politică. Nu mai e nevoie să adăogăm că tot aşà e, în toate celelalte privinţe.

Să fim fericiţi dacă, cel puţin, această întârziere va puteà fi reparată pe deplin, fie şi într'un viitor mai îndepărtat. Invăţămintele biologiei nu par a îndreptăţi preà mult optimism, când ne arată că organismele întârziate în desvoltarea lor nu mai pot ajunge la tipurile normale ale speciilor respective. Darwin ne povesteşte undeva, în «Originea speciilor», istoria unui brăduleţ dintr'o pădure scoţiană, căruia vitele, păscând, îi rupseseră regulat vârful, şi care în timp de douăzeci şi doi de ani, judecând după cele douăzeci şi două de cercuri de creştere ale lui, nu se putuse încă ridicà deasupra nivelului ierburilor obişnuite. El erà, fireşte, condamnat să nu mai ajungă niciodată la nivelul normal al speciei sale. In timpul cât el tânjeà, printre ierburile joase, oprit în creşterea lui de vitregia soartei, alţi brazi se înălţau falnici împrejur, luându-i aerul şi lumina, şi îşi înfigeau adânc rădăcinile în pământ, împuţinându-i hrana. Tot aşà, pe când noi, Românii, tânjeam sub apăsarea de plumb a împrejurărilor istorice cunoscute, alte popoare, graţie independenţei lor politice, s'au ridicat în jurul nostru şi s'au organizat puternic, micşorând posibilităţile noastre de desvoltare, mai ales în direcţia economică, în care am avut şi vom aveà să luptăm din greu cu concurenţa lor primejdioasă.

Din fericire, organismele sociale au mult mai multe posibilităţi de desvoltare decât cele individuale, graţie plasticităţii lor incomparabil superioare, fiindcă se reînoeşte necontenit, şi graţie duratei lor cu mult mai lungi decât aceà a vieţii indivizilor.

Că datoria de a-şi conservà existenţa politică este, pentru toate popoarele, în adevăr capitală, ne-o poate arătà, mai limpede ca orice, faptul că în momentele de primejdie toate celelate interese, oridece fel şi oricât de mari ar fi, i se subordonează. In răsboaie, când existenţa politică a popoarelor e ameninţată, toţi cetăţenii pun totul în joc, şi averea şi viaţa lor, ca s'o salveze. Şi această jertfă supremă, orice Stat o cere supuşilor săi, oricărei clase sociale ar aparţineà, oricare ar fi originea şi oricare ar fi confesiunea lor. Toate celelalte preocupări se eclipsează adică dinaintea datoriei supreme de a conservà existenţa Statului, care este, pentru fiecare popor, expresia cea mai înaltă a existenţei lui politice.

De acì rezultă că niciun partid, care aspiră să guverneze o ţară, nu trebuie să urmărească în activitatea sa politică scopuri, care ar puteà venì în conflict cu

această datorie. Asemenea scopuri ar fi acelea, a căror realizare sau a căror simplă urmărire ar duce la slăbirea Statului respectiv, prin sfărâmarea unității lui lăuntrice sau prin subordonarea lui unor puteri străine de el. O scurtă analiză istorică ne poate arătă că au existat partide, care au urmărit astfel de scopuri, și că activitatea lor a fost vătămătoare pentru popoarele respective.

A. Așà au fost, mai întâiu, partidele confesionale, prin care înțelegem grupările cetățenilor în organizări politice diferite, după credințele lor religioase. Asemenea partide iau naștere atunci, când diferitele confesiuni dintr'o țară intră în luptă, fie pentrucă se văd amenințate în existența lor, fie pentrucă voesc să-și sporească drepturile și să-și întindă influența. In toate aceste cazuri, confesiunile tind să utilizeze mijloacele Statului respectiv și, spre a ajunge să dispună de ele, se constituesc în partide politice. Spre a găsì, în această privință, un exemplu in stil mare, trebuie să ne întoarcem privirile înapoi, către vremile când credințele religioase jucau în viața popoarelor un rol mai important. Un asemenea exemplu ne oferă partidele formate de protestanți și catolici, în a doua jumătate a veacului al XVI-lea. Acțiunea lor politică ajunsese în unele părți atât de departe, încât izbutise să dividă țările respective în câte două jumătăți dușmane, care se răsboiau în regulă. In Franța bunăoară, protestanții se constituiseră într'un fel de republică federativă, împărțită în provincii, cu șefi militari, cari percepeau impozite și întrețineau armate. Catolicii la rândul lor alcătuiseră «liga sfântă», care aveà armata ei, care dispuneà de cetăți întărite, care tratà în numele ei propriu cu regele Spaniei, — care formà cu alte cuvinte, ca și uniunea protestantă, un Stat în Stat. Intre aceste două puteri dușmane, micșorată și umilită, autoritatea regală care, formal, reprezentà poporul întreg, abià mai puteà să guverneze. Rezultatele acestei diviziuni profunde a massei naționale, în Franța, au fost dezastruoase. Un scriitor contimporan, Jean Bodin, deplângeà «barbaria produsă de luptele religioase» fără să facă o figură de stil. Moravurile deveniseră peste măsură de sângeroase, disprețul pentru viața omenească ajunsese la culme. Măcelurile din noaptea Sf. Bartolomeu, care isbucniseră în plină pace, care n'aveau adică nici măcar scuza furiei deslănțuite în luptători de necesitatea apărării proprii pe câmpul de răsboiu, o dovedeau îndeajuns. Din această cauză, nimeni nu mai erà sigur de viața și de averea sa, nu numai în călătorie, pe drumuri depărtate și pustii, dar nici chiar acasă, în orașele cele mai mari și mai bine păzite. Mulți nobili întrețineau bande militare, adevărate regimente, ca să-i apere la nevoie, și mulți burghezi, purtau, pe față sau pe ascuns, felurite arme. Pe de altă parte, sărăcia ajunsese cumplită, iar anarhia la culme. Sfâșiată de facțiuni care se răsboiau fără încetare și făceau mereu apel la străini, motivând astfel amestecul lor și creându-le drepturi, Franța se găseà, în toată puterea cuvântului, pe marginea prăpăstiei. Puternicii vecini pândeau momentul când ar fi putut, dacă nu să și-o împartă întreagă, cel puțin să rupă dintr'însa bucăți cât mai mari.

Iată dece, în fața acestei primejdii, s'a constituit în Franța așà numitul partid al «politicilor», adică al oamenilor de cugetare mai înaltă și mai obiectivă, cari aveau puterea sufletească să nu fie nici cu catolicii nici cu protestanții, ci să reprezinte

numai interesele Statului, ca organism unitar, superior facţiunilor confesionale şi urmărind scopuri diferite de ale lor. Apariţia acestui partid este în adevăr caracteristică. El ilustrează încă odată principiul că din excesul răului iese binele, şi ne arată reacţiunea justă a spiritului public francez, care s'a ridicat la timp la înălţimea punctului de vedere pur politic. Această idee, că Statul e un organism unitar, care trebuie să trăească şi să se desvolte ca atare, pe deasupra diviziunilor de credinţe şi de interese ale diferitelor categorii de cetăţeni, — sau dacă nu, nu-şi mai poate îndeplinì rolul de a face posibilă viaţa în comun a tuturor, dându-le maximul de siguranţă şi de înlesnire, — a fost în adevăr leacul mântuitor. De această idee a fost călăuzit Enric al IV-lea, când a pronunţat cuvintele vestite: Parisul preţueşte cât o liturghie, — şi, făcând concesiunile cerute de situaţia luptelor confesionale, a tins cu putere să asigure existenţa şi unitatea Statului francez, redându-i pacea şi concordia. Iar acţiunea partidului «politicilor» s'a simţit mai departe în răspândirea spiritului de toleranţă, care a dus la Edictul de Nantes, şi a pregătit drumul principiului modern al libertăţii de conştiinţă.

Am luat mai întâiu un asemenea exemplu, din vremuri mai depărtate, ca să se vadă până unde pot merge disensiunile confesionale, când cetăţenii se divid în partide după dogmele religioase în care cred, — şi care sunt, în sine, indiferente pentru bunul mers al Statelor respective. E poate bine să ne oprim un moment asupra ultimei afirmări, ca să nu ni se atribue intenţii anti-religioase, pe care suntem departe de a le aveà. Religia, în general, poate fi un factor important al ordinei publice, şi ca atare un auxiliar preţios al guvernelor, a căror principală sarcină este tocmai să garanteze această ordine. Dar la conservarea şi întărirea ordinei publice contribuesc religiile prin partea lor etică, mai mult sau mai puţin comună, nu prin partea lor dogmatică, mai mult sau mai puţin diferită. Ca parte etică a religiilor, se consideră, precum se ştie, cultivarea sentimentelor sociale, care fac viaţa în comun a oamenilor mai uşoară şi mai sigură, şi înlesnesc prin urmare sarcina organizărilor politice, al căror scop este tocmai să întreţină şi să desvolte această viaţă în comun, înlăuntrul hotarelor fireşti ale popoarelor. Aşà sunt sentimentele pe care toate bisericile le cultivă sub numele de porunci divine, de datorii religioase, de virtuţi creştine, etc. — ca iubirea aproapelui, respectul vieţii şi averii lui, respectul cuvântului dat, mila şi caritatea sau cruţarea şi ajutarea semenilor, etc. Ca parte dogmatică a religiilor se socoteşte, dimpotrivă, desvoltarea şi adâncirea problemelor de metafizică religioasă, pe care le ridică concepţiile lor fundamentale, cu privire la natura divinităţii şi la raporturile ei cu lumea. Această parte dogmatică tinde în mod fatal să divídă pe oameni şi să-i învrăjbească. Pe tema datoriei de a căutà binele şi de a ocolì răul, adică pe tema sentimentelor etice, nu s'au încăerat niciodată credincioşii diferitelor biserici; pe tema concepţiilor teologice însă, adică a felului cum îşi închipuiau divinitatea, mai totdeauna. Monoteismul creştin s'a ridicat în contra politeismului păgân, fiindcă credeà într'un Dumnezeu unic şi nu admiteà pluralitatea zeilor din Panteonul greco-roman. Monoteismul islamic, mai riguros, s'a ridicat împotriva celui creştin, fiindcă nu admiteà un Dumnezeu unic în mai multe ipostaze. Diferitele confesiuni creştine s'au

răsboit între ele pe tema raporturilor dintre aceste ipostaze, adică între formele diferite ale divinității unice. Se știe ce rol a jucat cuvântul «filioque» în discuțiile fără sfârșit dintre biserica ordodoxă și cea catolică. Se știe de asemenea, ce neînțelegeri grave a produs chestia prezenței reale sau simbolice a divinității în actul cuminicăturii, între catolici și protestanți, — sau aceea a predestinării, între luterani și calviniști, — sau aceea a consecințelor predestinării, între arminienii și gomariștii din Țările de Jos, etc. Se știe, în sfârșit, că certurile teologice de acest fel au dus destul de adesea la răsboaie civile.

Iată dece, Statul, ca organism politic, nu se poate interesà decât de partea etică a religiilor, care contribue, mai mult sau mai puțin, la întărirea temeliilor sale. Partea lor dogmatică îi este de regulă indiferentă, ca fiind cu totul în afară de sfera sa de acțiune, — iar uneori îi inspiră neliniște și grije, ca mergând în contra scopurilor sale firești, ca punându-i în primejdie unitatea și sdruncinându-i temeliile. Deaceea, Statul modern care, ridicându-se deasupra concepțiilor medievale, s'a constituit în sfârșit ca organism politic independent, nu poate privì partidele confesionale, alcătuite pe baze religioase, decât ca niște rămășițe ale trecutului, pe care doctrina constituțională de astăzi nu le poate recunoaște ca legitime.

Dar să luăm un exemplu mai recent, ca să vedem ce poate să însemneze un partid confesional în viața unui Stat contimporan. Un asemenea exemplu e mai ales necesar, întrucât un partid politic dela noi pare a tinde să ià o nuanță confesională; e partidul național din Transilvania care, după spusele unora din observatorii locali, ar fi încercând a se sprijinì mai ales pe biserica unită (1). In partea

(1) Dela o vreme încoace, impresia aceasta a încetat de a mai fi numai a observatorilor locali. Au început s'o aibă și unii observatori din vechiul regat. Așà bunăoară în două articole din «Ideea Europeană» (An. VI, No. 150 și 156) s'a ridicat cu grije problema confesionalismului în general și a tenințelor confesionale ale partidului național din Ardeal în deosebi. Intr'unul din aceste articole după ce se arată că, «biserica de Apus poartă cu ea pretutindeni valorificarea lumească a creștinismului și ca atare inmixtiunea principiilor de organizare religioasă în viața publică», — se afirmă că «uniții nu stau departe de această concepție». «Uniți sau de rit latin, catolicii una sunt pretutindeni. Este doar cunoscută autoritatea fără discuție și *fără limite* de care se bucură Papa; să nu fie decât acest element și încă el e destul de semnificativ. Dacă în adevăr uniții nu ar reprezentà pentru biserica — nu pentru religia — catolică decât o formă hibridă, de ce nu se încearcă o convertire a lor totală? De ce interdicția pentru misionari de a face pe uniți să treacă cu totul la ritul latin? De ce perpetuarea voluntară a acestor forme mijlocii, dacă în adevăr răsăritul e fundamental schismatic? Pentrucă probabil uniții sunt suficient adaptați mentalității și structurii sufletești catolice. Iată dar că se poate pune în adevăr în seama uniților, adică în seama tendințelor de prozelitism și de dominare ale bisericii catolice, introducerea elementelor religioase în viața publică».

In celălalt articol, se formulează limpede credința că partidul politic tradițional al Ardelenilor a păstrat, din vechime, legăturile cu Roma. «Politica strânsese Ardealul sub un steag unic. Cultura Blajului unit îi dăduse coloarea; deacolo pornià și ideologia mlădioasă dar tenace care a caracterizat pe mulți dintre conducătorii ardeleni, chiar neuniți. Păstrând cu grije patrimoniul limbii, uniții au dat Pontifului din Roma o parte din ceeace datorau Impăratului. Erà un dar înțeles către ceva mai apropiat poate decât Impăratul; legătura spirituală s'a prefăcut repede în una lumească, iar reprezentanții spirituali ai Romei printre Români au simțit repede o solidaritate integrală cu Roma, care a rămas așà și după ce condițiile politice sau culturale s'au schimbat.

aceasta însă a lucrării noastre, care vreà să rămână pe terenul teoriei generale, trebuie să facem abstracție de noi înșine și să ne referim totdeauna la ceeace se petrece la străini, pentru ca analiza noastră să poată rămâneà cât mai obiectivă. Să luăm dar ca exemplu partidul catolic din Belgia.

Și aceste legături neliniștesc pe autorul articolului cu atât mai mult, cu cât îi par «tăinuite» cu mai multă grije. «Sunt multe ascunzișuri în viața de dincolo. Relațiunile cu catolicismul, mai ales în ceeace are el extra-religios, sunt de acest gen tainic, și anumite legături, ca și anumite disensiuni ale celor mai aleși dintre conducătorii politici ai Ardealului, dau foarte mult de gândit, cu atât mai mult, cu cât aceștia sunt mai cu grije tăinuitori ai preocupărilor lor confesionale». Ca o dovadă a acestei tăinuiri citează autorul faptul, inexplicabil pentru dânsul, că în timpul tratativelor de fuziune ale partidului național cu cel țărănesc, din primăvara anului 1924, nu s'a cercetat nicidecum atitudinea respectivă a partidelor «pertractante» față de proiectul de Concordat al guvernului, ce se credeà pe atunci aproape de înfăptuire. «Acum se fierbe Concordatul, impus nouă nu știm de cine și nu știm de ce; el este foarte dorit, pătimaș dorit, poate chiar în revoltătoarea lui formă actuală, de mulți din conducătorii Ardealului românesc; sunt dar cei de dincolo prinși de o problemă care-i interesează adânc, și pe care n'au putut să o uite pe vremea, nu prea depărtată, când se tratà atât de mult dorita fuziune. Nici un semn în acele tratative n'au amintit grijile acestea. Pentrucă problemele confesionale sunt dincolo considerate ca în afara politicii? De sigur nu, pentrucă nu e aceasta realitatea. Pentrucă simțiau la noi lipsa de interes? Ar fi fost o bănueală sprijinită numai pe o observare superficială... Noi credem mai lesne că problema a fost cu grije tăinuită, pentru ziua când în toată vigoarea se puteà acționà pentru o strălucită rezolvare a ei. In orice caz, scoaterea la lumină a acestei probleme, deși puteà să creeze o piedecă mai mare pentru fuziune, decât acele înfățișate publicului, trebuià făcută. Faptul că nu a fost făcută, ne umple de îngândurare pentru viitorul acestei țări, în care se prepară atâtea surprize, cu atât de mare grije păstrate». Și autorul încheie cu cuvintele caracteristice: «Semnele acestea ne duc spre isvoare de influență străine, dar ne arată și cât e de mult întărită influența acestor isvoare la noi»...

Iar ce poate să însemneze «influența» la care face aluzie autorul articolului din «Ideea Europeană», ne-o arată o informație apărută de curând, în Decemvrie 192?, prin ziarele noastre. După aceà informație, Vaticanul, în schimbul unor anumite avantagii pentru catolicii din Rusia, ar sprijinì Sovietele în contra noastră, în chestia Basarabiei, și ar fi făcut chiar unele demersuri pe lângă guvernul italian, care ar fi având astfel un motiv mai mult ca să întârzie mereu ratificarea convenției cunoscute a celor patru mari puteri în această chestie. Demersurile Vaticanului ar fi fost, formal cel puțin, determinate de hotărîrile congresului catolic dela Hanovra, deacum câteva luni. S'a hotărît acolo, precum se știe, sprijinirea Rusiei bolșevice de către catolicism și o intervenție pe lângă Mussolini, ca să susțină, în chestia Basarabiei, teza bolșevică.

Nu știm dacă Vaticanul a făcut sau nu demersurile ce i se atribue. Presupunând însă că le-ar fi făcut, ceeace evident, nu este o imposibilitate, — care ar fi situația unui partid confesional, inspirat de Sfântul Scaun, în politica regatului român?

In sfârșit, ceeace pentru observatorii dela distanță, din Ardeal și din vechiul regat, erà numai o impresie, a devenit la unii membri ai partidului național un cap de acuzare. In «Memoriul» redactat de nemulțumiții din acest partid, și pe care l-au publicat acum în urmă ziarele noastre (Ianuarie 1925), se relevă, ca neputând fi întâmplător, faptul că locurile de frunte din partidul național au fost ocupate totdeauna în trecut, și sunt rezervate și astăzi, uniților, — ortodocșii fiind, mai mult sau mai puțin, ținuți la distanță. Inainte încă de apariția acestui memoriu, un ziar favorabil partidului național, vorbind de frământările din sânul acestui partid și de acuzările ce s'au adus conducătorilor lui, cu prilejul întrunirii nemulțumiților la Sibiu, la Congresul bisericesc ortodox din Octomvrie 1924, ziceà: «Tema principală a discuției a fost cea confesională: s'au adus acuzări conducătorilor partidului național că imprimă acestui partid caracterul de partid unit». (*Adevărul*, 23 Octombrie 1924).

Acest partid s'a constituit odată cu cel liberal, atunci când Belgia a început să aibă o viață politică independentă, adică în 1830. Ca să înțelegem însă mai bine natura lui, trebuie să vedem mai întâiu, ce formă a dat constituția belgiană din 1830 raporturilor dintre biserică și Stat. Aceste raporturi au constituit, în trecut, o problemă grea și foarte discutată. In evul mediu, când credințele religioase erau atât de vii și de adânci, biserica pretindeà că e superioară Statului, fiindcă «puterea spirituală» care vine dela Dumnezeu e mai presus de «puterea temporală» care vine dela oameni. Nici chiar atunci însă, suveranii politici, ca reprezentanți ai Statelor în ființă, n'au admis acest punct de vedere, — convenind, cel mult, că puterea spirituală e deosebită prin natura și scopurile ei de puterea temporală și că poate să se exercite alături de ea, fără nici o încălcare. S'a admis adică, mai mult sau mai puțin, independența bisericii de Stat, dar nu s'a admis dependența Statului de biserică. Iar tendința generală a fost, — și atunci, dar mai ales în timpurile moderne, — de a subordonà biserica Statului, considerând-o pur și simplu ca o instituție a lui.

Problema s'a pus din nou, pentru cei ce aveau să alcătuească constituția belgiană, și s'a pus cu o acuitate firească într'o țară în care voiciunea din trecut a disensiunilor confesionale dovedeà că preocupările religioase pătrundeau adânc în viața sufletească a oamenilor. Șeful catolicilor din Constituanta belgiană, Nothomb, s'a opus cu tărie punctului de vedere al liberalilor, care cereau ca biserica să fie subordonată Statului, și a reclamat cu energie «libertatea» ei. Sub presiunea spiritului public ce stà încă sub influența clerului catolic, Constituanta belgiană a votat separarea bisericii de Stat, în condiții excepțional de favorabile punctului de vedere religios, — lăsând adică bisericii toate privilegiile și luând Statului toate prerogativele. Autoritățile civile nu mai aveau nici un amestec în trebile eclesiastice. Episcopii catolici erau numiți deadreptul de papa, guvernul neavând nici un cuvânt de spus. La rândul lor, episcopii numeau preoții parohi, fără nici o intervenție a organelor publice, centrale sau locale. In schimb, Statul erà dator să întrețină clerul catolic, îi acordà scutirea de serviciul militar, îi dădeà dreptul să primească onoruri militare la ceremonii, să supravegheze învățământul religios în școalele publice, etc.

O asemenea separare a bisericii de Stat, ziceau liberalii, asigură e drept libertatea bisericii, dar compromite independența Statului. Incă din 1831, un grup de liberali a fondat ziarul «L'Indépendance» — ca să lupte pentru «independența puterii civile». In programul publicat în primul număr al ziarului, fondatorii lui declarau că «societatea religioasă catolică le pare, prin natura ei, acaparatoare», că «o cred primejdioasă pentru societatea civilă și într'o permanentă ostilitate față de ea», — și proclamau «ca o datorie a lor de a-i supravegheà mersul și de a combate încălcările ei». Sensul mai adânc al «independenței civile» pe care o reclamau liberalii, nu s'a priceput din nefericire decât mai târziu, în a doua jumătate a veacului al XIX-lea, când s'a văzut partidul catolic, grație situației privilegiate a bisericii pe care se sprijineà, devenind din ce în ce mai puternic și amenințând să determine desfășurarea vieții politice a Statului belgian după sugestii străine de interesele lui.

In adevăr, partidul catolic s'a format, la început mai ales, din gruparea țăranilor din părțile flamande în jurul preoților parohi, cari erau «directorii» lor «de conștiință». Preoții însă ascultau la rândul lor de cuvântul episcopilor din eparhiile respective. Așà încât, șefii adevărați ai partidului catolic erau episcopii, iar cadrele lui reale le formau preoții parohi. Un istoric al vieții politice a Europei contimporane o confirmă pe deplin, când zice că partidul catolic belgian n'a avut nevoie să-și creeze o organizare specială: el aveà drept șefi politici pe episcopi și drept cadre «clerul parohial». Deasemenea n'a avut nevoie nici de un program deosebit: el aveà drept program «deciziile bisericii catolice» (1). Ceeace însemnează că centrul de gravitate politic al partidului catolic din Belgia erà Sfântul Scaun dela Roma, care puteà determinà printr'însul desfășurarea vieții publice a noului Stat după vechile sale interese. Prin aceasta însă «puterea civilă» a regatului, cum ziceà partidul liberal, deveneà dependentă, într'o oarecare măsură, de «puterea spirituală» a bisericii, — și nu a unei biserici naționale, ci a unei biserici prin esență internaționale, cum este cea catolică.

Lucrul s'a văzut mai limpede ca oricând, în timpul luptelor acestei biserici cu guvernul italian pe de o parte și cu cel german pe de alta — lupte care s'au desfășurat aproape în acelaș timp, între 1870 și 1876. Catolicii belgieni au manifestat sgomotos pentru restabilirea suveranității politice a papei și în contra guvernelor «dușmane» bisericii lor — partidul catolic fiind la putere în Belgia. Ceeace făceà aceste manifestații penibile, dacă nu chiar primejdioase, erà mai ales încordarea acută din Germania, unde Bismarck, pe atunci atotputernic, nu erà numai personal atacat, dar fusese chiar obiectul unei tentative de asasinat din partea unui catolic fanatic (Iulie 1874). Nu erà dar nicidecum imposibil ca atitudinea catolicilor belgieni să atragă țării lor ostilitatea marelui imperiu vecin și poate chiar și neplăceri mai pozitive. Dar îndrăzneala acestor catolici erà fără margini: ei nu sfidau numai puterile politice străine, ci chiar și autoritatea politică a propriei lor țări. Spre a sublinià credința lor că puterea spirituală a bisericii e superioară puterii politice a Statului și a arătà că ei înțelegeau să restabilească acest «raport normal» în Belgia, la marele banchet catolic dela Malines, din 1876, prezidat de arhiepiscopul primat, toastul oficial pentru papa a fost ridicat înaintea toastului obligatoriu pentru rege.

Dealtfel, caracterul reacționar al clerului catolic belgian se arătase de mult, din momentul chiar în care avusese putința să ia o atitudine politică. La începutul veacului al XIX-lea, când regatul Țărilor de Jos s'a constituit ca Stat unit, înglobând provinciile belgiene ce s'au despărțit mai târziu, prima constituție ce i s'a dat, deși erà destul de retrogradă în ceeace priveà organizarea puterii politice, recunoșteà totuș libertățile individuale — între altele libertatea de conștiință, libertatea presei și libertatea cultelor. Oricât de îngrădite erau aceste libertăți, ele au revoltat totuș pe catolicii belgieni. Episcopii lor au condamnat oficial, în 1815, constituția care le consacrà, și au oprit pe credincioși să-i jure credință. Actul care pronunță

(1) Seignobos, Histoire politique de l'Europe contemporaine, p. 230.

condamnarea, şi care purtă numele de «Judecată doctrinală», cită printre articolele din constituţia condamnată, care eraŭ contrare «spiritului şi maximelor sfintei religii catolice», nu numai libertatea credinţelor religioase şi exerciţiul public al cultelor, dar şi egalitatea drepturilor civile şi politice. Şi nu eră vorba numai de o critică a principiilor, care rămâneă evident posibilă, ci se afirmă categoric că a respectă acele principii eră o «mare crimă» (1).

Cu toate acestea, libertăţile condamnate cu atâta asprime erau necesare bunei desvoltări a noului Stat. Experienţa Angliei dovedise îndestul, până la aceă dată, utilitatea lor — iar deatunci încoace experienţa tuturor Statelor moderne a confirmat-o definitiv. Luând dar atitudinea politică pe care o luase, clerul belgian nu eră condus de consideraţia intereselor Statului în care trăià şi lucră, ci a intereselor unei puteri străine de el. Aşà bunăoară, unul din motivele pentru care «Judecata doctrinală» se ridică în contra egalităţii drepturilor politice eră, că aceasta ar fi permis să se încredinţeze protestanţilor, în provinciile catolice, demnităţi sau funcţii care să atingă interesele bisericii romane.

Ceva mai târziu, în timpul revoluţiei dela 1830, când Belgia s'a constituit ca Stat deosebit, catolicii şi-au schimbat atitudinea faţă de libertăţile publice. Mai întâiu, nu puteau ieşi din nota timpului, fără a-şi atrage antipatia masselor populare, pornite să-şi cucerească independenţa şi printr'însa dreptul de a dispune în libertate de soarta lor. Apoi, unii dintr'înşii, urmând exemplul catolicismului liberal din Franţa, înţeleseseră că, sub regimul libertăţilor de tot felul, biserica lor puteă dobândì, cu ceva abilitate, o situaţie foarte bună — mult mai bună decât cea pe care o avusese sub absolutismul monarhic dinainte de revoluţie, care nu toleră în cadrul său rigid nici o independenţă, şi mult mai bună decât cea creată de concordatul încheiat de Napoleon I cu Sfântul Scaun, care începeă să fie luat ca model de Statele catolice. Luptând dar alături de toată lumea pentru independenţa Belgiei, când a fost vorba să se dea noului Stat o constituţie, catolicii s'au arătat foarte liberali — dar au cerut să se asigure şi libertatea bisericii lor. Aşà au ajuns să dobândească acel regim, excepţional de favorabil, de care am vorbit mai sus.

După ce însă, graţie acelui regim, au devenit din ce în ce mai puternici, tinzând să monopolizeze guvernarea Statului, fondul lor reacţionar a ieşit din nou la iveală, manifestându-se în diferite ocazii, pe care nu le-am puteă trece în revistă aici, fără a intră mai adânc în istoria politică a Belgiei, din a doua jumătate a veacului al XIX-lea. Ne vom mărginì să amintim faptul că, nu numai liberalii, dar toate spiritele mai limpezi, din ţara de care vorbim, au ajuns să considere partidul catolic ca o primejdie, nu numai pentru forma democratică a Statului, dar chiar şi pentru independenţa lui. In adevăr, catolicismul a luat din ce în ce mai mult, în decursul veacului al XIX-lea, caracterul unei vaste asociaţii internaţionale. Tocmai fiindcă, în general, credinţa religioasă eră în scădere, catolicismul şi-a refăcut şi întărit organizaţia. Unul din mijloacele întrebuinţate a fost crearea partidelor politice din

(1) A se vedeà textul acestui act extraordinar în opera istoricului francez citat mai sus.

diferitele ţări, care păstrau prin cadrele lor, alcătuite din membrii clerului, legăturile cu autoritatea centrală a Sfântului Scaun. Partidele catolice din diferitele ţări deveneau astfel simple secţii ale unei organizări comune, internaţionale. Istoricul citat mai sus recunoaşte acest caracter al partidelor catolice, când zice că «biserica catolică, fiind universală, formează un corp internaţional; credincioşii săi, uniţi între ei peste hotarele Statelor în care locuesc, se grupează în partide catolice internaţionale» (1). Aceasta ilustrează afirmarea noastră că partidele ce reprezintă interese deosebite de ale Statului, de orice fel ar fi acele interese, sunt în chip firesc înclinate să caute un punct de sprijin peste hotarele lui, în partidele ce reprezintă interese similare, din alte State.

Iacă de ce partidul catolic belgian îngrijià pe mulţi din cei ce vedeau ţara în primejdie de a fi condusă după inspiraţii din afară, cu caracter internaţional. Această teamă erà mai ales agravată de lipsa de scrupule pe care o dovedeau unele din mijloacele întrebuinţate de acest partid. E de ajuns să citâm utilizarea «confesionalului» pentru propaganda politică. Un senator belgian m'a asigurat că, astăzi încă, preoţii catolici fac propagandă pentru candidaţii lor, în perioadele electorale, îndemnând pe femeile măritate care vin la spovedanie, să refuze bărbaţilor satisfacţiile conjugale dacă nu se angajează formal să voteze pe candidaţii recomandaţi de ei...

Caracterul reacţionar al partidului confesional de care ne ocupăm, şi faptul că îşi primià inspiraţiile din afară, au constituit un mare neajuns pentru viaţa politică a Statului belgian. Istoricul, pe care l-am citat mai sus, nu uită să sublinieze faptul, că regimul politic din Belgia n'are decât aparenţa «regimului parlamentar englez» pe care a voit să-l imite. Căci «atitudinea reciprocă a partidelor din regatul britanic e cu totul alta». «In Anglia, conservatorii şi liberalii, separaţi prin deosebiri de păreri secundare, sunt de acord să menţină constituţia, şi acest acord face să poată existà între ei raporturi curtenitoare. In Belgia, între catolici şi liberali, dezacordul priveşte concepţia însăş a societăţii. Lupta dintre ei nu se dă între două partide politice, ci între două societăţi, clădite una lângă alta, pe principii diferite. Această luptă deslănţueşte pasiuni religioase aprinse şi polemici pline de ură, luând adesea forma unor manifestaţii de stradă care se sfârşesc cu încăerări. S'a ridicat deci teama, că Constituţia nu va puteà rezistà acestor frământări, şi că libertăţile publice vor fi suprimate. De fapt, graţie simţului practic şi toleranţei naturale a Belgienilor, lupta s'a menţinut în limitele Constituţiei...» (2).

Ceeace înseamnează că, dacă partidul catolic belgian n'a putut să facă tot răul de care erà capabil, ca partid confesional, e numai fiindcă împrejurările politice şi sociale, în care s'a desfăşurat acţiunea lui, nu i-au îngăduit-o. Această mărturisire obiectivă a unui învăţat, care nu face politică, e suficientă ca să ilustreze adevărul afirmării noastre de mai sus, că partidele confesionale nu îndeplinesc condiţiile esenţiale, pe care trebuie să le îndeplinească neapărat partidele politice,

(1) Seignobos, Histoire politique de l'Europe contemporaine, p. 650.
(2) Seignobos, Histoire politique de l'Europe contemporaine, p. 229.

spre a servì în adevăr, cu tot folosul şi fără nici o primejdie, de organe ale vieţii constituţionale a popoarelor moderne.

Dela războiul mondial încoace, tendinţa către internaţionalism a bisericii romane s'a manifestat, cu şi mai multă stăruinţă, prin încercări de a strânge legăturile de tot felul dintre catolicii din diferitele ţări europene. Aşà au luat naştere, pe rând, Internaţionala sindicalistă creştină, Internaţionala politică creştină, numită şi Internaţională albă, Internaţionala catolică propriu zisă, sau Asociaţia internaţională a «operelor» de propagandă, de învăţământ şi de binefacere ale bisericilor catolice, şi în sfârşit Internaţionala intelectuală catolică, al cărei organ «La semaine des écrivains catholiques» arată îndeajuns spiritul de care e animată. Nu e poate de prisos, să aruncăm o privire şi asupra acestei mişcări confesionale, strict contimporane, în care vom găsì o nouă şi neaşteptată confirmare a punctului nostru de vedere.

Internaţionala sindicalistă creştină a ieşit din dorinţa «umanitară» de a apropià din nou, pe terenul comun al credinţei, pe lucrătorii şi funcţionarii germani şi francezi, şi a contribuì astfel la potolirea urilor lăsate de războiu, care ameninţă să zădărnicească pacea încheiată deabià, cu atâtea jertfe. La această operă au lucrat mai ales catolicii olandezi; ca o satisfacţie pentru Francezi însă, Internaţionala aceasta şi-a stabilit sediul central la Paris; Germanii au totuş preponderenţa la vot. Relevăm acest fapt, care ar păreà lipsit de ori şi ce însemnătate din punct de vedere religios, în vederea comentariilor ce vor urmà.

Internaţionala albă e în parte opera partidului «populist» italian, căruia repezile succese parlamentare din ultimii ani i-au dat, în lumea catolică, rolul de altădată al «centrului» catolic german (1). Motivul mărturisit este şi de astădată aceeaş dorinţă de a apropià din nou, pe terenul religios, popoarele despărţite de războiul mondial, şi a contribuì la opera păcii. In acest scop, partidele catolice din toate ţările trebuie să se sprijine reciproc, pentru ca printr'o acţiune politică comună să favorizeze toate măsurile luate de guvernele respective, care ar tinde la rezolvarea paşnică a conflictelor rămase deschise, şi să combată dimpotrivă toate măsurile care ar tinde să ducă la întrebuinţarea forţei. E însă greu de admis ca promotorului acestei acţiuni, care este înverşunatul catolic Don Sturzo, să nu-i fi trecut prin minte ideea sau cel puţin visul unei restabiliri a influenţei, dacă nu chiar a puterii, politice a Sfântului Scaun — cu ajutorul sforţărilor reunite ale partidelor catolice din diferitele ţări (2). Şi dacă în Franţa încercarea aceasta a fost primită de cercurile politice cu destulă răceală, în schimb a avut mai mult răsunet în Europa centrală — în Germania, Austria, Ungaria, etc.

---

(1) Aceste cuvinte au fost scrise în Maiu 1922 şi se referă la situaţia pe care o aveà la aceà dată partidul «populist» italian. Cu privire la amestecul acestui partid în organizarea Internaţionalei Albe, cf. *Revue de Paris*, 15 Noemvrie 1922, p. 279, unde se afirmă că trimisul lui Don Sturzo în Germania, în vederea acestei organizări, a fost Cavazzoni — pe care Mussolini l-a luat mai târziu în ministerul său, dar care nu e fascist-naţionalist.

(2) Asupra acestei afirmări vom reveni mai jos, arătând, după ultima publicaţie a lui Don Sturzo, care e natura adevărată a partidului său.

Celelalte două internaţionale catolice, pe care le-am menţionat mai sus, au aparenţa unor asociaţii nepolitice — una de ordin administrativ şi alta de ordin literar. Le putem dar lăsà la o parte, ca neprezentând un interes deosebit pentru studiul de faţă, deşì e probabil că nu sunt lipsite nici ele de tendinţe politice.

Nu vom intrà în amănunte nici asupra primelor două curente, care n'au ajuns încă să ia forme destul de clare; analiza lor ne-ar duce prea departe. Ne vom mărginì să le indicăm cauzele probabile, dintre care una cel puţin ne va desvăluì partea primejdioasă a acestui internaţionalism religios, cu intenţii politice numai pe jumătate mărturisite. Cauza de căpetenie a acestei mişcări pare a fi necesitatea în care se găseşte catolicismul de a-şi organizà rezistenţa în contra nouilor curente sociale, ce îi sunt ostile. Se ştie că revoluţiile, în general, nu sunt favorabile tradiţiilor religioase. Revoluţia franceză a arătat-o destul de limpede, decretând desfiinţarea confesiunilor constituite şi înlocuirea lor cu «Cultul Raţiunii». Revoluţia comunistă din Rusia a luat o atitudine analoagă. Şi fiindcă revoluţia aceasta are tendinţa manifestă de a se revărsà peste hotarele fostului imperiu al ţarilor, spre a se întinde asupra lumii întregi, catolicismul îşi ia măsurile (1). Sau, ca să luăm un alt termen de comparaţie, după cum în veacul al XVI-lea, apariţia protestantismului a silit biserica romană să-şi organizeze rezistenţa în contra «revoluţiei religioase» — tot aşà astăzi ea îşi pregăteşte apărarea în contra revoluţiei sociale.

Până aici, n'ar fi nimic de zis. Dar sunt semne ce par a indicà şi o altă preocupare — tinzând să utilizeze această mişcare religioasă firească în scopuri politice mai puţin fireşti. Sunt observatori cari cred că se ascunde sub aceste aparenţe confesionale o încercare a puterilor centrale, care au fost învinse în răsboiul din urmă, şi în special a Germaniei, de a-şi organizà influenţa asupra opiniei publice din ţările învingătoare. Mai clar formulează această bănueală Th. Vaucher, într'un studiu recent, din care cităm în întregime pasagiul respectiv. «Atâtea internaţionale nu s'au constituit numai prin descărcarea electrică a unei idei pure printre elementele împrăştiate pe care tind a le combinà. A fost nevoie de şefi, de întrevederi, de corespondenţe, de congrese, de propagandă, de călătorii îndepărtate, de şederi costisitoare în oraşe străine, de rapoarte, de buletine, de jurnale — toate lucruri care sunt astăzi foarte scumpe. O întreagă mobilizare de resurse şi de agenţi, comandate cu o abilitate de necrezut de un spirit ocult, dispunând de mijloace considerabile. Banii, mai mult ca oricând, au devenit nervul acestei campanii, ca al tuturor celorlalte — instrumentul rar şi indispensabil al dominaţiei. Unde au găsit dar Internaţionalele în chestie acest prim motor, acest buget aproape nesecat, care, dintr'o zi într'alta, ne-a arătat, pe cât se pare, organizarea catolică a lumii muncitoreşti mirată de a se trezì interconfesională şi fără patrie. Banii n'au venit de sigur nici dela Papa, nici dela episcopi, nici chiar dela «operele» pur catolice, în general. Partidul «popular» italian, cu toată iniţiativa şi cu toate victoriile sale, e prea sărac ca să poată face faţă, în chip îndestulător, şi altor campanii,

(1) Ceeace nu-l împiedică să încerce şi pactizarea directă cu bolşevismul pentru asigurarea intereselor sale în Rusia.

în afară de nevoile sale electorale, atât de urgente. In Franţa, casiera obişnuită a «operelor» catolice, sindicalismul creştin vegetă — şi am puteà duce până la capăt această revistă, fără a descoperì pe procuratorul de fonduri, verosimil şi mărturisit, al întreprinderii. Numai în Germania, sindicatele aşà zise din München-Bladbach şi din Colonia sunt bogate. După ce şi-au anexat, prin viclenie şi cu forţa, împotriva instrucţiilor lui Piu al X-lea, asociaţiile muncitoreşti catolice zise ale «Sediului» din Berlin, ele înglobează astăzi aproape toate organizaţiile sociale ne-revoluţionare ale Reich-ului. Ţifra anuală a cotizaţiilor pe care le varsă aderenţii lor este enormă; numărul membrilor lor, în adevăr activi, întrece probabil pe acela al tuturor sindicatelor creştine din toate celelelte ţări împreună. Astfel, de mult, adevărata Centrală a mişcării internaţionale de care vorbim, a fost dincolo de Rhin. Incă dinainte de răsboiu (şi de sigur în vederea lui) deacolo pornià propaganda cea mai activă: agenţii se constituiau pretutindeni, foi de informaţii se tipăreau în toate limbile, etc. Infrângerea armatelor germane n'a încetinit această sforţare. Dimpotrivă, ea s'a intensificat, proporţional cu terenul pierdut, cu revanşele de luat, cu triumful democraţiei creştine în noua Republică. Nimeni nu ignorează cum, în 1916, Erzberger, Spahn, Bachem şi alţii au pus, brusc şi pe faţă, forţa organică a Centrului şi a Asociaţiilor muncitoreşti în serviciul pangermanismului celui mai violent. Nici o protestare nu s'a ridicat, din partea lor, în contra crimelor comise de armatele germane în Franţa — nici chiar în contra deportării brutale a lucrătorilor belgieni celor mai strâns legaţi, până în ajunul răsboiului, de organizarea creştină a sindicatelor. E drept că în Franţa, unde presa catolică nu avusese până atunci decât o ciudată complezenţă, pentru «Sediul» din Colonia, o izbucnire indignată de patriotism a denunţat cu sgomot, în timpul răsboiului, aceste nelegiuri ale imperialismului. Dar, cu pacea, a venit repede uitarea; afinitatea tendinţelor a triumfat încă odată împotriva mâniilor, prevederilor şi amintirilor; în ciuda câtorva rezistenţe slabe şi zadarnice, alianţa s'a refăcut. Mai exact, Aliaţii învingători s'au pus din nou, sub presiunea aşà ziselor aporturi, sub jugul Centralei puternice şi tenace, dejà reconstituite de învinşi. Deabià dacă s'a cerut dela aceşti fraţi duşmani câteva declaraţii platonice şi pline de reticenţe, repudiind grozăviile comise de şefii lor în răsboiu. Pe întrecute, Asociaţiile profesionale catolice din ţările latine s'au grăbit să devină, toate, secţii ale sindicatelor creştine, croite după modelul german. In strada Cadet, la d-l Marc Sangnier, tovarăşii se îmbrăţişază în chip «internaţional», iar Almanahul catolic-francez al comitetului Baudrillart, cu toate anatemele din 1916, anunţă ca un triumf Internaţionala sindicalistă creştină, la care colaborează d-l Zirnheld, cu un biurou întreg, pe care îl domină influenţele detestate în ajun... Mai mult încă, puterea financiară a Sindicatelor albe din Germania a găsit, la celălalt capăt al lumii, un sprijin şi un ajutor nu mai puţin eficace. Marele răsboiu a deschis bătrâna Europă activităţii Cavalerilor lui Columb şi această societate secretă americană a întreprins cucerirea lumii latine, în condiţii care nu pot să nu neliniştească, de această parte a Atlanticului, spiritele clar văzătoare. După perdeaua exoterică a acestui fel de francmazonerie deghizată, nu se ascund oare şefi oculţi cari îndreptează, în

spre scopuri necunoscute, activitatea acestei puternice asociaţii? Lucrul ar fi anevoie de dovedit. Dar caracterul germano-irlandez al instituţiei pare, netăgăduit, dominant. Intenţii ciudate, şi pe care nimeni nu le-ar fi putut bănuì, ies la iveală. La Paris, la Roma, Cavalerii lui Columb au biurouri savant organizate. Ei par a fi făcut, în mare parte, cheltuelile reuniunii preparatoare a primului congres al Internaţionalei catolice; ei i-au impus ca prezident pe Schremb, episcopul din Toledo, prezidentul organizaţiei laice a lui *National Welfare Council* din Statele Unite, şi care este, ca din întâmplare, originar din Ratisbona. Importanţa unor asemenea indicii nu poate scăpà decât ochilor cari nu voesc să vadă. . . . » (1).

Cu alte cuvinte, internaţionalismul partidelor confesionale, deschizând calea influenţelor străine, lasă să se strecoare, la adăpostul intereselor religioase, interese dealtă natură, ce pot constituì uneori primejdii mari pentru viaţa politică a ţărilor respective. De această natură pare a fi încercarea Germaniei învinse de a-şi organizà amestecul în viaţa politică a ţărilor învingătoare, şi în special a celor latine, cu ajutorul internaţionalismului partidelor catolice.

Câteva cuvinte încă, asupra partidului popular italian, care am zis că a jucat un rol însemnat în organizarea Internaţionalei albe. Acest partid a protestat acum în urmă, prin opera de curând apărută a întemeetorului său (2), în contra presupunerii că ar fi un partid confesional. Natura acestei formaţii politice trebuie deci lămurită, pentru o mai sigură precizare a ideilor, în raport cu cele zise mai sus.

Partidul popular italian a luat naştere după răsboiu, din iniţiativa şi prin stăruinţele unui preot tânăr, până atunci necunoscut, Luigi Sturzo, care voià să împace nouile tendinţe democratice cu vechile principii conservatoare, pe terenul sentimentului religios. Incercarea erà, fireşte, interesantă, — dar succesul ei neaşteptat nu puteà fi numai de natură teoretică, nu se puteà adică întemeià numai pe valoarea intrinsecă a concepţiei din care purcedeà. De fapt, succesul partidului popular italian şi repedea lui desvoltare au rezultat din sprijinul călduros şi foarte activ al preoţimii catolice. Vaticanul, în starea de izolare politică în care se găsià, a privit cu simpatie înfiinţarea noului partid, care mărturisià singur că luà ca bază sentimentul religios, în formele lui de manifestare catolice, şi prin care Sfântul Scaun sperà să poată influenţà din nou, mai curând sau mai târziu, viaţa politică a Statului italian. Simpatia aceasta a înaltelor cercuri eclesiastice a pus în mişcare armata preoţilor catolici din Italia, care, fără să formeze cadrele noului partid, cum formase clerul belgian cadrele partidului catolic din Belgia, i-a dat totuş un concurs puternic şi foarte preţios, mai ales la ţară. Acest concurs, la alegerile legislative care s'au succedat după răsboiu, au dat partidului un rol din ce în ce mai însemnat în Camera italiană, făcând dintr'însul, în cele din urmă, un arbitru al situaţiilor politice. Din umbră sau pe faţă, Luigi Sturzo ajunsese să dispună de soarta guvernelor italiene, fiindcă fără concursul deputaţilor partidului popular nu se puteà alcătuì o majoritate. Deaceea s'a zis că

(1) Théodore Vaucher, L'Église catholique et l'internationalisme, Revue de Genève, No. 23, Maiu 1922, p. 670.
(2) Luigi Sturzo, Popolarismo e Fascismo, Gobetti, Torino, 1924.

rareori s'a văzut un personagiu mai enigmatic dispunând de o mai mare influenţă politică, şi secretarul general al partidului popular a fost comparat cu faimosul Père Joseph, consilierul intim al lui Richelieu. Această caracterizare a lui Luigi Sturzo stà în legătură cu «echivocul» creat de partidul popular, care declară că nu e catolic, dar se bucură de tot sprijinul autorităţilor bisericeşti şi lucrà cu ajutorul direct al personalului de sub ordinele lor. Asupra acestui echivoc vom reveni mai jos, şi vom arătà cum a încercat să-l înlăture întemeetorul partidului în chestiune. Până atunci, să continuăm cercetarea faptelor.

Când fascismul a intrat în scenă, partidul popular, fără să-i fie ostil, s'a ţinut în rezervă. Când însă Mussolini a luat puterea, don Sturzo i-a dat tot concursul. A fost chiar vorba, la un moment dat, ca «popularii» să fuzioneze cu «fasciştii». Dar acest proiect exprimă mai mult dorinţa unora din prietenii lui don Sturzo decât voinţa lui personală, şi fuziunea nu s'a făcut. Că don Sturzo ţineà să păstreze individualitatea partidului său şi nu dase concursul său fascismului decât numai fiindcă nu i se păreà prudent să se opună prea făţiş unui curent prea puternic, s'a văzut ceva mai târziu. Când Mussolini a prezentat parlamentului noua lege electorală, don Sturzo a luat atitudine în contra ei, fiindcă nu voià să ajute el însuşi pe dictator să-şi asigure dictatura. El s'a silit dar să organizeze opoziţia grupului din Cameră al partidului popular, deşi ştià că respingerea reformei proiectate ar fi avut ca efect imediat dizolvarea. El sperà însă ca la nouile alegeri, cu platforma electorală pe care şi-o pregăteà, de apărător al unei democraţii mai largi, să poată învinge sau cel puţin reduce fascismul.

Manevra, de astădată, n'a izbutit. Cu felul său impulsiv şi autoritar, Mussolini a dat să înţeleagă Vaticanului că nu admiteà să se amestece în politica ţării, încurajând atitudinea anti-guvernamentală a lui don Sturzo. Şi Vaticanul n'a găsit oportun să se strice cu dictatorul. Inalte personalităţi eclesiastice au dezaprobat făţiş politica opoziţionistă a lui don Sturzo, care s'a grăbit să tragă consecinţele, demisionând. Caracteristic e că în demisia adresată «Consiliului naţional» al partidului său, don Sturzo declară categoric că «nu vrea să dea mai departe adversarilor săi de toate colorile pretextul nejustificat de a creà echivocuri cu privire la raporturile partidului popular cu Biserica şi s'o târască şi pe aceasta în inevitabile conflicte politice». După această demisie, la congresul partidului dela Torino, don Sturzo a încercat să reducă proporţiile eşecului politic suferit, dându-i un caracter pur personal. «Victoriile, — a zis el, în discursul său, — nu sunt ale noastre, ci ale ideii; înfrângerile sunt ale noastre, nu ale ideii». Şi a publicat apoi un volum intitulat «Popularism şi Fascism», ca să apere şi să întărească doctrina partidului.

In acest volum, autorul se ridică mai întâi în contra «echivocului» ce se impută partidului popular, că ar fi, fără să vreà s'o mărturisească pe faţă, un partid catolic. Ce izbeşte, în încercarea autorului de a înlăturà acest echivoc, e faptul că ea se reduce pur şi simplu la declaraţiile sau protestările partidului, — pe când arătarea scopurilor pe care le urmăreşte şi mai ales întemeierea lor principială, duc dimpotrivă la la confirmarea lui. «Fenomenul *popular*, în viaţa publică italiană, dela începutul lui 1919 şi până astăzi, n'a fost studiat în caracteristica lui specială şi în funcţionarea lui radicală, fiindcă n'a dobândit încă o autonomie politică desăvârşită, aşà încât să

fie degajat de orice element impropriu şi de orice aparenţă de echivoc». După ce mărturiseşte astfel că partidul popular italian n'are încă o înfăţişare politică destul de limpede, autorul face un scurt istoric al apariţiei lui. «A doua zi după armistiţiu, când palpitaţiile victoriei militare (nu şi politice) dădeau Italiei impresia unei conştiinţe naţionale reînoite, şi când suferinţele lungului răsboiu deslănţuiseră fenomenul unui socialism bolşevizant şi mesianic, partidul popular a exprimat pacifismul neresemnat al burgheziei mijlocii şi mici, şi sindicalismul moral al curentului catolic, întărit cu Enciclica *Rerum novarum* a lui Leon al XIII-lea şi identificat cu democraţia creştină».

Insistând asupra acestei din urmă caracterizări, autorul relevă ca un merit al său că a scos «curentul catolic» din izolarea lui de până atunci şi l-a determinat să ia parte la viaţa politică a ţării. «Semnificarea cea mai izbitoare a creaţiei noului partid a fost aceea că a adus curentul catolic să participe la viaţa politică a Italiei». I s'a părut creatorului acestui partid că «după răsboiu se puteà despărţì problema libertăţii pontificate deaceea a activităţii politice a catolicilor ca cetăţeni ». De ce? Fiindcă «răsboiul fixase raporturile catolicilor italieni cu naţiunea, deosebindu-le de acelea ale Sfântului Scaun cu diferitele ţări beligerante». Don Sturzo nu uită însă să adauge, ca bun catolic şi fiu credincios al bisericii romane, că despărţind problema activităţii politice a catolicilor italieni de aceea a libertăţii pontificale, nu înţelege să ia acestei din urmă probleme nimic din tăria «îndreptăţirilor sale spirituale imanente». Tot aşà, întemeiând partidul popular italian, don Sturzo a ţinut să arate că acest act al său nu contrazice dispoziţiile cercurilor catolice conducătoare. El consideră anume creaţia noului partid «mai mult ca un corolar al trecutului decât ca un punct de plecare pentru viitor», întrucât se înserează într'un proces mai vechiu de orientare a catolicilor italieni către viaţa politică. «Intransigenţa negativă a catolicilor, pentru care formula *non expedit* devenise o prohibiţie pozitivă, se micşorase, precum se ştie, după mişcările din 1898 şi după uciderea regelui Umberto în 1900, mai ales însă după experienţa alegerilor generale din 1904 şi după dispoziţiile dela caz la caz luate de Piu al X-lea, cu directivele cuprinse în Enciclica *Il fermo proposito* din 1905, care au avut un prim efect notabil la alegerile generale din 1909, şi mai mult încă la alegerile din 1913» (1).

Fireşte, o asemenea atitudine, observată dela început, a întărit impresia că noul partid, canalizând «curentul catolic», lucrând conform cu dispoziţiile Sfântului Scaun şi continuând acţiunea dejà începută, în proporţii mai modeste, de catolicii italieni, erà în fond un partid catolic. Deaceea la congresul din Bologna, din Iunie 1919, conducerea partidului a crezut că erà oportun să protesteze în contra acestei impresii generale. Chestia pusă la ordinea zilei, dacă partidul popular este catolic sau nu, a fost rezolvată în mod negativ. In schimb însă, partidul a refuzat să ia în discuţie chestia Bisericii romane şi a raporturilor ei cu Statul italian, chestie care s'a ridicat deasemenea, la acelaş congres, dar n'a fost pusă de biurou la ordinea zilei. De ce?

(2) Luigi Sturzo, Popolarismo e Fascismo, p. 12. Toate citaţiile anterioare sunt luate din dedicaţia volumului «Ai popolari» şi din primul capitol «L'impostazione politica».

De sigur pentru ca partidul să nu fie silit, de credințele și legăturile conducătorilor, să ia o atitudine care i-ar fi descoperit natura adevărată... Acest refuz a întărit, firește, impresia de echivoc, în lumea politică italiană. Relevând efectul produs asupra opiniei publice de cele două voturi contradictorii ale congresului din Bologna, don Sturzo zice că «conducătorii partidului popular n'au voit să creeze nici un echivoc, în materie religioasă și în directivele etico-programatice ale partidului». Și făcând încă odată istoricul ideilor lui, dinainte de acele voturi, autorul zice: «Partidul popular italian aveà drept bază școala creștino-socială; aveà drept linie inspiratoare democrația creștină; consideră ca un principiu de căpetenie al său libertatea religioasă a bisericii catolice; nu ignorà prin urmare problemele spiritului, nici tradiția și credința catolică a poporului italian; dar admiteà o concepție nouă în viața partidelor constituționale moderne, fie laice, fie indiferente, fie chiar ostile cugetării religioase, și anume principiul că Statul nu e un tot, un absolut, un isvor al eticității, și că religia trebuie să pătrundă cu valoarea ei etico-spirituală toate instituțiile sociale, respectând totuș autonomia lor» (1).

Autorul însuși recunoaște că această atitudine a partidului popular italian, care voește să introducă spiritul religios în toate instituțiile sociale, lăsând neatinsă autonomia lor, a fost considerată ca o încercare de a realiză «quadratura cercului». Aceasta însă, zice don Sturzo, este «obiecția teoreticienilor cari, suferind de mania monistă, nu găsesc decât o soluție pentru problema autorității sociale, și anume, reducerea la unitate... Fie Statul, ca pentru democrați, fie Națiunea, ca pentru naționaliști, — acesta este pentru ei principiul autorității, limita libertății, rațiunea societății». Acestei teorii «moniste», autorul îi opune teoria «dualistă» după care nu se poate confundà Statul cu Biserica, fiindcă nu se poate confundà omul cu Dumnezeu. Această teorie «admite diversitatea lucrurilor umane și divine». Statul și Biserica sunt două realități deosebite; și autorul vreà să ne facă să credem că ele sunt și — independente una de alta. Această independență însă rămâne, pentru Stat, pur verbală. Căci dacă don Sturzo respinge teoria «monistă» după care principiul autorității rezidă în Stat sau în Națiune, concluzia logică este că, pentru teoria sa «dualistă», principiul autorității rezidă, în ultimă analiză cel puțin, în Biserică. Acesta e sensul afirmării că instituțiile sociale trebuie să fie pătrunse de spiritul religios și că partidele politice trebuie să-și ia inspirația din idealurile religioase. Nu e dar de mirare, ceeace ne spune însuș autorul, că această atitudine a partidului popular italian a fost considerată de toți adversarii săi ca o «întoarcere la evul mediu, sub masca democrației creștine» (2). — Partidul popular italian rămâne astfel un partid confesional, care se silește în zadar, pentru motive de oportunitate politică, să-și ascundă natura adevărată.

B. Deaceeaș natură ca partidele confesionale — urmărind adică scopuri diferite de ale Statului, ca organism politic unitar, și incompatibile cu unitatea lui, — sunt partidele regionale. Ele reprezintă interesele locale, ale diferitelor regiuni

(1) Op. cit., p. 14.
(2) Op. cit., p. 15.

ale unui Stat unitar, sau ale diferitelor părţi ale unui teritoriu naţional neajuns încă la unificare — ambele aceste categorii de căpetenie putând să cuprindă numeroase combinaţii diferite şi să ia numeroase nuanţe secundare. Aceste interese locale, partidele regionale caută să le opună intereselor generale — ale Statului întreg sau ale naţiunii întregi care locueşte teritoriul neunificat încă politiceşte — fără să se întrebe dacă ele nu trebuie totuş să li se subordoneze, tocmai spre a puteà fi mai uşor şi mai sigur satisfăcute. Ca atare, partidele regionale ni se înfăţişează de cele mai multe ori ca fiind expresia politică a unui egoism local rău înţeles. Am zis numai rău înţeles, şi nu nelegitim. Egoismul are totdeauna, la fiecare individ, o parte de îndreptăţire, şi nu devine nelegitim decât numai când vrea să treacă peste marginile fireşti, pe care i le impune egoismul egal îndreptăţit al tuturor. Egoismul colectiv al unei regiuni cu interese speciale, pe care le crează situaţia ei geografică, configuraţia ei orografică, structura ei etnică, etc. poate evident să aibă o parte de îndreptăţire şi, ca atare, o relativă legitimitate. Calea cea mai nemerită însă, pe care îşi poate găsì satisfacerea, nu este să se opună intereselor generale. Iar această rea înţelegere nu se datoreşte totdeauna unei insuficienţe intelectuale, ci, destul de adesea, unor porniri afective mult mai puţin scuzabile. Aşà sunt, de cele mai multe ori, ambiţiile personale ale celor ce, după formula veche şi cunoscută, voesc mai bine să fie cei dintâi în satul lor decât cei din urmă la Roma.

Aşà bunăoară, ca să luăm un exemplu concret, este incontestabil că unitatea politică, realizată în sfârşit după războiul din 1870—71, a dat Germaniei o viaţă nouă, permiţându-i să se desvolte, pe toate terenurile, cu o repeziciune ne mai văzută şi să ajungă în scurtă vreme Statul cel mai puternic din Europa. Interesele locale ale diferitelor regiuni au găsit astfel o satisfacere mai uşoară, mai sigură şi mai deplină, în cadrul imperiului unitar, decât putuseră găsì în cadrul mozaicului de mici State independente, de altădată. E dar firească întrebarea, de ce această binefăcătoare unire nu s'a realizat mai de mult? Fiindcă nu se înţelegeà folosul ei? Nu. Ci fiindcă, pe lângă o sumă de cauze generale — ca, între altele, rivalitatea dintre Prusia şi Austria — se opuneau mai ales o sumă de cauze locale, printre care cele mai puternice erau ambiţiile curţilor domnitoare şi ale guvernelor lor, care nu se puteau împăcà cu ideea de a se vedeà subordonate unei autorităţi superioare. Cea mai bună dovadă e că, pe vremea când antagonismul dintre Prusia şi Austria nu fusese înlăturat de înfrângerea suferită de cea din urmă la Koeniggraetz — se puteà pune foarte uşor temelia unităţii germane prin unirea parţială a micilor State din Sud şi din Apus, care ar fi format un al treilea bloc, alături de cel prusian şi de cel austriac. Erà ideea faimoasei «triade», care s'a pus pe tapet pe la 1850, dar nu s'a putut realizà. Reprezentanţii micilor State germane s'au adunat de mai multe ori, ca s'o desbată, dar n'au putut luà niciodată, nici o hotărîre. Unul din istoricii de frunte, cari au studiat formarea Germaniei contimporane, vorbind de aceste încercări rămase fără rezultat, zice: . . . «Principii cari erà vorba să se unească, se gândeau mai mult la neînţelegerile care îi divizau decât la pericolul comun care îi ameninţà; în congresele pe care le convocau cu atâta

sgomot, miniştri îngâmfaţi schimbau planuri mărețe şi priviri geloase, separându-se apoi cu felicitări ipocrite şi cu promisiunea solemnă că — data viitoare — vor încheià în sfârşit această asigurare mutuală, pe care toată lumea o găsià indispensabilă, dar pentru care nimeni nu vroià să facă sacrificii» (1). Şi în adevăr, aici erà buba, în acest egoism local, care făceà pe fiecare gelos de prerogativele lui. A trebuit să vină răsboiul din 1870, pentru ca ghiaţa acestui egoism să se topească în focul victoriei comune, şi a trebuit să intervină mâna de fier a lui Bismarck, pentru ca unitatea germană să se poată în sfârşit realizà — asigurând tuturor intereselor locale satisfacerea cea mai deplină pe care o puteau nădăjduì.

Partidele regionale au apărut în istorie, sub forme mai clare, la sfârşitul veacului al XVIII-lea, în Statele-Unite ale Americii. Sub vechiul regim colonial, neexistând într'însele o viaţă politică propriu zisă, nu existau fireşte nici partide. Chestiunile politice se discutau totuş între cetăţeni, şi locurile unde se desfăşurau de regulă aceste discuţii erau cluburile din oraşele mai mari. In aceste cluburi se adunà, după obiceiul englez, elita populaţiei urbane — elită ce se formà inevitabil pretutindeni, pe măsură ce coloniştii se îmbogăţeau şi se cultivau. Aceste cluburi au jucat un rol important în pregătirea emancipării Statelor-Unite, şi erà prin urmare firesc ca ele să formeze nucleul partidelor care urmau să ia naştere, ca organe ale vieţii lor politice independente. Numai că, aceste cluburi se obişnuiseră să discute mai mult chestiunile de însemnătate locală; în lipsa unei vieţi politice unitare, erà natural ca chestiunile de ordin general să nu se pună cu destulă claritate şi cu destulă tărie sau să nu se pună nicidecum. Deacì, un spirit particularist, cu orizonturi limitate, care trebuià să ducă în mod fatal la regionalism. Naşterea acestui regionalism a mai fost favorizată şi de pornirea tuturor către independenţă, care, ca orice forţă fizică sau psihică deslănţuită, dar neînfrânată la timp, mergeà mai departe decât ar fi trebuit. Coloniştii voiau să fie absolut liberi, să-şi vadă de interese după bunul lor plac, fără să li se mai impună constrângeri din afară — şi, odată ce scăpaseră de stăpânirea metropolei europene, nu mai voiau să fie stânjeniţi de o altă stăpânire, adică de aceea a uniunii coloniilor.

In timpul răsboiului pentru independenţă, această uniune se reduceà la o colaborare destul de puţin strânsă, pe care o regulà un «congres» al reprezentanţilor coloniilor, care nu erà însă un organ politic propriu zis, capabil să ia hotărîri obligatorii pentru toate coloniile participante. Particularismul, ba chiar egoismul lor, a ameninţat în câteva rânduri să zădărnicească acţiunea militară comună în contra Englezilor. Cu atât mai mult a ieşit la iveală acest particularism egoist, când a fost vorba, după cucerirea independenţei, să se dea o formă noului Stat independent. Coloniile nu voiau să-şi mărginească libertatea în profitul unui Stat unitar. In zadar li se arătà, că erau prea slabe ca să poată trăì ca State separate, şi că riscau să cadă din nou sub stăpânirea uneia sau alteia din puterile europene, care luaseră

(1) Ernest Denis, La Fondation de l'Empire allemand, p. 143.

parte la colonizarea Americii de Nord şi aveau încă interese mari pe coasta ei de Răsărit. Opoziţia lor a durat câţiva ani, din Aprilie 1783, când s'a încheiat pacea dela Versailles care le consacrà independenţa, până în Maiu 1787, când s'a adunat congresul dela Philadelphia, care a votat constituţia Uniunii.

In acest timp a apărut primul partid politic unitar, care a dus lupta pentru întemeierea Uniunii în numele unei idei noui: a federalismului. Ca să învingă rezistenţa partidelor locale sau regionaliste, Hamilton, Madison şi Morris au întemeiat, cu elementele mai culte şi mai clar-văzătoare din toate coloniile, partidul federalist, care tindeà să păstreze suveranitatea coloniilor pentru interesele lor particulare, dar să le subordoneze în acelaş timp unui guvern central, pentru toate interesele lor comune. Când această idee a câştigat destui aderenţi ca să aibă perspectiva de a reuşi, reprezentanţii coloniilor s'au adunat în congresul dela Philadelphia, sub preşedinţia lui Washington. Particulariştii au luptat totuş pentru apărarea punctului lor de vedere, şi n'au dezarmat nici după ce Congresul a votat constituţia Uniunii. In Statul unitar, constituit în sfârşit pe baze federaliste, partidele locale şi-au continuat activitatea care, în nouile împrejurări politice, nu puteà fi decât vătămătoare, şi şi-au atras condamnarea primului preşedinte al Uniunii, Washington, care a declarat că nu poate concepe partide politice cu nume geografice. Intr'un Stat unitar, partidele trebuie să fie unitare, să reprezinte adică Statul întreg, deosebindu-se între ele numai prin ideile ce au cu privire la conducerea lui. Deaceea s'au şi contopit, cu vremea, partidele regionaliste americane într'un partid general, ai cărui membri, părăsind numele de până atunci de anti-federalişti, au luat numele de republicani. Acest nume se explicà prin înclinarea ce se atribuià federaliştilor către monarhia constituţională engleză, presupunându-se că voiau să dea şi noului Stat american aceeaş formă de guvernământ.

Evoluţia partidelor «geografice» către un partid unitar, slăbind particularismul regionalist, a uşurat considerabil consolidarea internă a Statelor-Unite. Crize trecătoare s'au mai produs totuş, din când în când. Spiritul particularist şi-a ridicat din nou capul între 1820 şi 1830, cu aşà numita teorie a «nulificării», care tindeà să dea fiecăruia din Statele federale dreptul de a anulà hotărîrile guvernului central, când nu conveneau intereselor lor. Această teorie n'a putut ajunge să intre în sistemul constituţional al Uniunii, dar «interesele» care căutau să-şi facă drumul la adăpostul ei au rămas în picioare şi şi-au căutat satisfacerea pe alte căi. Aceste interese erau mai ales acelea ale Statelor dela Sud, a căror viaţă economică se întemeià pe practicarea sclaviei. După diferite încercări de a ajunge la un conpromis, interesele acestea au dus la «secesiune», adică la ieşirea din federaţie a Statelor în chestiune. Regionalismul păreà că triumfă. Statele dela Nord au oferit atunci un exemplu minunat de idealism şi de spirit de sacrificiu. Fără să aibă nimic de câştigat, ca interes material direct, apărând numai principiul social al libertăţii omului şi principiul politic al unităţii Statului, în contra intereselor particulare — au început răsboiul din 1861—64. Puterea acestor principii a fost atât de mare, încât a determinat congresul Statelor de Nord să consimtă la jertfe imense, pentru acele vremuri. E de ajuns să amintim că, la sfârşitul campaniei, Uniunea ajunsese să

aibă pe picior de războiu un milion de soldaţi, iar cheltuelile făcute i-au lăsat o datorie de trei miliarde dolari. Unitatea Statului a fost însă salvată, iar desvoltarea lui a fost îndrumată definitiv pe căile sănătoase ale libertăţii şi justiţiei, care au dus la splendida înflorire de astăzi.

Ca partid regional sau geografic a început în Marea Britanie grupul parlamentar irlandez, care apără pe de o parte interesele agrare ale ţăranilor din Irlanda, iar pe de alta cereà autonomia acestei provincii, ca o garanţie că interesele ei speciale vor fi mai bine administrate. Cu acest program s'a constituit partidul irlandez în 1879. Când însă, în urma agitaţiilor neîntrerupte ale lui Parnell, care adunase fonduri considerabile în America, dela Irlandezii emigraţi în Statele-Unite, guvernul englez, cu Gladstone, a voit să aducă unele îmbunătăţiri situaţiei agrare din Irlanda, partidul a cerut mai mult: o reformă agrară mult mai radicală şi «independenţa naţională». Din regional, partidul irlandez s'a transformat astfel în partid naţional. De unde, la început, voià numai să apere, mai bine decât o făceau celelalte partide, interesele speciale ale unei provincii a regatului britanic, a ajuns repede să ceară înlăturarea «dominaţiei străine» asupra acelei provincii şi independenţa politică a naţiunii ce o locuià. Vom vedeà mai departe ce însemnează, în istoria politică, partidele naţionale. Indicăm numai în treacăt această evoluţie, care n'a fost cea din urmă, a partidului irlandez. In 1886, când s'a constituit Coaliţia unionistă, partidul irlandez a devenit federalist. Explicaţia acestor schimbări e foarte simplă. Când guvernul liberal al lui Gladstone i-a părut slab, fiindcă se arătà dispus să facă concesiuni, partidul irlandez şi-a ridicat pretenţiile. Când însă, după alegerile din 1886, s'a găsit în faţa puternicei Coaliţii unioniste, compuse din liberalii dizidenţi ai lui Hartington şi ai lui Chamberlain, cari nu admiteau concesiunile lui Gladstone, şi din conservatorii lui Salisbury, cari voiau să salveze cu orice preţ unitatea Statului, partidul irlandez şi-a redus iarăş cererile. Pentru ca să poată lucrà alături cu partidul liberal care, sub influenţa lui Gladstone, admiteà autonomia Irlandei — «întrucât erà compatibilă cu unitatea regatului» — şi pentru ca să câştige aderenţi în noul Parlament, slăbind astfel puterea Coaliţiei unioniste, partidul irlandez a pus înainte doctrina «federalistă». Autonomia, ziceà el, nu e necesară numai Irlandei, ci tuturor părţilor regatului britanic, Angliei, Scoţiei Ţării Galilor, etc., pentru ca interesele lor regionale să fie mai bine asigurate printr'o administraţie locală, independentă de centru. Marea Britanie ar fi urmat dar să se transforme într'un Stat federal, ca republica Statelor-Unite. Cu această concepţie, partidul irlandez redeveni̇à regional. In fond însă, cu toate variaţiile sale de păreri, partidul acesta, din momentul ce şi-a simţit puterea, n'a încetat de a fi naţional şi de a tinde la independenţa Irlandei, chiar şi pe căi revoluţionare, cum s'a văzut în anii din urmă, după războiul mondial.

Se va găsì poate că exemplele de care ne-am servit sunt prea depărtate de noi, în timp şi spaţiu. Să luăm dar unul mai apropiat, din ambele puncte de vedere — şi anume din viaţa politică a noului Stat jugo-slav. Intr'un studiu destinat să informeze opinia publică europeană asupra «stării psihologice» a popoarelor chemate să trăească împreună în hotarele regatului sârbo-croato-sloven, unul

din reprezentanţii săi de frunte (1) recunoaşte că dela actul naţional al unirii până la unificarea politică, drumul e încă lung şi plin de dificultăţi — dar se grăbeşte să adauge că nu există nici un motiv de îndoeală sau de nelinişte, şi că timpul îşi va îndeplinì cu siguranţă, fără sguduiri interne, opera de apropiere, de nivelare şi de contopire a diferitelor părţi ale rasei comune.

In adevăr, ceeace domină situaţia din punctul de vedere care ne preocupă, e faptul că «unanimitatea cu care Sârbii, Croaţii şi Slovenii au salutat şi realizat unitatea naţională, n'a fost produsul unei dispoziţii trecătoare, ci expresia adâncă a unei comunităţi de rasă». Aşà încât, deosebirile de păreri, care au ieşit la iveală după unire, nu privesc decât modul cum ea s'a înfăptuit şi modul cum ea urmează a se traduce în instituţii. Prima preocupare e mai mult de ordin teoretic, şi rămâne rezervată istoricilor şi juriştilor; cea de a doua însă e de ordin practic, şi, interesând întreaga lume politică, pătrunde mai adânc în masele populare.

In această discuţie, a organizării noului Stat comun, două probleme mai însemnate se pun: aceea a formei de guvernământ şi aceea a raporturilor dintre nouile provincii şi vechiul Regat. Prin «declaraţia» dela Corfu, din 1917, prima problemă a căpătat o soluţie prealabilă: ca un omagiu pentru Serbia veche, prin ale cărei sforţări eroice s'a pregătit opera unirii, s'a admis monarhia constituţională ca formă a viitorului Stat comun, şi s'a aclamat dinastia Karagheorghevici ca având să domnească asupră-i. Pe de altă parte, poporul este, în marea lui majoritate, atât în vechiul Regat cât şi în nouile provincii, monarhist. Ideile republicane nu se bucură de preà multă favoare şi rămân mai mult o predilecţie a intelectualilor, pe care teoriile politice îi impresionează mai uşor sau care voesc să pară mai înaintaţi. A doua problemă însă, aceea a organizării Statului, e mai anevoioasă, şi omul politic sârb recunoaşte că aici «controversele sunt mai acute». «Diversitatea sârbo-croato-slovenă, născută din şapte administraţii diferite, şi dificultatea materială şi tehnică de a unificà legislaţia, influenţează neapărat proiectele de organizare. S'a emis ideea unei organizaţii federale, pe care unii caută s'o susţină, nu prin motive politice, ci prin motive utilitare. Nu se poate totuş negà că unele persoane profesează, fie particularismul regional, fie particularismul etnic, pentru motive exclusiv politice». Autorul recunoaşte deasemenea, că încercările făcute, de a «contopì elementele etnice diferite în aceleaşi partide politice» — încercări făcute de uniunea democratică şi de partidul radical — n'au avut succesul dorit. «Croaţii şi Slovenii au preferat să rămână în cadrele vechilor lor partide». Cu toate acestea, omul politic sârb care scrià aceste rânduri în vara anului 1920, înainte de alegerile pentru Constituantă, se arătà optimist. Ministerul Vestnici, compus din reprezentaţi ai tuturor partidelor, afară de socialişti, şi a cărui misiune erà să pregătească acordul asupra chestiunilor ce urmau să se pună în Constituantă, i se păreà autorului menit să izbutească — şi să ducă la unificarea dorită, fără discuţii prea mari sau frecări prea pronunţate.

---

(1) Lazare Markovitch, L'État psychologique des partis et la politique intérieure de la Serbie, in La Revue de Genève, No. 2 Août 1920, p. 294.

Desfăşurarea ulterioară a evenimentelor n'a confirmat întocmai aceste prevederi. Ministerul Vestnici a căzut fără să-şi poată realizà menirea. Iar la Constituanta care s'a ales, după aceea, unele formaţii politice din nouile provincii au refuzat să participe. In fruntea lor stă partidul agrar croat al lui Radici, care a devenit astfel partidul regionalist cel mai bine caracterizzt din Jugoslavia. In adevăr, e vrednic de relevat faptul, că pe planul întâiu al preocupărilor acestui partid nu stau, precum ar păreà s'o arate numele lui, revendicările agrare. El urmăreşte în primul rând scopuri politice propriu zise, fiind un partid autonomist şi republican. Ce e ciudat mai ales, e nu împerecherea acestor două tendinţe, ci modul acestei împerecheri. In adevăr, Radici vrea autonomia pentru Croaţia, în cadrele Statului jugoslav, dar nu vrea forma republicană decât pentru această provincie, fiindcă... respectă forma de guvernământ a Sârbilor din regatul vechiu. La congresul ce a avut loc la Zagreb, la 8 Decemvrie 1920, partidul lui Radici a votat o moţiune, prin care cere înfiinţarea unei republici ţărăneşti croate «în cadrul hotarelor recunoscute Jugo-Slaviei prin acordurile internaţionale». Cum ar puteà să existe însă o republică croată în cadrul monarhiei jugoslave?

Această contradicţie, ca şi întreaga atitudine a lui Radici, au făcut pe unii oameni politici din Statul vecin să nu ia în serios partidul ţărănesc croat, ca concepţie, deşi îi recunoşteau puterea să agite masele populare. Confirmând impresiile lor, un autor străin zice că «acest partid este, după chipul şi asemănarea şefului, un amalgam de aspiraţii descusute, de resentimente şi de prevenţii. Radici şi-a schimbat părerea de nenumărate ori: rând pe rând sârbofil şi antisârb, republican şi monarhist, separatist şi unitarist, el sfârşise în ajunul alegerilor (pentru Constituantă, care au avut loc la 28 Noemvrie 1920) prin a se ralià la dinastia în funcţie şi la forma actuală a Statului sârbo-croato-sloven. Arestat (în timpul campaniei electorale) pentru aţâţare la răsboiul civil, el a fost pus în libertate în dimineaţa zilei de alegeri — şi a strigat numaidecât: trăească Prinţul-regent! Seara însă, când a aflat că 49 din partizanii săi fuseseră aleşi, a strigat: trăească republica! Cu programul său confuz şi demagogic, tinzând la stabilirea unei dictaturi a proletariatului rural, partidul lui Radici grupează astăzi majoritatea elementului croat. Dar abţinerea sa sistematică dela lucrările Constituantei şi declaraţiile sale contradictorii i-au luat influenţa pe care importanţa sa numerică păreà că i-o asigură» (1).

Pentru alţi observatori însă, atitudinea şi contradicţiile lui Radici ar puteà fi semnul unor intenţii ascunse. Un bărbat politic sârb, cu care am avut ocazia să vorbesc mai pe larg, a comparat gruparea croată a lui Radici cu partidul irlandez al lui Parnell. Sârbii se tem cu alte cuvinte ca şeful agrarian din Agram să nu urmărească, în fond, independenţa naţională — cum am văzut că au făcut Parnell şi succesorii săi, sub diferitele forme pe care le-a luat mişcarea condusă de ei. Partidul agrar croat ar deveni în acest caz un partid naţional — ca tendinţă numai

(1) Albert Mousset, Le royaume des Serbes, Croates et Slovènes, p. 61.

nu şi ca structură, fiindcă nu reprezintă poporul croat întreg, ci numai o clasă a lui, adică pe ţărani.

Că aceşti observatori pesimişti aveau dreptate, a dovedit-o desfăşurarea ulterioară a evenimentelor. La alegerile din Martie 1923, partidul croat al lui Radici a obţinut mai multe mandate decât la alegerile din Noemvrie 1920 (69 contra 49). Incurajat de acest rezultat, partidul, adunându-se în congres la Agram, a hotărît ca membrii săi, aleşi deputaţi pentru Skupştina din Belgrad, să se constitue în Adunare naţională croată, care să se considere ca continuare a vechei Diete croate din Agram. Intrunindu-se efectiv şi atribuindu-şi un asemenea rol, deputaţii în chestiune au votat o moţiune, pe care au reprodus-o toate ziarele, la începutul lui Aprilie 1923, şi din care vom cità câteva părţi mai caracteristice. «Această adunare naţională se consideră . . . ca singura urmare de fapt a Dietei croate din Agram, care de fapt n'a încetat niciodată să existe, fiindcă nu puteà fi desfiinţată printr'un act în afară de Constituanta Sârbilor, Croaţilor, şi Slovenilor, cum au făcut-o deţinătorii puterii dela Belgrad, ci puteà fi desfiinţată numai printr'o majoritate calificată a Constituantei, fără majorizarea Croaţilor». Cum ar fi fost cu putinţă ca Croaţii să nu fie majorizaţi, când, în mod firesc, ei nu puteau formà decât o minoritate în Constituantă, moţiunea omite să ne-o spună, şi continuă, spre şi mai marea noastră surprindere: «Reprezentarea naţională a Croaţilor se consideră deaceea ca Dietă de Stat a Croaţiei, şi nu se proclamă ca atare numai fiindcă, în condiţiile actuale, aceasta ar puteà duce la un răsboiu civil».

Ne găsim aici în faţa echivocului obişnuit al atitudinilor lui Radici. Deputaţii partidului agrar croat, aleşi pentru Skupştina din Belgrad, nu aparţin acelei adunări, ci formează Dieta de Stat a Croaţiei; dar nu se proclamă ca atare, spre a evità un răsboiu civil. Ce va face Dieta neproclamată, neconstituită şi neavând, ca atare, o existenţă nici măcar formală? — Va duce o politică potrivită cu împrejurările: «Prima şi principala ţintă a politicii reprezentării naţionale croate este trezirea tendinţelor umane şi republicane ale poporului croat». Ce înţeleg autorii moţiunii prin tendinţe umane, e anevoie de priceput; ce înţeleg însă prin tendinţe republicane, e destul de limpede. Partidul lui Radici vrea să pregătească poporul croat pentru republică — iar când pregătirea va fi destul de înaintată, reprezentarea naţională nu se va mai abţine să se declare «Dietă de Stat», fiindcă nu va mai aveà nici un interes să evite un răsboiu civil pe care se va simţì în stare să-l primească. Ea se va adunà dar atunci şi va proclamà republica croată, independentă de monarhia sârbă. Până atunci, ea nu poate luà decât o atitudine pasivă, care însă nu e mai puţin revoluţionară. In adevăr, moţiunea declară, limpede şi categoric, că «reprezentarea naţională croată consideră toate legile, ordonanţele şi actele guvernului din Belgrad, în teritoriul naţional şi de Stat al Croaţiei, ca nule, neavenite şi inexistente pentru poporul croat, fiindcă au fost elaborate fără ca Dieta croată să fi fost consultată şi fără ca ea să le fi aprobat». Moţiunea proclamă deasemenea pasivitatea poporului croat, care «se supune dictatorilor puterii din Belgrad numai întrucât e ameninţat cu forţa armată sau întrucât această forţă e chiar utilizată». Altfel, de o recunoaştere a legalităţii autorităţilor constituite ale Sta-

tului, nu poate fi nici vorbă. «Ca şi trecuta reprezentare naţională a poporului croat, tot aşà şi cea actuală consideră *întreaga domnie şi administraţie* a potentaţilor dela Belgrad, în Croaţia, ca uzurpatoare» (1).

La două săptămâni după votarea acestei moţiuni, în ziua de 15 Aprilie 1923, partidul lui Radici a ţinut la Agram o mare întrunire publică, la care au luat parte, după ziare, 25 mii de ţărani, ce ar fi intrat în oraş manifestând, cu trei muzici în frunte, şi strigând: trăească republica croată! La aceà întrunire Radici a rostit o cuvântare extrem de violentă, pe care au reprodus-o toate ziarele. Citắm dintr'însa câteva fraze caracteristice. «Regele poate să fie simbolul unităţii noastre faţă de străinătate, dar niciodată nu va domnì la Zagreb (Agram), întrucât Croaţia vrea să fie guvernată de poporul republican. Noi nu vom da regelui soldaţi şi nu vom plătì impozite». — «Dacă potentaţii dela Belgrad vor trimite împotriva noastră forţa armată, ne vom apărà într'un mod pe care nu sunt încă autorizat să-l divulg. Pot spune un singur lucru: că baionetele sunt câteodată foarte nesigure».

Nu e nici de cum de mirare că, după asemenea declaraţii, Radici a simţit nevoia să se pună în siguranţă, fugind în străinătate. Partizanii lui susţin însă că el s'a dus numai să «lucreze» pe lângă lumea politică străină, pentru realizarea ideilor sale. In adevăr, moţiunea «Reprezentării naţionale croate», de care am vorbit mai sus, prevede un asemenea apel la străini. «Dacă încercările poporului croat de a ajunge la o înţelegere cu cel sârb, înţelegere prin care să se recunoască individualitatea naţională şi de Stat a Croaţiei, nu vor duce la nici un rezultat, atunci reprezentarea naţională croată va căutà ajutor la toate parlamentele din Europa şi de aiurea». Iar la întrunirea dela 15 Aprilie 1923, Radici schiţase în cuvântarea sa şi o politică externă proprie, deosebită deaceea a Statului jugoslav, mărturisind «viile simpatii ale poporului croat pentru Germania şi Rusia».... (2)

Urmarea firească a acestor «vii simpatii» a fost că, după ce a petrecut un an în ţările foste duşmane, în Germania şi în Austria, Radici a plecat în cele din urmă în Rusia. Că plecarea sa a fost precedată de tratative cu reprezentanţii Sovietelor, ne-o arată un articol publicat de Radici însuş în ziarul «Slobodni Dom» din Zagreb, în care şeful ţărăniştilor croaţi declară că «partidul republican al ţăranilor croaţi urmăreşte şi mai departe realizarea organizaţiei republicane a Statului jugoslav, fiind susţinut în această acţiune de Rusia sovietică, primul factor al politicii mondiale» (3). De reţinut, din acest articol, mai este faptul că, deastădată, Radici nu mai voeşte forma republicană numai pentru Croaţia, ci îşi propune s'o introducă în întregul Stat jugoslav. Aceaşta intenţie, care apare în acest articol pentru prima oară şi cu totul pe neaşteptate, nu poate aveà decât o explicare. E

(1) Citaţiile sunt repreduse din «Adevărul» dela 3 Aprilie 1923. Am ales acest ziar, din cauza simpatiei lui cunoscute pentru mişcarea ţărănească croată, care exclude ideea unei reproduceri tendenţioase. De altfel, textele erau identice în toate ziarele, fiind reproduse după *Zagreber Tageblatt*, din Agram.

(2) Citaţiile sunt reproduse din «Adevărul» dela 21 Aprilie 1923. Darea de seamă se termină cu cuvintele: «s'a luat hotărîrea convocării unui mare sobor, care va lua hotărîre definitivă şi care, după toate probabilităţile, va proclamà republica croată».

(3) Ştirea e reprodusă din «Universul» dela 4 Iunie 1924.

probabil că Sovietele rusești i-au cerut lui Radici, în schimbul sprijinului lor, să-și întindă acțiunea asupra întregului Stat jugoslav, în scopul de a lucrà, printr'însul, pe o scară cât mai largă.

Cu privire la călătoria șefului țărăniștilor croați în Rusia și la scopurile ei, ziarul cehoslovac «Gazette de Prague» dela 21 Iunie 1924, ne dă următoarele amănunte, pe care le reproducem textual: «Ziarul rusesc *Rul*, care apare la Berlin, anunță că Radici a plecat din Viena cu un pașaport al legației sovietelor. Inainte de plecarea sa la Moscova, Radici a vorbit de scopurile călătoriei sale. El vrea, în primul rând, să ia o parte activă la congresul Internaționalei agricole roșii. El ar fi dispus să se pună la dispoziția lui Zinovief, care ar vrea să facă dintr'însul șeful acestei Internaționale. Pe de altă parte, Cicerin și-ar propune, după cum afirmă cercurile bine informate, să obțină colaborarea lui Radici în vederea unei acțiuni de propagandă în Europa, destinată să provoace convocarea unei noui conferințe internaționale, cu scopul de a studià situația minorităților etnice în diferitele țări». După acelaș ziar cehoslovac, Radici a declarat la 17 Iunie corespondentului din Moscova al lui *Lidove Noviny* cele ce urmează: «Șederea sa în Rusia are de scop să-i permită să studieze amănunțit situația ei, confruntând programul teoretic al guvernului sovietic cu realizarea lui practică. A avut ocazia să vorbească cu Kalinin, Cicerin, Lunaciarski și Smirnow, comisarul agriculturii. E foarte satisfăcut de aceste convorbiri și de tot ce a văzut până acum. Va aderà cu partidul său la Internaționala agricolă roșie, care se constitue în acest moment la Moscova, pe baza ideilor lui Lenin. Soluția dată chestiunii etnice în Rusia este excelentă. Cultivatorii ruși îi par cei mai liberi din toți. Fără a împărtăși pe deantregul punctul de vedere al comuniștilor, Radici e un partizan al guvernului muncitorilor și prin urmare al unui bloc uvrier și țărănesc» (1).

Liniile mari ale înțelegerii se desemnează astfel limpede. Spre a obțineà sprijinul sovietelor pentru partidul său, Radici face, firește, concesiuni de principii. Deși «nu împărtășește pe deantregul punctul de vedere al comuniștilor» — «va aderà totuș la Internaționala agricolă roșie, care se constitue pe baza ideilor lui Lenin». Scopul acestei Internaționale este să lucreze mai ales în Sud-Estul Europei, în țările mai mult agricole, în care, în lipsa unui proletariat industrial numeros, propaganda sovietelor n'ar puteà pătrunde altfel. Pe de altă parte, cum «soluția dată chestiunii etnice în Rusia este excelentă», Radici se va pune în serviciul lui Cicerin, spre a lucrà pentru convocarea unui congres internațional, care să revizuească dispozițiile respective din tratatele de pace, și, eventual, să modifice poate și frontierele stabilite de ele — natural și ale Jugoslaviei. . .

O telegramă din Belgrad ne mai aduce încă următoarele amănunte: «Ziarele slovene dau precizii asupra călătoriei lui Radici la Moscova. Se desminte știrea că el ar fi părăsit Rusia, îndreptându-se spre Italia. El stă încă în Rusia unde a întreprins o călătorie în interiorul țării. El va vizità regiunile Volgei și Ucraina.

(1) Gazette de Prague, 21 Juin, 1924.

După aceleaşi informaţii, Radici a încheiat o alianţă formală cu acţiunea de propagandă a Sovietelor, care îl consideră ca omul care trebuie să întroducă în Jugoslavia teoriile sovietiste. Pe de altă parte a intervenit un acord asupra unei colaborări în apropiatele alegeri, între partizanii lui Radici şi comunişti, cele două partide urmând a formà un front unic. Cum comuniştii sunt privaţi de dreptul de a participà la alegeri, Radici îi va pune candidaţi pe listele sale. Autorităţile sovietice se silesc să stabilească o apropiere între Radici şi comuniştii bulgari. In acest scop au avut loc convorbiri între el şi comuniştii bulgari refugiaţi în Rusia. In Septemvrie, Radici se va duce la Geneva, unde a convocat un congres al minorităţilor. Se ştie până acum că, în ceeace priveşte Jugoslavia, vor fi reprezentaţi la acest congres Ungurii, Germanii şi . . . Croaţii» (1). Iată cum, căutând pentru acţiunea partidului său un punct de sprijin în afară, Radici, spre a da o aparenţă de îndreptăţire atitudinii ostile pe care o ia faţă de Statul jugoslav, nu stă la îndoeală să pună pe Croaţi, cu toată situaţia lor privilegiată de parte integrantă a naţiunii dominante, pe aceeaş linie cu minorităţile etnice, care se duc să-şi plângă soarta la Geneva, sub ochii Societăţii Naţiunilor.

De altfel politica Sovietelor, cu privire la minorităţile etnice din Europa centrală şi răsăriteană, e cunoscută. Ea a fost fixată printr'o rezoluţie a Congresului din August 1923 al internaţionalei comuniste din Moscova. Intr'un articol intitulat «Internaţionala comunistă şi minorităţile etnice», ziarul cehoslovac *Gazette de Prague*, pe care îl cităm de preferinţă fiindcă, venind dintr'o ţară cunoscută prin sentimentele sale rusofile, nu poate fi bănuit de rea voinţă, o caracterizează în modul următor. «Rezoluţia Internaţionalei comuniste este evident îndreptată în contra nouilor State ale Europei centrale şi sud-orientale. Ea tinde să provoace în sânul fiecăruia dintr'însele, sub pretextul justiţiei etnice, o mişcare revoluţionară, o mişcare separatistă, capabilă să le descompună. Partea din aceà rezoluţie, privitoare la Cehoslovacia, ne dă o probă evidentă, insistând asupra necesităţii de a favorizà tendinţele centrifuge care s'au manifestat la unii din Slovaci. Iată, după *Pravda*, textul acestei părţi a rezoluţiei: «Situaţia etnică a Cehoslovaciei este aproape identică cu a Jugoslaviei. Congresul constată că nu există în Cehoslovacia o naţiune cehoslovacă unică şi că Statul cehoslovac înglobează într'însul naţionalităţile următoare: slovacă, germană, maghiară, ucrainiană şi poloneză. Congresul consideră ca o necesitate pentru partidul comunist din Cehoslovacia de a proclamà cu privire la aceste minorităţi etnice, dreptul naţiunilor de a dispune de ele însele şi de a-l realizà chiar şi cu preţul unei separaţii. Partidul comunist cehoslovac trebuie, în deosebi, să favorizeze lupta întreprinsă de Slovaci în vederea autonomiei şi să se silească să scoată această mişcare de sub influenţa burgheziei naţionaliste, spre a o asocià la lupta generală a muncitorilor în contra capitaliştilor». Termenii acestei rezoluţii sunt categorici, aşà de categorici chiar încât îi dau valoarea unui ordin. La ce ţinteşte însă acest ordin, dacă nu la distrugerea Statului cehoslovac?» (2).

(1) Telegrama e reprodusă după «Indreptarea» dela 29 Iunie 1924.
(2) Gazette de Prague, le 18 Octobre 1924.

Radici n'a avut însă timpul să se ducă să susțină această politică a minorităților etnice la congresul proiectat dela Geneva, fiindcă schimbarea situației politice din Jugoslavia l-a obligat să se întoarcă la Agram. Se constituise, în cursul verii, ministerul Davidovici, cu misiunea de a încercà o concentrare a tuturor forțelor opoziției, împreună cu partidul țărănesc croat al lui Radici. Chemat dar de partizanii săi, Radici s'a întors acasă. Cel dintâi act al său a fost însă să-și convoace partidul spre a-i cere aprobarea acordului pe care îl încheiase la Moscova. Uzând mai departe de echivocul semnalat mai sus, considerând adică pe deputații partidului țărănesc croat, aleși pentru Skupștina din Belgrad, ea constituind «Adunarea națională» croată, Radici a convocat această adunare și i-a propus să ratifice legământul său. După ședință, s'a publicat următorul comunicat: «Adunarea națională croată, în a 10-a ședință plenară a sa, dela 3 August 1924, la Zagreb, capitala Croației și a tuturor Croaților, a aprobat cu unanimitate ceeace președintele partidului țărănesc, Ștefan Radici, conform cu deplinele puteri primite în ședințele Adunării naționale dela 19 August 1923 și 1 Iunie 1924, a adus la îndeplinire. Se hotărăște, să se rămână și mai departe la programul și tactica partidului țărănesc croat, și se consideră intrarea partidului în Internaționala țărănească dela Moscova ca un prim raport real între poporul rus și poporul croat» (1). Totodată se hotărăște ca partidul lui Radici să susțină guvernul lui Davidovici. «Mai departe, Adunarea națională croată consideră numirea guvernului ieșit din blocul opoziției ca un pas înainte spre rezolvarea prin bună înțelegere a conflictului sârbo-croat, și hotărăște cu unanimitate ca clubul deputaților partidului țărănesc croat din parlament să sprijine acest guvern, atâta timp cât lucrează în spiritul principiilor pe baza cărora s'a alcătuit blocul opoziției» (2).

Câteva săptămâni mai târziu, la 26 Septemvrie 1924, partidul lui Radici publică un alt comunicat, care arată o apropiere și mai mare de guvern. După telegrama apărută în ziarele noastre, «acest comunicat recunoaște că regimul monarhic este capabil să asigure progresul și desvoltarea națională și consideră că cercurile guvernamentale și politice reprezintă o etapă decizivă pe calea armonizării și liniștirii spiritelor, mulțumită intereselor identice ale Sârbilor, Croaților și Slovenilor. In consecință, partidul consideră că intrarea câtorva din membrii săi în cabinet este iminentă» (3).

Cu toate acestea Radici și partizanii săi n'au intrat în guvernul Davidovici, fiindcă li s'a pus o condiție pe care n'au acceptat-o. Li s'a cerut să renunțe la legăturile lor cu Rusia. S'a zis că această condiție a fost impusă de rege. E însă un fapt incontestabil că, încă din Iunie 1924, Davidovici desaprobase plecarea lui Radici la Moscova. Sub titlul «Blocul opoziției condamnă călătoria lui Radici» ziarul cehoslovac *Gazette de Prague*, dela 21 Iunie 1924, scrie: «Davidovici, președintele partidului democratic, a conferit cu șefii partidului Radici și clubul opoziției... Discuția a urmat mai ales asupra călătoriei lui Radici la Moscova, pentru care blocul opo-

(1) Neue Freie Presse, 4 August 1924.
(2) Ibidem.
(3) Textul telegramei e reprodus după «Indreptarea» 28 Sept. 1924.

ziţiei nu înţelege nicidecum să-şi i-a răspunderea întru cât Radici a plecat în Rusia fără să consulte pe şefii opoziţiei».

Cu toată această dezaprobare, dorind să ajungă la o destindere a relaţiilor preà încordate cu Croaţii, Davidovici, de acord cu regele, a început tratativele cu Radici, pentru intrarea sa şi a prietenilor săi în minister, sperând fireşte, că această destindere va face pe seful croat să renunţe la intenţiile sale de a căutà un sprijin în Rusia sovietică. In timpul tratativelor însă, vice-preşedintele partidului ţărănesc croat, Macek, s'a dus de două ori la Viena, spre a luà, se zice, instrucţii dela legaţia Sovietelor din capitala Austriei. Pus în curent cu aceste vizite, regele a refuzat să mai primească la palat pe Macek, şi a cerut ca Radici să-şi lămurească situaţia faţă de Internaţionala a III-a, înainte de a intrà în guvern.

Intrebat de Davidovici, Macek a răspuns că a fost în adevăr de două ori, în Septemvrie şi Octomvrie, la Viena, dar nu spre a vizità legaţia Sovietelor. Dacă această vizită a avut loc sau nu, şi în ce scop, nu s'a putut stabilì cu siguranţă. Faptele de acest fel nici nu se pot dovedì totdeauna, în înţelesul judiciar al cuvântului,, şi din punct de vedere politic, cel puţin, prezumpţiile ajung. Logic erà, în adevăr, ca partidul ţărănesc croat, odată intrat, oficial, în Internaţionala ţărănească roşie dela Moscova, să caute să rămână în contact cu această organizaţie politică. Nu erà deci deloc imposibil, erà dimpotrivă foarte probabil, ca vicepreşedintele partidului să se fi dus să întreţină acest contact, vizitând pe reprezentantul Sovietelor la Viena.

Fapt pozitiv rămâne, în orice caz, că Radici a refuzat să rupă, formal, legăturile sale cu Rusia şi că a declarat-o el însuşi, în public. Intr'un discurs ţinut la Krizeva, la sfârşitul lui Octomvrie, Radici a zis că «sub presiunea camarilei dela palat, Davidovici i-a cerut s'o rupă cu Rusia», dar că el a refuzat categoric, şi a adăogat: «Rusia şi noi vom trebuì să fim împreună; Rusia ţărănistă ne aparţine şi noi îi aparţinem ei» (1). La acest discurs se referă comunicatul guvernului jugoslav dela 12 Noemvrie 1924, reprodus de ziarele noastre. Cabinetul Davidovici, neputându-şi realizà misiunea, demisionase, şi cabinetul Pasici care i-a urmat a fost nevoit să lămurească în public cauzele care au împiedecat concentrarea dorită de toată lumea. Iată începutul acestui comunicat: «Faţă cu limbajul tendenţios al presei opoziţioniste, cu privire la cauzele care au împiedecat intrarea partidului lui Radici în cabinet,... suntem autorizaţi să facem următoarele comunicări. Când fostul prim-ministru Davidovici a cerut regelui autorizaţia de a primì partidul lui Radici în cabinet, regele nu s'a opus acestei cereri, ci a cerut în principiu să se clarifice mai întâiu chestia raporturilor dintre partidul lui Radici şi Internaţionala a III-a din Moscova. Davidovici a aderat la această cerere pe deplin justificată. Ca răspuns, Radici a ţinut cunoscutul discurs în care a declarat că va menţine şi mai departe raporturile cu bolşevismul, adăugând că Cicerin i-a promis concursul său moral şi material contra Jugoslaviei» (2). Această din urmă declaraţie a mai făcut-o Radici şi la întrunirea deputaţilor ţărănişti dela 23 Octomvrie 1924, la Zagreb (3).

(1) Lupta, 1 Noemvrie 1924; Adevărul, 31 Octomvrie 1924.
(2) Universul, 14 Noemvrie 1924.
(3) Universul, 10 Ianuarie 1925.

Când Davidovici a demisionat, Radici, deşi refuzase să intre în cabinetul său, a protestat, într'un discurs foarte violent, pe care l-a ţinut la Subotica: «La Belgrad se face o politică criminală, iar Curtea vreà iarăş să reabiliteze necinstea şi forţa. Atâta vreme cât la Curtea din Belgrad sunt primiţi criminali, eu nu mă duc la Belgrad. Guvernul Davidovici nu trebuià să demisioneze, chiar dacă regele ar fi cerut-o formal, căci această demisie înseamnă o revoluţie venită dela cei de sus şi o lovitură dată parlamentarismului... Când se va restabilì coaliţia radical democratică în Capitală, Croaţii vor părăsì Belgradul, ducându-şi politica lor cu totul independentă dela Agram. Ei însă vor aduce revoluţia şi în Serbia, şi în toate celelalte provincii ale Statului jugoslav. Conducătorii Musulmanilor şi ai Slovenilor au făgăduit sprijinul lor republicanismului meu» (1).

Nu e de mirare că, după această ameninţare cu revoluţia şi după declaraţiile repetate că contează pe ajutorul Sovietelor ruseşti, Radici a simţit din nou nevoia să se pună la adăpost, fugind în străinătate. Aşà cel puţin s'a zis. Nu se ştie însă bine, dacă a fugit în adevăr ori s'a ascuns numai. Faptul este că, după plecarea sa, reală sau simulată, Radici a trimis prietenilor săi Macek şi Predavetz un manifest adresat poporului croat, prin care îi aduce la cunoştinţă că «a fugit fiindcă a fost ameninţat cu moartea». El acuză mai departe guvernul Pasici, care se constituise între timp, de «trădarea intereselor ţării, fiindcă în trecut a făcut ofertă la Moscova, obligându-se să recunoască Rusia sovietică, dacă Moscova renunţă la orice legătură cu organizaţia macedoneană şi cu agrarienii croaţi». «Aceste acuzaţii, continuă manifestul, le poate dovedì ori când Davidovici care posedă documente scrise» (2).

Nu putem să nu relevăm în treacăt curioasa mentalitate pe care o trădează această afirmare. Faptul că Pasici urmase exemplul atâtor alte guverne europene, declarându-se gata să recunoască *de jure* Sovietele, cu condiţia să nu se amestece în politica internă a Jugoslaviei, constituià pentru Radici o trădare a intereselor ţării. Faptul însă că el însuşi căută să provoace şi să înlesnească amestecul Sovietelor în politica internă a Jugoslaviei erà un act, în contra căruia nu erà nimic de zis, un act poate chiar folositor ţării...

Dar să urmărim mai departe cuprinsul manifestului. «Niciodată, zice Radici, n'am fost contra unităţii teritoriale a Jugoslaviei, ci am fost partizan al republicii federative, fără rege şi fără regim constituţional». Iată în adevăr ceva nou şi neaşteptat. Radici nu mai vorbeşte de «republica croată în cadrul monarhiei jugoslave», ci de «republica federativă», adică de transformarea Statului unitar jugoslav într'o federaţie, după modelul R. F. R. S. sau al republicii federative ruse a sovietelor. Mai mult încă, această republică federativă va fi, nu numai «fără rege», ceeace se înţelege dela sine, dar şi «fără constituţie», ceeace nu poate aveà decât un singur înţeles: că Radici nu admite regimul constituţional-democratic, ci tinde la întronarea dictaturii ţărăneşti, după modelul dictaturii proletariatului din Rusia, care e un regim despotic în toată puterea cuvântului. In sfârşit, Radici recomandă parti-

(1) Universul, 25 Octomvrie 1924.
(2) Adevărul, 27 Noemvrie 1924.

zanilor săi ca, în cazul când «partidul său va fi scos de sub ocrotirea legilor, Croaţii să voteze pentru democraţi (Davidovici) şi Sloveni (Koroşeţ); iar dacă teroarea lui Pasici nu va permite nici această combinaţie, toţi Croaţii să anuleze buletinele scriind pe ele: pentru republica federativă jugoslavă» (1).

In sfârşit Radici a fost arestat la Zagreb, la 6 Ianuarie 1925. Asupra lui şi în ascunzătoarea lui din apartamentul fiicei sale, d-na Kosutici, unde a fost descoperit, poliţia a găsit, între altele, două documente mai importante: un raport voluminos, destinat să informeze guvernul sovietic rus asupra situaţiei din Jugoslavia, asupra organizării partidului ţărănesc croat şi asupra intenţiilor lui, şi un proiect de convenţie cu Ungaria. Asupra primului document, ziarul «Zagreber Tageblatt» ne dă următoarele amănunte. «Studiul întreg se compune din trei părţi, în care se arată semnificarea socială şi politică a mişcării croate, organizarea partidului ţărănesc în vederea preluării puterii şi raporturile cu diferitele State europene. Mai departe Radici se ocupă de metodele revoluţionare de care partidul său vrea să se servească spre a ajunge la putere. Şi anume, se consideră următoarele patru cazuri: 1) când regele ar fi ucis, 2) când ar izbucnì o revoltă a ofiţerilor, 3) când s'ar ajunge la o separaţie, 4) când s'ar obţine victorie în alegeri. Partidul e astfel organizat, că e prevăzut care secţii ale lui vor aveà să lupte cu armata, cu jandarmeria şi cu poliţia. Când acest raport a fost confiscat, Radici a declarat că nu ştie cine l-a scris. Paginile erau amestecate neregulat, aşà încât cea din urmă n'a putut fi găsită imediat. In acel moment, fiica lui Radici, d-na Kosutici, s'a apropiat de masă, a răsfoit manuscrisul şi a căutat să sustragă ultima pagină, pe care se găseà semnătura lui Radici. Un detectiv însă, care se află lângă funcţionarul Horvat, observând intenţia d-nei Kosutici, a apucat-o de braţ şi i-a luat pagina pe care voià s'o ascundă. D-na Kosutici a fost cuprinsă atunci de o extraordinară agitaţie. Raportul a fost trimis la Belgrad» (2).

Cu privire la al doilea document, un comunicat al Ministerului de interne jugoslav, reprodus de ziarele noastre, ne dă următoarele amănunte. «Introducerea tratatului (încheiat la 3 Noemvrie 1923 la Londra, între Radici şi reprezentanţii guvenului maghiar) arată că cele două părţi contractante au căzut de acord cu privire la asigurarea acţiunilor comune, în scop de a consolidà situaţia în Europa centrală, dat fiind că nedreptatea intolerabilă, săvârşită de guvernul sârb, a creat o situaţie propice în care naţiunea croată şi-ar puteà recâştigà independenţa şi ar oferì posibilitatea de a pune bazele viitoarelor raporturi între Ungaria şi Croaţia. In prima parte a convenţiei se spune că autodeterminarea Croaţiei ar trebuì să se obţină în principiu prin mijloace paşnice. Mijloacele de apărare ar trebuì să se aplice numai atunci când existenţa naţiunii croate ar fi ameninţată din partea regimului sârb. După părerea lui Radici, acest moment s'ar ivì în cazul, când guvernul din Belgrad ar ameninţà siguranţa vieţii, averii şi libertăţii personale a Croaţilor. Dacă această acţiune, inspirată de străduinţe pacifiste, nu ar aveà rezultat, va începe, în termen de trei luni, cooperarea stabilită între cele două părţi contractante. In

(1) Adevărul, 27 Noemvrie 1924.
(2) Zagreber Tageblatt, 15 Ianuarie 1925.

convenție se insistă apoi și asupra interesului italian față de problema croată. Guvernul maghiar se obligă să ia asupra sa rolul de mediator între Croația și Bulgaria, să contribue la intensificarea acestor acțiuni, considerând convenția maghiaro-croată dela 1868 ca desființată, astfel că Croația, Slavonia și Dalmația sunt recunoscute în granițele lor ca Stat. Granița milenară între Croația și Ungaria se menține. In cazul unei «amputări», Ungaria e dispusă să recunoască republica croată independentă. In tratat se mai vorbește despre primirea Croației în Liga Națiunilor, cât și despre o convenție militară. Tratatul este strict secret. Dacă din tratativele dintre Croați și Sârbi ar ieșî o Croație înzestrată cu toate atribuțiile unui Stat suveran, Ungaria va încheià cu Croația o convenție comercială pe baza unei reciprocității desăvârșite. Dacă suveranitatea Croației nu se obține pe baza unei înțelegeri între Sârbi și Croați, asigurându-se egala îndreptățire, ambele părți contractante își rezervă dreptul de a completă această convenție cu anumite dispoziții. în scop de a face posibilă suveranitatea desăvârșită a Croației independente» (1).

Actul acesta nu e semnat. Reprezentanții Ungariei, de care e vorba într'însul, rămân necunoscuți, iar guvernul ungar a desmințit că ar fi încheiat vreun acord cu Radici. Prietenii șefului croat au tras deaici concluzia că actul în chestie e fals. Dar fals nu poate să fie decât un act desăvârșit ca formă, purtând adică semnături și sigilii, care nu sunt autentice. Un act neiscălit și neparafat nu poate fi fals, cum nu poate fi adevărat: el rămâne un simplu concept. Un asemenea concept este însă, în orice caz, un indiciu. El poate să denote, mai întâiu, o simplă preocupare. Radici, bunăoară, s'a gândit că ar fi bine să caute un sprijin și în Ungaria, cum căutase unul în Rusia, și a redactat un proiect de acord, fără să fi mers mai departe. Sau, un om politic ungur s'a gândit să utilizeze frământările interne din Jugoslavia în profitul politicii externe a țării sale, și a conceput un proiect de convenție, pe care l-a trimis lui Radici. Fiind însă la mijloc o dată certă și un loc determinat (3 Noemvrie 1923, Londra), asemenea presupuneri nu pot fi suficiente. Actul în chestie indică dar ceva mai mult decât atât: indică tratative care au trebuit să aibă loc. Cine le-a dus, și cu ce rezultat? Radici, în orice caz, a trebuit să ia parte la ele. Nu se știe însă până acum cari au fost reprezentanții celeilalte părți. Cât despre hotărîrile luate, ele ar puteà să fie cele cuprinse în actul cu pricina. Iar faptul că nu e semnat ar puteà să găsească o explicare în regula cunoscută că Statele care se amestecă în afacerile interne ale vecinilor, întrucât comit o abatere gravă dela datoriile internaționale, o fac numai cu mare prudență și nu încheie niciodată acte formale, convenții sau tratate, cu agenții de cari se servesc, spre a nu-și luà singure posibilitatea unei desmințiri, în caz de nevoie. Așà bunăoară, Sovietele ruse au desmințit amestecul lor în propaganda comunistă din Anglia, ceeace nu însemnà nicidecum că acest amestec n'a existat. Dimpotrivă, guvernul englez aveà în această privință dovezi pozitive, dar care nu constau în convenții sau tratate formale și nu angajau prin urmare, direct, guvernul sovietic.

Existența documentului găsit asupra lui Radici dovedește dar cel puțin atât,

(1) Universul. 28 Ianuarie 1925.

că a existat idea unui acord între partidul țărănesc croat și Ungaria. Deaici încolo, încep ipotezele, cu un grad din ce în ce mai mic de probabilitate. Pare că s'a încercat încheierea unui asemenea acord, și poate că s'a ajuns la o înțelegere. Dar siguranța n'o putem aveà, întrucât actul nu e iscălit. Rămâne însă neîndoios că Radici, după cum s'a dus să caute un sprijin în Rusia, care erà mai departe, s'a gândit să încerce şi cu Ungaria, care erà mai aproape şi îi puteà da un ajutor mai eficace.

Tendința aceasta, de a căutà un punct de sprijin în străinătate, în contra Statului în care trăesc şi lucrează, şi care constitue una din caracteristicile partidelor regionale, o vom regăsi, practicată aproape oficial, prin adrese formale, de un partid analog din Cehoslovacia, de partidul lui Andrej Hlinka, de care ne vom ocupà mai departe. Până atunci, e mai bine să examinăm în general, cu exemple din trecut, acest aspect al regionalismului politic.

In adevăr, nereprezentând interesele Statului întreg, ci ale unei părți dintr'însul, și tinzând să le satisfacă chiar și în dauna totului în care sunt înglobate, partidele regionale nu stau la îndoială, când li se pare că e nevoie, să recurgă la ajutorul străinilor. De vreme ce, pentru lămurirea prealabilă a cauzelor ce determină asemenea atitudini politice, am luat ca exemplu introductiv regionalismul german dinainte de constituirea imperiului, e bine să amintim critica foarte aspră pe care o aducea Treitschke Statelor germane independente de altădată, când le acuză că erau lipsite de patriotism «național», necunoscând decât patriotismul «local», — care erà de cele mai multe ori de un egoism meschin, invidios, fără orizonturi, şi primejdios tocmai prin prudența lui excesivă. In ostitlitatea lor reciprocă, Statele acestea căutau adesea sprijinul străinilor. Și dacă istoricul german, pe care l-am amintit, le condamnă fără nici o rezervă, — un istoric francez, voind să le acorde circumstanțe atenuante, le apără ca funia pe spânzurat. El zice anume, că Statele germane nu recurgeau la străini decât în caz de «neapărată nevoie» — și atunci se «târguiau» cât puteau mai mult, «cu o sgârcenie înverșunată» (2).

Putem face istoricului francez concesiunea să credem, că greutatea de a recurge la sprijinul străinilor a putut să fie, pentru regionaliștii germani, destul de mare. E neîndoios că, în principiu, nu e plăcut pentru nimeni să ceară ajutor. Dar neplăcerea aceasta pare a fi de obiceiu mai puțin mare pentru colectivități decât pentru indivizi. Faptul este în orice caz că micile State germane dinainte de formarea imperiului au căutat de atâtea ori, în rivalitățile dintre ele, un punct de reazim în puterile străine, încât indignarea lui Treitschke nu pare nelegitimă.

Pentru partidele regionale propriu zise, care lucrează numai ca părți ale Statelor respective, dificultatea psihologică, de care vorbim, e poate mai mică. Nu trebuie să uităm că luptele dintre partidele politice, fiind libere şi neimplicând răspunderi imediate, iau adesea forme mult mai violente decât neînțelegerile dintre State — care nu se discută în atmosfera încărcată de patimi a sălilor de întruniri publice, ci în cabinetele diplomaților, în termeni reci, dacă nu chiar curtenitori. Iar acele forme violente, înfierbântând peste măsură spiritele, le fac să treacă mai uşor peste unele scrupule fireşti. Aici şi stă, mai ales, primejdia partidelor regi-

(1) Ernest Denis, La Fondation de l'Empire allemand, p. 142.

onale. Intre partidele unitare, luptele, oricât de violente, nu produc resentimente decât între indivizii ce au păreri diferite, cu privire la interesele generale pe care le apără — pe când luptele partidelor regionale seamănă ura între diferitele părţi ale ţărilor în care se desfăşură, şi împing la răsboiul civil. Iar când lucrurile ajung la o asemenea extremitate, ajutorul e primit fără greutate, ori de unde ar venì, şi chiar dacă ar ascunde pericole mai îndepărtate, care se şterg dinaintea resentimentelor imediate. Lucrul s'a văzut mai ales în timpul răsboiului din urmă, când regionaliştii irlandezi au primit ajutorul Germanilor, cari erau încântaţi să poată creà regatului britanic dificultăţi interioare. Sprijinul străinilor l-au căutat şi partidele regionale dela început, din Statele-Unite, care se adresau principalelor puteri europene interesate în America de Nord şi care pe aceà vreme aveau încă colonii pe coasta ei răsăriteană, ca Franţa, Spania, şi fireşte, Anglia.

In sfârşit, fiindcă nu vom aveà prilejul să ne ocupăm mai târziu de acest amănunt din istoria noastră politică, vom menţionà acì că noi Românii, am avut deasemenea un început de partid regional, după unirea Principatelor, în «fracţiunea liberă şi independentă» dela Iaşi. Unii din membrii ei au dus chiar pe faţă o politică separatistă. Din fericire, bunul simţ politic al Moldovenilor a condamnat agitaţiile lor primejdioase — şi fracţiunea liberă şi independentă a dispărut curând în mijlocul indiferenţei generale. Astăzi, după unirea cea mare a tuturor ţărilor locuite de Români, unele din vechile partide naţionale, din acele părţi noui ale Statului nostru, s'au transformat, cu sau fără voia lor, în partide regionale. Ne mai având să apere pe Românii oprimaţi în contra guvernelor apăsătoare ale naţiunilor dominante de altădată, şi nevoind să renunţe la «fiinţa» lor «istorică», acele partide s'au văzut silite să apere interesele locale, ale provinciilor respective, în contra guvernului român central. Şi e curios, că reprezentanţii unora dintr'însele se referă anume la tendinţele separatiste ale fracţiunii moldovene de după 1859. Aşà bunăoară, la întrunirea pe care partidul naţional din Ardeal a ţinut-o la Cluj la 19 Noemvrie 1922, unul din oratori, d-l Dr. Lupaş, profesor universitar şi membru al Academiei Române, a zis, după darea de seamă publicată de *Universul* (an. XL, No. 266): «noi luptăm pentru a dovedì celor ce conduc rău ţara că dacă nu vor încetà cu sistemul întronat, nu vor puteà împiedicà separatismul; se vor petrece exact cele întâmplate la Iaşi acum 60 de ani.» Pentru lămurirea acestei afirmări, trebuie să adăogăm, ca o simplă constatare de fapt, ce nu implică nici o apreciere din partea noastră, că, dela unire încoace, toţi cei ce au guvernat fără partidul naţional, au condus ţara deopotrivă de rău...

Despre partidele noastre regionale însă, vom vorbì mai departe, când vom trece în revistă partidele noastre politice în general.

PROBLEMA METODEI ÎN SOCIOLOGIE.

DE P. ANDREIU

CUPRINSUL: Importanţa metodei. Monismul metodologic: Riehl, Mill, Durkheim, Dualismul metodologic: Stammler, Simmel. Necesitatea eclectismului metodologic în sociologie. Metoda în funcţia de obiectul de cercetare. Natura psihică a faptului social, ideea de conştiinţă teleologică. Metoda psihologică în sociologie.

DISCUŢIA asupra metodei, pe care o întrebuinţează sociologia în cercetarea fenomenelor sociale, are o foarte mare importanţă, pentrucă a explicà metoda însemnează a lămurì, în acelaş timp, şi obiectul de cercetat. Fiecare ştiinţă are un domeniu propriu de fenomene pe care le studiază în mod special, deosebindu-le cu îngrijire de alte fenomene. In realitate însă, ştiinţa umană este una, pentrucă toate faptele, tot ceeace se petrece în natură, în sufletul nostru ori în societate, sunt numai nişte unităţi din natură. Omul însuş, oricât de superior ar apăreà el faţă de celelalte fenomene, nu este altceva decât un produs evolutiv natural, o unitate a vieţii — nici nu se poate spune măcar că este o formă ultimă în acest proces necontenit de evoluţie. Şi totuş, câtă varietate în această unitate a naturii! Fără îndoeală, e o foarte mare deosebire între fenomenele psihice, interioare, subiective şi schimbătoare, şi cele fizice exterioare, obiective şi oarecum durabile. Dacă acestea din urmă sunt accesibile observaţiei exterioare, experienţei directe şi controlului obiectiv, primele pot fi cunoscute numai prin auto-observare, prin trăirea lor şi prin analogie. Aceste două grupe mari de fenomene nu pot fi cunoscute prin aceleaşi mijloace şi nu pot fi studiate prin aceleaşi metode. Cu drept cuvânt ne putem întrebà atunci, cum se pot studià fenomenele de relaţie inter-psihică, fenomenele sociale al căror grad de complexitate şi variabilitate este mult mai mare decât al celor psihice individuale?

Cei mai mari cugetători s'au străduit să găsească metoda cea mai potrivită pentru cunoaşterea lucrurilor, încât multe din sistemele de filozofie ne apar numai ca nişte teorii asupra metodei. In definitiv trecerea dela raţionalism la empirism şi mai apoi la criticism şi intuiţionism, nu e altceva decât afirmarea unor noui metode de cunoaştere a căror valoare a fost susţinută rând pe rând drept cea mai mare. *Novum Organum* al lui Bacon este o construcţie logică pe baza unei metode noui, a metodei empirice, prin ajutorul căreia sperà dânsul să poată interpretà exact natura cu multiplele şi variatele ei fenomene. Pe *Descartes* deasemenea l-a preocupat problema metodei. Mai înainte de a ne întrebà asupra esenţei lucrurilor, scrie el, trebuie să analizăm puterile de cunoaştere ale minţii noastre şi metodele prin care putem ajunge la adevăr. Scepticismul cartezian este, în esenţa sa, de natură metodologică. Şi dacă ne gândim mai departe, la unul dintre titanii cugetării moderne, la *Kant*, constatăm că pentru dânsul critica raţiunii pure este mai ales expunerea unei metode de filozofare. Nu se poate schimbà filozofia şi nu putem ajunge la soluţii mulţumitoare în ceeace priveşte cunoştinţa omenească şi

obiectul ei, dacă nu schimbăm metoda de gândire. Kant spune textual, referindu-se la critica raţiunii pure: «în această încercare de a schimbà metoda urmată până acum în metafizică şi de a face în ea o revoluţie totală, după exemplul geometrilor şi fizicienilor, constă opera acestei critici a raţiunii pure speculative. *Ea este un tratat despre metodă* şi nu un sistem de cunoştinţă» (1).

Aceeaş străduinţă o vedem astăzi în filozofia lui *Bergson*. Pentru a puteà pătrunde în însăş esenţa realităţii trebuie să ne facem nişte ochi capabili de a vedeà pentru a vedeà şi nu pentru a folosì, zice Bergson, trebuie să schimbăm metoda de cercetare şi în locul criticismului raţionalist şi utilitarist să recurgem la metoda intuitivă.

In sfârşit, în economie şi în sociologie *Karl Marx* a alcătuit un sistem nou, care, în realitate, constă în afirmarea unei metode noui de cercetare şi de întemeiere a fenomenelor. Toate concepţiile şi mişcările sociale până la dânsul, le consideră Marx ca fiind lipsite de orice fundament ştiinţific. Sistemele sociologice anterioare nu au vrut să explice realitatea socială, ci au încercat să o călăuzească spre un nou ideal, ele s'au bazat pe utopie, nu pe o riguroasă explicare cauzală. Doctrina socialistă, spune Marx, nu poate deveni ştiinţă decât numai dacă renunţă la orice teleologism şi dacă admite rolul absolut hotărîtor al factorului cauzal în procesul social. Iată deci câţiva dintre cei mai de seamă gânditori, cari au făcut din metodă elementul constitutiv, determinant al ştiinţei.

In genere s'au considerat drept condiţii indispensabile pentru întemeierea oricărei ştiinţe: 1) existenţa unui obiect propriu de cercetare sau a unui punct de vedere special, 2) găsirea de legi proprii pentru fenomenele studiate şi 3) întrebuinţarea unor metode serioase. Dintre aceste trei condiţii se afirmă astăzi în special metoda, deoarece caracterul ştiinţific al unui sistem de cunoştinţe depinde, în primul rând, de mijloacele de cercetare întrebuinţate.

In mod firesc se pune însă problema: există o anumită metodă unitară, recunoscută de toţi drept cea mai bună şi întrebuinţată de toate ştiinţele? Sau fiecare ştiinţă are metodele sale proprii? Ştiinţele sociale au ele oare aceleaşi metode ca şi ştiinţele naturii? Răspunsurile date acestei probleme sunt variate, de oarece unii cercetători au afirmat necesitatea unei metode unitare pentru toate ştiinţele, indiferent de obiectul lor, iar alţii au susţinut deosebirea metodelor după obiectul de cercetare sau după grupele de ştiinţe. De aici au rezultat două concepţii contradictorii: *monismul metodologic* şi *dualismul metodologic*. Ambele concepţii au găsit reprezentanţi de seamă.

Pornind dela consideraţii epistemologice generale, monismul metodologic formulează necesitatea unei metode unitare de cercetare atât pentru ştiinţele naturii cât şi pentru acelea ale spiritului. Unitatea cunoştinţei noastre este o consecinţă a unităţii conştiinţei şi a trebuinţei minţii noastre de a reduce diversitatea, la unitate. Dar mijlocul, prin care se poate realizà această unitate a cunoştinţei este unitatea metodei, spune *Riehl* (2), pentrucă metoda grupează laolaltă într'un tot

(1) *I. Kant*. Kritik der reinen Vernunft. p. 25. Sublinierea e făcută de noi.
(2) *A. Riehl*. Logik und Erkenntnistheorie. Kultur der Gegenwart. 1908 p. 86.

obiecte diferite şi puncte de vedere variate. Din faptul că ştiinţele sociale şi cele naturale privesc fiecare o altă latura a existenţei nu se poate deduce un dualism al metodelor.

Chiar *John Stuart Mill*, deşi recunoaşte bogăţia şi complexitatea fenomenelor sociale, totuş afirmă că ele sunt produse ale unui ansamblu complex de împrejurări şi ca atare ele se reduc la suma efectelor acestor împrejurări considerate izolate. In viaţa socială nu avem aface cu fenomene speciale deosebite de cele psihice, spune Mill, ci oamenii în societate sunt tot oameni; prin gruparea lor laolaltă ei nu devin altceva, nu devin «un fel de substanţă cu însuşiri specifice» (1). De aceea nu ar fi nevoie în sociologie de o metodă proprie, deosebită de celelalte, pentru cercetarea fenomenelor sociale. Sociologia trebuie să aibă, spune Mill, aceeaş metodă ca şi ştiinţele fizice cele mai complexe.

Monismul metodologic are însă astăzi reprezentanţi mai ales printre sociologi. Sunt unii cari au susţinut în mod constant şi cu un aparat seducător de dovedire, că sociologia trebuie să aibă absolut aceleaşi metode ca şi ştiinţele naturii. Nu avem decât să ne gândim la două dintre cele mai răspândite concepţii din zilele noastre, la *marxism* şi la *durkheimism*. Ambele sisteme se bazează pe ideea că ştiinţa propriu zisă există numai acolo unde este explicare cauzală pură, acolo unde nu are loc nici o consideraţie finalistă. Fenomenele sociale nu ar fi decât nişte produse obiective-cauzale şi ca atare ele ar trebuì explicate printr'o cauzalitate mecanică.

Metoda întrebuinţată de Marx este un materialism dialectic, sau, mai corect, *o dialectică materialistă*. Aceasta e, după dânsul, singura metodă serioasă, pentrucă prin ea se poate explicà viaţa socială în totalitatea sa (2). Intocmai ca *Hegel*, care considerà dialectica ideilor drept cel mai propriu instrument de gândire şi explicare a acestei lumi în necontenită mişcare, admite şi Marx dialectica, dar îi dă o coloratură materialistă. El singur mărturiseşte că la Hegel dialectica are un caracter mistic, pe care dânsul vreà să-l schimbe. Şi într'adevăr Marx construeşte *o dialectică empirică-revoluţionară*. «Tezele» lui asupra lui *Feuerbach* exprimă tocmai recunoaşterea rolului metodei dialectice, pe care Marx o introduce în sociologie. Wolfmann, Plenge, precum şi *Korsch* (3) şi *Lukacz* (4) dintre marxiştii revoluţionari mai noui, scot cu toţii în relief importantul loc pe care-l ocupă dialectica în opera lui Marx. Pentru Hegel metoda dialectică aveà o importanţă metafizică, deoarece mişcarea logică-dialectică erà, în acelaş timp, şi expresia mişcării absolutului, a ideii pure. Marx a adoptat această metodă, pentrucă i s'a părut superioară tuturor celorlalte. Superioritatea ei constă în faptul că încearcă să prindă realitatea în mişcare, nu într'o formă fixă, dejà devenită. Realitatea nu este ceva încremenit, ci ea e viaţă, care se transformă mereu, de aceea e nevoie de o metodă adequată acestei naturi a realităţii. Marx a văzut în această dialectică un fel de reînviere a concepţiilor lui Heraklit şi a interpretat hegelianismul în mod hera-

(1) *John Stuart Mill*. System der Logik. Trad. *J. Schiel*. Bd. II 491.
(2) *Karl Marx*. Das Kapital. Bd. I, p. 336 nota.
(3) *Karl Korsch*. Marxismus und Philosophie, Leipzig 1923.
(4) *G. Lukacz*. Geschichte und Klassenbewusstsein, Berlin, 1923.

klitic (1). Dialectica gândirii nu e, după Marx, decât o copie a mişcării din realitate, iar această mişcare constă într'o necontenită transformare materială. Deaceea a părăsit Marx idealismul hegelian şi a ajuns la materialism (2). Din adaptarea dialecticii se vede însă că Marx a admis ideea variaţiei metodei după obiectul de cercetare.

Societatea o concepe Marx ca un proces dinamic, cauzal, obiectiv, în care nimic nu se petrece pentrucă vroim noi, ci totul este determinat în mod necesar. Orice fenomen social este cauzat, în ultima instanţă, de modul de producţie economică şi de repartiţia bunurilor. Intreaga ideologie, spiritul nostru chiar, totul este în dependenţă de factorul economic, a cărui putere de cauzaţie este absolută. In deosebire de vechea concepţie materialistă, care erà statică, marxismul vede în societate o totalitate de procese istorice determinate de fenomenul economic. Fenomenele sociale sunt independente de voinţa omului, evoluţia istorică nu e o urmare a sforţărilor şi scopurilor noastre, ci ea se efectuează prin contradicţia dintre sistemul de producţie şi sistemul juridic, dintre forţele productive şi raporturile de drept dintr'un anumit moment. Această contradicţie sau *criză acută*, cum îi zice Marx, aduce distrugerea unei ordine economice-sociale şi apariţia alteia. Prin urmare, după doctrina marxistă, baza întregii fenomenologii sociale este de natură economică; deaceea explicarea sociologică trebuie să ţină seamă de cauzaţia economică a fenomenelor.

Marx depreciază rolul conştiinţei şi al voinţei umane, cărora nu le atribue nici o influenţă în procesul social. Deaceea el înlătură orice metodă psihologică-teleologică în cercetarea fenomenelor istorice. Numeroasele încercări ale lui *Adler* (3) şi ale tuturor socialiştilor neokantieni de a dà o altă interpretare marxismului, sunt de fapt abateri dela marxismul propriu zis. Astfel *Troeltsch* susţine că în concepţia lui Marx nu avem deaface cu o dialectică materialistă, ci cu un realism şi empirism extrem.

Marx, prin opera sa, a reacţionat faţă de utopie, faţă de idealismul şi misticismul anterior lui. Doctrina lui ar reprezentà deci «o concepţie istorică anti-ideologică, anti-spiritualistă, şi anti-mistică sau o concepţie întemeiată esenţialmente pe baze economice sociale» (4). In realitate însă marxismul este şi rămâne un monism materialist, care încearcă să explice întreaga viaţă socială prin factorul economic, neglijând cu totul conştiinţa omenească. Dacă la Hegel dialectica este spiritualistă, la Marx ea este economizată. Contradicţiile logice din filozofia hegeliană devin pentru Marx lupte reale între clase. Nu insistăm mai mult asupra acestei concepţii şi nu intrăm în desvoltări, deoarece nu discuţia marxismului este subiectul acestui articol. Am vrut numai să exemplificăm monismul metodologic al acestei teorii (5).

(1) *S. Marck.* Hegelianismus und Marxismus, Berlin, 1922.
(2) *K. Marx.* Das Kapital I, p. XVII—XVIII.
(3) *Max Adler.* Kausalität und Teleologie, Wien 1904, şi Marx als Denker.
(4) *Ernest Troelsch.* Ueber den Begriff einer historischen Dialektik. Historische Zeitschrift 1919. Ed. 23 şi 24.
(5) In ţara noastră monismul metodologic, sub această formă, e reprezentat acum cu destul talent de d-l *Şt. Zeletin* (Revoluţia burgheză în România în *Arhiva*, Anul IV).

Un alt reprezentant strălucit al monismului este *E. Durkheim*, care afirmă necesitatea unei *metode pozitive unitare* pentru studiul fenomenelor sociale. După dânsul sociologul trebuie să privească faptele sociale «ca lucruri, a căror natură, oricât de suplă şi maleabilă ar fi ea, nu se poate modificà totuş după voie» (1). Lucru e tot ceeace spiritul nu poate cunoaşte decât lepădându-se complet de orice element subiectiv, tot ceeace nu stă în puterea absolută a noastră şi ceeace rezistă chiar voinţei noastre. Viaţa socială depinde de condiţii obiective, care îi determină în mod necesar întreaga sa activitate, ea se reduce astfel la o totalitate de lucruri. Principiul metodologic, dela care porneşte Durkheim, este că nu se poate explicà niciodată ceeace e complex prin ceeace e simplu, deoarece un fenomen mai complicat este întotdeauna cevà mai mult decât suma elementelor sale componente. De aceea nu ajungem să determinăm esenţa fenomenelor prin o simplă analiză a elementelor. Chimismul fenomenelor, cum spune Mill, sau creaţia sintetică, cum îi zice Wundt, acestea scapă întotdeauna analizei. Societatea este, fără îndoeală, o organizaţie complexă, compusă din indivizi; ea însă e ceva mai presus de indivizi şi în afară de ei. Oamenii trăiesc în societate chiar fără voia lor, ei sunt constrânşi de societate în toate acţiunile, pe care le săvârşesc. Societatea formează pe om, ea îi dă educaţie, ea îi dă cunoştinţe, îi formează întreaga mentalitate (2). Dacă societatea n'ar fi cevà mai mult decât o agregare de indivizi, atunci greu s'ar puteà explicà permanenţa şi continuitatea socială, pentrucă ori de câte ori interesul individual ar venì în conflict cu cel general, societatea ar fi în primejdie de disoluţie. De fapt însă, cu toată revolta, pe care mediul social, legile, impozitele ni-o pot provocà, rămânem totuş grupaţi laolaltă în societate, ne supunem tuturor regulelor sociale. De ce? Pentrucă societatea ne poate constrânge; societatea nu e un produs al voinţei noastre, ci ea ne apare ca cevà exterior şi coercitiv. Fenomenele sociale sunt în afară de mine, de cele mai multe ori ele au o existenţă anterioară chiar naşterii mele. Simţim cu adevărat constrângerea legii, a opiniei publice şi a obiceiului. Din această cauză fenomenele sociale nu le putem înţelege decât dacă facem abstracţie de subiectivitatea noastră, spune Durkheim, dacă spiritul iese din el însuş pentru a pătrunde în fenomene însele. Sociologul trebuie să adopte, în cercetarea fenomenelor sociale, starea de spirit, pe care o are omul de ştiinţă exactă atunci «când se angajează într'o regiune încă neexplorată din domeniul său ştiinţific» (3). Sociologia trebuie să iasă din faza subiectivă, să nu caute în fenomene idei şi dorinţe, să nu studieze ideile noastre despre fapte, ci fenomenele în ele. Avem iluzia că fenomenele sociale depind de noi, pentrucă noi suntem agenţii executori, deaceea socotim că putem dà, după voea noastră, orice direcţie vieţii sociale. Această iluzie trebuie risipită. Nouă nu ne sunt date idei, ci fapte, şi acestea trebuesc privite ca atare. Sociologul va trebuì să studieze fenomenele sociale ca nişte lucruri obiective, ca şi cum ar există independent de vreun subiect conştient. Ca regule metodologice recomandă Durkheim: obiectivitate ab-

(1) *E. Durkheim.* Règles de la méthode sociologique, 1910, p. VII.
(2) *E. Durkheim.* Education et sociologie, 1922.
(3) *E. Durkheim.* Règles de la méthode sociologique, p. 37.

solută, înlăturarea oricărei idei preconcepute și considerarea fenomenelor sociale ca niște fapte exterioare asemenea celor fizice, ca niște lucruri care nu pot fi modificate «par un simple décret de la volonté» (1).

După ce se vor fi definit și clasificat fenomenele, se va procedà la studierea legăturilor cauzale dintre ele. Cauzele fenomenelor sociale trebuesc căutate în faptele antecedente; nu în stările de conștiință individuală,, spune Durkheim, pentrucă societățile sunt supuse și ele unor legi «care derivă în mod necesar din natura lor» (1). Și deoarece în viața socială nu putem face experiențe, așà cum se fac în domeniul fizicii, pentru a se arătà precis raporturile cauzale, recomandă Durkheim metoda comparativă, care, pentru dânsul, este un fel de *experiment indirect*. Dacă noi nu putem produce și nici modificà după voie fenomenele sociale, le putem comparà însă între ele, constatând cazurile în care două fenomene sunt simultan prezente sau absente. Deasemenea, din concomitența în variația lor și din concidența apariției sau dispariției lor putem conchide la raporturi cauzale. Dacă prin comparația analogică noi constatăm că o instituție există la mai multe popoare diferite în spațiu și depărtate în timp, putem trage concluzia că aceà instituție e generală, că e un element integrant al societății (2).

După cum se vede, Durkheim dă o mare importanță metodologiei sociologice. El caută o metodă care să posează următoarele caractere: 1) să fie *inductivă*, să aplice principiul cauzalității ca un postulat empiric, neavând niciodată drept punct de plecare vreo idee empirică, 2) să fie *obiectivă*, adică să privească fenomenele sociale ca lucruri fizice, exterioare conștiinței individului și 3) să fie *exclusiv sociologică*, să explice faptele prin alte fenomene anterioare, prin o cauzalitate socială nu prin finalitatea psihologică, individuală. Prin aceasta Durkheim se apropie de marxism, căci și el exclude orice explicare psihologică, admițând o cauzalitate exterioară, stringentă, asemenea celei economice-materialiste a lui Marx. Pentru acest motiv, concepția lui Durkheim a fost considerată ca un obiectivism sau mecanicism sociologic: evoluția socială apare ca o desfășurare mecanică, fatală de fenomene, în care individul nu poate interveni de loc.

Concepția monismului sociologic a întâmpinat o puternică rezistență din partea unor sociologi al căror mod de a înțelege fenomenele sociale diferă foarte mult de teoriile expuse sumar în trăsăturile lor cele mai generale și mai caracteristice. *Dualismul metodologic* e concepția opusă monismului. El e cu mult mai vechiu decât monismul, deoarece multă vreme sociologia s'a confundat cu filozofia istoriei și chiar cu etica. Filozofii kantieni au susținut că sociologia este numai o filozofie a istoriei și ca atare ea e o disciplină speculativă, cu o metodă deductivă, raționalistă. Sub influența marilor deosebiri care se observă între fenomenele psihice și cele fizico-naturale, s'a admis, în clasificarea științelor, separarea grupului științelor naturii de acela al științelor spiritului — și pentru ambele grupe de științe s'au formulat metode adequate de cercetare. Filozofii spiritualiști, raționaliști

(1) *E. Durkheim.* Sociologie et sciences sociales, p. 308.
(2) *A. Loria.* La comparazione sociologica. Rivista Italiana di Sociologia, 1915.

şi chiar criticiştii neokantieni au afirmat necesitatea unui dualism metodologic, după obiectul celor două clase de ştiinţe. Fiecare dintre ştiinţe: matematica, fizica, psihologia, sociologia, etc. — are postulatele sale respective, obiectul ei propriu, deaceea fiecare trebuie să aibă şi metode potrivite de cercetare. Neokantienii, deşi recunosc aceà «unitate internă» a omului cu universul, cum spuneà Kant, totuş susţin că universul exterior şi sufletul omenesc nu pot fi studiate prin aceleaşi mijloace. In ceeace priveşte viaţa socială, *Rudolf Stammler*, sub influenţa logicii transcendentale kantiene, crede că nu poate fi vorba de o metodă empirică, inductivă, căci ceeace dă siguranţă cunoştinţei sunt principiile apriorice, pe care se bazează ea. Unitatea şi valoarea ştiinţei sunt garantate prin principiul formal absolut din care derivă cunoştinţele. Deaceea susţine Stammler nevoia de a se deduce fenomenele sociale dintr'o lege supremă, dintr'un principiu formal absolut. După cum în concepţia kantiană unitatea experienţei şi a obiectului ei derivă în mod deductiv din unitatea apercepţiei transcendentale, tot aşà şi în viaţa socială legile fenomenelor nu pot fi valabile decât dacă sunt deduse dintr'un principiu absolut valabil. Prin urmare, zice Stammler, nu prin inducţie vom cunoaşte regulele generale ale fenomenelor. Astfel nu ne vom puteà face idee despre ceeace e drept sau nedrept pornind dela experienţă, deoarece fenomenele juridice presupun ele însele existenţa ideii de drept (1). Fenomenele în sine sunt indiferente, atunci cum am puteà noi să le considerăm juste sau injuste, dacă nu am aveà dejà ideea de drept? In afară de aceasta, inducţia presupune stabilirea de relaţii cauzale pe baza experienţei, dar în sociologie nu este posibilă experienţa în genere, pentrucă nu putem izolà, după voia noastră anumiţi factori pentru a vedeà efectele lipsei lor. Şi tot aşà nu putem schimbà fenomenele când vroim noi. Micile şi redusele experienţe care se fac uneori nu îndreptăţesc să afirmăm posibilitatea experienţei absolute în viaţa socială (2).

G. Simmel este şi dânsul unul dintre reprezentanţii apriorismului social, căci el vorbeşte despre un apriori social, despre o categorie a unităţii, care ar sintetizà individualul şi socialul. Categoria socială prin excelenţă este *relaţia*, pentrucă adevărata legătură a indivizilor, cari alcătuesc o societate, sunt diferitele forme de relaţie dintre ei (3).

* * *

Netăgăduit că nu se poate vorbì despre metodă independent de obiectul ştiinţei. Oricât de mult s'ar susţine necesitatea unei metode unitare pentru ştiinţă, nu trebuie să se uite însă că mijloacele de cercetare variază odată cu obiectul, că ele sunt în funcţie de obiect. Fizicianul, care studiază o lume exterioară în care fenomenele sunt oarecum persistente în forma lor, va puteà cercetà mai de aproape

(1) *R. Stammler*. Wirtschaft und Recht nach der materialistischen Geschichtsauffassung, 1896.

(2) *Léon Donat*. La Politique expérimentale, Paris, 1885.

(3) *G. Simmel*. Sociologie, Leipzig 1908. A se vedeà *Beziehungslehre* reprezentată de *Vierkandt*, *V. Wiese*, *Stephinger*, etc.

aspectele acestor fenomene, va puteà interveni, producând variaţii, şi va stabilì astfel relaţiile dintre antecedente şi consecvente. El va căutà să facă abstracţie cât mai mult de subiectivitatea sa, de orice element psihic şi teleologic. Dar psihologul şi sociologul? Aceştia au deaface cu fenomene foarte variate şi variabile în timp şi complexe în spaţiu, experienţa, pe care o pot face ei, este foarte redusă şi greoaie. Deaceea ei trebuie să recurgă la alte mijloace de cercetare. Metoda trebuie deci privită în funcţie de obiect. Durkheim însuş recunoaşte dealtminteri că «metodele se schimbă pe măsură ce ştiinţa avansează» (1). Concepţia, pe care o adoptă ştiinţa asupra obiectului ei determină şi metoda de lucru. Nu există o metodă passe-partout, care să poată fi utilizată de orice ştiinţă şi care să ducă la adevăr. Din acest punct de vedere monismul greşeşte. E de sigur necesar ca orice om de ştiinţă să fie obiectiv în cercetările sale, să facă abstracţie, în cea mai mare măsură posibilă, de factorul subiectiv, afectiv. Obiectivitatea nu este însă o metodă, ci numai una dintre condiţiile fundamentale ale oricărei metode.

Din punct de vedere metodologic sociologia trebuie să fie *eclectică*, să se folosească în mod ştiinţific şi de inducţie şi de deducţie, pentru a puteà cercetà fenomenele sociale în toată varietatea şi complexitatea lor. Oricât de ironic ar fi *Poincaré* faţă de sociologie, pe care o consideră drept «ştiinţa care posedă cele mai multe metode şi cele mai puţine rezultate» (2), totuş sociologia va trebuì să utilizeze în totdeauna observaţia şi experimentul, clasificarea şi generalizarea, inducţia şi deducţia (3), pentrucă fenomenele sociale sunt determinate de mai numeroşi şi mai variaţi factori decât cele fizice. Fenomenele sociale sunt produsele sufletului omenesc, în primul rând, dar ele se desvoltă într'un mediu fizic şi biologic, ele sunt condiţionate istoriceşte, deaceea sociologia nu se poate limità la întrebuinţarea unei singure metode rigide.

Fenomenele sociale, transformările societăţii şi ale Statului, formele juridice, economice, religioase, nu le poate cercetà sociologul, dacă se mărgineşte să arate numai fundamentul lor material, căci toate acestea indică o existenţă spirituală necesară, care se manifestă ca o puternică forţă creatoare. Societatea e produsul spiritului. Intr'adevăr, nu orice grupare de indivizi se poate numì societate. Astfel simpla juxtapunere spaţială a mai multor oameni nu formează o societate. Bolnavii dintr'un spital alcătuesc ei o societate prin faptul că trăesc sub acelaş acoperământ? Sau tot aşà clienţii cari aşteaptă în salonul unui dentist? Contactul fizic, spaţial, nu este suficient el singur pentru a produce o societate, deşi juxtapunerea aceasta poate da naştere cu vremea şi unor adevărate legături spirituale(4). Chiar dacă în aglomerarea mai multor indivizi pe o porţiune de spaţiu determinat există oarecare regularitate, încă nu se poate vorbì despre existenţa unei socie-

(1) *E. Durkheim*. De la méthode objective en sociologie. Revue de synthèse historique 1901.

(2) *H. Poincaré*. Science et méthode, 1912, p. 13.

(3) A se vedeà: *Franklin Henry Giddings*. The Principles of Sociology, New-York, 1913; *Charles A. Ellwood*. Sociology in its psychological Aspects, London 1913.

(4) *G. Rümelin*. Reden und Aufsätze, 1894. Ueber den Begriff der Gesellschaft und einer Gesellshaftslehre, 1888.

tăţi. Numai când o grupare, o mulţime de indivizi, are un scop comun, numai atunci se formează o societate. Dar şi această idee de scop comun trebuie bine înțeleasă. La un ghişeu, la o brutărie, se îngrămădesc o mulţime de oameni, urmărind acelaş scop: căpătarea unui bon sau unei pâini: este acolo o societate? Nu putem răspunde afirmativ, pentrucă fiecare caută, în aceà mulţime, un avantaj pentru dânsul şi chiar în dauna altuia, raporturile dintre indivizi sunt, în acest caz, negative. Toţi au scopuri asemănătoare, fiecare însă nu se îngrijeşte decât de sine (1). Pentru ca să putem vorbì de societate trebuie neapărat să existe relaţii de reciprocitate între indivizi. Numai acolo unde oamenii au legături între ei, urmărind un scop comun, numai unde e o conştiinţă comună, idei şi sentimente comune, există cu adevărat o societate. Prin urmare societatea umană nu este o sumă mecanică de unităţi, ci ea apare ca *o organizaţie teleologică*, cu un spirit al ei, cu o voinţă proprie deosebită de aceea a indivizilor.

Dacă reflectăm puţin asupra esenţei psihice a societăţii constatăm uşor, cu toată puterea de seducere pe care ar puteà să o exercite asupra noastră diferitele concepţii, că nici ideea şi nici sentimentul nu sunt factorii cari grupează pe indivizi laolaltă în societate. E adevărat că ideile au puterea de a modificà activitatea prin ajutorul sentimentelor pe care le trezesc în suflet. Sentimentele pot face pe oameni să se caute sau să se evite unii pe alţii; simpatia atrage cu o putere irezistibilă pe indivizi. Deaceea *Freud* (2) a văzut în *libido* isvorul grupei sociale, în forţa care modifică sufletul individual. Ba chiar s'a atribuit sentimentului putere de cunoaştere. Ce este intuiţionismul contimporan decât afirmarea funcţiei epistemologice a sentimentului? Sentimentul însă nu poate întemeià, în genere, unitatea socială, pentrucă el e o funcţie subiectivă şi ca atare este individualist, cum just observă *Charles Elwood* (3). Sentimentul nu poate armonizà trebuinţele şi interesele oamenilor; el *ajută* la stabilirea şi progresul comunităţii sociale, dar nu o *produce* el. Deasemenea *ideea* nu poate fi considerată ca esenţa vieţii sociale. Prin variaţia lor ideile influenţează mersul societăţii, dar rolul ideii e mai mare în evoluţia decât în organizarea socială. Ideea este mai mult un agent dinamic decât constitutiv. Esenţa societăţii este *comunitatea de scop, de interese*, deaceea propriu zis societatea ne apare ca *o comunitate teleologică*, care crează apoi comunitatea de sentimente şi de idei. Dar scopul, interesul, sunt în funcţie de voinţă, încât în ultima instanţă, voinţa apare ca factorul fundamental pentru constituirea societăţii. Când vorbim despre voinţă nu ne gândim la voinţa individuală, la interesele momentane şi trecătoare ale unui individ, căci nu acestea pot explicà societatea, ci e vorba de o voinţă superioară celei individuale, de *voinţa socială*, pe care *Rousseau* a numit-o *voinţa generală* (4), iar *Wundt*, *voinţă totală* (5). Încă din vechime s'a re-

(1) *Erberhard Gothein*. Ueber einige soziologische Grundfragen. Erinnerungsgabe für Max Weber, 1923.

(2) *Sigmund Freud*. Massenpsychologie und Ich-Analyse, Leipzig, Wien, Zürich 1921.

(3) *Charles Ellwood*. Op. cit.

(4) *J. J. Rousseau*. Le contrat social.

(5) *W. Wundt*. *Völkerpsychologie*, Bd. IX, Das Recht.

cunoscut dealtminteri existenţa unei voinţe a grupului organizat, care impune fiecărui individ în parte. In corpus juris civilis se face deosebire între conventio, pactum, consensus pe deoparte, şi decretum, consultum pe dealta. Conventio şi pactum denumesc raportul voluntar al unor indivizi între ei, iar decretum e hotărîrea corpului organizat, este expresia unei voinţe sociale unitare. Această voinţă nu e o rezultantă a unor voinţe individuale concordante, ci ea cuprinde în sine voinţe diferite legate într'o unitate durabilă, ea înglobează într'un tot motive convergente şi divergente de acţiune. Această voinţă ne impune şi ne constrânge prin organele sale. Să încerce cineva a nu se supune acestei voinţe! Imediat urmează sancţiunea. De multe ori dorinţele şi interesele noastre subiective, ideile şi sentimentele proprii, sunt contrazise de societate — ceeace l-a făcut pe *Spencer* să proclame acel antagonism între individ şi Stat—şi totuş noi ne supunem voinţei totale, voinţei societăţii, care realizează scopuri generale, mai presus de cele pur individuale. Această voinţă s'a exprimat în antichitate în special prin *mit* şi prin instituţii religioase, iar în timpurile noui prin instituţii juridice, economice, prin obiceiuri, etc. Societatea este deci o comunitate psihică şi ca atare sociologia va trebuì să utilizeze mai ales *metoda psihologică* în cercetarea fenomenelor sociale. Dar să strângem puţin mai deaproape subiectul, pentru a arătà necesitatea eclectismului metodologic.

Nu tot ceeace se petrece în societate este social, a spus cu dreptate Durkheim, pentrucă sunt o sumedenie de fapte, pe care le săvârşeşte un individ, dar care îl privesc exclusiv pe dânsul. De exemplu: modul cum îşi aranjează cineva în casă, orele lui de lucru, etc. Aceste acţiuni nu interesează societatea. Chiar dacă o faptă — aceeaş faptă — e săvârşită în acelaş timp de mai mulţi indivizi, ea tot nu poate fi numită socială. *Weber* (1) exemplifică aceasta în modul următor: dacă pe stradă, când începe să plouă, mai mulţi inşi deschid deodată umbrelele, acţiunea lor nu poate primì calificativul de «social», pentrucă ei nu s'au orientat unul după altul, ci fapta lor a rezultat din trebuinţa fiecăruia de a se apără de ploaie. Coexistenţa unor acţiuni similare făcute însă ca o reacţiune faţă de excitaţii individuale, nu constitue socialul. Un fapt este social numai atunci când are un scop şi un rezultat, care interesează societatea în genere. Când acţiunea unui individ îl pune pe acesta în raport cu alţi semeni, ea dobândeşte un caracter social. Orice fenomen social este, în ultima instanţă, *un raport* între două sau mai multe persoane, mai precis *un raport teleologic*. Esenţa raportului social dintre indivizi constă în faptul că stările psihice: ideile, sentimentele şi acţiunile unui individ depind de alţii. Viaţa noastră sufletească, în întregimea ei, este în dependenţă de semeni. Noi regulăm acţiunile noastre după concetăţeni, sentimentele noastre sunt reacţiuni subiective faţă de dânşii. *Bouglé* a recunoscut şi el că faptele sociale sunt produsele unor raporturi dintre indivizi, unor interacţiuni de natură cooperativă, imitativă sau chiar antagoniste. *E. Dupréel* (2) precizează şi mai bine ideea de raport social. Toate fenomenele, care privesc societatea, sunt în genere raporturi

(1) *Max Weber*. Wirtschaft und Gesellschaft, 1921 I. Teil.
(2) *Eugène Dupréel*. Le rapport social, Paris, 1912.

între indivizi. De ex. fenomenele juridice. Ce e dreptul de proprietate decât formularea unor raporturi între oameni? El nu e un raport între proprietar şi lucrul posedat, cum s'ar păreà la prima vedere, ci un raport între proprietar şi ansamblul membrilor societăţii, asupra cărora se produce o anumită influenţă, cărora li se impun anumite sentimente şi atitudini (respect, reţinere de a se atinge de unele lucruri, etc.). Şi tot aşà capitalul este numai raportul dintre acel care posedă anumite valori şi ceilalţi membri ai societăţii, cari lucrează în funcţie de aceste valori sau trăesc în dependenţă de ele. *Simmel* însă este acela care a formulat admirabil această concepţie a fenomenului social, dovedind că întreaga societate nu este altceva decât o totalitate de forme de raporturi.

Sociologul va trebuì să studieze aceste forme din punct de vedere genetic şi sistematic. El va arătà sensurile raporturilor, căci orice raport are un anumit sens care trebuie înţeles şi explicat. A înţelege şi explicà înseamnă a arătà procesul de determinare cauzală, procesul de motivare psihică al raporturilor, precum şi scopul şi mijloacele lor de realizare.

Dar raporturile dintre indivizi sunt produse ale intereselor, ale trebuinţelor lor pe de o parte şi ale voinţei speciale pe de alta, căci voinţa aceasta, despre care am amintit mai înainte, determină anumite forme de raporturi între indivizi, anumite acţiuni ale acestora. Chiar fenomenele cele mai subiective dobândesc, prin influenţa acestei voinţe, o formă socială exterioară. De ex. iubirea — acest sentiment delicat şi intim capătă un caracter social prin căsătorie, i se impun anumite forme, pe care trebuie să le respecte şi anumite obligaţii. Voinţa socială concretizată în lege sau în obiceiu indică precis ce fel de raporturi se pot stabilì între indivizi şi ce regule generale trebuesc neapărat observate pentru realizarea scopului comun.

Când vorbim însă despre raport şi voinţă trebuie să ne gândim neapărat la scop, pentrucă, după cum nu putem concepe efect fără cauză tot aşà nu putem concepe acţiune fără scop (1). Cauzalitatea voinţei, în deosebire de cea fizică, este o cauzalitate conştientă teleologică. In lumea fenomenelor naturale totul se petrece în mod fatal, orb, voinţa însă e determinată, în mod conştient, de scopuri. Vroim cevà, lucrăm într'o direcţie pentru a dobândì cevà dorit. Scopul este însă întotdeauna o valoare, pentrucă el rezultă dintr'un proces de apreciere: noi fixăm drept scop al voinţei reprezentarea, pe care o considerăm cea mai dezirabilă, cea mai valoroasă dintre toate reprezentările, care sunt în conştiinţa noastră. Lupta dintre motivele şi mobilele unei acţiuni e o luptă în jurul unei valori. Aşà că voinţa noastră conştientă este determinată de valori şi realizează valori. Prin urmare fenomenele sociale, ca raporturi dintre indivizi, sunt bazate pe fapte psihice, chiar dacă ele ne apar ca ceva exterior şi constrângător. Durkheim însuş recunoaşte natura psihică a acestor fenomene, căci el afirmă că faptele sociale nu sunt de natură organică, deoarece ele constau din reprezentări şi acţiuni, dar nu sunt nici fenomene psihice propriu zise, pentrucă nu au drept substrat pe individ, ci sunt repre-

1) *R. V. Ihering*. Zweck im Recht. Bd. II.

zentări şi acţiuni colective. Toate credinţele şi modurile de acţiune ale colectivităţii le numeşte Durkheim *instituţii* (1). In realitate însă aceste instituţii sunt produse psihice, sunt numai nişte forme în care se concretizează raporturile dintre indivizi. Şi dacă ele au un caracter obiectiv şi constrângător, aceasta se explică, în primul rând, prin succesiunea generaţiilor. Orice fenomen social, orice instituţie, e o formă de relaţie a unor conţinuturi psihice interindividuale. Deşi J. Stuart Mill susţine că relaţia socială nu schimbă pe individ şi nu crează nimic specific, totuş observaţia obişnuită ne arată că raportul dintre indivizi, prin obiectivarea lui, devine un fenomen de sine stătător, cu forme proprii. Relaţiile dintre indivizi se obiectivează în genere în forme tipice, care sunt instituţiile. Caracterul impersonal şi exterior, pe care îl capătă raporturile interindividuale provine din faptul că ele s'au transmis din generaţie în generaţie, s'au impus nouilor generaţii, modelând chiar spiritul individual după dânsele. Fiecare individ găseşte, dela naşterea sa, instituţii create de generaţiile anterioare, legi şi obiceiuri sub a căror putere creşte şi a căror influenţă se imprimă adânc în spiritul său. Dar toate legile, toate instituţiile au fost la origine raporturi vii ale unor indivizi, nu nişte scheme, nişte urme absolut exterioare, cum ne apar nouă celor de azi. Pentru generaţiile anterioare erà un proces de exteriorizare a unor raporturi oarecum interioare, pentru noi este tocmai inversul, noi căutăm să interiorizăm în sufletul nostru cevà exterior, legi şi obiceiuri, pe care nu le-am creat, ci le-am găsit, ca valori recunoscute, dela naşterea noastră.

Dacă interpretăm astfel ideea de instituţie ajungem la concluzia că formalismul sociologic al lui Simmel nu e atât de departe, cum se susţine în genere, de obiectivismul lui Durkheim.

Pentru a înţelege scopurile şi valorile, care au determinat diferitele instituţii, pentru a explicà fenomenele sociale în totalitatea lor, trebuie să ne folosim de o metodă specială, anume e necesar să ne putem transpune în diferite societăţi şi timpuri, să le înţelegem sufletul. *Michailowschi*, cunoscutul sociolog rus, afirmă necesitatea unei metode subiective în sociologie, pentrucă faptele sociale nu pot fi privite numai ca nişte lucruri exterioare, ci procesul istoric-social, în întregimea sa, e în dependenţă de suflet. Esenţa voinţei sociale este, după acest sociolog, cooperaţia de muncă. Dar această cooperaţie nu este numai un fenomen de natură economică, ci el presupune, ca o condiţie indispensabilă, *cooperaţia psihică*. De aceea fenomenele sociale trebuesc cercetate şi explicate nu printr'o necesitate cauzal mecanică, ci printr'una teleologică. E o concepţie absolut opusă obiectivismului lui Marx şi Durkheim.

Spengler, dintre cei mai noui filozofi, afirmă chiar că fenomenele istorico-sociale nu pot fi studiate prin nici o metodă raţională. Numai fenomenele fizice, spune dânsul, le putem explicà prin ajutorul raţiunii, prin legi şi calcule matematice; fenomenele sociale nu pot fi cercetate decât prin înţelegerea sufletului care

(1) E vorba nu de geneza instituţiilor în societăţile primitive, ci de structura şi transformarea instituţiilor în societăţile bazate pe solidaritatea organică, cum le spune Durkheim.

le-a produs, şi aceasta e posibil numai prin analogie cu sufletul nostru, printr'un fel de *intuiţie* sau empatie. Trebuie să trăim fenomenele sociale, oricât de depărtate ar fi ele de noi, ca să le putem introduce în sfera conştiinţei noastre (1).

Intr'adevăr, fără a exageră importanţa metodei subiective în cercetarea fenomenelor sociale, trebuie să recunoaştem totuş că nu putem pricepe sensul raporturilor sociale şi modul lor de formare, nu putem interpretă fenomenele sociale, dacă nu avem conştiinţa mobilă, suplă. Avem nevoie de *o conştiinţă teleologică* (2), de o conştiinţă a valorii şi scopului. Aşà e alcătuit psihismul omului încât el nu poate înţelege decât prin prisma sa proprie: totul trebuie să se reflecteze mai întâiu în el. Ceeace n'am trăit niciodată şi ceeace este aşà de departe de noi încât nici prin imaginaţie nu putem simţì, este greu accesibil minţii noastre. Prin urmare, cu cât conştiinţa va fi mai mobilă cu atât ne vom reprezentà mai bine trecutul cu formele sale de raporturi sociale, îl vom puteà copià şi ni-l vom apropià mai mult. Vom înţelege, de exemplu, o formă economică trecută dacă vom puteà face abstracţie de condiţiile actuale de existenţă şi dacă ne vom puteà pune în alte condiţii variate de existenţă. Pentru formele economice trecute oamenii erau altfel organizaţi, altele eraù trebuinţele şi concepţiile lor, motivele din care isvorau acţiunile lor nu erau identice cu acelea care stăpânesc în sufletul modern. Şi atunci, pentru a înţelege şi explicà acele forme trecute, trebuie să le putem retrăì în oarecare măsură. In cercetarea procesului social noi trebuie să punem conţinutul conştiinţei noastre în raport cu alte conţinuturi cu valoare supraindividuală, concretizate în instituţii, şi să încercăm prin «o transformare ştiinţifică a conştiinţei» să pătrundem în fenomene. Pentru a înţelege pe alţii trebuie să ieşim din sfera noastră subiectivă, să putem, prin ajutorul conştiinţei teleologice, să imităm şi să ne apropiem valorile şi scopurile altora.

Sociologul, pentru a dà un caracter riguros ştiinţific cercetărilor sale, trebuie să renunţe la idei apriorice şi la concepte predeterminate. El trebuie să privească realitatea socială în modul cel mai obiectiv posibil, dar să nu uite niciun moment caracterul psihic al fenomenelor sociale, să nu uite că societatea e «o comunitate spirituală» (3). Instituţiile obiective nu pot fi înţelese dacă sunt considerate ca nişte forme exterioare conştiinţei noastre, căci ele devin atunci nişte scheme fără de conţinut şi deseori fără nici o raţiune. Nu le vom puteà explicà decât dacă vom cunoaşte stările sufleteşti care le-au produs. Fenomenele sociale au ca element pe om, ele nu sunt ceva în sine, chiar dacă apar cu un caracter de exterioritate faţă de dânsul. Dar omul se schimbă, deaceea şi societăţile apar, în decursul veacurilor, cu aspecte şi caractere deosebite. Ceeace se numeşte societate nu e altceva decât o sumă de forme reale de coexistenţă şi de colaborare umană. Aceste forme s'au schimbat necontenit, pentrucă sufletul a evoluat. Lumea fizică e supusă unor legi mecanice, în ea totul se petrece mereu la fel — societatea însă e o organizare vie, psihică, schimbătoare şi trebuie înţeleasă ca atare.

(1) *O. Spengler*. Untergang des Abendlandes. Ed. I, München 1923.
(2) *Ed. Spranger*. Die Stellung der Werturteile in der Nationalökonomie. Schmollersjahrbuch.
(3) *O. Spann*. Gesellschaftslehre 2 Aufl. Leipzig, 1923.

Monismul metodologic este unilateral şi simplist, pentrucă admite explicarea fenomenelor sociale prin aceeaş lege generală şi cercetarea lor prin aceleaşi metode ca şi fenomenele fizico-naturale. El încearcă să reducă totul la nişte legături cauzale mecanice. Monismul neglijează cauzalitatea specifică a vieţii psiho-sociale, cauzalitate caracterizată nu printr'o echivalenţă între cauză şi efect şi prin constanţa energiei, ci din contră prin creşterea energiei şi prin teleologism. Omul apare, faţă de fenomenele sociale, într'un dublu rol: *pasiv* şi *activ*, căci el sufere influenţa acestor fenomene, este determinat de ele, dar le şi poate influenţă prin forţa spiritului său creator. El e purtătorul fenomenelor sociale, dar şi agentul cu putere de inovaţie. Societatea nu e un produs mecanic, nici o entitate mistică, ci e o formă de colaborare, de reciprocitate a indivizilor, în care viaţa psihică are un rol de căpetenie. Pentru aceste motive sociologia va trebuì să utilizeze, în primul rând, metoda psihologică.

Nu este însă deajuns atâta. Societatea e un tot, un întreg care se realizează în părţi, se obiectivează în diferite membre parţiale, care alcătuesc categoriile de fenomene sociale, diferitele sisteme de obiectivare a relaţiilor inter-individuale (1). Niciodată noi nu vedem societatea ca un întreg şi absolut, ci numai ca un tot parţial (economic, juridic, politic), ca sistem de legi, de fenomene economice, etc. Pentru a studià însă diferitele categorii de fenomene sau de sisteme de relaţii, trebuie să le privim întotdeauna prin prisma totului social, sub aspectul general al formelor voinţei sociale. După cum în psihologia nouă fenomenele psihice nu sunt considerate ca elemente de sine stătătoare, ci ca nişte forme mereu în funcţie de întreaga structură spirituală, tot aşà şi în sociologie orice fel de fenomene sociale trebuiesc cercetate în raport cu toate celelalte categorii sociale. De ex. nu se pot considerà fenomenele economice drept elemente independente ale vieţii sociale, căci raporturile economice nu sunt fără legătură cu cele juridice, cu cele politice, psihologice şi chiar religioase. Oricare dintre raporturile sociale trebuesc privite întotdeauna prin prisma structurii şi funcţiei generale a societăţii. Viaţa economică a unei grupări sociale depinde de starea ei psihică, de trebuinţele pe care le are, de tehnica ei şi aceasta, la rândul ei, de starea cunoştinţei şi ştiinţei. Deasemenea, depinde întreg sistemul economic şi de legile care regulează producţia, schimbul sau consumaţia, precum şi de relaţiile politice internaţionale, de posibilitatea de import sau export, etc., încât niciodată nu se vor puteà izolà şi studià aparte fenomenele sociale, ci ele vor trebuì cercetate în armonia lor sintetică şi integrală.

Prin urmare din punct de vedere metodologic sociologia va trebuì să se folosească mai întâiu de metoda psihologică şi apoi de metoda exclusiv sociologică, a raportării sintetice parţiale de raporturi, la totul social.

---

(1) *O. Spann*. Gesellschaftslehre, Verfahrenlehre.

EVOLUŢIA CLASELOR SOCIALE ÎN TRECUTUL PRINCIPATELOR ROMÂNE (1)

DE IOAN C. FILITTI

II

CUPRINSUL: 1. O fiscalitate excesivă se desvoltă în Principate, de prin a doua jumătate a sec. XVI, din cauza exigenţelor turceşti. 2. Impozitele: a) *personale;* b) *pe izvoarele de avuţie;* c) *indirecte. 3. Regulele de percepere a dărilor: cisla şi dijma; «ţara» din punct de vedere fiscal. 4. Perceptorii şi abuzurile lor. 5. De drept, nimeni nu este scutit de impozite. 6. Breslele sau excepţiile fiscale:* a) *boierii în slujbă;* b) *boierii mazâli;* c) *proprietarii cu îndatoriri ostăşeşti (curtenii în Moldova, roşii în Muntenia);* d) *colonii de pe moşii domneşti, cu obligaţii militare (călăraşii);* e) *proprietarii şi colonii pe moşii domneşti, cu îndatorire de paza graniţei;* f) *organizarea militară-fiscală a acestor elemente ostăşeşti zise slujitori;* g) *organizarea micilor slujbaşi civili, zişi tot slujitori;* h) *avantagiile fiscale ale slujitorilor;* i) *colonii şi iobagii de pe moşii particulare nu puteau fi slujitori;* k) *mitropoliile, episcopiile şi mânăstirile;* l) *preoţii;* m) *coloniştii străini;* n) *şi* o) *negustorii şi meseriaşii. 7. Restrângerea libertăţii negoţului din cauza încercuirii Principatelor de către Turci. 8. Negustorii străini vin deacum mai ales din Turcia. 9. Capitalul de camătă* (2).

1. In vechea organizare socială şi economică a Principatelor Române a intervenit o prefacere adâncă pe urma dependenţei lor tot mai accentuate de Turcia şi a încercuirii lor, aproape complete, de stăpânirea otomană.

Turcii se aşează, succesiv, la Strâmtori (1453), la gurile Dunărei (1484), la Dunărea de mijloc prin cucerirea Severinului şi a Belgradului (1524); urmează înfrângerea Ungariei la Mohaci (1526), suzeranitatea turcească asupra Ardealului (1529), ocuparea Brăilei (1540), înfiinţarea paşalâcului dela Buda (1541) şi a celui dela Timişoara (1552).

Tributul, plătit mai întâiu de Muntenia, apoi de Moldova dela mijlocul sec. XV, fu sporit succesiv, în bună parte şi din cauza mezatului ce se deschideà la Poartă de candidaţii la scaunele domneşti. Ajunse în curând să se ceară pe 2—3 ani înainte. Se adăogară darurile ce Domnii se obişnuiseră să facă Porţii, pentru a dobândì scaunul, a se menţineà în el, sau a-l redobândì. Se mai cereau în fine bani pentru plata lucrătorilor dela cetăţile şi lopătarilor de pe corăbiile turceşti (3).

Din sec. XVI, Principatele devin «chelerul» (grânarul) împărăţiei. Turcii îşi asumă un drept de preemţiune asupra cerealelor şi vitelor dela noi. Plata se face când mai cinstit, când mai arbitrar. Dar, uneori, exigenţele depăşesc posibilităţile ţării şi atunci marfa cerută trebuie cumpărată. Alteori, marfa trimisă la Poartă

(1) Vezi Arhiva p. Ştiinţa şi Reforma socială, V (1924) 1—2, p. 71 şi urm.

(2) Urmarea în numărul viitor al Arhivei.

(3) C. Giurescu, Capitulaţiile Moldovei, Buc. 1908, p. 56—57. — Iorga, Doc. asupra istoriei financiare a Principatelor, Buc. 1900, p. 178, 183—184. — C. Giurescu şi N. Dobrescu, Doc. şi regeste privitoare la Const. Brâncoveanu. Prefaţa. — C. Giurescu, Material p. istoria Olteniei sub Austriaci, I, 334. — I. C. Filitti, Din arhivele Vaticanului, II, 36, 45, 47, 114. — Iliaş, fiul lui Rareş, care aveà pe lângă el mulţi Turci, impuse dări mai numeroase, de care n'au fost cruţaţi nici boierii, eparhiile, mânăstirile şi preoţii (I. Bogdan, Vechile cronici moldoveneşti, p. 94, 216). — Alex. Lăpuşneanu, pentru a dobândì domnia, făgădui Porţii să strice cetăţile ţării şi se ţinù de cuvânt, păstrând în fiinţă numai Hotinul, pentru apărare contra Leşilor (Miron Costin, ed. V. A. Ureche, II, 333).

se pierde pe drum şi deci trebuie înlocuită. Se mai întâmplă şi ca Turcii să ceară, pentru o parte din produse, valoarea în bani (1).

Pentru satisfacerea acestor pretenţii tot crescânde, trebuie create multe impozite. Ele sunt zise «slujbe» şi «mâncături de peste an» (2). Că au fost motivate, cu mult înainte de epoca Fanarioţilor, de exigenţele turceşti, ne-o spun cronicile şi ne-o arată tablourile ce ni s'au păstrat de cheltuelile Statului (3). Inainte de ivirea Turcilor, nevoile domniei — ca şi ale vechii regalităţi occidentale — se puteau îndestulà din daniile făcute Domnului, din veniturile proprietăţilor Statului şi ale celor particulare ale Domnului, din dijmele percepute dela colonii şi iobagii de pe moşiile domneşti şi particulare, sau din îndatorirea de a găzdui pe Domn, pe însoţitorii şi pe dregătorii lui (conacul) (4). Din cauza exigenţelor turceşti, s'a simţit, de pe la mijlocul sec. XVI, trebuinţa de venituri tot mai mari şi s'a dat o tot mai mare desvoltare fiscalităţii.

Inrâurirea fiscalităţii a fost atât de hotărîtoare asupra evoluţiei claselor noastre sociale, încât trebuie să ne oprim puţin asupra vechiului sistem fiscal.

2 *a*) Mai întâiu dările personale (5).

Haraciul, adică dajdia pe cap pentru plata tributului, cu anexele: vel sama, sama a doua şi a treia, adică, «cele patru sămi ale birului principal» şi «liţ sa haraciului», dacă nu ajungeà întreg la împărăţie. Apoi: birurile lunare, sau birul mărunt de ţară; birurile pentru trebuinţele interne, precum al lefurilor, al oştirii, de cheltuiala jicniţei şi cel zis «banii jùdeţului», sau «banii jùdeţului de oraş», sau şi «jùdeţul cu 12 pârgari» (6). Când ţara rămâneà datoare, se percepeà «birul datoriilor». Coloniştii moldoveni aşezaţi în Muntenia, plăteau «birul moldovenesc» (7).

Aceste biruri se percepeau în monete diverse, după destinaţie (8): zloţi (9), lei, taleri, galbeni, bani vechi de argint (10), orţi, părpări (11).

(1) Plângerile domnului muntean la 1560 şi 1566, la Iorga, l. c.

(2) Spre pildă, în doc. muntean dela 1628. (Acad. Rom. Creşterea colecţiilor, 1910, p. 128).

(3) Petru-Vodă Şchiopul a părăsit domnia pentrucă «Turcii, după obiceiul lor . . . de lăcomie, trimiseseră de cereau să se dea bani mai mult de cum erà obiceiul ţării» şi Domnul a crezut că a cedà «este a se face obicei care nu va mai ieşi din ţară . . cum s'a şi întâmplat» şi n'a vrut să «se facă dela dânsul începătura». (Letop. ţării până la Aron-Vodă. Ed. C. Giurescu, p. 258—9). — D. Cantemir, Descrierea Moldovei. Trad. Pascu, 133, 136. — Socotelile lui C. Brâncoveanu, publicate de Iorga, Studii şi doc. V, 353. — Cf. Iorga, ibid. VI, 583, 585.

(4) Tocmai la 1741, Const. Mavrocordat a hotărît că perceptorii îşi vor plăti găzduirea, dispoziţie rămasă neaplicată.

(5) Toate impozitele sunt spicuite numai din doc. anterioare epocii fanariote.

(6) Doc. muntene dela 1612 şi 1628. (Acad. Rom. Creşt. col. 1910, p. 126. 128).

(7) Doc. muntean din 1628, ibid 128. — Altul din 1632—3 la Iorga, Istoriile Domnilor Ţării Rom., p. 115, n. 2. Dar nu cred ca acest bir să fi fost în legătură cu luptele Muntenilor cu Moldovenii.

(8) Cantemir zice că birul principal, sau fum, erà de 80 aspri = 1 florin, în timpuri normale; de 120 aspri = 1 imperial, în vreme de răsboiu; de 200 aspri = 1 galben, la mari nevoi. (Descrierea Moldovei. Trad. Pascu, 132). — Melhisedec (Cronica Huşilor, I. 56) zice că se luau lei în vreme de pace, taleri în timp de răsboiu şi galbeni în împrejurări excepţionale.

(9) Pe case. Hrisov moldov. 1635 la Orest Popăscul, Câteva doc. moldov. Cernăuţi, 1895, p. 60.

(10) Se percepeau încă la 1713, pentru haraci. (Iorga, St. şi doc. V. 43).

(11) Bulgar zlatiţii zlot. (Bulet. soc. numism. rom. Anul 19 p. 14).

In aceeaş categorie intră prestaţiile, în bani sau natură: lucrul la viile, morile şi iazurile domneşti; ghiaţa (1), gunoi (2); lucrul la poduri şi cetăţi (3); birurile pentru aprovizionarea oştilor şi cetăţilor turceşti (4).

Infine, împrumuturile forţate, în cazuri de mari nevoi băneşti.

2 *b*) In al doilea rând, dările pe isvoarele de bogăţie.

Desetina (dijmăritul din stupi); mierea cu ceară, zisă şi berbânţa de miere (5); gorştina (dijmărit din porci); vinăriciul (din vin) (6), cu zecimile lui adiţionale: ploconul (7), părpărul (8), bărbânţa (9), gărdurăritul (10); oeritul (zis iar gorştină); văcăritul, pe vitele mari, zis cuniţa când se percepeà vara (11); măjăritul; tutunăritul (12); pogonăritul, pe vii (13); găleata sau càbla cu fân sau cu orz (14) săpunăritul, dela cei cari fabrică sau vând săpun (15); ciohodăritul, dela cizmari (16). In fine, cămănăritul, cu anexele şi derivatele lui. Cămănăritul se percepeà de căminar, în natură sau bani, dela

(1) La Iaşi 1705 (Rev. Ion Neculce, 1923, p. 118). Probabil obligaţie de a cărà ghiaţă la curtea domnească.

(2) Ibid. idem. Poate îndatorire de a ridicà gunoiul.

(3) Radu Grecianu, Viaţa şi domnia lui C. Vodă Brâncoveanu. Ed. Şt. D. Grecianu, 91. 94. 105. 182.

(4). Aşà, birul p. zahereaua Cameniţei pe vremea lui Brâncoveanu. (Condica public. de Arhivele Statului 1873, p. 137).

(5) Bărbânţă = putină de brad. Impozitul erà vechi (I. Bogdan, Doc. lui Ştefan cel Mare, I. 8, anul 1458; 105, anul 1469). Predarea la timp a mierei datorite ca impozit sau prin contract, apărea deseori proprietarilor ca un angajament sau obligaţie greu de îndeplinit, probabil din cauza sistemului primitiv al stupilor. La 1660, un Echim pârcălab împrumută 14 vedre miere dela vel log. Tudosie Dubău, spre a se achità de un turc. (Acad. Rom. pach. 138, doc. 56). — Doc. muntean, 1668, la Acad. Rom. Creşt. col. 1910, p. 136. — Un caz din 1707, la Melhisedec, Cronica Huşilor, 88. — In sec. XVII, unii proprietari aveau şi 300 stupi la o moşie. (Tudor Pamfile, Industria casnică la Români. Buc. 1910, p. 87).

(6) Se întâmpină în Muntenia încă de la 1437, ca şi dijmăritul. P. vinărici la 1715 şi partea lui vel paharnic (în vedre), Iorga, St. şi doc. V. 131.

(7) Se percepe pentru numărătoare şi răvaş.

(8) La 1709 erà de 12 bani de bute. (Iorga, l. c.).

(9) La 1709, erà de 6 bani de bute (ibid.)

(10) La 1695 se percepeà, în R.-Sărat, Buzău şi Saac, pe groapa de rachiu (ibid. 133). Mihaiu Cantacuzino zice, la 1775, că se percepeà sau în natură, din bute, când vânzarea se făceà din cramă, sau în bani, când vânzarea se făceà din tocitoare şi că erà venit al marelui armaş, ca gloabă (amendă) pentru prilazul gardurilor şi pentru stricăciunile făcute de vite în vii. (Tunusli, 57).

(11) Brâncoveanu, introducând acest impozit, pe care-l plăteà chiar domnul, îl justifică prin exigenţele Turcilor care pretindeau că ţara este foarte bogată în vite (Iorga, St. şi doc. X, 32—3, 68). In Mold. s'a introdus, se pare, de C. Duca, s'a desfiinţat de Antioh Cantemir la 1698, s'a reîntrodus de M. Racoviţă. (Letop[2]. III 182), s'a desfiinţat iar de C. Mavrocordat la 1741.

(12) Vezi doc. din 1708 la Iorga, St. şi doc. V, 348.

(13) Introdus în Moldova de Dabija (Letop. II, 4). Desfiinţat cu blestem de N. Mavrocordat la 1714. (Acad. Rom. ms. 91, f. 5—6). S'a întrodus apoi iar; s'a desfiinţat din nou de C. Mavrocordat şi apoi s'a reintrodus. La 1755, Mateiu Ghica zice că este fără cale şi nedrept să se ia şi vădrărit din rodul viilor şi pogonărit pe întinderea lor. (Acad. Rom. ms. 1, f. 37-9).

(14) Doc. muntean 1668. (Acad. Rom. Creşt. col. 1910, p. 136).

(15) La 1695 erà de $1^1/_2$ taler de nume. (Iorga, St. şi doc. V. 340).

(16) La 1695, câte un leu. (Ibid.)

cârciumi, dar numai la bâlciurile din târguri şi pe moşiile domneşti; la iarmaroacele de pe moşiile particulare se luà de proprietari (1). Cu cămănăritul se percepeà şi bezmenul de ceară şi cepăritul: cel dintâiu în bani sau în natură, pentru luminatul curţii domneşti (2) şi se mai ziceà cămană de ceară (3), celalt, pe bute sau boloboc, înainte de a se dà cep (4). Cămănăritul s'a generalizat în sec. XVII, sub nume de fumărit — care trebuie deci deosebit de «fum» (bir) — pe pivniţele, cârciumile, prăvăliile şi magaziile din capitală şi târguri (5).

Tot în categoria impozitelor pe avuţie putem clasà: boii domneşti, boii luaţi de podvoadă (6), caii şi carele de oaste (7); untul împărătesc, caii şi carele împărăteşti (8); ialoviţe, adică vaci grase pentru Turci (9); sulgiu sau birul sulgeriei, pentru aprovizionarea cu carne (10); plocoanele: şoimii (11), ploconul împăratului, al hanului, al vizirului şi cele excepţionale.

2 c) In al treilea rând, impozitele indirecte.

Fumăritul bălţilor, în schimbul dreptului de a pescuì şi care trebuie deosebit deci şi de fum şi de fumărit; oluc-hac, dela cei ce neguţătoresc cu vite; sărăritul munţilor, în Buzău, Râmnic şi Saac, pentru a puteà luà sare din maluri, însă numai cu traista, pentru trebuinţele casei (12); cotăritul, pentru cotul domnesc obligator, dela toţi cei cari vând (13); pârcălăbia, dela toată marfa ce se vindeà în târguri şi în satele dimprejur — acelaş impozit deci ca mortasipia din a doua jumătate a sec. XVII (14); înfine, vămile şi ocnele.

(1) Vezi hrisovul lui M. Racoviţă, 1708 (Iorga, St. şi doc. V. 407. VI. 219).

(2) Hrisov din 1677 p. mitropolia din Iaşi (V. A. Urechia, Miron Costin, I. 705).—D. Cantemir, Descrierea Moldovei. Trad. Pascu, 109.

(3) Erà impozit vechiu. (I. Bogdan, Doc. lui Ştefan cel Mare, I. 16).

(4) Melhisedec, Cronica Huşilor, I. 52.

(5) Cămănărit în Buc. pe vremea lui Brâncoveanu (Iorga, St. şi doc. V. 345), fumărit în Buc. la 1714, sub N. Mavrocordat. (Ibid.. 360).

(6) Doc. moldov. 1633 (Iorga, St. şi doc. V. 21—2).

(7) Zapisul unei jupânese la 1683: «când au pus pe fiu meu la care de oaste în zilele lui Grigore-Voevod, ci, neajungându-mi cai la care de oaste, datu-mi-au frate meu în preţ bun iepe 2, de i-am pus la care, drept fl. 18. . .». (Iorga, Istoriile Domnilor Ţării Rom., 152).

(8) Un Stănilă Şoimaru dă Domnului la 1582, 12 cai «în trebuinţa domniei la Ţarigrad, împreună cu birul». Caii sunt preţuiţi 24.000 bani. (Iorga, St. şi doc. VI. 41. nota). Grama stolnicul dă lui Moise Movilă 4 cai buni şi 200 taleri de argint «în treaba ţării». (Ibid.) — La 1623, Alexandru Vodă Iliaş dărueşte lui Gheorghe Ionaşcu, vel log., un sat, ca răsplătire că a furnizat Domnului 6 cai buni şi 300 galbeni, cari «s'au dat în treaba ţării, unde am avut nevoie şi greutate». (Ibid. 216).

(9) Melhisedec, l. c. I. 57.

(10) Ibid. 56. — La 1696, casap-başa cere 10.000 oi. Se percep şi 3 bani de oaie, ca să fie de plată ciobanilor. (Iorga, St. şi doc. V. 373).

(11) Vătaf de şoimari la 1729. Se cer «şoimi mari, frumoşi», să poată fi trimişi la împărăţie. (Ibid. 371).

(12) La 1695. (Iorga, St. şi doc. V. 338—340).

(13) Mai din vechi se ziceà «bour» taxa pentru aplicarea peceţii cu bour pe vasele cu băuturi (Melhisedec, l. c. I. 52). — «Cot cu bour» şi la sfârşitul sec. XVIII (Urechia, Ist. Rom. I. 784). Erà venit al lui vel cămăraş. — Tunusli, 56.

(14) Iorga, St. şi doc. V. 337 (pârcălabii de Buzău şi Râmnic la 1695). — Mortasipia erà dijma din tot ce se vindeà în târg şi erà percepută de vornicul de târg. (D. Cantemir, l. c.

Monopoluri erau, măcar la sfârşitul sec. XVII: luminăritul — seul nu se puteà vinde decât concesionarului; vânzarea în Bucureşti a sării şi a fierului; cântarul domnesc, concedat unui cantaragiu (1).

Printre impozitele indirecte se pot numărà şi gloabele (amenzile) (2); hatalmul, dela cei cari nu se supun hotărîrii arbitrale (3); duşegubina, dela ucigaşi cari se împăcau cu rudele victimei, sau îşi răscumpărau viaţa (4); zaveasca, sau garanţia că cel care a pierdut o pricină, sau urmaşii lui, nu vor redeschide procesul (5); herâia, plătită de câştigătorul unei pricini (6); osluha (7), taxele de pripas (8) şi «ciubotele» (9).

3. Regula, pentru perceperea dărilor personale erà cisla.

Nici «capitatio» la Romani, nici «taille» în Occident, nu erau impozite de cotitate, ci de repartiţie. Nu se hotărà cât datorà fiecare contribuabil, ci numai suma totală de care fiscul aveà nevoie. La Romani, de prin sec. III d. Hr., unitatea impozabilă se numià «caput». De obicei, un bărbat erà socotit ca un caput, o femeie drept jumătate; altă dată, doi bărbaţi sau patru femei formau o unitate fiscală (10).

In trecutul românesc, repartiţia impozitelor personale se numià cislă. Suma de care Statul aveà nevoie se repartizà între judeţe; judeţele o repartizau între plăşi, plăşile între sate, iar satele între locuitori. Aşà de pildă, la 1721, cu încasarea sumei fixate pentru dajdia haraciului în Teleorman, este însărcinat căpitanul Velisarie dela Roşiorii de Vede. El avansează Statului suma, împrumutând-o dela negustori şi apoi o repartizează spre încasare între iuzbaşii şi cetaşii din plăşi, iar aceştia, la rândul lor, între pârcălabii satelor (11). In sfârşit, pârcălabii impuneau cu sume egale unităţile fiscale numite liude (= oameni). După puterea de plată a fiecărei familii, gospodării, sau «fum» (12), o unitate fiscală, liude, cuprindeà o singură gos-

109). — Cf. însă în Arhiva rom. I. 149, unde se zice, la 1769, că pârcălăbia erà recentă, ceeace pare în contrazicere cu documentele.

(1) Iorga, St. şi doc. V. 338. 345. 347 (la 1695). — Cf. Tunusli, 55—6.

(2) Gloabă de 6 boi de la cei cari jură strâmb. (Hrisov din 1654 la D. Stoenescu, Instituţia jurătorilor. Craiova, 1921, p. 22).

(3) La 1674 doi boieri aleg arbitrii pe alţi trei şi prevăd că dacă nu se vor supune hotărîrii, vor plătì domniei 1000 ughi drept hatalm. (Iorga, l. c. V. 43).

(4) Duşegubină = pierzător de suflet, ucigaş. — La 1473 fiica lui Petru Ponici care ucisese pe un Andriţă, dă fiului acestuia, ca despăgubire şi împăcare, satul Brătieşti. Satul a fost evaluat chiar mai mult decât viaţa lui Andriţă, căci fiica lui Ponici mai dă şi 40 zloţi. (I. Bogdan, l. c. I. 186). — Corespunde cu composition, homagium, wehrgeld, fredus (friede) din Occident. (Viollet, Hist. des instit. pol. de la France, I. 321.—Cf. Ştefulescu, Gorjul istoric, p. XLI).

(5) Doc. dintre 1460—1474, la I. Bogdan, l. c. I. 40. 49. 69. 195.

(6) Melhisedec, l. c. I. 71. — Iorga, St. şi doc. XXII. 205. — V. A. Urechia, Miron Costin, I. 113. — D. Stoenescu, o. c. 27 (doc. din sec. XVI—XVII). — Mototolescu, în Revista Arhivelor, I (1924) p. 109. — V. Bogrea, în Anuarul Institutului de ist. naţională. Cluj II (1923), p. 345.

(7) Doc. muntean 1628 (Acad. Rom. Creşt. col. 1910, p. 128).

(8) In folosul marelui vornic. (Iorga, St. şi doc. V. 358, anul 1695).

(9) Vezi § 4...

(10) Esmein, Hist. du droit, 550 şi urm.

(11) Iorga, St. şi doc. V. 139. — Cf. Tunusli, 51.

(12) D. Cantemir, l. c. 132. — Ca bizantinul «capnicòn». (Jireček, Staat u. Gesellschaft im mittelalterlichen Serbien, II. 70).

podărie, sau mai multe (1). Dacă unitatea fiscală erà formată dintr'un singur şef de familie, darea se ziceà «de nume»; dacă se compuneà din mai multe persoane, darea se ziceà «în cruce».

Dela o cisluire la alta, numărul liudelor, adică al unităţilor fiscale egal impuse din sat, rămâneà acelaş, oricare ar fi fost numărul gospodarilor. Dacă acest număr scădeà, sarcina deveniă cu atât mai grea pentru cei rămaşi; se uşurà dacă numărul gospodarilor sporià. Deacì îndoita tendinţă, de a nu lăsà pe cislaşii satului să se mute aiurea şi de a nu denunţà pe oamenii veniţi în sat ca fugari din altă parte (2).

Dumitraşco-Vodă Cantacuzino pare să fi fost cel dintâiu care a întrodus «hârtiile, de scriu feţele oamenilor, dela mic până la mare» (3), iar Mihaiu Racoviţă şi N. Mavrocordat în a doua domnie (1711—1715) «pecetluituri roşii pe faţa a tot omul». Erà o încercare de a determinà cvantumul datorit de fiecare contribuabil, prin înscriere în carnete individuale de impunere, care permiteau urmărirea pretutindeni. Dar, într'o vreme când erà cu neputinţă a întocmì bugete fixe, această reformă nu puteà decât sporì abuzurile şi deaceea, cu drept cuvânt «se temeau oamenii să iasă la ruptă (4), ca să nu se îmmulţească sferturile» (5). Fără hârtii şi pecetluituri, tot mai erà nădejde de a dosì, de a trece dintr'un sat cu cisla grea în altul cu cislă mai uşoară; cu aceste carnete, fiecare erà veşnic sezisabil şi expus arbitrarului şi lăcomiei unui fisc totdeauna nevoiaş, care nu respectà tocmelile.

Cât priveşte impozitele pe isvoarele de avuţie, regula erà cea urmată încă de Romani pentru impozitul funciar (6): perceperea în natură a unei părţi din recoltă, adică dijma.

In sfârşit, pentru dările personale, existà şi la noi, ca în toate organizaţiile înapoiate, răspunderea colectivă. La Romani, existà răspunderea proprietarului pentru impozitul colonilor de pe moşia lui (7). La noi «de birul unui rumân răspundeau toţi rumânii de pe o moşie; de birul lor, proprietarul; de al acestuia, ceilalţi proprietari din acelaş sat sau hotar; de al satului întreg, satele vecine» (8). Deacì, încă un îndemn pentru proprietari — pe lângă dorinţa de a strânge cât mai multă dijmă — să vegheze ca numărul oamenilor de pe moşia lor să nu descrească, ba dimpotrivă. Ca o consecinţă a răspunderii colective, nici omul fără stăpân, sau emancipat din

(1) Aşà, la 1693, cinci mici proprietari în indivizie dela Tăriceni, Ilfov, erau înscrişi la bir cu 100 ughi. (Iorga, St. şi doc. X. 427).
(2) C. Giurescu, Vechimea rumâniei, p. 13.
(3) Melhisedec, l. c. I. 72—4. — Hârtiile existau în Moldova şi pe vremea lui Gr. Ghica la 1737.
(4) Adică la tocmeala unei dări fixe.
(5) Ion Neculce, citat de Melhisedec, l. c. — Cf. Tunusli, 156.
(6) Viollet, Hist des instit. pol. de la France, I. 85.
(7) Ibid. 86. 91.
(8) C. Giurescu, Despre rumâni, 28, n. 1; 46. — Câteva exemple. La 1577 se întăreşte lui Badea log. moşie în Lindeceşti, partea lui Stanciu Papuca, pentrucă a plătit Badea birurile lui Stanciu pe doi ani, căci rudele lui Stanciu s'au lepădat (Filitti, Arh. G. Gr. Cantacuzino, 19—20). — La 1590, se întăreşte unui Dan şi fratelui său popa Radu, moşie în Teleşti, partea lui Stroe, pentrucă au plătit birurile acestuia, 100 aspri (Ibid. 203). — La 1646 săteni

iobăgie, nu eră liber faţă de fisc (1); eră obligat ca «unde va locuì, ori în ce loc, să-şi dea birul şi dajdia cu satul» şi satul (2), fireşte, nu eră dispus să-l lase să se mute.

In ultima instanţă, răspunderea pentru intrarea impozitelor în vistierie o aveau funcţionarii însărcinaţi cu strângerea lor (3), după cum la Romani răspunzători erau decurionii. De altă parte, impozitele erau date foarte des în arendă — se ziceà că «slujbele se vindeau» — şi arendaşii răspunzători mergeau la câştig, pagubă sau ruină. Aceste împrejurări explică atitudinea perceptorilor, tot odată tirani şi martiri, şi au avut o influenţă covârşitoare asupra evoluţiei claselor noastre sociale.

4. Cel mai mic în ierarhia funcţionarilor fiscali pare să fi fost «ciocoiul» (4) de judeţ, al cărui nume a rămas sinonim de om abuziv şi obraznic.

Veneau apoi boierii cislaşi (cari făceau cisluirea între sate), sămacii (perceptorii

judeci (adică moşneni) din Pârdeşti au fugit şi birul lor l-a plătit, timp de trei ani, Ilina clucereasa din Pârdeşti; Mateiu Vodă permite acesteia să-i caute, să-i aducă înapoi şi să-i fie ei rumâni (Iorga, St. şi doc. V. 182).—La 1669, Mihaiu din Groşani pune zălog la Tismana partea lui de moşie şi a «altor fraţi moşneni», pentru 7 lei împrumutaţi ca să plătească mierea împărătească şi birul haraciului (Arh. ist. I[1]. 96). — Pe la 1700, zapcii mari ai jud. Gorj apucă pe Şarlăi să plătească şi birul siliştei Petreştilor cari fugiseră (Ştefulescu, Târgul-Jiului, 111).

(1) C. Giurescu, Despre rumâni, p. 36.

(2) Doc. muntean din 1630. (I. Bianu, Doc. rom. I. 171).

(3) Exemple: La 1605, Drăgan Ciolpan, pârcălab, rămâne dator la visterie, pentru dări din ţinutul Tutovei, 57 galbeni; el roagă pe nepotul său Pătraşcu Başotă, să-i plătească aceă datorie şi să ia în schimb părţile lui Ciolpan din satele Bodeşti şi Dănceşti (Iorga, St. şi doc. V. 9—10). — La 1661, şoltuzul, pârgarii şi câţiva târgoveţi din Neamţ se plâng că n'au rămas decât ei în târg şi că trebuie să plătească şi dările celor fugiţi; nu mai au cu ce plătì şi «cisla nu putem lepădà»; s'au rugat de mitropolit să cumpere casa unuia din birnicii fugiţi (Ibid. VII. 374). — La 1691, Neagoe sutaşul rămânând dator din bir către căpitanul Mihalcea Cândescu, acesta este autorizat să-i vândă averea (Aricescu, Indice, II. 8).

(4) La 1685, o slugă domnească este trimisă să apuce pe Stoica din Pătârlage «ciocoi de judeţ» pentrucă pârîse la boierii sămaci din judeţ pe nişte săteni din Sibiciu (Buzău), încât li se luase fără cale 24 taleri (Acad. Rom. pach. 124, doc. 143). In forma «ciocotniţi», cuvântul se găseşte la Mateiu al Mirelor, 1618 (Papiu, Tesaur, I. 357). La începutul sec. XVIII, boierii întrebuinţau acest termen pentru a calificà pe oamenii de rând, cu apucături rele. Eră oarecum sinonim cu «marghiol», în forma grecească «margelos», adică pârîş, spion. (Hurmuz. XIV. 663). In cronica stolnicului Dumitrache, dela sfârşitul sec XVIII, cetim: «îl întâmpinară doi marghioli, într'adins trimişi despre Rusia... iar paşa trecù Nistrul şi-şi găsì cursa gata, căci marghiolii îl pândeau...» (An. Acad. Rom. X. 368). Iar în Radu Grecianu (Viaţa lui C. Brâncoveanu, ed. Şt. D. Grecianu, 200): «Un Ghinea marghiol de neam mojic, foarte ciocoi». — In înţelesul iniţial, de mic slujbaş fiscal, mai găsim cuvântul şi la sfârşitul sec. XVIII: «să nu îndrăznească vreunul din ispravnici, sau polcovnici, sau *ciocoi*... să supere... cel mai mic lucru al vreunui locuitor» (1791. Urechia, Ist. Rom. IV. 7. 9.). — Ciocoi a mai însemnat slugă, sau om de casă. Neculce zice că în zilele lui Gr. Ghica (1726—1748) «se înbogăţiseră ciocoii, că luau slujbe cu dări şi mite dela Greci... şi începuse a boierì şi pe ciocoi». (Letop. II. 415). — In acest sens, de oameni de rând ajunşi la situaţii nepotrivite cu creşterea şi firea lor, târîtori faţă de cei mari, hrăpăreţi şi obraznici cu cei mici, la Alecsandri, Boierii şi ciocoii, I. 6. 9. II. 1. —Boierii mari ajunseră să poreclească ciocoi pe boierii mărunţi, chiar de neam vechiu, dacă ţineau de casa lor. Spre pildă, la 1765, banul Ştefan Sturza pe mazilul Ioniţă Pisoski). (Rosetti, Cronica Vascanilor, în An. Ac. 29 (1906), p. 68).—In sfârşit, oamenii de condiţii modeste porecliră ciocoi clasele de sus, abuzive sau jicnitoare: «ciocoi de starea întâi» la Alecsandri, l. c. (Cf. Urechia, Ist. Rom. VIII. 571).

sămilor), pârcălabii de târguri şi oraşe (cari percepeau vămile locale) (1), olăcarii (rechiziţionau sau luau de «jold» caii de olac) (2), bănişorii de judeţ, jùdeţii de oraş, birarii (perceptorii birului), sulgerii (3), untarii, ilişarii (perceptorii ilişului) (4), podvodarii (luau boii de podvoadă) (5). Unii perceptori erau calificaţi după monezile în care se strângeau impozitele: zlotaşi, leuaşi, gălbenaşi, ortaşi, taleraşi (6). Erau apoi dijmarii de diferite categorii: cepari. vinăriceri (7), cluceri (8), etc. Pentru împlinirea îndatoririlor către Poartă se mai amestecau uneori şi agenţi turceşti (9).

Toţi aceştia intrau în sate, prădau, ciuboteau (10), aruncau duşegubine şi năpăşti (amenzi asupritoare) pe bărbaţi, femei şi copii, băgau oamenii în fiare şi în închisori (11). Cât erau de arbitrari, se poate vedeà din hrisovul dat la 1630 egumenului dela Plumbuita ca să-şi judece singur rumânii de pe un sat din Ilfov, fără amestecul banilor de judeţ, căci «de răul banilor s'a fost risipit satul mânăstirii, de au fugit (rumânii)» (12). Atât de straşnice erau abuzurile, încât la 1695 Const. Brâncoveanu se crede obligat să declare într'un hrisov că «vinde slujbele, iar nu zulumurile» (asupririle, vexaţiunile) (13).

Şi totuş, în această vreme de istovire a ţării şi de despuiare a contribuabilului pe urma exigenţelor turceşti, se găseau dregători mari cari să-şi încerce norocul luând în arendă impozitele şi să-şi întemeieze situaţiile lor şi ale urmaşilor pe ruina proprietarilor nevoiaşi, când nu se ruinau ei înşişi (14).

---

(1) Căpitanii de judeţ n'aveau amestec în trebile pârcălăbiei. (Iorga, St. şi doc. V. 337, anul 1695).

(2) Doc. moldov. 1633 (Iorga, l. c. 21—2).

(3) Doc. moldov. 1674 (Ibid. 43).

(4) Idem, ibid. — Cf. partea I, § 7 (p. 91 şi n. 7).

(5) Doc. moldov. 1633, (Ibid. 21—2).

(6) Doc. moldov. 1660. (Ibid. IV. 271).—Urechia, Notiţe despre slobozii. An. Ac. Rom. Seria II, vol. IX, p. 163 (anul 1669).

(7) In unele locuri, vtori paharnic. (Melhisedec, l. c. 128, anul 1662)

(8) Percepeau din sate curechi şi sământă de cânepă, de sigur pentru trebuinţele curţii. La 1629, se scutesc satele din ţinutul Neamţ, ascultătoare de mănăstirea Aron-Vodă. (Bianu, Doc. Rom. I. 167).

(9) Letop. Ţării Moldovei până la Aron Vodă (ed. Giurescu, 261) sub anul 1591: «dabili cu care îngreuiase (Aron-Vodă) ţara, nu umblà numai dăbilarii singuri, ci şi Turci trimiteà de umblà prin ţară cu dăbilarii». Iar Miron Costin zice că sub Radu-Vodă Mihnea (1616—19 şi 1623—6) veneau ienicerii să ia birul şi «până cu hangerele săriau la boieri». Ed. V. A. Urechia I. 510). — Cf. Iorga, St. şi doc. V. 304.

(10) «Ciubotele» erau un fel de dobânzi de întârziere. — Pe la 1750, un creditor ameninţà pe debitor că-i va trimite «boiernaş cu grele ciubote, de va împlinì banii». (Iorga, l. c. 246).

(11) Act din 1657, Buzău. (Acad. Rom. Creşt. col. 1910, p. 135). — I. Bianu, Doc. Rom. I. 190—1.

(12) La Giurescu, Despre boieri, 95, nota 2.

(13) Iorga, St. şi doc. V. 343.

(14) Leon-Vodă (1629—1632) dă lui Mateiu din Brâncoveni (viitor Domn) judeţul Romanaţi «să-l ţie de birărie» (citaţie la Iorga, Răscoala Seimenilor. Extras din Ac. Rom. 1910, p. 11, nota 1). — La 1634, vornicul Ivaşco Băleanu «a ţinut de bir judeţul Ialomiţa»; moşnenii din Tâmşani «n'au voit să şază pe părţile lor şi să plătească birul cinstitului împărat şi să dea miere împărătească şi dajdiile domniei, ci au fugit şi au trecut peste Dunăre»; atunci Mateiu Vodă a apucat pe Ivaşco de a plătit ughi 350; în acelaş an au fost şi trei omoruri pe moşia

5. In trecutul românesc, în curând s'a stabilit regula că de impozite nimeni nu este scutit.

In Occident, în societatea feodală, regele nu puteà pune impozite decât în domeniile sale proprii şi acolo unde păstrase «la haute justice». Aiurea nu puteà impune pe locuitori decât cu consimţimântul seniorului local (1). La noi, unde organizarea feodală n'a existat, Domnul aveà pretutindeni «la haute justice», dreptul de a judecà, amendà, impune, confiscà; proprietarii nu erau seniori feodali, nu deţineau o parte de suveranitate. Dreptul public n'a avut a se strădui, ca în Occident, să revie la dreptul roman, ca să dea Domnului puterea de a impune pe toţi locuitorii ţării şi să ia seniorilor locali orice drept de impunere. La noi, Domnii au avut, dela începutul vieţii unitare de Stat, dreptul de a supune la impozite pe toţi locuitorii fără a negocià în prealabil cu proprietarii, cum au negociat în Occident regii cu seniorii şi cu oraşele libere spre a obţineà ajutoare băneşti, fie în locul serviciului militar, fie în numele obligaţiilor feodale.

Există în Occident un impozit personal (taille), pe care nu-l plăteau însă decât şerbii (taille servile) şi oamenii liberi de rând (taille roturière) şi pe care-l percepeau seniorii (taille seigneuriale) şi regele (taille royale). La noi, îl percepeà numai Domnul şi erau scutiţi, uneori şi în parte, numai dregătorii în funcţii, după cum în Occident erau scutiţi, pe lângă nobili şi ecleziastici, funcţionarii regali, chiar când erau oamenii de rând (roturiers).

Există în Occident un impozit pe imobilele de rând (taille réelle). La noi, n'a fost deosebire între proprietăţi şi scutirile de impozite pe isvoarele de avuţie se acordau numai din consideraţii personale.

Fiindcă omul aşezat pe moşia altuia aveà îndoită obligaţie, către proprietar şi către Stat, putem deosebì şi la noi, ca în legea salică, trei categorii fiscale: tributarius (colonul), possessor (proprietarul) şi convivae regis (dregătorii, boierii în funcţie). (2)

S'au acordat şi la noi, ca în imperiul roman (3), scutiri de impozite; Domnii noştri ca şi regii franci, au renunţat uneori, în favoarea unor particulari, la impozitele reale ce li se cuveneau. De impozitele indirecte n'au fost scutiţi nobilii în Occident decât pentru vânzarea propriilor lor produse. Găsim uneori şi la noi astfel de scutiri (4).

In trecutul românesc deci, toată lumea plăteà impozite; cele personale se percepeau prin cislă, cele reale prin zeciuială (dijmă); sistemul de percepere obişnuit se ziceà «ţara» sau «cisla ţărănească» sau «dăjdiile ţărăneşti».

Tâmşani şi tot vornicul a plătit şi trei duşegubine în sumă de 80.000 aspri; i se dă deci lu moşia, drept despăgubire (Filitti, Arh. G. Gr. Cantacuzino, p. 27—8). — Petru cămăraşul Pârâianu luase, la 1674, o dijmărie şi rămăsese dator 455 ughi; chezaşii lui erau C. Brâncoveanu vel post. (viitor Domn), Stroe Leurdeanu vel clucer şi Barbu Filişanu vel sluger; acesta din urmă, apucat de Iusuf aga, plăteşte, dar se despăgubeşte cu o moşie a lui Pârâianu (Iorga, St. şi doc. V. 304).

(1) Esmein, l. c. 550 şi urm.

(2) Viollet, l. c. 324.

(3) Ibid. 328.

(4) Vezi § 6-a, *in fine*.

Unele categorii sociale au obţinut însă, fie în propriul lor interes, fie în acel al fiscului, oarecare excepţii care se pot grupà în trei rubrici: scutire de unele dări; plata, la epoci determinate, a unei sume fixe, pe numele unei persoane sau unui grup, în loc de cislă, în ce priveşte impozitele personale; dare în bani sau în altă proporţie decât dijma obişnuită, pentru impozitele reale. Excepţiile, acordurile fiscale, tocmelile cu vistieria, formau «breslele».

Pentru înţelegerea evoluţiei claselor sociale, trebuie cercetate diferitele bresle fiscale.

6 *a*) Mai întâiu boierii, în înţeles de principalii dregători în funcţie.

Şi ei puteau fi puşi la dări. Astfel, au fost impuşi cu birul pe vremea lui Iliaş, fiul lui Rareş. (1) In izvodul dela Gheorghe Ştefan-Vodă al Moldovei pentru birul pe Iunie 1654, boierii nu figurează printre cei chemaţi a-l plătì (2), dar în vremea lui Brâncoveanu ei plătesc uneori haraciul, sama a treia, lipsa haraciului, birul oştii, banii cailor împărăteşti, plocoanele împăratului, hanului, şi vizirului, birul pentru zahereaua Cameniţei, plocoanele excepţionale şi sunt chemaţi la împrumuturi forţate. (3) Ca un contrast cu împrejurările dela noi, se spune în prelucrarea cronicii lui Ureche că nemeşii poloni «nu dau bir nimănui». (4) Sub ocupaţia austriacă, boierii din Oltenia cer să fie scutiţi, ca magnaţii din Ardeal, şi «nu cum dădeam noi tribut sub autoritatea arbitrară a voevozilor de sub stăpânirea turcească». (5)

Prin urmare, în privinţa dărilor personale, scutirea boierilor în activitate depindeà de bunăvoinţa domnească şi de nevoile financiare ale ţării. Deosebirea între ei şi poporul de rând erà numai că boierii plăteau individual, nu erau impuşi prin cislă. Const. Mavrocordat constată, aproape de mijlocul sec. XVIII, că până la el numai dregătorii cei mari şi numai cât timp se aflau în funcţie erau scutiţi de dajdia vistieriei şi încă nici această regulă nu erà absolută. Consideră Mavrocordat că nu se cuvine ca dregătorii să fie supăraţi cu dăjdii «de vreme ce nelipsiţi se află lângă domnie, slujind la toate trebile şi poruncile domniei»; fiind însă slobozi de dajdie «mai cu fierbinte sârguială (se vor aflà) către slujbele şi poruncile stăpâneşti». Dar şi după reforma lui C. Mavrocordat boierii au fost impuşi, măcar la ajutorinţă odată pe an. (6).

Cât priveşte dările reale, boierii în slujbă erau scutiţi, ca o amintire probabil a faptului că în vechime proprietarii nu datorau dijmă nimănui, de dijmărit, desetină (pe stupi), (7) gorştină (pe porci) (8), de oerit, sau le plăteau numai în primul

(1) I. Bogdan, Vechile cronici moldoveneşti, p. 94. 216.

(2) Iorga, St. şi doc. IV. 263—7.

(3) Condica lui Brâncoveanu, publicată de Arhivele Statului, p. 12. 17. 26. 36. 44. 54. 120. 137. 163. 440.

(4) Letop. Ţării Moldovei până la Aron-Vodă. Ed. Giurescu, p. 93.

(5) C. Giurescu, Material p. ist. Olteniei sub Austriaci, I. 334.

(6) Tunusli, 53.

(7) Giurescu, o. c. 277. — Cel dintâiu i-a impus M. Racoviţă, spre îndignarea boierilor-cronicari. (Letop.[2] II. 56. III. 116). Ii scuteşte iar N. Mavrocordat la 1712. (Uricar, V. 248). — Un hrisov din 1728 al lui Gr. Ghica zice că fuseseră iar impuşi, chiar la rând cu «ţara» (dijmă) şi Domnul le acordă să plătească de 10 stupi un leu. Acordă aceeaş favoare şi «boiernaşilor de curte, până la vtori uşer». (Acad. Rom. ms. 1 f. 5—7).

(8) Tot M. Racoviţă i-a impus întâiu şi i-a scutit N. Mavrocordat.

an al unei domnii noui(1). Pe la începutul sec. XVIII, devenise regulă că boierii plăteau oerit numai la trei ani odată. (2) Erau scutiţi de vinărici (3). De văcărit pe care Brâncoveanu, întroducându-l la 1713, îl socoteşte un impozit drept, căci «cine are mai mult, va plătì mai mult», cei 12 boieri mari eraù scutiţi. (4) Tot numai aceştia erau scutiţi de cămănărit şi mai apoi de fumărit pentru o singură cârciumă (5), de gărdurărit şi de oluc-hac.

Boierii mari în funcţie mai erau scutiţi de pârcălăbie, dar numai pentru propriile lor produse.

Bine ziceà deci Bandini, la mijlocul sec. XVII, că numai boierii în funcţie se bucură de oarecare imunitate şi nu întotdeauna, căci voinţa principelui poate să-i cheme şi pe ei la contribuţie (6).

6 *b*) Boierii ieşiţi din slujbă se numeau mazâli. Plăteau de regulă dările personale. Un hrisov din 1728 al lui Gr. Ghica al Moldovei vorbeşte de «boierii cei fără de boierìi, adică mazâli, cari dau dajdie în vistierie». (7) Când C. Mavrocordat a hotărît scutirea de dări a boierilor în activitate, a acordat această favoare şi mazâlilor(8). Erau scutiţi de desetină şi de gorştină (pe porci) (9); plăteau însă dela o vreme vinărici (10) şi celelalte dări reale.

Fireşte că Domnul puteà acordà scutiri individuale, nu numai boierilor, dar şi oricui (11). Un alt mod de a venì în ajutorul boierilor sau proprietarilor favorizaţi,

(1) Cum zice D. Cantemir, l. c. 133.

(2) Aşà se constată de admin. austriacă în Oltenia (C. Giurescu, o. c. 277. — Iorga, St. şi doc. V. 135 nota), când boierii cer scutire completă.— Poate că acest obicei trebuie pus in legătură cu sistemul adoptat de Poartă pe la mijlocul sec. XVII, de a chemà pe Domni în al treilea an la Constantinopol spre a le reînnoì domnia (Istoriile Domnilor Ţării Rom. ed. Iorga, 159). Scutirea totală de oerit a fost acordată de C. Mavrocordat, dar la 1741 găsim pe boieri iarăş impuşi (Iorga, St. şi doc. VI. 225), însă tot la trei ani odată plăteau şi la 1775. (Tunusli, 48). Erà un privilegiu foarte important, căci Bandini constată, la mijlocul sec. XVII, că erau boieri cari aveau şi 24.000 oi (Codex Bandinus, publicat de V. A. Urechia In An. Ac. XVI. p. 134). Tot pe atunci, Paul de Alep zice că Preda Brâncoveanu avea 30.001 oi (Călătoriile patriarhului Macarie. Trad. Cioran, p. 197).

(3) Tunusli, 48.

(4) Iorga, St. şi doc. V. 359. X. 371—2.

(5) Ibid. V. nota 8; 339. 345. 360.

(6) Codex Bandinus, ed. Urechia, p. 155.

(7) Acad. Rom. ms. 1 f. 5—7. — Letop.[2] II. 386.

(8) Arhiva rom. II. 192—3. — C. Giurescu, Despre boieri, 13—14.

(9) Iorga, St. şi doc. V. 342. — Ii impune M. Racoviţă; ii scuteşte iar N. Mavrocordat la 1712; sub Gr. Ghica în Mold. plătesc desetina, dar nu cu «ţara», ci dau pentru 10 stupi un leu. Ii scuteşte C. Mavrocordat, dar apoi sunt iar impuşi. (Tunusli, 48).

(10) I-a scutit C. Mavrocordat.

(11) Aşà, la 1614 Radu-Vodă Şerban scuteşte de bir şi dăjdii pe un jupân Mihaiu (Acad. Rom. Acte Rosetti-Bălănescu, 238). La 1636, Mateiu Vodă iartă de dăjdii pe Vasile armaşul din Stroeşti (Gorj) pentrucă «a slujit domniei prin alte ţări străine, tot cu dreptate şi unde a fost păsul şi nevoia» (Iorga, St. şi doc. V. 118). La 1712, C. Brâncoveanu răspunde «boerului» fără dregătorie C. Buzescu că nu-i poate uşurà birul de 20 galbeni la care erà impus în cruce, cu un nepot al său' (Ibid. 311).

erà scutirea de dările şi dijmele domneşti a unora măcar din locuitorii de pe moşiile lor, pentru ca aceştia să poată fi exclusiv de «treaba şi ajutorul» stăpânului.

6 c) Faţă de fiscalitatea excesivă se înţelege de ce dregătoriile şi favoarea domnească au fost tot mai căutate. Pentru proprietarii cari nu obţineau funcţii sau scutiri, îndatorirea de a venì la oaste călări, însoţiţi de câţiva oameni de pe moşiile lor, erà o sarcină tot mai apăsătoare. Pentru a aprecià cheltuiala, este destul a amintì că rarii mercenari ce se întâlnesc în sec. XV, erau plătiţi cu 15 zloţi pe lună — cu 60 se cumpărà o moşie — plus hrana cailor (1).

Prin sec. XIV şi XV în Moldova, proprietarii fără dregătorii cari veneau la oaste, se numeau viteji sau curteni. Termenul de viteaz, în înţeles de ostaş, erà împrumutat dela Unguri; cel de curtean poate derivà deopotrivă dela «curţile» proprietarilor, sau dela împrejurarea că proprietarii-ostaşi se strângeau în jurul Domnului, la curtea lui, ca «milites aulae» din Ungaria (2).

Când Ştefan cel Mare informează Occidentul despre lupta dela Valea-Albă, zice că rămăsese acolo «con la mia corte» (3), cu oastea călăreaţă de proprietari. Letopiseţul dela Bistriţa, care se opreşte la anul 1506, vorbind de luptele lui Ştefan cel Mare, enumără trei categorii de ostaşi (4): boierii, cari sunt dregătorii; vitejii, cari sunt proprietarii fără dregătorìi; voinicii, adică oamenii de rând cari însoţiau pe ceilalţi. Distincţia între boierii-dregători şi boierii-proprietari, o face şi cronica lui Macarie, sub anul 1541, vorbind de boerii «atât cei ce slujesc la curte (cari puteau fi şi de obârşie modestă) cât şi cei ce se trăgeau din neamuri de frunte şi strălucite» (adică urmaşi de dregători sau de vechi proprietari). De Iliaş, fiul lui Rareş, aceeaş cronică zice că adună pe toţi boierii «de curte şi de ţară» (5). Când letopiseţul dela

(1) I. Bogdan, Indatoririle militare ale cnezilor şi boierilor Moldovei în sec. XIV şi XV p. 10. — La 1476—7, Vlad Ţepeş scrie Braşovenilor că primeşte bucuros străini cari ar voì să-i slujească: «i voi miluì şi-i voi hrănì ca şi pe slugile Domniei mele, însă leafă n'am de unde să le dau... n'am ducaţi ca să le plătesc leafă» (I. Bogdan, Doc. privitoare la relaţiile Ţării Rom. cu Braşovul în sec. XV şi XVI. Buc. 1905, I. 99). — In Franţa, încă din sec. IX, proprietarii de mai puţin de cinci manse se grupau pentru a echipà pe unul din ei, iar oamenii liberi săraci, cari n'aveau coloni, se uneau câte şase în acelaş scop (Viollet, l. c. I. 437—440 445—6. — Acelaş, Précis de l'histoire du droit français, p. 217).

(2) I. Bogdan, Doc. Răzenilor din 1484. In An. Acad. Rom. XXX. 365. 400. 403. — Acelaş, Doc. lui Ştefan cel Mare, I. 250 (Dragoş viteazul, curtean al lui Roman I, Ştefan I şi Alexandru cel Bun). — Curte corespunde cu dvorişte în malorus (ibid. II. 89). — Reşedinţele domneşti din provincie se numeau curţi, ca şi aceea din Capitală. Doc. lui Ştefan cel Mare vorbesc de sate «din dreptele noastre sate domneşti, care au fost din ocolul curţilor noastre» dela Piatra, sau «ascultător de curţile» din Bacău (Ibid. I. 465). — Se numeau curţi şi principalele aşezări ale proprietarilor la ţară. Un doc. din 1462 vorbeşte de satul Rebricea unde «a fost curtea lui Duma Negrul» şi de alt sat «unde a fost cetatea lui Duma Negrul» (Ibid. I. 64). — La 1468, Ştefan-Vodă restitue unui boier, pe care-l iartă, curţile de pe Siret ce fuseseră confiscate (Ibid. II. 308). La 1489, confirmare peste satul Frătăuţii «unde erau curţile moşului lor, Mihul Starostici şi ale strămoşului lor, Jurj dela Frătăuţi» (Ibid. I. 381). Moise-Vodă Movilă zice că curţile moşilor lui au fost la Hudeşti, spre Başău (Iorga, St. şi doc. V. 533).

(3) Citaţie la Iorga, Ist. armatei rom. I. 157.

(4) I. Bogdan, Cronici inedite, p. 56—7. 61—2.

(5) I. Bogdan, Vechile cronici moldov. 211. 216.

Bistrița zice că «mulți viteji făcù Ștefan cel Mare», înțelesul este că făcù proprietari pe ostașii de rând ziși voinici, cari se distinseseră în lupte.

Cronicarul polon Dlugosz, vorbind de bătălia dela Racova, spune că acolo, spre deosebire de ce s'a petrecut la Valea Albă, au luptat «proștii, muncitori ai pământului». Luca Cârjă, în discursul său — cum îl reproduc isvoarele polone — către regele Sigismund, la 1523, spune că Domnul Moldovei a adunat la oaste pe boieri și pe țărani (1). Este distincția pe care o face Prapocki în sec. XVI și după el Gorecki, între «pedites, res rustica» și «equites» sau «primores» (2).

Din «res rustica» sau din «prostime», cum zice Miron Costin, a ridicat Ștefan cel Mare la «statul de nemeși pe cei cari arătară vitejie la răsboaie» (3). Mai ales după măcelul vechilor curteni la Valea Albă, a creat Domnul alții «ex agrestibus (4)». Miron Costin întrebuințează desigur înadins cuvântul de «nemeși», dela ung. némes, nobil, pentru a evità pe cel de boier, rezervat pe vremea lui mai mult dregătorilor.

Un catastif de cisle de pe vremea lui Petru-Vodă Șchiopul (1591) deosebește următoarele categorii fiscale: țărani, curteni, nemeși. Acì «nemeși» are înțeles contrar, de boieri-dregători, fie în funcție, fie mazâli, iar curtenii sunt proprietarii fără dregătorie, dar cu îndatorire ostășească (5).

Atât boierii-dregători, cât și boierii-proprietari, formau oastea călăreață, curtea «cetele» boierilor, zise și «steaguri». De altă parte erà oastea pedestră a muncitorilor de pământ, locuitorilor târgurilor și celor de pe teritoriile cetăților (6). Unii Domni se sprijineau mai mult pe pedestrimea populară (7), alții pe nobilimea călăreață (8).

Sub greutatea tot mai mare a dărilor, situația proprietarilor-ostași cari nu

(1) Arh. ist. I[1]. 9—13.

(2) Ibid. I[2]. 164. 168. — Papiu, Tezaur, III. 240. 282.

(3) Miron Costin, ed. V. A. Urechia, III. 222. — I. Bogdan, Doc. Răzenilor, l. c. 365. 373. 389. 403 și urm.

(4) Citații la Iorga, Ist. armatei, I. 203.

(5) Hurmuzaki — Iorga, XI. 219. — Iorga crede invers, că nemeșii sunt boerii dela țară, fără dregătorii, iar curtenii boierii slujbași «însă nu în sensul cel mai înalt al cuvântului, căci n'ar fi fost atâția, ci în sens general» (Ibid. 220, nota 1). Cred că înțelesul exact este cel ce am admis in text, atât pentrucă se arată 5000 curteni față de numai 3000 nemeși, cât și din cauza definiției ce Cantemir dă curtenilor. (Vezi § 5 d). O descriere italienească a Moldovei, din acelaș timp, deosebește pe «nobili», adică dregători, și pe «feudatari», adică proprietari; și unii și alții vin la oaste călări. (Filitti, Din arhivele Vaticanului, II. 45—6. Cifrele sunt nesigure (poate trebuie cetit 1000 nobili și 3000 feodatari; cu oamenii lor, cifra cavaleriei ar fi fost de 14.000). P. afirmația că feodatarii erau scutiți de toate sarcinile afară de bir pentru tribut, vezi § 6-h. La începutul sec. XVII, Joppecourt zice că boierii Moldovei (în sens de dregători) erau 2.500 călări. (Papiu, Tezaur, II. 21. 49. — Cf. I. Bogdan, l. c. 387.

(6) I. Bogdan, Doc. Răzenilor, l. c. 369. 372—4. 391. Cuvântul ceată e slav = tovărășie.

(7) Miron Costin, ed. Urechia, II. 364: în lupta dela Cahul, țiitoarea lui Ion-Vodă cel Cumplit «nu l-a lăsat intre oastea cea călăreață, temându-se să nu-l vicleneaseă boierii țării» (După Gorecki).

(8) Ibid. I. 521: Alexandru-Vodă Iliaș (1631—3) «de grija țărănimii ce erà peste tot locul... boierii așà socotesc să se mai depărteze (Domnul) de gloate».

încăpeau în dregătorii deveni tot mai precară (1). Ei decăzură din situaţia lor socială de odinioară de «nemeşi». De aci necesitatea de a le acordà oarecare înlesniri fiscale, ca să poată rămâneà în rândul curtenilor. Miron-Vodă Barnoschi mai ales, s'a îngrijit de curtenii scăpătaţi: făcù «mare volnicie curţii să deà la bir numai odată într'un an şi oricine din curteni a răsărit dela ocina sa, ori la sat boieresc, ori la sat domnesc, pe toţi i-a adus iarăş la breslele sale», scrie Miron Costin (2). Pe vremea acestuia, curtenii deveniseră o «breaslă» fiscală; această «boierime (şleahtă) de ţară, nomine curteni» — cum se exprimă acelaş cronicar — stà acum sub autoritatea marelui logofăt (3).

Cantemir defineşte pe curteni: «nobili, a căror viţă n'a ajuns încă la demnităţi de boierie; au primit dela strămoşi ca moştenire vreun sat sau două» (4). Urmaşi deci de proprietari cari n'avuseseră dregătorii, săraciţi sub povara impozitelor şi rămaşi, în loc de «curţi», cu câte o casă (5) pe un petec de pământ. Cuvântul «curtean» a şi degenerat astfel dela înţelesul primitiv (6).

In Muntenia nu se întrebuinţează cuvântul curtean în înţelesul special din Moldova (7). Vechile doc. vorbesc numai de boeri mari şi mici şi de slugi. In scrisori latineşti însă, Domnii munteni pomenesc de «barones» (boeri-dregători) «et milites (proprietari-ostaşi) terrae nostrae multi» (8). Situaţia proprietarilor-ostaşi a evoluat şi în Muntenia în aceeaş direcţie descendentă ca şi în Moldova şi tot din cauza fiscalităţii. De prin sec. XVI, echivalentul curtenilor din Moldova sunt, în Muntenia, «roşii». Un isvor ardelean îi defineşte «oameni slobozi şi boeri» (9). «Curtea ce se zice la (Munteni) roşii», citim la Miron Costin (10). «Relatio de statu Valachiae», raport catolic dintre 1679—1688, zice că roşii «mai înainte au fost boieri foarte avuţi» (11). Ei au jucat, la începutul sec. XVII, un rol politic foarte important, cu

(1) Aşà, la 1634, un mic proprietar, Iancu, scrie postelnicului Iordache să intervie la Vodă: «de mă scoate dela această slujbă, că mă pripesc să mă gătesc de oaste şi eu sunt sărac» (Iorga, St. şi doc. V. 23).

(2) Ed. Urechia, I. 514.

(3) Ibid. II. 131. — Joppecourt, care a luat parte, în oastea polonă, la luptele din Moldova la începutul sec. XVII, vorbind de orânduiala oastei moldoveneşti, citează «călărimea care fù aşezată în satele din jurul cetăţii, afară de boieri cari fură aşezaţi în cetate» (Papiu, Tesaur, II. 21. 49).

(4) Cantemir, l. c. 140. — C. Giurescu, Despre boieri, p. 8.

(5) C. Giurescu, l. c. 9—10.

(6) Astfel, se numesc curteni în Moldova şi ostaşii călări cu plată, cari formează garda curţii domneşti (Iorga, Ist. armatei, I. 319). — Poate în acest sens la Bandini, când zice că boierii şi curtenii, cu servitorii lor, străjuiesc la uşile lui Vodă. (Ed. Urechia, l. c. 139).

(7) In Muntenia, curteni în sec. XVII sunt oamenii din serviciul curţii proprietarului, ca şi posluşnicii (C. Giurescu, Despre rumâni, 40 n. 1. — V. A. Urechia, Despre slobozii, l. c. 155).

(8) Privilegiul lui Mircea pentru Braşoveni, 1413 (I. Bogdan, Relaţiile, I. 37).

(9) Chronicon Fuchsio — Lupino — Oltardinum, p. 53.

(10) Ed. V. A. Urechia, I. 609.

(11) Mag. ist. V. 57. — Roşii pot fi deci calificaţi de «boiernaşi» (Iorga, St. şi doc. IX. 14), dar nu şi de «săteni» (ibid. 7), căci prin termenul sătean se poate naşte confuzie asupra situaţiei lor de proprietari.

caracter național (1). Ca și curtenii din Moldova, au fost reduși la situație de breaslă, cu oarecare avantagii fiscale (2). Au ajuns cu timpul să fie confundați cu colonii de pe moșii domnești, îndatorați și aceștia la servicul militar în schimbul unor ușurări de impozite (3).

6 *d*) Tot mai puțini erau proprietarii în măsură de a aduce la oaste, cu proprie cheltuială, oameni de pe moșiile lor, iar plata de mercenari erà o sarcină prea grea pentru Statul încărcat cu atâtea îndatoriri către Turci. De aci necesitatea de a organizà pe baze noui o armată populară, fie călăreață, fie pedestră. Astfel, în schimbul serviciului ostășesc, s'au acordat privilegii fiscale colonilor ab-antiquo de pe moșiile domnești, sau celor anume aduși pe asemenea moșii.

Aceasta este origina «călărașilor», adică a oastei țărănești călărețe, din Muntenia și Moldova.

Astfel, la Ploești, colonizarea s'a făcut de Mihaiu-Viteazul (4). La 1633, Mateiu-Vodă colonizează călărași pe o parte din moșia domnească Dedulești (Prahova), din care o altă parte o dăruește unui particular (5). Moșiile astfel colonizate continuă a fi privite ca domnești. Firește că situația colonilor de pe aceste moșii erà mai bună decât a celor de pe moșiile particulare, dar această împrejurare nu îngădue ca ei să fie considerați ca proprietari. Situația lor juridică erà a unor scutelnici de pe moșiile domnești, în schimbul serviciului ostășesc, după cum existau scutelnici în schimbul altor servicii (6) și scuteala puteà încetà odată cu slujba (7). Cronicarul Radu Grecianu definește pe călărași: «ostași fără leafă, ci numai pe scuteală, sate întregi» (8).

Aceeaș erà originea și situația juridică a călărașilor din Moldova. La 1660, niște călărași din ținutul Orheiului păstrau amintirea că moșii lor fuseseră așezați acolo

(1) La cucerirea Ardealului, Mihai-Vodă a fost însoțit de o frumoasă oaste de roșii (Hurmuz. III. 431). — La 1611, comandați de Stanciu pah., roșii gonesc pe grecizatul Radu Mihnea, rivalul lui Radu Șerban.— La 1618, sub Lupu Mehedințeanu, ei contribue la izgonirea grecizatului Alexandru Iliaș. Puțin apoi, roșii dela Vede se răscoală împotriva lui Alex.-Vodă Coconul (Iorga, Răscoala Seimenilor, p. 9).

(2) Vezi § 6-h.

(3) Așà, pe vremea lui Brâncoveanu, *roșii* dela Vede sunt ziși *călărașii* dela Roșii de vede Cf. § următor.

(4) Gh. Zagoritz, Târguri și orașe. Buc. 1915 p. 30.

(5) Iorga, St. și doc. V. 481—2.

(6) Astfel, la 1631, Domnul Moldovei «rade» ca «să nu mai fie scutelnici» niște «socaci și curechiari și grădinari hătmănești» pe care i-a dat «la cislă cu alți oameni cari vor fi în sat», să «plătească cislă cu satul», afară de patru oameni din acel sat «grădinari cari sunt la grădina Domniei mele» (I. Bianu, Doc. rom. I. 189).

(7) Alex.-Vodă Mircea (1568—1577) închină la mânăst. Iezerul satele domnești Cheiani și Căpățâneni, care până atunci ținuseră de cetatea Poenari, căreia mai înainte aveau îndatorirea de a slujì, dar acum cetatea fiind dărâmată și serviciul încetând, se ià înapoi de domnie folosința satelor (Andrei Rădulescu, Din trecutul moșnenilor Arifeni. In Conv. lit. 44, p. 685). — Cf. § 6-e.

(8) Viața și domnia lui C. Brâncoveanu. Ed. St. D. Grecianu, p. 113. — La 1702 nu se mai menționează decât 14 steaguri de scutelnici călări și 6 steaguri de scutelnici pedeștri (Iorga, St. și doc. V. 372).

pe loc domnesc (1). Dimitrie Cantemir zice despre călărași că «pentru folosința moșiilor ce le sunt date de Domni, trebuie să-l urmeze la răsboiu pe propria lor cheltuială» (2).

Tot în categoria scutelnicilor militari de pe moșii domnești, mai intrau:

Vânătorii sau pușcașii dela Neamț, cari figurează printre bresle în izvodul dela 1654 al lui Gheorghe Ștefan-Vodă al Moldovei (3), iar în vremea lui D. Cantemir nu mai erau decât vreo 100 case lângă Piatra, care în timp de pace vânau pentru curtea domnească, iar în vreme de războiu mergeau la oaste (4).

Panțirii dela Comănești (Bacău), în satele cărora nu puteau intrà slujbașii domnești și ale căror pricini se judecau în prima instanță de căpitanul lor, iar în apel de marele hatman (5).

Fustașii (înarmați cu fuști), cari pe vremea lui Cantemir păzeau gineceul domnesc și închisoarea dela curte (6).

Mai nelămurită este situația juridică a dărăbanilor (dela ung. darabant, pedestru) sau dărăbanților, care în sec. XV nu erau cunoscuți. In Moldova, se hrăneau pe moșia Rădășani, dar primeau și leafă (7). In Muntenia, pare că erau numărați odată printre breslele fiscale (8), dar pe vremea lui Brâncoveanu, vel căpitanul za dorobanți figurează printre șefii de trupe mercenare (9).

Cât privește pe hânsarii din Moldova — deosebiți de husarii de cari vorbesc vechile anale — ei par a fi fost la început oaste «în dobândă», răsplătită prin pradă (10), dar în sec. XVII figurează printre breslele fiscale (11).

---

(1) Letop. II². 21. — R. Rosetti, Pământul, sătenii și stăpânii, p. 230 nota.
(2) Cantemir, l. c. 140.
(3) Iorga, St. și doc. IV. 263—7.
(4) Cantemir, l. c. 111—113.
(5) La 1737 (Iorga, St. și doc. VI. 210).
(6) Cantemir, l. c.—La 1702 erau 2 steaguri de fustași în Muntenia (Iorga, o. c. V. 372).
(7) In izvodul dela 1654 al lui Gheorghe Ștefan este înscrisă leafa unor dărăbani dela Rădășani (Iorga, St. și doc. IV. 263—7). Miron Costin zice și el că primeau leafă (ed. V. A. Urechia, I. 464—5 și 507). Dar Cantemir îi enumără printre trupele de scuteală (l. c. 111—113. Pe lângă dorobanții de țară erau, încă de pe vremea lui Petru Șchiopul, și dorobanți străini, cu leafă (Iorga, Ist. armatei, I. 351. — Acelaș, Răscoala Seimenilor, p. 5 și 14). De «odăile dărăbanilor celor ungurești, în curte», vorbește letop. țării până la Aron-Vodă, sub acest Domn (Ed. Giurescu, 267) și Miron Costin (l. c. II. 385). Acesta spune despre Ștefan Vodă Tomșa: «au strâns dărăbani... ; ci, dacă au văzut bani vărsându-le Ștefan-Vodă, au stat ei cu domnia» (Ibid. I. 463). — Cf. Bogdan, Doc. Răzenilor, l. c. 386—7. 407.
(8) Matei Basarab întrebuințează indiferent termenii de dorobanți și slujitori (Iorga, St. și doc. X. 58). La 1702, în Muntenia mai erau 5 steaguri de dorobanți (Ibid. V. 372).
(9) Ibid.
(10) Vezi Bogdan, l. c. 401—3. — Miron Costin, povestind invazia unor cazaci în ținutul Sorocei la 1587, zice că pârcălabul «s'a îndemnat cu hânsarii și cu alți cari au vrut să meargă *de bună voie* și i-au ajuns» (Ed. Urechia, II. 381.). Cantemir (o. c. 111—113) confundă pe husari cu hânsari.
(11) Izvodul dela 1654 (Iorga, St. și doc. IV. 263—7).

6 e) Paza graniței a fost de asemenea încredințată, tot în schimb de avantagii fiscale, fie micilor proprietari, fie colonilor de pe moșii domnești, din preajma hotarelor.

In categoria proprietarilor intrau, spre pildă, curtenii de Orheiu cu căpitanii lor cari, sub pârcălabul ținutului, apărau Moldova de Cazaci (1). Nu este vorba de concesii cu caracter feodal, de beneficii condiționate de paza graniței, ca *pronoiai* bizantine din sec. XI. Sârbii, pe lângă «baștine», au cunoscut și «pronoiai», împrumutate dela Bizantini (2); noi n'am avut decât baștine, cărora s'au acordat înlesniri fiscale în schimbul serviciului de paza hotarului.

Cât privește pe colonii de pe moșii domnești, însărcinați cu acelaș serviciu, în schimb de ușurări de impozite, ei amintesc de «limitanei», grăniceri din primele timpuri ale imperiului roman, soldați cari, în loc de leafă, primeau pământuri la margine, în schimbul obligației de a o păzì. Instituția s'a întins, prin sec. VII, în tot imperiul bizantin. Pământurile treceau cu aceleași obligații, la moștenitorii soldaților colonizați (3). In Egiptul ptolemaic, părți din pământul regelui erau date în posesie la «cleruci», soldați coloni cu obligații militare (4). Colonizarea în schimb de paza graniței se mai obișnuià de Austriaci (5) și chiar de Turci (6). Dar situația juridică a acestor coloni nu erà aceea de proprietari; moșia rămâneà și mai departe domnească; situația acestor coloni erà însă mai avantagioasă decât a celor de pe moșiile particulare, întrucât nu depindeau decât de Domn (7). Dacă ar fi să comparăm pe grănicerii noștri cu cei din Sârbia evului mediu, am puteà zice că la noi Domnul însuș erà «proniarul» căruia se cuveneà «perperul împărătesc», sau serviciu «după legea voinicească» (8).

Astfel, la 1657, satul Bârlești se scutește de iliș, sulgiu, ceară și se impune numai la cislă, pentrucă este lăsat de paza hotarului (9). Despre niște grăniceri, un doc. din 1662 zice că «au grăit precum ei n'au fost vecini boierești, ci au fost sate domnești de straje țării »(10). Străjerii dela Dărmănești și Oprișani se cunosc încă de pe vremea lui Eremia Movilă (11). Satele Tohani, Zărnești, Rucăr, Dragoslave, erau din vechi de paza schelei și totodată asigurau, cu carele lor, schimbul comercial cu Ardealul (12). La 1676, Duca-Vodă scutește de vamă bucatele ce-și aduc de peste

(1) La 1660, Ștefan Popăscul, căpitan de curteni ot volost Orheiului. (Rev. ist. X, 1924, p. 120).
(2) C. Jirecek, Staat u. Gesellschaft, I. 41—2.
(3) Zachariä v. Lingenthal, Geschichte des griech.-röm. Rechts. 1892 p. 271—3.
(4) N. A. Constantinescu, Paysans et Komai dans l'Orient hellénistique. In Mélanges de l'école roumaine en France. 1923 p. 82 și n. 5.
(5) Hurmuz. VII. 321 (sec. 18).
(6) Ibid. 228 (la Hotin).
(7) «Rucărenii și Dragoslovenii nu sunt iobagi nimănui aici în țara noastră», scrie Brâncoveanu jùdețului dela Brașov la 1700 (Iorga, St. și doc. X. 167).
(8) Silviu Dragomir, Vlahii și Morlacii, p. 113.
(9) Urechia, Notițe despre slobozìi, l. c. 173.
(10) Rev. ist. X. (1923) p. 100.
(11) Arh. ist. I[1]. 107. — Cf. Iorga, St. și doc. X. 120.
(12) Iorga, St. și doc. X. 76 (anul 1708), 133 (anul 1695). De aceea se cereà Ardelenilor să înapoieze pe fugarii din acele sate «căci noi nu voim să lăsăm să se risipească acel sat,

munţi sătenii din Rucăr «fiind purtători de grijă de paza schelei şi de alte toate ce sunt porunca domniei mele» (1).

6 *f*) Ostaşii, atât proprietari (curteni în Moldova, roşii în Muntenia), cât şi coloni pe moşii domneşti (călăraşi, dărăbanţi, etc.) şi chiar lefegii (2), sau în dobândă (3), erau calificaţi cu termenul generic de slujitori (4), care a înlocuit, de prin sec. XVII, pe cel de viteaz sau voinic în Moldova, de slugi în Muntenia (5).

Organizaţia tuturor slujitorilor militari erà aceeaş; împrumutată în bună parte dela vecini (6), ea nu se întâlneşte în sec. XV (7), pentrucă a derivat din fiscalitate, îndeplinind un îndoit scop, militar şi fiscal.

Unitatea veche erà ceata, zisă şi steag, cunoscută din cele dintâiu timpuri, când însă cetele boiereşti (8), prin chiar alcătuirea lor, nu puteau cuprinde un număr fix de ostaşi.

De când cu organizarea militară-fiscală a slujitorilor, unitatea cea mai mare erà pâlcul, căpitănia, sau steagul, teoretic de 1000 oameni, împărţit în cete de câte 100 (9), cu stegulețe de diferite culori (10) şi comandat de căpitani, zişi uneori

fiindcă o scală ca aceea este şi de treaba ţării noastre şi de folosul oamenilor din ţara dv.» (Ibid. 80). Ei păzeau graniţa şi ajutau sameşului (122).

(1) Iorga, St. şi doc. VII. 51.

(2) *Seimeni*, sârbi, pedeştri (Iorga, Răscoala Seimenilor, p. 2. 11—12. 15. — M. Costin, ed. V. A. Urechia, I. 609). Pentru derivaţia persană a cuvântului, Cantemir, l. c. 111. — Iorga. o. c. 13 n. 2. — In Muntenia, la 1702, mai erau 6 steaguri (Iorga, St. şi doc. V. 372); în Moldova, sub Cantemir, 10 căpitănii de câte 100 soldaţi. — *Beşlii* sârbi (Iorga, Răscoala, p. 5. 8) şi beşlii turci sau tătari, aduşi de Domni pentru a oprì jafurile Turcilor (Cantemir, o. c, 111—113). — *Cazaci*, în Muntenia, la 1702, 12 steaguri (Iorga, St. şi doc. V. 372). Cantemir spune că înainte de el fuseseră în Mold. 4 căpitănii de câte 1000 (o. c.). — *Nemţi* la Eremia Movilă (M. Costin, ed. V. A. Urechia II. 409); lefuri pentru ei în izvodul moldov. dela 1654 (Iorga, St. şi doc. IV. 263—7). La 1702, în Munt., 2 steaguri (ibid. V. 372). Cantemir zice că înainte de el erau în Mold. tot atâţi Nemţi câţi Cazaci. — *Cătane* ungureşti (Iorga, l. c. 3 steaguri în Munt. la 1702). — *Joldunarii sau joimirii poloni* (I. Bogdan, Doc. Răzenilor, l. c. 375). — *Lefegii de ţară*. Miron Costin zice despre Ştefan Tomşa: «au strigat şi târgul în leafă şi s'au strâns din târgoveţi şi din slugile negustorilor» (Ed. V. A. U. I. 463). — Numărul mercenarilor a crescut din sec. XVI (G. I. Brătianu, Răscoala boerimii împotriva lui Ştefan Tomşa. Rev. ist. II, 1916 p. 68. — P. sec. XVII, Cf. Bulletin de l'Institut pour l'étude de l'Europe sud-orientale, III, 1916 p. 175).

(3) Vasile Lupu, auzind de un atac tătăresc «a chemat îndată căpitanii, dându-le poruncă să purceadă cu toţi slujitorii şi din slugi boiereşti şi din târg cine ar vreà în dobândă». (M. Costin, ed. V. A. U. II. 575).

(4) «Aveà cu sine în cetate Despot-Vodă slujitori de treabă 1256; mai mulţi erau Unguri». (M. Costin, II. 323).

(5) Vlad Ţepeş c. Braşoveni, 1476—7, cu privire la contingente străine: «îi voi miluì şi-i voi hrănì ca şi pe *slugile* domniei mele». (I. Bogdan, Relaţiile, I. 99). La 1655, pentru lefegii, expresia «*slugi* în plată, care mănâncă pâinea şi sarea Domnului» (Iorga, St. şi doc. IV. 53—66.

(6) I. Bogdan, Doc. Răzenilor, p. 377. 392. 420.

(7) Ibid. 377.

(8) Ibid. 372—4. — «Steaguri» la 1432 în Muntenia (Iorga, Ist. armatei, I. 71).

(9) Ca la Ruşi (Bogdan, l. c. 420), la Sârbi (Jirececk, Staat u. Gesellschaft, I. 75—6). Că aşà a fost şi la noi zice D. Cantemir, l. c. 86.

(10) In expediţiile dela 1663—4, oastea rom. erà împărţită în cete de câte 100, cu stegulețe

din sec. XVII, buluc-başa (turc)., ajutaţi de sutaşi, iuzbaşi, sau hotnogi (ung.), termeni sinonimi (1), sau vătafi (2). Sub ordinele acestora erau ceauşii şi stegarii (3). Numărul «cetaşilor» unei cete, teoretic de 100, erà însă variabil (4).

Slujitorii eraù împărţiţi pe ţinuturi sau volost în Moldova, pe judeţe în Muntenia, sub comanda căpitanilor (5). Steagurile şi cetele erau denumite, când după satul cetaşilor (6), când după numele căpitanilor sau iuzbaşilor (7).

Căpitănia nu erà o dregătorie de primul rang; căpitanul nu erà boier, ci slugă domnească şi depindeà de un dregător sau boier mare. Steagurile de curteni depindeau, în Moldova, de marele logofăt (8), cele de roşii în Muntenia de marele spătar (9). Călăraşii din Muntenia ţineau de marele spătar (10); în Moldova, cei de Orheiu, Lăpuşna şi Soroca, de marele serdar, care aveà şi paza marginei şi rezida fie la Orheiu, fie la Lăpuşna (11), ceilalţi, în vremurile vechi, de cei doi mari vornici, iar dela Eremia Movilă, de marele hatman (12). Dărăbanţii, în amândouă principatele, depindeau de marele agă (13). Căpitanii trupelor de lefegii atârnau de vel spătar în Muntenia, de cei doi mari vornici, apoi de vel hatman, în Moldova.

Toată această oaste, fie «de ţară», fie de mercenari, erà uşor răsvrătită şi turburătoare. Astfel, letopiseţul Moldovei până la Aron-Vodă ne spune că la 1561

---

roşii şi albe (Iorga, St. şi doc. IX. 137). In expediţia dela 1672, călărimea moldov. erà îmbrăcată în roşu, ceà munteană în galben (Raport francez, ibid. 142). — Ostaşii noştri făceau străinilor impresia de ţărani, fiindcă erau îmbrăcaţi ţărăneşte, cu opinci. Printre aceşti «ţărani» erau însă şi mulţi mici proprietari, pe jumătate ţărani, cum zice Iorga, St. şi doc. X. 55.

(1) «Centurione» în rap. catolic din vremea lui Şerban Cantacuzino (Mag. ist. V. 67). — M. Costin, ed. V. A. U. II. 137.

(2) Vătaf de hânsari în Mold. 1600 (Iorga, St. şi doc. V. 17 n. 4). Vel hânsar, 1605 (Ibid. 9).

(3) Iorga, St. şi doc. IV. 33—42. — Rev. ist. I (1915) p. 58—9.

(4) Spre pildă, cetele călăraşilor ot Buzău, la 1655, variau între 25—61 oameni. (Iorga,l. c.).

(5) Miron Costin, ed. V. A. U. I. 636. — In ţinuturile dela hotare, căpitanii se intitulau «za margine». Spre pildă, de Soroca, Cernăuţi, Fălciu, Covurlui, Tecuci, în Mold. (Hrisov din, 1728 al lui Gr. Ghica. Acad. Rom. ms. 1 f. 5—7); de Râmnic, de Cerneţi, vel căpitan za margine, în Munt.

(6) Hotnog de Costeşti 1590; de Săpoteni, de Găteşti, 1650, în Mold. (Iorga, St. şi doc. V. 7. 17, n. 4). Steagurile de călăraşi dela Ploeşti, Licichereşti, Odivoe, Roşii de Vede, Caracal, Floci, Voiceşti, Grădişte, Buzău, Piteşti, Gherghiţa; căpităniile de Craiova, Comana, Chiojd, Văleni; steagurile de scutelnici dela Călugăreni, Zimnicea, Ciocăneşti, R.-Sărat, sub Brâncoveanu.

(7) Miron Costin (ed. V. A. U. I. 443), vorbind de oastea lui Mihaiu-Viteazul, zice că aveà «o seamă de slujitori ce se chemau pe numele căpitanilor săi, anume Buzeşti, alţii Răţeşti». Patru steaguri desemnate cu numele iuzbaşilor, în socotelile lui Brâncoveanu. — In Moldova, Hânceşti....

(8) M. Costin, II. 131. — Cantemir, l. c. 140.

(9) Mag. ist. V. 44. 58 (sec. XVII).

(10) Ibid.

(11) M. Costin, I. 587. II. 135.

(12) Ibid. II. 131. Conv. lit. XX (1886) 682.

(13) M. Costin, II. 135. — Mag. ist. V. 44. 58.

«ţara pizmuind lui Alexandru-Vodă (Lăpuşneanu) n'a vrut să sae la oaste» (1). Atitudinea trupelor depindeà fireşte de a comandanţilor. La 1592, contra lui Aron-Vodă «s'au ridicat Orheienii şi Sorocenii, cu un domnişor ce-i ziceà Ionaşcu» (2). Indisciplina erà motivată, când de lăcomie de bani, când de ambiţia comandantului. Miron Costin, povestind domnia lui Ştefan Tomşa, scrie: «s'au prilejit de veneà atunci şi din ţinuturile de jos nişte steaguri de călăraşi la căutare şi erau descălecaţi la Tomeşti; a repezit Ştefan-Vodă şi la acei, cu leafă şi i-a tras de partea sa; slujitorii ce erau cu boierii, auzind că strigă Ştefan-Vodă în leafă, măcar că juraseră boierilor, ce, pe obiceiul neamului nostru, au început mulţi... a venì la Ştefan-Vodă» (3). Este cunoscută atitudinea seimenilor faţă de Mateiu Basarab; de turburările provocate de aceştia împotriva bătrânului Domn, n'a rămas străină nici oastea de ţară, în frunte cu roşii (4). Miron Costin spune că dărăbanii erau turburători (5). Pe la mijlocul sec. XVII în Moldova, călăraşii din Orheiu şi Lăpuşna, sub ordinele serdarului Hâncu, ajunseseră a doua putere în stat; pe vremea lui Ştefăniţă-Vodă (1659—1661) ei trecură la Turci (6); în timpul lui Duca (1668—1672) se răsculară împotriva Roseteştilor, sfetnici greci ai Domnului (7). In Muntenia, călăraşii dela Măneşti, Gherghiţa, Ploeşti, se răzvrătiră împotriva grecizatului Alexandru Coconul (8), continuând lupta naţională a roşilor dintre 1611—1618 (9).

6 *g*) Tot din motive fiscale, pentru a nu se plătì lefuri, s'a dat şi micilor funcţionari civili aceeaş organizare ca şi slujitorilor-militari şi li s'a zis tot slujitori.

Micii slujbaşi civili, recrutaţi dintre micii proprietari în indivizie (10), sau dintre coloni de pe moşii domneşti, erau grupaţi şi ei pe ţinuturi, în cete, sub comandă de stegari, ceauşi, sutaşi sau iuzbaşi şi căpitani (11), subordonaţi şi aceştia marilor dregători ai Statului. Cetele purtau titlurile boierilor mari de cari depindeau. Din sec. XVII, găsim în doc. vistiernicei, spătărei, păhărnicei, postelnicei, stolnicei, portărei, armăşei, bănişori (12). Un doc. moldovenesc dela 1660 enumără printre slujitori şi pe zlotaşi, leuaşi, ortaşi (13); alt doc. moldovenesc, dela 1674, vorbeşte de «slujitori cari umblă cu cisla ţărănească», zişi şi «dăjdiari ţărăneşti» (14).

(1) Ed. Giurescu, 175.
(2) Letop. Ţării Mold. dela Istratie Dabija. Ed. Giurescu, 263. — M. Costin, II. 383.
(3) Ed. Urechia, I. 463. — Când regele Sobieski a «strigat în leafă», au alergat şi boieri şi mazâli şi au trecut în ţara leşească (Letop. dela Dabija, 81).
(4) Iorga, St. şi doc. IV. 33—42.
(5) Ed. V. A. U. II. 135.
(6) Ed. V. A. U. I. 632.
(7) Letop. dela Dabija, ed. Giurescu, 58. — Letip.[2] III. 102.
(8) Iorga, Răscoala Seimenilor, 9.
(9) Vezi § 6-c.
(10) Spre pildă, la 1642, Mateiu-Vodă întăreşte moşie la Bârca (Dolj) slugilor sale: *moşnenii* Giurca *iuz-başa*, Hrana *spătărelu*, Petru *logofăt* (Acad. Rom. creşt. col. 1909, p. 96).
(11) Aşà, păhărniceii de Buzău şi R.-Sărat la 1655 (Iorga, St. şi doc. IV. 37—42).
(12) Aricescu, Indice, I. 82.
(13) Iorga, St. şi doc. IV. 271.
(14) Ibid. V. 43.

Un doc. muntean din 1667 amintește de slujitorii cari umblă cu slujbe (= impozite) în satul Pătârlage (1). Altă categorie de mici slujbași erà «ceata logofetească». La 1636, Domnul așează pe Jipa, fiul lui Grama din Rătești, la «logofeți, ca să slujească în ceata logofetească» (2). Erau logofeți de vistierie și logofeți de divan (3); aceștia «se făceau după ereditate, din neam în neam» și serveau la divan cu rândul, restul timpului petrecându-l la țară (4). Dealtfel, toți slujitorii trăiau la țară, văzându-și de interesele personale și îndeplinindu-și slujba numai cu rândul. In acelaș sat găsim slujitori și birnici (5).

Toți acești slujbași aveau, într'o vreme când separația puterilor nu erà cunoscută, atribuții totodată administrative, polițienești, judecătorești și fiscale. Ca perceptori, erau răspunzători de încasarea dărilor față de superiorii lor, cărora le reveneà dealtfel o parte din încasări (6).

Mai mult, acești funcționari civili din timp de pace, aveau atribuții militare în timp de războiu. Astfel, oastea lui Grigore Ghica la 1672 cuprindeà roșii, călărași, dorobanți, dar și vistiernicei, spătărei, postelnicei, stolnicei, vornicei, păhărnicei, împărțiți în steaguri, cu sulițe și prapuri de culori diferite după breaslă (7). Erà tot vechea îndatorire militară a proprietarilor.

Invers, slujitorii militari erau întrebuințați, în vreme de pace, la servicii de poliție lăuntrică, de poște, de curieri (8), de perceptori fiscali, care au și predominat treptat, odată cu scăderea rostului militar în Principate.

In consecință și comandanții cetelor slujitorești de tot felul, căpitanii de ținuturi, cumulau atribuții militare, administrative, judecătorești și fiscale.

Fiecare mare dregător păstrà izvoadele în care erau înscriși slujitorii cari depindeau de el (9).

6 *h*) Organizarea slujitorească dispensà Statul de retribuția funcționarilor militari și civili; în schimb li se arcordau oarecare reduceri sau scutiri de impozite. Răspunderea colectivă erà întărită printr'o organizare cu caracter militar.

Unitatea fiscală, liude, erà crucea, compusă din doi sau mai mulți slujitori (10). Cetașii erau răspunzători în mod colectiv pentru dările lor. Astfel, la 1694, un Stan

(1) Acad. Rom. Creșt. col. 1910 p. 136.
(2) Ibid. 120.
(3) Hrisovul din 1728 al lui Gr. Ghica al Mold. zice «dieci de vistierie» și «dieci de divan» (Acad. Rom. ms. 1 f. 5—7). — Brezoianu, Vechile instituții ale României, 125.
(4) Tunusli, 49.
(5) Spre pildă, la Cârlomănești (Buzău), 1657 (Acad. Rom. pach. 128, doc. 146).
(6) Așà, vel spătar dela fiecare cruce de călărași, vel aga dela fiecare cruce de dorobanți (Mag. ist. V. 44. 58).
(7) Iorga, St. și doc. IX. 142, după cronica lui Radu Popescu (Ist. Domnilor, ed. Iorga, 174).
(8) G. I. Brătianu, Răscoala boierimii împotriva lui Ștefan Tomșa. Rev. ist. II (1916), p. 74. — Călărașii, făcând serviciul de curieri, rechiziționau cai de olac (Act muntean 1628, Acad. Rom. creșt. col. 1910, p. 128).
(9) Act din 1656, Arh. ist. III. 233.
(10) Mag. ist. V. 44. 58. — La 1693, cinci mici proprietari în indivizie dela Tăriceni, Ilfov, plăteau în cruce, 100 ughi (Iorga, St. și doc. X. 427).

Ciolpac din Tătărăi nu-şi poate plăti partea lui de haraci; căpitanul steagului aruncă darea «în spinarea cetaşilor, de au plătit ei năpaste», dar li se dă voie totodată, pentru a se despăgubi, să vândă din moşia lui Stan cât va trebui pentru întoarcerea sumei ce au plătit (1). La 1695, ispravnicii Bucureştilor scriu «căpitanului şi iuzbaşilor za spătărei ot sud Ialomiţa şi tuturor cetaşilor» să vândă bucatele slujitorilor fugiţi, cari n'au plătit banii haraciului şi lipsa haraciului (2). In hrisovul dat de C. Brâncoveanu pentru moşia Alexeni (Ialomiţa), se vorbeşte de «oameni (cari) . . . fiind ei la roşii şi fiind fugiţi, iar cetaşii lor, roşii din Ialomiţa, au vândut aceşti stânjeni de ocină pentru părţile acelora de birul haraciului» (3).

Cetaşii îşi plăteau dările în mâinile comandanţilor lor, sutaşi sau iuzbaşi (4), cari erau răspunzători faţă de căpitani (5) şi aceştia faţă de dregătorii mari cari păstrau izvoadele de slujitori.

Cât priveşte avantagiile fiscale acordate slujitorilor, ele erau foarte variabile, depindeau de voinţa Domnului şi de nevoile financiare.

Din hrisovul contra Grecilor, dat de Leon Tomşa la 1631, rezultă că roşii plăteau bir, dar că mai înainte erau scutiţi de dijmărit, gorştină şi vinărici (6), ca boierii şi mazâlii.

In cartea de credinţă ce dau, la 1655, lui Constantin-Vodă Şerban, atât «noi boierii cari suntem moşteni Ţării Româneşti», cât şi «roşii şi alţi slujitori, păhărnicei şi spătărei, cari suntem moşneni pământului ţării», toţi aceşti proprietari-slujitori arată cum, ca şi «alte cete de *birnici*» «dau şi ridică haraciul cinstitului împărat», spre deosebire de «nişte oameni străini cari veniseră dintru alte ţări» şi cari «au stricat ţara . . . (încât) nici haraciul n'are de unde se da» (7), aluzie la lefegii străini, mai ales la seimenii cari se răzvrătiseră.

Un izvod dela Gheorghe Ştefan Vodă al Moldovei, pentru birul ce s'a pus în Iunie 1654, cuprinde printre birnici şi pe curteni, călăraşi, hotnogi, puşcaşi dela Neamţ şi hânsari (8). In Moldova, călăraşii plăteau dajdiile călărăşeşti, care se percepeau de dajnicii călăraşi (9).

Scutirile depindeau de tocmelile cu vistieria.

Astfel, la 1671, plăeşii din Pătârlage (Buzău), în schimbul serviciului de paza

---

(1) Filitti, Arhiva G. Gr. Cantacuzino, p. 12, no. 63.
(2) Rev. ist. I (1915), p. 58.
(3) In colecţia mea.
(4) Iorga, St. şi doc. V. 345 (1695, Muntenia). — La 1700 Şarlăii din Gorj plăteau birul la sutaşi (Ştefulescu, T. Jiului, 111). — La 1693, cinci mici proprietari în indivizie dela Tăriceni, Ilfov, plăteau împreună 100 ughi la sutaşi (Iorga, St. şi doc. X. 427).
(5) La 1691, Neagoe sutaşul este apucat de căpitanul Mihalcea Cândescu pentru banii ce rămăsese dator din bir (Aricescu, Indice, II. 8).
(6) Mag. ist. I. 122. — Acelaş lucru rezultă dintr'un raport italian dela 1590 (Filitti, Din arhivele Vaticanului, II. 45—6). Vezi § 6-c.
(7) Iorga, St. şi doc. IV. 33—6.
(8) Ibid. 263—7.
(9) Ibid. 271 (anul 1660). — R. Rosetti, Pământul etc., p. 230, nota.

graniţei, plăteau «nevoile» pe jumătate (1). La 1689, C. Brâncoveanu scuteşte pe nişte slujitori vistiernicei din Muşcel de bir, miere cu ceară, găleată de fân şi altele (2). Acelaş Domn, la 1695, hotărăşte că slujitorii vor da la sama cea mare un leu jumătate, ce se va percepe de căpitănia respectivă şi se va vărsà la boierul sămaş. La 1700, contribuţia se urcă la trei lei «fiind păs mare asupra ţării» şi se spune că dacă slujitorii ar fi fost amestecaţi cu «ţara», ar fi fost «şi mai rău» (3).

Tot pe vremea lui Brâncoveanu, sunt chemaţi să dea în bani «rânduiala cailor»: păhărniceii dela R.-Sărat; roşii dela Buzău, Gorj şi Mehedinţi; spătăreii dela Saac şi Ialomiţa; vistierniceii dela Ilfov, Teleorman şi Muşcel; portăreii dela Dâmboviţa; stolniceii dela Argeş; postelniceii dela Olt; vorniceii dela Romanaţi; armăşeii dela Vâlcea; bănişorii dela Dolj (4). Dărăbanţii sunt puşi la contribuţie pentru plata salahorilor ceruţi de Turci (5).

Intr'un rând, Brâncoveanu scuteşte de dijmărit pe sutaşi; logofeţii de divan; pe cămărăşeii cari plătesc haraci dela 50 ughi în sus; pe ceilalţi slujitori cari plătesc haraci dela 10 ughi în sus. La 1709, scuteşte de bărbânţă pe sutaşi şi pe cămărăşeii cari plătesc haraci dela o anumită sumă în sus. In acelaş an, slujitorii plăteau numai 15 bani plocon, în loc de 30 ca birnicii de rând (6).

La 1712, N. Mavrocordat, în Moldova, scuteşte pe curteni de desetină şi gorştină (7). La 1728, Gr. Ghica al Moldovei hotărăşte că vor da desetină, din 10 stupi unul (se vede că pentru birnicii de rând, pentru «ţară», dijma erà mai mare), următoarele categorii: căpitanii mari de margine, dacă n'au decât 100 bucăţi; căpitanii cari au steaguri (adică în funcţie) şi cei mazâli (adică ieşiţi din slujbă), cari dau dajdie, dacă n'au mai mult de 50 bucăţi; tot aşà, păhărniceii, diecii de divan; căpitanul de drăgani; sotnicul de cazaci, căpitanul de vânători şi cel de catane, patru bulucbaşi hatmăneşti, opt bulucbaşi ageşti, hotnogul agesc. Toţi aceştia însă, dacă au stupi mai mulţi decât numărul fixat, vor da, pentru surplus, desetina «ţărăneşte». Mai avantagioase condiţii se fac marelui căpitan şi diecilor de vistierie: vor da pentru 10 stupi, un leu (8).

Esenţialul deci al tuturor scutirilor erà ca slujitorii «să nu fie amestecaţi cu ţara», să nu fie puşi la cislă (9) şi dijmă cu birnicii de rând, cu «ţara».

Se puteà întâmplà însă ca dările slujitorilor dintr'un sat să fie mai grele decât cisla birnicilor de rând. Astfel, la 1624, un Gheorghe, fiul lui Danco din Tudoreşti

(1) Acad. Rom. Creşt. col. 1910, p. 137.—La 1704, vătafii de plaiu plăteau numai «bir vătăşesc» (Iorga, o. c. V. 357).
(2) Aricescu, Indice, I. 82.
(3) Iorga, o. c. V. 345. 348.
(4) Socotelile lui Brâncoveanu, publicate de Arhivele Statului, 1873 p. 15. 17.
(5) Ibid. 483. 544.
(6) Iorga, St. şi doc. V. 342. 351.
(7) Uricar, V. 248.
(8) Acad. Rom. ms. 1 f. 5—7.
(9) Iorga, o. c. 345 (anul 1695). — Papadopol-Calimach, Scrisoare despre Tecuci. In Conv. lit. 19 (1885) p. 380—1 (anul 1708).

îşi «lasă curtenia» şi fuge, părăsindu-şi casa. «Dăjdiile curteneşti» le plăteşte pentru el Fulger diacul, din acelaş sat. Când Gheorghe se întoarce, se «rade» din curtenie şi rămâne printre cislaşii ţărani, iar curtenia trece asupra lui Fulger, care ia dela Gheorghe casa şi o putină de miere drept 11 taleri (1). Iată deci un curtean, a cărui proprietate se reduce la o casă şi care o pierde şi pe aceasta, neputând plătì dările.

Astfel oamenii treceau dintr'o categorie socială în alta, după starea lor materială. Dacă scăpătau, cădeau într'o categorie inferioară; dacă situaţia lor se îmbunătăţeà, puteau revenì în categoria lor iniţială. Neculce spune că «cine n'o veni la oaste, va rămânea podan (adică muncitor pe pământul altuia) şi lipsit de moşiile sale» (2). De altă parte, un izvod dela 1654, al lui Gheorghe-Vodă Ştefan, vorbeşte de oameni ce s'au ras din călăraşi şi s'au scris curteni» (3): deveniseră proprietari.

Este cheia evoluţiei claselor noastre sociale.

6 *i*) In breslele slujitoreşti puteau intrà numai următoarele categorii sociale: proprietarii (cari nu mai puteau fi de sine stătători); colonii de pe moşiile domneşti; oamenii liberi dela oraşe (în fond, tot coloni pe moşii domneşti); oamenii liberi dela ţară, când s'a ivit această categorie; străinii (4).

Nu puteau devenì slujitori iobagii, adică rumânii sau vecinii.

Incă în codicele Teodosian şi al lui Justinian, erà prevăzut că un colon nu puteà devenì ostaş fără autorizaţia stăpânului (5). Tot aşà la noi, Domnul înapoiază la 1632 egumenului dela Snagov pe rumânii mânăstirii cari fugiseră şi se înscriseseră între călăraşi (6). Mateiu-Vodă, în cărţi dela 1633 şi 1644, zice: «Domnia mea nu voi să fac rumânii . . . slujitori» (7). Deasemenea Duca-Vodă în Moldova la 1670, într'un act pentru «satul Şercanii» care erau «vecini din sat şi s'au pus călăraşi la Ivănuţ hotnog», zice: «Domnia mea i-am dat rămaşi să-i ia de grumazi dela călăraşi, şi să-i ducă la sat la Şercani, de unde au fugit, să fie cu dânşii dimpreună la toate nevoile satului, precum au fost înainte» (8). Rumânii nu puteau devenì slujitori decât cu voia stăpânului, căruia urmau să-i dea, în loc de lucru, o dare numită «găleată» (9). La astfel de oameni face aluzie M. Costin când zice că în vremea lui Lăpuşneanu «mai mulţi erau ţărani în oastea lui, decât slujitori» (10). Tot aşà se exprimă vorbind de lupta dela Finta, numai că întrebuinţează cuvântul

---

(1) Iorga, o. c., 16.
(2) C. Giurescu, Despre rumâni, p. 3, nota 2.
(3) Iorga, o. c. IV. 263—7.
(4) Intr'o carte domnească din 1708. M. Racoviţă Vodă al Moldovei, adresându-se către «toţi căpitanii şi hotnogii şi la chihăi (ceauşi) şi la stegari şi la toţi slujitorii din ţinutul Tecuci», le face cunoscut că le-a dat alt căpitan mare şi că acesta poate «a mai face slujitori din oameni străini, din alte ţări . . . şi dacă vor venì să se scrie slujitori, oricât de mulţi. . . , vor fi şi ei pe tocmeala celorlalţi slujitori, iar cu ţara nici la unul n'ar fi amestecaţi» (Iorga, St. şi doc. V. 380—1).
(5) Fustel de Coulanges, Hist. des instit. pol. de l'ancienne France. L'alleu, p. 71—2.
(6) I. Bianu, Doc. rom. I. 201.
(7) C. Giurescu, Despre rumâni, 21. 48.
(8) Rev. ist. X (1924), p. 120.
(9) C. Giurescu, l. c.
(10) Citaţie la I. Bogdan, Doc. Răzenilor, 401.

«mișei» (1) în loc de țărani, ceeace arată și mai limpede că se referă la rumâni sau vecini.

Cantemir lămurește foarte bine chestiunea când scrie: «Dacă trage un boier pe unul ca să-l supuie . . ., lesne se poate vedeà în ce stare este acesta; căci dacă poate jăluitorul să adevereze cum că neamul său a stăpânit o moșie . . ., sau că a fost în ceata călărașilor, sau a curtenilor . . ., atunci îndată îl hotărăște judecata să fie slobod, pentrucă la slujbele acestea nimeni nu poate să încapă fără numai oamenii cei slobozi; iar de nu . . ., rămâne sub stăpânirea boierului» (2).

Până acì am cercetat principalele două bresle fiscale: dregătorii (boierii) și slujitorii militari și civili (mici slujbași).

Au mai fost însă și alte bresle, născute tot din preocuparea de a asigurà, fără plată, unele servicii ale Statului, de a încurajà activități folositoare sau popularea țării și înfine de a pune la îndemâna fiscului, la date certe, sume fixe, care să se încaseze mai ușor și mai repede decât cele provenind din cislă.

6 *k*) In privința mitropoliilor și episcopiilor, doc. vorbesc mai ales de scuteli acordate oamenilor de pe moșiile lor (3). Nu erau scutite totdeauna de orice dare personală; Iliaș, fiul lui Rareș, le supuse chiar la bir (4).

Mânăstirile nu erau scutite de drept de dări (5); dovadă tocmai scutirile individuale și parțiale ce li se acordă. Astfel, la 1644, Mateiu-Vodă scutește mânăstirea Dobrușa de desetină, gorștină, vinărici și altele (6). Brâncoveanu scutește de dijmărit mânăstirile cele mari (7). Antioh-Vodă în Moldova le acordă, la 1704, ruptă (8); Nicolae Mavrocordat le scutește de desetină și gorștină (9), iar la 1714 iartă de fumărit câte o pivniță a mânăstirilor celor mari (10). In Muntenia, Ștefan Cantacuzino le acordă scutire completă (11). După el, mânăstirile au fost iar

(1) Căpitan R. Rosetti. Incercări critice asupra răsboiului dela 1653. Buc. 1912 p. 8.
(2) Cantemir, o. c., 148.
(3) Astfel la 1612 și 1628 se scutesc de bir, galbeni, osluhă și de toate slujbele (banii jùdețului, pârcălabi, jùdeț de oraș, cai de olac) și de intervenția slugilor domnești, oamenii străini, din Ungaria, de peste Dunăre, sau din Moldova, cari vor venì ca poslușnici la episcopia Buzăului. Alt hrisov din 1632 zice însă că cel «care va fi moldovean, să aibă a-și da birul moldovenesc» (Acad. Rom. Creșt. col. 1910, p. 126. 128—9). Vezi și C. Giurescu, Despre rumâni, 53 (anul 1585), 33 (anul 1623), 46 (anul 1679), 3 note 7 (anul 1708). — Episcopii din Moldova cer lui Const.-Vodă Duca să le scutească țiganii robi de dăjdii, în special de dajdia hătmănească și domnească; hatmanul să nu se amestece în pricinile țiganilor, pe cari să-i certe și să-i globească numai stăpânul lor (Iorga, St. și doc. V. 96—7). La 1668, poslușnicii episcopiei Buzău sunt iertați de bir, taler, miere cu ceară, găleată cu fân, sămărie (Acad. Rom. Creșt. col. 1910, p. 136).
(4) I. Bogdan, Vechile cronici moldovenești, p. 94. 216.
(5) Le pusese la bir Iliaș, fiul lui Rareș (Nota precedentă).
(6) Aricescu, Indice, I. 92. — La 1635, Vasile Lupu scutește niște poslușnici mânăstirești de zlotul pe case (Orest Popăscul, o. c. 60).
(7) Iorga, St. și doc. V. 100.
(8) V. A. Urechia, Miron Costin, I. 171.
(9) Uricar, V. 248.
(10) Iorga, o. c. V. 360.
(11) Tunusli, 154.

impuse; Const. Mavrocordat le-a scutit din nou, dar le-a retras, în schimb, milele ce aveau (1).

6 *l*) Nici preoţii nu erau scutiţi de drept. Iliaş, fiul lui Rareş, îi pusese la bir (2). La 1671, un preot, rămas dator pentru haraci, bir şi năpăşti, trebuie să-şi vândă un loc din Râmnic (3).

La 1630, preoţii dela biserica Domnească din Bucureşti se scutesc de bir, bou, oaie seacă, mied, ceară, galben, cai de olac, vinărici, păhărnicie, schimbul banilor, câblă cu fân, seu, dijmă, împrumut (4). La 1658, se scutesc de desetină doi preoţi dela episcopia de Huşi (5). La 1698, preoţii din eparhia Buzăului se scutesc de dări, în schimbul unei sume fixe de 2000 ughi pe an, plătibilă în patru termene (6).

Scutire de dăjdii pare a fi acordat preoţilor, Antioh Cantemir în Moldova, Ştefan Cantacuzino în Muntenia (7). La 1709, preoţii plăteau plocon 15 bani, în loc de 30 ca birnicii de rând (8). La 1712, N. Mavrocordat în Moldova, îi scuteşte de desetină şi gorştină (9). Impuşi după aceea din nou, i-a scutit iarăş C. Mavrocordat (10).

6 *m*) Pentru a atrage locuitori în târguri şi pe moşii domneşti şi particulare, se acordau deasemenea avantagii fiscale. Astfel, la 1633, Domnul Moldovei învoieşte pe locuitorii din Docolina să nu dea bucate şi băutură slugilor domneşti care trec pe acolo; să nu deà olăcarilor cai de olac, nici podvodarilor boi de podvoadă; să nu dea cămănarilor camană; să plătească numai birul pe capetele lor (11). La 1674, Domnul Moldovei acordă satului Piscani ruptă de 24 galbeni pe an, plătibili în două termene şi-i dă pace de slujitorii cari umblă pentru cisla ţărănească, ilişari, sulgiari, podvodari (12). La 1678, mahalagiii de pe lângă episcopia Buzăului sunt puşi la bir cu rupta la cămara domnească, în loc de a da bir mărunt cu ţara (13). Un hrisov din 1693, acordă unor mânăstiri din Moldova, pentru un număr hotărît de oameni străini adunaţi pe moşie, privilegiul de a plăti numai anumite dări la epoci fixe şi de a fi scutiţi de toate celelalte (14).

6 *n. o*) Alte două bresle fiscale, a negustorilor şi a meseriaşilor, le vom cercetà, pe cea dintâi în legătură cu restrângerea libertăţii negoţului pe urma încer-

(1) Tunusli, l. c.
(2) I. Bogdan, l. c.
(3) Iorga, St. şi doc. V. 125.
(4) Ibid. VII. 156.
(5) Melhisedec, Cronica Huşilor, 123.
(6) Iorga, o. c. V. 345—6.
(7) Revista Ion Neculce, 1923, fasc. 3, p. 118. — Tunusli, 154.
(8) Iorga, o. c. V. 351.
(9) Uricar, V. 248.
(10) Tunusli, l. c. —La 1780 divanul răspundeà generalului austriac Entzenberg că diaconii şi paracliserii fusese puşi la dare de puţină vreme (Iorga, o. c. V. 419); ar fi de dedus că preoţii erau încă scutiţi.
(11) Iorga, l. c. V. 21—2.
(12) Iorga, St. şi doc. V. 43.
(13) Acad. Rom. Creşt. col. 1910, p. 138.
(14) Uricar, II. 92—8.

cuirii Principatelor de către Turci; pe cea de a doua, odată cu constatarea îmmulțirii oamenilor liberi fără pământ, tot din cauza fiscalității.

7. O urmare a extensiunii stăpânirii turcești a fost și restrângerea libertății negoțului Principatelor.

Căile de negoț pe apă, Dunărea cu amândouă malurile ei, Basarabia sudică, Marea-Neagră, cad în mâinile Turcilor. Pe uscat, Principatele sunt încercuite de stăpâniri sau dependențe turcești, cu excepția Nordului și Nord-Estului Moldovei. De acum, negoțul pe apă al Turciei se face cu propriile ei corăbii. Ea are, din sec. XVI, o flotă comandată de un «capudan pașa», iar, pentru asigurarea schimbului comercial, în loc de a se adresà «prietenilor» italieni de până atunci, recurge la «raialele» mai sigure, pentrucă se află sub autoritatea ei imediată (1).

Negoțul Principatelor se îndreaptă, de acum, aproape exclusiv spre Răsărit și este strict supraveghiat de Turci. Aceștia îngrădesc însă numai exportul, nu și importul.

Oile noastre se cumpără de negustori trimiși de capanul (depozitul de aprovizionare) împărătesc. Spre sfârșitul sec. XVI, se puteau strânge din Moldova până la 45.000 de oi, iar din Muntenia și mai mult, pentrucă aici se creșteau mai puține vite mari (2).

Puținele grâne (orz sau grâu) ce prisoseau peste nevoile interne, mergeau spre Țarigrad, ca și mierea, ceara, untul (3). Lemnele se rechiziționau de Turci pentru cetăți și corăbii.

Totuș, la export erau interesați și Domnii și boierii. Și unii și alții, pentru a dobândì în schimb lucrurile pe care gospodăria casnică nu le puteà procurà și obiectele de lux; boierii, numerarul de care acum erà nevoie pentru plata dărilor; Domnii, pentru a-și asigurà venituri din vămi.

Negoțul Munteniei cu Ardealul de sub suzeranitatea turcească, al Moldovei cu Polonia, nu mai erà însă cu putință decât pentru prisosul pe care nu-l cereau Turcii și cu îngăduința acestora, sau în mod clandestin (4). Ardealul însuș nu mai aveà cu Apusul relațiile frecvente de altă dată, când Sașii erau depozitarii mărfurilor occidentale pentru Sud-Estul european. Rusciuc și Silistra devin acum centre comerciale active (5). Bucureștii se desvoltă din sec. XVI, pentrucă se află pe noul drum al comerțului, pe când decad târgurile din regiunea muntoasă (6).

Numai rar și cu permis special al Domnului se exportă ceva grâu din Munte-

(1) Iorga, Chestiunea Dunărei, 191.
(2) Iorga, Ist. comerțului, I. 228.
(3) Ibid. 289. 291.
(4) Ibid. 125. 199.
(5) Ibid. 185. 279.
(6) Ibid. 273—5. — Stan jùdeț cu 12 pârgari, la București 1589 (Acad. Rom. pach. 140, doc. 96).

nia. Dimpotrivă, mai des venià grâu din Ardeal (1). Cereale, dealtfel, nici mai înainte nu prea fuseseră pentru schimb (2).

Lâna însă, este aproape liberă la export. Se vinde mai ales în Ardeal, de unde se întoarce sub formă de postav — postavul colorat al miliţiei lui Mateiu Basarab şi al slujitorilor lui Brâncoveanu (3). Diicu Buicescu, boer mare în vremea lui Mateiu Vodă, îşi vindeà în Ardeal lâna, fie în schimb de numerar — bani pecetluiţi (4), fie în schimb de mărfuri necesare gospodăriei: postavuri, tipsii, sfeşnice, «fluturi» de ii (5).

Prisosul de vite cornute muntean se vindeà, în târg liber, chiar la Ţarigrad (6).

Negoţul Moldovei cu Polonia lâncezeşte după ultimele domnii ale Movileştilor la începutul sec. XVII (7). In locul târgurilor din Nordul şi Apusul Moldovei, se ridică cele dintre Siret şi Prut (8).

Prisosul de boi din Moldova se exportă în Ungaria, Rusia, Polonia, Italia şi până la Danţig (Dansca). Tot acolo merge şi potaşul din cenuşa lemnelor Moldovei, căci erà mai cu câştig folosirea în acest fel a pădurilor, decât să fie rechiziţionate de Turci sub formă de lemn (9).

Vinul moldovenesc se duceà de negustori «cazaclii» la Cazacii Niprului şi până la Nijni. Din a doua jumătate a sec. XVII, începe să se exporte şi vinul boierilor munteni (10).

Importul Principatelor se face, de acum, în cea mai mare parte, din hotarele împărăţiei turceşti. Se aduc: orz, piper, tămâe, şofran, pucioasă, apă tare, apă de trandafir; vin de Malvasia şi «muscatello» din Creta, care se opreşte pe mesele boierilor, dar trece şi spre ale nobililor poloni; bumbac, care trece în Ardeal şi ne revine tors, ca ţesături; abaoa; bogasia (pânză de bumbac, fr. bocassin) în baluri; postavul ciocârlat (écarlate), olofir (purpură), camhă, hazdee (stofe de mătase), ceatmă de mătase brodată, mătase roşie (cramoisi), ceft de mătase, cofterii (stofe de satin), atlazuri, cit (mutcal), stofe amestecate cu fir de aur (brocard) şi damascuri, marame (arab. mahremeh), catifeà (vilar), testemele, găitan, covoare, caftane (11), blăni de sângeap, rădvane, ceasornice, nestimate (12). Apoi şi lucruri de mai

(1) Iorga, l. c. 197. — Şi Lăpuşneanu cumpără grâu din Ardeal, pentru a satisface cererile turceşti.

(2) Pe la 1642—5, Mateiu Basarab face unui schit din Moldova, preţuitul dar de 400 câble grâu (Melhisedec, Cronica Huşilor, I. 263. 265).

(3) Iorga, l. c. 293.

(4) Ibid. 294.

(5) Ibid. 290.

(6) Aşà boii de pe moşiile Brâncoveneşti, sec. XVII. Ibid. 284.

(7) Ibid. 310.

(8) Ibid. 245. 251.

(9) Ibid. 194. 308. 312.

(10) Ibid. 291. 320.

(11) Cea mai veche menţiune la noi, ar fi dela 1588 (Şăineanu, Influenţa Orientală, II. 75).

(12) Iorga, Ist. comerţului I. 186—7. 223. 226. — Intr'un act din 1637 cetim că «ginerii lui Gheorghe vornic (din Măgureni) aşa pârau cum că au rămas multe scule de aur şi de argint şi haine ale cumnatului lor, pe mâna lui Ivaşco vornic (Băleanu)... şi nimic din acele scule

puţină valoare: fier, aramă ceară roşie, uleiuri, meşi, papuci. Unele din toate aceste mărfuri erau însă şi de provenienţă occidentală şi ne veneau mai înainte pe calea Ardealului.

Din Ardeal continuau să vie: sfoară, cojoace, cisme, hamuri, scânduri, săpun, carete (1), care de drum (2), argintării, tipsii de cositor; acestea din urmă veneau însă şi dela Danţig (3).

Această lungă listă de mărfuri ce se importau (4), dovedeşte cât de redus continuà să fie numărul fabricatelor de ţară.

Din cauza restrângerii debuşeurilor, s'au încercat legături directe pe uscat cu Apusul, în special cu Veneţia, cu tot dreptul de preempţiune al Porţii. Alexandru Lăpuşneanu, care-şi rezervase aproape monopolul exportului vitelor, mai ales al porcilor, plănuià un astfel de comerţ cu Italia, peste capul mijlocitorilor vecini (5). La 1568, Poarta trebuià să-i aducă aminte că «exportul din Moldova de oi şi boi, este oprit (6)». Dorinţa lui de a activà negoţul Moldovei se vede şi din autorizaţia dată la 1583 agentului englez Harborne d: a exportà orice din Moldova, plătind vama de 3%, ceeace, cum bine s'a observat, în situaţia deatunci a ţării, nu puteà aveà urmări (7).

Asemenea încercări se înţeleg. Domnii aveau nevoie de bani şi condeiul poate cel mai însemnat al veniturilor Statului constă din taxele de vamă şi din cele dela iarmaroace care adesea se «vindeau», adică se arendau (8).

8. Din cauza schimbării drumurilor comerţului, negustorii vin, de acum, mai ales din împărăţia europeană a Turcilor.

In primul rând, Grecii sau grecizanţii. Ei ocupă locul întâiu, atât în negoţul Principatelor, cât şi în cel oriental al Sibiului (9). Se ocupă de furniturile necesare curţii împărăteşti dela Constantinopol (10); asigură schimbul între Moldova şi Lemberg, ca şi între Principate şi Veneţia (11). Vin din toate părţile Turciei europene, din Hios, Creta, Cipru, ca şi din Pogdoriana Epirului, sau dela Ţarigrad (12),

---

lor nu le-a dat». Mai apoi Ivaşco le-a dat 40.000 aspri, nu în bani, ci în atlaz (Filitti, Arhiva G. Gr. Cantacuzino, 29—30).

(1) Tudor Pamfile, Industria casnică, 39. 60. 110.

(2) Cf. Bogdan, Relaţiile, I. 220 (anul 1504).

(3) Iorga, St. şi doc. X. 35. 63—4.

(4) O listă dela 1691, la Iorga, St. şi doc. V. 365.

(5) Iorga, Ist. com. I. 187. 199. 219. 230.

(6) Iorga, Doc. asupra ist. financiare a Principatelor, 178—9.

(7) Iorga, Ist. com. I. 308.

(8) Ibid. 151.

(9) Ibid. 144. 199.

(10) Spre pildă Vrană, la sfârşitul sec. XVI (Hurmuz. XI, tabla). Faimosul Scarlat «beilicciul» dela începutul sec. XVII (Filitti, Un grec românizat. Rev. ist. I (1915) 107).

(11) La 1700, Nico Papa, N. Caraiani, Spiro Panu, Glichi, Tomară, exportau ceară, peşte, săftiane şi importau atlaz, postavuri, zaharicale (Iorga, Câteva ştiri despre comerţul nostru. 1915, p. 6—8).

(12) Filitti, Arh. G. Gr. Cantacuzino, 245—6.

din fosta Sârbie (1), din fosta Bulgarie (2) şi mulţi din ei sunt evident Aromâni (3), sub porecle de Greci, Sârbi, Bulgari, sau Arvanitohoriţi (4). Românii chiar, multă vreme nu deosebesc în vocabularul lor, printre locuitorii de dincolo de Dunăre, decât Turci, Greci şi Sârbi (5). Petru-Vodă Şchiopu, pornit spre negustorie ca şi Lăpuşneanu, aveà «tovarăşi în negoţul moldovenesc» pe nişte Greci(6).

Apoi, negustorii Turci, cari luau în arendă în Principate pământuri, pentru a face «odăi» (7) — de unde numele lor de odăiaşi — şi-a îngrăşa acolo vitele, înainte de a le expedià la Constantinopol (8). Li se ziceà gelepi şi saegii (care strâng oile), beiliccii (cari adună marfă pentru beilic), capanlâi (cari fac cumpărăturile pentru târgul împărătesc).

Grecii şi Turcii veneau pe corăbii turceşti, dela Constantinopol, dela porturile tătăreşti din Crimeea, chiar din Egipt, la Galaţi, de încărcau grânele, lemnele, ceara, mierea, untul (9).

In al treilea rând, Evreii. Incă din sec. XV se pomeneşte de negoţ cu Evrei (10). In sec. XVI, numărul lor în Turcia a sporit prin refugiaţii spanioli şi portughezi. Umblau şi ei dela Constantinopol, prin Galaţi şi Chilia, până la Lemberg. «Caravana» lor — dela caravanserai s'a făcut carvasară — se întâlnià la Hotin cu Evreii din Polonia şi acolo se făceà schimbul de mărfuri (11).

Despre aceşti negustori străini, mai ales Turci şi Evrei, este de observat că ei nu veneau decât numai până la hotarul ţării, sau până la un depozit intern, o

(1) Culea şi fratele său Dumitru cămăraşul, nepoţii mitropolitului Ignatie Sârbul dela 1653—7 (Iorga, Ist. com. 278). Mai din vechi, Sârbii se ziceau la noi Raţi (Rascieni). Astfel, Tatul Sârb, sau Tatul Raţ, vornic mare în Muntenia, 1439 (I. Bogdan, Relaţii, I. 46). Gheorghe Raţ, căpitan al lui Mihaiu-Viteazul şi mare ban de Craiova.

(2) Chiproviceni, catolici, dela Chiprovăţ, apar în socotelile lui Brâncoveanu, la sfârşitul sec. XVII.

(3) Iată câteva nume de negustori din Muntenia pe la 1632—4: Ruste, Saru, Ghinea, Mustaca, Jipa, Sima Scutară, Ghinea Coţ, Pană Pepanò, Parasco Manu Muzachi, Dima Muzachi, Protavoli, Ghiorma Ianuli (I. Bianu, Doc. rom. I. 200. — Iorga, St. şi doc. V. 479). — La 1665, la Ocna din Vâlcea: Papadimi şi Stathis Nicolae (Iorga, l. c. 302). — In Moldova, la 1630—1, în Iaşi: Arghirie, Necula Provata, Iane Mavrichi, Dioma (Bianu, l. c. 183. 195). La 1638: Mihalache Panàs Dimulcas; la 1661, Armaga (Iorga, l. c. 35. 83. — Zota, cupeţ la Suceava în sec. XVII (ibid. 75).

(4) La Arvanitohori trăiau Sârbi şi Bulgari (Iorga, t. şi doc. XII p. VI). Arvanitohorit erà Nicolae ve aga, tatăl lui Vasile Lupul (Hurmuz. XIV. 728), ctitorul bisericii Stelea din Târgovişte. (Iorga, Inscripţii, I. 113).

(5) Iorga, Ist. pop. rom. Trad. Otilia T. Ionescu, I. 313—314. — Totuş, la sfârşitul sec. XVII M. Costin şi stolnicul C. Cantacuzino ştiau de existenţa «Cuţovlahilor» (Iorga, Câteva ştiri despre comerţul nostru, p. 9).

(6) Iorga, Ist. com. I. 211.

(7) Odae, mai vechi buda, loc retras în pădure, pentru ciobani (Melhisedec, Cronica Huşilor, II. 103).

(8) Iorga, l. c. 333.

(9) Ibid. 263. 294.

(10) Radu cel Mare (1496—1507) spune că un «sărac», feciorul lui Hacic dela Râmnic, a cumpărat marfă dela un Evreu, apoi a vândut-o la Braşov (Bogdan, Relaţiile, 234).

(11) Iorga, Ist. com. I. 225.

carvasară; deacì, marfa erà luată de negustorii de țară și desfăcută în interior, sau trecută în Ardeal.

Astfel, pe la 1474—1476, Basarab Laiot scrie Brașovenilor că a sosit la București un negustor turc, cu marfă multă și bună; îi poftește să trimită oameni s'o cumpere (1). Dealtfel, marfa ce venià din țara turcească, erà liberă să treacă la Brașov (2). Dintr'o scrisoare tot către Brașoveni, a lui Basarab cel Tânăr, pe la 1478—1482, se vede bine rolul de intermediari al negustorilor de țară. «Săracii noștri» (3) luau marfa dela Turci, pe datorie, cu anumit soroc de plată și o vindeau Brașovenilor. Domnul se plânge că aceștia, adeseori, opresc marfa, n'o plătesc la termen și nici nu lasă pe Români s'o vândă la alții din țara ungurească. Rezultatul este că Turcii, nefiind plătiți la termen, «aduc carte dela împăratul și neavând [săracii] de unde să plătească, îi dau legați Turcilor; așà mi s'au sărăcit negustorii»(4).

Acelaș rol al negustorilor de țară reiese și din scrisoarea dela 1579 în care Petru-Vodă Șchiopul, al Moldovei, explică negustorilor poloni pentru ce a hotărît isgonirea Evreilor poloni. Vitele de prisos peste cerințele turcești urmau să se strângă de negustorii din țară și să se trimită la anumite puncte dela hotar, de unde veneau să le cumpere negustorii poloni. Evreii însă, în loc de a se conformà acestei orânduelì, intrau în țară prin puncte lăturalnice, vindeau postavuri leșești și cumpărau vite, pe care le treceau peste hotar pe furiș, în vreme ce negustorii din țară așteptau înzadar la vămile hotărîte, amatori pentru vitele grămădite. Deacì, pagubă pentru «negustorii noștri moldovenești» (5).

Prin negustori de țară nu se înțelegeau numai Românii, ci și străinii așezați definitiv în Principate. Pe când negustorii italieni de altă dată, numai tranzitau pe la noi, negustorii greci se statornicesc acum în țară (6). Mai sunt și Armenii, stabiliți din vechi prin Moldova (7). Până spre sfârșitul sec. XVII, prin «Brașoveni» se înțeleg atât Românii, cât și Brașovenii cari asigură schimbul comercial între Muntenia și Ardeal; deatunci se întâmpină și «Brașoveni» așezați în târgurile noastre(8).

Numărul negustorilor de țară a sporit, din sec. XVI încoace, și prin înmulți-

---

(1) I. Bogdan, Relațiile, I. 124.

(2) Ibid. 129.

(3) Negustorii de țară erau priviți ca «săraci», coloni pe pământ domnesc. Vezi partea I. § 13 *in fine*, p. 113.

(4) I. Bogdan, o. c. 176. — Nume de negustori de țară, într'o scrisoare a lui Radu cel Mare, 1500: Chirca, Dragotă, Gherghina, Mihnea (fratele lui Anghel dela Târgoviște) «nostri mercatores» (Ibid. 346—7). Un Rădilă din Câmpulung făceà pe atunci negoț cu Sibiul (Ibid. 223).

(5) Arh. ist. I^1. 174.

(6) Așà, Gheorghe Grecu pe la 1500 în Muntenia (Bogdan, l. c.).—Mihaiu Grecu din Târgșor, tatăl lui Antonie-Vodă zis din Popești (Filitti, Arh. G. Gr. Cantacuzino, 114, n. 2). Majoritatea negustorilor din țară, în sec. XVII erau greci sau grecizanți (Paul de Alep. o. c. 112. 141).

(7) Și în Muntenia, pe la 1500, negustorul Avedic (Bogdan, l. c.).

(8) Iorga, St. și doc. X. 393—5. — Pe vremea lui Brâncoveanu, negustorul Dumitru Nona aproape monopolizase legăturile comerciale ale Munteniei cu Brașovul (Socotelile lui Brâncoveanu, p. 387).

rea oamenilor liberi dela sate, cari au căutat ocupaţie în târguri. De altă parte, aşezarea negustorilor străini la noi s'a făcut deasemenea treptat, aşà că se înţelege de ce abià spre sfârşitul sec. XVII se constitue bresle de negustori, cărora Statul are interes să le acorde privilegii fiscale. Brâncoveanu scuteşte pe negustori de dijmărit şi de berbânţă (1). La 1700, negustorii de ţară fac ruptoare cu vistieria să plătească numai 4000 ughi pe an, iar Braşovenii se tocmesc cu 1000 taleri pe an (2). Un hrisov din 1686 fixează dările negustorilor din Iaşi (3). Nicolae Mavrocordat în Moldova scuteşte pe negustori de desetină şi gorştină (4). Grigore Ghica, tot în Moldova, la 1728, acordă favoarea de a plătì desetina un leu la 10 stupi, negustorilor din Iaşi «cari au dajdie în vistierie, ce sunt anume în izvodul cu pecetea domnească» (5).

In centrele însemnate, unde se aşează principalii negustori străini, ei domină, fireşte, viaţa orăşenească (6). Dar în toate târgurile, negustorii şi meseriaşii formând elementul superior, organizarea comunală este influenţată de înfiinţarea breslelor. Jùdeţii cedează în multe locuri pasul staroştilor breslelor (7). Gloabele se pronunţă de staroste şi, dacă sunt în bani, el le încasează (8). In târgurile mari, unde sunt mulţi străini, după cum altă dată aveau un şoltuz al lor, aşà acum breslele se deosebesc pe naţionalităţi: Braşoveni, Chiproviceni, Armeni, Evrei (9).

9. Şi la noi, capitalul a apărut mai întâiu sub forma lui primitivă de capital de camătă.

Capitalul nu se caută pentru învestiri în întreprinderi productive, ci pentru consumaţie, plata impozitelor, sau trebuinţele traiului.

Cei ce au «banul», adică numerarul, tot mai necesar din cauza fiscalităţii, expropriază pe cei ce trec prin momente de jenă financiară (10).

Cei dintâi cari au nevoie de bani sunt Domnii, spre a plătì datoriile contractate pentru a obţineà scaunul, a-l păstrà, sau a-l recâştigă şi pentru a face faţă, la timp, exigenţelor turceşti. Apoi, trebuie să-şi asigure bani albi pentru zile negre (11).

De aceea, Domnii sunt necruţători în perceperea dărilor. Când, cu negoţul propriilor lor produse (12), cu dările, cu veniturile din vămi, nu sunt îndestulaţi, re-

(1) Iorga, St. şi doc. V. 342. 351.
(2) Iorga, St. şi doc. V. 349. — Banii de haraci pot fi cu «cusur».
(3) Uricar, II. 35—7. — Iorga, Ist. com. I. 337.
(4) Uricar, V. 248.
(5) Acad. Rom. ms. 1 f. 5—7.
(6) I. N. Angelescu, Inceputurile capitalismului modern, p. 23—4.
(7) Iorga, l. c., I. 337.
(8) Melhisedec, Cronica Huşilor, p. 317.
(9) Condica vistieriei lui Brâncoveanu. — Iorga, l. c. 338.
(10) Iorga, St. şi doc. XVIII (1908), p. 16.—G. I. Brătianu, în Rev. ist. V (1919), p. 17 şi 23.
(11) La 1629, Radu Vodă-Mihnea adăpostià la «zecca» din Veneţia, 20.000 galbeni (Gion. Ist. Buc. 448). La 1617, 18 galbeni = 30 taleri; talerul = 12 potronici; potronicul = 9 şalengi (Iorga, St. şi doc. V. 81). P. şalengii v. Bulet. soc numism. rom. XII (1915) p. 59.
(12) Mărfurile, importate de Domni, pentru trebuinţele lor sau pentru daruri la Poartă, erau scutite de vamă de export de către vecini (Iorga, Ist. com. I. 151).

curg la împrumuturi forțate pe boeri (1), negustori (2) și mânăstiri. Trebuie să-și plătească pe creditorii dela Țarigrad: ieniceri cari se instalau în țară spre a-și asigură achitarea polițelor (3), Greci (4), Evrei (5).

Boierii-dregători și boierii-proprietari, la rândul lor, pentru a face față exigențelor Statului și lăcomiei Domnului, cădeau la datorii (6). Răsvrătirile și tăerile de boieri din a doua jumătate a sec. XVI, se explică în bună parte prin aceste împrejurări de ordin economic și financiar (7). Nevoiașul, urmărit de fisc sau de Domn, se împrumută, zălogindu-și moșia, pe care mai apoi o vinde, spre a plătì creditorilor, Greci (8), Turci (9), Evrei (10). Contra acestora din urmă, Domnul muntean se plânge la 1568 că storc «sângele» raialelor (11); o jeluire aproape în aceiași termeni, se repetă în sec. XVII (12). Răscoala lui Mihai Viteazul împotriva Turcilor este în mare parte motivată de strangularea economică a țării și de pretențiile cămătărești ale creditorilor Turci, Greci și Evrei (13).

Dar, sub presiunea nevoilor create de împrejurările exterioare, camătă făceau

(1) Miron Costin scrie că «dacă are Domnul cinci-șase boieri avuți, nici de o nevoie a țării nu se teme». (Ed. V. A. U. I. 368). Letopisețul dela Dabija, arată cum Duca Vodă, la 1682, chinuià pe boieri și jupânese pentru bani (Ed. Giurescu, 73).

(2) Petru Șchiopul ucide pe Nicolae Nevridi pentru a-i confiscà averea (Iorga, St. și doc. XXIII, 440). Duca-Vodă căsnește, pentru a-i stoarce bani pe Gheorghe Ursachi «cel vestit de bani mulți ce are», stăpânul a 25 de sate, pe lângă vii și case, tovarășul în negustorie al lui Alexe Balaban ianinotul și care ajunsese mare vistier al Moldovei (Letop. [2]II. 33. 222.— R. Rosetti, Originea și transformările clasei stăpânitoare, p. 45—7).

(3) Iorga, Ist. com. I. 195. 200.

(4) Spre pildă, Toma Cremidi, creditorul lui Petru Șchiopul, 1590 (Hurmuz. XI. 553—571). — In socotelile vistieriei lui Brâncoveanu (1694—1704) sunt înscrise (p. 631—2) datoriile către Greci (Medini, Spilioti, Paspati, Eupraghioti, etc.) și Evrei din Țarigrad.

(5) Socotelile unui Evreu cu Petru Șchiopul, 1585—6, în Iorga, Doc. relative la Petru Șchiopul și Mihaiu Viteazul. (Extr. din An. Ac. Rom.) p. 87—8. — Postavuri pentru pașale, cumpărate de Evrei în contul aceluiaș Domn, ibid.

(6) Astfel, Vlad vistier muntean, trimis de Gavril-Vodă Movilă (1618—1620) la Țarigrad cu haraciul, ajunge acolo cu o parte din bani lipsă și este silit să se împrumute la Turci și Evrei «cu camătă» (I. Bianu, Doc. rom. I. 140).

(7) Filitti, Craioveștii. In Conv. lit. 54 (1922) p. 309—319. — G. I. Bratianu, l. c. — Buzeștii au căzut la datorii pe urma împrumuturilor ce le cereà Mihaiu-Viteazul. La 1612, Cătălina băneasa vinde niște moșii «fiind la strâmtoare și nevoie pentru datoriile lui Preda banul» (Buzescu). (Filitti, Arh. G. Gr. Cantacuzino. 209. — C. Giurescu, Despre rumâni, p. 13 (anul 1589).

(8) Un proprietar, Stoica, vinde la 1577 lui Badea log. moșie în Sintești pe 360 aspri, din cari întrebuințează 150 pentru a plătì o datorie către grecul Parușin, iar cu restul s'a «scăpat de mare foamete» (Filitti, o. c. 19—20). — Miron Costin erà dator Grecului Frangoli (Iorga, St. și doc. V. 132).

(9) Odoare boierești zălogite la Turci, 1715 (Iorga, o. c. 133).

(10) Act dela 1571, dela un Evreu, că a primit banii pentru cari i se pusese amanet niște acte de proprietate și că deci nu mai are pretenții asupra moșiei ipotecate (Iorga, Doc. relative la Petru Șchiopul și Mihaiu-Viteazul, 45). — La 1668, Safta, văduva marelui spătar Moțoc și rudele ei, vând $^1/_2$ din moșia Vornicei lui Iliaș Alexandru Vodă, ca să plătească o datorie ce aveau la un jidov din Țarigrad (Acad. Rom. Creșt. col. 1911, p. 122).

(11) Iorga, Doc. asupra istoriei financiare, p. 180.

(12) Iorga, Ist. com. I. 303.

(13) Hurmuz. III. 469 (anul 1593).

şi Domnii, boierii (1), proprietarii cari se deposedau reciproc, negustorii de ţară (2) şi chiar episcopii (3). Invinuirea de camătă pe care hrisovul lui Leon Tomşa o aduce Grecilor (4), se puteà deci aplicà deopotrivă Domnilor, arhiereilor, boierilor şi proprietarilor indigeni, iar isvorul tuturor relelor au fost exigenţele turceşti.

Rămâne să vedem ce înrâurire au avut asupra organizaţiei noastre sociale împrejurările economice şi financiare pe care le-am descris.

---

(1) La 1693, cinci mici proprietari în indivizie dela Tăriceni (Ilfov), neputând plăti birul la timp, îşi zălogesc moşia către Oprea vel şetrar, care erà ispravnic şi strângător de banii haraciului dela toate breslele din Ilfov, cu obligaţie de a-l rambursà în doi ani. (Iorga, St. şi doc. X. 427).

(2) La 1635, Ghenghe Ionaşcu, fost vel log. îşi pusese «de mare nevoie» un sat zălog la un negustor, drept 190 ughi, iar camătă se adăogaseră alţi 100 ughi (Iorga, St. şi doc. V. 218). — Ion Neculce, biv vel hatman, scrie la 1726 că luând bani cu camătă şi neputându-i restitui la zi «mi-a trimis negustorul şi om gospod de am dat şi ciubotea» (Ibid. VII. 372).

(3) O moşie este dată la 1707 unui episcop pentru 7 lei ce vânzătorul datorà unui turc, sau pentru o cantitate de miere ce trebuià predată la termen fix (Melhisedec, Cronica Huşilor, 166—7). Altă moşie se pune zălog la 1717, pentru un împrumut de 2 lei pe timp de 2 săptămâni (Ibid. 85).

(4) La 1631 (Mag. ist. I. 122).

INCEPUTURILE INDIVIDUALISMULUI

DE ŞT. ZELETIN

CONTRIBUŢIE LA PSIHOLOGIA SOCIALĂ A CULTURII ELENE DIN A DOUA JUMĂTATE A VEACULUI V a. C.

Πάντων χρημάτων μέτρον ἐστιν ἄνθρωπος (1).

Protagoras

CUPRINSUL: Lămurire premergătoare. — *1. Imputări aduse metodei noastre de cercetare*: a) *imputarea de schematism*, b) *imputarea de materialism*; *lipsa lor de temeiu.* — *2. Câteva observaţii asupra metodei.*

Societatea greacă în a doua jumătate a veac. V a. C. — *3. Inceputul revoluţiei sociale în lumea greacă; pricinile.* — *4. Desăvârşirea revoluţiei sociale după răsboaiele cu Perşii*; *democraţia ateniană şi înrâurirea ei asupra culturii elene.* — *5. Atitudinea spiritului public elen faţă de starea de lucruri produsă de revoluţia socială.*

Mişcarea ideilor în societatea greacă din a doua jumătate a veac. V a. C. — *6. Sensul revoluţiei intelectuale încercate de sofişti.* — *7. Expresia spiritului capitalist în viaţa practică a sofiştilor.* — *8. Expresia spiritului capitalist în teoriile sofiştilor.* — *9. Teoria sofistă a dreptului natural*; *rolul social al acestei teorii dealungul vremurilor.* — *10. Atitudinea ostilă a intelectualităţii elene contimporane faţă de sofişti*; *pricinile ei.* — *11. Paralelă între revoluţia intelectuală a sofiştilor şi revoluţia intelectuală modernă din perioada zisă a «luminării»*; *concluzii*: *pricinile discreditului sofiştilor.*

a) LĂMURIRE PREMERGĂTOARE

1. Revista de Filozofie, în darea de seamă cu care a binevoit a onorà traducerea noastră din Sextus Empiricus (2), a ridicat cu privire la modul nostru de a vedeà rolul sofiştilor unele îndoeli, care ni s'au părut a cere o revenire mai amănunţită. E drept că vederile noastre în această privinţă nu aveau, în esenţă, nimic nou. Părerea, cum că sofiştii sunt teoreticienii plutocraţiei elene, se găseşte întocmai la R. v. Pöhlmann, şi poate fi urmărită deopotrivă în lucrările lui Th. Gomperz şi Ed. Zeller. In «introducerea» noastră la lucrarea amintită ea a putut însă păreà uşor o simplă obsesie marxistă, ce merită a fi întâmpinată cu toată neîncrederea. Căci ce pare mai firesc decât ca un «marxist», cum e acum convenit că trebuie să fim noi, să creadă a descoperì peste tot numai ecouri ale vieţii economice? Trebuie să recunoaştem însă că zisa dare de seamă, ale cărei aprecieri

(1) «Omul este măsura tuturor lucrurilor». Vezi Sextus Empiricus, *Scurtă expunere a filozofiei sceptice* (Ed. «Cultura Naţională», 1923) prop. 216. Acelaş, *Adv. math.* VII. 60: «Incepând scrierea sa despre «argumentele sdrobitoare», el (Protagoras) rostì: «măsura tuturor lucrurilor este omul, a celor ce sunt cum că sunt, a celor ce nu sunt, cum că nu sunt». Pentru enumărarea completă a autorilor, la care se găseşte această zisă a lui Protagoras— cea mai fericită expresie a individualismului, pe care a găsit-o spiritul omenesc — să se vadă Diels, *Vorsokrathiker*, II, 74. A—B.

(2) Vol. IX, No. 2.

favorabile le relevăm cu mulțumire, se arată în rezervele ei față de metoda noastră plină de moderația impusă de spiritul științific. Dar nu toți cei ce și-au dat părerea în această chestiune au crezut că trebuie să păstreze aceeaș moderație. Unele observații critice au ajuns chiar să afirme că cercetările noastre, în orice ținut, sunt lipsite de valoare, din temeiul că s'ar întemeià pe metoda marxistă! Cu toată repulsia firească, de a vorbi de noi înșine într'un studiu științific, ne folosim totuș de acest prilej, înainte de a intrà în cercetarea noastră, spre a dà câteva lămuriri neapărate în această privință.

Observăm dela început că a trecut de mult timpul când metoda marxistă trebuià să lupte pentru existență. Dacă la noi i se tăgăduește încă dreptul la viață, aceasta e cu atât mai semnificativ pentru nivelul culturii noastre. Se înțelege că nu o să ne răsboim cu asemenea prejudecăți. In adevăr, avem conștiința că nu e nevoie de modesta noastră contribuție, spre a creià metodei marxiste un loc sub soare. Dacă însă ținem să ne lămurim, în această privință, pricina e că în ceeace ne privește pe noi, personal, Marx — căruia îi aducem prinosul de recunoștință pentru ceeace-i datorim — nu e totuș singurul gânditor care ne-a înrâurit, și nu el cel care ne-a înrâurit mai puternic.

Să privim lucrurile de aproape. Ce se impută metodei noastre de cercetare? Marea osândă, care i se aduce de pretutindeni, e că ea ar deformà realitatea, aplicându-i «schematismul» marxist.

Lăsăm la o parte chestiunea, dacă în adevăr metoda marxistă implică aplicarea unei scheme care deformează realitatea. La noi e deajuns ca un cercetător să vorbească de înrâurirea capitalismului, și să citeze din opera lui Marx, spre a i se impută pe dată că aplică «schema» marxistă. In alte părți critica nu pare însă a suferì de asemenea exces de conștiinciozitate în căutarea paternității metodelor. Spre a ne mărginì la o pildă din opera monumentală (1), căreia datorim atât de mult în această cercetare, însuș Eduard Meyer lămurește în spirit economic desvoltarea civilizației grece: el arată cum Evul Mediu grec se disolvă sub influența comerțului cu Orientul, făcând loc unei economii capitaliste, care impune schimbarea raporturilor juridice și dă o trăsătură individualistă subiectivistă spiritului elen din aceà epocă. Și aceasta o face celebrul istoric în cuvinte, care adesea par a fi luate deadreptul din Marx (2). Totuș, pe cât știm, nu i-a imputat încă nimenea în Germania, că deformează realitatea cu o schemă marxistă. Ce păcat, că Ed. Meyer n'a încăput pe mâna criticii române!

In ceeace privește propriile noastre cercetări, e îngăduit să ridicăm întrebarea: ce dovadă se aduce că noi aplicăm realității o schemă, pe care o avem gata în minte înainte de a pășì la cercetarea faptelor? Credem că putem aduce dovezi contrare. Astfel, cu aproape un an înainte de a începe în *Arhiva* publicarea studiilor «marxiste» asupra desvoltării Româniel moderne, am publicat undeva (3) un ar-

(1) Die Geschichte des Altertums, Stuttgart, 1901.

(2) Vezi, de pildă, admirabila descriere a revoluționării raporturilor juridice sub înrâurirea capitalismului, în vol. 2, pag. 556.

(3) Ideea Europeană, An. III, No. 69.

ticol despre «capitalismul liberal», ale cărui vederi ar puteà fi subscrise cu însufleţire de orice poporanist. Din acest articol se vede limpede, că noi ne ocupam pe atunci cu istoria burgheziei române, şi aveam de gând să scriem această istorie în spirit critic poporanist. Cu vreo jumătate de an înaintea acestui articol, publicasem în altă parte o cronică despre «naţionalism şi ţărănism» (1), unde susţineam teza ţărănistă a unei mişcări rurale independente, de natură a precumpăni dominaţia burgheziei. Mai târziu, când am scris darea de seamă, ce a început lunga polemică cu cel mai de seamă reprezentant al doctrinei ţărăniste, d-l V. Madgearu, ne-am referit fără înconjur la această cronică (2).

Ce reiese din aceste date, pentru orice spirit imparţial? Că la începutul studiilor noastre aveam faţă de evoluţia noastră socială o atitudine ţărănistă-poporanistă; că această atitudine a durat atâta vreme, cât studiile noastre erau încă necomplecte; că însă după ce am isbutit a reconstitui desvoltarea istorică a capitalismului român, această teză s'a dovedit netemeinică, de aceea a trebuit să o înlocuim cu o altă formulă: aceea a dominării capitalismului asupra agriculturii, şi de aici a burgheziei asupra ţărănimii. *Această formulă*, ce pare de origină marxistă, *este în realitate rezultatul cercetărilor noastre*: ea nu a premers acestor cercetări, ci a urmat din ele. Dacă totuş acum ni se face imputarea de schematism şi de deformare a realităţii, aceasta nu poate surprinde. Suntem încă în faza unei culturi în plămădire, când se poate susţineà orice, fiindcă cel ce susţine se simte la adăpost de orice control, şi sigur de impunitatea faptei. Pentru aceasta e nevoie de un singur lucru: curajul afirmării. Şi se vede bine că nu lipsesc cei ce-l au.

S'a adus, apoi, metodei noastre învinuirea de materialism. Acesta erà iarăş lucru firesc; căci de vreme ce s'a convenit că metoda noastră este marxistă, urma dela sine că ea trebuià să fie şi materialistă. Decât, şi în această privinţă, putem aduce dovezi contrare. Sunt aproape nouă ani de când, într'un avânt de entusiasm tineresc, am dat la iveală o scriere care, oricare i-ar fi valoarea, are o însuşire limpede: nu e materialistă. Aici am încercat să întemeiem vederea, că nu există decât spirit şi date ale spiritului, iar despre ştiinţa socială am emis părerea, că ea nu poate fi decât o «psihologie aplicată la viaţa obştească» (3). E drept că atitudinea noastră faţă de viaţa socială e strict deterministă. Dar de când s'a identificat oare determinismul cu materialismul? Pare că ar există şi un determinism spiritualist, chiar atunci când acordă cuvenita luare aminte rolului vieţii economice în societate. Nu poate fi deci vorba de schematism, şi cu atât mai puţin de materialism în atitudinea noastră faţă de viaţa socială.

---

(1) Convorbiri Literare, An. 52 No. X.

(2) Arhiva pentru Ştiinţa şi Reforma socială, An. III, No. 2—3. Iată ce declaram aici, referindu-ne la cronica amintită: «Observam dela început că vederile d-lui Madgearu sunt foarte seducătoare. *Noi înşine am exprimat*, într'un studiu publicat cu un an în urmă, *un punct de vedere identic...* Dar cercetări ulterioare asupra evoluţiei capitalismului în genere, şi a capitalismului român în deosebi, ne-au făcut să recunoaştem eroarea acestui punct de vedere». Loc. cit., p. 351.

(3) Evanghelia Naturii, 1915, I, 161.

2. Socotim că această lămurire e deajuns pentru spirite imparţiale; deaceea orice critică, sau mai bine, spre a vorbì în românească curată — orice cârteală s'ar mai produce asupra «marxismului» şi «materialismului» nostru, nu vom mai reveni. Căci cât priveşte pe acei ce ţin cu orice preţ să ne înfăţişeze ca un spirit lipsit de orizont şi mlădiere, nedestoinic de a vedeà din nesfârşita bogăţie a faptelor decât ceeace intră într'o schemă preconcepută, pentru ca apoi să decreteze à priori că concluziile noastre nu pot aveà decât o valoare relativă şi redusă, şi trebuie respinse fără discuţie — pentru aceştia orice lămurire e de prisos (1).

Şi acum, cerând iertare cititorului pentru această abatere, să trecem la cercetarea noastră. E vorba de aceà perioadă de neperitoare lumină, în care civilizaţia greacă atinge punctul ei culminant: de a doua jumătate a veacului V a. C. Vom aveà surprinderea să descoperim în frământările societăţii elene din această perioadă unele trăsături, pe care le înfăţişază propria noastră societate în a doua jumătate a veacului XIX.

b) SOCIETATEA GREACĂ IN A DOUA JUMĂTATE A VEAC. V a. C.

3. Civilizaţia greacă, ca şi civilizaţia modernă europeană, s'a născut din disolvarea unei societăţi agrare, pe care istoricii o denumesc cu bun temeiu «Evul-

(1) De altfel, nu am înţeles să facem o taină, că am început cultura noastră filozofică în atmosfera stângii hegeliene, şi am desăvârşit-o în aceea a idealismului postkantian. Max Stirner e întâiul filozof pe care l-am luat în mână, şi a cărui înrâurire, cum e firesc totdeauna la început, a fost covârşitoare. Dela el s'a înrădăcinat în modul nostru de gândire cultul concretului (D-l Mircea Florian a relevat, şi cu bun temeiu, această înrâurire în gândirea noastră. «Hegel îl influenţează pe autor mai mult indirect, prin extrema stângă radicalistă care a ieşit din Hegel, din care face parte şi individualistul Max Stirner, dela care autorul împrumută individualismul şi groaza de abstracţii». *O carte românească de filozofie* Evanghelia Naturii, în Noua Revistă Română, 1915, No. 19, p. 273).

Trecând apoi la marxism, ne-am însuşit determinismul rigid al acestei doctrine, şi convingerea despre rolul vieţii economice. E drept că determinismul este în doctrina marxistă de origină logică-hegeliană; dar noi nu-l deţinem deadreptul dela Hegel, ci pe cale indirectă din marxism, şi anume în deosebi din celebra polemică a lui Engels: Anti-Dühring. Mai târziu, în studiul reprezentanţilor idealismului german, ne-am făcut convingerea pe care o avem şi astăzi: despre nevoia unei filozofii spiritualiste, care să se clădească pe miezul comun între om şi natură, şi să dea moralei, şi mai ales religiei, rolul cuvenit în viaţa omenească. Noi n'am putut iertà nicicdată marxismului dispreţul moralei şi al religiei, pe care el l-a moştenit dela atmosfera materialistă a timpului său. In adevăr, care e concluzia ultimă a studiilor noastre asupra evoluţiei României moderne? Că ceeace lipseşte în prezent societăţii române sunt valorile sufleteşti; că acestea trebuie create cu orice preţ, sub pedeapsa dezagregării sociale. Intr'o comunicare făcută secţiei sociologice a Institutului Social, trăgând ultimele concluzii din cercetările noastre ne-am dat silinţa să stabilim şi un mijloc pentru a ajunge la acest sfârşit («Naţionalizarea Şcoalii». Apare în biblioteca «*Cartea Vremii*», editată de Fundaţia Culturală Principele Carol).

Iar în cercetarea de faţă arătăm cum o prefacere intelectuală, în armonie cu structura economică, ajunge să dea greş, învinsă de tradiţie. E aceasta atitudinea unui cercetător, care nu poate vedeà realitatea socială decât cu ochelarii aşà zisei scheme marxiste? Fără îndoeală, datorim lui Marx mult, şi suntem departe de a crede că aceasta e în dauna noastră. Dar Marx e un gânditor care ne-a înrâurit alăturea de alţii, şi nu mai mult decât alţii.

Mediu grec». Când Schmoller declară, că progresul social începe mereu cu comerţul (1), el desvălue şi pricina, care stă la origina civilizaţiei elene. In adevăr, aceasta e produsul unei revoluţii sociale, care şi-a luat naştere din legăturile comerciale ale lumei elene cu Orientul.

Procesul acestei revoluţii cuprinde mai întâi regiunea învecinată cu Orientul: vechea Ionie, prin veac. VII a. C.; aici centrul cultural este Miletul. Apoi ea atinge Grecia continentală; Atena, care ne interesează mai de aproape în această cercetare, intră în prefacere revoluţionară abià pe la sfârşitul veac. VI. Prin descoperirea monedei revoluţia socială capătă pârghia cea mai puternică; leagănul de naştere a acesteia e Lidia (2). De acum răsturnarea tuturor raporturilor stabilite, desfacerea populaţiei, până atunci ca şi omogenă, într'o mână de bogaţi şi o massă de proletari sortiţi mizeriei, frământările pricinuite de această sfâşiere socială, cu uriaşa desfăşurare de energie a celor de jos, spre a se urcà între cei de sus: toată această radicală prefacere, cu părţile ei luminoase şi întunecoase, intră pe drum neted.

Ce fel se înfăţişà lumea greacă pe pragul acestei revoluţii? In această privinţă ne dau o idee săpăturile făcute în acel oraş dela gurile Nilului, care până la fundarea Alexandriei a fost intrepozitul schimbului între Orient şi lumea greacă: Naukratis (3). Studiul rămăşiţelor ceramice, aflate în acest oraş, arată că prin veac. VII cel mai întins comerţ îl făceà centrul culturii ioniene: Miletul; pe încetul se ridică Corintul, şi face metropolei ioniene o viguroasă concurenţă. Dela 560 ambele concurente sunt scoase din poziţia lor în economia greacă de către Atena: acest oraş devine de acum deopotrivă metropola comerţului şi a culturii grece (4), aşà că întreg veacul de înflorire a acestei culturi (V) este caracterizat prin preponderenţa ateniană.

Se înţelege că această prefacere trebuià să aibă adânci urmări asupra grupării forţelor sociale. In orice societate agrară, clasa stăpânitoare este alcătuită din proprietarii de pământ: însemnătatea pământului, ca cel mai de seamă mijloc de viaţă, este temelia pe care se ridică o aristocraţie agrară, ca cea mai de seamă pătură socială. Dar din moment ce comerţul ajunge la o relativă înflorire, el devine isvorul acumulării de mari averi, a căror naştere nu mai stă în nici o legătură cu stăpânirea pământului. Astfel rând pe rând în toate oraşele, ce intră în raza comerţului, stăpânitorii de averi băneşti de provenienţă comercială, ajung să joace un mare rol, şi să arunce pe al doilea plan pe stăpânitorii de pământ (5);

---

(1) Jahrbuch für Gesetzgebung, 1892, p. 731.

(2) «Ei (Lidienii) cei întâi dintre oamenii pe care-i ştim, au bătut monedă de aur şi argint, cei întâi s'au făcut şi negustori *(κάπηλοι)*». Herodotus, *Historiae*, I, 94.

(3) Vezi Hugo Prinz, *Funde in Naukratis*, Leipzig 1908 (Beiträge zur Archäologie und Wirtschaftsgeschichte des VI. und VII. Jahr. v. Chr.).

(4) Hugo Prinz, op. cit. p. 121 şi urm.

(5) «Cauza principală a căderii ei (aristocraţiei rurale) fù formarea unei burghezii bogate, care cerù să împartă puterea cu nobilimea». Paul Guiraud, *La propriété foncière en Grèce*, Paris, 1893, p. 131.

aşà în Milet, şi mai apoi în Corint, unde chiar şi tradiţionalul dispreţ elen pentru muncă dispare (1).

«Astfel se surpă temeliile ordinei medievale de Stat. Domnia nobilimii nu mai este expresia firească a raporturilor în fiinţă. Vechea orânduire a vieţii, a dreptului, a legăturilor de sânge devine o absurditate şi o piedică; omul nu mai rămâne cu necesitate în cercul, în care s'a născut. Fiecare îşi formează el însuş soarta, individul se emancipează sub raport social, spiritual, politic; dacă în patrie nu mai zâmbeşte norocul, el şi-l caută în străinătate» (2).

Este începutul individualismului în toate domeniile, începând cu cel economic, şi trecând prin cel juridic, politic, până în cel spiritual. Ordinea socială nu se mai bazează pe stăpânirea de pământ şi legăturile de sânge, ci pe venit. Cine vrea să ajungă mai sus, trebuie să-şi creeze un venit mai mare. De aici lozinca vremii: *χρήματ' ανήρ:* «banul este omul» (3).

4. In decursul întâii jumătăţi a veac. V, în urma ciocnirii lumei elene cu lumea orientală, în care cea dintâi a repurtat o strălucită victorie asupra celei din urmă, revoluţia al cărei început a fost schiţat mai sus, intră în stadiul ei de încheiere. Deaici înainte însemnătatea comerţului şi a industriei trece cu mult înaintea rolului agriculturii în viaţa socială a poporului atenian. Abià o treime din grâul necesar pentru hrana populaţiei poate fi produs de pământul atic; restul este importat, şi în schimbul său Atica trebuià să dea, fireşte, produse industriale. Astfel populaţia se îngrămădeşte dela ţară spre oraş, unde se deschide un larg câmp e activitate în ramura industriei şi a negoţului: din cei vreo 60.000 bărbaţi, pe cari-i numără Atica, marea majoritate locuia în Atena (4). Astfel pătura agrară, ţărănimea şi marii proprietari pierd însemnătatea economică, şi în mod firesc şi pe cea politică. In locul lor se ridică burghezia orăşenească, care alcătueşte adevărata temelie a vieţii sociale (5).

(1) Herodotus, *Historiae*, II, 167. Despre Milet, care prin înflorirea comerţului său devenise «podoaba Ioniei» *(τῆς Ἰωνίης ἦν πρόσχημα)* arată aceleş istoric că luptele între bogaţi şi vechea clasă duraseră două generaţii. *Historiae*, V, 28—30.

(2) Eduard Meyer, Geschichte des Altertums, vol. 2, p. 554.

(3) Dintr'un vers al poetului Alkäus. Comp. Robert. v. Pöhlmann, Geschichte des antiken Kommunismus und Sozialismus, 1901, II, 115.

(4) Eduard Meyer, op. cit. vol. 3, p. 548. Xenophon (Hell. VII, 1, 4) spune de asemenea, că Atenienii trăiesc de pe apă: *ὁ γὰρ βίος τοῖς πλείστοις ὑμῶν ἀπὸ τῆς θαλλάτης.*

(5) Asupra capitalismului, şi burgheziei antice, părerile sunt împărţite. K. Bücher (*Entstehung der Volkswirtschaft*², p. 101 şi urm,, 447 şi urm.) socoate că economia antică nu s'a urcat la capitalism: ea a rămas la treapta gospodăriei casnice. Dar părerea sa, dedusă dintr'o schemă a treptelor evoluţiei economice, a întâmpinat o hotărîtă împotrivire. G. V. Below, pentru care capitalism înseamnă «întrebuinţare de mult capital», arată că antichitatea a cunoscut un însemnat capitalism comercial (*Probleme der Wirtschaftsgeschichte*, Tübingen 1920, p. 419). Părerea lui Bücher e combătută şi de H. Prinz. (Op. cit., p. 145). Mai hotărît se ridică Ed. Meyer împotriva părerilor lui Bücher, pe care le califică de fantezii; pentru marele istoric antichitatea a desvoltat un capitalism în totul analog cu acel ce se înfiripează în Anglia din sec. XVIII, şi în Germania din sec. XIX (op. cit., vol. 3, p. 550). O analogie completă între capitalismul vechiu şi cel modern, între mişcarea socială din lumea antică şi din timpurile moderne stabileşte şi R. v. Pöhlmann în monumentala sa operă, citată mai sus, asupra co-

Răsboiul cu Perşii a venit să ridice însemnătatea burgheziei şi pe cale militară. In adevăr, poporul atenian repurtase victoria, nu pe uscat, ci pe apă; nu cu greoaele armate de infanterişti de provenienţă rurală, ci cu flota. Dar corăbiile ce răpuseseră puterea Perşilor erau pe deantregul opera burgheziei: meseriaşii le lucraseră, marele capital procurase mijloacele. Se înţelege că acest fapt ridicase enorm conştiinţa de sine a burgheziei ateniene: pe lângă că ea alcătuià artera de seamă a vieţii economice, însăş salvarea Statului, şi cu aceasta a întregului elenism, se datorà iscusinţei şi mijloacelor ei băneşti. Nu e deci de mirare că constituţia politică a Atenei fù modelată exclusiv după interesele burgheziei; astfel se născù democraţia ateniană, cea mai desăvârşită pe care o cunoaşte istoria politică. Aici nu mai e nici urmă de privilegii sociale, nici funcţii care să reclame o pregătire şi să creeze o aristocraţie intelectuală: aici orice cetăţean este deplin egal cu semenii săi, şi are dreptul, în simpla calitate de cetăţean, să fie ales prin sorţi la orice demnitate.

Când Xenophon tratează despre această constituţie ateniană, care se vede bine că nu-l încântă deloc, el îi găseşte totuş o justificare tocmai în faptul arătat: de vreme ce poporul a creat forţa militară şi cu aceasta puterea de care se bucură Atena, este just ca el să joace mai mare rol ca nobilii (1). Dar scriitorul grec observà cu oarecare spirit, că oamenii din popor nu caută să fie aleşi în demnităţile, pentru care ştiu că nu sunt pregătiţi, şi că au mai mult folos dacă le încredinţează altora: de pildă demnitatea de comandant militar. Cetăţenii concurează numai la funcţiile plătite. De fapt, cum foarte bine observă istoricul, care a pătruns mai adânc ca oricare altul caracterul societăţilor antice, Ed. Meyer, asemenea constituţie, ce întronează domnia massei, nu se poate concepe decât cu o individualitate, care să conducă massa. Fără un asemenea conducător, democraţia ateniană este simplă anarhie (2).

De acì priveliştea pe care ne-o dă democraţia ateniană: aceea a unei întregi serii de individualităţi, care fără să ocupe vreo funcţie oficială în Stat, conduc

---

munismului antic. Sigwart şi Francotte în articolele documentate (Kapitalismus, Industrie und Handel) din *Real-Encyclopädie der classischen Altertumswissenschaft* (Pauly-Wissowa) recunosc iarăş un capitalism antic.

Socotim totuş mai aproape de adevăr părerea lui Sombart, cum că analogia între lumea antică şi cea modernă nu poate fi urmărită decât până la sfârşitul sec. XVIII (*Der moderne Kapitalismus*[3], II 2, concluzii). Căci antichitatea a căpătat pecetea ei proprie dela preponderenţa capitalismului comercial, altoit pe bază agrară, câtă vreme lumea modernă, dela începutul sec. XIX înainte, crează o formă socială cu o civilizaţie proprie, bazată pe preponderenţa capitalismului industrial. Geniul antic şi-a istovit toată puterea de creaţie în desvoltarea capitalismului de comerţ, mai departe n'a putut trece. Deaceea societatea veche n'a cunoscut capitalismul decât sub forma inferioară, distructivă: când acesta şi-a încheiat cariera de distrugere, lumea veche a trebuit să se nărue.

(1) Mai întâiu voiu spune aceasta, că pe dreptul aici (în Atena) săracii şi poporul au mai multă putere decât nobilii şi bogaţii, anume din această pricină, că poporul este cel ce mână corăbiile şi dă putere oraşului... De vreme ce deci aceasta e altfel, se pare drept ca toţi să ia parte la demnităţi, fie prin sorţi sau prin votare, şi să fie îngăduit oricărui cetăţean, care voeşte, să-şi spună părerea». Xenophon, *Scripta minora*, (Ruehl) II, p. 29.

(2) Op. cit., vol. 3, p. 582.

totuş viaţa de Stat ca adevăraţi dictatori; aceasta numai datorită calităţilor lor personale, care le dă puterea de a convinge şi stăpânì massele. Astfel constituţia ateniană, altoită pe iniţiativa individuală — nervul însuş al vieţii burgheze — trebuià să ducă acest individualism, prin spiritul ei extrem democratic, la ultima posibilitate de desvoltare. Oricine îşi poate închipuì ce fascinaţie trebuià să exercite, în deosebi asupra tinerimii, aceşti oameni, cari fără să fie cevà în Stat, erau totuş totul, şi ce imense pofte trebuiua să nască în sufletul celor ambiţioşi. Educaţia tinerilor generaţii, ca şi întreaga mişcare a spiritului, a primit pecetea covârşitoarei lor influenţe. Arma cu care individualităţile grece îşi croiau strălucita lor carieră — retorica — a ajuns să alcătuească însăş măduva culturii elene din era democraţiei. Retorică fac filozofii — Cicero numeşte dialectica o *retorică strânsă*, iar retorica o *dialectică umflată* (1) — retorică fac istoricii — să se gândească de pildă la discursurile din istoria lui Tucidide — retorică fac poeţii — unele din dialogurile lui Euripide sunt simplu schimb de argumente retorice. Astfel, sub influenţa vieţii sociale, esenţa spiritului grec din sec. V devine retorica, iar forma sa de manifestare dialogul (2). E aici raţionalismul caracteristic oricăror începuturi ale burgheziei; el se manifestă prin desbatere, prin discuţie contradictorie între două sau mai multe persoane. Ce poate fi de mirare, că în această atmosferă obştească educatorii naţionali, cu cari ne vom îndeletnicì mai jos, sofiştii, făgăduiau elevilor lor, ca lucru cel mai ademenitor, o desăvârşire în artificiile retoricii?

Ajungem acum la trăsătura cu adevărat dramatică a societăţii elene din acest timp.

E bine cunoscut că, atunci când o revoluţie socială înaintează într'un tempo prea repede, concepţiile morale rămân mult timp în urmă: ele se schimbă mai greu ca structura socială. Atunci societatea dă priveliştea unei sfâşieri, a unei ciocniri a ideilor cu mediul social; oamenii trebuie să trăească într'o ordine nouă, totuş cu ideiele din trecut, isvorîte din alte nevoi, decât acelea sub a căror apăsare decurge viaţa lor.

Astfel s'a întâmplat în societatea greacă din a doua jumătate a veac. V. Capitalismul deslănţuit din Orient se desvoltase aici, în proces statornic de înaintare, aşà că în prima jumătate a acestui veac el transformase radical structura societăţii grece, altoind pe ea şi o nouă constituţie. Agricultura nu mai are decât o importanţă secundară, pârghia vieţii sociale devine industria, şi mai ales comerţul. Toţi se închină înaintea puterii banului, toţi aleargă după posesia sa, ca singur mijloc de a dobândì un rol în societate. Şi totuş! In ciuda acestei practice a vieţii de toate zilele, morala publică glăsueşte altfel. Cetăţenii, şi înaintea tuturor cugetătorii, sunt unanimi în osânda adusă spiritului societăţii noui. Ei osândesc urmările sociale ale domniei banului, ridicarea celor răi înaintea celor buni; ei des-

(1) «... quum in aliis rebus, tum studiosissime in dialectica versabar; *quae quasi contacta et astricta eloquentia putanda est*; sine qua etiam tu, Brute, judicavisti, te illam justam eloquentiam, *quam dialecticam dilatatam* esse putant, consequi non posse». Cicero, Brutus, 90, 309; citat de George Grote, *A history of Greece*, vol. VIII, p. 140.

(2) Comp. George Grote op. cit., p. 139—148.

consideră munca industrială, ca şi comerţul, şi sunt de părere că agricultura este o îndeletnicire cu mult mai nobilă. Osânda lor, se înţelege, nu cruţă nici constituţia democratică ieşită din domnia banului: această constituţie este inferioară, căci dă massei ignorante mai multă putere decât oamenilor capabili, cari sunt pregătiţi de a realiză binele obştesc.

Cu un cuvânt, în acest timp «opinia publică nu s'a împăcat cu industria şi comerţul. Ea este încă prea mult stăpânită de prejudecata despre superioritatea agriculturii. Cultura pământului este mereu cea mai sănătoasă şi mai nobilă îndeletnicire» (1).

La acest dispreţ al reprezentanţilor capitalismului nu a contribuit puţin şi faptul că burghezia greacă, ca oricare altă burghezie la început, este alcătuită din elemente sociale de origină şi morală foarte îndoelnică, între care străinii şi sclavii liberaţi joacă un mare rol (2). Cel mai bogat bancher grec, Pasion (3), a fost sclav liberat; tot astfel şi urmaşul său Phormio. Atât de numeroşi sunt străinii în burghezia greacă, încât Platon găseşte firesc de a prescrie în legile sale, că nu e permis a face comerţ decât străinilor şi metecilor (4); cetăţenii liberi păreau în ochii marelui gânditor degradaţi printr'o asemenea îndeletnicire. Nu e deci de mirare că burghezia greacă, ca şi democraţia creată de interesele ei, eră privită cu dispreţ de opinia publică, şi în deosebi de tot ceeace eră elita acestei opinii.

Dar pricina esenţială a acestei ostilităţi a spiritului public, faţă de burghezie şi ordinea ei politică, e cea indicată mai sus: greutatea concepţiilor morale de a se schimbă în acelaş tempo, ca structura mediului social. Şi în această privinţă Ed. Meyer a spus cuvântul cel mai hotărîtor. «Intr'o perioadă de tranziţie, în care raporturile noui sunt abià în proces de înfăptuire; într'un Stat, în care veacuri dearândul a avut stăpânirea exclusiv clasa nobilă, aceste păreri (dispreţul burgheziei şi al democraţiei) ies la iveală cu atât mai puternic; ele nu pot fi desfiinţate cu o lovitură, ca o lege scrisă ... Deaceea nobilimea păstrează vaza ei încă multă vreme, după ce toate privilegiile ei au fost înlăturate» (5).

De altfel, o asemenea atitudine ostilă a spiritului public se găseşte peste tot la începuturile burgheziei. In Europa apuseană, în veacul de naştere (XVI)

---

(1) Real-Encyclopädie der classischen Altertumswissenschaft, Pauly-Wissowa, XVIIa 1403. De asemenea P. Guiraud: «Lauda muncii câmpului este un fel de loc comun în literatura greacă» (Op. cit., p. 133).

Herodot se întreabă (II, 167) dacă Grecii şi-au însuşit dispreţul meşteşugurilor dela Egipteni; dar el relevă că şi alte popoare (Tracii, Sciţii, Perşii, Lidienii) desconsideră pe meseriaşi ca şi pe urmaşii lor. Pilda Corintienilor, cari nu dispreţuiesc pe meşteşugari, o aminteşte la urmă, mai mult ca o curiozitate.

(2) P. Guiraud, op. cit., p. 131.

(3) Averea sa se ridică la 30 talenţi, ceeace, în economia actuală, ar face vreo trei milioane mărci aur. Beloch, *Griechische Geschichte*, II, p. 131. Comp. de asem. G. Glotz; *Le travail dans la Grèce ancienne*, Paris 1900, p. 364.

(4) «Cel ce are de gând să facă negoţ, trebuie să fie metec sau străin». Platonis *Dialogi* (leg.) XI, 538 A.

(5) Op. cit., vol. 3, p. 563.

al capitalismului modern, domnesc aceleaşi păreri publice ca şi în era revoluţiei grece, de care ne ocupăm: burghezia este hulită, agricultura şi ţărănimea preamărită (1). Tot astfel şi în România modernă, care prezintă o uimitoare asemănare cu societatea greacă din veac. V. Deşi ţara noastră a intrat în era capitalismului încă de pe la 1829, deşi astăzi pârghia vieţii noastre sociale şi politice este capitalul, totuş opinia publică are altă atitudine: ea osândeşte burghezia şi ordinea socială creată de aceasta, şi se întoarce cu jale spre ţărănime şi vechea constituţie agrară patriarhală. Iar întreaga noastră cultură, întocmai cum vom vedeà că este şi cultura greacă clasică, e expresia acestei uri împotriva lumii noui burgheze.

Aşadar în lumea greacă din a doua jumătate a veac. V trăesc două spirite ostile: un spirit practic, care este burghez capitalist, şi un spirit teoretic, care a rămas în urma vremii, şi se luptă cu cel dintâiu. Este un «viu contrast» (2) între aceste două elemente ale vieţii sociale elene: pe de o parte *practica vieţii*, al cărei spirit de întreprindere face din Atena piaţa comercială a lumii vechi, dând poporului atenian un rol analog cu al Englezilor în timpurile moderne; pe de altă parte *teoria vieţii*, care se istoveşte în critica raporturilor burgheze existente, visând mereu simplitatea şi liniştea patriarhală (3).

In asemenea împrejurări, fapta cu adevărat revoluţionară ar fi fost aceea, de a pune şi teoriile abstracte în armonie cu viaţa concretă; deci de a creà o viaţă

(1) K. Kötzschke, *Deutsche Wirtschaftsgeschichte*, 1921, p. 172.

(2) R. v. Pöhlmann, op. cit., I, 241.

(3) Tucidide zugrăveşte în trăsături impresionante spiritul capitalist al Atenienilor. Extragem aceste rânduri (vorbeşte o ambasadă de Corintieni, aceştia înşişi iscusiţi neguston): «Ei (Atenienii) se bucură foarte puţin de aceea ce au, căci năzuiesc mereu să aibă, şi nu socotesc drept sărbătoare decât împlinirea celor de lipsă, iau drept suferinţă nu mai puţin o odihnă inactivă, ca o ocupaţie trudnică; astfel că, într'un cuvânt, *dacă cineva ar zice că ei sunt croiţi de natură ca să nu stea nici ei în pace, nici să lase pe alţii, ar nimerì adevărul*». Historiae (Hude) I, 70, 25.

Fiindcă am asemănat spiritul capitalist al Atenienilor cu acel al Englezilor moderni, nu putem trece peste analogia stranie, pe care descrierea lui Tucidide o prezintă cu viguroasa descriere a spiritului timpurilor moderne, făcută de Byron. Poetul englez, într'o amplă descriere pe care i-o sugerează cariera lui Napoleon, înfăţişază pe oamenii moderni în veşnică nelinişte, ca şi Tucidide pe Atenieni. «Suflarea lor e sbucium, viaţa lor e furtună»; ei aspiră dincolo de marginile cuvenite ale dorinţii şi «nu pot obosì de nimic, decât de odihnă»: «*(nor can tire of aught but rest!)*» Childe Harold's Pilgrimage, canto. III, XLII. Nu par aceste cuvinte luate deadreptul dela Tucidide? Căci şi acesta spune, că pentru Atenieni odihna e tot atât o suferinţă, ca şi munca: «*συμφορὰν οὐχ ἧσσον ἡσυχίαν ἀπράγμονα (ἡγοῦνται) ἢ ἀσχολίαν ἐπίπονον*».

Critica acestei stări de lucruri are, în mişcarea ideilor elene, o amploare extraordinară, întrucât această mişcare se altoeşte pe critica însăş a plutocraţiei, întocmai — si parva licet componere magnis — ca şi cultura noastră zisă «critică». Amintim aici, în afară de critica îndeobşte cunoscută a lui Platon, accentele de indignare şi sarcasm ale poetului mai vechiu (sec. VI) Theognis, acest nobil căzut victima timpurilor noui, precum şi ale marelui comic din vârsta sofiştilor: Aristophan. Drama acestui din urmă, *Plutus*, (bogăţia) ar păreà şi la noi o creaţie de actualitate. Eroul dramei, bătrânul Chremylus, întreabă la un moment pe *Plutus*, pus în scenă ca un personaj orb: «Dacă tu ţi-ai recăpătà vederea, ca mai înainte, aì fugì oare de cei răi şi te-ai duce la cei drepţi? Desigur, zice Plutus, căci de multă vreme n'am mai văzut oameni drepţi». La care Chremylus răspunde: «Asta nu-i minune, căci nu i-am văzut nici eu, care am ochi». *(καὶ θαῦμα γ' οὐδέν· οὐδ' ἐγὼ γὰρ (ἑώρακα) ὁ βλέπων*. V. 99).

teoretică din nevoile vieţii practice. Aceasta au încercat să o facă sofiştii; dar tocmai de aceea întreaga ură a culturii tradiţionale s'a năpustit împotriva lor: ei voiau să dea o justificare teoretică unei ordini sociale detestate de toată lumea.

c) MIŞCAREA IDEILOR IN SOCIETATEA GREACĂ DIN A DOUA JUMĂTATE A VEACULUI V a. C.

6. E lucru bine stabilit că apariţia sofiştilor înseamnă cea mai mare revoluţie în mişcarea spiritului grec. Zeller declară limpede:

«Mişcarea sofistică este rodul şi unealta celei mai adânci revoluţii, care s'a înfăptuit vreodată în ideile şi viaţa intelectuală a poporului grec. Acest popor erà pe pragul unei ere noui: în faţa sa se deschideau perspectivele unei libertăţi şi unei civilizaţii necunoscute. Putem oare să ne mirăm că aceşti oameni au fost loviţi de ameţeală pe înălţimile, pe care le urcaseră atât de iute; că, în această îmbătare de ei înşişi, ei au mers prea departe; că nu s'au mai crezut legaţi de legile, pe care le vedeau ieşind din voinţa umană, că au socotit toate lucrurile ca fapte subiective, din temeiul, că noi vedem toate lucrurile în oglinda conştiinţei noastre?» (1).

Aşadar după marele istoric, revoluţia intelectuală încercată de sofişti este un pas nesăbuit, deşi el se lămureşte lesne prin progresul şi democratizarea societăţii elene. Acest pas stă în năzuinţa de a emancipà individul de legăturile tradiţionale, în care îl prinsese vechea societate, şi pe care acum orizontul larg ca şi caracterul democratic al societăţii elene le puneau la îndoeală. Mai înainte individul dispărea în faţa naturii şi a societăţii; sofiştii însă dizolvă în critica lor negativă atât natura cât şi societatea, nemai lăsând decât o singură realitate: individul. In această lumină, sofiştii apar ca o eflorescenţă caricaturizată a democraţiei elene. Până şi apărătorul înflăcărat al sofiştilor, G. Grote, lămureşte activitatea lor ca un produs al democraţiei.

Această părere dă mai mult o intuiţie nemijlocită a adevărului, decât o explicare cauzală. Neîndoelnic că sofiştii sunt un produs al democraţiei greceşti; dar această democraţie este ea însăş un efect: ea e constituţia creată şi impusă de trebuinţele capitalismului. Spre a înţelege sensul real al activităţii sofiştilor, trebuie să o punem în legătură cauzală cu substratul ei social propriu, pe care s'a altoit însăş democraţia greacă: revoluţia socială provocată prin desvoltarea capitalismului elen. S'a arătat mai sus că această revoluţie stă în distrugerea vechei orânduiri patriarhale bazată pe tradiţie, şi înlocuirea acesteia cu o orânduire liberală, care lasă câmp deschis pentru desvoltarea nestânjenită a individualităţilor. Capitalismul este el însuş formidabila pârghie, care scoate din massa mare individualităţi oţelite în lupta pentru acumularea de bogăţie, şi aruncă întreaga societate la dispoziţia acestor reprezentanţi ai spiritului şi ordinei plutocraţiei.

Dar revoluţia socială provocată în lumea greacă erà necompletă: ea nu aflase un răsunet corespunzător în sfera ideilor; acestea stăteau încă prinse în tradiţia

(1) La philosophie des Grecs (trad. par E. Boutroux), 1882, vol. 2, p. 546. Deasemenea W. Dilthey: Einleitung in die Geisteswissenschaften, 1922, p. 174.

simplicităţii rurale, dela a cărei înălţime osândiau ordinea individualistă democratică. Trebuià deci încă o revoluţie, care să întregească revoluţia socială, anume de astădată *o revoluţie ideologică.* Aceasta este opera sofiştilor: *ei au încercat să revoluţioneze mentalitatea greacă, distrugând vechea ideologie tradiţională, bazată pe autoritate, şi înlocuind-o cu o ideologie capitalistă, bazată pe iniţiativa individuală.* Deaceea sofiştii nu stabilesc decât o singură realitate: individul, şi lasă o singură pârghie de acţiune: interesele sale practice. Prin aceasta ei se arată ca oamenii vremurilor noui, teoreticienii spiritului capitalist, care pătrundeà întreaga viaţă practică. Revoluţia intelectuală încercată de ei are aceeaş însemnătate în *gândirea* elenă, ca şi revoluţia capitalistă în *societatea* elenă: ambele alcătuesc un tot, şi erau menite să se completeze.

Se înţelege însă că pentru a-şi întemeià partea pozitivă a activităţii lor — individualismul — ei trebuiau să dărâme părerile tradiţionale. Şi această critică distructivă a făcut pe sofişti tot atât de odioşi, pe cât erau şi distrugătorii vechei ordini sociale: plutocraţii. Ambele categorii de revoluţionari, cari dărâmau orice barieră din calea individului, împărtăşiau aceeaş soartă.

* * *

7. In decursul jumătăţii a doua a veacului V, aceà eră de nepilduită prosperare materială şi înflorire spirituală a lumii grece, luarea aminte a elitei sociale fù înlănţuită de un fenomen straniu: apariţia unei specii de profesori încă necunoscută până atunci. De sigur, societatea greacă avusese şi până atunci un sistem de educaţie a tinerimii, ceeace cereà şi educatori de meserie. Acest sistem cuprindeà, alăturea de elementele de scris şi citit, muzica şi gimnastica ca ramuri principale. Erà o educaţie ieşită din nevoile sociale ale lumii de atunci: gimnastica trebuià să pregătească tinerimea pentru răsboiu, iar muzica pentru ceremoniile religioase, pe care în vechea Grecie le îndelpinià fiecine (1).

Dar nouii educatori nu aveau nimic comun cu cei vechi; ei nu împărţeau cunoştinţele elementare tradiţionale, ci dădeau un tot de cunoştinţe superioare, prin care orice spirit îndemânatic puteà să strălucească, şi să se impună înaintea cetăţenilor săi. Cu alte cuvinte, noua educaţie erà răsunetul nouilor nevoi sociale ale plutocraţiei democratice: ea puneà la îndămâna individului armele teoretice, cu care acesta puteà să învingă în lupta de urcare către cele mai înalte trepte sociale. Urmăriţi cu neîmpăcată duşmănie de către reprezentanţii vechei mentalităţi, covârşiţi cu nemiluita de batjocura credincioşilor tradiţiei intelectuale, ei erau totuş căutaţi cu entusiasm de către tinerimea impetuoasă, ameţită de perspectivele infinite, pe care le deschideà noua ordine democratică. Pentru aceşti tineri setoşi de putere, activitatea nouilor profesori erà un fel de cheie magică, cu care trebuiau să-şi deschidă toate intrările, să-şi netezească toate cărările ce duc către vârful piramidei sociale. Aceşti profesori, urâţi de unii, admiraţi de alţii, şi

(1) P. Barth, Die Geschichte der Erziehung in soziologischer Beleuchtung, 1911, p. 93 şi urm.

invidiaţi de toţi la un loc pentru răsunetul ce-l găsià activitatea lor; aceşti reprezentanţi ai noului spirit individualist al plutocraţiei cotropitoare, erau sofiştii (1).

Inainte de toate, prin însăş viaţa lor exterioară, nouii profesori aveau mai multă asemănare cu negustorii, decât cu intelectualii (2). Ei duceau o viaţă vagabondă, cutreerau din oraş în oraş, ţineau prelegeri acolo unde găseau tineri dornici să-i asculte şi — să-i plătească. Deci ca orice negustori, ei căutau mereu pieţe noui de desfacere pentru marfa lor: cunoştinţele dătătoare de putere politică. Negustorii înşişi, în aceste vremuri, nu aveau o viaţă stabilă, ci mereu rătăcitoare. Romanul grec, dealtfel de naştere mult mai târzie, ne arată pe negustori în veşnică mişcare, în luptă cu piraţii, sau în căutare de mărfuri şi pieţe (3).

Apoi, nouii profesori nu se mai îngrijeau de adevăr; ceeace-i interesà pe ei, înainte de toate, erà utilul. Ei se declarau nedestoinici să hotărască dacă un lucru este adevărat sau fals; ei nu deosebeau decât folositorul de nefolositor, urmăriau pe cel dintâi, şi desconsiderau pe cel din urmă (4). Aceasta-i puneà în brutală contradicţie cu mentalitatea tradiţională, după care munca intelectuală, *teoria*, trebuià să fie desinteresată, şi roadele ei, adevărurile, nefolositoare. Cu un cuvânt, sofiştii nu priveau realitatea sub aspect logic, ci sub aspect practic; ei puneau preocuparea practică înaintea celei teoretice. Ei se arată astfel ca vrednici reprezentanţi ai spiritului burghez; aceasta şi lămureşte de ce ideologia individualistă modernă, care pleacă din lumea engleză sub numele de pragmatism, a luat pe sofistul Protagoras ca protagonist al ei. Decât, noua ideologie, de obârşie şi caracter englez, face un pas mai departe ca cea veche: ea deduce aspectul teoretic al realităţii din cel practic, derivă adevărul din util, şi crede astfel a scăpà pe această cotitură de scepticism (5).

---

(1) «Peste măsură de vie erà aprobarea, neobişnuit de mare izbânda materială, nesfârşită însufleţirea, pe care cei mai distinşi între ei (sofişti), ce erau purtaţi pe umeri — spre a vorbì cu Plato — o provocau în tinerimea greacă, deopotrivă de simţitoare pentru frumuseţea formală şi cultură spirituală». Th. Gomperz, *Griechische Denker*, 1911, I, 333. Comp. de asemenea Fr. A. Lange, Geschichte des Materialismus (Reclam) I, 56: «curând ajunse de bun ton de a urmà instrucţia lor, învăţămintele şi cuvântările lor devenirà discuţia zilnică a societăţii înalte».

(2) Epitetele, pe care cei vechi le dau sofiştilor, sunt tocmai deosebite nume de negustor; astfel Platon: *ἔμπορος, κάπηλος* (Soph. 231 D); Aristotel: *χρηματιστής* (soph. el. 1. 165 a 21). Diels, II 73b, 2, 3.

(3) Heliodori *Aethiopica*, II, 22, 5: *βίος γάρ, ὦ παῖ, κ'ακείνῳ πλάνος καὶ ἔμπορος*. Este vorba de viaţa unui negustor.

(4) Reprezentările «pe care unii le numesc din neexperienţă adevărate, eu (Protagoras) însă pe unele mai bune decât altele, dar întru nimic mai adevărate» *(ἐγὼ δὲ βελτίω μὲν τὰ ἕτερα τῶν ἑτέρων, ἀληθέστερα δὲ οὐδέν (καλῶ)*. Plat. Theaet. 167 B. (Diels, II, 74, A 21).

(5) Fruntaşul pragmatist Fr. C. Schiller a încercat chiar să dea o interpretare corespunzătoare şi concepţiei so iste a raportului dintre adevăr şi bine, spre a face astfel din sofişti adevăraţii părinţi al doctrinei pragmatiste a adevărului. După pragmatistul dela universitatea din Oxford, Platon nu ar fi înţeles pe Protagoras, când îl înfăţişază ca un subiectivist şi un sceptic: promotorul so'isticei ar fi vrut în realitate numai să spună, că utilitatea este ceeace dă unei afirmaţii caracterul de adevăr. Astfel Protagoras apare ca primul pragmatist (vezi *Studies in Humanism*, 1907, p. 96 şi urm). Schiller a întreprins această polemică împotriva concepţiei lui Platon a teoriei sofiste a cunoaşterii, când — după apariţia

Dar ceeace pecetlueşte asemănarea între sofişti şi negustori, e faptul îndeobşte cunoscut, că ei cei dintâi au aplicat la munca intelectuală principiul schimbului. Sofiştii cereau bani, bani mulţi, spun vrăşmaşii lor contimporani, în vreme ce cercetările conştiincioase dovedesc că bogăţia lor erà mai mult născocirea unei imaginaţii prea vii şi prea pline de invidie (1). Pentru noi e însă de puţină însemnătate, dacă sofiştii luau bani mulţi sau puţini; esenţialul e că ei, pentru întâia dată în istoria spiritului, au avut îndrăsneala să comercializeze munca intelectuală, şi să supună produsul acestei munci legilor economice ale schimbului. Erà aici o necesitate de fapt. Căci într'o societate, cum erà cea elenă pe atunci, în care marea majoritate a populaţiei trăià din schimbul produselor muncii, în care deci schimbul alcătuià axa vieţii sociale, dându-i pecetea ei proprie, se înţelege că munca intelectuală nu puteà face multă vreme abatere. Ideea trebuià să devină ceea ce erà atunci orice lucru: o marfă, şi să deà astfel intelectualului putinţa de a trăì. Această revoluţie a sofiştilor, atât de nouă pe acele vremuri, pare azi aproape banală.

8. Astfel în însăş viaţa lor practică sofiştii se arătau pătrunşi de spiritul capitalist, în care nu şovăiseră a-şi îndrumà activitatea lor. Cum se înfăţişează însă principiile lor teoretice? Ce spuneau aceşti profesori tinerimii însufleţite, care alergà din toate părţile să-i asculte?

Sofiştii treceau ca profesori de *virtute*; dar se înţelege că acest cuvânt trebuie luat în înţelesul său elen, de putere, forţă (2). Nouii profesori de virtute nu împărtăşiau tinerilor cine ştie ce concepţii morale; dimpotrivă, ei voiau să le dea «forţa de a vorbì şi lucrà» (3). Prin aceasta ei se arătau ca simpli exprimatori ai nevoii

---

operei sale, *Humanism, philosophical essays*, 1903 — un coleg dela Merton College i-a făcut imputarea că subiectivismul său a fost combătut cu atâtea veacuri înainte de Platon. Aceasta a făcut pe Schiller să cerce a dovedì, că Platon nu numai că n'a combătut pe Protagoras, dar nici nu l-a înţeles bine, când l-a înfăţişat ca stabilind grade de util: asemenea grade de valori practice le-ar fi prefăcut Protagoras în grade de valori logice, gradele de util ar fi devenit astfel grade de adevăr. Se înţelege însă că interpretarea lui Schiller este combătută cu hotărîre. Vezi de pildă C. M. Gillespie: *The truth of Protagoras*, în *Mind*, 1910, p. 479.

(1) «Căci ştim că un singur bărbat, Protagoras, a câştigat mai mulţi bani cu această înţelepciune, şi decât Phidias, care a lucrat atât de strălucit opere frumoase, şi decât alţi zece sculptori...» Platon, Menon 91 D. (Diels, II, 94 A 8).

Faţă de aceasta, Grote (op. cit., p. 166) dovedeşte că asemenea învinuiri sunt simple exagerări, că după mărturiile lui Isokrates (De permut. 155) veniturile sofiştilor au fost destul de modeste, în orice caz cu mult inferioare acelora ale actorilor. De asem. Zeller, op. cit. p. 489, textele din nota 2.

(2) In concepţia elenă virtuţile, arată Paulsen, sunt «impulsuri ale naturii educate şi disciplinate prin raţiune». System der Ethik, 1913, I, 71. Comp. de asem. şi p. 55.

(3) Protagoras, (vorbind cu Socrate): «la mine sosind (tânărul), nu va învăţà despre altceva, decât despre aceea pentru care vine. Iar învăţătura este buna chibzuinţă despre afacerile casnice, pentru ca să-şi cârmuiască casa în chipul cel mai nimerit, şi despre afacerile publice, pentru ca să fie cel mai în măsură a se ocupà cu treburile Statului» *(ὅπως τὰ τῆς πόλεως δυνατώτατος ἂν εἴη καὶ λέγειν καὶ πράττειν)*· La aceasta Socrate răspunde: «Mi se pare că vorbeşti de arta guvernării *(τὴν πολιτικὴν τέχνην)* şi făgăduieşti să faci pe bărbaţi buni cetăţeni. — «Tocmai asta este, o Socrate, zise el, ceeace făgăduiesc». Plat. Protagoras, 318 E. (Diels, II, 74, 5). — Gorgias făgăduieşte elevilor săi să le dea puterea de a vorbì *(ἀλλὰ λέγειν*

practice a timpului, a cărui trăsătură fundamentală erà desvoltarea puterii de inițiativă individuală. Spre acest scop sofiștii dădeau tinerimii mijloacele menite a asigurà izbânda practică; iar aceste mijloace se reduceau, înainte de toate, la desvoltarea darului vorbirii, deci a puterii de convingere. Erà și firesc; căci în democrația ateniană, cum s'a arătat, cine puteà convinge mulțimea, puteà deveni omul cel mai puternic, fără a aveà vreo demnitate oficială în Stat. Astfel miezul activității sofiste: *desvoltarea puterii, de a lucrà și a vorbì*, nu mai e un învățământ teoretic, dedus din considerații abstracte; el este un fapt trăit: sofiștii desvoltă inițiativa individuală, fiindcă așà cere timpul, și o desvoltă cu mijloacele timpului. Aici ei nu inovează, ci exprimă o stare de fapt, cum a observat-o și Grote.

Dar asemenea individualism practic cereà și o legitimare teoretică. Cu atât mai mult, cu cât întreaga filozofare greacă se făceà în convorbire, în discuții contradictorii, la care luau parte și alte persoane. Asemenea discuții se vestiau mai dinainte și dacă disputatorii erau de renume se bucurau de o largă asistență. Lucian ne-a dat câteva descrieri foarte amuzante ale unor asemenea discuții filozofice. Deaici nevoia, pentru sofiști, de a răspunde la întâmpinările adversarilor, și a-și legitimà individualismul, pe care se întemeià activitatea lor de educatori. In acest chip aceste spirite per excellentiam practice fură silite să facă teorie, și încă atât de multă teorie, încât sub valul mulțimii de argumentări teoretice punctul de plecare, individualismul practic, apare ca ceva secundar: o simplă concluzie din premize abstracte.

Teoriile sofiste legitimează individualismul în acelaș fel, în care el a fost legitimat în toate timpurile; e o cale bătută de toți individualiștii, care se vede limpede la singurul cap sistematic, pe care l-a avut individualismul în decursul vremurilor: la Max Stirner. Apropierea ce s'a făcut între Protagoras și Stirner e departe de a fi lipsită de temeiu (1). Spre a îndreptățì suveranitatea individului, Stirner pornește un asalt împotriva a tot ceeace e adevăr obiectiv, și pare a se urcà ca autoritate nevăzută deasupra capului său, poruncindu-i supunere. Pe ruinele obiectivului și ale absolutului se ridică semeț individul suveran, care nu mai vede altă realitate și autoritate decât el însuș, și ceeace crează el. La fel procedează și sofiștii, și de fapt altă cale nu e. Gânditorul nu are decât această alternativă: sau se hotărăște pentru adevăr obiectiv, și atunci el desființează autoritatea individului; sau se hotărăște pentru individualitate, și atunci desființează tot ceeace e obiectiv: adevăr, regulă morală, lege scrisă, precepte religioase, etc. Această din urmă cale trebuiau să aleagă sofiștii. Cel dintâi, care deschide lupta împotriva adevărului obiectiv, este Protagoras, promotorul mișcării sofiste, și cel mai de seamă reprezentant al ei.

După acest gânditor nu există adevăr valabil pentru toți; căci lucrurile sunt așà cum le pricepe fiecare, și deaceea percepțiile fiind deosebite dela individ la

---

οἴεται δεῖν ποιεῖν δεινούς). Meno. 95 C (Diels, II, 76, 21), sau puterea de convingere, căci retorica «este făptașul convingerii». *(πειθοῦς δημιουργός ἐστιν ἡ ῥητορική)* Gorg. 453 A.

(1) Vezi: Benedict Lachmann, *Protagoras*, *Nietzsche*, *Stirner*, Ein Beitrag zur Philosophie des Individualismus und Egoismus. Berlin, 1914.

individ, reiese că lucrurile apar în mod deosebit fiecăruia (1). Se poate deci susţineà despre un lucru păreri deosebite cu toată dreptatea, căci cei ce le susţin, arată părerea lor, care pentru ei este adevărată (2). De aici urmează că «omul este măsura tuturor lucrurilor, a celor ce sunt cum că sunt, a celor ce nu cum că nu sunt».

Ce fel a căutat Protagoras să întemeieze acest scepticism, luând în sprijin doctrina lui Heraclit despre nestatornicia lucrurilor, aceasta e de puţin interes pentru scopul nostru (3). Ceeace ne interesează aici, este stabilirea raportului real între latura practică şi latura teoretică a activităţii sofiştilor, căci de aceasta atârnă justa lor înţelegere. După expunerea obişnuită a filozofiei sofiştilor — şi Zeller nu face excepţie — pare că sofiştii ar fi fost la origină, şi în esenţă, gânditori sceptici; şi dela scepticism ei ar fi ajuns, printr'o concluzie firească, la individualismul lor practic. Anume, de vreme ce pentru ei adevărul obiectiv, şi cu aceasta ştiinţa însăş, nu există, rezultă că trebuie să renunţăm la studiul ştiinţelor, nemai rămânând decât a învăţà pe fiecare să facă ceeeace e de folos în viaţa practică. In acest fel individualismul sofiştilor se prezintă ca încheiere a scepticismului lor.

Dar a expune vederile sofiştilor în acest fel, înseamnă a întunecà cu desăvârşire sensul istoric al sofisticii. Individualismul e la sofişti un fapt, un *Erlebnis*, un produs direct al mediului; scepticismul e ceva secundar, un mijloc de legitimare teoretică a individualismului. Nicăieri nu se vede la sofişti trăsătura caracteristică a scepticului: desnădejdea, renunţarea, neîncrederea. Dimpotrivă, ei sunt cei mai energici propovăduitori ai puterii de viaţă, pe cari-i cunoaşte istoria spiritului. Şi lucrul e clar; căci lupta lor împotriva «obiectivului» e mai mult un sport, făcut fără orice metodă, în mod fragmentar, aşà cum cereà de fiecare dată nevoia susţinerii miezului real: individualismul. A considerà pe sofişti sceptici, aidoma are acelaş sens, ca şi a privì ca atare pe Stirner; căci şi acesta, la fel cu sofiştii, răstoarnă orice adevăruri ce stau deasupra individului — adevăruri obiective — şi nu recunoaşte decât adevăruri create de individ.

---

(1) Comentând înţelesul propoziţiei lui Protagoras, cum că «omul este măsura tuturor lucrurilor», Platon zice: «Aşà dar el spune cam aşà ceva, că după cum îmi apar mie fiecare lucruri, astfel sunt pentru mine; după cum îţi apar ţie, astfel sunt pentru tine, întrucât om sunt şi eu, şi tu; oare nu uneori, când bate acelaş vânt, unuia dintre noi îi e frig, altuia însă nu?» Theaet., 151 E (Diels, II, 74, B 1).

(2) Acesta e sensul real al celebrei zise a lui Protagoras, păstrată de Diog. Laertius, şi luată de sceptici ca temelie a doctrinei lor: «el (Protagoras) cel dintâi a zis, *că pentru ori ce lucru există două temeiuri opuse unul altuia*» (D. Laert. IX, 51; asupra însemnătăţii acestei propoziţii pentru scepticism, vezi «*Scurtă expunere a filozofiei sceptice*» pag. 15, propos. 12). Cum s'a observat, nici odată nu i-a venit în minte lui Protagoras să afirme că *acelaş om* poate susţineà *două păreri deosebite* despre *acelaş lucru*: el vrea să zică, în fapt, că doi oameni pot susţineà, cu aceeaş dreptate, două păreri deosebite despre orice lucru, căci acesta apare fiecăruia din ei în mod deosebit. Dealtfel aceasta reiese limpede şi din expunerea lui Platon: «căci eu (Protagoras) socot că adevărul e aşà cum am scris: fiecare din noi este măsura celor ce sunt şi nu sunt, însă e o deosebire infinită între unul şi altul chiar prin aceasta, că pentru unul există şi apar unele lucruri, pentru altul altele». Theaet., 166 D. (Diels, 74 21 a).

(3) Cel mai complect fragment, în care Protagoras cearcă să dovedească cu ajutorul filozofiei lui Heraclit subiectivismul său, ni l-a păstrat Sextus Empiricus. Să se vadă deci «*Scurtă expunere*, etc.» p. 75, propos. 216—219.

9. Odată porniţi pe povârnişul tăgăduirii obiectivului, sofiştii trebuiau să-l coboare până la capăt, desfiinţând obiectivul în toate formele sale. Mai întâiu s'a deschis lupta împotriva adevărului (Protagoras, şi după el Gorgias), apoi împotriva normelor morale, şi în genere a legii scrise (Hippias, Thrasymachus, Kallikles). Cu negarea legii scrise, sofistica ajungeà la încheierea ei firească: ea desfiinţà orice autoritate deasupra individului, întronându-l pe el însuş, ca izvor unic de norme. In acest ultim stadiu a isbutit sofistica să formuleze, cu o extraordinară precizie, cea mai preţioasă din teoriile ei: aceea a dreptului natural. Căci desfiinţând autoritatea legii tradiţionale, ea trebuià să caute alt isvor al legii, şi pe acesta îl găsì în natura umană. Astfel doctrina dreptului natural, cea mai formidabilă pârghie în lupta de emancipare a burgheziei din toate timpurile, îşi face sgomotoasa apariţie.

Ea se găseşte în germene încă la Protagoras. După acest gânditor, simţul de dreptate pe care se reazimă viaţa socială, este un dar împărţit de zeu tuturor oamenilor deopotrivă (1). Cu alte vorbe, aceasta e o calitate ce însoţeşte peste tot natura umană, deşi Protagoras declară lămurit, că ea nu derivă în mod necesar din natura noastră, ci trebuie împărtăşită oamenilor prin instrucţie. Aici avem deci forma embrionară, din care şi a luat fiinţă teoria dreptului natural, şi este cu deosebire caracteristică aplicarea acestei teorii la politică. In adevăr, Protagoras susţine, că de vreme ce toţi oamenii au această virtute — simţul de dreptate — urmează că fiecare are dreptul să-şi spună părerea în treburile politice (2). Iată deci întâia aplicare burgheză democratică a teoriei dreptului natural, făcută chiar în această formă embrionară, în care o găsim la părintele ei. Cu asemenea rol social, de armă de emancipare a păturii burgheze împotriva ordinei tradiţionale, întâlnim mereu această teorie dealungul timpurilor. Ea este deci, dela început până la sfârşit, un mijloc de luptă.

In adevăr, când apărătorii ordinei tradiţionale susţineau privilegiile stabilite, ca ceva consfinţit de datini străvechi, ce puteau răspunde purtătorii luptei de emancipare a burgheziei? Ei susţineau că toţi oamenii se nasc din natură liberi şi egali; că fiecare are dreptul, dela natură, de a luptà pentru emanciparea sa de sub apăsarea ordinei tradiţionale. In acest chip, antiteza de *natură* şi *tradiţie*, de *drept natural* şi *convenţie scrisă*, se impuneà ca o necesitate de fapt. Ea apare mai întâi la Hippias (3), şi alţi sofişti, şi în fine, cu o limpezime în adevăr uimitoare la Kal-

(1) In mitul pe care Platon (Protag. 320 şi urm.) îl pune în gura lui Protagoras, acesta povesteşte că oamenii n'au putut să se adune şi să întemeieze state, decât după ce Jupiter le-a dăruit simţul respectului şi al dreptului (αἰδώς şi δίκη). Hermes, însărcinat să ducă aceste daruri oamenilor, întreabă dacă trebuie să le dea numai câtorva, ca pe celelalte meşteşuguri, sau să le împartă la toţi. «La toţi, zise Jupiter, şi *toţi să fie părtaşi la ele*; căci nu ar există state, dacă le-ar primì puţini, ca pe celelalte meşteşuguri. Şi pune lege din partea mea, ca pe cel ce nu poate aveà simţul respectului şi al dreptăţii, să-l ucidă ca pe o boală a Statului».

(2) Protag. 323 A.

(3) «Hippias cel înţelept zise: «O bărbaţi de faţă, eu socot că voi toţi sunteţi înrudiţi, şi intimi şi cetăţeni prin natură, nu prin lege (φύσει, οὐ νόμῳ), căci cele ce se aseamănă sunt înrudite prin natură, legea însă, tiranul oamenilor, silueşte dese ori împotriva naturii». Pla-

likles, din dialogul Gorgias al lui Platon. După Kallikles toate convenţiile scrise sunt născociri ale mulţimii celor slabi, spre a se apără de forţa celor tari. De aceea educaţia domesticeşte naturile tari, ca pe puii de lei, spunându-le că e drept de a se supune legii scrise. Dar când se iveşte un om cu o natură în adevăr forte, el calcă în picioare toate convenţiile, toate formulele, descântecele şi legile noastre nenaturale, satisface toate dorinţele, făcând pe cei slabi să-i slujească lui, celui tare. Acesta este *dreptul naturii* (1). Iată cea mai pură ideologie a plutocraţiei, care a fost formulată vreodată în istoria gândirii.

Antiteza între natură şi convenţie, stabilită astfel de sofişti, este reluată apoi de stoici, gânditorii cosmopoliţi ai lumii vechi; dar adevărata ei carieră începe abià cu începutul desvoltării burgheziei moderne, dela Renaştere înainte. Hugo Grotius e cel care, în opera sa de «jure belli et pacis» apărută în 1625, reînoieşte antiteza între drept natural şi drept civil. In acest chip *natura* şi *dreptul naturii* devine stindardul, sub care burghezia duce două veacuri dearândul lupta ei de emancipare împotriva ordinei feudale. In toate formele de viaţă, în toate ramurile de muncă a spiritului, ceeace se opune naturii sau raţiunii — lucruri identice pe atunci — se cere a fi respins ca o rătăcire, şi înlocuit cu o formă naturală de viaţă. Aceasta durează până pe pragul veacului XIX, când lupta de emancipare a burgheziei ajunge la un victorios sfârşit. Atunci oamenii treutului se ridică, pornesc o viguroasă «contrarevoluţie a ştiinţei» şi întronează din nou în cinste tradiţionalismul; în această eră a domniei istoriei împotriva naturii trăim noi astăzi; dreptul natural pare definitiv înmormântat. Dar în istoria spiritului nu e o teorie, care să fi avut un rol atât de grandios în emanciparea omenirii de formele unei tradiţii ruginite, ca teoria sofistă a dreptului natural (2).

---

ton, Protag. 337 C (Diels, II, 79, C). De asemenea Xenophon, Memorab. IV, 4. 14. Antiteza între natură şi convenţie se găseşte întâi la Democrit, în teoria cunoaşterii, cu o terminologie arhaică *(νόμῳ - ἐτεῇ*: vezi «*Scurtă expunere*, etc., p. 74, nota 1). — Se pare, dealtfel, că sofiştii au întrebuinţat teoria dreptului natural şi în sens modern umanitar, combătând prin ea sclavia. Cel puţin aşà reiese din următoarea zisă a unui sofist (Alkidamas): «zeul a lăsat pe toţi liberi; natura nu a făcut pe nimenea sclav» *(ἐλευθέρους ἀφῆκε πάντας ὁ θεός· οὐδένα δοῦλον ἡ φύσις πεποίηκεν)*.

(1) Vezi Platon, Gorgias, capitolele XXXVIII—XXXIX şi în deosebi XLVI, 492 E—C. Rareori s'a scris în literatura veche ceva mai impresionant, ca această pledoarie a lui Kallikles pentru drepturile naturii. Faţă de vigoarea elementară cu care vorbeşte sofistul, oponentul său — Sokrate — cade cu totul în umbră, deşi intenţia lui Platon a fost alta. Şi în adevăr, tot ceeace a produs ideologia individualistă anarhică din timpurile moderne: ceeace a vestit un Nietzsche, Stirner, apostolii romantici ai prerogativelor geniului, ca şi apărătorii aşà zisului darwinism social — toate aceste vederi se găsesc conturate la Kallikles cu o precizie, ce umple de uimire. Individualismul se prezintă dela început cu întreaga armătură de luptă, nemai lăsând urmaşilor în această privinţă nimic de adăogat.

Calificarea de «atomism social», pe care o dă Dilthey (*Einleitung*, p. 224) teoriei sociale a sofiştilor, o amintim aici din temeiul, că şi ideologia democratică a burgheziei moderne a fost calificată în acelaş fel (Ed. Berth, *Les méfaits des intellectuels*, p. 140). Ideologii burghezi, luptând împotriva regulelor externe, pulverizează omenirea în indivizi — în «atomi sociali» — din a căror ciocnire deduc viaţa societăţilor.

(2) Iată judecata lui Windelband (Geschichte der neueren Philosophie, I², 41): «Această întoarcere la natură, în opoziţie cu ceeace e produs de evoluţia istorică, este foarte carac-

12. Rolul istoric al sofiştilor—s'a spus mai sus şi din cele zise reiese limpede — stă în încercarea, de a pune în armonie cele două laturi ostile ale societăţii elene din vremea lor: teoria şi practica. Spre acest sfârşit ei întemeiază o ideologie individualistă, naturalistă, aşà cum cereà noua orânduire socială, capitalistă şi democratică. Nu fără temeiu au fost numiţi sofiştii «luminătorii» (Aufklärer) lumii vechi, şi asemănaţi cu enciclopediştii sec. XVIII. Ca şi enciclopediştii, sofiştii lucrau la clădirea ideologiei unei burghezii în proces de întărire; şi unii şi alţii făuriau, din această pricină, o armă de luptă teoretică împotriva a tot ceeace e tradiţional; şi unii şi alţii se serviau în acest scop de cele două cuvinte de ordine, fireşti în asemenea împrejurări: individ şi natură. De ce totuş activitatea enciclopediştilor, pornind din aceleaşi nevoi, slujind acelaş scop, şi folosindu-se de aceleaşi mijloace, insuflă mereu însufleţire, pe când aceea a sofiştilor a fost necontenit întâmpinată de dispreţul istoricilor, ca şi odinioară de acela al contimporanilor?

Cel care a luat apărarea sofiştilor cu hotărîre, şi pe alocurea chiar cu pasiune, este G. Grote (1), şi înaintea sa istoricul englez al filozofiei, G. H. Lewes (2). Este cu deosebire semnificativ, că apărarea sofiştilor a venit din sânul lumii engleze. Căci atmosfera socială, democratică şi plutocratică, a lumii elene nu puteà fi pătrunsă şi judecată mai bine în nevoile ei spirituale, decât de oameni crescuţi într'o atmosferă asemuitoare; şi democraţia continentală cea mai veche este, se ştie, cea engleză. Grote susţine că sofiştii n'au stricat nimic, n'au inovat nimic, ci exprimă în teoriile lor o stare de fapt: atmosfera democratică a societăţii în care trăiau.

Aceasta atinge evidenţa; azi nu s'ar mai găsì nimenea, care s'o tăgăduiască. Dar atunci, cum se lămureşte dispreţul contimporanilor faţă de sofişti? Istoricul englez răspunde: acest dispreţ se explică prin invidia firească, pe care o provoacă oamenii superiori în mulţime (3).

După asemenea lămurire, Platon ar trebuì socotit ca unul din cei mulţi, pe care gloria sofiştilor îi umpleà de invidie. Nonsensul unei asemenea explicaţii sareîn ochi.

Faţă de acesta, prin analiza stării sociale din timpul sofiştilor, noi am încercat să dovedim *a*) că spiritul public rămăsese în veac. V în urma vremii: el vedeà noua societate plutocratică tot cu ochii vechilor concepţii patriarhale, de unde urmează, *b*) că încercarea sofiştilor de a dărâmà aceste concepţii şi a le înlocuì cu o ideologie individualistă, aşà cum cereà noua ordine socială, trebuià să provoace în sânul intelectualităţii grece un adevărat scandal. Ceeace s'a şi întâmplat.

---

teristică. Ea e oarecum cuvântul de ordine al tuturor mişcărilor de reformă şi revoluţie. De câte ori formele istorice şi'au pierdut puterea de viaţă, pare că spiritul uman se cufundă iarăş în natura veşnic aceeaş, spre a spălà de pe el praful veacurilor — şi vechia stare de natură se întoarce iarăş».

(1) *A history of Greece*, VIII, 151—204. — Volumul respectiv din operele lui Hegel (*Vorlesungen über die Geschichte der Philosophie*, prt. II, Werke, XIV), care dă întâia judecare istorică imparţială a rolului sofiştilor, nu l-am putut folosì pentru lucrarea de faţă.

(2) *Biographical history of philosophy*, vol. I, 1845.

(3) «The natural temper of a people generally ignorant towards superior intellect» a făcut ca «the title Sophist carried with it a certain invidious feeling». Op. cit., p. 153.

Să luăm ca pildă aceà împrejurare, care a scandalizat mai mult pe contimporanii sofiştilor: pretinderea unei sume de bani pentru munca lor. Astăzi mercantilizarea muncii intelectuale, într'o societate burgheză, e un fapt dela sine înţeles. Intr'o ordine socială bazată pe schimb, se înţelege că şi intelectualul trebuie să trăiască din valoarea de schimb a muncii sale. Dar nu e tot astfel în societăţile, ce n'au desbrăcat încă caracterul agrar, ca şi prejudecăţile isvorîte dintr'o viaţă mărginită la satisfacerea nevoilor proprii. Aici schimbul e ceva necinstit, iar aplicarea sa la munca intelectuală înseamnă degradarea acesteia. Legiuirea română, de pildă, este încă şi astăzi prinsă în această prejudecată grotească, când interzice membrilor corpului didactic de a face «orice fel de comerț». Iar acum vreo 15 ani, când revista «Viaţa Românească» a luat iniţiativa — ajunsă acum normă generală — de a tratà munca intelectuală ca orice marfă, se ştie ce revoltă a prilejit în lumea noastră cultă. In Grecia veacului V a. C. nu erà altfel. Dintre numeroasele explozii de indignare, pe care le-a provocat mercantilizarea muncii intelectuale de către sofişti, redăm una tipică:

«O, Antiphon, la noi se socoate că poţi întrebuinţà frumuseţea ca şi înţelepciunea, fie în chip frumos, fie în chip ruşinos.

«Căci cel ce vinde frumuseţa pentru bani, oricui vrea să o ia, este numit prostituat; cel ce însă îşi face prieten pe un iubitor de frumos şi bun, trece de cumpătat. Deasemenea şi cei ce-şi vând înţelepciunea pe bani, oricui vreà so o cumpere, sunt numiţi sofişti, ca nişte prostituaţi; cel ce însă, învăţând ceeace e bun pe tânărul bine înzestrat din fire, şi-l face prieten, este socotit că făcând ceeace se cuvine unui cetăţean virtuos» (1).

Aşàdar, în părerea lui Xenophon, Platon şi Aristotel, cari apelau la mărinimia tiranilor, duceau o viaţă demnă, pe când sofiştii cari, mândri de independenţa lor, nu voiau să atârne de nimenea, şi de aceea trăiau din produsul muncii lor, duceau o viaţă nedemnă. Astăzi am înclinà mai curând să răsturnăm acest punct de vedere (2)

Tot astfel şi în ceeace priveşte miezul teoriilor sofiste: individualismul. Intelectualii greci, crescuţi într'o cultură ce lăsà omul să dispară înaintea naturii şi a legii, nu puteau simţi decât revoltă faţă de critica sofistă, care disolvà natura, şi legile stabilite, spre a ridicà pe ruina lor ca singură realitate individul. In chip firesc cultura elenă tradiţională propovăduià înăbuşirea poftelor şi trebuinţelor — isvorul oricărei revolte împotriva normelor externe — pe când sofiştii, apostoli hotărîţi ai egoismului economic sădit în noua structură a societăţii greceşti, puneau fericirea în satisfacerea acestor pofte, împotriva oricărei legi tradiţionale. «Aşadar, întreabă Socrate pe Kallikles, nu e drept că cei ce n'au nevoie de nimic sunt fericiţi»? La care Kallikles dă această splendidă replică: «Atunci pietrele ş

(1) Xenophon, *Memorabilia*, I, 6, 13.

(2) O pildă caracteristică. In Germania, spre bătrâneţea lui Goethe, s'a început o vie campanie împotriva acestuia tocmai pe temeiul, că ar fi fost o fire neindependentă, trăind numai pe lângă marii aristocraţi. Faţă de aceasta Brandes a trebuit să releveze cu tot dreptul (*Das junge Deutschland*, Berlin 1904) că condiţiile în care şi-a început Goethe cariera erau

morții ar fi cei mai fericiți»! (1) Ciocnirea concepției tradiționale a vieții cu noua concepție individualistă, isvorită din egoismul economic al burgheziei vremii, ia aici o formă pregnantă și tipică. Sofiștii trecuseră prea mult înaintea cugetării contimporane, prinsă în prejudecățile tradiționale, spre a puteà fi înțeleși, cu atât mai mult prețuiți: ei fură covârșiți în batjocură. Astăzi teoreticianul, care s'ar încumetà să creeze o idéologie burgheziei române, ne temem că s'ar osândì să împărtășească aceeaș soartă.

11. Se ridică însă aici întrebarea: de ce n'au isbutit sofiștii să revoluționeze în sens naturalist, individualist cugetarea vremilor, așà cum a isbutit ideologii burgheziei moderne dela Renaștere înainte? De ce «luminarea» în lumea greacă a dat greș, pe când în lumea modernă ea are un atât de măreț rol? Căci e vădit că activitatea sofiștilor, cu toată influența hotărîtoare asupra cugetării grece, pe care a întors-o dela obiect la subiect, dela natură la om, înseamnă totuș o nereușită; isbânda au avut-o dușmanii lor. R. v. Pöhlmann, relevând contrastul isbitor între spiritul patriarhal al culturii elene, și structura capitalistă plutocratică a societății elene, arată cu tot dreptul că ar fi o eroare, dacă cineva și-ar închipuì că acest spirit este oglindirea unei stări de fapt: el trebuie conceput ca o reacțiune împotriva plutocrației vremii. Și totuș această reacțiune a triumfat, așà că pe ea s'a clădit cultura elenă propriu zisă, pe când revoluția încercată de sofiști, cu toate că voià să creeze o ideologie corespunzătoare stării sociale de fapt, a dat greș. Cum se lămurește atare aparentă anomalie?

Lămurirea stă în faptul, că în vechea Grecie capitalismul are mai mult o viață de meteor: ajuns la cea mai înaltă desvoltare prin veac. V, în veacul următor el intră în proces de decadență: el s'a năruit fără a fi putut revoluționà ideologia greacă în sensul său. Dar capitalismul modern, apărut prin veac. XII—XIII, reîntremat între veac. XV—XVI, a urmat până în timpul de față un mers în necontenită urcare; el a revoluționat cu desăvârșire atât felul de viață, cât și felul de cugetare al omului modern. Aceasta explică soarta deosebită a «luminării» din Grecia antică, și a «luminării» din timpurile moderne. Ideologia burgheză capitalistă începe totdeauna printr'o explozie haotică de puncte de vedere individualiste, e o neînfrânată, adesea entusiastă răsvrătire a individului împotriva tradiției în toate manifestările vieții spiritului: morală, filozofie, artă, religie. Dar acest haos nu poate durà mult; el exprimă numai începutul impetuos al luptei de emancipare a individului, în cele din urmă însă trebuie să dispară în armonie, căci fără aceasta nu e cu putință viață socială, fie și sub dominația păturii bur-

de altă natură, ca acelea în care trăiau detractorii săi: în sec. XVIII, ca în întreg vechiul regim, poeții nu-și puteau comercializà munca, și trăiau pe la curțile nobililor. Goethe a primit abià spre sfârșitul vieții sale, ca un omagiu special dela dieta germană, dreptul de autor asupra operelor sale, ceeace biograful său Lewes numește «cel mai sever sarcasm asupra întregii națiuni germane». (G. H. Lewes, *The life and works of Goethe*, Everymans Library, 1911, p. 555). Unui grec, contimporan al sofiștilor, tocmai viața lui Goethe ar fi părut demnă, fiindcă nu aveà la bază vânzarea ideilor, pe când viața detractorilor săi, jurnaliști plătiți, ar fi părut vrednică de dispreț.

(1) Plat. Georgias, XLVII, 492 E.

gheze. Şi aici începe deosebirea între Renaşterea greacă şi Renaşterea propriu zisă; între «luminarea» veche şi cea modernă. Ideologia burgheză a luminării moderne a isbutit să ajungă în decursul unei evoluţii de veacuri, prin ea însăş, dela haos la ordine; natura, sau mai bine raţiunea, care la început este pentru ea un principiu de răsvrătire a individului împotriva legii tradiţionale, devine la sfârşit principiul unei legislaţii universale, ce cuprinde lumea fizică ca şi pe cea morală. Aceasta este fapta lui Kant. Drumul dela Renaştere până la Kant, neîndoelnic cel mai înălţător episod din istoria spiritului, înfăţişază progresul statornic al unei ideologii, isvorîtă din dispreţul normei stabilite, refugiindu-se în acest scop la sânul naturii, şi totuş ajungând pe însăş această nouă cale iarăş la întronarea normei. De aceea opera lui Kant, înseamnă încheierea firească a luminării moderne.

Dar sofiştii vechi n'au putut produce din mijlocul lor un Kant, «luminarea» lor a rămas mereu în haos, «natura» la ei n'a putut depăşi stadiul unui principiu de răsvrătire şi anarhie. Căci temelia socială a mişcării lor s'a prăbuşit repede, năruind cu aceasta mişcarea însăş. Astfel aici progresul dela anarhie la ordine nu s'a făcut de către sofişti, cu elemente ale gândirii sofiste, ci de către adversarii lor, cu alte mijloace teoretice. Aceasta e fapta triadei Socrate-Platon-Aristotel; cei dintâi pregătesc calea, cel din urmă desăvârşeşte teoria zisă organică, după care realitatea primară e întregul, iar individul nu e decât o simplă manifestare a acesteia. Şi aşà individul dispare înaintea totului, din care face parte; haosul dispare în armonie — şi sofiştii în deriziune şi batjocură. Aşà se întâmplă mereu cu revoluţionarii: dacă ei isbutesc, li se ridică statui, şi sunt preamăriţi ca binefăcătorii omenirii; dacă însă dau greş, sunt înfăţişaţi ca duşmanii ordinei şi ai moralei, spirite scelerate, ce vor să nărue societatea pentru interesul lor propriu. Această din urmă soartă au avut-o şi sofiştii. Istoricul însă, care a pătruns rosturile sociale ale gândirii lor, nu va puteà refuzà o privire de simpatie acestor entusiaşti herolzi ai unor vremuri noui, ce au dispărut înainte de a luà deabinelea fiinţă.

MĂSURI LEGALE, LUATE ÎN DIFERITE ȚĂRI DUPĂ RĂSBOIU, PENTRU DESVOLTAREA AGRICULTURII, ÎN COMPARAȚIE CU SITUAȚIA DIN ROMÂNIA

DE G. IONESCU-ȘIȘEȘTI

I. STADIUL ACTUAL AL LEGISLAȚIEI AGRICOLE ROMÂNE

LEGEA nu poate creà o agricultură prosperă, când nu există condiții prielnice de sol și climă, căi de comunicație, populație harnică cu tradiții plugărești, capital și piață de desfacere, Legea nu e nici un leac cu care se vindecă rănile economiei dărăpănate de după răsboiu, dacă lipsesc munca, tenacitatea, rândueala și cruțarea, care singure pot repune în funcție organismul economic așà de complicat și de fin, pe care l-a deteriorat răsboiul. Nu-i mai puțin adevărat că, fără o reglementare legală, forțele economice rămân haotice și o convergență a sforțărilor e greu, dacă nu chiar cu neputință de atins. In calea unei ramuri de producție se pot ivì cauze, care să-i împiedece desvoltarea și pe care numai Statul, ca putere organizată a colectivității sociale, le poate înlăturà.

De aceea regimul legal, care cârmuește o ramură de producție, este de o importanță hotărîtoare pentru prosperitatea acesteia. Dacă injoncțiunea Statului în procesul de producție însăși, nu poate fi folositoare, rostul legiferării rămâne acela de a înlăturà cauzele care stânjenesc sau împiedecă producția, și de a creà o situație capabilă să stimuleze inițiativa individuală și să ocrotească munca producătorilor.

Noi avem o legiuire agricolă care îmbrățișează variate aspecte ale agriculturii, dar care este incompletă și în mare parte necorespunzătoare situației de azi a Statului Român.

Legiuirea cea mai nouă și în care se vede preocuparea de a rezolvà o problemă grea a timpului de față este legiuirea referitoare la reforma agrară. Prin această le-

giuire, cea mai mare parte din pământul cultivabil al ţării a trecut în mâna ţăranilor, vechea interdependenţă dintre săteni şi marii proprietari, aşà de supărărătoare din punct de vedere social, a fost desfăcută, şi cu aceasta s'au topit ultimele vestigii feudale. S'a creat pentru ţărănime condiţiile necesare unei normale desvoltări economice şi culturale şi prin aceasta s'a consolidat Statul român în hotarele lui etnice.

Dar această legiuire, care a preocupat intens pe conducătorii Statului în intervalul dela 1917—1922, nu înfăţişează decât o operă de repartiţie a pământului. Din punct de vedere agricol ea are un caracter static. Ea nu implică o îndrumare culturală, nici crearea condiţiilor necesare progresului agricol şi deci prosperităţii claselor rurale.

Pentru aceasta trebuesc luate în cercetare măsurile legale de încurajare a producţiei agricole, realizată, deci o legiuire, care să stimuleze progresul agricol, o legiuire aşadar cu caracter dinamic şi constructiv. Probleme variate aşteaptă să fie rezolvate în folosul agriculturii: organizarea învăţământului de specialitate, răspândirea cunoştinţelor tehnice, modernizarea comerţului de produse agricole, combaterea boalelor criptogamice şi a inamicilor vegetali, proteguirea comerţului onest de seminţe şi produse himice întrebuinţate în agricultură, înlesnirea unui credit ieftin şi uşor accesibil, asigurările, cooperaţia, încurajarea exploatărilor raţionale — toate acestea trebuie să formeze preocuparea grabnică a legiuitorului nostru.

Dintre toate legile necesare unei bune desvoltări a agriculturii a fost adaptată la situaţia nouă creată după reforma agrară, numai Legea Creditului Funciar Rural (1). Această instituţie este transformată în societate civilă de credit agricol. Pe lângă împrumuturile garantate ipotecar, ea va putea face şi alte operaţii de credit agricol, pentru noui investiţii, pentru industrializarea şi intensificarea agriculturii. S'a votat în Aprilie 1924 Legea pentru controlul seminţelor de plante de nutreţ, menită să apere culturile de lucernă şi trifoi de ravagiile unui parazit vegetal numit cuscuta. E o lege a cărei nevoie erà de mult simţită.

Deasemeneaa s'a votat o lege pentru încurajarea sericiculturii, menită să ajute desvoltarea acestei ramuri agricole şi producţia de mătase pentru care România are cele mai prielnice condiţii.

Toate celelalte legi româneşti referitoare la agricultură aşteaptă să fie puse în concordanţă cu spiritul vremii şi elaborate în mod unitar pentru ţara întreagă.

Legea poliţiei rurale, cea mai veche lege agricolă română promulgată în 1868, a căzut în bună parte în desuetudine, deşi de o mare importanţă. Ea prevede de pildă paznici comunali pentru paza holdelor, asigurarea mutuală a vitelor, distrugerea obligatorie a duşmanilor vegetali (omizi, etc.).

Aceste dispoziţii nu se aplică. O reîntinerire a legii cu sancţiuni împotriva organelor administrative, care o nesocotesc, este de cea mai mare trebuinţă.

---

(1) Legea Soc. civile de Credit Funciar rural publicată în Monitorul Oficial No. 67 din 27 Iunie 1923.

Legea Invoielilor Agricole din 1908 a căzut deasemenea în desuetudine. Izlazurile create prin aceà lege există şi capitolele din ea referitoare la izlazuri trebuie să se aplice. Aceste suprafeţe de teren, menite se rezolve o problemă agricolă de o covârşitoare însemnătate, se găsesc azi din nefericire într'o stare deplorabilă. Legea permite cultura de plante de nutreţ pe izlaz. La adăpostul acestor dispoziţii membrii Consiliilor comunale din foarte multe comune, au împărţit izlazul pentru culturi obişnuite de cereale și altele între dânșii sau la câțiva săteni. Organele Ministerului Agriculturii cărora le incumbă îndrumarea tehnică cer sancțiuni, pe care organele administrative nu le aplică.

Dar chiar unde nu se întâmplă astfel de abuzuri, întreținerea și folosința izlazurilor e așà de rea, încât ele nu corespund menirii lor.

Izlazurile noui create prin reforma agrară vor aveà aceeaş soartă, dacă nu vom intervenì energic prin o lege, care să se aplice cu severitate.

Legile pentru organizarea învăţământului agricol sunt cu totul necorespunzătoare situaţiei de azi. Legea învăţământului profesional din 1893 consacră Şcoala Centrală de Agricultură dela Herăstrău ca o şcoală de învăţământ mediu agricol. Deatunci ea s'a ridicat prin propriile ei forțe, crescând peste prevederile acestei legi, transformându-se în instituție de învățământ superior. Această stare de fapt nu e consacrată legal decât prin regulamentul dela 1915, înlocuit cu cel dela 1921.

Invăţământul mediu actual reprezentat prin şcoala de Agricultură dela Roman și cea de Viticultură dela Chișinău funcționează tot pe temeiul unui regulament.

Problema unificării și organizării învățământului agricol de toate gradele, bate zadarnic la ușa legiuitorului.

Legea de organizare a Ministerului de Agricultură din 1909, cu modificările aduse în 1912, a fost surplantată de o serie întreagă de dispoziții noui, spre a face față împrejurărilor. S'a creat Casa Centrală a Cooperației și Improprietăririi prin decret-lege, s'au creat direcții noui, s'au organizat pe alte baze unele din ele, s'au desființat direcții care nu mai puteau există, s'a creat un subsecretariat de Stat, ale cărui atribuții urmează a se stabilì ulterior. Toate aceste schimbări, dar mai ales necesitatea de a pune Ministerul Agriculturii în fruntea progresului agricol al țării, impun necesitatea unei organizări a acestui Regulament.

Legiuirea referitoare la Cooperație, va trebuì să fie înlocuită de Codul Cooperației, la elaborarea căruia s'a lucrat în ultimii ani, de o comisie din care au făcut parte specialişti şi reprezentanţi ai Cooperaţiei.

Legea referitoare la Sindicatele agricole trebuie extinsă în provinciile alipite, modernizată în sensul de a se permite accesul ţăranilor, în felul cum ţăranii colaborează cu marii agricultori, în reuniunile agricole ale minorităților din Ardeal. Această lege trebuie să delimiteze câmpul de activitate al Cooperativelor și Sindicatelor, pentru a evità fricțiile în activitatea acestor asociații și risipa de energie.

Legea pentru înființarea Societății Naționale de Agricultură trebuie scoasă din cadrul rigid, care a împiedecat desvoltarea ei până acum, dându-se posibilitatea de manifestare în această Societate a inițiativelor harnice şi generoase și a specialiștilor în diferite ramuri tehnice.

Legea creditului viticol trebuie modificată pentru a puteà permite ca această instituţie necesară să-şi reià activitatea. In adevăr sumele pe care această instituţie le poate acordà la hectar, după prevederile legii, sunt aşà de mici, încât nimeni nu mai găseşte util să recurgă la serviciile acestei instituţii. Trebuie aşadar modificate aceste sume în raport cu cursul actual al leului.

Dar chiar unele legi votate după războiu au nevoie să fie revăzute şi perfecţionate.

Legea Corpului agronomic trebuie modificată spre a permite înscrierea şi a acelor agronomi, cari nu s'au putut înscrie în termenul fixat şi a o pune în concordanţă cu prevederile generale, din Legea Statutului Funcţionarilor.

Deasemenea trebue modificate acele dispoziţii care s'au dovedit nepotrivite în cursul aplicării şi puse în concordanţă cu dispoziţiile din legile celorlalte corpuri tehnice.

Legea de încurajare a culturii pământului cu mijloace mecanice, a fost abrogată, deşi erà mai nimerit şi necesar să se păstreze principiul legii adaptându-se la situaţia economică de astăzi.

Legea apelor din 22 Iulie 1921, rămasă neaplicată, va fi înlocuită cu o nouă lege care se va supune Parlamentului probabil chiar în actuala sesiune. Ea atinge foarte de aproape interese vitale ale agriculturii şi nu se poate modificà fără colaborarea cunoscătorilor problemelor plugăreşti.

Deasemenea legea sindicatelor profesionale din 24 Maiu 1921, priveşte şi agricultura: dispoziţiile ei trebuie puse în concordanţă cu celelalte legiuiri agricole şi în special legea Cooperaţiei.

Pentru punerea în concordanţă cu nevoile vremii de azi, a legilor de mai sus, cum şi pregătirea celor ce mai sunt necesare, pentru prosperitatea agriculturii, trebuie să cercetăm importanţa ce se dă agriculturii, în economia mondială şi modul cum diferitele State ale lumii au înţeles să sprijine această ramură a activităţii naţionale.

Nu e vorba de a luà pilde nemijlocite de ceeace au făcut alţii în împrejurările lor proprii, ci de a recunoaşte tendinţele generale ale epocii, spre a nu rămâne în urma progresului şi a ne izolà într'o economie primitivă şi rudimentară.

II. LEGIUIRI REFERITOARE LA DREPTUL DE PROPRIETATE IN DIFERITE ŢĂRI

Unul din caracterele cele mai importante ale legiuirii agricole de după războiu îl formează transformarea dreptului de proprietate în sensul că massa mare a plugarilor să fie împărtăşită cu pământ prin fărâmiţarea latifundiilor şi înlăturarea vestigiilor feudale, păstrate încă în unele ţări europene. Principiul exproprierii stă la baza acestor legi. Acest principiu nu e o inovaţie: el fusese aplicat şi înainte de războiu pentru scopuri de colonizare interioară în Germania răsăriteană şi Anglia.

După războiu, acest principiu a fost aplicat pe o scară largă în numeroase ţări europene, mai ales în cele nou create sau întregite, în care reforma agrară erà un

mijloc de consolidare națională și de întărire a Statului. Reforme agrare radicale au fost legiferate în: Polonia, Lituania, Estonia, Letonia, Grecia, Georgia, Cehoslovacia, Finlanda, Jugoslavia și România. In Rusia pământul a intrat în stăpânirea țăranilor pe cale revoluționară, iar decretele sovietice nu au făcut altceva decât să consacre o stare de fapt. Această trecere revoluționară în mâna țăranilor desființează proprietatea mare și mijlocie, pe care însă guvernul sovietic o reconstitue în vremea din urmă sub forma concesiunilor de Stat. Celelalte legiuiri agrare din Statele amintite înfățișează diferite grade de radicalism în ceeace privește suprafața lăsată proprietarilor și modul de despăgubire.

Una din țările în care principiile exproprierii au fost legiferate cu mai multă severitate, este Cehoslovacia, deși în această țară exploatările mari erau pe o treaptă de intensitate și de bună organizare care împiedecă repedea aplicare a legii.

Țara în care s'a luat măsura cea mai drastică, față de proprietate, este Bulgaria. Prin legea bulgară din 10 Maiu 1921 se consacră principiul proprietății funciare bazată pe muncă. Nimeni nu poate să stăpânească, potrivit prevederilor acestei legi, decât pământul pe care-l poate munci cu ajutorul familiei și numai în mod excepțional cu brațe plătite. Comisii comunale cercetează care sunt proprietățile ce nu sunt exploatate de proprietari. Acestea se expropriază pe seama Statului, care le distribue cultivatorilor ce muncesc pământul altora, țăranilor cu pământul insuficient, lucrătorilor agricoli, plugarilor bulgari cari reintră dintr'o țară străină, cooperativelor agricole și specialiștilor agronomi, cari nu au pământ (1).

Radicalismul acestei legiuiri a dat naștere în Bulgaria la frământări care sunt una din cauzele căderii guvernului țărănist.

O dispoziție care merită să fie amintită în această scurtă enunțare, este dispoziția din legea pentru reforma agrară din Grecia ,care prevede că pământurile expropriate se atribue cooperativelor agricole. Acestea asigură buna cultivare a pământului și plata despăgubirii către Stat.

Dar reforma agrară nu este un fenomen izolat la partea sud-orientală a Europei, în care rămășițele feudale erau mai puternice decât în alte părți, ci toate țările din Occident au căutat prin legi succesive să dea o mai mare siguranță elementelor rurale, prin măsuri de ordin agrar. Astfel în Anglia s'a promulgat o lege la 19 August 1919, care stabilește că se vor exproprià terenuri în vederea lotizării; o altă lege engleză din 1920 stabilește o indemnitate pentru fermierii concediați de proprietari în cazul vânzării proprietății; o altă lege din 1922, privește arendarea îndelungată de mici parcele pentru grădini de lucrători.

In Germania au fost create prin legea dela 1919 întreprinderi de împroprietărire, care dobândesc — în scopul de a le lotizà — terenurile Statului. Legea hotărăște că se vor exproprià în favoarea acestor întreprinderi toate proprietățile necultivate, pe care proprietarii nu le pot pune în valoare. Ele au un drept de preemțiune asupra tuturor proprietăților rurale de o întindere mai mare de 25 ha., în scopul achiziției de terenuri în vederea împroprietăririi.

(1) Annuaire de Législation agricole de l'Institut International d'Agriculture, vol. 1921, page 942.

In Franţa o serie întreagă de legi, urmăresc acelaş scop: astfel legea din 1918 modificată în 1920, înlesneşte cumpărarea de mici proprietăţi rurale de către pensionari, militari şi victimele răsboiului, prin acordarea de împrumuturi de favoare, în acest scop. Legea din 1919 autoriză comunele şi departamentele să lotizeze terenuri înlesnind accesul la proprietate al lucrătorilor. Acelaş scop îl urmăreşte legea pentru achiziţia de locuinţe ieftine şi de mici proprietăţi rurale din 26 Februarie 1921, achiziţie pe care Statul o înlesneşte prin acordarea de împrumuturi de 1 ½ şi 2% dobândă.

In Austria, legea federală din 25 Februarie 1921, stabileşte răscumpărarea terenurilor arendate de către arendaşii cultivatori, deasemenea se hotărăşte exproprierea terenurilor care au dobândit o altă întrebuinţare decât cea primitivă agricolă (cum ar fi de pildă parcurile de vânătoare, etc.), şi împroprietărirea ţăranilor pe aceste terenuri.

In Danemarca, legea din 1917 completată în 1920, ajută crearea micii proprietăţi rurale prin împrumuturi speciale; în 1919 şi 1920 s'au luat alte măsuri legale pentru trecerea micilor exploatări rurale în mâinile cultivatorilor cu titlul de proprietate. In scopul lărgirii micii proprietăţi se vor parcelà terenurile Statului, se vor exproprià terenurile parohiale şi se vor parcelà toate terenurile publice.

In Portugalia un decret-lege hotărăşte lotizarea tuturor proprietăţilor necultivate. Se fac loturi de o suprafaţă suficientă şi se distribue cu plată cultivatorilor, dându-se preferinţă familiştilor, soldaţilor demobilizaţi şi plugarilor din localitate. Lotul este indivizibil.

Intangibilitatea proprietăţii a dispărut în toate ţările, chiar în acelea în care nu s'au luat măsuri agrare asemănătoare celor de mai sus. Dreptul de proprietate se concepe astăzi pretutindeni ca o funcţie socială şi economică, care implică obligaţii şi care e foarte departe de concepţia dreptului roman de a uzà şi abuzà de proprietate. Astfel un decret-lege italian din 15 Decemvrie 1921 sustrage suprafeţele necultivate sau insuficient cultivate din stăpânirea proprietarilor şi le concesionează contra unei arendări stabilite, asociaţiilor agricole capabile de a exploatà. Tot aşà decizia federală elveţiană din 1920, obligă pe oricine are terenuri să le cultive raţional. Terenurile inculte sau rău cultivate pot fi rechiziţionate de guvernele cantonale şi cultivate direct sau cedate asociaţiilor ori particularilor cari sunt în stare să le cultive, potrivit nevoilor de interes general. Fiecare agricultor elveţian este obligat să cultive măcar cât în 1918, să facă ameliorările necesare terenului său; altfel ele se vor face de Stat şi comune.

Principiul acesta că un teren agricol propriu pentru cultură, nu trebueşte abandonat, a pătruns chiar şi în ţările de peste ocean unde sunt încă mari rezerve de teren, şi anume în Canada şi Mexic.

Pentru ca proprietatea să-şi îndeplinească rolul ei economic, s'au luat în diferitele ţări măsuri legale pentru a o face într'adevăr productivă. Astfel legea britanică din 29 Iunie 1922 desfiinţează vestigiile feudale din dreptul de proprietate englez şi adaptează exerciţiul dreptului de proprietate şi folosinţă la practicile moderne.

O mare importanță s'a dat în toate Statele unei probleme pe care noi am neglijat-o complet deși aveam cel mai bun prilej să o rezolvăm, odată cu reforma agrară, și anume problemei comasării proprietății parcelare țărănești. Parcelarea excesivă și risipirea acestor parcele în mai multe locuri, chiar când aparțin aceluiaș proprietar, pun cele mai mari piedeci unei exploatări agricole raționale și reprezintă pagube anuale incalculabile de energie și de produse agricole. Deaceea s'au luat măsuri în diferite țări europene ca acest rău să fie înlăturat, prin operații de comasare, înlesnite sau făcute obligatorii prin legile ori decretele promulgate în aceste țări, cum sunt: legea prusiană de comasare din 21 Septemvrie 1920, legea bavareză din 1922, legea franceză din 1918 cu decretul de aplicare din 1920 și decretul portughez de comasare din 1919.

Tot pentru consolidarea proprietății și punerea ei în măsură de a răspunde chemării sale economice, întâlnim în diferite țări măsuri pentru împiedecarea fărâmițării: astfel legea daneză din 1921 stabilește că nu se vor puteà parcelà loturi și detașà parcele fără autorizarea Ministerului de Agricultură. Legea stabilește și un minimum de divizibilitate. Astfel de măsuri existau în toate țările germanice, încă înainte de răsboiu.

III. LEGI PENTRU INCURAJAREA DIRECTĂ A AGRICULTURII

Toate statele au recunoscut că fără o întărire a agriculturii nu se poate ajunge la o refacere a economiei Statului și la pacea socială. Toate Statele au luat după răsboiu măsuri ca agricultura să fie sprijinită direct și să fie pusă în stare de a folosi toate progresele tehnice și toate înlesnirile menite să sporească producția cantitativ și calitativ. S'au promulgat în diferite țări legi speciale pentru încurajarea agriculturii, chiar în acele țări reputate ca foarte înaintate din punct de vedere agricol, și în care s'ar presupune că agricultura nu mai are nevoie de încurajări speciale.

Astfel în Statele-Unite ale Americii de Nord s'a promulgat o lege federală la 4 Martie 1919 (1), care urmărește încurajarea culturii cerealelor pe teritoriul Confederației și autoriză pe președinte să stabilească regulamente, ordonanțe, acorduri și să colaboreze cu oricine în acest scop. Președintele este autorizat a garantà producătorilor agricoli prețuri minime pentru cereale, măsură eficace de sporirea producției. Noi am procedat invers, stabilind prețuri maximale, și descurajând astfel producția.

Deasemenea legea engleză din 1920 pentru încurajarea agriculturii fixează un preț minim pentru cereale, care se garantează agricultorilor, și hotărăște norme de cultură obligatorii pentru acei cultivatori, cari nu exploatează intensiv terenurile lor.

Legea franceză din 6 Ianuarie 1919 (2), urmărește deasemenea intensificarea producției agricole. In acest scop se institue oficii agricole departamentale, care au sarcina să provoace ameliorarea metodelor de cultură prin organizarea centrelor de experimentare și de vulgarizare și prin desvoltarea cooperației.

(1) Annuaire de Législation agricole de l'Institut International d'Agriculture de Rome, vol. 1912, page 252.

(2) Idem, page 256.

In Austria de Jos avem o lege recentă, din 1923, pentru încurajarea agriculturii cu toate ramurile ei. Această lege acordă subvenţii celor mai bune exploatări, se ocupă de instrucţia practică a agricultorilor, de îmbunătăţirea creşterii vitelor, de desvoltarea pomiculturii şi legumiculturii.

O lege completă pentru încurajarea agriculturii, un adevărat cod al agriculturii, este legea bulgară din 5 Ianuarie 1922, întitulată «Legea pentru ameliorarea producţiilor agricole şi pentru păstrarea bunurilor rurale» (1). Ea se ocupă de regularea importării şi circulaţiei seminţelor şi îngrăşămintelor himice, împiedecând comerţul acelora care sunt de calitate proastă, măsuri de urgentă necesitate şi la noi. Stabileşte prime de încurajare pentru cele mai bune maşini agricole. Prevede o serie de măsuri pentru încurajarea creşterii celor mai bune rase de vite, pentru supravegherea reproducătorilor şi pentru buna lor folosinţă. Crează staţiuni experimentale agricole. Infiinţează vii model şi plantaţii experimentale. Organizează controlul sericiculturii în vederea evitării boalelor şi sporirii producţiei de mătase. Cuprinde măsuri pentru încurajarea apiculturii. O parte însemnată din această lege este consacrată organizării învăţământului agricol. Ea se ocupă mai departe de mijloacele de realizare a ameliorărilor funciare, de organizarea de cooperaţie şi a creditului. Mai cuprinde măsurile care trebue luate contra maladiilor şi duşmanilor plantelor, şi însfârşit măsuri de poliţie rurală.

Un principiu nou înscris în această lege şi care revine la vechea solidaritate agrară slavă, este că dacă o pagubă a fost adusă unei exploatări agricole (incendiu, distrugerea culturii, etc.) autorul pagubei e cel care e obligat la despăgubire. Dacă însă autorul nu este găsit sau este insolvabil paguba este suportată de comună, care o împarte între cetăţeni. E în această dispoziţie, nu atât o sancţiune aplicată comunelor în care astfel de distrugeri nu se pot evità ori descoperi, cât mai ales o măsură de asigurare mutuală obligatorie.

Selecţia plantelor. — In diferite ţări s'au promulgat legi pentru a încurajà cu deosebire selecţia plantelor. Plantele selecţionate, la aceeaş investiţie de capital pentru cultură, ne dau o producţie calitativ mai bună şi cantitativ mai mare, ceeace însemnează o sporire considerabilă a bogăţiei naţionale, datorită numai muncii ştiinţifice în domeniul creaţiei de noui soiuri şi perfecţionării celor existente. Pentru a încurajà această muncă ştiinţifică este necesar ca rezultatul ei să fie apărat, întocmai cum se apără brevetele de invenţii sau mărcile de fabrică.

In acest scop s'a înfiinţat în Franţa, prin decret, Registrul soiurilor selecţionate, în care vor fi înscrise toate nouile creaţii recunoscut ca bune, cum şi specialistul care le-a creat, în scopul apărării şi identificării creaţiei sale.

O lege completă care regulează această materie şi care cu siguranţă va fi luată pildă şi de alte State, este legea pentru încurajarea selecţiei plantelor a Republicii Cehoslovace din 17 Martie 1921 (2).

(1) Idem, vol. 1922, page 172.
(2) Annuaire de Législation agricole de l'Institut International d'Agriculture de Rome, vol. 1921, page 131.

Această lege prevede recunoașterea originalității soiurilor și plantelor. Recunoașterea se efectuează după cererea agricultorilor, prin comisii speciale care lucrează pe contul celor interesați. In urma propunerii comisiei, Ministerul de Agricultură dă prin decret autorizația ca soiul cercetat să fie pus în vânzare ca *soiu original*. Soiurile *originale*, care au dat bune rezultate în stațiunile experimentale sunt înscrise, în urma avizului comisiei centrale de cercetare în registrul soiurilor *garantate*. Inscrierea în registru dă dreptul vânzătorului să pue în comerț soiul respectiv cu mențiunea «înscrisă în registrul garantat».

Sunt recunoscute ca soiuri «*originale*», toate acelea care sunt dobândite prin operații sistematice de selecționare, pe când plante și semințe «recunoscute» sunt toate acelea care îndeplinesc condițiile unor semințe sau plante de calitate bună.

Recunoașterea originalității unui soiu este acordată de Minister pe timp de 3 ani. Selecționarul care o obține, trebuie să se supue la inspecția regulată a stabilimentului său de către organele comisiei de recunoaștere.

Recunoașterea semințelor și a plantelor se face în urma inspectării stocurilor din magazii și a pepineriilor sau culturilor.

Selecționarii nu pot să pună în comerț decât produse identice cu cele *recunoscute*, și pentru aceasta sunt obligați să depună probe la stațiunea de control.

Incurajarea culturilor speciale. — Mari sforțări se fac în diferite țări europene și extraeuropene pentru încurajarea unor anumite culturi speciale: astfel în Jugoslavia avem o lege recentă pentru încurajarea culturii viei (1), care prevede distribuția de plante selecționate și rezistente, instrucția practică a cultivatorilor, înființări de vii model, etc. Avem de asemenea o lege italiană din 1921 pentru încurajarea culturilor fructifere, care prevede subvenții de acordat cultivatorilor, măsuri tehnice de îmbunătățirea terenurilor și a culturilor, etc.

In Japonia pentru a se răspândì cultura pomilor, Statul distribue pomi gratuit cu singura obligație de a se raportà rezultatul. Deasemenea mari sforțări pentru răspândirea și perfecționarea culturilor fructifere se fac în diferite State ale Americii.

Tot ca culturi speciale trebuie considerate pășunile și fânețele, pentru care unele State, ca Italia, au preocupări deosebite. Statul italian a deschis credite speciale pentru îmbunătățirea fânețelor din Campagna Romană și a pășunilor de munte (2).

Protecția plantelor și lupta contra dușmanilor vegetali. — Dacă este necesar ca agricultura să fie încurajată prin măsurile speciale enumerate mai sus, tot așa de necesar este ca ea să fie apărată de cauzele de distrugere a culturilor. Aceste cauze pot să ia forma unor calamități întinse asupra mai multor regiuni, State sau continente. După cum în materie de sănătate umană sau de sănătatea vitelor, s'au luat măsuri internaționale, pentru prevenirea epidemiilor, tot astfel trebuește procedat și în materie de sănătatea plantelor.

Convenția fitopatologică din 1914 dela Roma, obligă toate Statele care au

(1) Op. cit., vol. 1922, pag. 221.
(2) Op. cit., vol. 1919, pag. 289.

aderat la ea, să aibă serviciul fitopatologic oficial şi să libereze certificate fitopatologice speciale. Din nefericire nu toate Statele au respectat obligaţiile ce şi-au luat prin acea convenţie şi printre acelea care nu le-au respectat este şi România.

Legi fitopatologice complete avem în diferite State ale Americii de Nord şi de Sud (legea braziliană din 1922). In Europa avem legea greacă din 28 Iulie 1922, care transformă biuroul fitopatologic într'o direcţie, având de scop să organizeze lupta contra boalelor plantelor şi duşmanilor lor. In scopul acesta se crează 3 staţiuni speciale.

Când o calamitate devine ameninţătoare pentru o ţară, acea ţară se vede nevoită să ia măsuri speciale de protecţie a acelei plante: în Grecia contra duşmanilor măslinului, în Danemarca şi în Cehoslovacia contra boalei cartofului, în Italia contra boalelor viţei de vie, în Anglia contra şoarecilor, etc.

O menţiune specială merită lupta care se duce în diferite ţări mai ales ale Americii pentru stârpirea buruenilor care infectează culturile. In acest scop s'au promulgat legi speciale în Canada (Statul Manitoba şi în Statul Ontario), cum şi în Statul Minesota din Statele-Unite. Aceste legi prevăd obligaţia distrugerii buruenilor din culturi şi din locurile sterpe, curăţirea maşinilor de treierat şi împiedecarea prin toate mijloacele a răspândirii acestor plante vătămătoare.

IV. PREŢUL PRODUSELOR AGRICOLE. — COMERŢUL

Dacă agricultura nu a putut să prospereze în mod normal în multe ţări după răsboiu, a fost din cauză că ea a fost supusă unor restricţii speciale isvorîte din necesitatea de a menţine costul vieţii la un nivel scăzut. Cum însă ieftinătatea vieţii nu puteà să vină dela astfel de măsuri restrictive, descurajatoare pentru producţie, ci numai dela mărirea cantităţii de bunuri pusă în circulaţie şi dela însănătoşirea finanţelor publice, acele măsuri au fost repede părăsite, începând chiar din 1919, în mai toate ţările europene care le adoptaseră. Astfel de măsuri fuseseră luate chiar de ţări care nu au participat la răsboiu, cum a fost Danemarca, Spania, etc. Ele sunt astăzi înlocuite cu măsuri mai înţelepte pentru a ieftenì viaţa prin stimularea producţiei. Am menţionat dejà măsurile luate pentru încurajarea agriculturii. La cele dejà arătate, adăugăm că Elveţia garantează şi ea un preţ minimal producătorilor de cereale. Tot aşà Franţa garantează un preţ maximal pentru grâu şi această măsură se ia în acelaş timp cu cruţarea în consumaţie şi prin adausul la făina de grâu a surogatelor în proporţia de 10%.

Publicitatea preţurilor. — O măsură raţională menită să împiedece speculaţia ilicită, constă în asigurarea publicităţii preţurilor normale, care rezultă din tranzacţiile reale. In această privinţă un decret-lege belgian stabileşte modul de organizare al mercurialelor agricole, specifică pieţele ale căror preţuri intră în calcul şi obligă comunele să comunice preţurile Ministerului de Agricultură (1).

(1) Măsura înregistrării şi publicării zilnice a preţurilor a fost luată şi la noi de Primăria Capitalei.

Taxe vamale. — Mijlocul cel mai eficace pentru Stat de a asigurà anumite prețuri în interior la produsele agricole, este tariful vamal. Prin taxe de export, prețurile în interior se vor comprimà și produsele agricole ale țării respective nu-și vor găsi completa valorificare, ceeace descurajează pe producător. Cu toate acestea unele State europene s'au văzut nevoite ca imediat după răsboiu, în scopul asigurării alimentăr interioare și în scopuri fiscale, să perceapă taxe de export. In măsura în care viața economică se restabileà, Statele producătoare au micșorat aceste taxe agricole. Astfel, în Bulgaria la 1 Septemvrie 1923, taxele de export pentru cereale s'au redus la 10% ad valorem, pentru cereale, și la 6% pentru făină. Se favorizează astfel la export făina. In Jugoslavia taxele de export au fost desființate în anul trecut, pentru o serie întreagă de produse agricole, iar pentru altele au fost reduse considerabil: astfel pentru grâu taxa s'a redus la 30 dinari la suta de kgr., pentru porumb și orz la 20 de dinari, pentru porci la 300 dinari.

In Grecia, țară săracă relativ, din punctul de vedere al produselor agricole, taxele de export variază între 5 — 20% ad valorem.

In Ungaria pentru 100 kgr. de făină exportată se plătește Statului 5 kgr. de grâu.

In Cehoslovacia, comerțul este absolut liber: nu sunt prețuri maximale, nici obligația de a asigurà consumația internă. Din toate Statele europene și extra-europene, numai România este aceea care păstrează taxe de export așà de ridicate, depreciind astfel producția agricolă și munca agricultorului.

In alte State agricole se procedează invers: se ocrotește agricultura națională prin taxe de import la produse similare. Un astfel de regim protecționist pentru agricultură a introdus din 1922 Statele-Unite, care aplică un tarif ridicat la intrare, în special pentru in, unt, lapte, grâu, zahăr, lână. Tariful vamal american poate fi adaptat prin decret prezidențial prețurilor produselor agricole din interior, așà fel încât aceste produse să fie întotdeauna ocrotite. Regimul normal în spre care s'au îndreptat toate Statele și cu siguranță ne vom îndreptà și noi, este așà dar abolirea taxelor de export și comerțul liber.

Deșì liber, totuș comerțul exterior al produselor agricole se concepe astăzi, în majoritatea țărilor civilizate, nu numai ca o chestiune privată a comerciantului respectiv, ci se consideră că acest comerț angajează reputația și creditul țării. Din acest principiu decurg în diferite State o serie de legi, care regulamentează calitatea mărfii trimisă în străinătate, modul de încheiere a contractelor, ambalajul, mărcile de origină, tipurile de marfă sau standardele, garanția de moralitate și de corectitudine a oamenilor cari exercită acest comerț. Avem astfel o lege canadiană din 1922 care regulamentează comerțul de produse agricole pentru export; o lege a hameiului în Cehoslovacia, o lege pentru produse de lăptărie destinate exportului în Canada, alta analoagă în Norvegia, alta în Danemarca, o lege pentru regularea comerțului în Noua-Zeelandă, în afară de dispozițiile legale mai vechi de standardizarea cerealelor în America de Nord.

O astfel de lege care să regulamenteze comerțul nostru de cereale și să-l pue la înălțimea cerințelor mondiale este în studiul unei comisii speciale și la noi.

Ocrotirea comerţului cinstit şi combaterea fraudelor. — Libertatea comerţului în interior şi în exterior presupune un comerţ onest. Aceste garanţii de onestitate formează una din preocupările Statelor înainte de răsboiu şi mai ales după răsboiu. Intervenţia Statului se exercită în sensul de a împiedecà, şi la nevoe a pedepsì fraudele în comerţul cu seminţe, îngrăşăminte himice, nutreţuri concentrate, vinuri şi alte produse agricole.

Măsurile legale adoptate de majoritatea Statelor, consistă în identificarea persoanei, care pune astfel de produse în comerţ, obligând-o să pue pe vasele sau ambalajul produsului firma sa, să aibă certificate de analiză, să accepte luarea de probe pentru analizele oficiale, cu sancţiuni contra celor vinovaţi de fraudă.

In Franţa există o lege pentru protecţia numelor de origină şi pentru ocrotirea vinificaţiei. O astfel de lege pentru combaterea fraudelor în vinificaţie există şi în România încă dinainte de răsboiu; ea trebueşte modificată şi adaptată cerinţelor de astăzi.

De o însemnătate mult mai mare pentru agricultură sunt legile pentru comerţul seminţelor, promulgate în cele mai de seamă ţări din Europa(1) şi America. Legea engleză din 1920 pentru comerţul seminţelor obligă pe fiecare vânzător să dea cumpărătorului o notă care conţine datele calitative asupra seminţei, rezultând dintr'o analiză la o staţiune oficială, legea dă dreptul organelor Ministerului de Agricultură să controleze magaziile şi să ia probe.

Legi analoage avem în Statele-Unite ale Americii de Nord (Ilinois, Ohio, Indiana, etc.) în Australia, în Noua Galie de Sud şi în aproape toate Statele europene.

Tot astfel cum se ocroteşte comerţul onest de seminţe, se ocroteşte şi comerţul de îngrăşăminte şi de nutreţuri concentrate. In acest scop reamintim decretul belgian din 1921 şi diverse legi în Spania, în Italia, în Olanda, în Canada şi în Statele-Unite ale Americii de Nord.

V. ORGANIZAREA SERVICIILOR PUBLICE. — INVĂŢĂMÂNTUL. — INSTITUŢII ŞTIINŢIFICE

Pentru a se creà agriculturii condiţii favorabile de desvoltare, este necesar ca şi serviciile publice, care se ocupă cu agricultura, să aibă o organizaţie care să le dea posibilitatea de a ajutà efectiv această ramură de producţie. De aceea după răsboiu, s'au luat măsuri în foarte multe State ca serviciilor publice în legătură cu agricultura, să li se deà mijloacele şi organizarea cea mai potrivită (în Belgia, Spania, Statele-Unite, Franţa, Grecia, Italia, Portugalia); serviciile de statistică agricolă s'au reorganizat în Polonia, Franţa, Canada, Italia şi Cehoslovacia.

Dar cel mai mare ajutor îl dau agriculturii instituţiile de învăţământ agricol şi instituţiile de cercetare ştiinţifică, menite să îndrumeze agricultura şi să puie noui mijloace tehnice în serviciul ei. Deaceea toate ţările au dat o importanţă

(1) O astfel de lege pentru comerţul seminţelor de plante de nutreţ s'a votat şi la noi în Aprilie 1924 şi am amintit-o în Cap. I.

deosebită învățământului agricol. Această parte de legiferare agricolă merită o atenție specială și o tratare care nu intră în cadrul acestui studiu. Ne mulțumim să amintim legea franceză din 1908 cu modificările din 1920, care tratează despre învățământul agricol de toate gradele. Pentru buna lui înzestrare, s'au luat măsuri speciale în 1920.

Pentru cercetările științifice, pentru experimentarea tuturor creațiilor noui, pentru elaborarea de noui metode tehnice mai perfecționate, s'au creat și s'au îmbunătățit în toate țările stațiunile agronomice și experimentale. S'au întemeiat pe lângă aceasta institute științifice speciale bine înzestrate pentru urmărirea și rezolvarea diferitelor probleme în legătură cu agricultura. Astfel s'a creat în Franța *Institutul de cercetări agronomice* cu colaborarea celor mai de seamă savanți. In Italia s'a creat în 1919 *Institutul național de genetică*, pentru căutarea varietăților de grâu celor mai bune pentru diferitele produse ale Italiei.

Intr'o țară nouă, ca Brazilia, vedem că se lucrează în această direcție cu mult mai multă prevedere, decât în unele State europene. S'a creat acolo un *Institut biologic de apărare a agriculturii*, care cuprinde un serviciu fitopatologic, unul entomologic, unul de selecția plantelor, unul de supravegherea sanitară vegetală și un laborator de microbiologia solului. Toate acestea înzestrate cu câmpuri de experiențe și de demonstrație.

Organizațiile profesionale ale Agricultorilor. — In afară de organizațiile oficiale ale serviciilor, ale instituțiilor de cercetare și ale învățământului, prosperitatea agriculturii stă în mâinile agricultorilor înșiși, prin organizațiile lor profesionale, fie că este vorba de organizații pur private, fie că e vorba de acelea care au un caracter public. Dintre acestea din urmă, acelea care tind să se generalizeze în toate țările, sunt *Camerele de agricultură*. Aceste camere sunt organizațiile elective menite să secondeze acțiunea Statului. Toți agricultorii participă prin vot la organizarea lor și sunt obligați a-i vărsă o cotizație. Astfel de camere de agricultură au fost creeate în Italia, în Grecia, în Spania, în Bavaria, în Franța și în Austria de Jos.

Legea austriacă (1) prevede o Cameră Agricolă pe district și una centrală. Cele districtuale își dau avizul asupra tuturor chestiunilor agricole: impozite, muncă, asigurări, învățământ și comunică aceste avize autorităților sau corpurilor legislative, fie la cererea acestora, fie din proprie inițiativă. Ele se mai pronunță asupra proiectelor de legi referitoare la agricultură, asupra creerii de instituții menite să asigure progresul agricol, asupra comerțului cu produse agricole, etc. Camera agricolă centrală colaborează la opera de colonizare interioară sau împroprietărire, la recensămintele statistice, la măsurile de îmbunătățire a stării economice și sociale a agricultorilor, la încurajarea agriculturii, expoziții, cooperative, cercetări experimentale, asigurări agricole, contabilitate.

Tot ea crează și administrează instituții de progres agricol, dă consultații agricultorilor și reprezintă în orice împrejurare agricultura și interesele agricole.

---

(1) Legea din 22. II. 1922. Annuaire de Législation agricole de l'Institut International d'Agriculture de Rome, vol. 1922, page 404.

VI. COOPERAŢIA. — CREDITUL. — ASIGURĂRILE

O pârghie de căpetenie pentru ridicarea agriculturii este *cooperaţia*, căreia de asemenea i s'a dat importanţa cuvenită în legiuirea agricolă de după răsboiu. Astfel legea franceză din 1920 (1), regulamentează problema creditului agricol, prin cooperative. Se întemează case de credit agricol mutuale, cooperative agricole, asociaţii sindicale, agricole şi societăţi de interes colectiv agricol. Legea amintită fixează modul de constituire, garanţiile de funcţionare şi administraţie.

Legea poloneză de favorizare a cooperaţiei din 1921, autorizează Ministerul de Finanţe să garanteze, până la o sumă determinată, angajamentele luate în străinătate de către federale, pentru procurarea de unelte, maşini, animale de reproducţie, etc. Tot aşà în Canada (Ontario), Statul împrumută cooperativelor agricole pentru procurare de pământ, maşini până la concurenţa sumei de 3000 dolari. Intr'un alt Stat din Canada (Alberta), administraţiile financiare (cassieri provinciali) garantează sumele ce datorează agricultorii pentru cumpărături de sământă, bineînţeles fiscul luându-şi la rândul lui garanţiile necesare.

Creditul agricol prin cooperaţie s'a reorganizat după răsboiu în Italia, unde s'a creat un institut central puternic de credit agricol la al cărui capital a contribuit şi Statul cu o însemnată subscripţie.

In Grecia reforma agrară stabileşte că pământul dat la împroprietărire e luat de cooperativele agricole. In scopul achitării preţului, aceste cooperative primesc credite dela Stat prin Banca Naţională. Un decret din 1920 autorizează ca Statul şi instituţiile publice să închirieze în această ţară bunurile rurale cooperativelor, fără licitaţii.

Pentru reorganizarea creditului agricol hipotecar, s'au luat măsuri în Argentina şi în Statele-Unite ale Americii de Nord.

Un element nou pe care l-a adus legislaţia de după răsboiu în agricultură este lărgirea *asigurărilor* şi în exploatările agricole. Astfel avem asigurări contra invalidităţii şi bătrâneţei în Italia, care însă nu sunt obligatorii decât în anume cazuri. Asigurări contra bătrâneţei avem deasemenea în Spania şi în Olanda. Asigurări contra invalidităţii avem în Danemarca.

In Polonia asigurarea contra focului a devenit obligatorie pentru toţi locuitorii ţării.

O încurajare specială au dobândit după răsboiu asigurările pe bază de mutualitate. Decretul italian din 1919 înlesneşte organizarea asociaţiilor de asigurare mutuală. Tot astfel decretul francez din 2 August 1923 stabileşte modul de constituire şi funcţionare a societăţilor mutuale de asigurare, care cer subvenţii dela Stat.

In Spania s'a întemeiat în 1919 un institut naţional pentru organizarea asigurării mutuale agricole.

(1) Op. cit., vol. 1920, pag. 552.

VII. CREȘTEREA VITELOR

Mână în mână cu preocuparea de a desvoltà producția vegetală, de a o apărà de cauzele de distrugere și de comerțul neonest, a mers și preocuparea de a dà cea mai largă încurajare și de a pune pe bază națională creșterea vitelor. Astfel de legi existau înainte de răsboiu în toate țările civilizate, așà că epoca dela 1919 până azi nu ne-a adus decât unele perfecționări. Astfel în Bavaria avem o lege nouă din 1922 referitoare la organizarea materialului de reproducere și a măsurilor de înlăturare a reproducătorilor improprii. Tot în Bavaria avem o legiuire nouă foarte bine studiată, referitoare la organizarea hergheliilor Statului.

Peste ocean, Brazilia e aceea care și în domeniul creșterii vitelor caută să se pună în rândul țărilor celor mai înaintate de pe glob. Decretul din 1921 pentru încurajarea creșterii vitelor din aceà țară, prevede subvenții pentru reproducători, transportul gratuit al acestora, asistența sanitară veterinară gratuită, despăgubiri pentru animalele ce se vor omorî în urma unei constatări de boală contagioasă și alte măsuri de ocrotire a creșterii animalelor.

O atenție deosebită s'a dat în diferite țări creșterii animalelor mici, apiculturii și sericiculturii.

Legea de încurajare a sericiculturii din Jugoslavia (30 Noemvrie 1921) regulamentează comerțul interior și comerțul de import al seminței de gândaci de mătase și dă dreptul să facă acest comerț numai la persoane anume autorizate de Stat. Legea crează un serviciu oficial al sericiculturii, menit a ajutà pe particulari în exercitarea acestei ramuri de producție.

Decrete speciale regulamentează controlul stabilimentelor de produs sămânță de viermi de mătase, în Franța și în Italia.

Cel mai mare progres a făcut în această direcție, încă din timpuri foarte vechi, Japonia. In anii de după răsboiu această țară și-a creat numeroase stațiuni sericicole, cu rolul de a distribuì o sămânță preparată după metodele științifice, indemne de boale și de bună calitate. Aceste stațiuni dirijează progresul tehnic al sericiculturii în toată țara.

Pentru încurajarea sericiculturii s'a votat și la noi în Aprilie 1924 o lege specială. Ea e menită în primul rând să asigure producerea sau importul unei semințe sănătoase, să răspândească cultura dudului și să stimuleze creșterea gândacilor de mătase în regiunile proprii acestor culturi.

Pentru ocrotirea apiculturii, întâlnim măsuri legale menite în primul rând să apere țările respective de infecțiea cu boli a albinelor, în Canada (Ontario), în Statele-Unite (Arizona) și în Danemarca.

VIII. IMBUNĂTĂȚIRI FUNCIARE. — APE

Pentru a dà putința unei perfecționări tehnice a agriculturii, diferite State care nu aveau încă o legiferare în materie de îmbunătățiri funciare, au creat aceste legi, înlesnind sindicalizarea agricultorilor și executarea lucrărilor ce nu se pot

face decât pe suprafeţe mari, cu colaborarea unui grup larg de interesaţi. In special în Statele extraeuropene s'a dat o deosebită atenţie acestei probleme: în Statele-Unite, în Canada, în Africa de Sud, în Japonia, în Maroc şi Indochina. Nu e de mirare ca în scurtă vreme, datorită ameliorărilor din aceste ţări, producţia agricolă europeană să fie covârşită şi să nu mai fie în stare a face concurenţă produselor de peste ocean.

In legătură strânsă cu ameliorările funciare şi în special cu irigaţiile, stă problema generală a folosinţei apelor, problemă care a fost luată în studiu şi la noi, promulgându-se chiar o lege în anul 1921, care va fi înlocuită în curând prin o altă lege a apelor, să sperăm mai bine studiată, şi care va ţine seamă şi de interesele producţiei agricole.

Problema aceasta a apelor a preocupat o serie întreagă de state după războiu: Franţa (1), Canada (2), Italia (3), Portugalia (4), Suedia (5), şi Bulgaria (6).

In Bulgaria problema este rezolvată prin legea din 1920, care stabileşte că concesiunea dreptului de a utilizà apele publice se face de consiliul superior al apelor în scopul irigaţiei, secării mlaştinelor, rectificării cursului de apă, producerii de energie şi furnizării apei oricărei alte întreprinderi, având de scop mărirea producţiei solului.

Decretele italiene din 1919 şi 1921 regulamentează modalităţile de construire a instalaţiilor hidroelectrice şi a lacurilor artificiale.

Apa ca sursă de energie a dat posibilitatea ca în regiunile prielnice să se rezolve problema introducerii electricităţii în agricultură. Aceasta e desigur semnul celei mai mari prosperităţi în tehnica agricolă. Astăzi se construesc centrale electrice pentru desăvârşirea culturii în Franţa, în Cehoslovacia, Elveţia, în Germania, şi dacă este să credem ştirile din izvor sovietic, chiar în Rusia. La conferinţa ţinută de Jessin la expoziţia panrusă dela Moscova din anul trecut, acesta ar fi afirmat că ideea electrificării a fost emisă în Rusia acum 4 ani de autorităţile centrale şi a stârnit multe polemici pro şi contra. Ţăranii, zice Jessin, nu au aşteptat sfârşitul acestei polemici ci şi-au însuşit ideea şi au şi construit 300 de staţiuni electrice, în sate (7).

IX. OCROTIREA PĂDURILOR

Pentru a completà tabloul succint al legiuirii din diferite ţări referitoare la agricultură, trebueşte să amintim şi grija pe care o au diferite ţări de a-şi ocrotì şi sporì domeniul lor silvic, tocmai în vederea menţinerii condiţiilor normale pentru producţia agricolă.

(1) Op. cit., vol. 1919, pag. 293.
(2) Op. cit., vol. 1919, pag. 308.
(3) Op. cit., vol. 1919, pag. 316.
(4) Op. cit., vol. 1919, pag. 323.
(5) Op. cit., vol. 1919, pag. 327.
(6) Op. cit., vol. 1920, pag. 246 şi vol. 1921, pag. 353.
(7) Ost-Export No. 19, 1923.

Astfel legea forestieră franceză din 29 Aprilie 1922 (1), şi decretul de aplicare dela 2 August 1923, împiedecă în mod absolut defrişarea pădurilor de protecţie. Nu numai atât: legea impune încă şi buna lor întreţinere şi conservare. Când o pădure de protecţie nu mai rentează suficient proprietarului, el poate cere exproprierea pădurii şi trecerea ei în domeniul silvic al Statului.

Legea belgiană din 28 Ianuarie 1921 autoriză Ministerul de Agricultură şi domenii să interzică tăierea unei păduri, atunci când un interes estetic, higienic sau hidrologic, cere aceasta.

Dar cele mai interesante şi cele mai salutare măsuri, pe care dorim a le menţionà, sunt acelea care se referă la replantări şi la consolidarea terenurilor în regiunile de eroziune, problemă asupra căreia de mult s'a atras atenţia şi în România atât de silvicultori, cât şi de agronomi, din nenorocire, fără rezultat. Ba din potrivă, se pare că prin necesitatea de a se creà păşuni în regiunile accidentate, calamitatea eroziunii şi a distrugerii solului în anumite regiuni ale ţării noastre se va agravà. O legiuire de apărare este de cea mai grabnică necesitate şi alte ţări ne-au luat înainte.

Astfel codul silvic bulgar din 1 Maiu 1922 prevede măsuri speciale pentru pădurile de protecţie şi pentru replantări.

Legi speciale referitoare la împăduriri s'au votat şi promulgat în Canada (Ontario), în Japonia, în Anglia (2) şi în Portugalia (3). Ţări ca Franţa, Germania şi Austria au rezolvat încă dinainte de răsboiu această problemă extinzând opera de împădurire pe sute de mii de hectare.

Este timpul ca şi la noi să păşim pe această cale şi să recâştigăm sute de mii de hectare, eroziunii destructive din regiunea de deal în toate provinciile României, ameliorând în felul acesta condiţiile naturale ale agriculturii şi regimul apei.

X. CARACTERELE GENERALE DE LEGIUIRI, REFERITOARE LA AGRICULTURĂ IN PERIOADA 1917 — 1924

Examinând opera legislativă a diferitelor ţări pentru întărirea şi desvoltarea agriculturii, vom descoperì caractere comune care maschează stadiul evoluţiei în acest domeniu, — evoluţie care prinde în mersul ei şi agricultura românească.

In primul rând răsare sforţarea uriaşă ce s'a făcut în aceşti ani, pentru îmbunătăţirea condiţiilor materiale şi morale ale micilor agricultori, proprietari de parcele insuficiente ca întindere, sau simpli lucrători agricoli. Această îmbunătăţire s'a făcut în Europa de Est şi de Sud-est prin reforma radicală a exproprierii, care a permis accesul la proprietate al plugarilor fără pământ, sau completarea proprietăţilor celor cari aveau prea puţin. Dar chiar în Occident, unde starea agrară nu înfăţişà contraste şi tensiuni aşa de mari ca în Orient, s'au luat măsuri ca proprietatea mare, în special a Statului şi a persoanelor morale, să fie redusă

(1) Annuaire de Lég. agr. de l'Institut Int. d'Agr. de Rome, vol. 1922, page 278.
(2) Op. cit., vol. 1919, pag. 350.
(3) Op. cit. vol. 1919, pag. 360.

în scopul lărgirii micii proprietăţi. Statul ajută pretutindeni accesul la proprietate, prin toate mijloacele ce-i stau la dispoziţie. Condiţia morală şi materială a lucrătorilor agricoli, cari nu pot dobândi proprietate şi nici teren în exploatare proprie, e îmbunătăţită prin lărgirea măsurilor de politică socială aplicată de mult lucrătorilor industriali şi la lucrătorii agricoli.

Proprietatea pământului e azi considerată ca o funcţie economico-socială, oricare ar fi mărimea ei sau situaţia proprietarului. Exploatarea raţională a solului în vederea asigurării producţiei, nu mai este considerată ca o facultate ci ca o datorie, şi în acest sens s'a legiferat nu numai la noi, dar şi în Anglia, Norvegia, Portugalia, Elveţia, etc.

Afirmarea şi aplicarea acestui principiu nu implică o injoncţiune a Statului în organizarea exploatării. Când aceasta funcţionează normal, Statul îi lasă toată libertatea capabilă să asigure producţia. Toate decretele şi legile impuse de starea de războiu şi care izbeau mai adânc tocmai exploataţiile cele mai productive şi mai bine organizate, au fost abrogate. Sistemul rechiziţiilor, contingentărilor, permiselor şi preţurilor maximale, a fost pretutindeni lichidat. In locu-i s'a restabilit libertatea producţiei, a circulaţiei şi a comerţului. Această libertate nu e însă înţeleasă ca libertatea de a abandonà ruinei şi paraginei, suprafeţe capabile să producă. Intr'un astfel de caz, se exercită injoncţiunea Statului, în scopul de a asigurà productivitatea acelor suprafeţe.

Libertatea tranzacţiilor restabilită după războiu în toate ţările, priveşte nu numai comerţul de produse agricole, dar şi libera vânzare şi cumpărare a pământului, stânjenită în ţări ca Anglia şi Germania de o serie de restricţii, care erau rămăşiţe ale dreptului feudal. Aceste restricţii au fost înlăturate. Totuş tranzacţiile cu pământul nu trebuie să afecteze productivitatea lui. De aceea împărţirea pământului în parcele prea mici, în scop de vânzare sau ca urmare a unei împărţiri prin moştenire, este interzisă

Legislaţia s'a adaptat astfel normelor stabilite de economia politică şi de economia rurală, în vederea asigurării producţiei.

Nu numai că se interzice divizarea pământului sub o anume limită, care-i alterează productivitatea, ci se caută a se remedià inconvenientele prea marei pulverizări a proprietăţii şi în special risipirea mare a parcelelor stăpânite de un cultivator. Această remediere constă în comasarea parcelelor, operaţie dificilă, dar care are o influenţă binefăcătoare asupra agriculturii prin economie de energie şi prin productivitatea sporită a parcelelor comasate.

Acolo unde rentabilitatea agriculturii e ameninţată prin concurenţa produselor străine, guvernele ocrotesc producţia naţională prin taxe de import, care fac posibilă concurenţa sporind preţul mărfurilor importate. Un astfel de procedeu se înfăţişează azi în Statele-Unite.

Măsura contrarie a taxelor de export, menite să scadă preţurile în interior şi să micşoreze astfel rentabilitatea exploatărilor agricole, e ruinătoare pentru agricultură şi a fost pretutindeni părăsită. România e printre cele din urmă ţări care păstrează încă acest sistem al taxelor de export.

Pentru a face posibilă o rentabilitate normală a unor anume produse, sau pentru a ridicà agricultura în anume regiuni vrednice de sprijin, diferitele State şi-au impus sacrificii directe, acordând agriculturii subvenţii însemnate. In Anglia s'a afectat acestui scop 1 milion lire sterline anual. Franța a dat 67 milioane franci pentru încurajarea culturii grâului şi secarei în regiunile devastate, deasemenea sume importante pentru încurajarea motoculturii.

Italia acordă prime de încurajare agriculturii în anumite provincii, Cehoslovacia subvenţionează fabricile de îngrăşăminte himice, Japonia acordă subvenţii pentru cercetarea problemelor ştiinţifice în legătură cu agricultura.

Producția interesează societatea — acesta e punctul de plecare al legislaţiei referitoare la pământ. După cum nu trebuie stânjenit procesul de producere al terenurilor printr'un concept despre proprietate antisocial, tot aşà el nu trebuie stânjenit ori compromis prin fraudă ori concurență neleală.

Toată legiuirea modernă, şi în special cea din perioada 1917 — 1924, caută să asigure garanţii de onestitate în procesul de producţie ca şi în comerţul intern şi extern cu produse agricole. Producătorul cinstit e aproape pretutindeni ocrotit, iar defraudatorul urmărit cu rigorile legii. Frauda poate privì calitatea produsului, denumirea de origină, etc.

O atenţie deosebită s'a dat în legislaţie — referitoare la agricultură — problemelor de organizare, a serviciilor sau instituţiilor menite să ajute agricultura.

S'au reorganizat serviciile publice destinate a îndrumà şi ocrotì agricultura. S'a realizat conducerea agriculturii prin reprezentanţii ei fireşti şi în acest scop s'au creat Camere de agricultură. S'a înlesnit asocierea şi cooperarea agricultorilor pentru scopuri economice, s'a întărit pretutindeni creditul agricol şi s'a ameliorat sistemul asigurărilor prin extinderea principiului de mutualitate.

S'a desvoltat şi întărit colaborarea instituţiilor Statului cu agricultorii şi specialiştii neoficiali, creându-se organe active, în contact strâns cu nevoile agriculturii.

Agricultura, mai mult decât oricare altă ramură de activitate, e prin esenţa ei conservatoare şi înclinată spre rutină. Pentru a o ferì de inconvenientele acestei înclinări, s'a dat învăţământului agricol o mare desvoltare şi i s'a pus la dispoziţie, pretutindeni, mijloace însemnate.

Institutele de învăţământ agricol superior sunt nu numai centrale de unde iradiază cunoştinţele agricole, dar instituţii de cercetare ştiinţifică, care pe fiecare zi rezolvă noui probleme şi fac posibilă o nouă etapă de progres. Pe lângă acestea, s'au creat instituţii speciale de cercetare ştiinţifică agricolă, înzestrate cu toate cele trebuincioase muncii savanţilor.

Datorită acestora, agricultura beneficiază de descoperiri care au ridicat producţia la un nivel, ce erà socotit în trecutul apropiat, ca imposibil de atins. Ştiinţa ameliorării plantelor ne-a dat rase şi soiuri noui de plante mult mai productive. Cercetările biologice au adus la descoperirea leacului multor boli care vătămau plantele, şi a metodelor celor mai bune pentru distrugerea duşmanilor acestora.

In domeniul îngrăşării pământului s'au realizat progrese uriaşe în ultimii ani: industria a ajuns să fabrice sintetic îngrăşămintea care se aduceà din depozitele

naturale de peste ocean. Azi savanţii sunt pe cale să pue electricitatea şi substanţele radio-active în serviciul agriculturii.

Populaţia lumii e în creştere, consumul de produse agricole sporeşte. An de an se iau noui suprafeţe în cultură. O legislaţie prevăzătoare înlesneşte crearea de întreprinderi pentru ameliorarea şi punerea în valoare a suprafeţelor inculte. In acelaş timp se ocrotesc factorii naturali de producţie, se dă o atenţie specială apelor în legătură cu interesele agriculturii şi pădurilor care menţin un regim normal al acestora şi feresc solul de distrugere prin eroziune şi colmatare.

XI. LEGILE CU CARACTER AGRICOL NECESARE IN ROMÂNIA

La noi, legiuitorul, după ce ne-a dat legile pentru reforma agrară, s'a considerat că şi-a îndeplinit toată datoria faţă de agricultură. Preocuparea pentru sporirea producţiei, pentru organizarea agriculturii pe temelii raţionale, pentru răspândirea cunoştinţelor de specialitate în marea massă a plugarilor — e tot mai slabă. — Parlament şi guvern dau atenţia lor altor probleme, refacerea şi desvoltarea ţării e pusă în legătură mai curând cu întărirea industriei şi comerţului, agricultura e lăsată pe planul al doilea.

Noi credem însă că agricultura e specialitatea noastră în economia mondială, că pentru ea vorbesc şi condiţiile naturale de sol şi climă şi deprinderile milenare ale poporului romănesc. Bogăţiei produse de ea se datoreşte modernizarea Statului român. Chiar după răsboiu, când Transilvania, provincie industrială, s'a unit cu patria-mamă, tot agricultura hrăneşte întreaga populaţie şi dă 2/3 din totalul exportului.

Dacă vom perfecţionà această specialitate a noastră, care este agricultura, vom preparà o nouă epocă de înflorire a Statului.

Legile cele mai urgente şi mai importante, menite să îndrumeze o nouă fază a desvoltării agriculturii, au fost preparate. Ele aşteaptă realizarea în cartoanele diferitelor servicii ale Ministerului Agriculturii

S'a elaborat la Cassa Centrală a Cooperaţiei şi Improprietăririi, înainte de scindarea ei şi trecerea cooperativelor şi Băncilor Populare la Ministerul Muncii, Codul Cooperaţiei.

Incă din 1921, cei mai de seamă cooperatori din vechiul regat şi provinciile unite, specialişti eminenţi din toate partidele, conducătorii Centralelor Băncilor Populare, Cooperativelor şi Obştiilor, au muncit la elaborarea acelui proiect. S'a găsit timpul potrivit pentru a se supune Parlamentului multe legi mai puţin importante, în timp ce Codul Cooperaţiei aşteaptă. La Direcţia Cadastrului s'a preparat de către o Comisie compusă din tehnicieni şi jurişti de frunte *legea comasării*. Specialiştii din provinciile alipite cari cunoşteau în amănunt dispoziţiile de comasare din fosta monarhie austro-ungară şi mecanismul de funcţionare a cărţilor funduare şi-au dat concursul lor preţios. S'a studiat comparativ legislaţia străină în această materie şi s'a redactat un proiect, căruia nu-i scapă nici o latură a acestei dificile probleme. Legea pentru reforma agrară prevede comasarea şi

anunță o lege specială în acest scop. Proiectul e întocmit; el întârzie să se prezinte Parlamentului. Cu cât așteptăm, cu atât situația la țară devine mai defavorabilă realizării comasării; loturile de împroprietărire se delimitează definitiv, țăranii se leagă tot mai mult de situația actuală a lotului și dispare aceà admirabilă dispoziție sufletească, care ar fi permis comasarea cu ușurință, odată cu împroprietărirea sau curând după aceea.

O lege de organizare a Ministerului de Agricultură a fost studiată încă din 1919. Un al doilea proiect s'a întocmit în 1921. Ori de câte ori e prilejul, se anunță organizarea acestui Departament, pentru a face din el cu adevărat îndrumătorul agriculturii țării. El își mai păstrează și azi caracterul de altădată, al unei vaste administrații care exploatează un mare patrimoniu de bunuri funciare și aplică reforma agrară. De o mobilizare de energii și de mijloace materiale în vederea progresului agriculturii nu e încă vorba. Se așteaptă legea de organizare.

La Direcția Agriculturii, azi Direcția Indrumărilor Agricole, s'au preparat prin comisii de specialiști de căpetenie pentru a asigurà progresul tehnic al agriculturei:

O lege fitopatologică pentru protecția culturilor contra boalelor și dușmanilor vegetali, pentru obligativitatea combaterii lor, pentru împiedecarea circulației semințelor și plantelor infectate. O astfel de lege există în toate țările civilizate. O convenție internațională dela Roma din 1915 ne obligă s'o avem și noi — totuș n'am găsit timp pentru ea.

O lege pentru controlul produselor himice întrebuințat în agricultură deasemenea preparată. Ea e menită să apere pe agricultori contra fraudelor și cu atât mai necesară, cu cât produsele falsificate și surogatele, neputând fi vândute în țările unde o astfel de lege există, se scurg la noi(1).

E necesar deasemenea să avem o *lege pentru protecția agriculturii raționale*, analoagă legii pentru protecția industriei naționale. Este într'adevăr ciudat că un agricultor, care produce animale de rasă sau semințe selecționate, care este astfel un pionier al progresului, să nu se bucure nici măcar de avantagiile celei mai puțin utile industrii care poate cere și obține avantagii speciale.

O astfel de lege de încurajare a agriculturii raționale, privind fermele și loturile țărănești bine cultivate, a fost elaborată din însărcinarea fostului Ministru de Agricultură, d. Garoflid, în 1921; cu căderea guvernului din care d-sa făceà parte, chestiunea a fost lăsată în părăsire.

Legea de organizare a învățământului agricol preocupă factorii conducători de acum 14 ani — fără rezultat. Azi situația învățământului nu mai este în concordanță cu dispozițiile legale care-l guvernează, iar nevoile țării sunt cu mult mai mari, decât ceeace putem dà în actualele școale. O lege de organizare a fost cerută în toate congresele agricole care au avut loc de 15 ani. Numeroase memorii au fost înfățișate factorilor conducători.

(1) In Aprilie 1924 s'a votat legea pentru comerțul de semințe de plante de nutreț, lege destinată să stăvilească ravagiile pe care le face în culturile de lucernă și trifoi un parazit vegetal numit cuscuta. Este o lege foarte bună, care erà de mult așteptată.

In 1910 actualul Ministru al Agriculturii a numit o comisie care a elaborat un proiect, ce a rămas în cartoane. In 1914 Ministerul Instrucţiunii face la rândul său o comisie în acelaş scop, cu acelaş rezultat.

Unirea cu provinciile noui a pus noui probleme: Dobândiam Academia de agricultură din Cluj, şcoala medie de viticultură din Chişinău, şcoli inferioare în Basarabia organizate pe un tip, altele în Bucovina pe alt tip. O unificare era necesară. Reforma agrară impuneà să deà învăţământului agricol o organizare temeinică.

D-l I. G. Duca a numit, în 1919, o mare comisie cu reprezentanţi ai învăţământului universitar, învăţământului agricol, silvic şi cu mai mulţi specialişti de seamă. Un proiect complet a fost elaborat, după o muncă asiduă, pe care d-l Duca o urmăreà de aproape. Proiectul a rămas în cartoane.

Sub guvernul D-lui Averescu, un proiect de lege pentru organizarea învăţământului agricol a fost depus de guvern, un altul depus din iniţiativă parlamentară. Nu s'a putut votà nici unul.

In 1923 d-l Ministru al Agriculturii a numit o comisie restrânsă care a elaborat un nou proiect ţinând seamă de tot ce se lucrase până la aceà dată. D-sa a dat atenţie deosebită proiectului, care însă nu a ajuns să fie înfăţişat Parlamentului.

Starea actuală e cât se poate de precară. Invăţământul superior agricol este lipsit de temelia legală, care să-i dea avântul necesar. Prin el nu mai putem să avem o agricultură raţională, capabilă să ridice la nivelul cuvenit, producţia agricolă a ţării. El trebuie să steà în fruntea progresului tehnic, să formeze elementele necesare pentru celelalte categorii de învăţământ, să studieze şi să rezolve problemele agricole specifice ţării noastre. De mult celelalte ţări, toate ţările din jurul nostru, au dat învăţământului agricol şi cu osebire celui superior, toată luarea aminte şi au făcut pentru el cele mai mari sacrificii.

In cea dintâi ţară agricolă a Europei, în România, chestiunea e privită ca secundară şi putând fi susceptibilă de orice amânare.

In ce priveşte valorificarea bogăţiilor noastre agricole, în special valorificarea cerealelor printr'un comerţ organizat pe baze moderne, problema a fost luată în cercetare încă din anul 1897. Inginerul H. O. Schlove a întocmit atunci, din ordinul Ministerului de Lucrări Publice, un voluminos raport întitulat: «Infiinţarea de magazii cu silozuri în staţiile căilor ferate şi introducerea clasificării cerealelor». Ministrul Lucrărilor Publice, d-l Ion I. C. Brătianu acceptà atunci acel proiect şi promiteà prin decizia cu care a primit raportul, că va numì o comisie care să redacteze proiectul definitiv al acestei organizări. Inainte de răsboiu, o delegaţie în frunte cu d-l A. Perieţeanu a mers în Rusia spre a studià încercările pe care le făceà în această direcţie marele Stat producător de cereale.

După răsboiu, în 1921, problema a fost luată din nou în cercetare de către Institutul Economic Românesc într'o serie de şedinţe la care au participat şi d-l V. Brătianu, actualul Ministru de Finanţe, d-l O. Kiriacescu, Al. Perieţeanu, Halfon şi

alţii. Rezultatul desbaterilor a fost concentrat într'un raport întocmit de autorul acestui studiu(1) şi publicat în Buletinul Institutului Economic.

In anul 1924, Ministerul Industriei şi Comerţului a încredinţat sarcina redactării unui proiect de lege al organizării comerţului de cereale unei mari comisii din care au făcut parte distinşi reprezentanţi ai agriculturii, ai comerţului de cereale, ai finanţei şi tehnicieni de mâna întâi. Comisia a lucrat stăruitor împărţită în subcomisii şi s'a ajuns la întocmirea unui proiect, pe care d-l Ministru al Industriei şi Comerţului îl cereà insistent şi în timpul cel mai scurt.

Proiectul prevede obligaţia de a se negocià cerealele numai pe bază de tipuri sau standarde. Se crează organele care vor fixà tipurile şi vor face clasificarea. Pentru realizarea acestui progres în comerţul de cereale e necesară o reţeà de silozuri cu instalaţii sistematice de curăţit. Cerealele se vor puteà astfel garantà cu uşurinţă, certificatele de depunere vor circulà ca orice valoare.

Prin pierderea individualităţii mărfii, se evită transpoartele încrucişate şi se va face o mare economie îm mijloacele de transport. Cel mai mare folos al acestui sistem este că cerealele noastre se vor puteà negocià cu mult mai mare uşurinţă pe pieţele mondiale, comerţul dobândind o bază sigură pentru tranzacţie, o promptitudine şi o precizie care-i lipsesc astăzi.

Proiectul aşteaptă să fie supus Parlamentului, ca toate cele enumerate mai sus.

*

Nădăjduim că am rauşit să convingem pe cetitor, de necesitatea urgentă ca problemele de organizare şi de îndrumare a agriculturii să dobândească cât mai neîntârziat soluţia legală. Nu trebuie să aşteptăm decadenţa agriculturii, sau naşterea unor crize acute, pentru a ne preocupà de aceste probleme.

Dacă nu vom perfecţionà tehnica agricolă prin învăţământ, prin răspândirea cunoştinţelor profesionale, prin încurajarea plugarilor buni, producţia va stà pe loc, în timp ce populaţia creşte şi nevoile economice ale ţării sporesc. Se va naşte astfel un dezechilibru, care va fi o cauză de ruină şi de mizerie.

Dacă nu vom apărà comerţul cinstit cu produse necesare agriculturii: seminţe, îngrăşăminte, produse himice, etc., tot ceeace este repudiat şi interzis aiurea se va refugià la noi, spre paguba noastră.

Dacă nu vom organizà comerţul de export, în special comerţul de cereale, pe baze moderne, vom pierde pieţele, vom rămâne cu o producţie rudimentară închisă în graniţele noastre, care nu se va puteà valorificà şi vom sărăcì într'o ţară bogată.

Dacă nu vom ajutà pe pionierii progresului agricol: tehnicienii, selecţionatorii de plante, crescătorii de vite, întreprinzătorii de industrii agricole şi de ameliora-ţii funciare, iniţiativa particulară va lâncezì şi vom persistà în ruină.

Dacă nu vom reuşì să facem, mai ales acum după reforma agrară, organizaţia agricultorilor de toate categoriile, puterile noastre se vor fărâmiţì fără să dea roadele ce avem dreptul să le aşteptăm dela împrejurările naturale aşa de prielnice în care se găseşte ţara noastră.

(1) Organizarea comerţului de cereale de G. Ionescu-Şişeşti, Buletinul Institutului Economic Românesc No. 2, anul 1922.

PROCEDURA RECURSULUI LA S. N. ÎN MATERIE DE MINORITĂŢI[1]) DE N. DAŞCOVICI

ESTE cunoscut tuturor textul aproape uniform al tratatelor speciale pentru ocrotirea minorităţilor, din 1919, încheiat între principalele puteri aliate şi asociate de o parte, iar de alta fiecare dintre Statele cu «interese limitate» din Europa centrală şi răsăriteană.

Pentru prima oară, într'un asemenea tratat internaţional cuprinzând atingeri aduse liberului exerciţiu al suveranităţii interne, se prevede şi o dispoziţie sancţionatoare precisă: garanţia Societăţii Naţiunilor din art. 12.

Intr'adevăr, după ce enumeră obligaţiile luate de fiecare Stat semnatar al tratatului de ocrotire, articolul acesta le proclamă de interes internaţional, spre garanţia S. N., şi stabileşte, pentru membrii Consiliului S. N., dreptul de a atrage atenţia întregului Consiliu asupra infracţiilor sau a primejdiei de infracţii împotriva vreuneia din acele obligaţii. Se precizează, textual, înţelesul «garanţiei» şi competinţa Consiliului: acesta va puteà, după împrejurări, să procedeze cum va crede mai bine sau să dea instrucţiile ce i se vor păreà mai potrivite şi mai eficace.

In sfârşit, acelaş art. 12 stabileşte că în caz de divergenţă de opinie asupra chestiunilor de drept sau de fapt privitoare la articolele precedente, între guvernul semnatar şi vreuna din puterile reprezentate în Consiliul S. N., această divergenţă va fi socotită «ca un diferend de caracter internaţional, conform termenilor art. 14 (2) din pactul S. N.», iar la cererea uneia dintre părţi diferendul va fi deferit, spre judecată, Curţii permanente de justiţie internaţională. Hotărîrea Curţii va fi fără apel şi va aveà aceeaş putere şi valoare ca o decizie dată în virtutea art. 13 (3) din Pact.

---

(1) Comunicare făcută în şedinţa dela 17 Martie 1924 a secţiei de Politică externă, înfiinţată pe lângă Institutul Social Român.

(2) Amintim textul art. 14: «Consiliul este însărcinat să pregătească un proiect de Curte permanentă de justiţie internaţională şi să-l supună membrilor Societăţii. *Această Curte va fi competentă în toate neînţelegerile de caracter internaţional pe care i le vor supune părţile.* Ea va da şi avize consultative asupra oricărei neînţelegeri sau oricărui punct cu care o va sezisà Consiliul sau Adunarea».

(3) Al cărui text spune: «Membrii Societăţii se învoesc ca *dacă se iveşte între ei vreo neînţelegere primitoare, după părerea lor, de o deslegare arbitrală şi dacă această neînţelegere nu se poate aplanà în chip satisfăcător pe calea diplomatică, chestiunea să fie supusă în total arbitrajului.*

«Printre chestiunile ce sunt în general primitoare de deslegare arbitrală, se proclamă neînţelegerile cu privire la interpretarea unui tratat, la orice punct de drept internaţional, la realitatea oricărui fapt care, dacă ar fi stabilit, ar constitui ruptura unui angajament internaţional, precum şi la întinderea ori natura reparaţiei datorite pentru o astfel de ruptură.

«Curtea de arbitraj căreia îi este supusă cauza, e Curtea numită de părţi sau prevăzută în convenţiile lor anterioare.

«*Membrii Societăţii se obligă a îndeplinì cu bună credinţă sentinţele şi a nu recurge la răsboiu împotriva nici unui membru al Societăţii care li s'ar conformà. In caz de neîndeplinirea sentinţei, Consiliul propune măsurile care trebuie să-i asigure executarea*».

Astfel, garanţia unor dispoziţii de asemenea natură, pe care dreptul internaţional o lăsă până acum pe seama marilor puteri, în forme imprecise, este trecută direct asupra S. N. cu indicarea organelor de control: Consiliul şi Curtea permanentă de justiţie internaţională, fiecare avându-şi bine precizată competenţa.

Asupra acestui punct accentuez, chiar dacă ar fi să mă repet: *fiecare putere reprezentată în Consiliu are dreptul de a semnală orice infracţii sau primejdie de infracţii Consiliului* care, la rândul lui, procedează sau dă instrucţii potrivite şi eficace, după împrejurări.

Prin urmare, o competenţă generală, aceea a Consiliului S. N. — o competenţă specială, aceea a Curţii, limitată la cazurile de divergenţă de opinie asupra chestiunilor de drept sau de fapt decurgând din tratatul special şi condiţionată de cererea expresă a uneia dintre părţile divergente care, în speţă, va fi totdeauna membrul intervenient din Consiliu.

Dar pentru ca un membru al Consiliului să acţioneze în sensul garanţiei înscrisă în Pact — care-i calea de urmat, cum poate fi informat membrul acesta ori întreg Consiliul asupra unei infracţii sau prevenit asupra primejdiei de infracţie la obligaţiile de ocrotire?

Cu alte cuvinte, care-i procedura de recurs la S. N., prin ce demers se pune în mişcare dreptul de intervenţie — căci avem deaface cu un adevărat drept de intervenţie al S. N. — pentru a impune respectarea obligaţiilor de ocrotire unui Stat infractor sau pe cale de 'a deveni infractor la obligaţiile asumate?

Răspunsul îl găsim în raportul «Tittoni» (1), prezentat Consiliului S. N. şi adoptat în sesiunea dela Bruxelles, ţinută între 20—28 Octomvrie 1920.

După ce precizează înţelesul termenilor «garanţia S. N.» în sensul că dispoziţiile privitoare la minorităţi sunt *intangibile* (2) şi că Societatea trebuie să se asigure de *aplicarea lor statornică*, raportul deduce, din dreptul rezervat membrilor Consiliului, datoria puterilor reprezentate în sânul acestuia de a purtă un interes deosebit ocrotirii minorităţilor.

Apoi continuă, astfel, expunerea procedurii propriu zise:

Evident, dreptul acesta nu exclude putinţa minorităţilor însele ori a Statului nereprezentat în Consiliu de a semnală S. N. orice infracţii sau primejdie de infracţii. Dar acest act trebuie să păstreze caracterul unei cereri sau unei simple informaţii; el nu poate, ca efect juridic, să pună în mişcare Consiliul şi să provoace intervenţia lui.

«Prin urmare, când se adresează S. N. o cerere privitoare la chestiunile despre minorităţi, Secretarul general trebuie s'o comunice, fără comentarii, membrilor Consiliului spre informare. Această comunicare nu constitue încă un act juridic al Societăţii ori al organelor sale. Competenţa Consiliului de a se ocupă de ches-

(1) Textul integral se poate consultă în *Journal officiel de la S. d. N.*, anul 1920, No. 8, p. 8—9.

(2) Pentrucă principiul însuş al ocrotirii este *indiscutabil*, a declarat d-l Pichon, în calitatea de ministru de afaceri străine al Franţei, răspunzând criticilor formulate în Camera franceză împotriva tratatului special, Oct. 1920.

ţiune apare numai dacă vreunul dintre membrii lui îi atrage atenţia asupra infracţiei sau primejdiei de infracţie care a format obiectul petiţiei sau informaţiei.

«Statul interesat, dacă face parte din Societate, este şi el informat odată cu Consiliul asupra obiectului cererii; într'adevăr, Secretariatul general a stabilit de câtva timp ca orice document comunicat spre informare membrilor Consiliului să fie în principiu comunicat imediat şi tuturor membrilor Societăţii. Această comunicare, care-i poate înlesnì Statului interesat să se supună membrilor Consiliului consideraţiile ce socoteşte de dorit, n'are, totuş, caracterul unei cereri a Societăţii în scopul de a obţine informaţii asupra cererii şi nici nu implică, pentru Statul interesat, nevoia de a prezentà argumente în apărare.

«In caz când, după o petiţie, intervenţia Societăţii apare urgentă, secretarul general va puteà să urmeze aceeaş procedură, numai că, în vederea urgenţei, va comunicà în cel mai scurt timp (telegrafic, dacă socoteşte necesar) cererea respectivă membrilor Consiliului.

«Fiecare putere reprezentată în Consiliu va puteà cere convocarea urgentă conform dispoziţiilor regulamentului în vigoare.

«Precauţia aceasta va aveà de scop să împiedece orice act brusc de apăsarea minorităţilor».

In cadrul acestei proceduri, plângerile sau informaţiile adresate Consiliului se aflau, oarecum, expuse la neatenţia celor preveniţi, întrucât luarea în consideraţie a vreuneia sau cercetarea ei mai serioasă, pentru a da naştere la atragerea atenţiei Consiliului, erau condiţionate de asumarea responsabilităţii cuprinsului de către un membru din organul conducător al S. N. Sau, cu alţi termeni, pentru a precizà şi accentuà ideea: plângerile şi informaţiile adresate deadreptul Secretariatului general erau expuse a rămâneà fără efect dacă un membru din Consiliu nu-şi luà răspunderea de a le susţine în şedinţă îndeplinind oficiul de acuzator, înaintea Consiliului, împotriva Statului pârît. Marea responsabilitate morală ce implică, pentru o putere reprezentată în Consiliu, însuşirea rolului de procuror, făceà să se treacă prea uşor peste documentele, în materie de minorităţi, trimise direct Secretariatului general.

Pentru a precizà chestiunea procedurii de recurs, trebuie să spunem că raportul Tittoni, rezumat mai sus, nu constituià o inovaţie sau un regulament nou, în lucrările interne ale S. N., ci erà, exact vorbind, o expunere sintetică a procedurii stabilite în practică până atunci de Secretariatul general şi servià în acelaş timp ca o formulare de precizie pentru viitor şi ca o publicitate necesară cercurilor interesate ca să ştie cum au să recurgă la dreptatea forului dela Geneva.

Faţă cu inconvenientul lipsei de atenţie pentru documentele trimise direct S. N., fără susţinerea sau garanţia morală a unui membru din Consiliu, acesta a instituit printr'o rezoluţie aproape concomitentă cu raportul Tittoni, anume la 25 Oct. 1920, o cercetare specială pentru *toate* petiţiile sau comunicările adresate Secretariatului general în legătură cu vreo infracţie sau primejdie de infracţie la clauzele tratatului de ocrotire. Această cercetare constă din instituirea aşà zisului «comitet de trei», alcătuit de preşedinte cu alţi membri ai Consiliului, aleşi de el

pentru fiecare caz în parte, şi care procedează, îndată după comunicarea lor către reprezentanţii puterilor din Consiliu, la cercetarea petiţiilor sau comunicărilor. Evident, odată cercetarea terminată, documentul lipsit de seriozitate este trecut cu vederea, dar cel care prezintă o importanţă sau o gravitate suficientă poate fi pus în plenul Consiliului şi deschide un adevărat proces împotriva Statului învinuit, dacă bine înţeles unul dintre cei trei membri ai «comitetului de trei» îşi asumă răspunderea de a susţine acuzarea, potrivit procedurii art. 12.

Trebuie însă, menţionat, spre a se evità orice confuzie, că examenul «comitetului de trei» nu constitue decât un procedeu de lucrări interne între Secretariatul general şi Consiliu, o simplă formalitate biurocratică fără valoarea procedurală cuprinsă în raportul Tittoni şi care însemnà precizie desvoltătoare a textului art. 12.

* * *

In foarte scurtă vreme însă, practica a evidenţiat că precauţia de atenţie a «comitetului de trei» pentru cercetarea documentelor, pe de o parte, ca şi pe de alta garanţia responsabilităţii unui membru din Consiliu de a nu se luà în seamă cu uşurinţă orice reclamaţii sau plângeri aduse împotriva Statelor care au semnat tratatul special de ocrotire, nu erau suficiente pentru a asigurà pacificarea spiritelor şi normalizarea vieţii internaţionale în cadrele noului statut politic-teritorial.

Dreptul de intervenţie al S. N. în materie de minorităţi păcătuià, totuş, din alt punct de vedere, deşi principiul este indiscutabil, iar dispoziţiile din tratat sunt intangibile. Păcătuià, anume, prin larga posibilitate de agitaţii şi propagandă, în opinia mondială, oferită învinşilor prin chestiunile de minorităţi, precum şi prin speranţele contrarii cauzei păcii care erau astfel încurajate.

Şi totul se datorà publicităţii excesive dată reclamaţiilor sau plângerilor, întemeiate sau neîntemeiate, care se trimiteau la S. N. pe baza tratatului special de ocrotire şi folosind procedura stabilită pentru aplicarea art. 12. Intr'adevăr, comunicarea acestora către toţi membrii Societăţii şi menţionarea lor în publicaţiile S. N. constituiau un element de continuă agitaţie şi propagandă în opinia internaţională, din partea nemulţumiţilor păcii, împiedicând atât normalizarea raporturilor dintre învingători şi învinşi, cât şi a acelora dintre minorităţi şi majoritatea respectivă din fiecare Stat.

Ungaria excelà, în privinţa aceasta, prin avalanşa de memorii şi plângeri adresate S. N. împotriva tuturor Statelor succesoare. Secretariatul maghiar dela Geneva a înaintat, în 1921, nu mai puţin de 30 memorii către S. N. cuprinzând aşà zise plângeri ale minorităţilor din Statele moştenitoare!

Constatarea acestui grav inconvenient pentru cauza păcii şi a pacificării generale a provocat, aproape concomitent, la 3 şi 4 Iunie 1921, două propuneri identice din partea Poloniei şi Cehoslovaciei cu scopul de a precizà procedura în materie de minorităţi şi a restrânge publicitatea plângerilor. Ambele propuneri, contopite, au fost, apoi, acceptate prin rezoluţia Consiliului, din 27 Iunie 1921, modificatoare a procedurii Tittoni în sensul restrictiv următor (1):

(1) *Journal officiel de la S. d. N.*, anul 1921, No. 7, p. 750.

Toate petiţiile sau informaţiile privitoare la ocrotirea minorităţilor venite din partea unor reclamanţi cari n'au calitatea de membri ai S. N., vor fi comunicate Statului direct interesat înainte de a fi aduse la cunoştinţa celorlalţi membri ai Societăţii. Statul acesta va aveà un termen de trei săptămâni din ziua când reprezentantul său pe lângă S. N. va fi primit comunicarea, în care timp trebuie să răspundă Secretariatului general dacă doreşte sau nu să comunice observaţii. In caz afirmativ, va dispune de un răgaz de două luni, în total, pentru a-şi prezentà observaţiile care vor fi comunicate, deodată cu petiţia sau informaţia provocatoare, atât membrilor Consiliului cât şi tuturor membrilor Societăţii.

In chipul acesta, reclamaţiile sau plângerile neîntemeiate sunt reduse la justa lor valoare din primul moment, iar posibilităţile de a creà atmosferă defavorabilă vreunui Stat semnatar al tratatului special sunt limitate la minimum prin faptul că restabilirea adevărului se face imediat.

Cum întreaga legislaţie internaţională de ocrotire are un caracter excepţional faţă de dreptul comun al suveranităţii Statelor, aplicarea restrictivă a sistemului procedural, pe măsura rezultatelor experienţei, apare ca foarte firească şi strict juridică.

Toate Statele interesate s'au grăbit să adere la această modificare de procedură.

* * *

Dar şi după aceasta s'a constatat că rămâneà, totuş, suficient câmp liber acţiunilor răuvoitoare, de propagandă şi agitaţie în opinia internaţională, din partea Statelor nemulţumite cu noul statut politic-teritorial european. Deaceea, guvernul polonez, prin două note, din 16 Ianuarie şi 22 August 1923 (1), iar cel cehoslovac printr'o notă din 5 Aprilie 1923 (2) acelaş an, au ridicat noui obiecţii, în sens restrictiv, atât contra procedurii urmate până la datele respective, cât şi asupra chestiunii de a se stabilì, cu precizie, *cine are calitatea să adreseze petiţii către S. N.*

Obiecţiile se referiau în primul rând la valoarea procedurii stabilite prin rezoluţia din 25 Oct. 1920 care instituià un «comitet de trei» din sânul Consiliului S. N. pentru a examinà, în parte, fiecare plângere sau informaţie parvenită Secretariatului general dela Geneva. Prevederile art. 12 stabilind precis dreptul individual de iniţiativă, din partea fiecărui membru al Consiliului, de a puteà semnalà infracţiile sau primejdia de infracţii atenţiei înaltului for, au subînţeles să-i dea fiecăruia şi responsabilitatea personală ce decurge dintr'un asemenea drept, adică datoria de răspundere pentru acuzaţiile de nesocotirea tratatului special aduse unui Stat semnatar. Procedura «comitetului de trei», strict internă, având caracterul unor relaţii de biurou între Secretariatul general şi Consiliu, instituită în afară de textul art. 12, ar puteà conduce în practică, precum se pare

---

(1) Textul în *Journal officiel de la S. d. N.*, anul 1923, No. 5, p. 480—483 şi No. 9, p. 1071—1072.

(2) Tot în *J. O. S. N.*, anul 1923, No. 7, p. 717—718.

că a şi fost cazul (1), la eludarea garanţiei de responsabilitate din partea unui membru al Consiliului, însuşindu-şi susţinerea şi dovedirea reclamaţiilor sau informaţiilor venite la S. N. De unde, cererea, prin notele amintite, de a se preciză ca examinarea, considerentele şi concluziile «comitetului de trei» după fiecare caz în parte, să nu fie socotite decât ca simple lucrări de ordin strict interior şi informativ pentru Consiliul şi Secretariatul S. N., fără să constitue o acţiune juridică implicând dreptul de iniţiativă în sensul al. 2 art. 12.

Raportul d-lui Rio-Branco (2) (brazilian) către Consiliu, în privinţa propunerilor menţionate, este de acord cu punctul de vedere restrictiv asupra caracterului cercetării ce se face în «comitetul de trei». In ce priveşte, însă, dreptul de iniţiativă al membrilor, tratatele nu conţin nici o indicaţie asupra formei prin care trebuie să fie atrasă atenţia Consiliului — de unde concluzia raportorului în favoarea deplinei libertăţi a Statelor, reprezentate în Consiliu, de a-şi alege forma şi condiţiile intervenţiei, fie individual fie concomitent cu alţi membri, pentru exercitarea dreptului de iniţiativă. Consiliul, accentuează d-l Rio-Branco, n'ar puteà să limiteze drepturile guvernelor reprezentate în sânul său, asupra materiei de ocrotire, prin regule de procedură sau formalităţi neprevăzute în tratate.

Nota cehoslovacă sublinià, în special, chestiunea *cine* are calitatea să facă plângeri în numele minorităţilor din moment ce tratatul special n'a creat organisme cu dreptul de a vorbì în numele lor; cereà admiterea unei prelungiri de termen cu două luni maximum, la nevoie, pentru răspunsul datorat din partea Statului pârît; în sfârşit, reclamà înlăturarea de către secretarul general a petiţiilor făcute cu evident scop de propagandă şi depăşind cadrul stabilit prin tratatul special sau fiind incompatibile cu demnitatea unui Stat.

In privinţa chestiunii cine este calificat să adreseze plângeri S. N., a doua notă poloneză făceà o deosebire între petiţiile emanate dela persoane aparţinând înseş minorităţilor Statului învinuit şi acelea provenind din partea unor organiza-

(1) Guvernul polonez luând anumite măsuri de deposedare împotriva coloniştilor germani din Bydgoszez (Bromberg), deveniţi cetăţeni minoritari poloni, «Deutschtumbund»-ul local s'a adresat telegrafic Secretariatului S. N. Cazul acestor colonişti fusese supus de guvernul german Conferinţei ambasadorilor, în acelaş timp. Ulterior, parvenind noui petiţii şi informaţii la S. N. asupra cazului, preşedintele Consiliului, d-l Hymans (delegat belgian), a instituit «comitetul de trei» împreună cu marchizul Imperiali (italian) şi vicontele Ishi (japonez) pentru a cercetà materialul documentar în sensul rezoluţiei din 25 Oct. 1920. Printr'o serie de măsuri conservatorii din partea Consiliului, luate pe baza raportului comitetului de trei şi pe care guvernul polonez, din condescendenţă, le-a ţinut în seamă supunându-se la sugestiile sau invitaţiile primite dela Geneva, Polonia s'a văzut angajată într'un proces, la S. N., fără ca garanţia de responsabilitate a acuzaţiei înaintea Consiliului să fi fost asumată de o anume putere, conform art. 12. Un memoriu redactat ulterior de un internaţionalist polonez asupra acestei afaceri şi pe care l-am cetit cu atenţie, conchideà astfel: «Este cu neputinţă să descoperi cine a provocat, juridiceşte, Consiliul să se ocupe de chestiunea coloniştilor; sarcina responsabilităţii morale a acestei intervenţii s'a ascuns, ceeace este rezultatul modificărilor imperceptibile aduse în procedură».

(2) Şedinţa Consiliului din 5 Septemvrie 1923 ca şi textul raportului insuş (anexa 558), se pot consultà în *Journal officiel de la S. d. N.*, 1923, No. 11, p. 1290—1294 şi 1426—1431.

ţii internaţionale — pentru a conchide la formalitatea trimiterii celor dintâiu, la S. N., numai prin mijlocirea guvernului respectiv şi la înlăturarea celorlalte ca o imixtiune inadmisibilă, din partea unor terţe persoane, în afacerile interne ale unui Stat suveran.

Raportorul Rio-Branco, deşi de acord în principiu cu aceste propuneri, s'a declarat împotriva celei dintâiu pentru a nu se îngreunà prea mult recursul la S. N., ceeace ar puteà determinà minorităţile să recurgă la Statele vecine — şi, mai ales, pentrucă, în a treia adunare generală dela Geneva, s'a votat o moţiune privitoare la datoria de lealitate a minoritarilor faţă de Statul căruia aparţin. Cât despre plângerile provenite din partea organizaţiilor internaţionale, dar iresponsabile, — uneori chiar contrarii intereselor adevărate ale minorităţii în favoarea căreia se produc — raportorul, referindu-se la caracterul lor de simple informaţii, lipsite de efect juridic dacă nu intervine un membru din Consiliu spre a le susţine, a opinat pentru admiterea lor, indiferent dela cine ar proveni, fără alte restricţii decât acelea pe care Consiliul singur ar socotì util să le stabilească.

Concluziile raportorului Rio-Branco au dus la o nouă rezoluţie procedurală adoptată de Consiliu în ziua de 5 Septemvrie 1923 (1) şi stabilind următoarele regule:

1. Pentru a fi supuse la procedura stabilită prin rezoluţiile Consiliului din 22 şi 25 Octomvrie 1920 şi 27 Iunie 1921, petiţiile adresate S. N. cu privire la ocrotirea minorităţilor vor trebuì:

a) Să aibă ca obiect ocrotirea, potrivit tratatelor;

b) In deosebi, să nu fie prezentate sub forma unei cereri de ruptură a legăturilor politice dintre minoritatea reclamantă şi Statul căruia aparţine;

c) Să nu emane dintr'un isvor anonim sau rău stabilit;

d) Să fie redactate fără violenţe de limbaj;

e) Să cuprindă informaţii ori să semnaleze fapte care n'au făcut de curând obiectul unei petiţii supuse procedurii ordinare.

In caz când Statul interesat ar ridicà, dintr'un motiv oarecare, obiecţii împotriva admisibilităţii unei petiţii, secretarul general va supune chestiunea admisibilităţii preşedintelui Consiliului, care va puteà să invite alţi doi membri spre a-l asistà la cercetarea chestiunii. Dacă Statul interesat cere, această chestiune de procedură va puteà fi înscrisă pe ordinea de zi a Consiliului.

2. Prelungirea termenului de două luni, stabilit prin rezoluţia dela 27 Iunie 1921 şi îngăduind prezentarea observaţiilor de către guvernul interesat, va puteà fi autorizată de preşedintele Consiliului dacă Statul respectiv o cere şi împrejurările o fac necesară.

3. Comunicarea către membrii Societăţii a petiţiilor, precum şi a observaţiilor guvernului interesat (dacă sunt), conform rezoluţiei din 27 Iunie 1921, va fi restrânsă la membrii Consiliului. Ea va puteà fi făcută membrilor Societăţii sau publicului în genere numai după cererea Statului interesat sau în virtutea unei rezoluţii luate în acest scop de Consiliu formal invitat la aceasta.

---

(1) Vezi *Journal officiel de la S. d. N.*, din 11 Noemvrie 1923.

4. Cercetarea petiţiilor şi observaţiilor (dacă sunt) guvernelor interesate de către preşedinte şi alţi doi membri ai Consiliului, potrivit rezoluţiei din 25 Octomvrie 1920, va aveà de obiect să constate numai dacă este cazul, pentru unu sau mai mulţi dintre membrii Consiliului, de a semnalà atenţiei înaltului for o infracţie sau primejdie de infracţie la vreuna din stipulaţiile pentru ocrotirea minorităţilor. Dreptul aparţinând tuturor membrilor Consiliului de a semnalà atenţiei acestuia vreo infracţie sau primejdie de infracţie, rămâne neatins.

Ultimul punct, 5, stabileşte aducerea rezoluţiei la cunoştinţa guvernelor care au semnat tratatele ori au făcut declaraţii în privinţa ocrotirii minorităţilor.

Astfel, prin ultima modificare de procedură în sens restrictiv, pe măsura constatărilor de aplicare, se remediază încă o parte a viţiului iniţial al tratatelor de ocrotire care contrastează cu vechiul principiu de suveranitate naţională şi pun, la fundamentul noului aşezământ politico-teritorial, un element de propagandă printre minorităţi împotriva soartei lor actuale şi de încurajare, adesea, pentru învinşi, contrarie necesităţii de pacificare a spiritelor.

Căci principiul ocrotirii, ca expresie a dreptăţii internaţionale peste exagerările sau greşelile unui naţionalism rău înţeles, nu poate şi nu trebuie să devină un instrument de agitaţie la dispoziţia răsvrătiţilor ori nemulţumiţilor păcii generale.

ARHIVA LEGISLATIVĂ

REFORMA DREPTULUI PENAL ȘI ANTEPROIECTUL CODULUI PENAL ROMÂN[1] DE CORNEL CHISELIȚA

Orice reformă a unei codificații întregi este un eveniment de mare importanță în istoria culturii unui popor. Introducerea unui cod nou produce totdeauna o turburare simțitoare în viața socială și economică a cetățenilor și impune prin aceasta populației sacrificii care trebuie să fie recompensate prin avantagiile legiuirii noui, aducând un progres adevărat în evoluția dreptului.

Redactarea unui anteproiect pentru un cod penal nou menit de a satisface dezideratele urgente pentru reforma dreptului penal al României întregite are multe dificultăți din cauza condițiilor complicate, în care se află patria noastră.

Spre a puteà aprecià lucrarea aceasta în mod corespunzător este necesar să ne reamintim starea actuală a legislației penale, în vigoare în diferitele ținuturi ale României întregite.

* * *

Codul penal actual, redactat la anul 1864 în mare grabă din cauza necesității imperioase din acele timpuri, de a da Principatelor Unite o legislație comună, nu mai poate corespunde astăzi multiplelor necesități ale vieții sociale.

El este lucrat — cum se știe — pe baza dispozițiilor codului francez din anul 1810; este așadar una dintre codificațiile cele mai vechi din Europa.

Faptul acesta în sine arată dejà necesitatea urgentă de reformă; căci un cod penal, spre a fi eficace, trebuie să fie — mai mult decât orice altă lege — un product al timpului, în care domnește. Afară de aceasta, însă, codul francez a fost judecat cu asprime de unii penaliști.

P. Rossi îl critică, pentrucă ar fi arbitrar în pedepse, îl numește operă pripită și foarte de desuptul civilizației franceze (2).

Carrara critică acest codice și mai aspru numindu-l chiar cel mai rău codice pe care l-a văzut pământul.

A. Prins(3) zice despre acest cod: «Departe de a rezumà progresele timpului său, el a rămas mai în urmă decât secolul; operă grăbită, ibridă, lipsită de metodă și de direcție, concepția unei puteri despotice și neîncrezătoare».

Penalistul nostru distins, I. Tanoviceanu, în al său «Curs de drept penal» (vol. I, pag. 140) apără codul acesta declarând că aceste critici sunt exagerate, admite însă, că afară de codicele de procedură civilă, codicele penal este unul din cele mai imperfecte din legislația împăratului Napoleon.

---

(1) Comunicare făcută în secția juridică a Institutului Social Român.
(2) P. Rossi, Traité de droit pénal, Paris 1872, T. I, pag. 42.
(3) A. Prins, Criminalité et répression, Bruxelles, 1886, pag. 83, 84.

Codul nostru actual, care în cea mai mare parte e aproape identic cu cel francez, a rămas, afară de aceasta, cu totul străin de revoluţiile imense, ce s'au produs pe toate terenurile vieţii sociale şi economice dela începutul secolului al XIX, până astăzi, căci modificările pe care le-a suferit în 1874, 1882, 1893 şi 1895 n'au avut în vedere decât unele articole, nefiind suficiente pentru a adaptà o legiuire veche nouilor cerinţe ale societăţii.

Progresul culturii spirituale şi materiale a influenţat mult opiniunile despre scopul dreptului penal al Statului şi despre mijloacele apte pentru suprimarea criminalităţii.

O lege, însă, care e în contrazicere cu simţul de dreptate al societăţii şi cu nevoile timpului, devine din zi în zi mai mult trecută cu vederea în practica judecătorească.

Este însă evident cât de dăunător şi de periculos e procedeul acesta — mai cu seamă pe terenul justiţiei penale.

Dar reforma dreptului penal a devenit încă mai mult urgentă prin necesitatea consolidării unităţii naţionale, care cere în mod imperativ şi unificarea legislativă, căci adevărata unitate politică şi naţională presupune naturalmente, ca legile, care asigură ordinea şi siguranţa Statului, să fie aceleaşi în întreaga ţară şi să nu difere dela o provincie la alta.

In Transilvania însă şi în celelalte teritorii, care până la unire au fost sub dominaţia ungară, este încă în vigoare codul penal ungar din 1879, care cu modificările ce i s'au adus prin legi ulterioare, în deosebi prin legea XXXVI din anul 1908, aşà numita «Novela penală», se prezintă ca un cod cu totul modern şi a realizat dejà rezultatele progresului ştiinţei dreptului penal, punând în aplicare toate instituţiile moderne introduse în toate codificaţiile mai noui (aşà suspendarea execuţiei pedepsei, condamnarea condiţională, introducerea judecătorilor speciali pentru infractori minori şi altele).

In Austria este în vigoare codul penal din 27/5 1852, care deşi prea sever în ce priveşte cadrele de pedeapsă este totuş pătruns de un spirit adevărat uman, acordând judecătorului în mod larg facultatea de a individualizà şi de a atenuà pedeapsa conform circumstanţelor cazului special. El este caracterizat prin o redacţiune foarte concisă şi prin dispoziţii clare şi stilizate în mod general, evitând orice cazuistică superfluă.

Codul acesta însă n'a introdus încă instituţiile suspendării pedepsei şi a liberării condiţionale şi dispoziţiile lui nu mai corespund în multe privinţe concepţiilor şi trebuinţelor timpului.

Incercările pentru reforma lui s'au început dejà în anul 1861. Un anteproiect redactat de renumitul penalist prof. Lamasch şi de procurorul general Hoegel a fost publicat în anul 1909 şi a fost supus în anii 1912 şi 1913 desbaterilor parlamentare, care au avut de rezultat, că s'a redactat un anteproiect modificat din anul 1913, care însă până astăzi n'a devenit lege.

Anteproiectele acestea s'au folosit dejà şi de anteproiectul elveţian din anul 1909, care redactat de renumitul penalist prof. Stooss este caracterizat prin clari-

tatea şi concizia dispoziţiilor sale şi cuprinde în 291 articole scurte şi precise întreaga materie a dreptului penal.

Şi în Germania unde e în vigoare un cod penal din 1871 s'au început de mult lucrările pentru reforma dreptului penal, care au avut drept rezultat că s'a publicat în anul 1909 un anteproiect pentru un cod nou cu intenţia expresă de a da criticii posibilitatea de a se pronunţà.

Procedeul acesta a dat rezultate bune. Reprezentanţii ştiinţelor juridice precum şi practicienii s'au ocupat cu deamănuntul de propunerile anteproiectului. Profesorii Kahe, Lilienthal, Liszt şi Goldschmidt au formulat propunerile lor chiar într'un «contra-anteproiect» detaliat. Pe baza acestor studii şi propuneri a fost redactat în 1913 un anteproiect nou, care însă în anul 1918 a fost supus unei noui reviziuni, al cărei rezultat erà anteproiectul din 1919 care însă din cauza evenimentelor politice n'a devenit încă lege.

Toate aceste anteproiecte sunt bazate pe studii aprofundate şi conţin în expunerea lor de motive o abundenţă de material ştiinţific de cea mai mare valoare.

Este mult de regretat, că anteproiectul nostru, deşi a ţinut seamă de legislaţiile ţărilor celor mai îndepărtate şi s'a inspirat chiar de codul chinezesc şi de cel japonez — precum se vede din citările repetate ce se află la multe articole ale anteproiectului — n'a ţinut seamă şi de anteproiectele ţărilor mai învecinate, în deosebi de anteproiectul austriac din 1913 şi de cel elveţian din 1909, care puteau să fie de cel mai mare folos pentru elaborarea noului cod penal, căci anteproiectul austriac erà redactat pentru un imperiu, care aveà multe provincii unde existau relaţii de viaţă economică şi socială similare ca la noi, iar anteproiectul elveţian este menit pentru o ţară liberă şi democratică locuită în mare parte şi de o populaţie de origine latină.

Lucrările de unificare ale legislaţiei noastre penale s'au început dejà în Octomvrie 1920.

Am avut şi eu onoarea de a face parte din comisia instituită în acest scop pe lângă Ministerul Justiţiei şi cunosc deci toate fazele, prin care au trecut desbaterile comisiei. Eram însă aproape până la terminarea lucrărilor unicul reprezentant al juriştilor din provinciile alipite în această comisie.

Lucrările nu puteau progresà cu celeritate din cauza dificultăţilor ce rezultau din diversitatea legislaţiilor în nouile provincii şi în vechiul Regat şi din cauza necesităţii de a ţineà seamă de principiile moderne ale doctrinei şi de a împăcà concepţii de drept adeseori foarte diferite.

Comisia erà condusă din început de un spirit prea conservator. Abià după discuţii îndelungate şi înfierbântate şi după ce comisia a fost completată prin numirea unor membri inspiraţi de idei moderne, au fost acceptate pentru redactarea anteproiectului inovaţiile cele mai indispensabile pentru a-l apropià codificaţiilor noui din străinătate.

Meritul de a fi produs această schimbare i se cuvine îndeosebi d-lui Ionescu-Dolj, care prin puterea sugestivă a expunerilor sale ştiinţifice şi judicioase a convins şi pe membrii cei mai conservatori ai comisiei de necesitatea acestor reforme.

Rezultatul lucrărilor de unificare referitoare la dreptul penal este anteproiectul al cărui titlu preliminar şi partea întâia a fost tipărit şi publicat după ordinul Ministerului de Justiţie.

Ar fi fost mult de dorit, ca la lucrările de reformă comisia de unificare să se folosească de ocazie şi să elaboreze un cod nou, care să corespundă cu desăvârşire principiilor moderne ale doctrinei, împăcând totodată, după putinţă, diversitățile legislaţiilor în vigoare în diferitele provincii ale României Unite şi aducând dreptul nostru penal la un nivel cât se poate de înnalt.

Majoritatea covârşitoare a membrilor comisiei de unificare n'a crezut nimerit, însă, să adopte acest sistem de unificare, crezând că o asemenea operă nu s'ar puteà înfăptuì atât de repede şi că o cât mai grabnică unificare a legiuirilor existente este mai presus de dorinţa de a da ţării noastre o legiuire cât mai completă şi cât mai perfectă.

Comisia a îmbrăţişat deci un alt sistem, mărginindu-se la o revizuire şi reformă a codului dela 1864, umplând lacunele lui, adoptând unele principii noui admise în cele mai moderne legislaţii penale din străinătate şi ţinând seamă în parte şi de dispoziţiile codurilor care sunt încă în vigoare în unele din nouile ţinuturi ale Statului român.

Din punctul de vedere al progresului dreptului nostru penal este însă mult de regretat că comisia de unificare s'a mulţumit aşà zicând cu un compromis, care n'a putut produce un rezultat cu totul îndestulător.

Evident ar fi fost imposibil de a menţine în întregime dispoziţiile codului actual şi de a refuzà satisfacerea cerinţelor de politică criminală de astăzi, precum şi introducerea instituţiilor noui, care au dat în străinătate în multe privinţe rezultate bune şi care au baza lor în progresul culturii. Dar trebuie să constatăm cu regret că anteproiectul nostru a păstrat cu totul ordinea sistematică a codului actual, deşì ea e de tot învechită şi de mult întrecută de către ştiinţa dreptului penal.

Nu încape, însă, nici o îndoeală că ordinea sistematică a dispoziţiilor unui cod este de cea mai mare importanţă. Orice sistem al unui cod penal se bazează pe o clarificare a infracţiilor după obiectul ocrotirii penale. Clarificarea aceasta e înteneiată în principiu, căci modul ocrotirii penale se determină, în esenţă, după obiectul ce are să fie ocrotit.

Dispoziţiile referitoare la ocrotirea unui obiect anumit formează un întreg natural şi stau în legătură în multe privinţe.

Locul, însă, pe care îl ocupă în sistem o dispoziţie referitoare la elementele unei infracţii are o mare importanţă reală. Aşà de exemplu elementele legale ale infracţiei săvârşite prin mărturia mincinoasă şi jurământ fals vor luà o altă formă după cum infracţia aceasta va fi considerată ca un atac în contra încrederii publice, în contra religiei, în contra administrării justiţiei, sau în contra probelor judecătoreşti.

Anteproiectul elveţian consideră mărturia mincinoasă ca o crimă în contra *probelor judecătoreşti* şi tratează în titlul respectiv (art. 215—219) toate infracţiile similare, aşà şi o expertiză falsă, o traducere falsă făcută de către un interpret, precum şi falsificarea sau suprimarea probelor.

Anteproiectul german vorbeşte despre depunerea unui jurământ mincinos şi unei mărturii false precum şi despre instigarea la aceste infracţii într'un capitol «despre infracţiile *în contra justiţiei*».

Anteproiectul austriac (§ 176 şi urm.) reglementează infracţiile acestea în capit. XVI «despre infracţiile *în contra justiţiei şi administraţiei*», care cuprinde şi cazul unei depoziţii neadevărate făcute înaintea unei judecătorii de arbitri, înaintea unei judecătorii din străinătate şi înaintea unei autorităţi administrative, pe când codul penal austriac în vigoare în Bucovina (§ 199) le consideră drept cazuri speciale de *crimă de înşelăciune* — o concepţie, de care se apropie şi contra-anteproiectul german, care propune, ca dispoziţiile referitoare la jurământul fals şi mărturia mincinoasă să fie cuprinse în acelaş grup cu dispoziţiile despre falsificarea documentelor şi falsificarea monetei, pentrucă toate aceste infracţii periclitează siguranţa traficului public prin *inducerea în eroare* a convingerii omeneşti.

Codul nostru actual reglementează mărturia mincinoasă şi jurământul fals în titlul IV, «crime şi delicte în contra particularilor» şi anume în capitolul I, care se intitulează «crimele în contra persoanelor», pe când cap. II se ocupă cu «crime şi delicte în contra proprietăţilor».

Clasificarea aceasta nu este cu totul logică şi exactă, căci mărturia mincinoasă şi celelalte infracţii similare nu ating numai interesele persoanelor particulare, ci în mod mai grav interesul public.

Din locul, unde sunt reglementate elementele unui fapt punibil în sistemul codului penal, rezultă concluzii importante pentru natura infracţiei. Aceasta are şi influenţă asupra modului cum se pedepseşte o infracţie.

Un exemplu foarte instructiv în această privinţă găsim în dispoziţiile anteproiectului austriac. Deşi în general nu se face o deosebire între părţile esenţiale şi neesenţiale ale unei depoziţii, în ce priveşte o mărturie mincinoasă, totuş anteproiectul austriac (§ 179) a preferat să scutească de sancţiune penală acele inexactităţi minimale şi de regulă neimportante, care au loc la interogarea martorului asupra circumstanţelor sale personale — în cele mai multe cazuri chiar din motive demne de a fi luate în considerare (1).

Circumstanţe indiferente de acest fel sunt în cele mai multe cazuri acelea care se referă la vârsta martorului, locul de naştere, religia, profesiunea, starea civilă sau domiciliul. (O persoană care de mulţi ani se bucură cu drept cuvânt de toată stima concetăţenilor săi, tăgădueşte, ascultată fiind ca martor, că a fost pedepsită în tinereţea sa pentru un fapt comis poate fără multă pricepere, sau că nu e căsătorită legal, ci trăeşte în concubinaj. Pentru multe persoane — mai cu seamă de sex femenin este — cum se ştie — un lucru penibil de a indică exact vârsta). Un răspuns inexact asupra acestor circumstanţe este, conform anteproiectului austriac, scutit de pedeapsă.

Numai atunci, dacă judecătorul a considerat stabilirea exactă a acestor circum-

(1) Anteproiectul austriac 1909, Expunerea de motive la §§ 176 până la 179.

stanţe de esenţială, a adresat deci martorului afară de întrebările generale o *întrebare specială* referitoare la exactitatea răspunsului *şi a constatat aceasta expres în procesul verbal*, se aplică sancţiunea penală prevăzută pentru mărturia mincinoasă. Această dispoziţie este umană şi raţională. Este însă evident că un cod penal, care priveşte mărturia falsă ca o infracţie în contra religiei nu poate admite — în mod logic — această excepţie.

Prin o clasificare şi sistematizare corectă câştigă codul penal foarte mult în privinţa clarităţii, iar aplicarea legii devine mult mai sigură; elementele constitutive infracţiilor de mare asemănare pot fi distinse mai uşor, în mod corect, şi faptele concrete pot fi supuse în mod mai cert codificării juridice, ce rezultă din elementele constitutive prevăzute prin lege.

Adeseori va fi necesar de a introduce o sciziune în ce priveşte elementele constitutive ale unei infracţii, când prin aceasta se va puteà distinge două grupuri de infracţii, care diferă esenţial din punctul de vedere al psihologiei criminale şi al eticii, considerându-se intenţia şi motivul infractorului (1). Un exemplu ne dă noţiunea furtului, care n'ar trebuì să fie aplicată în cazuri când cineva îşi însuşeşte un lucru străin fără intenţia de a se îmbogăţì sau îşi însuşeşte un lucru străin de mică valoare în scop de a-l consumà imediat; tot aşà în cazuri de braconaj (vânare pe furiş), când motivul predominant al făptuitorului este pasiunea de vânat, iar nu intenţia de a se îmbogăţì. In toate aceste cazuri este o nedreptate şi o severitate prea mare, dacă infractorul va fi stigmatizat ca hoţ prin condamnarea pentru «furt», ce e chiar în contrazicere cu concepţiile care domnesc în societatea cetăţenilor.

Este deci de recomandat de a introduce pentru asemenea infracţii dispoziţii speciale cu pedepse atenuate, precum o face anteproiectul austriac.

A precizà şi a clarificà exact infracţiile după obiectele ocrotirii penale este problema cu care trebuie să se ocupe ştiinţa dreptului penal. Rezultatele acestor lucrări trebuie să fie însă decisive şi pentru redactarea unui cod penal nou.

Anteproiectul nostru nu s'a folosit în această privinţă de rezultatele progresului ştiinţelor. Sistemul codului actual a rămas nemodificat. Luând de bază împărţirea şi ordinea articolelor codului actual comisia de unificare s'a mărginit numai la o reviziune a textelor actuale modificându-le numai acolo, unde crede necesar de a introduce inovaţii, acceptând unele instituţii moderne, umplând lacune sau dând unor articole o altă redacţie.

* * *

Inovaţiile cele mai importante, pe care le introduce anteproiectul, se referă la suspendarea executării pedepsei, la liberarea condiţională, la imputarea detenţiunii preventive în durata pedepsei şi la pedepsirea recidiviştilor şi a infractorilor minori.

Instituţia suspendării executării pedepselor este astăzi introdusă în aproape toate codurile penale moderne şi corespunde principiului modern al individualizării pedepsei.

(1) Anteproiectul austriac 1909, Expunerea de motive, pag. XVI.

Pedeapsa trebuie să fie aplicată în scop de a apără obiectele ocrotite prin dreptul penal, ca sancțiune pentru violarea legii și trebuie să fie simțită ca atare. Scopul dreptului penal nu constă numai în aceea, de a reține pe *infractor* dela săvârșirea infracțiilor viitoare, ci dreptul penal trebuie să aibă acelaș efect și față de comunitatea cetățenilor.

Este, însă, de cea mai mare importanță a consideră, cât de strânsă e legătura între infractor și fapta lui, produsă prin culpabilitatea lui.

Cu cât mai mult faptul este expresia tipică a personalității infractorului, cu cât mai mult dispar cauzele exterioare ale infracției și cu cât mai mult infracția se trage din caracterul infractorului, din mentalitatea sa antisocială, dintr'un motiv condamnabil, cu atât mai periculos este el și cu atât mai mare este culpabilitatea lui.

Cu cât mai mult, dincontră, cauzele exterioare sunt proeminente, cu cât mai mult faptul se prezintă ca rezultat al unei ispite puternice, unei ocazii prea favorabile și seducătoare, și apare ca străin de firea infractorului — cu atât mai mică este culpabilitatea lui.

Pedeapsa trebuie să corespundă după individualitatea infractorului, diferitelor scopuri ale prevenției speciale, și anume: scopului de intimidare, de educare și de îndreptare.

Instituția suspendării executării pedepselor are de scop să dea putința judecătorului de a individualiză aplicând pedeapsa și de a fi cât se poate de blând atunci, când infractorul din cauza împrejurărilor uneori nenorocite, în care a săvârșit infracția, merită mai mult compătimire decât pedeapsă. Ea urmărește și scopul, ca infractorii supuși la pedepse de scurtă durată să fie feriți după putință de contactul nefast cu alți deținuți în închisoare și ca să fie evitată cât se poate pervertirea din penitenciare, care în multe cazuri devin — în întocmirea lor de astăzi — niște școli ale crimei.

Suspendarea pedepsei este facultativă, judecătorul o admite dacă, după împrejurări, se poate presupune că infractorul va reveni la calea binelui, fără a mai fi expus la rușinea și suferințele închisorii.

Intinderea în care poate fi admisă suspendarea pedepsei, diferă în codificațiile diferitelor țări.

Codul ungar admite suspendarea numai în caz de condamnare la o pedeapsă de închisoare corecțională ce nu întrece o lună sau la o pedeapsă pecuniară (art. 1 nov. pen.).

Anteproiectul austriac o admite la o pedeapsă privativă de libertate până la 3 luni sau la pedeapsa de amendă până la 1000 de coroane (în aur) (§ 51).

Anteproiectul elvețian admite suspendarea dacă pedeapsa privativă de libertate nu întrece un an.

Anteproiectul german (§ 63) prevede suspendarea executării pedepsei pentru toate infracțiile, care se pedepsesc cu închisoare, fiind maximum pedepsei cu închisoare 5 ani; admite așadar acest anteproiect suspendarea la pedepse de închisoare până la 5 ani. Contra-anteproiectul german restrânge admisibilitatea suspen-

dării numai la pedepse de închisoare până la 6 luni; o admite însă şi la pedepse pecuniare (§ 92)

Anteproiectul nostru prevede suspendarea pedepsei pentru infracţiile mai uşoare, care atrag cel mult 2 ani închisoare, este aşadar în parte mai uman decât cele mai multe codificaţii noui. El nu admite însă suspendarea pedepselor pecuniare, ceeace nu pare a fi consecvent.

Anteproiectul nostru n'a adoptat însă sistemul anglo-american, care suspendă însăş pronunţarea condamnaţiunii, un sistem care aduce inconveniente, de oarece procesul penal rămâne încă deschis şi din cauza timpului pot să dispară elemente importante pentru aplicarea sancţiunii penale, iar îndeosebi în caz de recidivă se ivesc dificultăţi.

In toate legislaţiile se prevede pentru cazurile de suspendarea executării pedepsei un timp de probă în durată de 2—5 ani. Dacă infractorul în acest timp, socotit dela data pronunţării sentinţei condamnatoare care a suspendat executarea pedepsei, va fi condamnat în mod irevocabil pentru un nou delict săvârşit în acest timp, el va fi supus şi la împlinirea primei pedepse, a cărei executare fusese suspendată. Anteproiectul nostru a fixat timpul de probă la 5 ani. Aceleaşi principii a adoptat anteproiectul nostru şi pentru contravenţii însă cu reducerea timpului de probă la *un* an.

* * *

O instituţie cu caracter analog, născută din tendinţe de umanitate este şi *liberarea condiţionată*. Ea s'a desvoltat în Anglia, a fost primită însă şi pe continent — dela început ca o instituţie de graţie, mai târziu, însă, tot mai mult şi mai categoric ca o instituţie de drept, care a fost adoptată de toate legislaţiile moderne.

Ea are de scop a produce rezultatul, ca nici o pedeapsă privativă de libertate să nu dureze mai lung decât e necesar pentru ajungerea scopului pedepsei.

Prin perspectiva, de a puteà merità obţinerea libertăţii mai de vreme decât ar urmà conform sentinţei, se crează un motiv puternic pentru infractor de a năzuì spre îndreptarea sa. Liberarea condiţionată produce şi un motiv, ca cel liberat să se poarte bine în libertate, şi introduce un fel de tranziţie pentru timpul expirării pedepsei, când infractorul poate riscà să cadă în recidivă. Condamnatului i se poate acordà beneficiul liberării condiţionate după executarea parţială a pedepsei dacă el prin buna sa purtare şi sârguinţă a întărit speranţele de îndreptare — însă numai sub condiţia rezolutivă, dacă se va purtà bine prin un timp de probă determinat, fiind el în cazul contrar obligat de a executà şi restul pedepsei.

Codul ungar admite acordarea acestui beneficiu dacă condamnatul a executat trei sferturi din pedeapsă, iar pentru cei condamnaţi la munca silnică pe viaţă, dacă au executat 15 ani din pedeapsă.

Anteproiectul german cere numai la pedeapsa de muncă silnică executarea de *trei sferturi* din pedeapsă, cel puţin însă un an, iar la celelalte pedepse privative de libertate numai executarea de *două treimi* din pedeapsă, cel puţin însă 6 luni.

Şi un condamnat la munca silnică pe viaţă *poate* beneficià de liberarea condiţionată dacă a executat 15 ani din pedeapsă.

Anteproiectul austriac şi cel elveţian se mulţumesc cu executarea de 2/3 din pedeapsă, cel austriac cere în cazuri de muncă silnică pe viaţă executarea de 15 ani din pedeapsă; cel elveţian (§ 30) însă 20 de ani.

Anteproiectul nostru n'a adoptat principiile acestea în întregime. El restrânge admiterea liberării condiţionate numai la cazurile când condamnatul nu este recidivist, se mulţumeşte, însă, cu executarea de a *treia parte* din pedeapsă.

Anteproiectul nostru *nu* admite însă liberarea condiţionată în cazul condamnării la pedeapsa de muncă silnică pe viaţă, pentru motivul că această pedeapsă are scopul de a elimină din societatea cetăţenilor indivizi a căror libertate este o veşnică ameninţare pentru ordinea şi liniştea obştească, şi cu ideea aceasta nu se poate împăcà liberarea condiţionată.

Aceste dispoziţii ale anteproiectului atrag unele obiecţii.

Restrângerea admisibilităţii liberării condiţionate prin excluderea ei pentru infractori recidivişti nu este de aprobat şi este contrarie principiului şi scopului acestei instituţii, mai cu seamă având în vedere concepţia extrem de largă, de recidivă, pe care a luat-o de bază anteproiectul şi cu care ne vom ocupà ulterior la locul său. Condiţiile pentru aplicarea acestei instituţii nu trebuie însă să fie dictate de un formalism prea mare. Decisiv poate fi numai dacă se poate presupune, că executarea pedepsei în întregimea ei *nu* mai este necesară şi că motivul creat prin liberarea condiţionată va fi suficient spre a aveà efectul ca deţinutul să persevereze pe calea binelui; presupunerea aceasta însă poate fi îndeplinită la ori şi care infractor (indiferent, ce infracţie a comis), aşadar şi la recidivist.

Pe de altă parte se pare că anteproiectul nostru e prea indulgent mulţumindu-se cu executarea unei treimi (1/3) din pedeapsă ca condiţie pentru liberarea condiţionată. Timpul acesta va fi în cele mai multe cazuri poate prea scurt spre a puteà cunoaşte, dacă condamnatul merită acest beneficiu. Excluderea tuturor condamnaţilor la munca silnică pe viaţă dela beneficiul acestei instituţii este o severitate fără scop, căci şi infractorul cel mai periculos poate pierde calităţile sale periculoase în decursul timpului, şi dacă prin o durată lungă a pedepsei — 15 ani, precum cer alte legislaţii — a fost satisfăcută necesitatea de sancţiune, ar fi o asprime fără folos dacă condamnatul ar fi ţinut mai departe în temniţă, iar acordarea beneficiului liberării condiţionate ar fi exclusă, deşi el prin purtarea sa bună în timpul executării pedepsei, a întărit speranţele de îndreptare. Circumstanţa că acordarea acestor beneficii e în orice caz *facultativă* şi depinde de decizia tribunalului din judeţul, unde condamnatul îşi execută pedeapsa, precum şi precauţiile prevăzute în anteproiect (art. 46—50) dau garanţii suficiente că liberarea condiţionată nu va fi admisă şi în cazuri când condamnatul nu merită acest beneficiu.

* * *

O inovaţie introduce anteproiectul nostru în art. 34 prin reglementarea cazurilor când o detenţiune preventivă a àvut loc înainte de condamnarea inculpatului.

Echitatea impune ca durata detenţiunii preventive să fie socotită în pedeapsă. *Imputarea detenţiunii preventive* este admisă aproape în toate legislaţiile mai noui. Ea este introdusă şi în codul penal ungar (art. 94) precum şi în codul penal austriac § (55 *a*), care prescriu în mod *categoric*, ca detenţiunea preventivă, dacă aplicarea sau prelungirea ei nu poate fi atribuită vinei acuzatului, să fie socotită în pedeapsă.

Anteproiectul nostru a adoptat însă sistemul francez, care recunoaşte judecătorului *facultatea* de a ţineà sau nu cont de această detenţiune preventivă, obligându-l însă de a dà o decizie specială şi motivată asupra acestei chestii.

* * *

O problemă de mare importanţă, cu care trebuie să se ocupe legiferarea penală, este apărarea societăţii în contra recidiviştilor. *Recidiva*, iar mai cu seamă recidiva repetată, este criteriul cel mai izbitor al calităţii mai periculoase a infractorului. Ea nu este însă un criteriu infalibil, dacă înţelegem noţiunea de «recidivă» în acest sens prea larg, că oricine, care a fost *condamnat* pentru o infracţie sau a executat pentru această o pedeapsă şi comite din nou *orice* infracţie, e de considerat ca recidivist *(Recidiva formală sau generală)*.

Un asemenea infractor se va pedepsì de bună seamă mai aspru decât în cazul, dacă ar stà prima oară înaintea judecătoriei penale, însă circumstanţa că a fost dejà pedepsit poate să fie considerată în mod suficient ca circumstanţă agravantă, fără ca să fie necesar de a aveà dispoziţii speciale şi de a mărì cadrul de pedeapsă sau de a aplicà alt gen de pedeapsă.

Din contră însă, sunt necesare mijloace mai energice, dacă recidiva provine dintr'o *înclinare criminală* sau dacă făptuitorul se ocupă în mod *profesional* cu săvârşirea infracţiilor.

Diferitele legislaţii au încercat felurite sisteme în combaterea recidivei spre a-şi atinge scopul.

Experienţele făcute au arătat că dispoziţiile referitoare la pedepsirea mai severă a recidiviştilor devin eficace numai dacă sunt categorice şi obligatoare, căci numai atunci represiunea va fi în toate cazurile egală şi suficientă.

Din aceste consideraţii introduce anteproiectul nostru multe inovaţii în această materie, reglementând titlul despre recidivă în mod foarte minuţios.

Este însă de obiectat că dispoziţiile acestui titlu au devenit prin aceasta prea complicate şi prea cazuistice, conţinând 15 articole (!), pe când alte legislaţii moderne s'au mulţumit cu 2 articole.

Anteproiectul german consideră ca recidivist pe acela, care după ce a fost condamnat la o pedeapsă privativă de libertate pentru o crimă sau un delict intenţionat, comite iarăş o crimă sau un delict înainte de expirarea a 5 ani de când pedeapsa a fost executată, prescrisă sau iertată (§ 118). Acest anteproiect conţine dispoziţia că la recidiva întâia şi a doua se va mărì pedeapsa amăsurat, în marginile cadrului de pedeapsă prevăzut pentru infracţia respectivă.

La recidiva a treia şi la recidiva ulterioară se va aplicà o pedeapsă mai mare, care poate fi urcată până la dublul maximului pedepsei prevăzute pentru acel fapt;

ea nu poate întrece însă maximul pedepsei prevăzut pentru genul respectiv de pedeapsă (§ 119).

In acelaș sens larg (recidiva generală) înțelege și *anteproiectul elvețian* recidiva, pe care o reglementează într'un singur articol (55), care conține norma, că judecătorul va *mări pedeapsa* recidivistului în mod corespunzător *nefiind legat prin maximum* pedepsei prevăzute, neputând însă trece peste maximum legal al genului respectiv de pedeapsă.

Codul ungar nu conține dispoziții generale despre recidivă, ci reglementează numai recidiva la furt, delapidare și tăinuire.

Codul penal austriac nu conține referitor la recidivă alte dispoziții generale decât cea a §-lui 44, după care se va consideră ca o circumstanță agravantă specială, când făptuitorul a fost pedepsit dejà pentru o *crimă similară*. Afară de aceasta se consideră recidiva ca un element constitutiv la crima de furt calificat conform paragrafului 176 cod. pen. austriac când făptuitorul fură din obișnuință sau a fost pedepsit dejà de 2 ori pentru un furt.

Conform *anteproiectului austriac* (§ 63) este considerat ca recidivist oricine, care înainte de expirarea de 5 ani dela îndeplinirea unei pedepse comite un fapt, care are de bază *aceeaș înclinație* ca și faptul pentru care a fost dejà pedepsit. Pedeapsa se va fixà (§ 62) în limitele cadrului legal de pedeapsă prevăzut pentru faptul comis mărit cu un sfert.

Anteproiectul austriac a luat deci ca bază a dispozițiilor sale relative la recidivă numai noțiunea de *recidivă specială,* care presupune că infracția cea nouă să fie comisă din motive similare în sensul psihologic. Acest sistem este de preferat, deoarece numai în cazurile de acest fel există o recidivă adevărată, care cere o represiune penală specială și mai energică.

Pentru celelalte cazuri, în care nu există această legătură psihologică între faptul pedepsit mai înainte și infracția cea nouă (de exemplu: o persoană pedepsită pentru leziune corporală comite un furt sau o escrocherie), va fi cu totul suficientă represiunea prin fixarea pedepsei în marginile cadrelor normale de pedeapsă prevăzută pentru infracția a doua, căci infractorul ne mai fiind în situație de a se bucură de circumstanța atenuantă a unei vieți nepătate va fi supus unei pedepse mai severe în cadrul normal de pedeapsă.

Dispozițiile anteproiectului nostru referitoare la recidivă sunt în multe privințe exagerate.

Pe când cele mai multe legi penale moderne și anteproiecte noui consideră ca recidivist numai pe acel infractor care comite o infracție nouă după ce *executase* dejà pedeapsa la care erà condamnat anterior (recidivă reală), anteproiectul nostru îl consideră dejà ca recidivist dacă fusese numai *condamnat* anterior la o pedeapsă privativă de libertate, deși pedeapsa aceasta încă n'a fost executată (așà numita «recidivă fictivă»). Este, însă, evident, că în cele mai multe cazuri nu condamnarea în sine, ci abià executarea pedepsei produce efectul prevenției penale de a reținea pe condamnat dela comiterea altor infracții. Așadar numai în cazul dacă pedeapsa a fost executată poate fi vorba în mod logic de o recidivă. Numai

cazul când pedeapsa a fost stinsă prin prescripţie sau graţiare poate fi asimilat în privinţa recidivei cu executarea pedepsei.

Aproape toate legislaţiile prevăd un spaţiu de timp, după a cărui expirare o condamnare anterioară nu mai poate fi luată în considerare pentru constatarea recidivei (aşà numită prescripţia recidivei).

Anteproiectul nostru fixează în art. 76 spaţiul acesta, pentru cazul unei condamnări anterioare pentru o crimă, la 10 ani.

Acest spaţiu este însă prea mare. Anteproiectul german precum şi cel austriac cer numai 5 ani; anteproiectul elveţian abià numai 3 ani. Un spaţiu de 5 ani este pe deplin suficient, căci statistica criminală arată, că o recidivă după expirarea de 5 ani socotiţi dela executarea pedepsei are loc numai rareori.

Cu cât mai lung, însă, este spaţiul de timp între comiterea celor două infracţii, cu atât mai puţin dovedeşte faptul de recidivă o calitate mai mult periculoasă a infractorului şi cu atât mai puţin est probabil că infracţiea cea nouă este bazată pe o înclinare criminală a făptuitorului.

Aplicarea dispoziţiilor despre recidivă în asemenea cazuri reprezintă deci o severitate superfluă şi nu este întemeiată.

Urmărind scopul de a dà judecătorului norme sigure pentru aplicarea pedepsei în cazuri de recidivă, ajunge anteproiectul nostru prea cazuistic şi prea complicat, fixând în mod prea strict şi prea categoric chiar cvantumul pedepsei pentru cazurile speciale de recidivă, luând astfel judecătorului posibilitatea de individualizare. Dispoziţiile anteproiectului impun judecătorului obligaţia de a face în asemenea cazuri o calculare complicată şi de a aplicà în mod mecanic pedepse privative de libertate de o durată extrem de lungă. Prin aceasta anteproiectul ajunge, precum se vede din textul art. 62—77 cât şi din exemple arătate în expunerea de motive, la rezultate exagerate (pedepse de 22 ani şi jumătate, 30 ani!!).

Afară de aceasta însă sunt dispoziţiile acestea de bună seamă prea cazuistice şi prea complicate şi vor creà prin aceasta judecătorilor multe dificultăţi în aplicarea practică.

O lege penală bună trebuie să se ferească de cele două extreme: de fixarea cadrelor de pedeapsă prea largi sau aproape nelimitate, cât şi de o specializare prea mare. Sistemul cel dintâiu aduce inconvenientul că numai aprecierea subiectivă a judecătorului va fi decisivă şi pedepsele vor fi măsurate în mod de tot inegal, ce nu corespunde scopului dreptului penal, ca măsurarea pedepsei să fie individuală; însă decisivă trebuie să fie individualitatea *infractorului*, iar nu individualitatea judecătorului.

Dar mai periculoasă este o specializare prea mare a pedepselor prevăzute prin lege, căci ea împiedecă individualizarea şi transformă pe judecător într'un fel de automat. Prin acest sistem judecătorul va fi silit de a aplicà adeseori pedepse draconice de o cruzime ne mai pomenită, parcă dictate prin o înclinare sadistă.

Ce rezultate triste aduce o legiferare de acest fel ne-a arătat în mod suficient legea vămilor prin suprimarea dreptului de a aplicà art. 60 cod. pen. relativ la circumstanţe atenuante, producând prin aceasta efectul că şi pentru infracţii mini-

male și neimportante, de ex. pentru contrabanda cu câteva cutii de chibrituri, trebuie să se aplice minimum de închisoare de un an.

Această stare, însă de bună seamă nu poate corespunde cerințelor justiției penale într'un Stat civilizat și înseamnă o pată rușinoasă în legislația noastră. Prin asemenea dispoziții se produce un efect direct opus celui intenționat: magistrații, enervați că sunt siliți să aplice mecanicește legea atunci când gravitatea infracției nu e proporționată nici cu minimul pedepsei, pronunță achitarea (1), acolo unde e numai oarecum posibil.

A suprimà dreptul judecătorului de a aplicà circumstanțe atenuante este o măsură cu totul greșită. Scopul ei poate fi atins în mod mai potrivit prin introducerea obligației impuse judecătorilor de procedura penală din Transilvania (art. 328) și din Bucovina (§ 270 alin. 7) să motiveze în sentință, care sunt circumstanțele atenuante ce i-au determinat să se scoboare sub minimul pedepsei.

A lăsà judecătorului latitudinea este unicul sistem care corespunde scopului justiției penale. De această părere este și distinsul nostru penalist Tanoviceanu, care declară expres că nu este adevărat că latitudinea judecătorului penal ar fi periculoasă (2). Tendința legislațiilor penale moderne este de a face din orice judecător penal un jurat cu o largă putere de apreciere.

Legiuitorul olandez a mers așa de departe că a suprimat minimul pedepsei infractorilor fixând numai maximul, și acelaș sistem îl aplică și anteproiectul elvețian din 1909.

Ar fi deci mai practic și cu totul suficient, ca și pentru cazuri de recidivă să se pronunțe prin lege numai principiul că pedeapsa în caz de recidivă specială se va fixà în limitele unui cadru de pedeapsă mai sever, adăugându-se atât la minimul cât și la maximul pedepsei prevăzute a treia parte, iar în caz de recidivă repetată, o jumătate, lăsându-se însă judecătorului în limitele acestui cadru mărit latitudinea de a individualizà și de a aplicà pedeapsa, care corespunde mai bine cazului special.

* * *

Pentru cazul de *cumul de infracții* anteproiectul aplică deasemenea un sistem prea complicat și prea formalist, fixând în mod cazuistic cu deamănuntul în 5 articole, dintre care cel dintâiu (art. 57) conține 10 alineate(!), prea strict pedepsele ce vor trebuì să fie aplicate în cazurile speciale și ajungând prin aceasta la pedepse extraordinar de severe.

Și aici ar fi fost însă mai bine de a lăsà judecătorului mai multă latitudine și facultatea de a individualizà, precum o fac anteproiectele din Austria, Germania și Elveția, conținând numai câte un singur articol, care se ocupă de cumulul infracțiilor.

Anteproiectul elvețian prevede (§ 56) ca în caz de cumul de infracții să se aplice pedeapsa prevăzută pentru crima cea mai grea, pe care să o mărească judecătorul

(1) D. O. Candrea în Curierul Judiciar XXVIII, No. 46, pag. 726.
(2) Tanoviceanu: «Curs de drept penal», Volum I, num. 768.

în mod corespunzător, neputând însă trece peste maximul pedepsei plus jumătatea acestui maximum.

Anteproiectul german (§ 33) prevede deasemenea că pedeapsa pentru infracţia cea mai gravă să fie mărită, însă să nu ajungă suma totală a pedepselor prevăzute pentru fiecare dintre infracţiile comise şi să nu treacă peste 15 ani.

Anteproiectul austriac prescrie (§ 65), ca pedeapsa să fie fixată în marginile cadrului de pedeapsă prevăzut pentru infracţia cea mai gravă, mărindu-se însă maximum şi minimum cu un sfert.

* * *

In titlul despre tentativă anteproiectul a tranşat chestiunea mult controversată, cum trebuie de tratat infracţiile zise imposibile. Despre teoria infracţiilor imposibile zice Tanoviceanu (1) că ea, născocită poate de vreun advocat abil, a amăgit pe mulţi penalişti; mult timp ea a fost socotită ca o dogmă nediscutată în doctrină şi jurisprudenţă şi a trecut chiar în legislaţiile mai multor State europene.

Penaliştii italieni din veacul al XIX-lea i-au dat cea mai mare desvoltare; ea a fost susţinută de mulţi penalişti în Franţa şi de unii şi în Germania; însă din anul 1870 această teorie a fost combătută ca foarte periculoasă pentru societate şi începe a fi părăsită chiar de doctrina franceză.

Şcoala pozitivistă penală este deasemeni ostilă acestei teorii, care sub punctul de vedere al utilităţii sociale e absolut inadmisibilă şi superfluă, căci în caz de imposibilitate in abstracto, ca însăş concepţie, nu poate fi vorba de pedepsire, deoarece infracţia astfel concepută dovedeşte o minte bolnavă, iar imposibilitate de executare din cauza împrejurărilor e un criteriu comun la orice tentativă de infracţie. Nimeni nu va fi în îndoeală, că intenţia de a omorî pe cineva prin suflare sau privire sau prin descântece nu se poate pedepsì având ea de obiect o imposibilitate in abstracto.

Altceva este însă cu imposibilitatea în executare, fie ea absolută (de exemplu tentativa de a omorî când victima erà moartă din întâmplare mai dinainte) sau relativă (de exemplu: asasinul trage cu revolverul într'o cameră în direcţia patului victimei, dar din întâmplare victima nu se află acolo).

Apărarea socială precum şi ideea de drept penal cere categoric, ca în cazuri de imposibilitate în executare infractorul să nu rămână nepedepsit.

Anteproiectul nostru dă în această privinţă o soluţie raţională şi satisfăcătoare, adoptând doctrina subiectivă, prevăzând pentru cazurile de imposibilităţi relative pedepsele infracţiilor săvârşite dar neisbutite, iar pentru cazurile de imposibilităţi absolute, o pedeapsă mult mai atenuată (art. 55).

* * *

O inovaţie de cea mai mare importanţă introduce anteproiectul legii pentru

(1) Tanoviceanu: «Curs de drept penal», Volum I, No. 484, 482, 478.

represiunea minorilor infractori, prin care toate dezideratele exprimate de multă vreme de doctrină își găsesc satisfacție.

Minor în înțelesul acestui anteproiect este oricine n'are 20 ani împliniți. Afară de aceasta se face distingere între *copii*, adică minori sub 13 ani împliniți, și adolescenți, adică minori dela 13—17 ani. Copii, sau adolescenții cari vor fi comis o infracție și au lucrat fără discernământ, vor fi încredințați părinților. Numai în caz de recidivă judecătorul va puteà să-i supue măsurilor educative.

Adolescenții cari au procedat cu discernământ, vor fi închiși în stabilimentele corecționale pentru un timp, care nu va puteà să depășească maximul pedepsei prevăzut de lege.

Minorii dela 17 la 20 ani vor fi condamnați la pedepsele prevăzute de lege, nici odată însă la muncă silnică pe viață.

Anteproiectul prevede pentru minori și măsuri de ocrotire precum și măsuri educative, întocmirea stabilimentelor corecționale deosebite, însărcinarea unor magistrați speciali — ca judecători ai minorilor infractori — cu instruirea și judecarea afacerilor privitoare la copii și adolescenți, unele dispoziții speciale pentru procedura față de minori, în fine reglementarea organizării societăților de patronaj.

Toate aceste dispoziții umane au scopul să împiedice pervertirea și demoralizarea minorilor prin deținerea lor în penitenciare, care în organizarea de astăzi devin în multe cazuri niște școli pentru crimă.

Este însă discutabil, dacă este util de a introduce dispozițiile acestea prin o lege specială.

Reglementarea urmăririi infracțiilor minorilor prin o lege specială deranjează ordinea sistematică a codului penal și împiedică privirea generală asupra materiei dreptului penal. Afară de aceasta, ea produce aparența că minorii sunt tratați după alte principii decât infractorii adulți. Deaceea ar fi preferabil, ca dispozițiile referitoare la pedepsirea minorilor să fie introduse în sistemul codului penal, precum a făcut-o anteproiectul austriac din 1913, cel german din 1919 și cel elvețian din 1909.

* * *

In titlul VIII anteproiectul vorbește despre stingerea pedepselor enumărând între cazurile de stingere și prescripția precum și reabilitarea, fără a se ocupà însă cu regulamentarea acestor materii importante din dreptul penal.

Expunerea de motive încearcă a justificà aceasta prin observația că materia în chestiune, deși este o materie de drept penal, e în legătură cu reglementarea modului de stingere a acțiunii publice, care nu-și poate găsì locul decât în codul de procedură penală.

Argumentul acesta însă nu poate fi considerat ca suficient. Aproape toate legislațiile moderne precum și toate anteproiectele moderne tratează materia aceasta în codul penal. Instituția prescripției penale este o materie importantă a dreptului material și reglementarea ei trebuie să-și aibă locul în codul penal, precum și prescripția civilă e reglementată în codul civil, nu însă în codul de procedură

civilă. Aceasta nu împiedecă, ca dispozițiile de caracter procedural din materia aceasta să fie conținute la locul lor sistematic în procedura penală.

Reabilitarea este reintegrarea condamnatului în facultatea de a exercità drepturile sale de cetățean, pe care o pierduse în totul sau în parte în urma unei sentințe condamnatoare.

Anteproiectul german dispune în § 81: «Judecătoria va puteà redà unui condamnat facultatea de a exercità drepturile cetățenești pe care o pierduse în total sau în parte în urma unei sentințe condamnatoare, dacă dela executarea pedepsei au trecut cel puțin 5 ani, și dacă condamnatul s'a purtat în timpul acesta în mod onest și s'a arătat demn de a fi considerat, iar afară de aceasta s'a sforțat după putință de a repară dauna cauzată prin infracție».

Anteproiectul austriac consideră reabilitarea ca o stingere a condamnațiunii și prevede, că o asemenea măsură e justificată numai atunci, când infracția a fost comisă de către o persoană, a cărei desvoltare încă nu erà terminată, din care cauză faptul ei e în general de mai mică importanță. Din acest punct de vedere anteproiectul austriac a restrâns reabilitarea numai la cazuri, când faptuitorul nu aveà încă 18 ani deplini în momentul infracției.

Anteproiectul elvețian a acceptat în privința reabilitării aceleași principii ca și anteproiectul german; o admite, însă, dejà după expirarea a 3 ani.

In orice caz nu poate exista nici o îndoeală, că instituția reabilitării este o instituție de drept penal material și ar trebuì să fie reglementată în codul penal.

Introducerea ei în anteproiectul codului viitor ar fi utilă și de dorit.

* * *

In privința modului cum e redactat anteproiectul ar fi de obiectat că el conține multe articole prea lungi, mai cu seamă în partea specială a codului. Găsim de ex. multe articole (așà art. 5, 55, 90 și altele) care conțin câte 6 alineate, art. 57 are 10 alineate, art. 4 are 11 alineate, art. 101 chiar 12 alineate!

Este mult mai preferabil de a redactà în loc de un articol lung două sau mai multe articole scurte. Articolele lungi nu sunt práctice și nu corespund eleganței juridice. Ele împiedecă privirea generală, turbură ordinea sistematică și produc dificultăți pentru găsirea grabnică și pentru citarea dispozițiilor legale respective. Deaceea trebuie evitat, ca elementele diferitelor infracții să nu fie conținute în unul și acelaș articol, chiar dacă pedeapsa ar fi aceeaș. Prin introducerea prea multor distincții speciale și cazuistice codul devine prea voluminos și greu practicabil. O formă de lege, care se apropie de un comentar, nu este justificată, căci o lege nu poate prevedeà nicicând toate nedumeririle și toate chestiunile ce se pot naște. Tendința de a reglementà prea mult și în mod prea cazuistic, în loc de a se mulțumì cu norme generale, se poate observà însă adeseori mai cu seamă în partea specială a anteproiectului.

Putem sperà însă, că anteproiectul care a fost publicat după ordinul Ministerului de Justiție, de bună seamă în scop de a dà criticii posibilitatea de a se pronunțà și de a exprimà deziderate de îndreptare și amendamente, nu reprezintă ultima

formă a unei opere atât de importante şi de dificile, ci este menit să formeze baza unei revizuiri, care să aibă drept rezultat anteproiectul definitiv ce va fi prezentat corpurilor legiuitoare.

Eficacitatea unei reforme a dreptului penal depinde, însă, în mare parte de modul exercitării pedepselor şi de starea organizării penitenciarelor.

Executarea pedepselor în condiţiile primitive de astăzi are în cele mai multe cazuri numai efectul de a suprimà calităţile bune ale condamnatului şi de a favorizà desvoltarea înclinărilor rele.

Orice reformă a sistemului de pedepse şi a măsurilor preventive presupune, însă, creiarea instituţiilor noui şi măreşte deci impensele Statului pentru administrarea justiţiei penale. Dar capitalul învestit aduce din punctul de vedere al economiei naţionale dobânzi cu belşug şi se amortizează prin eficacitatea reformei.

Starea închisorilor noastre a rămas însă aşà de mult înapoi faţă de cerinţele timpului de astăzi, încât chiar o reformă, care se margineşte la acest teren restrâns cere sacrificii materiale considerabile.

Prin aceasta se naşte însă pericolul că dispoziţiile cele noui vor rămâne în parte nerealizate.

Este deci de necesitate urgentă, ca reforma codului penal să fie însoţită şi de reforma simultană a organizării penitenciarelor şi de introducerea sistemului progresiv la executarea pedepselor, adoptat dejà de mult în Transilvania.

Numai atunci putem aşteptà dela reforma penală roadele bune ce le dorim.

In orice caz anteproiectul codului penal înseamnă — deşi nu satisface toate dezideratele şi deşi aduce îndeosebi juriştilor din teritoriile alipite multă desamăgire — un progres, dejà prin faptul că constitue un pas spre inaugurarea unificării legislative şi spre consolidarea unităţii naţionale.

APLICAREA DURATEI MUNCII DE 8 ORE ÎN ROMÂNIA

DE N. GHIULEA

1. Prin iscălirea tratatului dela Versailles și prin ratificarea convenției dela Washington din 1919, România și-a luat angajamentul să fixeze prin lege durata maximă a zilei de lucru la 8 ore. Se pare că în România această chestiune e mai departe ca oricând de rezolvare. Pentru a nu lăsa să se aștearnă peste ea vălul uitării, ne permitem ca în această scurtă notă să arătăm aci care este situația în țara noastră a acestei chestii și ce este de făcut ca ea să fie rezolvată chiar contra voinței conducătorilor.

2. Durata muncii de 8 ore a făcut totdeauna obiectul unui punct din programul partidului socialist român. Din cauza legăturilor acestui partid cu mișcarea sindicală română, chestiunea duratei muncii de 8 ore a constituit și una din revendicările muncitorimii industriale și comerciale, în totalitatea ei.

In afară de decretul No. XII din 21 Maiu 1919, dat de Consiliul Dirigent al Transilvaniei privitor la «reglementarea timpului de muncă în industrie și comerț», nu există nici o altă dispoziție legală privitoare la fixarea duratei zilei de muncă la adulți. Această chestiune nu a fost niciodată privită cu simpatie în România și a fost socotită totdeauna ca revendicarea muncitorească cea mai puțin acceptabilă. Dealtfel nici dispoziția legală din Transilvania nu este isvorîtă din inițiativa puterii de Stat, și dintr'un sentiment înalt de prevedere publică.

După izbucnirea revoluției în armata austro-ungară, care a avut loc la sfârșitul lunii Octombrie 1918, muncitorii întorși acasă nu au mai voit să lucreze mai mult de 8 ore pe zi. In lipsa autorității de Stat, dispărută în Transilvania din cauza desmembrării Austro-Ungariei și a mișcării populației românești de alipire la patria mumă, muncitorimea, din vechi timpuri, bine organizată în acele părți, a crezut că este momentul să-și satisfacă o parte din revendicările ei, printre altele și impunerea timpului de lucru de 8 ore pe zi. Consiliul Dirigent, autoritatea românească creiată de adunarea națională dela Alba-Iulia din 1 Decembrie 1918, manifestând sentimente democratice, și având în sânul său doi muncitori socialiști români, conducători ai partidului socialist român, care în urma regimului democratic făgăduit la Alba-Iulia a aderat cu însuflețire la unirea Transilvaniei cu vechiul Regat, nu a făcut prin Decretul XII decât să consfințească o situație de fapt.

Articolul 5 al Decretului: «Durata muncii — fără socotirea întreruperilor prevăzute pentru pauze — nu poate trece peste 8 ore în timp de 24 ore, sau peste 48 ore pe săptămână», eră recunoașterea legală la 21 Maiu 1919 a unui uz în industrie și comerț introdus dela 1 Noemvrie 1918 în întreaga Transilvanie.

Decretul XII semnat de președintele Consiliului Dirigent și de unul din muncitorii socialiști, d-l *Iosif Jumanca*, atunci șeful resortului industriei, nu a fost dealtfel niciodată pus în aplicare. Dela punerea lui în vigoare până astăzi nu s'a constatat nici o contravenție, nici un patron nu a fost pedepsit potrivit art. 13 al acelui

Decret pentru contravenție la durata zilei de lucru — și este cu neputință să nu fi avut loc asemenea contravenții — nici o autoritate nu i-a supravegheat aplicarea, iar autoritatea competentă potrivit art. 14 să judece aceste contravenții, după constatarea noastră personală, nici nu cunoaște acest decret.

3. Cu toate acestea, dispozițiile Decretului XII se aplică în ce privește durata muncii întru toate, și aproape la toate întreprinderile industriale și comerciale din Transilvania. Această aplicare nu se datorește autorităților, care nu constată contravențiile la durata zilei de lucru, nici respectului legii, ci numai solidarității muncitorilor. Sindicatele îngrijesc de menținerea timpului de lucru de 8 ore pe zi.

In toate contractele colective încheiate în Transilvania între sindicatele profesionale muncitorești și patroni, și fără întrerupere dela 1 Noembrie 1918 până astăzi, a fost prevăzută clauza duratei muncii de 8 ore. Această clauză a fost încă aceea care a fost apărată cu mai multă strășnicie de muncitorime.

Mai mult, prin contractele colective de muncă, muncitorii au obținut încă condiții mai favorabile decât acelea prevăzute în Decretul XII, în special în ce privește durata timpului de muncă, astfel că acest principiu este mult mai bine garantat astăzi.

Potrivit art. 9 al Decretului XII, orele de lucru suplimentare sunt plătite numai cu un spor de salar de 25%, pe când aproape sistematic în contractele colective în vigoare se prevede pentru primele ore suplementare un spor de 50%, iar pentru orele următoare un spor de 100%, ceeace împiedecă prelungirea fără absolută necesitate a timpului de muncă și călcarea principiului duratei de 8 ore de muncă pe zi, introducându-se printr'o sporire ușoară a salariului, pe o cale piezișă deci, durata zilei de lucru de 10—12 ore.

Astfel de contracte colective au fost încheiate după răsboiu de sindicatele tipografilor, lemnarilor (dulgherilor), tâmplarilor, apă-canal, gaz-electricitate, tapițerilor, muncitorilor constructori, legătorilor de cărți, cismarilor, chelnerilor de cafeneà, chelnerilor de restaurante, vopsitorilor, funcționarilor comerciali, și așa mai departe, cu organizațiile patronale respective, sau de lucrătorii diferitelor întreprinderi, formând un grup social în sindicate de întreprindere, cu patronii acelor întreprinderi, fabrici sau mine, cum ar fi fabrica de telefoane din Cluj, «Creditul tehnic», fabrica de cherestea din Ilva-Mare, fabrica de piele Renner din Cluj, spitalul de ortopedie din Cluj, minele de cărbuni din Tic, Bobota, Valea-Nadășului, etc., etc.

4. Iată câteva pilde de contracte colective:

A. *Contractul colectiv încheiat de sindicatul dulgherilor din Cluj la 16 Maiu 1922.* Chiar întâiul articol al acestui contract colectiv prevede:

«Munca săptămânală se stabilește la 48 ore și anume în primele 5 zile ale săptămânii câte 8½ ore de lucru, iar Sâmbăta 5½ ore. Intrucât 20% din muncitorii de specialitate din Cluj ar cădeà în lipsă de lucru, timpul de lucru se va reduce zilnic cu o oră.

«Patronul este îndreptățit să lase să se lucreze și un timp mai scurt decât cel stabilit mai sus».

Mai departe, art. 2 prevede:

«Timpul de muncă obişnuit este dela 1 Aprilie până la 31 Oct., dela 7 dimineaţa până la 5 după amiază, iar dela 1 Noemvrie până la finele lunii Martie dela 7½ dimineaţa, până la 5½ după masă, cu o întrerupere de o oră jumătate la timpul mesei».

Articolul 3 prevede plata pe oră, iar articolul 7 dispoziţii privitoare în timpul de muncă suplimentar:

«Timpul de muncă peste cel obişnuit de 8 ore, se va remunerà în modul următor: primele două ore suplimentare cu un spor de 50%, iar celelalte următoare, precum şi munca făcută în timp de sărbătoare, se remunerează cu un spor de 100%».

B. *Contractul colectiv încheiat între sindicatul tipografilor şi patronii tipografiilor din Cluj la 7 Maiu 1922.*

In acest contract se prevăd dispoziţii mai variate cu privire la durata zilei de lucru, după categoriile de lucrători.

Pentru culegători și culegătorii-corectori, cari lucrează cu ziua, articolul 23 prevede următoarele:

«Timpul de lucru e 8 ore zilnic; stabilirea detailată (începutul şi sfârşitul) se cuprinde în regulamentul de muncă (de atelier) cu restricţia că timpul este în fiecare zi egal şi nu se poate extinde peste ora 6 seara. Timpul de prânzit ţine cel puţin 1½ ore. Impărţirea timpului de lucru se poate schimbà numai la începutul săptămânii».

Articolul 24 prevede salariul săptămânal.

Orele suplimentare sunt reglementate prin art. 27:

«Dacă angajaţii sunt siliţi a lucrà şi după orele de lucru stabilite, ceeace trebuie să li se aducă la cunoştinţă respectivilor, după putinţă, înainte de amiază, în acest caz primesc retribuţiile speciale următoare:

«*a*) Pentru lucrul săvârşit prima oră nemijlocit (imediat) după terminarea timpului de lucru de zi, după fiecare leu al salariului total săptămânal, câte 2½ bani.

«*b*) Pentru lucrul săvârșit înainte de miezul nopţii şi Dumineca şi sărbătoarea înainte de amiază pe oră, câte 3 bani.

«*c*) Pentru lucrul săvârşit după miezul nopţii sau dimineaţa înainte de începerea timpului regulat de muncă şi în decursul amiezii, precum şi în zi de sărbătoare şi Dumineca după amiază, pe oră, câte 4 bani.

«*d*) In zi de sărbătoare sau Dumineca peste ora 6 seara, lucrul se va plătì după fiecare leu cu 6 bani pe oră»...

Pentru culegătorii și corectorii dela ziarele zilnice (cules manual) art. 40 prevede:

«Timpul de lucru la ziarele, care se fac ziua, este de 8 ore, la ziarele care se fac noaptea este de 7 ore şi acest timp nu poate trece la culegători peste ora 2 noaptea, la corectori peste ora 2½ noaptea şi la paginatori peste ora 2½ noaptea. Timpul de lucru care se începe în intervalul dela ora 3 p. m. până la ora 5½ după amează, se socotește ca timp de lucru mixt. Timpul de lucru mixt este de 7½ ore, iar timpul de noapte de 7 ore».

Articolele 45, 46 prevăd că pentru lucrul suplimentar peste orele de lucru maxime, orele din zi de sărbătoare, sunt a se plătì, afară de salarul săptămânal, ore

suplimentare ca și la ceilalți culegători din localitate, dar cel puțin plata de pe o jumătate zi; iar lucrul în zi de Duminecă este de a se plăti dublu.

Pentru culegătorii mașiniști (Linotype, Monoline, Monotype, Typograph) articolele 54, 55, 57, 58 și 59, prevăd:

«Timpul de lucru este la mașinele de cules 7½ ore, la ziarele care se fac ziua 7 ore, iar la ziarele care se fac noaptea 6½ ore; culegerea nu poate dură mai mult de 5 ore neîntrerupt.... lucrul de zi nu se poate începe înainte de ora 7 dimineața și nu poate trece de ora 6 seara».

«Timpul de muncă obișnuit de noapte poate ține cel mult până la ora 1½ după miezul nopții».

«Dacă culegătorul de mașină face lucrul mixt, ziua și noaptea (în echipă) timpul său de lucru este de 7 ore. Dela sfârșitul muncii de noapte începând și până la începerea din nou a muncii de zi trebuie să treacă un timp de cel puțin 9 ore».

«Dacă la ziarele de seară timpul de prânzit este mai scurt de 1½ oră, atunci aceasta se va socotì în timpul de lucru. Timpul de prânzit însă nu poate face mai puțin de o oră».

«In timpul lucrului de noapte, fără considerare la durata acestuia se va da o o jumătate oră timp de cină, care se va socotì în timpul de muncă și nu poate fi întrebuințat prin muncă».

In ce privește plata orelor suplimentare, ea se face potrivit prevederilor art. 24, însă pentru culegători mașiniști, în afară de anumite bonificații suplimentare, aceștia primesc dacă lucrează la ziare zilnice, condiții deosebite și anume:

«Personalul de ziar ocupat cu cules în zi de sărbătoare, atât noaptea cât și ziua, capătă ore suplimentare de 4% (adică un spor de plată de 4 bani de fiecare leu de salar săptămânal) însă această bonificare trebuie să facă cel puțin atâta, cât fac retribuțiile unei jumătăți de zi regulate de muncă. Dumineca în caz de suspendare a repausului de muncă se plătesc retribuțiile a cel puțin o zi regulată de muncă» (art. 62).

«Dacă culegătorul cu mașina angajat la un ziar zilnic, atât ziua cât și noaptea trebuie să rămână și după încheierea ziarelor, atunci acestuia i se cuvine pentru prima oră după încheiere, o taxă de oră suplimentară de 3% (adică un spor de plată de 3 bani de fiecare leu din salarul săptămânal), dela acest timp încolo (orele următoare) 4% (adică un spor de plată de 4 bani de fiecare leu din salarul săptămânal), iar pentru începerea lucrului înainte de timpul regulat deasemenea 4%» (art.63).

Culegătorii mașiniști, dacă lucrează la alte lucrări ca ziarul zilnic, nu fac ore suplementare decât în cazuri cu totul excepționale; ei primesc acelaș spor pe ore suplimentare ca și culegătorii de mână.

Pentru mașiniști și tipăritori este acelaș timp de lucru și acelaș aranjament pentru plata orelor suplimentare ca și la culegători.

Pentru mașiniștii dela mașinele rotative art. 84 din contract prevede ca timp de lucru 7½ ore ziua și 6½ ore noaptea din care ½ ore timp de cină. Plata orelor suplimentare se face ca și pentru culegătorii mașiniști.

Pentru stereotipari art. 90 stabilește ca timp de lucru, ziua sau noaptea, 6 ore zilnic, în care se cuprinde o jumătate oră repaus în timpul cinei. Plata e pe ziua de

lucru şi preţul muncii de noapte este îndoit. Salarizarea orelor suplimentare e aceeaş ca şi la ceilalţi muncitori profesionişti (art. 92).

Pentru femei muncitoare timpul de lucru este stabilit ca şi pentru culegători maşinişti. Pentru muncitorii auxiliari timpul de muncă este egal cu acela al muncitorilor profesionişti.

C. *Contractul colectiv încheiat între o parte din patronii întreprinderilor industriale din «Uniunea patronilor din Ţara Bârsei» şi muncitorii acelor întreprinderi la 18 Aprilie 1924.*

Primul articol chiar prevede durata zilei de muncă de 8 ore:

«Durata timpului de lucru constă din 48 ore efective de lucru pe săptămână, adică 8 ore efective de lucru pe zi, iar când săptămâna are sărbători de repaus, recunoscute prin acest contract, se vor scădeà din cele 48 ore de atâtea ori 8 ore câte sărbători recunoscute vor fi în aceà săptămână» (art. 1).

In caz de nevoie lucrătorii se obligă în principiu să lucreze şi până la 14 ore pe zi timp de 6 luni pe an, astfel că după 3 luni cu ore suplimentare, să urmeze 3 luni fără ore suplimentare, şi apoi iar 3 luni cu ore suplimentare (art 19).

Plata orelor suplimentare se face cu următorul spor: In zilele de lucru, pentru primele două ore suplimentare se va plătì un adaus de salar de 20%, pentru alte două ore următoare, un adaus de 50%, iar pentru orele următoare un adaus de 100% asupra salariului obişnuit pe oră (art. 20).

Pentru acei cari lucrează şi ziua şi noaptea li se dă un adaos de 20%, (Art. 21), iar pentru lucrul de Duminecă şi sărbătoare se plăteşte un supliment de 50% (art. 23).

In fabricile unde se lucrează permanent şi continuu ziua şi noaptea, orele dintr'o echipă următoare se plătesc ca acele normale. Dacă într'o echipă se lucrează mai mult de 8 ore se va plătì un supliment de 20%, pentru 2 ore în plus înainte de echipă, şi 2 ore în plus după echipă. Orele în plus următoare se plătesc după cum s'a văzut mai sus (art. 23).

Putem da astfel un şir mare de exemple de contracte colective, în toate găsindu-se clauza celor 8 ore de lucru pe zi, sau 48 ore pe săptămână. In acest fel, în toate întreprinderile mari, şi aproape la toate meseriile în oraşele mari ale Ardealului se lucrează obişnuit 8 ore pe zi, şi orele suplimentare sunt plătite mult pentru a nu fi folosite decât în cazuri cu adevărat strict necesare.

5. Acest fenomen nu se observă numai în Transilvania şi Bucovina, unde muncitorii înainte de răsboiu erau bine organizaţi, erau conştienţi de drepturile lor şi după revoluţie au impus patronilor durata zilei de lucru de opt ore; în Vechiul Regat încă de câte ori s'a putut încheià un contract colectiv, adică ori de câte ori muncitorii au fost atât de solidari ca să-l impuie, s'a fixat durata zilei de lucru la 8 ore. Din nefericire muncitorii în vechiul Regat sunt mult mai slab organizaţi, mult mai puţin solidari, mult mai puţin conştienţi de drepturile lor şi contractele colective în această parte sunt deosebit de rare.

Pentru dovedirea celor spuse mai sus putem cità *contractul colectiv încheiat între Sindicatul patronilor de Arte Grafice şi Sindicatul lucrătorilor şi lucrătoarelor de Arte Grafice din Bucureşti, în 30 Iulie 1922.*

Timpul de lucru prevăzut în acest contract este: Pentru acei cari lucrează ziua de 48 ore efective pe săptămână, şi pentru acei cari lucrează noaptea 42 ore efective pe săptămână, considerând orele de zi dela 7 dimineaţa la 7 seara, şi orele de noapte dela 7 seara la 7 dimineaţa (art. 11).

Timpul de lucru peste 48 ore pe săptămână se consideră ca ore săptămânale. Aceste ore se împart în două categorii: ore suplimentare obligatorii şi ore suplimentare neobligatorii. Cele obligatorii după necesitatea urgenţei vor fi în număr de patru pe săptămână şi plătite cu un adaus de 50% asupra preţului normal al orei de lucru. Cele neobligatorii pot fi oricâte şi se plătesc după învoeală (art. 26).

Lucrătorul are drept, dacă are o vechime neîntreruptă de un an, la o săptămână pe an concediu, între 1 Maiu şi Octomvrie. Pe această săptămână lucrătorul primeşte salariul întreg. Supt nici un cuvânt concediile nu pot fi răscumpărate prin bani, lucrătorul care va lucrà în timpul concediului său este pedepsit cu avertisment sau excluderea din sindicat (art. 32 şi 43).

Acest contract e deosebit de avantajos pentru lucrători. El este în ce priveşte orele suplimentare mai avantajos chiar decât contractul colectiv similar dela Cluj, fiindcă plata acelor ore este mult mai mare în Bucureşti, ceeace este o piedică însemnată ca patronii să sporească orele de lucru. In special în ce priveşte orele suplimentare facultative, e cu totul în mâna lucrătorilor de a voì sau nu să-şi reducă orele de muncă pe zi.

Importanţa acestor clauze nu poate să scape nimănui, şi ele ar trebuì să fie un exemplu încurajator tuturor lucrătorilor, cari de zeci de ani cer zadarnic limitarea orelor de muncă zilnică şi nu reuşesc să convingă pe nimeni.

6. In aplanarea prin arbitraj a conflictelor de muncă din Transilvania de multe ori, dacă nu conflictul de muncă a dus la un contract colectiv liber consimţit de ambele părţi, prin hotărîrea de arbitraj s'a adus, — tot sub presiunea cererii neclintite a muncitorilor, cari mai curând au cedat în ce priveşte salariul, decât în ce priveşte durata zilei de muncă, — limitarea duratei zilei de muncă la 8 ore.

Putem cità hotărîrea de arbitraj dată în ziua de 30 Dec. 1922 în chestia conflictului de muncă dela minele de cărbuni de pe Valea-Jiului.

Având în vedere faptul că «muncitorii cer cu stricteţe respectarea timpului de ore de lucru şi ca societăţile să nu poată ordonà ore suplimentare decât atunci când interesele tehnice şi de siguranţă a minelor o cer» se hotărăşte că «durata muncii efective pentru toate categoriile de lucrători, de ambele sexe şi de orice vârstă, nu va puteà, în schimbul salarizării stabilite, depăşì 8 ore pe zi sau 48 ore pe săptămână» (art. 1); «nici o muncă suplimentară nu poate fi cerută de întreprinzători (patroni) decât în schimbul unui salar suplimentar» şi în anumite condiţii (art. 3); «lucrătorii se obligă a prestà 8 ore suplimentare la două săptămâni sau patru ore la săptămână». «Nu se va puteà cere lucrătorilor, în afară de cazurile prevăzute de art 5. lit. a (întreţinerea şi siguranţa minei, prevenirea accidentelor, precum şi, în caz de accident, toate lucrările necesare pentru restabilirea condiţiilor normale de exploatare, îngrădirea sinistrului, asistenţa personalului şi lucrătorilor; deasemenea executarea comenzilor extraordinare, comenzilor cu termen şi în general, a

acelor cerute într'un interes general, economic, social sau național). o durată de muncă suplimentară superioară aceleia stipulată sub acest articol adică 8 ore la două săptămâni, sau pentru ore la săptămână (art. 6).

In ce privește plata orelor suplimentare, hotărîrea de arbitraj prevede în Decizia No. 16 din 31 Dec. 1922 următoarele:

«Fiecare oră suplimentară, cerută de întreprinzători, va fi renumerată cu salariul normal sporit cu 50%» (art. 1).

Pe lângă acest spor de 50%, întreprinderile se obligă să dea lucrătorilor pentru fiecare 8 ore de muncă suplimentară, un plus de alimente la care sunt obligate să dea peste salariul normal, reprezentând rația zilnică (art. 2).

Ruperea vechiului contract colectiv care există pe Valea Jiului, a dat loc unui conflict de muncă care nu a putut fi rezolvat decât prin arbitrajul ministrului muncii. In locul unui contract colectiv liber consfințit s'au dat un număr de decizii, care constitue punctele unui nou contract colectiv.

7. Din cele spuse mai sus se poate ușor trage concluzia că singura forță, care poate impune fixarea duratei zile de muncă de opt ore, în comerț și industrie, forță care poate silì pe patroni și autoritățile publice să respecte această practică și poate garantà stricta ei aplicare, este numai solidaritatea muncitorilor, este numai buna lor organizare în sindicate profesionale, sau în grupuri sociale pe întreprinderi.

Impunerea duratei muncii în comerț și industrie prin contractele colective de muncă încheiate între muncitori și patroni, este calea firească pentru introducerea în câmpul muncii a regimului muncii de 8 ore pe zi, sau 48 ore pe săptămână. Introducerea acestei practice însă, și întinderea ei cât mai mult, depinde de gradul de solidaritate a muncitorilor și de puterea organizațiilor lor. Muncitorii nesindicalizați nu pot beneficià în chip integral de acest regim, iar slăbiciunea organizațiilor muncitorești nu va puteà impune patronilor clauza celor 8 ore de lucru. Acolo unde însă organizațiile muncitorești sunt puternice introducerea în contractele colective de muncă a clauzei celor 8 ore de muncă face inutilă legiuirea acestei chestiuni, sau cel puțin îi face nesimțită întârzierea aducerii ei; iar controlul strictei aplicări a acestei dispoziții sociale fiind în seama muncitorilor, cari urmăresc cu stăruință stricta aplicare a contractului colectiv, face ca pe această cale principiul muncii de 8 ore să fie în chip desăvârșit aplicat și respectat.

MIŞCAREA IDEILOR

PROPAGANDA ÎN STRĂINĂTATE

DE S. ŞERBESCU

1. Suntem necunoscuţi în toate ţările, suntem ponegriţi şi calomniaţi pe toate limbile, acesta este strigătul de alarmă pe care-l întâlnim tot mai des în coloanele ziarelor noastre.

Imensa majoritate a poporului american, a cărui opinie joacă un rol din ce în ce mai însemnat în trebile europene, ne ignorează cu desăvârşire. Englezii au despre noi şi despre ţara noastră, părerea cea mai proastă. De curând, un bun prieten al României, publicistul francez Georges Bienaimé, ne semnală într'un articol cât de puţin ne cunoaşte chiar Franţa, la a cărei prietenie ţinem atât de mult. In cursul unei călătorii în Polonia, d-l Iorga constată cu regret că înşişi vecinii şi aliaţii noştri dela Nord n'au despre noi decât noţiuni foarte vagi şi adeseori false. La o conferinţă internaţională la Berna, delegaţii cehoslovaci, sârbi şi bulgari îmi semnalau penuria informaţiilor despre România, izolarea în care ţara noastră se află din lipsa unei propagande organizate şi continue.

Ar fi de sigur o greşeală să ne închipuim că numai noi suferim din cauza ignoranţei acesteia, şi că celelalte popoare se cunosc perfect unele pe altele. Oare noi cunoaştem mai mult ţările străine? Oare publicul nostru, chiar cel ce se pretinde cult, are idei precise, fie măcar despre nouile ţări vecine şi aliate? Poate că nici un român n'ar fi comis greşeala aviatorilor americani cari, scoborîndu-se din sborul lor în jurul lumii, la Strasburg, au anunţat că au sosit cu bine în... Germania! Dar care român ar puteà da asupra oamenilor şi trebilor din Statele-Unite amănuntele ce pretindem noi să fie cunoscute despre România dincolo de ocean?

Dacă am suferì numai de oarecare ignoranţă din partea străinilor, am puteà deci să ne mângâiem cu ideea că este vorba de un rău general, şi că lumea e prea întinsă pentru ca fiecare să aibă despre ea o imagine bine conturată.

2. Dar noi, spre deosebire de multe popoare, nu suferim numai de ignoranţa aceasta inerentă lucrurilor. Avem să ne plângem de un fapt mult mai grav: profitând de necunoaşterea aproape generală, şi mai ales de neglijenţa noastră vinovată, duşmanii noştri lucrează să dea lumii o imagine falsă şi calomnioasă despre noi.

In ultimul timp, acţiunéa aceasta de propagandă împotriva noastră s'a înteţit, loviturile ei au devenit mai dese şi mai precise, şi oricine trece graniţa şi vorbeşte cu un străin, chiar prieten, îşi dă seama de reuşita ei deplină.

Câteva exemple foarte proaspete ne vor arătà cum lucrează această propagandă, cu câtă măestrie altoieşte ea pe evenimente reale ştiri false, cu câtă îndemânare ştie să le răspândească.

In Aprilie 1923, opoziţia întreprinsese o violentă campanie de răsturnare contra guvernului Brătianu. Spre a o combate, acesta scosese mari forţe armate pe străzile din Bucureşti, cari căpătau în fiecare Duminecă un aspect revoluţionar. In acelaş timp, cete de manifestanţi anti-semiţi provocau turburări în toate oraşele universitare.

Pentru noi, cari ne cunoaştem ţara şi oamenii, evenimentele acestea nu formau niciun motiv de îngrijorare. Ştiam că e vorba doar de o comedie mai mult sau mai puţin bine închegată, şi că totul se va potolì odată cu venirea căldurilor şi cu oboseala actorilor.

Dar aceste incidente, privite de noi cu un zâmbet de neîncredere, au fost transformate pentru ziarele străine în «revoluţie». Săptămâni dearândul au circulat în Occident svonurile cele mai grave. Şi într'o bună dimineaţă, d-l Duca a aflat cu surprindere că în gara de Nord debarcaseră mai multe duzini de trimişi speciali, francezi, englezi şi americani, cu misiunea să observe la faţa locului «revoluţia» din blajina noastră capitală.

Această a fost prima lovitură în stil mare a propagandei duşmane. Deatunci încercările ei au devenit mai dese, şi cu un efect tot atât de sigur.

Explozia muniţiilor dela Cotroceni a fost prezentată în toată lumea ca o catastrofă ce nimicise complet Bucureştii. Românii din Italia telegrafiau rudelor întrebându-le dacă mai sunt în viaţă. O sucursală din New-York a unei bănci româneşti erà continuu chemată la telefon spre a răspunde dacă centrala ei din Bucureşti a fost într'adevăr distrusă. Ziarele germane şi italiene dădeau detalii îngrozitoare despre explozie, şi unele afirmau că regele se refugiase în Ardeal de frica pericolului. Iar în vremea aceasta, telegramele liniştitoare trimise din Bucureşti, cari relatau accidentul în adevăratele lui proporţii, erau oprite de cenzura noastră poştală!

Dar cea mai curioasă dintre toate aceste invenţii a fost de sigur aceea care, în două rânduri, a prezentat pe generalul Averescu ca autorul unei lovituri de Stat în dauna guvernului Brătianu. Examinând-o mai deaproape, vom puteà aflà şi filiera prin care asemenea ştiri se răspândesc în presa europeană.

3. La începutul verii acesteia, partidul poporului a ţinut o mare întrunire în Parcul Carol. Ea s'a desfăşurat în deplină linişte, cu ritualul obişnuit în asemenea ocazii, şi fără să aibă nimic revoluţionar.

Trecută însă prin prisma gazetarilor dela Pesta şi Viena, paşnica întrunire s'a transformat într'un «asalt pe care 50.000 ţărani, sub comanda generalului Averescu, l'au dat împotriva Capitalei», isgonind guvernul Brătianu şi proclamând dictatura.

Venită după acţiunile lui Mussolini şi Primo de Rivera, ştirea aceasta erà menită să capete crezare, în cercurile neinformate, şi să străbată în lumea întreagă ajungând până în Statele-Unite şi în Japonia.

Intr'un articol al corespondentului «Luptei» la Paris, d-l Noti Constantinide, se arată foarte clar cum s'a produs alarmarea străinătăţii printr'această maestră lovitură a propagandei duşmane:

«Toate ziarele de dimineaţă (din Paris) dădeau ştirea ca primită în timpul nopţii, ba dela Viena ba dela Londra, ba dela Belgrad, ba dela Milano. Legaţia nu poate confirmà nimic. La Legaţia din Londra, unde s'a telefonat în grabă, nu se ştià nimic.

Marile agenţii, Havas la Paris, Reuter pentru Londra, nu aveau nici o confirmare. Ştirile nu încetau însă să curgă.

Telegrame particulare, telegrame date de agenţii de mâna a doua, aduceau detalii, explicau cum generalul Averescu, «punându-se în fruntea opoziţiei unite, a răsturnat cu ajutorul masselor de ţărani înarmaţi, pe dictatorul Brătianu, terorizând pe rege şi obligându-l să-i dea puterea».

Ba unele adăugau că guvernul Brătianu ar fi dat intenţionat foc pirotehniei, pentru a împiedecà înarmarea ţăranilor.

Cu toată grava criză politică franceză, lumea nu vorbià decât despre «lovitura de Stat din România». Timp de două zile nu sosì nici o ştire oficială din Bucureşti, Agenţia Havas deasemenea nu comunicà nimic.

Infine, după două zile, Legaţia dă în *Temps* o mică notă de desminţire, afirmând că nu s'a petrecut nimic şi că ordinea cea mai completă domneşte în România. Havas comunică acelaş lucru.

Erà însă prea târziu. Ziarele comentaseră faptul şi nimănui nu-i venià să creadă că atâta zarvă se putuse naşte din nimic.

In redacţii şi în culoarele Camerei se şoptià că desminţirile acestea târzii sunt destinate numai ca să liniştească lumea, dar că cu siguranţă s'a întâmplat ceva.

Intre timp, un ziar englez publică o depeşă, «prima depeşă necensurată» trimisă de corespondentul său prin avion, şi care expuneà evenimentele cam în felul acesta:

«La 3 Iunie trebuià să aibă loc la Bucureşti o mare manifestaţie a întregei opoziţii, sub conducerea generalului Averescu. Zeci de mii de ţărani se adunaseră la porţile Capitalei. Regele terorizat a chemat pe generalul Averescu şi l-a rugat să renunţe la manifestaţia care, după explozia dela pirotehnie, puteà să ia un caracter de o gravitate excepţională. Generalul a acceptat ca manifestaţia să aibă loc la porţile Capitalei. Au defilat acolo zeci de mii de ţărani. Au avut loc ciocniri cu trupele. Guvernul e pe cale să demisioneze. Se aşteaptă din zi în zi intrarea triumfală a generalului Averescu în Capitală, pentru a luà locul de dictator».

Emoţia nu s'a potolit, în ciuda desminţirilor oficiale. Svonul acesta, care izbutise atât de bine să alarmeze lumea întreagă, a fost reluat, cu ocazia ordonanţelor recente privitoare la starea de asediu.

In numărul său dela 30 Iulie, *Berliner Tageblatt* publică o telegramă a corespondentului său *din Berna*, cu următorul conţinut:

«In toată România s'a proclamat starea de asediu în legătură cu o întrunire a partidului condus de generalul Averescu. Guvernul român anunţă că posedă documente după care Averescu vrea să provoace o grevă a funcţionarilor, spre a răsturnà guvernul Brătianu şi a se face el însuş dictator».

Iar a doua zi, *Neue Freie Presse (din Viena)* află dela corespondentul său *din Belgrad* că:

«Se anunţă *din Budapesta* ziarului *Secolo (din Milano)*: In ciuda desminţirilor oficiale asupra turburărilor din România, ***persoane demne de încredere, cari au sosit deacolo Sâmbătă la Budapesta,***

asigură că România se găseşte în ajunul unor evenimente serioase. Guvernul a închis ermetic graniţele. Jandarmii, poliţiştii şi agenţii vamali percheziţionează toţi călătorii cari trec graniţa. Deasemenea s'a instituit o severă censură postală şi telegrafică. Spre a se motivà trimiterea de trupe în regiunea Brăilei, s'a răspândit în străinătate ştirea că aceasta se întâmplă spre a se prinde un bandit. Fugarii au adus însă copia originală a ordinului comandantului armatei a doua, anunţând înfiinţarea stării de asediu, care se întinde asupra acelor regiuni din România, unde în Aprilie fusese proclamată legea marţială. Toate întrunirile sunt oprite, Cei ce răspândesc svonuri alarmante sau poartă publicaţii prohibite sunt ameninţaţi cu zece ani de puşcărie».

Vedem din aceste exemple cum lucrează propaganda anti-românească. In jurul unui eveniment real, dar de proporţii modeste, (explozia muniţiilor, întrunirea partidului poporului, publicarea ordonanţelor stării de asediu), ea brodează o sumă de detalii alarmante şi inventate, ţesute între ele cu destulă abilitate ca să pară verosimile pentru cei neinformaţi.

Exagerările pornesc în genere dela un corespondent ungur din Transilvania, sau dela acele «persoane bine informate» despre cari vorbeşte *Berliner Tageblatt*. Ele trec la Budapesta, unde sunt aranjate şi la nevoie amplificate, apoi sunt transmise la Viena, centrul de informaţie despre Orient.

Acì ele sunt luate de corespondenţii ziarelor apusene, sau de acele agenţii de mâna a doua care trăesc numai din lansarea ştirilor false, în dauna unuia sau altuia din guvernele care nu se lasă şantajate. Trimise în Italia, Elveţia şi Germania, ele merg pe urmă la Paris (în general *via* Geneva), la Londra, trec oceanul.

Vreme de mai multe zile, minciuna circulă astfel în coloanele presei europene. Legaţiile noastre, conform tradiţiei, nu ştiu nimic. Tăcerea guvernului nostru ia aparenţa unei confirmări. Comentariile se înmulţesc, invenţia se transformă aproape în certitudine.

Când desminţirea vine însfârşit, tardivă fiindcă nu avem organele necesare de informaţie, efectul a fost produs. Impresia că «a fost ceva», rămâne în spiritul public. *Calomniez, calomniez, il en restera toujours quelque chose*!

4. Faptele pe care le-am expus dovedesc cât de puţin pregătiţi suntem a combate această propagandă duşmană, care ne înconjoară de toate părţile şi devine din ce în ce mai periculoasă.

Le-a trebuit foarte mult timp oamenilor noştri politici ca să priceapă necesitatea informării străinătăţii, şi a organizării unui serviciu bine utilat şi bine dotat în acest scop. Abià acum încep ei să-şi dea seama despre rolul presei mondiale, şi despre primejdia ce-o reprezintă pentru ţară inacţiunea noastră, care ne-a costat mai mult decât sumele ce s'ar fi cheltuit pentru întreţinerea unei contra-propagande.

Toţi par încă a fi sub impresia neplăcută a confuziei ce s'a făcut multă vreme la noi între propagandă şi căpătuirea partizanilor politici. Intr'adevăr, propaganda oferă un prilej aşà de comod pentru a se trimite în capitalele mari ale Apusului oameni fără nici o pricepere, dar cari pot trăì împărăteşte cu fondurile abundente şi... secrete ce li se pun la dispoziţie!

Căci pentru propagandă trebuesc bani, şi acesta e aspectul care atrage pe cei mai mulţi «propagandişti» improvizaţi. Puţini îşi dau seama că propaganda e o

artă, un meşteşug, cu regulele şi metodele ei, că cere cunoştinţe speciale, în domenii foarte variate, şi că tehnica ei e atât de complicată şi atât de delicată, încât s'a creat, precum vom vedeà, şcoli speciale pentru formarea de propagandişti. In acest domeniu, ca în multe altele, bunele intenţii nu sunt suficiente, iar improvizările pot fi adesea dăunătoare.

Scopul acestor pagini este să schiţeze câteva din principiile care stau la baza influenţării opiniei publice prin propagandă, şi să arate, luând pildă dela ceeace au făcut alţii, ce s'ar puteà face şi în ţara noastră.

5. La o conferinţă a Institutului Social, d-l Iorga făceà observaţia că cuvântul «propagandă» este antipatic, pentrucă aminteşte prea mult campaniile de minciună ce s'au întreprins, în timpul răsboiului şi chiar maì apoi, pentru înşelarea popoarelor (1).

Şi într'adevăr, pentru intelectualul la care noţiunea unui fals patriotism nu întunecă credinţa în necesitatea morală a adevărului, abuzurile ce s'au făcut în domeniul propagandei nu pot găsì nici o scuză. Din punctul de vedere al sincerităţii care ar trebuì să domnească în relaţiile internaţionale, aceste abuzuri sunt tot atât de vinovate când constau în exagerarea binelui ca şi în ponegrirea sistematică a unei ţări duşmane.

Aşà cum a fost de multe ori condusă, propaganda naţională capătă aspectele imorale ale propagandei electorale, şi provoacă aceeaş repulsiune. Efectele ei, precum vom vedeà, pot să fie rodnice pentru scurtă vreme, la anumite momente propice, dar sfârşesc prin a compromite definitiv şi persoanele cari o practică, şi ţara pentru care s'a făcut.

Dar oricât de discreditat ar fi cuvântul acesta, nu ne putem oprì de a-l întrebuinţà, deoarece este singurul care se potriveşte acţiunii de a câştigà aderenţi pentru o idee, fără nici o constrângere materială sau morală, ci numai prin puterea convingerii. In sens propriu, propaganda înseamnă răspândire.

Cei dintâiu poate, şi în tot cazul cei mai abili propagandişti au fost creştinii, cari au întrebuinţat pentru răspândirea credinţei lor mijloacele cele mai îndrăzneţe şi mai potrivite scopului. Toate religiile s'au răspândit prin propagandă. Cruciadele s'au pornit în urma unei mari acţiuni de propagandă. Până în zilele noastre, toate sectele religioase îşi fac din propagandă o armă puternică.

Prima încercare serioasă de propagandă organizată şi sistematică, tot religia ne-o înfăţişează: Papa Grigore XV înfiinţează în anul 1622 congregaţia *de propaganda fide*, care aveà să joace un rol atât de însemnat în răspândirea catolicismului (2).

Propaganda politică s'a născut mai târziu. Fireşte, dacă lărgim noţiunea, vom întâlnì-o la toate popoarele şi în timpurile cele mai vechi. Piramidele faraonilor şi castelul dela Versailles sunt «propagandă» (3)! Propagandă deasemenea erau discursurile lui Caton contra Cartaginei, sau buletinele de victorie ale lui Napoleon!

(1) Cf. Demartial, *Comment on mobilisa les consciences*.
(2) Dr. Stern-Rubarth, *die Propaganda als politisches Instrument*, Berlin, 1921, p. 8.
(3) Plenge, *Deutsche Propaganda*, Bremen, 1922, p. 53.

Vom restrânge însă cuvântul propagandă la domeniul său obişnuit, acela de acţiune coordonată şi sistematică pentru răspândirea unor idei, pentru crearea unor anume stări de spirit sau pentru provocarea unor acte determinate. Şi aci întâlnim dela început, o dificultate: distincţia între propagandă şi reclamă (1).

Urmărind şi una şi alta scopul de a răspândi o anume idee, servindu-se în general de aceleaşi mijloace de difuziune, propaganda şi reclama diferă totuş în mod fundamental: una stă pe planul politic, cealaltă nu iese din domeniul interesului comercial; prima caută să convingă despre dreptatea cauzei unei naţiuni, cealaltă despre meritele curative ale unui sirop.

Chiar când propaganda împrumută mijlocul propriu al reclamei: afişul, încă rămâne bine deosebită de cealaltă: gândiţi-vă la propaganda prin afişe făcută de Francezi în vremea răsboiului pentru împrumuturile Statului, sau de Englezi pentru înrolarea voluntarilor! Puteà cineva să condamne această acţiun., dându-i porecla de «reclamă comercială»?

Intre ele există şi o deosebire de ton: reclama poate fi exagerată în laudele sale, poate travestì adevărul, poate cercà să amăgească — asemenea lucruri se îngădue chiar în comerţul cinstit — pe când propaganda în străinătate, dacă nu se menţine cu stricteţă în limitele adevărului şi ale sincerităţii, merge împotriva scopului său.

6. Propaganda în străinătate, sub forma specifică în care o examinăm aci, s'a născut şi a progresat odată cu naşterea şi progresele democraţiei. Desvoltarea parlamentarismului, ca mijloc de control al guvernului, şi alături de el, desvoltarea unei opinii publice care controlează şi guvernul şi parlamentul, au scos marile probleme diplomatice din misterul cancelariilor, şi le-au pus în discuţia generală. De aci a isvorît nevoia, pentru fiecare dintre cei interesaţi, să expună la lumina zilei argumentele cauzei sale, să le prezinte sub o formă cât mai convingătoare, şi să le asigure o răspândire cât mai mare.

Evoluţia aceasta nu a început de mult. In secolul al XVIII-lea, opinia publică prinsese abià să se formeze în Occident. Ea se pasionà de discuţii filozofice şi de chestiuni politice sau sociale, de actele regelui şi de păcatele curtezanilor. Marile chestiuni de politică europeană n'o interesau direct.

Astfel se explică pentru ce împărţirea Poloniei, de pildă, care constituià o violare ne mai auzită a drepturilor şi a moralei, a trezit numai protestările izolate ale câtorva scriitori, şi n'a avut nici pe departe în public ecoul care aveà să răsune mai târziu.

Cu sosirea veacului XIX-lea şi cu progresele parlamentarismului în Anglia şi în Franţa, publicul a început să se intereseze mai deaproape de politica externă, însă în deosebi cu scopul de a-şi făurì dintr'ânsa o armă pentru luptele de partid.

Guvernele căutau în succese externe o diversiune pentru dificultăţile din lăuntru; opoziţia găsià în eşecurile diplomatice o armă pentru a răsturnà miniştri şi

(1) Cf. Stern-Rubarth, p.7.

chiar dinastiile. E destul să ne reamintim de acuzările aduse în Franţa împotriva politicii externe prudente şi fără lustru a lui Louis-Philippe, care a contribuit atât de mult la revoluţia din 1848—sau de echilibrul ingenios pe care Napoleon al III-lea a încercat să-l realizeze, contra-balansând o politică internă reacţionară cu o politică externă foarte liberală, cerută de toată opinia publică franceză din aceà vreme.

Dar până după 1870, politica externă nu interesà direct şi prin ea însăş opinia publică, al cărei rol erà foarte redus. Bismarck puteà spune atunci, într'un discurs, că duşmanul nu se împuşcă cu opinie publică, ci cu plumb şi pulbere.

Dar când s'a văzut, după tratatul dela Frankfurt, că o politică externă necontrolată de organele democraţiei poate duce nu numai la un eşec diplomatic, ci chiar la primejduirea existenţei Statului, publicul a început să se preocupe mai mult de actele diplomaţilor săi, şi să reacţioneze cu vigoare atunci când interesele naţionale păreau jignite. Ecoul pe care incidentele dela Fachoda sau dela Agadir l-au avut în Franţa ne arată destul drumul parcurs într'un secol de democraţie.

Pasul acesta a fost făcut în Anglia ceva mai de vreme decât în Franţa (1), dar odată realizat, calea pentru propagandă erà deschisă, propaganda începeà să fie o necesitate.

Căci problemele externe sunt complicate şi greu de înţeles. Publicul nu se poate interesà de soarta lor decât dacă le pricepe. Şi această pricepere lipseà înainte de războiu, nu numai masselor populare, ci chiar membrilor parlamentului, poate chiar miniştrilor.

«Afară de împrejurări excepţionale, în care e electrizată de o pasiune, de o ură sau de un entusiasm, opinia publică, al cărei rol merge zilnic crescând în domeniul politicii interne, nu simte decât puţin interes în ceeace priveşte politica externă. Una din cauze este ignoranţa generală a masselor în privinţa tuturor acestor probleme. Ştiu că chestiunile economice şi sociale sunt infinit de complexe, şi întrec adesea competenţa unui alegător mijlociu; dar el cunoaşte totuş destul aceste chestiuni pentru a se interesà de ele, pentru a crede că le pricepe, pentru a-şi închipuì influenţa posibilă asupra intereselor sale a diverselor soluţii; dimpotrivă, el n'are în genere minimul de cunoştinţe necesar pentru a se interesà de politica externă. Pentru democraţie este o primejdie necontestabilă această lipsă de spirit public în materie de politică externă» (2).

Observaţiile savantului profesor de drept sunt confirmate de cuvintele lui de Pressensé, unul dintre oamenii politici francezi care s'a ocupat mai mult de politica externă, înainte de războiu:

«E multă vreme de când s'a constatat specia de indiferenţă cu care parlamentul francez priveşte chestiunile de politică externă şi părăseşte controlul regulat şi minuţios fără care răspunderea ministerială este o ficţiune. In această atitudine el nu face decât să reflecteze starea de spirit a unei ţări căreia crude şi prea numeroase lecţii n'au reuşit să-i arate interesul de căpetenie al acestor probleme, repercusiunea lor asupra prosperităţii, a siguranţei chiar a naţiunii, şi care nu cere în această materie presei sale abundenţa informaţiilor, rigoarea criticii, legătura măcar a ideilor» (3).

Şi aceasta nu se petreceà numai în parlamentul francez. Scriitorul englez Ponsonby constată că în Camera Comunelor erà imposibil să se trezească destulă opoziţie

(1) Joséph-Barthélemy, *Démocratie et politique étrangère*, p. 95.
(2) Joseph-Barthélemy, *op. cit.*, p. 125.
(3) de Pressensé, raport făcut parlamentului la 4 Iulie 1903.

sau măcar simplă curiozitate pentru a provocà o desbatere asupra politicii externe (1).

Ziarele deatunci urmau, fireşte, gustul şi interesul public. Poate că unii dintre noi îşi mai amintesc aspectul lor. Nimic mai instructiv pentru schimbarea înfăptuită decât compararea unui ziar din 1913 cu unul din 1923! Dintre toate evenimentele care se plămădeau în lume, tocmai cele mai însemnate, acelea care aveau să deslănţuească marele răsboiu, nu erau amintite, necum explicate sau comentate!

Presa se interesà atunci de crime, de accidente, de procese celebre, de naufragii, de excrocherii şi furturi. Ştirile de politică externă, care abundă azi în telegramele agenţiilor şi ale corespondenţilor speciali, care sunt considerate chiar ca cele mai importante, erau atunci complet nesocotite.

In instrucţiile pe care agenţia telegrafică americană *Associated Press* le trimiteà corespondenţilor ei înainte de 1914, se spuneà chiar dela început că «informaţiile politice sunt numai atunci cerute, când sunt de un mare interes general, sau de o însemnătate deosebită pentru Statele-Unite» (2).

Cetitorul poate judecà el însuş, după această frază, cât de mult s'a schimbat spiritul public, şi cum a devenit posibilă, ba chiar necesară, propaganda în străinătate.

7. Dar pentru a vedeà dacă şi până la ce punct propaganda este posibilă, trebuie rezolvată o întrebare prealabilă: lipsa de interes pentru politica externă este oare inerentă democraţiei, sau provine numai dintr'o ignoranţă ce se poate lecuì? In primul caz, putinţa oricărei propagande ar trebuì negată, şi ne-am vedeà conduşi să menţinem neschimbate vechile metode de diplomaţie secretă şi necontrolată.

Aceasta erà opinia lordului Balfour, care susţineà că poporul nu trebuie să-şi piardă vremea cu discuţia unei politici externe pe care n'o poate pricepe, ci să lase guvernul în care şi-a pus încrederea, să lucreze liber în acest domeniu (3).

O părere analogă susţineà şi Take Ionescu, aplicând-o mai ales la ţara noastră. El considerà chestiunile externe ca prea complicate pentru a puteà fi popularizate, şi la obiecţia mea că publicul nostru nu se interesează de ele pentrucă n'are cine să le explice, el răspundeà zâmbind că relaţiile internaţionale nu pot fi obiect de experienţe pedagogice.

Totuş, un examen cât de sumar al chestiunii dovedeşte că cei doi mari bărbaţi de Stat greşau în părerea lor. Publicul în genere, *the man in the street* cum spun Englezii, omul care posedă un minimum de cultură, nu poate aflà vreun interes într'o chestiune decât atunci când simte că soarta lui este în joc, într'un chip mai mult sau mai puţin direct. Un răsboiu între America şi Japonia poate trezì curiozitatea intelectualilor; popoarele europene nu vor cercetà lucrurile cu atâta pasiune ca în cazul unui conflict între Germania şi Polonia, de pildă.

Astfel se explică de ce, în perioada de linişte aproape completă care a domnit

(1) *Democracy and diplomacy*, 1915.
(2) Schwedler, *Die Nachricht im Weltverkehr*, Berlin, p. 131.
(3) Raport în Camera Comunelor, 1914.

în Europa dela căderea lui Napoleon I şi până la 1914, publicul nu se interesà de politica externă: el nu concepeà putinţa ca opera ascunsă a cancelariilor diplomatice să-i atingă soarta în gradul în care a făcut-o catastrofa dela 1914. Vreme de un secol, el a neglijat complet chestiunile internaţionale, pe care le considerà, împreună cu astronomia şi cu geometria analitică, în afară de sfera intereselor sale.

Astăzi, fireşte, lucrurile s'au schimbat. Dar nu e destul ca publicul să se simtă atins în interesele lui vitale, pentruca să-şi îndrepte atenţia asupra marilor probleme externe. Psihologia ne învaţă că atenţia e guvernată şi de o altă condiţie: aceea a înţelegerii.

Omul se dezinteresează de ceeace nu pricepe, chiar când simte că soarta lui este în joc; şi de multe ori ignoranţa lui merge până acolo, încât nici nu-şi dă seama de primejdie.

Este rolul presei să-l instruească, să popularizeze politica externă. Dar trebuie să constatăm cu regret că ea face prea puţin acest serviciu democraţiei şi crede că o slujeşte mai bine cu polemici persoanele sau cu sarbede articole de principii.

Aceasta este şi părerea lui Ponsonby, pe care l-am citat mai sus. El atribue lipsa de interes lipsei de cunoştinţe; şi lipsa de cunoştinţe lipsei de ocazii pentru a se instruì.

Observaţia aceasta e preţioasă. Ea ne va servì când vom cercà să deosebim câteva din regulele propagandei.

8. Războiul a fecundat terenul pentru înflorirea propagandei. Cele două condiţii de care vorbirăm, interesul şi priceperea, au fost realizate în plinătatea lor.

Nici un eveniment din epoca modernă — nici chiar marea revoluţie — n'a înrâurit cu atâta putere viaţa fiecărui individ, ca războiul european. Sguduirea produsă de el a trezit toate minţile, şi le-a îndreptat pe toate către politica externă, care dintr'odată a trecut pe cel mai înalt plan al actualităţii. Originile conflictului, atitudinea diferitelor State, sentimentele beligeranţilor, opinia neutrilor, principiul naţionalităţilor, condiţiile păcii, toate acestea au fost desbătute ani de zile ca cele mai vitale chestiuni care atingeau persoana fiecăruia.

In acelaş timp cu această viguroasă trezire a interesului, greutatea priceperii problemelor scădeà foarte mult. Nu mai erà vorba de subtile negocieri diplomatice, de alianţe secrete, de atitudini greu de analizat, ci de fapte precise, lesne de înţeles şi mai ales de simţit. Europa şi lumea întreagă se indignà la vestea violării neutralităţii belgiene, a asasinării lui miss Cavell, a distrugerii catedralei din Reims, sau a torpilării Lusitaniei.

Propaganda puteà să agite nu numai minţile, dar şi sufletele, Şi opinia publică reacţionà cu putere. Intre toate popoarele beligerante din acelaş grup se formà o conştiinţă comună, o conştiinţă interaliată, premergătoare a acelei conştiinţe internaţionale care susţine azi sforţările de pace ale Ligii Naţiunilor.

Atitudinile acestei opinii mondiale aveau efecte imediate. Ele puteau determinà o ţară să intervină în favoarea uneia sau alteia din cele două grupuri, să acorde sprijin economic sau militar, precum puteau şi să influenţeze asupra moralului

adversarilor, căci şi omul cel mai cinic se înspăimântă de o condamnare universală.

In chip firesc s'a născut deci nevoia de a influenţà această opinie publică din diferite ţări, prin propagandă. Şi astfel, alături de mitraliere, de avioane şi de gazele asfixiante, s'a creat o nouă armă ofensivă, armă morală a cărei imensă eficacitate nimeni n'o mai tăgădueşte azi. Ba unii scriitori din Germania merg până la afirmarea că ţara lor a fost învinsă prin propagandă mai mult decât prin puterea armelor (1)!

9. Beligeranţii au uzat, dar mai cu seamă au abuzat de propagandă. Au abuzat până într'atâta încât au compromis şi cuvântul, şi noţiunea. In focul luptei, ei nu alegeau armele morale, precum nu alegeau nici pe celelalte.

Adevărul îi interesà prea puţin. Ţinta lor erà să creeze şi să întreţie speranţa în victoria lor, în înfrângerea «sigură, iminentă» a duşmanilor. Pentru aceasta, orice mijloc erà bun.

Censura ascundeà cu rigoare orice ştire nefavorabilă (2), şi lăsà câmp liber răspândirii de ştiri tendenţioase, trunchiate sau inventate, care formau hrana zilnică a celor de pe front, dar mai ales a celor dinapoia frontului.

Unele comunicate oficiale ale Statelor majore au rămas celebre în această privinţă, şi abilitatea cu care mascau adevărul erà neîntrecută. Scriitorul francez Jean de Pierrefeu, care a fost redactorul comunicatului zilnic pe vremea lui Joffre, ne-a lăsat mărturisiri preţioase (3). Civilii n'au cunoscut răsboiul decât din aceste laconice documente, de un optimism nesdruncinat, care transformau înfrângerile în «retrageri strategice», şi adăugau la numărul prizonierilor cât mai multe nule găseau la îndemână.

Ziarele erau confecţionate după aceleaşi principii: cenzură şi fals, pentru uzul intern, informaţii abundente, de coloarea cea mai trandafirie, pentru străinătate. Iar acolo unde bunavoinţa nu se puteà câştigà numai prin mijloacele acestea, intrau în acţiune fondurile secrete (4).

Maestru neîntrecut în privinţa organizării propagandei în timpul răsboiului a fost fără îndoeală lordul Northcliffe, care cu cele 25 de ziare ale sale, a contribuit la câştigarea lui poate tot atâta cât întreaga armată engleză (5).

Efectele propagandei, pentru care s'a cheltuit atâta energie şi atâţia bani, au fost într'adevăr uimitoare. Formarea armatei engleze prin înrolări voluntare, şi apoi acceptarea serviciului militar obligator, contrariu tuturor tradiţiilor britanice, n'au putut fi realizate decât prin propagandă.

Intrarea Statelor-Unite în războiu — această imensă mişcare de idealism care

(1) Plenge, p. 61; Rubarth, p. 62.

(2) Walter Lipmann, *Public Opinion*, New-York, p. 42. Cf. G. Dermatial, *Comment on mobilisa les consciences*, p. 145.

(3) Pierrefeu, *Au G. Q. G. 2*, vol.

(4) Cf. Rubarth, p. 38, care citează ca exemplu de presă venală, «din propric cunoştinţă», ziarele din Bucureşti! Cf. Dermatial, *op. cit.*, p. 284.

(5) Sir Campbell Stuart, *The secrets of Crewe-House*, Londra, 1920; Rubarth, p. 54.

a salvat libertatea Europei — a fost rezultatul unei stăruitoare şi abile propagande franco-engleze. Şi ca să cităm un exemplu care ne interesează mai deaproape, prăbuşirea imperiului habsburgic a fost mai mult determinată de propaganda printre soldaţii şi popoarele monarhiei, decât prin puterea armelor. Dreptul de autodeterminare a naţiunilor, proclamat de puterile aliate dela 1915 încoace,

«a fost tratat ca o temă de serviciul de propagandă englez, şi, realizat cu tot atâta măestrie cu câtă fusese conceput, a servit de bază «prelucrării» frontului autro-ungar şi a popoarelor din monarhia danubiană».

Această propagandă începù (în 1917) cu un adevărat noian de foi volante, hărţi, schiţe, proclamaţii de independenţă, în toate limbile şi culorile naţionale ale imperiului habsburgic. Ea şi-a împlinit pe deplin scopul, după cum o ştim din propriile noastre constatări. Dezertările pe frontul italian, trădările planurilor de ofensivă şi ale poziţiilor, luară în scurtă vreme o aşà extindere, încât menţinerea acestui front, chiar sub comanda germană care devenise necesară, fu imposibilă. Diviziile compuse din slavi trebuiră să fie împrăştiate şi amestecate cu alte trupe, spre a împiedecă debandada completă. Dar şi aceasta nu putù menţine situaţia decât scurtă vreme. Comandamentul italian putù să-i mulţumească lui Northcliffe pentru desrobirea regiunii veneţiene ca pentru rezultatul vizibil al departamentului său de propagandă» (1).

Dar metodele acestea de propagandă, posibile şi folositoare în vremea răsboiului, nu mai puteau fi aplicate după încetarea lui. Odată cu dispariţia cenzurii şi cu potolirea patimilor, adevărul îşi recucerea drepturile sale suverane. Propaganda trebuià să adopte alte mijloace, pentru a nu merge tocmai împotriva scopului urmărit.

10. Propaganda s'a impus ca o necesitate de neînlăturat la conferinţa păcii. Hotarele Europei aveau să fie schimbate de marile puteri ce câştigaseră răsboiul, pe temeiul unor principii pe care preşedintele Wilson le enunţase, şi care, cel puţin pentru ochii lumii, formau bazele negocierilor. Cel mai de seamă şi cel mai însemnat în urmările sale erà principiul naţionalităţilor.

In aplicarea lui, aliaţii nu veneau în conflict numai cu ţările duşmane, ci şi unii cu alţii. Dar în discuţiile secrete ce urmau între marii pontifi ai păcii, naţiunile cele mici nu aveau nici un mijloc de intervenire directă. Ele trebuiră deci să recurgă la propagandă, spre a proclamà fiecare dreptatea cauzei sale, convingând şi pe acei ce aveau să le hotărască soarta, şi opinia publică de care aceştia erau obligaţi să ţină seamă.

S'a produs atunci un potop de publicaţii, broşuri, pamflete, statistici, hărţi, al căror număr nici nu ştim dacă a fost socotit vreodată. O instituţie specială s'a înfiinţat la Paris, sub numele de *Bibliothèque et Musée de la Guerre*, pentru a le strânge pe toate şi a le păstrà la îndemâna istoricilor viitori. Cu toate sforţile făcute, colecţiile ei n'au izbutit să fie complete.

Paralel cu activitatea scrisă, se înjghebà cu înfrigurare o activitate vorbită. Seria conferinţelor despre drepturile naţionalităţilor, mai ales asupra punctelor controversate, nu mai aveà sfârşit. Cele mai remarcabile au fost acelea organizate

(1) Rubarth, p. 60.

de «Uniunea marilor asociaţii franceze contra propagandei inamice», prezidată de Ernest Lavisse şi de Paul Deschanel, dar al cărei suflet erà neobositul ei secretar general d-l Perroy, unul dintre prietenii cei mai preţioşi şi mai calzi pe cari România i-a avut la Paris. Acolo şi-au expus revendicările, pe rând, toate Statele, Drepturile României au fost arătate în prezenţa d-lui Brătianu şi a delegaţiei române, de către d-l Dr. I. Cantacuzino, cu un mare răsunet în toată Franţa, căci conferinţele erau apoi repetate în provincie în faţa comitetelor departamentale, care numărau 12 milioane de membri.

Un alt ciclu de conferinţe, care se adresau unui public mai restrâns, însă care poate tocmai de aceea au avut o deosebită eficacitate, a fost acela organizat de «Uniunea Franceză», sub impulsul unui alt mare prieten al nostru, d-l Paul Gaultier (1).

Rând pe rând, sub preşedenţia d-lor Painlevé, Barthou, Viviani, Doumergue şi a principelui Bonaparte, au vorbit: d-nii Lacour-Gayet despre «Trecutul României», de Martonne despre «Pământul românesc», Jean Richepin despre «Sufletul românesc», Charles Diehl despre «Arta Românească», Raphaël Georges Levy despre «România economică», şi prietenul nostru Mircea Djuvara despre «Sacrificiile României».

Românii refugiaţi la Paris după pacea dela Bucureşti, au făcut să apară şi un ziar, *La Roumanie*, care în fiecare săptămână arătà, prin condeiul celor mai de seamă profesori şi ziarişti ai noştri, jertfele făcute de neamul românesc şi drepturile sale naţionale.

Unul dintre cei mai activi propagandişti ai noştri, în ce priveşte chestiunea Basarabiei, a fost d-l Ion Pelivan, care a publicat un mare număr de broşuri în limba franceză şi engleză (2).

(1) *La Roumanie, conférences faites à l'Union française*, I vol., Paris.

(2) Dăm aci o listă a volumelor şi broşurilor care au tratat chestiunile româneşti în timpul răsboiului şi al conferinţei de pace, şi dintre care o mare parte a fost răspândită prin serviciul de expediţie al Biuroului Presei Române dela Paris.

Charles Stiénon, *Le mystère roumain et la défection russe*, Plon, 1918; Comnène, *Notes sur la guerre roumaine*, Payot, 1918; S. Serbesco, *La Roumanie et la guerre*, Colin, 1918; Général de Lacroix, *L'effort de la Roumanie*, Revue des sciences politiques, 1917; I. Ursu, *Pourquoi la Roumanie a fait la guerre*, Payot, 1918; N. Basilesco, *La Roumanie dans la guerre et dans la paix*, 2 vol.; Lt. M. Sturza, *Avec l'armée roumaine*, Hachette, 1918; D. Draghicesco, *Les Roumains*, Bossard, 1918; Take Ionesco, *Souvenirs*, Payot, 1919; D. Iancovici, *Take Ionesco*, Payot, 1919; M. Djuvara, *La guerre roumaine*, Berger-Levrault, 1919; M. Gillard, *La Roumanie nouvelle*, Alcan; A. Muzet, *La Roumanie nouvelle*, Roger; M. Guillemot, *L'unité roumaine*; D. Draghicesco, *L'intervention roumaine dans la guerre mondiale*; C. Mavrodin, *Le général Iliesco*; Dr. C. Simionesco, *Au tournant dangereux de la grande guerre*, 1919; L. Claretie, *Nos frères Roumains*, Berger-Levrault, 1919; C. M. Sipsom, *Les problèmes politiques de la Roumanie en guerre*, Leroux, 1919; Dr. N. Lupu, *La Roumanie nouvelle et ses problèmes vitaux*, 1919; N. Iorga, *Histoire des relations entre le France et les Roumains*, Payot, 1918; J. Gabrys, *Carte etnographiques de l'Europe*, Lausanne, 1919; H. de Gallier, *La situation en Roumanie, Conflits avec la Conférence de la Paix*, Revue des sciences politiques, 1920; *Les sacrifices roumains pendant la guerre, Les victimes civiles*; Draghicesco *La lutte sociale et politique en Transylvanie*, 1918; C. J. Bunesco, *Les droits historiques de la Transylvanie*, 1918; Draghicesco, *La Transylvanie*, Alcan, 1918; Popovici, *La question roumaine en Transylva etnie*

Prietenii noştri francezi, ne-au dat concursul cel mai larg, prin sprijinul oficial al instituţiilor ce conduceau, cât şi prin sfaturile şi autoritatea numelui lor. Am citat dejà pe d-nii Perroy şi Gaultier; nu trebuie să omitem nici pe d-l Mario Roques, colaboratorul d-lui Albert Thomas şi profesor de limba română la Sorbona, care a condus biuroul nostru de presă în timpul conferinţei de pace.

Acest biurou al Presei române, care funcţionà sub directa supraveghere a ministrului nostru la Paris, d-l Victor Antonescu, fusese înfiinţat încă din 1916, spre a coordonà propaganda noastră în Franţa şi a ţine strânsă legătura cu presa pariziană, căreia îi procurà informaţii şi ştiri despre România. El a continuat să lucreze, cu sprijinul guvernului francez, şi în timpul păcii dela Bucureşti, şi şi-a intensificat acţiunea pe vremea conferinţei dela Paris, funcţionând până acum vreo doi ani, când a fost desfiinţat pentru motive de economie.

Propaganda noastră a contribuit mult la triumful celei mai mari părţi dintre revendicările naţionale, care întâmpinaseră mari rezistenţe în cercurile engleze şi mai ales americane, adică tocmai a acelor popoare la care propaganda noastră nu fusese făcută la timp.

In această privinţă Sârbii şi Cehoslovacii, cari din vreme duseseră o campanie activă şi abilă în Statele-Unite, au izbutit să-şi asigure sprijinul personal al preşedintelui Wilson, şi au văzut admise aproape toate cererile lor. Iată încă o dovadă

---

en Hongrie, Payot; *La Transylvanie, organe du comité national des Roumains de Transylvanie*, 1918; I. V. Papp et J. Erdély, *Les Magyars peints par eux-mêmes*, Berger-Levrault, 1919; T. Lalesco, *Le problème ethnographique du Banat*, 1919; J. Varat, *Le Banat roumain*, Revue des sciences politiques, 1919; G. G. Mironesco, *Le problème du Banat*, Leroux, 1919 (trad. şi în limba engleză); D. Draghicesco, *Les Roumains de Serbie*, 1919; *Un temoignage serbe sur les Roumains de Serbie* 1919; G. Vâlsan, *Les Roumains de Bulgarie et de Serbie*, 1918; C. Lacea, *La Bucovine*, 1919; A. Vitenko, *La situation ethnographique en Bucovine*; Inorodetz, *La Russie et les peuples allogènes*, Berne, 1918; Captain John Kaba, *Politico-economic review of Bessarabia*, 1919 (trad. şi în limba franceză); I. Pelivan, *L'état économique de la Bessarabie*, 1920; Pelivan, *Chronology of the most important events of the life of Bessarabia*, 1920 (trad. şi în limba franceză); Pelivan, *The union of Bessarabia with her mother-country Roumania*, 1920 (trad. şi în limba franceză); Pelivan, *Les droits des Roumains sur la Bessarabie*, 1920 (trad. şi în limba engleză); de Martonne, *Choses vues en Bessarabie*, 1919; de Martonne, *A french testimony on the situation in Bessarabia*, 1919; Pelivan, *La Bessarabie sous la régime russe*, 1919; Pelivan, *The movement and increase of population in Bessarabia from 1812—1918*, 1920 (trad, şi în limba franceză); Inorodetz, *Pourquoi la Bessarabie russe s'est décomposée*, 1920; G. Murgoci, *La population de la Bessarabie*, 1920; D. Draghicesco et Murgoci, *Les roumains d'Ukraine*, 1920; Jan Beletzky, *Les «nobles» Kroupensky*, 1920; *La Bessarabie, bulletin du Bureau de Presse Roumain*, 1919—20 (cu o ediţie în limba engleză); N. Iorga, *Histoire des Roumains de Transylvanie et de Hongrie*, 2 vol.; *La Dobroudja roumaine, études et documents*, Bucarest, 1919; *La Dobroudja méridionale*, 1919; N. Iorga, *Droits nationaux et politiques des Roumains dans la Dobroudja*, Jassy, 1917; O. Tafrali, *La Roumanie transdanubienne*, Leroux, 1918; Comnène, *La Dobroudja*, Payot; P. Caboue, *La situation bancaire en Roumanie*, Journal des Economistes, 1919; N. Danaila, *Le commerce extérieur de la Roumaine*, 1919; D. Bellet *Le développement économique et la richesse de la Roumanie*, Journal des Economistes, 1917; Baicoianu, *Le Danube*, Sirey, 1917; G. Popesco, *L'internationalisation des fleuves navigables*, 1920; Jean Bart, *La question du Danube et sa solution*, Galatz, 1920; *Le Danube et les intérêts économiques de l'Europe*, 1920; G. D. Creanga, *Les finances roumaines sous le régime de l'occupation et de la paix allemandes*, 1919, 2 vol.; etc.

de ceeace poate face propaganda, atunci când este bine organizată şi condusă de oameni pricepuţi!

11. Sforţarea noastră de propagandă, atât de importantă în timpul conferinţei de pace, a fost părăsită aproape complet după semnarea tratatelor. Am lăsat câmp liber Bulgarilor şi Ungurilor, să pătrundă pretutindeni cu informaţiile lor tendenţioase şi cu atacurile lor calomnioase. Astfel am ajuns în situaţia de azi, când suntem consideraţi în Statele-Unite şi chiar în Anglia ca nişte uzurpatori, cari am profitat de împrejurări ca să ne mărim pe nedrept teritoriul.

Cei ce urmăresc deaproape această mişcare de ponegrire a României sunt cu drept cuvânt îngrijoraţi de efectele ei. Căci ceeace citim în presa străină nu e nimic pe lângă ceeace se lucrează împotriva noastră prin alte mijloace: există, alături de acţiunea care se face în public, şi o altă acţiune ocultă, mult mai primejdioasă, pentrucă efectele ei se produc cu mai multă eficacitate, pe lângă oamenii cari au cuvânt hotărîtor în regularea chestiunilor europene.

Se pare că guvernanţii noştri şi-au dat şi ei seama de primejdie, şi s'au convins că a lăsà România neapărată pe terenul propagandei e tot atât de vinovat ca a o lăsà fără armată sau fără armament.

Pildele despre munca altora nu ne lipsesc pe acest tărâm. Germanii, cari pretind, precum am arătat, că au pierdut răsboiul în mare parte din pricina propagandei, au început să lucreze cu stăruinţa şi cu metoda care sunt printre însuşirile lor de căpetenie.

Ei au înfiinţat cursuri de propagandă, la institutul de ştiinţe sociale din Münster, unde lecţiile sunt predate de profesorul Plenge, sufletul acestei mişcări, la institutul de înalte studii politice din Berlin, la institutul pentru răspândirea germanismului în străinătate din Leipzig (pentru Rusia şi Balcani), la institutul ibero-american din Hamburg (pentru America de Sud), la institutul din Frankfurt, la institutul economic din Kiel, la München (1).

Polonia a pornit şi ea pe această cale, creând acum de curând o mare comisie naţională pentru organizarea propagandei.

In jurul Societăţii Naţiunilor mai ales se lucrează foarte mult de către cei nemulţumiţi cu starea de azi din Europa. Ungurii şi Bulgarii agită chestiunea minorităţilor împotriva noastră, şi nu vom surprinde pe nimeni afirmând că nu găsesc decât rare ori din parte-ne răspunsul cuvenit (2).

In fine, e de prisos să stăruim asupra propagandei celei mai abile şi a celei mai periculoase nu numai pentru noi, propaganda comunistă a Sovietelor, care dela o vreme mai ales îşi înteţeşte loviturile împotriva noastră.

Politica internaţională a Europei suferă de câtva timp o transformare radicală. Ea tinde tot mai mult să iasă din cadrul tradiţional al diplomaţiei de cancelarie,

(1) A se vedeà articolul lui Ambroise Got din *Mercure de France* (aug. 1924).
(2) Cf. Vasile Stoica, *Propaganda ungurească în contra României la Liga Naţiunilor*, Arhiva pentru Ştiinţa şi Reforma socială anul III, No. 4.

spre a pătrunde în domeniul opiniei publice şi al discuţiei juridice înaintea comisiilor de arbitraj sau a curţilor de justiţie. Poporul care va neglijà să ia la vreme măsuri spre a infiltrà acestei opinii publici internaţionale convingerea în dreptatea cauzei sale, va plătì scump la vreme de nevoie această uşurinţă.

12. Englezul Sir Robert Peel a definit opinia publică «un mare amestec de nebunie, de slăbiciune, de prejudecată, de impresii greşite, de impresii juste, de încăpăţânare şi de fraze de ziar». Sub forma ei paradoxală, definiţia este totuş justă. Luată în bloc, opinia publică cuprinde toate acestea, şi încă multe altele.

Dar în realitate, nici nu există, chiar în aceeaş ţară, o singură opinie publică. Ea are diverse trepte, diverse grade, diverse specii chiar, după natura chestiunilor ce-i sunt supuse. Toate nu interesează cu aceeaş intensitate aceeaş categorie de indivizi.

Unele chestiuni pătrund în straturile cele mai adânci ale unui popor. Sunt acelea despre care am vorbit la începutul acestor rânduri, acelea care izbutesc să trezească patimile mulţimii, iubirea sau ura ei, chestiuni religioase, sociale, uneori politice, dar atunci mai mult de politică internă. E destul să amintim afacerea canalului Panama, afacerea Dreyfus, sau mai recent lupta dată în Anglia în jurul serviciului militar obligator, ca să vedem ce fel de subiecte pot produce o mişcare generală a publicului.

Chestiunile externe nu fac decât foarte rareori parte din această categorie. Chiar chestiunea reparaţiilor, care a preocupat atâta vreme opinia din Franţa, a rămas superficială, şi n'a reuşit să emoţioneze massele poporului francez.

Acì e marea greutate de care se izbeşte propaganda în străinătate, greutate de care cei ce vorbesc despre propagandă rare ori îşi dau seama. *Problemele ţării noastre interesează prea puţin, am puteà spune aproape de loc, celelalte popoare.*

Nişte scriitori americani, Scott, Hotchkiss şi Franken, au făcut o anchetă printre cititorii ziarelor din Chicago şi New-York, întrebând pe studenţi, oameni de afaceri şi profesionişti, câte ziare citesc pe zi, cât timp le consacră, şi ce anume chestiuni îi interesează (1).

Din răspunsurile primite, ar rezultà că majoritatea (70—75%) întrebuinţează numai un sfert de ceas pe zi la cititul ziarelor, iar 25% mai mult. 14% dintr'ânşii citesc un singur ziar, 46% două, 21% trei, ceilalţi mai multe. 20% dintre cititori se interesează de «ştirile generale», 15% de articole, 12% de politică, şi *abià 6% de chestiunile externe*!

Ziarele sunt făcute după gustul acestor cititori. Wilcox a calculat tot în America, acum vre-o 20 ani, că, dacă se scade spaţiul rezervat anunţurilor, abia 1,8% din suprafaţa tipărită este consacrată de ziare ştirilor externe.

Din acest 1,8%, cât ar puteà fi consacrat României? Şi din cei 6% cititori cari se interesează de chestiunile externe, câţi ar da atenţie ştirilor din România?

(1) Lippmann, *Public Opinion*, p. 58.

Căci nu trebuie să uităm un lucru: un articol sau o ştire publicată, nu înseamnă neapărat că e şi citită, şi un articol sau o ştire citită, nu înseamnă că e şi înţeleasă sau reţinută. Psihologia cetitorului e complexă şi stranie; de modul cum propagandistul ştie s'o utilizeze, atârnă eficacitatea propagandei.

Fără a luà drept absolute rezultatele statisticilor americane, putem totuş trage dintr'însele o concluzie: singurii aproape dintre cititorii ziarelor, cari se pasionează de chestiunile politice externe, sunt... gazetarii cari scriu despre ele.

Aceştia sunt puţini, însă influenţa lor e foarte mare. Intr'adevăr, oamenii politici, parlamentarii, diplomaţii, s'au învăţat să considere gazeta ca expresia fidelă a opiniei publice, chiar în chestiunile de care aceasta se interesează prea puţin.

Pe de altă parte, gazeta este de obiceiu principalul mijloc de informaţie al membrilor parlamentului, «acest grup de oameni orbi într'o lume vastă şi necunoscută» (1).

Influenţând gazetele, se influenţează deci parlamentele, şi ca urmare guvernele. Campaniile de ziare devin mişcări ale «opiniei publice», şi eficacitatea lor e netăgăduită. Să ne amintim de campania care a răsturnat guvernul Briand în timpul conferinţei dela Cannes, şi deaceea care a înrâurit atât de mult asupra politicii lui Herriot după întrevederea cu Macdonald la Chequers!

13. In domeniul acesta restrâns dar foarte sensibil, propaganda trebuie să se exercite cu vigilenţă şi continuitate. Dar greutatea de a atinge marele public nu trebuie să ne îndemne a-l neglijà sau a-l considerà ca innaccesibil.

Şi el poate fi pus în mişcare, atunci când anumite condiţii se află întrunite.

In primul rând, trebuie ca chestiunea să fie simplă, lesne de priceput, şi pentru aceasta să se lege cu lucruri dejà cunoscute de majoritatea publicului. In al doilea rând, trebuie ca ea să fie susceptibilă a provocà o reacţiune sentimentală, pasională, excitând sentimente care există dejà în sufletul mulţimii, şi pe care să n'aibă decât a le actualizà: la sentimentele de dreptate, de milă, de mândrie naţională, ale unui popor, nu se va face niciodată apel fără rezultat. Astfel a ridicat Gladstone Europa întreagă împotriva atrocităţilor turce în Macedonia, astfel s'a întreţinut în Franţa simpatia vie pentru libertatea Poloniei, astfel violarea neutralităţii Belgiei a fost una din pârghiile cari au susţinut popoarele în lupta contra Germaniei.

Când propaganda izbuteşte să producă un asemenea efect. pe un teren bine pregătit şi cu mijloace bine studiate, succesul ei este desăvârşit: niciun guvern nu se poate împotrivì unei mişcări populare de asemenea tărie.

Totul depinde în acest domeniu de chipul cum ştie să folosească psihologia masselor. «Propaganda este o operă de psihologie socială. Cunoaşterea sufletului omenesc este baza ei» (2).

Mai întâiu trebuie trezită atenţia publicului, trebuie pus «în stare de receptivitate». Uneori, se poate ca evenimentul însuş să se impună atenţiei, cum a fost de pildă violarea neutralităţii Belgiei sau torpilarea Lusitaniei. Alteori, această atenţie este trezită de personalitatea aceluia care ridică chestiunea; am citat mai sus exem-

(1) Lippmann, p. 288; Barthélemy, p. 130.
(2) Plenge, p. 32; acelaş, p. 46.

plul lui Gladstone în chestia Macedoniei. In fine, se poate ca interesul să fie deşteptat de o întâmplare cu totul străină de obiectul care interesează propaganda; S'a putut astfel spune că ultimul cutremur din Japonia a trezit în public mai multă curiozitate despre imperiul din Extremul-Orient, decât toate cărţile lui Pierre Loti sau ale lui Lafcadio Hearn.

Din constatările acestea putem trage două regule pentru propagandă: 1). Ea trebuie să aibă organe veşnic gata să seziseze ocazia, «conjunctura», favorabilă, şi 2). Nu trebuie să lucreze niciodată la un moment neoportun, sub pedeapsă de a vedeà silinţele sale pierzându-se ca paşii pe nisip.

Dar trezirea atenţiei nu e suficientă. Mai trebuie ca această atenţie să fie binevoitoare, să se îndrepte cu simpatie spre obiectul ce-i este supus. Captarea acestei bune-voinţe este poate opera cea mai grea şi mai delicată a propagandistului. Adesea ea decurge firesc din simpatia pe care o inspiră persoana celui care întreprinde propaganda. Pe omul simpatic îl ascultăm şi îl credem, pe cel antipatic îl suspectăm dela început (1). Natura subiectului are şi ea un rol esenţial în simpatia cu care propagandistul e ascultat: creştinismul acum douăzeci de secole, bolşevismul azi, face adepţi printre cei sărmani şi inculţi; apostolii nu erau ascultaţi cu evlavie de patricienii romani, nici fanaticii lui Lenin nu prea isbutesc să convertească pe bancheri!

In fine, modul de prezentare al chestiunii joacă şi el un rost precumpănitor. Cine nu cunoaşte ţara în care lucrează, riscă să izbească prejudecăţile poporului, gusturile sau obiceiurile lui, şi să întoarcă împotrivă-i mecanismul acesta delicat care se cheamă psihologia popoarelor (2). In Turcia nu se va procedà la fel ca în America, într'o ţară latină ca într'un oraş german. Lucrul acesta atât de elementar e pierdut din vedere de foarte mulţi. Câţi oameni bine intenţionaţi nu cunoaştem, cari ar fi gata să pornească în ţări străine spre a luptà pentru cauza românismului, fără să bage de seamă că n'ar culege decât ridicolul pentru ei şi pentru ţară!

Propaganda neîndemânatică poate provocà tocmai efectul invers de cel urmărit, născocind aceeace Plenge numeşte «reacţiunea personală» (3), adică antipatia şi rezistenţa la o acţiune care isbeşte anume sentimente sau anume prejudecăţi.

Lippmann (4) citează cu drept cuvânt ca exemplu desăvârşit de prezentare abilă a unei chestiuni foarte spinoase, «cele 14 puncte» ale Preşedintelui Wilson. Entuziasmul provocat de formula sa nu numai printre popoarele aliate, dar chiar şi la duşmani, confirmă în totul această apreciere, ale cărei considerente sunt prea lungi spre a le reproduce acì.

Pentru a menţine interesul şi a uşurà priceperea, prezentarea chestiunii trebuie să fie clară, simplă, explicită. Nu cu vorbe lungi, cu cifre sau cu date abstracte

(1) Lippmann, p. 222.
(2) «*Man muss den Boden kennen*», Plenge, p. 32.
(3) p. 35.
(4) p. 210.

se mişcă massele, ci cu formule scurte, frapante, care să aducă convingerea pe cale de sugestie (1).

«O poveste identică nu este aceeaş poveste pentru fiecare dintre cei ce o ascultă»(2). Ea pătrunde în spiritul individului înconjurată de o serie de alte idei preconcepute, unele favorabile, altele contrarii. Propagandistul trebuie să cunoască aceste prejudecăţi, să utilizeze pe cele favorabile pentru intensificarea efectului, să evite pe cele cari ar provocà reacţiunea contrarie. Şi, operă încă mai grea, să se străduească a creà în mintea auditorilor, printr'o muncă stăruitoare şi continuă, prejudecăţi favorabile cauzei sale (3).

Nimic nu e mai eficace acì decât *repetarea*. Repetarea unei erori e mai eficace decât demonstrarea unui adevăr. «*Cartago delenda est*!» a bătrânului Caton, se bazà pe acest adevăr psihologic, exploatat în zilele noastre de nenumăratele discursuri ale lui Poincaré, toate cu aceeaş temă: Germania poate plătì, Germania trebuie să plătească! Această metodă a fost întrebuinţată până la saturaţie de comunicatele oficiale ale beligeranţilor, în timpul ultimului răsboiu, cari repetau cu atâta obsedantă stăruinţă că duşmanul a suferit cele mai grele pierderi, încât convinseseră pe toţi civilii că răsboiul se va sfârşì prin lipsa de combatanţi (4).

Repetarea, atât de întrebuinţată în reclamele comerciale, întâlneşte însă un mare obstacol în oboseala atenţiei publicului. Propaganda «trebuie să scoată pe indiferenţi din indiferenţa lor, şi dacă repetă mereu acelaş lucru, devine obişnuinţă şi provoacă din nou indiferenţa... Ea trebuie deci să se schimbe» (5). Variaţia formelor în care aceeaş idee este prezentată, constituie prin urmare una din condiţiile unei propagande bine făcute.

Pentru organizarea sistematică a propagandei, trebuie aşà dar rezolvate trei probleme: 1) Alegerea materialului; 2) Prelucrarea lui; 3) Mijloacele de prezentare şi de răspândire.

14. Am văzut pentru care motive propaganda în sânul masselor nu poate aveà decât un efect limitat la anume chestiuni şi la anumite momente. Cercurile conducătoare însă, acei puţini cari se preocupă continuu de problemele externe şi a căror opinie e de obiceiu precumpănitoare, trebuiesc ţinuţi continuu în curent, astfel ca să aibă veşnic la îndemână un material complet, şi mijloace de informaţie demne de încredere.

In ceeace priveşte pe specialiştii propriu zişi, ei nu pot fi informaţi decât pe baza şi după metode pur ştiinţifice. In ochii lor, broşurile de propagandă sau datele tendenţioase nu fac decât să compromită ţara la care se referă. Dimpotrivă, o lu-

(1) Lippmann, p. 243.
(2) Acelaş, p. 170.
(3) Rubarth, p. 11; formulele scurte, sub formă de maxime sau proverbe, sunt excelente în acest domeniu: aşà s'a format idea «omului bolnav dela Constantinopol», a «Dumnezeului răsboiului» (Kaizerul), a «militarismului francez», etc., expresii care odată pronunţate produc efectul unor axiome incontestabile.
(4) Lippmann, p. 40.
(5) Plenge, p. 35.

crare de ştiinţă adevărată, care-i documentează în mod imparţial, produce efectul cel mai bun. Rolul propagandistului, în înţelesul strict al cuvântului, este aci foarte redus.

Dimpotrivă, acest rol este foarte mare pentru informarea oamenilor politici şi a gazetarilor. Se poate spune chiar că ei sunt adevăratele «subiecte» pentru propagandă.

Un organ central de informaţie trebuie să lucreze necontenit la adunarea materialului care va fi pus la dispoziţia lor. Pentru fiecare specialitate, un expert în materie va culege datele necesare, şi le va prelucrà, făcând o discretă selecţionare a lor, spre a le pune în concordanţă cu politica guvernului.

Şi pentrucă sprijinirea acestei politici este, în ultimă analiză, scopul informaţiilor, credem că sediul cel mai logic al acestui birou de presă se află pe lângă preşedinţia Consiliului de Miniştri. Şeful lui trebuie să fie un personagiu la curent cu toate tendinţele şi intenţiile politicii guvernamentale şi capabil să scoată dintr'ânsele directive pentru propaganda sa.

Odată adunat, acest material trebuie prelucrat pentru a-l face asimilabil, pornindu-se dela o axiomă care e foarte adesea uitată de propagandiştii improvizaţi: ignoranţa absolută a străinului despre chestiunea de care i se vorbeşte.

Această ignoranţă trebuie presupusă întotdeauna; informaţia trebuie să fie deci explicită, clară, şi în acelaş timp *scurtă*. România nu e singura ţară de care se preocupă omenirea!

Şi în toate cazurile, *informaţia trebuie să fie adevărată*. Câştigarea încrederii este, precum văzurăm, piatra de încercare a propagandei. Această încredere — capital nepreţuit — se câştigă greu şi se pierde foarte lesne (1). O minciună poate compromite o întreagă acţiune, pe când ştirile de aparenţă imparţială, *chiar defavorabile*, sunt menite să deà autoritatea morală isvorului dela care emană.

Cel care primeşte o informaţie, rareori are mijlocul şi timpul s'o controleze. «Mijlocul cel mai cunoscut pentru a obţine repede o informaţie este de a nu pierde timpul s'o controlezi», ne spune Robert de Jouvenel (2). Dacă origina ei nu inspiră încredere, tot efectul este pierdut.

Abilitatea unora în lansarea ştirilor false este periculoasă, chiar dacă răuşeşte uneori. Cu asemenea ştiri s'a compromis propaganda sovietelor, care nu mai întâlneşte crezare nicăeri.

15. Materialul fiind strâns şi bine prelucrat, intervine o treia problemă: răspândirea lui în aşà mod încât să ajungă cât mai repede şi cât mai sigur sub ochii celor interesaţi.

In cazul de care ne ocupăm, mijlocul aproape unic de răspândire este tiparul, sub forma de broşură, de revistă, dar mai ales de ziar. Iar calea de transmitere cea mai potrivită este telegraful.

---

(1) Plenge, p. 42; Lippamnn, p. 131.
(2) *Le journalisme en vingt leçons*, p. 92, cf. Schwedler, p. 24.

De obiceiu, o legătură directă este greu de stabilit între biroul central de informaţie şi jurnale sau reviste. Asemenea legătură nu este nici recomandabilă, fiindcă imprimă ştirilor un caracter suspect de oficialitate.

S'a cercat totuş a se creà un astfel de contact direct prin înfiinţarea comunicatelor oficiale lansate prin telegrafia fără fir, la anumite ore, şi susceptibile de a fi recepţionate de oricine, aşa zisele «*communiqués à tous*». Dar încercarea a dat greş. S'a constatat că aproape nimeni nu le utiliză, pentrucă prin origina lor erau considerate ca tendenţioase şi necomplete. Putem spune că azi nici un ziar din ţările civilizate nu se foloseşte de aceste comunicate, care tind de altfel să dispară.

Este deci nevoie de anume organe de legătură între cei care conduc propaganda şi cei cărora ea se adresează. Aceste organe sunt agenţiile telegrafice, şi într'o măsură mai mică, corespondenţii speciali ai ziarelor.

Cea mai veche şi fără îndoeală cea mai puternică dintre aceste întreprinderi de informare a ziarelor este agenţia fondată la Londra de olandezul Reuter, cu multă vreme înainte de descoperirea telegrafului electric. El întrebuinţă la început, pe vremea lui Napoleon III, porumbei călători, şi deveneà repede celebru prin iuţeala cu care izbutià să primească ştirile.

Exemplul său a fost urmat de Havas în Franţa, de Wolff în Germania, de Stefani în Italia şi cu încetul s'a înfiinţat în fiecare ţară o asemenea agenţie telegrafică. Guvernele au înţeles curând utilitatea lor, şi prin legăturile ce au stabilit cu ele, le-au dat un prestigiu şi o influenţă care a mers crescând (1).

Nu mult după înfiinţare, aceste agenţii s'au cartelat, organizând între ele un schimb de ştiri foarte desvoltate, şi dobândind, mai ales dela răsboiu încoace, o forţă formidabilă, care a fost recunoscută în mod quasi-oficial la recenta lor conferinţă dela Berna, în Iunie 1924. «Sunteţi cea mai mare putere internaţională în Europa, după Societatea Naţiunilor», spuneà ambasadorul Franţei, d-l Allizé, într'un discurs ţinut cu ocazia acestei conferinţe.

Şi într'adevăr, formula aceasta nu erà exagerată:

«Massa ştirilor care sunt transmise dintr'o ţară în celelalte, trece, în realitate, prin agenţia telegrafică. Ea e marele furnizor de informaţii. Ea alimentează, prin lumea întreagă, curiozitatea oamenilor. Nu există ziar cât de modest, în colţul cel mai îndepărtat, care să nu fie abonat la o agenţie telegrafică, şi de obiceiu, la principala agenţie telegrafică din ţara sa. Această agenţie, ea însăşi în legătură cu agenţiile din celelalte ţări, va aproviziona pe client cu ştirile din lumea întreagă, după cum în acelaş timp va trimite lumii întregi, prin intermediul agenţiilor cu care este legată, toate ştirile ce privesc ţara ei de origine.

«Serviciul de ştiri, mai mult sau mai puţin întins, mai mult sau mai puţin însoţit de adevărate articole, pe care agenţia telegrafică îl trimite în fiecare zi, sau de mai multe ori pe zi, clienţilor săi formează fondul, baza tuturor ziarelor, chiar a celor mari, într'atâta încât, spre a compune un ziar, care n'ar fi poate prea original, dar care ar fi cel puţin complet, se poate spune c'ar ajunge un singur redactor şi un abonament la o agenţie.

«Lumea pare astfel ca învăluită într'o vastă reţea care o închide, şi ale cărei fire sunt ţesute şi ţinute de agenţiile telegrafice. Se înţelege, în asemenea condiţii, care este importanţa acestor oficii, şi deasemenea ce răspundere sdrobitoare apasă asupra lor. Prin imagina prezentată de ele va vedeà universul trăsăturile dominante ale ţării lor, imagină favorabilă sau defavorabilă, exactă

(1) Rubarth, p. 73; Schwedler, p. 3 şi urm.

sau neexactă, după cum oficiul transmiţător va fi fost mai mult sau mai puţin sincer, mai mult sau mai puţin îndemânatec.

«Şedinţele parlamentelor, discursurile miniştrilor, darea de seamă a principalelor evenimente naţionale, vor fi cunoscute în străinătate prin intermediul agenţiei telegrafice» (1).

Se poate spune despre ele că au aproape monopolul ştirilor externe (2).

Răsboiul, aducând intensificarea propagandei, a accentuat pe de o parte însemnătatea acestor agenţii, iar pe de alta a provocat naşterea altora, cu un caracter pur de propagandă, de cele mai multe ori sub forma de «biurouri de presă», şi care au dispărut fără să fi reuşit a-şi atinge vreodată scopul. E destul să amintim că numai în Elveţia funcţionau la un moment dat 46 asemenea agenţii (3)!

Una dintr'însele ajunsese celebră în lumea întreagă prin ştirile false ce lansà prin telegraful fără fir: agenţia germană Transocean, mai cunoscută sub numele de Nauen (după denumirea postului ce serveà la transmisiune), care continuă şi azi a fi compromisă de abuzul făcut atunci.

Al doilea mijloc de legătură al serviciului de informaţii cu presa, îl constitue corespondenţii speciali pe cari marile ziare îi au aproape în fiecare capitală. Aceşti corespondenţi, de obiceiu ziarişti încercaţi şi integri, pot fi influenţaţi până în oarecare măsură, dar legăturile cu ei trebuesc ţinute de o persoană cu mare autoritate şi cu multă rutină gazetărească, spre a nu se ajunge la rezultatul contrar celui urmărit: indispunerea lor şi provocarea de articole rău voitoare: In special pentru ţara noastră, se recomandă ca raporturile lor cu agenţii siguranţei şi cu beciurile poliţiei să fie cât mai rare, iar cele cu direcţia presei cât mai frecvente.

Corespondenţii aceştia au un mare avantaj asupra agenţiilor telegrafice. Fiind oameni de încredere ai ziarelor ce-i trimit, comunicările lor sunt întotdeauna publicate la loc de seamă, şi luate foarte des în considerare de cetitori. Ei pot trimite articole şi întreprinde anchete mai amănunţite, care ies din domeniul agenţiilor.

In schimb, difuziunea ştirilor date de ei e mult mai redusă, mai întâiu pentrucă ele sunt publicate numai într'un singur organ, şi apoi fiindcă nu informează întotdeauna despre toate evenimentele

De aceleaşi dezavantaje sufăr şi vizitele de ziarişti străini, care tind să devină tot mai frecvente în ultimul timp. Ele trebuesc totuş încurajate şi chiar solicitate, căci produc asupra vizitatorilor — în general personagii cu vază în lumea gazetărească — o impresie durabilă şi mai totdeauna favorabilă, dacă recepţia este simpatică şi copioasă.

16. Propaganda nu poate însă radià destul numai prin agenţiile telegrafice şi prin corespondenţii locali ai ziarelor. Rolul său nu se reduce numai la transmiterea de ştiri, şi deaceea, pentru a aveà efect deplin, are nevoie de agenţi ai săi în marile centre intelectuale, unde se făureşte opinia mondială.

(1) André François-Poncet, *Réorganisons la propagande*, l'Opinion din 28 Ianuarie 1922.
(2) Lippmann, p. 325.
(3) *Notes historiques publiées à l'occasion du 25-ème anniversaire de l'Agence télégraphique suisse*, p. 38.

Legăturile cu presa şi cu oamenii politici trebuiesc să fie neîntrerupte şi pe cât posibil personale; răspândirea ştirilor trimise dela centru, publicarea lor, trebuie urmărită la faţa locului, trebuie solicitată şi provocată.

Pe de altă parte, biuroul central trebuie informat zi cu zi despre fluctuaţiile opiniei din fiecare ţară, şi mai ales despre sforţările pe care le face propaganda inamică. Pe această acţiune de informare a străinătăţii se grefează o luptă ascunsă, dar înverşunată, între tezele opuse ale ţărilor rivale. Am văzut mai sus pe ce teren şi cu ce arme se dă această luptă, şi cât de slab înarmaţi ne prezentăm noi într'însa.

In domeniul acesta, valoarea personală a agentului e decisivă (1). El trebuie să fie energic, dar discret; să se ferească de a se arătà agresiv sau pătimaş, să nu facă exces de zel, dar să nu piardă nici o ocazie de a lovì în adversar.

Puţină vreme după semnarea păcii, Apponyi se aflà la Paris, unde ducea o campanie stăruitoare pe tema «furturilor» operate de armatele române la Budapesta. Contele ungur puteà să se creadă aproape de izbândă, când apărù în ziarele franceze ştirea, lansată de biroul nostru de presă, că s'au descoperit în Transilvania o serie de tablouri furate dela castelul din Chambord de către Ungurii cari luptaseră pe frontul francez. A doua zi, Apponyi întâmpină o astfel de primire în saloanele pariziene, încât preferă să-şi facă geamantanul!

Iată un exemplu caracteristic de chipul cum se lucrează bine pe terenul propagandei. «Propaganda trebuie să deschidă calea politicii, dar să influenţeze astfel opinia publică, încât ea să nu observe deloc această influenţare» (2).

Pentru o activitate atât de delicată, unii, cum sunt de pildă Cehoslovacii, întrebuinţează ataşaţii de presă pe lângă fiecare legaţie, alţii, cum sunt Bulgarii şi Ungurii, se folosesc de preferinţă de biurouri de presă.

Şi unii şi alţii, prin caracterul oficial şi biurocratic de care nu pot scăpà, păcătuesc contra principiilor unei bune propagande. Le lipseşte prin definiţie discreţia şi libertatea în acţiune. Ziarele îi suspectează, ba de multe ori îi au chiar în aversiune, şi informaţiile lor poartă întotdeauna pecetea neîncrederii. Din experienţă putem spune că sistemul acesta, aşà cum este practicat, e cu totul neeficace, şi banii sunt cheltuiţi zadarnic.

E mult mai bine ca agenţii de propagandă să aibă aparenţă cu totul neoficială, lucru ce se poate obţine, făcându-i să treacă drept corespondenţi particulari ai ziarelor, sau şi mai bine, ai agenţiei naţionale. Cu chipul acesta, ei sunt absolut liberi pe mişcările lor, pot legà mult mai uşor raporturi de prietenie cu gazetarii, înlăturând orice bănueală şi culegând sau răspândind ştirile cu mult mai mare înlesnire. Sistemul acesta, după cât ştim, n'a fost încă practicat, dar îl credem destinat a da propagandei o supleţă şi o eficacitate pe care n'a avut-o până acum.

Cele ce spuserăm despre biurourile de presă se aplică cu mai mult cuvânt legaţiilor, când comit imprudenţa să se amestece în chestiunile de presă. E o fericire că ele fac acest lucru atât de rar!

(1) Rubarth, p. 115.
(2) Rubarth, p. 58.

S'ar puteà scrie multe despre relaţiile diplomaţiei cu presa, şi ar fi mai ales interesant de cercetat cauzele psihologice ale veşnicei neînţelegeri dintre gazetari şi diplomaţi. Antagonismul dintre ei este atât de vădit, unii căutând să afle ceeace ceilalţi se silesc să ascundă, unii având secretul ca dogmă profesională, ceilalţi practicând indiscreţia până la abuz, încât a cercà să se facă propagandă prin intermediul legaţiilor este a căutà soluţia unei probleme ale cărei premise sunt contradictorii în esenţa lor.

Legaţiile trebuie să se mărginească a da din când în când câte o desminţire oficială, sau câte un comunicat oficial, atunci când aceasta este necesar, şi cât mai rar posibil. Nu li se poate cere decât un singur lucru: s'o facă cu oportunitate, şi s'o facă *la timp*.

Şi mai ales legaţiile trebuie să se ferească în mod absolut de a da subvenţii la ziare, risipind fondurile de propagandă într'o acţiune de mai înainte condamnată prin însăşi natura sa. Subvenţia are numai două efecte: să compromită ziarul care o primeşte (şi pe deasupra, bineînţeles, legaţia care o dă) şi să atragă duşmănia celorlalte, care nu s'au înfruptat din fondurile distribuite. Cine nu cunoaşte un mare ziar parizian, care şi-a pierdut în Franţa orice autoritate şi orice credinţă, pentrucă toată lumea ştie că 80% din coloanele sale sunt închiriate la cine dă mai mult?

Banii pentru propagandă trebuesc întrebuinţaţi mult mai discret şi cu totul sub altă formă. Dar chestiunea aceasta iese din cadrul ce ne-am propus.

17. Aşadar, pentru intelectuali, ziarul este mijlocul ideal de propagandă. Am văzut însă că el are o foarte slabă înrâurire asupra masselor populare, asupra «omului din stradă». Pentru a pregătì în sufletul acestuia un teren favorabil, care la vreme de nevoie să poată fi însemânţat de o propagandă mai activă, determinând o mişcare irezistibilă a opiniei publice până în adâncurile ei, există alte mijloace.

Modul lor de acţiune decurge din cele ce am spus cu privire la psihologia propagandei, şi nu vom mai revenì asupra acestui subiect.

In primul rând, se poate folosì acì imagina, ilustraţia, caricatura. Revistele de familie, care se găsesc pe fiecare masă de burghez şi chiar de lucrător, au un efect neîndoelnic. Cinematograful poate produce un rezultat asemănător, de mai scurtă durată, dar poate mai intens.

Caricatura e deasemenea un mijloc preţios. Pe vremea când armatele noastre se vedeau atacate, de o parte de trupele germane, iar de alta de hoardele bolşevice, marele caricaturist olandez Raemaekers a publicat un desen, reprezentând soldatul român în tranşee, cu baioneta întinsă către Germanii care-l atacau, în timp ce pe la spate rusul se silià să răstoarne asupra-i un bloc enorm de piatră. Imaginea aceasta a înlesnit mai mult priceperea situaţiei noastre de atunci, decât toate articolele de gazetă, cu oricât talent ar fi fost scrise.

Generalizând, vom spune că orice manifestare a unui popor în străinătate e operă de propagandă, care, bine făcută, ajută la cunoaşterea lui de către celelalte naţiuni. Muzica, teatrul, pictura, expoziţiile, sunt tot atâtea seminţe destinate să încolţească atunci când sunt aruncate cu îndemânare pe un teren prielnic. Să fim

siguri că succesul Elvirei Popescu la Paris a fost pentru noi o mai bună propagandă decât voiajul cutărui cabotin politic, care a cheltuit sute de mii de franci spre a ne face ridicoli.

Orice manifestare individuală, fie cât de modestă şi de izolată, poate semănà simpatia în anumite cercuri. Mulţi dintre cei cari protestează «că nu se face propagandă», uită că îndată ce trec graniţa, şi chiar în ţara lor îndată ce se găsesc în contact cu un străin, devin ei înşişi propagandişti. Şi, vai, atât de adesea această propagandă nu e nici simpatică, nici menită să ne înalţe în ochii străinilor!

Dar aceasta, fireşte, e o chestie de educaţie personală care scapă de sub înrâurirea oricărei organizări. Am amintit de ea numai în treacăt. Scopul acestor rânduri erà să arate cât de complexă şi delicată este problema propagandei, dela care ignoranţii pretind minuni.

Asemenea minuni, propagandistul, oricât de meşter, oricât de talentat, nu le poate face. El n'are decât rolul semănătorului: selecţionează sămânţa, alege terenul, determină epoca favorabilă, îşi procură uneltele cele mai potrivite. O parte din grăunţele aruncate încolţesc şi dau roade, altele cad pe pământ sterp şi se usucă, sau sunt mâncate de păsările cerului. Aci legile naturii sunt mai tari decât voinţa lui, şi nimeni nu-i poate face dintr'acesta vreo vină.

STUDII MONETARE DE AURELIU ION POPESCU

— DOUĂ CRITICI ŞI CÂTEVA NOTE MARGINALE —

DATORĂM o explicaţie pentru rândurile de mai jos. Cele două critici care formează preambulul acestui articol au fost făcute izolat şi, pentru a le păstrà unitatea, nu am găsit necesar a le contopì într'o critică generală. Broşurile, care formează subiectul acestor critici, aşà cum se prezintă alături de alte lucrări similare sunt, din punctul de vedere ştiinţific, printre contribuţiile importante la chestia noastră monetară.

Incercarea de critică constructivă am făcut-o în notele marginale unde am căutat să dăm atenţie mai tuturor ideilor care s'au frământat în ultimul an în jurul chestiei monetare. In aceleaşi note propunem şi un program de normalizare monetară, conduşi fiind de ţelul: maxima producţie naţională.

Aristide Blank: «Problema monetară în raport cu creditul public şi privat» este titlul conferinţei pe care d-l A. Blank a fost invitat s'o ţină la Institutul Economic Românesc şi care a apărut în broşură în editura «Cultura Naţională».

Când comparăm acest studiu şi următorul, al d-lui M. Manoilescu cu congenerele lor dinainte de răsboiu ne dăm seama că am realizat progrese mari pe tărâmul cercetărilor economice. Scrierile economice din acele timpuri erau mai mult nişte pamflete politice din care nici abuzul personal nu lipseà. Vedem acum străduinţa de a prezentà argumentul bine încătuşat într'o formă logică cu puternice premise ştiinţifice. Inainte, şi aceasta cu excepţii aproape unice, nici o preocupare de acest fel: vagi expuneri de păreri nedocumentate, tratate în modul cel mai simplist şi de oameni fără pregătire ştiinţifică adequată.

Lucrarea d-lui Blank se compune din două părţi distincte: una istorico-teoretică, în care conferenţiarul descrie etapele prin care a trecut politica noastră monetară aducându-ne la situaţia de astăzi, şi alta practică, unde ni se expune un program de normalizare monetară.

In prima parte a lucrării, după o judicioasă examinare a inflaţiei şi deflaţiei pe care autorul le numeşte imorale, d-l Blank se aşează în rândurile sta, biliştilor preconizând normalizarea situaţiei noastre monetare prin devaluare- Această parte a lucrării, dacă conţine doctrină acceptată de toţi în cercurile de gân. dire economică consacrate, este, poate, o doctrină nouă printre bancherii român- şi d-l Blank a fost isteţ asociindu-se ei. Politica de devaluare pare să fie anatemizatăi de unele cercuri bancare şi politice.

Dacă d-l Blank nu face parte din aceste cercuri, trece prin aceasta în compania destul de respectabilă a teoreticienilor cu autoritate ştiinţifică monetară mondială ca G. Cassel, J. M. Keynes, profesorul Edwin Cannan, Reginald Mackenna, preşedintele consiliului de administraţie al celei mai mari bănci din lume şi fost ministru de Finanţe al Angliei.

In definitiv: ce este deflaţia? Deflaţia, politica noastră oficială, este confiscarea lentă dar sigură a majorităţii avuţiei naţionale de către cercurile bancare şi rentiere, adică tocmai de clasa mai puţin producătoare. Clasele împrumutătoare şi-ar vedeà în fiecare an avutul crescut cu procentul de valorificare a leului, iar cercurile împrumutate, în special industriaşii şi agricultorii, şi-ar vedeà datoria sporită cu suma corespunzătoare. In plus, o perturbare continuă à nivelului preţurilor şi ca atare câmpul cel mai propice speculatorului abil. Noi am avut o inflaţie inevitabilă, dar nu vom îndreptà relele ei printr'o deflaţie deliberată, căci cei ce au suferit prin inflaţie vor câştigà prin deflaţie numai în calitatea lor de clasă, iar nu şi în cea de indivizi, cu alte cuvinte, cei ce au pierdut prin inflaţie nu vor câştigà prin deflaţie, deoarece clasele s'au primenit. Noui serii de persoane sunt favorizate şi defavorizate la fiecare din aceste răsturnări monetare. Nici inflaţia nici deflaţia nu au corective în rezultatele lor sociale.

E de notat, şi aceasta este destul de semnificativ pentru mentalitatea cercurilor bancare române, faptul că în nicio ţară unde valuta s'a depreciat de aproape patruzeci de ori în relaţie cu aurul, nimeni nu a avut curajul să recomande deflaţia ca mijloc de normalizare, iar Reginald Mackenna, în discursurile lui în anii 1923 şi 1924, deşì directorul Băncii poate celei mai interesate la o politică de deflaţie, revendică din răsputeri o politică de stabilizare chiar şi pentru Anglia, cu toate că lira sterlină nu aveà o depreciere nici de 10%(1) în relaţie cu aurul. Cercurile competinte engleze aşteaptă ridicarea lirei sterline la paritatea aur, nu printr'o deflaţie, cu o consecventă deprimare a preţurilor, ci printr'o inevitabilă urcare a preţurilor în America, care aducând cu ea o cerere mai mare de mărfuri engleze din partea Americii, va valorificà lira sterlină la paritatea aur(2). Absurditatea politicii monetare în care s'a îmbarcat atât Banca Naţională cât şi cercurile politice răspunzătoare pentru politica noastră monetară de astăzi este atât de evidentă, încât specialiştii sunt ipso facto scuzaţi de a nu le combate. Ricardo a arătat, într'unul din rarele sale discursuri parlamentare, când s'ar puteà înfăptuì o deflaţie cu scopul de a revalorizà o hârtie la paritatea aur, şi anume numai atunci când deprecierea maximă ar fi 30—35%, cum a fost cazul Angliei după răsboaiele napoleoniene. La noi deprecierea a atins aproape 4000%!

D-l Blank însă susţine o teorie periculoasă, comună claselor împrumutate, şi anume că dacă inflaţia ar fi fost produsă de împrumuturile Statului la băncile de emisiune pentru scopuri productive: exploatări de mine, etc., mediul circulatoriu nu s'ar fi depreciat. Este argumentul principal al industriaşului şi comerciantului cari, natural, văd situaţia prin prisma interesului lor de clasă. Cercul viţios al inflaţiei este bine cunoscut. Ei cer cu vârtoşie punerea în mişcare a marei roţi a carului inflaţionist pentru a-şi vedeà povara creanţelor scăzând mereu din greutate în dauna deţinătorilor de titluri fixe monetare. Inflaţia, fie ea bazată pe bonuri de tezaur, fie pe portofoliul de scont, este tot o inflaţie atâta timp cât cantitatea măr-

(1) Octombrie 1924.

(2) Lucru, care s'a şi întâmplat. Nivelul preţurilor americane s'a ridicat în ultimul timp cu 10%, iar lira sterlină s'a apreciat cu o bună parte din acest procent.

furilor puse în circulaţie nu contrabalansează sporirea mediului circulatoriu. Sporirea mediului circulatoriu al băncilor de emisiune dinainte de răsboiu erà foarte lentă şi corespundeà progresului economiilor naţionale ale diferitelor ţări. Această sporire, când erà pe bază aur, varià între 3—10% din circulaţia anterioară. O astfel de sporire corespundeà procentului de mărire al circulaţiei bunurilor şi nici o economie naţională nu puteà face o prea mare sforţare productivă anuală fără să fi suferit ulterior de o criză de creştere. Mărirea stocului de medii circulatorii fără o mărire corespunzătoare este deci o inflaţie.

Mai departe, d-l Blank cade în păcatul economiştilor moralişti, stigmatizând inflaţia şi deflaţia ca imorale. Aceşti termeni implică o judecată etică şi poate ar fi mai bine dacă economiştii ar lăsà altora sarcina de a se ocupà cu aplicarea disciplinelor etice la economia politică. Aceasta cu atât mai vârtos cu cât vedem că ceeace aprobă sau dezaprobă moralistul este ceeace ştiinţa economică a găsit bun sau rău din punctul de vedere economic. Nu vorbim, bine înţeles, de economiştii improvizaţi sau de cei în slujba unor interese de clasă. Atât inflaţia cât şi deflaţia sunt condamnate de rezultatele dezastroase ce aduc asupra producţiei, dezorganizând-o. In prima se încurajează elementul speculativ în dauna elementului producător, iar în a doua se încurajează elementul parazitar în detrimentul aparatului producător. Deaceea, iarăş, nu ni se pare deloc fericit laconismul cu care d-l Blank rezumă efectele inflaţiei şi deflaţiei: «La inflaţie, spune d-sa, deposedare de avuţi; la deflaţie, deposedare de săraci». Săracii pierd şi printr'una şi printr'alta. La inflaţie salariile lor rămân totdeauna în urma ridicării nivelului preţurilor, iar la deflaţie sunt aruncaţi pe drumuri. La inflaţie câştigă, cum am spus mai sus, clasa împrumutată, între cari o mulţime de negustori improvizaţi, speculatorii, iar la deflaţie clasa împrumutătoare. Prin ambele politici dezorganizăm aparatul producător şi, micşorând producţia, fie calitativ fie cantitativ, scoborîm şi nivelul bunei stări economice generale.

Incheind partea întâia a lucrării, constatăm cu mulţumire că şi d-l Blank îşi pune autoritatea d-sale pentru înlăturarea explicaţiilor speculative ale fenomenelor economice. Presa noastră şi politicianismul fără cultură ştiinţifică şi socială văd în toate fenomenele economice defavorabile nouă manoperele financiarilor străini, iar în cele favorabile virtuţile partidului, clasei sau prevederilor lor. Presa noastră este zilnic desfigurată de asemenea incongruităţi logice, iar discursurile parlamentare, cu câteva excepţii, sunt şi ele un ecou al acestora(1). «Dacă leul scade» spune cu humor fin d-l Blank, «şi avem interese contrarii, pretindem că bancherii de la Londra, Paris, New-York sau Zürich complotează contra valutei noastre, iar dacă leul se urcă şi alte calcule ne sunt stânjenite, atunci speculanţii străini vor să ne cumpere grânele pe nimic».

(1) E regretabil că nici cercurile indicate nu iau o atitudine hotărîtă în această chestiune. Vedem chiar instituţii de specialitate, care în loc de a încurajà şi stimulà o gândire mai disciplinată şi o expunere mai ştiinţifică, pe de o parte, şi de a împiedecà pe de alta acele confuzii atât de dese între interesul general şi cel de clasă, patronează atât obscurantismul economic cât şi demagogia monetară. Ambele acestea din urmă se perindă sub auspicii destul de frumoase atât la tribuna oratorică cât şi la cea scrisă.

Partea a doua a lucrării, conţine un plan original de terapeutică monetară, luând ca bază stabilizarea şi devaluarea. Dacă principiile de la care porneşte d-l Blank sunt doctrină acceptată de mai toţi specialiştii în materie monetară şi dacă suntem tot atât de bine înţeleşi asupra ţelului, nu tot aşà putem spune de metodele prin care d-sa ne sfătueşte să ajungem la ele. Din punct de vedere al expunerii, pe de altă parte, ne permitem să observăm că această parte a studiului ar fi câştigat dacă ar fi fost expusă în mod mai puţin dogmatic şi mai puţin rigid. Planul d-lui Blank este următorul: Banca Naţională să mai emită încă o sumă de 2 miliarde pe baza poliţelor comerciale şi industriale. De la aceste două miliarde de lei hârtie, adică aproximativ 50 milioane lei aur, la o avuţie naţională de aproape 100 miliarde lei aur, şi cu o potenţialitate incalculabilă, d-l Blank speră să obţină lucruri ce fantezia unui economist cu greu ar puteà cuprinde. Iată minunile ce ne promite d-l Blank cu aceste două miliarde de lei hârtie: «Graţie acestui nou numerar (1), organismul economic îşi va puteà augmentà productivitatea şi obţine beneficii care să permită o amortizare largă a instrumentaţiei lui, fie ea agricolă, industrială sau comercială. Până la 31 Decemvrie 1925, adică până în 21 de luni, toată operaţia de emisiuni, de producţie intensificată şi vândută, toată amortizarea propriu zisă, trebuie terminată. Avântul dat trebuie să fie atât de mare, încât plugarii şi pădurarii, fabricanţii şi negustorii, producătorii toţi, să-şi aibă sculele pe cât se poate mai mult achitate şi datoriile în bani pe cât se poate de reduse. Producţia încurajată printr'un tarif vamal protector şi repede aplicat, îşi va perfecţionà utilajul industrial, iar mărfurile, prin abundenţa lor, vor începe să fie mai ieftine. Această scădere de preţuri va atrage pe cumpărători, şi mult numerar, actualmente ascuns, va începe să iasă din fundul sertarelor, caselor de bani şi safe-urilor particulare». Toate acestea cu 2 miliarde lei hârtie şi cu un tarif vamal protector! Atât de mult optimism în atât de puţine rânduri noi nu am găsit decât în broşurile monetare engleze din secolul al XVI-lea, când adversarii dădeau lupta pentru formarea unei Bănci Naţionale.

Să urmărim pe autor în desvoltarea măsurilor sale. D-sa cere apoi crearea unei noui Bănci Naţionale, care în toate va fi ca cea veche (de ce atunci cuvintele?: «Se va creà o nouă Bancă Naţională» ori, poate, pe d-l Blank îl munceşte gândul împăcării a două tabere?), ale cărei 20 miliarde hârtie vor fi transformaţi în 2 miliarde lei noui, garantaţi prin 800 milioane lei aur, adică o acoperire de 40% stoc metalic. După transformare şi aceşti lei ce vor valorà 25 centime aur sunt revalorizaţi din nou la 1 leu aur prin existenţa stocului metalic de 800 milioane lei aur pe care d-l Blank îl obţine în modul arătat mai jos. Prin urmare o devaluare de 1—10 când, chiar astăzi numerele indice ne arată o depreciere de 1—40 şi când nivelul preţurilor noastre nici n'a atins încă paritatea preţurilor internaţionale. Dar chiar admiţând că în 1925 indicele de scumpire va rămâne tot 40,—luăm, prin urmare, cazul cel mai favorabil planului d-lui Blank,—tot se va da detentorilor de titluri fixe monetare (băncilor, creditorilor şi deţinătorilor de efecte publice) 10 centime aur pentru leul ce l-au obţinut

(1) In momentul când aceste rânduri se dau la presă emisiunea Băncii Naţionale a atins aproape suma de 20 miliarde, iar tariful vamal a fost şi el augmentat.

cu sacrificiul a două centime şi jumătate aur, căci noi refuzăm să credem că în economia monetară a secolului al douăzecilea se poate concepe o viaţă economică fără relaţii de debitor şi creditor. Suntem dar sfătuiţi să dăm creditorilor de mai sus un frumos cadou de 400%.

Dar să luăm un exemplu practic: Un industriaş, al cărui patrimoniu ar fi fost evaluat înainte de răsboiu la 1 milion aur, în valoare, azi, să spunem de 40 milioane lei hârtie. Să presupunem că acestui industriaş i se acordă credite la bănci până la 20% din valoarea patrimoniului lui şi că el, cum de altfel este normal, a făcut uz de acest credit până la limita acordată. El datorează la bănci, înainte de transformarea de 1—10 preconizată de d-l Blank, suma de 8 milioane lei hârtie. După transformare, aceşti 8 milioane hârtie vor însumà dar 800.000 lei aur. Industriaşul s'a împrumutat cu o cincime din valoarea patrimoniului său şi acum datorează patru cincimi printr'o simplă manoperă monetară! Valoarea patrimoniului lui nu poate creşte la preschimbare, deoarece am făcut evaluarea în aur şi capitalul fix nu va puteà aveà la noi o valoare mai mare decât valoarea internaţională aur, cu mici diferenţe, bine înţeles. Vom aveà deci o spoliere a agricultorului şi a industriaşului şi în genere a claselor active împrumutate şi vom aveà pe de altă parte valorizarea în lei aur a capitalurilor bancare ce însumau lei hârtie şi a tuturor titlurilor fixe monetare, şi această revalorizare a leului hârtie, nu în 20 ani cum proectase actualul guvern, ci în mai puţin de doi ani de zile. Ceeace ni se recomandă în practică este o deflaţie bruscă, şi din punct de vedere economic, între o deflaţie lentă, politica noastră teoretică oficială dar nu şi practică, şi una bruscă, preferăm pe cea dintâi, căci suntem convinşi că prima va stânjenì mai puţin aparatul producător decât a doua. Remediul ce ni-l recomandă d-l Blank este mai periculos decât boala de care suferim. Tânăra industrie română va puteà mai curând suportà relele unei deflaţii, dacă aceste rele vor fi diluate şi răspândite pe o perioadă de 20 ani, decât dacă ar fi administrate toate odată. Printr'o deflaţie lentă, an cu an industria noastră s'ar puteà menţine fără să prospere; printr'o deflaţie bruscă mai toată avuţia industrială ar trece în mâinile băncilor şi ale posesorilor de titluri fixe monetare. Vom aveà o răsturnare economică formidabilă pe care, de fapt, nici un guvern nu ar îndrăznì şi nici nu ar aveà interesul să o facă, iar din punctul de vedere al producţiei credem că nouii proprietari vor fi mai puţin abili decât cei vechi, şi ca atare vom suferì şi de o criză de producţie.

Cu privire la circulaţia de 2 miliarde pe care d-l Blank o socoteşte necesară României postbelice, ne permitem să facem rezerve. Cifra ce ne va fi necesară va puteà fi găsită numai după ce se vor face calcule având în vedere circulaţia antebelică din România veche, din nouile teritorii, nivelul preţurilor în aur atunci şi acum (schimbarea puterii de achiziţie a aurului), introducerea altor medii circulatorii între timp, în special cecul, etc. Calculul va fi complex şi suma necesară va găsi-o, în mod definitiv, institutul de emisiune după eventualele cereri de aur sau de devize ce va aveà şi după indicele de scumpete. In treacăt menţionăm că suntem convinşi că suma ce se va găsì va fi mai aproape de 1 miliard şi jumătate decât de două miliarde(1).

(1) Vorbim, bine înţeles, de suma corespunzătoare momentului actual.

Dar să vedem geneza acestei sume de 800 milioane aur care va acoperì substanţiala emisiune de 2 miliarde. Un sfert din această sumă, adică 200 milioane ar existà la Banca Naţională; restul de 600 milioane vor fi avansate de Stat Băncii Naţionale. Din aceste 600 milioane, 325 milioane ar reprezentà datoria Statului la Bancă, datorie socotită pe două centime şi jumătate aur leul hârtie şi care astfel s'ar stinge, iar restul de 275 milioane ar fi un împrumut Băncii pe patru, cinci ani de zile. Pentru d-l Blank datoria Statului la Banca Naţională este o datorie obişnuită. D-sa uită că 7 din cele 13 miliarde au fost avansate pentru unificarea monetară şi că Banca Naţională şi-a întins privilejul asupra nouilor teritorii fără a plătì comunităţii preţul acestui privilegiu. Dacă, pe de altă parte, comparăm suma de 325 milioane cu cifra capitalului Băncii (12 milioane) şi cu valoarea tuturor acţiunilor Băncii în aur înainte de răsboiu (aproximativ 70—75 milioane aur), şi după (aproximativ 9 milioane aur), vom vedeà că acest dar de 325 milioane lei aur, pe care d-l Blank ne sfătueşte să-l prezentăm Băncii Naţionale este el însuş mai mare decât valoarea tuturor acţiunilor Băncii Naţionale la orice moment din existenţa ei. Deaceea noi credem că suma de 13 miliarde nu intră în categoria împrumuturilor obişnuite, ci va trebuì să facă obiectul unei convenţii speciale.

Restul datoriei interne a Statului în sumă de 23 miliarde lei se va transformà în aceeaş relaţie de 1 la 10 în 2,300 miliarde de lei aur.

Suma de 600 milioane lei aur va face parte dintr'un împrumut de 1.300.000.000 lei aur pe care Statul îl va obţine în modul următor: Se va negocià cu un consorţiu mare petrolifer care ar avansà Statului această sumă, treptat în patru ani de zile. In schimb se va formà o mare societate petroliferă în care Statul ar deţine 51% din acţiuni, iar consorţiul străin 49%. Aportul Statului va fi în natură şi va constà din atâtea hectare de pământ petrolifer din proprietăţile sale, cât ar fi necesar pentru punerea a 500 sonde anual. După calculele unor specialişti, ne asigură d-sa, suma anuală obţinută pe petrol ca parte a Statului ar da cam aproximativ 136 milioane lei aur, ceeace ar asigurà plata cuponului la datoria de 1,300 miliarde lei aur. Cota Statului de 51% din acţiuni va fi ţinută în gaj de către consorţiul împrumutător şi va asigurà plata dobânzilor la împrumutul acordat.

Acest împrumut Statul îl va întrebuinţà în modul următor:

Va avansà Băncii Naţionale în condiţiile de mai sus suma de . 600 milioane
Căilor ferate pentru refacere . . . . 600 »
Armatei . . . . 200 »

Credem că ultima sumă nu ar fi cheltuită cu folos în momentul actual. Pericolul la frontierele noastre este astăzi aproape nul pentru cei ce nu sufăr de vreo spaimă bolnăvicioasă. Rusia nu ne va puteà atacà fără să-şi pericliteze situaţia politică internaţională şi creditul ei public pe care luptă din greu să şi le recucerească şi consolideze, iar cât priveşte Ungaria şi Bulgaria, ele sunt dezarmate şi încercuite de Mica Inţelegere aşà că, eventual, dispunem contra acestor două ţări şi de aparatele defensive ale celorlalte ţări aliate. Nu mai vorbim de ultimele sforţări ale Ligii Naţiunilor, pe care autorul nu le-a putut prevedeà şi care de altfel încă nu s'au materializat.

Planul d-lui Blank se rezumă deci la următoarele: Statul şi-ar da mai toată averea sa petroliferă pentru refacerea căilor ferate. Toate interesele quasi-parazitare ar obţine câte un mic cadou: Banca Naţională, detentorii de lei hârtie sau creanţari, detentorii de efecte publice cari şi-ar vedeà averea înmulţită cu 400% şi în fine, — last but not least, — băncile care şi-ar valorizà cea mai mare parte din capitalurile lor de lei hârtie. Nu ar pierde decât Statul, care s'ar vedeà încărcat cu o datorie internă de 2,300 miliarde aur (La p. 42 d-l Blank face o mică greşeală de calcul. D-sa amortizează datoria Statului la Banca Naţională prin plata fiecărui leu hârtie cu două centime şi jumătate aur. Socotim, deci, această datorie ca achitată şi va trebuì redusă din datoria internă a Statului de 36 miliarde. Vor rămâne la transformare numai 23 miliarde hârtie care se vor transformà în 2,300 nu 3,500 miliarde aur. Datoria Statului va fi deci de 5,800 miliarde chiar după calculele d-sale şi nu de 7 miliarde.) Aceasta, în loc de aproximativ 620 milioane, cât însumă astăzi şi întreg aparatul producător al ţării, industriaşii şi agricultorii cari, în societatea capitalistă modernă, au datorii fixe monetare ce se urcă la cel puţin 20% din valoarea lor patrimonială. Acest procent de 20% se va transformà, cum am văzut, într'un procent de 80%. Majoritatea produsului lor va fi deci înghiţit de dobânzi, nerămânând mai nimic pentru reînvestiri şi reînnoiri. Mai târziu, fatal, aceste întreprinderi vor cădeà în mâna băncilor şi a creditorilor de odinioară.

Poate că d-l Blank nu ar fi ajuns în impasul planului d-sale dacă s'ar fi gândit un moment la evoluţia ce ar fi făcut nivelul preţurilor sub aceste condiţii. Dacă transformăm toate relaţiile monetare pe bază de 1—10, natural că şi preţurile vor urmà acelaş drum. Dacă o pâine costă azi 10 lei hârtie, ea va costà după reforma monetară a d-lui Blank un leu aur. Vom aveà deci pâinea 300% peste costul dinainte de răsboiu; dar noi ştim că la o eventuală trecere la baza aur şi la abolirea taxelor de export care ne comprimă preţurile noastre (şi nu ne putem închipuì o normalizare şi o valută stabilizată cu un nivel al preţurilor artificial comprimat), preţurile în aur vor fi cam 50% deasupra preţurilor dinainte de răsboiu, procent care reprezintă deprecierea aurului faţă de mărfuri în momentul actual. Ce s'ar întâmpla atunci? Cu un asemenea nivel ridicat nu vom mai exportà nimic, vom importà până şi grâu, până când, sau vom exportà tot aurul Băncii Naţionale, dacă Banca va menţine conversiune liberă, sau, dacă nu o va menţine, se va deprecià din nou valuta până la echivalenţa preţurilor interne reprezentate prin nouile bilete ale Băncii cu preţurile aur ale pieţelor internaţionale. Vom ajunge dar din nou la punctul de unde am plecat. Lucrurile însă nu se vor întâmplà aşà. Vom aveà, probabil, o scădere bruscă a preţurilor cu 50% şi ruina tuturor acelora cu datorii fixe monetare. Nu este o perspectivă tocmai încurajatoare pentru o reformă monetară! O reformă monetară, ca să fie bună, va fi, înţelegem noi, aceea care va lăsà pe indivizi aşà cum i-a găsit.

Lucrarea d-lui Manoilescu (Cum putem reînvià leul aur? — Cultura Naţională —) este o foarte lucidă expunere şi o serioasă încercare de cercetare ştiinţifică a situaţiei noastre monetare de azi, conţinând în mare parte analize şi descrieri ce nu sunt de domeniul controversei. Criza (pentru motive arătate mai jos noi preferăm s'o numim

stagnare) actuală, după părerea d-sale ca şi după a noastră, este o criză financiară şi evitabilă. Ea provine, ne spune d-l Manoilescu, din faptul că preţurile tind să se urce la nivelul celor mondiale, iar, pe de altă parte, din «imposibilitatea de a se oprì această tendinţă prin încetinirea emisiunilor noui». In privinţa genezei crizei ne-ar fi trebuit însă o explicaţie mai completă şi deci mai ştiinţifică, pe care d-l Manoilescu nu reuşeşte să ni-o dea. Să vedem antecedentele acestei crize. După perioada noastră de inflaţie a urmat o încetinire a emisiunilor până la aproape totala lor oprire. Nu am avut până acum nicio micşorare a cantităţii nominale a mediului circulatoriu, dar nici nu am avut o sporire corespunzătoare creşterii producţiei naţionale (fapt esenţial în studiul stagnării şi pe deaîntregul neglijat de d-l Manoilescu), care arată în ultimii ani o foarte înceată, dar foarte sigură revenire la normal. Ştim că fenomenele flaţioniste nu trebuie judecate în lumina cifrelor nominale şi dela un punct de plecare depărtat, ci în lumina unei relaţii între mărfuri şi quantumul circulatoriu şi dela un punct imediat precedent. Deprecierea leului nostru la cifra de 180—220 lei dolarul (acestea sunt limitele fluctuaţiilor sezonale ale dolarului pe piaţa noastră în ultimii ani de zile, limite reduse şi ele în mod aproximativ, prima ţifră reprezintă cursul aproximativ în perioada de export, iar ultima în perioada de acalmie) a fost veche şi reflectă relaţiile dintre mărfuri şi quantumul circulatoriu sau mai bine zis reflectă nivelul preţurilor noastre (dela Ricardo încoace s'a acceptat doctrina că schimbul valutei lipsită de baza aur fie prin lipsă de conversiune liberă la Banca Centrală, fie prin prohibirea aurului la export, este direct în legătură cu puterea de achiziţie a acelei valute, relaţie însă corectată de diferitele greutăţi puse în scoaterea produselor pe pieţele internaţionale). Pe atunci numerarul erà deajuns, deoarece:

1) producţia erà inferioară celei de azi, şi prin urmare numerarul necesitat pe piaţă erà mai puţin;

2) preţurile noastre au spart zăgazul taxelor de export şi au trecut parţial peste cifrele-limite cu rezultatul că la un moment dat nici export nu am putut face şi au adus pe exportatori a reclamă o suprimare parţială sau totală a taxelor pentru a le facilità exportul. Aceasta li s'a refuzat regulat şi au urmat atunci (ultima oară în Septemvrie 1924) scăderile cunoscute la grâne.

Deaceea noi nu găsim deloc justă concluzia pe care o trage d-sa din următoarele fapte: «. . . dela venirea la cârmă a Guvernului Brătianu şi până astăzi, circulaţia a sporit dela 13.685.446.141 (21 Ianuarie 1922) la 15.813.277.706 (19 Maiu 1923), adică cu mai mult de două miliarde sau cu 13,5%».

«Această sporire», conclude d-sa, «nu este exagerată, totuş nu poate fi considerată ca o oprire a emisiunii şi deci ca un început de deflaţie». Este o privire incompletă, am arătat, a fenomenelor flaţioniste, căci se neglijează fluctuaţia elementului mărfurilor, luându-se în consideraţie numai fluctuaţiile cantitative ale mediului circulatoriu. Dacă nu putem da teoriei cantitative a monetei o valoare matematică, nu e mai puţin adevărat că ea are o foarte importantă valoare relativă şi aproximativă. Preţul p, după această teorie, este o rezultantă a unui raport dintre m cantitatea mărfurilor în circulaţie şi n cantitatea numerarului ce serveşte la aceste tranzacţii. (Lăsăm de o parte desvoltările teoriei cu privire

la velocitatea circulaţiei, depozitele bancare, circulaţia cecurilor, etc., căci şi mediul nostru economic este relativ inarticulat). O micşorare a cantităţii mărfurilor în circulaţie, ceilalţi factori rămânând neschimbaţi, echivalează cu o mărire a cantităţii mediului circulatoriu şi produce deci fenomenul inflaţiei; o mărire a cantităţii bunurilor în circulaţie fără o mărire adequată a cantităţii mediului circulatoriu produce fenomenul deflaţiei. Suntem deci de părerea d-sale că: «Nu preţurile se adaptează după cantitatea monetei în circulaţie, ci invers cantitatea monetei cere să fie adaptată preţurilor», dar şi mai bine am puteà spune că numerarul fiind un element artificial şi mai uşor la îndemâna manipulărilor omeneşti trebuie să fie adaptat producţiei, iar nu producţia numerarului (exact cum se face la noi în momentul actual) şi aceasta în interesul producţiei, criteriul principal al oricărei măsuri economice.

Dar d-l Manoilescu puteà dovedì insuficienţa numerarului nostru pe baza prezentei valori aur a leului şi a actualului nivel de preţuri şi în mod numeric, dând cifrelor, bine înţeles, o valoare relativă: Aveam înainte de răsboiu o emisiune de aproximativ 500 milioane. Luăm cifra emisiunii Băncii Naţionale din 1914 nu din 1916, cum greşit o ia atât d-l Blank cât şi d-l Manoilescu şi toţi economiştii noştri diletanţi, căci cifra de 900 milioane din 1916 nu este cifra reală a circulaţiei noastre antebelice. Se ştie că dela 1914 şi pe tot timpul răsboiului nici neutrii nu au scăpat de contagiunea urcării preţurilor şi a inflaţiei şi că şi ei au fost victimele marilor curente monetare ca urmare a finanţelor de răsboiu ale beligeranţilor. Cifra de 900 milioane din 1916 este o cifră inflată şi faptul este bine cunoscut. Dela 1914 la 1916 am avut inflaţie provocată de finanţarea exportului nostru de grâu de către Banca Naţională şi, ca urmare, preţurile noastre suferiseră urcări mari iar valuta se depreciase în termeni de aur. Emisia Băncii Naţionale la sfârşitul anului 1914 a fost de aproximativ 580 milioane, dar noi nu socotim nici această cifră ca cifră normală, ci vom luà media lunilor până în Iulie a anului când au început a se produce fenomenele monetare rezultate din criza politică mondială. Cum cifra medie a circulaţiei Băncii pe acel an a fost de 480 milioane, noi credem că cifra circulaţiei medii antebelice a anului a fost de aproximativ 450 milioane. Dacă la această cifră adăugăm suportul bancar străin al pieţei, şi care a fost retras imediat la declararea răsboiului mondial şi înlocuit ulterior cu sprijinul Băncii Naţionale, obţinem cifra de 500 milioane (1) care, credem noi, este cifra aproximativă a circulaţiei noastre normale antebelice. Luând deci 500 milioane ca cifra emisiunii antebelice şi comportând-o la nevoile României postbelice, am aveà o emisiune de circa 1.200 milioane aur. Normal ar fi trebuit să majorăm această cifră cu 10 procente (1914—1924) anuale ce-ar reprezentà mărirea circulaţiei necesar corespunzătoare măririi patrimoniului naţional şi cifrei de afaceri. Nu o mărim, deoarece anii 1914—1924, cu excepţia dubioasă a anilor 1915 şi 1916, reprezintă ani de stagnări şi retrogresiuni, iar acum în 1924 aproape că nici nu am ajuns la producţia antebelică. Am mai puteà face calculul cifrei teoretice postbelice şi în alt mod. Calculând circulaţia pe

(1) Considerăm aci numai moneta hârtie, nu şi cea metalică şi divizionară.

cap de om înainte de răsboiu, obţinem cifra de aproximativ 70 lei aur (inclusiv argintul şi celelalte monete divizionare); înmulţind această cifră cu 17 milioane, populaţia actuală aproximativă, obţinem circa 1,200 milioane, exact aceeaş sumă. Adăugând la această cifră 50% procentul de urcare al preţurilor în termeni de aur (deprecierea aurului faţă de bunuri) obţinem 1,800 milioane aur, cu condiţia însă să nu avem taxe de export şi deci preţuri şi salarii comprimate. Pentru ca să găsim cifra teoretică a circulaţiei de hârtie necesară României pe baza preţurilor actuale, nu avem decât să înmulţim 1,200 milioane cu indexul de scumpete al preţurilor de astăzi, aproximativ 40 (1) (Indexul Argusului, care porneşte dela 1916 ca an de bază; dela 1914 indexul ar fi fost şi mai mare), care ne-ar da 48 miliarde lei; dar noi nu avem în circulaţie decât maximum 20 miliarde. (In momentul când scriem aceste rânduri Banca nu a publicat ultima cifră a emisiunii ei de câtva timp). Recunoaştem că cifrele întrebuinţate sunt brute şi mai recunoaştem că indexul unor categorii de persoane (al salariaţilor de tot felul) este sub indexul general, dar chiar atunci când vor fi lucrate în mod mai îngrijit disparitatea între circulaţia ce avem şi ceeace ar trebuì să avem nu va puteà fi ascunsă. In cel mai bun caz, găsim noi, circulaţia monetară a României este cu un mare procent sub cea normală.

Singurele soluţii ale stagnării actuale ar fi, sau scăderea preţurilor cu concomitenta ei, îmbunătăţirea valutei, sau ridicarea emisiunii la cifra normală pe baza actuală a valorii aur a leului hârtie şi deci a stabilizării lui la 2.6 centime aur. Cu taxele noastre de export şi cu preţurile sub paritatea mondială nu ne putem aşteptà la o scădere a preţurilor decât cu foarte mare greutate şi numai după o stagnare îndelungată a afacerilor, în care timp să se lichideze mai toate contractele de lungă durată făcute pe baza actuală de schimb şi de putere de achiziţie a leului. Atât timp cât cursul leului nu e bine cunoscut şi cât preţurile sunt ameninţate cu scăderi, avem abţineri dela încheieri de afaceri nu numai pe termen lung, dar şi pe termen scurt. Asistăm acum la o stagnare aproape deplină, căci nimeni nu mai intră în angajamente de lei şi nici de mărfuri, căci se simte că se manevrează către mărirea valorii aur a leului şi la scăderea corespunzătoare a preţurilor, pe de o parte, iar, pe de alta, nu există numerar suficient pentru încheierea tranzacţiilor, care din cauza schimbărilor probabile în valoarea lui nu se mai fac pe credit de mai lungă durată, cum se făceau pe vremea când leul aveà perspectiva stabilităţii (2).

Deoarece am menţionat mai sus taxele de export constatăm, după noi, o lacună simţitoare în lucrarea d-lui Manoilescu. Noi credem că nici o broşură ce tratează despre valuta noastră nu poate fi socotită ca completă fără a conţine un studiu cât de mic asupra influenţelor taxelor de export asupra preţurilor interne şi asupra

(1) Este vorba bun înţeles de indexul nostru general al costului vieţii, nu de cel al produselor de export. Recunoaştem, pe de altă parte, că acest index are o valoare foarte relativă, dar oricât de relativă e valoarea acestui index, el nu compromite întru nimic rezultatul, fireşte, şi el relativ, al calculului nostru.

(2) Un cunoscut om de afaceri propunând o tranzacţie din care reieşau angajamente de lungă durată de ambele părţi, bancherul a răspuns: «Socotesc afacerea serioasă şi solidă, dar nu ne putem angajà cu lei, deoarece nu ştim unde mergem». Faptul e caracteristic şi explică în parte stagnarea actuală.

cursurilor valutare. Dar, mai mult, d-l Manoilescu nici nu menţionează măcar faptul, ca şi cum ar fi normal să avem preţuri mult sub paritatea mondială. Acestea trebuie cu atât mai mult studiate şi menţionate cu cât ele lovesc mai mult în cereale, combustibil şi lemne, materiile prime şi alimentare de bază care dau tonul celorlalte preţuri. In special preţul grâului, alimentul de bază al muncitorului industrial, regulează salariul său şi tot el singur chiar influenţează până la un punct foarte important şi preţul celorlalte articole de pe piaţă. Deacî preţurile noastre în subparitate. Lucrul mai e important şi prin faptul că prin taxele de export asupra materiilor prime industria noastră s'a bucurat în ultimii ani de un sistem protectiv indirect în afară de taxele vamale.

Cum prin îmbunătăţirea valutei preţurile interne ar scădeà şi cum în acest caz debitorii ar fi nevoiţi să plătească creditorilor o sumă nominală cu o putere de achiziţie mai mare decât aceea pe care au primit-o, d-l Manoilescu crede că «la achitarea poliţei debitorul nu ar consimţì decât cu greu şi cu sacrificiul situaţiei sale să-şi acopere creanţa cu o cantitate mai mare de mărfuri decât pe cea pe care a primit-o, preţurile nu pot scădeà fără o mare rezistenţă din partea debitorilor şi sunt împinse, *fatal*, către urcarea care avantajează pe debitori». Noi nu credem în fatalitatea acestui fenomen. Noi nu contestăm unui guvern, ce ar aveà putinţa să comande ascultarea oarbă a Băncii de emisiune, puterea de a manevrà cursul preţurilor şi al valutei. Lucrul este teoretic posibil şi în practică se va arătà la fel dacă politica va fi dusă cu fermitate şi continuitate. Istoria monetară a lumii este plină de asemenea exemple. Ceeace contestăm noi, mai ales în cazul nostru, este recomandabilitatea deflaţiei şi avantajele ei din punct de vedere al producţiei. Din cauza situaţiei noastre curioase cu taxe de export, şi deci cu două niveluri de preţuri, preţurile noastre interne vor scădeà cu foarte mare greutate, nu numai din cauza faptului că tranzacţiile s'au consolidat pe baza valutară actuală (180—220 lei dolarul), şi deci va trebui mult până ce toate mărfurile produse pe baza preţurilor actuale se vor vinde, dar şi din cauza faptului că oamenii de afaceri nu văd necesitatea scăderii când compară preţurile interne cu preţurile internaţionale. Ei speră continuu că aceste taxe vor fi modificate sau suprimate. Cu alte cuvinte; ei nu vor da niciodată uşor concursul lor la scăderea preţurilor interne. Din cauza acestei atitudini şi din cauza faptului notat mai sus vom asistà mai curând la stagnări îndelungate şi lipsă de lucru împiedecându-ne astfel să lucrăm din plin tocmai în perioada de refacere după atâţia ani de secătuire şi sărăcie generală: un lux ce nu ni-l putem permite nici atunci când ne-ar fi impus de conjuncturi incontrolabile, nicidecum când le forţăm chiar noi. E drept, Cehoslovacia a făcut o deflaţie voită, dar ea a fost făcută la început, aşà că reorganizarea industriei cehe a fost făcută, chiar pe noua bază, pe când deflaţia se încearcă la noi tocmai în mijlocul operei de refacere. Dar mai mult: ceeace a putut suportà vechea industrie boemă e problematic dacă va puteà suportà tânăra industrie română şi mai ales conducătorii ei; Românul se descurajează repede şi nu va supravieţuì ca industriaş unei lungi perioade de scădere a preţurilor. Când cercurile noastre conducătoare au făcut analogie între situaţia noastră deacum, pe de o parte, şi cea a Cehoslovaciei şi în special a Angliei

din 1920, când s'a produs acolo criza scăderii preţurilor cu 50% (scădere fără precedent în istoria preţurilor acestei ţări), au făcut o analogie falsă. Anglia nu a avut taxe de export şi preţuri sub paritatea mondială şi ca atare preţurile trebuiau să scadă. Preţurile se suiseră acolo în anticipaţia continuării inflaţiei, care de fapt nu a mai avut loc şi această urcare erà mult peste puterea de cumpărare a cetăţenilor. La noi preţurile nu s'au suit în mod artificial, ci artificială este puterea de achiziţie a unui mare număr de cumpărători potenţiali (a celor ce primesc tot felul de salarii), artificial menţinută sub nivelul economic prin plata unei remuneraţii nominale. Regretăm un lucru răsfoind broşura d-lui Manoilescu, şi anume că nu expune în toată goliciunea ei politica deflaţiei, stigmatizând-o aşà precum este: o politică de clasă. Dacă această politică deflaţionistă nu ne va aduce avantaje ca naţiune, ea va aduce enorme avantaje unei clase: aceea a rentierilor şi a bancherilor (1).

Ca orice cercetător obiectiv şi imparţial al situaţiei noastre monetare, şi d-l Manoilescu este pentru devaluare, pe care şi d-sa o socoteşte ca «singura soluţie definitivă, (2) care este în acelaş timp şi practică, sănătoasă şi naturală şi mai mult, ca singura care în împrejurări şi condiţii date este posibilă de realizat pentru ţara noastră». Judecând după această concluzie ne-am fi aşteptat la îndrumări practice care să iasă din domeniul controversal, ne-am fi aşteptat, ca să fim mai clari, la expunerea programului de pregătire a inevitabilei reforme, cu atât mai necesară acum din cauza viitoarei colaborări a capitalului străin cu cel românesc, capital care nu va venì decât atunci când, între altele, vom terminà şi cu manipulările noastre factice; adică după ce vom aveà o valută stabilizată şi devaluată şi deci preţuri stabile pentru a puteà face calcule comerciale mai sigure. (D-sa însă nu ne spune un detaliu foarte preţios relativ la devaluare, şi anume la ce schimb ar fi d-sa dispus

---

(1) In conferinţa sa: «Dela leul aur la leul hârtie» ţinută la Institutul Economic în Februarie 1924 d-l Manoilescu face o amplă şi fericită amendă onorabilă în această chestiune. Bul. Inst. Ec. Anul III No. 10 pag. 673 — 674.

2) Momentan însă d-l Manoilescu pare a fi de altă părere. In ultimul d-sale articol apărut în Analele Băncilor (Octomvrie 1924) d-sa, pornind dela premisa că «augmentarea capacităţii de cumpărare a massei circulatorii, constitue marea necesitate a economiei româneşti şi prin urmare ar trebuì să fie prima etapă pe care trebuie să o facem pe calea normalizării monetare»; oricare din soluţii ar ignorà această necesitate esenţială ar lăsà să subsiste la noi criza mijloacelor de circulaţie şi chiar criza de credit, ajunge la concluzia următoare:

«Dacă există mijloacele care asigură şi garantează menţinerea haussei unei monete, este mai recomandabil din punctul de vedere special pe care-l avem în vedere (adică augmentarea capacităţii de cumpărare a massei circulatorii: parenteza este a citatorului), de a urmări ridicarea cursului său decât de a recurge la o stabilizare».

Faptul că d-sa crede în mod vag şi puţin optimist în ridicarea leului mai reiese şi din comunicarea d-sale la congresul partidului poporului din Decemvrie 1924. D-sa, exprimându-se în numele acestui partid, conchide între altele şi cu următorul punct de program: «Cursul leului stabilizat *pe cât cu putinţă* la nivelul puterii lui de cumpărare în interior, va fi menţinut prin convertibilitate care la început va fi numai parţială, limitându-se la operaţiile de schimb cu străinătatea».

Noi nu credeam că «augmentarea capacităţii de cumpărare a massei circulatorii» se va puteà face printr'o haussă monetară. Remediul este, credem noi, sporirea circulaţiei la limita necesităţii reale pe baza valorii aur a leului actual în modul şi cu limitările desvoltate mai jos.

să facă această devaluare. Punem această întrebare întru cât am văzut că şi d-l Blank este pentru o devaluare — de 1 la 10 — care însă echivalează precum am arătat cu o deflaţie bruscă). In loc de a ne expune acest program d-l Manoilescu, după ce ne demonstrează pe câteva pagini (33—36) că în momentul actual nu se poate face devaluarea (Cine o poate cere acum pe baza preţurilor comprimate şi a unei economii anomalizate?) până ce nu vom aveà o balanţă comercială activă, ne preconizează, ca o măsură tranzitorie circulaţia paralelă a leului aur cu leul hârtie, leul aur deocamdată ca monedă de cont, iar mai târziu ca monetă reală circulatorie.

Dar să vedem geneza ideii unei monete de cont. Ea a fost lansată, pare-ni-se, de d-l Vissering, preşedintele Băncii Nederlandei, inspirat din interesantul trecut monetar al ţării sale. Moneta de cont, ca toate instituţiile omeneşti, a fost şi ea o creaţie a împrejurărilor istorice. Se ştie că în prima parte a secolului al XVII-lea, Olanda fiind emporiul comercial al lumii, erà natural să fie şi centru monetar şi bancar întocmai ca Anglia de astăzi. In împrejurările acelea tranzacţiile se făceau greu din cauza inexistenţei unei monete cu valoare fixă, monetele în circulaţie fiind rotunjite fraudulos neavând zimţi (zimţii sunt introduşi mai târziu de Newton pe timpul cât a ocupat funcţia de «Master of the Mint»). Ca atare fiecare monedă aveà o valoare diferită după cum cântăriă mai mult sau mai puţin, adică fiecare monetă aveà o valoare intrinsecă deosebită. Pentru a evità acest inconvenient Banca Amsterdamului primià aceste monete de argint sau aur cu cântarul, le transformà în florini de cont şi credità pe negustor cu suma respectivă. Acest florin nu existà ca monetă circulatorie, dar reprezentà o cantitate fixă de argint care se numià florin de bancă sau florin de cont şi care asigurà o bază comună şi stabilă pentru tranzacţiile comerciale. In felul acesta sistemul a contribuit, fără îndoeală, la atragerea depozitelor la Amsterdam şi la înflorirea comerţului olandez. D-l Vissering a făcut o analogie între împrejurările economice europene ale secolului al XVII-lea şi cele actuale. Şi acum ca şi atunci o mulţime de monete depreciate şi fără nici o bază comună. Pe de altă parte, o constantă oscilaţie în cursul lor cu tendinţă de depreciere în momentul când d-sa preconizà moneta de cont în Europa. D-l Manoilescu ne aminteşte că d-l Vissering a făcut această propunere în momentul când coroana austriacă valorà 3 centime aur, adică cât valorează aproximativ leul nostru acum, dar, detaliu foarte preţios, nu ne mai spune că tendinţa coroanei erà spre o formidabilă depreciere, şi acest unic detaliu, ni se pare nouă, erà tocmai şi raţiunea pentru care d-l Vissering recomandà atât de călduros sistemul circulaţiei paralele, pentruca astfel în momentul de scăderi rapide a valorii standardului de schimb să avem la îndemână un mijloc solid pentru încheierea afacerilor de lungă durată. In astfel de împrejurări înţelegem şi noi utilitatea unei monete de cont naţionale. Imprejurările actuale sunt ele identice pentru ca să justifice o asemenea măsură? Noi credem că nu. Azi nu mai este nevoie de o asemenea monetă de cont, căci deprecierea monetelor europene a încetat. Avem, e drept, mari fluctuaţii în ambele direcţii dar nu mai avem deprecieri ca în anii 1919—1923, devenită acum epoca clasică a deprecierii mediilor circulatorii. In Germania, Austria, România dacă se aveà un asemenea sistem s'ar fi evitat acumularea de averi fabuloase de către

ceice făceau împrumuturi pe piaţă, dela particulari sau dela Banca Centrală, şi le plăteau după trei luni sau mai mult şi când suma plătită adeseori nu echivală în aur nici 1% din suma primită. Mişcările valutare de acum sunt fluctuaţii sezonale nu depreciatorii, care apăreau în mod obişnuit şi înainte de răsboiu, dar pe când fluctuaţiile antebelice se mişcau în limitele gold-point-ului, ele se mişcă acum şi în special la noi cu o margine de peste 20%, şi aceasta din cauză că Banca Naţională, nerecunoscând actuala depreciere valutară, nu vreà să dea concursul ei stabilizării leului în jurul cifrei medii a fluctuaţiilor lui. Banca nu reuşeşte să înbunătăţească leul, dar reuşeşte să îmbogăţească pe toţi speculatorii cari cumpără valute forte în perioada de export şi le vând în perioada de acalmie, realizând câştiguri confortabile. Faptul că dolarul cotează 180 lei în perioada de export şi 220 în perioada de acalmie e foarte uşor explicabil. Şi înainte de răsboiu cotà la noi francul francez aur cam 99 lei suta în perioada de export şi 101 lei suta în perioada de acalmie, şi nu erà lăsat să coteze mai mult într'o parte sau alta deoarece Banca Naţională intervenià cumpărând franci în perioada de export când erau oferiţi mult pe piaţă, şi astfel nu deprimà nici preţurile la produsele producătorilor noştri pentru ca să câştige enorm speculatorii. Contra acestor franci (şi alte valute aur sau cecuri asupra pieţelor prevăzute în statutele Băncii) banca emiteà lei cari erau necesari pentru finanţarea culesului şi exportului recoltei, iar după terminarea acestor operaţii leii se întorceau la Bancă şi ieşeau valutele străine necesare pentru finanţarea importului. Din cauza magnitudinii fluctuaţiilor sezonale avem şi azi nevoie de o monetă de cont, dar moneta de cont necesară azi este o monetă de cont internaţională pe care de fapt o găsim în două monete reale circulatorii devenite medii internaţionale de schimb: dolarul şi lira sterlină, actualmente cantităţi fixe de aur (în special prima) cu parităţi universal cunoscute, iar mai târziu, poate, dacă ideile d-lui Irving Fisher vor găsì entuziaşti, vom aveà o cantitate fixă de mărfuri reflectată în numerele indice, deoarece sforţarea necesară pentru a obţine o cantitate fixă de aur este mai variabilă decât sforţarea necesară pentru a obţine o cantitate de mărfuri fixă. Un singur bun, aurul, este mai variabil în puterea lui de achiziţie decât o varietate mare de bunuri, variabilitatea mărfurilor individuale fiind reciproc redusă în numerele indice.

Leul aur paralel ne apare deci în momentul actual ca superfluu (1), deoarece pătrunderea dolarului şi a lirei sterline în tranzacţiile europene şi chiar şi naţionale ne-a furnizat un mai bun mediu stabil de schimb, căci ambele sunt şi monete circulatorii internaţionale. Mai mult, găsim că prepararea introducerii leului aur paralel ne va întoarce energiile dela adevăratul ţel: stabilizarea parietăţii aur a leului şi stabilizarea parităţii lui în termeni de mărfuri, de fapt două aspecte ale aceleaş probleme, adică devaluarea şi introducerea unui leu aur general (aceasta implică bine înţeles abandonarea politicii de îmbunătăţire a leului, adică a deflaţiei), lucru ce nu-l putem face până ce nu preparăm terenul prin suprimarea taxelor de export,

(1) In conferinţa sa amintită mai sus) domnul Manoilescu renunţă şi domnia-sa la leu aur paralel.

pentru a ajunge mai întâiu la preţuri mondiale prin abandonarea totală a măsurilor excepţionale care nu s'au arătat în practică decât prilejuri de afaceri veroase pentru politicianismul corupt.

Un alt argument contra leului aur paralel este faptul că ţinând două rezerve de aur, una pentru leul aur iar alta pentru leul hârtie, risipim şi puţinul aur ce-l avem, micşorându-i astfel eficacitatea de luptă ca depozit de aur. Perioada postbelică este caracterizată prin lipsă mare de aur în Europa, sau mai exact prin reaua sa distribuţie mondială, şi vedem că toate ţările caută să-şi concentreze rezervele de aur cât mai mult pentru a le mări eficacitatea. Vedem că grija de a economisì aurul preocupă şi o ţară bogată ca Anglia, care a şi luat hotărîrea de a-şi suprimà circulaţia de aur şi atunci când ea va trece la libera conversiune, şi aceasta pentru motivul de a-l aveà tot concentrat la Banca Angliei şi în cât mai puţine conturi, pentru a puteà face faţă mai uşor oricăror împrejurări. Socotim acest argument cu atât mai puternic cu cât noi credem că cu 200 milioane ale Băncii Naţionale, atunci când vom ajunge la completa abolire a taxelor de export şi a tutulor restricţiilor şi deci la preţuri mondiale, cu o politică activă de devize şi cu o conducere şi o cunoaştere conştientă a mecanismului monetar, Banca Naţională va puteà menţine paritatea fixată a monetei noastre. Noi nu credem că se va puteà vorbì, ca d-l Manoilescu şi d-l Blank, de acele imense rezerve de aur pe care ambii autori le cred necesare în perioada postbelică (Primul 1,200 milioane iar celălalt 800 milioane). Noi credem că Europa postbelică este momentan preà săracă pentru a puteà menţine aceste imense valori neproducătoare, un lux ce nu şi-l permite azi decât o singură ţară, Statele Unite. Noi credem din contră că perioada postbelică va fi caracterizată tocmai prin mici rezerve de aur la Băncile centrale şi prin active politici de devize forte, în special dolari şi lire sterline, iar rezervele dacă vor fi ţinute, vor fi ţinute în aceste valute şi pe cât posibil purtătoare de dobânzi. Refacerea stocurilor de aur va fi o operă laborioasă şi de lungă durată. Ea va fi în funcţie directă de comerţul internaţional (mai clar de balanţa internaţională de plăţi), şi deci de balanţa favorabilă a Europei comparativ cu Statele Unite sau de activa finanţare a Europei din partea celor dintâi, finanţare care să corecteze balanţa de comerţ prin în- sau reînvestiri şi astfel, încet, încet, să ajute la refacerea stocurilor metalice ale băncilor centrale europene. Aceasta va mai depinde, bine înţeles, şi de viitoarea atitudine mondială către aur, care poate nu va mai fi găsit tot aşà de indispensabil instrument ca în perioada antebelică. Sunt evoluţii la care ne putem aşteptà şi pentru care ne putem pregătì, căci vorbind din punct de vedere al utilităţii directe, aurul nu produce nici o câtime de bună stare, şi atunci ne întrebăm dacă nu vom puteà găsì alte mijloace de instrumentaţie de bază a schimbului mondial. Cert este că atracţia către aur este în raport direct cu primitivismul şi ne putem aşteptà ca civilizaţia noastră să evolueze treptat către o instituţie mai ingenioasă şi mai puţin costisitoare decât a schimbului prin aur.

In urma acestor considerente recomandarea introducerii paralele a leului aur echivalează cu evitarea problemei. Problema noastră nu constă în înfiinţarea unui mediu circulatoriu stabil dar paralel, căci în acest caz problema ar fi uşoară. Acest

mediu circulatoriu paralel îl avem chiar acum: dolarul şi lira sterlină (1) şi suntem siguri că cei ce-ar şti sau s'ar încumetà să facă operaţii pe baza leului aur sunt exact numai acei ce ştiu tot atât de bine sau se încumetă azi să facă operaţii pe baza acestor două medii. Problema noastră dar este stabilizarea leului hârtie şi lichidarea situaţiei de azi prin trecerea la normal. Deaceea credem că d-l Manoilescu a fost pe urme greşite, şi regretăm lucrul, cu atât mai mult cu cât literatura noastră economică este lipsită de monografii serioase asupra problemelor noastre monetare. Sperăm însă că d-l Manoilescu ne va da lucida sa expunere într'o nouă ediţie unde îşi va sintetizà toate contribuţiile monetare ale d-sale, dând cadrul şi completarea necesară acestei preţioase cercetări.

* * *

Mai jos vom căutà să schiţăm linia pe care, credem noi, cercetările noastre economice vor trebuì să o ia pentru studiul complet al normalizării noastre monetare. Vom luà cele două mari probleme ale noastre: stagnarea actuală (Noi nu numim criză situaţia noastră actuală. Noi numim criză punctul culminant de tranziţie dela o situaţie la alta. Stagnarea noastră actuală poate fi preludiul unei crize; a o numì criză înseamnă a pervertì conotaţia termenilor), şi stabilizarea şi devaluarea leului, probleme ce socotim în linii largi străine una de alta, dar din cauza coincidenţei în timp şi a mijloacelor de combatere le vom tratà împreună.

Politica oficială a Băncii Naţionale sau mai bine zis a guvernului actual, căci Banca noastră centrală nu se bucură de o conducere independentă, este deflaţia, adică îmbunătăţirea treptată a leului prin scăderea preţurilor interne. Preţurile interne scăzând (şi aceasta chiar în limitele politicii taxelor de export, adică ale preţurilor comprimate) vor mărì puterea de cumpărare a leului şi ca atare vor mărì şi paritatea sa aur, căci ştim că atunci când o valută este lipsită de conversiune liberă la Banca Centrală valoarea ei în termeni de aur depinde direct de puterea de cumpărare a acelei valute, putere de cumpărare corectată de diferitele dificultăţi, întâmpinate în scoaterea acestor mărfuri de pe piaţa internă pe cea internaţională, cum sunt taxele de export, dificultăţile de transport, prohibiţiile de export, etc. Este vorba, bine înţeles de indicele de scumpete al mărfurilor noastre cerute pe piaţa internaţională, indicele celorlalte neavând nici o influenţă. La noi, de exemplu, mărfurile care dau tonul şi influenţează leul la urcare sau la scoborîre sunt cerealele, petrolul şi lemnele (2), în Anglia obiectele manufacturate, în Chili guano. Ţinem să accentuăm că nu indicele generale de scumpete importă. Vedem multe ţări şi în special Suedia cu numerele indice generale mult peste cele ale Statelor Unite şi totuş nu vedem o depreciere adequată a kronorului în termeni de dolari. Explicaţia este clară. Numerele indice generale ale Suediei sunt mult

(1) Tranzacţiile interne pe bază de valute forte sunt, e drept, oprite, dar legea e uşor eludată.

(2) Indicele de scumpete al mărfurilor noastre de export ar fi de aproximativ 30 după datele Direcţiei Generale a Statisticii. Dacă nu am aveà taxele de export sau dacă acestea ar fi brusc abolite, cursul dolarului ar trebui să oscileze între 126—154 (adică o îmbunătăţire de aproximativ 30% ar fi teoretic posibilă).

peste cele ale Statelor Unite, dar numerele indice ale mărfurilor ei de export sunt dedesuptul multor ţări ce exportă mărfuri similare ei şi deci avem o cerere mare pentru kronori. Concurenţa suedeză în lemn o simţim şi noi astăzi pe pieţele mediteraneene. Ni se promite, cu alte cuvinte, perpetuarea acestei stagnări pe timp de douăzeci de ani de zile, politică în care guvernul actual ne-a şi băgat fără avizul general al tuturor partidelor politice, cum se cădeà atunci când se începe o politică economică de lungă durată a cărei reuşită depinde în primul rând de o perseverentă continuitate. In felul acesta toţi şi-ar fi luat răspunderea ponderată a unei politici, fără să se expue ţara la eventuale neajunsuri, căci noi suntem convinşi că după politica clasei actualului guvern va urmà politica clasei guvernului ce va luà succesiunea celui actual.

Transpunând chestiunea pe terenul practic vedem că se urmăreşte urcarea leului cu sacrificiul producţiei naţionale. Banca de emisiune şi cercurile politice conducătoare nu vor să recunoască actuala depreciere valutară ca definitivă, şi pentru a ridicà leul se compromite întreaga activitate economică prin neemiterea cantităţii de monetă necesară circulaţiei de azi pe baza actuală a deprecierii leului. Din contră se urmăreşte nu mărirea producţiei, ci urcarea leului prin refuzul expansiunii necesare a emisiunii Băncii Centrale, lucru care produce lipsa acută de monetă în ziua de azi şi scăderea preţurilor de mâine cu implicitul concomitent al urcării valutei: toate acestea însă fără a se cumpănì faptul că îmbunătăţim leul cu preţul scăderii producţiei aşà încât ne vom trezì poate într'o zi cu un leu mai bun dar cu bunuri mai puţine! Vom aveà dar scăderea continuă a preţurilor şi continua apreciere a mediului circulatoriu cu ridicarea valorii aur a leului şi deci îmbogăţirea continuă a rentierilor, băncilor şi tuturor posesorilor de lei efectivi şi creanţari, fără ca aceştia din urmă să facă cea mai mică sforţare. Ei nu au decât să-şi scoată leii din afaceri, să se retragă cu ei şi să-i îngroape în grădiniţă ca Harpagon şi valoarea lor să crească an cu an fără cea mai mică sforţare din partea lor, ba mai mult, cei ce vor aveà curajul să împrumute pe ipoteci sau garanţii cu o margine destul de confortabilă, îşi vor găsì quantumul de lei mărit şi ca valoare numerică şi ca putere de achiziţie. Este, cinstit vorbind, o politică de clasă în cea mai mare goliciune. Vechea practică politică pe care lumea a ridicat-o aproape în maximă de Stat este aceea că orice politică monetară ce se va duce va trebuì să avantajeze totdeauna pe debitor şi să-i uşureze sarcina, şi aceasta tot în interesul producţiei naţionale pentru a da un mic stimul aparatului productiv. Noi nu revendicăm o politică de avantajare a producătorilor, căci pe de o parte cunoaştem reacţionarismul economico-politic al conducătorilor României de până acum, prin faptul că politica economică ce s'a dus în mod continuu a fost politica rentierilor, iar pe de altă parte suntem ferm pentru o politică de stabilizare a preţurilor interne (această stabilizare însă nu o putem aveà pe baza preţurilor comprimate de azi; va trebuì întâiu să ajungem la preţurile mondiale), şi aceasta în interesele mari ale producţiei naţionale. Aceasta ar fi şi o politică naţională şi am fi feriţi şi de controversă: o producţie mare avantajează toate clasele în mod mecanic prin instrumentaţia obişnuită a legilor economice. Conducătorii politicii noastre economice urmăresc, deci, deprimarea

actualului nivel de preţuri cu concomitenta urcare a valorii aur a leului ca urcare a măririi puterii lui de cumpărare interne, şi aşà mereu mai departe provocând stagnări îndelungate culminând în crize, şi acestea toate prin voita micşorare numerică a mediului circulatoriu până la revenirea leului actual de 2,6 centime aur la 100 centime aur! De o stabilizare a leului nici nu poate fi vorba sub aceste condiţii: îmbunătăţiri spasmodice şi la discreţia Băncii Centrale prin manipularea circulaţiei, adică prin distrugerea periodică a unei cantităţi anumite de bilete. Ce se va face cu taxele de export (1) nu ni s'a spus încă. Din declaraţiile mai vechi ale d-lui V. Brătianu reieşià că aceste taxe nu erau taxe fiscale, ci aveau menirea de a comprimà preţurile interne (Raţionamentul nu-l cunoaştem!). La un moment, mai acum câtva timp şi ca răspuns unor cercuri interesate, d-l V. Brătianu a declarat că nu poate suprimà taxele de export deoarece acestea aduc Statului veniturile necesare pentru plata cuponului extern şi până ce nu va găsì alte sume din alte capitole bugetare nu va puteà încuviinţà suprimarea lor. Din aceste declaraţii reiese dar fiscalitatea lor! O contrazicere flagrantă a declaraţiilor sale de mai înainte. Deducem însă, din politica expusă de d-sa că progresiv cu aprecierea leului, d-sa speră ca veniturile Statului, deşi vor scădeà ca cifră nominală, să se urce însă ca valoarea aur şi astfel să se suprime taxele de export «pari passu» cu urcarea aur a veniturilor Statului, probabil gradual, pentru a nu aduce prea mari tulburări preţurilor interne.

Recunoaştem, această politică, teoretic vorbind, are sorţi de reuşită şi chiar prima scădere e posibilă, cu toată tendinţa preţurilor de a se urcà la paritatea mondială pe baza actuală a valorii aur a leului. Faptul pentru care d-l V. Brătianu ţine la scăderea preţurilor, d-sa l-a evidenţiat în interviul acordat ziariştilor englezi invitaţi de d-sa cu ocazia primei sale vizite făcute la Londra. Vagonul de grâu costă, spuneà d-sa, 40.000 lei în ţară. In străinătate costă 80.000 lei; prin urmare avem posibilitatea de a îmbunătăţì valuta noastră cu 100%. Nu voim ca preţurile interne să treacă de această sub-paritate deoarece ne-ar compromite eventuala îmbunătăţire a leului. Să examinăm acum posibilitatea acestei scăderi şi să vedem dacă o asemenea politică ne va avantajà ca naţiune.

Am recunoscut că teoretic vorbind politica poate reuşì. Când trecem însă dela raţionamentul teoretic la cel practic, vedem că situaţia noastră este de aşà natură încât nu ne putem aşteptà la reuşita acestei politici decât cu foarte mare greutate

---

(1) Taxele de export au fost înfiinţate într'un moment de panică, atunci când situaţia momentană erà trecătoare. Preţurile interne, în urma unei prăbuşiri a leului. rămăseseră mult în urma preţurilor externe. S'a iscat atunci teama «exploatării» străine, a cumpărării granelor pe nimic, şi pentru a evità aceasta s'a decretat înfiinţarea taxelor de export pentru a aduce preţurile interne la nivelul celor externe. Geneza taxelor de export a fost deci o legislaţie de panică erijată în urmă într'un sistem şi amplificat apoi într'un regim economico-politic. Ridicarea preţurilor interne la cele externe ar fi fost o chestiune de puţin timp, ştiut fiind că în faza iniţială a inflaţiei preţurile rămân în urma deprecierii valutare, iar în faza finală anticipă deprecierea prin urcare. Intre timp nu ar fi fost nici tranzacţii mari, căci in momentele de panică se găsesc puţini vânzători importanţi.

şi după o stagnare foarte îndelungată şi o criză extrem de acută, încât ne întrebăm dacă sacrificiile făcute vor fi recompensate prin rezultate mari naţionale. In adevăr, oamenii noştri de afaceri, amăgiţi de nivelul preţurilor internaţionale atât de ridicat, nu văd necesitatea scoborîrii actualului nivel de preţuri şi facerii unui sacrificiu care i-ar costà poate existenţa de negustori prin faptul vinderii sub cost a mărfurilor lor. Ei ţin cu tenacitate la actualul nivel al preţurilor. Avem această stagnare de mai bine de un an de zile, aproape doi, şi totuş nu am ajuns nici până acum la desnodământul fatal al ei: criza care să ne aducă scăderea preţurilor şi ca urmare urcarea valutei. Am arătat mai sus cum Anglia a avut o bruscă scădere a preţurilor ei în 1920, atunci când acestea, în anticiparea continuării inflaţiei, care nu a mai avut loc, se urcaseră peste nivelul justificat de emisiunea monetară, şi ca atare puterea de cumpărare a veniturilor cetăţenilor devenise mult inferioară nivelului preţurilor. Criza a fost provocată, de fapt, prin neputinţa consumatorilor de a plăti acele preţuri, neputinţă urmată de abţineri de la cumpărare până când la un moment dat preţurile au început să scadă, căci altă soluţie decât scăderea lor nu erà. La noi se dă, de fapt, lupta între două niveluri de preţuri: unul al mărfurilor importate (nivel internaţional) şi al doilea al produselor naţionale (nivel intern). Observăm că legea echilibrului de sacrificii atrage preţurile mărfurilor interne la preţurile mărfurilor externe. O mişcare inversă nu va aveà loc, căci ştim că îmbunătăţirea valutei (şi deci scăderea nivelului preţurilor la mărfurile internaţionale) este totdeauna o consecinţă şi nu cauză a scoborîrii preţurilor interne, şi aceasta pentru motive lesne de înţeles. Pe de altă parte, noi suntem în posibilitatea şi avem interesul să evităm stagnări şi crize, căci nu se poate spune că am trage foloase din această politică: Producţie redusă şi lipsă de lucru pe un lung şir de ani nu sunt roadele unei politici judicioase. Dar argumentul principal şi mai puternic ca toate este faptul că nu ne putem permite asemenea stagnări şi crize periodice în epoca noastră de refacere, când nu avem nimic şi totul e de refăcut. Acum mai mult ca oricând ni se reclamă o activitate din plin, şi a se manevrà cu valuta în sensul stagnării şi crizelor înseamnă a ne compromite singuri forţele productive.

Influenţa unei deflaţii continue asupra producţiei este cunoscută în teorie şi am văzut-o şi în practică în ultimii ani de zile. Producţia industrială a ţării va scădeà inevitabil, iar celei agricole nu i se va da stimulul necesar, şi dacă observăm ţările cu valute depreciate notăm că toată energia conducătorilor se îndreaptă către stabilizarea valutelor lor în jurul cifrelor ultimelor deprecieri (în special Austria, care ne dă exemplul stabilizării celei mai perfecte) şi al reducerii fluctuaţiilor sezonale la minimum posibil. Austria a terminat complet şi stabilizarea preţurilor şi stabilizarea preţurilor ei. Nu a mai rămas decât ca formula juridică a devaluării să fie pronunţată.

Tot aci e locul să observăm că tot noi am rămas ultima ţară care mai menţinem taxe de export, comerţ încătuşat şi un întreg regim economic anormal, justificat poate în timp de răsboiu, dar azi un pretext pentru a se da ocazii la şicane plănuite şi remuneratorii, în special din partea cadrelor politice ale aparatului nostru administrativ, sistem ce aduce pierderi enorme economiei naţionale prin descurajarea producţiei

şi prin o neeconomică distribuţie a bunurilor. Numim aceasta o compromitere interesată şi poate şi voită a aspectului gospodăresc al Statului (1).

Influenţa deflaţiei asupra datoriei Statului este de asemenea cunoscută şi în cazul nostru ea are o importanţă covârşitoare. Datoria externă însumând o valoare aur nu va fi întru nimic schimbată de îmbunătăţirea leului, de oarece plata cuponului acestei datorii se face prin export de mărfuri naţionale şi nu prin scoaterea din ţară de lei efectivi. Insă dacă aceste sume ies în mărfuri la valoarea lor mondială, tot trei pâini vom da pentru fiecare leu aur sub orice regim şi sub orice condiţii monetare. Acelora ce li se pare că străinii cumpără totul pe preţul de nimic la noi în ţară se înşală. Lucrul este adevărat numai pentru cele câteva mii de străini cari trăesc acì şi cari obţin lefuri corespunzătoare parităţii mondiale a preţurilor, cea mai mare parte a lor primesc şi ei lefuri ce corespund oarecum cu preţurile noastre comprimate. Tot ce se exportă în străinătate este cumpărat, e drept, pe preţuri interne comprimate, dar la ieşire plăteşte taxe de export ce-i urcă valoarea la preţul mondial. Dacă noi vom plătì datoria noastră cu mai mare sau mai mică greutate nu depinde de cursul leului, căci valoarea datoriei noastre externe este exprimată în aur, ci de preţurile mondiale ale mărfurilor noastre de export. Datoria internă însă se va suì considerabil an cu an şi pas cu pas cu îmbunătăţirea leului, până când vom ajunge la un punct unde sau aplicarea impozitului pe capital va fi necesară, sau Statul îşi va repudià datoria sa internă, căci, pe când cifra nominală a datoriei interne va rămâne aceeaş, cifra nominală a veniturilor Statului va scădeà. In consecinţă anexa I-a din broşura d-lui Manoilescu, unde d-sa tratează «cursul optim» sau «situaţia valutară cea mai favorabilă pentru ca Statul să se degajeze cu minimum de efort de ambele datorii» este inutilă, căci baza teoretic-economică a calculului este falsă: d-sa confundă Statul cu individul, partea cu întregul, comiţând prin aceasta o falacie logică bine cunoscută.

Cu privire la anexa II-a: Insuficienţa capitalului mobiliar în România, observăm că titlul se puteà extinde asupra întregii Europe cu unica excepţie a Angliei. Pe când recunoaştem şi noi insuficienţa capitalului de rulment din România mai recunoaştem şi faptul tot atât de important al unei emisiuni nu numai insuficiente dar şi lipsită de elasticitatea necesară schimbărilor sezonale. Dobânda exagerată de azi reflectă, e drept, lipsa acestui capital, dar reflectă în mare parte şi raritatea artificială a mediului circulatoriu. De fapt, dacă am analizà dobânda de azi de pe piaţa noastră am vedeà că se compune din trei elemente constitutive:

(1) Sub egida ideilor social-etatiste s'a dus o politică economică restrictivă care nu a avantajat clasele ce se bucurau de mai puţină bună stare economică după cum era justificată de promotorii ei, ci din contră la adăpostul ei si printr'o totală lipsă de scrupulozitate s'a format noua burghezie română care a adus această pestilentă atmosforă morală a României postbelice. Contingentarea grânelor, prohibiţiile de export cu colateralul lor permisul de export şi toate celelalte restricţii economice au fost măsuri date în exploatarea partizanilor politici, au fost remuneraţia dată lor pentru servicii politice şi toate în dezavantajul marilor interese ale Statului, căci ne-au dus la dezorganizarea producţiei naţionale tot atât de mult chiar ca şi relele răsboiului.

1) O parte reflectă şi remunerează raritatea capitalului mobiliar;
2) O a doua parte reflectă şi remunerează raritatea numerarului:
3) In fine a treia parte reflectă şi remunerează elementul riscului din cauza instabilităţii valutare(1).

Suntem siguri că la o eventuală stabilizare a leului nostru dobânda va scădeà simţitor prin dispariţia elementului riscului, care va reduce tranşa a treia din cifra dobânzii de azi.

Suntem împinşi, dar, în urma celor de mai sus să recomandăm, abstracţie făcând de orice interes de clasă, politica ce ne va duce la producţia cea mai mare, singurul criteriu ce credem că ne va ferì de controversă în această chestiune. Pentru ca să obţinem dar cel mai mare rendement, calitativ şi cantitativ, din aparatul nostru productiv, credem că va trebuì să urmăm următoarele linii diriguitoare.

Am arătat într'altă parte că nu putem concepe o normalizare monetară fără abolirea taxelor de export. Pentru a nu da naştere la răsturnări prea mari ca rezultat al suprimării acestor taxe va trebuì să le suprimăm treptat, treptat şi ocazional. O suprimare avantajoasă a taxelor de export se face atunci când sau preţurile interne s'au suit peste nivelul rentabil exportului, sau leul s'a îmbunătăţit la un moment dat şi pe baza preţurilor cotate nu mai putem exportà nimic. Pentru a nu lăsà o clipă ca exportul să stagneze, s'ar impune deci în acel moment suprimarea parţială sau chiar integrală a taxelor de export. Pe măsura acestor suprimări vom fi siliţi să găsim alte venituri din alte capitole bugetare pentru asigurarea plăţii cuponului la datoria externă. S'a propus, pare-ni-se, eventuala înlocuire a acestor taxe prin mărirea impunerii la exploatarea agricolă, impunere care din cauza preţurilor comprimate se suie acum numai la 200 lei hectarul, şi prin sumele ce eventual s'ar obţine de la reorganizarea monopolurilor Statului. Ambele ni se par potrivite şi cât mai puţin stingheritoare economiei naţionale. Treptat cu aceste reduceri vom aveà, fără îndoeală, mişcarea către şi, eventual, ajungerea preţurilor noastre la paritatea internaţională. Hipotetic vorbind, o bruscă abolire a taxelor de export va da naştere la unul din aceste două rezultate: sau valuta se va îmbunătăţì până la limita justificată de preţurile interne, sau preţurile interne se vor suì până la paritatea preţurilor internaţionale. Nu e greu să deducem ce se va întâmplà în practică. Preţurile vor urmà linia pe care vor întâmpinà rezistenţa cea mai mică şi rezistenţa va fi mai mică la urcarea preţurilor şi mai mare la scoborîre, şi aceasta, după cum am arătat mai sus, din cauza legii echilibrului de sacrificii şi din cauza celor cu interesele consolidate pe baza valutară actuală. Prin urmare, ne vom aşteptà ca după doi, cel mult trei ani, în care timp vom fi terminat cu regimul taxelor de export şi celelalte piedici puse expor-

---

(1) Oamenii noştri de afaceri trăesc azi între două friguri: în perioada de export leul îmbunătăţindu-se brusc se dă impresia unei tendinţe de apreciere permanentă a leului şi încep atunci să se nască teama celor cu datorii fixe în lei; la perioada de stagnare a exportului se manifestează fenomenul opus şi se naşte acum teama deţinătorilor de lei efectivi sau creanţari. Deşi această fluctuaţie sezonală a devenit ritmică, cercurile indicate nu găsesc de cuviinţă să explice comunităţii şi să ia măsuri pentru a îngustà această largă fluctuaţie sezonală care are efecte atât de dezastroase asupra psihologiei oamenilor noştri de afaceri.

tului să ajungem la preţuri internaţionale şi la comerţul liber atât în interior cât şi cu exteriorul. In acest caz însă, va trebuì să fi ajuns şi la o circulaţie adequată trebuinţelor României postbelice. Suntem contra aprecierii mediului circulatoriu peste limita de aproximativ 180 lei dolarul, şi aceasta fiindcă dorim să evităm stagnări, crize şi lipsă de lucru în perioada de refacere a României, care ne-ar oprì să lucrăm din plin la refacerea noastră. Pe de altă parte, am avut în ultimii doi ani o quasi-stabilizare a leului imprejurul a 180—220 lei dolarul, şi interesele economice ale oamenilor noştri de afaceri s'au consolidat deci pe baza de aproximativ 2.6 centime aur leul hârtie. A stricà echilibrul acestei quasi-stabilizări, fructul a doi ani de zile de afaceri şi de mişcare a preţurilor care l-au adus acì, printr'o simplă manipulare monetară, este o dezavantajare a economiei naţionale de o monetă ce aveà cel puţin o stabilitate relativă. Am arătat mai sus cauza limitelor atât de largi a fluctuaţiilor sezonale: lipsa unei politici de devize a Băncii Naţionale care să reducă aceste fluctuaţii la proporţii mult mai mici. Banca Naţională nu dă azi elasticitatea necesară emisiunii monetare oricărei ţări şi în special unei ţări agricole, anume o expansiune largă a circulaţiei în momentul culesului recoltei urmată de o contracţie adequată după vinderea ei. Observăm de altfel în ultimul timp că scăderea preţurilor noastre şi îmbunătăţirea aferentă a leului coincide cu apariţia pe piaţă a nouei recolte, iar urcarea preţurilor şi deprecierea valutei cu terminarea exportului acestei recolte(1). E un joc interesat al intereselor speculative parazitare care din cauză că Institutul central nu-şi mai face datoria au intervenit în locul acestuia obţinând însă câştiguri de mai bine de 20% în mai puţin de trei luni. Este o datorie elementară a tuturor băncilor centrale de a atenuà aceste variaţii sezonale şi de a le reduce la minimum. In urmărirea politicii ei oarbe de îmbunătăţire a leului, Banca nu mai dă sprijinul necesar valutelor forte în perioada de export, dar nici nu poate sprijinì leul în cea de import, iar prejudiciul ei capitalist contra ideilor cooperatiste o împiedecă de a da sprijinul sezonal necesar agriculturii, care astăzi nu-l poate primì decât prin cooperativele săteşti din cauza fărâmiţării exploatărilor agricole.

Ca urmare a punctului de mai sus suntem ai sporirii continue a circulaţiei noastre până la punctul când leul va arătà devieri pejorative serioase de la cifra de 180 lei dolarul, sau până când preţurile noastre se vor suì peste pre-

(1) Regularitatea variaţiei sezonale a fost confirmată şi în ultimul timp al anului curent. In perioada de export lunile Septemvrie—Noemvrie leul a cotat 175—180 lei dolarul. Acum spre sfârşitul lunii Noemvrie, odată cu încetarea exportului valutele forte şi-au reluat cursul ascendent revenind la 204 lei dolarul (3 Decemvrie 1924) cu tendinţă de urcare. Lipsa unei politici de devize a Băncii Naţionale nu se puteà condamnà mai greu decât de această largă variaţie sezonală evitabilă, a cărei amplitudine Banca Naţională nu ia nicio măsură spre a reduce.

Dacă Banca Naţională nu are putinţa să menţină cursul leului la aproximativ 180 lei dolarul, ea nu trebuie să-l lase să se aprecieze până la acest punct sau mai jos cum a fost deseori cazul. Cu alte cuvinte, ca Banca Naţională să poată să împiedece deprecierea leului peste 200 lei dolarul, ea nu va trebuì să-l lase să se aprecieze sub 190. In acest mod am aveà o variaţie între 190—200 ceeace revine la o variaţie sezonală de 5% care ar fi, poate, tolerabilă în situaţia de azi. Aceasta o face normal o Bancă de Emisiune în lipsa unei rezerve de aur, când s'ar importà sau exportà aur, prin cumpărarea de valute forte în perioada când se oferă şi de vânzarea ei în perioada când se cere.

ţurile internaţionale pe baza de schimb fixată şi vor face astfel exportul imposibil. Pentru a ne asigurà contra eventualităţii din urmă, credem de cuviinţă ca Institutul Economic sau Direcţia Generală a Statisticii să lucreze la reconstituirea numerelor noastre indice de la 1914 încoace şi să continue cu ele formând măsurătorul oficial al preţurilor noastre, numere indice ce ne vor servì eventual şi la alte calcule şi bazări, în special ale salariilor. Banca Naţională va trebuì să manipuleze emisiunea sa de bilete în aşà fel încât să menţină preţurile noastre puţin sub paritatea internaţională, încât să favorizeze exportul şi astfel să menţină şi echivalenţa aur stabilizată a leului hârtie. In momentul actual socotim o emisiune la Banca Naţională bazată pe portofoliu de scont ca justificată şi salutară, dar cu condiţia anunţării largi a faptului că Banca nu înţelege să avanseze aceşti lei pentru pornirea roţii inflaţioniste, ci numai pentru umplerea unor goluri în circulaţia noastră monetară şi pentru stabilizarea actualei valori aur a leului. Cum perioada postbelică este caracterizată printr'o penurie de aur în băncile centrale europene, acestea pentru un foarte lung timp nu vor puteà menţine valoarea aur a valutelor lor, prin mijloacele clasice ale exportului de aur. Deaceea credem că în lipsa unui stoc suficient de aur băncile centrale vor trebuì să institue o foarte serioasă şi activă politică de devize şi să manipuleze emisiunile în concordanţă cu cursurile fixate ale schimburilor. Prin urmare Banca noastră centrală va puteà să-şi extindă emisiunea, dacă ea va fi cerută, atâta timp cât leul rămâne staţionar la valoarea sa aur şi şi-o va restrânge atunci când valoarea actuală aur a leului ar fi periclitată.

Dacă se va observà însă că neîncrederea în mediul nostru de schimb este atât de mare încât o expansiune a emisiunii va aduce deprecierea valutei, suntem de părere ca Banca Naţională să negocieze un împrumut în valută forte cu care să pornească o şi mai activă şi chibzuită politică de devize în stil cât mai mare. Suntem convinşi însă că nu se vor prezentà cereri mari de devize întrucât, având siguranţa unei valori aur stabile, dobânda la lei va fi mult superioară celei obţinute pentru franci, dolari şi alte valute forte pe pieţele internaţionale.

Am arătat mai sus cifra teoretică a emisiunii noastre postbelice. Cifra reală va puteà fi găsită în aplicaţia practică a institutului nostru de emisiune. Repetăm dar, stabilizarea leului va fi chestiunea primordială şi va precedà devaluarea. In perioada postbelică Europa, am mai arătat într'altă parte, şi în special noi ne vom puteà lipsì de acele imense depozite de aur pentru menţinerea parităţii valutei noastre, depozite care de fapt nu contribuesc întru nimic la dividendul naţional. Aurul va stà în pivniţele Băncii Naţionale şi nu va produce nimic. Mai mult, ne facem forte să susţinem că nu aurul din pivniţele Băncii Naţionale ne-a susţinut schimbul nostru înainte de răsboiu, căci cunoscut e faptul că nimeni nu puteà obţine sume mari de aur de la Banca Naţională. Ceeace a susţinut cursul leului nostru atunci a fost faptul că se găseau oricând pe piaţă imense cantităţi de cereale, petrol şi lemne ce se puteau obţine pe preţuri de aşà natură încât puteau fi exportate convenabil şi vândute cu o margine remuneratorie pe pieţele internaţionale. Am avut prin urmare nu un etalon de aur, ci un etalon de materii prime şi alimente ce pot fi transformate oricând în aur pe pieţele internaţionale. Deaceea susţinem faptul că şi după politica

ce preconizăm noi şi după câţiva ani (doi maximum trei) de ducere a politicii de încurajare a producţiei naţionale şi de vădită sforţare spre normalizare şi fără taxe de export, vom ajunge încet, încet să obţinem din nou o balanţă comercială favorabilă susţinută pe un şir de ani, un buget real echilibrat (1), nu echilibrat cu lefuri de foamete şi cu corupţia şi demoralizarea aproape totală a întregului aparat administrativ, ca în ziuă de azi (2). Numai după o normalizare de felul acesta ne putem aşteptà la o sinceră colaborare a capitalului serios de plasare, nu a capitalului de speculă şi de concesiuni capitulatorii, numai atunci ne vom puteà gândì la împrumuturi de Stat (subscrise direct şi total de investitori serioşi, şi nu de investitori fictivi, ca cel din urmă de pe piaţa Londrei, când două treimi din el a fost subscris în modul acesta prin instrumentaţia Caselor de emisiune—Issue Houses—contra unui comision adiţional, pentru ca apoi imediat după emisiune cursul să scadă de la 67 lire suta la 59 şi chiar mai jos compromiţându-ne astfel totalmente creditul nostru prin înşelarea subscriitorilor de bună credinţă) pentru refacerea căilor ferate şi pentru restul înzestrărilor economice ale ţării, căci numai atunci ne-am prezentà cu o situaţie limpede şi cu o bază cinstită de reconstrucţie.

Să reluăm acum firul programului nostru. Am arătat că atâta timp cât avem taxele de export şi două niveluri de preţuri nu putem vorbì de o stabilizare, ci numai de o quasi-stabilizare. După ce vom fi executat însă programul schiţat de noi,

(1) Bugetul va merge crescând în pas cu urcarea preţurilor.

Ne dăm perfect seama că inevitabilitatea urcării preţurilor noastre la cele mondiale în perioada de normalizare, adică de abolire a taxelor de export şi a altor restricţii, va da din nou prilej obscurantiştilor de a face demagogie economică pe tema urcării costului vieţii; din nou se va face capital politic din fenomene monetare inevitabile. Din nou comercianţii vor fi învinuiţi de speculă şi de urcarea preţurilor, fenomene astăzi normale şi aproape inevitabile, şi aceasta din cauza totalei lipse de cunoştinţe economice a politicienilor ce-au legislat în momente de panică.

(2) E o înşelare aserţia că productivitatea actuală a ţării e atât de mică încât ţara nu-şi poate plătì funcţionarii mai bine.

Această aserţie este refutată de faptul că funcţionarii, o bună parte din ei, sunt plătiţi pentru serviciile lor în mod direct ca profesioniştii liberi de către părţile interesate (unele societăţi comerciale merg chiar până acolo încât plătesc salarii regulate aparatului administrativ de care au constantă nevoie, iar particularii întrebuinţează diferite moduri devenite azi uz comun) cointeresându-i la interese private, în loc de a fi plătiţi cu salarii integrale în mod indirect, prin mecanismul aparatului de Stat, metodă care i-ar menţine instanţe obiective şi imparţiale aşà cum echilibrul social cere. Un lucru rezultă din acestea: o parte, poate o bună parte din funcţionari primesc direct sau indirect un salariu de trai, fapt din care tragem concluzia că productivitatea ţării permite o retribuţie omenească generală. Răul constă însă în aparatul financiar. Din această situaţie nu putem ieşì decât numai atunci când Statul, mărind impozitele sau îmbunătăţind sistemul de impunere va împiedecà fraudele şi astfel va mărì totalul veniturilor sale din care va puteà plătì atunci salarii integrale de trai funcţionarilor săi.

In acest mod problema va fi atacată din două părţi: pe de o parte, prin mărirea impozitelor plătite se va secà isvorul rezervelor particularilor, cari astfel nu vor mai puteà plătì sume adiţionale pentru servicii presupuse gratuite, iar pe de alta funcţionarul nu va mai fi tentat de sume ce nu ar fi indispensabile existenţei sale. Desigur că atunci şi sancţiunile contra venalităţii, azi căzute în desuetudine, nu vor mai aveà raţiunea de a nu fi aplicate. Astfel va dispare şi motivul pe baza căruia opinia publică tolerà aceste abuzuri devenind parte tacită la săvârşirea lor.

vom ajunge la preţuri internaţionale şi la abolirea completă a taxelor de export. Atunci vom puteà procedà la ultimul stadiu al normalizării noastre monetare, şi anume vom activà şi mai mult politica de devize a Băncii Naţionale, în aşà fel încât schimbul nostru să devieze strict numai în limitele clasice ale gold-point-ului (pe noua paritate, fireşte). Vom menţine această politică aproximativ şase luni, după care vom procedà la ultimul stadiu al normalizării noastre monetare: la devaluare pe baza de aproximativ 1 la 35 (sau mai exact, după cursul mediu al ultimelor şase luni) şi la o nouă emisiune de hârtie aur. Observăm de altfel că acest stadiu va coincide în timp aproximativ şi cu apropierea termenului de expirare a privilegiului Băncii Naţionale şi se va puteà atuncì reorganizà şi întregul nostru institut de emisiune, reorganizare ce nu are loc în limitele acestei schiţe (1).

Am căutat să arătăm mai sus că normalizarea noastră monetară este o operă de laborioasă preparaţie. Nu este nici chestie de improvizări nici de soluţii providenţiale, ci de conservatism chibzuit şi perseverent. Intr'o chestiune mare de acest fel, nu are căderea nici un partid singur să o călăuzească în mod arbitrar şi pe aceeaş linie ca pe orice politică de mică consecinţă, pe linia intereselor de clasă. Am găsit o bază necontroversală: maxima producţie naţională. Va trebuì să se numească o comisie naţională după obiceiul ţării politicii naţionale şi nu a politicilor de clasă, a Angliei, unde oamenii tuturor partidelor, tuturor claselor vor luà o decizie naţională pentru a ferì de controversă o politică de lungă durată, unde continuitatea este prima condiţie a desăvârşirii. Noi am schiţat planul în linii largi. Detaliile vor face singure obiectul studiilor speciale ale experţilor însărcinaţi. Cifrele exacte vor trebuì să facă şi ele obiectul cercetărilor specialiştilor şi vor fi final corectate de practica institutului de emisiune în timpul aplicării lor.

Recunoaştem că politica ce recomandăm cere conducători destoinici şi cu profunde cunoştinţe ai aparatului monetar la Banca de Emisiune. Politica ce preconizăm nu are nici aspectul simplist flaţionist şi cere mult mai multă energie luminată.

Acestea, credem noi, sunt liniile de cercetare ale problemei noastre monetare.

---

(1) Inevitabilitatea politicii schiţate de noi se vede de altfel din semnele incipiente ale punerii în practică a acestei politici (creşterea continuă a bugetului, urcarea preţurilor către paritatea mondială, creşterea volumului circulaţiei Băncii de emisiune, etc..) fie că aceste semne ar fi rezultatul punerii în aplicare a unui program conştient sau ar fi rezultatul inconştient al legilor necesităţii.

OLIGARHIA ROMÂNĂ DE LOTAR RĂDĂCEANU

STUDIU ASUPRA ISTORIEI CAPITALISMULUI IN ROMÂNIA

PARTEA I

ORIGINEA ŞI FIINŢA OLIGARHIEI

CAP. I

TRANSFORMAREA CAPITALISTĂ A AGRICULTURII

1. Este învederat că motivul pentru care, în gândirea sociologică română, s'a înrădăcinat atât de adânc convingerea că societatea românească are, în evoluţia ei dela feudalism la capitalism, o înfăţişare esenţial deosebită de tipul clasic al aceleeaş evoluţii în Apus, trebuie căutat mai ales în dăinuirea modului de producţie feudal agrar în tot cursul secolului trecut.

Aşâ fiind, nu este de mirare chiar din acest punct de vedere dacă un teoretician nou apărut pe tărâmul sociologiei române, d-l Zeletin, care îşi propune să facă dovada că toate teoriile despre anomaliile desvoltării capitaliste române sunt neîntemeiate şi că, dimpotrivă, «evoluţia capitalismului începe ca în Apus, cu capitalismul comercial şi de camătă... şi se ridică la capitalismul industrial ca formă firească de întregire şi încheiere a acestei evoluţii» (1), consacră şi d-sa o parte importantă a lucrării d-sale problemei agrare şi combaterii teoriilor formulate asupra acestei probleme de teoreticienii poporanişti şi marxişti. Aceasta cu atât mai puţin cu cât problema agrară trebuie să prezinte însă tocmai pentru d-l Zeletin cu teza d-sale, cum că «România nu urmează o evoluţie economică proprie, deosebită de tipul celei din Apus» (2), un deosebit interes. Căci în privinţa evoluţiei agrare există

(1) Şt. Zeletin, Revoluţia burgheză în România, Arhiva pentru Ştiinţa şi Reforma socială. Anul III. No. 2—3 şi 4, anul IV, No. 1 şi 2.

(2) Op. cit., III, 2, pag. 190.

teoria lui Dobrogeanu-Gherea asupra neoiobăgiei (1), care, dacă este exactă, face dela început iluzorii toate străduinţele d-lui Zeletin. In adevăr, odată ce e constatat că evoluţia regimului agrar se produce în România în forme esenţial deosebite de cele cunoscute în Apus, odată ce neoiobăgia e de fapt «o întocmire caracteristică ţării noastre» sau, în cel mai bun caz, acelor ţări înapoiate în care trecerea dela feudalism la capitalism a fost asemenea iniţiată de intrarea lor *subită* în orbita capitalismului *înaintat*, teoria d-lui Zeletin nu mai are nici un temeiu de existenţă. Căci dacă evoluţia agriculturii se îndeplineşte în funcţie de capitalism, iar evoluţia capitalismului român e aceeaş ca pretutindeni, atunci nici agricultura nu poate prezentà faze de evoluţie speciale, ci trebuie să reproducă întocmai formele pe care le-a parcurs în Apus. Astfel, stabilirea caracterului evoluţiei noastre agrare întrece importanţa unei simple stabiliri istorice. Prin ea se determină, dimpotrivă, şi sub aspect mai larg caracterul desvoltării capitaliste în genere şi se crează, implicit, posibilitatea de a expune prin o demonstraţie directă care sunt adevăratele forme ale acestei desvoltări în România.

2. Să vedem aşadar argumentele prin care d-l Zeletin încearcă să pună de acord teoria evoluţiei normale a capitalismului român (căci trecerea dela feudalism la capitalism nu e decât formarea evolutivă a acestuia din urmă) cu caracterul feudal al agriculturii, neştirbit nici de un veac de desvoltare capitalistă. Natural că, problema evoluţiei agrare, fiind în fond problema transformării capitaliste a agriculturii, d-sa încearcă a se lămurì mai întâiu asupra sensului istoric al acestui proces de transformare. După d-l Zeletin, capitalismul nu pătrunde în agricultură atât pentru a revoluţionà şi aici modul de producţie şi raporturile de proprietate, cât mai ales pentru a emancipà ţăranii de iobăgie şi a furnizà astfel industriei capitaliste născânde braţele de muncă libere de care are neapărată nevoie pentru desvoltarea ei. «Sensul istoric al emancipării e, de a desface pe ţăran de pământ... şi a-l pune la dispoziţia burgheziei ca muncitor liber, ca proletar». (2) Cum însă o asemenea trecere din robia moşiei feudale în robia fabricii capitaliste e identică cu o proletarizare, influenţa capitalismului asupra ţărănimii e, îndeosebi în epoca lui de formare, în mod fatal nefastă. Ţăranii, în loc să profite de emanciparea lor şi de biruinţa unui mod superior de organizare economică, pierd chiar ceeace au avut în epoca feudală: coproprietatea pământului şi siguranţa zilei de mâine, ei devin proletari, oameni fără vatră şi căpătâiu. Dar nu numai atât. Acelaş capitalism care, vorba d-lui Zeletin, «impune agriculturii acest mod de proprietate (proprietatea privată burgheză ca fiind o condiţie a producţiei capitaliste N. A.) nu pentru a creà proprietari, ci proletari, adică spre a-şi pregătì braţele libere...» (3), nu este în acelaş timp «în stare a dà de lucru acestor armate de muncitori liberi» (4) şi pricinueşte astfel o mare lipsă de muncă cu toate urmările ei funeste. Astfel «des-

(1) C. Dobrogeanu-Gherea, Neoiobăgia. Studiu economic-sociologic al problemei noastre agrare. Bucureşti, 1900.
(2) Zeletin, op. cit., IV, 1, pag. 47.
(3) Zeletin, op. cit., IV, 1, pag. 52.
(4) Op. cit., pag. 50.

voltarea burgheziei provoacă o adevărată tragedie rurală» (1). «Oriunde pătrunde invazia capitalistă și scoate țărănimea din așezarea ei socială străveche, urmarea nemijlocită e mizeria largă a satelor» (2). «Țăranii... nu se aleg pe urma emancipării lor — ori în ce formă ar fi făcută — decât cu proletarizarea, mizeria și foametea» (3).

Se pare însă că nu avem căderea să vorbim de această teorie ca de o teorie personală a d-lui Zeletin, deoarece d-sa vorbește de ea, consecvent, ca de o lege fundamentală și unanim recunoscută a desvoltării capitaliste. De fapt, teoria își are originea la un autor care se bucură de o covârșitoare reputație și de o autoritate aproape absolută, la Karl Marx pe care, dealtfel, d-l Zeletin îl și invocă de repețite ori în sprijinul afirmațiilor d-sale. De fapt, cercetând trecerea agriculturii dela feudalism la capitalism din punct de vedere al acumulației primitive a capitalului, Marx face și unele aprecieri generale asupra sensului istoric al acestui proces de evoluție (4). Dar iată care este esența acestor aprecieri: «Răpirea moșiilor bisericești, înstrăinarea frauduloasă a domeniilor Statului, furtul proprietății comunale, *prefacerea* uzurpatorică și săvârșită cu terorism brutal a proprietății feudale și de clan în proprietate privată, iată tot atâtea metode idilice ale acumulației primitive. *Ele au cucerit terenul pentru agricultura capitalistă, au încorporat pământul capitalului* și au creat industriei orășenești aportul necesar de proletariat liber» (5). Transformarea capitalistă duce, deci, în ultima instanță, la prefacerea proprietății feudale în proprietate burgheză și a pământului în capital, precum și la formarea unei agriculturi capitaliste. Și dacă ea produce și armatele de muncitori liberi de care are trebuință capitalismul orășenesc, acesta e numai un efect secundar care de sigur își are sensul său bine determinat în complexul transformării capitaliste a societății, dar care nu este chiar scopul și sensul istoric al acestei transformări în agricultură. Aceleași rezultate au încheiat cu necesitate, transformarea capitalistă a agriculturilor din toate țările. Căci e vădit, și însuș d-l Zeletin subliniază acest fapt, că odată cu invazia mărfurilor industriale, care este doar elementul primordial al transformării capitaliste, dă întregii producții caracterul producției de mărfuri, și, implicit, tuturor mijloacelor de producție caracterul de capital, regimul agrar trebuie să se adapteze și el nouei situații, prefăcând proprietatea feudală în proprietate privată burgheză și pământul în capital. In consecință, transformarea capitalistă consistă exclusiv în această adaptare generală la necesitățile economiei capitaliste. In cadrele acesteia însă, acel fenomen parțial care e și rămâne, cu toate încercările d-lui Zeletin de a-i dà o importanță fundamentală, emanciparea țăranilor are numai menirea determinată de tendința întregii transformări de a degrevà pământul de sarcinile feudale și a creà astfel condițiile de bază ale proprietății burgheze și producției capitaliste agrare. Invazia

(1) Op. cit., pag. 57.
(2) Op. cit., pag. 48.
(3) Op. cit., pag. 47.
(4) Karl Marx, Das Kapital, Cap. XXIV Ed 6. Hamburg 1909, Vol. I.
(5) Marx, op. cit., pag. 699.

capitalismului în agricultură nu poate aveà alt sens istoric decât acela de a se impune şi în domeniul ei.

Dar teoria d-lui Zeletin nu este greşită numai în ce priveşte sensul istoric al transformării capitaliste a agriculturii, ci şi în partea ei complimentară asupra urmărilor economice ale acestei transformări, care nu sunt, după cum afirmă d-sa, proletarizarea, mizeria şi lipsa de lucru a ţăranilor emancipaţi. Emanciparea ţăranilor şi a proprietăţii agrare e rezultatul final nu numai al unei evoluţii economice, ci şi al unei lupte de clase între boierii feudali şi ţăranii iobagi în jurul proprietăţii private individuale asupra pământului. Am zis că, sub influenţa capitalismului, şi agricultura trebuie să treacă la producţia de mărfuri. Proprietatea feudală este însă un fel de coproprietate a feudalului şi a iobagilor, astfel încât, odată ce produsele şi mijloacele de producţie agricole devin mărfuri resp. capital, se iveşte, cu necesitate, un antagonism de clasă care ameninţă întregul edificiu al societăţii feudale. Boierul, care este oarecum deţinătorul formal şi uzufructuarul principal al întregului pământ, aspiră acum la întregul produs al acestui pământ pe care îl consideră al său. Iobagul însă, adevăratul muncitor, care vede cum partea lui de dijmă se preface deodată în marfă şi cum tocmai din această cauză e tot mai mult exploatat şi asuprit de feudal, insistă mai întâi asupra vechilor sale drepturi asupra pământului, şi apoi, când aceste drepturi sunt deciziv ameninţate de lăcomia feudalului, chiar şi asupra proprietăţii absolute a pământului muncit de el. Repartiţia tradiţională a produselor nu mai corespunde noului lor caracter şi, cum ea se bazează pe modul de producţie şi proprietate feudal, se impune o clarificare a raporturilor de proprietate şi o schimbare a modului de producţie. Şi iată că cele două clase îşi stau faţă în faţă, fiecare revendicând proprietatea şi folosinţa exclusivă a pământului. Această luptă de clasă nu a avut, bine înţeles, pretutindeni acelaş rezultat. In Anglia a biruit, prin metodele de acumulaţie primitivă enumerate de Marx, marea proprietate reprezentată de boieri, în Franţa, prin exproprierе revoluţionară, micii producători ţărani. In alte ţări iarăş s'a format, în primul rând prin reforme paşnice, o structură agrară caracterizată de coexistenţa ambelor forme de proprietate şi exploatare (1). Nici vorbă nu poate fi însă de o proletarizare generală a ţăranilor, iar de o mizerie generală nici atâta. Pretutindeni s'a produs, odată cu transformarea coproprietăţii feudale în proprietate-capital, o repartiţie a acestei proprietăţi-capital între clasele agrare silite de capitalism să înceteze simbioza lor tradiţională. Aceasta a fost singura urmare economică generală a transformării capitaliste în agricultură.

3. In România, transformarea capitalistă a agriculturii s'a impus fireşte în puterea aceleeaş necesităţi de a preface şi pământul într'un mijloc de producţie de mărfuri, care a stat la baza acestui proces în întreaga lume. Dar dacă sensul ei istoric a fost astfel netăgăduit cel normal şi apusean, fazele ei de evoluţie şi urmările ei economice se prezintă cu totul altfel decât pretutindeni. Căci la baza lui nu

(1) Pentru documentarea mai amănunţită, vezi Virgil Madgearu, Revoluţia agrară şi evoluţia clasei ţărăneşti. Arhiva pentru Ştiinţa şi Reforma socială. Anul IV, No. 3, pag. 265 ş. u.

au stat acele tendinţe de transformare capitalistă a *societăţii* care, în Apus, au dat regimurilor agrare create de ele, cu toată multiformitatea lor, prin repartiţia pământului o trăsătură comună, ci o invazie capitalistă externă de o semnificaţie economică specială. Desigur, primul efect al acestei invazii a fost acelaş ca peste tot. Lupta de clasă între boieri şi ţărani nu s'a ivit chiar dela început în forma luptei pentru pământ. Boierii s'au străduit numai să adapteze modul de producţie feudal necesităţilor producţiei de mărfuri prin înăsprirea relaţiilor iobăgiste.

Regulamentul organic a realizat această revendicare în modul cel mai fericit. Păstrând în principiu instituţia coproprietăţii feudale, el a modificat numai modul ei de folosinţă prin sporirea zilelor de muncă ce le datoreşte ţăranul boierului şi reducerea aproape la jumătate a întinderilor de pământ ce boierul erà dator al le dà ţăranului spre folosinţă. Astfel a învins şi la noi tendinţa de a înnăsprì iobăgia prin acea stoarcere nemiloasă de supramuncă ce se iveşte pretutindeni unde forme de producţie inferioare sunt atrase în sfera de influenţă a capitalismului înaintat. (1) Dar epoca Regulamentului Organic se deosebeşte în mod esenţial de fazele asemănătoare din ţările apusene. Căci pe când această înnăsprire a iobăgiei este pretutindeni fenomenul caracteristic care învederează pe de o parte penetraţia capitalistă în agricultură şi care, pe de altă parte, e cauza directă a transformării capitaliste şi luptei pentru pământ între ambele clase rurale, în România ea nu este o scurtă fază de tranziţie spre alte forme de producţie, ci forma definitivă a adaptării producţiei agrare la necesitatea producţiei pentru profit, impusă de invazie.

4. Pentru a înţelege acest fenomen trebuie să ne dăm seama că invazia capitalistă sub a cărei influenţă s'a produs evoluţia agrară română, a fost o invazie comercială determinată de trebuinţa capitalismului apusean de a-şi redeschide noui resurse de produse agricole şi debuşeuri pentru produsele sale industriale şi că, în consecinţă, ea nu a urmărit decât introducerea acelor elemente ale economiei şi societăţii burghezo-capitaliste în România de care aveà nevoie pentru afacerile ei, nu însă şi lichidarea feudalismului şi revoluţionarea modului de producţie. Acest adevăr ni-l învederează mai ales introducerea instituţiilor de Stat şi juridice liberalo-burgheze. Nu există, şi nici nu a fost creat de invazia capitalistă, un capitalism naţional care să fi avut nevoie de o supra-structură juridică şi politică potrivită intereselor lui şi nu există, prin urmare, nici acel antagonism burghezo-feudal care în Apus a fost fermentul luptelor politice din epoca respectivă. Dacă cu toate acestea, instituţiile liberalo-burgheze au fost introduse, cauza a putut fi prin urmare numai influenţa Apusului în forma sa de invazie capitalistă comercială. De fapt, comerţul cu Europa impuneà un regim de proprietate privată, impuneà circulaţia de mărfuri capitalistă şi economia bănească, şi chiar prin acest fapt, un regim politic şi juridic burghezo-apusean. Acestea au putut fi singurele interese «burgheze» la începutul erei noastre. Nimic nu cereà însă, nici din interior, nici din afară, şi schimbarea modului de producţie; erà necesară cel mult adaptarea

(1) Vezi Marx, op. cit., pag. 196 ş. u. Partea privitoare la Regulamentul organic se găseşte tradusă cu titlul «Ţăranul român» în «Viaţa socialistă», Anul I, No. 1, pag. 15.

lui la nouile împrejurări. Această adaptare trebuià determinată exclusiv de puterea de rezistenţă ce vechiul mod de producţie erà în stare să-l desfăşure faţă de invazia capitalistă în forma ei concretă. «Comerţul», spune Marx, «are pretutindeni un efect mai mult sau mai puţin dizolvant asupra organizaţiilor de producţie ce le găseşte..., dar măsura în care determină dizolvarea vechiului mod de producţie depinde mai întâiu de tăria şi organizarea lui internă» (1). Ba, în privinţa României, capitalul apusean nici nu doreà lichidarea feudalismului agrar cu orice preţ, ci erà, dimpotrivă, interesat la acel mod de producţie care garantà o producţie cât de intensă şi nestingherită, oricare ar fi fost înfăţişarea lui concretă (2). Dar, structura societăţii româneşti aşà cum se prezentà în urma invaziei, ne indică modul de producţie feudal, fireşte în forme înnăsprite, ca cel mai potrivit şi rentabil pentru agricultură. Căci de vreme ce modul de producţie capitalist implică mari investiri de capital, muncă salariată, inventar propriu, o gospodărie raţională şi pe deasupra încă abandonarea latifundiilor, cel feudal aveà avantajul de a se bazà tocmai pe latifundii, de a nu aveà nevoie de capital şi cunoştinţe speciale şi de a stoarce totuş cu munca aproape gratuită şi mijloacele de muncă absolut gratuite ale ţăranilor o recoltă considerabilă (3).

5. Iată, deci, pentruce Regulamentul organic a trebuit să fie mai mult decât un epizod: lipsa unor imbolduri de transformare capitalistă mai adânci îl permanentizà şi îi dădeà caracterul unui regulativ în adevăr organic al relaţiilor noastre de producţie agrară. Şi aceeaş e cauza pentru care regimul agrar creat de el a rămas forma definitivă de adaptare a agriculturii noastre, şi după ce se pune în cele din urmă pe tapet chestia clarificării raporturilor de proprietate şi se ameninţă astfel instituţia coproprietăţii feudale, păstrată de Regulamentul organic. Căci dacă în lupta încinsă în jurul acestei chestiuni, revoluţionarii burghezi susţineau, în contradicţie cu boierimea, emanciparea şi împroprietărirea ţăranilor, nu trebuie să uităm că ei nu erau reprezentanţii unui capitalism naţional, ci numai exponenţii invaziei capitaliste apusene în formele ei susdescrise şi că, prin urmare, orice revendicau ei în afară de regimul circulaţiei de mărfuri, economiei băneşti şi proprietăţii private, trebuià să fie de origine pur ideologică. Aceste revendicări fundamentale pentru asigurarea comerţului cu Apusul cuprindeau formularea intereselor generale ale boerimii în faţa invaziei capitaliste. Ele nu puteau fi interesele unei burghezii, deoarece nu existà nici măcar începutul unui capitalism. Cu drept cuvânt, d-l Zeletin numeşte deci pe revoluţionarii burghezi «o fracţiune agrariană cu interese burgheze» (4) şi e de neînţeles numai cum d-sa a putut să o identifice totuş cu burghezia revoluţionară din Apus. Decât, ideologia unei clase neputându-se schimbà peste noapte, nu întreaga clasă boierească a îmbrăţişat aceste revendicări burghezo-capitaliste, ci numai partea ei cea mai luminată şi influen-

(1) Marx, op. cit. III, pag. 316.
(2) Vezi Madgearu, op. cit., pag. 270.
(3) Vezi în această privinţă cercetările d-lui Garoflid asupra culturii latifundiare în «Chestia agrară în România», Bucureşti, 1920, pag. 163 ş. u.
(4) Op. cit., III. 1, pag. 43.

ţată de ideile europene. E posibil ca d-l Zeletin să aibă dreptate când afirmă că deosebirea între boierii revoluţionari şi cei reacţionari a fost în prima linie o deosebire de averi, primii fiind boierii mici, ceilalţi însă boierii latifundiari (1). Căci boierii mici se puteau fără îndoeală emancipà cu atât mai degrabă de ideologia feudală cu cât aveau o tradiţie opoziţionistă faţă de boierimea mare încă de pe vremea cărvunarilor. Dar deoarece nu există o deosebire principială între interesele economice ale celor două categorii de boieri, ci, dimpotrivă, prin poziţia lor economică egală, o perfectă identitate, criteriul decisiv pentru separarea boierilor revoluţionari şi reacţionari e fără îndoeală gradul de cultură apuseană. Din această constatare se desprinde însăş caracterizarea mişcării revoluţionare: ea nu se mărgineà la susţinerea intereselor economice concrete ce invazia capitalistă le provocase în sânul societăţii româneşti, ci cuprindeà întregul program de reforme isvorît din ideologia burgheziei revoluţionare din Apus, indiferent dacă erà sau nu cerut de structura economică reală a ţării. Ea consideră în consecinţă, că rolul ei istoric e nu numai adaptarea României la nouile necesităţi economice, ci europenizarea ei totală în toate domeniile vieţii naţionale. Aşà încât revoluţionarii luptau, cu toată lipsa unor interese economice corespunzătoare, pentru repartiţia pământului între boieri şi ţărani în sensul european, deşi interesele lor nu revendicau decât un regim de proprietate privată burgheză. Ei nu ştiau, se vede, ceeace d-l Zeletin a descoperit în 1922: că Anglia este modelul prefacerilor agrare în epoca de formare a capitalismului şi că capitalismul cere «nu proprietari, ci proletari», ci se luau, bieţii, după modelul altor ţări tot atât de burghezo-capitaliste, dar în care repartiţia pământului între ţărani şi boieri s'a făcut într'un mod mai favorabil pentru cei dintâiu. Astfel chiar Kogălniceanu, reprezentantul tipic al revoluţionarilor burghezi, socoteà că «soluţia îmbunătăţirii poate fi găsită prin imitarea legiuirilor Statelor ce ne-au mers înainte pe această cale: Austria şi Rusia», cerând «să ne luăm după aceste legiuiri» (2). E, prin urmare, evident că la baza luptei revoluţionarilor burghezi în chestiunea agrară nu puteau fi tendinţe reale de transformare burghezo-capitalistă a agriculturii. Pe de altă parte, însă, nu existau nici la boierii conservatori asemenea tendinţe. Dar între revoluţionarii burghezi şi boieri nu se întindeà numai această comunitate negativă de interese, ci şi una pozitivă. Principiul fundamental al programului revoluţionar: crearea unui regim de proprietate burgheză şi în agricultură, a fost în cele din urmă împărtăşit şi de boieri, fapt care dovedeşte din nou că interesele reale burgheze erau în realitate interesele întregii boerimi, în timp ce revendicările lor burgheze integrale aveau, în multe privinţe, un substrat numai pur ideologic. Abandonând punctul lor de vedere iniţial, care încercă să împace nu numai de fapt, ci chiar de drept proprietatea privată cu iobăgia (Regulamentul Organic, boierii admiteau încă din 1857, în divanul ad-hoc al Moldovei, ca ţăranii să fie «stăpâni pe braţele lor şi proprietarii pe moşiile lor» (3). Dar această atitudine nu înseamnă că ei urmăreau trecerea la modul de producţie capitalist şi, implicit, proletariza-

(1) Zeletin, op. cit., III, 2—3, pag. 244.
(2) Vezi Xenopol, op. cit., pag. 431.
(3) Xenopol, op. cit., pag. 369.

rea ţăranilor. Căci boierii respingeau cererea de împroprietărire a ţăranilor, fie chiar cu răscumpărare, nu pentru motivul că nu mai doreau să dea ţăranilor pământ în condiţii iobagiste, ci pentrucă, după ei, «boierescul nu este doar un drit feudal, ci numai un echivalent al întrebuinţării pământului» (1) şi puteà fi ca atare păstrat şi sub regimul proprietăţii private. Iobăgia «îmbunătăţită» prin Regulamentul Organic erà pentru boieri şi atunci încă regimul economic ideal.

6. Astfel glasul unanim al celor două grupări cereà conform intereselor invaziei capitaliste şi ale societăţii româneşti aservite acesteia, o nouă formă juridică, o formă burghezo-capitalistă, pentru regimul nostru agrar. Nimic însă nu lucrà în acelaş timp spre o nouă formă economică pentrucă nimic nu se schimbase dela 1829 încoace în caracterul invaziei capitaliste şi în structura societăţii româneşti. Circulaţia de mărfuri capitalistă, inaugurată de invazie, nu pătrunsese încă în straturile adânci ale societăţii pentru a silì agricultura să înceapă procesul de transformare capitalistă. Dovada cea mai bună e atitudinea descrisă a boierimii. Iar pe de altă parte nu existà, pentru aceeaş cauză, o burghezie adevărată revoluţionară, care împiedecată în expansiunea ei de barierele feudalismului, să le doboare pe acestea şi să impună întregii economii formele de organizare şi producţie capitaliste. Existau numai acei ciudaţi agrarieni revoluţionari ale căror interese le-am caracterizat mai sus. Şi după cum lipseà o burghezie, tot aşà lipseà, cu necesitate, şi o ţărănime sufleteşte emancipată care să fi nutrit idealul proprietăţii private burgheze şi să fi avut, prin urmare, tendinţa de a cucerì pământul boieresc. Ţărănimea românească erà, în epoca în care se desbăteà chestiunea emancipării ei juridice, stăpânită pe deplin de mentalitatea iobăgistă căreia abià emisari de propagandă trebuiau să-i împlânteze în creier ceeace nu se puteà găsi în el în acest stadiu de desvoltare: ideologia burghezo-individualistă (2). Ea nu a jucat deci nici un rol activ, fie cât de infim, în această epocă, oricât ar fi încercat revoluţionarii să o «năpustească» asupra boierimii. Dacă aşadar lipseau toate forţele economice şi sociale care ar fi putut preface regimul agrar român din feudal în burghezo-capitalist, soluţia problemei agrare nu puteà fi decât formală. Nici soluţia concretă a revoluţionarilor nu puteà reuşì, deoarece pentru formarea unei mici proprietăţi ţărăneşti independente şi productive erà nevoie de o ţărănime *revoluţionată* condusă de o burghezie *revoluţionată*, nici cea a boierilor, întrucât, chiar dacă ţăranii n'ar fi avut mai mult mentalitatea iobagului supus poruncilor boiereşti, sărăcia i-ar fi silit să se întoarcă la tocmeala iobăgistă, iar solidaritatea boierească şi obligativitatea muncii pe care boierii o pândeau chiar din 1864 (3), ar fi pecetluit în mod definitiv noua iobăgie. Şi de fapt legea dela 1864 pe care, în cele din urmă, revoluţionarii reuşesc a o impune prin influenţa ce o au în Stat ca reprezentanţii necesităţii de europenizare, înseamnă o nouă etapă în evoluţia noastră agrară numai sub raport formal. Ea nu este, după cum crede d-l Madgearu (4), «un compromis între tendinţele extreme»

(1) Xenopol, op. cit. pag. 368.
(2) Vezi Xenopol, op. cit., pag. 257.
(3) Vezi Dobrogeanu-Gherea, op. cit., pag. 66, în notă.
(4) Op. cit., pag. 271.

datorit faptului că niciuna dintre acestea nu s'a putut impune în întregime, decât doar în forma ei. Căci un compromis real între boierime şi burghezie ar fi presupus numaidecât existenţa unei burghezii şi ar fi avut ca urmare în orice caz lichidarea feudalismului. Ea realizează numai juridiceşte transformarea coproprietăţii feudale în proprietate privată burgheză şi repartiţia ei între ţărani şi feudali. Ea nu schimbă însă şi, ca simplă lege, nici nu poate schimbà, realitatea relaţiilor de producţie. Emanciparea formală a iobagului, şi dealtfel din nou iobăgit prin inalienabilitatea loturilor şi prin lipsa de pământ propriu suficient, este imediat corectată prin faimoasa lege a tocmelilor agricole. Ţăranul e silit atât de fapt, cât şi prin lege, să lucreze mai departe în condiţii iobăgiste pe moşiile boiereşti şi astfel nimic nu se schimbă în structura regimului agrar. Incepe epoca unei noui iobăgii, epoca *neoiobăgiei*, care, cu toate că are comun cu epoca precedentă a Regulamentului Organic modul de producţie iobag, prezintă în afară de aceea, caractere proprii şi specifice ce o deosebesc esenţial de aceasta din urmă.

7. In adevăr, numai la aparenţă avem aceeaş înfăţişare: că boerimea continuă să-şi exploateze moşiile cu munca şi uneltele de muncă ale ţăranilor răsplătiţi prin pământ dat în condiţii feudale, şi că ţăranul, deşi împroprietărit, e ca şi înainte de 1864 iobag lipit pământului, silit să muncească pe moşia boierului şi aflându-se în relaţii de natură cu boierul. Căci boierul are acum nu numai dreptul iobăgist «de a uză şi abuză de ţărani», ci câştigă, prin noul drept de proprietate burgheză, şi dreptul capitalist «de a uză şi abuză de pământ» şi, prin aceasta, putinţa de a pune după bunul lui plac «în proporţie potrivită anuala valoare a pământului ce proprietarul dă ţăranulu cu lucrul ce acesta dă celui dintâiu» şi care doar nu este, în concepţia boierească, «un drit feudal, ci numai un echivalent al întrebuinţării pământului» (1). Astfel reforma dela 1864 pricinuieşte o nouă însăsprire a iobăgiei care, dacă nu rezultă chiar din principiul proprietăţii private, ci din intensificarea comerţului de mărfuri exterior şi nevoia implicită de a produce cât de mult pentru comerţ, a devenit în orice caz posibilă numai prin realizarea lui legală. Această împrejurare constitue semnificaţia distinctivă economică a neoiobăgiei faţă de iobăgia pură. Iar boierimea nu pregetă de a face uz de noua ei putere. Renta pământului creşte vertiginos în toată epoca neiobăgiei, dijma însă se află într'o tot atât de vertiginoasă scădere (2) ba, lucrurile ajung atât de departe încât munca ţăranului devine aproape gratuită (3). Dar dacă Dobrogeanu-Gherea pe care ne-am bazat în expunerea noastră generală a elementelor neoiobăgiei şi la care trimitem pentru cunoaşterea lor amplă şi în amănunte (4), vede o a doua semnificaţie fundamentală în faptul că cu dăinuirea relaţiilor iobăgiste coexistă o stare de drept liberalo-burgheză nu numai în privinţa proprietăţii, ci şi a drepturilor personale

(1) Formula prin care boierii justificau înăsprirea iobăgiei sub Regulamentulr Oganic. Vezi Xenopol, op. cit. pag. 368.

(2) Vezi Creangă, Grundbesitzverteilung und Bauernfrage in Rumänien, Leipzig 1907—1909, Vol. II, Cap. II.

(3) Vezi Dobrogeanu-Gherea, op. cit., pag. 163 ş. u.

(4) Vezi op. cit., cap. II, III şi IV.

şi că, prin urmare, e un adânc contrast între starea de fapt şi cea de drept, nu-i putem dà dreptate decât în parte. Căci acest contrast care există netăgăduit dacă comparăm modul de producţie feudal, rămas intact în agricultură, ***numai*** cu constituţia burghezo-liberală, dispare imediat dacă considerăm că pe lângă constituţie există şi o lege a tocmelilor agricole care exprimă şi în starea de drept iobăgia existentă de fapt. Erà, aşadar, fără îndoeală un contrast între existenţa iobăgiei şi organizaţia liberalo-burgheză a societăţii. Şi mai izbitor, însă, este contrastul ce se găseşte în însăş sfera de drept prin cele două legiuiri cu principii contrare, care sunt constituţia şi legea amintită.

E evident deci că transformarea capitalistă a urmat în România o cale cu totul deosebită de tipul celei din Apus. Nici nu s'au fugărit ţăranii de pe moşii, ca în Anglia, pentru ca în locul moşiilor feudale să se formeze mari exploatări capitaliste, nici nu s'a creat, ca unitate de producţie, o proprietate independentă ţărănească, nici nu s'a împărţit în fine pământul între boieri şi ţărani pentru ca în regimul agrar să coexiste formele de proprietate şi exploatare mică şi mare. Acel act juridic care pecetlueşte pretutindeni în mod formal schimbările ce se îndepliniseră realmente în structura economică agrară: emanciparea ţăranilor şi a proprietăţii urmată de repartiţia pământului-capital între cele două clase agrare şi separarea lor economică, nu a avut în România aceeaş semnificaţie simbolică. Lipsa unei tendinţe de prefacere burghezo-capitaliste a făcut, dimpotrivă, ca forma de adaptare a agriculturii la nevoile de producţie de mărfuri să rămână cea consacrată prin Regulamentul Organic. Deaceea legea dela 1864 nu exprimă la noi încheierea formală a unei transformări factice în curs de realizare, precum în genere nu poate fi vorba de o transformare capitalistă a agriculturii până la marele răsboiu dela 1914—1918. Prin Regulamentul Organic şi prin legea dela 1864 începe numai această transformare în formele, după cum am spus, pretutindeni obişnuite. Totuş constatarea noastră că transformarea capitalistă a luat în România «o cale cu totul deosebită» rămâne adevărată. Căci ceeace face caracterul semnificativ şi distinctiv al evoluţiei noastre agrare sub capitalism, e că între începuturile transformării, capitaliste care se exprimă în tendinţa de înnăsprire a iobăgiei, şi încheierea ei se intercalează pe lângă epoca Regulamentului Organic, şi epoca de tranziţie a neoiobăgiei. Iar această epocă de tranziţie e caracterizată nu numai prin un regim economic special, ci şi prin acel contrast în structura societăţii despre care am vorbit şi care dă societăţii în genere o înfăţişare specifică, înfăţişarea societăţii neoiobage.

8. Neoiobăgia nu este, însă, după cum s'a crezut şi după cum a fost chiar părerea lui Dobrogeanu-Gherea, un fenomen specific românesc. Se poate spune doar că ea a avut în România o înfăţişare deosebit de pronunţată prin diferite extreme de manifestare, mai ales prin legile de tocmeală agricolă, care o exprimau până şi în suprastructura juridică. Şi cum aceste împrejurări evidenţiau mult mai bine decât robotul impus prin oarba putere economică dăinuirea iobăgiei, am găsit poate şi cauza pentru care tocmai ştiinţa română, dealtfel nu prea abundentă în prestaţiuni originale, a produs pe teoreticianul neoiobăgiei şi în celelalte ţări. Dar, oricum, neoiobăgia se iveşte oriunde o societate feudală înapoiată este

cotropită de invazia capitalismului comercial. Astfel Nicolas-On (1), dar mai ales Bauer cu autoritatea sa de marxist (2), au descris elementele economice ale neoiobăgiei ruseşti. Hermann Wendel a susţinut fenomenele similare pentru ţările jugoslave. Iar literatura asupra Georgiei ne învederează existenţa unei neoiobăgii şi acolo (3). Asemenea, aproape întreaga literatură asupra chestiunii agrare române confirmă faptele economice şi sociale pe care Dobrogeanu-Gherea şi-a clădit teoria neoiobăgiei. Decât, nici autorii români nici cei străini nu ajung să-şi formeze o concepţie generală asupra importanţei istorice a neoiobăgiei, ci se mărginesc la expunerea ei pur empirică. Numai foarte puţini, între ei Bauer şi Garoflid, o cercetează din puncte de vedere mai largi. Dar nici ei nu văd în persistenţa relaţiilor de producţie feudale decât o dovadă că lichidarea feudalismului nu este încă terminată, pe când în realitate nu este vorba de o evoluţie lentă dela un stadiu înapoiat la unul mai înaintat, ci dimpotrivă de o epocă de tranziţie în toată puterea cuvântului, bine distinctă în caracterele ei atât de epoca feudală cât şi de cea capitalistă, de o epocă specială, aşadar, prin care ţările feudale înapoiate, invadate de capitalismul înaintat, trec cu necesitate înainte de a ajunge cu adevărat la capitalism. E meritul exclusiv al lui Dobrogeanu-Gherea de a fi stabilit acest fapt, şi numai limba în care a scris a fost cauza pentru care opera lui e atât de puţin cunoscută peste hotare (4). In asemenea condiţii, aprecieri ca acelea ale d-lui Zeletin, cum că Dobrogeanu-Gherea în lucrarea principală a lui e numai «vorbărie», pot fi uşor calificate şi nu mai trebuesc separat respinse.

9. In adevăr, existenţa neoiobăgiei române e atât de bătătoare la ochi încât, după cum am zis, nici un scriitor serios nu îndrăzneşte a o trage la îndoeală în mod definitiv. Până şi d-l Zeletin e silit să accentueze că «proprietatea pământului a devenit burgheză, munca a rămas însă feudală (5). Cum d-sa este însă apărătorul aprig

(1) Histoire du aéveloppement économique de la Russie, Paris, 1902.

(2) Bolschewismus oder Sozial-demokratie? Wien 1922.

(3) Vezi Şerban-Voinea, Reforma agrară în Georgia, Arhiva pentru Ştiinţa şi Reforma socială, Anul IV, No. 2—3.

(4) Asupra poziţiei lui în ştiinţa marxistă internaţională vezi dealtfel studiul lui Şerban Voinea în «Viaţa socialistă», Anul I, No. 1. In acelaş număr, cetitorul va găsi însă cu mirare (pag. 15) în introducerea la aprecierile lui Marx asupra iobăgiei române sub Regulamentul Organic afirmaţia, proferată nu pentru întâiaş dată, că Dobrogeanu-Gherea n'a făcut altceva decât «să constate mai târziu în mod amănunţit ceeace Marx anunţase cu aproape cinci zeci de ani înainte». Afirmaţia aceasta nu are fireşte, nici un temeiu. Căci, după cum se observă foarte exact la locul citat, Marx a arătat numai că odată ce o ţară înaintată intră în legătură cu piaţa mondială stăpânită de modul de producţie capitalist, se adaugă la grozăviile barbare ale iobăgiei cele moderne ale supramuncii, adică tocmai ceeace constitue regimul Regulamentului Organic, înăsprirea iobăgiei sub influenţa capitalismului. Neoiobăgia însă, bazată desigur şi ea pe tendinţa de a stoarce supramuncă şi plusvaloare cu un mod de producţie feudal, constă în coexistenţa acestui mod de producţie cu o proprietate privată, o emancipare juridică a ţăranilor, etc., pe scurt cu o stare de drept burghezo-capitalistă. Iar îmbinarea capitalisto-iobagă ce o caracterizează nu e, după cum crede «Viaţa socialistă», îmbinarea supramuncii cu iobăgia, ci a dreptului capitalist «de a uză şi abuză de pământ» cu dreptul feudal «de a uză şi abuză de ţărani».

(5) Op. cit., IV, 1, pag. 51.

al evoluţiei normale a capitalismului în România, d-sa refuză deci să admită că neoiobăgia ar fi un fenomen economic excepţional şi, din punct de vedere istoric, o fază de evoluţie specifică societăţilor desvoltate în condiţii deosebite de cele din Apus. Dar recunoaşterea factică a neoiobăgiei implică tocmai pentru d-l Zeletin o foarte gravă încurcătură. Căci oricât de bine s'ar potrivì mizeria neîndoioasă a ţăranului român după aşà numita emancipare asupra urmărilor transformării capitaliste, această mizerie îşi găseşte o deplină explicaţie în situaţia economică creată ţăranului român prin neoiobăgie. Incă sub regimul Regulamentului Organic starea ţăranilor, supţi de setea de supramuncă a boierilor, se înrăutăţeşte din ce în ce, nu direct din cauza capitalismului, ci indirect în urma înnăspririi iobăgiei pricinuite de acesta. Iar sub regimul neoiobag, sub care mizeria ţărănească îşi atinge culmea se schimbă, numai înfăţişarea cauzelor ei, nu însă şi fondul acestora. In Apus însă mizeria rezultă, chiar după d-l Zeletin (şi numai după d-sa, căci mizeria ca fenomen general este, precum am văzut, absolut de domeniul teoriei d-sale), nu din dăinuirea relaţiilor de producţie iobăgistă, în fie ce formă, ci tocmai din desfiinţarea lor, care provoacă în mod fatal proletarizarea şi lipsă de lucru generală a ţăranilor. Deaceea mizeria ţărănească în România nu poate fi împăcată cu existenţa neoiobăgiei. Dar d-l Zeletin mai are un argument la îndemână. Considerând că nu pretutindeni ţăranii au fost, ca în Anglia, cu desăvârşire deposedaţi şi că, din cauza acestui fapt pe care nici chiar simţul istoric superior al d-lui Zeletin nu-l poate anihilà, este imposibil a susţine că mizeria ţăranilor este pricinuită exclusiv de proletarizarea lor concomitentă cu lipsa de lucru, d-sa mai adaugă drept cauză a mizeriei ţărăneşti influenţa generală a capitalismului: fiscul, cămătăria, răscumpărarea clăcii, parcelarea, etc. (1) şi susţine că ţăranii români, storşi de fisc şi de răscumpărarea clăcii, au putut fi independenţi numai câtă vreme nevoia de credit nu-i împinsese în ghiarele cămătarilor, adică până la foametea din 1866. Atunci, însă, boerimea reuşeşte a-i robì din nou cu avansurile ce i le acordă asupra muncii (2). Odată creată însă această situaţie, legea tocmelilor vine să o pecetluească juridiceşte. Ea este recunoaşterea juridică a creanţelor boierilor faţă de ţărani. Ea dă boierului ceeace, ca creditor, acesta erà «în drept să ceară», adică garanţia că ţăranii vor muncì pentru plătirea datoriilor. Iată deci neoiobăgia redusă la faptul muncii silite, iată deci neoiobăgia nu drept cauză, ci ca urmare secundară a mizeriei ţărăneşti în România.

E cam stranie concepţia juridică a d-lui Zeletin asupra garanţiilor ce Statul burghez e obligat să dea creditorului la justa lui cerere asupra mun ii datornicului. Mărturisim că până la d-l Zeletin toată lumea, şi mai ales cea jurisconsultă, considerà asemenea garanţii drept medievale, de vreme ce, după dreptul modern burghez, debitorul răspunde pentru datoria sa numai cu ceeace poate fi, după acelaş drept, un obiect de proprietate privată, adică cu averea lui mobilă şi imobilă, nicidecum însă cu persoana lui însăş. Şi ne îndoim dacă acum ea îşi va schimbà părerea de dragul evoluţiei capitaliste normale din România, admiţând că «ipo-

(1) Op. cit., IV, 1, pag. 52 ş. u.
(2) Vezi Zeletin, op. cit., pag. 54—55.

tecarea» braţelor este un fenomen de drept civil burghezo-liberal şi că Statul burghez trebuie, prin urmare, să-l codifice cu acea stricteţe cu care, netăgăduit, legea neiobăgistă a tocmelilor a codificat celebrele «acţiuni ipotecare» împotriva ţăranilor «ipotecaţi» (1). Ceeace vom admite e numai că asemenea idei au putut sălăşluì în capetele semifeudalilor cari, prin o ciudăţenie a istoriei, au fost chemaţi să pună temeliile României moderne. Dar această chestiune este *în fond* de prea puţină importanţă. Căci data la care iniţiativa legii tocmelilor se iveşte în istoria românească desminte în mod neîndoios teoria «garanţiei juridice». In adevăr, nu abià dela 1866, precum ar urmà după teoria d-lui Zeletin, ci cu mult înainte, încă dela 1864 şi 1865, legea tocmelilor devine o revendicare frecventă a boierilor şi o chestiune studiată de guvern. De pe atunci erà acum de prevăzut că, oricât de înapoiată ar fi mentalitatea ei, ţărănimea română, odată emancipată, nu va fi dispusă să execute întocmai obligaţiile iobăgiste tot mai insuportabile în urma înnăspririi lor. De pe atunci începe a se discutà, în consecinţă, luarea de măsuri pentru asigurarea producţiei şi a profitului acelora cari deţineau mijloacele de producţie. Dar legiferarea tocmelilor silite nu înseamnă totuş o nouă îndrumare a modului de producţie, sau cu alte cuvinte nimicirea efectelor legii dela 1864. De bună seamă, emanciparea ţăranilor s'a manifestat vremelnic prin o explicabilă aversiune de a rămâne şi mai departe robi pe moşia boierului. Dar precum acesta nu se puteà gândì la continuarea producţiei fără braţe şi unelte de muncă procurate după sistemul feudal, tot aşà nici ţăranul, stăpânit de mentalitatea iobăgistă şi lipsit de pământ suficient pentru a se susţine, cu vechile metode de exploatare, sub noul regim al economiei băneşti, nu erà în măsură să devină producător independent, ci trebuià să accepte din nou relaţiile iobăgiste de odinioară. Necesitatea iobăgiei există aşadar în însăş realitatea structurii noastre agrare. In această situaţie, legea tocmelilor n'a făcut decât să grăbească, împreună cu foametea, restabilirea completă a iobăgiei şi să contribue apoi la determinarea noului ei caracter neoiobăgist. Este deci cu desăvârşire greşit a vedeà legea tocmelilor drept cauza neoiobăgiei. Ea este numai expresia şi recunoaşterea ei juridică în ce priveşte munca silită care însă, după cum am văzut mai sus, nu este de loc singurul caracter al ei. Ea primeşte, dealtfel, adevărata ei importanţă abià mai târziu când devine, în mâinile boierilor, mijlocul celor mai sălbatice opresiuni şi despoieri.

Aşà fiind, şi problema mizeriei ţărăneşti se deslegă cu uşurinţă. Căci chiar dacă admitem că expresia ei esenţială e, după cum susţine d-l Zeletin, nevoia de bani şi că această împrejurare nu a ajutorat numai, ci a pricinuit chiar neoiobăgirea ţăranilor, e limpede că nu poate fi vorba de mizeria vagabonzilor şi lipsiţilor de lucru care e posibilă numai unde ţăranii au fost expropriaţi în masse, ci doar de reaua stare a gospodăriilor ţărăneşti independente, care nu pot rezistà influenţelor nefaste ale economiei băneşti. Mizeria ţărănească în România însă nu are nici măcar acest aspect. Ţăranii români din anii neoiobăgirii nu sunt încă constituiţi ca mici agricultori independenţi, ci sunt iobagi liberaţi în condiţii care nu le pot asigurà

(1) Vezi art. 13 şi 14 din legea tocmelilor agricole dela 1866.

întemeierea de gospodării ţărăneşti productive. Iar mizeria ce se abate asupra lor din primul moment al emancipării nu schimbă soarta lor, ci o confirmă numai. Iobagii români rămân ce au fost şi viaţa lor se schimbă numai în măsura în care, prin noui elemente economice şi juridice introduse în societate, devin din iobagi— neoiobagi. Mizeria lor nu poate deci rezultà decât din dăinuirea sistemului iobăgist în noua lui formă neoiobagă.

Dar d-l Zeletin mai are încă un argument la dispoziţie. D-sa face îndrăsneaţa afirmaţie că, după desfiinţarea formală a iobăgiei, burghezia este pretutindeni silită să o reintroducă în altă formă din cauza lipsei de braţe de muncă şi că, în privinţa tocmelilor agricole, «toate burgheziile au făcut, la vremea lor, acelaş lucru pentru a grăbì tranziţia păturilor rurale dela lumea veche la lumea nouă» (1). Mărturisim că această afirmaţie e pur şi simplu stupefiantă. După ce d-l Zeletin arată pe zeci de pagini că desfiinţării iobăgiei îi urmează peste tot proletarizarea ţăranilor prin expropriere, după ce se strădueşte să dovedească că emanciparea lor se face spre a crea braţe libere pentru nevoile capitalismului, iată că, subit, aceeaş emancipare, în loc să scape pe boieri de sarcinile feudale, le menţine într'o altă formă. Şi după ce a arătat pe larg că masele ţărăneşti deslipite de glia feudală cad pradă lipsei de lucru şi cerşetoriei, iată că deodată «burghezia trece pretutindeni printr'o criză specifică acestei epoce: anume lipsa braţelor de muncă» (2) şi e nevoită să reînfiinţeze iobăgia şi să introducă munca silită, cum bunăoară a introdus-o «burghezia» română prin legea tocmelilor agricole. Dar oricum am aprecià aceste monstruoase contradicţii, fapt este că peste tot au ieşit din procesul emancipării ţărani liberi, fie proprietari sau proletari, şi că nicăiri ţărănimea n'a mai recăzut în iobăgie. In zadar d-l Zeletin invoacă mărturia lui Sombart. Căci Sombart vorbeşte (3) numai de cazurile izolate în care s'au păstrat sub regimul capitalist relaţii trecătoare de muncă iobăgistă şi stabileşte, dealtfel, şi el cu precizie că emanciparea e pretutindeni acompaniată de o totală prefacere a relaţiilor de producţie din feudale-agrare în capitaliste. Şi asemenea nicăiri nu a fost introdusă de burghezie după emancipare, munca silită pentru ţărani. Afirmaţiile contrare ale d-lui Zeletin sunt cu totul neîntemeiat. Orice cuvânt mai mult ar fi de prisos.

CAP. II

INCEPUTURILE CAPITALISMULUI ROMÂN

1. Chiar simplul fapt că evoluţia regimului agrar român sub capitalism se desfăşură în forme specifice, esenţial deosebite de tipul apusean, ajunge pentru a dà o decisivă lovitură teoriei d-lui Zeletin asupra cursului normal al desvoltării noastre capitaliste. Căci, precum am zis, o desvoltare capitalistă normală implică cu nece-

(1) Op. cit., IV, 1, pag. 56.
(2) Zeletin, op. cit., pag. 55.
(3) Vezi capitolul despre prefacerea regimului de muncă rural în «Der moderne Kapitalismus», ed. I, vol. II, pag. 120 ş. u., precum şi expunerea mai vastă despre «formele vechi şi noui ale sobăgiei, în ediţia a II-a.

sitate o desvoltare normală a regimului agrar, atras şi el în vârtejul aceleeaş revoluţii economice. Dar ceeace constatăm în evoluţia agrară, ni se confirmă şi în evoluţia capitalismului ca atare: nici capitalul comercial român nu reproduce, în urma invaziei capitaliste, formele sale din istoria Apusului, nici originea şi desvoltarea capitalului industrial nu are aceà înfăţişare normală, cum o susţine d-l Zeletin. Capitalismul român ia, dimpotrivă, în toate formele lui o evoluţie specială care îl deosebeşte până la ultima evidenţă de capitalismul apusean. Dacă d-l Zeletin afirmă *a)* că «la noi, ca şi în Apus, capitalismul industrial e faza ultimă a unei întregi serii de faze evolutive ale capitalismului; *b)* că această serie începe, ca şi în Apus, cu capitalismul comercial şi cel de camătă, trece la capitalismul de bancă şi se ridică la capitalismul industrial, ca formă firească de întregire şi încheiere a acestei evoluţii» (1), d-sa nu are dreptate decât în aparenţă. Numai scara formală a fazelor de evoluţie capitalistă corespunde modelului apusean, nu însă şi fondul şi funcţia lor istorică şi economică.

Deosebirea pe care o susţinem începe chiar cu situaţia generală în care se află România în momentul invaziei capitaliste. Căci oricât de adevărat ar fi că, istoriceşte, naşterea şi mai ales desvoltarea capitalismului coincid cu naşterea şi desvoltarea capitalului comercial, fapt e că capitalul comercial singur «nu ajunge... pentru a mijlocì şi explicà trecerea dela o formă de producţie la alta» (2). Trebuie, dimpotrivă, pentru aceasta, ca însuş modul de producţie capitalist să se fi desvoltat prealabil în sânul societăţii. «E fără îndoială — şi tocmai acest fapt a produs păreri de tot false» — spune Marx... «cum că în secolul XVI şi XVII marile prefaceri ce au avut loc odată cu descoperirile geografice în domeniul comerţului, intensificând desvoltarea capitalului comercial, au fost un moment principal în promovarea trecerii dela modul de producţie feudal la cel capitalist... Dar modul de producţie modern s'a desvoltat în prima lui perioadă... numai acolo unde condiţiile pentru aceasta au fost create în cursul evului mediu... Şi dacă în secolul XVI şi în parte şi în secolul XVII, întinderea subită a comerţului şi crearea unei noui pieţe mondiale *au avut o influenţă covârşitoare asupra pieirii vechiului mod de producţie şi asupra avântului celui capitalist*, atunci aceasta a avut loc, dimpotrivă, în baza modului de producţie capitalist odată creat» (3). Deaceea e numai firesc dacă în Apus ţările care intrau în strânse legături economice prin invazia capitalistă a uneia din ele, se aflau pe o treaptă de desvoltare în genere egală şi dacă, în urma invaziei capitaliste, ţara invadată continuà numai, sub influenţa ţării invadante, drumul spre capitalism, indicat de propria ei structură economică. Astfel Anglia, când se află sub influenţa manufacturii flamande, are dejà puternice inclinaţii spre capitalism. Decât, «capitalul bănesc, format din comerţ şi camătă, erà împiedecat în transformarea sa în capital industrial de regimul feudal la ţară şi cel corporatist în oraşe» şi trebuià deci liberat de aceste piedeci pentru

(1) Vezi op. cit. IV. 2. pag. 190.
(2) Marx, op. cit., vol. III, pag. 311.
(3) Op. cit. III. pag. 316—17.

a puteà urmà în voie tendinţelor sale de transformare capitalistă (1). Asemenea Germania în secolul XVIII, etc. Cu totul altfel se prezintă însă situaţia când ţări feudale fără începuturi capitaliste sunt invadate de capitalul comercial. In cazul acesta, distanţa între stadiile de evoluţie este prea mare pentru ca invazia să poată provocà o revoluţie proprie capitalistă a ţării invadate. Ţara invadată este, dimpotrivă, pe deplin aservită celei invadante, dar evoluţia ei se produce aproape exclusiv în funcţie de interesele şi influenţele acesteia. Ea devine, ce e drept, peste noapte o ţară producătoare şi consumătoare de mărfuri, dar aceasta numai sub raport internaţional. Ţara invadată produce pentru export şi consumă din import fără ca în interiorul ei să aibă loc o intensivă circulaţie de mărfuri, bazată pe un aparat naţional de producţie capitalistă. Ea nu e decât un debuşeu de mărfuri străine şi o resursă de aprovizionare a ţării invadante. Ea e, pe scurt, o colonie. Aceasta din urmă a fost şi situaţia României feudale dela începutul erei moderne, care astfel începe desvoltarea ei capitalistă dacă nu în condiţii anormale, atunci cel puţin în condiţii esenţial deosebite de cele constatate în istoria ţărilor apusene.

A doua deosebire priveşte capitalul comercial care, ca în toate ţările, s'a format şi în România în urma invaziei comerciale, reprezentând prima fază a evoluţiei capitaliste propriu zise. Capitalul comercial român nu este de loc identic cu capitalul comercial ce se află la începuturile erei capitaliste în Apus. Acesta se naşte, odată cu manufactura şi schimbul intensificat de mărfuri, în mod spontan, în sânul societăţii feudale, grijeşte de desfacerea produselor manufacturiste şi se bazează astfel pe producţia industrială. Această împrejurare îl deosebeşte cât se poate de precis de capitalul comercial care există şi înainte de epoca capitalistă, dar care, neavând nici o legătură cu producţia, se mărgineşte exclusiv la mijlocirea schimbului de mărfuri (2). Dar ea indică şi caracterul lui distinctiv faţă de capitalul comercial român dela începuturile invaziei capitaliste. Capitalul comercial român neputându-se bazà pe o producţie industrială naţională, e o creaţie şi o anexă a capitalului străin invadant şi nu are deci alt rol decât să mijlocească afacerile Apusului: să cumpere produse agricole şi să vândă produse industriale: invazia capitalistă îl transplantează din Apus şi nu-i încredinţează alte funcţii decât acelea de a servì intereselor ei economice. Din cauza aceasta, capitalul comercial român nici nu are aceleaşi efecte şi urmări economice ca acel clasic apusean. El nu se înalţă ca acesta, pe ruinele vechilor forme de producţie, el nu este prima formă de robire a muncii de către capital (3), ci continuă ca capital comercial modern desfacerea mărfurilor începută de comerciantul apusean, în ordinul acestuia (4).

Capitalul de camătă, acest al doilea ferment al desvoltării capitaliste, are aceeaş semnificaţie ca şi capitalul comercial. Şi el este din primul moment capital de camătă modern, fără influenţă dizolvantă asupra relaţiilor de producţie existente.

(1) Marx, op. cit., I, pag. 715.
(2) Marx, op. cit., III, pag. 310 ş. u.
(3) Vezi Marx, op. cit., I, pag. 474.
(4) Vezi asupra capitalului comercial din punct de vedere istoric, Marx, op. cit., III, pag. 307 ş. u.

Dar de ivirea lui este legat un moment mult comentat de istoria română: o mare parte a boierimii, neputând ţine pas cu schimbarea bruscă a conjuncturii economice, îi cade pradă, şi în compoziţia clasei boiereşti se produce o adâncă schimbare, proprietatea moşiilor trece, în multe cazuri, în mâini străine. Importanţa ce se dă acestui fenomen de unii scriitori este, însă, absolut exagerată. Căci din punct de vedere economic, această primenire a clasei boiereşti e pe de o parte firească şi necesară: elementele nedestoinice dispar şi sunt înlocuite cu oameni mai pricepuţi în mânuirea banului. Pe de altă parte, ea nu este urmată de nici o modificare a modului de producţie: boierimea ca atare nu pierde nimic din vitalitatea ei şi încasează dimpotrivă profite tot mai strălucite pe baza modului de producţie iobăgist, resp. neoiobăgist care asemenea rămâne în fiinţă. Totuş se face încă caz de influenţa cametei în România pentrucă schimbările produse de ea în compoziţia clasei boiereşti sunt — naţionale. Astfel îi place d-lui Zeletin, inspirat din «La Roumanie et les juifs» de Verax, o lucrare probabil superioară «Neoiobăgiei» lui Dobrogeanu-Gherea, să vorbească într'una de capitalul de camătă evreesc, ca şi cum acesta, indiferent de naţionalitatea deţinătorilor lui, nu ar aveà un rost economic egal în toate împrejurările şi, prin aceasta, internaţional. Credem că nu mai trebuie îndeosebi accentuată incompatibilitatea terminologiei şovine cu spiritul obiectiv al ştiinţei. Sub aspectul istoric şi economic capitalul cămătăresc din România e cel puţin tot atât de românesc ca şi vechea boierime.

2. Dar după cum capitalul de camătă şi cel comercial, nu au avut, în formele lor româneşti, un efect dizolvant asupra vechilor relaţii de producţie, tot aşà nu au săvârşit nici revoluţionarea lor capitalistă. Dealtfel, aceste două procese se prezintă în istorie ca un fenomen unitar şi complex. Capitalul comercial apusean bazat pe producţia industrială ale cărei mărfuri le desface, este prin firea lucrurilor, interesat la progresul industriei. Pentru a îndestulà pieţele de consumaţie pe care şi le crează şi pentru a realizà tot mai importante sporiri ale profitului, el este împins să mărească cantitatea mărfurilor puse în circulaţie şi să intensifice, în consecinţă, producţia lor. Intensificarea producţiei industriale nu este însă cu putinţă numai prin supramuncă ca în agricultură; ea reclamă prefacerea capitalistă a modului de producţie (1). Deaceea capitalul comercial desvoltă din primul moment o puternică tendinţă de a se preface în capital industrial şi primeşte din această pricină o foarte importantă misiune istorică: aceea de a promovà şi conduce desvoltarea capitalismului până ce este înlocuit de supremaţia industriei. In România însă constatăm tocmai contrariul. Capitalul comercial român, care e dela început modern şi deci pur comercial, nu exercită nici o influenţă revoluţionară asupra economiei româneşti. El se îndestulează cu crearea condiţiilor elementare de existenţă ale comerţului capitalist, introducând sub raport economic, circulaţia de mărfuri, economia bănească şi proprietatea privată, şi sub raport juridico-politic, instituţiile de Stat şi de drept liberalo-burgheze. Iar odată împământenit, el continuă a funcţionà ca agent al capitalismului străin, desăvârşind după pu-

(1) Marx, op. cit., I, pag. 714 ş. u., III, pag. 318 ş. u.

tinţă opera începută. Dar capitalul comercial român nu acumulează totodată capitalul pentru industrie. Lipsit fiind de orice legătură organică cu producţia naţională, el are cu atât mai puţin motiv să lupte împotriva complexului social al feudalismului cu cât vechile bresle româneşti, nedesvoltate şi având în faţa lor nu concurenţa unei manufacturi abià zămislite, ci năvala unor mărfuri industriale superioare, au căzut fără multă împotrivire, neputând servì de bază unei producţii capitaliste naţionale, şi cu cât, mai ales, agricultura, baza comerţului românesc, se adaptase lesne nouei situaţii prin înnăsprirea iobăgiei şi apoi prin neoiobăgie, şi ar fi fost adânc compromisă tocmai prin o încercare de a trece la modul de producţie capitalist. .

Dacă deci identificarea capitalului comercial român modern cu cel istoric apusean este imposibilă, afirmaţia existenţei unei politici mercantiliste a Statului român în serviciul acestui capital apare ca un nonsens şi mai vădit. In adevăr, de vreme ce în Apus mercantilismul cuprinde în prima lui fază înlăturarea tuturor piedicilor feudale, îndeosebi a sistemului corporatist, din drumul tânărului capitalism industrial, pentru a asigurà apoi, în a doua fază, un regim de tutelă a industriei ce se deosebeşte limpede de protecţionismul modern tocmai prin caracterul său tutelar, în România ceeace se poate numì mercantilism, urmăreşte numai desăvârşirea şi consolidarea regimului creat de invazia capitalistă. Şi pe când în Apus mercantilismul nu stă în serviciul capitalului comercial propriu zis, ci al tendinţelor lui de prefacere în capital industrial, în România epoca corespunzătoare e caracterizată de predominarea preocupărilor comerciale. Politica «mercantilistă» română nu se îndreaptă împotriva corporaţiilor, ea nu urmăreşte întărirea unei industrii capitaliste născânde, ci se rezumă în câteva măsuri generale menite să întregească opera începută cu introducerea circulaţiei de mărfuri, economiei băneşti, proprietăţii private şi instituţiilor liberalo-burgheze: ea crează mijloace moderne de comunicaţie şi transport, înfiinţează instituţii de credit şi continuă europenizarea vieţii noastre publice. Ea nu este, prin urmare, o politică mercantilistă, ci numai o politică de promovare şi înlesnire a comerţului, fără cele mai mici urmări industriale. Chiar d-l Zeletin, care a inventat «mercantilismul» român şi nu ar fi trebuit deci să-l caracterizeze prin elemente ne mercantiliste, admite acest lucru (1). Decât, din nefericire, d-sa nu ştià sau nu vrea să ştie care au fost caracerele adevărate ale mercantilismului istoric.

Dar, deosebirea între desvoltarea capitalistă română şi cea apuseană priveşte nu numai formele lui de manifestare, ci şi urmările lui economice. Căci de vreme ce, în Apus, capitalul comercial a avut, în baza legăturilor sale cu producţia industrială, misiunea istorică de a creà capitalul industrial şi, implicit, capitalismul în sensul său integral al unei societăţi bazate pe producţia capitalistă, în România capitalul comercial modern, care nu are tendinţa de a se preface în capital industrial şi de a acumulà pentru investiri industriale, nu puteà aveà acelaş efect. Trebuie să căutăm

(1) «Preocuparea de seamă a politicii mercantiliste române fu de a luà măsuri meniteed a înteţì şi lărgì comerţul nostru de cereale», op. cit., III, No. 4, pag. 409.

deci pentru explicarea ivirii capitalului industrial în România alte cauze şi, căutându-le, le vom găsì lesne în intervenţia puterii de Stat, produse la 1886 prin adoptarea sistemului protecţionist, dacă considerăm că deatunci abià datează încercările de a introduce, pe lângă aparatul de circulaţie deja existent, şi unul de producţie capitalistă, adică de capital industrial. Am greşì, însă, dacă am desconsiderà condiţiile naţionale care au dat abià posibilităţi de realizare acestor încercări, impotente câtă vreme se bazau numai pe literele moarte ale unei legi. Căci protecţionismul nu a dat rezultate, modeste fără îndoeală, foarte modeste, dar oricum rezultate, numai pentrucă erà protecţionism, ci pentrucă acumulările de capital naţionale ce au avut loc în epoca comercială, au făcut cu putinţă fundaţii industriale. Decât, făcând această constatare, trebuie să precizăm că aceste acumulări rezultate din comerţ, camătă şi exploatarea Statului (1), nu serveau direct scopului prefacerii în capital industrial. Mai ales acumulările comerciale, adică tocmai acumulările decisive pentru înflorirea capitalismului apusean, nu aveau această tendinţă de industrializare. Capitalul comercial modern care are la baza sa o producţie îndestulătoare şi care, supus fiind şi el legii concentrării capitaliste, tinde la formarea de exploatări tot mai mari, dispune de suficiente posibilităţi de plasare a capitalurilor acumulate în însăş sfera comerţului. Iar capitalul comercial român erà în aceeaş situaţie: precum dovedesc balanţele comerciale, el vindeà şi cumpărà cantităţi crescânde din an în an şi nu erà deci prin nimic împins să se aventureze în industrie. Capitalul bănesc acumulat în România se preface în capital industrial abià după ce îl ademenesc vămile prohibitive. Dar cantităţile lui nu sunt, cel puţin în ce priveşte plasarea industrială, prea mari. Industria se desvoltă numai încet şi în proporţii neînsemnate, şi este, pe deasupra, în cea mai mare parte înfiinţată de Stat şi de capitalul străin. Factorul decisiv e şi rămâne protecţionismul. El crează industria, nu industria protecţionismul.

3. Anomaliile de desvoltare ce le-am constatat atât în regimul agrar cât şi în domeniul capitalului comercial şi industrial se află într'o strânsă legătură organică. Ele derivă deopotrivă din influenţa ce invazia capitalistă a avut-o din cauza tendinţelor sale de aservire economică, în mod fatal, asupra societăţii româneşti feudale. Neoiobăgia nu ar fi fost cu putinţă fără acest capital modern comercial care impuneà intensificarea producţiei fără să reclame şi schimbarea modului ei. Şi ea nu ar fi putut dăinuì, după cum vom arătă încă, până în secolul XX, dacă industria română nu s'ar fi desvoltat pe bazele economice create tocmai de nevoile

(1) Nu trebuie nesocotită mai ales această din urmă formă de acumulare. Intrucât e vorba de un fapt notoric, şi se pot pune în discuţie doar proporţiile jafului, ne referim numai la studiul foarte elocvent a d-lui Zeletin «Furt juridic şi furt economic» din revista «Independenţa economică», în care d-sa, mirându-se de enormele capitalizări din ultimii ani, le explică prin exploatarea şi jefuirea Statului. Dăm în această privinţă, în mare parte dreptate d-lui Zeletin, deşi nu ne asociem concluziilor d-sale generale. Adăugăm numai că acest mod civilizat de acumulare nu este o invenţie postrăzboinică. El a fost aplicat, dimpotrivă, în tot cursul existenţei Statului român modern şi reprezintă singura formă istorică de acumulare primitivă în România. Veşnica jelanie că la noi se fură ca în codru, este aşadar foarte justificată şi are de bunăseamă o profundă semnificaţie istorică. Vom reveni încă asupra acestei probleme.

acestui capital comercial. E deci evident că problema agrară română trebuie cercetată din punct de vedere al desvoltării capitaliste, dar al desvoltării capitaliste române, nu a celei apusene care, în formele şi istoria ei, este cu desăvârşire alta. Dar absolut toţi autorii români — e vorba bineînţeles numai de cei burghezi, căci cei marxişti nu s'au ocupat încă de problema desvoltării societăţii româneşti în complexitatea ei (1) — au comis greşala fundamentală de a identifică, teoreticeşte, desvoltarea capitalistă română cu cea apuseană. Astfel junimiştii şi conservatorii găsesc explicaţia evoluţiei în desvoltarea ei prea repede în direcţia burghezo-capitalistă, desvoltare care însă dealtfel este ca atare fără şovăire recunoscută ca fiind necesară şi inevitabilă. Iar poporaniştii, cari văd destul de bine că capitalismul român prezintă foarte aparente asemănări cu capitalismul apusean, nu ajung totuş să cunoască că aici are loc o adaptare de evoluţie la mediul economic român, ci tăgăduesc pentru totdeauna posibilitatea desvoltării capitaliste în România. Inceputurile lui manifestate dejà sunt după această concepţie numai zadarnice încercări de împământenire care răuşesc să producă doar plăgi sociale şi nimic mai mult. Nu li se poate face deci nici conservatorilor, nici poporaniştilor reproşul pe care d-l Zeletin îl socoate decisiv, că ei nu ar fi cercetat evoluţia României din punct de vedere al desvoltării capitaliste.

Dacă aceasta a fost, fără îndoeală, greşala fundamentală de care s'au făcut vinovate cele două mari curente critice din România antebelică, e tot atât de evident că d-l Zeletin cu teoria d-sale a «desvoltării normale» a căzut în aceeaş greşală. Nu vom cercetà care sunt cauzele subiective ale acestei ignorări îndărătnice a realităţilor istorice. Dacă e, însă, adevărat că problema agrară e în fond o problemă a capitalismului şi că, în consecinţă, există o relaţie de dependenţă reciprocă între capitalism şi agricultură, atunci teoria d-lui Zeletin se află într'o situaţie care nu este de loc de invidiat. Căci, în cazul acesta, urmează dela sine ca neoiobăgia să dispară odată ce capitalismul trece din faza lui comercială în cea industrială, odată ce, cu alte cuvinte, se produce acel proces pe care d-l Zeletin îl descrie în modul următor: «...desvoltarea capitalismului începe pretutindeni prin invazia mărfurilor unor ţări înaintate într'o ţară agricolă. In această fază agricultura înapoiată este silită să producă pentru schimb sub influenţa capitalismului industrial străin. In ţara agricolă nu se naşte atunci decât capitalismul comercial şi cel de camătă... Urmează apoi faza a doua şi cea din urmă: capitalismul comercial ajuns la deplină desvoltare, după ce a creat prin importul mărfurilor străine nevoi noui în ţara sa proprie, încearcă să le satisfacă el singur, şi prin aceasta naşte din sânul său capitalismul industrial. La rândul său, acesta revoluţionează din temelie agricultura indigenă, silind-o a luà şi ea caracterul de producţie capitalistă» (2). Făcând această constatare, am stabilit un preţios criteriu cu ajutorul căruia vom puteà verificà expunerile noastre asupra capitalului comercial şi industrial român,

(1) «Neoiobăgia» lui Dobrogeanu-Gherea, singura lucrare mai amplă, e numai un «studiu economico-sociologic al problemei noastre agrare».

(2) Op. cit., IV, 1, pag. 36.

şi arătă greşeala ce o comite d-l Zeletin, cercetând evoluţia noastră capitalistă din punct de vedere al capitalismului normal apusean.

4. Mai întâiu trebuie constatat că, în această privinţă, istoria ne arată tocmai contrariul celor susţinute de d-l Zeletin. Cu toate că, începând cu ultimele decenii ale secolului trecut, se manifestă sub scutul sistemului protecţionist, o vădită tendinţă de industrializare, neoiobăgia continuă să fie sistemul dominant în producţia agrară română, care astfel rămâne, în ciuda tuturor aparenţelor burghezo-capitaliste ale oraşelor, feudală chiar până în ajunul marilor revoluţii postbelice. Chiar acest fapt ar fi trebuit să deà de gândit d-lui Zeletin, care cunoaşte atât de bine relaţiile de dependenţă între capitalism şi agricultură. Dar d-sa se lasă înşelat de împrejurarea că în acelaş timp România primeşte, în suprastructura ei politică şi juridică, tot mai mult înfăţişarea unui Stat burghez modern, şi nu mai întreabă cum se explică această înfăţişare exterioară atât de contrastantă cu fondul rămas feudal al societăţii. Pentru d-nia sa e dela început un fapt neîndoios că desvoltarea Statului burghez şi adoptarea politicei economice protecţioniste dovedeşte existenţa simultană a unei tendinţe economice de desvoltare capitalistă. Şi dacă neoiobăgia, rămâne totuş în fiinţă, explicaţia e lesne găsită: nu poate fi decât lentă, după cum nici capitalul industrial român nu se desvoltă într'un avânt vertiginos. Este deci de datoria noastră să cercetăm, înainte de a intră în fondul problemei, relaţiile între agricultură şi capitalul industrial în România, istoria organizării Statului român, pentru a exclude odată pentru totdeauna posibilitatea de a o identifică, ca d-l Zeletin, cu istoria capitalismului român.

Am amintit acum, în această privinţă, că chiar întemeierea Statului român în forme burghezo-liberale nu se datoreşte unei desvoltări capitaliste interne, ci, în prima linie influenţei invaziei capitaliste care, încorporând România sferei sale comerciale, îi impune ca urmări directe anumite elemente economice: gospodăria bănească, circulaţia de mărfuri, etc., şi, indirect, dar cu aceeaş necesitate, instituţiile juridice şi politice corespunzătoare. Europenizarea vieţii de Stat şi publice nu rezultă însă, numai din interesele comerciale ale invaziei, cu alte cuvinte, ea nu este de natură pur economică, ci se explică îndeosebi şi din configuraţia politică internaţională care cadrase invazia capitalistă în România. D-l Zeletin a arătat foarte limpede cum numai stăruinţelor capitalismului străin se datoreşte, în cele din urmă, deschiderea hotarelor româneşti pentru comerţul apusean (1). Şi e vădit că nevoile acestui comerţ nu reclamau formarea unui Stat independent român, ci dimpotrivă, aservirea lui politică, ba chiar anexarea lui. Numai faptul că invazia capitalistă pornise din Anglia şi Franţa, nu din ţările limitrofe, a scutit România de pericolul eminent al anexării de către Statele invadante. Pe de altă parte tendinţele de anexare ale Statelor învecinate (Austria şi Rusia cu repeţitele lor ocupaţii) au fost contrariate atât de rivalităţile isbucnite între ele însele, cât şi mai ales de interesul capitalismului apusean de a nu pierde noul său teritoriu

(1) Op. cit., III, 2—3 pag., 231 ş. u.

colonial. In orice caz, soarta României moderne erà, în epoca ei de naştere, grav ameninţată. In asemenea împrejurări, europenizarea desăvârşită a României erà cu atât mai mult o necesitate imperioasă cu cât o impuneau nu numai interesele comerţului, ci însăş grija conservării Statului român independent (1).

Este însă natural că nu numai originea, ci şi desvoltarea ulterioară a Statului român trebuie cercetată din acest punct de vedere dublu al cauzelor pur economice şi al celor politice de Stat. Dacă privim de aproape politica economică a României vedem, de fapt, că pe de o parte ea urmăreşte desăvârşirea tuturor instituţiilor ce servesc interesele comerciale în sensul arătat mai sus. Chiar legislaţia agrară, îndeosebi modificările repeţite ale legii tocmelilor agricole, sunt inspirate de aceeaş preocupare — mercantilistă, ar zice d-l Zeletin. Căci pe când nevoile comerţului propriu zis erau îndeajuns satisfăcute prin promovarea desvoltării mijloacelor de comunicaţie şi transport şi a gospodăriei băneşti, producţia agrară, pe care se bazà prosperitatea acestui comerţ, nu puteà fi asigurată şi intensificată, în condiţiile date, decât prin o continuă veghere asupra bazelor legale ale neoiobăgiei. Pe de altă parte se continuà opera de europenizare externă a edificiului de Stat şi se făceà astfel faţă atât nevoilor economice ale ţării, cât şi cerinţei politice de a prezentà România lumii întregi ca un Stat civilizat şi pătruns de dor de progres. In ce priveşte factorii economici trebuie, însă, foarte bine de deosebit între cei de provenienţă internă şi cei de provenienţă externă. In epoca formării Statului român modern bunăoară, aceste cauze se identifică prin faptul că atât interesele capitalului invadant cât şi interesele producţiei agrare şi comerţului român reclamă deopotrivă crearea condiţiilor obiective pentru schimbul de mărfuri capitalist. Dar mai târziu se constată şi manifestări economice naţionale. Aşà d. p. răsboiul vamal cu Austria şi apoi inaugurarea protecţionismului sunt, fără îndoeală, dovezi că România începe a se separà din organismul economiei europene în care fusese încorporată după tratatul dela Adrianopol, devenind acum, treptat, şi ea o individualitate şi unitate economică în concertul economiei mondiale.

5. Ar fi însă greşit a vedeà în aceste manifestări o dovadă că şi în România începe o desvoltare capitalistă internă, numai pentrucă istoria ne învaţă că pretutindeni naşterea capitalismului a fost ajutată prin diferite măsuri de proteguire. Putem susţine, dimpotrivă, că nimic nu revendică din punct de vedere economic, în interiorul societăţii româneşti, trecerea la aceà politică «naţională» de independenţă despre care am vorbit. Singurul factor economic care ar fi putut cauzà această trecere, capitalul industrial, sau cel puţin tendinţa de industrializare a capitalului comercial, lipseà cu desăvârşire, pentrucă lipsise şi capitalul comercial clasic care să-l fi putut produce.

De fapt, protecţionismul a fost inaugurat la noi într'un timp când vechea industrie, chiar admiţând că în alte împrejurări ar fi avut un viitor, nu mai existà şi când deci «nu mai erà nimic de protejat» (2). In acelaş timp lipseà însă chiar cea

(1) Vezi Dobrogeanu-Gherea, op. cit., pag. 39 ş. u.
(2) Zeletin, op. cit., III, 4, pag. 436.

mai mică urmă a unei industrii naţionale capitaliste. Voiu cità din nou pe d-l Zeletin care, îngrozit de pretinsele urmări dezastroase ale liberalismului economic, exclamă că «România... înaintase atât de departe, încât măcinà la morile austriace şi făina pentru trebuinţele zilnice» (1). Nu numai protecţionismul este, însă, anterior, chiar începutul lui, erei capitaliste în România, ci şi toate celelalte caractere fundamentale ale Statului burghezo-capitalist care, în Apus, au venit dimpotrivă paralel cu capitalismul sau ca încoronarea lui. Astfel bunăoară, unirea principatelor are loc încă la 1859, resp. 1861, iar independenţa politică se realizează la 1877, adică când dependenţa economică e mai cumplită ca oricând, când nici vorbă nu este de o industrie naţională, centrul natural al oricărui organism economic capitalist şi baza naturală a oricărei societăţi burgheze. Atunci de unde totuş evoluţia burgheză a organizării şi politicii Statului român, care nu se poate tăgădui?

6. Cauza acestui fenomen nu poate fi decât împrejurarea că evoluţia *Statului* român modern este determinată în mare parte de alt factor cauzal decât aceà a *economiei* noastre naţionale. Chiar la baza lui nu se află, precum am văzut, ca la baza comerţului şi sistemului neoiobag român, numai influenţa economică a invaziei capitaliste, ci şi necesitatea de a curmà veleităţile de anexare ale Apusului prin o europenizare repede şi radicală. Dar Statul nu este numai un instrument al intereselor economice şi politice ale claselor stăpânitoare, ci, odată constituit, el devine, în puterea intereselor permanente asupra cărora trebuie să vegheze, un organism pentru sine cu o viaţă, în anumite limite, proprie şi independentă. Bineînţeles, Statul burghez desvoltat care se sprijină pe o societate capitalistă asemenea desvoltată, nu cunoaşte alte interese decât acele ale burgheziei care-l stăpâneşte şi cu care în genere se şi identifică. In România, însă, lucrurile nu puteau să se înfăţişeze la fel. Statul burghez şi economia semifeudală nu puteau aveà nici interese şi tendinţe de evoluţie sub toate aspectele identice, pentrucă cauzele care determinau desvoltarea lor nu erau nici ele identice. Aceasta se învederează acum în epoca comercială: Statul tindeà spre un caracter burghez cât de integral, pe când economia naţională erà satisfăcută cu introducerea elementelor celor mai primitive ale capitalismului, cu circulaţia de mărfuri şi corolarele ei economice şi juridice. Mai târziu însă, divergenţa aceasta de interese trebuià să se accentueze şi mai mult, ba să pricinuească chiar, în cele din urmă, o nouă orientare a politicii de Stat. Căci de vreme ce, economia naţională nu aveà nevoie să ceară o schimbare a regimului la care erà supusă dela intrarea României în lumea apuseană încoace, Statul erà ameninţat cu o completă aservire politică dacă continuà să facă o politică economică pur comercială şi să admită ca Apusul să încorporeze România pe deplin ca colonie agricolă. Importul exclusiv de mărfuri industriale în combinaţie cu exportul exclusiv de produse agricole fără o producţie industrială indigenă, erà identic cu cea mai desăvârşită dependenţă economică şi, implicit, politică. Deaceea Statul român trece la o politică industrială şi protecţionistă pe care nu i-o indicau interesele economiei naţionale, ci numai acelea ale autoconservării şi dependenţei sale.

(1) Op. cit., III, 4, pag. 437.

Şi în acelaş timp el e silit să se gândească la alte măsuri supuse aceluiaş scop politic. Pentru a nu mai fi avizat la creditul public extern, el înfiinţează o bancă naţională, pentru a accentuà şi mai bine tendinţa sa spre independenţă el cere şi înfăptueşte independenţa formală faţă de Turcia, etc. In adevăr, Banca Naţională emancipează Statul român într'o măsură destul de largă de finanţa străină, protecţionismul îl ajută să facă primul pas spre independenţa economică, iar cucerirea independenţei politice îi dă amploarea cuvenită de Stat modern şi civilizat. Iată deci de unde rezultă, în ultima instanţă, înfăţişarea burgheză a organizaţiei şi politicii noastre de Stat în faza care, după un orb formalism istoric, ar trebui să corespundă fazei de biruinţă a capitalului industrial din Apus

Evoluţia aceasta a Statului român a fost, însă, şi ea opera, dacă nu a unei clase în înţelesul propriu zis al cuvântului, atunci în orice caz a unei pături sociale din cele existente în România. Acest adevăr general şi, ca atare, incontestabil a ademenit probabil şi el pe d-l Zeletin să presupună că în dosul întemeierii Băncii Naţionale, a luptei pentru independenţă şi a adoptării protecţionismului lucrau ca cauze determinante năzuinţele unei clase burghezo-capitaliste născânde. Dar după cum d-sa n'a cercetat dacă există o asemenea clasă şi un capitalism care să-i corespundă ca bază economică, d-sa nu s'a interesat nici de caracterul acelei clase care a creat, realmente, Statul român modern. Pentru d-sa ea e, fără putinţă de apel, dela început burghezia românească. Noi am văzut, însă, că chiar întemeierea acestui Stat nu se datoreşte burgheziei româneşti revoluţionare, după cum crede d-l Zeletin, ci revoluţionarilor burghezi români, ceeace e o mare şi esenţială deosebire. E adevărat, această pătură revoluţionară de boieri care, prin dobândirea calităţii de clasă de guvernământ, se preface în oligarhie politică, formează cadrele din care se recrutează apoi acel partid şi aceà pătură socială care apoi împinge Statul spre organizare burgheză. Dar dacă ea «nu se confundă cu burghezimea într'o singură clasă» (1) la începutul României moderne, aceasta nu se întâmplă nici mai târziu. Mai întâiu ea nici nu aveà cu cine să se confunde, deoarece nu există o burghezie. «Străinii», şi «evreii» la cari, după d-l Zeletin (2), se mărgineşte «burghezia», dar cărora trebuie adăugaţi de sigur şi Români neaoşi, nu reprezentau decât acel capital comercial şi cămătăresc despre care am vorbit şi care nu este deloc identic cu capitalul comercial şi cămătăresc de nuanţă *industrialistă* ce stă la originea societăţilor burghezo-apusene. In al doilea rând, faptele istorice ne dovedesc în mod limpede că revoluţionarii burghezi, constituindu-se în partidul naţional liberal şi continuând opera începută de europenizare, nu fac aceasta, ce-i drept, în simplă calitate de oligarhie politică, dar nici ca burghezie, ci ca uzufructuari ai situaţiei create de ei, ca exploatatori ai Statului în folosul lor particular. Dar asupra acestei probleme vom reveni încă pe larg. In orice caz, crearea Statului român burghez nu a fost opera unei burghezii capitaliste în înţelesul apusean.

(1) Zeletin, op. cit., III, 4, pag. 407.
(2) Ibid.

7. In asemenea împrejurări dăinuirea sistemului agrar neoiobag până în secolul XX este lesne explicată. Pretutindeni desvoltarea industriei este un indiciu sigur că feudalismul este, și în agricultură, pe apuse. In toate țările, burghezia îmbrățișează în programul ei revoluționar emanciparea deplină a iobagilor și luptă, sub îndemnul sentimentului de opoziție generală față de feudalism și al interesului special de clasă de a-și procurà brațe libere de muncă, în mod activ pentru înfăptuirea ei. Capitalul industrial român însă, s'a născut abià după ce Statul i-a creat și lui, în mijlocul capitalismului european, condițiile de existență pe baza acumulărilor de capital din epoca comercială. Deaceea îi lipsește avântul intempest și influența revoluționară pe care numai originea organică în sensul unui organism economic le poate da unui curent de desvoltare. Și dacă mai adăugăm cantitățile infime de capital învestite în industrie, care dealtfel își găsesc explicația definitivă în aceeaș împrejurare istorică, înțelegem ușor de ce industria românească a trebuit să fie și să rămână anemică, și de ce în consecință ea nu a atins deloc sistemul neoiobag care apăsà asupra satelor (1).

Dar oricum, odată existând un capital industrial român care reprezentà prin însăș firea lui, o tendință de industrializare, se puteà aștepta ca această tendință să se manifeste cu vremea în mod vizibil. Dacă abstragem de soluțiile intermediare, posibilitățile de înrâurire asupra agriculturii erau, teoreticește vorbind, două: sau moșiile feudale deveneau mari exploatări capitaliste prin exproprierea și proletarizarea totală a țăranilor, sau țăranii reușeau ei, la rândul lor, să exproprieze pământul boieresc și să se instaleze pe el ca mici producenți independenți. In ambele cazuri, condiția primordială ar fi fost ca circulația de mărfuri capitalistă să pătrundă tot mai adânc organismul economic românesc și să deslănțuească astfel aceà luptă în jurul proprietății private a pământului între clasele regimului agrar feudal, despre care am vorbit acum în cap. I. Decât, prima posibilitate de desvoltare, ceà a formării unor mari exploatări capitaliste, nu erà cu putință pentrucă

(1) Sărăcia industrială a României antebelice e un fapt atât de notoric încât nu mai trebuie în mod special dovedită cu cifre și date. Cu toată legiuirea de protecție și încurajare, cu toate primele de export și de producție ce se plăteau, încă la 1916 industria română are numai 53.470 muncitori și 338.013.000 Lei capital investit față de o populație de 7.755.000 suflete și o bogăție națională de 25—25$^1/_2$ miliarde. După Angelescu, Avuția națională a României, București 1915 și Xenopol, La richesse de la Roumanie, Bucarest 1916. Asemenea, nu se constată, în urma protecționismului, o scădere fie absolută, fie relativă a importului de mărfuri industriale decât doar în ce privește produsele industriei morăritului și ale altor industrii ce prelucrau materii brute agricole. (Tăbăcării, etc.). Vezi Băicoianu, Istoria politicii vamale a României, București.

Dimpotrivă, și în așà zisa epocă industrială, nu se schimbă nimic în caracterul comerțului exterior al României și, prin urmare, nici în caracterul economiei și producției naționale. Rămânem ce am fost înainte de 1886: o țară care importă mărfuri industriale și exportă produse agricole. Vezi lucrarea d-lui Ștef. Morărescu-Adria despre «Politica industrială a Băncilor», București, 1916, care ne arată foarte plastic cât de departe erà România atunci de un capital industrial considerabil. Și chiar această industrie nedesvoltată nu este cătuș de puțin națională. La 1907 capitalul românesc în industria mare atinge abià 23.6 la sută. Dar încă în 1912 d-l Hălăceanu îl calculează, în Cercul de Studii al partidului național liberal, cu 13 la sută. (Morărescu-Adria, op. cit., pag. 44).

agricultura latifundiară neoiobagă nu puteà trece la modul de producţie capitalist fără reducerea întinderilor exploatate şi mari învestiri de capital (1). Aceasta ar fi presupus însă ca, pe de o parte, sau boierii să fie gata a se lepădà de pământul prea mult ce-l posedau sau Statul să-i forţeze a renunţà la latifundii şi ca, pe de altă parte, să existe capitaluri suficiente pentru înzestrarea moşiilor cu toate mijloacele de exploatare necesare marei agriculturi capitaliste. Dar, boierii nu puteau să fie dispuşi a da pământul lor ţăranilor câtă vreme aveau sub regimul neoiobag avantajul imens de a puteà exploatà moşiile cu folos, dar aproape fără capital de exploatare. Iar Statul «burghez» nu erà, după cum vom vedeà, prin nimic împins să contribue la lichidarea feudalismului. Lipsa de capital însă este boala cronică a economiei româneşti, bineînţeles din punct de vedere obiectiv, căci, subiectiv, în economia românească şi mai ales în agricultură nu există atunci baza trebuinţei de capital: tendinţa spre transformare capitalistă. Indemnul de a trece la agricultura capitalistă puteà venì aşadar numai dela cealaltă parte interesată, dela ţărani. In împrejurările date numai aceştia puteau să îmbrăţişeze în urma invaziei capitaliste revendicări burgheze, mai întâiu de ordin economic: împărţirea pământului boieresc, şi apoi de ordin politic general: democraţia. De fapt, dela 1864 încoace, «strigătul unanim al ţăranilor» este, după un cuvânt al lui Mihail Kogălniceanu, darea de pământ, ceeace se explică, desigur, din înrâurirea capitalismului, fără să aibă însă, precum ne vom convinge, încă o legătură directă cu procesul de industrializare. Dar ţărănimea erà încă slabă, conştiinţa ei de clasă prea puţin formată pentru ca ea însăş să poată luà asupra sa reprezentarea politică a revendicărilor sale economice. Totuş începuturile de mentalitate burghezo-individualistă ce se manifestau în sânul ei, ar fi putut îndemnà boierii să accelereze trecerea la un regim agrar burghez, cu condiţia ca interesele capitaliste

(1) A se vedeà la d-l Garoflid (loc. cit.) amănuntele asupra condiţiilor necesare pentru trecerea la cultura intensivă, precum şi asupra conexului cauzal între agricultura latifundiară excesivă şi sistemul neoiobag. D-l Garoflid propune tocmai ceeace boerii ar fi trebuit să facă dacă capitalul industrial ar fi stârnit în ei interese capitaliste: trecerea la cultura intensivă. D-sa vede însă şi efectele sociale ale acestei schimbări a modului de cultură şi le preconizează ca singura soluţie a reformei agrare: formarea unei proprietăţi funciare mari, mijlocii şi mici şi a unui proletariat rural. Insă, această soluţie este identică cu o transformare capitalistă a agriculturii în sensul general în care ar fi putut înfăptui-o o boierime progresistă. Dobrogeanu-Gherea socoate (op. cit. pag. 245) că «latifundiile sunt un rezultat firesc al regimului nostru neoiobag, nu o cauză a lui». Regretatul maestru are de bună seamă dreptate când vizează latifundiile moderne. Aceasta se bazează fără îndoeală pe împrejurarea că «regimul nostru neoiobag, prin elementul lui capitalisto-occidental, înlesneşte şi favorizează achiziţionarea şi rotunjirea latifundiilor, iar prin elementul lui iobăgist favorizează şi face rentabilă această formă de proprietate». Cum însă agricultura feudală e, ca întindere, latifundiară, latifundiile rămase după 1864 au în România netăgăduit un rol important în complexul de cauze ce a determinat rămânerea în iobăgie, neoiobăgia. Şi ele sunt cu aceeaş certitudine elementul economic care ar fi putut determinà, în cele din urmă, producţia agrară să treacă la modul de exploatare capitalist. In această privinţă, expunerile d-lui Garoflid, care cercetează chestiunea din punct de vedere strict economic, revarsă deplină claritate. Dar Dobrogeanu-Gherea nu tratează latifundiile din punct de vedere al originii regimului neoiobag, ci pentru a combate anume teorii poporaniste. In această ordine de idei, ele apar de bună seamă ca rezultate ale neoiobăgiei, nu ca o cauză a lor.

ale acestora să fie deşteptate îndeajuns. Şi dacă boierimea nu se află încă la acest nivel de ideologie capitalistă, atunci Statul burghez şi pretinsa «burghezie» ce-l conduceà ar fi trebuit să intervină şi să verifice misiunea ei istorică prin a impune boerimii o soluţie burgheză a problemei noastre agrare. In acest caz, s'ar fi realizat şi la noi acel front unic burghezo-ţărănesc care în istoria Apusului este groparul feudalismului. Statul şi burghezia, dacă erau în adevăr burgheze, aveau datoria să se alăture ze ţărănimii măcar în parte şi să creeze prin expropriere un regim agrar burghezo-capitalist de mari proprietari, ţărani independenţi şi proletari. Condiţiile pentru o asemenea prefacere erau, în bună parte, date. Ţăranii cereau pământ şi desfiinţarea neoiobăgiei, toate elementele capitalismului erau, de bine de rău introduse, şi dacă boierimea se opuneà încă, nu erà nevoie decât de o infimă încordare a puterii de Stat pentru a o aduce la rezon. Urmà numai ca Statul şi clasa conducătoare să dovedească prin fapte că reprezintă capitalismul şi burghezia.

Ce vedem însă? Acest pretins Stat burghez şi această pretinsă burghezie nu se manifestă deloc ca reprezentanţi ai ideilor burghezo-capitaliste. După cum nu ajută boierilor să treacă la exploatarea capitalistă, tot aşà nu intervin nici pentru a-i silì, în interesul progresului la această schimbare de exploatare, nici, Doamne fereşte, pentru a îndeplinì direct dorinţele ţărăneşti. Dimpotrivă, politica Statului şi a «burgheziei» române în chestia agrară e caracterizată, în întreaga epocă industrială până la răsboiul mondial, de o continuă şi sistematică străduinţă de a menţine şi consolidà neoiobăgia. Această politică îşi găseşte punctul de culminaţie în vărsările de sânge şi devastările de sate din 1907, precum şi în legea agrară din acelaş an. Prin această constatare toate afirmaţiile privitoare la caracterul normal apusean al epocii noastre industriale sunt definitiv condamnate. Se impune deci o cercetare a caracterului Statului modern român şi a clasei ce-l conduceà pentru a da de cauzele acestei curioase evoluţii reacţionare într'o epocă când, după începerea industrializării, patronate chiar de acelaş Stat, ar fi fost de aşteptat o desăvârşire a desvoltării capitalului industrial şi o definitivă lichidare a feudalismului agrar. Căci e natural că pentru explicarea anemiei industriale şi capitaliste în genere a României antebelice, precum şi a dăinuirii neştirbite a neiobăgiei, nu ajunge argumentaţia noastră de până acum. Este nevoie şi de o expunere a acelor elemente sociale care au oprit avânturile capitaliste care, indiferent de obârşia lor, trebuiau să lucreze întru prefacerea capitalistă a întregii societăţi româneşti.

CAP. III.
OLIGARHIA ROMÂNĂ

1. Nu este nici o îndoeală că această evoluţie a Statului român, spre europenizare şi independenţă, spre forme moderne burgheze nu a putut fi îndrumată şi reprezentată de una dintre clasele vechiului regim feudal. Dar, după cele expuse în capitolul precedent, e tot atât de clar că ea nu se poate datorì nici unei burghezii capitaliste în sensul apusean. Pentru a explicà simpla trecere din plin feudalism la un regim de circulaţie capitalistă a mărfurilor cu toate anexele lui politice şi

juridice, nici nu este dealtfel, nevoie de această din urmă presupunere. Trecerea spre un regim semiburghez fără altă semnificaţie istorică decât aceea de a face cu putinţă comerţul de mărfuri, nu erà doar întru nimic potrivnică intereselor clasei dominante a societăţii feudale care e boierimea. Totuş, clasa boierească nu puteà fi aceea care să conducă ea însăş propăşirea României spre forme burghezo-capitaliste, deoarece aceasta ar fi presupus o bruscă schimbare a ideologiei ei feudalo-orientale, care nu erà cu putinţă în împrejurările date. Deaceea vedem că sarcina pe care boierimea nu o puteà luà asupra sa, ca totalitate, e îmbrăţişată cu entuziasm de o fracţie boierească mai înaintată. Am tratat acum despre această sciziune în sânul clasei boiereşti şi am arătat că revoluţionarii burghezi au girat, în politica şi domnia lor, atât afacerile capitalismului internaţional cât şi cele ale boierimii şi comerţului naţional. Dar dacă revoluţionarii burghezi, deveniţi casta dominantă, erau în aceà epocă, în epoca revoluţionară ce precedează epoca curat comercială, numai o oligarhie politică, în epoca comercială ei reuşesc să intre în contact şi cu economia nouă burgheză. E însă cu totul greşită părerea d-lui Zeletin (1) că naşterea capitalismului de bancă ar fi pricinuit prefacerea oligarhiei, până atunci exclusiv politice, în oligarhie economică, în bancocraţie. Căci apariţia capitalului bancar în România nu este, după cum susţine d-l Zeletin, identică cu «desfiinţarea cămătăriei şi scoaterea vieţii economice din faza inferioară a capitalismului» (2). Reiese din însăş direcţia comercială a evoluţiei economice române şi din caracterul general al capitalului comercial că capitalul bancar întruchipează numai realizarea naturală şi necesară, odată ce comerţul a luat proporţii mai mari, a trebuinţelor de credit comercial bine organizat şi de capacitate financiară. Este şi aceasta, fără îndoeală un progres, dar un progres, din punct de vedere istoric, numai tehnic şi organizatoric, nu şi economic, precum ar fi necesar pentru a se puteà vorbì de inaugurarea unei noui faze de evoluţie capitalistă. Aşà fiind, credinţa că oligarhia română, la începutul epocii comerciale exclusiv politică, a devenit oligarhie economică la sfârşitul ei prin capitalul bancar, apare absolut neîntemeiată (3).

In tot decursul epocii comerciale, Statul şi oligarhia au aceeaş misiune pe care au îmbrăţişat-o la începuturile societăţii române moderne: să creeze, resp. să desăvârşească în interesul capitalului internaţional şi în interesul politic şi economic al României, condiţiile economice, tehnice şi juridice ale comerţului. Dar oli-

---

(1) Op. cit., III, 4, pag. 415.

(2) Op. cit., III, 4, pag. 414.

(3) In Apus, capitalul comercial are, în epoca formării capitalismului, şi rolul mercantilist de «modest ajutor al acumulaţiei», şi băncile sunt totodată locul unde se centralizează capitalurile acumulate în serviciul tendinţelor de industrializare ale capitalului. (Op. cit., pag. 564 ş. u.). Acest rol dublu care abià ar fi prezentat un novum faţă de vechea structură economică, lipseşte însă, după cum e firesc, cu desăvârşire capitalului bancar român care serveşte nevoile unui capital comercial străin de orice legătură cu industria. In consecinţă, şi băncile române sunt cămătăreşti. Dar nu numai «până la avântul industriei naţionale», după cum afirmă d-l Zeletin (op. cit., III, 4, pag. 413), ci şi în epoca industrială când ele rămân cele ce au fost: simple bănci comerciale fără nici un contact cu tendinţa de industrializare ce se manifestă în ţară. (Vezi Morărescu-Adria, op. cit.).

garhia, devenită pătură conducătoare, nu serveşte în această calitate numai aceste două necesităţi obiective ale istoriei. Stăpânirea ei îndelungată şi existenţa ei politică permanentă trebuie să aibă şi un înţeles propriu subiectiv. Ea nu poate fi explicată prin necesităţi generale de evoluţie, întrucât nici o clasă sau altă categorie socială nu face politică în baza unei chemări superioare sau a unui simplu ideal ci totdeauna sub îndemnul unor anumite interese economice ale ei. Care au fost aceste interese ale oligarhiei române? Iată o întrebare care se impune aici. In ce priveşte epoca revoluţionară, ele sunt date prin caracterul agrarian al păturii revoluţionare. Boerimea care începe a produce mărfuri, trebuie să sprijinească, prin elementele ei cele mai înaintate desvoltarea comerţului, care desface aceste mărfuri. Dar odată ce sunt create condiţiile comerţului, odată ce revoluţionarii au îndeplinit, prin reformele votate între 1857 şi 1866, misiunea istorică ce şi-au asumat-o, odată ce aşadar se inaugurează epoca comercială propriuzisă, necesitatea de a duce la capăt opera începută nu poate explicà, oricât de vădită şi imperioasă ar fi, zelul cu care revoluţionarii continuă a face politică şi râvnì la conducerea Statului. De fapt, în România constatăm că revoluţionarii pierd din ce în ce mai mult caracterul de reprezentanţi ai producţiei şi comerţului şi se separă, pe de o parte, de clasa boierească din care au răsărit, pe de altă parte de burghezia comercială căreia serveau asemenea. Cu alte cuvinte, revoluţionarii încetează cu vremea a mai guvernà în numele boierimii cointeresate la invazia capitalistă.

2. Pentru a înţelege acest fenomen, trebuie să ne dăm seama de faptul că nici una din clasele societăţii româneşti nu puteà face faţă necesităţilor istorice ale prefacerii burghezo-capitaliste. Căci dacă abstragem de clasa ţărănească neemancipată încă ideologiceşte, de trecutul feudal şi de clasa boerească, rămâne ca clasă aptă pentru guvernare, numai burghezia comercială. Dar o stăpânire a capitalului comercial nu ar fi fost cu putinţă decât în numele capitalismului. Astfel bunăcară în epoca mercantilistă când el e centrul acumulării şi concentrării capitaliste, menit să sloboadă forţele creatoare ale capitalului industrial, comercianţii au o poziţie dominantă în Stat şi influenţează în mod decisiv politica acestuia. Iar apoi, când supremaţia comercială e înlocuită de cea industrială, locul comercianţilor îl iau industriaşii. Capitalul industrial fiind forma reprezentativă a capitalismului, burghezia industrială ia conducerea burgheziei în genere, şi, prin aceasta, conducerea Statului. In România, însă, capitalul comercial nu este forma reprezentativă a nici unui capitalism: nici a celui apusean, care a ajuns dejà la stadiul industrial, nici a celui românesc, care ca fiinţă economică separată nici nu există. El reprezintă capitalismul apusean, întrucât acesta are afaceri comerciale în România, şi nu poate fi, prin urmare, considerat ca o formă de capital independentă şi naţională. Deaceea capitalul comercial român nu poate determinà evoluţia şi politica Statului decât în proporţia în care participă la forţa totală capitalistă ce împinge România spre o desvoltare burghezo-capitalistă. Necesităţilor create de el, în calitatea sa de exponent al comerţului internaţional, se datoreşte politica de promovare generală a comerţului. Evoluţia burghezo-capitalistă în totalitatea ei este însă condusă de revoluţionarii burghezi şi aceştia apar astfel, prin natura lucrurilor,

ca clasă reprezentativă a capitalismului sau, mai bine zis, a invaziei capitaliste şi, în consecinţă, de pătură dominantă în România. Ei fac politica care corespunde intereselor comerţului şi producţiei agrare, dar pe care clasele direct interesate nu o pot face ele însele pentru motivele arătate. Dar afară de aceea, ei sunt şi exponenţii unei tendinţe mai generale de europenizare care, precum am văzut, nu are nici o legătură direct cu viaţa ţării. Această misiune specială istorică, însă, legitimează şi pricinueşte în cele din urmă deslipirea lor totală de celelalte clase ale societăţii şi prefacerea lor într'o oligarhie politică. Şi cum această existenţă politică separată merge paralel cu o separare socială de burghezia comercială şi de boierime, nu interesele acestor clase pot fi acelea care determină oligarhia să continue a face politică. Indestularea economică pe care oligarhia, ca oricare pătură socială, o caută în politică, nu poate, deci, consistă decât într'un alt element: în exploatarea Statului în interesul ei particular. Cu un cuvânt, îndemnul economic subiectiv al politicii oligarhice trebuie căutat în caracterul ei politicianist (1).

Oligarhia română nu este însă o clasă în înţelesul obişnuit al cuvântului, deşi are o existenţă socială relativ independentă, întrucât această calitate ar presupune o poziţie bine definită în procesul de producţie. Ea este o grupare de politicieni profesionali cari, la adăpostul indispensabilităţii lor, se văd stăpâni absoluţi într'un Stat burghez, înzestrat cu mari bogăţii şi importante atribuţii economice. Dacă o numim, cu toate acestea, ici colo clasă, aceasta nu este decât o licenţă terminologică.

Această prefacere a revoluţionarilor burghezi în oligarhie parazitară nu explică, însă, numai motivele economice ale activităţii lor politice. Ea contribue afară de aceea şi la continuarea evoluţiei Statului spre forme burghezo-europene. Căci din punctul de vedere al oligarhiei, concentrarea de bunuri, de atribuţii şi de forţă pe care o reprezintă Statul modern burghez, nu e numai o necesitate istorică a politicii de Stat, ci şi o condiţie fundamentală pentru afaceri politicianiste. In consecinţă, evoluţia burgheză a Statului român, e determinată şi de interesul vital de care e, pentru oligarhia obişnuită să trăiască din abuzul puterii publice, păstrarea şi lărgirea bazei ei de existenţă materială. Tot astfel şi intervenţionismul de Stat, care apare chiar la începuturile României moderne, se datoreşte nu numai necesităţii de a accelerà evoluţia modernă burgheză, ci şi interesului oligarhic de a creà cât mai multe posibilităţi de acaparare, jefuire şi cointeresare. Aşà încât constatarea caracterului politicianist al oligarhiei e de decisivă importanţă pentru cercetarea istoriei desvoltării capitaliste în România. Am greşì însă dacă am bănuì

(1) Următoarea definiţie — foarte bună — a acestui termen ne dă d-l Rădulescu-Motru în prefaţa lucrării d-sale «Cultura română şi politicianismul»: «Prin politicianism înţelegem un gen de activitate politică... prin care câţiva dintre cetăţenii unui Stat tind şi uneori reuşesc să transforme instituţiunile şi serviciile publice, din mijloace pentru realizarea binelui public, cum ele ar trebuì să fie, în mijloace pentru realizarea intereselor personale». (Op. cit., pag. 3). Am face singura rezervă că într'un Stat burghez, ca în oricare Stat de clasă, instituţiile şi serviciile publice nu servesc «binele public», ci au şi ele un mai mult sau mai puţin pronunţat caracter de clasă. Totuş funcţia lor este, până la limita intereselor de clasă pe care le apără, socială şi nu se confundă cu satisfacerea intereselor personale ale câtorva politicieni.

că aceste interese parazitare, care îndeamnă oligarhia să conducă progresul burghez al organizaţiei de Stat, ar anihilà pe de altă parte înţelesul lui real. De bună seamă, în Apus Statele burgheze nu cunosc asemenea stăpâniri parazitare. Statul burghez român, însă, creat mai mult pentru interesele capitalului internaţional, decât pentru interese naţionale, nu trebuie să fie burghez decât în formele lui. In fond însă nu i se poate cere funcţii sociale ca în Apusul capitalist şi nici caracterele ce isvorăsc din aceste funcţii. Ajunge dacă Statul român reuşeşte să creeze, să menţină şi să desvolte mai departe condiţiile obiective pentru schimbul de mărfuri atât între Apus şi România, cât şi, în proporţii mai reduse, în interiorul ţării. Incolo gospodăria şi ocârmuirea de Stat sunt de ordin naţional şi caracterul şi tendinţele lor depind exclusiv de influenţa ce clasele societăţii româneşti o exercită, conform forţei şi intereselor lor, asupra puterii de Stat. Insă, lipsa unor asemenea forţe opoziţioniste de ordin capitalist, proletar sau ţărănesc trebuià să pună la adăpostul tuturor primejdiilor Statul burghez aşà cum l-a creat oligarhia, şi să favorizeze tendinţele lui absolutiste şi centralizatoare. Şi prin însuş acest fapt, el devine din Stat burghez Stat oligarhic. Nu putem vorbì deci nici chiar de evoluţia Statului român ca de o evoluţie burgheză dacă nu accentuăm că e vorba numai de evoluţia formelor exterioare.

3. Considerând aceste împrejurări, vom înţelege că teoria d-lui Zeletin asupra prefacerii oligarhiei române din politică în economică prin capitalismul bancar, oricât de greşită ar fi în genere, are totuş un sâmbure de adevăr. Căci în această prefacere, apariţia capitalului bancar, adică a primei *organizaţii* economice capitaliste, are fără îndoeală o mare importanţă prin faptul că abià ea îngădue oligarhiei să treacă dela exploatarea directă a Statului la exploatarea vieţii economice cu ajutorul acestuia. Dacă până acum Statul oferià mijloace de traiu numai prin funcţiile şi favorurile ce aveà de împărţit, dacă până acum banul se puteà «câştigà» numai prin mânuirea necinstită a averii şi puterii publice, formele de capital concentrate şi centralizate a căror desvoltare e inaugurată de capitalul bancar, dau bogate posibilităţi de căpătueli şi acaparări economice cu ajutorul puterii de Stat. Şi astfel oligarhia reuşeşte să ia din nou contact cu viaţa economică de care s'a înstrăinat în epoca revoluţionară. Căci ea nu se mărgineşte numai la căutarea şi dobândirea de sinecure şi tantieme. Desvoltarea formelor superioare de organizaţie capitalistă îi deschide posibilitatea de a-şi plasà şi valorificà capitalurile adunate în calitate de oligarhie politică, aşà încât, dacă nu chiar oligarhia, atunci cel puţin oligarhii încep a ocupà, pe lângă demnităţile lor publice, şi poziţii bine definite în procesul de producţie şi circulaţie economică şi a adăugà renumelui lor politic şi un renume de oameni de afaceri. Această *penetraţie a oligarhilor în viaţa economică* ia însă proporţii mai mari abià în epoca industrială şi, îndeosebi, în secolul XX când chiar oligarhia ca atare începe a se manifestà ca o puternică forţă economică. Foarte bine zice aşadar Dobrogeanu-Gherea, definind fiinţa oligarhiei române: «Oligarhul român, avocat sau ba, îmbogăţit în, din şi prin afacerile Statului, cumpără o moşie şi astfel devine mare proprietar rural. Intemeiază sau ia parte la întemeierea de fabrici, cumpără acţiuni la întreprinderi, menite să furni-

zeze articole anume Statului şi astfel devine *industriaş*. Ca membru în consiliile de administraţie ale unor întreprinderi de Stat sau private, devine *negustor*. Mijloceşte fundarea de bănci şi împrumuturi de Stat şi ca atare e *financiar*» (1). Şi tot atât de potrivit marele teoretician socialist adaugă: «Insfârşit, şi mai ales el este şi rămâne un stâlp al oligarhiei politice şi ca atare participant şi mare acţionar la cea mai mare şi mai vastă industrie a ţării — industria politică, industria oligarho-politicianistă» (2). Căci numai puterii politice, adică exercitării acestei industrii, oligarhia îi datoreşte tot ce a devenit ca factor economic în această ţară.

Şi d-l Zeletin pare a recunoaşte că oligarhia română nu este o burghezie adevărată când încheie partea I-a a lucrării d-sale cu cuvintele: «La fel cu absolutismul luminat, oligarhia română joacă rolul de tutore al burgheziei noastre în proces de desvoltare» (3). Ar urmà deci ca d-l Zeletin să considere oligarhia o clasă separată de celelalte clase ale societăţii. Totuş, în partea a doua (4) oligarhia este sistematic numită burghezie. Există aşadar o mare contradicţie în gândirea d-lui Zeletin. Căci atunci nu înţelegem cum se poate ca oligarhia să fie totuş burghezie dela formarea capitalului bancar încoace şi în acelaş timp şi oligarhie «luminată» cu aceeaş misiune istorică ca absolutismul luminat apusean. E evident doar că nu există decât aceste două posibilităţi: sau oligarhia este burghezie şi atunci nu mai este loc pentru un tutore care să supravegheze şi să promoveze evoluţia ei; sau ea este numai oligarhie şi în acest caz ea nu poate fi identificată cu burghezia. Dar ca oligarhia să fie şi una şi alta, aceasta este cu neputinţă. In orice caz, însă, calitatea de luminat absolutism a regimului oligarhic român ar presupune ca la baza lui să existe condiţii economice de aceeaş semnificaţie ca în epoca corespunzătoare a capitalismului apusean. Cu alte cuvinte, ar fi trebuit să existe un capital comercial combinat cu capitalul industrial şi înzestrat cu tendinţa organică spre industrializare, concentrare şi centralizare. Cum noi ne-am convins însă că nu poate fi vorba de o asemenea identitate între România feudală invadată de capitalism a epocii revoluţionare şi comerciale, şi Europa creatoare de capitalism a epocii absolutiste, identitatea de misiuni istorice între absolutismul luminat şi oligarhia română nu poate fi nici măcar bănuită. Originala analogie istorică a d-lui Zeletin e aşadar distrusă prin însăş lipsa unei analogii economice corespunzătoare.

Totuş nu se poate tăgădui o oarecare asemănare de misiuni istorice. In adevăr, şi oligarhia română patronează o evoluţie de nuanţă burghezo-capitalistă fără să fie direct interesată la ea, după cum absolutismul luminat a sprijinit şi tutelat evoluţia capitalistă ca atare. Servind această misiune oligarhia are fără îndoeală un caracter progresiv. Sub regimul revoluţionar se introduc şi se împământenesc elementele economiei capitaliste şi se crează Statul modern român. Dar nu numai atât. Oligarhia rămâne progresivă chiar încă în epoca comercială când se lucrează numai la desăvârşirea operei începute. Incepând cu epoca industrială semnificaţia

(1) Geneza oligarhiei române, Viaţa socialistă, 1920, No. 1, pag. 8.
(2) Ibid.
(3) Op. cit., III, 2—3, pag. 261.
(4) Cuprinsă în Anul III, No. 4.

istorică a oligarhiei începe să devină, însă, reacţionară şi acest fapt este deosebit de reprezentativ pentru adevărata ei fiinţă. Căci atunci ar fi urmat ca ea să piardă puterea politică şi să o cedeze burgheziei devenite, graţie caracterului ei industrial, clasă formată şi aptă pentru guvernământ sau, dacă nu, să promoveze şi să ajutore cât mai mult procesul de industrializare. Insă, cercetătorul istoric trebuie să constate dimpotrivă că existenţa şi influenţa politică a oligarhiei nu sunt deloc compromise prin apariţia capitalului industrial şi că, pe de altă parte, politica ei nu este totuş în măsură să reprezinte interesele progresului capitalist aşà cum acestea se înfăţişează din punct de vedere al capitalismului industrial. Cum oligarhia e condusă, în politica ei, de interesele ei speciale politicianiste, prefacerea revoluţionarilor burghezi în oligarhie politicianistă nu este numai de importanţă istorică trecătoare. Ea primeşte proporţiile unui eveniment istoric decisiv prin faptul că astfel se introduce în organismul social român o clasă parazitară cu tendinţa expresă de a cucerì şi a exploatà, în orice împrejurări, puterea publică în folosul ei. Dacă deci oligarhia e silită de necesităţile politice expuse mai sus să îmbrăţişeze o politică protecţionistă, problema continuării evoluţiei capitaliste ce se pune prin această nouă politică e în funcţie nu numai de tendinţele inerente structurii economice a societăţii, ci şi de interesele economice şi politice ale clasei stăpânitoare şi ale Statului condus de ea.

4. Dacă cercetăm desvoltarea industrială a României din acest punct de vedere, e clar că capitalul industrial puteà să aibă cu toată originea lui anormală perspective de prosperare chiar numai prin faptul existenţei sale. Dar condiţia primordială a desvoltării capitalului industrial ar fi fost, odată ce industria nu lucrà pentru export, ci pentru consumul intern, lichidarea feudalismului agrar, pentruca prin emanciparea iobagilor să se realizeze sistemul de clase capitalist în agricultură şi să se creeze o puternică clasă de ţărani independenţi şi implicit un proletariat agricol şi industrial. In cazul acesta ar fi existat un debuşeu, ar fi existat muncitori, ar fi existat libertatea necesară capitalismului. Dar neoiobăgia, acest fenomen fundamental al societăţii româneşti, supravieţueşte, totuş, multă vreme formarea capitalului industrial. Dăinuirea aceasta a regimului neoiobag se explică, după cum am arătat la locul său, pe deoparte, fără îndoeală, din originea anormală şi slăbiciunea cantitativă a capitalului industrial român. Pe de altă parte, însă, capitalul industrial, odată constituit, trebuià să-şi urmeze legile inerente indiferent de originea lui, iar tendinţa ce rezultă din aceste legi trebuià să se manifeste oricât de slabă ar fi fost. Aşà încât, oligarhia ar fi fost chemată să reprezinte politiceşte această tendinţă, inaugurând concomitent cu apariţia capitalului industrial, o politică făţiş burgheză în chestia agrară pentru a chemà la viaţă forţele capitaliste latente în agricultură şi a ridicà nivelul consumului intern. Cum însă oligarhia nu a procedat în sensul intereselor industriale, ci a rămas la vechea ei politică de menţinere a neoiobăgiei, e nu numai evident că ea nu este expresia politică a capitalismului industrial, ci şi că, întrucât totuş ea l-a creat din nimic, anume interese au trebuit să-i dicteze această ciudată atitudine. Nu este greu a descoperì care sunt aceste interese. Mai întâiu, liberarea neoiobagilor ar fi avut drept urmare

necesitatea socială a democraţiei politice prin necesitatea emancipării lor politice, exprimate în acordarea de drepturi cetăţeneşti integrale, apoi formarea unei burghezii capitaliste adevărate ar fi fost identică cu crearea unui serios concurent la conducerea Statului. Oligarhia, bazată tocmai pe «industria politică», pe posesiunea şi exploatarea puterii de Stat, ar fi fost deci ameninţată în însăş existenţa ei prin lichidarea feudalismului. Deaceea nu este de mirare dacă oligarhia refuză să-şi sape singură groapa, desfiinţând neoiobăgia şi lăsând drum liber desvoltării capitaliste. Strâmtorată între politica de proteguire şi încurajare a industriei, impusă de necesităţile politicii de Stat, şi politica de menţinerea neoiobăgiei, dictată de interesele ei de clasă, ea se decide, în mod fatal, pentru predominarea celei din urmă şi permanentizează astfel anemia industrială, care numai în începuturile capitalismului este explicabilă din originea artificială a capitalului industrial român.

Oligarhia manifestă însă caracterul ei reacţionar, pe care îl primeşte graţie intereselor ei politicianiste, în epoca industrială nu numai în mod negativ, menţinând şi scutind regimul neoiobag, ci şi în mod pozitiv. Odată cu desvoltarea industrială începe un proces, unic poate în istorie, al penetraţiei oligarhice în economia naţională. Aplicând metodele ei politicianiste în domeniul economic şi trecând astfel la exploatarea economiei naţionale cu ajutorul puterii de Stat, oligarhia nu se mulţumeşte cu plasarea de membri în diferitele consilii de administraţie. Dealtfel, aceasta nici nu ar fi constituit un politicianism în sensul economic al noţiunii. Ea investeşte, ba impune şi capitalurile ei acumulate, vorba lui Dobrogeanu-Gherea, «în, din şi prin politică», în întreprinderi capitaliste de tot felul, dar mai ales în cele industriale, şi se foloseşte apoi de puterea de Stat pentru a le favoriză sistematic în paguba întreprinderilor la care nu este încă cointeresată. Politica de Stat, îndeosebi însă protecţionismul, se preface în mâna ei dintr'un mijloc pentru promovarea desvoltării industriale şi capitaliste în genere, într'un mijloc pentru satisfacerea intereselor speciale oligarhice. Şi întrucât oligarhia se serveşte şi în lupta de concurenţă de acelaş Stat care îi oblădueşte toate rosturile, penetraţia ei în economie anihilează în bună parte chiar şi puţinele efecte pozitive ce le-a putut aveà sistemul protecţionist şi contribue, în consecinţă, la permanentizarea anemiei industriale a României. Astfel nu numai poziţia excepţională politică a oligarhiei, ci şi separatismul ei economic, rezultat din dorinţa de valorificare a penetraţiei economice, apare ca un factor reacţionar în istoria României mai ales dela 1886 încoace. Ba, separatismul economic primeşte chiar o foarte mare importanţă în momentul în care nu numai oligarhii singulari, ci oligarhia ca atare începe a reprezentà interese economice speciale, în momentul în care, cu alte cuvinte, oligarhia a concentrat întreprinderile înfiinţate sau acaparate de ea în jurul unor instituţii bancare, fundate anume pentru acest scop. Căci de acum înainte, oligarhia, bazată până atunci exclusiv pe posesiunea puterii de Stat, dispune abià, ca categorie socială, de o bază economică unitară, şi, prin aceasta de directive definitive pentru atitudinea ei politică.

5. Acest fenomen trebuie să ne apară, netăgăduit, uimitor dacă avem în vedere

că prin pătrunderea ei în sfera economiei capitaliste, oligarhia ar fi trebuit să-şi schimbe firea şi să devină burghezie. Tâlcul lui ni se învederează, însă, imediat dacă considerăm că parazitarismul politicianist al oligarhiei trebuià să se manifeste, în mod fatal, şi în materie economică. Aceşti oameni obişnuiţi a câştigà fără muncă şi mai ales fără învestiri riscante de capitaluri, urmează numai legilor fireşti ale mentalităţii lor dacă introduc şi în domeniul economic metodele de afaceri cu care s'au deprins exploatând puterea de Stat. Industria de pildă, trebuie să le aducă venituri nu atât prin ea însăş, cât mai ales prin situaţia privilegiată ce i se poate creà cu ajutorul Statului. Şi e de bună seamă decisiv pentru această atitudine a oligarhiei modul politicianist în care ea a ajuns industriaşă. Deaceea industria neoligarhică rămâne în inferioritate faţă de cea oligarhică şi nu se poate desvoltà. Aceasta iarăş, posedând monopoluri şi privilegii uşor cucerite, nu are motive să propăşească şi să se intensifice, fiindcă rentabilitatea ei nu depinde de punerea în valoare a capitalului, ci de binevoitorul scut al Statului oligarhic. La toate acestea se adaugă, însfârşit, lipsa unui credit industrial care, pe lângă că e un alt indiciu al mizeriei noastre industriale, favorizează aplicarea metodelor politicianiste în industrie. In asemenea împrejurări, penetraţia oligarhică, departe de a preface oligarhia în burghezie, crează dimpotrivă un *adânc antagonism de interese burghezo-oligarhic.* Căci pe când interesele burgheziei reclamă o desvoltare a capitalismului, liberă de orice parţialitate, oligarhia îl poate admite numai sub tutela ei, dacă nu vrea să scape din mână cheia situaţiei economice şi politice a României. Dar asupra acestei probleme vom reveni încă pe larg şi din toate punctele de vedere.

Oligarhia nu se mărgineşte însă la crearea unei situaţii privilegiate în folosul ei şi în paguba intereselor generale ale ţării totodată. Căci după cum ea trebuie să vegheze cu băgare de seamă ca sforţările de emancipare ale economiei naţionale să nu ameninţe cumva stăpânirea ei, tot aşà ea trebuie să aibă grijă ca această emancipare să nu fie mijlocită de peste frontieră. Dată fiind sărăcia de capital a României şi dependenţa ei de capitalismul internaţional, este de aşteptat ca aceasta să desăvârşească, la timpul său, invazia sa comercială prin o invazie de capital industrial şi să revoluţioneze astfel din nou structura economică a societăţii româneşti. Oligarhia are deci, în străduinţele ei, de a se menţine la putere, şi sarcina de a oprì şi expansiunea periculoasă a capitalului străin care trebuià să aibă drept urmare ceeace desfăşurarea tuturor mijloacelor de opresiune politică şi neîndreptăţire economică a putut împiedecà încă în interiorul ţării: liberarea neoiobagilor şi desvoltarea industriei. Aceasta cu aceeaş necesitate cu care odinioară invazia capitalului comercial a adus cu sine trecerea la gospodăria bănească şi la celelalte forme ale economiei capitaliste primitive. Iată aşadar explicaţia politicii economice naţionaliste a oligarhiei, exprimată în faimoasa formulă «Prin noi înşine». Această formulă prezentată opiniei publice ca prin excelenţă patriotică, nu este decât paravanul după care oligarhia ascunde tendinţele ei de dominaţie politică şi economică. Şi e cu deosebire interesant a constată că acest naţionalism economic se manifestă cu putere abià în secolul XX când bogăţiile petrolifere ale României încep a atrage capitalul internaţional. Constatarea acestui caracter reacţionar al oligarhiei

în epoca industrială ajută totodată înţelegerea deplină a intervenţionismului român care pe lângă toate mai este şi un mijloc de afaceri politicianiste şi de sugrumare a progresului capitalist (1).

---

(1) Trebuie să accentuăm în genere că maestrul socialismului român a fost primul sociolog, care a văzut în mod clar fiinţa deosebită şi tendinţele reacţionare şi parazitare ale oligarhiei române. Vezi op. cit., pag. 333. Vezi şi introducerea la micile studii despre «Urmările regimului oligarhic» din «Viaţa socialistă», Anul I, No. 2. Deci mustrările ce d-l Zeletin (op. cit. III, 4, pag. 408, nota 3 şi III, 2—3, pag. 262, nota 1) le face, pe tema intervenţionismului, dela înălţimea sa de sociolog omului care a fost bătrânul Gherea sunt pe cât de neîntemeiate pe atât de nedrepte. Căci, în adevăr, nu-i puteà trece lui Dobrogeanu-Gherea prin aceeaş minte care a văzut atât de clar adevăratele rosturi ale oligarhiei, şi ideea perversă că intervenţionismul oligarhic ar puteà fi identic cu intervenţionismul mercantilist din epoca de formare a capitalismului apusean.

RECENZII

G. BOGDAN-DUICĂ: *Viaţa şi ideile lui Simion Bărnuţiu*. Bucureşti, Academia Română şi Cultura Naţională, 1924.

Studiul d-lui Bogdan-Duică este o expunere critică nu numai a vieţii şi ideilor lui Simion Bărnuţiu, ci şi a mediului ardelenesc în care s'a manifestat o astfel de personalitate. Autorul încearcă, în adevăr, să explice activitatea lui Bărnuţiu în lumina oamenilor, împrejurărilor şi concepţiilor care au contribuit la producerea ei.

Ni se descrie cu o bogăţie de amănunte situaţia Românilor din Ardeal, cu centrele lor culturale, cu nevoile şi persecuţiile îndurate sub un regim medieval de guvernare. Interesant şi viu se desprinde atmosfera Blajului înainte de 1848 sub influenţa de maghiarizare a episcopului Lemenyi, în curtea căruia «nu se mai auzeà altă limbă decât cea ungurească» (p. 47). La aceasta se adaogă proiectul din 1842, care prevedeà că în zece ani să se scoată din biserică şi şcoală limba latinească, înlocuindu-se cu cea ungurească (p. 53, Cf. p. 57). In faţa acestor încercări de exterminare, atitudinea lui Bărnuţiu este cunoscută. El rupe relaţiile cu episcopul şi renunţă la profesorat. Anul 1848 îl găseşte pregătit cu studii juridice, informat în lumea ideilor apusene, şi mai ales stăpân pe situaţia de fapt creată de mişcarea Ungurilor.

Urmărind evoluţia lui Bărnuţiu dela Blaj la Sibiu până în preajma revoluţiei, d-l Bogdan Duică ajunge la concluzia «că Sibiul a făcut pe 3/15 Mai», mai ales că forţele româneşti se concentrau în acel oraş, unde se întâlneau şi fraţii din «ţară», ca G. Sion, A. Russo, C. Negri şi alţii (p. 87). In Adunarea dela Blaj Bărnuţiu, apare ca cel mai aprig apărător al românimii. De reţinut este faptul relevat cu privire la deosebirea între programul politic al naţiunii române-transilvane, citit de A. Tr. Laurian, şi discursul lui Bărnuţiu, care cuprinde mai puţine pretenţii. De unde urmează că pe lângă Bărnuţiu au colaborat şi alţi conducători la alcătuirea lui (pg. 91—92).

Cu toată loialitatea sa faţă de Impărat şi cu toate jertfele soldaţilor români pentru salvarea monarhiei, atât Bărnuţiu cât şi poporul sufereau o mare dezamăgire după potolirea revoluţiei cu ajutorul Ruşilor. Nici una din cererile formulate nu erau îndeplinite. Misiunea politică erà terminată. Bărnuţiu se dedică acum ştiinţei, studiind din nou şi mai temeinic Dreptul la Universitatea din Pavia, unde îşi trece doctoratul. Preocuparea sa principală erà să desvolte un drept român ca o consecinţă a unor idei *romane*. Lucrarea sa despre *Dreptulu publicu alu Românilor*, scrisă la Iaşi, făceà pe Maiorescu să se ridice nu numai în contra caracterului neştiinţific al doctrinei, ci şi în contra concluziilor practice pe care Bărnuţiu se încercă să le tragă pentru împrejurările din Principate. Interesant este faptul că în această operă Bărnuţiu a susţinut exproprierea (p. 96).

Isvoarele principale dela care se adăpă Bărnuţiu în concepţia sa despre Drept se găseau cu deosebire la doi autori germani, metafizicianul Krug şi juristul-economist von Rottek. D-l Bogdan-Duică arată până în amănunte ce a luat, ce a prelucrat şi ce a tradus Bărnuţiu din aceşti autori. E de părere, totuş, că Bărnuţiu necunoscând bine la început limba germană, i-a studiat prin «ocolul unguresc» (p. 149), şi ajunge la concluzia că «toată ştiinţa dreptului propusă la Universitatea din Iaşi se reduce la traducerea, prescurtarea şi — rareori — modificarea unui curs de drept de *Dr. Carl von Rotteck*» (p. 161 şi p. 171).

Lucrarea d-lui Bogdan-Duică este indispensabilă pentru cine voeşte să cunoască de aproape epoca de redeşteptare naţională în Ardeal, cuprinzând un material bogat, în majoritate inedit, asupra celei mai însemnate figuri de luptător al anului 1848. Prin «evidenţierea *conţinutului total de idei* ascuns în fondul evenimentelor» (p. 4), personalitatea lui Bărnuţiu apare în cadrul întregului complex de condiţii şi concepţii în care s'a desvoltat şi afirmat. Acest punct de vedere este fecund şi devine un principiu de cercetare, cu deosebire necesar pentru interpretarea şi adâncirea unei personalităţi. *Nicolae Petrescu*

Dr. P. ANDREI: *Die soziologische Auffassung der Erkenntnis*, Otto Harrassowitz, Leipzig 1923, 32 pag.

Contribuţii ştiinţifice, scrise de autori români în limbi străine, trebuie primite totdeauna cu simpatie. Critica străină, dacă nu e de regulă mai pretenţioasă decât a noastră, are totuş o imparţialitate, pe care am dori-o din inimă şi celor ce fac cenzura culturii noastre. Deaceea, singur faptul că un autor român nu şovăeşte a înfruntă această critică, ci dimpotrivă o caută, denotă încredere în ştiinţa sa.

In deosebi, problema sociologică a conştiinţei pare a fi atras pe gânditorii noştri. După lucrarea d-lui D. Drăghicescu, apărută în limba franceză în 1907 (Le problème de la conscience) şi contribuţia d-lui M. Ralea, din întâiul număr al «Revistei de Filosofie», vine acum eruditul studiu al d-lui P. Andrei în limba germană. Despre acest studiu *Arhiva* a vorbit pe scurt în numărul din urmă; el merită totuş o revenire mai amănunţită.

D-l P. Andrei arată dela început că literatura problemei e încă săracă; gânditorii au cercetat până acum cunoaşterea ca un proces ideal, individual, nu ca ceeace ea este: un produs social-istoric.

Autorul are perfectă dreptate de a relevà acest fapt, căci el alcătueşte una din ciudăţeniile veacului trecut. In adevăr, gloria, şi totodată caracteristica ştiinţifică a veacului XIX, este istorismul evoluţionist: deosebitele categorii de fapte, atât din ţinutul naturii cât şi din acel al spiritului, sunt cercetate în acest timp ca tot atâtea rezultate ale unei desvoltări treptate. Dar în vreme ce toate fenomenele sunt privite din noul punct de vedere evoluţionist, singură cunoaşterea şi-a însuşit rolul de excepţie: ea păreà a se fi născut deodată gata, cristalizată în anumite forme necesare şi universale.

Această anomalie, care pune teoria cunoaşterii dealungul veacului XIX în directă contrazicere cu spiritul ştiinţific al acestui veac, se lămureşte prin influenţa copleşitoare a gândirii Kantiene. Căci gândirea lui Kant fiind cea mai desăvârşită expresie a ideologiei «luminării» din veacul XVIII, predominarea ei trebuià să facă cu neputinţă cercetarea cunoaşterii sub orizontul istoric-sociologic. De acum, lărgirea spiritului sociologic va schimbà soarta acestei probleme: o concepţie istorică-sociologică a cunoaşterii devine necesară, ceeace ne duce în mod firesc peste Kant, şi ne pune în armonie cu metodele ştiinţifice ale vremii noastre.

In ceeace priveşte autorul nostru, trebuie să recunoaştem că stăpâneşte literatura problemei în mod magistral: nimic din ceeace s'a scris în chestiune, sau atingător de ea, nu a fost nesocotit. Cinstea de a fi pus problema sociologică a cunoaşterii este atribuită cu bun temeiu lui Herbert Spencer. Comte, prin a sa lege cunoscută a celor trei stadii, ne înfăţişează cunoaşterea ca un proces treptat de emancipare a individului de sub influenţa mediului social. Meritul însă, de a fi întemeiat cu adevărat o sociologie a cunoaşterii, îl are Durkheim şi şcoala sa: asupra acesteia se opreşte autorul pe larg.

Sociologia cunoaşterii se poate întemeià pe două căi: a) *pe cercetarea genetică a procesului cunoaşterii*, şi b) *pe cercetarea noţiunii adevărului*.

La rândul ei, geneza cunoaşterii poate fi urmărită atât pe cale etnografică, cât şi dealungul procesului de desvoltare a vieţii sufleteşti.

Cercetarea etnografică dovedeşte, mai întâiu, că omul primitiv nu gândeşte independent: el dispare în societate, şi gândirea sa urmează o direcţie socială. Apoi, nu există la primitivi un tip logic de gândire, ci atâtea tipuri logice, câte tipuri sociale. Se înţelege dar că nu poate fi vorba aici de principii logice statornice: acestea variază dela un tip la altul, şi se deosebesc şi de principiile logice ale gândirii noastre. Autorul urmăreşte de aproape acest punct de vedere, întemeindu-se în deosebi pe lucrările lui Lévy-Bruhl şi E. Durkheim.

Pe de altă parte, urmărirea evoluţiei spiritului omenesc dovedeşte că spiritul individual este un adevărat rezumat al istoriei rassei. Indivizii apar şi dispar; o desvoltare continuă prezintă numai omenirea ca întreg. Deaceea ei — indivizii — sufăr influenţa societăţii, primesc ideile, invenţiile şi limba ei. Astfel personalitatea umană se prezintă ca un produs social.

Autorul priveşte acest punct de vedere — al genezei istorico-sociale a cunoaşterii — cu o pronunţată simpatie. Reflexiile sale, în această privinţă, au în esenţă următorul cuprins. La început individul dispare în societate, şi stă sub influenţa, am puteà chiar zice sub forţa acesteia. De aceea atunci individul cugetă, simte şi voeşte întocmai ca semenii săi. Dar potrivit cu înaintarea desvoltării sociale, începe şi procesul de diviziune a muncii, şi cu aceasta procesul de diferenţiere a indivizilor după aptitudinile fiecăruia. Diferenţierea aduce însă deslipirea individului de massa semenilor săi: el priveşte instituţiile sociale în mod critic, capătă independenţă, şi devine în toată puterea cuvântului ceeace se numeşte individualitate.

La venirea sa pe lume, individul aduce numai unele *potenţe sufleteşti*, ca dispoziţiile spre analiză, comparaţie şi abstracţie. Dar pentru ca asemenea potenţe să devină realitate, trebuie ca ele să se exercite asupra unei materii, şi această materie o dă individului societatea.

Noţiunile alcătuite astfel sunt transmise urmaşilor, supravieţuiesc deci individul, şi capătă generalitate.

Pe scurt: cercetarea genetică arată că cunoaşterea are la început un caracter social şi apoi, potrivit cu procesul de diferenţiere a indivizilor, ea devine individuală.

Cercetarea sociologică a noţiunii adevărului nu se bucură din partea autorului de aceeaş aprobare. Din acest punct de vedere, adevăr apare ceeace e recunoscut de societate, eroare ceeace e respins de majoritatea oamenilor, păstrând numai caracterul unei păreri individuale. Societatea e aceea care selecţionează adevărurile de erori, în vreme ce ea primeşte pe cele dintâi, şi dezaprobă pe cele din urmă. Adevărul este acordul gândirii individuale cu societatea. Deaceea nu sunt adevăruri veşnice: adevărul se schimbă odată cu evoluţia socială.

Acestei concepţii îi impută autorul nostru, că recunoaşte contribuţia individului la procesul cunoaşterii. Citâm textual concluzia sa:

«Ceeace nesocoteşte teoria sociologică a cunoaşterii, e tocmai faptul că individul, de îndată ce devine o personalitate sufletească, joacă un rol propriu pentru viaţa socială. Individul nu este numai un produs social, ci el devine şi un factor producător. Cunoaşterea apare deci ca un rezultat la conlucrării acestor doi factori: *societatea*, care oferă materia, şi *individul*, care posedă numai *potenţe aperceptive*, prin care această materie este prelucrată».

Studiul d-lui P. Andrei este excesiv de concentrat, şi impune cetitorului pe alocurea o încordată luare aminte. Erà de sigur o sarcină destul de ingrată, de a întreprinde pe 32 pagini cercetarea unei literaturi, care poate trece ca săracă numai în comparaţie cu aceea a altor probleme filozofice, desbătute de secole, dar privită în sine e destul de bogată. Dar să nu uităm că cetitorii, în a căror limbă e scris acest studiu, sunt obişnuiţi a învinge asemenea greutăţi formale, care pentru ei sunt mai curând o calitate. Seriozitatea şi temeinicia studiului apar cu evidenţă din expunerea noastră. Calea e rodnică, rezultatele făgăduitoare: dorim autorului să meargă cu stăruinţă înainte. Căci ar fi puţin să spunem că teoria sociologică a cunoaşterii are un viitor: de fapt, viitorul e numai al ei. Cercetarea cunoaşterii trebuie în sfârşit îndrumată, întocmai ca aceea a oricăror alte fenomene, pe baze istorice evolutive, spre a alungà definitiv ideologia sec. XVIII şi din acest ţinut. Numai în acestă direcţie se deschide perspectiva unui progres real, dela Kant încoace, pentru teoria cunoaşterii.

Şt. Zeletin

CONSTANTIN D. BUŞILĂ: *«La politique de l'Énergie en Roumanie»*. Communication présentée à la première Conférence mondiale de l'Énergie. Londres 1924. Buc. Iunie 1924. Cultura Naţională.

Autorul nu este la prima sa lucrare. In special în domeniul izvoarelor de energie, d-sa a adus până acum serioase contribuţii la jalonarea problemei. Şi lucrările d-lui Buşilă sunt totdeauna precise şi documentate, putând servì de bază serioasă oricărui studiu de ansamblu, oricărei legiferări în domeniul respectiv.

Autorul a studiat în amănunt problema energiei la noi, a publicat numeroase lucrări în această direcţie iar rapoartele d-sale la congresele de specialitate pot servì de model tuturor lucrărilor similare.

Şi de astădată, contribuţia d-lui Buşilă la rezolvirea importantei probleme pe care o discută, iese cu totul din cadrul acelor lucrări superficiale care se publică aşà de des la noi, având doar rostul să mărească lista de pe ultima pagină a broşurii, acolo unde se înşiră «operele» — aceluiaş autor.

Sunt multe acestea. Cu atât mai importantă şi mai de folos este o lucrare serioasă şi documentată ca aceea de care ne ocupăm.

Fără surse de energie, întreaga economie naţională nu înseamnă nimic. Fără ele punerea în valoare a bogăţiilor naturale — în ţara de origină — este absolut imposibilă şi nu rare sunt cazurile când ţări sărace în materii prime au ajuns la o desvoltare economică cu totul superioară altora mult mai bogate, numai graţie abundenţei şi mai ales utilizării raţionale a izvoarelor de energie.

Intr'un timp când costul transportului combustibilului nu joacă mare rol, lipsa lui mai poate fi compensată cu ieftinătatea materiilor prime. Dar aşà cum este situaţia azi, când transportul la distanţă majorează aşà de considerabil costul combustibilului, problema nu mai poate fi rezolvită pe cale normală. Azi problema principală ce se pune pentru fiecare ţară producătoare este aceea a găsirii şi utilizării raţionale la maxim a surselor de energie în cadrul graniţelor, aşà

ca chestiunea grea a importului să fie cât mai redusă posibil.

România, înainte de răsboiu posedà surse de energie destul de bogate, pentru satisfacerea întregilor sale nevoi. Aşà cum erà pe atunci pusă problema producţiei la noi şi mai ales situaţia prosperă a finanţelor ţării, făceà să se neglijeze aproape complet stabilirea unei precise politici a energiei, în sensul cum trebueşte înţeleasă astăzi chestiunea.

Pe atunci, de o economisire prin utilizarea raţională a combustibilului aflat la dispoziţie, nu prea erà vorba. Se consumà din plin, fără grija unei epuizări apropiate, fără grija ordonării unei valorificări raţionale a disponibilului.

Şi dacă azi România dispune — în special în anumite ramuri — de bogăţii şi mai mari de energie, apoi aceasta, date fiind consideraţiile de politica economică generală şi specială, nu înseamnă că trebuie să urmăm tot pe calea pe care am bătut-o înainte de răsboiu. Azi trebueşte tradusă în fapt coordonarea consumului, utilizarea raţională şi crearea posibilităţilor pentru viitor — cu un cuvânt stabilirea şi aplicarea de fapt a unei politici reale a întregii energii. Şi în această privinţă lucrarea d-lui Buşilă aduce contribuţii cum nu se poate mai preţioase.

Nu se poate imaginà un program raţional de îndrumare a producţiei, de organizare a economiei, fără a dirijà mai întâiu pe calea adevărată punerea în valoare a surselor inepuizabile de energie, cum sunt căderile de apă, aşà ca să se poată scoate din ele acel maxim necesar producţiei şi consumului general, şi fără a organizà — în al doilea rând — cea mai raţională utilizare a surselor de energie epuizabile, cum sunt combustibilele calorice, avându-se în vedere rezerva ce trebueşte făcută pentru viitorul economic al ţării.

In consecinţă, o politică românească a surselor de energie, trebuie să aibă la bază, următoarele principii fundamentale:

a) Satisfacerea tuturor necesităţilor de energie a vieţii economice naţionale.

b) Utilizarea, în cele mai bune condiţii, a surselor de energie, aşà ca să se poată scoate un cât mai mare avantaj pentru economia naţională.

c) Economia surselor de energie epuizabilă, pentru formarea rezervei economice de viitor.

Toate aceste trei puncte sunt pe larg discutate şi documentate în lucrarea d-lui Buşilă. Ne vom oprì un moment la soluţia indicată de d-sa asupra celei mai raţionale utilizări a surselor epuizabile de energie. E vorba de combustibilele solide (huilă, antracit, turbă şi lignit), lichide (petrolul) şi gazoase (gazul dela sondele petrolifere şi gazul metan).

Zăcămintele de cărbuni sunt exploatate şi consumate direct ca combustibil. Dar progresele chimiei industriale au marcat bazele unei întregi industrii care utilizează produse de cea mai mare valoare extrase din cărbuni. Desvoltarea acestei industrii la noi în ţară ar fi de o utilitate remarcabilă, iar întrebuintarea cu folos a produselor intermediare, complet asigurată. Numai după extragerea tuturor acestora, rezidiul ar aveà întrebuinţarea dată azi cărbunilor.

Sistemul acesta este aplicat în petrol. Se întrebuinţează ca sursă directă de energie aproape numai rezidiul rămas după ce au fost extrase toate produsele superioare.

In special în ceeace priveşte cărbunii, chestiunea aceasta merită o atenţie deosebită. Se pierd astăzi prin felul rudimentar al întrebuinţării, valori imense, valori ce ar contribuì cum nu se poate mai eficace la desvoltarea economiei noastre naţionale. Din nenorocire, în afară de unele timide încercări, până acum nu s'a făcut practic aproape nimic în acest domeniu la noi, deşi am aveà destule exemple din străinătate de imitat. Natural, nu vorbim aici de aplicaţiile curente (uzinele de gaz, etc.). Principalul este extragerea de produse chimice superioare şi utile, ceeace nici nu am încercat serios până acum.

In această privinţă credem chiar că un impuls din partea organelor de Stat competente ar aveà efecte reale, cu atât mai mult cu cât nu ne lipsesc mijloacele pentru punerea unei baze în domeniul practic.

Dacă în petrol, cum am mai spus, nu se face risipă ca la cărbuni, totuş chimia industrială a reuşit să ducă şi mai departe diferenţierea de produse. Şi folosul de pe urma acestor aplicaţii va creşte neîncetat. Este drept că rezidiul pentru combustiune va diminuà. Dar aceasta nu ne poate îngrijì, cu atât mai mult cu cât avem la dispoziţie izvoarele inepuizabile de energie — căderile de apă — asupra cărora trebuie să ne îndreptăm toată atenţia. Valoarea produselor superioare ce se pot extrage prin distilare sau prin alte procedee din toate combustibilele noastre calorice este mult mai mare decât echivalentul în combustibil con-

sumat azi şi care se pierde prin industrializare. Şi doar scopul unei economii bine organizate nu poate fi altul decât valorificarea la maxim a tuturor bogăţiilor, a tuturor surselor, deci şi a acestor combustibile. Să ne gândim numai la pierderile enorme inerent legate de întrebuinţarea cărbunilor şi a gazului metan în cazanele şi maşinele cu aburi şi vom ajunge uşor la convingerea că felul cum consumăm azi aceste produse nu este altceva decât o adevărată risipă în bogăţia ţării.

Şi apoi, cât se pierde cu transportul cărbunilor la distanţă, cât se pierde cu manipularea unor cantităţi aşà respectabile cum sunt acelea consumate de centralele de forţă motrice unde sunt consumate sub formă de combustibil brut.

Cel puţin dacă aceste cheltueli şi pierderi inutile ar puteà fi evitate. Lucrul este posibil, dar pentru aceasta este nevoe în primul rând de stabilirea pe cale legală a unei politici precise a combustibilului, a energiei, ceeace până acum la noi nu s'a făcut.

Uzine mari termo-electrice în care să se consume chiar la sursa de extracţie combustibilele cu valoare calorică redusă şi transportul pe cale electrică, a energiei produse, ar realiză economii reale, de care azi, în starea în care ne aflăm, nici nu ne putem da seama.

Către această din urmă soluţie trebuie să ne îndreptăm deocamdată sforţările, în special în privinţa combustibilului solid. Intre timp se poate începe activitatea pe calea chimică-industrială, de care am amintit mai sus.

Pentru asigurarea viitorului economic al ţării, autorul întrevede o soluţie — aceea care singură poate duce la rezultatul dorit: Utilizarea la maxim a surselor de energie inepuizabile — căderile de apă — intrebuinţându-le după sistemul cel mai raţional, consumul celor epuizabile făcându-se numai în cazuri speciale şi pe baza următoarelor două consideraţii:

a) Cea mai bună utilizare a acestor energii;

b) Proporţia extragerii combustibilului epuizabil numai la limita completării necesităţilor rămase neacoperite, energia electrică produsă de căderile de apă (am adăugà noi);

c) Industrializarea combustibilului caloric după ultimele sisteme indicate de chimia industrială.

Intr'un întreg capitol din lucrarea sa, d-l Buşilă se ocupă de *organizarea sistematică a energiilor*. Coordonarea utilizării surselor, utilizarea apelor şi a diverşilor combustibili în cadrul unei politici a surselor de energie, ordinea de utilizare a acestora pe baza celei mai raţionale utilizări, gruparea surselor, transportul şi distribuirea energiilor, electrificarea ţării şi programul general de executat.

Multe din consideraţiile expuse în acest capitol, d-sa le-a mai expus şi în lucrarea românească ce a dat publicităţii acum un an şi jumătate asupra aceleeaş chestiuni, lucrare ce a fost recenzată în această revistă, aşà că nu mai revenim asupra lor.

In partea a doua a lucrării sale, autorul se ocupă de legislaţia privitoare la politica energie, în ţara noastră. Principiile în legătură cu această chestiune, puse în Constituţie (declararea apelor drept bun public şi naţionalizarea subsolului), precum şi legile speciale de precizare şi traducere în fapt a acestora (legea apelor, a minelor, a energiei şi a comercializării întreprinderilor Statului cu caracter economic) sunt discutate pe larg, autorul făcând pentru fiecare în parte comparaţie între regimul trecut şi acela a cărei înfăptuire a început acum.

Fără îndoeală, pentru scopul ce ţinteşte lucrarea de care ne ocupăm, rezumarea şi precizarea punctelor esenţiale din fiecare din aceste legiuiri, este foarte îndreptăţită. Erà vorba doar a se pune la îndemâna specialiştilor adunaţi din toată lumea la Congresul dela Londra, a datelor şi faptelor precise în chestiunea discutată pentru România. Şi în această direcţie, aşà cum este alcătuită expunerea, avem convingerea că d-l Buşilă a reuşit să lămurească cum nu se poate mai bine chestiunea. D-sa şi-a îndeplinit sarcina — ce singur şi-a luat — şi folosul real de pe urma străduinţelor sale — credem — este mult mai evident decât al tuturor articolelor de propagandă plătite şi publicate în paginile de reclamă ale marilor cotidiane apusene. Căci pentru cetitorul specialist şi neinteresat, o lucrare ca aceea de care ne ocupăm, are o valoare infinit mai mare decât «Notele» tuturor acelor «gazetari» aduşi la faţa locului — la noi — şi purtaţi pe cheltuiala Statului câteva zile să ne vadă bogăţiile naturale.

Altă socoteală este dacă în fapt, aplicarea dispoziţiilor de amănunt ale tuturor acestor legi poate fi discutată. Erà înainte de toate necesară o precizare a nevoilor noastre de a legiferà în importanta chestiune a energiei şi mai ales de a luà oarecare măsuri pentru clarificarea unei situaţii încurcate, de pe urma căreia întreaga noastră economie naţională a avut atât de mult de suferit.

Mai erà nevoie ca întreagă această chestiune să fie clar şi serios expusă acolo unde discuţia aveà un caracter cu totul altul decât acela de polemică interesată. Şi în această privinţă dealtfel, ca şi în cea anterioară, autorul —credem — a reuşit pe deplin.

Pentru noi, argumentarea d-lui Buşilă nu este ceva nou. La noi chestiunea este deplin cunoscută — evident pentru lumea de bună credinţă — aşà că nu mai insistăm aici în amănunt asupra fiecărui punct.

Un singur lucru. Organele noastre oficiale, acelea ce vor aveà în sarcina lor traducerea în fapt a legilor relative la problema energiei, nu ar pierde nimic studiind serios chestiunile atinse şi jalonate de d-l Buşilă. Ar puteà găsì în această lucrare puncte prea importante precizate, care, le-ar puteà ajutà cum nu se poate mai eficace la îndeplinirea importantei şi grelei lor meniri.

Alexandru Topliceanu

Dr. P. CAZACU: *Moldova dintre Prut şi Nistru* (Iaşi, Viaţa Românească, 1924).

Autorul ne dă o expunere temeinică şi obiectivă a condiţiilor din Basarabia sub regimul ţarist şi sub revoluţie, precum şi a împrejurărilor în care a avut loc pactul unirii. In primele două capitole ni se arată clar situaţia Imperiului rus în preajma răsboiului şi revoluţiei, cu clasele sociale, partidele politice şi popoarele subjugate în fermentaţie. Structura artificială a societăţii, «utopismul şi maximalismul intelectualităţii ruseşti», slăbiciunea crescândă a autorităţii în timpul răsboiului, oboseala fizică şi morală a armatei, toate acestea au contribuit la descompunerea Statului ţarist.

La începutul stăpânirii ruseşti Basarabia s'a bucurat de o oarecare autonomie, având un guvernator efectiv moldovean şi bucurându-se de legile şi obiceiurile locale. Ceva mai mult, regimul servagiului nu erà introdus, iar, pentru a pune capăt emigrărilor în massă ale ţăranilor, stăpânirea ţaristă a oprit şi pe proprietarii din Rusia de a urmărì pe ţăranii lor fugiţi în Basarabia. Credinţa autorului, că «fenomenului emigrărilor se datoreşte faptul, că în Basarabia nu s'a introdus sistemul rusesc de stăpânirea proprietarilor asupra ţăranilor şi s'a lăsat un timp limba moldovenească cu o administraţie quasi-autonomă» (p. 64), pare întemeiată. Căci la această politică liberală a guvernului ţarist de atunci contribuiau mai multe condiţii şi concepţii, ca nevoia practică a Rusiei de a aveà cât mai mulţi «supuşi», comunitatea credinţei ortodoxe, liberalismul Ţarului Alexandru I-iu, acordarea unei quasi-autonomii Finlandei, Poloniei şi Gruiziei, lipsa unei afirmări mai pronunţate a principiului naţional, etc., (p. 65, Cf. p. 224).

Această stare de lucruri nu erà însă de lungă durată. Administraţia deveneà din ce în ce mai preocupată de politica de rusificare, pe care guvernul ţarist o impuneà cu deosebită vigoare după 1878, nepermiţând nici măcar întrebuinţarea limbii strămoşeşti în biserică. Dar în massa enormă a unui Stat atât de întins şi poliglot, atât de haotic şi artificial în administraţie, erà greu de a schimbà şi de a transformà realitatea până în adâncimile ei. Nu ştiu până la ce punct corespunde faptelor afirmaţia autorului, că ceeace caracterizează administraţia rusească din Basarabia este completa ei izolare de massele ţărăneşti, care îşi trăiau viaţa lor aparte. Din această cauză înlocuirea ei la 1918 prin administraţia românească s'a făcut fără nici o greutate (p. 102). Faptul rămâne totuş că noi am găsit o bună parte din massa ţărănimii române înstrăinată în limbă şi obiceiuri de poporul nostru, iar greutăţile pe care le întâmpină azi administraţia românească în Basarabia sunt mult mai adânci şi mai serioase decât acelea din Ardeal şi Bucovina. Excluderea limbii româneşti din biserică erà o măsură suficientă de înstrăinare a ţărănimii moldovene. Apoi introducerea altor măsuri străine, ca aceea a zemstvei, «fără nici o legătură cu trecutul şi cu massele locale din Basarabia», cum observă autorul (p. 117), nu puteà decât să contribuie la înstrăinarea elementului autohton sau cel puţin la modelarea lui după normele sociale ruseşti.

Rusificarea în biserică, mai ales pe timpul episcopului Pavel (1871—1882), duceà la acelaş rezultat. Faptele aduse de autor în această privinţă caracterizează cea mai tristă epocă din timpul stăpânirii ruseşti în Basarabia (pg. 131—134). Până când şi mănăstirile, neatinse până atunci de rusificare, cădeau deodată sub influenţa politicii de rusificare. E interesant amănuntul că episcopul Serafim, pentru a reacţionà în contra mişcării religioase a lui Inochentie din Balta, a fost silit să facă propagandă în moldoveneşte, susţinând însă «că există două limbi cu totul deosebite —

cea de peste Prut românească şi cea din Basarabia — limbă aparte, care trebueşte ferită de romanizare» (p. 138).

Aceeaş stare de lucruri domneà şi în învăţământ. Şcoala în Basarabia a fost mai complet rusificată decât biserica. Nici după revoluţia din 1905 Moldovenii nu au putut aveà şcoli în limba lor, deşi toate naţionalităţile obţinuseră acest drept. Ei erau consideraţi de guvernul central, alături de Iacuţi, Ţigani, Ceremisi şi alte popoare socotite sălbatice, ca nevrednici de a se instrui în limba lor (pg. 145 şi 152). Cu toate acestea, dacă lipsa de şcoli româneşti sileà pe mulţi basarabeni să se cultive la şcoli ruseşti, majoritatea populaţiei rurale rămâneà acasă, închisă în tradiţiile şi obiceiurile ei. Aşà că analfabetismul scăpà oarecum ţărănimea de rusificare.

In timpul răsboiului Basarabia a fost tratată mai vitreg decât celelalte provincii ruseşti. După statistici se vede că s'a mobilizat un procent mai mare din populaţie (12 la sută) decât în alte părţi ale Imperiului. Pe timpul neutralităţii României s'au luat cele mai severe măsuri pentru a face provincia incapabilă de vreo manifestare naţională. Nici chiar sub revoluţie Basarabia nu a scăpat de urgia stăpânitorului, fiind şi atunci persecutată şi suspectată ba de reacţiune, ba de separatism (pg. 179—186).

Imprejurările în care s'a ţinut congresul moldovenesc din Octomvrie 1917 la Chişinău arată că de-asupra suprafeţei de rusificare şi cu toate elementele culte rusificate, rămăsese neatins substratul etnic al Basarabenilor. Deşi cuvântările pomeneau de independenţă, de administraţie autonomă şi de loialitate faţă de guvernul central al Republicii, totuş ideea de realipire la ţara mumă erà gândul suprem al majorităţii (Cf. pg. 227—239). In Sfatul Ţării acelaş gând se desemnează, cu deosebire în grupul moldovenesc. «Republica democratică moldovenească în federaţia statelor ruseşti» nu durà de fapt decât cincizeci şi două de zile, iar «Republica democratică moldovenească independentă» durà tocmai şaizeci şi două de zile. In sfârşit, dela aceste formaţii hibride la Unire nu erà decât un pas. Actul Unirii erà de fapt consecinţa logică a condiţiilor create atât de prăbuşirea Imperiului ţarist cât şi de Revoluţie şi de venirea la putere a Bolşevicilor.

Lucrarea d-lui Dr. Cazacu este de sigur una din cele mai bine documentate publicaţii asupra Basarabiei. Scrisă într'o limbă curată, într'un stil concis şi lipsită de orice pretenţii pedante, cartea merită a fi studiată de orice om cult. Prin bogăţia datelor şi statisticilor, prin obiectivitatea cu care autorul foloseşte materialul, dar mai ales prin lipsa de şarlatanism didactic, această lucrare poate servì ca pildă de muncă cinstită şi conştiincioasă acelora cari de la un timp încoace au început la noi să facă ştiinţă, scriind pretenţios, citând fără a citi şi afirmând fără a dovedì. *Nicolae Petrescu*

PROBLEMELE COOPERAŢIEI ROMÂNE. Editura revistei «Pagini agrare şi sociale», Buc. 1925, 156 p.

Această lucrare e cea mai completă orientare asupra problemei cooperaţiei române. Ea expune, sub formă de citate şi rezumat, punctul de vedere al tuturor economiştilor şi cooperatorilor de seamă, şi întregeşte această excursie în domeniul literaturii cooperatiste cu o scurtă, dar documentată expunere a mişcării cooperative române. Astfel, pe un spaţiu restrâns, lucrarea de faţă ne dă oglinda întreagă a temei şi a faptelor. Deşi apărută puţin înaintea congresului cooperatorilor, ea nu e totuş o lucrare de ocazie: coincidenţa e numai întâmplătoare, deşi pentru mulţi a fost desigur bine venită. De fapt, această lucrare decurge dintr'o preocupare proprie a revistei editoare, «*Pagini agrare şi sociale*», care luptă pentru realizarea unui program cu aceste puncte esenţiale: ***autonomia completă a cooperaţiei faţă de Stat***, şi ***neutralitatea faţă de luptele politice de partid***. De aici nevoia firească, de a căută un sprijin pentru aceste două puncte de program în părerile oamenilor politici cu greutate, a teoreticienilor economici, ca şi ale cooperatorilor de seamă. Dacă scopul revistei a fost pe deplin atins — căci nici unul din autorii utilizaţi nu se pronunţă împotriva programului ei — mărturisim totuş că pentru sociolog impresia ce se desprinde din acest mozaic teoretic e destul de deprimantă. Din punct de vedere sociologic, lucrarea în chestiune e mai curând o dezorientare, decât o orientare. Vina, desigur, e a problemei însăşi, nu a revistei editoare, căreia oricine trebuie să-i mulţumească, că i-a dat, într'o formă concentrată, esenţa a tot ceeace s'a scris în materie.

Să punem cele două întrebări, ce interesează pe sociolog în mişcarea cooperatistă, şi să

vedem ce răspunsuri găsim în cuprinsul lucrării. Aceste întrebări sunt: a) *Care este natura cooperaţiei române?* şi b) *care este rolul cooperaţiei în organismul economico-social al societăţii noastre?* De fapt, aceste două întrebări sunt indisolubil legate, căci de felul cum se priveşte natura cooperaţiei atârnă şi rolul ce i se atribue în societate. Cea din urmă este consecinţa celei dintâi.

Dela început întâlnim în această privinţă un contrast hotărît, aproape picant între doi membri străluciţi ai aceluiaş grup politic: d-nii I. G. Duca şi Vintilă Brătianu. Pentru d-l Duca, a cărui lucrare, «*Les sociétés coopératives en Roumanie*», e regretabil că nu e cunoscută la noi, cooperaţia isvorăşte dintr'o nouă concepţie de viaţă, dintr'un ideal social opus regimului capitalist; ea are rolul de a transformà în mod lent actualul regim economic capitalist, într'un regim de asociaţie, ai cărui membri contribuie la întreprindere şi totodată beneficiază de ea. Şi autorul face următoarea profesie de credinţă: «*Eu sunt cooperatist, fiindcă sunt convins că în adevăr viitorul este al cooperaţiei*».

Cu totul altfel d-l Vintilă Brătianu; pentru d-sa cooperaţia are un caracter capitalist, şi se înglobează în regimul capitalist ca o parte întregitoare a sa: «*Cu cât cooperaţia se va întări, cu atât va fi în legături mai strânse cu cealaltă categorie de întreprinderi capitaliste*».

De partea cui stă adevărul? Prin glasul d-lui Duca vorbeşte doctrina exotică, generozitatea, credinţa; prin glasul d-lui V. Brătianu vorbeşte simţul şi cunoştinţa faptelor concrete. De aceea ne temem că adevărul este de partea celui din urmă.

Ceilalţi autori se grupează sau la unul, sau la altul din aceşti doi poli opuşi. De altfel altă soluţie nu e: sau se admite că cooperaţia are un caracter anticapitalist, şi atunci trebuie să se tragă concluzia că ea are menirea de a transformà societatea actuală într'o organizaţie mai înaltă şi mai dreaptă; sau dimpotrivă, se susţine că cooperaţia are o structură capitalistă, în care caz urmează dela sine, că ea e o simplă parte alcătuitoare a societăţii actuale. Relevăm, în deosebi, contribuţia d-lui G. Taşcă, care face economie politică deopotrivă cu mintea şi cu inima, şi pentru care cooperaţia e o formă de solidaritate socială; şi a d-lui V. Madgearu, care a învederat cel dintâiu structura capitalistă a cooperaţiei române. Trebue să constatăm însă că tabăra celor ce văd în cooperaţie un mijloc de transformare socială este cu mult mai numeroasă. Şi nu poate fi de loc de mirare; căci teoreticienii noştri s'au deprins de mult să vadă instituţiile române cu ochii teoriilor străine, pe care le găsesc în cărţi nemţeşti sau franţuzeşti. Şi aşà spun aceste teorii, că cooperaţia este un mijloc de soluţionare a chestiunii sociale; de unde se trage concluzia, că aşà trebuie să fie şi cooperaţia română, deşi tânărul nostru capitalism nici nu a născut încă ceeace în Apus poartă numele de «*Chestiune Socială*».

Aceasta e teoria: ce spun însă faptele? Am arătat dela început că lucrarea de faţă cuprinde şi o schiţă, a mişcării cooperative în România. Această schiţă, datorită d-lui A. Galan, sub titlul: «*Originea şi situaţia Cooperaţiei în România Mare*» (pg. 88—118) e admirabilă ca precizie şi documentare. De notat e înainte de toate faptul că autorul, care e un vizionar şi un mistic în domeniul cooperaţiei, nu-şi face de loc iluzii asupra stării de fapt. Şi anume, iată ceeace constată el (p. 114): din cele vreo opt mii de cooperative, imensa majoritate au structura capitalistă; din totalul membrilor, 6 la sută deţin forţa capitalistă, şi-şi subordonează interesele restului de 94 la sută.

Aceasta e realitatea goală. Este vorba acum, ce atitudine luăm faţă de ea? Pentru d-l Galan sunt anumite greşeli care ar fi «falsificat» caracterul cooperaţiei române; dacă aceste greşeli s'ar îndreptà, atunci şi cooperaţia română ar desbrăcà caracterul ei actual capitalist, luând caracterul ei real. De sigur este aici vorba de acel caracter, despre care i-au vorbit d-lui Galan teoriile străine: şi d-sa vede realitatea cu ochii teoriei.

In această privinţă — în atitudinea ştiinţifică faţă *caracterul real* al cooperaţiei române — ne deosebim de d-sa. Noi socotim că ceeace se cheamă în mod eronat «cooperaţie» română, trebuie privit în cadrul economiei noastre actuale, şi înţeles din caracterul acesteia. De aceea credem să putem face cândva pentru «cooperaţia» română, ceeace altădată am făcut pentru «socialismul» român: să cercetăm întrucât poate fi vorba, în actuala fază de desvoltare a capitalismului român, de o cooperaţie în sens apusean. Anticipăm însă că realitatea ne pare a fi cu totul alta: o simplă mişcare capitalistă naţională, privită cu ochii teoriilor exotice, s'a transfigurat în mintea cercetătorilor noştri în «coo-

perație». Și acum, când se descopere că în realitate nu avem cooperație, se caută greșeli, care ar fi «falsificat» realitatea!

Șt. Zeletin

CONST. I. KARADJA: *Quelques considérations sur le service consulaire roumain București 1923.*

Autorul, care a studiat dreptul în Anglia și este cunoscut prin extrasele ce-a publicat, cu privire la Istoria Românilor, din diferite cărți rare ale interesantei d-sale biblioteci dela Grumăzești (P.-Neamț), a fost câtva timp și Consul al României.

A constatat și d-sa lipsurile organizației serviciului nostru consular și constatările sale le-a tipărit. A distribuit gratuit broșura, în speranța că va atrage atenția celor cu cădere de a luà măsuri de îndreptare. Puținele exemplare ce mai are, le ține la dispoziția interesaților.

Corpul nostru consular așà cum este, n'are aproape nici un rol. Locul lui este luat de atașații comerciali și de consulii onorari (prefață). Consulii noștri au atribuții notariale, administrative și de ofițeri ai stării civile, nu au nici un rol din punct de vedere comercial. Recrutarea lor se face din licențiații în drept sau litere, adaog că uneori și fără aceste diplome. N'au deci pregătire pentru misiunea lor și nu corespund colegilor lor din alte țări. Autorul propune să li se ceară pe viitor absolvirea Academiei de înalte studii comerciale și industriale, a căreia secția 3-a are chiar de scop să prepare tineri pentru administrațiile *economice* și culturale. Ar trebuì ca și la la noi să se specializeze funcționarii comerciali pe regiuni. Basarabia ar puteà da elementele necesare pentru reprezentanța noastră consulară în țările slave. Rolul consulilor este de a venì în contact nu numai cu ministerele de externe și cu lumea politică, dar și cu cea economică și financiară. Nu se poate așteptà dela consulii noștri onorari, cari sunt comercianți străini, să-și deà timpul pentru îngrijirea intereselor noastre economice.

Karadjà citează un raport din 1906 al lui Clemenceau, care cereà ca numirile în posturile consulare să se facă de Ministerul de Externe, luând avizul Ministerului de Comerț. De consul trebuie să depindă agenții consulari, cari ar puteà fi și negustori. Rolul atașaților comerciali ar fi de a informà pe exportatori pentru ca, treptat, intermediarii străini să dispară. Atașații comerciali ar intrà în cadrul corpului consular.

Statul trebuie să puie la dispoziția funcționarilor consulari toată documentația necesară; nu este destul Monitorul Oficial, la care aproape se reduce biblioteca unui oficiu consular român. Adaog acì că Institutul economic românesc primește în bibliotecă vreo 200 reviste și publicații românești și străine, cu caracter economic și financiar. Corpul nostru consular, bine înțeles, dacă s'ar reorganizà, și-ar puteà luà de acolo documentarea.

Mai amintește Karadjà că în Belgia, la 1890, se propusese de Ministerul de Externe ca toate cererile de informații pentru relațiile comerciale, ale cumpărătorilor străini, să se publice în gazete speciale sub rubrica «propuneri de afaceri» pentru a face posibil contactul direct între interesați.

Broșura d-lui Karadjà trebuie cetită în întregime. Problema mă preocupase și pe mine altădată, dar, mai sceptic, așteptam posibilități de realizare.

Ioan C. Filitti

VICTOR V. BADULESCU: *Les finances publiques de la Roumanie.* 74 p. Edit. Giard, Paris 1923.

O nouă contribuție la studiul finanțelor românești aduce recenta lucrare a d-lui V. Badulescu.

Inspirată de cele mai bune tradiții de metodă ale analizei financiare și ale observației faptelor, bazată pe cifre cu îndemânare aranjate pentru a reliefà situația și tendințele politicii financiare a României, lucrarea d-lui Badulescu se prezintă ca un studiu științific de prim ordin.

Ințelegând influența factorilor economici și sociali asupra finanțelor publice, d-l Badulescu începe studiul său printr'un scurt rezumat asupra situației economice a României de după răsboiu. D-sa arată schimbările și perturbările aduse problemelor economice, prin alipirea nouilor teritorii, prin transformările aduse de reforma agrară și reforma electorală, cât și prin epuizarea lăsată de răsboiu; aceste transformări se opuneau la o revenire imediată a vieții normale. Autorul trece în revistă deasemeni situația monetară pentru a ajunge apoi la studiul bugetului 1921—1922 și 1923. Analiza acestor bugete e condusă cu

o admirabilă metodă şi rigurozitate ştiinţifică din care autorul degajează observaţii foarte sugestive.

In ce priveşte evaluările acestor bugete d-l Badulescu ne arată că 60% din venituri proveneau din impozite, restul de 40% fiind furnizat de serviciile industriale şi domeniile Statului. Analizând repartiţia acestor impozite după caracterul lor economic şi social (metodă superioară clasării după caracterul tehnic al impozitului) autorul ne arată că 15,58% (1922—1923) şi 20,10% (1923) proveneau din impozite asupra veniturilor şi asupra averii, pe când 84,42% (1922—1923) şi 79,80% (1923) din impozite asupra circulaţiei. Repartiţia între impozitele directe şi indirecte apare astfel cu totul injustă, cu toate că inichitatea e puţin atenuată în bugetul 1923.

D-l Badulescu ne arată apoi politica bugetară urmată de guvern pentru alcătuirea bugetului 1922—1923. In loc de a face un buget ce să corespundă tuturor nevoilor României, buget care cereà în consecinţă crearea de mari impozite, ministrul de Finanţe preferă politica prin care încercà să reducă cheltuelile la minimum şi să subvină mai întâiu numai cheltuelilor imediat necesare.

D-l Badulescu analizează apoi chestiunea financiară a căilor ferate arătând defectele exploatării şi reliefând politica ministrului de Finanţe ce preferă a acoperì aceste deficite cu resursele generale ale bugetului, decât să recurgă la ridicarea tarifelor. Autorul legitimează această politică arătând că în materie de transport e acceptabil un deficit atunci când economia generală a unei ţări cere o politică moderată a tarifelor. D-l Badulescu ocupându-se apoi de îndreptarea exploatării căilor ferate preconizează împrumutul extern (respingând soluţia impozitului pe capital şi împrumutului forţat), separarea gestiunii căilor ferate de aceà a Statului, într'un cuvânt autonomia căilor ferate. Nu putem decât subscrie în totul la soluţia d-lui Badulescu care ar permite astfel a se ajunge la specializarea bugetului.

Analizând apoi chestiunea reformei fiscale, d-l Badulescu reaminteşte reforma d-lui Titulescu pentru a trece apoi la examinarea legii din 23 Februarie 1923 a d-lui V. Brătianu.

Chestiunea datoriei publice şi a reparaţiilor e de asemeni trecută în revistă de autor.

In sfârşit d-l Bădulescu rezumă aprecierile critice şi concluziile într'un ultim capitol. D-sa crede că România a învins criza pe care au încercat-o finanţele sale publice după terminarea răsboiului. D-sa constată că echilibrul bugetar a fost restabilit, emisiunea Bonurilor de Tezaur oprită, apelurile la Banca de emisiune terminate, datoria publică consolidată şi serviciul datoriei asigurat. Totuş dificultăţile nu au dispărut şi politica financiară va trebuì să se orienteze nu numai către comprimarea cheltuelilor, dar şi către mărirea resurselor. Deaceea o politică economică ce va tinde către o mai bună punere în valoare a bogăţiilor ţării devine necesară, cu atât mai mult cu cât o politică fiscală tinzând către o mărire a impozitelor nu ar fi cea mai fericită. Dar bogăţiile României nu sunt suficiente. Va fi necesară şi o politică, care să ştie a trage profit în momentul oportun. Şi deaceea d-l Badulescu termină studiul său reamintind cuvintele baronului Louis: «Faites-moi de la bonne politique, je vous ferais de bonnes finances».

Studiul d-lui Badulescu se prezintă astfel ca o foarte interesantă contribuţie la studiul finanţelor româneşti.

Savel Rădulescu

Dr. HENRY HAJNAL: *The Danube. Its historical, political and economic importance* The Hague Martinus Nijhoff 1920 pag. 167.

S'a zis, nu fără dreptate, că istoria ar trebuì scrisă din nou odată la treizeci de ani, căci fiecare generaţie vede trecutul cu alţi ochi, îl tâlmăceşte într'alt chip şi însăş trecerea vremii luminează de multe ori câte o latură a trecutului care nu puteà fi înţeleasă decât prin consecinţele sale îndepărtate. De mersul schimbăcios al universalei transformări nu scapă neatins nici decorul dramei omeneşti; şesul şi muntele şi râul.

Dunărea călătorită de Genovezi isteţi, Dunărea roaba umilită a Sultanilor, Dunărea europenizată şi fericită de ieri sau Dunărea de azi, oglinda cuvântului Mântuitorului, martora prăbuşirii celor puternici şi ridicării celor mici, nu sunt ele oare ca atâtea râuri deosebite din lumi noui?

Deaceea după marile schimbări aduse de răsboiul din urmă, o carte nouă asupra Dunărei care să fi informat mai ales publicul de limbă engleză ce se interesà acuma pentru prima dată de aproape, de multiple probleme politice şi economice legate de soarta marelui râu din Europa Centrală, puteà împlinì o nevoie simţită.

D-l dr. H. Hajnal, — care nu ne este alt cum cunoscut, — a încercat să ne dea lucrarea aşteptată de publicul anglo-saxon. Cu toată obiectivitatea şi conştiinciozitatea sa nu credem însă să-şi fi atins scopul.

Precum reiese din precuvântarea sa, autorul a avut întâiu de gând, să facă o lucrare în două volume, din care primul să fie consacrat unei priviri retrospective până la 1856, iar al doilea să fie un studiu al aspectelor actuale ale chestiunii. Pe urmă se vede însă că se va fi temut să nu poată scoate destul de repede volumul al doilea şi va fi socotit că primul volum, de nu cuprindeà decât o simplă cercetare istorică al unui trecut deja de mult depăşit, n'ar fi interesat în ţările anglo-saxone decât un public prea restrâns de specialişti. Deaceea, după expunerea relativ completă, deşi rău sistematizată, a perioadei anterioare tratatului din Paris, ce o găsim în volumul de faţă, dăm peste o schiţă rău-izbutită a întâmplărilor ulterioare.

Compromisul, jumătăţile de măsură sunt întotdeauna soluţii nenorocite, şi această încercare de a întregì prima parte a lucrării, îi strică echilibrul. Capitolele încep cu pretenţii ştiinţifice şi sfârşesc ca nişte rezumate de manual şcolar.

Autorul ar fi fost mai bine inspirat dacă ne ar fi dat sau o lucrare completă şi armonios desvoltată într'un singur volum, sau dacă s'ar fi mărginit în volumul dintâi să ne fi făcut, cum îi fusese la început intenţia, o simplă introducere istorică la volumul al doilea.

Aşà cum este, lucrarea rămâne neisprăvită şi până la apariţia volumului al doilea—dacă autorul nu va fi renunţat să-l mai publice, căci au trecut patru ani dela tipărirea celui dintâi — ne este greu s'o preţuim fără nedreptate.

Putem recunoaşte totuş de acuma autorului, meritul de a fi întrebuinţat cu judecată şi imparţialitate, izvoarele austriace din care a extras mai tot materialul său. Reies astfel destul de bine, sforţările făcute de fosta Monarhie vecină ca să monopolizeze Dunărea. Printre citaţiile sale putem spicuì câteva mai interesante pentru noi. Aşà, spre pildă, în instrucţiile pe care Impăratul Francisc Josif le dădeà trimişilor săi la conferinţa din Paris găsim aceste rânduri ce sună azi ca un ecou din vremuri de mult apuse, deşi numai 60 de ani ne despart de ele: «... şi vă veţi mai opune la introducerea de reforme liberale şi democratice în Principatele Dunărene, deoarece asemenea reforme ar puteà pricinuì mişcări politice şi turburà liniştea populaţiilor».

In partea a doua a volumului, autorul face un istoric al navigaţiei comerciale pe Dunăre. Din nefericire, dacă a ştiut bine întrebuinţà şi acì izvoare austriace şi ungare, s'a mulţumit prea exclusiv cu acestea. Rezumă astfel în câteva pagini sărăcăcioase — în afară de câteva date interesante ce găsim în ele cu privire la învierea comerţului de grâne al Principatelor după pacea dela Adrianopole — tot ce nu este în relaţie directă cu comerţul Impărăţiei. Dă informaţii mai bogate numai despre acesta şi se poate citì cu folos capitolul în care descrie înfiinţarea — de către doi ingineri englezi—şi desvoltarea societăţii austriace de navigaţie cu aburi, cea dintâi legătură regulată, confortabilă şi chiar destul de repede între ţările româneşti şi civilizaţie. Aflăm de la el că acest «Simplon» sau «Orient» al părinţilor noştri îi duceà încă înainte de 1840 în cinci-şase zile din porturile româneşti până la Viena şi pentru preţul nu prea mare de 55—60 de fiorini.

Partea economică a lucrării deşi mai bună decât partea politică, sufere ca şi aceasta, pe lângă gravele omisiuni de care am vorbit, de lipsa unui index bibliografic. In notele din josul paginilor autorul dă referinţe destul de numeroase, printre care întâlnim şi câteva nume de autori români, ca D. Sturza şi A. Băicoianu, însă aceste note nu pot luà locul unui index.

Astfel cum ni se înfăţişează acuma, cartea d-lui Hajnal poate da o idee aproximativă a trecutului Dunărei, Anglo-saxonilor doritori de a se informà în grabă asupra uneia din problemele esenţiale ale Europei Centrale, dar nu poate fi socotită, — cel puţin până la apariţia volumului al doilea,—ca o lucrare menită să îmbogăţească în chip durabil biblioteca existentă asupra acestui mare râu. Mai putem adăugă că d-l Hajnal nu este pe deplin stăpân pe limba engleză şi că ne dă despre aceasta prea multe dovezi.

N. H. Lahovary

RENÉ HUBERT: *Les Sciences sociales dans l'Encyclopédie.* Bibliothèque de philosophie contemporaine, in 8, 366 pag. Alcan, Paris 1923.

In această carte — cu subtitlul La philosophie de l'histoire et le problème des origines

sociales — René Hubert își propune să analizeze opera științifică a enciclopediștilor, limitându-se la totalul disciplinelor sociale. A încercà aceasta presupune deosebirea a două puncte de vedere — unul polemic și altul științific. Cel polemic a atras mai ales atenția, fiindcă s'a ținut seamă numai de preocupările practice ale enciclopediștilor. Dar în opera lor se întrețes multe cercetări obiective și concepțiile practice se leagă de cunoștințe obiective (p. 4).

Autorul își propune deaceea să arate locul Enciclopediei în desvoltarea științelor sociale. Căci Enciclopedia nu este numai un bilanț al cunoștințelor omenești la aceà dată, 1750, ci prin orientarea sa doctrinală — dacă nu prin conținutul său material — ea trebuie socotită ca o reînoire a științei însăș, ca punctul de plecare al marilor construcții sociologice, care au ilustrat secolul XIX-lea și au pregătit calea la cercetările amănunțite ale sociologiei pozitive (6—7). Enciclopedia a vrut să fie un Dicționar raționat, adică «să prezinte cunoștințele omenești într'o ordine metodică, coherentă, sistematică» (7). Dacă ea a izbutit aceasta, trebuie să cuprindă o «doctrină» sociologică aducând un progres nou al gândirii față de Bossuet și chiar de Montesquieu. Atunci înțelesul precis al problemei de tratat este a vedeà dacă există în Enciclopedie o «teorie sociologică» (7).

Primele elemente ale «teoriei sociologice» sunt pe de o parte interpretarea generală a faptelor istorice, și pe de altă parte explicarea rațională a originilor sociale. Numai atunci se ajunge la conceptele esențiale construcției științei (8).

Cealaltă problemă, de a ști dacă opera enciclopediștilor este esențial polemică sau științifică, se poate îndrumà spre rezolvare, ținând seama de constituția mediului enciclopedic (15—16). Enciclopedia este o operă academică și burgheză, căci colaboratorii ei necesari au ieșit din clasa mijlocie și luminată a advocaților, medicilor, profesorilor, academicienilor, industriașilor și fabricanților (21). Această burghezie mijlocie nu este de fel revoluționară spre 1750, ci numai reformistă; ea erà legată de rege și de legea regatului. Enciclopediștii, susținuți de ea, n'au putut să sape instituțiile, când burghezia erà galicană, liberală și monarhistă, precum a făcut dovada în 1789, cu prima fază a Revoluției (22).

O teorie sociologică se explică prin doi factori, «pe de o parte un total de fapte cunoscute și clasificate, de altă parte un număr oarecare de idei conducătoare care îndrumă elaborarea lor» (23). Istoria pentru explicarea sociologică nu este un simplu catalog de evenimente, căci orice stabilire de fapte duce pe drumul interpretării teoriei aplicate la fapte. Această anchetă este necesară în deosebi, când e vorba de o filozofie a științelor sociale, cum au vrut s'o elaboreze enciclopediștii. Cum Enciclopedia a căutat să fie în primul rând un bilanț al cunoștințelor omenești, ea a trebuit să condenseze munca erudiților din veacul XV până la al XVIII și aceasta a fost considerabilă. Din toate punctele de vedere, în care s'a pus munca de cercetare erudită, un studiu al izvoarelor Enciclopediei s'ar confundà aproape cu o istorie a erudiției moderne (25). Deaceea, Enciclopedia fiind mai întâiu bilanțul acestor trei secoli de muncă, prima problemă este a înfățișà faptele mari, pe care enciclopediștii le-au putut cunoaște sau cel puțin le-au reținut (25). Aceste fapte constitue un material istoric din cele mai bogate, asupra căruia s'a exercitat critica enciclopediștilor Din aceste fapte aveà să se alimenteze teoria lor sociologică, și ele se grupează în jurul mai multor probleme sau puncte, dintre care cele mai însemnate ar fi: valoarea tradiției biblice, cronologia lumii, anterioritatea civilizației egiptene sau a celei caldeene, originile romane și originile franceze. Sunt un noian de fapte — în acestă parte istorică — care ies dintr'o cercetare erudită de veacuri, pe care Hubert le deșiră în cele 130 de pagini ale cărții sale și pe care noi nu le putem trece aici nici într'o revistă sumară. Tot ceeace se impuneà atenției în starea discuțiilor savante ale timpului a fost scos de enciclopediști din negura erudiției și, pentru critica actuală, e important să precizeze cu ajutorul și prilejul faptelor, cum se puneau chestiunile a căror stare aveau s'o expună enciclopediștii și uneori chiar soluția preferată. In acest chip numai, studiul faptelor istorice va slujì ca pregătire la analiza interpretării sociologice. Aceasta este numai introducerea la problema originilor sociale.

In această parte — care este și cea sociologică propriu zisă — enciclopediștii au pus în fața tradiției biblice explicarea lor despre formarea societății omenești. Ei au socotit punctul lor de vedere ca pozitiv și concret, așà cum au pus și au rezolvit problema originii societății omenești. Problema aceasta, de alt-

minteri, le-a părut că domină toate chestiunile ce privesc înfăţişările particulare ale vieţii sociale. Ei gândiau ca, descoperind originile absolute ale faptului social, să desprindă totodată natura lui mai întâiu şi apoi destinaţia. (162). Teoria naturii omeneşti trebue luată ca bază şi ca punct de plecare pentru mişcarea civilizaţiei. Aceasta erà şi necesar spre a definì originea absolută a existenţei sociale. A considerà societatea ca un fapt primitiv şi natural însemnà numai nevoia pentru om de a trăì în societate, fiind dată slăbiciunea lui şi tendinţa lui la simpatie. Iar dacă e vorba de a explicà pe om prin societate, cum o vrea Comte, toţi enciclopediştii ar fi de această părere. Dar atât că omul, despre care vorbesc uneori Diderot şi Rousseau, este omul «artificial» opus celui «natural». Adică societatea explică diversitatea oamenilor, prin conţinutul conştiinţei lor, în opoziţie cu ceeace este în ei determinare specifică şi generală. (163—4). Tocmai însă ideea unităţii speţei omeneşti erà o moştenire a tradiţiei biblice, ca şi ideea unei naturi originare a omului. O explicare genetică se cuprindeà în această tradiţie şi ea afirmà anterioritatea individului faţă de societate.

Poziţia enciclopediştilor se caracterizează în teoria naturii omeneşti prin întemeierea acesteia pe principiul unităţii speţei şi al identităţii de constituţie a tuturor indivizilor (167). In ce priveşte raportul dintre omul natural faţă de omul primitiv din societăţile cele mai rudimentare, deşì enciclopediştii au pus problema în termeni împrumutaţi dela tradiţie, ei n'au admis totuş dogma religioasă a căderii şi teoria degenerării (172—3). Teoria naturii omeneşti implică o teorie a cunoştinţei, care afirmă desvoltarea cunoştinţei la toţi oamenii în acelaş chip, în virtutea acelei unităţi de constituţie a speţei omeneşti. Dacă însă enciclopediştii au păstrat fără voie unele feluri de a gândì şi de a pune problemele, inerente tradiţiei, ei au căutat totuş cu bună ştiinţă să se desbere de teologie în teoria omului natural. Acesta a fost repus în seria fiinţelor şi supus ca tot ce există determinismului cauzal, fără de perfecţia metafizică sau morală a creaţiei divine; deci foarte departe de tradiţia biblică (189).

In acelaş spirit enciclopediştii caută să explice societatea ca un lucru natural şi după legi naturale. Societatea, născută din trebuinţele oamenilor cu deosebire, are misiunea să le satisfacă; iar utilitatea, principiul societăţii, va devenì regula judecăţilor de valoare care vor fi făcute asupra feluritelor instituţii sociale. Astfel existenţa colectivă prelungeşte numai pe aceea a individului. Este deci în toată doctrina un spirit naturalist, care-i dă un caracter ştiinţific pe deasupra ipotezelor metafizice. Totuş rezultă deopotrivă că enciclopediştii n'au avut decât prea puţin simţul colectivului şi al socialului ca atare. Societatea, concepută de ei, este în primul rând o colecţie de indivizi, uniţi prin comunitatea naturii lor şi identitatea trebuinţelor, care păstrează însă în grupare individualitatea lor proprie (217-18).

Acest simţ al socialului, dimpotrivă, ar fi într'unele privinţe mai limpede la Rousseau decât la enciclopedişti, dacă cel puţin doctrina lui a Contractului social s'ar puteà interpretà ştiinţificeşte. Deosebirea lor de principii este aceeaş şi în teoriile particulare, privitoare la credinţele religioase, politice şi morale, a căror analiză n'o putem redà aici. Ele nu pot fi însă decât în acord cu teoria generală (218—19).

Ne rămâne să vedem partea de contribuţie a Enciclopediei la formarea ştiinţei sociale, ceeace formează concluzia cărţii lui Hubert. In primul rând, între Rousseau şi Voltaire, teoria enciclopedică reprezintă una din primele schiţe de sinteză pozitivă. Enciclopediştii au înţeles societatea ca o instituţie naturală, de oarece ei au văzut-o purcedând direct din trebuinţele şi instinctele naturii sensibile a omului. Oricum ar fi, ei n'au căzut se pare niciodată în artificialismul lui Rousseau. Soluţiile lor se leagă cu un fel de plan conducător, care este ca o primă schiţă a viitoarei ştiinţe sociale. Ei pun ca termeni esenţiali pentru mişcarea gândirii lor, natura drept principiu şi utilitatea ca scop (358—9). Ei nu pot fi priviţi nici ca nişte empirişti necioplіţi, ca Renouvier, şi nici ca nişte mânuitori de abstracţii, ca Taine. Este drept că în gândirea lor — ca o urmare a concepţiei despre natura omenească — aspectul static al lucrurilor a fost hotărît mai tare decât aspectul dinamic; ceeace îi întorceà indirect la punctul de vedere al absolutului. Iar din acest punct de vedere filozofia lor nu este încă decât o filozofie de tranziţie (360—1). Se găseşte în această filozofie cel puţin schiţa generală destul de coherentă a unei teorii sociologice(361). Atât din punct de vedere ştiinţific cât şi practic au dreptate aceia, cari consideră Enciclopedia ca un bilanţ al cunoştinţelor omeneşti. Dar în forma şi menirea sa finală, această operă apare ca o înnoire adâncă

a gândirii ştiinţifice. Ea este mai întâiu prima încercare mare de coordonare a ştiinţei pozitive şi a contribuit apoi să dea un conţinut definit noţiunii faptului social, precum şi să dea un obiect precis cercetărilor sociologice. In al treilea rând s'a proclamat unitatea ştiinţei impunând consecinţa unei îmbinări a disciplinelor istorice şi politice cu cele fizice şi biologice, formând o prelungire naturală a acestora (364). Deşi enciclopediştii n'au avut noţiunea colectivului ca atare, totuş ei au simţit lămurit că marile fenomene ale omenirii superioare nu se puteau realiză decât condiţionate de gruparea socială. Omul civilizat se desvoltă sub acţiunea factorilor sociali (365). Enciclopediştii îndreptăţeau concret unitatea ştiinţelor proclamată de ei în abstract. Ei au adus în ştiinţele pozitive spiritul pozitiv stabilit în ştiinţele fizice. De aceea opera lor se înfăţişează mai mult ca un program de lucrări viitoare. Prin ea s'a prilejit mult naşterea disciplinelor sociologice, şi o istorie a originilor sociologiei va trebuì să cuprindă numele fruntaşilor Enciclopediei, a căror moştenire a fost primită de Condorcet, Saint-Simon şi Auguste Comte (365—366).

Din încheerea însăş a cărţii lui Hubert reiese vădit că problema pusă de el este a netezì terenul pentru o mai largă recunoaştere a «precursorilor» sociologiei. El caută să ne familiarizeze cu o doctrină, care dibuià în multe direcţii, reuşind totuş să prezinte un cadru de contururi precise, în care aveà să se prindă ştiinţa viitoare a societăţii. Punctul său de vedere este tocmai să descopere perspectiva «socialului» în opera enciclopediştilor. Primită astfel, încercarea lu a isbutit şi lucrarea sa este ca şi unică.

C. Sudeţeanu

W. OSTWALD: *Grundsätzliches zur Erziehungs-Reform*, 1919. Verlag Gesellschaft u. Erziehung.

Renumitul himist din Lipsca, Wilhelm Ostwald, a publicat în 1919 într'o broşură de 20 de pagini, astăzi epuizată, câteva idei fundamentale despre *reforma educaţiei*.

Cei cari cunosc frumoasele observaţii şi concluzii cuprinse în vechea sa lucrare asupra «*oamenilor mari*», vor află cu plăcere despre această mică broşură, care nu este, în parte, decât o aplicare practică a studiilor sale teoretice din lucrarea cea veche.

Vom încercà să rezumăm broşura în trăsături mari.

In ce scop ne educăm copiii? Ca să-i facem mai fericiţi, zice Ostwald.

Cum putem face un copil fericit, în societatea noastră de azi? Numai desvoltându-i simţul social, zice Ostwald, căci democraţia va permite din ce în ce mai puţin ca cineva să-şi construească o viaţă fericită, în dauna corpului social.

Acest principiu trebuie să stea şi la baza învăţământului. Fiecare să tindă — să se simtă fericit — a deveni de o cât mai mare utilitate socială. Şi obiectele de învăţământ se vor judecà numai după utilitatea lor socială.

Că această educaţie este posibilă şi menită să aducă mari succese, nu încape îndoeală. Concepţia biblică a muncii, ca urmare a unui blestem, este o concepţie oligarhică, a unei clase stăpânitoare, trăind de pe urma sclavilor. Necesitatea muncii obşteşti în viaţa modernă, trebuie să se transforme, prin selecţie, în mod firesc într'o plăcere, după cum s'a întâmplat şi cu nevoile hrănirii şi procreerii.

Iar munca îndeplinită cu plăcere va aveà un folos mult mai mare decât cea silită.

Dacă examinăm prin această prismă învăţământul nostru actual, îl găsim foarte înapoiat.

De altminteri, totdeauna organizaţia şcolară se adaptează relativ încet progresului social. Ea corespunde unui stadiu trecut de organizaţie socială, care îşi prelungeşte viaţa în cel actual. Cu alte vorbe, şcoala rămâne în serviciul stăpânitorilor de ieri, chiar multă vreme după ce ei au fost înlăturaţi de cei actuali. Vom vedeà îndată exemplele citate de Ostwald în această privinţă.

Să începem cu şcoala primară, pe care Ostwald o găseşte dela Pestalozzi, ca cea mai puţin reacţionară, mulţumită luptei duse de institutori conştienţi contra autorităţilor şcolare, influenţate de biserică, pentru care orice idee socială este socialistă şi deci revoluţionară.

Ostwald se ridică în contra învăţământului confesional, care tinde să crească oameni slugarnici şi să înlăture din şcoală orice concepţie socială. Religia ca bază a moralei este astăzi foarte şubredă; oamenii pierd mai târziu în mare număr credinţa, şi le lipseşte alt fundament moral. Deaceea morala trebuie întemeiată din şcoala primară pe baza socială, pornind cu aplicaţiile dela familie, la camaraderia şcolară şi lărgindu-le din ce în ce cadrul.

In locul timpului pierdut cu învățământul religiei, Ostwald cere introducerea în școala primară a mai multor cunoștințe despre alcătuirea socială, despre viața corporală și economică, despre gospodărie, hrană, industrie, comerț, viața cetățenească.

Cele mai vehemente atacuri le rezervă Ostwald învățământului secundar, care, după părerea sa, este destinat a menține conștiința de clasă, la odraslele clasei stăpânitoare, prin importanța dată culturii formale, limbei latine și chiar celor moderne.

Copilul care a făcut școala primară 7—8 ani, dacă vrea să treacă în liceu, trebuie să piardă câțiva ani, din cauza limbei latine pe care n'a învățat-o, față de copiii celor bogați, cari trec după 4 ani de școală primară, în gimnaziu. Astfel se menține prăpastia între profesiile inferioare și cele superioare.

Dar învățătura limbei latine, zice Ostwald, de când nu mai servește ca în evul mediu pentru a-ți însuși cunoștințele care formează cultura generală, este inutilă. Iar obișnuirea tineretului cu învățarea unui lucru inutil poate aveà numai de scop de a deprinde pe viitorii funcționari ai stăpânirii să urmeze fără a se gândì la cuprinsul lor și la efectele lor practice, ordinele și măsurile luate de șefi.

Limbile n'au în sine nici o valoare logică și nu sunt proprii pentru a desvoltà cugetarea.

Faimosul dicton «nici o regulă fără excepție», dedus din studiul limbilor, nu reprezintă nici o concepție științifică — este negarea ideii de lege — nici o concepție democratică.

Importanța prea mare ce s'a dat în Germania studiilor limbistice, a făcut ca pedagogia să nu facă progresele care ar fi fost de așteptat și dela care națiunea ar fi tras mari foloase. Cunoștințele filologice ale profesorilor sunt adesea considerate de autoritate, ca presupunând pe cele pedagogice, și profesorii de latină sunt prea adesea și directori de licee.

Dar mai este un alt motiv pentru care Ostwald judecă școala secundară ca foarte înapoiată, anume principiul *claselor* și al *cursurilor anuale*.

Pe când Statul, economia națională și știința au depășit stadiul *Individualismului* pentru a intrà în cel al *Organizării*, școala secundară este încă în stadiul medieval al *Turmei* (Gregismus). Fără a luà în seamă deosebirile individuale, se presupune că toți școlarii unei clase sunt egal de talentați la toate obiectele și profesorul lucrează ca să înlăture orice abatere dela această uniformitate.

Trebuie deci scoasă școala secundară din stadiul *Turmei* și adusă la acel al individualismului. Pentru aceasta trebuie desființate *clasele*.

In acest scop Ostwald propune cursuri trimestriale. Fiecare școlar ia parte la un număr de cursuri. După examinare, el poate trece, la fiecare obiect, la cursul următor. Dacă nu este suficient pregătit la o materie, repetă cursul, imediat sau chiar ceva mai târziu, fără ca aceasta să constitue o rușine. La alte materii poate trece în timpul acesta mai departe.

Acest sistem ține seamă de realitate. Căci școlarii nu au acelaș talent la diferite obiecte și e păcat să fie ținuți în loc la o materie din cauza alteia. Ceeace unii numesc cultură completă (abgeschlossene Bildung) este după Ostwald o prostie, al cărei exponent practic este examenul de bacalaureat.

De fapt se găsesc și azi mulți oameni în funcții sau profesii superioare, cari nu știu să explice cât de puțin cum umblă tramwaiul electric pe care îl întrebuințează zilnic. O cultură nu are nevoe de terminare, ci trebuie să aibă în vedere numai pregătirea pentru a trece la alta superioară.

Sunt copii, cari au un talent mijlociu pentru toate obiectele. Ei vor absolvì liceul dând examene satisfăcătoare la toate materiile principale. Sunt alții cari au un talent extraordinar la anume obiecte și le este cu neputință să învețe altele. Ei vor puteà fi lăsați să intre în Universitate, dacă au dat examene strălucite la obiectele la care au talent, reducându-se la un minim pretențiile la celelalte obiecte, ba chiar scutindu-i de două obiecte din opt, de ex.

In această organizare, selecția s'ar produce repede și un număr de obiecte ar dispare din învățământ, fără a lăsà regrete... ținând astfel școala în contact cu nevoile vieții reale.

In ce privește învățământul universitar, Ostwald pune cel mai mare preț pe deprinderea de a cercetà singur, «Studentul să nu mai fie socotit ca un butoi pasiv în care se toarnă înțelepciunea câte o lingură mare la ceas». El laudă în această privință Universitățile germane care, cu toată lipsa de simț politic a națiunii — au știut să-și apere independența față de autoritățile de Stat, desvoltând instrucția activă individuală în laboratorii și încurajând la profesori munca ștințifiică.

Pentru a obține rezultate și mai bune, Ostwald cere catedre de cercetare științifică deosebite de catedrele de învățământ, pentru a scutì pe marii oameni de știință de o corvoadă pe care uneori nici nu sunt în stare s'o îndeplinească în mod satisfăcător.

Mai mult, el cere chiar separarea, în învățământul superior, între studenții cari învață o specialitate în vederea unei profesii practice și aceia cari vor să se închine cercetării științifice.

Deasemenea cere și desființarea facultăților și înlocuirea lor cu grupe de obiecte de studii susceptibile de mai multă variație.

M. Sanielevici

EMILE DURKHEIM: *Éducation et Sociologie*, Introduction de Paul Fauconnet, Paris, Félix Alcan, 158 pag.

Volumul de față cuprinde patru contribuții la concepția sociologică a educației, publicate de Durkheim în diferite organe. Primele două articole: «*Educația, natura și rolul ei*» și «*Natura și metoda pedagogiei*» sunt extrase din «Nouveau Dictionnaire de Pédagogie et d'instruction primaire», publicat sub direcția lui F. Buisson; aici ele au apărut la articolele: «Education» și «Pédagogie». Al treilea studiu: «*Pedagogie și sociologie*» este extras din «Revue de métaphysique et de morale», Ianuarie 1903; al patrulea: «*Invățământul secundar în Franța*» a apărut în «Revue politique et littéraire» Ianuarie 1906. Cel mai interesant din aceste patru studii este acel ce cearcă a lămurì legătura dintre sociologie și pedagogie. Introducerea lui Fauconnet, foarte instructivă și destul de amănunțită, dă o vedere generală asupra întregii activități și opere pedagogice a lui Durkheim. Ea arată cât de largă a fost activitatea pedagogică a marelui sociolog, de care aceste patru articole nu pot da, desigur, decât o slabă idee.

Care este concepția generală a pedagogiei sociologice, care se desprinde din aceste patru articole?

Durkheim face o strictă deosebire între «știința educației» și «pedagogia» propriu zisă. Ce-i drept, ambele trebuie îndrumate pe temelie sociologică, dar deosebirea între ele e de aceeaș natură, ca și aceea între știință, ca mijloc de a stabilì adevăruri teoretice, și artă, ca aplicare practică a acestor adevăruri. De altfel această deosebire amintește bine pe aceea, obișnuită la gânditorii francezi, între «știința moravurilor» și «morala» propriu zisă.

După Durkheim, știința educației privește și cercetează sistemele de educație ca fapte sociale, după cum și știința moravurilor explică faptele morale ca fenomene sociale. In adevăr, arată Durkheim, deosebitele sisteme de educație sunt documente ale timpului lor, exprimând necesitățile sociale și spiritul acestui timp. Deaceea știința educației nu va înfățișà doctrinele pedagogice ca expresii ale adevărului, deci ca izvoare de inspirație și modele de imitat oriunde și oricând: ea le va explicà în mod sociologic ca răsunet al spiritului vremii lor. Așà se va puteà înțelege, de ce Evul-mediu a avut o educație ascetică, Renașterea o educație humanistă, iar timpurile noastre tind către o educație științifică.

Cu luminile pe care le dă știința educației se va constituì apoi pedagogia ca artă a educației, așà cum o cer nevoile timpului în genere, și în deosebi nevoile timpului nostru. In această privință Durkheim se ridică cu hotărîre împotriva concepției, cum că ar existà un sistem de educație universal și absolut, valabil pentru toate timpurile și toate țările, și că sistemele pedagogice ale trecutului ar reprezintà tot atâtea erori în tendința de a stabilì un asemenea sistem de absolută valabilitate. El stabilește că asemenea educație ideală și unică n'a existat niciodată, ci peste tot educația a fost legată de condițiile sociale concrete ale timpului. «De fapt, fiecare societate la un anumit moment al desvoltării ei are un sistem de educație, care se impune indivizilor cu o putere în deobște irezistibilă» (pag. 41).

Din acest punct de vedere, sociologic concret, trebue înțeleasă atât menirea, cât și metoda pedagogiei.

Și mai întâiu, care este menirea proprie a pedagogiei, ce scop anumit urmărește ea? Durkheim socoate că «educația consistă într'o socializare metodică a tinerii generații» (ibidem). In fiecare din noi există două ființe: una individuală, și alta socială. La naștere nu există în noi decât ființa individuală; din punct de vedere social, sufletul nostru este atunci o tabula rasa. Deaceea, pentru ca viața socială să fie cu putință, trebuie să se desvolte în suflet acele calități, pe care le cere convietuirea alăturea cu alții în aceeaș comunitate. Cu alte cuvinte, trebuie să altoim pe sufletul individului un suflet social, să facem să se

nască în copil, peste ființa sa individuală, o ființă nouă: ființa socială. «A constitui această ființă în fiecare din noi, acesta este scopul educației» (50)

Așà dar scopul urmărit de educație este prin excelență social. Se înțelege atunci că și mijloacele întrebuințate pentru atingerea acestui scop — materia și metodele educației — nu pot fi decât de aceeaș natură. Ceeace se învață într'un anumit timp, cunoștințele ce se transmit tinerii generații, variază conform cu nevoile acelui timp. Variația nevoilor sociale aduce, în mod firesc, variația țelurilor educației, ca și a mijloacelor la care ea recurge. «De fapt, de câte ori sistemul metodelor de educație a fost profund transformat, aceasta s'a întâmplat sub influența vreunuia din acele mari curente sociale, a căror acțiune se resfrânge în toată întinderea vieții colective» (130). Nu în urma descoperirilor psihologice, și sub influența lor, s'a schimbat mereu sistemul de educație dela Renaștere încoace, ci sub influența prefacerilor sociale. Acestea au adus succesiv tranziția dela educația ascetică, la cea umanistă, literară până la cea științifică din zilele noastre. «Astfel, sub orice aspect s'ar considerà educația, ea ni se prezintă peste tot cu acelaș caracter.

«Fie că e vorba de țelurile ce urmărește, sau de mijloacele ce întrebuințează, ea răspunde tot la necesități sociale, ea exprimă tot sentimente colective» (131).

Avem puține de spus despre această concepție sociologică a educației, pe care ne-o dă Durkheim în atât de interesantul său opuscul. De și ea poate întâmpinà încă împotrivire în cercul pedagogilor de cabinet, neadiați încă de vântul realității, totuș această concepție exprimă lucruri atât de evidente, în cât avem încrederea că nu e departe timpul când ele vor deveni peste tot simple truisme. Pentru noi, în deosebi, concepția lui Durkheim are o însemnătate actuală. Căci e vădit că frământările pricinuite de problema reformei învățământului nostru nu vor luà un sfârșit provizoriu, decât atunci când se va pricepe, în sferele respective, legătura cauzală între învățământul român și mediul nostru social concret. Numai pe această cale, indicată cu atâta stăruință ca principiu general de Durkheim, poate aflà problema reformei învățământului român o soluție mulțumitoare.

Șt. Zeletin

MACLEOD YEARSLEY: *The Folklore of Fairy-Tale*, London, Watts & Co., 1924.

Lucrarea aceasta este de fapt o continuare și întregire a unui studiu anterior *(The Story of the Bible)*, apărut în 1922, asupra concepțiilor pe care le au primitivii și oamenii fără cultură. Credințele cosmice, sau ceeace numește autorul «Naturismul raselor sălbatece» bazat în mare parte pe sentimentul de frică, se găsesc în legende, basme, poezii populare, etc. Poveștile sunt cea mai clară reflecție a imaginllor nutrite de om atât în faza lui primitivă cât și în aceea culturală, în care se păstrează încă aceà dorință «de a ascultà povești». Cu toate acestea, credința în povești, atât de universală în trecut, astăzi tinde să dispară. Dispariția totală a poveștilor nu este decât o chestiune de timp (p. 232). Căci odată cu pătrunderea spiritului științific și al rațiunii printre masse, credința în astfel de producții va dispare dela sine.

Cercetarea poveștilor se impune, totuș, pentru elucidarea adevăratelor motive, și care motive ne arată absurditatea credinței în astfel de superstiții. Folklorul relevă faptul că mai toate construcțiile fantastice ale popoarelor se pot reduce la câteva grupuri, cu toată forma lor diferențiată de motive locale sau alte influențe. Sunt credințe și superstiții vechi de mii de ani care trăesc și astăzi, cu deosebirea numai că apar sub alte forme. Așà, zeii și naiadele fântânilor în care credeau Grecii și Romanii se aflà astăzi reprezentate în formă de sfinți ai râurilor și lacurilor. In Anglia sunt ape care își au fiecare focul sau demonul lor, cerând victime omenești (p. 7), de altfel ca și în alte țări.

Autorul nu urmărește însă ilustrarea identității fondului pe cercetări independente, ci se razimă mai mult pe rezultatele altor autori, în deosebi pe ale lui J. A. Macculloch, care în studiul său «*The Childhood of Fiction*» (1905) a arătat legătura și continuitatea între diferitele creații anonime în legende și basme. Problema difuziunii poveștilor e considerată ca un produs al migrațiilor, prin prizonieri și sclavi, prin căsătorie și comerț (p. 19), un fapt de altfel stabilit de așà numita școală istorică a Etnologiei. Problema rămâne însă neadâncită, autorul limitându-se mai mult să o releve.

Lucrarea este de fapt o colecție de date asupra poveștilor în general. Sunt expuse pe larg obiceiurile și credințele primitive din povești (pp. 30—96), motivele cunoscutului basm

al Cinderellei (pp. 98—120) şi ale altor poveşti în diferite variante. Cu privire la «povestea celor doi fraţi» din papirul d'Orbiney, în care se află aproape aceeaş situaţie ca în incidentul soţiei lui Potiphar din Biblie, autorul observă: «E interesant a notà cum în această poveste antică, veche de mai bine de trei mii de ani, recunoşti mai multe incidente din poveştile atât de des citate» (p. 146). Astfel de analogii, numeroase în deosebi printre legendele din antichitate (ex. legenda biblică a potopului în epopeea babiloniană «Gisdhubar» şi în concepţiile triburilor primitive, sau mitul cu broasca ţestoasă purtătoarea pământului, atât de răspândită în India, figurând în basmele Indianilor din America de Nord), reflectă identitatea fondului omenesc la baza diferitelor forme etnice şi locale.

Nicolae Petrescu

CHARLES LALO: *L'art et la Morale*, Paris 1922. *La Beauté et l'instinct sexuel*. Paris 1922.

Ambele lucrări fac parte din memoriul prezentat de Lalo Academiei de Ştiinţe Morale şi Politice din Paris, asupra temelor date: «Les Rapports de l'art et de la Morale», «L'Art peut-il s'affranchir de la Morale?», şi care în urma raportului lui Ernest Seillère obţinù premiul bugetului din 1920. Un al treilea fragment al acestui memoriu, «L'art exprime-t-il la vie?» este anunţat.

Iniţiativa Academiei de Ştiinţe Morale şi Politice ni se pare întârziată. Raportul dintre artă şi morală constituià problema zilei sub Imperiul al II-lea şi în primele timpuri ale Republicii a III-a, când Procurorul de Sena devenì un fel de prigonitor al literaturii. Sunt cunoscute procesele care urmăriră în acest timp opere de ale lui Flaubert, Baudelaire Goncourt, Mendès, Richepin, etc. Lalo numără nu mai puţin de 14 autori daţi în judecată în această epocă. Lupta literară a naturalismului trezì o adevărată împotrivire a societăţii şi problema raportului dintre artă şi morală căpătă o mare actualitate. De atunci, reacţia idealistă chiar în sânul literaturii scăzù interesul problemei în aşà fel, încât avem de aface astăzi cu o temă tipică şi oarecum şcolară. Dar tocmai această depărtare de momentul arzător al desbaterii îl ajută pe Lalo să distingă termenii ei adevăraţi şi s'o rezolve fără ură sau părtinire.

Lalo dă un bogat repertoriu al tuturor ideilor emise în această privinţă. Se aplică apoi să le împartă în mai multe categorii. Alături de teza moralistă a unei arte puse în slujba binelui şi a datoriei, teza panesteticistă a frumosului ca valoare supremă a vieţii. Lângă anatemele asceţilor, strigătele de luptă ale esteţilor. In sfârşit, comuniunea mistică a binelui şi frumosului, care e de fapt o confuzie, în care se trădează când supremaţia binelui, când supremaţia frumosului. Cauza profundă a acestei desbinări o vede Lalo într'o înţelegere insuficientă a originalităţii frumosului şi a independenţei tuturor valorilor. Dela o nouă teorie a valorilor aşteaptă Lalo soluţia cumpănită a problemei. Şi această teorie încearcă el de fapt s'o construiască. Ni se spune aşà dar că *valoare* este obiectul unei acţiuni finale. Când obiectul acesta lucrează în noi ca un motiv conştient avem deaface cu un *imperativ*. Dar pentru că motivul acţiunilor noastre se schimbă în relativitatea vieţii şi a istoriei, nu se poate vorbì de nici o valoare *absolută*. Dacă s'ar fi înţeles totdeauna aceasta nu am fi întâlnit nici tentativa infructuoasă de subordonare a binelui frumosului sau dimpotrivă, nici blestemele asceţilor nici exhortaţiile la luptă ale esteţilor. Valorile există în relaţie de societate. Ele există mai întâiu unele lângă altele, apoi toate laolaltă în unitatea atotcuprinzătoare a umanităţii noastre. Căci, după cum orice valoare este sinteza unor elemente indiferente în sine, tot aşà toate valorile (binele, adevărul, frumosul) pot intrà ca elemente într'o nouă sinteză, o valoare nouă şi superioară. Aşà se face că deşì arta este independentă, deşì ea nu poate fi subordonată moralităţii, care e numai o valoare coordonată, poate fi străbătută însă de acel suflu generos de umanitate care este valoarea supremă. Lucrul se întâmplă de fapt în arta mare a unui Beethoven, Michel-Angelo sau Novalis (pe care de altfel Lalo îl pune fără un îndestulător motiv lângă ceilalţi doi). Lăsăm la o parte din această teorie desvoltările în legătură cu noţiunile *normal* şi *ideal*, despre care n'am înţeles bine, întrucât ele contribue la soluţia problemei care ne ocupă. Aceste desvoltări au aerul unor digresiuni.

După cum se vede, soluţia lui Lalo este în spiritul neohumanismului german, care cu un Herder, Goethe, Schiller, etc. aduceau la vremea lor în teorie şi practică artistică un *ethos* profund de umanitate integrală. Lalo nu reuşeşte de altfel să asigure independenţa artei

decât în legătură cu moralitatea practică, cu *onestitatea*, căci, orice s'ar spune, ideea de umanitate este o valoare construită tot pe latura morală a sufletului, iar nu o valoare sintetică, cum dintr'o nevoie de sistemă ne este prezentată.

Raportul frumosului cu instinctul sexual este una din problemele speciale trezite de studiul relaţiilor dintre artă şi morală. Al doilea fragment îi este consacrat. Şi aici o lungă expunere istorică. Mai întâiu: estetică fără sexualitate, aceea anume care vede în interesul sexual un factor dezorganizant al contemplaţiei. Sufletul răsfrânge atunci în operă o tendinţă particulară, opusă energiei totale a personalităţii care trebue să anime obiectul estetic. Se pune însă întrebarea dacă această energie nu este cumva tocmai una din formele sub care se travesteşte instinctul sexual, *libido*, forma simplă şi adâncă a energiei vitale. Această obiecţie a prilejuit a doua grupă, teoriile psihoanaliste, după care activitatea artistică, alături de nevroze, nu este decât una din formele de eliberare ale instinctului sexual. La care Lalo observă, cu drept cuvânt, că tocmai aplicarea acestei ipoteze la mai multe realităţi, la artă şi la nevroze, scade valoarea ei explicativă specifică, pentru cazul particular al artei. Nici a treia grupă de teorii organizate în jurul ideii darwiniste a frumosului ca mijloc de selecţie sexuală, nu mulţumeşte pe Lalo. căci progresele biologiei au dovedit că în procesul de selecţie frumosul nu e decât un fenomen secundar şi uneori un fenomen care se desvoltă în contradicţie evidentă cu interesele selecţiei. Rolul cu toate acestea incontestabil al instinctului sexual în artă ni se explică în alt chip. Pe când tuturor instinctelor societatea le oferă mijloace de exercitare liberă, care să nu fie nici imorale, nici antisociale, instinctul sexual este singurul care nu se poate eliberà în mod inofensiv decât în ficţiunea artistică. Arta este domeniul unic în care fantezia sexuală, constrânsă în instituţia serioasă a familiei, poate să se elibereze.

Această explicaţie este legată de unele greutăţi. Mai întâiu viaţa sexuală nu joacă în artă rolul aproape exclusiv care i se atribue. Tragedia grecească d. p. este desvoltată din alte instincte; în opera lui Shakespeare iubirea îşi împarte importanţa cu crima. Briganzii romantici, vagabonzii lui Gorki, misticii şi apaticii lui Dostoewski şi Tolstoi sunt mişcaţi de instincte adânci, dar nu de iubire. In al doilea rând fantezia sexuală în forma ei antisocială nu joacă nici ea rolul precumpănitor pe care Lalo crede a i-l descoperi. Intâmplându-se să vorbească de «Hermann şi Dorothea», idila vieţii de familie, Lalo o consideră ca pe o operă nereuşită. De ce? Nu cumva faptul care trebuià tocmai dovedit, să constitue aici un criteriu şi judecata se pronunţă astfel în virtutea unei prejudecăţi? In altă parte Lalo vorbeşte de episodul Elenei din Iliada, dar uită să amintească pe acel al lui Hector şi Andromaca. Atâtea alte opere îşi trag nobleţea din liniştita şi calda poezie a căsniciei. «Alcesta» lui Euripide, «Piccolo mondo antico» a lui Fogazzaro, «Les Heures claires», «Les Heures d'après-midi», «Les Heures du soir» ale lui Verhaeren, ş. a. m. d. Căci dacă toate aspiraţiile naturii omeneşti, pe care viaţa le contrazice sau le lasă nesatisfăcute, îşi găsesc o realizare în artă, dacă arta este acea întregire a vieţii despre care s'a vorbit, de ce nevoia de linişte pe care omul o caută în căsnicie, să fi rămas străină inspiraţiilor artei? Viaţa sexuală joacă un rol important în artă, pentru că joacă unul la fel şi în viaţă. Dar nu se poate susţine că oferă un teren exclusiv de eliberare pentru formele antisociale ale instinctului sexual, pentru că văzurăm că şi formele constituite ale iubirii o alimentează în destule exemple. Se poate spune în mod general că arta oferă un prilej de actualizare tuturor instinctelor şi tuturor visurilor omeneşti. Şi în felul acesta credem că ne apropiem mai mult de adevăr.

T. Vianu

BERNARD LAVERGNE: *Les coopératives de consommation en France*. Paris, Armand Colin, 1923.

Invăţatul profesor de economie politică la Universitatea din Lille, d. *Bernard Lavergne*, publică în colecţia Armand Colin (secţia de istorie şi ştiinţe economice) un deosebit de interesant volum conţinând lecţiile făcute de d-sa, într'un curs public asupra Cooperaţiei, ţinut în anul 1921—1922 la Universitatea din Nancy.

In mai toate ţările Europei, războiul a pus în lumină meritele cooperaţiei, şi în special ale cooperaţiei de consum, astăzi, mai mult ca oricând aflată în centrul marei mişcări de prefacere economică şi socială. Erà de dorit ca a doua zi după încheierea păcii să se facă un tablou de ansamblu al cooperaţiei de consum,

pentru a se cunoaşte cu precizie propăşirea acestei instituţii de progres social şi apoi cauzele şi efectele acelei propăşiri. Opera d-lui Lavergne îndeplineşte această trebuinţă în ce priveşte Franţa şi ea e plină de învăţăminte şi de deschideri de orizonturi largi.

Autorul simte dela început necesitatea lămuririi noţiunilor şi a fixării frontierelor diferitelor categorii de cooperative. Cele trei tipuri de cooperative: consum, producţie, credit, sunt organisme atât de diferite încât nici numele de «cooperative» nu poate fi aplicat deopotrivă la toate.

Cooperaţia este instituţia socială care îmbracă cele mai multe şi variate forme. Clasificarea acestor forme a fost făcută până acum după *obiectul* lor, şi în ultimă analiză s'a ajuns la fixarea celor trei categorii clasice: cooperaţia de consum, de producţie şi de credit. Realitatea a venit să desmintă această clasificare. Multe cooperative de producţie sunt sau servicii dependente de cooperative de consum, sau asociaţii muncitoreşti de producţie. Multe cooperative de credit sunt sau mutualităţi de credit şi ajutor, sau societăţi corporative, sau mici asociaţii de credit capitaliste. Vechea clasificare a cooperativelor în grupe distincte după obiectul material al activităţii lor nu mai e potrivită. Şi idealul de a cuprinde toate asociaţiile variate, care sunt cunoscute sub numele de «coopeative», într'o singură formulă este o veche utopie. Nu se poate da o singură definiţie pentru toate aceste forme de asociaţie. Acei cari cred că au dat o asemenea definiţie, sau au eliminat greşit anumite varietăţi cooperative, sau au cuprins greşit varietăţi capitaliste. Sub numele general de cooperative se obişnueşte a se confundă trei instituţii economice profund deosebite între ele.

Principiul general al unei clasificări ştiinţifice trebuie să aibă în acelaş timp o întindere economică şi una socială. In ce priveşte cooperaţia, acest principiu poate foarte bine fi acela al repartiţiei profiturilor anuale. Diferitele varietăţi cooperative care se deosebesc din punctul de vedere al faptelor, se deosebesc şi din punctul de vedere doctrinar, dacă le privim sub unghiul principiului repartiţiei pe care ele il aplică profiturilor lor anuale. Repartiţia profiturilor poate fi între cumpărători în proporţie cu valoarea cumpărăturilor făcute de ei, repartiţie care ne duce la principiul *cooperativ* şi la *societăţile cooperative de consum* sau *cooperative distributive*; repartiţia poate fi făcută în proporţie cu salariile primite, ceeace duce la principiul *corporativ muncitoresc* şi la *asociaţiile muncitoreşti de producţie*. In sfârşit, repartiţia poate fi făcută în proporţie cu capitalurile depuse, materii prime sau produse aduse de fiecare, ceeace ne duce la principiul *capitalist*, sau *corporaţii patronale* şi la *societăţile corporative' patronale*. Caracterul economic al distribuţiei beneficiilor este evident, deosebirea economică între cumpărători-consumatori, între muncitori-producători şi producători-capitalişti, este bine stabilită. Dar întreprinzătorii, muncitorii şi consumatorii fac parte şi din clase sociale deosebite, şi cele trei moduri de repartiţie a beneficiilor au înfăţişări democratice neegale: mecanismul cooperativ împrăştie profitul între toţi cetăţenii ţării — aderenţa la o cooperativă de consum nefiind închisă nimănui; iar mecanismul corporativ muncitoresc sau patronal mărgineşte repartizarea profitului oricum într'un număr limitat de mâini. Cooperativele de consum deci au o valoare socială considerabilă.

Principiul cooperativ este deci acela în virtutea căruia beneficiile realizate în întreprinderi de producţie sau de vânzare, sunt restituite — în afară de rezerve — societarilor în proporţia cumpărăturilor făcute de fiecare din ei. Cooperative sunt deci numai cooperativele de consum, societăţi distributive, care nu vând membrilor numai cu amănuntul ceeace îşi procură cu toptanul, ci şi ceeace produc ele însele în acest scop. Numele de cooperativă de consum e prea restrâns pentru noul înţeles al cooperaţiei. D. Lavergne propune numele de *cooperativă de consumatori*.

In Franţa până în ultimul timp cooperativele de consumatori au funcţionat fără un statut juridic. Ele îşi reglementau viaţa juridică după art. 48—55 din codul de comerţ din 1867, privitoare la societăţile pe acţiuni cu capital variabil. In timpul războiului, şi sub impulsul Federaţiei Naţionale a cooperativelor, s'a votat legea din 7 Maiu 1917, completată apoi prin scurta lege din 14 Iunie 1920. Potrivit acestui regim legal cooperativele de consum sunt societăţile cu număr de membri şi capital variabile, care au ca regule esenţiale: 1° «să vândă aderenţilor lor obiecte de consumaţie pe care le cumpără sau le fabrică ele însele, sau unindu-se între ele, 2° să distribuie beneficiile lor între asociaţi în proporţia consumaţiei fiecăruia, şi să afecteze totul sau o

parte operelor de solidaritate socială în condiţiile determinate de statute» (art. 1). In acest înţeles cooperativele de aprovizionare în vederea producţiei se deosebesc de cooperativele de consum; ele nici nu pot fi socotite ca cooperative, beneficiile acestora nerevărsându-se asupra tuturor, şi neajutând cu nimic la îndulcirea inegalităţii bogăţiilor. Cooperativele de consumatori, sau distributive, sunt toate *societăţile de producţie, de vânzare* sau *de asigurare*, care sunt constituite între consumatori pentru satisfacerea, cu preţurile cele mai mici, a trebuinţelor lor personale şi familiare, şi în care profiturile realizate, dacă nu sunt afectate fondurilor de rezervă ale societăţii, sunt restituite societarilor în proporţie cu cumpărăturile făcute de fiecare.

Cele patru principii pe care se sprijină cooperaţia de consumatori sunt:

1. Impărţirea beneficiilor proporţional cu cumpărăturile făcute de fiecare (capitalul este redus la rolul simplu de salariat).

2. Un singur vot pe acţionar în adunările generale (Asociaţia de persoane nu de capitaluri).

3. Orcine poate fi membru (societate cu număr de membri şi capital variabile).

4. Proprietatea şi gestiunea date în seama delegaţilor direcţi sau indirecţi ai consumatorilor (Dreptul de a călăuzi producţia şi de a fixà preţul de vânzare, pus în mâna acelora cari au interes să intensifice producţia şi să urmărească coborîrea preţului vieţii, în mâna consumatorilor).

Luând în considerare aceste principii, se vede uşor că în grupa cooperativelor de consumatori pot fi cuprinse şi : *societăţile mutuale de construcţie de locuinţe*, *societăţile mutuale de asigurare* (de boală, invaliditate, bătrâneţe, viaţă sau moarte, de incendiu), *societăţile mutuale de economie*, toate societăţi de consumatori, care vând în cost, sau restitue membrilor la sfârşitul exerciţiului beneficiile lor. Nu pot fi cuprinse între cooperative, societăţile întemeiate pe principiul corporativ muncitoresc sau patronal. Chiar dacă ele ar repartizà beneficiile în sens cooperatist, nu au la bază desinteresarea şi altruismul cooperaţiei adevărate. Scopul lor este să adune pentru membri beneficii cât mai mari pe spatele publicului consumator. In egoismul lor rezidă şi cauza pentru care cooperativele de producţie nu au reuşit nicăieri. Societăţile corporative de cumpărare, de credit sau de asigurări agricole, precum şi societăţile corporative de producţie sau de vânzări în comun, urmăresc un interes strâmt, restrâns numai la grupul asociaţilor lor. Ele urmăresc un scop profesional, nu unul social, şi dacă nu sunt îndreptate direct contra maselor consumatoare, nu sunt ridicate nici spre folosul acestora. Dacă în lupta lor urmăresc să ţie piept marilor producători şi negustori, uneori substituindu-se chiar lor, conservând astfel o clasă, recunoaştem, necesară încă echilibrului social, ele nu tind la rezolvarea problemei sociale, adică la egalizarea veniturilor între clase, şi la o mai justă repartiţie a averilor.

D. Bernard Lavergne în studiul său nu se ocupă decât de cooperativele de consum. Studiul d-sale are două părţi: una privitoare la «Fapte» şi alta privitoare la «Doctrina cooperativă».

In prima parte ni se dă un interesant istoric al cooperaţiei de consumatori în Franţa dela origine până astăzi.

Părintele cooperaţiei în Franţa, Fourier, nu a avut cea mai mică bănueală de principiile fundamentale ale cooperaţiei de consumatori. Intâia cooperativă de consumatori în Franţa a văzut ziua numai în 1865. Deabià din 1880 însă se poate vorbi de o mişcare cooperativă serioasă. Istoria cooperaţiei franceze marchează trei epoce: 1° Dela 1880 la 1890, în care cooperaţia a mers crescând în deplină armonie; 2° Dela 1890 până la 1912, în care o grea sciziune, care a împărţit cooperaţia în burgheză şi socialistă, a împiedecat mersul ei normal; 3° Dela 1912 până azi, in care unitatea restabilindu-se, cooperaţia a avut o strălucită desvoltare.

Desvoltarea istorică a cooperativelor de consumatori în Franţa (1864—1920)

Anul	Numărul cooperativ. existente	Numărul total al cooperatorilor	Cifra de afaceri totală anuală a cooperativelor (în milioane)
1864	3	—	—
1880	50	—	—
1895	1221	300.000	100
1910	2882	800.000	250
1912	3094	815.000	300
1913	3261	880.000	320
1918	3724	1.313.000	636
1920	4591	2.500.000	1838

Care este cauza acestei deosebite desvoltări a cooperaţiei de consumatori în Franţa?

Fireşte, viaţa scumpă de după războiu a silit pe mulţi să caute în cooperaţie un paliativ al urcării preţurilor, însă adevărata cauză nu este aici, ea trebuie căutată în nouile metode de concentrare şi de administrare folosite dela 1913 încoace, în cooperaţia franceză. Faptele cooperative noui, care au făcut ca cooperaţia din 1920 nici să nu poată fi comparată cu aceea dinainte de 1913 sunt următoarele:

a) *Federalizarea cooperativelor*. In 1920 două treimi din cooperativele importante franceze erau afiliate la «Fédération Nationale». Din 1913 până la 1920 numărul societăţilor aderente la Federaţie a crescut cu 134%, şi al acelor neaderente de abià cu 5%, efectivul membrilor societăţilor aderente a crescut cu 435%, acel al societăţilor neaderente cu 81%, în fine vânzările cooperativelor aderente aproape s'au înzecit, au crescut cu 938%, pe când acele ale cooperativelor neaderente nu au crescut decât cu 226%.

b) *Concentrarea întreprinderilor cooperative*. In şapte ani cooperaţia franceză s'a ridicat dela regimul de întreprindere mică, strict limitat la comerţul cu amănuntul, la formele moderne ale marei întreprinderi centralizate. Cooperativele cele mari, grupate în 50 uniuni, unele din ele cu sute de magazine de desfacere, toate afiliate la Federaţie, şi cu o activitate mai mare decât miile de cooperative împreună rămase în afară de ele, ne dau măsura concentrării cooperaţiei franceze. Aceasta, din cauza numărului mare de cooperative poate fi socotită ca având un caracter de *răspândire cooperativă*, dar privind repartiţia forţelor reale găsim imediat o *concentrare foarte înaintată*.

c) *Transformarea tehnică a cooperaţiei*. Conducerea patriarhală de altădată, înlocuită cu practicile moderne ale comerţului, conducerea responsabilă a funcţionarilor cu garanţie prealabilă, libertatea în acţiune şi răspunderea absolută, păstrarea unui spirit cooperativ înalt printr'o propagandă vie, crearea unui comitet general pentru fiecare uniune care să centralizeze şi să controleze toate sarcinile de ordin moral ale secţiilor, distingând astfel cu totul organizarea morală de organizarea comercială, folosind pentru prima un sistem larg descentralizat şi pentru a doua o centralizare extremă, o reglementare a votului membrilor pentru un cât mai mare respect al voinţei fiecăruia, au dus la o nouă faţă a cooperaţiei franceze, şi la o situaţie de sigură propăşire. Prin ajutorul «Federaţiei naţionale a cooperativelor de consum»; al «Magazinului engros al cooperativelor franceze» (M. D. G.) —magazin întemeiat în 1907 cu un capital neînsemnat de 47.025 frcs, 228 societăţi acţionare şi vânzare anuală de 3.4 milioane frcs. şi ajuns în 1921 cu 1597 societăţi acţionare, cu un capital de 5.268.350 frcs. şi vânzare anuală de 152 milioane frcs; al — «Băncii cooperativelor franceze» — întemeiată în 27 Maiu 1922 pentru reglementarea creditului cooperatist — cooperaţia franceză a căpătat o desvoltare reală, cuprinzând în mişcare 25% din populaţia acestei ţări, cu o prosperitate financiară care îi asigură definitiv fiinţa, a căpătat o autoritate deosebită în opinia publică franceză şi sferele guvernamentale.

Dacă cooperaţia franceză a păşit ferm, din punct de vedere organizatoric pe drumul cooperaţiei engleze, producţia cooperativă e mult rămasă în urmă. Producţia *M. D. G.* a atins în 1921, 24 milioane cu 800 lucrători, neluând în seamă mori şi brutării exploatate de cooperative locale, pe când *Wholesale* englez a produs în 1920 de 831 milioane franci-aur, iar cel scoţian de 205 milioane, împreună deci 1036 milioane şi întrebuinţând 36.000 lucrători. Necesitatea ca cooperaţia franceză să-şi croească noui izvoare de câştig, — economisind câştigul producătorului, după ce şi-a economisit pe acel al comerciantului en gros sau cu amănuntul, — să aplice metodele sale în domeniul industrial pentru transformarea ordinei sociale, să aplice metodele sale în domeniul agricol şi extractiv, pentru întronarea regimului economic cooperatist, o va sili să intensifice producţia cooperativă, dar să se înţeleagă bine nu prin societăţi cooperative de producţie, care după cum am spus nu pot fi socotite decât ca societăţi corporative de muncitori sau de patroni, ci prin întreprinderi organizate şi conduse de cooperaţia de consumatori. Cauzele care până acum au împiedicat desvoltarea producţiei cooperative sunt două: una excepţională: neglijenţa sau incapacitatea conducătorilor de a pune în valoare capitalurile adunate, şi a doua, mai generală, insuficienţa capitalurilor adunate. Lipsa de îndrăsneală a directorilor s'a simţit şi în Anglia, unde capital cooperatist nu a lipsit niciodată, dar aceasta nici nu a putut prea mult fi constatată din cauza lipsei generale de capitaluri. Cu metodele şi principiile actuale, când capitalul erà aproape socotit ca periculos în cooperaţie,

nu se pot adunà sume mari, fără de care e cu neputinţă mari întreprinderi industriale, agricole sau extractive. Problema capitalurilor nu poate fi rezolvată în cooperaţie decât sau prin *subscripţii de acţiuni*, renunţând la spiritul anticapitalist în cooperaţie şi remunerând mai bine acţiunile suplementare, sau prin *acumulare de rezerve mari*, micşorând cât mai mult cu putinţă partea din beneficii reîntoarsă consumatorilor, sau prin *împrumuturi* şi *depuneri*. Calea aceasta din urmă este cea mai folosită de cooperativele de pretutindeni, rămâne cooperaţiei franceze să rezolve această problemă de adunare de capitaluri, păstrând neatinse toate principiile cooperaţiei.

In a doua parte a studiului său, d-l Lavergne discută în lumina doctrinei cooperative cele două mari probleme economico-sociale pe care le ridică această mişcare. Cooperaţia tinde la schimbarea regimului social-economic de astăzi. Se pune întrebarea care este şi va fi atitudinea cooperaţiei faţă de *problema salariatului* şi *problema marei industrii*. De sigur că cooperaţia pune şi alte probleme, însă aceste două mari probleme, una de un caracter social mai pronunţat, alta de un caracter economic, vin în întâiul plan.

Cooperaţia va puteà să facă să dispară conflictul social rezultat din problema salariatului?

Principiul cooperativ se poate adaptà necesităţilor marii industrii moderne?

Problema salariatului este nodul chestiunii sociale. Conflictul existent, ireductibil şi veşnic viu între patroni şi lucrători, nu poate aveà o soluţie în regimul capitalist de astăzi. El nu are numai un caracter economic, ci şi unul moral şi psihologic, şi nu poate fi înlăturat de cât prin răsturnarea înţelesului de astăzi despre muncă şi despre raportul dintre capital şi muncă. Cooperaţia are ca principiu fundamental confundarea producătorului cu consumatorul. Prin urmare această ordine socială ar puteà duce la stingerea conflictului prin dispariţie, prin contopire a celor două tabere economice. Dar cooperaţia însăş pentru a produce trebuie să folosească muncitori salariaţi, şi atunci conflictul dintre patroni şi lucrători se reduce la conflictul între instituţia cooperaţiei şi salariaţi. In adevăr, aşà este, şi acì rezidă unul din punctele cele mai atacate de socialişti şi sindicalişti, însă obiecţia are tărie numai în aparenţă. Cooperaţia îmbunătăţeşte şi transformă salariatul până la a-l face de nerecunoscut. Ameliorarea situaţiei materiale a muncitorilor în regimul cooperativ încă nu e totul. Deşì salariile acordate de cooperative sunt cel puţin acele fixate de sindicate — cooperaţia având o limită de sporire a salariilor mai mare ca a oricărui patron — totuş nu aceasta hotărăşte în conflictul social: Cooperaţia poate oferì condiţii de muncă superioare un tratament omenesc, poate oferì o autonomie a muncii şi o oarecare responsabilitate. Cooperaţia cheamă pe muncitori la împărtăşirea din beneficiile ei, nu numai prin căile bine cunoscute, dar neeficace, de *participări la beneficiu* sau *acţionariat muncitoresc*, dar prin putinţa oricui de a face parte ca membru din cooperaţie, şi de a luà parte ca consumator la beneficiile ei, fiecare muncitor poate fi şi coproprietar al mijloacelor de muncă, realizându-se astfel vechea dorinţă şi tendinţă a muncitorimii să fie stăpână a mijloacelor de producţie, să fie patron. Salariat şi membru al cooperaţiei muncitorul nu va mai pune greutate în chestiunea salariului său. Pentru el urcarea salariului, care va impune mai multe sacrificii cooperaţiei şi deci va micşorà restituirile ce le-ar primì la sfârşit de an ca consumator, nu mai are înţeles. El ştie că urcarea salariului, măreşte preţul vieţii aproape în aceeaş proporţie cu urcarea salariului, că-i îngreuează situaţia economică în loc să i-o uşureze, şi renunţă la această cerere în vederea întăririi cooperaţiei, şi deci a punctului său de sprijin în lupta contra regimului capitalist. Cooperaţia, chiar dacă nu înlătură salariatul, fiindcă tendinţa generală este ca acest fel de retribuire a muncii să se întindă tot mai mult, însă îl transformă: *salariatul-exploatare* din regimul capitalist devine *salariatul-colaborare* în regimul cooperatist. In acest din urmă regim, deşì se păstrează oarecare gradaţie în salarii, totuş este o tendinţă generală de egalizare a salariilor, astfel că se reduc şi pe această cale diferenţele între veniturile diferitelor clase. Aceasta nu înseamnă că nu sunt, sau n'ar puteà să existe conflicte între cooperaţie şi salariaţii săi. Numai că dacă, conflicte violente, greve, astăzi când muncitorii nu-şi dau perfect seama de noul regim social-economic, pot aveà loc, mâine, când naţiunea va fi cooperatizată, violenţa sau greva va fi îndreptată contra patronului, nu vor puteà să mai aibă loc. Cooperaţia nu are nimic de ascuns. Toate afacerile ei, planuri, bilanţ, beneficii sunt publice. Ea nu are nimic de ascuns nici în ce priveşte nemulţumirile contra ei, fiindcă ea nu

urmăreşte decât necontenita îmbunătăţire şi propăşire a mişcării. Neînţelegerile dintre cooperaţie şi muncitori vor fi totdeauna şi imediat stinse în discuţii sincere şi binevoitoare între conducătorii cooperaţiei şi acei ai sindicatelor profesionale. Aceştia vor discută pe faţă, cu bună credinţă, cu sinceră dorinţă de îndreptare a stării social-economice. In Franţa această înţelegere s'a realizat. In 1920 s'a încheiat un acord între *C. G. T.* şi «Fédération nationale des coopératives de consommation» pentru înlăturarea oricărei greve în organizaţiile cooperative. S'a constituit o comisie arbitrară paritară, cu însărcinarea să pregătească textele contractelor colective de muncă, care se vor încheià între cooperaţie şi sindicate, să stabilească salariile şi condiţiile de muncă, şi în genere să cerceteze şi să împace orice neînţelegere ar surveni între cooperative şi salariaţii lor. S'a recunoscut cu această ocazie structura socială şi desinteresată a cooperaţiei, interesul ce trebuie să pună muncitorimea la existenţa ei, şi absurditatea în aceste împrejurări a oricărei greve.

Problema industriei mari este tot atât de importantă. Regimul capitalist, trebuie să o recunoaştem, ne-a dus la starea înaintată de astăzi şi la gradul de consum şi confort, chiar în păturile cele mai de jos, care ne deosebeşte de sălbatici. Trebuie să se recunoască deschis că întreaga civilizaţie de care ne bucurăm astăzi, în diferită măsură toţi, se datoreşte acestui regim sub care producţia a crescut, s'a desvoltat şi s'a perfecţionat. Regimul cooperatist, dacă ar micşorà această producţie, chiar dacă ar aduce o echitate mai mare, nu e demn să înlocuească regimul de astăzi. Din fericire regimul cooperatist întruneşte toate condiţiile pentru a înlocuì cu folos regimul capitalist: noul regim aduce o repartiţie mai egală a veniturilor între clase, şi poate menţine producţia la nivelul actual, ceeace înseamnă că aduce un regim de dreptate socială, păstrând întreagă prosperitatea economică de astăzi. Productivitatea economică nu este scăzută în regimul cooperatist. Cooperaţia păstrează tehnica producţiei capitaliste, păstrează regimul întreprinderii şi proprietatea mijloacelor de producţie, se sprijină pe capital şi pe principiile sale productive. Conducerea întreprinderilor cooperative este aceeaş ca a societăţilor anonime din regimul capitalist. Tendinţa realizării unui profit în afaceri, chiar dacă acesta are altă destinaţie decât în repartiţia capitalistă, este motorul prosperării economice ca şi în regimul capitalist. Interesul personal atât material cât şi moral al conducătorilor întreprinderii este păstrat şi în regimul cooperatist. Raporturile comerciale în părţile lor productive şi echitabile sunt păstrate în totul în noul regim.

Intinzând principiul cooperaţiei asupra corpurilor sociale organizate şi creind *regii cooperative*, noul regim poate adunà forţe şi capitaluri mari, necesare pentru cele mai mari întreprinderi, chiar în domeniile în care cooperativele restrânse nu ar puteà să ia fiinţă.

Statul, judeţul, comuna vor aveà totdeauna grijă să procure capital şi materiale regiilor cooperative, fiindcă în afară de economiile care le-ar aduce acest mod de producţie, sau de aprovizionare, însă organizarea şi rezultatele lor sunt în întregime în folosul general.

Şi dacă s'ar puteà să se obiecteze că corpurile publice neavând deacolo decât dobânda capitalului plasat, şi, numai în cazul când sunt consumatoare, parte la beneficii, nu au interesul să procure capitalurile necesare, s'ar puteà cità din lumea faptelor cooperaţiei franceze regiile cooperative: «Compagnie nationale du Rhône» pentru forţa motrice, Asociaţiile pentru exploatarea minelor de potasă din Alsacia, şi pentru fabricarea amoniacului sintetic în marea uzină de produse himice din Toulouse.

Cuprinzătorul studiu al d-lui Lavergne ar trebuì să se găsească în mâna tuturor cooperatorilor români. El ar trebuì chiar tradus în româneşte pentru a i se da o răspândire cât mai mare. *N. Ghiulea*

RENÉ FAVAREILLE: *La dotation syndicale. Solution de la question sociale.* Paris, Berger-Levrault, 1920.

Conducătorii marii revoluţii franceze au crezut că prin declaraţia drepturilor omului, prin împiedecarea oricărei asociaţii şi prin liberarea proprietăţii rurale de servituţile feudale şi împărţirea latifundiilor eclesiastice, au rezolvat în întregime chestia socială. In orizontul economic strâmt dela sfârşitul veacului al XVIII-lea, revoluţia nu aveà de satisfăcut decât revendicările social-economice ale ţărănimii şi negustorimii. Nimeni nici nu puteà bănuì că descoperirea huilei, a aburului, electricităţii şi tehnicii dela începutul veacului al XIX-lea, vor schimbà cu totul

înfăţişarea vieţii economice, vor ridicà o nouă activitate economică, care va ocupà o mare parte a omenirii muncitoare. Revoluţia a rezolvat problema socială pentru ţăranii cari au devenit liberi, să ajungă la proprietate şi la stăpânirea mijloacelor de muncă; pentru comercianţi şi meseriaşi, cari, liberaţi de sub cătuşele corporaţiilor, puteau să ajungă la proprietatea locuinţei, prăvăliei sau atelierului. Legile revoluţionare nu puteau să prevadă revendicările muncitorimii industriale, care, din cauza desvoltării gigantice a uzinei, a capitalului enorm pe care îl foloseşte industria, a concentrării lor în aglomeraţii orăşeneşti, a imposibilităţii de fărâmiţare a întreprinderilor, în mai puţin de jumătate de secol dela începutul revoluţiei, s'a văzut condamnată pentru totdeauna de a nu mai ajunge la proprietate, la stăpânirea mijloacelor de producţie, la independenţa economică, la bună stare şi cultură.

Nenorocirea a fost mai mare, fiindcă revoluţia a fost în mare eroare când a ridicat dreptul de asociare, fiindcă prin aceasta a luat muncitorimii industriale orice putinţă de a ţine piept puterii capitaliste şi exploatării patronale, şi deci de a îndreptà rezultatele neprevederii revoluţiei în domeniul industrial, şi de a îndulcì raporturile sociale dintre patroni şi muncitori. Revoluţia a dat puterea în mâna burgheziei, o clasă tot atât de egoistă şi neîndurătoare, ca şi nobilii răsturnaţi din drepturile lor feudale. Erorile involuntare ale revoluţiei nu au fost îndreptate de nouii stăpânitori. Din contra, burghezia a căutat să tragă cât mai multe foloase din ele pentru sporirea puterii ei. A folosit puterea asociaţiei pentru întărirea capitalului ei şi nu a îngăduit muncitorimii să-şi apere drepturile cele mai elementare. Burghezia şi-a dat seama dela început ce pericol reprezintă pentru puterea ei ridicarea muncitorimii şi mai ales alcătuirea unui capital muncitoresc, ea şi-a dat seama dela început că problema socială nu este decât lupta pentru stăpânirea mijloacelor de producţie. Ţinută în întuneric, mizerie şi izolare muncitorimea puteà fi stăpânită. Revoluţia a scos din şerbie pe ţărani, dar a robit, proletarizând, pe muncitorii industriali.

In 1884, când, după multă luptă şi străduinţă, muncitorimea a căpătat dreptul de asociare, burghezia nu a găsit de bine să-i dea decât dreptul de a ţine discursuri, nu şi de a strânge avere. Deabià prin legea din 14 Martie 1920 s'a dat capacitate civilă sindicatelor franceze.

Industria a ajuns la o fază de desvoltare, că nu mai poate fi comparată cu agricultura. Pământul se poate împărţì, fiecare ţăran poate devenì proprietar liber şi stăpân pe pământul lui; industria mare este indivizibilă. Muncitorii industriali nu pot devenì individual proprietarii mijloacelor de producţie, timpul meseriilor şi al micilor ateliere a trecut de mult. Dar cum revendicarea muncitorilor rămâne veşnic aceeaş: *proprietatea mijloacelor de producţie*, trebuie căutată o soluţie socială pentru această problemă.

Soluţiile propuse până acum sunt neeficace. *Participarea la beneficii* şi *acţionariatul muncitoresc* sunt paleative, care dealtfel nu pot fi aplicate decât la întreprinderile sub formă de societate şi în anii când dau beneficii. *Naţionalizarea* — numele nou al vechii etatizări — face apel la o solidaritate prea largă pentru înţelegerea muncitorimii. *Cooperaţia*, un instrument miraculos, însă care nu poate fi folosit cu succes din cauza insuficienţii capitalului pe care îl poate adunà.

Soluţia acestei probleme trebuie căutată în *dotarea muncitorimii* cu capitalul necesar pentru educarea şi ridicarea ei, şi apoi pentru intrarea în stăpânire a mijloacelor de producţie.

Cum să se facă această dotare?

Muncitorimea are aceeaş parte ca şi capitalul la formarea beneficiilor, o parte mult mai mică de sigur ca partea inventatorului, sau a conducătorilor tehnici sau comerciali. Salarizarea muncitorimii nu este îndestulătoare pentru împlinirea tuturor necesităţilor ei. In orice caz nu dă putinţă muncitorimii să realizeze economii şi deci un capital. Muncitorimea are drept la o parte din beneficii. Dar fiindcă muncitorimea nu poate luà parte la conducere, şi chiar dacă ar aveà reprezentanţi în consiliul de administraţie, niciodată în regimul actual, nu ar aveà majoritatea voturilor, ea nu poate aveà controlul gestiunii şi al beneficiilor. Şi neîncrederea şi nemulţumirea ar separà mai departe tabăra muncitorească de cea patronală. Mulţi muncitori încă lucrează în întreprinderi individuale: acolo nu poate fi vorba de participarea la beneficii, şi acei muncitori nu sunt cei mai fericiţi. Din contra, nu există suferinţă mai mare ca în locuinţa mizeră a lucrătorului la domiciliu. Singura cale ar fi ca muncitorii să primească dela industrie o dotaţie proporţională cu va-

loarea producţiei, asupra căreia muncitorii pot avea mai uşor controlul. S'a zis *dotaţie*, nu primă, gratificaţie, salar, participare, pentru ca să se înţeleagă că nu e vorba de o sumă ce s'ar fărâmiţă şi s'ar împărţi muncitorilor care ar cheltui-o odată cu salarul lor modest şi nesuficient. Această dotaţie ar fi să se încredinţeze sindicatelor pentru crearea unui fond muncitoresc, unui capital muncitoresc, care centralizat şi organizat ar avea o valoare considerabilă atât economică cât şi socială.

Impozitul actual asupra cifrei afacerilor ar putea fi trecut muncitorimii pentru alcătuirea dotaţiei sindicale, la care s'ar adăugă depunerile voluntare ale muncitorimii şi beneficiile rezultate din administrarea fondurilor.

Această dotaţie ar fi să fie folosită numai în scopuri economice şi sociale, niciodată politice. Prin ea s'ar crea instituţii muncitoreşti: asigurări, bănci, şcoli profesionale, biurouri de plasare, contenciosuri, şi s'ar cumpără acţiunile diferitelor întreprinderi pentru a intră în posesiunea lor, sau s'ar ridică direct prin mijlocul cooperaţiei, uzine mari muncitoreşti, care să înlocuească pe cele capitaliste.

Foloasele acestei dotaţii sunt imense. Prin ea se deschide posibilitatea rezolvirii problemei sociale, se naşte o solidaritate indestructibilă între capital şi muncă, se pregăteşte proletariatul pentru sarcina grea economică ce îi va incumbă mâine când i se vor da în seamă toate întreprinderile industriale, se pregăteşte viaţa politică de mâine.

Propunerea nu e lipsită de obiecţii. S'ar putea obiectă deficitul bugetar ce se aduce prin lipsirea bugetului de impozitul pe cifra de afaceri, însă trebuie să se ţină seamă de economia ce se face Statului în bugetul social, şi apoi se pot găsi alte mijloace pentru crearea de venituri pentru Stat; s'ar putea obiectă că se grevează producţia cu o sarcină prea grea, obiecţia însă nu e solidă fiindcă o participare la beneficii nu grevează mai puţin producţia. Mai curând ar trebui să ne fie teamă ca industria să nu-şi creieze şi pe această cale un nou izvor de beneficii pe spatele consumatorului. S'ar putea obiectă că se iau banii marii industrii pentru a i se ridică o concurenţă, însă deoarece în orice caz tot la trecerea întreprinderilor în mâna muncitorimii mergem: nu e mai bine ca aceasta să se facă treptat? In sfârşit, s'ar putea obiectă că ajutăm la ridicarea primejdiei dictaturii proletare. Intâiu, această primejdie, dacă va fi, nu poate fi vorba despre ea astăzi. Trecerea treptată în mâna muncitorimii a mijloacelor de producţie, va fi desăvârşită destul de târziu. Şi dacă această clasă va fi abuzivă şi ea, ca toate celelalte care au ajuns la putere, dacă va fi şi ea egoistă, tiranică, conservatoare, va fi dărâmată atunci, când va trebui, printr'o nouă revoluţie, de generaţia care nu o va mai putea suporta. Nimic nu e etern în lume! *N. Ghiulea*

D. JOVANOWITCH: *Le rendement optimum du travail ouvrier*. Paris, 1923, Payot 8°, 490 p.

Se numeşte «Economie Socială» acea parte din Economia politică, al cărei caracter *social* a putut fi observat până şi de către economişti. Aceasta explică totodată situaţia oarecum subalternă a acestei discipline faţă de celelalte «Ştiinţe» economice. Căci, pentru economist, adjectivul «social» este sinonim cu arbitrar, neanalizabil ştiinţificeşte, capricios, supus mişcărilor instabile ale «opiniei», într'un cuvânt, cu totul deosebit de rigoarea quasimatematică a fenomenelor propriu zis economice. Economia socială nu cuprinde *legi*, ci numai *legislaţii*; nu are principii teoretice, ci simple deziderate filantropice.

Dar şcoala sociologică franceză nu învăţase a gândi altfel. Cea dintâi «regulă a metodei» constă în a privi simţimintele colective, absurdităţile «à plusieurs», logica ilogică a mulţimilor, ca «lucruri», ca obiecte de studiu. Un asemenea punct de vedere nu este el aplicabil şi conţinutului de idei generoase care alcătueşte Economia Socială?

Elev al lui Bouglé, d-l D. Yovanowitch s'a străduit a întrebuinţă o asemenea atitudine. Mai întâiu, din diversele «instituţii ale progresului social», d-sa a luat elementul comun tuturora: fenomenul *muncii proletare*. Din ea şi-a făcut problema centrală. Apoi, noţiunii obişnuite a «rendementului maxim» a substituit pe aceea a «rendementului optim» — care e, în ciuda numelui, mult mai obiectivă decât cea dintâi. In sfârşit, variilor aspecte ale muncii uvriere le-a găsit o latură comună: orice problemă muncitorească e problema unui *stimulent*. Cartea de care ne ocupăm nu vrea să fie alta decât—o spune chiar autorul — schiţarea unui «*sistem complet de stimulente ale muncii uvriere*».

Dar pentru a pricepe noutatea punctului de vedere al d-lui Yovanowitch e bine să pre-

cizăm care îi e poziţia faţă de aceà antropometrie de uzină care e taylorismul şi derivatele sale. Acesta priveşte pe lucrător ca pe o simplă posibilitate de travaliu mecanic. In faţa sursei de energie, tayloriştii îşi pun întrebarea: Cum trebuie să orânduim şi să împerechiem mişcările, pentru a puteà, din forţa disponibilă, să obţinem maximum de rezultate?

E preocuparea «rendementului maxim». Punct de vedere greşit, — crede d-l Yovanowitch. Şi greşit, nu pentru că e barbar şi amoral, dar pentru că, chiar ştiinţificeşte, este unilateral; pentru că nu are în vedere decât o parte din datele problemei.

Taylor nu priveşte lucrurile cu ochiul omului de ştiinţă care ţine seama de contingenţe de timp şi de loc, şi care nu generalizează decât ceeace e generalizabil. Taylor şi discipolii săi au «mentalitatea» lui *homo oeconomicus*, rod târziu al civilizaţiei recente. Că în regimul capitalist este obiceiul a se «mecanizà» — cum spune Sombart, toate raporturile sufleteşti dintre oameni, — este neîndoelnic. Deaceea e explicabil ca muncitorul să fie privit de patron ca o maşină din care să se poată scoate cât mai multă treabă economică. Dar, dacă este explicabilă, o asemenea mentalitate nu este, pentru atât ştiinţifică. Nu este adecvată faptelor, pentru motivul foarte simplu că omul poate uneori da *mai mult*, alteori *mai puţin* decât o maşină de acelaş număr de H. P. Iar cauzele care pricinuesc aceste variaţii nu constitue o problemă de mecanică, ci una de sociologie, şi încă una din cele mai complexe din câte cunoaşte sociologia, căci într'însa intervin consideraţii de ordin moral, politic, juridic, educaţional, religios, într'un cuvânt toate neamurile valorilor sociale.

In faţa unei asemenea situaţii e deci firesc ca Taylorismul, ştiinţă a «timpurilor-tip» şi tehnică a «economiei de mişcări», să fie insuficient. De fapt Taylorismul nici nu e foarte nou. Bücher, în cartea sa «Arbeit und Rythmus» ni-i zugrăveşte pe vechii Egipteni făcând Taylorism «avant la lettre». Ceeace mentalitatea capitalistă a adăugat acì a fost o mai mare intensitate şi luciditate în sentimentul — aşà de vechiu — potrivit căruia omul e privit ca un automat, şi deci problema oboselei inexistentă.

E drept că tayloriştii protestează, amintind că ei au dat toată însemnătatea cuvenită analizei fenomenelor de oboseală. Decât, oboseala pe care o cercetează ei e numai o faţă a chestiunii. Taylorismul, fireşte, nu puteà să nu întâlnească problema aceasta în drum, căci el cere lucrătorului sforţări *mari*, deci în stare să pricinuească cunoscutele fenomene de gâfâială, tremurătură, palpitaţii, toate acele simptome ale oboselei violente şi brusce. Dar celălalt fel de oboseală, epuizarea lentă pe care lucrătorul nu o poate percepe şi înregistrà decât abià la sfârşitul unei luni sau unui an; deficitele bilanţului energetic al unui muncitor, — acest soiu de oboseală nu interesează pe taylorist. S'ar puteà spune chiar că problema *uzurei*, existentă când e vorba de maşina propriu zisă, este inexistentă când e vorba de «motorul uman». A fost, ce e drept, un timp când o asemenea socotinţă — sau mai bine nesocotinţă — erà sprijinită pe fapte; când, cu alte cuvinte, *înlocuirea* unei maşini-om nu cereà speze noui. Erà vremea când proletariatul alcătuià o inuzabilă «armată industrială de rezervă». Astăzi însă nu mai e aşà. «Emigrarea internă», dinspre «ogoarele despoporate» către «oraşele tentaculare» a încetat. Lucrătorul se apără şi se asociază. Simţul său de dreptate se ascute. «Standard»-ul lui de viaţă se ridică. Simptome de însănătoşire socială, sau semne de disolvare subversivă, — oricum ar fi ele calificate, asemenea fapte sunt *realităţi* rezistente. Fără îndoeală, *homo oeconomicus* este, în societatea capitalistă modernă, mai mult decât o simplă schemă. Dar alături de el, şi trăind o viaţă tot atât de reală, d-l Yovanowitch ni-l arată pe *homo justus*. Instinctul de dreptate al lucrătorului, — el este care explică multe ciudate neizbânde ale instinctului economic. De ce toate instituţiile ce ţin de ceeace Tolstoi numià sistemul «Caritativ» dau mai întotdeauna greş? Pentrucă muncitorul găseşte nedrept şi nedemn să primească pomană. Homo oeconomicus îi poate spune oricât că se înşeală; această amăgire însă e o realitate, de care vin prea ades să se izbească, zădărnicite, mai toate aşà zisele «instituţii ale progresului social»: acţionariat muncitoresc, participare la beneficii, locuinţe ieftine, gratificaţii, etc. D-l Yovanovitch, care nu s'a mulţumit numai să citească, dar la metoda obişnuită a adăugat-o şi pe aceea a interwiev-urilor directe luate patronilor, contramaiştrilor şi mai cu seamă muncitorilor, — ne citează un răspuns al unei lucrătoare căreia interlocutorul îi amintià toate binefacerile patronului. «C'est bien — spuneà ea — mais il est agaçant tout

de même». Ceeace o *agasà* pe proletara noastră erà ingerința filantropică în existența ei intimă. Simțimântul de libertate îi erà rănit. Năzuința către democrație integrală e o trăsătură adânc înrădăcinată în sufletul lucrătorului. Patronul care vrea să intensifice munca acestuia, trebuie, ca să reușească, să țină seama și de instinctul democratic, desvoltat mai mult ca oriunde aiurea, în inima proletarului.

Dar alături de *homo oeconomicus* și de *homo justus*, mai există un al treilea homunculus. L-am puteà numì *homo faber*, delegat al cunoscutului simțimânt de *plăcere de a munci*, de voluptate a activității; e ceeace Germanii numesc «Arbeitsfreude», și ceeace înțelegeà și analizà în chip magistral Fourier sub numele de «*travail attrayant*». Iată o a treia realitate care trebuie adăugată celorlalte două. *Lucrătorul vrea să muncească în așà fel încât să-i fie plăcut să muncească.* Acel care îi va procurà asemenea condiții de muncă, va contribuì, automat, la sporirea rendementului acesteia din urmă.

Așadar, trei sunt elementele în care se descompune fenomenul muncii:

Remunerația — care ține de instinctul economic; *igiena* — care ține de instinctul «voioșiei muncii»; în sfârșit, *regimul social*, — care privește instinctele de dreptate ale lucrătorului.

Iată cum probleme, până acum de ordin aproape numai etic, devin obiecte de Sociologie pozitivă. «*Remunerație rațională* — spune d-l Yovanowitch, — *muncă igienică, democrație economică*» — iată cele trei probleme ale adevăratei «Științe muncitorești». Cuvinte care seamănă mai de grabă cu niște deziderate generoase, dar care, în mâinile d-lui Yovanowitch, devin simple realități; căci autorul a știut să le cuprindă într'o formulă obiectivă: aceea de *stimulent*. Toate aceste fapte au comun calitatea de a fi *stimulente eficace ale muncii uvriere*. Prin aceasta, devin *cauze obiective* ale travaliului mecanic efectuat de lucrător, și pot deci fi studiate ca atari. Așadar, fără riscul de a ne depărtà dela atitudinea riguros științifică, putem vorbì de dreptate și igienă socială. Intre mecanicismul tayloristului și moralismul filantropului este loc pentru un al treilea punct de vedere care consistă — după expresia lui Durkheim — în a privì sentimentele colective «comme des Choses». Ceeace și face d-l Yovanowitch, întocmind, prin aceasta, cel dintâiu manual de «Știință muncitorească». (Ințelegem prin știință a muncii nu ceeace, uzurpând titlul, numesc tayloriștii, ci «Economia Socială» prefăcută, din simplă Etică economică, în capitol de Economie pură și simplă, pe lângă care adjectivul social riscă chiar să facă pleonasm).

Știința muncii e disciplina care se ocupă cu descrierea și explicarea sentimentelor diverse în legătură cu munca, sentimente pe care le încearcă cele trei personagii: homo oeconomicus, homo faber și homo justus, dinlăuntrul sufletului oricăruia dintre proletarii veritabili.

Astfel pusă chestiunea muncii, ea poate redevenì o problemă de mecanică, dar... de mecanică omenească, unde datele sunt mult mai puțin simple, mult mai numeroase și mai rebele la analiză decât acele două-trei elemente la care se mărginesc tayloriștii. Munca e un fapt complex. Pentru a-i simplificà întrucâtva cauzalitatea d. Yovanowitch strânge pricinile și condițiile multiple în noțiunea generală și obiectivă de *stimulent*, noțiune care se află, oarecum, la granița dintre animat și automat. Iar vechea (și mai ales învechita) preocupare a «rendementului maxim», autorul o înlocuește cu aceea a «rendementului optim», care nu e decât exprimarea mai sociologică a celui dintâiu. Căci un rendement maxim care nu mulțumește și pe muncitor, devine rendement nul, prin imposibilitatea lucrătorului de a mai continuà. Stimulentele muncii sunt solidare, — cel puțin acum și în societățile capitaliste. O mare cantitate de muncă nu se poate obține decât dacă punem în mișcare *toate* mobilurile care însuflețesc purtarea lucrătorului. Ceeace revine la a spune că adevăratul rendement maxim este, în cele din urmă, rendementul optim.

Printre «stimulentele muncii», cele care fac să intervină sentimentul interesului economic alcătuesc într'un cuvânt, *remunerația*. Acesteia autorul îi consacră prima parte a lucrării sale. Explică pentru ce «vechea metodă de remunerație», adică salariul pe timpul de muncă, e și azi încă așà de răspândită: ea asigură patronului o mai mare dominație asupra lucrătorului și îl pune la adăpostul riscului de a i se deteriorà uneltele de către muncitorii cari, fiind plătiți «cu bucata», ruinează utilajul pentru a fabricà câteva obiecte mai mult. Iar muncitorului, îi convine, pentru că nici nu se extenuează, nici nu riscă să cadă într'o situație de inferioritate față de camarazii săi.

«Salariul modern» însă se distinge — spune d-l Yovanowitch—în primul rând «prin aceea că nu e simplu». El «ține seama.... de *canti-*

tatea şi de *calitatea* produselor, de *viteza* muncii, de *regularitatea* ei, de felul în care lucrătorul se slujeşte de *unelte*, şi de suma de «dechets»-uri pe care le lasă în urma lui».

Tot în capitolul general al remuneraţiei intră participarea la beneficii şi acţionariatul uvrier; apoi ceeace autorul numeşte «adjuvantele» salariului, adică: garanţiile de salariu (salariu minimum, etc.), cooperative de consum, locuinţe ieftine, grădini uvriere, însfârşit, asigurările muncitoreşti împotriva accidentelor profesionale, infirmităţii, lipsei de lucru etc. In cel d'al doilea capitol sunt studiate stimulentele în legătură cu igiena şi cu «le bien-être», cu buna dispoziţie trupească şi sufletească. Problema mecanizării şi individualizării muncii selecţia muncitorului, emulaţia, etc., precum şi problema oboselii sunt supuse unei analize foarte complete. Insfârşit, în partea a treia a cărţii se vorbeşte de toate acele stimulente în legătură cu simţul de dreptate al muncitorului, şi cu situaţia sa morală: raporturi între lucrători, între aceştia şi contramaiştri, între muncitori şi patroni, chestiunea avansării, a educării, însfârşit, democratizarea uzinii prin instituţii ca sfaturile muncitoreşti şi controlul uvrier.

Acesta e, pe scurt, cuprinsul cărţii de pe acuma clasice a tânărului şi savantului profesor dela Universitatea din Belgrad. Carte în care ni se dovedeşte în chip luminos totodată complexitatea şi unitatea sufletului proletar. Dacă vrem să-l *mânuim*, să-l utilizăm, trebuie să ţinem seama de *toate* trăsăturile sale. O instituţie de «economie socială» avortează aproape în totdeauna pentru că îi lipseşte concursul *tuturor celorlalte* instituţii. Orice «sistem de stimulente» care nu le cuprinde pe *toate*, este, mai dinainte, ineficace. Sentimentul acestei unităţi indecompozabile al foarte complexei psihologii muncitoreşti este pare-ni-se ideea călăuzitoare din prea frumoasa lucrare a sociologului jugoslav. *D. I Suchianu*

D. JOVANOWITCH: *Les stimulants modernes du Travail Ouvrier* (Essai de bibliographie systématique) cu o prefaţă de C. Bouglé. (Ed. Presses Universitaires, Paris).

Este complementul bibliografic al lucrării precedente. In această din urmă nu puteà fi arătată toată substructura de materiale pe care se rezimau concluziile. Doar ştim că seriozitatea unei lucrări ştiinţifice se măsoară nu după cantitatea de cărţi menţionate, ci mai degrabă după volumul volumelor necitate. Şi opera de selecţie este, în materia tratată de d-l D. J. cu atât mai anevoiasă, cu cât, aici, orice articol de ziar poate fi «referinţă» bibliografică. Dar aceleaşi consideraţii demonstrează şi utilitatea încercării: căci cercetătorul, în economie socială, riscă să piardă un timp nemărginit cu căutarea unor isvoare care sunt, ele, aproape într'adevăr nemărginite. Iată de ce bibliografia sistematică întocmită de d-l Jovanowitch împlineşte o indispensabilă necesitate.

Ordinea materiilor e aceeaş ca şi cea din cartea analizată mai sus. Asupra gospodăriei interioare a capitolelor, autorul ne informează în prefaţă. Este deajuns să remarcăm că nici una din comodităţile tehnice ale unei bune bibliografii nu lipseşte. *D. I. Suchianu*

I. RAMSAY MACDONALD: *Le Socialisme et la société*, Paris, 1922, 284 pag.

Volumul face parte din colecţia *Bibliothèque de Philosophie scientifique*, condusă de Dr. Gustave le Bon. Nu are o însemnătate de actualitate, întrucât a fost scris înaintea frământărilor sociale ieşite din răsboiul mondial. Autorul a scris însă traducerii franceze o prefaţă, datată din 1920, în care cearcă să arate rezultatul mişcărilor revoluţionare recente pentru concepţia socialistă. Reţinem deaici părerea că parlamentarismul modern va trebuì conciliat cu sovietismul: reprezentarea proletarilor, după gruparea industrială, va trebuì altoită pe reprezentarea cetăţenilor întruniţi în circumscripţii regionale. E drept că constituţia germană a recunoscut de *jure* sfaturile muncitoreşti alăturea de reprezentanţa naţională sub vechea formă a parlamentului. Dar au trecut patru ani deatunci, şi viaţa politică nu dă nici un semn de a se îndrumà în această direcţie. In însăş ţara lor de origină, în Rusia, sovietele au pierdut orice înrâurire efectivă asupra vieţii publice.

In cuprinsul lucrării, autorul îşi stabileşte, mai întâiu, punctul de plecare, arătând că aceasta este *problema sărăciei*, trece apoi la raportul dintre individ şi societate, tratează pe larg prefacerile economice moderne, în urmă face un scurt istoric al desvoltării socialismului spre a încheià cu activitatea partidelor politice, în deosebi, se înţelege, cu a partidelor socialiste.

Ce concepţie socialistă se desprinde din aceste cercetări? R. Mac Donald respinge doc-

trina marxistă a revoluţiei şi a luptei de clasă, ca unealta de înfăptuire a prefacerilor revoluţionare, el arată că admite numai concluziile marxiste, nu însă şi explicarea dată de Marx acestor concluzii: întemeierea aspiraţiilor socialiste trebuie căutată pe altă cale.

«In vreme ce primim pe dea'ntregul concluziile colectiviste şi socialiste ale lui Marx, trebuie totuş să le lămurim şi să le apărăm făcându-ne altă concepţie despre societate, cu alte formule pe buzele noastre, şi alte directive impuse activităţii noastre.

«Putem pune pe Marx pe pragul sociologiei ştiinţifice, însă nu mai departe» (pag. 168).

In consecinţă el împărtăşeşte concepţia, că socialismul este «năzuinţa de organizare a societăţii» (pag. 64 şi passim), dar cearcă să întemeeze asemenea concepţie cu ajutorul teoriei organice a evoluţiei sociale. Mac Donald arată că societatea e un organism, că evoluţia ei nu prezintă rupturi revoluţionare, ci alcătueşte un mers continuu, evoluţionar. Marea greşeală a lui Marx, socoate autorul, e că nu a avut simţ pentru continuitatea socială. Şi aceasta se lămureşte prin condiţiile istorice, în care întemeietorul socialismului ştiinţific şi-a formulat vederile sale. In adevăr, doctrina marxistă este pre-biologică: ea s'a alcătuit pe baza exclusivă a logismului hegelian, care nu cunoaşte decât antiteza, contradicţia, conflictul ca motor al evoluţiei sociale. Dar grandioasa desvoltare a biologiei a venit să ne aducă o concepţie opusă a desvoltării societăţilor, ca ceva continuu, şi prin aceasta să ruineze temeliile ştiinţifice ale socialismului marxist.

In această lumină, mişcarea socială a Angliei se prezintă autorului în chipul următor: Atâta vreme cât sindicalismul englez (trade-unionismul) a respins orice atingere cu viaţa politică, a domnit adevăratul răsboiu de clasă. Atunci lucrătorii nu recurgeau decât la tratative directe cu patronii, şi ca ultim argument aveau greva. S'a văzut însă că pe această cale nu ajungeau la nimic, şi atunci au întemeiat partidul travaist (Labour-Party), în 1899, intrând astfel în viaţa politică. Cu aceasta încetează perioada răsboiului de clasă, făcând loc perioadei socialiste propriu zise. Sarcina mişcării politice socialiste este de a lucră la organizarea socială pe baza mutualităţii, se înţelege întrucât aceasta va fi cu putinţă. Dealtfel lăsăm să vorbească aici autorul singur:

«Sarcina partidului travaist e de a înfiinţă socialismul, în caz când socialiştii au dreptate, sau de a-l face cu neputinţă, în caz când ei greşesc. In ce mă priveşte personal, sunt dispus să pun la probă credinţa mea prin acidul experienţei !» (pag. 256).

Aceasta e o expresie caracteristică a spiritului englez, ostil oricărui doctrinarism, adâncit în religia faptelor, gata la orice compromis de păreri, în caz când starea de fapt îl face necesar.

Lucrarea lui J. Ramsay Mac Donald ni-l înfăţişează ca un mânuitor îndemânatic al condeiului, scriind într'o limbă plăcută şi fluentă. Dar gândirea sa e şubredă, prea adesea lipsită de orice interes ştiinţific. Obiecţia fundamentală, pe care şeful travaiştilor englezi o aduce marxismului, anume cum că acesta ar fi lipsit de simţul continuităţii, este pe deantregul lipsită de seriozitate. Mac Donald se arată, prin aceasta, deopotrivă lipsit de simţ filozofic, ca şi de o înţelegere mai adâncită a hegelianismului. Căci e aproape de prisos să mai amintim că la Marx, ca şi la Hegel, contradicţia e numai principiul mişcării: departe de a rupe continuitatea, ea o provoacă sub forma superioară a sintezei. Dacă Mac Donald aşează pe Marx cel puţin pe pragul sociologiei ştiinţifice, lui însuş cu greu i s'ar puteà face asemenea cinste.

Şt. Zeletin

A. MOUSSET: *La Petite Entente, ses origines, son histoire, ses connexions, son avenir*, Paris 1923, ed. Bossard, (pag. 188).

Autorul, francez de origină, dar director al unei agenţii telegrafice la Belgrad, ne dă un rezumat cronologic al împrejurărilor în care s'a născut Mica Antantă, al dificultăţilor ce a avut de învins dela început, în ordinea neîncrederii sau ostilităţilor externe, apoi al succeselor incontestabile, — pentru a încheià cu oarecare consideraţii asupra viitorului acestui instrument politic venit să asigure consolidarea păcii şi organizarea vieţii în Europa centrală.

Prin mulţimea ecourilor de presă menţionate, a declaraţiilor publice făcute de bărbaţii politici, precum şi a amănuntelor culese din presa zilnică, desvoltarea subiectului pare a suferì, uneori, căci directivele Micii Antante ca şi perspectivele desvoltării sale viitoare nu se limpezesc îndestul. Evident, urmărind acţiunea Micii Antante în chestia lichidării Habsburgilor, apoi evoluţia atitudinii Italiei faţă de noua constelaţie politică până la acordul din Rappallo, pentru menţinerea tratatelor dela Saint-Germain şi Trianon, în sfârşit acordurile

economice pentru chestiunile de tranzit sau materii prime, ai impresia că Mica Antantă a fost şi este un element de stabilizare şi organizare în viaţa Europei centrale. Faţă de formula despre «balcanizarea» acestei Europe, întrebuinţată de duşmanii noului regulament internaţional, Mica Antantă apare ca un răspuns decisiv. Mai mult chiar, prin reînnoirea din August 1922 a alianţei cehoslovacă-jugoslavă, după conferinţa Beneş-Pasici dela Marienbad, când s'a extins, oarecum, garanţia, limitată iniţial la tratatul dela Trianon, asupra tuturor marilor tratate ale păcii, Mica Antantă tinde a corespunde unei evoluţii fireşti. Odată consolidată situaţia Europei centrale, ea trebuie să iasă din cercul iniţial prea îngust, al unei alianţe în trei îndreptată exclusiv împotriva Ungariei (şi a Bulgariei numai prin tratatul româno-jugoslav). In această privinţă, nimic n'a evidenţiat mai bine decât evenimentul conferinţei ruso-române dela Viena îngustimea de cadru în care stă limitată Mica Antantă, mai ales dacă ţinem seama şi de nenorocitul ecou al pretenţiilor ruseşti asupra Basarabiei găsit într'o parte a presei jugoslave sau cehoslovace. Noul echilibru politic din Europa central-răsăriteană este un întreg armonic pe care moştenitorii fostei monarhii habsburgice ori îl asigură pe deplin ori se dovedesc incapabili în faţa Rusiei — din cauza unei vagi solidarităţi slave — s'o facă, şi atunci primejduesc, fără să-şi dea seama, înseş temeliile situaţiei lor actuale. Frontiera Basarabiei nu este numai o chestiune românească, ea prezintă un interes general european, iar sprijinirea efectivă a României, de toţi vecinii, în faţa pretenţiilor Rusiei, constitue o problemă fundamentală pentru echilibrul politic al Europei central-răsăritene după desfiinţarea monarhiei habsburgice.

Cartea d-lui Mousset este interesantă prin materialul ce ne oferă cât şi prin caracteristica dată alianţelor încheiate sub forma tratatelor în câte doui, foarte suple, în locul unui bloc rigid şi compact, alcătuit prin adeziunea tuturor membrilor la un singur tratat, precum a fost Triplicea, de pildă. Ea ne dă, laolaltă, toate textele tratatelor şi multe date de legătură între diferitele acte încheiate, care nu reies aşă de limpede din documentele diplomatice asupra Micii Antante publicate tot în cursul anului trecut de guvernul cehoslovac.

In afară de conferinţa organizată de I. S. R. anul trecut şi de câteva articole de ziare, apărute ici colea în mod fragmentar, la noi lipseşte un studiu documentat asupra Micii Antante, ca şi publicaţia unei cărţi verzi, de pildă, cu documentele adeziunii României. Deaceea, volumul d-lui Mousset este pentru moment de recomandat acelora cari urmăresc chestiunile externe, după cum este de dorit să se publice în sfârşit oarecare documente şi din arhiva Ministerului nostru de afaceri străine asupra sforţărilor făcute de România pentru asigurarea şi consolidarea păcii generale dela 1919 până astăzi. *N. Daşcovici*

La réforme agraire en Roumanie et les optants hongrois de Transylvanie devant la S. D. N. Paris 1924, ed. Jouve et C-cie, 190 pag.

Intr'un volum elegant tipărit, guvernul nostru, probabil a scos aparte întreaga desbatere ce a avut loc în cursul anului trecut, din Martie până în Iulie, dinaintea Societăţii Naţiunilor, cu privire la reforma agrară din Transilvania şi la contrazicerea în care s'ar aflà această lege constituţională română cu textul tratatului de pace dela Trianon. Exact vorbind, întreaga chestiune, — un adevărat proces de susţinut dinaintea S. N. de către România, ca pârîtă, împotriva Ungariei, ca reclamantă, — îşi trage origina nu din vreo vină a legislaţiei noastre constituţionale, în materie agrară, cât din uşurinţa sau imprecizia de redactare a art. 63 din tratatul dela Trianon, precum şi a articolului corespunzător din celelalte tratate ale păcii generale cu excepţia textului dela Versailles privitor la Alsacia-Lorena. Examinând serios al. 4 art. 63 corespunzând art. 3 tratatul de ocrotire se ocupă despre opţiunea de naţionalitate şi de obligaţia de evacuare, în termen de 12 luni, pentru cei cari au optat în favoarea vechei lor naţionalităţi politice (în cazul nostru pentru cetăţenia ungară), constatăm o dispoziţie cu desăvârşire opusă sistemului obişnuit până astăzi în materia conservaţiunii bunurilor imobile. Principiul general admis şi aplicat, prin toate tratatele de până acum, erà că opţiunea pentru vechiul Stat, în cazuri de schimbări teritoriale, atrage în sarcina optantului obligaţia de evacuare într'un termen fix, 6—12 luni, cu dreptul de a-şi luà, la plecare, libere de orice taxe, bunurile mobile, *dar cu îndatorirea de a-şi lichidà bunurile imobile* într'un termen, fireşte mai lung, de 2—3 ani, căci altfel lichidarea ar fi însemnat o adevărată ruină sau spoliaţie a avutului particularilor. Ei bine, tratatul de Trianon, dealtfel

ca toate, afară de excepţia menţionată, inovează prin aliniatul amintit în privinţa optanţilor pentru vechiul lor Stat stabilind că vor fi liberi *să-şi păstreze bunurile imobile*, «ce posedă pe teritoriul celuilalt Stat unde îşi avuseseră domiciliul mai înainte de opţiunea lor».

Până când să le păstreze? De sigur, totdeauna.

Dar descendenţii optanţilor au acelaş drept de conservaţie a bunurilor imobile pe teritoriul vechiului Stat?

Şi dacă legea locului, în materie de reglementarea proprietăţii, se schimbă, care va fi soarta acestui aliniat?

Procesul pentru optanţii unguri, intentat României, s'a ivit tocmai în ipoteza aceasta din urmă.

Reforma agrară dela noi a atins, fireşte, pe optanţii unguri mari proprietari în Transilvania, şi cum, în cadrul prevederilor tratatului, ei sunt obligaţi la evacuare, iată că din agravanta absenteismului, la stabilirea cotei de expropriere, s'a ivit un al doilea motiv de conflict între legea noastră agrară, de ordin constituţional, şi textul art. 63 dela Trianon.

Ce voià Ungaria, la S. N., invocând acest articol combinat cu art. 1 din tratatul pentru ocrotirea minorităţilor care stabileşte că dispoziţiile următoare, cuprinse în art. 2—8, vor fi recunoscute ca legi fundamentale ale Statului şi nu vor fi contrazise niciodată, prin vreo lege, regulament sau orice act oficial, sub garanţia Consiliului S. N.?

Voià ca prin aplicarea *ad-litteram*, mecanică, a art. 63 dela Trianon, optanţii unguri din Transilvania să se bucure de un regim de favoare la expropriere, deşi absenteişti şi ostili Statului român prin faptul însuş al optării, cu consecinţa strămutării la Budapesta în aşteptarea refacerii marei Ungarii, — în vreme ce Românii şi chiar Ungurii, cari au primit cetăţenia românească, au rămas acì, plătesc dări şi fac serviciul militar, să suporte numai ei regimul, aspru de necesitate, al reformei agrare.

Numai punând aşà chestia se va vedeà absurditatea pretenţiilor ungureşti dinaintea Consiliului S. N. unde chestiunea a fost dusă nu pe temeiul tratatului de ocrotire, — căci nu erà vorba de minorităţi, ci de optanţii unguri, deci de străini pentru Statul român — dar în virtutea al. 2 art. 11 din pactul S. N. care dă dreptul oricărui membru să atragă atenţia Consiliului asupra împrejurărilor de natură a atinge relaţiile internaţionale şi a produce turburarea păcii.

Dealtfel, absurditatea pretenţiilor ca şi adevăratul spirit al Ungariei actuale faţă de noul statut politic-teritorial s'au vădit dintr'o scăpare oratorică a contelui Apponyi în focul expozeului făcut dinaintea Consiliului S. N., la 5 Iulie 1923, după ce epuizase toate argumentele posibile şi imposibile deduse din textul tratatelor. Este acì locul să remarcăm că, în urma tratativelor directe româno-ungare, duse la Bruxelles, prin mijlocirea şi după sugestia d-lui Adatci, ambasadorul Japoniei şi raportorul chestiunii în faţa Consiliului S. N., diferendul fusese aranjat pe cale directă între d-l N. Titulescu şi contele Csáky. Ulterior, guvernul dela Budapesta l-a dezaprobat pe reprezentantul său, sub pretext că ar fi depăşit cadrul plenipotenţei prin acordul încheiat cu d-l Titulescu, şi astfel chestiunea a fost readusă înaintea Consiliului, de astădată prin glasul vestitului conte Apponyi. In şedinţa dela 5 Iulie 1923, după ce desvoltase cu o incontestabilă abilitate o serie de argumente noui şi apelase la principiile dreptului internaţional, al cărui apărător se făceà astfel Ungaria, contele Apponyi a dat suprema lovitură impresionantă declarând:

— «Neînţelegerile dintre naţiuni nu pot fi rezolvite decât în trei feluri: printr'un acord amical, prin hotărîrea unui tribunal competent, în sfârşit prin răsboiu.

«Răsboiul noi voim să-l evităm şi deaceea suntem acì, el dealtfel nici nu este posibil pentru noi. Cum vreţi ca o ţară care nu posedă decât o armată de 35.000 oameni şi abià 100 de tunuri, să poată face răsboiu unor ţări dispunând laolaltă de 3000 de tunuri şi de o armată cu 500.000 oameni? Poate că şi deaceea suntem în situaţia care mă aduce acì.

«Uite Kemal paşa! Avea 300.000 oameni. El a putut provocà anularea tratatului de Sèvres şi astăzi îl vedeţi stând la Lausanne dela egal la egal.

«Dacă aveam 500.000 oameni poate că astăzi nu ne-am fi aflat cu toţii în jurul acestei mese».

Ceeace a provocat întreruperea d-lui N. Titulescu:

— «Şi nu faceţi nimic ca să-i aveţi»?

Desbaterea aceasta extrem de interesantă, pune în lumină o serie infinită de probleme internaţionale decurgând din pacea generală

și evidențiază complexitatea instituțiilor pacifice înființate, Societatea Națiunilor și Curtea permanentă de justiție internațională, înaintea cărora Statele au să-și susțină adesea procese grele, nu prin forța materială a armelor, ci prin agerimea intelectuală a delegaților și prin profunda cunoaștere a procedurilor stabilite până astăzi. Pentru asemenea eventualități, ca aceea de care ne ocupăm acum, România are urgentă nevoie să-și formeze cadrele necesare din vreme și să renunțe la tradiționala improvizație de peste noapte, obișnuită la pregătirea textelor de legi sau a materialului necesar conferințelor internaționale. De altfel, pentrucă ocazia este binevenită, vom menționà situația lamentabilă a României la Societatea Națiunilor în momentul când s'a produs reclamația Ungariei pe chestia optanților din Transilvania: n'aveam la cine apelà pentru susținerea procesului, căci unii din delegații noștri erau lipsiți de pregătirea necesară, iar alții se găsiau în neputință materială de a o face. Adevărul acesta dureros trebuie rostit fără înconjur; el evidențiază, odată mai mult, lipsa de înțelegere a factorilor noștri conducători pentru marile probleme internaționale. Și a trebuit să se recurgă la d-l Titulescu, ministrul țării la Londra, pe care guvernul liberal îl găsise delegat român la Societatea Națiunilor, ca să meargă d-sa la Geneva spre a susține cauza României înaintea areopagului internațional. D-l Titulescu a primit sarcina și a îndeplinit-o cu strălucire.

Vom încheià aceste rânduri menționând soluția ce s'a dat la S. N. diferendului românoungar și a cărei aplicare depinde exclusiv de bunăvoința și spiritul pacific al guvernului dela Budapesta. Consiliul S. N. a votat în unanimitate o recomandație către părți cuprinzând, între altele, următoarele:

(Consiliul) «Este convins că guvernul ungar, după sforțările făcute dintr'o parte ca și din cealaltă, pentru a îndepărtà orice neînțelegere cu privire la chestiunea optanților, își va da toate silințele să potolească starea de spirit a acestor supuși ai săi;

«Și că guvernul român, la rândul lui, credincios tratatelor și principiului de dreptate pe care declară a-l fi pus la baza legislației sale agrare, va face dovadă de bunăvoința lui față cu interesele optanților unguri».

Fiindcă, după cetirea recomandației acesteia, delegatul ungar, contele Apponyi, a declarat că problema n'a fost rezolvită și o consideră ca fiind tot deschisă pentru guvernul său, d-l Titulescu a răspuns acceptând, în numele României, concluziile Consiliului S. N. ca o confirmare a acordului direct încheiat la Bruxelles cu Ungaria, dar a ținut să adauge imediat: «Angajamentele ce-am luat vor fi respectate, și ele au un înțeles foarte bine determinat, însă *cerem ca toate angajamentele luate să fie respectate*».

Angajamentele luate la Bruxelles de d-l Titulescu, în tratativele directe cu delegații unguri, și la care făceà aluzia de mai sus, au următorul cuprins:

a) «Optanții unguri cari au fost supuși măsurilor de expropriere în virtutea legii agrare, sunt asigurați a păstrà bunurile imobiliare ce le rămân, cu toate dispozițiile (contrarii) ale art. 18 din Constituția română» (care nu îngăduie străinilor posesiunea de bunuri imobiliare rurale).

b) «Dacă în practică legea agrară din Transilvania a fost aplicată optanților unguri altfel decât supușilor români aflați în identice condiții materiale, fiecare caz concret adus la cunoștința guvernului român va face obiectul unei cercetări deosebite din partea lui în scopul de a asigurà un egal tratament pentru toți, conform intențiilor legii». N. *Dașcovici*

MAX HILDEBERT BOEHM: *Europa irredenta*. Berlin 1923.

Dintre toate problemele care s'au născut la marile Conferințe de pace dela 1919 și 1920 nici una nu preocupă literatura mondială în așà măsură ca problema Naționalităților.

Un loc de frunte ià această problemă în publicările marilor bărbați de Stat cari se ocupă de cauzele răsboiului mondial și de rolul ce l-a jucat țara lor în el. Numesc numai publicările cele mai importante cum sunt cele ale d-lor *Wilson, Lansing, Grey, Asquith, Clemenceau, Bourgeois, Tardieu, Nitti, Bethmann Hollweg, Helfferich, Czernin* ș. a. Oricât de prețioase ar fi mărturisirile acestor autorități de prima putere, mai ales prin faptul că aflăm în publicările lor și documente autentice referitoare la chestiunile tratate, totuș cercetătorul nepreocupat se va folosi de ele numai cu oarecare rezervă, având totdeauna grije să distingă realitățile faptelor petrecute, de preocupările naționale ale autorului.

Și mai mare va fi această grije când este vorba de numărul crescând al autorilor din

diferitele ţări cari se ocupă numai de problema Naţionalităţilor. In această privinţă facem, durere, prea adesea, penibila constatare că autorul este mai bun naţionalist decât scriitor şi că prin urmare expunerile sale sunt prea împănate cu denaturări sau opinări şovine. Această aberaţie a culturii moderne este cu atât mai regretabilă cu cât ea se face sub scutul unei ştiinţe ipocrite care serveşte cel mult o propagandă politică şi nici decum cerinţele adevărului şi obiectivităţii.

Reproşul acesta trebuie să-l facem în primul rând autorilor germani cari astfel au redus, în mod foarte simţitor, valoarea incontestabilă a ştiinţei germane antebelice. Ştim că puterea acestei ştiinţe rezidă în obiectivitatea şi temeinicia cu care aceşti autori tratau materia. Ei bine, locul acestor calităţi alese l-au luat, cel puţin în materie de drept internaţional şi de politică internaţională, în mare parte parţialitatea şi superficialitatea. Ceeace însă este mai regretabil, este că chiar şi limba s'a schimbat foarte mult în partea negativă, părând a fi împrumutată dela cei mai înverşunaţi demagogi.

Acestea sunt, în general, impresiile care îţi rămân după ce ai cetit cartea D. M. H. Boehm, Europa irredenta.

Autorul, care este şeful Biroului pentru problemele Naţionalităţilor pe lângă Colegiul politic dela Berlin, vreà să cuprindă, cum zice în prefaţă, problema naţionalităţilor europene într'o totalitate omogenă, considerând condiţiile sale istorice şi ideale (p. 4). Oricât de greu ar fi acest lucru — nouă omogeneitatea problemei ni se pare o imposibilitate — totuş credem că autorul l-ar fi adus la un bun sfârşit — dacă s'ar fi folosit de isvoare mai curate. Căci, contactul viu cu conducătorii luptei naţionale în teritoriile naţionalmente amestecate (p. 5) ni se pare o sursă foarte turbure pentru un op ce are pretenţia să fie ştiinţific. In ce priveşte în speţă, România, autorul ţine să aducă d-lui Fritz Theil, doctor în drept din Sibiu, deosebitele sale mulţumiri pentru colaborarea D-sale.

Tot aşà ni se pare că punctul de plecare al autorului se potriveşte mai mult pentru o scriere de polemică politică decât pentru un op care doreşte să cuprindă problema pură «în totalitatea sa istorică şi ideală».

După părerea d-lui Boehm naţionalismul modern a luat naştere abià în timpul revoluţiei franceze (p. 43). Dacă însă autorul ar fi urmărit într'adevăr condiţiile istorice ale problemei, fie şi numai din punct de vedere al desvoltării germane, el negreşit ar fi aflat, pentru a numi numai cele mai importante dintre aceste condiţii, în istoria neamului său, un Imperiu roman al *Naţiunii* germane, iar ocupându-se mai de aproape de manifestarea cea mai pronunţată a naţionalismului modern, drept care trebuie socotită limba, numai decât ar fi trebuit şi el să arate, cum o fac alţi autori conaţionali ai D-sale, cu atâta mândrie naţională, cât de mult are a mulţumì naţionalismul german modern lui *Martin Luther*, care trece ca întemeetor al limbii literare germane. Urmărind astfel desvoltarea istorică a problemei, autorul lesne s'ar fi putut încredinţà că şi naţionalismul modern s'a desvoltat pe calea evoluţiei şi nu numai pe calea revoluţiei, cum susţine.

Incepând cu 1789, anul naşterei copilului celui mai vital al revoluţiei franceze, autorul urmăreşte creşterea acestui copil încruntat, până în zilele noastre. A adunat, şi aceasta este partea cea mai bună a opului său, un material foarte vast, prea vast chiar pentru o carte de 324 pagini. Acest material el are grije să-l sistematizeze, ceeace din punct de vedere istoric, i-a şi succes perfect. Cercetările sale cuprind în primul loc Germania, de vest şi de est, apoi fosta Monarhie dunăreană, dând preferinţă problemei slave, Rusia, unde arată destul de bine desvoltarea şi activitatea panslavismului, Polonia, România, Balcanii, până şi Irlanda. Străduinţele sale de a rămâne stăpân pe materie sunt atât de mari încât relevă şi amănunte care după părerea noastră, nu au de loc ce căutà într'un op, cu adevărat cuvânt ştiinţific, ca d. e. acelea de pe pag. 283, 303 etc.

Dar tocmai aceste amănunte denotă până la perfecţie adevăratele tendinţe ale autorului, care nu sunt de a tratà acest material în mod ştiinţific şi obiectiv, ceeace negreşit i-ar fi asigurat un loc de frunte printre autorii moderni, ci de a vedeà problema numai prin prismele culturii germane, compromiţând totuş această cultură cu o limbă, străină până acum în adevărata literatură germană. Dăm unele exemple pentru astfel de deraieri regretabile. Vorbind de ultimele tratate de pace, autorul le numeşte formele cele mai barbare ale pacificării dictatoriale (p. 48), iar, pe pag. 300, autorul susţine că pentru a puteà întreprinde azi o călătorie în Estul Europei, înţelegând în speţă Cehoslovacia, Polonia şi România, trebuie să cunoşti o duzină de limbi şi de

dialecte obscure, având deaface cu niște «popoare mici ce nici nu cunosc încă lumea și care sunt cuprinse de paroxism și de nesiguranță, popoare cu o megalomanie care, în urma politicii wilsoniene, a luat proporții nelimitate». Dacă am puteà răspunde autorului în limbagiul, atât de favorizat de d-sa, noi ar trebuì să numim astfel de afirmații, care se mai repetă încă și pe pag. 303, o infamie.

Și de altfel autorul are o afecție foarte problematică pentru Estul Europei, având chiar curajul să susțină lucruri care dovedesc absoluta sa necunoștință de cauză. Astfel la pag. 56, acest straniu reprezentant al culturii pangermane afirmă că politica națională din această parte a Europei a fost alimentată nu de Franța, ci de Germania. Insă în ce privește în speță, România, fiecare elev de liceu dela noi i-ar fi putut arătà autorului cât de inexactă este această afirmație. Pe pag. 88 zice d-sa că la 1774 a trecut Nordul Moldovei, Bucovina, «cu naționalitățile sale multiculore» la Austria, dând astfel de înțelege a Bucovina chiar în anul anexării a fost locuită de un număr mai mare de diferite naționalități. Autorul pare că n'are absolut cunoștință de rapoartele generalului austriac Enzenberg către Impăratul Iosif II din acest timp, pentru a numì numai un autor a cărui nepărtinire va admite-o, și d-l Boehm. Dar d-sa nu înțelege să fie măcar consecvent pe această temă, căci pe pag. 140 «impestrițata» Bucovină nu este decât o țară ruteano-română. In sfârșit și pentru a completă această spicuire încă cu o probă de știință martirizată, ne îngrozește autorul pe pag. 302 cu știrea că în România catolicismul este expus la grele asupriri, călugării romano-catolici fiind amenințați cu expulzarea în masă.

La astfel de rezultate — spațiul nu ne permite să mai producem și altele de acest fel — poate ajunge un autor numai când, renunțând cu totul la isvoare pur științifice și obiective, fie și sub forma celui mai modest manual de școală, recurge la informații luate dela conducătorii luptelor naționale din teritoriile naționalmente amestecate.

In rezumat: Astfel de opuri trebuie scoase din știința nepărtinitoare și serioasă pe care ele o compromit numai. Locul lor este cel mult în rândul scrierilor politice de nuanță demagogică, lipsite de orice importanță literară. Problema Europei iredente nu poate fi rezolvită de un iredentist.

M. Hacman

LA POLITIQUE RÉPUBLICAINE. Lib. Félix Alcan 1924; 1 Vol. în 8°, 567 pag. 10 fr.

In urma alegerilor legislative ce au avut loc la 11 Maiu 1924 în Franța, se știe că cartelul partidelor de stânga a obținut majoritate absolută și deci, aceste partide, au și fost chemate a-și asumà greaua răspundere de a conduce destinele Franței, în momente destul de dificile pentru politica franceză.

In asemenea împrejurări, nu e fără interes cunoașterea principiilor politice, sociale și financiare ale majorității Camerei franceze, care a rezultat din aceste ultime alegeri.

Cartea despre care ne ocupăm tratează tocmai toate chestiunile ce interesează în acest moment politica de guvernământ a Franței și fiecare capitol e scris de un specialist în materie, membru în partidul radical, ori radical socialist de sub președinția d-lui Ed. Herriot, sau în partidul socialist independent din care face parte d-l Paul Painlevé. — Scrisă în vederea alegerilor — apărută cu o lună înainte — și deci, în scop de a fi cât mai răspândită, autorii au căutat a-i da o formă cât mai rezumativă și totodată cât mai clară posibilă.

Incepe cu *Istoria partidului republican* scrisă de *Ch. Seignobos*, prof. la Sorbona, arătând, că originile acestui partid trebuesc căutate în revoluția dela 1789, trecând în revistă toate fazele importante prin care a trecut el, cum și împrejurările în care au luat naștere diversele partide existente actualmente în Franța. Cu un cuvânt, găsim, pe scurt, istoria partidelor politice franceze din sec. XIX și XX. Sunt expuse toate peripețiile prin care a trecut partidul republican în apriga luptă dusă contra conservatorilor pentru susținerea a două principii: libertate și egalitate. In concluzii, evocă crizele prin care a trecut acest partid și care se confundă cu acelea ale republicii, amintind că numai unirea generală a făcut ca aceste crize să fie înlăturate; preconizează, pentru alegeri, unirea tuturor partidelor democratice pentru salvagardarea intereselor republicii.

Capitolul următor, scris cu un mare avânt democratic și într'o admirabilă formă literară de *Lévy-Bruhl*, membru al institutului, se ocupă de *Idealul republican*. Cercetează originile acestui ideal începând cu antichitatea, apoi în Franța dela 1789 și 1848 și în fine cu concepția sa actuală. Vorbește despre organizarea defensivă a națiunii și spune că singurul mijloc de restabilire a liniștei mondiale este Soc. Națiunilor, care trebuie să fie o reprezen-

tare a popoarelor pentru a realiză justiţia economică între ele. Conchide că patriotismul francez este inseparabil de sentimentul de solidaritate umană.

Incep apoi chestiunile politice cu *Puterea Centrală* de *Emile Borel* dela Acad. de Ştiinţe. Cere o organizare mai bună a lucrărilor guvernului şi parlamentului. Pentru acesta din urmă propune un sistem de studiu pe larg al legilor propuse în comisii parlamentare, iar şedinţele publice n'ar fi rezervate decât pentru votarea în bloc a legii respective. In ce priveşte organizarea preşedinţiei consiliului, recomandă cu o deosebită căldură importantul rol al statisticilor şi al cabinetului statistic, preconizând desăvârşirea începutului de organizare dat de d-l Paul Painlevé. E de părere să se redijeze procese verbale asupra hotărîrilor luate în Consiliul de miniştri şi care nu se traduc print'un jurnal de cabinet.

Reforma administrativă de *Aimé Berthod*, fost deputat, în principii generale preconizează un control democratic asupra instituţiilor de Stat, adică acest control să fie încredinţat cetăţenilor din interiorul şi nu din exteriorul unei organizaţii; în al doilea loc, să se aplice principiul adaptării la situaţiile locale, cu deviză ca funcţiunile să creieze organul, şi nu invers.

In ce priveşte descentralizarea geografică, admite comuna ca prim element. E contra cantonului sau arondismentului, deci şi contra sub-prefecturii, care apasă independenţa comunală. Pentru nevoi economice: drumuri, reţele electrice, transporturi, se pot face sindicate de comune. Urmează apoi departamentul cu consiliul general, comisie departamentală şi prefect. Peste acestea ar fi regiunea, dar concepută nu pentru scop administrativ, ci pentru scopuri economice (coordonare de lucrări relative la căi ferate, canale, reţele electrice, etc.), ar fi «regiunea specializată» preconizată de raportul Comisiei parlamentare prezidate de d-l Louis Marin. Acest sistem nu fixează limite absolute pentru toate serviciile unei regiuni, ci fiecare serviciu îşi organizează graniţele după cerinţele respective.

Organizarea militară de *E. Daladiez*, deputat. Principiile enunţate sunt două: serviciul de un an şi naţiunea armată. Se critică cu energie sistemul adoptat de M. S. M. francez înainte de 1914, anume al ofensivei sistematice numai cu trupele active, care antrenă un mare efectiv cazarmat, preconizându-se colaborarea intimă între rezervă şi activi, adică principiul naţiunii armate în caz de pericol. Acest sistem are avantajul, pe de o parte al reducerii efectivelor cazarmate şi deci a cheltuelilor, iar pe de altă parte permite serviciul de un an, dovedit mai mult decât suficient pentru instrucţia recruţilor şi nestânjenind nici muncile agricole şi industriale.

Finanţele de *Gaston Jèze*, prof. de finanţe publice la Univ. din Paris. Acest capitol şi cel ce urmează, ating chestiunile cele mai importante şi mai simţite de cetăţenii unui Stat. Ca prim principiu se fixează restaurarea finanţelor publice conform idealurilor democratice şi după studiul amănunţit al problemelor economice. Cu un mare lux de argumente se dovedeşte politica de empirism, condusă de «practica afacerilor», care a patronat în orientarea financiară a Blocului Naţional şi nefastele rezultate ce a atras pentru starea financiară a Franţei. In materie monetară, autorul se declară, în mod hotărît, atât contra inflaţiei, cât şi a deflaţiei, susţinând stabilizarea monetei, singura în măsură a asigură înflorirea stării economice. Mijloacele recomandate pentru stabilizare sunt: echilibru bugetar sincer, nu numai pe hârtie, şi publicitatea cât mai largă a situaţiei finanţelor. In materie de impozite recomandă progresivitatea; în ce priveşte exploatările industriale publice, părerea preconizată e a administraţiei de Stat.

Politica economică de *Charles Rist* prof. la Univ. din Paris. Primul principiu ce va servì de bază e al unităţii politice economice, care se poate realiză printr'un Consiliu Naţional economic, unde toate ministerele interesate ar aveà reprezentanţi. Ca şi precedentul autor cere în mod imperios publicitatea, sinceritatea şi controlul finanţelor, ca o condiţie sine qua non a îmbunătăţirii politicii economice. Susţine ideia «regiunii economice», despre care s'a vorbit la reforma administrativă, fără însă a impietă cu nimic asupra dreptului de control central. Recomandă o politică de expansiune pacifică şi stăvilirea măsurilor protecţioniste. Dovedeşte greşeala făcută, în primul loc, considerând chestiunea reparaţiilor germane ca o problemă financiară în loc de economică şi în al doilea loc, de a se fi refuzat refacerea în natură a regiunilor liberate, aşà cum propusese guvernul german.

Agricultura de *Michel Augé-Laribé*, doctor în Şt. economice. Formula propusă este: «pământul să fie al ţăranilor». Se cere recunoaş-

terea pentru lucrătorii agricoli a aceloraşi drepturi ca şi pentru cei industriali în legislaţia muncii (în special ziua de opt ore). Politica republicană consideră pe ţărani, în drepturi cetăţeneşti egali cu ceilalţi, şi nu admite ca ei să formeze o clasă inferioară. Insistă asupra nevoiei intensificării agriculturii prin îngrăşăminte şi utilaj mecano-electric, cum şi a atenţiei deosebite ce trebuie să se deà învăţământului tehnic agricol.

Problema muncitorească de *Georges Scelle* prof. la Univ. din Dijon. Autorul propune ca ideal: «Democraţia industrială», care nu poate fi atinsă decât atunci când lucrătorii vor aveà la îndemână toate mijloacele pentru a-şi desăvârşi fiecare personalitatea sa socială şi când se va realiză sindicatul obligator.

In materie de legislaţie muncitorească fixează ca puncte principale: ziua de opt ore, obligativitatea învăţământului primar laic pentru fiii de lucrători, prohibirea ucenicilor înainte de 14 ani, etc., în general, executarea întocmai a regulelor de igienă şi protecţie muncitorească fixate de C. I. T. Apoi: Stabilirea unui salar minim, corespunzător mai mult necesităţilor absolute de trai ale lucrătorului şi familiei sale, decât serviciului adus; asigurarea contra accidentelor de muncă cu prevederea solidarităţii sarcinelor între capital şi muncă şi ajutorul Statului; asigurări contra boalelor şi bătrâneţiei cu importante ajutoare pentru cazul de maternitate la lucrătoare; se introduce în această lege un principiu foarte important, acela al asigurării contra lipsei de lucru.

Pentru a se terminà cu luptele de clasă se propune: egalizarea şi organizarea claselor, ceeace conduce la organizarea proletariatului şi a democraţiei economice.

In materie de asociaţie muncitorească se prevede soluţia sindicatului unic, adică obligator, trecut din dreptul privat în cel public, şi deci dotat cu atribuţii de putere publică. Urmarea acestei concepţii e transformarea contractului colectiv, în regulament colectiv, impozabil de sindicat profesiei respective.

In chestia conflictelor muncitoreşti, se admite obligativitatea încercării de reconciliere, se refuză, categoric, însă, arbitrajul obligator. Se admite dreptul de grevă şi de lock-out, dar se recunoaşte că sunt mijloace extreme, care trebuesc înlăturate printr'o bună reglementare juridică, ţinută la zi şi concepută de delegaţii muncii şi ai capitalului. In acelaş scop se recomandă şi Consiliile regionale de muncă (Consiliul Whitley în Anglia). Autorul se declară hotărît pentru participarea lucrătorilor la direcţia fabricii, deci controlul muncitoresc asupra gestiunii; aici concepţia este a contractului între capital (prin organele respective) şi muncă (prin sindicat), astfel că atât în caz de pierdere, cât şi de câştig participarea să se facă între aceste două elemente.

Invăţământul de *Ed. Herriot*, deputat, primarul oraşului Lyon. In primul loc se cere organizarea unui învăţământ naţional pe baze democratice. Excluderea cu totul a amestecului clerical, adică laicitatea completă a învăţământului. In ce priveşte învăţământul primar, pentru armonizarea claselor, se recomandă şcoala unică la bază, care singură poate evità instrucţia după condiţiile sociale. După învăţământul primar trebuie să urmeze studiul raţional al meseriilor, iar studiul general trebuie aşà fel alcătuit, încât să sprijine cultura specială.

In ce priveşte învăţământul secundar, autorul, care e profesor de carieră şi care în Camera trecută s'a ridicat contra reformei Bérard, critică în mod aspru introducerea limbii greceşti şi a celei latineşti în clasele inferioare, deoarece acestea nu aduc nici un folos elevilor prea mici. Ca parte practică propune: un învăţământ secundar, care să aibă ca miez studiul limbii franceze, şi ca diviziuni două: de o parte studiul limbilor vii şi specialităţile ştiinţifice, de altă parte cultura clasică.

Pentru Universităţi, concepţia este, ca aceste înalte instituţii culturale să nu mai fie rezervate numai celor ce descind dintr'o clasă de elită privilegiată, ci tuturor ce merită a pătrunde în ele. Pe de altă parte se reclamă un sprijin în adevăr eficace din partea Statului.

Politica colonială de *A. Demangeon*, prof. la Univ. din Paris. Autorul studiază imperiul colonial francez din punct de vedere al importanţei economice, din punct de vedere demografic şi din punct de vedere a structurii teritoriale. Arată metodele ce le crede utile pentru punerea în valoare a bogăţiilor existente şi a valorii umane. In urmă se ocupă de datoriile metropolii faţă de colonii, reclamând, în special, asistenţa medicală şi învăţământul. Din punct de vedere politic, cere o colaborare cât mai intimă, bazată pe o largă autonomie locală.

Politica externă de *Paul Painlevé*, fost preşedinte de Consiliu. In prima parte a acestui

studiu găsim istoricul politicii europene până în preajma marelui răsboiu. Descrie împrejurările în care au luat naştere tripla alianţă şi tripla înţelegere, cum şi diversele încercări făcute de Germani — în timpul dintre 1871 şi 1914 — de a umilì cât mai mult Franţa. Arată, cum datorită politicii adevărat republicane dusă sub republica III-a, s'au putut evità toate ocaziile de isbucnirea răsboiului, ca urmare a tendinţei crescânde de dominare, manifestată de Germani.

Relativ la pacea dela Versailles, protestează asupra modului în care au fost conduse tratativele, cât şi asupra sistemului ce s'a adoptat la ratificare, adică alegerea între respingere şi aprobare în bloc.

Preamăreşte rolul Soc. Naţiunilor, cerând ca această instituţie să-şi îndeplinească cu adevărat rolul ei umanitar, în care scop recomandă imediata acceptare a Rusiei şi a Germaniei. Critică cu asprime politica dusă de Blocul Naţional, începând în 1919, care n'a recunoscut Rusia şi a dus la ocuparea Ruhr-ului cu consecinţa extrem de gravă a izolării aproape complete a Franţei de foştii ei aliaţi, alături de cari a câştigat victoria. Cere o politică externă sinceră, adevărat democratică şi prevăzătoare; o politică de apropiere faţă de aliaţi şi de pace generală prin susţinerea Soc. Naţiunilor; o politică care să scoată Franţa din postura nedreaptă de imperialistă în care a fost adusă de guvernanţii ei de până atunci.

Operele franceze de învăţământ în străinătate de *Georges Dumas*, prof. la Univ. din Paris. Autorul se ocupă de învăţământul francez din Orient şi America de Sud. Recomandă diverse soluţii pentru a permite difuzarea cât mai departe a sentimentelor umanitare propagate de învăţământul francez, cum şi cunoaşterea marilor gânditori ai acestei naţiuni. Se ocupă de diferitele ordine călugăreşti care îşi asumă această misiune şi de raporturile lor cu legislaţia franceză în materie.

Sofismul reacţiunii de *C. Bouglé*, prof. la Univ. din Paris. In acest capitol, care termină volumul, se răspunde la diverse teorii susţinute de regalişti şi neo-regalişti. Se analizează atât valoarea istorică, cât şi cea filozofică a argumentelor aduse şi concluzia este, că toate sunt pornite sau dela premise cu totul false, sau dela fapte desminţite de realitate.

Ing. Cesar Parteni-Antoni

GEORGES LACHAPELLE: *La monnaie de papier et le change*. Georges Roustan Editeur. Paris, 1924.

Broşura cu acest titlu, ne spune autorul, va servì ca prefaţă pentru o viitoare lucrare asupra situaţiei financiare a Franţei. Cu toată această rezervă, lucrarea d-lui Lachapelle ne pare lipsită de prea mult interes.

Ideile pe care le sugerează interesantul titlu al acestui opuscul, ne dădeau dreptul a ne aşteptà la o sistematizare mai amănunţită a teoriilor care circulă împrejurul chestiunii valutare. Insă, ideile pe care autorul le expune foarte rapid nu aduc nimic nou şi sunt lipsite de o adevărată analiză.

Partizan al teoriei cantitative a monetei, d-l Lachapelle ne arată, încercând a stabili o teorie a valutei, că din punct de vedere teoretic, valoarea unei monete ar trebuì să se aprecieze după puterea sa de cumpărare din ţara ce o emite. D-sa arată că alţi factori exercită o influenţă mai rapidă şi mai importantă încă, asupra cursului valutei, şi citează în special elementul psihologic, şi speculaţia care e o previziune anticipată a valorii unei monete. D-l Lachapelle se arată deci partizan al teoriei parităţii puterii de cumpărare, după care cursul valutei traduce denivelarea preţurilor dintre două ţări. Autorul spune în mod clar că ridicarea nivelului preţurilor provoacă o scădere a valutei naţionale şi că fluctuaţiile monetei vor fi inevitabile până când se va ajunge la o stabilizare a preţurilor (p. 17). Reiese deci în mod clar că d-sa e partizan al teoriei după care valuta variază în funcţie de preţuri.

Această teorie ne pare contestabilă şi recenta lucrare a d-lui Rist: La déflation en pratique, studiul d-lui Nogaro asupra experienţei monetare ceho-slovace, precum şi concluziile d-lui Aftalion asupra circulaţiei, preţurilor şi valutei (ambele studii apărute în Revue Economique Internationale) ne arată în mod clar, cu ajutorul observaţiei întreprinse în mai multe State, că din contra, preţurile au variat în funcţie de valută.

Dar însuş d-l Lachapelle pare a renunţà la teoria parităţii puterii de cumpărare, întrucât câteva pagini în urmă, d-sa arată că: «politica financiară care va fi urmată în viitor va decide de ridicarea sau scăderea devizei noastre (Franţa), şi, în consecinţă, de ridicarea sau scoborîrea preţurilor». (p. 31). Apare clar că acum d-l Lachapelle speră o ridicare a preţu-

rilor printr'o urcare a valutei, preţurile funcţionând, deci, în funcţie de valută.

Intr'un al 2-lea capitol d-l Lachapelle ocupându-se de influenţa circulaţiei fiduciare şi a valutei asupra economiei naţionale, d-sa încearcă a arătă un paralelism între variaţiile circulaţiei şi acelea ale preţurilor. Dar, graficul pe care l-am alcătuit după indicaţiile d-lui Lachapelle ne arată variaţii diferite. In primul trimestru al anului 1920, pe când variaţiile circulaţiei ne indică 392,4% (în raport cu circulaţiea din 1914), variaţiile preţurilor ating 501,9% (în raport cu preţurile din 1914), iar în al 2-lea trimestru al aceluiaş an, depărtarea e mai accentuată, indici fiind respectiv: 390,9% şi 523,5%. In 1922 superioritatea e în favoarea circulaţiei, indici fiind 376,2% şi 297,9% (I-ul trimestru).

Departe de a contestă orice influenţă a circulaţiei asupra preţurilor, trebuie evitat a stabili un paralelism între variaţiile circulaţiei şi ale preţurilor, întrucât influenţa hotărîtoare asupra preţurilor o exercită cursul valutei. In perioada de inflaţie, creşterea volumului circulaţiei exercită o presiune de urcare asupra preţurilor, însă ar fi greu de stabilit un paralelism perfect; influenţele în materie economică sunt foarte diverse, de multe ori se contrag între ele pentru a da naştere la noui factori de influenţă, foarte adesea sunt reversibile, adică prezintă caracterul după care acelaş fenomen poate fi luat cauză sau efect, pentru a puteà stabili variaţii perfect solidare. Amplitudinea efectului depăşeşte de multe ori pe aceea a cauzei.

In perioada de contracţie a volumului circulaţiei, preţurile nu mai urmează întru nimic tendinţa curbei circulaţiei, efectele reducerii ei fiind mult mai lente, probabil, mai puţin sensibile, mai îndepărtate, şi învelite în alte influenţe. Oprirea emisiunii de hârtie monetă însă, e o condiţie esenţială a însănătoşirii monetei sub cele două aspecte ale ei: preţuri şi valută.

Foarte just, observă d-l Lachapelle că remediul contra scăderii valutei naţionale rezidă în oprirea inflaţiei, mărirea exportului, şi echilibrarea budgetului. E drept iarăş a observà că din cauza soldurilor creditoare ce figurează în pasivul băncilor pariziene şi contul străinătăţii, exportul Franţei poate fi plătit din aceste solduri fără a obligà străinătatea să cumpere franci francezi pe piaţă. Efectul măririi exportului ar puteà deci să nu fie imediat, totuş influenţa ei e certă, de oarece micşorează sau înlătură pericolul ce-l exercită asupra valutei prezenţa acestor solduri creditoare.

Echilibrarea budgetului e iarăş necesară pentru a înlătură eventualitatea unei inflaţii la care guvernele ar fi obligate să recurgă în caz de neechilibrare a cheltuelilor cu veniturile.

D-l Lachapelle schiţează apoi sumar şi fără relief, influenţa valutei asupra comerţului exterior, asupra valorilor mobiliare şi asupra budgetului Statului.

In sfârşit, într'un ultim capitol autorul încearcă să arate ofensiva recentă contra francului francez, fără a procedà însă la o analiză amănunţită, cum face deexemplu d-l Decamps într'unul din articole d-sale: La crise du franc, publicat de curând în Revue de Paris (1924).

Savel Rădulescu

CHARLES RIST: *La déflation en pratique. Angleterre, États-Unis, France, Tchéco-Slovaquie.* Paris 1924. Giard VI+172 pagini. 15 fr.

Dezordinea monetară lăsată de răsboiu a preocupat cele mai distinse spirite în vederea unei restabiliri a instrumentelor monetare.

Inflaţia pare a fi fost una din cauzele eficiente ale acestei dezordini. Concepţia inflaţiei însă e încă obscură în spiritul multora din cei ce s'au ocupat cu problemele monetare. In plus, printr'o concepţie pur simetrică, restabilirea monetară a fost căutată în operaţia inversă inflaţiei deci, a «deflaţiei», neglijându-se a se cercetă circumstanţele ce se opun la aplicarea inversării operaţiei. Deflaţia nu pare a se adaptà în practică, concepţiei aprioristice pe care logica raţională o construeşte despre deflaţie.

Deaceea se explică uşurinţa cu care se atacă problema deflaţiei ca o operaţie paralelă şi inversă a creşterii circulaţiei monetare.

Experienţele în materie economică fiind greu de realizat, întrucât influenţele ce acţionează asupra unui fenomen economic sunt greu de izolat, în plus, reversibilitatea fenomenelor economice, adică caracterul după care aceleaşi fenomene pot fi reciproc cauze şi efecte, au permis celor mai diverse teorii a circulà fără posibilitatea formală a unui control.

Partizanii şi adversarii teoriei cantitative a monetei şi-au dat din nou ocazia de a-şi arătà veridicitatea concepţiilor lor asupra

monetei. Problema monetară trebuie însă privită sub două din aspectele ei principale, un aspect interior, prețurile, și un aspect exterior, valuta, în afară de funcțiunile economice ale monetei: funcțiune de măsurătoare de valori, funcțiune de circulație și funcțiune de tezaurizare.

Mecanismul prețurilor și mai ales acel al valutei, a fost însă hipersensibilizat din cauza dezordinei generale monetare, astfel că analiza riguroasă a funcționării acestui mecanism a devenit, dacă nu imposibilă, excesiv de greu de realizat în cadrul general al situației economice și financiare actuale.

Raportul dintre prețuri și valută, variațiile lor unul în funcțiune de cealaltă, au deschis problema valutei și a parității puterii de cumpărare, după care valuta unei țări variază după prețurile interioare, care la rândul lor variază în raport cu circulația monetară; restabilirea deci ar urmà calea deflației ce ar influența prețurile în spre scădere, care la rândul lor ar exercità o presiune de urcare asupra valutei. Intr'o concepție opusă, valuta ar fi aceà care ar influențà prețurile; deci restabilirea monetară ar trebuì căutată în îmbunătățirea valutei, îmbunătățire ce s'ar obține prin mijloace asupra cărora opiniunile sunt încă foarte divizate. Studiile recente ale d-lui Aftalion și d-lui Nogaro in «Revue Economique Internationale» argumentează puternic în favoarea influenței ce o exercită valuta asupra prețurilor.

Nu trebue să neglijăm și aspectul financiar al monetei prin influența ce o au fluctuațiile monetare asupra budgetului, nici aspectul social al problemei, prin influența asupra lipsei de lucru.

Am schițat acest tablou al aspectelor monetare spre a reliefà importanța ce o prezintă astăzi problema monetară ce trebue privită în ansamblul ei, iar nu numai sub aspecte unilaterale. Concluziile teoretice au aci nu numai o valoare pur științifică, dar și una practică, a cărei importanță e de necontestat.

Lucrarea d-lui Rist, ilustrul profesor al Facultății de Drept din Paris, apărută la începutul anului acesta, asupra deflației, aruncă o nouă lumină asupra problemei monetare cu perspicacitatea, claritatea, analiza riguroasă și inteligența ce au făcut întotdeauna interesul lucrărilor d-sale.

D-l Rist bazează concluziile d-sale, pe analiza metodelor practice de deflație concepute și aplicate în diferite țări, a căror inflație a fost efectuată și ea în mod diferit. Anglia, Statele-Unite, Franța și Ceho-Slovacia au servit autorului drept câmp de observație.

Dar înainte ca d-l Rist să procedeze la examinarea metodelor de deflație pentru a ne conduce la concluziile d-sale, d-l Rist, analizează sub aspectul teoretic, chestiunea deflației. Din analiza întreprinsă de autor cu toată fineța spiritului d-sale plin de nuanțe, se vede eroarea opiniunii curente ce înglobează sub numele de «deflație» aspecte diferite ale problemei, care necesità la rândul ei, politici diferite.

D-l Rist distinge 3 tipuri de deflație: 1. deflație monetară, 2. deflație financiară și 3. deflație de credit.

Prin *deflație monetară* înțelege autorul, reducerea materială a circulației prin distrugerea definitivă a unei părți din «puterea de cumpărare» suplimentară, cu interdicția de a fi redată circulației. Cum însă, «puterea de cumpărare» a fost creată sau sub formă de emisiune de bilete sau sub forma de inscripții în cont curent, deflația se poate concepe sub două forme: a) retragere de bilete, prin reducerea unei părți din cantitatea de monetă în circulație emisă de Banca de emisiune sau de Stat; b) rambursarea către bănci, a mijloacelor de plată create de ele în folosul Statului prin deschideri de credite . Băncile însă rămân libere a întrebuințà aceste rambursări în folosul comerțului. Astfel că, deflația sub acest al doilea aspect, echivalează cu înlocuirea mijloacelor de plată gajate pe creditul Statului cu mijloace de plată gajate pe operații comerciale, sau mai exact, cu restituirea în favoarea comerțului și industriei a instrumentelor de plată create în folosul Statului. Quantumul circulației (bilete și credite) poate rămâne în acest al doilea caz, acelaș ca și înaintea deflației.

Prin *deflație financiară*, d-l Rist înțelege cedarea făcută de către bănci publicului, a titlurilor de împrumut sau a Bonurilor de Tezaur pe care băncile le dețin în portofoliu și contra cărora, băncile au avansat credite. Ca și în cazul precedent, creditele rambursate pot fi sau nu repuse în circulație. De unde, două aspecte ale deflației financiare: a) deflație radicală, în cazul când creditele rambursate nu mai sunt puse în circulație și b) deflație moderată, în cazul când ele sunt redate circulației.

Prin *deflaţie de credit*, d-l Rist înţelege reducerea circulaţiei provocată prin mărirea scontului, care la rândul lui acţionează asupra preţurilor în vederea unei scăderi, şi care scădere se acompaniază cu o reducere a circulaţiei.

E de remarcat că în cazul deflaţiei monetare şi a deflaţiei financiare, deflaţia e *voluntară*, pe când în cazul deflaţiei de credit, deflaţia e *spontană*, întrucât ea urmează ca o consecinţă a depresiunii preţurilor.

După această prealabilă expunere, d-l Rist trece la analiza diferitelor metode de deflaţie. D-sa studiază mai întâi metoda urmată în Anglia, procedând la expunerea sistemului de inflaţie englez prin crearea de credite (la Banca Angliei «Ways and Means advance», sau la băncile ordinare) şi prin emisiunea de hârtie monetă guvernamentală «Currency-Notes». Diminuarea circulaţiei e rezultatul depresiunii economice din 1920 ce s'a tradus prin micşorarea preţurilor şi care a făcut astfel o parte din circulaţie, inutilă. Ceeace însă, redă adevăratul caracter al deflaţiei engleze, nu e atât reducerea circulaţiei, consecinţă a depresiunii economice, ci restabilirea echilibrului budgetar şi începerea rambursării datoriilor, lăsând astfel operaţiilor comerciale marginea de credit astfel liberată.

D-l Rist studiază apoi cazul Statelor-Unite, arătând că inflaţia a constat în creaţia de credite în bănci, credite ce au fost transformate în monetă, graţie băncilor centrale de emisiune, Federal Reserve Bank. Deflaţia nu s'a efectuat prin reducerea instrumentelor monetare, ci prin rambursarea creditelor, adică prin substituirea particularilor în locul Statului ca beneficiar al avansurilor făcute de bănci. Tipul deflaţiei americane, e deci ceeace d-l Rist numeşte deflaţie financiară. E de remarcat că cererile comerţului şi industriei depăşeau chiar creditele liberate, astfel că «deflaţia financiară» s'a efectuat în plină «inflaţie de credit comercial». Rezultatul a fost scăderea rezervei legale a băncilor de emisiune.

In faţa acestei situaţii (Iunie 1920), Federal Reserve Bank ridică scontul. Rezultatul fu depresiunea economică şi refluxul puternic către bănci al resurselor de credit puse la dispoziţia industriei şi comerţului. In acelaş timp se observă însă, un abundent import de aur din exterior, astfel că criza nu a diminuat circulaţia monetară, ci a mărit numai marginea de credit a băncilor în detrimentul mijloacelor de plată aflate în mâinile publicului. Statele-Unite au cunoscut astfel «deflaţia financiară», «deflaţia de credit» fără a aveà însă o «deflaţie monetară».

Ca şi în Anglia, deflaţia Statelor-Unite nu s'a putut efectuà decât graţie echilibrării budgetului, inceperea rambursării datoriilor şi înlocuirea datoriilor cu termen scurt cu datorii cu scadenţă lungă.

D-l Rist studiază apoi cazul Franţei. Inflaţia s'a efectuat prin avansuri succesive de hârtie-monetă consimţite de Banca Franţei. Scopul deflaţiei, un scop apropiat, ar fi substituirea emisiunilor gajate pe operaţii comerciale, emisiunilor gajate pe Bonuri de Tezaur, sau mai exact, sustragerea valorii francului influenţelor artificiale ale nevoilor Statului. Vedem deci că nu e vorba de o deflaţie, ci mai bine zis de o politică de neinflaţie.

D-l Rist observă că dela sfârşitul răsboiului până în Decemvrie 1920, Franţa, asistă la o inflaţie crescândă. In 1921, Statul face oarecare rambursări Băncii Franţei, pentru ca în 1922, dificultăţile monetare să apară din nou. Reducerea circulaţiei din 1921 nu e datorită decât unei «deflaţii de credit» ce a urmat depresiunii generale, care la rândul ei multiplicase prin criză, rezervele monetare ale publicului. Deflaţia nu a fost cauza, ci consecinţa scăderii preţurilor.

Exemplul Franţei arată legătura strânsă dintre echilibrarea budgetului şi situaţia monetară. Deficitele budgetare nu numai că absorbeau refluxul monetar datorit depresiunii preţurilor, dar obligă Tezaurul de a mărì datoria flotantă. Echilibrul budgetar rămâne astfel, prima condiţie a restaurării monetare în Franţa.

In sfârşit d-l Rist analizează experienţa monetară plină de învăţăminte făcută în Ceho-Slovacia. Deflaţia a constat acì, la început, într'o mică reducere a circulaţiei şi în mod principal, în substituirea circulaţiei gajate pe operaţii comerciale, circulaţiei gajate pe creditul Statului. Efectele acestei politici monetare sunt interesante prin aceea că cu toată opunerea inflaţiei, preţurile continuară să crească şi numai în 1922 începură curba descendentă. Explicaţia trebue căutată în influenţa valutei, care s'a arătat mai tare ca restricţia puterii de cumpărare în acţiunea lor asupra preţurilor. D-l Rist, prin faptul că, cu toată micşorarea circulaţiei, preţurile s'au

ridicat, nu consideră teoria cantitativă al cărei partizan este, ca suferind o înfrângere. D-sa arată că efectele măririi circulaţiei asupra preţurilor sunt mai repezi ca acelea ale diminuării circulaţiei.

Circumstanţele ce au determinat restabilirea monetară, în afară de oprirea circulaţiei sunt: balanţa de plăţi favorabilă şi situaţia financiară bună. Ridicarea valutei cehoslovace a fost determinată de o balanţă de plăţi favorabilă, care la rândul ei a fost realizată în urma afluxului de capitaluri ce au venit graţie ameliorării budgetului şi a excluderii unei posibilităţi de inflaţie.

Din studierea politicii monetare ceho-slovace, d-l Rist degajează 2 concluzii: a) Reducerea circulaţiei nu e suficientă pentru stabilizarea schimbului şi scoborîrea nivelului preţurilor; b) Oprirea inflaţiei dublată de o echilibrare a budgetului, stabilizează şi ridică valuta, care la rândul ei acţionează în sensul diminuării nivelului preţurilor.

Intr'un ultim capitol d-l Rist rezumă concluziile la care a ajuns în urma analizei d-sale. Aceste concluzii le reduce la 5 observaţii:

«1. Reducerea directă a circulaţiei nu are asupra preţurilor şi asupra valutei, decât o influenţă foarte limitată.

2. Mijloacele cele mai eficace pentru a scoborî nivelul preţurilor şi a ridică valuta sunt mărirea producţiei şi restabilirea echilibrului budgetar.

3. Echilibrul budgetar, în special, exercită asupra valutei o acţiune puternică.

4. La rândul său ridicarea valutei precipită în interiorul ţării, scoborîrea preţurilor.

5. Până unde poate merge ridicarea valutei fără să pericliteze activitatea productivă a ţării? Circumstanţele o vor decide».

Parafrazând cuvintele evanghelistului, d-l Rist încheie studiul d-sale zicând: «Puneţi mai întâi budgetul în echilibru şi restul vă va fi dat dela sine».

E greu a redă într'un scurt rezumat toată gândirea d-lui Rist cu toate nuanţele şi fineţele ei. Studiul experienţei ceho-slovace în special, dă ocazie ilustrului profesor, la numeroase observaţii interesante, sau la ipoteze şi soluţii ce rămân de confirmat. Durata relativ scurtă ce ne desparte de desfăşurarea problemei monetare ceho-slovace, nu permite încă de a ajunge la concluzii definitive, ceeace explică lipsa unei precizii perfecte în analiza acestei politici monetare. Sunt fapte care scapă înregistrărilor statistice, a căror influenţe le simţim fără însă a le puteà măsură. De altfel d-l Rist recunoaşte încă din «avant propos» că concluziile d-sale ar puteà fi amendate într'o zi. Şi acei ce au avut norocul a urmări magistralul d-sale curs de doctorat profesat cu atâta strălucire în 1919, la Facultatea de Drept din Paris, îşi pot da seama de micile transformări pe care experienţele recente le-au impus ipotezelor pe care d-l Rist le emiteà, cu toată rezerva, în plin haos monetar.

A arătà interesul lucrării d-lui Rist e aproape inutil, autoritatea d-sale, interesul şi claritatea a tot ce publică d-l Rist fiind prea cunoscute.

«La déflation en pratique» a ilustrului profesor aruncă o lumină puternică asupra problemei deflaţiei. Timpul va permite într'o zi a se aduce mai multă lumină şi asupra valutei şi a preţurilor

Savel Rădulescu

BULETINUL INSTITUTULUI SOCIAL ROMÂN

In mai multe şedinţe de comitet s'a hotărît ca, în continuarea ciclurilor de conferinţe din anii trecuţi, în 1925 să se vorbească în 17 prelegeri publice despre: *Viaţa socială a României după răsboiu*, şi s'au fixat subiectele şi conferenţiarii. Ca şi în trecut, conferinţele se vor publicà la sfârşitul ciclului, într'un volum. Ordinea în care ele vor fi ţinute, din Duminecă în Duminecă, în Aula Fundaţiei universitare Carol I, la orele 11 dimineaţa, va fi următoarea:

18 Ianuarie, *Dimitrie Gusti:* Studiile sociale în România.

25 Ianuarie, *Ioan C. Filitti:* Clasele sociale în trecutul românesc.

1 Fevruarie, *M. Şerban:* (Cluj) Tendinţele de evoluţie a clasei ţărăneşti după reforma agrară.

8 Fevruarie, *Gh. Taşcă:* Regimul muncii.

15 Fevruarie, *Ion N. Angelescu:* Despre clasele mijlocii.

22 Fevruarie, *N. Ghiulea:* Politica socială.

1 Martie *Şt. Zeletin:* Formarea şi evoluţia burghezimii.

8 Martie, *Virgil N. Madgearu:* Formarea şi evoluţia burghezimii.

15 Martie, *C. Garoflid:* Rolul social al proprietăţii mijlocii.

22 Martie, *A. Costin:* Tendinţele sociale în dreptul civil.

29 Martie, *Dr. Iuliu Moldovan* (Cluj): Igiena socială.

5 Aprilie, *Iulian Teodorescu:* Tendinţele sociale în dreptul penal.

12 Aprilie, *Ion Flueraş:* Proletariatul industrial.

26 Aprilie, *Anibal Teodorescu:* Tendinţele sociale în dreptul public.

3 Maiu, *Vasile Goldiş:* Politica culturii.

17 Maiu, *Mihail Manoilescu:* Criterii sociale în finanţele publice.

24 Maiu, *C. Rădulescu-Motru:* Funcţia socială a intelectualului.

BULETINUL SĂLII DE LECTURĂ

Pentru arătarea celor mai de seamă noutăţi intrate de la număr la număr al *Arhivei*, în sala de lectură, şi pentru înregistrarea, pe această cale, a creşterilor bibliotecii, apare buletinul de faţă. El trebuie să dea cuprinsul cărţilor şi publicaţiilor, cu scurte caracterizări, şi n'are să încalce domeniul recenziei, căreia i se păstrează drepturile în toate cazurile când va fi potrivit să se revie. (Vezi *Arhiva*, Nr. 1—2, an. V, p. 261). Notiţele neiscălite sunt ale Secretariatului de Redacţie.

NICOLAE PETRESCU: *Invăţământul în Anglia şi Statele Unite*, tip. Fundaţia Principele Carol, 1924, 44 pag.

Studiul de faţă a făcut obiectul unei comunicări în secţia sociologică a Institutului Social Român. Intâia problemă, cercetată într'o serie de şedinţe publice ale acelei secţii, a fost a învăţământului şi organizării lui. Comunicările trebuiau să alcătuiască toate un volum, a cărui apariţie însă a întârziat. Interesul unor chestiuni, ca aceea din această broşură, fiind prea mare şi prea în legătură cu preocupări ale vremii se simţià nevoia ca apariţia lor să anticipeze volumul. Oricine studiază documentatul material şi părerile de specialist şi cunoscător mai mult decât obişnuit al problemei, din *Invăţământul în Anglia şi Statele Unite*, se pătrunde dela întâile pagini de această nevoie.

Dr. M. HACMAN: *Dreptul internaţional public şi privat*, «Ostaşul Român», Cernăuţi, 1924, 320 pag.

Autorul ne mărturiseşte în prefaţă, toate greutăţile de ordin teoretic şi practic, pe care a trebuit să le înfrunte ca să deà la lumină această puternică lucrare. Nestatornicia principiilor, coloratura naţională a studiilor de specialitate de după răsboiu, depărtarea de centrele adevărate ale desvoltării dreptului internaţional modern, lipsa de documentare, de editor. Ceeace scrie mai ales de materialul publicat şi care nu se poate găsi nici la locurile oficiale cele mai calificate, este aproape ca o intemeere conştientă, deşi autorul n'are de unde să ştie ce răsunete complementare poate aveà afirmarea sa, în sprijinul necesităţii materialului documentar pregătit de Institutul Social Român ca anexă a volumului său de imediată apariţie despre «Politica externă». Text de tratate, de convenţii şi de alte acte oficiale în legătură cu politica internaţională, şi în deosebi cu locul în aceasta, al României, sunt strânse acolo într'un singur mănunchiu de câteva sute de pagini.

Cartea aceasta vrea să cuprindă numai chintesenţa dreptului internaţional, un manual prin urmare, cu rezumatul tuturor chestiunilor esenţiale.

In partea generală se vorbeşte despre Elementele sociologice ale dreptului internaţional, noţiunea juridică şi caracterul lui juridic, despre Drept internaţional, constituţional şi politic, Isvoarele dreptului internaţional, Isttoria lui, despre Istoricul raporturilor internaţionale ale României şi în sfârşit despre Doctrina dreptului internaţional. Aceasta e cartea întâia. Cartea a doua, despre Domeniul dreptului internaţional, e împărţită în două. Domeniul politic al lui şi Domeniul juridic. In Domeniul politic un întâiu capitol tratează despre Statul ca naţiune de drept internaţional, cu capitole ca acestea: Teritoriul Statului, Populaţia lui, Imperiul Statului, Statul ca organism de drept internaţional. Al doilea capitol: Organele reprezentative ale Statului, scrie despre Supremul lui organ reprezentativ; Agenţiile stabile, cele diplomatice, consulatele; Agenţiile extraordinare şi Reprezentanţele corporative ale dreptului internaţional. In Domeniul juridic se vorbeşte de Noţiuni generale, de Convenţiile şi Delictele internaţionale, iar la Diferitele feluri ale Convenţiilor internaţionale, despre convenţiile în materie de drept public; în materie, de drept civil şi procedură civilă; de drept penal şi procedură corespunzătoare; de drept comercial şi politică comercială; în materie de navigaţie; în materie de comunicaţie; în diferite materii şi despre convenţiile internaţionale ale României.

In cartea a treia e vorba de conflicte internaţionale şi tratarea lor, cu paragrafe despre natura acestor conflicte şi mijloace de aplanare; aplanare paşnică; răsboinică; Drepturile beligeranţilor în răsboiul pe apă asupra proprietăţii private a inamicului; Ingrijirea răniţilor şi a bolnavilor în răsboiu şi Situaţia de drept a puterilor neutre în răsboiu.

Un capitol special e închinat socialismului şi dreptului internaţional.

Cartea se încheie cu anexe de bibliografie şi Pactul Naţiunilor.

TRAIAN BRĂILEANU: *Introducere în Sociologie*, «Ostaşul Român», Cernăuţi, 1923, 80 pag.

Lucrarea aceasta face parte dintr'un tot organic, plănuit de autor, profesor agregat la Universitatea din Cernăuţi, după linii destul de largi. Ne aflăm numai înaintea părţii întâia dintr'un întreg tratat de sociologie, care se apropie de noţiuni şi teorii cu toată armătura ştiinţifică cuvenită. O bibliografie destul de bogată, în care s'a făcut loc şi ştiinţei şi publicaţiilor române de specialitate, aduce în paginile ultime ale volumului, dovada. El tratează în patru capitole despre Noţiunea Sociologiei, Obiectul ei, Legăturile cu celelalte ştiinţe şi Metodă.

A doua parte ar trebuì să cuprindă o expunere critică a teoriilor, mai ales ale lui Comte şi Spencer. Ceeace autorul ar vreà chiar peste această realizare, un sistem de filozofie socială legând sociologia cu filozofia propriu zisă prin etică, e ca o mare făgăduinţă a unui viitor mai îndepărtat. Lucrarea de faţă serveşte bine ca pildă de ceeace se va puteà realizà.

E. LOVINESCU: *Istoria civilizaţiei române moderne* I. Forţele revoluţionare, Ancora, (1924) 218 pag.

Autorul, un cunoscut critic de artă şi scriitor, se apropie în această lucrare de un subiect tot pe atât de ispititor, pe cât e de greu. Ea are să fie închegată, după apariţia şi a celorlalte două volume: Forţele reacţionare şi Legile de formaţie a civilizaţiei române, care nu sunt numai o făgăduială. Ele există în manuscris şi au să fie date tiparului chiar în acest an. Peste toate ar fi fost să fie scris titlul mai cuprinzător şi mai dinamic, ca un zăngănit de scut al lui Ahile în mâinile lui Hefaistos, din Iliada şi din Laokoonul lui Lessing: Procesul de formaţie a civilizaţiei române în veacul XIX. Autorul s'a temut însă ca acest titlu să nu fie prea lung: trebuià, cel puţin în această precumpănire dată eleganţei formale, să reapară estetul. El lipseşte de altfel tot atât de puţin şi din însuşi păienjenişul cărţii, aşezat in geometrice, savante şi străvezii desenuri.

Transcriem numai întâia propoziţie a celor şaptesprezece capitole: Influenţele orientale asupra formaţiei poporului român; Materialismul istoric aplicat integral la procesul de formaţie a civilizaţiei noastre; Materialismul istoric e produsul necesităţii ritmice a cugetării; Acţiunea ideologiei sociale apusene a precedat acţiunea capitalismului; Primele manifestări ale influenţei revoluţiei franceze: Scrisoarea anonimă dela 1804; Criticismul privit ca specific moldovenesc; M. Kogălniceanu şi programul său revoluţionar; Adevărata revoluţie e revoluţia munteană; Constituţia dela Islaz; Revoluţia ideologică a precedat revoluţia ideologică; Prezenţa contestabilă în revoluţia paşoptistă a unui capitalism naţional; Ideologia diferită a revoluţionarilor; Atitudinea burgheziei apusene faţă de revoluţia paşoptistă; Consideraţii asupra sentimentului patriotic în trecutul nostru; Caracterul dorinţelor divanului ad-hoc; Caracterul de necesitate sociologică a constituţiei noastre; revoluţia ideologică a fost urmată de o revoluţie economică.

CONST. KIRIŢESCU: *Istoria războiului pentru întregirea României, 1916—1918*, vol. II Casa Şcoalelor, 1924, 668 pag.

Istoria aceasta a războiului, cea mai completă pe care o avem, urmăreşte descrierea lui fapt cu fapt, pe temeiu de date culese dela oficiile militare şi dela particulari, însă aşà ca lectura să poată fi la îndemâna fiecăruia. E o carte care năzueşte să ajungă, nu un manual al războiului, ci un tovarăş de amintiri cu un glas care, pe rând, poate da curaj, în avânt, şi mângâia, în restrişti. Acest al doilea volum descrie partea a doua a campaniei, cu ocupaţia germană, refacerea, campania din 1917, între români şi ruşi, pacea de robire dela Bucureşti, marea întorsătură a războiului, războiul româno-maghiar şi pacea. Ea începe în umilire şi se închee în apoteoză. Stilul e potrivit şi el acestui mers. Inima patriotică bate sub fiecare pagină, umbrind însă foarte puţin nepărtinirea, în măsura în care se poate cere, unei asemenea compoziţii.

ONISIFOR GHIBU: *Catolicismul unguresc în Transilvania şi politica religioasă a Statului român*, «Ardealul», Cluj, 1924.

Lucrarea aceasta e pe din două, de document ştiinţific şi polemică. Ea e o contribuţie de seamă, chiar prin aceasta, la cunoaşterea unei probleme primordiale a Ardealului şi la punerea în lumină a armelor, care pot fi trecute printre cele mai temute, ca venind sub haina de rasă monahală a duhului, de care se folosesc unii din neprietenii noştri.

Ţinta ei, spusă limpede dela început, e să arate că toate pretinsele drepturi din vechi ale catolicismului unguresc sunt închipuiri

şi că el, care e şi azi ca în trecut, un instrument politic, trebuie mărginit la rostu-i curat religios şi pus în acord cu viaţa religioasă a întregii ţări.

Din succesiunea şi uneori din sunetul de goarnă al titlurilor de capitole se pot presimţi atât noutatea şi bogăţia informaţiei cât şi temperamentul scriitorului: I. *Catolicismul unguresc.* Situaţia lui din punct de vedere economic şi juridic. Raportul lui cu regele ungur şi cu papa dela Roma (23—34); II. *Statul romano-catolic ardelean.* Organizarea lui anticanonică şi ilegală (35—72); III. *Averile, fondurile şi fundaţiile «catolice».* Caracterul de Stat al acestora (73—116); IV. *Şcolile catolice din Transilvania.* Ele sunt de drept Şcoli de Stat (117—149); V. *Şcolile catolice în serviciul maghiarizării Ardealului.*— Opera Statului Catolic şi a' ordinelor călugăreşti (151—197); VI. *Ordinele călugăreşti.* — Ele au desvoltat în trecut o acţiune de maghiarizare, iar în prezent o acţiune de subminare a Statului român (198—229); VII. *Activitatea ambiguă a Statului Catolic ardelean.* — El seduce Roma şi-şi asumă un rol politic (230—248); VIII. *Statul Catolic sub regimul românesc.* — El se declară suveran deplin.

E. DE GYARFAS: *L'église catholique en Transylvanie,* avec une préface par Mgr. G. Ch. de Majláth, évêque de Transylvanie, «Diciosânmartin», 1923, 20 pag.

E o conferinţă ţinută mai de mult, în 1905, la Paris, pe o vreme când se încercau şi acolo pe urma legii de despărţire a bisericii de Stat, înfiinţarea de aşezăminte asemănătoare Statului catolic din Transilvania. Acum ea e reeditată pentru luminarea opiniei publice române şi ca să servească adaptării autonomiilor eclesiastice, care există în Ardeal, noului regim politic. E ca un fel de «audiatur et altera pars» pentru lucrarea d-lui Onisifor Ghibu. In chipul acesta, avându-i faţă în faţă, şi ascultându-i pe rând, cititorul îşi va face mai lesne o părere despre complexitatea problemei şi interesele în joc.

Marea revistă londoneză, *The nineteenth Century* and after, a publicat în numărul din Iunie contribuţia, însemnată în sine şi însemnată în cadrul polemic cu reprezentantul Sovietelor pe lângă Marea Britanie, d-l C. Racovschi, a d-lui N. Titulescu: «România şi Basarabia».

Sunt douăsprezece pagini mari de documente, hărţi, mărturii din izvor rus, francez şi englez despre romanitatea provinciei şi drepturile României asupră-i, şi e mai cu seamă o expunere strălucită, când savantă şi când dialectică, a întregii chestiuni. Micul studiu poate sluji ca model de literatură de propagandă în străinătate, cumpătată, sigură şi cuceritoare. D-l N. Titulescu nu ià în el cuvântul diplomatului, decât ca să-l deà omului de ştiinţă.

In No. 2 (Sept. 1924) din organul Institutului Solvay, *Revue de l'Institut de Sociologie* (Bruxelles), după cele două documentate studii despre: Impunerea capitalului în practică, de d-l B. S. Chlepner, şi condiţiile muncii în teritoriul Sarrei, de d-l Max Gottschalk, urmează, ca de obiceiu, bogata cronică la mişcării ştiinţifice, scrisă în întregime de d-l D. Warnotte, şeful serviciului documentării.

In trecerea în revistă atentă, cu analize şi sumare bibliografice, a întregului câmp al ştiinţei sociale şi al ştiinţelor aşezate la hotarele ei, biopsihologie, etnologie, istorie, religie, filologie, economie politică şi socială, drept, politică, literatură şi artă, ştiinţă, filozofie şi morală, până la metodologia ştiinţelor sociale şi la sociologia generală, n'a fost uitat, în capitolul despre Societăţi şi instituţii, nici Institutul Social Român. Redăm cea mai mare parte din acea notiţă, cu părerea de bine că vom puteà răspunde în numărul viitor cu arătarea organizării şi scopurilor Institutului Solvay, de o aşà de meritată faimă ştiinţifică mondială.

«In timpul răsboiului s'a înfiinţat la Iaşi o «Asociaţie pentru studiul şi reforma socială» care îşi propuneà să studieze problemele politice şi sociale. Această societate s'a transformat, la armistiţiu, într'un institut numit Institutul Social Român, cu sediul la Bucureşti. (Transformarea aceasta nu s'a făcut în legătură cu armistiţiul, ci ca o urmare a desvoltării luate de Asociaţie şi mult după acea dată. *Nota Red.*) Institutul acesta are scopul să studieze problemele ştiinţelor sociale, mai ales în ce priveşte starea socială a României mari, să facă, pe temeiul studiilor sale, propunerile practice trebuitoare pentru realizarea operei de reformă socială în România Mare, cu înlăturarea oricărei preocupări de politică militantă; să puie la îndemâna membrilor şi tuturor persoanelor interesate, mijloacele

de documentare în toate domeniile ştiinţelor sociale; în sfârşit să contribuie la răspândirea cunoaşterii ştiinţelor sociale. In acest scop, Institutul şi-a alcătuit o bibliotecă, arhive şi un serviciu de informaţie.

«Institutul, întocmit din unsprezece secţii: secţii agrară, financiară, comercială, industrială, juridică, administrativă; secţia de politică, igienă socială şi demografie; o secţie pentru studiul problemei civilizaţiei; secţii sociologică, statistică şi de politică externă.

«Institutul e condus de un comitet alcătuit din cinci membri desemnaţi de adunarea generală şi de preşedinţii secţiilor. El publică o revistă intitulată *Arhiva pentru Ştiinţa şi Reforma socială*, al cărei director e d-l D. Gusti, preşedintele actual al Institutului, profesor universitar membru al Academiei Române. Institutul a mai publicat şi lucrări speciale, în deosebi o culegere de studii despre doctrinele partidelor politice: *Doctrinele partidelor politice*, şi o altă culegere privind noua Constituţie română: *Noua Constituţie a României şi nouile constituţii europene*».

Pe această cale, a informării despre aşezămintele de cercetări ştiinţifice din diferite ţări, se pune începutul unor legături fireşti între ele, care pot fi de cel mai mare folos pentru înaintarea ştiinţei şi mai cu seamă pentru răspândirea şi propaganda în cercuri mai largi. Institutul Social Român îşi va face din parte-i toată datoria şi salută prilejul binevoenit pe care i-l dă mai marele şi mai vechiul Institut de Sociologie belgian.

D. BADAREU: *Un système matérialiste métaphysique au XIX-e siècle. — La philosophie de Basile Conta.*—Les presses universitaires de France, 1924, 304 pag.

Autorul s'a oprit la subiect întâiu izbit de lipsa unei lucrări de ansamblu în franţuzeşte asupra filozofiei lui Vasile Conta. Dar în al doilea rând şi mai ales, el a a vrut să înlăture, cu ajutorul lui Conta, greşita părere arătată de şcoala naturalistă materialistă, ca şi de pozitivismul lui Comte şi de evoluţionismul englez, că ar fi cu putinţă o filozofie anti-metafizică. Atât acest puternic volum, cât şi ediţiile, aceea mai completă şi mai aproape de o ediţie critică, scoasă de «Cultura Naţională», cât şi aceea apărută la «Cartea Românească», sunt semne ale unei treziri de interes, cuvenită faţă de întâiul cugetător sistematic român.

Cartea are trei părţi: I. Metafizica, cu capitole: rolul ei; materialismul; elementele lumii; II. Legile lumii, cu capitole: relativismul şi necesitatea; legile lumii atracţia şi repulsia universală — asimilarea universală — ondularea universală; III. Omul, cu capitole: fatalismul universal; cunoştinţa şi greşala.

Intr'adevăr mişcătoare şi evlavioase sunt rândurile de biografie din apendice.

COMERŢUL EXTERIOR AL ROMÂNIEI în anii 1919, 1920, 1921 şi 1922. Ministerul Finanţelor. Cartea Românească, 670 pag. 450 lei.

Acest puternic volum statistic începe cu un rezumat analitic al comerţului exterior al României în anii urmăriţi. In acest rezumat se face istoricul tarifului vamal şi al valorilor, se dau amănunte despre calculul valorilor, se arată cum s'au lucrat şi stabilit valorile medii ale mărfurilor importate şi exportate în anii 1919—1922, se lămureşte cum stabilesc valorile ţările străine, şi apar alte indicaţii prealabile consultării tabelelor statistice. Textul e pretutindeni bilingv, român şi francez.

Partea întâia urmăreşte Importul şi Exportul, iar a doua, Transitul.

Situation économique et financière de la Roumanie au début de l'année 1924.— Ministère de l'Industrie et du Commerce. «Cultura Naţională», 50 pag.

Această broşură, frumos tipărită şi înzestrată cu amănunţite tablouri statistice, vreà să puie la îndemâna, mai ales a presei streine, tot felul de informaţii despre izvoarele de bogăţie ale ţării şi posibilitatea punerii în valoare. Ea ar aveà în acelaş timp menirea să ajute îndreptarea încoace a capitalurilor străine

Sub capitolul agricultură, se arată repartiţia pământurilor în România şi aceea a proprietăţii după reforma agrară, producţia agricolă dela 1920 la 1923, starea pădurilor, a pescăriilor, organizarea agriculturii, viticulturii, silviculturii şi pescăriilor şi a învăţământului agricol.

Alte capitole privesc minele şi minereurile, generatorii de energie, căderile de apă, cărbunii, gazul metan, petrolul, industria căilor de comunicaţii, pe apă şi pe uscat, comerţul interior şi exterior, cursul schimbului şi situaţia financiară.

NICHOLAS PETRESCU: *The Principles of comparative Sociology*, Watts & Co. London, 1924, 191 pag.

Lucrarea de față a fost scrisă, după mărturisirea proprie a autorului, mereu avută în vedere în cursul tratării, cu gândul ca ea să contribuie la lămurirea problemei diferențierilor naționale, adică a problemei care face societatea atât de neașezată. Autorul nu s'a sfiit să spuie că oricât de complicată și înaintată ni se pare organizarea socială a timpurilor moderne, structura societății rămâne artificială. Și oricine-l cunoaște, cu îngrijitul cumpăt al formei și circumspecția atitudinii, nu puțin va fi zguduit și îndemnat să se aplece peste această nouă știință, a sociologiei comparate, de propoziții hotărîte și pregnante ca aceea că societatea de azi e o piedică oricărui adevărat progres. Cale n'ar fi de ieșire din această stare dacă societatea ar stă la îndoeală să-și puie în armonie împrejurările și concepțiile cu firea omenească.

Opt capitole alcătuesc lucrarea. In introducere e vorba de realitatea socială și sociologia comparată, de unitatea firii omenești de spiritul național al societății, de interpretarea națională și universală, de problemele sociologiei comparate și de definiția ei.(«Intr'un cuvânt, Sociologia comparată e știința procesului diferențierilor sociale»; așà sfârșește și introducerea și cartea, și între aceste două maluri asemenea, curg, în liniște, documentarea și motivările ei).

Capitolul întâiu scrie despre datele sociologiei comparate, al doilea, despre diferențierile locale și epocale, și următoarele, al treilea despre diferențierile naționale ale limbii, ale obiceiurilor, ale mentalității, al șaselea, despre unitatea firii omenești, al șaptelea, despre tălmăcirea diferențelor, și cel din urmă, despre aplicarea sociologiei comparate.

MAXIME LEROY: *Les techniques nouvelles du syndicalisme*, Garnier Frères, 1921, 259 pag.

Lucrarea face parte din Biblioteca de informație socială, condusă de d-l C. Bouglé. Autorul dorește să încerce aici o metodă pe care o cere și celorlalți publiciști în materie, și o descopere cu durere tot mai deoparte lăsată. Intr'o epocă de știință și de observare obiectivă a realității, teoriile Statului și doctrina partidelor sufer de aceeaș părtinire mai mult religioasă. Cercetătorii se apropie de acest material de obiceiu cu păreri preconcepute, cu spirit de polemică și de patimă, pentru convingerea sau distrugerea celuilalt, care nu poate fi decât sau adept sau adversar.

A observà pentru a înțelege; a înțelege pentru a ști; a ști pentru a guvernà.

Autorul își propune să studieze doctrinele și tehnicile sindicalismului după această metodă și are capitole deosebite despre tendințele vechi ale Statului și tendințele noui ale Sindicalismului, despre technicile noui. Arată că nu mai sunt cetățeni, ci numai producători, se întreabă dacă azi trebuie să se zică sindicalist sau socialist, și ce e aceea revoluție? Alte capitole analizează violența proletară, dictatura proletară, reformismul și revoluția, extremismul, administrația producției, naționalizările industrializate, greva constituțională, tradiția și producția, «suveranitatea» muncii și, în sfârșit, experiența rusă.

ROMAIN ROLLAND: *Mahatma Gandhi*, Stock, Paris, 1924, 204 pag.

Marele romancier umanitarist, ale cărui biografii de oameni mari sunt așà de caracteristice prin alegere și tratare, ià aici condeiul ca să apere pe un ne-european împotriva celor mai luminați dintre Europeni; pe Indul Gandhi, revoluționarul prin pasivitate, față de Englezii, cari, temându-se în el de spiritul de neatârnare al Indiei, au încercat să-l scoată din viața publică printr'un proces de răzvrătire și prin încarcerare. Datorită venirii la guvern a labouriștilor și poate și acestei cărți, care a avut un mare răsunet în toată lumea cultă, Mahatma («Marele Suflet») Gandhi a fost liberat și redat patriei sale.

EDOUARD BERTH: *Guerre des états ou guerre des classes*, Marcel Rivière, Paris, 1924, 437 pag.

Ideea esențială a acestei cărți, precum îi spune în Inștiințare cititorului, autorul, este că odată cu Revoluția rusă a început ceeace Sorel a numit o eră nouă, aceea care trebuie să puie capăt erei plutocratice. Inceputurile ei le așează la 1850, vreme când se sfârșește, după el, secolul lui Rousseau sau era democratică propriu zisă. In cinstea lui Sorel, autorul are și un studiu final, de o mare înălțime de vederi și de spirit: Tertulianul socialismului.

Despre atmosfera intelectuală a lucrării vorbesc rânduri ca acestea: «Robert Louzon — şi împărtăşesc în întregime felul lui de vedere — susţine că, în ce priveşte cel puţin Franţa, sindicalismul e adevărata şiră a spinării a mişcării muncitoreşti revoluţionare, pepiniera de unde poate ieşi noua elită proletară. In Rusia, comuniştii, pe cari Bertrand Russell i-a asemuit puritanilor lui Cromwell sau chiar răsboinicilor platonicieni (nici pomeneală, precum se vede, de «horda scitică») au alcătuit autoritatea socială care a ştiut să înarmeze proletariatul, să-i asigure scăparea împotrivindu-se asalturilor repetate ale coaliţiei burgheze şi care se devotează acum operei de reînviere a economiei ruseşti».

Cartea cuprinde o Inainte cuvântare şi patru capitole: Falimentul sublimului burghez; Avântul sublimului proletar; Proudhon, Marx, Georges Sorel; Maurras sau Lenin, Numeroase note şi observaţii scrise despre *Acţiunea Franceză* şi proletariatul revoluţionar; Revoluţia socială sau regele; Al XVIII secol, *marele secol francez şi... burghez*; Georges Valois, democraţia şi sovietele; Forţa şi violenţa; Rolul istoric şi simbolic al violenţei; Afacerea Dreyfus şi «Marele Răsboiu»; 2 August 1914 sau 27 Octomvrie 1917?; Ura împotriva Germaniei; Filozofia lui Maurras; Franţa, aristrocraţia burgheză; Paralelismul răsboiului şi al muncii; Ascetismul industrial; Feminismul, monstruozitatea burgheză; Maltuzianismul, putregaiu burghez; Proudhon şi Marx; Bolşevicii puritani şi... Republica lui Platon; *Mari oameni, supraoameni* şi... sindicalism revoluţionar; Arta, anticipaţie a marei producţii; *Patriotismul revoluţionar* şi internaţionalismul; verificarea burgheză a lumii şi Revoluţia proletară; *Acţiunea franceză* şi *Teologia lui Béranger*; Fanatismul roman şi fanatismul rus; Germania va plăti; Reacţia şi revoluţia germană; Charles Maurras, democraţia şi... *Mica Renaştere.*

KARL STRUPP: *Documents pour servir à l'histoire du droit des gens*, Hermann Sack, Berlin, 1923, tome I, 508 pag. Tome IV; 1-ière et 2-ième partie 1906 pag. Tome V 635 pag.

Această uriaşă culegere de documente, care a apărut întâiu în limba germană, pentruca apoi, în scopul unei mai mari răspândiri, să adopte limba «esenţial diplomatică», vrea să arate desvoltarea istorică a dreptului ginţilor, întrucât e cunoscut din documentele internaţionale. Negreşit că întâmplările timpului mai nou au căpătat o desvoltare deosebită. Documentele sunt publicate, de câte ori a fost cu putinţă, în limba originală. Aşà se face că întâiul volum, care deschide colecţia, începe cu broderia ciudată a scrisului elin din Tratatul de Comerţ dintre Roma şi Cartagina şi apoi din Tratatul dintre Atena şi Sparta. Texte germane, spaniole, portugheze şi engleze stau alături.

Colecţia e împărţită în perioade. Cea dintâiu se întinde dela 406 în Cr. până la pacea vestfalică, iar a doua dela 1048 până la 1815. La un loc ele iau abià 210 pagini din întâiul volum. Se poate vedeà de acì câtă desvoltare, cum erà de altminteri firesc şi prin interesul viu şi prin complicarea vieţii internaţionale mai noui, ia cel din urmă secol, adică epoca noastră. Volumul întâiu înaintează cam până la sfârşitul răsboiului franco-german. In al cincilea găsim şi tratatele de pace, de alianţă sau convenţiile militare care privesc România şi ţările vecine cu ea, dela 1918 încoace.

WERNER SOMBART: *Der proletarische Sozialismus* (*«Marxismus»*) a X-a ed. din Sozialismus u. Soziale Bewegung, II. er. Band, Die Bewegung, Gustav Fischer, Jena, 1924 523 pag.

Ediţia aceasta, refăcută din temelie, a lucrării: Socialism şi mişcare socială, e menită să uimească pe mulţi, printr'o atitudine nouă a reputatului om de ştiinţă. Poate că nu numai pentru iniţiaţi, chiar sublinierile titlului, pot fi o indicaţie. E vorba în acest volum de empiria mişcării socialiste, după ce întâiul a urmărit teoria socialismului în ramura lui proletară. Mişcările sunt cercetate, cu o ştiută documentare şi ascuţime, până în anul 1924. Singură această dată, legată de numele autorului, e argument destul în sprijinul interesului cu totul în afară de obişnuit al volumului.

Cuprinsul e împărţit în trei: O cronică, în formă de tablou sinoptic şi comparativ pe coloane, în 95 de pagini. Ea merge până în Iulie-August 1924, în ultima notă privind Germania, e aceasta: «Conferinţă în Londra pentru discutarea planului — Dawes, la care sunt îngăduiţi şi delegaţi germani. «Pactul dela Londra», a cărui primire e impusă Germaniei, creiază temelia de drept pentru egiptizarea şi predarea Germaniei pe viitorii

30—50 ani, în mâinile Aliaților». A doua parte chiamă sociologie și se desface în trei: Organele mișcării sociale; Articulațiile mișcării sociale A. Forțe. B. Propaganda. C. Lupta; și conducătorii mișcării sociale. A treia parte face Istoricul mișcării sociale, pe epoci și țări, cu o mare desvoltare, dată, firește, Rusiei sovietice.

Printre cei citați în carte, cari ne-ar puteà privì mai deaproape, e și Frunză, cu toate că lipsește Racovski. Acest singur lucru poate arătà, față de însemnătatea ajunsă azi de înlocuitorul lui Troțchi, cât de sugestivă și departe văzătoare poate fi analiza lui Sombart.

«La ședința plenară a conferinței panruse, care s'a ocupat cu chestiunea trupelor teritoriale, Frunză, noul supleant al președintelui consiliului revoluționar de răsboiu, a ținut o cuvântare programatică de două ore, care cuprindeà, după darea de seamă din «Pravda», următoarele declarații vrednice de oprit asupra lor: Datorită epidemiei recunoașterilor de către guvernele altor țări (Nota Red.) — a spus Frunză — numeroși cetățeni și chiar militari își fac o părere greșită despre situația noastră politică. Mulți cred că mulțumită faptului recunoașterilor, pregătirile militare pot să treacă pe al doilea plan. Această părere ascunde în ea o mare primejdie. Zilele încercărilor și ale vijeliilor răsboinice nu sunt încă nici pe departe numai o amintire a trecutului. Cu toate mărturisirile de pace lumea apuseaneuropeană își întărește armamentele și pregătește răsboiul. Se poate zice cu siguranță că în nu prea îndepărtat viitor, vom fi martori unori ciocniri răsboinice. Cu toată iubirea noastră de pace nu vom puteà însă să ne ținem la oparte de aceste ciocniri. Deaceea armata trebuie să steà în centrul atenției republicii țăranilor și lucrătorilor. Incă n'a venit timpul când să ne dăm cu totul chestiunii organizării economice și culturale. Din această pricină, sarcina noastră e să atragem necontenit luarea aminte asupra însemnătății activității militare. Cu cât ne va fi armata mai puternică, cu atât și lucrul diplomației noastre va ieși mai îmbucurător» (pag. 490).

Rumania, an economic Handbook, Washington, Government Printing Office, 1924, 166 pag.

Cartea aceasta e scoasă de Ministerul de Comerț al Statelor-Unite, cu colaborarea unor înalți funcționari ai biuroului comerțului indigen și străin. Ea are ca scop în întâiul rând să puie la îndemâna negustorilor americani și a tuturor cetățenilor țării cari ar aveà legături cu România sau ar vreà s'o cunoască, toate informațiile cuvenite. Impărțirea materiei și tratarea diferitelor capitole corespunde scopului, cu toată strictețea unui plan american. Ni se dă astfel însă mai mult decât un vade-mecum statistic, economic și financiar, ci o adevărată geografie economică, pe alocuri cu contribuții și păreri, care o așează alături de cele mai bune manuale românești avute până azi. Fotografii, excursuri și hărți fac materialul și mai intuitiv și lesne de folosit.

Capitole bine documentate și la curent tratează despre: Geografie și climat; Populație, limbă, educație și religie (în care sunt paragrafele despre minorități); literatură, Istorie politică și guvern; Bănci; Monedă și schimb; Finanțe publice (cu paragrafe despre datoria publică și venituri); Transport și comunicații; Navigația maritimă și fluvială; Agricultură și păduri; Minerale și mine; Informații pentru exportatorii americani (unde sunt multe lucruri adevărate, dar uneori poate prea negre despre clasele noastre sociale, «unii inculți și săraci», iar alții iubitori de traiu bun, înrâuriți de Franța și mari cheltuitori). Cartea e încheiată cu o listă biografică, cu izvoare, firește în limbi străine.

AUGUSTE I. FILIP: *Le régime international du Danube*. Teză de doctorat Paris 1923.

Lucrare folositoare pentru că este pusă la punct în ce privește actele internaționale despre Dunăre. Se arată care erà regimul Dunărei conceput de Puterile centrale, când se credeau învingătoare, prin pacea dela București din 1918 (p. 76-7).

Situația juridică internațională de azi a Dunărei este clar expusă. O comisie europeană a gurilor Dunărei, compusă deocamdată numai din Franța, Anglia, Italia și România, se chiamă că este tot provizorie. Este cazul de a zice «il n'ya que le provisoire qui dure». Disolvarea acestei comisii, care constituià altă dată pentru noi, o garanție politică, n'a putut fi obținută de România (p. 86—7). O comisie internațională, își întinde competența dela Ulm, până la punctul de unde începe competența Comisiei europene. Dar acest punct a rămas tot Brăila. Se zice că între Brăila și Galați Comisia europeană n'are decât o competență *tehnica* (p. 111). Dar acest *distinguo*

nu se găsește în statutul Dunării, întocmit la Paris la 2 August 1920. Comisia internațională fluvială, pe lângă riverani, cuprinde și reprezentanți cari nu sunt riverani, din Comisia europeană a gurilor. S'a dat oarecare satisfacție puterii teritoriale. Aplicarea regulamentelor întocmite de comisii se face de agenții naționali ai riveranilor.

Mandatul de altă dată al Austro-Ungariei pentru lucrările la Porțile de fier, a fost desființat. Cabotajul este rezervat riveranilor.

Intr'un cuvânt, nu s'au aplicat încă Dunării principiile obișnuite în regimul fluviilor internaționale. Interesele economice, sau chiar politice, ale marilor puteri neriverane, au fost și de astă dată precumpănitoare.

D-l Filip a dispus, măcar în parte, de desbaterile ce s'au urmat la întocmirea statutului dunărean, desbateri ce ar fi de dorit să le putem cunoaște în întregime.

Ioan C. Filitti

G. G. MEITANI: Dunărea. Studiu de drept internațional. București 1924.

Cuprinde, cu mai multă desvoltare istorică, aceleași fapte ca și lucrarea d-lui Filip. Se mai adaugă o cercetare a hotărîrii arbitrale despre reparația vaselor, remorcherelor și materialului dunărean, cedate nouă. Tendința de penetrație a marilor state capitaliste se vede și din Statutul relativ la regimul căilor navigabile de interes național, dela Barcelona, studiat de d-l Meitani, și în privința căruia România, deși l-a votat, a făcut toate rezervele dictate de interesele ei politice și economice. Autorul se plânge că «nu s'a publicat nici o carte verde» și că n'a putut aveà cunoștință de procesele verbale relative la întocmirea statutului Dunării, deși a cerut ca ele să i se comunice, pe când erà senator.

Ioan C. Filitti

LÉON DUGUIT. *Souveraineté et Liberté.* (Leçons faites à l'Université Columbia de New-York 1920 și 1921) Paris, Alcan 1922.

Nu originea etnică, discutabilă după atâtea încrucișări, constitue temeiul unei națiuni, ci conștiința despre rolul de îndeplinit.

In răsboiul mondial au stat față în față, două concepții: cea germană despre statul-forță și cea franceză despre statul-națiune, și cea din urmă a învins. Dar statul-națiune este tot atât de gelos de «suveranitatea» sa. După cum în conferințele dela Haga dela 1901 și 1905, nu s'a putut ajunge la arbitrajul obligator pentru toate conflictele, tot așà în Adunarea dela Geneva, dela sfârșitul anului 1920, jurisdicția curții permanente dela Haga n'a putut deveni obligatorie din cauza opunerii marilor Puteri, geloase de suveranitatea lor. Delegatul Belgiei le răspundeà fără ecou: «Ascultați umanitatea, care e sătulă de interesele voastre vitale și de suveranitatea voastră națională, și care dorește pacea». Au fost și puteri mai mici, printre care și România, care, împreună cu Franța, au declarat prin glasul lui Léon Bourgeois, că situația Europei și a Orientului apropiat nu permite nici ca cheltuelile de înarmare pe anii 1922 și 1923 să depășească pe cele din 1921.

Suveranitatea, prin definiția de până acum cel puțin, este exclusivă de altă suveranitate superioară, în consecință, nu există altă soluție pentru conflicte, decât forța. Duguit propune ca noțiunea suveranitate-drepturi să fie înlocuită prin aceea de suveranitate-datorie a guvernelor și popoarelor de a-și respectà reciproc autonomia națională și teritorială. Dar, pentru ca această noțiune să fie admisă, ar trebuì ca toate guvernele și popoarele să fie convinse că se bucură într'adevăr de autonomie în limitele hotarelor lor firești.

Duguit vreà să aplice la raporturile internaționale principiul solidarității, pus și ca bază a suveranității interne. Cetățenii fiecărui Stat au obligația de a-și desvoltà intensiv aptitudinile în folosul societății din care fac parte; nu au dreptul de a face rău, nici pe cel de a nu face nimic; libertatea lor nu este o suveranitate; nici puterea publică nu este un drept, ci o datorie, cu toate consecventele acestui principiu.

Duguit pledà cauza Societății Națiunilor în America, pentru că senatul american refuzase de a ratificà pactul Ligii Națiunilor, ca atentator la suveranitățile Uniunii Americane, care ar puteà fi atrasă în răsboiu fără asentimentul prealabil al Congresului și contrar Constituției americane.

Cartea lui Duguit trebuie pusă în legătură și cu cartea lui *I. Tchernoff, Les nations et la société des nations*, analizată de d-l Al. Costin în Arhiva P. Ș. și R. S. V p. 246—7 și articolul lui *Pierre de Lanux* în «*La revue européenne*» No. 9 din 1923 pledând pentru interdependența universală și cooperația între popoare, pacea tuturor putând altfel fi amenințată de unul singur.

Ioan C. Filitti

COMITETUL INSTITUTULUI SOCIAL ROMÂN:

Preşedinte: D. GUSTI, Profesor universitar, Membru al Academiei Române; *Vicepreşedinţi:* EMANOIL MICLESCU, Preşedinte la Inalta Curte de Casaţie, fost Ministru; C. BUŞILĂ, Inginer, Profesor la Şcoala Politehnică; *Secretar General:* AL. COSTIN, Magistrat; *Membri:* d-na CALYPSO BOTEZ, Preşedinta Consiliului naţional al femeilor române; CORNELIU BOTEZ, Membru la Inalta Curte de Casaţie; EMANOIL BUCUŢA, Director în Ministerul Muncii; GH. CIPĂIANU, Subsecretar de Stat; M. DJUVARA, Advocat; N. FILODOR, Secretar general al Ministerului de Externe; I. C. FILITTI, Membru corespondent al Academiei Române; C. IONESCU-SISEŞTI, Directorul General al Agriculturii Profesor la Şcoala Superioară de Agricultură; V. N. MADGEARU, Profesor la Academia de Inalte Studii Comerciale şi Industriale; M. MANOILESCU, fost Director General al Industriei; M. OROMOLU, Guvernator al Băncii Naţionale; I. RĂDUCANU, Profesor la Academia de Inalte Studii Comerciale şi Industriale; C. RĂDULESCU-MOTRU, Profesor universitar, Membru al Academiei Române; M. SANIELEVICI, Director General al soc. «Generala»; G. TAŞCĂ, Profesor Universitar, Profesor la Academia de Inalte Studii Comerciale şi Industriale; ANIBAL TEODORESCU, Profesor universitar; *Censori:* Dr. GH. BANU, NICOLAE PETRESCU, S. ŞERBESCU.

A R H I V A

PENTRU ŞTIINŢA ŞI REFORMA SOCIALĂ

ANUL VI — No. 1—4

CUPRINSUL DUPĂ MATERII
INDICELE DE NUME PROPRII

TABLA DE MATERII

I. ECONOMICE

II. STATISTICE

III. JURIDICE

IV. IGIENĂ SOCIALĂ

V. POLITICĂ SOCIALĂ

VI. SOCIOLOGIE

VII. TEORIE POLITICĂ

VIII. CULTURALE

INDICELE ALFABETIC AL NUMELOR

C

H

I

N

O

P

Ş

T

APAR PATRU NUMERE PE AN

ARHIVA
PENTRU ŞTIINŢA ŞI REFORMA SOCIALĂ

ORGAN AL
INSTITUTULUI
SOCIAL ROMÂN

DIRECTOR D. GUSTI

ANUL VI NUMĂRUL 1—2 1926

EDITURA
INSTITUTUL SOCIAL ROMÂN
CALEA VICTORIEI No. 102
BUCUREŞTI

PREŢUL 200 LEI

Toate manuscrisele pentru publicare şi toate lucrările (cărţi, broşuri, reviste) pentru recenzii şi schimb vor fi trimise pe adresa Secretariatului de redacţie: Institutul Social Român, Calea Victoriei No. 102 et. III, Bucureşti.

Anii I (No. 1 şi 2—3 sunt epuizate), II, III, IV şi V se găsesc de vânzare la Secretariatul I. S. R. (Anul I, II şi III câte 160 lei; Anul IV 200 lei; Anul V 240 lei).

Biblioteca Institutului Social Român, din localul Institutului, e deschisă în toate zilele de lucru dela 16—19.

Abonamentul anual 400 lei. Ediţia pentru autorităţi, instituţii şi firme, 500 lei. Abonamentul se face la Administraţia Institutului Social Român, Calea Victoriei No. 102 et. III Bucureşti.

APAR PATRU NUMERE PE AN

ARHIVA
PENTRU ŞTIINŢA ŞI REFORMA SOCIALĂ

ORGAN AL
INSTITUTULUI
SOCIAL ROMÂN
DIRECTOR D. GUSTI

ANUL VI NUMĂRUL 1—2 1926

EDITURA
INSTITUTUL SOCIAL ROMÂN
CALEA VICTORIEI No. 102
BUCUREŞTI

CUPRINSUL

I. *STUDII:*

Pagina

II. *ARHIVA DOCUMENTARĂ:*

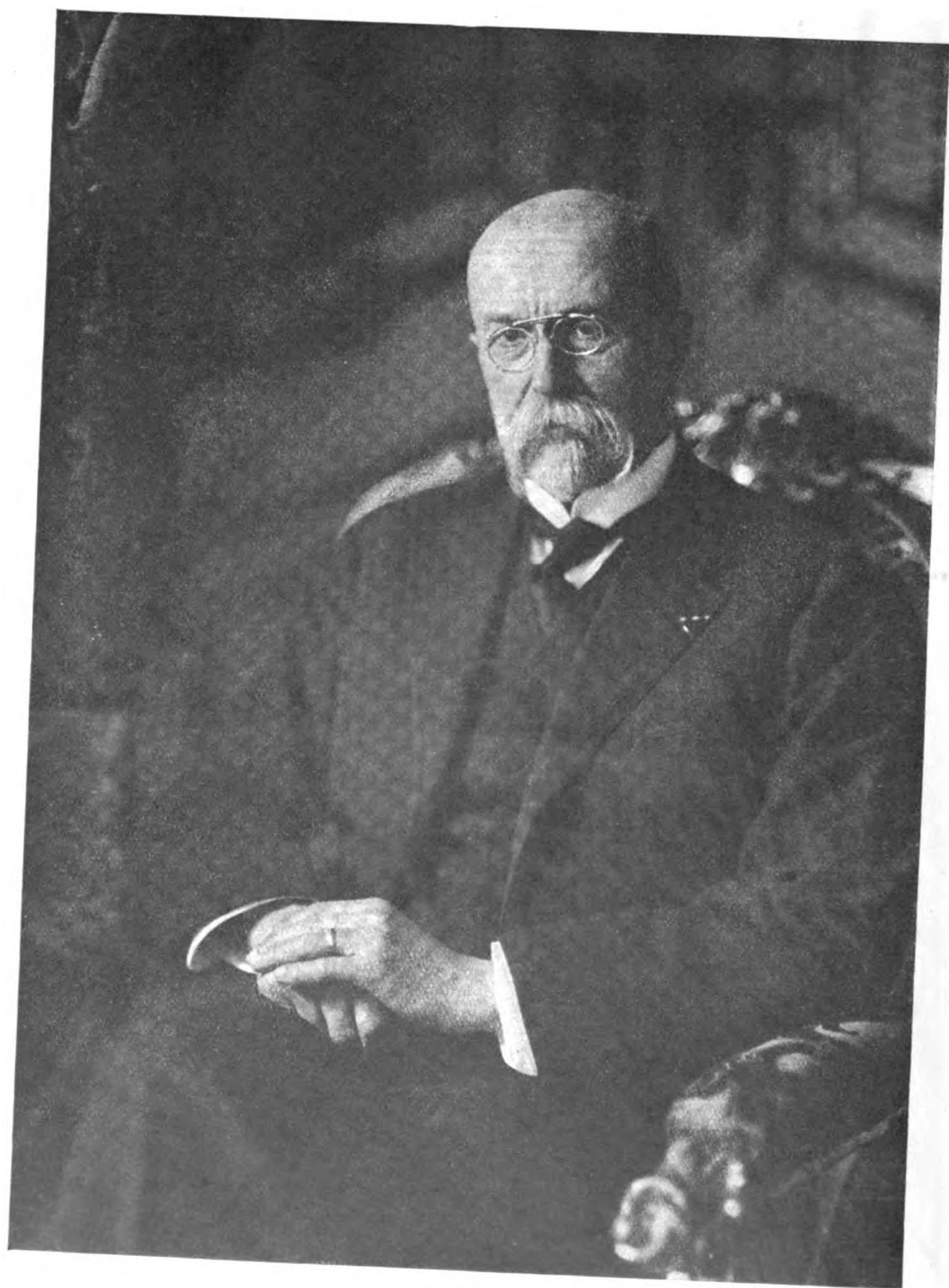
III. *ARHIVA LEGISLATIVĂ:*

IV. *MIŞCAREA IDEILOR:*

V. *RECENZII:*

VI. *BULETINUL INSTITUTULUI:*

VII. *BULETINUL SĂLII DE LECTURĂ*



T. G. MASARYK

STUDII

TOMA GARRIGUE MASARYK

O CARACTERIZARE(1)

DE D. GUSTI

«Eu cred că vei reluà într'o zi cârmuirea propriilor tale trebnri, o popor ceh!»

(*Comenius*, în «Testamentul Unităţii muribunde a fraţilor boemi», scris în exil doi ani după pacea din Westfalia, prin care se pecetluià sfârşitul independenţei cehe).

I

UN celebru filozof antic a lansat o formulă, ce a rămas vie şi promiţătoare în decursul veacurilor până azi: singurul remediu, credeà el, pentru înlăturarea relelor ce «dezolează» Statele ar fi ca filozofii să vină în fruntea lor, iar cei ce se numesc azi regi ori suverani să fie «adevăraţi şi serioşi» filozofi Plato, Republica, cart. V).

Filozofia antică nu înţelegeà însă prin «filozofie» un sistem de noţiuni abstracte şi convenţionale, atât de antipatice marelui public de pretutindeni, pentrucă sunt greu de pătruns şi deci incomode, ci ea a înţeles prin filozofie ştiinţa timpului. Omul de Stat deci trebuie să fie stăpân pe această ştiinţă.

Republica şi naţiunea cehoslovacă se pot mândrì că au drept conducător o personalitate visată de cartea a V-a a «Republicii» lui Plato.

Opera ştiinţifică a preşedintelui T. G. Masaryk, filozofică, sociologică, politică şi istorică, este de sigur mare. Dar oricât de mare ar fi opera, mult mai mari sunt actele sale morale, de o valoare unică pentru istoria culturală şi politică naţională cehă din anul 1882 până azi.

Ca profesor a exercitat o influenţă fascinătoare asupra auditorului, ca gânditor a scris pagini ce vor rămâne, ca orator politic a avut un mare ascendent

(1) Omagiu din partea Institutului Social Român şi al «Arhivei» cu prilejul celei de-a 75-a aniversări a preşedintelui Masaryk şi al apariţiei recente a memoriilor sale «Die Weltrevolution, Erinnerungen und Betrachtungen». 1914—1918, Berlin 1925; cele mai remarcabile memorii ale timpului, despre care se vorbeşte special în această revistă, la recenzii. Studiul de faţă nu voeşte a fi de cât o încercare, cum îi spune subtitlul, de caracterizare a personalităţii preşedintelui Masaryk, punând în evidenţă numai punctele esenţiale ale vieţii şi operei sale.

asupra mulţimii, dar nici una din lecţiile şi paginile sale n'a fost mai strălucită ca pagina şi lecţia ce ne-o dă însăş viaţa sa (1).

Acest umil fiu de vizitiu, care s'a ridicat prin geniu, energie şi entuziasm, din coliba părintească şi atelierul de fierărie la catedra universitară şi la înălţimea scaunului de preşedinte de republică, a reuşit, după o luptă deschisă şi grea, să impună o disciplină morală spiritelor şi să dea o directivă politică sufletului ceh.

Preşedintele Masaryk este demnul descendent al acelor apostoli cehi ai Ideii şi Credinţei, cari se urcau pe rug fără murmur şi mureau fără regret pentru apărarea libertăţii de conştiinţă.

O imensă popularitate îl înconjoară azi, în jurul numelui său s'au creat legende; nu trebuie uitat însă că aceasta a fost scump plătită şi a fost cucerită de «tăticul» de azi în mod penibil: timp de peste un sfert de veac (în lungul răstimp dela 1882 până la 1914) Masaryk a fost omul cel mai urît şi ponegrit din ţara sa, fiind fără încetare obiectul atacurilor celor mai nedrepte şi furibunde.

Viaţa lui Masaryk e neînchipuita înfăptuire aevea a unei vieţi legendare de adevărat erou. Asistăm şi de astădată, ca de atâtea ori în Istorie, la măreţia tragică a duelului unui singur om cu un popor întreg fanatizat şi rătăcit.

Admirabila mişcare intelectuală şi morală, care a ridicat naţiunea cehă între 1820 şi 1840, erà stinsă în 1882. Spiritele erau obosite şi adormite, lumea erà obişnuită a-şi măsurà gesturile, a-şi temperà vocea, a păşì cu prudenţă. Energia naţională se epuizà în manifestări sterile, protestări stereotipe, pline de reticenţe. Iar viaţa naţională cehă se reduceà la un vag şi somnolent idilism patriotic, la un quietism comod şi laş.

In mijlocul acestei societăţi liniştite şi nepăsătoare apărù Masaryk la vârsta de 32 de ani, în 1882, ca un descântec trezitor al conştiinţei colective. Activitatea lui Masaryk a provocat dela început o puternică senzaţie, pentru ca mai târziu să ia proporţiile violente ale unui uragan.

Stâlpii consacraţi ai societăţii de pe atunci, şi care formau un fel de societate de asigurare reciprocă, fură cuprinşi de o nespusă duşmănie împotriva tânărului profesor de universitate, considerat ca un alt «duşman al poporului» ibsenian.

Duşmănia erà explicabilă, căci tânărul profesor Masaryk se străduià să introducă un spirit nou, să deschidă un alt drum naţiei sale, să devină un novator moral. Duşmanul cel mai de temut, spuneà Masaryk, singurul de care trebuie cineva să se teamă, suntem noi înşine, frica de iniţiativă şi de răspundere, timiditatea spiritului şi a inimii.

De ce au fost oare mari un Hus, un Comenius, un Dobrovsky, un Havliček, se întrebà el? Pentrucă, se grăbià a adăugà, ei înlăturând toate obstacolele şi înfruntând toate primejdiile au fost servitorii şi propăvăduitorii Adevărului.

(1) Vezi impresionanta sa autobiografie, făcută incidental cu ocazia sărbătoririi de către partidul progresist a celei de-a 60-a aniversări, şi publicată în «Prager Presse», 7 Martie 1925, sub titlul: «Masaryk über sich selbst».

Iată pilda şi calea ce a urmat-o Masaryk, predicând necontenit demnitatea vieţii, dispreţ pentru tranzacţii josnice, ură împotriva asupririi şi asupritorilor. Făcându-şi un ideal din Adevăr şi Dreptate, Masaryk şi-a formulat astfel marele precepte imperative, ce-i alcătuiesc doctrina vieţii: fii o conştiinţă, şi prin aceasta vei fi fericit şi mai ales prin aceasta vei fi puternic; luptă pentru triumful Adevărului, şi prin aceasta vei duce o luptă pentru interesul personal, ca şi pentru cel public; fii drept, căci aceasta nu este numai nobil, ci înţelept şi util.

Deviza sa favorită erà: nu mă supun nimănui, nu recunosc alt stăpân decât Adevărul. Implinirea datoriei cu orice preţ şi necesitatea curajului cuprind directivele sale de luptă, ce-l încălziau şi dominau şi care l-au desemnat dela început ca pe un director de conştiinţă, profesor de energie şi conducător de suflete.

Chiar în primul an după stabilirea sa în Praga Masaryk a întemeiat, în 1883, un organ al luptei pentru adevăr, revista Athenaeum; în 1886 împreună cu filologul ilustru Gebauer şi cu şeful şcoalei istorice Goll, a deschis o campanie ştiinţifică pentru a demonstrà neautenticitatea faimoaselor manuscrise Zelená Horà şi Králové Dvur. Aceste pretinse manuscrise, care în realitate nu erau decât documente istorice apocrife, fabricate de Hanka şi destinate a stimulà patriotismul ceh, erau obiectul unui cult superstiţios naţional, pentrucă cuprindeau povestiri epice consacrate luptelor naţionale contra năvălitorilor.

Masaryk şi colaboratorii săi au dovedit cu prisosinţă falsitatea acestor «manuscrise», dărâmând astfel fără cruţare falsa legendă naţionalistă.

Apărătorii «manuscriselor», dezarmaţi pe tărâmul ştiinţific, au deplasat lupta apelând la furia mulţimii, provocată şi alimentată zilnic de presă, acoperind pe Masaryk de insulte şi invective. Cele mai alese spirite de pe atunci condamnau atitudinea lui Masaryk şi declarau pe toate gamele, că savantul are datoria mai bine să-şi ascundă îndoelile, decât să rişte a jignì sentimentul naţional.

Ca răspuns la această campanie violentă Masaryk, liniştit şi senin, invocă sfatul lui Ion Hus:

«Dacă Adevărul nu poate fi provocat fără scandal, mai bine să primim scan-«dalul, decât să părăsim Adevărul». Şi el mai adăugă următoarele memorabile cuvinte proprii, adresându-se acelor ce-l învinuiau că micşorează gloria naţiei: «Onoarea poporului cere ca ei să recunoască şi să apere Adevărul. Este mai mult «curaj şi un mai mare merit a mărturisì eroarea decât a apărà o iluzie, chiar «când ea este împărtăşită de un popor întreg». Aceste cuvinte amintesc doctrina veridicităţii ibseniene, care pune pe unul din eroii pieselor sale (Brand) să declare, că este mai bine să piară un om, decât să se distrugă Adevărul.

Când se va scrì istoria întemeierii republicii cehoslovace i se va datà prima ei origină, anul 1886, când s'a angajat lupta împotriva autenticităţii manuscriselor Zelená Horà şi Králové Dvur, pentrucă atunci s'a dat primul semnal şi s'a început lupta de deşteptare a naţiunii cehe.

După 13 ani Masaryk ridică glasul pentru a doua oară combătând înscenarea omorului ritual dela Polna de către Hilsner şi protestând cu energie împotriva

nerespectării la proces a formelor juridice ca şi împotriva prejudecăţii populare ca atare. De această dată violenţa urii populare devenise fără margini. Insultat de ziare, părăsit până şi de unii din prietenii săi, chiar ameninţat — personal, ca şi familia sa — Masaryk erà pe cale a-şi pierde cumpătul şi se gândià să părăsească Boemia pentru a se stabilì în Statele-Unite ale Americii, patria soţiei sale. A renunţat însă repede la acest gând, şi a rămas în ţara sa pentru a-şi continuà apostolatul prin exemplu, ilustrând în acest fel preceptul pe care obişnuià să-l dea discipolilor săi: «suntem ţinuţi a ne împlinì datoria cu atât mai imperios cu cât ea este mai penibilă şi mai dùră».

Mai târziu, în ajunul marelui războiu, îl vedem pe acelaş Masaryk, ce fusese tratat îndelung de renegat şi vândut Vienei, devenind cel mai elocvent şi impresionant acuzator al Austro-Ungariei înaintea Europei, purtând o luptă energică şi neînfrântă împotriva atmosferei de minciună şi duplicitate pe care o creiase cancelaria lui Aehrenthal împotriva Serbiei. Nimeni n'a contribuit mai mult ca Masaryk pentru a demascà în faţa lumii întregi falşurile proceselor de înaltă trădare dela Zagreb, ca şi înscenarea procesului Friedjung din Viena. Sunt prea noui aceste fapte din istoria politică contimporană, ca să nu ne amintim de impresia puternică ce a făcut-o atunci constatarea imoralităţii mijloacelor de care se serveà diplomaţia austriacă, cu tot cortegiul de falşificări de acte şi mărturii.

In sfârşit, frumuseţea şi nobleţea clasică a caracterului lui Masaryk a culminat în exilarea sa voluntară, în 1914, pentru a întreprinde o uriaşă operă de propagandă în timpul războiului pentru desmembrarea Austro-Ungariei, în faţa opiniei publice mondiale, care la început erà cel puţin indiferentă, dacă nu chiar ostilă ideii. Aceasta i-a atras persecuţia oficială: urmăriri judiciare pentru învinuirea de corupător al tineretului, înlăturarea dela catedră, arestarea fiicei, desemnarea unui domiciliu forţat soţiei.

Iată omul. Un astfel de bărbat, ce a bravat cu mândrie atacurile fără a se descurajà, a îndurat cu resemnare zeci de ani asaltul calomniilor urmându-şi drumul său cu seninătate, fără a se lăsà impresionat de piedecile, cu care erà semănat; un astfel de bărbat ce a rămas totdeauna, şi în toate împrejurările, egal cu el însuş, — ca proletar, profesor, luptător şi pribeag, pregătitor de revoluţii — şi nu s'a îndoit de victoria finală nici când duşmanul păreà triumfător; un astfel de bărbat, un înţelept, despre care s'ar cuvenì să se scrie în stil biblic, trebuie să fie susţinut de un suflet de erou şi de o doctrină cu rădăcini adânci în acest suflet.

II. 1. Incă pe când studià la Viena şi-şi pregăteà lucrarea sa de abilitare ca docent la universitatea de acolo (despre «Sinuciderea considerată ca manifestare colectivă a civilizaţiei moderne») apărută în 1881, Masaryk şi-a închegat în substanţă întreaga sa concepţie sociologică şi o filozofie a istoriei.

Societatea modernă, constată Masaryk, trece printr'o gravă dezordine intelectuală, care influenţează asupra stărilor morale şi politice ale epocii. Şi anume, această criză se manifestă printr'o stare sufletească morbidă, datorită unui su-

biectivism excesiv, unui «scepticism nervos» al omului modern şi care nu este înfrânat prin nimic, nici prin vreo autoritate obiectivă şi nici prin religie.

«Acest nervosism» modern este alimentat şi de o semicultură, superficială şi prezumţioasă, care conduce pe omul modern la o totală dezorientare culturală şi la un indiferentism religios şi social.

Scepticismul şi indiferentismul îşi găsesc expresia, afirmă Masaryk în prima sa lucrare, într'un «delir de subiectivism», în ruina şi prăbuşirea propriei personalităţi, în sinucidere.

Pilda cea mai dezolantă o alege Masaryk din cercul figurilor lui scumpe; iată A. Comte, un exemplu viu al acestei grave crize; evoluţia vieţii şi gândirii sale fiind tocmai caracteristică dispoziţiilor în care se găsesc popoarele moderne; Comte, care, cu propriile cuvinte ale lui Masaryk «a denunţat aşă de bine semi-«cultura epocii noastre, şi a realizat unitatea în concepţia vieţii, elaborând o «filozofie grandioasă şi întemeiând o religie... a contractat o boală nervoasă şi «a voit să se sinucidă». Masaryk încheie: «este cevà teribil de grav în lupta uma-«nităţii».

Problema reorganizării morale şi intelectuale a societăţii, impusă atenţiei lui Masaryk încă din tinereţe, l-a preocupat toată viaţa.

Lacuna esenţială crizei timpului este o criză de autoritate. Căci diagnosticul omului modern arată că dezorientarea sa este datorită lipsei credinţei în cevà absolut, adică absenţei unei certitudini morale. Omul modern este în căutarea unei noui autorităţi, el are nevoie să înlocuiască vechea religie printr'una nouă, el este în căutarea unei noui autorităţi de ordin religios.

Pentru aceasta Masaryk pune clar dilema: Sinucidere ori religie, în articolele sale nepublicate în volum, «Omul modern şi religia» (1896). «Problema «problemelor», accentuează Masaryk, «pentru orice om ce gândeşte, este urmă-«toarea: care este concepţia lumii care va face din mine o fiinţă obiectivă, care «va menţine echilibrul între mine, subiect şi destinul, obiect»?

Răspunsul, pe care-l dă Masaryk în diferite lucrări, culminează în formularea unei legi sociologice universale, ce stăpâneşte, după autor, evoluţia spiritului uman. Este legea antagonismului dintre Mit şi Ştiinţă. Această teorie ne conduce în miezul gândirii sale filozofice (Vezi mai ales «Rusia şi Europa», vol. I).

Forţa motrice a evoluţiei constă în lupta perpetuă ce se dă în istorie între antropomorfism şi tendinţa de a găsì explicarea lucrurilor în ele însele, ori cu alte cuvinte între concepţia mitică şi cea raţional ştiinţifică; căci două sunt atitudinile omului faţă de lucrurile ce-l înconjoară: el este ori complet supus obiectului şi explică lumea şi propria sa existenţă cu ajutorul analogiilor superficiale, ori explică lucrurile ştiinţific şi critic pe bază de observaţii şi comparaţii prudente.

In ordinea raporturilor lui cu lumea omul se «demitizează», adică se îndepărtează de concepţia mitică a religiei filozofiei, poeziei şi artei, moralei şi vieţii economice. Procesul «demitizării» îmbrăţişează deci întregul domeniu al spiritului uman.

Lupta ştiinţei contra mitului interesează civilizaţia întreagă: morala, ştiinţa, politica şi chiar religia. Căci Masaryk nu identifică mitul cu credinţa şi religia; ştiinţa şi credinţa, religia şi filozofia nu sunt opuse una alteia; antagonism există numai între religia mitologică şi religia superioară desbrăcată de orice element antropomorfic, între credinţă şi superstiţie, între noua şi vechea religie.

De aceea, continuă Masaryk, greşeşte Comte, când după faimoasa sa lege a celor trei stadii (stadiu teologic, metafizic şi pozitiv), religia n'ar fi decât o superstiţie.

Religia adevărată este indispensabilă vieţii, ea nu poate fi deci socotită ca un stadiu prepozitiv, inferior de desvoltare a civilizaţiei, pentrucă are aceleaşi origini ca toate forţele civilizaţiei, bunăoară ca arta ori ştiinţa. Stadiul pozitiv, în înţelesul lui Comte, ca o ultimă etapă superioară de evoluţie, nu poate exclude, ci trebuie să presupună credinţa şi certitudinea morală.

2. Instaurarea unei religii noui cade în sarcina filozofiei, ca organ al ştiinţei şi al spiritului critic, după cum teologia este organul mitului şi al vechei religii. Filozofia îşi trage forţele şi inspiraţia din trebuinţele vieţii, aşà cum ele se resfrâng în ştiinţele timpului; ea este o concepţie universală a lumii împlinind o îndoită funcţie: una reală, alegerea şi verificarea rezultatelor ştiinţelor, şi alta metodologică, elaborarea sintezei totului.

In acest fel filozofia este încoronarea şi în acelaş timp şi baza tuturor ştiinţelor; ea este în tot cazul ştiinţifică, însă nu plutind deasupra ştiinţelor, ci făcând parte integrantă din domeniul lor şi isvorînd din ele.

Aşà se explică cum Masaryk consacră ideii clasificării şi organizării ştiinţelor un studiu special, care devine problema centrală a gândirii sale filozofice.

Sub influenţa celebrelor clasificări ale ştiinţelor: a lui Aristot (după criteriul: teoretic şi practic), Comte (general şi particular) şi Spencer (concret şi abstract) Masaryk construieşte următorul tablou, împărţind lumea, în totalitatea ei, în cinci mari categorii: 1. relaţii numerice şi parţiale, 2. mişcarea, 3. materia şi proprietăţile ei, 4. viaţa şi 5. spiritul.

	ŞTIINŢE		
	TEORETICE		PRACTICE
	Abstracte	*Concrete*	
I. (Număr şi Spaţiu)	1. Algebra	A. Geometria	a. Aritmetica Geometria descriptivă
III. (Mişcarea)	2. Mecanica	B. Acustica Astronomia Cosmologia Geologia	b. Tehnologia
III. (Materia)	3. Fizica 4. Chimia	Mineralogia Geofizica Geohimia.	
IV. (Viaţa)	5. Biologia	C. Botanica Zoologia (Antropologia)	c. Agricultura Medicina

	ŞTIINŢE			
	TEORETICE			PRACTICE
	Abstracte		Concrete	
V. (Spirit)	6. Psihologia		D. Psihologia concretă Psihol. animală	d. Didactica. Pedagogia
	7. Sociologia		E. Sociol. concretă	e. Sociol. practică: Politica
	8. Limbistica		F. Gramatica	f. Cunoştinţa limbilor
	9. Estetica		G. Teoria artelor	g. Estetica practică
	10. Logica		H. Logica concretă (clasificarea şi organizarea ştiinţelor)	h. Logica practică

FILOZOFIA

Filozofia are, s'a spus, rădăcini adânci în trebuinţele vieţii; omul este mai ales o fiinţă de acţiune, şi nu numai una ce gândeşte, dotată cu raţiune, însă nu numai raţională.

Pentru aceasta teoria filozofică şi sociologică conduce la acţiune socială, la progresul moral şi social al societăţii. Căci ştiinţa şi filozofia tind a transformà societatea omenească; ele conduc în mod firesc la ideea unei reforme a societăţii; aşà se explică de altfel că speranţele ce se pun în ele sunt aşà de mari, şi rolul pe care îl joacă în viaţa societăţii este atât de important.

Intreaga filozofie gravitează deci constant şi în mod logic către problemele sociale, politice şi morale (1).

3. Doctrina sa sociologică (2) este, pentru a fi caracterizată prin două cuvinte, realistă şi umanitistă. Trei sunt concepţiile posibile de filozofie a istoriei: explicarea prezentului şi viitorului prin trecut, istorismul, a trecutului şi prezentului prin viitor, futurismul, şi, în sfârşit înţelegerea trecutului şi viitorului prin prezent, realismul.

(1) Lucrările principale filozofice ale lui Masaryk sunt următoarele: Despre ipnotism (magnetism animal), Praga 1880; Der Selbstmord als soziale Massenerscheinung der modernen Civilisation, Wien 1881; Calculul probabilităţilor şi scepticismul la Hume. Introducere la teoria inductivă, Praga 1883 (este lecţia de deschidere a cursului său la universitatea din Praga, tradusă şi în limba germană: David Hume's Skepsis und die Wahrscheinlichkeitsrechnung. Ein Beitrag zur Geschichte der Logik und Philosophie. Wien 1887; Masaryk a fost influenţat de Hume în filozofie (şi de Comte în sociologie), el a tradus opera capitală a lui Hume: Eine Untersuchung über die Prinzipien der Moral, deutsch herausgegeben und mit einem Namen- und Sachregister versehen von Dr. Thomas Garrigue Masaryk. Wien 1883); Blaise Pascal, viaţa şi filozofia sa, Praga 1883 (prima conferinţă publică, ţinută în afară de universitate); Teoria istoriei după principiile lui T. H. Buckle, Praga 1884; Studiul operelor poetice, Partea I, Praga 1884; Partea II, Praga 1886; Fundamentele logicii concrete. Clasificarea şi sistemul ştiinţelor, Praga 1885; tradusă şi în limba germană: Versuch einer konkreten Logik, trad. de K. G. Schauer, Wien 1887 (ediţia germană este mai completă), o nouă ediţie este în pregătire.

(2) Preşedintele n'a publicat până acum o lucrare sistematică de sociologie, deşi a avut, şi, pe cât aflăm, are încă intenţie să o facă; să ne fie îngăduit a spune că aşteptăm această publicare şi a exprimà în coloanele acestei reviste dorinţa celor ce, împreună cu preşedintele

Masaryk reprezintă ultima teorie. Nu este suficient, spune el, a se entuziasmà pentru trecut. Apologiştii trecutului cred că individul nu este decât o păpuşă de paie împinsă mecanic de avalanşa timpului; ei ne sfătuiesc să trăim din gloria strămoşilor şi să le împrumutăm strălucirea geniului lor.

Masaryk refuză hotărît a urmà acest sfat, căci, spune el, nu se poate tolerà să fim simpli paraziţi ai trecutului. Istorismul trebuie răsturnat; nu istoria face prezentul, ci prezentul ilustıând istoria, o creează. Trebuie să scoatem într'adevăr ce este mai bun din trecut, care să servească a transformà prezentul, datoria noastră este însă să avem ochii deschişi asupra realităţii prezente, aşà cum este, cu defectele şi calităţile ei, căci prezentul are viaţa şi drepturile lui proprii.

Prezentul real trebuie deci luat ca punct de plecare; iar atitudinea de a rămâneà strict pe tărâmul veridic al realităţii, cu obligaţia de a o cunoaşte şi explicà, se numeşte ştiinţifică. Este necesar a trece din faza romantică în cea ştiinţifică.

«Fundamentul filozofic al realismului», scrie Masaryk în «Programul realist» (1), «cuprinde următoarea regulă: cunoaşte totdeauna şi pretutindeni lucrurile şi «natura lor. Nu evoluţia lucrurilor este importantă pentru intelect, ci lucrurile «însele şi, se înţelege dela sine, evoluţia aparţine naturii lor. Insă cunoştinţa şi «atenţia nu trebuie să se piardă în transformarea istorică. Preponderenţa isto«rismului poate influenţà nefavorabil caracterul unui om».

Plecând de aici Masaryk întrevede naţionalizarea ştiinţelor «realiste», adăugând: «Realismul dă o importanţă mai mare studiului ştiinţelor naturii şi sociale. Până «acum nu s'a naţionalizat încă cultura ştiinţifică, în afară de istorie, filologie

---

Masaryk, cunosc marea însemnătate a cunoştinţelor sociologice şi de ştiinţă socială pentru consolidarea şi propăşirea naţională şi de Stat, ca tratatul de sociologie plănuit mai de mult să apară cât mai curând.

Gândirea sa sociologică se desprinde totuş cu uşurinţă din numeroasele articole, broşuri şi volume publicate, cele mai multe din ele pentru a analizà din punct de vedere sociologic probleme speciale ori actuale, cum ar fi: problema sinuciderii, marxismului, naţionalităţilor, socială, cehă, rusă, pangermanistă, alcoolism, chestiunea sexuală, de curând problema răsboiului mondial, ş. a. m. d. Ca o introducere în sociologie pot fi privite articolele sale, nepublicate în volum, asupra «Naturei şi metodei Sociologiei» şi unui «Manual de Sociologie» apărute în revista cehă «Epoca noastră» (ce cuprinde în acelaş timp o continuare a discuţiei asupra clasificării ştiinţelor din «Fundamentele logicii concrete»); concepţia sa moral-religioasă se găseşte în alte articole, asemenea nereunite în volum, «Sufletul modern şi religia». Etica sa este condensată în: «Idealurile Umanităţii», Praga 1919, tradusă în limba germană; în limba română de P. Cancel, Biblioteca Politică a Culturii Naţionale. Un adevărat catehism naţional cuprinde trilogia: Chestiunea cehă şi criza noastră intelectuală, Praga 1895; Carol Havliček, Praga 1890 şi Ion Hus, Renaşterea şi Reforma noastră, Praga 1899 (publicată în acelaş an sub formă mai concentrată sub titlul: Hus către studenţii cehi). In 1898 a apărut «Chestia socială» şi în 1899 «Poligamia şi monogamia». Un deosebit serviciu cunoaşterii gândirii de sociologie politică, etică şi religioasă a lui Masaryk face: *Gustav Flusser*, Aus Masaryks Werken. Prag-Wien-Leipzig 1921; mica broşură: Choix de Pensées extrait de ses oeuvres par *F. O. Barton*, avec une lettre liminaire de *M. F. Couget* et une introduction de *I. A. Bláha*, Prague 1923, este menită a răspândi în marele public, sub formă aforistică, gândirea preşedintelui. Vezi şi lucrările citate mai jos. In Ianuarie 1926 s'a întemeiat «Societatea sociologică Masarky».

(1) *Gustav Flusser*, Aus Masarkys Werken, 1921, p. 102.

«şi literatură frumoasă. Realismul este o încercare a naţionaliză întreaga filozofie, «fără a primejduì exactitatea ştiinţifică, şi prin aceasta a face ştiinţa accesibilă «tuturor straturilor naţiunii». Autorul încheie: «Realismul este un protest contra «monopolului culturii, el voieşte a socializà cultura ştiinţifică şi filozofică».

Doctrina sociologică a realismului are însă, după Masaryk, şi importante consecinţe politice, ea a servit de bază la întemeierea partidului politic realist, care mai târziu s'a numit realist-progresist.

«Programul politic realist cere înainte de toate reforme sociale, muncă cultu«rală şi politică internă». In studiul său «Havlíček, precursorul realismului», Masaryk formulează clar teza sa politică. «Politica se întemeiează, ca orice cuno«ştinţă exactă, pe experienţe. Empiria nu este însă oportunism... o acceptare «oarbă a faptelor... Omul de politică realistă voieşte a *face* istorie. Realismul «politic este pentru progres. Havlíček credeà într'o evoluţie, însă într'o evoluţie «lentă; pentru aceea el erà contra revoluţiei şi radicalismului şi pledà pentru un «progres sigur, liniştit şi permanent. Politica realistă este deaceea pozitivă şi nu«mai pozitivă». Masaryk precizează apoi: «Radicalismul ocoleşte progresul po«zitiv prin stânga, iar conservatismul reacţionar prin dreapta. Amândouă di«recţiile sunt negative. Radicalul se agită, conservativul este pasiv. Agitaţiei «radicale şi pasivităţii conservative li se opune realismul, acţiunea. Totuş nu«mai în aparenţă se arată politica realistă ca o cale mijlocie între radicalism şi «conservatism. In realitate ea merge înainte şi nu la mijloc între ele» (1).

Aşadar este evident, dacă nu este suficient a trăì numai pentru şi din trecut, apoi nu este în deajuns a trăì nici numai din şi pentru prezent. Realismul nu este înţeles de Masaryk ca un quietism şi pasivism naţional, în sensul bună oară al filozofiei politice tolstoiene, ori practicat până la extrem de Slavii orientali.

Realitatea trebuie să fie într'adevăr punctul de plecare; dacă însă fiecare problemă concretă a ei devine o problemă abstractă a ştiinţei, apoi orice problemă abstractă devine la rândul ei o problemă practică, etică.

Doctrina realistă are prin urmare un pronunţat caracter etic. Realitatea este imperfectă, plină de lacune, ea deci nu ne poate mulţumì, căci trebuie disciplinată şi perfecţionată, pentru că este de fapt perfectibilă; trebuie deci să-i asigurăm un viitor mai bun. Prezentul trebuie îndreptat către cutele ascunse ale viitorului. Realitatea trebuie să tindă a realizà viitorul, adică perfecţia.

Care este însă acest viitor? Scopul către care trebuie să năzuiască toate sforţările noastre cu inima caldă şi cu mintea luminată, este Umanitatea.

Masaryk rămâne credincios vechei tradiţii a filozofiei cehe «umanitiste», a unui Dobrovsky, Kollár, Safarik, Palacky, şi în special, unui Havlíček.

«Programul ceh al umanităţii, Umanitismul, este pentru noi», scrie Masaryk (2), «ceeace este pentru Ruşi mişcarea slavianofilă şi pentru Polonezi mesianismul.

(1) Vezi fragmentul «Havlíček, precursorul realismului», în G. Flusser, *op. cit.* p. 106.
(2) Vezi fragmentul «Patriotism şi Patriotizare» în G. Flusser, *op. cit.* p. 40 şi urm.

«El nu este decât o încercare de filozofie națională, de filozofie a istoriei și de «politică națională».

Umanitismul este astfel un program, el «nu propagă numai iubirea aproapelui, «ci mai înainte de toate formarea națiunii. Umaniștii noștri acceptă raționa-«lismul occidental. Havliček, bunăoară, nu cere numai o politică cinstită, ci și «una rațională. Umanitatea, încheie Masaryk, nu este sentimentalitate, ci dim-«potrivă, după cuvântul lui Safarik, ea a fost pentru adepții ei totdeauna sti-«mulent spre o muncă politică și culturală neobosită... Este o minciună în-«drăsneață că programul umanității predică indolența națională».

Așadar, umanitatea nu este o fantezie romantică ori un simplu deziderat; ci o năzuință și o realitate; ea nu se poate însă realiză prin violență, ci prin conciliare, nu prin sânge, ci prin muncă creatoare, nu prin moarte, ci prin viață către viață.

4. Doctrina Umanitismului este sinteza gândirii sociologice și directiva activității politice a președintelui Masaryk; ea este o doctrină vie, verificată în principalele domenii ale actualității; ea a fost mai ales steaua călăuzitoare în grandioasa sa propagandă desfășurață în timpul răsboiului mondial pentru recunoașterea drepturilor de existență a națiunilor și statelor mici, după cum reiese în mod splendid din acel Credo social și politic, o adevărată summa philosophiae, care sunt memoriile sale, apărute sub titlul sugestiv: «Revoluția mondială» (1).

Masaryk a colindat în patru ani, la o vârstă înaintată, trei continente (Roma, Geneva, Paris, London, Petersburg, Moscova, Kiev, Iași (Octombrie 1917), Vladivostok, Tokio, Washington...), provocând pretutindeni atenție și răsunet, cu vorba ori cu scrisul, pledând incontinuu și neobosit pentru necesitatea desmembrării Austro-Ungariei. In acest chip el și-a câștigat merite nepieritoare, care nu pot fi uitate vreodată, nu numai pentru nația sa, ci pentru toate națiile emancipate. Memoriile sale redau o adevărată epopee trăită și scrisă de cel mai

(1) Apogeul vieții și operei lui Masaryk a fost studiul sociologic al națiunilor și statelor mici, ce a luat apoi proporțiile unei sociologii a răsboiului mondial. Trei sunt lucrările sale, adevărate fapte politice, ce ocupă un loc unic în literatura mondială, apărută în timpul și după răsboiu: 1. Celebra lecție de deschidere a cursului său la școala de studii slavice (School of Slavonic Studies), alipită universității din Londra (King's College), cu titlul programatic: «Problema micilor națiuni în criza europeană actuală», ținută în ziua de 19 Octomvrie 1915. Lecția aceasta a devenit programul politic al răsboiului; cu prilejul aniversării a 10 ani dela data ținerii ei, d-l Dr. E. Beneš a comemorat acest eveniment printr'o conferință cerută de King's College asupra «Problemei micilor națiuni *după* răsboiu». Prelegerea lui Masaryk a fost publicată întâiu în limba engleză: The Problem of small nations in the european crisis, London 1915; ea a apărut apoi în traducere franceză «Problème des petites nations dans la crise européenne actuelle» (publicată în «La Nation Tchèque, 1 Novembre 1915) și în traducere germană: «Das Problem der kleinen Völker in der europäischen Krisis, Praha 1922. 2. L'Europe nouvelle, imprimé comme manuscrit, 1918, (accesibilă publicului în traducere germană: Das neue Europa, Berlin 1922, trad. de Saudek), scrisă în acelaș spirit și publicată cu intenția «a face pe soldați să înțeleagă problemele fundamentale ale răsboiului». In sfârșit 3. Die Weltrevolution, Erinnerungen und Betrachtungen, 1914—1918, Berlin 1925,

luminat propagandist din câţi cunoaşte istoria. Propaganda este ridicată de Masaryk la rangul de metodă psihologică şi sociologică (1).

«Din psihologia propagandei se desprinde», rezumă Masaryk experienţa sa, «învăţământul însemnat: să nu-ţi închipui că poţi câştigà pe cinevà pentru un «program politic, dacă îl formulezi cu entuziasm şi energie..., căci poţi interesà «oamenii mai bine indirect; îi vei câştigà vorbind de artă, literatură ş. a. m. d.; «prin agitaţie politică, omul ce gândeşte este adesea bănuitor şi rămâne neconvins».

Masaryk adaogă apoi cu atâta dreptate: «dar o asemenea propagandă cere «cultură, orientare politică şi socială, tact şi cunoaştere de oameni! Paderewski «şi Sienkiewicz au făcut o propagandă plină de succese pentru Polonia».

Masaryk stabileşte apoi un al doilea principiu etic, de care trebuie să se ţine negreşit seamă: «propaganda», accentuează el, «trebuie să fie cinstită, exagerările «ori chiar minciunile nu folosesc nimic, căci datele vor fi controlate şi atunci «fireşte duşmanul va întrebuinţà neadevărul ca o armă politică».

In sfârşit, a treia regulă principală a propagandei ar fi evitarea greşelei de a lăudà tot ce-i al tău; căci aceasta o fac, adaogă el ironic, agenţii comerciali mediocri.

In rezumat, conchide Masaryk: «Politică raţională şi cinstită — propagandă raţională şi cinstită».

Iată preţioasele sfaturi pe care le dă Masaryk, şi de care va trebuì să ţină seamă propagandistul serios!

5. In propaganda sa Masaryk a fost condus de o profundă convingere, anume că răsboiul a avut o înaltă justificare sociologică, oglindită în următorul silogism irezistibil.

Dreptul naţiunilor decurge din principiul umanităţii, naţiunile fiind elementele naturale şi organele fireşti ale umanităţii. Valoarea unei naţiuni iese tocmai din faptul că ea fiind o parte din umanitate, trăieşte prin ea şi pentru ea.

Faimosul axiom politic: dreptul popoarelor de a dispune de ele însele reiese deci în mod firesc din valoarea morală a principiului umanităţii (prima premisă).

Naţiunea fiind o fiinţă autonomă, Statul nu se confundă cu ea. Statul este numai instrumentul de desvoltare a naţiunii (a doua premisă).

In sfârşit, concluzia politică a silogismului sociologic de mai sus trebuie să fie aceasta: cauza principală a nestabilităţii Europei a fost totdeauna dezacordul între frontiera etnică şi cea de Stat, caracterizat prin sclavia naţională. Cauza aceasta trebuie însă înlăturată. Ne trebuie o Europă nouă. Noul program de reorganizare a Europei nu poate fi deci altul decât eliberarea şi unificarea naţiunilor. Principiul naţional, cu alte cuvinte, trebuie să devină o forţă directivă, politica creatoare a Statelor naţionale.

Dar acum se pune întrebarea: naţiunile mici au oare acelaş drept la libertate ca şi cele mari?

Aceasta e problema tratată acum zece ani la Londra şi care a provocat celebra

(1) Die Weltrevolution, pag. 83 şi urm.

declaraţie a premierului de pe vremuri Asquith, cetită de Lord Robert Cecil (1) (fiindcă Asquith fusese împiedecat de boală a venì în persoană). «In prima linie», astfel sună această faimoasă declaraţie, «noi luptăm pentru eliberarea micilor «naţiuni, pentruca ele, odată emancipate de asuprire, să se poată desvoltà în or-«ganizaţiile lor proprii naţionale».

A fost, se ştie, prima manifestare oficială a precizării scopului răsboiului în favoarea naţiunilor asuprite.

Masaryk arată în memorabila sa cuvântare în mod elocvent şi convingător, că Statele mici sunt cele mai favorabile democraţiei şi pot fi cât mai utile progresului, luând ca pildă Elveţia, Danemarca, Norvegia, Suedia, Olanda, Belgia, ceeace dă cu prisosinţă dovada că civilizaţia şi valoarea unei ţări nu trebuie să se măsoare după numărul kilometrilor pătraţi.

Chestiunea atinsă acum zece ani este şi azi de o mare actualitate, când în anumite cercuri europene domneşte nenorocita clasificare a naţiunilor în majore (principale, cu interese ilimitate) şi minore (asociate, cu interese limitate) şi când se vorbeşte din ce în ce mai insistent de o deplorabilă aşà zisă «balcanizare» a Europei centrale.

Problema «balcanizării» este tratată magistral de Masaryk în memoriile sale; ea este atât de gravă în cât a crezut necesar să accentuieze categoric, cu ocazia vizitei sale oficiale în Paris (Octomvrie 1923), răspunzând discursului de salutare din partea preşedintelui de republică de atunci, Millerand: «Totuş legile «Istoriei şi ale vieţii Popoarelor nu se întemeiază pe grija de confort ale voiajo-«rilor de sleeping-car»!

6. Nimeni nu poate aveà ambiţia să cunoască problema Europei, dacă nu cercetează mai întâiu problema rusă. Nimeni n'a contribuit însă în mai largă măsură pentru înţelegerea problemei ruse decât preşedintele Masaryk în lucrarea sa fundamentală «Rusia şi Europa» (2), unde autorul compară în mod documentat mentalitatea rusă cu cea occidentală, apreciind după aceasta din urmă manifestările celei dintâiu.

Această operă monumentală, unică în felul ei, ca o fenomenologie şi oglindă a sufletului rus, apărută un an înaintea răsboiului mondial, este indis-

(1) Conferinţa de comemorare a d-lui Ed. Beneš, de care vorbim într'o notă precedentă, a fost, după zece ani, prezidată tot de Lord Robert Cecil, reprezentând guvernul britanic.

(2) Lucrarea a apărut întâiu în limba germană: Russland und Europa. Studien über die geistigen Strömungen in Russland. Zur russischen Geschichts- und Religionsphilosophie. Soziologische Skizzen, 2 vol. Iena 1913 vol. I: 388 p., vol. II: 534 ·; în timpul răsboiului a fost tradusă şi în limba engleză sub titlul: The Spirit of Russia», 1919. Vezi asupra acestei lucrări amănunţita recenzie, apărută în «Arhiva», (An. II, 1920 pag. 388—392) de P. Andreiu. — Propriu zis aceste două mari volume nu formează, după intenţia autorului, decât o introducere la cercetarea ce-şi propusese să o facă gigantului reprezentativ al sufletului rus, Dostoievski, care în opera sa a analizat în mod profund raporturile dintre Rusia şi Europa. Sperăm că autorul nu a părăsit fermecătoarea promisiune. Volumul consacrat lui Dostoievski ar cuprinde (după prefaţa, vol. I, p. I) filozofia istoriei şi a religiei: O luptă cu D-zeu. — F. M. Dostoievski şi nihilismul şi legătura lui Dostoievski cu literatura rusă şi cu cea europeană: Titanism sau Umanitism? De la Puşkin la Gorki.

pensabilă de cercetat oricui se interesează de problema rusă, ce ocupă azi atenţia întregii lumi. Autorul întemeiat pe un studiu imens de date privitoare la istoria, literatura, filozofia religiei şi a istoriei ruse, pe cunoaşterea directă, personală a lucrurilor şi oamenilor, pătrunde adânc în sufletul enigmatic rus; lucrarea răspunde la întrebarea pusă mai de mult, dacă Rusia ar aveà vreo coeziune organică în Europa ori ar existà în afară de Europa, prin concluzia, că într'adevăr Rusia face parte din Europa, însă dintr'una nedesvoltată, primitivă, ce se află încă în stare de copilărie.

Problema revoluţiei, ce a stăpânit permanent istoria poporului rus, este pusă în strânsă legătură cu misterele de nepătruns ale sufletului rus anarhic, aşà cum se găseşte descris în neîntrecutele analize ale literaturii ruse; gândirea rusă, găseşte Masaryk, este prea puţin impregnată de criticism. căci rusul înclină numai spre negare, în toate domeniile; de aceea aşà zisul reformism rus nu este decât un aristocratism îndreptat într'o direcţie negativă şi distructivă; el voeşte de fapt a recoltà fără să semene, să studieze terenul ori săc unoască botanica şi meteorologia.

Cel mai bun cunoscător al Rusiei erà fireşte chemat să-şi spună cuvântul său plin de autoritate asupra preţioasei experienţe comuniste de acolo. «Bolşevicul, «scrie Masaryk, este un călugăr rus excitat şi neliniştit de materialismul şi «ateismul lui Feuerbach»; iar «bolşevismul este un capitalism de Stat şi un co«munism în definitiv negativ; este mizeria şi tristeţea comună» (1).

7. Preşedintele Masaryk are un sistem complet de sociologie politică. Problema Europei ar fi tratată superficial, la suprafaţă, şi ar rămâneà neînţeleasă, dacă nu se cercetează de aproape două probleme hotărîtoare: chestia socială şi problema democraţiei.

Chestia socială este în funcţie de umanitatea eficace, şi ca atare nu aparţine numai lumii lucrătorilor, ci este a tuturor, a întregii lumi sociale. Profesorul Masaryk a recomandat şi apărat încă acum 25 de ani postulatul politicii sociale

---

(1) Asupra bolşevismului vezi lucrările lui Masaryk: Les Slaves après la guerre, Prague 1923 (pag. 37—40); La dictature du Bolchevisme şi La Révolution et les Bolcheviks, în «Les problèmes de la Démocratie», Paris 1924, pag. 97 şi 119; compară şi traducerea românească: Despre Bolşevism, Către muncitorimea cehă, Revoluţia şi Bolşevicii şi Despre aşà zisa dictatură a proletariatului în volumul: Idealurile Umanităţii, Despre Bolşevism, tradus de P. Cancel apărut în Biblioteca Politică a Culturii Naţionale, 1923; vezi asemenea capitolele speciale asupra bolşevismului din memoriile sale, die Weltrevolution, bunăoară § 53, 54, 55, 56.

In lucrarea sa, Les Slaves après la guerre, Masaryk tratează programul solidarităţii slave, enunţat de Kollár, aşa zisul «panslavism», care azi este mai viu ca oricând; «slavii, scrie autorul, formează o treime din populaţia Europei, reuniţi ei vor formà naţiunea şi statul cel mai vast» (p. 59); lucrarea este în deosebi de instructivă; ea trece în revistă situaţia naţiunilor slave liberate şi reorganizate după răsboiu: Cehoslovacia, Polonia, Iugoslavia, Rusia, Ucraina şi chiar Bulgaria; discută posibilitatea unei unităţi naţionale slave print'o cultură identică, economică şi intelectuală şi însfârşit, accentuează, cu drept cuvânt, că dintre slavi, cehii se găsesc la gradul culturei occidentale. Asupra părinţilor panslavismului, «Slavofililor», vezi interesantul capitol special din «Rusia şi Europa», vol. I. cap. X.

de azi al zilei de opt ore de muncă (1), iar preşedintele Masaryk a avut satisfacţia, ca prima lege pe care a semnat-o să fie tocmai legea de opt ore de muncă.

Plecând dela ideea că cel mai bun serviciu ce se poate face naţiunii este a-i prezentà adevărul pur ştiinţific Masaryk a întreprins expunerea savantă şi critica adâncită a socialismului în lucrarea «Fundamentele sociologice şi filozofice ale «marxismului» (2).

Problema problemelor rămâne însă aceea a democraţiei, căci, fireşte, destinul Europei este strâns legat de viitorul democraţiei înlăuntrul naţiunilor, ca şi de al democraţiei internaţionale dintre statele naţionale.

Albert Thomas l-a numit pe Masaryk «filozoful democraţiei» (3).

Democraţia emană şi ea din aceeaş doctrină a umanităţii; ea este umanitatea în raporturile cetăţenilor între ei şi în raportul lor cu Statul.

«Democraţia este», cu propriile-i cuvinte, «o consecinţă şi o experienţă poli«tică a moralei umanitiste (4); ea nu poate fi creată numai prin sforţări sociale, ci şi morale; ea este o concepţie a lumii şi o regulă a vieţii. Sufragiul universal «nu creează el singur spiritul democratic. Adevăratul democrat», accentuează Masaryk, «simte şi lucrează democratic, nu numai în parlament, însă asemenea «în comuna sa, în cercul amicilor, în familia sa».

Democraţia înseamnă deci în primul rând desvoltarea ei în noi înşine.

Adevăratul scop al democraţiei nu este guvernarea, dominarea, biurocraţia, ci administrarea populară. Democraţia este o *a*-teocraţie, în esenţă şi o ***anti***-teocraţie, în practică; întrebuinţând vocabularul grec ea este, ori trebuie să fie, o *antropo*-craţie (5). Democraţia este o contradicţie in adjecto, dacă se pune accentul pe craţie-guvernare (6). Democraţia înseamnă guvernarea poporului, însă aceasta nu trebuie înţeleasă ca o dominare a lui, ci ca o administrare prin popor. Lucrul capital pentru democraţie este deci înţelesul ei de gestiune.

8. Prima regulă a democraţiei este cercetarea şi respectul pentru ştiinţă. Democraţia se bazează pe ştiinţă, aristocraţia pe teologie (7).

Ştiinţa este deci concepută ca un element constitutiv al democraţiei, pentrucă nu poate fi concepută o democraţie fără adevăr, adică fără a fi clădită pe cunoaşterea profundă a realităţii sociale naţionale.

Concepţia aceasta ştiinţifică a democraţiei nu poate fi în deajuns preţuită; ea este de o însemnătate covârşitoare, mai ales pentru Statele formate după răsboiu. Perioada eroică de câştigarea independenţei şi întregirii naţiunilor

(1) Vezi conferinţa ţinută de Masaryk în 1900 în centrul minerilor cehi dela Kladno, «La Journée de huit heures», în «Les problèmes de la Démocratie», pag. 1—25.

(2) Philosophische und soziologische Grundlagen des Marxismus. Studien zur sozialen Frage, 1899 (ediţia cehă apărută în 1898).

(3) Les problèmes de la Démocratie. Essais politiques et sociaux, préface par Albert Thomas, Paris 1924.

(4) Les problèmes de la démocratie, p. 64.

(5) *Op. cit.* pag. 56.

(6) *Op. cit.* pag. 31.

(7) *Op. cit.* pag. 53—56 şi urm.

fiind închisă, pe primul plan trec acum problemele transformării mentalității politice și ale consolidării economice, sociale și spirituale.

Metoda preconizată de președintele Masaryk, a unei politici democratice științifice, adică a da totdeauna reformei politice și sociale fundamentarea necesară a științei sociale și politice, este în special apreciată cu infinită simpatie de această revistă, ce poartă un titlu programatic, și de *Institutul Social Român*, care dela întemeierea lui și-a propus printr'o muncă colectivă științifică să reacționeze împotriva obiceiului de a abandonà problemele politice hazardului empirismului și arbitrarului speculațiilor individuale.

Sub înalta direcție a președintelui Masaryk și sub conducerea colaboratorului și celui mai distins și credincios discipol al său, d-l Dr. Ed. Beneš, s'a imprimat de fapt metoda științifică în organizarea Statului cehoslovac: metoda de politică de Stat și doctrina propagandei diplomatice, elaborată de prezidentul Masaryk în patru ani de muncă fecundă și aspră a exilului, metoda științifică bazată pe informații întinse, precise, scrupulos exacte și de psihologie patrunzătoare a lumii internaționale; este metoda ce impune ca orice intervenție în mișcarea socială și internațională să se sprijine pe o comprehensiune științifică a faptelor și evenimentelor.

Organizarea științifică a democrației cehoslovace, ce se oglindește într'o privință în organizarea Institutului Social Cehoslovac, alimentat de Stat cu bogate resurse, poate servì de model multor State, mari, mijlocii ori mici; ea explică în tot cazul beneficiile și prestigiul de care se bucură Statul cehoslovac în lumea internațională.

Democrație înseamnă realizare; ea nu este numai o problemă de organizare științifică a conducerii, ci și una de educație culturală a națiunii, căci ce valoare ar avea o democrație, decretată prin forme solemne constituționale, fără conducători pregătiți și opinie publică matură? Pentru aceasta pretutindeni democrația este încă propriu-zis un ideal.

Președintele Masaryk, am văzut, este nu numai un teoretician, ci și un înfăptuitor al democrației reale.

Din imboldul său s'a creat un institut de cultură a poporului, cu scopul precis de a formà cultural și educà sistematic poporul cehoslovac.

«Instituția de cultură a poporului, Masaryk» are îndoita funcțiune: a fi o centrală consultativă pentru toate corporațiile de cultură populară din tot cuprinsul republicii cehoslovace și a stabilì legături între ele; și în al doilea rând a lua inițiativa prelucrării programelor de lucru, listelor de vorbitori, planurilor de predare în așa zisele universități populare ș. a. m. d. (1).

(1) Iată câteva dispoziții principale din statutele «Institutului de cultură a poporului Masaryk». Activitatea Institutului se extinde asupra următoarelor domenii: 1. *Lectura*, *a)* publică liste de cărți bune și rele, *b)* răspândește cărți și reviste bune, *c)* înlesnește înființarea de biblioteci populare și săli de lectură; 2. *Conferințe și instrucție prin scrisori*, *a)* alcătuește programe pentru conferințe și pentru cursurile universităților populare, *b)* publică conferințe model precum și tratate speciale pentru conferențiari, *c)* dă informații organi-

9. In trecut, cel mai respectat dintre eroii naţionali, după Ion Hus, — Cehii sunt o naţie ce urmează pe filozofi! — a fost un pedagog, Komensky (Comenius), care doi ani după pierderea independenţei cehe, a profetizat recâştigarea ei. Preşedintele Masaryk, pedagogul energiei naţionale, a înfăptuit profeţia lui Comenius. Naţiunea cehoslovacă recunoscătoare pentru locul ce-l ocupă în istoria gândirii şi a ţării l-a consacrat, după constituţia, ce şi-a dat-o, preşedinte perpetuu, şef de Stat pe viaţă (art. 58).

Figura preşedintelui Masaryk evocă în acelaş timp imagina altui erou, figura istorică a regelui ieşit din popor, din veacul al XV-lea, Gheorghe de Podĕbrady, ultimul rege al Boemiei independente, rămas celebru prin elaborarea unui plan al Societăţii Naţiunilor. Ultimul rege naţional al Boemiei a formulat şi predicat, ca precursor, programul păcii între popoare, iar primului preşedinte al Statului Cehoslovac i-a fost dat să contribuie în largă măsură, împreună cu eminentul său colaborator Dr. Ed. Beneš, la realizarea acestui program, lucrând, cu succesul pe care-l cunoaşte toată lumea, la consolidarea şi propăşirea Societăţii Naţiunilor şi a solidarităţii statelor mici.

In cadrul acestor două splendide perspective şi acorduri istorice iese în relief mai clar valoarea şi forţa morală a personalităţii preşedintelui Masaryk, admirată şi venerată şi în afară de frontierele ţării sale, pentrucă, depăşind cadrul naţional, ea e recunoscută ca o personalitate reprezentativă a vremii.

Lecţia de înaltă moralitate ce se desprinde din viaţa şi doctrina preşedintelui Masaryk culminează într'o nouă concepţie a patriotismului întemeiat pe solida temelie realistă-ştiinţifică şi moral-umanitară. Este patriotismul binefăcător bazat pe respectul de sine-însuş, pe respectul de alţii şi pe respectul Adevărului, care exclude prejudecata, minciuna şi violenţa, purifică persona-

zaţiilor şi persoanelor interesate şi recomandă specialişti pentru conferinţe, *d)* organizează cursuri prin scrisori, *e)* asemenea cursuri asupra problemelor de cultură a poporului pentru conferenţiari, *f)* la sediul Institutului se crează o şcoală model, cu numele «Şcoala Hus pentru cultură mai înaltă şi educaţia naţională», în care se experimentează în mod practic ceeace se recunoaşte ca bun în studiile şi lucrările asupra culturii populare; 3. *Educaţia artistică*, *a)* urmăreşte activitatea publicistică din domeniul educaţiei artistice, publică liste de opere de artă plastică şi de reproduceri potrivite pentru răspândirea lor în popor, *b)* publică tratate de educaţie artistică, *c)* în acelaş mod se lucrează în domeniul muzicii, teatrului, teatrului de păpuşi, etc.; 4. *Cinematograf şi fotografii*, *a)* urmăreşte şi valorifică filmele din punct de vedere cultural, alcătueşte programe pentru reprezentaţii cinematografice, îşi procură filme instructive şi propagă prin cuvânt şi scris filmul cultural, *b)* adună diapozitive cu texte corespunzătoare şi le împrumută, *c)* cumpără aparate de proiecţie şi organizează cursuri, în care se explică întrebuinţarea lor; 5. *Studiul culturii poporului*, *a)* adună literatura specială de cultură populară într'o bibliotecă aparte, *b)* pune la dispoziţia publicului într'o sală specială revistele de cultură populară, indigene şi străine, *c)* organizează studiul ştiinţific al acestei culturi şi publică lucrări în această direcţie, *d)* studiază teoretic şi practic metodele culturii populare, *e)* se trimet specialişti în străinătate, se fac anchete şi congrese, *f)* se adună şi compară materialul privitor la cultura poporului într'o arhivă şi într'un muzeu special, *g)* se întreţin raporturi vii cu instituţiile similare şi se ia iniţiativa creării de noui instituţii, *i)* se face legătura cu organizaţiile şi instituţiile de cultură populară din străinătate.

litatea de caracterul mitic, mistic şi romantic, eliberează spiritul de superstiţie şi antropomorfism, acordându-i adevărata libertate, care nu este numai politică, ci în primul rând spirituală şi morală, căci nu este o mai josnică servitute ca josnicia sufletească; libertatea interioară este condiţia libertăţii externe. Acest patriotism este constructiv, activ şi creator deodată în domeniul individual naţional şi umanitar.

Datorită acestui patriotism preşedintele Masaryk n'a cunoscut decât victoria principiilor sale, fie că această victorie a fost realizată în calitate de conducător al opiniei publice, înainte de răsboiu, de şef spiritual al ţării sale, în timpul răsboiului, ori de organizator şi prim magistrat, azi.

STUDII

LES ORIGINES ET L'ÉTAT ACTUEL DES NATIONALITÉS DANS LA GRANDE ROUMANIE[1] PAR N. IORGA

ALLOCUTION DE M. AULARD

Mesdames,

Messieurs,

MONSIEUR le Recteur Appell devait présider cette séance; d'autres devoirs l'ont appelé ailleurs. Je ne sais pas s'ils sont aussi agréables que celui-ci, mais, en tous cas, de le remplacer ici c'est tout-à-fait agréable.

Je suis très heureux et très fier d'avoir cette occasion d'entendre parler M. le professeur Iorga. Nous avons beaucoup de raisons d'avoir de la sympathie pour lui: la première, c'est que c'est un Roumain et la France a la plus grande sympathie pour la Roumanie, comme vous le savez; la seconde, c'est que c'est M. Iorga, c'est-à-dire un savant dont la gloire et dont l'oeuvre sont connues, non seulement dans son pays, mais dans le monde entier, dans tout le monde studieux.

M. le professeur Iorga va vous parler, Mesdames et Messieurs, d'une question tout-à-fait intéressante: la question des minorités dans la Roumanie. C'est une question que nous autres Français nous pouvons entendre traiter dans un esprit de complète impartialité, parce que cette question ne se pose pas du tout chez nous. Nous sommes une nation historiquement homogène; nous avons fondu tous nos éléments dans un creuset familial, lors de la Révolution Française, et, dans la France continentale, ce problème ne se pose pas. Mais nous comprenons très bien que ce problème des Minorités, c'est le fait de la reconstitution de l'Europe telle qu'elle a été faite. Dans les cadres nouveaux qu'elle a tracés, elle a englobé des nations, des fractions de nations qui ne faisaient pas partie du cadre national même où elles se trouvent.

Le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes se trouve avoir pour limite, pour rançon, en quelque sorte, des conditions économiques qui sont telles que l'Europe serait une poussière de guerre civile, en quelque sorte, si certaines concessions n'étaient pas faites en vue des minorités.

---

(1) Conferință ținută la 21 Februarie 1925 comitetului francez pentru Societatea Națiunilor (După notele stenografice).

Je représente l'Association Française à la Commission des Minorités, qui a été créée par l'Union internationale des Associations pour la Société des Nations. Cette Commission des Minorités, où je représente la France, et qui fonctionne depuis plusieurs années, a assumé une grande tâche, quoique ce soit simplement une tâche d'opinions. Nous ne sommes pas des gouvernants, nous n'avons pas d'influences directes sur les évènements, mais par nos moyens de propagande, par notre action en quelque sorte spirituelle, nous influons tout de même, indirectement, sur les évènements par les esprits et par les volontés. Nous essayons de créer en Europe, surtout dans l'Europe orientale où les questions de minorités se posent, une atmosphère de conciliation et d'amitié, autant que possible.

Ainsi, nous sommes saisis de beaucoup de plaintes, non pas que nous ayons les moyens de les résoudre, mais nous avons tout de même les moyens de mettre en présence les uns avec les autres. Nous mettons les uns devant les autres les représentants des minorités et les représentants des majorités, et c'est une chose fort intéressante. Par écrit, on nous apporte des griefs effroyables, que ce soit la minorité qui parle, ou que ce soit la majorité et, à Bruxelles ou ailleurs, quand nous réunissions les représetants des minorités et les représentants des majorités, quand nous les mettons en face les uns des autres, alors il leur arrive souvent de retirer beaucoup de ces griefs, et pas des moindres. Ils nous disent souvent:

— Mais, pour cela, je n'insiste pas.

Et cela des deux côtés, si bien que, finalement, dans l'atmosphère d'amitié et de vérité et de justice que nous avons créée, que nous créons ainsi, je crois qu'il y a bien des préjugés qui disparaissent quand les gens se voient en face, quand ils causent de leurs griefs devant des témoins impartiaux et bienveillants; c'est au détriment des griefs et les griefs deviennent tout petits, tout petits.... Nous voudrions qu'ils fussent comme la peau de chagrin de Balzac et diminuassent encore plus, si cela était possible.

Mesddames et Messieurs, je crois que c'est grâce au bienfait de la Société des Nations, de l'atmosphère qui l'entoure, de l'efficacité qu'elle a, que, véritablement la condition de ce qu'on appelle «les minorités» est, tout de même, plus douce qu'elle n'a jamais été dans l'Europe. En somme, il y a moins de souffrance aujourd'hui, soit d'individus, soit de minorités, qu'auparavant. Cela me paraît être un très grand progrès.

Nousu autres, dans cette Commission des Minorités, nous avons pris une tâche qui consiste à dire que les minorités ont non pas seulement des droits, mais qu'elles ont des devoirs, et nous essayons de faire comprendre cela aux minorités: les majorités le comprennent bien, au moins sur le papier!...

Nous disons aux minorités:

— Cést malgré vous que l'Histoire et les nécessités économiques mondiales vous ont placées la; mais, toutde même, si l'amitié ne vient pas, au moins qu'il y ait un sentiment de solidarité qui est nécessaire; qu'au moins il y ait certains sentiments, certains devoirs de loyauté vis-à-vis de la nation devant laquelle vous êtes. Justement las droits que vous revendiquez, cette nation ne peut pas vous

les accorder; si elle vous les accordait, ce serait de façon à conspirer contre votre existence même.

Ils écoutent assez bien cela et ne font pas trop d'objections à tout ce que nous disons. Revenus chez eux, cela doit changer, mais, cependant, d'avoir échangé des impressions, d'avoir ainsi parlé de justice et de solidarité, je crois et j'ai la preuve pour certains pays (je n'en nomme aucun) que cette action toute spirituelle de propagande n'a pas été complètement inefficace...

Mais je parle trop longtemps, Mesdames et Messieurs, et je retarde le plaisir que vous aurez à entendre M. le professeur Iorga, auquel je suis très heureux de donner la parole.

* * *

Mesdames,

Messieurs,

Je peux vous assurer, dès le commencement, que le plaisir de m'entendre est tout-à-fait relatif; vous vous en apercevrez bientôt.

Je dois commencer par remercier M. Aulard, non seulement des paroles qu'il a bien voulu m'adresser, des conseils qu'il a prodigués dans cette question épineuse des nationalités, mais aussi pour le rôle qu'il a joué dans cette Commission qui doit savoir ce qui dans les plaintes des uns, dans la riposte des autres est vraiment correspondant à la vérité. Cette façon de faire comparaître les deux parties, de leur imposer, par le prestige de l'impartialité, une confession entière, est, sans doute, une très bonne manière d'amener les nations de l'Europe, qui sont menacées par tant de dangers, dangers intérieurs et dangers extérieurs, à s'entendre un peu sur cette forme de traitement des minorités comme sur d'autres formes.

Mesdames et Messieurs, je vous prierai, dès le commencement de cette conférence, de ne pas la concevoir comme un élément de propagande nationale. Je n'en ai ni l'intention, ni la qualité. Je parle de choses que je crois savoir, de choses que je connais comme historien, de choses que j'ai pratiquées comme homme politique; de régions et d'éléments humains qui font partie de mon expérience, et, comme ces éléments que j'apporte peuvent servir à quelque chose, je me suis permis d'accepter l'invitation si flatteuse du Comité français pour la Société des Nations. C'est à lui que je dois de parler, pour la seconde fois, à ce public qui, l'année passée déjà, m'a encouragé, a encouragé un étranger par son attitude à l'égard de cet inconnu exposant une question qu'il cherche seulement à faire mieux connaître.

Mesdames et Messieurs, si on se rappelle le titre de cette conférence qui est: «Les Origines et l'état actuel des nationalités en Roumanie», on comprendra que c'est, avant tout, l'historien qui parlera. Je ne dis pas que les historiens s'entendent toujours, ils doivent même ne pas s'entendre parce que, de cette façon, on arrive à des discussions qui amènent des résultats nouveaux. Mais, en tous cas, les hstioriens ont des points communs, ils ont une base indubitable, ils ont un

système, une méthode à laquelle ils ne peuvent pas se dérober, et alors ce que les politiciens n'arrivent pas toujours à trouver, les historiens doivent le trouver dans la nature même de leur savoir, dans le caractère de leur exploration, dans leur façon de présenter cette vérité du passé qui est l'Histoire.

Si je voulais présenter uniquement mes impressions de la situation des nationalités en Roumanie, on pourrait opposer à ces impressions d'autres impressions. Dans ce domaine, on est très impressionniste, et pour cause: parce qu'il y a des intérêts qui rendent impressionniste. Mais, lorsqu'il s'agit de ces choses du passé, on peut s'entendre beaucoup plus facilement, parce qu'il ne s'agit pas d'impressions, il s'agit de réalités.

Et, sans m'étendre plus longtemps sur cette partie d'introduction, j'arrive à mon sujet lui-même. Je commencerai par la Transylvanie. On appelle généralement Transylvanie toute la vraie Transylvanie et toutes les régions qui ne font pas partie de cette Transylvanie historique, mais, au lieu de présenter toute une série de noms géographiques, on trouve plus facile de dire: Transylvanie, pour la Transylvanie proprement dite, pour ce quadrilatère de montagnes et pour des régions comme le Maramourech, comme cette partie du Maramourech qui est annexée à la Roumanie et pour les régions qui se dirigent du côté de la Tisa (Theiss). Pour le Banat, on fait une exception: on ne le met pas dans la Transylvanie, mais je laisserai moi-même de côté le Banat, qui a un caractère spécial.

Dans la Transylvanie, nous avons trouvé deux nationalités, et, en tant qu'historien, je chercherai à montrer les circonstances dans lesquelles ces nationalités se sont établies dans le pays. Je dis tout de suite que les origines historiques des nationalités me paraissent leur créer un droit; toute nationalité a le droit de jouir de la protection de l'État sur le territoire duquel elle vit.

Mais si, sur un territoire donné, une nationalité, je dirai même une nation, car «nationalité» est plutôt un terme hypocrite qui sert à dénier à un groupe humain les droits qui appartiennent à la nation, si une nation — employons le mot — est ancienne, si cette nation a contribué à poser les bases mêmes du développement de la région, cette nation est historique sur le territoire qu'elle habite, contribuant à sa prospérité, à son développement.

Sans doute, cette nationalité a, ainsi, d'autres droits, je ne dirai pas à l'égard de la loi, car la loi doit les considérer toutes de la même façon, mais à l'égard de la majorité régnante, à l'égard de la majorité, sans ajouter: régnante; elle a d'autres droits que pourrait avoir une nationalité installée d'hier, une nationalité qui n'a guère changé le caractère de la terre qu'elle habite, qui n'a pas contribué au développement de la civilisation et n'a pas des rapports séculaires avec l'élément en majorité.

Au moment où, à la fin de l'année 1919, il s'agissait, pour la Roumanie, de signer un traité qui prévoyait les droits des minorités, parce que ces droits étaient prévus je le dis très nettement, au commencement, d'une certaine façon, il a fallu toute une lutte intérieure pour imposer le point de vue favorable à l'acceptation de cette clause des minorités. Il y a eu, par patriotisme, une forte opposition en Roumanie;

le parti libéral s'est opposé. Et alors il a fallu des personnes qui prennent la responsabilité d'accepter cette clause, dont, je dois ajouter, on avait élagué enfin la partie blessante sous le rapport de la forme.

J'ai été de ceux qui sont arrivés à imposer l'acceptation du traité tel qu'il est. Je me suis souvent exposé à des critiques sous ce rapport, mais ces critiques je les accepte toujours avec la conscience d'avoir rendu un service à mon pays. Et je les ai acceptées avec une autre conscience aussi: que cette clause des minorités correspond à l'état d'âme permanent de la nation roumaine, même si elle ne pourrait pas correspondre aux idées de tel ou tel groupement politique.

Oui, la clause des minorités, celle qui assure la protection des minorités sous tous les rapports, correspond au sentiment millénaire de tolérance et de justice qui forme la base même de notre psychologie nationale.

Qu'on me permette de rappeler mes propres sentiments à l'égard des Magyars. Ils sont ceux que doit avoir tout historien qui se rend compte de l'importance de cet élément national dans ces régions du Sud-Est européen, qui se rend compte de ce que cette nation a représenté à côté des Roumains, à côté des Serbes. Elle a représenté la défense de la chrétienté et de la civilisation du moyen-âge à l'égard de certaines bandes asiatiques qui auraient eu une tout autre action sur le reste de l'Europe, s'il n'y avait pas eu l'empêchement représenté par l'opposition de ces races différentes et, parfois, dans une situation dominante, de la nation magyare, dont on connaît, du reste, les qualités de noblesse et de chevalerie, qui constituent sans doute, un élément extrêmement précieux pour n'importe quel État et que j'apprécie hautement chez la nation hongroise.

Je dirai même — et beaucoup des assistants ne s'y attendraient guère — que, parmi les nationalités que nous avons en Roumanie, celle avec laquelle on s'entend le mieux, avec laquelle on s'entend le plus facilement, rien qu'en reconnaissant son droit d'une certaine façon et en tendant une main amicale, c'est la nation magyare. Il y a quelques semaines à peine, j'ai eu le plaisir de recevoir à Bucarest les représentants du Théâtre Magyar de Cluj (Kolczsvár). C'est moi qui les avais invités à Bucarest, c'est moi qui leur avais demandé, en première ligne comme Président de la «Ligue Culturale», de venir dans la capitale de la Roumanie; c'est moi qui leur avais exigé de présenter des pièces nationales magyares. Et ce théâtre magyar a été reçu à Bucarest en triomphe. Jamais une troupe roumaine n'a eu le succès qu'a eu la troupe magyare transylvaine, et on comprend bien que, pour les avoir invités, pour les avoir fait recevoir de cette façon, il fallait que j'eusse réellement les sentiments que je viens d'exprimer.

Voici ce que je crois concernant la valeur du passé et la valeur actuelle de la nation magyare.

Passons maintenant aux conditions où elle s'est établie en Transylvanie, à ce qui est résulté de ces conditions et, en même temps, à la façon dont se présente à l'égard des nécessités politiques, de l'État cette assez large partie de la nation magyare qui en fait partie en ce moment..

Ce serait une profonde erreur que de croire qu'à un certain moment du moyen-

âge il y a eu une royauté nationale magyare ayant des buts nationaux, de la façon, dont on les comprend en ce moment, c'est-à-dire que, pour s'annexer des territoires, elle dominait d'autres nations sous un drapeau que l'on verrait volontiers porter les couleurs actuelles du drapeau magyar, que les combattants des Arpadiens se présentaient dans cette région transylvaine pour s'installer en ennemis d'une population plus anciennement établie sur ce territoire.

Tout aussi fausse est une autre opinion (c'est une théorie présentée par les Autrichiens, d'abord, ensuite par un savant magyar, qui s'appelait d'abord Hunds dorfer et qui s'est appelé ensuite Hunfalvy et, dans une autre forme, par M. Réthy) qui change un peu de forme, mais qui sert la même tendance, c'est-à-dire l'opinion qu'au moment où les Magyars ont pénétré en Transylvanie, au moment de la main-mise de la royauté arpadienne sur la Transylvanie, il y avait un désert.

Le terme «désert» se trouve dans des documents du moyen-âge appartenant aux privilèges des Saxons. Et l'on dit: puisqu'il y a le terme de «désert», c'était bien un désert de la façon dont on le comprend aujourd'hui, une espèce de Sahara transylvain, ...avec du sable et des chameaux. On est arrivé donc, on s'est installé dans ce désert, où il n'y avait aucune population antérieure.

Les deux opinions sont absolument fausses, et on me permettra de démontrer d'abord la fausseté de l'opinion qui présente les Magyars comme des occupants ennemis, venus pour terroriser la population, s'il y avait une population dans le «désert»; et puis, de l'autre, l'opinion qui cherche à expliquer le «désert» lui-même.

La royauté arpadienne n'était pas, sans doute, une royauté nationale. Le roi de Hongrie, à l'époque arpadienne — et la tradition s'est continuée sous les Angevins et sous les remplaçants des Angevins, qui sont les Habsbourg — portaient le titre de roi apostolique. «Roi apostolique» ce n'est pas un vain titre, ce n'est pas un titre sans signification: le «roi apostolique», c'est le roi en fonction de cet «apostolat» du moyen-âge, qui était représenté par le Pape, l'«apostolic».

De même que le Pape avait créé l'Empire carolingien dont il n'a pas pu se servir, dont l'action a poursuivi d'autres buts que ceux qui étaient considérés par le Saint Siège, de même, à un autre moment du moyen-âge, la fonction de convertir les infidèles, de ramener au bercail de l'Église romaine les demi-mécréants qui étaient les orthodoxes, les orientaux, cette fonction a été confiée par le Saint-Siège aux Arpadiens. Et alors ils ont été des agents de croisade, travaillant dans un but qui n'avait rien de national, ayant le droit de conquérir, d'occuper, de maintenir ce territoire dans le giron de l'Église catholique et dans le rayon de la civilisation qui y était si étroitement reliée. Donc une royauté de croisade, une royauté à caractère international, une royauté créée par le Pape pour servir la religion catholique.

Elle n'avançait pas de la même façon que, il y a quelques années, l'Allemagne conquérante, lorsqu'elle se saisissait d'un territoire, se proposant comme but de l'exploiter de façon à ce qu'il ne reste que des êtres humains dépouillés de toute fortune et dénués de toute dignité nationale.

Il faut dire qu'un roi arpadien du XII-e siècle représentait quelque chose

d'infiniment plus humain qu'un empereur allemand de 1914. Ce n'est pas pour détruire qu'il venait; c'était pour réaliser cette unité catholique vers laquelle tendait la civilisation la plus brillante, la plus naturelle et la plus universelle du moyen-âge, et, si une conquête nationale demande une activité économique capable de déborder sur d'autres territoires, une conquête internationale, du caractère de la conquête des rois arpadiens, ne demandait nullement un surplus de population; elle ne suppose pas un excédent de production qui doit être dépensé dans d'autres régions. Cette conquête représentait l'accomplissement d'un devoir envers la puissance politique qui avait créé la royauté arpadienne. De sorte *qu'il n'y a pas eu, au commencement, un conflit entre deux nationalités.*

Ce n'a pas été, comme le dit la légende, un grand combat entre les Roumains, d'un côté, et les Magyars, de l'autre. Ceux qui ont établi cette légende, conservée dans la chronique du Notaire anonyme du roi Béla, qui date du commencement du XIII-e siècle et qui est formée sur la base de traditions populaires, ceux-là peuvent présenter les deux nationalités en lutte; mais, dans la réalité historique, il n'y a pas eu cela.

En ce qui concerne le désert, au moyen-âge comme à n'importe quelle autre époque, on ne peut pas s'établir facilement dans un désert. Il faut qu'il y ait l'homme qui introduise, l'homme qui connaisse et prémunisse: qui connaisse le territoire et prémunisse contre les dangers qui peuvent se trouver sur ce territoire; il faut celui qui pratique les gués des eaux, qui traverse les passages des montagnes, qui peut éviter la menace des marécages et des terres vagues; il faut celui qui enseigne les moyens d'habiter et de faire fructifier un territoire.

«Désert», c'est une formule de chancellerie que j'ai retrouvée dans des documents roumains, moldaves, du XVI-e siècle pour la partie méridionale de la Bessarabie. Et on pense bien que, vers 1530, on ne peut pas admettre que toute cette région de la Bessarabie était un désert.

«Désert», c'était la terre qui ne rapportait pas autant que le fisc royal l'aurait voulu. «Désert», ce n'était pas: rien, c'était: trop peu. Je sais que cette théorie a été présentée de nouveau dans une autre forme, et je le dirai très rapidement et avec cette facilité d'éviter ce qui est hérissé dans l'Histoire qui appartient aux seuls spécialistes.

La nouvelle théorie dit cela:

La Hongrie du moyen-âge était entourée de forêts. On laissait la forêt comme moyen de défense, et cette forêt, après quelque temps, a servi pour abriter des éléments venus un peu de partout. Et, dans cette théorie toute récente, formée après la guerre, les nationalités qui existaient dans l'ancien royaume de Hongrie se seraient abritées dans ces forêts de frontière qu'elles ont défrichées pour s'y établir.

Qu'on me montre l'avantage qu'il y avait à s'établir dans ces forêts pas encore défrichées, la façon dont on y vivait avant qu'elles soient défrichées, et alors, lorsqu'on me montrera ces parallèles, je pourrai accepter une théorie nouvelle qui sert au même but ancien, c'est-à-dire à montrer qu'il y a d'abord les Magyars et que les autres sont des tard-venus, n'ayant aucun droit sur leur territoire.

Cette royauté hongroise n'est pas venue dans un désert, comme aussi elle n'avait pas de caractère national. Elle est entrée en Transylvanie par le chemin qu'ouvre la principale rivière médiane de la province, le Mourech (Máros). Ce n'était pas une population qui s'étendait, ce n'était pas un surplus humain qui se cherchait de nouvelles demeures, de sorte qu'on puisse penser à toute une province aussitôt envahie, occupée, consolidée.

Les rois arpadiens ont fixé des forteresses; ils les ont bâties à la façon carolingienne, à la façon des bourgs francs, car ce sont ces bourgs qui ont servi de modèles pour toutes les constructions de forteresses. Ils ont construit de ces forteresses aux endroits plus propices pour la défense et aux endroits où il y avait des mines de sel ou autres, qui pouvaient servir au fisc royal.

En même temps, comme ces rois arpadiens représentaient l'Église catholique, la première fondation, du côté d'Alba-Iulia (les Roumains l'appellent ainsi, avec un terme emprunté aux latinisants de la Renaissance, les Magyars Gyula-Fehérvár, «la cité blanche» de l'ancêtre légendaire, une ancienne Belgrade), abritait, comme dans les fondations carolingiennes à côté du burgrave, l'évêque.

Donc, la conquête de la Transylvanie par les rois de Hongrie et l'établissement des Magyars en Transylvanie sont intervenus, au commencement du XII-e siècle, de cette façon: pénétration pour convertir les Infidèles et les schismatiques, création d'après le système carolingien de bourgs comprenant un chef de la garnison et un évêque convertisseur, qui devait étendre l'oeuvre apostolique.

Jusqu'à ce moment, l'élément magyar se présente en Transylvanie en relations avec ces origines. Il n'y a pas une grande province magyare en Transylvanie; il y a une population dispersée dans les villages et, comme des villes se sont développées sous ces forteresses, comme certains villages sont arrivés à avoir l'importance d'une ville, grâce au grand mouvement du commerce venant du centre de l'Europe et traversant la Transylvanie, la Valachie et la Moldavie pour se diriger du côté de l'Orient, alors dans ces centres il y a eu toujours une nombreuse population magyare. Et la grande difficulté pour les Magyars d'aujourd'hui est celle-ci: ils sont très nombreux en Transylvanie, mais ne forment pas un groupe compact. Sauf les régions qui sont habitées par les Szekler, et c'est la population dont je veux parler maintenant. Elle parle un dialecte magyar et les Magyars l'ont toujours réclamée pour eux. Mais au point de vue anthropologique et au point de vue des coutumes populaires, au point de vue aussi du vêtement, de la façon de construire la maison, d'exploiter les champs; il y a une similitude qui ne peut échapper à aucun visiteur entre les Szekler et entre les Roumains, de sorte qu'il faut admettre que les deux races ont vécu pendant longtemps côte à côte. Le nom des Szekler, du reste, vient de *Szék*, siège du juge. Et, alors jusque dans la forme politique il y a un parallélisme avec la façon de vivre des Roumains, la façon ancienne patriarcale dont vivaient les Roumains. Il y a la «judicature», comme en Sardaigne au moyen-âge, chez les Szekler aussi comme chez les Roumains.

Ils étaient tous des paysans libres, qui sont restés des paysans, des paysans

militaires, des défenseurs de la frontière, et il est arrivé, au XV-e et au XVI-e siècles, ceci: c'est que les Szekler étaient les adversaires de l'aristocratie magyare, qui tendait à les ramener à une situation de servage. Ils étaient les adversaires des princes magyars de Transylvanie. De sorte qu'ils étaient, en même temps, les alliés naturels des princes de Moldavie, chefs de liberté rurale, et pour Étienne le Grand, en Moldavie comme pour Michel le Brave, en Valachie, la situation princière ne signifiait que chef de paysans libres.

On croit trop que les grandes préoccupations sociales datent du XIX-e siècle. Il y a eu des rapports entre les nations déterminés par des considérations sociales bien avant notre époque, et le Szekler libre préférait avoir des rapports avec les princes roumains, dont il défendait le pays, sachant qu'il défendait son propre établissement, qu'avec le prince magyar de Transylvanie, lequel représentait une aristocratie envahissante, une domination de classe qu'on ne voulait pas accepter.

Donc, voici les origines magyares de Transylvanie. Voici quelle est aussi l'origine de cet élément magyar en partie seulement, très mêlé de Roumains et de Slaves, que forme les Szekler. Entre eux et les Magyars, je l'ai dit, il y a un ancien antagonisme qui vient de cette différence de situation sociale, qui vient de cette liberté que les Szekler entendaient, avant tout, défendre.

Maintenant, il faut passer à un autre élément qui a influé, d'une façon décisive, sur le développement et sur l'état d'âme actuel de l'élément hongrois en Transylvanie, et voici pourquoi:

Le royaume de Hongrie a cessé d'exister en l'an 1526. Envahi par les Turcs, après la catastrophe de Mohács, il a été brisé en trois fragments: le fragment, du Nord, de l'Ouest et du Sud, appartenant aux Habsbourg; le fragment central qui est arrivé à être une province turque, avec Bude comme capitale, et cette Transylvanie dans laquelle s'est réfugiée la conscience d'indépendance de la nation magyare.

La Transylvanie est intéressante pour les Magyars, non-seulement parce qu'ils y sont, mais pour cet autre motif qu'à partir de 1526 jusqu'à la disparition de la principauté de Transylvanie, jusqu'à l'annexion par l'Autriche en 1699, au moment où la Maison d'Autriche a conclu un traité avec les Turcs qui a scellé ce détachement de la province du corps de l'Empire Ottoman, la Transylvanie a formé la terre historique des Magyars; ils ont conservé une dynastie magyare jusqu'à la fin du XVII-e siècle, et ce qui restait de l'esprit magyar, de la littérature magyare, des possibilités de développement littéraire magyar, c'est porté de ce côté, de la Transylvanie.

Quelle est la conséquence de ces affirmations historiques? La conséquence est celle-ci: c'est que les Magyars ont des droits tels qu'ils sont prévus dans les traités et ils ont aussi un droit historique, ont un droit d'âme pour ainsi dire.

Seulement ils n'ont pas de chefs généralement reconnus que les évêques, et ceux-ci appartiennent à trois confessions: calviniste, catholique, unitaire. Les catholiques magyars de Transylvanie ont pour chef Monseigneur Majlath, qui a reçu une éducation plutôt viennoise et faisait partie de l'entourage de l'empereur.

Il est d'une très ancienne famille roumaine, puisque les Majlath étaient du côté de Făgăraş (Fogaras), où il y a le plus grand centre paysan de la province: c'était une des premières familles et elle a donné même des voévodes à la Transylvanie, à l'époque où le pays dépendait encore de la couronne de Hongrie. Monseigneur Majlath a le sang de cette nation roumaine, il parle le roumain.

Et on ne peut pas assez dire le sentiment d'amitié avec lequel les représentants de la race magyare sont arrivés à parler, au Parlement, le roumain. A l'époque où j'étais président de la Chambre, on ne défendait à personne l'emploi de sa langue; mais, comme c'était le moment où on ne connaissait pas encore le roumain, on parlait au président dans la langue de chacun et, pour les langues que je connaissais, c'était moi qui traduisait les discours; pour celles que je ne connaissais pas, il y avait toujours quelqu'un pour interpréter le discours de l'orateur. Et je vous assure que, pendant les quelques mois d'existence de ce premier Parlement de la Roumanie unie, j'ai eu le plaisir de servir tour à tour à tous les représentants des minorités. Maintenant, il n'est plus besoin d'un président polyglotte, parce que les Magyars parlent le roumain d'une façon très convenable.

Il y a les *Saxons*, auxquels j'arrive maintenant, qui parlent le roumain encore mieux. Ce sont ces Saxons de Transylvanie qui forment le second élément national de l'État roumain tel qu'il est formé après la grande guerre. Leurs groupes font tache du côté de Brachov, qu'ils appellent Kronstadt; du côté de Sibiiu, qu'ils appellent Hermanstadt; du côté de Bistritz, que les Roumains appellent Bistritza; du côté de cette Sigh chcara qui est pour les Saxons Schässburg et, pour les Magyars Segesvár, et ceci ne représente pas autre chose que «forteresse de la rivière de Sebech», ce nom de rivière étant très répandu dans ces régions.

Les Saxons sont, d'apparence, un élément allemand. Ils parlent un dialecte allemand, que, cependant jamais un Allemand de Berlin n'arriverait à comprendre sans une certaine préparation. Ils viennent des régions de la Meuse et de la Moselle; il y a plusieurs dialectes, et on dit, avec juste raison, que les Saxons du Nord n'arriveraient à s'entendre avec les Saxons du Sud qu'en employant le roumain, puisque la langue universelle de la Transylvanie, la langue qu'on parle sur la grande place, la langue qu'on parle au marché, la langue par laquelle on peut se faire comprendre par presque tous les paysans, c'est la langue roumaine.

Et l'aspect de race de ce qu'on appelle «Saxons» en Transylvanie forme à ce moment le noyau d'une association pangermanique que nous ne cherchons guère à empêcher. Nous sommes si nombreux: 14 millions, par égard aux nationalités, qu'il faut être aveugle ou stupide pour se butter à l'existence des allogènes et leur demander de perdre leur caractère national historique, d'abdiquer leur sentiment national actuel.

Nous allons même si loin que, aux cours d'été que j'organise, depuis de longues années, à la campagne où j'habite pendant quelques mois, les représentants de toutes les nationalités viennent et peuvent parler, dans leur langue, de leur vie distincte. Cette année j'ai fait même une déclaration dans ce sens à ces concitoyens

et à ces amis: — Vous avez même la liberté de conserver, au fond de vôtre âme, des sentiments irrédentistes. On vous permet de ne pas aimer, si vous le voulez, — cela vous regarde —, la Roumanie. On ne vous demande que l'observation des lois, et, si vous ne les observez pas, ce ne sont pas les Roumains qui agiront, ce sont les lois qui interviendront contre ceux qui tentent de les enfreindre.

Ce n'est pas une opinion isolée. Comme, jusque hier, j'étais le chef d'un parti, c'était l'opinion de tout mon parti, et c'est aussi l'opinion de ceux auxquels je me suis réuni il y a deux semaines et qui forment tout de même un des partis les plus importants de la Roumanie. Ce n'est pas le parti qui gouverne en ce moment; ceux-là ont les mêmes opinions qu'en 1919.

Ces Saxons qui tentent, et qui réussissent, jusqu'à un certain point, à former une association pangermanique en Roumanie, ne sont pas, au fond, des Allemands. Venant de cette région de la Meuse et de la Moselle où beaucoup d'éléments celtes, beaucoup d'éléments gaulois sont fondus dans la nationalité allemande, comme caractère anthropologique, cette race est brune en grande partie, et un des leurs, un professeur à l'Université de Cluj, leur Klausenburg, M. Kisch, a signalé des mots français dans leur dialecte. On a cru même trouver des noms géographiques d'origine française dans la nomenclature de la Transylvanie.

Ce nom même de «Saxon», ce n'est pas, au fond, celui qu'ils ont le droit de se donner. On a appelé, dans la Péninsule Balcanique et dans la région des Carpathes, Saxon tout Allemand, parce que le Saxon est le premier Allemand qu'on y eût introduit. Comme ceux qui travaillaient aux mines étaient des Allemands de Saxe, tout Allemand devait être Saxon. Ceux de Transylvanie en sont arrivés aussi à se nommer Saxons, mais ils n'ont aucun rapport avec la Saxe.

Les Saxons se sont établis en Transylvanie un peu plus tard que les Magyars. Ils ont été appelés par les rois arpadiens, pour avoir une population capable de faire fructifier la province. Or, leur arrivée est en relation avec tout un mouvement qui a apporté les populations de l'Ouest de l'Europe vers l'Orient; c'est quelque chose en relation évidente avec les croisades. Seulement, c'étaient des croisades qui n'entendaient pas combattre les Infidèles.

Ils se sont établis comme villageois; puis, lorsque la grande artère de commerce dont je parlais a traversé la Transylvanie pour arriver au Danube et, dépassant le Danube, pénétrer dans la Péninsule des Balcans, ils sont devenus des bourgeois. Ils vivaient sur leurs anciens privilèges, accordés par les rois de Hongrie, qui les avaient organisés en «université» politique.

Mais la grosse difficulté a été et reste celle-ci: ils forment une minorité défendue jadis par des privilèges qu'on ne peut pas maintenir. Du temps des Autrichiens, on conservait quelque chose de ces privilèges, pour cette raison qu'ils servaient la race germanique dans cette région. Du temps de la domination magyare, les Saxons étaient admis avec un reste de privilèges, car ils pouvaient servir contre les populations rurales roumaines, très dangereuses.

Maintenant, à notre époque, on leur accorderait tout, mais il y a quelque chose qu'on ne peut pas leur accorder: c'est-à-dire le maintien de ces privilèges moyen-

âgeux, et, comme ils sont des bourgeois et des paysans cossus, en grande partie, à côté d'une population rurale roumaine pauvre, qui réclame son droit à la terre, ils ont été atteints par l'expropriation. Ils en souffrent, nous le reconnaissons, mais on ne pouvait pas faire autrement.

Si on n'avait pas accordé aux paysans la réalisation de leur désir le plus naturel et le plus légitime: d'avoir la terre qu'ils travaillent au fil des siècles, Saxons, Magyars et le reste auraient perdu tout, au milieu d'une révolution pas aussi atroce que la révolution russe (parce qu'il n'y a pas la même mentalité nationale), mais qui aurait détruit l'héritage des siècles.

Les Saxons conservent, du reste, comme les Magyars, tous leurs établissements scolaires. Et, alors que les établissements scolaires roumains, à l'époque magyare, étaient entretenus par les seuls fidèles des deux Églises roumaines, les établissements scolaires des minorités en Transylvanie sont entretenus par les subventions de l'État. L'État a pris pour lui, pour la nationalité roumaine, ceux des établissements scolaires qui appartenaient à l'État. Mais, pour les établissements représentant les nationalités, ils ont leur part du budget.

Je me rappelle même avoir défendu à la Chambre le point de vue que les Saxons (puisque nous parlons des Saxons) ont le droit de recueillir par les organes de l'État les subventions qui s'ajoutent à la partie afférente au budget pour entretenir leurs écoles.

Voici quelle est la situation des Allemands de Transylvanie. Il y a une partie de leur situation que nous avons conservée, parce que nous voulions la conserver, et une partie qu'on ne peut pas conserver, parce qu'on ne peut pas admettre un reste du moyen-âge au milieu de ce monde moderne qui a d'autres besoins et d'autres préoccupations.

La partie la plus importante de la conférence devait être celle qui traiterait de cette population si nombreuse que sont les Magyars, ayant des droits historiques, lointains et essentiels, et des Saxons, qui forment une population si valeureuse, sous le rapport de la civilisation, des provinces nouvellement réunies à la Roumanie.

La Bessarabie, reprise après plus d'un siècle à la Russie, n'est autre chose que la Moldavie orientale, comme la Bucovine revennue au corps national par la liquidation de la Monarchie des Habsbourgs est la Moldavie septentrionale. Cette dernière a été annexée par les Autrichiens sans aucun droit, demandant une espèce de pourboire pour s'être tenus cois, pendant une guerre entre les Russes et les Turcs. Et, comme la Moldavie septentrionale a été acquise de cette façon très diplomatique, mais très peu honnête, par Marie-Thérèse, qui pleurait toujours et prenait toujours, la Bessarabie a été prise par les Tzars qui ne pleuraient pas, mais prenaient tout de même, à la suite d'une guerre qu'ils avaient soutenue, il faut bien qu'on le reconnaisse, pas contre nous, mais contre les Turcs.

Or, la situation des Principautés à l'égard de l'Empire ottoman n'était pas la situation de provinces. Les Turcs étaient tenus à conserver l'intégrité d'un territoire qui leur avait prêté hommage au XV-e siècle; un suzerain ne peut pas dis-

poser du territoire du vassal. Il n'a droit qu'à certains services et à certains revenus. Prise en 1812, par les empereurs de Russie, la Bessarabie devait retourner à notre race encore pendant la guerre de Crimée, car il était question aux négociations de Paris de la rendre à la principauté moldave. Napoléon III a été, sous ce rapport, de la même opinion que l'Autriche, qui voulait opposer à la pénétration russe une nouvelle barrière et tenait à ce que les bouches du Danube ne soient pas entre les mains des Tzars.

On n'a pas eu toute la Bessarabie, mais, en 1856, nous avons eu, pour la Moldavie, pour cette partie constituante du futur État roumain, les districts de Cahul, de Bolgrad et d'Ismail, sans cette seule Cité Blanche d'Akerman, à l'embouchure du Dniester, donc presque toute la partie du Sud de la vraie Bessarabie. Car le sens historique de la Bessarabie, terre des Bessarabes valaques, n'est pas celui que l'abus lui a donné pour tromper les Turcs.

De même la Bucovine que les Autrichiens annexaient n'était qu'une «forêt de hêtres», mais cela ne les a pas empêchés de prendre trois districts moldaves. Lorsqu'on parlait aux Turcs de Bessarabie, ils savaient que c'était le territoire ayant appartenu jadis à la dynastie des Bessarabes, c'est-à-dire cette partie méridionale, mais ils ne se sont pas aperçus que les Russes ont pris tout jusqu'à l'embouchure du Dniester.

J'arrive maintenant aux nationalités du Banat.

Le Banat a été conquis par la Maison d'Autriche sur les Turcs au commencement du XVIII-e siècle. Avant cette époque, il faisait partie du royaume de Hongrie, de ce royaume qui avait été brisé par la bataille perdue de Mohács, en 1526.

C'était alors une espèce de marche de la royauté arpadienne, ayant sa résidence dans cette ville de Severin qui appartenait même avant la guerre au royaume de Roumanie.

Dans le Banat, il y a eu, comme en Transylvanie, une ancienne population roumaine; il y a eu aussi une population slave très ancienne, qui s'est confondue dans la population roumaine.

Pendant la guerre, à un certain moment, nos amis serbes ont répandu une opinion qu'il nous a fallu combattre, et rien n'est plus désagréable que de devoir combattre une opinion exprimée par des amis aux côtés desquels on lutte, qu'on n'a pas cessé, pour cela, d'aimer jusqu'à ce moment et avec lesquels on est, en plus, arrivé à établir des relations d'alliance qui forment une des bases pour défendre cette région même contre certains appétits de revanche.

D'après cette opinion, la Transylvanie, le Banat sont une ancienne terre slave. Il est bien vrai qu'il y a une quantité de noms slaves dans la Transylvanie et dans le Banat, et ces noms slaves appartiennent à l'ancienne époque dace. Il n'y a pas de continuité entre ces Slaves de la fin de l'antiquité et entre les Slaves du XVII-e et du XVIII-e siècle. Et, lorsque les Autrichiens ont pris aux Turcs le Banat, ils ont trouvé un territoire qui était, en grande partie, très peu peuplé; et alors l'Autriche a agi, à partir de 1718, dans le Banat, de la même façon dont elle agira

après 1775 pour la Bucovine. C'est-à-dire que dans toutes les provinces de l'Empire des éléments nationaux très différents ont été attirés pour en changer la population initiale.

Il y a eu donc, dans le Banat, des Allemands, mais pas des Allemands de la même origine que les Saxons, ces Saxons devenus luthériens au XVI-e siècle. On a établi dans le Banat *des Souabes*, qui sont restés catholiques, et la difficulté de l'organisation pangermanistique en Roumanie, en ce moment, réside dans ce fait qu'ils sont Allemands, mais on ne les verra jamais à côté, d'une façon absolument solidaire: ces catholiques venus au XVIII-e siècle, par les Autrichiens, dans le Banat, et ces Allemands de la Meuse, de la Moselle, du Rhin, venus au XII-e et au XIII-e siècle sous la royauté des Arpadiens. De sorte que le pangermanisme, en Roumanie, n'est autre chose qu'une illusion, une illusion que nous tolérons parce que c'est une illusion et parce que, même si elle devenait la réalité, elle ne peut pas porter un préjudice important à nos intérêts nationaux.

Il y a eu, en dehors de ces Souabes catholiques, des Italiens, des Espagnols, il y a eu des Français. On pouvait trouver encore, en 1830, des Allemands du Banat qui avaient des ancêtres français et qui introduisaient dans leur dialecte des mots pris à la langue française.

On a introduit surtout, dès la fin du XVII-e siècle, de très nombreux Serbes venus du Sud. Il y a eu aussi des éléments roumains de l'Olténie qui ont passé dans cette terre de colonisation.

Après la Grande Guerre, le Banat était partagé en deux parties: la plus petite, la partie occidentale, qui appartient à la Serbie, et la partie orientale, qui est roumaine et qui a une population compacte composée de Roumains.

Maintenant, quelle est la situation des éléments étrangers dans ce Banat? J'emploie le terme «étranger», bien que, dans la politique, je le répudie, par ce que ce ne sont pas des étrangers; ils sont chez eux, de par le droit constitutionnel et de par le droit historique.

Donc, à l'égard de ces éléments allogènes quelle est l'attitude de l'État roumain? Je peux le dire très facilement.

A l'époque magyare, les Souabes du Banat étaient en grande partie magyarisés; ils avaient abandonné leur conscience allemande. Depuis que la Roumanie unie s'est établie, on n'a guère pensé à leur demander d'abandonner les sympathies du côté des Magyars, mais nous leur avons rendu la possibilité de rester Allemands, et, il y a à peine quelques semaines, tel d'entre eux a déclaré que toute une révolution s'est passée dans leur esprit.

Ils sont revenus à leur forme nationale; s'il leur agrée, ils n'ont qu'à la conserver; s'ils ne veulent pas d'influence roumaine, ce n'est pas nous qui la leur imposeront, et, s'ils le veulent, ils pourront vivre en qualité de Souabes; s'ils ne le veulent pas, et s'ils le désirent, ils peuvent se confondre dans la même conscience germanique avec les Saxons de Transylvanie qui entendent les diriger.

Les éléments serbes qui sont restés chez nous sont très peu nombreux, alors que les éléments roumains en ce moment sous la couronne serbe sont

très nombreux, et seulement pendant les dernières élections l'élément roumain du Banat serbe n'a pas été admis à avoir un député au Parlement de Belgrade.

Pour *la Bucovine*, il y a eu le même mosaïque de nationalités sur un territoire qui contient moins d'un million d'habitants. Toutes les races y sont représentées, et on se demande si ces races ont des droits historiques très importants, — cette poussière de nations que l'Autriche a secouées sur cette terre d'occupation, qui est venue d'usurpation.

L'Autriche a fait passer une partie très importante des Petits-Russiens de la Galicie dans la Bucovine septentrionale. Entre le cours du Pruth et entre la frontière de la Pologne, il y a donc une population de Petits Russiens très nombreuse, jusqu'aux environs de Cernăuţi (Czernowitz), capitale de la Bucovine. Et, si elle ne se manifeste pas d'une façon plus énergique, c'est parce que l'élément petit-russien n'est pas capable de représenter la nuance nationale toute spéciale qui est celle de cette nation voisine de la nation roumaine.

Il y a, en Bessarabie, des éléments russes, des établissements plus anciens comme dans la région de Hotin, et, ce qui est très curieux, c'est que les paysans petits-russiens du côté de Hotin, portent le plus ancien costume populaire roumain: les femmes le long voile, la chemise ornée de fleurs brodées, le beau tablier dont l'origine remonte à l'époque préhistorique, alors que l'ancien costume roumain est abandonné par les Roumains eux-mêmes. C'est, du reste, le même cas curieux pour une partie de l'élément hongrois qui a passé en Moldavie pour être socialement libre: du côté de cette autre Moldavie, ce sont les femmes hongroises qui portent le plus le costume archaïque roumain, alors que les Roumains se vêtent de pacotille achetée dans les villes et chez les mercantis juifs.

La partie du Sud de *la Bessarabie* a été occupée au commencement du XVII-e siècle par les Tatars. Lorsque les Tatars, à la fin du XVIII-e siècle, ont dû quitter la région, ils ont été remplacés par des éléments roumains, et, lorsque, en 1812, la Russie des Tzars a a pris la Bessarabie, elle a envoyé dans cette Bessarabie méridionale, dans la vraie Bessarabie, des éléments nationaux d'un peu partout: des Russes vieux-croyants, des Arméniens dont est pleine la ville d'Akerman et, dans le district de Bolgrad, en grande partie, des Bulgares venus du Sud, par la Dobrogea, mais pas de la Dobrogea.

Et j'ajoute que les Bulgares ont conservé entre 1856 et le moment où la Russie a repris les trois districts, en 1878, tous les privilèges de colons qu'ils avaient obtenus à l'époque de la domination russe. Je me rappelle encore la lettre, très émouvante, écrite par la communauté des Bulgares pour remercier le premier prince de la Roumanie Unie, Alexandre Couza, du régime spécial qu'on leur avait conservé.

Maintenant, pour toute cette région aussi, le droit d'avoir des écoles nationales a été conservé sous le nouveau régime.

Du côté du Dniester inférieur, il y a même des sujets roumains qui parlent le français, un français de la fin du XVIII-e siècle; j'ai eu à le constater.

La population russe qui se trouve en Bessarabie descend des fonctionnaires, qui, nécessairement, après la conquête, s'établirent dans des centres urbains qu'ils ont gagné, avec leurs associés, les Juifs russes.

Je finis par *la Dobrogea*. En 1913, les deux districts du Sud lui ont été ajoutés. Au moment du partage des territoires balcaniques, à la suite de la guerre des Bulgares, des Serbes et des Grecs contre la Turquie, il y avait des compensations de territoires à régler: la Bulgarie s'étendant de l'autre côté, on a attribué à la Roumanie ces deux districts jadis habités surtout par une population turque, et les noms de localités sont restés jusqu'aujourd'hui turcs.

Elle a, ensuite, été envahie par une population paysanne très énergique, venue du centre et de l'Ouest de la Bulgarie, et qui, en ce moment, vit sous la domination roumaine. Il y a donc une ancienne Dobrogea cédée à la Roumanie, en 1878, par la Turquie, au traité de Berlin, et une Dobrogea du Sud, cédée par la Bulgarie en 1913, au moment où elle a accepté des attributions de territoire d'un autre côté.

Maintenant, qu'est-ce que c'est que la Dobrogea, une pomme de discorde entre Roumains et Bulgares? Elle a l'apparence d'une petite province de formation spéciale dont la base géologique est extrêmement ancienne, beaucoup plus ancienne que celle des régions des Carpathes et du Danube. En fait de population, du côté de la Mer Noire, il y a eu les anciennes colonies grecques; du côté du Danube, la pénétration, l'infiltration de l'élément moldave et de l'élément valaque qui venait de la rive gauche. Les Roumains sont arrivés à remplir le triangle qui est formé par la grande boucle du Danube.

Mais, dira-t-on, au milieu?

Au milieu, il y avait la voie des armées turques. Les Turcs envahissaient la Pologne, ils faisaient la guerre à la Russie, en traversant la Dobrogea.

Et, alors, l'élément bulgare, qui est nombreux dans la Dobrogea, d'où vient-il?

Cet élément bulgare vient, en partie, du Sud, et ce qu'il y a de curieux, c'est que, dans le district du Nord, dans le district de Tulcea, l'élément bulgare qui existe en ce moment ne vient pas du fond de la Bulgarie, par suite des guerres entre Russes et entre Turcs, mais de la Bessarabie.

La population roumaine sur la rive droite du Danube, est donc une population de colonisation très ancienne, alors que la population bulgare, dans ce district, est une population d'infiltration très récente. Il était bien naturel que le surplus des paysans roumains de la rive gauche du Danube, s'étende dans la Dobrogea; il était beaucoup moins naturel que les éléments venus du Nord, d'une façon purement accidentale, pénètrent jusque dans la partie centrale de cette Dobrogea.

Ayant fini l'exposé des éléments allogènes qui forment une partie si importante de la population roumaine, je peux terminer par des conclusions.

Quel sera le sort de ces nationalités? D'abord, je dois dire quel est notre désir: *nous désirons les conserver telles qu'elles sont.* Nous n'avons pas besoin d'une action assimilatrice exercée sur leur âme; telles qu'elles sont, nous les acceptons comme collaborateurs et, employons ce terme sentimental, comme frères, dans cette patrie

commune, et, plus ils seront des collaborateurs, plus ils seront de bons citoyens pour l'État dans lequel ils habitent, plus chacun d'eux jouira du droit qui lui revient de par son labeur.

On se fait une étrange idée des États de cette région. Ils ne ressemblent guère aux royaumes construits comme celui de Frédéric II et aux États comme celui de la Russie des Tzars, aux États fabriqués, régis, dominés et assimilés par la force d'une administration et par la terreur d'une armée. Ce sont des États qui forment, en ce moment, un territoire complexe au point de vue national, et chaque force humaine peut s'imposer par sa propre valeur. Je l'ai dit tant de fois aux Magyars et aux Saxons de Transylvanie:

— Si vous valez mieux que nous là-bas, vous serez plus forts que nous, et jamais l'action de l'État n'arrivera à vous ravir ce que vous aurez gagné par votre intelligence, par votre initiative, par votre économie, par votre civilisation et par votre autorité.

Et tout cela existe en ce moment. Le nombre des journaux magyars et allemands, des revues allemandes et magyares qui paraissent en Transylvanie et dans le Banat est de beaucoup supérieur à celui des journaux et des revues qui paraissent en roumain.

La presse bucovinienne est dominée par les journaux allemands. Et, jusqu'à certaines agitations toutes récentes, jusqu'à l'envahissement, pendant quelques jours, de la Bessarabie méridionale par des bandes bolchévistes, le journal russe a dominé le cercle des lecteurs de Bessarabie.

On nous permettra bien d'essayer d'être plus que ce que nous avons été, nous, les Roumains, sous une domination étrangère. C'est notre devoir d'entrer en lice et de faire valoir tout ce qui est dans nos moyens, ces moyens qui peuvent maintenant se développer en toute liberté, mais qui n'auront certainement pas, comme auparavant pour d'autres, l'appui d'un État dénationalisateur. Il n'y a que cela qui manque à la vie des nationalités qui se trouvent sur le territoire de la Grande Roumanie. Si une nation déchoit dans cette concurrence ouverte entre les citoyens de l'État roumain, c'est, avant tout, de sa faute. Il faut penser, en effet, que cet État est un État démocratique qui courtise ses électeurs, et qui courtise surtout les électeurs conscients et influents. Et, si les nationalités forment un élément conscient, solidaire, influent, il n'y a pas de parti, tenant au pouvoir, qui ne soit prêt à leur reconnaître même un peu plus que leurs droits, ce qui arrive aujourd'hui même pour les Saxons, qui sont représentés au Parlement roumain dans une proportion supérieure à leur importance numérique, comme ils avaient une importance supérieure à leur importance numérique dans le Parlement magyar de Budapest.

Mais, pour arriver à ce que nous désirons, à cette collaboration, il n'est pas seulement dans notre intérêt, il est dans l'intérêt de la civilisation du monde, qu'il y ait, non pas celle des intérêts matériels, mais celle des éléments moraux.

Il faut dire que, sur la voie des éléments matériels, on commence déjà à s'entendre. Les exploiteurs de toutes les nationalités se trouvent parfois dans la

même bande qui, d'une façon légale, exploite les richesses de la partie commune. Mais ce qui je désirerai, et tout ce qui est dans mes moyens je l'emploie dans ce but, c'est d'ouvrir l'autre voie: la voie de cette forte action civilisatrice qui, dans quelque langue qu'elle présente ses résultats, est à l'avantage de tous, car, dans ces résultats, chacun prendra ce qu'il aura la conscience d'avoir donné.

* * *

M. *Aulard*: — Je crois, Mesdames, Messieurs, que nous serons tous unanimes à remercier et à féliciter M. le professeur Iorga sur sa conférence si substantielle et si lumineuse en même temps, et, aussi, en même temps, pour ce libéralisme admirable qu'il a montré à la fin, cette sorte de libéralisme objectif, véritablement humain.

Il semble que les minorités ont un bel avenir de fraternité dans la Roumanie.

ROLUL SOCIAL AL PROPRIETAȚII MIJLOCII[1] DE CONST. GAROFLID

INSTITUTUL Social Român a inaugurat anul acesta un ciclu de conferințe asupra «Vieții Sociale a României după răsboiu».

Pentru completarea unei părți din acest program, mi-am luat însărcinarea să vorbesc despre proprietatea mijlocie și rolul ei social la noi.

Importanța acestui fel de proprietate o socotesc covârșitoare pentru desvoltarea politică și culturală a poporului nostru. In scrierile mele asupra chestiei agrare, necesitatea acestui fel de proprietate a fost ideea cardinală care m'a călăuzit, atât în analiza critică a legislației noastre agrare, cât și în propunerile pentru organizarea viitoare a proprietății țărănești.

Când în anul tragic 1907, în locul legislației cu aparență socialistă dar fără efect real, am propus, cel dintâiu, exproprierea ca singurul leac al chestiei agrare, am făcut-o nu din imperativul justiției sociale, ci călăuzit de necesitatea intensivării agriculturii prin reducerea celor două forme de exploatare neeconomică, exploatarea latifundiară și parcelară; dar și din necesitatea socială a creării unei clase de țărani liberi.

In expunerea mea de azi, voiu căutà să fac sinteza părerilor pe care le-am emis în diferite rânduri asupra importanței sociale a proprietății mijlocii, insistând, însă, cu deosebire asupra rolului ei hotărîtor în desvoltarea politică a Statului. Din acest punct de vedere va trebuì, deci, să analizez felul cum a decurs la noi transformarea societății feudale și să interviu în discuția atât de interesantă a revoluției burgheze, discuție expusă contradictoriu acì de conferențiarii cari m'au precedat; d-nii Zeletin și Madgearu. Cum însă am fost împiedecat să ascult aceste conferințe, mă voiu folosì, pentru această discuție, de studiile pe care ambii le-au publicat asupra acestei chestiuni în «Arhiva pentru Știința și Reforma socială».

I

Ce este o proprietate mijlocie? Această proprietate s'ar puteà definì în două chipuri: suprafața de pământ pe care o poate muncì un proprietar cu familia lui, cu unul sau doi argați, sau aceea pe care muncind-o numai cu salariați, proprietarul păstrează conducerea tehnică nemijlocită.

In țara noastră, în condițiile ei de climă și debușeu, aceste limite ar fi cuprinse între 25 și 100 ha. Pe această suprafață poate trăì un om liber, căci numai această întindere de proprietate asigură unei familii, pe lângă independența politică și economică, și buna stare materială, fără de care nu se poate concepe cultură. Din punctul de vedere tehnic această proprietate este temelia agriculturii într'o țară.

(1) Conferință ținută în Aula Fundației universitare Carol I, la 15 Martie 1925.

Care este rolul social al proprietății mijlocii? Din definiția de mai sus se înțelege că rolul ei este acela pe care îl îndeplinește în ori și ce societate, clasele mijlocii. Rolul social al claselor mijlocii, al burgheziei mijlocii, cum li se mai zice, este foarte însemnat. Nu voiu face aci o expunere amănunțită a acestui rol. Această sarcină aparține altor conferențiari. Mă voiu mărgini să reamintesc că toți sociologii consideră clasele mijlocii ca baza desvoltării politice, economice, culturale și naționale a Statelor moderne. Burghezia mare și mijlocie este azi purtătoarea civilizației; de însemnătatea și desvoltarea pe care ea o are în fiecare țară, depinde puterea economică și politică a Statului. In țările în care prosperitatea economică e datorită producției agricole, această burghezie nu poate fi decât agrară. In ceeace privește dar, rolul social și politic al proprietății mijlocii în țările agricole, el este identic rolului pe care clasele mijlocii de origină orășenească l-a avut în țările cu desvoltare comercială și industrială.

In țările agricole această clasă a burgheziei rurale este factorul important, cu ajutorul căreia burghezia orășenească, mai slabă, a putut răsturnà vechea ordine socială; pe când în țările cu însemnată desvoltare comercială și industrială burghezia orășenească căpătând repede o mare însemnătate, a fost în stare să lupte singură, fără ajutorul claselor rurale, pentru triumful instituțiilor politice, juridice și economice liberale.

Felul cum a decurs transformarea socială și politică în cele două țări liberale din Occident, Franța și Anglia, dovedește deplin această părere.

In Franța, țară agricolă, liberalismul a triumfat prin cucerirea puterii politice de către burghezie, care aveà însă în spatele ei o clasă țărănească puternică. Țăranii începuseră cucerirea pământului cu mult înainte ca burghezia să aibă însemnătate. Dacă puterea economică a burgheziei orășenești în Franța se arată încă din secolul al XVI-lea, emanciparea țărănimii este cu mult mai veche. Liberarea țăranului și a proprietății țărănești, ne spune d-l d'Avenel, începe încă dela sfârșitul secolului al XIII-lea. Noaptea de 4 August a fost pentru țărani numai o formalitate, căci pământul erà de fapt de mult în mâna lor, iar redevențele feudale neînsemnate.

Marea revoluție franceză a reușit și burghezia a putut cucerì puterea politică, pentrucă aveà în spatele ei o țărănime puternică; iar instituțiile politico-juridice liberale au devenit o realitate, pentrucă la țară existà o clasă de țărani emancipați economicește.

Revoluția dela 89 a fost o revoluție burgheză, ea nu s'a ocupat de chestiunea socială, soarta muncitorului industrial nu a interesat-o; nu a interesat-o nici soarta țăranului lipsit de pământ. Exproprierea a fost limitată la moșiile prinților, nobililor emigrați și bunurilor de mână moartă; ea s'a făcut aproape numai în favoarea clasei burgheze. Țăranii lipsiți de pământ au avut aceeaș soartă ca și lucrătorii, revoluția i-a ignorat; mai mult încă, proprietatea câștigată pe cale revoluționară este proclamată sfântă și inviolabilă ea, devine un «drept natural al omului», caracter pe care nu-l aveà sub vechiul regim.

Desființarea regimului feudal s'a făcut dar în Franța de către burghezie spri-

jinită de o numeroasă ţărănime, emancipată încă de mult de servituţile reale feudale.

In Anglia, ţară comercială, de marinari, posedând însemnate colonii, burghezia nu a avut nevoie de concursul ţărănimii pentru a desăvârşi schimbarea regimului politic, s'a aliat chiar cu nobilimea şi amândouă aceste clase au fost destul de puternice pentru a înfăptui regimul politic liberal. S'a putut înfăptui în Anglia o revoluţie burgheză fără ajutorul ţărănimii şi chiar în contra ei, deoarece intreprinderile comerciale, de navigaţie, industriale creaseră o clasă burgheză puternică, iar surplusul populaţiei rurale a putut fi îndreptat mai întâiu în colonii şi pe urmă în industrie.

Atât în Franţa cât şi în Anglia schimbarea vechiului regim are un caracter comun: *câştigarea puterii politice de către clasele noui s'a înfăptuit numai după ce ele câştigaseră puterea economică.*

Ţara noastră este o ţară agricolă, şi erà de sigur o ţară, exclusiv agricolă, atunci când venind în contact economic cu ţările din Apus, a trebuit, din această cauză, să-şi transforme instituţiile politice şi juridice, dărâmând vechiul regim; să facă dar o revoluţie burgheză. Pentru aceasta ar fi trebuit o puternică clasă de proprietari mijlocii rurali. Avut-am noi aceşti proprietari? Singurii proprietari mijlocii rurali erau atunci moşnenii şi răzeşii, însă importanţa lor erà aşà de neînsemnată, încât chiar la 1907, 40 de ani după emanciparea ţăranilor, proprietatea mijlocie rurală nu cuprindeà decât 800.000 ha., adică numai 11% din suprafaţa agricolă a ţării. O proporţie de sigur neînsemnată. Noi nu am avut dar o clasă de proprietari mijlocii atunci când am introdus formele politice şi juridice liberale. Concluziile le vom trage mai târziu, să vedem acum care este cauza lipsei acestei clase sociale.

Pentru a înţelege lipsa proprietăţii mijlocii la noi, trebuie să cercetăm trecutul. D-l I. Filitti, în savanta sa conferinţă «Clasele sociale în trecut», ne-a arătat că până la sfârşitul veacului al XVII-lea erau la noi numai două clase: boierii, adică nobilimea teritorială, şi ţăranii; clasă de mijloc nu există. Moşnenii şi răzeşii, cari avuseseră o însemnătate mai mare în secolii trecuţi, decăzuseră, fie prin cumpărarea moşiilor lor de către boieri, fie prin ţărănizare din cauza înmulţirii lor pe acelaş petec de moşie. Cauza care împingeà moşnenii la vânzarea moşiilor lor erà fiscalitatea, ei plăteau dări ca şi ţăranii, dări pe cari boierii nu le plăteau.

Cu începerea secolului al XVIII-lea d-l Filitti ne spune că în massa nobilimii teritoriale se face o selecţie, puterea politică se concentrează în mâna unei aristocraţii de dregătorii; oligarhie care în pragul secolului al XIX lea numără 20 de familii în Muntenia şi 15 în Moldova. Această oligarhie trăià din buget, speculà slujbele şi ţineà în dependenţa ei restul boierimii.

Starea noastră socială la începutul secolului trecut s'ar puteà rezumà dar astfel: o puternică oligarhie, care singură aveà puterea politică, o categorie de boieri secundari şi boierinaşi, proprietari de moşii şi deci având aceleaşi interese economice ca şi boierii mari, dar nemulţumiţi de stăpânirea lor politică, şi în fine clasa cea mai numeroasă, ţăranii iobagi. Clasă mijlocie rurală nu există.

Aceasta fiind structura socială a poporului nostru la începutul secolului, ar urmà că revoluţia burgheză nu s'a putut înfăptuì la noi în acelaş chip ca în Apus. Fiind o ţară exclusiv agricolă, fără burghezie orăşenească şi lipsită de o puternică ţărănime emancipată, este evident că instituţiile politice juridice liberale nu au avut o bază socială şi deaceea urmările acestei revoluţii nu au fost aceleaşi ca în Apus.

D-l St. Zeletin a încercat să explice că transformarea societăţii feudale s'a făcut la noi în acelaş chip ca şi în Apus; adică revoluţia politică, care a dărâmat vechiul regim, erà sprijinită de o clasă cu interese burgheze şi deci am avut o adevărată revoluţie burgheză, cum au avut-o Franţa sau Anglia.

Mai toţi cercetătorii României moderne au fost însă de părerea opusă, şi anume: că introducerea formelor politico-juridice liberale s'a făcut la noi înainte ca să existe fondul social pe care ele să se rezime. Eu însu-mi, întemeindu-mă pe analiza raporturilor de producţie agrară, am fost în scrierile mele trecute, de aceeaş părere.

In cele ce urmează voiu căutà să fac această dovadă şi, plecând dela aristocraţia de dregătorii pe care la începutul secolului al XIX-lea, d-l Filitti a constatat-o ca dominând întreaga viaţă politică a ţării, să demonstrez că, neexistând o clasă burgheză rurală atunci când vechiul regim a căzut, *lupta care s'a dat contra oligarhiei a fost numai o luptă de înlocuire politică*; *că puterea protipendadei, cu alţi oameni, s'a continuat şi sub regimul nou*; şi că neoligarhia, care a administrat până azi instituţiile politico-juridice liberale, a avut *tendinţa constantă de a zădărnicì formarea unei burghezii rurale.* Preocuparea continuă a acestei noui oligarhii a fost de a se strecurà în tot acest timp, fără a permite înjghebarea unei proprietăţi mijlocii rurale, căci simţeà instinctiv că desvoltarea acestei clase noui ar fi moartea ei politică. Această demonstraţie voiu căutà să o fac aci. Să analizăm dar pe rând aceste teze.

II

Care au fost cauzele care în Apus au determinat desfiinţarea regimului feudal? Comuna rurală în societatea feudală formà un organism economic întreg, ţăranul îşi mulţumeà toate trebuinţele fără a aveà nevoie de târg, erà plugar şi meseriaş, banii aveau o întrebuinţare foarte restrânsă. Pătrunderea vieţii de oraş la ţară creă, însă, ţăranului trebuinţe noui, industria orăşenească nimicì mica industrie rurală; iar nouile căi de comunicaţie grăbiră această transformare. Ţăranul intră sub dominaţia economiei monetare şi începe să depindă, de târg; de acum înainte producător de mărfuri de schimb agricole, el trebuie să sporească producţia lor în măsura creşterii nouilor sale trebuinţe şi a micşorării industriei lui. Stăpânul feudal are şi el nevoi crescânde de bani. Creşterea populaţiei pe de altă parte şi mărirea nevoilor fiscale ale Statului modern, cereau o agricultură intensivă; această agricultură nu erà cu putinţă nici cu şerbirea ţăranului, nici cu a pământului. Deaceea, fiecare din ei rupseră legăturile seculare, ţăranul emancipându-se şi devenind liber, pământul liberându-se de servitutea ţărănească. Clasa nouă socială care s'a născut pe baza schimbului comercial dintre oraşe şi sate şi a producţiei economice băneşti,

şi al cărei interes concordà cu această mobilizare a societăţii feudale, a fost purtătoarea steagului revoluţiei. Ea a elaborat principiile noui juridice şi. atunci când puterea ei a fost deplină, a desfiinţat privilegiile nobilimii, înlocuind-o, în conducerea Statului.

Intreg acest complex de cauze, a căror efect principal a fost schimbarea felului producţiei economice, de unde apoi au urmat raporturi juridice, politice şi sociale noui, se chiamă capitalism; iar clasa nouă, conducătoarea acestei revoluţii sociale şi economice: burghezie.

Se abuzează, însă, de noţiunea capitalism pentru explicarea transformărilor societăţii feudale. D-l Zeletin, bunăoară afirmă că pătrunderea capitalismului în orice ţară agricolă determină revoluţia agrară. (Zeletin, Revoluţia Agrară, «Arhiva» pag. 36). D-sa mai atribuie, după sociologii germani, gradelor de capitalism, comercial, industrial, efecte sociale deosebite (Op. cit. pag. 49—50).

Evident, însă, nu trebuie pierdut din vedere că în toată această transformare socială, capitalismul nu e decât un mijloc. Cauza adevărată a revoluţiilor sociale şi economice nu e capitalul, ci înmulţirea populaţiei. Legea populaţiei guvernează societăţile şi le sileşte să-şi divizeze munca şi să-şi sporească producţia, cu sancţiunea de a pierì dacă nu reuşesc.

Toate societăţile sănătoase, la un anume grad de densitate a populaţiei, au inventat diviziunea muncii şi economia bănească, dar dacă capitalismul nu s'a desvoltat în toate la fel, cauza nu este în el, ci în afară de el. In antichitate, bunăoară, capitalismul nu a putut ieşì din faza de circulaţie şi nu a avut un rol constructiv social, deoarece i-au lipsit mujloacele tehnice pe care astăzi ştiinţa i le pune la dispoziţie. Burghezia s'a putut desvoltà şi prosperà, în epoca noastră, iar societăţile moderne au fost scutite de convulsiile sociale periodice ale cetăţilor antice, deoarece producţia mecanică a putut asigurà hrana plebeilor cari sporeau.

Capitalismul poate fi limitat, pe de altă parte, şi prin condiţiile subiective ale poporului în care pătrunde.

Aşadar, nu peste tot şi nu oricând capitalismul introdus într'o ţară agricolă produce «revoluţia agrară».

Cu aceste rezerve să cercetăm efectele capitalismului şi modul cum a decurs revoluţia burgheză la noi.

Mai toţi autorii sunt de acord a stabilì începutul erei capitaliste la noi, anul 1829, anul tratatului dela Adrianopole. De sigur acest tratat, opera burgheziei occidentale, desfiinţează monopolul comercial al Turciei în Principate. Libertatea comerţului produce schimbul de mărfuri între noi şi Occident, şi natural acest schimb comercial trebuià sprijinit de o clasă nouă, în afară de boierii şi de ţăranii mărginiţi până atunci în economia naturală. D-l Zeletin crede că această clasă nouă, care a servit interesele economice ale Apusului, care a sprijinit instituţiile politico-juridice noui, şi a luptat pentru înfăptuirea revoluţiei burgheze, este clasa boierilor mijlocii şi mici; proprietarii rurali cari s'au adaptat la cerinţele schimbului şi au avut interes să se adapteze. D-l Zeletin îi numeşte «agrarieni comercializaţi».

Clasa proprietarilor s'a dublat, zice d-l Zeletin. «Marii proprietari țin la vechile «privilegii căci rămân încă în producția naturală, boierii mici ademeniți de foloasele negoțului au interese opuse. Cei dintâi rămân feudali, cei din urmă se prefac în burghezi, unii au interes să păstreze, ceilalți să răstoarne vechiul regim». (Op. cit., pag. 240—241).

Mai întâiu schimbul comercial cu țările din Occident nu începe numai după tratatul dela Adrianopole. Pe Mare da, dar pe uscat acest schimb, de sigur redus, există încă dinainte. Pe baza acestui schimb se înfiripase o clasă orășenească căreia libertatea comercială a tratatului dela Adrianopole îi dă o mare desvoltare. Această clasă a fost instrumentul pătrunderii economice a Apusului la noi. Clasa însă care făceà schimbul de mărfuri cu Apusul nu erà națională: balcanică în Muntenia, armenească și mai târziu ovreiască în Moldova; din această cauză, această burghezie economică nu a putut deveni o clasă socială burgheză, deci nu a putut sprijinì instituțiile politico-juridice noui. Fiind străină, rolul ei politico-cultural a fost nul.

Odată cu mărfurile Occidentului, ideile politico-juridice revoluționare își fac drum la noi. Ele găsesc însă ecou, în lipsa unei burghezii naționale, într'o clasă, care se servește de ele, nu pentru a garantà libertatea și egalitatea pentru un schimb și o producție economică pe care ea nu le conduce, ci pentru a distruge puterea politică a protipendadei, la egalitatea căreia aspirà. Această clasă sunt boierii mijlocii și mici. Sub imboldul ideilor politice apusene ei au făcut o revoluție politică pentru a înlocuì oligarhia în conducerea țării, iar ideologia revoluționară au întrebuințat-o numai pentru acest scop, căci, după cum vom vedeà, revoluție socială nu au făcut și nici revoluție economică.

Mișcarea revoluționară a boierilor de starea a doua începe mai întâiu în Moldova. Primul simptom, anterior tratatului dela Adrianopole, e mișcarea carvunarilor; ei alcătuiesc chiar o constituție, care nu este decât o constituție de clasă; căci egalitatea însemnà numai dreptul tuturor boierilor, fără deosebire, de a conduce și de a exploatà. In Muntenia, d-l Filitti ne-a vorbit despre societatea filarmonică, care are acelaș rol pe la 1836.

In Moldova ideile revoluționare se opresc acì. Lipsa completă a unei burghezii orășenești naționale cât de mică explică această oprire; în spatele boierilor revoluționari nu mai erà nimeni. Nu tot astfel se petrece în Muntenia; acolo se înfiripase o mică burghezie orășenească prin asimilarea negustorimii de origină balcanică și prin desvoltarea meseriașilor. Din această cauză revoluția dela 48 a boierilor mici munteni este mai serioasă; însă, ca și boierii moldoveni, ei nu urmăresc o revoluție socială prin luptă de clasă. Proclamația revoluționară dela Islaz e plină de spiritul armoniei sociale: «Boierii nu au nici un cuvânt a nu primì pentrucă nu pierd nimic și mai vârtos vor dà lumii o dovadă de frumosul suflet ce caracterizează pe cei mai tari», etc.

Instrucțiile pe care guvernul provizoriu le dă propagandiștilor sunt și mai caracteristice: «vorbind oamenilor despre a lor drepturi să-i facă să le simtă pe deplin, să facă pe popor să simtă marea putere când voința e tare și statornică. In toate

însă să se insufle ideea de dignitate, respectul către cei mari să nu fie umilitor, purtarea necuviincioasă, etc.».

Dar mai evident apare realitatea intenţiilor pur formale ale revoluţionarilor dela 48, atunci când li se propune spre deslegare singura problemă socială şi economică în acele vremuri, chestia proprietăţii.

Proclamaţia dela Islaz conţineà principiile unei adevărate revoluţii sociale: emanciparea clăcaşilor; traducerea în fapt însă, a acestui însemnat punct din program a arătat superficialitatea acestor principii. In comisia instituită de guvernul provizoriu pentru această realizare, armonia socială, pe care proclamaţia revoluţionară o doreà, a dispărut. Lupta de clasă, revoluţia, revoluţia reală îşi arată capul. «Seanţele încep a fi turburate», constată ultimul proces-verbal al comisiei, «dialo«gurile nu s'au putut însemnà fiind vorbe repezi şi înfocate». Guvernul revoluţionar începând să fie îngrijat de întorsătura lucrurilor, părăseşte chestia agrară, desfiinţând comisia.

«Suprimarea comisiei dela 48 fù aşà de bine privită», zice Xenopol (Cuza-Vodă, pag. 144), «încât chiar foaia ce apără interesele sătenilor felicită pe locotenenţă că a «ştiut în această împrejurare să deà de greş planurile duşmanilor păcii». După închiderea comisiei, şefii revoluţiei n'au mai vorbit de împroprietărire, spune d-l Filitti.

Chestia agrară este piatra de încercare a revoluţiei. «Boerinaş i comercializaţi», cum îi numeşte d-l Zeletin, nu puteau dorì o revoluţie socială, pentrucă nu reprezintau o burghezie. Toţi aceşti boieri revoluţionari, cum spune foarte bine d-l Filitti, erau proprietari şi deci aveau acelaş interes social ca şi protipendada, deşi interesul lor politic erà deosebit.

Boierimea mică nu erà o burghezime. Burghezia este o clasă socială care se ridică pe baza activităţii economice prin selecţia pe care această activitate o determină. Schimbul comercial şi producţia economică presupun muncă ordonată, precisă şi continuă, ele cer iniţiativă, simţul datoriei, spirit de prevedere şi de economie, dorinţă de câştig. Aceste calităţi sufleteşti sunt necesare unei clase care îşi cucereşte şi îşi menţine poziţia socială prin luptă aprigă. Activitatea economică de producţie sau de schimb are nevoie de *libertate*, adică mobilitatea personală şi a bunurilor, de *egalitate*, adică recunoaşterea dreptului fiecăruia de a-şi alege meseria şi activitatea şi de a puteà urcà erarhia socială pe baza acestei activităţi, şi în fine de *legalitate*, adică controlul politic al puterii administrative. Aceste principii sunt revoluţionare faţă de vechiul regim, căci ele desfiinţează constrângerea personală, privilegiile de clasă şi absolutismul.

Aveam noi această clasă la 48? Nu. Clasa conducătoare erà boierimea mare, sub ea trăià boierimea secundară şi mică, având acelaş caracter comun de clasă feudală, existenţa lor rezumându-se pe dijmă şi pe clacă; iar jos erau ţăranii iobagi, cu nevoi puţine şi limitaţi în economia naturală. Moşnenii şi răzeşii nefirescuţi şi în deplină decădere. Singura clasă cu calităţi reale de burghezie, erau neguţătorii şi meseriaşii. Această clasă erà însă în marea ei majoritate străină şi fără drepturi politice, deci fără rol social. Boierimea mică, «agrarienii comercializaţi» ai d-lui

Zeletin, nu puteà fi o burghezie, căci felul activităţii lor economice, dijma şi claca, excludeà toate calităţile sufleteşti care le-am recunoscut burgheziei, dar, lucru mai important, excludeà şi principiile diriguitoare ale activităţii acestei burghezii. Boierii mici nu aveau nevoie de *libertate*, căci persoana le erà asigurată, iar constrângerea ţăranilor iobagi erà pentru ei o necesitate; nu aveau nevoie de *egalitate*, căci aceasta însemnà viaţa bazată pe muncă şi merit, iar nu pe redevenţe şi privilegii; nu aveau nevoie de *legalitate*, căci râvneau răsturnarea oligarhiei, tocmai pentru a devenì ei arbitrii legalităţii.

Boerinaşii comercializaţi nu erau o burghezie; toţi boierii, atât cei mari cât şi cei mici, erau comercializaţi. Toţi înţeleseseră valoarea din ce în ce mai mare pe care o căpătà pământul în nouile forme de schimb comercial. Creşterea preţului cerealelor le deşteptase la toţi dorinţa de câştig; toţi voiau restrângerea dreptului ţărănesc asupra moşiilor, toţi voiau instituţii de credit, căi de comunicaţii, libertatea exportului, etc. D-l Filitti ne spune că clasa conducătoare, ca exponent al boierimii proprietare şi al proprietarilor în genere, cerea încă din a doua jumătate a secolului al XVIII-lea libertatea negoţului şi renunţarea Turcilor la privilegiul abuziv de aprovizionare. E de remarcat chiar că boierii nu au aşteptat tratatul dela Adrianopole să înţeleagă valoarea pe care o luà pământul în economia bănească. In Moldova, începutul restrângerii dreptului de folosinţă al ţăranilor, ca urmare a ridicării valorii pământului, nu este Regulamentul Organic, ci Urbariul lui Moruzzi din 1805.

Atât boierii mari, cât şi cei mijlocii şi mici aveau interese comerciale care se satisfăceau prin nouile raporturi de schimb şi libertatea comerţului; dar atât boierii mari cât şi cei mijlocii şi mici îşi rezemau existenţa pe mijloace feudale: pe clacă şi dijmă, şi nu înţelegeau să schimbe nimic din sistemul feudal al producţiei din care trăiau. Libertate pentru comerţ da, dar nu pentru producţie. Faţă de ţărani, «boierii comercializaţi» au aceleaşi sentimente, cu foarte mici excepţii, ca şi boierii mari. Am văzut cum guvernul revoluţionar dela 48 a rezolvit chestia agrară desfiinţând comisia proprietăţii, ale cărei desbateri i se păreau prea agitate. Vom vedeà iarăş cum aceiaşi boieri revoluţionari nu îndrăznesc să ia o atitudine făţişă, la 62, faţă de legea rurală.

Introducerea capitalismului comercial occidental în Principate, nu a produs dar, pe baza acestui interes economic nou, o dublare a boierimii, cum crede d-l Zeletin; adică o boierime bazată pe producţia naturală, care cuprinde pe boierii mari, şi o boierime care trăià din schimbul comercial, formată din boierii mici. Toţi boierii mari şi mici se bazau pe producţia naturală şi apărau mijloacele care condiţionau această producţie, dijma şi claca. Toţi erau feudali şi toţi doreau comerţul liber.

Dacă însă ideile revoluţiei franceze au găsit un sprijin în boierii de starea a doua, e că ei au găsit în aceste idei mijlocul pentru a determinà o revoluţie politică, sau, cum s'ar zice azi, o răsturnare de guvern, pentru a înlocuì protipendada în conducerea Statului. D-l Filitti constată în boierimea secundară din amândouă Principatele un spirit de frondă; încă dela sfârşitul secolului al XVIII-lea a venit în principate

«un duh franţuzesc» care se manifestă în cafenele, cluburi şi e îndreptat contra autorităţii. Insuş d-l Zeletin constată că boierii mici excluşi de confraţii lor mai mari dela viaţa politică, au găsit în ideile egalitare ale burgheziei apusene un mijloc de a-şi valorifica interesele lor proprii de clasă şi de a cucerì egalitatea cu boieria mare (Op. cit., «Arhiva», pag. 243). Aceasta este singura revoluţie pe care boierinaşii o încercaseră la 48 şi care devenì o realitate la 66, când se înfăptueşte Constituţia nouă.

Revoluţia dela 48 nu puteà fi o revoluţie burgheză pentrucă nu existau atunci condiţiile subiective şi obiective pentru introducerea capitalismului la noi. Am arătat mai sus că noţiunea capitalism, nu trebuie înţeleasă decât ca mijloc al transformărilor sociale, cauza adevărată fiind sporul populaţiei. Această cauză nu există la 48. Populaţia fiind încă mult prea rară, producţia economică bazată pe dijmă şi clacă erà necesară; pe de altă parte, atât boierii, cât mai ales ţăranii, nu aveau nicio pregătire pentru a înţelege nouile forme ale schimbului. Iată de ce capitalismul s'a limitat la o pătură subţire orăşenească şi nu a revoluţionat de fel raporturile economice agrare şi nici raporturile juridice ale claselor sociale, care din această cauză trebuiau să rămână neschimbate. Criteriul unei revoluţii este felul cum ea desleagă chestia socială. Revoluţia franceză este o revoluţie burgheză, căci ea nu s'a ocupat de lucrători, cu toată proclamarea egalităţii şi mai ales fraternităţii; revoluţia dela 48 la noi, nu a fost o revoluţie burgheză, ci numai o revoluţie politică în sânul aceleeaş clase sociale, căci ea nu a liberat ţărănimea. Această constatare apare şi mai clară când vom examinà împrejurările în care s'a înfăptuit legea rurală, precum şi rolul partidelor politice faţă de ea.

In divanurile ad-hoc, chestia pământului întâmpină aceeaş rezistenţă ca şi în comisia proprietăţii dela 48. Divanul Munteniei, din prudenţa conducătorilor, nu atinge chestia rurală; divanul Moldovei, «care intră în desbaterile chestiilor lăuntrice, se isbì de stânca chestiei agrare aşà de cumplit încât erà să frângă odată cu ea, chiar şi principiul unirii» (Xenopol, Cuza-Vodă, pag. 445).

Această desbatere, spune Xenopol, adusă la cunoştinţa conferinţei din Paris, motivă înscrierea în convenţia dela 1858 a vestitului art. 46, care dispuneà «că toate privilegiile, scutirile şi monopolurile, de care se bucură încă unele clase, vor fi desfiinţate şi se va procedà fără întârziere la revizuirea legii care regulează raporturile proprietarilor pământului cu cultivatorii, în vederea îmbunătăţirii soartei acestora».

Dacă se poate atribuì boierilor de starea a doua şi boierinaşilor un rol în emanciparea ţăranilor, ar fi doar acela că protestarea lor, împreună cu a boierilor mari, contra acestei emancipări, adusă la cunoştinţa burgheziei apusene odată cu doleanţele ţăranilor, a determinat această burghezie să devie ea factor efectiv al revoluţiei agrare în România.

Incepând cu Comisia Centrală şi până la lovitura de Stat, rolul partidului politic care reprezentà curentul liberal şi care continuà tradiţia revoluţionară dela 48 a fost pasiv faţă de chestia agrară. Xenopol spune: «Kogălniceanu, bărbatul menit

de soartă să împartă cu Domnul primejdioasa onoare de a rezolvì chestia rurală, a luptat singur în favoarea țăranilor dela 20 Maiu până la 11 Iunie 1862, pentru sprijinul legii rurale, contra majorității adunării. Acei cari purtaseră lupta alături cu el, Brătianu și Rosetti, își dăduseră dimisia câtvà timp înainte de a venì legea rurală în desbatere. Ei fură aleși după votarea ei». (Xenopol, Cuza-Vodă, pag. 460). Liberalii nu au susținut țărănimea în desbaterile legii rurale, deşì extrema stângă erà reprezentată în Cameră prin puține, dar puternice individualități, între care erau: Golescu, Rosetti, frații Brătieni. Lucru ce se va păreà straniu este că acest partid, spune Xenopol, nu priveà chestia rurală ca o reformă esențială a timpului. Ion Brătianu, întrebat de Kogălniceanu, pentru ce minoritatea liberală din Comisia Centrală dela Focșani nu întocmise un proiect de lege pentru a-l opune guvernului Barbu Catargiu, răspunde: ... «există între ambele părți litigante prejudecăți, chestia trebuie să fie discutată în toată liniștea, cu tot sângele rece, că trebuie să așteptăm până ce vor vedeà proprietarii că modul proprietății de azi nu e cel preferabil pentru dânșii, să vadă că au alte resurse mai bune decât acelea ce le dau legile existente. Să începem cu alte reforme, cu moralizarea funcționarilor, cu garanțiile comerțului, cu instituțiile de credit. A intrat în capul țăranului că toată cauza răului de care suferе țara e proprietarul. Dacă bate piatra, dacă plouă broaște, cauza e că proprietarii au proprietăți» (Discursul dela 11 Februarie 1863). Ceeace interesà mai mult pe membrii stângii erau chestiunile formale ale libertăților și formelor constituționale, spune Xenopol; Brătianu când atacà pe Domnitor, în desbaterea răspunsului, nu-l atacà decât pe această temă a constituționalismului purtării lui (Op. cit., pag. 268).

Această ținută față de chestia rurală, explícă de ce Rosetti și Brătianu își dăduseră dimisia din adunare, chiar în ajunul marilor desbateri asupra legii rurale din 1862. Xenopol adaugă: «oricare ar fi fost motivele acelei dimisii, ea nu ar fi fost dată, dacă cei doi corifei ai partidului radical din acele timpuri ar fi privit legea împroprietăririi ca o parte esențială din programul regenerării poporului român» (Xenopol, Op. cit., pag. 268).

Aceste citate sunt destul de doveditoare, fără a fi nevoie să le înmulțesc. Din ele reiese clar că partidul revoluționar nu erà un partid burghez, nici la 62, cum nu fusese nici la 48; el nu voià desființarea iobăgiei, căci fiind un partid de boieri mijlocii și boierinași, adică de proprietari de moșii, el urmăreà o revoluție politică, dar nici de cum revoluție socială; iar pentru ajungerea acestui scop partidul liberal se sprijineà cu deosebire pe burghezia urbană, care acum în Muntenia începuse să se înfiripeze; de țărani și de clasa mijlocie rurală, nu-l legà niciun interes real.

Această atitudine a partidului revoluționar față de legea agrară, explică lovitura de Stat, care a fost făcută, spune Xenopol, mai ales în vederea legii rurale. Astfel pentru împlinirea obligației față de puterile occidentale, legea rurală ià ființă în contra partidelor politice și chiar în contra celui liberal (Xenopol, Cuza-Vodă, pag. 408).

Pe baza mesagiului împăratului Napoleon al III-lea din Noemvrie 1863, Xenopol crede că lovitura de Stat și efectul ei, legea rurală, ar fi urmările unor îndrumări și încurajări ale Franței.

Dar chiar aplicată prin lovitura de Stat, legea rurală nu determină o revoluție burgheză, producția agrară nu se pune de aci înainte pe baze capitaliste. *Legea din 64 a deslegat numai problema juridică a țăranului care este declarat liber, iar deslegarea economică a fost numai a moșiei*, spuneam la 1907 în lucrarea mea asupra chestiei agrare.

Mijloacele feudale, claca și dijma, au continuat să fie, sub numele de «învoieli», instrumentul producției agricole ca și în trecut. Regimul vechiu nu s'a desființat, deoarece prin împroprietărire nu s'a creat țăranul economicește liber. Proprietatea ce i s'a dat fiind prea mică, el oferì în lipsă de bani, drept plată pentru pământul de care mai aveà nevoie ca să trăească, ceeace aveà din belșug, brațele; își robește dar, din nou munca.

Imprejurările economice și sociale explică de ce legea rurală nu puteà să fie decât ceeace a fost. La 1864 producția agricolă păstrà în totul raporturi feudale, trebuințele restrânse, ale țăranului, boierului și ale Statului erau îndestulate prin acest fel de cultură. Populația fiind rară, iar pământul întins și nou, nu se simțià nevoia unei tehnice agricole superioară; iar lipsa capitalului, a priceperii tehnice și mai ales a lucrătorului deslipit de pământ, nu ofereau mijloacele cerute de această agricultură.

Iată de ce legea rurală nu a schimbat raporturile de muncă agricolă. Urmarea împroprietăririi ar fi trebuit să fie o agricultură capitalistă lucrând cu salariați, adică trecerea de sub regimul feudal al muncii, într'un regim economic burghez. Aceasta nu s'a întâmplat; clăcășia a continuat, căci raporturile economice nu se schimbă prin decrete.

La 64, toată producția economică se întemeià pe clacă; orașele și bugetul depindeau de clacă. Desființarea ei reală ar fi produs o așà turburare economică și socială încât desvoltarea țării ar fi fost pentru multă vreme oprită pe loc. Timpul nu sosise ca țăranul să capete libertatea economică.

Dar chiar umbra de libertate căpătată prin legiuirea dela 1864 fu suficientă să sdruncine așezământul producției naționale. Țăranii, în multe părți, nu vor să lucreze prin învoelile de bună voie. Proprietarii și arendașii cereau măsuri de constrângere, consiliile județene, la cererea guvernului în 1865, răspund unanim că este nevoie de legi prin care învoelile agricole să se execute pe cale administrativă. Consiliul de Stat constată: «că într'o țară agricolă lipsită de orice industrie, de fabrici sau de alte exploatațiuni, care să alimenteze bogăția publică, *ar fi o calamitate publică să se lase în judecata justiției comune tocmelile agricole și executarea lor*». Urmarea a fost că prin legea din 1866 se instituì *obligația silită a muncii*. Doi ani după împroprietărire, doi ani după ce primul articol al legii rurale proclamase solemn liberarea țăranului de clacă și boieresc, el puteà fi adus cu dorobanțul pentru a executà îndatoririle de munci agricole. Claca și boierescul fură din nou înființate în drept, căci în fapt ele nu erau suprimate. Acest regim legal de constrângere a muncii durează, cu oarecare îndulciri, până la 1918. Pentru prima oară în acest lung șir de legiuiri agricole se proclamă prin lege «*dreptul țăranului de a muncì întâiu la el*» în legea muncii obligatorii a guvernului conservator din acel an. Acest

drept el nu l-a avut niciodată până atunci, nici chiar prin legea în aparenţă socialistă a învoelilor agricole din 1907; căci această lege nu-i acordà pentru munca ogorului său, decât două zile pe săptămână, Vinerea şi Sâmbăta. Drept iluzoriu pentru cine cunoaşte împrejurările muncii în agricultură. Necesitatea păstrării raporturilor de muncă feudală în producţia agricolă a ţării, singura producţie economică la aceà vreme, explică pe de o parte de ce revoluţia dela 1864 nu a putut fi o revoluţie burgheză şi de ce guvernul dela 1866 ca şi cel dela 1848 a fost nevoit să reînfiinţeze claca pe care o proclamaseră desfiinţată.

Anul 1864 nu a făcut o revoluţie burgheză decât pentru proprietatea mare care devine proprietate de drept privat şi pentru proprietarii cari capătă drepturi politice noui, în dauna protipendadei; proprietatea ţărănească şi ţăranii rămân în aceeaş situaţie ca şi în trecut. Cea dintâiu nu s'a liberat, căci pământul noilor împroprietăriţi este declarat prin însăş legea rurală *inalienabil*; iar cei de al doilea rămân supuşi, prin legea excepţională a tocmelilor agricole dela 1866, la *executarea silită a muncii*. Ţăranii au fost excluşi prin aceste dispoziţii legale dela regimul libertăţii persoanei şi averii. Revoluţie burgheză înseamnă liberarea proprietăţii şi a persoanelor ce o deţin. Ţăranii, după 1864, nu au avut nici pe una, nici pe alta.

Din cele expuse până acì, reiese evidenţa primei teze a conferinţei mele, şi anume că, neexistând o clasă burgheză rurală atunci când vechiul regim a căzut, lupta care s'a dat contra oligarhiei a fost numai o luptă de înlocuire politică, iar nu o revoluţie socială. Noul regim s'a aşezat numai la oraşe, ţăranii rămânând în vechea lor aşezare feudală.

III

Modul de producere economică rămânând acelaş, structura politică şi socială nu a putut să se schimbe. Revoluţia dela 1864 a fost numai o revoluţie formală în sânul aceleeaş clase privilegiate. In locul boierimii mari se aşeză la conducerea ţării o nouă aristocraţie de dregători, aşà zisele partide politice. Sub un alt nume prerogativele acestor partide politice sunt aceleaşi ca şi ale vechilor aristocraţii. Protipendada se cheamă de astădată «Marea Finanţă». Pe lângă foloasele ce decurg din administrarea venitului ţării, boierii noui adaugă şi foloasele ce provin din administrarea instituţiilor economice noui. In special, controlul şi administrarea creditului public devine în mâna «Marei Finanţe» un instrument puternic de profit şi dominaţie. Cu ajutorul bugetului, al creditului public şi al unui regim vamal protecţionist se creează o serie de instituţii bancare, comerciale, industriale, care devin locuri de adăpost şi retragere a partizanilor politici. O burghezie nouă se naşte; dar fiindcă această burghezie s'a născut fără muncă şi numai din voinţa partidelor politice, puterea politică rămâne tot în mâna oligarhiei, în care conducerea reală o aveà ca şi în trecut 15—20 familii. Liberalii şi conservatorii se alternau la conducerea Statului, după aceleaşi norme după care vechile familii boiereşti se agitau împreună cu clienţii lor spre a obţine dela Stambul schimbarea sau numirea unui Domn nou şi a venì la putere împreună cu el.

Această alcătuire socială şi politică după introducerea instituţiilor liberale a fost caracterizată de Junimea prin celebra formulă *«formă fără fond»*. Constatarea erà atunci o realitate. Revoluţia burgheză operase numai într'o subţire pătură orăşenească, raporturile economice şi juridice la ţară rămânând aceleaşi ca şi sub vechiul regim. Din faptul că majoritatea producţiei economice se făceà cu mijloace feudale şi majoritatea populaţiei, ţăranii, erau excluşi dela regimul libertăţii, erà evident că instituţiile politice noui nu puteau fi decât continuarea celor vechi, adică supremaţia politică a oligarhiei.

Această constatare este în perfectă concordanţă cu principiile materialismului istoric. «Totalitatea relaţiilor de producţie, spune Marx, alcătueşte structura economică a societăţilor, baza reală deasupra căreia se ridică o suprastructură juridică şi politică şi căreia îi corespund anume forme sociale. Modul de producere a vieţii materiale condiţionează procesul vieţii sociale, politice şi spirituale în genere».

Producţia noastră economică de căpetenie rămânând aceeaş, urmează după susţinătorii materialismului istoric că şi regimul social şi politic trebuià să rămână acelaş. Ceeace dealtminterea am văzut.

Constatarea Junimii erà adevărată, instituţiilor politico-juridice introduse la noi le lipsea fondul, adică nu existà atunci o clasă burgheză care să le susţie. Dar unde Junimea nu mai erà în adevăr, e atunci, când, plecând dela această constatare, criticà introducerea formelor liberale. După cum a constatat Gherea, după cum constată în urmă şi alţii, popoarele rămase înapoi nu refac evoluţia popoarelor înaintate. Ţările întârziate în desvoltarea lor economică, spuneam şi eu la 1907, puse brusc în contact cu capitalismul occidental, sunt pripite în evoluţia lor. Ele sunt obligate, pentru buna funcţionare a capitalismului, să adopte formele politico-juridice liberale, rămânând să-şi creeze cu timpul fondul, adică clasa care să aibă interes să le susţie. De fapt această clasă a început să se formeze la noi, însă numai la oraşe, şi chiar acolo rolul ei social a fost neînsemnat, căci partea cea mai numeroasă a acestei clase nu a avut drepturi politice; la sate, din cauzele arătate mai sus, ţărănimea a fost imobilizată în aceeaş structură socială ca şi înainte de 1864. Fruntaşi, mijlocaşi, codaşi, pălmaşi aveau să perpetueze şi în viitor clase sociale imuabile; căci instituţiile juridice liberale au fost oprite de a operà la ţară selecţia, care ar fi dat ca şi la oraşe clasa care trebuià să formeze fondul instituţiilor politice şi juridice noui.

Astfel la ţară forma corespundeà perfect fondului: *regim juridic medieval pentru o ţărănime încă iobagă.*

Intre sate şi oraşe s'a creat însă din această cauză o prăpastie. La oraşe: libertate economică, politică, juridică, culturală; la sate: muncă cu dorobanţul, vot condus de administraţie, proprietate tutelată, analfabetism. Această situaţie tragică a organizării noastre sociale a izbit pe toţi cercetătorii. Gherea a creat chiar un termen nou «Neoiobăgia» pentru a definì această anomalie socială. Insuş d-l Zeletin într'un articol publicat în revista «Dreptatea Socială» (15 Martie 1923, p. 141) nu se poate oprì de a constatà această prăpastie; remediul pe care îl propune, însă,

cultura, e vorbă fără sens pentru un adept al materialismului istoric. Ce rol socia l poate să aibă cultura unei clase și întrucât se poate obține această cultură, fără buna stare materială care trebuie să-i fie temelia?

IV

Iată dar explicată și a doua teză a conferinței mele, anume: că puterea politică, din cauza structurii noastre sociale-agrare a rămas concentrată în mâna unei minorități, unei oligarhii, care este continuarea în noul regim, a vechei aristocrații cu alți oameni, însă cu aceleași privilegii.

Să examinăm acum și cea de a treia teză, adică tendința constantă a acestei oligarhii de a zădărnicì formarea unei clase mijlocii rurale.

Această oligarhie nefiind o burghezie, opunerea ei la formarea unei clase de țărani puternici este naturală. Se temeà, de sigur, că acești țărani, independenți economicește și deci politicește, îi vor sta în cale; cu atât mai mult cu cât nici independența clasei burgheze orășenești nu a plăcut prea mult acestei oligarhii. Aceasta explică lărgirea treptată a colegiilor electorale, în scop de a le slăbì independența.

Xenopol făceà dejà această constatare cu prilejul Constituției lui Kogălniceanu după lovitura de Stat. «Constituția nouă» — zice el — «restrânsese destul de mult puterea corpurilor legiuitoare făcând să precumpănească pe aceà a domnitorului. In alte țări o astfel de restrângere a sistemului constituțional ar fi trebuit întovărășită de o restrângere a dreptului de vot. In România, însă, lucrurile se petrec altfel și legea electorală supusă votului plebiscitar este mult mai largă decât cea veche, aceasta din cauză că opoziția contra domnitorului, în loc de a izvorî din straturile stării a treia, erà concentrată în fosta clasă privilegiată și votul trebuià întins, tocmai spre a aduce elemente mai domoale în sânul adunării» (Xenopol, Op. cit., pag. 397). De atunci obiceiul s'a mai practicat.

Dar să revenim la discuția noastră.

Clasa conducătoare politică a zădărnicit formarea proprietății mijlocii.

Această tendință se arătă hotărît chiar în legea rurală, noui împroprietăriți sunt opriți de a-și vinde loturile; această dispoziție a fost trecută în Constituția dela 1866, fixându-se un termen de 30 ani, care cu ocazia schimbărilor constituționale din 1881, a fost prelungit din nou pe 32 ani.

După această dispoziție constituțională pământul obținut prin legea rurală nu este o marfă, proprietarul lui nu puteà dispune de el decât în anumite condiții; nu-l puteà vinde decât unui muncitor de pământ, iar acasta nu puteà cumpărà decât până la suprafața de 5 ha., în care suprafață se calculà și pământul pe care l-ar fi posedat înainte.

Improprietăririle făcute după legea rurală și numite impropriu «vânzarea moșiilor Statului» au acelaș caracter. Suprafața lotului erà limitată la 5 ha., iar sarcinile transmiterii acestor proprietăți erau aceleași ca și ale loturilor vechi.

Efectul acestor dispoziții a fost imobilizarea micii proprietăți, țăranii fură mărginiți în loturile lor de pământ ca și în regimul feudal. Nici un străin nu puteà

pătrunde în massa țăranilor, nici un țăran nu trebuià să se ridice peste limita fixată. Este clar că prin aceste dispoziții legale formarea proprietății mijlocii a fost împiedecată. In alte țări efectul principal al emancipării țăranilor a fost selecția care s'a operat între ei. Individualizarea proprietății a fost un bine pentru țăranii deștepți și muncitori, ceilalți mai puțin înzestrați, sau cu un petic de pământ prea mic, lipsiți de ocrotirea regimului feudal, fură învinși în lupta economică. Ei și-au vândut casa și pământul dând naștere proletariatului agricol și industrial.

Liberul joc al forțelor economice ar fi putut creà și la noi proprietatea mijlocie cu toată limitarea inițială uniformă a micii proprietăți. Restricțiile legale a împiedecat această evoluție.

Nu numai că legile agrare au împiedecat formarea burgheziei rurale, dar ele au mai desființat și pe acei fruntași cari se ridicaseră ca arendași sau cultivatori în dijmă pe moșiile mari. Pe toți acești țărani cultivatori de 20—30 ha. pe care aplicarea legilor agrare i-a întâlnit în cale, și au fost mulți din ei cari se găseau pe moșiile Statului, pe toți aceștia legea i-a desființat. In fața ei puterea economică nu aveà nici un merit: toți bogații sau săracii trebuiau să se mulțumească cu un lot de 5 ha. și chiar cu nimic, dacă întâmplător erau dejà proprietari de ½ ha. sau aveau perspectiva de a-l moștenì; astfel glăsuiau instrucțiile, după cum ne spune d-l Cosăcescu, fost secretar al Ministerului de Domenii în acele vremuri.

Inalienabilitatea a oprit diferențierea țăranilor și i-a legat de parcelă. Nu se poate o dispoziție mai reacționară ca aceasta, ea nu puteà fi opera unei burghezii, esența liberalismului fiind libertatea și selecția pe baza concurenței ce această libertate determină. Cât timp țăranii vor fi legați de pământ prin posesia parcelei nu vom aveà agricultură intensivă, nu vom puteà naționalizà clasele de mijloc orășenești, nu vom puteà întemeià o industrie, nu vom aveà o reprezentare politică reală, nu vom aveà o civilizație.

S'a spus mereu că pricina acestor restricții legale a fost teama proletarizării țăranilor. Este o eroare. Inalienabilitatea nu a putut împiedicà proletarizarea, statistica dela 1907 ne-o spune; dar ea a făcut ceva mai rău, a împins diviziunea micii proprietăți până la pulverizare și legând pe țăran de parcelă l-a împiedecat să devie un lucrător industrial sau de meserii. Iată de ce, cu toată criza agrară, noi importam în fiecare an 40—50.000 lucrători și, după statistica serviciului Siguranței Generale, numărul lor în 1904 se ridică la peste 100.000; pe când ancheta agricolă din 1907 constată că cel mai mic preț de muncă s'a plătit la Bolintin, la 20 km. de Capitală.

Această situație juridică excepțională a proprietății țărănești este schimbată numai prin legea agrară din anul 1921; după această lege proprietatea țărănească este liberată de toate vechile îngrădiri, țăranul poate dispune liber de pământul lui, îl poate arendà, îl poate cumpărà fără să fie limitat la 5 ha. Din această circulație liberă a proprietății țărănești, o structură socială nouă ar puteà să se formeze la țară, prin selecția elementelor celor mai active, selecție pe care legea agrară nu a putut-o prevedeà, căci suprafața loturilor precum și ordinea de preferință a îndreptățiților la împroprietărire erau dejà fixate prin dispozițiile con-

stituţionale din 1917. Legea agrară urmărià chiar formarea unei clase mijlocii rurale, căci permiteà concentrarea proprietăţii ţărăneşti prin cumpărare până la 100 ha.

Aceste dispoziţii liberale nu au avut însă o durată lungă. Prin legea votată de curând, guvernul liberal revine asupra dispoziţiilor legii agrare, îngrădind cumpărările de pământ ţărănesc şi limitând concentrarea lui la 25 ha. în loc de 100. Arendarea loturilor fusese dinainte suprimată pe cale de ordonanţă ministerială. Ţăranii fură întorşi iarăş în neoiobăgie.

Tot aşà de vitregă a fost atitudinea partidelor politice faţă de moşneni şi răzeşi, cari într'o măsură redusă reprezentau o proprietate mijlocie. Această proprietate s'ar fi putut ridicà, dacă erà ajutată să-şi comaseze fâşiile şi dacă erà scăpată de camătă. Nici una nici alta nu s'a făcut.

Legile excepţionale care robeau munca şi pământul ţărănesc şi care acum păreau şi mai apăsătoare prin contrast cu libertăţile orăşeneşti, determinară în toată massa ţărănimii o fierbere adâncă şi continuă. La 1888, la 1907, se produc sguduiri sociale puternice; pentru prevenirea lor partidele politice nu găsesc alt remediu decât împărţeala de pământ după acelaş sistem de loturi insuficiente pentru a asigurà independenţa materială a împroprietăriţilor. Dela 1888 şi până azi s'a împărţit mereu în aceste condiţii pământ ţăranilor, fără a le permite să iasă din mediocritate.

Aceasta a fost politica partidelor politice faţă de ţărani. Rezultatul ei este că astăzi după aplicarea ultimilor legi de împroprietărire structura agrară în ţara întreagă se prezintă aproximativ astfel:

10% proprietate mare dela 100 la 500 ha.
11% proprietate mijlocie dela 5 la 100 ha.
79% proprietate mică sub 5 ha.

Cum toată această proprietate mică a fost creată prin legi, procentul ei enorm faţă de celelalte categorii dovedeşte lipsa de interes pe care clasa stăpânitoare a avut-o faţă de proprietatea mijlocie.

Se va obiectà, poate, că ea şi-a arătat suficient solicitudinea pentru ţărănime prin exproprierea recentă a moşiilor mari. Exproprierea a fost o necesitate care nu se puteà înlăturà. In alcătuirea noastră agrară, astfel cum am arătat-o, trebuià mereu pământ pentru împroprietărire, şi când moşiile Statului şi ale eforiilor s'au isprăvit, erà natural să vină rândul moşiilor boiereşti. Dealtminteri, chiar proprietarii se împăcau cu exproprierea; cu deosebire că suprafaţa de expropriat la care se fixase atunci guvernul şi pe care o acceptase şi extrema stângă liberală, un milion de ha., nu distrugeà proprietatea mare. Dacă mai târziu, în parlamentul dela Iaşi, exproprierea a fost radicală, meritul aparţine, dacă acesta poate fi un merit, împrejurărilor politice şi sociale ale timpului.

Dar, în fine, cu voie reală sau aparentă, ţărănimea devenise după răsboiu stăpână pe 90% din pământul agricol al ţării, i se mai dăruia pe deasupra şi dreptul de vot. Cum o priveşte acum oligarhia politică? Dacă dorinţa ei sinceră ar fi fost

întărirea ţărănimii şi ridicarea unei clase de mijloc, ar fi trebuit să-i lase, cel puţin, dreptul de a profită liber de produsul muncii. Că nu a fost aceasta dorinţa partidelor politice o probează politica lor comercială. Sub cuvânt că preţul pământului de împroprietărire a fost prea ieftin, munca ţărănească fu supusă la o presiune continuă: cerealele, vitele, produsele agricole, au fost lovite cu prohibiţii, taxate cu preţuri maximale, împovărate cu taxe de export. Astfel încât întreaga producţie agricolă, din care 90% e ţărănească, se vinde cu 30 până la 50% sub preţul mondial; preţ pe care însă agricultorii trebuiau să-l plătească pentru toate produsele industriale de care aveau nevoie.

Se crează astfel pe cale fiscală un regim asemănător, în efectele lui, regimului feudal; ţăranul de aci înainte, nu mai e iobagul boierului, moşiile s'au expropriat; dijma şi claca însă au rămas, ele se fac azi în folosul fiscului sub formă de taxe de export. Cu asemenea regim excepţional, de sigur că ţăranii nu pot prosperà, cum nu au putut prosperà în trecut sub regimul învoelilor agricole.

In Ardeal unde există o clasă mijlocie rurală mult mai desvoltată ca la noi şi unde agricultura şi creşterea vitelor se făceà mai intensiv, efectele rele ale acestei politic i economice au fost şi mai simţite.

Această politică economică îndreptată contra claselor rurale şi-a găsit doctrinarul care o justifică. D-l Zeletin în articolele citate ne spune că mizeria rurală domneşte pretutindeni la începutul capitalismului, oricare ar fi fost felul emancipării ţăranului în regiunea respectivă. Numai când capitalul este destul de puternic pentru a creà industria, numai atunci agricultura respiră. Se pare că noi nu am ajuns încă în acest stadiu şi agricultorii trebuie să rabde. D-l Zeletin citează în sprijinul tezei sale mizeria agricultorilor în ţările apusene la începutul erei burgheze.

Constatarea este adevărată, dar, cum foarte bine explică d-l Madgearu, mizeria ţăranilor în acest timp erà datorită supra-populaţiei, iar nu capitalismului comercial; căci ei ar fi fost în aceeaş situaţie chiar dacă ar fi rămas în regimul vechiu. Mizeria ţăranilor în secolul al XVII-lea şi al XVIII-lea a coincis cu desvoltarea capitalismului comercial, ea nu e datorită lui. «Deposedat în secolul al XVI-lea prin creşterea populaţiei, de buna stare materială de care beneficiase în Evul-Mediu, ţăranul francez», spune d'Avenel, «nu va mai regăsi această prosperitate decât în zilele noastre». A regăsit-o în zilele noastre, căci ştiinţa pusă în serviciul capitalului a creat debuşeuri noui de muncă, care au absorbit sporul populaţiei.

De sigur, desvoltarea industriei într'o ţară agricolă este necesară pentru a hrănì populaţia pe care pământul nu o mai încape, pe de altă parte ea permite intensivarea agriculturii, prin mărirea debuşeului; dar aceasta din urmă condiţie nu e neapărată. Agricultura Danemarcei, Franţei meridionale, s'a putut intensivà deşi debuşeul ei este extern; nu mai amintesc de America, Canada, Argentina. Nu trebuie să uităm că azi ştiinţa a revoluţionat mijloacele de transport, târgul nu mai e limitat, chiar pentru produsele cele mai delicate agricole, la piaţa internă. Nu se poate comparà epoca noastră, cu timpul când d-na de Sévigné puteà să scrie: «Je crie famine sur un tas de blé» şi la câteva sute de kilometri într'altă regiune să fie lipsă; astăzi agricultura poate prosperà şi fără un târg intern prea desvoltat.

Dar când agricultura este apăsată de regimul excepţional al taxelor de export, este evident că ea nu-şi poate valorifică în afară producţia sa. Numai la noi şi în Rusia ţăranii au fost împiedecaţi să profite de conjuncturile favorabile ale producţiei agricole după răsboiu. Dacă mizeria agriculturii este fatală în epoca desvoltării capitalismului, dacă ea trebuie să suporte impozite care înseamnă a cincea parte din buget, este atunci justificată şi părtinitoarea distribuţie a creditului Băncii Naţionale, care face ca, dintr'o circulaţie de portofoliu de 16 miliarde, 14 să fie acordate comerţului şi industriei şi numai 2 agriculturii, cu toate că producţia agricolă şi animală a ţării însumează 100 miliarde anual, pe când cea industrială şi de mine numai 37 miliarde (G. M. Leonte, Raportul şi bilanţul Băncii Naţionale, Argus, 1 Martie 1925).

Această înlesnire de credit care se acordă industriei, uşurarea ei de impozite prin sarcina mare fiscală ce apasă agricultura şi ieftinirea mâinii de lucru datorită costului mai redus al vieţii, obţinut prin menţinerea artificială sub nivelul preţurilor mondiale a producţiei alimentare, face parte dintr'un program economic şi social care urmăreşte crearea pe cale artificială a unei clase burgheze orăşeneşti. Această burghezie nouă ridicată cu ajutorul bugetului, al averii Statului şi cu sacrificiul claselor rurale, ar aveà menirea să cucerească, să naţionalizeze conducerea organizaţiilor industriale şi bancare, astăzi cele mai multe în mâna străinilor.

N'am nici o încredere în forţa unei burghezii ridicată în chip artificial; iar în ceeace priveşte scopul naţional al acestui program economic, eu cred mai de grabă că rezultatul va fi invers.

Urmărind ridicarea unei burghezii financiare şi industriale pe ruinele agriculturii, naţionalismul economic sacrifică interesele unei populaţii cu o imensă majoritate naţională, pentru a întărì oraşele din populaţia cărora numai o treime sunt naţionali. De sigur o burghezie orăşenească străină de neam, de limbă, de cultură, este un pericol pentru civilizaţia unui popor, căci se interpune ca un strat impermeabil între clasele de jos şi conducători; această burghezie trebuie să-şi asimileze interesele noastre naţionale şi culturale. E însă un drum lung, până atunci trebuie să întărim singura noastră burghezie naţională, singura burghezie normală a unui Stat agricol: aceea care se razimă pe proprietatea mijlocie. Acesta este primul pas pentru naţionalismul economic.

V

Concluzia celor expuse până acì este că revoluţie burgheză nu am avut, că vechia oligarhie a continuat, cu oameni noui, conducerea politică a ţării şi că tendinţa ei constantă a fost de a zădărnicì ridicarea unei clase înstărite din mijlocul ţărănimii.

Presiunea politică, economică şi socială pe care oligarhia a exercitat-o asupra ţărănimii, a produs o reacţie firească. Organizaţii politice noui s'au născut după răsboiu. Niciunul însă din aceste partide nu a luat făţiş apărarea integrală a intereselor economice ţărăneşti şi niciunul nu a avut viziunea clară, că ridicarea clasei mijlocii rurale este singura cale pentru realizarea instituţiilor politico-juridice liberale la noi.

Unul din aceste partide chiar, acela care socoteşte că reprezintă exclusiv interesele ţărănimii, nu urmăreşte în realitate decât tot o revoluţie formală, adică o schimbare a regimului actual politic în acelaş fel în care partidul revoluţionar dela 1848 l-a realizat mai târziu în contra boierilor mari.

Conducătorii partidului nou, ca şi vechii bonjurişti, neîncăpând în primele rânduri ale oligarhiei politice, agită poporul, pentru ca sprijinit pe el, să răstoarne această oligarhie şi să-i ia locul. Această afirmare, care s'ar păreà paradoxală, se sprijină pe atitudinea pe care acest partid o are faţă de ţărănime.

Criteriul unei revoluţii, am văzut, e felul cum desleagă chestiunea socială. Problema socială care cere a fi imperios deslegată la noi, este aceea pe care o reclamă pătrunderea capitalismului, adică diferenţierea ţăranilor în proprietari mijlocii, fără de care nu poate existà o agricultură intensivă, şi ţărani deslipiţi de pământ, fără de care nu se poate desvoltà industria.

Ca şi boierinaşii dela 1848, conducătorii politici ai partidului nou sunt revoluţionari numai faţă de oligarhie, problema socială în felul arătat mai sus nu-i interesează; programul lor pentru ţărani nu se deosebeşte de acela al vechilor partide. Ca şi acestea, ei nu doresc înfiinţarea proprietăţii mijlocii. Constituţia partidului nou imobilizează ţărănimea pe baza proprietăţii de muncă. Proprietatea legală este bucata de pământ pe care o poate muncì un ţăran cu familia lui; ţăranii nu vor mai fi lăsaţi să se ridice peste această limită şi doctrinarii partidului hrănesc iluzia că nu vor fi siliţi să cadă mai jos. Ei cred că ocolind capitalismul, cooperaţia ar puteà să asigure avântul economic necesar pentru a absorbì creşterea populaţiei rurale. Această minune nu o poate face astăzi la noi decât numai capitalismul.

Regimul proprietăţii de muncă ar fi continuarea nivelării sociale pe care au produs-o până acum restricţiile legilor agrare. Proprietatea de muncă ar aveà aceleaşi urmări ca şi inalienabilitatea; mai rele chiar, căci noţiunea proprietăţii de muncă presupune controlul şi revizuirea acestei proprietăţi pentru a o pune în concordanţă cu puterea de muncă natural schimbătoare a proprietarilor.

Independenţa economică şi deci libertatea politică a ţăranilor este suprimată. Prăpastia dintre oraşe şi sate rămâne deschisă. Neoiobăgia va fi definitivă.

Revoluţia burgheză numai acum începe la noi, căci acum pătrunde în ţărănime. O fierbere mare e la ţară, o lume nouă, viguroasă, îndrăsneaţă încearcă să se ridice cu toate cătuşele care o leagă. Ea cere, după cum sună un manifest politic recent, «dreptul de proprietate deplin şi sfânt», astfel după cum cereà acum o sută şi ceva de ani burghezia franceză.

Va cere în curând dreptul la controlul vieţii publice, căci democraţia, în ţările agricole, nu este reală decât rezemată pe proprietatea mijlocie. Acesta este fondul care întregeşte forma. Fără această proprietate ori şi ce regim politic, fie el conservator, liberal sau ţărănesc, ajunge absolutist. Crearea acestei proprietăţi cere o singură condiţie, aceea pe care a cerut-o burghezia în toate ţările: *libertatea*.

CRITERII SOCIALE IN FINANȚELE PUBLICE

DE MIHAIL MANOILESCU

ESTE o veche constatare aceea că în orice țară și la orice epocă, generația dominantă este stăpânită de ideile curente ale unor epoci anterioare. La noi în țară, însă, și în momentul istoric pe care îl trăim astăzi, nu numai că generația dominantă e stăpânită de *concepții* ale trecutului dar — mai mult decât atât — ea vede prezentul prin prisma unor *informații* ale trecutului.

Intr'adevăr, organismul nou al nouei Românii — care este o țară cu totul alta decât aceea pe care o știam înainte de răsboiu — nu este îndeajuns de cercetat și de cunoscut. Pe lângă atâtea alte crize, avem și o criză de cunoaștere. Acestei crize de cunoaștere, încearcă să-i pună capăt în sfera sa de activitate, Institutul Social Românesc. La această operă venim și noi să adăugăm modesta noastră pagină.

I. FINANȚELE PUBLICE ȘI VIAȚA SOCIALĂ

Care sunt, în general, raporturile dintre finanțele publice și viața socială?

S'ar puteà crede, la prima vedere, că orice fenomen financiar, precum și orice măsură de politică financiară, are în acelaș timp un caracter social, tocmai prin faptul că acționează asupra corpului social.

Nu este însă astfel. In adevăr, într'un înțeles mai exact al noțiunilor, pot există măsuri de politică financiară, care să fie *indiferente* din punct de vedere social. Asemenea măsuri, pe care le-am puteà numì *asociale*, nu schimbă nimic din configurația societății, sau — după formula clasică — *ele lasă raporturile de avere, și ca urmare raporturile de putere socială dintre indivizi și dintre clase, așà cum se găseau înainte ca aceste măsuri financiare să fi fost aplicate.* Dimpotrivă, sunt unele măsuri de ordin financiar, care — în mod conștient sau inconștient — provoacă *transformări* sociale și *deplasări de putere* socială. *Vom reține dar, că un fenomen financiar sau o măsură de politică financiară,* capătă un caracter social atunci când *înseamnă o intervenție artificială în repartizarea avuțiilor și când provoacă pe cale artificială, o schimbare în raporturile de forță, între clasele sociale.*

Care sunt căile prin care se produce o asemenea intervenție artificială în repartiție?

Sunt două căi principale: Cea dintâiu este *schimbarea (sau falsificarea) etalonului juridic de valori,* adică provocarea de variații în puterea de achiziție a *monedei.*

Aceste variații în valoarea unitară a monedei produc consecințe sociale imense. De fapt, însă, aspectul social al fenomenelor monetare a fost atât de mult studiat, încât nu credem interesant să ne mai oprim acum asupra sa. S'a arătat de altfel îndeajuns cum inflația monetară are grave consecințe sociale

prin faptul că ruinează clasa rentierilor şi cum la rândul său deflaţia monetară poate aveà grave consecinţe sociale, prin aceea că crează un permanent parazitism social în dauna claselor producătoare.

Este însă a doua cale de intervenţie financiară artificială, cale mai permanentă în acţiunea sa asupra societăţii; *ea este reprezentată prin acel instrument constant de repartiţie socială, care e bugetul.*

In cele două mari capitole ale sale — atât în capitolul veniturilor şi impozitelor, cât şi în capitolul cheltuelilor — bugetul oferă posibilitatea de a se face o adevărată operă de repartiţie între clasele sociale, fie luând *proporţional*, mai mult dela o clasă socială şi mai puţin dela o alta, fie acordând *proporţional* mai mult unei clase şi mai puţin alteia.

Iată de ce obiectul special al cercetării noastre îl va constituì *influenţa socială exercitată de buget, bine înţeles în cadrul ţării noastre.*

2. OSCILAŢII SOCIALE. VIABILITATEA CAPITALISMULUI

Inainte de aceasta, este însă necesar să aruncăm o scurtă privire asupra aspectului pe care-l prezintă astăzi finanţele publice, raportate la alcătuirea socială, în toate ţările Europei.

Anglia sufere de o fiscalitate excesivă. Această fiscalitate — aşezată pe baze sociale foarte moderne — urmăreşte însă în special alimentarea bugetului din marile venituri ale capitaliştilor, ceeace este posibil într'o ţară în care capitalismul este în apogeu, iar veniturile mari sunt destul de frecvente.

In *Franţa*, cu cât situaţia financiară şi socială e mai grea, cu atât întârziază măsurile salvatoare de ordin financiar. Dealtfel, chiar în trecut impozitul pe venit a trebuit să fie discutat timp de decenii, pentru ca în sfârşit să ajungă a fi legiferat şi aplicat, în condiţii defavorabile, în timpul răsboiului mondial! Şi situaţia financiară a Franţei este astăzi cu atât mai tragică, cu cât guvernanţii Franţei n'au ajuns încă să se decidă asupra cărei clase sociale vor lăsà să apese mai mult greutatea bugetului.

In *Rusia* o experienţă pe cât de extravagantă, pe atât de nereuşită în domeniul financiar, a fost corespondentul logic al unor experienţe tot aşà de extreme şi tot aşà de dezastruoase în domeniul social.

Germania a oscilat continuu dela 1919 încoace, între apăsarea capitalului şi între favorizarea lui.

Italia a evoluat dela politica financiară socialistă, care dominà îndată după răsboiu, până la politica financiară net capitalistă, care caracterizează noua eră a fascismului.

Şi ne întrebăm atunci: de unde vin oare aceste varietăţi atât de mari dela o ţară la alta; de unde aceste oscilaţii în cadrul aceloraşi ţări?

Răspunsul, este că aceste oscilaţii şi şovăeli în politica financiară, nu sunt decât un aspect al marilor şovăeli, în care se sbat după răsboiu toate ţările silite să se fixeze asupra unui sistem social. E un aspect mai mult din marea bătălie

ce se dă între cele două concepţii economico-sociale, care îşi dispută astăzi dominaţia pământului: liberalismul şi socialismul. Problema alegerii între aceste două concepţii, se confundă dealtfel cu marea problemă practică, care s'a pus omenirii a doua zi după răsboiu: *alegerea metodei de refacere a lumii.*

In adevăr, altădată, după toate răsboaele, problema refacerii se puneà într'o formă simplă; refacerea nu erà grea, deoarece cadrul social-economic nu se schimbà ca urmare a răsboiului însuş. Aşà s'a putut uşor reface America, după răsboiul succesiunii şi tot aşà Franţa după răsboiul dela 1870. Acum însă, concomitent cu opera refacerii, se puneà şi marea problemă a *transformării* sociale. *Care* este această transformare după răsboiul cel mare? *Care* sunt tendinţele sociale dominante dela încheierea păcii până azi?

Noi nu vedem încă acel îndrăzneţ care ar puteà să precizeze *încotro* merge astăzi lumea. Cine ar puteà oare să descifreze, în haosul european, spre care formulă politico-socială se îndreaptă omenirea? Intre autoritarismul anticapitalist al lui Lenin şi autoritarismul capitalist al lui Mussolini, între răsăritul parlamentarismului în Germania şi apusul parlamentarismului în Spania, care este oare calea viitorului? A doua zi după răsboiu s'a crezut în toate ţările că sunt mai multe metode de refacere a lumii. S'a zis: «refacere nu înseamnă imitarea exactă a ceeace a fost, acum e momentul de a se reclădì civilizaţia pe alte baze; acum e momentul de a da lovitura de moarte capitalismului». Această credinţă însă a fost o mare iluzie, a doua «mare iluzie» de care a suferit omenirea, după cea dintâiu de care ne-a vorbit Norman Angell. *Niciodată capitalismul, pe care adversarii lui îl credeau sortit morţii, nu erà mai necesar omenirii.* In adevăr, refacerea cere înainte de orice un supra-efort, iar capitalismul este mai presus de toate, *doctrina supra-efortului.*

De sigur, se poate zice că rezultatele economice frumoase ale capitalismului sunt câştigate cu sacrificarea echităţii. Este exact. *Dar pentru Europa a doua zi după răsboiu, nu se puneà o problemă de progres social* (de echitate), *ci o problemă de existenţă.* Iată de ce nu erà momentul să se urmărească echitatea cu preţul scăderii producţiei şi cu favorizarea extremă a consumaţiei. Iată de ce ţările ieşite din răsboiu, nu puteau suportà riscul şi întârzierea aplicării unei «metode noui».

Dealtfel problema aceasta care s'a pus în mod real — şi în condiţii atât de tragice! — în Europa de după răsboiu, este o problemă veche, care, formulată în chip pur teoretic, pasionase adolescenţa multora dintre noi, cu mult înainte de răsboiu. In adevăr, de câte ori nu s'a discutat dacă viitoarea formă socială, care erà menită să înlocuească capitalismul, va apare în mod necesar într'un moment culminant de prosperitate economică sau va puteà apare şi într'un moment de deprimare economică! Insăş doctrina marxistă îşi dăduse sentinţa: noua formă socială visată de Marx, trebuià să apară ca *o consecinţă,* după un punct culminant în desvoltarea capitalismului, iar nu într'o epocă de deprimare şi dezastru ca cel de astăzi. Numai bolşevismul a încercat experienţa nebunească, care constă în a schimbà baza repartiţiei în mijlocul mizeriei desăvârşite a producţiei!

Inţelegem acum de ce subminarea şi înlocuirea sistemului capitalist n'a făcut mare progres dela răsboiu încoace. Se poate spune fără exagerare că, dacă n'ar fi existat răsboiul, ne-am găsì astăzi mult mai departe pe această cale, după zece ani de evoluţie normală a capitalismului, decât ne găsim azi după ce am trecut prin răsboiu.

Iată de ce putem conchide că *misiunea istorică a capitalismului nu este sfârşită şi că, cel puţin câtă vreme mai sunt pericole iminente pentru Europa, atâta vreme capitalismul rămâne instrumentul politico-social necesar pentru întreţinerea vieţii popoarelor europene şi pentru ridicarea lor.*

3. IMPERATIVELE EVOLUŢIEI NOASTRE ECONOMICO-SOCIALE

Cum se pune aceeaş problemă la noi?

Caracteristica vieţii noastre sociale de totdeauna a fost *precipitarea fazelor istorice*, care în alte ţări s'au desfăşurat în chip lent. Despre noi se poate spune ca despre voinicul din poveşti: «cât creşteau alţii într'un an, el creşteà într'o zi». Această caracteristică a vieţii noastre sociale, a dus la suprapunerea în timp a unor reforme, care în alte ţări s'au făcut în epoci cu totul deosebite. Să observăm de exemplu ce se petrece astăzi în ţara noastră. Am înfăptuit o reformă mare, rămasă de pe urma unei *întârzieri* istorice: reforma agrară (şi constituirea micii proprietăţi), reformă care în Franţa s'a făcut cu un veac şi mai bine înainte, îndată după revoluţia franceză. In acelaş timp realizăm în fiecare zi, reforme de îndrumare şi de stimulare a capitalismului naţional, reforme care coincid cu faza istorică a desvoltării capitalismului în cursul secolului al XIX-lea. Prin urmare, şi acì am urmărit corectarea unei *întârzieri* în mersul istoriei. Paralel însă cu aceste reforme, înfăptuim şi reforme care *anticipează* asupra viitorului; aşà sunt reformele pentru «corectarea exceselor capitalismului» (capitalism pe care noi nu-l avem încă!) prin măsuri anticapitaliste şi socializante.

Putem spune astfel, că *epoca noastră este năvălită în acelaş timp de trecut, care îşi răzbună uitările şi păcatele, ca şi de viitor, care-şi strigă nerăbdarea.*

In acest haos, ce erà firesc să facem noi? Erà firesc să înţelegem că nădejdea viitorului stă în două clase sociale: *jos, în desvoltarea micii proprietăţi ţărăneşti* abià constituite, *sus, în ridicarea burgheziei româneşti*, în curs de a luà fiinţă. Insă, amândouă aceste clase sociale cer ambianţa juridico-socială a capitalismului, care se caracterizează prin *siguranţa proprietăţii* şi prin *libertate.* In loc de aceasta noi am introdus «metode noui» — dacă «metode» se pot numì, incoherenţa şi confuzia în materie socială!

(Şi e de remarcat, că dacă confuziunea în materie politică, poate fi cel mult ridicolă — caragelească! — confuzia în materie socială duce totdeauna la rezultate grave). Dacă vorbim de confuzie, nu suntem departe de realitate.

In adevăr, jos, ţărănimea este pe de o parte împinsă spre forme *superioare* de producţie, cum este cooperativismul, dar în acelaş timp se vede lipsită de drepturile *elementare* legate de ideea deproprietate: libertatea şi putinţa valorificări

muncii. In acelaş timp, sus, capitalismului i se răpesc condiţiunile esenţiale de desvoltare: libertatea de circulaţiune şi regimul juridic de permanenţă şi siguranţă, fără de care el nu s'a putut niciodată şi nicăiri desvoltă.

Nu numai atât, dar în afară de aceste piedeci — cum arătăm într'o lucrare recentă — acelaş capitalism este supraîncărcat de sarcini necunoscute în altă ţară.

Capitalismul nostru abià născut este în acelaş timp încărcat cu opera de refacere inevitabilă după răsboiu, cu opera naţionalizării întreprinderilor în cadrul nouei ţări, cu opera deflaţiunii pe care o plăteşte (cu toate iluziile care şi le fac capitaliştii) însuş capitalismul şi, în sfârşit, cu mari obligaţii sociale şi grele sarcini fiscale.

4. TENDINŢELE SOCIALE IN REFORMA IMPOZITELOR DIRECTE

Am văzut care este cadrul economic şi social, în care se pune la noi problema raporturilor între finanţe şi viaţa socială. Această punere în cadru erà necesară pentrucă ne-a arătat care sunt imperativele evoluţiei noastre social-economice, şi astfel ne-a putut fixà în acelaş timp cât ne este îngăduit să mergem de departe cu tendinţele sociale, în conducerea finanţelor noastre publice.

Am arătat că o intervenţie artificială în repartiţie, se poate face pe două căi: pe calea impozitelor, şi pe calea cheltuelilor.

Pe calea impozitelor se poate ***luà*** proporţional mai mult dela o categorie socială, decât dela alta, şi pe calea cheltuelilor, se poate ***da*** mai mult unei categorii sociale decât alteia. Dealtfel, sub acest raport, evoluţia omenirii a fost — schematic — cam aceasta: In faza preliberală, înainte de revoluţia franceză, există *apăsarea claselor de jos* şi exempţiunea completă a claselor de sus. In epoca burgheză, în cursul secolului al XIX-lea, domnià — cel puţin în teorie — idea ***egalităţii de apăsare*** a impozitului pentru toţi indivizii şi pentru toate clasele sociale. In faza mai nouă, doctrina evoluând cu tendinţe pronunţate spre socialism, s'a ajuns la ideea inversă: scutirea cât mai mult a celor de jos, încărcarea cât mai severă a celor de sus.

Care a fost în această privinţă, concepţia conducătorilor noştri financiari după răsboiu?

Dacă vorbim de politică socială în materie financiară, trebuie să vorbim înainte de orice şi mai presus de orice de reforma impozitelor directe, care este opera ministrului de finanţe Titulescu şi a guvernului Averescu, operă care cu unele variaţii a fost acceptată de ministrul de finanţe, Vintilă Brătianu.

Reforma Titulescu este înainte de orice o reformă socială; caracterul său social covârşeşte cu mult în însemnătate caracterul său financiar. Intr'adevăr, impozitele directe instituite prin această reformă, susţin azi abià 12% din bugetul nostru (3489 milioane lei din totalul bugetului pe 1925 de 31.750 milioane lei). Şi nici nu erà de prevăzut că ele vor puteà luà în buget o însemnătate mai mare.

In adevăr, chiar din datele cuprinse în expunerea de motive a d-lui Titulescu dela 1921, se puteà vedeà că în nici o ţară afară de Anglia, venitul din impozitele directe nu treceà peste 30% din totalul bugetului. Intr'adevăr, în Franţa în 1920—1921, aceeaş proporţie erà de 30,7% (6.423 milioane, la un buget de 19.735 milioane franci). In Italia în 1920—1921 de 23,2% (2.550 mil. lire din 11.090 mil. lire); în Prusia în 1921 de 9% (2.100 mil. mărci din 22.075 mil. mărci), pe când la noi, bugetul Titulescu prevedeà o proporţie de 32% (1.260 plus 403, egal 1.663 mil. lei, la un buget de 5.220 mil. lei).

Dealtfel, problema care se puneà atunci şi care se pune şi astăzi este *problema salvării finanţelor noastre publice*, şi această salvare nu se puteà aşteptà la noi dela un impozit pe venit. Intr'adevăr, impozitul pe venit dă bune rezultate mai ales când se aplică asupra capitalului mobiliar; *impozitul pe venit a fost inventat chiar ca instrument de percepere asupra capitalului mobiliar*. Insă, capitalul mobiliar este strâns legat de desvoltarea oraşelor.

Dar care este situaţia noastră în această privinţă, faţă de celelalte ţări? Pe când în Anglia (în 1911) locuitorii oraşelor reprezintă 78% din populaţie, în Germania (1905) 57%, în Franţa (1911) 44%, la noi reprezintă (în 1919) 18,3%, *adică nici măcar o cincime a populaţiei*. Dealtfel, mai este încă un lucru esenţial, care se uită adesea: oraşele noastre înainte de răsboiu, au avut în sânul lor pe *marii proprietari, cari aveau ca rol social-financiar acela de a drenà plus va uta muncii satelor către oraşe*. Oraşele trăiau, direct sau indirect, în mare parte de pe urma marilor proprietari. Astăzi oraşele sunt silite să-şi caute mijloace noui de traiu, mărginindu-se numai la industrie, comerţ şi profesii libere; astăzi ele îşi caută o nouă bază economică şi o nouă formulă de viaţă (Acest fapt poate să explice dealtminteri, multe fenomene morale triste ale epocii noastre). Pierderea plus-valutei satelor a lăsat oraşele lipsite de vechiul lor mijloc de existenţă, le-a distrus vechea bază economică. Oraşele însă trebuie să trăească, şi ca să trăească au recurs dela răsboi încoace la tot felul de expediente.

In adevăr, numai ca atare putem considerà consumaţia mărfurilor străine a căror plată e amânată pentru zeci de ani, tot aşà maximalizarea produselor agriculturii şi rechiziţionările de tot felul. Dealtfel, ceeace e mai trist, e că oraşele trăesc într'o oarecare măsură, nu numai din bugetul Statului — ceeace ar fi normal — dar şi din specularea ultimului element la care mai pot recurge: specula autorităţii Statului. Decăderea pe care o vedem în unele cercuri ale funcţionarilor şi în general la toţi cei din preajma Statului, nu e decât un aspect tragic al acestui fenomen social, care face ca oraşele noastre să se agaţe de tot ceeace le oferă o posibilitate de câştig şi le împinge să apese asupra satelor pe toate căile permise şi nepermise.

Dar dacă randamentul financiar al reformei Titulescu erà fatal să fie slab, atunci cum se explică pasiunea pe care marele şi talentatul ministru de finanţe a pus-o în apărarea formei sale? *Ea se explică prin preocupările sale sociale*. Preocuparea sa erà echitatea şi — sub o formă mai precisă — *urmărirea celor bogaţi şi mai ales, a celor de curând îmbogăţiţi*.

Dealtfel, doctrina însăşi mărturiseşte că impozitul pe venit şi impozitul progresiv este destinat în primul rând să urmărească pe cei bogaţi. Astfel Seligmann scrie: «Nici un impozit şi nici chiar impozitele somptuare, nu ating pe bogaţi ca impozitul progresiv pe venit». Şi mai departe: «Acì este punctul esenţial al nouei teorii al impozitelor, aceasta este steaua care conduce politica financiară a impozitelor».

Dar nici nu e necesar să mergem până la doctrină, atunci când însuş d-l Titulescu ne mărturiseşte: «Impozitul pe venit este înainte de toate un act de dreptate socială. Aceasta înseamnă că sarcinile publice trebuesc suportate de clasele bogate».

Aşa dar, am alergat la un sistem fiscal imaginat *anume* pentru punerea la contribuţie a celor bogaţi. Ii avem noi oare?

Şi — în orice caz — *aceasta* erà problema noastră? D-l Titulescu a crezut că da. De ce? A crezut-o dintr'un sentiment care-l onorează, dintr'un scrupul de moralitate şi de delicateţă politică. D-l Titulescu credeà că nu putem să păşim la reforma celorlalte impozite, atâta vreme cât nu corectăm inichităţile noastre fiscale prin adoptarea impozitului progresiv pe venit. D-sa spuneà (orice conferenţiar se scuză de obiceiu când trebuie să facă citaţii; de astădată scuzele n'ar aveà sens, pentrucă citarea va da cetitorului, rara plăcere de a urmărì pe d-l Titulescu): «Ordinea nu poate să domnească decât cu condiţia ca clasele conducătoare să dovedească masselor conduse, truda unei conştiinţe permanente de a găsì o formulă nouă de dreptate».

Şi mai departe: «Să nu fie oare exact că reforma socială este una din pârghiile esenţiale ale dreptăţii sociale?»

Acest constant punct de vedere îl duce pe d-l Titulescu la condamnarea repede a impozitelor indirecte. D-sa spune: «Este o axiomă că impozitul indirect produce sau scumpirea vieţii, făcând producţia naţională incapabilă să concureze pe cea străină, sau aduce mizeria claselor producătoare».

Această axiomă este de sigur adevărată, dar numai pentru ţările industriale unde se pune problema concurenţei, iar nu pentru o ţară agricolă ca a noastră.

Şi dealtfel, însuş teoreticienii cei mai idealişti şi însuş Wagner — care e părintele tendinţelor sociale în materie financiară — recunosc că impozitele directe nu pot fi decât un mijloc *complimentar* pe lângă celelalte impozite!

5. CRITERII SOCIALE. EXONERAREA

Vom aveà dealtfel prilejul să revenim asupra consideraţiilor generale în jurul reformei impozitelor directe. Până atunci însă să urmărim în mod precis, care sunt criteriile şi tendinţele sociale în aşezarea impozitului, potrivit nouei reforme a d-lui Titulescu.

Ceeace caracterizează un impozit pe venit modern, — şi această caracterizare o întâlnim şi în reforma d-lor Titulescu-Brătianu — sunt următoarele trei puncte:

1. Exonerarea la bază, adică scutirea de impozit a veniturilor mici.

2. Distincţia între origina veniturilor, adică impunerea inegală a veniturilor, după cum provin din muncă sau din capital.

3. Progresivitatea.

Toate acestea caracteristice sunt eminamente sociale. Ele reprezintă chiar totalitatea măsurilor de echitate socială pe care le introduce în materie de impozite epoca noastră (de sigur, epocile viitoare vor cunoaşte şi alte măsuri, căci după cum spuneà aşà de frumos Wagner, «echitatea este o categorie istorică»).

Scutirea la bază este un principiu de sigur frumos, dar are inamici chiar şi în ţările cele mai înaintate.

Intr'adevăr, în democraţiile moderne, cum spuneà Gide, domneşte o tendinţă exagerată de «scutire la bază». Fiecare vrea să intre în cercul privilegiaţilor scutiţi. Rezultatul este că «impozitele sunt votate de cei cari nu le plătesc, şi plătite de cei cari nu le votează».

Această observaţie corespunde dealtfel vechei constatări pe care la 1848 o făceà Bastiat când spuneà: «Ce e Statul? Statul este marea ficţiune prin care toţi caută să trăească pe socoteala tuturor».

Dar dacă în general ideea scutirii este discutabilă, ea este extrem de periculoasă la noi. In adevăr curba averilor la noi n'are munţi înalţi; noi suntem o ţară cu venituri mijlocii şi mai ales mici. La noi a creà un impozit cu exonerări mari la bază, înseamnă a creà un impozit fără contribuabil.

Dealtfel, exonerarea e logică numai atunci când e vorba de cetăţeni a căror existenţă atârnă de un venit unic şi măsurabil; aşà sunt: proletarul industrial, funcţionarul şi în general orăşanul. Pentru ţăran însă, este greu de stabilit acel minimum măsurabil şi indispensabil existenţei sale, pentrucă ţăranul are totdeauna la gospodăria sa, venituri accesorii, care scapă evaluării şi care totuş uşurează mult viaţa. Deaceea ar fi naturală tendinţa împotriva scutirilor prea mari acordate ţărănimii sub pretextul respectării minimului de existenţă.

Şi încă un lucru. La noi, pe lângă scutirile legale, avem şi scutiri de fapt: impozitele directe s'au aplicat în plină perioadă de inflaţie. Insă, conform unei legi cunoscute, cu cât inflaţia este mai mare, cu atât şi speranţele de revalorizare sporesc şi deaceea toate evaluările dela aceà vreme sunt făcute foarte jos. S'au făcut aşà zise *«evaluări prudente»*, care trebuie să apere pe contribuabil de o ridicare a leului; dar aceste evaluări au devenit extrem de imprudente pentru fisc, care s'a găsit la un moment dat cu veniturile enorm coborîte. Astfel scutirea a devenit o situaţie de fapt, nu de drept, pentru aceste toate venituri mici şi mai ales pentru veniturile ţărănimii.

Mai este dealtfel, încă un punct de vedere, care militează în contra degrevării exagerate şi recomandă la noi în ţară *o dare uniformă de pământ*. Pământul este un instrument de câştig. Cine îl posedă şi totuş nu câştigă, înseamnă că nu e vrednic de a-l deţine. Atunci a favorizà o deplasare a pământului din mâinile slabe în mâinile tari, înseamnă a favorizà o operă de selecţie socială şi economică, fatală şi folositoare. Deaceea ideea scumpă a d-lui Garoflid: libertatea transacţiilor cu loturile noui după cinci ani dela împroprietărire, este o idee care

trebuie numaidecât completată și cu ideea unui impozit *uniform pe pământ*, care favorizează selecția spre care tinde și legea agrară. Dealtfel, am văzut cu emoție că această idee a fost exprimată în ultimile sale lucrări de Alexandru Marghiloman, care erà nu numai un gânditor politic, ci — mult mai mult decât atât — un om de curaj politic. Dacă soarta i-ar fi îngăduit-o, el ar fi realizat cu toată autoritatea necesară acest impozit uniform și forfetar pe pământ.

Tot ceeace am spus, ne conduce la ideea că în societatea noastră, privilegiile trebuesc desființate, iar nu mutate din o parte în cealaltă și la concluzia, pe care așà de frumos o exprimă Gide, că Statul nu trebuie să lase să intre prin baza piramidei sociale, nedreptățile pe care vrea să le alunge prin vârful ei.

6. SUPRA-IMPUNEREA CAPITALULUI ȘI PROGRESIVITATEA

Al doilea caracter social al reformei impozitelor directe, este supra-impunerea capitalului, și al treilea progresivitatea cotelor de impunere. Aceste două caractere le vom tratà împreună. Cum se făceà supra-impunerea după reforma Titulescu? Veniturile din salarii plăteau la impozitul cedular (cedula F) 6% și cele din profesii libere (cedula E) 10%, ambele venituri fiind considerate ca provenind exclusiv din muncă. In acelaș timp, veniturile din agricultură (cedulele A și B) și din proprietatea mobiliară (cedula G) 15%. Acestea din urmă erau cele mai impuse, fiind considerate cu un caracter net de venituri din capital.

In reforma Brătianu, veniturile din salarii (categ. V-a), plătesc între 4% și 8%, cele din profesii libere (categ. VI-a) 8%. In acelaș timp, veniturile din comerț și industrie (categ. I și II) 12%, iar cele din proprietatea mobiliară (categ. III-a) 15%.

Este dar de remarcat, că cu toate micile modificări de cote, reforma Brătianu menține aceeaș clasificare între venituri și o gradație a impunerii exact în acelaș sens ca și reforma Titulescu.

Această clasificare și gradație face ca la venituri egale contribuabilii plătesc mai mult sau mai puțin după *origina* veniturilor. Ce este această diferențiere, decât o manifestare de «sensibilitate socială» a fiscului, care apreciază gradul de *legitimitate* și de *puritate* al veniturilor cetățeanului.

Care este în doctrină justificarea acestei diferențieri sociale la impunerea diferitelor venituri? Este ideea de esență pur socialistă, după care capitalul nu e egal îndreptățit cu munca în opera de producție și ca atare merită să fie mai apăsat, cel puțin în calea fiscului. Vom vedeà mai departe, întrucât această idee are o valoare absolută și dacă nu cumvà ea trebuie să sufere transformări după situația fiecărei țări și după nevoia predominantă pe care o are o țară la un moment dat: nevoie de capital sau nevoie de muncă.

Al treilea caracter social este — după cum am arătat — progresivitatea. Nu vom intrà aci în considerațiile teoretice, dealtfel foarte cunoscute, care justifică progresivitatea și nu vom arătà de ce impozitul progresiv e considerat mai drept decât impozitul proporțional. In realitate, ce ne interesează mai mult nu este

ideea de origină şi geneza unei teorii în materie financiară şi socială, ci ***tendinţa*** şi scopul ei în aplicare. Insă, tendinţa progresivităţii este foarte clară: *este egalizarea averilor.* In adevăr, după cum spune evanghelistul socialismului în finanţe, care este Wagner: «Impozitul este nu numai un mijloc de a acoperì nevoile financiare, dar un mijloc de acoperire care intervine *pentru a corijà repartiţia veniturilor şi averilor,* care se produce sub imperiul liberei concurenţe.

Recunosc că este un lucru din cele mai periculoase astăzi, a pune în discuţie însăş ideea progresivităţii. Cine o face riscă, în cel mai fericit caz, să primească cel puţin ironiile, pe care le făceà Anatole France în *L'île des Pingouins,* când puneà pe Mario apărătorul capitalismului să spună: «Les pauvres vivent du bien des riches; c'est pourquoi ce bien est sacré. N'y touchez pas; ce serait méchanceté gratuite».

Fără a aveà intenţia să imităm pe Mario, trebuie totuş să trecem peste orice preocupare demagogică şi să recunoaştem că orice principiu, oricât de respectabil, *trebuie judecat în cadrul nostru naţional specific şi în cadrul oportunităţii.* Cerinţele naţionale nu pot fi — cum spuneà şi d-l Titulescu — «în nici un chip sacrificate construcţiilor simetrice universale». Noi nu recunoaştem — de astădată prin deosebire de d-l Titulescu — că ar există vreun «drept fiscal mondial» (!) care ar aveà autoritatea morală să se impună tuturor ţărilor şi tuturor vremurilor. In realitate însuş Wagner recunoaşte că impozitul progresiv trebuie să apară într'o ţară la întretăierea a două faze istorice: atunci când o ţară trece din «faza civică individualistă, în faza socială», şi accentuează această idee cu cea mai mare claritate, atunci când scrie că «trecerea dela un impozit la altul, trebuie făcută; *numai când suntem în momentul istoric care înseamnă trecerea dela o fază la alta*».

Insă, momentul nostru social-economic, este departe de a fi cel descris de Wagner. Noi abià acum ne îndrumăm în faza capitalului mobiliar; noi n'avem de corectat excrescenţele morbide ale unui capitalism exagerat. La noi, problema momentului e tocmai intensificarea *formării* capitalului mobiliar.

Dar, capitalul mobiliar se clădeşte pe două virtuţi *egal de necesare*: munca şi economia. *Nu e nici un motiv a apăsà economia în favoarea muncii, după cum ar fi tot atât de greşit a încărcà munca în favoarea economiei.*

D-l Titulescu — ale cărui păreri se impun continuu a fi citate, fiindcă ele ilustrează cu atâta strălucire concepţia socială a impozitului — spuneà: «Proprietatea mobiliară, sub pretextul desvoltării economiei noastre naţionale, creşte sub ochii noştrii *în chip ameţitor* (!), ferită aproape de foarfecele fiscului».

Dar, vai, creşterea «ameţitoare» a proprietăţii mobiliare, nu erà decât o iluzie a inflaţiei. Realitatea este că *nu avem capital mobiliar,* şi că industrializarea ţării — care e singura salvare în faţa rezervelor de proletariat pe care aruncă şi le vor aruncà tot mai mult în viitor satele către oraşe — nu se poate face prin apăsarea capitalului mobiliar. Dacă insist asupra apăsării capitalului prin supraimpunere, şi prin progresivitate, este pentrucă această apăsare este o *realitate.* In adevăr, cifrele ne arată că *mai ales în urma deprecierii leului, scara noastră de progresivitate,*

pentru venitul global urcă mai repede decât scara din Anglia. In adevăr, la un venit de 100.000 lei, după scara Titulescu, numai impozitul progresiv în afară de impozitele elementare erà de 7340 lei (iar după scara Brătianu de 3000 lei), pe când în acelaş timp în Franța, un venit egal de 10.000 fr. plătià numai 200 fr. egal cu 2000 lei, iar în Anglia un venit egal de 100 lire sterline nu plătià nimic. Tot aşà, un venit de 500.000 lei după scara Titulescu, trebuià să plătească numai ca impozit global 79.840 lei (după scara Brătianu 42.500 lei), în timp ce în Franța un venit egal de 50.000 fr., plăteşte 3000 fr. egal cu 30.000 lei, iar în Anglia un venit egal, de 500 lire sterline, plăteşte 44 lire sterline egal cu 44.000 lei.

Prin urmare veniturile mijlocii suportă la noi o cotă de impozit global mai mare decât în Anglia şi în Franța. Dealtfel, nu este prima dată în materie de reforme când ne arătăm mai catolici decât Papa.

In ce stă gravitatea acestor constatări? In aceea că cu aceste cote progresive atingem serios veniturile mijlocii. Insă, veniturile mijlocii sunt singurele care pot da o cotă de economii, acele economii din venitul național, din care se realizează investițiunile viitoare, care reprezintă progresul şi întărirea economică a unei țări. In alte țări, 20% din venitul anual național merge spre noui investiții. La noi această cotă nu poate să se canalizeze astfel, pentrucă o ia Statul. Şi atunci nu mai poate luà naştere acel «bulgăr de zăpadă», care încetul cu încetul e menit să formeze capitalul mobiliar al României! Căci, încă odată, capitalul mobiliar este un factor delicat a cărei creare se protegueşte cu multe măsuri şi cu multe menajamente (şi care, în nici un caz, nu se creează nici prin legi nici prin «consilii superioare»).

Concluzia noastră este că aceste criterii sociale şi anume: distincțiile între *originea* veniturilor şi distincțiile după *mărimea* veniturilor (cu aplicarea unor cote progresive), nu trebuesc considerate ca criterii absolute, ci trebuesc apreciate şi judecate *înainte* de aplicarea lor, în lumina *oportunității*, iar *după* aplicare, în lumina *rezultatelor* pe care le-au dat.

7. REZULTATELE SOCIALE ALE REFORMEI IMPOZITELOR DIRECTE

Care sunt la noi aceste rezultate? Să examinăm întâiu care este repartiția între sate şi oraşe a sarcinilor publice. In această examinare nu socotim locul ocupat în buget de veniturile serviciilor publice, ca: c. f. r., poştă, etc., pentru care nu e cazul de a se face vreo apreciere de proveniență între sate şi oraşe.

Dăm mai jos un tablou complet al analizei făcute de noi pentru toate categoriile de impozite, atât directe cât şi indirecte (cifrele sunt în milioane de lei). De sigur, cifrele din acest tablou sunt cu totul aproximative. Pentru fiecare din cele şapte categorii de impozite, am fost nevoiți să facem o apreciere *globală* asupra repartiției între sate şi oraşe. Această repartiție am considerat-o procentual *aceeaş* în 1913—14 ca şi în 1925, aceasta ținând seama că proporția dintre numărul locuitorilor satelor şi oraşelor, este *exact aceeaş* din noua Românie, ca şi în vechea Românie, precum şi structura socială se prezintă identică:

	în 1925			în 1913—14		
	Total	sate	orașe	Total	sate	orașe
1. *Impozite directe*	3.500	500	3.000	46	26	20
2. *Vămi import* (30% sate, 70% orașe)	2.000	600	1.400	50	15	35
3. *Vămi export* (80% sate, 20% orașe)	5.000	4.000	1.000	—	—	—
4. *Spirt și consumație* 70(% sate, 30% orașe)	1.700	1.200	500	38	26	12
5. *Lux, cifra afaceri* (0% sate, 100% orașe)	900	—	900	—	—	—
6. *Timbru înregistrare* (50% sate, 50% orașe)	1.600	800	800	34	17	17
7. *Monopoluri* (*net*) (50% sate, 50% orașe)	2.700	1.400	1.300	61	31	30
	17.400	8.500	8.900	229	115	114

Numai pentru impozitele directe proporția nu mai e aceeaș, deaceea acolo repartiția am stabilit-o făcând analiza tuturor impozitelor. Apăsarea impozitelor directe în 1925 asupra orașelor, nu trebuie să suprindă, căci afară de impozitul agricol, *toate* celelalte impozite directe (pe proprietatea clădită, pe capitalul mobiliar, pe profesii, pe salarii și chiar impozitul global), *cad aproape exclusiv pe orașe.*

Problema repartizării vămilor la import, e stabilită după aprecierea articolelor importate, consumate la țară, aceà a vămilor la export după locul pe care îl iau produsele agricole, față de cele industriale la export, înfine, proporția taxelor pe spirtoase, după consumație. Tot după consumație am socotit și repartiția impozitelor de monopol, socotind numai *taxa* de monopol, adică suprapretul (adică venitul net al Regiei), nu și valoarea reală a produselor, care nu poate fi socotită ca impozit.

(Dealtfel, considerăm aceste aprecieri ale noastre susceptibele de orice corectare și am fi chiar bucuroși dacă alți cercetători ar duce mai adânc această analiză, studiind date statistice inedite și rectificând aceste date ale noastre, care nu reprezintă decât o primă aproximație).

In ceeace privește repartiția populației între orașe și sate, repartiție care completează tabloul nostru, ea este — după datele oficiale — următoarea:

In 1913 din totalul de 7.234.919 locuitori, trăiau 1.330.132 adică *18,4%* la orașe și 5.004.787, adică *71,6%* la sate.

In 1925 din totalul (aproximativ) de 16.943.000 locuitori trăiau 3.111.000 adică *18,3%* la orașe și 13.832.000 adică *71,7%* la sate.

Proporția între sate și orașe se păstrează dar *exact* aceeaș.

Ei bine, prima concluzie pe care o evidențiază tabloul nostru, este că înainte

de răsboiu, *sarcinile fiscale globale care apăsau asupra satelor și asupra orașelor, erau egale.* (Nu mai vorbim aci de efectul *incidenței* sau *repercusiunii* impozitelor, adică de deplasările de sarcini produse de faptul că satele aruncă impozitele lor asupra orașelor, scumpind în mod corespunzător produsele agricole și invers, orașele caută să arunce impozitele asupra satelor, scumpind în mod corespunzător produsele industriale. Putem spune numai că factorul incidență, *este mai ales în favoarea satelor,* întrucât producătorii aruncă impozitele lor asupra consumatorilor *în măsura în care legea cererii și ofertei o permite.* Insă, satele vânzând orașelor articole de *prima necesitate,* orașele nu sunt în stare să reziste urcărilor de prețuri dictate de sate, întrucât nu pot *întârzià* achizițiile lor. Rezultatul este că și de astădată este învins — și suportă sarcinile producătorului — acel consumator *care poate aștepta mai puțin,* adică orășanul).

Care e a doua concluzie a tabloului? Cum populația satelor e *de patru ori mai mare* decât populația orașelor, iar sarcinile lor globale sunt egale, rezultatul este *că asupra fiecărui orășean, apasă o sarcină de patru ori mai mare decât asupra săteanului* (Inainte de răsboiu plătià pe an 19,50 lei aur săteanul, și 96 lei aur orășeanul; azi plătește 616 lei egal 15,40 lei aur săteanul, și 2880 lei egal 72 lei aur orășeanul).

Dar un lucru de însemnătate capitală, trebuie observat.

Dacă se suprimă astăzi taxele de export — și ele sunt *prin natura lor* destinate suprimării — acest raport se schimbă: sarcina orășeanului devine 2540 lei egal 63,5 lei aur, *adică de opt ori mai mare decât a săteanului* care plătește atunci numai 324 lei, egal 8,10 lei aur. Aceasta *înseamnă că suprimarea taxelor de export, dacă nu voim să ducă la un dezechilibru, trebuie să o compensăm cu altceva, și anume cu un impozit direct funciar asupra pământului țărănesc, cum am arătat mai înainte.* In cazul când suprimăm taxele de export fără a se face această reformă, atunci orașele noastre — ca dealtfel ale tuturor țărilor din orientul Europei după răsboiu — ar fi împinse și mai repede spre pieire. Și, din nenorocire, se pot vedeà de pe acum unele triste semne de decadență, în viața orașelor noastre.

8. ALTE CONCEPȚII FISCALE

Ne putem consolà cu idea că — după cum arată minunatul studiu analitic al lui Jean Béchet — nici în Franța nu e mai bine; acolo în 1921, sarcinile asupra comerțului și industriei erau de 4380 milioane fr., adică de *nouă ori mai mari decât sarcinile asupra agriculturii, care erau de 416 milioane fr.*

Dar, ar trebuì să adaug, că a ne asemănà cu Franța în materie financiară, nu este astăzi o prea mare consolare!

In opoziție cu aceste exemple, exemplul Rusiei vechi este extrem de interesant. Este evident că a cità ca model vechea Rusie, înseamnă a indispune pe mulți (Dealtfel, este o fatalitate că de câte ori vrei să lauzi Rusia — fie Rusia veche, fie Rusia nouă — tot trebuie să superi pe cinevà!).

Bugetul Rusiei erà susţinut mai ales pe impozitele indirecte şi în special de venitul monopolurilor Statului şi taxelor pe alcool. In 1910 la un buget de 1577 mil. ruble aur, alcoolul furnizà ca venit net al monopolului 525,9 mil., iar ca taxe 40,2 milioane, adică în total veniturile din alcool acopereau 36% din buget. !

Şi cu tot caracterul «reacţionar» al acestui sistem financiar, însuş Wagner, la care trebuie să revenim atât de des, recunoaşte că economia agrară a Rusiei, *justifică* şi *legitimă* o asemenea aşezare financiară. Mai mult decât atât, Wagner credeà că dacă Rusia ar fi procedat la aşezarea bruscă a unor impozite directe ar fi ajuns la rezultate dezastruoase sau în orice caz mediocre.

Rusia n'a mai avut vreme să facă această experienţă... Au făcut-o în schimb alţii...

9. SEMNIFICAŢIA IDEALĂ A IMPOZITULUI

Dar, fiindcă am pornit pe calea «compromiterii» noastre prin opinii azi singulare, să ne oprim o clipă şi să cercetăm care este substratul ideal şi semnificaţia socială şi naţională a însăş ideei de impozit. O asemenea analiză ne va arătà mai bine dreptatea sau nedreptatea, legitimitatea sau neligitimitatea diferitelor sisteme de impozite într'o ţară de mică proprietate ţărănească şi de cultură întârziată, cum este ţara noastră. O întrebare capitală este aceasta: Dacà într'o ţară ca a noastră laşi neatinse sau aproape neatinse veniturile contribuabilului mic prin exonerări fiscale, poţi oare contà ca partea sa din venit rămasă liberă va fi destinată în chip spontan pentru scopuri superioare naţionale sau culturale?

Noi credem că nu. Acest fapt capital, dă o coloare specială problemei fiscalităţii la noi. Dacă observăm bine viaţa noastră socială, vedem că peste egalitatea forţată impusă de reforma agrară şi peste materialismul care stăpâneşte toate clasele noastre sociale după războiu, impozitul este singurul mijloc care permite şi asigură *o concentrare de efort pentru un scop superior naţional.*

O citaţie ne vine în ajutor în acest sens: «Impozitul dă contribuabilului — adesea un materialist fără leac — prilejul rar de a face în viaţa lui un act idealist». Cine a scris oare aceste cuvinte? Vreun ministru de finanţe? Nu, ci un gânditor desinteresat: Ernest Renan. Şi mai departe Renan scrie încă: «Ziua în care cetăţeanul îşi plăteşte contribuţiile, este cea mai bună zi din viaţa lui». De sigur, că mulţi dintre cetitori răscolindu-şi amintirile, vor descoperì în viaţa lor zile mai frumoase, decât ziua în care au dat ochii cu perceptorul. Nu e totuş mai puţin adevărat că — cu toată îndrăzneala sa de exprimare — Renan are în fond dreptate. Dealtfel, ca încheiere a gândului său, Renan spune: «Bogăţia, din profană cum este, devine astfel ceva sfânt». Şi în adevăr, dacă încercăm o clipă să ne liberăm de prejudecăţi, nu este greu să recunoaştem că bogăţia pusă în serviciul public, are un înţeles profund moral şi ideal.

Şi uşor ajungem să fim suprinşi că noţiunea de fiscalitate este atât de detestată, atunci când scopurile fiscale se identifică cu scopurile naţionale şi culturale ale unui popor!

Căci ce ne arată oare istoria? Ea ne arată că popoarele n'au lăsat după dânsele decât acele opere, care au reprezentàt la o epocă dată o mare *concentrare* de eforturi individuale. Dela Piramidele Egiptului și până astăzi, tot ce s'a realizat mare în lume s'a făcut prin renunțarea indivizilor la anumite satisfacții egoiste și trecătoare și prin colectarea sacrificiilor și concentrarea eforturilor lor. Care este însă astăzi forma cea mai concretă a concentrării de sacrificii și eforturi individuale? Este *concentrarea banilor*. După cum, în chip așà de subtil arată distinsul nostru scriitor d-l Suchianu, caracterul de *acumulabilitate* este caracterul esențial și pregnant al valorilor economice. Acumularea de eforturi sociale în forma banilor puși la dispoziția Statului, constitue atunci una din formele cele mai înalte de manifestare ale «socialului» și unul din mijloacele de căpetenie, prin care se pot atinge scopurile sociale superioare.

Se va puteà însă zice că o asemenea concepție *suprapreţueşte* rolul Statului acordând acestuia în viața socială un loc de care nu e vrednic. Ea reprezintă — dacă putem riscà această expresie — un adevărat *hegelianism fiscal*.

Este exact că această concepție suprapreţuieşte Statul, dar aceasta nu este decât un lucru firesc întrucât astăzi, în actuala fază de desvoltare culturală a noastră, numai Statul poate împlinì anumite funcții naționale și culturale superioare, care altfel ar lâncezì. Și ce este atunci mai legitim decât a-i da Statului drepturile și mijloacele necesare împlinirii acestor funcții?

10. ALTE REFORME FINANCIARE IN SPIRIT SOCIAL

Ar mai fi de vorbit, pentru a epuizà aspectele sociale ale sistemului nostru de impozite, despre *impozitele moralizatoare*, despre *impozitele pe succesiuni* și despre *impozitul pe capital*. Nici una din aceste categorii nu ne-a lipsit.

In prima categorie aveam impozitele pe lux (de 10% și 15% ad valorem), apoi impozitele pe cheltuelile somptuarii (cai, servitori, etc.), impozitele pe spectacole (de 25% și 32%). In ce privește impozitul asupra succesiunilor aceasta se remarcă la noi prin faptul că este mult mai progresiv decât în multe țări din occident. In sfârșit de impozitul asupra capitalului nu ne vom ocupà deoarece acest impozit nu a fost *aplicat* la noi niciodată și deoarece — pe de altă parte — el reprezintă aceeaș concepție, aceeaș ideologie și aceleași iluzii ca și impozitul pe venit, despre care am vorbit amănunțit [1]).

Dacă trecem ușor peste aceste chestiuni, ne vom oprì dimpotrivă o clipă asupra proiectului de reformă a regimului alcoolului, fiindcă acest proiect reprezintă un moment cu deosebire caracteristic pentru tendințele sociale în finanțe.

Noul proiect reprezintă o legiuire exclusiv socială. Din punct de vedere al finanțelor publice acest proiect este *antifiscal*. El ilustrează desinteresarea fis-

[1]) Ar mai intrà în fine în cadrul subiectului nostru încă o chestiune interesantă asupra căreia însă nu e oportun să stăruim acum: consecințele sociale ale unui eventual împrumut de Stat precum și legitimitatea și oportunitatea din punct de vedere social a unui asemenea împrumut.

cală a miniştrilor noştri de finanţe şi arată până la ce punct ghişeurile visteriei noastre au fost transformate în amvoane.

Dar dacă noua predică a ministrului nostru de finanţe şi nouile canoane impuse de acesta, sunt rezultatul intenţiilor morale şi sociale cele mai frumoase, ne este teamă că rezultatele practice obţinute pe această cale nu vor fi la înălţimea acestor intenţii.

Am arătat că în Rusia veche 36% din bugetul Statului erà susţinut din venitul alcoolului; în România veche numai 4,5% din buget erà acoperit de taxa pe băuturi alcoolice (23.930.000 lei la un buget de 536.307.072 lei în 1913); în România nouă tot 4% (1.247 milioane lei la un buget de 31.750 milioane lei în 1925). Dealtfel în România de după răsboiu din cauza întârzierii neexplicabile în modificarea taxelor pe băuturi alcoolice, aceste venituri au rămas la un nivel neobişnuit de jos; la o taxare normală ele ar fi reprezentat mult mai mult. In orice caz reducerea aproape totală a consumaţiei rachiurilor care se va produce consecvent noului proiect de lege, va lipsì bugetul de un izvor important de venituri.

Şi oare fi-va acest sacrificiu răsplătit prin distrugerea alcoolismului?

Noi credem că nu. In adevăr, programul instituit prin noul regim prevede suprimarea completă a consumului intern de spirt industrial în 12 ani de acum înainte; în schimb suprimarea sau măcar reducerea consumului de ţuică, nu e asigurată prin nimic. Dimpotrivă, ţuica va fi răspândită şi mai mult în întreaga ţară în ziua când va rămâne singura băutură alcoolică tare la dispoziţia masselor.

Cu alte cuvinte, prin noua lege se dă de fapt o primă de încurajare ţuicii — de origină democratică — împotriva alcoolului industrial — de origină oligarhică capitalistă!

Iată dar criteriile sociale — eram să zic *electorale* — inspirând odată mai mult în mod nefericit, legiuirile noastre fiscale.

II. CRITERII SOCIALE IN CHELTUELILE STATULUI

Am vorbit pană acum numai de caracterul social al veniturilor şi impozitelor în România, dar n'am vorbit şi de caracterul social al *cheltuelilor*, chestiune importantă, care urmează să constitue a doua parte, mai scurtă, a expunerii noastre.

In ceeace priveşte destinaţia cheltuelilor Statului şi repercusiunea acestei destinaţii asupra claselor sociale, vom examinà două chestiuni:

1. Repartizarea alocaţiilor bugetare între sate şi oraşe.
2. Locul pe care-l ocupă în bugetul nostru, operele sociale propriu zise.

Dacă examinăm în detaliu bugetul nostru pe anul 1925, care se ridică la 31.750 milioane lei, putem face următoarea distincţie în trei categorii de alocaţii:

1. *Cheltueli care merg în străinătate* cuprinzând cuponul datoriei externe (de circa 2.500 milioane) şi plăţile materialelor comandate în afară.

Dar, după calculele noastre, totalul materialelor de origină *industrială* pe care le achiziţionează Statul în 1925 este de circa 14.400 milioane.

Din aceasta numai un sfert, adică 3.600 milioane se cheltuesc în străinătate, aşà încât totalul sumelor care merg peste graniţă reprezintă 6.400 milioane, adică 20% din buget.

2. *Cheltueli care merg la sate*, cuprinzând hrana armatei şi a internatelor, furajul, etc., circa 1.900 milioane şi salariile funcţionarilor dela ţară (maximum 1.900 milioane), în total 3.800 milioane, adică 12% din buget.

3. *Cheltuieli care merg la oraşe*, cuprinzând tot restul bugetului, adică cuponul rentei interne, furniturile de articole industriale, salariile imensei majorităţi a funcţionarilor cari sunt orăşeni, etc., în total 21.550 milioane, adică 68% din buget.

Iată prin urmare *că oraşele noastre consumă o parte din buget de şase ori mai mare decât satele.*

Este de notat că această consumaţie nu este fără contravaloare, fiindcă, fără a mai vorbi de serviciile prestate de funcţionari, numai furniturile de *bunuri reale* produse ale industriei reprezintă 10.800 milioane.

Dacă facem acum o comparaţie între ceeace aduc satele la formarea bugetului şi ceeace aduc oraşele, ajungem la această concluzie:

Satele dau bugetului — cum am văzut mai demult — o contribuţie de 8.500 milioane (abstracţie făcând de ceeace plătesc ca taxe de întrebuinţare a C. F. R., etc.) şi ridică din buget o sumă de 3.800 milioane lei, aşadar satele dau (afară de taxele de întrebuinţare a C. F. R., etc.) o contribuţie *netă* de 4.700 milioane pe an.

In acelaş timp oraşele — care cum am văzut dau o contribuţie de 8.900 milioane lei — (abstracţie făcând de taxele de întrebuinţare a C. F. R., etc.) ridică din buget 21.550 milioane, adică primesc din buget o sumă *netă* de 12.650 milioane.

Ce înseamnă acest lucru? Inseamnă că *oraşele se întreţin în mare parte din buget.*

Vom îndrăznì să spunem că este natural şi logic să fie aşà.

Şi dealtfel în toate ţările din lume aşà este.

E drept că la noi unii au vorbit cu dispreţ de «pseudo-burghezia» creată în jurul bugetului Statului.

Noi credem însă că întâiu în ceeace priveşte trecutul, «pseudo-burghezia bugetivoră» a vechiului Regat are un merit istoric incomparabil. Căci cine alt decât această pseudo-burghezie formată din profesori, magistraţi, militari, preoţi şi funcţionari — adică toţi acei cari trăesc, mai mult sau mai puţin direct, pe urma bugetului — este aceea care a ţinut sus cultura naţională şi aceea care a trezit conştiinţa naţională în momentele cele mai decisive din istoria neamului?

Dealtfel, acest rol al «pseudo-burgheziei naţionale» nu s'a terminat, atâta vreme cât o burghezie românească reală sprijinită pe propriile ei puteri nu este încă ridicată.

Şi în afară de aceasta este în general natural şi legitim, ca într'o ţară, oraşele să trăească în parte pe urma bugetului. Căci cine alt decât oraşele concentrează viaţa naţională superioară? Şi cine exercită funcţiuni naţionale şi func-

ţiuni culturale de interes comun, atât satelor cât şi oraşelor, atât fiinţei naţionale de astăzi, cât şi celei de mâine?

12. BUGETUL ŞI OPERELE SOCIALE

Să vedem acum în altă ordine de idei ce loc ocupă în buget cheltuelile cu caracter social propriu zis.

Cu aceasta ne apropiem de alt punct interesant şi — am îndrăzni să zicem — senzaţional, din politica noastră financiară.

Un Stat e într'atâta modern şi democratic, întrucât e în stare să satisfacă din mijloacele publice *necesităţile* moderne şi democratice.

Insă, exigenţele Statelor democrate sunt imense. Nici un buget nu e prea mare pentru o democraţie — spuneà d-l Caillaux în discursul său din 1908, la impozitul pe venit.

Şi cu drept cuvânt, observă d-sa «cât de mare e sărăcia de mijloace de care dispunem, când e vorba de a satisface cheltuelile unei legislaţii democratice».

In adevăr, democraţia înseamnă înainte de orice, înmulţirea *obligaţiilor* Statului faţă de colectivitate: şcoli elementare gratuite, asistenţă socială, îngrijiri sanitare, asigurări muncitoreşti şi toate celelalte opere sociale devenite azi imperative ale vieţii moderne.

Dar, cum se prezintă bugetul nostru în această privinţă? Sunt trei capitole şi numai trei, cu un vag caracter social:

1. Intâiul e Ministerul Cooperaţiei şi Asigurărilor sociale, cu o alocaţie de 103 milioane lei, adică abià două şi jumătate milioane lei aur: în alte ţări numai asigurările sociale reprezintă sume imense şi de pildă în Anglia la 1913 ele se ridicau la 303.000.000 franci aur.

2. Al doilea capitol, rătăcit şi izolat, este asistenţa lucrătorilor din fabricile Regiei care se ridică la 40.000.000.

3. In sfârşit al treilea capitol e Ministerul Sănătăţii şi Ocrotirilor Sociale, cu un buget de 238.000.000.

S'ar puteà zice: iată o cheltueală importantă cu caracter social. Aşà să fie? Nu! pentrucă înfiinţarea acestui Minister coincide cu desfiinţarea de fapt a acelor instituţii de tradiţie seculară pe care ni le-au lăsat strămoşii noştri şi care sunt *Eforiile*, azi total paralizate prin expropriere. Infiinţarea Ministerului Sănătăţii înseamnă atunci abià o slabă compensaţie pentru o mare operă a trecutului, astăzi distrusă.

Un satiric al vremurilor noastre ar puteà spune: «pentru alinarea suferinţelor omeneşti cei vechi făceau spitale; noi, facem Ministere».

Rezultatul examinării acestor trei capitole, care înseamnă abià 381 milioane, adică 1,2% din buget, este întristător, mai ales când ne dăm seama de rolul imens al asistenţei sociale, care înseamnă o tendinţă de nivelare mai necesară, decât aceà nivelare absurdă urmărită pe calea inegalităţii de impunere.

13. BUGETUL ŞI CULTURA

Dar în afară de aspectul asistenţei, bugetul înfăţişează un al doilea aspect social prin alocaţiile pe care le destină culturii naţionale.

Cum îşi face bugetul Statului datoria faţă de cultură?

Să mai răscolim oare acest capitol bugetar, care nu e decât expresiunea unei grozave tragedii sociale?

Altădată *Statul* erà susţinătorul aproape unic al întregei intelectualităţi româneşti. Incepând cu învăţătorul dela ţară şi sfârşind cu jurisconsultul dela Curtea de Casaţie, orice intelectual îşi găsià asigurate prin Stat mijloacele materiale cu care se dobândeşte şi se întreţine cultura. Dealtfel erà şi logic să fie aşă căci în toate ţările rămase în urmă Statului îi incumbă în mod expres datoria să creeze şi să întreţină ambianţa necesară desvoltării vieţii intelectuale. In toate aceste ţări, Statul *anticipează* asupra vremurilor când societatea însăş prin propria ei desvoltare va fi în stare să producă atât încât să poată cultivà cu uşurinţă această floare de lux care se numeşte intelectualitatea.

Astăzi nevoia de a aveà o armată de intelectuali, educată la noua şcoală naţională, e mai mare ca oricând pentru a dirijà un Stat încă neconsolidat în grija căruia stau şi alte naţiuni decât a noastră, naţiuni cu altă cultură şi cu alte tradiţii.

Şi totuş tocmai într'o asemenea clipă noi dăm spectacolul îngrijitor al mizeriei intelectualităţii. Şi în această privinţă, nimic nu e mai caracteristic şi mai dureros decât mizeria studenţimii; căci în afară şi alături de criza sufletească în care se sbate studenţimea, există şi o criză materială, care s'ar puteà remedià cu o trăsătură de condeiu. Şi totuş Statul romănesc n'a făcut încă gestul care ar pune capăt, cel puţin chinului material în care se sbate tineretul nostru.

In sfârşit, pentru cultura elementară nu avem curajul să punem impozite suficiente şi atunci recurgem zilnic la obolul public. Astăzi şcolile noastre dela ţară sunt întreţinute aproape exclusiv din colecte benevole. Această situaţie caracterizează mai mult ca orice *falsitatea şi nesinceritatea* sistemului nostru financiar; recurgem la oboluri forţate care sunt dări arbitrare, fiindcă nu avem curajul să instituim dările *legale*, nici atât cât să putem întreţine cultura elementară în ţara noastră.

14. CONCLUZII. SPRE O ALTĂ POLITICĂ FINANCIARO-SOCIALĂ

Examinarea comparativă a politicii veniturilor şi a politicii cheltuelilor ne-a dus la două concluzii cu totul opuse: *pe când, în ceeace priveşte politica veniturilor şi politica impozitelor, facem exces de scrupule sociale şi intrăm în toate subtilităţile criteriilor sociale, în acelaş timp, în politica cheltuelilor nu împlinim nici cele mai elementare obligaţii sociale.* Sau, pe când în politica impozitelor suntem — îndrăznim să o spunem — socialişti, în politica cheltuelilor suntem — dacă acest cuvânt neştiinţific ne este îngăduit — oligarhi.

Şi atunci ne întrebăm: Este aceasta consecvenţă sau este haos în concepţii?

Este oare cuminte ca sub *pretexte* sociale să lovim în izvoarele producției naționale prin impozite antieconomice, atunci când suntem așà de departe de a face, prin politica cheltuelilor, o adevărată politică socială?

Și în afară de aceasta: este oare logic să degrevăm până la exces pe cei cari sunt destinați să beneficieze cei dintâi de binefacerile și rezultatele operelor sociale și culturale, care s'ar face cu banii lor?

Ar fi prea trist, dacă ceeace putem numì *paradoxul social* al bugetului nostru, ar continuà. Noi credem că viitorul va pune lucrurile în ordine, că politica noastră de impozite va devenì din socialistă, *realistă*, iar politica noastră de cheltueli va devenì din oligarhică, *modernă*. Atunci deviza politicii noastre financiare va fi: *la venituri criterii economice, la cheltueli criterii sociale.*

* * *

Se poate că multe din ideile desfășurate aici, să nu corespundă sentimentelor cetitorilor și mai ales se poate ca ele să li apară într'o formă prea afirmativă și prea absolută.

Dacă aceste idei contrazic convingerile cuivà, ne cerem iertare; iar dacă ele se înfățișează prea categorice, este fiindcă totdeauna izbucnirea sincerității e tumultoasă, atunci când — departe de opiniile convenționale — ea își găsește, în sfârșit, sub acoperișul unui institut de știință, un rar și mult căutat adăpost.

PROBLEMELE ACTUALE ALE MIŞCĂRII COOPERATIVE MONDIALE

DE GROMOSLAV MLADENATZ

CUPRINSUL: I. *Manifestări cooperatiste;* II. *Probleme actuale în mişcarea cooperativă:* 1. O constatare: lipsa de unitate a mişcării. 2. Necesitatea fixării doctrinei cooperatiste: *a)* Definirea asociaţiei cooperative; *b)* Regimul economiei cooperative. 3. Concentrare — Localism — Federalizare. 4. Cooperativele de muncă. 5. Regia cooperativă. 6. Statul şi cooperaţia. 7. Organizaţia centrală; III. *Concluzii.*

ULTIMUL an cooperatist a cunoscut o serie de manifestări de o covârşitoare importanţă pentru desvoltarea mişcării cooperative în toate ţările. Expoziţia internaţională a cooperaţiei şi a operelor sociale (Gand, 15 Iunie—15 Septemvrie 1924), Congresul Alianţei cooperative internaţionale întrunit tot acolo, cu seria de conferinţe ce s'au ţinut cu acest prilej, Săptămâna parlamentară a cooperaţiei în Franţa (31 Martie — 4 April 1925), ultima întrunire a comitetului executiv al Alianţei la Frankfurt pe Main (1925) — au dat prilejul conducătorilor mişcării din diferite ţări, nu numai să facă un bilanţ al realizărilor de până acum, dar şi să lucreze împreună la stabilirea unor norme unitare de organizare şi funcţionare a organizaţiilor cooperative de toate categoriile, de cea mai mare însemnătate pentru o mai repede desvoltare a mişcării cooperative de pretutindeni.

Expoziţia din Gand a putut arătă în bună măsură domeniile variate ale activităţii omeneşti în care cooperaţia a pătruns, precum şi forţa acestei mişcări, sprijinită pe ideea organizării economice a intereselor muncii. Mişcarea cooperativă este, de sigur, alături de cea sindicală şi politică socialistă, cel mai însemnat fenomen social al epocii moderne.

La solemnitatea inaugurării Expoziţiei din Gand — preşedintele comitetului de organizare, Eduard Anseele, tribunul adorat al muncitorimii din Gand şi creatorul mişcării cooperative flamande, şi-a exprimat mândria firească a fostului lucrător tipograf, care poate asistă la o atât de impunătoare manifestare a străduinţelor claselor muncitoare. După ce a adus omagiul cuvenit umililor ţesători din Rochedale, cari acum mai bine de trei sferturi de veac au stabilit în chip aşă de minunat, atât de complet, regulele de conducere şi ţelurile cooperaţiei, Anseele a spus: «Şi sămânţa aruncată în pământ a încolţit, s'a desvoltat. Cooperativele s'au născut, răsărind în cele patru colţuri ale globului. Niciodată, în întreaga istorie a omenirii, o idee filozofică, o metodă de viaţă n'a realizat progrese atât de repezi, într'un timp atât de scurt. Milioane de muncitori manuali şi intelectuali din oraşe, dela ţară şi de pe întinsul mărilor sunt angajaţi azi în mişcarea cooperativă, şi numărul creşte din zi în zi. Era muncii şi a consumatorilor se anunţă! Cooperaţia, altădată ignorată, batjocorită s'a impus atenţiei binevoitoare a autorităţilor publice şi a guvernelor. Dovada o face participarea Ministerelor de Muncă şi Prevedere Socială a nouă naţiuni. Opera umililor primeşte astăzi consacrarea oficială».

Iar cu alt prilej, marele animator în mişcarea cooperativă, mutualistă şi sindicală, şi-a încheiat cuvântarea avântată strigând:

«Expoziţia arată forţa operelor noastre, rezultatele lor şi capacitatea celor cari le-au creat. Nimic nu trebuie să ne mai oprească. Vom fi îndrăzneţi. Ne vom avântà în operaţii numeroase şi temerare. Vom arătà lumii de ce suntem capabili. Şi triumful nostru final va fi mare».

La cel de-al XI-lea Congres al Alianţei cooperative internaţionale, Albert Thomas, directorul Biuroului Internaţional al Muncii, care este şi un cooperator activ, a prezentat un raport, lucrat împreună cu d-l Fauquet, şeful serviciului cooperaţiei, de pe lângă Biuroul dela Geneva, tratând problema «Relaţiile între diferitele forme ale cooperaţiei», despre care în precedentul congres (Basel 1921) referise Heinrich Kaufmann, dela Uniunea centrală a cooperativelor de consum germane (Hamburg). Problema aceasta, a strângerii legăturilor dintre diferitele ramuri ale mişcării, a unificării normelor legale şi de organizare este, după cum vom vedeà mai jos, chestiunea în jurul căreia se învârtesc discuţiile în interiorul asociaţiilor cooperatiste naţionale şi internaţionale.

Alianţa Cooperativă internaţională, cu sediul la Londra, sub ale cărei auspicii a fost organizată expoziţia, a expus în hall-ul central o serie de panouri cuprinzând date asupra forţei organizaţiilor naţionale afiliate. Datele acestea arată că mişcarea cooperativă, care în multe ţări nu are încă vechimea unei jumătăţi de secol, a putut totuş realizà progrese, care dovedesc că se poate de pe acum pregăti un regim economic social, bazat pe organizarea muncii, potrivit principiilor cooperatiste. Alianţa numără 30 ţări afiliate, la care se poate adăugà noii veniţi: Palestina, Indiile şi China. Sunt membre ale Alianţei 74 organizaţii distincte înglobând 85.000 societăţi autonome, cu un număr de 40 milioane de familii cooperatoare, ceeace ar face aproximativ 160 milioane consumatori.

Dările de seamă ale Alianţei vorbesc de *consumatori*. Trebuie reţinut că Alianţa grupează în cea mai mare măsură organizaţii ale consumatorilor, adoptând întru totul programul rochedalian.

Aceasta duce la o constatare importantă: Alianţa nu înglobează toate organizaţiile naţionale cooperative existente, ci aproape exclusiv mişcarea cooperativă a consumatorilor.

Dealtfel nu e singura organizaţie cooperativă internaţională. La noi se ignorează cu desăvârşire existenţa altor două federaţii internaţionale, şi anume: «*Liga Internaţională a cooperativelor agricole*» cu sediul la Berlin şi «*Confederaţia Internaţională a cooperativelor*», care grupează organizaţiile cooperative cu caracter creştin-social (1). Sediul actual este la Roma şi are ca membre organizaţii din Belgia, Spania, Franţa, Ungaria, Italia, Olanda, Polonia, Jugoslavia, Elveţia şi Cehoslovacia.

II. Expoziţia din Gand, ca şi seria de congrese şi conferinţe, au prezentat pen-

(1) S'ar mai adăugà o creaţie mai nouă: «*Federaţia internaţională a ghildelor de construcţii*», având sediul în Berlin şi grupând federaţiile de ghilde din 8 ţări.

tru cercetător o importanţă deosebită, pentru că au dat prilejul să se poată urmări o serie de probleme în legătură cu tendinţele actuale în mişcarea cooperativă mondială.

Vom încercà să expunem aci câtevà din aceste probleme — cele de o importanţă deosebită — căutând să le punem în legătură cu stările din cooperaţia ţării noastre.

1. Ceeace chiar vizitatorul grăbit al expoziţiei a putut în orice caz constatà este, de sigur, lipsa de unitate a mişcării. Nu există ţară unde să existe o mişcare cooperativă unitară. Se exceptează acum Rusia, unde însă mişcarea şi-a pierdut autonomia. «Centrosoyos»-ul, instituţia centrală a cooperativelor, are astfel de legături cu guvernământul sovietic, încât este considerat ca un organ guvernamental. Mişcarea nu are aci o ideologie proprie, ci ţelurile sale se confundă cu acelea ale regimului sovietic (Acelaş lucru se poate spune şi de cooperaţia fascistă din Italia). In toate celelalte ţări mişcarea e divizată după clase sociale, după concepţii politice, după naţionalitate sau credinţe religioase, categorii economice, concepţii diferite asupra sistemului cooperativ, etc.

Separaţia cea mai remarcabilă şi care există aproape pretutindeni este aceea între cooperativele agricole şi asociaţiile consumatorilor orăşeni (Cooperativele de desfacere în comun ale micilor meseriaşi şi mai ales cele de producţie industrială sunt în genere prea puţin desvoltate). Când acum câţivà ani am vizitat pentru întâia oară la Berlin una din cele două mari Uniuni agricole germane, în calitate de reprezentat al cooperaţiei orăşeneşti din România, conducătorii s'au arătat dela început pesimişti în ce priveşte posibilitatea de a învăţà cevà unii dela ceilalţi, ţelurile ca şi metodele de lucru fiind cu totul deosebite.

Dealtfel am arătat mai sus că, internaţional chiar, o bună parte din organizaţiile naţionale agricole s'au constituit într'o federaţie separată de Alianţa cooperativelor de consum (aceasta din urmă grupând totuş şi câtevà federaţii agricole).

Diferitele ramuri ale mişcării sunt privite cu ochi deosebiţi. O pildă: Pe când codul cooperativ german lucrat în 1889 sub influenţa lui Schulze-Delitzsch, nedreptăţeşte cooperativele de consum, fostul ministru italian Labriola a prezentat după răsboiu un proiect de reformă a legislaţiei cooperatiste, prin care băncile populare erau excluse dela beneficiile legii. In expunerea de motive se spuneà: dispoziţiile ce se propun se referă numai la cooperativele de muncă şi de consum, adică la acelea a căror acţiune bine dirijată poate exercità o influenţă mai binefăcătoare asupra economiei generale şi nu la acelea care-şi propun scopuri de economie şi de prevedere, pentru care nu s'a crezut posibil a fi sustrase dela normele conducătoare generale ale instituţiilor de credit şi de asigurări (1).

Susţinătorii unor anume sisteme cooperative neagă această calitate celorlalte sisteme. Cu greu se poate găsì un adept convins al concepţiei rochedaliene asupra cooperaţiei care să accepte o conlucrare permanentă cu organizaţiile schulzeriene.

(1) Riforma della legislazione sulle cooperative. Disegno di legge, Camera dei deputati. Legislazione XXV. Sessione 1919—20.

Iar adepţii lui Schulze-Delitszch privesc cu aceiaşi ochi sistemul cooperaţiei de consum. In această privinţă ecrlasic exemplul excluderii din «Allgemeiner Verband», uniunea generală a cooperativelor tip Schulze-Delitzsch, a cooperativelor de consum care adoptaseră normele de organizare şi idealurile cooperativelor de consum engleze, în deosebi concentrarea puterii de cumpărare.

Iar părerea adepţilor «cooperatismului» asupra sistemului Schulzerian este iarăş în deobşte cunoscută. Vom cità aci, în această privinţă, numai dintr'o lucrare mai nouă a unui «socialist cooperatist», profesorul Robert Wilbrandt, care. vorbind despre Uniunea Cooperativelor tip Schulze-Delitzsch, spune: «Această uniune generală reuneà sub denumirea comună de «cooperative», cooperativele de consum cu asociaţiile cooperative ale meseriaşilor, ca şi când ar fi fost copiii aceleeaş idei. Adevăratul sens al tipului englez, constituirea liberă a unei economii colective noui în locul economiei de schimb pe baze capitaliste, imposibil de a fi pus în concordanţă cu concepţia dominantă în Uniunea generală, fu, ca urmare, exclus» (1).

Cele mai multe federaţii naţionale (cu excepţia în primul rând a celor belgiene) declară a-şi impune o desăvârşită neutralitate politică. Ce valoare practică au aceste declaraţii, se poate vedeà din faptul că Congresul cooperativelor de consum engleze — moştenitoarele concepţiei rochedaliene, a neutralităţii politice şi religioase — a respins cu o majoritate de numai 4 voturi propunerea de a închegà relaţii permanente cu Labour Party, un partid politic stând pe principiul organizaţiei de clasă.

Şi chiar Alianţa Cooperativă Internaţională — cum a dovedit-o atât de bine ultimul congres — sufere din pricina tendinţelor politice deosebite ale diferitelor organizaţii afiliate. La congresul din Gand delegaţii ruşi au făcut încercări serioase şi susţinute de a impune Alianţei o politică de clasă, şi anume conformă principiilor şi tacticii organizaţiei lor internaţionale politice şi sindicale cu caracter comunist.

In Cehoslovacia Germanii au organizaţie cooperativă deosebită, în Polonia şi aiurea există uniuni ale cooperativelor evreieşti. La noi avem organizaţii cooperative ungureşti şi săseşti în Ardeal, evreieşti în Basarabia, rutene, germane, poloneze în Bucovina. Apoi nici organizaţiile româneşti din diferitele ţinuturi ale ţării nu s'au putut unificà. Convingerea celor din vechiul Regat, că printr'un decret-lege şi mai apoi printr'o o lege cuprinzând 2 articole, se poate face unificarea mişcărilor din nouile provincii cu cea din România Veche, s'a dovedit a fi o iluzie — care a produs însă o învrăjbire care ar fi putut lipsì.

2 a. Am arătat că la Congresul Alianţei Cooperative Internaţionale din anul acesta, Albert Thomas a prezentat un raport lucrat împreună cu Dr. Fauquet, şeful Serviciului Cooperaţiei dela Biuroul Internaţional al Muncii, prin care se reià problema tratată în Congresul precedent de către Heinrich Kaufmann, conducătorul Uniunii Centrale a Cooperativelor de consum germane, asupra relaţiilor între diferitele forme ale cooperaţiei.

(1) *R. Wilbrandt.* Konsumgenossenschaften. Gemeinschaftskultur. Heft 3. Stuttgart 1922.

Albert Thomas îşi propune să îndrumeze Alianţa spre o concepţie mai largă asupra cooperaţiei, care n'ar limită sfera acestei noţiuni la organizaţiile de consumatori.

Dânsul crede că economia cooperativă trebuie şi nu poate fi decât un sistem economic organizat în vederea satisfacerii interesului general. Interes general şi interes al consumatorilor sunt de sigur termeni identici. Dar recunoaşterea acestei identităţi nu e suficientă pentru a suprimă toate categoriile de interese introduse în massa consumatorilor prin diviziunea muncii, ca şi prin specializarea profesională ori regională. Dificultatea cea mare a legăturilor dintre cooperativele producătorilor şi acelea ale consumatorilor constă în găsirea «justului preţ» pentru cesiunea bunurilor. In această privinţă trebuie introdusă «noţiunea serviciului reciproc şi a respectului mutual al condiţiilor de muncă şi de viaţă».

«Putem speră că această noţiune.... se va substitui în mod progresiv jocului orb al forţelor economice .... pe măsură ce, într'o economie, cooperativa mai desvoltată, producătorii de toate categoriile şi din toate ţinuturile, vor aveà în mod mai limpede conştiinţa de a aparţine, în chip economic şi social, unui mare corp organizat, ale cărui elemente diferenţiate şi ca urmare complimentare concură la satisfacerea nevoilor comune» (1).

Ca şi Kaufmann, Thomas e de părere că pentru a cercetà posibilitatea relaţiilor economice dintre diferitele forme de cooperative, e nevoie de a se preciză noţiunea de asociaţie cooperativă.

Se ajunge astfel la problema desbătută în ultimul timp în literatura cooperativă, referitoare la definiţia cooperativei, care să stabilească caracterele acesteia in aşà fel, încât să o deosebească în mod net de celelalte categorii de societăţi, iar pe de altă parte să cuprindă toate categoriile de cooperative. Definirea nu e aci lucru uşor, dat fiind domeniile atât de numeroase şi variate în care cooperaţia şi-a întins activitatea. O cercetare critică a încercărilor făcute în această direcţie este de cea mai mare importanţă. Nu este însă locul aci. O vom face într'o lucrare mai întinsă ce o pregătim, ce se va ocupà numai de această problemă de interes nu numai teoretic dar şi practic pentru desvoltarea viitoare a mişcării cooperative. Aci vom notà mai întâiu o constatare: De cele mai multe ori s'a întrebuinţat

(1) Les relations entre les différentes formes de la coopération, par M. *Albert Thomas*, în Agenda du XI-e Congrès Coopératif International, 1924.

La noi, unii dintre cooperatori, adoptând fără nici o cercetare critică, doctrina unui Charles Gide, E. Poisson etc.— dealtfel modificată în ultimul timp chiar de către autorii ei — au crezut că e posibil să punem la baza cooperaţiei române principiul «domniei consumatorului» şi al «cooperaţiei integrale» ca sistem cooperatist realizând acest principiu. Am arătat, într'un articol scurt publicat în revista «*Curierul Cooperaţei Săteşti*» (An. XVII No. 12, Decemvrie 1924), cât de nepotrivită este această doctrină pentru ţările agrare de mică proprietate ţărănească, cum e România. Concluzia articolului nostru s'a găsit întocmai în vederile conducătorilor Biuroului Internaţional al Muncii, cum o dovedeşte scrisoarea d-rului Fauquet, ce ne-a fost adresată în urma apariţiei articolului nostru. Pentru importanţa-i deosebită întru combaterea unei teze ce ni se pare în totul periculoasă mişcării cooperative din ţara noastră, am reprodus scrisoarea d-lui dr. G. Fauquet, dela Biuroul internaţional al Muncii, în numărul pe Iulie (An. I, No. 7) al excelentei reviste «*Cooperaţia*», ce apare sub îngrijirea d-lui G. Boca.

metoda discriptivă — înşirarea caracterelor ce se găseau a fi specifice societăţii cooperative şi comune tuturor formelor de cooperative, caractere mai mult exterioare, de ordin juridic ori cel mult economic. I. L. Sassen (1), care printre cei dintâi a arătat acest defect al definirilor încercate, caută, sprijinindu-se pe scrierile mai vechi ale lui V. A. Huber, să ajungă la această ţintă pe calea «consideraţiilor filozofice, prin ajutorul analizei şi a sintezei». Incercarea lăudabilă a lui Sassen nu poate fi privită drept complet reuşită (2). Totuş definiţia la care ajunge, cuprinzând noţiunea «întreprinderii comune» ca şi caracterizarea drept instituţie democratică, scoate suficient în evidenţă caracterul antiindividualist şi prin aceasta social al asociaţiei cooperative.

Repetăm: nu vom expune aci încercările făcute în această privinţă, ci vom arătà concepţia noastră, în legătură cu lucrările mai recente, referitoare la fixarea caracteristicii fundamentale şi generale a asociaţiilor cooperative.

Vom lăsà la o parte definiţiile care au în vedere numai anumite categorii de cooperative. E vorba în deosebi de cooperativa de consum care se bucură de interesul deosebit al teoreticienilor cooperaţiei. Unii din ei neagă chiar celorlalte categorii de cooperative caracterul cooperatist. In această privinţă sunt interesante lucrările lui R. Wilbrandt, despre care am vorbit mai sus, Franz Staudinger (3), care poate fi socotit drept unul din cei mai profunzi teoreticieni ai coperaţiei şi Bernard Lavergne (4), care deosebeşte: cooperativele distributive sau de consumatori, singurele care merită termenul de cooperative, de asociaţiile uvriere de producţie şi de «societăţile cooperative patronale» (cooperativele agricole de producţie, de credit, şi de vânzare).

Dintre încercările mai recente de a determinà noţiunea de cooperativă merită o atenţie deosebită aceea a lui Heinrich Kaufmann (5). El defineşte: «Societatea cooperativă este o asociaţie de un număr variabil de persoane sau de asociaţii de persoane care, unite din libera lor voinţă şi pe baza egalităţii drepturilor şi a responsabilităţilor, transferă anumite funcţiuni economice ale lor unei întreprinderi comune în vederea de a obţine un avantagiu economic» (6).

Superioritatea definiţiei lui Kaufmann constă în aceea că ea are în vedere legăturile ce există între cooperativă şi membrii săi. Aceştia transferă o parte din funcţiunile lor economice unei întreprinderi comune, care este mijlocul pentru a

(1) Die Entwicklung der Genossenschaftstheorie im Zeitalter des Kapitalismus. München 1914.

(2) Sassen defineşte: «Cooperativa este o asociaţie de persoane în număr nelimitat, constituită pe principiul ajutorului propriu şi al egalităţii democratice a drepturilor, care urmăreşte sprijinirea membrilor săi cu ajutorul unei întreprinderi comune de producţie ori distribuţie».

(3) Soziale Wegnotwendigkeit. Hamburg 1917. Die Konsumgenossenschaft. Leipzig 1908 şi Kulturgrundlagen der Politik, 1914.

(4) Le régime coopératif, Paris 1908, şi Les coopératives de consommation en France. Paris 1923.

(5) *H. Kaufmann.* «Les différentes formes de coopératives et leurs relations économiques» în *Revue Internationale du Travail,* vol. VI No. 2, August 1922.

(6) Les coopératives de consommation en France. Paris 1923.

se atinge ţinta; realizarea unui avantagiu economic. «Din faptul că urmăreşte o înlesnire economică nu trebuie dedus că cooperaţia este pur materialistă: prin aceea că ea se desvoltă printre săraci şi indigenţi, că înlătură mizeria şi asigură prin practica ajutorului reciproc independenţa economică a membrilor săi, ea îi uneşte într'o comunitate inobilată prin dragostea deaproapelui».

Definiţia lui Kaufmann are avantagiul de a fi generală, putând fi aplicată atât cooperativelor de consumatori ca şi celor de producători. Lavergne obiectează: «Autorul n'a remarcat că definiţia sugerată de dânsul e aşà de generală încât îmbrăţişează tot aşà de bine societăţile capitaliste ca şi diferitele varietăţi de cooperative. Care este într'adevăr acţionarul capitalist, care, încredinţându-şi fondurile societăţii pe acţiuni din care face parte, refuză a-i transferà anumite funcţiuni economice (aceea de întreprinzător director al producţiei), în vederea obţinerii unui avantagiu economic (un profit sau divident anual)?».

Lavergne are de sigur dreptate când afirmă că definiţia lui Kaufmann se aplică diferitelor categorii de cooperative — nu însă şi atunci când afirmă că caracterizarea nu e suficientă pentru a deosebì societatea cooperativă de cea de capitaluri. Dacă şi la cea din urmă se poate întâmplà ca un acţionar să transfere întreprinderii anumite funcţiuni economice ale gospodăriei sale productive ori consumative — aceasta nu este însă o condiţie — iar în practică, este o excepţie.

Dimpotrivă la cooperativă: acì e necesar, ca asociatul să însărcineze întreprinderea comună cu îndeplinirea anumitor funcţiuni, pe care altfel le-ar face izolat, fie în calitatea sa de consumator, fie în aceea de producător (1).

Lavergne observă: profitul urmărit de acţionarul unei societăţi capitaliste este şi el un un «avantagiu economic». Fireşte că aceasta depinde de înţelesul ce se dă termenului. E drept că H. Kaufmann nu precizează în definiţia sa şi nici în restul articolului despre care e vorba înţelesul cuvintelor. Credem însă că acesta e altul decât acela care ar cuprinde şi profitul. Acì găsim însă defectul acestei definiţii: nu se precizează că asociaţia cooperativă nu e o societate de capitaluri, ai cărei membri să urmărească valorificarea părţilor de capital depuse, obţinerea unui profit cât mai însemnat, ci numai anumite foloase pentru întreprinderile ori gospodăriile lor.

O serie de autori, de pildă Charles Gide, insistă în deosebi tocmai asupra acestei caracteristice a întreprinderii cooperative: excluderea tendinţei de câştig.

Mai de curând profesorul V. Totomianz, membru de onoare al Alianţei Cooperative Internaţionale, insistă asupra excluderii tendinţei de câştig, definind: «Cooperativa este o asociaţie liberă având de scop îmbunătăţirea stărei economice şi morale, care lucrează cu excluderea tendinţei de câştig şi în care membrii şi capitalul sunt variabile» (2).

(1) Ideea aceasta se găseşte bine accentuată şi la *K. Hildebrand.* Die Finanzierung eingetragener Genossenschaften. Berlin 1922, şi într'un articol asupra caracterelor economice ale cooperativei, publicat în Schmollers Jahrbuch 1919.

(2) *Prof. Dr. V. Totomianz.* Grundlagen des Genossenschaftswesens. Band I der internationalen Genossenschaftsbücherei. Jena 1923.

In această privință trebuie ținut în seamă că sunt unele cooperative care nu urmăresc ele însele un câștig, pot însă să ajute pe societari să obțină câștiguri, (la cooperativele micilor întreprinzători, pentru desfacerea în comun a produselor industriale ori agricole). Codul cooperației și în genere și literatura cooperatistă germană vorbește de «Erwerbs- und Wirtschaftsgenossenschaften». Noi am vorbit de cooperative care vin în sprijinul gospodăriei (cooperative de consumație) societarilor și cooperative care sprijină întreprinderile cooperatorilor (pe cooperatori în calitatea lor de producători). Deaceea e bine a se preciză, cum face Schembor (1) că «o întreprindere îndeplinește aceste condiții (de a fi cooperativă), întrucât nu are un *scop de câștig propriu* în sens capitalist, și le îndeplinește și atunci când economia cooperativă urmărește la urma urmei sprijinirea tendinței de câștig, legată de întreprinderile membrilor».

Evident aci se nasc obiecții. Dar despre aceasta va fi vorba în paragraful următor.

Hans Müller, fostul secretar general al Alianței, în trei lucrări mai recente (2) insistă asupra faptului că asociația cooperativă trebuie în orice caz să aibă ca scop să valorifice munca, printr'o stabilire cât mai rațională a venitului din muncă, definind cooperativa drept formă a economiei colective al cărei principiu este interesul muncii.

Hans Müller stabilește deci ca principiu al cooperației: interesul muncii, iar ca formă a întreprinderii: economia colectivă (3).

Albert Thomas și Dr. Fauquet, în importantul referat despre care am vorbit mai sus, constată o convergență a opiniilor asupra caracterelor ce aparțin în comun tuturor societăților cooperative și cred că aceste caracteristice indicate de diferiții autori se pot grupà sub cele două aspecte ale societății cooperative: 1) asociația de persoane (aspectul uman și social) și 2) întreprinderea comună, prin care-și atinge țelul (aspectul economic) (4). Condițiile de funcționare și de gestiune vor fi determinate prin urmărirea nu a maximului de profit, ci a celui mai bun serviciu.

De sigur că caracterizarea lui Albert Thomas nu introduce elemente noui, originale. Avantagiul său constă în aceea că în locul unei înșirări simple a diferitelor caracteristici ale societății cooperative, se stabilesc două principii fundamentale, care stau la baza noțiunii de cooperativă și din care decurg celelalte elemente.

Așà, din cea de a doua caracteristică, decurge aceea că societatea cooperativă are de scop satisfacerea unor nevoi ale cooperatorilor; cooperativa urmărește să

(1) *Otto Schembor*. Die genossenschaftliche Gemeinwirtschaft, 1922.

(2) Das Genossenschaftswesen und die Reform seines Rechtes im demokratischen Staat. Zürich 1921. Richtlinien der Genossenschafts-Gesetzgebung. Zürich 1921. Zur Kritik des Genossenschaftsbegriffs. Jena 1924.

(3) Concepția economiei colective dominează după informațiile pe care le avem și proiectul de cod cooperatist ce este încă în pregătire în Elveția.

(4) Referatul tipărit în Agenda du XI-e Congrès Coopératif International.

procure servicii membrilor săi. Această concepţie organică ce se găseşte şi la alţi autori — a fixat-o în chip admirabil, Cesare Vivante în tratatul său de drept comercial, arătând că societatea cooperativă este organizată în vederea uşurării unui schimb de servicii din partea societăţii către societari, şi din partea acestora către societate.

In proiectul de cod cooperatist lucrat împreună cu d-l V. N. Madgearu (1) am definit cooperativele: «asociaţii de persoane, cu capital variabil, formate de un număr nelimitat de producători sau consumatori cari-şi propun realizarea unor anume *scopuri comune, printr'un schimb reciproc de servicii*, cu ajutorul unei întreprinderi economice comune şi pe baza egalităţii drepturilor şi a îndatoririlor».

Esenţialul la societatea cooperativă este deci că ea asociază persoane în scopul ajutorării propăşirii lor (economice şi culturale), prin aceea că se stabileşte un schimb reciproc de servicii între cei întovărăşiţi şi întreprinderea comună. Accentuarea acestei relaţii dintre cooperativă şi cooperator e de cea mai mare însemnătate pentru practica cooperatistă. Introducerea în lege a unor dispoziţii care să stabilească condiţiile de admisibilitate a indivizilor în societăţile cooperative — ar fi împiedecat formarea de societăţi de capitaluri cu firma cooperativă — ar fi împiedecat pătrunderea în societăţile acestea a persoanelor ce nu aveau interese de muncă, ci de pură speculaţie ori de valorificare a capitalurilor disponibile. Cooperativa vreà să satisfacă anumite nevoi ale celor interesaţi. Aceste nevoi comune unesc pe membri, fie în calitatea lor de consumatori, fie de producători. Scopul urmărit este deci fie de a da muncii posibilitatea de a se bucurà de un produs cât mai însemnat, fie de a face ca acest produs al muncii să folosească într'o cât mai bună măsură gospodăriei membrilor. Ca urmare, cooperatorul ia parte activă în funcţionarea instituţiei (la cooperativele de producţie ca muncitor, la cooperativele de credit şi economie, de consum, aprovizionare şi desfacere, ca client).

Definiţia aceasta cuprinde în afară de aceasta următoarele puncte suficiente pentru a caracterizà complet societatea:

1. Cooperativa este o instituţie autonomă, creată din iniţiativa proprie a celor interesaţi.

2. Cooperativa este o asociaţie de persoane, în deosebire de societăţile de capitaluri. Rolul capitalului acì este de a servì, nu de a dominà (*Gierke*).

3. In regulă generală, asociaţiile cooperative nu se îngrădesc, intrarea şi ieşirea membrilor este teoretic cu totul liberă.

4. Capitalul cooperativei e variabil, atât din pricina fluctuaţiei membrilor, cât şi din pricina schimbării mărimii părţilor sociale.

5. Cooperativa este o instituţie de origină democratică. Diferenţele de capital nu pot aduce drepturi deosebite. Drepturile ca şi îndatoririle asociaţiilor sunt egale (*Kaufmann*, proiectul *Labriola*, *Staudinger*, *Iacob*, *Sassen*).

6. Cei întovărăşiţi caută a-şi satisface nevoile prin ajutorul unei întreprinderi

(4) «Reforma Cooperaţiei». — «Cultura Naţională». Colecţia Actualităţi — Bucureşti 1925.

economice comune, funcţionând pe socoteala comună a societarilor (*Thomas, Fauquet, Staudinger*, proiectul elveţian).

2 b. Ne propunem acum să cercetăm dacă nu e posibil a se stabili o teorie generală a cooperaţiei, dacă nu e posibil a se găsi principiul fundamental al economiei cooperative, care să cuprindă toate ramurile atât de variate ale mişcării cooperative.

Am văzut că în starea actuală o doctrină unitară, universal acceptată, nu există (1).

Aceasta se datoreşte de sigur în primul rând faptului că mişcarea cooperativă cuprinde ramuri de activitate economică variate şi e pusă în serviciul a diverse categorii sociale: proletari, manuali ori intelectuali, mici meseriaşi, mici proprietari agricoli, etc. Totuş e izbitoare sărăcia producţiei ştiinţifice în această privinţă. E de neexplicat faptul că o mişcare atât de impunătoare nu a putut atrage atenţia deosebită a sociologilor, economiştilor şi nici a juriştilor şi a oamenilor de Stat. Ferdinand Tönnies, în lucrarea sa asupra opiniei publice (2), cercetând poziţia luată de economişti, jurişti, eticieni faţă de mişcarea cooperativă de consum, găseşte aproape pretutindeni o necunoaştere a fiinţei şi a importanţei acestei mişcări. Şi conchide: «Atitudinea expusă aci faţă de o apariţie socială atât de puternică, nu se poate explica decât prin aceea că ei n'au primit aproape nimic dela opinia publică, dar mai reiese şi faptul că aceasta a primit foarte puţin dela conducătorii ei».

Şi totuş fixarea sistemului cooperativ este — după cum am arătat — de o importanţă nemărginită pentru desvoltarea mişcării. Ultimele încercări în această direcţie sunt deci lăudabile.

Dela început o constatare: puţinele încercări în această direcţie se mărginesc aproape numai la cooperaţia de consum. Numai această ramură a mişcării a atras atenţia doctrinarilor.

Şi acesta se explică prin două motive: Cooperaţia de consum este astăzi singura ramură destul de înaintată pentru a putea vorbi în deplină cunoştinţă de cauză ca de un sistem. Şi apoi: mişcarea aceasta şi-a pus dela început încă dela genialii pionieri din Rochedale — ca obiect crearea unei noui economii, care să înlocuească sistemul social — economic actual. Vroiau să schimbe faţa lumii! — exclamă minunat un contimporan.

Atitudinea diferitelor sisteme cooperatiste faţă de actualul regim capitalist este deosebită (3). Adepţii lui Schulze-Delitzsch, ca şi Raiffeisienii, consideră că

(1) Charles Gide scrie în Histoire des doctrines économiques (par Ch. Gide et Ch. Rist, quatrième édition, Paris 1922): «Societăţile cooperative de consum au luat, mai ales dela răsboiu, o astfel de desvoltare că nu ne-am putea dispensă de a le rezervă un capitol într'o istorie a mişcării sociale contimporane, Insă, ca doctrină, cooperatismul poate nu şi-a cucerit încă o autoritate suficientă pentru a ne crede în drept să-i rezervăm un capitol special în această istorie a doctrinelor, care trebuie să se mărginească la doctrinele clasice».

(2) Kritik der öffentlichen Meinung. 1917.

(3) O expunere asupra «Curentelor de idei în mişcarea cooperativă, în legătură cu alte idei şi mişcări sociale», am început în revista «*Cooperaţia*» (vezi No. 5—6, An. I, 1925).

instituţia cooperativă se desvoltă în actualul regim economic social, fără a fi în opoziţie cu acest regim capitalist. Dimpotrivă — am văzut — rochedalienii.

Dealtfel chiar în cooperaţia de consum, care se are în vedere în deobşte când se vorbeşte de sistemul cooperativ, au existat curente deosebite. Neînţelegerea venià în deosebi dela atitudinea social democraţiei faţă de mişcare. Această atitudine a suferit o schimbare în timpurile din urmă (1).

In deobşte partidele socialiste au considerat mişcarea cooperativă ca o anexă a mişcării politice, cooperaţia nu este ea însuş un scop. Cităm dintr'o broşură mai veche a lui Louis Bertrand, unul din întemeietorii mişcării cooperative muncitoreşti din Belgia: «S'o spunem dela început că pentru noi cooperaţia nu este un scop, ci un mijloc, cum e dealtfel şi cucerirea puterii politice. Noi suntem adversarii acelora cari cred că cooperaţia aduce suprimarea exploatării omului de către om, sfârşitul regimului capitalist. E un vis acesta. Clasa capitalistă e prea puternică pentru a se lăsà absorbită şi mai ales doborîtă de massa celor fără mijloace... Cooperatorii cari cred a puteà transformà în chip profund societatea prin cooperaţie se înşeală, după părerea noastră» (2).

Aceeaş concepţie a dominat şi în organizaţiile muncitoreşti din Franţa, Germania, etc. Cu timpul însă — în urma progreselor realizate de organizaţiile cooperative «neutre», în urma stabilirii din ce în ce mai complete şi mai profunde a doctrinii «cooperatismului» de către teoreticienii «şcoalei din Nîmes» în Franţa, «şcoalei hamburgeze» în Germania şi a altor organizaţii naţionale în Elveţia, Anglia, etc. s'a produs o apropiere între concepţiile socialismului politic şi sindical şi ale cooperatismului şi astfel s'a ajuns la «unitatea cooperativă» în Franţa prin fuziunea în 1912 a «Uriunii Cooperative a societăţilor franceze de consumaţie» cu Confederaţia cooperativelor socialiste şi muncitoreşti (3), în Germania prin aderarea, sub influenţa socialismului revizionist, a clasei uvriere la organizaţiile cooperative de consum afiliate Centralei din Hamburg, şi aşà mai departe.

In istoria Alianţei Cooperative Internaţionale însăş, Charles Gide deosebeşte o perioadă burgheză, o a doua socialistă şi a treia — actuală — cooperatistă neutră.

O serie de autori socialişti: Eugene Fournière, E Poisson, A. Thomas, V. Elm, Ed. Bernstein, H. Kaufmann, H. Müller, constată paralelismul între mişcarea

---

(1) Nu putem face acì o expunere a acestei chestiuni. Pe scurt, a fost tratată în broşura noastră: «Mişcarea cooperativă în oraşele noastre». Bucureşti 1919, unde se găsesc şi indicaţii bibliografice.

(2) *L. Bertrand.* Coopération et socialisme. Prima ediţie e datată în 1896. Broşura a fost reedectată în 1904. Noi cităm din ediţia nouă (Bibliothèque de la propagande socialiste).

(3) Pactul, încheiat la 12 Iunie 1912, începe printr'o declaraţie prin care se constată acordul asupra principiilor esenţiale cooperative, formulate de către Pionierii din Rochedale, şi anume: Substituirea regimului competitiv şi capitalist actual cu un regim în care producţia va fi organizată în vederea colectivităţii consumatorilor şi nu în vederea profitului. Aproprierea colectivă şi graduală a mijloacelor de schimb şi producţie de către consumatorii asociaţi, aceştia păstrând deacum înainte pentru ei, bogăţiile pe care le vor fi creat. Constată apoi acordul acestor principii pur cooperatiste cu acelea care sunt înscrise în programul socialismului internaţional, însă reclamând, cum au recunoscut congresele din Hamburg şi din Copenhaga, autonomia mişcării cooperative.

cooperativă şi cea socialistă prin aceea că ţinta este comună: înlocuirea actualului regim economic social, dominat de marea întreprindere capitalistă, printr'un altul în care productia şi în primul rând circulaţia bonurilor vor fi organizate în vederea satisfacerii nevoilor consumului.

Cooperaţia agricolă se bucură de un interes mai mic din partea acestora, totuş se găsesc o serie de autori socialişti cari acordă o importanţă deosebită chiar cooperativelor micilor agricultori, de pildă Ed. David în Germania, Compère-Morel în Franţa, Gerolamo Gatti în Italia.

In Belgia există încă o mişcare cooperativă afiliată partidului muncitoresc (1), deci cooperaţia e considerată ca un mijloc pentru întărirea clasei uvriere în lupta sa împotriva clasei capitaliste. In ultimul timp pare a se produce şi aci un reviriment. Victor Serwy, directorul Oficiului Cooperativ belgian, influenţează în acest sens. Bătrânul Louis Bertrand, a cărui părere mai veche am văzut-o mai sus, într'un articol de gazetă (2), scris cu prilejul închiderii Expoziţiei din Gand, după ce recunoaşte că «socialiştii belgieni au considerat până aci că asociaţia cooperativă erà un mijloc de a organizà pe muncitori, că însă ea singură nu poate rezolvà chestiunea socială, adică să puie sfârşit antagonismului claselor şi intereselor actualmente în luptă unul contra celorlalte şi izvor de conflicte sociale», găseşte că Expoziţia din Gand a învăţat că «această soluţie cooperativă a problemei sociale nu este o utopie».

Cum înţeleg conducătorii mişcării belgiene această contribuţie la rezolvarea problemei sociale, se vede tot din articolul citat ca şi dintr'o cuvântare ţinută cu ocazia Congresului din anul acesta al Sindicatelor muncitoreşti belgiene de către Ed. Anseele. S'a făcut următoarea socoteală: milionul de familii muncitoreşti din Belgia consumă anual pentru 8 până la 10 miliarde franci şi face economii de circa 400 milioane franci. Dacă s'ar puteà captà această putere de cumpărare prin cooperativele de consum şi aceste fonduri prin băncile cooperative — clasa uvrieră ar dispune de o forţă care i-ar permite să aibă un cuvânt decisiv în organizaţia economică.

Aşadar, se vorbeşte încă de mişcarea cooperativă a unei anumite clase şi mai ales de o ramură a mişcării: cooperaţia de consum.

Expoziţia Internaţională din Gand a atras atenţia lumei cooperative asupra importanţei desvoltării luate şi de alte ramuri cooperative — în deosebi de cooperaţia agricolă.

Credem că, pentru teoria cooperaţiei, constatarea aceasta va fi de cea mai mare însemnătate — căci deabià atunci când teoreticienii nu vor neglijà nici o formă cooperativă se va puteà ajunge la fixarea unei doctrine generale asupra cooperaţiei.

O lucrare fundamentală şi mai întinsă în această privinţă nu există în literatura cooperatistă. Există însă o serie de studii, publicate în volum ori în diferite

(1) De pildă statutul cunoscutei cooperative din Bruxelles, «Maison du Peuple», prevede (art. 4): «Societatea este afiliată partidului muncitoresc».

(2) «La puissance coopérative», publicat în *Le Soir* din 13 Septemvrie 1924.

periodice, ale lui Webb, Gide, Staudinger, Sombart, Riehn, Schembor, H. Müller, Wilbrandt, A. Thomas, Poisson şi alţii cari conţin contribuţii importante pentru stabilirea doctrinei cooperative.

Problema stabilirii doctrinei cooperative se rezumă în determinarea principiului de bază al sistemului cooperativ, adică al unei ordine economice a societăţii, în care întreprinderea cooperativă va fi forma de întreprindere, nu exclusivă — ceeace nu credem posibil, căci în toate regimurile economice de până acum, alăturea de forma de întreprindere dominantă, au trăit şi trăesc resturi ale formelor economice apuse ori nucleurilor economiilor viitoare — dar caracteristică.

Aci ne propunem ca, mai întâiu, să încercăm o sistematizare a principiilor fundamentale atribuite cooperaţiei în lucrările autorilor numiţi mai sus.

Se va vedeà că există între mai toate aceste principii fixate similitudine și câte odată identitate — aşà că optimismul arătat de Albert Thomas în referatul de care am mai pomenit, apare ca îndreptăţit.

A. Prima grupă a doctrinelor ar cuprinde pe acelea care găsesc principiul fundamental mai mult în ordinea economică şi anume un principiul de organizare a activităţii economice.

1. In post-faţa ediţiei germane a cunoscutei Antologii cooperative a lui Totomianz (1), Werner Sombart găseşte că principiul fundamental al sistemului cooperativ este acela al satisfacerii nevoilor («Bedarfdeckungsprinzip»). E cunoscută teoria lui Sombart (2) asupra capitalismului modern. Regimul actual ar fi dominat de întreprinderea capitalistă, al cărei principiu este acela al câştigului («Erwerbsprinzip»), întreprinderea lucrând pentru piaţă — opus principiului conducător al micei întreprinderi, îndeosebi a meseriaşilor, care lucrează pentru o clientelă determinată, pentru satisfacerea unor nevoi cunoscute («Bedarfdeckungsprinzip»). Acest din urmă principiu caracterizează şi economia cooperatistă — şi încă în măsură mai completă.

O concepţie asemănătoare se găseşte şi la alţi autori, de pildă la Beatrice Potter-Webb și Sidney Webb (3). Atât Sombart cât şi Webb au în vedere aproape exclusiv cooperativele de consum.

2. Alături de această încercare trebuie puse acelea ale altor autori cari văd în cooperaţie sistemul economic, capabil să introducă «un moment de ordine în anarhia distribuţiei actuale» (4). Reinhold Riehn, din care citām, vorbeşte şi dânsul numai de cooperativele de consum.

Mai ales după răsboiu, în primul rând în Germania, s'a construit o doctrină a cooperaţiei în legătură cu noul sistem al economiei colective, organizate. («Gemeinwirstschaft», «Planwirtschaft») — chiar noua constituţie germană acordă coo-

---

(1) *V. T. Totomianz.* Anthologie des Genossenschaftswesens. L. Prager, Berlin.

(2) *W. Sombart.* Der moderne Kapitalismus, 4-te Auflage. Leipzig 1922.

(3) The consumers cooperative movement, London 1921.

(4) *R. Riehn.* Das Konsumvereinswesen in Deutschland. Seine volkswirtschaftliche und soziale Bedeutung. Mit einem Vorwort von Lujo Brentano. Stuttgart-Berlin 1902.

peraţiei un rol în această două economie organizată. In literatura cooperativă au contribuit în această direcţie, R. Wilbrandt (1), Otto Schembor (2), etc.

In aceeaş grupă trebuie puse şi sistemele bazate pe generalizarea şi concentrarea cooperaţiei de consum, de pildă «Republica cooperativă» a lui Poisson (3).

B. Tot din punct de vedere economic — dar având în vedere domeniul circulaţiei bunurilor economice, trebuie pusă teoria *preţului just* — desvoltată după răsboiu mai ales de Charles Gide, în cursul său asupra cooperaţiei dela Collège de France (4). Evident că noţiunea aceasta a justului preţ, cuprinde în afară de caracterul economic şi un element moral. Ce este acest just preţ? «Preţul just este preţul curăţit de întreaga această vegetaţie care sub numele de profit, de dividend, de rentă, de plus valoare, îl îngroaşe în chip infinit în dauna consumatorului, şi de care am văzut atâtea exemple dela răsboiu. Economiştii cred că libera concurenţă stabileşte justul preţ. Ei bine! Noi nu credem în această acţiune eficace şi suficientă a concurenţei pentru a stabili preţul just».

Preţul fixat de vânzător nu scade dacă nu există o forţă exterioară care să oblige pe vânzător în acest sens. «Această forţă exterioară puteà fi concurenţa: Ea nu mai este. Ar puteà fi taxa oficială: S'a încercat. Dar această taxă nu a dat rezultate eficace». Numai organizaţiile cooperative — după părerea lui Gide — pot impune vânzarea pe preţul just.

C. Vroim a formà o a treia grupă care să cuprindă încercările de determinare a principiului fundamental al sistemului cooperativ — care au în vedere într'o mare măsură latura socială a cooperaţiei.

Intr'un mic studiu, profesorul Ernst Grünfeld din Halle (5) caută să caracterizeze fiinţa cooperaţiei — ţinând seamă în primul rând de efectul şi importanţa politică socială a mişcării. Şi Grünfeld este printre puţinii autori cari au în vedere toate formele cooperaţiei, căutând să stabilească dacă caracterizarea dată de dânsul se potriveşte nu numai cooperativelor de consumaţie şi celor de producţie în comun, dar şi cooperativelor agricole ca şi acelora formate din membrii păturii mijlocii dela oraşe. Şi găseşte că mai ales mişcarea cooperativă sătească nu este nicăiri o mişcare pur economică, dar că pretutindeni şi în toate sistemele acţiunea cooperatistă e legată cu o acţiune de politică agrară ori are un caracter etic-social.

Asocierea în cooperaţie vreà să înfăptuească anumite scopuri de politică socială. Deaceea se asociază elemente nevoiaşe din punct de vedere economic. Cooperativa este un fenomen de massă. «Prin asociere se înfăptuesc în mod intenţionat anumite tendinţe: *a*) subiective, şi anume influenţe educative asupra cooperatorului,

(1) Sozialismus, 1920, şi Konsumgenossenschaften. Stuttgart 1922.

(2) Die genossenschaftliche Gemeinwirtschaft, 1922.

(3) *E. Poisson*. La République coopérative. Paris 1920.

(4) A se vedeà mai ales seria de broşuri cuprinzând frumoasele lecţii ale lui Ch. Gide, în deosebi lecţia de deschidere: «La coopération, la place qu'elle réclame dans l'enseignement économique» şi «Ce que peuvent faire les coopératives de consommation pour l'établissement du juste prix». Association pour l'enseignement de la coopération. Paris.

(5) «Das Wesen der Genossenschaft» în *Genossenschafts-Korrespondenz* (Mitteilungen aus dem Seminar für Genossenschaftswesen der Universität Halle a. S.), 2-er Jahrgang (1924) No. 1.

care este condus dela individualism la solidarism şi este întărit în rendementul, său economic; *b*) obiective, prin aceea că cei cooperatizaţi sunt întăriţi în situaţia lor economică, socială sau politică şi prin aceasta se obţin sau se împiedecă modificări în corpul social al colectivităţii, care prin alte mijloace cu greu ar fi putut fi obţinute».

Dar cea mai de seamă contribuţie în această direcţie — este după părerea noastră, aceea a lui Hans Müller, fost secretar al Alianţei Cooperative Internaţionale, care a ţinut în ultimii ani cursuri despre cooperaţie la Universitatea din Zürich — de unde a trecut la cea din Jena. In al doilea Anuar al Alianţei (1), Müller a publicat un studiu, «Doctorul William King şi rolul său în istoria Cooperaţiei», în care se arată meritul deosebit al acestui îndrumător, care încă în anii 1828 şi 1829 a publicat «The Co-operator», periodic care a exercitat o mare influenţă asupra mişcării cooperative, care atunci începuse să se desvolte.

Din expunerea lui Müller reiese că scrierile lui W. King au şi o mare valoare doctrinară. După doctrina sa, principiul economico-social fundamental al cooperaţiei este organizarea muncii în folosul celor cari prestează munca. Interesul muncii este principiul organizator al cooperaţiei. Cooperaţia eliberează munca din starea de dependenţă în care se găseşte faţă de capital, şi emancipează muncitorimea de sub tutela capitaliştilor.

Concepţia socială şi etică se observă în toate lucrările lui Müller. După răsboiu el a publicat o serie de lucrări (2) în care desvoltă, sub influenţa doctrinei lui King, o teorie a cooperaţiei, stabilind ca principiu fundamental: *interesul muncii*.

Deosebirea între întreprinderea cooperativă şi cea capitalistă este următoarea: întreprinderea capitalistă urmăreşte o cât mai rentabilă valorificare a capitalurilor în folosul posesorilor lor, pe când cea dintâiu are ca scop să valorifice cât mai avantajos munca printr'o stabilire cât mai raţională a venitului din muncă.

In aceasta constă spiritul cooperaţiei: ea este organizaţia al cărei principiu fundamental este subordonarea mijloacelor de muncă, împreună cu drepturile legate de ele intereselor muncii. Acesta este principiul care se întrupează prin cooperaţie, ideea care se realizează prin ea, spiritul de care este pătrunsă, interesul care reuneşte pe membri. In ce priveşte forma cooperativă, adică structura legală şi statutară pe care o dă reglementarea raporturilor cu lumea din afară şi cu membrii ei, aparatul social pe care şi-l creează pentru a-şi exercită activitatea — ea se caracterizează prin aceea că este o economie colectivă în deosebire de economiile individuale şi generale. Cooperativa, Hans Müller o defineşte, ca urmare, drept o formă a economiei colective al cărei principiu fundamental este interesul muncii.

Teoria lui Müller este ingenioasă. Proba trebuie să şi-o facă însă prin aplicarea noţiunii stabilite, la diferitele ramuri ale mişcării cooperative. Făcând aceasta —

(1) Annuaire du mouvement coopératif international. Deuxième année. Londres 1913.

(2) Zur Kritik des Genossenschaftsbegriffs. Jena 1924; Das Genossenschaftswesen und die Reform seines Rechtes im demokratischen Staat. Zürich 1921. Richtlinien der Genossenschafts-Gesetzgebung. Zürich 1922. Precum şi o serie de articole din *Die Sozialistische Genossenschaft* devenită apoi *Die Gemeinwirtschaft*, *Schmollers Jahrbücher* şi alte periodice.

autorul ajunge la următoarea clasificare a societăților cooperative: 1) Cooperativele de întreprinderi, care sunt puse în serviciul intereselor muncii de breaslă; 2) Cooperativele populare gospodărești puse în serviciul intereselor generale ale muncii și 3) cooperativele mixte, cum ar fi de pildă Cooperativele sătești, care servesc atât nevoilor exploatărilor agricole ale sătenilor, cât și gospodăriei lor. Müller găsește că pe când cele din grupa a doua sunt organizații pentru satisfacerea necesităților de traiu, cele dintâiu sunt întreprinderi făcând parte din piața economică. Cele de al doilea îl privesc pe societar în calitatea sa de consumator, nu ca membru al unei bresle, clase sau chiar al unei națiuni. Ele au ca atare un caracter general, internațional chiar — neexistând acì posibilitatea unor conflicte din pricina intereselor altor grupări sociale. Aceste cooperative reprezintă deci economii publice, colective — în deosebire de celelalte, care sunt organizații economice private.

Se vede deci că și Hans Müller — care întrebuințează des termenul de «socialism-cooperativ», consideră drept forma cea mai curată a cooperației, cooperativele de consum, capabile să formeze temelia unui nou sistem economic.

D. Importanța cea mare a concepției lui Hans Müller constă, după părerea noastră, în aceea că el ne îndrumează a căută principiul fundamental al sistemului cooperativ în domeniul repartiției veniturilor. Problema aceasta a distribuției productului social formează miezul chestiunii sociale.

Ceeace a fost genial în sistemul rochedalian este de sigur metoda adoptată — după propunerea lui Ch. Howard — la împărțirea excedentului anual. Excedentul acesta nu se împarte proporțional cu aportul de capital al societarilor, ci în raport cu participarea fiecăruia la obținerea acestui product social.

Dacă o întreprindere îndeplinește condiția de a fi cooperativă, aceasta depinde în mod decisiv dacă excedentul realizat de întreprindere revine muncitorului (în sensul larg) ori clientului care a recurs la serviciile cooperativei și care în acelaș timp este și cel ce furnizează acesteia mijloacele de exploatare.

Generalizarea sistemului cooperatist ar contribuì deci la înlăturarea surselor de venituri altele decât cele din muncă. Dar această înseamnează o soluție a problemei sociale, căci prin introducerea nouei ordine economice — orice rentă ar fi înlăturată, înțelegând prin rentă orice câștig care nu e un rezultat al muncii, rentă sub toate formele sale. Este de stabilit dacă toate formele cooperatiste satisfac această cerință.

Se pot formà două categorii de cooperative: cooperative de producători și cooperative de consumatori. Există însă și forme mixte: In primul rând cooperativele sătești, căci gospodăria de consumație a agricultorului nu este bine separată de cea productivă.

Am văzut că în deobște cooperativa de consum e considerată ca realizând tipul perfect al asociației cooperative. Firește e vorba de cooperativele care urmează normele de funcționare ale adevăratei cooperații. In primul rând se pune chestiunea repartiției beneficiilor și în legătură cu aceasta vânzarea la nesocietari. Când cooperativa vinde și la public, o parte a excedentului ce se distribue de obiceiu la

sfârşitul anului, este provenită din diferenţa între preţul de vânzare şi cel de cost la mărfurile ce se vând nesocietarilor. Şi atunci statutul societăţii trebuie să prevadă că şi aceştia au dreptul la prima de consumaţie ori partea ce li se cuvine să fie alocată fondurilor pentru operele sociale de interes general (nu în folosul numai al membrilor societăţii). Căci altfel o parte din prima de consumaţie ce o primesc cooperatorii e provenită din exploatarea publicului — ar aveà tocmai caracterul unui câştig.

Am văzut curentul existent de a considerà cooperaţia de consum drept singura ramură a mişcării capabilă să introducă în organizaţia economică a societăţii un regim nou, superior celui existent, prin aceea că se introduce o ordine în circulaţia şi apoi în producerea bunurilor, prin aceea că producerea se face în vederea satisfacerii nevoilor consumatorilor. Charles Gide obişnueşte să vorbească de «prostia consumatorului», preconizând «domnia consumatorului».

Am văzut că Alianţa stă sub influenţa acestei doctrine a cooperaţiei de consum sistematizată de adepţii «şcoalei din Nîmes» şi ai «direcţiei Hamburg».

Cooperaţia de consum a fost îmbrăţişată şi de conducătorii mişcării muncitoreşti de pretutindeni — căci această ramură a mişcării cooperative — după eşuarea încercărilor făcute cu cooperativele de producţie industrială — este singura care poate interesà pe muncitorul industrial.

Se poate vedeà din textul lucrării de faţă că noi grupăm cooperativele în: cooporative ale consumatorilor şi cooperative de producători, adăugând însă că există şi forme mixte, în deosebi la cooperativele săteşti. Totuş şi acì calitatea de producător dominează. Ne dăm însă seama că «consumatorii» şi «producătorii» nu sunt categorii distincte de indivizi. Puneam această întrebare unuia din conducătorii mişcării belgiene: există consumatori cari să nu fie şi producători? Mi s'a răspuns, da: copiii, bătrânii, incapabilii, etc. Se vede uşor că răspunsul nu e just, pentru punctul de vedere ce ne interesează. Acestea sunt tocmai categoriile care trebuesc escluse din discuţie — ele privind asistenţa.

Aşadar, când am clasificat: cooperative de producători şi cooperative de consumatori — nu ne-am închipuit grupe distincte stând faţă în faţă, ci am spus numai că, într'o cooperativă societarii să întovărăşesc fie în calitate de producători, fie în cea de consumatori. In referatul citat în mai multe rânduri, Albert Thomas vorbeşte foarte just de «consumatorii-producători dela sate şi din oraşe».

In afară de cooperaţia de consum, cea de producere în comun, atelierele cooperative — întruneşte sufragiile aproape unanime ale teoreticienilor cooperaţiei. Numai că aceste cooperative, cu toate speranţele unui Louis Blanc şi ale unui Lasalle, nu s'au putut desvoltà şi nu au putut da rezultatele ce se aşteptau dela ele.

Dar rămân celelalte categorii de cooperative — cărora li se contestă uneori această calitate şi asupra cărora trebuie să cercetăm acì dacă satisfac principiul ce l-am stabilit. E vorba de cooperativele de credit, de aprovizionare şi de desfacere în comun — ale micilor meseriaşi şi agricultori.

Cooperaţia se adresează elementelor slabe din punct de vedere economic. Chiar dacă cei întovărăşiţi — în cooperativele de credit şi economie, de aprovizionare

şi desfacere în comun, nu sunt elemente proletariene — care adică să nu posedă nici un mijloc de producţie în afara puterii de muncă, — trebuie totuş ţinut seamă că ei nu sunt nişte întreprinzători, după cum îi consideră unii autori. Mica proprietate ţărănească este o *proprietate de muncă*. Acì, ca şi în atelierele micilor meşteşugari, munca posesorului este elementul decisiv. Venitul micului agricultor, ca şi al micului patron meseriaş, este curăţat de plusuri, care i-ar puteà da caracterul unei rente — adică al unui venit care nu e provenit din muncă.

Structura însăş a cooperativelor împiedecă obţinerea de câştiguri din speculaţii, din folosirea unei situaţii avantajoase, etc.

Am văzut criteriile după care se face repartiţia excedentului cooperativei. Mai mult încă, părţile sociale se dau nouilor veniţi al pari. Cooperativa nu poate deci folosì situaţiei ce şi-a creiat-o pe piaţa economică, pentru a obţine un câştig excepţional. Fireşte că din punct de vedere financiar întreprinderea cooperativă este pusă prin aceasta în starea de inferioritate faţă de întreprinderea capitalistă (mai ales în epoca de depreciere valutară).

Fondurile de rezervă — la cooperativele care nu au numai firma cooperativă — sunt indivizibile la lichidare. Ele nu pot deci formà un mijloc de îmbogăţire individuală, o sporire a părţii sociale real vărsate, de societar. Miza socială nu poate sporì nici prin dreptul asupra unei părţi din fondurile de rezervă, nici printr'o primă pe care ar putea-o face, prin transmitere unei alte persoane. Este acì un principiu de *altruism social*, ce determină structura organizaţiei cooperative.

Aşadar nici unei forme a cooperaţiei nu i se poate refuzà, în mod principial, această calitate. Fireşte, se presupune că societăţile respective păzesc normele cooperatiste de organizare şi de funcţionare.

Cooperativele tip rochedalian ca şi cele tip Raiffeisen — satisfac principiul ce l-am pus la baza organizaţiei cooperative. In privinţa celor tip Schulze-Delitzsch ar fi de făcut unele rezerve — căci acestea au un caracter pronunţat individualist — şi acceptă norme de funcţionare, identice celor ale întreprinderilor capitaliste.

3. E în deobşte cunoscut că Raiffeisen a pus printre principiile de organizare a sistemului său acela ca societatea cooperativă să-şi limiteze cercul de activitate cât mai mult: la un sat, la o parohie. In cercul acesta cooperatorii se cunosc, legătura între ei e strânsă şi permanentă şi în felul acesta şi celălalt principiu raiffeisian — răspunderea solidară şi nemărginită a societarilor — devine aplicabil.

Dimpotrivă, în sistemul cooperaţiei de consum tip rochedalian. Acì există tendinţa unei concentrări cât mai intense. Pretutindeni se observă această mişcare de concentrare. In Anglia, statistica arată anual o descreştere continuă a numărului unităţilor cooperative, numărul cooperatorilor sporind. In Germania, încă dinainte de răsboiu se organizează aşà zisele «Bezirksvereine». In Belgia, cooperativele locale fuzionează creând cooperative mari cu sucursale multiple. La fel în Franţa, unde s'au creat în diferite regiuni, «Unions des coopérateurs», — sau cel puţin «Sociétés de fusion» ori «Sociétés de développement» — care au rostul să pregătească fuziunea cooperativelor locale, constituindu-se cooperative depar-

tamentale. La fel în Elveţia, unde există câtevà mari cooperative de consum în frunte cu «cooperativa generală» din Basel.

. In toate ţările există această tendinţă de concentrare în mişcarea cooperativă de consum, care se face atât în întindere cât şi prin concentrarea în «magazine universale», adică în magazine nespecializate, oferind clientelei toate cele trebuitoare traiului.

Concentrarea aceasta a organizaţiilor cooperative nu e numai o tendinţă din motive de ordin practic imediat (superioritatea cunoscută a marilor întreprinderi asupra celor mici, şi a celor universale asupra magazinelor specializate) — dar doctrinarii mişcării preconizează prin această concentrare a puterii de cumpărare a consumatorilor, organizarea acestora într'o societate cooperativă naţională unică (1).

Dar în ultimii ani s'a născut în mişcarea cooperativelor de consum din Elveţia, unde am văzut că domină acelaş principiu de concentrare, o tendinţă oarecum contrarie. Mişcarea elveţiană stă sub influenţa marilor pedagogi naţionali Pestalozzi şi Fellenberg, şi are un pronunţat caracter etic adoptând principiul familiar. In această direcţie a înrâurit în mare măsură Dr. Karl Munding (2). Bernard Jaeggi, preşedintele actual al Uniunii generale a cooperativelor de consum elveţiene, a publicat anul trecut o serie de teze pentru organizarea cooperaţiei — în care se preconizează menţinerea caracterului local al cooperativelor de consum.

Fiinţa cooperaţiei cere să existe un contact permanent între cooperativă ş cooperatori. Cooperativa înseamnă, am văzut, un schimb reciproc de servicii între asociat şi întreprinderea comună. Cooperativa se sprijină pe solidaritatea celor interesaţi. Răspunderea e comună. Controlul unui membru asupra întreprinderii trebuie să fie deci real şi pe cât posibil permanent. Statutele multor cooperative prevăd sancţiuni pentru societarii cari nu-şi îndeplinesc obligaţia de a luà parte la adunarea generală — organul suprem al instituţiei. Dar în sistemul cooperativelor noastre regionale, adunarea generală e formată din delegaţi.

Acestea sunt defectele unei concentrări excesive. Evident că mica întreprindere locală izolată nu-şi poate îndeplinì menirea. Există însă sistemul federalizării — prin care cooperativa locală îşi păstrează autonomia. Ea păstrează mai

---

(1) Anul acesta s'au pus în Belgia bazele unei «Societăţi Generale Cooperative» cu sediul la Bruxelles, formată din cooperativele de consum. La început erà proiectată numai o societate pentru organizarea producţiei articolelor necesare cooperativelor. Statutele aşà cum au fost adoptate prevăd însă că societatea va puteà face nu numai operaţii de aprovizionare a cooperativelor afiliate, dar va puteà creà «magazine speciale pentru vânzarea în detaliu, fie cooperativelor, fie cooperatorilor, fie necooperatorilor, a mărfurilor, articolelor, ori obiectelor manufacturate ori nu, de către societate. Cerând lămuriri, dela iniţiatori, ni s'a confirmat că intenţia este ca această societate să devie o societate naţională — o cooperativă unică pentru întreg teritoriul belgian.

(2) Concepţia sa, *Karl Munding* nu a expus-o încă într'o lucrare sistematică. Se poate vedeà însă din broşura «Die Rechte und Pflichten der Genossenschaftsangestellten» şi mai ales în desvoltatele adnotări la scrierile lui Schär şi Zschoke, a căror publicare a îngrijit-o.

mult rolul de distribuitor, pe când aprovizionarea cu mărfuri, ca şi eventual cu mijloace financiare, cade în sarcina organizaţiilor federale, formate din asocierea unităţilor cooperative.

Pentru ţara noastră, credem că sistemul cooperativelor locale trebuie menţinut. La sate trebuesc create, pe lângă băncile pepulare, cooperative cu funcţiun multiple, ţinând seamă de caracterul deosebit al gospodăriilor ţărăneşti.

Dar o organizaţie bazată pe cooperative locale — are nevoie de instituţii federale puternice, bine organizate. Fără aceste organizaţii cooperativele locale nu pot duce decât o viaţă mizeră.

4. Cooperaţia care a repurtat succese evidente în domeniile în care a pătruns — a dat totuş greş într'un domeniu din cele mai importante şi în care s'au pus mai întâiu mari speranţe: marea industrie. Greutatea de neînlăturat a fost întotdeauna: imposibilitatea procurării capitalurilor necesare investiţiilor importante cerute de marile întreprinderi industriale.

Şi atunci s'a propus ca cooperaţia să renunţe la rolul ce nu-i convine, de procurator de capitaluri, şi să se mărginească la organizarea pe baze cooperatiste a muncii.

In Franţa mai ales se preconizează crearea acestor cooperative şi aceasta pentru că sistemul pare a fi indicat a rezolvà problema salariatului, care formează fondul chestiunii sociale în ţările industriale.

Charles Gide vorbeşte astfel despre posibilitatea înlăturării regimului salariatului (1): «Dacă se înţelege prin abolire a salariatului înlăturarea unui regim ca acela care a guvernat până acum lumea muncii, care pune faţă în faţă un proletariat neresponsabil şi un patronat autocratic, dacă prin acest cuvânt de ordine se înţelege siguranţa pentru muncitor de a obţine echivalentul integral al produsului muncii sale, fără sustrageri parazitare — atunci acest ideal apare ca prea realizabil şi chiar ca trebuind să se impuie în cel mai scurt timp. La drept vorbind acest nou regim trebuie calificat nu tocmai ca o abolire a salariatului, nici ca o abolire a patronului, ci mai de grabă drept o democratizare a industriei, adică o organizaţie a muncii în care muncitorul nu ar mai fi un instrument de producţie complet pasiv, ci ar luà în întreprindere partea sa de iniţiativă, de control, de răspundere şi încă şi de beneficii — într'un cuvânt, un regim economic, în care întocmai ca şi în regimul politic, n'ar mai fi numai un supus, ci un cetăţean».

In cursul asupra cooperaţiei pe care-l face la Collège de France, Gide arată că prin crearea de cooperative de muncă, prin comandita de atelier se ajunge la democratizarea industriei (2).

Ideea e desvoltată de Dubreuil, membru în Comisia administrativă a Confederaţiei Generale a Muncii (3), care caută mijlocul de a desvoltà în muncitorul

(1) Des institutions en vue de la transformation on de l'abolition du salariat. Paris 1920.

(2) L'avenir des Coopératives de Production. Leçon du Cours sur la Coopération, au Collège de France. Avril 1923, Paris. Association pour l'enseignement de la coopération.

(3) *H. Dubreuil*. La République industrielle. Bibliothèque d'Éducation. Paris 1924 şi Une application de l'idée coopérative à l'organisation du travail (Revue des Études Coopératives. IV. 14—1925).

industrial «vioiul spirit de independenţă şi activitate spontană, tenace şi productivă a artisanatului». Cooperativa de muncă, comandita de atelier, care ar aduce o fărâmiţare funcţională a marilor întreprinderi şi prin aceasta autonomia şi responsabilitatea muncii, ar satisface cerinţele.

In referatul amintit, supus Congresului din anul acesta al Alianţei Cooperative Internaţionale, Albert Thomas — reià această problemă a salariatului şi ca concluzie a propus următorul proiect de rezoluţie.

«E de dorit ca în raporturile lor cu personalul pe care-l întrebuinţează, cooperativele de orice natură să încredinţeze unor grupări cooperative de muncitori manuali şi intelectuali gestiunea liberă dar responsabilă a părţilor din întreprinderile lor, care sunt în mod tehnic izolabile de direcţia comercială şi financiară — şi să dea astfel întreprinderilor private chiar, pilda unei organizaţii a muncit conformă aspiraţiilor profunde ale muncitorilor».

Proiectul de rezoluţie a ridicat obiecţii. Obiecţiile au fost mai mult de ordin practic. S'a arătat că acestea ar conduce la principiul «cismăria-cismarilor, turnătoria-turnătorilor», principiu irealizabil în practică. E de notat cu acest prilej că şi pentru întreprinderile comerciale şi industriale ale cooperativelor de consumatori există problema arzătoare a salariatului: mai ales personalul de magazin şi lucrătorii din ateliere. In Franţa, de pildă, muncitorii din atelierele Magazin-ului de Gros nu au obţinut măcar participarea la beneficiile întreprinderii. In fabricile organizaţiilor cooperative de consum din Belgia, afiliate după cum am văzut partidului uvrier, conflictele de muncă sunt destul de numeroase. Şi aşà pretutindeni. Nu au lipsit nici grevele.

Mângâerea adusă funcţionarilor şi muncitorilor de către teoreticienii «domniei consumatorilor», că dânşii sunt în calitate de asociaţi ai organizaţiilor cooperative de consum şi proprietarii întreprinderilor în care lucrează, e de sigur prea slabă (1).

S'a propus şi s'a introdus atunci pentru personalul comercial al magazinelor girarea responsabilă cu cauţiune prealabilă — iar pentru ateliere comandita de muncă.

Proiectul de rezoluţie al lui Albert Thomas nu a avut asentimentul Comitetului Central al Alianţei. Thomas şi-a susţinut însă propunerea cu mult talent şi multă convingere, aşà că în cele din urmă rezoluţia s'a adoptat cu modificarea însă a cuvintelor «e de dorit ca» înlocuite prin: «Se recomandă organizaţiilor cooperative de a examinà dacă n'ar fi de dorit ca....»

Până în timpul de faţă sistemul cooperativelor de muncă n'a pătruns încă în marea industrie, fie cooperativă, fie capitalistă. Există însă domenii ale vieţii economice în care forme ale cooperativelor de muncă s'au desvoltat în chip destul de mulţumitor, deşi deabià la început. Aşà notă m mişcarea cunoscută în Germania sub denumirea de «Bauhütenbewegung», care cuprinde cooperative de construcţii.

(1) Patronatul împotriva căruia luptă muncitorii organizaţi, formează o clasă de detentori ai mijloacelor de producţie, în vreme ce în cooperativă (de consum) zisele mijloace de producţie sunt în mâinile tuturor societarilor, şi ale salariatului». *E. Poisson*. La Coopération nouvelle. Paris 1914.

La noi s'a desvoltat, la oraşe, într'o oarecare măsură cooperative de acestea de construcţii. Dela început însă li s'a dat un alt caracter, şi anume n'au fost constituite ca asociaţii de muncă, ci mai degrabă ca asociaţii de mici întreprinzători cari, înlăturând pe marele antreprenor, luau lucrări de obiceiu dela instituţiile publice pe care le executau prin salariaţi. O desvoltare deosebită au luat-o cooperativele de muncă în Italia — unde sunt cunoscute sub numele de «cooperative di lavoro» sau «di braccianti». Infine «comandita de atelier», prin care cooperativa de muncă se însărcinează cu executarea numai a unei părţi din lucrările întreprinderii respective, deşi încă în faza experienţelor, pare a da rezultate favorabile.

Instituţiilor publice în deosebi le convine forma aceasta a cooperativelor de muncă, pentru executarea lucrărilor de comandă care nu cer din partea concesionarului capitaluri însemnate (1).

5. S'a votat şi promulgat de curând la noi legea comercializării avuţiilor Statului. S'a trecut aproape cu totul cu vederea rolul însemnat pe care l-ar avea aci *regia cooperativă*. Pentru anumite ramuri această formă poate fi socotită drept cea mai potrivită atât din punct de vedere al Statului, ca şi din cel al consumatorului, pe lângă că s'ar acordà muncii importanţa cuvenită ca factor de producţie.

Şi forma aceasta a fost experimentată în diferite ţări: în Germania (pentru aprovizionarea apei, aprovizionarea cu gaz, distribuirea electricităţii), în Franţa (regia semi-cooperativă pentru lucrările de amenajare a forţelor Ronului dela frontiera elveţiană până la mare, pentru fabricarea amoniacului sintetic în marea uzină de produse himice din Toulouse, pentru exploatarea minelor de potasiu din Alsacia, etc.) în Cehoslovacia, în Belgia, etc.

Bernard Lavergne (2) defineşte: «In opoziţie cu cooperativele ordinare sau particulare pe care le cunoaştem, trebuie să înţelegem prin *regii cooperative* ori regii autonome, societăţi cooperative în toate privinţele analoge celorlalte, care însă nu au ca membrii particulari, ci în acelaş timp cooperative de consumatori şi persoane publice, ca Statul, departamentele, comunele. Sunt deci societăţi anonime care grupează numai colectivităţi şi care, sunt obligate prin statut să afecteze, după plata dobânzii la acţiuni, totalitatea beneficiilor fondurilor de rezervă ori clienţilor conform principiului cooperativ.

Modul de funcţionare se găseşte descris în lucrarea citată a lui Lavergne.

Rezultatele de până acum ale alegerii cooperative sunt excelente. Forma aceasta poate fi deci recomandată Statului, comunelor, etc. pentru exploatarea avuţiilor lor, pentru aprovizionarea oraşelor cu apă şi cu gaz sau electricitate (proiecte s'au făcut la Iaşi şi la Caracal), pentru distribuţia petrolului, sării, etc., pentru exploatarea pădurilor, a pescăriilor şi aşà mai departe.

6. Cooperativele de diferite grade sunt întreprinderi economice autonome,

(2) Vezi şi articolul nostru despre «Cooperativele de muncă» publicat în revista *Cooperaţia* din Februarie 1925 (An. I No. 2), reprodus, în parte, în ziarul *Viitorul* cu data 22 Februarie 1925.

(1) Les coopératives de consommation en France. Collection Armand Colin. Paris 1923.

constituite pe baza liberei iniţiative a celor întovărăşiţi. Legăturile lor cu autoritatea publică ar fi deci la fel ca şi acelea dintre aceasta şi celelalte categorii de întreprinderi de pe piaţa economică.

S'ar părea ca atare — şi există unii cari o cred — că nu există o problemă a relaţiilor dintre Stat şi Cooperaţie. E o eroare. In primul rând această problemă există şi pentru celelalte categorii de întreprinderi. Şi aceasta pentru că Statul care are mai întâiu în mână puterea de a legiferà — poate îmboldì ori stânjenì desvoltarea oricărei forme economice. Din atitudinea aceasta decurge şi aceea a mişcării cooperative faţă de Stat.

Intr'un articol publicat în periodicele cooperatiste — Emmy Freundlich — se exprimă în această privinţă, în felul său vioiu şi energic: Atitudinea noastră faţă de Stat? întreabă dânsa. Depinde de ce fel de Stat e. E firesc ca altfel să privim Statul cooperatist visat de noi decât pe cel capitalist actual.

Nu e indiferent dacă e vorba de un guvernământ democratic ori unul oligarh. Tot aşà am avut prilejul mai sus să citâm lucrările lui Hans Müller, care vorbeşte despre legiferarea asupra cooperaţiei «în Statul democratic».

Aşadar, când se tratează această problemă trebuie clarificată mai întâiu concepţia asupra Statului.

Ar fi interesantă o urmărire a politicii cooperatiste a diferitelor guverne în diferitele ţări. Acì nu o putem face. Precizăm că ne punem în punctul de vedere dominant la noi: Statul ca reprezentant al intereselor colectivităţii naţionale, al solidarităţii naţionale. Cu alte cuvinte, mai degrabă ceeace ar trebuì să fie decât ceeace este.

Statul trebuie mai întâiu să dea o legislaţie cooperatistă care să permită organizaţiilor cooperative să lucreze şi să se desvolte nestânjinite în urmărirea idealului mişcării. Am arătat cooperaţia ca o mişcare de iniţiativă proprie. Dar organizaţiile cooperative nu sunt instituţii de interes particular, interesând o grupă restrânsă de acţionari — ci sunt instituţii colective, de interes general. Incă Otto Gierke a arătat în mult citatele sale lucrări asupra dreptului cooperatist (1), că acesta nu poate fi de domeniul dreptului privat, ci din al celui public. Deaceea aproape pretutindeni s'a simţit nevoia unei legislaţii speciale asupra cooperativelor — despoziţiile legale cu privire la acestea neputând fi înglobate în codul asupra societăţilor comerciale (2).

---

(1) *Otto Gierke*. Das deutsche Genossenschaftsrecht. Berlin 1868 bis 1913. Die Genossenschaftstheorie und die deutsche Rechtssprechung. Berlin 1887.

(2) Nu există în literatura cooperatistă mondială, o lucrare comparativă completă asupra legislaţiei cooperatiste existente. In 1919 a apărut în «Schriften des Vereins für Sozialpolitik», seria «Monographien aus Konsumvereinswesen», monografia profesorului Ludwig Waldecker din Berlin Der Stand der Gesetzgebung über Erwerbs- und Wirtschaftsgenossenschaften in den wichtigsten Kulturländern bei Kriegsausbruch, 1914. Verlag von Duncker und Humblot. München und Leipzig.

O astfel de lucrare care să aibă toate garanţiile de exactitate şi să fie în acelaş timp completă nu o poate face decât un institut recunoscut internaţional, ca Biuroul Internaţional al Muncii sau Alianţa Cooperativă Internaţională.

Un cod cooperatist complet şi la nivelul vremurilor actuale nu există. Cel german — primul cod cooperatist — apare acum ca învechit. După răsboiu o comisie specială numită de guvernul italian a lucrat un proiect de lege pentru reforma legislaţiei cooperatiste — proiect revăzut de ministrul Labriola şi depus în Parlament, însă nu votat. In Elveţia s'a lucrat acum de curând un proiect, care însă n'a fost încă dat publicităţii. In diferite alte ţări proiecte de acestea sunt în lucru (1). Acum însă — cu excepţia în bună măsură a Germaniei, Austriei şi Ungariei — pretutindeni dispoziţiile legale referitoare la cooperative şi la instituţiile lor centrale, sunt împrăştiate într'o serie mai mare ori mai restrânsă de legi. La noi, cooperaţia se desvoltă acum sub imperiul a 4 legislaţii diferite în cele patru teritorii ale ţării. Cea din vechiul Regat e cu totul necompletă şi improprie.

Promulgarea unui cod complet şi unitar — care să ţină însă seama şi de condiţiile deosebite în care s'au desvoltat mişcările în cele patru ţinuturi ale ţării, e încă aşteptată. Diverse comisii guvernamentale au ţinut şedinţe şi s'a elaborat un anteproiect de cod, care însă nu a fost pus până acum în discuţia mişcării. Centrala Uniunilor cooperative din Basarabia a lucrat un alt proiect care a fost depus din iniţiativa parlamentară în Parlament. Un al treilea proiect, particular, ce l-am lucrat împreună cu d-l V. N. Madgearu, a fost publicat în colecţia Actualităţii — Cultura Naţională (2).

Dând instituţiilor cooperative posibilitatea de a lucrà în chip nestânjenit, legea trebuie — pe de altă parte — să conţie dispoziţii care să impuie acestor instituţii norme de organizare şi de funcţionare în conformitate cu principiul fundamental al sistemului cooperativ — aşà cum l-am expus în paragraful precedent. Aceste dispoziţii trebuie să împiedece formarea de societăţi cu firma cooperativă, ai căror membri să urmărească însă scopuri de speculă ori numai de valorificare a capitalurilor, — într'un cuvânt ca societatea să ajute la producerea de venituri neprovenite din muncă. Pentru aceasta sunt în deosebi necesare dispoziţii referitoare la condiţiile pe care cinevà trebuie să le îndeplinească pentru a se puteà asocià unei anumite cooperative, ca şi la modul de distribuţie a productului social, în conformitate cu principiul înlăturării rentei.

Statul trebuie să-şi stabilească apoi o politică fiscală faţă de cooperative. Ţinând seamă de caracterul social al mişcării de elementele care o formează — sunt necesare anumite uşurări cu caracter fiscal. Iar în ce priveşte modul de impunere a excedentului — trebuie ţinut în seamă caracterul acestui excedent, modul lui de distribuire şi trebuie considerat nu alături de *profitul* întreprinderilor capitaliste, ci ca un venit din muncă ori o economie. Deacì rezultă că sunt unele impozite care nu pot lovì întreprinderea cooperativă.

(1) Dintr'o comunicare pe care d-l dr. Fauquet şeful serviciului cooperaţiei dela Biuroul Internaţional al Muncii a binevoit să ni-o facă, aflăm că în numărul viitor al publicaţiei «*Revue internationale du Travail*» va apare o expunere asupra proiectului noului cod cooperatist elveţian datorită unuia din redactorii lui, profesorul Egger din Zürich. In Franţa s'a desemnat o comisie pentru pregătirea unui cod cooperatist unitar.

(2) *V. N. Madgearu* şi *Gr. Mladenatz.* Reforma Cooperaţiei. Bucureşti 1925.

Am ţinut să insistăm asupra faptului că organizaţia cooperativă nu este o afacere particulară cu scop de câştig a unui grup mai restrâns ori mai larg de persoane — ci o instituţie pusă în serviciul interesului general — în primul rând prin aceea că ajută la o mai justă repartiţie a veniturilor, că aşează munca pe treapta ce i se cuvine ca factor de producţie.

Regimul cooperativ se dovedeşte a fi din punct de vedere al ordinei sociale — superior actualului sistem cooperatist. I se impută de obiceiu, inferioritatea din punct de vedere economic — adică al rendementului. Incă, aceasta nu ni se pare a fi dovedită. E drept că lipsesc deocamdată cercetări suficiente în această privinţă. Profesorul de Economie Comercială, care este în acelaş timp şi unul din cei mai luminaţi cooperatori, I. Fr. Schär, are meritul de a fi făcut primele cercetări cu caracter indiscutabil ştiinţific (prin compararea unei întreprinderi centrale cooperatiste cu un mare magazin universal capitalist), ajungând la concluzia că chiar din punct de vedere al tehnicii întreprinderii economice, întreprinderea cooperativă este superioară celei capitaliste (1).

Din acest punct de vedere cercetările sunt deabià la început. Atribuim o importanţă deosebită creerii unui Studiu al întreprinderii cooperative, în legătură cu nouile încercări de creare a Ştiinţei Economiei private (2).

In expunerea de motive a proiectului de reformă a legislaţiei cooperative a lui Labriola — despre care am vorbit într'un capitol precedent — se găseşte pentru întâia oară declaraţia unui om de Stat, a unui legiuitor că întreprinderea cooperativă e superioară celei capitaliste şi ca atare guvernul, în interesul colectivităţii, e dator a favorizà generalizarea ei. Fără a declarà că întreprinderea capitalistă este de pe acum sortită pieririi, Labriola constată că, mai ales după răsboiu, s'a dovedit incapabilă de a rezolvà anumite probleme de importanţă vitală — în deosebi cea a ieftinirii traiului.

Dacă Statul pleacă dela astfel de constatări, în chip firesc el ajută la întinderea şi întărirea mişcării.

Am văzut că mişcarea cooperativă este o mişcare de iniţiativă proprie. Ea se bazează pe spiritul de solidarirate a celor întovărăşiţi.

E nevoie de un spirit cooperatist. Dar acest spirit nu poate fi creat prin măsuri ale autorităţii politice. Ceeace însă e dator Statul a face este să sprijine orice acţiune de răspândire a culturii cooperative. Aceasta o poate face prin organizarea învăţământului cooperativ special, cu caracter tehnic (şcoli pentru pregătirea contabililor, a vânzătorilor ca şi a celuilalt personal necesar întreprinderilor coope-

(1) Studiu publicat în Archiv für Sozialwissenschaft und Sozialpolitik, An. 1912, vol. II.

(2) In cursul nostru despre Principii şi norme de organizaţie cooperativă, la Academia de Studii Cooperative — un capitol important tratează despre Intreprinderea cooperativă (în comparaţie cu cea capitalistă). Din notele la Cursul său dela Academia Comercială din Berlin şi dela Universitatea din Halle, pe care d-l *Karl Hildebrand* (dela organizaţia Raiffeisiană) a binevoit să ni le comunice, vedem că se fac aceleaşi încercări de fixare a normelor de organizare şi de funcţionare a întreprinderii cooperative. Câtevà elemente se găsesc şi în lucrarea d-lui Hildebrand: «Die Finanzierung eingetragener Genossenschaften». Berlin und Leipzig 1921.

rative de diferite grade) alături de învăţământul profesional, comercial, agricol, industrial — ca şi prin introducerea studiului cooperaţiei în învăţământul superior (Germania, Elveţia, Franţa, Cehoslovacia) cel secundar şi primar (pilda Bulgariei).

O problemă importantă privind politica Statului faţă de mişcare, este aceea a creditului cooperativ. Finanţarea se face fie direct de către Stat, fie de către Institutul Naţional de credit. Pretutindeni s'a simţit nevoia intervenţiei Statului pentru alimentarea cooperaţiei cu credit îndestulător şi ieftin. Intr'adevăr, condiţiile specifice ale necesităţilor de credit a mişcării cooperative nu sunt favorabile legăturilor cu instituţiile financiare capitaliste. Este în deobşte cunoscută tendinţa instituţiilor de finanţe capitaliste de a stăpânì întreprinderile creditate, a le înglobà în organizaţia lor, care se întinde asupra tuturor ramurilor de întreprinderi şi capătă tendinţa de monopol. Cooperaţia nu poate acceptà să intre sub controlul şi directiva unor asemenea organizaţii financiare capitaliste, fără să renunţe la însăş fiinţa sa şi să nimicească idealul ei care este înlocuirea regimului economic capitalist cu unul cooperatist. Pentru ţara noastră se mai adaugă o consideraţie. E cunoscut că mare parte a băncilor noastre mari sunt instituţii cu caracter politic pronunţat. Partidele politice îşi au organizaţia financiară, în serviciul intereselor politice. Dacă organizaţiile cooperative ar acceptà tutela unor asemenea instituţii ar încălcà principiul neutralităţii politice.

Infine Statul este şi un mare consumator, ca şi un posesor de avuţii naturale pe care trebuie să le exploateze. Regia cooperativă, am văzut, îi dă posibilitatea de a exploatà aceste avuţii fără ca interesul general, al gospodăriei naţionale, să fie neglijat.

Nevoia de a influenţà puterea politică a Statului — explică afilierea în atâtea ţări a mişcării la anumite partide politice ori, chiar încercarea (Anglia) de creare a unei organizaţii politice cooperatiste. In alte ţări se formează comitete de acţiune parlamentară, cuprinzând membri ai corpurilor legiuitoare, cari sprijină mişcarea cooperativă, şi delegaţi ai uniunilor centrale de organizare cooperativă (De pildă în Franţa). Formarea unui astfel de comitet ar fi de dorit să se formeze şi la noi. In Parlamentul nostru — cooperaţia s'a bucurat de prea puţină atenţie — deşì printre membrii lui se află mulţi actuali şi încă mai mulţi foşti cooperatori.

7. Tendinţa de concentrare a forţelor cooperative a condus pretutindeni la constituirea de instituţii centrale naţionale. Acestea au obiecte deosebite şi sunt sau independente sau instituţii de Stat ori încă cu caracter mixt. Am văzut că nicăiri mişcarea nu e unitară. E firesc atunci să existe şi instituţii centrale pentru fiecare curent al mişcării.

Nu e locul acì a face o expunere a structurii diferitelor instituţii cooperative naţionale. Notăm numai că studiul acesta, mai ales al ultimelor experienţe, duce la concluzia că aproape pretutindeni organizaţia centrală se compune din trei instituţii distincte: una de credit, o a doua comercială şi una cu caracter moral. de organizare, control, propagandă. Adică organizaţia propusă de noi în ante-

proiectul de cod cooperatist citat. Cei cari doresc a cunoaşte această organizaţie vor găsi în volumul «Reforma Cooperaţiei» proiectul, împreună cu expunerea de motive.

E cunoscută actuala organizare în vechiul Regat: o Centrală a băncilor populare, o a doua a cooperativelor de producţie şi consum şi o a treia Centrală a obştiilor săteşti şi a cooperativelor agricole. Adică o organizaţie centrală pe categorii de cooperative. Fiecare Centrală este deaceea o instituţie cu funcţiuni multiple.

Centrala cooperativelor de producţie şi consum, de pildă, este în acelaş timp o instituţie financiară, o instituţie comercială, o instanţă de control, de organizare, propagandă, etc. Cam aceleaşi atribuţii le are şi Centrala cooperativelor agricole. Cooperativele acestea agricole au aproape acelaş obiect ca şi cooperativele de aprovizionare, consum şi desfacere în comun. Rezultatul este că în aceeaş comună funcţionează în afară de bancă populară o serie de cooperative care s'ar putea foarte bine contopi într'una singură, într'o cooperativă «cu funcţiuni multiple» atât de potrivită nevoilor satelor noastre.

Centralele sunt acum instituţii de al III-lea grad, între ele şi unităţile cooperative locale funcţionând federalele şi uniunile de obiceiu judeţene—federale iarăş cu obiecte multiple: organizare, finanţare, aprovizionare şi desfacere.

Organizaţia actuală cooperatistă are nevoie de reorganizare.

In sistemul preconizat de noi — şi realizat dealtfel în alte ţări — există trei instituţii centrale: Cea dintâiu este Centrala de îndrumare şi control, constituită din Uniunile judeţene ori regionale de revizuire, care au ca obiect principal organizarea autocontrolului. In Consiliul Centralei iau loc, pe lângă aleşii cooperativelor, delegaţii diferitelor Ministere interesate, precum şi un delegat al Inaltei Curţi de Casaţie, pentru a da Centralei şi un caracter de instanţă de judecată. Tot caracter mixt are şi Centrala de credit, care are să procure mişcării creditul trebuincios, în primul rând direct dela Banca de Emisiune, şi care trebuie să servească drept Bancă Centrală pentru întreaga mişcare. Centrala este persoană juridică şi are gestiune autonomă. Centrala o formează federalele judeţene ori regionale, care sunt instituţii autonome, ca şi cooperativele. Pentru instituţia Centrală comercială înţelegem să se lase prin lege, întreaga autonomie pentru a avea libertatea de mişcare absolut trebuitoare unei instituţii cu caracter comercial. Federalele de cooperative, judeţene ori regionale, acum existente, nu-şi au rostul. Ele nu pot organiză aprovizionarea în mare, direct dela producător, nici exportul produselor cooperativelor. In schimb e probabil că viitoarea desvoltare va duce la o specializare, constituindu-se instituţii speciale pentru exportul cerealelor, ca şi instituţii deosebite pentru organizarea producerii articolelor necesare consumului.

In orice caz — legea trebuie să se ferească de schematizări — care nu pot decât încătuşă mişcarea, stânjenindu-i libera desvoltare.

III. Cercetarea condiţiilor în care mişcarea cooperativă s'a desvoltat, ne duce la o concluzie oarecum pesimistă — în privinţa posibilităţii întronării unui regim cooperativ. Nicăiri — cu excepţia poate a Angliei şi întrucâtva a Elveţiei —

ideea cooperativă n'a fost suficientă pentru a pune în mişcare massele muncitoare. Pretutindeni aproape, cooperaţia s'a născut şi s'a desvoltat în legătură cu alte curente sociale. S'a explicat, e drept, aceasta prin paralelismul ce există între ţelurile cooperaţiei şi ale celorlalte mişcări sociale. Numai că întotdeauna cooperaţia a fost subordonată celorlalte mişcări. Explicarea acestui fapt trebuie să o vedem, în urma celor expuse mai sus, în lipsa unui ideal unitar şi bine determinat pentru mişcarea cooperativă.

In orice caz, fie că ţelurile cooperaţiei se confundă cu acelea ale altor curente sociale, fie că ele sunt distincte — cert este — că e nevoie de un ideal social, în urmărirea căruia organizaţiile cooperative să-şi găsească rostul existenţei. Cu excepţia curentului schulzerian, în bună măsură, — organizaţiile cooperative de pretutindeni nu se consideră ca instituţie cu caracter numai economic, create pentru procurarea unor foloase, imediate şi materiale, celor întovărăşiţi. Cooperaţia nu poate fi o chestiune de stomac. Insăş fiinţa sa e contrară acestei concepţii pur materialiste.

Lipsa de căpetenie a mişcării cooperative dela noi o găsim tocmai în faptul că a fost privită numai din punctul de vedere al folosului material imediat pe care o poate procurà cooperativelor: bani ieftini la banca populară, marfă ieftină la cooperativa de consum şi aşà mai departe, deaci vine şi spiritul de afaceri care domneşte în marea majoritate a cooperativelor de toate categoriile — mai ales dela războiu încoace.

Spiritul cooperator e încă de creat la noi. Izbeşte pe orice cercetător oricât de puţin atent al stărilor din mişcarea cooperativă la noi; lipsa propagandei. — Nu avem o presă cooperativă — nu există biblioteci, nu există cercuri de cultură cooperatistă. Invăţăturile cooperatiste sunt îndeobşte ignorate — nu numai de massa mare a cooperatorilor şi a păturilor muncitoare ale naţiunii — dar chiar de conducătorii vieţii noastre publice. Care e locul cooperaţiei în Universităţi, în Institutele de Ştiinţă Socială şi Economică, în revistele economice şi sociale, şi care e locul acordat chestiunilor şi infirmaţiilor cooperatiste în presa zilnică de partid ori independentă? Chiar organizaţia politică a mişcării muncitoreşti ignorează mişcarea cooperativă, importanţa ei covârşitoare pentru întărirea clasei uvriere, ca şi pentru pregătirea elementelor necesare organizaţiei şi funcţionării unei Societăţi viitoare bazate pe domnia Muncii.

Care este locul cooperaţiei în programele de guvernământ ale diferitelor grupări politice? Atenţia ce i se acordă ni se pare a fi prea neînsemnată, faţă de rolul pe care l-ar puteà jucà în organizarea gospodăriei naţionale la noi. Mai ales la noi. Situaţia actuală este aceasta: Am creat o clasă de mici proprietari ţărani, cari deţin majoritatea pământurilor ţării, şi de organizarea economică a cărora depinde în măsură excepţional de mare viitoarea capacitate de producţie a ţării. Ce alt mijloc avem la îndemână pentru organizarea economică a ţărănimii? Pentru reintegrarea exploatărilor agricole fărâmiţate — şi dând micilor exploatări posibilitatea de a se folosì de avantagiile — care şi ele există — ale celor mari? Şi apoi nu există la noi o burghezie capitalistă propriu zisă, de tip curat — aşà cum ve-

dem descris — de pildă la Werner Sombart tipul întreprinzătorului capitalist şi care să aibă dreptul a pretinde situaţia dominantă la care dă dreptul victoria în arena liberă a răsboiului economic. La noi s'a născut şi se desvoltă o pseudoburghezie capitalistă — sub forma parazitară prin exploatarea avuţiilor Statului şi a nevoilor Statului — şi sub ocrotirea binevoitoare a acestui Stat, căruia — totuş — i se reproşează sprijinul aproape inexistent acordat mişcării cooperative. Se mai susţine încă la noi că mişcarea nu trăeşte decât prin sprijinul Statului. Dar e uşor de dovedit că ceeace face acest Stat pentru cele aproape un milion de familii cooperatoare numai în Vechiul Regat, că sprijinul financiar acordat de Banca de Emisiune (câtevà sute de milioane, acordate unei clase care deţine acum majoritatea solului arabil al ţării), faţă de sprijinul acordat instituţiilor financiare şi economice, capitaliste, ca şi întreprinderilor private — e disproporţionat de mic. E uşor de dovedit (avem material suficient pentru aceasta) că chiar în ţările unde mişcarea cooperativă e mai veche şi s'a desvoltat independent, fără nici un control din partea autorităţii, în Italia, în Franţa, în Germania, în Anglia chiar, sprijinul financiar al Statului e mult mai însemnat ca la noi.

Nu ascundem defectele — mari de sigur — ale mişcării noastre, dar ea e destul de impunătoare cel puţin ca număr. Care altă grupare de interesaţi dela noi poate vorbì în numele a mai mult de un milion de familii?

Din punctul de vedere al «cooperatizării» populaţiei suntem în primele rânduri, alături de ţări cu mişcare mult mai redusă ca a noastră.

ARHIVA DOCUMENTARĂ

MINORITATEA NOASTRĂ GERMANĂ

DE VASILE STOICA

POPULAȚIA germană din România nu formează nicăieri o massă compactă. Pretutindeni e amestecată cu populația românească. Ea se compune din cinci grupuri deosebite atât ca origine, cât și ca trecut istoric: 1. Sașii din Transilvania; 2. Șvabii din Banat și din România Vestică; 3. Germanii din Bucovina; 4. Germanii din Basarabia și 5. Germanii din vechiul Regat.

1. *Sașii* locuesc în județele Sibiiu, Târnava-Mare, Brașov și Bistrița-Năsăud, și în câteva comune din județele Făgăraș, Huniedoara, Alba-de-Jos, Cojocna, Solnoc-Dobâca și Mureș-Turda. Ocupă 259 de comune și orașe. Intre acestea sunt: Sibiiul, Brașovul, Sighișoara, Mediașul, Bistrița, Sebeșul-Săsesc, Reghinul-Săsesc și Orăștia. Numărul lor exact este la 1 Ianuarie 1921, 230.697 de suflete.

2. *Șvabii* locuesc aproape toți în județele Timiș-Torontal, Arad și Caraș-Severin, iar grupuri mai mici în câteva comune din Bihor, Sălaj și Satu-Mare. Numărul lor este 308.730.

3. *Germanii din Bucovina* sunt resfirați prin orășele și sate, formând abià câteva comunități organizate. Numărul lor e, conform statisticii provinciale din 1919, 68.075, cu 144 mai puțin decât în statistica oficială din 1910.

4. *Germanii din Basarabia* locuesc în 121 comune din județele Ismail, Cetatea-Albă și Tighina, iar în număr mic sunt resfirați prin orașe. Numărul lor, în lipsa unei statistici recente și exacte, se poate stabilì cu ajutorul statisticii bisericilor. Germanii basarabeni sunt luterani aproape toți; numai în orașe se află câteva grupuri romano-catolice. Numărul Germanilor luterani la 1 Ianuarie 1921, conform statisticii lor proprii erà 66.385. Numărul celor catolici e 3.460. Astfel numărul populației de limbă germană din Basarabia e 69.845, statistica lor proprie alcătuită de profesorul Dr. Rudolf Spek și publicată de «Biuroul cultural al Ligii Germanilor din România-Mare» în 1923 dă cifra de 69.947 pe care o putem acceptà și noi.

5. *Germanii din Vechiul Regat* sunt stabiliți în câteva comune din județele Tulcea și Constanța, iar o parte ca industriași și comercianți răsleți prin orașele țării. Numărul lor e de 20.429.

Astfel numărul total al populației germane din România e 697.878.

Până la 1919, între aceste grupuri n'a existat nici o legătură politică sau culturală. Legături între ele se creează abià acum, decând fac parte din cadrele Statului Român.

Populația germană din România este în întregimea sa o populație de coloniști. adusă în această țară din diferite regiuni ale teritoriului german, la epoci diferite și de stăpânitori diferiți. Istoria ei deci nu este unitară.

1. *Sașii* sunt aduși în Transilvania din ținutul Moselei și din Luxemburgul de astăzi, încă de regele Ungariei Géza II (1141—1161), cu scopuri militare. Regii ungari aveau neapărată nevoie să fie stăpâni asupra Transilvaniei. Spre acest scop

dânşii au stabilit în această provincie colonia secuilor. Numărul acestora fiind însă insuficient pentru a asigurà puterii regale stăpânirea întregii provincii, regii ungari între 1150—1240, până la pragul marei invazii tătare (1241—1242) au adus în ţinuturile importante strategice ale Transilvaniei un număr însemnat de colonişti germani — actualii Saşi — bine disciplinaţi, harnici şi pricepuţi la ridicare de cetăţi şi fortificaţii.

O privire pe o hartă etnografică a Transilvaniei arată imediat scopul militar al acestor aşezări.

a) Intâiul grup e colonizat în faţa pasului Turnul-Roşu, şi ridică puternica cetate a Sibiiului, sub care se frâng nu odată oştile turceşti.

b) Al doilea grup e colonizat în şesul Bârsei în faţa trecătorilor dela Bran, Predeal şi Bratocea (Buzăul aveà să fie apărat de Secui!) şi ridică cetatea Braşovului, care adeseori a înfruntat şi puterea voivozelor Munteniei.

c) Al treilea grup e stabilit în faţa trecătorilor dela Iacobeni şi Vatra-Dornei şi ridică cetatea Bistriţei de a cărei rezistenţă s'a lovit întotdeauna voevozii Moldovei în calea lor de cucerire a Transilvaniei.

Drept legătură între aceste grupuri şi drept rezervă la nevoie, serviau coloniile din Valea Târnavelor.

Privilegiile acordate Saşilor de către Geza II, au fost confirmate şi completate prin diploma din 1224 a regelui Andrei II (1205—1235), aşà numita «Diploma Andreanum». Poporul săsesc erà cârmuit în mod autonom de administratorii săi aleşi, stând sub ascultarea contelui de Sibiiu, care se numià şi «Comes Saxonum». In fruntea fiecăruia din cele 11 «scaune» săseşti, care laolaltă formau «Fundus Regius», stăteà câte un «iudex regius», supus numai contelui de Sibiiu. Poporul de pe teritoriul săsesc erà judecat de judecătorii săi proprii.

Dijma, pe care cealaltă populaţie din Transilvania o plătià episcopului de Alba-Iulia, poporul săsesc o plătià propriilor săi preoţi, prin ceeace şi-a putut creà un cler de un nivel înalt. Comercianţii saşi nu plătiau vămi nicăeri în teritoriul Transilvaniei. Populaţia săsească aveà dreptul să se folosiască liber de pădurile şi râurile Românilor şi Bisenilor, deopotrivă cu dânşii.

Fireşte, rezultatul acestor privilegii a fost că poporul săsesc încă din veacul al XIV a ajuns la o înfloritoare situaţie economică şi culturală. Influenţa lui s'a resimţit nu numai în Transilvania, ci şi în Moldova şi Muntenia, în care unele aşezăminte de oraşe lor le datoresc dacă nu începutul, în orice caz întâia prosperitate.

In 1437 Saşii încheie cu nobilimea ungurească şi cu Secuii cunoscuta «unio trium nationum» şi astfel în desvoltarea politică a Transilvaniei ei sunt unul dintre cei trei factori decizători. Privilegiile lor primesc o nouă întărire în 1486 din partea regelui ungar Matei Corvinul.

Incă în 1521, deci abià la 4 ani după ce Luther îşi începuse epocala sa activitate, Saşii, cari aveau legături cu universităţile din Germania, încep a se convertì la noua biserică luterană. Mare avânt ia această mişcare în 1533 în Braşov sub conducerea lui Johannes Honterus. In 1544 Saşii sunt cu toţii luterani şi pun temelia

bisericii lor naţionale, care a fost stâlpul vieţii lor culturale şi naţionale până în ziua de astăzi.

O nouă epocă de înflorire a fost pentru dânşii epoca Mariei Terezia (1740—1780) şi a fiului său Iosif II (1765—1790), când Saşii au avut un excelent conducător în baronul Samuil Bruckenthal, cunoscut în istoria noastră prin sprijinul ce a acordat lui Gheorghe Lazăr.

Până la 1848 Saşii urmau aceeaş politică duşmănoasă Românilor ca şi celelalte două «naţiuni» părtaşe la celebra «uniune» din 1437: căutau să-şi păstreze privilegiile faţă de marea massă a Românilor, care se ridică tot mai impetuoasă. Aceste privilegii codificate în «Approbatae Constitutiones» Pars III, în «Compilatae Constitutiones» Pars IV, în «Diploma Leopoldinum» din 4 Decemvrie 1691 şi în «Diploma Supletorium» din 9 Aprilie 1693, au fost doborîte prin legile din 1848 şi, în faţa zilelor noui ce se anunţau, văzând totdeodată şi tendinţele şovinismului romantic unguresc de a înnăbuşi orice viaţă naţională dacă aceasta nu-i ungurească, Saşii au început să-şi dea seama că viitorul lor e alături de poporul românesc. Unul dintre conducătorii lor, preotul Dr. Daniel Roth, a declarat încă pe atunci că nu peste multă vreme Românii din principatele româneşti şi Transilvania se vor unì într'o singură ţară.

Când în Octomvrie 1918 stăpânirea ungurească în Transilvania şi Banat a fost răsturnată, iar în 1 Decemvrie Românii din aceste două provincii au decretat unirea cu Vechiul Regat Român, Saşii au fost cei dintâi cari au recunoscut noua stare de lucruri şi în 8 Ianuarie 1919 în Adunarea lor Naţională din Mediaş au aderat la unirea votată în Alba-Iulia.

2. *Şvabii* din Banat şi din Vestul României sunt colonizaţi în aceste ţinuturi la o dată mult mai recentă. Precum se ştie, dela 1526 până la 1718 Banatul a fost o simplă provincie turcească, drum de oşti şi câmp de bătaie. Aproape toată partea dintre munţi şi Tisa fusese distrusă şi transformată în pustietate. In 1718, în urma păcii dela Passarowitz (Pojarevaţ) Banatul e cedat de Sublima Poartă imperiului Austro-German.

Pentru a repopulà provincia şi a creà o agricultură înfloritoare în câmpiile rodnice dar sălbatice, ocârmuirea imperiului aduse colonişti din toate părţile: Români din ţinutul muntos al Caraş-Severinului, Sârbi din Croaţia sau de pe malul drept al Dunării, Bulgari, Francezi şi chiar Spanioli. Dar cei mai mulţi dintre aceşti colonişti fură Germani din valea Rinului şi din Würtemberg — actualii Şvabi.

Intâile colonizări de Germani se făcură încă în 1720, deci abià la doi ani după pacea dela Passarowitz. Ele urmară apoi în mod sistematic vreme de 80 ani şi în special sub Maria Terezia şi Iosif II. In acest răstimp cu ajutorul stăpânirii austriace populaţia şvăbească izbutì nu numai să ridice nivelul economic al provinciei, ci în partea vestică chiar să-i dea un caracter german. Marele merit pentru crearea puternicii vieţi economice, care pulsează astăzi în Banat, este înainte de toate al acestor Şvabi, buni gospodari, harnici şi economi.

Până la 1870 viaţa acestei populaţii aveà un pronunţat caracter german. Şvabii se simţiau făcând parte din poporul lor de origină şi menţineau legături inte-

lectuale cu Viena şi centrele intelectuale germane. Nicolaus Lenau, deşi se naşte în 1812 în Cetad, jud. Timiş-Torontal, din familie de Şvabi bănăţeni, devine unul dintre cei mai de seamă poeţi ai literaturii germane.

După înfăptuirea cunoscutului «Ausgleich» din 1867 dintre Habsburgi şi Unguri, şi în special pe la 1870, guvernele ungureşti încep o muncă sistematică de maghiarizare a Şvabilcr.

Dieceza romano-catolică a Timişoarei e transformată într'o organizaţie naţională cu caracter pur unguresc. Şcoala se maghiarizează complet. In 30 ani rezultatele acestei opere de desnaţionalizare sunt uimitoare. Un mare număr de elemente capabile îşi uită de neamul lor şi trec în rândurile ungureşti. Amintim pe fostul prim-ministru al Ungariei Al. Wekerle şi pe cunoscutul scriitor ungur modern Frantz Herczeg.

Cei câtivà bărbaţi cari au îndrăznit să se împotrivească politicii ungureşti au fost siliţi să se expatrieze, ca romancierul Adam Müller-Gutenbrunn, sau să îndure toate prigonirile, ca scriitcrul Victor Orendi-Hommenau.

După prăbuşirea Austro-Ungariei Şvabii din Banat au cerut prin delegaţii lor atât Conferinţei de Pace din Paris, cât şi d-lui General Berthelot — cu prilejul trecerii sale prin Arad — ca dânşii să fie trecuţi sub stăpânirea românească. In decsebi au insistat ca Banatul să nu fie împărţit. Dorinţa aceasta nu le-a putut fi satisfăcută. Banatul a fost împărţit şi o parte a Şvabilor a fost trecută sub stăpânirea iugoslavă.

Cei 308.730 de Şvabi din România trec astăzi printr'o epocă de renaştere naţională şi culturală. Scăpaţi din letargia în care fuseseră ademeniţi de ocârmuirea ungară, pretutindeni îşi ridică şcoli şi instituţii pentru a se cultivà în limba lor şi în spiritul lor propriu. In ultimii cinci ani au impus introducerea limbii lor şi într'o parte a bisericilor diecezei romano-catolice de Timişoara şi a instituţiilor susţinute de ea.

3. *Germanii din Bucovina* sunt de două feluri: unii sunt aduşi ca funcţionari, industriaşi şi comercianţi în oraşe, iar alţii, un număr foarte mic, sunt colonizaţi în câtevà comune rurale. Deşi unii sunt stabiliţi acolo încă pe la 1800, cei mai mulţi sunt veniţi în Bucovina abià între 1850—1900.

4. *Germanii din Basarabia* sunt colonişti aduşi de ţari între 1812—1850 din alte colonii stabilite în fostul imperiu rusesc, iar unii sunt aduşi din provinciile baltice şi din apropierea fostei frontiere a Prusiei Estice. Scopul colonizărilor în Sudul Basarabiei a fost îndoit: ţarii voiau pe de o parte să populeze cele trei judeţe rămase cu locuitori puţini în urma răsboaielor şi în urma nimicirii populaţiei tătare, pe de altă parte să înlăture încetul cu încetul populaţia băştinaşă românească, pe care nu se puteau bizui în luptele lor pentru stăpânirea gurilor Dunărei şi pentru înaintarea asupra Constantinopolului, şi să o înlocuească cu o populaţie în care să aibă încredere.

Când în urma marei revoluţii ruseşti din 1917 Basarabia a devenit Stat independent, iar apoi s'a unit iarăş cu vechiul trup al Moldovei, Germanii din această provincie s'au solidarizat cu aspiraţiile populaţiei româneşti şi au aderat întru toate la hotărîrile ei.

5. *Germanii din Vechiul Regat* sunt unii, cei din Dobrogea, trecuţi din Basarabia, iar alţii, cei de prin oraşe, veniţi din Transilvania şi Banat abià în ultimii 40 ani.

Grupurile într'adevăr importante din punctul de vedere al politicii faţă de minorităţi, sunt: Saşii, Şvabii şi Germanii basarabeni.

BISERICA

Populaţia germană din România e de următoarele confesiuni:

luterană	331.433
romano-catolică	410.000

Restul de câtevà mii, face parte din alte secte, sau e fără confesiune.

1. *Biserica luterană* a fost definitiv organizată în 1544, când întreg poporul săsesc s'a declarat pentru confesiunea de Augsburg. In 1550 această biserică a fost recunoscută şi de Stat. La început şi o populaţie ungurească primise credinţa luterană şi intrase în organizaţia ei. In urma răspândirii confesiunii reformate-calvine însă, Ungurii au trecut aproape cu toţii la noua confesiune recunoscută în 1564, iar biserica luterană rămânând numai cu credincioşii săi Saşi s'a transformat într'o organizaţie cu un îndoit caracter religios şi naţional. Drepturile ei au fost garantate prin legile din trecut «Approbatae Constitutiones», «Compilatae Constitutiones», prin cele două diplome leopoldine, prin Legea IX a Dietei Transilvănene din 1848 şi prin Legea Ungară XLIII din 1868. In baza Decretului No. 1 al Consiliului Dirigent, aceste drepturi sunt şi astăzi în deplină vigoare.

După unirea tuturor provinciilor româneşti, întreagă populaţia germană luterană din România, — care până în 1920 aveà organizaţii bisericeşti separate — s'a unit sub conducerea bisericii luterane săseşti.

Organizaţia ei este reprezentativ electivă. Parchiile se administrează prin comitetele lor alese de credincioşi. Mai multe parohii formează un «decanat» numit «Kirchenbezirk», condus de un decan şi de un comitet de 10 ales în părţi egale dintre clerici şi laici. In fruntea întregii biserici stă episcopul din Sibiu, în prezent d-l Fr. Teutsch, ajutat de un Consistoriu General.

Biserica luterană germană are astăzi:

In Transilvania	259	parohii,	în 10	decanate
In Banat	4	»	» 1	»
In Bucovina	7	»	» 1	»
In Basarabia	121	»	» 10	»
In Vechiul Regat	14	»	» 1	»
Total	405	parohii	în 23	decanate

Până acum legăturile dintre Stat şi biserica luterană erau lămurite numai întrucât privià Transilvania şi Banatul, organizaţia bisericii unite luterane neîntinzându-se încă asupra întregii Românii.

Incă din cea dintâi zi a stăpânirii româneşti, biserica luterană din Transilvania a fost ajutată în existenţa sa materială de către Stat. Aceasta în urmă declaraţiei de aderare la unirea cu Vechiul Regat, făcută de poporul săsesc în 8 Ianuarie 1919 şi în urma atitudinii ei perfect loiale faţă de ocârmuirea românească. Astfel i s'a dat pentru şcolile şi bisericile ei: în 1919—20, 3.000.000 lei, iar în 1920—21, 4.000.000 lei.

Biserica luterană germană din Bucovina, Basarabia şi Vechiul Regat s'a susţinut din propriile sale mijloace. Prin bugetul 1925 acestei biserici i se dă pentru administraţia sa bisericească şi pentru salarizarea preoţilor săi:

în Transilvania	7.331.184 lei
în Bucovina	57.000 »
Total	7.388.184 lei

In ce priveşte biserica luterană germană din Basarabia şi Vechiul Regat nefiind pe deplin clarificată situaţia sa pe de o parte faţă de episcopul luteran din Sibiiu, pe de altă parte faţă de Stat, în bugetul 1922—1923 nu au fost prevăzute sume pentru nevoile ei.

Incă în decursul acestui an situaţia va fi lămurită. Organizaţia ei în aceste două provincii primindu-şi astfel forma sa definitivă, începând cu anul bugetar viitor, sumele de care eventual ar aveà nevoie pentru întregirea salariilor clerului său, îi vor fi acordate de Stat fără nici o dificultate, cu aceeaş dreptă măsură ca şi celorlalte biserici din ţară.

Pentru şcolile confesionale germane din Transilvania şi Banat, Statul a prevăzut sume separate în bugetul său, despre care vom vorbì mai jos.

Şcolile primare germane din Basarabia şi dealtfel sunt susţinute de Stat.

2. *Biserica romano-catolică* are grupuri mai unitare de credincioşi germani numai în Banat. Precum am amintit mai sus, episcopia de Timişoara, din ai cărei 462.516 credincioşi 268.230 sunt Germani şi care cu toate acestea până acum aveà un pronunţat caracter unguresc, acum devine tot mai mult o episcopie a poporului său credincios: limba germană se introduce în toate parohiile şi şcolile confesionale, unde populaţia şi elevii sunt Şvabi. Dificultăţi sunt deocamdată cu preoţii, cari în mare parte sunt Unguri aduşi de guvernele ungureşti pentru desnaţionalizarea Şvabilor şi pe cari guvernul român nu i-a clătinat din loc. Aceştia însă pe măsură ce se sting vor fi înlocuiţi de către dieceză cu preoţi, ieşiţi din mijlocul poporului local.

Ajutoarele acordate de Statul Român bisericii romano-catolice prin bugetul 1925 sunt 18.160.368 lei. Din numărul de 989.154 de credincioşi ai ei, Şvabii formând cifra de 308.730 suflete, cota-parte pe care Statul o dă pentru trebuinţele lor religioase este 5.699.155 lei.

Astfel pentru viaţa bisericească a populaţiei germane din Transilvania, Banat şi Bucovina în 1925 Statul dă următoarele ajutoare:

Bisericii luterane	. . .	7.388.184 lei
Bisericii romano-catolice		5.699.155 »
Total	. . . .	13.087.339 lei

Trebuie să se ţină seamă însă că atât bisericile luterane cât şi romano-catolice, în urma diferitelor privilegii ce au avut în trecut, dispun de fonduri şi averi considerabile, şi că aceste ajutoare ale Statului Român nu sunt acordate pentru acoperirea unor necesităţi imperioase, ci pentru o intensificare şi mai puternică a activităţii culturale şi morale.

In privinţa administraţiei bisericile au deplină autonomie. Limba serviciului divin, a administraţiei şi a şcolilor lor este cea germană. Dreptul acesta e garantat prin legile amintite mai sus.

ŞCOLI

In privinţa şcolilor populaţiei sale de limbă maternă germană Statul Român stă pe aceeaş temelie de larg liberalism ca şi în privinţa şcolilor sale maghiare. Bisericile luterană şi catolică, asociaţiile şi comunele au dreptul de a întemeià şi susţine şcoli şi instituţii educative, determinând ele însele limba în care are să se facă instrucţia. Acest drept pentru Transilvania şi Banat e fixat în Legea Ungară XXXVIII, articolele 10 şi 11 din 1868 şi e confirmat prin amintitul Decret No. 1. al Consiliului Dirigent. In Bucovina e determinat prin Decretul-Lege No. 3745 din 1918, Articolul 1. In Basarabia prin deciziile Sfatului Ţării şi prin Actul Unirii din 9 April 1918, Articolul 6.

Situaţia şcolilor cu limba de instrucţie germană în România este următoarea:

1. *Grădini de copii*: de Stat 1, comunale 25, confesionale luterane 8, confesionale romano-catolice 5, particulare 5, total 44— exclusiv Basarabia.

2. *Şcoli primare*: de Stat 182, (dintre cari 67 în Basarabia), comunale 32, confesionale luterane 273 (dintre care în Transilvania şi Banat 259, în Vechiul Regat 14), confesionale romano-catolice 53, total 540.

3. *Şcoli normale pentru conducătoare de grădini de copii*: confesională luterană 1.

4. *Şcoli normale pentru învăţători şi învăţătoare*: de Stat 2, confesionale luterane 2, confesională romano-catolică 1, total 5.

5. *Şcoli medii civile* (cu 4 clase): de Stat 9, comunală 1, confesionale luterane 12, confesionale romano-catolice 6, particulare cu drept de publicitate 5, particulare fără drept de publicitate 5; total 38.

6. *Şcoli secundare comerciale*: de Stat (cu clase paralele germane şi române) 1, confesionale luterane 3; total 4.

7. *Liceie*: de Stat 6 (între cari 2 cu clase paralele germane şi maghiare), comunal 1 (cu clase paralele germane şi maghiare), confesionale luterane 10, particulare cu drept de publicitate 2; total 18.

8. *Şcoli industriale*: de Stat inferioară 1 (român-germană), de Stat superioară 1, particulară 3, total 5.

Avem deci 540 şcoli primare şi 71 de şcoli secundare. Instrucţia în toate aceste şcoli se face în limba germană. In şcolile secundare studiul limbii şi literaturii române se face în 3—4 ore pe săptămână, în şcolile primare e introdus numai începând cu anul III.

După grupurile de populaţie germană şcolile primare şi secundare se împart în felul următor:

Grup	Şcoli primare	Şcoli secundare
Saşii	255	25
Şvabii	140	20
Germanii bucovineni	64	19
» basarabeni	67	4
» din Vechiul Regat	14	3
Total	540	71

Precum vedem, situaţia cea mai favorabilă o au Saşii din Transilvania şi Germanii din Bucovina. Faptul acesta se explică în ce priveşte pe Saşi prin situaţia lor privilegiată din trecut, iar în ce priveşte pe Germanii bucovineni prin condiţiile excepţional de favorabile ce le-au fost create sub stăpânirea austriacă.

Din punct de vedere şcolar pentru aceste două grupuri schimbarea regimului ungar şi austriac cu cel românesc nu însemnează un progres însemnat. Numărul şcolilor lor a rămas acelaş ca şi înainte de 1914. Saşii nu au decât un liceu mai mult decât în 1914. Progresul e numai în ce priveşte instrucţia din şcolile săseşti. Aceasta se face cu mai multă uşurinţă şi cu mai mult succes, întrucât autorităţile nu mai silesc, mai ales elevii din şcolile primare, să-şi piardă jumătate din vreme cu învăţatul limbii Statului, cum se făceà în era maghiară.

Situaţia şcolară a Şvabilor din Banat şi a Germanilor din Bucovina, acum sub ocârmuirea românească, este însă incomparabil mai bună, decum erà înainte de 1917 sub stăpânirea ungurească sau rusească.

In 1914 Şvabii nu dispuneau de nici o singură şcoală primară sau secundară. In afară de câtevà şcoli confesionale în care pe lângă instrucţia în ungureşte elevii şvabi puteau învăţà să scrie şi să citească şi în limba lor proprie, toate şcolile de Stat, comunale şi confesionale, primare şi secundare, erau ungureşti. Astfel situaţia şcolilor şvăbeşti e următoarea:

Felul şcolilor	In 1914	In 1924	Mai mult cu
Primare	—	140	140
Secundare	—	20	20

Această neobişnuită sporire a şcolilor şvăbeşti arată clar deosebirea între două politici faţă de minorităţi.

Situaţia e identică pentru Germanii din Basarabia, cu deosebirea că aceştia dispuneau de un oarecare număr de şcoli primare:

Felul şcolilor	In 1914	In 1924	Mai mult cu
Primare	39	67	28
Secundare	1	4	3

Dar Statul Român nu numai că acordă deplină libertate învăţământului acestei minorităţi, ci contribue cu sume însemnate la susţinerea lui. Astfel, toate cheltuelile şcolilor primare germane din Basarabia şi ale şcolilor primare şi secundare germane din Bucovina sunt suportate de Stat. Pentru şcolile germane din Transilvania şi Banat, Statul Român contribue în anul bugetar 1925 cu o subvenţie de 4.721.980 lei, din care se completează salariile a 447 învăţători saşi şi 265 învăţători şvabi.

ADMINISTRAŢIE, JUSTIŢIE, VIAŢA ECONOMICĂ, SOCIALĂ ŞI CULTURALĂ

In privinţa administraţiei şi justiţiei în principiu pretutindeni se aplică dispoziţia amintită, ca poporul să fie administrat şi judecat în limba sa proprie. In Vechiul Regat însă şi în Bucovina, precum şi în unele comune din Transilvania populaţia germană este inextricabil amestecată cu populaţie românească, încât o împărţire a funcţionarilor după origine etnică este anevoioasă. In aceste părţi guvernul năzueşte să numească funcţionari cari fără considerare de origina lor vorbesc limbile populaţiei în mijlocul căreia sunt chemaţi să-şi îndeplinească munca.

Atât în Transilvania şi Banat, cât şi în Basarabia administraţiile locale sunt conduse în limba germană, dacă populaţia localităţilor e în majoritatea ei germană. Limba germană poate fi întrebuinţată în cereri şi acte înaintate autorităţilor comunale şi judeţene; comunicaţia cu guvernul însă se face în limba română. In faţa judecătorilor părţile sunt ascultate şi se pot adresà în limba lor maternă; advocaţii însă trebuie să întrebuinţeze în afacerile lor justiţiare limba Statului.

Pentru posibilitatea de a întrebuinţà limba germană în administraţie şi justiţie situaţia e mai favorabilă în Transilvania şi Bucovina, unde s'au găsit suficiente elemente de origine săsească sau germană spre a îndeplinì diferitele funcţii; ea însă este mai anevoioasă în Banat unde clasa intelectuală şvabă din trecut erà întreagă maghiarizată şi unde numai în vreo câţivà ani se vor puteà împlinì cadrele cu elemente locale germane-şvabe. O uşurinţă avem în faptul că o mare parte a clasei intelectuale româneşti din Transilvania, Banat şi Bucovina vorbeşte limba germană şi astfel lipsa funcţionarilor de origine germană va puteà fi deocamdată acoperită cu elemente româneşti.

Contactul dintre populaţia germană şi autorităţile judeţelor sau ale Statului, chiar şi când acestea nu cunosc limba germană, nu sufere greutăţi: populaţia germană din România — cu excepţia câtorvà comune şvăbeşti — în întregimea sa vorbeşte, în afară de limba sa maternă, şi limba română.

In privinţa vieţii economice putem spune deschis că populaţia germană a Ro-

mâniei atât în agricultură cât şi în industrie este elementul cel mai înaintat al ţării. Diferitele ei organizaţii pentru promovarea agriculturii sistematice, pentru educaţia industriaşilor, pentru studierea pieţelor şi metodelor practice de valorizare, pentru aranjare de expoziţii economice se bucură de tot sprijinul autorităţilor.

Reforma agrară introdusă în Transilvania şi Banat prin Decretul-Lege 3911/919 şi prin Legea din 23 Iulie 1921, în Bucovina prin Decretul-Lege No. 3871/919 şi prin Legea din 23 Iulie 1921, în Basarabia prin Decretul-Lege No. 3794/918 şi prin Legea din 11 Martie 1920, iar în Vechiul Regat prin Decretul-Lege No. 3697/918, şi prin Legea din 14 Iulie 1921, nu ating decât într'o măsură neînsemnată proprietăţile aflătoare în mâinile minorităţii germane. Intreaga populaţie agricolă germană, atât în Transilvania şi Banat cât şi în Basarabia, fiind alcătuită din agricultori cu proprietăţi mici sau mijlocii, reforma agrară nu atinge deloc proprietatea lor privată. Atingere se aduce numai unei părţi a proprietăţii lor publice. In baza Articolului 6 din Legea Agrară a Transilvaniei şi Banatului, Articolului 4 din Legea Basarabiei, Articolului 5 din Legea Bucovinei şi Articolului 7 din Legea Vechiului Regat, care dispun exproprierea în întregime a proprietăţilor de mână moartă, unele biserici germane sunt obligate să cedeze, contra preţului echitabil, o parte din moşiile lor spre a fi împărţite populaţiei lipsite. Populaţia germană îşi dă însă pe deplin seama că această renunţae e o necesitate socială pentru asigurarea progresului colectiv. Bisericile nu sunt împiedicate în activitatea lor, deoarece pretutindeni ele vor dispune de cota inexpropriabilă fixată în Articolul 6 punctele 4, 6, 7 şi 8 din Legea Transilvaniei.

Viaţa intelectuală germană din România este desvoltată mai puternic între Saşii din Transilvania. Ea numai acum sub stăpânirea românească îşi ia avânt între Şvabii din Banat şi Germanii din Basarabia. Rolul de căpetenie în desvoltarea spiritului social şi în promovarea mişcării culturale o au diferitele lor organizaţii, mai ales ale Saşilor, cari tot mai mult cuprind şi pe fraţii lor din celelalte părţi ale ţării: reuniunile de artă şi ştiinţă, de higienă, de sport şi turism. Cea mai importantă reuniune este «Gustav Adolph Verein», în fruntea căreia stă însuş episcopul şi care, susţinută de întreaga biserică luterană, are ca scop să strângă într'o unitate pe toţi Saşii şi Germanii protestanţi din România şi să ajute progresul lor cultural şi moral. O altă organizaţie similară este «Allgemeiner Frauenverein», care, alcătuită din sucursale aproape în fiecare comună, are ca scop ajutarea orfanilor şi a săracilor, propaganda morală, înfrumuseţarea bisericilor, promovarea industriei casnice naţionale. Reuniuni şi societăţi sportive, muzicale sunt înfiinţate aproape în fiecare localitate. Tuturor acestora le e garantată cea mai liberă desvoltare.

In viaţa politică a ţării Germanii din România iau parte din întâia zi a unirii tuturor provinciilor cu Vechiul Regat. Astăzi ei au în Adunarea Legislativă deputaţi şi senatori. Episcopul este membru de drept al Senatului.

Teatrul german este liber. In prezent pe scenele ţării joacă trei trupe teatrale germane: două pentru comedie şi dramă şi una pentru operă şi operetă.

Presa germană, ale cărei tradiţii, mai ales în Transilvania, sunt foarte vechi,

se bucură de o mare desvoltare. Evident faptul acesta se datoreşte lipsei aproape complete de analfabeţi în sânul populaţiei germane. Ea dispune astăzi de 47 ziare şi reviste, dintre care 10 sunt cotidiane.

Spiritul general pe care-l arată populaţia germană din România faţă de Stat, cu toate că unele elemente mai exuberante greşesc câteodată în această privinţă, este de o profundă şi serioasă loialitate.

Aceasta au dovedit-o prin cel dintâiu mare act politic al lor în cadrele Statului Român, prin declaraţia din 8 Ianuarie a Consiliului Naţional săsesc din Transilvania. Statul Român pătruns de spiritul dreptăţii asigură populaţiei sale de origine germană ca şi celei de altă origine etnică o viaţă liberă şi prosperă. La această atitudine populaţia germană răspunde cu devotamentul şi credinţa sa, mai cu seamă că fiind departe de blocul conaţionalilor săi germani ea nu poate fi turburată de vânturi iredentiste venite de peste frontiere şi îşi vede prosperitatea asigurată numai prin întărirea şi ridicarea acestui Stat.

PROCEDURA PENTRU PROTECŢIA MINORITĂŢILOR INAINTEA SOCIETĂŢII NAŢIUNILOR[1] DE S. ŞERBESCU

PLÂNGERILE pe care minorităţile le fac la S. N. au devenit, dela o vreme, din ce în ce mai frecvente, şi lasă să se întrevadă că scopul lor este mai mult să creeze agitaţii împotriva Statelor majoritare, decât să asigure respectul tratatelor. In special se pare că aceste plângeri se îndreaptă în mod sistematic împotriva României, pe care tind să o arate ca o asupritoare neînduplecată a naţionalităţilor de pe teritoriul ei.

Credem deci că este interesant să se cunoască mai cu deamănuntul rolul S. N. în protecţia acestor minorităţi, pe baza tratatelor de pace, şi procedura la care sunt supuse litigiile referitoare la această protecţie.

Prima idee a protecţiei minorităţilor după răsboiu, apare în art. 86 şi 93 ale tratatului dela Versailles, prin care Cehoslovacia şi Polonia «acceptă inserarea într'un tratat cu principalele Puteri aliate şi asociate, a dispoziţiilor pe care aceste puteri le vor judecà necesare spre a protejà interesele locuitorilor cari diferă de majoritatea populaţiei prin rassă, limbă sau religie».

Ca o desvoltare a acestei idei, care se găseşte formulată în acelaş mod şi în tratatele ulterioare dela Saint-Germain, Trianon, Neuilly, etc., s'au semnat tratatele aşà numite ale minorităţilor, primul fiind acela încheiat cu Polonia la 28 Iunie 1919.

România, după ce a opus o rezistenţă mai îndelungată decât celelalte State, a fost nevoită să semneze şi ea un tratat analog la 9 Decemvrie 1919.

Prin acest tratat România se obligă să acorde tuturor locuitorilor săi, libertate deplină în ce priveşte religia, limba, presa, întrunirile publice, etc.

Stipulaţiile cuprinse în acest tratat trebuesc recunoscute ca legi fundamentale ale Statului, şi nici o lege, regulament sau acţiune oficială nu trebuie să fie în contradicţie cu ele, sau să prevaleze contra lor.

România primeşte să considere că aceste stipulaţii constitue «obligaţii de interes internaţional», puse sub garanţia S. N. Ea acceptă deasemenea ca orice membru al Consiliului S. N. să aibă «dreptul de a semnalà atenţiei Consiliului orice infracţie sau pericol de infracţie la vreuna din aceste obligaţii, şi Consiliul să poată procedà în aşà mod şi să deà astfel de instrucţii care îi vor părea apropiate şi eficace în acea împrejurare».

Divergenţele de interpretare ale acestui tratat vor fi considerate ca un diferend cu caracter internaţional, şi vor puteà fi supuse, la cererea părţii adverse. Curţii permanente de justiţie internaţională.

(1) Comunicare făcută în secţia juridică a Institutului în Şedinţa dela 10 Februarie. Vezi în aceeaş chestiune şi articolul d-lui N. Daşcovici; «Procedura recursului la S. N. în materie de minorităţi», din *Arhiva* An. V. No. 3—4.

Pe baza acestor texte, Consiliul S. N. a creat o întreagă procedură destinată să asigure protecţia minorităţilor, procedură care îşi are obârşia în rezoluţia din 22 Octomvrie 1920, luată în urma raportul·ii delegatului italian Tittoni, şi completată apoi prin rezoluţiile din 25 Octomvrie 1920, 27 Iunie 1921, 5 S·ptemvrie 1923 şi 10 Iunie 1925.

Rezoluţia dela Brux lles din 25 Octomvrie 1920 a instituit un comitet compus din Preşedintele Consiliului şi doi membri desemnaţi de el, spre a examinà toate petiţiile relative la protecţia minorităţilor care ar fi prezentate S. N.

Constatând că ac·ste petiţii deveneau din ce în ce mai numeroase, şi că semnatarii lor, în plângerile ce prezentau, nu ţineau seama nici de prevederile tratatelor, şi nici măcar de regulele bunei cuviinţe, a adoptat o rezoluţie impunând anumite condiţiuni de admisibilitate pentru orice petiţie, şi anume:

a) Să fie conformă cu obiectul tratatelor;

b) Să nu tindă la o ruptură a legăturilor politice cu Statul din care face parte minoritatea;

c) Să nu provină dintr'o sursă anonimă;

d) Să fie redactată fără violenţe de limbaj;

e) Să semnaleze fapte noui sau car. n'au făcut de curând obiectul unei petiţii examinate de Consiliu.

Modul înţelept şi prudent cu care Consiliul S. N. a examinat întotdeauna această delicată chestiune a minorităţilor, nu este pe placul unora dintre Statele care caută să facă dintr'însa un pretext de agitaţie împotriva tratatelor de pace.

Nemulţumirea lor s'a manifestat prin prezentarea unui proiect de reglementare a procedurii minorităţilor, de către Societatea Ungară pentru S. N. Acest proiect (anexa I) a fost elaborat de către d-l *Geza De Magyary*, profesor la Universitatea din Budapesta, şi prezentat în 1925 Uniunii Internaţionale a Asociaţiilor pentru S. N.

Acest proiect erà redactat într'un spirit vădit ostil Statelor din Europa centrală, şi tindeà să extindă cât se puteà mai mult atât dreptul de petiţie al minorităţilor, cât şi puterile Consiliului S. N.

Astfel, pe când după procedura actuală numai un Stat care este membru al Consiliului poate să sesizeze Consiliul de o infracţie comisă împotriva tratatului minorităţilor, după proiectul Magyary orice Stat, membru sau nu al S. N., precum şi «organele reprezentative superioare ale confesiunilor religioase, ale intereselor economice sau ale vieţii intelectuale» (art. 3) pot sesizà în mod valabil Consiliul (art. 9, al. final).

Cu drept cuvânt a arătat d-l B.neş, la ultima sesiune a adunării S. N., că admiterea unei asemenea propuneri ar echivalà cu recunoaşterea minorităţilor ca persoane morale, faţă de Statul căruia îi aparţin, ceeace ar schimbà în mod radical baza juridică a tratatelor actuale. In acelaş sens s'a pronunţat şi d-l Mello Franco în raportul său prezentat la 9 Decemvrie 1925 Consiliului S. N.

Proiectul Magyary mai prevedeà dreptul pentru Consiliu de a audià martori

şi experţi, şi de a procedà la anchete la faţa locului, printr'o comisie de trei membri (art. 12 şi 13).

Discuţia înaintea Consiliului trebuià să se facă contradictoriu cu semnatarul plângerii, care puteà să ceară a-şi susţine oral doleanţele sale (art. 15), şi şedinţele puteau să fie publice (art. 16) sau în orice caz Consiliul sau vreun membru al Consiliului puteau să publice oricând faptele constatate şi părerile sale (art. 20).

Aceasta însemnà transformarea deliberărilor Consiliului într'un adevărat proces, în care un cetăţean sau o asociaţie de cetăţeni ai unui Stat puteau pledà împotriva Statului din care făceau parte, lucru inadmisibil atât din punct de vedere juridic cât şi din punct de vedere politic.

Rolul Curţii internaţionale dela Haga, care prin tratate este mărginit numai la chestiunile i vorând din interpretarea textului lor, erà extins de către pro ectul ungar într'un mod inadmisibil, pentrucă tindeà să înlocuiască procedura amicală şi binevoitoare a Consiliului, prin procedura rigidă a Curţii, schimbând astfel caracterul acestor chestiuni relative la minorităţi, care sunt mai mult de ordin politic decât de ordin juridic (art. 21 şi 34).

Infine, chiar petiţiile emanând dela simpli particulari, deşi nu puteau sesizà deadreptul Consiliul, aveau totuş, sub anumite condiţii, să fie puse la ordinea de zi a Consiliului (art. 33). Aceasta ar fi constituit cel mai eficace mijloc de agitaţie în jurul chestiunii minorităţilor, prin publicitatea pe care ar fi asigurat-o chiar petiţi c lei mai neserioase. Erà evident că acest pro ect nu puteà să fie adoptat nici de Uniunea Asociaţiilor pentru S. N., şi mai puţin încă de S. N. însăş.

In urma discuţiilor urmate în Comisia însărcinată să examineze acest proiect, s'a desemnat un Comitet de trei persoane spre a elaborà o nouă propunere. Acest proiect, prezentat Congresului Uniunii Asociaţiilor, întrunit la Varşovia în Iunie 1925, nu constituià decât o nouă redactare, într'o formă mai concisă, a pro ectului Magyary, cu oarecari atenuări, cari însă erau departe să dea satisfacţie dreptelor obiecţiuni ale Statelor majoritare.

Astfel se admiteà prin acest proiect că numai membrii Consiliului aveau dreptul să-l sesizeze direct cu un litigiu privitor la minorităţi, toţi ceilalţi având numai facultatea de a prezentà petiţii cu caracter pur informativ.

Se prevedeà deasemenea că anchetele la faţa locului nu puteau fi făcute decât cu consimţimântul Statului interesat.

Celelalte inovaţii şi agravaţii ale proiectului Magyary erau însă în esenţă menţinute.

Deaceea, faţă de opoziţia reprezentanţilor Statelor interesate, nici acest proiect nu a fost admis, şi s'a hotărît reunirea din nou a Comisiei pentru a redactà un proiect definitiv.

Şedinţele Comisiei au avut loc la Lausanne în Octomvrie 1925. S'a discutat atât proiectul elaborat de Comisia de trei, cât şi un pro ect prezentat de Asociaţia Română pentru S. N., acesta din urmă fiind numai formularea în

articole a procedurii actuale a S. N., pe care Statele semnatare ale tratatelor minorităţilor o consideră ca maximum ce se poate acordà (anexa II).

Dintr'o îndelungată şi înverşunată discuţie a celor două propuneri a rezultat un proiect final (anexa III), care începe prin a formulà principiul atât de des uitat, că minorităţile au şi datoria de a se comportà ca cetăţeni leali ai Statului respectiv.

Acest proiect înlătură probele cu martori şi experţi, anchetele la faţa locului, şi discuţia în contradictoriu cu reprezentanţii minorităţilor, lăsând deplină latitudine Consiliului să procedeze cum va crede mai nimerit în fiecare caz, adică menţine situaţia de azi.

In ce priveşte competenţa Curţii internaţionale dela Haga, ea este restrânsă numai la cazurile prevăzute prin tratatele actualmente în vigoare.

Cam în acelaş timp cu discuţia care aveà loc în sânul Uniunii Asociaţiilor pentru S. N., chestia procedurii minorităţilor erà ridicată înaintea Consiliului şi Adunării dela Geneva de către reprezentantul Ungariei, Contele Apponyi.

Acesta a formulat trei sugestiuni destinate, după părerea sa, a «ameliorà» procedura actuală. Propunerile sale coincideau perfect cu cele cuprinse în proiectul Magyary, pe care le-am examinat mai sus.

Ele au fost respinse de către unanimitatea Consiliului, în urma raportului magistral al d-lui Mello Franco. Acesta constată că admiterea unor asemenea propuneri ar duce «la posibilitatea constituirii unui fel de federaţie a minorităţilor, cu toate caracteristicile persoanei juridice admisă în dreptul internaţional», şi adăugà:

«Nu cred că această concepţie să se poată realizà fără a provocà primejdii care ar ameninţà finalitatea morală către care tinde sistemul de protecţie instituit prin tratatele minorităţilor. Mi se pare incontestabil că acei cari au conceput acest sistem de protecţie nu se gândeau să creeze, în sânul unor State, o massă de locuitori considerându-se în mod perpetuu străină de organismul general al naţiunii, ci dimpotrivă că ei voiau, pentru elementele acestei masse, statutul de protecţie juridică capabil să asigure respectul inviolabilităţii persoanelor sub toate aspectele, *şi să prepare, încetul cu încetul, condiţiile necesare stabilirii unei depline unităţi naţionale*».

Aceasta fiind adevărata doctrină a S. N., formulată în termeni atât de magistrali, credem că nu se va mai cercà deaici înainte să se propună modificarea procedurii minorităţilor, şi că la Congresul Uniunii Asociaţiilor pentru S. N., care se va întrunì la Dresda în anul acesta, se va renunţà la discutarea acestei chestiuni.

ANEXA I.

Proiect revizuit al unui regulament de procedură relativ la protecţia minorităţilor.

Prezintat de Societatea Ungară a afacerilor străine şi pentru S. N. (Magyar Külügyi Társaság), Uniunii internaţionale a Asociaţiilor pentru S. N.

Elaborat de: GEZA DE MAGYARY, doctor în drept, profestr al Facultăţii de drept dela Universitatea din Budapesta, membru al Academiei de ştiinţe ungară.

Considerând că protecția eficace a minorităților de rassă, de religie sau de limbă este indispensabilă pentru desvoltarea pacifică mondială;
Considerând că procedura de urmat în această materie n'a fost până în prezent îndeajuns regulată;
Și considerând că fără o reglementare suficientă a procedurii, dispozițiunile tratatelor ce asigură protecția minorităților s'ar puteà să nu fie îndeajuns de eficace;
A IX-a Adunare a Uniunii Asociațiilor pentru S. N. are onoarea a recomandà S. N., să accepte proiectul următor al regulamentului procedurii relative la protecția minorităților de rassă, de religie sau de limbă.

CAP. I

Dispoziții generale.

Art. 1. — Societatea Națiunilor, sub a cărei garanție sunt puse stipulațiile relative la protecția minorităților de rassă, de religie sau de limbă, dă ajutor împotriva oricărei infracții sau pericol de infracție a tratatelor ce asigură această protecție.
Art. 2. — Organele S. N. indicate să dea această protecție sunt:
a) Consiliul;
b) Curtea permanentă de Justiție Internațională.
Art. 3. — Sunt autorizați să solicite protecția minorităților:
a) Membrii S. N.;
b) Orice Stat ce nu face parte din S. N.;
c) Organele reprezentative ale teritoriilor autonome, existând în conformitate cu legile Statului;
d) Organele reprezentative superioare ale confesiunilor religioase, ale intereselor economice sau ale vieții intelectuale.
Art. 4. — Cererea pentru protecția minorităților trebuie să fie îndreptată contra Statului ce a asigurat printr'un tratat drepturile călcate sau amenințate ale minorităților.

CAP. II

Procedura înaintea Consiliului

Art. 5. — Când un membru din Consiliu atrage atenția Consiliului asupra unei infracții sau pericolului de infracție a tratatelor în ce privește protecția minorităților, acest act are de efect juridic, că Consiliul este sesizat de drept cu afacerea.
Art. 6. — Este de dorit ca membrul Consiliului să atragă atenția Consiliului printr'un memoriu detaliat.
Secretarul general al S. N. îl va face cunoscut Statului interesat, invitându-l să prezinte un contra-memoriu prevăzut cu piesele necesare apărării, într'un expozeu convenabil.
In cazul când atenția Consiliului a fost atrasă asupra faptului în vreo ședință, ori în cazurile urgente, telegrafic, aliniatul precedent se va aplicà în conformitate.
Art. 7. — Când e vorba de o altă parte decât membrii Consiliului, plângerea trebuie făcută printr'o cerere.
Faptul, pentru organele arătate la lit. *c* și *d*, art. 3, de a fi formulat Consiliului o cerere ce privește drepturile minorităților în circumstanțele indicate în al treilea aliniat al sus zisului articol, nu va puteà niciodată, în sine, să fie considerat ca un act neleal împotriva Statului din care face parte minoritatea.
Art. 8. — Plângerea trebuie imprimată și semnată de parte.
Ea conține indicarea părților și a dreptului minorității călcat sau amenințat, expunerea amănunțită a faptelor asupra cărora e îndreptată plângerea, dovezile relative la aceasta și indicarea măsurilor ce trebuesc luate.
Cel puțin 60 de copii ale plângerii și ale actelor trebuie să însoțească plângerea.
Art. 9. — Plângerea trebuie să fie adresată Secretarului General care o va prezentà Președintului Consiliului. Acesta va face un raport Consiliului la cea mai apropiată sesiune.

In cazurile urgente va fi convocată o sesiune extraordinară.

Consiliul statuează mai întâiu cu majoritatea voturilor asupra chestiunii de a se şti dacă plângerea răspunde prescripţiilor art 8.

Cu această ocazie, în caz de îndoeală, Consiliul mai decide, în acelaş mod, asupra chestiunii de a se şti dacă partea, alta decât membrii S. N., are într'adevăr calitatea de Stat sau dacă efectiv intră într'una din categoriile de minorităţi prevăzute sub literile *c* şi *d* ale art. 3.

Dacă Consiliul găseşte că toate prescripţiile art. 8 sunt împlinite şi că părţile aparţin într'adevăr uneia din categoriile vizate la aliniatul precedent, Consiliul este sesizat de afacere în mod valabil.

Art. 10. — Plângerea de care a fost sesizat Consiliul, va fi comunicată de către Secretarul general guvernului Statului în contra căruia ea este îndreptată. Totdeodată Secretarul general îl va invità să-şi facă observaţiile eventuale într'un termen apropiat.

Art. 11. — Plângerea de care a fost sesizat Consiliul şi memoriul sau còpia actului unui membru din Consiliu prin care atenţia Consiliului a fost atrasă asupra unei infracţii sau pericol de infracţie a unui tratat asigurând protecţia minorităţilor va fi transmis cu observaţiile eventuale ale Guvernului Statului advers, la Comisia consultativă a minorităţilor, care va fi constituită în sânul S. N. pentru chestiunile minorităţilor.

Comisia consultativă a minorităţilor, va prezintà avizul său Consiliului tr'un termen fixat de Preşedintele Consiliului.

Art. 12. — Pentru orice plângere emanând dela un membru al Consiliului şi pentru orice plângere de care Consiliul a fost sesizat, Preşedintele Consiliului desemnează un raportor printre membrii Consiliului, asistat de un funcţionar al Secretariatului.

El îi transmite toate documentele şi îl invită să-şi prezinte raportul îndată ce va fi posibil.

Raportorul este însărcinat cu administrarea dovezilor.

Faptul depunerii în calitate de martori sau experţi din partea persoanelor aparţinând minorităţii nu va puteà fi judecat ca un act neleal contra Statului căreia îi aparţin.

Art. 13. — Pentru ancheta la faţa locului, Consiliul poate delegà şi o Comisie specială compusă din trei membri. Supuşii părţilor nu vor puteà să fie numiţi membri în această Comisie. Este de dorit ca un membru al Consiliului să facă parte din această Comisie; în acest caz el este acela care prezidează. Dacă nici un membru al Consiliului nu se află într'însa va prezidà un delegat al Secretariatului general.

Art. 14. — Dacă conform cu art. 8 părţile au constituit o Comisie permanentă de conciliare, aceasta va fi însărcinată de Consiliu cu administrarea dovezilor, în special cu ancheta la faţa locului.

Art. 15. — Administrarea probelor fiind terminată, raportorul prezintă avizul său Consiliului într'o şedinţă publică.

Partea, membră în S. N., fără a fi în acelaş timp membru al Consiliului, va fi invitată în virtutea al. 5 art. 4 al Pactului, să trimită reprezentantul său să ia parte la şedinţa Consiliului.

Partea care nu are calitatea de membru al S. N. va fi, la cererea sa, ascultată oral.

Art. 16. — Pe baza raportului Consiliul examinează afacerea.

El poate ordonà administrarea probelor într'o şedinţă publică.

La nevoie, membrii şi experţii pot fi ascultaţi oral.

Art. 17. — Consiliul poate să ceară avizul consultativ al Curţii asupra oricărui punct al diferendului.

Dacă Consiliul nu este unanim asupra unei chestiuni esenţiale de drept, el este obligat să se adreseze Curţii pentru un aviz consultativ.

El mai poate să sugereze părţilor să supună diferendul de comun acord deciziei Curţii.

Art. 18. — In oricare fază a procedurii, Consiliul are facultatea să indice ce măsuri conservatorii ale drepturilor minorităţilor în chestiune, trebuesc să fie luate cu titlu provizoriu.

Art. 19. — In fiecare fază a procedurii, Preşedintele Consiliului poate face, dacă crede nimerit, cu consimţimântul majorităţii membrilor Consiliului, comunicări oficioase şi binevoitoare părţilor, spre a le împăcà.

Dacă această intervenţie oficioasă nu conduce la împăcarea părţilor, procedura oficială înaintea Consiliului va fi continuată.

Art. 20. — Pe baza raportului şi rezultatului şedinţei publice, Consiliul se sileşte în primul rând să asigure o aranjare amicală a diferendului dintre părţi.

Dacă nu reuşeşte, el procedează în afacere în modul şi dând instrucţiile care îi vor păreà apropriate şi eficace în aceà împrejurare.

Consiliul ia măsurile necesare în unanimitate, votul reprezentanţilor părţilor nefiind socotit în calculul acestei unanimităţi.

Consiliul poate ordonà în fiecare fază a procedurii comunicarea plângerii şi observaţiilor părţii adverse cu còpia documentelor pe care se sprijină, membrilor S. N. Aceştia din urmă sunt dealtfel autorizaţi să ceară comunicarea acestor piese.

Consiliul mai poate ordonà publicarea afacerii cu toate faptele pertinente şi piesele justificative în fiecare fază a procedurii. Membrii Consiliului au deasemenea dreptul să publice o ex punere a faptelor diferendului şi a propriilor lor concluzii.

Aranjamentul amical sau alte dispoziţii finale luate în afacere vor fi întotdeauna publicate de către Consiliu.

Art. 21. — Dacă Consiliul nu este unanim în ce priveşte măsurile de luat, el va trimite afacerea înaintea Curţii.

El poate trimite afacerea înaintea Curţii şi într'alte cazuri, dacă este de părere că o decizie juridică a Curţii, în afacere, ar fi preferabilă.

Art. 22. — Articolele 5 până la 21 se aplică şi cazurilor în care protecţia minorităţilor este asigurată numai printr'o declaraţie, făcută de un Stat către Consiliul S. N. şi de care acesta a luat act.

Dispoziţiile speciale ale acestei declaraţii rămân în vigoare.

Art. 23. — Dispoziţiile precedente (art. 5—22) ale acestui cap., nu aduc nici o restricţie art. 11 al Pactului. Prin urmare, dacă o infracţie sau pericol de infracţie la tratate sau la alte norme pentru protecţia minorităţilor se prezintă ca o împrejurare de natură să influenţeze relaţiile internaţionale, şi care prin urmare ameninţă să turbure pacea şi buna înţelegere între naţiunile de care depinde pacea, orice membru al S. N., în virtutea acelui articol, are dreptul, cu titlu amical, să atragă asupra ei atenţia Adunării sau Consiliului.

CAP. III

Procedura petiţiilor

Art. 24. — Petiţiile cu privire la o infracţie sau pericol de infracţie la tratatele pentru protecţia minorităţilor, provenind dela alte părţi decât acelea ce sunt enumerate la art. 3, pot servì de motiv unui membru al Consiliului să atragă atenţia Consiliului asupra infracţiei sau pericolului de infracţie, la tratatele pentru protecţia minorităţilor.

Aliniatul II al art. 7, trebuie să fie aplicat întocmai petiţionarilor cari aparţin Statului contra căruia este îndreptată plângerea.

Dacă pe baza petiţiei, un membru al Consiliului semnalează atenţii Consiliului infracţiunea sau pericolul de infracţiune la tratatele pentru protecţiunea minorităţilor, Consiliul este sesizat valabil de afacere şi dispoziţiile capitolului precedent vor fi întrebuinţate.

Art. 25. — Dispoziţiile art. 8, privitoare la forma plângerilor, vor fi aplicate întocmai petiţiilor.

Art. 26. — Petiţia privitoare la protecţia minorităţilor nu trebuie să fie prezintată sub forma unei cereri de rupere a legăturilor politice între minoritatea în chestiune şi Statul din care face parte; nu trebuie să emane dintr'o sursă anonimă sau rău stabilită; nu trebuie să fie redactată cu violenţe de limbaj; şi nu trebuie să conţie informaţii sau fapte care au fost de curând obiectul unei proceduri ordinare înaintea Consiliului sau a unei jurisdicţii internaţionale.

Art. 27. — Petiţia trebuie să fie adresată Secretarului general al S. N., care o comunică Preşedintelui Consiliului.

Art. 28. — Dacă Preşedintele Consiliului este de părere că petiţia satisface condiţiile prescrise de art. 25 şi 26, Secretarul general o comunică guvernului Statului interesat.

Acesta va fi obligat să facă observaţiile sale într'un termen fixat de Preşedintele Consiliului.

Art. 29. — Dacă Statul interesat ridică obiecţii pentru un motiv oarecare contra admisibilităţii petiţiei, Secretarul general supune chestiunea Preşedintelui Consiliului, invită care doi alţi membri ai Consiliului să-l asiste. Această Comisie de trei membri decide asupra admisibilităţii.

In locul acestei Comisii Preşedintele Consiliului poate supune petiţia, Comisiei consultative a minorităţilor prevăzută de art. 11.

Dacă această Comisie este de părere că petiţia este admisibilă, Preşedintele Consiliului decide singur asupra admisibilităţii.

Dacă Statul interesat o cere, chestiunea admisibilităţii poate să fie înscrisă direct la ordinea de zi a Consiliului.

Art. 30. — Dacă petiţia este recunoscută admisibilă, Statul interesat trebuie să facă cunoscut în cele trei săptămâni care urmează, comunicarea, dacă doreşte să prezinte observaţii sau nu. In caz afirmativ, el dispune de un termen de două luni pentru a-şi transmite observaţiile. Acest termen poate fi prelungit de Preşedintele Consiliului dacă Statul interesat o cere şi dacă împrejurările par a face aceasta necesar.

Art. 31. — Secretarul general comunică apoi petiţia şi observaţiile guvernului interesat tuturor membrilor Consiliului cu titlu de informaţie.

Orice membru al S. N. poate deasemenea, dacă o cere, să obţină comunicarea petiţiei şi observaţiile Statului interesat.

Comunicarea va puteà fi făcută membrilor S. N. sau publicului în general, la cererea Statului interesat.

Consiliul poate ordonà comunicarea din oficiu a documentelor membrilor S. N., când a fost sesizat de afacere.

Art. 32. — Petiţia şi observaţiile Statului interesat vor fi examinate de Preşedinte şi de doi alţi membri ai Comitetului numai în scopul de a constatà eventual, dacă este locul ca unul sau mai mulţi membri ai Consiliului, să semnaleze atenţiei Consiliului o infracţie sau pericol de infracţie la vreuna din stipulaţiile pentru protecţiea minorităţilor.

Art. 33. — Preşedintele Consiliului va pune la ordinea zilei orice petiţie recunoscută admisibilă, cu observaţiile Statului interesat şi cu avizul celor trei membri, spre a face mai uşor membrilor Consiliului să atragă atenţiea Consiliului asupra afacerii.

CAP. IV

Procedura judiciară

Art. 34. — Orice diferend intră în competinţa Curţii:

a) Dacă cele două părţi în cauză îi supun afacerea printr'o decizie de comun acord;

b) Dacă numai una din părţi supune afacerea deciziei Curţii;

c) In afară de aceasta Curtea este competinte pentru a decide în diferendele aduse înaintea Consiliului pe care acesta le trimite înaintea Curţii.

Art. 35. — Procedurii, inclusiv puterea deciziei Curţii, i se aplică dispoziţiile corespunzătoare ale Statutului şi ale regulamentului Curţii cu modificarea următoare:

Părţile enumerate la lit. *c* şi *d* ale art. 3, sunt dispensate de contribuţia la cheltuelile Curţii, prevăzută în art. 25 din Statut.

Art. 36. — Dacă afacerea este transmisă Curţii, pentru un aviz consultativ, aceasta procedează conform dispoziţiilor relative din regulament.

Art. 37. — Părţile pot să convină că orice diferend privitor la o infracţie sau pericol de infracţie la un tratat sau la altă normă pentru protecţia minorităţilor va fi supusă deciziei unei Curţi de arbitraj instituită special pentru acest diferend, sau la o altă Curte internaţională, decât Curtea permanentă de justiţie internaţională.

Decizia acestor Curţi va aveà acelaş efect ca aceea a Curţii permanente de justiţie internaţională.

CAP. V

Procedura de conciliere

Art. 38. — Este recomandat Statelor interesate în mod special în chestiunile minorităţilor

să încheie convenții privitoare la instituirea de Comisii de împăcare permanente, pentru diferendele relative la minorități.

Dacă aceste State au încheiat asemenea convenții, în lipsă de alte dispoziții, regulamentul model conținut în rezoluția celei de a treia Adunări relativă la procedura de conciliere va fi întrebuințat.

ANEXA II

Proiect pentru un regulament privitor la procedura minorităților, elaborat de Asociația Română pentru Societatea Națiunilor și prezentat Uniunii internaționale a Asociațiilor pentru S. N.

Art. 1. — Societatea Națiunilor este chemată, conform tratatelor în vigoare, să se asigure că dispozițiile relative la protecția minorităților de rassă, de religie, sau de limbă, conținute în aceste tratate, sunt mereu executate, cu condiția ca aceste minorități să observe și ele datoriile lor de lealitate față de Statul căruia îi aparțin.

Art. 2. — Organele însărcinate să asigure această protecție sunt:

a) Consiliul S. N.;

b) Curtea permanentă de justiție internațională;

Art. 3. — Numai membrii Consiliului au dreptul să atragă atenția Consiliului asupra infracției sau pericolului de infracție la tratate, privitor la protecț ia minorităților, să sesizeze în mod valabil Consiliul.

Art. 4. — Orice plângere care va fi adresată S. N. va fi primită de Secretariat, care va trebuì să o aducă imediat la cunoștința membrilor Consiliului, conform procedurii indicată la art. 9 și următoarele.

Art. 5. — Plângerile relative la protecția minorităților vor puteà emanà dela un Stat care nu e membru in Consiliul S. N., sau dela o persoană fizică oarecare.

Art. 6. — In acest din urmă caz, cererea va arătà numele și pronumele, calitatea și domiciliul semnatarului, și semnătura sa va fi legalizată de către autoritățile competente.

Art. 7. — In toate cazurile, plângerea va trebuì să cuprindă:

a) O expunere detaliată a faptelor care fac obiectul plângerii, cu dovezile necesare;

b) Indicarea articolelor din tratatul minorităților și din celelalte texte ligislative pe care se bazează plângerea;

c) Dovada că autoritățile Statului contra căruia se îndreaptă plângerea au fost mai intâiu sesizate de chestiune, pe căile legale, și au refuzat să o rezolve.

Art. 8. — Plângerea va trebuì să fie concepută in termeni curtenitori, fără violențe de limbaj.

Art. 9. — Secretariatul primind o plângere, o va examinà în mod sumar, spre a se asigurà că întrunește condițiile art. 5—8.

El va înlăturà *de plano* orice plângere care nu va satisface acele condiții.

Art. 10. — Secretariatul va înlăturà deasemenea orice plângere având ca obiect:

a) O cerere de rupere a legăturilor politice între minoritatea in chestiune și Statul din care ea face parte;

b) O chestiune care a făcut deja obiectul unei hotărîri a Consiliului, afară de cazul când un fapt nou se va fi produs de atunci.

Art. 11. — Plângerile care vor întrunì condițiile prevăzute la art. 5—8 și 10, vor fi imediat comunicate membrilor Consiliului și Statului interesat.

Acesta din urmă va puteà să primească și comunicarea plângerilor înlăturate conf. art. 9, dacă el exprimă această dorință.

Art. 12. — Primind comunicarea plângerii, Președintele Consiliului va desemnà alți doi membri pentru examinarea acestei plângeri.

Nici unul dintre membri acestui Comitet de trei nu va puteà fi nici reprezentantul Statului interesat, nici reprezentantul unui Stat vecin cu Statul interesat, nici reprezentantul unui Stat în care majoritatea populației aparține, din punct de vedere etnic, aceluiaș popor ca minoritatea despre care e vorba în plângere.

Dacă Președintele Consiliului în exercițiu se găsește în unul din aceste trei cazuri, Secre-

tariatul va comunică plângerea în locul său, membrului Consiliului care aveà funcţia de Preşedinte imediat înaintea Preşedintelui actual, şi care nu se va găsi în acelaş caz.

Art. 13. — Statul interesat va aveà un răgaz de trei săptămâni cu începere din ziua în care reprezentantul său pe lângă Secretariatul S. N. va fi primit comunicarea textului plângerii, pentru a face cunoscut Secretariatului dacă doreşte să prezinte observaţiile sale Comitetului de trei.

Art. 14. — In cazul, în care ar exprimà această dorinţă, Statul interesat va aveà un răgaz de două luni, cu începere din ziua în care reprezentantul său pe lângă Secretariatul S. N. va fi primit comunicarea textului plângerii, pentru a-şi prezentà observaţiile, atât asupra formei, cât şi asupra fondului plângerii.

Art. 15. — In intervalul acestor două termene Comitetul de trei nu va puteà să examineze plângerea.

Art. 16. — Termenele prevăzute de art. 12 şi 14 vor puteà fi prelungite după cazuri de către Preşedintele Comitetului.

Art. 17. — Odată primite observaţiile Statului interesat, sau dacă termenele prevăzute de art. 12 şi 14, vor fi trecut fără răspuns, comitetul de trei se va întruni la convocarea Preşedintelui Consiliului şi va examinà plângerea şi observaţiile Statului interesat.

Art. 18. — Nici o măsură fie chiar provizorie nu va puteà fi luată înainte de a se fi ascultat observaţiile Statului interesat.

Art. 19. — Comitetul celor trei va puteà:

a) Să respingă plângerea ca nejustificată, contrară tratatelor, nedovedită sau neconformă cu art. 5—10 de mai sus;

b) Să se pună în raport cu guvernul Statului interesat pentru a exercità o acţiune amicală spre a obţine dela el lămuriri sau a-l determinà să-şi modifice atitudinea în chestiunea care face obiectul plângerii;

c) Să trimită afacerea secţiei minorităţilor spre a fi ţinută în evidenţă pentru cazul în care alte fapte asemănătoare vor fi semnalate;

d) Să sesizeze Consiliul S. N. de această chestiune.

Art. 20. — Consiliul sesizat de către Comitetul de trei va examinà afacerea după ce va fi invitat Statul interesat să-şi prezinte observaţiile sale orale, şi va procedà conform cu tratatele în vigoare.

Art. 21. — Toată procedura de mai sus va aveà un caracter strict confidenţial.

Consiliul singur va puteà decide dacă crede util să publice decizia sa, însoţită sau nu de plângere şi de observaţiile Statului interesat.

Art. 22. — Vor fi decăzuţi din dreptul de a beneficià de această procedură orice Stat sau persoană care se va fi adresat direct unui membru al Consiliului sau unei puteri străine, sau care vor fi adus la cunoştinţă plângerea vreunei persoane în afară de Secretariatul S. N.

Art. 23. — Curtea permanentă de Justiţie Internaţională va fi competentă să cunoască litigiile privitoare la minorităţi, conform cu art. 34 şi următoarele din Statutul său.

ANEXA III.

Proiect al unui regulament de procedură, prezintat de o fracţiune a subcomitetului (Proiect astfel cum a fost modificat la Lausanne)

Considerând:

că protecţia eficace a minorităţilor de rassă, de religie sau de limbă este indispensabilă pentru desvoltarea pacifică mondială.

Considerând:

că această protecţie este corespunzătoare cu datoria de lealitate ce incumbă minorităţilor faţă de Statele din care fac parte.

Considerând:

că Consiliul S. N. a acceptat, prin rezoluţii speciale, garanţia protecţiei minorităţilor şi că Consiliul nu are numai dreptul, dar chiar datoria, de a garantà această protecţiei.

Considerând:

că procedura de urmat, în această materie nu a fost încă îndeajuns precizată; A IX-a Adunare a Uniunii internaționale a Asociațiilor pentru S. N. are onoare de a cere S. N. să accepte proectul următor al regulamentului procedurii relative la protecția minorităților de rassă, de religie sau de limbă, proiect strict bazat pe tratatele în vigoare și pe rezoluțiile Adunării și ale Consiliului S. N.

CAP. I

Dispoziții generale

Art. 1. — S. N., sub a cărui garanție sunt puse stipulațiile relative la protecția minorităților de rassă, de religie sau de limbă e chemată să deà ajutor contra oricărei infracțiuni ori pericol de infracțiune la tratatele ce asigură această protecție.

Persoanele ce fac parte din minoritate au deasemeni datoria de a se comportà ca cetățeni leali ai Statului din care fac parte.

Art. 2. — Organul S. N., însărcinat să asigure această protecție este Consiliul.

Curtea permanentă de Justiție Internațională va interveni în afacerile minorităților în cazurile citate în articolul 23.

CAP. II

Procedura în fața Consiliului

Art. 3. — Numai membrii Consiliului au dreptul de a face atent Consiliul asupra infracțiilor sau pericolului de infracții la tratatele privitoare la protecția minorităților.

Actul prin care acest drept este exercitat are ca efect juridic de a sesizà valabil Consiliul.

Art. 4. — E de dorit ca membrul Consiliului care a atras atenția Consiliului, să prezinte în acelaș timp un memoriu amănunțit.

In acest caz, precum și în cazul în care atenția Consiliului a fost atrasă asupra afacerii, în cursul unei ședințe, sau în cazuri urgente, telegrafic, Statul interesat va fi invitat să facă observațiile sale și să comunice toate piesele doveditoare într'un termen convenabil ce se va determinà de Președintele Consiliului.

Art. 5. — Președintele Consiliului desemnează pentru afacerea în chestiune, printre membrii Consiliului, un raportor, asistat de un funcționar al Secretariatului.

El îi transmite toate documentele și îl invită să prezinte raportul său la viitoarea sesiune a Consiliului.

In cazuri urgente, o sesiune extraordinară va puteà fi convocată.

Art. 6. — Pe baza raportului, Consiliul va puteà procedà în așà mod și dà acele instrucții care îi vor păreà apropriate și eficace în aceà împrejurare.

Art. 7. — Consiliul poate cere avizul consultativ al Curții permanente de justiție internațională asupra oricărui punct al diferendului. El trebuie, în principiu, să ceară acest aviz în cazul când nu ar puteà ajunge la o decizie unanimă.

Art. 8. — La fiecare fază a procedurii, Consiliul are facultatea să indice care măsuri conservatorii trebuiesc luate cu titlu provizoriu.

Art. 9. — Ședința Consiliului va fi publică, afară de cazul când Consiliul va ordona ședință secretă.

Consiliul poate, în orice fază a procedurii, să ordone publicarea cauzei, cu toate faptele pertinente și piesele justificative.

Art. 10. — Păstrându-și dreptul deplin de a procedà direct în cazurile de infracții serioase la tratatele minorităților, Consiliul, în cazurile ordinare, face mai întâiu comunicații oficioase și binevoitoare Guvernelor interesate, înainte de a întrebuințà procedura oficială.

Dacă Consiliul nu reușește în această intervenție, procedura prescrisă de articolele precedente, va fi întrebuințată.

Art 11 — Articolele 3—10 ale acestui capitol se aplică și la cazurile în cari protecția minorităților este asigurată numai printr'o declarație făcută de un Stat înaintea Consiliului S. N., și de care acesta a luat act. Dispozițiile speciale ale acestei declarații rămân în vigoare.

Art. 12. — Dacă un membru al Consiliului atrage atenția Consiliului asupra unei in-

fracţii la drepturile unei minorităţi, astfel cum sunt stipulate în tratate şi declaraţii, dar care nu sunt, în ce priveşte minoritatea în chestiune, stipulate într'o convenţie internaţională sau într'o declaraţie despre care Consiliul a luat act, Consiliul nu va fi sesizat de afacere. Totuş el se va ocupă de ea cu bunăvoinţă şi va luă măsurile care îi vor păreà apropriate.

Art. 13. — Dispoziţiile precedente (art. 3—12) ale acestui capitol nu aduc restricţii la art. 11, al Pactului. Prin urmare, dacă o infracţie sau pericol de infracţie la tratate sau la celelalte convenţii pentru protecţia minorităţilor se prezintă ca o împrejurare de natură să influenţeze relaţiile internaţionale şi să ameninţe, prin urmare, să turbure pacea sau buna înţelegere între naţiunile de care depinde pacea, orice membru al Societăţii, în virtutea zisului art., are dreptul cu titlu amical să atragă asupra chestiunii atenţia Adunării sau a Consiliului.

CAP. III

Procedura petiţiilor

Art. 14. — Petiţiile relative la infracţii sau pericole de infracţii la tratatele pentru protecţia minorităţilor provenind dela alte persoane decât membrii Consiliului, sunt făcute cu titlu de informaţie şi n'au ca efect juridic să sesizeze Consiliul.

Dacă pe baza petiţiei un membru al Consiliului atrage atenţia acestuia asupra unei infracţii sau pericole de infracţie la tratatele pentru protecţia minorităţilor, Consiliul va fi valabil sesizat de afacere şi dispoziţiile capitolului precedent vor fi aplicate.

Art. 15. — Dreptul de a prezentà o petiţie pentru o infracţie sau un pericol de infracţie la clauzele tratatelor pentru protecţia minorităţilor aparţine:

a) tuturor Statelor membre ale S. N.;

b) fiecărui Stat care nu e membru al S. N.

c) oricărei asociaţii, corporaţii sau persoană aparţinând minorităţii în chestiune.

Art. 16. — In acest scop, fiecare petiţie semnată de petiţionar trebuie să cuprindă indicaţia numelor celor interesaţi şi obiectul diferendului, expunerea detaliată a faptelor pe care e bazată cererea, dovezile relative la ea, indicarea regulei de drept călcată şi desemnarea măsurilor de luat.

Piesele doveditoare trebuiesc anexate.

Petiţiile persoanelor aparţinând minorităţilor Statului interesat nu trebuiesc privite cu un act de nelealitate faţă de acel Stat.

Art. 17. — Pentru a fi supuse procedurii, petiţiile adresate S. N. şi relative la protecţia minorităţilor:

a) trebuie să aibă de obiect protecţia minorităţilor;

b) nu trebuie să fie prezintate sub forma unei cereri de rupere a legăturilor politice între minoritatea în chestiune şi Statul din care face parte;

c) nu trebuie să emane dintr'o sursă anonimă sau rău stabilită;

d) trebuie să cuprindă informaţii sau să semnaleze fapte care n'au făcut de curând obiectul unei petiţii supuse procedurii ordinare;

e) trebuie să fie redactate fără violenţe de limbaj.

Petiţiile trebuie să fie adresate Secretarului general al S. N.

Art. 18. — Dacă Preşedintele Consiliului este de părere că petiţia satisface condiţiilor cerute, Secretarul general o comunică Statului interesat. Acesta este invitat să facă observaţiile eventuale într'un termen fixat de Preşedintele Consiliului. Dacă Statul interesat ridică observaţii contra admisibilităţii, Secretarul general supune chestiunea Preşedintelui Consiliului, care poate invità doi alţi membri ai Consiliului să-l asiste. Această comisie de trei membri decide despre admisibilitate.

Art. 19 — Dacă petiţia este recunoscută admisibilă, Statul interesat trebuie să facă cunoscut în cele trei săptămâni ce urmează comunicarea, dacă doreşte să prezinte observaţii sau nu. In caz afirmativ el dispune de un termen de două luni pentru a transmite observaţiile sale. Acest termen poate fi prelungit de Preşedintele Consiliului dacă Statul interesat o cere şi dacă împrejurările par a o face necesară.

Art. 20. — Secretarul general comunică apoi petiţia împreună cu observaţiile guvernului interesat membrilor Consiliului cu titlu de informaţie.

Orice Stat, membru al S. N., poate deasemeni, dacă o cere, să obţină comunicarea acestor documente.

Comunicarea va putea fi făcută membrilor Societăţii sau publicului în general, după cererea Statului interesat.

Consiliul poate ordona comunicarea din oficiu a documentelor membrilor Societăţii sau publicului când a fost sesizat de afacere.

Art. 21. — Petiţia şi observaţiile Statului interesat vor fi examinate de Preşedinte şi de doi alţi membri ai Consiliului, cari vor face un raport pentru a stabili eventual, dacă este locul ca unul sau mai mulţi membri ai Consiliului să atragă atenţia Consiliului asupra unei infracţii sau pericol de infracţie la vreuna din stipulaţiile pentru protecţia minorităţilor.

Nici unul din membrii acestui Comitet de trei nu va putea fi: nici supusul Statului interesat, nici supusul unui Stat vecin cu Statul interesat, nici reprezentantul vreunui Stat a cărei populaţie aparţine in majoritate, din punct de vedere etnic, aceluiaş popor ca minoritatea despre care este vorba în plângere.

Art. 22. — Preşedintele Consiliului comunică acestuia cu titlul de informaţie orice petiţie recunoscută admisibilă, împreună cu observaţiile Statului interesat şi avizul celor trei membri, care trebuie formulat intr'un termen fixat de Preşedintele Consiliului, spre a face mai uşor membrilor Consiliului să atragă atenţia acestuia asupra afacerii.

CAP. IV

Procedura judiciară

Art. 23. — Competenţa Curţii permanente de justiţie internaţională în materie de minorităţi se întinde la toate cazurile prevăzute de tratatele in vigoare şi de statutul însuş al Curţii.

CAP. V

Procedura de conciliere

Art. 24. — Dacă Statele interesate în mod particular in chestiunile de minorităţi au încheiat convenţii privitoare la instituirea de Comisiuni permanente de conciliere pentru diferendele relative la minorităţi, în lipsă de alte dispoziţii va fi întrebuinţat regulamentul model cuprins în rezoluţia adunării a treia privitoare la procedura de conciliere.

ACTIVITATEA SERVICIULUI ASISTENȚEI INFANTILE DE PE LÂNGĂ CASA CENTRALĂ A ASIGURĂRILOR SOCIALE DELA 1 NOEMBRIE 1920—1 IULIE 1924

DE DR. HORIA SLOBOZIANU

ISTORIC. Serviciul Asistenței Infantile de pe lângă Casa Centrală a Asigurărilor Sociale, a fost înființat la 1 Noembrie 1920.

Acest serviciu a fost organizat pe baze solide grație Consiliului superior al acestei Instituții, ajutat de oameni competenți și de inițiativă, ca d-nii Dr. Poenaru-Căplescu, Dr. Prejbeanu, Prof. Graçoski, Dr. Ettinger.

La început s'au dat consultații numai în Capitală. Bucureștiul a fost împărțit în 3 sectoare. Raza acestor sectoare fiind prea mare, s'au înființat încă 3 sectoare. Serviciul s'a extins înființându-se la 1 Iulie 1921 încă 9 consultații în Provincie (Craiova, Ploești, Constanța, Brăila, Bârlad, Iași, Botoșani, Bacău, Piatra-Neamț).

Până la 1 Maiu 1923 în fruntea acestui serviciu a fost d-l Dr. Ettinger. Dela această dată conducerea scviciului mi-a fost încredințată mie.

PERSONALUL. Serviciul Asistenței Infantile dispune de:

16 medici	7 medici în	București
	9 » »	Provincie
27 Vizitatoare	12 vizitatoare în	Capitală
	15 » »	Provincie.

ORGANIZAREA. Și la noi ca și în străinătate serviciul Asistenței cuprinde:

A) *Serviciul medical*

B) » *social.*

A) SERVICIUL MEDICAL funcționează în modul următor:

1. Consultații de boale de copii date la Dispensar de patru ori pe săptămână. La consultații sunt primiți:

ă) *Sugacii sănătoși* (Puericultură propriu zisă).

b) *Copiii bolnavi* (medicină infantilă).

a) *Sugacii sănătoși* sunt examinați și se dau sfaturi mamelor cum trebuie să-și crească copiii. Rezultatul nu întârzie să se vadă. Mamele ne aduc la consultații copii din ce în ce mai frumoși. Se face în acelaș tmp o vie propagandă pentru alăptarea la sân.

b) *Copiii bolnavi* vin în foarte mare număr la consultaţiile noastre. Ne voind să refuzăm copiii bolnavi aduşi, am extins sfera Asistenţei medicale până la copiii de 16 ani. In modul acesta suntem de un maximum de utilitate pentru asiguraţi.

Pentru consultaţiile noastre am introdus sistemul de fişe individuale alfabetice, sistem întrebuinţat pretutindeni în ţările din Apus.

T. 1. Consultaţiile date dela 1 Noemvrie 1920 — 1 Iulie 1924

INTERVALUL		Capitala	Sfaturi p. sugaci	Consultaţii p. boale	Provincia	Sfaturi p. sugaci	Consultaţii p. boale	Total general
1 Noemvrie 1920 – 1 » 1921	1 an	3019	405	2614	—	—	—	3019
1 Noemvrie 1921 – 1 » 1922	1 an	7008	1087	5921	—	—	—	7008
1 Iulie 1921 – 1 » 1922	1 an	—	—	—	4726	989	3737	4726
1 Ianuarie 1923 – 1 » 1924	1 an	7927	1247	—	8805	2740	6065	16732
1 Ianuarie 1924 – 1 Iulie 1924	6 luni	4004	859	—	5899	1486	4413	10503
Total		22558	3598	—	19430	5215	14215	41988

Fiecărui copil prezentat la consultaţie vizitatoarea îi completează o foaie de anchetă socială, medicul îi face o foaie de observaţie medicală. Ambele foi sunt puse într'un plic pe care e însemnat numele copilului. Plicurile sunt aşezate în ordine alfabetică într'o cutie de lemn. Sistemul de fişe permite medicului să-şi reamintească de constatările făcute şi se poate urmări evoluţia copilului şi mersul bolii.

B) SERVICIUL SOCIAL. Infirmierele vizitatoare au un dublu rol de:

T. 2. Consultațiile Asistenței Infantile din București și Provincie date dela 1 Ianuarie 1923—1 Ian. 1924

	Consultația	Totalul Consultațiilor	Consultațiuni pentru sugaci	Consultațiuni p. copii bolnavi
București	Casa Med. 1	645	188	457
	» » 2	2482	127	2355
	» » 3	1124	132	992
	» » 4	848	157	691
	» » 5	2049	493	1556
	» » 6	779	150	629
	Total . .	7927	1247	6680
Provincia	Iași	1807	284	1523
	Bârlad	1585	534	1051
	P.-Neamț	1582	694	888
	Craiova	1150	382	768
	Bacău	809	436	373
	Ploești	561	141	420
	Botoșani	493	106	387
	Brăila	480	43	437
	Constanța	338	120	218
	Total . .	8805	2740	6065
Total general		16732	3987	12745

T. 3. Consultațiile Asistenței Infantile din București și Provincie dela 1 Ianuarie 1924 — 1 Iulie 1924

	Consultația	Totalul Consultațiilor	Consultațiuni pentru sugaci	Consultațiuni p. copii bolnavi
București	Casa Med. 1	419	107	312
	» » 2	766	186	580
	» » 3	1037	132	905
	» » 4	609	113	496
	» » 5	1484	199	1285
	» » 6	289	122	167
	Total . .	4604	859	3745
Provincia	Iași		270	1377
	Bârlad	702	301	688
	P.-Neamț		208	582
	Ploești	610	128	482
	Craiova	585	170	415
	Bacău	446	210	230
	Constanța	307	112	195
	Brăila	255	12	243
	Botoșani	201	—	201
	Total . .	5899	1480	4413
Total general		10503	2345	8158

a) *Asistentă socială*
b) *Infirmieră.*

1. Ca *Asistente sociale* infirmierele combat mortalitatea infantilă infiltrând în massele lucrătoare ideile de higienă infantilă de care au nevoie mamele. Ele se ocupă de alimentația copiilor, de igiena locuinței, a îmbrăcăminții, etc.

2. Ca *infirmieră* vizitatoarea depistează bolile, aduce copiii bolnavi la consultație, asistă copiii grav bolnavi la domiciliu, făcându-le după prescripția medicului injecții, băi, comprese; dă mamei indicații asupra regimurilor. Pe lângă aceasta infirmierele ajută pe medic la Consultație.

Un funcționar dela Casa Centrală ia zilnic dela Ofițerul Stării Civile adresele de noui născuți.

Adresele sunt repartizate pe sectoare; infirmierele sunt obligate să viziteze copiii imediat după primirea adresei ca să invite pe mame la Consultație.

c) *Impărțirea de daruri și de medicamente.*

Și la noi ca și în străinătate mamele ar trebui să vină cu copiii la consultație din convingerea fermă că sfaturile medicului le ajută să aibă copii sănătoși. In prezent, ca să atragem mamele la consultație trebuie să împărțim și noi ca și alte societăți din țară rochițe, cămășuțe, zahăr, săpun, lapte uscat, etc. Când se va face educația mamelor, lucru care a început dejà, nu vom mai împărțì daruri decât femeilor absolut sărace sau ca premiul pentru cel mai frumos copil. Copiilor debili sau bolnavi li se dau medicamente.

ACTIVITATEA MEDICILOR ȘI A VIZITATOARELOR. In tablourile alăturate unele date (până în 1923) au fost adunate de d-l Dr. Ettinger. Din anul 1923 datele au fost culese de mine.

Examinând tabloul I constatăm că:

Numărul consultațiilor date la Consultațiile de Asistență Infantilă cresc din an în an. Dela 3019 consultații date în 1921 și dela 10.734 consultații date în 1922 am ajuns la **16.732** consultații în 1923 și trecem de **20.000** consultații în 1924.

Dela înființarea serviciului și până la 1 Iulie 1924 s'au dat **41.988** consultații. Comparând cifra consultațiilor date pentru boli cu numărul sfaturilor date pentru sugacii sănătoși constatăm că s'au dat de patru ori mai multe consultații pentru boală decât sfaturi pentru copii sănătoși. Plecând dela această constatare am crezut util să extind activitatea noastră și la copiii bolnavi până la 16 ani.

Din tablourile II și III vedem activitatea fiecărei consultații în parte. Alături de consultații cari merg admirabil și în care se lucrează cu folos, vedem consultații care nu corespund scopului pentru care au fost înființate.

Din tabloul No. IV vedem grupele de boli care au fost tratate la consultații.

Dintr'o statistică publicată de d-l Prof. Manicatide, se constată că turburările digestive formau cam 50% din numărul consultațiilor iar afecțiunile aparatului respirator 30%. Noi găsim pe intervalul de 3½ ani și pe aproape 42.000 consultații că *turburările digestive* dau un procent de 15% din numărul consultațiilor, pe când *afecțiunile respiratorii* 16%.

Legea din 1915 dând un ajutor de trei luni de lăuzie și de alăptare încura-

T. 4. CONSULTAŢIILE

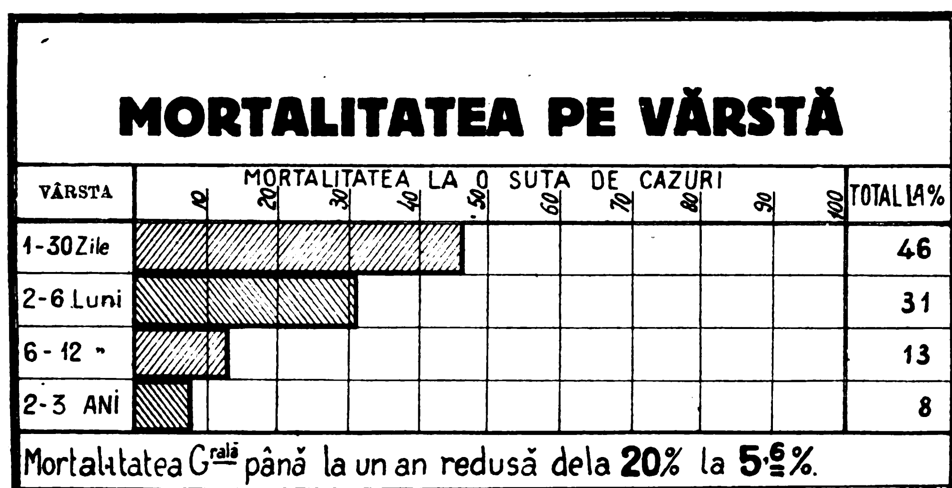
pe grupe de boale dela 1 Noemvrie 1920 — 1 Iulie 1924

INTERVALUL	Locul consultaţiilor	NATURA BOALELOR											Sifilis		Totalul consultaţiilor
		Afecţiuni pulmonare	Turburări digestive	Alte afecţiuni digestive	Turburări trofice	Boale infecţioase	Afecţiuni chirurgicale	Boalele gurii	Afecţiunile urechii	Afecţiunile ochiului	Boalele de piele	Afecţiunile nervoase	Congenital câştigat	Tuberculoză	
1 Noemvr. 1920 1 Noemvr. 1922	Capitala	2233	2338	—	634	460	577	—	164	294	943	—	332	9	10027
1 Iulie 1921 1 Iulie 1922	Provincia	564	1085	—	294	204	301	—	99	92	376	—	109	3	4726
1 Ianuarie 1923	Capitala	507	305	268	102	58	70	20	17	33	141	16	88	20	2086
1 Iulie 1923	Provincia	629	403	135	218	416	135	10	39	66	228	37	90	52	3902
1 Iulie 1923	Capitala	640	661	153	302	299	173	67	26	45	241	52	142-1	13	4041
1 Ianuarie 1924	Provincia	543	815	307	520	321	270	62	85	86	404	65	130-4	23	4843
1 Ianuarie 1924	Capitala	985	490	142	85	471	185	74	49	77	178	35	223-2	16	4004
1 Iulie 1924	Provincia	871	615	250	309	481	309	47	54	101	342	70	81-0	18	5896
	Total...	6972	6712	1255	2464	2710	2020	280	523	794	2753	275	1220	144	41988
	Procentul la 100 de consultaţii	16%	15,9%	2,9%	5,8%	6,4%	4,8%	0,6%	1,2%	1,8%	6,5%	0,6%	2,9%	0,3%	-

jează alimentația la sân. In afară de aceasta după răsboiu lucrător iau început să câștige destul ca să lase soțiile să-și vadă de copil și să-l alăpteze. Acesta este probabil și explicația numărului relativ mic al turburărilor digestive, prezentate la consultație. *Bolile infecțioase sunt* 6,4%, *afecțiunile chirurgicale* 4,8%, *bolile de piele* 6,5%. *Sifilisul* se prezintă în proporție aproape de 3%. Dacă am aveà laboratorii pentru reacția Wassermann diagnosticul de sifilis s'ar pune mai des și această boală ar fi mai bine tratată.

Nici *tuberculoza* nu e mai bine diagnosticată. Acest diagnostic e pus în abià 0,3% din numărul consultațiilor. Acest flagel trece aproape nediagnosticat.

In repetate rânduri am trimis la Consultații tuberculină ca să se facă cutireacțiunea la toți copiii sub trei ani. Când medicii vor dispune și de Röntgen diagnosticul de tuberculoză se va pune mai des și profilaxia tuberculozei va fi făcut un pas înainte. Am cerut dela Societatea de Profilaxie a Tuberculozii adresele



asiguraților cu tuberculoză deschisă, pentru ca la domiciliul lor să luăm măsuri de profilaxie prin vizitatoarele și medicii de cari dispunem.

Din tablourile V și VI constatăm că *turburările digestive* sunt mai rare iarna și primăvara. Ele ating un maximum vara și se mențin destul de sus toamna. *Afecțiunile aparatului respirator* ating un maximum în Februarie și Martie. Ele sunt destul de frecvente și toamna.

Tabloul VII rezumă *mortalitatea pe vârstă și pe boli*. La 12.123 de copii până la 3 ani vizitați, am avut timp de 3½ ani un număr de 759 morți, ceeace face **6,2%**. Procentul de morți până la 1 an e numai de **5,6%**.

In ce proporție sunt aceste cifre cu mortalitatea celorlalte clase sociale? Din 100 copii dela 0 la 1 an mor la noi în țară 20,1 media pe 30 de ani (1881—1910),

T. 5. TABLOUL

de mersul lunar al tulburărilor digestive

LUNA	1 Ianuarie 1923—1 Ianuarie 1924			1 Ianuarie 1924—1 Iulie 1924		
	Capitala	Provincia	Total	Capitala	Provincia	Total
Ianuarie	—	27	—	62	33	95
Februarie	—	31	—	28	35	63
Martie	—	75	—	47	72	119
Aprilie	—	21	—	25	32	57
Maiu	—	98	—	51	113	164
Iunie	—	243	—	96	213	309
Iulie	195	194	389	—	—	—
August	114	162	276	—	—	—
Septemvrie	147	83	230	—	—	—
Octomvrie	104	163	267	—	—	—
Noemvrie	81	106	187	—	—	—
Decemvrie	59	69	128	—	—	—

T. 6. TABLOUL

de mersul lunar al afecțiunilor ap. pulmonar

LUNA	1 Ianuarie 1923—1 Ianuarie 1924			1 Ianuarie 1924—1 Iulie 1924		
	Capitala	Provincia	Total	Capitala	Provincia	Total
Ianuarie	—	61	—	75	78	153
Februarie	—	68	—	216	194	410
Martie	—	222	—	334	233	567
Aprilie	—	76	—	100	115	215
Maiu	—	81	—	193	172	365
Iunie	—	111	—	83	102	185
Iulie	89	87	176	—		
August	105	87	192	—	—	—
Septemvrie	110	90	200	—		
Octomvrie	133	83	216	—		
Noemvrie	111	88	199		—	
Decemvrie	92	103	195	—	—	

după Prof. Manicatide. Prin urmare *mor de trei-patru ori mai puţini copii de meseriaşi decât restul copiilor din ţară.* In modul acesta mortalitatea a fost redusă cu 75%.

In raport cu vârsta găsim dela naştere până la 30 de zile o mortalitate de 46%; dela o lună la 6 luni de 31%; dela 6 la 12 luni de 13%; dela 1—3 ani de 8,4%.

dela	1—30 zile	mortalitate	de	46%
»	2— 6 luni	»	»	31%
»	6—12 »	»	»	13%
»	1— 3 ani	»	»	8,4%

Aceasta înseamnă că în întâia lună mor tot atâţia copii cât mor în celelalte 11 luni la un loc. Deaici rezultă indicaţia că e absolut necesar să ne ocupăm de copiii din întâia lună ca să-i salvăm dela moarte.

Căutând cauzele mortalităţii găsim că *afecţiunile aparatului respirator* dau un contingent de 21% din mortalitatea totală, *turburările digestive* de 15%.

Statistica germană dă pe anii 1905—1907 la 100 morţi 29,9 prin turburări digestive, 58, 2 prin pneumonie, 4,6 prin boli infecţioase şi 1,4% prin tuberculoză In Franţa mortalitatea copiilor dela o la 1 an e repartizată în modul următor: între 29—49% morţi prin turburări digestive, între 12—21% morţi prin afecţiuni pulmonare. La noi în ţară procentul mortalităţii prin turburări digestive erà în 1909 de 28,3% la copiii dela 0—1 an. In Bucureşti mortalitatea copiilor dela o la 3 ani a fost în 1921 de 20,72, în 1922 de 17,98.

După aceste date reiese că procentul de copii morţi prin turburări digestive e foarte mic la Consultaţiile noastre. Explicaţia o putem găsì în alimentaţia la sân încurajată de legea din 1915 care dă un ajutor de 3 luni după facere şi în relativ buna stare materială a meseriaşilor, care le permite să-şi îngrijească copiii. Contactul direct cu vizitatoarea şi cu medicul e de un mare profit pentru ei, căci învaţă să-şi crească şi să-şi hrănească copiii.

Prin urmare graţie consultaţiilor noastre am redus numărul copiilor morţi prin turburări digestive, proporţia mortalităţii prin afecţiuni respiratorii a rămas aceeaş, deoarece pentru aceste boli nu avem încă un tratament.

Sifilisul figurează cu 10,6% morţi şi *tuberculoza* cu 2,8%. Mortalitatea prin sifilis şi prin tuberculoză probabil că e cu mult mai mare; aceste boli nu sunt însă bine diagnosticate.

Tetanosul dă o mortalitate de 6,7% din numărul morţilor şi de 3% din numărul naşterilor. Ar fi timpul ca această boală să dispară din patologia noului născut. Mamele ai căror copii au murit de tetanos au fost asistate de babe sau de femei fără nici o pregătire.

Cei mai mulţi copii mor din cauza *debilităţii congenitale* (26,1 din numărul copiilor morţi dela o la 3 ani).

E foarte explicabil să avem un atât de mare număr de copii morţi din cauza debilităţii congenitale, deoarece numărul naşterilor premature la lucrătoare e foarte

Tabloul 7 al mortalităţii

INTERVALUL	LOCALITATEA	Copii vizitaţi la domiciliu	Copii morţi	Procentul copiilor morţi	MORTALITATEA PE VÂRSTĂ: 1—7 zile	7—14 zile	14—30 zile	1—2 luni	2—3 luni	3—4 luni	4—5 luni	5—6 luni	6—8 luni	8—10 luni	10—12 luni	1—2 ani	2—3 ani
1 Noemvrie 1920 – 1 Noemvrie 1922	Capitala	4119	310	7%	87	62	38	38	28	28	5	2	6	5	6	5	—
1 Iulie 1921 – 1 Iulie 1922	Provincia	2970	132	4,4%	33	10	5	17	15	13	8	6	6	5	5	5	4
1 Ianuarie 1923	Capitala	512	31	6%	3	4	3	3	5	3	2	1	—	1	—	2	4
1 Iulie 1923	Provincia	1011	60	6,9%	2	3	8	11	4	4	3	5	6	6	2	4	2
1 Iulie 1923	Capitala	524	34	6,4%	2	6		6					18			2	
1 Ianuarie 1924	Provincia	949	87	9,1%	25		23	13					11			15	
1 Ianuarie 1924	Capitala	592	17	2,9%	6		1	1					7			2	
1 Iulie 1924	Provincia	1446	88	6%	19		9	21					20			19	
	Total general	1212[illegible]	759	6,2%	349			242					104			64	
	Procentul mortalităţii	—	—	6,2%	46%			31%					13%			8,4%	

pe vârstă şi pe boală

MORTALITATEA PE BOALE																
Diaree	Pneumonie	Broncho pneumonie	Difterie	Scarlatină	Tusă convul.	Rugeolă	Debilitate congenitală	Tetanos	Erezipel	Pleurezie	Meningită	Afecţiuni chirurgicale	Icter	Gripă	Sifilis	Tuberculoză
39	44	20	—	2	10	2	91	27	2	—	9	10	4	6	29	9
20	12	24	4	2	6	—	29	31	—	—	3	3	—	—	14	3
3		1	3	—	—	2	6	—	—	—	1	—	—	—	9	—
13	1	14	—	—	1	—	20	3	—	—	2	3	—	3	5	5
6	4	4	2	—	1	—	7	3	—	—	3	—	—	—	1	1
24	3	5	18	—	—	—	14	3	—	—	4	—	—	—	13	—
1	1	4	—	—	3	—	3	1	—	—	—	—	—	—	3	1
16	8	9	—	—	—	1	29	1	—	—	3	5	—	6	7	3
121	161						199	51							81	22
15%	21 %						26,1%	6,7%							10,6%	2,8%

T. 8. Activitatea Infirmierelor Vizitatoare dela 1 Noemvrie 1920 — 1 Iulie 1924

INTERVALUL	LOCALITATEA	Adresele luate de la Ofiţerul Stării Civile	Vizitele domiciliare	Negăsiţi la adrese	Găsiţi la adrese	Câţi au murit dintre copii găsiţi la domiciliu	Rămaşi în vieaţă	Vizitele suspendate nefiind asiguraţi	Rămaşi pentru vizitare	Aduşi la consultaţie
1 Noemvrie 1920 – 1 Noemvrie 1922 } 2 ani	Capitala	4710	16578	591	4119	310	3815	643	3172	1642
1 Iulie 1921 – 1 Iulie 1922 } 1 an	Provincia	3252	13438	282	2970	132	2840	238	2166	1484
1 Ianuarie 1923 – 1 Ianuarie 1924 } 1 an	Capitala	1662	10126	526	1036	65	962	113	849	5450
	Provincia	2255	23863	305	1960	147	1822	141	1681	6300
	Total . .	3917	33989	831	2996	212	2784	254	2530	11750
1 Ianuarie 1924 – 1 Iulie 1924 } 6 luni	Capitala	959	8306	367	592	17	580	82	500	2940
	Provincia	1604	16801	158	1446	88	1352	90	1446	2340
	Total . .	2563	25107	525	2038	105	1932	172	1946	5280
		14442	89112	—	12123	759	—	1307	—	2016[illegible]

mare. Din studiul făcut cu d-l Dr. Hoisescu la Institutul «Maternitatea» reiese că lucrătoarele dau cel mai înalt procent de prematuritate (21,21%) procent cu mult peste media generală, care a fost găsit pentru Maternitatea noastră de 16,28 naşteri premature la sută de naşteri (studiul a fost făcut pe 6167 de naşteri).

Din materialul adunat cu această ocazie se poate con tată că surmenajul fe meiei gravide este în legătură strânsă cu desvoltarea fătului:

Lucrătoarele	au 21,21%	naşteri	premature
Muncitoarele cu ziua .	» 21,01%	»	»
Funcţionarele	» 18,07%	»	»
Servitoarele	» 16,55%	»	»
Casnicele	» 14,77%	»	»
Spălătoresele	» 13,09%	»	»
Bucătăresele	» 12,17%	»	»

Numărul mare de naşteri premature pe care-l dau lucrătoarele aduce după sine marea mortalitate a acestor copii cari sunt puţin rezistenţi şi extrem de greu

MORTALITATEA PE BOALE

BOALELE	MORTALITATEA LA O SUTĂ DE CAZURI (10 – 20 – 30 – 40 – 50)	TOTAL LA %.
DEBILITATE CONG		26
AFECTIUNI PULMO		21
TURBURARI DIGES		15
SIFILIS		10,6
TETANOS		6,7
TUBERCULOZA		2,8

de crescut (prematurii dau o mortalitate de 50%). Proporţia aceasta de prematuritate arată că ajutorul de două săptămâni înainte de naştere dat lucrătoarelor gravide nu este în stare să asigure desvoltarea normală a fătului. Intr'o cincime din cazurile studiate ajutorul dat la finele lunii a 8-a devine prea târziu deoarece lucrătoarea gravidă naşte adeseori în a 7-a lună sau la începutul lunii a 8-a.

La congresul de obstetrică din Nantes, Pinard a cerut încă din 1901 un repaus pentru femeia gravidă de trei luni înainte de facere. In 1908, Bonnaire a cerut şi el să se dea un repaus femeiei gravide de cel puţin două luni înainte de naştere.

Paul Strauss în 1913 şi apoi Schmidt şi Raoul Peret în 1917 a obţinut să se acorde femeii gravide un ajutor bănesc de 4 săptămâni înainte şi de 4 săptămâni după facere.

La noi prin legea din 1915 pentru Organizarea Meseriilor şi Asigurărilor muncitoreşti s'a acordat un repaus de 2 săptămâni înainte de naştere, termen după cum am văzut insuficient şi adeseori inutil.

Credem că ar fi bine să se permită lucrătoarelor gravide să lucreze stând jos în luna a 6-a şi a 7-a. In luna 8-a şi a 9-a trebuie acordat un ajutor de sarcină. In timpul acestor 60 zile femeia gravidă n'ar trebuì primită să lucreze în nicio întreprindere publică sau privată, ca să poată păstrà un repaus real. Faţă de marele material uman, care ar puteà fi salvat în modul acesta, cheltuelile făcute cu ajutorul dat femeilor gravide ar fi un capital bine plasat.

Naşterile premature şi debilitatea congenitală recunosc în afară de surmenaj stări de avitaminoză din partea mamei.

Din cercetările mai recente s'a constatat că lipsa de vitamine în alimentaţia mamei e capabilă să determine stări de debilitate congenitală sau de naşteri premature (*prematuritate şi debilitate avitaminozică*). Hipo-vitaminismul matern e capabil să determine atât la om cât şi la animale distrofii ale fătului. Examinând împreună cu d-l Dr. Hoisescu numărul naşterilor premature din Institutul «Maternitatea» în raport cu lunile din an, am constatat că în lunile în care vitaminele sunt insuficiente în alimentaţia mamei (iarna şi primăvara) proporţia naşterilor premature e mare (22 –25)%. Acest procent scade în lunile de vară şi de toamnă când alimentele bogate în vitamine sunt mai uşor de procurat.

După Abels (1922), Miss Chick, Miss Dalyell, fătul ar aveà nevoie în desvoltarea lui de vitamina A. Această vitamină se găseşte în unt, lapte, ouă şi mai ales în untura de peşte care e de 200 ori mai bogată în vitamine decât untul (Zilva şi Miura).

Reyher susţine că vitamina B are rolul important în desvoltarea organismului copilului, vitamină care se găseşte în fructe şi în legumele proaspete (lămâi, portocale, mere, tomate, sfecle, drojdie de bere). Rezultă deaici că alimentaţia femeii gravide trebuie supraveghiată nu numai din punct de vedere cantitativ ci şi calitativ.

ACTIVITATEA VIZITATOARELOR LA DOMICILIUL ASIGURATELOR a fost destul de mare. 27 de vizitatoare au făcut în $3^1/_2$ ani 89.112 vizite şi au luat 14.442 adrese de noui născuţi dela ofiţerul Stării Civile. Ele au adus la Consultaţie 20.162 copii şi au făcut cam 17.000 consultaţii cu medici.

CONCLUZII. Din cele de mai sus rezultă următoarele deziderate:

a) Trebuie continuată «*lupta în contra ignoranţei mamelor*». E nevoie să facem să pătrundă adânc în massele muncitoare idei precise de modul cum se cresc copiii. Pentru aceasta avem nevoie de un mai mare număr de Infirmiere-vizitatoare, mai bine plătite şi mai bine pregătite teoretic şi practic.

E nevoie de imprimate numeroase, în care să fie tratate chestiunile de higienă infantilă, imprimate care trebuesc date mamelor.

b) Pentru ca să combatem marele număr de naşteri premature este nevoie de:

1. Un repaus relativ în lunile a 6 şi a 7-a
 » » riguros » » a 8 » » 9-a.

2. O alimentaţie care să corespundă atât din punct de vedere cantitativ cât şi calitativ nevoilor biologice ale ambelor organisme (matern şi foetal), alimentaţie, bogată în vitamine.

3. Tratamentul pe o scară cât mai întinsă a afecţiunilor ginecologice şi a sifilisului.

c) Pentru ca să evităm *tetanosul nouilor născuţi* ar trebuì o mai largă asistenţă la naştere, care să pună în siguranţă viaţa copilului.

d) Pentru *combaterea sifilisului* este nevoie de un număr mai mare de laboratorii în care să se poată face reacţia Wassermann.

e) Lupta antituberculoasă trebuie începută din primul moment după naştere. In familiile tuberculoase copiii trebuesc izolaţi de ceilalţi membri, fiind trimişi în leagăne sau în colonii rurale. Este nevoie să avem dela Soc. de Profilaxia tuberculozei adresele meseriaşilor cu tuberculoză deschisă ca să instituim la domiciliul lor o operă de profilaxie.

Deoarece diagnosticul de tuberculoză infantilă se pune cu greu fără Röntgen ar trebuì înzestrate Consultaţiile noastre cu astfel de aparate. Fără un diagnostic precis nu se poate face un tratament şi o profilaxie.

f) S'ar putea evita *tulburările digestive* dacă mamelor care fac alimentaţie artificială sau mixtă li s'ar procura cu preţ de cost lapte sterilizat.

g) Pentru a înlesni alimentaţia la sân, care dă cele mai bune rezultate, ar trebuì obligaţi prin lege fabricanţii să aibe camere de alăptare sau creşe.

Acest sistem e adoptat în mai toate ţările din Apus. El permite mamei care vine la lucru să-şi lase copilul în creşa anexată fabricii. Copilul e ţinut în condiţii higienice; mama vine la 3 ore şi-i dă sânul. In caz contrar copilul rămâne acasă, în camere insalubre, pe mâini nepricepute şi e hrănit în mod greşit cu lapte de vacă.

In Franţa s'a reglementat alăptarea maternă în Instituţiile industriale şi comerciale, prin legea din 5 August 1917.

După legea franceză, stabilimentele industriale care au la lucru mai mult de 100 de lucrătoare, care au împlinit 15 ani, sunt obligate să întreţină o cameră de alăptare.

Credem că uzinele şi atelierele mai mici, care sunt în vecinătate ar trebuì să contribue ca să întreţină camere de alăptare, dacă numărul lucrătoarelor din aceste ateliere vecine se ridică la 100.

Pentru copiii hrăniţi artificial şi pentru copiii până la 4 ani, s'ar puteà face şi la noi creşe situate în mijlocul cartierului muncitoresc. Mamele ar puteà depune copiii dimineaţa şi i-ar luà seara.

h) Ar trebuì să dispunem de un leagăn pentru copiii asiguraţilor a căror mamă a murit la facere sau care suferă de o boală contagioasă, —de exemplu de tuberculoză.

ARHIVA LEGISLATIVĂ

ANTEPROIECTUL DE LEGE PENTRU INVĂŢĂMÂNTUL SECUNDAR, TEORETIC ŞI APLICAT (PRACTIC)

DE AL. PROCOPOVICI

Nu este în intenţia mea să fac o critică amănunţită acestui anteproiect. Ne-am ocupat de el într'o şedinţă a Asociaţiei profesorilor universitari secţia, Cernăuţi, şi în Consiliul Facultăţii de filozofie şi litere dela Universitatea aceasta. In cursul discuţiilor acestora fireşte că am avut în vedere înainte de toate chestiunile care privesc învăţământul superior. Rezum în cele următoare critica pe care am făcut-o sub acest raport anteproiectului pentru legea învăţământului secundar, fiind invitat de d-l decan al facultăţii noastre de a pregătì un referat asupra lui.

Am subliniat mai întâiu că acest anteproiect cuprinde vreo câteva inovaţii de care trebuie să luăm act cu toată satisfacţia.

Profesorii secundari în concediu pentru motiv de boală vor primì timp de şase luni toate, iar în cele trei luni următoare jumătate din retribuţiile lor, fără ca să-şi plătească suplinitorul. Numai după nouă luni de boală în cursul unui an, termen care se extinde pentru tuberculoşi la 15 luni, profesorii vor fi scoşi la pensie, cu dreptul de a fi reintegraţi la caz de vindecare (art. 112). Acesta este fără îndoeală un progres mare faţă de actualele dispoziţii legale, deşi cred că profesorul bolnav ar trebuì să-şi primească toate retribuţiile, fiind în concediu, cel puţin timp de un an.

După zece ani de serviciu profesorii secundari vor primì un concediu de şase luni, ca să facă o călătorie de studii în străinătate, fără ca să li se facă vreo reţinere (art. 114).

In caz de deces al unui profesor secundar, văduva continuă să mai primească toate retribuţiile lui timp de trei luni, iar dacă are copii, timp de şase luni (art. 130).

Odată ce asemenea drepturi au fost acordate profesorilor secundari, principiile care sunt la baza lor de sigur că vor fi aplicate în mod corespunzător şi în legea învăţământului superior.

In ce priveşte însă gradaţia a cincea (art. 127) şi gradaţia de merit (art. 116), cred că sumele reclamate de asemenea sporuri acordate la vârstă înaintată, ar puteà fi întrebuinţate mai bine pentru o majorare generală a lefurilor în anii când profesorul este în puterea vârstei lui, când are mai multă nevoie de resurse materiale şi când le întrebuinţează cu mai mult folos. Distincţiile acordate in forma unor recompense materiale, deci în felul gradaţiilor de merit, trebuie desfiinţate. Distincţiile ideale (decrete de laudă, decoraţii, titluri, etc.), jignesc mai puţin, dacă se întâmplă să fie date unui nevrednic, dar distincţiile ma-

teriale, care angajând bugetul Statului și deci averea publică, pot fi acordate totuș în mod fatal câteodată și pentru alte merite decât cele profesionale, devin foarte dăunătoare moralității publice și prin dorința pe care o trezesc atât de lesne, de a le obține cu orice preț.

Trecem acum la economia și dispozițiile anteproiectului din chestiune, întrucât interesează îndeosebi învățământul superior.

Cred mai întâiu, că învățământul superior în toată complexitatea lui trebuie cuprins într'o singură lege specială fără de orice amestec cu alte ramuri ale învățământului public. Acest anteproiect de lege pentru învățământul secundar se alcătuieşte însă din două părți (titluri), din care cea de a doua (art. 159—173), este intitulată «Invățământul normal superior». Legea care se numeşte «pentru învățământul secundar», face prin urmare foarte rău că are pretenția de a soluționă și probleme care n'o privesc și încă de a impune învățământului superior obligații pe care nu le putem acceptă la nici un caz.

Acest «învățământ normal superior» se predă în «institute pedagogice» și în «școalele normale superioare».

In «Institutele pedagogice» se primesc posesorii diplomelor de bacalaureat sau de absolvire a unei școli normale cu șapte clase, dacă reușesc la concursul de admitere pentru locurile vacante (art. 162). După doi ani de studiu, dânşii pot obține în baza unui examen, diploma, care le dă dreptul de a fi «profesori de gimnaziu», fără să mai dea vreun examen de capacitate (ib.).

Aceste dispoziții sunt foarte primejdioase, căci ademenesc tineretul de a preferi această cale și scurtă și ușoară, spre a obține o situație materială identică cu cea a profesorilor de liceu (art. 125), și în acelaş timp și o situație socială identică sau aproape identică cu a acestora, având doar obligația de a predă 4—5 ore pe săptămână mai mult. Facultățile de litere și științe sunt astfel expuse pericolului de a rămâneà pustii, mai ales că profesura liceală nu prea atrage nici acum.

Corpul didactic al acestor «institute pedagogice» se recrutează dintre profesorii de liceu cu o vechime de cel puțin zece ani ca titulari (art. 163), acordându-li-se gradul și retribuția agregaților universitari (art. 164). Cred că trebuie să ne împotrivim cu toată hotărîrea asimilării oricui cu agregații universitari, fie chiar numai în grad și retribuții, fără să treacă prin examenele și formalitățile de rigoare, prevăzute de legea învățământului superior, de care aceștia nu pot fi dispensați. In chipul acesta ne am pomenì cu două categorii de agregați în învățământul «superior» și am construì poate o punte de ușoară alunecare din învățământul secundar, la cel universitar, dela o agregație la alta.

«Institutele pedagogice», deși învățământ normal «superior», își au localul în afară de Universitate, dar pentru lucrările practice, anteproiectul din chestiune le oferă ospitalitatea seminariilor și laboratoriilor facultăților noastre. Această invazie în universitate a unor elemente străine de interesele superioare ale adevăratelor preocupări științifice, nu pot fi îngăduită de noi nici ea.

Fiecare oraș universitar primește și o «școală normală superioară» (art. 166).

Pe lângă «Institutele pedagogice» ființează numai internate deosebite pentru studenți și studente (art. 162), dar aci se fac și școli deosebite pentru unii și altele (art. 169). Se introduce deci în învățământul superior principiul separării sexelor, principiu care nu se potrivește cu concepția pe care ne-am format-o asupra unui adevărat învățământ superior. Studenții școalelor normale superioare sunt interni (ib.), și-și fac prin urmare educația «universitară» într'o atmosferă de liceu-internat. Viitorul profesor de liceu sau de școală normală trebuie să pârguească însă, ca om de carte și pedagog, într'o atmosferă de libertate mai prielnică desvoltării și desăvârșirii personalității și a spontaneității spiritului lui.

Totuș «școalele normale superioare sunt Instituții de Stat cu caracter universitar» (art. 166). Cursurile lor se pot face, dacă nu au un local suficient, și în Universitate (art. 167). Membrii corpului lor didactic se numesc pe câte și trei anii dintre titularii, agregații și conferențiarii definitivi dela universitatea respectivă (art. 170). Autoritățile universitare, rectorul, senatul, decanii, consiliile facultăților, etc., nu au însă nici un amestec în treburile lor. Directori numiți pe cinci ani au grija conducerii lor. Școala normală superioară este deci o instituție universitară în afară de universitate. Ea o exploatează, îi scade prestigiul, dar nu i se supune, ba pare că are chiar aroganța de a i se suprapune, căci are, între altele, pretenția de a «completă» pregătirea *științifică* pe care studenții o capătă în universitate (art. 166).

In împrejurări normale profesorul universitar ar trebuì să-și vadă numai de catedra și de știința lui. Misiune destul de nobilă și destul de grea, cu ori câtă înlesnire am îndeplinì-o, ca să absoarbă o viață întreagă. Legea învățământului superior va trebuì să definească în sensul acesta obligațiile profesorului universitar, creându-i în acelaș timp toate condițiile materiale și morale, ca să se poată achità de ele. Acum i se mai cere însă ca să-l facă și pe profesorul de școală normală superioară. Dacă în universitate i se limitează obligația la un maxim de ore de curs, dându-i-se alte însărcinări (supliniri, etc.), numai în mod excepțional, atunci nu poate venì altă lege, găsind că aceà limită nu este necesară și nici destul de logică și invitându-l la un plus de muncă profesorală în cei patru ani ai școalelor normale superioare, care de sigur, că nu va egalà numai, dar va și întrece munca prestată în universitate. Ce mai poate fi de pildă, profesorul de filozofie sau pedagogie la catedra lui, dacă va fi numit director al școalei normale superioare (art. 172), și nu va trebuì să-l facă numai pe conducătorul, îndrumătorul și profesorul acestei școli, ci și pe directorul de liceu al școalei de aplicație atașate școalei normale superioare (art. 173)? Cum școala normală superioară va cuprinde cel puțin toate materiile de liceu și școala normală, numai prea puțini dintre profesorii facultăților de litere și științe nu vor fi sustrași cel puțin în bună parte actualelor lor îndatoriri universitare.

Deși legea nu ne obligă de a primì astfel de însărcinări, cred că nu trebuie să admitem ca energiile universitare să fie canalizate în afară de universitate, fie chiar în spre asemenea școale normale superioare.

La caz că pentru vreo specialitate nu se găsesc profesori universitari cari să

aibă timpul necesar de a servì şcoala normală superioară, în locul lor pot fi numiţi şi profesori secundari cu o vechime de trei ani serviţi ca titulari (art. 170). Şcoala normală superioară coboară astfel sub nivelul «institutelor pedagogice», căci acestor profesori secundari, nu li se mai cer nici zece ani serviţi ca titulari şi nici să se fi distins prin merite didactice şi lucrări ştiinţifice de specialitate (art. 162), şi nici nu li se mai acordă gradul şi retribuţia agregaţilor universitari (art. 164). Dar ceeace este fără îndoeală greşit, e că legea creează astfel posibilitatea să avem o ramură de învăţământ superior cu un corp didactic care poate să se alcătuească într'o măsură cât de largă şi chiar numai din profesori cari n'au nici un titlu ştiinţific pentru asemenea situaţii. Legiuitorul ar trebuì să evite orice amestec între diferitele grade de învăţământ, diferenţiarea lor cât de precisă fiind unul din semnele vădite de progres. Inţeleg ca cei de un grad superior să fie în anumite împrejurări îndrumătorii şi colaboratorii celor de un grad inferior, ca aceştia din urmă să pună în baza experienţelor lor practice celor dintâiu probleme care aşteaptă să fie lămurite sau deslegate, dar nu pot admite o promiscuitate a atribuţiilor şi funcţiunilor lor.

Aşà cum este redactată acum legea, ea smulge universitatea din înălţimele ei, pentru ca noi, profesorii universitari, să renunţăm cu totul sau în parte la ce am trebuì să fim înainte de toate, în schimbul unor avantagii materiale pe care ni le oferă din trei în trei ani o şcoală normală superioară, a cărei utilitate mi se pare foarte discutabilă. Şi acest profesor universitar, care probabil că va trebuì să fie destul de «detreabă», pentru ca să fie mereu din nou recunoscut şi răsplătit tot la trei ani, ne face o impresie foarte deplorabilă. Cred că este o chestiune de demnitate universitară ca să nu-l lăsăm să nască printre noi.

Anteproiectul nostru nu precizează care sunt condiţiile de admitere în şcoala normală superioară. Destinaţia ei este de «a da viitorilor membri ai corpului didactic din învăţământul *secundar*, educaţia pedagogică necesară, completându-le în acelaş timp şi pregătirea ştiinţifică pe care ei o capătă în universitate» (art. 166). Deşi de patru ani (ib.), «studenţii dela facultăţile de litere, ştiinţe sau teologie, cari se pregătesc pentru profesorat, sunt obligaţi a urmà numai ultimul an al şcoalei normale superioare» (art. 168) şi de a obţine un «certificat de absolvire al şcoalei normale superioare» (art. 167 şi 168). Prin urmare ştim cel puţin atâta, că în ultimul ei an, şcoala normală superioară înlocueşte actualul seminar pedagogic, că absoarbe deci o instituţie care astăzi se găseşte în cadrele universităţilor noastre. Este şi aceasta o operaţie făcută nouă prin legea învăţământului secundar, care ne privează de laboratoarele noastre pedagogice şi de care nu putem fi încântaţi.

Mai cred că i se aduce o ofensă universităţii prin obligaţia impusă studentului nostru de a audià în anul al IV-lea al şcoalei normale superioare cursuri *teoretice* de limba şi literatura română, psihologie, logică, pedagogie, didactică generală şi specială, higienă şcolară (art. 167), cu toate că facultatea îi oferă asemenea cursuri în condiţii superioare şi chiar dacă şi-a ales aceste specialităţi în facultate pentru licenţă.

Ce se întâmplă în cei dintâiu trei ani ai şcoalei normale superioare şi cine sunt elevii sau studenţii anilor acestora, nu spune anteproiectul. Ştim de aiurea că şcoala normală superioară a fost creată pentru învăţători, pentru absolvenţii şcoalelor normale. Dispoziţia aceasta este mai mult decât democratică, numai că ştiinţa, prin chiar natura ei, presupune o ierarhie pe cât se poate de aristocratică. Ea este chiar oligarhică, întrucât numai puţini se pot ridicà până la culmile ei mai înalte. O solidă cultură presupune deci o cât de severă selecţie a elementelor care constituesc aşà zicând motorul evoluţiei ei. Prin urmare nu putem admite două categorii de învăţământ superior, cu studenţi mai puţin şi mai bine pregătiţi. Să intre în universităţi şi şcolile asimilate lor, oricine crede că poate însemnà cevà înlăuntrul lor, chiar dacă n'a mai călcat pragul altei şcoli, dar dacă nu are diploma de bacalaureat, să dea examenul corespunzător de diferenţă. Şcoalele normale superioare, având împreună cu «institutele pedagogice» scopul de a formà pe membrii corpului didactic necesar învăţământului secundar (art. 159), sunt un fel de pseudo-facultăţi de litere şi ştiinţe, menite doară de a împiedecà prin concurenţa lor adevăratele facultăţi de litere şi de ştiinţe şi de a ne da profesorii de şcoale normale şi secundare, pe care negreşit că îi pot creà în condiţii ştiinţifice superioare. Şcoala normală superioară, n'a deschis învăţătorilor porţile universităţilor, ci le-a abătut doar calea în altă parte, închizându-i într'o instituţie care prin condiţiile inferioare de admitere, prin aplicarea unei programe speciale, prin organizarea ei ca şcoală-internat, etc. etc., numai caracter universitar nu are. Şcoala normală superioară este prin urmare o instituţie de prisos şi dăunătoare învăţământului nostru de toate gradele.

Acum un cuvânt despre examenele de capacitate. Ele nu trebuie să treacă prin rotaţie, dintr'un oraş universitar, într'altul (art. 69). Nimic nu poate motivà acest sistem care produce adevărate migraţii în rândurile profesorilor suplinitori, cu deplasări pe mare distanţă şi cu cheltueli aproape sau chiar insuportabile câteodată. Aglomeraţia candidaţilor mai face în asemenea condiţii, ca examenul să fie de lungă durată şi să producă o foarte dăunătoare turburare în şcolile din care tinerii profesori trebuie să lipsească cu săptămânile sau chiar cu lunile. Şi membrii comisiilor examinatoare sunt sustraşi astfel prea mult îndatoririlor lor normale. In fiecare centru universitar să se numească pentru 3—5 ani câte o comisie înaintea căreia candidatul de profesură să poată da dovada în 1—2 termene anuale, că şi-a desăvârşit pregătirea profesională în conformitate cu prevederile legale. In chipul acesta examenele de capacitate se vor face într'o atmosferă mai puţin enervată şi enervantă, cu mai puţine cheltueli pentru Stat şi particulari şi cu mai multă cruţare a energiilor închinate şi învăţământului secundar şi celui superior.

Trecând la altă ordine de idei, trebuie să mai spunem un cuvânt şi despre pregătirea pe care o dă liceul viitorului nostru student. Examenul de bacalaureat, introdus de curând, a arătat că învăţământul nostru secundar a dat în anii aceştia de după răsboiu, un faliment desăvârşit. Mijloace de îndreptare se impun

de urgență. Nu pot vedeà asemenea mijloace în reducerea anilor de învățământ dela opt la șapte (art. 3) și nici în reducerea calificației profesionale a membrilor corpului didactic cari vor fi aplicați în clasele I-III (în ciclul inferior sau gimnaziu; art. 67 și 160). Nu cred prin urmare că a sosit clipa ca să împuținăm clasele liceului și ca să fim mai puțin exigenți decât până acum în ceeace privește pregătirea profesorilor cărora le încredințăm elevii noștrii secundari. Pledez deci pentru un liceu unitar de 8 clase, având un corp didactic cu o pregătire unitară pentru toate clasele, pregătire care să fie pe cât se poate de solidă sub raport științific și practic-pedagogic.

Reducerea liceului dela opt la șapte clase, probabil că a fost decretată în vederea creerii unui an pregătitor în universitate. Cred că trebuie să ne declarăm cu toată hotărîrea împotriva acestui an pregătitor. A face din liceu o școală numai de șapte ani în loc de opt ani, ar puteà să fie doar o operație determinată de motive de economie națională. Nimeni nu chivernisește însă un an de zile, prin faptul că-l mută din liceu în Universitate. Apoi trebuie să cerem ca în legislația noastră școlară ca și în învățământul nostru secundar, să stăpânească un duh de desăvârșită sinceritate. Invățământul secundar «are de scop să dea absolvenților primilor patru ani de învățământ primar elementele esențiale unei culturi generale, pregătindu-i pentru a puteà urmà în învățământul superior» (art. 1). Prin urmare liceul pregătește prin chiar definiția sa pentru învățământul superior, iar nu pentru un an pregătitor pentru acest învățământ. Cerem ca să-și îndeplinească menirea întocmai. Dealtfel ar aruncà îndatorirea sa cea mai nobilă în sarcina acelui an pregătitor și mărturisindu-și astfel neputința, de ce n'ar primì în sânul său și profesori fără de pregătire suficientă în împrejurări normale și de ce n'ar încercà să vicieze, printr'o contagioasă promiscuitate, și învățământul superior?

S'ar puteà obiectà că învățământul secundar dând numai «elementele esențiale unei culturi generale», nu înzestrează pe elev și cu cunoștințele speciale pe care le reclamă fiecare ramură a învățământului superior în parte. Căci acesta este rostul anului pregătitor, de a-i procurà aceste cunoștințe. In cursurile și îndeosebi în seminariile lor profesorii universitari nu vor puteà pornì cu studenții începători la lucru, decât ținând cont de care este temelia lor creată în școala secundară. Să nu uităm că progresele studentului universitar care și-a însușit de fapt cultura generală pe care trebuie să i-o dea învățământul secundar, nu depind atât de împrejurarea dacă a imprimat memoriei sale vreo câteva zeci de fapte mai mult sau mai puțin, ci înainte de toate de maturitatea lui, de măsura în care a pârguit pe banca liceului prin continue și asidue exerciții. Experiențele pe care le facem din zi în zi, confirmă pe deplin acest adevăr.

Să intre în școala noastră secundară și mai mult aer de primăvară, mai multă râvnă de a face adevărată ispravă și mai multă încredere în sine însuș. Să nu mai fie nevoie ca să admitem Minister, inspectori și inspectorate, direcții și corp didactic, că la sfârșitul unui an de muncă, după ce am constatat că un elev merită o medie suficientă de promovare, ar fi totuș cu putință să fim

greşiţi, sau să nu ne fi făcut datoria după cuviinţă şi că prin urmare mai trebuie să supunem pe acel elev unui examen. Şcoala secundară n'are voie să fie atât de rea, ca să nu mai putem aveà siguranţa că de pildă elevii cari au terminat cu succes clasa III-a, vor puteà urmà cu succes clasa IV-a. Unele excepţii sunt inevitabile şi în cea mai bună şcoală, dar ele nu schimbă situaţia generală. Deaceea, cred că nu este nevoie nici de examenul de absolvire a ciclului inferior şi nici de examenul de admitere în ciclul superior (art. 22—23). A menţine aceste examene înseamnă de a admite posibilitatea şi de a îngăduì prinurmare că elevi şi profesori pot terminà un ciclu oarecare, rămânând în urma nivelului pe care ar trebuì să-l atingă după dispoziţiile legale în vigoare la sfârşitul acelui ciclu. Un examen de absolvire a ciclului inferior, poate aveà rost numai ca un fel de confirmare a aptitudinii elevului de a beneficià de drepturile prevăzute de lege, în afară de dreptul de a continuà studiile secundare.

Universitatea profită de sigur pe urma unor cunoştinţe cât de bogate de limbi ale studenţilor săi. Cum liceele noastre nu pot aveà însă numai elevi deosebit de talentaţi, mă îndoesc că se pot predà cu succes cinci limbi deodată (art. 34). Nu cred că această năvală de formule linguistice poate fi suportată de o minte neformată încă, şi că poate să fie priincioasă desvoltării intelectuale a liceenilor noştri. In Franţa de pildă numărul limbilor predate în liceu nu trece de trei. Cursuri facultative ar trebuì să le dea elevilor putinţa de a satisface eventuale predilecţii dincolo de programa oficială, de a învăţà mai multe limbi, mai multă matematică, sau ceva mai mult din domeniul ştiinţelor naturale, de a cunoaşte limbile, literaturile şi trecutul minorităţilor noastre, etc., etc.

Cerem deci un liceu cu o programă echilibrată, cu un corp didactic select, sigur de rezultatele muncii sale şi eliberat de atmosfera apăsătoare a veşnicelor examene, un liceu care să-şi facă datoria integral, fără să lase o parte din ea în seama universităţilor şi care să dea acestora elemente pe cât se poate de bine pregătite şi utile, crescute în dragostea de muncă şi în binefăcătoare seninătate sufletească. Universităţile şi şcoalele asimilate lor să nu fie încurcate însă cu alte ramuri de învăţământ; numai trăind şi aprofundând viaţa proprie, vor puteà da ţării cultura de care este capabilă şi concepţiile sociale şi morale corespunzătoare, turnate în formele unei civilizaţii pe cât se poate de alese.

OBSERVAŢII LA PROBLEMA UNIFICĂRII CODULUI CIVIL[1]

DE ERNST MANDICEVSCHI

IN ultima şedinţă înaintea vacanţelor s'a adus în discuţie între alte obiecte importante şi problema unificării codului civil — chestiune de necesitate urgentă — făcându-se aluzie la dreptul maghiar în vigoare în unele teritorii transilvănene.

Daţi-mi voie să revin asupra acestei chestiuni.

Inainte de a mă pronunţă asupra fondului problemei atât de importante, va fi interesant a pune în evidenţă acele părţi ale dreptului privat ungar, care din principiu se deosebesc de normele corespunzătoare ale celorlalte legiuiri în vigoare pe teritoriul nostru şi care astfel se pot privì drept specialităţi ale dreptului privat ungar. Ele privesc dreptul familiar patrimonial şi, înlegătură cu acesta, dreptul ereditar mărginit la ereditarea legală.

Un scurt rezumat comparativ asupra normelor şi regulelor de drept din materia noastră, în vigoare în diferitele teritorii ale Ţării, ne va pune în relief însemnătatea specialităţilor dreptului privat ungar pentru viaţa socială şi economică a poporului nostru, şi deci şi pentru viitoarea noastră legislaţie.

Normele, care regulează relaţiile patrimoniale între soţi privesc:

I. *In dreptul vechiului Regat* (codul civil din 26/11, 1864), regimul dotal, regulându-se sub acest titlu modul de constituire a dotei, condiţia averii dotale în timpul căsătoriei şi restituţiunea dotei.

Norme legale asupra altor forme juridice, prin care se regulează relaţiile patrimoniale ale soţilor, «codul civil român nu conţine, admite însă şi declară valabile în general orice convenţii matrimoniale întrucât, ele corespund condiţiilor legii». (Art. 1221 c. c.).

Dealtfel există pe teritoriul vechiului Regat principiul separaţiei averilor, adică fiecare dintre soţi rămâne şi după încheierea căsătoriei proprietarul exclusiv al averii sale, în special averea parafernală a femeii rămâne şi în timpul căsătoriei proprietatea exclusivă a ei, principiu strict executat, întrucât dreptul român îi rezervă femeii şi administrarea averii parafernale (Art. 1285). La sarcinile căsătoriei femeia contribue cu a treia parte din veniturile sale, dacă nu există altă convenţie între soţi.

In consecinţa principiului separării averilor după desfacerea căsătoriei, fiecare soţ, respectiv moştenitorii lui, rămâne cu averea sa. Pentru cazul de moarte a unuia dintre soţi există principiul consacrat în art. 652 şi 679 c. c. că soţul supravieţuitor nu moşteneşte în averea soţului mort, decât în lipsa de moştenitori legitimi sau naturali, sau cum zice art. 679 c. c. «când defunctul nu are nici rude în

(1) Comunicare făcută în secţia juridică a Institutului la 14 Octomvrie 1925.

gradul succesibil, nici copii naturali, bunurile succesiunii trec la soţul în viaţă nedespărţit». Concurenţă între soţul supravieţuitor şi rudele chemate la moştenire nu există.

Dela această regulă legea stabileşte abaterea art. 684 c. c. în favoarea femei — văduve — care, neavând avere proprie, primeşte o porţiune virilă în uzufruct din succesiunea bărbatului, dacă acesta are descendenţi, porţiune care este mărginită, la numai a treia parte din succesiune, dacă bărbatul a murit lăsând numai un descendent. In concurenţă cu rude ascendente sau colaterale, însă, femeia-văduvă primeşte o pătrime din succesiune în plină proprietate din averea mortului. Legea face deci deosebire între dreptul ereditar al bărbatului şi cel al femeii văduve.

II. *Codul civil rus în vigoare în Basarabia*: Regimul dotal cu aceleaşi principii generale cârmueşte şi dreptul civil rus.

Deosebirile ce în special există faţă de celelalte legiuiri nu ating cadrele lucrării de faţă. Reţinem numai că nici codul civil rus nu conţine norme pentru regularea altor forme de contracte între logodiţi sau soţi cu privire la legătura lor matrimonială; reţinem asemenea şi dispoziţia (art. 1067) că «actele dotale trebuie făcute sau declarate dacă nu înainte de nuntă, apoi cel mai târziu până în şase luni după celebrarea căsătoriei», de unde se poate deduce, că contractul încheiat între soţi asupra unor lucruri patrimoniale după expirarea termenului menţionat, nu se mai consideră drept act dotal.

Regularea dreptului de moştenire a soţului supravieţuitor în averea soţului mort se face după normele următoare:

Conform art. 1148 şi 1153 soţul supravieţuitor primeşte, atât când sunt copii în viaţă, cât şi în lipsă de copii din averea nemişcătoare a soţului mort una a şaptea ($^1/_7$) parte, iar din averea mişcătoare una a patra ($^1/_4$) parte, ca parte legală în proprietate; când însă după un răposat n'au rămas bunuri nemişcătoare, dar a rămas avere mişcătoare (art. 1151 şi 1154) atunci soţul supravieţuitor primeşte în timpul vieţii socrului său partea sa legală ($^1/_7$) parte) din aceà parte a averii nemişcătoare a socrului său, care s'ar fi cuvenit soţului mort, iar după moartea socrului încă şi una a patra parte din partea soţului mort în averea mişcătoare a socrului, luându-se drept bază pentru socotirea părţii cuvenite, starea averii nemişcătoare a socrului în timpul decesului soţului mort, respectiv starea averii mişcătoare a socrului în timpul decesului acestuia.

Dacă moare soţul supravieţuitor fără a lăsà copii şi fără să fi cerut separaţiunea porţiunii sale legale, atunci moştenitorii lui nu au nici un drept a pretinde aceasta parte, care trece asupra moştenitorilor celuilalt soţ, dela care derivă averea; prin intrarea într'o nouă căsătorie însă şi prin trecerea timpului de prescripţiune de 10 ani dreptul soţului supravieţuitor nu se pierde dacă a fost cerut prin reclamaţiune în timpul vieţii.

Nu există deci nici un drept de uzufruct al soţului supravieţuitor, nici o preferinţă a femeii văduve faţa de bărbatul văduv.

III. *Codul civil austriac vechiu în vigoare în Transilvania, şi codul civil austriac*

novelat în vigoare în Bucovina. Codul civil austriac, atât cel vechiu, cât şi cel modificat prin cele trei novele din anii 1914, 1915 şi 1916, distinge între cele mai multe feluri de contracte nupţialei adică contractele încheiate asupra unor bunuri cu privire la o anume legătură matrimonială existentă sau ivită, enumerând ca atare:

a) Dota, zestrea (alatura dreptului privat ungar), instituţiunea juridică cu aceeaş destinaţie ca şi în dreptul privat român şi în dreptul rus; deosebirile existente în special, nu ne ating;

b) Contradota, averea, de obiceiu capitalul în numerar, ce-l închină femeii bărbatul sau o terţă persoană pentru el în contractul nupţial spre sporirea dotei pentru cazul că i-ar supravieţui femeia. In timpul vieţii bărbatului, femeia nu are nici un drept de uzufruct asupra contradotei, dar după moartea bărbatului femeia supravieţuitoare primeşte obiectul contradotei din averea bărbatului cu drept de proprietate chiar atunci, dacă acelaş drept nu s'a acordat bărbatului asupra dotei;

c) *Darul de dimineaţă* (teoritre); o reminiscenţă din primele secole ale Evului-Mediu; priveşte darul ce-l face sau promite bărbatul tinerei femei în dimineaţa după celebrarea căsătoriei; darul promis este presupus ca fiind dat, dacă au trecut trei luni dela celebrarea căsătoriei, ceeace înseamnă, că, deoarece darul promis devine scadent pentru plată numai după desfacerea căsătoriei, obligaţia de probaţiune a neplăţii, după scurgerea celor trei luni trece asupra femeii.

Darul de dimineaţă ca formă juridică devine existent şi obligatoriu numai prin convenţiune; deci ***nu există nici o obligaţie legală*** a constitui femeii darul de dimineaţă, deosebirea esenţială faţă de «dotaliţiul» dreptului privat ungar, despre care va fi vorba mai jos;

d) *Văduvăritul* sau pensiunea văduvei, căpătuirea prin contract nupţial a văduvei fie prin constituirea unei rente sau unei folosinţe permanente dealtfel, din averea bărbatului, pentru cazul văduviei femeii. Văduvăritul se cuvine femeii din ziua decesului bărbatului şi trebuie să-i fie plătit anticipat trimestral;

e) *Dreptul de advitalitate,* adică dreptul de uzufruct asupra întregei averi sau unei părţi a averii acordat de unul dintre soţi în favoarea celuilalt pentru cazul supravieţuirii celui din urmă. Instituindu-se soţul favorizat prin contractul de advitalitate totodată drept moştenitor, contractul se transformă într'un contract de ereditare;

f) *Comunitatea bunurilor.* Principiul legii la regularea intereselor patrimoniale ale soţilor este separaţiunea bunurilor; acelaş principiu îl găsim şi în dreptul privat rus, în dreptul vechiului Regat, în dreptul englez şi în dreptul italian. Totuş dreptul austriac se apropie întrucâtva sistemului uniunii patrimoniilor soţilor, dispunând cu putere de presumpţie legală, că atât timp, cât femeia nu se opune, bărbatul e privit drept încredinţat cu administrarea bunurilor parafernale ale femeii, fără obligaţia de a da socoteli asupra foloaselor acelor bunuri.

Sistemul uniunii patrimoniilor îl găsim în dreptul german, polonez şi elveţian, care întrucâtva se apropie de sistemul comunităţii bunurilor, dispunând,

că după moartea bărbatului femeia supravieţuitoare primeşte una a treia (1/3) parte din bunurile câştigate în timpul convieţuirii soţilor; asemenea dreptul lituanian.

Sistemul comunităţii bunurilor îl găsim în Olanda, Danemarca, Norvegia. Portugalia, Suedia şi Franţa. Acelaş sistem mărginit la averea coachizită ia timpul convieţuirii soţilor îl găsim, pe lângă Suedia şi Franţa, încă şi în Spania şi Ungaria. Despre forma juridică a coachiziţiei din dreptul privat ungar va fi vorba mai jos.

Principiul legii fiind separaţiunea patrimoniilor soţilor, comunitatea bunurilor se înţelege numai dacă aceasta a fost stabilită prin contract nupţial şi chiar în acest caz numai pentru cazul de moarte, dacă nu cumva soţii au convenit la comunitatea bunurilor şi pentru durata legăturii matrimoniale. Comunitatea bunurilor conform convenţiunii poate să fie universală sau generală, privind toate bunurile mişcătoare şi nemişcătoare, ori parţială sau mărginită la un anumit fel de avere sau şi la anumite obiecte de avere. Comunitatea bunurilor pentru caz de moarte se înţelege cu privire la acele bunuri, ce vor rămâne după moartea unuia din soţi şi dă celuilalt dreptul la jumătatea acelor bunuri puse reciproc în comunitate, ce au rămas după moartea celui dintâiu.

Comunitatea bunurilor între soţi ca formă juridică legală a existat numai la Saşii ardeleni, cărora le-a fost îngăduită ca privilegiu prin aşà zisul Statut ardelean.

Desfiinţându-se acest privilegiu cu punerea în aplicare în Ardeal a codului civil austriac la 1/IX 1853, comunitatea bunurilor soţilor ca formă juridică legală conform deciziunii plenare a Curiei din Budapesta No. 19/1884 a rămas hotărîtoare numai pentru acele raporturi matrimoniale, care au fost încheiate încă înainte de 1/IX 1853, indiferent, dacă în speţă, averea a fost câştigată înainte sau după aceà dată.

Astfel astăzi este fără interes actual comunitatea bunurilor între soţi ca formă juridică legală la Saşii ardeleni.

Dreptul de moştenire legală a soţului supravieţuitor a suferit o modificare esenţială prin novela I din anul 1914 adusă codului civil austriac pentru ţările compunând Statul austriac vechiu, deci şi pentru Bucovina, faţă de textul vechiu în vigoare şi astăzi în Ardeal.

Dreptul în vigoare în Ardeal dă soţului supravieţuitor — deci indiferent dacă-i bărbatul sau femeia — cu drept de moştenire şi fără privire, dacă are sau nu avere proprie, o porţiune virilă în uzufruct din succesiunea soţului mort, dacă acesta a lăsat trei sau mai mulţi copii, iar a patra parte din succesiune dacă sunt mai puţin de trei copii; în aceste cazuri proprietatea rămâne totdeauna copiilor, Când însă nu sunt copii, dar există alţi moştenitori legitimi, soţul supravieţuitor primeşte cu drept de proprietate a patra parte din succesiune, socotindu-se în aceasta tot ce a primit în puterea contractului de căsătorie, a unui pact succesoral sau a unei dispoziţiuni de ultimă voinţă. Iar când nu este în vieaţă nici o rudă în gradul succesibil, nici un copil legitimat, ilegitim, îndreptăţit la moşte-

nire sau adoptiv, soţul supravieţuitor primeşte întreaga moştenire. Numai soţul care din vina sa proprie a fost separat sau divorţat n'are nici un drept de moştenire nici la întreaga succesiune şi nici la o parte a ei (§§ 757 ş. u. ale textului vechiu).

Textul novelat în vigoare în Bucovina dă soţului supravieţuitor un drept de moştenire cu mult mai larg.

Soţul supravieţuitor — zice § 57 al textului nou — este moştenitor legiuit la o *a patra parte* din averea rămasă dacă sunt chemaţi la moştenire copiii defunctului soţ sau descendenţii lor; la *ojumătate* din avere când sunt chemaţi părinţii defunctului soţ şi descendenţii lor; dacă pe lângă bunicii rămaşi în viaţă mai sunt şi descendenţi ai bunicilor decedaţi atunci soţul supravieţuitor primeşte încă şi din cealaltă jumătate a moştenirii partea care s'ar fi cuvenit descendenţilor bunicilor încetaţi din vieaţă. In toate cazurile se va socoti în partea de moştenire a soţului ceeace i se cuvine din averea defunctului conform contractelor nupţiale sau unui contract asupra moştenirii.

Când nu există moştenitori legiuiţi nici în linia întâi nici în linia a doua şi nici bunici, soţul rămas în viaţă primeşte întreaga moştenire (§ 758 nou).

Pe lângă porţiunea de moştenire se mai cuvin soţului rămas în viaţă ca legat anticipat, obiectele mobile ce alcătuesc gospodăria soţilor; faţă de copiii defunctului însă numai cele necesare pentru trebuinţa proprie (§ 758 nou).

Soţul divorţat din propria sa vină nu are nici un drept legiuit de moştenire, şi nici nu poate pretinde legatul anticipat legiuit (§ 759 nou).

Evoluţia dreptului de moştenire a soţului supravieţuitor este deci evident în favoarea acestuia; soţul supravieţuitor credincios primeşte a patra parte din moştenire faţă de copiii soţului defunct şi de descendenţii lor, şi jumătate moştenire faţă de părinţii defunctului soţ şi descendenţii acestora, dacă faţă de descendenţii bunicilor concurenţa soţului supravieţuitor are efect desăvârşit.

IV. *Dreptul privat ungar.* Principiul dela care se păşeşte în dreptul privat ungar la regularea relaţiilor patrimoniale între soţi este cel al separaţiunii averilor. Fiecare soţ dispune liber asupra obiectelor, ce formează averea sa separată. Soţia poate pretinde ca averea ei separată (parafernă), reţinută de bărbat să i se predeà în posesiunea ei. In dreptul privat ungar nu există presumpţiunea că soţia a încredinţat bărbatului administrarea averii parafernale.

Principiul separaţiunii averilor însă sufere o excepţie importantă cu privire la aceà avere a membrilor claselor inferioare (mai ales muncitoreşti), care a fost câştigată sub durata convieţuirii în căsătorie a soţilor şi prin munca comună a lor (avere coachizită). Această avere se priveşte ca un bun comun câştigat prin muncă comună şi folosit în căsnicie comună. La desfacerea căsătoriei averea coachizită se împarte în două părţi egale: şi anume câte o parte pentru fiecare dintre soţi respectiv moştenitorii lui.

Nu intrăm în amănunte, dar amintim că dreptul privat ungar face deosebirea de clasă. Pentru clasa nenobililor, deci a massei largi a urmaşilor foştilor iobagi,

mai ales clasa muncitorilor, se execută strict principiul coachiziţiei; pe când pentru clasa nobililor, de care se socotesc şi onoraţiorii — intelectualii cu studii înalte — regularea relaţiilor patrimoniale între soţi se face pe baza principiului separaţiunii averilor. Totuş se admit trei exepţii dela aceasta regulă şi anume:

a) Dacă soţii fie înainte, fie după intrarea în căsătorie prin contract autentificat au declarat cu învoire reciprocă că averea ce vor câştigà sau au câştigat în timpul convieţuirii formează coachiziţie în părţi egale sau în părţi determinate de dânşii;

b) Dacă la dobândirea unei averi prin cumpărare, în actul de vindere-cumpărare sunt înscrişi cumpărători ambii soţi;

c) Dacă bărbatul nobil nu aveà avere, dar cu averea separată a soţiei prin munca şi agilitatea bărbatului s'a dobândit câştig, din care s'a cumpărat avere nouă.

Dealtfel dreptul privat ungar pe lângă forma juridică a ***dotei***, ***zestrea*** sau ***alatura***, cum o numeşte tripartitul lui Werböczy — în general cu destinaţiunea cunoscută, mai statoreşte o formă juridică, pe care în felul său nu o găsim în celelalte legislaţii în vigoare pe teritoriul nostru şi anume forma juridică a ***dotaliţiului***:

Dotaliţiul este premiul legal, ce i se cuvine soţiei din averea separată a bărbatului pentru îndeplinirea obligamentului de credinţă a soţiei în tot timpul căsătoriei. Dreptul la dotaliţiu se naşte în momentul încheierii căsătoriei iar dotaliţiul devine scadent numai la moartea bărbatului sau desfacerea mai timpurie a căsătoriei, respectiv separaţiunea definitivă dela corp şi masă, dacă desfacerea căsătoriei sau reparaţiunea nu s,auivit din vina femeii.

Suma dotaliţiului este fixată după clasa socială a bărbatului şi anume:

pentru baroni titulari la . . . . 400 florini;
pentru baroni magnaţi la . . . . 200 florini;

pentru ceilalţi nobili după estimaţiune până la suma de 200 florini legea XII, 1810 a lărgit instituţiunea juridică a dotaţiului şi asupra nenobililor şi fixează suma:

pentru locuitorii din oraşe la . . . . 200 florini;
pentru iobagi la . . . . 40 florini.

Măritându-se femeia de a doua oară dotaliţiul se naşte din nou, dar numai în jumătate sumă, la a treia căsătorie numai în una a parte din suma primordială ş. a. m. d.

Natura dotaliţiului nu se schimbă, nici dacă asupra sumei s'a încheiat o convenţiune; însă prin convenţiune nu se poate stipulà o sumă mai mică, decât cea legală.

Asemenea prin convenţiune poate şi femeia să promită bărbatului ca dotaliţiu o anume sumă în acelaş scop, adică pentru îndeplinirea obligamentului de

credinţă în tot timpul căsătoriei; acest fel de dotaliu contractual în favoarea bărbatului are denumirea de *contradotaliţiu*.

Deosebirea esenţială între darul de dimineaţă al dreptului austriac şi «dotaliţiul» dreptului privat ungar este, că pe când cel din urmă este o formă juridică *legală*, cel dintâiu nu se constitue decât prin contract. Neplata darului de dimineaţă după expirarea termenului de trei luni o dovedeşte femeia reclamantă, pe când cu privire la dotaliu nu există o astfel de restricţie.

Astfel nici nu ne putem gândì la o identitate sau numai o afinitate a ambelor instituţii juridice.

In materie de *moştenire legală* dreptul privat ungar este cârmuit de regule de drept, a căror origine se trage din secolele cele mai vechi ale poporului ungar, adică din timpul când după aşezarea poporului ungar pe plaiurile Dunării şi Tisei cum şi ale Panoniei s'a înfiinţat în anul 1000 Regatul ungar prin încoronarea marelui duce Ştefan ca regele întâiu al Ungariei. Regele devine stăpânul teritoriului ocupat: el îl împărţeşte în bunuri mari nobililor unguri credincioşi lui; prin act de donaţiune regească; donaţiunea se face către donatar şi urmaşii lui din linia bărbătească cu condiţia că averea donată, după stingerea familiei revine Coroanei; astfel se naşte concepţia că averea câştigată prin donaţiune regească e avere *familiară*, *indivizibilă* şi *inalienabilă*. Urmaşii posesorilor acestor bunuri se consideră ca descendenţi ai primului achizitor; deaici întărirea extraordinară a sentimentului de aparţinere la o familie de origine veche, legată de un bun câştigat prin donaţiune regească. Astfel dreptul privat ungar în prima fază a evoluţiunii sale este un drept al nobilimii bazat pe averea familiară aşà zisă avitică; prin consuetudine se stabileşte şi dreptul membrilor feminini din familie — aşà zis dreptul capilar — al fetelor la locuinţă, întreţinere, educaţie cuvenită până la intrare în căsătorie, şi în acel moment la o zestre şi parafernă amăsurată, iar, în caz că nu s'ar căsătorì, dreptul la locuinţă şi întreţinere cuvenită pe viaţă; apoi dreptul văduvei la întreţinere şi la îngăduinţă a rămâneà în casa bărbatului decedat în tot timpul văduviei; iar dacă văduva ar trece la o nouă căsătorie, pretenţiunea, ca cheltuelile împreunate cu noua căsătorie să se facă din averea familiară; pe lângă acestea, în dreptul vechiu ungar mai există aşà numitul: «cuartaliţiu», adică din averea câştigată prin donaţiune regească fetele primului achizitor aveau dreptul la o a patra parte din averea donată, partea destinată pentru înzestarea lor.

Dreptul privat ungar vechiu, astfel schiţat, a suferit o sguduire gravă prin evenimentele în urma revoluţiei din anul 1848. Cu înfrângerea elementelor revoluţionare vedem dreptul ungar vechiu înlocuit prin codul civil austriac, introdus în Ungaria la 1 Maiu 1853; având a se pune capăt tuturor specialităţilor istorice ale dreptului ungar vechiu. Dar magnaţii unguri nu voiau să se lase de dreptul lor istoric; urmează un period de răsboiu civil între aceştia şi rege, al cărui sfârşit ne aduce pe lângă desfiinţarea iobăgiei încă în anul 1848, şi legile constituţionale din anul 1867, în materia noastră scoaterea din vigoare a codului civil austriac, şi instituirea unei comisii: «Conferinţa comitetului curial suprem»,

care compune aşà zisele: «norme judiciare provizorice». Normele judiciare provizorice restituesc în Ungaria propriu zis dreptul ungar vechiu, însă cu modificări esenţiale.

Prea adâncă a fost înrâurirea principiului libertăţii proprietăţii preconizat de codul civil austriac. Dispar elementele caracteristice ale averii avitice: indivizibilitatea şi inalienabilitatea averii. Astfel se naşte din concepţia averii avitice, aceea a averii lineare. Caracterul juridic al averii lineare este, că posesorul legitim este *proprietarul nelimitat al ei;* el poate să dispună liber asupra averii ce e proprietatea sa, atât între vii fie, pe lângă contravaloare, sau în mod liberal, cât şi pentru caz de moarte având a respectà numai drepturile legitime a moştenitorilor legitimari; nedispunând el însă prin testament, averea în lipsă de descendenţi trece pe calea moştenirii legale la acel dintre părinţi dela care derivă, aşadară: derivând averea numai dela tată, trec înapoi la tată, respectiv descendenţii lui, cu excluderea mamei, respectiv a descendenţilor ei, principiul care se aplică şi în parentelele superioare. Averea trece la linia dela care derivă; deacì denumirea «avere lineară».

Astfel modernizat dreptul privat există şi astăzi; acelaş principiu domineazâ şi noul proiect de cod civil ungar.

Pe lângă concepţia averii avitice, respectiv a averii lineare, numai decât trebuià să se nască concepţia averii dobândite sau câştigate de însuş posesorul legitim al averii avitice respectiv lineare, aşà zisa «avere achizită»; despre averea aceasta posesorul legitim totdeauna puteà dispune după placul său.

După desfiinţarea elementelor caracteristice ale averii evitice şi introducerea în sistemul dreptului privat ungar a averii lineare, s'a desvoltat principiul de drept, că pentru cazul de moarte a posesorului legitim fără testament, averea achizită împarte soartea «averii coachizite», concepţie, care îşi are originea în raportul familiar-economic al claselor inferioare, al clasei iobagilor şi urmaşilor lor, în deosebi al clasei largi a muncitorilor. Precum am amintit mai sus: averea câştigată de ambii soţi prin muncă comună în timpul convieţuirii în căsătorie, se consideră ca un bun comun al ambilor soţi şi se împărţeşte din momentul desfacerii căsătoriei în două părţi egale, şi anume câte o parte pentru fiecare dintre soţi, respectiv moştenitorii lor.

In caz de moarte a unuia dintre soţi partea acestuia, în lipsă de testament, trece asupra copiilor descendenţi direcţi, iar în lipsa acelora asupra soţului supravieţuitor, astfel că acesta la jumătatea sa dobândeşte încă şi jumătatea soţului mort — deci proprietatea întregii averi — dacă nu sunt descendenţi nici nu există testament al soţului mort.

Am amintit mai sus şi condiţiile excepţionale în care concepţia averii coachizite câştigă importanţă şi pentru regularea relaţiilor patrimoniale ale soţilor, aparţinând clasei nobile, regulare importantă şi pentru cazul de moştenire legală.

Din aceasta scurtă privire istorică culeasă din opera «părţi alese din dreptul privat ungar» a d-lui Georgiu Plopu, preşedintele onorific al Inaltei Curţi de Ca-

saţie şi Justiţie, din această ochire retrospectivă asupra originei şi evoluţiei specialităţilor mai însemnate ale dreptului privat ungar rezultă pentru scopurile cercetării noastre următoarele:

1. Cu privire la moştenirea legală: nu există în nici una din celelalte legiuiri în vigoare pe teritoriul României-Mari deosebirea de avere lineară, achizită şi coachizită.

2. In dreptul privat ungar soţul supravienţuitor nu are nici un drept de moştenire în averea lineară a soţului mort; averea achizită şi cea coachizită însă trece în întregime asupra lui, dacă după soţul mort n'au rămas descendenţi direcţi. Averea achizită a celui decedat necăsătorit trece asupra moştenitorilor legali, adică în lipsă de descendenţi în părţi egale asupra ambelor părinţi, respectivă moştenitorilor acestora.

3. Soţia supravieţuitoare, adică văduva soţului decedat, mai are ca «drept vidual» dreptul la locuinţă, întreţinere, îmbrăcăminte şi eventual înzestrare în caz că ar păşì la o nouă căsătorie. In baza dreptului vidual văduva rămasă după moartea bărbatului în posesiunea succesiunii e în drept să reţină şi să folosească întreaga avere rămasă după decedatul soţ, şi nesupusă dreptului ei de moştenire, cât timp acest uzufruct nu i-a fost restrâns pe cale legală la cererea moştenitorilor descendenţi, autorizaţi la aceasta.

Dreptul de retenţiune şi uzufruct al văduvei există de altfel şi cu privire la celelalte pretenţiuni ale ei scadente prin faptul desfacerii căsătoriei, adică preţiunea de restituirea dotei şi plata dotaliţiului.

Excursiunea comparativă ce am făcut-o în toate legiuirile existente pe teritoriul României întregite ne aduce dovada deplină, că toate specialităţile juridice ale dreptului privat ungar — dotaliţiul, contradotaliţiul, distincţiunea averii lineare, achizite şi coachizite, cum şi regularea specifică a moştenirii legale în aceste trei speţe de avere — sunt specialităţi care îşi au isvorul în tradiţiile vechi specifice poporului ungar, ele sunt străine tradiţiilor şi obiceiurilor poporului român şi deci nepotrivite pentru a servì ca bază sau şi numai ca directivă de imitaţie pentru noua codificare a dreptului civil în ţara românească, căci instituţii juridice care nu corespund tradiţiilor şi obiceiurilor poporului respectiv, nici când — nici prin sila impusă de autoritatea legii — nu vor prinde rădăcină sănătoasă în convingerea acelui popor, din contră ele vor împiedecà în mod simţitor desvoltarea lui economică şi socială.

Chestiunea, care ni se deschide este deci aceea, cum s'ar puteà mai bine şi mai lesne înlocuì întregul complex de norme de drept civil, străine tradiţiilor şi obiceiurilor poporului nostru, şi deci inutile nouă.

S'a recomandat o unificare provizorie a vastei materii de drept civil privat în aşà fel, ca după modificarea unor dispoziţii ale codului civil din vechiul Regat acest cod să fie introdus şi promulgat ca cod unificat pentru întreaga ţară.

Astăzi — şapte ani după unire — nimeni nu va tăgăduì necesitatea urgentă a unificării legislative. Totuş este a se luà în seamă, că prin introducerea unui cod nou de drept civil privat se angajează zilnic în viaţa poporului o mulţime

de raporturi juridice de tot felul, care toate constituinduse sub cârmuirea unei anume legi, rămân supuse aceleeaş legi prin întreg timpul existenței lor şi până la stingere, şi că deci schimbarea legiuirii, ce reglementează raporturile juridice de drept civil privat, adică a codului civil prin o lege de unificare provizorie şi apoi înlocuirea acelei legi prin o lege nouă definitivă, ar puteà să aducă perturbaţiuni neprevăzut de grave în starea socială şi economică a poporului şi o nesiguranţă serioasă în aplicarea dreptului.

Suntem deci de părere că ar trebui să ne gândim la un alt mod de unificare.

Dacă privim harta Țării întregite, lesne vom constatà, că teritoriul, pe care şi astăzi se găseşte în vigoare dreptul privat ungar, formează o fâşie de pământ dealungul graniţei spre Ungaria, fixată prin o parte din circumscripţia tribunalelor Zalău, Dej şi Arad cum şi teritoriul tribunalului Caransebeş — un teritor relativ neînsemnat faţă de întreaga suprafaţă a teritoriilor transilvănene. Proprietarii unguri ai moşiilor situate pe acest teritoriu în mare parte au optat pentru cetaţenia ungară şi s'au stabilit în Ungaria după ce moşiile lor au fost expropriate în baza legii agrare. Aci este teritoriul principal rezervat pentru colonizare prin colonişti români, cari după ocuparea terenului de colonizare, fără voinţa lor, ba chiar poate fără stirea lor vor fi supuşi dreptului teritorial, deci dreptului privat ungar, străin tradiţiilor şi obiceiurilor lor, ceeace negreşit va însemnà o agravare a situaţiei lor sociale, şi economice; această agravare a situaţiei a coloniştilor români ar putea fi înlăturată dacă se va admite unificarea parţială codului civil, unificarea generală reclamând un timp de mai mulţi ani.

Unificarea parţială se poate face sau teritorial sau mărginit la anume materii:

a) Teritorial — poate ceva straniu din punct de vedere constituţional, dar admisibil şi chiar recomandabil din punct de vedere naţional — zic: teritorial astfel, că scoţându-se din vigoare dreptul privat ungar, totodată şi până la unificarea definitivă să se introducă în acele teritorii legile în vigoare în Ardeal; astfel se va ajunge la o unificare a dreptului privat în toate treitoriile transilvănene;

b) Mărginit la materii speciale astfel, că materiile de specialitate ale dreptului privat ungar să fie *fără întârziere* supuse unificării, iar legea respectivă promulgată pentru Țara întreagă.

Admitem, că modul întâiu, unificarea teritorială, va puteà să întâmpine oarecari dificultăţi, ea are însă avantajul nepreţuit că admite unificarea repede, fără multă jignire a populaţiei indigene şi fără atingerea situaţiei legislative a restului ţării; un singur sau două-trei articole ar puteà să ne aducă această unificare teritorial parţială.

Dificultăţi legislative incomparabil mai mari ar aduce modul al doilea, modul de unificare mărginită la materiile speciale.

Specialităţile dreptului privat ungar se mărginesc la materia dreptului familiar patrimonial şi la aceà a dreptului de moştenire legală. Dealtfel dreptul privat ungar în general se acopere cu dreptul în vigoare în Ardeal, astfel că dacă

am puteà să ajungem într'un termen relativ scurt la unificarea dreptului familiar şi celui ereditar, nu numai că ne-am fi lepădat de dreptul străin, dar — cei ma-i mult — am fi făcut un pas remarcabil şi însemnat spre unificarea generală a dreptului civil; o lucrare foarte grea şi împreunată cu o mare responsabilitate pentru cei ce o vor face, dar o lucrare mult folositoare şi eminent patriotică.

Să nu ne descurajeze ideea unificării parţiale după materii. Materia vastă a dreptului civil general admite o astfel de legiferare parţială. In Elveţia s'a făcut numai în etape — deci parţial — trecerea dela dreptul cantoanelor la dreptul elveţian general. In anul 1893 proiectele nouii modificări au împărţit materia; proiectul întâiu din anul 1893 privià numai efectele căsătoriei — dreptul familiar —; proiectul al doilea din anul 1894 numai dreptul ereditar, proiectul al treilea din 1897 numai dreptul imobiliar, iar proiectul general din 1899 — care devenise lege numai în anul 1907 — priveşte dreptul personal, cel familiar, cel ereditar cum şi cel privitor la obiectele mobile şi imobile şi registrele fonciare, lăsând unei legiuiri ulterioare care a şi urmat, materia dreptului obligaţiunilor, desdăunarea, prescripţiunea, etc.

In Austria veche s'a făcut reforma vechiului cod civil asemenea treptat, ce-i drept pentru motivul specific austriac, că nu se puteà ajunge la o reformă satisfacătoare a dreptului familiar personal în special privitor la căsătorie; dar dealtfel reforma s'a făcut prin trei novele: novela I din 12/XI 1914 priveşte modificările aduse dreptului personal, celui familiar şi celui ereditar; novela II din 22/VII 1915 priveşte dreptul imobiliar şi anume reînoirea şi restabilirea hotarelor; înfine novela III din 21 Martie 1916 privitoare la anume părţi ale dreptului personal, dreptul bunurilor, precum şi întreaga materie a obligaţiunilor, care a fost cam complet reformată.

Avem deci modele destul de importante pentru ideea de unificare parţială a codului civil, astfel că cu liniştire am puteà să ne înţelegem la o astfel de unificare. Avantajul ar fi evident .Un început bun ar duce în viaţă lucrările de unificare ale codului civil, treptat, dar acomodat necesităţilor noastre, fără pripire, dar cu atât mai multă diligenţă, îngrijire şi chibzuire obiectivă.

Am adăugì, că pentru scopul înlocuirii părţilor specifice ale dreptului privat ungar s'ar puteà chiar cumulà ambele sisteme aplicându-le succesiv: mai întâiu unificarea părţială teritorială şi odată cu aceasta începerea lucrărilor pregătitoare pentru unificarea parţială după materii, începând cu materiile ce privesc specialităţile dreptului privat ungar, adică dreptul familiar şi dreptul ereditar.

Supunem deci discuţiei generale ideea unificării parţiale a vastei materii a codului civil general, cu dorinţa a servì astfel şi administraţia Justiţiei, în special consiliul legislativ în scopul suprem de unificare a diferitelor legiuiri, ce există astăzi pe teritoriul Ţării româneşti.

MIŞCAREA IDEILOR

OLIGARHIA ROMÂNĂ de LOTAR RĂDĂCEANU

STUDIU ASUPRA ISTORIEI CAPITALISMULUI IN ROMÂNIA

PARTEA A DOUA

REVOLUŢIA BURGHEZĂ

CAP. IV

Izbucnirea revoluţiei burgheze

CUPRINSUL: 1. *Caracterul special al revoluţiei burgheze în România.* — 2. *Revoluţia burgheză în Rusia.* — 3. *Burghezia şi revoluţia burgheză în ţările înapoiate. Izolarea ţărănimii româneşti.* — 4. *Elementele de dizolvare a regimului neoiobag.* — 5. *Precipitarea revoluţiei burgheze prin războaiele din 1913 şi 1916—1918.* — 6. *Noui elemente sociale şi economice după Unire.* — 7. *Prima izbucnire a revoluţiei burgheze şi nereuşita ei.* — 8. *Proletariatul român şi revoluţia burgheză. Infrângerea lui de către burghezie.* — 9. *Schimbarea reacţiunii oligarhice din anti-proletară în anti-ţărănească şi anti-burgheză.*

DUPĂ cele expuse în partea întâia (1) nu mai este nici o îndoeală că, pentru România, problema centrală a prefacerii capitaliste, dar mai ales a revoluţiei burgheze propriu zise e, din punct de vedere practic, nu atât desvoltarea capitalistă în domeniul comercial şi industrial, cât mai ales lichidarea feudalismului agrar, desfiinţarea neoiobăgiei.

Graţie împrejurărilor speciale în care capitalismul a pătruns şi a evoluat în principatele române, iobăgia feudală a epocii ante-capitaliste s'a prefăcut în neoiobăgie. Industrializarea, îndrumată cu ajutorul intervenţiei de Stat, a fost contrariată cu aceleaşi mijloace de oligarhia politicianistă, încuibată la cârma Statului încă din epoca revoluţionară. Dar odată introduse elementele economiei capitaliste într'o ţară, urmează ca feudalismul agrar să fie lichidat pe cale politică prin o luptă de clasă între boierime şi ţărănime. Atitudinea burgheziei sau, în lipsa acesteia, a acelei clase care reprezintă desvoltarea capitalistă în formele ei empirice, nu schimbă întru nimic acest adevăr, Burghezia sau, în cazul României, oligarhia, poate doar sprijini una din clasele rurale încăierate, pentru a promovà astfel politiceşte direcţia de evoluţie în care ea însăş este împinsă de interesele ei. Din punct de vedere economic, existenţa ei implică numai actualitatea problemei agrare, nu şi soluţia ei concretă.

Hotărîtor este, însă, punctul de vedere politic. Pe când în Apus desvoltarea capitalismului progresează numai în legătură cu revoluţionarea modului de producţie agrar şi mişcarea politică a burgheziei se întâlneşte, prin urmare, mai totdeauna cu deşteptarea ţărănimii la conştiinţă burgheză, în România ea reuşeşte

(1) Vezi *Arhiva pentru Ştiinţa şi Reforma Socială* Anul V No. 3—4.

să se producă, din cauza formelor specifice ale evoluţiei capitaliste, numai în afară de structura de bază a societăţii. Invaziei unui capital comercial modern fără tendinţă de fondaţiuni industriale îi urmează crearea artificială şi, într'o oarecare măsură, şi invazia de peste hotare a unui capital industrial asemenea modern. Iar în ordine politică şi socială, această desvoltare nu e reprezentată de o burghezie, ci de o oligarhie reacţionară care în cele din urmă transformă până şi Statul într'o armă de luptă anticapitalistă. Dar ea are, cu toate acestea, ca urmare, împământenirea tuturor elementelor fundamentale ale economiei capitaliste şi trebuie să pună, deci, şi ea problema lichidării feudalismului agrar. Deosebirea e numai că în România clasa care a iniţiat desvoltarea capitalistă devine reacţionară şi se opune, în numele intereselor ei politicianiste, atât progresului capitalist cât şi desfiinţării neoiobăgiei care ar puteà să-l accelereze. In consecinţă, prima şi principala sarcină a revoluţiei burgheze în România e nimicirea politică a acestei clase. Centrul ei de gravitate ca şi cel al desvoltării capitaliste se transmută, însă, din domeniul propriu zis capitalist în domeniul agrar. Dat fiind că capitalismul e încătuşat de oligarhia politicianistă şi nu poate deci progresà, e numai firesc ca în sânul aceleeaş structuri agrare, care, prin modul cum a reflectat invazia capitalistă a determinat caracterul economic al întregii epoci comerciale, să se producă şi acum, sub înrâurirea progresândă a capitalismului, primele forţe puternice menite să se împotrivească activ regimului oligarhic. Găsim dealtfel situaţii asemănătoare şi în celelalte societăţi neoiobage.

2. In Rusia d. p. ţărănimea se asociază încă în 1905 mişcării revoluţionare a proletariatului. Fireşte, în România îi lipseşte ţărănimii, mai ales în epoca antebelică, acel suflet revoluţionat care a început să pătrundă ţărănimea rusească încă în plină domnie a ţarismului. Şi nu numai atât. Ţărănimea română nu este secundată decât foarte târziu în lupta şi aspiraţiile ei de alte clase asemenea interesate la dărâmarea regimului oligarhic, după cum a fost cazul ţărănimii ruseşti. In Rusia, încă în 1905 burghezia şi chiar nobilimea sunt de partea revoluţiei, cel puţin până ce se învederează că scopul acesteia nu e numai înlăturarea regimului absolutist ţarist, ci şi, în ce priveşte revendicările muncitoreşti, cucerirea votului egal şi universal, a dreptului de coaliţie şi a zilei de opt ore, iar, din punct de vedere al intereselor ţărăneşti, desfiinţarea neoiobăgiei şi împărţirea moşiilor boiereşti. Şi apoi, după ce Stolipin împăcase clasa boierească şi burghezia cu reforma electorală dela 1907, duma burghezo-boierească este în continuă opoziţie faţă de guvernele ţariste, manifestând astfel nemulţumirea claselor pe care le reprezentà, cu regimul absolutist. Ba, chiar în timpul răsboiului mondial, burghezia şi nobilimea combat, mai ales după primele dezastre militare ale oştirii ruseşti, prin aşà numitul «bloc progresist» sistemul ţarist corupt şi incapabil, pe care îl fac răspunzător de reaua organizare şi conducere a Statului şi a armatei. Bine înţeles, această atitudine a celor două clase nu este determinată de interesele ţărănimii sau ale muncitorimii, ci numai de dorinţa lor de a ajunge ele în ele la puterea de Stat. Dar ea ajutură totuş, cel puţin în mod indirect, mişcarea ţărănească şi muncitorească, prin faptul că erà potrivnică regimului ţarist şi că acesta devine, astfel,

duşmanul comun al tuturor claselor societăţii ruseşti. Şi în afară de opoziţia moderată a burgheziei şi nobilimii, mai există în Rusia ţaristă opoziţia revoluţionară a proletariatului, ajuns la o remarcabilă putere combativă, precum şi diferitele curente anarhiste şi nihiliste care, recrutându-se din toate straturile societăţii, în deosebi însă dintre intelectuali, sunt cel mai bun indiciu pentru insuportabilitatea condiţiilor politice din Rusia ţaristă. Prin urmare, ţărănimea n'a fost de loc izolată în lupta ei pentru lichidarea feudalismului. Dimpotrivă, ea aveà un vajnic ajutor în toate aceste clase şi curente antiţariste. Şi, ceeace este cu deosebire important, ţărănimea rusă, acest uriaş trup sbuciumat de dureri, dar incapabil să întreprindă o acţiune unitară politică, a primit prin desvoltarea unui proletariat revoluţionar capul şi creierul care să o conducă şi să fie avantgarda ei în luptă (1).

De fapt, numai graţie revoluţiei proletare din 1918 care, a nimicit puterea Statului ţarist, ţărănimea rusă a reuşit înfine să scuture jugul neciobag şi să cucerească moşiile boiereşti. Căci dela coaliţia burghezo-boierească ea nu puteà să se aştepte pentru moment decât la continuarea subjugării, cu toate că şi această coaliţie a contribuit la prăbuşirea regimului ţarist şi că, pe deasupra, biruinţa ei ar fi inaugurat o lentă evoluţie burghezo-democratică. Paralelitatea ce există mai totdeauna în societăţile înapoiate între mişcarea de emancipare a ţărănimii şi revoluţia burgheză, pe de o parte, şi lupta revoluţionară socialistă a proletariatului, pe de altă parte, face ca burghezia să devină reacţionară chiar faţă de revendicările revoluţiei burgheze şi să fie gata a renunţà până şi la cucerirea puterii politice, în moment ce vede că, odată cu regimul oligarhic sau absolutist, se clatină şi organizaţia de Stat burgheză, care o apără de asalturile proletare. Acest fenomen se observă, precum vom arătà, şi în România contimporană. Cu atât mai mult, boierimea ameninţată de setea de pământ a ţăranilor, trebuie să se manifeste în momentele decisive ca clasă reacţionară. Deaceea revoluţia rusească din 1918 ar fi fost compromisă chiar în laturea ei agrară dacă guvernul blocului burghez din 1917 ar fi rămas la cârmă. Inlăturarea lui de către puterea sfaturilor nu a fost atât salvarea revoluţiei proletare, cât mai ales a emancipării ţărăneşti.

3. Cum a fost însă în România? La noi, o evoluţie identică cu cea desfăşurată în Rusia a fost dela încuput exclusă prin faptul, bine observat şi de d-l Zeletin(2), că clasa ce reprezentà şi conduceà desvoltarea capitalistă se confundă, imediat după apariţia ei, cu puterea de Stat şi devine astfel ea însăş absolutistă şi reacţionară. Această deosebire este foarte importantă. Căci dacă am zis că oligarhia română, reprezentând un regim de absolutism oligarhic, are oarecare asemănări cu absolutismul luminat din istoria societăţilor apusene, acelaş lucru trebuie spus mai ales despre puterea ţaristă, despre absolutismul, monarhic la înfăţişare, din Rusia. Absolutismul rusesc a promovat şi el, în prima linie pentru a conservà puterea politică şi militară a Rusiei în concertul european, invazia capitalistă, creând o stare de drept burgheză, cel puţin în materie comercială şi economică, şi refăcând

(2) Otto Bauer, Bolschewismus oder Sozialdemocratie? pag. 25—26.
(1) Revoluţia burgheză în România, III, p. pag. 422.

organizaţia Statului şi a mijloacelor sale de forţă externă şi internă după principiile civilizaţiei burgheze. Iar apoi, absolutismul rusesc a dat o largă protecţie industriei pentru a emancipà armata rusească cât de mult de furnizările din străinătate. Dar burghezia ce s'a format în acelaş timp nu erà, politiceşte, identică cu absolutismul ţarist, care, din punct de vedere economic, nu aveà nici el nimic comun cu industria. Astfel burghezia industrială a Rusiei, slabă cum erà, a putut deveni o forţă antiţaristă şi deci în o oarecare măsură revoluţionară. In România însă, industria nu s'a desvoltat pe lângă puterea de Stat şi în deplină separaţie economică de clasa dominantă, ci a fost dimpotrivă cotropită de aceasta din urmă şi, în consecinţă, desfiinţată ca factor progresiv de evoluţie. Deaceea e adevărat că cel puţin în România antebelică nu există o burghezie şi încă mai puţin o burghezie opozantă faţă de absolutismul oligarhic, ci numai o oligarhie cu anumite caractere burgheze.

Amar se înşală însă d-l Zeletin când afirmă că graţie acestei împrejurări «s'a înlăturat la noi putinţa unei revoluţii burgheze violente, adică a unei lupte a burziei spre a cucerì puterea politică» (1). Căci lipsa unei burghezii revoluţionare nu implică şi lipsa altor forţe sociale interesate şi ele la revoluţia burgheză pe care în împrejurări normale, ar trebuì să o înfăptuiască burghezia. O asemenea forţă e d, p. atât în Rusia ţaristă cât şi în România ţărănimea neoiobagă, prin tendinţa ei firească de a scuturà jugurile feudale. Şi am văzut că în Rusia se alătură în această luptă, dacă nu cu aceleaşi scopuri finale, atunci cel puţin cu ţeluri imediate comune, muncitorimea industrială dela oraşe şi că această muncitorime este chiar menită de a conduce revoluţia ţărănească. Asemenea, am văzut că în societăţile înapoiate burghezia sau nobilimea sunt clase progresive numai în limitele intereselor lor restrânse, nu însă în măsura integrală a revendicărilor revoluţiei burgheze. Dacă deci în România lipseşte o burghezie separată de puterea de Stat, ba în România antebelică chiar o burghezie ca atare, acest fapt nu înlătură încă necesitatea unei revoluţii burgheze, ba nici măcar posibilitatea unei revoluţii burgheze violente. Lipsa burgheziei izolează numai ţărănimea în aspiraţiile ei de un sprijin destul de folositor şi o izolează cu atât mai mult cu cât lipsa burgheziei este, per definitionem, identică cu lipsa unui proletariat. Astfel în România antebelică, ţărănimea e singura clasă mai însemnată ale cărei interese reclamă înlăturarea oligarhiei politicianiste dela cârma Statului. Nu există nici burghezie nici proletariat care să o secondeze, adică să o conducă. Iar păturile mijlocii de mici industriaşi şi negustori, intelectuali şi funcţionari, care se manifestă în politică prin poporanism şi naţionalism democrat (3), sunt prea slabe şi prea stăpânite de nehotărîrea caracteristică micului burghez, încât să poată aduce reale servicii revoluţiei burgheze. Ţărănimea rămâne singură cu durerile ei, şi jalea ei e cu atât mai mare cu cât condiţiile de luptă sunt cât se poate de defavorabile. Ţărănimii îi incumbă

(1) Loc. cit.
(2) Vezi nimerita caracterizare a poporanismului român la Dobrogeanu-Gherea, op. cit., pag. 225 ş. u.

în prima linie o sarcină politică, dar ea este fără drepturi politice, incultă şi neunită. Afară de aceea ea trăeşte împrăştiată în sute şi mii de sate şi este, chiar prin această împrejurare, împiedecată de a întreprinde o acţiune de massă comună şi de a-şi formà o conştiinţă unitară a ţelurilor politice imediate ce sunt de urmat. Deaceea ţărănimea este ca şi neputincioasă faţă de puterea oligarhiei, organizată în aparatul administrativ şi militar al Statului, şi nu poate să se manifeste decât prin desperate svârcoliri, prin revolte elementare şi neorganizate. In faţa unei misiuni prin excelenţă politice stă deci o clasă mai puţin aptă pentru politică decât oricare alta. In această formulă este cuprinsă întreaga tragedie a ţărănimii române deinainte de răsboiu.

Aşà fiind, ar fi trebuit să treacă încă foarte mult timp până ce înlăturarea oligarhiei ar fi devenit problema de căpetenie a vieţii politice româneşti. Căci oricât de mizerabilă ar fi fost, sub toate raporturile, starea ţăranilor, şi oricât ea s'ar mai fi înrăutăţit în cursul vremii, forţa lor combativă ar fi rămas nulă câtă vreme dominaţia oligarhiei rămâneà nesdruncinată. Armata şi administraţia, care la 1907 au potolit răscoalele ţărăneşti, distrugând sate întregi şi ucizând mii de oameni, ar fi fost şi mai departe la discreţia oligarhiei şi şi-ar fi făcut fără îndoială «datoria». De sigur, după cum în Rusia anul 1905 a fost semnalul de alarmă care a sesizat regimul ţarist de primejdiile vulcanului de ură şi desperare ce fierbeà în satele ruseşti, tot aşà şi în Romania evenimentele sângeroase dela 1907 au îndemnat oligarhia să vină cu reforme paliative. Am accentuat acum că aceste reforme au fost, în fondul lor, tot neoiobăgiste. Nu tăgăduim însă că, cu vremea, înmulţindu-se avertismentele de cataclisme ce ţărănimea desperată le dădeà clasei stăpânitoare, s'ar fi ros, una după alta, toate verigele lanţului de robie neoiobagă. Pe de altă parte, desvoltarea industriei care nici ea nu s'ar fi putut definitiv împiedecà, ar fi creat interese progresive burgheze şi un proletariat revoluţionar şi ar fi promovat mişcarea de emancipare a ţăranilor. Urmarea ar fi fost o apropiere tot mai mare între situaţia României şi cea a Rusiei ţariste deinainte de răsboiu. Până acolo, însă, ar fi fost nevoie de o îndelungată evoluţie şi cine ştie dacă ea nu ar fi fost pătată de repeţite ori cu noui vărsări de sânge ţărănesc, şi dacă groaznicul antagonism între interesele ţărănimii şi ale oligarhiei nu ar fi dus la descompunerea Statului şi a societăţii române. Căci soarta societăţilor care nu se pot avântà la forma industrială a desvoltării capitaliste e, după cum foarte just observă şi d-l Zeletin (1), stagnarea şi decadenţa şi e evident că, înainte de răsboiu, situaţia economică a României stăpânite de oligarhia reacţionară îi deschideà această tristă

(1) Op. cit., IV, 1, pag. 59—60. Nu împărtăşim însă părerea d-lui Zeletin că numai popoarele cu vitalitate natională pot învinge greutăţile trecerii dela faza comercială la cea industrială a capitalismului. Capitalismul se impune, cu sau fără voia oamenilor, oriunde a pătruns odată. Exemplele din istoria antică nu dovedesc nimic, întrucât se referă la situaţii esenţial deosebite de cele moderne, iar Turcia, pe care o citează d-l Zeletin, se află, după lungi chinuri şi grele robii, astăzi în plină revoluţie burgheză. Adevărat e numai că unde propăşirea capitalistă e vremelnic oprită de condiţii vitrege interne sau externe, unde aşadar capitalul industrial, acest mântuitor de toate rămăşiţele feudalismului, întârzie să apară şi să învingă, societăţile decad în mod vizibil. Intr'o asemenea situaţie se află şi România antebelică.

perspectivă. Soarta ei ar fi putut să devină sinistră dacă răsboiul româno-bulgar şi apoi, într'o măsură infinit mai largă, răsboiul mondial nu ar fi accelerat, prin urmările lor, progresul desvoltării capitaliste.

In adevăr, ţărănimea română, insuficient împroprietărită la 1864 şi neîndestulată nici prin împărţirea succesivă a moşiilor Statului, cu care clasa stăpânitoare pretindeà că previne proletarizarea ţăranilor, dar care în realitate a fost numai unul dintre variatele mijloace ale oligarhiei de a menţine neoiobăgia (1), căzuse pe deplin pradă boierilor. Insuficienţa pământului ţărănesc şi imposibilitatea de a creà pe loturile relativ mici de împroprietărire din iobagii inculţi ţărani producători, pe de o parte, necesitatea menţinerii modului de producţie neoiobag pentru proprietatea mare, pe de altă parte, iată cauzele neoiobăgiei române, care n'au dispărut în întreaga istorie a României moderne până la răsboiu şi care au determinat, în ultima instanţă, dăinuirea atât de îndelungată a sistemului neoiobag. Dar mai mult. Piedicile ce stăpânirea oligarhică le pune din belşug deacurmezişul progresului capitalist, conservă atât latifundiile cât şi mentalitatea feudală a clasei boiereşti şi face ca, faţă de nevoile producţiei pentru comerţ, forma cea mai rentabilă de exploatare să rămână cea neoiobagă cu braţe şi unelte de muncă aproape gratuite. Iar în tabăra ţărănească, înmulţirea populaţiei duce la groaznicele rezultate pe care societatea română le-a cunoscut atât de târziu, abià după ce mii de ţărani plătiseră cu viaţa dorinţa lor îndrăsneaţă de a fi şi ei oameni şi cetăţeni în ţara românească: ea crează boierilor posibilitatea de a face şi mai rentabilă exploatarea neoiobăgistă prin urcarea arbitrară a dijmei şi clăcii şi reducerea pământului lăsat ţăranului pentru hrană. Ea pricinueşte în cele din urmă aceà curioasă situaţie care şi-a găsit expresia în faimoasa statistică a d-lui Creangă, după care suntem un popor de mici proprietari cu prea mică proprietate încât să poată trăì pe urma ei, statistică, care, în cifrele ei rigide, e cea mai ştiinţifică formulare a condiţiilor economice care au menţinut neoiobăgia în ţara românească.

4. Dar în acelaş timp se ivesc şi elemente de dizolvare a regimului neoiobag. Când considerăm că aceeaş statistică, care ne învederează condiţiile neoiobăgiei, ne impune şi întrebarea: ce trebuie să se întâmple în sufletul acestor milioane de proprietari fără proprietate, am indicat acum unul din aceste elemente. E în genere greşit a susţine că numai biruinţa capitalului industrial poate emancipà ţărănimea, cel puţin dacă nu e vorba de emanciparea economică şi politică, ci de cea sufletească şi ideologică. Am văzut că capitalul industrial nu a biruit în România în întreaga epocă neoiobagă şi totuş ideologia ţărănimii sufere importante schimbări. Formula capitalului industrial e valabilă în Apus unde, după cum am arătat, desvoltarea capitalismului industrial se desfăşură în continuă paralelitate cu prefacerea capitalistă a regimului agrar şi unde deci emanciparea sufletească a ţăranilor coincide în linii generale cu emanciparea lor economică cucerită prin o revoluţie comună burghezo-ţărănească. Dar ea nu se poate aplicà în România, unde,

(1) Vezi Dobrogeanu-Gherea, op. cit., pag. 209—210.

pe o structură economică feudală, se altoeşte întreg edificiul unui Stat burghez şi toate elementele economiei capitaliste. Aici emanciparea sufletească e cauzată de înseşi influenţele inevitabile ale elementelor burghezo-capitaliste introduse în organismul nostru social (1). In consecinţă, revendicările ţărănimii române se schimbă relativ degrabă. Ea nu mai cere desfiinţarea iobăgiei, ci pământ suficient ca proprietate privată, ştiind că numai astfel va puteà scăpà de jugul boieresc. Această durere mare a fost lapidar formulată de poetul reprezentativ al ţărănimii în celebra poezie «Noi vrem pământ» (2). Şi e foarte semnificativ cum această revendicare ţărănească de ordin burghez îşi găseşte o justificare şi în ideologia feudală a ţăranului. E în deobşte cunoscut, cum ţăranii români opuneau în epoca Regulamentului organic încercărilor boiereşti de a reduce obligaţiile boierilor şi a spori pe cele ale ţăranilor, argumentul că pământul e din veci al lor şi cum acelaş argument erà cu predilecţie întrebuinţat când, în deceniul al şaselea din secolul trecut, împroprietărirea devenise o problemă actuală în România. Aceeaş amintire a timpurilor în care coproprietatea feudală erà încă un fapt juridic viu şi boierii şi ţăranii de moşie nu reprezentau încă două clase, ci numai două funcţiuni sociale, e evocată, precum susţin unii scriitori ca d. p. Radu Rosetti, şi după ce conştiinţa burgheză exprimată în revendicarea primitivă «Noi vrem pământ» e definitiv formată în ţărănimea română. Şi ori de câte ori ţăranii vorbesc de exproprierea boierilor, ei îşi aduc aminte de cealaltă expropriere în care expropriaţii au fost ei. Aceasta se observă chiar după marea reformă agrară, nu numai în regatul vechiu, unde sistemul neoiobag explică viaţa atât de îndelungată a acestei vechi amintiri, ci şi în Bucovina şi Ardeal, unde mica proprietate independentă e de mult desvoltată. Interesant e faptul că Radu Rosetti atribue acestei amintiri chiar şi o parte din vina răscoalelor dela 1907. Nu trebuie însă uitat nici că şi continuele împroprietăriri, care creau aparenţa unui drept al ţăranilor asupra pământului, au contribuit, fără îndoeală, la păstrarea ei.

Nu vom enumerà cauzele care au determinat această schimbare de mentalitate, după ce am dat mai sus forma lor generală. Dar trebuie să insistăm asupra unui singur lucru. Dacă e adevărat că factorul principal al emancipării sufleteşti a ţărănimii e penetraţia circulaţiei de mărfuri capitaliste, această circulaţie de mărfuri nu trebuie să aibă totuş loc în serviciul unui capital industrial naţional. Dovada cea mai bună e însăş emanciparea sufletească a ţăranilor, ce a avut loc în România într'un mediu cu desăvârşire agrar şi neinfluenţat în mod puternic de o industrie indigenă. A ajuns ca circulaţia de mărfuri să pătrundă la sate, aşà slabă cum erà şi încă determinată mai mult de schimbul de mărfuri între România agrară şi Apusul industrial, pentru ca, în spiritul ţăranului revoluţionat şi alt fle în adâncimile lui de robia neoiobăgistă, să se deştepte dorinţa proprietăţii pri-

(1) Vezi Dobrogeanu-Gherea, op. cit., pag. 189 ş. u. unde se face expunerea modului cum Statul burghez modern contribue la «instigarea» ţăranilor neoiobagi.

(2) Vezi interesanta analiză literară din Dobrogeanu-Gherea, Poetul ţărănimii (G. Coşbuc), în deosebi pag. 71 ş. u.).

vate independente şi ca marfa şi banul să-i devină noţiuni familiare. Şi trebuie amintit mai ales acelor cari nu contenesc a susţine că desvoltarea agrară a României se produce în forme normale, că circulaţia de mărfuri nu-şi exercită la noi influenţa ei revoluţionară în condiţiile ce le cunoaştem din istoria Apusului, ci în funcţie de regimul neoiobag în sânul căruia se manifestă. Astfel nimicirea industriei casnice, care în Apus e urmarea biruinţei mărfei capitaliste, apare în România, cu toată claritatea, ca o cauză a ei. Nu invazia mărfurilor industriale a fost forţa decisivă care a determinat pe ţăranul român să renunţe la produsele sale casnice în schimbul mărfurilor de pe piaţă şi să devină din producător de valori de întrebuinţare cumpărător de valori de schimb, ci sărăcirea şi robirea lui. Sub influenţa capitalismului, ţăranul român devine, graţie necesităţii de a menţine şi spori producţia pe cale iobăgistă, din gospodar ce, de bine de rău, fusese în epoca feudală, rob în toată puterea cuvântului. Dar dacă ţăranul, silit să muncească cu precădere pământul străin şi să lase pe al său în părăginire, continuă să producă şi în epoca burgheză pe pământul său propriu aproape numai valori de întrebuinţare, pentrucă nu-i ajunge pământul nici timpul să mai producă şi cantităţi considerabile pentru schimb, producţia casnică încetează cu desăvârşire. In robia lui deplină, dispar nu numai condiţiile externe materiale, ci şi cele interne psihice: gustul şi tihna pentru lucrările casnice. Marfa proastă şi eftină a fabricii sau a atelierului capitalist îi este deci cât se poate de binevenită neoiobagului pentru satisfacerea puţinelor lui nevoi de consumaţie. Aşà încât, nu e deloc hazardat a afirmà că capitalismul a prefăcut mai mult în mod indirect, mijlocit de produsul său care e neoiobăgia, spiritul ţăranului din feudal în burghez. Dar oricum, el l-a prefăcut. Acesta e faptul fundamental pe care trebuie să-l înregistrăm în această ordine de idei.

5. Am văzut că, în societăţile înapoiate, şansele ţărănimii în revoluţia burgheză sunt foarte reduse. Dar în România istoria a scurtat calvarul ţărănesc. Incă în 1913 ţăranii români au ocazia să vadă pe câmpiile bulgare un popor de ţărani liberi şi gospodari. Aceleaşi experienţe armatele române le-au putut face în Ardeal şi în Bucovina. Imi amintesc cum un soldat român din armata de ocupaţie a Bucovinei a răspuns la salutul însufleţit al câtorvà intelectuali că «aici, noi nu avem ce liberà». Nu înţelegeà şi nici nu puteà înţelege bietul rob al unei moşii moldoveneşti importanţa istorică a unirii naţionale. El nu vedeà decât starea ţăranilor, şi aceasta trebuià să-i apară, în Bucovina micilor proprietari ţărani, cu mult superioară stării iobagilor biciuiţi de feciorul boieresc în Vechiul Regat. Şi a adăugat soldatul cu o uimitoare înţelepciune politică, spre mirarea zişilor intelectuali, foarte naţionalişti, dar necunoscători ai durerilor ţărănimii de peste hotare, că dorinţa lui ar fi dimpotrivă «ca şi dincolo să fie ca pe aici», adică, ca bucovinenii să libereze pe cei din Regat.

In asemenea condiţii, speranţa atât de des exprimată după Unire că din nouile provincii va pornì un curent de regenerare a României întregi, ne apare, într'un sens mai general, foarte explicabilă. Nivelul superior al desvoltării capitaliste şi agrare în Ardeal, Banat şi Bucovina îndreptăţià, teoreticeşte vorbind, această

speranţă, care în fond nu erà decât speranţa într'o prefacere burghezo-capitalistă a Regatului oligarhic prin influenţa nouilor provincii. In orice caz, însă, cele văzute de ţăranul român trebuiau să-i demonstreze ad oculos forma de realizare a idealului lui economic, până atunci confuz şi mai mult bănuit, decât cugetat cu conştiinţă, şi să-i deschidă ochii în mod definitiv asupra ţintei ce avea de urmat. Acesta a şi fost cel mai mare folos cu care ţăranul-soldat s'a întors din răsboiul cel mare. Căci speranţa în biruinţa nouilor provincii, biruinţă care ar fi fost fără îndoeală cea mai trainică pecetluire a Unirii înfăptuite, s'a dovedit deşartă în cursul desvoltării ulterioare. Nu ardelenii şi bucovinenii au descălecat în Vechiul Regat pentru a întemeià o nouă domnie burghezo-capitalistă, ci oligarhia Regatului, singura forţă politică constituită şi stăpână pe un aparat de Stat, şi-a întins stăpânirea asupra ţării întregite, şi astfel ţăranul român nu a primit niciun ajutor efectiv din această parte. Forţele burgheze de peste fostele hotare, nesprijinite de nicio forţă politică constituită, au trebuit să capituleze în faţa forţei organizate în Stat şi bănci a oligarhiei române.

Dar în ţărănimea română sălăşluiau, încă deinainte de răsboiu, porniri de răsvrătire foarte accentuate, pe care apoi crâncenul măcel dela 1917—1918 cu alaiul său funest de mizerie, neîndreptăţiri şi foamete, le-a apropiat de formele cele mai acute. Şi aceste porniri se manifestau într'o societate sdruncinată în temeliile ei de urmările răsboiului şi de influenţa valului revoluţionar ce stăpânià Europa întreagă. In faţa acestei situaţii, oligarhia, adânc compromisă în prestigiul ei de clasă stăpânitoare, puteà să se opună cu atât mai puţin revendicărilor ţărăneşti cu cât, pe de o parte, tradiţionala «blândeţe a poporului român» şi «aversiunea lui faţă de acte de violenţă» se dovedeau tot mai mult a fi de domeniul frazei (1). Numai nădejdea în îndeplinirea făgăduelilor date în ceasurile de supremă încercare şi, într'o oarecare măsură, ideologia naţionalistă ce trebuià să stăpânească o oaste întoarsă biruitoare dintr'un războiu, proclamat drept «războiu al întregiri neamului», reţinea încă pe acest popor de ţărani «blânzi» de nevoie, dela ocuparea cu dela sine putere a moşiilor boiereşti. Pe de altă parte exemplul Rusiei erà deopotrivă o pildă ademenitoare pentru ţărani şi un avertisment teribil pentru stăpânitori.

Astfel Statul român oligarhic păşeşte, sub presiunea spiritului general al vremii şi în deosebi al revoluţiei ruseşti, în politica sa treptat spre stânga. Ce act îndrăsneţ nu ar fi fost făgăduirea oficială a unei reforme mai radicale agrare în Regatu ante-

(1) Frazele acestea, pronunţate de protagoniştii sistemului oligarhic, sunt nu numai din cale afară de stupide, ci şi de o ticăloşenie nemaipomenită. Lăsăm deoparte, că e ciudat să crezi că pretinsa fire colectivă a unui popor ar puteà înnăbuşi curentele fireşti de răsvrătire pe care istoria le produce în conştiinţa claselor. Ea poate determinà, în cel mai bun caz, formele ei de manifestare. Căci în realitate «blândeţea» şi «aversiunea faţă de acte de violenţă» nu sunt decât pasivitatea silită la care regimul asupririi oligarhice a condamnat ţărănimea română. Dealtfel nu trebuie să amintim decât anul 1907 pentru a ne convinge că această pasivitate este, de fapt, un vulcan care doarme, care însă oricând poate să producă erupţii catastrofale. Cu atât mai odioasă e făţărnicia cu care cea mai oribilă stare de robie e prezentată ca o virtute pozitivă.

belic, unde cele mai neînsemnate şi pe deasupra încă reacţionare reforme erau imediat ponegrite ca «socialiste»? Dar după răsboiu când, după constatarea justă a raportorului, dealtfel foarte slab, la legea agrară pentru Vechiul Reagt din 1921, ţăranii «nu mai sunt ţăranii de altădată», când «orizontul lor este..... mai întins şi ambiţiile lor mai deşteptate şi mult mai vii», reforma agrară nu mai e nici îndrăsneaţă, nici socialistă, nici, Doamne fereşte, bolşevică. Dimpotrivă, ea este calificată drept necesitate naţională şi justificată prin datoria naţiunii de a răsplăti jertfele aduse de ostaşi pe câmpul de luptă. Insăş clasa stăpânitoare, însuş Statul oligarhic ia iniţiativa reformei agrare, care însemnă singura salvare din strâmtoarea revoluţiilor. Pământul este făgăduit ţăranilor prin un manifest regal tocmai când în Petrograd şi Moscova revoluţia ia proporţii ameninţătoare. In constituţia dela Iaşi se înscrie exproprierea a două milioane ha, bineînţeles «pentru cauze de utilitate naţională», nu socială, iar în Decemvrie 1918 guvernul liberal face primul pas de legislaţie agrară prin decretul-lege, înlocuit apoi prin legea d-lui Garoflid. Totuş importanţa reformei, e în primul rând socială şi economică. Prin ea, neoiobăgia română se apropie de sfârşit.

6. Emanciparea economică a ţăranilor nu este, însă, singurul element economic nou pe care îl constatăm în România postbelică. Prin Unire, ţara este mărită cu provincii înaintate în desvoltarea capitalistă, ba Ardealul şi Banatul sunt chiar provincii pronunţat industriale. Astfel se adaugă la forţele sociale existente o puternică forţă burghezo-capitalistă care, cu necesitate, e împinsă în opoziţie faţă de regimul oligarhic parazitar şi acaparator( ). Dar şi în vechiul Regat desvoltarea capitalistă, profitând de vremelnica slăbiciune a oligarhiei, progresează cu paşi

(1) După statistica apărută în «Buletinul Industrial», publicat cu ocazia expoziţiei-târg din Bucureşti de Ministerul de Industrie şi Comerţ (1923), capitalul investit în industria Vechiului Regat e de 1.406.257.051, în industria Ardealului 811.416.413 şi în industria Banatulu, 273.051.742 lei. Calculând şi aportul Basarabiei şi Bucovinei, capitalul industrial român e decii cantitativ, dublat în urma Unirii. Aceste cifre sunt, însă, privite aşà izolate de întreg complexul problemei, înşelătoare şi nu lasă a întrevedeà adevăratele proporţii ale importanţei alipirii provinciilor transcarpatine pentru revoluţia burgheză. Căci în cifra pentru vechiul Regat sunt cuprinse şi investirile numeroase de după răsboiu care n'au schimbat întru nimic structura oligarhică a societăţii româneşti, ci au accentuat doar tendinţa burghezo-capitalistă dejà existentă. Pe de altă parte sunt trecute ca aparţinând Vechiului Regat şi întreprinderile din ţinuturile noui care şi-au mutat sediul central la Bucureşti sau alt oraş din vechea ţară, dar care după origine şi după sediul stabilimentelor sunt întreprinderi regionale (d. p. Reşiţa, Astra, Cartelul hârtiei, etc.). Deaceea, proporţia egală a capitalului investit nu implică şi o identitate de semnificaţie economică şi istorică. Afară deaceea trebuie considerat că în Ardeal şi Banat a lipsit în primii ani după răsboiu ploaia de capitaluri şi avântul nouilor fondaţiuni. Dimpotrivă, multe fabrici au lucrat cu exploatare redusă, ba unele au fost chiar cu desăvârşire închise. Deaici se explică şi proporţia egală a cantităţii de producţie între Vechiul Regat şi nouile provincii (Vechiul Regat are 53% din producţia totală a anului 1919). Mai potrivite pentru scopul nostru de a arătà superioritatea capitalistă a Ardealului şi Banatului, sunt statisticile asupra densităţii populaţiei industriale şi a puterilor HP. In Regat un lucrător vine la 126 locuitori, în Ardeal şi Banat la 77. In Regat se constată 1.37 HP. pe un km^2, în Banat 4, în Ardeal 2.70.

repezi, manifestându-se prin o acumulaţie de capitaluri atât de rapidă încât chiar un cercetător dealtfel iniţiat în materie economică ca d-l Zeletin nu-i poate găsì o altă explicaţie decât considerând-o drept acumulare primitivă prin exploatarea politicianistă a puterii de Stat (1).

Astfel vedem că, după răsboiu, temeliile, pe care oligarhia îşi bază existenţa şi stăpânirea politică, sunt grav ameninţate. Ţărănimea, a cărei emancipare economică a trebuit desăvârşită cu emanciparea politică (votul universal), nu mai este neoiobagă, ci evoluează tot mai mult spre forme economice şi sociale capitaliste. Atitudinea ei politică trebuie să fie din principiu antioligarhică. Căci chiar dacă abstragem dela vechile revendicări ţărăneşti, care, nefiind cu totul satisfăcuta prin reforma agrară, menţin o atmosferă de nemulţumire la sate, ţărănimea cea nouă are ca clasă de mici producători independenţi, o serie de noui interese politice şi economice care o silesc la o politică proprie ţărănească. Interesul fundamental e fireşte cel politic. Numai având o putere legală şi bine exercitată în Stat, ţărănimea poate impune respectarea intereselor ei materiale. Ea trebuie să fie deaceea cel mai aprig duşman al stăpânirii oligarhice bazate pe robia politică a ţăranilor. Dar nici interesele materiale nu trebuesc neglijate. Intrucât reforma agrară a creat o mică proprietate independentă şi, în limitele posibilităţii, producătoare, începe a se evidenţià pe tema regimului cerealelor la noi, un antagonism firesc între ţărănime şi clasa stăpânitoare oligarhico-burgheză. Căci odată ce mentalitatea burgheză începe a se desvoltà în clasa ţărănească paralel cu desvoltarea unei mici proprietăţi producătoare, clasa ţărănească dornică de a-şi valorificà pământul obţinut cu atâta trudă şi de a vinde cât de scump, trebuie să opună cu deosebit radicalism tendinţelor acaparatoare ale capitalului comercial lozinca ei: «Intreg produsul muncii producătorului». Aceasta cu atât mai mult cu cât, pe de o parte, formarea clasei ţărăneşti producătoare se săvârşeşte în România în mijlocul unui organism economic pătruns de mult de gospodăria bănească şi circulaţia capitalistă a mărfurilor, şi cu cât, pe de altă parte, ţărănimea trebuie să plătească biruri grele Statului şi preţuri mari pentru produsele industriale. Astfel se combină antagonismele economice între ţărănime şi oligarhie cu antagonismul politic pentru

(1) Este de bună seamă mult adevăr în această explicaţie. Dar ne pare probabil că acumularea capitalistă postbelică este, în bună parte, de natură comercială şi se datoreşte importului nebunesc pe credit care s'a răsbunat atât de tragic. Această ipoteză ni se adevereşte dacă comparăm d. p. cifrele exportului şi importului nostru cu cifrele sporirii capitalului băncilor româneşti. Intr'o vreme când industria şi agricultura aveau o producţie foarte redusă, adică dela 1919—1921, capitalul bancar român sporeşte cu 400 la sută. Exportul însă este în 1919 de ca. 100 milioane, iar în 1920 de trei miliarde şi jumătate. In acelaş răstimp importul se ridică la trei şi jumătate, resp. şapte miliarde. Realizându-se mărfurile de import, se puteà deci «acumulà» mult capital deşì într'un mod puţin obişnuit, dat fiind că mărfurile erau cumpărate pe credit. Reversul medaliei a fost însă cu necesitate îndatorirea totală şi implicit stânjenirea întregii economii naţionale. Dar aceasta numai în treacăt. Căci oricare ar fi explicaţia, faptele nu se pot tăgăduì şi, înregistrându-le, nu ne interesează atât tâlcul lor economic cât mai ales importanţa lor istorică. Aceasta însă rezidă, fără îndoeală, în contribuţia firească pe care desvoltarea pur cantitativă a capitalismului românesc o aduce, din punct de vedere calitativ, forţelor de progres prin accentuarea tendinţelor burghezo-capitaliste existente.

a produce în massele largi ale clasei ţărăneşti un puternic curent antioligarhic. Cum însă realizarea revendicărilor economice presupune realizarea prealabilă a celor politice, şi cum, tocmai din cauza lipsei de putere politică, ţărănimea nu se poate desvoltà economiceşte, e numai natural ca în mişcarea ţărănească să predomine nota politică revoluţionară.

Dar, în epoca postbelică, ţărănimea nu este singurul duşman al oligarhiei. Căci deşi burghezia, în măsura restrânsă în care s'a putut desvoltà sub regimul oligarhic, nu se poate asocià mişcării antioligarhice, deoarece aceasta coincide cu revoluţia europeană antiburgheză, totuş tendinţele oarbe, dar puternice ale desvoltării capitaliste rod şi ele la temelia stăpânirii oligarhice şi sporesc tot mai mult greutăţile de guvernare a ţării cu vechile metode. In schimb, proletariatul care a crescut ca număr şi importanţă odată cu capitalismul şi a primit, afară deaceea, un important aport de forţe din nouile provincii, înjghebă, în atmosfera prielnică a valului revoluţionar postbelic, o mişcare neaşteptat de puternică cu tendinţe vădit revoluţionare. Astfel oligarhia, care odinioară stăpânià într'o societate lipsită cu desăvârşire de o opoziţie politică bazată pe interese de clasă opuse, se găseşte deodată înconjurată de duşmănia tuturor claselor ce există în România.

7. Este netăgăduit că acesta ar fi fost momentul oportun pentru a da lovitura de graţie regimului oligarhic şi a descătuşà toate clasele şi toate forţele economice ce se împiedecau de el. O desvoltare capitalistă pornià spre nebănuite progrese, o ţărănime emancipată economiceşte revendică drepturi politice reale şi ocrotirea intereselor ei, un proletariat deşteptat la conştiinţă de sine ridicà steagul unei noui lumi, care, oricare ar fi fost părerile teoreticienilor socialişti în învălmăşala luptei, nu puteà fi temeinic pregătită decât în cadrele unei societăţi burghezo-democratice. Şi o ţară întreagă aşteptà marea regenerare morală, stârpirea viţiilor încuibate în toate colţurile sub oblăduirea «competentă» a oligarhiei politicianiste. Căci doar nu înzadar am trecut şi noi, cu jertfa celor 800.000 de vieţi, prin «baia de oţel» a răsboiului, care, după concepţia luminaţilor apologişti ai militarismului, trebuià să purifice şi să însănătoşeze popoarele. Totuş revoluţia burgheză, singura prefacere care ar fi putut să emancipeze capitalismul odată cu ţărănimea, să creeze în mod definitiv condiţiile obiective pentru fiinţarea unei mişcări muncitoreşti şi să înlocuească politicianismul oligarhic cu o politică de clasă burgheză, iar jafurile şi arbitrarul cu o legalitate tot de clasă, dar mai mult sau mai puţin sfântă în cadrele ei, nu s'a produs. Şi încă mai amar s'au înşelat speranţele acelora cari vedeau salvarea României de coşmarul stăpânirii oligarhice într'o biruinţă apropiată a socialismului. Cu tot concursul fericit de împrejurări, care făceà ca ivirea nouilor forţe politice şi economice antioligarhice, să se întâlnească cu o totală slăbire şi compromitere a oligarhiei, aceasta din urmă a ieşit teafără şi cu noui puteri din frământările interne ce au urmat marele răsboiu.

Cauza acestei complete nereuşite a primelor porniri de revoluţie burgheză izvorăşte, în genere vorbind, din caracterul brusc al schimbărilor produse în structura societăţii române. E clar că în România veche dinainte de răsboiu nu puteà fi vorba de o revoluţie burgheză, deoarece singurul factor care ar fi putut să o re-

prezinte: ţărănimea nu aveà putinţa să se manifeste politiceşte. Mişcarea socialistă erà cu totul neînsemnată, iar pornirile burgheze sau, în orice caz, antioligarhice ale poporaniştilor şi naţionaliştilor aveau în primul rând o importanţă literară şi culturală. Nu existà un singur partid care să fi raliat în jurul său masse mai mari de cetăţeni. Imensa majoritate a poporului erà împiedecată în valorificarea politică a forţei ei de sistemul electoral cenzitar. Şi pe când partidele antioligarhice nu se puteau adresà ţăranilor iobagi şi nu găseau, în afară de sate, masse compacte cu interese burgheze cărora să li se fi putut adresà, partidele oligarhice nici nu aveau nevoie de masse. Ele dispuneau, în virtutea atotputerniciei lor în Stat, de mijloace suficiente pentru a-şi creà oricând majorităţile parlamentare cerute de regimul constituţional şi nu aveau deci nici un motiv care săle fi putut îndemnà să solicite concursul real al poporului. Dacă în România antebelică a avut loc, cu toate acestea, o desvoltare capitalistă, nu mai încape îndoeală că această desvoltare, neputincioasă de a se impune şi de a dominà societatea prin intermediul unei burghezii create de ea, n'a avut decât menirea restrânsă de a pune, prin introducerea elementelor economiei capitaliste, bazele prealabile de ordin economic ale unei revoluţii burgheze. Dealtfel e evident că nu desvoltării capitaliste române este a se atribuì meritul de a fi adus, în cele din urmă, societatea românească la respântea revoluţiei burgheze. Acest merit revine, precum am văzut, răsboiului mondial şi revoluţiei europene. Deaceea prefacerile postbelice nu puteau găsì pe poporul român decât cu totul nepregătit. Nu existà în massele poporului nici o tradiţie de lupte politice, nici o continuitate de concepţii sau o asemănare de situaţii care să-i înlesnească de a reluà firul evoluţiei tăiat de cataclismul mondial şi a păşì înainte pe drumul indicat de el. Este un haos şi o dezorientare completă care caracterizează viaţa politică a României în primii ani după răsboiu. Nu în zadar s'a zis că vremurile mari au găsit oameni mici, cari nu sunt vrednici de ele. Decât, nu micimea câtorva conducători, ci nepregătirea sufletească a întregii societăţi româneşti pentru surprizele prefacerilor postbelice, a determinat biruinţa României vechi asupra celei noui.

Dar regenerarea burgheză nu puteà venì nici din provinciile alipite. In Ardeal, Banat şi Bucovina caracterul naţional al revoluţiilor care au alipit aceste ţinuturi vechiului Regat, a produs o sciziune asemenea naţională a populaţiilor şi a împiedecat astfel o fidelă manifestare a tendinţelor politice ce sălăşluiau în structura de bază economică. Nu e vorba, fireşte, de un nou principiu de orientare politică a forţelor sociale: nici chiar exaltările naţionaliste de după Unire nu au putut desfiinţà influenţa hotărîtoare a deosebirilor de clasă asupra politicii. Dar cum, în provinciile noui, deosebirile naţionale se confundă, în genere, cu deosebirile de clasă, Unirea a separat totuş românii, în majoritatea lor ţărani şi intelectuali, de minoritarii burghezi, muncitori, negustori, etc. şi a făcut ca deosebirea de clasă să apară drept deosebire de atitudine faţă de Unire şi de stăpânirea românească. Românii, astfel ajunşi să fie reprezentanţii exclusivi ai provinciilor liberate, nu aveau încă organizaţii de clasă formate. Partidele lor, în frunte cu partidul naţional din Ardeal, erau partide reprezentative naţionale ce se aflau sub înrâurirea unor

intelectuali mici burghezi, lipsiţi de concepţii politice bine definite. Deaceea provinciile noui nu erau reprezentate în primele parlamente ale României întregite de partide de clasă, ci de partide naţionale cu o compoziţie eterogenă burgheză, al căror singur rost de existenţă consistă în faptul sărăcăcios că ele pretindeau a reprezentà Românismul de peste fostele hotare. Nu Ardealul industrial şi înaintat pe scara evoluţiei capitaliste a descălecat în Vechiul Regat, ci un incolor partid al Unirii care, în afară de principiul sterp al naţionalismului, nu reprezentà un program şi o putere închegată burghezo-capitalistă. Astfel influenţa progresivă ce unirea provinciilor noui ar fi putut aveà chiar imediat asupra revoluţiei burgheze române, a fost anihilată încă din primele momente. Departe de a contribuì la prefacerea burgheză a vechiului Regat, nouile provincii au fost dimpotrivă înfrânte de expansiunea oligarhică. Ele s'au unificat cu ţara mamă, i s'au încorporat pe deplin şi au continuat evoluţia lor în cadrele evoluţiei Regatului oligarhic, aducându-i numai aportul de elemente burghezo-capitaliste, nu însă revoluţia burgheză însăş.

8. Dezorientarea generală în care se află societatea românească după răsboiu este încă sporită prin ciudata coincidenţă istorică, că în acelaş timp în care, în România, încep a încolţì germenii revoluţiei burgheze, societăţile capitaliste apusene se află, sub presiunea proletariatului, la răspântia revoluţiei proletare. E adevărat că, din cauza caracterului brusc al schimbărilor produse în România, clasele cu interese burgheze, şi mai ales cele neproletare, nu au posedat, tocmai în momentele decisive, maturitatea politică de care ar fi fost trebuinţă. Dar ele ar fi putut găsì în muncitorimea revoluţionară o avantgardă puternică, dacă nu ar fi fost aceà coincidenţă istorică de care am vorbit şi în baza căreia proletariatul îmbrăţişează, în acţiunea sa, nu revendicările revoluţiei burgheze, ci cele ale revoluţiei proletare integrale. Nu suntem dispuşi a exagerà importanţa acestei împrejurări în sensul că clasele neproletare ar fi atenuat lupta lor de teamă ca nu cumvà să biruească, odată cu revoluţia burgheză, şi cea proletară. Căci pasivitatea claselor neproletare se datoreşte în primul rând nepregătirii lor politice, iar la liniştirea ţărănimii a contribuit în mod decisiv legiferarea reformei agrare. Dar pe lângă că, cu toate acestea, divergenţa de direcţii între proletariat şi clasele proletare a avut şi ea efectele ei prin faptul că a exclus, dela început, posibilitatea unui front comun, ea a avut şi alte urmări fatale pentru reuşita revoluţiei burgheze. Astfel e netăgăduit că burghezia a devenit reacţionară numai din cauza primejdiei roşii, faţă de care oligarhia apăreà drept clasă de ordine. Asemenea e vădit că oligarhia, stăpână în Stat încă înainte de răsboiu şi rămasă la putere prin simplă continuitate, a găsit în aceeaş împrejurare nu numai legitimarea politicii ei reacţionare, cu care înfruntă proletariatul, ci şi posibilitatea de a-l combate şi nimicì izolat.

Această strălucită înaintare a proletariatului, urmată de un subit şi complet dezastru, e cel mai trist şi tragic capitol din istoria începuturilor revoluţiei burgheze române. Nu este locul aici să expunem amănunţit desfăşurarea acestui proces istoric. Accentuăm numai că nepregătirea proletariatului român nu a fost generală, deşì întreaga mişcare erà însufleţită de speranţa unei apropiate izbânzi a so-

cialismului, speranţă care erà numai prea firească în împrejurările date. Căci curentul socialdemocrat, bazat pe un simţ viu al realităţii istorice, nu împărtăşià radicalismul frazeologic al comuniştilor, cari — abstrăgând dela teoriile lor în genere eronate întrucât nu în ele, ci în atitudinea faţă de revoluţia burgheză stă deosebirea care ne preocupă aici — credeau că capitalismul român se află, ca şi capitalismul european, în ultima sa fază de desvoltare şi că, prin urmare, proxima fază de evoluţie a Societăţii române, e, cu necesitate istorică, socialismul. Socialdemocraţii ştiau că România a intrat, în urma războiului, în plină revoluţie burgheză şi accentuau deci în primul rând revendicările democratice ale acesteia. Totodată însă socialdemocraţii vedeau, cu drept cuvânt, în această tactică cea mai bună pregătire a revoluţiei proletare şi puneau astfel în deplin acord necesităţile imediate cu cele permanente ale proletariatului. Ei îşi dădeau bine seama că socialismul va puteà birul în România numai în urma biruinţei lui mondiale şi că, dată fiind starea culturală înapoiată a muncitorimii române, datoria supremă trebuie să fie, aşadar, nu crearea unei conştiinţe pseudorevoluţionare, ci ridicarea nivelului cultural muncitoresc prin iniţiarea proletariatului în politica şi administraţia publică, pentru ca, astfel înzestrată, ea să-şi poată îndeplinì misiunea când de peste hotare îi va sunà şi ei ceasul decisiv. Din nefericire, însă, politica destructivă a comuniştilor a precumpănit asupra politicii constructive a socialdemocraţilor (1). Şi astfel a căzut nu numai revoluţia proletară, ci şi cea burgheză. Căci, dată fiind starea de neputinţă în care zăceà ţărănimea şi caracterul reacţionar al burgheziei, dispariţia proletariatului ca factor politic înseamnă dispariţia oricărei forţe combative de pe arena revoluţiei burgheze în România. Oligarhia, însă, are acum toată îndemânarea de a-şi consolidà, nestingherită, stăpânirea şi împotriva celorlalte elemente de răsvrătire.

9. De fapt, reacţiunea română care, în începuturile ei, a avut, prin tendinţele ei antiproletare, o semnificaţie în aparenţă burgheză, devine din ce în ce tot mai pronunţat oligarhică, adică antiţărănească şi antiburgheză, în urma doborârrii mişcării muncitoreşti. Nu socialismul este deacum înainte prezentat ca cea mai mare primejdie pentru Statul român, ci mişcările «anarhice» ţărăneşti şi «incompetenţa şi imoralitatea» nouilor partide, izvorîte prin intermediul sufragiului universal din noua structură a societăţii româneşti. Această mentalitate începe a se manifestà dejà în timpul guvernului Averescu, când oligarhia mai are încă de lucru cu muncitorimea socialistă. Ea domineazà însă cu desăvârşire politica oligarhiei mai târziu când guvernului Averescu îi urmează la cârma ţării partidul reprezentativ al oligarhiei române, partidul liberal. Deacum înainte nimeni nu mai vorbeşte de proletariat sau de primejdia socialistă. Lupta se dă exclusiv între oligarhia bazată pe stăpânirea puterii de Stat, pe de o parte, şi ţărănimea şi forţele de producţie capitalistă, pe de altă parte. Muncitorimea orăşenească nu mai are pretenţii de clasă de guvernământ, ea nu mai urmăreşte înfăptuirea imediată a

(1) Asupra atitudinii comuniştilor faţă de capitalismul român vezi judiciosul studiu al lui Şerban Voinea din «Lumea Nouă», Anul 1922, No. 49.

socialismului. Redusă la adevărata ei importanţă, ea se găseşte deodată nu în societatea capitalistă în proces de disolvare, în care credeà că se află, ci în societatea capitalistă în proces de formare, în care, în realitate, s'a aflat totdeauna. Acţiunea ei priveşte în consecinţă mai ales domeniul sindical şi, sub raport politic, organizarea, educaţia şi propaganda. In schimb, forţele de opoziţie burgheze se întăresc între timp în aşà măsură încât dela ele începe a pornì o nouă mişcare antioligarhică. Astfel abià se evidenţiază cu deplină claritate caracterul rea al frământărilor politice şi economice prin care trece România întregită. Deacum este cu atât mai puţin vorba de o revoluţie proletară cu cât în întreaga Europă reacţiunea burgheză a reuşit să stăvilească revoluţia proletară. Nu vom greşì deci cu afirmaţia că revoluţia burgheză română intră într'un stadiu hotărîtor de desvoltare abià după potolirea revoluţiei proletare atât în ţară cât şi în restul Europei. Decât, sarcina ei e cu mult îngreuiată prin faptul că, profitând de primejdia revoluţiei proletare, oligarhia română a reuşit să se instaleze din nou şi temeinic la conducerea Statului.

CAP. V

Formele revoluţiei burgheze

CUPRINSUL: 1. *Situaţia oligarhiei în societatea românească după înfrângerea proletariatului. Tendinţele ei politice.* — 2. *Tendinţele ei economice. Etatizarea şi naţionalizarea.* — 3. *Atitudinea burgheziei independente faţă de oligarhie. Liberalismul burghez.* — 4. *Caracterul reacţionar al oligarhiei. Revoluţia burgheză se îndreaptă împotriva sistemului oligarhic.* — 5. *Tendinţa oligarhiei de a se preface în burghezie.* — 6. *Burghezia şi ţărănimea în revoluţia burgheză română.* — 7. *Absolutismul burghez.* — 8. *Perspectivele imediate ale revoluţiei burgheze.*

1. Deşì odată cu înfrângerea proletariatului a încetat şi posibilitatea imediată a unei revoluţii burgheze în România, necesitatea ei a rămas neatinsă din cauza prefacerilor radicale produse în urma războiului mondial. Se impune deci întrebarea, care este situaţia oligarhiei în societatea românească după înlăturarea proletariatului revoluţionar, pentru a ne puteà dumerì asupra condiţiilor obiective ale revoluţiei burgheze şi desvoltării capitaliste române.

Am dat acum deaproape descrierea acestei situaţii care rămâne neschimbată şi după înfrângerea proletariatului: oligarhia are a înfruntà pe de o parte tendinţele de liberă desvoltare ale capitalismului, pe de altă parte năzuinţele de emancipare economică deplină a ţărănimii. Dar dacă, în această privinţă, situaţia rămâne în fond neschimbată şi după înfrângerea proletariatului, situaţia politică începe a se schimbà. Dela guvernul Averescu încoace, locul opoziţiei antioligarhice e ocupat de înjghebările politice ţărăneşti şi burgheze. Trebuie să evităm în această lucrare orice ar privì politica de partid şi nu politica de clasă, care este expresia imediată a raporturilor economice existente. Nu putem, însă, să nu accentuăm tocmai pentru evidenţiarea curentelor de politică de clasă creşterea din ce în ce mai vădită a partidului ţărănesc şi a celui naţional, care ambele reuşesc a se impune tot mai mult şi a se preface din partide regionale în puternice par-

tide panromâneşti. Căci primul ne indică fără îndoeală gradul de conştiinţă de sine la care ţărănimea română se înalţă treptat după atâtea experienţe dure, dar bine făcătoare, iar cel de al doilea dovedeşte, mai ales după diferitele fuziuni, existenţa unei considerabile conştiinţe burgheze care depăşeşte hotarele Ardealului.

In această situaţie, atitudinea ce caracterul ei politicianist o dictează oligarhiei este caracterizată prin două tendinţe separate ca atari, dar cu o adâncă legătură organică între ele. In primul rând ea trebuie să-şi asigure stăpânirea politică şi, prin aceasta, principalul mijloc pentru satisfacerea intereselor ei economice. In consecinţă asistăm la o nemaipomenită sălbăticire a moravurilor electorale şi la o prefacere şi mai pronunţată a întregii organizaţii de Stat într'o armă politică a oligarhiei. Majorităţile parlamentare care, sub regimul electoral cenzitar, puteau fi fabricate cu uşurinţă prin o mică încordare a aparatului administrativ, constitue acum o problemă mult mai complicată. Pentru a face o ţară întreagă să voteze partidele oligarhice, nu mai ajunge un ordin circular adresat diferitelor autorităţi administrative de provincie. Ţărănimea, care odată cu scuturarea robiei neoobage, s'a înzestrat şi cu un suflet nou, nu mai înţelege să meargă oarbă la urnă. Afară deaceea, rolul ei în colegiul electoral a devenit decisiv, graţie votului universal. Acum terorizarea pe cale administrativă nu mai este suficientă, ci e nevoie şi de corectarea rezultatelor electorale la însuş locul unde ele se manifestă: în localurile de votare, în urnele de buletine. Asemenea, sarcina aparatului administrativ e cu mult mai grea. Acum regimul de drept şi de fapt oligarhic trebuie impus nu unei ţări de iobagi, ci unei societăţi răscolite în temelii prin adânci schimbări în structura ei economică şi socială. Urmarea e înmulţirea îngrozitoare a ororilor şi ilegalităţilor administrative, precum şi a actelor de teroare oficială în genere. Iar paralel cu politizarea deplină a aparatului administrativ merge formarea a două forţe reacţionare, mânuite şi ele de oligarhia română, care, deşi originare încă în vechea Românie, se resimt nemăsurat mai mult în nouile împrejurări. *Poliţia de siguranţă* devine o putere cu atributii discreţionare, şi *armata* primeşte pe faţă misiunea de a da ajutor oligarhiei pentru menţinerea unei «ordini» care în cele mai puţine cazuri este ordinea de drept, totdeauna însă ordinea oligarhică. Dar nici această mobilizare a întregei organizaţii de Stat nu este deajuns. Pericolul revoluţiei burgheze care ameninţă cu izbânda democraţiei, trebuie stăvilit nu numai prin desfăşurarea unor forţe materiale, ci şi prin forme juridice potrivite. Iată, deci, rostul nouei Constituţii din 1923. Ea are menirea expresă de a statornici o suprastructură juridică corespunzătoare cu interesele reacţionare ale oligarhiei (1).

(1) Nu vom face pentru documentarea acestei afirmaţii o analiză amănunţită a constituţiei oligarhice. Ajunge să desprindem din sumedenia de dispoziţii reacţionare numai pe cele mai fundamentale pentru a învederà caracterul ei real. Astfel gâtuirea votului universal prin desfiinţarea reprezentării proporţionale (art. 64) şi păstrarea Senatului cu un număr sporit de membri de drept (art. 73) nu pot fi explicate decât din teama oligarhiei de accesul marilor masse populare în politică. Iar lipsa unor garanţii reale ale drepturilor şi libertăţilor cetăţeneşti formal recunoscute (garanţii pe care b. o. «Anteproiectul de Constituţie» ţărănist le cuprinde în arti-

2. Constituţia are însă şi un rost economic bine definit. Prefacerile postbelice n'au sdruncinat numai temeliile stăpânirii politice a oligarhiei, ci şi puterea ei economică. Profitând de dezorientarea şi şovăirea în care, împreună cu întreaga societate românească, se aflà şi oligarhia, libera desvoltare capitalistă a României a luat un avânt extraordinar şi a pus, cu toată hotărîrea, problema transformării capitaliste. Dar dacă oligarhia a putut deslănţuì o crâncenă teroare împotriva exponenţilor politici ai acestei tendinţe, tendinţa economică a rămas în fiinţă cu toate că suferise şi ea mult sub regimul de incapacitate şi rea voinţă a oligarhiei. Ea trebuià combătută cu alte mijloace, cu mijloace de politică economică. Constituţia dela 1923 ţine cont şi de această necesitate. Prin articolul 19, ea declară proprietatea Statului toate «zăcămintele miniere de orice natură ale subsolului» şi anunţă o lege specială care va «determinà normele şi condiţiunile de punere în valoare a acestor bunuri» şi căreia vor trebuì să se conformeze şi concesiunile de exploatare «instituite sau date, conform legilor azi în vigoare».

Din textul acestui articol constituţional nu se desprinde încă cu claritate tâlcul lui adevărat. Dar odată ce ne dăm seama care este, în concepţia oligarhiei, misiunea economică a Statului, rostul naţionalizării bogăţiilor de subsol (la care, dealtfel, se adaugă prin articolul 20, şi naţionalizarea apelor «ce pot produce forţe

---

olele 10, 11, 15, 35, şi în anume măsură 157) nu poate urmărì alt scop decât crearea unei impunităţi pentru toţi cei ce, în serviciul oligarhiei, ar călcà aceste drepturi şi libertăţi. In acelaş spirit antidemocratic e redactată legea pentru reforma administrativă, care prevede o centralizare oarbă şi desfiinţează orice posibilitate reală de viaţă autonomă, locală şi provincială. Principiul ei derivă dealtfel din prevederi constituţionale.

E limpede că asemenea principii constituţionale nu pot izvorî — acum, când capitalismul a făcut progrese netăgăduite, încă mai puţin decât în secolul XX şi până la răsboiu — din necesităţile desvoltării economice capitaliste ale ţării, după cum susţine d-l Zeletin scriind: «Din punct de vedere economic, absolutismul centralizator corespunde stadiului de început al desvoltării burgheziei, când procesul de circulaţie predomină procesul de producţie; Atunci e nevoie de a distruge toate barierele interioare, toate autorităţile regionale, şi a nivelà, a uniformizà întregul organism social». (Op. cit., III, 2—3, pag. 261.) Căci o scurtă răsgândire ne lămureşte că între absolutismul centralizator, de care vorbeşte d-l Zeletin, şi absolutismul românesc e o mare deosebire, care dealtfel rezultă din însăş deosebirea constatată în desvoltarea capitalistă ca atare. Primul este un absolutism aservit burgheziei şi capitalului, iar tendinţa lui centralizatoare se îndreaptă, ce e drept, împotriva tuturor «barierelor şi autorităţilor regionale», dar numai întrucât acestea au putinţa de a ştirbì uniformitatea regimului economic şi juridic, prin o varietate de legislaţii şi prin taxe vamale, sau biruri ce apasă capitalul, prin restricţii corporatiste, etc. Cel de al doilea, însă, absolutismul românesc, nu are de luptat împotriva organizaţiei feudale a societăţii. Intrucât şi el este în serviciul capitalismului, menirea lui e îndeplinită, prin urmare, odată cu introducerea generală a instituţiilor de drept şi de Stat burghezo-liberale. Incolo, dăinuirea tendinţei absolutiste şi centraliste e de ordin pur administrativ. Nu mai este vorba de regiuni autonome în politica lor economică şi în legislaţie, ci de principii de administraţie care se judecă din punct de vedere tehnic şi politic. Insă, în această privinţă, e vădit că centralismul absolutist se potriveşte de minune cu interesele de dominaţie ale oligarhiei. Pe de altă parte, nimic nu stinghereşte mai mult desfăşurarea forţelor economice capitaliste decât o organizaţie de Stat absolutistă iresponsabilă şi greoaie, după cum e, fără îndoeală, organizaţia preconizată de oligarhie. Deaceea absolutismul oligarhic român are un caracter special determinat de interesele ce l-au creat: acela de a fortificà şi mai mult poziţia oligarhiei în societate.

motrice... şi pot fi folosite în interes obştesc») e lesne de ghicit. Ea ne apare, cu evidenţă, drept măsură de prevedere, menită să pregătească penetraţia oligarhiei în industria petrolului, minelor şi electricităţii, deci într'o ramură de activitate economică, care este, prin firea ei, baza întregii desvoltări capitaliste viitoare a României.

Pe lângă această naţionalizare sau, mai bine zis, etatizare, etatizare care are menirea de a servì drept bază cointeresărilor şi comercializărilor oligarhice, oligarhia mai dispune de un mijloc de acaparare, de naţionalizarea propriu zisă, prin simple măsuri administrative, în favoarea capitalului particular naţional. Scopul adevărat al acestei naţionalizări nu este atât de a asigurà preponderenţa capitalului românesc, cât mai ales de a întinde stăpânirea oligarhică asupra întregii economii naţionale. Aceasta se arată mai ales în primii ani de guvernare liberală, când naţionalizarea se află într'o perioadă deosebit de fertilă. De sigur, cum penetraţia oligarhică se produce acum mai ales în forma naţionalizării şi cu invocarea unor interese superioare de Stat, ea nu poate fi prea exclusivistă şi trebuie să tolereze şi participarea capitalului independent. La aceasta se mai adaugă că instituţiile financiare oligarhice nu pot dispune de cantităţi suficiente de capital pentru a luà singure asupra lor sarcina de naţionalizare. Dar în cadrele naţionalizării care, privită ca atare, implică netăgăduit crearea unei situaţii de egemonie pentru capitalul naţional, predomină, în mod vădit, tendinţa de acaparare oligarhică. Activitatea autorităţilor şi comisiilor chemate să execute naţionalizarea şi să vegheze asupra caracterului naţional al economiei capitaliste, nu se îndreaptă împotriva capitalului străin, ci împotriva celui românesc. Care erà, de pildă, tâlcul organului foarte important de naţionalizare, care este Comisia specială economică de pe lângă Ministerul de Comerţ şi Industrie în acest proces de «naţionalizare», dacă nu asigurarea supremaţiei oligarhice? Această comisie erà şi este încă chemată să-şi dea avizul asupra fiecărei înfiinţări de societăţi pe acţiuni sau sporiri de capital, dar explicaţia frecventă că ea ar aveà misiunea să împiedice astfel încuibarea ilicită a capitalului străin, nu poate fi luată în serios. După datele oficiale publicate în ziarul «Argus», capitalul străin reprezintă în anii 1922—1923 numai o infimă parte în capitalul total al societăţilor autorizate. Dacă de fapt ar fi existat tendinţe de incuibare din partea lui, el ar fi putut să participe deci într'o măsură mult mai largă fără să ştirbească caraterul naţional al întreprinderilor (1).

3. O izbitoare dovadă, pentru situaţia reală în care se găseşte economia naţională română în urma campaniei de penetraţie a oligarhiei, sunt însă desbaterile congresului «Uniunii Generale a Industriaşilor» din 1923, fiindcă în ele se manifestă aşà zicând în însuş obiectul de ceartă, antagonismul adânc între burghezia

(1) Cele 321 societăţi care au obţinut autorizaţii de funcţionare sau înfiinţare în anul 1922—1923 au 844.144.650 lei capital românesc şi numai 61.934.450 lei capital străin, calculat prin substragere dela capitalul total de 906.079.000 Lei. In ce priveşte sporirile de capital, erau în acelaş răstimp, faţă de 1.053.208.800 Lei capital românesc, 239.641.700 lei capital străin, calculat prin substragere dela suma totală.

şi oligarhia română. Bineînţeles, aici nu mai este vorba de naţionalizare, ci, în genere, de *sistemul intervenţionist*. Este însă ştiut că acesta a fost mijlocul fundamental prin care oligarhia şi-a cucerit poziţiile ei economice înainte de răsboiu şi că el a rămas, şi după răsboiu, acelaş instrument al penetraţiei oligarhice. Prin urmare e numai firesc dacă industriaşii, luând în discuţie problema protegiuirii şi încurajării industriale, se gândiau în primul rând să protesteze împotriva instabilităţii şi bunului plac ce caracterizează intervenţionismul industrial al oligarhiei. Iată care este, în această privinţă, punctul de vedere al industriei independente, exprimat cu ocazia acestui congres: «In cele ce urmează vom arătă însă (după ce s'a recunoscut legitimitatea generală a principiului intervenţionist N. A.), că prin reaua aplicare şi interpretare a unor legi existente care privesc industria, prin modificările foarte dese ale regimului de export şi import, prin lipsa de pregătire sau rea voinţa organelor administrative care au menirea să controleze şi să ajute industria, suntem astăzi într'o situaţie foarte critică, şi dacă *acest fel de amestec în mersul industriei va continuà, ne temem că multe din industrii vor fi nevoite de a-şi încetà activitatea*. Să ne explicăm: o lege pentru încurajarea industriei naţionale nu-şi poate îndeplinì scopul daca nu e valabilă pe un termen destul de lung (credem cel puţin 20 de ani). In plus o asemenea lege trebuie să fie aplicată *în mod egal tuturor* acelora cari îndeplinesc condiţiile prevăzute de dânsa. In realitate însă se întâmplă foarte des ca industrii care îndeplinesc condiţiile stipulate de lege sunt scoase de sub acest regim; ba câteodată chiar împiedecate de a funcţionà. Nu este în căderea noastră să analizăm motivele care determină organele Statului de a procedà în acest fel. Ceeace, însă, trebuie să afirmăm aici este că Statul e dator să aibă pentru orice acţiune a sa şi deci şi pentru chestiunile de ordine economică, legi clare şi care să nu se schimbe în fiece moment. Este inadmisibil ca regimul legal al industriei să se bazeze pe ordonanţe ministeriale şi interpretări care variază în fiece moment, după mentalitatea funcţionarului (sic!) dela care emanează» (1).

Congresul industriaşilor nu s'a mărginit, însă, la manifestarea nemulţumirilor provocate de atitudinea părtinitoare a Statului, ci a stabilit şi principiile generale ce, după părerea lui, trebuie să fie la baza viitoarei legi a industriei «bine definite, cu garanţii de durabilitate şi *echitabil aplicate*». Intre aceste principii figurează în primul loc: «Libertatea garantată în crearea, organizarea şi conducerea industriei» (2).

Cu toată rezerva ce trebuie să stăpânească desbaterile unui corp de «ordine», cum este «Uniunea Industriaşilor», antagonismul de interese între oligarhie şi burghezie a ieşit, deci, la iveală cu destulă evidenţă. Pe când oligarhia stăpânitoare în Stat este interesată la un intervenţionism tutelar care permite nu numai orice amestec în industrie, ci şi influenţarea şi acapararea ei arbitrară, burghezia independentă

(1) Buletinul Uniunii Generale a Industriaşilor din România, Anu II, No. 9—10, pag. 455.
(2) Op. cit., pag. 480.

cere numai sprijinul şi încurajarea Statului, respinge însă orice ar puteà îngrădì posibilităţile ei de liberă desvoltare (3).

Deşì capitalismul român se află încă în începuturile lui, ar fi totuş o exagerare a face, din punct de vedere formal istoric, pe baza acestor constatări, o analogie între epoca actuală a desvoltării capitaliste române şi epoca liberalistă din Apus. Dat fiind că în toate ţările capitaliste, capitalismul a trecut într'o fază monopolistă şi că, prin urmare, legăturile de dependenţă între Stat şi capitalism devin din ce în ce mai strânse, e numai natural ca nici capitalismul român să nu poată fi liberalist şi ca şi el să reclame intervenţia Statului în favorul lui. Pe de altă parte, oligarhia care a ştiut să creeze, între organizaţia de Stat şi organizaţiile ei economice, un raport asemănător în aparenţă cu raportul între Statul capitalist apusean şi capitalismul monopolist, influenţează şi ea asupra desvoltării capitaliste, silind burghezia la revendicarea unui intervenţionism nefalsificat care să nu fie în slujba unor anumite grupări economice, ci în slujba clasei capitaliste întregi. Liberalismul burgheziei române nu este deci absolut. El cere numai o libertate relativă faţă de oligarhie, nu şi una absolută faţă de intervenţia Statului ca atare. Intre interesele intervenţioniste ale oligarhiei şi burgheziei există o deosebire principială izvorîtă din deosebirea generală între aceste două categorii. Oligarhia reclamă intervenţionism politicianist, burghezia unul simplu politic. Sunt două concepţii asupra Statului ce se oglindesc în aceste formule.

4. Nu este încă timpul de a ne pronunţă definitiv asupra semnificaţiei finale a acestei politici intervenţioniste menite să continue penetraţia oligarhică. Dar e vădit că ea este, atât în intenţiile cât şi, deocamdată, în efectele ei, absolut reacţionară. Ea stăvileşte libera şi ampla desfăşurare a capitalismului care, într'o ţară înapoiată ca România, ar fi avut dimpotrivă nevoie de o încurajare sinceră şi de continue aporturi de capital din străinătate. Totuş nu poate fi trecut cu vederea că oligarhia, simţind primejdiile ce le aduce desvoltarea capitalistă şi văzând totodată că această desvoltare e o inevitabilă necesitate istorică, se străduește întru acapararea ei pentru ca, stăpânind-o, să-i paralizeze nu numai primejdiile, ci, continuând-o sub stricta ei supraveghere, să facă în acelaş timp faţă şi nevoilor de propăşire capitalistă. Până în acest moment, însă, penetraţia oligarhiei este departe de a fi atât de progresată încât să se poată vorbì de o completă identificare a burgheziei cu oligarhia sau, mai bine zis, de o completă oligarhizare a burgheziei. Sunt încă în viaţă toate puterile progresive şi antioligarhice pe care structura economică şi politică a societăţii româneşti postbelice le-a produs. De-

(3) Acest antagonsm se manifestă, cu necesitate, mai ales acolo unde e numai de dată recentă ca b. o. în Ardeal şi Banat. In aceste provincii ajunse la un grad de desvoltare capitalistă relativ înalt şi deprinse cu un regim de stabilitate şi legalitate, capitalismul opune o deosebit de dârză rezistenţă penetraţiei economice oligarhice. In schimb, el sufere toate vexaţiile şi desconsiderările de care e capabil Statul oligarhic. Ba, din acest antagonism se desvoltă, în cele din urmă, chiar şi un veritabil «războiu economic» între cele două forţe economice contrare. E, deci, foarte explicabil dacă, şi la congresul industriaşilor, doleanţele ardeleneşti au fost cele mai pronunţate şi mai violent formulate, şi dacă antagonismul economic ardelenesco-regăţean continuă până în prezent. (Op. cit., pag. 456).

aceea politica oligarhică rămâne reacţionară în tot complexul ei. Aceasta este a doua fază reacţionară în istoria politicii oligarhice. Dar dacă în faza industrială, când a fost vorba numai de gâtuirea unei industrii anemice şi artificiale prin înseş originile ei, sarcina oligarhiei a fost relativ uşoară, acum când avântul capitalist postbelic şi alipirea nouilor provincii au întărit tendinţele burghezo-capitaliste, când ţărănimea se deşteaptă şi proletariatul răpus pentru moment, se pregăteşte şi el de o nouă eră de activitate politică, situaţia nu mai e aşà de simplă. Caracterul economic pe care şi l-a însuşit oligarhia în cursul vremii face doar ca interesele ei şi cele ale burgheziei să fie până la un anumit punct identice şi capitalul să desvolte numai o moderată opoziţie politică, nu şi una revoluţionară împotriva oligarhiei. Când comparăm opoziţia radicală şi principială ce partidul ţărănesc o face pe toate temele oligarhiei, cu atitudinea mult mai moderată şi mult mai puţin bazată pe divergenţe principiale a partidului naţional, avem cea mai bună ilustraţie a acestui adevăr. Dar rămân totuş greutăţile economice create prin stingherirea desvoltării capitaliste şi rămâne, îndeosebi, opoziţia neîmpăcată a ţărănimii şi proletariatului, secondată de nemulţumirea unor pături largi de mici burghezi şi intelectuali cari, din nefericire, se manifestă şi prin o mişcare antisemită fascistă (1). Aceste elemente economice şi politice sunt

(1) Problema aceasta nu se poate abordà cu simpla constatare a caracterului reacţionar pe care mişcarea antisemită o are, cu toată evidenţa, în România. Căci reacţionarismul este prea cu temeiu reprezentat de partidele oligarhiei române şi regimul reacţionar oligarhic prea puţin ameninţat, încât orice altă organizaţie reacţionară în plus să nu apară drept pleonasm politic. Iar dacă am presupune că însăş oligarhia are interesul să-şi pregătească de cu vreme o gardă pretoriană pentru timpurile de nevoie, suntem împinşi în acelaş timp să ne întrebăm, prin ce se explică atunci răsvrătirea pretorienilor împotriva propriilor lor patroni? Dar mai este un fapt care trebuie să ne dea de gândit. Antisemitismul actual românesc întruneşte în programul şi activitatea sa elementele fundamentale atât ale antisemitismului propriu zis cât şi ale — fascismului. El propagă, pe de o parte, ura şi răsboiul economic şi politic împotriva evreilor, pe de altă parte idealul lui este întronarea unei dictaturi naţionale împotriva a orice după concepţia lui, este antinaţional şi vătămător neamului românesc. Nu fără dreptate, presa a găsit pentru d-l Cuza o caricaturizare a numelui lui Mussolini. Ea a exprimat astfel o lature foart, reală şi importantă a mişcării antisemite, reuşind totodată să păstreze, prin o nemerită înlocuire de sunete, proporţiile ei adevărate. Această dualitate antisemito-fascistă este un fenomen ciudat într'o ţară ca România unde fascismul nu poate aveà nici o îndreptăţire, iar antisemitismul nu se manifestă în forma sa actuală apuseană. In adevăr, fascismul italian s'a născut ca reacţie împotriva primejdiei interne comuniste. In Germania, Austria şi Ungaria, însă, antisemitismul «Hakenkreuzler»-ilor strigă, ca şi cuzismul nostru, «Moarte in jidani», dar nu bate ca acesta pe evrei, ci pe muncitorii de cea mai curată origine creştină. El este o mişcare pronunţat antiproletară, născut din aceleaşi nevoi reacţionare ale capitalismului ca şi fascismul lui Mussolini. Există în România necesitatea unei asemenea reacţiuni a clasei stăpânitoare împotriva proletariatului? Este banal a mai pune această întrebare când se ştie că, dela dezastrul grevei generale încoace, proletariatul a încetat de a mai fi un factor politic. S'ar puteà spune doar că oligarhia mai are duşmani: ţărănimea şi, in genere, curentele antioligarhice care şi ele trebuesc combătute. Dar puterea oligarhiei este prea mare şi prea adânc înrădăcinată încât să nu ajungă pentru a reprimà singură forţele potrivnice. Care sunt deci cauzele sociale şi economice ale acestui antisemitism care nu este şi nici nu poate fi o unealtă direct creată de reacţiune? S'a scris şi s'a discutat mult în jurul acestei chestiuni, dar numai rareori s'a ajuns la încheieri potrivite cu realitatea. In genere, predomină tendinţa de a-l identificà cu mişcările, în aparenţă similar

suficiente pentru a menţine în actualitate problema revoluţiei burgheze. Căci nicăiri, în societăţile înapoiate, revoluţia burgheză n'a fost opera burgheziei ca în epoca clasică apuseană. Nu numai Rusia ne poate servì de exemplu pentru această afirmaţie. O întăreşte chiar istoria Statelor mai înaintate din Europa centrală. In Germania şi Austria d. p. revoluţiile din 1918 n'au fost în sensul lor istoric numai proletare, ci şi burgheze. Ele abià au curăţit societatea de toate resturile feudale şi au creat democraţia republicană, aceà ultimă expresie a societăţii capitaliste înaintate.

Se pune, însă, problema dacă, în asemenea condiţii, revoluţia ce mijeşte în România mai poate fi cu drept cuvânt numită burgheză. In orice caz, termenul nu mai pare a fi absolut corect. Mai ales istoricul nu va admite o analogie deplină cu marile revoluţii apusene în care tocmai burghezia a fost factorul determinant. Dar, în esenţă, situaţia este totuş aceeaş. In România ca şi în Europa secolelor trecute, e vorba de o revoluţie politică, care, înlăturând o stăpânire de clasă po-

---

din Germania, Austria, Ungaria, etc. Pretinsele lui relaţii internaţionale formează un cap de acuzaţie favorit al presei democratice şi filosemite. Sporadic numai se recunoaşte caracterul lui, în fond, *anticapitalist*. Dar tocmai acest caracter este de importanţă decisivă, deoarece numai prin el se poate explicà lăţirea crescândă a antisemitismului fascist în această ţară în care oligarhia îndeplineşte cu vârf şi îndesat funcţiunile reacţionare ale fascismului şi antisemitismului apusean. România trece, în prezent, prin o epocă de desvoltare asemănătoare cu aceea care, în Apus, a fost caracterizată prin o elementară izbucnire a antisemitismului. Capitalismul român începe a se închegà şi nemulţumirea celor loviţi de el se manifestă ncă în forma primitivă a urei sălbatece împotriva acelora cari, în baza tradiţiei lor seculare de mânuitori ai banului, sunt şi la noi principalii pionieri ai progresului capitalist. Acest fapt nu schimbă, bineînţeles, întru nimic reacţionarismul mişcării antisemite române. «Socialismul omului prost», — precum s'a mai numit acest antisemitism anticapitalist — a fost în Apus numai o rătăcire. In România, însă, unde faţă de declinul fatal al oligarhiei orice mişcare de confuziune sau diversiune politică este bine văzută de reacţiune, el se prezintă drept primejdie. In Apus, antisemitismul nu erà o mişcare politică organizată cu revendicări precise, ci numai o mentalitate turbulentă, dar confuză, o psihoză socială de durată efemeră. Faţă de necesităţile timpului, el nu puteà produce, în această formă anticapitalistă, nici un rău durabil. El nu exprimà decât o dezorientare trecătoare care a dispărut odată cu consolidarea capitalismului ca sistem social şi a putut fi uşor biruit de socialismul adevărat. In locul lui a apărut antisemitismul «Hakenkreuzler»-ilor care nu mai este anticapitalist ci, dimpotrivă, în slujba capitalismului internaţional. La noi, însă, antisemitismul are cu totul altă înfăţişare. Antisemitismul român, anticapitalist cum e, şi-a creat o întreagă organizaţie şi un program practic care, oricât de ridicol ar fi, este totuş un ideal de realizare politică. Un simplu simptom de prefacere economică in Apus, el devine în România un factor politic activ şi permanent, dornic de a se impune în viaţa de Stat. Elementului sentimental al urei antisemite i s'a adăugat elementul de acţiune fascist. Nu vom greşi dacă vom explicà această combinaţie bizară de elemente deosebite din împrejurările speciale în care se desfăşură la noi desvoltarea capitalismului. In Apus, antisemitismul nu s'a putut statornicì ca mişcare politică, deoarece însuş capitalismul, progresând rapid şi fără a fi ţinut în loc de clasa lui reprezentativă, a făcut să dispară condiţiile obiective ale mentalităţii antisemite. In România — precum am arătat — capitalismul este, însă, împiedecat de însăş clasa ce-l reprezintă în forma sa empirică, aşà încât societatea este ţinută permanent în aceà fază de tranziţie spre desfăşurarea lui deplină. Această împrejurare, care se exprimă prin existenţa oligarhiei reacţionare a făcut cu putinţă constituirea antisemitismului în mişcare organizată politică. Astfel au fost sustrase luptei pentru progres, pentru îndelungată vreme, importante elemente sociale şi a fost creată o nouă primejdie reacţionară.

trivnică progresului economic, să deschidă un drum liber desfăşurării forţelor capitaliste. Că burghezia nu conduce politiceşte această revoluţie, este absolut irelevant. Fapt rămâne că revoluţia are loc pe baza desvoltării capitaliste şi că, în cele din urmă, şi burghezia va trebuì să profite de roadele ei. Asemenea, caracterul burghez al revoluţiei nu e întru nimic alterat prin perspectiva imediată ce, economiceşte vorbind, biruinţa ei o deschide revoluţiei proletare. Căci această perspectivă se datoreşte mai mult dependenţei noastre de ţările mai înaintate decât maturităţii la care ar puteà ajunge capitalismul nostru indigen. Tot astfel nu are nici o importanţă probabilitatea aproape absolută că în urma revoluţiei nu se va instalà, ca în Apus, numai democraţia burgheziei la care celelalte clase şi, în deosebi, proletariatul pot participà numai după grele şi îndelungate lupte, ci democraţia integrală în care se resfrâng toate forţele politice ale societăţii. Şi aceasta este, dealtfel, o urmare a coincidenţei revoluţiei burgheze române cu revoluţia proletară mondială, şi, sub raport naţional, a condiţiilor speciale istorice care au făcut din ţărani şi muncitori clase revoluţionare încă în era anteburgheză.

Caracterul burghez al revoluţiei antioligarhice din România nu este ştirbit nici prin faptul că nu se îndreaptă împotriva unui sistem social feudal. Ea nu este antifeudală, deoarece regimul oligarhic nu este, nici chiar cu substratul său neoiobag şi încă mai puţin după desfiinţarea acestuia, feudal în sensul obişnuit al cuvântului. El reprezintă dimpotrivă, împreună cu neoiobăgia agrară, o stare de tranziţie de nuanţă burghezo-capitalistă între feudalism şi capitalismul adevărat. Dar a doborî acest sistem înseamnă a deschide un drum liber capitalismului. In acest sens revoluţia ce va săvârşì doborîrea oligarhiei, este burgheză atât în înţelesul ei istoric cât şi în urmările ei. Trebuie respins aşadar limbajul publicisticii noastre politice care vorbeşte adese de oligarhia română ca de o clasă feudală sau semifeudală. Ea nu este clasa burgheză însăş, dar fără îndoeală o clasă burgheză care nu s'a putut formà decât sub influenţa capitalismului. Cevà mai potrivit pare a fi termenul, asemenea des întrebuinţat, de «orientală». De fapt, numai în ţările orientale înapoiate unde desvoltarea capitalistă a luat fiinţă sub imboldul unor influenţe externe, a fost posibilă naşterea unei oligarhii politice de felul celei româneşti.

Dar dacă oligarhia e în acest sens orientală, nici regimul ei de abuz, de ilegalitate şi arbitrar nu poate fi considerat ca o continuare a vechii atotputernicii feudale sau, ceeace în fond e acelaş lucru, a despotismului oriental. Insăş poziţia favorizată a oligarhiei în societate, poziţie ce se datoreşte diferenţierii puţin progresate a organismului social român, crează condiţiile obiective ale absolutismului oligarhi care, apoi, după ce desvoltarea socială a slobozit în fine alte clase cu aspiraţii politice, e menţinut ca arma cea mai eficace în lupta de autoconservare. Dacă se vorbeşte aşadar în România de teroare, ilegalitate şi corupţie, este cu totul deplasat a trage paralele istorice cu epoca fanarioţilor sau cu cine ştie ce timpuri legendare medievale. Pentru explicarea acestor fenomene ajunge să ne dăm seamă că, asaltată de desvoltarea capitalistă şi forţele ţărăneşti şi proletare

pe care aceasta le produce, oligarhia nu are la îndemână alt mijloc de apărare decât teroarea şi ilegalitatea şi că, dat fiind caracterul ei politicianist, numai cinstea şi respectul legilor nu o pot călăuzi în actele de guvernământ. Se poate spune doar că sălbăticia specifică a acestui sistem se explică din tradiţia fanariotismului (1).

Pe de altă parte, când e vorba de burghezie, nu trebuie uitat că nici aceasta nu poate fi asemănată cu burghezia marilor revoluţii europene. Am lăsat a întrevedeà acum că pătura neînchegată şi eterogenă care astăzi se poate numì burghezie română, nu este revoluţionară, şi am arătat asemenea că ea nu poate fi nici liberalistă. Prin urmare, nu se poate zice că revoluţia burgheză va creà în România o burghezie «adevărată» în înţelesul istoric apusean. Cu drept cuvânt, d-l Madgearu constată că a aşteptà aşà cevà «este o iluzie» (2). Totuş o burghezie adevărată va trebuì să se nască în urma biruinţei revoluţionare, care de sigur nu va fi generoasă nici liberală, dar în orice caz o burghezie stăpână pe un capitalism liber de *lanţurile oligarhiei*. Asemenea, nu e vorba de formarea unei noui burghezii în sensul că societatea românească ar urmà să o desvolte abià acum. Când se constată necesitatea unei burghezii adevărate, nu trebuie uitat că existenţa acesteia depinde de existenţa simultană a unui capitalism liber şi scutit de siluiri. Şi, cum este netăgăduit că baza economică a unei burghezii există în România, în forma aparatului de producţie capitalist relativ foarte considerabil, şi că numai invazia oligarhiei în economia naţională îl împiedecă dela desfăşurarea integrală a tendinţelor sale inerente, vom înţelege că, mai ales în prezent, nu e vorba atât de progresul capitalist pur economic, cât de liberarea capitalismului existent de sub tutela oligarhiei. Formarea burgheziei nu este deci o problemă economică, cu toate că sporirea cantitativă a aparatului de producţie ar fi de mare importanţă, întrucât ar îngreuià, ba ar face cu timpul imposibilă stăpânirea lui de către oligarhie. Ea este în prima linie o problemă politică. Chiar întărirea burgheziei naţionale şi slăbirea implicită a oligarhiei nu ar puteà aveà alt caracter. In baza importanţei ei politice crescute, burghezia ar atrage de partea sa elementele oligarhice aflate în economie. Astfel privită, formarea burgheziei nu presupune decât schimbarea unui sistem politic şi, simultan, o prefacere de ideologie.

---

(1) Ar fi deosebit de interesantă cercetarea formelor concrete pe care le-au luat diferitele ramuri ale vieţii publice şi particulare sub influenţa regimului oligarhic. In această privinţă Dobrogeanu-Gherea a făcut frumoase începuturi, din care remarcăm capitolul V din «Neoiobăgia» şi studiul, din nefericire rămas fragment, despre «Urmările regimului oligarhic».

(2) Ţărănism sau neoliberalism? Revista Vremii, Anul III, No. 8, pag. 9.

RECENZII

T. G. MASARYK: *Die Weltrevolution, Erinnerungen und Betrachtungen* 1914—1918 (ins deutsche übertragen von Camill Hoffmann), Berlin, Erich Reich, 1925, 556 pag.

Amintirile şi reflecţiile din revoluţia lumii, cum caracterizează răsboiul cel mare un cugetător deprins cu perspectiva social-filozofică şi ajuns preşedinte de republică, sunt mai mult decât arată titlul.

Volumul acesta greu, în coperta lui tutunie ca o legătură veche de piele, e în întâiul rând o Carte a Facerii. Statul cehoslovac nu erà pe întâia pagină nimic, decât un gând al cronicarului plecat în lume ca om de cuvânt şi aproape şi de sabie, ca să înfăptuiască acel gând. Pe ultima pagină el răsare închegat, cu burgurile, cu mucenicii istoriei lui şi mai ales cu temelia nouă de idei şi de drept. E înţelesul, dacă se poate zice, mistic al volumului; zarea, peste faptele lui, de emoţie înaltă.

«Amintirile» sunt apoi o lucrare de ştiinţă, istorică, diplomatică şi socială. Ele urmăresc pas cu pas mersul răsboiului, în răsfrângerile pe care le are îndărătul frontului în opinia publică şi în conducătorii ei spirituali şi politici. Partea de colaborare efectivă şi interesul propriu zis cehoslovac apar limpede, cu toate că împletite strâns cu acţiunea şi interesul general, şi mereu împreună cu ele. Taina care acopere atâtea hotărîri e dată uşor la oparte. Intervenţiile de tot felul, firele depărtate şi documentul de ultima oră, care răstoarnă o situaţie sau o concepţie şi aduc alta, se înşiră aici liniştit şi precis. Multe date se puteau cunoaşte sau deduce şi din alte isvoare; atâtea, şi în deosebi intenţia şi umanitatea lor, nu, pentrucă povestitorul le-a fost mai mult decât martor. Geneza lor înceată, cu pipăelile şi cu mlădierea după împrejurări, până la explozia realizării, singură văzută şi de alţi ochi, numai el a cunoscut-o. Şi el o scrie aici fără patos, pentru istorie şi pentru poporul lui. Volumul e preţios cât o arhivă întreagă, în care cercetătorii vor răscoli pe întrecute după ştiri noui sau după verificări în atâtea domenii.

«Amintirile» mai sunt un tratat complet de propagandă. Ele au un capitol anumit care schiţează spirit, regule şi sfaturi, şi au capitole răsleţe cu constatări şi atrageri de luare aminte în treacăt. Sunt numai nişte cristalizări teoretice la un capăt de acţiune. Acţiunea însăş e o exemplificare întinsă, controlată într'o mie de împrejurări şi faţă de oamenii cei mai deosebiţi, care se desfăşoară chibzuit, a acelor vederi teoretice. Şi în sfârşit, scrisul acesta, care se face la început sfărâmat, cum sfărâmate sunt şi faptele pe care trebuie să le încapă, şi se leagă la urmă într'o armonie de viitor peste valurile vremii. de căutări de temeiuri ale vieţii străbătute şi de înălţare înaintea nouilor oameni şi ţări de adamantine idealuri, e o încununare pe al treilea plan a aceloraşi gânduri. Ele conving prin rezultatul practic realizat: unul mare şi privind zilele de ieri — alcătuirea unui Stat; altul, mai mărunt şi imediat, dar cu urmări — cucerirea bunăvoinţei cetitorului, crescută pe-alocuri până la entuziasm. Pentru Stat, fondul istoric, aşà de ispititor, de legende, descălecări, regi, ruguri, biserici înnoite şi universităţi de demult, al vechii Boemii sau Mari-Moravii, abià dacă a fost desgolit câteodată, ca o icoană de aur afumat, scumpă mai ales credincioşilor şi care nu poate să-i cutremure, ca pe ei, pe nişte puternici trecători, străini şi păgâni. Nu el hotărăşte, ci principiile şi priceperea câtorvà apostoli ai acestui Stat, plecaţi cu îndreptăţiri noui, legând numai cu trecutul de idei şi luptând în toate părţile cu porunci de drept natural mai mult decât istoric şi cu interesele economice şi politice, mânuite meşteşugit, ale veacului. Pentru cetitor, mijloacele obişnuite de captare sunt deadreptul dispreţuite. El stă înaintea acestui Anti-machiavel rezemat pe adevăr şi pe dreptate, ca înaintea unei întrupări a altor vremi. Acele vremi bat cu un puls vesel, tânăr şi eroic între scoarţele cărţii şi deacolo trec şi în atenţiă care se apleacă peste ele.

«Amintirile» trăesc însă, cu toate însuşirile înşirate până acum abià ca un cadru, prin valoarea lor autobiografică. Ni se dă una din cele mai neaşteptate autobiografii a cuiva, nu înfiripată din faptele care se povestesc şi care, pe cât pot ele răbdà, sunt necontenit despersonalizate, ci într'o atmosferă de sinteză şi într'o imagine de corespondenţă, ca lumina în noapte de peste un mare oraş. După cum Statul cehoslovac se arată drept o creaţie lineară de realism politic, ieşit dintr'o convingere împrăştiată pretutindeni prin pro-

pagandă, că el e o trebuinţă şi o putere elementară, şi clădit apoi pe principii politico-juridice moderne cu cât mai puţin misticism tradiţionalist, la fel şi omul. Viaţa lui întreagă, socială şi de cugetare, se ciopleşte încă odată, înaintea noastră şi a lui, sub pâlpâiala de flacără a răsboiului, în forme simplificate şi unitare. Ceeace puteà mai de vreme să i se pară chiar autorului lor, întâmplător sau neconcordant, acum întregeşte un sistem şi o vocaţie. Este în tot, atâta realitate şi argument raţional, încât, aşà cum marele frig arde sau apa prea limpede face să-i joace fundul în perspective şi refringenţe ireale, el ajunge să stea proiectat pe lumea de dincolo, cu hotarele fără silogism, ale predestinării. Actualitatea se transformă sub ochi în istorie şi oamenii în simbol. Toate câte le-au făcut sau au fost duc la ceeace s'a întâmplat.

Iată un fragment al întâiului capitol din partea a opta, unde e vorba de Revoluţia lumii şi Germania.

«De multe ori am cetit cum unul şi altul batjocoreau că profesorii Wilson şi Masaryk, că profesorii şi învăţaţii Beneş şi Ştefanik hotărau în chestii de politică internaţională; calitatea de profesor n'aveà în aceasta ce căută. Sunt profesori şi profesori. Hotărîtor a fost că noi, noi cei trei Cehi cel puţin, ne-am făcut drum cu casnă şi hărnicie până la profesoratul şi rostul nostru, că eu m'am născut sărac şi nu m'am îmbogăţit niciodată; prin aceasta mi-am câştigat cunoştinţă de oameni şi de viaţă şi cu toată teoretizarea am fost şi practic. De câte ori şi cât de amarnic nu m'am plâns de împrejurări, deşi tocmai ele mi-au fost de ajutor! Şi aceleaşi lucruri se pot spune despre Beneş şi Ştefanik. Profesor n'am vrut niciodată să fiu; planul meu erà să ajung diplomat şi om politic. Am fost nenorocit când n'am putut să pătrund în Viena la Academia orientală şi la cariera de diplomat; şi la capăt — in ciuda acestora, tot om politic şi diplomat! Nu vream să mă fac profesor şi cu toate acestea soarta m'a făcut de timpuriu om de catedră; după câtva timp de ucenicie la un meşteşug, am dat lecţii şi mi-am câştigat pâinea ca licean şi student meditând şi, la urmă, n'am fost cruţat nici de profesorat; dar nici el nu mi-a păgubit din punct de vedere politic». (Pag. 332).

Această mărturisire despre om în general şi ţelurile lui dintru început, nu i se pare destulă; el o adânceşte, şi folozoful şi omul politic de mai târziu răsar astfel numai ca o desvoltare firească a acelui om. Pasagiul urmează:

«In filozofie am năzuit la filozofia ştiinţifică, la precizia, concretul şi realismul ştiinţific; mă temeam de filozofia prea şcolărească, rămăşiţa şi prelungirea scolasticii medievale. Mai ales metafizica nu m'a ispitit şi nu m'a îndestulat. Filozofia a fost pentru mine înainte de orice etică, sociologie şi politică; savant, s'ar zice că sunt activist, poate şi voluntarist — dela început eu am fost activ, un lucrător. Niciodată n'am recunoscut opoziţia dintre teorie şi practică, adică dintre adevărata teorie şi adevărata practică; totdeauna m'am împotrivit intelectualismului unilateral, dar şi practicii necugetătoare. Intâiul şi cel mai de seamă dascăl politic al meu a fost Plato; după Plato, Vico, Rousseau, Comte, Marx ş. a. Intâia mea scriere mai mare, «Sinuciderea», dă in nuce o filozofie a istoriei şi o analiză a timpurilor moderne; în ea am subliniat pentru întâia oară însemnătatea şi trebuinţa religiozităţii pentru omul de azi şi Societate. Metafizica mea mi-am trăit-o în artă, mai cu seamă în poezie; poezia mi-a folosit şi în politică, fireşte o poezie realistă. Toată viaţa am fost un cetitor de lucrări filozofice şi ştiinţifice, dar în acelaş timp şi de literatură frumoasă şi de critică literară. Cultivam conştient imaginaţia; de fantastic am scăpat mulţumită ştiinţei şi preciziei ei. In ştiinţă e doar vorba de câştigarea dreptei metode! Umblam după criticism împotriva superficialităţii, vream analiză aspră şi analiză necruţătoare deasemenea în domeniul social şi istoric. Dar analiza nu erà pentru mine scop, ci numai mijloc; dela început străduinţa mea a fost caracterizată prin sinteză şi organizaţie. Dovadă toate operele mele» (pag. 332 şi 333).

Din două aliniate mai depărtate se desluşeşte şi omul politic, atent, studios, nemulţumit de sine şi de alţii şi pregătindu-se mereu, prin cercetări şi legături, de ceva care trebuià să vie.

«In politică am ajuns curând după sosirea mea în Praga şi am fost aproape de toate personalităţile noastre conducătoare. Intâia activitate de deputat în parlamentul imperiului şi în acela al ţării (1891—1893) mi-a plăcut, dar nu m'a mulţumit; mă supărau părtinirea, îngustimea, asprimea de biserică

a micilor grupe şi grupuleţe. Dar înainte de orice am simţit nevoia să mă formez mai bine politic şi să-mi capăt colaboratori. Nu eram încă gata. Nu mă îngrijeam în parlament numai de politică, ci de politică în înţelesul mai larg, de politică culturală sau — cum aveam obiceiul să zic — de politică nepolitică, şi deaceea şi de acţiunea prin publicitate. Mânat de acest gând m'am adâncit, după întâiul sbor parlamentar, în studiul lui Dobrovsky, al lui Kollar, Palacky, Havlicek şi al contimporanilor. Am scos din el învăţături despre desfăşurarea mai departe a naţiei noastre, despre scopul şi ceeace aveam numai decât de făcut.

«Chestia cehă am înţeles-o totdeauna ca o chestie internaţională; de aci decurge la mine comparaţia neîntreruptă dintre istoria noastră şi aceea a întregii Austrii şi a Europei; toată activitatea publicistică ş lucrările mele urmăreau să alipească naţiunea noastră aşà zicând organismului istoriei şi politicii internaţionale. Prin faptul că trăiam sub firma Austriei, Europa ştià de noi puţin. Aşà se explică drumurile mele în Europa şi America, studiul celor mai de seamă ţări de cultură, al istoriei, filozofiei şi literaturii lor. Cunoşteam din călătorii prin proprie observaţie Austria, Germania, America, Anglia, Rusia, Balcanii şi Italia; Franţa n'o atinsesem, pentrucă şi aşà îi studiasem mereu cultura şi limba încă din anii de gimnaziu şi-i urmărisem cu grijă desvoltarea. Cunoaşterea aceasta a lumii s'a valorificat în războiu, ca şi cunoaşterea mea de limbi, datorită căreia mă puteam înţelege cu oamenii deadreptul» (pag. 334—335).

Iar în mijlocul acestor consideraţii aproape de tehnică a purtării în viaţă, se alătură deodată, fără pregătire, câteva rânduri, intime ca un zâmbet sau ca o privire albastră, şi care, cu toată înlănţuirea lor în argumentarea totală, dau la iveală pe Slovacul Masaryk, cu viaţă de familie patriarhală şi cântec popular slav.

«E adevărat că am avut norocul deosebit şi fericirea ca drumul vieţii mele să se întâlnească cu acela al Charlottei Garrigue; fără ea nu m'aş fi dumirit asupra înţelesului vieţii şi a rostului meu politic — aşà că, afară de Franţa, mi-a ajutat şi America, şi prin mine, au ajutat naţia, să ajungem la cea mai binecuvântată din libertăţi» (pag. 337).

(Soţia lui Masaryk erà prin obârşie franceză, dintr'o familie de Hughenoţi plecată, în vremea bejeniilor credinţei, prin Danemarca în America. Numele chiar, Garrigue, pe care şi l-a adaus la al său Masaryk, e al unui munte din Sudul Franţei).

Volumul are zece părţi, care se desfac în două grupe, neegale ca întindere, egale ca însemnătate. Intâia cuprinde nouă părţi şi descrie cronologic atât acţiunea, foarte vioaie, din străinătate cât şi aceea, mai şovăitoare, de acasă, pentru crearea Cehoslovaciei, iar a doua principiile de care s'a călăuzit propaganda şi stau la temelia noului Stat; sau, în cuvinte cât mai apropiate de ale lui Masaryk, pe deoparte cum s'a înnoit Statul, potrivit cărui program şi prin ce tactică, şi pe de alta, cum va puteà fi el menţinut. Adausul acesta de doctrină e un extras, cu întregiri şi clasificări noui, din materialul propriu zis documentar. Aceasta nu înseamnă însă că ar fi o simplă repetare şi de prisos. El trage prin multiplicitate câteva pârtii de meditare şi pune alături de realitate, ideea care o îndrumă şi modelează.

Intâile pagini descriu întâmplări şi stări de suflet din August până în Decemvrie 1914 la Praga. Răsboiul prinde pe Masaryk în Saxonia, într'o localitate de băi. Vede astfel pregătirile de aruncare pe front ale celor două armate. Alături de Germani, disciplinaţi şi bine echipaţi, recruţii austriaci, şi mai cu seamă Slavii, făceau rău: turme de oameni, de cele mai multe ori beţi. Soldaţii cehi nu-şi ascundeau simţirile lor antiaustriace. Cu toată sugrumarea oricărei vieţi politice, contactul personal cu diferiţi deputaţi cehi arătà că şi ţara politică doreà o răsturnare. Masaryk observà şi se fereà să dea de bănuit poliţiei. Erà de părere că în asemenea împrejurări e mai bine să te bizui pe tine şi să spui cât mai puţin altora.

Hotărîrea lui e luată. Impotrivirea faţă de Austria trebuià să se schimbe în realitate grea, pe viaţă şi pe moarte; aşà o cereà situaţia internaţională. Incepe să se gândească atunci la prietenii şi legături în străinătate, prin care să se informeze şi să informeze. Călătorii în Olanda îl pun faţă cu Seton-Watson, care duce în Anglia programul şi cererile cehe. Acolo stă la mormântul lui Comenius, unul din părinţii sufleteşti ai neamului, şi se gândeşte la testamentul lui. E şi numele acestei părţi dintâiu. Munca de propagandă începuse.

Două primejdii erau, care scot la iveală

ca reacţii din partea lui Masaryk, cele două mari idei conducătoare ale politicii lui de răsboiu. Aliaţii căutau să despartă Austro-ungaria de Germania, şi Ruşii erau aşteptaţi ca fraţi slavi mântuitori la Praga. Austro-ungaria trebuie distrusă. Ruşii nu pot hotărî, nu numai politic, dar poate nici militar, iar hotărîrea trebuie căutată în Apus şi, la nevoie, smulsă deacolo. Răsboiul nu se duceà între Germani şi Slavi, ci între Apus şi Răsărit, între două culturi deosebite, moştenitorii ideii imperiale romane porniţi la cucerirea Europei, Asiei şi Africei, deoparte, înfăţişaţi de Germania, şi reprezentanţii democraţiei şi republicii, de cealaltă, unde la urmă în chip firesc s'au găsit şi Statele-Unite. Locul Cehilor erà statornicit dinainte. Toată pregătirea, intelectuală şi politică a lui Masaryk, vorbià în acelaş sens; întrebarea cea înfricoşată erà dacă toată lumea acasă e gata şi dacă vechea înfrângere dela Muntele Alb se puteà îndreptà. Frontul aliat şovăià, dar îndărătul lui nu luptau numai trupe şi trebuià să ţie. In Rusia se mărea numărul Cehilor trecuţi la inamic şi cu care se puteà alcătuì o armată împotriva Austriei. După ce hotărăşte totul până în amănunt cu Beneş, care mai rămâneà la Praga, Masaryk trece în Italia. Zarul fusese aruncat (pag. 34).

Roma erà plină de diplomaţi sau de refugiaţi sârbi şi croaţi, dar şi polonezi. Masaryk se convinge din tot ce aude şi vede că Italia va rămâne cel puţin neutră, dacă nu se va alipì Inţelegerii, dar că în nici un caz nu va merge cu Centralii. Erà o mare liniştire. Cu Slavii au loc lungi consfătuiri, pentru o coordonare de program şi o împăcare de asperităţi. Grija de căpetenie erau Sârbii şi pretenţiile italiene asupra Dalmaţiei. La Roma erà încă o putere temută, care în tot timpul răsboiului a legat şi a deslegat fire: Vaticanul. Masaryk o studiază şi o urmăreşte cu luare aminte. Şi cu aceasta se încheie partea a doua, cu fapte din Decemvrie 1914 şi Ianuarie 1915 şi cu nume: Roma aeterna. Deacum titlurile încep să-şi mai piardă din expresia lor literară sau retorică (pag. 46). Un fel de trecere o face partea următoare, In oraşul lui Rousseau, unde marele pribeag întârzie nu mai puţin de opt luni.

Până la Roma se întindeà vremea de orientare a acţiunii lui în străinătate; începeà deacum lucrul sistematic. Elveţia, loc de întâlnire a iniţiativelor ca şi a intrigilor de tot felul, erà cum nu se poate mai nimerită. Pe puntea aceasta dintre cele două grupe în luptă, se treceà şi se încercà terenul necontenit deoparte şi de alta, azil şi laborator în acelaş timp. Aici se puteà înjghebà şi o bibliotecă a răsboiului cu cărţi, hărţi şi reviste. Masaryk n'ar fi fost şi om de carte şi propagandist luminat dacă nu şi-ar fi întocmit una, şi destul de respectabilă.

Acolo îl ajunge vestea morţii de tifos, adus de fugiţii din Galiţia, a băiatului lui, Herbert. Adversarii clericali dela Praga îi trimeteau scrisori otrăvite, arătând faptul ca o judecată a lui Dumnezeu.

Masaryk organizează întâiu corespondenţa secretă cu cei rămaşi acasă. Apoi trece la a doua mare sarcină: organizarea unitară a coloniilor cehe din străinătate, care se manifestau mereu, publicau, aveau programe, dar publicaţiile mureau abià ivite, iar programele se deosebeau ca cerul de pământ unul de altul. Curând autoritatea lui e pretutindeni recunoscută, şi cuvântul, aşteptat. Paralel cu această activitate, istoria îşi grăbià pasul. Italia intră în răsboiu. După o călătorie de încercare a atmosferei, la Paris, Londra, Lyon şi Milan, are loc întâia manifestare împotriva Austriei cu un prilej cultural: ziua lui Hus. Curând, odată cu venirea şi a lui Beneş, a străbătut lumea şi manifestul politic, de rupere făţişă cu Viena. Dar atunci Masaryk erà la Londra. In Elveţia, pe lângă munca de propagandă şi contrapropagandă, dau învăţături şi anumite atitudini sau fiinţa însăş a ţării. Romain Rolland e acolo, la un biurou de prizonieri, reprezentant al ideilor lui Tolstoi: Masaryk îl apără de învinuirea că ar fi fost cumpărat de Germani şi-i e recunoscător că l-a făcut să-şi revadă convingerile. Pacifist e şi el, părtaş al muncii şi al treptatei îmbunări şi îmbunătăţiri, dar nu până la neîmpotrivirea la rău. Răul trebuie combătut cu orice arme, şi eşti dator chiar să le ridici, când eşti atacat. Lărgimea de vederi deatunci e şi astăzi, la Masaryk preşedinte de republică, întreagă. Dovadă, colaborarea la Liber amicorum, care a ieşit de curând în Elveţia, în cinstea lui Romain Rolland la împlinirea a şaizeci de ani. Ţara semănă cu Cehoslovacia: trei naţionalităţi, lipsa mării, democraţie. Deseori s'a oprit Masaryk înaintea statuei lui Rousseau, teoreticianul nouei democraţii. Operele lui au fost reluate. Statul visat, al propriului popor, tremurà la orizon (pag. 72).

Pregătirea şi împrejurările erau destul de înaintate pentru ca propaganda să fie mutată în Capitalele Statelor Inţelegerii. In 1915 Parisul erà centrul militar, iar Londra cel politic, al răsboiului. Dela 17 Septemvrie se găsesc împreună şi îşi împart sarcinele între cele două lumi de interese Masaryk şi Beneş, patriarhul şi cel mai credincios ucenic al lui purtând pe drumuri steaua bună a unei ţări. Poate că şi fără ei, ea ar fi răsărit. Poate! Lucrul nu e atât de sigur, cu toate asigurările lui Masaryk. Ceeace e sigur e că în cu totul altă înfăţişare, mergând chiar până la nerecunoaştere pusă alături de cea de astăzi, în care leul cehoslovac al pajurii stă supravegheat deadreapta şi deastânga de cei doi portari de credinţă. Ca o pildă poate folosì hotărîrea luată de Aliaţi chiar în ajunul Conferinţei Păcii ca marginea germană a Boemiei să nu facă parte din noul Stat. Aceasta însemnà nu numai o lipsă de trei milioane şi jumătate de oameni, fie şi de limbă şi de simţire străină, dar răşluirea celui mai bogat ţinut, un procent covârşitor al industriei cehoslovace de azi şi toată creasta munţilor. Erà să fie pentru Statul de mai târziu ce-ar fi fost de noi cu hotarul austroungar la Buşteni, al păcii nenorocite. Intervenţia energică de ultim moment a lui Masaryk, cu trecerea fără pereche câştigată în patru ani de frământare, de scris şi de legături cu capi de ţări, de armate şi de cultură, abià ea a înlăturat primejdia. Dar problema cimentării intr'un singur Stat a Cehiei cu Slovacia? Fără să vorbim de Rusia subcarpatică, de o însemnătate mult mai mică.

Dela început trebuià creat un organ politic central, care să fie recunoscut de coloniile cehe şi treptat de guvernele Inţelegerii. Dela «Comitetul ceh pentru străinătate», care a iscălit şi proclamaţia dela 14 Noemvrie 1915 împotriva Austroungariei, s'a ajuns abià în cursul lui 1916 la un fel de guvern provizoriu, «Consiliul Naţional al Ţărilor Cehe», nume întrebuinţat pentru întâia oară oficial cu prilejul aşà zisului protocol dela Kiev, din 29 August acel an, încheiat de Ştefanik pentru legiunea cehoslovacă din Rusia. Preşedinte a fost al unuia şi al altuia, totdeauna Masaryk, iar secretar general, Beneş. Recunoaşterile au venit din toate părţile, dela Cehii risipiţi în lume; la 28 Februarie 1917 şi din Africa de Sud, dela Kimberley.

După scurtă vreme de şedere la Paris, Masaryk trece la 29 Septemvrie la Londra, «centrul politic» al răsboiului. El avusese grije să lase îndărăt pe Beneş şi pe eroicul Ştefanik, prins într'un capitol cu toată personalitatea lui de apostol, acum dus cu targa la vapor într'o călătorie de propagandă în America, acum voluntar la Ypres, aviator în Serbia şi Albania, cap de oşti prin Rusia plănuind, ca în zilele triunghiului morţii din Moldova, o retragere a armatei cehe prin Turkestan la Marea Neagră şi în Mediterană, şi căzut în sfârşit şi ars cu aeroplanul în călătoria de întoarcere, pe pragul patriei liberate.

In Londra Masaryk primeşte, deşì anevoie, pentrucă nu erà slavist şi se temeà de pierderea de vreme, o catedră pentru treburile slave la King's College. Intâia conferinţă, sub preşedinţia lordului Robert Cecil care înlocuià pe Asquith bolnav, şi erà el singur o manifestare şi o recunoaştere de o valoare nepreţuită, tratà despre: «Problema popoarelor mici în criza europeană». Pentru întâia oară problema austroungară apăreà în lumina ei adevărată şi teama de balcanizare a Europei, adică fărâmiţare de State în luptă neîntreruptă, căpătà lovitura unor argumente care au înlăturat-o. Cu ajutorul lui Steed, al lui Seton Watson, al presei, al memoriilor, a unei vitrine în locul cel mai umblat al Londrei, cu hărţi şi publicaţii cehoslovace, ideea îşi face drum. Un rezumat al unor însemnări care sunt şi ele o redare pe scurt, nu poate dà o părere despre ce muncă de răscolire a conducătorilor de tot felul ai opiniei publice din toate ţările s'a început atunci şi s'a continuat fără întrerupere, cu adaptări după loc, moment şi oameni, timp de patru ani. Aceà părere se capătă mai uşor şi mai simplu dintr'o răsfoire înceată a marelui indice dela sfârşitul volumului, care înşiră numele proprii amintite în el.

La 3 Februarie 1916 Masaryk a fost la Briand, căruia i-a supus o mică hartă a Europei şi părerea lui despre răsboiu, că o condiţie a reclădirii Europei şi a adevăratei slăbiri a Germaniei, prin urmare şi a siguranţei Franţei, erà împărţirea Austroungariei în părţile ei naturale şi istorice. Briand a fost câştigat şi în felul acesta Inţelegerea şi-a căpătat şi un program pozitiv: desmembrarea Austriei, adică refacerea Răsăritului Europei şi reorganizarea Continentului.

La Paris, unde Masaryk a vorbit frecvent cu reprezentantii Sârbilor şi cu Izvolskii,

care erà plin de temeri pentru viitorul Rusiei, profesorul Denis l-a poftit să ţie o conferinţă la Sorbona, ceva asemănător manifestării dela King's College şi putând aduce tot atât folos cauzei. Conferinţa a fost despre Slavi şi Panslavism, într'o vreme când Ruşii începeau să iasă din socoteală şi să-şi piardă simpatiile, iar alţi Slavi, ca deputatul ceh Dürich visau cu ochii deschişi despre un pan-rusism, o dinastie rusă şi trecerea Cehilor la credinţa pravoslavnică.

Il interesează şi se opreşte asupra problemei decadenţei franceze, asupra spiritului englez, a Irlandei, care îl preocupă cu întrebarea dacă un popor poate trăi chiar dacă limba nu-i mai trăeşte. In timpul acesta frontul se cutremură plin de schimbări şi de uimiri. Submarinile pornesc pe mări. Verdun se apără cu greu. Brusilov face ultima înaintare mare rusă. România... «Şi România a fost câştigată de înaintarea rusă, după anevoioase tratative cu Rusia şi Inţelegerea, dar după o repede pătrundere în Transilvania, Mackensen stăpânià încă dela sfârşitul anului Bucureştii». Incepe manevra ofertelor de pace din partea Germaniei şi ivirea pe întâiul plan al interesului America, cu Wilson tare pe realegerea lui de preşedinte al Statelor-Unite la 7 Noemvrie 1916. La manifestul lui, in care amintià de dreptul de autodeterminare al popoarelor Statelor mici şi despre o ligă a Naţiunilor, Aliaţii răspund cu o notă comună la 12 Ianuarie 1917. Răspunsul e o strălucită izbândă a propagandei de până acum, care îşi dădeà roadele. In el se arătă ca una din condiţiile păcii: «liberarea Italienilor, Slavilor, Românilor, Cehoslovacilor de sub stăpânirea străină». Pomenirea deosebită a Cehoslovacilor a deşteptat pizma Slavilor de Sud şi a Polonilor.

Reproducem o jumătate de pagină din cuvânt în cuvânt, pentru înţelegerea dintr'un caz concret care se puteà redà în câteva rânduri, cât de promptă şi multitentaculară se făceà, când erà nevoie, acţiunea Beneş-Masaryk. Erà o concentrare de puteri şi o iuţeală de reflex, care nu se puteà să nu-şi ajungă scopurile.

«Am simţit numai decât chiar din text că vorba «Cehoslovaci» fusese adausă în propoziţia odată încheiată, care cereà in general liberarea «Slavilor»; acest lucru mi-a fost întărit mai târziu. Doctor Beneş aflase de pregătirea răspunsului Aliaţilor; el tratà cu d-l Berthelot şi alţii, dar greutăţile erau mari, pentrucă Aliaţii stăteau la îndoeală să se îndatoreze la desăvârşita sfărâmare a Austroungariei şi să făgăduească popoarelor sigura liberare. Doctor Beneş stărui verbal şi prin memorii că această făgădueală trebuià să fie dată pentru întărirea împotrivirii naţiunilor subjugate şi cerù în deosebi amintirea Cehilor şi a Slovacilor. De partea sa Dr. Beneş câştigă personalităţi cu mare trecere (d-l Leygues, preşedintele comisiei externelor). André Tardieu scrise un articol în «Le Temps» în sprijinul nostru, redactorul Sauerwein în «Matin» (amândouă articolele la 3 Ianuarie). Prin articolul din «Matin» i se aduceà aminte ministrului Briand de făgădueala făcută încă cu un an înainte.

«Tratativele pentru răspuns se urmară intre Paris, Roma şi Londra şi se hotărî să se vorbească numai de Slavi ca să se ocolească neînţelegeri între Italieni şi Jugoslavi. Dar Ministerul de Externe francez izbuti să dea ascultare stăruinţei D-rului Beneş.

«Cuvântul «Cehoslovac» cuprins in notă are o istorie internă interesantă; erau trei propuneri: liberarea «Boemiei» — «a poporului ceh» — a «Cehoslovacilor»; cea din urmă propunere a fost primită într'o consfătuire dintre Dr. Beneş, Ştefanik şi Dr. Osusky».

Epizoade de acestea, mici, dar hotărîtoare, stau la începuturile Statului nou Cehoslovac. Aşà îşi aleg şi cele mai largi fluvii, din pâraiaşe apele lor.

Atunci urmară la scurte răstimpuri revoluţia rusă şi intrarea Americii în răsboiu (pag. 132).

Vesteà revoluţiei a umplut şi de mulţumire, dar şi de mare îngrijorare. Rusia liberă, altfel decât Rusia autocrată, aveà acum dreptul să anunţe liberarea Slavilor. Programul slav formulat de Masaryk erà: Unirea Poloniei în strânsă legătură cu Rusia, unirea Sârbilor, Croaţilor şi Slovenilor şi la fel unirea şi liberarea Cehilor şi Slovenilor. A adaus că nu e vorba numai de Slavi, dar şi de naţiunile latine, Francezi, Italieni şi Români şi de îndreptăţitele lor idealuri naţionale. Miliukov, noul ministru rus de externe, a răspuns prietenos. Dar îngrijorarea rămâneà. Ce ascundeà sfinxul rus?

Masaryk se hotărăşte să plece în Rusia, pentrucă la putere ajunseseră liberali şi prieteni, pentrucă armata cehoslovacă deacolo trebuià organizată şi pentrucă acest vechiu

şi iubit obiect de cercetare luase noui înfăţişări, care ispiteau şi interesau pe gânditor şi om politic.

El îşi dă seama dela întâia ochire că Rusia nu mai înseamnă militar nimic pentru Aliaţi. Sodoma şi Gomora ţaristă nu puteà fi stârpită decât cu foc şi pucioasă. Ţarismul demoralizase toată ţara, dela nobilime, biurocraţie, ofiţeri, până la mojic. Biserica, cu pasivitatea ei, fusese de ajutor. In ce priveşte pe Slavi, şi în deosebi pe Cehoslovaci, Rusia n'aveà program. Ea nu erà slavă, ci bizantină. Orizontul ei nu se întindeà dincolo de Sârbii şi Bulgarii pravoslavnici şi aşezaţi în drumul Constantinopolului. Croaţii catolici şi Cehii reformaţi şi liberali o umpleau mai curând de neîncredere.

Legiunea cehoslovacă, din prizonieri austro-ungari, suferise tot felul de vicisitudini. Ea fusese la început o drujină rusă, cu scopuri de încredere, propagandă la ocupaţia de teritorii slave, servicii de eclerori pe front. Spiritul legitimist al Statului şi ofiţerilor ruşi se împotrivià să facă din ei o armată cehă, de sine stătătoare, de călcători de jurământ. Anumite consideraţii capitaliste se împotriveau mai târziu, pentrucă Cehii erau lucrători specialişti foarte folosiţi în fabrici. Venirea lui Masaryk schimbă totul. Intâiu rostul acestei armate se limpezeşte: ea trebuie să fie cehă şi avea să lupte pe frontul francez; în Rusia se făceà numai recrutarea şi o sumară echipare.

Orientalismul biurocraţiei ruse şi o ascunsă opoziţie de sus îl poartă pe Masaryk pe tot felul de drumuri. Când izbucneşte apoi vârtejul maximalist trebuià îngrijit ca zecile de mii de oameni, strânşi cu atâta greutate şi cari întrupau mai bine decât orice ţara cehoslovacă, să nu fie luaţi. Masaryk e alături de oamenii lui, necontenit, cu toate primejdiile. Priveşte cu ochiu ascuţit revoluţia. «Bolşevismul e dictatura absolută a unui om şi a ajutoarelor lui; bolşevismul e infailibil şi inchizitor şi n'are nici o atingere cu ştiinţa şi filozofia ştiinţifică. Ştiinţa ca şi democraţia nu se poate închipuì fără libertate». «Ruşii sunt neputincioşi să aducă la împlinire comunismul marxist; ei sunt ca întreg prea necultivaţi şi stricaţi de ţarism ca să înţeleagă şi să desăvârşească vederile lui Marx despre comunism drept stadiu din urmă al unui lung proces istoric».

Armata cehoslovacă erà strânsă în jurul Kievului. Dar Ucraina e dela 20 Noemvrie 1917 republică de sine stătătoare. Trebuiau acum noui tratative cu noul Stat. Din Franţa se cereà ca acest corp de armată să treacă pe frontul român. Atunci Masaryk se duce la Iaşi, ca să judece prin sine putinţele şi oamenii. Negreşit că prevederile lui au fost cele drepte şi că frontul român nu erà sigur. Dar poate că scopul din urmă şi perfect îndreptăţit, deşi în chip firesc ferit, erà ca armata cehoslovacă să fie păstrată cât mai nevătămată. Dovezile de vitejie le dăduse. Apăsà deacum mai greu prin existenţa ei nealterată, decât printr'o prăfuire în izbiri care puţin puteau să mai schimbe în situaţia militară. Dealtminteri această intenţie s'ar vedeà şi din pierderile totale pe care le-a avut, ca armată naţională, pe toate fronturile, chiar după o luptă ca aceea dela Zborov din Rusia sau după ciocnirile grele din Siberia. La o forţă de cel puţin 182.000 de oameni (92.000 în Rusia, 12.000 în Franţa, 24.000 + 54.000 în Italia), abià 4.500 căzuţi. Şi poate în această cifră intră şi partea mortalităţii obişnuite, de boli şi accidente!

Şi astfel Masaryk a apărut la Iaşi într'o zi de toamnă târzie, plină de griji. Erà un profesor şi un pribeag, aureolat puţin de apostolatul şi de faima pe care şi-o făcuse, dar încă atât de departe de idealul urmărit! Ne povestià cineva cum, stând la biurou, într'o odaie improvizată într'un mare oficiu public, s'a pomenit cu un om înalt, cărunt, cu ochelari, într'o îmbrăcăminte de drum, venit singur să întrebe unde îl poate găsì pe profesorul Iorga. Nimeni nu se îngrijise să-i dea un însoţitor. «Sunt profesorul Masaryk!». Şi a plecat cu un băiat, un cercetaş, tot aşa de liniştit şi simplu, să găsească pe celălalt profesor, pe Nicolae Iorga. Povestim acest mic fapt, pentrucă în lista persoanelor văzute la Iaşi, numele acestuia, după cum se va cetì mai departe, nu e trecut.

Dăm întocmai pasagiul, care e în carte capitolul 58. E singurul unde se vorbeşte mai pe larg de noi:

«Drumul din Kiev în Franţa prin Siberia — un plan fantastic, cum îmi ziceam eu însumi uneori; dar cu cât cumpăneam împrejurările, se arătà planul cel mai practic, deşi cereà un aşà de lung drum. Negreşit că se făureau tot felul de planuri; aşà ni se propuse nouă şi Aliaţilor că ar trebuì să ne ducem spre Caucaz la Cazaci sau peste Caucaz

în Asia la armata engleză... Franţa ne erà cârma, ca marinarului pe mare busola.

«Existase o posibilitate — să luptăm împotriva Austriacilor şi a Germanilor alături de Români şi de Ruşi pe pământ român. O cercetasem destul de amănunţit în Petersburg cu misiunea militară franceză şi ministrul român deacolo Diamandi, când corpul nu erà încă alcătuit. Cu Românii am fost necontenit în contact prietenos; tinerii noştri ajutau în lagărele de Români la recrutarea de voluntari pentru armata română. Şi în Paris erà dorinţa ca să ne ducem armata noastră pe frontul român. Am tratat deaceea cu generalul Berthelot, care se găsià în fruntea misiunii franceze din România; trupele ruseşti erau comandate de generalul Şcerbacev. Eu aveam ştiri despre împrejurările din România şi cunoşteam în deosebi soarta prizonierilor prin informaţii culese pe loc de Ştefanik anul trecut; din toate acestea trebuià să ajung la încheierea că încă din 1916 România aveà greutăţi cu aprovizionarea. Inainte să mă hotărăsc am vrut să văd cu ochii mei împrejurările din România şi de pe frontul român, şi la sfârşitul lui Octomvrie (1917) m'am dus la Iaşi; partea aceasta din România nu fusese luată de duşman.

«In Iaşi am văzut nu numai misiunea franceză şi pe comandantul rus, dar şi pe conducătorii politici şi militari români; am avut o convorbire despre situaţie cu regele şi ministrul Brătianu. Take Ionescu mi-erà bine cunoscut şi recomandat de prieteni englezi; noui mi-erau miniştrii Duca şi Mârzescu. Dintre ofiţeri am văzut pe generalii Averescu, Grigorescu ş. a.; am mers şi pe front, ca să-mi dau seama de starea armatei şi înainte de orice de aprovizionare. Intr'o luptă scurtă de artilerie am putut privi pe soldaţi la lucru; am avut o bună impresie şi am văzut mai cu seamă cum biruinţa dela Mărăşeşti înviorase sufletele şi le insuflase inimă pentru luptă mai departe şi stăruinţă.

«Am vizitat pe toţi trimişii străini, mi-aduc aminte de întâlnirile cu ministrul sârb Marincovici şi cu ataşatul militar Hagici; însemnate au fost convorbirile cu ministrul italian Fasciotti, cu care am ajuns la înţelegere asupra unui plan amănunţit de organizare a legiunilor noastre în Italia şi am continuat astfel tratativele pe care le dusesem în această chestiune cu ambasadorul italian din Petersburg. Amintesc şi pe ministrul american, compatriotul nostru Vopicica.

«Din ce am văzut şi am auzit am rămas cu părerea că armata noastră nu poate să meargă pe frontul român. Mi se păreà că aprovizionarea erà de pe atunci anevoioasă şi mă îndoeam că România ar puteà să îndure uşor sporul de 50.000 de oameni; înainte de orice însă aveam impresia că România nu va ţine în rezistenţa ei împotriva duşmanului. Trupele române şi ofiţerii făceau o foarte mulţumitoare impresie; starea sufletească erà, precum am spus, bună; ofiţerii francezi îşi împlineau rostul lor în armata română foarte onorabil, dar situaţia generală mi se păreà că îndreaptă spre pace şi trupele ruseşti din România nu mi se mai păreau sigure. Rusia bolşevică aveà să încheie pace cu Germania, aceasta erà numai o chestie de câtva timp; aveà să continue România lupta cu Germania? Ce erà să facem noi după încheierea păcii pe pământ românesc? Experienţa a adeverit în curând hotărîrea mea. Odată cu tratativele de pace cu Rusia se începură şi tratativele cu România. La 9 Decemvrie se deschiseră tratativele armistiţiului, la 5 Martie 1918 s'a hotărît pacea provizorie, la 7 Maiu definitivă. E interesant, comparând România cu Ucraina şi Rusia, că tratativele româneşti se întinseră o jumătate de an, pe când cu Ucraina şi cu Rusia treburile merseră mult mai repede.

«La Paris lucrurile nu se puteau judecà de departe destul de limpede, şi lumea erà nemulţumită cu hotărîrea mea. Peste puţin însă s'a recunoscut exactitatea ei.

«Şederea politică în România a dat bune roade; cunoştinţa personală şi colaborarea noastră cu Românii în Rusia au fost sămânţa întreitei alianţe. Când România se hotărîse pentru răsboiu, noi am trimis (cu Beneş şi Ştefanik) o telegramă lui Brătianu că România luptă în acelaş timp şi pentru liberarea poporului nostru; interesul comun ne-a dus împreună şi după răsboiu, şi tot aşà şi pe jugoslavi; e adevărat că între Sârbi şi Români nu domneà destulă claritate cu privire la frontiera Banatului; am avut prilejul să vorbesc despre aceasta cu ambele părţi şi să sfătuesc la o paşnică înţelegere.

La Iaşi am aflat de Caporetto — felul cum judecasem politica română căpătă astfel o întărire». (Pag. 195—197).

Despre colaborarea Românilor cu Ceho-

slovacii n'am cetit nicăiri că între Sârbii cari au luptat în Dobrogea erau foarte mulţi ei şi că destui au căzut eroic pe acest front. Restul au fost retraşi pentru corpul expediţionar, organizat apoi cu fiinţă şi program a parte.

Armata cehoslovacă a fost declarată parte din armata franceză şi a căpătat prin convenţie în regulă cu bolşevicii, voia să se retragă prin Siberia, până la porturile Pacificului. Masaryk nu mai aveà ce să facă în Rusia, care încheiase cu Puterile Centrale pacea dela Brest-Litovsc. El se duceà în America, trecând prin Japonia, unde, pe lângă legăturile obişnuite diplomatice, vrea să înlesnească prin intervenţii personale punerea repede la îndemâna oamenilor lui de vapoare de transport pentru Europa. Pacea generală se apropià. Memoriul dela 10 Aprilie scris la Tokio, scurt, pe puncte, pentru preşedintele Wilson, spuneà: 1) Aliaţii trebuie să recunoască de fapt guvernul bolşevic; 2) Mişcările monarhice sau socialiste sunt slabe şi nu trebuie ajutate; 3) Bolşevicii au să se menţie la putere mai mult decât se crede şi n'au să moară, ca toate celelalte partide, decât de diletantism politic; 4) Un guvern de coaliţie din socialişti, cadeţi, dar şi bolşevici, ar întâmpină generala recunoaştere; 5) Un guvern democratic şi republican în Rusia ar exercità o apăsare asupra Austriei şi Germaniei reacţionare; 6) Toate micile naţiuni din Răsărit (Finlandezi, Polonezi, Estonieni, Letoni, Litvani, Cehi şi Slovaci, Români, etc.), au nevoie de o Rusie tare, împotriva Germanilor, şi Aliaţii sunt datori s'o sprijine din răsputeri. Şi punctele mai urmează, cu alte chestii tot aşà de mari. Se oglindă din ele şi cunoaşterea exactă a împrejurărilor şi propunerile practice, două fapte care totdeauna au izbit pe oamenii politici aflaţi în legătură cu Masaryk şi i-au câştigat pentru el şi cauză; precum se oglindă şi oportunismul cuminte şi slavismul lui.

La 20 Aprilie 1918 pleacă din Yokohama, iar la 29 e la Vancouver (pag. 218).

In Statele-Unite, sau cum sună titlul celei de a şaptea părţi: Democraţia americană, Finis Austriae, ca un cântec de trâmbiţaş care dă de veste dela marginea Oceanului făurirea unei alte lumi politice, Masaryk pregăteşte aşezământul de drept al noului Stat. Frontul primeà ultimele lovituri de berbece, dar cu toată îngrijorarea întâielor succese duşmane, se vedeà că Germanii îşi cheltuiau cele din urmă puteri. America îşi trimeteà tineretul şi materialul de răsboiu în câtimi nevisate peste apă, cu toată pânda submarinelor. Propaganda ia aici, pe lângă obişnuitele prietenii în cercuri conducătoare, forme populare: primire cu muzică şi steaguri, cortegii pe străzi, mari întruniri. Toate sub ochii şi cu colaborarea Americanilor, cari sunt arbitrii situaţiei. La 15 Septemvrie se face la New-York un Congres al popoarelor apăsate, aşà cum fusese cel dela Roma, dela 8 Aprilie 1918. Polonii erau reprezentaţi de Paderewsky, Jugoslavii de Dr. Hinkovici, Românii de Stoika. Intreaga sală Carnegie erà înţesată de Slavi, Români şi Americani. Izbânda şi răsunetul sunt desăvârşite. Ca rod al acestor acţiuni şi al contactului cu reprezentanţii tuturor popoarelor din Răsăritul Europei, între cari se discutau şi se fixau graniţe şi Constituţii, s'a alcătuit «Uniunea democratică a Europei mijlocii», cu Letoni, Litvani, Estonieni, Greci, Armeni, Albanezi. Erà nevoie neapărată şi repede ca toate aceste popoare să poată lucrà ca un singur mănunchiu. Propagande de tot felul unelteau. Ungurii şi Austriacii căutau să iasă din corabia care se îneacă, cu cât mai mici pagube. «Cu Românii am continuat colaborarea începută în Rusia. In America se găseau mai puţini reprezentanţi români; dintre deputaţi a venit acolo pentru câtvà timp Lupu».

Cehoslovacia erà descoperită în sfârşit şi înconjurată de entuziasmul tânăr al întregului continent, prin aventura neaşteptată a corpului expediţionar ceh, care, împiedicat să pornească după învoeală, ridicase armele şi dela Volga până la Vladivostok încercà să creeze un nou Anabasis. Transiberianul erà în mâna lui. Chiar învinuirea, combătută de Masaryk ca neîntemeiată, că datorită Cehilor fusese ucis ţarul şi familia lui, prin teama Sovietului local din Ecaterinburg la apropierea lor să nu-i libereze, hrăneşte acelaş curent.

Răsboiul se sfârşeà. Cehii erau gata, în afară şi acasă: «dar fără propaganda noastră în străinătate, munca diplomatică şi sângele legiunilor, nu ne-am fi câştigat neatârnarea». La 14 Octomvrie Consiliul naţional se schimbă în guvern provizoriu, cu Masaryk preşedinte, Beneş la externe şi Ştefanik la răsboiu. La 15 Franţa îl recunoşteà. De fapt şi de drept, Cehoslovacii erau liberi! Când Masaryk află că Impăratul Carol pregăteà un manifest cu

gândul să câştige bunăvoinţa americană şi prin care făgăduià o federaţie a Statelor austriace, a dat drumul declaraţiei de independenţă. Ea a ajuns la Casa Albă la timp ca să răstoarne efectul soliei făţarnice de departe. Wilson a fost mişcat şi n'a pregetat să deà acel răspuns care hotărà desmembrarea Austriei, şi care i-a adus prăbuşirea, fiind o contrazicere faţă de declaraţiile dinainte ale preşedintelui, de menţinere în forme îmbunătăţite a Imperiului dela Dunăre. Toată lumea a recunoscut, în această mântuitoare schimbare de atitudine, înrâurirea lui Masaryk. Când manifestul lui Carol a sosit, la ferestrele hotelului unde locuià Masaryk fâlfâiau stegulețele noului Stat. Leul cehoslovac ieşise din cuşca istoriei şi făceà măreţ de pază. Muntele Alb fusese uitat!

Venise timpul întoarcerii în Europa. Germania se prăbuşise. La 14 Noemvrie se proclamase la Praga republica, cu Masaryk preşedinte. Incep întâile onoruri, de cap de Stat, cu marinarii cari stăteau drepţi la ieşirea din hotel. Pe vapor aveà să facă cunoştinţă şi cu supravegherea din umbră a poliţiei secrete. Omul vechiu murise; se născuse omul public, suveranul! (Pag. 326).

«Marea, marea! Creeri şi nervi se odihnesc. Mare, şi nimic decât cer şi mare zi şi noapte; duduitul maşinelor şi al elicelor nu turbură. In timpul şederii în străinătate mă desvăţasem de somnul obişnuit; cred că în tot acest răstimp n'am dormit cum trebuie cinci nopţi întregi; creerul erà mereu în mişcare ca un ceas întors, chibzuind, comparând, calculând, cumpănind ce are să aducă ziua de mâine pe câmpurile de luptă şi în ministerele diferitelor ţări, o necontenită măsurare a depărtării şi a abaterilor dela scopul nostru».

«In vârtejul gândurilor ceva mi se desluşì limpede: cu toată ştiinţa şi filozofia, cu toată mintea şi înţelepciunea, cu toată prevederea şi previziunea, viaţa insului şi a naţiei ia în bună parte alt curs decât dorim, vrem, năzuim noi; şi totuş în aceasta e logică, pe care o descoperim după. Planurile şi toate silinţele celor mai dăruiţi conducători, ale acelora cari fac istoria, se dovedesc vaticinatio ex eventu».

Cine se puteà aşteptà dintru început că Germania intrată în răsboiu pregătită şi cu scop limpede, erà să cadă atât de greu, faţă de Aliaţii nepregătiţi şi deci descoperindu-şi treptat scopurile; cine mai ales, că Rusia aveà să se nărue? Puţin a lipsit ca pacea să se încheie cu graniţele şi raporturile de forţă dinainte. Noul preşedinte se gândeşte în acest drum pe apă la aceste şi alte multe lucruri, la înţelesul răsboiului, la linia Goethe, Kant, Hegel, Bismarck faţă de cealaltă, Bach, Beethoven, la subiectivismul care duce la titanism şi la căutarea scăpării de singurătate în sinucidere, la creşterea religiozităţii în răsboiu, peste biserică, la teocraţia medievală în luptă cu democraţia, la zidirea noului Stat. Sunt paginile cele mai pline de gânduri ale cărţii; un crez şi o privire peste viaţa proprie şi a veacului. Propoziţiile politice ale părţii dela urmă sunt toate cuprinse aici. Dincolo au să fie numai desvoltate şi sistematizate. Ca o istorie a istoriilor sau o bibliografie a bibliografiilor întreaga activitate a omului se întâlneşte aici văzută în adâncime.

«In Paris s'a fixat conturul mai precis al Micii Inţelegeri. Intâiu am tratat cu Take Ionescu şi acesta a adus la mine pe Venizelos. Ideea Micii Inţelegeri se găseà, ca să zic aşà, în aer». Apoi a venit şi drumul spre ţară, prin Italia. Vinerea lui Masaryk! Grăuntele de superstiţie! Intr'o Vineri din Decemvrie 1914 plecase din Austria, într'o Vineri a ieşit răspunsul lui Wilson Austriei şi declaraţia de independenţă şi într'o Vineri a călcat, după patru ani de sbucium în străini, pământul ceh. La 21 Decemvrie preşedintele intră în Praga îmbrăcată de sărbătoare, zburdalnică de fericire şi înfiorată de măreţia clipei (pag. 385).

Partea a doua cercetează puterile care au adus republica, în afară şi acasă, coordonează cele două acţiuni naţionale şi analizează pe cea mai puţin cunoscută până acum dela Praga. Problema zilei precise de când începe să trăiască noul Stat; recunoaşterile de aiurea sau revoluţia de acasă (28 Octomvrie, primit la urmă de toţi); cum s'a ajuns la forma de republică; politica faţă de minorităţi; democraţia cu caracterele ei; organizarea unui Stat nou; are Statul cehoslovac destule destoinicii ca să se menţină?, opresc la tot pasul mintea cugetătorului politic (pag. 435).

Partea din urmă a volumului, a zecea, se chiamă Democraţie şi umanitate, şi e o încercare de prins cadrul de desvoltare a oricărui Stat modern, şi în întâiul rând a Cehoslovaciei. Revenirea asupra unor păreri ri-

sipite printre faptele de până acum, erà necesară. Ea apare nu numai ca o datorie ştiinţifică, de sistematizare, dar şi ca o isteaţă trăsătură de încheiere, din partea propagandei care a stat neadormită îndărătul fiecărei acţiuni. E cel mai bun răspuns, indirect, învinuirilor duşmane sau temerii prietenilor, de balcanizare. Cine are asemenea vederi largi şi îndrăzneţe, şi le urmăreşte cu atâta logică, nu poate fi nici ajuns de învinuiri nici jicnit cu temeri.

Răsboiul a fost internaţional şi o continuare a răsboiului de treizeci de ani, chiar tot aşà de lung, dacă se ţine seamă de mijloacele iuţi de azi. Atunci se urmăreà o nouă ordine a Europei după revoluţia religioasă; acum o nouă ordine a Europei şi a lumii, după revoluţiile politice. Trei monarhii teocratice au căzut; proporţia de 83% din omenire sub regim monarhic şi numai 13 sub regim republican dinainte, s'a răsturnat; o mare tendinţă de autonomizare s'a dat la iveală şi a făcut ca în Europa să fie, faţă de 25 de State în 1914, 35 în 1920.

Nouile State vor trebuì să ajungă la înţelegere, aşà ca să lucreze unitar. Primejdia turcă medievală, care a dat naştere Austroungariei, nu mai e. In schimb există putinţa unei Europe democratice şi, prin ea, a libertăţii şi a neatârnării tuturor naţiunilor, oricât de mici. Cehoslovacia, cu aşezarea ei central-europeană, nu poate duce decât o asemenea politică, internaţională şi de legătură cu toţi vecinii.

Soarta Cehilor păreà totdeauna umbrită de supranumărul german. Raporturile de forţă au rămas, dar nu trebuie uitat că, oricum, nici în trecut neamul n'a pierit din această pricină, iar azi el stă alături, în primejdii la fel, cu State chiar mai mici. Azi mai cade în cumpănă nu numai puterea, dar şi cultura. Ţara se poate deschide tot mai mult curentelor roditoare din Apus.

De o decădere a culturii apusene, sau germane, nu se poate vorbì. Tot aşà de puţin îndreptăţit e şi mesianismul slav. Mersul vremii e spre o sinteză culturală. Aceasta e adevăratul europenism, duşman oricărui şovinism de sub orice mască ar privì el lumea. Intrebarea pentru Cehoslovaci e: cu ce contribue ei la tezaurul omenirii şi de care din celelalte naţiuni au nevoie ca să contribuie mai mult? Iar în ce priveşte sinteza culturală, s'ar puteà începe chiar cu Statele cu minorităţi. Un rost mare le-ar fi astfel dat în desfăşurarea lumii moderne.

Dacă democraţia trebuie să fie o cale d urmat în politica externă, cu atât mai mul e locul ei în politica internă. Monarhia se rezemă pe biserică, democraţia se ridică pe umanitate. Ea nu e nivelare, ci individualizare şi se menţine şi creşte prin ştiinţă şi educaţie a mulţimii. Un program, dus până în ultimele lui consecinţe, se încheie repede înaintea noastră, cu reforma parlamentului, care înseamnă reforma alegătorilor, cu reforma biurocraţiei, care trebuie să fie administrativă şi repede, cu diplomaţia adevărului şi jurisprudenţa democratică. Şi urmează lauda, motivată, a republicii, a culturii: «baioneta nu cântăreşte nimic faţă de meritele culturale şi omeneşti», recunoaşterea măreţiei simţirii religioase, dar cu propunerea hotărîtă de despărţire a bisericii de Stat, şi mai cu seamă imnul iubirii de aproapele, al umanităţii, şi al democraţiei: «democraţia e forma politică a umanităţii» (pag. 540).

Volumul are, pe lângă interesul lui istoric, abià presupus din această trunchiată schiţă de cuprins, popasuri mari sintetice de meditare asupra firii diferitelor popoare şi culturi. Aşà sunt paginile privitoare la Italia şi la problemele ei din trecut şi de azi, la Franţa, cu lupta împotriva romantismului şi a decadenţei, la Anglia, la Rusia, la Statele-Unite. Atâtea epizoade şi pagini desvălue apoi sufletul ceh, cu şovăirea şi avânturile lui. Cercetarea se adânceşte deodată, ajutându-se cu o documentare uriaşe, tipărită sau vie. Ea lasă îndărăt un orizont mai curat, cu perspectivele puse la punct, peste care ochiul trece acuma fără piedică.

Sunt acolo, alături de informaţia propriu zisă despre diferitele popoare şi despre felul cum înţelegeà să le studieze Masaryk înainte să le ceară sprijinul, neaşteptate şi sugestive epizoade.

Amintim unul din Statele-Unite.

Omul politic nu-şi îngăduia niciodată atâta şi aşà treabă încât să nu lase filozofului şi sociologului răgazul observaţiei. De multe ori această observaţie îşi alegeà locuri de unde puteà să cuprindă mai mult sau să rostească mai concentrat o impresie. E aproape aşà cum Goethe povesteşte în Poezie şi Adevăr că în orice oraş s'ar fi dus, urcà turnurile şi înălţimile. Le urcà, la început, nu numai ca să vadă mai departe, dar şi ca să

lupte cu ameţeala de care suferea. Par'că şi Masaryk, realistul, caută tocmai colţurile mai romantice, el care a combătut mai fără milă, cu vorba şi cu fapta, romantismul, şi le caută cu o stăruinţă rudă cu aceea a lui Goethe. Romantismul, cu năvala lui de izvoare sentimentale în orice viaţă, trebuie smuls până şi de sub armurile cavalerilor porniţi să-l ucidă, unde găseşte tot aşà de bine mijlocul să-şi trimeată răsadul. Ce existenţă, de altminteri, apare mai romantică, dela începuturile ei până la încununare, decât a lui Masaryk?

Iată-l în Baltimore, la mormântul lui Edgar Allan Poë. După întârzierea la caracterul specific al ţării, mintea lui legà, peste ocean, pe scriitorul american cu Baudelaire. In vechea civilizaţie ca şi în cea nouă, cele două nume stăteau ca nişte reprezentante tipice ale decadentismului, care se puteà ivì deopotrivă în amândouă lumile. Tinereţea uneia n'o scuteà, şi bătrâneţea celeilalte n'o dobora. Odată, de două ori îl întâlnim la acelaş mormânt, fără drept la bănuială din parte-ne de literatură, pentrucă literatura o urmăreà de aproape, dar ca să scoată din ea ştiri de ordin social, nu estetic, aşà precum Stendhal frecventa codul civil nu pentru doctrină, ci pentru stil.

Deşi România n'a putut să oprească in aceeaş măsură luarea aminte a lui Masaryk — toate cele trei locuri în care se vorbeşte de noi: Iaşi, cooperarea armată; Statele-Unite, cooperarea de propagandă; Paris, cooperarea în Mica Inţelegere, le-am tradus în întregime — şi e firesc să nu se fi putut oprì într'o măsură asemănătoare, «Amintirile» sunt o carte care ne priveşte foarte de aproape. Suntem faţă de ea, şi prin urmare faţă de acţiunea desfăşurată de autorul ei, în aceeaş stare de dependenţă în care se credeau a fi conducătorii propagandei cehoslovace faţă de răsboiul nostru la declarare. Atunci, cum s'a văzut, o telegramă a lor trimeasă şefului guvernului român arătă că soldaţii noştri porneau la luptă şi pentru liberarea Ceho-Slovaciei. Cine nu vede, oricât ar păreà formularea de paradoxală, partea lui Masaryk în alipirea Transilvaniei, Banatului, părţilor ungurene şi Bucovinei la ţara-mamă? El cel dintâiu a aruncat lozinca desfiinţării Austro-ungariei şi a urmărit-o până la capăt, fără nici o abatere. Că o făceà mai cu seamă pentru patria lui, nu încape îndoeală. Cum nu încape îndoeală că roadele ostenelilor lui le-am cules şi noi, cu mai puţină organizare şi fără personalitatea predestinată şi cuceritoare care să ne poarte la fel cuvântul şi faima în larga lume.

Din rostul nostru răsăritean şi deocamdată lăsat poate mai la o parte, nu ne e îngăduit să nu ne mărturisim, fără pismă, datoriile de recunoştinţă întâiului cetăţean al Statului vecin dela miază noapte. In istoria, pe rând mâhnită şi măreaţă, a celei din urmă încordări de unire a neamului românesc un loc are şi el. O cunoşteau câţiva şi o bănuiau numai cei mai mulţi. «Amintirile» o arată limpede tuturor. Să fie ca o altă telegramă de mulţumire şi de solidarizare, pornită de rândul acesta din parte-ne, strângerea în jurul acestei lucrări pentru o sărbătorire vrednică de om şi de faptele în care el s'a încadrat.

Cu o asemenea convingere, «Arhiva» a crezut că trebuie să-i facă mai mult decât o recenzie obişnuită. Pentrucă şi «Amintirile» sunt mai mult decât o carte. *Emanoil Bucuţa*

Die Neuordnung des preussischen höheren Schulwesens. Denkschrift des preussischen Ministeriums für Wissenschaft, Kunst und Volksbildung. Berlin 1924.

Toate ţările din Occidentul Europei trăesc vremuri agitate. Ceeace uneşte pe cetăţenii aceleiaş ţări este adesea nebăgat în seamă, indivizii şi grupările sociale dând asalturi energice pentru a-şi realiză pe toate tărâmurile concepţia lor despre lume.

Nici şcoala nu a fost scutită de aceste lupte pasionate şi memoriul ţine să relevze în primul rând nesfârşitele pretenţii contradictorii adresate autorităţii şcolare. Insuş tineretul şcolar, devenit mai conştient, se amestecă în luptă, cerând satisfacţie potrivit concepţiilor lui.

Cu atât mai interesant este ca, pe lângă literatura părerilor individuale şi unilaterale, să luăm cunoştinţă de cuvântul autorităţii şcolare, reprezentând în mod firesc o mijlocie între tendinţele neomogene ale diferitelor individualităţi şi clase sociale şi căutând a ţine pasul cu nevoile vremii, în baza unui evoluţionism prudent. In afară de această menire, administraţia şcolară este nevoită să ţie seamă şi de buget, care oglindeşte prosperitatea mai mică sau mai mare a Statului într'o epocă dată. Şi cum trăim într'o vreme când mai toate Statele de pe

Continent se sbat în greutăţi financiare, misiunea autorităţii şcolare devine şi mai delicată, ea trebuind să facă toate sforţările pentru a obţine un maximum de rendement din puţinele mijloace financiare ce-i sunt puse la dispoziţie de către Stat.

Faţă de toate aceste consideraţii, memoriul de faţă se poate caracteriză ca un examen de conştiinţă al autorităţii şcolare, care caută să revizuească scopurile ideale aflătoare la baza învăţământului secundar, spre a vedeà ce este de păstrat şi ce este de schimbat.

O primă premisă este constatarea imposibilităţii unei culturi generale, identice pentru toţi indivizii. Diferenţiarea intereselor culturale, specializarea ştiinţifică, lărgirea orizontului ştiinţific în diverse domenii şi varietatea structurii sociale a diferitelor părţi ale ţării au făcut în mod irevocabil imposibilă menţinerea acestui ideal, care nu se poate realizà decât păstrând învăţământului acel enciclopedism superficial definitiv condamnat de pedagogie. Rămâne dar ca bază necontestată a reformei necesitatea mai multor tipuri de şcoli secundare, a limitării cunoştinţelor, a simplificării lor, care în schimb dau posibilitatea unei adânciri mai temeinice. In schimb subsistă pentru toate tipurile de şcoală secundară idealuri comune: părăsirea educaţiei exclusiv intelectuale şi cultivarea corpului, a voinţei şi a simţirii, prin metoda comună a *şcolii active* (Arbeitsschule) cuprinzând şi lucrul manual al elevilor, deasemenea promovarea educaţiei cetăţeneşti şi apropierea de şcoala primară pentru a ajunge la un mai mare sentiment de solidaritate a diferitelor clase ale naţiunii.

Contra sistemului diferitelor tipuri de şcoală secundară, pedagogi îndrăzneţi au propus introducerea şcolii secundare *unitare elastice*, cu obiecte fundamentale obligatorii şi cu altele facultative, permiţând o mai mare adaptare a şcolii la talentele şi vocaţiunile individuale ale elevilor. Memoriul ia poziţie în această chestiune arătând în prima linie că şcoala elastică ar impune Statului sarcini financiare de nesuportat. Dar mai interesantă este teama ce-şi exprimă că printr'o astfel de reformă învăţământul clasic ar cădeà victimă distrugându-se astfel *convingeri sfinţite* şi *vechi tradiţii*. Căci, după autorii memoriului, învăţământului clasic se datoresc individualităţile pronunţate şi caracterele puternice care au dat în diferitele domenii pe conducătorii şi savanţii ţării. Convingere discutabilă dar firească pentru Germania, stăpânită până în zilele noastre de filologi, spre deosebire de Franţa unde numeroşi matematicieni şi fizicieni au ocupat cu cinste locuri însemnate în conducerea ţării.

Un al doilea principiu al nouii reforme este acela al unei *libertăţi* sporite. Numeroşi pedagogi spuseseră despre şcoala veche că, nefiind liberă, nu poate învăţà pe copii ce este libertatea. Ea considerà pe individ numai ca un număr şi un mijloc pentru ţelurile Statului. Şcoala veche creşteà *supuşi* nu *cetăţeni*, şi erà creată mai cu seamă pentru a formà funcţionari publici cu virtuţile respective de supunere. Examenele de diferite categorii, culminând cu bacalaureatul, constituiau încoronarea sclaviei şcolare.

Şcoala modernă cere mai multă libertate pentru *fiecare şcoală* în parte, pentru *fiecare profesor* şi pentru *fiecare elev*.

Evoluţia şcolii secundare în cursul ultimelor decenii reprezintă un progres continuu spre libertate: egala îndreptăţire a diferitelor tipuri de şcoală secundară faţă de impunerea predominării învăţământului clasic din trecut, renunţarea la idealul unei culturi generale uniforme, renunţarea la programe detaliate obligatorii, sunt tot atâtea trepte ale acestui progres.

In concepţia nouii reforme programele sunt numai indicaţii pentru orientarea învăţământului. *Şcoala* poate decide o abatere dela program prin organul conferinţei profesorilor. Iar pentru a preveni o eventuală lipsă de inters a acestora, colaborarea profesorilor pentru elaborarea programelor e făcută obligatorie. In felul acesta se pot combinà programele diferitelor obiecte pentru a se atinge un scop cultural comun, prin sforţările coordonate ale mai multor profesori.

Noua reformă păstrează patru tipuri de şcoală secundară, corespunzând liceului nostru clasic, modern, celui real şi încă un al patrulea tip între liceul nostru modern şi cel real. Prin aceasta se asigură o mare libertate în viaţa culturală a elevului, însă numai în centrele mari. In localităţile mai mici, unde nu se poate creà decât un singur tip de şcoală, urmează a se alege de preferinţă un tip mijlociu. Memoriul consolează pe elevii respectivi cu ideea că lupta elevului

cu un tip de şcoală necorespunzător întocmai vocaţiunii sale poate aveà rezultate foarte folositoare asupra educaţiei voinţei.

Cele patru tipuri de şcoli secundare sunt socotite ca având aceeaş valoare şi dând aceleaşi drepturi. Fiecare tip de şcoală are menirea de a desvoltà o anumită cultură, toate tipurile împreună acoperind suprafaţa întregii culturi generale. Nici un tip de şcoală nu are în vedere o anumită facultate universitară sau o anumită şcoală tehnică superioară şi nu trebuie să-şi orienteze programul într'un astfel de scop. Din contră, fiecare tip de şcoală trebuie să ducă pe elev la maturitatea intelectuală care să-l puie în măsură să urmeze orice fel de studii superioare şi în consecinţă toate tipurile de şcoală dau dreptul de intrare la orice facultate universitară şi orice şcoală tehnică superioară.

Unitatea culturală este asigurată prin obiectele comune care stau în centrul învăţământului tuturor tipurilor de şcoală secundară şi în special prin idealul comun al educaţiei naţionale, obţinută însă pe căi diferite corespunzătoare diferitelor tipuri de şcoală.

Prin noul învăţământ programele sunt simţitor descărcate. Elevii nu vor mai aveà de făcut acasă decât unele lucrări originale, individuale, nu lucrări comune, identice pentru toţi elevii. Orele de curs sunt concentrate numai dimineaţa. Viaţa mai intensă a tineretului de astăzi cere o mai mare libertate de mişcare şi în consecinţă acest tineret nu mai poate fi ţinut închis în şcoală toată ziua cum se făceà pe vremea noastră.

Fiind dată importanţa obiectelor de cultură naţională pentru toate tipurile de şcoală secundară, programele le rezervă o treime din totalitatea orelor de curs. Sunt cu deosebire interesante indicaţiile date de memoriu cu privire la predarea acestor obiecte.

Despre desvoltarea ce urmează a se da învăţământului limbii naţionale nu e nimic de spus, chestiunea fiind prea evidentă.

O mare însemnătate se acordă învăţământului *istoric*. Memoriul accentuează că nu mai este vorba exclusiv de istoria politică, ci elevii trebuesc introduşi în istoria economică, în cea culturală, în istoria societăţii şi a formelor ei de viaţă şi că acest învăţământ este în prima linie menit să servească educaţiei cetăţeneşti, unul din scopurile principale ale învăţământului ce urmează a fi promovat după posibilitate şi de către toate celelalte obiecte.

Deasemenea şi importanţa *geografiei* urmează a fi sporită în nouile programe pentru toate tipurile de şcoală secundară.

Pentru clasiciştii nutriţi cu ideologii abstracte, studiul geografiei este un mijloc de a-i apropià de realitate, care are un rol atât de însemnat în determinarea formelor de cultură. Pentru elevii liceului ştiinţific geografia va fi un prilej pentru a-i introduce în studiul sociologiei şi al celorlalte ştiinţe referitoare la om.

Filozofia nu este înţeleasă ca în trecut ca un studiu al elementelor logicei şi psihologiei. Nu este vorba ca profesorul să zăpăcească pe elev nici cu o istorie a filozofiei, nici cu un anumit sistem filozofic, cu atât mai puţin cu unul de creaţiune proprie. In nouile programe toate obiectele trebuesc să servească pentru a se ridicà în cele din urmă elevul la o privire filozofică. Cursul special de filozofie are de scop cetirea de extracte din operele marilor filozofi reprezentativi ai diferitelor epoci ale omenirii, extracte alese după criterii adaptate diferitelor tipuri de şcoală secundară. In această privinţă o mare libertate este lăsată şcolilor şi profesorilor.

Memoriul pledează pentru învăţământul religiei pe motiv că ea reprezintă adesea mai bine decât orice sufletul şi idealurile diferitelor secole. Cum urmează a se predà acest învăţământ fără a cădeà într'un relativism sceptic şi ţinând seama totuş de lipsa de unitate religioasă a poporului german, nu se vede destul de clar.

Nici obiectele privitoare la estetică nu sunt lăsate la o parte. Memoriul insistă că muzica şi desenul nu au drept scop principal câştigarea unei îndemânări profesionale pentru elevi, ci introducerea în aprecierea şi cunoaşterea producţiei artistice a diferitelor epoci.

Bine înţeles că prin sporirea numărului orelor pentru aceste obiecte de cultură generală, se micşorează în mod fatal orele altor obiecte de specialitate. Astfel memoriul se apără de a fi micşorat numărul orelor de matematică în liceul clasic, citând părerea unor mari pedagogi cum că metoda acestei ştiinţe se poate învederà şi asupra unui material mai redus.

Memoriul constată cu durere că timpurile nu permit introducerea obiectelor facultative pe cheltueala Statului. El prevede însă crearea de cursuri facultative pe lângă şcolile secundare pe cheltueala diferitelor instituţii economice şi culturale locale, sperând că pe această cale se va puteà da satisfacţie unor nevoi speciale ale provinciilor.

Cu deosebită înălţare sufletească caracterizează memoriul menirea culturală a diferitelor tipuri de şcoală secundară. Despre gimnaziul clasic memoriul afirmă cu hotărîre că spre a înţelege trecutul naţional al naţiunii şi a luà parte la viaţa intelectuală a Europei, e nevoie ca în *toate profesiile* şi situaţiile să existe un număr suficient din aceşti oameni preţioşi cari au o adâncă înţelegere pentru antichitate câştigată din izvoare originale.

Deaceea metoda învăţării limbilor clasice trebuie îndreptată şi ea spre acest scop final, părăsind din ţelurile tehnice prea exagerate. Nu se mai cere deci la examene traducerea din limba naţională în limba latină sau greacă, ci se va căutà să se cetească cu elevii cât mai mult din marile opere ale antichităţii, completându-se această cetire la întreaga operă, la nevoie chiar cu ajutorul traducerilor.

In ce priveşte liceul modern, el a fost în trecut cel mai preferat, sub influenţa utilitarismului. Această concepţie însă este declarată falsă din cauza diletantismului superficial pe care îl produce. Memoriul caută să dea ca nou ideal cultural al acestei forme de şcoală secundară cunoaşterea europenismului modern dela Renaştere încoace, rezumat de culturile germană, engleză şi franceză în veşnică concurenţă dar şi în statornică colaborare.

In lupta între idealurile de cultură clasic şi ştiinţific, nu s'a dat studiului limbilor moderne rostul cultural adevărat. Invăţământul lor în noua şcoală trebuie să fie dirijat spre cunoaşterea sufletului şi culturii naţiunilor înconjurătoare. Dar cum ştiinţa modernă constitue o caracteristică importantă a culturii europene, este evident că în această formă de şcoală obiectele ştiinţifice vor căpătà o mai mare desvoltare decât în liceul clasic.

Deşi autorii memoriului par a fi pătrunşi de o adâncă ideologie clasică, ei n'au pregetat să caracterizeze în cuvinte entuziaste rolul cultural al liceului ştiinţific. Ei cer numai ca părăsind spiritul exclusiv tehnic, învăţământul ştiinţific ori matematic să scoată mai mult în vedere rolul acestor ştiinţe în istoria spirituală, culturală şi filozofică a civilizaţiei moderne. Obiectele ştiinţifice vor trebuì să ajute la scopurile generale culturale despre care s'a vorbit, distrugând prejudecata că ele nu pot duce decât la materialism antispiritual şi la o concepţie mecanică a lumii. In special matematica şi ştiinţele naturale trebuie să dea prilej pentru atingerea a cât mai numeroase probleme filozofice, iar studiul biologiei va puteà fi luat ca bază pentru excursii interesante în domeniul sociologic şi etic.

M. Sanielevici

G. IONESCU-ŞIŞEŞTI: *Reforma agrară şi Producţiunea.* Edit. «Cartea Românească» Bucureşti, 1925, 45 pag.

Această nouă lucrare a excelentului nostru specialist în chestiunile agrare, ai apărut mai întâiu în «Buletinul Institutului Economic Românesc»; ea alcătueşte una din cele mai remarcabile contribuţii la limpezirea raporturilor noastre agrare de după războiu.

Lucrarea începe cu o serie de consideraţii generale — poate prea sumare pentru a fi convingătoare — asupra rolului agriculturii în cadrul economiei române, apoi intră în subiectul ei propriu: cercetarea revoluţiei agrare în Orientul Europei, cu deosebire în România, şi a urmărilor ei economico-sociale. Autorul constată că Europa orientală se află până la războiu într'o stare agrară semifeodală: aici marii proprietari nu s'au putut acomodà culturii moderne, ci continuau să dea pământul ţăranilor, care-l munciau cu inventarul lor. Rezultă din aceasta situaţie o situaţie de dependenţă a ţărănimii, care nu erà departe de vechea iobăgie, Această situaţie a desfiinţat-o radical revoluţia agrară din ţările orientale: Rusia Georgia, Ucraina, Letonia, Estonia, Polonia, Cehoslovacia, România, Bulgaria, Jugoslavia, Ungaria şi Grecia.

Datele pe care le aduce autorul asupra modului cum s'a expropriat marea proprietate în aceste ţări, spre a fi împărţită muncitorilor de pământ, alcătuesc partea cea mai interesantă a lucrării. E o muncă de

culegător harnic şi conştiincios, care nu merge până la rădăcinile sociale cauzale ale acestei revoluţii, ci o înregistrează ca fapt, şi se mărgineşte a-i cercetà modul cum s'a înfăptuit. Oarecare nedumerire produce aici o scurtă cercetare a concepţiei proprietăţii ca funcţie socială, care nu-şi cam are locul acolo unde o pune autorul.

După această expunere de fapte, autorul încearcă să ià şi o atitudine critică: aceasta e partea cea mai lungă, mai dificilă a lucrării, şi în chip firesc aceea care va deşteptà cele mai multe îndoeli. Pregătirea acestei atitudini începe de departe, tocmai dela fiziocraţi, spre a înaintà apoi cu «cisme de şapte mile», dacă nu chiar mai lungi, până la o polemică dusă de cel ce scrie aceste rânduri cu teoreticianul ţărănist, d-l V. Madgearu. Ajungând la starea actuală, autorul relevă atitudinea, pe care în mod spiritual o denumeşte «sentimentală» sau oportunistă, ce-şi găseşte expresia în credinţa că revoluţia agrară ar fi avut urmarea funestă de a diminuà productivitatea. Impotriva acestei atitudini îndreaptă d-l Ionescu-Şişeşti greul luptei. Spre a spulberà această tendinţă de depreciere a rolului micului cultivator independent în agricultură, d-sa întreprinde o lungă «analiză a faptelor», care în intenţia sa trebuie să alcătuească o «critică pozitivă». Ideea fundamentală a autorului în această lungă expunere, sprijinită pe numeroase date statistice, este următoarea: *criza producţiei agricole nu este urmarea reformei agrare: ea provine din alte cauze, care se găsesc şi în ţări ce n'au trecut printr'o asemenea prefacere agrară.* Intre aceste cauze cele mai de seamă sunt: diminuarea inventarului agricol şi împuţinarea braţelor de muncă, ambele o consecinţă a răsboiului. Dar în măsură ce aceste cauze dispar, producţia revine la normal, ba încă pentru unele ramuri depăşeşte nivelul dinainte de răsboiu.

Nu vom urmà pe autor deaproape în expunerea sa. In adevăr, discuţia privitoare la productivitatea marei şi micei proprietăţi e lungă şi complexă, şi se pot ridicà unele îndoeli dacă, cu privire la raporturile noastre, ea trebuià pusă în felul cum a făcut autorul. In ceeace priveşte argumentele sale, nu ne putem oprì de a relevà impresia, pe care de sigur au avut-o şi alţi cetitori: se pare că autorul a avut în minte o concluzie preconcepută, şi a întreprins cercetarea numai spre a adunà date în sensul ei. Nu ştim dacă această închegare tezistă s'a petrecut de fapt în mintea autorului, dar pentru cetitor aceasta e impresia, care se desprinde din studiul său. La aceasta nu contribue puţin şi desele declaraţii, declamaţii şi prorociri în favoarea ţărănimii şi viitorului ei social, lucru onorabil, de sigur, dar care într'o «critică pozitivă» nu e tocmai la locul său. Autorul, care se ridică împotriva «doctrinarilor sentimentali», pare el însuş a nu fi tocmai stăpân pe sentimentele sale.

Şi acum venim la partea ce ne priveşte. Expunând părerea noastră, cum că trecerea ţărănimii din aşezarea feodală în cea burgheză e pricina mizeriei ce caracterizează peste tot perioada revoluţiei agrare, d-l Ionescu-Şişeşti o expediază în mod sumar, cu următoarea observaţie: «La această stranie teorie n'avem de răspuns decât atât: Cum puteau aceste braţe să-l hrănească pe ţăran în perioada feodală, când nu erau libere, oare nu se puteà găsì mijlocul ca ele să-l hrănească, şi încă mai bine, în perioada liberă?» (p. 14).

Dacă am trimite pe autor la părţile respective din lucrarea noastră, unde se arată pe larg că în perioada liberă nu se mai produce pentru consumaţie, ci pentru export, şi că acest export este la început un *export al foametei*, de sigur că l-am supune la o osteneală zadarnică. Căci numeroase pasagii din lucrarea sa dovedesc că acest lucru nu-i e străin. El îşi dă pe deplin seamă, că sub raportul consumaţiei nu se poate stabilì nici o analogie între regimul feodal, unde se produce numai în vederea nevoilor proprii, şi regimul liber, unde se produce în vederea exportului, întrucât acest export este tocmai în dauna consumaţiei ţăranului. Citām un pasaj: «Pentru Rusia e dovedit de mai mulţi cercetători, că ceeace se exportà înainte de răsboiu nu erà excedentul real al producţiei asupra necesităţilor interne, ci se exportà din însăş aceste nevoi, aşà că populaţia multor regiuni agricole erà subnutrită, iar în anii răi foametea luà caracterul unui cataclism» (p. 19). Aceeaş observaţie se găseşte pentru România la pag. 31. Aşadar autorul ştie foarte bine deosebirea în chestiune, ori poate o ştie numai atunci când îi convine?

In genere, autorul se arată ca un solid

Fachmann, care se mişcă cu siguranţă prin cifrele şi amănuntele tehnice. Siguranţa sa încetează numai atunci, când vrea să prindă aceste date în cadru social, şi să deschidă perspective social-politice. Deaceea şi părerile sale de politică economică, care fac începutul studiului, sunt de natură a fi primite cu destulă neîncredere.

Şt. Zeletin

J. A. R. MARRIOTT: *English Political Institutions*. At the Clarendon Press, Oxford, 1925, 3-a ed., LII+349 pag.

Noua ediţie a acestei cunoscute lucrări asupra instituţiilor politice engleze este pusă la zi prin expunerea nouilor reforme din ultimii cincisprezece ani, în special a aşà numitei legi a Parlamentului *(the Parliament Bill)* din 1911 şi nouii reforme electorale *(the Representation of the People Act)* din 1918. Autorul, care a profesat câtva timp asupra instituţiilor politice la unul din colegiile din Oxford, este actualmente membru al Camerei Comunelor. Cunoştinţele sale teoretice sunt astfel întregite şi de experienţă, ceeace imprimă lucrării o notă de o deosebită claritate.

Partea teoretică a lucrării de faţă nu oferă însă nici o contribuţie originală, sursele ei de căpetenie fiind operele clasice ale lui Stubbs, Maitland, Maine, Bagehot, Dicey şi alţii, după cum mărturiseşte autorul însuş. Elementele constituţiei engleze, sau mai bine zis ale vieţii constituţionale a Angliei (această ţară neavând o constituţie *scrisă)*, sunt împărţite mai întâiu în două părţi principale: în puterea executivă şi în puterea legislativă. Puterea executivă se împarte la rândul ei în trei elemente distincte: *a)* Coroana, *b)* Cabinetul (consiliul de miniştri), *c)* administraţia *(civil service)* cu diferitele departamente, cel dintâiu corespunzând părţii *formale*, cel de al doilea părţii *politice* şi cel de al treilea părţii *permanente* a puterii executive (pp. 43—125). Puterea legislativă este învestită în cele două Camere, a Lorzilor şi a Comunelor, cea dintâiu în parte pe principiul ereditar, în parte pe principiul numiţilor de drept (lorzii temporari, ca episcopii şi lorzii fără drepturi ereditare, numiţi de Rege după propunerea guvernului), cea de a doua constituită pe principiul reprezentării (pp. 126—229). Alte capitole sunt dedicate Procesului de legislaţie sau Procedurii parlamentare, Administraţiei locale *(Local Government)*, Puterii judiciare sau a Curţilor de justiţie şi Libertăţii individuale şi Problemei Statului în relaţie cu Dominiurile, Coloniile şi Dependinţele Imperiului Britanic.

Lucrarea dă o deosebită atenţie desfăşurării istorice a instituţiilor, cuprinzând o mulţime de date importante şi amănunte caracteristice în evoluţia vieţii constituţionale a Angliei. Dealtfel numai urmărind istoria Angliei se poate înţelege pe deplin caracterul elusiv, viu şi evolutiv al acelui complex de legi din care este alcătuită Constituţia engleză. Acest caracter se reflectă clar mai ales în modul cum poporul a ştiut să lupte pentru libertăţi încă din cele mai îndepărtate timpuri. Fără sdruncinări prea mari, mai mult pe cale paşnică, adaptându-şi mişcările la cerinţele timpului şi realităţii, poporul englez îşi câştigă cele mai multe drepturi faţă de Coroană şi nobilime. In lupta celor trei clase sociale în contra prerogativelor regale, începând cu *Magna Charta* (1215) şi culminând în revoluţia din 1688; apoi în triumful democraţiei prin marile reforme electorale din secolul trecut (legile din 1832, 1867, 1884 şi 1885); în sfârşit, în limitarea puterii Camerei Lorzilor în materie de legislaţie prin legea Parlamentului din 1911; prin aceste stagii poporul englez a ajuns în decurs de şapte veacuri la cea mai deplină libertate cetăţenească.

Lupta a fost lungă şi plină de piedeci. Realizarea libertăţilor erà întreruptă când de reacţiune, când de evenimente externe. Aşà, în decursul secolului al XVIII-lea, alături cu cele mai îndrăsneţe concepţi de libertate, instituţiile engleze trec printr'o fază a reacţiunii, care se prelungeşte, din cauza Revoluţiei franceze şi răsboaielor napoloniene, încă trei decenii în secolul următor. E interesant a notà în această privinţă corupţia care predominà în cele mai multe cercuri electorale de atunci. «Inainte de 1832 nu mai mult decât o treime din membrii Camerei Comunelor reprezentau alegerea liberă a corpurilor limitate de electori înzestraţi atunci cu drepturile de vot. In 1780 ducele de Richmond declarà că şase mii de electori aduceau o bună majoritate a Camerei Comunelor. După analiza detaliată a lui Oldfield nu mai puţin decât 487 din 658 membri erau de fapt numiţi» (p. 219). «Un

loc (în parlament) erà un articol de vânzare *(a marketable commodity)* în secolul al XVIII-lea» (p. 220).

Faptul caracteristic este că progresul lent, dar sigur al libertăţilor cetăţeneşti erà obţinut mai mult prin reformă decât prin revoluţie. Spiritul realist şi ponderat al poporului excludeà salturi. Cu drept cuvânt observă autorul că prin «doze succesive de reformă» s'au înlăturat revoluţiile prin care au trecut alte popoare (p. 224).

Libertăţile cetăţeneşti, odată câştigate, libertatea persoanei în societate se statornicià şi deveniă cel mai pozitiv produs al instituţiilor politice engleze. Deşi Marea Chartă garantase o astfel de libertate, totuş, puterea judiciară, din cauza tribunalelor excepţionale *(prerogative cours*, ca *Star Chamber, the Court of the Marches*, etc.), erà stânjenită, administrarea justiţiei fiind supusă puterii executive, în special Coroanei. Abià în secolul al XVII-lea, prin desfiinţarea acestor tribunale (1641) şi ceva mai târziu prin introducerea inamovibilităţii magistraţilor (1701), se realiză de fapt libertatea persoanei faţă de lege. Astfel se înfăptuià aceà «guvernare a legii» *(rule of law)*, care formează unul din punctele fundamentale ale Constituţiei engleze.

Mulţumită acestei «guvernări» s'a putut desvoltà societatea engleză pe baze sigure. Dar guvernarea legii nu a fost niciodată concepută în spiritul strâmt, strict juridic, al literei, cum din nenorocire se întâmplă atât de des în ţările latine. E caracteristic faptul că «judecata prin juriu» a luat naştere în societatea engleză. In acest sistem de judecată se reflectă clar spiritul realist al poporului, preocuparea de a nu cădeà în exagerări unilaterale şi «o dorinţă de a asocià pe laici cu experţi, pe amatori cu oameni de profesie» (p. 305). Dublat astfel de raţiune şi de instinct într'o măsură aproape egală, spiritul englezului se mişcă în realitatea lucrurilor mai cu multă siguranţă şi mai cu multă elasticitate decât spiritul altor popoare. Acesta este poate secretul progresului realizat de instituţiile politice engleze.

Nicolae Petrescu

MAX WEBER: *Wirtschaft und Gesellschaft.* Vier Lieferungen im «Grundriss der Sozialökonomik», III Abteilung, Tübingen, 1921/22.

Asupra Economiei, în general, există o bogată şi foarte întinsă bibliografie. Doctrine felurite în decursul ultimelor două secole au fost susţinute cu mai mult sau mai puţin succes. O largă desbatere a lor îşi găseşte locul în Istoria doctrinelor economice şi sociale.

Dar, din păcate, munca uriaşă care a fost depusă, n'a dus la rezultate satisfăcătoare, necum definitive.

Evident, la acest insucces contribue în mare măsură faptul unei continue schimbări şi evoluţii în viaţa societăţilor şi, mai cu seamă, în concepţia omenească despre ele, aşà încât nu puteà fi nimic fixat în domeniul Economiei, atât de nouă prin relativ întârziata ei apariţie.

Ca orice ştiinţă, ea a căutat să se închege din tendinţa înţelegerii şi corectărilor teoretice ale unor aspecte concrete din viaţă, şi anume: bogăţia şi repartiţia bunurilor în societate.

Din acest punct de vedere, Economia căpătă un pronunţat caracter politic, fapt ce a determinat şi denumirea ei de «Economie politică», nomenclatură azi caducă şi, în orice caz, inadecuată concepţiei şi împrejurărilor economice.

Totuş latura ei politică a fost de-un vădit folos, prin aceea de-a fi determinat mai târziu, studiul amănunţit al procesului de producţie, cum şi al aceluia de circulaţie a bunurilor, în ultima vreme, hotărînd şi pe acela al consumului.

Dar, tocmai pentru aceste motive, Economia rămâneà «Economie politică» şi deci erà departe de a se puteà constitui ca ştiinţă, cu adevărat.

Studii recente serioase, în mare parte pornite din îndemnul unor critici acerbe a materialismului istoric, marxist, au avut însă darul să provoace frământări profunde în prelucrarea materialului economic.

Şi cu acestea treptat-treptat s'a încetăţenit în domeniul cercetărilor ideea unui sistem economic, ştiinţific, independent de tot aleatoriul pe care-l cuprinde practica politică a unor formulări adecuate necesităţilor momentului.

Dar, în România, «Economia» se predă totuş sub vechea ei formă de economie practică şi politică, alături de predarea unor sisteme economice, în a căror perenitate nimeni nu mai poate aveà încredere.

Cu deosebire, că un răsboiu îndelungat şi o situaţie economică şi financiară turbure a ţării au tocmai darul de-a contrazice formulele şi legile economiei învechite.

Până în prezent, prea puţine au fost glasurile care s'au ridicat împotriva acestei stări.

Proiectatele modificări însă, ce se vor aduce, poate, reorganizării învăţământului nostru superior, vor aveà îndatorirea să cerceteze toate aceste obiecţii, pentru ca studiul Economiei, în general, să fie îndrumat şi în sensul unei sistematizări a materialului istoric şi aceasta cu intenţia nu de-a emite formule şi judecăţi de valoare în măsură de-a constitui pentru viaţa practică paleative sau corectări, ci pentru a fixà în chip empiric graniţele unei discipline sociologice.

Intr'adevăr, Economia şi predarea ei, altfel trebuesc să fie concepute.

Inexistentă azi ca ştiinţă de sine stătătoare — cu toată opera covârşitoare a clasicilor economişti şi cu toată literatura bogată marxistă şi austriacă — Economia nu e decât o disciplină a Sociologiei.

Deci, în cadrul larg al acesteia din urmă, ea trebuie să fie studiată, pentru ca în acest chip să-şi găsească definitiv obiectul şi însemnătatea ei.

Un exemplu desăvârşit al acestor tendinţe noui în domeniul cercetărilor economice îl oferă bogatul Tratat al lui *Max Weber*—«*Wirtschaft und Gesellschaft*» — publicat postum sub îngrijirea d-nei *Marianne Weber*. Dar, pentru lămurirea obiecţiilor mai sus indicate referitor la felul cum încă o mentalitate greşită persistă în însăş conceperea fundamentală a Economiei, e poate necesar, ca în legătură cu citatul op al sociologului şi economistului german, să amintim şi de studiul datorit aceluiaş şi intitulat «*Der Sinn der* «Wertfreiheit» *der soziologischen und ökonomischen Wissenschaften* — apărut in «*Logos*» *Bd. 7, 1917—1918* şi republicat în volumul de studii: «*Gesammelte Aufsätze zur Wissenschaftslehre*», Tübingen 1922.

Dealtfel socotim necesară cetirea acestui studiu pentru înţelegerea tratatului ulterior.

Intr'adevăr, studiul amintit apare ca o confesiune a autorului despre ideea, pe care o are în ce priveşte posibilitatea întemeierii unei ştiinţe a Economiei.

Weber face parte din marea falangă a cercetătorilor economişti cu inclinaţii vădite către sociologie. Alături de *Schmoller* şi, mai cu seamă, de d-l *Sombart*, e însă cel care făţiş a înţeles să subjuge sociologiei economia. Desvoltat sub înrâurirea directă a şcolii istorice germane, Max Weber continuă să rămână un istoric. Dar materialul adunat sârguitor de generaţii întregi, el înţelege să-l prelucreze şi, mai mult, să-l sistematizeze.

Intr'adevăr, aceasta a fost Weber, un istoric şi un sistematizator in primul rând. Sistematizator însă nu în sensul creaţiei unor sisteme, a unor sinteze generale, ci sistematizator în sensul prelucrării materialului istoric în toate domeniile faptelor societăţilor omeneşti, cu scopul explicaţiei cauzale a înlănţuirii acestora în timp şi în spaţiu. Cercetător al acestor «*Kausalsätze*» în domeniul imens al tuturor faptelor şi ideilor sociale şi, departe de-a fixà cauzalitatea ca lege, Max Weber rămâneà astfel şi istoric, colecţionar al individualului sub multiplelele sale aspecte. Deaceea, uriaşa operă weberiană rămâne ca fragmente totuş.

Unind istoriei sistematica, Weber imaginà, după părerea d-lui *Karl Jaspers*, o sociologie proprie, care aveà de obiect elucidarea unui sistem încâlcit de raporturi cauzale. Weber procedà empiric la cercetarea imensului material şi totuş, «constructiv», «sistematizà». Şi, chiar în aceste sistematizări, ceeace erà din domeniul istoriei rămâneà totuş simplu «caz» — întâmplare — «*Fall*».

«*Das Systematische erstarrt nirgends zum System*» — încheie d-l *Jaspers*. «Sistematicul nu împietreşte nicăiri în sistem».

Dar această imensă şi minuţioasă operă totuş şi, mai cu seamă, prin fragmentarea ei supusă totodată unor perpetue interpretări şi sistematizări — aveà nevoie de un întreg aparat — ierte-mi-se cuvântul — teoretizator.

După propriile expresii ale lui Weber, întâlnite la fiece pas în absolut toate scrierile sale, el simţià şi mărturisià pretutindeni nevoia unui aparat de «*möglichst eindeutig verständliche Begriffe*».

Un aparat de «noţiuni cât mai cu putinţă de înţeles limpede într'un singur fel (eindeutig!)». *(Gesammelte Aufsätze zur Wissenschaftslehre*, p. 498). Şi aceasta pentru a «*beschreiben und kausal verstehen und erklären zu können*», pentru a «puteà descrie şi înţelege şi lămuri cauzal».

In acest chip expresiile se repetă, şi în tot locul sunt accentuate — de ex.: «*verstehende Soziologie*» sau «*deutend verstehen*», toate acestea cu scopul vădit al unei sistematizări şi explicaţii, cât mai clare, cât mai perfecte.

Şi ultima raţiune a faptelor şi a amănunţitei lor explicaţii este «sensul» — «*Sinn*», «*Sinnhaft*», «*Sinnhaftigkeit*», «*Gesinnungen*»...

Dar nimic din toată această schelă a noţiunilor nu are pretenţia absolutului. *Nimic nu împietreşte în sistem.*

Totul se reduce la o confruntare a posibilităţilor şi mijloacelor de cunoaştere a seriilor de fapte individuale, confruntare din care apoi naşte unica explicaţie cu putinţă a raportului supus cercetării.

In acest sens, disciplinile empirice, printre care se numără şi economia cum şi sociologia, n'au a pronunţà judecăţi de valoare. Weber o susţine categoric: «*Die Problemstellungen der empirischen Disziplinen sind* «Wertfrei» *zu beantworten. Sie sind keine* «Wertprobleme». *Aber sie stehen im Bereich unserer Disziplinen unter dem Einfluss der Beziehung von Realitäten* «auf» *Werte*». Pentru lămurirea acestei «*Wertbeziehung*» Weber acceptă definiţia lui *Rickert*, pe care o formulează în următorii termeni: «*Raport-de-valoare* înseamnă lămurirea filozofică a acelui specific — ştiinţific *interes*, care domină aspectul (?) şi forma (?) obiectului unei cercetări empirice» — («*Wertbeziehung meint die philosophische Deutung desjenigen spezifisch wissenschaftlichen* Interesses, *welches die Auslese und Formung des Objektes einer empirischen Untersuchung beherrscht*»), op. cit., p. 473).

Aşadar, liber de judecăţi forţate, liber de inmixtiunile lumilor de valori divergente, liber mai cu seamă de orice prejudecată sau propoziţii etice, Weber vroià să cunoască.

Cercetà astfel fenomenele şi faptele în individualitatea lor şi totuş cercetarea o unià raporturilor pe care puteà să le dovedească în existenţa lor, în condiţiile acesteia însăş şi în ceeace ele mai puteau dovedì posibil, raţional, consecvent, causal, necesar.

In obiectivitatea cercetărilor, pe care le întreprindeà şi pentru sistematizarea materialului istoric, acordà disciplinilor empirice facultatea de-a distinge între «*Wertung*» (în sensul unei valorări practice) şi între «*reine Sachlichkeit*» sau «*sachliche Einsicht*» (în sensul unei obiectivări).

In acest sens ajungeà la concluzia că mai cu seamă în domeniul economic şi socialpolitic al feluritelor «*Wertungen*», directivele unei acţiuni de valoare — «*wertvolles Handeln*» — pot fi demonstrate de disciplinile empirice. Le cuprindeà astfel schematic sub următoarele trei puncte: 1. Mijloacele inevitabile *(unvermeidlich)*. 2. Rezultatele secundare *(Nebenerfolge)* inevitabile. 3. Concurenţa mai multor «valorări» *(Wertungen)* posibile, condiţionată de consecinţele practice ale acestora (op. cit., p. 470).

«A fi sau a nu fi sindicalist» sau «a te predà sau a murì pe câmpul de luptă», sunt astfel exemple (op. cit., p. 477) — probleme a căror deslegare e cerută «*Wertfrei*», liberă de orice judecată de valoare. Dar, şi asupra acestui punct trebuie insistat, această *Wertfreiheit* care decurge dintr'o distincţie între *Wertung* şi *sachliche Einsicht* nu exclude totuş sensul — *die Gesinnung* — nu înseamnă, după expresia-i proprie «*Tod mit wachem Auge*». Weber aşadar, rămâneà în mijlocul vieţii; nimic nu se imobilizà în rigiditatea unui sistem.

Procesul «valorărilor practice», şi aceasta referitor la fapte din domeniul politicii sociale, îl schematizà de predilecţie în formula: — scop, mijloc şi rezultat secundar. — «*Nur wo bei einem absolut eindeutig gegebenen Zweck nach dem dafür geeigneten Mittel gefragt wird, handelt es sich um eine wirklich empirisch entscheidbare Frage*» (op. cit., p. 479).

Dar, acest proces se caracterizează printr'o accentuată tendinţă a diferenţierii «progresului», apoi a unei raţiuni tehnice a mijloacelor şi în sfârşit printr'o subiectivă poziţie, intenţie omenească corespunzătoare scopului, dar prin aceasta tocmai imposibil de-a fi adevărată, dreaptă, strict obiectivă, ştiinţifică.

Distincţiile acestea îi servesc lui Weber pe de o parte de-a deosebì făţiş economia pură de sociologia economică şi politica socială, iar pe de alta, de-a arătà inutilitatea încercărilor ce se fac de-a dictà norme de politică economică extrase din studiul teoretic al unei economii pure.

«*Die zu theoretischen Zwecken nützlichen Fiktionen der reinen Oekonomik können aber nicht zur Grundlage von praktischen Wer-*

tungen realer Tatbestände gemacht werden» (op. cit., p. 491).

Aceste *«Wertungen»* nu pot fi decât numai atunci clare, când scopul economic şi condiţiile structurii sociale sunt precis date şi când e de ales între mai multe mijloace economice, mijloace care funcţionează de fapt identic, dar care variază potrivit interesului omenesc diferit, în raport cu cerinţele siguranţei, promptitudinii şi cantitativului rendement al rezultatelor ce cată să fie în chip osebit obţinute.

Evident că pe temeiul unor «ficţiuni folositoare», Economia pură, în teoretizările pe care le întreprinde, poate ajunge la crearea unor «tipuri ideale» raţionale. Şi «de fapt» *(faktisch)* şi «logic», aceste construcţii pot fi adevărate. Dar, adaugă Weber, nu e exclus ca totuş ele să se prezinte pentru unele cazuri, false.

«Intr'adevăr, în faptă *(faktisch)* investigatorul întrebuinţează foarte adesea tipuri-ideale construite, normativ «juste». Logic privit însă se întâmplă că justeţea normativă a acestor tipuri, nu constitue esenţialul. Dimpotrivă, se poate întâmplà ca un cercetător, vroind de pildă să caracterizeze un fel specific de tipice înfăţişări *(Gesinnungen)* ale oamenilor unei epoci — să construească un tip de mentalitate *(Gesinnung)* potrivit normelor lui etice proprii, — şi în acest sens totuş, din punct de vedere obiectiv «just» ca unul ce ar apărea complet opus aceloraşi norme. Şi s'ar puteà ca apoi acestui tip să i se compare înfăţişarea *(Verhalten)* oamenilor ce urmează a fi cercetaţi. Sau în sfârşit ar putea să construească şi un tip de mentalitate, pentru care el personal n'ar pretinde nici un atestat *(Prädikat)* pozitiv sau negativ, de nici un fel.

Aşadar, normativ «justul» *(das normativ «Richtige»)* n'are în acest scop nici un monopol. Căci orice conţinut ar aveà tipul-ideal raţional: — ori de-ar aveà o normă etică, dogmatico-juridică, estetică sau religioasă — ori de-ar aveà o maximă tehnică sau economică, juridico-politică, social-politică sau politico-culturală, — sau în orice chip ar expune, — chiar şi în cea mai cu putinţă formă raţională, — o valoare *(Wertung)* de oice fel — încă construcţia tipulu i ideal nu are în marginea cercetărilor sale empirice, decât singur scopul: să-şi compare lui însuş adevărul empiric, contrastul sau origina celui de-al doilea să le distingă de acelea ale celui dintâiu, sau relativele apropieri dintre adevărul empiric şi tipul ideal să le precizeze, pentru ca însăş acest adevăr empiric *(empirische Wirklichkeit)* să poată fi, prin noţiuni cât mai cu putinţă clare, descris şi cauzal înţeles lămurit» *(um sie somit möglichst eindeutig verständlichen Begriffen beschreiben und kausal zurechnend verstehen und erklären zu können)*, op. cit., p. 497—498).

In consecinţă, după Weber, ficţiunile necesare teoretizărilor economice, au darul să determine Economiei pure caracteristica de dogmatism.

Economia teoretică, e dogmatică. In concluzie se ajunge la demonstrarea a două teze:

a) Că economia pură nu poate, tocmai prin origina teoretizărilor ei, să constitue baza sigură unor norme precise de Politică economică sau socială şi *b)* O politică economică şi socială poate fi demonstrată «Wertfrei», adică se poate dispensà de orice judecată de valoare. Ea se poate în acest sens constituì ca rezultat al unor cercetări empirice în domeniul social al tuturor raporturilor dintre obiecte şi obiecte sau obiecte şi subiecte — şi aceasta pe temeiul lămuririi a aceeace poate fi demonstrat în existenţa lor ca decurgând din motive cauzale.

In general, pentru Max Weber, — şi acesta este rezultatul definitiv al cercetărilor sale metodologice, pe care în urmă va căutà să le aplice în desvoltarea marei lui lucrări ulterioare *«Wirtschaft und Gesellschaft»*, — învăţătura ştiinţifică a Economiei *(die wissenschaftliche Lehre, von der Wirtschaft)* nu tinde numai la mijlocirea unor pure şi ideal-tipice formule — ceeace constitue fundamentul Economiei teoretice, şi nu tinde deasemenea numai la precizarea unor raporturi economice cauzale, singuratice *(Einzelzusammenhänge)* — ceeace evident constitue raţiunea politicii economice şi sociale; — dar această generală «învăţătură ştiinţifică a Economiei» mai are şi alte îndatoriri.

Ea are de cercetat totalul fenomenelor sociale în felul cum e condiţionat de cauze economice. — *«Sie hat die Gesamtheit der gesellschaftlichen Erscheinungen auf die Atihrer Mitbedingtheit durch ökonomischer. Ursachen zu untersuchen»* (op. cit., p. 500).

Cercetarea aceasta se va face printr'o explicaţie istorică şi printr'una socială.

Ei bine, acestea constituesc obiectul sociologiei economice, ale aşà denumitei *Wirtschaftssoziologie*.

Aşadar, **Max Weber**, ca istoric şi ca sistematizator, caută fenomenelor sociale o explicaţie istorică şi economică şi prin acestea indică tehnica acestei mult desbătute probleme a sociologiei economice.

Deaceea nu e de mirare ca probleme social-religioase, cum de pildă originile şi influenţele Protestantismului, să fie expuse în cercetările weberiane (ca şi dealtfel în lucrările lui *Troeltsch)* în raporturi de cauză ale unor ordine certe social-economice, cum de pildă acelea pe care capitalismul contimporan le acuză.

In sensul acestora gândim, că pentru formele capitaliste agrariene româneşti şi ruseşti de dinainte de răsboiul mondial, ar fi de găsit lămuriri foarte interesante în cercetarea raporturilor de cauză dintre o mentalitate specific ortodoxă şi formele primitive ale unei culturi extensive a pământului.

Evident că, prin acest exemplu ce ni se pare sugestiv, gândim în acelaş timp să îndreptăţim şi să motivăm însemnătatea şi existenţa însăş a sociologiei economice.

Da, într'o asemenea direcţie prea puţin s'a scris şi s'a insistat. Max Weber însă, a însemnat un puternic jalon în desfăşurarea Economiei, prin aceea de a fi deschis acesteia noui perspective.

Cu drept cuvânt d-l *Hermann Kantorowicz* scrie, că peste sistemele caduce ale Economiilor teoretice din trecut uşor se poate trece astăzi, pentrucă nimeni de azi înainte nu va puteà trece uşor în cercetările şi construcţiile sale peste ceeace Weber a ştiut să creeze şi să explice în domeniul social al faptelor economice.

Intr'adevăr, nici un economist nu poate astăzi face abstracţie de opera lui Weber. «*Gesellschaft und Wirtschaft*» e tratatul fundamental prin noua şi bogata sa concepţie şi, pentru aceste motive, el constitue baza oricăror cercetări viitoare.

In sfârşit, cetitorul atent a putut observà că ne-am ocupat, de predilecţie, de concepţia weberiană, înainte de-a fi cercetat măcar sumar lucrarea supusă recenziei. Am făcut-o evident, intenţionat, gândind că concepţia unui autor e ceeace în primul rând poate să intereseze. Mai cu seamă că, în speţă, concepţia weberiană despre Economie expusă limpede în studiul teoretic de care ne-am ocupat până în prezent, poate mai greu s'ar fi desprins din cercetarea tratatului ulterior.

Intr'adevăr, cele patru mari volume — în afară de faptul că constituesc o expunere globală, istorică şi totuş, prin acestea tocmai, fragmentară a celor mai de seamă fenomene social-economice, dar şi prin faptul însuş că sunt şi postume — indică cu atât mai mult, în neterminarea lor, fragmentarul unei opere, pe care, evident, savantul nu şi-ar fi dorit-o în acest chip. Ceeace încă n'ar fi esenţial.

Dar tratatul «*Wirtschaft und Gesellschaft*», în fond, nu e decât o aplicare a acelor principii, fundamentale, expuse în studiul «*über den Sinn der Wertfreiheit der soziologischen und ökonomischen Wissenschaften*».

Prin acestea tocmai, acest din urmă studiu îşi găsià rostul unei cât mai largi expuneri. Dar, în ce priveşte aplicarea însăş a acestor principii, nu vom aveà de făcut decât doar câteva observaţii. Căci o operă istorică de-o viaţă, nu poate, în nici un caz, formà obiectul unei simple recenzii. «*Wirtschaft und Gesellschaft*» este cartea de bază nu numai a cunoaşterii istorice a unor fenomene sociale şi economice, tipice prin sistematizarea şi interpretarea lor, dar ea mai constitue, prin însăş această tipizare, şi explicaţia istorică şi socială a acestor fenomene, care, în desfăşurarea lor, prin dovedirea unor interraporturi cauzale indică istoricului interpretator şi sistematizator, însuş sensul originii, existenţei şi desvoltării lor.

Weber, cu ajutorul obişnuitului său aparat de noţiuni, fixează fiecărui fapt social înţelesul. Şi fiecare noţiune devine astfel inel, o verigă mai mult, la lanţul noţiunilor altor fapte sociale, care îşi găsesc sensul în însăş această interdependenţă a faptelor unei societăţi.

Pentru înţelegerea operei lui Weber, peste întreagă această schelă de noţiuni nu se poate trece. După expresia d-lui *H. Kantorowicz* întreg acest aparat teoretizator constitue un pas înainte — «ein Vorwärts» — în ştiinţa Economiei. O reîntoarcere e cu neputinţă.

Căci Weber a fixat categoriile economice în cadrul unei înţelegeri perfecte a societăţii,

Deci peste aceste rezultate—care evident, dacă nu pot fi socotite absolute, definitive, sunt totuş un «maximum» — nimeni nu va puteà trece în vreo altă orientare a disciplinei economice. Cu putinţă nu va fi decât o reluare a tuturor acestor sistematizări şi în acest sens o completare şi pe-alocuri o perfecţionare a lor. Dar aceasta înseamnă de fapt, o menţinere a cercetărilor în graniţele însele pe care Max Weber le-a fixat. Ceeace evident, pe de altă parte, nu constitue o scădere pentru orice eventuale studii ulterioare, dat fiind că Weber în tot ce a lucrat, prin faptul însuş al imensităţii materialului documentar, a rămas fragmentar.

Sensul ultim al operei weberiane este de-a fi precizat pentru viitor vadul în care va aveà să curgă studiul economic serios.

Departe de lumea inutilă adeseori a ficţiunilor pe temeiul cărora se încearcă crearea in abstracto a unei teorii Economice, departe deasemeni de încercările programatice de-a închide faptul social necunoscut în cătuşele unei teleologii construite politiceşte ad-hoc — Max Weber cercetează, coordonează, sistematizează şi defineşte, pentru ca să fixeze obiectiv cunoaşterea faptului social în individualitatea lui istorică, şi totodată îl fixează teoretic în cauzalitatea sa, ca tip, pentru cunoaşterea şi lămurirea sensului epocilor omeneşti.

Pentrucă opera lui Max Weber e extrem de bogată şi răsleţită în reviste de specialitate şi la diferiţi editori, ne îngăduim să amintim, că lista ei completă, întocmită de d-na Marianne Weber, se găseşte publicată în broşura «*Max Weber. Eine Trauerrede, gehalten von Karl Jaspers*», Tübingen 1921. E de adăugat la această listă apariţia în 1922 a volumului «*Gesammelte Aufsätze zur Wissenschaftslehre*», care de fapt nu cuprinde nimic inedit. Volumul e constituit din cele mai de seamă studii răsleţite în decursul ultimelor trei decenii în diferite reviste de specialitate, printre care se prenumeră cu deosebire «*Archiv für Sozialwissenschaft und Sozialpolitik*». La aceeaş listă bibliografică se mai adaugă şi volumul «*Wirtschaftsgeschichte*», München 1923, recenzat în «*Arhiva pentru ştiinţa şi reforma socială*», an. V, No. 1—2, 1924.

Asupra lui Max Weber nu s'a scris nimic. Aserţiunea noastră nu e exagerată. Intr'adevăr, în afară de broşura d-lui *Jaspers*, de un articol al lui *Honigsheim* (de negăsit) şi de o notiţă semnată de d-l *Kantorowicz* în revista «*Logos*» (Tübingen, Bd. XI, 1922, Heft 2, pp. 256—259), şi evident, în afară de întâmplătoarele recenzii şi citate ale operei lui Max Weber, cum de pildă cele ce pot fi găsite în lucrările lui *Troeltsch*: «*Historismus*» sau «*Soziallehren der christlichen Kirchen*» sau în *Paul Barth*: «*Philosophie der Geschichte als Soziologie*» — nimic, pe cât ne-am străduit, n'am mai aflat.

Fireşte însă, că e locul de-a amintì acì de apariţia celor două volume închinate memoriei lui Max Weber, cuprinzătoare a diferitelor studii semnate de cei mai de frunte sociologi şi economişti contimporani.

Barbu Solacolu

JOHN MAYNARD KEYNES: *A tract on monetary reform*. (Un tratat asupra reformei monetare). Macmillan, 1923.

Mai întâiu câteva note asupra poziţiei ce d-l Keynes ocupă printre economiştii englezi, note ce nu sunt de prisos pentru înţelegerea mai largă a unor laturi ale teoriilor sale. Un devotat elev al lui Marshall, capul şcolii economice neoclasice engleze, d-l Keynes debutează ca profesor la aceeaş Universitate. După moartea lui Marshall, d-sa împreună cu d-l Pigou, celălalt elev de seamă al lui Marshall, formează nucleul actualei şcoli economice Cambridgeiene. Puţin aplecată matematicii ca metodă de cercetare economică, şcoala Cambridgeiană este în rivalitate amicală şi stimulatoare cu şcoala Londoneză unde predomină spiritul istoric şi sociologic. (Noul program al Facultăţii de Ştiinţe Economice a Universităţii din Londra pune studiul acestora intr'un cadru sociologic). In politică prima a dat mai mulţi aderenţi liberalismului, pe când cea de a doua socialismului. Dealtfel nici d-l Keynes nu este un izolat al politicii. Din contra d-sa contează printre teoreticianii cu vază ai liberalismului englez (1).

D-l Keynes urmează şi in acest tratat linia sa de savant practic. Toate lucrările sale apar la timpul când subiectul tratat este cercetat mai mult ca oricând. Până acum d-l Keynes nu a scris nimic care să nu fie detaşat de pasiunea momentului, dar lucră-

(1) Vezi ultimele articole ale d-lui Keynes din revista politică liberală «The Nation».

rile sale sunt cu atât mai interesante cu cât, deşi concepute în mijlocul controverselor, problemele sunt analizate cu obiectivismul rece al omului de ştiinţă. Ultima sa lucrare — A Tract on Monetary Reform — ne dă poate cea mai profundă cercetare a problemelor monetare postbelice.

Asupra politicii monetare ce trebuià urmată a fost şi sunt încă două curente în sânul economiştilor englezi: aderenţii etalonului de aur absolut cari au câştigat lupta prin intermediul actualului ministru de finanţe al Angliei, d-l Churchill, şi partizanii monetei (sau etalonului) reglementate (managed currency) care susţin din contra că cercetările economice recente au arătat insuficienţele etalonului de aur pentru menţinerea stabilităţii nivelului preţurilor, care este mai important azi decât menţinerea unui schimb stabil. Vedem o evoluţie interesantă în această privinţă. Toată atenţia economiştilor englezi până la începutul răsboiului mondial a fost îndreptată către perfecţionarea mecanismului etalonului de aur, lăsând ca nivelul preţurilor, a salariilor, etc., să se adapteze schimbului. In timpul răsboiului şi după, fluctuaţiile aurului au fost aşà de brusce încât s'a observat că situaţia este prea artificială şi dependenţa de aur prea aleatorie în rezultatele ei. In urma acestui fapt s'a ivit o nouă şcoală de teoreticieni propovăduind «moneta reglementată» (termenul este al d-lui Keynes) pentru a nu mai lăsà mecanismul atât de delicat al preţurilor şi al salariilor — mai ales în faţa uriaşei lipse de lucru după răsboiu, să fie guvernat de cauzele oarbe ale exploatărilor aurifere. D-l Keynes este unul din cei mai autorizaţi exponenţi ai monetei reglementate şi un inamic aprig şi făţiş al etalonului de aur absolut [1]). In lucrarea de faţă d-l Keynes prezintă în mod lucid şi complet teza în favoarea «monetei reglementate». Urmările imediate ale introducerii etalonului de aur înfăţişate prin intensificarea lipsei de lucru din cauza scumpirii mărfurilor engleze prin aprecierea lirei sterline, dau dreptate d-lui Keynes. Partizanii etalonului de aur susţin că preţurile vor scădeà la rândul lor şi echilibrul dintre preţuri şi valută se va restabilì. Teoretic construcţia este perfectă, dar în practică aceasta înseamnă o luptă grea contra trade-unioanelor cari nu vor acceptà să li se scadă salariile până ce nivelul preţurilor nu a scăzut el mai întâiu, ceeace este o imposibilitate până la scăderea salariilor. Mai mult, în unele industrii unde depresiunea cauzată de urcarea lirei a fost mai simţitoare, ca industria extractivă a cărbunelui, salariile neputând fi scăzute, industria a primit o subvenţie din partea Statului cu începere de pe luna August, temporar, pe o perioadă de nouă luni. Aceasta pare cu atât mai absurd cu cât puterea de cumpărare a aurului în momentul actual este cu totul artificială şi în mâna Federal Reserve Board-ului. Asupra acestei chestiuni vom revenì în corpul recenziei.

Lucrarea d-lui Keynes se compune din cinci capitole care îmbrăţişează problema monetară în toate aspectele ei. Pentru cine vrea să cunoască mutaţiunile belice şi postbelice ale mecanismului monetar şi ale pieţelor financiare precum şi adaptarea acestora la noile condiţii, cartea d-lui Keynes este indispensabilă. Iată capitolele volumului:

1. Consecinţele sociale ale schimbărilor în valoarea monetei;
2. Finanţele publice şi schimbările în valoarea monetei;
3. Teoria monetei şi a schimbului;
4. Două ţeluri în politica monetară;
5. Propuneri practice pentru reglementarea viitoare a monetei.

Capitolele prime conţin studii asupra inflaţiei şi deflaţiei, felul cum acestea influenţează asupra distribuţiei avuţiei naţionale şi asupra producţiei, apoi inflaţia ca metodă fiscală este contrastată cu impozitul pe capital, d-sa optând pentru acesta din urmă. Iată câteva spicuiri din aceste capitole, spicuiri care ne interesează de aproape: Contra celor ce se apropie de chestiunile monetare prin latura pretinsă «morală», cei ce vorbesc despre «sfinţenia contractului» monetar (cerând aur la paritatea legală pentru hârtia depreciată, despre «imoralitatea» inflaţiei şi a impozitului pe capital şi despre «moralitatea deflaţiei», limbaj destul de cunoscut nouă din discursurile cercurilor noastre conducătoare şi din rapoartele Băncii Naţionale, d-l Keynes nu are decât cuvinte de severă satirizare: «Există pe de altă parte, spune d-sa, un cerc respectabil şi influent care.

[1]) Vezi ultima sa broşură: «Consecinţele economice ale d-lui Churchill» (The economic consequences of Mr. Churchill).

repudiind cu vehemenţă adoptarea unuia sau altui expedient fulminează şi contra inflaţiei şi contra impozitelor pe capital pe motiv că se încalcă sfinţenia intangibilă a contractului; sau, mai bine zis, a drepturilor câştigate (vested interests), deoarece o schimbare a monetei legale şi impunerea unei taxe asupra proprietăţii nu sunt nicidecum ilegale sau chiar contra precedentului. Cu toate acestea persoanele de felul acesta trecând cu vederea peste unul din cele mai mari principii sociale, şi anume peste distincţia fundamentală dintre dreptul individului de a repudià contractul şi dreptul Statului de a controlà drepturile câştigate, sunt inamicii cei mai mari a ceeace doresc să păstreze, căci nimic nu poate păstrà integritatea contractului între indivizi decât autoritatea discreţionară a Statului de a revizuì ceeace a devenit intolerabil. Puterile cumulative ale dobânzilor compuse sunt prea mari. Dacă acumularea drepturilor câştigate ar creşte fără mitigaţie mai multe generaţii, jumătate din populaţie nu ar fi nimic altceva decât sclavii celeilalte jumătăţi».

«Acei ce insistă că în această privinţă Statul este exact în aceeaş situaţie ca individul, vor face imposibilă — dacă ar aveà putinţa — continuarea societăţii individualiste a cărei existenţă depinde de moderaţie.»

«Aceste concluzii ar puteà fi socotite ca vădite dacă experienţa nu ar arătà că mulţi bancheri conservatori cred că e mai consonant cu meseria lor şi mult mai economisitor de idei transplantând discuţiile publice asupra subiectelor financiare de pe planul logic pe un alt plan presupus «moral», care înseamnă un domeniu de gândire unde drepturile câştigate pot triumfà asupra bunului simţ fără vreo discuţie. Dar aceasta îi fac călăuze nedemne de încredere într'o epocă periculoasă de tranziţie». Şi ca concluzie:

«Deaceea, când intrăm în domeniul acţiunii de Stat totul trebuie considerat şi cântărit pe baza meritelor cazului în discuţie. Schimbările aduse dealungul secolelor impozitului asupra moştenirilor, impozitului pe venit, proprietăţii pământului, legilor asupra vânatului, Statului Bisericii, drepturilor feudale, sclaviei şi altora au suferit aceleaşi atacuri din partea absolutiştilor contractului cari sunt adevăraţii părinţi ai revoluţiei».

In capitolele următoare, d-l Keynes pune bazele nouei teorii a monetei reglementate. Pentru a-şi expune teoriile d-sa ia exemple practice:

Indicele nivelului preţurilor engleze erà în Decemvrie 1920 = 150 (date aproximative).

Ibidem, Decemvrie 1922 = 100 (bază 1922).

Emisiunea monetară erà în Oct. 1920 de 585.000.000 lire st.

Ibidem, Oct. 1922 de 504.000.000 lire st.

Depozitele publicului la bănci erau în Oct. 1920 de 1.333.000.000 lire st.

Ibidem, Oct. 1922 de 1.700.000.000 lire st.

Numerarul în buzunarele publicului în Oct. 1920 = 230.000.000 lire st.

Ibidem, Oct. 1922 = 300.000.000 lire st.

Rezervele lichide, numerarul ţinut de bănci la ambele date, este de aproximativ 12% din suma depunerilor.

Baza acestor calcule poate fi urmărită în lucrare. Cifrele sunt aproximative. Din aceste date reies următoarele lucruri: In timpul depresiunii economice numerarul din buzunarele publicului şi creditele lui la bănci cresc. Publicul se abţine dela cumpărături. Ambii aceşti factori au fost cei mai importanţi în scăderea preţurilor la 1922. Dar să nu uităm că numerarul din circulaţie a scăzut şi el, dar numai ca urmare a micşorării cererilor pentru acest numerar din partea băncilor, care nu mai erau presate de public pentru noui credite. Problema se prezintă astfel: Cum putem noi influenţà nivelul preţurilor pentru a-l menţine stabil la ambele date. D-l Keynes susţine că acest nivel nu este ceva misterios, ci este regulat de câţiva factori cu influenţe puţine şi analizabile şi anume «două din ele, numerarul emis şi rezervele ţinute de bănci sunt sub controlul direct (sau ar trebuì să fie) al autorităţilor Băncii Centrale. Al treilea, anume numerarul din buzunarele publicului şi depozitele la bănci nu sunt direct controlabile şi depind de dispoziţia publicului şi a oamenilor de afaceri. Funcţiunea de a stabilizà nivelul preţurilor, nu numai pe perioade lungi dar şi pentru a evità fluctuaţiile ciclice consistă în exercitarea unei influenţe stabilizatoare asupra celor două necontrolabile de mai sus şi, atâta timp cât aceasta nu reuşeşte sau este o imposibilitate din punct de vedere practic, în variarea voită a numerarului emis şi a rezervelor ţinute de bănci în aşà fel încât

să contrabalanseze mişcarea celor două necontrolabile». Cu alte cuvinte, când numerarul a devenit rar pe piaţă din cauza tezaurizării lui de către public, fie în buzunare fie la bănci, este datoria Băncii Centrale de a da expansiune emisiunii şi de a împiedecà astfel rărirea mediului circulatoriu şi deci scăderea preţurilor. Acesta este nucleul teoriei monetei reglementate. Aurul nu mai joacă nici un rol asupra emisiunii monetare. Scopul este menţinerea unui nivel stabil al preţurilor, evitarea crizelor periodice şi stabilizarea valorii aurului pe perioade lungi pentru a evità câştiguri aleatorii unei clase sociale sau alteia. Este o politică de stabilitate socială, de evitare a transferărilor de avuţii dela o clasă socială la alta.

Sub regimul absolut al etalonului de aur emisiunea monetară nu este guvernată de consideraţii sociale. Ea este sub imperiul direct al producătorilor de aur cari pot prezentà cantităţi imense de aur pe cari Banca Centrală este datoare a le primì pe un preţ fix şi liberà contra lor echivalentul în bancnote, indiferent de rezultatul ce ar aveà aruncarea pe piaţă în acel moment a unei cantităţi de monetă circulatorie. Pe de altă parte, dacă producţia de aur s'ar micşorà treptat, băncile centrale ale lumii nu ar mai puteà face emisiuni şi ar urmà să fim constrânşi să trăim sub o perioadă continuă de scădere a preţurilor, de lipsă de lucru şi de apreciere a banului cu rezultatele cunoscute unei atari situaţii. Fără îndoeală că o revizuire a ideilor ce au rezidat la baza etalonului de aur absolut se va impune, şi mitigarea influenţelor lui se va înfăptuì sub o formă sau alta. Etalonul de aur absolut înseamnă un schimb stabil, dar un nivel de preţuri supus schimbărilor aleatorii. D-l Keynes preferă un nivel de preţuri stabil unui schimb valutar stabil, dacă reglementarea monetei nu se introduce ca principiu general în toate ţările. Nivelul preţurilor interesează pe toată lumea, pe când schimbul valutar o face într'un mod mult mai redus.

D-l Keynes se ridică contra celor ce cred că deflaţia sau devalorizarea rezolvă toată problema monetară. Ceeace îl interesează pe d-sa mai presus de orice este mişcarea preţurilor şi orice reformă monetară ce nu ar rezolvà şi această problemă este insuficientă. Restaurarea etalonului de aur fie prin devalorizare fie prin deflaţie nu este decât o reformă formală care nu va eliminà relele noastre monetare. Din contră «este chiar posibil ca acest pas să ne slăbească controlul».

«Problema stabilizării are mai multe laturi pe care trebuie să le considerăm una câte una:

1. Devalorizare contra deflaţie.

2. Stabilizarea preţurilor contra stabilizării schimbului.

3. Restaurarea etalonului aur».

Stabilizarea preţurilor contra stabilizării schimbului este o problemă ce va fi poate mult desbătută deacì înainte ocupând în importanţă locul discuţiilor bimetaliste ale secolului trecut. Un schimb stabil nu putem aveà «decât atunci când şi nivelul intern şi cel extern al preţurilor rămâne stabil». Deprecierea leului nostru în 1921 este datorată şi inflaţiei, dar o bună parte şi scăderii preţurilor în centrele mari ale lumii cari au adus depresiunea economică postbelică (1920—1921 în America şi 1921—1922 în Anglia) continuată în Anglia şi până în ziua de azi. «Dacă nivelul extern al preţurilor este nestabil nu putem menţine stabile şi nivelul preţurilor interne şi schimbul. Inainte de răsboiu alegerea erà făcută de toţi: se preferà un schimb stabil legat prin aur unui nivel de preţuri stabile, deoarece aurul aveà atunci schimbări foarte mici în puterea lui de cumpărare». Dar «alegerea potrivită nu este numai decât aceeaş pentru toate ţările». Trebuie să depindă în parte de relativa importanţă a comerţului extern în viaţa economică a ţării. Cu toate acestea, adaugă d-l Keynes, pare să fie în fiece caz o prezumpţie în favoarea stabilităţii preţurilor dacă aceasta poate fi înfăptuită. «Din cauză că descoperirile de noui mine de aur au fost continue în tot timpul secolului al 19-lea, fapt care este un simplu corolar al unei epoci de exploraţiuni ale globului pământesc şi care acum s'a terminat, a făcut ca până acum alegerea între un schimb stabil şi un nivel de preţuri stabile să nu se prezinte ca o dilemă acută». Dar în viitor situaţia poate fi alta. Toate continentele au fost explorate şi nu se găsesc nici mine californiene nici africane. Pe de altă parte progresul ştiinţific ne poate aduce aurul sintetic. Prin urmare «aurul sau va fi prea scump sau prea ieftin».

Şi într'un caz şi în celălalt legarea nivelului preţurilor de aur este prea riscant.

Dar în momentul actual cursul aurului mai depinde şi de Federal Reserve Board ale cărui sume imense de aur pot influenţă preţurile mondiale. Prin urmare chiar valoarea aurului de astăzi «reglementată» (managed) şi nu mai este lăsată la voia întâmplării. Ca atare în viitor valoarea lui şi deci nivelul preţurilor mondiale va depinde de politica a două, trei mari bănci centrale care vor aveà cele mai mari cantităţi de aur acumulate în bolţile lor. Chiar dacă celelalte bănci centrale ale Europei se vor întoarce la etalonul de aur antebelic, nivelul preţurilor mondiale va fi dictat de una sau două ţări numai. (D-l Keynes crede că sistemul etalonului prin schimb de aur — Gold Exchange Standard — sau o variantă a lui va fi viitorul regim al majorităţii băncilor Centrale şi aceasta din cauza sărăciei relative a Europei care nu va mai puteà ţine închis atâta aur în faţa dobânzilor actuale). Dacă băncile centrale se vor reîntoarce la uzul etalonului de aur absolut ca înainte de răsboiu atunci va fi o lipsă mare de aur care va duce la scumpirea acestuia. Dar întorcându-ne la etalonul de aur absolut renunţăm la orice posibilitate de control al nivelului preţurilor şi astfel la orice încercare de evitare a fluctuaţiilor ciclice care, după cum am văzut, constă în urcarea preţurilor la un nivel mare urmat apoi de scăderi tot atât de mari care provoacă depresiuni economice de mai lungă sau scurtă durată.

Toată lumea economică engleză, crede d-l Keynes — şi credinţa i-a fost înşelată — «cu guvernatorul Băncii Angliei în cap sunt în primul rând interesaţi să menţină stabilitatea preţurilor şi a ocupaţiei muncitorilor şi nu e probabil ca atunci când vom fi obligaţi să alegem, să sacrificăm acestea în mod voit dogmei perimate, care aveà odată valoare, a preţului fix de L 3.17.10½ uncea de aur». D-l Keynes s'a înşelat însă, căci reîntoarcerea la etalonul de aur absolut a fost opera comună a d-lui Churchill şi a Băncii Angliei. Guvernatorului şi consiliului de administraţie al acesteia d-l Keynes, «umil», le dedică cartea sa. In liberalismul său luminat — care în faţa societăţii condusă de interese palpabile şi imediate ale clasei ce deţine momentan puterea — nu este decât un abstractism intelectual, d-l Keynes crede că lumea poate fi condusă, numai «dacă i se explică lucrurile clar», după norme economico-politice ideale. Anglia de azi nefiind condusă nici de industriaşi (1) nici de muncitori ale căror interese din punctul de vedere al nivelului preţurilor sunt identice, ci de bancheri şi negustori — şi curios lucru d-l Keynes pare că nici nu voeşte să creadă că interesele de clasă sunt cheia politicii — trece la etalonul de aur fără a se ocupà de influenţele ce aceasta ar puteà aveà asupra industriei, pentru simplul motiv că ambele vor fi astfel avantajate. Bancherii adunaţi la Mansion House, la 15 Iulie ale anului curent declară prin gura lui Sir Allan Sanderson: «Negustorii şi bancherii recomandă în modul cel mai necondiţionat ideea ca pura realitate a situaţiei economice să fie prezentată prin intermediul etalonului de aur». Ce se ascunde sub această dorinţă pioasă şi «desinteresată»? Datoriile industriaşilor la bănci se măresc cu 10% prin aprecierea lirei sterline, muncitorii sunt obligaţi să primească salarii cu 10% mai mici, iar negustorii primesc bani cu o putere de cumpărare cu 10% mai mare fără a se grăbì deloc a micşorà preţurile cu procentul respectiv.

Interesant este faptul că şi d-l Hawtrey cu care d-l Keynes polemizează în lucrare şi care, împreună cu d-sa, este cel mai de seamă teoretician monetar al Angliei contimporane, a fost tot pentru un etalon de aur temperat şi anume fluctuaţiile mari în puterea de cumpărare a aurului erau să fie oprite în sistemul d-sale prin cooperarea continuă a băncilor Centrale de emisiune şi printr'o convenţie internaţională bazată pe etalonul prin schimb de aur (Gold Exchange Standard). D-l Keynes critică această propunere pe baza că politica preţurilor mondiale ar fi dictată în acest caz, fatal, de cel mai mare deţinător de aur: Statele-Unite.

In sistemul d-lui Keynes politica de urmat

1) Că este aşà, ce probă mai evidentă putem găsì noi decât desele ieşiri violente ale «Federation of British Industries», cea mai formidabilă asociaţie patronală din lume, care denotă că această organizaţie este redusă la influenţe indirecte prin presă şi memorande. Ultimul memorand se ocupă din nou de chestia nivelului preţurilor în legătură cu etalonul de aur (13 Iulie 1925).

ar fi fost următoarea: Obiectul principal va fi deaci înainte stabilitatea nivelului prețurilor și numai în al doilea rând vom căută să menținem și un schimb stabil. Dacă menținerea ambelor este imposibilă vom sacrifică schimbul.

Nivelul prețurilor fiind determinat în special de volumul creditelor furnizate de cele cinci mari bănci de depozit (1) «vom urmări și controlă crearea de credite și vom lăsà ca emisiunea de bancnote să urmeze creării creditelor; nu ca înainte (sub regimul etalonului de aur absolut) când urmăriam și controlam emisiunea de bancnote lăsând creiarea depozitelor să urmeze acesteia».

Aurul va aveà și el o întrebuințare: va fi imobilizat tot într'un singur centru — Banca Angliei — va fi exclus și din circulație și va servì ca un instrument maniabil și eficace pentru corectarea cursului schimbului în momentul când din cauza *influențelor temporare* acesta va devià dela cursul justificat de paritatea puterii de cumpărare.

Pe de altă parte cursul aurului, astfel demonetizat și devenit o simplă marfă, va fi fixat de Banca Angliei în fiecare Joi (de sigur că va rămâne neschimbat timp îndelungat) exact cum se fixà înainte taxa scontului. Rezerva de aur va fi astfel cu totul separată de emisiunea biletelor.

Taxa scontului va fi călăuzită și ea de alte criterii decât de proporția aurului față de bancnote, va fi călăuzită de tendința nivelului prețurilor de a se urcà sau coborî, devenind astfel instrumentul de regulare al prețurilor.

Situația actuală în America dealtfel nu este nici ea alta. Aurul nu mai este lăsat a influență nivelul prețurilor la voia întâmplării, deoarece emisiunea de bancnote nu mai urmează mecanic intrărilor de cantități de aur ci este călăuzită tot de nivelul prețurilor. Etalonul american este azi un etalondolar hârtie sau un etalon de mărfuri (cu nivelul prețurilor în jurul lui 150) deoarece Federal Reserve Board caută să conformeze valoarea aurului la valoarea dolarului nu valoarea dolarului la valoarea aurului.

Dar celelalte țări? Franța și Italia vor trebuì să devalorizeze francul și lira la nivelul la care contribuabilul respectiv va puteà suportà datoria publică. Restul vor urmà pilda Angliei sau pilda Italiei și a Franței după situația fiecăreia, dar nici una nu va fi justificată în crearea de noui etaloane, ci vor face bine să adopte ca bază a emisiunilor lor dolarul sau lira sterlină prin instrumentația unui Gold Exchange Standard menținând rezerve de aur la banca Centrală și credite la Londra sau New-York. Incolo politica de urmat ar fi aceeaș.

Este cea mai perfectă construcție pur teoretică a unui regim monetar a cărui punere în aplicare nu se lovește atât de dificultăți practice cât de acele «vested interests» ale producătorilor de aur, ale bancherilor și negustorilor cari s'ar vedeà astfel deposedați de eventuale câștiguri aleatorii de pe urma regimului actual.

Aureliu Ion Popescu

(1) Se știe că în Anglia circulația cecurilor ține locul circulației bancnotelor. La noi emisiunea bancnotelor joacă rolul exclusiv al mediului circulatoriu.

FRÉDÉRIC BRUNET: *Le Socialisme expérimental.* Paris, 1924, 254 pag.

O lucrare modestă, scrisă de un membru al partidului socialist francez pentru luminarea coreligionarilor săi politici. Partea științifică este urmată, în concluzie, de o confesiune personală a autorului, care e mai elocventă decât întreaga scriere. Ea arată temeiurile, care l-au făcut pe autor să ia pana în mână, și scopul pe care-l urmărește el prin publicarea lucrării sale. Citām din această confesiune următoarea parte cu deosebire interesantă: «Tradiția revoluționară obsedează multe spirite în Franța. Eu însumi, fiul unui om care, sub Imperiu, a luptat pentru cucerirea drepturilor politice și mai târziu pentru lărgirea drepturilor economice, m'am adăpat prin contactul cu amicii cari-l înconjurau, din cari unii cunoscuseră Iunie 1848, lovitura de Stat din 1851, răsboiul din 1870 și Comuna, la tradiții romantice care mă îmboldiau să nu văd decât în *forță* mijlocul de eliberare a proletariatului.

«In tinerețea mea, judecând soarta lucrătorului după ceeace erà și necrezând în votul individual ca mijloc de emancipare, credeam că numai acțiunea revoluționară ar îngădui de a cucerì puterea și ne-ar da condiții mai bune». Vorbind apoi de studiile sale sociale, el continuă: «Am înțeles că nu e de ajuns să concepi o stare pe organizare socială,

pentru ca Revoluţia să o poată realiză. Revoluţia mi-a apărut atunci, nu numai în forma sa de răsvrătire, ci în complexitatea sa de organizare... Experienţa rusă mi-a relevat că e de nevoie, sub pedeapsă de înapoiere şi de reacţiune de a armoniză instituţiile cu desvoltarea morală a indivizilor» (p. 248—249).

A'c avem întreaga istorie a omului şi operei sale. Autorul a servit, ca copil, drept calfă de atelier, lucrând douăsprezece ore pe zi, şi străbătând seara şi dimineaţa întreg Parisul pe jos (p. 187). Aceasta, ca şi oamenii cu cari a trăit, l-a pătruns de ardoare revoluţionară, pe care însă mai târziu i-au temperat-o studiile ştiinţifice. In cele din urmă, revoluţia rusă a venit să-i inspire groază de orice revoluţie, şi să-l facă a se întoarce la credinţa în evoluţie. Această groază vrea să o insufle şi tovarăşilor săi, şi din această nevoie şi-a luat naştere cartea sa.

Aşadar un scop cum nu se poate mai lăudabil!? Insă ce mijloc alege autorul spre a-l atinge? El porneşte de departe, cam prea de departe. Intreaga istorie a socialismului, ca şi a mişcării sociale, defilează înaintea cetitorului, spre a ajunge apoi la problemele de actualitate: capitalismul şi chestiunile ce el ridică, problema agrară, mijloacele de schimb, şi în cele din urmă educaţia. In adevăr, aproape nu e problemă, care frământă societatea de azi, pe care autorul să n'o atingă şi — să n'o soluţioneze. Toate acestea pe 251 de pagini. Cu greu se puteà închipuì un mai nefericit mijloc, spre a ajunge un atât de nobil scop. Asemenea sumară trecere în revistă a tuturor chestiunilor sociale, de istorie şi de actualitate, are defectul de a nu interesà deaproape pe nimeni. Specialistul nu poate aflà nimic într'o tratare atât de rezumativă; cât priveşte pe laic, un catalog atât de bogat de nume şi doctrine, explicate şi expediate în câteva rânduri, e de natură a-i produce mai curând zăpăceală, decât a-i aduce lumină.

De o mai mare atenţie se bucură Marx şi experienţa rusă. In privinţa acesteia din urmă, autorul arată toate eşecurile bolşevicilor, până ce au fost siliţi să recurgă la capitaliştii străini, şi încheie cu aceste cuvinte, care trădează odată mai mult sentimentul, din care a izvorît scrierea sa: «Să ne ferească zeii de cei cari ne vor fericirea».

Să sperăm că zeii vor fi milostivi, şi vor ascultà ruga pioasă a autorului.

Şt. Zeletin

DIMITRIE G. MAXIM: *Naturalizarea în România după Constituţiune şi noua lege a naţionalităţii*. Ed. Socec, Bucureşti, 1925, 286 pagini.

Chestiunea naţionalităţii e una din acele mari probleme, care au reţinut atenţia guvernanţilor, atât înainte, cât şi după răsboiu. Tratatele de pace, consfinţind odată mai mult principiul elementar de drept internaţional, că toţi locuitorii teritoriilor anexate devin, de plin drept, naţionalitatea Statului anexant, au repus această chestiune cu acuitate, dat fiind dificultăţile care s'au ivit cu punerea în aplicare a principiului enunţat.

Grija de a păstră intactă unitatea naţională, printr'o serioasă triare a postulanţilor la cetăţenia română, a prezidat la elaborarea legii privitoare la dobândirea şi pierderea naţionalităţii române din 24 Februarie 1924.

Studiul acestei legi a fost pentru d. Dimitrie G. Maxim, fost Preşedinte la Curtea de Apel din Bucureşti, un prilej de a scrie un adevărat tratat asupra naturalizării.

Afară de calităţile excepţionale de jurist, pe care le-a evidenţiat cu atâta strălucire timp de peste 40 ani în cariera sa de magistrat, faptul de a fi fost membru în comisia de naturalizare, indică pe autor să înzestreze literatura juridică cu volumul pe care-l analizăm în linii generale.

Autorul se ocupă în acest volum — căruia îi va urmà curând un altul — de dobândirea naţionalităţii prin naturalizare.

Din acest punct de vedere trebuie examinată legea, fruct a două curente care s'au manifestat cu ocazia legiferării: ideea de a închide porţile cetăţeniei celor nedemni de a o dobândì şi ideea de a facilità dobândirea ei celor cari au arătat sentimente româneşti.

Punctul de plecare al noului legiuitor va fi deci cel tradiţional: naţionalitatea română nu se imprimă decât prin naştere şi numai o asimilare lentă poate duce la dobândirea ei.

Rând pe rând, d-l Maxim va studià condiţiile de formă, condiţiile de fond şi efectele naturalizării, utilizând un bogat material de drept comparat.

In ce priveşte condiţiile de formă, legiuitorul a lăsat acordarea naturalizării în atri-

buţia exclusivă a puterii executive, instituind în acest scop două instanţe erarhice: comisia de naturalizare compusă din cei patru preşedinţi de Curte din Bucureşti şi Consiliul de Miniştri. O chestiune care se pune cu această ocazie e aceea de a se şti, dacă, în materie de naturalizare, recursul e admisibil. Inalta Curte de Casaţie a avut a se pronunţa într'un caz recent asupra caracterului unui act, prin care Ministerul de Interne, în baza art. 61 din vechiul regulament, certificase naţionalitatea română unui fost supus rus, care îşi aveà indigenatul în Basarabia, declarând acest act ca act de guvernământ, în care caz recursul nu e admisibil. Cu atât mai mult credem — deşi chestiunea e controversată în doctrină — în inadmisibilitatea recursului în materie de naturalizare, aceasta având un caracter politic, fiind o favoare pe care puterea executivă o acordă acelora, pe care-i crede demni s'o dobândească, fapt cari-i lasă la completa ei apreciere.

Trecând la condiţiile de fond necesare pentru dobândirea naţionalităţii române, vom relevà garanţiile pe care a ştiut să le ia noul legiuitor, spre a se asigurà că solicitantul la naturalizare pierde vechea sa naţionalitate.

E o măsură devenită necesară după roadele pe care le-a dat faimoasa lege germană Delbrück, după care un german puteà cumulà două naţionalităţi.

Măsura pe care legiuitorul nostru a luat-o impunând solicitantului să renunţe printr'o declaraţie autentică la vechea sa naţionalitate, şi punând dobândirea naţionalităţii române în funcţia pierderii automate a cetăţeniei de origină — refuzând deci cetăţenia română acelora, în a căror ţară ar mai fi în vigoare o lege asemenea legii Delbrück — a fost dictată de un înalt interes de securitate naţională.

In general, socotim condiţiile impuse pentru dobândirea naţionalităţii ca fiind suficient de asigurătoare pentru interesele generale ale ţării, ca să nu împărtăşim opinia autorului, care face o imputare legiuitorului de a nu fi prevăzut ca sancţiune posibilitatea de a retrage cetăţenia noului naturalizat — în timp de pace.

Abstracţie făcând de faptul că triajul pe care-l fac cele două instanţe printre postulanţii la cetăţenia română, fiind riguros de sever (v. numărul extrem de redus al persoanelor naturalizate dela promulgarea legii până azi), prezintă toate garanţiile, că nu se vor strecurà elemente dubioase, dacă se admite opinia autorului înseamnă a înfiinţà două categorii de cetăţeni români, ceeace ar fi contrar principiului completei asimilări a străinului cu naţionalul, principiu care e la baza legii.

La efectele naţionalizării, d-l Maxim va discutà cu amploare chestiunea conservării naţionalităţii de către romånca, care se căsătoreşte cu un străin, afară de cazul când ea îşi manifestă voinţa în sens contrariu. Legea satisface parţial revendicările femeii române, lăsând nerezolvată chestiunea în privinţa naţionalităţii copiilor şi ipoteza când soţul străin şi-a schimbat mai târziu naţionalitatea.

Nu în cadrul unei recenzii se va puteà discutà diversele probleme pe care le ridică o lege de importanţa celeia căreia d-l Maxim i-a consacrat un studiu care marchează o dată în literatura noastră juridică. Acest studiu, prin abundenţa materiei, depăşeşte cu mult cadrul unei simple monografii. E — cum am mai spus — un adevărat tratat, destinat înainte de toate profesioniştilor.

Un spirit de viguroasă critică dublat de o admirabilă documentare, caracterizează această lucrare. Autorul nu omite nimic, soluţiile şi referinţele în chestiunile contraversate abundă, ceeace face onoare atât probităţii ştiinţifice a autorului, cât şi erudiţiei sale.

Marco I. Barasch

PAUL GILLE, professeur à l'Institut des Hautes Études de Belgique: *Esquisse d'une philosophie de la dignité humaine.* (Bibliothèque de philosophie contemporaine, ed. Felix Alcan, Paris 1924).

In această carte, care este mai mult o culegere de aforisme şi profesie de credinţă, decât propriu zis o lucrare ştiinţifică, autorul opune întreitei teze materialistă, deterministă şi etatistă, o poziţiune filozofică afirmând în acelaş timp idealitatea istoriei, drepturile individului liber şi fireasca lor integrare socială. Materialismului istoric îi opune Gille vederea că formele vieţii sociale departe de a fi rezultatele unor procese economice, acestea din urmă sunt guvernate mai de grabă de concepţia de drept care domină o societate. In faţa determinismului, care postulează în natură numai simple ecuaţii de forţă, Gille ridică legea coordinaţiei crescânde: *e pluribus unum.* Sinteza creatoare

ne este indicată drept adevăratul principiu al lumii. In sfârşit, faţă de determinismul aplicat la viaţa morală şi care — se ştie — neagă liberul-arbitru, Gille afirmă spontaneitatea creatoare a individualităţii, capabilă să depăşească egoismul, să străbată in planul raţiunii universale, de unde să extragă şi îndreptarul acţiunii sale. Individualităţile, în elanul lor creator, nu se ciocnesc şi nu se opun între ele, ci se armonizează în unitatea socială şi realizează cerinţa statornică a raţiunii. In acord cu vederile sale teoretice, Gille recomandă şi poate să prevadă o epocă de armonie şi de justiţie umanitară.

Toate aceste teze — după cum am spus — nu sunt însă atât rezltatele unei demonstraţii urmată cu necesitate şi sprijinită de sugestiunea necontenită a faptelor particulare, cât mai mult expresia teoretică a unei credinţe. Imprejurarea aceasta se vădeşte şi în stilul lucrării care întrebuinţând forma retorică, cu exclamaţii, cu întrebări care conţin în ele şi răspunsul, dovedeşte că vrea şi că eventual poate mai mult să ne seducă şi să ne convertească, decât să ne transmită o convingere pe calea persuasiunii intelectuale. Atât prin punctul de vedere pe care îl reprezintă cât şi prin forma pe care o întrebuinţează, se poate spune că lucrarea lui Gille aparţine acelui spiritualism universitar francez, a cărei epocă de glorie este cu toate acestea mai de mult întrecută. Influenţe mai particulare nu sunt nici ele de nerecunoscut. Vederea despre ideea care conţine în ea şi o virtualitate activă vine dela Fouillé, după cum vederea că energia individualităţii are un sens imanent social ne apropie de Guyau. In sfârşit filozofia anarhistă, cu tendinţa sa anti-etatistă şi anti-capitalistă, cu încrederea sa în perfecţia intrinsecă a omului, cu ateismul său, cucereşte consimţimântul autorului nostru, care citează cu plăcere pe Bakunin, pe E. Reclus sau pe Kropotkin, deşi între aceştia caută să-şi menţină originalitatea sa, ca atunci când procedează la distincţia puţin clară dintre *anarchie* şi *an-archie*.

Pentru aceia cari ar dori să urmărească desvoltarea ideilor în cercurile intelectuale arătate mai sus, lectura cărţii lui Gille poate fi recomandată.

T. Vianu

LIVIUS LAZĂR: *La mise en oeuvre de la réforme agraire en Roumanie*. Paris 1924 (teză de doctorat), 124 pag.

Deşi lucrarea d-lui L. Lazăr are proporţiile modeste ale unei teze de doctorat, ea dovedeşte totuş însuşiri de cercetător independent. Dela început până la sfârşit, autorul urmăreşte cu perseverenţă un ţel precis: spulberarea tuturor învinuirilor, care s'au adus actului împroprietăririi. Teza d-lui Lazăr poate fi caracterizată ca o pledoarie pentru proprietatea ţărănească, însă o pledoarieluminată, sprijinită pe temeiuri ştiinţifice.

Trei invinuiri de seamă, aşà stabileşte autorul dela început, s'au adus proprietăţii ţărăneşti: *a)* ţăranul produce mai puţin, la unitatea de suprafaţă, ca proprietatea mare; *b)* ţăranul nu cultivă decât atât, cât cer nevoile sale, lăsând restul pământului în paragină şi *c)* ţăranul nu cultivă grâu.

Autorul cercetează toate aceste învinuiri şi arată lipsa lor de temeinicie. După câteva observaţii generale şi introductive, el atinge problema mai deaproape în «capitolul preliminar», unde se concentrează cu deosebire asupra primelor două învinuiri. Datele, pe care le foloseşte autorul în susţinerea tezei sale, sunt suficiente şi convingătoare. E drept că în timpul din urmă d-l Ionescu-Şişeşti, care atinge aceeaş chestiune cu aceeaş tendinţă, în lucrarea pe care o analizăm în numărul de faţă, se foloseşte de date mai numeroase, dar pentru timpul când scrie autorul nostru, şi cu mijloacele sale de informaţie, el şi-a îndeplinit sarcina în mod conştiincios.

Apoi d-l Lazăr urmăreşte chestiunea agrară, cu scurte consideraţii istorice, în toate provinciile României-Mari. El a consultat izvoarele de seamă, le urmăreşte de aproape, pe unele poate prea deaproape, şi dă o icoană exactă a situaţiei de fiecare provincie. Cu deosebire interesante sunt datele sale asupra Transilvaniei, unde el a avut la îndemână texte ungare, ce nu sunt tuturor accesibile.

Autorul trece în urmă la înfăptuirea reformei agrare; el cercetează principiile şi executarea reformei din 1917—1921, în deosebitele provincii ale României-Mari, precum şi jurisprudenţa, care rezultă din interpretările date de comitetul agrar deosebitelor dispoziţii ale acestei legiuiri. O scurtă trecere

în revistă a cooperaţiei române, privită ca mijloc de a ridicà agricultura ţărănească, face încheierea interesantei teze.

Precum se vede, lucrarea d-lui Lazăr este concepută ca un întreg unitar: ea face să treacă pe dinaintea cetitorului toate chestiunile, care se ridică în legătură cu problema agrară, şi pe fiecare le cercetează în aceeaş lumină a intereselor proprietăţii mici rurale. Deaceea, în afară de meritele ei intrinsece, ea va aveà şi pe acela, de a slujì străinilor ce se interesează de starea agrară a ţării noastre, ca un fericit mijloc de informaţie.

Şt. Zeletin.

RENÉ PLEVEN, ***Les ouvriers de l'agriculture anglaise aepuis la guerre*** (Dalloz Paris 1925).

Studiul pe care d-l René Pleven îl consacră proletariatului agricol din Anglia — studiu întreprins sub conducerea regretatului nostru profesor Auguste Souchon — umple un gol în literatura socială, care pare să fi neglijat problema pe care o puneà cu acuitate o massă destul de importantă de muncitori supuşi unei exploatări demne de alte vremuri.

Intr'adevăr, ceeace caracterizează structura agrară a Angliei e repartiţia foarte parcimonioasă a pământului, marea proprietate predomină; ea reprezintă 69% a suprafeţei totale, în timp ce mica proprietate atinge 6%, iar cea mijlocie 33%.

O ţară al cărui capital funciar e concentrat în mâna unui număr foarte restrâns de locuitori e destinată să devie câmpul de activitate al unei masse imense de salariaţi.

Condiţiile în care aceşti salariaţi trebuie să muncească sunt de aşà natură încât reclamă, în interesul superior al conservării rasei, o grabnică intervenţie a legiuitorului. Faptul că până la izbucnirea răsboiului aproape nici o măsură legislativă n'a fost luată în scopul ameliorării stării lor sociale trebuie atribuit exclusiv lipsei oricărui spirit de solidaritate dintre aceşti muncitori.

Reforme sociale nu se dobândesc decât acolo unde ele sunt impuse de o puternică forţă sindicală. Insă de o serioasă mişcare sindicală în domeniul agricol nu se poate vorbì în Angl a, cel puţin înainte de răsboiu. Autorul va studià şi această chestiune la sfârşitul lucrării sale, consacrându-i unul din cele mai interesante capitole.

O anchetă făcută în 1912, arată că muncitorul de pe marile latifundii câştigă salariul cel mai scăzut.

Ziua de lucru e de 9 — 10 ore în timpul verei, de 8 — 9½ ore în timpul iernei. Salariul cel mai ridicat e de 3½ pences pe oră, când 22,7 shilings pe săptămână reprezintă minimum indispensabil pentru existenţa unei familii dintr'un district rural.. Rezultă deci că budgetul celor mai bine plătiţi dintre salariaţii agricoli se soldează cu un deficit. Ajutorul pe care-l mai aduc femeile lucrând la domiciliu sub regimul barbarului «sweating-system» nu parvine decât să menţie familia salariatului la marginile mizeriei.

Această mizerie se mai traduce prin condiţiile în care sunt obligaţi să locuiască aceşti muncitori. Marea majoritate e obligată să se adăpostească în aşà numitele «tied cottage»; nişte barăci aparţinând proprietarilor funciari, cari le conced muncitorilor ca un supliment în natură anexat salariului.

Legiuitorul a intervenit în două rânduri (1890, 1909) spre a ameliora această stare, dar intervenţia sa nu a dat roade. Prin legea din 1890 se «invită» consiliile judeţene să construiască case pentru muncitori din resursele bugetelor locale. Această lege cu caracter pur facultativ eşuând, ea a devenit obligatorie in 1909. Dar nici de această dată nu s'a putut înregistrà vreun progres. Cauza trebuie căutată după cum spuneam mai sus — în lipsa spiritului de asociaţie la muncitorii agricoli. Din 700.000 numai 4.000 erau sindicalizaţi în 1910.

Această situaţie nenorocită abià că e cunoscută de câţiva specialişti înainte de răsboiu. Opinia publică o ignorà complet. Proletariatul industrial păreà că a absorbit cu desăvârşire solicitudinea Statului.

Intervine răsboiul, care reclamând muncitorilor agricoli un efort important pentru aprovizionarea cu grâne devenită extrem de dificilă din cauza răsboiului submarin, va determinà din partea guvernului o atenţie deosebită pentru muncitorii atât de neglijaţi până atunci.

Toate străduinţele guvernanţilor convergeau spre sporirea producţiei agricole. In acest scop se promulgă la 21 August 1917 celebra lege «Corn Production Act» care garantând fermierilor preţuri fixe, înţelege să determine minimul de salariu pentru muncitori. Pentru aplicarea acestei măsuri se instituie o comisie de salarii agricole (Agricultural Wages Board)

Această lege a determinat o schimbare sim-

ţitoare în situaţia materială a muncitorului agricol. Sfârşitul inegalităţilor care existau înainte între diversele regiuni, ridicarea a «Standard of life» prin sporirea salariilor, fixarea orelor de lucru la o limită compatibilă cu desvoltarea fizică a individului, sunt numai câteva schimbări pe care a reuşit să le introducă în viaţa muncitorului agricol. Ceeace a permis această lege înainte de toate e desvoltarea mişcării sindicale, transformând o massă fără coeziune într'una conştientă de forţa ei.

Intr'un capitol consacrat mişcării sindicale, autorul ne dă date foarte importante asupra evoluţiei ei.

Organizarea sindicală a muncitorilor rurali se prezintă în 1914 sub o lumină foarte slabă.

Sub numele de «Uniunea muncitorilor solului» mişcarea sindicală a cunoscut o epocă de apogeu în 1874, când propaganda deslănţuită de Joseph Arch a strâns în sindicate peste 80.000 membri. Urmează o epocă de descreştere a curentului sindicalist, ajungând în 1889 la 4.200 de aderenţi. Această stare de lucruri durează până în 1912, când legea «National Insurance Act» obligă orice salariat să facă parte dintr'o societate de ajutor mutual, cu toate aceasta numărul muncitorilor agricoli sindicalizaţi se ridică în prejma războiului abià la 10.000. In această epocă două sindicate îşi disputau adeziunile muncitorilor. Deoparte «The Workers Union» dealtă parte «The National Union of Agricultural Workers».

Aceste sindicate se disting prin anumite divergenţe de metodă. Primul urmăreşte contopirea într'un singur sindicat a proletariatului agricol cu cel industrial, celălalt reclamând o separaţiune completă. Acest din urmă sindicat a avut cel mai mare număr de adeziuni; în special dela promulgarea legei «Corn Production Act» din 1917 ia un avânt considerabil. In Iulie 1920 numărul celor sindicalizaţi se ridică la 300.000, din cari a treia parte aparţin sindicatului «The Workers Union».

Mişcarea sindicală aşà cum se manifestă ea în Anglia agricolă e departe de ideologia soreliliană, favorizând din potrivă stabilirea de relaţii cât mai strânse între înterprinzător şi muncitori.

Această înţelegere la care tinde e însă în funcţia unei politici sociale bazată pe o cât mai largă comprehensiune a intereselor claselor muncitoare. Evenimentele din ultimii patru ani n'au permis însă menţinerea salariilor la nivelul reclamat de o bună stare a clasei muncitoreşti. In această privinţă opera înterprinsă de consiliile instituite de legea din 1917 n'a fost încoronată de succes. Singura achiziţie definitivă rămâne reducerea duratei lucrului. Problema socială se pune însă şi azi cu aceeaş acuitate ca înainte, în special în ce priveşte chestiunea locuinţelor muncitoreşti.

Cercetările pe care autorul le-a făcut la faţa locului îi permit să aducă în desvoltarea interesantei sale lucrări un foarte preţios material documentar. Din acest punct de vedere apariţia acestei lucrări corespunde unei nevoi de mult resimţită.

Marco I. Barasch

GIOVANNI GIOLITTI: *Memorie della mia vita*, vol. I XXV (Studiu de Olindo Malagodi) + 278 pag., vol. II, 279—627, Treves, 1922.

Ziarele scriau de curând că într'una din marile şedinţe ale Parlamentului fascist, după o cuvântare patriotică a lui Mussolini, un deputat din opoziţie se ridicase în picioare, fără să aplaude, în semn de aprobare. Stăteà aşà, peste entuziasmul celorlalţi şi crescându-l discret prin mişcarea sa. Erà Giovanni Giolitti. E imagina care rămâne şi după cetirea celor două volume de memorii. Un om cumpănit, în picioare între ceilalţi, stăpânindu-i cu liniştea, chiar când sunt de altă părere. Cincizeci de ani din viaţa politică a Italiei sunt nedespărţiţi de viaţa acestui om.

«Memoriile vieţii mele» au apărut cu prilejul împlinirii a optzeci de ani de viaţă, în 1922, şi se întind până în preajma zilelor noastre. Cele din urmă alegeri făcute de Giolitti, în Maiu 1921, după încercarea anarhică a lucrătorilor să puie mâna pe uzine, zădărnicită în cele din urmă fără turburări datorită tocmai stăpânirii de sine şi experienţei de oameni a capului Guvernului, aduc şi zorile parlamentare ale fascismului. Iată câteva rânduri de pe pagina 610: «Acum, fără îndoeală, Camera, aleasă în Maiu 1921 a ieşit şi s'a arătat cu totul deosebită, în spiritul ei, de aceea dată de alegerile din 1919. Afară de pierderea a douăzeci şi patru de locuri din partea socialiştilor şi a comuniştilor, acele alegeri au venit cu o însemnată îmbunătăţire în calitatea aleşilor. In acele alegeri au intrat în Parlament, cu un manipul de vreo treizeci de deputaţi, cei mai mulţi tineri şi însufleţiţi de porniri luptătoare, partidul fascist; ceeace eu am socotit lucru de folos

pentrucă fascismul alcătuind deacum o reală putere în ţară, erà bine să-şi aibă reprezentarea parlamentară, potrivit vechii mele păreri că toate puterile ţării trebuesc să fie înfăţişate în Parlament şi să-şi găsească în el făgaşul».

Am ales acest mic citat, pentrucă e de două ori caracteristic. Intâiu, el arată valoarea, şi azi neştirbită, a lucrării. E pentru noi ca un fel de lungă introducere, începând cu Crispi încă, şi înfrângerea din Abisinia, la ridicarea fascismului şi la regimul politic de acum al Italiei. Cu ajutorul acestei introduceri, multe se înţeleg altminteri, pe când ruperile de fir în desvoltarea peninsulei fericite apar ca un tors neîntrerupt mai departe. Dacă Mussolini e azi un dictator de împrejurări şi proporţii excepţionale, amintirea dictatorilor e foarte proaspătă între Alpi şi Mare, şi nu trebuie mers până în fundul Evului Mediu sau în cetăţile comerciale ale Renaşterii ca să le găsim origini şi înaintaşi. Crispi a fost şi el un dictator aproape asemenea, şi nu singurul.

Excrescenţele vieţii parlamentare, urmărite aici atât în întreprinderile coloniale ale trecutului apropiat, cât şi în deslegarea problemelor interne de tot felul, financiare, sociale şi administrative, sau în uriaşa încercare a răsboiului mondial, îndrumează şi ele încet către aceà soluţie revoluţionară, care n'a încăpul în marginile cărţii, dar se simte dincolo de orizont. Noi, cari am depăşit acel orizont, ne dăm seama cetind că ultimile pagini se înălţau spre linia lui. Omul cel vechiu, isprăvind să-şi scrie însemnările de zile bune şi de zile rele de odinioară, încheià într'adevăr o epocă. «Memoriile vieţii mele» sunt bilanţul acelei epoci.

Ele au fost aşternute pe hârtie mai mult la îndemnul prietenilor, între cari trebuie pus la loc de cinste d-l Olindo Malagodi. Acesta şi-a luat sarcina să strângă tot materialul răsleţ, sau să scrie sub dictat sau să împrospăteze prin discuţie atâtea uitate. Studiul de introducere, pe care l-a scris, e o caracterizare largă şi un portret mişcat. Ceeace memoriile caută să ascundă: partea omului în atâtea fapte şi drepturile la preţuirea urmaşilor, istoricul o spune răspicat. Vorbele lui sunt ca acele porţi de aramă, cu chipuri fără moarte, dela intrări de baptisterii prin oraşe de artă italiene. Lăuntrul e plin de spiritul acelor figuri, dar acolo ele nu se mai întâlnesc. Numai linişte rece de marmoră albă.

Poate că motivul din care pornià îndemnul erà unilateral. Giolitti a fost dintre bărbaţii cari s'au împotrivit la intrarea în răsboiul din urmă. După ce el a fost declarat, nimeni nu l-a sprijinit cu mai statornică şi dârjă credinţă. Iar, după încheiere, i-a fost dat să deslege două din cele mai temute primejdii: a Albaniei, unde armata murià de friguri şi intră în disoluţie, şi a oraşului Fiume, care erà să ducă la un răsboiu cu Jugoslavia. Cu toate acestea, opinia publică inteţită fie de faptul zilei, fie de vechi duşmani, nu s'a sfiit să strige după Giolitti învinuirea de trădare. Amintirea lui puteà să treacă viitorimii cu această pată, şi, deaici, «Memoriile». Insemnătatea lor documentară şi personală s'a revărsat însă peste aceste strimte margini. In nici un rând nu se simte, nu pledoaria, dar nici nevoia unui cuvânt de apărare. Inlănţuirea datelor singură cucereşte.

Şi micul citat ales de noi la începutul acestei recenzii mai e caracteristic din o a doua pricină. El oglindeşte întreg omul, stăpânit, fără înflorituri, limpede şi îndrăsneţ. Descrierea pe larg a pregătirii diplomatice, a tuturor încurcăturilor europene şi a orientalismului turcesc în tratative, din răsboiul Libiei, e plină de interes. Momente mari, de ciocniri cu persoane, sau de întâlniri de veleităţi, care mai apoi au aruncat în răsboiul mondial, se bănue sub atâtea pagini. Dar niciodată tonul nu se ridică. Sunt vestite atâtea din retragerile dela putere ale lui Giolitti, care nu erau numaidecât concluzia unei stări parlamentare acute. O slabă deplasare de voturi sau o sfârşire a programului cu care se înfăţişase guvernul în alegeri, îl hotărăsc. După un consiliu de miniştri de un sfert de ceas, pe neaşteptate, audienţă la rege şi guvern, valid încă după chiar părerea adversarilor, demisionar. Şi în toate o corectitudine împăcată cu orice ar aduce aplicarea ei întreagă, o siguranţă de judecată şi o stăpânire a împrejurărilor, o bărbăţie, o întrebuinţare fără patos a cuvântului potrivit, de informaţie sau de duh, limpezind pentru totdeauna o situaţie, care umplu de recunoaştere pentru Italia de ieri. Nu erau nici oamenii de-atunci, cari îşi duc bine între nouii veniţi cei peste optzeci de ani, chiar atât de vrednici de ocară! Sub faptele lor cumpăna şovăe, dar în cele din urmă discul care le ţine se ridică încet. Istoria înseamnă fără părtinire. *Emanoil Bucuţa*

BULETINUL INSTITUTULUI SOCIAL ROMÂN

CONFERINŢELE I. S. R.

In mai multe şedinţe din Noemvrie şi Decemvrie 1925, Comitetul Institutului a discutat subiectul ciclului de conferinţe din 1925. Din diferitele propuneri făcute, hotărîrea s'a oprit în cele din urmă asupra problemei capitalismului în viaţa socială.

Ordinea celor douăzeci de prelegeri, conferenţiarii şi titlul prelegerilor vor fi acestea: Duminecă 10 Ianuarie, *C. Rădulescu-Motru:* Psihologia capitalistului. Duminecă 17 Ianuarie, *C. Argetoianu:* Capitalismul şi reforma administrativă. Duminecă 24 Ianuarie, *M. Manoilescu:* Consecinţele sociale ale desvoltării capitalismului român. Duminecă 31 Ianuarie, *G. Taşcă:* Capitalismul român şi cooperaţia. Duminecă 7 Februarie, *St. Zeletin:* Capitalismul naţional. Duminecă 14 Februarie, *Istrati Micescu:* Oamenii politici şi capitalismul. Duminecă 21 Februarie, *I. Răducanu:* Capitalismul de Stat. Duminecă 28 Februarie, *Mircea Djuvara:* Structura juridică a societăţii. Duminecă 7 Martie, *V. Madgearu*: Vechea şi noua clasă de mijloc. Duminică: 14 Martie, *D-na C. Botez:* Situaţia socială a femeii în societatea capitalistă. Duminecă 21 Martie, *Costin Stoicescu:* Formarea capitalului şi regimul bancar în România. Duminecă 28 Martie, *W. Sombart* (*Berlin*): Capitalismul în răsăritul Europei. Duminecă 11 Aprilie, *H. Truchy* (*Paris*): Capitalismul in relaţiile internaţionale. Duminecă 18 Aprilie, *G. Ionescu-Sişeşti;* Agricultura şi capitalismul. Duminecă 25 Aprilie, *Proletariatul industrial;* Conferenţiarul se va anunţă ulterior. Duminecă 2 Maiu, *O. Goga:* Rolul social al presei. Duminică 9 Maiu, *V Goldiş:* Politica culturii. Duminecă 16 Maiu, *G. Mârzescu:* Influenţa stărilor şi ideilor sociale asupra legislaţiei. Duminecă 23 Maiu, *N. Iorga:* Revoluţia franceză şi capitalismul. Duminecă 30 Maiu, *D. Gusti:* Elita socială şi intelectuală în societatea capitalistă.

† DIMITRIE IANCOVICI

A murit la trei zeci şi opt de ani, prea tânăr pentru a se fi realizat politiceşte. Cu el s'a stins o splendidă făgădueală. Dar toţi acei cari l-au cunoscut, toţi acei cari i-au fost prieteni, simţeau dela primele etape pe care le făcuse în viaţa cetăţii, ritmul unei cariere victorioase.

Dimitrie Iancovici reprezentă în politica de partid acel element rar, străin de clientela cluburilor, care se poate numi «românul exportabil». Iată dece umpleà un gol al politicii noastre militante.

Cariera i-a fost fulgerătoare, ca şi moartea. La trei zeci şi trei de ani erà numit, de Take Ionescu, delegat la Societatea Naţiunilor. La trei zeci şi patru erà Secretar general al Ministerului de Industrie şi Comerţ. Nu aveà încă treizeci şi cinci de ani, când — prin schimbarea guvernului român — pierdeà calitatea de delegat la Geneva, pentru a câştigà, prin valoarea sa personală — pe aceea de expert al Consiliului Societăţii Naţiunilor. Incepând dela această dată, D. Iancovici nu mai depinde de guvernul român.

Funcţionar superior al Societăţii Naţiunilor, cucerise locul lui prin simplul joc al calităţilor şi al pregătirii sale, prin mănunchiul de admirabile relaţiuni pe care şi le asigurase în Occident şi în special la Geneva, relaţiuni intrate, pe această cale în patrimoniul de prietenii al ţării noastre. Cariera lui D. Iancovici la Societatea Naţiunilor erà, înainte de toate, o izbândă românească.

Sunt câţiva cari au vrut să vadă în D. Iancovici un simplu «biograf al lui Take Ionescu», amintind cartea lui editată la *Payot*, în 1918.

Această carte nu cere nici o scuză, în primul rând pentrucă e bine scrisă. In al doilea rând, cartea a apărut atunci când Take Ionescu conduceà «*Consiliul Unităţii Naţionale*» la Paris, când erà de o importanţă capitală de a popularizà politiceşte figura acelui care reprezentà România rămasă credincioasă politicii aliate. Ţara noastră călcase, pentru cauză de forţă majoră, angajamentul de a nu face pace separată şi singurul organism autorizat să reprezinte reacţiunea României umilite, erà acest Consiliu de sub conducerea lui Take Ionescu. Iată decorul în care trebuiesc situate biografia şi apologia scrise de Iancovici şi edi-

tate, la Paris, sub titlul «*Take Ionesco*» (Payot. 1918).

Dar la aceeaş, epocă, el mai dădeà un volum, asupra căruia, la noi, nu s'a vorbit în destul. Volumul e intitulat «*La Paix de Bucarest*».

Germania, momentan învingătoare, ne îngenunchiase, semnasem tratatul din 1918 de pe urma căruia ieşeam cu teritoriul mutilat, cu toate linia Carpaţilor pierdută şi cu Dobrogea în condominium. In «*La Paix de Bucarest*», D. Iancovici erà singurul care prezentà atunci opiniei publice occidentale, sub formă de volum, tragedia românească. Analiza şi înlănţuirea concludentă a textelor, dădeau cărţii lui Iancovici seriozitatea care reclamă meditaţiunea politică. Şi, în 1918, în Occident, erà nevoie de meditaţiune politică. Prăbuşirea rusească sguduise încrederea aliaţilor. Negocierile de pace separată ale Prinţului Sixte de Bourbon, rămăseseră ca o ispită. Dar pacea dela Bucureşti veneà să arate tuturor ce înseamnă o pace a Germaniei învingătoare. Erà pilda hotărîtoare. Recenziile apărute în presa franceză despre «*La Paix de Bucarest*», închid unul şi acelaş refren: «Iată ce ne aşteaptă».

Răsunetul cărţii în sfârşit, îl dovedeşte epuizarea ei.

Cariera lui Iancovici, în politica externă, nu erà decât justa răsplată a pregătirii pe care şi-o făcuse. Licenţiat şi Doctor în ştiinţele politice al Universităţii din Paris, deabià părăsise băncile Facultăţii pentru a da, înaintea ori şi cărui contact cu politica românească, un volum substanţial, intitulat «*La crise balkanique*». Acest volum a apărut în 1916. E o expunere de ansamblu a chestiunii, un studiu care şi azi încă păstrează în multe pagini, substanţa actualităţii.

Intors în România, Iancovici aveà să colaboreze activ la ziarul «*La Roumanie*», al cărui director a fost câtva timp, la «*Epoca*», la «*Cuvântul*», la «*Revista Vremii*», la «*Gândirea*».

Deşi prins în politica militantă, Iancovici n'a făcut niciodată polemică personală. N'a scris decât politică externă. Articolele lui aduceeau, de multe ori, o preţioasă documentare, mai cu seamă la noi, unde informaţia e atât de anevoioasă. Erà un amestec de date precise şi de amintiri personale, pe care le culegeà cu o patimă de avar al inteligenţii, în numeroasele lui peregrinări internaţionale: la Geneva, la San-Remo, la Paris, la Barcelona.

Dar Iancovici erà, mai cu seamă, un militant al pacifismului şi al solidarităţii internaţionale. Deaceea, cele mai multe din paginile lui ultime au un suflu de apostolat şi o generozitate de utopist în care stărue amintirea unei adolescenţe pe care puţini o cunosc: Iancovici şi-a făcut liceul francez în Algeria, îmbrăţişând, în acelaş timp, toată pasiunea politică a unchiului său care erà şeful radical al regiunii. La vârsta de 18 ani, Iancovici răscolise tot vocabularul ideologiei radicale în timpul campaniilor electorale. Şi de multe ori, amintirea aceasta luminà doctrinalui actuală.

Iancovici a contribuit, poate în primul rând, la vulgarizarea — pe meleagurile româneşti—a ideii Societăţii Naţiunilor. Când Institutul Social Român a organizat ciclul său asupra «Politicei Externe», cu speciala tratare a problemelor privitoare la Societatea Naţiunilor. Iancovici a vorbit cu vervă şi documentare deosebită asupra «Activităţii S. N.». Conferinţa sa a fost apoi publicată în volumul «Politică Externă», editat de Institutul Social. Ultimul lui volum, care e sub presă la «Fundaţia Principele Carol», e un expozeu total al activităţii instituţiunii din Geneva. Cele din urmă corecturi care aşteptau pe biuroul lui Iancovici, sunt acelea ale volumului «*Societatea Naţiunilor*», menit să apară în colecţia «*Cartea Vremii*».

Iată de ce, pentru mulţi, D. Iancovici n'a fost numai un «biograf al lui Take Ionescu». Pregătirea lui dată dinaintea succeselor sale politice, nu erà o îmbulzeală *ad-hoc* de cunoştinţe rezumate. Iată de ce străinătatea, spre cinstea noastră, l-a preţuit.

Expert al Consiliului Societăţii Naţiunilor. D. Iancovici aveà să fie delegat în două din cele mai importante conferinţe: a Dezarmării şi a Bugetului. Intervenţiile lui D. Iancovici la Societatea Naţiunilor se găsesc însemnate în «Journalul oficial» şi unele în «Buletinul mensual».

In 1924, la Paris a avut un succes, care a lăsat ca urmă respingerea unei propuneri a Lordului Robert Cecil. Erà vorba, în speţă, despre măsurile care se pot luà contra popoarelor cu intenţii răsboinice: Robert Cecil cereà, o supremă terapeutică, publicarea anuală a statisticilor militare; iar Iancovici răspundeà că, nu crede «în virtutea curativă a cifrelor». Succes de ilaritate, în urma căruia, remediul lui Robert Cecil a fost părăsit ca ineficace.

La conferinţa de tranzit din Barcelona, a adăugat unei delegaţii de tehnicieni, supleţea spiritului său politic; iar un articol apărut în «*Epoca*» pune în lumină imparţială felul cum s'a negociat atunci, privilegiul pavilionului românesc pentru micul cabotaj pe Dunăre.

La conferinţele bugetului, D. Iancovici, care nu erà delegat al României, nu lăsà niciodată să treacă capitolul ţării lui, fără a nu cere o reducere a «punctelor» datorite de noi, ca Stat participant la Societatea Naţiunilor.

La ultima sa călătorie, D. Iancovici colaborase la mai multe proiecte cu d-l Jouhaux.

Moartea lui a fost un doliu pentru toţi acei cari deaproape sau de departe, participă la politica internaţională.

«Institutul Social» pierde un membru valoros şi un colaborator de preţ.

Ca un suprem omagiu adus acestui element de elită, transcriem fragmentar, cuvintele venite din Geneva: ele rezumă sentimentele celor cari au lucrat, alături de el, la propăşirea unei instituţii al cărui triumf alcătuià supremul său ideal politic:

«*Consiliul*

«Află, cu cel mai profund regret moartea lu «Iancovici care a adus în timpul ultimilor patru «ani, servicii apreciabile Comisiei al cărui «membru erà».

...«Noi am apreciat totdeauna la foarte a «lor înaltă valoare preţioasele servicii pe care «Iancovici le-a adus Societăţii Naţiunilor, atât «ca membru al Comisiei de repartizare a «cheltuelilor, cât şi, ca membru al Comisiei «temporare mixte de dezarmare şi cu cea mai «vie durere am aflat sfârşitul lui prematur»...

Semnatarul acestor rânduri e Sir Eric Drummond, Secretar general al Societăţii Naţiunilor.

EUGEN TITEANU

BULETINUL SĂLII DE LECTURĂ

Pentru arătarea celor mai de seamă noutăţi intrate dela număr la număr al Arhivei, în sala de lectură, şi pentru înregistrarea, pe această cale, a creşterilor bibliotecii, apare buletinul de faţă. El trebuie să dea cuprinsul cărţilor şi publicaţiilor, cu scurte caracterizări, şi n'are să încalce domeniul recenziei, căreia i se păstrează drepturile în toate cazurile când va fi potrivit să se revie (Vezi Arhiva, V, No. 1—2, pg. 261).

Notiţele neiscălite sunt ale Secretariatului de redacţie.

SHOTWELL JAMES T.: *Economic and social history of the World war.* Outline of Plan, European Series, Washington, 1924, 180 pag.

In zece pagini concentrate, directorul secţiei de ştiinţe economice şi istorie al Fundaţiei Carnegie, trage împreună cu întreg planul lucrării de 150 de volume despre istoria economică şi socială a răsboiului mondial, o schiţă de mijloace, de izvoare şi de piedici, care aşează opera în cadrul ei teoretic şi de posibilităţi. Noi am avut fericirea să auzim la Bucureşti pe d-l Shotwell expunând şi verbal aproape exact aceleaşi lucruri şi recitirea lor acum pătrunde mai mult de măreţia întreprinderii.

După schiţa de plan, diferite liste de nume şi de opere sau extrasele din părerile presei pun înainte în realitatea lui, lucrul realizat. Acest volum nu dă dealtminteri, după cum încă din titlu se vede, decât lămuriri despre seriile de publicaţii europene; şi numele diferiţilor «editori».

Pentru România, editor în înţelesul englez al cuvântului, căruia i-am luà prea mult traducându-l, e d-l David Mitrany. In altă parte se arată, la fel cu ceilalţi colaboratori, şi titlurile publicistice şi ştiinţifice, care-l îndreptăţesc la aceasta. Despre noi sunt plănuite următoarele lucrări: Revoluţia rurală în România şi Sudestul european de D. Mitrany. Apoi, Urmările economice ale răsboiului în România, cu trei contribuţii: Efectul ocupaţiei inamice în România de Dr. G. Antipa; Efectul răsboiului asupra sănătăţii publice în România, de profesorul J. Cantacuzino şi Efectul răsboiului asupra vieţii economice a României, lucrare care rămâne să fie iniţiată.

Interesant e mai cu seamă capitolul în care fiecare volum apărut e urmărit, arătându-se cine îi e autorul, cu date bio-bibliografice, şi cuprinsul.

JONES AMY HEMINWAY: *Carnegie endowment for international peace, Organization and work*, Iulie 1924, 305 pag.

Volumul acesta cuprinde o analiză întreagă a Fundaţiei Carnegie pentru pacea internaţională. Prefaţa arată meritele pentru ideea reconcilierii internaţionale ale baronului d'Estournelles de Constant, care a înfiinţat o asociaţie cu acest nume în 1905 la Paris şi a deşteptat luarea aminte şi apoi entusiasmul lui Carnegie. Din această luare aminte şi entusiasm a ieşit puternica finanţare cu dolari a întreprinderii şi ivirea apoi de filiale în deosebite ţări. Astăzi, până la noui hotărîri, ramura americană a asociaţiei s'a desfiinţat. In afară de altă activitate, două sute de publicaţii au ieşit în timpul existenţei ei. Cea analizată de noi e chiar a doua sută.

Ea dă o biografie de fapte a întemeietorului Carnegie, cu o scrisoare care înzestrează cu milioane de dolari fundaţia, şi apoi organizarea ei. Cele trei secţii, a educaţiei, a dreptului internaţional şi a ştiinţelor economice şi istoriei sunt trecute în revistă cu programul şi realizările lor, vrednice de spiritul care le-a visat, de Statele Unite şi de lumea civilizată.

ANTONESCU G. G.: *Din Problemele pedagogiei moderne, ed. II-a* revăzută şi adăugită, «Cartea Românească», (1924), 303 pag.

Lucrarea aceasta a cunoscutului pedagog universitar, a ieşit din înmănuncherea unui volum epuizat cu diferite studii în legătură strictă cu subiectul. Fără să trateze toate problemele pedagogiei moderne, ceeace o spune însuş autorul şi ar fi dus la un compendiu, ea dă tot orizontul. Lucrarea rămâne totuş completă şi precisă ca o hartă la scară mare, în care amănuntul se pierde, dar numai ca să lase mai în lumină accidentele caracteristice ale peisagiului.

Punctul de vedere se întâlneşte în intro-

ducere, despre modă în pedagogie. Urmează apoi cele trei părţi: I. Din istoria pedagogiei dela Rousseau şi Kant până la influenţele răsboiului asupra şcoalei; II. Problema de educaţie, cu capitole despre importanţa pedagogică a individualităţii, problema educaţiei caracterului în pedagogia contimporană, religia creştină cu principiu educativ, rolul activităţii practice în educaţia caracterului, educaţia cetăţenească, naţională şi estetică; III. Probleme de învăţământ, teoria şi practica, înţelesul şi origina şcoalei active, simplificarea programelor în învăţământul secundar, pregătirea corpului didactic pentru acel învăţământ, şi pentru şcoalele normale. Universitatea faţă de ştiinţă şi viaţă, reforma şcolară şi unitatea organică a învăţământului.

VOINESCO, L'INGÉNIEUR MIRCEA: *L'emploi de l'électricité dans l'exploitation du pétrole*, Bucarest, 1925, 49 pag.

In cinci capitole concentrate, sprijinite pe cunoştinţe nu numai tehnice, dar şi istorice ale problemei, pe cifre statistice, grafice şi diagrame, antorul dă o privire cuprinzătoare asupra întrebuinţării electricităţii în exploatarea petrolului. Lucrarea capătă şi o altă însemnătate, pentrucă a fost pregătită în legătură cu întâiul congres internaţional dela Făgăraş.

Capitolele se chiamă: I. Introducerea şi desvoltarea folosirii energiei electrice în exploatarea petrolului; II. Aplicarea electricităţii în această exploatare; III. Caracteristicile energiei furnizate în acest scop; IV. Comparaţie între energia electrică şi alte feluri de energie întrebuinţată; V. Tendinţe noui.

Fireşte că lucrarea întrebuinţează date şi oglindeşte stări române. Iată de pildă, ultimul aliniat al încheierii: «Aplicarea electricităţii în România, începută acum 26 de ani, când nu există nicăeri, a făcut progrese uriaşe. Din această ascensiune repede credem că se poate deduce că peste puţin electricitatea va birui deplin, şi în această industrie, pe toţi ceilalţi generatori de energie, aşa încât să nu se poată închipui şantier petrolifer fără o distribuţie electrică, la fel cum nu s'ar putea închipui astăzi fără o reţea de drumuri şi de apă».

A fost publicată (No. 6), de societatea anonimă română «Electrica».

SHOTWELL JAMES T.; *An introduction to the history of history (Records of civilization: Sources and Studies)*, New-York, 1923, 339, pag. + XII.

Autorul începe astfel: «Până foarte de curând, istoria însăş a fost lipsită de istorie. Au fost istorici aproape a tot ce se află sub soare, de literatură, filozofie, arte şi ştiinţe şi mai presus de orice de fapte politice. Dar până acum câţiva ani — cu excepţia a puţine lucrări de cercetători — istoria istoriei rămăsese nescrisă. Clio, ca cea mai veche dintre muze, se ostenise să povestească trecutul altora, dar pe al ei îl lăsase deoparte». Inceputul e spiritual. Vine, însă, şi adâncimea, după aceea.

Lucrarea dă în cinci capitole şi un postscript definiţia şi scopul istoriei; preistorie, rit şi legendă; cărţi şi scrieri; măsurarea timpului; analele egiptene; amintiri babilonene, asiriene şi persane, în: I, Introducere; II, Istoria evreiască; III, Istoria greacă; IV, Istoria romană; V. Creştinismul şi istoria — Istoria medievală şi modernă.

Dacă aici Clio rămâne mai puţin o muză, povestirea ei spusă într'un acord prelung social, nu e mai puţin atrăgătoare şi luminoasă.

Pesemne adevărul, că oricât te-ai lepădà de trecut, el se întoarce şi te dă de gol într'un cât de mic amănunt, are temeiu nu numai pentru oameni, dar şi pentru muze.

Enquête sur les livres scolaires d'après guerre, vol. I, ed. II. Dotation Carnegie pour la paix internationale, Paris, 1925, 452 pag.

Dotaţia Carnegie pentru pacea internaţională a pus la cale prin centrul său european o anchetă din care să reiasă spiritul cărţilor de şcoală după răsboiu. Acesta e întâiul volum cu rezultate privind ţările mari europene aflate în luptă, adică Franţa, şi Anglia, de o parte, şi Germania şi Austria de altă parte, cărora li s'a adăugat şi Italia. Lângă ele apar şi două ţări mici, dar cu rosturi precumpănitoare: Belgia, dela Inţelegere, şi Bulgaria de dincolo. Alte volume vor urmà; II. Statele baltice, Belgia flamandă, Grecia, Ungaria, Irlanda, Luxemburg, Polonia, *România*, Rusia, Cehoslovacia, Turcia, Jugoslavia; III. Ţările neutre: Egiptul, Spania, Olanda, Portugalia, Ţăriel scandinave, Elveţia; IV. Ţările extra-europene: Dominioanele britanice, Statele-Unite America de Sud, China, Japonia.

Scopul lor e acelaş cu al devizei dotaţiei: Pro patria per orbis concordiam. Raportul

premergător, de 28 pagini, al d-lui J. Prudhommeaux o învederează. In el se arată şi principiile, şi criteriile şi realizările anchetei. Ea caută să prindă spiritul numai al cărţilor de şcoală pentru copii şi curs secundar, lăsând de o parte universităţile, unde greutăţile de multe feluri ar fi întârziat-o şi poate falsificat-o.

Volumul de faţă e o reeditare a întâei ediţii din 1923, atât de credincioasă încât nu numai paginile sunt exact aceleaşi, ca şi cum ar fi stereotipate, dar şi greşelile apar neschimbate. De pildă (pag. 9) Welthing a rămas Welthing, deşi înţelesul arată să fie Weltkrieg.

Raportul Bulgariei ne interesează în deosebi. El e mai mult o pledoarie pentru drepturile Bulgariei. România şi Românii nu sunt cruţaţi.

Mélanges de l'école Roumaine en France, 1925, Première partie, 330 pag.; 1924, Deuxième partie, 113—214 pag., Gamber, Paris.

Contribuţiile elevilor şcolii române dela Paris publicate în aceste două volume de miscelanea sunt din cele mai variate şi mai preţioase. Ele arată instituţia ca o vioae comunitate de lucru ştiinţific, folosind la maximum posibilităţile de informaţie şi mediul ideal al oraşului unde îşi are fiinţă.

In întâia parte d-l Ioan Muşlea, dela Cluj, scrie despre o particularitate a folklorului balcanic: moartea-nuntă, d-l N. Georgescu-Tistu, despre Émile Picot şi lucrările lui privitoare la Români, d-l C. C. Giurescu, despre Călătoria lui Niccolò Barsi în Moldova. Monumental şi ca o monografie completă a subiectului apare studiul d-lui P. P. Panaitescu, despre Spătarul Nicolae Milescu.

In a doua parte d-l V. Munteanu tratează în continuare, Problema întoarcerii la natură în întâile lucrări ale lui Senancour, iar d-l Al. Lambrino, Râurile Raiului.

DÉAT MARCEL: *Sociologie*. F. Alcan, Paris, 1925, 99 pag.

E un mic tratat, noţiuni de sociologie, cum are adevăratul titlu, cu scopuri aproape pedagogice. Vrea, ni se spune în prefaţă, «să puie sub ochii elevilor de filozofie, studenţilor şi publicului, un tablou destul de exact şi întreg de ceeace este astăzi sociologia».

Cartea desvoltă în întâiul capitol Naşterea sociologiei, vorbind despre premergători, întemeietori şi realizatori; în al doilea tratează despre Ştiinţa socială, şi anume despre obiect, metodă şi program de lucru; al treilea arată Sociologii la lucru, în paragrafe despre morfologia socială, originile civilizaţiei, sociologia domestică, politică, juridică, morală, religioasă, economică, estetică şi linguistică; cu al patrulea stăm înaintea Problemelor în suspensie, sociologia şi filozofia, problema cunoaşterii şi a acţiunii.

E scrisă limpede şi documentat, model de metodă, de gândire şi scris, franceză.

BOUSGUET G. H.: *Précis de sociologie d'après Vilfredo Pareto*, Paris, Payot, 1925, 207 pag.

Ni se dă aici nu numai o prescurtare a lucrării monumentele a lui Pareto, dar şi o încercare de pătrundere mai lesnicioasă. Pealocuri cetitorul se opreşte asupra impresiei că e vorba mai mult de o prelucrare.

In tot cazul, volumul acesta n'a ieşit fără ştirea cercetătorului de bază, care voia să dea el însuş un fel de manual, carte prin urmare mai uşor de mânuit, şi aceasta împreună cu autorul nostru. In cele din urmă a renunţat la acest plan şi a stăruit ca Bousquet să-l aducă la îndeplinire singur. Volumul de faţă e urmarea acestei dorinţe.

Cartea dă o introducere, după care partea întâia tratează despre iluziile limbajului şi derivaţii, a doua despre fundamentul acţiunilor, acţiunea nelogică şi constantele psihologice (reziduuri), a treia despre proprietăţile reziduurilor şi derivaţiilor şi despre echilibrul social, a patra despre eterogeneitatea socială şi ciclurile dependenţei mutuale.

MARITAIN JACQUES: *Trois réformateurs: Luther, Descartes, Rousseau*, Paris-Plon-Nourrit, 1925, 284 pag.

Autorul vrea să cerceteze pe cei trei oameni cari stăpânesc lumea modernă. Unul reformator religios, altul un reformator al filozofiei, iar cel din urmă reformatorul moralităţii. Ei sunt părinţii conştiinţei moderne. Kant rămâne la o parte, ca un creator de armătură a cugetării de azi.

Subtitlurile date fiecărei părţi lămuresc îndestul şi spiritul acelor părţi: Luther sau înălţarea eului; Descartes sau încarnarea îngerului; Jean Jacques sau sfântul naturii

Studiul, pentrucă un studiu este şi nu o încercare literară cu toată forma personală şi avântată, înaintează în strânsă legătură cu textele. Părtinirea însăş nu e decât o scăpărare a convingerii proprii, şi ca atare uşor de desprins şi neprimejdioasă.

La durée du travail dans l'industrie (États-Unis), Bureau International du Travail, Genève, 1925, 127 pag.

Biuroul a urmărit problema duratei muncii în industrie în mai multe ţări: Germania (1922), Belgia (1922), Franţa (1922), Anglia (1922), Italia (1923), Elveţia (1923), Olanda (1923), Cehoslovacia (1924).

Programul acestei lucrări se deosebeşte de al celor dinainte, datorită tocmai împrejurărilor deosebite ale industriei americane. Acolo legislaţia duratei muncii nu se aplică decât femeilor şi copiilor sau muncilor insalubre şi primejdioase. Incolo, fiecare Stat îşi are prevederile proprii greu de urmărit în totalitatea lor, iar convenţii colective naţionale nu prea există.

Lucrarea de faţă e un raport cu date de obiceiu dinainte de 1 Octomvrie 1924. Ea e împărţită în două: I) Reglementarea duratei muncii, prin legi federale, de Stat, ordonanţe, de comisii industriale şi convenţii colective, pentru bărbaţi, femei şi copii; II) Durata muncii, în diferite industrii, mine de cărbuni, transporturi, servicii publice, metalurgice, produse chimice, cauciuc, textile, îmbrăcăminte, lemn, clădiri, zugrăveală, alimentări, piele, hârtie, arte grafice, piatră, la o populaţie totală de 105.710.628 (53.900.431 bărbaţi şi 51.810.189 femei), cu 12.818.524 (10.888.183 b. şi 1.930.341 f.) lucrători industriali, fără agricultură.

La coopération dans la Russie des Soviets, Bureau International du Travail, Genève, 1925, 390 pag.

Cooperaţia rusă sub soviete a putut să ia naştere, ca lucrare, datorită schimbului regulat de publicaţii dintre Biuroul Internaţional al Muncii şi Centrosoyous. Ceeace s'a scris şi se scrie în Rusia despre cooperaţie dă un material de cercetare foarte numeros şi foarte instructiv. In împrejurările de astăzi un asemenea volum nu se puteà să fie înjghebat altminteri, de pildă prin cercetări la faţa locului şi contact deadreptul. Deaceea învinuirea că ar fi o lucrare oarecum de a doua mână, nu-şi are rostul. Informaţia adusă e, prin date şi clasificare, de o însemnătate de prim ordin.

Redactorii nu întârzie să arate chiar din prefaţă lipsurile. Datele statistice n'au putut fi controlate şi de multe ori diferă dela o publicaţie la alta. Aşà cum sunt însă, prezintă tot ceeace se puteà da acum şi meritul serviciului de publicaţii al Biuroului rămâne întreg.

Volumul trebuie să fie cel dintâiu al lucrării, având ca obiect cooperaţia de consum; celelalte ramuri vor face obiectul unui al doilea.

El e împărţit în patru: I) Cooperaţia în epoca comunismului; II) Trecerea către noua politică economică; III) Cooperaţia de consum sub regimul nouii politici; IV) Evoluţia recentă a cooperaţiei de consum.

La réparation des accidents du travail. Bureau International du Travail, Genève, 1925, 707 pag.

Chestia accidentelor de muncă a venit până acum de două ori în ordinele de zi ale conferinţelor internaţionale. Şi va mai veni. Biuroul, ca în toate marile probleme aduse în discuţie, a strâns prin serviciile sale de bibliografie, documente şi studii, tot materialul necesar în legătură cu despăgubirea accidentelor muncii. A ieşit astfel lucrarea de faţă, ca o analiză comparativă a diferitelor legislaţii naţionale în materie.

Volumul e alcătuit din şase părţi, cu o introducere despre fundamentul juridic al dreptului la despăgubiri şi despre caracterele generale ale legislaţiilor actuale şi cu o anexă de texte mai însemnate folosite, care e o preţioasă listă bibliografică a izvoarelor legislative oficiale din toate ţările privitoare la accidentele muncii.

Partea întâia urmăreşte Câmpul de aplicare al legislaţiilor asupra accidentelor muncii; a doua, Riscul acoperit; a treia, Prestaţiile; a patra, Garanţiile; a cincea, Regularea pagubelor pricinuite de accidentele muncii şi soluţia conflictelor care pot rezultà din ele; şi cea din urmă, Situaţia străinilor.

Rapports annuels de l'inspection du travail (1924), Ministère de l'industrie, du travail et de la prévoyance sociale, Belgique, Buxelles, 1925, 224 pag.

Unul din cele mai pline de învăţăminte izvoare de documente pe care ministerele

muncii îl pot pune la îndemâna atât a publicului mare cât şi a specialiştilor, îl alcătuesc rapoartele inspectorilor săi. Ei au contactul deadreptul cu viaţa industrială şi de ei atârnă nu numai bunele rezultate ale aplicării unei legi, dar mai cu seamă posibilitatea ca nouile intenţii legislative şi sociale din toate ţările luminate să poată ajunge o realitate.

Rapoartele inspectorilor belgieni ai muncii aduc dela întâile pagini această dovadă. Ele sunt grupate, cum e firesc, pe provincii: Brabant, Liège, etc. Un raport arată care e personalul şi apoi, pe secţii: I) activitatea serviciului, în statistica lucrătorilor respectivi, număr de vizite şi de procese-verbale de contravenţie încheiate; II) legea de opt ore, în diferite întreprinderi, cu controlul excepţiilor, munca femeilor, a copiilor, de noapte; III) repausul duminical, cu industriile cu lucru neîntrerupt; IV) regulamente de atelier; V) plătirea salariilor şi măsurarea lucrului săvârşit; VI) lucrul femeilor şi al copiilor; VII) sănătatea şi siguranţa lucrătorilor; VIII) accidentele muncii; IX) întreprinderile primejdioase, nesănătoase sau incomode. Acestea toate cu adaos de tablouri statistice, de diagrame, de figuri de maşini şi alt material ajutător sau ilustrativ.

DRAHN ERNST: *Lenin-Vladimir Ilici Ulianov, Eine Bio-Bibliographie*, 1924, Berlin, 39 pag.

Autorul urmăreşte să pună la îndemâna cercetătorilor viitori, date reci, tehnice, despre viaţa şi opera lui Lenin. El e privit ca un întemeietor de ţară şi de religie şi scrisul lui ca un scris rămas dela Iuliu Cesar, Frideric cel Mare, Mahomet, Confucius, Luther.

Materialul e astfel împărţit: I. Date despre viaţa lui Lenin şi evenimentele politice din Rusia; biografii; material iconografic: Bibliografia lui Lenin, *a)* lucrări alese, *b)* aşezarea cronologică, încheiate toate cu o bibliografie a bibliografiilor.

Ca o părere despre această preţioasă încercare dăm începutul: 1870 la 7 Aprilie s'a născut *Vladimir Ilici Ulianov. Tată.* Ilia Nikolaievici Ulianov, la naşterea acestui fiu inspector de şcoală primară (consilier şcolar) la *Simbirsk* pe Volga. (Tatăl născut la Astrachan ca fiu al unui mic burghez, mai întâiu profesor la gimnaziul din Nijni-Novgorod; ca inspector şcolar a fost înnobilat). Numele de familie Ulianov înseamnă «Urmaş al lui Iulian».

Der lebendige Marxismus, ed. O. Jenssen, Jena, 610 pag.

La 16 Octomvrie 1924 Karl Kautsky a împlinit 70 de ani. Cu acest prilej prietenii şi tovarăşii de păreri s'au gândit să-i închine o colecţie de studii teoretice, care prin acest caracter însuş al lor să aibă o valoare statornică în mijlocul repezilor prefaceri ale veacului. Scopul ei doctrinar şi de partid trebuià să fie dovedirea rodniciei metodei marxiste în cercetarea problemelor de astăzi ale chestiei muncitoreşti.

Astfel a ieşit acest puternic volum al celei de-a patra faze marxiste, cu patru mari subîmpărţiri în care se întâlnesc nume din cele mai răsunătoare ale şcolii. I) *Despre teoria economică a timpului de după războiu*, cu articole: Perioade de prosperitate şi de depresiune (S. de Wolff); Despre analiza crizei economiei mondiale (Otto Leichter); Câteva observaţii despre mecanismul felului de producţie capitalist (Benedikt Kautsky); Kautsky ca teoretician al banului (Alfred Braunthal). II) *Calea la socializare*, cu articole: Chestiuni constituţionale ale sindicatelor (Richard Seidel); Muncitorime şi intelectuali (Theodor Cassau); Experienţa încercării austriace de socializare (Käthe Leichter); Economia comună ca problemă sociologică şi organizatoare (Bruno Zschätzsch). III) *Politica şi istoria*, cu articole: Ordinea societăţii şi ordinea zilei (Max Adler); Politica externă marxistă (Hugo Saupe); Maghiari şi Slavi de Sud în anii 1848 şi 1849 (Hermann Wendel); Semnele colorate ale Chinezilor vechi (Eduard Erkes); Politica populaţiei şi educaţia — Atitudinea partidului socialist faţă de restrângerea naşterilor (Oda Olberg); Obligaţia maternităţii şi politica populaţiei (Prof. Tandler); Condiţionări psihologice ale socialismului (Anna Siemsen); Activitate educativă şi luptă de clasă (Max Hodann). IV) *Ţara-nouă a materialismului istoric*, cu articole: Imaginea mondială a capitalismului (Otto Bauer); Curentele în noua medicină în lumina materialismului istoric (dr. med. Karl Kautsky); Darwinism şi Marxism (Julius Schaxel); Despre Socialism ca idee morală (Albert Kravold); Geografie şi concepţie, materialstă a istoriei (Engelbert

Graf); Despre psihologia masselor. Kautsky şi Freud (O. Jenssen).

KARL KAUTSKY: *Der Denker und Kämpfer*. Wien 1924, 128 pag.

E o lucrare jubilară, în care, prin diferite contribuţii, 16 colaboratori din diferite părţi de lume, sărbătoresc pe Kautsky pentru împlinirea a 70 de ani. Unii tratează înfăţişări ale personalităţii sau momente din activitate, ca Wilhelm Ellenbogen, Alfred Braunthal (K. ca teoretician al revoluţiei); Zoltan Ronai (K. şi Revoluţia); O .Jenssen (K. K. ca istoric marxist); R. Abramovitsch (K. K. şi lupta de directivă în socialdemocraţia rusă); Alexander Bracke (K. K. şi socialdemocraţia franceză); Morris Hillquit (Socialismul american şi K. K.). Alţii cercetează subiecte foarte variate, ca Julius Braunthal (Mahatma Gandhi şi revoluţia Indiei) sau Oda Olberg (E faşismul o mişcare de clasă?).

WAUTERS ARTHUR: *L'évolution du Marxisme (ouvrage couronné par l'Académie Royale de Belgique)*, L'Eglantine, Bruxelles, 1924, 127 pag.

Lucrarea începe cu o fotografie a lui Marx, cunoscută, dar şi cu o bibliografie de trei pagini jumătate. Apoi autorul intră în subiect.

Marxismul şi cauzele evoluţiei vorbesc despre varietăţile isvoarelor Marxismului; Marx om de acţiune; Inrâurirea criticii asupra evoluţiei Marxismului. Marxismul înaintea faptelor; Principiile fundamentale ale lui (valoarea şi plus-valuta; legea concentrării, sărăcirea maselor, lupta de clasă, catastrofa, materialismul istoric).

Următoarele cinci capitole cercetează starea de azi a acestor principii fundamentale.

FOERSTER D. ERICH: *Sozialer Kapitalismus (Recht u. Staat in Geschichte u. Gegenwart No. 32)*, Tübingen I. C. B. Mohr, 1924, 59 pag.

«Capitalismul nu e un ideal, slavă Domnului, căci idealurile vin din adânc, făpturi ale omului. Capitalismul e o nevoie. Luându-l asupră-ne, ne facem datoria, ne încovoem înaintea lui Dumnezeu. Lozinca noastră nu trebuie să fie înlăturarea capitalismului, ci capitalism social». Autorul e preot şi profesor în Frankfurt pe Main. Se înţelege cuprinsul şi mai ales spiritul.

Capitolele se chiamă: 1 Care e problema; 2 Obiectul despre care se tratează; 3. Intâmpinări nedrepte; 4. Realizările; 5. Lipsuri şi slăbiciuni. 6. Vatra răului şi putinţa stăpânirii lui; 7. Şi de ce toate acestea? 8. Temeiul hotărîtor. 9. Ce zice la acestea credinţa?

Capitole puţin de predică. Dar în ele, ca în beţele unui baldachin de procesiune catolică, obiectul se plimbă după tot tipicul ştiinţei. Lectura nu e numai instructivă, dar şi cordială, la propriu.

TROTZKI L.: *Literatur und Revolution*, Wien, 1924, 179 pag.

«Până la ce treaptă a stăpânirii de sine are să ajungă omul viitorului e tot atât de greu de prezis, ca şi până la ce înălţime îşi va duce tehnica. Ridicarea socială şi educaţia prin sine însuş psihofizică au să fie cele două laturi ale unuia şi aceluiaş proces. Artele: arta cuvântului, arta scenei, artele plastice, muzica, arhitectura — au să dea acestui proces o formă măreaţă. Mai bine zis: Invelişul acela în care are să se îmbrace procesul ridicării culturale şi al educaţiei prin sine însuş a omului comunist, are să desvolte toate elementele de viaţă ale artelor de astăzi până la cea mai mare a lor matere. Omul are să se facă neasemănat mai tare, mai înţelept, mai subţire. Corpul, lui — mai armonic, mişcările — mai ritmice glasul — mai muzical; formele existenţei au să capete o teatralică dinamică. Omul mijlociu are să se ridice până la nivelul unui Aristotele, Goethe, Marx. Peste această coamă de munte au să se ridice noui vârfuri».

Aşà isprăveşte cartea aceasta, care dă un fragment din lucrarea cu titlul de mai sus a lui Trotzki, cu lăsarea la o parte a cercetării scriitorilor prea noui sau specific ruşi ca să fie cunoscuţi de Europa. E o analiză vioae, o apoteoză a futurismului rus şi a liricului Majakowski, cu lovituri fără milă scriitorilor emigranţi sau reacţionari, chiar, sau mai ales când ei se chiamă Merejkowski, Sidonia Hippius, «putregaiul fără legătură cu spiritul rus».

BAKER P. J. NOEL: *The Geneva Protocol*, London, P. S. King, 1925, 228 pag.

Autorul face o cercetare a prevederilor protocolului dela Geneva, al cărui rost e deslegarea paşnică a neînţelegerilor inter-

naţionale. El se fereşte să se oprească la istoricul discuţiilor Societăţii Naţiunilor cu acest prilej, pentrucă le socoteşte de mică însemnătate pentru înţelegerea hotărîrilor luate. Protocolul n'a fost un fapt întâmplător şi neaşteptat ci încheierea unei evoluţii treptate de opinie publică şi guvernamentală. Acelaş lucru se poate spune şi despre redactarea lui, căreia i s'a adus învinuirea că a fost prea repede făcută. Protocolul fusese însă obiectul unei îndelungi pregătiri şi discuţii.

Scopul lucrării nu e să apere protocolul, ci să contribue la discuţia propunerilor lui. Căci, zice autorul şi lucrul se vede că are existenţă şi valoare pentru Anglia: «nimic n'ar fi mai rău decât ca guvernul englez să primească protocolul fără ca popoarele britanice să înţeleagă deplin ce sarcini îşi iau».

Volumul are 10 capitole şi 10 anexe. Introducere. Geneza protocolului. Exlegalitatea răsboiului ofensiv. Deslegarea pacifică a neînţelegerilor internaţionale. Îngrădiri în protocol în ce priveşte deslegarea neînţelegerilor internaţionale. Ameninţarea de agresiune. Definiţia şi determinarea agresiunii. Siguranţă şi sancţiuni. Legături cu Statele nemembre ale Ligii, care nu semnează protocolul. Dezarmare. Concluzii.

MITRANY D.: *The problem of international sanctions*, Oxford, University Press, 1925, 88 pag.

E aproape un tratat, scurt, dialectic, documentat, despre problema sancţiunilor internaţionale. A fost la început un memoriu pregătit pentru grupul american, al Secţiei economice din Fundaţia Carnegie, condus de profesorul James Shotwell. A fost reluat însă scheletic, aşà cum se va fi găsit, şi acoperit cu toată carnea necesară ca să iasă de lectura nu numai instructivă, dar şi atrăgătoare de astăzi.

Problema erà într'adevăr preà însemnată, crucială să zicem şi noi ca autorul, cu un cuvânt care începe să-şi facă loc în scrisul nostru zilnic. Merità o asemenea luare aminte când de pintenul ei se fărâmă atâţia îngeri ai păcii, trimeşi prin văzduhul Europei cu adeveritoare solii de înfrăţire.

Capitolul prim vorbeşte despre problema generală şi împrejurările ei de azi, al doilea despre aplicările practice, al treilea despre sancţiuni şi Status quo şi ultimul despre problema sancţiunilor şi politica americană.

Compatriotul nostru dovedeşte o stăpânire a materialului brut şi a nuanţelor, din cele mai rare. Mai preţios şi tainic e pentru noi spiritul adevărat anglo-saxon care circulă pretutindeni, şi ne arată de câtă adaptabilitate şi putere de absorţie culturală pot da dovadă intelectuali din mijlocul şi mediul nostru, făcându-ne cinste, şi alături de colegii lor străini la fel cu oricare până la nerecunoaştere.

WELTPOLITIK 1924: *Zeitschrift Pan-Europa, Wien-Leipzig, Pan-Europa Verlag*, (1925) 40 pag.

Nu e un număr de revistă propriu zis ceeace ne dă aici apostolul Pan-Europei. E o întregire, sau mai bine o ţinere în pas cu istoria a ideii sale. Pe lângă numărarea anilor dela Facerea lumii, dela naşterea lui Cristos sau a lui Mahomet, mai avem acum o numărătoare nouă, dela ieşirea lucrării de căpetenie, Pan-Europa, de când o nouă fază a istoriei e aşteptată să se nască. Ideea e în devenire. Elaboratorul ei o plimbă şi prin America, publicaţii periodice cum e aceasta apar, o uniune s'a înjghebat, cu scopul realizărilor practice, o hartă a Pan-Europei, după toate regulele cartografice, se popularizează.

«Politica mondială» spune în introducere: «1924, întâiul an al mişcării pan-europene a fost pentru Pan-Europa fericit». Autorul e vesel, mai încolo, că centrul de greutate al politicii mondiale s'a mutat spre Pacific, în Asia. Astfel, Rusia se arată ca deplin legată de Asia, unde d-l Coudenhove-Kolergi a repartizat-o. Mai sunt probleme de graniţă care turbură puţin împărţirea aceasta pe mari grupe geografice, economice şi politice. Una e Basarabia.

Atitudinea faţă de ea a d-lui Coudenhove-Kalergi va împiedicà, ne temem, România să fie alături de domnia-sa pentru apărarea ideii Pan-Europei. D-l Condenhove crede că Basarabia, care poate primejdui pacea Europei, nu e numai o chestie ruso-română. Domnia-sa spune şi cuvântul temut: o a doua Alsacie-Lorenă, şi, ne propune să ne împăcăm printr'un compromis cu graniţa din 1878, Sudul Basarabiei adică, cel mai puţin interesant, poate, etnografic, pentru România (graniţa aceea nu e din 1878, când a fost desfiinţată, ci din 1856!). Ca un model

de politică mare ni se dă Japonia care a părăsit, de dragul păcii cu Rusia, nordul insulei (de puşcăriaşi!) Sacalin, «pe care o ţinuse tot atât de mult ocupată cât România Basarabia».

D-l Coudenhove e cel mai mare prieten al Europei; dar de ce vrea să ne dea tocmai nouă marele rol de jertfă ca s'o realizăm plătind-o cu o bucată din trupul nostru? Mai ales că plătirea cu acea bucată, înseamnă şi o micşorare a preamăritei Pan-Europe!

SIMIONESCU I.: *Oraşe din România*, Cartea Românească, (1925), 279 pag.

Marele drumeţ dela Universitatea din Iaşi dă în această nouă lucrare a sa cevà care nu-şi are seamăn decât în «România pitorească» de pe vremuri a lui Vlahuţă, sau în «Drumuri şi oraşe» ale altui mare descoperitor de ţară.

Sunt deosebiri fundamentale, de perspectivă şi de spirit. Cartea cuprinde, întâiu, tot pământul românesc. E chiar cea dintâiu, după «România» d-lui Mehedinţi cu intenţii şi întrebuinţări didactice, care apare cu asemenea cuprins după Unire. Dacă în domeniul sufletesc sau juridic, unificarea nu s'a făcut încă, şi se înţelege de ce, e de mirare cum ea întârzie preà mult în domeniul celălalt, ştiinţific şi literar. Pentru el anumite graniţe n'au căzut. D-l I. Simionescu le-a dărâmat din punctul de vedere al materialului său special, şi nu e cel mai mic din merite Din 72 de oraşe descrise, 31 sunt din ţară şi 41 din ţinuturile alipite.

Spiritul nu mai e nici estetic-idilic, nici istoric-etnografic. Fiecare orăşel alcătueşte o mică monografie, în care aceste laturi îşi au şi ele rândurile lor mişcate sau documentate Viaţa de azi, clocotitoare, cu aşteptările de viitor, latura economică şi culturală practică, ea covârşeşte. Ea dă cadrul puternic de realism, în care celelalte date se adună şi se organizează.

ZANE G.: *Introducere în studiul problemei valorii*, Iaşi, 168 pag.

Autorul se apropie de însemnata problemă a valorii cu o bibliografie într'adevăr impunătoare. Lucrarea se împarte în chip firesc în două părţi: întaia, despre structura şi evoluţia generală a sistemelor, şi a doua, despre metodologia problemei valorii.

Capitolele sunt ele însele sau de introducere sau de analiză şi de pătrundere. E unul în partea întâia, problema valorii economice, filozofia şi economia politică, altul, obiectivismul şi subiectivismul în construirea sistemelor, sau caracterele teoriilor moderne. In partea din urmă se cercetează pe rând obiectul problemei valorii, utilitate şi valoare, cost şi valoare, categoriile valorii, metoda individuală şi metoda socială, concepţia cantitativă a fenomenelor economice, statica şi dinamica economică, într'o înlănţuire de şapte capitole ca nişte vertebre.

ZANE G.: *Impreviziunea, câteva cercetări asupra desvoltării economice şi juridice a ţărilor române la începutul sec. XIX*, Iaşi, 1925, 62 pag.

Cercetarea împrejurărilor ţării de după 1821, cu nesiguranţa şi schimbările în economia generală şi a banului, ajută pe autor să lumineze şi aceà epocă, dând o contribuţie documentar istorică de cel mai mare interes, şi tot odată să arate ca printr'o luminare a fundului vremilor pe care generaţia de azi se frământă, că anumite probleme sunt mai vechi decât credem. O tablă de materie desvoltată uşurează dela început urmărirea planului organic avut. E vorba într'un ntâiu capitol de realitatea istorică a impreviziunii, într'un al doilea, de sistemul monetar al Moldovei în prima jumătate a secolului XIX, într'un al treilea de variaţiile cursului monetar şi efectele sale asupra economiei naţionale şi particulare, într'un al patrulea, de legislaţia comună şi măsurile excepţionale, încheind în al cincilea, cu insuccesele soluţiilor de acum o sută de ani şi perspectivele actuale.

Codrul Cosminului, Buletinului Institutului de Istorie şi Limbă. anul I, 1924, Universitatea din Cernăuţi, Glasul Bucovinei, 1925, 653 pag.. 350 lei.

Volumul întâiu al Buletinului Institutului de Istorie şi Limbă de pe lângă Universitatea din Cernăuţi, ţine cu cinste piept Daco-României şi Buletinului Institutului de Istorie naţională dela Cluj, al căror îndoit caracter îl înmănunchiază. E poate cea mai de seamă recunoaştere ce i se aduce, să se afle în rând, inter pares, cu lucrări care şi-au dovedit temeinicia ştiinţifică şi sigura organizare.

Asemenea lucrări erau aşteptate, mai ales dela Cluj şi dela Cernăuţi, atât în ţară cât

şi în străinătate. Indoelile că tinerii moştenitori din aceste două cetăţi universitare sunt vrednici de moştenire şi la înălţimea înaintaşilor, mai vechi în cultură şi sforţări, nu puteau fi decât fireşti, şi îngrijitoare. Increderea noastră, întâiu, şi a celorlalţi în al doilea rând, nu poate fi decât întreagă, după dovezi atât de hotărîtoare.

D-l Leca Morariu dă un studiu mare despre Morfologia verbului predicativ român; d-l N. Iorga, Note asupra încă unui «Câmpulung» muntean: Chioajdele; d-l Vasile Grecu, Versiunile româneşti ale erminiilor de pictură bizantină, obiect al unei comunicări la întâiul congres de studii bizantine dela Bucureşti; d-l Gr. Nandriş, Contribuţii la morfologia verbului slav; Oreste Luţia, Legenda Sf. Ioan cel Nou dela Suceava în frescurile din Voroneţ; d-l Ion I. Nistor, Românii Transistrieni, şi alţii. Totul încheiat cu bogate articole mărunte, recenzii şi cronică.

GHIBU ONISIFOR: *Cea dintâiu statistică din România întregită*. Societatea de mâine, Cluj 1925, 52 pag. 30 lei.

In Biblioteca socială şi economică, d-l Onisifor Ghibu, corespondent al Academiei Române, supune unei cercetări critice ultima statistică a învăţământului, publicată de Ministerul Instrucţiei. Lipsurile pe care i le găseşte sunt de multe feluri, de principiu şi de amănunt. Autorul arată că datorită lor cele mai de seamă probleme ale învăţământului de toate gradele, a alfabetismului şi analfabetismului, sau a rezultatelor secţiei de studii clasice, numărul adevărat al studenţilor, cu şcoli în ţară şi atracţie spre cele din străinătate, nu se pot nu numai urmări dar nici bănui. Concluzia studiului e cererea înfiinţării unui serviciu central de statistică, înfiinţare care azi a fost consfinţită prin lege.

KIRIŢESCU CONST.: *Anuarul învăţământului secundar din România pe anul 1924—1925*, precedat de o expunere asupra desvoltării învăţământului secundar şi a situaţiei sale în anul şcolar 1924—1925. Ministerul Instrucţiei, 1925, 501 pag.

Avem aici un tablou plin de învăţăminte şi de o valoare unică, al şcolilor secundare din România, în înţelesul lor *stricto sensu*, cum ne spune autorul, şi care, după ce înainte de răsboiu «au traversat o îndelungată *perioadă statică*», s'au găsit deodată sporite până la 363 în 1925 şi naţionalizate repede în patru regimuri deosebite. Anuarul vrea să fie de folos ca un compendiu şi repertoriu tuturor celor interesaţi, autorităţi şi profesori, şi în acelaş timp să prindă un stadiu de evoluţie al învăţământului, de foarte scurtă durată.

Erau în 1924—1925, licee de băieţi, de fete, gimnazii de băieţi şi fete şi şcoli medii şi civile, în vechiul Regat 141, în Ardeal 136, în Bucovina 19 şi în Basarabia 67. Şcolile sunt grupate pe regiuni, XV, şi datele arată atât istoricul, cât şi organizarea, cu personal didactic, venituri, activitate a comitetelor şcolare, la fiecare şcoală în parte.

DRAGOSH PROTOPOPESCO: *Un classique moderne — William Congreve*, sa vie, son oeuvre. Paris, 1924, La vie universitaire, 436 pag.

William Congreve, a sheaf of poetical scraps, II ed. «Cultura Naţională», 70 pag.

De curând numitul profesor universitar de limba şi literatura engleză la Cernăuţi, înfăţişează aici două mari lucrări de îndreptăţire. Intâia urmăreşte viaţa şi opera lui Congreve, încadrată documentat şi însufleţit în vremea lor, şi a doua dă rezultatul de uimire al răscolirii întregului material prin bibliotecile Londrei. Sunt inedite preţioase, care stârnesc admiraţia celui mai de seamă biograf al scriitorului englez, d-l Edmund Gosse, a cărui părere, atât de măgulitoare pentru scriitorul român, avem bucuria s'o găsim citată. Broşura engleză e o reeditare, mărită cu o prefaţă şi alte precizări, a unui memoriu apărut acum un an in publicaţiile Academiei Române. Pentru o lucrare şi cealaltă, recenzenţii englezi au avut cuvinte de recunoaştere. Intâmpinările din The Nation vădiau, nu vreo lipsă în tratare sau informaţie, ci mândria insulară, care nu poate înţelege bucuria unui continental şi eroismul lui în faţa unui subiect englez. Savantul român poate fi măgulit de mica pismă stârnită la răsfoirea operei lui în unele cercuri de dincolo de Canal.

COMITETUL INSTITUTULUI SOCIAL ROMÂN:

Preşedinte: D. GUSTI, Profesor universitar, Membru al Academiei Române; *Vicepreşedinţi:* EMANOIL MICLESCU, Preşedinte la Inalta Curte de Casaţie, fost Ministru; C. BUŞILĂ, Inginer, Profesor la Şcoala Politehnică; *Secretar General:* AL. COSTIN, Magistrat; *Membri:* d-na CALYPSO BOTEZ, Preşedinta Consiliului naţional al femeilor române; CORNELIU BOTEZ, Membru la Inalta Curte de Casaţie; EMANOIL BUCUŢA, Director în Ministerul Muncii; GH. CIPĂIANU, Subsecretar de Stat; M. DJUVARA, Advocat; N. FILODOR, Ministru plenipotenţiar; I. C. FILITTI, Membru corespondent al Academiei Române; C. IONESCU-ŞIŞEŞTI, Directorul General al Agriculturii, Profesor la Şcoala Superioară de Agricultură; V. N. MADGEARU, Profesor la Academia de Inalte Studii Comerciale şi Industriale; M. MANOILESCU, fost Director General al Industriei; M. OROMOLU, Guvernator al Băncii Naţionale; I. RĂDUCANU, Profesor la Academia de Inalte Studii Comerciale şi Industriale; ANDREI RĂDULESCU, Membru al Academiei Române, Membru la Inalta Curte de Casaţie; C. RĂDULESCU-MOTRU, Profesor universitar, Membru al Academiei Române; M. SANIELEVICI, Director General al Soc. «Generala»; G. TAŞCĂ, Profesor universitar, Profesor la Academia de Inalte Studii Comerciale şi Industriale; ANIBAL TEODORESCU, Profesor universitar; *Censori:* Dr. GH. BANU, NICOLAE PETRESCU, S. ŞERBESCU.

APAR PATRU NUMERE PE AN

ARHIVA
PENTRU ȘTIINȚA ȘI REFORMA SOCIALĂ

ORGAN AL
INSTITUTULUI
SOCIAL ROMÂN

DIRECTOR D. GUSTI

ANUL VI NUMĂRUL 3—4 1927

EDITURA
INSTITUTUL SOCIAL ROMÂN
BUCUREȘTI

PREȚUL 220 LEI

REDACŢIA ŞI ADMINISTRAŢIA

Toate manuscrisele pentru publicare şi toate lucrările (cărţi, broşuri, reviste) pentru recenzii, schimb sau pentru buletinul sălii de lectură vor fi trimese Secretariatului de redacţie *la sediul Institutului Social Român*, Piaţa Romană 6 etaj III (Palatul Academiei de Inalte Studii Comerciale şi Industriale), Bucureşti.

Anii I. (No. 1 şi 2—3 sunt epuizate), II, III, IV, V şi VI se găsesc de vânzare la Administraţia I. S. R., în următoarele condiţii:

Anul I.	No. 4	. . . . . .	100 lei
» II.	618 pagini	. . . .	240 »
» III.	751 »	. . . .	240 »
» IV.	538 »	. . . .	240 »
» V.	583 »	. . . .	240 »
» VI.	532 »	. . . .	400 »

Abonamente se fac la sediul I. S. R. Piaţa Romană 6 (Palatul Academiei de Inalte Studii Comerciale şi Industriale), Bucureşti.

Abonamentul pe anul 1927 va fi *500 lei* anual pentru particulari şi *600 lei* pentru autorităţi şi instituţii.

In acelaş loc se găsesc de vânzare volumele scoase de I. S. R.: Noua Constituţie a României, (500 pag. 125 lei); Doctrinele Partidelor politice, (303 pag. 125 lei); Politica externă, (ed. I. epuizată, a II-a în pregătire) etc.

Biblioteca Institutului Social Român din localul Institutului, e deschisă în toate zilele de lucru dela 16—19.

APAR PATRU NUMERE PE AN

ARHIVA
PENTRU ŞTIINŢA ŞI REFORMA SOCIALĂ

ORGAN AL
INSTITUTULUI
SOCIAL ROMÂN
I·S·R
DIRECTOR D. GUSTI

ANUL VI NUMĂRUL 3—4 1927

EDITURA
INSTITUTUL SOCIAL ROMÂN
BUCUREŞTI

CUPRINSUL

I. *STUDII:*

Pagina

II. *ARHIVA DOCUMENTARĂ:*

III. *MIȘCAREA IDEILOR:*

IV. *RECENZII:*

V. *CRONICA:*

VI. *BULETINUL INSTITUTULUI SOCIAL ROMÂN:*

STUDII

L'ORGANISATION DE LA PAIX (1)

PAR J. T. SHOTWELL

Monsieur le Président,
Monsieur le Ministre,
Mesdames,
Messieurs,

LES éloges les plus bienveillants m'ont été adressés en ma qualité de Directeur d'une seule division de la grande Dotation Carnegie pour la Paix. Je ne puis les accepter, mais j'essayerai d'interpréter quelques idées concernant un point de l'histoire de notre époque, de vous parler d'une initiative qui pourra changer radicalement les bases des relations entre nations, initiative à laquelle je me suis trouvé en quelque sorte associé.

Si les raisonnements que je vais m'efforcer de développer ne vous semblent pas absolument justes ou pas assez logiquement exposés, du moins pourrez-vous assister à ce paradoxe : un pacifiste convaincu en lutte avec la langue française.

Malgré les difficultés que je dois vaincre à chaque pas pour trouver l'expression française susceptible de bien rendre ma pensée américaine, j'espère vous montrer, Mesdames et Messieurs, ce qui me semble être un tournant de l'histoire contemporaine et qui peut-être changera les bases mêmes des relations entre nations.

Non seulement, je crois que nous sommes au commencement d'un mouvement, mais entraînés déjà par un mouvement qui supprimera la guerre d'agression entre nations civilisées. Je ne parle pas des guerres de défense, ni des peuples non-civilisés. Ce mouvement, sans doute, est au fond universel, et il touche les bases de la société les plus profondes : mais dans la réalité actuelle, il se limitera probablement aux nations assez policées pour pouvoir coopérer avec intelligence, et dans cette sécurité qui repose sur une confiance mutuelle et de bonne foi. Je ne crois donc pas que la guerre puisse être considérée comme à jamais abolie, mais je crois que nous assistons à une attaque vigoureuse contre la guerre : la guerre d'agression, non de défense.

Examinons, si vous le voulez bien, Mesdames et Messieurs, où nous en sommes à ce point de vue, et s'il est possible de concevoir l'hypothèse d'un changement tellement vaste et radical des relations politiques internationales.

---

(1) Conferință ținută la Institutul Social Român.
D-l J. T. Shotwell e profesor la Universitatea din Columbia (Statele-Unite) și director al secției de economie politică și istorie de pe lângă Dotația Carnegie. In această din urmă calitate, d-sa conduce publicarea unei colecții foarte cunoscute de cercetări despre războiu, în care România are capitolul ei aparte. In 1919 d-l Shotwell a fost un membru însemnat al delegației americane pentru pace, și în 1920 a inspirat principiile Protocolului dela Geneva prin scrierile sale: *A practical Plan for Disarmament* (International Conciliation, 1924) și *Plan and Protocols to end war* (International Conciliation 1925).

Jusqu'à une époque toute récente, la guerre — n'importe quelle guerre — a été légitime pour chaque pouvoir souverain. Le symbole de la souveraineté n'était justement, en somme, que ce pouvoir de décider la guerre. C'était un principe du droit international moderne. Vous n'avez qu'à tourner les pages des manuels du XVIII-e ou du XIX-e siècle, qu'à prendre, par exemple, l'exposé de Vattel dans son manuel sur «Le Droit des Gens», qui était probablement le plus consulté dans les États modernes du XIX-e siècle. Vous y trouverez que l'État, l'État moderne, l'État souverain, est seul juge de son action en temps de guerre comme en temps de paix. Le symbole de souveraineté consiste précisément dans ce fait qu'il n'y a pas d'autre pouvoir supérieur qui puisse juger l'action souveraine, soit dans les relations avec d'autres États, soit dans l'État même. Si donc le droit international reconnaît la liberté d'action en temps de guerre, et si les relations diplomatiques sont basées sur la liberté d'action en temps de crise, un État a la liberté absolue de frapper son adversaire, d'imposer sa volonté par la force et d'établir ses frontières de son plein gré, jusqu'aux limites de son pouvoir. Ainsi, la force des armements était bien la mesure de la force réelle, derrière laquelle les diplomates discutaient avec les autres pouvoirs les possibilités de réaliser, dans le monde international, ce qu'ils estimaient en être les besoins.

Le droit international, le droit diplomatique, basé sur la liberté d'aller en guerre, personne ne pouvait le discuter.

Cette idée de souveraineté avait derrière elle tout un mouvement historique : car la réalisation d'un État moderne n'était pas seulement la réalisation d'un idéal éclos soudain dans le monde, elle était aussi, comme vous êtes particulièrement à même de le savoir, le résultat du mouvement historique de toute l'histoire de l'Europe. L'histoire prouve que la guerre a été l'instrument réalisateur aussi bien à chaque époque critique de l'histoire, que pour les États modernes. Voyez la grande Révolution française: c'est par la guerre qu'elle a imposé ses résultats en Europe, qu'elle a affirmé les droits de la démocratie. C'est par la guerre pue l'on a fixé les limites des territoires que nous possédons actuellement, et c'est la guerre qui, au sein des États, a créé les pouvoirs et assuré les libertés. Pendant toute l'histoire de l'humanité, elle a été l'ultima ratio. Il semble que toujours, dans les questions politiques, il a fallu qu'on soit libre, non seulement de mettre à contribution les richesses des nations, mais aussi la vie des citoyens. La guerre a donc joué dans l'histoire un rôle que l'histoire même n'a pas toujours apprécié à sa valeur.

Puisqu'il en est ainsi, peut-on se montrer à la fois révolutionnaire et bon historien, et croire que le monde civilisé peut laisser se perdre un instrument si efficace? Nous assisterions à ce paradoxe, qu'après avoir fait servir la guerre à l'avènement des libertés, au triomphe de la démocratie, à la création des États modernes, nous la rejeterions, nous l'oublierions? On se passerait d'un instrument de cette valeur? Un tel paradoxe, évidemment, n'aurait pas son pareil au monde.

On doit même ajouter ceci: non seulement, la guerre est un instrument moderne, mais elle a existé dès le commencement de l'histoire, avant toute autre institution, avant les lois; elle este plus ancienne que la civilisation, elle a persisté à

travers toute l'histoire de la civilisation. Eh bien, malgré cela, je crois que nous allons abolir la guerre d'agression.

Ayons un peu de courage et parcourons les pages de l'histoire : nous allons y voir que la suppression de l'esclavage, — qui n'est qu'un pas dans le progrès de la civilisation moderne, — était pour l'antiquité une chose absolument incroyable. On ne pourrait même pas concevoir la civilisation de l'antiquité sans l'esclavage. Songez que les poètes, les penseurs, les philosophes, les grands créateurs de l'art et de la science de l'antiquité ont tous accepté l'esclavage comme une chose établie depuis le commencement, comme une institution nécessaire; c'est sur elle que se basait le développement des sciences et des arts. Platon, avec ses rêves d'avenir, Aristote, avec ses considérations universelles de la vie et de la civilisation, tous ces philosophes qui, à travers les siècles suivants, ont évoqué des rêves de révolutions sociales, tous ont pourtant accepté, derrière toutes les réformes qu'ils ont rêvées, l'esclavage..

Pendant les premiers siècles chrétiens, l'église du moyen âge a combattu les conditions plutôt que l'institution de l'esclavage. Il est vrai que, de temps en temps, il s'est trouvé des prêtres ou des prophètes qui ont vu dans l'esclavage quelque chose qui choquait la conscience chrétienne; mais, jusqu'au dix-huitième siècle, aucun effort sérieux n'a été fait pour abolir l'esclavage, est ce n'est que de nos jours que l'institution a été complètement supprimée.

Qui a libéré l'humanité de l'esclavage ?

Si vous examinez la question de près, mais toujours d'une manière générale, vous verrez qu'au XVIII-e et au XIX-e siècle, lorsque le trafic des esclaves a été supprimé, il y avait un mouvement qui n'était pas provoqué par la religion mais qui venait en aide à la pensée religieuse, un mouvement de libération en rapport avec le travail quotidien des hommes : il s'appelle la science. On réussissait enfin à maîtriser les forces de la nature, à les faire travailler pour nous ; et c'est ainsi, sans savoir pourquoi, sans reconnaître la relation existant entre ces deux grandes questions: l'esclavage d'une part, la vie industrielle moderne de l'autre, que l'humanité a aboli l'esclavage.

Je crois réellement qu'on peut fournir une synthèse générale expliquant ce fait : c'est le progrès de l'intelligence moderne qui a pu capter les forces de la nature et les substituer au travail humain. Assurément, le mouvement qui a abouti à la suppression de l'esclavage aux États-Unis dépendait, à un haut degré, du développement industriel du Nord.

Maintenant, personne aujourd'hui, dans le monde civilisé, ne croit plus que l'esclavage soit encore nécessaire — je parle de l'esclavage légal, pas d'un autre. L'esclavage était pourtant une institution humaine qui avait des racines tout aussi profondes dans l'histoire que la guerre, une institution peut-être plus nécessaire, puisque par elle s'accomplissait le travail de chaque jour ; une institution qui a permis au monde d'acquérir sa civilisation ; tandis que la guerre n'était pas permanente, elle sévissait, tantôt ici, tantôt là, et ses effets étaient oubliés.

Eh bien, si vous examinez la question de la guerre dans l'histoire, vous constatez une analogie qui persiste jusque dans les détails. Nous nous trouvons placés

dans une concurrence avec la science qui n'est pas passagère, même si la guerre n'est pas constante; une concurrence beaucoup plus importante que dans le domaine du travail; une concurrence fatale, puisqu'il s'agit de la science qui tue.

Je crois que la guerre mondiale a été non seulement révolutionnaire par la manière dont elle s'est étendue au monde entier, mais encore en montrant un changement fondamental dans la situation militaire et navale. Nous avons été élevés dans l'idée que la guerre était un instrument qu'on pouvait utiliser à son gré pour résoudre telle ou telle question, que la guerre était un instrument dont on conservait toujours le contrôle ; eh bien, la guerre mondiale a prouvé que, par suite des perfectionnements apportés à la science de tuer, la guerre d'aujourd'hui échappe au contrôle des hommes. Si vous étudiez la question de la préparation d'une guerre future, — préparation nécessaire aussi longtemps que l'on n'aura pas trouvé d'autre solution — , si vous suivez les progrès réalisés par la chimie, la physique, l'aviation, les gaz asphyxiants, les explosifs, vous devez reconnaître que la science de la guerre s'est perfectionnée au point qu'elle peut, non seulement, tuer un ennemi bien déterminé, mais même détruire notre civilisation.

Insistons un peu sur ce point. Examinons ce que la science peut accomplir aujourd'hui dans ce sens : dans les mêmes usines, actuellement en marche pour produire des milliers de tonnes de nitrate d'ammonium destinées à l'engrais des terrains de culture, on peut en même temps puiser le nitrate d'ammonium de l'air et fournir des quantités énormes d'explosifs, ainsi extraites des ressources inépuisables de l'air et de l'eau; substances explosives qui, lancées des avions, pourraient détruire de fond en comble, et en très peu de temps, une ville comme Bucarest, par exemple. Or, dans une guerre prochaine, on sera forcé d'attaquer non seulement les militaires, mais toute la population civile, puisque la nation attaquée emploiera forcément pour se défendre les mêmes procédés chimiques.

Ceci posé, il n'est plus nécessaire d'insister beaucoup pour faire comprendre que la science est en train de changer radicalement la conception que l'on a eu jusqu'ici de la guerre, et que la guerre mondiale est un pivot de l'histoire des guerres.

Peut-on empêcher l'emploi de tels moyens ? Peut-on empêcher les progrès de la science ? Non. Peut-on limiter la production des engrais qui contribuent à la richesse ? C'est impossible. Eh bien, c'est grâce à ces mêmes procédés scientifiques, qui rendent la vie plus facile, qui permettent de donner à tous du pain en abondance, procédés d'autant plus nécessaires aujourd'hui que partout la misère résulte de la guerre mondiale, c'est à ces même procédés qui apportent la vie que ces mêmes usines, à peine modifiées, doivent de pouvoir fabriquer les explosifs suffisants pour détruire toute notre civilisation. Les mêmes savants, avec les mêmes formules et dans un même laboratoire, peuvent accomplir cette oeuvre double. Je me rappelle, par exemple, avoir visité un établissement où pendant la guerre on a fabriqué les gaz asphyxiants — je n'ai pas besoin de vous dire où. — Eh bien, tout à côté du laboratoire où ces gaz étaient fabriqués, d'autres chimistes travaillaient à sauver la vie humaine et ils se servaient presque des mêmes formules. Les matières premières qui servaient à fabriquer des engins de mort servaient aussi à préserver la

vie; les uns tuaient, les autres guérissaient. J'ajoute, en passant, que les savants de cette institution ont trouvé la formule qui guérira la maladie du sommeil et qu'ils sauveront peut-être autant de vies qu'il en a été perdu dans la dernière guerre. Je le répète, ces deux laboratoires étaient mitoyens et les savants appliquaient la même méthode.

Tel est le pouvoir de la science. C'est un pouvoir plus fort que nous. Nous nous trouvons à peu près au même point, dans l'histoire de la guerre, que celui où nous nous trouvions, il y a un demi-siècle, dans celle de l'esclavage. Mais ici, la concurrence avec la science a des résultats plus graves. Nous sommes à ce moment de l'histoire où il faut choisir entre la possibilité de destruction de toute la civilisation et la possibilité d'assurer le bien-être des nations par l'abolition de la guerre d'agression.

* * *

Voyons maintenant les résultats obtenus.

Tout d'abord, on est tombé d'accord pour reconnaître qu'il n'était pas possible de supprimer la guerre de défense. D'ailleurs, chaque guerre moderne est censée n'avoir été qu'une guerre de défense, chaque nation proclamant son bon droit et refusant de se reconnaître agresseur. Les États modernes, conscients de leur souveraineté, ne s'accommodaient guère d'un tribunal compétent sur ce point, arguant qu'il aurait porté atteinte à leur souveraineté. Il fallait donc trouver autre chose, non pas un tribunal, mais une sorte de définition qui, pouvant être acceptée d'avance et universellement, révèle d'après une formule automatique lequel est l'agresseur. Il était très difficile de trouver cette formule, ou, pour parler en termes scientifiques, d'isoler le microbe de la guerre d'agression. En effet, il est impossible, au point de vue militaire, de faire une distinction entre la défense et l'agression. Si, par exemple, au-delà de votre frontière, il y a, à quelques kilomètres, une colline qui domine votre territoire, y aurait-il agression de la part de votre voisin s'il y installait un armement susceptible de détruire vos villes dans toute la région, ou de rendre facile une invasion? D'autre part, dans ces conditions, est-il possible qu'un homme d'État, responsable de la sécurité de son pays, méconnaisse qu'il faut absolument prendre des précautions? Devra-t-on attendre que les aéroplanes ennemis viennent lancer des tonnes d'explosifs sur vos villes, alors que tout expert admet que la seule défense efficace contre les aéroplanes est d'attaquer avant qu'ils ne viennent?

Je parle, en ce moment, en réaliste, et je suis obligé de reconnaître que la défense exige parfois qu'on attaque le premier. Cette opinion est admise partout, si non par le grand public, du moins par ceux auxquels on confie la sécurité des pays. Le monde militaire est unanime à déclarer qu'il n'y a pas de possibilité d'établir en termes militaires une distinction entre l'agression et la défense.

Alors, que devait-on faire?

La Société des Nations, il y a deux ans environ, s'est préoccupée du problème. Sans arriver à une distinction pratique, elle a néanmoins énoncé un grand principe,

qui sera la base d'un droit international nouveau ; le principe qu'une guerre d'agression est un crime.

Cette déclaration attaquait les bases mêmes du droit international en vigueur dont je vous ai parlé au début de cette conférence. C'était une chose nouvelle et grande que de déclarer devant le monde entier que la guerre d'agression était un crime, alors qu'on avait toujours proclamé jusque-là que chaque État était libre de faire la guerre.

Cependant, affirmer que la guerre d'agression était un crime, ce n'était pas définir l'agression. Afin de résoudre cette question, nous avons, en Amérique, essayé de trouver une formule — Monsieur le Président en a fait mention il y a quelques instants. — Nous avons lancé une formule tout à fait révolutionnaire, en disant: l'agresseur est celui qui part en guerre en refusant l'arbitrage, en refusant de soumettre le litige à un tribunal, en refusant le moyen qui avait déjà été accepté en temps de paix comme propre à résoudre le différend.

Donc, le moyen de déterminer l'agresseur ne consistait plus à chercher qui le premier franchit la frontière voisine, mais celui qui refuse de se soumettre à l'arbitrage d'un tribunal.

Ceci comporte non seulement une définition, mais une demande: substituer quelque chose à la décision d'aller en guerre, ce qui revient à trouver une substitution à la guerre elle-même.

Mr. Ramsay Macdonald, premier ministre de Grande-Bretagne, et M. Herriot, premier ministre de France, l'ont acceptée l'année dernière à Genève; puis les représentants des divers gouvernements dans l'Assemblée de la Société des Nations ont adopté l'idée; elle forme une partie du protocole de Genève. Enfin la semaine passée, à Locarno, on a signé un accord qui est comme l'aurore d'un jour nouveau pour l'Europe et le monde. Si vous en examinez le texte, vous y trouverez la même conception d'agression. Vous y verrez que l'Angleterre donne sa garantie entre la France et l'Allemagne, dans les conditions mêmes que nous avons envisagées. Si l'un des deux gouvernements déclare la guerre, l'Angleterre se bat contre celui des États qui mobilise en refusant l'arbitrage de la cour permanente de La Haye, pour les questions de droit international, ou l'arbitrage de la Commission permanente de conciliation. Pareillement, la France ou l'Allemagne garantissent la paix que d'autres violeraient sans recourir aux procédés d'arbitrage ou de conciliation.

Telle est l'idée nouvelle qui a rendu possible l'accord de Locarno. Dorénavant, pour les grandes puissances européennes, l'agresseur sera sans contredit celui qui s'engagera dans une guerre en refusant l'arbitrage.

Voilà le progrès réalisé par une idée. Cependant, cela ne veut pas dire que la question est définitivement tranchée; ce n'est qu'un commencement de réalisation. Car même si les grandes puissances acceptent cette idée son application présentera encore de nombreuses difficultés. Avant tout, il faut une nouvelle éducation en science politique.

Comme je l'ai indiqué, la pratique et la théorie de la politique avaient consacré le principe que chaque État était juge, non seulement de sa liberté d'aller en guerre, mais

aussi de la justice de sa cause. Est-il possible d'y renoncer et de confier à autrui, à des personnes moins bien qualifiées que nous-mêmes, le soin de juger la justice de notre cause ? Est-ce que les nations sont vraiment prêtes à se contenter de cette formule lorsque la crise surviendra? Songez un peu à tout ce que cette idée représente. La formule de Locarno — formule qui était derrière le protocole de Genève — préconise qu'on accepte la sentence des autres au lieu d'aller en guerre.

J'admets que cette solution ne donnera pas à une grande puissance le même espoir de gagner sa cause qu'en comptant sur sa force. J'admets même que, si elle accepte la formule de Locarno, sa cause risquera d'être souvent perdue et que ce qui lui semble être son droit ne sera pas reconnu. Alors, on peut se demander: est-il vraiment nécessaire d'accepter cette définition d'agression? Pour avoir la paix; oui. Car, c'est la première étape vers le contrôle de la guerre elle-même.

Comme vous le voyez, le problème est encore loin d'être simple et de nouveaux problèmes se posent incessamment.

* * *

Cependant, à nouveau je vous invite à considérer les pages de l'histoire. Ceux de nous qui pensent que la justice est une chose absolue doivent lire l'histoire. La justice humaine est toujours imparfaite et relative. Notre justice, la justice que nous accordons à autrui, la justice que les autres nous rendent, n'est pas absolument juste. Je le demande aux personnes ici présentes: avez-vous, dans les affaires de votre vie, obtenu la justice qui vous était due? La justice absolue?

La justice absolue n'existe pas dans les affaires humaines. Le mieux que nous avons pu faire a été de créer un instrument constituant une sauvegarde contre les abus de pouvoir, contre les crimes reconnus et établis: la sauvegarde des tribunaux, que nous appelons tribunaux de justice. Nous avons aussi construit des systèmes de droit destinés à réaliser tant bien que mal les éléments de justice. Si nous exigeons la justice absolue, c'est-à-dire celle qui est «notre justice», nous aboutirons au système des guerres des tribus non civilisées. Mais si nous concédons un peu de notre droit, nous arriverons au système qui nous donnera, en d'autres circonstances, le maximum de justice. C'est l'histoire des cours de justice, c'est l'histoire du droit civil et criminel.

Eh bien, il faut établir entre nations les mêmes distinctions: il faut, non seulement proclamer que la nation qui s'engage dans une guerre en refusant l'arbitrage de la Cour permanente ou de la Cour de Conciliation est criminelle, mais il faut admettre aussi que cette criminalité implique les mêmes conséquences que dans la vie privée. Si les nations en guerre peuvent être désignées, soit comme des victimes, soit comme des criminelles par tout le monde, on peut alors organiser un système de justice qui remplacera la guerre; toute l'histoire de la jurisprudence enseigne que le progrès résulte de l'institution d'un tribunal et de la pratique des causes bien plus que de l'énonciation de beaux principes. Je ne sais si j'ai réussi à me faire bien comprendre. Consultez l'histoire, puis faites la comparaison avec nos

jours et vous verrez que nous sommes au commencement d'un mouvement international tout-à-fait semblable au mouvement social qui a créé les tribunaux municipaux, devant lesquels les citoyens ont pris l'habitude de soumettre leurs causes.

S'il en est ainsi, définir l'agression a beaucoup plus de valeur qu'une simple définition, puisque cela nous donne l'espoir d'arriver à supprimer l'agression en développant les institutions de la justice.

* * *

Voyez-vous comment je conçois la situation ? Tel est le travail accompli à Locarno, à Genève, à La Haye. On cherche le substitut de la guerre.

La première difficulté qui se pose est l'atteinte portée à la souveraineté : on peut craindre qu'un État moderne ne soit plus libre de faire la guerre, même s'il estime qu'il doit se protéger ou défendre sa cause; qu'il perde en même temps sa liberté et sa sécurité en se trouvant forcé à un recours préalable aux instruments de la paix.

Je ne suis pas un pacifiste dans le vieux sens du mot. Je crois qu'il n'y a pas de mouvement en faveur de la paix qui puisse réussir si on n'admet pas le droit de défense comme un droit légitime. Je crois au droit de défense de l'individu contre l'attaque d'autrui ; je crois au droit de défense de la famille, du foyer ; et je crois au droit de défense de la patrie. C'est un droit qui engage non seulement les sympathies sociales, mais qui constitue une sécurité pour les générations futures.

Il est impossible de concevoir un mouvement en faveur de la paix si on ne veut pas tenir compte de la nécessité de la défense. Alors, si la défense ne peut être isolée de l'agression, on aura toujours la guerre. En revanche, si on peut supprimer l'agression, il n'y aura que d'occasions de défense.

* * *

S'il n'y avait plus d'agressions, quelles sont les occasions de guerre qui existeraient encore? Il pourrait y avoir des guerres de police; des guerres pour sauvegarder ce qui a été obtenu, pour protéger les trésors de la civilisation ou aussi pour faire accepter des réformes.

Si vous admettez la possibilité d'une guerre de police, elle pourra probablement être jugée comme une agression par l'autre partie. Je l'admets, et je pense qu'il ne suffit pas de dire simplement que l'agression est un crime. Il faut en plus l'expérience de l'humanité. Il n'a pas suffi aux grands jurisconsultes romains d'énoncer dans les Instituts de Justinien les principes qui sont à la base de la justice, il a fallu aussi pour les appliquer — même pour les découvrir — l'expérience de bien des générations.

De même, nous avons lancé quelques idées dans cette génération; nous nous sommes tournés vers la paix avec des propositions nouvelles; mais ce ne sera que bien plus tard, après les nombreux tâtonnements des générations futures, que la

paix sera définitivement assurée. Je ne serai donc pas découragé si la guerre survenait encore ici ou là, puisque ce sont les fautes qui permettent de trouver la vérité, puisque c'est l'expérience qui donne la solution de toute difficulté. Ce n'est pas en adoptant des idées d'ordre général, mais par le travail opiniâtre des hommes d'État responsables de leur pays — qui examineront à chaque étape s'il est temps d'appliquer la solution nouvelle devant la situation qui se présente — que le résultat sera atteint. Avec le temps, on verra de plus en plus dans les tribunaux internationaux un véritable instrument de justice et de paix.

Je ne crois pas qu'il suffise de dire, comme beaucoup le font en Amérique, aux États-Unis, que la guerre peut être exterminée par la Cour Permanente. Elle n'y suffit pas parce que la plupart des questions amenant la guerre ne sont pas que des oppositions de droit entre nations. Je crois que notre définition doit être assez subtile, assez maléable et en même temps assez forte pour s'appliquer à toutes les catégories de difficultés diplomatiques aussi bien qu'à celles dérivant du droit international. Ceci n'est pas difficile, ainsi que le montre la formule qui est le centre même de l'accord de Locarno. Nous devons introduire les deux éléments dans les relations internationales, — éléments politiques et éléments juridiques. C'est une question de temps, d'expérience.

Pour conclure, je crois que le mouvement vers la justice est déjà assez marqué pour être un phénomène historique ; je crois que cette génération, qui a été accablée par une catastrophe sans pareille, cette génération qui a souffert comme nulle autre dans le passé, peut servir la cause de la paix par le droit avec plus de passion, plus de force que les générations futures. Au moins, je crois que c'est notre devoir.

Cet après-midi, je me suis rendu là où repose le soldat inconnu de votre armée, et, devant sa tombe, je me suis rappelé les paroles immortelles que notre Lincoln a prononcées sur le champ de bataille de Gettysburg: «C'est notre devoir de faire aussi quelque chose pour la cause à laquelle tant de soldats ont fait le sacrifice suprême». Cette cause était non seulement celle de la paix, mais aussi celle de la sécurité de leur patrie. Cette sécurité, je vois sa sauvegarde non seulement dans des instruments de guerre, mais plus encore dans le développement de la justice ; parce que, comme je vous l'ai dit, la guerre n'est plus dorénavant sous le contrôle des hommes, et qu'il faut la remplacer par quelque chose qui reste sous notre contrôle. La guerre a été autrefois une arme dont on pouvait se servir à discretion pour arriver au but poursuivi: aujourd'hui, la guerre est comme une explosion qui retombe sur la nation qui la provoque.

Pendant ces cinq dernières années, j'ai été appelé à examiner les effets de la guerre dans toute l'Europe, ses effets économiques et sociaux. Je n'ai pas besoin de vous dire que cette tâche m'a dévoilé, dans toutes les nations, belligérantes et neutres, des conséquences économiques et sociales qui montrent que la guerre moderne menace non seulement les institutions de liberté acquises par l'effort et le sacrifice de nombreuses générations, mais aussi l'héritage de culture, d'art et de science créatrice qui est le fond de notre civilisation. Mais parmi toutes ces pertes, et plus grande qu'elle, il y en a surtout une autre qu'il ne faut pas oublier : c'est la perte de vies.

Avez vous jamais songé à ce que représente la perte des vies dans la dernière guerre? Si tous les soldats tués sortaient de leur tombe, se reformaient en régiments, en compagnies, et défilaient en rangs devant nous, eh bien, cette armée de fantômes, hélas réels, s'échelonnerait depuis Constantinople jusqu'au delà de Paris. Toutes ces vies ont été sacrifiées pour quelque chose, je pense. Le défilé en parade de cette armée fantôme, jeunes gens des universités, pourrait passer devant vos Facultés, jour par jour, sans discontinuer, pendant toute la durée des semestres de vos quatre années d'études.

Voilà ce qu'a fait la guerre. Parmi les hommes d'État lequel osera dorénavant assumer la responsabilité d'une nouvelle guerre, alors qu'il est possible de sauver pour la patrie tant de vies par l'adoption, dans la politique internationale, de principes analogues à ceux qu'on pratique dans la politique intérieure de l'État? Cela peut ne pas paraître grand-chose: mais, en réalité, un tel changement introduirait dans l'Histoire une de ses plus grandes révolutions.

Est-ce possible ? Voilà le problème qui se pose à notre génération.

LA SOCIÉTÉ DES NATIONS ET L'ASSAINISSEMENT FINANCIER DE L'AUTRICHE[1]

PAR C. ZIMMERMANN

Messieurs et Mesdames,

C'EST avec un plaisir tout particulier que je me suis rendu à votre invitation de faire dans ce milieu, une conférence sur les résultats de l'action de relèvement que la Société des Nations a entreprise en Autriche et qui touche à sa fin. Cette action a été suivie avec attention par tous ceux qui désirent voir se rétablir en Europe des conditions normales. Cette attention a été, j'en suis persuadé, particulièrement soutenue dans les pays qui, comme la Roumanie, sont liés à l'Autriche par des relations commerciales et économiques. L'effondrement de l'Autriche aurait eu sans doute une répercussion grave sur la situation de toute l'Europe Centrale et de l'Europe du Sud-Est; elle aurait affecté les intérêts de tous les États Successeurs et la Roumanie en aurait ressenti les contre-coups sur le terrain économique aussi bien que dans d'autres domaines. Ainsi, il est tout-à-fait naturel que la Roumanie, les milieux officiels aussi bien que le monde des affaires, ait suivi avec intérêt l'action de la Société des Nations et, pour cette raison, je me flatte de pouvoir trouver dans ce centre, non seulement le désir de connaître ce qu'on a fait pour l'Autriche, mais également la faculté de juger, en pleine connaissance de cause, les résultats atteints.

Pour moi, personnellement, ma visite à Bucarest est la réalisation d'un désir de longue date, parce qu'au cours d'une activité de 17 années comme Bourgmestre de Rotterdam, je me suis trouvé plusieurs fois en contact avec les intérêts de la Roumanie. Le port de Rotterdam a toujours été fréquenté par les bateaux apportant le blé et le maïs de vos plaines fertiles et dans la prospérité de cette ville, ces importations ont toujours joué un rôle important. En outre, de grands capitaux hollandais ont été investis dans les richesses du sol roumain et par conséquent, on s'intéresse chez nous au développement économique de votre pays, on étudie les rapports consulaires et on s'est toujours rendu compte qu'entre la Roumanie et la Hollande, entre la Mer Noire et la Mer du Nord, il y a sur plusieurs points une communauté d'intérêts qui crée des liens naturels et des relations précieuses.

Le plan qui a été élaboré en automne 1922 pour le salut financier et économique de l'Autriche est sans aucun doute une des plus mémorables expériences de l'époque

---

[1]) Conferință ținută la Institutul Social Român.
D-l C. Zimmermann a fost comisar general al Societății Națiunilor la Viena. Privitor la subiectul conferinței, v. documentele publicate de I. S. R. în volumul «Politica externă», 1925, pag. 457—462 (Reconstruction de l'Autriche).

d'après guerre et constituait vraiment à cette époque un fait sans précédent dans l'histoire. Ce fut un bel exemple de solidarité internationale lorsqu'on vit une association d'États se décider à venir en aide à l'un de ses membres dont l'existence était en péril, lui ouvrir la voie de la guérison; et plusieurs nations assumer la garantie d'un emprunt qui devait lui être accordé dans ce but. Cet exemple était d'autant plus encourageant qu'il était donné à une époque où les sentiments de haine qui avaient survécu à la conclusion des traités de paix pesaient encore lourdement sur l'Europe et faisaient entrevoir l'avenir de ce continent sous les plus sombres couleurs. Dans cette obscurité, le geste de la Société des Nations jeta une première lueur; modeste tentative à l'origine, cette lumière grandit en même temps que le succès de l'entreprise et a montré enfin la voie vers le salut et le relèvement. Ce même plan a été plus tard employé pour l'assainissement de la Hongrie, et ceux qui étudient avec attention le plan Dawes y reconnaissent quelques importantes dispositions qui ont été empruntées à l'action d'assainissement de l'Autriche ou se sont inspirées de l'expérience acquise au cours de la mise en pratique de ce plan.

Dans quelle situation se trouvait l'Autriche quand elle demanda l'aide de la Société des Nations? Chacun s'en souvient. Comme en d'autres États, c'était moins la guerre elle-même que les méthodes gouvernementales d'après-guerre qui avaient complètement déprécié la valeur monétaire. Les conséquences de l'issue malheureuse de la guerre, qui a été pour l'Autriche une grande catastrophe nationale. ne pouvaient être conjurées que par un travail opiniâtre et la plus stricte économie, Malheureusement, par suite de la mentalité qui régnait alors, elles ont eu une répercussion toute différente. Ce ne fut ni le travail ni l'économie qu'on prêcha à la population, mais on lui fit croire bien au contraire qu'une ère nouvelle s'inaugurait, dans laquelle les grandes masses pourraient jouir d'un bien être et d'une prospérité inconnues au temps de la paix. Beaucoup de ce qui, avant la guerre, à cette époque de grande richesse et de bien-être général, était considéré par la majorité de la population comme financièrement et économiquement inaccessible, fut cru désormais facile à obtenir, et beaucoup d'aspirations que personne n'aurait osé alors exprimer, furent entièrement satisfaites, comme s'il s'agissait de choses toutes naturelles. Les conséquences de ce système ne se firent pas attendre.

Comme la véritable richesse était considérablement diminuée, l'inflation pouvait seule fournir les moyens des prodigalités de l'État. Les presses à billets fonctionnèrent sans répit et un chaos complet s'introduisait dans les finances publiques; inlassablement la valeur monétaire tombait et les prix montaient. Le budget de l'État ne fut plus qu'une fiction. Les dépenses s'enflaient et la valeur-or des recettes fiscales n'était plus, au moment de l'encaissement, qu'une faible fraction de ce qu'elle était lors de la fixation du montant des impôts. L'étranger, pour secourir l'Autriche, mit à sa disposition des sommes énormes, mais tout fut englouti dans le tourbillon des méthodes gouvernementales de cette époque. On vit s'approcher le moment où il serait impossible d'acheter à l'étranger, avec une monnaie dépréciée, les

marchandises indispensables. La famine menaçait ainsi que l'effondrement complet à l'intérieur et l'écroulement du pays.

À cette époque, grosse de périls, en automne 1922, le Gouvernement autrichien s'adressa à la Société des Nations et lui confia le sort du pays. Cet appel fut entendu et un système d'assainissement durable du budget autrichien fut élaboré à Genève.

Il est hors de doute que la politique internationale joua un rôle dans cette affaire, car on devait s'attendre à de nouvelles complications et à de nouveaux conflits si l'un des jeunes États créés par les traités de paix s'effondrait et était considéré par les voisins comme «res derelicta». Dans la mosaïque d'États de l'époque d'après-guerre, il faut convenir que celui qui nous occupe n'est pas un des plus robustes et l'on devait s'attendre à des difficultés sérieuses dans le cas où le Gouvernement autrichien aurait déclaré, comme il en avait exprimé l'intention, ne pouvoir assumer plus longtemps la responsabilité de l'administration du pays. À côté de ces considérations politiques, on pouvait constater pourtant le désir sérieux d'apporter une solution au chaos économique et financier dans lequel la guerre avait laissé une grande partie du continent.

On élabora donc un plan qui reposait sur cette idée fondamentale que l'Autriche devait cesser dans un très court délai l'émission de billets non couverts, stabiliser sa valeur monétaire et remettre son budget en équilibre à un niveau convenu, par l'augmentation de ses recettes et la réduction de ses dépenses.

On lui accorderait un emprunt garanti dont le produit serait destiné à couvrir le déficit budgétaire jusqu'à ce que l'équilibre budgétaire fut atteint.

Les réformes nécessaires furent décidées par un accord conclu entre le Gouvernement et une délégation de la Société des Nations, réunies en un programme et reçurent la consécration législative du Parlement.

Enfin un contrôle fut créé pour la surveillance de la mise en vigueur des réformes et de l'emploi du produit de l'emprunt.

Les préparatifs du placement de l'emprunt furent immédiatement entamés et après six mois à peine l'émission des différentes tranches de l'emprunt s'effectuait avec un grand succès dans tous les grands centres financiers de l'Europe et de l'Amérique.

* * *

Le plan de réformes qui est en vigueur depuis trois ans se divise en deux parties principales, étroitement liées, il est vrai, dont l'une traite la *valeur monétaire* et l'autre *le budget*.

Pour stabiliser la valeur monétaire, on créa une nouvelle banque d'émission. Les statuts ont été rédigés avec le plus grand soin pour rendre absolument impossible l'émission de billets non couverts, l'escompte de traites financières et l'accord d'avances à l'État. La Banque a commencé ses fonctions le 2 janvier 1923 avec un capital de 30 millions de couronnes-or et, pour augmenter la confiance de l'étranger envers le nouvel institut financier, un étranger a été nommé conseiller

auprès de la Banque sur la proposition du Commissaire Général. Ses fonctions continueront trois ans encore après la suppression du contrôle, parce qu'on pense, avec raison, que la confiance en la stabilité de la politique de la banque ne peut que gagner à cette mesure. La politique suivie jusqu'à présent a eu pour effet que la couronne et ensuite le schilling, sont demeurés inébranlables, même pendant la grave crise de la Bourse de Vienne qui s'est produite au commencement de l'année 1924 et qui a été suivie d'une crise économique qui n'a pas été surmontée jusqu'à présent. Quoique la Banque se soit vue obligée de soutenir le marché et d'étendre considérablement par ce moyen ses accords de crédits, le cours de la valeur monétaire n'a pas été influencé par ces mesures. La Banque a satisfait entièrement à toutes les demandes en devises étrangères qui lui ont été faites et a pu par là maintenir fermement le rapport de la valeur monétaire autrichienne avec le dollar. Peu à peu, les règlements qui restreignaient le commerce des devises ont été abrogés et, au mois de juillet 1925, la situation pouvait être considérée comme suffisamment consolidée pour qu'on pût laisser varier le rapport entre le dollar et le schilling dans les limites des points or selon la loi naturelle de l'offre et de la demande et permettre l'entrée et la sortie de l'or. La masse en circulation s'est maintenue au même niveau depuis un an et demi et n'est pas très considérable en comparaison avec les autres pays dans lesquels l'industrie et le commerce sont fortement développés et qui possèdent une grande ville. Comme dans les autres pays, la valeur monétaire repose en Autriche premièrement sur la politique de la Banque qui peut être considérée comme énergique et qui n'a pas reculé au point culminant de la crise de la Bourse devant même un taux d'escompte de 15% et deuxièmement, sur une encaisse qui, à part de courtes interruptions, va constamment en s'accroissant. Dans cette encaisse, l'or n'occupe qu'une place secondaire, il consiste surtout en créances libellées en celles des devises qui sont les plus sûres. Cette méthode sera-t-elle considérée à la longue comme la meilleure, ou faudra-t-il conseiller une augmentation des réserves-or? C'est une question dont l'importance ne saurait échapper à l'administration de la Banque et à son Conseiller.

La valeur monétaire autrichienne qui, en ne tenant pas compte de la monnaie russe, a été la première à donner au monde le spectacle d'une dépréciation presque complète, a été également la première stabilisée. La reconstruction des finances publiques et de l'organisme économique privé a été par l. rendue possible. Une monnaie d'un cours invariable est peut-être trop considérée partout où elle existe un phénomène tout naturel et je ne suis pas persuadé que chacun en Autriche se soit suffisamment rendu compte de cet inappréciable bienfait de l'action de la Société des Nations. Il est certain que sans cette action le pays n'eût pas pu réaliser cette stabilisation par ses propres forces et il est également certain que cet heureux résultat ne durera qu'aussi longtemps que la politique qui l'a procuré sera continuée, c'est-à-dire aussi longtemps que la confiance en la stabilité de la situation politique et en la Direction de la Banque persévèrera.

* * *

Le deuxième but que se proposait le plan d'assainissement était d'asseoir le budget de l'État sur une base saine, de réduire les dépenses, d'accroître les recettes et de réaliser l'équilibre budgétaire.

Pour ce qui concerne cette partie de l'action, des succès indéniables ont été également obtenus. Le but principal, l'équilibre du budget, est en général atteint; pour la couverture du déficit, on n'a eu besoin de prélever sur le produit de l'emprunt de la Société des Nations qu'une portion bien inférieure aux montants prévus à l'origine et on peut déclarer que d'une manière générale, le reste de l'emprunt ne sera plus consacré qu'à des investissements.

Mais, nous demandera-t-on, la voie par laquelle le but désiré a été cherché et enfin atteint, est-elle exactement celle qui avait été indiquée en automne de l'année 1922? Eh bien, non. Premièrement, le niveau de l'équilibre budgétaire est considérablement plus élevé que le montant maximum sur lequel l'accord s'était fait, — presque le double — et deuxièmement, on a obtenu beaucoup moins de résultats par la réduction des dépenses que par la majoration des recettes. Par cette constatation, je n'ai nullement l'intention d'infliger à priori un blâme. Il est difficile de fixer les limites extrêmes d'un budget et l'on doit considérer comme impossible de décréter quelques années à l'avance d'une façon irrévocable, le montant des dépenses d'un État. Les accords primitifs ont subi l'influence de la situation catastrophale de l'époque à laquelle ils ont été conclus et ont sous-estimé la capacité financière de l'organisme économique autrichien. L'action de la Société des Nations était la première action entreprise pour la stabilisation d'une valeur monétaire; elle ne pouvait tenir compte d'un phénomène qui s'est manifesté depuis partout dans des circonstances analogues, je veux dire que l'énorme effet récupératif, jusque-là insoupçonné, de la résurrection d'une valeur monétaire stable. Les recettes provenant des impôts, des douanes, des monopoles de l'État et des entreprises, s'augmentèrent automatiquement dès que les paiements ne furent plus inférieurs en valeur réelle au moment du versement, à la valeur des montants de la dette au moment où ces paiements étaient ordonnés. Un mouvement puissant et général de réajustage se produisit. La situation économique aussi bien que les fortunes et les revenus privés se réadaptèrent à la valeur fixe de l'argent. La fuite des capitaux prit fin et bien des fortunes qui avaient cherché un refuge à l'étranger revinrent. À ceci, s'ajoutèrent les nouvelles réglementations et relèvements des impôts, taxes et tarifs, et, en particulier, l'introduction de la taxe sur le chiffre d'affaires dont l'énorme importance pour le budget se révèle par les chiffres suivants: son montant était prévu dans le budget de 1923, pour trois trimestres, pour 45 millions de schillings. Le résultat fut d'environ 56 millions de schillings; dans les prévisions budgétaires pour 1924 cette taxe, augmentée entre temps, avait été portée à 140 millions de schillings, le résultat réel fut de 200 millions de schillings; dans le budget de 1925, il était prévu pour 180 millions et en rapportait 215, ce qui représente 35% du produit total de tous les impôts directs, impôts de consommation et taxes.

Personne ne contestera que des facteurs si favorables aux recettes de l'État rendaient légitime un relèvement des limites budgétaires accordées en 1922, à

condition pourtant que les réformes et les économies qui avaient été fixées alors et qui se proposaient principalement la suppression d'abus et l'ablation de parasites budgétaires démesurément grossis, issus de l'époque de la débâcle et de l'inflation, ne fussent pas pour cela négligés.

Malheureusement, sur ce terrain, il est impossible de porter un jugement aussi favorable que sur celui du développement des recettes. Certaines réformes importantes ont été, il est vrai, effectuées dans certaines branches, des économies ont été réalisées et d'heureuses simplifications et restrictions ont été introduites. Mais, pourtant, je ne crois pas que ceux qui connaissent exactement l'état des choses, puissent déclarer en toute conscience que l'idée fondamentale du plan d'assainissement élaboré en l'automne de 1922 ait été complètement et entièrement réalisé dans l'esprit qui avait présidé à sa rédaction.

Lorsqu'on récapitule l'histoire du monde, on constate à des certaines époques et dans certains pays un ébranlement des finances publiques. Les causes n'en étaient pas toujours et partout les mêmes, elles présentaient trois aspects différents: dans un pays ce sont les prodigalités d'une cour qui ont conduit à une catastrophe, dans un autre, une guerre ou les préparatifs de la guerre et dans un autre pays encore c'est le nombre trop considérable de personnes qui vivaient aux dépens de l'État.

Dans l'effondrement des finances autrichiennes, la cause que nous avons mentionnée en troisième ligne a certainement joué le rôle principal. Le nombre des employés était déjà très élevé dans l'ancienne Autriche. La tendance constante de l'État à élargir progressivement son action réglementatrice et administrative n'avait pas peu contribué à cet état de choses. Le développement de la législation concernant les groupements professionnels et la création des assurances sociales rendirent nécessaire une augmentation continuelle du nombre des employés de l'État... Les efforts très compréhensibles des différentes nationalités pour faire entrer un nombre aussi grand que possible de leurs compatriotes au service de l'État favorisent encore cette augmentation. Pendant la guerre, le nombre des fonctionnaires s'enfla d'une façon inouïe et au moment de la débâcle une nouvelle charge pour l'Autriche résulta du fait qu'elle prit tout simplement à son service les employés de langue allemande qui exerçaient leurs fonctions sur le territoire des autres États successeurs.

Il est donc tout-à-fait compréhensible que la délégation de la Société des Nations ait vu dans ce fait la cause principale de la maladie financière de l'Autriche et ait voulu y porter le bistouri. On demanda le licenciement de 100.000 fonctionnaires et, de fait, au cours de trois années plus de 80.000 employés furent licenciés. Pourtant cette mesure ne procura pas la grande économie qu'on aurait pu attendre d'un nombre aussi considérable de licenciements, car, premièrement les salaires ont été pendant ce laps de temps plusieurs fois augmentés, deuxièmement, le régime des retraites fut réglé d'une manière si généreuse que je n'en connais d'analogue dans aucun autre État. Les pensions pouvaient atteindre jusqu'à 90% du salaire d'activité, pour des employés dont l'âge ne dépassait guère 50 ans, et ce que l'on

appelle le système des augmentations automatiques a eu pour conséquence que tous les relèvements de traitements, y compris ceux qui étaient motivés par une hausse de l'indice du coût de la vie, entraînaient également un relèvement des pensions dans les mêmes proportions. Je dois faire remarquer que sous la pression des organes de la Société des Nations, ces dispositions libérales ont été atténuées avec le temps, mais il y a encore des dizaines et des dizaines de milliers de retraites qui sont calculées sur cette base et il existe encore un nombre énorme de retraités, principalement parmi les nouveaux retraités, qui jouissent actuellement d'une pension plus élevée que ne l'était leur traitement à l'époque de leur démission.

Si j'ajoute que le nombre des fonctionnaires est toujours encore trop élevé, personne ne s'étonnera plus que l'état de frais du personnel présente pour 1926 un chiffre de beaucoup plus considérable — de 75% — que celui qui était porté à ce chapitre du budget au commencement de la période d'assainissement.

Les dépenses occasionnées par les fonctionnaires constituent un si haut pourcentage du total des dépenses que cette proportion ne se rencontre que dans bien peu d'États. Il serait superflu de démontrer par des explications étendues que de grands intérêts souffrent de cet état de choses. Les dépenses pour les Universités, la remise en état des routes, les améliorations agricoles, etc., ont dû être restreintes au minimum strictement nécessaire et peut-être encore au-dessous de ce minimum. Lorsque les fonctionnaires obtinrent, il y a quelques mois, par une menace de grève, une nouvelle subvention extraordinaire, le Gouvernement annonça que le montant de cette dépense devait être couvert par de nouvelles restrictions dans les dépenses pour les frais de matériel, parce que — et tous étaient d'accord sur ce point — un relèvement des impôts et des tarifs devait être considéré comme inadmissible.

C'est pour tous ces motifs que l'intention qu'on avait eue à l'origine d'assainir les finances par une compression énergique des dépenses et par une majoration modérée des recettes n'a pu être réalisée et c'est seulement grâce à cette circonstance que la richesse du pays a dépassé les prévisions qu'on est parvenu jusqu'à présent — par le moyen d'un très lourd effort fiscal et grâce à de regrettables restrictions de dépenses de matériel souvent très nécessaires et pour le plus grand dommage de l'organisme économique du pays — à couvrir les frais occasionnés par le personnel de l'État.

Ainsi que, la question des fonctionnaires reste aujourd'hui comme autrefois le problème de l'Autriche, et — je n'hésite pas à le proclamer — le grand problème de l'évolution future de la situation financière de l'État. On comprendra que nous nous trouvons ici en dernière instance en présence d'un problème politique, si l'on se rend compte de l'immense influence électorale qu'un corps de fonctionnaires, qui comprend 190.000 employés et 122.000 retraités, sans compter leurs familles, doit exercer dans un État de 6 millions et demi d'habitants.

* * *

À ce point de vue donc, les finances autrichiennes ont à supporter une charge extrêmement lourde. Heureusement qu'il existe d'autres chapitres où le budget

donne une plus favorable impression que dans la plupart des autres États; je veux parler ici des dépenses pour l'armée et pour la dette publique qui — en comparaison avec les autres budgets, produisent une impression extrêmement heureuse. Le budget de l'armée grève chaque habitant d'une somme de 8 francs suisses seulement, alors qu'en Suisse et qu'en Hollande — pays qu'on ne peut accuser de pratiquer le militarisme — cette charge est de 20 et de 30 francs suisses par tête d'habitant. L'Autriche présente sous cet ordre d'idées les chiffres les plus favorables de toute l'Europe, à l'exception peut-être de la Hongrie. Pour ce qui concerne la dette d'État, elle paraît en pratique avoir été pour la plus grande partie amortie par l'inflation et le service de la dette n'exige guère plus que les intérêts et l'amortissement de l'emprunt de la Société des Nations, c'est-à-dire 17 francs suisses par tête d'habitant, ce qui est également ici le chiffre le plus faible de toute l'Europe à l'exception de la Hongrie.

Le budget autrichien présente pourtant encore d'autres aspects encourageants.

Si aussitôt que la stabilité de la valeur monétaire a été obtenue et malgré le fardeau écrasant des salaires des fonctionnaires, une force de résistance et une possibilité d'éxpansion dont personne ne s'était rendu exactement compte auparavant, se sont révélées, ce fait est dû à cette circonstance que la ville de Vienne est restée, même après le démembrement de l'ancienne monarchie, un des facteurs principaux de la vie commerciale et bancaire de l'Europe Centrale, orientale et méridionale, un centre où vient encore affluer une portion importante du produit des richesses de la totalité des territoires de l'ancien empire. La République d'Autriche tire son profit de ces richesses par le moyen des impôts directs, des douanes et de la taxe sur le chiffre d'affaires ainsi que par le moyen des recettes des chemins de fer et du monopole des tabacs. De même, la ville de Vienne constitue un actif très important de la balance des paiements de l'Autriche, car le passif de la balance commerciale est sans contredit compensé dans une large mesure par le mouvement des étrangers et par les recettes réalisées à l'étranger par les entreprises et les personnes qui ont leur domicile à Vienne.

En outre, un facteur favorable dè budget est constitué par la situation du réseau ferroviaire qui offre la possibilité dassurer le transit des voyageurs et des marchandises entre le Nord et le Sud, l'Et et l'Ouest de l'Europe et par celà réalise des recettes supérieures à celles d'un rseau qui tire ses principaux revenus de la simple circulation à l'intérieur des frontirès.

Ce sont ces heureuses circonstances qui ont rétabli et maintenu l'équilibre budgétaire et continueront à le maintenir à l'avenir, sous deux conditions toutefois: la première est que la situation politique intérieure rendra possible un Gouvernement qui sera en état de résister à la poussée vers une augmentation des dépenses et particulièrement à l'effroyable pression tendant au relèvement des traitements des centaines et des centaines de milliers de citoyens qui, comme les fonctionnaires, les retraités, les chômeurs, les invalides de guerre ne comptent que sur l'État pour assurer leurs moyens d'existence.

La seconde condition est que la situation économique ne continuera pas à empirer et ne se fera pas trop sentir dans le rendement des impôts et dans les dépenses pour les chômeurs.

* * *

Je considère comme superflu de proclamer que la situation économique actuelle est mauvaise. La gravité de la dépression économique ressort clairement de la statistique du chômage qui présente le nombre énorme de 200.000 sans-travail, c'est-à-dire un quart du nombre total des ouvriers — proportion qui est vraisemblablement la plus défavorable au monde, y compris l'Angleterre, et encore faut-il songer que l'Angleterre est un pays entièrement industriel, tandis qu'en Autriche plus de la moitié de la population tire sa subsistence de l'agriculture et de l'exploitation des forêts, où le chômage n'existe pour ainsi dire pas.

Ces 200.000 chômeurs vivent, ainsi que leurs familles, des subventions qui doivent être procurées par les classes qui gagnent leur vie. Je vous ai déjà donné le nombre des employés et retraités qui peut être évalué en totalité à 312.000; je compte encore 60.000 invalides de guerre — tous avec leurs familles. On peut s'imaginer d'après ces différents chiffres, auxquels viennent encore s'ajouter les employés et retraités des provinces et des villes, à quelle portion effrayante de population la généralité doit procurer les moyens d'existence.

On s'est beaucoup préoccupé de la situation économique de l'Autriche au cours de l'année dernière — au sein du Conseil de la Société des Nations également — et chacun est persuadé que le succès définitif de l'action d'assainissement dépend de l'évolution de la situation économique du pays et que les deux questions sont indissolublement liées. On a alors reconnu la grande importance des relations de politique commerciale ainsi que de la question des débouchés de son marché et l'on a bien certainement touché là à l'un des facteurs principaux du problème économique. Les industries qui se trouvent sur le territoire de la nouvelle Autriche ont été fondées avant la guerre et agrandies pendant la guerre en vue de subvenir aux besoins toujours croissants des vastes territoires de la monarchie protégés par un système unique de douanes. Le démembrement sépara l'industrie autrichienne — et non seulement l'industrie autrichienne, car l'industrie tchéco-slovaque se trouve actuellement dans la même situation — de la plus grande partie de ses débouchés et, parce que les besoins intérieurs sont peu considérables, elle doit aujourd'hui dans une très large mesure pour pouvoir exister, exporter ses produits dans les anciens comme dans les nouveaux États étrangers. Elle souffre donc beaucoup du système des douanes élevées et des autres réglementations entravant les importations qui sont en vigueur dans la plus grande partie de l'Europe Centrale. Il va sans dire qu'on s'efforce d'écarter ou tout au moins d'adoucir les causes de cette dépression économique. Pour arriver à ce but on a proposé différentes mesures, on a même en vue un système de douanes préférentielles entre l'Autriche et les États voisins. Je ne m'étendrai pas sur l'introduction pratique d'un système de

ce genre et me bornerai à constater avec satisfaction que la question générale des facilités et des rapprochements à introduire dans les relations commerciales internationales a attiré l'attention de tant de personnalités compétentes. Il ne faut pourtant pas attendre de négociations de ce genre une amélioration immédiate et décisive. Les questions de politique commerciale sont trop compliquées et l'ensemble de la situation politique de l'Europe joue en outre ici un trop grand rôle. La puissance de consommation de ce continent est actuellement, sans aucun doute, considérablement plus faible qu'avant la guerre. Les États-Unis de l'Amérique septentrionale ont fortement développé leur industrie et importent beaucoup moins qu'autrefois des produits de l'ancien monde; on estime que l'exportation des États Européens est d'environ 30% inférieure à ce qu'elle était en 1914. En outre, on doit chercher un facteur défavorable dans le fait que toutes les valeurs monétaires européennes ne sont pas encore stabilisées. D'un côté, ce fait conduit à une concurrence à armes égales et d'un autre côté, les États essaient, en apportant des obstacles aux importations, à protégèr leur faible valeur monétaire et à influencer favorablement leur balance commerciale.

Il faut également penser qu'un des plus grands empires du monde ne peut pas encore être considéré comme un facteur normal dans l'échange des marchandises entre les nations. Je suis persuadé que l'on s'illusionne si l'on croit que la prospérité d'autrefois pourra revenir avant que l'empire russe, qui domine sur d'immenses régions en Europe et en Asie et qui, d'un côté, représentait une réserve énorme de produits bruts et de denrées alimentaires et d'un autre côté était capable d'importer de l'étranger une quantité gigantique de produits fabriqués, ait repris son ancienne importance dans les relations mondiales.

Le problème économique autrichien est lié intimement à l'ensemble de la situation du monde et en particulier à toutes les conditions valutaires et productives de l'Europe. Tout ce qui pourra favoriser la stabilisation de ces conditions, tout ce qui pourra assurer la paix internationale et contribuer au retour d'une situation normale dans les différents pays, aura une répercussion salutaire sur l'Autriche et ses classes laborieuses et vraisemblablement dans une beaucoup plus large mesure qu'une révision des relations commerciales avec les États immédiatement voisins.

La dépression économique en Autriche a pourtant encore d'autres causes que celles que je viens d'énumérer et qui peuvent être comptées parmi les causes sur lesquelles l'influence du pays lui-même pouvait beaucoup plus facilement s'exercer que sur les relations de politique commerciale: je veux parler des frais de production.

Je me rends parfaitement compte que je touche ici à un point plus ou moins délicat. Quand au courant de l'année dernière il a été question du problème économique autrichien, soit dans des rapports d'experts, soit dans des négociations, l'attention s'est presque uniquement dirigée sur la diminution des possibilités d'exportations.

Je pense moi aussi qu'on peut attendre beaucoup de bien d'un rapprochement dans les rapports de politique commerciale, mais je dois m'empresser d'ajouter

que la situation regrettable de l'organisme économique autrichien, doit également son origine à d'autres facteurs sur lesquels l'Autriche elle-même peut exercer une influence décisive. Ce n'est pas par un diagnostic incomplet qu'on sauvera ce pays et aussi longtemps que l'on n'osera pas scruter courageusement et à fond la question des frais de production, il ne sera pas permis d'espérer une amélioration durable. Il est clair en effet que ce facteur aura le dernier mot dans la lutte de la concurrence et que tous les systèmes des privilèges de politique commerciale devront tôt ou tard céder le pas au privilège naturel et automatique de la production à bon marché.

Occupons nous d'abord du taux de l'intérêt. Au point de vue des frais de production, il joue naturellement un grand rôle. Il est très élevé en Autriche et constitue une lourde charge qui pèse sur l'industrie. Bien certainement, des facteurs qui exercent une influence sur le taux de l'intérêt, échappent à l'influence de l'Autriche. Je mentionnerai par exemple l'énorme recherche de crédits dans toute l'Europe et la destruction d'une grande partie de la richesse mobilière. Mais il y a également pour ce qui concerne le taux de l'intérêt des facteurs qui peuvent être régis par l'État lui-même. Il est bien clair que l'écart entre les intérêts payés par une Banque et ceux perçus par elle doit être grand dans un pays où les banques doivent payer sous le nom de «taxe de prévoyance sociale» un impôt égal à 8% des traitements de leurs employés et sont mises dans l'impossibilité de réduire leur personnel à un effectif correspondant à l'importance de leurs affaires par l'obligation légale de leur verser des indemnités dont le montant dépasse leurs moyens financiers. Bien certainement, l'appareil administratif des banques est trop considérable et trop coûteux pour les besoins actuels, ce qui exerce également une répercussion sur le taux de l'intérêt. La concentration par la fusion et la liquidation de ces instituts financiers, qui serait si désirable, est pourtant rendue très difficile par les dispositions législatives édictées en faveur du personnel devenant superflu.

À mon avis d'autres mesures législatives ont également contribué à relever le taux de l'intérêt. Je suis persuadé qu'il a été très défavorablement influencé par le maintien dans son impitoyable rigueur de la loi de protection des locataires. Dans chaque pays, la fortune immobilière constitue la base du crédit à bon marché. Or, en Autriche, cette fortune ne rapporte, pour ce qui concerne les immeubles, absolument rien au propriétaire. Il s'est produit une expropriation presque totale des recettes provenant des loyers. La propriété d'immeubles n'entre donc ainsi plus en ligne de compte pour les prêts hypothécaires et naturellement, par ce fait, *chaque* crédit est devenu plus onéreux.

La loi de protection des locataires a naturellement encore d'autres conséquences économiques que celles qui se reflètent dans le taux de l'intérêt. Elle paralyse les constructions privées, augmente le chômage des ouvriers du batîment et de ceux de toutes les industries qui ont besoin pour donner leur plein rendement de commandes pour la construction et l'aménagement des logements.

Ce n'est pas cependant seulement dans le domaine du taux de l'intérêt qu' l serait possible à l'État de contribuer à la réduction des frais de production, mais également par un allégement des charges fiscales et sociales.

Pour ce qui concerne les charges fiscales, il ne faut pas seulement tenir compte des impôts perçus par la Confédération, mais aussi de ceux qui doivent être payés aux Provinces et aux Communes. L'ensemble de ce système d'impôts fonctionne sous haute pression et grève souvent non seulement les recettes nettes, mais également les frais de production eux-mêmes. Ces charges constituent une difficulté de production très considérable pour ne pas dire insupportable et leur réduction, qui pourrait être rendue possible par des restrictions poursuivies dans les dépenses publiques, aurait une heureuse répercussion sur l'ensemble de l'organisme économique, par le fait également que le poids des impôts rend difficile la création de capitaux nouveaux et exerce encore en celà une défavorable influence sur le taux de l'intérêt.

Les charges sociales qui dépassent certainement celles de tous les États concurrents et constituent un des plus importants facteurs du problème économique autrichien, présentent les mêmes inconvénients. En abordant cette question, je veux tout d'abord dissiper tout malentendu. Je ne prétends pas que l'expression «frais de production peu élevés» soit synonyme de faibles salaires. Le salaire pour l'unité de temps est de moindre importance que le salaire, les charges et les autres frais réunis par unité de production, et ce sont ces derniers bien certainement qui, par la durée et l'intensité du travail, l'organisation de l'exploitation, l'outillage technique de l'entreprise et les différentes charges, qui pèsent sur la production.

Il est clair comme le jour que la gestion budgétaire et la législation de l'État peuvent influencer dans une large mesure plusieurs de ces facteurs. Les avantages d'une gestion économe des fonds publics et des restrictions énergiques dans l'appareil administratif de l'État se font ressentir bien au-delà des limites du budget et atteignent l'ensemble de l'organisme économique privé, l'ensemble des classes laborieuses, sans faire de différence entre les employeurs et les ouvriers.

J'insiste sur ce point: sans faire une différence entre les employeurs et les ouvriers, car au fond de la question, à ce point de vue, leurs intérêts sont les mêmes, parce que si les entreprises ne sont pas prospères, le bien-être ne pourra pas se maintenir dans la classe ouvrière.

Je considère les entreprises comme les centres de la vie économique, comme les unités dont la croissance et la prospérité signifient le bien-être du pays, comme la colonne sur laquelle repose ce bien-être. Avec le système actuel de production — et jusqu'à présent aucun autre système n'a pu en pratique se maintenir — les grandes communautés de travail représentent la source de l'existence matérielle des employeurs et des employés et il est absolument certain que, bien souvent, les mesures qui sont dirigées contre les employeurs et les gains qu'ils réalisent, atteignent en réalité l'entreprise elle-même, c'est-à-dire la communauté de travail composée de milliers et de milliers d'individus.

À ce point de vue les organes de la Société des Nations ont demandé de notables réductions d'impôts et, à ce point de vue également, on devra certainement aller encore beaucoup plus avant dans la voie des allégements de ces charges, car sans

celà ni l'organisme économique, ni l'équilibre budgétaire qui repose sur lui, ne pourront se maintenir.

* * *

Je suis fermement convaincu qu'aucun de ceux qui, dans l'intérêt du pays, voudront rechercher d'une façon toute objective et sans idées préconçues les véritables causes de la dépression économique dont souffre l'Autriche ne pourront se dispenser d'étudier les questions que je viens d'esquisser. Elles sont décisives pour l'avenir de l'Autriche et elles resteront à l'ordre du jour jusqu'à ce qu'elles aient reçu une solution. De cette solution dépendra la question de savoir si l'industrie redeviendra capable de concurrence, si la situation économique s'améliorera, si les énormes charges des subventions aux chômeurs pourront être réduites et si les recettes fiscales et avec elles la situation favorable actuelle du budget pourront se maintenir.

Je ne me hasarderais pas à vouloir jouer le rôle de prophète dans ces questions. Je me suis efforcé de vous faire un exposé de l'action de la Société des Nations et de sa répercussion sur le budget autrichien. J'en ai fait ressortir les facteurs favorables, sans pourtant dissimuler ses points faibles. J'ai en outre essayé de montrer dans quelle mesure la dépression économique actuelle peut être attribuée à des causes sur lesquelles l'Autriche n'a aucune influence et dans quelle mesure également l'Autriche elle-même est capable de contribuer à sa guérison.

Personne de ceux qui ont vécu longtemps en Autriche ne doute de la viabilité et de l'avenir de ce pays. Certainement en Autriche comme dans les autres pays la vie dans une grande ville n'a pas toujours une influence heureuse, mais d'une façon générale la population est loyale, laborieuse et intelligente. Elle est douée d'un jugement sain, d'un sens de la juste mesure, de talents heureusement variés, d'un admirable bon goût et d'un grand sens artistique. À ceci vient s'ajouter une gaîté, une joie de vivre et une patience souvent pleine d'humeur dans l'adversité qui l'aide à surmonter les difficultés. Si ceux qui ont en mains la destinée de ce peuple le conduisent avec sagesse et énergie, il pourra certainement se maintenir, l'État se consolidera également et la stabilité durable de ses finances pourra être considérée comme assurée.

Cependant, le budget n'est pas une chose en soi, il n'est pas un but par lui-même, pas plus que le baromètre n'en est un. Il n'est qu'un instrument qui nous permet de connaître la force des influences auxquelles il est soumis et auxquelles il obéit. Ces influences, dont le budget constitue l'échelle graduée, sont en général de deux sortes: premièrement, la situation économique d'un pays, et deuxièmement, les circonstances politiques. Je comprends sous ce terme la sagesse du Parlement, l'énergie et la force du Gouvernement et enfin l'efficacité de l'organisme administratif.

L'évolution de ces deux facteurs, dont le second est le plus important, parce que la situation économique dépend à un haut degré de la législation et de l'administration, cette évolution aura le dernier mot dans le problème autrichien et décidera définitivement de la permanence de l'oeuvre de la Société des Nations.

J'en suis venu à la fin de mon exposé et il ne me reste qu'une tâche, dont l'accomplissement m'est extrêmement agréable: celle d'exprimer ma profonde reconnaissance de l'accueil qu'on m'a fait en Roumanie.

C'est en premier lieu vers le Gouvernement royal que se dirigent mes remerciements respectueux pour tout ce qui selon ses ordres a été fait pour rendre mon séjour à Bucarest aussi agréable et aussi instructif que possible. L'hospitalité qu'on m'a témoignée m'a profondément touché et laissera des souvenirs durables.

Je n'oublierai jamais les jours que j'ai passés ici et je me rappelerai encore souvent les conversations que j'ai eues avec les hommes d'État et avec les représentants de la Science, des finances et de la technique, avec des hommes dont chaque pays pourrait être fier.

J'ai utilisé mon séjour pour me renseigner autant que possible sur la situation de ce pays trop peu connu en Occident, mais qu'on ne peut visiter sans être frappé de l'énorme richesse de ses ressources naturelles et de la ferme volonté nationale d'acquérir le développement, auquel il semble destiné.

Nous savons que pour la réalisation des aspirations légitimes de la Roumanie sur le terrain économique, il y a encore des obstacles à surmonter, mais je suis convaincu qu'avec la stabilisation graduelle de la situation politique et économique en Europe, ces difficultés seront vaincues et que le jour viendra où la Roumanie occupera dans le monde la place à laquelle elle a droit grâce à la richesse de son sol. grâce aux qualités de sa population, grâce à la sagesse de ses hommes dirigeants.

CAPITALISMUL ŞI REFORMA ADMINISTRATIVĂ[1]

DE C. ARGETOIANU

Ii trebuie de obiceiu omului o viaţă întreagă de muncă încununată de rezultate practice, ca să-şi facă o reputaţie. Noi, politicienii, ne bucurăm de plăcutul privilegiu că ne facem o reputaţie mult mai repede, une ori fără multă muncă şi mai totdeauna fără rezultate practice apreciabile. Eu unul, am o reputaţie bine stabilită, reputaţia de a fi un om timid.

Fiind un om timid, vă mărturisesc că n'aş fi avut nici o dată îndrăzneala să mă prezint înaintea d-voastră cu un titlu de conferinţă atât de abstract: «Capitalismul şi reforma administrativă». Nu l-am ales eu: mi-a fost propus de Comitetul Institutului Social.

La început nu am priceput subtilitatea împerecherei acestor două noţiuni: capitalism şi reformă administrativă; am înţeles după reflecţiune însă, şi mi-am dat şi eu seama că ar puteà fi de interes să se procedeze la o analiză a noţiunei «reformă administrativă» privită prin prisma noţiunei «capitalism». Această analiză vreau să o încerc astăzi, sau mai bine zis, în cadrul acestei analize vreau să schiţez înaintea d-voastră câteva idei, să conturez câteva raporturi căci despre o analiză completă nu poate fi vorba în scurtul timp pe care a binevoit Institutul Social şi răbdarea d-voastră să mi-l sacrifice.

Doamnelor şi domnilor, nu am să debalez înaintea d-voastră un bagaj de erudiţie şi de specialist: nu sunt nici profesor de economie politică, nici profesor de drept administrativ; atât cât cel mai tânăr şi mai neexperimentat dintre d-voastră le ştie despre aceste noţiuni de capitalism şi reformă administrativă, îmi sunt suficiente pentru ceeace am eu să vă spun.

Ceeace vreau să spun eu astăzi aici, s'ar puteà rezumà în răspunsul la următoarele întrebări: trăim noi astăzi în România, sub un regim capitalist?

Şi dacă trăim sub un regim capitalist, care este aşezarea administrativă cea mai apropriată cu acesta? Iar dacă tindem numai spre un regim capitalist, atunci care ar fi aşezarea administrativă cea mai nemerită pentru a ne face să ajungem la scopul pe care-l urmărim, admiţând că am aprobà această tendinţă spre un regim capitalist?

Regim capitalist este acela în care evoluţia economică şi politică a societăţei se face înainte de toate în interesul prosperităţii capitalului, sau, dacă vreţi, invers: regim capitalist este regimul în care interesele capitalului înrâuresc imperativ înlănţuirea tutulor fenomenelor sociale, economice şi politice. Trăim noi azi în România sub un asemenea regim?

---

(1) Conferinţă ţinută la Institutul Social Român în ciclul Capitalismul în viaţa socială.

Aparenţele răspund da; realitatea însă răspunde nu. Istoria ne învaţă că societatea modernă europeană, din care facem parte şi noi, s'a desvoltat şi a evoluat de o mie de ani încoace, printr'o serie de schimbări, cari au fost grupate, grosso modo, sub trei regimuri. Societatea europeană a trecut mai întâiu prin *regimul feudal*, în care forţele individuale se căutau, se întâlneau, luptau unele cu altele şi în care drepturile fiecăruia, ca individ sau ca reprezentant al unei comunităţi, încercau să se impună prin forţă. Regimul feudal, prin urmare, a fost regimul forţei.

După feudalitate societatea a trecut, nu brusc ci pe nesimţite, în ceeace se numeşte *regimul absolutist*, regim care, după istovirea forţelor individuale în luptă unele cu altele, s'a cristalizat în ideea de Stat, în ideea puterei monarhice. In această perioadă luptele individuale încetează şi toată societatea şi evoluţia socială stau sub influenţa ideilor concretizate în Stat şi în monarhia absolută. Este perioada pe care am putea-o numì a dreptului divin.

Avem în fine perioada modernă, care începe cu sfârşitul veacului al XVIII-lea şi începutul veacului al XIX-lea, regimul constituţional, burghez, care, în ultima perioadă în care trăim, a devenit *regimul capitalist.*

Dacă aruncăm o privire asupra desvoltării acestor diferite regimuri, ne dăm seama că în regimul feudal ca şi în regimul absolutist elementele politice sunt predomnitoare. Elementele politice sunt acelea cari imprimă caracterul lor şi regimului feudal şi celui absolutist; elementele economice, în acele regimuri, foarte reduse, nu fac decât să se acomodeze regimului politic, să se adapteze lui. In regimul însă în care trăim, inaugurat de marea revoluţie franceză, încep să apară ca tot mai importante interesele economice şi această perioadă este caracterizată prin faptul că pentru prima dată nu numai elementele politice imprimă direcţia evoluţiei sociale, ci mai intervin şi alte elemente anume: elementele sociale şi apoi cele economice.

Ştiţi foarte bine că acest regim constituţional, creat la sfârşitul veacului al XVIII-lea, a început prin curente de ideologie. Ideologia socială a fost aceea care a dat primul caracter acestei perioade moderne. Incetul cu încetul însă, prin desvoltarea industriilor, prin toate invenţiile mecanice care s'au făcut în cursul secolului al XIX-lea, prin intrarea în scenă a proletariatului muncitoresc, covârşirea intereselor economice devine tot mai mare aşà încât, la sfârşitul acestei perioade, în ultimul pătrar al secolului al XIX-lea şi în primul pătrar al secolului al XX-lea, elementele economice devin predomnitoare.

Zic la sfârşitul acestei perioade pentru că se pare că noi suntem la sfârşitul acestui regim constituţional burghez, sau capitalist, cum vreţi, — după punctul de vedere în care ne punem pentru a-l examinà — şi că suntem la zorii unui nou regim care va fi probabil *regimul socialist.*

Suntem noi, România, în etapa în care se află celelalte state de cultură din Europa, în etapa regimului capitalist?

V'am spus, doamnelor şi domnilor, că aparenţele zic da, dar realitatea zice: nu!

Realitatea zice nu, fiindcă spre a puteà numì un regim, capitalist, trebuie mai întâiu să existe capitalul şi noi, în România, nu avem capital. Capitalul nu e decât

munca acumulată a trecutului, cum s'a spus, capitalul este rezerva rămasă de pe munca generaţiilor trecute, de pe munca chiar a generaţiei prezente, din tinereţea ei. Capitalul este o rezervă. Noi n'am putut realizà aceste rezerve; noi n'avem capital în Ţara Românească şi atunci, cum am puteà noi trăì sub un regim capitalist? In realitate, doamnelor şi domnilor, «nous avons brûlé les étapes!» cum zice francezul.

In ţările cu civilizaţie înaintată, nu s'a trecut de a dreptul din regimul absolutist la cel capitalist. Regimul capitalist a fost pregătit aproape un secol, o jumătate de secol cel puţin, printr'o perioadă ideologică, o perioadă pe care am putea-o definì perioada echilibrărei drepturilor şi datoriilor omului, perioadă care a fost prielnică desvoltărei iniţiativei individuale, desvoltărei muncei şi prin urmare, indirect, strângerei capitalului, sub formă de rezervă. Dacă oamenii n'ar fi putut muncì în toată libertatea, dacă munca n'ar fi fost îngrădită de toate garanţiile legale necesare, cu siguranţă că nu s'ar fi putut formà în Occident acele rezerve de capital care au constituit la un moment dat baza stărilor în care aceste ţări se află astăzi şi care se rezumă sub numele de regim capitalist.

Noi am vrut să sărim de a dreptul din regimul absolutist în cel capitalist, trecând peste faza preparatorie a acestui regim capitalist şi atunci ne-am trezit cu legiferări adaptate în Occident regimului capitalist, cu iniţiative analoage iniţiativelor din acele ţări, însă fără substratul pe care aceste iniţiative puteau să se desvolte în mod util, fără substratul pe care o legiferare, făcută în vederea unui asemenea substrat, puteà să dea roade.

Cu alte cuvinte, domnilor, şi pe terenul economic, ne-am mulţumit cu o ficţiune, după cum cu o ficţiune ne-am mulţumit şi pe multe alte terenuri pe cari astăzi nu vreau să le abordez pentrucă, pe de o parte, nu fac parte din subiectul conferinţei mele, iar pentru că pe de alta vreau să mă feresc de incursiuni politice.

Ziceam că trăim într'o ficţiune: trăim cu numele într'un regim capitalist, dar nu şi de fapt. Regimul sub care trăim de fapt este nu regimul capitalist ci un regim bancar, ceeace nu e de loc acelaş lucru. Regimul capitalist e menit să ocrotească acea forţă incontestabilă şi foarte utilă, — deşì atacată de mulţi, — care este capitalul; regimul bancar nu are ce să ocrotească în această direcţie, el ocroteşte o ficţiune şi atunci iată ce se întâmplă: vedeţi legiferări întregi, apucături sociale şi economice, care sunt străine vieţei economice în ţările cu regim capitalist şi care nu există decât în ţările cu regim bancar, şi pot să zic, astăzi în Europa aproape numai la noi, pentrucă suntem singura ţara în Europa care trăieşte sub un asemenea regim bancar. Unealta regimului capitalist este societatea anonimă şi cecul; unealta regimului bancar, este societatea cointeresată şi poliţa.

La noi, afacerile industriale, exploatările de bogăţii naturale, nu se fac prin plasamentul unui capital disponibil al cetăţenilor, care nu există, se fac de către bănci, pe cale de investiţiuni fictive. Băncile fac societăţi care nu sunt decât filiale ale lor, obţin în concesiune dela Stat exploatarea unei bogăţii, sau privilegiul unei industrii. Acest aport constituie cea mai mare parte a capitatului, iar capitalul

în numerar absolut necesar pentru rulement și exploatare, acela se găsește pe cale de credit prin combinațiuni de bancă ce se fac pe baza unei cantități de numerar foarte redusă. Un capital mic circulă din afacere în afacere și regăsim mereu acelaș capital în toate afacerile, în toate exploatările din țară.

Am inventat noi, domnilor, acest regim? Nu. Eu cred că noi l-am copiat din Germania. Să-mi permiteți câteva cuvinte de lămuriri.

Dela jumătatea și până la sfârșitul secolului al XIX-lea progresele politice ale Germaniei n'au fost în raport cu rezervele, cu resursele sale capitaliste. Germania, după răsboiul din 1870, nu erà ca Anglia, ca Franța, Belgia, ca Țările-de-Jos un Stat cu mari rezerve capitaliste. Cât timp Germania, refăcută în unitatea ei, s'a mulțumit cu o politică europeană, regimul său economic capitalist n'a avut de suferit. Când însă, pe la sfârșitul veacului trecut, Germania a vrut să joace, bazată pe forța ei politică, un rol mondial și a intrat în concurență tocmai cu aceste țări capitaliste, cu mari rezerve capitaliste, ea s'a găsit în lipsa unui capital care să poată concurà pe cel englez, american și chiar francez. Atunci această lipsă, Germania a înconjurat-o mulțumită acestui regim bancar pe care l-a inaugurat, și care a fost caracterizat prin jocul nelimitat al creditelor bancare. Vedeți unde a dus această greșeală pe Germania! S'a scris și s'a spus — și eu cred, cu multă dreptate— că nu este exclus ca marele răsboiu mondial din 1914 să fi fost provocat tocmai din cauza acestei situații economice în care se aflà piața germană, din cauza acestei umflări bancare extraordinare, din cauza, jocului de credite între societăți și bănci care trebuià să ajungă la lichidare, dar care, ajungând la lichidare în timp de pace, nu puteà duce decât la bancrută. Atunci Germania a fost nevoită să facă răsboiul, sperând ca printr'un răsboiu norocit, victorios, să găsească resursele cu care să poată acoperì deficitul său de capital.

Noi am împrumutat dela Germania, dela 1885 încoace, acest sistem bancar, însă noi l-am exagerat; Germania l-a întrebuințat într'adevăr numai cà un adjuvant. Germania aveà o rezervă capitalistă, iar regimul ei bancar nu veneà decât să completeze deficitul. Noi însă nu aveam deloc capital și regimul nostru a devenit exclusiv bancar.

Dacă analizați mai de aproape situația băncilor noastre, veți fi izbiți de diferențele care există între țara noastră și țările cu un adevărat regim capitalist. In țările cu un adevărat regim capitalist, băncile constituie și ele un plasament al capitalului. Ele nu sunt, evident, numai un plasament al capitalului și mai joacă și rolul unui regulator al schimburilor economice, dar nu intru în această chestiune. Băncile, în aceste țări, sunt mai totdeauna bănci cu capital mare și dividende mici. La noi, domnilor, băncile sunt societăți cu capital mic și dividende mari. Vă dați seama d-voastră că astăzi, băncile noastre cele mai mari n'au un capital care să depășească 6—7 milioane lei aur?

Se va obiectà că trecem printr'o criză, dar înainte de răsboiu chiar banca cea mai mare din Țara Românească aveà un capital de 25 milioane. Ei bine, în acelaș timp erau mai multe bănci în Franța cari aveau un capital de 2—300 milioane, iar în Germania, Anglia, băncile cu capital de peste o sută de milioane aur, erau numeroase.

Astăzi încă, în această stare de criză, veţi găsì în Franţa, la Berlin, la Londra bănci cu capital de peste 250 milioane franci aur, prin urmare între 2 şi 3 miliarde lei.

Dacă veţi examinà bilanţul acestor bănci dela fundaţia lor până astăzi, nu veţi găsì un dividend care să treacă de 5, 6 — 7%. Faceţi acest examen şi cu băncile noastre, dar cetind bilanţul cum trebuie cetit, şi veţi vedeà lucruri extraordinare: veţi vedeà că bilanţele băncilor noastre se încheie, dela fundaţia lor, aproape din primul an şi până astăzi, cu dividende care ajung uneori la 50% din capital.

Vedeţi, la noi banca nu e un plasament al capitalului, banca constituie organul de direcţie al întregei noastre vieţi economice, banca crează venitul, nu capitalul plasat în întreprindere. Banca creiază venituri; prin relaţiile sale cu Statul şi prin influenţa ce i-o dă scontarea poliţelor particularilor, banca este aceea care dă directive în toată viaţa noastră economică.

Şi aşà explicaţi încă un fenomen de ordin politic: (nu fac politică, constat un fapt) România este singura ţară în care banca de emisiune, Banca Naţională, este odioasă opiniei publice. De ce? Pentrucă, vedeţi d-voastră, massele, prin intuiţie, simt anume lucruri pe care nu şi le explică. Banca Naţională — şi nu eu îi contest meritele, care sunt mari, dar aceasta este altă chestiune — este cheia de boltă a regimului bancar oprimant şi massa opiniei publice, prin intuiţie, simte că acesta este vrăjmaşul. Nu ştiu dacă sunteţi politicieni, dar eu vă asigur că, dacă unii dintre d-voastră sunteţi şi vreţi să aveţi un succes uşor în orice întrunire publică atacaţi Banca Naţională! Veţi aveà mult mai mult succes decât dacă veţi atacà pe oricine, şi orice în ţara aceasta. Este un delir la «Dacia» când se vorbeşte de Banca Naţională.

Credeţi d-voastră că mai există o ţară sub regim capitalist în care un politician ar aveà cel mai mic succes atacând banca de emisiune? Credeţi d-voastră că s'ar gândì un om politic în Franţa, într'o întrunire publică, să atace Banca Franţei sau, în Anglia, Banca Angliei ori în Germania Reichsbank, din simple motive politice? Aceasta nu se întâmplă fiindcă aceste institute au rolul lor, ca orice celulă în organismul economic al Statului, însă nu sunt, cum spusei, organe de direcţie, cheia de boltă a unui întreg regim.

Aşà dar, domnilor, putem spune că în România nu trăim astăzi sub un regim capitalist, ci sub un regim bancar, ceeace nu e de loc identic. Atunci se pune a doua chestiune: este vre-un interes ca să trecem dela acest regim bancar într'un regim capitalist? Şi răspund iarăşi, foarte scurt: da.

Evident, este un interes, mai întâiu pentru că este un interes de ordin etic: e bine să ne punem la pas cu celelalte naţiuni cu care pretindem că suntem înrudiţi prin cultura noastră, prin gândirea noastră. De ce numai noi n'am fi la aceeaş etapă a evoluţiei sociale ca celelalte ţări din Occident?

Dar mai este un interes mult mai important, un interes vital: regimul capitalist este sinonim cu regimul de investiţie; regimul bancar nu. Regimul bancar nu are ce investiţie să facă; regimul bancar caută să exploateze cum poate, în mod economicos, ceeace găseşte, ca să aibă beneficii mari. Nu poate să facă investiţii, nu are cu ce, nu are capital. Pe când noi, tocmai ca să ajungem la starea de desvol-

tare la care tindem, avem nevoie în momentul acesta înainte de toate de investiţii. Prin urmare ne trebuie negreşit să ajungem la regimul capitalist şi adaog: să ajungem cât mai repede la regimul capitalist pentru că altfel iar pierdem un tren. Am mai pierdut odată trenul când societatea modernă a trecut de la regimul absolutist la cel burghez şi când noi nu am trecut prin regimul ideologic constituţional prin care au trecut acele State ca să-şi prepare rezervele, capitalul. Mâine poimâine toate ţările vor fi trecut în regimul socialist şi noi iarăşi vom fi lipsit să trecem prin regimul capitalist, iar vom fi pierdut o etapă cu tot atâtea neajunsuri pe care le avem şi astăzi. Iată de ce trebuie să ajungem repede la regimul capitalist.

Ei bine, domnilor, cum putem ajunge la acest regim capitalist?

Foarte simplu: creând capital.

Cum putem creà capital? Pe două căi: una mai lungă şi alta mai scurtă. Cea mai lungă, dar pe care nu trebuie să o neglijăm, este aceea de a creà capital din rezervele muncei noastre, intensificând producţia, îngrădind-o prin legile noastre, protejând prin ele şi munca şi muncitorul, dar mai ales capitalul.

Am curajul să o spun: toate tendinţele care s'au manifestat în ultimii ani în ţara noastră împotriva capitalului, au fost greşite. Capitalul poate şi el fi impus şi nedreptăţit atunci când există, atunci când şi-a făcut datoria — este ingratitudine, şi aşà e lumea, ingrată — dar să vii să ataci capitalul când el este în formaţie, când aproape nu există, când prin legiferarea ta pui numai piedeci la desvoltarea lui, este o mare greşeală economică. Greşelile economice noi le facem totdeauna din motive politice.

Oricum, calea aceasta a crearei capitalului este lungă; vor trebui ani de zile pentru ca, încetul cu încetul, să se strângă un capital din rezerve şi să se investească aceste rezerve ca să fie născătoare de alte rezerve. Drumul e lung şi nu ştim dacă avem vreme. Avem însă şi o cale mai scurtă. Calea mai scurtă este să împrumutăm ceea ce nu avem, să deschidem larg porţile noastre capitalului străin care nu mai are ce face în ţara lui de origine pentru că şi-a făcut acolo datoria, şi care nu cere decât să vină într'o ţară nouă să-şi facă datoria sa de capital şi în aceasta.

Sub acest punct de vedere trebuie privită chestiunea colaborărei capitalului străin.

Capitalul străin ne este indispensabil. Nu atât pentrucă ne-ar procurà câştiguri noui, nu atât pentrucă ar pune mai iute în valoare anumite bogăţii, ceeace este un merit, dar pentrucă este absolută nevoie ca noi să ieşim din această etapă a regimului bancar, regim fictiv, cu beneficii repartizate numai la anumite coterii de oameni, să trecem în regimul capitalist care, ori ce s'ar zice, este un regim democratic faţă de regimul bancar oligarhic. Aş zice că regimul bancar este o modernizare a regimului feudal, pe câtă vreme regimul capitalist este o modernizare a regimului absolutist. Regimul bancar este esenţialmente personal şi oligarhic; regimul capitalist este anonim şi prin urmare democratic.

Şi atunci, domnilor, vedeţi cum încep să se lege cele două noţiuni cari formează titlul conferinţei mele?

Care este regimul administrativ cel mai apropriat pentru această evoluţie

necesară, care se impune, evoluţie care ne-ar face să trecem de la régimul bancar la regimul capitalist?

Inainte însă de a examinà această chestiune, voiu spune două vorbe asupra însăş acestei noţiuni: reformă administrativă.

Când zic «reformă administrativă» nu fac aluzie la nici un proiect de lege, nici la legea administrativă votată de actualul guvern şi nici la proiectul guvernului precedent pe care am avut onoarea să-l susţin şi să-l prezint la unul din corpurile legiuitoare, nici la celelalte legi mai vechi. Cred că această noţiune trebuie să fie concepută ca o noţiune de lucru în continuu. Reforma administrativă nu poate fi considerată nici odată ca îndeplinită; aşezarea administrativă a unei ţări trebuie în continuu retuşată, în continuu modificată nu numai în amănunte, dar de multe ori chiar în chestiuni mai adânci, principiale, atunci când experienţa dovedeşte că o schimbare trebuie făcută. Eu cred că aşezământul nostru administrativ de Stat ar trebuì supus unui control anual, după cum sunt supuse acestui control cheltuelile Statului. Bugetul nu e numai o socoteală, bugetul de multe ori schimbă raporturile între anumite organe ale Statului, bugetul este o revizuire organică atunci când este discutat şi votat cum trebuie să fie discutat şi votat. Tot în acelaş sens eu cred că ar trebuì să existe şi o revizuire anuală a aşezământului administrativ. Aş merge chiar mai departe şi aş zice: aceste două revizuiri continue şi anuale ale aşezământului financiar şi ale aşezământului administrativ, ar puteà fi singurele activităţi ale parlamentului. Toate celelalte legi speciale n'ar mai aveà nevoie să treacă prin parlament. Ar fi poate atunci mult mai bine făcute dacă s'ar făurì de specialişti şi s'ar aprobà numai de guvern. Discutarea legilor în parlament sub regimul majorităţilor de partid face să se piardă multă vreme fără a se aduce îmbunătăţiri şi cred că rolul reprezentaţiunei naţiunei ar fi mai ales acesta: revizuirea, rectificarea continuă a aşezământului administrativ şi a aşezământului financiar.

La noi, în opinia publică, aceste două vorbe de «reformă administrativă» nu deşteaptă asemenea idei, ci deşteaptă altă idee cu care cuvintele de «reformă administrativă» sunt unite, aceea de «descentralizare». Cine zice la noi reformă administrativă, se gândeşte numai decât şi la descentralizare. Această descentralizare a fost o marotă ideologică în ţară la noi, una foarte veche, una din cele dintâi. In programele partidelor noastre, atunci când au început să apară, sunt acum 50—60 de ani, veţi găsì în toate, în ale tutulor partidelor, ca punct esenţial «descentralizarea administrativă».

Chiar în epoca aceea când nu erà administraţie, partidele voiau totuş să descentralizeze. Noi, generaţia de astăzi, am crescut legănaţi de aceste cuvinte; cuvântul «sufragiu universal» a venit mult mai târziu decât descentralizarea administrativă.

Ei, domnilor, să ne ocupăm niţel de această idee a descentralizării administrative. Chestiunea aceasta joacă în jurul a trei alte noţiuni şi anume: tutela, controlul şi iniţiativa.

O adevărată descentralizare presupune iniţiativa organelor autonome, admite controlul autorităţii centrale, respinge însă tutela. Atunci vă întreb eu: care ar fi

posibilitățile de descentralizare în Țara Românească? Este posibilă o descentralizare completă, teoretică, ideală, ca aceea a autonomiei celulare a comunei?

Este posibil adică, în starea noastră de lucruri, să dai comunei inițiativa, să-i iei tutela și să păstrezi numai controlul?

Aș puteà să vă înșir aici mai bine decât argumente, exemple de pe timpul când eram ministru de interne ca să vedeți unde poate să ducă inițiativa celulei. Pe acele vremuri — și, domnilor, țiu să vă spun, că comisiile interimare pe care le aveam noi atunci nu erau comisii exclusiv politice, erau comisii compuse din oameni cari făceau politică cu noi, dar și din oameni cari făceau politică cu alții și de multe ori cari nu făceau nici o politică, aleși însă, toți, pe cât s'a putut, din cei mai buni gospodari. Vreau să spun că erau comisii, — dealtminteri ca și multe din cele actuale — mai bune decât cele ce vor ieși din alegeri libere.

Ei bine, domnilor, într'un oraș s'a demontat motorul dela baia populară ca să se instaleze la teatru, baia a încetat de a funcționà, dar teatrul aveà electricitate. In altă comună; mare, foarte însemnată, comisia interimară a vândut un domeniu — locul pe care-l vânduse erà un adevărat domeniu, deși situat în oraș, erà vorba de un teren de peste 450.000 m.p. — pe un preț care reprezentà exact a 200-a sau 300-a parte din prețul cu care se făceau vânzările în acel moment în acel oraș. In alte două orașe, mari și acestea, celula a vrut să-și instaleze lumină electrică și tramvai și a alcătuit niște caiete de sarcini și încheiase contracte — care natural nu s'au realizat pentru că n'au fost aprobate — contracte care, dacă ar fi ajuns la înfăptuire, ar fi luminat fața celui ce le-a iscălit, dar de sigur nu și străzile orașului.

Exemple de felul acesta aș puteà să vă citez ore întregi.

Atunci mă întreb: putem noi lăsà acestor celule inițiativa fără tutelă?

O să-mi spuneți: aveți controlul! Când vom rămâne numai cu controlul să știți că nu mai rămânem cu nimic în mână. Controlul vine post factum, pentru că, dacă controlul vine ante factum, atunci nu mai este control, ci tutelă și ne-am mulțumit iarăși ca reformă cu o simplă ficțiune.

In proiectul pe care-l prezentasem eu parlamentului, introdusesem noțiunea regiunii pentru că voiam să fac o adevărată descentralizare. Nu erà completă, dar mergeà până la regiune. Erà un început de educație pentru descentralizare. In loc să am un aparat administrativ centralizat unic în toată țara, aveam o serie de aparate care, fiind mai aproape de celulă, puteau să le îndrumeze, să le facă educația treptat. Vă spuneam că așezarea administrativă trebuie revăzută în fiecare an, ei bine s'ar fi putut ajunge astfel încetul cu încetul până la descentralizarea celulară. Erà procedura pe etape.

Acestea sunt considerațiile de ordin administrativ. Să încerc să le leg de cele ce am spus înainte.

Necesitatea descentralizării pe regiuni este impusă și de necesitatea în care ne aflăm de a trece din regimul bancar în regimul capitalist. Iată pentru ce.

Regimul capitalist este prin el însuș centralist. Tendința capitalismului este centralistă. Știți foarte bine că în țările cu regim capitalist înfloritor s'au înființat chiar trusturi, care reprezintă excesul centralizării. Dacă am trăi sub un regim

capitalist format, am aveà prin urmare un antagonism între regimul capitalist sub care am trăì şi tendinţa noastră administrativă de descentralizare. Dar noi nu trăim sub un regim capitalist, ci sub un regim bancar, şi vrem să ajungem la un regim capitalist. Pentru ca să ajungem la un regim capitalist, ne trebuiesc două lucruri, precum am spus: mărirea producţiei, adică crearea de rezerve interne, şi colaborarea capitalului străin.

Domnilor, la aceste două scopuri nu putem ajunge mai bine decât sub un regim de descentralizare regională. Pricepeţi d-voastră foarte bine că o tutelă care este mai aproape îşi poate da mult mai bine seama de toate disponibilităţile unei regiuni. Nu numai atâta, dar poate mult mai bine să controleze punerea lor în valoare, aplicarea legilor şi protejarea muncei. Dar mai este ceva: Credeţi d-voastră că va venì capitalul străin să facă investiţii în ţară la noi fără garanţii? Credeţi că se va mulţumì cu garanţii individuale sau celulare? Eu nu cred. Şi atunci Statul să dea garanţia aceasta pentru toate aceste celule? Trebuie să intervină aici un organ, regiunea, care nu e decât o solidarizare a tutulor celulelor cu aceleaşi interese, solidarizare care apare atât de necesară, încât chiar în proiectul de lege al cărui raportor a fost d-l Dimitriu, aici prezent, şi în care nu s'a primit ideea regiunei s'a primit însă ideea asociaţiilor de comune şi judeţe. Aceste asociaţii n'ar puteà fi nicăeri mai bine reprezentate decât în ideea grupărei pe regiuni. Regiunea ar fi organul administrativ cel mai indicat care ar facilità trecerea economică de la regimul bancar la cel capitalist cu ajutorul capitalului străin.

Dar regiunea mai are încă şi alt folos: are folosul de-a întărì legăturile sufleteşti ale unui popor.

Doamnelor şi domnilor, dacă examinăm niţel evoluţia politică în ţările de cultură, vom vedeà că, de obiceiu, descentralizarea s'a făcut în acele ţări în mod istoric, iar nu pe calea reformei legale. Viaţa politică în acele ţări a început cu comuna, descentralizarea erà făcută chiar de la început. De la comună s'a urcat la provincie şi în fine, prin procesul istoric care vă este cunoscut, la unitatea de Stat. O descentralizare făcută pe cale de lege este un fapt foarte îndrăzneţ şi e foarte greu să dai unui org... unei celule o educaţie nouă. La noi, la Români, aşa cum este alcătuită educaţia celulei, descentralizarea nu s'ar puteà aplicà decât la o singură provincie: Bucovina, care, în Austria, a trăit sub regimul descentralizărei, Vechiul regat, Transilvania, Basarabia, n'au cunoscut regimul descentralizărei. In toate aceste provincii trebuie făcută această nouă educaţie a celulei direct de centru, ceeace este un lucru imposibil. Nevoia unui organ intermediar, care ar fi regiunea, se impune.

Şi care ar fi argumentul adus împotriva regiunei? Faimosul regionalism. Opinia publică a fost otrăvită cu tot felul de argumente care nu se nemereau. Regionalismul ar fi un lucru dăunător unităţei Statului, dacă ar fi sinonim cu separatism. Dar regionalismul care constă în iubirea mai strânsă a colţului tău, în care te-ai născut, în dorinţa de a face să înflorească viaţa şi economică, şi sufletească, şi politică, şi culturală a acelui colţ, iată un regionalism foarte legitim. Vă rog să-mi spuneţi întru ce acest regionalism poate fi dăunător vieţei unitare a unui Stat?

Noi cunoaştem ţări de unitate, model de disciplinate, cum este de exemplu Elveţia: trăesc în ea 3 popoare, sunt Germani, Francezi şi Italieni şi totuş domneşte acolo un regionalism aşà de complet încât fiecare canton nu numai că-şi are legile sale, dar până şi constituţia sa deosebită. Cu toate acestea cine s'ar puteà gândì că regionalismul Elveţiei ar puteà duce la separatism şi că unitatea Elveţiei nu ar fi cea mai perfectă dintre unităţi? Dar priviţi Statele Unite ale Americei, unde şi acolo fiecare Stat are constituţia şi legile sale. Mă rog: este întru cevà compromisă ideia unităţei de Stat? Atunci de ce să ne dăm înapoi dela crearea acestui inel în viaţa noastră administrativă, inel necesar şi vieţei noastre sufleteşti, şi vieţei noastre politice şi mai ales vieţei noastre economice? Inel indispensabil etapei în care ne aflăm, etapă de tendinţă dela regimul bancar în spre regimul capitalist?

Doamnelor şi domnilor,

Văd că ora e târzie. Am căutat în această scurtă conferinţă să pun câteva jaloane arătând îndrumări mai noui într'o problemă care trebuie să fie supusă meditaţiei d-voastră, pentru noi problemă de viaţă şi de moarte. Nu ştiu dacă am izbutit să conving pe cineva. N'am avut această pretenţie. Am voit numai să vă dau un subiect de gândire, de meditaţie. Şi, dacă aş mai aveà cevà de adăogat, este că v'aş rugà să nu vă lăsaţi ademeniţi de ideile curente, de a tot puternicia regimului bancar sub care trăim, de aşà zisul antinaţionalism al ideilor regionaliste, de aşà zisul antidemocratism legat de oropsitul regim capitalist. Să cântăriţi lucrurile aşà cum sunt şi să căutaţi, prin influenţa d-voastră, să îndemnaţi cercurile politice care au răspunderea acestei ţări, ca ele, la rândul lor, să îndrăznească a păşi pe un drum pe care l-ar şti de mai înainte aprobat de d-voastră.

Ştiu că cer mult. Ii trebuie într'adevăr curaj cuiva ca să înfrunte şi neplăceri de ordin material, care se pot naşte dintr'o acţiune împotriva regimului bancar care ne oprimă astăzi, şi neplăceri de ordin sentimental luptând împotriva unor idei adânc săpate în inteligenţa atâtor oameni. Eu totuş vă rog să o faceţi. Şi n'aş puteà să închei aceste cuvinte ale mele decât cu cuvântul adresat de Saint-Just Convenţiei Naţionale: «Osez»! Indrăzniţi!

CAPITALISMUL IN RĂSĂRITUL EUROPEI (1)

DE V. N. MADGEARU

CUPRINSUL: 1. *Problema.* — 2. *Noțiunea de capitalism.* — 3. *Fatalitatea evoluției spre capitalism? Controversa dintre poporaniștii ruși și marxiști.* — 4. *Punctul de vedere postum al lui K. Marx.* — 5. *Aspecte istorice:* a) *mercantilismul și semnificația lui în desvoltarea capitalismului;* b) *mercantilismul rus, desvoltarea industrială și consecințele ei sociale;* c) *emancipare dela 1861, protecționismul industrial și efectele social-economice;* d) *desvoltarea orașelor.* — 6. *Structura social-economică din Răsăritul Europei.*

I.

PRELEGEREA aceasta trebuià să fie ținută, după chiar dorința pe care am exprimat-o în Comitetul Institutului Social, de către marele savant german Werner Sombart (2). Doream cu toții să auzim cuvântul autorului «Capitalismului Modern», asupra evoluției capitalismului din răsăritul Europei, deoarece în celebra sa operă, Werner Sombart se raportează în deosebi, la cercul țărilor romanice și germanice și numai excepțional la țările din Răsăritul Europei, dar mai ales deoarece de o bucată de vreme la noi este monedă curentă a se transplantà teoriile asupra evoluției capitalismului din Occident asupra Răsăritului și Sudestului european, fără nici o rezervă. Unii din sociologii noștri fac aceasta, rezemându-se aproape exclusiv chiar pe teoria lui Werner Sombart asupra evoluției capitalismului occidental, iar alții însușindu-și teoria evoluționismului marxist. Cu toții par a fi de acord că nu e nimic original, și în orice caz, nu e nimic absolut original în evoluția social-economică a Răsăritului față de aceea a Apusului european.

Problema aceasta este însă nouă numai pentru sociologia noastră. Sociologii și istoricii ruși au desbătut-o, în formularea ei generală, încă dela 1820-30, unii afirmând ideia originalității complete, alții neadmițând decât existența unei anume particularități în liniile de evoluție ale vieții sociale a poporului rus (3).

---

(1) Prelegere, ținută la Institutul Social Român, în ciclul Capitalismul în viața socială.

(2) In timpul corecturilor am primit ultimul volum al operei lui *Werner Sombart: Das Wirtschaftsleben im Zeitalter des Hochkapitalismus* (Duncker und Humblot 1927). In cap. 28 tratând despre problema debușeului ca factor de închegare a sistemului capitalist, *Sombart* relevă controversa dintre socialiști și poporaniști cu privire la desvoltarea capitalismului. Pe lângă aceasta, întregul volum cuprinde o serie de sugestii noui și un material de informație de o rară bogăție, astfel că trebue să regretăm că nu l-am putut folosi la elaborarea prelegerii ce publicăm. Sperăm să dăm o desvoltare mai mare chestiunii, de cât a fost cu putință în marginile unei prelegeri și să luăm, cu acel prilej, în considerare și noua operă a lui W. Sombart.

(3) Deși cercetătorii ruși erau împărțiți în slavofili și occidentali, primii susținând teza originalității absolute, ceilalți a unei originalități relative, și unii și alții erau de acord că «istoria Rusiei nu se aseamănă întru nimic cu istoria Occidentului», G. Plekhanov, Introduction a l'histoire sociale de la Russie (Paris 1926) pag. 1. Ceeace contestau occidentalii, erà existența unei

2. Odată însă ce problema a fost pusă și la noi, ea trebuie să fie luată în cercetare.

Pentru a descoperi, dacă evoluția social-economică din Răsăritul Europei a urmat pe aceleași linii și a creiat forme, identice cu acelea ale capitalismului occidental, înainte de toate este necesar să cădem de acord asupra ceeace se înțelege prin capitalism.

Expresia de capitalism e mai mult de origine politică decât științifică. Ea face parte din arsenalul criticii sociale a socialismului. Ca atare ea nu redă numai caracterizarea structurii vieții economice moderne, ci și toate stările bolnăvicioase pe care aceasta le-a produs.

După originea expresiei, capitalismul s'a denumit «ordinea economică contimporană privită prin ochelarii socialismului» (1). Dar noțiunea capitalism a trebuit să fie introdusă și în vocabularul științei academice oficiale. E demn de remarcat că în ultima ediție a marelui dicționar de științe de Stat german, se găsește pentru întâia oară o contribuție specială despre capitalism, iar în manualele de științe economice, chiar dacă nu se dă definiția capitalismului, expresiile «capitalism, capitalist, mod de producție capitalistă, ordine capitalistă», se întâlnesc foarte frecvent.

Cu toate că noțiunea a fost introdusă în știința social economică, recunoaștem că conținutul ei n'a fost definit precis, așà încât să fie acceptat de toată lumea. El este încă destul de vag și de elastic (2).

Noțiunea este înțeleasă în multe feluri, ceeace a îndemnat pe un cercetător german (3) să ceară eliminarea ei din vocabularul științei economice.

Voiu încercà să dau definiția capitalismului prin ceeace este în general acceptat, lăsând deoparte ceeace poate fi controversă.

Două premise trebuie să fie prezente înainte ca să se poată vorbi în societatea economică de ordinea capitalistă. Intâia este existența unei ordine economice individualiste. Ordinea economică individualistă presupune existența dreptului de proprietate privată și libertatea economică, adică regimul liberei concurențe și libertății muncii. A doua premisă este intrarea vieții economice în etapa producției de mărfuri. Aceasta înseamnă că gospodăriile individuale nu-și mai procură cele necesare din munca lor proprie, în economie casnică și nici prin legătura directă cu

---

originalități absolute. Astfel, ei afirmau că nu poate existà o diferență fundamentală între structura vechei Rusii și structura feudală a Occidentului. Totuș, în lipsa acestei *diferențe fundamentale*, pot să existe *diferențe secundare* «care dau acestui proces un anume caracter de originalitate» (pag. 4 op. cit.). G. Plekhanov, care ține de școala marxistă, comentând aceste teze, adaugă: «Sociologia nu cunoaște originalități absolute și fapt este că evoluția Rusiei se deosebește de aceea a Franței prin trăsături de o mare însemnătate. Anume particularități reamintesc evoluția marilor despoții orientale, însă, — și aceasta complică și mai mult problema — aceste particularități urmează o cale destul de originală. Când sporesc, când diminuează, așà încât Rusia pare a oscilà între Occident și Orient» (pag. 4 op. cit.). Iar istoricul Kliucewski constată că «edificiul social care s'a ridicat pe solul rus prezintă, în fapt, o structură originală și forme noui» (pag. 7 op. cit.).

(1) L. Pohle: Kapitalismus, in Handwörterbuch der Staatswissenschaften ed. IV vol. V pag. 584.

(2) R. Passow: «Kapitalismus». Eine begrifflich-terminologische Studie (Iena) 1918.

(3) R. Passow: op. citat.

producătorii, cu meşteşugarii sau cu ţăranii producători, ci prin mijlocirea unor organizaţii speciale de desfacere, prin mijlocirea organizaţiilor comerciale.

Dar capitalismul nu apare şi nu poate fi socotit ca fiind prezent decât în momentul, când se desvoltă exploatarea mare industrială şi întreprinderea devine forma tipică de activitate economică, celula predominantă a organismului social.

In viaţa economică nu pot să existe decât două moduri de producţie: modul de producţie achizitiv sau modul de producţie cooperatist. Modul de producţie achizitiv este acela în care organizarea producţiei se bazează pe salariat şi pe străduinţa către valorificare, către câştig; modul de producţie cooperatist se bazează pe asociaţii de muncă şi pe eliminarea profitului capitalului, capitalul fiind remunerat, iar surplusul, dobândit prin valorificarea muncei asociate, fiind repartizat, fie sub forma primei de muncă, fie sub forma risturnei, dată consumatorilor asociaţi.

Odată ce în procesul desvoltărei economice munca agricolă s'a separat de munca industrială, modul de producţie achizitiv a fost acela care a biruit, iar modul de producţie cooperativ a fost lăsat, în tot Occidentul Europei, pe planul al doilea.

Putem, prin urmare, să definim capitalismul, ca aceà ordine economică individualistă, în care satisfacerea trebuinţelor societăţii se face, în genere, prin mijlocirea întreprinderilor economice (1).

Când e vorba, deci, să se constate dacă o întreagă epocă sau o anume parte a omenirii poate să fie caracterizată drept capitalistă, trebuie să se aibă în vedere dacă organizaţia societăţii e aşà întocmită încât trebuinţele ei nu pot să fie satisfăcute, în genere, de cât prin mijlocirea întreprinderilor economice. Numai atunci putem să vorbim de existenţa unei ordine economice capitaliste, când, dacă ne închipuim o înlăturare a întreprinderilor economice, avem imaginea prăbuşirei totale a societăţii, printr'o imposibilitate de satisfacere a trebuinţelor omeneşti (1).

3. Capitalismul, odată definit, se pune întrebarea: există în toate părţile lumii? Ordinea economică capitalistă trebuie să fie privită ca un produs fatal al evoluţiei sociale?

Capitalismul se găseşte cu începere din a doua jumătate a veacului al XIX-lea în Occident.

Este adevărat că încă din veacul al XVI-lea au existat în ţările apusene întreprinderi capitaliste, dar este tot aşà de adevărat că, dacă aceste întreprinderi capitaliste din secolul al XVI-lea ar fi fost distruse, ordinea economică a societăţii ar fi suferit foarte puţin.

Unul dintre cei mai mari sociologi apuseni, *Max Weber*, afirmă categoric că organizaţia capitalistă a societăţii este proprie numai Occidentului, şi chiar aici cu începere din a doua jumătate a veacului al XIX-lea. «Nicăeri — spune el — nu mai regăsim această organizare a muncii în forma de întreprindere, cum o cunoaşte Occidentul» (2).

---

(1) L. Pohle: op. cit. p. 585 şi urm.
(2) M. Weber: Wirtschaftsgeschichte (München 1923) pag. 239.

«Dacă această evoluţie s'a produs numai în Occident — explică Weber — motivul trebuie căutat în anume trăsături din evoluţia generală a culturii sale, care îi sunt numai lui proprii. Numai Occidentul cunoaşte *un Stat în înţelesul modern*, cu administraţie legală, funcţionari speciali şi drept constituţional; începuturi asemănătoare în Antichitate şi în Orient n'au ajuns la o desvoltare completă. Numai Occidentul cunoaşte *un drept raţional*, creiat de jurişti, interpretat şi aplicat raţional. Numai în Occident se găseşte noţiunea de *cetăţean* (civis Romanus, citoyen, bourgeois) pentrucă numai acolo există *oraşul* în înţelesul specific al expresiei. Mai departe, numai Occidentul posedă *ştiinţa în înţelesul actual al cuvântului*: teologie, filozofie, cugetare asupra ultimelor probleme ale vieţii au cunoscut şi Chinezul şi Indianul, poate într'o profunzime, ca niciodată Europeanul; însă ştiinţa raţională şi *tehnica raţională* a rămas necunoscută acelor culturi. Insfârşit, cultura occidentală se deosebeşte de oricare alta şi prin prezenţa unor oameni cu ethos raţional în conducerea vieţii. Magie şi religie găsim pretutindeni. Insă o bază religioasă a conduitei vieţii, care a trebuit să ducă în consecinţă la un raţionalism specific, este iarăş caracteristică numai Occidentului (1).

Intrebarea, dacă în procesul de evoluţie socială toate ţările trebuie să străbată faza capitalistă, şi-au pus-o poporaniştii ruşi. Poporaniştii ruşi, ale căror idei au încolţit de prin anii 1850—75, au negat că trecerea prin etapa capitalistă este legea fatală de evoluţie economică a tuturor ţărilor. Mai mult decât atât, ei au afirmat că Rusia va trece spre socialism fără să treacă prin faza capitalistă burgheză. Astfel, de pildă, *Cernişewscki*, un poporanist rus cunoscut, neagă fatalitatea fazelor economice în evoluţia popoarelor şi demonstrează că forma capitalistă nu e capătul final necesar al evoluţiei vieţii economice şi nu e nici faza trecătoare obligatorie care asigură producerea unui tip superior de structură economică.

Un al doilea poporanist rus, *W. W. Voronzov*, încearcă să demonstreze că capitalismul n'ar puteà să prospere în Rusia, deoarece a venit prea târziu, faţă de rivalii din Occident. Teza e cunoscută. Capitalismul pentru a se desvoltà, presupune existenţa unor pieţe externe de desfacere; coloniile fiind însă ocupate dinainte de ţările din Occidentul Europei, nu se puteà presupune dobândirea unor debuşeuri importante, fără de care este exclusă organizarea producţiei capitaliste. In consecinţă, orice încercare ar fi făcut o ţară înapoiată din Răsăritul Europei, chiar şi imensa Rusie, de a organiză o industrie, prin toate mijloacele, cu toate străduinţele, întrucât această industrie n'are debuşeuri asigurate, încercarea ar fi fost zădărnicită de concurenţa ţărilor care au ocupat cel dintâiu loc sub soare.

Iar cunoscutul scriitor poporanist *Nicolai Danielson (Nicolas-on)* în faimoasa sa lucrare «Études sur l'economie russe après l'émancipation des serfs» dovedeşte că în Rusia capitalismul, care s'a înfiinţat prin politica de Stat, departe de a fi un capitalism creator de valori este un capitalism distrugător, un capitalism care manifestă toate mizeriile, fără a revărsà binefacerile cunoscute în regimul capitalismului apusean.

(1) M. Weber op. cit. pag. 269—270.

Impotriva acestei teze a poporanismului s'a ridicat în Rusia, între anii 1890-1900 reacţiunea social-democraţiei (1). Social-democraţia, repetând principiile marxiste, neagă că Rusia n'ar trece în chip fatal prin faza capitalistă şi că şi-ar aveà destinele ei proprii şi afirmă că legea evoluţiei economice se aplică în chip fatal şi în desvoltarea Rusiei.

Socialiştii ruşi atacă tocmai miezul doctrinei poporaniste, care se bază pe existenţa în Rusia a mirului, şi afirmă că comunităţile agrare, pe care se întemeiau toate speranţele că Rusia va trece direct la socialism, vor intrà mai curând sau mai târziu într'un proces de degenerescenţă. Mai mult decât atât, ei au încercat să dovedească că Rusia va străbate revoluţia burgheză, prin care au trecut toate statele din Occident şi va desvoltà un capitalism industrial puternic, care va da naştere luptei de clasă între proletariat şi capitalişti, al cărei sfârşit fatal va fi transformarea societăţii capitaliste într'o societate socialistă, întocmai ca în toate celelalte ţări din Apusul Europei.

4. Social-democraţii ruşi îşi întemeiau acest atac împotriva poporanismului pe teoriile lui Karl Marx.

S'a întâmplat însă, în ziele noastre, un fapt foarte interesant, mai ales pentru psihologii, specialişti în manifestările bolnăvicioase ale spiritului omenesc S'a descoperit o corespondenţă între *Vera Zasulici*, o social-democrată rusă, şi Karl Marx. Marx este întrebat de Vera Zasulici, acum 45 ani, la 16 Februarie 1881, ce părere are asupra evoluţiei sociale a Rusiei, mai ales în legătură cu existenţa comunităţii agrare, a mirului rusesc. Şi Marx dă un răspuns. Despre aceasta corespondenţă, timp de 45 ani lumea socialistă n'a ştiut absolut nimic. In timpul din urmă s'au găsit conceptele acestei scrisori a lui Marx către Vera Zasulici în arhivele lui Lafargue. Intr'un calendar rus din 1889 (Kalendar narodny voly) se aminteà: «cu ce bună dispoziţie s'a hotărît Karl Marx în ultimii ani ai vieţii sale, la chemarea comitetului din St. Petersburg, să scrie special pentru Rusia o broşură asupra evoluţiei posibile a comunităţii noastre agrare, asupra unei chestiuni de aşà interes arzător pentru socialiştii ruşi». In vara anului 1923 s'a aflat că în arhiva lui Axelrod, alt socialist rus, care a trăit şi în Bucureşti, s'a găsit o scrisoare a lui Karl Marx. Făcând o comparaţie între conceptele găsite şi această scrisoare, s'a identificat că erà răspunsul dat de Karl Marx Verei Zasulici (2).

Editorul, care a publicat această scrisoare, n'a putut să-şi ascundă surprinderea că nu înţelege, nici până astăzi, «adevăratele motive pentru care această scrisoare a

---

(1) I. Delewski: Les idées des «narodniki» russes in Revue d'Economie politique (35-e année No. 4 1921).

Punctul de vedere marxist din această controversă îl expune *Rosa Luxemburg* în opera ei: *Die Akkumulation des Kapitals* (1921) p. 239—295.

O recapitulare a disputei în faza ei primă a făcut *Achile Loria, La controversia del Capitalismo in Rusia* în Nuova Antologia XI 1896 citat de *W. Sombart*: Das Wirtschaftsleben im Zeitalter des Hochkapitalismus (1927) p. 470.

(2) Marx-Engels Archiv, Zeitschrift des Marx-Engels-Instituts in Moskau (1925) editat de D. Rjazanov vol. I pp. 309—345.

lui Marx, care se raportă la o chestiune atât de viu discutată în cercurile revoluționare ruse, a fost dată uitării și a rămas necunoscută. Nici Axelrod, nici Plekhanov nici Vera Zasulici nu și-au adus aminte de această scrisoare a lui Karl Marx. Și doar Vera Zasulici, în scrisoarea către Karl Marx, cereà autorizarea «să publice răspunsul său, traducându-l în limba rusă, pentru a pune în cunoștință pe socialiștii ruși despre ceeace crede maestrul socialismului european în această problemă».

Din analiza acestui schimb de scrisori se va înțelege pentru ce n'a fost dat publicității timp de 45 ani.

Vera Zasulici, întrebând pe Marx despre părerile sale asupra evoluției sociale a Rusiei, pune următoarea alternativă în privința mirului rusesc: «Comuna rurală, liberată de exigențele nemăsurate ale fiscului, de plățile la stăpânii feudali și de administrația arbitrară, este capabilă să se desvolte pe calea socialistă, adică să organizeze, puțin câte puțin, producția ei și distribuția pe baze colectiviste»; sau: «dacă dimpotrivă comuna este destinată pieirii, nu rămâne socialistului, ca atare, altceva decât a se dedà la calcule mai mult sau mai puțin întemeiate pentru a aflà, în câte zeci de ani pământul țăranilor ruși va trece din mâinile lor în acelea ale burgheziei, în câte sute de ani poate capitalismul va atinge în Rusia desvoltarea asemănătoare celei din Europa apuseană».

Răspunsul lui Marx reiese mai clar din cel dintâiu concept, în care ideile sunt mai desvoltate, deși nu toate duse până la capăt. Iată ce spune Marx:

«Tratând despre geneza producției capitaliste am zis (secretul ei este) că există în fond separația radicală a producătorului de mijloacele de producție» (pag. 315 col. I ediția franceză a Capitalului) și că «baza acestei întregi evoluții este exproprierea cultivatorilor. Ea nu s'a săvârșit într'o formă radicală până acum decât în Anglia. Dar toate celelalte țări ale Europei occidentale parcurg aceeaș mișcare» (l. c. C. II).

«Deci am restrâns *expres fatalitatea istorică a acestei mișcări la țările Europei occidentale*. Comparați vă rog cap. XXXII unde se cetește: mișcarea de eliminare, transformând mijloacele de producție individuală și disparată în mijloace de producție social concentrate, făcând din proprietatea pitică a marelui număr, proprietatea colosală a câtorva, această dureroasă, îngrozitoare expropriere a poporului muncitor, iată originile, iată geneza capitalului..... Proprietatea privată, întemeiată pe muncă personală, va fi înlocuită prin proprietatea privată capitalistă, întemeiată pe exploatarea muncii altora, pe salariat» (pag. 340 C. II).

«Astfel, în ultimă analiză, este transformarea unei forme de proprietate privată într'o altă formă de proprietate privată *(mișcarea occidentală)*».

Marx precizează, deci, că a restrâns expres «fatalitatea istorică» a evoluției capitaliste la țările occidentale.

Mai departe Marx se întreabă: cum se va petrece în Rusia această evoluție «întru cât pământul, în mâinile țăranilor ruși, n'a fost niciodată proprietatea lor privată?» El relevă faptul istoric, că au existat și aiurea comunități agrare și s'au dizolvat, și analizând presupusa inevitabilitate istorică a dizolvării comunităților agrare, afirmă că «în Rusia, datorită unei combinații de împrejurări unice, comuna rurală încă sta-

bilită pe o scară națională, se poate desface treptat de caracterele sale primitive și desvoltă direct, ca un element al producției colective pe o scară națională. Tocmai datorită contemporanității producției capitaliste, ea își poate apropià toate dobândirile pozitive și fără a trece prin peripețiile ei teribile» (1).

Iar în conceptul al doilea, după ce schițează cursul evoluției occidentale a proprietății, Marx se întreabă cum ar puteà fi introdusă în Rusia, unde pământul n'a fost niciodată «proprietate privată» a cultivatorului, și afirmă că:

«Pentru a se întemeià producția capitalistă în Rusia, ea trebuie să înceapă prin abolirea proprietății comunale și exproprierea țăranilor, adică a marei masse a poporului. Dealtminteri, aceasta este dorința liberalilor ruși... însă dorința lor dovedește mai mult decât dorința Caterinei II de a implântà în solul rus regimul occidental al meșteșugarilor Evului de mijloc?» (2).

«Cert. Dacă este ca producția capitalistă să-și așeze regimul ei în Rusia, marea majoritate a țăranilor, adică a poporului rus, trebuie să fie transformată în salariați și, în consecință, expropriată prin abolirea prealabilă a proprietății sale comune. Insă în orice caz precedentul oriental n'ar dovedì nimic pentru «fatalitatea istorică» a acestui proces» (3).

Rezultă clar că cercetând evoluția socială a Rusiei, Marx afirmă că acolo comuna agrară, existând încă (la 1881) pe o scară națională, ea poate, tocmai din cauză că subsistă în acelaș moment, când în celelalte părți ale lumii se află un regim capitalist, să se transforme pe baze cooperative, însușindu-și anumite elemente tehnice și să înlesnească astfel trecerea Rusiei la forma mai înaintată a producției colective, fără să mai străbată faza capitalistă.

Marx privește deci problema evoluției social-economice a Rusiei ca și poporaniștii, expunând teoria ocolirii fazei capitaliste.

Mai mult decât atât, întocmai ca și poporaniștii, el precizează că introducerea, «pe cheltuiala țăranilor și în cultură de seră a ramurilor sistemului capitalismului apusean, fără a desvoltà în nici un fel condițiile de producție ale agriculturii, este mijlocul cel mai potrivit pentru a ușurà și precipità furtul roadelor ei, prin intermediari parazitari» (4).

Fără îndoială că darea la iveală a acestei scrisori a lui Marx, către Vera Zasulici, dărâmă întregul eșafodaj teoretic al sociologilor, cari, răzimați pe teoria marxistă, cu privire la mersul evoluției economice a popoarelor, au încercat să facă plauzibilă ipoteza identității evoluției capitalismului occidental, cu aceà a realităților social economice din Răsăritul Europei.

5. După ce am constatat că un sociolog de valoarea lui Max Weber descopere că evoluția capitalistă este specific occidentală, am dovedit că Marx însuș arată că «fatalitatea istorică» a evoluției capitaliste este restrânsă la țările din Europa occidentală.

---

(1) Op. citat p. 319.
(2) Op. citat pag. 330.
(3) Op. citat pag. 331.
(4) Op. citat pag. 327.

Să verificăm aceste aserţiuni teoretice la lumina faptelor, aruncând o ochire generală asupra câtorva aspecte pregnante din desvoltarea social-economică a Rusiei. Am ales în special Rusia ca scenă de observaţie a împrejurările social-economice din Răsăritul Europei, mai întâiu ţinând seama de extinderea şi populaţia ei; apoi, pentru a puteà privì cu mai mare obiectivitate ceeace se înfăţişează acolo, decât s'ar fi presupus că se poate face, faţă de realităţile noastre social-economice; dar şi pentru că noi facem parte din aceeaş regiune a Europei şi urmăm aceeaş linie în ceeace priveşte desvoltarea civilizaţiei; în sfârşit şi pentru motivul că acolo se întâlnesc fenomenele cele mai caracteristice, proprii să lumineze problemele până în adâncul lor.

Unii sociologi au pus în legătură directă, aproape dela cauză la efect, mercantilismul cu desvoltarea capitalismului (1).

a) Mercantilismul nu este o doctrină, ci este politica economică urmărită de statele absolutiste din sec. XVI până în sec. XVIII, în scopul organizării forţei şi independenţei lor politice şi naţionale. Imboldul acestei politici l-a dat centralizarea teritorială şi politică al cărei rezultat a fost formarea statelor moderne şi tendinţele lor de consolidare şi expansiune politică.

Indeplinirea sarcinilor publice şi întărirea forţei Statului înlăuntru şi în afară necesitau resurse financiare însemnate. Acestea nu se puteau realizà decât sau prin înmulţirea cantităţii de monedă, în special prin exploatarea minelor de metal preţios, sau prin deschiderea unor noui izvoare de impozite. Mijlocul întâiu nu puteà fi folosit decât de către ţările care erau în măsură a aveà o parte din metalele preţioase din America şi India, fie direct prin participarea la exploatarea lor, fie indirect, prin câştigurile comerţului extern şi ale navigaţiei, menite a aduce aurul şi argintul în ţara proprie.

Fără să fi identificat avuţia cu moneda, practica mercantilistă a urmărit mai ales printr'o serie de măsuri realizarea unei balanţe comerciale active pentru a se aduce în ţară moneda de care erà nevoie, nu numai pentru Stat (administraţie şi armată), ci şi pentru viaţa economică privată. Mijlocul impozitelor şi taxelor nu puteà fi folosit de către Stat, decât în măsura posibilităţilor economice. Se impuneà deci, înainte de toate, să se sporească avuţia ţării şi forţele ei productive. Aceasta se puteà aşteptà dela unificarea vieţii economice a întregei ţări, dela sporirea populaţiei şi a posibilităţilor ei de activitate.

Unificarea vieţii economice s'a început prin sistemul monetar şi de măsuri şi greutăţi şi s'a întregit prin înlesnirea schimburilor şi circulaţiei interne prin desfiinţarea vămilor interioare şi construirea de drumuri, canaluri şi porturi. Politica demografică erà călăuzită de ideea că oamenii formează temelia bogăţiei unei naţiuni. In consecinţă s'a aplicat un întreg sistem de măsuri privitoare la încurajarea căsătoriilor, grija de educaţia copiilor, îngrijirea săracilor, oprirea emigrărilor şi încurajarea imigrărilor, prin acordarea de privilegii, exerciţiuri de impozite, etc.

(1) Astfel St. Zeletin: Burghezia Română (Cultura Naţională 1925) «Mercantilismul e faza de formaţie a burgheziei» pag. 18.

Politica de producţie erà stăpânită de ideea că Statul trebuie să conducă, să reguleze şi să controleze întreaga viaţă economică. Ea urmăreà încurajarea, prin toate mijloacele, a industriei, comerţului, dar şi a agriculturii. Ceeace îi dà însă coloritul specific este străduinţa de promovare a comerţului extern şi protecţia specială a manufacturilor.

Pentru crearea de industrii se acordau monopoluri, prin legi şi avantagii speciale — subvenţii, scutiri de impozite, cesiuni de terenuri, — se întemeiau manufacturi de Stat, se cumpărau secrete de fabricaţie, etc.; producţia erà reglementată şi controlată; în caz de nevoie braţele de muncă erau mânate cu forţa în manufacturi sau puse la dispoziţie din aziluri de orfani şi închisori. Atragerea întreprinzătorilor şi capitaliştilor străini, precum şi a tehnicienilor necesari completà seria acestor măsuri.

Pentru a se garantà consumul producţiei interne, se prohibeà importul produselor similare; în schimb exportul erà înlesnit chiar prin acordarea de prime.

Pentru stimularea comerţului exterior, se acordà monopolul unor companii privilegiate, iar coloniile erau rezervate exclusiv, ca debuşeuri pentru ţările mame. Insfârşit navigaţia erà protejată, excluzându-se cu rigurozitate vase străine, dela pescuit şi transport.

Nu trebuie să se creadă, însă, că această schemă a politicei mercantiliste şi-a găsit aplicarea întocmai, în toate statele. «Mercantilismul nu este dogmă moartă, ci o practică vie a tuturor oamenilor de Stat dela Carol al V-lea până la Frideric cel Mare» (Karl Bücher). In realitate fiecare ţară a avut practica mercantilistă, deosebită după organizarea regimului absolutist, împrejurările economice şi posibilităţile de expansiune (1).

In liniile sale mari, mercantilismul apare ca o asociere a Statului cu interesele capitaliste. Statul este considerat ca fiind compus exclusiv din capitalişti şi întreprinzători şi toată politica economică este direcţionată de impulsurile date de interesele capitaliste (2).

Mercantilismul, privit ca uniunea Statului cu interesele capitaliste, a apărut în Anglia sub două aspecte. Sub aspectul mercantilismului monopolist, crearea de industrii se face numai pe bază de monopol şi comerţul prin societăţi privilegiate, care erau subordonate intereselor şi controlului fiscal al Regelui, în specie al Stuarţilor, pe vremea cărora s'a inaugurat. Asemănător acestui sistem este mercantilismul lui Colbert în Franţa.

Impotriva mercantilismului monopolist, britanic, au dus lupta Puritanii. Lupta lor în contra Regelui, a avut drept lozincă: «contra monopolurilor», care se acordau străinilor şi favoriţilor. Grupul restrâns de întreprinzători, cari s'au format înlăuntru breslelor, dar şi în afară, a biruit în momentul în care Parlamentul a decretat «incapacitatea electivă a monopoliştilor».

(1) Vezi I. W. Horrocks: A short hystory of mercantilism (Londra 1925); Georg Jahn, Merkantilismus, in Handwörterbuch der Staatswissenschaften ed. IV vol. VI (1925).
(2) M. Weber: Wirtschaftsgeschichte (München 1923) pag. 295.

Al doilea aspect al mercantilismului britanic este *mercantilismul național,* care se limitează în a protege industriile existente, nu pe acelea create prin monopoluri. Indată ce s'a constatat că toate creațiile artificiale ale Stuarților, bazate pe monopol, s'au prăbușit, s'a înțeles că mercantilismul național nu trebuie să protege decât ceeace se desvoltă în chip liber.

In genere, s'a constatat că efectele practicei mercantiliste au fost dubioase. Sistemul patentelor și charter-elor, prin care se acordau monopoluri, s'a dovedit a fi fost mai mult păgubitor. Acordarea de monopoluri a dus la excese, impunându-se consumatorii în favoarea unor persoane, care nu aduceau niciun serviciu public. Companiile pentru comerț s'au arătat a fi cauza urcării de prețuri și a unor conflicte cu țările străine cu care făceau comerț.

Toate aceste creații n'au supraviețuit nicăieri.

«Deaceea mercantilismul nu formează punctul de plecare al evoluției capitaliste, ci aceasta s'a îndeplinit, mai întâiu, în Anglia alături de politica monopolistă- fiscală a mercantilismului și anume, în așà fel, că o categorie de întreprinzători cari s'au ridicat independent de forța Statului, după prăbușirea politicii monopoliste fiscale a Stuarților, au aflat în sec. XVIII concursul sistematic al Parlamentului. Pentru cea din urmă oară s'au aflat în luptă capitalismul irațional și rațional, capitalismul, orientat la șansele fiscale și coloniale și la monopolurile de Stat, și capitalismul orientat la șansele pieței, cercetate automat în virtutea serviciilor proprii comerciale. Punctul unde s'au isbit a fost Banca Angliei. Ea fusese întemeiată de scoțianul Peterson, un aventurier capitalist din cei cultivați de Stuarți prin acordarea de monopoluri. Insă din Bancă făceau parte și oameni de afaceri puritani. Cea din urmă oară când Banca a deraiat în direcția capitalului aventurier, a fost în chestia Companiei Mării de Sud. Insă făcând abstracție de aceasta, putem urmări în gestiunea ei, pas cu pas, cum influența lui Peterson și semenilor săi, a dat înapoi în favoarea influenței categoriei raționale din membrii Băncei, cari erau de origină directă sau indirectă puritană sau erau sub influență puritană» (1).

b) Mercantilismul monopolist a fost aplicat în toate formele sale și cu toată exagerarea în Rusia de către Petru-cel-Mare la începutul sec. XVIII. El a urmărit să așeze bazele unui Stat național, complet independent economicește, întrebuințând aproape toate mijloacele mercantilismului din Apus și altele noui, prin puterea de Stat, extinsă până la paroxism. Nu s'a cruțat nimic pentru a se aduce meșteșugari străini ca să învețe pe nativi. S'au creiat industrii noui, ca acelea a mătăsei și lânei, și pentru a se intensificà producția acestor industrii, li s'au acordat prohibiri de import, scutiri de dări, subsidii și privilegii monopoliste.

Manufacturile erau creații ale Statului sau ale particularilor, subvenționate și susținute prin toate mijloacele politicii de Stat. Deoarece nu existà, în societatea rusă, o clasă de oameni liberi, din care să se recruteze muncitori salariați, aceste

(1) M. Weber op. citat p. 299.

manufacturi întrebuinţau servi, fie din cei aserviţi Statului, «ţăranii Ţarului», fie din cei aserviţi domeniilor boereşti sau mânăstireşti.

Prin urmare, toate manufacturile întemeiate, aveau aceeaş bază ca şi cultivarea solului — *servajul.*

Consecinţa firească a acestui sistem de organizare a muncii, erà inferioritatea şi scumpetea producţiei, ceeace făceà ca toate acele manufacturi să nu poată trăi decât atât timp cât se bucurau de subsidii, scutiri de impozite şi privilegii monopoliste. Iar întreprinzătorii nu căutau profitul într'o administraţie economică a industriei lor, ci în subsidiile şi privilegiile de tot felul.

Existenţa acestor manufacturi nu schimbà, dealtminteri, întru nimic structura economică a societăţii. Satele, populate de ţăranii servi, trăiau aproape exclusiv din munca gospodăriei lor, închise în afară. Manufacturile produceau mai ales pentru clasa boerească şi foarte puţin pentru ţărănime. Sistemul servajului opreà în loc orice desvoltare a oraşelor, şi făceà cu neputinţă o desvoltare industrială însemnată.

Singura excepţie o face industria extractivă, în special a fierului, desvoltată de către întreprinzătorii străini, cari întrebuinţau însă tot servi ca lucrători; apoi manufactura îmbrăcămintei, sub imboldul necesităţilor armatei (1).

Toate aceste creaţii ale politicii lui Petru-cel-Mare au fost efemere. Ecaterina II-a a putut să constate rezultatele triste ale acestor întreprinderi artificiale, care se prăbuşau rând pe rând, cum «fabricanţii erau numai nominal fabricanţi» (2) şi s'a hotărît să înlăture sistemul monopolurilor personale şi să introducă libera concurenţă.

Efectul sigur al politicii mercantiliste a lui Petru-cel-Mare a fost descreşterea populaţiei. Ea s'a produs ca o mişcare firească a regimului de aservire a ţărănimii. «In larga perioadă, care ţine dela Petru-cel-Mare până la generalul Kisseleff, condiţia ţăranului rus s'a apropiat din ce în ce mai mult de clasa servilor din despoţiile orientale. Munca impusă ţăranilor în folosul stăpânilor sau a Statului, deveniă din ce în ce mai penibilă. Incă de sub Petru-cel-Mare condiţia ţăranului rus se înrăutăţise considerabil. Miliukow, comparând cifrele generale ale populaţiei Rusiei după recensămintele din 1678 şi 1710 a demonstrat că această populaţie n'a crescut, cum s'ar fi putut aşteptà, ci a scăzut cu o cincime. Aceasta este preţul teribil pe care l-a plătit populaţia apăsată a Rusiei pentru reforma lui Petru-cel-Mare (3).

Pe când în Apus mercantilismul coincide cu desvoltarea liberării ţărănimii din regimul servajului, în Rusia reformele mercantiliste ale lui Petru-cel-Mare se introduc paralel cu apogeul aservirii masselor ţărăneşti. Nu este deci de mirare că pe la 1700 începe a-şi face loc în poporul rus legenda, că sfârşitul lumii se apropie şi că Anticristul s'a urcat pe tron în persoana lui Petru-cel-Mare (4).

(1) James Mavor: An economic history of Russia (ed. II 1925). Asupra politicii lui Petru cel-Mare vol. I cap. V pag. 101 şi urm.; asupra desvoltării industriale sub regimul servajului cartea III pag. 431 şi urm.

(2) Dr Karel Kramar: Die russische Krisis (München 1925) pag. 81 şi urm. Din cele 300 «fabrici» cari trăiau în timpul vieţii lui Petru-cel-Mare mai existau în 1780 numai 22, şi acestea îşi mai ţineau viaţa datorită comenzilor Statului.

(3) G. Plekhanov: op. cit. pag. 139.

(4) G. Plekhanov: op. cit. pag. 140.

c) In asemenea împrejurări este explicabil că în realitate, până la emanciparea țăranilor, toate manufacturile din Rusia au vegetat, în primul rând pentru că n'au avut o piață internă de desfacere — țăranul rus iobag nu cumpără nimic, el trăià mai departe în «economia naturală», cu nevoi foarte puține și cu mijloace și mai puține, stors de stăpânul feudal și de fisc — și în al doilea rând pentru că înainte de emancipare nu existà o clasă de lucrători salariați liberi.

Numai când, după emanciparea dela 1861, începe să se formeze o piață internă, în măsura ridicării economice a țărănimii, se desvoltă anumite industrii.

Insă emanciparea dela 1861 a avut o pecetie asiatică. Țăranul emancipat a rămas, fără nici un drept față de Stat, care se sforță să mențină vechea formă de proprietate țărănească, cu repărțirile periodice ale câmpurilor în comunele rurale. Astfel, țăranul «emancipat» a sărăcit și sărăcirea sa a împiedecat creșterea pieței interne pentru produsele industriale și ca urmare desvoltarea industrială.

Cu toate acestea, după emanciparea dela 1861, se observă un oarecare avânt industrial, sub imboldul protecției vamale, dar în anume ramuri chiar și independent de acesta. Exemplul îl prezintă desvoltarea industriei textile, care s'a făcut fără orice alt ajutor din partea Statului, pentru că a găsit în massele largi ale țăranilor liberați un debușeu, pe câtă vreme, industria fierului fără subvenții și comenzi dela Stat n'a putut înaintà, pentru că țăranii erau prea săraci ca să poată cumpără mașini și unelte agricole, și alte articole de fier (1).

In loc să se înțeleagă că numai prin extensiunea pieței interne și crearea unei clase de muncitori industriali, ca urmare a unei opere desăvârșite de emancipare a clasei țărănești, se pot pune temeliile pentru o industrie națională reală, s'a încercat a se da imbold unui industrialism forțat printr'un protecționism exagerat până la limitele prohibirii importului. Urcările continue ale tarifului vamal, făcute sub presiunea industriașilor,—în special ale cercurilor moscovite, a industriilor metalurgice din Ural, care lucrau în mod primitiv, întrebuințând brațe de muncă superflue și lucrând cu lemne în loc de cărbuni și produceau scump,—au avut urmări dezastruoase pentru întreaga desvoltare economică și socială a Rusiei. Astfel, sub regimul taxelor vamale, prin care se ocroteà industria extractivă a fierului, se împiedecà desvoltarea industriei mașinilor agricole și deci raționalizarea agriculturii. Dar pe această cale s'a mers și mai departe. In 1891 s'au pus taxe vamale mari pe mașinile agricole și pe îngrășămintele artificiale, adică pe ceeace erà necesar pentru a se desvoltà adevărata producție națională: agricultura rusă. Țăranii lucrau cu pluguri de lemn pentru că barierile vamale opreau introducerea mașinilor agricole pe care sărăcia gospodăriei țărănești nu și le puteà procurà.

O consecință a acestui sistem de protecție exagerat a fost afluxul extraordinar de capital străin în Rusia. Prețurile fierului erau așà de mari, încât beneficiile cari se puteau aștepta din industria metalurgică erau extrem de importante. Aceste beneficii atingeau în industria metalurgică 40 %. Și cine plăteà aceste beneficii

(1) Dr. Karel Kramar: op. cit. pag. 80.

extraordinare, care se scurgeau în afară de granițele Rusiei, prin dividende și cupoane? Statul, cel mai mare consumator de fier, pentrucă el aveà monopolul căilor ferate; și gospodăriile țărănești care lucrau fără plug de fier.

Efectul acestor însemnate plasamente de capitaluri streine a fost «o deviere a desvoltării economice a țării. Exportul forțat artificial, favorizat de tarife reduse de căi ferate, subvenționarea industriilor pe socoteala agriculturii, a dus la mizeria și nemulțumirea masselor țărănești, suprataxate și fără aceasta» (1).

Partizanii acestui protecționism extraordinar au fost pârghiile absolutismului rusesc, cari își primiau răsplata dela stăpânii absoluți, pe cari e ìi sprijină la rândul lor. Există un raport reciproc de interese între ei. Economistul *Schultze-Gaewernitz* crede că într'un regim absolutist nu se poate descoperì cât de mic e numărul celor cari influențează și stăpânesc întreaga politică economică a Statului, pe când în Parlament raportul numeric real se descopere. Pe lângă aceasta este mai ușor să se influențeze de către capitaliști interesați la protecție vamală extraordinară, un regim absolutist decât un Parlament întreg; numărul unui cabinet absolutist este mai restrâns decât numărul membrilor unui Parlament și exercitarea controlului asupra sa este mai ușoară decât asupra unui Parlament întreg, care este și el la rândul său controlat de electorii provinciali și de presă, care dă alarma și nu se poate ajunge la rezultate atât de absurde ca tariful vamal rusesc din 1891, care stabilește aproape prohibiri pentru importul mașinilor agricole într'o țară în care se lucrà încă cu pluguri de lemn! (2).

Cu toată această politică de protecționism exagerat, capitalismul industrial rusesc își încheià bilanțul său dinainte de răsboiul mondial cu cifre foarte modeste în ceeace privește desvoltarea producțiunei industriale. Este adevărat că industria textilă, a zahărului, industria metalurgică, luaseră proporții destul de însemnate. însă, cota parte a producției industriale față de producția agricolă și extractivă este încă extrem de redusă.

Industria metalurgică s'a putut ridicà pentru că aveà drept client Statul, dar și ea, și mai ales industria textilă, a trecut din criză în criză, ca urmare a recoltelor proaste și a foametelor periodice.

Ce efecte sociale a produs acest regim al mercantilismului monopolist și al protecționismului industrial exagerat, aceasta este în amintirea tuturor celor cari au citit istoria socială contimporană a Rusiei, care a fost caracterizată prin *regimul foametei cronice* — ca rezultat tocmai al menținerei sistemului de exploatare feudalist al masselor producătoare țărănești și a suprapunerei unui regim de exploatare industrială prin monopol și prin protecții vamale exagerate, care storceau ultimul ban pe care puteà să-l aibă producătorul rural.

d) Dacă privim acum transformarea în organizarea vieții sociale, pe care ar fi trebuit să o producă capitalismul în Rusia — desvoltarea orașelor — observăm, în

---

(1) L. L. T'ang (Thung Liang Lee) and M. S. Miller: The political aspect of International Finance in Russia and China, in revista «*Economica*» (Londra 1925) No. 13 pag. 73.

(2) Kramar: op. cit. pag. 96.

primul rând, că nu există o cultură orăşenească rusească şi puţina care a existat a fost un produs recent al capitalismului de import, căruia îi lipseşte tradiţia seculară. Rusia a avut oraşe bogate şi republici orăşeneşti puternice în evul de mijloc ca Novgorod şi Pskov, care erau de origine streină şi aveau o administraţie autonomă. Principii moscoviţi au zădărnicit desvoltarea unor asemenea centre urbane libere, căci spiritul libertăţii orăşenesc erà în contrazicere cu principiul servajului, pe care l-a promovat şi apărat absolutismul bizantin al potentaţilor ruşi. In consecinţă, toate celelalte oraşe ruseşti erau centre administrative şi militare, fără niciun drept de viaţă proprie, fără nimic din apanagiile pe care le-a avut oraşul apusean, creaţie a evului mediu, fără nimic din ceeace el a creiat şi lăsat moştenire culturală pentru generaţia actuală.

A lipsit însăş necesitatea de a se întemeià oraşe mari, pentrucă nu existau în Rusia condiţiile pentru naşterea unei vieţi burgheze. Economia naturală a durat până la emanciparea ţăranilor; industria casnică erà prototipul organizaţiei economice; meşteşugarii erau rari, cei cari fuseseră aduşi din streinătate erau puţini şi au rămas streini.

Deaceea s'au format în Rusia aşezări orăşeneşti, cu străzi largi, cu case joase de lemn şi curţi mari, dar a lipsit oraşelor caracterul orăşenesc.

Transformarea de după emanciparea ţăranilor, când s'a introdus la baza economiei ruseşti economia bănească şi s'a desvoltat industria, ca urmare a afluxului de capital strein, n'a putut să aibă influenţă mai adâncă pentrucă s'a întemeiat pe un regim agrar feudal. Deaceea la 1910 numai 13,7% din populaţie locuià la oraşe şi restul de 86,3%, la ţară. In toată Rusia erau 678 oraşe şi 491.840 sate.

Dacă creşterea, chiar americană a oraşelor, poate să înlesnească sporirea populaţiei, înmulţirea străzilor, a caselor înalte, şi chiar a Sky-scrapers-ilor, ea nu poate să creeze peste noapte o cultură, cu influenţe ca cele produse de oraşele apusene. Din contră, desvoltarea rapidă a oraşelor aduce după dânsa un pericol mare social, pentrucă lipseşte comunitatea de cultură, care formează fundamentul civilizaţiei orăşeneşti. O asemenea populaţie orăşenească nu poate fi unită de cât prin comunitatea deprinderilor, necesităţilor reciproce, instinctelor, şi plăcerilor, pe care le poate satisface mai uşor în aglomeraţii omeneşti.

Desigur însă, că lipsa aceasta de oraşe cu caracter orăşenesc în Rusia, ca şi aiurea în Răsăritul Europei, n'a putut să n'aibă urmări sociale şi politice. Dacă, în Rusia absolutismul bizantin, indolent şi pasiv — spre deosebire de absolutismul luminat şi progresiv al Apusului — dacă acest absolutism a fost privit, până la revoluţia dela 1905, ca o instituţie religioasă şi mistică, aceasta se datoreşte împrejurării că în Rusia n'a existat o clasă burgheză cu cultura sa proprie.

Nu se afirmă prin aceasta că n'au existat categorii sociale burgheze, cu interese capitaliste. Straturile superioare ale acestora se asemănau chiar cu cele ale burgheziei occidentale. Dar creşterea acestei «burghezii» s'a făcut într'o atmosferă de protecţionism, subvenţii, prime şi monopoluri, astfel încât ea n'a putut să desvolte şi să manifeste un spirit de independenţă, singurele ei preocupări de ordin public fiind aranjamentele directe cu guvernele pentru subvenţii, prime şi protecţie a «industriei naţionale».

Insuş *Pleckhanov*, marxistul prin excelenţă, recunoaşte caracterul acesta original al burgheziei ruse (1).

Totdeodată, în Rusia, nici după «emancipare» nu s'a desvoltat o clasă ţărănească independentă, ci s'a întronat un nou feudalism, care sub influenţa industrialismului forţat, produs al politicii de Stat mercantiliste, a dus la ceeace formează trăsătura fundamentală a structurii sociale a Rusiei — regimul foametei cronice.

In aceste împrejurări este lesne de înţeles că absolutismul s'a menţinut dealungul atâtor veacuri, dar tot atât de explicabilă apare şi prăbuşirea sa în revoluţia sovietică (2).

6. Revoluţia a desvăluit, în lumină puternică a flăcărilor ei mistuitoare, că structura social-economică a Rusiei este produsul unei evoluţii speciale cu caracteristicile ei, fundamental deosebite de acelea ale lumii occidentale.

In Rusia ca şi în tot Răsăritul Europei, sociologul, cu privirea deschisă asupra realităţilor sociale, descopere existenţa unui mediu social agrar ţărănesc, care implică desvoltarea unei ordine economice, deosebită de ordinea economică capitalistă. Dacă se desparte harta Europei, printr'o linie, care porneşte dela Baltica şi coboară până în spre Adriatica, toată întinderea dinspre Răsăritul ei este alcătuită de ţări, a căror organizaţie socială este dominată de economiile rurale ţărăneşti.

Revoluţiile agrare care au avut loc între 1917—1922 în Rusia, Estonia, Letonia, Leţia, Polonia, Ceho-Slovacia, Jugo-Slavia şi România, prin lichidarea definitivă a resturilor feudale şi prin extensiunea domeniului proprietăţii ţărăneşti, pe calea exproprierei, au avut drept urmare desăvârşirea în toate aceste ţări a structurii social-agrare ţărăneşti.

In afară de aceasta, nu se poate trece cu vederea, că din cei 1900 milioane locuitori de pe globul pământesc; jumătate trăesc în Asia, majoritatea în China, India şi Japonia, şi nu sunt decât tot ţărani. Iar în Rusia Europeană din 133 milioane oameni, 111 milioane sunt ţărani.

In toate aceste părţi ale lumii, forma tipică de organizare economică este economia familiară sau semifamiliară, care nu lucrează cu salariaţi.

Este deci timpul ca liberaţi de balastul teoriilor economiei clasice, sau marxiste, care îşi au obârşia într'un mediu social-economic, cu o structură deosebită, să se cerceteze realitatea agrar-ţărănească din Răsăritul Europei.

Economiştii ruşi au întreprins, încă înainte de răsboiu studii asupra structurii individuale a economiilor ţărăneşti, ca şi asupra economiei naţionale a popoarelor în care acelea formează tipul dominant (3).

Aceste studii au făcut dovadă deplină, că tradiţia, care există în ştiinţa economică contimporană dela David Ricardo, de a se socoti regimul economic actual, exclusiv

(1) Plekhanov: op. cit. pag. 154—155.

(2) Dr. Karel Kramer: Die russische Krisis (1925) pag. 77 şi urm.

(3) A. Ciajanov: Die Lehre der bäuerlichen Wirtschaft, Versuch einer Theorie der Familienwirtschaft in Landbau (Berlin 1923) şi V. N. Madgeąru: Teoria Economiei ţărăneşti în «*Independenţa Economică*» an. VIII pag. 3—4.

capitalist, trebuie părăsită (1). In toate țările agrare, modul de producție dominant nu este cel al economiei capitaliste, ci al economiei familiare, care nu întrebuințează salariați. Aceste economii familiare țărănești au o concepție cu totul diferită despre profit și o organizație de exploatare deosebită. Categoriile științei economice clasice, proprii economiei capitaliste: salariul, profitul, renta, etc. nu se regăsesc în economia familiară țărănească și încercarea de a interpretà fenomenele ei vitale cu ajutorul lor dă greș.

Milioanele de economii familiare țărănești nu stau astfel una lângă alta, încât aceasta să fie izolată de cealaltă, ci sunt legate între ele printr'un sistem întreg de relații reciproce complex și formează o țesătură social-economică specifică, devin oarecum o unitate național-economică.

Cercetându-se evoluția agriculturii se constată că capitalismul ca sistem economic mondial nu pătrunde în massa largă a economiilor țărănești, prin transformarea modului lor de producție, pe baze capitaliste, ci numai prin aparatul comercial, supunând întreaga ființă a economiilor țărănești poruncilor pieței capitaliste și trăgând din munca țărănească «plus-valoare» în forma câștigului comercial.

Legătura economiilor țărănești cu sistemul capitalist al economiei mondiale o face comerțul și treptat cu procesul de intensificare capitalistă, economia țărănească intră tot mai mult sub influența sistemului capitalist, care domină economia mondială, mai ales când această intensificare se razimă pe capital împrumutat, pe care-l pune la dispoziție piața financiară generală, cum se întâmplă acum mulțumită sistemului desvoltat al creditului mărunt.

Dacă însă capitalul comercial și financiar stăpânește căile care fac legătura între economiile țărănești și piața mondială, el lasă însă complet neatins modul lor de producție, bazele existenței economiilor țărănești, pe care le face obiectul activității sale exploatatoare.

Există însă mijlocul ca toate căile care duc la piață mondială de mărfuri și capital, să fie aduse în stăpânirea economiilor țărănești prin organizarea lor într'un sistem de cooperative, menite să ia în posesiune întregul aparat de comerț și credit, care servește masselor țărănești. In chipul acesta, ceeace poate fi astăzi un mijloc de exploatare capitalistă, devine un simplu instrument technic prin care economia familiară țărănească își întărește existența (2).

In fața acestei realități social-economice din statele social-agrare din Răsăritul Europei, deosebite ca structură de statele capitaliste industriale, se impune o revizuire a orientării lor politice.

Orice organizație de Stat se întemeiază pe o economie națională, al cărei rendement condiționează întreaga manifestare a vieții naționale și desfășurarea civilizației proprii a fiecărui popor.

---

(1) *A. Ciajanov* tratează această problemă, în legătură cu teoria economică în studiul său: «Zur Frage einer Theorie der nichtkapitalistischen Wirtschaftssysteme, în Archiv f. Sozialwissenschaft u. Sozialpolitik si Bd. III 1924.

(2) A. Ciajanov: Die volkswirtschaftliche Bedeutung der landwirtschaftlichen Genossenschatfen, in Weltwirtschaftliches Archiv vd. 24/II/1926.

Orientarea politicii de Stat nu poate fi deci în dezacord cu structura social-economică a societăţii. Când ţesătura fundamentală a organizaţiei economice este formată de milioane de economii familiare ţărăneşti, care nu cunosc aproape deloc sistemul salariatului, au o concepţie deosebită despre profit şi rentabilitate, iar întreprinderile economice nu sunt elementul predominant în vieaţa socială, când prin urmare ordinea economică nu este capitalistă, ci social-agrară. Statul aflat în această situaţie, trebuie să-şi orânduiască întreaga sa politică, în aşà fel, încât să deschidă drumul larg pentru desvoltarea, în primul rând, a celulelor fundamentale ale organismului social, a economiilor familiare ţărăneşti.

Ordinei economice social agrare, necapitaliste, îi corespunde regimul cooperatist. Capitalismul nu poate aveà nicio înrâurire asupra modului de producţie a economiilor familiare. In schimb el le face obiectul exploatării sale în sfera procesului de circulaţie, prin aparatul de comerţ şi de credit. Rezultatele acestei activităţi se traduc printr'o scădere a productivităţii economiilor familiare rurale şi o pauperizare progresivă a membrilor acestora. Regimul cooperatist, luând în posesiune toate căile comerţului şi creditului, care stabileşte contactul cu pieţele mondiale de mărfuri şi capitaluri, salvează economiile familiare rurale de pauperizare, şi organizând producţia, pe baze raţionale, asigură desvoltarea maximă a forţelor de producţie naţională.

Fireşte, cooperatizarea ordinei economice a Statelor social-agrare nu înseamnă o tendinţă de excludere a formelor de întreprindere capitalistă, din celelalte domenii ale vieţii social-economice, ci numai o limitare a câmpului lor de activitate, impusă de condiţii de ordin natural şi de necesităţi naţionale.

ȘTUDII

AGRICULTURA ȘI CAPITALISMUL [1]

DE G. IONESCU-ȘIȘEȘTI

I. INTRODUCERE: CARACTERELE FUNDAMENTALE ALE ECONOMIEI FAMILIALE ȘI ALE CAPITALISMULUI

1.

ECONOMIA familială. Problema producției domină desvoltarea societății; orice societate trebuie înainte de toate să existe, să prospere, deci să producă. In sbuciumările sale, societatea își găsește o stare de echilibru care asigură producția celor trebuincioase vieții.

Nu toată omenirea se găsește azi în aceeaș stare de echilibru, ci desvoltarea socială, culturală și economică înfățișează forme diferite ale stadiului de evoluție.

Jumătate din populația pământului trăește într'o stare socială, care a fost caracterizată cu cuvântul de economie naturală, sau de economie patriarhală. In această structură socială, familia este organul activ al procesului de producție. Scopul producției este asigurarea necesităților familiei. Schimbul este foarte limitat, el nu privește decât puținele bunuri, care nu se pot produce în gospodăria proprie. Bunurile care se procură de aiurea joacă pentru viața oamenilor în această structură socială un rol secundar: hrana, îmbrăcămintea, adăpostul sunt asigurate de munca familiei însăș. Creațiile spirituale; dansul, muzica, meșteșugul artistic, poezia populară, religia, nu implică nici mișcarea oamenilor nici mișcarea valorilor. Societatea trăește într'o rutină tradițională, care-i garantează liniștea și mulțumirea de viață.

Condițiile necesare pentru ca această stare de echilibru să se mențină sunt unele materiale și altele spirituale: materiale: stagnarea numărului populației sau existența unor izvoare de hrană, pământ în special, de rezervă, care să acopere nevoile sporului de populație.

Condiția spirituală constă în țărmurirea năzuințelor, într'o atitudine contemplativă față de lume și de univers, într'o psihologie, dacă pot întrebuință acest cuvânt, statică.

[1] Conferință ținută la Institutul Social Român în ciclul Capitalismul în viața socială.

Continentul asiatic este acela care oferă tabloul tipic al structurii sociale, întemeeată pe gospodăria familială şi derivând dintr'un suflet contemplativ şi static.

Nu e zis că această fază reprezintă o stare inferioară culturală, căci cultura nu e numai de natură tehnică sau de realizări materiale, ci cultura e dată de gradul de nobilare, de fineţe sufletească a unui popor, sau a unei societăţi. Gospodăria familială sau patriarhală a Asiei nu a împiedecat crearea unor mari valori artistice şi spirituale pentru omenire.

Dar această structură are oroare de mişcare şi de inovaţie. Tipul ei reprezentativ este profetul Indiei, Ghandi, care străbate ţara îmbrăcat într'o simplă cămaşe aspră de in, purtând pretutindeni roata de tors ancestrală şi cerând compatrioţilor lui să continue a trăi ca mai înainte, să nu abandoneze nici zeii, nici îndeletnicirile străvechi.

2. *Capitalismul.* Europa a realizat în epoca modernă o altă structură socială, derivând din alt spirit. E un spirit neliniştit, care vreà să creeze, să biruiască, să construiască. E dorinţa după putere şi după bogăţie. Este năzuinţa de a cetì tainele naturii şi de a-i subjugà puterile. Omul nu dă înapoi din faţa unei probleme. In locul atitudinii contemplative şi tihnite, apare un spirit critic şi raţionalist, apar ştiinţele experimentale.

Spiritul acesta doritor de nou, setos de biruinţă, raţionalist şi critic în continuă mişcare — a creat în Europa şi în America o structură economică şi socială — care a fost botezată *structura capitalistă*, sau *capitalism* — după rolul proeminent pe care-l joacă în acest sistem capitalul.

Capitalul reprezintă mijloace de producţie sau provizie de bunuri, acumulate de o muncă anterioară. Dar nu existenţa lui singură dă pecetia sistemului capitalist sau capitalismului; ci alte caractere. Capital există şi în economia naturală sau patriarhală, reprezentat prin instrumente de muncă, clădiri, vite, provizii, metale preţioase.

Caracterele capitalismului aşà cum el s'a desăvârşit în Europa în secolul al XIX-lea, după Werner Sombart sunt următoarele :

a) Organizaţia economică este întemeiată pe schimb ;

b) In procesul de producţie colaborează două grupe ale producţiei 1. proprietarii mijloacelor de muncă, cari sunt şi conducătorii întreprinderilor economice şi 2. lucrătorii fără proprietate ;

c) Această organizaţie economică este dominată de principiul beneficiului şi de raţionalismul economic (1).

Nu se mai produce aşà dar pentru satisfacerea trebuinţelor familiei, în mod nemijlocit, ci aceste trebuinţe sunt satisfăcute cu o serie întreagă de bunuri, pe care piaţa le pune la dispoziţia fiecărui ins, fiecare întreprindere la rândul ei produce pentru piaţă. Produsele ajung la destinaţie prin schimb, iar schimbul se face cu ajutorul monedei. Iată primul motiv pentru care moneda, banul, capătă în economia capitalistă o importanţă covârşitoare. Cu cât întreprinderea e mai bine întocmită cu atât ea va consumà în procesul de producţie mai puţine bunuri şi va

(1) Werner Sombart, Der Moderne Kapitalismus VI-e Auflage 1924.

produce mai mult. Această diferenţă se exprimă numeric în bani. Când suma valorilor produse întrece pe aceea a celor cheltuite, inclusiv bine înţeles valoarea muncii întrebuinţate, atunci întreprinderea dă beneficiu.

Mărimea beneficiului, exprimată în bani, dă astfel măsura succesului întreprinderii.

Prin acest mecanism banul devine simbolul succesului şi instrumentul de îngrămădire al avuţiei. Iată al doilea motiv pentru care banul dobândeşte o importanţă hotărîtoare în ecomomia capitalistă.

In centrul preocupărilor economice capitaliste nu mai este satisfacerea trebuinţelor, nu mai este o persoană fizică, cu nevoile ei în mod nemijlocit — ci este acumularea de capital, ca rezultat al beneficiului. Capitalul se confundă în concepţia curentă cu banul. Acest simbol al valorii, abstract, lipsit de orice limitare, întrupează năzuinţa de putere şi năzuinţa spre ilimitare a spiritului modern.

Raţionalismul economic al capitalismului este adaptarea cea mai desăvârşită a mijloacelor şi acţiunilor la scopul urmărit aşà cum el a fost definit mai sus. El se înfăţişează sub forma întocmirii unui plan, alegerii mijloacelor pentru aducerea lui la îndeplinire şi controlul permanent al mişcării mijloacelor şi al succesului realizat prin înregistrarea contabilă.

Organul acestui sistem economic este întreprinderea, care formează o instituţie economică, de sine stătătoare, despărţită de familie, sau de gospodăria proprietarului ori conducătorului. Ea operează cu contracte de valori sau contracte de prestaţii, din cari trebuie să rezulte totdeauna un plus, un câştig. Toate fenomenele economice pierd prin aceasta aspectul lor calitativ şi devin cantităţi ce sunt exprimate sau se pot exprimà în bani.

Omul reprezentativ al acestei structuri economice este întreprinzătorul, conducătorul intreprinderii. Funcţiunile lui esenţiale sunt puterea de organizare, activitatea comercială şi calculatorie, spiritul gospodăresc şi de cruţare.

Colaboratorii lui sunt lucrătorii şi amploiaţii şi puterea de organizare constă în a pune pe fiecare om la locul lui, a face sforţările lor convergente prin stabilirea unei erarhii şi a unei discipline prin gruparea raţională a forţei lor în timp şi în spaţiu.

Istoriograful capitalismului modern, care este Werner Sombart, dă aceste caracteristice, rezumate de noi mai sus, pentru aspectul economic al capitalismului,

Capitalismul nu reprezintă însă numai un sistem economic ci întrupează şi caracterizează toată viaţa socială modernă a Europei şi a Americei, a Japoniei şi a posesiunilor transoceanice prinse în curentul de evoluţie europeană.

Aspectul social al structurii capitaliste este burghezia, aspectul filozofic este individualismul, aspectul politic este liberalismul, egalitatea înaintea legilor, suveranitatea naţională, parlamentarismul.

Intrebarea, pe care ne-o punem şi la care vom încercà a răspunde, este în ce raport stă agricultura faţă de această afirmare tot mai completă a capitalismului, dacă ea ca ramură de producţie este succeptibilă de a fi organizată după normele capitaliste, ce inconveniente rezultă pentru agricultură din sistemul capitalist şi dacă putem înlăturà aceste inconveniente prin vreun mijloc sau prin alt sistem economic.

II. OBÂRŞIA CAPITALISMULUI

1. *Fenomene capitaliste în lumea veche.* Sistemul capitalist a cucerit Europa şi America şi a ajuns la apogeul său în veacul al XIX-lea şi până în zilele noastre. Dar ar fi greşit dacă am crede că el a apărut brusc şi fără legătură cu epocile anterioare.

In antichitatea romană apar multe fenomene economice comune sistemului capitalist de azi. Se desvoltase în imperiul roman un schimb de mărfuri foarte intens, existau întreprinderi comerciale, agricole şi industriale, existà un sistem monetar, un spirit de întreprindere şi o acumulare de avuţii foarte asemănătoare spiritului de întreprindere şi acumulării de avuţii de azi.

Se înţelege, erà o deosebire esenţială în faptul că economia veche se întemeeà pe sclavie, economia modernă, pe salariat.

Sunt autori cari stabilesc o analogie foarte strânsă între capitalismul roman şi dreptul roman şi apoi între capitalismul modern şi renaşterea dreptului roman ca fiind mai conform cu structura capitalismului (1).

2. *Intreprinderi capitaliste timpurii.* Evul mediu a reprezentat o epocă de regres din punct de vedere al organizării economice a Europei. Decadenţa imperiului roman a făcut ca toată bogăţia acumulată să se risipească, sau să meargă înapoi în ţările îndepărtate de unde fusese strânsă. Intreprinderile s'au dezorganizat, drumurile de comerţ s'au pustiit, spiritul de întreprindere s'a stins. Creştinismul predicà renunţarea la bunurile lumeşti.

Europa sărăcită şi pustiită a regresat economiceşte şi s'a întors la starea de economie familială.

In tot evul mediu economia familială e generală la ţară şi în cea mai mare parte şi în târguri. Gospodăria ţăranului liber sau şerb erà organizată aşà fel ca să deà stăpânului ei tot ce-i trebuie. Intreprinderea agricolă a seniorului feudal la fel: ea erà nedespărţita de gospodăria lui. In ea se produceau nu numai produsele agricole trebuincioase hranei şi îmbrăcămintei, dar se exercitau toate meseriile. Seniorul nu aveà nevoie să recurgă la piaţă decât pentru lucruri rare : arme, stofe fine, câtevà produse alimentare din alte climate. Pentru piaţă se produceà puţin, aproape de loc, pentru bunul motiv, că nu existà piaţă şi nu existau mijloace de transport. Circulaţia chiar când erau drumuri, erà enorm de grea, din cauza vămilor, vexaţiunilor şi nesiguranţei din acea epocă.

Evul mediu a cunoscut astfel economia naturală sau economia familială în formele ei tipice, cum existà şi există şi astăzi din timpuri imemoriale în Asia.

Foarte de timpuriu apar însă forme de exploatare capitalistă, seniorii creează întreprinderi comerciale, cum a fost cazul cu nobilii din oraşele italiene. Alţii creează întreprinderi industriale: ţesătorii, distilerii, cum a fost cazul cu nobilii din Anglia din Franţa din Flandra. Incepe un proces de burghezire a nobilimii, prin amestecu acestora în întreprinderi pe cari mai înainte nobilimea nu le socoteà demne de ea

(1) St. Antim, Concepţiunea economică a dreptului.

Mulţi burghezi sunt ridicaţi în rândurile nobilimii, mulţi nobili se căsătoresc cu fete de burghezi şi această infuziune de sânge burghez măreşte capacitatea nobililor de a se adaptà la metodele şi îndeletnicirile capitaliste.

Care a fost impulsul acestui preludiu al capitalismului? Cari au fost evenimentele cari au declanşat spiritul european? Impulsul trebuie căutat în sporirea numărului populaţiei. Erà o populaţie care trebuià să lucreze pentru a se puteà susţine şi care numai încăpeà pe moşiile feudalilor. Primele manufacturi s'au creat de unii stareţi în scopuri umanitare pentru a da de lucru oamenilor disponibili. Dar motivele acestea sunt de sigur o raritate. Cei mai mulţi nobili doreau pur şi simplu să-şi afirme puterea creând produse manufacturate sau doreau să se îmbogăţească utilizând braţele ce stăteau zadarnice.

O altă pricină, care a declanşat, concomitent cu creşterea populaţiei, primele începuturi ale capitalismului a fost noul flux de monedă şi metale preţioase, ce începeà să curgă în Occident. Cruciaţii au adus din Orient mult metal nobil, mai târziu exploratorii Americei şi apoi în secolul al XVIII-lea cuceritorii Indiei.

Formele de viaţă capitalistă se întăresc prin stabilirea unei ordine mai statornice înăuntrul statelor, prin consolidarea monarhiilor. Drumurile devin mai sigure, relaţiile dintre oameni mai intense.

In agricultură relaţiunea feudală de şerbie slăbeşte în unele ţinuturi din Occident şi mulţi ţărani îşi răscumpără libertatea şi pământul lor prin o prestaţie în bani.

3. *Libertatea politică. Descoperirile ştiinţifice.* In pragul veacului al XIX-lea se petrec evenimente, cari înmormântează regimul feudal şi economia naturală şi deschid drum larg capitalismului triumfător.

Revoluţia politică franceză inaugurează libertatea, dărâmă relaţiunea patriarhală dintre nobil şi serv, creiază proprietatea individuală pentru unii şi pentru alţii.

Ştiinţa face o serie de descoperiri geniale, alte descoperiri mai vechi sunt puse în legătură cu cuceririle noui. O serie nesfârşită de aplicaţiuni ştiinţifice sunt puse de tehnică în serviciul producţiei. Cantitatea de bunuri creşte, viaţa devine mai uşoară.

Smuls din întocmirile lui străvechi, omul se aruncă cu curaj în lupta vieţii, unii cad, alţi biruesc. O selecţie implacabilă se aplică genului uman. Cei mai tari devin pionerii capitalismului.

Populaţia creşte rapid. Cuceririle medicinii fac să dispară din Europa vechile boale cari secerau mii şi mii de oameni.

Pe acest spor de oameni şi pe cuceririle ştiinţei şi tehnicii spiritul european neastâmpărat şi robust creează capitalismul modern.

4. *Civilizaţia cantitativă.* Suntem după expresia lui Guglielmo Ferrero în epoca civilizaţiei cantitative. Oameni mulţi, braţe multe, aceştia fac uzina. Uzina e cu atât mai rentabilă cu cât se produce mai mult. Pentru enorma producţie de mărfuri trebuie multă populaţie ca să le consume. Trebuie debuşeuri, debuşeurile trebuie apărate sau cucerite. Statul, ca să fie tare, trebuie să aibe mulţi soldaţi, deci o mare populaţie din care să-i recruteze. Puterea statelor se măsoară după mărimea populaţiei, după forţa lor de expansiune. Această populaţie trebuie hrănită, ca

trebuie să muncească ca să-şi poată agonisì ceeace-i trebuie, şi consecinţa este o încordare şi mai mare în procesul de producţie. Fabricile lucrează în massă produse uniforme, de serie.

Adesea stocurile de produse nu se pot scurge, în măsura în care se produc. Se naşte fenomenul de supraproducţie. Atunci salariile scad, un număr de lucrători rămân pe dinafară se naşte proletariatul, apare lipsa de lucru.

Ca să se scurgă produsele se nasc între întreprinderi, sau între grupurile de întreprinderi, sau între state, lupte înverşunate.

Statele trebuie să urmărească o politică imperialistă, pentru a puteà desface pletora de mărfuri, pentru a puteà să se aprovizioneze cu materii prime, pentru a puteà da lucru şi hrană populaţiei lor.

Toată această desfăşurare pune la grea încercare puterea de organizare a întreprinzătorului, capacitatea lui comercială sau calculatorie. Mulţi cad zdrobiţi în drum, cei din urmă trec fără milă peste corpul lor. E o goană nemiloasă după succes, după biruinţă.

In goana aceasta, lucrătorul e cel mai adesea victima. Capitalistul întreprinzător pune cea mai grea sarcină pe umerii lui.

Această goană nebună care nu cruţă pe om, nici pe întreprinzător, nici pe lucrător — formează ţinta criticii implacabile a socialiştilor.

Nu-i mai puţin adevărat că sforţarea aceasta a creat în secolul al XIX-le întreprinderi uriaşe. Geniul omenesc organizat a creat opere pe cari veacurile dinainte nici nu le puteau bănuì. Cantitatea de bunuri a sporit mereu şi populaţia Europei, Americei şi coloniilor a crescut vertiginos, nivelul vieţii s'a ridicat, civilizaţia cantitativă este în apogeul ei.

III. AGRICULTURA IN SISTEMUL CAPITALIST

1. *Angrenarea agriculturii în evoluţia capitalistă.* Desvoltarea tipică a capitalismului a avut loc în industrie şi comerţ. Clasa socială care a creat capitalismul în formele lui moderne, este burghezia şi prin burghezie se înţelege mai ales populaţia industrială şi comercială a oraşelor. Oraşele au avut totdeauna o viaţă mai mobilă, mai neastâmpărată, din care a izvorît transformarea socială şi economică.

Agricultorii prin munca lor domoală, prin izolarea lor, prin dependenţa mai strânsă de fenomenele naturii, au înaintat mai încet pe drumul evoluţiei.

Agricultura se menţine în formele economiei familiale în Europa până în secolul al XVIII-lea când sistemul capitalist cucerise complet oraşele în Occident. Transformarea se impune şi în agricultură.

Nu pot să existe în aceeaş societate două sisteme economice diferite, unul trebuie să cedeze în faţa celuilalt.

Economia familială erà menită să dispară ; ea nu se menţinuse în Europa decât ca o consecinţă a dărăpănării economice.

In secolul al XVIII-lea începe în Occident lichidarea ei: Statul cereà impozite

în bani şi impozite din ce în ce mai sporite. Pentru a se obţine aceşti bani trebuià să se producă pentru piaţă. Populaţia crescândă a oraşelor aveà nevoie de hrană, industriile aveau nevoie de materii prime (plante textile, lână, cereale, piei, lemn), astfel că produsele activităţii rurale se puteau desface în oraşe pentru consumul orăşenilor sau pentru alimentarea fabricilor. Pe de altă parte fabrica aveà nevoie de un cerc de consumatori din ce în ce mai mare — şi populaţia rurală numeroasă oferea un debuşeu considerabil.

Schimbul de produse între ţară şi târg devine tot mai intens, dorinţa de a agonisì cât mai mult prinde stăpânire în populaţia dela ţară. Agonisind, nobilul de altădată puteà jucà un rol din ce în ce mai însemnat în noua organizare socială; agonisind ţineà el pas cu ascensiunea formidabilă a burgheziei, agonisind puteà ţăranul nădăjdui să se ridice din condiţia lui.

Nevoia de a agonisì, nevoia de a produce pentru piaţă, înviorează schimbul, impune şi în agricultură principiul beneficiului, obligă pe agricultor, fie el mare, fie mic, să-şi organizeze raţional exploatarea lui, după metodele capitaliste.

Cu aceasta răspundem la prima întrebare ce ne-am pus-o: agricultura nu se poate sustrage evoluţiei capitaliste.

* * *

2. *Modul de producţie capitalist în agricultură.* Dintre toate caracterele capitalismului aşà cum au fost formulate de Sombart, producţia pentru schimb, principiul beneficiului şi raţionalismul economic aplicat întreprinderii sunt generale şi în exploatarea agricolă capitalistă. Diviziunea între patron şi întreprinzător de o parte şi lucrătorii salariaţi de altă parte nu este tot aşà de esenţială pentru exploatarea agricolă.

Există un mare număr de agricultori mici cari nu întrebuinţează lucrători decât într'un mod cu totul accidental. Ei lucrează cu membrii familiei lor, cari îndeplinesc funcţiunea lucrătorilor. Organizatorul acestei munci, cel ce o distribuie în timp şi în spaţiu, este ţăranul cap de familie, care îndeplineşte astfel rolul întreprinzătorului din industrie.

Când o exploatare mică ţărănească lucrează pentru a vinde produse, adică pentru schimb, când tendinţa ţăranului este de a agonisì, când îşi raţionalizează exploatarea şi mai ales când lucrează în vederea unui beneficiu — ea e angrenată în sistemul capitalist.

Principiul central şi dominant al capitalismului este *principiul beneficiului*, căruia i s'a zis în general *principiul economic*.

Din acest punct de vedere, precursorii capitalismului în agricultură — şi precursorii teoriei economice capitaliste în genere — sunt Fiziocraţii. Quesnay, vede progresul economic întâiu în întărirea proprietăţii, fundamental societăţii capitaliste. Apoi el spune (maxima XIII): «Fiecare să fie liber, să cultive pe pământul lui acele producte, pe cari interesul facultăţii sale şi natura terenului le dictează, pentru *a trage cel mai mare profit cu putinţă*».

Principiul - beneficiului domină gândirea lui Quesnay, şi în ceeace priveşte raporturile economiei publice cu economia privată: «impozitul să nu fie distructiv sau disproporţionat cu massa venitului naţional».

Fiziocraţii sunt părinţii capitalismului teoretic. Ei puneau greutatea principală pe agricultură, singura îndeletnicire, cu adevărat productivă, după concepţia lor. Şi cu toate acestea în agricultură sistemul capitalist se afirmă târziu, după ce el cucerise oraşele, comerţul şi industria. Aceasta este explicabil, căci în industrie se creeà din nou; în agricultură erà de schimbat o străveche întocmire şi de deprinderi milenare.

Capitalismul cucereşte exploatările agricole şi le organizează după cadrul său, în secolul al XIX-lea, începând cu exploatările mari.

Este foarte caracteristic pentru evoluţia agriculturii faptul că întemeetorii ştiinţei agricole sunt în acelaş timp pionerii capitalismului în agricultura practică.

Albrecht Thaer aduce pe Continent, la începutul secolului al XIX-lea, dintr'o lungă călătorie în Anglia, metode agricole perfecţionate.

Din experienţa sa de agricultor, din cultura sa naturalistă, el scoate o teorie a agriculturii, prima lucrare sistematică de agronomie. Toată construcţia sa ştiinţifică culminează în volumul despre economia rurală. In această sinteză a întregului domeniu al agronomiei, el dezvoltă *principiul beneficiului*.

Beneficiul e ţelul oricărei întreprinderi agricole; după mărimea beneficiului, an de an, se judecă buna ei organizare şi succesul ei. Toate datele tehnice, din partea referitoare la cultura plantelor, la creşterea animalelor etc., sunt cântărite din nou în partea sintetică a agronomiei, adică în economia rurală, cu cântarul beneficiului. Ele nu sunt valabile decât dacă concură la beneficiu.

Această doctrină rupe cu literatura agricolă corespunzătoare economiei familiale feudale.

Ea veneà într'un moment când capitalismul biruise în industrie. Doctrina aceasta, tot atât de mult, ba poate mai mult decât normele tehnice din opera sa, a creeat gloria lui Thaer şi a făcut să fie considerat ca părinte al agronomiei moderne.

El nu a expus-o numai teoretic în cărţile sale, ci a aplicat-o practic în fermele creeate de el.

Succesul doctrinei şi al întreprinderilor lui agricole a fost aşà de mare, încât el a avut elevi din toată Germania şi din toată Europa cultă.

Interesant este şi aspectul politic şi social al personalităţii lui Thaer, în perfectă concordanţă cu doctrina şi activitatea sa.

El a luptat în Prusia pentru desfiinţarea relaţiilor feudale dintre proprietari şi ţărani. El a fost sfătuitorul lui Stein şi Hardenberg şi autorul tehnic al reformei de emancipare a ţăranilor (1).

In aceeaş epocă, în prima jumătate a secolului al XIX-lea, Mathieu de Dombasle creează în Franţa teoria capitalistă a agriculturii şi o aplică în ferma sa dela Roville.

(1) Adolph Buchenberger: Agrarwesen und Agrarpolitik.

Ferma sa ajunge o şcoală pentru un mare număr de tineri cari veneau din toate părţile Europei (1) să se prepare pentru dărâmarea agriculturii feudale.

In «Annales de Roville» în «Succès et Revers» în «Tratatul de agronomie» tipărit după moartea sa, principiul culminant este principiul beneficiului.

De atunci şi până azi ştiinţa agricolă este dominată de acest principiu.

Agronomia modernă desparte întreprinderea agricolă de familie şi face din ea o unitate economică de sine stătătoare. Ca şi în celelalte întreprinderi, în exploatarea agricolă, concură în procesul de producţiune forţele naturale, capitalul şi munca. Este indiferent pentru ştiinţa agricolă, dacă această muncă este salariată sau e făcută de membrii familiei.

Ştiinţa valorifică sau estimează munca în acelaş fel, indiferent de origina ei socială. Rolul întreprinzătorului agricol, mare, mijlociu sau mic este de a angrenà forţele naturale, capitalul şi munca, în modul cel mai raţional posibil, în raport cu mediul fizic şi economic, este de a organizà factorii de producţie. Dacă sunt bine sau rău organizaţi aceşti factori, se vede din beneficiul întreprinderii, exprimat numericeşte în bani. Contabilitatea este astfel indispensabilă într'o exploatare agricolă de orice mărime, tot ca şi într'o exploatare industrială sau comercială.

Cum îşi satisface familia trebuinţele cu beneficiul rezultat din exploatarea agricolă, este o problemă care nu mai priveşte agronomia.

Metodele tehnice, cari rezultă din aplicaţiunile chimiei, fizicei biologiei, mecanicei la procesul de producţie agricolă, nu au valabilitate şi nici nu sunt recomandabile decât în măsura în care întrebuinţarea lor creează mai multe valori decât consumă (valori exprimate numeric în bani) — sau cu alte vorbe nu sunt valabile decât dacă concură la beneficiu.

Ştiinţa agricolă modernă ca o ştiinţă de producţie sau de economie privată, este astfel elaborată în cadrul concepţiunii generale capitaliste (2).

Desfiinţarea relaţiunilor feudale, dărâmarea economiei familiale şi adoptarea modului de producţie capitalist, au dus la prosperitate extraordinară în agricultură în secolul al XIX-lea. Ea a prosperat în trei sferturi de veac mai mult decât într'o mie

(1) Agronomul I. Ionescu dela Brad, părintele ştiinţei agricole române, este elevul lui Dombasle. Ionescu dela Brad luptă în România pentru raţionalizarea agriculturii şi pentru emanciparea ţăranilor.

(2) Dacă un agricultor întreprinde lucruri cari nu răspund principiului beneficiului, el trebuie să-şi acopere paguba sau diferenţa din alte surse de venituri ale sale. Astfel de lucrări sau investiţii — să zicem cai de curse, — dacă nu produc beneficiu sunt din punct de vedere al ştiinţei agricole, greşeli cari împovărează exploatarea, cari trebuesc eliminate sau trecute în comptul cheltuelilor consumtive ale agricultorului ca persoană fizică, cheltueli cari nu au nimic aface cu exploatarea agricolă.

Această situaţie poate să survie şi în exploatarea mică ţărănească. Sunt în Polonia exploatări ţărăneşti bine organizate, cari produc beneficiu în sensul de mai sus. Dar ţăranul în loc să-şi facă muncile cu doi boi sau cu două vaci, ţine doi cai frumoşi din motive de mândrie şi de plăcere personală. Agronomii constată din contabilizarea gospodăriei că cei doi cai mănâncă o bună parte sau tot venitul ei. Caii trec atunci în domeniul cheltuelilor fastuoase, cheltuelilor de consum personal.

de ani de economie familială. Agricultura dela sfârşitul veacului al XVIII-lea şi în genere viaţa rurală din această epocă erà foarte asemănătoare aceleia de pe vremea lui Carol Magnul sau Wilhelm Cuceritorul.

In secolul XIX-lea agricultura a fost completamente revoluţionată. Câştigurile modeste la început ale exploatării agricole au fost învestite tot în întreprindere.

Agricultura feudală nu cunoaşte această procedare, ci pentru feudali toată agoniseala unui an, uniformă şi regulată, se întrebuinţă în scopuri consumative. Cel mult dacă un feudal mai întreprinzător plasà veniturile sale în achiziţiuni de noui moşii.

In agricultura capitalistă o parte din câştig merge la scopuri consumative, restul se întrebuinţează în investiţiuni capabile să sporească productivitatea pământului.

Revoluţionarea capitalistă a agriculturii a făcut necesar creditul pentru exploatare şi creditul pentru ameliorare. Instituţii anume pentru sprijinul agriculturii în această direcţie s'au întemeeat în toate ţările.

Fie prin plasarea disponibilităţilor din câştig, fie prin întrebuinţarea în largă măsură a creditului, proprietăţile au fost ameliorate într'un mod considerabil: s'au făcut lucrări de disecare sau de drenaj, pe locurile umede, lucrări de indiguire pentru apărare contra viiturilor de apă şi înnecurilor, lucrări de irigaţie, de transformarea paraginelor în terenuri cultivabile.

Pământul s'a îmbunătăţit prin lucrări anuale din ce în ce mai bune prin arături adânci, prin arături repetate, prin culturi amelioratoare, prin o successiune raţională a acestor culturi.

S'au construit pe proprietăţile mari clădiri de exploatare: locuinţe pentru proprietari, pentru amploiaţi şi lucrători, grajduri pentru vite, remize pentru maşini, magazii pentru producte.

S'au întemeeat industrii pentru întrebuinţarea şi prelucrarea nemijlocită a produselor agricole: lăptării, distilerii de alcool, fabrici de bere, de feculă, de zahăr, de conserve alimentare, mori, etc.

Rezidurile acestor industrii rămân în exploatare, servesc la hrana animalelor, iar dejecţiunile animale merg pe câmp ca îngrăşăminte.

Creşterea animalelor nu se mai face extensiv la păşune, ci intensiv la grajd. Producţia de lapte, producţia de carne, ajung o industrie.

Pentru a nu secătui pământul se întrebuinţează cantităţi considerabile de băligar pe care-l produc grajdurile fermei. Adesea nevoia de băligar precumpăneşte celelalte utilizări ale animalelor şi animalele se ţin în primul rând pentru rolul lor de a produce materia fertilizantă din deşeurile întreprinderii.

Şi totuş pământul silit să producă tot mai mult, cere să i se restitue tot mai mult din ceeace dă.

America de Sud trimite anual în Europa milioane de tone de salpetru de sodiu, milioane de tone de guano.

Pământul nu mai e o forţă naturală de producţie, el e un mediu care se prepară artificial, întocmai cum se prepară agarul sau gelatina pentru bacterii.

Când gunoiul de grajd nu mai ajungeà, când depozitele din Chili şi Peru au început să se secătuiască, agricultura capitalistă nu a încrucişat braţele. Cu ajutorul ştiinţei şi al tehnicei a găsit imediat alte izvoare fertilizante (1).

Industria fierului ne-a dat reziduri cari sunt îngrăşăminte de fosfor, distilarea cărbunelui pentru gazul de iluminat ne-a dat reziduri care sunt îngrăşăminte de azot.

S'au descoperit zăcăminte de săruri de potasiu la Stassfurt în Prusia, la Mulhouse în Alsacia — şi aceste zăcăminte au devenit imense rezervoare de substanţe fertilizante pentru pământ. Din depozitele naturale de fosfat de calciu şi din oase se prepară deasemenea anual milioane de tone de îngrăşământ fosfatic. In ultimele două decenii ştiinţa a pus la îndemâna uzinei procedeul de a face din azotul atmosferic, acest gaz inert şi nefolositor vieţii, pe cale sintetică salpetru şi alte îngrăşăminte de azot.

Capitalul şi producţia capitalistă a deschis şi în agricultură ca şi în industrie o perspectivă ilimitată. La mijlocul veacului trecut Liebig, marele chimist agricol, care a luminat taina hrănirii plantelor şi a întemeeat tehnica modernă a îngrăşării pământului, dădeà alarma, în «*Chimia sa cu aplicaţii la agricultură*», că se consumă mai

(1) Cifrele referitoare la consumul de îngrăşăminte chimice le găsim într'o preţioasă monografie a Institutului Internaţional de agricultură din Roma, din care extragem:

Consumaţia Germaniei în îngrăşăminte chimice pentru anul 1922 erà:

6.741.720	quintale	m.	de	superfosfat
14.068.270	»	»	»	zgură de defosfatare
8.859.600	»	»	»	săruri potasice
309.610	»	»	»	salpetru de sodiu
11.791.420	»	»	»	sulfat de amoniac
2.380.000	»	»	»	cianamidă de calciu

Consumul Franţei în 1922:

20.957.830	quintale	m.	de	superfosfat
3.308.190	»	»	»	zgură de defosfatare
7.284.210	»	»	»	săruri potasice
1.581.180	»	»	»	salpetru de sodiu
1.393.690	»	»	»	sulfat de amoniac
314.980	»	»	»	cianamidă de calciu

Consumul Poloniei în 1922:

146.540	quintale	m.	de	superfosfat
696.560	»	»	»	zgură de defosfotare
246.450	»	»	»	săruri potasice
288.660	»	»	»	salpetru de sodiu
224.170	»	»	»	sulfat de amoniac
459.640	»	»	»	cianamidă de calciu

Cf. Production et consommation des engrais chimiques dans le monde, Publ. Inst. International d'agriculture de Rome, III ed. 1924.

mult decât forţa naturală de producţie a pământului. Populaţia nu se poate menţine la nivelul actual, zicea el, decât dacă printr'un miracol divin pământul ar redobândi rodnicia care i-a fost răpită prin prostie şi ignoranţă şi dacă s'ar descoperi mine de bălegar ori de guano în felul minelor de cărbuni din Anglia. «Nici un om rezonabil, zicea el, nu consideră probabilă sau posibilă realizarea acestor condiţii» şi totuşi în mai puţin de jumătate de veac spiritul european neliniştit, neastâmpărat şi creator a săvârşit miracolul, a găsit zăcămintele de potasiu şi cele de fosfor, iar cât priveşte azotul, mina nesfârşită a devenit atmosfera.

Astfel într'un sens pământul încetează de a fi limitat: noui procedee de cultură sporesc mereu puterea sa de producţie.

Această putere de producţie se conservă încă printr'o succesiune raţională a culturilor celor mai felurite. Lucrul acesta era imposibil în agricultura familială când toată lumea trebuia să producă la fel cele necesare vieţii. Azi piaţa absoarbe produsele cele mai variate şi face posibilă rotaţia culturilor şi cultivarea fiecărui teren cu plante cari convin cel mai bine pe acel pământ.

Lucrarea pământului se face adânc şi repetat cu unelte bune şi cu vite mult superioare celor din secolele anterioare. Aburul, motorul cu explozie şi electricitatea au fost puse şi în serviciul agriculturei.

Dela jumătatea secolului al XIX-lea se construeşte plugul cu aburi, care a permis cultura intensivă de mari suprafeţe. In ultimele decenii motorul cu explozie a fost pus în serviciul tracţiunii agricole pentru arături, pentru transportul produselor ca şi pentru lucrările de recoltă sau pentru treer.

Electricitatea revoluţionează viaţa rurală în acelaş sens: ea dă lumină, tracţiune, forţă în ateliere sau în industriile agricole.

Maşinile cele mai perfecţionate, construite întâia oară în Anglia şi America, înlocuesc munca penibilă cu braţele sau cu animalele. Afară de plugul cu aburi sau de motorul cu explozie, agricultura are de pe la jumătatea secolului al XIX-lea la dispoziţia sa maşini de semănat, maşini de prăşit, de secerat, de cosit, batoze pentru treerat şi multe alte maşini pentru scopurile cele mai felurite.

Varietatea ramurilor exploatării, culturii diferite, animale, industrii, repartizează munca în tot anul, nu numai în anotimpul de vegetaţie.

Raţionalismul economic, cu care Sombart caracterizează capitalismul, a fost aplicat în exploatările agricole tot aşa de complet ca şi în cele industriale.

Consecinţa investiţiunilor de capital, a inovaţiunilor tehnice, al organizării optime a făcut ca producţia agricolă la hectar şi producţia agricolă totală să crească în proporţii nebănuite cu un veac înainte.

Negreşit, nu se poate semnala în agricultura europeană cel puţin, un fenomen de supra producţie ca în industrie. Disponibilul de produse agricole din ţările orientale ale Europei se absoarbe cu relativă uşurinţă în Occident. O luptă pentru debuşeuri, un imperialism rezultat din excesul de producţie agricolă, nu se poate constată, cum e cazul pentru producţia industrială. Acest fenomen deosebeşte producţia agricolă de producţia industrială în faza capitalistă.

Producţia agricolă are totuş şi azi o tendinţă de creştere. Ţări ca Franţa, Italia,

Germania, foarte desvoltate din punct de vedere industrial, tind să se micşoreze importul lor agricol şi să-şi producă cele necesare în propria lor ţară.

Ştiinţa lucrează necontenit şi dă noui arme în mâna întreprinzătorului agricol pentru a-şi mărì producţia şi beneficiul. Ca şi în industrie şi în tehnică, ştiinţa a fost pusă în serviciul modului de producţie capitalist — ori poate ştiinţa nu şi-a putut niciodată valorificà mai bine cuceririle sale ca în epoca structurii capitaliste. Căci în această epocă stă la îndemâna şi întreprinzătorul îndrăzneţ şi capitalul necesar pentru a face dintr'o invenţie o utilitate.

Ştiinţa a creat şi creează mereu şi în agricultură, pe lângă acele perfecţiuni tehnice, cari caracterizează orice întreprindere agricolă raţională, o serie de mijloace de o fineţe minunată pentru a sporì producţia şi beneficiul.

Astfel ştiinţele biologice ne dau putinţa să activăm viaţa bacteriană şi s'o punem în serviciul fertilităţii solului, să cultivăm bacterii amelioratoare, să imunizăm animalele, să combatem boalele la animale şi plante, să cultivăm în laborator fermenţi pentru diferite fermentaţiuni.

Putem dirige desvoltarea plantelor şi animalelor într'un sens voit, căci cunoaştem legile variabilităţei şi ale eredităţii. S'au creat rase de animale pentru diferite scopuri şi adaptate la diferite climate întocmai cum s'au construit maşini pentru diferite întrebuinţări. Din plante rustice de o productivitate mediocră s'au creat varietăţi superioare printr'o muncă îndrăzneaţă, migăloasă şi tenace. E destul să spunem că atunci când s'a luat în cultură sfecla de zahăr la începutul veacului trecut, conţinutul ei de zahăr erà de 8%, azi conţinutul ei în zahăr este de 16—20% şi producţia totală la hectar a crescut în aceeaş proporţie.

In acelaş fel ca ştiinţele biologice agronomul pune neîncetat la contribuţie ştiinţele fizice chimice, matematica, mecanica, artele constructive, ingineria.

Intreprinderea agricolă nu mai este limitată la satisfacerea trebuinţelor nemijlocite ale familiei.

Ţelurile ei sunt ilimitate şi în permanenţă acomodate la o viaţă ce creşte şi cere mereu ca şi ţelurile producţiei industriale.

Intreprinzătorul agricol fie el proprietar mare ori mic, ori arendaş, e scos din echilibrul tihnit al vieţii feudale, din dependenţa de natură. Proprietarul mare în special, încetează de a fi un beneficiar al rentei solului.

Ci întreprinderea agricolă cere dela conducătorul ei însuşirile cu cari Sombart caracterizează pe orice întreprinzător capitalist. Spirit de organizare, pentru a face convergente toate elementele întreprinderii sale, pentru a grupà pe lucrători în timp şi spaţiu, a dispune pe fiecare la munca cea mai urgentă şi pentru care e cel mai potrivit.

Intreprinzătorul agricol trebuie să aibă spirit comercial, să cunoască piaţa, să cumpere şi să vândă avantajos, să cunoască sursele de credit, să inspire încredere.

Trebuie să aibă spirit gospodăresc sau, cum îi zice Sombart în altă parte, spirit burghez, să ştie a cruţà, a ordonà, a menţine.

Se cere încă să aibă o solidă cultură profesională, pentru a adaptà datele generale ale ştiinţei agricole la cazurile particulare ale întreprinderii sale, pentru a ţine pas cu progresul.

Am răspuns astfel şi la a doua întrebare ce ne-am pus-o şi am arătat că agricultura este succeptibilă de a fi organizată după modul de producţie capitalist şi roadele acestui mod de organizare sunt tot aşà dè bogate ca şi în industrie.

3. *Ferma.* Forma tipică a întreprinderii agricole capitaliste este exploatarea care are dela 100—500 ha. aşà cum s'a născut în Occident, în Franţa, în Germania, în Belgia, în Cehoslovacia, în Ungaria, în Polonia: este ferma.

O astfel de fermă este un tot organic ca şi o uzină. Se lucrează după un plan de îmbunătăţire de mai lungă durată şi după un plan de exploatare anual, care tinde la cea mai mare rentabilitate în raport cu condiţiunile pieţei. Diferite ramuri ale întreprinderii se integrează reciproc. Pământul dă unele produse, cari se valorifică imediat pe piaţă, altele se valorifică transformate în animale ori produse animale, altele merg la industrie. Industria dă rezidurile pentru animale, animalele dau îngrăşământul pentru câmpuri. E un circuit al materiei prime şi un circuit al capitalului ca şi în industrie. Munca e asigurată prin colonii de lucrători, stabiliţi pe moşie. Cererea enormă de braţe în perioada recoltei se tempereazá cu ajutorul maşinilor, iar pentru sezonul agricol de repaos, lucrătorii sunt întrebuinţaţi în industriile agricole, ale căror campanii intense alternează cu campania agricolă. Pentru utilizarea uniformă a muncii servesc şi anumite ramuri speciale ale agriculturii, pepinieră de pomi şi viţă de pildă, în care lucrarea cea mai grea, desfundatul, se face iarna, crescătorii, îngrăşătorii, industrii, etc.

Cunoştinţele profesionale ale conducătorului întreprinderii trebuie să fie desăvârşite, dar nu trebuie să-i lipsească nici simţul comercial.

Agricultorul lucrează cu o bancă, el ceteşte mercurialele bursei şi e atent asupra momentului când trebuie să vândă.

Contabilitatea înregistrează cu preciziune toată mişcarea valorilor, inclusiv valoarea muncii în întreprindere. Proprietarul are un cont personal, chiar când el însuş conduce, cont care e separat de conturile întreprinderii. Cheltuelile lui personale mai mari ori mai mici nu alterează calculul de rentabilitate, care priveşte întreprinderea ca pe o unitate de sine stătătoare.

O astfel de organizaţie comportă o anume suprafaţă, ea nu se poate întocmì pe o suprafaţă mai mică, dar nici pe o suprafaţă prea mare. Latifundiul nu se adaptează sistemului de producţie capitalist decât dacă e divizat în mai multe ferme.

Fermele capitaliste reprezintă azi în Occident generalitatea exploatărilor agricole mari şi mijlocii. La noi s'ar puteà da ca exemplu întreprinderea agricolă a d-lui B. Ştirbey la Buftea, întreprinderea d-lui Marian la P.-Olt, ferma Seceleanu la Mărculeşti, câtevà ferme în Nordul Moldovei. In Vechiul Regat numărul lor este restrâns. In provinciile de peste Carpaţi sunt proporţional mai numerose în Banat şi Ardeal.

4. *Exploatarea ţărănească.* Exploatarea ţărănească mică, din cauza însăş a proporţiilor ei, nu poate să aibă toate caracterele tipice ale fermelor capitaliste.

Totuş exploatarea ţărănească nu se poate sustrage modului de producţie capitalist, şi de fapt în Occident, marea, covârşitoarea majoritate a exploatărilor ţărăneşti sunt mici întreprinderi capitaliste.

Principiul beneficiului e acela care domină toată întreprinderea ţărănească, nu

satisfacerea directă a trebuinţelor. Se produce pentru piaţă ceeace e mai rentabil în împrejurările date şi se cumpără de pe piaţă cele trebuincioase chiar şi produse de hrană. Renunţarea la producţia pentru satisfacerea propriilor nevoi are din punctul de vedere al economiei generale o mare superioritate.

Fiecare întreprindere se specializează într'o anumită ramură de producţie după loc: unul produce tutun, altul struguri, altul flori, altul fructe, altul îngraşe porci şi gâşte şi toţi aceştia îşi aduc cele trebuincioase hranei, de pildă cerealele de pe piaţă. Schimbul e intens, circulaţia rapidă şi întreprinderea în strânsă dependenţă de piaţă.

Impulsul de căpetenie al ţăranului ca şi al marelui capitalist este dorinţa de a agonisi. Ea trece în primul plan. Satisfacerea nevoilor nu mai e un scop, ea e depăşită de năzuinţa de îmbogăţire a ţăranului. Satisfacerea nevoilor devine un lucru elementar şi de sine înţeles în mişcarea economică.

Că întrebuinţează sau nu lucrători străini nu este esenţial pentru a caracteriză întreprinperea ţărănească capitalistă. In majoritatea cazurilor munca salariată nu lipseşte: ea apare sub forma lucrătorului cu ziua sau cu bani sau cu schimb de muncă, a argatului, a ucenicului, a slujnicii. Braţele familiei îndeplinesc în orice caz o mare parte de muncă. Prestaţiunea lor e examinată tot după norma capitalistă şi adesea ţăranul găseşte mai avantajos, mai rentabil, ca fiul lui să lucreze la altul nu la sine.

Esenţialul prin urmare pentru a caracteriză întreprinderea ţărănească capitalistă este predominarea principiului beneficiului, goana după agonisire, producţia pentru piaţă, specializarea producţiei, după pământ, climă şi situaţie, reprezentarea numerică în bani a tuturor produselor, raţionalizarea exploatării.

Caracterele acestea le întâlnim pretutindeni în micile ferme ţărăneşti din Franţa, din Germania, din Danemarca, Olanda, Elveţia, din America mai ales (1).

Ţăranii elveţieni sunt grupaţi într'o puternică organizaţie economică: Uniunea ţăranilor elveţieni, cu sediul la Brugg. Direcţiunea Uniunii conduce adaptabilitatea întreprinderilor ţărăneşti elveţiene la condiţiunile pieţei naţionale şi internaţionale.

Secretariatul ţine cu ajutorul unor formulare săptămânale completate de ţărani înşişi, contabilitatea a 20.000 de întreprinderi mici. Pe temeiul bilanţului acestor întreprinderi, secretariatul ţărănesc redactează comunicate periodice de modul cum trebuie întocmite întreprinderile, pentru a da maximum de beneficiu.

Suntem cum se vede departe de gospodăria familială.

Chiar în ţări foarte înapoiate din punctul de vedere al organizării capitaliste, cum e Rusia, cercetătorii ruşi înşişi şi anume dintre adversarii capitalismului, au găsit că un număr însemnat de întreprinderi ţărăneşti sunt organizate capitalist şi lucrează cu salariaţii (2). «Aceasta nu se poate constată prin grupări după întinderea suprafeţelor cultivate ci prin analizarea momentelor capitaliste, adică dacă se întrebuinţează în gospodării salariaţi şi în ce măsură».

---

(1) Asupra minunatei organizări şi productivităţi a fermelor mici din America vd. Kropotkin: Unde poate ajunge agricultura, în româneşte de P. Muşoiu.

(2) Teoria economiei ţărăneşti de Alex. Ciajanov, analizată de d-l V. Madgearu în Independenţa economică No. 3—4/925.

In România întreprinderi mici ţărăneşti capitaliste au existat în multe regiuni ale ţării, chiar şi înainte de reforma agrară, în epoca de tranziţie spre structura capitalistă, epocă botezată cu cuvântul neoiobăgie.

Ţăranii din unele comune din Ilfov, dela Dărăşti de pildă, cari produc cartofi, ceapă şi varză şi-şi cumpără îmbrăcăminte şi cereale. au ieşit de mult din economia familială. Ţăranul brăilean care merge cu grâul în obor şi se întoarce cu el înapoi fără să-l fi vândut, fiindcă preţul este prea mic, este cucerit pentru economia capitalistă.

Tot aşà ţăranul din Banat şi Transilvania care numai îngraşe porci pentru piaţă «pentru că nu se plăteşte», de când s'au instituit taxele de export.

Astăzi după reforma agrară, economia noastră ţărănească este în plină transformare capitalistă, precum vom arătà mai la vale.

Nu putem reluà aici problema dacă exploatarea mare ori cea mică este mai productivă, mai economică în sensul principiului economic capitalist. Am tratat această problemă cu alt prilej (1).

Este însă locul să spunem că dintr'un anume punct de vedere, pentru ţările sărace în capital, disponibil cum sunt Polonia, România şi celelalte ţări din Orientul Europei, adaptarea întreprinderilor ţărăneşti la sistemul de producţie capitalist este mai uşoară decât adaptarea celor mari. In acestea din urmă cerinţele de capital sunt mari, lipsa capitalului nu se poate compensà cu nimic, braţele lucrătoare trebuie plătite. In întreprinderea ţărănească capitalul şi munca se pot înlocui reciproc. Ţăranul poate compensà insuficienţa capitalului cu o muncă mai intensă a sa şi a membrilor familiei sale (2).

5. *Cooperaţia.* Inconvenientele pe cari le are întreprinderea mică capitalistă faţă de întreprinderea mare, sunt cunoscute: neputinţa de a întrebuinţà maşinile mari, de a se aprovizionà dela sursă cu cele necesare agriculturii, de a aveà reproducători de rasă, de a vinde partizi mari fără intermediari, de a obţine credite, etc.

Aceste inconveniente se remediază prin asociaţie, prin cooperaţie. Ce structură economică şi socială prepară omenirii educaţia prin cooperaţie nu se poate profetizà.

Deocamdată cooperaţia se încadrează în sistemul capitalist.

D-l Zeletin în conferinţa sa din anul acesta la Institutul social «*Capitalismul naţional*», după ce accentuează strânsa legătură dintre capitalism şi profit continuă: «Cooperaţia şi socialismul nu distrug producţia dar elimină profitul». Socialismul şi cooperaţia socialistă negreşit tind să elimine profitul. Dar în structura actuală economică socială nu se pot imaginà întreprinderi capitaliste cu profit şi întreprinderi fără profit. Ci în organizarea cooperativă, profitul se întoarce asupra tuturor cooperatorilor, fie sub formă de dividende, fie sub formă de prime de consumaţie, fie chiar sub formă de economie de preţ.

(1) Vd. Reforma agrară şi producţiunea de G. Ionescu-Şişeşti. Editura Institutului Economic Bucureşti 1925.

(2) Comp. Poniatovscki: Referat la Congresul Internaţional de agricultură din Varşovia, 1925.

Principiul economic al profitului, raţionalismul economic, proprietatea, întreprinderea, salariatul chiar, nu dispar în organizarea cooperativă.

D-l Taşcă a demonstrat foarte convingător în conferinţa sa «Capitalismul român şi cooperaţia» că acest mod de producţie este în cadrele capitalismului, că a putut să apară (întocmai ca şi societatea anonimă, a cărei structură juridică o împrumută) odată cu capitalismul. Ca şi societatea anonimă ea este bazată pe proprietatea mijloacelor de producţie ce aparţin societarilor. Ea nu suprimă profitul. Din punct de vedere al producţiei, ea este curat capitalistă (1).

Socialiştii nu consideră cooperaţia ca o etapă spre socialism ci dimpotrivă. Iată părerea unuia dintre marii doctrinari ai socialismului, Kautsky:

«Cooperativele de credit sunt pentru ţărani de cea mai mare importanţă ca mijloace de progres economic, nu zic ca mijloace de progres către socialism, cum se gândesc unii, dar de progrese către capitalism şi acest progres este de o mare valoare economică» (2).

Tot aşà Vandervelde afirmă că asociaţiile de producţie sunt mai puţin o formă de trecere spre socialism decât spre capitalism (3)

Kautsky atribue cooperativelor de lăptărie un rol de exploatare a bunei stări a ţăranilor, face din ele o cauză de decădere pentru aceştia.

Cooperaţia integrală, după concepţia socialistă, cooperaţia în care ţăranii vor aduce ca aport parcelele lor şi vor munci ca lucrători pentru a-şi împărţi apoi produsele muncii în comun — aceasta o rezervă Kautsky viitorului, când se va întemeeà societatea cu structura socialistă.

Până atunci cooperaţia se încadrează în sistemul capitalist.

Agricultura ca ramură de producţie este astfel susceptibilă de a fi organizată după normele capitaliste fie că este vorba de exploatarea mare, fie că e vorba de cea mijlocie sau mică, fie că e vorba de intreprinderile cooperative. De fapt agricultura în formă de economie familială a dispărut din Occidentul Europei şi e pe cale să dispară şi din Orientul acestui continet.

IV. FORME DE EVOLUŢIE CAPITALISTĂ A AGRICULTURII IN DIFERITE ŢĂRI ALE EUROPEI. EVOLUŢIA DIN ROMÂNIA

1. *Evoluţia în Occidentul Europei.* Trecerea agriculturii spre forma de producţie capitalistă nu s'a făcut în acelaş chip şi în acelaş tempo în diferite ţări ale Europei. De obiceiu se ià ca punct de separaţie între economia naturală feudală şi economia capitalistă, anul în care au fost emancipaţi ţăranii. Am arătat că în unele ţări emanciparea multor ţărani se făcuse înainte de consacrarea ei legală, cum a fost cazul în Franţa. In alte ţări regimul feudal a durat şi după emanciparea legală a ţăranilor şi acesta a fost cazul în România.

(1) G. Taşcă: Capitalismul român şi cooperaţia.
(2) K. Kautsky: La question agraire. Trad. par Milhaud et Polak 1900.
(3) Vandervelde: Socialismul şi agricultura. Trad. de Şerban Voinea.

In cele mai multe ţări evoluţia aceasta s'a făcut cu menţinerea şi cu întărirea ţărănimii. Intr'o singură ţară europeană, în Anglia, desfiinţarea relaţiunilor de producţie feudale a însemnat desfiinţarea aproape în întregime a ţărănimii.

Domeniul eminent aparţineà în Anglia, ca pretutindeni în feudalitate, lorzilor; domeniul util, uzufructul aparţinea fermierilor şi ţăranilor. Domeniul eminent al celor dintâi a fost transformat în proprietate în sens capitalist, cu sacrificarea ţăranilor cultivatori. La această evoluţie a împins marea desvoltare a industriei lânei. Creşterea oilor cereà o mână de muncă foarte restrânsă şi lorzii se putură dispensà de munca fermierilor sau ţăranilor lor. Fermele mici fură desfiinţate, ţăranii împinşi spre oraşe, sau colonii. Proprietăţile comunale fură şi ele acaparate şi îngrădite de lorzi, mai ales în secolul al XVIII-lea, când industria din Flandra cereà tot mai multă lână.

Ţărănimea a fost astfel desfiinţată prin violenţă şi ce e mai regretabil nu numai pentru a creşte oi, ci a creşte vânat, căci nu arareori păşunile au fost transformate la rândul lor în terenuri de vânătoare.

In «Capitalul», Karl Marx descrie aceste lucruri cu asprimea incisivă, care caracterizează critica sa.

In ţările continentale din Occident în Franţa, în Germania, în Belgia, în Danemarca, în Olanda, emanciparea ţăranilor, începută de fapt înainte de consacrarea ei în drept, a fost făcută fără sacrificarea acestei categorii sociale. Dar nu a fost sacrificată categoria marilor şi mijlociilor agricultori.

S'a păstrat între aceste categorii o stare de echilibru, care este după cât se pare, cea mai adecuată modului de producţie capitalist. De fapt agricultura acestor ţări este astăzi complet angrenată în structura capitalistă. Interesele diferitelor categorii de agricultori apar convergente, ceeace face dezolarea socialiştilor, cari văd cum clasa ţărănească încurcă calculele lor.

Construcţia lor socială, întemeeată pe observaţia fenomenelor din industrie, nu se poate aplicà, cum vom vedea, agriculturii. Cei mai vechi, începând cu Marx, au crezut că pot surprinde şi în exploatarea agricolă o tendinţă de centralizare spre mare întreprindere. Faptele i-au desminţit: Kautsky credeà că amândouă tendinţele există, şi de concentrare şi de fărâmiţare. Vandervelde observă mai ales pe cea din urmă. David este pentru superioritatea micii culturi.

Fapt e că în Occident agricultura este capitalistă în toate elementele ei şi o tendinţă de evoluţie în sens socialist e cu neputinţă de stabilit.

2. *Evoluţia în România*. In România transformarea structurii sociale feudale bazată pe economia familială, se face în a doua jumătate a secolului al XIX-lea. Cercetările d-lor St. Zeletin şi V. Madgearu au luminat problema şi au stabilit liniile evoluţiei societăţii româneşti în veacul XIX-lea. Oricât vor să fie unul la un pol şi altul la celălalt pol al interpretărei faptelor cercetate de d-lor, faptele rămân aceleaşi şi asupra lor ei sunt de acord. D-l C. Garoflid a adus o foarte preţioasă contribuţie în conferinţa sa ţinută la Institutul Social Român: Rolul social al proprietăţei mijlocii.

In ceeace priveşte explicarea şi interpretarea acestor fapte vom face şi noi câtevà observaţii.

Transformarea în sensul economiei capitaliste a societăţii româneşti începe pe la 1830, odată cu deschiderea drumului Dunării, odată cu primul contact ce-l ià burghezia occidentală cu principatele române. După d-l Zeletin influenţa capitalismului incipient produce ideologia naţională şi liberală, care se observă născându-se în principate în aceà epocă şi care creşte şi ajunge aşà de bogată în *urmări* în secolul al XIX-lea. Aşà explică d-l Zeletin renaşterea politică şi naţională a României ca influenţă a capitalismului.

Determinismul acesta materialist al d-lui Zeletin este dezolant, prin unilateralitatea şi schematismul său. De un determinism sufletesc, de vreo influenţă culturală sau morală, nu e nicăeri vorba în opera d-lui Zeletin. Ideologii, cari au făurit renaşterea culturală, naţională şi politică în secolul al XIX-lea au fost împinşi dinapoi de capitalismul invadant, după d-l Zeletin. Aşà dar şcoala lui Gheorghe Lazăr, lecţiile lui Kogălniceanu, surghiunul lui Bălcescu—desmormântarea cronicarilor, le-au produs capitalul destructiv străin.

Noi nu putem aruncà peste bord valorile sufleteşti şi nu credem că ideologia liberală şi naţională e produsul capitalismului. Pentru noi ideologia nu e «suprastructură» ci fenomenul iniţial primordial. Ideologia a făcut să se nască capitalismul, nu invers.

De ce capitalismul atât de puternic şi penetrant nu poate să distrugă economia familială din Mongolia, de pildă ? Lipseşte acolo şi nu poate naşte ideologia, fenomenul spiritual prealabil, care a transformat în sens capitalist Japonia.

Lipseşte spiritul european.

Dealtfel aceasta nu e numai părerea noastră. Sombart — maestrul d-lui Zeletin — vorbeşte de spiritul european, ca de cauza generatoare a capitalismului : «Capitalismul s'a născut din temelia adâncă a sufletului european. Acelaş spirit din care s'a născut Statul cel nou şi religia cea nouă, din care s'a născut ştiinţa nouă şi tehnica nouă, tot el creează şi noua viaţă economică» (1).

Relaţiunile feudale dintre proprietari şi ţărani au fost desfiinţate la 1864. D-l Zeletin judecă astfel noua situaţie a ţărănimii: Capitalismul zmulge din vechea legătură pe ţărani, dar nu e încă în stare să le deà de lucru, căci industria nu e încă născută. De acì mizeria fatală a ţărănimii, în a doua jumătate a secolului al XIX-lea din perioada botezată neoiobăgie. Dar oare, ne întrebăm noi, (2) cum fuseseră aceşti ţărani hrăniţi mai înainte nu ar fi putut fi hrăniţi mai departe din agricultură, dintr'un regim mult mai productiv din punct de vedere economic, în regimul ca-

(1) Werner Sombart. Der moderne Kapitalismus.

(2) Intr'o recenzie a lucrării noastre «Reforma agrară şi producţiunea» în care pusesem aceeaş întrebare, d-l Zeletin ne răspunde că ţăranii nu mai pot fi hrăniţi în această epocă şi cad în mizerie, fiindcă produsul muncii lor se exportează. Explicaţia e numai în parte plauzibilă pentrucă numai o parte relativ mică din producţie se exportă şi pentrucă pentru partea vândută de ţăran din recoltă el obţine un preţ cu care îşi procură alte bunuri necesare întreţinerii sale.

pitalist ? De fapt acest regim nici nu a fost aplicat în agricultură cu toată emanciparea ţăranilor, instituirea proprietăţii şi proclamarea libertăţii.

Agricultura a rămas mai departe în economia familială, ţăranul producând pe moşia boerului minimum de existenţă, proprietarul trăgând renta, pe care o întrebuinţă în scopuri consumtive.

Până în ultimele decenii noi nu am avut în România ferme în sensul capitalist, cum am arătat mai sus.

Marii proprietari au conservat tot timpul, după reformă, spiritul feudal, spiritul de rentier, care e cel mai mare duşman al spiritului capitalist. Venitul fiind asigurat prin contracte de învoială agricolă, proprietarul nu mai aveà nici o grijă decât aceea a cheltuelilor consumtive, exact ca în economia feudală. Dacă venitul erà mai mare, cheltuelile consumtive erau ţinute la nivel. O mare parte din munca ţăranilor, din munca naţională s'a risipit în cheltueli somptuoase în străinătate. Ba adesea cheltuelile consumtive erau mai mari decât rentele şi multe familii vechi boereşti au sombrat, mai ales în Moldova, din această pricină. Investiţii în agricultură, în scopul de a se transformà moşiile în ferme capitaliste, n'au fost în această epocă de loc. Până astăzi majoritatea moşiilor din Moldova şi Muntenia sunt lipsite de construcţii, de plantaţii, lipsite de locuinţe pentru lucrători, lipsite de inventar, de animale, de maşini, de orice face caracteristica unei exploatări capitaliste.

Ele nu erau înzestrate decât cu ţărani şi ţăranii trebuiau să posedă mijloacele de exploatare.

Pământul şi ţăranii cu un minimum de capital asigurau producţia. Neexistând un ţel de îmbunătăţire, de investiţie, ci numai scopul de consum, producţia rămânea la acelaş nivel. Societatea rămâneà pietrificată într'o formă fixă. In nici una din ţările vecine tot aşà de înapoiate din punct de vedere al evoluţiei capitaliste, nu mai vedem această totală indiferenţă, această psihologie complet refractară spiritului capitalist.

Sunt în Basarabia ferme asemănătoare celor din Occident, într'o regiune mult mai ingrată decât ţinuturile Occidentului european şi nu se poate zice că evoluţia capitalistă erà mai înaintată în Rusia ca la noi.

Această incapacitate de a ieşì din economia feudală a proprietarilor noştrii o atribuì întâi insuficienţei lor de înţelegere, insuficienţei de pregătire, insuficienţei spiritului de prevedere, unei insuficienţe aşà dar sufleteşti şi culturale. La noi majoritatea marilor proprietari au fost contra raţionalismului economic, contra investirilor contra ştiinţei agricole. S'au pietrificat în cele moştenite. .

Această pietrificare a fost spartă de câţivà proprietari îndrăzneţi cei mai mulţi de obârşie ţărănească sau burgheză, însă numai pe alocurea. Arendaşii au contribuit şi ei la distrugerea economiei feudale prin aceea că au creeat întreprinderea agricolă, au început să cruţe şi să investească capitalul ce se cheltuià astfel de proprietari prea adesea în străinătate, au introdus în agricultură unele inovaţii tehnice: maşini în special. Dar majoritatea arendaşilor nu visau la rându-le decât soarta proprietarului: asigurarea rentei şi cheltueli consumtive şi mulţi din ei au şi devenit proprietari în acest fel.

Dacă reforma agrară ar fi fost mai largă la 1864, dacă populaţia rurală nu ar fi avut o aşà de mare nevoie de pământ pe care acceptà să-l dobândească dela proprietar în orice condiţiuni, de sigur că situaţia ar fi fost alta. Dar se va zice : agricultura nu se puteà organizà capitalist, căci lipseà capitalul. La aceasta am răspuns că acest capital care se formà an de an din munca ţărănimii, se risipeà în cheltueli consumtive.

Erà totuş un disponibil de capital, care se plasà, se investea în întreprinderi capitaliste, în întreprinderi industriale.

Toată această epocă este dominată de ideea susţinută, generalizată, popularizată de liberalismul politic că nu putem deveni un Stat modern, decât întemeind o *industrie naţională*. Industria propriu zisă, fabrica, uzina, este civilizaţia; întreprinderea agricolă oricât de raţională oricât de capitalistă, este barbarie, este agrarianismul feudal, înapoiat şi retrograd.

Această teorie aplicată la politica economică a Statului a contribuit să ţie agricultura în loc, timp de 50 ani. D-l Zeletin şi-o însuşeşte.

D-sa acordă industriei în viaţa economică o proeminenţă particulară, un rol dominant şi călăuzitor. Agricultura capitalistă nu numai se naşte în funcţie de desvoltarea industrială, dar rămâne în permanentă dependenţă de ea, zice d-sa.

Consecinţa a fost că s'a creat cu sacrificii voit, o industrie artificială, în dependenţă permanentă de încurajarea Statului.

Noi credem că agricultura e o industrie ca oricare alta, am demonstrat că ea se poate organizà capitalist.

Ba pentru România este cea mai de căpetenie industrie, care ne-a făcut posibilă prin producţia ei existenţa până acuma şi care e susceptibilă să deà României posibilităţi de bogăţie şi de prosperitate mult mai mari decât industria.

In industria agricolă, în agricultură, se pot specializà anumite popoare cari au condiţii naturale şi sociale prielnice pentru aceasta, întocmai cum altele se specializează în industria fierului ori a cărbunelui.

Cred că e mare risipă de energie omenească în tendinţa, pe care o constatăm de altfel nu numai la noi, dar la multe popoare de a năzuì la autarhie economică, de a face de toate. In timp de pace aceasta nu serveşte la nimic, dată fiind intensitatea schimbului, dar nu serveşte nici în timp de răsboiu, după cum a dovedit exemplul Germaniei.

Noi risipim mijloacele şi energia poporului nostru împingându-l la o industrie factice încercând să imităm pe Germani, Englezi, pe Francezi şi lăsând în părăsire industria, pentru care avem cele mai prielnice condiţii.

Ruinăm sforţările noastre în domeniul capitalismului industrial în loc să ne specializăm în cel agricol.

In adevăr, dacă am comparà agricultura cu industria am constatà : Credit pentru agricultură a fost cu totul insuficient. Creditul funciar rural organizat ca Instituţie de credit ipotecar n'a contribuit decât prea puţin la desvoltarea agriculturii. Azi insuficienţa creditului pentru agricultură e şi mai adânc simţită — o constată însuş raportul consiliului de administraţie al Băncii Naţionale.

Industria are o lege de încurajare care-i garantează avantagii însemnate; agricultura nu are nimic asemănător. Industria are o largă protecţie vamală — agricultura luptă în epoca de după răsboiu cu taxe de export.

O îndrumare profesională cu mijloace mari, pe o scară largă, a agricultorilor nu a existat.

Când comparăm ce se face în Occident şi în America pentru îndrumarea agriculturii, pentru a pune la îndemâna agricultorilor toate datele ştiinţei, pentru a răspunde la orice problemă, ne ruşinăm de nepăsarea noastră.

Atitudinea aceasta de neînţelegere, de dispreţ, aş puteà zice, pentru agricultură, a fost atitudinea burgheziei orăşeneşti şi a liberalismului şi e de mirare cum un cercetător aşà de adânc, aşà de obiectiv ca d-l Zeletin o acceptă şi o justifică.

Partidele conservatoare, cari puteau să ia în mână soarta agriculturii, ca în Ungaria, ori Germania, s'au pietrificat într'o atitudine şi mai neconformă cu vremea. Asupra acestui lucru suntem de acord cu d-l Zeletin. Conservatorii au crezut că mântuirea ţării stă în păstrarea celor moştenite.

Tradiţionalismul lor aristocratic erà militant în cultură, la Junimea şi aiurea. In ceeace priveşte desvoltarea economică, ei au avut o atitudine pasivă, indiferentă, n'au putut opune liberalismului nici o doctrină. Ei se puteau oarecum specializà în a adaptà agricultura la nouile forme de producţie, în a scoate din ocrotirea ei tot folosul pentru ţară. N'au făcut-o, ci au fost propagatorii credinţei că ţăranul va fi fericit să rămână la economia familială, să nu-l scoţi din echilibrul ancestral. Dealtminteri ei înşuşi, precum am arătat, în exploatările lor agricole, nu au dat dovada de spirit de întreprindere, ci au păstrat psihologia feudală: venitul pentru consum.

Dar ceeace n'a făcut liberalismul, ceeace n'au făcut conservatorii au făcut ţăranii, prin forţa de desvoltare, care erà în mijlocul acestei clase.

Ţărănimea a putut creà o mişcare cooperativă şi tot puterea ei a determinat reforma agrară.

Reforma agrară nu e o consecinţă a capitalismului ci un lanţ din evoluţia capitalistă, pe care o desăvârşeşte.

Reforma agrară a rupt interdependenţa reciprocă între ţărani şi proprietari. Această rupere a ultimelor vestigii, a raporturilor feudale, a aruncat pe proprietar în lupta de concurenţă, el trebuie să organizeze exploatarea cu mijloacele lui capitaliste căci nu mai poate contà pe învoeli agricole.

Dealtminterea suprafeţele micşorate prin expropriere, sunt mai proprii a fi organizate după normele capitaliste.

Ţăranii la rându-le deslegaţi de un patronaj economic, care înlănţuià iniţiativa şi energia celor vrednici, vor trebuì să se adapteze situaţiei celei noui.

In măsura în care va face aceasta, ţărănimea va căpătà o importanţă mare în organismul economic al Statului şi deci şi în viaţa politică. D-l Zeletin nu vede aceasta şi consecvent cu părerile sale asupra agriculturii, afirmă că ţărănimea nu e în stare să creeze o viaţă politică proprie.

Noi credem că va creà această viaţă dacă va reuşì să fie clasa reprezentativă a agriculturii, în faza capitalistă.

Până la reforma agrară din 1918 sistemul capitalist deabià intrase pe alocuri în agricultura română. Odată cu această reformă el o cucereşte în toate elementele ei. Reforma a dărâmat ultimele vestigii feudale şi-a îmmormântat economia familială.

V. NEAJUNSURILE AGRICULTURII CAPITALISTE EXAMINAREA ALTOR SISTEME ECONOMICE DE PRODUCŢIE AGRICOLĂ

1. *Critica socialistă aplicată regimului agricol capitalist.* Sistemul de producţie capitalist aplicat la agricultură, nu poate fi considerat ca un sistem fix, ci el e prins într'un mers de adaptare la nevoile societăţii omeneşti.

In agricultură apar ca şi în industrie cauze de stânjenire a producţiei, elemente de deprimare a spiritului de întreprindere, conflicte sociale cari fac ca economiştii şi sociologii să-şi pună întrebarea, dacă aceste neajunsuri se pot remedià, în ce fel şi încotro merge evoluţia.

Socialiştii cari sunt adversarii structurii capitaliste, şi-au îndreptat şi asupra agriculturii critica lor şi au căutat să dovedească că producţia agricolă nu poate utilizà toate descoperirile ştiinţei, nu poate aplicà cele mai bune metode tehnice şi nu serveşte pacea şi dreptatea socială — în organizarea ei capitalistă de azi.

Origina crizei agricole, care a bântuit în ultimele decenii în Occident, o văd socialiştii în instituţia proprietăţii private a pământului şi în urmarea ei necesară care este renta solului. Iată cum înfăţişează şi explică Kautsky această criză (1): E o rentă diferenţială care rezultă din diferenţa de calitate a pământului, din apropierea mai mare ori mai mică de centrul de consumaţie şi din învestiţiile mai mari ori mai mici de capital. Există şi o rentă absolută, care rezultă din caracterul de monopol al solului. Renta este în permanentă creştere, tocmai din cauza caracterului de monopol al solului.

In general agricultorii aruncă creşterea rentei pe umerii consumatorilor, prin sporirea preţului produselor agricole. Când a apărut concurenţa agricolă a Americei şi a celorlalte ţări, atunci sporul de rentă nu a mai putut fi aruncat pe umerii consumatorilor. S'a născut o criză gravă ale cărei consecinţe nu s'au putut remedià decât prin măsuri de protecţie artificială, în contra consumatorilor.

Din ţările transoceanice produsele veneau mai ieftin, căci renta solului este mică, nu încarcă cheltuelile de producţie.

Dar chiar în afară de aceasta renta este o cauză de deprimare a producţiei, pentrucă ea absoarbe la fiecare transfert de proprietate, la fiecare moştenire o mare parte din capitalul disponibil — care ar puteà fi investit în producţie.

Proprietatea individuală a solului şi beneficiul rentei, care decurge din acest drept de proprietate, crează o clasă de oameni cari preferă să nu muncească, cari nu se adaptează spiritului de întreprindere, crează clasa rentierilor şi a absenteiştilor.

Un alt mare neajuns al producţiei agricole capitaliste bazată pe proprietate rezultă din pulverizarea excesivă a proprietăţii, ceeace împiedecă din motive tehnice

(1) Kautsky: La question agraire.

o bună organizare a exploatării. Pulverizarea aceasta e provocată din dorinţa nepotolită a ţăranilor şi lucrătorilor rurali de a-şi cumpără o bucată de pământ. Ei pot plăti preţuri cari sunt mai mari decât renta capitalizată, pentru că pentru ţăran pământul nu e investiţie de capital, ci un mijloc de a-şi valorifică munca. Pentru lucrătorii rurali o bucată de pământ este o anexă indispensabilă a menajului, este adesea singurul mijloc de a puteà fondà o familie şi o gospodărie.

Pulverizarea pământului rezultă şi din dreptul comun de moştenire care impune împărţirea în natură.

S'au căutat remedii la acest neajuns. S'a păstrat mai ales în ţările germanice instituţii vechi feudale de drept, cari menţin proprietatea intactă (Fideicomisul pentru marea proprietate, Anerbenrecht pentru cea ţărănească).

Dar acest sistem de moştenire are şi el urmări foarte dăunătoare pentru producţie. Unicul moştenitor este împovărat cu obligaţia de a despăgubi pe ceilalţi moştenitori, obligaţii cari trec adesea puterile sale şi sustrag exploatării tot capitalul disponibil. Cele mai adesea el cade pradă creditorilor.

Apoi dacă proprietarul moştenitor e un rău întreprinzător, dacă ruinează prin incapacitatea sa întreprinderea, el nu poate fi înlăturat în nici un fel cum se întâmplă în economia liberă capitalistă, unde vânzarea duce bunul în mâna celui mai destoinic. Incapabilul rămâne de drept legat de proprietate.

Greutăţile agriculturii sunt din zi în zi mai mari. Impozitele Statului capitalist sunt apăsătoare, iar întrebuinţarea acestor impozite se face mai ales în favoarea oraşelor şi a claselor orăşeneşti, zic socialiştii.

Tehnica agricolă devine tot mai dificilă, se îmmulţesc boalele plantelor şi animalelor, solul se epuizează şi cere cantităţi de îngrăşăminte tot mai mari. Braţele de muncă se scumpesc şi se răresc prin exodul populaţiei agricole în oraşe, prin îngrămădirea braţelor în industrie.

Datoriile cresc, mulţi agricultori muncesc numai pentru creditorii lor. Adevăraţii beneficiari ai rentei sunt în acest caz creditorii.

Criza rezultând din concurenţa transoceanică se accentuează, în faţa pretenţiei clasei uvriere din industrie de a aveà hrană ieftină, Statul nu mai poate ocrotì îndeajuns agricultura, nu mai poate menţine urcat nivelul preţurilor.

Industria face o mare concurenţă agriculturii prin perfecţionarea metodelor tehnice, cari fac să se micşoreze cantitatea de materie primă agricolă pentru aceeaş cantitate de fabricat şi prin prepararea de succedanee cari înlocuesc produsele agricole, (margarina, oleiul de coton, etc.).

Exploatarea mare e paralizată prin aceste greutăţi. Cea mică tinde să se proletarizeze prin pulverizarea proprietăţii. Ea nu se poate menţine, după expresia socialiştilor, decât prin barbarie, adică prin exces de muncă şi economie de hrană.

Când la munca agricolă în exploataţiunile parcelare se adaugă munca industrială sub forma de muncă la domiciliu, sau sub forma muncii în fabricile întemeeate la ţară — atunci proletarizarea ţărănimii nu e oprită în loc, ci adesea dimpotrivă.

Cooperaţia are oare care avantagii momentane pentru proprietatea mică ţărănească, conced socialiştii:

«Acolo unde se reuşeşte a se întemeeà viabil o cooperativă de producţie agricolă, ea face din ţăran un capitalist şi-i permite să-şi îmbogăţească exploatarea sa agricolă, din fructele exploatării sale capitaliste, să-i deà o formă mai raţională, să o ridice mai sus».

«Toată chestiunea este să se ştie cât va durà acest tur de forţă magic, care face dintr'un ţăran căzând în proletariat, un capitalist (1)».

Aşadar agricultura, poartă în origina ei bazată pe proprietate şi în organizarea ei capitalistă, germenele paraliziei. Ea nu poate fi salvată nici prin ocrotirea Statului, nici prin adaptare la piaţă, prin părăsirea culturii cerealelor cari vin de peste ocean, nici prin industrializare, nici prin cooperaţie. Ea nu poate fi salvată, zic socialiştii, decât prin socializare.

Asupra criticii ei sunt de acord, asupra modului de a realizà socializarea, asupra etapelor până la socializarea integrală, domneşte în sânul şcoalei socialiste o mare deosebire de vederi.

Karl Marx vedeà organizarea socialistă a lumii ca derivând direct prin evoluţie din capitalism. Concentrarea industrială în întreprinderi mari anonime, se face în aşà măsură încât într'un moment dat eliminarea patronului va fi foarte uşoară, el va cădeà ca un fruct copt şi întreprinderea se va socializà. La fel vede el lucrurile şi în agricultură. El crede că exploatările mici vor fi înghiţite de cele mari.

Realitatea l-a desminţit pe Marx. Deducţiile lui se opresc la poarta întreprinderilor agricole.

Să urmărim pe un contimporan, care a putut vedeà că raţionamentul lui Marx nu se potriveşte agriculturii, pe Vandervelde (2).

Vandervelde porneşte dela axioma că fiecare trebuie să se bucure de produsul integral al muncii sale. Trei feluri de oameni se îndeletnicesc cu agricultura: ţăranul, cultivatorul arendaş şi fermierul capitalist.

Pentru a corespunde axiomei de mai sus, trebuie ca toţi cei ce se îndeletnicesc cu agricultura să devină ţărani proprietari, ori să devină toţi lucrători asociaţi, posedând solul şi mijloacele de producţie. «Individualism sau colectivism, aceştia sunt termenii dilemei».

Bine înţeles Vandervelde este pentru colectivism. Socializarea solului nu se va puteà face însă tot aşà ca socializarea industriei. Ea se va face treptat. Socializarea pământului e uşurată de faptul că proprietatea se separă tot mai mult de muncă. Pământul e muncit de arendaşi sau e muncit pentru creditor, care e adevăratul proprietar.

In nici un caz socialiştii nu se gândesc să exproprieze pe ţărani, a căror proprietate e legată de muncă. Grija exproprierii ţăranilor o lasă, cum zice Vandervelde, capitaliştilor şi proprietarilor funciari mari.

Se va socializà restul solului treptat: întâiu minele şi carierele apoi apele, cărbunele alb modern.

---

(1) **Kautsky**: op. cit.
(2) Vandervelde; Agricultura şi socialismul.

Apoi se vor socializà terenurile de construcţie, pentru locuinţe şi industrii. Problema socializării terenurilor de construit e mai importantă decât problema socializării terenurilor arabile, zice Vandervelde. Şi el continuă: toate elementele solului, enumerate mai sus, reprezintă 90% din valoarea sa. Eroarea sau exageraţiunea lui Vandervelde e evidentă.

Se va socializà apoi marea proprietate, leneşă, adică a marilor proprietari cari îşi consumă renta în oraşe.

Unde e oportun, s'ar puteà cedà aceste proprietăţi ţăranilor, Statul păstrându-şi domeniul eminent.

Acest lucru ar trebuì făcut chiar în cadrul societăţii capitaliste, susţine Vandervelde şi cu el mulţi alţi socialişti. Dar la acest lucru s'au opus alţi socialişti, dintre cei mai ortodoxi, cum e Kautsky care raţionează astfel: «Suntem partizani ai socializării solului în acelaş timp cu celelalte mijloace de producţiune, dar considerăm că ar fi totdeodată nefolositor, costisitor şi păgubitor să urmărim însuşirea colectivă a solului în cadrul regimului capitalist».

Vandervelde combate părerea lui Kautsky şi arată avantagiile, cari s'ar realizà în socializarea treptată a solului, chiar în cadrul Statului burghez: S'ar puteà comassà parcelele, s'ar impune uzufructuarilor cultivatori preţuri mai mici cari ar influenţà şi nivelul arenzilor între particulari.

Statul ar dobândì o putere mare, dar aceasta nu ar fi un inconvenient, dacă Statul e organizat democratic. Vandervelde se ocupă şi de metodele cum s'ar puteà realizà această socializare treptată.

Metoda lui Gide constă în expropriere peste 99 de ani.

Metoda lui Colins constă în suprimarea moştenirii colaterale şi impunerea cu 25 % a succesiunilor testamentare.

Pentru a se realizà această socializare premergătoare socialismului integral, trebuie făcut o serie de reforme democratice. Trebuie ca muncitorii dela oraşe şi dela ţară să înţeleagă că au aceleaşi interese. «In ziua în care vor fi înţeles aceasta, socialismul se va fi apropiat de biruinţă».

Teza lui Vandervelde este foarte ingrată: el porneşte dela nevoia socializării solului, dar nu poate ignorà ţărănimea şi tendinţele ei anticolectiviste. Socializarea solului apare în gândirea lui Vandervelde ca operaţia grea, care trebuie făcută treptat, procedând întâiu cu acele elemente ale lui cari se pot socializà, menajând proprietatea ţărănească existentă şi punând pământul socializat tot la dispoziţia ţăranilor.

Cu totul altfel raţionează ortodoxii. Ei nu admit nici o tranacţie cu ţărănimea: «Cu cât mai devreme se va afirmà socialismul în industrie, cu atât mai uşor va dezarmà el pe adversarul său cel mai periculos, care e ţărănimea». «Ţăranul reprezintă nu numai o puternică forţă economică, dar şi o forţă fizică, care poate să devină în anumite împrejurări foarte primejdioase regimului proletar (1)», zice Kautsky.

In consecinţă Kautsky nu vreà să procedeze în etape ci el aşteaptă socializarea integrală. Dar el crede că agricultura nu conţine în ea înseş elementele care s'o

(1) Kautsky: Die proletarische Revolution und ihr Programm. 1922.

împingă spre socialism. Ci aceste elemente vor venì din afară. Intocmai cum sistemul capitalist a pătruns în agricultură prin intermediul industriei, tot aşà se va întâmplà şi cu pătrunderea socialismului.

Industria formează resortul nu numai al propriei sale evoluţii dar şi al evoluţiei agricole (1). Apăsată sub greutăţile ce nasc din capitalism, agricultura nu are puterea să reacţioneze singură şi trebuie să primească impulsiunile din afară.

«Dacă evoluţia marii industrii merge în senzul socialismului şi dacă marea industrie este în societatea actuală puterea dominantă, ea va prinde pentru socialism şi va adaptà la nevoile sale şi domeniile cari nu sunt susceptibile de a creà prin ele însele condiţiile preliminare acestei evoluţii. Trebuie ca ea să facă aceasta în interesul unităţii, armoniei societăţii» (2).

Dacă industria ar evoluà spre socialism şi agricultura spre individualism şi dacă agricultura nu ar puteà impune sistemul său, am aveà o mare nenorocire: războiul civil în permanenţă.

Socializarea agriculturii va fi uşurată de creşterea ipotecilor, de desvoltarea fermelor mari capitaliste şi de industrializarea întreprinderilor agricole.

Tehnica modernă care se aplică azi numai în anumite ferme se va aplicà peste tot, după socializare.

Kautsky ne înfăţişează apoi un tablou foarte surâzător de cum va fi societatea după socializarea solului; acesta se va muncì de lucrători suficient de numeroşi, inteligenţi, bine dispuşi şi sârguincioşi.

Micile exploatări ţărăneşti vor fi absorbite în marile exploatări socialiste, căci situaţia lucrătorului în acestea din urmă va fi mai bună decât a ţăranului independent pe parcela lui: «Pentru ţăran va fi o desrobire — barbaria va dispare dela ţară».

Evoluţia socială merge în industrie şi în agricultură către marea exploatare socialistă. Agricultura şi industria se vor unì din nou. Munca agricolă şi industrială vor fi distribuite omogen. Marile aglomeraţii urbane vor dispare. Unirea agriculturii şi a industrei va devenì atunci legea universală a ansamblului producţiei sociale.

Nu e în intenţiunea noastră să reluăm toată argumentarea care s'a adus împotriva construcţiei socialiste a societăţii. Vom spune numai că ea se bazează pe postulatul egalităţii şi egalizării oamenilor, postulat care e contra legilor elementare ale firii.

Kautsky simte această obiecţiune fundamentală şi caută a o preveni: «O anumită rivalitate între membrii societăţii şi selecţiunea celor mai bine înzestraţi este condiţia indispensabilă a oricărui progres social, ce zic, ea este indispensabilă pentru ca societatea să-şi păstreze poziţiile cucerite. Dar e o eroare a declarà că existenţa unei societăţi socialiste este incompatibilă cu această rivalitate şi această selecţie.

Dimpotrivă pentru a o uşurà şi a o face echitabilă trebuie să punem oamenii mai întâiu în condiţie de egalitate».

(1) Ideea aceasta a lui Kautsky o adoptă şi d-l Zeletin şi e aplicată la transformarea economiei şi societăţii umane în sec. XIX.

(2) K. Kautsky; La question agraire.

Dar pe urmă, întrebăm noi, după ce se va fi produs diferenţiarea va trebui să revizuim mereu situaţia spre a-i pune pe oameni în condiţie de egalitate ? Dar atunci nu vom demoraliză pe cei mai buni şi nu vom omorî emulaţia ?

Postulatul egalităţii, al dezinteresării absolute, al integrării altruiste şi totale în societate, presupune întâiu o revoluţie profundă în spiritul uman. Pentru a realiză cooperaţia integrală socialistă, se cer nu numai calităţi individuale, ci se cer, zice Kautsky, capacitatea, simţul social de disciplină a celorlalţi, calităţi puţin desvoltate la micul meşteşugar ori ţăran.

Pentru ce socialiştii, cari pretind a procedă potrivit unui determinism strâns, nu vor să conteze cu această lipsă de elemente spirituale indispensabile realizării idealului lor ? De ce nu contează cu fanatismul ţăranilor pentru proprietatea individuală, fapt pe care îl recunosc şi îl afirmă în toată opera lor ?

O altă dogmă a socialismului este oroarea de salariat. Salariatul e o calamitate a omenirii. Oricum ar fi societatea capitalistă, lucrătorul e exploatat prin salarii. Din insuficienţa salariului rezultă plus valoarea mărfii produsă pentru patron.

Marx spune că situaţia sclavului e mai bună ca a salariatului, — pentrucă stăpânul sclavului este deadreptul interesat la conservarea lui ca la o parte a capitalului său. In mod analog servul are o mai bună situaţie ca salariatul. Şi aici ca şi în teoria că moşiile mari sunt mai raţionale şi dau o mai mare productivitate, socialiştii se întâlnesc alăturea cu reacţionarii feudali.

Libertatea salariatului sau a servului ar fi o iluzie scump plătită. E astfel în critica lui Marx ca un regret sentimental pentru epoci mai vechi, pentru epoca patriarhală a meşteşugului, a economiei familiale, o revoltă împotriva inovaţiunilor tehnice cari au mărit puterea capitalului şi au scoborît condiţia lucrătorului, o atitudine romantică, s'ar puteà zice tradiţionalistă.

Dependenţă fatală a salariatului de patron, tendinţa de scoborîre a nivelului salariului (desminţită deàltfel de evoluţie) nu există la meşteşugarul care e şi patron şi lucrător — şi nu există la ţăran. Meşteşugarul a fost înghiţit de marea industrie, dar ţăranul continuă să trăiască şi să se întărească.

Toată critica socialistă şi toată construcţia ei despre modul cum trebuie organizată societatea cade în faţa agriculturii ţărăneşti.

Vieaţa rurală a desminţit sistemul socialist.

Când ţăranul întrebuinţează lucrători, el este cu ei în altă relaţie decât patronul din industrie, într'o relaţie de egalitate: *Munceşte cu ei alăturea.*

Chiar în exploatările mari şi mijlocii agricole, situaţia lucrătorului e cu totul alta ca în industrie. Critica aşà de aspră şi de incisivă a lui Marx referitoare la decăderea lucrătorului prin concentrarea în ateliere, diviziunea excesivă a muncii, efectul abrutizant al acestei diviziuni şi al lucrului cu maşina, referitoare încă la lucrul de noapte, la epuizarea femeilor şi copiilor — nu se potriveşte în exploataţiunea agricolă nici chiar în cea mare.

Se poate zice astfel că în agricultură sistemul de producţie capitalist înfăţişează mult mai puţine vicii ca în industrie şi tocmai deaceea agricultura nu poartă în ea însăş impulsiunea către socialism.

Lipsa de lucru nu există în agricultură, dimpotrivă din toate părţile e un strigăt că lipsesc lucrători.

Dogma socialistă a condamnării salariatului pierde astfel fundamentul ei.

Dealtfel în agricultura socialistă salariatul nu dispare, el devine regulă generală — toţi agricultorii sunt salariaţii întreprinderii colective. Acei salariaţi vor aveà însă în nădejdea socialiştilor o situaţie mult mai bună ca azi.

Dar dacă azi am reuşi să ridicăm pe salariat la un nivel social superior, să micşorăm deosebirea dintre patron şi lucrător — oare tot cu aceiaşi ochi ar trebui să privim şi atunci salariatul ? să privim fenomenul cu aceeaş neîncredere ?

Se ştie dealtfel că chiar în industrie, desvoltarea socială a ameliorat foarte mult stările dela început când capitalul erà cu atât mai exploatator cu cât erà mai slab. Erà aşà de slab încât cereà chiar ocrotirea Statului (1). Azi viciile capitalismului au fost mult corectate de legislaţie şi de raportul mai prielnic al forţelor în joc. Când e culmea atotputerniciei lui, el se face cel mai puţin simţit de lucrători, cum e cazul în marile întreprinderi prospere şi bine organizate, — întreprinderile Ford de pildă.

Lucrătorii salariaţi în agricultură ca în întreaga structură socială modernă reprezintă o categorie socială necesară şi inevitabilă. Ei sunt rezultatul fenomenului de sporire a populaţiei, caracterul de căpetenie al civilizaţiei cantitative a veacului. Fără ei nu ar fi putut naşte economia capitalistă.

In sfârşit să analizăm în câtevà cuvinte a treia dogmă a socialismului: Proprietatea trebuie să revie societăţii. Principial sistemul capitalist cel mai nedrept este în agricultură. A declarà solul proprietate individuală e o inechitate: aceasta nu se poate justificà nici prin dreptul de primă ocupaţie, nici prin munca depusă, nici prin utilitate socială. Pământul nu e capital, căci nu reprezintă munca acumulată, el e preexistent, posesiunea lui e un monopol, renta un drept sustras societăţii.

Solul deci trebuie trecut în proprietatea societăţii. Ba social-revoluţionarii ruşi se feresc să întrebuinţeze expresia de proprietate a solului chiar când e vorba de proprietatea Statului: Pentru ei solul este al nimănui, orice cetăţean are dreptul la pământ, cum are orice alt drept natural. Orice cetăţean trebuie să primească atâta pământ cât să ajungă la existenţa sa în natură. Aci trebuie căutată origina aşà zisei *proprietăţi de muncă*.

Teoria erà foarte ademenitoare din punct de vedere teoretic şi ademenitoare mai ales pentru ţăranii săraci, fără pământ, sau cu pământ neîndestulător.

Dacă revoluţia rusă a reuşit, este că s'a putut ţine acestor ţărani săraci acest limbaj şi ei au putut fi astfel asociaţi proletarilor revoluţionari.

Socializarea solului, socialismul agrar, trebuià după părerea socialiştilor, să reuşească mai bine în Rusia, căci acolo existenţa mirului, a proprietăţii colective pe sat, erà o bază pe care se puteà aşeză socializarea. In Occident, ziceau ei, sociali-

---

(1) «Combination act» din 1800 în Anglia interziceà coaliţia lucrătorilor. Legea lui Bismarck contra socialiştilor 1878.

Legile de învoeli agricole din România.

zarea solului nu puteà să reuşească pentrucă acolo, societatea erà prea mult impregnată de spiritul mic burghez.

Mirul era legat de economia familială şi Stolypin a căutat să-l desfiinţeze prin reformele lui, ca fiind contrar progresului. Prin aplicarea acestor reforme majoritatea acestor comunităţi s'a dizolvat şi solul a trecut în proprietatea individuală ca preludiu al economiei capitaliste.

Revoluţionarii ruşi au voit să scurteze evoluţia şi să lege economia socialistă de cea familială.

Ţăranii începuseră să pună mâna pe proprietăţile mari imediat după detronarea Ţarului. Kerenski încercă zadarnic o împărţire ordonată.

Bolşevicii puseră mâna pe putere cu formula «pământul e al ţăranilor», un decret sumar anunţă confiscarea proprietăţii, imediat după constituirea Sovietului Central. Decretul din 19 Fevruarie 1918 confirmà socializarea solului şi arătă modul lui de distribuire. Fiecare cetăţean are dreptul la un lot de pământ cu condiţia de a-l cultiva singur, salariatul fiindu-i interzis. Intinderea lotului ce trebuià să întreacă puterea de muncă şi de consum a lucrătorului. Repartiţia trebuia să se facă în fiecare an.

Dar această metodă nu erà socialistă. Pentru a realizà ţelul socialist, bolşevicii au înfiinţat exploatări mari, în cari munca erà organizată în comun. După o experienţă foarte costisitoare, aceste întreprinderi colective au lichidat într'un mod lamentabil.

Pe de altă parte prisosul produselor de pe loturile individuale erà rechiziţionat de soviet.

Urmarea acestei politici agrare a fost o scădere aşà de îngrijitoare a producţiei, încât bolşevicii au trebuit să renunţe la acest sistem încă din 1921.

S'a iaugurat, după directivele lui Lenin însăş, o nouă politică economică, «Nepul», care erà o renunţare la socialismul integral, un compromis cu metodele capitaliste, o retragere strategică a bolşevismului pe poziţii mai înapoi. S'au cerut sătenilor impozitele în natură, pentru ca Statul să aibă proviziile cu cari să-şi hrănească armata şi lucrătorii.

Nici acest sistem nu a dat roade.

Din 1925 s'au introdus, odată cu extinderea regimului monetar, plata impozitelor în bani şi s'a permis fireşte comerţul.

Impinşi de necesitate, bolşevicii au început elaborarea din 1922 a unui nou cod agrar. Statul păstrează domeniul eminent, dar ţăranul are folosinţa pământului toată viaţa fără a puteà vinde sau ipotecà. Se permite întrebuinţarea salariaţilor. Comerţul pe de altă parte fiind liber, se naşte o diferenţiare de sforţări în ţărănime, producţia creşte — creşte şi câştigul. Odată cu aceasta se diferenţiază şi ţărănimea în proletari, în ţărani mai săraci şi ţărani mai bogaţi, elemente mai active şi mai întreprinzători. Pe areştia contează bolşevicii moderaţi în sporirea producţiei şi rezolvarea crizei (1).

---

(1) Die russische Agrarrevolution von Boris Brutzkus in Zeitschrift für die gesamte Staats, wissenschaft, 2 Heft 1924 şi G. Mantu: Problema ţărănească în Rusia, Independ. Economic. 1925 No. 3—4.

Iată prin urmare cum printr'o experienţă reală foarte dureroasă, foarte scump plătită, s'a făcut dovada că agricultura nu poartă încă condiţiile de evoluţie spre socialism. Că nici socializarea industriei, transformarea integrală a Statului într'un Stat socialist, ca în Rusia, nu poate impune din afară, regimul socialist agriculturii.

S'a dovedit că ţăranii sunt marea piedecă, şi că agricultura nu poate să se întemeeze în epoca actuală decât pe principiile economice burgheze capitaliste, iar categoria socială care reprezintă şi întrupează agricultura în forţele ei de rezistenţă şi de creaţie, e ţărănimea.

2. *Ţărănimea factorul esenţial al agriculturii în structura capitalistă.* Intr'un regim agrar normal, ţăranii devin apărătorii proprietăţii şi ai libertăţii, adică ai principiilor fundamentale, pe cari se întemeează capitalismul. Ei îşi aranjează exploatările lor după normele întreprinderilor capitaliste. Problema socială pierde din acuitatea ei.

Nici în exploatarea mare agricolă precum am văzut, nu apar acele vicii cari caracterizează industria : aglomerarea lucrătorilor, lucrul de noapte, abrutizarea prin maşină şi diviziunea muncii, lipsa de lucru, exploatarea copiilor şi femeilor, etc. Cu atât mai puţin apar aceste vicii în agricultura mică, unde problema salariului nu înfăţişează nici o gravitate. Deaceea au zis socialiştii că agricultura nu poartă în ea însăş cauzele cari s'o ducă la socialism.

Agricultura nu poartă în ea nici acele impulsiuni cari duc capitalismul industrial la concurenţe şi competiţia internaţională, la imperialism şi spirit răsboinic. Ea e pacifică şi alcătueşte în regimul capitalist modern o contra greutate a tendinţelor de cucerire a marei burghezii industriale.

Dacă este prin urmare azi o necesitate de a accèptà capitalismul, apoi în agricultură el este cel mai acceptabil. El nu e caduc, omenirea nu e coaptă pentru alt regim.

Sunt ţări cari nici nu au apucat să tragă toate foloasele din acest regim, pentrucă el este la începutul desvoltării sale, — cum sunt ţările din Orientul Europei. Pentru a judecà tendinţele din aceste ţări trebuie să ne amintim că un sistem economic social se naşte din raţiuni istorice şi cauze sufleteşti adânci şi puternice, el nu e o întâmplare. El nu poate murì înainte de a-şi fi făcut complet evoluţia, adică înainte de a fi dat toate roadele ce poate da.

Socialismul integral marxist a făcut fiasco în agricultură, el s'a dovedit incapabil a asigura producţia, deci liniştea şi desvoltarea societăţii.

Evoluţia europeană din ultimele decenii şi în special acea din Orientul Europei, a dovedit că agricultura viitorului va fi o agricultură de ţărani burghezi cu o proporţie moderată de ferme mijlocii şi mari. Aceste ferme sunt într'adevăr pionierii dezvoltării capitaliste şi ai progresului tehnic.

Chiar partidele ţărăneşti radicale admit această necesitate a fermelor. Programul partidului ţărănist român prevede conservarea fermelor particulare de 200 — 500 ha., cari sunt în măsură a adoptà cele mai moderne metode de producţie şi a ocupà munca disponibilă a ţăranilor cu prea puţin pământ, cari nu găsesc plasament în industrie.

Latifundiile au dispărut, socializarea e imposibilă, ţărănimea e stăpâna situaţiei. Tendinţa de a întări ţărănimea nu e caracteristică numai pentru ţările din Orientul Europei cari aveau o structură agrară semifeudală, ci şi în ţările occidentale (1). In Anglia chiar există o mişcare de întoarecere spre agricultură şi de refacere a ţărănimii, mişcare îmbrăţişată de partidul liberal.

3. *Primejdiile ce se pot ivì pentru agricultura ţărănească. Parcelarea excesivă. Proprietatea de muncă.* Dar cum se va desvoltà agricultura ţărănească în viitor ? Este ea susceptibilă de progres ? Este ea capabilă să asigure producţia şi deci desvoltarea societăţii ?

Cauza care ar puteà paralizà agricultura ar fi parcelarea excesivă prin vânzare de parcele şi moştenire. Sub o anumită limită într'adevăr pământul nu mai e capabil să fie muncit cu vite, instrumente şi maşini. Productivitatea lui scade din motive pur tehnice, de aplicaţiunea muncii.

Primejdia aceasta o întrevăd conducătorii ţărănimii şi în programele partidelor ţărăneşti se prevede împiedecarea diviziunii sub o anumită limită şi măsuri de comassarea proprietăţii.

Parcelarea excesivă ar însemnà în câteva generaţii proletarizarea ţărănimei şi paralizia agriculturii.

Sunt doctrinari, cari încearcă să deà proprietăţii ţărăneşti o justificare socialistă şi să construiască un sistem economic şi social — care să nu fie socialist — dar care să nu fie nici capitalist.

Această justificare ar fi *proprietatea de muncă.*

Prin proprietatea de muncă se înţelege întinderea de pământ, pe care o poate muncì un ţăran cu familia lui, fără întrebuinţarea de muncă salariată. Această proprietate trebuie să asigure existenţa normală a familiei ţărăneşti.

Origina ideii este precum se vede înrudită cu doctrina socialistă — de care o deosebeşte admiterea principiului proprietăţii individuale.

Vom analizà această doctrină şi vom încercà a dovedì că ori e strict consecventă şi atunci ne va duce la regresul economic şi cultural ori e o simplă formulă cu care să se justifice reformele făcute în favoarea ţărănimii şi atunci ea se încadrează în sistemul capitalist burghez.

a) Proprietatea de muncă e un drept al oricărui ţăran valid la pământul cu care trebuie să se întreţină pe sine sau familia sa. Intr'o ţărănime sănătoasă, câtevà mii ori zeci sau sute de mii de noui familii ţărăneşti se întemeează pe fiecare an. Presupunem — şi aceasta este adevărul pentru Orientul Europei — că acest surplus de populaţie nu poate fi absorbit în industrie, sau poate acei ţărani nu vor voì să renunţe la beneficiile doctrinei proprietăţii de muncă. Concluzia care se impune cu necesitate, este că va trebuì să se facă împărţiri periodice. Dar atunci ideea de proprietate este cu totul compromisă, căci proprietar nu mai poate fi ţăranul ci acel ce face periodic împărţirea : Statul. Dar nu aceasta ne îngrijorează şi nu aceasta e obiec-

(1) Vd. reforma agrară şi producţiunea de G. Ionescu-Şişeşti şi Măsuri legale pentru desvoltarea agriculturii în diferite ţări după răsboiu. Arhiva pentru Ştiinţa şi Reforma socială No. 4, 1924.

ţia noastră. Ci obiecţia noastră este că cu fiecare împărţire periodică aşà zisa proprietate de muncă a familiei ţărăneşti se va micşorà. Consecinţa va fi fărâmiţirea pământului, scăderea producţiei, proletarizarea, egalitatea în mizerie pentru toţi.

b) Proprietatea de muncă exclude salariatul, conform postulatului socialist (1)

Să examinăm consecinţele : Sunt familii cu un număr mijlociu de membri cari îşi întrebuinţează munca lor pe lotul respectiv. Dar ce se întâmplă cu familiile foarte numeroase ? Unde îşi vor plasà ele pe membrii lor capabili de lucru, căci salariatul e interzis ? Dar mai ales ce se va întâmplà cu familiile pe cari întâmplările vieţii le fac puţin numeroase ? Pământurile lor se vor părăginì sau vor fi într'o stare proastă de cultură. Societatea va ţine oameni neîntrebuinţaţi şi pământ necultivat sau rău cultivat. O împărţire la date scurte, de pildă anual, a pământului va fi imposibil de făcut.

Iată deci că se va provocà şi din acest motiv o scădere a producţiei.

c) Sunt ţărani cari vor să deà o destinaţie specială proprietăţii, să facă o cultură intensivă sau industrială, care nu se poate face numai cu membrii familiei : o pepinieră, o cultură de plante medicinale, o crescătorie, o grădinărie, etc. Nu o va puteà face căci nu-i e permis a întrebuinţà salariaţi. Aptitudinile speciale ale unui om nu se vor puteà valorificà, toate exploatările vor decădeà pe aceeaş treaptă de mediocritate.

d) Consecinţa logică a acestei doctrine este că familia ţărănească cu munca ei trebuie să producă cele necesare existenţei ei. Aceasta însemnează întoarcerea la economia familială. Pământul va trebuì să poarte aproape aceleaşi plante pretutindeni, o specializare după caracterele solului şi regiunii respective nu va fi posibilă.

Iată deci o nouă cauză de scăderea producţiei. Spiritul de intreprindere va slăbì, producţia pentru piaţă va scădeà. Şi atunci ce va face economia generală, ce va face restul societăţii ?

Economia familială nu aveà şi nu are inconveniente în societăţile primitive nediferenţiate, în care toată lumea trăeşte la fel din produsele muncii proprii în mod nemijlocit.

Dar a aplicà consecvent doctrina proprietăţii de muncă în ţările europene şi a ne întoarce la economia familială, însemnează că realizările capitalismului şi desvoltarea pe care el o implică vor sombrà într'o structură socială de ţărănime parcelară, cum a sombrat capitalismul antic.

O mică parcelă de teren poate să fie o anexă la menaj, pentru o familie care câştigă existenţa prin altă muncă decât cea agricolă, dar nu poate fi un instrument de producţie. In toată analiza noastră, noi nu am considerat pământul ca un drept natural abstract, ci ca un instrument de producţie.

In ţările vecine nouă nici nu s'a pus problema proprietăţii de muncă cu prilejul reformei agrare, ci reformele din Cehoslovacia şi Polonia au avut ca ţel să creeze *unităţi de producţie*, de producţie pentru schimb, de producţie pentru piaţă. S'au făcut loturile suficient de mari : s'a pus greutatea pe proprietatea mijlocie.

(1) Stambolinski prin reformele lui agrare a încercat să realizeze aceasta în Bulgaria.

Dar în Răsărit, în Rusia, doctrina prinde consistenţă. Economia familială bazată pe proprietatea de muncă (fără salariaţi), este înfăţişată ca un sistem economic aparte (deosebit de cel capitalist şi de cel socialist) în cartea lui Ciajanov despre economia ţărănească, carte pe care o analizează domnul Madgearu în numărul 3—4 anul 1925 din Independenţa Economică (1).

Deosebirea între economia capitalistă şi economia ţărănească fără salariaţi este, după Ciajanov, următoarea : la cea dintâi există beneficiul net, beneficiul care se atinge la un anumit grad de mărime, la cea de a doua nu rezultă beneficiul net, pentrucă nu avem factorul salariu. Deaceea economia ţărănească subsistă, chiar când cea capitalistă dă pierderi. Rezultatul exploatării ţărăneşti nu se poate astfel judecà după beneficiul net, ci după greutatea şi efectul muncii în raport cu nevoile de consumaţie. Este greutatea muncii mare, este efectul ei slab, faţă cu aceste greutăţi, însemnează că exploatarea ţărănească nu dă cele mai bune rezultate.

Construcţia lui Ciajnov este şubredă, căci dacă e vorba de a aprecià cât de penibil îşi câştigă viaţa ţăranul, este mai practic şi mai metodic să exprimăm mişcarea valorilor în gospodăria ţărănească numeric, după metoda capitalistă şi să introducem în calcul valoarea muncii ţărăneşti prin echivalenţă. Atunci rezultatul diferitelor gospodării apare în cifre comparabile şi nu în vagi aprecieri despre eficacitatea muncii în raport cu trebuinţele.

Acest mod de a judecà buna organizare a exploatării ţărăneşti, este cu atât mai justificat cu cât Ciajanov recunoaşte că adesea ţăranul lasă lucrul său şi merge aiurea, unde i se oferă un venit mai bun pentru o muncă mai redusă.

In fapt, chiar în Rusia şi chiar azi, printre micile proprietăţi zise de muncă, se intercalează exploatări cu salariaţi. Ele s'au născut imediat după parcelarea terenului, cu toată oprelıştea decretului sovietic din 1919, care ameninţă cu retragerea dreptului de a folosì pământul, pe aceia cari ar întrebuinţà braţe străine plătite.

Diversitatea gospodăriilor ţărăneşti nu este un proces istoric al trecutului ci trebuie să fie dedusă din natura economiei ţărăneşti, zice chiar Ciajanov.

Dacă economia ţărănească rusească abia ieşită din mir şi din experimentul socialist recent, nu oferă elementele pentru a justificà proprietatea de muncă, cu atât mai puţin economia ţărănească europeană.

Această economie ţărănească europeană nu mai produce azi decât o parte din ceeace este necesar consumului direct. Restul trebuie să producă pentru piaţă, pentru ca din produsul vânzării să-şi poată procură unelte, maşini, îmbrăcăminte, îngrăşăminte pentru sol, materiale de construcţie, etc., pentru a-şi plătì impozitele, a-şi satisface nevoile culturale: creşterea copiilor în şcoale, etc.

Exploatarea care dă produse de vânzare şi de acoperire a acestor nevoi, este cu necesitate dominată de legea profitului. Dacă ar fi altfel, gospodăria ţărănească s'ar topì ca lumânarea suptă de deficitul ei an de an.

Conchidem : gospodăria familială bazată pe venitul brut, pe produsele de

(1) Teoria Economiei ţărăneşti de V. N. Madgearu. Ind. Econ. No. 3—4/925.

satisfacerea trebuinţelor, nu se poate menţine decât într'o societate primitivă, a cărei structură politică economică, corespunde economiei familiale.

Această economie familială ţărănească nu poate formà baza unei doctrine economice aparte. Ea e un fenomen cunoscut teoriei economice, care-i dă însă numai o importanţă episodică istorică, odată ce a dispărut din Europa occidentală şi se menţine numai în alte continente ca o stare primitivă.

Aşà dar proprietatea ţărănească nu poate fi temelia unui sistem economic a parte, ea se încadrează în regimul capitalist burghez şi nu ar puteà fi scos din el, decât spre a fi aruncată înapoi în economia primitivă familială.

VI. CONCLUZIE

Am arătat în cele de mai sus, că agricultura este prinsă în evoluţia capitalistă în care e prinsă toată viaţa economică şi toată structura socială a Europei în veacul XIX-lea. Am arătat că producţia agricolă este susceptibilă de a fi organizată după normele capitaliste pentru schimb. Aceste norme aplicate agriculturii au dus la progrese extraordinare în această ramură de producţie, la o sporire nemaipomenită a mijloacelor de hrană, la o creştere enormă a populaţiei în Statele europene.

Evoluţia agriculturii în epoca capitalistă se face în sensul întăririi exploatării mici. Dispar sau se restrâng latifundiile, se organizează ferme capitaliste mari şi mijlocii, sporeşte proprietatea mică şi însemnătatea ţărănimii.

Inconvenientele semnalate în exploatarea capitalistă industrială sunt atenuate în cea agricolă mare, iar în cea mică ele dispar.

Planurile socialiştilor de a reorganizà agricultura prin socializarea solului nu stau în picioare. Socialismul rămâne problema viitorului. Experimentul făcut în Rusia dovedeşte că tot ţărănimea triumfă în cele din urmă peste încercările de socializare.

Agricultura ţărănească încadrată în structura capitalistă e ameninţată de o singură primejdie: fărâmiţirea excesivă. Teoria proprietăţii de muncă împrumutată din ideologia socialistă înseamnă, dacă s'ar impune în practică, fărâmiţarea proprietăţii ţărăneşti şi întoarcerea la economia familială. Pentru Europa cred că o astfel de primejdie este exclusă.

Pentru noi Românii problema care se pune este aceasta: privim spre Occident sau spre Orient?

Inţelegem să ajutăm întărirea unei ţărănimi care să devină o clasă burgheză mijlocie, sau aplicăm proprietatea de muncă şi considerăm preferabil a regresà la economia familială ? Cred că întrebarea nu mai lasă îndoială asupra răspunsului. Dacă prin imposibil, am admite aplicarea teoriei proprietăţii de muncă, însemnează că am pierde foloasele fazei economice a capitalismului pentru agricultura română. Statul român ar trebuì în această ipoteză să trăiască numai din industrie căci ţăranii s'ar inchistà atunci ca ţăranii chinezi, în minusculele lor gospodării familiale, cari deabia le-ar furnizà lor cele trebuincioase. Este a crede că în acelaş Stat, în aceeaş societate organizată ar puteà subsistà două sisteme economice diferite fără legătură între ele. Este a cedà în formidabila luptă internaţională.

Evoluția merge în alt sens: în sensul unei proprietăți țărănești independentă, organizată rațional, productivă, ajutată de salariați, stimulată de principiul beneficiului. Ea va asigurà viața țărănimii însăș și putința de existență a celorlalte clase sociale. Ea va permite și o desvoltare culturală și o regenerare a claselor sociale zise conducătoare, printr'un flux de energie proaspătă.

Latifundiile au fost desființate, cea mai mare parte a pământului țării este azi în mâna țăranilor, dar de sigur nu pentru a primì impulsiunile desvoltării agriculturii țărănești din Rusia și Asia, nu pentru a ne confundà într'o stare socială și economică primitivă și amorfă.

Țărănimea românească are într'însa forțele necesare pentru ca ea să poată deveni o burghezie rurală, puternică, capabilă de cultură, o adevărată clasă mijlocie, trezită la conștiința de Stat și la Spiritul european.

STUDII

EVOLUŢIA CLASELOR SOCIALE IN TRECUTUL PRINCIPATELOR ROMÂNE (1)

DE IOAN C. FILITTI

II

CUPRINSUL: 10. *Influenţa fiscalităţii asupra repartiţiei solului. Deposedări şi acaparări în sânul clasei de boieri-proprietari. Alienarea proprietăţilor şi chiar a libertăţii. Formarea latifundiilor. O nouă categorie de rumâni sau vecini.* — 11. *Immulţirea oamenilor liberi fără pământ. Breslele de meseriaşi.* — 12. *Evoluţia claselor sociale sub înrâurirea fiscalităţii:* a) *Nobilimea teritorială; deosebirea între aceasta şi nobilimea apusană; sărăciri şi înavuţiri în sânul ei; proprietatea diviză sau boierească şi cea indiviză, moşnenească sau răzăşască.* — b) *Nobilimea de dregătorii. Importanţa ei crescândă. Categoriile boiereşti. Vicisitudinile boierimii de dregătorii. Conştiinţa despre o nobilitate ereditară.* — c) *Negustorii mici şi meseriaşii de ţară şi negustorii mari de origine străină, mai ales Greci sau grecizanţi. Rolul politic şi social al acestora. Originile şi explicaţia urei împotriva Grecilor. De ce n'am avut o burghezie în înţeles occidental.* — 13. *Evoluţia sfatului ţării. Deosebirea între «ţara» legală şi «ţara» fiscală.*

10. Imprejurările economice şi financiare pe care le-am descris au avut o adâncă înrâurire asupra repartiţiei solului în Principate.

In sânul nobilimii teritoriale a început, odată cu sec. XVI, un dureros proces, pe care ni-l înfăţişează numeroase documente. Inăuntru aceleeaş clase de boieri-proprietari, asistăm la ridicarea unora şi la scoborîrea altora (2).

Un foarte mare număr de proprietari sărăcesc din cauza fiscalităţii. Ei vând sau pierd moşiile, fiindcă trebuie să facă faţă îndatoririi ostăşeşti şi să plătească impozitele tot mai numeroase; fiindcă Domnii îi silesc la împrumuturi, prea grele uneori chiar pentru cei mai avuţi; fiindcă apasă asupra lor răspunderea colectivă, care există nu numai pentru impozite, dar şi pentru amenzi şi pentru ruinătoarele duşegubine (3); fiindcă infracţiunile şi chiar crimele se răscumpărau cu bani daţi dregătorilor mari sau mici şi erau pentru aceştia prilej de a despuià pe vinovaţii (4)

(1) Vezi Arhiva p. ştiinţa şi reforma socială, anul V n. 1—2 şi 3—4 (1924), p. 71—113 şi 337—370.

(2) Cf. *I. Bogdan*, Doc. Răzenilor, *l. c.* 368.

(3) Mihaiu Viteazul întăreşte moşie în Chichineţi lui Doha şi Vlad, pentrucă «s'a omorit om pe această moşie şi oamenii cari au avut moşie au fost săraci» şi Mihaiu Vodă a luat duşegubina dela acei Doha şi Vlad (*Filitti*, Arh. G. Gr. Cantacuzino, p. 204 doc. 654).

(4) Astfel dobândeşte marele vornic Dimitrie Goia o vie la 1617. (*Melhisedec*, Cronica Huşilor, 65. — Cf. *Papadopol-Calimah*, Notiţe istorice despre Bârlad, *l. c.* 51, anul 1636). — La 1661, un om care a furat un bou, trebuie spânzurat; rudele lui nu voesc să-l plătească «dela curmei»; ca să scape, dărueşte ocina sa lui Gheorghiţă pârcălab de Tutova. (*Iorga*, St. şi doc. V, 30 nota 2). — Acest obiceiu există şi pe vremea Merovingienilor: vinovatul scăpă de pedeapsă plătind dregătorului şi devenind robul lui. (*Fustel de Coulanges*, Hist des instit. pol. L'alleu, p. 283).

reali sau închipuiţi; fiindcă partea civilă, cum am zice azi, puteà nu numai să renunţe la urmărire, dar chiar să oprească acţiunea publică, dacă vinovatul o despăgubeà (1). Infine, proprietarii cari cădeau în robie trebuiau să plătească, pentru a se răscumpărà, sume adeseori peste puterile lor şi erau astfel siliţi să-şi vândă moşia (2).

In toate aceste împrejurări, faţă cu raritatea numerarului, proprietarul debitor nu aveà altă soluţie decât sau vânzarea imediată a ocinei, sau împrumutul cu camătă care, mai curând sau mai târziu, duceà tot la înstrăinarea proprietăţii.

Situaţia cea mai bună erà a marelui dregător în funcţie, care se bucurà personal de oarecare avantagii fiscale, de scutiri pentru oamenii de pe moşiile lui, de venituri din slujbe şi de putinţa de a abuzà şi de a asuprì. Veniau apoi proprietarii avuţi cari puteau face faţă îndatoririi ostăşeşti şi sarcinilor fiscale. Pentru proprietarii mărunţi erà soluţia de a se înscrie în vreo breaslă de slujitori militari sau civili. Pe toţi însă îi pândià totuş împrumutul cu camătă şi vânzarea silită. Dregătorii puteau pierde favoarea domnească; bogaţii erau storşi uneori de Domni peste puterile lor; breslaşii nu erau totdeauna în stare să facă faţă sarcinilor puse asupră-le.

In asemenea vremuri de «liberalism» feroce, când se aplicà fără restricţie maxima «homo homini lupus», nu-i de mirare ca cei puternici să fi abuzat de situaţia lor.

Domnii erau necruţători în incasarea dărilor. Pe neplatnici îi dădeau iobagi celor ce plăteau pentru ei, sau îi luau, cu moşiile lor, pe seama domniei, în aşteptare de a-i vinde la nevoie de bani, sau de a-i da compensaţie boierilor şi mânăstirilor pentru împrumuturile ce impuneau acestora (3). Mihai Viteazul a fost dintre aceşti Domni neînduraţi (4). Mai găsiau uşor şi pretexte de «hainire», adică de trădare,

---

(1) La 1672, Elena Moise Cândescu ia rumâni, cu moşie cu tot, pe fiii lui Vlădan din Sibiciu, pentrucă au tăinuit o ladă cu bani ce le încredinţase soţul ei. Moşia fusese cumpărată de Vlădan la 1610 (*Aricescu*, Indice, II 7—8). La 1677—8, un om scapă de spânzurătoare, dăruind păgubaşului moşia. (*Iorga*, St. şi doc. V, 30 nota 2).

(2) La 1498 se află în Moldova o polonă răscumpărată din robie tătărească de un Evreu pe 120 galbeni. Pentru a se puteà înapoià în ţara ei, a trebuit ca starostele de Hotin, Teodor, să se puie chezaş pe lângă Evreu pentru suma ce acesta plătise. (Arh. ist. I[1], 83). — *C. Giurescu*, Vechimea rumâniei, 35. — *Filitti*, Craioveştii. In Conv. lit. 54 (1922), p. 203: Marga Craiovescu vinde lui Radu Vodă Paisie (înainte de 1544) moşia Urîţi, pentrucă «a avut pe cineva din ai ei în ţara turcească şi n'a avut bani ca să-i plătească de către Turci».

(3) *C. Giurescu*, Vechimea rumâniei, 33 nota 2. — *Filitti*, Arh. G. Gr. Cantacuzino, p. 209 (anul 1620).

(4) Năpăşti de bir adunându-se pe moşnenii Scărişoreni, Mihai Vodă îi ia pe seama domnească; sub Simeon Movilă, oamenii se plâng că au fost rumâniţi cu sila şi Domnul îi slobozeşte «să fie iar cnezi». (Hrisov din 1616, *Iorga*, St. şi doc. V, 437). La 1629, Scărişorenii se vând rumâni lui Nicula vistier (*ibid.* 438); mai târziu, unii din ei se răscumpără, aşà că la 1682 întâlnim megiaşi şi slujitori din Scărişoreni (*ibid.* 451). — Hrisov dela Radu Vodă Şerban, 1602: «când a fost Mihaiu Vodă în Ardeal şi când s'a fost ridicat toate satele din ţară să se judecească, iar satul Loloeşti ei încă s'au sculat şi s'au dus la Beligrad, la Mihaiu Vodă şi s'au plâns la picioarele lui cum le-a făcut sluga D-niei mele, Stoica log., silă...». (Rev. ist. I, 1915, p. 222—3).

pentru a confiscà averi care le atrăsese atenţia (1). Infine, profitând de strâmtorarea unor proprietari cari nu-şi puteau plătì dările la timp, îşi însuşiau moşiile acestora: astfel au procedat şi Mihai Viteazul (2) şi Matei Basarab (3) şi Constantin Brâncoveanu (4).

Cum procedau Domnii, procedau şi boierii-dregători. Unii, prin chiar funcţiile lor, sau pentrucă luau impozitele în arendă, erau răspunzători de incasarea acestora şi, dacă erau siliţi să le plătească ei, se despăgubiau repede, luând averea deseori mai mare decât datoria, a debitorilor(5), sau lăsându-se «dăruiţi» de proprietarii strâmtoraţi cărora le veniseră în ajutor (6). Erà admis încă din dreptul bizantin că cel ce plătià birul pentru altul, în sistemul răspunderii colective, puteà folosì pământul acestuia (7); folosinţa, dregătorii abuzivi o transformau în proprietate (8).

La fel procedau mitropoliile, episcopiile şi mânăstirile. Luau ca rumâni oameni cari închinându-şi sufletele aşezămintelor sfinte, voiau să se sustragă urmăririlor penale (9); recurgeau chiar la acte false pentru a despuià pe moşneni (10).

Această deposedare reciprocă se practică déaltfel pe toată scara proprietarilor.

---

(1) Ştefăniţă Vodă al Moldovei confiscă satele lui Luca Arbore (*Iorga*, Studii şi doc., V, 212). — La 1541 se confiscă averea spătarului Iurie (Arh. ist. I¹, 112). — La 1615, Ştefan Vodă confiscă satele lui Stoian, biv uşer, care venise asupra lui Const. Vodă. (*Iorga*, o. c., 215). — Leca spătarul e tăiat la 1616 de Radu Mihnea şi averea lui confiscată. (Acad. rom. pach. 139 doc. 100). — Vezi hrisovul lui Ştefan Tomşa contra lui Balica hatmanul, în *V. A. Urechia*, M. Costin, I, 198. — Averea lui Costea Bucioc e luată domnească pentrucă a ţinut cu Gaspar Vodă. (Arh. ist., I¹, 125).

(2) *I. Bogdan*, Patru doc. dela Mihaiu Viteazul. In Prinos lui D. A. Sturdza, p. 149, 152, 154. — *I. Nădejde*, l. c., II, 54. *Filitti*, o. c. 207-8 (doc. din 1617), 209 (doc. din 1620).

(3) Spre pildă, cotropeşte pe moşnenii Izbiceni: la 1655 Const. Vodă Şerban constată că «răpos. Matei Vodă căzutu-le-a în spinare fără dreptate, le-a luat satul în silă, fără voia lor şi le-a lepădat banii cu sila». (*Filitti*, o. c., 220). cf. ibid. p. 227, doc. din 1672.

(4) Cronicarul Radu Popescu zice că «slujitorimea, care erà de ridică ca haraciul împărătesc, pe toţi i-a stins, de i-a făcut podani pe satele lui şi ale rudelor lui, Cantacuzinii». (*C. Giurescu*, Despre rumâni, 3 nota 2).

(5) Vezi § 4.

(6) *Filitti*, Arhiva G. Gr. Cantacuzino, p. 10. — La 1637, Ştefan din Pomârla dărueşte moşie post. Dumitraşco «pentrucă i-a scos capu din mare nevoie la vreme de peire». (Acad. rom., pach. 139, doc. 47).

(7) *Zacharià von Lingenthal*, Gesch. des griech.-röm. Rechts, 1892, p. 254 nota.

(8) Grigore Ureche a năpăstuit pe Gabor căpitan, pe fiul lui şi pe răzaşii lor, zicând că tatăl său cumpărase moşii de ale lor, ceeace s'a dovedit că nu erà adevărat. (*Iorga*, St. şi doc., V, 216, anul 1623). — La 1724, Dositei Brăiloiu pretindeà că moşia din Petreşti (Gorj) fusese cumpărată de tatăl său, banul Cornea, dela moşnenii Şarlăi. In realitate, banul Cornea, ca zapciu mare pe judeţul Gorj, apucase pe Şarlăi să plătească şi birul siliştei Petreştilor, de unde fugiseră oamenii şi, în lipsa acestora, «a arat...ce a fost voia lui, ca pe nişte moşii fără de stăpân». (*Ştefulescu*, Ist. T.-Jiului, p. 1-11).

(9) Exemplu de închinare la mitropolie, pentru a scăpà de moarte, 1727, la *Iorga*, St. şi doc., V, 104.

(10) *Nădejde*, o. c., II, 44. — *Iorga*, o. c., 555, citat de *Xenopol*, Proprietatea mare şi cea mică, *l. c.*, p. 174.

Bogaţii ajută pe cei săraci şi apoi se ramburseazā luându-le moşiile (1); dar şi săracii se înlesnesc între ei şi apoi se despoaie unii pe alţii (2).

Uneori proprietarii constrânşi de nevoi, îşi vând numai moşiile, rezervându-şi libertatea (3); dar această libertate e greu de păstrat. Mai întâiu, libertate pe pământul altuia, nu este libertate (4); apoi, chiar omul fără stăpân particular, nu este liber faţă de fisc (5). Deaceea, în cele mai multe cazuri, proprietarul nevoiaş nu-şi vinde numai moşia, ci, odată cu ea, libertatea; renunţă la o neatârnare mai mult fictivă, preferă să devie rumânul altuia (6). Astfel de vânzări sunt nenumărate în sec. XVI şi deaceea s'a crezut, greşit, că rumânia datează numai de pe atunci (7). In realitate, avem de acum o categorie nouă de rumâni. Pe lângă rumânii ab antiquo, adică oameni cari nu fuseseră niciodată proprietari, ci locuitori pe moşia altuia, avem de acum rumâni derivaţi din foşti proprietari, pe cari fiscalitatea i-a silit să-şi alieneze proprietatea şi, odată cu ea, libertatea. Astfel de acte de vânzare sunt motivate prin aceea că «n'am avut de ce ne mai prinde, că muriam» (8), sau pentru a scăpà de «foamete» (9), sau că proprietarul ajunsese «la vreme de nevoie» (10). S'a produs astfel la noi, din sec. XVI, un fenomen cunoscut în imperiul bizantin încă din sec. V. Oameni liberi, dar fără moşie, se vindeau rumâni, cu feciorii lor, pentru bani (11). Micii proprietari scăpătaţi dăruiau puţinul ce le rămăsese, unor boieri influenţi, numai să-i primească să le fie «feciori», să le «slujească» (12). Decât o

(1) La 1569, şase mici proprietari din Balaci neputând plăti birul, îşi vând părţile lor de moşie lui Dragomir log. din Balaci (*C. Giurescu*, Vechimea rumâniei, p. 9—10). — La 1629, un proprietar scrie: «apucându-mă să-mi ia toate bucatele şi viile şi ocinile cu carte domnească, am căzut cu rugăciune şi i-am vândut d-lui jupân Pârvu vel log. moşia». (*I. Bianu*, Doc. rom., I, 165).

(2) Aşà, un popa Stan se introduce prin înfrăţire printre moşnenii Vultureni (Argeş) şi începe, abuzând de credinţa şi nevoile codevălmaşilor, cumpărături din care izvorăsc lungi procese. (*Andrei Rădulescu*, în Rev. de ist. arheol. şi filol., XII, 1911, p. 414).

(3) La 1620: «n'am găsit D-nia mea pe Stan tatăl Pârvului... scris cum să fie rumân, çi am aflat numai singură moşia vândută». (*Ştefulescu*, Gorjul istoric, p. 103).

(4) Vezi partea I § 5.

(5) Vezi partea II § 3.

(6) *C. Giurescu*, Vechimea rumâniei, p. 14.

(7) *Ibid.*, p. 1.

(8) *C. Giurescu*, Despre rumâni, 11, nota 3 (anul 1659).

(9) *Filitti*, Arh. G. Gr. Cantacuzino, p. 19—20 (anul 1577). — Ibid. p. 56 (anul 1661). — La 1652 o femee îşi vinde doi copii să fie ţigani de moşie (adică robi) unui preot din Piatra-Neamţ, pentru că a împrumutat-o cu bani că mureà de foame (Papadopol-Calimah, în Conv. lit. XXI, 9).

(10) *Ibid.*, p. 202 (anul 1578). — La 1595, proprietarii dela Groşeneasca (Meteleu, Buzău) ajung «la vreme de nevoie şi sărăcie, de i-au împresurat dăjdii şi biruri mari, îngreuiându-se cu multe năpăstii». Ei preferă deci să fie rumâni şi se vând lui Andronie vistierul. (*Ibid.*, p. 51). — La 1660: «ne-am vândut d-lui cu toate moşiile noastre». (*Ştefulescu*, Gorjul istoric, p. XV).

(11) *I. Bianu*, Doc. rom., I, 197, anul 1632: drept 3000 aspri.

(12) La 1600, un fiu al hotnogului de Costeşti scrie unui jupân logofăt că vrea să-i fie «fecior d-tale, să-ţi slujesc d-tale, ca şi alte slugi ale d-tale, că am rămas sărac de părinţi şi sunt neînsurat şi nu mă pot sprijini». Ii oferă «un loc de prisacă, cu casă gata şi zimnic», la Costeşti, lângă Docolina. (*Iorga*, St. şi doc., V, 7).

libertate nominală, decât o proprietate care abià hrăneşte pe proprietar şi pentru care trebuie să mai plătească şi impozite, este mai avantajoasă comendarea către un om puternic care-ţi asigură traiu liniştit (1).

In această vâltoare încep să se formeze latifundiile. Este destul ca prin moştenire, cumpărare sau danie, în vreuna din împrejurările arătate, un boier puternic să devie moşnean într'un hotar, pentru ca apoi, treptat, să cumpere, cu şi fără silnicie, părţile codevălmaşilor căzuţi în nevoie; când a format astfel un singur trup important de moşie, îl hotărniceşte şi cere întărire domnească pentru această stăpânire *diviză*. Formarea, în aceste condiţii, a proprietăţii mari, divize, este caracteristică sec. XVII (2). Este o necesitate economică, impusă de fiscalitatea excesivă.

11. Pe când astfel, pe de o parte, se creà o categorie nouă de rumâni, anume de rumâni foşti proprietari — de altă parte, tot din cauza fiscalităţii, numărul oamenilor liberi se îmmulţià prin emancipările de rumâni cari nu fuseseră niciodată proprietari.

Pe când atâţia proprietari sărăciau, încât nu se mai puteau menţineà în situaţia lor şi erau siliţi să renunţe la neatârnare, se găsiră rumâni cari izbutiră să strângă numerar şi cari, profitând de strâmtorarea stăpânilor, îşi răscumpărară libertatea (3). Alţii deveniau liberi prin bunăvoinţa, de obiceiu testamentară, a stăpânilor, preocupaţi de a-şi mântuì sufletele prin acte de generozitate. Amândouă felurile de emancipare erau numite însă «iertare» de rumânie, considerate fiind deopotrivă ca acte de milostivire, ca binefaceri (4).

S'a constatat că, de obiceiu, iertările de rumânie se făceau numai cu capetele, fără de moşie (5). Explicaţia principală este că se emancipau mai cu seamă rumânii ab antiquo, adică acei cari n'avuseseră niciodată moşie. Erà mai greu, fireşte, ca rumânii cari avuseseră moşie, o categorie care apare mai ales din sec. XVI, să poată găsì curând mijloacele de a se răscumpără odată cu moşia lor. Se răscumpără de obiceiu cu moşia aceia cari fuseseră rumâniţi în mod forţat de un Domn sau de un dregător abuziv, cari le aruncaseră banii cu sila (6).

---

(1) *Fustel de Coulanges*, Recherches sur quelques problèmes d'histoire, p. 142. — *Zachariă von Lingenthal*, o. c., 259.

(2) Astfel, de pe la 1628, moşnenii din Negraşi (Argeş) încep să se vândă lui Trufandà vel vistier, începătorul neamului boierilor Pârşcoveni din Oltenia (*Filitti*, Arhiva G. Gr. Cantacuzino, p. 140). — Dela începutul sec. XVII se formează trupul de moşie dela Alexeni (Ialomiţa) al marelui ban Ghiorma. (Acte în colecţia mea). — Tot pe atunci îşi face latifundii marele log. Tudosie Dubău, prin cumpărături dela boierii Şeptelici şi dela alţii. La 1664, vorniceasa Ana Şeptelici îi vinde moşia, pentru a plătì o datorie de 150 lei şi 13 galbeni a tatălui ei. (Acad. rom., pach. 138, doc. 52 şi în genere doc. citate în Creşterea colecţiilor, 1911 p. 238). — Pe la 1640, se formează latifundiul dela Măteşti şi altele din Buzău ale lui Radu vel comis Cândescu. (Acad. rom. Creşt. col. 1913, p. 169).

(3) *C. Giurescu*, Vechimea rumâniei, p. 18—20. — Acelaş, Despre rumâni, p. 18.

(4) Vezi partea I § 3, *in fine*.

(5) *Xenopol*, Proprietatea mare şi cea mică. L. c., p. 177 n. 4. — *Iorga*, Studii şi doc., V, 124—5.

(6) Vezi § 10.

Infine, Domnii, în căutare de bani, liberau rumâni de pe moşiile domneşti, sau chiar, fără voia stăpânului, de pe moşii particulare şi apoi îi înscriau în vreo breaslă de slujitori (1). Din nevoie de bani îşi liberau şi mânăstirile iobagii (2).

Numărul oamenilor liberi a mai sporit şi prin obiceiul ţării de a privì ca liberi pe iobagii căzuţi în robie la străini, cu prilejul năvălirilor şi răsboaielor şi cari izbutiau să scape. In vremea lui Mihaiu Viteazul, numărul robiţilor de către Turci şi liberaţi apoi de Domn, a fost foarte mare (3).

La ţară, situaţia omului liber aşezat pe moşia altuia, se deosebià de a iobagului (4) prin aceea că nu erà legat de stăpân prin servitute personală şi că se puteà mutà în alt loc fără autorizaţia prealabilă a proprietarului. Dar, pe orice moşie s'ar fi aşezat, ca să poată lucrà pământul trebuià, fireşte, să primească condiţiile puse de proprietar (5). Deaceea, proprietarii, emancipând rumâni, nu pierdeau mult din punctul de vedere al economiei agrare. Mai vârtos Domnii nu pierdeau prin emancipare de rumâni de pe moşii domneşti. Intr'adevăr, erà puţin probabil ca astfel de emancipaţi să meargă să se aşeze pe moşii particulare unde, pe lângă îndatoririle către Stat, să se încarce şi cu altele către proprietar; iar pe orice moşie domnească s'ar fi dus, sau în târguri, care erau privite tot ca moşii domneşti, îndatoririle lor erau tot cele vechi.

Infine, toţi emancipaţii erau liberi în sensul că nu mai depindeau de un particular, dar nu erau liberi faţă de fisc, fie că rămâneau la cislă în sate, fie că intrau în vreo breaslă fiscală.

Immulţirea oamenilor liberi fără moşie este cauza formării unei noui bresle fiscale, aceea a meseriaşilor.

Până spre sfârşitul sec. XVI, meseriaşii la noi au fost, mai întâiu, străinii din vechile târguri dela poalele Carpaţilor (6), apoi colonii şi iobagii de pe moşiile domneşti şi particulare (7) şi, înfine, robii ţigani (8).

---

(1) Aşà făceà spre pildă Mihnea Vodă, zice un hrisov din 1679 (*Iorga*, l. c., V, 306).

(2) *C. Giurescu*, Vechimea rumâniei, 18—20.

(3) *Ibid.*, 34—5.

(4) Doc. mold. 1631: Vodă permite unui proprietar să-şi aducă vecinii de unde au fugit, oriunde îi va aflà, ori din sat boieresc, ori mănăstiresc, din târg ori din slobozii (*I. Bianu*, Doc. rom., I, 183). — La 1650 Socol clucerul reclamă pe un rumân, cu fiii şi cu «marha» lui. (*Iorga*, Studii şi doc., X, 132, 149). — Vecini la 1716 în Moldova. (*Urechia*, M. Costin, I, 179).

(5) Proprietarii ,prin ameninţare de expulzare, au impus şi oamenilor liberi claca, însă cu învoială, 3—6 zile pe an. (*C. Giurescu*, o. c., 45—7. — *Urechia*, o. c., 169—170).

(6) *Iorga*, Negoţul şi meşteşugurile, p. 156.

(7) Doc. la *Giurescu*, Despre rumâni, p. 3 nota 7, p. 33, 46, 53. — *Iorga*, St. şi doc., X, 142 (anul 1712, boari, zidari, baci, păstori).

(8) La 1424, Domnul dă Tismanei 40 sălaşe de ţigani, scutiţi de toate dările (Arh. ist., I[1], 20. — Alte exemple din sec. XV, tot în favoarea mânăstirilor, *ibid.*, 123). — *Iorga*. St. şi doc., X, 125—6. Rudarii lucrau lemnul; lăeţii fierul, ursarii făceau piepteni din coarne de bou şi bidinele din păr de porc. — Robii ţigani au servit ca meseriaşi boierilor până în sec. XIX (*R. Rosetti*, Amintiri, I, 69—70).

Specializarea se făceà în sate după aptitudinile fireşti şi s'a accentuat odată cu fiscalitatea crescândă; sarcini tot mai mari apăsând asupra țăranului, nu-i mai lăsau răgaz pentru confecționarea casnică a unora din obiectele necesare gospodăriei, mai ales a celor ce cereau o atenție deosebită pentrucă se confecționau mai rar, uzându-se mai încet (1). Fireşte că dintre oamenii specializați își alegeau proprietarii pe posluşnici, pentru cari cereau apoi scutiri dela Domni (2) şi pe coloniştii străini pe cari-i atrăgeau tot pe baza scutirilor domneşti (3).

Devenind oameni liberi, mulți din aceşti meseriaşi, foşti coloni sau iobagi, se simțiră atraşi spre vechile târguri, sau chiar spre capitală, unde serviciile lor puteau fi mai prețuite (4). Astfel se explică românizarea vechilor târguri, prin aportul populației dela sate (5).

De altă parte, foştii coloni sau iobagi, obişnuiți cu scutirile ce proprietarii obțineau pentru ei, au recurs fireşte la sistemul tocmelii sau ruptei cu vistieria, pentru a fi apărați şi în noua lor situație de oameni liberi, de nesfârşitele dări ale poporului de rând (6). Sistemul tocmelii cu visteria erà cunoscut în Ardeal, unde s'a aplicat dela 1636, companiei greceşti din Sibiu (7) Dealtfel, nici nu se cereà un număr mare de meseriaşi spre a constitui o breaslă. Aşà, încă la 1714, breasla lumânărarilor din Botoşani nu aveà decât cinci membri (8).

Breslele noastre n'au ieşit deci, ca cele din Occident, din tovărăşii cu caracter totodată religios, politic şi militar, menite a asigurà viața autonomă a comunelor şi a face cu putință rezistența față de senior. Dar şi la noi s'au constituit încetul cu încetul (9) şi deoarece cauzele formării lor se urcă numai pe la mijlocul

---

(1) Vezi partea I § 8.

(2) Aşà, la 1619, se scutesc de dări, ca posluşnici, doi cojocari, un curelar, un butnar ai episcopiei de Huşi. (*Melhisedec*, Cronica Huşilor, p. 33); la 1633, un cojocar, un croitor, un curelar, doi olari. (*Ibid.*, II, 54). Aceşti specializați aveau numai servituți personale şi au fost folosiți, din timpurile cele mai vechi, mai ales de mînăstiri.

(3) *Urechia*, Notițe despre slobozii, l. c., 156 (pentru episcopia Buzăului, la 1632 «că este arsă şi stricată, să lucreze şi să dreagă»), 157, 159, 161. — Colonişti bulgari şi unguri sunt aduşi de episcopia de Huşi. . La 1667, un vecin dintr'un sat de lângă Dorohoiu, erà fiul unui meşter adus din țara leşească .(Acad. rom., pach. 139, doc. 121).

(4) Găsim, la 1589, Ianache cizmar în Bucureşti (Acad. rom., pach. 140, doc. 96); Enache şi Dumitru, croitori, Dima şi Cârste, plăpumari, la 1630. (*I. Bianu*, Doc. rom., I, 172). — Hera, cizmar în Buzău, 1618 (*Aricescu*, Indice, II, 15). — Mihaiu, croitor la Târgovişte, 1668. — Cârstea cojocar, Stan tinichigiu, Marco tabac, la Bucureşti între 1662—68. (Acad. rom., Creşt. col. 1914, p. 73. — *Gion*, Ist. Buc., 731). — La Iaşi, în sec. XVII, spițeri, berari, croitori, cizmari, lăcătuşi, potcovari, un ceasornicar român şi altul francez, (Gaspar Caillé), un cofetar. (Acad. rom., pach. 125, doc. 101; pach. 139, doc. 150. — *Iorga*, St. şi doc., V, 89).

(5) *Iorga*, Ist. comerțului, I, 158, 269 (Câmpulung), 160, 266 (Târgovişte), 162 (Târgşor). 165—6 (Buzău), 166 (Brăila), 170, 234 (Suceava), 173 (Hârlău), 241 (Baia).

(6) «Ruptul, mai pentru uşorul lor». (*Urechia*, l. c., 156, anul 1681). — *Iorga*, Ist. com., I, 338. — Cf. *Madgearu*, Zur industriellen Entwickelung Rumäniens, 17.

(7) Condica acestei companii, 1639—1848, la Acad. rom. (Creşt. col. 1913, p. 168). — *Iorga*, St. şi doc., XII, p. III—XV.

(8), *Madgearu*, o. c., 86, nota 4.

(9) *Esmein*, o. c., 699 şi urm.

sec. XVI, nu- de mirare că apar în documente abià o sută de ani mai târziu (1).

Cât priveşte organizarea breslelor, ea a fost imitată din Occident, prin Ardeal, de unde veniau, încă din cele mai vechi timpuri, meşteri de tot felul, tocmai pentrucă în ţară lipsiau pentru tot ce depăşià cadrul foarte strâmt al celor mai simple gospodării (2). Caracterul religios pe care l-au luat şi la noi breslele, corespunde cerinţelor sufleteşti ale vremii; nu este specific breslelor dela noi şi n'are nevoie de explicaţii speciale (3).

Breslele de meseriaşi aveau, ca şi cele de slujitori, îndatorire de a da oameni la oaste, (4) în schimbul privilegiilor lor fiscale.

Constituirea breslelor de meseriaşi va fi fost favorizată de cârmuire pentru a asigurà incasarea impozitelor dela această categorie de oameni liberi; pentru a încurajà fabricarea în ţară a unora măcar din obiectele ce de obiceiu se importau; înfine, pentru a mai împiedecà ieşirea numerarului, tot mai căutat. In asemenea scopuri, de sigur, a înfiinţat Matei Basarab sticlăria dela Târgovişte, unde se întrebuinţà materie primă adusă din Ardeal (5).

Meseriaşii noştri n'au produs însă decât pentru consumaţia internă şi numai anumite fabricate ordinare, destinate claselor sărace (6), sau în genere micii gospodării zilnice; nu sunt, fireşte, urme de export de fabricate indigene (7). Mica industrie orăşănească n'a distrus, totuş, pe cea casnică. S'a observat că sunt fabricate care intră mai repede decât altele în domeniul exclusiv al breslaşilor (8), dar

(1) *Melhisedec*, Cronica Huşilor, II, 15. — Staroste de butnari la Piatra, 1665 (Arh. ist. I[1], 79). — Staroste la Piteşti, 1684 (*Madgearu*, o. c., 86). — Breslele din Târgovişte sunt amintite la 1701. (*Ibid.*).

(2) Aşà, Basarab cel Tânăr cere Braşovenilor, pe la 1478—1482, doi zidari buni «unul care să ştie să învelească cu cărămidă scobită, iar altul să-mi facă o mânăstire de cărămidă şi cu piatră». (*I. Bogdan*, Relaţiile, I, 177). — Radu cel Mare, pe la 1504, cere Braşovenilor, «meşter să vie să-mi facă nişte ferestre la biserică». (*Ibid.*, 241). — Cât de înapoiate erau meşteşugurile la noi, se vede din tot ce se importà. (Partea I § 9). — Vasile Lupu cere din Ardeal meşteri «cari să poată lucrà bine la uşi şi ferestre şi bolte şi pietrari şi olari şi cărămidari». (*Tudor Pamfile*, Industria casnică, p. 383). — Toţi meşterii dela Baia-de-Aramă erau Sârbi. (*Paul de Alep*, Călătoriile lui Macarie. Trad. Cioranu, p. 185). — Ctitoria dela Văråşti a cumnatei lui Matei Basarab erà opera unor meşteri străini. (*Ibid.*, 211).

(3) Spre pildă, pentrucă mai ales mânăstirile au avut posluşnici. (*Madgearu*, o. c., 87).

(4) La 1665, butnarii din Piatra arată că şi-au vândut din proprietăţi, pentrucă Dabija Vodă le-a cerut să facă «oameni de oaste». (Arh. ist., I[1], 79).

(5) *Iorga*, St. şi doc., X, 107. — Mai există pe vremea lui Brâncoveanu. (*Iorga*, Negoţul şi meşteşugurile, 181). — Cf. *Urechia*, Ist. Rom., V, 203—4: sticlăria dela Şotânga (Dâmboviţa) la 1794.

(6) Chiar cojoace pentru «prostime», căciuli pentru ţărănime, pălării de pâslă, se importau (*Iorga*, o. c., 167, 173). — Incă la 1703 se cereau de peste hotar, zidari (*Iorga*, St. şi doc., X, p. 113), iar la 1712, Matei Filipescu, cerând Braşovenilor nişte pietrari, scrià: «acum aici sunt destui, dar buni puţini». (*Ibid.*, 143).

(7) *Angelescu*, o. c., 261.

(8) *Madgearu*, Revoluţia agrară, l. c., 281.

continuă şi la ţară ţesătoria, olăria, fabricarea blidelor de lemn; sunt şi mai departe şi la sate, pietrari, lemnari, rotari (1).

12. Rămâne să cercetăm evoluţia claselor noastre sociale sub înrâurirea fiscalităţii.

Mai întâiu, nobilimea teritorială. S'a resimţit, fireşte, de vicisitudinile la care fiscalitatea a expus pe proprietarii de pământ.

In primele timpuri, nobilimea românească erà strâns legată de stăpânirea solului; însuşirea de nobil erà legată de aceea de proprietar de pământ şi se confundà cu însuşirea de om liber, spre deosebire de omul, cu libertate mai mult sau mai puţin mărginită, aşezat pe pământul altuia (2). De proprietatea solului erà legată şi îndatorirea de a venì călare la oaste pe proprie cheltueală (3). Celei lalte caractere ale feodalităţii apusene au lipsit nobilimii noastre teritoriale. Poate că, sub influenţele occidentale de care a fost înconjurată la început, ar fi evoluat cu timpul în acelaş sens, dar ivirea Turcilor la Dunăre a întors Principatele cu faţa spre răsărit.

In organizarea feodală, care la noi nu s'a împlântat, însuşirea de nobil a devenit personală; independentă uneori de stăpânirea unui feod, alteori izvorând dintr'o astfel de stăpânire, dar fără a se pierde odată cu feodul (4). La noi, însuşirea de nobil se confundà cu aceea de proprietar şi se pierdeà deci odată cu proprietatea. In occidentul feodal, nobleţea de naştere, ab antiquo — «de race» — se puteà dovedì cu mărturiile trecutului: cu moşi cari prestaseră slujba militară în ierarhia feodală, sau participaseră la adunările provinciale ori generale ale nobilimii, sau fuseseră scutiţi de impozitele poporului de rând (5); la noi, nu erà boier decât cine erà, în prezent, proprietar sau dregător.

Şi în occident «nobleţea... erà absolut independentă de titluri, care nu constituiau decât un ornament... adăugat nobleţei însăş. Lipsa lor nu împiedecà o familie să fie de tot atât de veche nobleţe ca alta mai favorizată de soartă sau de principe (6)». Dar totuş, titlurile au putut fi, în occident, semnul exterior, transmisibil dealungul veacurilor, mărturia indistructibilă a situaţiei dobândite la un moment dat de o familie; această situaţie rămâneà apoi mereu aceeaş în ierarhia nobiliară, independent de vicisitudinile ulterioare ale familiei şi de situaţiile personale ale membrilor ei. La noi, nici o lege, nici un titlu, nu garantà o situaţie dobândită. Fiecare generaţie trebuià să lupte pentru a dobândì, păstrà, sau redobândì o situaţie.

In sfârşit, dela o vreme măcar, în organizarea feodală, a existat pentru nobili şi un drept special de moştenire, precum şi oarecare inalienabilitate a patrimoniului, care asigurau conservarea averii în familiile nobile, ca substrat al situaţiei lor sociale. La noi, ca şi în imperiul bizantin, aceste sisteme nu s'au putut introduce. La noi,

(1) *Iorga*, o. c., 159—164.
(2) Vezi partea I § 4 şi 5.
(3) Vezi partea I § 4.
(4) Vezi partea I § 4.
(5) *Ed. de Barthélemy*, La noblesse en France, citat de *Maigne*, Abrégé de la science des armoiries. Paris, 1885, p. 425.
(6) *Ibid.*, 446.

ca şi acolo, a rămas totdeauna în vigoare sistemul împărţirii egale a averii între moştenitori, iar alienările între vii erau numai până la un punct îngrădite şi nu numai în favoarea rudelor, dar şi a vecinilor. La noi, ca şi în imperiul bizantin, singura garanţie a situaţiei sociale erà averea, ca în Occident înainte de organizarea feodală. Se mentineà, sau se ridicà, cine ştià să se înavuţească, să se încuscrească, să obţie favoruri domneşti. Cei slabi, neadaptabili, nepricepuţi, apatici, sau prea scrupuloşi, erau învinşi în luptă. Odată cu averea, pierdeau şi situaţia. Deaceea la noi, ca şi în imperiul bizantin (1), prea puţine familii au izbutit, în mod excepţional, să se menţie înfloritoare timp de mai multe generaţii.

Vicisitudinile nobilimii noastre teritoriale au început odată cu fiscalitatea.

S'a petrecut astfel la noi acelaş fenomen ca spre sfârşitul imperiului roman şi ca în cele dintâiu State barbare din Occident. A fi proprietar de pământ devine o sarcină prea grea decând la costisitoarea îndatorire ostăşească se adaogă impozitele tot mai numeroase. Sunt tot mai puţini aceia cari pot suportà situaţia de proprietari. Devine mai avantajos pentru mulţi să se pună, personal sau cu pământul lor chiar, sub ocrotirea unui puternic. Numai cei puternici şi avuţi se mai pot apărà, mai pot rezistà. Concentrările de proprietate, latifundiile, se ivesc ca o dovadă a unei stări economice şi politice nesănătoase. Proprietatea mică nu se poate menţineà; micii proprietari cad repede în stare de coloni (2). Numerarul, atât de rar şi tot mai necesar, ei îl pot găsi mai de grabă la marele proprietar vecin; deaci, mai întâiu ipoteca, apoi vânzarea. «Câţi sunt săracii»— întreabă un scriitor din sec. V — cari să poată trăi în vecinătatea unui bogat, fără ca acesta să pună mâna pe averea şi pe persoana lor?» (3). Aşà şi la noi, micul proprietar, izolat şi redus la propriile lui mijloace, se pierde, abdică în mâinile celui puternic, devine chiar colon pe pământul altuia, cele mai adeseori pe însuş pământul pe care-l stăpânise până atunci (4).

Astfel, în sânul aceleeaş clase de boieri-proprietari, se urmează, mai ales din sec. XVI, un dureros şi continuu proces de sărăcire şi deposedare a unora, de înavuţire şi ridicare a altora. Mai mult, din rândul proprietarilor codevălmaşi pe un hotar, rude de sânge, urmaşi ai aceluiaş autor comun, se ridică unii şi cad alţii, o selecţie naturală nemiloasă (5).

Cei cari se ridică, îşi hotărnicesc de obiceiu părţile lor de moşie de către codevălmaşi. Este o tendinţă de diferenţiare, de ieşire din rândurile celor cu cari

---

(1) *Zachariä von Lingenthal*, o. c., 204.

(2) *Viollet*, Hist. des inst. pol., I, 169. — *Guizot*, Origines du gouvernement représentatif en Europe. Bruxelles, 1851, I, 161, 171, 180. — *Esmein*, Hist. du droit français, 131, 133.

(3) *Fustel de Coulanges*, Hist. des instit. pol. de l'ancienne France. L'invasion germanique, p. 175—8, 190—3, 197—8, 201, 564.

(4) Vezi § 10.

(5) La 1532, jupân Spată, cu feciorii şi cu fraţii lui, în număr de 18 indivizi, cumpără moşie în Balaci (Teleorman). Spată plăteşte partea cea mai mare din preţ. La 1556 e logofăt. Dela el pornesc boierii Bălăceni. Despre ceilalţi cetaşi şi urmaşii lor, nu ştim nimic. (*Şt. D. Grecianu*, Genealogii docum. I, 96—7). Că «fraţii» lui Spată, cum le zice doc. dela 1532, sau «cetaşii», cum îi numeşte un doc. dela 1556, erau rude ale lui, se vede din atâtea alte doc. de acelaş fel. Aşà la 1695, C. Brâncoveanu întăreşte lui Laţco şi vărului său Crăciun «cu ceata lor», moşia

nu se mai simt deopotrivă şi o necesitate economică. Asemenea hotărniciri nu se îndeplinesc însă totdeauna fără rezistenţă şi protestări din partea codevălmaşilor (1).

Termenii de megiaş, moşnean, judec, cneaz, ajung să nu se mai aplice decât micilor proprietari rămaşi în indivizie. Proprietarii mari, cari s'au hotărnicit, s'au despărţit de foştii lor semeni, dispreţuesc aceşti termeni. Ei nu-şi mai zic decât boieri, cum îşi zic şi dregătorii (2). Şi cu dreptate, căci situaţia lor de proprietari mari şi divişi, hotărniciţi, o datoresc împrejurării că, mulţumită dregătoriilor, au putut păstrà o bună situaţie materială. Este o strânsă corelaţie între slujbele şi proprietăţile lor; unele sunt în funcţie de celelalte. Proprietatea diviză, hotărnicită, se numeşte şi ea boierească, spre deosebire de cea indiviză, care este zisă megieşească, moşnenească sau judecească (3).

Avem deci, de acum, deoparte proprietatea indiviză, de altă parte pe cea hotărnicită. Cea dintâiu tot cedează pasul celei divize, este absorbită de aceasta (4).

Pe proprietatea indiviză, singura zisă încă moşnenească sau răzăşească, se grămădesc tot mai mulţi descendenţi ai autorului comun, sau ai descălecătorului satului; ei se simt tot mai la strâmtoare pe pământul strămoşesc tot mai neîncăpător (5). Nu numai că ajung să nu mai aibă loc pentru a ţineà coloni, dar au chiar tendinţa de a se exclude unii pe alţii din hotar (6). Li se mai zice încă, oficial, şi acestor mici proprietari indivişi, boieri (7), dar termenul va fi acaparat, măcar din sec. XVII, de proprietarii mari, divişi.

Micii proprietari indivişi, sunt indivişi şi în faţa fiscului; după cum sunt cetaşi pe moşie, formează şi cete fiscale. Unii sunt curteni (în Moldova), sau roşii (în Muntenia), alţii intră în diferite bresle slujitoreşti, militare sau civile. Ei nu mai pot suportà impozitele şi îndatoririle militare de unul singur, pe nume, ci plătesc

---

Poiana din Mehedinţi, iar alt doc. din 1696 numeşte pe «Laţco şi Crăciun *cu verii lor*, moşneni din Poiana». (Acad. rom., ms. 610, f. 14 v. şi 17 v.). — La 1610, un boier Şeptelici cumpără ½ din ¼ din Văscăuţi, dela nişte rude şi răzaşi ai săi, strănepoţi ca şi el ai bătrânului Şeptelici. (*R. Rosetti*, Pământul, sătenii şi stăpânii, 261).

(1) Spre pildă, hrisovul lui C. Brâncoveanu pentru pricina dintre boierii Brăiloi şi codevălmaşii lor din Vădeni. (*Ghibănescu*, Surete şi izvoade, VI, 133).

(2) *Xenopol*, Proprietatea mare şi cea mică, l. c., 167. — *R. Rosetti*, o. c., 31 nota. — Cât timp a mai existat şerbia, termenii de megiaş, jude, şi cneaz, au continuat a desemnà pe omul liber. (*C. Giurescu*, Despre boieri, p. 69 nota; p. 110).

(3) *C. Giurescu*, o. c., 63—4, 66; 111, 124.

(4) Cf. *P. Poni*, Statistica răzaşilor, Buc. 1921.

(5) Spre pildă, la 1591, pe moşia Miclăuşani, trăiau în devălmăşie 20 de urmaşi ai vornicului Miclăuş, întemeietorul satului pe vremea lui Alexandru cel Bun. (*I. Nădejde*, l. c., I, 159. — Vezi *Xenopol*, l. c., 168—9).

(6) La 1765, aveau moşie la Horodelu-de-sus şi Strâmba din Mehedinţi, 30 moşneni, cu verii şi nepoţii, scoborîtori din 5 moşi mari, sau bătrâni, cari dobândiseră moşia «dela răpos. Dan Voevod, pentru dreapta slujba lor», cum se dovedià cu un hrisov dela Gavriil Movilă. «Iar când a fost acum, immulţindu-se neamul lor şi ne mai putând a stăpânì cu toţii împreună», au venit la domnie să-i aşeze între ei, căci căutau a se exclude unii pe alţii. (Revista *Oltenia*, I, 33—7).

(7) *C. Giurescu*, Despre boieri, 49—50. — Acelaş, Vechimea rumâniei, 48, 52. — Rev. ist., VIII (1922,) p. 173 (anul 1690).

în cruce, şi sunt grupaţi în cete, cu răspundere colectivă. Ca aspect, îmbrăcăminte, fel de viaţă, unii ajung să semene cu ţăranii. Călugărul catolic care vizitează Muntenia pe vremea lui Şerban Cantacuzino, defineşte pe megiaşi: «ţărani liberi, cari au moşiile lor, mai mari sau mai mici» (1). Despre răzaşi, Dimitrie Cantemir zice că se pot numì «mai bine ţărani liberi decât boieri»; ei locuesc «mai mulţi împreună un sat 'şi-şi lucrează pământurile ei singuri, ori cu slugi tocmite»; ştie că unii «pentru sărăcie şi-au vândut moşiile părinteşti şi prin strâmbătatea boierilor au fost siliţi a primì şi jugul supunerii iobăgeşti» (2).

Când istoria noastră a început a fi studiată prin prisma revendicărilor democratice, în vremurile de reacţiune contra «protipendadei» (3), s'a formulat şi teoria unei proprietăţi moşneneşti sau răzăşeşti, adică indivize, vechi, în contrast cu proprietatea boierească, diviză, nouă, în scop de a opune boierimii noui, care monopolizase cârmuirea Statului, boierimea cea veche care trăià ţărănită la sate.

Această teorie, pentru a fi serioasă, ar fi trebuit să cerceteze mai întâiu cine sunt urmaşii nobilimii teritoriale ab antiquo, adică ai acelei mai vechi decât vieaţa de Stat a Principatelor, născută încă în vremea de formaţie a poporului român. Intr'adevăr, după închegarea Statelor româneşti, daniile domneşti — întrucât nu sunt simple confirmări de proprietăţi — se fac către un individ, pe care Domnul voeşte să-l răsplătească; aceasta se vede mai ales în Moldova, ţară descălecată, unde se cunosc indivizii întemeietori ai atâtor sate pe silişti dăruite de Domni; urmaşii acestor boieri-proprietari rămânând în indivizie, atâtea proprietăţi răzăşeşti sau moşneneşti derivă deci din proprietăţi originar divize (4).

Dar şi proprietăţile divize, zise boiereşti, formate din sec. XVI încoace, puteau redevenì indivize în mâinile moştenitorilor boierului divis. Urmaşii acestuia, cu vicisitudinile la care condiţia proprietarilor a fost supusă în tot trecutul românesc, se puteau întoarce iar la situaţia de proprietari indivişi, de moşneni sau răzaşi (5).

Apoi, proprietatea diviză, zisă boierească, din sec. XVI încoace, a derivat tot din cea indiviză, moşnenească sau răzăşească; mulţi proprietari mari, divişi, boieri deci, au ieşit din rândurile moşnenilor sau răzaşilor, prin cumpărături sau cutropiri asupra codevălmaşilor şi rudelor lor.

Infine, regulele pentru dobândirea şi transmisiunea moşiilor erau aceleaşi pentru cele divize, ca şi pentru cele indivize. Şi în unele şi în altele se intră prin zestre, înfrăţire, înfiere, ca şi prin danie şi înfine prin cumpărătoare, cu consimţimântul rudelor şi vecinilor. In moşiile indivize, moşneneşti sau răzăşeşti, ca şi în cele divize,

---

(1) Mag. ist., V, 58.

(2) Descrierea Moldovei. Trad. *G. Pascu*, p. 148.

(3) Acte şi doc. privitoare la ist. renaşt. Românici, V, 1001—3. VI[1], 235—6, 242.

(4) Spre pildă, Miron Costin, vel vornic, dă la 1670 suret pentru împărţeala moşiilor între descendenţii vistierului Mateiaş Stârce. Acesta a lăsat patru copii, fii şi fiice. Descendenţii fiecăruia iau părţi din fiecare moşie. (*V. A. Urechia*, Miron Costin, I, 698—9).

(5) La 1793 se întăresc privilegiile lui Ursache cupeţul, nepotul lui Tudor sluger, lui Radu logofeţel şi Simion zet Radu, nepoţii lui Mihai clucerul Netoţianul, moşneni Bobeşti. (*Urechia* Ist. Rom., VII, 87).

boiereşti, se pot găsì deci, deopotrivă, dela un timp, proprietari cari nu scoboară în linie bărbătească din proprietarii primitivi (1), sau cari chiar n'au nici o legătură de sânge cu ei (2). In sfârşit, şi neamuri de origine străină pot să fi pătruns pe acele căi, nu numai în moşiile boiereşti divize, dar şi în cele moşneneşti sau răzăşeşti şi originea străină să se fi uitat cu atât mai repede cu cât sau n'avuseseră nume patronimice, sau au adoptat numele moşiei (3).

Teoria deci că în mod principial, proprietatea moşnenească sau răzăşească ar fi de obârşie mai veche, mai pură, sau mai distinsă decât cea boierească, divizâ, n'are nici un temeiu ştiinţific. Ea nu s'ar fi putut naşte dacă s'ar fi cercetat mai de aproape actele de proprietate ale cât mai multor moşii şi s'ar fi stabilit filiaţia proprietarilor, lucrare migăloasă, dispreţuită în ţările centralizate şi cu civilizaţie recentă, fără pasiune încă pentru cercetarea dezinteresată şi obiectivă a trecutului.

12 *b*. Cu cât îndatorirea ostăşească devenià mai costisitoare, fiscalitatea tot mai apăsătoare şi numerarul tot mai necesar, cu atât situaţia de dregător trebuià să fie mai căutată. Dregătoria aduceà venituri, legale sau abuzive, presupuneà favoarea domnească, danii sau măcar scutiri, fie direct pentru dregător, fie pentru oamenii de pe moşia lui; ferià de impilări şi confiscări. Deacì importanţa tot mai mare a boieriei în înţeles de dregătorie. Prin dregătorie se ajungeà la avuţie; cel puternic şi bogat, ocrotià, ajutà şi despuià pe cel nevoiaş.

Dregătorii se împart în două categorii: cei superiori, zişi boieri; cei mici zişi în vechime slugi, mai târziu şi slujitori (4). In faţa Domnului însă, şi unii şi alţii sunt tot slugi: Domnul zice boierilor, indiferent, boieri şi slugi (5).

Boierii, adică dregătorii superiori, se împart şi ei în două categorii: boieri mari şi boieri.

Boierii mari sunt titularii funcţiilor de sfat şi de divan. Lista lor se completează treptat, din sec. XIV până în sec. XVII.

In Muntenia: banul (6), vornicul, logofătul, spătarul, vistierul, clucerul (7),

(1) Spre pildă, Brâncovenii din Craioveşti. (*Filitti*, Craioveştii în Conv. lit., 54 (1922), p. 211 sq.

(2) Boierii zişi Greceni, faţă de boierii mai vechi din Greci (Ilfov). (Compară *Şt. D. Grecianu*, Istoricul unei bătrâne moşii boiereşti, Grecii, cu *I. C. Filitti*, Neamul Doamnei Neaga, în Revista arhivelor, I, No. 2).

(3) Boierii Părşcoveni, scoborîtori din grecul Trufandà; boierii Floreşti, din familia Caliarh. (*Filitti*, Arhiva G. Gr. Cantacuzino. Arborii genealogici respectivi, la sfârşitul volumului).

(4) Vezi § 6 *f* şi *g*.

(5) «Boierul credincios al Domniei mele» D. Buhuş, logofăt al treilea, 1632 (*I. Bianu*, Doc. rom., I, 206). — «Slugă şi boiarin» Iani Hadâmbul, vel post. 1665. (Iorga, St. şi doc., V, 39). — «Sluga» Domnului, Miron Bucioc, vel slugei şi N. Buhuş, biv vel clucer 1659 (*Ibid.*, 33). — «Sluga» Domnului, Lupu Prăjescu ce a fost postelnic, 1631. (*Bianu*, l. c., 195). — «Boierii noştrii» Gheuca fost pitar şi Zaharia fost cămăraş, 1669. (*Urechia*, M. Costin, I, 115). — «Sluga noastră» Vasile Roşca stolnicul, 1622 (*Ibid*, 688).

(6) *I. C. Filitti*, Banii şi caimacamii Craiovei. Ed. Scrisul românesc, Craiova, 1924, p. 10—11.

(7) Incidental, din a doua jumătate a sec. XVI, la finele ierarhiei, după vel post.: reapare, în prima jumătate a sec. XVII, după spătar sau vistier.

paharnicul, stolnicul, comisul (1), postelnicul (2), slugerul, pitarul (3), adică cei 12 boieri mari de pe vremea lui Brâncoveanu (4), la cari se adaugă uneori, din a doua jumătate a sec. XVII, medelnicerul şi şetrarul, cu cari se completează numărul de 14 boieri mari ce pomeneşte un raport străin din vremea lui Şerban Cantacuzino (5). Rar apare serdarul, între comis şi sluger şi, ca cel din urmă, clucerul de arie.

In Moldova, în vremea lui Ştefan cel Mare, ordinea boierilor de divan erà: starostele de Hotin, vornicul, 2 pârcălabi de Cetatea-Albă, 2 de Chilia, unul de Neamţ, unul de Cetatea-Nouă, unul de Orheiu, portarul de Suceava, spătarul, vistierul, postelnicul, ceaşnicul sau paharnicul, stolnicul, comisul, iar la sfârşitul hrisoavelor venià formula: «şi am poruncit cinstitului şi credinciosului boierului nostru, d-sale logofăt, să scrie şi a noastră pecete pe această carte s'o lege» (6). In sec. XVI: vornicul, pârcălabii de Hotin, Neamţ, Cetatea-Nouă, portarul de Suceava, spătarul, vistierul, postelnicul, ceaşnicul, stolnicul, comisul, iar ispravnic, adică executor, logofătul (7). Pe vremea lui Miron Costin şi a lui Dimitrie Cantemir, luau parte de drept la divan: logofătul, doi vornici mari, hetmanul (8), postelnicul, spătarul, ceaşnicul şi vistierul; puteau fi chemaţi să participe: stolnicul, comisul, medelnicerul, serdarul, clucerul, slugerul, jicnicerul (echivalentul clucerului de arie din Muntenia), pitarul, şetrarul, armaşul şi aga (9).

Pârcălabii nu mai erau priviţi ca boieri mari (10), deşi funcţia de pârcălab se încredinţà şi la foşti boieri mari (11); numai portăria de Suceava erà unită cu dregătoria de mare hetman.

Prin boieri, se înţelegeau dregătorii imediat subordonaţi boierilor mari. Purtau aceleaşi titluri ca şi aceştia, dar în loc de veliţi (mari), erau zişi «vtori» (al doilea), sau «treti» (al treilea) (12). In categoria de «boieri de al doilea» intrau, în Moldova şi vornicii de gloată (13).

---

(1) In sec. XV, deobiceiu, ordinea erà: stolnic, comis, paharnic, sau comis, paharnic, stolnic.

(2) In sec. XV—XVI erà zis stratornic şi erau doi. Dela mijlocul sec. XVII, trece după vel clucer.

(3) Aceştia, din a doua jumătate a sec. XVII.

(4) Vezi § 6 *a*.

(5) Mag. ist., V, 33.

(6) *I. Bogdan*, Doc. lui Ştefan cel Mare, I, 196, 234.

(7) *Iorga*, St. şi doc., VII, 73 (anul 1547).

(8) Dovedit întâia oară la 1588. Tanoviceanu, Contribuţii la biografiile unora din cronicari. An. Ac. XXVII. 232.

(9) Miron Costin, ed. *V. A. Urechia*, II, 129 şi urm. — Doc. din sec. XVII, *ibid.*, 91, 113, 125. — *D. Cantemir*, Descrierea Moldovei. Trad. Pascu, 99, 126, 133.

(10) Aşà, Miron Costin e pârcălab de Hotin la 1661 şi apoi devine vel comis la 1665.

(11) La 1713, erau pârcălabi de Roman, Solomon Brăescu, biv vel medelnicer şi Ştefan Capoticì biv post. (*Iorga*, St. şi doc., VII, 379).

(12) Deaceea, cronica moldo-polonă dela sfârşitul sec. XVI, enumeră câte trei logofeţi, vistieri, stolnici, paharnici, comişi, armaşi, pitari, spătari. (*I. Bogdan*, Vechile cronice moldoveneşti, p. 233). — *Cantemir*, o. c., 104, 106, 144. — *Tunusli* (Mihai Cantacuzino, 1775), trad. Sion, p. 26—7.

(13) Adeverinţe dela 1663 şi 1667 în Rev. ist. X (1924) p. 117—119.

Nu ştiu de când s'a introdus obiceiul, împrumutat evident dela Turci, de a îmbrăcà pe boieri cu caftane. Există la mijlocul sec. XVI-lea. (1). Boierii mari se îmbrăcau cu caftan, în prezenţa Domnului, de către marele postelnic; boierii, de către postelnicul al doilea sau al treilea (2).

Infine, slugile erau slujbaşii mici; cei din serviciul curţii erau zişi şi «boiernaşi de curte». In categoria slugilor intrau şi comandanţii cetelor de slujitori militari şi civili, începând cu căpitanii (3). Slugile nu se îmbrăcau cu caftan (4).

Prin «boieri» se mai înţelegeau în genere şi toţi câţi îndepliniau o însărcinare din ordin domnesc, ori din ce categorie socială ar fi fost (5).

Clasa boierilor-dregători, mai ales a boierilor mari, din sec. XVI încoace, aminteşte în multe privinţe pe a senatorilor romani din sec. IV. Ajungeai senator după ce te îmbogăţiai şi după ce treceai prin «cursus honorum» până la demnităţile cele mai înalte, care conferiau titlul de senator. Acest titlu ajunsese astfel legat de avuţie, iar avuţie însemnà mai ales o vastă proprietate teritorială, aşà că un scriitor roman întrebuinţează chiar termenul de senator pentru a desemnà pe orice mare proprietar. Demnitatea senatorială erà ereditară numai întrucât fiul de senator îşi păstrà situaţia materială; în acest caz puteà trece mai repede decât un «homo novus» prin «cursus honorum» şi ajunge mai iute, la rându-i, senator (6).

Aceşti senatori exercitau şi un patronat asupra unui număr tot mai mare de oameni, cari depindeau de ei într'un fel sau altul (7). Şi la noi, depindeau de boierul mare dregător, nu numai subalternii lui ierarhici, dar întregi bresle fiscale, (8) apoi, fireşte, oamenii de pe moşiile lui, dar şi mici proprietari scăpătaţi cari sau i se

---

(1) De caftane vorbeşte un hrisov de la 1557 (Rev. de ist. arheol. şi filol. X[2]. 211).— Un caftan în valoare de 5000 aspri, într'un act de la 1607 (*Filitti*, Arh. G. Gr. C. p. 205) — La 1679, în testament, Simeon călugărul Bozianu, fost boier, pomeneşte de «caftanul» său. (*Iorga*, St. şi doc., V, 528).

(2) *D. Cantemir*, o. c., 104, 106, 144. — *Tunusli*, l. c.

(3) *D. Cantemir*, o. c., 107. — Hrisovul din 1728 pentru desetină, al lui Gr. Ghica al Mold. deosebeşte: boieri cu boierie (adică în funcţie); «boieri fără de boierie, adică mazâli»; feciori de boieri, boiernaşi de curte până la vel uşer; vel căpitani, căpitani de steaguri, păhărnicei etc. adică slujitori militari şi civili. (Acad. rom., ms. 1, f. 5—7). — Cronica moldo-polonă dela sfârşitul sec. XVI citează câte trei: dieci mari, uşeri mari, şefi ai curtenilor («care sunt ca la noi dworzane»), aprozi şi pivniceri. (*I. Bogdan*, l. c.). — Miron Costin deosebeşte şi el boieriile şi căpităniile. (Ed. *Urechia*, I, 510.

(4) *Cantemir*, o. c., 144.

(5) Exemple. La 1619, mai mulţi «boieri» martori: Mihul (Racotă) vel spătar, Drăgan vătaf, Mihail *neguţător* (*I. Bianu*, Doc. rom., I, 47) .— La 1644 «boieri» martori la o adeverinţă: Ureche vel vornic, trei vornici de gloată, *starostele* Caciaun (Arh. ist., I[1], 120). — La 1653 «boieri» martori: Cazan post. ispravnicul Bucureştilor, Dumitru *cojocarul* din Buc., Toader *croitorul*... (Rev. de ist. arheol. şi filol., XI, 289). — La 1733, carte a lui Grigore Vodă Ghica: «boieri adeveritori şi alegători» Leul pârcălab de Stanemoeşti, Iane pârcălab ot Boldu, părintele Teoctist egumen la Sf. Ioan din Focşani, Tănase ot mânăstirea Focşanilor. (*Iorga*, St. şi doc., IV, 84). — In zapise, adesea, expresia este «oameni buni şi boieri».

(6) *Fustel de Coulanges*, l. c.

(7) *Ibid.*

(8) Vezi § 6 *f* şi *g*.

vindeau rumâni, sau veneau numai să se adăpostească pe lângă el, să caute pe lângă el un sprijin, sau să înceapă, ei ori fiii lor, prin influenţa lui, o carieră (1).

Chiar foştii dregători mari, se adresau, încă din sec. XVI, la cei în funcţie sau la favoriţii Domnului, spre a redobândi un rost oficial, căci numai astfel îşi puteau păstrà situaţia materială şi, în consecinţă, şi pe cea socială. Şi toate aceste favoruri pe care marele dregător cu trecere la Domn le puteà distribuì, i se plătiau de cei interesaţi (2). Boierii-mari dregători dela noi, se mai pot comparà deci şi cu «leudes» din statele barbare.

Această nobilime de dregătorí a fost supusă la aceleaşi vicisitudini ca şi nobilimea teritorială şi din aceleaşi cauze. Din sec. XVI încoace, familiile care au stat în fruntea vechii clase conducătoare s'au preînnoit necontenit.

Astfel în divanele Moldovei, între anii 1400—1550, întâmpinăm familiile Rotompan, Şandru, Ponici, Zbiere, Hudici, Săcară, Arbore, Şerpe, Barbovschi, Danu, Dinga, Tĕut etc. Deşì aproape toate se pare că aveau urmaşi încă în sec. XVIII (3), cum poate mai au şi azi, nici una n'a mai figurat în dregătoriile cele mari ale Moldovei în sec. XVII—XIX; au căzut chiar în rândul breslelor fiscale şi al răzaşilor (4). Afară de Arbore şi de Tĕut, lipsesc chiar din lista familiilor nobile dată de Cantemir (5). Cu boierul Ion Jumătate care joacă un rol însemnat pe vremea lui Alexandru cel Bun, încetează rostul politic al acestei familii, deşì ea nu se stinge (6).

Alte familii se ridică din veacul XVI, dar decad în al XVII-lea sau al XVIII-lea. Astfel a fost de pildă familia Stroici. Din cele ridicate în sec. XVI, singurele care s'au menţinut în situaţia lor până la sfârşitul epocii privilegiilor, au fost, pe câte ştiu, familiile Sturdza şi Balş. Cea dintâiu se trage din unul din fiii lui Nan, boier proprietar pe vremea lui Alexandru cel Bun, pe când descendenţii celorlalţi fii ai lui Nan n'au ajuns niciodată la dregătorí (7).

---

(1) Astfel, la 1627, văduva post. Chiriţă Dumitrache Paleologu din Mold. are în slujbă încă de copil, pe Mardarie, fiul lui Toma fost vornic de Botoşani. (Acad. rom., Creşt. col., 1912, p. 151). — Cantemir zice că din vechime erà obiceiul că boierii de rang mai mic îşi dădeau copiii la case de boieri mari, să servească la masă şi să păzească odaia stăpânului, apoi, prin protecţia lui să intre în boierìi şi să înainteze. (Descrierea Mold. Trad. Pascu, 142—3).

(2) Aşà, Danciul biv vel vornic din Brâncoveni, dărueşte o moşie lui Iane vel ban, pentru ca acesta să-i obţie o dregătorie dela Ştefan Vodă Surdul, 1591—2. (Acte din 1603, la *Iorga*, St. şi doc., V, 292).

(3) Spre pildă: Săcară (Acad. rom. pach. 138, doc. 121. — *Iorga*, St. şi doc., V, 386). — Barbovschi (*Iorga*, o. c., 396, 399. — *Orest Popescul*, Câteva doc. mold., p. 28. — Acad. rom. pach. 139, doc. 53). — Dinga (Acad. rom., Creşt. col. 1905, p. 99; 1906, p. 103; 1908, p. 52; 1910, p. 265, 274, 276; 1911, p. 119, 120). — Danu (*ibid.*). — Hudici (*ibid.*, 1911, p. 41; 1912, p. 118, 142). — Teut (*Melhisedec*, Cronica Romanului. — *Iorga*, St. şi doc., V. — Acad. rom., Creş. col. 1907, 1910, 1912). — Cf. *R. Rosetti*, Pământul etc., 237 şi urm. Totuş, simplele identităţi de ume pot duce în eroare.

(4) *Poni*, l. c. — La 1780, Teuteşti erau in rândul ruptaşilor. (*Iorga*, St. şi doc., V, 427).

(5) Descrierea Mold. Trad. Pascu, 140.

(6) *I. Bogdan*, Doc. lui Ştefan cel Mare, I, 500.

(7) *Ibid.*, II, 54.

Costinii, cari se ridică în sec. XVII, sărăcesc şi decad pe la mijlocul sec. XVIII (1). Tot aşà şi familiile Rusu (2), Roşca (3) şi urmaşii lui Constantin Duca beizadea care la 1730 erà dator la Turci (4).

Numărul familiilor de dregători mari se micşorează mereu din cauza absorbirii proprietăţilor în latifundii. Dimitrie Cantemir zice că din 5000 curţi boiereşti câte fuseseră în vechime, nu se păstraseră pe vremea lui decât cinci (5). Aceasta înseamnează că numai cinci familii mai păstraseră strămoşeştile lor aşezări la ţară. Cantemir adaogă că «familiile de boieri de care pomeneşte istoria moldovenească dela început, toate există până acum; adevărat că unele au scăpătat foarte tare..., dar familia însăş a rămas tot aceea din vechime» (6). Când însă trece la enumerare, nu-i vin sub pană decât 75 şi printre ele multe care nu erau din cele «de care pomeneşte istoria moldovenească dela început», ci răsărite mai târziu (7).

De altă parte, este de observat că chiar Cantemir, care ştià de existenţa unei vechi nobilimi teritoriale independente de dregătorii (8), înţelegeà prin familii boiereşti pe cele de dregători; la fel este şi terminologia marilor cronicari dela sfârşitul sec. XVII şi începutul celui următor. Noţiunea cuvântului boier evoluase: boier erà numai dregătorul, care erà de obiceiu şi proprietar hotărnicit.

Dacă în legile ţării nu erà nici o dispoziţie care să garanteze familiilor boiereşti păstrarea situaţiei dobândite, există însă conştiinţa că urmaşii, chiar scăpătaţi şi fără dregătorìi, ai boierilor, sunt tot boieri, deşì oficial nu li se da acest titlu.

In Occident a existat pe lângă «noblesse de race» şi «noblesse de charges»: îndeplinirea, măcar timp de două generaţii, a unor anumite funcţii la curtea regelui sau a unor mari feodali, conferea nobleţea ereditară (9). La noi, acest sistem n'a existat. Boierul care ieşià din slujbă, erà numit mazâl şi se retrăgeà de obiceiu la ţară (10); păstrà, e drept, titulatura dregătoriei ce avusese, cu adaosul de «fost», dar privilegiile şi situaţia juridică a unui mazâl erau altele decât ale unui boier titular (11). Dacă reveneà în funcţie, erà iar boier. Urmaşii lui, aveau să-şi creeze ei înşişi o situaţie; nu moşteniau pe a tatălui lor. Miron Costin scrie: «Domnii, la domnie pe feciorii lor poftesc să-i vază ieşiţi; boierii la boierii; slujitorul se bucură să-şi vază de slujitorie pe feciorul său harnic» (12).

(1) La 1783, Ioniţă Mutenco, strănepotul lui Miron Costin, erà în rândul mazâlilor. (*V. A. Urechia*, Miron Costin, I, 193). La 1716, Costinii aveau datorii la Greci şi Turci. (*Ibid.*, I, 179)

(2) *Ibid.*, I, 691.

(3) *Ibid.*, I, 688. — Acad. rom., pach. 139, doc. 41.

(4) *Urechiă*, l. c., I, 179. — Au fost în Moldova mai multe familii cu numele de Duca.

(5) Descrierea Moldovei, trad. Pascu, p. 140.

(6) *Ibid.*

(7) *Ibid.*

(8) Vezi § 12 a.

(9) *Maigne*, o. c., 417—418.

(10) Costin postelnicul erà «mazil la ţară», scrie Miron Costin (ed. *V. A. Urechia*, I, 519). — Un act oficial muntean din 1698 vorbeşte de «boierii cei mari şi mazâlii de pe la ţinuturi». (*Iorga*, St. şi doc., V, 97).

(11) Vezi § 6 *b*.

(12) Ed. *V. A. Urechia*, I, 517.

Şi, totuş, a fost mereu o ciocnire între sistemul legal care făceà din fiecare generaţie făuritoarea propriei ei situaţii şi sentimentul intim care recunoşteà o nobilitate ereditară.

Despre un om nou, se ziceà că erà ridicat din «prostime». Aşà, despre Constantin Vodă Cantemir, ni se spune că erà «din oameni proşti din Fălciu» (1). Tot din «proşti» s'au ridicat, între alţii, Duca Vodă, mai târziu Callimachi; porţile boierimii au fost totdeauna deschise: Domnul singur apreciă (2). Dar, în opoziţie cu legile ţării, un instinct firesc voia ca urmaşii celui ridicat să fie privit ca aparţinând aceleeaş condiţii sociale. Existau noţiunea şi expresia «de bun neam», de «bun rod».

Şi mai întâiu, fireşte, se străduiau boierii ca urmaşii lor imediaţi, fiii lor, să se menţie în stare de boieri (3). Letopisețul dela Dabija spune că venind Constantin Duca domn la 1693 «s'au bucurat fiii de boieri că vor aveà căutare, căci Constantin Vodă Cantemir miluise pe oamenii săi, iar pe fii de boieri nu» (4). Au fost chiar Domni cari au acordat «fiilor de boieri» privilegii speciale (5); o vagă încercare de ereditate oficială a nobilităţii.

Pe urmaşii mai depărtaţi, fără dregătorii, ai unui boier, îi însoţià şi în situaţia lor mai modestă sau chiar umilă, recunoaşterea şi amintirea, platonice, că erau de neam boieresc. Cu cât vremea treceà, fără ca urmaşii să se mai ridice, cu atât şi amintirea deveneà mai vagă, chiar la interesaţi. Cu totul, nu s'a şters niciodată; ea trăeşte încă la mulţi moşneni sau răzăşi.

Conştiinţa aceasta a unei însuşiri nobile ereditare, s'a vădit limpede cu prilejul anexării Bucovinei de Austriaci. Aceştia au găsit acolo, în rândul breslelor fiscale, urmaşi scăpătaţi ai unor boieri de seamă ai Moldovei; au voit să ştie în ce categorie trebuiau aşezaţi după concepţiile occidentale şi au cerut lămuriri divanului dela Iaşi. Astfel, lui Ioniţă Mutenco, strănepot al lui Miron Costin şi care erà în rândul mazâlilor, divanul îi arată ascendenţa şi adaogă că «cu toată dreptatea este să fie în rândurile neamului boieresc, ca şi alte rude şi veri ai săi, iar nu în rândurile mazâlilor»(6). Aşà crede divanul că cere dreptatea să fie şi totuş sub imperiul legilor moldoveneşti acest Costin rămăsese un simplu mazâl (7). Tot astfel, la 1780, marele vistier Vasile Rosetti dă lui Eremia Tĕut, care erà în rândul ruptaşilor, adeverinţă

(1) Letop. dela Dabija. Ed. *C. Giurescu*, p. 81.

(2) Miron Costin povesteşte că Radu Vodă Mihnea (1616—1619 şi 1623—6) nu voià să boierească pe un om care-i slujise din copilărie, pentrucă socotià «că nu-i este hirea de boier». (Ed. *V. A. Urechia*, I, 509).

(3) Tranzacţie adeverită la 1667 de «mulţi feciori de boieri», împreună cu boieri mari şi ai doilea (Rev. ist., X, 1924, p. 119).

(4) Ed. *C. Giurescu*, p. 87.

(5) Nicolae Mavrocordat la 1712, îi scuteşte de desetină şi gorştină (Uricar, V. 248). Şi Gr. Ghica, în hrisovul pentru desetină, la 1728, îi consideră ca o categorie aparte. (Acad. rom., ms 1, f. 5—7).

(6) *V. A .Urechia*, Miron Costin, I, 193.

(7) Mazâl în sensul acestui cuvânt dela reforma lui C. Mavrocordat încoace, de care ne vom ocupà în partea a treia a studiului de faţă.

că «scoboară din marele logofăt Tăut» (1) şi această descendenţă este apoi confirmată prin act oficial (2). Asemenea adeverinţe de nobilitate, în contrazicere cu organizarea oficială din Moldova, s'au dat mai târziu şi pentru urmaşii de boieri din Basarabia alipită de Ruşi (3). La 1819, divanul Moldovei zice că «totdeauna a dat adeverinţă neamurilor boiereşti ce se află locuind în părţi străine» (4). Situaţia acestora erà astfel mai avantajoasă decât a celor rămase în Moldova.

La fel s'au petrecut lucrurile şi în Muntenia. Nu ştim dacă există descendenţi în linie bărbătească ai boierilor-dregători din divanele domneşti ale sec. XIV şi XV. Neamul Craioveştilor, care se ridică în sec. XV, se stinge, în linie bărbătească. la mijlocul secolului următor (5). Mărginenii, cunoscuţi dela sfârşitul sec. XV, s'au continuat în linie bărbătească sub numele de Cornăţeni, cari decad de spre sfârşitul sec. XVII (6). Neamuri care se ridică în sec. XVI, ca Vlădeşti, Bucşani-Măneşti, Rudeni etc., scapătă în sec. XVIII sau chiar în al XVII. Până în sec. XVI se pot urmărì Bălenii (7), Bălăcenii (8), Văcăreştii (9) şi poate Filipeştii (10), neamuri care au izbutit să se menţie în primul rang până în sec. XIX. Alte neamuri se ridică la sfârşitul sec. XVI sau în sec. XVII, dar nu toate se pot menţineà ca Brâncovenii cei noui (11), Grecenii (12), Creţuleştii, Fălcoienii....

Şi acì, ca în Moldova, sunt neamuri de boieri însemnaţi cari, sub povara fiscalităţii şi lipsind din slujbe, ajung în rândurile boierimii mici, în categoria breslaşilor fiscali, a moşnenilor grămădiţi pe un pământ neîndestulător (13), sau se chiar vând umâni cu moşia lor şi devin coloni pe fosta lor proprietate.

Invers, se ridică şi aici, treptat, oameni noui, de provenienţele cele mai diverse, vechi proprietari (14), negustori, iobagi emancipaţi şi ajunşi proprietari, ocrotiţi de ai

(1) *Iorga*, St. şi doc., V, 427.

(2) Revista Ion Neculce, 1923, fasc. 3.

(3) Cf. *Sever Zotta*, Despre nobilimea Basarabiei. In Arhiva genealogică, I (1912), p. 49. — *Iorga*, Boieri şi răzaşi în Bucovina şi Basarabia. Extras din An. Ac. rom., 1912, p. 5 şi 7

(4) *V. A. Urechia*, Miron Costin, I, 734.

(5) *I. C. Filitti*, Craioveştii. In Conv. lit., 54 (1922), p. 200 şi urm.

(6) *Ibid.*, 405 şi urm.

(7) Par a scoborî din boierii-proprietari dela Slătioare, din neamul cărora erà şi Voica soţia lui Pătraşcu Vodă cel Bun. (*Filitti*, Arhiva G. Gr. Cantacuzino, p. 20 şi 110. — Acelaş, Mama şi soţia lui Mihaiu Viteazul. In Conv. lit., 53, 1921, p. 609).

(8) Din jupân Spată care, cu cetaşii lui, cumpără la 1532 moşie în Balaci, Teleorman. (*Şt. D. Grecianu*, Genealogii, doc. I, 96—7).

(9) *Şt. D. Grecianu*, Şirul voevozilor cu divane, p. 51. — *Rev.* ist. X, 1924, p. 270.

(10) Dacă se trag, cum se pare, din boierii dela Cepturi.

(11) Neamul lui Const. Vodă Brâncoveanu porneà dela un David post. căsătorit la începutul sec. XVII cu Maria din Brâncovenii cei vechi sau Craioveşti (*Filitti*, Craioveştii, l. c., 211).

(12) Din Fierea vel log. la sfârşitul sec. XVI, al căruia fiu Papa cumpără (*nu răscumpără*, cum credeà Şt. D. Grecianu) moşia Grecii din Ilfov la 1625. (*Şt. D. Grecianu*, Istoricul unei bătrâne moşii boiereşti, Grecii. Buc. 1910.

(13) Astfel, la 1656 se întăreşte stăpânire lui Balaci şi fraţilor săi din Bâcleş (Mehedinţi) peste satul Smedoviţa, câştigat de moşii lor dela Basarab Vodă, cu dreaptă slujbă şi cu sânge vărsat prin ţări străine. (Acad. rom., Creşt. col. 1910, p. 19).

(14) Vezi notele precedente.

boierilor mari (1) şi tot atât de bine indigeni ca şi străini (2). Bunavoinţă domnească este singurul criteriu şi se poate câştigă în diferite chipuri.

Dar rare sunt, precum am arătat, în amândouă Principatele, familiile care se pot menţineà în primul rang timp de mai multe generaţii. In acest sens trebuie înţelese spusele lui Bandini, la mijlocul sec. XVII, că nici un boier dela curtea lui Vasile Lupu n'ar fi putut înfăţişà o genealogie mai veche de 100 de ani şi că originea şi virtuţile străbunilor sunt lăsate la o parte, preţuindu-se numai situaţia prezentă (3). Tot în acest fel trebuie interpretate arătările stolnicului C. Cantacuzino că în vremea lui, în preajma anului 1700, multe din familiile boiereşti n'aveau o vechime mai mare de 100 de ani (4). Pretutindeni se înţeleg familiile de boieri-dregători.

Cât erà de nesigur vechiul criteriu legal pentru deosebirea unei clase boiereşti şi cât de puţin corespundeà cu însăş conştiinţa de sine a acestei clase, se vede clar din ce s'a petrecut în timpul ocupaţiei Olteniei de către Austriaci. Aceştia au observat că după datinele locului, boier erà «persoana care ocupă o slujbă importantă, sau ai căreia părinţi sau moşi au stat, în serie continuă, în astfel de slujbe». Şi conchideau, obişnuiţi cu nobleţea occidentală independentă de funcţii, că «această boierie nu este adevărată nobleţe», deşi este considerată ca atare (5).

Au deosebit Austriacii trei categorii de privilegiaţi: boierii mari pe cari i-au găsit în funcţie şi pe cari i-au considerat ca «ex familia antiqua»; boieri şi boiernaşi, adică dregătorii mici; breslele fiscale (acei cari nu plăteau dările după sistemul cislei ţărăneşti), adică slujitorii militari şi civili (6).

Acest criteriu a prezintat însă îndată neajunsuri şi a provocat nemulţumiri.

Dacă boierii mari în funcţie găsiţi de Austriaci în Oltenia, aparţineau într'adevăr la 24 familii din cele mai bune de acolo (7), totuş, prin criteriul funcţiilor mari actuale, se excludeau din categoria boierilor mari alte familii care avuseseră altădată situaţii fruntaşe, oameni «ex familia veterum bojaronum, sed temporum contingentiis in paupertatem reducti». Se nemulţumiau astfel, Rudeni, Pârâeni, Crăsnari, Brădeşti, Milcoveni-Drăgăneşti, etc. (8).

Aceştia s'au plâns, fireşte, de a fi puşi în aceeaş categorie cu oameni mai noui, ridicaţi la dregătorii mărunte şi acum întâmplător egali cu ei prin funcţii dar nu şi prin naştere, ca spre pildă Racoviceni (feciori de pârcălab de sat boieresc), Roşieni dela Vâlcea (feciori de preot), Gioroceni (sutaşi), sau în fine, feciori de negustori, ori chiar de slugi boiereşti (9). Tot aşà de nemulţumiţi de a fi confundaţi

---

(1) Vezi p. 35.
(2) Vezi p. 24—5.
(3) Codex Bandinus, publicat de *V. A. Urechia* în An. Ac. rom., XVI, p. 154.
(4) *Iorga*, Operele lui Const. Cantacuzino, p. 53.
(5) *C. Giurescu*, Material p. ist. Olteniei sub Austriaci, I, 594 şi urm.
(6) *Iorga*, St. şi doc., V, 141, 149.
(7) *C. Giurescu*, o. c., 486.
(8) *Ibid.*, 568.
(9) *Ibid.*, 568—574, 644 (raport din 1724).

cu aceştia erau şi urmaşii de vechi-proprietari, chiar dacă înaintaşii lor nu ajunseseră în funcţii înalte (1).

Erau situaţii care se admiteau cât timp erau numai de fapt, deci tranzitorii şi compensate prin cunoştinţa ce fiecare aveà despre originea diferitelor familii; nu se puteà admite însă ca aceste situaţii accidentale să servească de temei pentru crearea unor categorii definitive cum voiau Austriacii.

Acestora nu le conveniă să admită între privilegiaţi după sistemul occidental câteşi trele categoriile menţionate, pentrucă paguba ar fi fost prea mare pentru fisc (2), deşi pe această cale s'ar fi mulţumit toată lumea (3); dar, excluzând dintre privilegiaţi categoriile inferioare, nemulţumiau şi pe urmaşii de boieri vechi, cuprinşi întâmplător acum în ele. Că criteriul erà greşit se vedeà dealtfel şi din împrejurarea că în categoriile inferioare figurau şi membri ai celor 24 familii cărora aparţineau boierii cei mari (4).

Rezultă clar din toate acestea că existà în trecutul românesc o conştiinţă de ereditate nobiliară pentru toţi urmaşii dregătorilor şi — dar tot mai puţin accentuată sau admisă — pentru urmaşii vechilor proprietari, mai ales pentru acei cari se puteau referì la hrisoave domneşti de danie sau de întărire pentru servicii aduse de un strămoş. Aceasta erà adevărata tradiţie a ţării, cu toate aparenţele formale contrare pe urma cărora atâţia, în timpurile mai nouă, din neştiinţă sau cu vrere, au susţinut o altă părere.

Vom vedeà, în a treia parte a studiului, că Domnul fanariot Const. Mavrocordat a încercat să dea o sancţiune legală acestei tradiţii, în ce priveşte pe urmaşii dregătorilor.

12 *c*. După boieri şi slujbaşi, negustorii.

Avem negustori de ţară, al căror număr sporeşte odată cu înmulţirea oamenilor liberi (5) şi negustori străini. (6)

Micii negustori de ţară, ca şi meseriaşii, ieşiţi cei mai mulţi din rândurile iobagilor (7), n'aveau nici mijloace, nici pregătirea, nici autoritatea, pentru a da extindere

---

(1) *Ibid.*

(2) *Ibid.* 594 (rap. din 1723).

(3) La 1719, o petiţie către Eugeniu de Savoia, dela «noi toţi boierii din Oltenia», poartă 66 semnături de boieri de toate treptele şi chiar fără dregătorii. (*Ştefulescu*, Târgu-Jiului, 102-106).

(4) *C. Giurescu*, o. c., 568—574.

(5) Vezi § 11.

(6) Vezi § 8.

(7) Erau calificaţi de «săraci» ca şi iobagii. — Basarab cel Tânăr (1478—1482) scrie Braşovenilor că i s'au «plâns săracii cari sunt neguţători cu marfă». (*I. Bogdan*, Relaţiile, I, 176). — Boierul Stoica (1482—1507) vorbeşte de «omul meu, Neagoe din Măgureni, care a venit acolo la Braşov, să-şi vânză una alta, ca un sărac». (*I. Bogdan*, Doc. lui Ştefan cel Mare, I, 301). — Radu cel Mare (1496—1507) scrie Braşovenilor: «sărac al nostru, feciorul lui Hacic dela Râmnic... s'a jeluit că are acolo la Braşov un datornic...; să i se plătească acestui sărac al nostru, căci el a plătit evreului dela care luase marfa». (*I. Bogdan*, Relaţiile, I, 235). — Prin negoţ şi meserii aceşti «săraci» izbuteau uneori să agonisească. Ştefan cel Mare cumpără vie la Hârlău dela 6 oameni «săraci», cu nume ungureşti. (*I. Bogdan*, Doc. lui Ştefan cel Mare, I, 151). — Negustorii şi meseriaşii din târguri şi oraşe nu erau decât nişte «săraci» pe pământ

afacerilor lor (1). Deacì a derivat lipsa de aptitudine pentru nègoţ pe care Bandini o constată la Moldoveni la mijlocul sec. XVII (2) şi pe care D. Cantemir o puneà pe socoteala indolenţei sau trufiei (3); erà într'adevăr o neînţelegere şi, ca urmare, o dispreţuire a unei îndeletniciri deosebite de cea obişnuită a poporului român.

Dimpotrivă, negustorii străini dispuneau de capitalul necesar pentru transportul mărfurilor de departe, cu corăbii sau caravane costisitoare; mai aveau şi avantajul de a cunoaşte mai multe limbi şi de a puteà întinde astfel cercul tranzacţiilor. Infine, în provinciile creştine ale imperiului otoman, de unde veneau acum la noi cei mai mulţi negustori, se desvoltase o vieaţă orăşenească şi comercială cu atât mai intensă, cu cât alte ramuri de activitate decât negoţul erau deacum închise creştinilor. Levantinii (4) cari au intrat sub stăpânirea turcească, au continuat tradiţia nobilimii din republicile italiene sau din sudul Franţei, cu care veniseră în contact şi care, departe de a dispreţuì negoţul, îl practicau (5). Ca în unele oraşe germane şi italiene, ca şi în oraşele mari din Ardeal (6), tot aşà în unele oraşe sau târguri mai însemnate (comopolis) din Grecia de sub stăpânirea turcească, afacerile comunale se restrânseseră în mâinile câtorva familii de negustori bogaţi şi cu oare-care cultură, zise în Occident, patricieni, în Orientul grecizant, eupatrizi (7).

Cât priveşte categoriile sociale ale negustorilor, mai ales greci sau grecizanţi, cari au venit în Principatele române, ele erau, fireşte, cele mai variate. Au fost urmaşi de familii bizantine cunoscute; de proprietari-stăpâni (toparhi) iviţi odată cu slăbirea puterii centrale în imperiul bizantin; de proprietari de sate moştenite ab antiquo, în felul celor moşneneşti dela noi şi respectate de stăpânirea turcească; au fost, în fine, oameni liberi dela oraşe şi oameni de rând (8).

Negoţul a fost deci considerat ca o îndeletnicire onorabilă în imperiul otoman şi a fost practicat şi de urmaşii celor mai de seamă familii din vremea imperiului bizantin (9).

---

domnesc şi îndeletnicirile lor erau în bună parte agricole. (Vezi partea I § 13 *c*). — Cantemir zice că orăşenii «nu sunt supuşi nimănui afară de Domn». (Descrierea Moldovei. Trad. G. Pascu, p. 146—7.

(1) Se ocupau mai ales cu negoţul intern şi cu transportul mărfurilor în interior. Vezi § 8

(2) Codex Bandinus, ed. *V. A. Urechia*, în An. Ac. rom., XVI, p. 137.

(3) Descrierea Moldovei. Trad. G. Pascu, p. 98 şi 146.

(4) Cei catolici sunt zişi în izvoarele noastre «letini». Levantini erau neamurile Ecaterinei Salvaresi, soţia lui Alexandru Vodă (1568—1577) şi ale Mariei Amirali, soţia lui Petru Vodă Şchiopu. (*Hurmuzaki*, XIV, 57, 61, 74).

(5) *Masson*, Les compagnies du corail. Paris 1908, p. 19—20. Dealtfel, în tot Occidentul erà îngăduit nobililor săraci să neguţătorească cu toptanul, să facă comerţ maritim şi să ia în arendă moşiile marilor seniori. (*Maigne*, o. c., 429).

(6) *Fr. Müller*, Lehrbuch der Geschichte Rumäniens, 1922, p. 146.

(7) *Aravantino*, Hronografia Epirului (în greceşte). Atena, 1856, II, 271.

(8) Vezi *Filitti*, Arhiva G. Gr. Cantacuzino, p. 245 şi urm.

(9) Mihaiu Cantacuzino zis Şaitanoglu, la mijlocul sec. XVI (*Filitti*, l. c., p. XX). — Dimitrie Cantacuzino înainte de a domnì în Moldova. (*Cantemir*, o. c., 65).

Domnii şi boierii români s'au obişnuit şi ei curând să acorde deosebită cinste marilor negustori de peste hotare cu cari intrau în raporturi şi să-i numească chiar, adeseori, amici (1). Este firesc ca ei să fi întâmpinat cu grăbită bunăvoinţă pe negustorii cari aduceau, odată cu numerarul atât de căutat, pricepere în stabilire de relaţii cu vecinii, cunoaşterea unor limbi străine, oarecare mândrie despre importanţa rolului lor social şi, unii, chiar tradiţii sau pretenţii nobiliare (2).

Negustorii cari strâng averi mari se întrec în lux cu boierii; apar în costume pompoase pe zidurile ctitoriilor lor (3); odraslele lor învaţă la Lemberg, Veneţia, sau chiar la Roma (4); sunt purtători ai culturii (5), odată cu mărfurile şi cu numerarul. După ce strâng avere, se gândesc la onoruri. Fac oficiu de judecători în pricini negustoreşti (6); sunt întrebuinţaţi de Domni în misiuni diplomatice, ca unii cari au abilitatea de a negocià şi cunosc limbi străine (7). Se înrudesc cu boieri mari (8) şi chiar cu Domnii (9).

(1) Vlad Dracul, la 1439, numeşte «amici» pe negustorii din Polonia (Arh. ist., I[1], 85). — Cf. *I. Bogdan*, Doc. lui Ştefan cel Mare, II, 338. — Basarab Laiot scrie Braşovenilor la 1474—6, că a sosit la Bucureşti «un neguţător turc cu marfă multă şi bună şi e bun prieten al domniei-mele, mi-e foarte prieten domniei-mele». (*I. Bogdan*, Relaţiile, I, 124). — La 1593, Eremia Movilă dă hrisov lui «adevărat şi slăvit» Bogdan Donovacovici, târgoveţ din Liov, al cărui tată fusese târgoveţ în Suceava. (Rev. Ion Neculce, 1923, fasc. 3, p. 116). — «Prietenul nostru Rustea neguţătorul» zic boierii mari ai Moldovei într'un act dela 1662. (*V. A. Urechia*, Miron Costin, I, 91).

(2) Nicolae Nevridi obţine dela un cardinal, la 1587, atestat că scoboară din familia Giustiniani din Hios.

(3) Corniact, mare vameş al Mold., într'o biserică din Lemberg. (*Iorga*, Ist. com., I, 187, 220).

(4) *Iorga*, o. c., 219, 221. — Acelaş, Câteva ştiri despre comerţul nostru în veacurile XVII şi XVIII. Extras din An. Ac. rom., 1915. Passim.

(5) *I. N. Angelescu*, Inceputurile capitalismului modern, p. 9.

(6) *Iorga*, Ist. com., I, 209. — Acelaş, St. şi doc., V, 90 (anul 1678).

(7) Spre pildă, Nicolae Nevridi, trimis de Aron Vodă în Polonia la 1592. (*Iorga*, St. şi doc., XXIII, p. 440).

(8) Batişte (Baptista) Vevelli, negustor originar din Rettimo în Creta, dovedit la 1596—1601, are fiu pe «Constantin Vaptista» Vevelli, răsplătit la 1622 de Radu Vodă Mihnea «pentru buna slujbă şi dragostea ce i-a arătat». (Rev. ist., arheol. şi filol., XI, 286. — Hurmuz., S. I[1], 204. — *Iorga*, St. şi doc., XXIII, p. 133, 448, 452). Căsătorit cu fiica lui Nestor Ureche vel vornic, au un fiu Nestor. (Acad. rom., pach. 175, doc. 40). — Iane cojocarul din Bucureşti, la 1666, erà ginerele lui Calotă vornicul (*Gion*, Ist. Buc., 449). — Urmaşii lui Dona Pepanò — prietenul stolnicului C. Cantacuzino (*Iorga*, Câteva ştiri despre comerţul nostru, l. c. — *Filitti*, Arhiva G. Gr. Cantacuzino, p. 254) — se înrudesc cu boieri (*Gion*, l. c.). — Dela Nico Papa, cupeţul care pe la 1700 împrumută cu bani pe boieri şi dela verii lui, Pantazi «primichir» şi Anastase zaraful (*Iorga*, l. c.) porneşte un neam de boieri, zişi Silivrianò. (*Filitti*, o. c., arborele Silivrianò la sfârşitul volumului). — Dela Apostol neguţătorul, ctitorul bisericii sf. Nicolae-Şelari din Bucureşti, căsătorit cu o Bucşanu, prin fiul lor Iorga starostea (1696), căsătorit cu o Cândescu, se trag boierii zişi Lipăneşti (*Ibid.*, tabloul Bucşanu-Mănescu). — Fiica lui Isar neguţătorul a fost a doua soţie a lui Chiriac Sturdza în sec. XVII. (*Iorga*, St. şi doc., V, 618).

(9) Epirotul Zotu Ţigară, ginerele lui Petru Vodă Şchiopu. (Cf. *Melhisedec*, Relaţii istorice. In An. Ac. rom., Seria 2, vol. 3 (1881). — O nouă familie Ţigară porneşte dela epirotul Contodimu, poreclit în Principate Ţigară din cauza negoţului cu lână ţigae. (*Lampridi*, Epirotice, IX, 12, nota). — Maria, fiica lui Gheţea negustor de abale, originar din Nicopole, devine Doamna lui Şerban Vodă Cantacuzino (Cronica lui Radu Grecianu, ed. *Şt. D. Grecianu*, p. 14).

Incă din sec. XV se întâmpină Greci în divanele Domnilor munteni (1); nu-i de mirare ca mai vârtos din sec. XVI Domnii să fi chemat în dregătorii negustori bogaţi şi luminaţi, cari deveneau astfel boieri. Mai întâiu în slujba de mare vameş, strâns legată cu afacerile cometului (2). Apoi, în dregătoria de mare vistier (3); se înţelege de ce: pentru întocmirea regimului fiscal necesar din cauza exigenţelor turceşti şi a împrejurărilor economice, erà firesc ca Domnii să facă apel mai degrabă la negustori străini, mânuitori ai capitalului de camătă şi interesaţi la sporirea veniturilor, decât la proprietarii băştinaşi în cari tocmai nouile impozite loveau mai crud. Deaci a pornit şi ura împotriva Grecilor şi a Domnilor grecizanţi, care s'a manifestat prin răscoalele din întâia jumătate a sec. XVII (4) şi care-şi găseşte ecoul în scrierile boierilor-cronicari din întâia jumătate a sec. următor. Cel mai înverşunat este Ion Neculce (5) — mai ales, ceeace nu s'a relevat, când vorbeşte de Domnii cari-l scoteau din slujbă — deşi el însuş mai mult grec de origine (6); dar şi acest fenomen se explică prin comunitatea de interese ce se stabileà repede

(1) Jupânii Sarandino şi Nan Sculota la 1431 (*I. Bogdan*, Relaţiile, I, 35, 68). — Jupân Albu Tocsabes, cel mai influent boier între 1415—1431 (*Ibid.*, 251). — Jupân Spanopol, emisar al lui Vlad Dracul la Braşov, între 1433—1446 (*Ibid.*, 84). Tot de el este vorba într'o scrisoare a lui Vlad Dracul, 1436, unde s'a citit «Kaika (Kirika?) (Hau) sponopolum» (*Ibid.*, 312). — Sinadin, socrul lui Basarab Laiot, 1476 (*Ibid.*, 106, 289).

(2) Vezi partea I § 9. — Chiriazi vameş 1648 (*Iorga.* St. şi doc., V, 183). . Ursachi, vel vameş în Mold. 1662 (*V. A. Urechia*, Miron Costin, I, 692, 696).

(3) Legată uneori, în vechile timpuri, cu aceea de vameş. Chiracol, vameş şi vistier la 1480—4 în Mold., odată cu românul Bucium. (*I. Bogdan*, Doc. lui Ştefan cel Mare, II, 369). — Iane Caloghera, vistier în Mold. (+ 1596) şi contimporanul său Iane epirotul, vistier muntean, unchiul lui Mihaiu Viteazul (*Filitti*, Mama şi soţia lui Mihaiu Viteazul. In Conv. lit., 53, 1921, p. 616). — Stavrinos şi Nica, vistieri ai lui Mihaiu Viteazul. (*Filitti*, Arhiva G. Gr. Cantacuzino, p. XXIII. — *Lampridi*, Epirotice, VI, 16. — Biser. ortod. rom., XXIII, 278). — Pană, vel vistier muntean 1601—1613; Stirianò, vel vist. 1615—1616; Trufandà (începătorul boierilor Pârşcoveni din Oltenia) v. vist. 1626—1630; Stoian, ruda lui Apostol neguţătorul, ctitorul dela Sf. Nicolae-Şelari, devine comis, apoi vistier pe la 1672 şi ginere al post. C. Cantacuzino (*Filitti*, o. c., tabloul Florescu la sfârşitul volumului. — *Iorga*, St. şi doc., VII, 184). — Stati (State) v. vist. muntean 1684 (*Iorga*, St. şi doc., V, 190). — Ursachi, vel vist. Mold. 1664 (*V. A. Urechia*, Miron Costin 1, 692, 696). — Mavrodin, vel vist. în Mold. (*Iorga*, St. şi doc., VI, 146, 278. — Hurmuz., XVI, 360) etc.

(4) Răscoalele contra lui Radu Mihnea, Alexandru Iliaş, Alexandru Coconul, păţaniile lui Mavrodin vistierul, lui Const. Batişte Vevelli între 1631—3, povestite, după cronicari, de *C. V. Obedeanu*, Grecii în Ţara Rom., 1900, p. 26 şi urm. Mişcările pornesc dela micii proprietari cari formau breslele slujitoreşti (v. § 6). Hrisovul lui Leon Tomşa, la 1631, contra Grecilor, întăreşte «legătura cum să fie roşii în pace de dijmă, goştină şi vinărici». (Mag. ist., I, 122) ceeace arată că din cauza nevoilor financiare, sfătuitorii greci ai Domnului trecuseră peste privilegiile fiscale ale roşilor. Grecii mai sunt acuzaţi că «alte slujbe le-au mărit şi le-au ridicat fără seamă» şi «au împresurat ţara cu camete» (*Ibid.*). Rezultă din hrisov că şi preoţii fuseseră puşi la dări neobişnuite până atunci.

(5) Pasagiile respective, reproduse de *Sextil Puşcariu*, Ist. lit. rom. I, 134—7.

(6) O vară, greacă sau grecizantă, a lui Vasile Vodă Lupu, se căsătoreşte cu un «Blănar»; acesta avusese, dintr'o primă căsătorie, un fiu, Neculce Blănar, care primeşte învăţătură grecească şi se căsătoreşte cu o Cantacuzino. Sunt părinţii cronicarului. (*Tanoviceanu*, Contribuţii la biografiile unora din cronicarii moldoveni. In An. Ac. rom., 27 (1904—5), p. 242. — *Iulian Marinescu*, Ion Neculce, în Bulet. com. ist. a României, IV (1925), p. 1—13.

între boierii de ţară şi boierii greci aşezaţi definitiv în Principate, căsătoriţi aici şi lipsiţi de orice gând de întoarcere în patria lor. Aceşti asimilaţi se simţiau tot atât de interesaţi ca şi boierii de ţară să lupte împotriva Grecilor noui cari veneau cu Domnii tot mai des reînnoiţi. Erà un simţ comun de conservare care-i îndemnà să se solidarizeze contra unor candidaţi noui la foloasele reale ce decurgeau din exerciţiul diferitelor dregătorii (1).

Mai chemară Domnii pe Greci în funcţiile care asigurau relaţiile cu străinătatea. sau de care depindeà siguranţa persoanei Domnului. Deaceea, Grecii sunt foarte des mari spătari şi mari postelnici (2). Comanda cetăţilor de margine le este uneori încredinţată (3). Bine înţeles, Grecii intră şi în diverse alte dregătorii (4).

Infine, Domni chiar au ieşit din rândurile negustorilor (5) şi nu-i de mirare deci că negustori fruntaşi din sec. XVII refuzau să se descopere ei cei dintâiu înaintea marelui vameş Cârstea, fratele Ducăi Vodă şi socrul negustorului Arsenie (6).

Mândrindu-se cu averea lor, cu influenţa, situaţia, sau relaţiile lor, uneori cu puţina lor cultură superioară mediului şi unii cu pretenţia «de a se face de neamuri mari», cum îi acuză Miron Costin (7), aceşti Greci îşi înstrăinau cu totul

(1) *I. C. Filitti*, Un grec românizat, stolnicul Ştefanache Cremidi. In Rev. ist., I (1915), p. 105

(2) Zotu Ţigară e vel spătar. — Negustorul Stelea, ctitorul bisericilor cu acelaş nume din Bucureşti şi Târgovişte, devine spătar. Un hrisov din 3 Martie 1582, înşiră moşiile lui Stelea: Bărbuleşti, Măgurele, Bucov, Vâlcăneşti, Cacaleţi, Dâlga. El a refăcut de piatră şi bisericile din Româneşti, Sârbi şi Băneşti. (Arh. Stat., Radu Vodă, pach. 8, doc. 2). — Tot vel spătar: Ianache Catargi, 1601—6; Miho Racotă 1619—1629; Necula Catargi, 1621—4; Iane Psirà, 1630. — Vel postelnici: Necula Catargi, 1618—1619; Apostol Catargi, 1619; Condilò, 1628; Chiriţă Dumitrache Paleologu în Mold. 1612; Grama, în Mold. 1631 (*Bianu*, Doc. rom. I, 182); Const. Cantacuzino, în tot timpul domniei lui Matei Basarab; Stamate Hadâmbu la Vasile Lupu. (Letop. ed. *Kogălniceanu*, I², 326).

(3) La 1605, pârcălab de Hotin e Gheorghe Cataratos (*Iorga*, St. şi doc., V, 614), a căruia fiică Elisaveta a fost Doamna lui Eremia Movilă (cf. însă Zotta, în Arhiva genealogică, II (1913), p. 230). — La 1622—3, pârcălab de Hotin este un Tudori (*Iorga*, o. c., 83).

(4) Ghinea Ruste, negustor la 1648 (*Iorga*, ibid., 183) zis apoi şi Văleanu, după moşia Văleni (Olt) s'a căsătorit la 1659 cu Ilinca fiica lui Chirca Rudeanu dela Curtişoara (Olt). A devenit vel portar 1669—1672, v. post. 1679, v. vornic 1688 şi a avut fiică pe Maria († tânără 1696), întâia soţia a vornicului Şerban Drăghici Cantacuzino. — Alt negustor, Gheţea, originar din Nicopole, devine vel clucer şi fiica sa Maria († bătrână 1725) erà dejà la 1662 soţia viitorului Domn Şerban Cantacuzino (*Filitti*, Arh. G. Gr. Cantacuzino, p.*a*). — Simòs Ioan, negustor 1648 (*Iorga*, o. c., V, 183) este probabil Sima, clucer muntean la 1657 (*ibid.*, 185). — Grec este Vergos (cum iscăleşte) sau Vergu, clucer muntean la 1690, dela care se trage numele mahalalei Vergului. Etc.

(5) Tatăl lui Vasile Lupu, arvanitohoritul grecizant Nicolae, vel agă muntean, trebuie să fi fost negustor boierit. Fratele lui Vasile Vodă, Gavriil hatmanul, semnă greceşte la 1634 (*Iorga*, o. c., V, 22). — Cele mai multe rude ale acestui Domn, sunt negustori boieriţi: Ursachi, soţul unei nepoate de frate (*ibid.*, VII, 317); Stamate Hadâmbul, din Hios; Iarali clucerul (Hurmuz., XIV, 150. — Acad. rom., Creşt. col. 1910, p. 274. — *Iorga*, St. şi doc., III, 31—3). — O vară primară a lui Vasile Vodă, sora Iorgăi postelnic se căsătoreşte cu un «Blănar», bunicul, cronicarului Ion Neculce. — Tatăl lui Antonie Vodă din Popeşti, erà Mihaiu Grecu din Târgşor negustor ajuns cămăraş din mila lui Mihaiu Viteazul. (*Şt. D. Grecianu*, Geneal., doc. II, 198—205).

(6) Arh. ist., I¹, 182 (anul 1669).

(7) Ed. *V. A. Urechia*, II, 308.

simpatiile băştinaşilor. Ura împotriva lor, care a izbucnit violent la 1821, este astfel cu mult mai veche decât epoca fanariotă, care a fost făcută pe nedrept răspunzătoare de o situaţie intolerabilă ale căreia origini se găsesc tocmai în sec. XVI şi erà datorită exigenţelor turceşti, ambiţiilor şi rivalităţilor Domnilor noştri, Grecii au fost numai uneltele, ca deţinători ai capitalului.

Am avut astfel, în trecutul românesc, o categorie socială mijlocie, mai ales de negustori (1), de origine străină, dar care n'a format o clasă propriu zisă, o burghezie.

Fireşte, nu puteà fi vorba încă nici la noi, cum nu erà încă nici în Occident, de o burghezie în înţeles economic, pentrucă nici în Apus condiţiile desvoltării ei nu s'au ivit decât tocmai spre sfârşitul sec. XVIII. Dar nici măcar o burghezie în sens politic-social (2) n'am avut şi nici nu puteam aveà.

Mai întâiu, pentrucă n'am avut feodalitate. Târgurile noastre, prin chiar originea lor, n'au fost mediul prielnic pentru formarea unei clase «burgheze», duşmană concepţiilor feodale; n'au fost azilul acelora cari opuneau acestor concepţii principiile de preţuire şi liberă desvoltare a muncii, de acces nestânjenit la funcţiile publice, de o singură lege şi de un singur stăpân pentru toată lumea, ca să se obţie, pe întinderi cât mai mari, siguranţa de care negustorul aveà nevoie pentru transportul fără pericol al bogăţiilor şi pentru executarea tranzacţiilor încheiate. La noi, n'aveà împotriva cui să se formeze asociaţii de oameni conştienţi că sunt stânjeniţi sau ameninţaţi, mai mult decât alţii, în culegerea rodului muncii lor, în desvoltarea personalităţii lor. Nu s'a format la noi o clasă burgheză pentrucă nu corespundeà unei nevoi sociale.

Boierimea noastră nu aveà nici origine, nici concepţii feodale; ea nu opuneà suveranităţi particulare puterii domneşti; privilegiile ei fiscale, foarte reduse de altfel, erau totdeauna variabile, depinzând de bunăvoinţa domnească şi de nevoile financiare anuale ale Statului. Aceste privilegii nu derivau, de altfel, din naştere, ci din exercitarea unor anumite funcţii şi se pierdeau odată cu acestea; erau legate, deci, de prestarea unor anumite servicii publice. Ca atare, nu erau jicnitoare, cum au devenit, în Occident, privilegiile nobilimii atunci când aceasta le-a păstrat şi după ce n'a mai îndeplinit un rol social, ci a rămas o castă întemeiată numai pe naştere (3).

In Occident, din această cauză, nobilimea a devenit odioasă deşi şi acolo, ca la noi, porţile ei nu erau închise nici unei ambiţii sprijinite pe avere, după cum capriciul principelui sau nevoile lui băneşti îi puteau oricând lărgì cadrele.

Importanţa claselor sociale a variat odată cu nevoile sociale resimţite în diferite locuri şi în diferite timpuri. In evul mediu în Occident, ca şi în primele timpuri ale existenţei Principatelor române, principalul rol social aparţineà proprietarului-ostaş. Evoluţia economică şi politică de la noi a aşezat apoi în primul rang pe

---

(1) Până la sfârşitul sec. XVII, puţinii intelectuali din Principate sunt clerici sau boieri.
(2) Cf. *Schmoller*, Principes d'économie politique. Trad. G. Platon, II, 454.
(3) *Alexis de Tocqueville*, L'ancien régime et la révolution.

funcţionar; deacì desvoltarea la noi a importanţei boierimii de dregătorìi, care a pus cu totul în umbră nobilimea teritorială.

Pentru creştinii din imperiul otoman, factorul social principal erà marele negustor, pentrucă îndeplinià singurul rol social posibil, în afară de cariera eclesiastică, în aşteptare ca din a doua jumătate a sec. XVII studiul medicinii să deschidă perspective de rostuŕi politice pe lângă Poarta otomană.

Transportaţi la noi, negustorii dela sudul Dunării n'au avut prilej de a devenì o clasă socială distinctă, bine definită. O clasă socială nu presupune numai aceleaşi obiceiuri, ocupaţii, interese, la un grup de indivizi la un moment dat; presupune şi transmiterea prin generaţii, în timp, a unui caracter special, prin izolarea prelungită a unui grup de către celelalte (1). La noi, această izolare n'a existat. Negustorii treceau destul de uşor în categoria boierilor-dregători; se amestecau repede, prin ocupaţii şi căsătorii, cu aceştia; dobândiau alte obiceiuri şi alte interese. Lipsià deci fixitatea prelungită, necesară pentru crearea unei clase mijlocii.

Cu cât deci a fost mai puţină nevoie la noi de reacţiune, de luptă, de grupare, de apărare a intereselor comune, categoria noastră mijlocie nu s'a desvoltat ca o organizaţie juridică şi ereditară. Lucrurile s'au petrecut la noi mai de grabă ca spre sfârşitul imperiului roman, când clasa mijlocie de mici proprietari, curiali, profesiuni libere onorabile (medici, jurişti, profesori), n'a putut constitul niciodată o grupare de care Statul să ţie seamă, deoarece membrii ei dispăreau succesiv sau în clasa superioară a marilor proprietari şi senatori, sau în rândurile plebei de meşteşugari, mici negustori şi coloni pe moşiile altora (2).

13. Evoluţia socială derivată din fiscalitate explică şi noul aspect al sfatului ţării, al ţării legale.

Cronica moldovenească a lui Eftimie, care merge până la anul 1553, zice că Iliaş, fiul lui Rareş, a adunat la sfat « pe toţi boierii de curte şi de ţară şi pe întreg sfatul boieresc». Numai boieri deci, dar de toate categoriile (3).

Cronica lui Teodosie Rudeanu, unul din principalii sfetnici ai lui Mihaiu Viteazul, publicată de silezianul Baltazar Walter, spune că Domnul, pentru a hotărî lupta contra Turcilor, s'a sfătuit cu «fruntaşii ţării »şi cu «amicii săi» (4). Un sfat restrâns.

Intr'un hrisov din 1627, Barnovschi Vodă zice că a strâns «pe arhierei... şi boieri mari şi mici şi feciorii boierilor» (5), deci numai pe dregătorii de toate treptele.

Hrisovul lui Leon Vodă Tomşa contra Grecilor la 1631, este dat după consultarea unei adunări mai numeroase, compuse din «toată ţara, boieri mari şi mici şi roşii şi mazâlii şi toţi slujitorii» (6). Adică dregătorii de toate treptele, atât cei

(1) *Schmoller*, o. c.
(2) *Fustel de Coulanges*, Hist. des inst. pol. de l'ancienne France. L'invasion germanique, p. 175—8, 190—3, 201, 564 .
(3) *I. Bogdan*, Vechile cronice moldov., p. 216.
(4) *Papiu*, Tezaur, I, 13.
(5) *V. A. Urechia*, Miron Costin, I, 201.
(6) Mag. ist., I, 122.

în funcţie cât şi cei ieşiţi din slujbă şi, după noua organizare, cetele ostăşeşti de mici proprietari, reprezentate prin comandanţii lor.

Cronica lui Ureche, din sec. XVII, povestind alegerea lui Ştefan cel Mare, în loc de a se rostì, ca analele putnene, că «s'au adunat toată ţara... cu Teoctist» (1), zice că «Ştefan Vodă strâns-au boierii ţării şi mari şi mici şi altă curte măruntă, dimpreună cu mitropolitul... la locul ce se chiamă Direptate» (2). Ţara sunt boierii-dregători şi boierii ostaşi; cetele au aşteptat pe Siret, la Direptate, rezultatul alegerii şi au asistat la ungerea Domnului.

In aceeaş cronică, despre moartea lui Ştefan cel Mare, se povesteşte că: «chemat-au vlădicii şi toţi sfetnicii săi, boieri mari şi alţii toţi câţi s'au prilejit» (3) şi i-a sfătuit să se închine Turcilor. Iarăş boierii de toate treptele.

Despre moartea lui Ştefan cel Tânăr şi alegerea lui Petru Rareş, ni se spune că «strânsu-s'au boierii şi ţara, de s'au sfătuit pe cine vor alege» (4). Acì «ţara» corespunde cu «curtea măruntă» din pasagiul despre alegerea lui Ştefan cel Mare.

Infine, acelaş letopiseţ zice că la 1538, invadând Soliman în Moldova «strânsu-s'au vlădicii şi boierii ţării...de s'au sfătuit cu toţii ce vor face» (5). Numai vlădicii şi boierii.

Intr'o adresă către G. Racoţi la 1655, pentru a solicità un împrumut, semnatarii sunt numai mitropolitul, episcopii şi boierii mari, cari dau declaraţie pentru «toţi alţi boieri şi locuitorii ţării». (6)

In hrisovul contra Grecilor la 1669, Radu Vodă Leon zice: «am strâns toată ţara, boierii mari şi mici, roşii şi mazâlii şi toţi slujitorii» (7), întocmai ca în hrisovul lui Leon Tomşa, adică, pe lângă dregători, cetele de ostaşi şi de mici slujbaşi.

O variantă a cronicii lui Ludescu spune că «boierii... trimise de se strânse toată curtea şi toţi slujitorii, dându-le veste de pristăvirea lui Matei Voevod şi se sfătuiră toţi dimpreună şi aleseră din mijlocul lor pe Constantin postelnic sin Şerban Voevod» (8). Deci, boierii şi cetele.

Miron Costin vorbind de «boieri şi ţara» care au ales pe Miron Barnovschi, înţelege pe boieri şi slujitori (9).

Radu Popescu spune că Const. Brâncoveanu a fost ales Domn de «boierii cei mari şi ai doilea ce se întâmplase în Bucureşti» (10). Radu Grecianu zice şi el că la moartea lui Şerban Cantacuzino «toată boierimea ţării la mitropolie adunându-se, şi sfat pentru alegerea Domnului făcând, cu toţii, dela mic până la mare» au ales

(1) *I. Bogdan*, Vechile cronice moldov., p. 194, 254.
(2) Letop. Ţării Mold. până la Aron Vodă. Ed. *Giurescu*, p. 43.
(3) *Ibid.*, 91.
(4) *Ibid.*, 132.
(5) *Ibid.*, 145—6.
(6) *Iorga*, St. şi doc., IV, 44—5.
(7) Mag. ist., I, 131.
(8) *Iorga*, St. şi doc., IV, 268.
(9) Ed. *V. A. Urechia*, I, 512.
(10) Mag. ist., V, 93.

pe Brâncoveanu, dar mai departe cronicarul lămureşte că erau adunaţi la mitropolie «toată boierimea ţării şi slujitorii» (1). El mai arată, de mai multe ori, că la ceremonii, soboare şi oaste se strângeau «boierii şi slujitorii» (2).

La 1712 în Moldova, Nic. Mavrocordat, pentru scutirea diferitelor bresle fiscale de desetină şi goştină, convoacă «arhiereii, boierii mari şi mici, egumenii şi preoţii» (3).

In concluzie, două feluri de adunări: unele la care participă numai boierii de toate treptele, altele la care vin şi slujitorii.

Rostul acestora din urmă când sunt convocaţi, îl lămuresc pe deplin Paul de Alep şi Dimitrie Cantemir.

Paul de Alep povesteşte că înainte de a-şi da Matei Basarab sufletul, mitropolitul şi boierii se adunară în biserică şi aleseră Domn pe Constantin Şerban; apoi ieşiră afară şi mitropolitul întrebă cetele de slujitori civili şi militari dacă alegerea erà pe placul lor. Când noul ales se aşeză în strană, veniră să-i sărute mâna boierii mari şi mici şi comandanţii cetelor. După aceea, boierii rămaseră în biserică, iar comandanţii cetelor în curte (4).

Dimitrie Cantemir zice şi el că după înmormântarea unui Domn «toţi boierii şi curtenii, cu toţi slujbaşii militari, se întorceau la curte. Boierii intrau îndată în divanul cel mare... iar trupele de ostaşi... se aşezau în curtea divanului... şi aşteptau inaugurarea noului Domn». După instalarea acestuia, îi sărutau pe rând mâna «boierii cei mari, boierii, şefii trupelor (slujitorii), negustorii şi alţi cetăţeni de seamă din Iaşi» (5).

Astfel se lămureşte înţelesul tuturor documentelor citate şi se vede din cine se compuneà «ţara».

Prin «ţară» se înţelegeà deci ţara legală, cum ne-am exprimà azi: cei cari aveau cădere de a vorbì în numele ţării. Cuvântul «ţară» are astfel, din punct de vedere politic-social acelaş înţeles ca şi «regnicola» în Ungaria dela mijlocul sec. XIV încoace: nu desemnează decât pe privilegiaţi, spre deosebire de oamenii de rând, mai ales de colonii şi iobagii aşezaţi pe moşii particulare (6).

Din punct de vedere fiscal însă, cuvântul «ţară» are înţeles diametral opus. Desemnează pe cei cari plătesc dările prin cislă şi cari dau dijmă unui proprietar. Esenţa privilegiului «ţării» legale este tocmai de a nu plătì impozitele în acelaş mod ca «ţara» de rând.

Dar, privilegiaţi sau nu, toţi locuitorii aşezaţi definitiv în ţară sunt «de ţară», spre deosebire de străini. Avem «boieri, mazâli, slujitori, breslaşi şi alte gloate de ţară» (7).

(1) Viaţa şi domnia lui C. Brâncoveanu. Ed. *Şt. D. Grecianu*, p. 10—11.
(2) *Ibid.*, 91, 94, 105.
(3) Uricar, V, 248.
(4) Călătoriile patriarhului Macarie. Trad. Cioran, p. 109, 111, 113.
(5) Descrierea Moldovei. Trad. G. Pascu, p. 69, 86.
(6) *R. Rosetti*, Teoria lui Giurescu despre rumânie. In Viaţa rom., XIII (1921), p. 178.
(7) Letop., dela Dabija, Ed. *Giurescu*, p. 99 (anul 1704).

ARHIVA DOCUMENTARĂ

FUNDAŢIILE ROCKEFELLER ŞI CARNEGIE DIN STATELE UNITE ALE AMERICII

DE AURELIU ION POPESCU

SCOPUL acestor rânduri este de a da informaţie publicului asupra a două Fundaţii cu caracter american, dar cu câmp de acţiune internaţional: Fundaţia Rockefeller (Rockefeller Foundation) şi Fundaţia Carnegie pentru Pacea Internaţională (Carnegie Foundation for International Peace), fundaţii care au început în cele din urmă a-şi întinde activitatea şi în România, unde au fost întâmpinate de mulţi cu foarte multă solicitudine, iar de alţii cu oarecare scepticism. In secolul nostru de manifestări internaţionale atât de intense o cunoaştere a Instituţiilor cu astfel de caracter începe a luà o importanţă naţională, fiind imposibil a ne sustrage influenţelor ei, mai ales când această influenţă se transformă la rându-i într'un capital naţional internaţional de netăgăduit. Fundaţiile menţionate au legături strânse neoficiale cu organele oficiale ale vieţii internaţionale pe care le vom descrie în rândurile de mai jos.

Inainte de a vorbì de fundaţiile în chestiune, de Fundaţia Rockefeller şi de Fundaţia Carnegie pentru Pacea Internaţională, o introducere asupra personalităţii fondatorilor lor şi asupra grupărilor de fundaţii din care acestea fac parte ar fi poate necesară, pentru a înţelege şi mentalitatea, ca să nu zicem ideologia celor mai distinşi oameni de afaceri ai lumii noui, şi cadrul în care se plasează acestea.

I. GRUPUL DE FUNDAŢII ROCKEFELLER. — John Davison Rockefeller (născut în 1839 în districtul Tioga, New-York), a cărui biografie este astăzi atât de cunoscută lumii întregi, a început ca contabil în 1855. In 1858 a fondat o firmă de afaceri de comision de produse, iar în 1862 a intrat în petrol, cumpărând o rafinărie. După câteva afaceri cu rezultate bune, Rockefeller care a

simţit importanţa şi cererea crescândă de petrol a fondat în 1870 împreună cu un frate al său şi trei asociaţi, firma *Standard Oil Company* cu un capital de un milion de dolari, ale cărei metoade de lucru au stârnit poate mai multă critică acerbă decât orice alt trust din lume, dar care au adus averi imense proprietarilor. Rockefeller a fost primul preşedinte al trustului şi sub administraţia sa el şi-a întins controlul asupra întregei producţii de petrol din Statele-Unite. In 1882 trustul a fost mărit şi s'au înfiinţat societăţi separate în fiecare Stat pentru a puteà lucrà mai nestingherit şi mai ferit.

In 1895 Rockefeller s'a retras din viaţa activă, iar trustul a devenit în secolul al XX-lea prototipul organizaţiilor de felul acesta şi cea mai mare societate comercială din lume.

După ce s'a retras din Standard Oil, Rockefeller a mai cumpărat întreprinderi mari metalurgice pe lacul Superior pe care le-a vândut celuilalt mare trust american — United States Steel Corporation — pentru a se retrage definitiv din afaceri, de astădată ca cel mai bogat om din lume.

Până în 1924 J. D. Rockefeller a dăruit peste 500 milioane dolari, din cari patru cincimi reprezintă capitalul celor patru mari fundaţii Rockefeller de care vom vorbì mai jos, iar restul pentru diverse scopuri, precum: Universităţii din Chicago pe care a fondat-o în 1892, suma de 45 milioane dolari, a dăruit apoi sume mari Şcoalei de Medicină Rush (Rush Medical College) din Chicago, Spitalului John Hopkins din Baltimore; Colegiului Barnard din New-York, apoi peste 18 milioane de dolari Bisericii Baptiste (Societăţii Misionare Baptiste) şi altora (Rockefeller a fost şi este şi acum un devotat membru al Bisericii Baptiste), şi în fine în 1909 a dăruit suma de 1 milion dolari pentru a formà o comisie medicală pentru a face investigaţii asupra răspândirii boalei helminthiasis şi a o eradicà de pe suprafaţa pământului. Din această comisie a luat fiinţă mai târziu *Fundaţia Rockefeller* care deţine azi un capital de aproape 200 milioane de dolari, şi care va formà obiectul nostru de descriere amănunţită.

Grupul de Fundaţii Rockefeller se aşează astfel ca cel mai mare grup de fundaţii din lume. După 1920 J. D. Rockefeller a dispus în mare parte de averea sa atât către aceste fundaţii cât şi către copiii săi, cari la rândul lor au continuat a face donaţii în acelaş spirit (1).

Iată cele patru mari Fundaţii care au absorbit patru cincimi din donaţiile făcute de J. D. Rockefeller:

1. Rockefeller Foundation (Fundaţia Rockefeller);
2. General Education Board (Cosiliul General al Invăţământului);
3. Laura Spelman Rockefeller Memorial (Fundaţia Laura Sp. Rockefeller — numele este al soţiei sale);

---

(1) Astfel J. D. Rockefeller Jr. a dăruit 1 mil. dolari pentru refacerea şi repararea Palatelor dela Versailles şi Fontainebleau şi a catedralei dela Reims, în 1926 a oferit Guvernului Egiptean suma de 10 milioane dolari pentru construirea unui muzeu de antichităţi la Cairo cu condiţia ca anumite lucruri să fie dăruite muzeului similar dela New-York, ofertă care a fost re-

4. Rockefeller Institute for Medical Research (Institutul Rockefeller pentru cercetări medicale).

In fondarea acestor instituţii Rockefeller a fost animat de gândul de a stimulà şi pe alţii a face astfel de donaţii şi de a dà şi o întrebuinţare socială averii sale. Toate aceste instituţii sunt guvernate de un Comitet de administratori (Board of Trustees), cari sunt liberi să dispuie de aceste sume aşà cum vor crede de cuviinţă. Nici o restricţie nu a fost impusă acestora, aşà că au libertate deplină de a uzà fie capitalul fie venitul, aşà cum vor crede de cuviinţă. Intenţia administratorilor aşà cum a fost manifestată până acum este aceea de a adaptà scopurile Fundaţiei nevoilor mereu schimbătoare ale nouilor generaţii.

1) CONSILIUL GENERAL AL INVĂŢĂMÂNTULUI este a doua mare Fundaţie creată de Rockefeller; a obţinut până la 1924 suma de aproximativ 130 milioane de dolari a cărui venit s'a întrebuinţat «pentru promovarea învăţământului în Statele-Unite ale Americii, fără deosebire de rassă, sex sau crez».

Majoritatea acestor sume au fost donate condiţional ca sume egale celor donate să fie adunate de instituţiile respective din alte părţi. Acesta este de fapt una din metodele Anglo-Saxone pentru stimularea interesului public în instituţii de cultură de utilitate publică.

In modul acesta se obţine şi un control mai sever al banului şi se poate şi cântări până la ce punct se simte nevoia acestei instituţii de localnici (1).

Sumele dăruite au fost întrebuinţate în mare parte pentru dotarea colegiilor excluzând secţiile de învăţământ practic profesional. In 1919, când colegiile pierdeau profesori de valoare din cauza că urcarea salariilor nu a mers mână în mână cu urcarea preţurilor Rockefeller a mai dăruit suma de 50 milioane de dolari ca sumă iniţială spre a ajutà colegiile în a adunà după sistemul descris alte sume pentru mărirea salariilor profesorilor prin Consiliul General al Invăţământului, sumă care a putut împiedecà ivirea unei crize serioase în învăţământ. Mai târziu o nouă sumă de 20 milioane de dolari a fost dăruită aceluiaş comitet pentru întrebuinţare în Statele-Unite. Din aceşti bani Comitetul a donat 500.000 dolari pentru dotarea unei şcoli de înalt învăţământ pedagogic la Harvard şi în 1920 1 milion de dolari

---

fuzată de Guvernul Egiptean. Apoi biuroului de higienă socială suma de 2 milioane dolari; Organizaţiei Baptiste din Nord suma de 2,3 milioane dolari; Universităţii Brown suma de 500 mii dolari; Mişcării de apropiere a bisericilor din lume 1.5 mil. dolari; Căminului Internaţional (International House), un cămin Studenţesc Internaţional, 2,360 mil. dolari; Bibliotecii Publice din New-York 3,500 mil. dolari; Comitetului Internaţional al Asociaţiei Tinerilor Creştini (Young Men Christian Association) 1,500 milioane dolari, Institutului pentru negri (Hampton Tuskegee Institute» suma de 2,500 milioane de dolari; Muzeului Metropolitan de Artă din New-York suma de 2 milioane de dolari; pentru reconstruirea Universităţii Imperiale dela Tokio 1,5 mil. dolari; Consiliului Internaţional de Educaţie pentru promovarea cercetărilor ştiinţifice şi a învăţământului şi pentru stimularea ştiinţelor agricole pe tot întinsul globului suma de 4 milioane de dolari. (Pentru detalii vezi în «*Encyclopedia Britannica*» fiecare instituţie citată în parte).

(1) Principiul a fost adoptat şi aci de cunoscutul fondator al unor instituţii de cultură sătească (Case Naţionale), de d-l G-ral I. Manolescu, care nu dă fonduri din Casa Centrală pentru clădirea unei Case Naţionale până ce anumite sume nu au fost strânse local.

pentru fondul de clădire a unei şcoli pedagogice ataşate Universităţii Columbia (New-York).

2) LAURA SPELMAN ROCKEFELLER MEMORIAL a primit până în 1924 aproximativ 74 milioane dolari în mare parte cu scopul de a continuà opera de caritate (extinsă asupra femeilor şi copiilor), de care se interesà soţia sa († 1915).

3) INSTITUTUL ROCKEFELLER PENTRU CERCETĂRI MEDICALE (*Rockefeller Institute for Medical Research*) (1) a fost fondat în 1901 cu scopul de a stârpì boalele descoperindu-le origina. Acesta a primit până în ultimul timp suma de 40 milioane de dolari.

4) FUNDAŢIA ROCKEFELLER (*Rockefeller Foundation*). a) *Generalităţi.* — Cea mai mare din Fundaţiile Rockefeller a fost fondată prin lege în 1913 «cu scopul de a promovà bună starea omenirii pe tot întinsul globului»

Ea are caracter internaţional, spre deosebire de celelalte care sunt limitate la o sferă de acţiune internă.

Până în 1925 aceasta primise din partea lui Rockefeller suma de 183 milioane dolari învestiţi în bonuri cu venit fix de 4%. Pe *1924* venitul net a fost 8.191.009 dolari, aproximativ 1.600 milioane lei pe cursul mediu al dolarului din ultimii ani.

La început cu un program de activitate mai variat Fundaţia şi-a îngustat treptat câmpul de activitate reducându-l azi la promovarea învăţământului medical şi a sănătăţii publice.

Fundaţia are patru secţii importante şi anume:

1. Consiliul Sanitar Internaţional (International Health Board);
2. Consiliul Medical Chinez (China Medical Board);
3. Secţia Invăţământului Medical şi
4. Secţia Studiilor.

Cum opera Fundaţiei are continuitate desăvârşită şi este azi uniformă şi concentrată asupra unui câmp de activitate definit, este deajuns răsfoirea unui raport anual pentru a ne da seama de opera ei. Astfel din raportul pe 1924 aflăm că în cursul acelui an Fundaţia a avut următoarea activitate:

1. Toate cele patru secţii ale Fundaţiei au contribuit cu suma de 350.000 dolari

(1) Iată ce spune în privinţa aceasta raportul consular al d-lui V. Stoica din 20 Februarie 1921: «Incă din August 1920, Profesorul S. I. Meltzer dela Rockefeller Institute primind o scrisoare dela d-l Dr. Marinescu în care i se zugrăvià situaţia tristă a spitalelor noastre şi lipsa lor de material, mă rugă să-i dau lămuriri asupra ajutorului ce ar fi mai necesar. Eu îi dădui toate desluşirile ce eram în stare a-i da şi în aceeaş vreme cablai în ţară pentru amănunte. D-rul Meltzer începù formarea unui comitet de medici pentru a ajutà ţara noastră. In aceeaş vreme însă discutai cu dânsul posibilitatea ridicării la noi a unui «Institut Medical Rockefeller» şi transformarea acestui institut într'un fel de centru al cercetărilor medicale pentru Europa Răsăriteană, o idee de care dânsul fu foarte încântat şi pentru care începù îndată o acţiune scriind d-lui Marinescu şi cerându-i lămuriri pe cari să-şi poată baza acţiunea. Din nenorocire d-rul Meltzer murì la 7 Noemvrie. Eu fiind chemat în ţară nu mai avui putinţa de a mă ocupà cu această chestiune importantă. Am însă convingerea că direcţia Fundaţiei Rockefeller, care în anul trecut a dăruit pentru un institut medical în Londra o sumă de peste un milion şi un sfert de livre sterline, poate fi câştigată ideii înfiinţării unui institut similar la noi».

pentru publicarea unei reviste biologice internaţionale care să rezume toate contribuţiile serioase din acest domeniu;

2. A publicat buletine asupra progresului în învăţământul medicinii din multe ţări;

3. A ajutat în a răspândi pe tot globul cunoştinţe asupra echipamentului medical şi metodelor de învăţământ prin cercetări făcute de personalul Fundaţiei, de comisiile de savanţi, profesori vizitatori (visiting professors — profesori însărcinaţi cu supravegherea operelor începute) şi agregaţi călători (ai Fundaţiei);

4. A grăbit facerea de îmbunătăţiri în şcolile medicale ale Universităţilor din Oxford, Cambridge, Edinburgh, Wales, Montreal, Mc. Sill, São Paolo, Hongkong şi Siam şi în Universitatea Americană dela Beirut;

5. A întreţinut o şcoală de medicină modernă şi un spital de învăţământ la Peking;

6. A ajutat trei alte şcoli de medicină şi 12 spitale în China;

7. A ajutat la îmbunătăţirea învăţământului fizicei, chimiei şi biologiei în două instituţii chinezeşti şi nouă străine din China şi în Universitatea de Stat din Siam;

8. A ajutat la desvoltarea pregătirii profesionale a sanitarilor şi higieniştilor la Universitatea din Harvard şi în şcoli şi institute la Londra, Praga, Varşovia şi São Paolo;

9. A dat fonduri pentru şcoli de burse la Universitatea din Yale şi în şcoli şi spitale în Brazilia, Franţa, Iugoslavia, Polonia şi Filipine;

10. A menţinut o gardă mobilă contra frigurilor galbene în Mexico şi America Centrală;

11. La rugămintea Braziliei s'a întovărăşit la un atac contra acestei boale din 11 centre dealungul coastei nordice a acestei ţări;

12. A ajutat în a arătă posibilităţile controlului malariei în 13 state americane şi a făcut cercetări sau studii malarice în Haiti, Porto-Rico, Nicaragua, Brazilia, Italia, Palestina, Queenslanda şi Filipine;

13. A continuat sau a început campanie contra limbricilor în legătură cu 32 State şi ţări în Indiile de Vest, America Centrală şi Mexico, America de Sud şi Orientul depărtat;

14. A contribuit la bugetele serviciilor sanitare rurale în 207 districte din 24 de State americane şi în New-Brunswick, Brazilia, Franţa şi Cehoslovacia;

15. A continuat a ajută Serviciul Epidemiologic al Secţiei Sanitare a Ligii Naţiunilor;

16. A contribuit la călătoriile internaţionale de studii ale Ligii Naţiunilor şi la schimbul a 99 de funcţionari sanitari din 2› de ţări;

17. A servit direct sau indirect burse pentru 864 de studenţi a treizeci şi trei de naţiuni;

18. A trimis membri fundaţiei pentru consultaţii şi ajutor şi a făcut multor guverne şi instituţii daruri mai mici de diverse feluri de ajutoare dând şi avizul lor asupra diferitelor chestiuni;

19. A ajutat proiecte *de higiână* mintală în Statele Unite şi Canada, demonstraţii de noui îmbunătăţiri în dispensare în New-York, desvoltarea campaniei

antiftizice în Franţa şi alte întreprinderi de sănătate publică, învăţământ medical şi în domenii similare.

Punctele de mai sus dau o idee de varietatea problemelor abordate de Fundaţie. Rapoartele speciale ale Directorilor publicate în acelaş raport al celor patru secţii dau detalii complete asupra fiecăreia.

b) *Principii călăuzitoare şi politica urmată.* — Venitul Fundaţiei, care după cum am văzut se urcă la suma de aproximativ 8 milioane dolari anual reprezintă în Statele-Unite, spune preşedintele Fundaţiei, d-l George E. Vincent, un capital de un dolar şi jumătate şi un venit de şapte cenţi pe cap de om. Din acest venit s'a cheltuit în 1924:

pentru sănătatea publică. . .	3.195.951	dolari
pentru învăţământ medical .	3.225.027	»
pentru diverse	700.663	»
pentru administraţie	167.181	»
Total. . . .	7.288.822	dolari;

Sumele necheltuite într'un an trec în contul anului viitor.

Comparată cu terenul de activitate al Fundaţiei suma nu este mare, «de aceea, spune Preşedintele Fundaţiei, pentru a face ceva de valoare permanentă ce merită truda, concentrarea pe timp îndelungat asupra activităţilor vitale în câmpuri limitate pare a fi singurul mijloc. Momentan sforţările Fundaţiei sunt concentrate după cum am văzut asupra sănătăţii publice şi a învăţământului medical, dar administratorii au totdeauna în vedere posibilitatea apariţiei cu timpul şi a altor posibilităţi de lucru. Concentrarea în vreun domeniu oarecare nu este interpretată ca permanentă sau rigidă»

«Fundaţia caută relaţii directe cu instituţii responsabile care sunt însărcinate cu continuarea unui anumit lucru pe viitor. Aceasta înseamnă că nimic nu se începe până ce nu s'a făcut un studiu amănunţit de mâna întâia de către reprezentanţii Fundaţiei. Astfel, când se fac demonstraţii de controlare a boalelor *Consiliul Internaţional Sanitar* (International Health Board) tratează numai cu Instituţii guvernamentale. Deasemenea, planurile pentru desvoltarea şcolilor de medicină sunt făcute în conjunctură cu universităţi permanent stabilite. Mai mult, Fundaţia aşteaptă ca guvernele şi universităţile să dea chiar dela început o contribuţie în bani sau în facilităţi sau servicii. Cu alte cuvinte ajutorul este condiţionat de o contribuţie substanţială din alte surse. Deasemenea ajutorul se dă numai pentru demonstraţii de inovaţii şi îmbunătăţiri».

«Pe Fundaţie nu o interesează expansiunea cantitativă a activităţilor rutinare. Ea trebuie să aibă o promisiune de progres calitativ într'o anumită operă ştiinţifică, administrativă sau educaţională».

«Fundaţia are încă un alt principiu călăuzitor. Se retrage complet dintr'un proiect imediat ce acesta a devenit de sine conducător şi se susţine singur».

Şi mai departe spune raportul:

In cazul unei şcoli de medicină sau unui proiect de Institut de Higienă, imediat ce Universitatea sau Guvernul s'a conformat condiţiilor, Fundaţia plăteşte partea sa şi nu mai are nici o răspundere. Ea se abţine în mod scrupulos dela orice intervenţie în administraţia instituţieii.

Acestea de mai sus se aplică în mod strict numai la operele mai mari. Fundaţia este gata, la cerere, să dea avizul ei de expert sau să dea necondiţionat ajutoare mai mici în cazuri neprevăzute sau altele, departamentelor sanitare, şcolilor de medicină, institutelor de higienă şi câtorva centre de pregătire a femeilor de caritate, când aceasta e posibil».

Cereri de Ajutoare. In 1924 s'a primit 622 cereri formale de ajutor care au fost refuzate. Cererile adresate au căzut în următoarele categorii:

Sănătate publică	29
Invăţământ medical . . .	148
Invăţământ general . . .	52
Instituţii locale.	120
Ajutoare personale . . .	194
Diverse.	79

«Cererile nu au fost admise pentrucă nu cădeau în direcţia politicii urmate acum de Fundaţie. Administratorii refuză să facă daruri sau împrumuturi persoanelor private; să contribuie la construirea sau menţinarea bisericilor, spitalelor sau altor instituţii locale, cu excepţia cazurilor când anumite amenajamente spitaliceşti sunt închise în planuri de învăţământ medical, sau să sprijine campanii spre a influenţà opinia publică asupra chestiunilor sociale sau politice»

Toate cererile refuzate nu se dau publicităţii constituind un material confidenţial.

In anul *1924*, s'a cooperat cu 32 State americane şi cu 77 alte State şi ţări.

Când şi când câte cineva a întrebat dacă nu cumva acest ajutor din afară nu implică un fel de condescendenţă, dacă nu cumva Fundaţia nu râvneşte la rolul unui *Mecena* al Medicinii. Răspunsul este că natura însăş a operei opreşte sentimente de şovinism şi patronaj. Vizitarea atâtor ţări, observarea lucrurilor în care fiecare excelează, întâlnirea de oameni cari contribue la stocul omenirii de cunoştinţe şi talent ştiinţific, a aflà ceva despre planul şi nevoile lor, a uşurà migraţiile şi schimbul savanţilor, facilitarea schimbului de idei care îmbogăţeşte toate ţările — a aveà o parte în toate aceste lucruri înseamnă a-ţi da seama că progresul ştiinţific, desvoltarea învăţământului, protejarea artelor frumoase, nu este opera unei ţări sau rasse ci a unor relaţii internaţionale continue. Fundaţia Rockefeller în câmpul ei caută a luà parte la această operă comună ca un mijloc de înfăptuire a hrisovului ei: «bună starea omenirii pe tot întinsul lumii».

c) *Consiliul Sanitar Internaţional* (International Health Board) este secţia

principală a Fundaţiei, fiind până în 1913 o organizaţie independentă. Această secţie este de fapt o desvoltare a *Comisiei Sanitare Rockefeller*, organizată în 1909 pentru combaterea boalei helminthiasis în provinciile din Sud ale Statelor-Unite, comisie dotată atunci de Rockefeller cu suma de 1 milion dolari. Odată cu luarea de fiinţă a Fundaţiei Rockefeller, Comisia sanitară s'a transformat în Consiliu Internaţional Sanitar ducând o campanie intensă pentru stârpirea limbricilor şi a frigurilor galbene de pe tot globul, limbricii constituind în ţările calde şi umede un adevărat flagel. Aşà, de exemplu, după cercetările Consiliului în provincia Madras din India se presupune că mai mult de 70% din populaţie sufere de această boală.

FRIGURILE GALBENE. — Centre istorice de friguri galbene ca Havanna, Rio de Janeiro şi Panama au fost dejà asanate, dar în Nordul Braziliei, pe coasta Pacificului din Mexico şi până în Peru rămăseseră multe focare periculoase. Din 1916 şi până azi guvernele cu ajutorul comitetului au gonit frigurile galbene din Ecuador, Peru, Mexico şi Columbia. La sfârşitul anului 1924 singurele teritorii suspecte în emisfera de Vest erau interioarele anumitor State pe coasta de Nord a Braziliei, şi o secţie limitată a Americei Centrale.

Astfel până acum Fundaţia a lucrat contra frigurilor galbene în cinci State din America Centrală şi de Sud şi contra malariei în 11 State ale Statelor-Unite.

HELMINTHIASIS. — In cooperaţie cu autorităţile locale Consiliul a făcut demonstraţii pentru stârpirea limbricilor în 14 State de Sud ale Statelor Unite şi în 32 de ţări străine.

In contrast cu frigurile galbene şi malaria helminthiasis e o boală relativ simplă. Procesul prin care viermii mici se înmulţesc într'un pământ cald şi umed, pătrund prin pielea omului ajungând în cele din urmă în intestinul mic este bine înţeles şi poate fi uşor explicat chiar şi celui mai ignorant. Vermifugele care expulsează paraziţii sunt simple şi ieftine. Construirea şi uzajul latrinelor opresc infectarea pământului şi proteguesc populaţia contra reinfecţiei. A slăbì forţa şi a înfrânà o boală care răpeşte vitalitatea, piperniceşte, ologeşte şi chiar omoară milioane pe tot întinsul regiunilor calde şi umede ale lumii este vital de important în sine.

Consiliul Internaţional Sanitar este, cum am spus, chiar o amplificare a Comisiei Sanitare originale «Rockefeller» care a fost organizată în 1909 pentru combaterea acestei boli în Statele de Sud. Deatunci campania s'a întins în cincizeci şi două de ţări ale celor şase continente şi 29 insule ale mărilor.

Dar înfrânarea acesteia este ceva mai mult decât desrădăcinarea unei boli: este o lecţie de sanitaţie publică. Ea arată unei comunităţi ceeace poate face o sforţare organizată şi concentrată sub scutul unor oameni versaţi. *Consiliul* a cooperat dinadins cu scopul de a înfrânà această boală şi a face ca autorităţile locale şi centrale să înfiinţeze sau să extindă organizaţiile lor generale sanitare. Astfel în Statele Unite, Brazilia, Australia şi aiurea secţii contra boalei helminthiasis au fost incluse în serviciile obişnuite sanitare.

Aiurea măsuri contra acestei boli au continuat. In 1924 Consiliul a ajutat 24 de State din Indiile de Vest şi până în Siam, Iava şi Ceylon înfrânarea boalei, iar în 8 ţări a făcut cercetări spre a aflà proporţiile problemei acestei boli.

Asupra tuberculozei Consiliul a încetat deocamdată de a mai lucrà. Singura ţară unde a lucrat pe o scară întinsă a fost Franţa când a organizat în 1917, în parte ca o măsură de răsboiu, o Comisie pentru combaterea tuberculozei. Această Comisie a condus în regiuni anumite o companie viguroasă de educaţie populară pentru instruirea femeilor ca *vizitatoare sanitare*. Continuarea operei a fost preluată după 1920 de autorităţile franceze.

Printre altele Consiliul Internaţional Sanitar a urmărit şi înlăturarea legendei după care populaţia satelor şi oraşelor mici ar fi mai sănătoasă decât aceea a oraşelor mari. Prin cercetări foarte scrupuloase s'a stabilit tocmai contrariul. «Este azi fapt bine cunoscut, spune un funcţionar sanitar american, că avantajele naturale pe care le au districtele rurale sunt mai mult decât contrabalansate de protecţia sanitară mai bună pe care o are orăşeanul». Dealtfel la noi în ţară acest adevăr este destul de palpabil chiar şi nespecialistului. Ca urmare acestui adevăr unul din scopurile Comitetului a devenit extinderea acestor protecţii asupra oraşelor mici şi satelor.

Consiliul a sprijinit apoi pe cât posibil o cât mai strânsă cooperaţie internaţională în serviciile sanitare de diverse sisteme aplicate în diverse ţări.

Mişcarea treptată către o cooperaţie mai strânsă a sistemelor de sanitaţie publică este semnificativă. Paşii importanţi în această direcţie au fost următorii:

1. Conferinţa Internaţională Sanitară dela Paris în 1851 şi 1859 spre a unificà măsurile de carantină în special contra holerei, tifosului şi frigurilor galbene;
2. Infiinţarea în 1907 a Oficiului Internaţional de Higienă Publică dela Paris;
3. Crearea unui Biurou Sanitar Pan - American;
4. Organizarea Secţiei Sanitare a Ligii Naţiunilor;
5. Ajungerea la o bază de înţelegere între Ligă, Oficiu şi Biuroul Pan American.

In acest scop Consiliul a organizat călătorii de studii şi a susţinut planul Ligii Naţiunilor pentru schimbul de personal sanitar cu scopul ca aceştia să poată schimbà cunoştinţe şi să perfecţioneze personalul din ţările mai puţin înaintate în această direcţie.

In afară de schimbul oficial al Ligii, *Consiliul Sanitar Internaţional* a adus pe socoteala sa ca oaspeţi în Statele Unite funcţionari sanitari şi oameni de ştiinţă din Mexico, Norvegia, Suedia, Danemarca, Franţa, Australia şi Straits Settlements.

In afară de acestea Consiliul a îmbunătăţit serviciul de laboratoare sanitare în 11 State ale Statelor Unite şi în 7 ţări străine; a făcut diverse cercetări şi înfine a trimis experţi şi consultanţi cunoscători pentru a-şi da avizul asupra diverselor chestiuni atunci când a fost solicitat.

Infine o altă activitate a Consiliului Sanitar Internaţional a fost acordarea de burse, care fac parte organică din politica Instituţiei; ele sunt un mijloc spre a executà planuri în sănătatea publică, învăţământ, nu un scop în sine.

«Nu avem nici un sistem rigid de burse, nici o împărţire fixă pe diferite ţări,

nici o obligaţie pentru viitor decât aceà de a îndeplinì promisiuni făcute indivizilor. Fundaţia nu solicită *cereri în mod public*, ci alege cu avizul Guvernelor şi Universităţilor funcţionari mai tineri şi studenţi titraţi de promisiune pentru cari s'au asigurat situaţii de importanţă în ţara lor, după completarea studiilor profesionale în străinătate».

«Declarăm încă odată în modul cel mai peremptoriu că nu stă deloc în vederile Fundaţiei de a induce sau face uşurinţe ca persoanele să se stabilească permanent în alte ţări decât ale lor. Scopul este prepararea lor pentru servicii mai bune în ţările băştinaşe». Intre ţările primitoare de burse notăm: Polonia 45, Iugoslavia 36, Ungaria 33, Brazilia 21, Cehoslovacia 21, România 13, Bulgaria 2, etc.

d) *Consiliul medical Chinez* (China Medical Board,) a doua secţie a Fundaţiei, a fost creată de Rockefeller în 1904 pentru promovarea medicinii şi higienii in China prin şcoli medicale, spitale şi şcoli de surori de caritate. Colegiul medical dela Peking a fost fondat de acest Consiliu şi deschis în 1919, cu scopul final de a le predà încetul cu încetul în mâini chineze. Consiliul a mai făcut donaţii altor instituţii în China care au cursuri pregătitoare pentru medicină (e vorba de licee cu secţii ştiinţifice unde se predă chimia şi fizica) şi spitalelor.

Până în 1924 Consiliul a donat suma deaproape 16 milioane dolari pentru a ajutà învăţământul medical chinez.

In privinţa metodei învăţământului din China Consiliul a avut de ales între două şcoli: una susţineà că momentan în China trebuie ca studenţii să facă ştiinţă aplicată numai. Alta că ambele sunt complimentare. Consiliul a aderat la ultima pe care o susţine în modul următor:

«Este de sigur de dorit, dacă nu este esenţial, ca metodele occidentale să fie adaptate cu îngrijire la condiţiile chinezeşti şi pe dată ce se admite aceasta pare că urmează a fi nevoie dela început de acel spirit de cercetare care este întreţinut de studiul ştiinţelor pentru ele însele».

Infine Consiliul a continuat şi anii aceştia a clădì aripi speciale şcolilor şi spitalelor în legătură cu învăţământul, laboratoare, etc.

e) *Secţia Invăţământului Medical (Division of Medical Education)* a fost fondată în 1920 şi prin ea s'a dat în primii ani sume importante pentru desvoltarea centrelor medicale în Londra şi în diverse oraşe din Canada. A făcut apoi donaţii Universităţii John Hopkins din Baltimore, Statele Unite, pentru predarea higienii la acea Universitate şi o operă similară la São Paolo, Brazilia.

Iată ce spune raportul pe 1924 al Directorului acestei secţii:

«In timpul anului secţia Invăţământului Medical a continuat politica sa de a face studii asupra nevoilor de azi ale învăţământului medical şi de a face programe pentru ajutorarea şcolilor de medicină în ţări altele decât Statele-Unite şi China».

«Personalul secţiei cooperând cu leaderii medicali din multe ţări pe care le-au vizitat, au cules informaţii asupra condiţiilor îmbunătăţirilor în învăţământul

medical şi unde s'a crezut potrivit şi *unde autorităţile locale* au dorit, au propus membrilor Consiliului Fundaţiei Rockefeller programe pentru ajutorare în îmbunătăţirea condiţiilor în acest câmp».

In acest scop în 1924 s'au vizitat următoarele ţări: Estonia, Letonia, Lituania, Franţa, Italia, Turcia, Siria, Egipt, Africa de Sud, Australia, Noua Zelanda şi Iava, iar pentru studiul desvoltării programelor în discuţie sau aprobate sau înlucru, s'au revizitat următoarele ţări: Canada, Anglìa, Germania, Danemarca, Polonia, Ungaria, Iugoslavia, Cehoslovacia, Austria, Bulgaria, Filipinele şi Straits Settlements.

In 1924 secţia Invăţământului Medical a menţinut direct şi administrat 98 burse pentru tineri savanţi din ţări străine pentru a-i pregătì pentru situaţii *în învăţământ* (1), situaţii garantate în ţara lor şi unde s'au obligat a se întoarce după terminarea burselor lor şi anume: Ungaria 13, Austria 9, Canada 9, Germania 8, Iugoslavia 8, România 7, Polonia 7, Japonia 5, Cehoslovacia 6, Olanda 3, Bulgaria 3, Siria 3, etc.

Când se ivise teama că din cauza scăderii continue a mărcii, cercetările ştiinţifice medicale din Germania nu se vor mai puteà continuà, cercetări de mare valoare pentru lumea întreagă, Fundaţia a intervenit. In 1924 condiţiile s'au îmbunătăţit într'atâta încât ajutorul Fundaţiei a devenit mai puţin necesar.

Tot secţia a mai făcut şi o listă completă de toate şcolile de medicină din lume (456 în total) cărora le trimite informaţii asupra diverselor chestiuni. Primul Buletin intitulat: «Metode şi Probleme în învăţământul medical» a apărut în Septembrie 1924.

«Multe şcoli medicale excelente din centrele mari, spune raportul, au planuri pentru îmbunătăţiri dar nu au fondurile necesare pentru a le duce la bun sfârşit. De obiceiu guvernele nu dau bani pentru ştiinţă sau pentru educaţia profesională». Şi acolo Fundaţia intervine şi dă impuls. Aşà de ex. în 1924 Fundaţia a dat fonduri pentru următoarele: Universităţii din Edinburgh pentru dotarea unei catedre de hirurgie, Universităţii din Galia (Wales) pentru desvoltarea Facultăţii de Medicină dela Cardiff, Universităţii din Oxford pentru local şi întreţinerea departamentului de biohimie, Universităţii din McGill din Montreal pentru o catedră universitară de medicină, Universităţii din Hongkong pentru fondarea unei catedre de *obstetrică* şi Universităţii din Montreal pentru continuarea ajutorului dat învăţământului prealabil studiului medicinii. O cerere a Universităţii dela Kopenhaga pentru a ajutà aducerea la un loc într'un nou laborator a cinci departamente de fiziologie care acum sunt răsfirate prin oraş a dus la promisiunea unei sume substanţiale pentru acest scop.

Am menţionat planul *Revistei internaţionale de biologie* pentru care toate secţiile au donat suma de 350.000 dolari.

In haosul ştiinţific de azi cu atâtea jurnale, reviste, cărţi şi studii medicale, se face foarte multă risipă de forţe şi aceeaş cercetare e poate simultan făcută la Londra şi la Berlin, pe lângă faptul că multe rezultate valoroase nu sunt cunoscute decât

(1) Spre deosebire de bursele date prin Consiliul Internaţional Sanitar, care sunt date pentru cei ce vor lucrà în sanitaţie publică.

foarte târziu de cei interesați. Pentru a evită aceasta, Fundația a luat în considerație «un plan pentru crearea, probabil la Geneva, a unui centru mondial de bibliografie și de rezumate, de unde cataloage internaționale, indexuri și reviste de rezumate să se distribuie oamenilor de știință ai tutulor țărilor».

«Dar, continuă raportul, greutăți linguistice, plasarea marilor biblioteci în diferite capitale, interesele revistelor existente, și rivalitățile și ambițiile naționale fac ca în prezent un asemenea plan să pară cel puțin utopic». Cu toate acestea Fundația încearcă să facă lucrul pe o scară redusă cu revista de biologie.

f) *Secția Studiilor* — (Division of Studies) s'a creat în Ianuarie 1924 cu scopul de a i se da în studiu opere neincluse în secțiile existente ale Fundației și pentru a face studii asupra unor făgașuri de lucru pe care Fundația ar voi să le întreprindă din când în când. Cum în prezent, învățământul medical și sanitația publică sunt privite drept câmpuri principale ale sforțărilor Fundației, existența nouei secții asigură o oarecare flexibilitate de program și oferă un instrument pentru studiul și executarea altor activități. Secția Studiilor a luat asupra ei un număr de sarcini care până azi erau executate de funcționarii Fundației din administrația centrală. In afară de aceasta a studiat cu îngrijire alte câmpuri de lucru și a început a face recomandări pentru o concentrare de sforțări în grupul de științe ce sunt în legătură directă cu biologia medicală, cum sunt higiena mintală, psihologia, fizica, chimia și chiar matematicile.

Tot această secție a început de câtva timp o activitate în chestia școalelor de surori de caritate (nursing education), secția asumându-și această sarcină. S'a făcut cercetări în 12 țări și în 1924 două școli au și primit subvenții pentru expansiune și întreținere:

1. O instituție sub direcția Universității din Cracovia;
2. O școală creată de guvern în Zagreb (Iugoslavia).

Ambele au fost înființate din inițiativă guvernamentală.

In învățământul surorilor de caritate, Fundația nu e obligată să se menție la vreun tip special de școală sau la o teorie oarecare de învățământ. Ea este gata să coopereze cu autoritățile guvernamentale sau universitare în a ajută clădirea a ceeace pare a fi centre de propagare în concordanță cu orice program ce pare a se potrivì mai bine în țara respectivă.

Departamentul a dat și burse în acest scop în condițiile obișnuite: Belgiei, 5, Franței 6, Japoniei 2, Siamului 1, Poloniei 9. Deasemenea matroanele nouilor școli din Cracovia și Zagreb au fost trimise să facă călătorii de studii în țări străine.

e) *Concluzii.* Din cele de mai sus se poate ușor vedeà că Fundația a lucrat la noi în țară mult mai puțin decât aiurea pentru motive ce le vom discută la finele acestui studiu. Până acum toată activitatea s'a mărginit la câteva burse acordate studenților noștri și acum în urmă ca rezultat al sforțărilor d-nei Ethel Greening Pantazzi s'a decis a se înființă și o școală de doici și crescătoare. Un Institut de Higienă a fost deasemenea pus în discuție si d-l G. Banu, secretaru

general al Ministerului Sănătăţii, a fost la Budapesta spre a vizità Institutul înfiinţat de Fundaţie acolo.

Ca apreciere generală asupra operei Fundaţiei s'a susţinut de unii că ea nu este altceva decât un capitalism deghizat şi că în fond nu urmăreşte decât mărirea capacităţii de muncă a claselor muncitoare spre a puteà produce mai multă «plus valută» pentru burghezia pentru a căror interese Fundaţia există. Un răspuns acestor vederi nu credem de cuviinţă a da.

II. GRUPUL DE FUNDAŢII CARNEGIE. — Origina lui Andrew Carnegie a fost încă mai obscură decât aceea a lui Rockefeller. Născut la Dunfermline în Scoţia în 1837, Carnegie emigrează cu tatăl său după eşuarea mişcării Chartiste din 1848, mişcare la care acesta aderase. Incepând de mic copil ca supraveghetor de fuse într'o fabrică de tors bumbac băiatul s'a angajat mai târziu ca telegrafist, funcţie în care a atras atenţia d-lui T. A. Scott, dela Căile Ferate Pensilvaniene care l-a angajat ca secretar. Ajuns vice-preşedinte al societăţii, Scott numì pe Carnegie supraveghetor al liniei de Vest, în care funcţie a adus multe îmbunătăţiri, între care şi introducerea trenurilor de dormit care a fost şi prima sa sursă de câştiguri enorme, a doua fiind cumpărarea unui teren petrolifer: Storey Farm on Oil Creek. Dar câştigurile lui mari au venit dela fier, tot aşà după cum câştigurile mari ale lui Rockefeller au venit din petrol. Prevăzând cererea mare de fier ce va venì, Carnegie a fondat în jurul oraşului Pittsburgh mari societăţi metalurgice pe care încetul cu încetul le-a mărit prin cumpărări şi extinderi, încât în 1901 când au fost contopite în *United States Steel Corporation*, după Standard Oil, cel mai mare trust al Americei şi al lumii, Carnegie a primit suma de 500.000.000 dolari. Tot atunci Carnegie s'a şi retras din viaţa activă. Spre deosebire de Rockefeller, Carnegie nu a contribuit activ la formarea acestui trust şi nici nu l-a condus.

Cu începere din acest an Carnegie şi-a îndreptat toată atenţia către scopuri filantropice punându-şi toată capacitatea sa în această direcţie. Ideile sale asupra chestiilor sociale şi asupra răspunderii ce avuţiile incumbă fuseseră publicate în lucrările sale: Democraţia triumfătoare (Triumphant Democracy, 1886) şi în Evanghelia Bogăţiei (The Gospel of Wealth, 1900).

Cea mai mare atenţie au primit din partea lui Carnegie *bibliotecile* publice, ca să umple lacuna ce o simţise în tinereţea sa, când cartea erà un lux al avutului. Tot aşà după cum Rockefeller a devenit celebru mai mult prin opera sa medicală, Carnegie a devenit prin «numeroasele sale biblioteci cunoscute sub numele de Biblioteci Carnegie», răspândite în toate colţurile lumii anglo-saxone. Metoda sa a fost cea obişnuită a donatorilor anglo-saxoni, anume de a face donaţii în aşà condiţii încât să incumbe şi obligaţii din partea primitorilor, obligaţii care să dea chezăşie de interes vădit pentru darurile primite. Aşà de ex.: bibliotecile au fost clădite şi echipate cu condiţia ca localnicii, fie particulari, fie autorităţi, să dea locul şi să aibă grije de întreţinere. Până la 1918 Carnegie donase peste 56 milioane de dolari pentru fondarea de biblioteci, şi anume: 2502 clădiri, din care 1679 în Statele-Unite ale Americei, 660 în Marea Britanie şi Irlanda, 125 în Canada şi 41 aiurea.

In afară de Fundaţiile înfiinţate şi de care vom vorbì mai jos Carnegie a mai făcut următoarele donaţii care împreună cu sumele ce formează capitalul Fundaţiilor se urcă la suma de 350 milioane dolari, adică cu 150 mil. dolari mai puţin decât Rockefeller: Institutului Tuskegee pentru educarea negrilor, fonduri de pensii pentru foştii săi funcţionari şi în 1905 pentru profesorii dela colegiile americane. In 1910 a ridicat clădirea Uniunii Pan-Americane la Washington (costul 850.000 dolari), iar în 1913 a fost terminat Palatul Păcii dela Haga care a costat 1.500.000 dolari. Deasemenea a mai donat 7.624 orgi de biserică mai mult în ţările anglo-saxone (costând 6.220.000 dolari). La moartea sa nu a lăsat decât suma de 22.880.000 dolari care a fost dăruită prin testament *Corporaţiei Carnegie* de care vom vorbì, dar care nu a putut primì decât jumătate din această sumă, restul revenind conform legii familiei, de care Carnegie dealtfel avusese grije. Astfel deşi n'a murit sărac, după cum cerea el ca fiecare om să moară, el dăruise mai totul din averea sa cu excepţia unei fracţii (a 25-a parte).

Idealurile sale se oglindesc în donaţiile făcute. Iată cum rezumă Carnegie însuş teoria sa asupra avuţiei: «Prin urmare, aceasta este datoria omului bogat: să dea exemplu de viaţă modestă, neostentativă, ferindu-se de etalare sau extravaganţă să asigure în mod moderat traiul celor ce depind de el; şi după ce a făcut aceasta, să considere orice surplusuri de venit care-i vin pur şi simplu ca *fonduri* date lui în depozit (in trust), şi pe care are obligaţia a le administrà... omul bogat devenind astfel pur şi simplu un depozitar şi mijlocitor pentru fraţii săi mai săraci».

Pe lângă acestea Carnegie erà dominat de o încredere mare în viitorul şi influenţa popoarelor anglo-saxone, în guvernarea şi alianţa lor democratică, în scopul păcii şi al suprimării răsboiului şi în progresul învăţământului pe făgaşuri nesectare. A fost un puternic susţinător al mişcării pentru răspândirea limbii engleze.

Carnegie este şi autorul următoarelor cărţi: 1. An American Four-in-Hand in Britain (1883); 2. Round the world (1884); 3. The Empire of Business (1902); 4. A life of James Watt (1905) şi 5. Problems of To-day (1908); iar autobiografia sa a apărut în 1920.

Grupul de Fundaţie Carnegie fondate în spiritul ideilor expuse mai sus sunt Fundaţiile Carnegie în ordinea mărimii al doilea grup de fundaţii de binefacere din lume. Iată şi o scurtă enumerare a lor.

A. IN STATELE UNITE. — 1. *Institutul Carnegie din Pittsburgh* (Carnegie Institute of Pittsburgh) este format dintr'un grup de instituţii culturale municipale, bibliotecă, sală de concerte, şcoală tehnică, muzeu şi pinacotecă. Această Fundaţie care azi are un capital de 28 milioane de dolari a pornit din donaţia unei biblioteci, acceptată în 1886. In *1896* s'a fondat sub forma de Institut.

2. *Institutul Carnegie dela Washington* (Carnegie Institute of Washington) are un fond de 23.300.000 dolari şi a fost fondat la 1902. Este un institut ştiinţific de cercetări ce lucrează colectiv. Secţiile sunt următoarele: Evoluţie experimentală (fondată 1903); biologie marină (1903); cercetări istorice (1902); Economie şi sociologie (fondată la 1904 dar abandonată în 1917); Magnetism terestru (1904);

Observatorul Mount Wilson (1904); Laborator Geofizic (1905); Cercetări Botanice cuprinzând un laborator în Monterey, California (1903); Nutriţie (1906); Astrometrie meridiană (1907); Embriologie (1914); Oficiul de dosare eugenice (un oficiu de înregistrare a evoluţiei unor familii în care se urmăresc fenomenele eugenice). Institutul publică rapoarte asupra cercetărilor sale, rapoarte ce se trimit tuturor *bibliotecilor* cari fac cereri şi tuturor celor *interesaţi*.

3. *Comisia pentru fondul Carnegie al Eroilor din Pittsburgh* (Carnegie Hero Fund Commission) este un grup de fundaţii ce datează dela 1904 având de scop darea de recompense (medalii, bani, pensii, ajutor, pentru învăţământul copiilor, etc.) persoanelor din ocupaţii paşnice ce-şi pun vieţa în pericol pentru a salvà vieţa altora. Fondul pentru Statele-Unite, Canada şi Terra-Nova se urcă la 5 milioane dolari (1914); pentru Insulele Britanice la 1.250.000 (1908); pentru Franţa la 1 milion dolari (1909); pentru Germania la 1.500.000 dolari (1910); pentru Norvegia la 125.000 dolari (1911); Elveţia 130.000 dolari (1911); Olanda 200.000 dolari (1911); Suedia 230.000 (1911); Danemarca 125.000 dolari (1911); Belgia 230.000 dolari (1911); Italia 750.000 dolari (1911). Fondul total se urcă astfel la 10.540.000 dolari.

4. *Fundaţia Carnegie pentru Promovarea Invăţământului* având azi un capital de 30 milioane dolari, a fost dotată în 1905 cu scopul de a dà pensii profesorilor fără ca aceştia să contribue. Mai târziu a fost refăcut în aşà fel încât contribue şi profesorii, şi colegiile şi Fundaţia pe baze obişnuite de calcule de asigurare. Fundaţia a întreprins şi cercetări pe terenul învăţământului, publicând foarte multe rapoarte.

5. *Fundaţia Carnegie pentru Pacea Internaţională*, creată în 1910, este o fundaţie cu caracter Internaţional şi va primì o atenţie deosebită în rândurile de mai jos.

6. *Corporaţia Carnegie din New-York* a fost fondată în 1911 şi este cea mai mare din fondaţiile Carnegie având un fond de 125 milioane de dolari. Scopul ei este «promovarea şi răspândirea cunoştinţelor în populaţia Statelor-Unite», iar în 1917 şi-a extins activitatea şi în Canada şi Coloniile Britanice. O caracteristică a acesteia este şi faptul că-şi poate cheltuì venitul şi prin celelalte cinci fundaţii Carnegie sau chiar şi prin alte instituţii. Ca şi la Fundaţia Rockefeller, de care am vorbit, fondatorul acesteia a avut grije să lase toată libertatea de acţiune administratorilor spre a se conformà situaţiilor dela o epocă la alta. Iată ce spune Carnegie în această privinţă: «condiţiile de pe pământ se schimbă în mod inevitabil... Las administratorilor mei întreaga putere spre a schimbà politica sau cauzele ajutate până acum atunci când după părerea lor aceasta a devenit necesar sau dezirabil».

Până acum Corporaţia «a lucrat mult pentru *serviciul american de biblioteci* şi pentru educaţia adulţilor în general», şi anume uşurând predarea artelor frumoase, studiul limbilor moderne, al dreptului şi al ingineriei.

B. IN ANGLIA. — Ţara sa de origine şi în special *Scoţia*, provincia cu oameni dârzi şi suflete tari care a dat şi pe Carnegie, a fost favorizată în mod deosebit. In Insulele Britanice Carnegie a creat următoarele fondaţii:

1) *Fundaţia Carnegie pentru Universităţile din Scoţia* — Edinburgh — (Carnegie Trust for the Universities of Scottland) are un fond de 2 milioane de lire sterline a cărui venit este întrebuinţat jumătate pentru îmbunătăţirea şi mărirea celor patru universităţi scoţiene iar jumătate pentru plata integrală sau parţială a taxelor universitare (foarte mari în Anglia şi Statele-Unite) ale studenţilor originari sau născuţi în Scoţia;

2) *Fundaţia Carnegie din Dunfermline*, din orăşelul de naştere al lui Carnegie, a primit suma de 750.000 lire sterline (peste 22.500.000 lei aur) fiind echivalentul englez al *Institutului din Pittsburgh*. Venitul poate fi cheltuit pe orice tinde a aduce drăgălăşenie şi lumină comunităţii. Până acum s'a fondat din acest venit «un număr de Institute, o clinică, o şcoală de meserii, o şcoală de muzică, un colegiu de educaţie fizică, şi au ajutat în mod generos biblioteca publică, băile şi un mare număr de societăţi locale cu caracter educaţional, literar şi artistic»;

3) *Fundaţia Carnegie din Insulele Britanice — Dunfermline* — (Carnegie United Kingdom Trust) a fost fondată în 1913 cu un capital de 2 milioane lire sterline (peste 50 milioane lei aur) şi este instituţia analoagă Corporaţiei Carnegie din New-York. Scopul ei este «mărirea bunei stări a masselor poporului din Marea Britanie şi Irlanda prin astfel de mijloace ce intră în înţelesul cuvântului binefacere». Această fundaţie a continuat politica dusă relativ la biblioteci de către fondator, clădind un număr de biblioteci publice, a înfiinţat mai mult de 100 biblioteci judeţene şi a ajutat multe biblioteci speciale... S'au dat apoi subvenţii pentru clădirea a 6 centre model pentru sănătatea copiilor, pentru Teatrele *Old Victoria* şi *Sadler's Well* din Londra în calitate de nuclee viitoare ale unui Teatru Naţional englez şi multor întreprinderi muzicale şi dramatice. Fundaţia a luat apoi o parte activă în desvoltarea ţinuturilor rurale prin fondarea consiliilor judeţene cetăţeneşti.

«Toate fundaţiile de mai sus, cu excepţia Corporaţiei Carnegie din New-York şi a Fundaţiei Carnegie din Insulele Britanice, au limitaţiuni funcţionale sau locale. Cele două trusturi mari generale lucrează aproape pe aceleaşi făgaşuri căutând a promovà educaţia adulţilor în cel mai larg sens al cuvântului pentru a face accesibile publicului mare resursele culturale ale Comunităţii şi în special pentru a finanţà cu îngrijire experimente pionere pentru care, fără demonstraţii practice, nu se pot aşteptà subvenţii din partea Statului sau dotaţii din partea publicului».

Acestea sunt pe scurt fundaţiile Carnegie şi scopurile lor. Cei ce se interesează mai amănunţit de opera vreuneia din acestea pot obţine uşor informaţii din rapoartele anuale ale fiecăreia, scriind secretarilor respectivi sau consultând lucrarea apărută la 1920: Manualul Donaţiilor publice ale lui Andrew Carnegie (Washington).

C. FUNDAŢIA CARNEGIE PENTRU PACEA INTERNAŢIONALĂ (Carnegie Foundation for International Peace) *Generalităţi.* — A fost fondată în 1910 când Carnegie a donat suma de 10 milioane dolari trimiţând şi următoarea scrisoare administratorilor acesteia:

Domnilor, «V'am trecut d-voastră în calitate de administratori ai Fondului de Pace Carnegie, zece milioane de dolari constând în obligaţii de prim rang cu

dobândă de 5%, venitul cărora să fie întrebuințat de d-voastră spre a grăbi suprimarea războiului internațional, cea mai urîtă pată a civilizației noastre».

«Deși nu ne mai mâncăm semenii și nu mai torturăm prizonierii, nici nu mai prădăm orașele și nu mai omorîm locuitorii, tot ne ucidem în războaie ca barbarii. Numai animalelor sălbatice le este îngăduit a mai face acest lucru în secolul al XX-lea al erei creștine, crima războiului fiind inerentă, deoarece nu decide în favoarea dreptului ci totdeauna în favoarea celui mai tare. E criminală națiunea care refuză arbitrajul și-și împinge adversarul la un tribunal care nu cunoaște nimic despre judecata dreaptă».

Vorbește apoi de tratatele internaționale și de arbitraj și de încercările sale de a face o mișcare în această direcție apoi mai departe adaogă:

«Liniile de acțiune viitoare nu pot fi indicate. Multe vor trebui încercate și având toată încrederea în administratorii mei le dau toată mâna liberă în privința măsurilor și politicii ce vor adoptà din când în când condiționând numai ca singurul scop ce vor aveà înaintea lor să fie repedea desființare a războiului internațional între națiunile așà zise civilizate». Iar viitorul, Carnegie cu clarviziunea și imaginația sa de scoțian îl întrezăreà astfel:

«Când națiunile civilizate vor intrà în astfel de tratate ca cele menționate și când războiul va fi înlăturat ca dezonofant pentru oamenii civilizați, tot așà după cum războiul personal (duelul) și vânzarea și cumpărarea de oameni (sclavia) au fost înlăturate înlăuntrul granițelor largi ale rassei anglo-saxone, administratorii să binevoească atunci a cumpăni care este atunci răul sau relele cele mai mari a căror eliminare — sau ce alt element sau elemente înălțătoare, introduse sau cultivate, sau ambele combinate — ar grăbi progresul, înălțarea și fericirea omului, și așà mai departe din secol în secol fără sfârșit, administratorii mei din fiecare epocă să hotărască cum pot mai bine ajutà pe om fără curmare în mersul său ascendent spre trepte din ce în ce mai înalte; căci acum știm că omul a fost creat nu cu instincte de autodegradare, ci plin de dorință și putere de perfecționare, la care poate nu există limită decât perfecția însăș, chiar și aci în viața depe acest pământ».

«Deaceea administratorii mei să se întrebe din timp în timp, din epocă în epocă cum pot ajutà mai bine omul în urcarea sa glorioasă în sus și înainte și a devotà fondul acestui scop».

Acestea sunt linii rare de sublim devotament social și în acelaș timp arată o solidă concepție sociologică asupra progresului omenesc.

Comitetul acceptând donația lui Carnegie și noile răspunderi au studiat diverse proiecte vechi și moderne înainte de a se hotărî asupra unui plan general de lucru. In primele întruniri s'a ajuns la formularea a șapte postulate în virtutea cărora s'a și organizat Fundația înființându-se trei secții și anume:

1. SECȚIA RELAȚIILOR ȘI INVĂȚĂMÂNTULUI (1), azi sub direcția d-lui Nicholas Murray Butler, care este și președintele actual al *Fundației*, având următoarele atribuții:

(1) Adresa acestei secții este 405-407 West 117-th Street, New-York City, U. S. A.

a) A răspândi informaţii şi a educà opinia publică în privinţa cauzelor, naturii şi efectelor răsboiului şi asupra mijloacelor pentru prevenirea şi înlăturarea lui;

b) A cultivà simţăminte prieteneşti între locuitorii diferitelor ţări şi a mări cunoştinţa şi înţelegerea uneia cu alta a diferitelor naţiuni;

c) A menţine, promovà şi ajutà instituţii, organizaţii, asociaţii şi agenţii cari vor fi socotite necesare sau utile în împlinirea scopurilor Fundaţiei sau a unora din ele.

2. SECŢIA DREPTULUI INTERNAŢIONAL (1), azi sub direcţia d-lui James Brown Scott, cu următoarele atribuţii:

a) A ajutà la desvoltarea dreptului internaţional şi la o înţelegere generală asupra regulelor lui şi acceptarea acestuia de către naţiuni;

b) A promovà o acceptare generală a metodelor paşnice în lichidarea conflictelor internaţionale;

c) A stabilì o înţelegere mai bună a drepturilor şi datoriilor internaţionale şi un simţ mai perfect de justiţie internaţională printre cetăţenii ţărilor civilizate.

3. SECŢIA ECONOMICĂ ŞI ISTORICĂ (2), azi sub direcţia d-lui James Thomson Shotwell, cu atribuţia următoare:

a) A promovà o investigaţie şi studiu complet al cauzelor răsboiului şi al metodelor practice spre a-l prevenì şi înlăturà.

Aceste puncte au şi fost trecute în hrisovul Fundaţiei formând secţia II-a a acestuia.

Vom luà pe rând fiecare din aceste trei secţii expunându-le activitatea avută până azi pe baza rapoartelor publicate de Fundaţie şi a broşurilor informative.

1) Secţia Relaţiilor şi Invăţământului. — (3) Opera Departamentului Relaţiilor şi Invăţământului după cum implică numele, lucrând mai mult pentru viitor este ocupată în mod mai imediat cu problemele foarte grabnice şi vitale ale opiniei publice de azi.

Opera sa a avut de a face cu chestiuni concrete şi probleme de ale momentului şi cu contacte personale între oamenii acestor zile şi epoci.

La început s'a lucrat prin alte instituţii existente din Statele-Unite sau de aiurea, înstărindu-le şi dându-le posibilitatea de a face operele care erau şi în programul Departamentului.

S'a recunoscut ca fiind de cea mai mare importanţă a face opera Departamentului cu adevărat internaţională dela început şi a asigurà pentru ea cea mai largă bunăvoinţă, simpatie şi cooperaţie. Pentru aceasta s'a înfiinţat chiar înainte de război la *Paris* o secţie sub preşedinţia decedatului Baron d'Estournelles de Constant. (4) S'a simţit că această formă de organizaţie ar economisì mult timp şi

(1) Adresa acestei secţii este 2 Jackson Place, Washington D. C. Tot aci este şi Secretariatul intregei Fundaţii.

(2) Adresa acestei secţii este 405-407 West 117-th Street, New-York City, U. S. A.

(3) Vezi o dare de seamă scrisă chiar de d-l Nicholas Murray Butler în broşurile: International Conciliation, din care dăm şi noi pasagiile explicative fără a le mai cita.

(4) Adresa Biuroului de la Paris este; Dotation Carnegie pour la Paix Internationale,

oarecare cheltueală, şi ceeace erà mai important este că ar răspunde şi criticii făcute în sensul că Fundaţia Carnegie ar fi o instituţie pur americană, care ar tinde la instruirea şi influenţarea opiniei europene din afară.

S'a înfiinţat apoi un comitet consultativ onorar şi din acesta şi un comitet executiv pentru opera ce se va înfăptuì în Europa. Cei mai distinşi oameni de pe continent au fost invitaţi să facă parte din el.

S'au numit apoi patru corespondenţi principali, un austriac, un englez, un german şi un japonez spre a informà pe directorul Departamentului asupra politicilor internaţionale şi conduitei internaţionale, aşà cum se referă la ţara lor. Aceasta cu scopul de a ţine la curent pe director, ca acesta să ştie ce măsuri să ia spre a exercità influenţa Fundaţiei în favoarea păcii.

Fundaţia a încurajat opera Societăţilor Pacifice, dar trebuià pregătită în primul rând massa opiniei publice. In acest scop Fundaţia a tradus şi tipărit cărţi pacifice cum este aceea a lui Norman Angell «Marea Iluzie» care arată zădărnicia răsboiului din toate punctele de vedere (traducerea a fost făcută în 7—8 limbi). La fel s'a procedat cu o conferinţă a Lordului Haldane. Apoi s'au dat subvenţii pentru «Bureau International Permanent de la Paix» din Berna, precum şi pentru «Office Central des Associations Internationales» dela Bruxelles spre a-şi continuà şi intensificà opera. Revistele cu acelaş scop pacifist internaţional au fost încurajate şi secţia a ajutat vizitele persoanelor competente ce poartă cuvântul de la o naţie la alta.

In 1923 tot această secţie a fondat o ramură inter-americană cu scopul de a face ca popoarele diverselor republici americane să se cunoască mai bine.

Răsboiul intervenind a adus multe schimbări în opera secţiei. Astfel în timpul răsboiului toate subvenţiile date diverselor publicaţii pacifice au fost oprite, şi aceasta pentru totdeauna şi iată de ce: Secţia a observat cu timpul şi cu experienţa că opera sa trebuie să fie condusă sub propria sa supraveghere aşà cum s'a procedat în cazul Secţiei Intera-mericane, pentru ca banul să fie bine întrebuinţat, altfel se făceà risipă din lipsă de coordonare a instituţiilor subvenţionate. Aşà de exemplu o mare parte din subvenţia dată Biuroului Internaţional al Păcii s'a cheltuit cu scoaterea unei reviste în 20.000 exemplare în limbile franceză, engleză şi germană, pe când secţia subvenţionà reviste pacifice deja existente. Acum secţia şi-a schimbat politica şi numai dă bani decât pentru scopuri specifice şi pentru o perioadă de timp limitată.

In afară de acestea secţia a mai dat ajutoare la diverşi savanţi spre a luà parte la congrese internaţionale.

Multe din operele începute de această secţie a Fundaţiei au trebuit să fie trecute Corporaţiei Carnegie din New-York (vezi mai sus) din cauza lipsei de fonduri.

---

173 Boulevard Saint Germain, Paris VI[e]. Biuroul publică in limba franceză şi răspândeşte gratuit multe din lucrările Fundaţiei original scrise in limba engleză. Biuroul trimite la cerere lista cărţilor publicate. Când se făceau corecturile acestui studiu sala de lectură a I. S. R. a primit primul număr al revistei pe care o editează «Dotation Carnegie, Centre européen sub titlul «L'Esprit International» şi care este o ediţie franceză a revistei «International Mind», menţionată în acest studiu.

In ajunul răsboiului Biuroul dela Paris nu a făcut decât să aştepte vremuri mai bune. El a făcut atunci următoarea declaraţie:

«Noi credem cu tărie că răsboiul actual va fortificà opinia publică în hotărîrea de a organizà pentru viitor relaţii internaţionale pe o bază mai puţin fragilă. Mai mult ca oricând opera noastră va fi necesară pentru a micşorà, şi pe cât posibil a reparà, rezultatele acestei calamităţi pe care noi am prezis-o, dar care nu am putut-o înlăturà».

După răsboiu comitetul consultativ s'a mărit cuprinzând membri din mai toate ţările. Numărul corespondenţilor speciali s'a mărit la şapte.

Apoi a urmat o concentrare asupra relaţiilor americano-japoneze spre a le elucidà şi îndulcì, atunci când ajunseseră la o oarecare încordare.

Secţia a încurajat apoi *Cluburi de relaţii internaţionale* (International Relation Clubs), cercuri de studii internaţionale studenţeşti cărora le-a dat cărţi, date, broşuri precum şi nişte *programe tip*. In 1925 existau 84 de cluburi de acest fel pe lângă universităţile americane.

In 1920, 21—22 aceste cluburi au fost supraveghiate de Institutul Internaţional de Educaţie. Acesta a atins acum al 8-lea an de existenţă fiind fondat sub auspiciile Fundaţiei şi susţinut în primii ani de existenţă de către această secţie. Misiunea sa pe scurt este a servì drept clearing-house de informaţie şi sfaturi pentru americani în privinţa chestiunilor de învăţământ străin şi pentru străini în privinţa aceloraşi lucruri în Statele-Unite.

Cu privire la acest Institut avem şi o informaţie interesantă:

In Februarie 1919 Preşedintele acestui Institut a oferit României, spune raportul consular al d-lui V. Stoica din 23 Aprilie 1921, «un schimb de profesori şi studenţi şi darul uneia sau două biblioteci de opere americane pentru universităţile noastre. Eu am transmis scrisoarea la Ministerul de Instrucţie, răspuns însă nu s'a primit. Acum Institutul, prin scrisoarea sa din 10 Decemvrie 1920 ne oferă din nou un schimb de studenţi; noi să dăm două burse la doi studenţi americani ca să poată studià la Universităţile noastre, şi Americanii vor da două burse la doi studenţi români ca să poată studià la Universităţile lor. Mai târziu acest număr va puteà fi sporit». Lucrurile înaintase chiar şi subsemnatul fusese înştiinţat oficial de recomandarea sa pentru una din bursele americane. Guvernul următor însă nu a acceptat reciprocitatea burselor «din lipsă de fonduri» şi astfel schimbul de studenţi nu a mai avut loc. Astăzi când propaganda ungurească şi în general minoritară şi religioasă ne face atâta rău în Statele-Unite, uşor îşi poate cineva închipuì cât de ieftin ne-ar fi costat aceste burse date studenţilor americani şi ce valoare ar fi avut atâtea pleiade de tineri învăţaţi cari ne-ar fi cunoscut şi cari nu ar fi pregetat un moment să spună adevărul în mijlocul conaţionalilor lor. Dar *Institutul Social Român* sau «Prietenii Statelor-Unite» nu ar face nimic mai util decât reluarea acestor posibilităţi cari nu sunt încă pierdute.

Institutul Internaţional de Educaţie a fost preluat, din lipsă de fonduri, de către *Carnegie Foundation for the Advancement of Teaching*, de care am vorbit mai sus.

Tot secţia a făcut daruri de biblioteci cu subiecte determinate, în special de

istorie americană, marilor biblioteci străine atunci când acestea au cerut. Astfel de biblioteci au primit următoarele ţări: Peru, Chile, Brazilia, Uruguay, Paraguay, apoi bibliotecile mari din Londra, Paris, Roma, Zürich, Tochio, Peking, Strassbourg, Belgrad şi Praga.

Secţiile de bibliotecă pentru crearea unui spirit internaţional (International Mind Alcoves) create de aceeaş secţie, consistă dintr'o colecţie de cărţi ce tratează despre viaţa de toate zilele, obiceiurile şi istoria altor popoare decât cele ale Statelor-Unite. Ele sunt populare în caracter şi sunt alese cu scopul primordial de a interesà şi informà cetitorul de rând decât a furnizà material pentru studenţi, deşi pot servì şi acestui scop. Până acum astfel de biblioteci nu au fost fondate decât în oraşele mici din Statele-Unite formând secţii în bibliotecile locale. Acceptând aceste cărţi bibliotecarul se însărcinează să recomande prin presă şi direct cetirea lor. Până în 1925 nouăzeci de biblioteci aveau astfel de secţii.

In timpul răsboiului Fundaţia nu a cheltuit tot venitul său anual şi a pus deoparte sume din care 500.000 dolari au fost daţi acestei secţii spre a fi cheltuiţi pentru reconstrucţia postbelică. Cu aceşti bani secţia, credincioasă idealurilor lui Carnegie, a construit biblioteca din Belgrad, distrusă cu ocazia răsboiului, apoi cele din Louvain şi Reims precum şi un *square* model de clădiri publice (şcoală, primărie, etc...), la Fargniers, în Franţa. O parte din bani au fost cheltuiţi şi cu ajutorarea refugiaţilor din Rusia.

In 1924 secţia spre a ajutà la clarificarea raporturilor franco-germane a publicat un raport asupra acestora şi un supliment asupra conflictului din Ruhr. A mai subvenţionat apoi Uniùnea Inter-parlamentară, Liga pentru arbitrajul internaţional şi Societatea Americană pentru pace. Bibliotecile japoneze distruse de cutremur au primit şi ele ajutoare. Tot în acest an Asociaţia pentru Conciliarea Internaţională s'a contopit cu secţia de faţă iar broşurile ce erau publicate de această asociaţie sunt azi publicate direct de Fundaţie prin această secţie. Prin ele o mulţime de oameni sunt ţinuţi la curent cu toate problemele internaţionale de competenţe de mâna întâia.

In 1924 bibliotecile cu caracter internaţional popular (International Mind Alcoves) au fost susţinute şi încurajate ca şi în trecut.

Conferinţele internaţionale au continuat a fi ajutate cu fonduri spre a puteà reunì un număr cât mai mare şi mai reprezentativ de participanţi (Conferinţa Anglo-Americană a Profesorilor de Istorie, Adunarea quinquenală a Consiliului Internaţional al Femeilor care a fost ţinut în Statele-Unite în 1925, Conf. Internaţională de Filozofie, Conf. Pan-Americană a oraşelor, Conf. a 22-a a Uniunii Inter-parlamentare şi Congresul Internaţional Pan-American).

Subvenţiile date Soc. Americane de Pace şi a Ligii Internaţionale de arbitraj au fost continuate şi s'a dat şi o sumă pentru mobilierul *Institutului American dela Praga*.

Acest Institut, spune raportul, a fost înfiinţat cu scopul de a servì ca un punct de contact între Americani şi reprezentanţii popoarelor din Răsăritul şi Sudestul Europei. Cam peste 28.000 de studenţi din diferite ţări Europene sunt azi adunaţi

la un loc la Praga. Secţia a decis să menţină o bibliotecă pe lângă faptul că acest Institut va mai servì şi drept centru de informaţii pentru studenţii şi profesorii ce sunt în treacăt prin Praga. Deasemenea. el va continuà activităţi educaţionale şi ştiinţifice sub auspicii americane.

In 1925, după moartea Baronului d'Estournelles de Constant, Biuroul European a fost pus sub îngrijirea Profesorului Earle B. Babcok. Vechile comitete consultative şi executive au fost dizolvate şi în locul lor s'au instituit un Consiliu de onoare şi un Comitet administrativ. Pentru a permite expansiunea operei sale în Europa, Fundaţia a mărit alocaţia pentru acest scop dela 24.000 dolari la 50.000.

Raportul pe 1925 conţine declaraţii foarte preţioase din partea opiniei publice americane. După ce trece în revistă elementele principale ale păcii internaţionale pe care le găseşte a fi: siguranţa, instanţele judiciare de judecare a conflictelor internaţionale şi limitarea armamentelor, d-l N. Murray Butler, după ce menţionează tratatele dela Locarno spune: In anul în curs siguranţa a fost aproape desăvârşită, iar instanţele judiciare internaţionale au fost definitiv stabilite în vieaţa internaţională a popoarelor.

Ultima a făcut mai puţin progres din cauza felului de atacare a acestei probleme. Ea nu este o problemă matematică de reducere proporţională, ci un proces psihologic de mai mare complexitate. «Limitarea eficace a armamentelor trebuie să se bazeze pe ceva mai adânc decât pe o formulă matematică: ea trebuie să se bazeze pe convingerea că armamentele nu aduc siguranţă ci războiu. Când aceasta se va atinge atunci vom obţine o limitare repede şi eficace. Până când vom atinge acest punct nu vom aveà decât desbateri mai mult sau mai puţin superficiale».

Dar «în afară de limita aranjamentelor dela Locarno stau Statele Balcanice, cari timp de două generaţii sau au fost în conflict sau în acea formă de linişte care nu este decât acalmia ce precedează furtuna. Origina problemelor care confruntă Statele balcanice au rădăcini adânci în istorie şi situaţia lor nu poate fi înţeleasă sau interpretată fără cunoştiinţe asupra deosebirilor şi intereselor etnologice, religioase, economice şi politice ale căror efecte sunt totdeauna evidente. O problemă reală şi presantă pentru soluţionare dacă pacea între popoare trebuie să fie stabilită pe fundamente ferme este aceea a organizării Statelor Balcanice într'o federaţie economică spre a da fiecărui popor «condiţii bune de desvoltare economică, industrială şi culturală legându-le totuş într'o formă oarecare de cooperaţie federativă, fie politică, fie economică, care să reducă la minimum pericolele şi greutăţile care le confruntă azi şi care ar puteà, din cauza complicaţiilor lor, să sgudue fundamentul păcii în Europa Occidentală». In legătură cu acest pasaj, care este dealtfel dezideratul anglo-saxon de peste 30 de ani asupra Balcanilor nu ar puteà fi mai interesant decât un studiu preliminar monografic întreprins sub auspiciile *Institutului Social Român* care să schiţeze toate problemele în legătură cu această federaţie balcanică. România este şi punctul cel mai detaşat din Balcani, unde chestiunile Balcanilor se discută cu mai puţină patimă, de unde, de altfel, au pornit şi în trecut toate mişcările mari de Stat ale acestora. Nu e nevoie să mai amintim că condiţiile de locaţie ale ţării au permis şi începuturile de *liberare* a Greciei de sub dominaţia

turcă precum şi mişcările similare bulgare. Aceasta, cea constructivă, de reintegrare a acestei peninsule în câteva aspecte, sub o autoritate interbalcanică normal tot deaci ar trebuì pornită. Această problemă prezintă posibilităţi crescânde într'o epocă de relaţii internaţionale strânse care reclamă o mai bună valorizare a solului fiecăreia şi a unităţii administrative în ceeace priveşte căile ferate, căile maritime, comerţul internaţional, etc. din ce în ce mai mari. România ca *Stat Danubian* cu interesele împărţite atât de egal între Balcani de o parte şi Europa centrală de alta, trebuie să ia în Balcani iniţiativa unei asociaţii de State, similară Micii Inţelegeri care a dat roade aşà de frumoase.

In ceeace priveşte obstacolele puse păcii, d-l Butler mai menţionează unul: «Acesta constă în acele ţări care au căzut fie temporar, fie permanent, e prea de vreme să o spunem, din idealul democratic şi care au permis sau suferit instituirea în mijlocul lor sau deasupra lor aceeace este de fapt o formă despotică de guvernământ. Despotismul este un pericol pentru pace. Vremea vine totdeauna când acesta nu se poate menţine decât prin răscolirea pasiunilor populare şi transformarea lor în ură şi conflicte internaţionale. Lumea civilizată trebuie să privească cu temere orice cădere din democraţie în despotism ca ameninţătoare păcii şi bunei ordini a naţiunilor».

Ca o amplificare a operei înfăptuită de Centrul European al Fundaţiei, Comitetul Administrativ al acestuia studiază acum problema cum s'ar puteà organizà de către Fundaţie şi conduce mai bine *Institute Americane* pe tot întinsul globului. La Paris nu se va creà nici unul, deoarece opera «Uniunii Universitare Americane» este aşà destul de eficace; dar la Berlin, Varşovia, Praga, Roma, Madrid, probabil în vreun punct oarecare din Peninsula Balcanică şi în altul în contact apropiat cu lumea arabă se speră că astfel de instituţii vor fi puse în funcţiune în câţiva ani, dacă fondurile vor permite.

Unul sau două vor fi incluse în America de Sud, unul în Mexico, unul în China şi unul în Japonia. Aceste institute se vor stabilì întâiu ca mici biblioteci americane puse în sarcina unui secretar permanent care va fi vizitat anual de un profesor-vizitator (visiting profesor). Obiectul acestor Institute va fi să servească ca un centru de influenţă şi interes american pentru călători, studenţi, profesori şi alţii şi pentru schimbul de activităţi de tot felul în aceeaparte a lumii. Se va studià mult chestiunea, care a fost foarte călduros recomandată de Comitetul Administrativ, adică cum vor puteà fi mai bine organizate şi desvoltate acestea ca noui agenţii de organizare şi cooperaţie internaţională.

Infine, d-l Butler se arată foarte satisfăcut de vizita întreprinsă de d-l Shotwell în Balcani în cursul anului 1925. Vizita a fost făcută la rugămintea Comitetului Executiv cu scopul de a întinde mai departe opera Fundaţiei. D-l Shotwell a fost rugat:

1. Să explice în conversaţii private funcţionarilor publici şi leaderilor de opinie publică în ţările vizitate, organizarea, metodele de lucru şi scopurile Fundaţiei;

2. să afle dela aceştia care sunt problemele speciale referitoare la cooperaţia internaţională şi înţelegerea internaţională care aşteaptă soluţii, şi

3. să obţină sugestiile lor în privinţa cărei politici să adopte şi să urmeze Fundaţia, politici care să fie utile şi de ajutor în aceea parte a lumii în împlinirea scopurilor existenţii Fundaţiei.

Dr. Shotwell a stat două luni în Iugoslavia, România, Bulgaria, Turcia şi Grecia şi ceeace l-a impresionat mai mult a fost îmbunătăţirea condiţiilor în Balcani ca rezultat al acţiunii Ligii Naţiunilor în conflictul Greco-Bulgar precum şi atitudinea capilor Bisericii ortodoxe în Iugoslavia, România şi Bulgaria care recunosc în mod oficial problema morală implicată în distincţiunea dintre agresiune şi apărare în răsboiu, exercitând presiune asupra guvernelor lor în favoarea unei aplanări pe cale de judecată a conflictelor internaţionale. D-l Shotwell nu a întâmpinat nici o opoziţie din nici o parte şi tot ce a avut să spună a fost primit cu apreciere şi interes.(1)

După părerea Directorului aceste vizite sunt de cea mai mare importanţă şi oferă posibilităţi aproape nelimitate ca utilitate în plănuirea şi extinderea operei Fundaţiei.

Tot secţia a mai ajutat şi reorganizarea Confederaţiei Internaţionale a Studenţilor şi a mai subvenţionat şi studiile unui bibliotecar ceh care a venit în Statele-Unite spre a studià metodele bibliotecilor americane.

In 1925 Comitetul executiv a luat în consideraţie la mai multe adunări «Istoria Economică şi Socială a răsboiului mondial», aprobându-se câteva monografii adiţionale în seria europeană şi ca rezultat al vizitei făcută în Balcani de Directorul Secţiei de Economie şi Istorie, a autorizat adăugarea unei serii balcanice care este încă în curs de plănuire.

Până în Iulie 1926 două treimi din lucrările monografice plănuite erau în mâinile Editorului General. Din cele româneşti numai a d-lui Antipa a fost terminată. Celelalte sunt încă în curs de pregătire. Un nou volum a fost adăugat seriei româneşti, fără a se fi desemnat încă autorul, şi anume: «Efectul răsboiului asupra vieţii economice a României».

In privinţa volumului d-lui V. Brătianu, menţionat mai sus, iată ce spune raportul:

«O adăugire importantă la seria românească şi la Istorie în general s'a făcut în timpul vizitei Editorului General la Bucureşti, în Octomvrie. Ministrul de Finanţe, d-l V. Brătianu, a acceptat să prepare istoria financiară de răsboiu a României şi s'o prevadă cu documentaţia necesară. D-l Brătianu poate oferì o contribuţie, în această privinţă, care ar fi unică îni storia Statelor sud-est europene. Cea mai mare parte din istoria în chestiune, este relatarea propriei sale administraţii şi oponenţii politici sunt în unison cu aderenţii săi în ceeace priveşte competenţa sa de a tratà acest subiect. Celelalte monografii sunt dejà avansate şi se speră că publicarea seriei va şi începe anul viitor».

Astfel secţia a lucrat activ pentru crearea unei mentalităţi şi pentru activarea, relaţiilor internaţionale şi ale cunoaşterii mutuale a popoarelor. «Politica secţiei (2)

(1) Vezi primul studiu din acest număr.
(2) Vezi lucrarea sa «International Mind» (Spiritul internaţional).

spune d-l N. M. Butler, a fost bazată pe credinţa că răsboiul va fi suprimat numai atunci când legea şi justiţia vor luà locul forţei nu numai în lichidarea diferendelor dintre popoare, dar şi în inimile şi minţile oamenilor».

2) *Secţia Dreptului Internaţional.* — Dela început secţia a decis să nu concureze cu opera inaugurată sau săvârşită satisfăcător de indivizi, societăţi sau corporaţii, ci din contra să întărească opera lor făcând-o mai eficace. Secţia a întrebat prin corespondenţă pe mai toţi savanţii jurişti de drept internaţional asupra părerii lor în privinţa celor ce cred de cuviinţă să facă secţia. Ca rezultat al acestei corespondenţe Institutul de Drept Internaţional, în şedinţa dela Christiania din August 1912 a acceptat titlul şi funcţiunea de Consilier General al Secţiei de Drept Internaţional al Fundaţiei alegându-se 11 membri spre a lucrà în calitate de comitet special consultativ în chestiile de politică generală ale secţiei.

La adunarea Institutului care a avut loc la Roma în 1921, comitetul consultativ a fost reconstituit şi acum e format din distinşi reprezentanţi ai Austriei, Belgiei, Franţei, Germaniei, Angliei, Italiei, Norvegiei, Poloniei, Suediei şi Elveţiei.

Ca rezultat al consultaţiilor şi avizurilor cerute mai multe proiecte au fost puse în practică.

S'a văzut dela început că opera acestei secţii trebue să fie răspândirea, susţinerea şi propăşirea ideilor sănătoase, progresive şi fructuoase asupra arbitrajului, dreptăţii şi istoriei internaţionale în legătură cu acest subiect precum şi desvoltarea ştiinţifică şi practică a dreptului internaţional.

In acest scop s'au înfiinţat în 1917 burse de drept internaţional, iar mai târziu s'au pus bazele unei serii de lucrări asupra dreptului internaţional. Au acordat subvenţii anuale organizaţiilor internaţionale ca «Institut de Droit International», «Société de Legislation Comparée», «American Society for judicial settlement of international disputes», «Grotius Society» din Londra şi «American Institute of International Law». Autorii de lucrări importante de drept internaţional care din cauza vânzării limitate a lucrărilor de felul acesta nu le-ar fi putut publicà au fost deasemenea ajutaţi. Tot în 1923 secţia a dat o desvoltare practică Academiei de Drept Internaţional, deschizând cursuri în Palatul Păcii dela Haga.

Dar secţia a dat şi ajutor efectiv guvernelor şi autorităţilor internaţionale. Astfel în 1917 a ajutat guvernul american în a preparà materialul necesar în vederea eventualei Conferinţe de Pace, ajutor care a fost făcut confidenţial. Aceleaşi servicii au fost aduse de secţie guvernului american cu ocazia conferinţei pentru limitarea armamentului şi tot secţia a contribuit în mare măsură la fondarea Curţii Internaţionale de Justiţie dela Haga, iar proiectul adoptat de Liga Naţiunilor în 1920 nu erà altceva decât proiectul Fundaţiei cu oarecari modificări şi adăugiri. Astfel secţia şi-a pus munca în slujba a trei mari cauze: 1) Curtea Internaţională de Justiţie; 2) Conferinţa de Pace dela Paris; 3) Conferinţa pentru limitarea armamentelor dela Washington.

Toate acestea până în 1923. In 1924 s'a continuat operele începute, între altele mai ales chestiunea codificării dreptului internaţional a primit o deosebită atenţie. In afară de revistele existente subvenţionate, patru altele au fost puse pe

liste. Opera pregătitoare de codificare a fost continuată şi în 1925 care a fost de fapt activitatea principală a secţiei din acest an. In acest scop Institutul american de drept internaţional a lucrat cu asiduitate pregătind 31 de proiecte de codificaţie cari au fost prezentate diverselor republici americane pentru a fi luate în consideraţie.

Apoi secţia a mărit numărul burselor de drept internaţional la 11. Incolo toate subvenţiile au fost continuate atât revistelor cât şi Societăţilor de drept internaţional.

In timpul anului secţia a publicat şi trei volume de documente ale Statelor-Unite asupra emancipării naţiunilor din America Latină.

Publicaţia de către secţia bibliotecii de lucrări clasice de drept internaţional nu trebuie uitată. Ea constituie azi textele principale de referinţă în acest domeniu.

In 1920 Academia de Drept Internaţional dela Haga a ţinut a doua sesiune.

La închiderea sesiunii 1924 a Academiei d-l J. B. Scott, directorul secţiei în raportul său către administratorii Fundaţiei menţionează şi numele fondatorilor acestei Academii, precursorii şi printre cele şapte nume figurează şi cel al lui Dimitrie Sturdza (Pag. 99 a Raportului pe 1924).

In 1925 Academia a funcţionat cu un succes crescând care a întrecut toate aşteptările, iar Guvernul olandez a înfiinţat 5 burse de câte 160 dolari pentru studenţii străini cari au scris articole sau au dat contribuţii serioase în dreptul internaţional şi cari doresc a venì şi urmà cursurile Academiei (se ţin vara şi sunt de scurtă durată).

3) *Secţie de Economie şi Istorie.* — Opera Departamentului a fost organizată la conferinţă ţinută la Berna (Elveţia) în August 1911 convocată de Fundaţie şi sub direcţia directorului Dr. *John Bates Clark.* La conferinţă a luat parte un număr din cei mai distinşi economişti şi publicişti ai diverselor ţări europene precum şi ai Japoniei şi Statelor-Unite.

Chestiunea discutată a fost cum se va puteà pune la cale: «o investigaţie completă şi ştiinţifică a cauzelor şi rezultatului răsboaelor».

Ca rezultat al acestei conferinţe s'a aranjat o listă întreagă de subiecte pentru studiu. Scopul acestor studii erà să arate consecinţele directe şi indirecte ale răsboiului şi a pregătì astfel o bază ştiinţifică pentru o judecată asupra validităţii acestuia în afacerile internaţionale. Tratând un subiect aşà de plin de prejudicii vechi, se credeà că se va puteà face un serviciu fundamental cauzei păcii prin studiul obiectiv al faptelor înseşi ale răsboiului şi al dislocărilor cauzate în viaţa normală a naţiunilor.

S'a format apoi un comitet din cei ce au participat la Conferinţă dela Berna cărora li s'a mai adăugat două persoane, comitet care a devenit apoi parte integrală din această secţie.

Sarcina comitetului erà să aleagă persoane competente pentru tratarea subiectelor în cauză, să se consulte cu aceştia asupra planului de lucru, să citească manuscrisele şi să refere asupra lor dacă merită sau nu publicaţia.

Când a intervenit răsboiul mondial lucru începuse serios şi 54 de monografii erau gata.

Imediat secţia şi-a propus să-şi adaptaze programul cercetărilor ei nouilor probleme prezentate de răsboiu. Scopul: măsurarea, printr'o privire istorică, a costului economic al răsboiului şi dislocarea cauzată de acesta în procesul civilizaţiei.

Seria de lucrări erà să fie «O istorie economică şi socială a răsboiului». In 1919 d-l Shotwell, actualul director al secţiei, a fost însărcinat a fi primul redactor al acestei istorii şi imediat după ce a fost liberat din sarcina de membru al Delegaţiei Americane la Conferinţa de Pace a şi elaborat planuri pentru istoria pe linia pe care a şi fost mai târziu realizată. In Septembrie 1919 s'a ţinut o ultimă conferinţă, când comitetul de cercetări s'a disolvat şi în locul lor s'au numit *Primi Redactori* pentru fiecare ţară în parte. O descriere a planului istoriei nu mai dăm întrucât a fost făcută de d-l Mitrany (Vezi Arhiva, Anul IV, No. 4—5, pag. 586—594: O istorie economică şi socială a răsboiului), care este şi prim redactorul seriei româneşti, în care următoarele lucrări au fost plănuite:

1. Revoluţia Agrară în România şi Sud-estul Europei de d-l D. Mitrany;
2. Efectul ocupaţiei Inamice în România de Dr. G. Antipa;
3. Efectul răsboiului asupra Sănătăţii Publice în România de Prof. I. Cantacuzino;
4. Finanţele de răsboiu ale României de d-l V. Brătianu.

In 1924 s'a decis ca seria europeană a istoriei să fie limitată la 150 volume în limbile originale, iar ediţia engleză a aceleeaş să fie rezumată în 50 volume. Costul total a fost fixat la 605.000 dolari din cari 500.000 dolari au fost daţi de Corporaţia Carnegie din New-York.

In 1925 secţia a acordat ajutorul cerut de Camera Internaţională de Comerţ cu sediul la Paris pentru pregătirea materialului şi publicarea unor rapoarte tratând probleme în legătură cu reconstruirea Europei în afară de planul Dawes.

Publicaţiile Fundaţiei. In afară de cele ale Secţiei de Economie şi Istorie şi de cele ale Secţiei de Drept Internaţional Fundaţia publică o serie de lucrări ce servesc la clarificarea unei probleme ocazionale. Toate aceste lucrări sunt distribuite bibliotecilor de pe lista Fundaţiei în număr de 809 (1925). In ultimii ani Fundaţia a făcut aranjamente în aşà fel încât acestea să se poată obţine şi prin librării pe un preţ cât mai aproape de cel de cost.

O altă serie de broşuri de propagandă din care s'au publicat până acum câteva sute se pot obţine gratuit scriind secretarului Fundaţiei (adresa o dăm mai sus într'o notă).

Publicaţiile Fundaţiei care reprezintă rezultatele cercetărilor lor se trimit la noi în ţară următoarelor biblioteci:

1. Biblioteca Institutului Social Român;
2. Universitatea din Bucureşti;
3. » » Cernăuţi;
4. » » Iaşi;
5. » » Cluj.

BUGETUL pe 1925 al Fundaţiei a fost următorul:

Venit	500.000	dolari
Dobânzi	2.500	»
Venit total:	502.500	»
Cheltueli	502.500	»
Şi anume:		
Administraţie	49.900	»
Diverse	27.200	»
Secţia Relaţiilor şi Invăţământului	131.300	»
Secţia Dreptului Internaţional	138.370	»
Secţia de Economie şi Istorie	30.000	»
	376.770	dolari
Venit gajat pe 1926	125.730	»
	502.500	dolari

III. INCHEIERE. — Acestea sunt operele marilor capitalişti americani, opere care se plasează mai toate la începuturile secolului nostru, de oameni ce au trăit şi gândit însă în atmosfera secolului trecut. Cu toate acestea operele lor poartă pecetia celui mai modern spirit ştiinţific în domeniile sociologic, revenind iarăş la vechea spusă că ştiinţa nu este altceva decât bun simţ organizat.

Ambii au utilizat imensa lor capacitate din domeniul economic transpunând-o în domeniul operelor umanitare şi acelaş spirit care le-a adus imensele lor averi, adaptabilitatea la noui condiţii economice, au recunoscut-o şi au înscris-o drept condiţie în administrarea Fundaţiilor lor. Nici o formulă anchilozantă nu a legat mâinile celor cari au primit însărcinarea de a întrebuinţă fondurile imense ale fundaţiilor descrise. Tocmai caracteristica principală a acestora este spiritul modern care rezidă şi în hrisoave şi în activitatea lor. Este interesant în această privinţă de văzut evoluţia Fundaţiei *Rockefeller*, dela vechea concepţie a carităţii, de pe atunci când Fundaţia se devotase şi altor scopuri, la aceà nouă a *operelor publice* şi a ajutorului contingentar care se poate rezumà în cuvintele: ajută-te şi te voiu ajută. Primele ajutoare au fost făcute necondiţionat şi banii nu au primit cea mai bună întrebuinţare şi nu au dat cele mai bune rezultate în acele împrejurări.

In operele ambilor fondatori se desinează clar grija lor pentru învăţământ şi atenţia deosebită dată învăţământului universitar. In această privinţă spiritul lor contrastează izbitor cu spiritul lui *Ford*, care astăzi la rândul lui posedă cea mai mare avere din Statele-Unite şi din lume (1). Ford profesează în mod public o lipsă totală de respect pentru învăţământul universitar. Plimbat odată de un profesor al Universităţii Harvard prin localul acesteia, Ford s'ar fi exprimat că nu ar da un singur cent pentru învăţământul universitar. Ford este un adept fervent al

(1) In 1926 avuţia sa se cifră cam la: 1 miliard de dolari, deşi calculatori mai largi au evaluat-o la 1.5 miliarde.

şcolii muncii şi este contra binefacerilor sub orice formă ar fi ele chiar şi a spitalelor şi şcolilor gratuite, iar şcolile înfiinţate de el sunt întreprinderi comerciale, care aduc venituri şi unde şi elevii sunt plătiţi ca orice lucrător. Iar activitatea umanitară a lui Ford s'a mărginit până acum la expediţia aceea ridicolă din 1915, când s'a lăsat convins de anumiţi pacifişti de origine străină că ar fi posibil să se termine răsboiul dacă s'ar face un gest mare. In urma acestui lucru Ford a închiriat un vas şi s'a dus la Christiania în Norvegia. Apoi convins că misiunea erà zadarnică s'a reîntors. Ca şi ceilalţi doi mari donatori Ford nu crede în răsboiu — aceasta contrar celor ce cred că răsboiul este datorat maşinaţiunilor marilor capitalişti — dar mai puţin, căci Ford nu mai este pacifist militant. Astfel nu este deloc probabil că Ford va continuà tradiţia multimilionarilor americani de rassă, ca Rockefeller şi Carnegie.

Ca o chestiune practică pentru noi atragem atenţia asupra faptului că fundaţiile din motive uşor înţelese nu pot oferì colaborarea lor nici unui guvern, autorităţi sau particular. Ele aşteaptă să fie solicitate, iar solicitaţiunile sunt tratate în cel mai strict confidenţial. Ca o concluzie relativ la activitatea acestor instituţii în ţara noastră putem spune că e foarte restrânsă comparativ cu aceà desfăşurată în ţările din Apus sau din *Europa Centrală*. Aşà de exemplu în Cehoslovacia şi Iugoslavia ambele Fundaţii au lucrat intensiv după cum se poate vedeà din rapoarte.

Aceasta este şi rezultatul politicii noastre din trecut de a evità orice ajutor economic din afară, atitudine care a avut repercusiuni psihologice asupra tuturor domeniilor făcându-se analogii, poate nu totdeauna juste. Dar mai este datorat şi lipselor noastre de legături cu intelectualii anglo-saxoni, cărora le suntem comparativ mai puţin cunoscuţi decât în Franţa sau Germania, unde intelectualii noştri au un număr oarecare de legături, deşi poate nu atâtea câte am puteà aveà.

Cu toate acestea lumea medicală dela noi din ţară a beneficiat până acum de atenţia Fundaţiei Rockefeller şi probabil opera ei în ţară se va intensificà. In ultimul timp, în special, s'a vorbit mult de aceasta şi oarecare vizite de informaţie s'au şi făcut (1).

In 1926 ne-am bucurat că una din Fundaţiile Rockefeller, Consiliul General al Invăţământului, a arătat şi ea interes pentru noi trimiţând pe d-l Prof. Lingelbach, care a venit în România spre a luà informaţii la faţa locului asupra nevoilor învăţământului nostru şi a intensificà legăturile intelectuale dintre noi şi Statele-Unite prin ajutarea învăţământului istorico-sociologic, misiune care însă până acuma nu a dat roade dar pe care le aşteptăm cu încredere în viitorul apropiat.

AURELIU ION POPESCU

---

(1) Ne referim la vizita d-lui Secretar General, Dr. Banu, în Ungaria şi Iugoslavia spre a cercetà Institutele de Higienă fondate de Fundaţia Rockefeller în acele ţări.

ORGANIZAREA MONOGRAFIILOR INDUSTRIALE[1]

DE ION SETLACEC

PE cunoaşterea realităţii sociale trebuie să-şi întemeieze activitatea atât organele oficiale cât şi cele particulare, menite să se ocupe cu chestiuni de politică socială.

Constatarea, oarecum banală în formularea ei generală, capătă însă pentru ţara noastră o importanţă deosebită, întrucât suntem departe de a puteà afirma că posedăm, bazaţi pe date concrete, culese de organe în afară de orice suspiciune, elementele fundamentale şi caracteristice ale vieţii sociale dela noi.

Anchetele statistice întreprinse de Ministerul Muncii sunt sau unilaterale, sau parţiale, sau întrunesc ambele caractere, aşà încât în faza actuală ele nu pot oglindì încă realitatea în toată complexitatea ei. Inceputurile, cu mijloacele modeste de care dispune acel departament, sunt îmbucurătoare, dar nu satisfac.

Cu aceeaş rezervă trebuiesc privite anchetele întreprinse de organizaţiile profesionale interesate, care mai sufăr uneori şi de lipsa de obiectivitate ştiinţifică.

Deaceea, hotărârea luată de secţia de politică-socială de a contribuì la cunoaşterea obiectivă şi serioasă a realităţii ni se pare profund justificată şi impusă de starea de fapt.

Intre metodele de analiză a realităţii sociale, metoda monografică şi metoda statistică ocupă primul plan.

Prin metoda statistică se urmăreşte a cuprinde şi grupa în cifre un număr de fapte cât mai însemnat. Din această cauză anchetele statistice sunt unilaterale, ele neputând fi expresia complexelor de fenomene şi a legăturilor dintre ele; din acelaş motiv ele sunt tot odată şi abstracte.

Neajunsurile anchetei statistice le completează monografia, care având în deobşte un obiect mai simplu dar mai complex, îl poate cercetà sub toate manifestările sale variate, analizând tot odată şi raporturile de interdependenţă dintre fenomene. Procedând pe această cale, monografia este menită să oglindească cu mai multă precizie realitatea şi de aceea pentru anumite scopuri ea devine instrumentul cel mai indicat de analiză a grupărilor sociale.

Este de remarcat însă că metoda monografică nu poate fi cu sinceritate aplicată decât pentru studiul grupărilor sociale mai reduse şi că de îndată ce voim să întindem analiza la grupări superioare, metoda statistică devine indispensabilă întrucât fenomenele similare fiind prea numeroase, ele nu pot găsì alt mod de exprimare decât numărul. In felul acesta ajungem la aşà numitele anchete monografice, în care ambele metode sunt întrebuinţate concomitent.

* * *

(1) Comunicare făcută în secţia de politică socială.

Cercetarea monografică, care formează obiectul de preocupare al organizării monografiilor industriale, o găsim aplicată pentru întâia dată de Frederic Le Play, inginer. Acesta, mânat de dorinţa de a cunoaşte cu precizie viaţa socială, concepe ideea de a o cercetà pe cale directă, prin informaţii culese din însuş mediul de studiat. Analizând diferitele categorii de grupări sociale, Le Play ajunge la concluzia că familia este gruparea de bază şi ca atare îşi îndreaptă în această direcţie investigaţiile sale. Făcând călătorii în diverse State ale Europei, el studiază organizarea familiilor, căutând să degajeze caracterele comune şi pe acelea specifice. Rezultatele cercetărilor sale le publică în lucrarea clasică: Les ouvriers Européens.

Metoda ce-o găsim la baza cercetărilor lui Le Play constă din: 1. alegerea familiei-tip şi 2. studiul bugetului acestei familii-tip.

In adevăr, spre a puteà studià organizarea unei familii din o regiune determinată, prima grijă erà de a alege pe cea mai reprezentativă dintre ele. Este curios că Le Play se opreşte în alegerea sa la familia cea mai prosperă. Odată stabilit tipul, Le Play consideră că bugetul unei familii este cel mai indicat de a exprimà gradul de prosperitate al grupului social şi ca atare cercetarea sa monografică se rezumă în cea mai bună parte la examinarea bugetului.

Aceste două puncte de plecare au format obiectul criticilor aduse monografiilor lui Le Play.

S'a obiectat, în prim rând, că alegerea tipului în familia cea mai prosperă este o greşală întrucât ea formează excepţia; iar monografia, pentru a fi reală, trebuie să aibă în vedere unitatea cea mai reprezentativă, adică aceea cu caractere comune şi generale.

In al doilea rând, s'a afirmat că bugetul nu este în stare să exprime decât fenomenele ce pot fi puse în funcţie de monedă, şi aceasta într'o măsură foarte fragmentară, neglijând cu desăvârşire raporturile extra-familiare, neglijând apoi raporturile cauzale dintre fenomene, precum şi gradul de importanţă ce fiecare din ele îl are în viaţa familiei.

Infine, s'a adus şi obiecţia de principiu că studiul familiei nu este suficient pentru a explicà viaţa socială, care nu poate fi redusă în ultima analiză numai la raporturile de familie.

Pentru aceste motive, metoda monografică a lui Le Play trebuià completată şi corijată. Acel care a încercat acest lucru este Henry de Tourville, utilizând metoda, aşà zisă a nomenclaturei sociale. In ce constă ea?

Ca şi Le Play, Henry de Tourville găseşte necesar de a rămâne la cercetarea directă a faptelor, dar nu limitează cadrul cercetărilor la un singur grup: familia, şi nu înţelege a face investigaţiile în funcţie de buget. Pentru a precizà normele după care se vor conduce anchetatorii, el fixează un număr de fapte de observat, clasificate metodic după ordinea în care se condiţionează şi se înlănţuiesc, cuprinse într'un tablou, de unde şi numele metodei: nomenclatura socială.

Intre categoriile ce sunt de analizat conform nomenclaturei stabilită de Henry de Tourville, găsim: mediul, munca, proprietatea, bunurile mobiliare, salariul,

economiile, familia uvrieră, modul de existenţă, cultura intelectuală, religia şi aşà mai departe, până ce ajunge la noţiunile sociale cele mai cuprinzătoare ca Stat, rasă, influenţele exterioare asupra rasei şi rolul rasei.

De sigur că servind nomenclatura lui Tourville, nu ne vom mulţumi de a face o simplă descriere a categorilior ce fixează, ci vom completà cercetarea cu compararea datelor culese şi apoi cu o clasificare a lor pentru a ajunge în cele din urmă la înlănţuirea lor cauzală.

Sistemul monografic al lui Tourville a servit de bază la numeroase aplicaţiuni, mai ales în Franţa, dând naştere la întocmirea de nomenclaturi diferite după scopurile umărite.

* * *

După aceste lămuriri introductive, trecem la partea a doua a lucrării, care are de obiect de a expune tehnica unei monografii industriale.

Am puteà împărţi în patru faze operaţiile impuse de înjghebarea unei mon grafii.

1. Faza lucrărilor preparatorii;
2. Faza anchetării propriu zise;
3. Faza coordonării şi sistematizării materialului adunat;
4. Expunerea.

I. In prima fază se impune să precizăm cât se poate de lămurit obiectul anchetei şi scopul ce-l urmărim. Astfel, dacă este vorba de ancheta unui atelier sau a unui grup de ateliere este necesar să precizăm de ce anume grup de asemenea unităţi este vorba (de marele atelier, de atelierul mic, de atelierul din cutare sau cutare ramură industrială, dacă este vorba de ancheta salariaţilor din comerţ trebuie să precizăm pe cine înţelegem a cuprinde în această categorie), după cum este necesar de a precizà şi extinderea în suprafaţă a anchetei, adică dacă ea se referă la o comună, judeţ sau provincie.

Se recomandă ca în monografiile de început obiectul să fie cât mai mult restrâns la grupări sociale mai mici şi bine determinate în spaţiu, de ex.: familia, fabrica, comuna etc., pentru ca apoi, treptat, să se treacă la altele mai complexe şi mai extinse în suprafaţă. Tot în faza lucrărilor preparatorii trebuie socotită şi pregătirea bibliografică a chestiunei, înţelegând prin aceasta cunoaşterea mai apropiată a obiectului sub raportul tehnic, istoric şi social.

Prin cunoaşterea tehnică vom urmărì să ne punem la curent cu chestiunile de ordin tehnic intrând în cadrul de activitate al grupului supus cercetării. Astfel bunăoară, vom trebuì să cunoaştem detaliile tehnice ale muncii agricole, sau ale muncii industriale pentru a puteà interogà pe cei interesaţi cu toată precizia şi cu toată autoritatea.

Cunoştinţele istorice, dobândite din cercetarea lucrărilor tratând despre obiectul anchetei, din cercetarea arhivelor publice sau particulare, şi din orice alte documente ne vor uşurà mult înţelegerea prezentului şi ne vor da în acelaş timp putinţa de a ne familiarizà mai uşor cu mediul ce avem de cercetat.

Infine, dacă există asupra chestiunei de cercetat şi alte lucrări de ordin economic sau social, consultarea lor prealabilă va ajutà mult la înţelegerea fenomenelor constatate în cursul anchetei, sugerându-ne poate şi unele teorii sau idei conducătoare, care vor aveà să fie verificate prin analiza ulterioară a faptelor.

II. După ce anchetatorul s'a documentat în felul expus mai sus, el poate păşi la facerea anchetei propriu zise, având şi ea două momente bine distincte: *a)* ancheta indirectă, *b)* ancheta directă.

Ancheta indirectă cuprinde operaţiile de recunoaştere şi de investigaţii. Anchetatorul, înzestrat cu scrisori de recomandare, se deplasează în regiunea de anchetat şi, adresându-se persoanelor capabile de a-i furnizà toate datele ce-l interesează, persoane însă care nu sunt cuprinse direct în câmpul anchetei, încearcă de a-şi formà o idee generală asupra grupului, confruntând elementele culese cu cele dobândite din prima fază. Cu această ocazie, anchetatorul va aveà să-şi formuleze şi fixeze tipurile sociale ce va aveà de cercetat pe calea anchetei directe. Ce sunt aceste tipuri sociale? Sunt specimene reprezentative ale unei categorii oarecare. De exemplu, vom aveà de cercetat familiile de muncitori; dat fiind numărul mare al acestor familii, desigur că anchetatorul se va vedeà obligat de a precizà care va fi tipul social sau tipurile sociale, putând fi considerate ca reprezentând o categorie de familie. Cu această ocazie anchetatorul va aveà să determine câte tipuri sociale, cu caractere distincte şi specifice, pot fi luate în consideraţie şi apoi va aveà să păşească la alegerea elementelor reprezentative din fiecare tip-social. Se recomandă şi alegerea unor tipuri extreme, care să poată fi comparate cu cele dintâiu, considerate ca normale.

Inzestrat cu toate elementele de mai sus, anchetatorul va puteà procedà la aşà numita anchetă directă, interogând adică pe cei direct cuprinşi în câmpul cercetărilor. In cazul unei anchete industriale, de exemplu, se va adresà patronilor şi salariaţilor din ramura respectivă.

In anchetarea directă se cere multă pătrundere şi tact. O intrare directă în materie poate fi admisă acolo unde scopul anchetei este lesne înţeles; de cele mai multe ori însă scopul trebuie să rămâie necunoscut şi anchetatorul să caute pe alte căi să obţină datele de care are nevoie, totdeauna preocupat de a câştigà încrederea celui anchetat. Gradul de desvoltare intelectuală a celui cercetat nu trebuie nici odată pierdut din vedere; discuţia astfel condusă încât să nu obosească să nu deştepte susceptibilităţi; venirea în repetate rânduri practicată, acolo unde încrederea nu e deplină. Complectarea şi controlul datelor culese prin persoanele din împrejurimi, sau pe alte căi este deasemenea necesară. Se recomandă de obiceiu ca introducerea în casa celui anchetat să se facă prin intermediul unor persoane cunoscute, fapt care uşurează mult apropierea sufletească.

Cu ocazia acestor anchete directe, vom fi în măsură de a ne fixà şi mai precis asupra tipurilor sociale ca şi asupra elementelor reprezentative ale unor asemenea tipuri.

Se vor luà note în timpul interogărilor? Un răspuns precis nu se poate da, căci lucrul depinde, în bună parte, de mentalitatea celui anchetat; este de recomandat

însă ca ele să fie pe cât posibil evitate acolo unde pot slăbi încrederea de care are nevoie anchetatorul. Ordinea întrebărilor va fi aceea fixată prin nomenclatură, prezentă în orice moment în spiritul anchetatorului.

III. Terminată şi această operaţie, se poate trece la sistematizarea şi coordonarea materialului cules. Operaţia se va face de obiceiu prin fişe în care se notează faptele observate, pentru ca apoi acestea să fie grupate pe chestiuni, confruntate şi comparate între ele şi verificate din nou, acolo unde nu concordă. După aceasta se va procedà la clasificarea faptelor, la stabilirea de zone omogene sau de tipuri, cu indicaţia caracteristicilor pentru fiecare din ele şi, în cele din urmă, se va urmări stabilirea raporturilor de dependenţă şi de influenţare reciprocă a faptelor, fixând ideile diriguitoare, în jurul cărora gravitează toate celelalte.

IV. Ancheta monografică este acum terminată şi nu rămâne decât să procedăm la expunerea rezultatelor, care trebuie să fie cât mai vie şi mai interesantă.

* * *

Fixând în cele precedente fazele anchetei monografice, putem trece la partea a treia a expunerii noastre, şi anume: cum putem organiză practic facerea de anchete?

Dela început simţim nevoia delimitării obiectului, căci fiind vorba de concepерea unui plan de execuţie practică, este necesar de preciză câmpul de investigaţie, de care depinde şi nomenclatura ce trebuie întocmită şi pusă la îndemâna anchetatorilor.

Utilizând sugestiile dintr'o şedinţă a secţiei de politică socială a I. S. R. am fixat ca scop al monografiei: anchetarea uzinelor, dat fiindcă avem de a face aci cu o unitate socială bine închegată, cu o viaţă aparte şi caracteristică. Plecând de aci, am întocmit un plan de monografiere a unui atelier, mai propriu a unei uzine, care se poate, cred, adaptă şi atelierelor mai modeste, dar convine de preferinţă atelierelor mari, uzinelor. M'am servit, în linii generale, în intocmirea acestui plan de planul de monografiere a unui atelier, întocmit de Cheysson, pe care l-am adaptat însă situaţiei specifice ţării noastre, modificându-l, dar mai ales completându-l în partea privitoare la regimul muncii în aşă măsură, încât aproape că nu mai este de recunoscut.

Am împărţit planul monografic în cinci mari capitole şi anume: 1. generalităţi asupra regiunei şi industriei; 2. organizarea economico-financiară; 3. organizarea

(1) Planul monografic întocmit de referent, supus discuţiilor secţiei de politică-socială, a căpătat completări importante la capitolul recrutărei personalului, la acel al regimului de muncă propriu zis cum şi la acel al instituţiilor în favoarea salariaţilor. Nu am introdus dela început în nomenclatura monografică a uzinei, completările propuse de secţie, considerând că planul complică şi îngreuiază peste măsură rolul anchetatorilor. Dată fiind însă dorinţa exprimată de majoritatea secţiei de a alcătui un plan cât mai complet, care la nevoie ar puteà fi redus pentru adaptare şi simplificare la anume situaţii, am modificat schema monografică cu toate completările cerute de secţie. Anexa No. 1 reprezintă aşadar monografia înfăţişată secţiei cu aproape toate modificările sugerate de dânsa. Au participat în deosebi la completarea planului monografic d-nii D. Constantinescu, Stavri Cunescu, Ing. Ficşinescu, d-şoara Cristina Galitzi, dr. Ghelerter, D. Gusti, Ilie Moscovici.

tehnică; 4. organizarea, reglementarea şi ocrotirea muncii şi 5. instituţii creiate în favoarea salariaţilor.

Nu vom intrà în cercetarea detailată a acestor capitole, totuş câteva lămuriri se impun. Primele trei capitole au de scop de a introduce pe cercetător în subiect, familiarizându-l cu condiţiile generale de ordin cosmic, economic, financiar şi tehnic în care trăieşte industria, pusă în cauză. Capitolele însă care se ocupă în deosebi de problema socială sunt ultimele două, fapt care şi explică extinderea aproape disproporţionată ce o au faţă de cele dintâiu. S'a dat o importanţă deosebită regimului muncii în genere, prevăzându-se toate detaliile de organizare, de reglementare şi de ocrotire muncitorească, pentru ca din cunoaşterea precisă a acestora să se poată trage concluzii cât mai exacte. Este necontestat că complexitatea monografiei din ultimele două capitole îngreuiază mult cercetarea pe teren; totuş, dat fiind că preocupările de ordin social sunt puţin răspândite în ţara noastră, am socotit util de a prezentà o schemă monografică cât mai completă, care să poată orientà în toate amănuntele pe anchetatori, rămânând ca la nevoie ea să fie restrânsă şi rezumată după împrejurări.

In capitolul IV, după cum se poate lesne urmări în anexa No. 1, ne-am preocupat în primul rând de recrutarea personalului salariat, chestiune care prezintă un interes deosebit şi specific pentru ţara noastră. In adevăr, după răsboiul de întregire, intrând în posesiunea unei industrii importante, problema recrutării lucrătorilor calificaţi apare cu toată intensitatea. Imposibilitatea de a satisface trebuinţele industriei noastre prin recrutarea lucrătorilor calificaţi din interior, unită cu dorinţa de a asigurà caracterul naţional al industriei şi în această direcţie, determină statul la luarea unor măsuri speciale pentru pregătirea viitorilor salariaţi. Dar pe lângă această latură vremelnică a problemei, rămâne a examinà, în genere, dificultăţile ce se semnalează în recrutarea personalului, ataşamentul acestuia de întreprinderi precum şi măsurile de prevenire a relelor constatate, sau de promovare a stărilor de progres.

In strânsă legătură cu recrutarea personalului este şi problema organizării ştiinţifice a muncii şi a orientării profesionale, de care se ocupă alin. *b* de sub acelaş capitol. Este în deobşte cunoscut că în ţara noastră ne găsim cu totul la început în acest domeniu, totuş e bine să consemnăm rezultatele ori cât de modeste, acolo unde ele există.

Trecând la regimul de muncă propriu zis, am socotit util să analizăm caracterul său (convenţional, verbal, scris), rolul asociaţiilor profesionale în stabilirea lui şi, în fine, condiţiile în care se prestează (durata muncii, repaus, sărbători, concedii, remunerarea, higiena industrială, regimul pedepselor şi concedierile) cu toate detaliile ce comportă fiecare din chestiuni.

In capitolul V am atras atenţia anchetatorului asupra instituţiilor creiate în folosul salariaţilor, împărţind aceste instituţii în: *a)* de cultură, *b)* de asigurare şi asistenţă, *c)* de recreare şi reconfortare, *d)* de economie şi credit, *e)* de aprovizionare.

Acest capitol, alături de ultimele două tratând despre fenomenele extraordinare

în vieaţa întreprinderii (greve, lockouturi, lipsă de lucru etc.) şi despre natura şi caracterizarea raporturilor dintre întreprinzători şi salariaţi (Cap. VI şi VII) completează tabloul muncii din uzină sub toate aspectele sale.

Considerând că pentru o cât mai completă cunoaştere a vieţii muncitorului este necesar să extindem ancheta noastră din cuprinsul uzinei, la viaţa sa din afară, la viaţa de familie şi cea socială în genere, am întocmit schemele monografice din anexele No. 2 şi 3. Prima reprezintă monografia unei familii de lucrători şi urmăreşte să fixeze cadrele în care naşte şi se mişcă familia uvrieră cum şi manifestările acesteia.

Problema cadrului este privită din punct de vedere cosmic, biologic şi psihologic, iar aceea a manifestărilor, sub raportul economic, cultural, juridico-administrativ şi politic. Alături de monografia familiei uvriere (anexa No. 2), prelucrată şi adaptată după planul unei monografii rurale, întocmită de seminarul de sociologie al Făcultăţii de Litere şi Filozofie din Bucureşti, de sub conducerea d-lui profesor D. Gusti; am socotit însă util să completez cercetarea monografică şi prin analiza bugetului unei familii de lucrător. Căci dacă bugetul, considerat izolat şi singur, nu este capabil să evidenţieze în mod complet viaţa de familie, el este totuş un instrument insemnat de apreciere a progreselor realizate, dacă vine să adauge precizările sale la acelea culese pe calea monografiei de familie şi a monografiei de atelier.

Intrebuinţarea simultană a celor 3 scheme monografice (de uzină, de familie şi de venituri şi cheltuieli) pe lângă că pune la îndemână anchetatorului un material complet din viaţa muncitorului, privită sub toate aspectele ei variate, îi mai pune la îndemână şi un mijloc serios de control asupra exactităţii datelor culese.

Cele trei anchete monografice, aşà dar, departe de a se exclude, se condiţionează şi se completează.

* * *

Am ajuns la stabilirea planului de anchetă privind uzina, familia muncitorului şi bugetul acestuia, a nomenclaturei.

Cum acest plan se poate aplicà la uzine de ramuri industriale diferite, se pune întrebarea din ce regiune şi din ce grup de industrii vom alege uzina sau uzinele de monografiat? Exprimasem într'o şedinţă a secţiei ideea ca prima lucrare să o începem în valea-Jiului, unde avem o unitate socială compactă şi distinctă sub toate raporturile.

Dat fiind însă faptul că o anchetă monografică în acea regiune ar cere deplasarea anchetatorilor pentru un timp îndelungat, dat fiind lipsa de fonduri a institutului, înclin pentru ideea de a începe monografia în Capitală. Se va păstra astfel mai uşor contactul cu secţia pentru ulterioare relaţiuni sau îndrumări, anchetatorii vor fi mai lesne găsiţi şi deplasarea lor mai puţin costisitoare. In afară de acestea, prin bunavoinţa Uniunei generale a Industriaşilor ca şi a Uniunei metalurgiştilor, ce-şi au sediul acì, vom puteà obţine mai uşor şi bunăvoinţa patronilor

de întreprinderi spre a permite pătrunderea anchetatorilor în uzină, spre a înlesnì culegerea informaţiilor.

Din ce grup de industrii vom alege uzinele?

S'a sugerat într'o şedinţă a secţiei ideea de a alege grupul metalurgist şi cred că o putem adoptà pentru motivul că metalurgia bucureşteană prezintă după răsboiu fenomene foarte importante sub raportul economic şi social.

Aşadar, propun a ne ocupà de industria metalurgică din Capitală.

S'a mai propus şi anchetarea unei industrii în care micul patronat este regula generală. De sigur că e necesar a aveà şi o asemenea monografie; ţinând însă seamă de diversitatea atelierelor, aş fi de părere, ca pentru moment să nu o încercăm, dat fiind mijloacele băneşti şi timpul de care fiecare din noi dispune.

Se pune acum o altă întrebare: ce categorie de ateliere vom anchetà? Căci şi în metalurgie există uzine — ateliere mari — şi ateliere mici. Vom limità ancheta numai la marile întreprinderi? In legătură cu aceasta se pune o altă chestiune: după ce criteriu vom demarcà marea uzină, de atelierul mijlociu şi de micul atelier? De sigur că ne vom conduce după numărul lucrătorilor întrebuinţaţi şi după forţa motrice.

După ce vom ajunge să fixăm cu concursul specialiştilor normele de demarcare, va trebuì să fixăm întreprinderile intrând în cadrul fiecărui grup, spre a fixà apoi întreprinderile mai reprezentative, care urmează să fie anchetate. Sunt de părere ca ancheta să se întindă şi asupra micului patron metalurgist spre a obţine astfel o oglindă cât mai concretă a realităţii. Ţin să precizez că luăm ca unitate socială atelierul şi nu pe lucrătorul metalurgist; rezultatul acestui punct de vedere este că vom exclude din anchetă pe lucrătorii metalurgişti cari lucrează la întreprinderi din alte ramuri industriale.

Ajungând acì, socotim că am fixat în deajuns obiectul monografiei.

Prin informaţii culese la Ministerul de Industrie, la Ministerul Muncii — corporaţia metalurgică, la asociaţiile patronale şi muncitoreşti metalurgiste — vom reuşì să stabilim, cu oarecare precizie, întreprinderile metalurgice existente, pentru a fixà apoi care din ele urmează a fi anchetate, ca reprezentând vreuna din categoriile de care am vorbit mai sus.

Se va procedà în urmă la împărţirea sectoarelor de anchetă, urmărind cu această ocazie ca fiecare sector să cuprindă cel puţin câte o întreprindere din categoriile amintite.

Determinate şi sectoarele, se va păşì la găsirea anchetatorilor, corespunzător sectoarelor stabilite. Cum însă în fiecare sector se vor cercetà chestiuni de ordin tehnic, chestiuni de ordin economico-social şi chestiuni de igienă industrială şi casnică, cred că ar fi bine ca pentru fiecare sector să fie desemnaţi trei anchetatori, fiecare din ei având pregătirea de specialitate în direcţia respectivă. In afară de faptul că ochiul observatorului va fi triplat, se va realizà prin diviziunea muncii unită cu specializarea, o aprofundare cât mai serioasă a chestiunilor cuprinse în câmpul anchetei. Pentru unitatea în metodă şi în scopuri este necesar ca toţi anchetatorii să fie puşi sub o singură conducere.

In curent cu obiectul anchetei, cu circumscripţiile căzând în sarcina fiecăruia, cu metodele de procedare şi cu materialul tehnic şi bibliografic existent, anchetatorii vor aveà sarcina de a cercetà mai departe în ultima direcţie pentru a se documentà cu toate datele ce ar mai existà asupra problemei, comunicându-şi reciproc informaţiile culese.

Numai astfel utilaţi, vor procedà la ancheta propriu zisă.

Intâiu vor face ancheta, denumită de noi indirectă, adică se vor adresà persoanelor sau asociaţiilor în măsură de a da relaţii, fără ca aceste persoane să fie cuprinse direct în câmpul anchetei. Ar intrà aici: organele oficiale: Ministerul de Industrie şi Comerţ, Ministerul Muncii, Corporaţiile, breslele respective, Uniunea industriaşilor, mari şi mici, direcţia C. F. R. direcţia altor întreprinderi similare din restul ţării, casele străine cu sucursale în ţară, persoane cunoscute şi mediul muncitoresc, rude ale familiilor muncitoreşti etc. etc. In această fază se va urmări pe cât posibil fixarea tipurilor de familii ce vor fi anchetate ulterior la domiciliu.

Terminată şi această operaţie, anchetatorul va pătrunde în uzină unde se va informà asupra tuturor punctelor cuprinse în planul anexat, luând contact direct cu patronul şi cu salariatul. Din crecetările făcute va aveà să fixeze definitiv tipurile de familii, cum şi persoanele reprezentând aceste tipuri. N'aş puteà precizà mai mult în această direcţie, dar cred că ar fi să se studieze una sau mai multe familii de maestru, apoi câteva familii de lucrători calificaţi din cei mai buni, din cei mediocri, şi din cei consideraţi ca slabi chiar de camarazii lor, apoi câteva familii de lucrători necalificaţi.

Interesant ar fi poate să se studieze tipuri de familii şi din punct de vedere naţional, spre a stabilì diferenţa de traiu dintre unele şi altele (familii de români, de saşi, de unguri etc.). In acest caz vor trebuì aleşi lucrătorii având aceleaşi venituri şi pe cât posibil aceleaşi sarcini.

Inarmaţi cu aceste date anchetatorii vor părăsì uzina spre a păşì în locuinţa lucrătorilor. Acì cu deosebire se va arătà tot talentul anchetatorului, care în primul rând va trebuì să se bucure de încrederea anchetatului. Nu socotesc necesar să reviu asupra celorlalte recomandări, menţionate.

In tot timpul anchetei, anchetatorii vor aveà să se întrunească cât mai des spre a păstrà unitatea de metodă şi a face chiar confruntarea şi verificarea datelor culese.

Am ajuns astfel la faza a treia a anchetei, la coordonarea şi sistematizarea materialului. Se vor confruntà datele, se vor face noui verificări acolo unde există contradicţiuni, se vor stabilì raporturi de dependenţă sau de cauzalitate dintre fenomene şi se va pregătì astfel materialul adunat pentru expunere, care va fi făcută în legătură cu anumite idei capitale ce se degajează din cercetarea faptelor.

ANEXA No. 1

MONOGRAFIA UNUI ATELIER SAU A UNEI FABRICI

I. GENERALITĂŢI

a) Asupra regiunei
Imprejurimile, solul, subsolul, aerul şi apele.
Populaţia. Date monografice şi etnografice.
Repartiţia profesională a locuitorilor.
Reţeaua căilor de comunicaţie. Hărţi.

b) Asupra industriei
Importanţa acestei industrii. Impărţirea sa geografică. Istoric, aclimatizarea în ţinut şi fazele ei principale.
Procedeele şi transformările ei.
Tendinţele şi viitorul ei. Crizele, cauzele, intensitatea şi durata lor.
Legea de încurajarea industriei, foloasele sau defectele ei în raport cu industria în cauză.
Legislaţia vamală şi fiscală, consecinţele ei.
Propunerile acestei industrii. Semne de decădere sau de prosperitate.

II. ORGANIZAREA ECONOMICO-FINANCIARĂ

Intemeierea atelierului sau fabricei; forma lui legală. Constituirea şi importanţa capitalului. Creditul; avantajiile obţinute prin creditul industrial; rolul instituţiilor particulare de credit.

Aprovizionarea cu materii prime; căile urmate; mijloacele de transport adoptate; preţurile la locurile de cumpărare şi la uzină.

Debuşeuri; raza lor de acţiune; mijloacele de transport; modificarea debuşeurilor în legătură cu transporturile; lupta cu producătorii similari din ţară şi străinătate; mijloacele întrebuinţate pentru a păstrà vechile debuşeuri şi a cucerì altele noui. Preţul de vânzare cu fluctuaţiile şi crizele corespunzătoare. Activarea producţii sau împiedicarea supraproducţii.

Influenţa răsboiului asupra producţii.

Rolul asociaţiilor în organizarea financiară şi comercială; dacă nu există, cauzele ce au împiedicat formarea lor.

III. ORGANIZAREA TEHNICĂ

Forţa motrică, instalaţii, măsuri pentru adaptarea lor la tehnica modernă, economie de materie prime, combustibil şi personal realizat, diviziunea în secţii raportul dintre ele şi cu organele de conducere.

IV. ORGANIZAREA, REGLEMENTAREA ŞI OCROTIREA MUNCII

A. RECRUTAREA PERSONALULUI

1. *Compunerea personalului*

a) De direcţie şi conducere. Numărul persoanelor intrând în această categorie cu menţiunea rolului în conducere, a locului de origină, a naţionalităţii, cetăţeniei, vârstei şi titlurilor.

b) De supraveghere şi control. Compunerea după categorii profesionale (ingineri, administratori, şefi de servicii, inspectori, şefi de secţii, maeştrii-şefi, contra maeştrii). Repartiţia după naţionalitate, cetăţenie, vârstă;

c) De administraţie. Compunerea, repartiţia după atribuţii, naţionalitate, cetăţenie, vârstă, locul de origină, sex.

d) De execuţie. Numărul lucrătorilor, calificaţi, necalificaţi; repartiţia în fiecare categorie după stare civilă, profesie sex, apoi, după naţionalitate cetăţenie şi vârstă (sub 12 ani; 12—18 ani, 18—45 ani, 45—60 ani, 60 în sus);

e) De ucenicie. Numărul ucenicilor şi al ucenicelor şi repartiţia după naţionalitate, cetăţenie, vârstă, gradul de cultură, locul de origină (sate, oraşe) (sub 12 ani; 12—18 ani, peste 18 ani).

2. *Pregătirea profesională*

a) *Personalul de supraveghere şi control.* Precizări cu privire la şcoala de specialitate absolvită în genere de ingineri administratori, şefi de serviciu, inspectori, şefi de secţie şi contra maeştrii.

b) *Personalul de execuţie.* Câţi din *lucrătorii calificaţi* ai fabricei au absolvit şcoala primară? Câţi sunt analfabeţi? Câţi au terminat o şcoală de meserie sau, în genere, o şcoală de specialitate? Câţi au devenit lucrători prin ucenicie? Dintre aceştia câţi au urmat cursuri de perfecţionare? Câţi le urmează astăzi?

Câţi din *lucrătorii necalificaţi* ai fabricei au absolvit cursul primar? Câţi sunt analfabeţi? Câţi urmează şcolile de adulţi?

c) *Ucenicia.* Condiţii de angajare: examen medical, concurs, salar, hrană, adăpost, cămine şi îmbrăcăminte.

Modul de angajare: contract verbal sau scris.

Durata angajării, perioada de încercare, variaţia duratei după specialităţi.

Afluenţă sau lipsă de ucenici — cauzele — remediile.

Pregătirea profesională tehnică se face în ateliere speciale sau la un loc cu lucrătorii? Cine e însărcinat într'un caz sau altul cu instruirea ucenicilor?

Pregătirea profesională teoretică, şcoli de ucenici organizate de atelier. Procentul ucenicilor absolvenţi, cauzele.

3. *Recrutarea personalului*

De unde îşi recrutează fabrica lucrătorii *calificaţi*: din ţară sau din străinătate? Cam în ce proporţie în fiecare caz?

Care sunt specialităţile (meseriile) pentru care personalul de execuţie calificat se recrutează din străinătate? Din ce cauză se face apel la străinătate pentru lucrătorii din aceste specialităţi? Din ce anume ţară se recrutează personalul de execuţie străin?

Din ce anume regiuni se recrutează personalul de execuţie român? Care e procentul acestui personal provenit dela ţară, faţă de cel provenit dela oraşe?

De unde îşi recrutează fabrica *lucrătorii necalificaţi*: din ţară sau din străinătate? Cam în ce proporţie?

Din ce cauză se face apel la străinătate pentru lucrătorii necalificaţi? Din ce anume ţări se recrutează personalul necalificat străin?

Cel român din ce anume regiune se recrutează? Care e procentul lucrătorilor necalificaţi proveniţi dela sate faţă de cel provenit dela oraşe?

Ce remedii se propun pentru a asigură recrutarea salariaţilor din elemente indigene?

(Aceleaşi întrebări cu adaptările necesare cu privire la personalul de supraveghere şi control şi la personalul de administraţie şi de conducere).

4. *Mijloacele de recrutare a personalului de execuţie*

Personalul de execuţie este recrutat prin oferte directe sau şi prin alte mijloace?

In caz când personalul se recrutează prin oferte directe, după ce norme este el selecţionat? Personalul nou angajat este obligat la un timp de probă?

Are fabrica personal de supraveghere afectat în special la recrutarea personalului de execuţie? Din cine se compune şi care e rolul acestui personal?

(Special pentru metalurgie) Cum se recrutează personalul de execuţie provenind din străinătate?

Pentru recrutarea personalului său de execuţie fabrica se serveşte de birouri de plasare? De care anume? Aceste birouri sunt organizate (publice sau particulare patronale, muncitoreşti) astfel încât îi uşurează selecţionarea personalului? Preferă fabrica modul de recrutare a personalului prin birourile de plasare celui prin oferte directe? De ce anume?

(Aceleaşi precizări cu privire la mijloacele de recrutare ale ucenicilor).

5. *Fluctuaţiile de personal*

Fabrica duce lipsă de personal de execuţie? Din care anume categorie? Această lipsă e permanentă sau se observă numai în anumite epoci? Aceste epoci sunt accidentale sau regulate? Corespund ele cu perioadele de prosperitate ale industriei sau sunt independente de acestea? Care sunt cauzele lipsei de personal?

Care din personalul fabricei este mai stabil: cel calificat sau necalificat? Din totalul lucrătorilor din fiecare categorie câţi au un an de vechime, câţi au doi ani etc.? Care sunt cauzele instabilităţii personalului? Ce mijloace întrebuinţează fabrica pentru stabilireaza personalului său? Există prime sau recompense pentru lucrătorii cari au atins o anumită vechime? Care e acea vechime şi acele prime sau recompense?

B. ORGANIZAREA ŞTIINŢIFICĂ A MUNCII ŞI ORIENTAREA PROFESIONALĂ

Ce măsuri s'au luat:
a) pentru modernizarea utilajului şi sporirea rendementului prin perfecţionarea tehnică?
b) pentru economisirea materiei prime şi a forţei omeneşti?
c) pentru specializarea cât mai pronunţată?
d) pentru suprimarea pierderilor de timp cu transportul materiilor prime sau uneltelor?
e) pentru a face ca orele de muncă să fie efectiv prestate?
f) pentru a da fiecăruia întrebuinţarea cea mai conformă cu aptitudinele şi specializarea sa?
g) pentru a selecţionà pe ucenici după aptitudini şi tot odată după cerinţele specialităţii?
h) pentru a stimulà zelul de muncă al lucrătorului?

C. REGIMUL DE MUNCĂ

1. *Caracterul său*: legal sau convenţional, convenţii colective sau individuale, verbale sau scrise. Preferinţele pentru un regim sau altul din punct de vedere patronal sau salariat.
2. *Rolul asociaţiilor profesionale*: patronale sau salariate în stabilirea regimului de muncă.

3. *Condiţiile în care se prestează munca*

a) *Durata muncii*:
1. Durata obişnuită a angajărilor, timp limitat, nelimitat, cu bucata etc.;
2. Durata muncii zilnică sau săptămânală. Se aplică regimul legal sau convenţional? Orele suplimentare. Săptămâna engleză.
3. Câte ore lucrează zilnic şi săptămânal un lucrător în întreprindere?
4. Toţi lucrătorii lucrează împreună şi sunt supuşi la aceleaşi condiţii în privinţa duratei muncii, sau se face deosebire după etate, sex, ori după natura lucrului îndeplinit? Care sunt anume acele deosebiri?
5. Dacă lucrul se execută cu mai multe echipe, câte echipe există şi câte ore lucrează fiecare?

6. Durata zilnică a muncii este uniformă în tot timpul sau variază dela o zi la alta? In cazul din urmă surplusul de lucru din unele zile este recuperat prin o scădere corespunzătoare a duratei muncii în alte zile sau prin zile de repaus extraordinar?

7. Lucrul comportă şi ore suplimentare? Aceste ore sunt obligatorii sau facultative pentru lucrători? Care este numărul maxim de ore suplimentare îndeplinit zilnic sau săptămânal de un lucrător în întreprinderea d-voastră?

8. La ce oră începe lucrul dimineaţa, când se termină seara şi care sunt orele considerate ca efectiv întrebuinţate la lucru?

9. Munca se prestează în continuu sau cu întreruperi? Cât durează împreună întreruperile şi dacă ele contează în orele de lucrul normal?

10. Aveţi lucru de noapte? De cine este executat (lucrători, bărbaţi, femei şi copii sub 16 ani şi peste 16 ani)? Când începe şi când se termină? Care sunt întreruperile normale ale acestui lucru?

11. Sâmbătă ori în ajunul sărbătorilor se încetează lucrul mai de vreme? Cu câte ceasuri se micşorează în acest caz timpul normal de lucru? Această prescurtare priveşte pe toţi lucrătorii sau numai pe unii şi anume cari?

12. Durata zilnică a muncii este aceeaş în tot timpul anului sau variază după anotimpuri? In cazul din urmă care este numărul orelor zilnice de muncă în perioada cea mai activă şi care în perioada cea mai restrânsă de lucru? Cât durează aceste perioade?

13. Efectul reducerii orelor de muncă asupra rendementului. Rendementul înainte de răsboiu.

b) *Repaus, sărbători, concedii*:

1. Câte întreruperi ale lucrului au loc zilnic, în mod obişnuit, în întreprinderea d-voastră? Cât durează fiecare?

2. Se fac în această privinţă deosebiri între lucrători după sex, vârstă sau natura ocupaţiilor?

3. In afară de repausul obişnuit, mai sunt alte întreruperi excepţionale ale lucrului, după felul întreprinderii?

4. In caz când există lucru continuu sau lucru de noapte în întreprinderea d-voastră, cum este reglementat timpul de repaus?

5. In timpul repausului lucrătorii pot părăsi sălile de lucru?

6. Femeile care au copii sugari pot întrerupe lucrul pentru alăptarea copiilor? pe ce durată? şi unde îşi alăptează copiii?

7. De câte zile de repaus dispun lucrătorii în cursul unei săptămâni? Repausul săptămânal se acordă pentru toţi deodată sau prin rotaţie? De câte ori pe lună repausul săptămânal cade Duminica pentru fiecare lucrător sau echipă de lucrători? Ce sărbători (legale sau confesionale) păstraţi în cursul anului?

8. Când începe şi când se termină repausul săptămânal?

9. Se acordă concedii lucrătorilor pentru odihnă, caz de boală sau alte împrejurări excepţionale? După ce norme şi până la câte zile anual pentru un lucrător? Dar femeilor în timpul sarcinei şi după facere? Cât timp?

10. Zilele de concedii de odihnă se plătesc?

11. Zilele de repaus şi de concediu dau loc la un scăzământ din salarii? Care este acesta?

12. In cazul când salariaţii din întreprindere sunt de diferite rituri, ce aveţi stabilit în privinţa sărbătorilor confesionale? Primesc lucrătorii salarii şi pentru aceste zile?

c) *Remunerarea*:

1. Ce salariu normal minim şi maxim primeşte?

Un lucrător:	calificat:	bărbat
		femeie
	necalificat:	bărbat
		femeie
Un ucenic:		băiat
		fată

2. Care sunt salariile mijlocii primite în ultima lună de lucrători și ucenici, după ramuri de activitate?

3. Cum se plătesc orele suplimentare din zilele de lucru și cum cele efectuate sărbătoarea?

4. La cât revine în mediu câștigul săptămânal pentru orele suplimentare?

5. Există lucrători plătiți cu bucata? Cât câștigă în mediu un lucrător în cursul unei săptămâni sau luni?

6. Există lucrători cari lucrează totodată cu timpul și bucata? Cum se calculează salariile în acest caz? La cât revine în mediu cuantumul câștigului pe săptămână sau lună?

7. Există lucrători cu acordul? Ce sumă îi revine în mediu unui lucrător în cursul unei săptămâni sau luni?

8. Există lucru pe echipe? Cât se plătește global și cum se repatizează între membrii echipei?

9. Plata salariilor se face zilnic, săptămânal, la două săptămâni sau cum altfel? Se face în orele de lucru sau după încetarea lucrului?

10. Se acordă avansuri din salarii? In ce condiții se dau și se rețin?

11. Lucrătorii iau parte la beneficiile întreprinderii? In ce condiții? Care este suma atribuită lucrătorilor cu ocazia ultimului bilanț?

12. Se acordă gratificații lucrătorilor? Când și în ce condiții?

13. Ce avantajii în natură (alimente, locuință, iluminat, încălzit etc.) primesc lucrătorii? Cum sunt prețuite aceste avantaje materiale și cum se reține costul lor din salarii, în caz când se fac asemenea rețineri?

14. Lucrătorilor cărora nu li se acordă astfel de avantaje, li se dă o compensație în bani, cum ar fi indemnizația de locuință?

15. Se acordă prime lucrătorilor? In ce condiții și la ce sumă s'au ridicat ele în luna precedentă?

16. In cazul când se acordă lucrătorilor avansuri pentru procurare de unelte, în ce condiții se dau aceste avansuri și cum se rețin din salarii?

17. Ce rețineri din salarii se fac pentru orele lipsite dela lucru, pentru neîndemânare, stricare de material, sau alte vini imputabile lucrătorilor?

18. Orele de repaus (de dimineață, după prânz ori altele) intră sau se scad din salarii?

19. Cine plătește cotizațiile de asigurare și impozitele datorate, conform legilor de salariați?

20. Intreruperile excepționale de lucru pe o durată scurtă, datorite concentrărilor militare, boalei sau altor evenimente din viața lucrătorilor sau patronului, lipsei de comenzi, accidentelor etc. suprimă salariul, dau loc la reduceri și în ce proporție, sau lasă să curgă salariul obișnuit?

21. Femeile primesc salariul pe timpul concediului de sarcină și după facere până la reluarea lucrului? Leafa normală? Sau cu cât la sută scăzământ? Pe cât timp? Dacă vreo boală contractată în timpul și din cauza sarcinei ar face pe femeie incapabilă de a-și reluà locul în întreprindere la expirarea concediului amintit, ce se întâmplă cu dânsa? Este înlocuită? I se mai acordă salariu — și cât — până la revenire?

22. Salariile sunt fixate prin liberă învoială sau stabilite prin convenții colective, regulamente de atelier ori alte dispoziții? In acest caz se va arătà cuantumul lor și cifrele maxime sau minime adoptate pentru luna precedentă.

23. Există un salariu minim fixat de părți? Cum și cât pe categorii?

24. In afară de salariul obișnuit (de bază) se acordă un spor de scumpete? Cât și cum variază? E în vreun raport cu indicele de scumpete? In caz afirmativ, cine fixează acest indice? Există comisii? Cum sunt compuse? Cum și când lucrează?

25. Se acordă alocații de familie? Cât și cum?

d) *Higiena industrială*:

1. Cum e așezată întreprinderea sub raportul higienei?

2. Sălile de lucu: cubajul general al fiecărei săli și cubajul pentru fiecare persoană ocupată.

3. Ferestre: numărul, înălțimea, orientația lor (lumină îndestulătoare sau insuficientă). Sunt camere care au iluminatoare? Este îndestulătoare lumina naturală în timpul zilei ori mai

e nevoie toată ziua, parte din zi sau în anumite anotimpuri de lumină artificială? Se face aerisirea numai prin aceste ferestre? prin deschiderea lor totală sau prin părţi?

4. Pardoseală: Există? Este de lemn, parchet ciment? In ce stare se găseşte? Cum se curăţă, mătură (pe uscat sau umed), spală etc.? Când? în timpul lucrului şi la ce intervale?

5. Pereţii: Sunt pereţii vopsiţi în uleiuri şi cum se curăţă sau reînoiesc?

6. Iluminat: Cu petrol, gaz aerian, electricitate? Cum e repartizată lumina?

7. Scuipători: Există? De ce fel? Pe picior, în perete, pe duşumea, cu jet de apă? Cum şi de cine se curăţă?

8. Incălzit: Sobe de cărămidă, paragini, încălzire centrală? Sunt apărătoare la sobele de fier? Se încălzeşte cu cărbuni sau lemne? Incălzirea e îndestulătoare sau exagerată, faţă cu mărimea camerei?

9. Closete: La ce depărtare (de atelier sau fabrică), înlăuntrul clădirei sau în afară, suficiente pentru personal? Sunt cabine pentru bărbaţi şi femei? Instalaţie tout-à-l'égout, jet de apă? Cum se curăţă, starea lor etc.? Sunt closete à la turque, cu scaun sau cum?

10. Apă de băut: Cum se debitează? Vine dela conducte dela cişmea sau se aduce şi cum se păstrează? Cu ce beau lucrătorii?

11. Băi: Există? Sub ce formă (duşuri calde sau reci)?

12. Lavoare: Există? Inlăuntrul atelierelor sau în cameră specială? Săpun? Şervete?

13. Vestiare: Există? In afară sau înlăuntrul atelierului? Lucrătorii au haine speciale pentru lucru?

14. Ventilaţia: Prin deschiderea ferestrelor, prin ventilatoare fixate în ferestre, prin ventilatoare mecanice?

15. Praful: De ce natură este? De minereuri toxice, pilituri şi vapori de zinc, plumb? Sunt şi gaze toxice în atelier, emanaţii din arderea cărbunelui, fum, vapori? Cum se absorb şi elimineaza toate acestea?

16. Dormitoare: Dorm lucrătorii şi personalul înlăuntrul întreprinderii, sunt dormitoare speciale, departe de clădirea fabricei, în ce condiţii (cubaj, lumină, paturi etc.)?

17. Locuinţe: Sunt? Pentru ce categorie de personal? In fabrică sau afară? La ce distanţă? Felul construcţiei, higienei şi confortului.

18. Sală de mâncare: Există? Unde mănâncă personalul care rămâne la prânz în întreprindere? Are posibilitate de a încălzi mâncarea? Cum se încălzeşte mâncarea?

19. Cantină: Există? Se debitează băuturi spirtoase? In contul salariatului? Din ordinul întreprinderii? Cui aparţine cantina?

20. Alcool şi tutun: Este îngăduită introducerea şi consumarea băuturilor alcoolice în fabrică în timpul lucrului sau repausului? Este îngăduit fumatul în cursul lucrului?

21. Camere de alăptat: Există? Există camere de adăpost şi educaţie pentru copiii lucrătorilor? pentru timpul cât aceştia sunt în lucru? Există instituţii unde lucrătorii îşi pot lăsă copiii în timpul lucrului?

22. Există post de prim ajutor, farmacie de urgenţă, targă?

23. Are fabrica infirmerie proprie? Are medic de fabrică? Este vizitată şi când de medicul oficial? Cum şi de cine se dau ajutoare medicale în caz de accident?

24. Starea lucrătorilor: Se examinează lucrătorii la angajare? Dar ucenicii? Se controlează lucrătorii pentru boalele contagioase?

Există tuberculoşi sifilitici? Sunt inspectaţi de medici, trimişi la dispensarii speciale etc.? Ce măsuri se iau pentru apărarea celor sănătoşi?

25. Cauzează natura materialelor folosite şi modul de lucru maladii profesionale şi care anume? S'au constatat ele? Se ocupă vreun medic cu cercetarea, prevenirea sau vindecarea lor? Detalii asupra lor. Turburările de auz, văz, reumatisme etc.

26. Accidentele de muncă: Care sunt şi cauzele mai frecvente, Statistica lor. Procentul accidentelor faţă de totalul lucrătorilor.

27. Ce măsuri de prevenire s'au luat: (Există mijloace de apărare în jurul roţilor, transmisiunilor, aparatelor tăioase, aşchiilor metalice etc.? De ce fel)?

e) *Regimul pedepselor*: fixarea lor prin convenţii colective, regulamente de atelier sau altfel; natura acestor pedepse; organele însărcinate cu aplicarea lor.

La ce sumă se urcă amenzile în mod obişnuit şi ce destinaţie capătă fondul realizat din perceperea lor?

f) *Concedierile*: Cauzele obişnuite (lipsă de lucru, incapacitate, vicii, insubordonate, boală, accidente, concentrări etc.), condiţiile în care se fac concedierile: cu preaviz sau fără, în primul caz durata preavizului şi variaţia sa după cauza care dă naştere concedierii, cum şi după vechimea lucrătorului în întreprindere.

Procentul celor reprimiţi în cazul când au fost concediaţi pentru concentrări sau boală.

V. INSTITUŢII CREIATE IN FAVOAREA SALARIAŢILOR

Prin concursul Statului, patronului, salariaţilor.

a) *De cultură*:

1. Şcoli: Natura lor (de ucenicie, de orientare profesională, de perfecţionare tehnică); de cine sunt subvenţionate şi conduse; numărul elevilor, repartiţia după naţionalitate şi frecvenţa; materiile predate; timpul şi durata de funcţionare; rezultatele obţinute cu ocazia absolvirei şi după absolvire, şcolile de adulţi.

2. Conferinţe, şezători: Unde sunt organizate (în fabrică sau în afară) de cine, şi cine le subvenţionează; programul lor, cine sunt conferenţiari, intervalele la care au loc, compunerea publicului auditor după vârstă şi sex, care sunt subiectele cele mai atrăgatoare?

5. Biblioteci: Unde sunt organizate (în fabrică, în afară), de cine şi cine le subvenţionează, numărul şi natura cărţilor, numărul şi repartiţia categoriilor de cetitori după naţionalitate sex şi vârstă, numărul şi natura cărţilor consultate.

4. Alte diverse centre de educaţie: (muzee, cazinouri etc.).

5. Burse pentru lucrători. Numărul lor. Condiţiile în care se acordă şi de cine pentru şcoli sau ateliere în ţară sau străinătate, naţionalitatea şi vârsta, obligaţiile acestor bursieri după terminarea studiilor etc.

6. Asociaţiile confesionale.

b) *De asigurare şi asistenţă*:

1. Asigurarea în caz de boală: organizarea caselor de asigurare, conducerea şi administrarea lor, contribuţia Statului, patronului şi lucrătorului în conducerea şi în constituirea fondului de asigurare de acest gen; ce cotizaţii se plătesc; sistemul încasărilor; natura ajutoarelor medicale primite (consultaţii, medicamente); variaţia minimă şi maximă a ajutoarelor în bani; în ce condiţii se dau şi pe ce termene sunt aceste ajutoare în proporţie cu cotizaţiile de asigurare; dificultăţile semnalate în funcţionarea caselor de asigurare.

2. Asigurarea în contra accidentelor: organizarea acestui sistem de asigurare, contribuţia celor 3 factori semnalate mai sus, variaţia minimă şi maximă a primelor plătite accidentaţilor; măsuri pentru reeducarea lor profesională; dificultăţi de semnalat.

3. Asigurarea în contra invalidităţii din boală şi pentru bătrâneţe. Organizarea caselor respective; contribuţia celor 3 factori amintiţi, variaţia minimă şi maximă a pensiilor plătite; observaţii.

4. Asigurarea în contra lipsei de lucru.

5. Asigurarea în caz de lăuzie; contribuţiile; ajutoarele medicale şi băneşti variaţia acestora, durata lor înainte şi după naştere.

6. Asociaţii de ajutor mutual: scopul, numărul lor, capitalul, ajutoarele plătite.

7. Spitale, servicii medicale şi farmaceutice.

8. Locuinţe muncitoreşti.

9. Căminele de ucenici sau de lucrători (organizarea, subvenţionarea).

c) *De recreare şi reconfortare*:

Asociaţii sportive, muzicale, turistice. Săli de joc, terenuri sportive, gimnastică etc. Cum şi unde întrebuinţează lucrătorii timpul liber atât între reprizele de lucru, cât şi după terminarea lucrului?

d) *De economie și credit*:
Cooperative de credit, bănci etc.
e) *De aprovizionare*:
Consumuri, cooperative de consum.
(Pentru fiecare din categoriile de mai sus se va specifică contribuția Statului, patronului și salariatului).
f) *De transport*:
(Pentru transportul lucrătorilor de acasă la locurile de lucru, sau când întreprinderea este pe o suprafață întinsă chiar și în interiorul ei).

VI. FENOMENE EXTRAORDINARE IN VIAȚA INTREPRINDERII

Lipsă de lucru, sezon mort, cauzele, periodicitatea, efectele.
Greve, cauzele, efectele, producerea lor în o perioadă mai îndelungată.

VII. NATURA ȘI CARACTERIZAREA IN GENERE A RAPORTURILOR DINTRE INTREPRINZĂTORI ȘI SALARIAȚI

a) Căile prin care se stabilesc asemenea raporturi (delegații de ateliere, asociații profesionale, diverse alte instituții) (numărul, sindicalizaților și al nesindicalizaților).
b) Limita până unde se opresc aceste raporturi.
c) Cauzele care impiedică sau ajută desvoltarea lor.
d) Concepția asupra capitalului și muncii din ambele izvoare.

ANEXA No. 2

FAMILIA LUCRĂTORULUI

A. ANALIZA CADRULUI IN CARE SE MANIFESTĂ

I. ANALIZA CADRULUI COSMIC:

Solul, subsolul și supra-solul.

II. ANALIZA CADRULUI BIOLOGIC:

A. Aspectul familiei și fazele de existență

a) Statura, constituție;
b) Origina, antecedente, evoluție, caractersitici, perturbări, (accidente, boală, decese, crime etc.).
c) Natalitatea, numărul celor născuți, legitimi, naturali, sănătatea ocupația.
d) Sănătatea, boale venerice, tuberculoză, alcoolismul.
e) Mortalitatea.
f) Capacitatea fiziologică a familiei.

B. Modul de existență

Ocupațiile obișnuite și cele accesorii.
Odihna, recreațiile, unde au loc, când, în ce condiții, întrebuințarea timpului liber.
Hrană, alimente principale, cantitatea, calitatea, modul de consumare, locul, timpul.
Locuință, spațiu, lumină;
Imbrăcămintea;
Higiena.

III. ANALIZA CADRULUI PSIHOLOGIC:

a) **Tradiții:**
- **Credințe:** Religioase. Superstiții
- **Obiceiuri**

b) **Moralitate:** Moravuri. Vicii.

c) **Muzică, jocuri.**

d) **Caracteristice:** Intelect; Sentiment; Voință.

B. MANIFESTĂRILE

I. MANIFESTAREA ECONOMICĂ

1. **Bunuri imobiliare:** Case. Teren.

2. **Bunuri mobiliare:** Mașini, instrumente de muncă; Animale domestice; Mobilier propriu zis; Mobilier personal (îmbrăcăminte și alte obiecte).

3. **Munca.** Remunerare.
   - *a)* In uzină. In bani. In natură; Alte ajutoare: gratificații, prime, beneficii, spor de scumpete, familie etc.
   - *b)* La domiciliu. 1. Manufacturieră: pentru piață; pentru un alt patron. 2. Comercială.

4. **Consumația, traiul familiei în genere, lipsă sau economii, instituțiile de favorizarea creditului și economiilor, cooperative de consum sau de credit.**
   Bugetul familiei.

II. MANIFESTAREA CULTURALĂ

1. **Religia.**	Cultul, frecventarea bisericii, respectarea sărbătorilor religioase, secte religioase.
2. **Moralitatea.**	Fapte morale, manifestări altruiste, fapte imorale (crime, delicte, adulter, incest), divorț.
3. **Arta.**	Arhitectura, arta plastică (sculptura, pictura), arta decorativă (împodobirea casei, îmbrăcămintea, cusături etc.), arte poetice (poezia, cânturi, basme), muzica, dansul.
4. **Invățământul și cultura în genere.**	Frecventarea școlilor primare de ucenici, de adulți, conferințe, teatre, șezători, biblioteci, frecventarea celor publice, cărți, ziare, distracții etc. Relațiile sociale.

III. MANIFESTAREA JURIDICO-ADMINISTRATIVĂ:

Cum e privită legislaţia actuală (legea sindicatelor profesionale, a persoanelor juridice, a conflictelor colective de muncă, legea asigurărilor sociale, a meseriilor); ce măsuri se preconizează pentru viitor?

IV. MANIFESTAREA POLITICĂ:

Conştiinţa politică a lucrătorului, curentele politice de care e influenţat, rol activ sau pasiv, mijloacele de propagandă.

ANEXA No. 3

BUGETUL UNEI FAMILII DE LUCRĂTOR

A. *Venituri*

1. Din salarii, îndemnizaţii de orice fel ale lucrătorului şi ale membrilor familiei, în caz când şi aceştia lucrează în fabrici (a se specifică veniturile şi orele de muncă zilnică pentru fiecare membru în parte). — Salarii, alocaţii în natură (alimente, îmbrăcăminte, combustibil, iluminat) spor de scumpete, spor familie, prime, gratificaţii, lucrătorul, cap de familie.

2. Din produse industriale sau manufacturate la domiciliu de: (a se specifică natura produselor şi persoanele ce le produc. A se specifică deasemenea dacă membrii familiei cari lucrează acasă, sunt ocupaţi totodată şi în fabrici cum şi dacă produsele sunt vândute direct consumatorilor sau unor întreprinzători). — membrii familiei.

3. Din comerţ sau transporturi.
4. Din produse animale.
5. Din produse vegetale.
6. Din proprietăţi închiriate sau terenuri arendate.
7. Din econòmii, dobânzi, cupoane etc.
8. Din alte diverse surse (ajutoare în caz de lipsă de lucru, ajutoare de boală, pensii, burse etc.).

B. *Cheltuieli*

1. *Alimentare*: Cereale; Grăsimi; Lapte, Ouă; Carne, Peşte; Legume, Fructe; Coloniale zahăr; Condimente, Stimulente, Băuturi.
2. *Locuinţă*: Chiria; Mobilier; Incălzit; Iluminat; Reparaţii.
3. *Imbrăcăminte*: Haine; Ghete; Lingerie.
4. *Trebuinţe de ordin cultural şi moral*: Cărţi, Jurnale; Educaţia copiilor; Cultul religios; Diverse societăţi de binefacere.
5. *Trebuinţe de ordin profesional*: Cumpărarea, întreţinerea uneltelor, maşinilor. Procurarea de diverse materii prime.
6. *Trebuinţe de ordin higienic*: Băi, spălat rufe, săpun, medic, medicamente.
7. *Pentru recreaţii şi serbări*: Pentru excursii, petreceri, aniversări, teatre, cinematografe, cârciumă.
8. *Cotizaţii pentru asigurarea boală-lipsă de lucru.*
9. *Sarcini către Stat, judeţ sau comună.*
10. *Alte diverse sarcini*: (dobânzi, gajuri, amanete).

INVĂŢĂMÂNTUL ŞTIINŢIFIC ŞI CULTURA GENERALĂ

DE M. SANIELEVICI

CUPRINSUL: 1. *Antiteza clasic-reală în politică.* — 2. *Origina economico-socială a idealului pedagogic.* — 3. *Aplicarea metodei istorice la găsirea valorii învăţământului ştiinţific.* — 4. *Educaţia la popoarele primitive.* — *Rolul preoţimei.* — 5. *Evoluţia socială şi evoluţia educaţiei la poporul grec.* — 6. *Ştiinţa la Egipteni.* — 7. *Grecii creatori ai raţionalismului ştiinţific.* — 8. *Ştiinţa în perioada alexandrină.* — 9. *Tehnica la Greci.* — 10. *Medicina greacă şi ştiinţa experimentală.* — 11. *Lipsa interesului pentru ştiinţă la Romani.* — 12. *Invăţământul ştiinţific în antichitate.* — 13. *Decăderea economică şi intelectuală a lumii antice şi apariţia creştinismului.* — 14. *Educaţia în veacul de mijloc până în secolul al X-lea.* — 15. *Desvoltarea ştiinţei şi a învăţământului ştiinţific în această epocă.* — 16. *Concluzii.*

I.

INVĂŢĂMÂNTUL secundar menit să dea generaţiei viitoare cultura generală, este, în timpurile noastre, teatrul unei lupte între două tendinţe culturale, una istorico-linguistică şi alta ştiinţifico-matematică.

Ciocnirea acestor două tendinţe dă naştere la valuri de ondulaţie adesea destul de puternice, agitând publicistica şi chiar politica.

Nu este multă vreme de când a fost lansată şi la noi în legătură cu învăţământul secundar lozinca «înapoi la clasicism» completată cu una nouă mânând spre filozofie.

Tot astfel, în Italia, filozoful sicilian *Gentile*, fost ministru fascist de instrucţie publică şi autorul unei reforme importante a învăţământului, declară într'un discurs program că vechiul liceu clasic este destinat a rămâne şi pe viitor «crescătoria principală a claselor superioare ale naţiunei» (1), iar reforma sa a organizat un liceu clasic cu foarte puţină matematică şi cu totul fără ştiinţe naturale.

Aceleaşi tendinţe se manifestă şi în Franţa, sub trecutul guvern *Poincaré*, de după răsboiu, cu prilejul reformei proiectate de ministrul *Bérard*. Pe de altă parte, matematicianul *Borel* (2), membru al majorităţii actuale, care a combătut proiectul alături de *Painlevé, Herriot* şi *Leygues*, caracterizează cu vehemenţă într'un articol de ziar, în cuvintele următoare, scopul inspiratorilor reformei *Bérard*: «d'écarter un certain nombre d'enfants issus des classes moyennes de certaines carrières pour les réserver à une prétendue élite, c'est-à-dire, en fait, aux enfants «de la classe la plus riche et la plus conservatrice», şi pentru a nu îndemnă pe părinţi şi elevi la nesupunere, contra eventualei legi, îi povăţueşte pe aceştia din urmă: «de faire semblant de faire du latin pendant quelques années», socotind această obligaţie mai mult ridicolă decât odioasă.

Iar guvernul francez de stânga, următor, de sub preşedinţia clasicistului *Herriot*

(1) *G. Gentile.* La riforma della scuola. 1924 Ed. Laterza Bari.
(2) *E. Borel.* Organiser. *F. Alcan.* Paris 1925.

se grăbeşte să declare prin ministrul Instrucţiei Publice *François Albert* că noua directivă politică a Franţei nu înţelege să urmeze tendinţele spre clasicism ale fostului ministru *Bérard*, pentru care învăţământul realist însemnă o educaţie utilitaristă şi lipsită de ideal (1).

Aceste câteva exemple sunt suficiente pentru a învederà actualitatea problemei. Am fi putut tot aşà de bine urmărì polemicile respective din Austria şi Germania, unde guvernele socialiste de după răsboiu au căutat să imprime politicei şcolare o directivă mai mult realistă, oprită în loc de către guvernele de dreapta, care le-au succedat în ambele ţări.

Pe de o parte, bunăoară, marele himist *Ostwald* (2) reprezentând curentul de stânga, consideră învăţământul limbei latine destinat a menţine conştiinţa de clasă la odraslele clasei stăpânitoare.

Intrucât această limbă nu mai serveşte, ca în veacurile trecute, însuşirei cunoştinţelor alcătuind cultura generală, învăţătura ei, cu toate că este inutilă, nu poate aveà de scop decât de a deprinde pe viitorii funcţionari ai stăpânirii să urmeze, fără a se gândì la cuprinsul lor, ordinele şi măsurile luate de şefi.

De altfel, însuş principiul «nici o regulă fără excepţie», aşà de obişnuit în filologie, constituie, după *Ostwald*, o pronunţată analogie anti-democratică.

Autoritatea şcolară germană însă, într'un memoriu oficial alcătuit sub ministeriatul *Boelitz*, arată că e departe de a împărtăşì această părere (3).

Ea nu numai că se teme ca prin introducerea unei prea mari libertăţi în învăţământ să nu se sacrifice învăţământul clasic, distrugându-se «convingeri sfinţite şi vechi tradiţii», dar cere chiar ca în toate profesiile să continue a existà un număr suficient de oameni cu adâncă înţelegere pentru antichitate.

Iar reforma introdusă pe baza acestui memoriu, micşorează în toate categoriile de liceie numărul orelor prevăzute pe săptămână pentru învăţământul ştiinţific, suprimând cu totul învăţământul biologiei.

Nu mai vorbim de existenţa unei literaturi post-belice, în numeroase ţări, care aduce «intelectualismului respingător» acuzarea că duce la amoralitate şi cinism, ca şi cum toate scăderile tineretului actual ar provenì din faptul că a învăţat prea multă matematică!

Această mentalitate, foarte curioasă, după rolul jucat de tehnică în timpul răsboiului şi în problema refacerii, ar fi explicată, după unii, de oboseala lumii din cauza progreselor prea rapide ale tehnicei faţă de puterea de adaptare şi absorbire a oamenilor (4).

Imi daţi voie să deschid acì o paranteză.

Această antipatie de care se bucură în deobşte învăţământul ştiinţific şi în special cel matematic, este în strânsă legătură cu metodele învăţământului. De

(1) *Bérard.* La réforme classique de l'enseignement secondaire, 1923.
(2) *W. Ostwald,* Grundsätzliches zur Erziehungs-Reform, 1919.
(3) Die Neuordnung des preussischen hoeheren Schulwesens. Berlin 1924.
(4) *F. Klein,* Mathematik vom hoeheren Standpunkte aus. Vol. II, pag. 278.

fapt însă acei cari critică o materie de învăţământ, nu se referă la şcoala de azi, pe care nu o cunosc decât cel mult din aprecierile copiilor, ci la aceea de pe vremea copilăriei lor. Aceasta înrăutăţeşte tabloul şi aşà destul de întunecat prin însuş faptul întârzierii pe care o pune orice şcoală în a se adaptà concepţiei culturale a timpului.

O altă nenorocire o constítuie faptul că absolventul de liceu, care nu se dedică unei specialităţi cu cuprins matematic, nu se mai întâlneşte nici odată cu cele învăţate la această materie, ceeace nu e cazul cu celelalte obiecte. Literatura de popularizare ştiinţifică, evită întrebuinţarea ori cărei formule matematice, de teamă de a nu îndepărtà pe cetitor; cu atât mai mult o fac articolele ştiinţifice din ziare.

Şi totuş, câţi n'au cumpărat scrierile filozofice ale matematicianului *Poincaré*, fără să-şi dea seama că deşì nu conţin formule, presupun adesea cunoştinţe foarte înaintate în matematici.

O literatură de popularizare ştiinţifică, făcând un uz moderat de matematici ar contribuì poate la modificarea sentimentului public faţă de această disciplină.

Aceasta, bine înţeles, în ceeace priveşte lumea sincer doritoare de cultură, căci vanitoşii şi snobii vor preferà în totdeauna manifestarea în alte domenii, în care să poată înşelà mai uşor lumea, cu mai puţină posibilitate de control.

Sunt astfel speranţe că odată cu progresul cultural şi pedagogic, să dispară şi prejudecata mult răspândită, că matematica este o chestiune de bosă şi talent care face să se spuie de un elev că e prost, când nu cunoaşte alte materii, scuzându-l însă cu această motivare biologică, când nu ştie la matematici.

In fond, matematicile conţin materii foarte variate, care pot cere talente deosebite. Unul este bunăoară cel intuitiv geometric, şi altul cel abstract analitic.

De fapt, şcoala este creiată în vederea elementelor mijlocii şi cercetările şcolare statistice au arătat că un talent deosebit la limbi şi o nepricepere completă la matematici se găsesc rar împreună, chiar şi la femei (1). Inchid parenteza.

Vedem în orice caz, că antiteza clasic-real a intrat în preocupările politicei militante. Cum rămâne atunci cu teoria că politica nu are ce căutà în chestii şcolare, acestea trebuind lăsate numai pe seama competinţei tehnice a dascălilor?

2. Desigur că lucrul este adevărat în ce priveşte scopurile imediate ale politicei militante ale partidelor politice sau ale dascălilor înşişi. Nimenea nu este în drept să întrebuinţeze catedra şcoalei pentru a zăpăcì capul elevilor cu pasiunile şi curentele schimbătoare ale zilei. Asta nu înseamnă însă că organizaţia şi chiar coprinsul învăţământului pot fi socotite ca un lucru aparte, independent de mediul social şi de largile curente care îl străbat. Omul cunoaşte natura prin prisma ştiinţei timpului său, lumea şi viaţa prin cea a filozofiei epocei, a naţiei sale şi a clasei sociale din care face parte. Aşà este şi cu morala şi tot aşà cu idealul pedagogic, care este determinat de celelalte. In idealul personalităţii pe care vrea să-l creieze în şcolar, se pot oglindì idei filozofice, mari curente internaţionale ale timpului, dar şi interese speciale naţionale şi chiar de clasă socială.

(1) Vezi *Lietzmann*, Methodik des mathematischen Unterrichts, vol. I, 1919.

Căci, cum se exprimă pedagogul *Durckheim* (1), educaţia nu este de fapt decât socializarea nouilor generaţii de către cele anterioare, ceeace coincide şi cu definiţia profesorului *Barth* (2) că ea este propagarea în timp a unei forme de societate.

Nu trebuie deci să ne mire, bunăoară, dacă cu tot prestigiul incontestabil de care se bucură adevărurile matematice asupra cărora cu greu se poate închipui un dezacord, discuţii foarte aprinse se pot naşte când e vorba de rolul de dat matematicei în formarea mentalităţii generaţiei viitoare.

Incă din secolul al XVIII-lea, filozoful raţionalist *Hobbes*, ocupându-se în cartea sa «*The elements of law*» de chestiunea de ce în câmpul acţiunii omeneşti gândirea logică nu dă rezultate tot aşà de sigure ca şi matematica, răspunde că, câtă vreme avem de a face numai cu linii şi figuri, adevărul şi interesul nu se pot exclude, însă când este vorba de interese omeneşti, povestea se schimbă, căci «de îndată ce înţelepciunea este contra unui om, acesta va fi în contra înţelepciunei».

3. Dacă lucrurile stau astfel, care trebuie să fie metoda de cercetare obiectivă a problemei cuprinsă în titlul studiului de faţă? Va trebuì să examinăm mai întâiu rolul învăţământului ştiinţific în decursul veacurilor, în legătură cu tendinţele generale ale învăţământului, acestea determinate de ideile ştiinţifice, filozofice şi morale ale timpului, *ele însele un produs al evoluţiei economice şi sociale*; apoi plecând dela sensul în care se desemnează evoluţia socială în zilele noastre, să vedem în ce măsură învăţământul ştiinţifico-matematic poate fi socotit ca important pentru cultura generală a generaţiilor viitoare.

In această privire istorică, va trebuì să insistăm în special asupra învăţămintelor ce ne-a lăsat moştenire antichitatea greco-romană, întrucât tocmai în numele tradiţiei acestei antichităţi, învăţământul ştiinţific este disconsiderat şi combătut; iar înainte de a examinà starea învăţământului ştiinţific şi cauzele sociale care îl favorizează, vom studià puţin împrejurările economice şi sociale în care se naşte şi înfloreşte însăş ştiinţa şi spiritul ştiinţific pe care învăţământul respectiv cată să-l formeze. Iar după ce vom fi obţinut rezultatele date de aplicarea metodei istorice, într'o examinare sistematică şi obiectivă a diferitelor însuşiri pedagogice ale învăţământului ştiinţific, vom căutà să fixăm meritele şi valoarea acestui învăţământ în legătură şi cu metodele întrebuinţate în predarea lui.

4. Dacă începem să urmărim evoluţia educaţiei dela viaţa socială a hoardelor primitive, este evident că la ele educaţia se realizează în mod spontan, fără nici o organizaţie, ca şi la animale.

Toate experienţele şi cunoştinţele adunate de generaţiile adulte, se referă numai la viaţa de toate zilele, astfel că copilul are dela sine prilejul de a şi le însuşì în mod foarte firesc. Uniformitatea vieţii sociale are drept consecinţă o perfectă uniformitate a educaţiei pentru toţi indivizii aparţinând acelei societăţi primitive.

(1) *E. Durckheim*, Education et Sociologie, 1922.
(2) Dr. *Paul Barth*, Die Geschichte der Erziehung in soziologischer und geistesgeschichtlicher Beleuchtung, 1920.

S'a constatat de către unii cercetători ai vieţei popoarelor primitive, existenţa la ele a foarte modernului fenomen al alintării copiilor şi a lipsei de autoritate a părinţilor. Lucrul este firesc, cât timp lipseşte nevoia creiării unei voinţe sociale corespunzătoare unor interese ale societăţii.

Conflictele între triburi şi răsboaiele rezultând din ele, creiază întâia oară nevoia unei educaţii a copiilor, spre a-i deprinde să reziste mai bine la nevoi, să fie curagioşi în luptă şi să rămâie disciplinaţi.

Poate nu e fără interes să observăm că expresia latină «modestia» înseamnă, în afară de virtutea cunoscută, a cărei lipsă o deplângem aşà de des, şi disciplina militară care i-a stat la origină.

De îndată ce, însă, progresul vieţii sociale duce la diferenţiarea societăţii primitive în clase superioare sau stăpânitoare şi clase inferioare, lucrurile se schimbă.

In genere, numai clasa stăpânitoare este purtătoarea propriu zisă a vieţii sociale, clasele inferioare fiind mai mult un obiect al acestei vieţi şi rămânând în deobşte într'o stare culturală foarte primitivă.

Ideile deci, care se ivesc în cultură şi educaţie, le sunt date de către clasa dirigentă şi aceasta caută să impuie claselor stăpânite, în primul rând, idealul supunerii în interesul menţinerii organizaţiei sociale.

Din contră, în clasele stăpânitoare se iveşte idealul vitejiei şi al disciplinei, dar şi exclusivismul faţă de străini şi de clasele inferioare, cea dintâi formă a patriotismului.

In epopeile homerice se găseşte dejà respectul foarte pronunţat pentru bătrâni, de asemenea şi idealizarea talentului oratoric; căci guvernarea regilor din Elada nu erà absolută şi toate treburile obşteşti se decideau în sfaturi, unde trebuiau să fie pledate.

Cu progresul tehnic, care a adus după sine şi pe acela al organizaţiei sociale, se adună însă treptat un fond de bunuri spirituale, constând din experienţe tehnice din afara vieţii de toate zilele, din regule religioase şi din principii de drept, care trec mult peste trebuinţele zilnice şi determină din această cauză nevoia de a fi păstrate şi transmise pentru generaţiile viitoare.

Astfel se naşte pentru întâia oară contrastul între realitate şi idee, între nevoia fizică şi cea intelectuală.

Pe de altă parte, clasa stăpânitoare, liberată de necesitatea muncei grele, se poate dedà mai cu înlesnire la înclinaţiile fireşti de joc, care duc la desvoltarea artistică, muzică, dans, poezie, legende.

Aceste împrejurări dau naştere ca organ de păstrare şi transmitere a culturei unei clase speciale, aceea a preoţilor, păstrători ai bunurilor spirituale şi cei dintâiu creatori ai şcoalei.

In acelaş timp însă, se creiază şi diferenţiarea educaţiei, după clasa socială. Astfel, bunăoară, în India, întreaga cultură superioară rămâne un privilegiu exclusiv al brahmanilor. Şi acì constatăm felul în care clasele stăpânitoare împrumută ideologia lor claselor stăpânite, care ajung şi ele să creadă în inferioritatea lor. Ultima castă «*Sudra*» este complet exclusă dela orice cultură. Un «*Sudra*»

nu are voie, potrivit religiei, să înveţe să cetească sau să scrie. Şi nici măcar casta negustorilor sau răsboinicilor nu aveau dreptul să studieze cărţile sfinte fără învoirea brahmanilor. Intr'o veche carte indiană se spune: «Cine îşi procură cunoş-«tinţe din cărţile *Veda* fără invoierea profesorului (un brahman), se face vinovat «de furt» (1).

Această formă a creaţiei şi păstrării bunurilor spirituale devine însă repede o piedică a desvoltării lor ulterioare, degenerând într'un tradiţionalism rigid şi rutinier. Astfel se lămureşte de ce, deşi Asirienii şi Egiptenii sunt autorii a numeroase cunoştinţe ştiinţifice, ei nu pot fi socotiţi ca făuritori ai unei ştiinţe propriu zisă, această onoare revenind poporului grec.

5. Poporul din antichitate care a înfluenţat cel mai mult, direct sau prin mijlocirea Romanilor, cultura europeană modernă, este fără îndoială cel grec. Ne vom oprì deci cevà mai mult asupra civilizaţiei creiate de el.

Pentru a înţelege mai bine caracterele acesteia, e nevoie să insistăm puţin asupra istoriei sociale a Grecilor.

Sensul desvoltării culturale a poporului grec este determinat de însăş condiţiile geografice şi climaterice ale ţinuturilor locuite de el (2).

Ţara grecească aveà în puţine locuri un pământ fertil, iar ploaia destul de puţină faţă de alte ţări, mai erà mărginită şi la câteva luni pe an.

O lipsă completă de unitate mai caracterizează Grecia. Diferite şiruri de munţi cari o străbat în lung şi în lat, lăsând totuş comunicaţii suficiente pentru contactul cultural, au împiedicat constituirea unei unităţi economice şi ca urmare a uneia politice. Aceasta e cu atât mai adevărat pentru numeroasele insule greceşti.

In schimb coasta grecească e atât de dantelată încât la o suprafaţă de ţară mai mică decât a Portugaliei, corespunde o lungime de ţărm mai mare decât a Spaniei. Din nici un punct din interiorul Peloponezului sau al Greciei centrale nu e mai departe până la mare de cincizeci — şaizeci klm., adică două sau trei zile de marş. Se înţelege astfel cum a putut marea să făurească unitatea de limbă şi de cultură a acestui popor, la care au contribuit în mare măsură şi centrele economice constituite de templele bogate ale oracolelor, dar mai cu seamă jocurile olimpice.

Mişcarea de expansiune economică şi de colonizare de ţărmuri îndepărtate, începe în secolul al VII-lea, înainte de Cristos, din cetăţile bogate ale Asiei Mici, în contact imediat cu un hinterland mai productiv. In fruntea acestor cetăţi stă Miletul, căruia tradiţia îi atribuie până la 90 colonii.

In acelaş timp, din cauza sărăciei solului şi a împilărei ţărănimei de către proprietari, are loc o emigrare puternică din Grecia peninsulară, care ajunge până în

(1) Fenomenele arătate mai sus prezintă însă şi excepţii. Astfel, la Evrei, deşi a existat o castă preoţească a *Levi*-ţilor, învăţătura şi şcoala au fost tot timpul comune pentru tot poporul. Chinezii nici n'au avut o castă preoţească, ci rolul ei a fost îndeplinit de o biurocraţie neereditară, aceea a mandarinilor.

(2) Vezi *E. Ciccotti*, Storia Greca.

Sicilia şi în sudul Italiei. Iar între cetăţile mame şi colonii se desvoltă acel comerţ intens de produse industriale şi agricole specializate, arme, stofe, faianţe, sare, peşte sărat, carc sunt exportate în colonii în schimbul importărei de materii prime şi în special de sclavi. Astfel se ajunge foarte repede la economia bănească, cele dintâiu monede găsite în Lydia datând din secolul al VII-lea.

Această desvoltare a vieţii economice produse repede schimbări şi sdruncinări sociale. Circulaţia rapidă a bunurilor mărind nevoia de numerar, produse o urcare a dobânzilor, iar preţul produselor agricole scade şi din cauza concurenţei coloniilor.

Se formează astfel o avere mobiliară şi o clasă corespunzătoare a cărei putere economică impune egalitatea politică cu proprietarii de pământ. Spiritul comercial împinge la egalitarism, la democraţie. La aceasta contribuie şi luptele continue între numeroasele State-oraş, care împing populaţiile în interiorul centrelor fortificate, dând naştere unei vieţi orăşeneşti.

Iar până la găsirea aşezământului constituţional corespunzător nouilor stări sociale, Statele greceşti, pe cale de a birui oligarhiile agrare, trec prin dictaturile cunoscute sub numele de tiranii.

In aceste timpuri se formară ca încarnaţie a diferitelor clase şi activităţi sociale, partidele politice cari au dat vieţii publice greceşti caracterul civil excluzând pentru totdeauna regimul de dominaţie teocratic.

Singur Statul spartan constituie o excepţie în această desvoltare. Situat în valea fertilă a unui râu şi izolat de restul Peloponezului de două şiruri de munţi înalţi de peste două mii de metri, acest Stat constituit de o stratificare de învingători şi de învinşi separaţi în caste diferite, rezistă vreme îndelungată neschimbat tuturor influenţelor exterioare. In afară de clasa stăpânitoare improductivă preocupată numai de ţeluri militare şi de cea stăpânită formată de ţărani legaţi de pământ numiţi iloţi, puţinul comerţ erà exercitat ca şi meseriile de clasa periecilor, cari se bucurau de un tratament mai liberal. Această constituţie de caracter agricol aristocratic a făcut din Sparta un element politic negativ şi întârzietor de cultură. Stăpânitorii s'au ferit de transformări economice de teama reformelor politice şi şi-au apărat cu egoism privilegiile grevând viaţa economică cu balastul parazitismului lor. Fără a avea puterea de expansiune ce i-ar fi dat-o o formă de economie superioară, neputând realiza unitatea politică a Greciei sub egemonia ei, Sparta a fost totuş destul de puternică pentru a împiedică unirea Grecilor sub conducerea Statului cultural Atenian.

Dacă lăsăm deci de o parte prima epocă îndepărtată, a regalităţii patriarhale, ce durează până în vremea creaţiei poemelor omerice (1000—900 înainte d. Cr.) putem deosebi în viaţa socială grecească două perioade: una, până pe la anul 500 în. d. Cr., caracterizată prin viaţa agricolă, la început în parte comunistă, economia naturală, cu preponderenţa tendinţelor corporative ale vieţei de trib, cu regim politic aristocratic, obţinut după alungarea vechilor regi (în Atena între 750 şi 682 în. d. Cr.), alta, caracterizată prin emigrarea la oraşe, ridicarea burgheziei comerciale, introducerea economiei băneşti, desvoltarea însemnată a comer-

ţului maritim şi până la un punct chiar a industriei, sub regimul politic mai întâiu al tiranilor şi apoi al democraţiei, sfârşind cu absolutismul macedonian care durează până la cucerirea Greciei, Asiei, şi Egiptului de către Romani (1).

Fiind dată însă risipirea poporului grec pe toate coastele şi insulele mării Mediterane, alcătuirea lui socială nu este aceeaş pretutindeni, la o epocă dată, ci evoluţia se face, după împrejurări, mai repede în unele ţinuturi decât în altele. Alta este deci situaţia socială în acelaş secol, pe coastele Asiei Mici, alta în Atena fără a mai vorbì de cea totul diferită din Sparta conservatoare.

In prima perioadă individul erà complet subordonat scopurilor sociale. Educaţia de care se îngrijeà Statul aveà ca obiect principal gimnastica, în interesul răsboiului. Pe acele timpuri, nu poetul, nici cugetătorul nu primeau cele mai mari onoruri, ci învingătorii la jocurile olimpice. Pe lângă gimnastică, Statul se îngrijeà şi de învăţămâmtul muzicei, ca purtătoare a tradiţiilor şi religiei naţionale.

Scrisul, cetitul şi socotitul erau în acele vremuri considerate ca mult mai puţin interesante şi lăsate cu totul pe seama iniţiativei private. Necesitatea lor nici nu erà prea evidentă. Raporturile sociale erau de cele mai multe ori verbale, atât în ce priveşte viaţa publică cât şi în ce priveşte viaţa economică privată. Nici politicianul, nici negustorul, nu prea aveau nevoie de a scrie sau de a cetì. Invăţătura se predà mai mult de sclavi. In orice caz, profesorul erà dispreţuit. Când în răsboiu un cetăţean erà dat ca «dispărut», se spuneà despre el că este sau mort sau dascăl de şcoală la inamic.

Copiii erau educaţi prin mijloace silnice. Nuiaua erà cel mai însemnat exponent pedagogic şi autoritatea şcolară o aveà drept blazon.

Aceasta este ceeace se poate spune despre învăţământul grecesc până la *Platon*.

Dacă este vorba să aruncăm o privire generală asupra şcolii din acele timpuri, putem constată că ea aveà caracterul de şcoală activă, de şcoală de muncă, cum se zice în pedagogia modernă, tinzând la desvoltarea talentelor şi îndemânării; fără multă învăţătură teoretică, această şcoală a dat rezultate destul de frumoase, formând cetăţeni luminaţi şi artişti geniali.

A doua perioadă a culturii antice, se poate caracterizà prin victoria individualismului şi prin formarea unor idealuri de educaţie diferenţiate după situaţiunea socială reală a individului.

Şi *Platon* şi *Aristotel* s'au ocupat numai de educaţia claselor superioare. La amândoi este vizibil dispreţul muncii manuale, acelaş dispreţ de clasă stăpânitoare simbolizat prin legenda «*Blestemului lui Adam* şi al *Evei*» ,de a-şi agonisì existenţa prin muncă.

Dela *Aristotel* începe să iasă din ce în ce mai mult în evidenţă individualismul cugetării şi ca urmare acela al voinţei. In acest timp clasele stăpânitoare se sustrăgeau din ce în ce mai des dela obligaţiile lor sociale şi trăiau pentru idealul individual, armata cetăţenească erà înlocuită prin mercenari, iar viaţa socială

(1) Vezi, pentru studiul mai amănunţit al chestiunei: *K. Breysig*, Kulturgeschichte der Neuzeit, vol. II, partea I, Altertum und Mittelalter.

prezentă din ce în ce acele caractere care se potrivesc cu ceeace în timpurile noastre s'a numit «*Liberalismul economic*».

Inflorirea comerţului şi a industriei, întemeiate pe sclavie (1), acumularea bogăţiilor, sporirea proletariatului orăşenesc aduc repede o decădere a vieţii publice a micilor State greceşti.

Dar deşi Statul decade din ce în ce mai mult, se constată, totuş, un progres al culturii şi chiar al civilizaţiei morale.

Retorica ne dă în aceste timpuri pe un *Demostene*, care o duce la perfecţii necunoscute, în comedie avem pe *Menander*, tragedia decade pentrucă este mai în strânsă legătură cu viaţa de Stat şi cu ideile sociale. In artă se ajunge însă la o expresie mult mai perfectă a sentimentelor individuale.

Şi civilizaţia morală este în progres. Cruzimea în răsboiu se micşorează, moralitatea publică nu mai admite ca Grecii să se facă sclavi între dânşii.

Decăderea vieţii de Stat face ca gimnastica să-şi piardă din importanţă, iar cultura intelectuală începe a fi organizată ca un scop public. Această cultură intelectuală se compune la început, ca obiecte principale, din gramatică şi retorică.

Prima cuprinde, în afară de exprimarea corectă a limbei, şi întreaga istorie a literaturei cu analizarea diferitelor opere literare.

Retorica, a cărei importanţă e mult crescută sub regimul democratic-demagogic, nu se ocupă totuş numai cu discursul politic, ci cuprinde în sine şi conferinţe de natură teoretică asupra diverselor probleme morale şi filozofice.

Cine urmează studiile mai departe trece la al treilea obiect, filozofia, aceasta constituind pe la anul 300 în. de Cr., cultura enciclopedică. La ele se adaogă şi celelalte ştiinţe recomandate de *Platon*, pentru clasa stăpânitoare: geometria, muzica teoretică şi astronomia.

Pentru întâia oară noua educaţie tinde să dea şi cunoştinţe teoretice, în contrast cu vechia educaţie, care tindeà numai la îndemânare.

In cartea a VII-a a Republicii lui *Platon* găsim informaţii preţioase despre concepţiile epocei de tranziţie referitoare la învăţământ, în ce priveşte clasele superioare, cea a înţelepţilor (2) şi cea a militarilor, şi pe cari socotim interesant să le rezumăm:

La trei ani copiii se joacă în comun cu micii lor camarazi ascultând poveşti religioase, instructive şi morale dela profesoarele lor.

La şease ani, copilul trece în mâna profesorilor, care se ocupă în prima linie să facă dintr'ânsul un soldat formându-i toate aptitudinile fizice şi morale respective. Invăţarea cetitului şi a scrisului începe deabià la 10 ani. Intre 13—16 ani,

(1) La izbucnirea răsboiului peloponeziac (430 în. d. Cr.) Atena aveà 100.000 locuitori faţă de 20.000 la 510 înainte de Cr., Corintul 60.000 sclavi, iar Atica 100.000 sclavi. In Atena se găsesc după răsboiul peloponeziac fabrici cu 120 lucrători. Operaţiile de credit devin foarte importante, între altele templele fac numeroase operaţii bancare cu fondurile lor. *(Breysig)*.

(2) Gardienii sau înţelepţii erau socotiţi ca un soiu de reprezentanţi supremi al puterii civile, cu rolul de a împiedecà pe generali să se folosească de puterea sau popularitatea lor spre a introduce vreo dictatură.

în afară de muzică, copiii învaţă literatura ţării. In acelaş timp ei primesc sub o formă uşoară noţiunile elementare de aritmetică, geometrie şi astronomie. Numai cei ce arată un deosebit talent, primesc timp de 18 luni o instrucţie matematică mai serioasă.

Pe la $17\frac{1}{2}$ ani, studiile sunt întrerupte pentru a se consacrà tot timpul educaţiei militare. Deabià după aceea se aleg tinerii cari vor face studii superioare şi vor fi meniţi a ocupà situaţii de conducere în Stat.

Această şcoală superioară, exclusiv matematică, durează 10 ani. La 30 de ani, elita absolvenţilor este admisă la studiul dialecticei, timp de 5 ani, după care, în fine, îi se dă voie să se ocupe de politică, pentru ca la 50 de ani să reiâ din nou studiile filozofice.

Această cultură grecească, prin creiarea imperiului macedonian, devine un bun comun al întregului bazin mediteranian, se păstrează apoi şi sub stăpânirea romană şi durează chiar mult mai mult în imperiul de răsărit, graţie calităţilor excepţionale ale poporului grec şi a faptului că vecinii care atacă Statul sunt mult mai slabi.

* * *

6. Aşà fiind starea generală a învăţământului în antichitate, să vedem cum se comportă acela special al ştiinţelor matematice, după datele pe care ni le-au transmis cercetările istorice. Şi anume, ne vom ocupà mai puţin de învăţământul profesional şi mai mult de cel general, în legătură cu cultura generală a timpului.

Faptul că ne ocupăm în mod principal de matematică, se datoreşte nu numai însemnătăţii acestei ştiinţe, ci şi obiceiului antic de a înglobà sub această denumire o sumă de aplicaţii care azi constituie ştiinţe speciale: astronomia, mecanica, fizica, geografia, etc.

Inainte însă de a ne ocupà cu învăţământul ştiinţific al timpului, este foarte important să ne dăm seama de însăş naşterea şi evoluţia spiritului ştiinţific în acele vremuri, menite a aveà mult mai târziu o influenţă covârşitoare asupra culturii europene.

Matematicile s'au desvoltat mai întâiu în acele regiuni unde viaţa socială şi economică a ajuns mai curând la o desvoltare însemnată şi la o diferenţiare mai pronunţată. Trebuinţele practice ale vieţii au fost acelea care au determinat naşterea acestei ştiinţe.

Astfel la Egipteni, cu cari avem să ne ocupăm în prima linie, după *Eudemus*, limitarea ariilor după retragerea Nilului, a dat naştere geometriei, măsurarea pământului.

Deasemenea, construirea piramidelor şi a templelor a făcut necesară o serie de cunoştinţe tehnice geometrice, mai cu seamă în legătură cu întrebuinţarea liniei oblice în stilul egiptean.

Caracterul practic al geometriei egiptene este vădit şi prin aceea că ea nu urmăreşte găsirea de formule exacte teoretice, ci numai de soluţii practice, chiar dacă sunt numai aproximative.

Este interesant să constatăm că aceste formule practice s'au transmis veacuri dearândul, trecând mai târziu la Greci şi la Romani, chiar după ce geometria teoretică ajunsese de mult la soluţiile exacte. De sigur că clase sociale diferite au fost purtătoare ale celor două geometrii şi preoţimea sau birocraţia trebuie să fi fost aceea care a transmis ca sfânt şi nemodificabil lucrul care de mult nu mai corespundeà cercetărilor libere ale filozofilor independenţi.

Dar chiar dela Egipteni începe să se desvolte şi o matematică teoretică; independentă de nevoile vieţii practice.

Proprietăţile simple ale numerelor şi ale figurilor prin mijlocirea unui fel de misticism matematic, conduceau la explicaţii ale celor veşnice şi permanente în fenomenele naturii. Acest spirit s'a transmis până în lumea creştină a veacului de mijloc.

De sigur că regularitatea fenomenelor astronomice a fost cea dintâiu care a influenţat în acest sens.

Mai departe, dacă examinăm culegerile de probleme care ne-au rămas dela Egipteni, datând de pe la 1800 în. de Cr., putem constatà că învăţământul matematic erà dejà întrebuinţat la ei, în vederea valorii lui în legătură cu ceeace se numeşte în timpurile noastre «*Cultura formală a spiritului*», adică, pentru întărirea puterii de judecată a elevilor. Aşà se explică o mulţime de probleme lipsite complet de orice aplicaţie practică, şi foarte asemănătoare cu numeroase probleme de algebră elementară, care se menţin până astăzi în cărţile noastre de şcoală.

In toată această desvoltare, clasa preoţilor trebuie să fi jucat rolul cel mai însemnat, după cum s'a întâmplat mult mai târziu şi în prima parte a evului mediu.

Chestiunea calendarului erà de competenţa exclusivă a clasei preoţeşti, care şi la construcţia edificiilor religioase trebuie să fi avut rol covârşitor.

In orice caz, preţuirea ştiinţei despărţite de viaţa practică, aşà cum ne-a lăsat-o tradiţia greacă, nu există încă la Egipteni, unde, din contra, vedem bunăoară înşiş regii reprezentaţi pe monumente, cu echeruri de constructori în mână.

Creatorii adevăratului spirit ştiinţific raţionalist sunt Grecii.

7. Această operă minunată se datoreşte unui popor puţin numeros, fără organizaţie socială puternică, trăind răspândit în porturile şi insulele Mediteranei, însă luând o parte intensă la tranzacţiile comerciale, realizând schimbul de mărfuri între diversele popoare. Extragerea concepţiei ştiinţifice din numeroasele idei diverse primite dela aceste popoare, nu s'a făcut fără o elaborare destul de anevoioasă. La început viaţa ştiinţifică este chiar nevoită să suporte condiţii de existenţă destul de şubrede. Fără influenţă asupra vieţii economice, ea este limitată la diferitele şcoli filozofice, care se înjghebează în regiuni foarte diferite ale ţărmurilor Mediteranei şi se desvoltă în mod neregulat, profitând de civilizaţii ce strălucesc vremelnic bazate pe conjuncturi economice fericite (1).

(1) Vezi *A. Reymond*, Histoire des Sciences exactes et naturelles dans l'antiquité gréco-romaine, 1924.

Incepând pe ţărmurile Asiei Mici, în Ionia, în contact imediat cu civilizaţiile orientale, ea se mută în urma decăderii cetăţilor greceşti şi a robirei lor de către Asirieni şi Persani, tocmai în cetăţile Greciei mari, situate la sudul Italiei de astăzi.

De acolo deabia se răspândesc focare noui ştiinţifice în Grecia propriu zisă, şi în cele mai depărtate cetăţi greceşti, dela coasta africană la aceea a mărei de Marmara. Astfel cel mai vechi geometru grec, *Tales*, care a trăit pe la 620 înainte de Cristos, nu erà din Grecia propriu zisă, ci din *Milet*, adică un soi de frate de dincolo, în contact mai direct cu lumea civilizată a timpului.

Deşì *Tales* erà socotit la Greci drept reprezentantul savantlâcului în toate domeniile, e totuş curios de constatat că problemele geometrice tratate de el se referă numai la scopuri practice şi anume la calcularea de înălţimi şi depărtări prin măsurare de unghiuri.

Totuş, nu este mai puţin reprezentativ faptul că prin *Tales* matematica devine obiect de studiu nu al unui profesionist, care are nevoie de ea, ci al unui filozof, care nu urmăreşte decât gândirea despre natura lucrurilor.

Acest nou punct de vedere se întăreşte încă la *Pitagora*, care a trăit în Italia, în secolul al VI-lea înainte de Christos. Tot la *Pitagora* constatăm cu intensitate desvoltarea cifrelor simbolice, cu caracter mistic, religios şi filozofic. (Secta pitagoricienilor trebuie pusă în legătură cu o întreagă mişcare religioasă, mistică, răspândită în popor, referindu-se la cultul lui *Dionisos*, şi care a fost distrusă în faşă de progresul ştiinţific. Religia oficială grecească n'a cunoscut niciodată pesimismul şi frica de pedeapsă în viaţa viitoare; deasemenea, preoţimea nu a avut la acest popor puterea celeia din *Asiria* sau *Egipt*).

La *Pitagora*, în afară de aritmetică şi geometria teoretică, găsim pentru întâia oară studiul proporţiilor cu aplicaţie la muzică, precum şi o desvoltare oarecare a astronomiei sferice. Dela *Pitagora* îşi trage decì origina aşà numitul «quadrivium», care s'a transmis până în evul mediu (geometria, aritmetica, astronomia şi muzica), şi care împreună cu gramatica, retorica şi dialectica au format celebrele şapte «artes liberales».

De atunci putem constatà şi precizarea rolului matematicii în cultura generală.

In a doua epocă a vieţii publice greceşti, atunci când individul începe să joace un rol mai mare faţă de Statul în decădere, învăţământul matematicii începe a se răspândì mai mult. După manualul lui *Ipocrate* din *Chios* şi al lui *Leon*, găsim la *Platon* condiţionarea oricărui învăţământ filozofic de o pregătire matematică. Clasa stăpânitoare grecească din ce în ce mai bogată, îşi petrecea timpul liber într'un soiu de sport spiritual, căutând să rezolve tot soiul de probleme teoretice, fără nici o legătură cu viaţa practică; dacă se coborà la o îndeletnicire practică, erà cel mult în legătură cu treburile publice şi cu răsboiul.

De aceea *Platon* citează ca aplicaţii ale matematicii numai pe cele militare, fără să spuie nimic de acele referitoare la arte şi meserii, iar de e vorba despre aplicaţia artimeticei la comerţ, el se exprimă cu cel mai adânc dispreţ. Pentru

dânsul matematica este numai o frumoasă aplicaţie a logicei, a puterei de abstracţie, foarte folositoare pentru a formà judecata elevilor, concepţie pe care o găsim în timpurile noastre la *Herbarth* şi urmaşii săi în ştiinţa pedagogiei.

(Din contră, se pare că *Socrate* şi sofiştii, recomandau matematica numai în vederea aplicaţiilor, socotind ca un lucru nepermis cercetarea secretelor adânci ale creaţiei).

8. Cea mai mare înflorire a ştiinţei greceşti are loc după căderea cetăţilor greceşti sub stăpânirea lui *Alexandru cel Mare*.

Acesta întemeiază o împărăţie întinsă despotică cu organizaţie politică fermă şi unitară, având o biurocraţie greacă în fruntea administraţiei şi limba grecească ca limbă dominantă, care se răspândeşte pe întreaga întindere a împărăţiei. Noua situaţie politică este întru câtva fatală geniului artistic, literatura nu mai produce opere originale ca în vremea micilor cetăţi independente. Ştiinţa însă concentrându-şi activitatea mai cu seamă în Alexandria, capitala marelui regat al Ptolomeilor, ajunge la o stare de înflorire fără precedent.

Dacă operele literare produse în Alexandria în limba grecească oficială, ne mai putând fi gustate de massele populare cunoscătoare ale acestei limbi, sunt nevoite să se adreseze unor cercuri intelectuale restrânse, devenind din această cauză prea rafinate, preţioase şi erudite, ştiinţa foloseşte mult de pe urma răspândirii culturii greceşti, în numeroasele noui oraşe fondate de *Alexandru cel Mare* şi în genere la clasele înalte din toată regiunea orientală a Mediteranei.

Micile cetăţi independente ale Greciei, veşnic în prada revoluţiilor şi a răsboaielor, nu puteau oferì muncii ştiinţifice nici liniştea şi continuitatea ce-i sunt atât de necesare, nici mijloacele materiale îndestulătoare. Pe când în noua stare de lucruri, specialiştii pot găsì în întinsul regatului destui colegi cari să-i înţeleagă, stabilitatea politică le asigură liniştea, iar magnificenţa Ptolomeilor, întemeiată pe o extraordinară înflorire a comerţului şi creşterea bogăţiei generale, pune la îndemâna savanţilor mijloace materiale îndestulătoare.

Se ştie că în special *Ptolomeu* al II-lea, supranumit *Philadelphul*, a fondat un muzeu, a construit două mari biblioteci, de unde, graţie fabricaţiei intense de papyrus, care constituià un monopol al Egiptului, s'au răspândit în toate părţile nenumărate còpii ale tuturor operelor de valoare.

In această epocă, ştiinţele matematice se separă complect de filozofie. Marii matematicieni *Euclide*, *Arhimede* şi *Apolonius* se consacră în întregime specialităţii lor.

Pentru istoria propriu zisă a matematicei, poate că cei doi din urmă sunt mai interesanţi decât primul.

Arhimede a descoperit metode apropiate de calculul integral, iar *Apolonius* este premergătorul geometriei analitice. Pentru noi însă, cari avem în vedere învăţământul ştiinţific şi influenţa lui asupra culturii generale, *Euclide* este de o importanţă covârşitoare.

Elementele lui, traduse în diferite limbi, au servit învăţământului secundar în Anglia în tot timpul secolului al XIX-lea. Aceste elemente nu sunt creaţia personală a lui *Euclide*, ci numai coordonarea într'o logică mult mai perfectă a

cunoştinţelor principale, geometrice, ale timpului său. Dacă în secolul al XIX-lea acest edificiu logic a fost criticat cu multă pătrundere, găsindu-se că nu distinge destul de precis axiomele de lucrurile demonstrabile, timp de peste 2000 de ani, el a fost considerat ca modelul cel mai perfect al clarităţii, rigurozităţii şi perfecţiei pedagogice.

Nu trebuie crezut însă că elementele lui *Euclide* au făcut totdeauna parte din cultura generală comună a oamenilor instruiţi. Numai în zilele noastre ele au devenit un bun intelectual al unor pături mai largi în trecut constituiau o învăţătură savantă rezervată cugetătorilor excepţionali.

Astfel, în câteva secole, Grecia antică, aceeaş care a creiat opere incomparabile în arhitectură şi sculptură, aceeaş care a imaginat toate genurile literare astăzi folosite, a pus şi temelia veşnică a celei mai însemnate ştiinţe.

Moştenitoare a numeroaselor cunoştinţe empirice şi fragmentare, adunate cu greu de popoarele din Orient dealungul veacurilor, Grecia antică introduce pentru întâia oară spiritul raţionalist, care cercetează legătura ştiinţifică între fenomene, concepând putinţa deducerii riguroase a unor grupe întregi de adevăruri dintr'un număr restrâns de principii potrivit alese.

Tot Grecii vechi au redus prin analiză gândirea şi vorbirea la elementele lor constitutive, făcând deosebirea între natura raţionamentului şi datele pe care le întrebuinţează.

Şi dacă Europa se află astăzi în fruntea umanităţii, stăpânind toate celelalte continente cu toată vechimea civilizaţiilor pe care le cuprind, lucrul se datoreşte nu superiorităţii numerice nici organizaţiei sociale mai înaintate, ci armelor infinit superioare şi industriei perfecţionate care au la bază desvoltarea progresivă a ştiinţelor matematice şi fizice, întemeiate de vechii Greci, făuritori a însăş ideii de ştiinţă raţională, care desvoltându-se dela Renaştere încoace, a determinat civilizaţia modernă, având rasa albă de purtător principal (1).

Ei au simţit cei dintâi nevoia unei ştiinţe riguroase, simple şi bine ordonate, frumoase şi armonioase. Şi aceste tendinţe au mers atât de departe, încât au preferat să limiteze câmpul ştiinţei decât să o încurce cu noţiuni ce nu li se păreau destul de precise.

Numerele incomensurabile i-au făcut să dea la o parte timp de secole aritmetica, toate curbele mecanice au fost excluse din geometrie, căreia i-au păstrat ca obiect numai construcţiile posibile cu rigla şi compasul, repulsiunea faţă de noţiunile obscure, de continuitate, de infinit mic şi infinit mare, i-a împiedicat să abordeze cu succes dinamica şi metodele analizei moderne şi în special să aplice fenomenelor fizice metodele matematice.

Această menire a rămas rezervată civilizaţiei Europei capitaliste, în care clasele purtătoare de cultură sunt în contact imediat cu munca productivă.

* * *

(1) *A. Reymond* loc. cit.

9. Ideea că Grecii pasionați pentru problemele fundamentale ale cunoștinței și pentru teoriile științifice nu au avut nici o pricepere pentru științele experimentale și aplicațiile lor tehnice este totuș exagerată și nu corespunde adevărului scos la iveală de ultimele cercetări istorice (1).

Credința greșită din trecut se explică întru câtva prin faptul că pe de o parte filologii clasici impregnați de filozofia idealistă nu se preocupau îndeajuns de cunoașterea realităților practice ale vieții antice, iar pe de altă parte tehnicienii având oroare de formalismul și idealismul filologilor, nici nu bănuiau studiile interesante ce se puteau face asupra acestui subiect.

La apariția civilizației grecești, mai toate invențiile practice privitoare la îndeletnicirile din timp de pace sau războiu erau de mult făcute și răspândite de popoarele orientale.

Totuș, încă din epopeele homerice, din felul degajat cum ele vorbesc despre zei, se recunoaște aceà autonomie a gândirii care i-a făcut pe Greci mai târziu filozofi și oameni de știință. Iar în tendința de unificare a concepțiilor religioase și politice ale diferitelor triburi grecești, se vede spiritul raționalist și trebuința de generalizare și unificare care a dat mai târziu știința grecească.

Cel mai vechiu filozof grec menționat de istorie, *Tales* din Milet, n'a fost un savant retras de lume ci și un negustor priceput și un tehnician iscusit. *Herodot* pomenește că a fost chemat în ajunul unei bătălii să realizeze abaterea albiei unui râu. Iar pe la sfârșitul secolului al VI-lea, astronomul *Harpalos* a fost însărcinat să construiască un pod plutitor peste Helespont, care să reziste mai bine curenților și vânturilor decât construcțiile inginerilor egipteni și fenicieni.

Ceva mai târziu se găsesc urme de mari lucrări tehnice în insula Samos, patria lui *Pitagora*, ajunsă la o înaltă treaptă de cultură tehnică.

Herodot socotește templul *Herei* din Samos ca una din cele mai mari lucrări arhitectonice ale lumei, ale cărei dimensiuni armonioase dovedesc întinse cunoștințe matematice.

Tot pe insula Samos se găsește un tunel, sub muntele Castro, prin care trece o conductă de apă și despre care, într'un pasaj din *Heron*, se arată că găurirea sa început deodată din ambele părți, iar lucrătorii s'au întâlnit la mijloc, ceeace constituie o problemă tehnică destul de complicată chiar pentru zilele noastre.

Insuș *Pitagora* plecat din aceste ținuturi, trebuie să fi posedat cunoștințe tehnice deosebite, întreaga cultură tehnică a vremei derivând din influența centrului comercial, constituit de frecventatul port al Miletului, unde, după *Tales*, strălucesc *Anaximander* și *Anaximene*. Și despre *Anaximander* se știe că în afară de ideile lui filozofice a fost un tehnician, că a construit o hartă a lumei cunoscute și chiar una cerească pentru orientarea navigatorilor în timpul nopții, ceeace i-a adus din partea concetățenilor săi onoarea unei statui.

Secolul al V-lea, influențat de școala lui *Pitagora* și de cercetările ei asupra armoniei raporturilor muzicale, este în toate domeniile dominat de ideea matematică

(1) *Hermann Diels*, Antike Technik, Teubner 1924.

până la exces. Astfel, *Hippodamos*, arhitect din Milet, întocmeşte din ordinul lui *Pericles* un nou plan al *Pireului*, de o regularitate matematică extraordinară, întocmai cum s'au întâmplat lucrurile în Europa, în secolul luminilor.

Dar acest arhitect nu se mulţumeşte cu aplicaţia armoniei matematice la arhitectură ci este şi autorul unei constituţii triunghiulare cu trei clase sociale, trei feluri de proprietate, trei feluri de procese, etc.

Până şi în sculptura artistică se vede tendinţa de introducere a formulei matematice.

Cea mai delicată aplicaţie a matematicei o întâlnim însă la fabricarea maşinelor de războiu. Cei dintâiu maeştri artilerişti au fost întrebuinţaţi pe la anul 400 de către *Dionisiu* cel bătrân, în lupta contra Cartaginezilor, spre a apără independenţa Siciliei şi a cetăţilor italiene.

Aceşti ingineri militari cu întinse cunoştinţe matematice, nu puteau fi decât membri ai sectei pitagorice, ca bunăoară renumitul mecanician şi matematic *Archytas* din Tarent.

Nici măcar idealistul *Platon* nu a dispreţuit invenţia tehnică, el însuş inventând un ceas deşteptător: In momentul când picăturile unei clepsidre, la împlinirea intervalului de timp prevăzut, umple un vas receptor, se produce o bruscă cădere de apă care, comprimânda erul unui recipient, îl face să iasă printr'un fluer destinat să trezească din somn pe elevii academiei.

Mai târziu, în epoca alexandrină, preocupările tehnice ajung la o astfel de însemnătate că *Heron* le destină un tratat special în mai multe volume.

Totuş, nu se poate negà că lumea antică aveà mai puţin interes ca noi pentru invenţiile tehnice: şi mai ales pentru inventatori. Gloria care a început să încoroneze pe aceştia dela Renaştere încoace, nu se cunoaşte în antichitate, afară de cazul medicinei şi al artei militare.

Istoricii povestesc tot soiul de amănunte despre asedierea unor cetăţi, dând numele soldaţilor cari au făcut diferite isprăvi, fără a spune însă nimic despre inginerul care a condus toate asediile armatei lui *Alexandru cel Mare*, deşi a inventat maşini noui şi a scris un tratat asupra acestei arte *(Diades)*.

Acest dispreţ al culturei antice pentru tehnician are o explicaţie simplă sociologică. In adevăr, fie că forma de Stat erà aristocratică, fie că erà republicană, totul se mărgineà numai la anumite clase suprapuse, astfel că spiritul public erà în orice caz aristocratic.

Nici chiar artişti geniali ca *Phidias* nu au putut străbate în cercul aristocratic monopolizator al bunului şi frumosului, rămânând socotiţi tot ca meseriaşi plebei.

De altminteri, producţia antică având la bază sclavia, era lipsită de orice interes pentru invenţia de mijloace care să economisească şi să înlocuiască mâna de lucru.

Tot astfel în timpurile noastre maşinismul se introduce cu greu în China suprapopulată, atingând maximum de perfecţie în America lipsită de braţe.

Aşà se explică caracterul de diletantism de salon al cuprinsului tehnic al unei mari părţi din opera lui *Heron*, care se ocupă de diferite jucării mecanice (automat pentru vărsat apă sfinţită la templu, taxametru, morişcă cu aburi, etc.).

Mai târziu, în timpul imperiului roman, prin dispariţia răsboaielor de cucerire (Pax romana), ne mai existând posibilitatea de procurare de sclavii ieftini, s'ar fi produs condiţiile necesare unei desvoltări tehnice.

Din nenorocire, la această epocă, ştiinţa murise şi cu ea orice posibilitate de hrană a spiritului tehnic, ceeace a determinat pe unii savanţi să considere acest fenomen drept cauza reală pentru care decăderea economică nu s'a mai putut înlătură.

Cel mai mare erou al tehnicei antice este fără contestare *Arhimede* din Siracuza, figură de măreţie legendară. Şi totuş, o sută de ani după moartea lui, aristocraţia siracuzană ştià atât de puţin despre el, încât *Cicero* a trebuit să le arăte mormântul lui, uitat, înecat în buruieni.

Arhimede întruneşte în modul cel mai perfect talentul teoretic cu simţul practic. Instruit în ale astronomiei de către tatăl său, el nu se mărgineşte să facă observaţii, ci construieşte încă din tinereţe un planetarium minunat, reproducând mişcările corpurilor cereşti. Deasemenea inventă cunoscutul şurub şi scripetele. Aşà de pătruns erà *Arhimede* de spiritul mecanic, că într'o scriere regăsită deabià în 1906, el foloseşte mecanica pentru a rezolvì probleme matematice, întrebuinţând noţiunea de infinit mic într'un fel cu totul modern.

La sfârşitul vieţii îl găsim pe *Arhimede* întrebuinţând tot geniul său mecanic pentru apărarea patriei sale Siracuza în contra Romanilor.

Arhimede este o dovadă de progresele uriaşe ce se pot realizà când cercetarea ştiinţifică rămâne în legătură cu viaţa reală. Acest adevăr este afirmat cu tărie de *Vitruv* la începutul vastei sale opere de compilaţie asupra arhitecturei. Nu este nevoie să insistăm ce lecţie pedagogică se desprinde din această tradiţie ce ne-o lasă antichitatea.

* * *

10. Dar nu numai aplicaţiile tehnice înfăptuite de antichitatea greacă ne învederează nedreptatea ce s'a făcut Grecilor de a limità priceperea lor la matematica şi filozofia abstractă.

Medicina (1), având o vieaţă ştiinţifică independentă încă din secolul al VI-lea, înainte de Cristos, ne arată că principiile fundamentale ale ştiinţei experimentale, astfel cum le-a desvoltat renaşterea europeană la începutul timpurilor moderne, nu erau necunoscute vechilor Greci. Deşì având la origine magia, preoţii au ştiut să canalizeze arta medicală spre o desvoltare realistă prin fundarea de clinice numeroase sub denumirea de temple ale lui *Esculap*.

Dar în afară de acestea se întâlneau şi instituţii laice de egală importanţă. Deasemenea se ştie că atleţilor li se impuneà în gimnazii un regim dietetic.

Incă din secolul al VI-lea medicii greci îşi câştigaseră un mare renume având şcoli speciale, din care cele mai celebre fiinţau în *Cos* şi *Cnida*.

Democedes din şcoala din *Crotona* este făcut prizonier de către *Darius* şi devine

(1) *A. Raymond*, Histoire des Sciences exactes et naturelles dans l'antiquité gréco-romaine. Blanchard 1924.

sfetnicul său intim. *Alcmeon* din aceeaş şcoală practică disecţia asupra animalelor şi descopere nervii cei mai importanţi. El explică boala ca o ruptură de echilibru între elementele contrarii ce constituiesc corpul, între frig şi căldură, uscăciune şi umiditate, etc.

Dar cea mai măreaţă figură a medicinei antice este *Hypocrat*, făuritorul medicinei ştiinţifice, care a trăit în *Cos* în a doua jumătate a secolului al VI-lea.

La *Cos* şi la *Cnida*, în şcolile de medicină se face menţiune despre învăţământ teoretic, studii clinice şi ucenicie practică. Medicilor li se cere o conştiinţă înaltă a menirei lor. Ei depun jurământ că nu vor face niciodată o rea întrebuinţare a cunoştinţelor căpătate; că nu vor da otravă nici măcar celor ce o cer; nu vor provocà avorturi, că vor păstrà cu stricteţe secretul profesional.

Deasemenea li se recomandă cea mai desăvârşită curăţenie, evitarea oricărei aparenţe de şarlatanism, modestie cu privire la onorarii pe care nu trebuie să le ceară înainte de a fi îngrijit pe bolnav, de teamă de a nu-l enervà şi a-i înrăutăţi starea.

Aceste frumoase percepte, cu atât mai minunate cu cât în lipsa unui control de Stat ele emană dela însăş organizaţia de breaslă a medicilor, sunt cuprinse în nişte culegeri purtând numele lui *Hypocrat*, dar care de fapt derivă din izvoare multiple anterioare.

In aceste culegeri se găsesc şi observaţii consemnate zi cu zi asupra bolnavilor. E interesant că acest spirit de observaţie este unit cu critici violente contra supranaturalului şi misticei aritmetice pitagorice.

Astfel, într'o asemenea scriere se iau în bătaie de joc aceia cari vor să explice toate bolile printr'un principiu unic postulat în mod arbitrar.

O astfel de procedare — ni se spune — se poate iertà în speculaţiile filozofice, dar nu când sănătatea şi viaţa sunt în joc. Din contră, se recomandă studierea efectelor diferitelor cauze generale, căldură, frig, uscăciune, umiditate, în fiecare caz particular. Medicul trebuie să cunoască natura în amănuntele ei, teoriile generale ale filozofiei neavând nici o valoare pentru medicină. Nu speculaţii deşarte ci experienţă şi observaţie a cazurilor individuale studiate zi cu zi.

Intr'un fragment tratând despre boala sfântă (epilepsie), se batjocoresc aceia cari o atribuie unei divinităţi, explicându-se că această boală nu este mai sfântă ca altele, ci este datorită aceloraşi cauze naturale, boalele mintale trebuind deci să fie tratate, ca şi toate celelalte, printr'un regim apropriat.

Nu ne putem întinde acì asupra teoriilor medicale ale lui *Hypocrat*, care a fost şi un hirurg renumit. Ajunge să adăogăm la cele expuse că şcoala din *Cos* recunoaşte importanţa diagnosticului, că ea recomandă examinarea urinei şi a scaunelor, a transpiraţiei, a respiraţiei şi a temperaturei.

Este interesant că şcoala din *Cos* recomandă mai mult regimurile şi combate întrebuinţarea medicamentelor şi fierturilor de plante, obişnuite de medicii şcoalei din *Cnida*.

Medicii acelor timpuri cunosc anatomia cât se poate învăţà din disecţia animalelor, ceea a oamenilor fiind interzisă. Hirurgia este foarte înaintată. ceeace se explică prin rolul gimnasticei şi sporturilor la Greci.

Scrierile hypocratice au avut un mare răsunet în antichitate. Cel mai mare comentator al lor a fost *Galien*, medic roman renumit, care a trăit în secolul al II-lea după Cristos.

Desvoltarea remarcabilă a unei medicine raţionale nu trebuie să ne înşele însă asupra stării culturale generale a acestor timpuri; intervenţia magiei şi a tuturor mijloacelor întemeiate pe supranatural, erau de sigur mult mai obişnuite.

Această strălucită tradiţie medicală ne explică de ce *Aristotel*, fiu de medic, s'a îndreptat spre studiul ştiinţelor naturale şi al metodei inductive, părăsind căile marelui său dascăl *Platon*.

In şcoala peripateticiană, învăţământul ştiinţelor naturale ia un avânt însemnat. In el se revelează calităţile geniale ale lui *Aristotel*, darul observaţiei, facultatea de a descoperì şi a înţelege analogiile, interpretarea finalistă a fenomenelor. *Aristotel* este creatorul zoologiei ştiinţifice şi al anatomiei comparate. El obţine rezultate remarcabile prin culegerea de informaţii dela toţi profesioniştii, pe care însă le supune unui control sever, dar şi prin observaţie proprie.

Ţinând seama de părerile tuturor predecesorilor săi pe care le colecţionează cu îngrijire, *Aristotel* este şi creatorul metodei istorice, aplicată în diferite domenii de către elevii săi.

Şcoala lui *Aristotel* a fost în stare să descrie şi să claseze toate speciile necunoscute până atunci de floră şi de faună care au fost aduse din *India*, în urma expediţiei lui *Alexandru cel Mare*.

Mai târziu, în epoca alexandrină, medicina face noui progrese, mulţumită disecţiei permisă în Egipt, din cauza obiceiului îmbălsămării cadavrelor omeneşti

Ba se susţine chiar că Ptolomeii ar fi pus la dispoziţia medicilor corpurile vii ale criminalilor condamnaţi la moarte.

Creatorul anatomiei omeneşti şi fundatorul şcoalei alexandrine este *Herofil* din Calcedonia, elev al şcoalei din Cos. El descopere şi explică funcţiunile sistemului nervos, studiază anatomia ochiului şi a ficatului şi pune în evidenţă importanţa pulsului pentru diagnostic.

Dar şcoala alexandrină îşi pierde repede vigoarea, căzând într'un dogmatism sterp.

In *Roma* republicană, medicina este tot aşà de puţin apreciată ca şi celelalte ştiinţe. Bătrânul *Catone*, neîncrezător în medicamentele Grecilor, recomandă varza creaţă ca un remediu pentru toate bolile şi vindecă fracturile prin cuvinte magice. Cu progresul civilizaţiei însă ştiinţa medicală pătrunde şi în această cetate, care ne dă mai târziu numeroşi medici renumiţi: *Asclepiade*, *Temison* din Laodicea, *Soranos* din *Ephes*, celebrul ginecolog, autorul unor sfaturi înţelepte despre îngrijirea lăuzelor, alegerea doicelor şi tratamentul sugacilor.

Scrierile acestor medici nu ne-au fost păstrate în original, ele pierzându-şi interesul din cauză că au fost concentrate în vastele opere ale lui *Claudiu Galien*.

Vedem astfel că şi în medicină şi în ştiinţele naturale, Grecii sunt aceia care părăsind concepţiile bazate pe supra-natural, introduc pentru întâia oară raţionalismul.

Nici în *Iliada*, când se vorbeşte despre îngrijirea răniţilor, nu se mai vorbeşte de procedeie întemeiate pe superstiţii.

Medicina laică este desvoltată în progres continuu, întemeiându-se pe anatomie şi evitând teoriile filozofice necontrolabile prin experienţe.

Tehnica medicală este foarte înaintată în hirurgie, după cum o dovedesc uneltele găsite la *Pompei*. Ştiinţa medicală stimulează studiul ştiinţelor naturale pe căile arătate de *Aristotel*. Ele au în vedere mai ales interpretarea finalistă în serviciul căreia sunt puse explicaţiile mecanice. Aceste principii teleologice au dus la descoperire de rezultate însemnate cu toate greşelile adesea ridicole (1).

* * *

11. Ne mai rămâne să examinăm care este aportul civilizaţiei romane la progresul ştiinţei antice şi la răspândirea ei.

Romanii, zice *Heiberg* (2), cu orizontul lor îngust de ţărani şi cu miopul lor simţ «practic», nutreau întotdeauna în fundul sufletului lor pentru ştiinţa liberă, acel amestec special de bănuială şi dispreţ, care se găseşte şi azi la semiculţi şi se lăudau cu aceasta la ocazie. Marele diletant *Cicero* îşi laudă undevà compatrioţii că ei nu sunt, slavă domnului, ca Grecii, ci îşi limitează studiul matematicii şi al celor similare la ceeace se poate aplicà şi este folositor.

Dar ei mai aveau dispreţ şi pentru alt lucru. Tot *Cicero* spune undevà: «comerţul are întotdeauna ceva necinstit; dar dacă negustorul deabià reintrat din marea largă în port, se întoarce bogat la moşia lui, se poate numì, cu drept cuvânt, un om onorat».

Nu este deci nevoie să explicăm fenomenul lipsei de înţelegere a Romanilor pentru ştiinţă printr'o însuşire de rasă, ci e de ajuns să ţinem seama de evoluţia socială a acestui popor.

Cercetările arheologice moderne conchid că Romanii se ocupau exclusiv cu agricultura multe secole înainte de vorbeşte istoria despre ei şi că recunoşteau din primele timpuri proprietatea individuală, fără nici o formă de comunism (3). Această împrejurare ar explicà desvoltarea simţului lor juridic, principalul domeniu în care şi-au dat contribuţia lor ştiinţifică. Tot interesul lor social se limità însă la pământ şi toată desvoltarea lor istorică, în bine sau în rău, este legată de chestia agrară şi de problema micei proprietăţi. Victoriile succesive şi întinderea stăpânirii lor au atras toate energiile, şi tot capitalul spre dobândirea de pământuri, neglijând complet comerţul pe mare şi industria. Simţul politic superior al aristocraţiei romane a făcut-o să găsească la timp soluţia problemelor sociale, iar cumpătarea intelectuală a poporului a îngăduit prelungirea regimului de Stat agrar, într'o perioadă mult mai lungă decât cea constatată la isteţul şi neastâmpăratul popor grec.

(1) *Gino Loria*, Pagine di storia della scienza, Paravia, 1925.

(2) *Heiberg*, Naturwissenschaften, Mathematik und Medizin im klassischen Altertum, Teubner, 1920.

(3) *Tenney Frank*, Storia economica di Roma, tradusă din englezeşte de B. Laragnini, 1923.

Chiar după trecerea perioadei pur agrare, când în special *Caius Grachus* caută să proteagă clasa cavalerilor, reprezentând burghezia romană, aceasta nu se îndreaptă spre comerțul liber și industria de sine stătătoare, ci spre îndeletniciri parazitare, în legătură strânsă cu politica și bugetul Statului, devenind prin aceasta și mai antipatică.

Când mai târziu țara se mărește, nu Romanii șunt aceea care dețin industria și comerțul în mâna lor, ci Grecii din sudul Italiei (*Pozzuoli* este cel mai mare port comercial), și în urmă liberții, sclavii liberați de origină greacă și asiatică.

Vorbind contra lui *Grachus*, *Emilian* spune că a condus la Roma altădată în lanțuri pe aceia cari azi aprobă propunerile revoluționare ale adversarului său (aluzie la cavaleri). De altfel însăș politica sprijinită de *Grachus*, a împărțirii de grâu la populația romană, a pus piedici creiărei unei industrii orășenești (1).

Ultimul apărător al tradiționalismului aristocratic-roman este *Cato* (sec. II, înainte de Cristos). El este acela care cere, la 161 înainte de Cristos, expulzarea din Roma a filozofilor străini, adică greci. Un secol mai târziu, întreaga societate romană își adaptează cu repeziciune cultura robitului popor grec, având ca admirator entuziast pe *Cicero*.

Pentru a înțelege cum a fost cu putință această rapidă transformare, trebuie să avem în minte că însăș populația romană suferise schimbări adânci.

Vechea rasă dispăruse aproape din cauza greului serviciu militar de răsboiu, a colonizărilor depărtate, etc., în timp ce sclavii rămași acasă s'au înmulțit în voie.

Insăș exploatarea sclavagistă ușură această transformare, făcând imposibilă, din cauza concurenței ei, întrebuințarea poporului liber.

Dacă sclavii germani și gali erau prea sălbatici pentru a puteà fi domesticiți, majoritatea celor veniți de prin Asia Mică se pricepeau la diferite meserii și își făceau repede cariera, obținând și libertatea, mulțumită politicei liberale a Romei. In această privință, prof. *Franck* spune în lucrarea citată, că în timpul imperiului 90% din populația Romei erà de origină străină.

Această schimbare a populației ar explicà, în parte, și nevoia schimbării metodelor de guvernare — trecerea la despotismul oriental — și mediul favorabil răspândirii religiilor mistice din Orient.

Infine, cu creiarea imperiului roman, care după lupte aprige unește într'o imensă unitate economică apusul cu răsăritul, preponderența Romei începe să scadă și în curând și cea a Italiei.

Micii proprietari agricoli, cari ajutaseră Roma în expansiunea ei și pentru a câștigă pământuri noui pentru copii, se risipesc prin serviciul militar în lumea largă și sunt înlocuiți complet acasă de economia sclavagistă a latifundiilor.

Dejà Cezar este nevoit să impuie proprietarilor prin lege să întrebuințeze pe țăranii liberi cel puțin în măsură de o treime a mânei de operă necesară; dar această lege rămâne neaplicată.

Când însă imperiul reușește să stabilească pacea romană, înlocuind recrutarea

(1) *Tenney Frank* loc. cit.

de soldaţi ţărani prin mercenari mai puţin numeroşi, pe de o parte numărul sclavilor se împuţinează, iar pe de altă parte proletariatul neîntrebuinţat de armată se oferă ca muncitori agricoli.

Astfel ia naştere colonatul, adică lucrarea pământului de către ţărani în dijmă, cu toate mizeriile ce ne sunt atât de bine cunoscute, având ca consecinţă scăderea producţiei şi în cele din urmă şi a populaţiei, agravată şi prin epidemiile de ciumă şi răsboaiele din secolul al II-lea şi al III-lea.

Atuncea se începe întreaga politică a Statului, de a schimbà cu forţa şi prin decrete mersul fatal al decăderii economice. *Deocleţian* decretează oficial suprimarea libertăţii de mişcare a ţăranului, legându-l de pământ. Această concepţie este întinsă treptat la toate clasele şi la toate profesiile care se transformă în caste ereditare, libertatea de mişcare rămânând în vigoare numai pentru puţinii constituind vârful piramidei sociale. Iar ca urmare a acestei regulări silnice a producţiei se decretează şi preţuri maximale sau ieftinătatea traiului, întâiu prin tablouri valabile pentru tot imperiul şi pentru vecie, iar apoi văzând că mărfurile se ascund şi preţurile cresc, cu mai multă modestie, ţinând seama de condiţiile locale (cantitatea recoltei, etc.).

Aceste tendinţe tiranice nu întârzie să producă efecte sociale nenorocite. Numeroşi cetăţeni îşi luau lumea în cap, pentru a scăpà de obligaţiile corporative, fugind chiar la barbari. In cele din urmă Statul roman nu mai este în stare să suporte obligaţiile de producţie şi cele militare.

Proprietarii conrup birocraţia pentru a scăpà de obligaţia de a furnizà soldaţi, şi armata romană ajunge să recurgă la barbarii germani, duşmanii Statului.

Pe de altă parte, impozitele exagerate, solidarizarea membrilor corporaţiilor pentru plata lor, suplimentele cerute de birocraţia lacomă şi abuzivă pe cont propriu caracterizează ultimele svârcoliri ale economiei băneşti ale finanţei Statului roman, înainte de prăbuşirea ei completă şi întoarcerea Europei la economia naturală, care caracterizează veacul de mijloc.

Cu astfel de desvoltare socială şi în astfel de împrejurări economice, Romanii, deşi neîntrecuţi în ce priveşte arta răsboiului şi ştiinţa dreptului, n'au arătat nici o pricepere pentru vreo altă disciplină ştiinţifică, fie de raţionament, fie de observaţie.

Dacă cel puţin în filozofie au asimilat ideile şi sistemele imaginate de Greci, în matematică au priceput prea puţin din scrierile lui *Euclid* şi de loc operele savante ale lui *Arhimede* şi *Apolonius*.

Din ştiinţă ei nu iau act decât de aplicaţiile practice. In aritmetică îi interesează calculele de dobânzi şi problemele referitoare la dreptul de moştenire; în geometrie măsurarea suprafeţelor moşiilor. Pentru chestii mai subţiri au recurs totdeauna la vreun grecuşor dispreţuit, fie el *Heron* sau *Sosigene*, după ale cărui sfaturi *Cezar* a modificat calendarul. In fizică şi ştiinţele naturale Romanii au dat imensa, dar mediocra compilaţie a lui *Pliniu cel Bătrân*, acelaş lucru putându-se spune şi despre *Vitruv*. Aceşti autori au păstrat însă o importanţă istorică prin faptul utilizării lor în cursul veacului de mijloc şi la începutul Renaşterii.

In aceeaş categorie intră şi compendiul general al cunoştinţelor matematice ale timpului redactat de profesorul *Papus* din *Alexandria*, precum şi renumitul *Almagest* al lui *Ptolomeu*. Redactarea de comentarii şi introduceri la studiul operelor originale ale înaintaşilor, este o caracteristică a acestei epoci de decădere a spiritului ştiinţific, care se întinde adânc până în veacul de mijloc.

12. Din toată ştiinţa creiată în antichitate, puţin lucru a pătruns în învăţământul general. De ştiinţele naturale aproape nici nu poate fi vorba.

In afară de cetit şi scris, copiii până la 16 ani învăţau numai socotitul şi muzica.

Invăţământul enciclopedic al *Ephebilor* între 16 şi 20 de ani prevedeà aritmetica, geometria şi astronomia. Iar cuvântul «aritmetică» este luat într'un înţeles mai teoretic, socotirea practică purtând numele de «logismus».

Numai în a doua epocă a elenismului se întâlneşte şi geometria în învăţământul elementar.

Socotitul erà în antichitate o învăţătură foarte anevoioasă şi aridă, din cauza necunoaşterii întrebuinţării lui *zero* şi a sistemului de notaţie zecimal, introduse mult mai târziu în Europa de către Arabi. Intrebuinţarea socotirii pe degete şi pe tăbliţele cu pietricele (calculi), numite «abacus», prezentà mari greutăţi elevilor. Tabla înmulţirii erà învăţată cântând în cor (bis bina quattuor decantare), cântec întrerupt adesea de plesnitul nuelei şi urletul elevului lovit. Numai la Greci se vede o preţuire a valorii educative formale a învăţământului aritmeticei şi geometriei.

Bine înţeles, părinţii erau liberi să dea sau nu învăţătură copiilor, Statul neocupându-se de acest lucru şi nici măcar de formarea profesorilor, meserie foarte dispreţuită.

Totuş, *Platon* cere dejà supravegherea învăţământului şi obligativitatea lui, lucru ce găsim în parte realizat în unele cetăţi în ultimele secole înainte de Cristos.

* * *

13. Dar toată viaţa economică a antichităţii, cu toate aparenţele de înflorire a civilizaţiei creiată de ea, conţineà într'însa germenele distrugerii.

O clasă stăpânitoare din ce în ce mai puţin numeroasă, singură purtătoare de cultură, îşi bazà existenţa pe munca milioanelor de servi, cari nu puteau vedeà în această cultură decât un mijloc de exploatare nemiloasă.

Nu e deci de mirare că creştinismul primitiv, purtător al aspiraţiilor maselor, întrupează şi opoziţia contra spiritului raţionalist. Minţile devin mai înclinate spre misticism şi dau o mai mare importanţă valorilor morale; ca o oglindă a nouilor tendinţe, patriarhul *Pelagios*, cu voia împăratului *Teodosiu*, aţâţă mulţimea fanatică din Alexandria şi distruge imensa bibliotecă, omorînd în acelaş timp şi pe înţeleapta şi nobila *Ipatia*, fiica lui *Teon*, autoarea unui comentar despre *Apolonius* şi *Diophante*.

Surparea din temelie a aşezământului economic al antichităţii, cu decăderea

oraşelor şi întoarcerea la economia naturală a veacului de mijloc, aduce după sine prăbuşirea aproape completă a tuturor cuceririlor ştiinţei antice.

Câteva excepţii răzleţe nu fac decât să confirme fenomenul general. Cu toate încercările de a reînvià vechia cultură antică în interesul ideiei de Stat, făcute de cei mai de seamă din ultimii împăraţi romani, se dovedeşte din ce în ce mai mult că popoarele nu mai cred în această idee, iar toate funcţiile sociale se transferă succesiv asupra bisericei creştine care în cele din urmă devine singura alcătuire purtătoare de civilizaţie.

Aceasta are drept urmare şi o transformare corespunzătoare a concepţiei despre lume. Valorificarea personalităţii, preţuirea instinctelor naturale a căror satisfacere e limitată numai de obiceiurile tradiţionale şi pe care virtutea le înalţă, toate aceste idealuri ale lumei antice sunt negate de filozofia patristică şi în locul lor idealul religios aduce negarea personalităţii, combaterea instinctelor naturale şi chiar a vieţii însăş.

Megalopsihia, mândria nobilă, socotită de *Aristotel* ca o virtute, devine un păcat şi este înlocuită prin noua virtute a umilinţei. *Sft. Augustin* roagă pe Dumnezeu să-l ajute să ajungă la dispreţuirea de sine, pe care cei vechi o considerau ca expresia unei decăderi morale.

Toate bunurile pământeşti preţuite de cei vechi, sănătate, bogăţie putere şi ştiinţă devin lucru dispreţuit, bun pământesc. Organizarea societăţii însăş este dispreţuită. Pe când Grecii sau Romanii considerau Statul lor ca o bucată dintr'înşii, pentru creştini, Statul pământesc este numai un rău necesar, o reşedinţă trecătoare, patria adevărată fiind «civitas dei», Statul lui Dumnezeu.

Sfântul *Ioan Crisostom* consideră Statul drept o creaţie a lui *Cain*, fratricidul, sorgintea egoismului şi a dispreţului de Dumnezeu.

Totuş, creştinismul contribuie pe două căi noui la întemeierea culturei europeene de mai târziu: prin sporirea valorii individului şi prin răspândirea sentimentului egalităţii tuturor oamenilor. Dacă creştinismul nu a suprimat cu totul sclavia, nu e mai puţin adevărat că înlăuntrul vieţii religioase sclavii şi stăpânii sunt socotiţi egali şi nimic nu se opune, bunăoară, ca un sclav să devie episcop. Iar tratamentul sclavilor este îmbunătăţit din ce în ce mai mult.

Iar mai târziu, în societatea feudală, servul medieval — deşi socotit mai prejos decât ceilalţi oameni. nu este totuş atât de dispreţuit ca sclavul antic, numit de Romani «instrumentum vocale» adică unealta cu glas, spre deosebire de bou, care e «instrumentun semivocale» şi de plug «instrumentum mutum».

Uciderea unui sclav în antichitate trăgeà după sine numai despăgubirea stăpânului de paguba materială, pe când în veacul de mijloc uciderea unui serv este un delict penal.

14. Ce devin în aceste împrejurări învăţământul şi cultura generală?

Chiar dela început, dacă studiul filozofiei cade în părăsire, gramatica şi retorica continuă a fi învăţate cu sprijinul bisericei, în special din oratoria antică se naşte în mod firesc predica creştină.

Dar creştinismul are, în ce priveşte cultura, o altă însemnătate. El introduce

pentru întâia oară un învățământ general comun pentru toți oamenii, învățământul religios. Cum în primele epoci de răspândire a creștinismului, botezul nu se făceà imediat după naștere, ci pe măsură ce oamenii erau convinși, s'a simțit nevoia de a se organizà un învățământ religios, prin membrii speciali ai comunității, numiți cateheți.

Ceeace erà învățământul gimnasticei pentru vechiul Stat antic, devine acum învățământul religios în interesul bisericii dar și al sufletului individului. Acest învățământ însă încetează prin secolul al V-lea, odată cu răspândirea generală a creștinismului. Atunci singura instituție culturală în toată lumea apuseană rămâne numai mânăstirea.

Dintre diferitele clase sociale ale veacului de mijloc, clasa țărănească nu puteà aveà nici un fel de aspirație sau posibilitate de cultură. Numai la Carol cel Mare întâlnim pentru o clipă ideea unei învățături generale a principiilor religiei creștine pentru tot norodul și anume în limba națională. Această idee însă este părăsită de urmașii săi și nu duce la nici o realizare, fiind reluată numai mult mai târziu de către revoluția protestantă.

Dar nu numai țărănimea, ci nici măcar clasa feudală stăpânitoare nu se ridică peste formele simple ale vieții. Copilul erà învățat să mânuiască scutul, lancea și spada, să călărească, să dreseze câini, toate virtuți necesare eroului. Bine înțeles copiii învățau dela părinți obiceiurile religioase, fără însă a beneficià de nici un fel de altă învățătură, numită astăzi de noi elementară, care nu erà cuvânt să fie organizată, nefiind necesară vieții medievale.

Exemplul lui Carol cel Mare, care la vârsta de 40 de ani a învățat să scrie, nu a mai fost imitat.

Un călugăr învățat din secolul al XI-lea se plânge că nobililor germani li se pare pierdere de timp și rușine să învețe cevà, dacă nu se destinau clerului. Că numai acesta posedà chiar cea mai elementară instrucție, se vede și din faptul că până astăzi în limba engleză un jălbar se numește clerc, adică cleric, fiindcă în veacul de mijloc chiar civilii cari făceau slujbă de scriitorii erau numiți călugări.

Dar în această lume feudală, pe deasupra stăpânilor feudali și a țăranilor, se întărește imensa putere lumească a bisericii. După *Taine*, ea stăpâneà în Occident o treime din tot pământul, jumătate din venitul general și chiar două treimi din averea totală. Astfel preoțimea devine clasa socială cea mai înaltă. Puterea ei crește și se menține mulțumită și faptului că nefiind ereditară, își poate alege urmașii printre elementele cele mai vrednice.

Biserica rămâne și singura purtătoare a restului de civilizație; în toată lumea apuseană, singura instituție culturală rămâne mânăstirea.

Aceasta separându-se de restul societății, devine ea însăș o societate și trebuie să îngrijească de propagarea ei prin educația tinerilor. Odată cu aceea a viitorilor călugări se face și educația unor elemente menite a rămâne în viața civilă.

Dar învățătura mânăstirilor are un caracter cu totul special. In ce privește educația voinței, ea erà făcută în sensul principalei virtuți religioase a umilinței și supunerei. Această virtute erà în mod special promovată prin rugăciuni și pe-

depse grele. Rugăciunile aveau loc în comun de două ori în timpul nopţii şi de şease ori în timpul zilei, durând în total patru ore.

Bătaia cu nuiaua pe corpul gol erà un lucru foarte obişnuit pentru cea mai mică neatenţie, pentru a nu mai vorbi de aplicarea biciului la greşeli mai mari.

Această pedagogie se sprijineà în deosebi pe un proverb al lui *Solomon:* «cine «cruţă nuiaua îşi urăşte fiul, cine însă îl iubeşte, acela să-l pedepsească repede».

Deasemenea ascetismul erà foarte preţuit. Mâncarea foarte redusă, timpul liber foarte limitat, convorbirea între şcolari foarte rar permisă, iar convorbirea elevilor cu călugării aproape întotdeauna interzisă.

In ce priveşte materia învăţământului, este evident că se refereà mai mult la religie. Cum nu existà nici o instrucţie publică, şi învăţământul elementar erà dat tot de şcoalele mânăstirilor şi ale bisericilor. In afară de acest învăţământ elementar, se mai învăţà cântarea bisericească, limba latină, ca limbă a bisericii, constituind cea mai grea parte a învăţăturii. Peste aceste scopuri modeste rareori se ridicau programele.

Invăţătura gramaticei nu aveà nevoie de justificare, căci se refereà la limba bisericească, totuş *Hrabanus Maurus* accentuiază că cunoaşterea figurilor oratorice este necesară pentru înţelegerea cărţilor sfinte, iar metrica pentru a înţelege măsurile versurilor din vechiul testament. De aceea gramatica, deşi este lumească, nu trebuie dispreţuită.

Retorica ne învaţă să răspândim cuvântul Domnului scurt şi limpede, şi acest mijloc de convingere nu trebuie lăsat duşmanilor, ci acela care are talentul poate să studieze arta oratoriei.Dialectica sau filozofia trebuie să o înţeleagă clericii, ca să poată privì ascuţit la ereziile ascunse şi să fie în stare să combată concluziile păcătoase.

In realitate învăţământul erà destul de desvoltat, dacă se ocupà cu primele trei «arte liberale»; gramatica, retorica şi dialectica. Retorica a încetat de a fi arta vorbii pentru a se transformà într'o «ars dictanti», adică a îndemânării de a redactà scrisori şi documente. Celelalte patru arte liberale au fost predate în cazuri foarte excepţionale. O cultură civilă nu aveà nici un loc în educaţia organizată din acele vremuri.

O găsim pentru întâia oară, deabià spre sfârşitul veacului din mijloc, în împrejurări economice schimbate.

15. Ce devine în această stare de lucruri ştiinţa exactă şi învăţământul respectiv (1) ?

Despre o producţie originală ştiinţifică nu este nici o pomeneală; istoria se ocupă cel mult de a cercetà care din operele antichităţii au mai fost cunoscute şi transcrise. Gândirea originală nu numai că nu erà în acele vremuri încurajată de autoritatea constituită şi de o opinie publică, ca în antichitate sau în timpurile noastre, dar erà legată de primejdii serioase.

Afară de aceasta, năvălirile barbarilor, războaiele, devastările şi epidemiile frecvente nu dădeau linişteа indispensabilă cercetătorilor.

(1) *Gino Loria*, loc. cit.

In aceste condiţii aceia cari au păstrat rămăşiţele ştiinţei antice au un merit egal cu al acelora cari în timpuri mai prielnice au îmbogăţit ştiinţa cu noui descoperiri. Cele două nume care reprezintă trecerea dela ştiinţa antică la întunericul veacului de mijloc sunt *Cassiodor* (475—570) şi *Boeţiu* (480—524).

Primul, secretar particular al lui Teodoric, regele Goţilor, a scris un soiu de enciclopedie superficială asupra triviului şi quadriviului, care a servit ca izvor de învăţătură în tot timpul veacului de mijloc. Al doilea, după ce a trăit câtva timp ca sfetnic la curtea lui *Teodoric*, a sfârşit prin a fi disgraţiat, chinuit şi condamnat la moarte. Dela el ne-a rămas o operă numită «instituţii aritmetice» şi în care se ocupă de quadriviu. Faima lui a fost aşà de mare în veacul de mijloc, încât i s'a atribuit un manual didactic asupra geometriei. In afară de aceştia au mai scris manuale de matematică episcopul *Isidor de Sevilla* (secolul al VI-lea), călugărul *Beda* (secolul al VII-lea) şi înfine învăţatul sfetnic al lui *Carol cel Mare*, *Alcuin* (secolul al VIII-lea), autorul unei colecţii de probleme uşoare cu scop de formare a puterii de judecată, după cum reiese din însăş titlul ei: «*Propositiones ad Acuendos Juvenes*». Infine, în secolul al X-lea, ultimul la care se referă studiul de faţă, întâlnim faima de savant a lui *Gerbert*, devenit la 2 Aprilie 1001 Papă, sub numele de *Silvestru* al II-lea.

Care erà nivelul ştiinţei matematice la această epocă, se poate vedeà din faptul că celebra geometrie al lui *Gerbert* nu merge mai departe de descoperirile contimporanilor lui *Platon*, iar un alt autor al vremii dovedeşte necunoaşterea numerelor iraţionale descoperite de *Pitagora* cu 16 secole în urmă.

Ce preţuire puteà să aibă în aceste condiţii matematica în învăţământ?

Sft. Augustin o socoteşte drept un accesoriu al teologiei. In lucrarea sa despre «cantitatea sufletului», el vrând să dovedească că sufletul ia cunoştinţă de lucruri care nu se pot vedeà cu ochii trupeşti, se serveşte de figurile abstracte ale geometriei, punct, linie, suprafaţă.

Şi episcopul *Gregoire* din Tours, socoteşte matematica indispensabilă studiului teologiei.

Hrabanus Maurus justifică învăţământul aritmeticei prin aceea că este necesară explicării multor pasagii din cărţile sfinte, mai cu seamă a înţelesului alegoric al cifrelor ce se întâlnesc în biblie.

Geometria este preţioasă clericului pentrucă a găsit aplicaţie la clădirea bisericilor, astronomia este pentru credincioşi o dovadă importantă, iar astrologia ne învaţă să socotim data sărbătorii Paştelui.

In schimb, *Tertulian* este duşman studiului ştiinţelor, căci, cum spune el, după Cristos, nu mai avem nevoie de cercetare.

Iar însuş *Isidor de Sevilla* acuză ştiinţele lumeşti că trezesc mândrie în suflet.

Invăţământul propriu zis, croit pentru aducerea barbarilor la o cultură rudimentară, se ocupă mai mult cu calculul practic pe degete şi cu socotitul cu ajutorul abacelor, indispensabile celor mai elementare operaţii în sistemul notaţiei romane a numerelor.

Geometria, mărginită la câteva definiţii, se predă de obiceiu împreună cu geografia. Se spune undevà că rostul ei e cunoaşterea împrejurărilor climaterice ale diferitelor localităţi, după care urmează să se orienteze prescripţiile pentru vindecarea bolilor.

In general, se poate spune că în acele timpuri, matematica a fost totdeauna socotită drept ceva greoiu şi neplăcut. Un dascăl din secolul al VIII-lea scrie că numai la gândul matematicei i-se strânge gâtlejul şi că obiectele limbistice sunt, în comparaţie cu matematica, un joc de copii.

Numai spre sfârşitul acestei epoci se întâlneşte o învăţare mai sistematică a aritmeticei, ca parte a învăţământului profesional comercial. Despre aceasta vom mai aveà prilejul să vorbim în partea a doua a studiului de faţă.

Aceasta este educaţia medievală care a dat oameni plini de ideea religioasă, căreia şi-au închinat viaţa, intoleranţi faţă de alte idei, pentru că nu le puteau înţelege şi datorindu-şi succesele îndărătniciei şi unilateralităţii lor.

* * *

16 Oprim în acest punct de minimum al curbei civilizaţiei expunerea noastră, lăsând pentru partea a doua a studiului examinarea împrejurărilor în care cultura ştiinţifică europeană a evoluat dela cele mai modeste licăriri la strălucirea epocei noastre. Prima impresie ce se desprinde din cele examinate până acum este complexitatea fenomenelor şi dificultăţile interpretării; numai un adânc cunoscător al problemelor sociale antice, al istoriei şi al ştiinţelor exacte ar puteà aveà autoritatea necesară pentru a puteà fixà cauzele şi efectele desvoltării ştiinţei şi culturei ştiinţifice din antichitate.

Voiu îndrăsnì totuş să-mi rezumez impresiile prin câteva concluzii.

Intre condiţiile de propăşire ale artei şi ştiinţei, cele două coloane ale edificiului cultural, există o deosebire esenţială.

Arta poate înflorì şi în societăţile mai primitive. Nu numai că un popor fără carte poate produce scoarţe sau cântece de o valoare artistică superioară fabricaţiilor unei ţări rafinate sau melodiilor scrise de un virtuos al vioarei, dar chiar referindu-ne la cultura antică, simplicitatea stilurilor doric şi ionic sau sculptura lui *Phidias*, pot fi mult mai preţuite decât arta realistă rafinată a perioadei alexandrine.

Nu tot astfel stau lucrurile cu ştiinţa, a cărei desvoltare în antichitate pare strâns legată de propăşirea economică. Grecii încep să producă opere ştiinţifice mai însemnate numai în perioada înflorirei economiei băneşti şi a comerţului maritim; ştiinţa se desvoltă mai repede în oraşele şi porturile care constituie centre de activitate comercială şi activitatea ştiinţifică se mută cu schimbarea conjuncturilor economice. Ea este un produs al civilizaţiei orăşeneşti: Grecii au fondat oraşe dela începutul civilizaţiei lor, iar *Alexandru cel Mare* a fondat numeroase oraşe şi a dat desvoltare întinsă comerţului, ceeace constituie bazele civilizaţiei perioadei alexandrine.

Romanii, esenţialmente plugari, nu dau o producţie originală în ştiinţă; când ajung să statornicească o mare împărăţie cu libertatea de circulaţie a bunurilor, tot Grecii sunt purtătorii culturii, ca şi în regimul imperiului alexandrin. In fine, decăderea economică a imperiului aduce cu sine şi o decădere a ştiinţei şi culturii ştiinţifice, care se prăbuşeşte aproape complet în Europa occidentală odată cu întoarcerea ei la economia naturală şi la regimul feudal.

Iar legătura culturii moderne cu antichitatea se face tot prin ţări mai înaintate economiceşte, Imperiul Bizantin şi cel al Arabilor — după cum vom vedeà în partea a doua a studiului nostru.

O altă observaţie este că în orice caz antichitatea a produs mari valori ştiinţifice, pe care studiindu-le chiar în limba noastră naţională, putem spune că ne adăpăm dela tradiţia clasicismului tot atâta cât şi cei cari studiază filologia limbilor respective, şi că deci lozinca «înapoi la clasicism» nu este cu dreptate adresată acelora cari aprofundează astăzi spiritul lui *Hypocrat*, *Euclid* sau *Arhimede*.

REFORMA INVĂŢĂMÂNTULUI IN GERMANIA (1)

DE TUDOR VIANU

CUPRINSUL: *Conferinţa şcolară a Imperiului din 1919.* I. *Descentralismul şcolii germane în trecut. — Prevederi pentru unificarea tehnică a învăţământului. — Invăţământul public şi particular.*

II. A) *Invăţământul intelectual, cetăţenesc şi profesional. — Şcoala unitară.* 1. *Trebuie să aibă o bază comună.* 2. *Să fie un sistem practicabil în toate direcţiile. — Şcoala cetăţenească. Şcoala medie. — Şcoala de meserii. — Liceul.* 3. *Să fie un sistem care favorizează diferenţiarea.* 4. *Să fie un organism egal de valoros în toate părţile lui. — Unitatea profesiunii pedagogice.* 5. *Să fie un organism insufleţit de un spirit social comun. — Invăţământul economic şi politic. — Renan şi Nietzsche împotriva învăţământului în democraţii. — Soluţia contimporană.*

III. *Şcoala vie a muncii. — Stipulările Constituţiei. — Distincţie între principiul metodologic al muncii şi lucrul manual ca obiect de predare. — Motivele şcolii muncii:* 1. *Interiorizare. — Trăirea funcţiunilor ca conţinuturi.* 2. *Proecţiunea sau şcoala muncii în sens restrâns. — Sistemul dr. Löweneck.* 3. *Solidarism. — Ferme şcolare. — Motivele şcolii muncii.*

IV. B) *Invăţământul profesional complimentar:* 1. *Cu preparaţie primară;* a) *După o activitate profesională efectivă;* b) *Inaintea unei activităţi profesionale.* 2. *Cu preparaţie secundară după o activitate profesională. — Şcoli gospodăreşti.* C) *Invăţământul general complimentar. — Universităţi populare.*

REFORMA învăţământului în Germania nu este o întreprindere terminată. Ea se găseşte încă în faza de analize, discuţiuni şi încercări. Nu vom aveà prin urmare de referat aici asupra unei instituţii închegate, cât asupra tendinţelor generale ce-şi vor găsì expresiunea obiectivă în organizarea viitoare. Autoritatea germană s'a arătat preocupată de a înlesnì precizarea acestor tendinţe, înţelegând că iniţiativa oficială nu se poate lipsì de competenţa specialiştilor. Şi astfel, după invitaţia Ministerului pentru Ştiinţă, Artă şi Educaţie publică prusian, Institutul central de educaţie şi instrucţie din Berlin convoacă o mare conferinţă şcolară în Iunie şi Octomvrie 1919. Conferinţa fu pregătită printr'o voluminoasă lucrare (Die Deutsche Schulreform. Ein Handbuch für die Reichsschulkonferenz) în care se trec în revistă toate chestiunile de ordin pedagogic, care puteau interesà pe participanţi. Discuţiunile urmară pe secţiuni şi rezultatele la care se ajunse prin majoritate de voturi, fură formulate în titluri, articole şi paragrafe. Toate acestea, însoţite de rezumate ale desbaterilor, alcătuesc conţinutul unui alt volum publicat de Institutul Central din Berlin (Die Reichsschulkonferenz in ihren Ergebnissen). Aceste două lucrări ne-au servit şi nouă ca bază de informaţie de căpetenie în expunerea de mai jos. Un al treilea volum, cuprinzând rapoartele speciale ale vorbitorilor, a fost anunţat.

* * *

(1) Comunicare făcută în secţia sociologică a I. S. R.

Şcoala germană trăeşte sub regimul unei descentralizări aproape complete. Deşi instituţiile şcolare tipice, cum sunt gimnaziul umanistic, gimnaziul real, şcoala reală superioară ş. a. m. d. au ajuns cu timpul să se generalizeze, distribuţia lor în cuprinsul Germaniei nu s'a făcut totdeauna în proporţie cu numărul locuitorilor regiunii sau oraşului pe care trebuiau să le deservească. Anul şcolar nu erà unitar organizat. Sistemul de articulaţie a treptelor varià dela provincie la provincie. Şi ceeace erà mai primejdios pentru consistenţa internă a Imperiului, diplomele şi certificatele eliberate de şcolile unei ţări nu aveau valabilitate în ţara vecină şi confederată. Tipul şi valabiliatea examenelor de capacitate erau şi ele restrânse la întinderea unei singure provincii.

Regimul descentralizării pedagogice în Germania nu trebuie să ne surprindă. Unitatea imperiului german este un act politic tardiv ridicat pe o substructură foarte diferenţiată. Alături de organele unităţii Imperiului, restul instituţiilor în Germania trăiau o viaţă proprie şi solidară cu peisagiul. Prima grijă a legiuitorilor şi oamenilor de şcoală a fost deci firesc să fi privit chestiunea unificării şi centralizării sistemului de învăţământ. Aşà § 10 al Nouii Constituţii a Imperiului treceà asupra acestuia dreptul de a legiferà asupra principiilor care au să conducă învăţământul. In această prevedere există şi raţiunea convocării Conferinţei şcolare a Imperiului; sarcina ei stăteà tocmai în elaborarea principiilor de care pomeneşte Constituţia. Conferinţa odată adunată, atenţia ei se îndreaptă tot asupra chestiunii unificării. Se stipulează astfel crearea unui oficiu de instrucţie publică, central şi independent, ca o desvoltare a secţiunii şcolare din Ministerul de Interne al Imperiului. Grija unificării tehnice a învăţământului dictează următoarele alte măsuri: 1. Inceperea unitară a anului şcolar. 2. Durata egală a vacanţelor şcolare. 3. Denumirea unitară a ramurilor, treptele şi claselor. 4. Denumirea unitară a membrilor corpului didactic în raport cu pregătirea lor (dar fără intenţia vreunei judecăţi de valoare defavorabile). 5. Unificarea şi recunoaşterea în întregul Imperiu a tuturor examenelor de capacitate. (Lehramtsprüfung). 6. Recunoaşterea în întregul Imperiu a diplomelor şi a tuturor examenelor.

Mişcată de un interes identic, Conferinţa consideră problema învăţământului public şi particular. Rezultatul desbaterilor sale cred că se poate bine rezumà în următoarea formală: Invăţământul este public; când este particular el trebuie să urmeze normele învăţământului public. Supus unui riguros control în ce priveşte programul şi metodele, justa salarizare a corpului didactic, onestitatea întreprinderii şi recomandându-l sprijinului financiar al Statului, învăţământul particular poate deveni un auxiliar preţios al celui public. Deaceea Conferinţa admite principial egalizarea celor două specii şi rezervă unei discuţii anume precizarea condiţiilor în care egalizarea poate să se producă de fapt.

In acest fel Conferinţa crezù să poată asigurà fiinţa unui învăţământ centralizat şi unificat opus sistemului provincial din trecut, care îl menţineà în spiritul unor societăţi restrânse şi regionaliste. Să adăugăm îndată că prin aceasta nu se obţine decât o unitate externă şi în definitiv neesenţială. Spiritul democraţiei cere însă o unitate internă. El îndeamnă de fapt să facă din învăţământ un *sistem* bine şi

precis articulat; şi un *organism*, adică un întreg manifestându-se imanent în toate părţile lui egal de valoroase.

Cu aceasta ajungem la problema specială a *şcolii unitare* (Einheitsschule). Este una dintre cele mai grele şi mai insuficient înţelese. De fapt ea conţine o multiplicitate de momente pe care ne-am aplicat a le distinge, legând de fiecare punct în parte chestiunile respective de organizare şi metodă. Prin aceasta nu ne mai ţinem de ordinea publicaţiei Institutului Central; dar credem să obţinem o expunere mai ştiinţifică.

Inainte de toate ţinem să observăm că chestiunile luate în desbatere de Conferinţă s'ar puteà grupà şi distribuì printre aceste trei categorii mai largi: *a)* Invăţământul intelectual, cetăţenesc şi profesional; *b)* Invăţământul profesional complementar; *c)* Invăţământul general complementar. Şcoala unitară priveşte numai prima categorie.

Iată acum momentele pe care am crezut a le puteà distinge în ideea şcolii unitare:

1. *Şcoala unitară trebuie să aibă o bază comună.* Invăţământul german nu o aveà. Aşà numitele «Volksschulen», «Vorschulen», «deutsche Schulen», etc., păstrau încă toate marca originei lor şi, pregătind pentru una sau alta din treptele următoare de învăţământ, împiedecau ascensiunea şcolară a copilului după indicaţiile diferenţiale ale creşterii lui şi contribuiau la menţinerea contrastelor sociale. O statistică din 1916 — 1917 arătà în populaţia şcolară a ziselor «Vorschulen», care pregătesc pentru trecerea în gimnaziu, un procent de 25% de copii venind din familii de titraţi academici, ofiţeri şi fabricanţi şi numai 2,3% copii de lucrători. (E. Witte, Die Einheitschule, München 1922, p. 23). Sub regimul votului universal o asemenea stare de lucruri devenise intolerabilă. Şcoala comună de bază trebuià creată. Ei nu îi aparţine grădina de copii, care este considerată ca un adjutant al educaţiei în familie, care nu este obligatorie şi care este recomandată mai ales pentru regiunile unde femeea merge în fabrică, pentru regiunile industriale. Şcoala de bază va aveà cel mult o preclasă pentru copiii întârziaţi. S'a preconizat o şcoală de bază cu patru clase şi eventual cu o suprastructură de alte două sau patru clase; în care caz ultimele trei vor aveà şi o secţiune pentru copiii dotaţi. Scopul şcoalei comune de bază este furnizarea cunoştinţelor elementare necesare fiecărui individ şi sporirea sentimentului solidarităţii sociale prin întrunirea tuturor claselor societăţii în mijlocul ei.

2. *Şcoala unitară trebuie să fie un sistem practicabil în toate direcţiile.* Din şcoala comună de bază (Grundschule) se poate trece, după aptitudini, în şcoala cetăţenească (Bürgerschule) menită să dea o îndrumare mai mult profesională sau în şcoala medie (Mittelschule) pentru o îndrumare mai mult teoretică. Continuarea firească a şcolii cetăţeneşti o constitue şcola de meserii (Berufschule). Ea poate primì şi elemente din şcoala medie cărora le stă deschis şi Liceul (Oberschule). Aşadar drumul elementelor dela şcoala teoretică medie către şcoala de meserii este deschis; nu însă şi drumul elementelor din şcoala cetăţenească spre liceu. O măsură care solicită îndrumarea profesională. Cu toate acestea Conferinţa a acordat uşurinţe absolvenţilor şcolilor de meserii sau speciale (despre acestea ne vom ocupà cu ocazia invă-

țământului profesional complementar) spre a puteà audià şi chiar a se înscrie ca studenți ordinari la Universități şi Şcoli superioare.

3. *Şcoala unitară trebuie să fie un sistem care favorizează diferențiarea.* Acest imperativ este în parte cuprins în cele formulate mai înainte. Am văzut că în cazul unei şcoli comune de bază cu o suprastructură de patru clase, s'a propus ca ultimelor trei să li se afecteze o secție pentru copiii dotați [1]). Ideea unei şcoli unitare ca sistem practicabil în toate direcțiile răspunde la rândul ei faptului psihologic că înclinarea diferențială a insului poate apăreà mai curând sau mai târziu. Astfel un elev angajat într'o direcție poate să-şi schimbe la orice etapă orientarea în conformitate cu progresul diferențierii sale. In sfârşit s'a prevăzut că orice înclinație manifestă pentru arte, ştiință sau tehnică trebuie luată în considerare în cuprinsul treptelor superioare ale fiecărei ramuri de învățământ. Se vor sporì orele săptămânale ale materiilor pentru care elevul dovedeşte un interes mai pronunțat şi se va reduce numărul orelor pentru specialitatea care îl interesează mai puțin; rezultatele muncii elevului în domeniul său de înclinație vor intrà în prețuirea sa totală.

4. *Şcoala unitară trebuie să fie un organism egal de valoros în toate părțile lui.* Pedagogii germani cred că adâncirea diferenței specifice realizează în viața individului maximul de umanitate. Deaceea trebuie împiedecată tendința de devalorificare a unora din ramurile de învățământ în favoarea altora, ca de p. a şcolii cetățeneşti în favoarea gimnaziului. Toate ramurile de învățământ trebuesc socotite ca egal de valoroase. In legătură cu aceasta se formulează ideea profesiunii (Berufsstand) unitare a profesorilor de toate categoriile. Ea îşi capătă îndreptățirea din egala pregătire a tuturor membrilor corpului didactic. Aceasta la rândul ei se împarte între pregătirea ştiințifică, artistică sau tehnică specială şi pregătirea general-pedagogică; amândouă în cadrul unei şcoli superioare şi al unui Institut de Pedagogie. Numai profesorii şcolilor superioare şi maeştrii şcolilor profesionale complementare sunt scutiți de pregătirea generală pedagogică.

5. *Şcoala unitară trebuie să fie un organism însuflețit de un spirit social comun.* Elementele de drept constituțional şi administrativ şi de economie politică pe care Conferința le prevede pentru ultima clasă a fiecărei ramuri de învățământ răspund numai în parte acestei nevoi. Informații despre procesele Statului şi ale economiei le vor primì elevii în legătură cu fiecare materie de învățământ şi în fiecare clasă. E un învățământ difuz; o atmosferă care învălue şi circulă printre toate specialitățile.

Intre aceste cinci puncte credem să fi împărțit bine multiplicitatea momentelor care intră în ideea şcolii unitare.

(1) In această ordine de idei trebuie amintit şi felul în care şcoala de bază este organizată în aşà numitul «Manheimer System»: 1. Secție principală pentru copiii normali; 2. Pentru subnormali; 3. Pentru anormali; 4. Pentru supranormali: *a)* Subsecție de pregătire pentru treptele superioare în al treilea şi al patrulea an şcolar; *b)* Subsecție cu o limbă străină şi cu programul şcolii cetățeneşti; 5. Pentru copii normali cari aud greu; 6. Preclasă pentru copiii uşor înapoiați la vârsta şcolară. Detalii în Sickinger: Arbeitsunterricht. etc. Leipzig, 1920 şi Witte, op. cit. pag. 35 şi urm.

Să spunem că şcoala unitară ne apare ca un rezultat chemat de spiritul democraţiei. Ne găsim în faţa unei soluţii fericite. Erà o temere care neliniştea conştiinţele conducătorilor intelectuali de acum patruzeci-cincizèci de ani ca nu cumva extensiunea învăţământului să pericliteze concentrarea lui. Pe la 1870 când în întreaga lume se discutà chestiunea obligativităţii învăţământului primar, Renan, întrebat de Brandes, se exprimà în termeni violenţi împotriva lui. Existà teama ca din împrăştierea silnică a bunurilor culturii să nu rezulte un efect uriaş şi grotesc de superficialitate şi prost gust semidoct. «E convingerea mea nestrămutată, spunea Renan, că învăţământul elementar constitue pur şi simplu un rău. Ce poate fi un om care ştie să scrie şi să citească, adică un om care nu ştie decât să scrie şi să citească? Daţi oamenilor dacă puteţi cincisprezece, douăzeci de ani de învăţământ, sau nu le daţi nimic! Ceeace se găseşte între aceste două extreme e departe de a-i face mai inteligenţi şi nu face dimpotrivă decât să distrugă spontaneitatea naturii lor, instinctul, bunul lor simţ înăscut şi să le dea o urâcioasă nerăbdare». (G. Brandes, Essais choisis, trad. fr. p. 46). Din aceeaş vreme Fr. Nietzsche ne-a lăsat un document foarte important pentru înţelegerea tendinţelor pedagogice ale vremii. Este de mirare că n'au găsit o răspândire mai largă în cercurile specialiste paginile postume care reproduc cele cinci conferinţe pe care Nietzsche le ţinù la Basel, din Ianuarie până în Martie 1872. Nietzsche reprezentà acolo punctul de vedere al unei violente selecţiuni aristocratice. Incă în micul studiu preparator pe care îl scrie către sfârşitul anului 1871, el rezumà astfel, polemizând, înclinările învăţământului democratic: «Două sunt curentele opuse, în acţiunea lor deopotrivă de stricăcioase şi în rezultatele lor perfect coincidente, care domină astăzi institutele noastre de cultură, originar ridicate pe temelii felurite: mai întâiu tendinţa către o cât mai mare *extensiune a instrucţiei* şi apoi tendinţa de *micşorare şi slăbire a aceleiaş*. In virtutea primei tendinţe instrucţia trebuie purtată în cercuri cât mai largi, în sensul celei de a doua să renunţe la scopurile ei personale şi să se subordoneze unei alte forme de viaţă, şi anume Statului». Impotriva acestei primejdii, Nietzsche solicità «tendinţa către *îngrădirea* şi *concentrarea* instrucţiei, ca un pendant al marei ei extensiuni şi tendinţa de *întărire* şi *autonomie* a instrucţiei, ca pendant al micşorării ei». (Uber die Zukunft unserer Bildungsanstalten, Werke, Taschen Ausgabe, vol. I., p. 277). Ca şi în alte privinţe desvoltarea şcolii moderne merse împotriva ideilor lui Nietzsche. Principiul obligativităţii învăţământului elementar, care îl supărà în asemenea măsură pe Renan, învinse în cele din urmă. Reforma învăţământului în Germania consacră pe deasupra şi obligativitatea învăţământului profesional complementar. Dependenţa şcolii în Stat face parte dintre vederile cele mai însemnate ale reformei. Iniţiativa şcolii unitare este tocmai actul care trece în mod definitiv şcoala printre funcţiunile Statului democratic. Ea este însă şi mijlocul care neutralizează primejdia reală a superficialităţii prin extensiune. Ţinând seamă de diferenţa iniţială a insului care se instrueşte sau întâmpinând cu bunăvoinţă progresul diferenţierii sale, şcoala unitară evită efectul de inadaptare pe care îl condamnăm de fapt în semidoctism. Ea îndeamnă către profesiuni sau către cunoaştere şi trece cu îmmlădiere dela o ramură la alta a învăţământului. In locul selecţiunii dispreţuitoare sau violente

cu care un Nietzsche sau Renan socoteau a se puteà autorizà, şcoala unitară nu face decât să prepare condiţiunile unei selecţiuni fireşti şi dovedeşte odată cu aceasta un simţ mai delicat pentru misterul variat al vieţii.

* * *

Cele spuse până acum nu epuizează conţinutul reformei şcolare în Germania. Poate că în spiritul general care va străbate sistemul şi organismul şcolar pe care îl schiţarăm până acum stă originalitatea întreprinderii ce se încearcă. E vorba de *şcoala vie a muncii*. Dar tocmai aci Conferinţa ajunse la cele mai puţine precizări. Constituţia Imperiului formulează în această privinţă principiul: «Invăţământul muncii este materie regulată de predare pentru toate şcolile» (Arbeitsunterricht ist ordentlicher Lehrgegenstand in allen Schulen). Şcoala muncii înseamnă însă mai mult decât o materie manuală de învăţământ. Deaceea Conferinţa adoptă pe lângă principiul consacrat prin Constituţie ideea de ordin mai mult metodologic, şi anume: «învăţământul productiv (das schaffende Lernen) este baza predării». Dacă în această ultimă privinţă desbaterile Conferinţei au fost cupioase, ne surprinde în schimb repeziciunea cu care s'a trecut peste organizarea învăţământului manual în şcoli. Conferinţa se mulţumeşte să enumere speciile posibile de lucru manual: cioplire, pictură, desemn, ţesătorie, cartonărie, fierărie, grădinărie, gospodărie, îngrijirea copiilor, etc., rezervând unei discuţii aparte distribuţia tuturor acestor activităţi între ramurile şi treptele de învăţământ. Cititorul nu şi-ar puteà face nici o idee despre modalităţile organizării şcolii muncii dacă nu i-ar venì în ajutor excelenta contribuţie pe care dr. Max Löweneck o iscăleşte în volumul preparator al Conferinţei. Se pare că desbaterile dela Institutul Central, reacţionând astfel împotriva accepţiunii unilaterale care figurează în Constituţie, au căutat mai ales să stabilească întinderea domeniului ideei de muncă în învăţământ. Analiza se impune şi aici. Iată aşadar momentele felurite pe care am crezut a le puteà deosebì în concepţiunea şcolii vii a muncii:

1. *Interiorizare.* Fiecare moment al învăţământului trebuie să devină un prilej de interiorizare. Am căutà să formulăm în chipul următor această subtilă vedere, pe care în cuprinsul Conferinţei o reprezintă grupul «reformatorilor hotărîţi» (die entschiedenen Schulreformer) în frunte cu Paul Oestreich: Invăţământul pune în activitate întregul mănunchiu de funcţiuni care alcătuesc viaţa individului. *Este vorba de a transformà fiecare funcţiune într'un conţinut de conştiinţă.* După cum se vede, întrebuinţăm vechea distincţiune scolastică dintre *act* şi *conţinut.* Este vorba de a trăì actele ca conţinuturi! Funcţiunile corpului tineresc, judecata ştiinţifică, impulsiunile morale, toate funcţiunile unei animalităţi generoase şi ale unei spiritualităţi înalte trebuesc oarecum oprite de un moment dat din repedea lor devenire şi trăite încă odată ca stări devenite. De fapt omul care face d. p. o faptă bună nu realizează o valoare morală decât în măsura în care îşi retrăeşte fapta ca stare. Fapta porneşte din suflet, dar valoarea apare numai când sufletul o întoarce în sine. Orice valoare răsare dintr'un proces de resubiectivare. (cp. R. Müller-Freinfels,

Philosophie der Individualität, Leipzig, 1921). Astfel cu toate ocaziile şi pentru toate funcţiunile, şcoala vie vrea să sporească domeniul valorilor. Este o muncă intensivă.

2. Opunem interiorizării, *proecţiunea*. Activitatea proectivă se confundă cu şcoala muncii în sens restrâns. Dar şi aici avem de distins între *a)* principiul muncii ca mijloc de intuire şi *b)* munca manuală ca materie de învăţământ. Căci este evident că nu toate speciile de activitate pe care le enumeră Conferinţa sunt potrivite pentru toate ramurile şi treptele şcolii. Apoi printre speciile înşirate sunt unele care nu pot fi organizate decât ca materie separată de predare şi altele care pot fi puse în legătură cu materiile învăţământului teoretic. Organizarea muncii în şcoli trebuie să ţină seamă de îndoita ei funcţiune. Expunerea lui Löweneck prezintă în această privinţă o modalitate raţională. Ea urmăreşte desvoltarea spiritului copilului dela cunoaşterea logică a lumii apropiate peste precizarea formelor intuiţiei către stăpânirea naturii prin tehnică. Şcoala primeşte copilul în momentul când unei curiozităţi nesăţioase pentru lucrurile naturii i se întovărăşeşte o neliniştită activitate a simţurilor. Este o vârstă de experimente, de descoperiri şi de organizare a reflexelor. In acest moment copilul trebuie să desvolte în sine un sistem logic de noţiuni, suprapuse diversităţii lucrurilor naturii. Şcoala vie a muncii exprimă dezideratul ca stăpânirea logică a lucrurilor să crească din însăş tendinţa activă a vârstei. Astfel pe lângă o prezentare cât mai completă a obiectelor prin interesarea tuturor simţurilor, prin ieşiri în natură, copilul este încurajat la imitarea lor, mai întâi în relief, prin frământări în lut sau plastilină, apoi la descrierea lor în plan prin colaţionare de bucăţi colorate de hârtie, apoi prin desemn colorat şi alb pentru a ajunge la scriere. Semnul logic, cuvântul, apare astfel ca sublimarea unui proces sensitiv-activ. Cam dela al treilea an şcolar înainte interesul se mută asupra precizării formelor intuiţiei în sens kantian). Se recomandă măsurători, reduceri la scară, construire de forme geometrice, etc. Mai departe descrieri în lut sau plastilină şi de ordin mai mult conceptual, al unor realităţi geografice sau din ştiinţele naturii. Şcoala vie a muncii se recomandă la această fază şi în cea precedentă mai ales ca un mijloc de intuire. Abià în al şaptelea şi al optulea an de învăţământ şi în special în ramurile unde se formează viitorii profesionişti, şcoala muncii capătă organizarea unei materii separate de predare. De unde până acì scopul ei erà intuirea, ea devine acum realmente constructivă. Sintetizând oarecum momentele precedente, ea foloseşte cunoştinţa lumii concrete alături de stăpânirea formelor intuiţiei şi tinde la aplicarea conceptelor şi legilor. Se deprinde mai întâi mânuirea instrumentelor de lucru, sfredel, ciocan, cleşte, etc.; se procedează apoi la lucrări în lemn în legătură cu desemnul proiectiv (geometrie-descriptivă) şi la construcţii de aparate pentru aplicarea legilor fizice. Aparatul şi maşina, considerate ca materiale brute plasticizate în vederea realizării unui concept sau a unei legi, este tocmai ocaziunea care permite îmbinarea şi desvoltarea însuşirilor dobândite în fazele anterioare. In sfârşit în clasele superioare ale învăţământului secundar, şcoala muncii capătă din nou o valoare mai mult intuitivă. Ea foloseşte matematicei, şt. naturale, fizicei, chimiei, etc. Elevii vor fi puşi la măsurători, cântăriri, citiri la aparate, determinarea centrului de gravitate, a

greutăţii specifice, a punctului de topire şi fierbere, presiunea gazelor, direcţia curentelor ş. a. m. d. In genere predarea tuturor materiilor se va face pe baza solicitării active a elevului. Totul va luà caracterul unei cercetări personale şi pe cât e cu putinţă va fi legat cu senzaţii motorice.

3. *Solidarism.* Şcoala muncii are şi un scop social. Ea sporeşte dragostea şi înţelegerea pentru omul muncitor. In ateliere şi laboratorii creşte sentimentul de solidaritate al comunităţii şcolare. Munca are mai departe o latură imanent socială. Oricare ar fi egoismul insului, întrucât munceşte, el se integrează scopurilor societăţii. Nu există muncă egoistă; există numai muncă solidaristă. In sfârşit, deprinderea de a realizà, cu preciziune şi acurateţe, desvoltă îndemânarea şi stăruinţa: tăria caracterului.

Să amintim aici şi recomandările Conferinţei pentru crearea unor ferme şcolare. Acestea nu sunt institute neatârnate; ele intră în planul general al şcolii unitare. Năzuesc însă o îmbinare dintre forţele educative ale casei părinteşti şi ale căminului şcolar sătesc (Landschulheim) şi au prin urmare să-şi organizeze programul de învăţământ şi lucru din complexul condiţiunilor vii în care există.

Omul pe care şcoala vie a muncii îl crează va fi agentul civilizaţiei tehnice a Occidentului. Să ne gândim numai că în această şcoală, şcolarul cel mai bun nu va fi acela care dovedeşte cea mai bună predispoziţie şi aplicaţie intelectuală, ci unul care uneşte dexteritatea cu cea mai îndelungă stăruinţă în lucru. Deasemenea şcoala nu va căutà într'atâta să sporească informaţia şi apetitul de cunoştere al ucenicului său, cât să organizeze în el reflexe sigure şi să-i stimuleze ingeniozitatea practică. Căci din acest ucenic ea nu vrea să obţie nici un diletant al culturii generale, dar nici nu cercetător închis în cabinetul său de lucru şi nici un funcţionar subordonat şi fără iniţiativă. Şcoala muncii vrea să croească o fiinţă eminamente constructivă, practică, silitoare, îndeplinind cu seriozitate funcţiunile la care îl destinează înclinaţia sa specifică. Rolul său omenesc se va îndeplinì astfel în cadrul economiei generale a societăţii; drept care i se sădeşte în suflet deprinderea la faptă, spiritul camaraderiei profesionale şi iubirea pentru masele muncitoare ale poporului. Există însă în om o tendinţă de compensaţie individuală care creşte în raport direct cu mobilizarea psihică a insului la munca totală a societăţii. Conferinţa şcolară a Imperiului se arată şi ea preocupată ca după ce a asigurat condiţiile unei educaţii practice şi sociale, să răspundă şi acestor cerinţe intime ale sufletului. După specializare, completare. Ne rămâne aşa dar să spunem câteva cuvinte despre şcoala extensivă.

* * *

Sub numele de *şcoală extensivă*, înţelegem: 1. Invăţământul profesional complementar. 2. Invăţământul general complementar. Deşi în ce priveşte prima categorie ţinta ei ar părea că stă exclusiv în întregirea şi adâncirea instrucţiei profesionale, Conferinţa trece printre scopurile ei şi «solicitarea tendinţelor de cultură generală». Din învăţământul profesional complementar fac parte: 1. Şcolile speciale care presupun o pregătire primară. Şi printre acestea *a)* unele care au loc înaintea acti-

vităţii profesionale: şcoli de ucenici, de comerţ, de menaj; *b)* altele care sunt vizitate de tineri după un an oarecare de activitate profesională: şcoli pentru mecanici, de construcţii, de ţesătorie, etc. 2. Printre şcolile speciale care presupun o pregătire secundar-reală ne interesează aici numai acelea cari sunt precedate de o activitate profesională efectivă: şcoli superioare de construcţiuni de maşini, de ţesătorie, de agronomie, etc. Tinerii aşadar cari, fie că nu pot să urmeze cursurile unei şcoli secundare, fie că greutăţile vieţii i-au angajat într'o profesiune înainte de a se fi putut desăvârşi într'o şcoală de meserii sau într'o şcoală tehnică superioară, vin aici pentru a se completà atât în sens special, cât şi în sens cultural general. Invăţământul profesional complementar trebuie astfel conceput ca un corectiv adus nedreptăţilor sociale. Este prin excelenţă o instituţie a masselor muncitoreşti.

In învăţământul profesional complementar, intră şi aşà numitele şcoli gospodăreşti sau economice (Wirtschaftschulen) destinate indivizilor de ambe sexe între douăzeci şi treizeci şi cinci de ani cu pregătire primară. Se predă economie politică, contabilitate şi administraţie, literatură şi istorie, etc.; iar ca materii facultative, stenografie, stenotipie, o limbă străină ş. a. m. d. Şcoli prin urmare pentru funcţionarii din întreprinderile comerciale şi industriale şi create mai mult în vederea unei desăvârşiri profesionale şi cetăţeneşti. Cultura generală este neapărat şi ea reprezentată; câmpul ei propriu trebuie căutat însă în învăţământul general complementar, în Universităţile populare.

Universitatea populară este întregirea de fapt a şcolii unitare. Cei cari au fost odată împreună în şcoala de bază se reîntâlnesc aici. Alcătuirea unei clase universitare nu se mai desvoltă însă din raportul tipic al unui conferenţiar cu auditoriul său. Nu mai avem de a face cu cursuri în care vine cine vrea şi reţine ce poate. O clasă a Universităţii populare este o comunitate de lucru strânsă în jurul unei biblioteci şi condusă de un profesor, care trebuie să fie un adevărat îndrumător. Problemele pe care le vor luà în cercetare aceste grupări nu vor fi organizate într'un program rigid, ci vor rezultà din nevoile vii ale membrilor grupului. In discuţie şi cercetare, ştiinţa va căutà să aducă sfat şi limpezire neliniştilor sufletului. La capătul acestor sforţări, Universitatea populară vrea să organizeze în adepţii ei un complex organic de doctrină şi atitudine etică, «Weltanschauung». Ea trebuie să formeze aceà elită de câteva sute de oameni în mijlocul mulţimii imense a poporului care, după părerea unui Jacob Burckhardt şi Nietzsche, pot fi lucrătorii unei Renaşteri, *ai marei prefaceri, der grossen Wandlung*, cum spune, inspirat de o îndepărtată nostalgie socială, reformatorul german.

ADAUS

Dela data conferinţelor ţinute la Institutul Central din Berlin, puţine din principiile stabilite acolo, au găsit şi o realizare practică. Chiar atunci când s'a păşit pe calea înfăptuirilor, au apărut îndată şi mijloacele menite să ţină în loc o evoluţie care nu puteà fi pe placul tuturor elementelor politice. Primul punct de program, la a cărui realizare practică s'au gândit reformatorii şcolari, priveşte problema şcolii comune

de bază. Astfel, legea din 28 Aprilie 1920 (Grundschulgesetz) stabileşte şcoala comună de bază pentru primii patru ani de şcolaritate şi cu un program care cuprinde limba germană, religia, învăţământul local (Heimatkunde), instrucţia civică şi munca manuală. La 4 Maiu 1923, Statele publică şi regulamentul acestei legi. Cu legea din 28 Aprilie, problema nu erà încă rezolvată, pentrucă o dispoziţie specială a legii admite educaţia în familie sau într'un «mediu familiar». Autorizându-se dela această dispoziţie, luară fiinţă o mulţime de institute private cu destinaţia să adăpostească copiii proveniţi din clasele aşà numite «aristocratice». Pentrucă abuzul erà evident, o ordonanţă din Ianuarie 1923 interzise institutelor private familiare să mai primească noui elevi; ele urmează deci să dispară de îndată ce ultimul elev înscris le va părăsì. Principiul şcolii unice mai suferì şi o altă atingere prin legea din 3 Aprilie 1925 care prevede că un şcolar bine înzestrat poate, cu consimţământul institutorului şi cu autorizaţia administraţiei şcolare, să părăsească şcoala de bază chiar numai după trei ani de şcolaritate, pentru a se înscrie într'o şcoală secundară. Un regulament federal din Maiu 1923 transformă învăţământul public în spiritul şcolii active, dar despre o aplicaţie unitară a acestui regulament nu poate fi încă vorba. Un Minister federal al Instrucţiei Publice nu s'a creat încă.

Cea mai serioasă dintre piedicile care se opun reformei şcolare provine însă din pricina învăţământului confesional. Spiritul laic al partidelor de stânga intră pe această chestie într'un irezolvabil conflict cu tendinţele reprezentate de partidele centrului şi ale dreptei. Conflicte deasemenea natură au zădărnicit până acum două încercări de legiferare şi ele au îndreptăţit pe un publicist german, d-l H. Schulz, secretar de Stat în Ministerul de Interne al Imperiului, să caracterizeze drept un adevărat «calvar», drumul pe care a fost menită să înainteze până acum, legislaţia şcolară (1). Iată în scurt elementele şi peripeţiile acestui conflict.

Constituţia germană prevede la art. 146, al. 2, creeacea «după cererea părinţilor de familie (Erziehungsberechtigte), şcoli populare conforme credinţelor sau concepţiilor lor despre lume, în măsură în care prin aceasta, o şcolaritate bine organizată, în sensul alineatului prim, nu s'ar găsì stânjenită. Voinţa părinţilor de familie trebuie să fie, în limita posibilităţilor, luată în consideraţie...». Pe de altă parte la art. 146 al. 1, Constituţia prevede că «învăţământul religiei face parte din programul ordinar al şcolilor, cu excepţiunea şcolilor neconfesionale». Urmărind desvoltarea acestor dispoziţii se produse în 1921, proiectul de lege al Ministrului de Interne Koch.

Proiectul Koch prevede trei categorii de şcoli populare (Volksschulen): 1. Acelea pe care le numeşte «Gemeinschaftsschulen» şi care stau deschise tuturor şcolarilor, în care religia este obiect de învăţământ în sensul art. 149, al. 1 din Constituţie. 2. Şcoli confesionale, destinate mai ales şcolarilor de o anumită confesiune, accesibile cu toate acestea şcolarilor de orice confesiune, dar în care corpul didactic trebuie să aparţină numai unei singure confesiuni. 3. In sfârşit, şcolile laice (Weltliche- oder Weltanschauungsschulen), în care învăţământul religiei este exclus şi confesiunea elevilor şi institutorilor rămâne indiferentă.

(1) Vezi: *H. Schulz*, Der Leidensweg des Reichsschulgesetzes, Berlin, 1926.

Proiectul Koch nu mulţumi elementele radicale. Existenţa şcolilor confesionale răspundeà ce e drept prevederii constituţionale, dar, întrucât ele urmau pe de o parte să fie deservite de institutori confesionali, iar pe de altă parte erau accesibile şcolarilor de orice confesiune, apărea temerea înrădăcinării unei influenţe care întreceà prevederea Constituţiei. Opoziţia de care proectul Koch se izbì în Reichstag, făcù imposibilă votarea lui.

In 1925, Ministrul de Interne Schiele prezintă Reichstagului un al doilea proiect de lege în chetiunea desvoltării art. 146 al. 2 din Constituţia Imperiului. Proiectul Schiele a fost însă judecat cu mult mai puţin liberal decât proiectul anterior şi soarta lui nu fu mai bună.

In adevăr, proiectul Schiele prevedeà numai două categorii de şcoli, şi anume: 1. Şcoli confesionale, create pentru şcolari de o anumită confesiune, accesibile totuş oricăror şcolari şi cu corp didactic confesional; 2. Şcoli inspirate de o anumită concepţie despre lume (Weltanschauungsschulen), pentru şcolari proveniţi din cercuri însufleţite de aceeaş concepţie despre lume, sau pentru oricare alţii, dar cu un corp didactic inspirat de concepţia despre lume pentru care şcoala a fost hotărîtă.

Proiectul Schiele a fost judecat drept mult mai puţin liberal, pentrucă alături de măsurile relative la şcolile confesionale, pe care le păstrează întocmai dela proiectul anterior, preconizează un adaus de măsuri menite să favorizeze nişte cercuri sociale a căror realitate nimeni nu puteà s'o identifice. Ce înseamnă în adevăr cercuri sociale inspirate de o anumită concepţie despre lume? Toleranţa proiectului Schiele se îndreptà deci către nişte realităţi iluzorii; măsurile lui rămâneau să favorizeze de fapt numai întreprinderile şcolare confesionale. Aşà numitele «Weltanschauungsschulen» sunt arătate de Schulz drept nişte «producte artificiale făcute de nişte jurişti depărtaţi de realităţile vieţii şi în spatele cărora nu stă niciun cerc al poporului german şi nimeni nu le doreşte». Pentru aceste înjghebări, comentarul lui Schulz nu găseşte decât accente de sarcasm.

Aceasta este situaţia reformei şcolare în Germania, după ultimele relaţiuni pe care le-am putut culege. Conturul său este încă departe de a fi închegat. Lucrarea se găseşte încă în stadiul desbaterilor. Dar atâtea idei noui, atâtea tendinţe servite de o pasiune uneori exclusivă, oferă aceluia care le ia în cercetare un tablou variat şi demn de a reţine.

OLIGARHIA ROMÂNĂ (1)

STUDIU ASUPRA ISTORIEI CAPITALISMULUI ÎN ROMÂNIA

DE LOTAR RĂDĂCEANU

CAP. V

FORMELE REVOLUŢIEI BURGHEZE

5. E deci evident că societatea românească a născut în cursul desvoltării ei; necesitatea revoluţiei burgheze. Dar a rămas deschisă marea problemă, cum şi pe ce cale se va îndeplini această necesitate. Am amintit părerea d-lui Zeletin după care o revoluţie burgheză violentă nu este posibilă în România deoarece condiţiunea fundamentală, separaţia între puterea de Stat şi desvoltarea economică, nu este dată în societatea românească. Dar dacă am arătat acum că caracterul reacţionar al burgheziei române nu exclude încă posibilitatea unei atitudini revoluţionare a altor clase, nu am făcut încă deplină claritate. Căci d-l Zeletin, susţinând punctul d-sale de vedere, nu a uitat de loc existenţa proletariatului şi ţără-

(1) Vezi «*Arhiva pentru Ştiinţa şi Reforma Socială*». An. V, p. 497 şi An. VI. p. 160 Lucrarea de faţă încheiată în vara anului 1923, a avut soarta de a nu puteà vedeà pe deplin lumina tiparului decât după aproape patru ani şi într'o redactare considerabil redusă în proporţii. Ea apare totuş — dacă abstragem de scurtările impuse de consideraţiuni de spaţiu — în forma în care a fost redactată la început. Situaţia societăţii româneşti nu este, însă, în 1927 aceeaş ca în 1923. Atât în domeniul politic cât şi în cel economic şi social s'au produs schimbări şi precizări care necesită imperios o prelucrare şi punere la zi a studiului. Cu toate acestea nu am făcut nici o modificare esenţială. M'am mărginit să elimінez câteva pasagii de importanţă secundară, actuale în 1923, lipsite însă de interes în 1927, şi să rectific anumite amănunte în cadrul strict al redactării vechi. Cum afirmaţiile mele teoretice asupra originei şi evoluţiei oligarhiei române şi a societăţii noastre moderne în genere nu au putut fi sdruncinate de cele petrecute dela 1923 încoace, ci au fost dimpotrivă întărite, cred că e suficient să subliniez aici pentru cetitori distanţa de timp, între compunerea şi apariţia lucrării, care apare astfel ca un tot organic şi unitar, ca o icoană a societăţii române aşà cum se prezintă observatorului acum patru ani. O viitoare redactare completă la care lucrez, îi va da abià forma definitivă.

Până atunci ţin să lămuresc numai câteva puncte mai importante. In 1923, când societatea română se află încă sub impresia valului revoluţionar postrevoluţionar, mişcarea ţărănească s'a afirmat ca un factor politic de primul ordin. Astăzi, după reconsolidarea definitivă a regimului

nimii. D-sa ştie foarte bine că «ar trebuì să ne aşteptăm încă la o revoluţie română». Dar, după d-sa, această prefacere istorică se înfăptuieşte fără sguduire, «deoarece aici desvoltarea clasei burgheze se confundă cu procesul de prefacere al oligarhiei» (1). Cu alte cuvinte, după d-l Zeletin, revoluţia burgheză se va înfăptuì prin totala acaparare a economiei capitaliste de către oligarhie, prin identificarea treptată a oligarhiei cu burghezia. Nu înţelegem cum se poate menţine în aceste condiţiuni analogia cu absolutismul luminat apusean care doar nu a făcut afaceri de bancă şi nu a acaparat nici când întreprinderi industriale. Se vede că acesta e singurul fenomen abnorm în desvoltarea, de altfel absolut normală şi în conformitate cu chipul apusean, a capitalismului român. Dar oricum, afirmaţia d-lui Zeletin trebuie cercetată mai deaproape, deoarece de fapt oligarhia care, ce-i drept, nu e nici «luminată» în absolutismul ei, nici ca clasă socială burghezie, manifestă netăgăduit tendinţa de a se identificà cu desvoltarea capitalistă existentă. Probabilitatea unei identificări cu burghezia sau mai bine zis a unei prefaceri în burghezie nu pare deci, la prima vedere, exclusă.

E limpede, cel puţin dacă judecăm penetraţia oligarhică numai după rezultatele ei cantitative, că la un moment dat capitalul românesc ar putea fi complet acaparat de oligarhie. Şi e asemenea limpede că îndeplinirea acestui proces ar preface burghezia întreagă mai întâiu în ologarhie, dar că apoi aceasta ar putea devenì, sub presiunea legilor inerente capitalului cari n'ar mai fi stingherite în desfăşurarea lor, burghezie adevărată. Aşà încât, admiţând această ipoteză, rezultatul final economic al revoluţiei burgheze s'ar realizà pe o cale relativ paşnică, fără ameninţarea existenţei politice a oligarhiei.

Nu se poate, însă, afirmà că o asemenea desvoltare lentă ar puteà îndeplini totodată şi cealaltă lature politică a revoluţiei: democraţia. Oligarhia nu se va puteà nicidecum, «disolvà... prin însăş evoluţia economică, într'o democraţie reală», nici când ea nu «va îngăduì,.. o ştirbire a influenţei ei, prin consimţirea la un proces

oligarhic, precum şi datorită altor împrejurări asupra cărora nu pot insistà aici, importanţa mişcării ţărăneşti este mult redusă. A vorbì de ea ca de un factor revoluţionar ar fi în prezent foarte hazardat. Tot astfel aprecierile asupra reformei agrare şi asupra regimului agrar actual din România nu mai pot fi menţinute în întregime azi când rezultatele reformei agrare pot fi văzute mult mai clar. In schimb, muncitorimea, care acum patru ani nu jucà nici un rol, începe a se reafirmà, potrivit cu legile fireşti ale evoluţiei sociale. După încheierea victorioasă a acaparării economice oligarhice, nu se mai poate vorbì de o burghezie română ca clasă socială. Cauzele acestei dispariţii le-am schiţat, pe scurt şi numai în parte, într'un articol intitulat «Naţionalizările» şi publicat în «Adevărul» din 15 Martie 1926. Pe de altă parte, identificarea oligarhiei cu capitalismul, eventualitatea pe care o discut mai pe larg în capitolul V (5—8) nu s'a produs deşì acapărarea economică şi-a atins, în bună parte, scopul. Intrucât capitalismul, cel puţin în faza actuală românească, reclamă democraţia ca corolar politic, oligarhia a rămas ceeace a fost şi atunci când a ajuns în posesia deplină a stăpânirii economice, iar luptele politice pierd din ce în ce mai mult caracterul de lupte de masse şi devin tot mai pronunţat lupte între fracţiile oligarhice adverse. Iată faptele principale sociale de care studiul de faţă n'a mai putut ţine seamă. In ultimul timp, s'a evidenţiat, în sfârşit, Italia ca putere cu veleităţi de invadare capitalistă, fapt care schimbă cele expuse în pag. 447. — L. R.

(1) Op. cit. III, 2—3 pag. 263.

de descentralizare», după cum speră d-l Zeletin (1). Căci procesul de penetraţie desăvârşită pe care l-am presupus, presupune la rândul său ca oligarhia să rămână în deplină posesie a puterii de Stat deoarece numai astfel ea are putinţa să se apere, pe de o parte, de atacurile ţărăneşti şi muncitoreşti şi să cucerească, pe de altă parte, poziţiile economice ale burgheziei independente. Oligarhia devenită burghezie va trebuì să schimbe deci absolutismul ei oligarhic cu un absolutism burghez, îndreptat împotrivă ţărănimii şi muncitorimii cari, din cauza lipsei unui regim politic democrat, vor trebuì să fie şi mai departe în opoziţie. Această perspectivă care e sigură, dacă admitem posibilitatea revoluţiei economice fără zguduiri politice, evidenţiează că oligarhia nu reprezintă clasa cea mai progresivă a societăţii româneşti, nici măcar dacă am admite că identificarea cu capitalismul este în adevăr, misiunea ei istorică, ceeace pare puţin probabil. Acelaş rezultat economic, întregit de izbânda democraţiei, poate fi realizat, prin răpunerea forţată a oligarhiei de către revoluţia burgheză politică.

6. E, însă, evident că tocmai această din urmă soluţie nu poate convenì burgheziei aşà de bine ca soluţia oligarhică care i-ar creà, după desăvârşirea transformării capitaliste, o situaţie politică mult mai favorabilă. Deaceea e foarte probabil ca aici să se găsească un nou motiv în măsură de a determinà păturile burgheze la o atitudine politică cordială faţă de oligarhie sau, în cel mai bun caz, la o opoziţie moderată. Bine înţeles, nu este vorba de o simplă prevedere. Datorită împrejurărilor deosebite ale transformării capitaliste române, lupta de emancipare a ţărănimii n'a fost până în prezent nici când secondată de burghezie. Prin urmare, ţărănimea a îmbrăţişat o politică independentă a ei. Şi e firesc ca, pentru aceleaşi motive, partidele burgheze să fie lipsite chiar astăzi, ca şi oligarhia, de baza largă electorală pe care în toate ţările capitaliste ţărănimea o oferă claselor burgheze puţin importante ca număr şi că, în această situaţie, burghezia să nu fie de loc interesată la un regim democratic ce ar puteà aduce la putere dacă nu muncitorimea industrială, atunci cel puţin ca în Bulgaria, o stăpânire anticapitalistă a ţăranilor. Mai ales această din urmă perspectivă se bazează pe realităţi foarte evidente. Am văzut cum ţărănimea română urmăreşte prin atitudinea ei revoluţionară nu numai dobândirea drepturilor integrale politice, ci, în ultima instanţă, asigurarea intereselor ei economice pentru a se impune ca factor dominant de producţie. De sigur, aceeaş tendinţă există mai mult sau mai puţin puternică, la ţărănimea tuturor ţărilor. Dar în România, importanţa politică a acestei combinaţii de revendicări e nemăsurat mai mare, prin faptul că s'a produs în mijlocul unei societăţi aflate în pragul revoluţiei burgheze şi încă a unei revoluţii care, din punct de vedere a forţelor brute sociale, este în primul rând susţinută de ţărănime. Deaceea o revoluţie burgheză, făcută sub influenţa hotărîtoare a ţărănimei ar aveà, cu necesitate, pe lângă rezultatele ei politice şi un efect economic de o semnificaţie specific ţărănească: biruinţa politicei economice ţărăneşti. Aceasta însă ar

(1) Op. cit. III, 4, pag. 422.

aduce, prin caracterul ei agrar şi mai ales în baza calităţii de mic producent al ţăranului cu atât mai grave prejudicii desvoltării capitaliste, cu cât nu e vorba numai de un simplu antagonism de clase interne, ci de însăş problema propăşirii economice a României. In adevăr, în condiţiile actuale care nu se vor schimbà aşà curând, cârmuirea Statului implică în prima linie sarcina refacerii echilibrului economic cu străinătatea prin o potrivită politică economică internă şi externă. Dar, pe când un partid burghez va trebuì să caute a îndeplinì această sarcină prin sporirea producţiei industriale şi prin valorificarea, tot pe cale industrială şi capitalistă, a bogăţiilor naturale de sol şi subsol, ţărănimea ajunsă la putere va face tocmai contrarul. Ea va pune cel mai mare preţ pe promovarea micii producţii agricole pentru a face din ea temelia economică a ţării. Cum însă această politică înseamnă, neglijarea, ba chiar sfruntarea intereselor burghezo-capitaliste şi, implicit, împiedicarea progresului capitalist în genere, iată-ne în faţa unei discordii de clasă care tocmai acum, când societatea românească se află la o răspânte de evoluţie, e deosebit de gravă şi importantă.

7. Este, aşadar, foarte explicabil absolutismul burghez atât în forma sa mai mult ideologică din prezent, cât şi în ce priveşte probabilitatea lui de realizare viitoare. Dar în cazul nostru, el e un fenomen specific românesc deşi burghezia ca atare este, în faza de evoluţie actuală, prin firea ei «absolutistă»! (1). Desigur, în fapt însăş fiinţa capitalismului exclude principiul absolutist. In această privinţă, democraţiile existente tocmai în ţările cu un capitalism foarte înaintat, ca d. p. în Anglia şi Germania, sunt o puternică dovadă. Şi dacă în alte ţări, forma de Stat corespunde încă cu o dictatură deghizată, dar absolută a burgheziei cauza e înapoierea proletariatului sau a societăţii în genere In această situaţie se află b. o. Franţa unde abià acum caracterul mic burghez al economiei naţionale este ameninţat de marea industrie imperialistă, creată fie în timpul răsboiului pentru nevoile de înarmare, fie după răsboiu prin acumulaţiile de speculă şi anexarea Alsaciei, Lorenei şi Saarului. Dar oricât de vădit ar fi că, în toate ţările capitaliste, procesul de democratizare merge paralel cu desvoltarea capitalismului, aceasta nu înseamnă însă că burghezia ar fi ea însăş democratică. Nu avem nici un motiv să tăgăduim că burghezia doreşte în toate ţările dispariţia tuturor mişcărilor democratice, în special însă a celor muncitoreşti şi că ea este pretutindeni foarte dispusă de a prevenì democraţia proletară cu o foarte puţin democratică dictatură burgheză. Evident, burghezia nu este materialmente în stare să realizeze asemenea intenţii deoarece gradul înaintat al evoluţiei capitaliste implică o atât de mare putere politică a celorlalte clase, încât desconsiderarea lor este, în cel mai bun caz, numai vremelnic posibilă. Pe de altă parte, burghezia posedă, graţie aceluiaş fapt, puternice subsidii politice în păturile sociale interesate la dominaţia ei şi, pe lângă aceasta,

(1) D-l Madgearu este autorul acestei aprecieri. In articolul «Ţărănism sau neoliberalism», d-sa spune răspicat că «condiţiile de desvoltare ale capitalismului contimporan confundă interesele plutocraţiei bancare cu forma de Stat absolutist». Mai potrivit ar fi, însă, termenul dictatorial».

suficiente mijloace materiale şi morale pentru a le sporì în mod artificial. Campaniile electorale în Statele apusene sunt în această privinţă deosebit de elocvente. Ele ne arată cum ţărănimea, mica burghezie, intelectualii şi o bună parte dintre salariaţi votează în bloc partidele politice burgheze creându-le majorităţi parlamentare ce le îngăduie o guvernare formal democratică. Iar din cauza complexităţii societăţii moderne capitaliste,. chiar acolo unde, din cauza înapoierii relative a capitalismului şi a greşelilor politice proletare, ea a reuşit să creeze dictaturi (Ungaria, Italia), imposibilitatea guvernării dictatoriale se învederează tot mai mult. Cu toate acestea burghezia manifestă pretutindeni tendinţa de a împiedicà prefacerea democraţiei într'o platformă pentru înaintarea proletariatului şi că, din această cauză, politica ei devine antidemocratică şi reacţionară, iar dictatura în mod pilduitor realizată de fascismul italian — devine idealul către care tind mai mult sau mai puţin energic toate burgheziile europene. Cu totul alt caracter are, însă, aşa numitul absolutism burghez în România. De altfel, noţiunea «absolutism» nu are, în concepţiunea ei originală, nimic din nuanţa odioasă ce o primeşte când e aplicată regimului oligarhic sau burghez, Ba, din acest punct de vedere, nici măcar regimul oligarhic nu poate fi numit absolutist. Absolutismul este, în istoria capitalismului, un sistem de organizare politică, care nu izvorăşte din necesităţile reacţionare şi de opresiune, ci din lipsa unei clase burgheze închegate tocmai în timpul celei mai febrile înfloriri capitaliste. El reprezintă, aşadar, un regim de tranziţie spre democraţia burgheză. Deaceea, regimul oligarhic se poate considerà absolutist, bine înţeles nu ca misiune istorică, ci ca formă politică, numai câtă vreme societatea românească n'a trecut încă la structura generală a societăţilor capitaliste. Dar odată ce această trecere începe a se înfăptuì, dispar şi condiţiunile obiective ale absolutismului oligarhic, şi acesta se preface, sub presiunea primejdiilor ce, subit îl înconjoară, din tutelar în opresiv şi devine astfel dictatură reacţionară. Singura legitimare ce mai poate aveà întrebuinţarea termenului «absolutism» în aceste împrejurări, e faptul că dictatura nu este pentru oligarhie numai o periodă trecătoare, ci însăş forma de guvernământ ce corespunde existenţei ei într'o societate în proces de formare burghezo-capitalistă. Cu totul alta este semnificaţia absolutismului burghez român despre care am vorbit. Burghezia română, neputând să admită nici măcar de fapt, precum o fac burgheziile apusene, din cauză că democraţia este pentru ea o primejdie tot atât de mare ca pentru oligarhie, acceptă absolutismul numai ca un mijloc de scăpare până la revenirea ţărănimii la conservatism şi crearea unor întinse pături mijlocii cointeresate la capitalism. Acest proces se confundă, istoriceşte, cu desvoltarea unui proletariat puternic drept campion al democraţiei. In consecinţă, absolutismul burghez apare astăzi nu ca o însuşire naturală a clasei noastre burgheze, ci, cu claritate, ca un produs al regimului oligarhic. Iar dacă în cazul presupus al unei contopiri burghezo-oligarhice, el va evoluà din pură ideologie în practică, nu vom puteà să-l caracterizăm mai bine decât numindu-l o moştenire bine venită dela oligarhia apusă.

8. Dar dacă am văzut în cele precedente că penetraţia oligarhică, judecată din punct de vedere cantitativ, poate duce, cel puţin în teorie, la soluţionarea problemei

economice a revoluţiei burgheze, lăsând însă deschisă problema atât de gravă a democraţiei politice, aceasta nu înseamnă pentru cercetarea noastră decât foarte puţin. Căci dintre rezultatele obţinute putem reţine definitiv doar ceeace am constatat în privinţa atitudinei politice a burgheziei. Incolo e evident că penetraţia oligarhică nu este numai de ordin cantitativ, că ea nu este identică numai cu schimbarea formală a deţinătorilor capitalului, ci, prin caracterul ei politic, şi cu o adâncă prefacere calitativă de fond şi fiinţă. Prin urmare, urmează încă să vedem cum se prezintă problema din acest punct de vedere. In adevăr, numai dacă lupta ce se dă în România între capitalul oligarhic şi tendinţele burghezo-capitaliste independente ar puteà fi comparată cu luptele ce, cu asemănătoare scopuri de acaparare economică, au loc între marele grupuri financiare ale Apusului, am fi în drept să ne mulţămim, în cercetarea ei, cu înregistrarea succeselor dobândite de o parte sau de alta şi să lăsăm, de altfel, totul în voia jocului liber al forţelor economice încinse în luptă. Cum, însă, nu mai încape îndoeală că, pe când în Apus luptele ce se dau în sânul capitalului sunt indiciul progresului capitalist dela formele primitive de anarhie şi concurenţă la forma superioară a capitalului financiar monopolist, în România ofensiva economica a oligarhiei urmăreşte tocmai contrarul, adică oprirea progresului capitalist acompaniat de atâtea primejdii politice. Aici penetraţia oligarhică nu întâmpină numai rezistenţa naturală a puterii economice pe care cantitatea şi însemnătatea lui naţională o dă capitalului independent. I se împotrivesc şi tendinţele vrajmaşe ale istoriei — atât cele economice cât şi cele politice — care, potrivit legilor ei inerente, împing societatea românească spre capitalism. Urmarea acestei duble rezistenţe e că problema pierde caracterul ei pur economic şi devine, în primul rând, istorică şi politică. Nu două organizaţii financiare îşi măsoară puterile, în această luptă între capitalul oligarhic şi cel burghez, ci două clase cu interese deosebite şi cu poziţii bine stabilite în structura economică a ţării

Astfel tocmai laturea calitativă a penetraţiei oligarhice se învederează a fi de importanţă decisivă pentru cercetarea problemei. Căci odată ce e fapt stabilit că este vorba numai de un aspect izolat al străduinţei generale ce oligarhia o depune pe toate căile pentru asigurarea existenţei ei politice, nu mai avem a cercetà perspectivele ce identificarea burgheziei cu oligarhia le are din punct de vedere al probabilităţii calculative. Dimpotrivă, constatând că actualmente această identificare este încă departe de a fi săvârşită, ne incumbă numai să ne convingem de gradul de înaintare la care a ajuns revoluţia burgheză română prin clasele ce o reprezintă politiceşte şi să conchidem apoi dacă oligarhia posedă garanţiile unei stăpâniri destul de îndelungate pentru realizarea contopirii burghezo-oligarhice.

E evident, o cercetare întreprinsă în această direcţie nu poate duce la rezultate pozitive; pare însă iluzoarie orice speranţă că oligarhia va puteà fi biruită pe cale legală şi democratică. Considerând puterea aproape nemărginită pe care ea o posedă în Stat, putere pe care nu o pierde chiar dacă se află în opoziţie parlamentară şi care este secondată de o formidabilă putere economică, această ipoteză ne

pare puţin verosimilă. Pe de altă parte — chiar admiţând că partidele democratice burgheze vor veni la putere — este foarte puţin probabil că ele vor puteà doborî *sistemul* oligarhic ca atare. Chiar venite la putere, nu sunt şanse ca opoziţia unită să poată răsturnà şi schimbà temeliile juridice şi economice ale oligarhiei: constituţia, legea administrativă, dreptul electoral majoritar, legea privilegiului Băncii Naţionale, etc., etc., fără să mai vorbim de spiritul reacţionar ce s'a încuibat atât de adânc în armată, în poliţia de Siguranţă şi în întreg aparatul administrativ. Doborîrea sistemului oligarhic şi curmarea penetraţiei oligarhice pare exclusă câtă vreme baza de forţă a oligarhiei, adică dominaţia ei în Stat, nu este desfiinţată. Şi ne îndoim dacă această dominaţie poate fi desfiinţată pe căile obişnuite ale luptei politice legale pe care, însă, burghezia nici când nu le va părăsì şi care constitue singura posibilitate de manifestare politică *organizată* a ţărănimei. Vom vedeà în capitolul următor care sunt, în această privinţă, perspectivele de evoluţie. In orice caz, însă, nu este vorba numai de puterea de combativitate pe care reprezentanţii politici ai revoluţiei burgheze o au în asaltul lor împotriva oligarhiei. Simpla existenţă a unui organism economic cu tendinţe de transformare capitalistă aduce cu sine atât de grave turburări economice dacă este stingherit în desfăşurarea liberă a acestor tendinţe, încât nu mai este cu putinţă menţinerea metodelor de sugrumare ale oligarhiei. Acesta este faptul decisiv ce se pune deacurmezişul penetraţiei oligarhice. Căci nu trebuie uitat, peste considerațiunile politice de până acum, că scopul ei economic e, în fond, paralizarea progresului capitalist şi că acest scop, realizat în întregime sau în parte, nu se poate să nu se traducă în efecte adânc resimţite de economia naţională.

CAP. VI

PERSPECTIVELE REVOLUŢIEI BURGHEZE

1. Este un fapt de decizivă importanţă că dominaţia oligarhică care împiedică toate tendinţele progresului capitalist pentru a puteà acaparà în linişte capitalul naţional şi a preface întreprinderile româneşti din nuclee de expansiune capitalistă în mijloace de câştiguri parazitare, nu mai fiinţează în România mică de înainte de răsboiu, ci în România mărită prin alipirea unor provincii mai înaintate şi ea însăş progresată în urma reformei agrare, a avântului general capitalist şi a formării unor clase muncitoreşti şi ţărăneşti revoluţionare. Pe când în vechiul Regat neoiobag industria şi, în genere, capitalismul nu jucau decât un rol neînsemnat, în economia naţională, în România nouă capitalismul este chemat să fie un factor economic hotărîtor. Dela intrarea noastră în răsboiu până în anul 1922, balanţa comercială e pasivă şi cu toate că, începând cu 1920, statisticile arată o continuă creştere a cifrelor de export, şi ajung chiar să fie — cel puţin formal — active, creşterea simultană a importului zădărniceşte restabilirea unui real echilibru eco-

nomic al comerţului exterior în favoarea României (1). Căci, mai întâiu, principalul articol de export antebelic: cerealele, şi-a pierdut cu desăvârşire însemnătatea economică de odinioară. Micul Regat exportă în 1912 cereale în cantitate de peste două şi jumătate miliarde tone, mai mult aşadar decât cifra totală a exportului din 1920 (2). In anul 1923 România, împreună cu grânarele renumite care sunt Banatul şi Basarabia a ajuns abia la 1.754.991 tone (3). Cauza, fără îndoeală, reforma agrară care a redus, prin efectele ei imediate, nu numai producţia agricolă a ţării, ci a contribuit, şi la creşterea generală a consumului intern. Această creştere a fost cauzată, în prima linie, de alipirea unor vaste teritorii deficitare din punct de vedere a producţiei alimentare şi de creşterea numerică a populaţiei orăşeneşti. Pe de altă parte, însă, necesitatea aceluiaş consum intern sporit nutreşte, împreună cu nevoile mari ale industriei, importul enorm de fabricate, semifabricate, maşini şi materii brute, care are o atât de mare influenţă asupra balanţei comerciale. In asemenea condiţiuni, sporirea exportului este o problemă extrem de grea. Exportul prin care s'a încercat, în ultimii ani, contrabalanţarea importului, poartă cu toată evidenţa caracterul unui export prădalnic, unui export de foamete (4).

Nu avem putinţa de a expune amănunţit, în cadrele restrânse ale acestui studiu, această situaţie a comerţului nostru exterior. Ne propunem a reveni pe larg asupra problemei într'o viitoare ediţie completată care, sperăm, va puteà apare în cursul anului. Credem, însă, că consideraţiile de mai sus sunt suficiente pentru a învederà răspântia de evoluţie la care a ajuns societatea românească din acest punct de vedere. Economiceşte, România nu mai e ţară agrară, exportul ei relativ mic de produse agricole o dovedeşte. Dar ea nu este încă nici ţară industrială, deoarece desvoltarea capitalistă — promiţătoare de altfel — este ţinută în stagnaţie de către oligarhie. Ea este, deci, silită să continue importul de articole industriale în aceeaş proporţie ca înainte şi să anihileze astfel, fără să vreà, eventualele efecte economice ale exportului care, tocmai când întrece importul, loveşte în interesele vitale ale

(1) In «Statistica anuală a României pe anul 1922», Bucureşti 1923, d-nii Staicovici şi Iconomu arată numai deficitele noastre comerciale între anii 1919 şi 1920 (pag. 64—65). In privinţa balanţelor 1921—1923 vezi Dr. Ilie Georgianu, Comerţul exterior al României în anul 1923, în Buletinul Statistic al României anul 1924, No. 4.

(2) Vezi Staicovici şi Iconomu, op. cit. pag. 80—81.

(3) Vezi Georgianu, op. cit.

(4) Dacă urmărim tabelele din «Statistica anuală» citată şi statisticile oficiale ale anilor 1921—1923, ne convingem lesne că cele mai însemnate sporiri ale cifrelor de export s'au realizat în branşa alimentelor de prima necesitate. Cifra de export creşte mai întâiu la cereale, vite şi, în genere, la produsele agricole. Urmarea e, în mod firesc, scumpetea grozavă în interiorul ţării. Acestei împrejurări se datoreşte, de altfel, fără îndoeală, regimul nestatornic al exportului care încearcă, bineînţeles zădarnic, cele mai variate metode (prohibiţiuni temporare, comprimarea preţurilor, cote, taxe variabile etc.) pentru a asigurà, pe de o parte, consumului intern mărfuri cât de ieftine şi a creà, pe de altă parte, exportului cât de multă libertate. In acelaş moment oligarhia a profitat fireşte de aceste experimente de politică economică spre a organizà mănoase afaceri în paguba binelui public. Dar aceasta e numai o urmare a regimului oligarhic obişnuit să facă din orice măsură de Stat un izvor de câştiguri şi îmbogăţire.

industriei. Această situaţie a comerţului exterior corespunde, în mod necesar, cu criza economică internă şi este, în parte, cauza, în parte, efectul ei. Stagnaţia capitalistă cauzată de politica economică a oligarhiei împiedică nu numai intensificarea producţiei industriale şi, deci, satisfacerea crescândă a consumului intern cu mărfuri naţionale, ci face şi ca ţara — care totuş tinde spre capitalism — să se resimtă de o adâncă criză de capital. Capitalul naţional nu ajunge pentru a satisface trebuinţele de expansiune ale industriei, ba nici măcar acele de simplă menţinere a nivelului atins. Urmarea e o criză industrială care aduce cu sine lipsa de lucru, scăderea capacităţii de consum a păturilor muncitoare şi, din cauza regimului protecţionaist, scumpirea disproporţionată a mărfurilor industriale chiar la producător. Dar şi comerţul trebuie să sufere direct în urma lipsei de capital care, şi pentru el, se preface în lipsă de credite convenabile. Urmarea e stagnaţia generală economică, criza economică. Pe de altă parte, însă, producţia agricolă nu este suficientă pentru a contrabalansà criza capitalistă. Precum am amintit mai sus, exportul poate fi susţinut numai cu preţul scumpetei interne care, astfel, se întinde şi asupra alimentelor de prima necesitate. Dar nici cu acest preţ destul de scump el nu poate fi sporit în aşà măsură încât să formeze baza unui echilibru extern sănătos (1).

2. In această situaţie, România are două posibilităţi de desvoltare: sau înapoi spre ţara agrară pentru a trăì, ca înainte de războiu, din exportul agricol, sau înainte spre ţara industrială spre a-şi creà un nou echilibru economic. Abia după ce această alternativă va fi soluţionată, situaţia economică a ţării va puteà primì altă înfăţişare.

Menţinându-se regimul economic îmbrăţişat de oligarhie, această necesitate fundamentală nu poate fi însă, în nici un caz îndeplinită. Cum atât pentru promovarea industriei cât şi pentru valorificarea bogăţiilor naturale, care nu se poate face decât iarăş prin industrie, se cere continuarea liberă a desvoltării capitaliste, ambele soluţiuni se contrazic cu metodele oligarhiei. Ele presupun schimbarea intervenţionismului politicianist şi acaparator în intervenţionism de protecţie şi promovare generală, precum şi abandonarea politicei de oprire îndărătnică a importului de capital. Astfel desvoltarea industrială şi capitalistă în genere, care în România veche a putut fi neglijată de clasa stăpânitoare, devine acum însăş problema fundamentală a societăţii româneşti (2).

(1) Pasagiile din acest capitol, privitoare la problema echilibrului economic, au fost revăzute în 1924. Primul an cu balanţă comercială activă a fost 1922 când exportul a luat pentru prima dată un avânt mai remarcabil. Activul mare de aproape cinci miliarde ce se constată în 1923, se datoreşte numai unei scăderi relative a importului care a fost numai temporară. Excedentul din 1924 este din nou foarte mic, iar în anul 1925, balanţa comercială este iar deficitară pentru a deveni apoi activă în 1926 datorită reducerii taxelor de export. Aceste fapte reclamă o adâncire a expunerilor noastre, mai ales în privinţa tendinţelor agrariene în politică economică care sunt, prin firea lucrurilor, opuse intereselor desvoltării industriale capitaliste şi chiar şi intereselor oligarhiei. Sperăm că vom puteà face acest lucru, altă dată, în toată amploarea.

(2) «Paralizia generală progresivă a economiei naţionale». D-l Gr. Antipa, într'o recentă lucrare, a găsit această sugestivă caracterizare a situaţiei noastre economice. Recomandăm consultarea acestei lucrări ale cărei încheieri confirmă cele spuse de noi asupra problemei import-export.

Aşà fiind, penetraţia oligarhică este oprită în propăşirea ei prin faptul că baza ei, stagnaţia artificială a desvoltării capitaliste, nu se mai poate menţine fără ca criza economică să degenereze în dezastru complet. Ceeace, cu toate sforţările, puterea politică a claselor revoluţionare nu a fost în măsură să îndeplinească, a fost deci cu uşurinţă realizat de istorie: România a ajuns în drumul ei spre capitalism la răspântia decisivă. Căci dacă criza de capital, deprecierea valutei şi creşterea continuă a scumpetei impun o revizuire radicală a politicei economice oligarhice şi, implicit, a penetraţiei în care aceasta îşi găseşte ultima expresie, reversul chestiunei, partea ei pozitivă, nu'e nici ea de mai puţină importanţă. Dimpotrivă, lipsa unei situaţiuni intermediare între acapararea desvoltării capitaliste de către oligarhie şi libera ei desfăşurare aşà precum o preconizează interesele burgheze, face ca abondonarea politicei de penetraţie să fie fatalmente identică cu îmbrăţişarea unei politici «liberaliste» în sensul mai sus expus. Atât continuarea desvoltării industriale cât şi valorificarea bogăţiilor naturale sunt condiţionate, însă nu numai de încetarea piedecilor ce există pentru funcţionarea capitalului intern şi pentru importul de capital, ci, în acelaş timp, şi de un nou avânt al capitalismului român ca atare. Dar acest avânt nu ne poate venì din interior nici chiar dacă regimul oligarhic ar dispare peste noapte de pe faţa pământului şi capitalismul român s'ar puteà bucurà, prin urmare, de depline garanţii de libertate şi de sprijinul sincer al Statului. Inseşi bazele istorice ale societăţii româneşti actuale exclud această posibilitate, de altfel inexistentă din cauza crizei de capital. Inceputurile capitalismului român sunt prea artificiale pentru ca ele să fi putut servì de bază unor acumulări de capital mai importante. Iar apoi regimul oligarhic a anihilat şi anihilează încă sistematic toate încercările de expansiune pe care chiar acei germeni anemici ai capitalismului au trebuit să le sloboadă în virtutea tendinţelor generale ale capitalului.

De sigur, dela războiu încoace, s'a înregistrat un progres prin mari acumulări comerciale şi politicianiste precum şi prin alipirea fostelor provincii austro-ungare. Dar cum capitalismul real ce se găseà desvoltat în acestea din urmă nu dispuneà de forţe politice care să-l reprezinte şi să impună în viaţa de Stat principiile de guvernământ burgheze, în timp ce oligarhia aveà la îndemână puterea de Stat, nu România veche a fost atrasă în orbita desvoltării nouilor ţinuturi, ci acestea, desfăcute din organismul economic în care aveau poziţia lor integrantă şi, prin urmare, desorientate, au trebuit să capituleze în faţa vechiului regat oligarhic. Am arătat mai sus în ce mod s'a oglindit acest proces în suprastructura politică a societăţii: oricât de mari ar fi fost desbinările naţionale în urma Unirii, ele nu ar fi putut pricinul totuş o atât de unilaterală şi infidelă reprezentare politică a provinciilor noui, dacă acestea ar fi fost, ca şi vechiul regat, o unitate economică şi politică relativ de sine stătătoare. Căci în acest caz, nu conştiinţa naţională a românismului transcarpatin, ci Banatul şi Ardealul burghezo-capitalist s'ar fi exprimat, cu necesitate, în alegerile parlamentare şi influenţa lui s'ar fi resimţit cu putere în politica ţării. Dar oricum, fapt rămâne că unificarea, inevitabilă mai ales în domeniul economic, a pornit exclusiv dela Bucureşti şi că, după biruinţa ei deplină în materie

politică, succesele economice se înmulţesc din zi în zi. Astfel, după o expresie populară, spiritul şi oamenii României mici au biruit în Românie mare. Şi dintr'o Românie mică oligarhică ţara a devenit o Românie mare tot oligarhică şi, cu irelevante deosebiri regionale, unitară în structura ei economică generală. Deaceea întreg aportul de elemente burghezo-capitaliste ce-l putem înregistrà în epoca postbelică nu a putut schimbà nimic din soarta fatală a României ce i-a fost pregătită dela originile ei: de a fi avizată în progresul ei istoric, în toate momentele decisive, la sprijinul şi influenţa străinătăţii înaintate. O invazie capitalistă apuseană a pus la noi bazele societăţii capitaliste şi cum România nu poate continuà prin ea însăş drumul pe care a apucat, tot numai o invazie de capital străin o va face vrednică să încheie evoluţia începută la 1829 prin trecerea definitivă şi integrală la formele de organizare economică capitalistă. In adevăr, după ce am văzut că soluţionarea crizei economice române e în fond identică cu continuarea desvoltării noastre spre capitalism, după ce ne-am convins apoi că însănătoşirea economică nu este cu putinţă fără mari cantităţi de capital care să dea nouă viaţă organismului nostru capitalist şi după ce am arătat, în fine, că România nu este şi nici nu poate fi capabilă de a furnizà sau a produce prin acumulare aceste capitaluri, urmează dela sine concluzia că acum începe sarcina influenţei apusene.

3. Dar oligarhia nu poate admite, din punctul ei de vedere, realitatea necesităţilor ce astfel se desprind din istoria şi situaţia actuală a societăţii româneşti. Oricât de dispusă ar fi, însă, oligarhia să înghită, prin continuarea penetraţiei, burghezia română şi să pună stăpânire pe întreaga economie naţională pentru a se preface apoi, sub presiunea nouilor împrejurări, în burghezie adevărată, ea nu poate vedeà bine formarea unui capitalism adevărat şi liber fără controlul şi conducerea ei. Căci dacă, sub aspectul economic, în ambele cazuri rezultatul final ar fi acelaş, sub aspectul politic emanciparea capitalismului român, fie prin propriile lui puteri, fie cu ajutorul capitalului străin, ar fi identică cu întărirea burgheziei existente şi, în consecinţă, cu înlocuirea oligarhiei de către aceasta. E explicabil, deci, că numai perspectiva dezastrului economic ce se deschide ţării în cazul menţinerii politicii oligarhice, îndeamnă oligarhia să se seziseze de nevoile evidenţiate în economia naţională şi să se gândească la găsirea unor soluţiuni potrivite. Impasul ei e, fără îndoeală, foarte grav. Pe de o parte, politica trecutului a dat cu desăvârşire faliment căci ţara a fost dusă la marginea prăpastiei economice. Pe de altă parte, capitalul străin aduce cu sine toate primejdiile desvoltării libere capitaliste care abià au fost paralizate în interiorul ţării. Dar oligarhia nu se dă, cu toate acestea, bătută. De cu vreme ea a ştiut să-şi asigure, prin legiferarea unei constituţii corespunzătoare intereselor oligarhice, stăpânirea politică şi, prin aceeaş constituţie, ea a trecut toate bogăţiile de subsol şi toate apele utilizabile din punct de vedere economic în proprietatea Statului devenit, în forme legale, patrimoniul ei. Iar acum când problema continuării evoluţiei capitaliste a trecut într'o fază acută în forma problemei capitalului străin, ea se află în posesia de fapt a bazelor naturale pe care ar urmà să continue în prima linie progresul producţiei capitaliste. Ea poate deci cel puţin încercà o soluţie intermediară prin lansarea formulei cu-

noscute că capitalul străin va puteà participà numai la valorificarea bogăţiilor naturale şi chiar aici numai în proporţia restrânsă de 40 %, de vreme ce restul de 50 % va fi acoperit de Stat şi de capitalul naţional, recte oligarhic în proporţia 20 la 40. Un început de realizare a acestei formule constitue comercializarea — sărăcăcioasă — a câtorva întreprinderi ale Statului cu ajutorul capitalului particular. Din punct de vedere al problemei capitalului străin, însă, comercializarea nu prezintă nici o importanţă. Această problemă se pune nu numai pentru modul de exploatare a bunurilor Statului, ci pentru întreaga economie naţională.

Aceste condiţiuni nu sunt, fireşte, expresia definitivă a punctului de vedere oligarhic în materia capitalului străin. Nu ne îndoim nici o clipă că ele vor puteà fi modificate şi schimbate la aparenţă, ba chiar şi de fapt dacă împrejurările se vor dovedì mai tari decât voinţa de autoconservare a oligarhiei. Ceeace, însă, ne pare sigur e că formulele oligarhice nu vor puteà enunţà alte principii decât această formulă iniţială a celui mai iscusit economist oligarhic prin care se armonizează, cel puţin teoreticeşte, în modul cel mai fericit necesitatea inevitabilă a importului de capital cu interesul politic al oligarhiei de a nu scăpà din mână puterea economică atât de greu cucerită. Deaceea importanţa naţionalizării subsolului nu poate fi înţeleasă în întregimea ei dacă nu o considerăm drept măsură de precauţie luată în vederea asigurării depline a regimului oligarhic în interior şi a apărării lui de invazia străină. De fapt, nu ar fi cu putinţă o rezistenţă eficace din partea oligarhiei fără acea garanţie împotriva trecerii terenurilor petrolifere, a zăcămintelor miniere, etc. în mâinile neautorizate ale capitalului independent. Decât, există indicii neîndoioase că toată dibăcia care transpiră din această prevăzătoare politică a oligarhiei a fost, dela început, în zadar cheltuită. Căci capitalul străin nu înţelege să intre în România în condiţiuni restrictive şi să fie stăpânit şi, la nevoie, gâtuit şi el de capitalul oligarhic. Astfel oligarhia rămâne în impasul fatal în care a fost adusă de vremea nemiloasă.

Nu ne îndoim că pentru a face această din urmă afirmaţie nu este de ajuns să ne bazăm pe experienţele făcute de d-l Vintilă Brătianu cu ocazia călătoriilor d-sale în ţările apusene. Căci e perfect adevărat că situaţia internaţională nu a fost nici din punct de vedere politic, nici din cel economic favorabilă unui apel la colaborarea capitalului străin. Pe de altă parte e neîndoielnic că acest apel făcut de reprezentantul unei politici al cărei *naţionalism economic* e notoric şi în străinătate, nu puteà nici să atragă, nici să inspire încredere. Dar, cu toate acestea, nu trebuie crezut că numai acestor motive se datoreşte eşecul învederat al demersului oligarhic. Oricât de important ar fi faptul că nici în marile State capitaliste nu există abundenţă de capital aşà încât o ofertă atât de puţin culantă ca aceea a «colaborării în cadrele politicei economice naţionale româneşti», trebuià să fie dela început zădarnică şi că, afară de aceea, atmosfera de nesiguranţă şi agitaţie politică ce domneşte în toată Europa impune capitalului internaţional cea mai mare rezervă în operaţiunile de plasare; şi oricât de pronunţată ar fi antipatia şi neîncrederea cu care România oligarhică este privită de marile grupuri financiare străine, nu accidentalitatea acestor împrejurări este decisivă, ci semnificaţia gene-

rală a situaţiei internaţionale în care România a ajuns să fie silită a solicită sprijinul capitalului străin. Am vorbit mai sus de necesitatea unei noui invazii capitaliste care să impună şi să desăvârşească desvoltarea capitalistă în România şi am arătat că această necesitate se resimte cu putere în economia noastră naţională. Insă. aceeaş necesitate lipseşte capitalismului internaţional care, în afară că, din cauza crizei economice generale, nu se află într'o perioadă de expansiune febrilă, este angajat în alte direcţii: în Orientul apropiat, Rusia, etc. Deaceea invazia capitalistă de care România are trebuinţă este lipsită tocmai de substratul obiectiv absolut necesar. Apusul nu urmăreşte cucerirea României ca odinioară, când interese comerciale îl aduseseră în Orientul european.

Problema capitalului străin este deci încă nesoluţionată în România. Din cauza aceasta, nu se pot face prognosticuri precise asupra mersului viitor al desvoltării noastre capitaliste. In orice caz, o lungă stăpânire absolutistă a oligarhiei pare cu neputinţă pentru motivele expuse în cele precedente. Nimeni nu poate, însă, prevedeà formele concrete în cari se va produce trecerea inevitabilă la o organizare economică cu adevărat capitalistă. Perspectivele şi şansele ei nu pot fi descoperite decât cercetându-se poziţia ţărănimei şi a clasei muncitoreşti în cadrele actualei societăţi române şi a probabilităţilor viitoare de biruinţă burghezo-capitalistă.

4. In această privinţă, vom reamintì mai întâiu că, între clasele interesate politiceşte la revoluţia burgheză, ţărănimea joacă astăzi un rol important. Am văzut cum în România veche în lipsa unor alte clase, misiunea revoluţiei burgheze a trebuit să treacă, în mod vremelnic, asupra ţărănimei neoiobage ţinute în cea mai mare mizerie şi robie de cealaltă clasă desvoltată a societăţii oligarhice: de oligarhia însăş. Lunga durată a calvarului ţărănesc în România mică a învederat, însă, cu prisosinţă lipsă de combativitate şi maturitate politică a ţărănimei româneşti. Şi dacă nu ar fi intervenit răsboiul mondial cu toate urmările lui revoluţionare, cine ştie când s'ar fi putut abià lărgì baza economică şi politică a revoluţiei burgheze române în aşà măsură încât ea să poată intrà aproape nemijlocit în acea fază acută pe care ne-o evidenţiază luptele politice şi dificultăţile economice ale României contimporane. Dar cu toate că, în urma răsboiului, s'a ivit şi un proletariat puternic, ţărănimea a rămas, deocamdată cel puţin, mai departe clasa reprezentativă a revoluţiei burgheze. Căci pe lângă că importanţa ei numerică îi dă şi o importanţă politică covârşitoare, înfrângerea mişcării proletare în 1920 a făcut ca ea să rămână singura clasă revoluţionară cu influenţă politică. Trecătoarele erijări ale partidelor burgheze în partide din principiu antioligarhice nu schimbă întru nimic acest fapt.

Am expus mai sus din care interese economice şi politice porneşte acţiunea antioligarhică a ţărănimei, acţiune care prin *scopurile ei democratice*, se identifică cu însăş revoluţia burgheză. Am greşì însă dacă, pe de o parte, am considerà această acţiune ca specific antioligarhică şi dacă, pe de altă parte, am aşteptà dela biruinţa ei îndeplinirea revoluţiei burgheze în înţelesul burghezo-capitalist. Căci dacă teroarea politică pe care oligarhia o exercită faţă de ţărănime, impune acesteia din urmă

o luptă pentru cucerirea drepturilor politice integrale care să-i facă cu putinţă realizarea *principiilor ei de politică economică* în viaţa de Stat, şi dacă, afară de aceea, antagonismul de clasă între ţărănime şi oligarhie se datoreşte şi unor interese economice deosebite, aceasta nu dovedeşte încă că oligarhia ar fi singura clasă care ţine pe ţărani în robie şi-i împiedică dela valorificarea produselor muncii lor. Dimpotrivă, am arătat că şi burghezia română va trebui să fie în prima ei fază de stăpânire absolutistă ca şi oligarhia. Iar oligarhia nu reprezintă monopolismul comercial al capitalului din cauza firii ei specific oligarhice, ci pentru că şi ea este în felul ei, o clasă burgheză înzestrată cu multe interese caracteristice burgheziei. Deaceea opoziţia ţărănească va trebui să continue şi sub regimul unui eventual absolutism burghez, cel puţin câte vreme foloasele ce decurg din existenţa unui capitalism desvoltat pentru ţărănime (*lărgirea pieţii interne* care compensează sporirea necesităţii de a consumă mărfuri industriale şi formează temelia înfloririi gospodăriilor ţărăneşti, primenirea administraţiei, democratizarea vieţii de Stat, etc.) vor rămâne în inferioritate faţă de desavantagiile lui ce isvorăsc din tendinţele monopoliste ale capitalului în materie comercială, din sistemele fiscale prin care burghezia, deşi bugetofagă şi ea într'un înţeles social (nu în înţeles individual ca oligarhia) (1), trece sarcinile publice asupra celorlalte clase, etc. Incolo ţărănimea va trebui să devină conservatoare oricât ne-am sili să dăm intereselor ei anticapitaliste o importanţă nemeritată, Dar această chestiune ne va ocupà mai de aproape în altă ordine de idei.

Deocamdată rămâne stabilit că ţărănimea nu face opoziţie oligarhiei, pentrucă e oligarhie şi nu burghezie, ci pentrucă actualmente oligarhia e clasa reprezentativă burgheză în România. Totuş concluzia că, prin urmare, mişcarea anticapitalistă a ţărănimii româneşti nu e decât expresia naţională a unui fenomen internaţional, este cu totul greşită. Nicăiri în toată lumea contimporană capitalistă nu găsim *o ţărănime revoluţionară după cum e cea românească, pornită* nu să combată, ci *să doboare oligarhia.* Pretutindeni în ţările capitaliste înaintate, ţărănimea în sensul arătat de noi face o politică vădit reacţionară, în timp ce ţăranii săraci şi muncitorii agricoli se alătură partidelor socialiste. In Austria şi Bavaria ea guvernează chiar în numele capitalismului împotriva muncitorimii a cărei putere numerică nu poate fi contrabalanţată politiceşte decât prin ea. In celelalte ţări, însă, unde capitalismul se poate rezimà încă pe pături largi de mici burghezi şi intelectuali conservatori, ţărănimea e cel puţin pe partea reacţiunii, dacă nu chiar reprezentantul ei principal. Numai în ţările mai puţin desvoltate din punct de vedere capitalist, aşà de ex. în Iugoslavia şi Bulgaria, există mişcări ţărăneşti antiburgheze cu acel caracter revoluţionar care abià legitimează bănuirea unui conflict de clasă fundamental. Dar şi în Iugoslavia, împăcarea partidului croat cu

(1) Şi în această privinţă se învederează deosebirea adâncă între oligarhie şi burghezie. Aceasta din urmă e bugetofagă prin faptul că sprijină pe cale bugetară interesele capitalismului in genere. Oligarhia însă e bugetofagă în sensul original al cuvântului: ea se îngraşă individual din averea publică.

oligarhia radicală dovedeşte că ţărănimea croată păşeşte cu deplină conştiinţă spre conservatorism. Deosebirea de atitudini este deci atât de evidentă, încât nu se poate vorbì de o politică unitară internaţională a ţărănimii, după cum se poate, fără îndoeală, vorbì de o politică internaţională a proletariatului. In cadrul internaţional ţărănimea nu este nici anticapitalistă, nici reacţionară. Atitudinea ei diferă dela ţară la ţară. Internaţionala proletară este o realitate vie prin faptul că reprezintă o tendinţă generală născută din însăş structura societăţii capitaliste. Internaţionala capitalistă, neorganizată dar totuş foarte puternică, are şi ea o poziţie istorică bine definită şi de proporţii internaţionale: ea exprimă rezistenţa solidară a capitalismului faţă de asalturile uniforme ale proletariatului internaţional. Dar care poate fi misiunea unei internaţionale verzi ţărăneşti? Există oare interese identice ale ţărănimii tuturor ţărilor de suficientă importanţă pentru a impune sau a face numai posibilă o colaborare internaţională pe baza aceloraşi principii şi aceloraşi scopuri finale? Şi este mai ales cu putnţă stabilirea unui ideal social ţărănesc uniform, precum există un tip ideal de soicietate burgheză şi, teoreticeşte cel puţin, un ideal social proletar?

5. Chiar constatările noastre generale asupra deosebirii de atitudini ţărăneşti între ţările înaintate şi cele înapoiate cuprind răspunsul la aceste întrebări; şi e limpede că acest răspuns nu poate fi decât negativ. Căci ceeace am spus despre deosebirea pomenită nu este numai o formulare de fapte politice, ci, sub un aspect mai înalt, adeverirea concretă a regulei generale că ţărănimea încetează, odată cu intrarea ei în era capitalistă, de a fi o clasă socială. Ea poate fi considerată o clasă câtă vreme se află încă în iobăgie şi are, în această calitate, o situaţie specifică într'un proces de producţie la care participă atât din punct de vedere juridic cât şi din cel economic nu numai ea, ci şi boierii feudali. Odată emancipată, ea se transformă însă, într'o pătură cu o poziţie intermediară între proletariat şi burghezie, asemănătoare micii burghezii, numai mai puţin mlădioasă în materie politică şi supusă unor alte legi economice. In adevăr, ţărănimea apuseană, revoluţionară câtă vreme o apasă sistemul feudal, pierde atât mentalitatea revoluţionară cât şi caracterul ei de clasă uniform în momentul în care massa omogenă de iobagi e atrasă, prin emanciparea politică şi economică, în procesul de diferenţiere socială, fatal sub domnia capitalismului. Dacă d-l Madgearu (1) afirmă cu nu mai este permis a reduce întreaga massă ţărănească la «ţărani mari» cari stăpânesc proprietăţi mijlocii, aceasta poate fi exact în anumite ţări pentru epoca ce urmează imediat lichidării feudalismului. Atunci, iobagii emancipaţi se prefac de fapt în mici ţărani cu o semnificaţie şi putere economică aproape egală faţă de cari puţinii ţărani mari, nu au nici o importanţă socială. Dar cu timpul această uniformitate nu poate rezistă influenţei capitaliste, ţărănimea se scizionează, cu foarte variate forme intermediare, în producători şi proletari agricoli, şi oglindeşte astfel şi ea, fireşte în proporţii reduse, antagonismul general al societăţii capitaliste, antagonismul de clasă între capital şi muncă. Insă, în acest caz, ţărănimea care nu poate fi decât aceà pă-

(1) Doctrina ţărănistă, Bucureşti, 1923, pag. 13.

tură socială care, fără a fi bazată pe proprietăţi mari, îndeplineşte producţia agricolă, se identifică cu ţăranii mari, iar aceştia devin astfel tocmai tipul reprezentativ al ţăranului producător. Şi chiar în cazul când nu poate fi vorba de o exploatare capitalistă în sensul că ţăranii ar întrebuinţà în mod obişnuit şi muncitori salariaţi, dacă, cu alte cuvinte, aşà numita proprietate de muncă — bine înţeles nu în sensul doctrinar, ci ca stare de fapt — predomină în regimul agrar, lucrurile nu se schimbă prin nimic. Căci, abstragând că nici măcar cele mai iscusite prohibiri legale nu pot împiedecà acumulările de pământ şi inegalităţile în repartiţia averii ţărăneşti câte vreme capitalismul stăpâneşte în societate, e învederat că atunci proprietatea de muncă reprezintă şi ea o formă de organizare a micii producţii agricole corespunzătoare sistemului capitalist. Iar faptul că, prin aceasta, dispare antagonismul direct între proprietarii de pământ şi proletari este absolut irelevant. Căci acest antagonism rămâne totuş în mod indirect şi această împrejurare ajunge pentru a evidenţia diferenţierea socială ce, din cauza capitalismului, se produce în sânul ţărănimii. Nimic nu e mai greşit decât a crede că calitatea de muncitor, proprietar al mijloacelor de producţie în cadru individual, apropie pe ţăran de muncitorul proletar, proprietar numai al puterii sale de muncă. Căci nu numai exploatarea muncii străine, ci în prima linie proprietatea privată pe care se întemeiează această exploatare, formează baza principală a ideologiei specific burghezo-capitaliste care, atât prin firea ei cât şi prin agredientele ei monarhiste, naţionaliste şi clericale, e conservatoare, dacă nu chiar reacţionară. Şi cum viaţa ţăranului este condiţionată şi ea de aceà proprietate privată din care nu deriva ideea proprietăţii de muncă, ci cea a proprietăţii «de veci», ţăranul trebuie să fie conservator, ba în măsura influenţei capitalismului în societate reacţionar.

Dar nu numai atât. Faptul că baza existenţei ţărăneşti e proprietatea privată şi întreprinderea individuală pusă mai mult sau mai puţin la adăpostul concurenţei marilor exploatări, face ca reacţionarismul ţărănesc să nu fie numai accidental ca cel al micei burghezii orăşeneşti şi al păturilor fluctuante între proletariat şi ţărănime, ci de caracter stabil ca şi reacţionarismul burghez, deoarece are la baza sa acelaş element general de organizare ca şi burghezia. Din aceleaşi împrejurări izvorăşte mai departe frontul unic burghezo-ţărănesc împotrivă muncitorimii şi, în ultima instanţă, imposibilitatea de a-l sparge prin făgăduinţă că socialismul biruitor nu va lovì decât în prima linie proprietăţile mari. Căci pentru ţăran sunt cu atât mai hotărîtoare interesele şi dacă vreţi — prejudecăţile sale imediate, cu cât înţelegerea largă a situaţiunilor economice şi istorice nu este compatibilă cu mărginirea fatală a perspectivelor lui intelectuale. Şi pe când astfel încercările de a deslipì ţăranii de burghezie trebuie să deà greş, aceasta din urmă depune cu succes toate străduinţele pentru a atenuà antagonismul de interese, de altfel puţin pronunţat, între burghezie şi ţărănime. In această privinţă, răsboiul mondial a creat, în chipul cel mai fericit, condiţiunile unei mai bune şi frăţeşti înţelegeri. Conjuncturile favorabile din decursul lui au uşurat ţăranilor să se descurce de datorii şi permanentizarea lor după răsboiu a făcut ca ace lipsă de bani care odinioară aservise satele capitalului de camătă şi ipotecar, să dispară definitiv. Tot-

odată satele au încetat de a fi un obiect de atracţie pentru capitaliştii atraşi mai puternic decât oricând de afaceri comerciale şi industriale. Astfel burghezia a fost pusă în posibilitate să consolideze relaţiile bune cu ţărănimea. Dar ea nu se mulţumeşte cu atâta. Apreciând după merit marele rol electoral şi politic al ţărănimii, ea doreşte o cimentare şi mai trainică a frontului unic burghezo-ţărănesc şi ţine cont de interesele ţărăneşti în politica economică a Statului, îndeosebi sub raport fiscal şi vamal (1).

6. Dar nici argumentele economice ce se induc pentru a probà antagonismul firesc între burghezie şi ţărănime nu sunt mai vajnice decât argumentele de fapt. Căci dacă se susţine că legea evoluţiei marxiste despre biruinţa exploatării mari asupra celei mici nu s'a adeverit în agricultură, unde mai ales evoluţia ultimelor ani pare a împinge tocmai spre exploatarea mică, aceasta nu dovedeşte decât că această lege nu este de valabilitate generală. In Anglia, ţara unde Marx a studiat transformarea capitalistă a agriculturii, ea s'a confirmat pe deplin. In ţările Europei apusene şi centrale, însă, a biruit sau proprietatea mică, sau s'a format un regim agrar caracterizat prin coexistenţa ambelor forme de exploatare. Am descris acum acest proces în cap. I unde am şi dat formula lui generală. Aici urmează numai să constatăm că o polemică în jurul problemei concentraţiei capitaliste în agricultură a devenit deplasată faţă de persistenţa evidentă a ambelor forme de exploatare, cel puţin în Apus. Nu ne incumbă deci să arătăm care din ele va biruì în cele din urmă, ci numai care sunt cauzele ce determină păstrarea lor comună sub regimul capitalist, deşi acesta a prefăcut şi pământul în capital, insuflându-i tendinţele de concentraţie ale acestuia.

In această privinţă, Kautsky arată că marea agricultură este stingherită în desvoltarea ei de condiţiunile ce i se creiază de către capitalism prin instituţiunile proprietăţii private şi muncii salariate (2). Mai întâiu extraprofitul, acest puternic imbold pentru desfăşurarea forţelor productive în industrie, are «nu numai la sistemul arendărilor, ci şi la regia proprie, o tendinţă de a păgubì întreprinderile şi a oprì desvoltarea lor tehnică, din cauza identificării lui cu renta pământului» (3). Apoi faptul că exploatările mari agricole, fiind bazate pe proprietatea privată a pământului, nu pot adaptà decât cu anevoie întinderea lor maximului teoretic pe care progresul mijloacelor tehnice îl indică ca fiind necesar pentru intensificarea producţiei şi atingerea maximului de rentabilitate (4), constitue un obstacol şi

(1) In Austria unde, de altfel, ţăranii sunt cel mai puţin impuşi dintre toate stările sociale, burghezia a consimţit la unele vămi prohibitive pentru importul de articole alimentare. Asemenea acum în urmă în Cehoslovacia şi Germania. In Polonia reacţiunea a câştigat asemenea simpatiile ţărăneşti prin o politică fiscală filo-ţărănească. Birurile pe pământ sunt ridicol de mici în Polonia. Astfel se făcu ca Witos, şeful partidului ţărănesc polonez, care guvernase mai întâiu în coaliţie cu socialiştii, să primească a prezidà apoi un cabinet de coaliţie cu partidele burgheziei reacţionare şi să devină, apoi, el însuş un stâlp al reacţiunii. Aceasta, deşi implicit se desavantajează păturile consumătoare orăşeneşti.

(2) Die Sozialisierung der Landwirtschaft, Ed. II, Berlin 1921. Vezi în deosebi cap. I.

(3) *Op. cit.*, pag. 16, unde urmează a se vedeà toate amănuntele.

(4) *Op. cit.*, pag. 16—18.

mai important al avântului capitalist în agricultură. La aceste obstacole ce rezultă din proprietatea privată se adaogă, în sfârşit, tempo-ul mai încet al acumulaţiei de capital în agricultură şi munca salariată care, pentru diferite motive, este mult mai puţin productivă în agricultura mare decât în industrie (1). Exploatarea mare agricolă este, prin urmare, grevată de o serie de dificultăţi organice cari lipsesc cu desăvârşire, în exploatarea mare industrială, unde dimpotrivă, profitul întăreşte întreprinderile, nu le desavantajează, unde mijloacele de producţie fiind instalaţiile tehnice şi nu în primul rând pământul, adaptarea la maximul de exploatare cerut de progresul tehnic este mult mai lesne de înfăptuit, unde procesul de acumulaţie este mai rapid, ba uneori chiar vertiginos şi unde, în fine, munca salariată are o întrebuinţare mult mai potrivită şi poate fi mai uşor controlată şi intensificată. Şi cum superioritatea exploatării mari asupra celei mici, rezidă tocmai în posibilitatea unei valorificări mai intense a progresului tehnic şi a sporirii implicite a productivităţii muncii, e foarte explicabil dacă, în agricultură, marea exploatare nu a putut dobândì acel rol dominant pe care îl are în industrie.

Nu se poate zice, în consecinţă, că în agricultură ar predominà o tendinţă spre exploatarea mare sau spre exploatarea mică. Oricât ar tinde capitalul şi în agricultură spre concentraţie, dificultăţile economice pe care i le creiază condiţiunile specifice ale agriculturei, fac ca mica exploatare să-şi menţină rolul ei de factor important în producţia agricolă. In cele din urmă, ambele forme de exploatare sunt deci reprezentative pentru agricultură în societatea capitalistă. Ce priveşte însă obiecţiunea că cealaltă alternativă, adică exploatarea mică, ar aveà şanse de realizare, dovedite prin revoluţia verde din aproape tot răsăritul Europei (2), ea este respinsă, prin simpla constatare că această revoluţie care de fapt a creiat în ţările atinse de ea preponderenţa micei exploatări asupra celei mari, nu a avut loc în funcţie de desvoltare capitalistă, ci ca urmare a lichidării feudalismului agrar. Ea nu a nimicit marea exploatare capitalistă, ci moşiile feudale şi semifeudale, pentru a începe astfel transformarea capitalistă a agriculturii. Dar ea nu poate servì ca premisă pentru vre-o o concluzie asupra desvoltării agriculturii sub capitalism. Nu exploatarea mică, ca atare, a biruit în unele ţări din răsăritul Europei, *ci proprietatea mică revendicată de ţărănimea trezită din feudalism şi procesul care a fost încoronat cu această biruinţă, nu a fost o luptă de concurenţă între două forme de organizare a agriculturii în care forma superioară a dobândit supremaţia, ci o luptă de clasă între ţărani şi boieri aşà cum stă pretutindeni la începuturile transformării capitaliste a agriculturei.*

7. Este deci foarte riscat a susţine că exploatarea mică ar fi ultimul cuvânt al desvoltării capitaliste în agricultură. Nicăieri în ţările capitaliste înaintate nu se poate observa o tendinţă bine definită spre exploatarea mică, nici spre exploatarea

(1) *Op. cit.*, pag. 23 şi urm.

(2) Vezi *Madgearu*, Revoluţia agrară şi evoluţia clasei ţărăneşti, Arhiva pentru ştiinţa şi reforma socială, anul IV, No. 3, pag. 288 şi urm.

mare, iar în ţările înapoiate al răsăritului nu biruieşte exploatarea mică, ci proprietatea mică. Această stabilitate generală a formelor de exploatare agricolă este, de altfel, cauza pentru care discuţia faimoasă între Kautsky şi David nu a fost încheiată nici până astăzi. Căci dacă s'ar fi manifestat în agricultură acelaş proces limpede şi puternic de concentraţie care, în industrie, a desfiinţat exploatarea mică ca factor de producţie, sau dacă ar fi avut loc, dimpotrivă, un proces de fărâmiţare a proprietăţii mari, faptele istorice ar fi dat dreptate fie tezei lui Kautsky, fie celei lui David. Aşà însă, repartiţia proprietăţii existentă rămânând mai peste tot neschimbată, fără ca ţăranii să revendice împărţirea marei proprietăţi sau proprietarii mari să acumuleze în stil mare moşioare ţărăneşti, respectiv să se creieze noui proprietăţi mari prin asemenea acumulări, chestiunea a rămas deschisă. Polemicile în jurul ei nu se pot bazà decât pe analize şi aprecieri asupra productivităţii fiecărui gen de desvoltare care pot culminà atât în apoteoza micii exploatări cât şi în rezultate contrare asupra cărora însă nu se poate cădeà de acord. Considerăm deci inoportun a reeditâ aceste polemici prea sterile când faptele ne arată o atât de stabilă coexistenţă a ambelor forme de exploatare şi când, pe deasupra, această coexistenţă îşi găseşte pe deplin explicaţia în condiţiile economice deosebite ale agriculturei capitaliste. Situaţia reală e, după noi, decisivă şi ea ne prezintă atât exploatarea mare cât şi cea mică drept cele două forme de exploatare pe care capitalismul le creiază şi le menţine în agricultură.

Deaceea, constatând că nu poate fi vorba că «tendinţa naturală de evoluţie a agriculturii... mână cu forţă elementară spre dominaţia exploatării mici» (1), nu restabilim numai un adevăr istoric, ci zdruncinăm totodată şi bazele tuturor afirmaţiilor asupra antagonismului de interese burghezo-ţărănesc. Căci dacă exploatarea mică e una dintre formele capitaliste ale agriculturei, nici chiar biruinţa ei integrală pe care o prevăd unii savanţi nu poate însemnà însăş rezolvarea problemei sociale în domeniul agricol. Am atins acum această problemă remarcând că lipsa unui conflict de interese direct între micul producător agricol şi muncitorul salariat nu este în măsură să contrabalanseze ideologia conservativă, ce fatal, se naşte din instituţia proprietăţii private. Şi e firesc că, chiar pentru acest motiv nu se poate susţine că mica proprietate, chiar în limitele unei proprietăţi de muncă, ar puteà fi considerată drept trecerea mijloacelor de producţie în proprietatea celor cari muncesc cu ele. Dar pe deasupra e evident că mica exploatare, oricât s'ar susţine că are avantagiul unei superiorităţi absolute de productivitate şi rentabilitate, sufere netăgăduit de grave piedeci de desvoltare. Foarte bine a zis Kautsky cu privire la această problemă că «ar trebuì să fie decisiv punctul de vedere al muncii, adică chestiunea care formă de exploatare produce mai mult pe baza unei cheltuieli de muncă egale» (2). Căci chiar dacă am admite cu apărătorii micii exploatări că, judecată după întinderile de pământ lucrate, productivitatea micei exploatări întrece pe cea a marei exploatări, nu se poate tăgăduì că în acelaş timp, ju-

(1) *Madgearu*, op. cit., pag. 288.
(2) *Op. cit.*, pag. 48.

decată după cantitatea muncii depuse, marea exploatare înregistrează produse mult mai mari în timp ce mica exploatare se poate menţine numai prin supramunca proprietarului (1). Această constatare e foarte importantă, deoarece ea ne indică şi cauza pentru care mica exploatare, oricât ar reuşi să sporească productivitatea pământului, e totuş în urmă cu productivitatea muncii: mica exploatare îşi poate adaptă metodele de gospodărire încă mai puţin decât marea exploatare progresului tehnic, şi rămâne astfel în inferioritate (2). Principiul «muncii necesare din punct de vedere social» care stă la baza formării valorilor de schimb (3) face ca metoda de producţie inferioară să aducă cu sine căderea sau chiar desfiinţarea rentabilităţii de producţie şi sileşte, astfel, la îmbrăţişarea generală a metodelor de muncă superioare. Dar mica exploatare, nutrită de mica proprietate săracă de capital, nu poate face faţă acestei necesităţi care cere, pentru îndeplinirea ei, mari sume de bani. Afară de aceea, cele mai multe maşini agricole, şi tocmai cele mai bune, nu se pot întrebuinţă în exploatarea mică. Exploatarea mică e astfel cea mai mare piedecă a progresului tehnic în agricultură (4).

Acest adevăr ne este confirmat de însăş evoluţia micii exploatări în ţările înaintate unde se părăseşte, în practică cel puţin, principiul proprietăţii private ca bază economică şi tehnică a micii producţii agricole şi se trece tot mai mult la forme cooperative de producţie care, înlesnesc procurarea şi întrebuinţarea colectivă de maşini, seminţe, îngrăşăminte, etc. şi salvează posibilitatea de concurenţă a ţăranilor faţă de proprietatea mare. Astfel abandonarea micii proprietăţi individuale, şi cum pe aceasta e rezimată exploatarea mică, şi abandonarea acesteia începe a se manifestă chiar în sânul societăţii capitaliste. Şi e evident că, această tendinţă cooperativă menţinându-se, ea nu ne va duce la proprietatea de muncă, ci, treptat şi în măsura în care odată cu transformarea societăţii capitaliste în socialistă va dispare cu desăvârşire ideologia individualistă a proprietăţii, la proprietatea colectivă. Se evidenţiază şi aici ceeace de altfel se confirmă în toate domeniile economiei capitaliste: că bazele economice ale producţiei socialiste se formează prin necesităţile de desvoltare ale capitalismului sub însuş regimul acestuia.

8. In consecinţă, nu pot fi găsite nicăiri elementele sociale şi economice din cari să rezulte un antagonism de interese natural între ţărănime şi burghezie. Dimpotrivă, câte vreme ţărănimea se află în posesia şi exploatarea individuală a mijloacelor de producţie, câte vreme, cu alte cuvinte, existenţa ei economică e bazată pe proprietatea individuală, locul ei e cu atât mai alături de burghezie cu cât,

(1) Vezi *Kautsky*, op. cit., pag. 48 şi urm.

(2) Vezi *A. Hofer*, Der Bauer als Erzieher, supliment la lucrarea citată a lui *Kautsky* in care se arată marea inferioritate tehnică a exploatării mici, inferioritate din care, în mod necesar, rezultă şi inferioritatea productivităţii muncii.

(3) Vezi *Marx*, Das Kapital, Vol. I, pag. 5: «Necesar din punct de vedere social e numai acel tip de muncă de care e nevoie pentru a produce o oarecare valoare de întrebuinţare in condiţiunile normale existente de producţie şi cu gradul mediu social de iscusinţă şi intensitate de muncă».

(4) *Kautsky*, op. cit, pag. 23.

graţie politicei prevăzătoare a acestei din urmă, antagonismul firesc între satul producător şi oraşul consumator devine un antagonism în prima linie proletaro-ţărănesc. Deaceea greşeşte oricine atribuie ţărănimii un rol politic care, trecând peste limitele unei reprezentări a intereselor ei particulare în cadrele generale ale intereselor burghezo-capitaliste, să ia proporţiile unei misiuni istorice de prefacere socială.

Această afirmaţie este, fără îndoială, imediat valabilă pentru ţărănimea Apusului. In Răsărit, însă, unde există o ţărănime anticapitalistă cu înfăţişare revoluţionară, lucrurile par a aveà un alt aspect. Căci cu toate că mişcarea ţărănească este, din punct de vedere istoric, identică cu mişcarea de emancipare a ţăranilor de sub feudalism, condiţiunile concrete în care ea se produce sunt cu totul altele. Are foarte multă dreptate d-l Madgearu, susţinând că în Răsărit «asistăm la o mişcare ţărănească care s'a dovedit că nu este identică cu aceea din vremea revoluţiei franceze. Ţărănimea din aceste părţi, deşi înglobată într'un regim de muncă neofeudal nu trăià în împrejurări de economie casnică înainte de emanciparea ei definitivă de acum, ci sub înfluenţa puternică a pieţii. Apoi momentul în care are loc liberarea ei deplină şi punerea ei în stăpânirea pământului, coincide cu o ridicare a gradului de conştiinţă de clasă, datorită exagerării antagonismelor de interese...» (1) D-sa greşeşte, însă, când afirmă totodată că astfel sunt date condiţiunile unei dispoziţiuni anticapitaliste definitive şi esenţial deosebite de cea constatată în sânul ţărănimii apusene în cursul desvoltării capitaliste. Desigur, «dacă dispoziţia anticapitalistă a ţărănimii s'ar fi produs (în Europa apuseană N. A.) într'o epocă în care ar fi dominat un regim politic democratic şi o mişcare politică muncitorească însemnată, nimic durabil n'ar fi împiedecat ţărănimea să se afle alături de muncitorimea oraşelor» (2). Dar, pe lângă că acest adevăr este numai fictiv întrucât în realitate nu se poate concepe o mişcare ţărănească anticapitalistă într'o societate atât de înaintată încât dispune acum de un «regim politic democratic» şi un proletariat puternic, nu trebuie uitat că dispoziţia anticapitalistă a ţărănimei române se îndreaptă împotriva capitalismului oligarhic. Nu contrazicem prin această constatare o afirmaţie făcută mai sus, după care ţărănimea combate oligarhia fiindcă e o clasă burgheză, nu fiindcă e oligarhie. Spunem numai că, la noi, dispoziţia generală anticapitalistă a ţărănimii loveşte de fapt în oligarhie, nu într'o burghezie adevărată, împrejurare care este de importanţă decisivă pentru caracterizarea mediului istoric şi social în care se produce lupta ţărănimii româneşti. De fapt, vedem că în România nici nu este nevoie de «un regim politic democratic» şi de «o mişcare politică muncitorească însemnată» pentru ca mişcarea ţărănească să aibă un caracter radical anticapitalist. Acesta se explică, dimpotrivă, exclusiv din evoluţia specială a capitalismului român care, desvoltându-se fără să fie acompaniat de o emancipare paralelă a ţărănimii şi introducând totuş economia bănească

(1) *Op. cit.*, pag. 304.
(2) *Op. cit.*, pag. 303.

în sânul acesteia, se pomeneşte tocmai în clipele răspântiei sale decisive cu o ţărănime abia emancipată. Şi această ţărănime, neadaptată condiţiilor de viaţă capitalistă şi speculată afară de aceea de capitalul comercial, încearcă nu numai să-şi impună interesele ei particulare în limita intereselor generale burgheze, ci urmăreşte chiar şi izbânda unei politici speciale de clasă ţărăneşti. Aşà fiind, e evident că radicalismul anticapitalist al ţărănimii răsăritene şi în deosebì al ţărănimii româneşti nu se datoreşte regimului democratic şi mişcării muncitoreşti puternice care încă lipsesc în România (1), ci coincidenţei istorice între revoluţia burgheză şi trezirea dispoziţiei anticapitaliste a ţărănimii. Aceste două fenomene sunt istoriceşte despărţite în istoria Apusului. Intâiu se produce revoluţia burgheză care găseşte burghezia şi ţărănimea într'o strânsă alianţă împotriva feudalismului. Apoi abia, dupăce desvoltarea capitalistă a realizat oarecari progrese, se produc în sânul ţărănimii tendinţe anticapitaliste pentru a se potolì, în sfârşit, odată cu statornicirea deplină a capitalismului. In România, însă, aceasta din urmă se produce, graţie cauzelor arătate, simultan cu revoluţia burgheză. Şi cum totodată revoluţia burgheză întâmpină rezistenţa oligarhiei, adică a clasei reprezentative a capitalismului, ţărănimea trebuie să fie cu atât mai mult anticapitalistă cu cât anticapitalismul ei, fiind îndreptat împotriva oligarhiei, serveşte direct acea revoluţie burgheză dela care ea aşteaptă drepturi politice reale şi satisfacerea intereselor ei economice. Deaceea nu se poate susţine o deosebire între scopurile istorice ale mişcării ţărăneşti în Apus şi România. Numai formele acestei mişcări nu sunt, întru toate, identice.

Dispoziţia anticapitalistă a ţărănimii şi aspiraţiile democratice ce se bazează, sub regimul oligarhic, pe această dispoziţie, pot, aşa dar, dăinuì numai câtă vreme oligarhia rămâne clasa stăpânitoare, resp. burghezia ajunsă la putere îşi menţine încă caracterul absolutist, moştenit din epoca oligarhică. Dar e evident că nici apoi ţărănimea nu va încetà să fie democratică: ea va pierde numai dispoziţia ei anticapitalistă. Este însă o mare deosebire între o democraţie ofensivă care tinde a răpune dominaţia unei minorităţi opresive şi democraţia defensivă care, bazată pe o majoritate reacţionară, poate închide drumul progresului. In acest din urmă caz, democraţia devine vremelnic chiar un principiu reacţionar şi necesităţile progresului ar impune, fără îndoială, abandonarea ei şi îmbrăţişarea metodelor violente, dacă democraţia nu ar garantà în acelaş timp evoluarea minorităţilor progresive de astăzi la majoritatea revoluţionară de mâine. Dar aceasta este o problemă care nu ne poate preocupà aici. In orice caz, democratismul clasei ţărăneşti are două înfăţişări istoriceşte bine distincte şi nu poate fi considerat ca o garanţie definitivă a progresului social. Semnificaţia lui fiind determinată de gradul de satisfacere al intereselor imediate ţărăneşti, iar acestea, la rândul lor, fiind condiţionate de gradul de evoluţie a capitalismului, se schimbă odată cu situaţia istorică în care se mani-

(1) D-l *Madgearu*, op. cit., pag. 105, pare a fi de altă părere. Nu se poate însă tăgădui că democraţia românească e un ideal îndepărtat şi că muncitorimea nu joacă un rol politic important.

festă şi fac ca ţărănimea să nu aibă un caracter progresist decât în anume împrejurări istorice.

9. Dar nu numai atât. Ţărănimea reprezintă chiar în actuala ei fază antioligarhică o primejdie reacţionară prin faptul că, emanciparea ei petrecându-se după o îndelungată tradiţie de economie bănească şi raporturi de piaţă, antagonismul general burghezo-ţărănesc a luat un caracter atât de pronunţat încât biruinţa politică a ţărănimii — presupunând că ar fi posibilă — s'ar puteà identificà nu cu descătuşarea capitalismului gâtuit de oligarhie, ci cu încătuşarea lui din nou prin o politică economică ţărănească antiburgheză. Am arătat mai sus când am vorbit despre caracterul absolutist al burgheziei sub regimul oligarhic, că acesta se datoreşte şi politicei independente pe care, datorită împrejurărilor istorice speciale, ţărănimea românească a reuşit să o inaugureze. Şi nu este nici o îndoială că odată ce desvoltarea societăţii româneşti e îndreptată spre desăvârşirea capitalismului, biruinţa oricărei alte clase, excepţionând bine înţeles biruinţa proletariatului concomitentă cu o biruinţă a revoluţiei proletare mondiale, trebuie să fie potrivnică progresului istoric. Chiar numai o influenţă mai puternică a unui partid agrarian asupra Statului ar puteà constitui o primejdie. Avem în această privinţă două exemple: pe de o parte Rusia, unde dictatura bolşevică cu perspective progresive câtă vreme se puteà aşteptà la isbucnirea revoluţiei mondiale, a devenit reacţionară odată cu consolidarea reacţiunei internaţionale, deoarece a curmat evoluţia capitalistă fără a puteà să realizeze societatea socialistă (1), pe de altă parte Bulgaria, unde dictatura ţărănească a împiedecat făţiş desvoltarea capitalistă pentru a fi, în cele din urmă, răpusă de ea.

Decât, democraţia ţărănească a cărei biruinţă nu este, prin urmare, de dorit nu are din fericire şanse de reuşită pe compt propriu. In lipsa unui regim democratic real care să asigure majorităţii toată puterea, dictatura minorităţii oligarhice nu poate fi răsturnată decât prin o revoluţie violentă. Insă, firea clasei ţărăneşti exclude dela început posibilitatea unei asemenea revoluţii. Capitalismul a concentrat puterea economică şi, într'o măsură şi mai mare, puterea politică în marile oraşe. Astfel acestea au devenit singurul câmp de luptă a revoluţiilor politice. In oraşe a biruit burghezia revoluţionară a ţărilor apusene, în oraşe a biruit şi proletariatul rusesc în 1917—1918. Şi cu toate că biruinţa lor nu ar fi fost desigur cu putinţă dacă acţiunea conştientă a oraşului *revoluţionar* nu ar fi fost secondată de răsvrătirea elementară a satelor *revoluţionate*, fapt este că conducerea au avut-o totdeauna massele orăşeneşti şi că tot ele au fost acelea care au dat vechilor regi-

(1) *Otto Bauer* arată foarte clar cum dictatura proletariatului în Rusia nu este decât o fază de tranziţie spre democraţie (Bolschewismus oder Sozialdemokratie, Cap. X, vezi în deosebi pag. 64) şi cum «noul curs» ce s'a inaugurat în 1921 tinde a restabilì condiţiunile obiective ale economiei capitaliste. («Noua orientare» în Rusia sovietică. In româneşte de *Maria Voinea*, Bucureşti 1922). Dar cu toate că astfel dictatura sovietică se prezintă drept începutul revoluţiei burgheze în Rusia, e învederat că aceasta din urmă nu poate fi cu succes prezidată de o clasă cu ideologie opusă. De fapt vedem cum dictatura bolşevică devine din ce în ce mai mult o dictatură cu fond social burghezo-capitalist.

muri lovitura decisivă şi nouilor regimuri, produse de revoluţie, forma potrivită aspiraţiilor lor. Oricât de numeroasă ar fi, aşadar, ţărănimea în Stat, faptul că trăieşte împrăştiată şi fără contact direct în mii de sate mai mult sau mai puţin izolate şi că grija gospodăriei o opreşte, cu deosebire în timpul sezonului agricol, să se deplaseze la oraşe, face cu neputinţă o altă manifestare politică ordonată şi unitară decât pe calea paşnică a votului universal. Acesta fiind, însă, desfiinţat, ca şi întreaga democraţie, de către oligarhie, singura formă în care ţărănimea poate reacţionà politiceşte, este răscoala oarbă şi nedisciplinată, isbucnire elementară a nemulţumirilor ajunse la culme. Asemenea isbucniri însă pot fi, cu uşurinţă, potolite de puterea organizată a Statului (1).

In asemenea împrejurări e evident că nu ţărănimea poate fi clasa revoluţiei burgheze în România. deşi istoria, aţâţând interesele ei anticapitaliste şi democartice tocmai când oligarhia se află la răspântia prefacerii capitaliste, a făcut din ea o clasă antioligarhică şi deci, în constelaţia socială dată, revoluţionară. Căci cu toate că ţărănimea va trebuì să reprezinte un democratism sincer şi radical, câtă vreme regimul oligarhic o va apăsà politiceşte şi va neglijà interesele ei economice, perspectiva că desvoltarea capitalismului va calmà antagonismul burghezo-ţărănesc şi va pricinuì astfel o schimbare spre reacţioarism în atitudinea ţărănimii este ca şi sigur. Iar impotenţa naturală care caracterizează sub aspectul politic ţărănimea izolată de conducerea unei clase orăşeneşti, face ca chiar şi în faza revoluţionară, străduinţele ei democratice să fie condamnate de a rămâneà zadarnice. Dat fiind însă caracterul absolutist al burgheziei numai proletariatul poate da «corpului imens şi sfâşiat de dureri al poporului ţărănesc capul care stă să stăpânească acest corp de uriaş» (1). Dar întărirea proletariatului românesc, astăzi prea slab pentru a luà conducerea revoluţiei burgheze, este condiţionată de aceeaş desvoltare a capitalismului care va preface ţărănimea din anticapitalistă în antiproletară, aşà încât momentul în care proletariatul se va puteà gândì, în baza puterii sale sporite, să se pună în fruntea revoluţiei burgheze, va coincide cu izolarea lui aproape totală. Nu ne putem aşteptà, prin urmare, la nimic dela mişcarea ţărănească decât la o opoziţie tot atât de zadarnică, pe cât de vehementă. Şi cu toate că aceasta nu înseamnă încă că ea nu va puteà dobândì cel puţin succese parţiale, cucerind unele poziţii din formidabila fortăreaţă reacţionară în care oligarhia a prefăcut Statul român, concluzia finală e totuş, că nici o clasă a societăţii româneşti nu este, pentru oarecare vreme, periculoasă oligarhiei şi că nimic nu o poate deci împiedecà de a

(1) In privinţa acestei neputinţe politice a ţărănimii sunt foarte edificatoare întâmplările din Bulgaria. Dacă burghezia a reuşit să înlăture dela cârma ţării în timp aşà de scurt şi cu succes atât de radical guvernul agrarian bazat pe gărzile verzi şi pe încrederea imensei majorităţi a poporului bulgar, cauza e că ţăranii, ocupaţi cu munca câmpului şi depărtaţi de centrele orăşeneşti, nu s'au putut adunà la vreme, nici organizà, implicit, o acţiune de rezistenţă împotriva ridicării conştiente şi bine disciplinate a oraşelor. Iar apoi când ţărănimea a răspuns în toamna anului 1923 cu o răsvrătire generală, ea a trebuit să apeleze la sprijinul partidului comunist.

(2) *Otto Bauer*, Bolschewismus oder Sozialdemokratie, pag. 26.

rămâne la cârmă decât dificultăţile economice provocate de stingherirea evoluţiei capitaliste. Şi aici, străinătatea va spune, probabil, cuvântul decisiv.

Deaceea numai clasa muncitoare, singura clasă permanent interesată la democraţie, va puteà realizà, cel puţin sub aspectul politic, revoluţia burgheză în România. Am văzut că evoluţia economică a societăţii româneşti, e în această privinţă, irelevantă. Fie că oligarhia se menţine, fie că locul ei îl ia burghezia, principiul de guvernământ al clasei conducătoare va trebuì să fie, în orice caz, absolutismul. Decât, dăinuirea regimului oligarhic corespunzând cu o mişcare muncitorească slabă, proletariatul se poate manifestà cu succes abia după biruinţa deplină a capitalismului, dacă, din întâmplare, evoluţia nu este precipitată de izbucnirea revoluţiei proletare în forme acute în Apus. Şi e cu putinţă că şi în era capitalistă revoluţia burgheză democratică se va identificà, prin intrarea României în orbita Apusului capitalist, cu revoluţia proletară. Aceasta va fi, de altfel, deslegarea definitivă a tuturor problemelor româneşti.

RECENZII

WILLIAM SMITH CULBERTSON: *International Economic Policies. A Survey of the Economies of Diplomacy*. New-York şi London 1925.

Autorul acestei lucrări, Ministrul Statelor Unite în România, este un om de ştiinţă, cunoscut prin publicaţiile sale anterioare («Commercial Policy in War Time and after» apărută în 1919 şi «Raw Materials an Foodstuffs in the Commercial Policies of the Nations» apărută în 1924) ca un specialist în chestiunile de politică economică şi în special comercială. In această calitate, el a ocupat între 1917—1925 locul de membru al Comisiei de tarife a Statelor Unite şi a ţinut cursuri la Universitatea din Washington şi la Institutul de Ştiinţe Politice din Williamstown.

Opera aceasta din urmă se prezintă ca o sinteză a cercetărilor sale în acest domeniu, care se întinde şi asupra politicei economice internaţionale, din perioada de după războiu. Ea are un caracter mai mult expozitiv, decât dogmatic, ceeace dă o valoare mai mare, atât sugestiilor şi observaţiilor ce ea cuprinde, cât şi concluziilor de politică economică internaţională.

In cele dintâi douăsprezece capitole, autorul se ocupă de tratatele de comerţ, clauza naţiunii celei mai favorizate, principiile şi metodele de negociare a tarifelor, protecţionism şi tratament preferenţial, împrumuturi străine şi investiţiuni, concurenţă şi cartelare în comerţul internaţional şi de politică comercială în legătură cu navigaţia.

In fiecare din aceste capitole speciale, autorul dovedeşte o stăpânire deplină a cunoştinţelor referitoare şi un spirit de metodă în selecţionarea, orânduirea şi prezentarea faptelor şi în degajarea încheierilor. Pe lângă aceste însuşiri, care face lectura chestiunilor celor mai aride atractivă, interesul este sporit prin desele sugestii ale autorului.

In cel din urmă capitol, d-l Culbertson pune concluziile rezultate din faptele expuse în capitolele precedente. El conchide că politica mercantilistă a fost un fiasco, după cum şi întregul sistem al vechii diplomaţii întemeiat pe rivalităţile naţionale a dat faliment.

Examinând naţiunea sub întreitul aspect: al unităţii politice de sine stătătoare, al unităţii economice de sine stătătoare şi al unităţii sociale şi culturale, d-l Culbertson socoate că tendinţa ei, de a se manifestà independentă în politica internaţională, n'a dus la rezultat, deoarece egoismele naţionale s'au întretăiat şi s'au contracarat, ducând la conflicte armate, ca urmare a manifestărilor de expansiune imperialistă.

Deaceea, autorul crede că rolul naţiunii este să fie un agent de cooperare internaţională şi socoate că Liga Naţiunilor este destinată să orienteze naţiunile în această direcţie nouă. D. Culbertson are încredere în misiunea unei noui diplomaţii, îmbibată de spiritul internaţionalist şi educată să preţuească mai mult decât forţa, dreptul şi buna convieţuire a naţiunilor.

Dl. Culbertson apare astfel ca un internaţionalist, cu o nuanţă, care în mijlocul realităţilor contimporane, poate să-l aşeze între utopişti. Dar utopiile de azi sunt realităţile de mâine. Tocmai în haosul mondial de după războiu se întrevede că maximum de bunăstare naţională este dependent de ambianţa internaţională şi se înţelege din ce în ce mai mult că nu se poate promovà decât prin cooperarea internaţională.

Succesul activităţii diplomatice nu se poate azi, să fie asigurat, decât dacă ea purcede în acest spirit şi este mai mult îndreptată spre conducerea împrejurărilor economice mondiale. Consecinte acestei convingeri, în opera sa, care se prezintă în fapt ca *Elemente economice pentru diplomaţie*, D-l Culbertson se ocupă de factorii economici determinanţi în relaţiile internaţionale: concurenţa pentru pieţe, furnizarea de materii prime, împrumuturi externe, concesiuni, investiţiuni de capital în străinătate ş. a. m. d.

Mai ales din acest motiv opera d-lui Culbertson prezintă un aspect de originalitate şi de noutate, stimulând ştiinţa economică, într'o direcţie însemnată, în care cunoştinţele sale pot să afle o fructificare neobişnuit de bogată în rezultate, într'o ramură atât de însemnată a politicii de Stat, ca Diplomaţia.

Selecţionarea şi sistematizarea materialului de fapte, claritatea clasică a expunerii şi spiritul idealist care purcede din comprehensiunea adâncită a necesităţilor contimporane şi se desprinde din concluziile şi sugestiile

autorului, fac ca opera d-lui Culbertson să aibă mai mult decât valoarea unei lucrări ştiinţifice de mâna întâi şi să atingă proporţiile unei cărţi reprezentative.

V. N. Madgearu

Dictionary of Tariff Information, issued September 1924, by the United States Tariff Commission. Washington 1924, 4-to 1036 pagini, 2,25 dolari.

Totdeauna, şi mai ales dela războiu încoace, Statele Unite s'au îndreptat spre un regim foarte protecţionist. Dacă această politică, urmată de marea noastră prietenă şi creditoare, este de natură a îngreunà transferul sumelor datorate de Statele Europei ca urmare a războiului, nu se poate contestà totuş că comisia care a avut drept sarcină de-a elaborà tariful vamal din 1922, încă azi în vigoare, a fost documentată în mod strălucit.

Cu simţul practic, atât de desvoltat în America, comisia vamală a socotit însă că această documentare trebuie pusă şi la dispoziţia marelui public într'o formă accesibilă, sub aceea a unui dicţionar, care atinge aproape proporţiile unei *enciclopedii a vieţii economico-practice*.

Sub rubrica fiecărei mărfi găsim întâiu o explicaţie şi definiţia ei, însoţită de o scurtă descriere a metodelor de fabricaţie, a materiilor prime întrebuinţate, etc. Urmează datele statistice asupra producţiei şi cele ale importului şi exportului fiecărei mărfi în ce priveşte Statele Unite. Notiţele variază evident foarte mult în lungime după importanţa relativă a mărfurilor descrise şi după datele pe care comisia le-a avut la îndemână.

Dicţionarul nu urmăreşte însă numai scopul de a da negustorilor, funcţionarilor vamali, industriaşilor, oamenilor politici şi ziariştilor informaţii cât mai complete asupra oricărei mărfi care face obiectul unor tranzacţii comerciale între naţiuni, ci este şi un manual administrativ conţinând o descriere completă a sistemelor de tarif, a metodelor şi măsurilor de aplicare a acestora, precum şi un istoric al interminabilei controverse între protecţionişti şi liber-schimbişti în decursul veacurilor, începând cu Grecia Antică şi până la Statele Moderne din zilele noastre. Sub rubrica respectivă (Tariff History) găsim astfel o pagină rezumativă a politicii vamale a României dela 1866 încoace.

Este evident că comisia a pus în mişcare un întreg aparat administrativ, foarte perfecţionat, cum este cel al Statelor Unite, pentru a puteà adunà imensul material informativ conţinut în acest volum. Pentru rubricile istorice şi pur ştiinţifice (tehnice sau economice) o serie de profesori universitari americani şi-au adus o preţioasă contribuţie, nici o sforţare şi nici o cheltueală nefiind economisită pentru a întocmì o lucrare cât mai completă şi exactă.

Vom aminti dealtfel că comisia vamală americană care şi-a luat răspunderea acestui dicţionar a avut ca vicepreşedinte un economist de o valoare puţin obişnuită. Numele d-lui William S. Culbertson, actualul ministru american la Bucureşti, care figurează pe prima pagină a volumului, este confirmat prin seriozitatea şi valoarea lucrării.

Volumul este fireşte destinat în primul rând Americanilor. Ideea unui astfel de dicţionar nu poate însă decât să ne atragă. Ea poate fi adaptată cu folos şi ţării noastre. Oficiul de Studii înfiinţat anul trecut pe lângă Ministerul de Finanţe lucrează de fapt în momentul de faţă la alcătuirea primului dicţionar vamal românesc, în care se vor găsi informaţii cât mai complete şi exacte asupra oricărei mărfi care trece graniţele noastre într'o direcţie sau alta. Dicţionarul românesc va mai cuprinde o descriere tehnică şi economică a fiecărei mărfi, importul, exportul, consumaţia anuală şi cifrele procentuale ale importului faţă de consum. Prin firea lucrurilor, prima încercare de alcătuire a unui dicţionar vamal românesc nu va puteà pretinde la desăvârşirea atinsă de d-l Culbertson şi prietenii d-sale din comisia vamală americană. Nădăjduim totuş că dicţionarul român în pregătire va puteà şi el să aducă foloase reale nu numai celor cari sunt destinaţi să conducă politica noastră comercială, ci şi tuturor celor cari urmează cu interes desvoltarea economică a ţării.

Intr'o epocă în care succesul întovărăşeşte toate eforturile economice, sociale şi ştiinţifice ale naţiunii americane, toate popoarele Europei trebuie să-şi caute exemple pentru politica lor în Marea Republică.

In căutarea acelor modele americane, a imità lucrarea d-lui Culberston, care constitue un exemplu de organizare ştiinţifică a vieţii Statului, este a face pe această cale cel mai fericit început.

Mihail Manoilescu

HANS RICHERT: *Richtlinien für die Lehrpläne der höheren Schulen Preussens.* Berlin Weidmannsche Buchhandlung 1925, 2 vol.

Lucrarea oficioasă de faţă constitue ultima etapă de pregătire şi îndrumare a nouei reforme a învăţământului secundar din Prusia. După cum o declară autorul dela început, ea se sprijină pe memoriul Ministerului de Instrucţie asupra reorganizării învăţământului secundar în Prusia, din 1924, pe care am avut dejà prilejul să-l analizăm într'un număr trecut al Arhivei. De fapt însă primele principii directoare ale acestei reforme se găsesc chiar în constituţia dela Weimar (art. 142 — 150) care vorbeşte de şcoală unitară, de învăţământul cetăţenesc, etc.

Cea dintâiu caracteristică a reformei reiese din însuş titlul cărţei. Nu se vorbeşte de programe, ci de *norme*, de *directive* pentru alcătuirea lor. Cu condiţia de a se satisface ţelurile prevăzute pentru fiecare an, şcolile păstrează o libertate de mişcare suficientă pentru a-şi întocmi programele în voie adaptându-le şi calităţilor profesorilor de cari dispun şi interesului ce pot prezentà la o anumită epocă anume chestiuni, putându-l deci la nevoie preface dela un an la altul.

Nu e aşà dar de ajuns că se păstrează vreo patru feluri de liceie, dând elevilor o cultură generală diferită, dar chiar în două liceie similare din acelaş oraş, elevii din aceeaş clasă nu vor învăţà exact aceeaş materie.

Suntem astfel departe de idealul pedagogic al bătrânului director Flachsmann din «Institutorii» şi pare că nu va mai fi dat niciodată unui Ministru prusian de instrucţie publică să se poată mândrì uitându-se la ceasornic «că în această clipă toţi copiii din Prusia din cutare clasă liceală analizează poezia cutare sau ascultă explicaţia regulei de amestecătură».

Dar ceeace reforma dă ca libertate cu o mână, ia cu cealaltă. In trecut, fiecare dascăl socotea materia lui ca unicul scop de învăţătură al elevilor şi nu vroia să ştie nimic de celelalte materii şi de ceilalţi colegi.

Noua reformă introduce ca metodă hotărîtoare în învăţământ, ideea *concentraţiunii*, a unităţii în educaţie şi cultură. Nu se mai pretinde atâta ca fiecare materie să fie predată complet şi elevul să capete neapărat cât mai multe noţiuni. Se cere însă ca prin colaborarea diferiţilor profesori şi prin armonizarea sforţărilor lor să se obţie un efect de sinteză asupra elevului, având în vedere mai cu seamă scopul educativ, formarea unei personalităţi echilibrate, educaţia cetăţenească, adâncirea artistică şi filozofică a învăţăturii. In acest scop reforma imaginează nu numai înţelegerea mai multor profesori de materii înrudite spre a predà în acelaş timp părţi de materie într'un scop unitar, dar chiar şi cedări reciproce de ore de curs între profesori.

Intreaga şcoală este bine înţeles concepută ca o şcoală activă (Arbeitsschule). Ea nu se mărgineşte să transmită materia de învăţat, ci e veşnic preocupată de forţele desvoltate în elev, sau care se pot desvoltà: autonomie a gândirii, sentiment, imaginaţie sau voinţă.

Elevul trebuie să-şi însuşească in prima linie metoda de a studià. In acest scop se recomandă combinarea potrivită a lucrării individuale acasă şi a prelucrării colective în clasă.

Nu se intenţionează a se face prea mult uz de lucrările de executat acasă. Acestea nu se vor referì la aplicaţiunea memoriei, ci vor constà în prima linie din lucrări personale privind desvoltarea imaginaţiei şi a gândirii autonome, mai cu seamă în cursul superior.

O noutate o constitue aşà numitele *asociaţiuni libere de lucru* (freie Arbeitsgemeinschaften). Programele le rezervă patru ore speciale. Ele au menirea de a adâncì şi completà opera culturală a categoriei respective de şcoală secundară. Participarea la aceste lecţiuni este facultativă, formându-se grupe de elevi cari dovedesc talent şi interes pentru chestiunile ce urmează a se tratà. Acestea se determină de către conferinţa profesorilor în fiecare semestru şi pot fi în legătură cu diferite materii.

Cel puţin însă o oră pe săptămână din cele patru, trebuie păstrată lecturilor filozofice, cărora reforma le dă o importanţă deosebită.

Din toate acestea reiese destul de clar rolul covârşitor al colaborării dintre profesori. Conferinţele profesorale sunt menite a ţine echilibrul între interesul individual al specialităţilor şi cel colectiv al concentraţiunii. In această chestiune rolul directorului de şcoală este foarte delicat.

Cu aceste observaţii generale lucrarea intră în examinarea metodelor de aplicat în predarea diferitelor obiecte, începând mai întâiu cu aşà numitele «*Kernfächer*» (obiecte fundamentale), şi impreună cu celelalte, având totdeauna înaintea ochilor problema culturală de bază a categoriei respective de şcoală secundară.

In fine, volumul al doilea al lucrării con-

stitue partea propriu zisă programatică, arătând pentru fiecare clasă şi fiecare obiect materia din care se va alege spre a constitui programul original întocmit de Conferinţa profesorilor. Numai o cetire atentă a acestor amănunte poate da o idee concretă despre gradul de cultură la care aspiră şcoala secundară după noua reformă.

Este imposibil să se analizeze într'o simplă recenzie imensul număr de idei noui şi de sugestiuni coprinse în instrucţiunile Ministeriale redate de lucrarea de faţă. Ne vom mărgini numai la câteva obiecte, spicuind unele concepţiuni ce ni s'au părut mai caracteristice.

Să luăm bunăoară *limba maternă*.

Din punct de vedere artistic, se accentuează importanţa cunoaşterii nu numai a literaturii ci şi a artei plastice şi a muzicii, în diferitele epoci istorice, în care scop se va folosi conlucrarea cu profesorii de desen şi muzică.

In cursul superior se va lămuri legătura între stilurile arhitectonice, romanic, gotic, baroc, etc. şi spiritul secolelor respective, folosindu-se în acest scop vizitarea muzeelor.

Şi adâncirea filozofică poate fi aplicată la acest obiect, interpretându-se concepţia despre lume cuprinsă în diferitele opere literare. Tot astfel şi educaţia cetăţenească va folosi din cetirea operelor care pun problemele raporturilor între individ şi societate.

Se relevă în special că formarea unei înalte conştiinţe naţionale, nu trebuie obţinută prin dispreţul faţă de străini şi că elevilor li se va învederà că marii poeţi şi gânditori ai ţării nu mai sunt ai unei clase sau confesiuni, ci ai naţiunii întregi, constituind un bun comun menit să cimenteze sentimentul solidarităţii naţionale.

Invăţământul limbei materne are, bineînţeles, puncte de contact evidente, cu istoria şi cu geografia ţării. Dar chiar şi cu obiecte cu totul diferite se pot creà legături. Astfel, în liceul clasic se va accentuà mai mult asupra influenţei antichităţii în formarea literaturii şi artei diferitelor epoci, în cel modern influenţa bisericii romane şi a marilor naţiuni vecine, în liceul real importanţa studiilor ştiinţifico-matematice pentru anumiţi gânditori ai trecutului.

Pentru asociaţiile libere se recomandă adâncirea unor probleme de estetică, introducerea elevilor în metodele criticei literare, studii despre literatura a diverse popoare, în acelaş moment, în legătură cu marile curente de gândire, şi chiar considerarea unor ţări a căror limbă nu se studiază în liceu (literatura scandinavă, rusă, etc.).

Despre studiul *istoriei*, se spune că este menit să formeze spiritul critic al elevului faţă de probleme ce-i poate pune viaţa, desvoltându-i şi simţul de răspundere. Amănuntele istorice nu constitue un scop în sine, ci mai interesantă este formarea simţului istoric de a percepe just fenomenele şi cauzele lor. Deosebirea concepţiilor despre lume nu trebuie să micşoreze stima pentru adversar, ci studiul istoriei trebuie să ducă la o largă toleranţă. Se va scurtà în special istoria domnitorilor, a intrigilor diplomatice şi a conflictelor de succesiune.

Educaţia cetăţenească va extrage din studiul istoriei ideea de drept şi cunoşterea clară a principiilor ordinei sociale, întemeiate pe solidaritatea naţională. Se vor folosi în acest scop rapoarte despre îndeplinirea funcţiunilor cetăţeneşti, vizite la instituţii publice şi private, etc.

Se prevede deasemenea predarea de noţiuni despre dreptul ginţilor şi despre Liga Naţiunilor.

Adâncirea filozofică se va aplicà la explicarea forţelor spirituale care au influenţat evenimentele istorice, folosind lecturi din filozofia istoriei, mai ales în asociaţiunile libere.

Intre scopurile finale ale învăţământului istoric se cuprinde înfăţişarea *libertăţii* ca cea mai înaltă putere omenească.

Chiar şi *matematica* trebuie pusă în legătură cu celelalte obiecte. Se va arătà legătura geometriei proiective cu arta. Se vor aminti împrejurările istorice ale formaţiunii disciplinilor matematice, profesorii de matematică completând pe cei de istorie în înfăţişarea istoriei culturale a omenirei.

Şi educaţia cetăţenească trebuie să tragă folos din studiul matematicei, care trebuie să trateze, unde se poate, aplicaţiuni referitoare la viaţa de Stat şi la economia privată. Se va arătà deasemenea importanţa matematicei pentru celelalte ştiinţe exacte şi pentru tehnică.

Nu vom continuà cu celelalte obiecte, spiritul reformei rezultând destul de limpede din cele câteva exemple examinate.

Profesorii vor găsi, bineînţeles, un material foarte bogat şi interesant în studiarea acestor *directive*. Incă un cuvânt numai, cu privire la folosirea *asociaţiunilor libere* în scop filozofic.

In aceste ore se va adânci, prin lecturi apropriate, cuprinsul filozofic al diferitelor obiecte. Se va ţine însă seamă de scopul cultural al categoriei respective de şcoală secundară.

Prin cetirea de scrieri filozofice se vor pregăti elevii pentru înţelegerea acestui gen de literatură. Nu se urmăreşte însă o cunoştinţă sistematică a materiei, ci numai o privire asupra metodei filozofării, a felului de gândire al marilor cugetători şi asupra atitudinei lor faţă de problemele filozofice.

Sforţarea de a urmări formarea de noţiuni precise, de raţionamente riguroase şi de construcţiuni logice complicate la marii filozofi, are menirea de a preveni pe elevi contra judecăţilor pripite şi categorice ce se ivesc în mod firesc mai ales în mintea tineretului.

Deosebit de utilă este studiarea acelor filozofi ale căror opere pot contribui la lămurirea unei epoci istorice.

M. Sanielevici

BERNARD LAVERGNE: *L'Ordre coopératif. Étude générale de la coopération de consommation. I. Les faits. Un type économique nouveau: La Régie coopérative.* Paris, Félix Alcan, 1926.

Deşi literatura socialistă e mai bogată decât literatura cooperatistă, trebuie să se recunoască totuş că reuşita acestui din urmă sistem social-economic este cu mult mai mare decât a celui dintâiu. Socialismul este în descompunere, este în decădere, pe când cooperatismul este în plină creştere, şi până acum nu a înregistrat nici un eşec. Orice nouă lucrare despre cooperatism este o nouă izbândă, este un nou pas pentru desăvârşirea doctrinei cooperatiste, alături de rezultatele practice strălucite ale cooperaţiei, singura experimentare socială, singura măsură de politică socială care a reuşit deplin. Noua lucrare a d-lui profesor *Bernard Lavergne: l'Ordre coopératif* tinde, mai departe, să fixeze definitiv doctrina cooperatismului şi locul ei în sistemul nostru social-economic.

Primul volum cuprinde expunerea faptelor, din care va deduce în al doilea volum doctrina cooperatismului. Cu toate acestea în introducerea acestui volum de peste 600 pagini şi apoi dealungul întregei expuneri a faptelor şi a concluziilor repezi pe care le trage, se desprind în chip luminos principiile doctrinei cooperatiste cum o înţelege d-l Lavergne, şi cum, credem, va rămâne definitiv în ştiinţa social-economică.

Ordinea cooperativă, înseamnă o nouă ordine social-economică. Cooperaţia are un succes atât de mare, în toate ţările şi în toate direcţiele, Statele însele îi dau atâta atenţie, încât ea nu mai poate rămâne în forma de sistem economic, alături de celelalte, cooperaţia prin ţinta şi rezultatele ei este impusă raţiunei noastre ca superioară sistemului capitalist, sistemului marxist, sau celui sindicalist, şi ne sileşte să ne gândim cu seriozitate la o nouă ordine social-economică, întemeiată pe cooperatism. Se pare că ziua ordinei cooperative nu este departe.

Atât Statul capitalist, cât şi Socialismul de Stat au dat rezultate neîndestulătoare.

Nenumărate experienţe au arătat în chip neîndoios că autorităţile publice sunt lipsite de aptitudini economice, şi că este absolut necesar să se caute mijlocul prin care să se unească avantagiile sociale ale întreprinderei de Stat cu valoarea comercială şi tehnică a întreprinderei private.

Se observă iarăşi pretutindeni tendinţa de a se separă administraţia politică a Statului, comunei, de administraţia întreprinderilor publice. Se caută pretutindeni să se acorde o autonomie din ce în ce mai largă întreprinderilor publice pentru a se obţine o gestiune economică din ce în ce mai normală şi mai lipsită de deficite. Şi interesant este că administraţia aceasta autonomă a regiilor publice tinde să îmbrace de multe ori forma organizării cooperative, întâi printr'o formă intermediară de regie socială, dezinteresată, şi apoi îmbrăţişând toate principiile cooperatiste de ordine şi dreptate socială.

Se vede astfel că capitalismul care a stat până astăzi la baza gestiunilor publice, şi regimul socialist, care a urmărit zadarnic până acum să-l înfrângă, se pot contopi într'o nouă ordine care asociază toate meritele lor, fără a le împărtăşi slăbiciunile.

Ordinea cooperativă desemnează regimul în care consumatorul va jucà rolul economic cel mai important, contra ordinei capitaliste de astăzi când rolul prim este jucat de producător, sau ordinei marxiste sau sindicaliste când rolul prim este jucat de muncitor, socotit ca singurul factor producător în societate.

Cooperatismul răstoarnă o veche concepţie. Ideea cooperativă a apărut în chip clar numai după ce conceptul de consumator a devenit

familiar gânditorului social-economic şi publicului. Ideea de consumator e distinctă şi opusă producătorului.

Doctrina cooperativă proclamă dreptul consumatorului să controleze, să conducă şi să stăpânească mijloacele de producţie, în unicul scop de a satisface trebuinţele sale.

Ideea de consumator îşi întinde consecinţele asupra întregului nostru concept social: în ordinea socială, în ordinea politică şi în ordinea economică.

In noua sa lucrare, d-l Bernard Lavergne urmăreşte problema cooperatismului în acest întreit domeniu. El caută să atingă un scop multiplu şi anume: să determine locul care se cuvine cosumatorului în viaţa social-economică, să explice dreptul politic, dreptatea economică şi democraţia prin ideea de consumator; să demonstreze că structura întreprinderilor, regimul producţiei, nu sunt în funcţie de o anumită repartiţie a profitului şi că sistemul cooperativ poate îmbinà cu folos sistemul de producţie capitalist cu modul ei social de repartiţie.

In ultimă analiză ideea cooperativă nu este altceva decât ideea de consumator desvoltată în toate consecinţele sale doctrinale, nu este de cât recunoaşterea deplină a drepturilor sociale şi economice ale consumatorului. Potrivit acestei observaţii doctrina cooperativă învaţă că, după cum în ordinea politică suveranitatea aparţine cetăţeanului, în ordinea economică şi socială hegemonia trebuie să aparţină în chip normal consumatorului şi nu producătorului sau întreprinzătorului, astfel cum doctrinele economice capitaliste, sau socialiste au infiltrat-o de mult în judecata publică. Şi prin urmare cooperaţia, corespunzător democraţiei politice, întemeiază regimul democraţiei economice.

Dar poate nu e bine ca comparaţia să fie dusă prea departe. Expresia prea declamatoare de «consumator-rege» e bine să fie înlăturată. Ea poate fi în chip util înlocuită cu aceea de «consumator-zuveran». Suzeranitatea exclude ideea de suveranitate absolută.

Acì însă, deşi e o întreagă revoluţie morală faţă de concepţiile noastre sociale şi economice de astăzi, prin cooperatism nu trebuie să se înţeleagă o doctrină revoluţionară. In tendinţa ca cel ce are folosinţa să fie şi proprietar şi conducător al gestiunii, cooperatismul nu se gândeşte să recurgă la alte acţiuni decât la acelea conforme legalităţii celei mai stricte, dar şi echităţii. Cooperatismul în esenţă e o doctrină evoluţionistă

Ideea cooperativă şi ideea de cetăţean sunt două ramuri gemene, două aplicări practice ale ideei generale a «consumatorului-suzeran». La folosinţa bunurilor economice corespunde conceptul cooperativ, la aceea a serviciilor publice corespunde ideea civică.

Idea de cetăţean, ideea civică s'a născut fără a bănuì legătura sa cu ideea de consumator, ideea cooperativă n'a uitat niciodată această legătură.

Ideea de cetăţean nu a fost aceeaş în toate timpurile, niciodată în trecut nu s'a înţeles prin cetăţean ceeace se înţelege astăzi: locuitorul prevăzut cu dreptul de a participà la gestiunea afacerilor publice, cu dreptul de a influenţà cu voinţa sa la conducerea politică a Statului.

Egalitatea cetăţenească nu are altă explicare plauzibilă decât egalitatea în drept a fiecăruia de a luptà să-şi satisfacă multiplele necesităţi pe care le are. Toţi cetăţenii sunt consumatori-născuţi ai serviciilor Statului şi cum ei au drepturi egale de a încercà să trăească cât mai puţin rău cu putinţă, au deasemenea, dreptul egal de a face să se ştie ce căi şi mijloace le cred preferabile pentru organizarea puterii şi serviciilor publice. Membrii unui popor se simt ca cetăţeni ai unui Stat numai întrucât sunt consumatorii serviciilor publice. In acest fel societatea politică este o vastă cooperaţie în care toţi au drept egali fiindcă toţi au aceeaş necesitate de serviciile ei, fie ele materiale sau morale.

Deşi ideea democratică de cetăţean e mai veche ca aceea de cooperaţie, totuş doctrina acesteia din urmă nu-şi trage origina din aceea a democraţiei politice. Doctrina cooperatistă s'a născut din analiza ştiinţei economice, sub impulsia faptelor cooperative născute în afară de orice influenţă doctrinară. Astăzi paralelismul între democraţia politică modernă şi democraţia economică, care realizează principiul cooperativ, este deplin.

Pe acest teren d-l Bernard Lavergne depăşeşte cu mult pe Ch. Gide, E. Poinon şi B. Webb. Pentru d-sa ideea cooperativă şi ideea civică sunt două ramuri ieşite din acelaş trunchiu: că cetăţeanul nu este decât o varietate de consumator, că Statul nu este decât o cooperativă de servicii publice.

Ideea de consumator este în sfârşit, la baza ştiinţei economice moderne. Ea a fost ştiinţific

întâi recunoscută de şcoala psihologică, treizeci de ani după ce a fost emisă de cinstiţii pionieri din Rochdale. Deatunci teoria valorii pune valoarea fiecărui obiect pe *necesitate*, adică pe dorinţa de consumare pe care publicul o resimte pentru acele obiecte. E vorba de *utilitatea finală*, *raritatea* pe care obiectul o are în ochii consumatorului, care îi face valoarea şi îl crează în adevăratul înţeles al cuvântului.

In această concepţie a necesităţii, în acţiunile şi reacţiunile consumatorilor trebuie să căutăm explicaţia adâncă a tuturor problemelor economice.

Prin această nouă concepţie d-l Lavergne pune în lumină minunata legătură pe care o face noţiunea de consumator-suzeran între domeniul economic, în centrul căruia domneşte această noţiune, domeniul social, a cărui problemă fundamentală nu poate fi rezolvată în afară de metoda cooperativă. şi domeniul politic, în care noţiunea de consumator obligat al serviciilor Statului face fundamentul solid al drepturilor noastre politice.

Obiectul propriu al economicului, după cum îl fixează d-l Lavergne, este de a explică cum se determină valoarea tuturor obiectelor— produse desăvârşite destinate consumaţiei, mijloace sau agenţi de producţie, monede şi instrumente de schimb de orice natură — şi să examineze influenţa asupra preţurilor a prelevărilor făcute atât de diferiţii agenţi ai producţiei cât şi de Stat. Repartiţia bogăţiilor decurge din valoarea atribuită obiectelor fabricate şi diverşilor agenţi sau mijloace ale producţiei. Producţia ca şi repartiţia, astfel, sunt cuprinse în teoria valorii şi a preţurilor.

In raportul dintre economia politică ştiinţifică şi regimul cooperativ, nu poate fi vorba de legile mecanismului monetar; ordinea cooperativă, totuş, nu poate evită să nu se supuie mecanismului legilor care determină monedele bune sau rele. In afară de aceasta toate chestiunile care fac obiectul economiei trebuie sa fie din nou discutate şi privite din punctul de vedere al ideii de consumator. Aceasta dintr'un îndoit punct de vedere. Intâi dintr'o raţiune doctrinară, fiindcă e bine să se cunoască până la ce punct ideea de necesitate a consumatorului este elementul esenţial a oricărei explicaţii a valorii economice. Şi al doilea, dintr'o raţiune practică, fiindcă e necesar să se puie în valoare principiul cooperativ faţă de celelalte principii de organizare socială.

Privind economia politică din punctul de vedere al consumatorului, d-l Bernard Lavergne schiţează o magistrală *economie cooperatistă*, pe care urmează să o adâncească şi să o desvolte în studii ulterioare.

Consecinţele şi concluziile acestei noui concepţii sunt deosebit de însemnate. Din ele putem deduce în chip limpede că este posibil să înlocuim regimul capitalist de astăzi cu un regim cooperatist.

Orice proiect de schimbare social-economică nu este posibil decât dacă suntem perfect lămuriţi asupra importanţei beneficiilor regimului social-economic actual. Şi d-l Lavergne dovedeşte uşor că profitul naţional al regimului capitalist e relativ neînsemnat, fiindcă nu e de ajuns ca beneficiul de întreprindere să fie raportat la capital — ceeace interesează numai pe capitalist — ci la cifra de afaceri realizată — ceeace interesează naţiunea întreagă.

Ordinea cooperativă se opune, după d-l Lavergne, ordinei capitaliste numai prin aceea că ea ia ca scop final satisfacerea *necesităţilor publicului consumator* şi dorinţa de a micşoră progresiv inegalitatea actuală a veniturilor.

Regimul cooperatist ridică în viaţa societăţii o sumă de probleme noui economice şi sociale. Societatea va aveà sub regimul cooperatist o nouă înfăţişare economică, care trebuie dinainte studiată. Iar valoarea socială, deci rezultatele sociale ale aplicării programului cooperativ iarăşi trebuie dinainte examinate. Prin aceste două demonstrări se arată valoarea ordinei cooperative faţă de aceea capitalistă, şi folosul rezultat pentru societate din schimbarea regimului său social-economic.

Prin doctrina cooperatistă d-l Lavergne înţelege această intreită expunere: *Economia cooperatistă*; *aspectul economic al societăţii în regimul cooperatist*; şi *valoarea socială a programului cooperatist*.

Marea problemă, care domină toate chestiunile politice şi sociale contimporane, este de a se găsi regimul social-economic care să împace necesităţile tehnice ale producţiei şi interesele legitime ale publicului consumator. Capitalismul s'a dovedit ca făuritorul civilizaţiei de astăzi, fără el producţia nu ar fi ajuns tehnica perfectă de astăzi. Capitalismul însă este izvorul tuturor nefericirilor sociale de astăzi fiindcă împarte cu nedreptate beneficiile întreprinderii, şi împarte omenirea în două clase antagoniste şi ireconciliabile, ceeace dă loc nu numai la chestiunea socială, dar la

toate frământările vieţii noastre sociale. Şi aici este dilema. Societatea de astăzi nu poate renunţà la tehnica producţiei de astăzi, la civilizaţia la care a ajuns, iar publicul consumator, membrii societăţii în totalitatea lor, nu mai pot suferi regimul repartiţiei nedrept de astăzi.

Şi aici stă mândra ambiţie a cooperaţiei. Ea oferă societăţii o repartiţie dreaptă, o satisfacere a intereselor legitime ale consumatorilor, lăsând să subsiste intactă tendinţa concentrării industriale crescânde şi întreaga armătură tehnică a producţiei moderne, cu autoritatea şi responsabilitatea unui şef, care să aibă iniţiativa deplină şi necontestată în conducerea întreprinderii. Ordinea cooperativă asociază antinomiile aparente: progresul concetrării industriale şi menţinerea condiţiilor de existenţă ale regimului democratic.

Originalitatea adevărată a regimului cooperativ, după d-l Lavergne, este aceea că cooperatismul menţine diferenţiarea şi ierarhia actuală a funcţiunilor în producţie şi cu toate acestea răstoarnă repartiţia veniturilor între clase, suprimând orice distribuţie de dividende nete, numai prin înlăturarea oricărei plus-valute negociabile a acţiunilor.

Ordinea cooperativă rezolvă chestiunea socială, care s'a născut numai din convingerea că e o prea mare neegalitate între remunerarea claselor bogate şi aceea a claselor sărace. Cooperatismul dovedeşte că este posibil să se facă o repartiţie a beneficiilor mai dreaptă, mai democratică, fără a stânjinì mecanismul producţii, care cum am spus este satisfăcător. Prin aceasta el dă o desminţire definitivă credinţei seculare în valoarea organizaţiei capitaliste. Repartiţia democratică atenuează lupta de clasă până la desfiinţarea ei, ameliorează regimul salariatului făcând să se confunde salariatul cu întreprinzătorul şi beneficiarul organizaţiei, înlătură toate nemulţumirile şi turburările sociale şi economice.

Pentru întemeierea unei doctrine definitive însă, d-l Bernard Lavergne cere verificarea unor idei şi reguli impuse de cooperatismul practicat până astăzi. Doctrina cooperaţiei are a revizuì ideea mult desvoltată că cooperatismul înlătură profitul, salariatul şi clasele sociale.

Cooperaţia nu înlătură profitul, ci îl reduce la proporţii raţionale, şi îl repartizează după alte baze decât în regimul capitalist. Nu înlătură profitul, scop necesar al oricărei întreprinderi, ci îi idealizează mobilul economic repartizându-l între cât mai mulţi.

Deasemenea, suprimarea salariatului ar însemnà reînvierea regimului meseriilor, ceeace astăzi nu mai este cu putinţă, căci nu se poate renunţà la marea întreprindere, la concentrarea producţiei, la metodele tehnice de producţie de astăzi. Suprimarea salariatului nici n'ar fi utilă fiindcă ordinea cooperativă ajunge la o ameliorare a condiţiilor de salariat atât de înaintată, încât face dacă nu un regim nou, cel puţin unul de nerecunoscut.

In fine, diferenţele de aptitudini şi gustul de a stabilì diferenţe de venituri vor menţine totdeauna clase sociale. Cooperaţia nu desfiinţează clasele sociale, dar le armonizează treptat în temeiul calităţii de consumator a tuturor.

Pentru d-l Bernard Lavergne, cooperatismul nu este altceva decât o sforţare puternică şi metodică de a introduce cea mai mare dreptate posibilă în relaţiile economice, primind ca date primordiale egoismul individual şi instinctele fundamentale ale omului, într'un cuvânt, respectând legea valorii economice care, în esenţă, este pe atât de imorală cât de suverană este în lumea faptelor.

Pentru fixarea doctrinei cooperaţiei este absolut necesar se ne analizeze faptele cooperatiste, pentru a se înlăturà dela început ideile preconcepute şi arbitrare. Trebuie să se meargă treptat dela observaţia realităţii, la determinarea precisă a caracterelor permanente ale cooperaţiei, la fixarea doctrinei cooperatismului.

Şi această cale o urmează şi d-l Lavergne în opera sa.

Dupăce expune luminos şi interesant — ceeace s'a expus de atâtea ori — originea cooperaţiei şi mecanismul cooperaţiei de consum, d-l Lavergne introduce un punct de vedere nou, cu totul original în prezentarea faptelor cooperative. D-sa arată că mişcarea cooperativă este dublă, că expunerea ei trebuie să considere pe lângă cooperativele distributive ordinare, sau cooperativele libere — singurele care au fost cercetate până acum — şi cooperativele autorizate sau regiile cooperative — scoase acum la lumină de savantul profesor dela Universitatea din Lille.

Acest punct de vedere prin noutatea lui, prin consecinţele nebănuite pe care le are, face valoarea şi importanţa întâiului volum al operei d-lui Lavergne. Obiectul principal

al acestui volum devine astfel scoaterea din umbră a marilor şi importantelor organisme care se întemeiază pe principiile cooperative, şi care ne aduc o lumină nouă în judecata mişcării cooperative, în înţelegerea viitorului cooperaţiei.

Din cercetarea faptelor cooperative suntem siliţi să deosebim două mari categorii de cooperative de consumatori. In primul rând, întreprinderile cooperative *libere* sau *spontane*, cooperativele de consum cum s'au desvoltat dela 1844 (Rochdale) până astăzi, şi în al doilea rând întreprinderile cooperative *autorizate* sau *publice*, acelea care îşi datoresc măcar în parte creaţiunea lor unei decizii a unei colectivităţi publice, sau unui acord cu puterile publice. Pentru mai mare precizie, d-l Lavergne e de părere să se folosească termenul de *cooperative autorizate*, sau mai bine *regii cooperative*, decât *cooperative publice*.

Şcoala cooperativă a profesat mult timp evitarea oricărui contact moral sau material cu autoritatea publică. Astăzi acest puritanism a fost părăsit, viaţa a învins, colaborarea cooperativă cu puterea publică e din cele mai fecunde.

O întreagă economie publică tinde să se substitue economiei private, care aproape singură până în pragul veacului nostru, a asigurat naţiunilor proprietatea lor economică. Această evoluţie este unul din cele mai mari fenomene caracteristice ale primilor ani ai veacului al XX-lea.

In noua lumină în care d-l Lavergne prezintă mişcarea cooperativă decorul şi perspectivele sunt altele. Edificiul cooperativ are doui stâlpi susţinători puternici: cooperaţia liberă şi cooperaţia autorizată sau regia cooperativă. Intâia, «cooperaţia de jos», ţâşneşte în chip spontan din pământ. A doua, «cooperaţia de sus», decurge din voinţa autorităţilor supreme ale Statului: Parlament şi puterile constituite. Prin îndoita lor mişcare, ambele sunt chemate să se întâlnească, dând naştere *ordinei cooperative*.

Regia cooperativă, până acum a fost prea puţin cunoscută. Pentru întâia oară d-l Bernard Lavergne îi pune în valoare înalta ei importanţă socială.

D-l Lavergne a descoperit acest tip cooperativ în Belgia, deşi şi alţi autori vorbiseră în treacăt despre ea, fără să-i bănuiască legătura şi importanţa cooperativă, şi dându-i nume sugerând alte legături sociale: «Societăţi de drept public» (Vandervelde—Socialisme contre l'Etat), sau «Societăţi anonime de colectivităţi publice» (Ed. Milhaud — Les régies et leur évolution). Descoperirea d-lui Lavergne a avut loc fiindcă d-sa de mult erà preocupat de ideea cooperativelor publice — încă o dovadă că pe descoperitori nu-i călăuzesc numai norocul şi întâmplarea. Intr'o conferinţă pe care a ţinut-o la Lyon, în 23 Februarie 1914, d-l Lavergne — nebănuind existenţa regiilor cooperative din Belgia — a emis ideea că ar fi folositor consumatorilor, şi de mare ajutor pentru cooperatism, dacă colectivităţile publice ar organizà pe principii cooperative marea industrie exploatatoare a bogăţiilor Statului — mine, uzine metalurgice, textile — şi serviciile publice de consum şi circulaţie — electricitate, apă, căi ferate.

Intreaga sa idee o găseşte, după 12 ani, complet realizată în Belgia, unde durează de jumătate de secol fără a se fi bănuit importanţa şi consecinţele sociale.

Regia cooperativă, după cum o defineşte d-l Lavergne, este o societate anonimă cu număr de membri şi capital variabile, a cărei caracteristică este de a aveà ca membri nu particulari, ca societăţile noastre cooperative ordinare sau libere, ci numai persoane morale, şi anume anumite puteri publice, Stat, judeţe comune sau stabilimente publice, uneori şi cooperative alcătuite de consumatori ai produsului pe care regia are misiunea de a-l fabrică. Puterile publice se înscriu ca acţionari în regie în dubla lor calitate de consumatoare directe ale produsului şi de reprezentante generale ale publicului întreg de consumatori.

Regia cooperativă e în chip limpede o întreprindere cooperativă. Caracterele fundamentale ale ei sunt:

1. *Regia cooperativă datoreşte crearea sa unei decizii a puterilor publice* — un act de autoritate, o lege, un decret, o decizie. Trei cazuri se prezintă: *a)* puterea publică acordă o concesie, dar nu participă în regie; *b)* puterea publică dă şi concesia şi participă; *c)* puterea publică participă la regie, fără a fi nevoie să dea vreo concesie.

2. *Independenţa completă a Regiei cooperative faţă de puterile publice, acţionarele sale.* Autonomia e completă: administrativă, comercială, financiară. Deficitele ei nu sunt acoperite din bugetul puterilor publice, dar nici elementele politice, ale puterei executive sau legiuitoare, nu au nici o putere asupra ei.

3. *Acționarii Regiei cooperative sunt toți consumatori direcți sau indirecți ai produselor ei.*

4. *Principiul ușii deschise.* Orice persoană morală, colectivitate publică sau societate cooperativă, are drept să adereze în aceleași condiții ca acționarii actuali ai Regiei cooperative.

5. *Principiul distribuției beneficiilor consumatorilor, sau vărsării lor la fondurile de rezervă.* Regia cooperativă aplică principiul cooperativ al vânzării cu preț cât mai mic și restituirea profitului, ca surplus de încasare, proporțional cu suma cumpărăturilor, având facultatea de a vărsă beneficiul, întreg sau în parte, la fondurile de rezervă. Cât privește capitalul, acestuia nu i se dă decât dobânda cuvenită datorată capitalului vărsat sau împrumutat.

După cum se vede, din cele patru criterii ale cooperației libere — calitatea de consumatori beneficiari ai tuturor acționarilor; principiul ușei deschise; restituirea beneficiilor proporțional cu cumpărăturile; un singur vot pentru fiecare acționar, oricare ar fi numărul acțiunilor pe care le posedă — primele trei sunt adoptate cuvânt cu cuvânt de Regia cooperativă. Singurul și ultimul criteriu al cooperației libere, egalitatea de vot, nu este împărtășit de Regia cooperativă. Și este și logic, persoanele morale, lipsite de egoism individual, și cu importanțe și roluri diferite în asociație, nu pot aveà drept de vot egal. Dealtfel nici în federalele și uniunile de cooperative libere votul nu este egal, ci proporțional cu importanța membrilor asociați, și cu partea de capital a fiecăruia în asociație.

Regiile cooperative sunt mai bine conduse decât marile întreprinderi capitaliste. Regiile cooperative conduse de colectivități ce, toate, au cel mai mare interes la mersul bun al serviciilor, nu pot aveà decât o conducere desăvârșită. Prin autonomia lor față de puterile publice, ele întrec în buna lor organizare și funcționare, oricare alte regii publici sub stăpânirea biurocrației și a practicilor lipsite de interes al gestiunei publice.

Intr'o magistrală analiză a Regiei publice d-l Lavergne pune în mod clar și definitiv Regia cooperativă în fruntea tuturor Regiilor publice.

Regia cooperativă face posibilă socializarea fără etatizare și reușește să separe guvernarea oamenilor de administrația lucrurilor. Ea atinge perfecția în conducerea vieții publice.

In confuza noastră viață economică, se distinge totuș o tendință clară a Statului modern către o separare din ce în ce mai clară între guvernarea politică a oamenilor și administrarea economică a lucrurilor. Statul cunoscând din ce în ce mai profund defectele întreprinderii de Stat, condusă în regie proprie de delegați direcți ai săi, are tendință să acorde întreprinderilor și serviciilor sale o autonomie din ce în ce mai desăvârșită, înlocuind regiile fiscale, cu regii sociale, semi-cooperative, sau chiar cooperative.

Această tendință ca producția să fie făcută în vederea necesităților publicului, a cetățenilor consumatori, și nu în profitul fiscului, arată o tendință fermă către regimul cooperatist.

Nu putem urmări pe d-l Lavergne în amănunțitul său studiu asupra tuturor Regiilor cooperative în ființă în Belgia, Italia și Franța. Acele multe pagini de analiză savantă trebuie să fie cetite cu atențiune, fiindcă din ele se desprinde pentru prima oară caracterul acestei minunate organizații publice. Suntem datori aci să subliniem meritul d-lui Lavergne care va rămânea istoric în doctrina cooperației.

După cum, patruzeci de ani dela înființarea cooperativei pionierilor din Rochdale, *Ch. Gide* și *B. Potter-Webb*, au descoperit acest gen de asociație economică, până atunci rămas necunoscut științelor economice, și au fixat doctrina cooperației libere, tot astfel, după șasezeci de ani dela înființarea primei Regii cooperative: «Société du credit communal de Belgique», d-l *Bernard Lavergne* a descoperit acest nou gen de asociație publică, rămasă necunoscută până acum, și a fixat doctrina Regiei cooperative. In istoria cooperatismului, numele d-lui *Bernard Lavergne* va fi pentru totdeauna alături de numele d-lui *Charles Gide*, ca făuritorii doctrinei acestei mișcări de reformă socială.

Mai mult, dacă apostolul *cooperatismului liber*, d-l *Ch. Gide*, a întrezărit idealul cooperativ: *Republica cooperativă*, dar care pe măsură ce treceau anii, apărea tot mai departe, d-l *B. Lavergne* prin descoperirea și punerea în lumină a *Regiei cooperative*, poate spune cu mândrie că înscăunarea *Ordinei cooperative* e aproape.

In această formă conlucrarea între Stat și cooperație este deosebit de fecundă și de folositoare mișcărei. Numai prin ajutorul Statului, numai prin transformarea Statului

într'un Stat cooperatist, putem aşteptà izbânda cooperaţiei, înlăturarea regimului capitalist de astăzi, şi introducerea în viaţa noastră socială economică a *Ordinei cooperative.*

N. Ghiulea

R. N. COUDENHOVE-KALERGI: *Kampf um Paneuropa*, 1925, Paneuropa-Verlag, Wien-Leipzig, pp. 172.

In acest volum cunoscutul publicist german şi cetăţean cehoslovac aşezat în Viena adună articolele apărute în revista *PAN EUROPA* asupra necesităţii unei uniuni europene. Intr'o asemenea uniune sunt cuprinse toate statele din Europa, cu excepţia Rusiei şi Angliei, ceadintâiu formând singură, prin sistemul sovietic şi întinderea geografică un continent aparte, iar Anglia făcând parte dintr'un alt sistem continental, Imperiul Britanic. Coudenhove înţelege alcătuirea unei Pan-Europa în sensul Uniunei Pan-americane, adică pe bazele doctrinei lui Monroe, *mutatis mutandis*, Europa Europenilor. Argumentul de frunte pe care se razimă autorul este necesitatea economică a unei garanţii mutuale care să previe orice răsboiu în viitor, pentrucă răsboiul nu face pe nimeni să câştige, ci face pe toată lumea să piardă. O motivare adevărată şi prea cunoscută, care ne aminteşte scrierile pacifiste dinainte de răsboiu ale Englezului Norman Angell.

Cum înţelege însă autorul să realizeze un plan atât de frumos? Mai întâi prin instituirea unei uniuni vamale *(Zollverein)*, gândindu-se la precedentul din istoria Germaniei în secolul trecut. De altfel întreaga concepţie a lui Koudenhove se bazează pe analogii din istorie, ca şi cum mersul omenirei ar constà într'o repetiţie continuă a evenimentelor din trecut. Pe lângă o uniune vamală, un pact de garanţie mutuală şi apărarea drepturilor minorităţilor din fiecare ţară ar contribuì la pacea perpetuuă a Europei.

Dar toate acestea nu ajung decât să prezerve pacea înăuntrul Pan-Europei. In contra pericolului din afară, adică din partea celorlalte sisteme continentale, ca Rusia, Imperiul Britanic, etc., Statele din Pan-Europa trebuie să încheie o alianţă «pan-europeană» (p. 103). După Coudenhove crearea unei Pan-Europa este o chestiune de viaţă şi de moarte. In lumina logicei sale rigide nu există o altă soluţie. Popoarele Europei nu au decât să aleagă: «Sau împreună să creeze puterea mondială pan-europeană — sau să aştepte până când singure vor fi înghiţite sau îmbucătăţite de celelalte popoare mondiale» (p. 115).

După Coudenhove crearea unei Pan-Europa este o necesitate şi pentru statele învinse. Aşa, autorul ne asigură că pentru Germania o asemenea construcţie politică înseamnă cea mai bună garanţie pentru desvoltarea forţelor ei etnice. «Iredentismul înseamnă distrugerea naţională a Germanismului dincolo de hotare; Pan-Europa — prezervarea lui» (p. 94). O alianţă între Germania şi Rusia ar însemnà distrugerea Europei pentru placul Asiei (p. 144), Rusia fiind un Stat cu interese directe numai în Asia.

Ajungând la graniţele de est ale Pan-Europei autorul crede că ele trebuie să fie rotunjite prin cedarea Basarabiei, care reprezintă cel mai mare pericol pentru pacea Europei (p. 148). Cedarea ar cuprinde, totuş, numai nordul Basarabiei aşà cum a fost împărţită această provincie între Tratatul din Paris şi Tratatul din Berlin. Ceva mai mult, ca preţ pentru stăpânirea judeţelor din sudul Basarabiei, România ar trebuì să renunţe la tezaurul încredinţat Rusiei pe timpul răsboiului, sau să se răscumpere partea sacrificată din trupul fostului Imperiu moscovit prin acordarea unui credit internaţional în beneficiul Rusiei sovietice (p. 149).

Aici apare clar până unde se poate vorbì de înfăptuirea unei Pan-Europa. Cât timp autorul rămâne în marginile construcţiilor abstracte şi analogiilor plauzibile, pentru care posedă o predilecţie, toată lumea îl poate aproba. Dar când încercă să intre în detalii, să stabilească o armonie între punctele cele mai ireductibile în politica Europei, utopismul său devine cu desăvârşire inoportun pentru părţile interesate.

Nu ne facem nici o iluzie despre posibilitatea unei Pan-Europa în condiţiile actuale de educaţie ale diferitelor naţiuni, nici în liniile vagi pe care ni le schiţează autorul cu dexteritate de diletant. Problema păcii în Europa este mai complicată decât construirea unei uniuni după modelul Uniunei Panamericane, care la rândul ei nu este decât o apropiere platonică în limitele geografice ale unui continent. Adevărul este că nu se poate vorbi astăzi în Europa de o uniune politică, care să cuprindă toate statele şi naţiunile acestui continent, pentrucă nu există astăzi şi nu va există încă mult timp o

unitate sufletească sau un spirit unitar, care să o susţină. O asemenea realitate aparţine viitorului, dar cu condiţia de a fi pregătită printr'o educaţie mai largă şi mai corespunzătoare unităţii de fapt a omenirei.

Nicolae Petrescu

Dr. FR. SIGERUS: *Wirtschafts-Statistik Rumäniens, Jahrbuch.* 1926 Verlag Wirtschaftliche Mittelstelle. Sibiu.

D-l Dr. Fr. Sigerus publică un anuar statistic rezumativ al României, pentru uzul minoritarilor noştri de limbă germană şi în special pentru informarea lumei germane din afară despre chestiunile mai importante ale economiei noastre naţionale. In acest sens lucrarea este utilă şi merită să fie răspândită.

Anuarul d-lui dr. Sigerus este o lucrare de compilaţie, alcătuită prin extragerea, compararea şi alegerea datelor celor mai importante din toate publicaţiunile noastre statistice oficiale, precum şi din câteva studii de specialitate, pe care le citează în lucrarea sa. Pentru ilustrarea stării fiecărei ramuri de activitate economică, d-sa a alcătuit tabele rezumative, foarte sugestive, eliminând detalii care nu interesează decât pe anume specialişti. Din acest punct de vedere lucrarea d-sale este foarte reuşită, cu atât mai mult, cu cât concentrează într'un singur volum, şi acela destul de mic, toate datele mai importante, din toate publicaţiunile noastre statistice, destul de greu de găsit la un loc, sau de procurat mai ales în străinătate. In afară de tablourile relative la chestiunile mari: agricultură, industrie, comerţ, finanţe, relevăm câteva informaţii, relative la: păduri, după felul proprietăţii (a Statului, a particularior, a unor instituţii publice); păduri, după felul esenţelor; statistica producţiunii cărbunilor; a petrolului; a produselor de export după ţările de destinaţie; a uzinelor electrice; a curentului electric în teritoriile alipite, după consumatori; a curentului după elementul utilizat la produeere; etc. alese toate cu multă înţelegere, aşà ca să dea în câteva tablouri esenţialul interesant şi important din punct de vedere practic, asupra celor mai însemnate ramuri economice.

Dacă, însă, din acest punct de vedere lucrarea este cât se poate de interesantă, ea are, însă şi unele scăderi, care ar fi putut fi evitate. Aşà de ex., mai toate statisticile relative la agricultură se referă numai la anul 1923, sau cel mult la anii 1923 — 1924, (numai statistica semănăturilor de toamnă e pe anii 1924—1925), deci sunt cu mult prea vechi, când tocmai statisticile relative la agricultură sunt cele care se publică cu datele cele mai recente, la noi. Lucrul e cu atât mai regretabil, cu cât d-l dr. Sigerus face în prefaţa lucrării sale oarecare comentării asupra valorii datelor noastre statistice, menţionând că «trec drept nesigure şi uneori tendenţioase», fără să ne spue însă întrucât sunt nesigure şi pe care le bănuieşte drept tendenţioase. D-sa chiar declară că aceste chestiuni întrec competenţa d-sale. Dar atunci nu erà obligat d-sa să dea lumii germane, pe care vrea să o informeze, ca element de «încredere», cel puţin rezultatele statistic lor noastre, aşà cum sunt, la zi, cu ultimele date publicate, aşà cum pretinde d-sa că a făcut-o? Este admisibil ca, după ce ai făcut o insinuaţie gravă, ca cea de mai sus, insinuaţie pe care nu eşti competent să o justifici, să laşi pe urmă, cu pretenţia de a inspirà încredere, impresia că statistica românească nu ştie, în 1926, ce a produs agricultura ţării decât până la 1924, când la începutul fiecărei toamne noi ştim ce s'a produs în decursul aceluiaş an? Acelaş lucru e de spus despre statistica vitelor, etc. A lăsà impresia că statistica noastră agricolă, una din cele mai importante pentru noi, şi care are multe lipsuri, incontestabil, dar de *altă natură*, e aşà de înapoiată ca date, deci aproape inutilă pentru conducerea economiei noastre naţionale, nu este tendenţios? D-l dr. Sigerus, ca şi alţi minoritari, cari preferă să rămână anonimi, dar au aceeaş pretenţie de a fi mai «de încredere» decât concetăţenii lor majoritari, ar face un real serviciu ţării dacă ar binevoì să ne arate ce îndreptări ar fi de adus organizaţiilor noastre, pentru a corespunde mai bine scopului lor, pentru care sunt creiate, şi s'ar pune într'o lumină mult mai bună, dacă s'ar abţine nu numai dela insinuări nejustificate, dar şi dela fapte, care ne-ar silì să-i dezavuăm acolo, unde caută să facă impresie.

Regretăm că lucrarea d-lui dr. Sigerus, care altfel e bună ca intenţii, ne-a provocat la o asemenea digresiune; dar sperăm că observaţiile de mai sus îi vor fi de folos la viitoarele ediţii, pe care le anunţă.

In afară de vechimea datelor pe care ni le serveşte, mai avem de observat, relativ la aceeaş parte a statisticilor d-sale, că statistica

agricolă, mai ales, ca a oricărei producţiuni, în general, nu poate fi de mare folos, dacă e dată numai pentru un singur an sau cel mult pentru doi, cum face d-sa. Statistica este un isvor de informaţiuni, nu atât prin cifrele absolute pe care ni le dă, — şi care au importanţa lor, fără îndoială — cât prin faptul că ne dă posibilitatea de a urmări, de a aprecià, şi de multe ori de a prevedeà o evoluţiune, sau posibilitatea unei evoluţiuni, pe care omul practic o poate provocà, sau folosi, în anume împrejurări. Statistica comparată nu este interesantă numai din punctul de vedere ştiinţific, ci şi din acest punct de vedere practic, pe care d-l dr. Sigerus îl urmăreşte în primul rând, după câte ne spune d-sa. Din acest punct de vedere lucrarea d-sale este cu totul incompletă, şi dovedeşte că şi în această privinţă competenţa d-sale nu corespunde intenţiilor.

In ce priveşte exactitatea datelor, impresia noastră este că sunt conştiincios adunate şi redate. Unele nepotriviri, ca de ex producţia de cărămizi care ar fi fost numai de 2.000 tone, în 1925, sau producţia de pânză, care ar fi fost de 1.250.000.000 metri în 1923, etc. par a fi simple greşeli de tipar, una în minus, cealaltă în plus, cu un zero. O verificare minuţioasă a cifrelor nici nu am putut-o face, deoarece ne-a lipsit timpul material, mai ales că multe date sunt calculate sau combinate, şi deci origina lor trebuie mai întâiu găsită. Ne-a surprins însă, că am găsit redată tale-quale statistica datoriei publice, aşà cum a fost publicată de ministerul de finanţe; în forma aceasta, ea este complet inutilizabilă şi vom arătà într'un studiu mai amănunţit de ce.

Statisticile relative la activitatea economică a populaţiei Sase din Ardeal sunt foarte interesante şi pline de învăţături şi pentru noi.

C. Stoicescu

EMILE DURKHEIM: *Sociologie et Philosophie*. 1 vol. in 16, Alcan. Paris p. XV + 142 (prefaţă de Bouglé), 1924.

In acest volum, apărut în 1924, Bouglé, care scrie şi prefaţa, adună la un loc câteva studii ale lui Durkheim, apărute altădată în Revue de métaphysique et de morale şi în Bulletin de la société française de philosophie. Sunt cu deosebire trei studii: 1. Reprezentări individuale şi reprezentării colective, 2. Determinarea faptului moral, 3. Judecăţi de valoare şi judecăţi de realitate. Capitolul II despre determinarea faptului moral este urmat de şase răspunsuri diferite la obiecţiile ce i s'au făcut comunicării sale, asupra acestui subiect, în sânul Societăţii franceze de filozofie. Nu este nevoie să expunem pe larg aceste studii, căci concepţiile generale ale teoriilor expuse în ele sunt cunoscute în deobşte din operele anterioare ale lui Durkheim.

Astfel, în primul studiu despre Reprezentări individuale şi reprezentări colective, Durkheim caută analogiile dintre legile sociologice şi legile psihologice. Viaţa colectivă, ca şi viaţa mintală a indivizilor este făcută din reprezentări şi, din acest punct de vedere, ele se pot comparà. Căci după cum reprezentările individuale, deşi dependente de substratul nervos, nu se absorb în acesta, ci păstrează o viaţă parţial autonomă, tot aşà şi reprezentările colective, deşi dependente de substratul lor colectiv, nu rezidă în acesta în aşà grad încât să se absoarbă, ci devin realităţi autonome cu o viaţă proprie. Cu alte cuvinte, viaţa reprezentativă nu poate existà decât în totul format de reunirea diverselor elemente nervoase, precum viaţa colectivă nu există decât în totul format de reunirea indivizilor. Şi într'un caz şi într'altul trebuie să ţinem seama de ceeace totul adaugă părţilor, căci totdeauna în tot este mai mult decât în părţile sale şi orice sinteză este creiatoare, adică ea fiind opera totului lucrează în el. Astfel că sociologia individualistă se contrazice voind să explice complexul prin simplu, după cum nici metafizica idealistă şi teologică nu poate să derive partea din tot. Nu rămâne deci decât să explicăm complexul prin complex, adică faptele sociale prin societate, care este un tot cu proprietăţile caracteristice. Tot aşà, după cum în psihologie s'a interpus între ideologia introspecţionistă veche şi naturalismul biologic o psihologie propriu psihologică respectând specificitatea fenomenelor, la fel în sociologie, între ideologia psiho-sociologilor şi naturalismul materialist al socio-antropologiei se poate aşezà un naturalism sociologic, care priveşte fenomenele sociale în specificitatea lor. Aşà dar, reprezentările colective au o existenţă deosebită şi ele exprimă negreşit societatea, care este o realitate *sui generis*.

In al doilea studiu despre determinarea faptului moral. Durkheim se întreabă care sunt caracterele deosebitoare ale faptului moral. Deoarece orice morală se prezintă ca un sistem

de regule de conduită, regulele morale trebuie să se deosebiască de altele prin anumite caractere. Intr'adevăr, regula morală are două aspecte deopotrivă de esenţiale: 1. Obligaţia sau datoria, singurul caracter văzut de Kant. 2. Binele, adică pentru ca un act să fie săvârşit n'ajunge să fie comandat, ci să apară agentului ca un bun în sine şi deci ca *dezirabil*, interesând sensibilitatea lui; iar acest dezirabil *sui generis* nu este decât binele. In acest studiu regăsim deci o bună parte din teoria morală expusă în prima parte a lucrării, Educaţia morală, pe care am analizat-o; deci nu vom reveni asupra analizei. Un punct deosebit aici este apropierea noţiunii faptului moral de noţiunea *sacrului*. Ambele prezintă aceeaş dualitate de aspecte, în parte contradictorii. Fiinţa sacră este tot aşà interzisă oricărei violări şi totodată fiinţa bună şi iubită. In acest sens ne mai apare ca lucru sacru, în morala contimporană, personalitatea omenească.

Trecând la cel de al treilea studiu, cuprins în volumul de faţă, Judecăţi de valoare şi judecăţi de realitate, amintim că el a fost obiectul unei comunicări făcută la Congresul internaţional de filozofie din Bolonia în anul 1911 şi publicată în Revue de Métaphysique et de morale.

Esenţialul acestui studiu este cunoscut şi l-am mai expus odată (1).

Am văzut în primul studiu că reprezentările colective exprimă faptele societăţii ca un tot şi deci legătura lor cu formele de ideal creiate de societate se impune dela sine. Judecăţile de valoare sunt opera societăţii, care este esenţial creiatoare de ideal. In societate oamenii au unele lucruri de respectat în comun, care se exprimă în reprezentările colective şi de care ei leagă anumite valori. Societatea se ridică deasupra individului şi devine un isvor permanent de valori. Criteriul valorilor stă în viaţa colectivă. Nu există diferenţe de natură între cele două feluri de judecăţi, căci o judecată de valoare exprimă relaţia unui lucru cu un ideal. Dar idealul este dat ca şi lucrul, deşi într'alt chip. Relaţia exprimată nu este deci doui daţi, ca în orice judecată de existenţă. O deosebire totuş rămâne prin aceea că idealurile puse în lucru de orice judecată sunt de două feluri. Unele sunt conceptele propriu zise, care caută să exprime realităţile aşà cum sunt, şi altele sunt idealele de valoare, a căror funcţiune e să transfigureze realităţile la care se raportă.

Aşà dar, sociologia nu este indiferenţa faţă de ideal, căci ea se aşează cu totul în ideal, care este domeniul său propriu. Ea face însă numai ştiinţa idealului, adică nu încearcă să-l construiască, ci să-l analizeze şi să-l explice. Sociologul trebuie să reintegreze idealul în natură.

In aceste studii se găseşte laolaltă toată filozofia lui Durkheim, adică concepţia sa sistematică cea mai generală asupra vieţii şi omului, în modificările ce i le poate aduce sociologia.

C. Sudeţeanu

MAURICE HALBWACHS: *Les cadres sociaux de la mémoire* (Bibliothèque de philosophie contemporaine. Travaux de l'Année sociologique) — Librairie F. Alcan. Paris 1925.

Există o «voinţă de putere» în fiecare disciplină filozofică, tendinţa de a aduce sub punctul său de vedere restul celorlalte, cu scopul de a face să triumfe, în domenii socotite până atunci eterogene, metoda şi spiritul său. Aceasta este una din formele în care retrăieşte vechiul spirit de sistemă care a însufleţit atâta vreme filozofia. Astăzi devin din ce în ce mai rari cercetătorii cari să se aplice la reconstruirea tabloului integral şi sistematic al realităţii. Tipul modern al savantului se confundă cu acel al specialistului; dar specialistul modern depăşeşte uneori limitele domeniului său. Vechile alcătuiri sistematice tind aşà dar să reapară, numai că de data aceasta ele nu mai urmează să fie animate de acea intenţie de ubicuitate care caracterizà marile construcţii din veacul al XVII-lea şi al XVIII-lea; ele nătuesc astăzi să se întemeieze pe nişte metode încercate în explorarea unor regiuni particulare. Când la sfârşitul veacului trecut se credeà într'un primat al psihologiei, a trebuit să apară şi o sociologie psihologică: numele unui G. Tarde este legat de această întreprindere. Pentrucă astăzi se organizează un primat al sociologiei, este firesc să apară şi o psihologie sociologică. In cadrul acestei încercări, trebuie aşezată lucrarea d-lui Maurice Halbwachs profesor la Universitatea din Strasbourg.

Dintre problemele psihologiei, d-l Halbwachs a ales pe aceea a memoriei. Criteriul sociologic

(1) Sociologia, Regulele metodei sociologice de Durkheim — trad. la „Cultura Naţională".

urmează deci să fie valorificat întrun domeniu care, până acum, treceà drept unul din cele mai strâns legate de viaţa individualităţii. Este drept că şi mai înainte se vorbeà de o «memorie colectivă», de suma amintirilor depuse în tradiţiile, şi automatizate în deprinderile unei societăţi. Nu de aceasta se ocupă în primul rând lucrarea d-lui Halbwachs. Obiectul investigaţiilor sale continuă deocamdată să fie tot individul, numai că o mulţime de vederi noui şi interesante vin să ne dovedească încă o dată prin câte lanţuri viaţa individului este solidară cu viaţa semenilor săi.

Argumentaţia cereà mai întâiu o probă negativă. Trebuià arătat ce devine memoria individului care este sustras acţiunii societăţei. Acest caz îl realizează visul. Iată însă că visul stă veşnic sub categoria prezenţei. Nimeni nu visează că-şi aminteşte ceva. Omul care visează este totdeauna actorul scenelor care se desfăşoară înaintea privirei sale interioare. Uneori visele pot să se alcătuiască din elemente împrumutate experienţei anterioare a omului treaz; dar niciodată aceste elemente nu integrează o scenă unitară a trecutului, ci ele intră în combinaţii noui. Apoi aceste elemente nici nu sunt percepute ca aparţinând trecutului, nici nu pot fi inserate într'un punct oarecare pe linia timpului. Se poate spune că memoria omului care visează se mărgineşte la reproducere, dar că recunoaşterea şi localizarea lipsesc cu desăvârşire.

Dovada afirmaţiei că absenţa acţiunei sociale este răspunzătoare de caracterele visului, se completează printr'o ordine nouă de fapte şi care depăşeşte cadrul propriu zis al problemelor memoriei. S'a observat adeseori confuzia şi incoherenţa viselor; felul cum relaţiunile de spaţiu şi timp sunt deplasate, cum personagiile visate sunt ambigue, cum scenele se succed cu o precipitare nefirească. Confuzia şi incoherenţa viselor amintesc într'un chip foarte curios delirul parafazicilor. Această împrejurare îl îndreptăţeşte pe d-l Halbwachs la o nouă ipoteză asupra rolului limbagiului în vis. Dacă fiecare reprezentare de-a noastră este însoţită de tendinţa de a articulà cuvântul care-i corespunde, atunci trebuie să admitem că orice vis are şi o anumită bază verbală. Cum însă în vis, omul scapă controlului societăţii şi nimic nu-l obligă să se exprime corect, vorbirea sa interioară cade în anarhia delirului verbal. Lipsa încadrării sociale caracterizează aşà dar pe individul care visează şi insuficienţele memoriei sale pot fi atribuite aceleiaşi împrejurări. Urmează să se arate că tocmai condiţia socială a omului face posibilă memoria; urmează să ni se înfăţişeze cadrele sociale ale memoriei.

In această ordine de idei, d-l Halbwachs are ocazia să corecteze câteva din părerile vechei psihologii. Mai întâiu d-l Halbwachs se îndoieşte de existenţa acelor amintiri care reproduc calitativ evenimentele unice ale trecutului nostru, aşà numitele «images-souvenirs», după termenul pregnat de Bergson. D-l Halbwachs socoteşte că orice amintire se integrează sistemului de noţiuni al grupului din care individul face parte la fiecare din epocile vieţii sale, şi acestei împrejurări îi atribue dificultatea pe care o are d. p. adultul care gândeşte într'un fel să înţeleagă pe copilul care a fost odată şi care gândeà altfel. Observaţie numai parţial justă, deoarece printre adulţi sunt unii cari pot să retrăiască diferitele epoci ale trecutului lor, cu nuanţa lor unică. Este cazul care se petrece în acele momente, când atenţia abătută dela considerarea lucrurilor din punctul de vedere al intereselor prezentului, permite o percepţiune dezinteresată a trecutului. Astfel de stări au fost de atâtea ori descrise, încât este de mirare numai cum ele mai pot fi nesocotite. D-l Halbwachs are însă unele motive pentru a crede altfel. D-l Halbwachs socoteşte că în orice recunoaştere există în mod latent şi o localizare. Localizarea apoi, după d-sa, nu este posibilă decât printr'o raportare la grupul social în care amintirea a fost mai întâiu dobândită. O persoană care mă salută pe stradă, o recunosc numai pentrucă fizionomia sa îmi transmite ordinul de a o aşezà în unul din grupurile din care am făcut cândva parte: conşcolari, tovarăşi de călătorie, comeseni, etc. Cum orice amintire este astfel concrescută organic cu alte amintiri ale grupului, d-l Halbwachs socoteşte că nuanţa sa unică se atenuează până la dispariţie.

Nu numai recunoaşterea presupune însă localizarea, dar aceasta este presupusă într'un fel şi de reproducere. Multe amintiri se trezesc în noi, numai pentrucă trecem în revistă feluritele împrejurări sociale ale existenţei noastre. Aşà dar, pe când în psihologia clasică, fenomenul memoriei se completa din seria de momente: reproducere — recunoaştere — localizare, cercetarea d-lui Halbwachs ne obligă acum să concepem aceste trei momente într'o întrepătrundere mai adâncă. Este un

pas mai departe în înțelegerea sintetică a vieții sufletești.

Pe aceste baze generale se aplică d-l Halbwachs să studieze condițiile memoriei colective în familie, apoi în tradițiile religiei și ale claselor sociale. Sfârșitul cărței întreprinde deci să verifice imanența grupului social în memoria individuală.

Interesanta carte a d-lui Halbwachs poate folosì și psihologului și sociologului și nouile legături pe care le stabilește între cele două științe, deschid multe și sugestive perspective.

T. Vianu

GRIGORE MANOILESCU: *Cekul*. Tip. Bernat, Cluj, 1926.

O frumoasă promisiune. O dovadă de entuziasm, de pasiune pentru muncă, de pasiune pentru subiectul ales; impresii pe care rar ți le lasă cărțile care apar azi.

Punem aceste impresii în fruntea observațiilor noastre, pentrucă credem necesar ca, din când în când, să se atragă atenția tineretului nostru asupra celor ce are de dovedit în primul rând, când se apucă să scrie, în știință.

Lucrarea d-lui Manoilescu nu are numai aceste calități. D-sa a căutat să ne dea un studiu cât se poate de complet asupra cekului, și a reușit să cuprindă, în cele 200 pagini ale lucrării d-sale, chestiunea cekului sub toate aspectele sub care se poate prezentà: istoric, caracterizare, funcțiunile economice ale cekului, varietățile, studiul juridic al cekului. Acest din urmă aspect formează partea cea mai întinsă a lucrării.

Partea care ne-a interesat pe noi, și asupra căreia vom insistà, este cea dintâiu, partea în care cekul este privit din punct de vedere economic, caracterizarea și varietățile cekului.

Autorul ne prezintă în această parte o sumedenie de cunoștințe, o informație completă despre toate formele sub care se poate prezentà cekul în viața practică, mai mult încă o informație despre toată tehnica bancară privitoare la cek în diferite țări. Cu aceasta dă dovada că a știut să se folosească bine, nu numai de literatura pe care a utilizat-o, ci și de practica pe care a făcut-o în viața bancară. Utilizarea acestor cunoștiințe, dobândite prin propria experiență, dau lucrării un aer de siguranță, și-i dau și unele detalii, fără de care studiul unui asemenea subiect ar rămânea necomplet, mai ales pentru cei ce vor să învețe din carte. Tinerii autori pot, și trebuie să tragă din acest exemplu o învățătură de felul cum se poate ajunge la cunoașterea sigură și completă a unei chestiuni de viață practică.

Ceeace am aveà de recomandat d-lui Manoilescu, pentru lucrările sale viitoare, ar fi o mai riguroasă concentrare și sistematizare a expunerii. Unele idei, de ex.: legătura dintre utilizarea cekului și concentrarea capitalurilor mobiliare la bănci, economia de numerar grație utilizării cekului, comparația dintre cek și hârtia monetă, etc. revin mereu și se împletesc cu expuneri de forme de cek, cu descrieri de tehnică bancară (măsuri de siguranță ale băncilor pentru a se ferì de falsificare, metode de deschiderea conturilor, cunoașterea clienților, numerotarea cekurilor, avize, etc.) cu chestiuni cu totul străine, ca de ex.; aceea a contului curent care toate sunt extrem de interesante, din punct de vedere practic, chiar mai importante decât considerațiile de ordin superior economic, dar care ar fi fost mai bine plasate într'un capitol special, care să trateze numai despre aceste lucruri. In bogăția de informații de natură tehnică, pe care ni le dă d-l Manoilescu, considerațiile asupra funcțiunii economice a cekului se pierd, sunt greu de desprins și nu se pot reține.

Separarea acestor două grupe de chestiuni ar fi dat, de sigur, autorului prilejul să desvolte mai pe larg și să insiste asupra chestiunilor fundamentale, care se pun în legătură cu funcțiunile economice ale cekului: chestiunea atragerii capitalurilor mobiliare la bănci, și chestiunea economiei de numerar. Această din urmă chestiune este bine caracterizată de d-l Manoilescu, dar ambele nu sunt puse în cadrul «economic» în care li se poate reliefà importanța. In special, tratarea acestor chestiuni în legătură cu problema așà zisei «lipse de numerar» cronice dela noi, și cu toată chestiunea circulației capitalurilor — nu numai a numerarului — lipsește; un capitol special, pe larg tratat, pentru aceste chestiuni, ar fi cadrat bine cu restul lucrării și ar fi fost de o reală utilitate azi. De sigur, autorul a avut intenția de a scrie în primul rând o lucrare juridică, dar fiindcă a dat importanță și laturei economice a chestiunii cekului, lucrarea ar fi câștigat mult, în această parte, dacă problemele care se pun, ar fi fost mai strâns expuse, mai grupate, mai caracterizate și mai bine separate unele de altele.

Am aveà de adăugat câteva observațiuni și

asupra unor chestiuni de fond. In entuziasmul său pentru cek, autorul merge până acolo, încât îl compară cu moneta de hârtie, şi chiar cercetează care a fi mijloacele de a înlocui această monetă cu o circulaţie extrem de intensă de cekuri. Nu putem intrà în detalii, atragem numai atenţia autorului asupra confuziunii pe care o face între moneta efectivă de hârtie, şi funcţiunea economică a acestei monete, ca a oricărei alte monete. Cecul nu poate şi nu va puteà nici odată înlocuì nici un fel de monetă, pentrucă cekul este un ce de natură esenţialmente diferit decât moneta. Cekul nu este decât un mijloc tehnic de a utilizà moneta, făcând să circule sume exprimate în monetă, altfel decât efectiv. Mai multă apropiere între cek şi monetă, decât aceasta, nu există. Deaceea este iarăş greşit a crede că dacă Anglia şi America au avut o inflaţie cu mult mai redusă decât celelalte ţări care au participat la războiu, este graţie faptului că şi-au uşurat circulaţia monetară prin uzul cekului. Cauzele inflaţiei monetare sunt cu totul altele, şi o apropiere între aceste două chestiuni este imposibilă. Dealtfel, autorul trebuie să fi scăpat din vedere că şi Anglia, pe care o ia exemplu, a avut o inflaţie formidabilă, de care nu a scăput încă cu totul.

Tot astfel nu se poate susţine că cekul poate jucà un rol aşà de mare în viaţa economică a unei ţări, încât poate da el însuş naştere la o inflaţie de credit. Inflaţie de credit se poate produce fără a utilizà un singur cek. Că cekul pune la dispoziţia băncilor puţin solide un mijloc tehnic perfecţionat, graţie căruia inflaţia de credit poate rezultà mai repede şi mai ascuns, dovedeşte iarăş numai, că cekul este un admirabil instrument tehnic, care serveşte şi la bune, şi la rele, dar nu este decât un mijloc tehnic, prin care se realizează alte operaţiuni sau fenomene.

Mai atragem atenţia autorului asupra capitolului în care se ocupă de forma «Cashier's Chek»; deosebirea dintre aceste cekuri şi cekurile pe care obişnuesc băncile noastre să le tragă asupra străinătăţii, pentru voiajori, nu este destul de bine redată, şi dă loc la confuziunea unora cu celelalte.

Despre partea juridică a lucrării am dori să se ocupe un jurist pur, fiindcă merită să fie apreciată cu toată competenţa unui adevărat specialist în ale dreptului.

Lucrarea, în întregimea ei, este plină de interes, este un studiu serios, o contribuţie bine venită la literatura noastră juridică şi economică, şi mai ales o promisiune, pe care sperăm ca autorul o va ţine.

C. Stoicescu

Transactions of the Grotius Society. Problems of Peace and War. Volume 9. Preţul 9/6 sh. Sweet & Maxwell. 1924.

Societatea Grotius a fost fondată în 1915 cu scopul de a creà facilităţi pentru discutarea legilor de războiu şi pace şi pentru schimbarea de păreri asupra aplicării acestora cât şi pentru a sugera reforme şi în general pentru promovarea studiului dreptului internaţional public şi privat. Activitatea societăţii a luat forma conferinţelor publice unde sunt invitate competenţe sau personalităţi care au luat parte la viaţa activă a popoarelor şi care fie direct prin funcţiile lor sau indirect prin influenţa lor dau oarecare fizionomie vieţii internaţionale. Aceste conferinţe, în număr de 10 — 12 pe an, se publică în volume anuale ca cel despre care vorbim acum.

Societatea se susţine din taxele de înscriere ale membrilor şi din o subvenţie dată de «Fundaţia Carnegie pentru Pacea Internaţională» (1) în suma de 250 lire sterline, subvenţie ce primeşte cu începere din 1917. Iată ce spune raportul Fundaţiei Carnegie pe 1924 — 1925 în această privinţă: «Membrii şi influenţa acestei Societăţi cresc anual şi credem că mica sumă pe care Fundaţia o contribue la susţinerea ei nu arată a fi de folos numai Societăţii, dar ajută considerabil la promovarea scopurilor pentru care s'a înfiinţat Fundaţia».

Societatea este importantă prin prestigiul ei prin faptul că la adunările sale sunt prezenţi şi iau cuvântul la discuţii somităţi mari ştiinţifice şi personalităţi recunoscute din viaţa internaţională. Suficient să spunem că Preşedintele Camerii Lorzilor a venit deseori în mijlocul Societăţii, iar profesorii de drept internaţional şi Miniştrii Statelor străine aproape că nu lipsesc dela conferinţele ei.

D-l Hugh Bellot, profesor de drept internaţional şi secretarul Societăţii Grotius, spune în discursul său de deschidere al anului 1923 următoarele cuvinte destul de edificatoare: «Ceeace este în special interesant de ştiut este faptul că lucrările Societăţii care se publică şi care tratează chestiuni specifice de

(1) Vezi mai sus pag. 371

drept internaţional încep a fi recunoscute din ce ince mai mult, nu numai în Anglia dar şi aiurea, ca contribuţii valoroase la subiect; ele sunt citate în tratate şi cred că facem astfel contribuţii de valoare ştiinţii dreptului internaţional: Opera Societăţii este cu adevărat valoroasă şi cred că este singura societate ce priveşte chestiile internaţionale în primul rând din punct de vedere britanic (pag. XXII a prefeţei).

Iată conferinţele publicate în volumul 9 al Societăţii Grotius:

Un pacifist medieval — Pierre du Bois de W. S. M. Knight, B. Litt;

Intrebuinţarea gazului otrăvitor în timpul răsboiului de H. F. Manistr;

Viena în 1914, de Sir Maurice de Bunsen (fost Ministru al Marei Britanii în Imperiul Austro-Ungar);

Conflictul Anglo-Francez asupra Tunisului, de W. Latey;

Transilvania de Roland E L., Vaughan Williams. K. C ;

Dreptul Internaţional privat, bancruta şi lichidarea Societăţilor, de Leslie Burgin;

Apele teritoriale, de C. J. Colombos;

Impărţirea Statelor: efectul ei asupra obligaţiilor, de Th. Baty;

Tratamentul prizonierilor de răsboiu de General Sir Herbert Belfield;

Ocupaţia militară a unui teritoriu străin în timp de pace, de F. Llewellyn Jones L. L. B.;

Contrar celor ce s'ar deduce din cuvântul drept inernaţional dacă l-am interpretà strict conferinţele îi depăşesc cadrul. Unele din ele, cum vom vedeà mai jos, se aşează deadreptul ca studii de politică internaţională care fără îndoială că au şi aspecte de drept internaţional dar care sunt tratate integral, adică atât din punct de vedere politico-economic cât şi din punct de vedere al dreptului internaţional. Altele sunt tratate numai din acest punct făcând ca încheierile să fie cu totul abstracte.

In rândurile de mai jos ne mărginim a da câteva note din două din aceste conferinţe care ne interesează pe noi în special şi anume din cea a lui Sir Maurice de Bunsen şi cea a d-lui Williams.

Viena în 1914 de Sir Maurice de Bunsen. Conferenţiarul a fost Ministru al Marei Britanii în Imperiul Austro-Ungar în răstimpul de nouă luni înainte de izbucnirea răsboiului mondial. Conferinţa este extrem de valoroasă întrucât dă informaţii foarte preţioase asupra mentalităţii cercurilor conducătoare austro-ungare ca văzute de o persoană cu mult dar de detaşare, detaşare explicată şi de faptul că interesele directe ale ţării sale nu erau aşà de mari încât să-i creeze prejudecăţi în privirea chestiunilor importante de politică internă austro-ungară. Şi mai este importantă prin iscusinţa cu care Sir Maurice destramă iţele politicii austro-ungare în Balcani.

Sir Maurice arată cum toată diplomaţia înaltă austro-ungară se învârtea în jurul Balcanilor, protagoniştii fiind Austro-Ungaria de o parte, Rusia de alta. Această situaţie a decurs în mod firesc dela congresul dela Berlin când Puterile, la propunerea Lordului Salisbury, au conferit Austro-Ungariei dreptul de guvernare a Bosniei şi Herzegovinei: «Astfel s'au pus bazele politicii Austro-Ungare în Balcani în cei 36 de ani cari au separat congresul dela Berlin de răsboiul mondial. Erà de fapt atunci recunoaşterea nevoită a Rusiei a principiului că atât Austria cât şi ea aveau aspiraţii legitime în Balcani şi că dacă s'ar păstra pacea între ele în timpul procesului de desvoltare şi de realizare a acestor aspiraţii ar fi esenţială menţinerea între ambele imperii a unei înţelegeri care să presupună un oarecare do ut des pe cât posibil».

La 1897 cei doi împăraţi se înţeleg spre a sprijinì o politică de status quo în Balcani, politică identificată cu numele lui Goluchowski şi menţinută până la retragerea sa din capul Ministerului de Externe. Dar programul trasat în 1903 de ambele Puteri, aşà zisul program Mürzsteg convenit între contele Goluchowski şi contele Lamsdorf prin care agenţi civili austro-ungari şi ruşi aveau să supravegheze introducerea reformelor necesare în Macedonia a eşuat în 1906 principalmente din cauza amestecului celorlalte Puteri cari de atunci nu au mai voit să recunoască cele două Imperii drept «moştenitori naturali» ai Imperiului Turcesc. Din acest moment se desvoltă interesul general European în Balcani şi încep *măsurile concertate*. Tot atunci Rusia se detaşează de Imperiul Austro-Ungar şi intră în orbita politicii Franţei şi Angliei: In 1907 intervine cunoscuta înţelegere a Rusiei cu Anglia şi sub contele Aerenthal politica balcanică ia cu totul alt aspect.

In 1908, cu ocazia revoluţiei Junilor Turci, Austro-Ungaria anexează Bosnia şi Herzevina şi împiedică astfel alegerea de deputaţi ai

acestor provincii în parlamentul turcesc. «Criza din 1908 nu a adus răsboiul european, spune Sir Maurice, din cauza nepregătirii Rusiei». Austro-Ungaria şi-a întărit astfel poziţia ei în Balcani faţă de o Rusie extenuată de răsboiul japonez. Austria îşi întinsese tentaculele în Balcani tinzând spre ţelul dorit: Salonicul. Lupta cea mare pentru dominarea Adriaticei se dădea cu Italia şi izbânda se obţinea prin Balcani. Reţelele de fir ale Serbiei erau să mijlocească această legătură. Serbia urma să fie dominată de Austria. Dar răsboiul balcanic răstoarnă calculele monarhiei. Mica Serbie creşte şi aliata Vienei, Bulgaria iese ciuntită şi umilită. Tratatul dela Bucureşti pecetlueşte această stare. Revelator al mentalităţii diplomaţiei europene apare faptul că succesul Serbiei, «protejata Rusiei» începe a fi privit de atunci drept un succes al Ententei în care Rusia erà membră şi ca o înfrângere a alianţei. In acest moment soseşte la Viena Sir Maurice ca «Ministrul al Majestăţii Sale». Prin gura Contelui Berchtold Austria renunţă în acel an la anexarea Salonicului şi anunţă într'un expozeu că odată cu anexarea Bosniei şi Herzegovinei Monarhia şi-a completat expansiunea teritorială în Balcani. Austria va privì cu simpatie, a adăogat contele Berchtold, desvoltarea liberă a Statelor Balcanice, cu condiţia ca interesele ei să fie respectate. Aceste interese cereau crearea unei Albanii independente, evitarea ruperii balanţei puterilor în Adriatică şi aducerea la bun sfârşit prin orice mijloace a unei înţelegeri permanente în peninsulă. S'ar fi putut spune că erà o situaţie de lichidare a unei lupte în care toţi combatanţii erau resemnaţi. Sir Maurice declară categoric că împrejurările şi mentalitatea guvernanţilor confirmau o stare în care izbucnirea răsboiului mondial nici că s'ar fi putut bănuì. «Nici că erà posibil să se conceapă o convulsiune balcanică mai mare decât cea întâmplată în 1912 — 1913 în legătură cu expluzarea Turcilor din aproape toate posesiunile lor Europene» şi când conferinţa dela Londra reuşeşte datorită Lordului Grey (atât Contele Berchtold cât şi Impăratul Austriei au declarat acelaş lucru lui Sir Maurice) să evite conflictele dintre marile Puteri.

In ajunul marelui războiu chestiunea albaneză era de mare moment pentru diplomaţia austro-ungară: «Constituirea unei Albanii independente a fost decisă la conferinţa dela Londra sub marea presiune a Vienei care susţinea că numai astfel va puteà Serbia fi reţinută dela Marea Adriatică: menţinerea balanţei puterii în Adriatică între Monarhie şi Italia, excluzând orice altă putere, a fost indicată mai sus ca una din cerinţele politicii contelui Berchtold.

Dar asasinarea Arhiducelui a făcut ca evenimentele să se succeadă altfel decât augurul vremurilor. «Moartea Arhiducelui la 28 Iunie a precipitat fără îndoială venirea răsboiului. Poate că, după cum se crede dealtfel în deobşte, răsboiul ar fi venit în tot cazul, nimic neputând împiedicà isbucnirea lui mai curând sau mai târziu. Dar ar fi putut veni altfel şi cred că desmembrarea Imperiului Austriac, dacă într'adevăr erà menit desrupţiunii orice s'ar fi întâmplat, ar fi fost adusă mai curând printr'o convulsiune internă decât printr'un răsboiu extern dacă Arhiducele ar fi avut ocazia să dirijeze un timp oarecare politica ţării». Iată cum justifică Sir Maurice părerile sale:

«Arhiducele erà un caracter violent, extremist cu mulţi inamici şi puţini prieteni. Cea mai mare prejudecată a sa erà poate lipsa de simpatie pentru Unguri, lipsă pe care nu căuta nici o dată să o ascundă. Nici o dată nu a slăbit în dorinţa de a sparge predominaţia maghiară şi de a ajutà naţionalităţile supuse spre a-şi realizà aspiraţiile. Din acest punct de vedere înclinà el a judecà toate problemele politice ale monarhiei». Dorinţa Arhiducelui erà după cum se poate vedeà pe larg în volumul lui Czernin «Im Weltkriege», transformarea Imperiului din dual în federal prin crearea unui număr de State naţionale mai mult sau mai puţin autonome. Contele Czernin recunoştea şi el, dealtfel, că imperiul erà prea subminat pentru a puteà suportà o astfel de operaţie şi Sir Maurice confirmă această părere spunând că o asemenea experimentare ar fi rezultat în răsboiu civil în Monarhie iar Arhiducele ar fi pierit în ruine. «Arhiducele, spune, Sir Maurice, nu a elaborat schema sa în detaliu, deşi avea o concepţie clară asupra ensamblului. Monarhia aveà însă să fie clădită pe o bază naţionalistă. Cum aceasta nu s'ar fi putut face decât slăbind puterea Maghiarilor, el dorià în special să favorizeze naţionalităţile din graniţele Ungariei *în special pe Români*. El adoptase o soluţie a problemei, preconizată de Contele Czernin la sugestia unui mare bărbat de Stat român (numele lui Aurel Popovici e uşor de ghicit), anume ideea de a satisface mai bine aspiraţiile româneşti

imediat incluzând Transilvania în limitele Regatului Român, ca apoi întreg regatul astfel mărit să fie adus în cadrul Monarhiei Habsburgice în relație similară aceleia în care se află Bavaria față de Imperiul German».

Austria, separată de Ungaria aveà să devie în concepția sa un complex de provincii germane, cehe, slave de sud și poloneze. In unele privințe aceste aveau să fie complet autonome; în altele, nu încă bine definite, erau să fie dependente de Viena». Legătura erà să constea în primul rând într'o armată puternic centralizată.

Speculațiile asupra evenimentelor în cazul când Arhiducele ar fi guvernat nu mai prezintă azi nici un interes. Totuș un lucru apare clar și anume: Contele Tisza ar fi opus o rezistență dârză încălcării principiului dualist înființat de predecesorul său Contele Andrassy. Sir Maurice cunoaște bine mentalitatea Maghiarilor din acea epocă: «Maghiarii nu ar fi acceptat nici o dată ca țara lor să devie numai un simplu membru al unei asociații de state federalizate, fiecare cu drepturi egale. Probabil că Monarhia s'ar fi disrupt în convulsiunile unui războiu civil. E greu de spus dacă principiul unității s'ar fi putut menține între naționalitățile în conflict. Rezultatul unui războiu civil le-ar fi lăsat poate tot așà de independente ca și azi. Dar ceeace doresc să afirm este faptul că, dacă Arhiducele ar fi devenit Impărat, după cum erà pe punctul de a deveni în primăvara anului 1914, când se credeà că unchiul său erà pe punctul de a muri, el nu ar fi fost ucis la Serajevo și, războiul mondial, dacă trebuia să vină, ar fi venit în condiții cu totul altele și probabil mulți ani mai târziu decât în anul izbucnirii».

Dar lucrurile au evoluat altfel. In decizia fatală dela 1 Iulie Contele Berchtold a fost susținut de tot cabinetul cu excepția Contelui Tisza care și-a afirmat până la urmă politica sa pacifistă. Se știe că Tisza a fost preconizatorul convins și eloquent al unei politici alternative, având de scop restabilirea prestigiului austriac în Balcani prin mijloace pașnice. Dar contele Tisza nu a putut împiedeca lucrurile. Politica Contelui Berchtold a învins. In cuvintele Contelui Serbia trebuià «redusă la impotență pentru totdeauna». In mintea bărbaților de Stat ai Monarhiei războiul erà privit ca o lovitură disperată care dacă ar fi fost încununată de succes ar fi salvat imperiul dela dezastru. Se credeà că o amânare, așà cum o dorià Tisza, nu ar fi făcut decât să întărească agitația panslavă și ar fi privat Monarhia de avantajele ce s'ar fi obținut dintr'o aruncare bruscă și neașteptată asupra inamicului.

«Pacea între cele două grupuri ale puterilor s'a menținut până în 1914, spune Sir Maurice, datorită numai puterii superioare a grupului puterilor centrale *plus România*».

«Războiul a venit și a trecut. Politica Ententei nu a fost, cred, desmembrarea Imperiului Austriac. Imperiul s'a desmembrat singur, incapabil să reziste loviturii războiului. Tratatul de pace aproape că nu a făcut mai mult decât să ratifice condiții existente».

Intrebat asupra posibilității unei noui federații balcanice Sir Maurice răspunde că numai reîntoarcerea Turcilor în Europa ar putea-o înfăptui din nou. Lupta se dă azi, adaogă Sir Maurice, între Serbia Mare și Italia pentru controlul Adriaticii. Actorii s'au schimbat, dar piesa continuă: Factorul economic și geografic guvernează mai departe politica internațională.

Conferința lui Sir Maurice de Bunsen este fără îndoială una din rarele analize imparțiale și luminoase asupra începuturilor războiului mondial.

Transylvania de Roland E. L. Vaughan Williams este o conferință slabă din pricină că păcătuește prin lipsa ei de imparțialitate. Ea nu este altceva decât o reeditare englezească a punctelor de vedere ungare asupra istoriei și problemelor transilvane. Ea este evident inutilă, deoarece fiind lipsită de acea imparțialitate care suntem învățați a o admira în marii noștri prieteni, nu reușește nici măcar să dea un punct de vedere nou sau o sugestie practică asupra problemelor. Este sterilitatea inevitabilă a oricărui studiu atunci când premisele se împrumută și concluziile se impun.

D-l Williams face istoricul Transilvaniei după isvoare ungare adoptând teoria desvoltării poporului român la sudul Dunărei și a infiltrării lui în pământurile transilvane.

La 106 A. D. anul cuceririi Daciei de Traian, Transilvania, spune d-l Williams «pare a fi fost locuită de Daci, o rasă despre care se știe puțin și care *pare a fi dispărut complet în diferitele invasii* ale hoardelor migratorii din Asia, în fața cărora țara a fost părăsită în timpul domniei lui Aurelian în 274»; iar mai

departe — şi contrazicerea o întâlnim la distanţă numai de un paragraf: «In urma invaziilor barbare *Dacii romanizaţi* ai Valahiei şi Moldovei *pare a se fi retras la sudul Dunării din naintea acestor hoarde*». «Iar după începerea acestor invazii ţara pare a fi fost complet depopulată. In tot cazul câteva sute de ani nu se ştie de existenţa oraşelor sau chiar satelor şi dacă erau ceva locuitori, trebue că erau risipiţi în păduri, pe când nici nu se poate măcar bănui căror triburi aparţineau». Cu toponimia curat românească a ţinuturilor transilvane e greu să se poată conjectura altceva decât o continuitate deplină a habitatului original al poporului român în ambele depresiuni carpatine. D-l Williams are însă nevoe de a curăţi terenul pentru rasele sale superioare pe care ni-le aduce pe aceste ţinuturi strămoşeşti. Secuii vin întâi cam pe la 850 şi apoi mai târziu Maghiarii urmaţi de Saşi. Intre aceste trei popoare domnia fericirea şi armonia până ce se întâmplă un alt eveniment care nu părea tocmai aşà de serios naţiunilor ce locuiau Transilvania, dar care a marcat începutul unei mişcări treptate care trebuia să sfârşească în zilele noastre cu pierderea nu numai a puterii şi privilegiilor lor politice, dar cu pierderea totală a aproape tutulor libertăţilor lor naţionale». Evenimentul e uşor de ghicit. Iată-l: «Intre anii 1175 şi 1200 Vlahii un popor vorbind un dialect latin au fost goniţi din Balcani peste Dunăre în Valahia şi Moldova de către Impăraţii bizantini (d-l Williams a avut grije să păstreze atât Valahia cât şi Moldova neocupate până în acel an!). Stabilindu-se la început în acele districte, adică în Regatul României după cum a existat înainte de răsboiu, ei s'au strecurat încetul cu încetul peste Carpaţi în Transilvania şi chiar dincolo în partea mai de vest a Ungariei. Ei au venit nu ca inamici sau cuceritori, ci ca muncitori, văcari, păstori, pădurari, etc. ... Valahii umpleau fără îndoială o nevoe economică şi au devenit mai mult sau mai puţin şerbi pe pământul posedat de Maghiari, Secui şi Saşi. Puţini la număr la început ei s'au înmulţit repede şi în timpul nostru *au întrecut la număr pe toţi ceilalţi*. Nu e de loc surprinzător, adaogă d-l Williams, când găsim că venind aşà cum au venit şi fiind ceeace erau ei nu aveau drepturi sau puteri politice».

«Prin Tratatul dela Versailles Transilvania a fost trecută Regatului Român, o ţară locuită de Valahi. Valahilor din Transilvania schimbarea poate să le fie suportabilă, dar populaţiei nevalahe, schimbarea nu e de loc fericită şi Transilvănenii precum şi mulţi din afara provinciei regretă că lunga istorie de «self-government» (autoguvernare) să nu fi salvat Transilvania de a fi absorbită în teritoriile României».

Este concepţia unei oligarhii de rasă pentru înfrângerea căreia am luptat răsboiul mondial şi care a sfârşit prin acceptarea principiului naţionalităţilor şi a autodeterminării ca singura bază de organizare politică şi propăşire economică.

In discuţia urmată după conferinţă, conform obiceiului din ţările anglo-saxone, Sir Graham Bower spune:

«Transilvania este unul din punctele periculoase ale Europei. Este o ilustraţie a conflictului între diferitele civilizaţii în care civilizaţii mai înalte sunt puse sub călcâiul altora inferioare».

D-l Stowell spune că e surprins auzind că Maghiarii nu au oprimat populaţiile supuse. Părerea sa este că civilizaţiile superioare ar trebui să coopereze contra acestor încercări ale civilizaţiilor inferioare spre a le oprima.

D-l Williams răspunzând d-lui Stowell spune că pretinsa opresiune maghiară erà o chestiune controversată. In tot cazul acestea erau dificultăţile inevitabile ale unei populaţii amestecate. Limba maghiară erà obligatorie în şcoli şi aceasta erà privită ca oprimant pentru populaţia ne-maghiară, dar de fapt nu erà nimic iraţional în aceasta: In Anglia învăţământul limbii engleze este obligatoriu în şcolile galeze».

Câtă inconsecvenţă se găseşte în atitudinea d-lui Williams se poate vedea din acest argument care se poate întoarce azi cu aceeaş logică în favoarea noastră.

Dar chestia civilizaţiei se reduce la un cerc vicios; civilizaţia presupune libertatea politică a unui popor, căci istoria nu cunoaşte un popor încătuşat care să fi desvoltat o civilizaţie înaltă şi tocmai această libertate prietenii d-lui Williams nu au dat-o poporului român din Transilvania. Nu dorim să mai atingem partea delicată a surselor de informare a d-lui Williams şi metodele eminent neştiinţifice ale conferenţiarului. Conferinţa sa nu e nici un istoric imparţial şi nici nu pune, nici un indici linia de rezolvare a problemei minorităţilor. Noi credem că minorităţile din sânul populaţiei majoritare vor aveà poate un rol mai mare

decât se bănueşte până acum. «Cu timpul după ce flacăra urei produsă de răsboiu se va stinge aceste insuleţe de populaţie străină ar puteà servì ca o trăsătură de unire între comunităţile mai mari pe care le reprezintă. Cu desvoltarea educaţiei nu este iraţional a se aşteptà un asemenea rezultat» (din răspunsul nostru dat Lordului Newton în Westminster Gazette din 2 Noemvrie 1921). Iar până atunci d-l Williams să aibă şi pentru noi oarecare indulgenţă în faţa «dificultăţilor inevitabile ale unei populaţii amestecate» şi aceasta o va puteà face cu atât mai mult cu cât este vorba de majoritatea locuitorilor unei provincii nu pentru vre'o oligarhie de rasă ca cea pe care d-sa o apără cu atâta transparentă abilitate.

Aureliu Ion Popescu

The Europa Year-Book 1926 (Europa Publishing Co. Ltd., 6 Duke Street, Adelphi. London W. C. 2. 15 şilingi).

Anuarul Europa pe anul 1926 este mai mult decât indică titlul, iar ca metodă şi ca prezentare iese cu totul din rândul obişnuitelor «anuare». Este editat de Michael Farbman, Ramsay Muir şi Hugh Spender, toţi trei printre publiciştii de seamă ai Angliei contemporane.

Odată cu desvoltarea vieţii şi legăturilor internaţionale se simţeà de mult nevoia unei lucrări care să dea informaţie succintă asupra ţărilor străine şi ceeace este şi mai mult a da şi adresele instituţiilor echivalente din diferitele ţări pentru a puteà obţine informaţii direct la cerere fără a mai apelà la canalul atât de anevoios al Legaţiilor, care nu se bucurau totdeauna de intelectuali cari să poată da informaţii precise colegilor lor străini. Europa Year-Book a vrut să suprime aceste greutăţi şi să pună direct la dispoziţia tuturor un număr iniţial de informaţii asupra ţărilor străine precum şi sursele cele mai sigure pentru obţinerea informaţiilor adiţionale de detaliu ce eventual ar interesà. Pentru a da o idee precisă asupra suprafeţei acestui volum voiu da o descriere a împărţirii sale. Volumul are cinci părţi şi anume: Partea I-a este intitulată: Privire asupra Europei; a doua: Un indicator concis al Europei; a treia: Evenimentele istorice importante; a patra: Un rezumat statistic al condiţiilor sociale şi economice şi în fine a cincea este o bibliografie europeană.

In partea I-a, formată din 10 capitole H. G. Wells serie în primul (intitulat «Perspective») despre «Refacerea internaţională»; Arnold Toynbee despre «Europa după şeapte ani»; Fridtjof Nansen despre «Problemele refugiaţilor dela războiu încoace»; E. Beneş despre «Nouile condiţii în Europa Centrală şi însemnătatea lor»; Prof. I. Redlich despre «Austria şi Europa»; Charles Roden Buxton, cunoscutul bulgarofil şi cercetător al Balcanilor despre «Statele Balcanice»; iar H. F. Spender despre «Problema Statelor Baltice».

Iată câteva spicuiri din articolele ce ne interesează pe noi în mod direct sau indirect. D-l Toynbee în «Europa după şeapte ani» găseşte un vădit progres în general şi în special în Europa Orientală. «O bună dovadă a unei mentalităţi mai constructive pe care o au azi popoarele est-europene este dată de numărul de convenţii tehnice referitoare la tranzit, sanitaţie, chestiuni judiciare şi altele care au fost negociate cu succes în 1924 şi 1925 între guverne care până atunci au fost prea profund înstrăinate unul de altul pentru a aveà alte afaceri între ele decât înmânarea de ultimate şi războirea»; şi mai departe «Un alt indiciu al progresului real făcut în Europa Răsăriteană este redat de evoluţia «Micei Antante». La începutul ei în 1920 acest grup a avut scopul pur negativ de a apără contra iredentismului ungar achiziţiile teritoriale ale celor trei «State succesoare». Odată cu semnarea protocoalelor de reconstrucţie ungară în 1925 acest motiv a căzut deoarece planul de reconstrucţie al Ungariei lucrat sub auspiciile Ligii Naţiunilor includeà garanţia politică a frontierelor existente care anticipau în miniatură garanţiile tratatelor semnate anul viitor la Locarno. Dejà, cu toate acestea, Mica Antantă deveneà mai constructivă în scopurile ei şi mai largă în concepţii. Anul 1924 a fost însemnat prin încheierea de convenţii — după modelul Micei Antente, cu omisiunea semnificativă a clauzelor militare — între Jugoslavia şi Italia, Cehoslovacia şi Franţa şi Cehoslovacia şi Italia — şi la sfârşitul anului principalul arhitect al Micei Antante, Dr. Beneş, ajucat un rol principal în construirea unui instrument european general — al protocolului dela Geneva. In 1915 sistemul Micii Antante a fost complectat prin concluderea unui tratat între Cehoslovacia şi Polonia şi la Locarno partea jucată de reprezentanţii acestor două ţări a fost vizibil mai largă în perspective şi mai construc-

tivă decât se anticipase. La acest punct Mica Antantă, la început locală şi negativă erà pe drumul de a se plasà într un sistem European general cu un caracter pozitiv».

D-l Toynbce ocupând o poziţie de excepţională autoritate în politica externă a Angliei — d-sa are legături foarte strânse cu Institutul Britanic de probleme internaţionale (British Institute of International Affairs) ale cărui volume de cronici internaţionale le editează chiar d-sa şi cari au aproape un caracter oficios — (vezi: International Survey, 1920 — 1923, de Arnold Toynbee. Oxford Press. Londra 1925, 526 pp., 18 şilingi).

Balcanii au atras totdeauna atenţia englezilor f indu-le însă un fel de sperietoare. Foarte mulţi s'au ocupat de această parte a Europei dar cercetări serioase şi obiective nu au făcut decâ foarte puţini: D-l Charles Roden Buxton este fără îndoială unul din aceştia din urmă.

Iată ce spune d-sa între altele:

«Peninsula Balcanică ocupa o poziţie de excepţională importanţă dominând drumurile principale din Europa spre Orientul apropiat şi din Rusia spre Mediterană şi e uşor de văzut de ce înainte de războiu factorul cel mai important în neliniştea balcanică erà rivalitatea celor două imperii apropiate Austro-Ungaria şi Rusia». Şi mai departe·

«Împărţirea Sud-estului Macedoniei între Grecia şi Yugoslavia a creat «Alsacia-Lorena» Balcanilor. Tratatele dela Neuilly au dat ocazia înlăturării acestuia şi altor pericole — ocazie care nu a apărut niciodată înainte şi nici nu va mai apare. Este important a ţine seama de faptul că presupunând bunăvoinţă — cu ajutorul intermigrării ar fi posibil să se traseze frontiere în Balcani care, deşi nu ar corespunde absolut cu frontierele etnice, ar fi mult mai juste decât cele existente şi nu ar face în tot cazul nedreptăţi prea mari pentru a cauzà agitaţii sau răsboiu»., «Abstracţie făcând de orice chestiune de justiţie acest fapt rămâne marea sursă de pericole din punct de vedere al păcii sau a unei cooperaţii fructuoase în familia europeană».

Rezumând problemele balcanice născute din răsboiu d-l Buxton le reduce la trei: Problema macedoneană, problema minorităţilor şi problema refugiaţilor, iar în privinţa mentalităţii generale a guvernelor statelor balcanice, d-l Buxton spune următoarele: «Yugoslavia, România şi Grecia găsesc că dificultăţile lor principale purced dela minorităţiel cu a căror guvernare au fost însărcinate».

«Greutăţile mari ale României s'au arătat a constà în tensiunea dintre ea şi Rusia sovietică asupra Basarabiei şi în continuele măsuri de represiune luate nu numai contra naţionalităţilor supuse, dar chiar şi contra ţăranilor şi lucrătorilor industriali care încep în mod din ce în ce mai conştient a rezistà puterii unei autocraţii capitaliste fără paralelă în vreun alt stat balcanic».

Pentru toate problemele în discuţie salvarea o vede d-sa în Liga Naţiunilor, dar şi în iniţiative balcanice: «Propuneri importante au fost făcute în mai multe locuri oficiale în Balcani pentru un pact de arbitraj obligator şi alternativ pentru reînvierea alianţei balcanice pe baze defensive. Federaţia este un ideal mai depărtat dar ideea unei înţelegeri vamale are foarte mult sprijin conducând probabil la o uniune vamală care ar tinde probabil la o federaţie politică mai strânsă».

Urmează apoi celelalte 9 capitole cu numere neegale de articole asupra Ligii Naţiunilor, păcii armate, problemelor dezarmării, finanţelor, datoriilor şi reparaţiilor, acesta cu articole semnate de Sir Arthur Salter K. C. B., directorul secţiei economice a Ligii Naţiunilor care a fost invitat şi la noi spre a-şi da părerea asupra stabilizării leului, de Sir Josiah Stamp membru în Comisia pentru Planul Dawes şi autoritatea în Anglia asupra problemelor de finanţe publice şi în fine de R. G. Hawtrey, care este împreună cu J. M. Keynes, experţii monetari principali ai Europei. Capitolul «Probleme Politice şi Sociale» conţine articole semnate de H. Laski, T. Nitti, G. D. H. Cole (Profesor de Economie la Oxford). Probleme industriale, probleme, economice (cu articole semnate de Layton Bonn, Ch. Rist, Loucheur. Davenport). Ştiinţă şi invenţii şi în fine artele, unde în articolul întitulat «Primul pătrar de veac în muzică» numele lui Enescu nu lipseşte».

Partea a doua a lucrării conţine un indicator pe ţări cu informaţii succinte şi concise împărţite pe secţii: Secţia A: Lista miniştrilor cu date biografice; Secţia B: Partide Politice, compoziţia camerelor, enumerarea partidelor dela extrema dreaptă la extrema stângă, schiţă istorică a fiecărui partid cu scurte indicaţii asupra programelor, adresa secretariatelor generale, numele şi adresele

secretarilor şi a preşedinţilor, presa de partid, membrii marcanţi în şi în afară de Parlament, mişcarea femenină cu personalităţile mişcării.

Scurte note asupra organizaţiei judecătoreşti cu instanţa cea mai superioară.

Secţia C: (Presă). Lista completă a principalelor ziare şi reviste importante cu numele directorilor, adresa redacţiei, asociaţiile de presă cu adresele şi numele preşedinţilor şi secretarilor. Lista editorilor principali.

Secţia D: Finanţe, conţinând lista Băncilor principale cu data fondării, capitalul, rezervele, depozitele, numărul total al branşelor, etc... Asociaţiile bancherilor, Asigurări.

Secţia E: Comerţ şi Industrie. Principalele burse cu adresele, numele preşedinţilor şi secretarilor. Idem pentru Camerele de Comerţ, organizaţiile sindicalo-patronale. Transport, comunicaţii tereste, maritime şi aeriene.

Secţia F: Organizaţiile muncitoreşti de toate nuanţele cu indicaţii asupra preşedintelui, secretarului, Biurourilor, etc...

Secţia G: Lumea savantă, dând societăţile ştiinţifice cu preşedinţii, secretarii şi adresele, universităţile, marile şcoli tehnice cu datele şi informaţiile necesare, savanţii din toate domeniile ştiinţifice cu scurte date biografice şi cu domeniul specific unde savantul respectiv a adus contribuţiile sale.

Secţia H: Şcolile de artă, Academiile de muzică şi arhitectură de importanţă naţională, precum şi o listă a artiştilor similară celei a savanţilor dela secţia descrisă mai sus.

Secţia I: Acelaş lucru pentru Literatură, (asociaţiile literare şi lista scriitorilor de seamă cu note scurte). Bibliotecile muzeele cu informaţii succinte asupra caracterului fiecăreia.

Secţia J: Secţia religioasă. Descriere a diverselor biserici, procentul de populaţie aparţinând fiecăreia. Numele şi scurte date biografice a capilor fiecăreia.

In partea III-a fiecare ţară este tratată din nou dând: 1. O privire statistică asupra fiecăreia; 2. Constituţia; 3. Cronica evenimentelor importante ce au avut loc în ţara respectivă. La unele din ţări se dau şi câte unul sau mai multe articole suplimentare tratând anumite probleme specifice ţării, dar de un interes internaţional. Aşà de ex. la Austria găsim un articol tratând despre «Ultimul stadiu al Controlului prin Liga Naţiunilor» semnat de R. Jacobsson. La Belgia: Refacerea Belgiană după răsboiu; la Marea Britania găsim mai multe şi anume: Politica externă în 1925; Situaţia industrială; Protecţia vamală şi altul asupra Presei. La Norvegia: Legislaţia privitoare la vânzarea alcoolului; la Rusia: Bugetul Republicii Sovietice pe anul 1925; La Suedia: Restricţiile alcoolice în Suedia. Constituţiile fiecărei ţări sunt lucrate de d-l H. Finer (originar din Bucovina) Prof. la Universitatea din Londra. Cea a României conţine un scurt istoric, o descriere a Monarhiei, a sistemului electoral şi a amendamentelor electorale. Ultimul capitolaş «Constituţia în practică» conţine următoare apreciere «Ţăranii analfabeţi sunt ca ceara în mâna agenţilor electorali».

Partea IV-a. conţine un număr de tabele statistice comparative, foarte interesante, asupra condiţiilor economice şi sociale ale Europei: populaţie, apărare naţională, statistici agricole, producţie şi comerţ, comerţ exterior, transport şi comunicaţii, condiţii de muncă, situaţia financiară.

Partea V-a dă bibliografia cărţilor principale apărute dela răsboiu, tratând principalele probleme europene.

Meritele mari ale acestei lucrări constau în faptul că a reuşit să obţină colaborarea unui număr remarcabil de personalităţi europene care au dat articole serioase de studii, nu de de complezenţă şi scrise în limbaj diplomatic. Secţiile sunt lucrate de oameni imparţiali şi cu obiectivitate vădită.

S'au adus totuş câteva critici volumului pe 1926 şi anume: din lipsa legăturilor, ţările mici au fost lucrate mai puţin complet decât cele mari, o lipsă ce s'a remediat în volumul pe 1927 care tocmai a apărut. In al doilea rând separarea secţiei II-a de secţia III-a nu este e loc justificată, lucru ce deasemenea s'a avut în vedere la noua ediţie.

Lucrarea este excelentă pentru o orientare rapidă, dar precisă asupra vieţii politice, economice, artistice şi intelectuale ale unei ţări europene şi ca atare este indispensabilă legaţiilor, ziarelor, revistelor, instituţiilor şi tuturor ce au legături internaţionale sau voi să-şi facă sau să le menţie. Ea este importantă în fine prin faptul că a pătruns foarte bine prin redacţii cărora le serveşte foarte adeseori drept sursă de inspiraţie pentru articolele prime.

Aureliu Ion Popescu

J. G. FRAZER: *The Worship of Nature*, vol. I Macmillan & Co., London, 1926 pp. XXVI+672.

Aceasta este o nouă operă documentată asupra credinţelor popoarelor primitive de către cunoscutul etnolog şi antropolog dela Universitatea din Cambridge. După cum indică titlul «Cultul Naturei», lucrarea de faţă, căreia îi va urmà în curând un al doilea volum, se ocupă cu concepţiile mistice despre natură, sau, după cum ne spune însuşi autorul, despre «ideile pe care vechile şi înapoiatele rase ale omenirei şi le-au format despre natura divină şi a relaţiilor ei cu lumea» (p. 13). Chestiunea aceasta reprezintă de fapt aşà numita «religie naturală», pe care o întâlnim la toate grupurile primitive, indiferent de forma lor de organizare sau de gradul lor de desvoltare socială. Asemenea religie ia două forme, una exprimată în cultul naturei, alta în cultul morţilor. Prin cultul naturei se înţelege aici concepţia fenomenelor naturale ca animate, conştiente şi înzestrate cu puterea şi voinţa de a face bine sau rău. Astfel concepute, fenomenele naturei sunt privite drept fiinţe vii, ca şi oamenii, cu cari însă dacă se aseamănă în specie se deosibesc de ei în grad.

Animismul acesta este caracteristic nu numai grupurilor primitive, ci şi popoarelor din antichitate, care se bucurau de o civilizaţie înaintată. Astfel toate popoarele ariene şi Egiptenii aveau cultul naturei. Cultul cerului se întâlneà deopotrivă la popoarele din India, la Chinezi, Japonezi şi Egipteni, după cum astăzi se întâlneşte la negrii din Africa (pp. 19 — 90). Deasemenea cultul pământului se întâlneà în antichitate la toate popoarele civilizate, după cum se întâlneşte astăzi la grupurile primitive. E de notat în această privinţă adoraţia pe care o are pentru pământ tribul *Guros* din interiorul Africei, care îi atribuie o divinitate mare şi îl consideră ca autorul legei morale (p. 408). Mai departe, cultul soarelui, care s'ar păreà că trebuie întâlnit pretutindeni, este absent la popoarele negre din Africa, cu excepţia numai a triburilor din nordul Nigeriei. Asemenea lipsă se observă şi la indigenii din Australia, Melanesia şi Polinesia. Adevărul este că faptul observat deja de Bastian că un cult al soarelui se întâlneşte mai mult la popoare înaintate, pare să fie confirmat şi de ultimele cercetări (pp. 441 — 442).

Faptul interesant care se desprinde din această nouă lucrare a lui Frazer este identitatea de spirit care se află la baza tuturor credinţelor şi superstiţiilor la diferitele popoare şi grupuri primitive, despărţite în spaţiu şi timp. Totuş vechea chestiune desbătută de etnologi, dacă asemănările se datoresc împrumutului determinat de contingenţe istorice sau generaţiunei spontane a aceluiaş spirit omenesc, rămâne încă nerezolvată. E de relevat cu deosebire în această privinţă că legenda şarpelui din Biblie se găseşte la un trib (*Bakolokolo*) din valea Congo. La început, spune legenda, Dumnezeu trimise după primul om şi prima femee, precum şi după şarpe. Dorind să-i încerçe, el luă câte un sâmbure în fiecare mână (unul conţinând mortalitatea, altul imortalitatea) şi spuse femeei şi şarpelui să aleagă. Femeea alese sâmburele mortalităţii, pe când şarpele pe acela al imortalităţii. «Imi pare rău», zise Dumnezeu femeei, «că ai ales moartea, pe când şarpele a ales viaţa eternă». Deaceea, continuă legenda, şarpele nu moare, pe când oamenii mor. După observaţiile unor misionari, în opinia triburilor din Tanganika şarpele nu moare, ci numai îşi schimbă pielea (p. 222). Frazer observă că ar fi fost posibil ca legenda biblică despre căderea omului, în care şarpele joacă rolul cunoscut, să fi fost luată de către vechii Evrei (ca multe altele, de ex. legenda Potopului), din mitologia Babilonienilor, dar o asemenea legendă nu se găseşte în literatura acestora. Ţinând seama de răspândirea vastă a legendei printre indigenii din Africa, neatinşi de influenţa misionarilor anglosaxoni, se poate susţine cu foarte multă probabilitate că mitul îşi are origina în Africa, de unde a fost apoi împrumutat de către Evrei (p. 223, Cf. pp. 670 — 671).

Nicolae Petrescu

OLOF HOIJER: «*La solution pacifique des litiges internationaux, avant et depuis la Société des Nations*» (Étude de Droit international et d'histoire diplomatique) Ed. «Spes» Paris. 1925

Specializat în studii de politică şi drept internaţional d-l Olof Hoijer ne-a dat pe rând «*La théorie de l'équilibre et le droit des gens*» (ed. Pedone). «*Le Scandinavisme dans le passé et le présent*», (ed. Bossard). «*Le comte d'Aehrenthal et la politique de violence*» (ed. Plon) şi, în legătură directă cu ultimele măsuri luate de Societatea Naţiunilor, «*Le trafic de l'opium et d'autres stupéfiants*». (ed. Spes).

Azi, d-sa ne prezintă sub forma unui volum de aproape șase sute de pagini format mare, un istoric complet al soluțiilor pacifice date litigiilor internaționale. D-l Hoijer nu aduce nimic nou, decât sforțarea de a urmări, în istorie, în politică și în dreptul internațional, firul adesea întrerupt al tendinței pacifice și de a grupa, într'un studiu unitar, sforțări disparate, în origina lor, dar convergente prin scopul urmărit. Fapte în deobște cunoscute, mediațiuni și spețe de arbitraj clasice, se găsesc astfel grupate, prezentate cu vădita intențiune de a dovedi, că în afară chiar de o perfectă organizare internațională, preocuparea permanentă a păcii a prezidat desfășurarea politică a Statelor.

După forma simplă, și poate cea mai eficace, a «negocierilor diplomatice directe», d-l Hoijer analizează, rând pe rând, în capitole separate «Bunele oficii»; «Mediațiunea» sub diferitele ei forme, mediațiune oferită sau cerută; facultativă sau obligatorie; individuală sau colectivă; «Comisiunile internaționale de anchetă»; «Arbitrajul» cu diferitele sale proceduri; arbitraj prin diplomat, prin jurisconsult, prin comisie mixtă, prin Tribunal arbitral.

Aceasta alcătuește prima etapă a studiului tipărit în editura «Spes». A doua etapă o alcătuește un studiu asupra Societății Națiunilor, în care se găsesc analizate, teoria Super-Statului; principiul naționalităților; protecția minorităților; abandonarea teoriei suveranității absolute; dezarmarea; diplomația publică; revizuirea pacifică a tratatelor, desvoltarea solidarității internaționale.

E deasemenea analizată, cu minuțiozitate juridică — procedura Societății Națiunilor, cazurile de intervenție directă, «Moratoriul păcii» (art. 12 din Pact). Sancțiunile, litigiile concerând State care nu fac parte din Societatea Națiunilor.

D-l Hoijer prezintă apoi un istoric și o analiză a Curții Permanente de Justiție internațională dela Haga. Intr'un ultim capitol e comentat Protocolul dela Geneva, în comparație cu Pactul. Sunt analizate, pe rând, acțiunea împăciuitoare a Consiliului, determinarea agresorului și sancțiunile.

Această .împărțire a studiului, în două epoci distincte, epoca anterioară și posterioară Societații Națiunilor, domină întreaga construcție a cărții d-lui Hoijer. Și cu drept cuvânt. Dreptul internațional post belic este o completă renovare a acestei discipline. In locul unei Societăți a Statelor, organizată pe comune, dar foarte vagi principii de morală, se substitue o Societate a Națiunilor, și mai cu seamă tendința uuei organizări internaționale, pe baze de reciproce obligațiuni, cu sancțiuni strict prevăzute. Fără nici o precipitare și acordând încercărilor de construcție internațională simpla importanță a unei tendințe cu începuturi de realizare, cu fragmentate înfăptuiri, trebuie recunoscut că vechiului drept internațional, căruia unii juriști, ca *Dicey*, îi negau titlul unei discipline juridice, prezentându-l ca un simplu sistem de reguli etice, i se substitue azi un sistem juridic similar cu cel al societății civile. Lipsa de sancțiuni, partea cea mai slabă a dreptului internațional, face și ea loc unui început de organizare a mijloacelor de constrângere. In jurul acestui dublu pivot Societatea Națiunilor — pe planul politic — și Curtea Permanentă de Justiție internațională dela Haga: pe planul pur juridic — se reorganizează, în locul vechei și imperfectei Societăți a Statelor— o Societate a Națiunilor.

Fără să aducă nici o contribuție — d-l Hoijer grupează un material științific arhicunoscut, plus literatura. Vom găsi un portret al lui Frideric cel Mare. Vom găsi deasemenea, un portret al lui Bismarck. O schiță a lui Talleyrand. Astfel, cartea împrumută aspecte de istorie diplomatică, în unele din capitolele sale. Și acestea însă sunt inecate sub o inutilă frazeologie.

Mai interesantă e tendința cărții, tendință religioasă, în speță catolică. Dealtfel editura «Spes» — constitue ea singură o lămurire.

D-l Hoijer regretă un trecut îndepărtat, acela al evului de mijloc, epocă de unitate și autoritate creștină. «In epoca medievală, atât de remarcabilă din punct de vedere al organizației internaționale datorite erarhizării puterilor și unei aplicațiuni foarte întinse a ideii de contract, religia nu se despărțeà de morală: Autoritatea religioasă reclama superioritatea sa politică, în numele moralei. Invinsă în această luptă, ea trebuì să antreneze după ea, în prima clipă — morala. Politica, redusă la propriile ei principii, nu mai fu decât știința de a învinge și de a dominà prin forță și șiretenie. Scăpată de un jug salutar, de un parapet trebuincios, politica se liberă de orice piedecă pentru a ajunge la anarhia internațională și la o justă reîntoarcere a panismului».

Plecând dela această concepție, pentru a

ajunge la o concluzie similară, concluzie de apologie a Bisericii în politica internațională — d-l Hoijer nu-și expune decât un punct de vedere al său, o atitudine personală — ignorând cu deconcertantă ușurință, o întreagă mișcare dejà existentă și în care d-sa se încadrează logic și poate fără voie. Mișcarea social-creștină n'a fost restrânsă exclusiv la problema raporturilor economice. Ea și-a găsit o extindere și în domeniul politicii și al dreptului internațional. Exista mai întâi în această direcție un întreg trecut, o strălucită tradiție, aceea a scolasticilor și a publiciștilor canoniști, a teologilor cari au acordat întotdeauna o deosebită atențiune chestiunilor de drept public în genere, considerate sub raportul moral, și legitimității răsboiului, judecată din acelaș punct de vedere superior, al eticei. Canoniștii au fost în deosebi studiați de d-l Vanderpol în «*Le droit de guerre d'après les théologiens et les canonistes du moyen âge*» (1911) și într'un volum de după răsboiu: *La doctrine scolastique du droit de guerre*» (1919).

Dar există o mișcare: «*Institutul de drept internațional creștin*» înființat în 1912, cu ramificații în Franța, Belgia, Elveția, Olanda, Anglia, etc.

Pentru d-l Hoijer din toate acestea nimic nu există. Nici un cuvânt despre canoniști. Nici un cuvânt despre mișcarea de drept creștin al ginților. Nici cel puțin problemele care depășesc doctrina pentru a se încadrà în actualitate imediată, și conexe cu atitudinea d-sale ca militant creștin: de o pildă poziția Papalității față de Societatea Națiunilor sau, mai exact, atitudinea acesteia față de Suveranul Pontif.

Papa e un Suveran? Controversă. Cerând să fie admis la Geneva, ca atare, n'a fost admis. Ne-am fi așteptat să găsim în volum, o desbatere totală a chestiunii, în drept și în fapt, o prezentare completă a dosarului — acestei probleme delicate — puțin cunoscută și totuș esențială, mai cu seamă pentru creștinismul d-lui Hoijer. D-sa ajunge astfel la o concluzie care nu e evident, decât o liturghie bisericească: Numai prin Biserică se va puteà restabili pacea lumii — dar fără să fi desbătut sau, cel puțin, prezentat problema. Atitudinea d-lui Hoijer e rezumată în câteva fraze introductive, o pagină de concluzii și numele editurei catolice. In această parenteză a copertelor, d-sa a închis un istoric al mediațiunilor și arbitrajelor cunoscute. N'a urmărit aproape de loc însă propriul său punct de vedere în această desfășurare. Și e păcat.

D-l Hoijer a regrupat un material cunoscut. Acesta nu va periclità însă nici o muncă. Spețele prezentate separat în patru volume de Fauchille, de o pildă — vor fi mai ușor la urmărit decât în acest tom care ar vrea să fie unitar, dar unde nici o sistematizare nu vine să ușureze consultarea. Nici un index alfabetic. O tablă de materie sărăcăcios întocmită, pentru un volum bogat. Nici o bibliografie. In rezumat: o carte unde profanii vor găsì lucruri interesante, iar cei cari au urmărit câtuși de puțin dreptul internațional nu vor aveà nimic de învățat.

Eugen Titeanu

V. V. PELLA: *La Criminalité collective des États et le Droit pénal de l'Avenir*. Bucarest 1926 (Imprimerie de l'État), deuxième édition, précédée d'une enquête internationale contenant les opinions de M. M. Barthou, Barthélemy, Ambroise Colin, Enrico Ferri, Garofalo, Garraud, Lapradelle, Larnaude, Lyon-Caen, Poincaré, A. Weiss, etc., etc. 360 pag. in 8°.

In mod vag și pur teoretic, omenirea întotdeauna a privit războiul ca un fel de crimă. In tot cazul, definiția pe care o dădeà odată Durkheim faptelor delictuoase: «fapte ce lovesc anumite stări puternice ale conștiinței colective» — aproape că se potrivește răsboiului, care și el are darul de a impresionà violent și durabil sufletul mulțimei. A spune că răsboiul e o crimă, este a repetà încă odată un sentiment, vechiu de totdeauna, al opiniei publice de pretutindeni.

Din pricina excesului său de evidență, lucrul nu mai aveà nevoie să fie spus. Și dacă vreo carte s'ar fi tipărit anume pentru aceasta —, nimeni nu i-ar fi găsit cel mai mic interes.

Și totuș, se pare că ceva a trebuit să se fi schimbat în vechea stare de lucruri: căci în 1925 apare o lucrare al cărui cuprins este tocmai demonstrarea caracterului juridicește delictuos al răsboaielor — și care totuș, în loc de scepticism fără discuțiune, întâlnește mai multă discuțiune decât scepticism. E cartea d-lui Pella, care a fost primită cu multă favoare de public. Și — fapt încă mai simptomatic — de către juriști. Insfârșit, amintim că pretențiunile autorului sunt neobișnuit de mari: D-sa încearcă a face un fel de dublu in-

ventar: deoparte diversele manifestări ale răsboiului, pe dealta variile categorii ale tehnicei şi gândirei penale pozitive, pentru ca, dintr'o asemenea juxtapunere, să creadă a puteà întrezări un «drept penal inter-static», operă a unui viitor apropiat, în care Statul să fie juridiceşte considerat ca o individualitate suficient de conturată pentru a puteà fi, nu numai deliquent sau inculpat, dar chiar condamnat.

Cu toată temeritatea unei asemenea propuneri, juriştii din toate ţările nu s'au arătat scandalizaţi. E semn că profeţia nu-i aşà departe, în realizare, de zilele noastre. Căci juriştii sunt piatra de încercare pentru verificarea utopiilor. Omul de lege, fiindcă are sarcina exorbitantă de a porunci la zeci de milioane de cetăţeni, se teme în chip firesc de a respectà prea des asemenea ordine enorme. Juristul, în faţa noutăţii semnalate de alţii, este nevoit, prin meseria lui, la un adevărat «scepticism profesional».

Pentru toate aceste motive, este impresionant faptul că profesori de drept din cele cinci continente i-au trimes d-lui Pella păreri favorabile relative la fenomenul descris de D-sa. E semn — cum am mai spus — că ceva nou s'a produs, dela 1914 încoace, în starea de lucruri şi în opiniile publicului. Dar să analizăm volumul.

Autorul arborează, în chip neregulat, rând pe rând două atitudini. Una este normativă şi profetică. Aceasta ne interesează mai puţin şi nici nu avem competinţă pentru a o judecà. Cealaltă atitudine e constatativă. Ea ne va reţine în deosebi atenţiunea.

* * *

D-l Pella începe prin a *percepe* faptul. Pare puţin. Dar este prima oară când un sociolog atrage atenţiunea că nu el, personal, crede în caracterul infracţional al răsboiului, dar că există, obiectiv, şi de foarte puţină vreme, o nevoie publică nu numai de dezaprobare, dar chiar de inculpare a autorilor unui răsboiu modern.

Pentru a face dovada existenţei unei asemenea «stări de opiniune», d-l Pella enumeră diverse mărturii, pe cari le găseşte în scrierile publiciştilor diverşi de după 1914. D-sa, în prefaţa ediţiei întâi, ne atrage atenţiunea asupra caracterului foarte special al cărţilor citate. Ele nu trebuesc privite ca «isvoare bibliografice» propriu zise, ci ca simple «test»-uri, ca simptome, ca indicii, într'un cuvânt ca simple *fapte*. O bibliografie veritabilă a chestiunei nici nu există, dacă n'ar fi decât pentrucă problema însăşi nu s'a mai pus. Scrierile în care se susţine criminalitatea faptului de răsboiu sunt opere de circumstanţă, pledoarii pentru o părere personală şi sentimentală. Sunt profesii de credinţă, în care autorii, cu argumente foarte amestecate, îşi expun o opiniune proprie fără a se îngriji dacă ea a mai fost sau va mai fi împărtăşită şi de alţii. In scurt, asemenea scrieri nu-s «documente istorice», ci numai «documente omeneşti». Nu relatează fapte întâmplate, ci doar constitue testimonii care, înmulţindu-se, pot permite sociologului să infereze că o anumită «stare de opiniune» există, în Europa, dela 1914 încoace, şi că ea ar puteà merge progresând în creditul conştiinţei colective.

In deosebi, nu prin fapt isbeşte atenţiunea. Este impesionantă literatura declanşată de pretutindeni din primul moment al isbucnirei răsboiului trecut. Această primă manifestare publică prezintă o remarcabilă unitate: ea are un scop precis: *descoperirea unui inculpat.*

Marea noutate, dela 1914 încolo, este faptul că fiecare din naţiunile beligerante s'a crezut totodată obligată şi îndreptăţită de a *căutà pe vinovat*. Germanii vorbeau de culpabilitatea imperialismului britanic; Anglo-francezii de evoluţia strâmbă a industriei germane care nu-şi puteà spintecà debuşeuri decât cu sabia. Alţii vorbeau de anomalia unui Stat antinatural ca Austro-Ungaria, a cărui situaţie ilogică trebuià, mai curând sau mai târziu, să se sfârşească prin catastrofă. S'a vorbit până şi de eforturile concertate ale regaliştilor burboni cu acelea ale marilor sindicate industriale din Franţa, care au zădărnicit eforturile pacifiste ale lui Caillaux, — etc., etc. Insfârşit, au fost rând pe rând chemate să compară la bara justiţiei toate naţiunile importante. Rând pe rând, opinia publică a trimes mandate morale de aducere tuturor luptătorilor. Este probabil că nici până astăzi ea nu-i deplin edificată. Dar puţin importă.

Steinmetz, Westermark şi Fauconnet ne arată cum, atunci când e vorba de o «erste Entwickelung der Strafe», principalul e ca opinia publică să simtă *nevoia de a sancţionà*, şi să şi-o poată exercità, indiferent în contra cui. Şi dacă mai târziu — adaogă Fauconnet — s'a ajuns la o «individualizare a pedepsei» — a

fost din motive de comoditate procedurală: concentrând vindicta publică împotriva unui singur om, reuşita represiunei erà mai asigurată. Iar «ţapul ispăşitor» este un sistem intermediar între represiunea difuză şi aceea riguros şi subiectiv individualizată.

Am amintit de toate acestea pentru a arătà că într'adevăr răsboiul întruneşte *astăzi* — şi *numai* astăzi, toate elementele esenţiale ale unei categorii penale născânde, şi că deci fenomenul care a lovit atenţiunea d-lui Pella este şi nou, şi real, şi menit să evolueze, câştigând mereu în importanţă.

Fireşte, atunci când d-l Pella, inventariând diversele instituţii ale dreptului criminal pozitiv, caută ca în fiecare din ele, să insereze faptul de răsboiu, — exagerează poate puţin. Dealtfel erà normal să se fi «lăsat antrenat de subiect». In tot cazul, experienţa pe care o institue D-sa: apropierea categoriilor penale pozitive de faptul delictuos al răsboiului —, s'a arătat principial legitimă. Şi este tot ce vroiam deocamdată să ştim.

Rămâne de văzut dacă — iarăş principial — se poate vorbì de un «drept penal *inter-static*» — distinct de dreptul penal internaţional, (care se ocupă cu criminalitatea *indivizilor* în ţări străine, iar nu ca dreptul penal interstatic, unde fiecare naţiune e un *subiect de drepturi*, o *individualitate juridică* distinctă, un «individ de gradul al doilea» — cum se exprimă autorul). Ceeace revine a spune:

O asimilare între Stat — individualitate socială, şi Individ — individualitate... tot socială, la urma urmei — este ea ştiinţificeşte îngăduită?

Că personalitatea Statului este o «ficţiune» — cum zic unii jurişti — sau că-i chiar o «realitate» — cum cred că au «descoperit-o» alţii — aceasta e o discuţie de prisos, ştiut fiind că, sociologiceşte, o ficţiune, când, şi dacă *este*, — e dejà o realitate, o realitate ce-i dreptul cam specială, şi anume: *socială*, dar o realitate totuş, şi tocmai din acelea de care se ocupă — singurele de care se ocupă — sociologul şi deci juristul...

Intrebarea pe care ni-o pusesem: e una mai veritabil-sociologică, şi anume:

Felul în care Statul este o individualitate poate fi comparabil cu felul în care Individul este una? Se poate vorbì de o *oarecare* identitate de situaţiuni sociale între cele două fenomene? Prezintă ele oarecari analogii de structură şi de evoluţiune?

A răspunde la o asemenea întrebare este a da un răspuns — singurul răspuns cu adevărat ştiinţific — la chestiunea de a şti dacă punctul de plecare al construcţiunilor d-lui Pella este principial justificat, sau dacă, dimpotrivă, riscă a duce pe căi rătăcite şi infertile în constatări ulterioare.

Este de prisos a spune că problema astfel pusă este din cele mai ispititoare din câte ţin de studiul sociologici. Şi iarăş de prisos este să observăm că nu în câteva cuvinte ea poate fi tranşată. Socotim totuş, că, asupra «Individualităţii», cercetările sociologilor sunt de ajuns de înaintate pentru a întrevedeà, măcar cu titlu de sugestie, un răspuns cel puţin verosimil.

Intr'adevăr, în «Evoluţia Individualităţii» se poate identificà un «moment» când personalitatea omenească ajunge la o fază de egoism complicat şi radical asemănător aceluia pe care îl cunosc Statele europene contemporane, al căror naţionalism şovin e mai intransigent ca niciodată în toată Istoria. Este: omul Renaşterei, descris de Burkhardt. Omul omnicompetent, egal de capabil în toate specialităţile, întocmai cum naţiunile moderne năzuesc «a-şi fi integral suficiente lor înselor»; omul Renaşterei, de un imperialism personal analog exclusivismului «autarchic» al naţiunilor de astăzi.

Dar aceste constatări, care militează principial în favoarea punctului de vedere al d-lui Pella, ne arată, pe dealtă parte, că analogia a fost poate împinsă prea departe decătre d-sa. Intr'adevăr, un drept penal «inter-static» presupune o evoluţie a individualismului etatist mai înaintată decât este în realitate. Personalitatea omenească contemporană este — spun sociologii — «rezultanta întretăerii diverselor cercuri sociale»; adică: dacă un individ aparţine, nu Societăţii în genere (cum aparţine Australianul aborigen), ci în acelaş timp patriei, familiei, clasei, confesiunei, profesiei, partidului, etc., etc., — este firesc să aparţină mai puţin fiecăruia, şi cu atât mai puţin fiecărui cerc, cu cât ele sunt mai multe. Dar toate acestea presupun că «concurenţa cercurilor sociale», din neutralizarea reciprocă a cărora individualitatea iese liberată şi sporită, că această concurenţă e o concurenţă «*amicală*». Şi este probabil — o anumită şcoală de economişti a repetat-o până la saţietate — că înmulţirea naţiunilor, precum şi frequenţa raporturilor lor comerciale, departe de a robì pe unele, dimpotrivă stimulează autonomia

fiecăreia. Decât, pentru moment situaţia e alta, şi am amintit dejà care: naţiunile contemporane sunt în faza «individualismului Renaşterei».Şi dacă vrem să ducem mai departe problema răsboiului şi caracterul său delictuos, trebuie să nu pierdem din vedere momentul istoric pe care Statul actual îl trăeşte în evoluţia generală a individualismului său propriu.

Pentru a ne puteà da seama *întrucât*, totuş un drept penal «inter-static» măcar «în germene» există, mijlocul cel mai sigur e tot reîntoarcerea la fapte. Şi faptul e acesta: dela 1914 încoace, opinia publică e unanimă în a percepe răsboiul ca ceva nu numai metaforic, denumit criminal, ci realmente şi quasi-juridiceşte delictuos. Să se observe. Inainte de 1914, erau foarte mulţi cetăţeni — şi nu cetăţeni excepţionali, ca Nietzsche, Treitschke sau Chamberlain —, ci burghezi normali şi curenţi, cari credeau în teoria «răsboiului-purificator-moralmente», a răsboiului selector eugenic, a răsboiului-afacere. Azi, asemenea concepţii sunt definitiv abandonate. In faţa istoriei, toţi au recunoscut că, învingătoare sau înfrânte, agresoare sau defensoare, naţiunile beligerante se găsesc, la semnarea păcii şi multă vreme după, indistinct *păgubite*. Pierderi în oameni, pierderi în bani, în obiecte, în forţa de rezistenţă sufletească; sleire de avuţie, de vigoare, de echilibru moral — iată rezultatele pe care statisticile de pretutindeni silesc pe oameni să le recunoască fără discuţiune. «Marea Amăgire» de care un englez izolat vorbise înainte de 1914, acum este un fapt experimentat şi un adevăr experimental în credinţa contemporanilor.

Aşadar, în ceeace priveşte partea obiectivă a oricărui fapt penal, elementul: *infracţiune* este perceput de opinia publică îndeajuns de limpede şi de precis. In schimb, am văzut — şi d-l Pella o recunoaşte el însuş — că precizia nu-i egală în ceeace priveşte un alt element al faptului penal: *autorul*. Naţiune? Guvern? Castă? Opinia nu-i bine fixată.

Dar mai există un al treilea element al oricărei categorii penale. Pe lângă faptă, pe lângă făptuitor, mai e elementul *rezultatului*, al «pericolului social» cum zic criminaliştii, sau, mai concret, al «*victimei*» prejudiciate. Cine este ea în cazul care ne preocupă? *Impotriva cui* răsboiul constitue o crimă? Impotriva Umanităţii? Impotriva Statului atacat? Impotriva Statului atacator?

După cum vedem — trei pot fi răspunsurile. Cel de al treilea ar păreà a priori absurd; şi totuş, el este singurul adevărat. Un exemplu ne va dovedi-o.

Să presupunem că Franţa, în 1914, înflăcărată de nedreptatea răpirei Alsaciei-Lorenei, — şi în numele principiilor de Umanitate care nu se pot acordà cu un asemenea fapt injust şi cu traiul unei populaţii întregi subt o guvernare pe care nu o vreà — că deci Franţa ar fi atacat prin războiu pe Germani. Să presupunem, pe de altă parte, că răsboiul s'ar fi terminat prin victoria Francezilor — bineînţeles, cu însemnate pagube în oameni, avuţii şi suferinţe sufleteşti pentru ambii beligeranţi. Un asemenea răsboiu, fiind un răsboiu de agresiune, ar constitui o crimă. Dar o crimă împotriva cui? Impotriva Umanităţii? Nu —, căci el a fost făcut tocmai în numele şi pentru cauza sfântă a Umanităţii. Impotriva Germanilor? Dar ei erau vinovaţii cari tocmai meritau o asemenea «Strafexpedition», în vederea reparării restitutive a nedreptăţii trecute.

Rămâne atunci o singură victimă posibilă: Este *poporul* francez care, din pricina ordinului primit dela guvernanţii săi, a avut de suferit doliuri, ruine, pierderi de vreme şi de oportunităţi favorabile, devastări şi demoralizare — toate acestea pentru un rezultat problematic, iar odată realizat, categoric disproporţionat faţă de imensitatea pagubelor încercate.

Că o asemena socoteală e sau nu justificată în raţiune — puţin importă. E deajuns ca ea să se producă. Logică sau absurdă — o asemenea părere există astăzi în opinia publică franceză. Nenumărate fapte istorice ni-o dovedesc. Mai întâi renunţarea tuturora de a luà înapoi Alsacia pe calea agresiunei, oricât de scumpă le-ar fi fost această provincie. Apoi politica constant pacifistă a «celei de a treia republici», culminând în alegerile din 1914, al căror suport electoral a fost tocmai chestiunea dezarmării. Să se mai adaoge şi exemplul ce le veneà de peste canal, unde Istoria se însărcinase a eliminà ea automat serviciul militar ca atentator la timpul util al cetăţenilor. Fapt impresionant, mai ales pentru Francezi, în ochii cărora instituţiile anglo-saxone s'au bucurat întotdeauna de un credit excepţional.

După încheierea păcii, alte fapte au venit să întărească pretutindeni starea de opiniune de care vorbeam. S'a constatat, în mod obiectiv şi indiscutabil, că oricare ar fi fost mobilurile şi rezultatele militare ale unui răsboiu, există necesarmente o categorie de cetăţeni cari, chiar

fără să vreà, trag folos din starea socială specială de pe timpul cât durează ostilitățile. S'a putut observà că, pe lângă alte avantagii, marile sindicate industriale beneficiază de scumpirea prețurilor (inevitabilă în vreme de răsboiu) și în al doilea rând de existența mâinii de lucru quasi-gratuită a meseriașilor mobilizați pe loc (și fericiți că, pe prețul acesta, cel puțin viața și-o pun la adăpost). Aceste două plus-valute, fatale și automate, stabilesc în ochii restului cetățenilor o *prezumpție legală* de culpabilitate în contra marilor capitaliști. Și ecoul acestei credințe îl găsim în sufletul tuturor cetățenilor, dela cei mai cultivați la cei mai simpli: profesori universitari de economie politică descriu în limbaj științific această credință în avantagiile neînlăturabile pe care «casta dominantă», deținătorii marelui capital, le găsesc în începerea și prelungirea sine die a ostilităților. In cursul său de doctorat din 1919, Charles Rist inventariază diversele justificări teoretice ale războiului, pentru a conchide că acesta din urmă nu poate aveà ca fundament un fel de «stare de necesitate» economică, ci numai perspectiva unui câștig suplimentar în beneficiul unei anumite pături minoritare dinlăuntrul națiunei și în paguba restului majoritar al cetățenilor. In limbajul sentimental al conștiinței colective, massele, la rândul lor, exprimă aceeaș credință sub forma simplificată a aversiunei sale pentru «nouveaux-riches» și pentru «profitorii de răsboiu». Credințe pe care economistul Sombart le-a crezut destul de importante pentru a le precizà și amplificà, sistematizându-le într'o lucrare recentă (Krieg und Kapitalismus), unde arată că tulburările în repartiția avantagiilor, survenite din cauza unui răsboiu, deși abeà acum percepute de masse, sunt însă un fenomen de totdeauna, acompaniament necesar al mai tuturor răsboaielor pe care le cunoaște Istoria.

Aceste constatări de fapt oferă un criteriu obiectiv de apreciere a ideilor d-lui V. Pella. D-sa vorbește de aurora unui drept penal *inter-static*. Am văzut că, cel puțin deocamdată, mult mai mult s'ar puteà vorbì de un drept penal pe care am propune să-l numim «*inter-clasic*». Răsboiul ar fi atunci «o crimă a conducătorilor împotriva restului națiunei». Și că o asemenea dispoziție incriminatoare există azi în conștiința publică, ni-o dovedește, pe lângă faptele amintite mai sus, încă unul, deosebit de simptomatic: este simpatia crescândă de care populația germană se bucură în ochii învingătorilor săi de ieri. Că învinșii se agață de o teorie potrivit căreia vinovată e pătura guvernantă și victimă națiunea măruntă — nu dovedește nimic, căci este interesul învinșilor să susțină o asemenea teză. Dar faptul că învingătorii ei înșiși, și împotriva interesului foarte important pe care îl au in chestia plăței reparațiunilor, se raliază treptat la o asemenea dogmă — e un semn incontestabil că aceasta din urmă există.

Așadar, este perfect exactă nașterea unor categorii penale noui, în legătură cu caracterul delictuos al răsboaielor. Dar această infracțiune nou născută nu relevă — sau mai bine nu relevă încă—de un drept penal internațional oarecare, ci de o formă specială a dreptului penal intern. Sancțiunile sale represive sunt diverse și nu totdeauna simpatice. Dela grevă până la răscoală, dela boicot și meeting-uri până la decapitarea guvernanților — o seamă de mijloace represive flutură în dreptul imaginației penale surescitate a opiniei publice de astăzi. Cât despre sancțiunile represive, ele sunt multe și varii, dar ușor sintetizabile în noțiunea generală de *democrație*, adică toate acele practice care au, mai presus de orice, în vedere *publicitatea guvernării*, ținerea la curent a ultimului dintre cetățeni cu planurile de viitor ale miniștrilor pe care el îi alege. Că Istoria ne rezervă o întrebuințare mai mare a acestei sancțiuni preventive, sau a celorlalte, represive, aceasta nu o putem ști. In tot cazul de această preferință atârnă fizionomia ulterioară a normelor în formațiune care deja de pe acum constitue, cel puțin în chip «cutumier», debutul dreptului penal pe care am propus a-l numì «inter-clasic».

Cât despre celalalt drept penal în fașă, pe care îl întrevede d-l Pella, el *științificește, există*. Căci constituirea unui drept penal politic intern are drept consecință — și nu poate evità să aibă drept consecință — unul «inter-static». Cel dintâi îl determină pe cel de al doilea, necesarmente și neînlăturabil. Și de vreme ce cel dintâi *există* în chip deja destul de consistent, trebuie științificește să inferăm că și cel de al doilea nu mai are mult de așteptat. Vorbeam mai sus de sancțiunea preventivă a *publicității în guvernare*? Să ne amintim că «*criminalitatea secretului diplomatic*» a fost tocmai ideea centrală a președintelui Wilson, autorul — orice s'ar zice — al actualului «Covenant» al Societății Națiunilor.

E semn că ambele categorii de drept penal viitor au însemnate puncte comune.

Aşadar — şi dacă există viitor mai depărtat şi viitor mai apropiat — este suficient ca viitorul să fie necesarmente determinat de antecedente, pentru ca el, ştiinţificeşte, să existe într'un mod egal de neînlăturabil. Şi aceasta e tocmai situaţia «Dreptului Penal Inter-Static», de care se ocupă cartea d-lui V. V. Pella.

D. I. Suchianu

LEO FROBENIUS: *Erlebte Erdteile*, Bd. I. Ausfahrt von der Völkerkunde zum Kulturproblem. Frankfurter Societäts-Druckerei, Frankfurt-am-Main, 1925.

Cunoscutul etnolog german îşi retipăreşte sub auspiciul Institutului de Morfologie culturală din Frankfurt-am-Main cercetările făcute într'un răstimp de mai bine de treizeci de ani. Primul volum cuprinde studii asupra concepţiilor primitivilor din Kongo şi din alte părţi ale Africei, asupra religiei din punctul de vedere al etnologiei, asupra etnografiei geografice şi altele.

Un plan de natură autobiografică precede republicarea acestor studii. Urmărind un fel de «bilanţ» bazat pe autocritică, autorul voeşte să stabilească evoluţia întregei sale activităţi, pe care o numeşte «istoria unei lupte pentru concepţia lumii» *(Weltanschauung)* adică ceva mai mult decât o manifestare personală (p. 19). Cu toate acestea, autorul nu pare să fie atât de obiectiv în consideraţiile pe care ni le comunică asupra propriilor sale cercetări. Prejudecăţi personale şi mai ales naţionale nu lipsesc din vederile sale. Mai întâiu afirmaţia că «lupta pentru problema culturii» este o operă germană, şi că Englezii Occam, Bacon, Hobbes şi Hume sunt răspunzători pentru materialismul şi slăbirea spiritului unei «Weltanschauung», atât de caracteristice timpului modern (pp. 28—29). Crearea etnologiei însăş apare autorului ca un produs eminamente german. Ritter, Peschel, Bastian şi Ratzel sunt astfel reprezentanţii adevăraţi ai acestei ştiinţe (p. 35), ca şi cum autorii englezi, americani şi francezi cari au contribuit la formarea acestei discipline nici nu ar merită să fie pomeniţi.

Retipărirea lucrărilor etnologice mai vechi ale autorului prezintă totuş şi azi un interes ştiinţific. In studiul asupra evoluţiei Statelor şi situaţia soţilor în Kongo de Sud (apărut în 1893), aflăm unele date interesante despre gynocraţie sau stăpânirea femeilor, care pare să fie o constituţie destul de răspândită în Africa centrală şi în special reprezintată în tribul *Muata Jamwo* (p. 76). La întrebarea, cum se face că femeia a devenit atotputernică, autorul răspunde prin faptul că diviziunea muncii s'a adesvoltat într'un sens invers. Bărbatul nu face nimic, pe când femeia îşi ia asupră-şi toate muncile necesare pentru traiul zilnic (pp. 92—93, cf. p. 126).

In studiul asupra religiei din punctul de vedere al etnologiei (apărut în 1897), care ni se pare cel mai temeinic şi mai bogat în consecinţe pentru stadiul ştiinţei de azi, autorul se bazează în mare parte pe cunoscuta lege formulată de Schurtz asupra Transformării Scopurilor, după care un obiceiu rămâne adesea neschimbat în forma lui, pe când scopul pe care-l serveşte se schimbă. Frobenius vede în această lege cu drept cuvânt un mijloc de a descifră imaginile turburi ale concepţiilor primitivilor şi posibilitatea de a obţine o vedere clară asupra materialului comparativ al lui Bastian şi alţii. Fără admiterea legii lui Schurtz ar fi fost imposibil să se formuleze o altă lege, aşà numita lege asupra inversiunii, pe care Frobenius a ilustrat-o în studiul mai sus amintit asupra gynocraţiei. Tot pe baza aceleeaş legi a transformării scopurilor se poate obţine legea interpolării sau inserţiei *(Einschaltung)*, după care sensul vorbelor se schimbă cu timpul. Exemple de astfel de interpolări le găsim în cuvintele de «sofist», «tiran», etc. (p. 230). Procesul acestei transformări în înţelesul cuvintelor se poate urmări în toate domeniile vieţii. Nu numai înţelesul, dar şi forma unui cuvânt împrumutat dela un popor străin se transformă în idiomul introdus. Aşà numele lui Cook în Tahiti devenià *Tuti*, al lui Kotzebue în Radak *Totabu*, etc. Pe baza acestui proces Frobenius a stabilit seriile de nume ale zeilor din Africa (p. 232). Metoda întrebuinţată de Frobenius şi care se desprinde clar din studiile sale asupra concepţiilor primitivilor, se bazează pe propoziţiunea negativă, că nu ştim nimic despre nativi. Lipsa aceasta de cunoaştere trebuie raportată la gândirea puţin perspicace a cercetătorilor, şi la gândirea instinctivă a nativilor, apoi la insuficienţa cunoştinţelor noastre de limbă şi lipsa acelei prietenii care face inima să se deschidă şi să reveleze adâncimea sufletului străin (pp. 234—236).

In studiul asupra cercului culturii, Frobenius crede că faptul unității diferitelor culturi sau civilizații poate fi explicat prin concepția naturalistă, accentuând că problema înrudirii culturilor nu trebuie înțeleasă în mod istoric, ci în sensul evoluționist, pentrucă nu avem de a face cu timpuri, ci cu forme (p. 264). De aici reiese că diferitele culturi trebuie considerate ca organisme și pot fi supuse unei cercetări fiziologice (pp. 266—269). Astfel autorul se razimă pe o cercetare morfologică, comparativ-anatomică a diferitelor culturi, după care morfologia culturii ar fi «doctrina despre conformația externă a culturilor» (p. 269). Studiul acesta a apărut în 1897. Școala istorică a etnologiei în Anglia nu se cristalizase pe deplin. Totuș, lucrările lui Taylor apăruseră cu vreo două decenii înainte, iar lucrările mai recente ale lui Rivers și alții ar fi putut modifică această concepție bazată mai mult pe analogii decât pe fapte.

Intr'un studiu publicat mai târziu (1899) Frobenius revine asupra doctrinei naturaliste a culturii, în care analogiile unei interpretări strict naturaliste sunt desvoltate cu o deosebită stăruință. Aplicarea principiului darwinist al luptei pentru existență la varietatea și desvoltarea culturilor (p. 369) nu ne înlesnește însă prea mult explicarea acestor fenomene. Celelalte studii din volumul de față prezintă mai mult un interes istoric. Așteptăm apariția celorlalte șase volume proiectate, prin care să vedem realizată evoluția autorului dela etnografie *(Völkerkunde)* la problema culturii *(Kulturproblem)*, așà cum ne-o promite primul volum.

Nicolae Petrescu

EMILE DURKHEIM: *L'Éducation morale*. 1 vol. in 8. Félix Alcan, Paris, p. III. 323. — 1925.

Se știe că Durkheim a predat pedagogia, alături de sociologie, toată viața sa. Incă din 1922 a apărut lucrarea *Éducation et Sociologie* cu o introducere a lui Fauconnet, un discipol al său, despre opera pedagogică a lui Durkheim. In această lucrare, conținând esențialul unei părți din cursurile sale pedagogice, se arată în primul rând raportul dintre educație și sociologie și punctul de vedere sociologic în educație. Iar acum în 1925, apare această lucrare despre Educația morală, mai întinsă decât cea dintâiu, în care se vede cum Durkheim pune *problema pedagogică* pe deantregul așà cum reiese din primul său curs asupra Științei educației, ținut la Sorbona în 1902 — 1903. El privește însă problema sub aspectul său moral, care i se pare cel mai important. Dealtminteri, nici nu e de mirare să fie așà, căci Durkheim — după cum observă și Bouglé, și-a concentrat atenția asupra problemelor morale, căutând să desprindă esența moralității și rolul ei în societățile omenești. Erà firesc dar ca moralitatea școlară să-l preocupe în acelaș grad și să formeze oarecum centrul problemei pedagogice. Această lucrare este opera pedagogică a unui sociolog, care vrea să pătrundă structura morală a așezământului școlar.

Incercând acum să prindem firul conducător al operei acesteia, ne dăm seama că el pornește în gândirea lui Durkheim dela starea care se crează în sistemul pedagogic tradițional prin introducerea în școala franceză a unei educații morale pur laice. De aceea criza este mai acută în domeniul educației morale. Aceasta, așà cum se dă astăzi copiilor, respinge orice ajutor din partea religiilor revelate și-și întemeiază dependența de rațiunea singură. Intrebarea este dacă se poate așà ceva? Pentru Durkheim o educație pur rațională este nu numai logicește posibilă, ci se desprinde din desvoltarea istorică însăș prin aceea că educația se laicizează treptat chiar prin ajutorul creștinismului, care este o religie esențial umană. Atunci educatorul va trebui să țină seama de realitatea morală, asupra căreia este chemat să lucreze.

Mai întâiu acțiunea educatorului trebuie să se exercite asupra dispozițiilor fundamentale ale temperamentului moral, care sunt elementele esențiale ale moralității. Spre a le cunoaște, trebuie a observà morala din afară, — așà cum funcționează în jurul nostru. Dar morala constă într'un total de reguli definite și speciale, care determină imperativ conduita. De aici o îndoită urmare. Intâiu, fiindcă morala regularizează acțiunile oamenilor, ea presupune la individ o dispoziție spre viața regulată. Datoria este regulată, totdeauna aceeaș. Al doilea, fiindcă regulile morale determină conduita lui afară, trebuie ca individul să simtă superioritatea forțelor morale ca o valoare mai înaltă decât a sa. Insă simțul regularității și al autorității nu sunt decât două aspecte ale aceleeaș stări de spirit mai complexă, care este spiritul de disciplină, adică prima dispoziție fundamentală. Dis-

ciplina morală ne apare ca un fel de bun în sine, fiindcă trebuie să ne supunem ei când ne comandă. Ea slujeşte nu numai la viaţa morală propriu zisă, ci ea joacă un rol mare în formarea caracterului şi a personalităţii în general, căci ne formează pentru stăpânirea de sine. Voinţa se formează obişnuit la şcoala datoriei. Al doilea element esenţial al moralităţii constă în legătura simţită (attachement) de un grup social, din care face parte individul. Dealtfel, noi nu suntem fiinţe morale decât atâta cât suntem şi sociale. Dacă există însă o morală, ea trebuie să lege pe om necesar de scopuri, care depăşesc cercul intereselor individuale (pag. 74). Dar ştiut e că în afară de individ, nu e decât societatea ca fiinţă psihică şi morală, la care se poate alipi voinţa noastră; deci ea poate slujì de obiectiv activităţii noastre. Iată aici veriga, prin care Durkheim încheie lanţul între educaţie-moralitate-societate, în perspectiva punctului de vedere sociologic.

Pentru aceasta, trebuie ca societatea să fie voită în ea şi prin ea însăş, nu numai în măsura în care slujeşte individului. A ţine însă la societate, înseamnă a ţine la idealul social. Deşi par foarte deosebite, disciplina morală şi idealul colectiv nu sunt decât aspectele aceleeaş realităţi — societatea. Aceste două elemente corespund exact la ceeace se numeşte obişnuit datoria pe de o parte, adică morala întrucât ordonă şi opreşte, iar pe de alta binele, adică moralitatea întrucât ne apare ca un lucru bun şi un ideal iubit.

Mai este şi a treilea element, al moralităţii, căci până aici voinţa individuală apare ca fiind cârmuită de o lege, care nu este opera sa. Dar conştiinţa morală revendică pentru sine autonomia voinţei, neputând admite pasivitatea în formarea regulii morale. Singura autonomie însă, la care putem pretinde, nu este una primită gata dela natură, ci ne-o facem noi înşine pe măsură ce avem o inteligenţă mai deplină a lucrurilor. Gândirea devine liberatoarea voinţei. Aceasta e adevărat pentru lumea fizică ca şi pentru cea morală. Noi cucerim lumea morală, făcând ştiinţa lucrurilor morale. In chestiunea autonomiei Durkheim se deosebeşte de Kant, obiectându-i că o raţiune care este în afară de real nu poate institui legile ordinei morale, dacă aceasta exprimă natura unui lucru real cum este societatea. Deaceea autonomia la Kant este numai logiceşte posibilă, fără nimic real; iar conştiinţa morală cere tocmai o autonomie efectivă. Spre a lucra deci moral, mai trebuie să avem şi conştiinţa motivelor conduitei noastre, după Durkheim. Autonomia devine oarecum opera noastră prin înţelegerea moralei. Astfel, în rezumat, morala are aspecte multiple: o morală a datoriei, a binelui şi o morală raţională.

După ce în prima parte a cărţii Durkheim a determinat diferitele elemente ale moralităţii, în partea a doua arată în ce chip e posibil să le constituim sau să le desvoltăm la copil. De unde prima parte este numai sociologică şi inductivă, aceasta a doua va fi pedagogico-sociologică şi mai mult deductivă. Expunerea anterioară ne-ar puteà dispensà de o analiză mai departe şi să ne mărginim numai la câteva indicii. Sunt totuş puncte speciale de vedere — înlăuntrul aceluiaş sistem — care atrag o atenţie deosebită asupra lor, cu atât mai mult cu cât este vorba de aplicarea la terenul învăţământului; — ceeace poate interesà în deosebi pe oamenii de şcoală.

Incepând astfel cu primul element al moralităţii — spiritul de disciplină — metoda de urmat se desemnează dela sine; căci cunoscând scopul urmărit, spre care să ducem pe copil, chipul în care se cuvine să-l ducem depinde necesar de ceeace este copilul în punctul său de plecare. Trebuie deci să cunoaştem natura proprie a acestuia. Astfel găsim în copil două predispoziţii fundamentale — corespunzătoare celor două elemente ale spiritului de disciplină — şi acestea îl deschid la influenţa noastră: 1. Tradiţionalismul copilăresc şi 2. receptivitatea copilului la sugestie şi mai ales la sugestia imperativă. In primul caz, copilul — deşi ne apare atât de schimbător — este totdeodată un adevărat rutinar, căci îndată ce a contractat obişnuinţe, ele au asupra lui o stăpânire mai mare decât asupra adultului (p. 154). Pe de alta, prin receptivitatea sa la sugestii se formează un frâu exterior ce se poate opune la dorinţele copilului şi să-l modereze. El îşi dă seama că aşà fiind el nu suferă o constrângere materială, ci este la mijloc o idee sugerată de altcineva, adică o stare interioară lucrând prin caracterele ei intrinsece. Astfel s'a alcătuit — la oameni ca şi la copii — prima noţiune despre aşà zisa autoritate morală. Aşa dar, educatorul are în mână două mijloace puternice de acţiune asupra copilului, aşà de puternice chiar încât îl expun să abuzeze de multe ori; ceeace se întâmplă de fapt în

familie, când este acelaş şi singurul mediu de formare a copilului, pe care şcoala poate să-l libereze de această dependenţă prea strânsă. Nu ajunge însă atât ca aceste mijloace să lucreze în sensul dorit, căci în sine predispoziţiile din natura copilului n'au nimic moral şi totul atârnă de chipul în care sunt întrebuinţate. Astfel respectul regulii nu se poate desvoltà în mediul familiei, care are morala sa prea afectivă; deaceea ucenicia datoriei trebuie să se facă în şcoală, unde copilul are să se supună la o sumă de obligaţii. Iar totalul obligaţiilor, la care copilul e ţinut să se supună în şcolă, formează disciplina şcolară şi prin ea copilul se pătrunde de spiritul de disciplină. Disciplina şcolară este morala clasei şi clasa este o mică societate, care este mai aproape de societatea adulţilor decât însăş familia. Disciplina este un instrument de educaţie morală şi o clasă nedisciplinată se demoralizează. Clasa, fiind o mică societate, implică o influenţă exercitată de toţi asupra fiecăruia. Demoralizarea clasei se face sensibilă prin preponderenţa ce o capătă în viaţa ei comună elementele de cea mai mică valoare morală,precum în societăţile politice ies la suprafaţă elementele vătămătoare în epocile de mare tulburare. Dealtfel, ca şi popoarele copiii sunt primii a se găsì bine cu o disciplină bună. Spre a produce însă efectele ce am arătat, e rău ca totul să fie reglementat şi disciplina nu trebuie întinsă la toată viaţa şcolară.

Dar mai este ceva. Deoarece regula se revelează copilului prin învăţătorul său, ea nu poate aveà altă autoritate decât aceea ce i-o dă el, adică a căreia ideie el o sugerează copilului. Mai înainte de orice, el trebuie să aibă în el prezenţa reală a autorităţii ce este chemat să impună copiilor. Autoritatea să vină dela el însuş şi el trebuie să creadă în misiunea sa şi în măreţia ei, ca şi preotul într'a sa... Învăţătorul este, ca şi acesta, organul unei mari realităţi morale ce-l depăşeşte. Autoritatea — în acest înţeles — este calitatea primordială a învăţătorului, care poate şi sporì prin încrederea ce-i acordă copiii. Credinţa lor întăreşte pe a sa şi, în acest punct, el este ca omul de Stat, care nu poate cârmuì un popor decât dacă are opiniunea de partea sa; tot astfel clasa trebuie să creadă în învăţător. Aşadar, respectul disciplinei e vădit că nu-şi are izvorul în teama de sancţiuni, căci într'o clasă bine disciplinată se pedepseşte puţin, iar pedepse şi indisciplină merg în acelaş pas. Deşi sancţiunile n'au în funcţionarea disciplinei un rol prea mare, totuş trebuie să fie o legătură strânsă între ideea de regulă şi aceea de pedeapsă pentru abaterea dela ea. Modul pedepsei depinde de ideea ce ne facem despre penalitatea şcolară şi funcţiunea sa. Astfel ni se înfăţişează aici cele două teorii clasice, în această privinţă. După una, pedeapsa este un simplu mijloc de prevenire a neobservării regulii din partea celorlalţi şcolari, adică rolul ei este esenţial preventiv prin intimidarea rezultată. După cealaltă — opusă primei — funcţiunea pedepsei ar fi să şteargă greşeala, adică ea ar aveà o virtute compensatoare a răului moral cuprins în greşeală. Dar adevăratul rol al disciplinei este să împiedece ca disciplina să-şi piardă autoritatea, pe care abaterile comise i-ar surpa-o, dacă n'ar fi pedepsite. Totul este să reduci liniştea în conştiinţele turburate în credinţa regulii şi deci blamul conduitei singur este reparator. După funcţiunea pedepsei se cercetează ce trebuie să fie ea, spre a-şi ajunge scopul. Aici se combate teoria reacţiunilor naturale, pornită dela Rousseau şi formulată de Spencer, prin aceea că mare parte din urmările naturale ale conduitei se vor desfăşurà numai după ieşirea din şcoală în viaţa serioasă şi dacă copilul ar aştepta până atunci, ca să-şi dea seama de actele sale, ar fi prea târziu. Aşa dar, a pedepsi înseamnă a blamà şi, pentru copil, pedeapsa nu e decât un semn material, prin care se traduce o stare interioară sau sentimentul ce inspiră actul blamat. Din acest principiu decurge preceptul fundamental al acestei penalităţi şcolare, adică absoluta oprire a pedepselor corporale, căci ele jignesc respectul religios datorit persoanei omeneşti. Pedeapsa corporală nu este admisibilă decât pentru dresaj, nu pentru educaţie şi deci trebuie alungată din şcoală. Dacă totuş pedepsele corporale au avut un loc deosebit în educaţia trecutului, se explică prin aceea că între creşterea severităţii în educaţie şi desvoltarea civilizaţiei a fost un raport direct proporţional, căci pedepsele corporale, ca sistem organizat, sunt de origină pur şcolară. Inceputurile culturii aduc pedepsele corporale, căci la primitivi copilul învaţă prin experienţă personală tot de ce are nevoie, pe când educaţia ca atare implică intervenţia adulţilor atunci când cultura mintală şi morală câştigată a ajuns prea complexă. Prin urmare, chiar în constituţia şcolii este ceva, care înclină în acest sens, prin

aceea că în şcoală se face educaţia copiilor de către adulţi. Intr'adevăr, violenţa pedepselor corporale nu este decât un caz particular al legii, după care două populaţii sau grupuri de indivizi, de cultură inegală, când vin în atingere continuă, grupul cel mai cultivat este înclinat să violenteze pe celălalt. Aşà li se întâmplă, de pildă, reprezentanţilor civilizaţiei europene în colonii şi exploratorilor, puşi în raport cu o civilizaţie inferioară. Ei sunt stăpâniţi de megalomanie prin superioritatea ce îşi arogă singuri şi pe care vor să şi-o afirme cu orice preţ; nefiind opriţi de respectul unor forţe morale, ei devin asemeni despotului, căruia nimic nu-i rezistă în ameţeala lui. Aceleaşi raporturi se găsesc însă între învăţători şi şcolari şi nici nu poate fi între două grupuri de conştiinţă o distanţă mai mare ca între ei, copiii fiind străini de civilizaţie, iar învăţătorii îmbibaţi de ea. Dar aceeaş cauză produce acelaş efect. Aşà fiind, se întâmplă ca între cei de cultură inegală, şi învăţători se poartă în şcoală ca în nişte colonii oarecare, tratând pe şcolari ca pe adevăraţi colonişti. Această explicare a severităţii disciplinei şcolare este desigur ingenioasă şi ne arată, într'un caz tipic, ce roade poate da metoda sociologică bine aplicată în domeniul pedagogiei. Educatorii au de ţinut în seamă învăţămintele unei ştiinţe, care desvăluie laturi atât de nebănuite în complexul vieţii şcolare.

In ce priveşte cealaltă sancţiune. a recompenselor, Durkheim este mult mai scurt. Recompensa se datoreşte în deosebi talentului şi nu se poate admite ca meritul moral să fie recompensat la fel cu talentul. Adevărata recompensă a virtuţii este în starea de mulţumire interioară.

Trecem acum la privirea mijloacelor, care permit să constituim la copil al doilea element al moralităţii, adică legătura de un grup social în chip general, dar în deosebi cu patria. Expunerea acestui capitol din partea a doua va fi mai scurtă.

El tratează despre altruismul copilului şi influenţa mediului şcolar, lucruri îndeobşte mai cunoscute.

Intr'adevăr, izvorul acestei întregi părţi a vieţii morale este în totalul tendinţelor altruiste şi dezinteresate. De unde şi prima întrebare, care se pune, este de a şti dacă există asemeni tendinţe la copil şi, dacă există, sub ce formă (p. 237). De obiceiu, se găseşte o antiteză deplină între tendinţe altruiste şi tendinţe egoiste, aşà că n'ar puteà săaibă aceeaş origină. Apoi, cum copilul apare ca un pur egoist la început, educaţia ar aveà să constitue pe deantregul dispoziţiile altruiste, de care este lipsit. Ar fi într'adevăr o transformare implicând o adevărată creaţie din nimic. Spre a rezumà însă discuţia acestui punct, o putem exprimà pe scurt cu Durkheim că diferenţa între înclinări egoiste şi alturiste n'are nimic absolut, după cum personalitatea noastră nu este o entitate metafizică, un absolut cu limite exacte şi fixe în raport cu lumea exterioară. Deaceea, în fond, egoism şi altruism sunt două manifestări contimporane şi strâns unite ale oricărei vieţi conştiente (p. 248). Prin urmare, copilul nu este acel pur egoist, şi ca fiinţă conştientă, oricât de rudimentară ar fi conştiinţa sa, el este capabil de oarecare altruism, pe care-l găsim la copil din primii ani ai vieţii.

Indată ce suntem siguri că la copil se găseşte un fel de altruism, pe care educaţia n'are decât să-l desvolte, să vedem mijloacele prin care se poate obţine această desvoltare. Trebuie să dăm copilului o idee lămurită despre grupurile sociale, din care face parte fără să ştie, iar prin repetiţie să se lege strâns această reprezentare de cât mai multe stări de conştiinţă, spre a le readuce mereu în minte; totodată, reprezentarea grupurilor să devină un principiu de acţiune. Acestea sunt treptele, prin care se poate legà copilul de scopurile colective. In privinţa aplicării acestei metode în şcoală avem două feluri de mijloace: 1. Mediul şcolar însuş şi 2. feluritele materii ce se predau.

In primul punct, şcoala este un grup real, din care copilul face parte natural şi necesar, fiind în acelaş timp un alt grup decât familiar. Deaceea, în orice timp, nu ne-am puteà lipsi de şcoală spre a formà simţul social; dar astăzi se impune mai mult aceasta decât oricând faţă de slăbirea spiritului de asociaţie ce vedem în jurul nostru. Dacă copilul, la ieşirea din familie şi la intrarea în şcoală, este târît în curentul vieţii sociale, sunt sorţi ca el să rămână astfel orientat în tot mersul vieţii lui. De aici şi însemnătatea socială excepţională a şcolii în ziua de azi şi lumea aşteaptă mult dela învăţători, dacă pot să exercite asupra copilului o asemenea acţiune. In acest punct, ca şi în altele, Durkhim se referă în special la starea actuală de lucruri din Franţa.

Şcoala şi clasa, spre a răspunde aşteptărilor, trebuie să ne ofere prilejul de a profità de

această asociaţie, în care se găsesc copiii în ele, ca să-i facem a prinde gust de o viaţă colectivă mai întinsă şi mai impersonală decât aceea cu care sunt obişnuiţi. In orice viaţă comună este ceva arzător, care încălzeşte inima şi întăreşte voinţa (p. 274). Aşà se ştie ce transformare morală se petrece în copilul, care intră într'o clasă vioaie şi bine organizată, până acolo că iese cu totul schimbat. Pentru aceasta însă trebuie să existe cu adevărat o viaţă colectivă a clasei, pe care învăţătorul s'o provoace. Chiar cuvintele — spiritul clasei şi onoarea ei să fie pentru suflete altceva decât expresii abstracte. Rolul învăţătorului, dealtminteri, nu este să plăsmuească clasa după voie, ci numai s'o cârmuească pândind tot ce poate să facă aceeaş vibraţie, cu o mişcare comună, în toţi şcolarii unei clase (p. 277). Un alt mijloc, care ar duce la deşteptarea sentimentului solidarităţii în copil, ar fi folosinţa discretă şi chibzuită a pedepselor şi recompenselor colective.

Mai este încă şi al doilea fel de mijloace, prin care şcoala duce pe copil la obişnuinţa vieţii în grup. Aceasta se face cu ajutorul diverselor materii predate în şcoală. Deşi pare ciudat ca instrucţia să slujiască educaţiei morale, totuş conduita se resimte de modul cum ne reprezentăm lucrările la care se aplică acţiunea noastră. Moralitatea noastră deci are temeiuri în inteligenţă. Din acest punct de vedere se cercetează pe rând învăţământul ştiinţelor, cultura estetică şi învăţământul istoriei. De data aceasta nu mai putem redà unele desvoltări speciale, cuprinse în carte, căci expunerea noastră este dejà prea lungă. Ne mărginim numai a nota că Durkheim acordă învăţământului ştiinţelor în educaţia morală un rol mai însemnat decât acela al culturii estetice. Acesteia din urmă el nu-i dă decât un loc secundar şi accesoriu în opera educaţiei morale la şcoala primară. Chiar dacă nu suntem cu totul de aceeaş părere, trebuie să admitem totuş unele din argumentele, pe care autorul aşează un adevărat antagonism între artă şi morală, privind arta ca un joc, iar morala ca viaţa serioasă. Cât despre învăţământul istoriei, el poate da şcolarului o idee deplină de ce este societatea şi raporturile ei cu individul. Societatea este conştiinţa colectivităţii şi aceasta trebuie trecută în sufletul copilului. Spre a insuflà copiilor spiritul colectiv, trebuie puşi în contact cu ea; tocmai ceeace face istoria. O lecţie de istorie este, în această privinţă, ca o lecţie de intuiţie.

Ar trebuì acum să mai urmeze un capitol despre autonomia voinţei, aşà cum a fost şi în partea întâia. Dar partea a doua reià numai secţiuni din trei, tratându-le dintr'un punct de vedere propriu pedagogic. Aşà fiind, educaţia autonomiei lipseşte aici şi ea priveşte, cum spune Fauconnet, un alt curs al lui Durkheim — Invăţământul moralei în şcoala primară —, care nu s'a publicat încă.

Aşà cum este însă, această lucrare dă măsura posibilităţilor de realizare a metodei sociologice aplicate în domeniul educaţiei. Erà o idee scumpă lui Durkheim că, în şcoala primară chiar, li se pot vădì copiilor motivele care ne leagă de societate şi societatea trebuie să fie oarecum *sensibilizată* în ochii lor.

Cartea aceasta poate fi, din acest punct de vedere, o călăuză sigură pentru toţi ce iubesc şcoala. Am putea-o privì ca un pendant minunat al cunoscutei opere a lui Payot — L'éducation de la volonté.

C. Sudeţeanu

CRONICA

CENTENARUL MORȚEI LUI PESTALOZZI

Luna trecută și luna aceasta s'au împlinit 100 de ani de la moartea a doi oameni care au însemnat prin ființa lor în lume — în domenii deosebite ale culturii — o culme a umanității: Pestalozzi și Beethoven.

Năzuințele, faptele și cugetarea unuia și genialele creațiuni ale celuilalt au intrat în patrimoniul comun al întregii omeniri, fiind de-a pururi izvoare nesecate de luminare, de frumusețe și de fericire pentru toate neamurile pământului. Fără ei, cultura umană a tuturor națiunilor ar fi fost mai măruntă, mai îngustă, mai slabă în avânt și înălțare spre ceea ce este eroic și ideal în simțirea și în aspirațiile omenești.

De aceea, nu cred să fi fost vreo națiune care să nu fi simțit ca o datorie de pietate de a sărbătorì amintirea lor. Pentru fiecare din ei însă, cea mai solemnă sărbătorire trebuià să fie în locurile unde au vietuit, au meditat, au suferit și au creat și unde prin influența personală a geniului lor au împrăștiat impulsiuni spre o mai bună omenire: Elveția și în deosebi Zürichul și împrejurimile lui pentru unul, Viena pentru celălalt. Acolo au venit și vor venì, ca în pelerinaj, oameni din toate țările spre a aduce un pios omagiu de recunoștință memoriei lor.

Pentru comemorarea lui Pestalozzi, Elveția se pregătise încă de acum doi ani. Potrivit însă spiritului instituțiilor sale politice, și spre a fi o manifestare liberă a recunoștinței poporului elvețian, organizarea acestei comemorări nu a luat-o asupra sa «Consiliul federal» (în care, de altfel, nici nu există un departament al instrucțiunii publice, aceasta fiind o afacere internă a fiecărui canton), ci «Societatea elvețiană de utilitate publică».

«Aducându-și aminte cu recunoștință» — zice Apelul adresat membrilor săi, comitetelor societăților cantonale și asociațiilor învățătorilor Elveției — «de ceea ce a făcut Pestalozzi ca om, ca cetățean și ca educator; gândindu-se de asemenea cu emoțiune la toată strălucirea care s'a răspândit asupra patriei noastre de la modesta sa persoană, Biuroul central al *Societății elvețiene de utilitate publică* a socotit că avem o datorie de onoare de plătit și o datorie patriotică de împlinit: să prindem ocaziunea acestui centenar spre a face să trăească din nou în ochii generațiilor celor nouă impresionanta figură a unuia dintre cei mai nobili fii ai Elveției».

Biroul central al Societății a alcătuit un *comitet de acțiune* care să pregătească în toată țara serbările comemorative. Acest comitet cuprinde 18 persoane (șefi de departamente ale instrucțiunii publice în cantoane, profesori, institutori, prezidenți sau delegați a diferite asociații sau fundațiuni culturale), având ca prezident pe șeful departamentului instrucțiunii din cantonul Zürich și ca secretari doi profesori tot din Zürich, acolo fiind centrul serbărilor de comemorare, iar ca prezident de onoare pe unul din cei șapte consilieri federali ai Elveției.

Ziua de 17 Fevruarie trebuia să fie sărbătorită nu ca o zi de doliu, ci ca o zi de entusiasm, care să mărească în toți «puterea divină» a iubirii compătimitoare și dezinteresate, sentimentul dreptății ca temelie a oricărei vieți umane demne de acest nume, conștiința socială și ambițiunea de a lucrà din ce în ce mai bine pentru educarea tinerimii și pentru progresul moral și material al omenirii.

Apoi comitetul a socotit că aniversarea lui Pestalozzi, mai mult decât a oricui, nu trebue să se mărginească numai la vorbe, ci trebue să se traducă în fapte, «cel mai bun fel de a celebrà amintirea lui și de a manifestà recunoștința ce-i e datorată fiind căutarea principiilor care se desprind din vieața și din opera sa, spre a le pune în practică».

Pentru aceasta, în toate școalele și bisericile și în toate locurile unde a fost o serbare de pomenire a lui Pestalozzi s'au organizat în întreaga Elveție *colecte*, care, depuse la Banca populară elvețiană, să constitue un fond la dispoziția comitetului de acțiune, pentru sprijinirea în toate cantoanele, a așezămintelor și operelor de educație a tinerimii și a instituțiilor oficiale sau private de prevedere și de ajutorare, care slujesc ideii căreia Pestalozzi și-a închinat vieața sa întreagă.

Comitetul a atras luarea-aminte mai ales asupra a două așezăminte federale, legate de aproape de numele lui Pestalozzi: «*Fundațiunea Pestalozzi*» de la *Neuhof* lângă Birr, în cantonul Aargau și «*Pestalozzianum*» din Zürich.

Cea dintâiu, așezată în însăși casa lui Pestalozzi și pe fosta lui proprietate (care au fost răscumpărate în acest scop în anul 1913

printr'o subscripţie publică a elevilor din şcoalele Elveţiei), (1) a înfăptuit o idee scumpă inimii lui Pestaozzi, reluând a sa «şcoală de săraci» din casa sa (din anii 1774 — 1780) într'un spirit mai precis şi cu mijloace mai mari: e o colonie agricolă şi profesională în care sânt primiţi tineri de 14—18 ani, cari, după terminarea învăţământului primar obligatoriu, întâmpină mari greutăţi, din cauza firii lor sau sînt în prmejdie de a apucă pe căi rătăcite. Aşezământul acesta naţional lucrează astfel în spiritul lui Pestalozzi, «mântuitorul săracilor», tatăl orfanilor», îngrijindu-se de educaţia acelor tineri şi învăţându-o meserie (Instituţia are trei secţiuni: una de agricultură şi grădinărie, alta de croitorie şi alta de cismărie. Cu fondurile adunate acum au de gând să adauge încă două secţiuni: una de tâmplărie şi alta de lăcătuşărie) (2).

Pestalozzianum din Zürich cuprinde arhivele centrale pentru studiul vieţii şi operelor lui Pestalozzi, o colecţie de portrete şi manu-

---

(1) Rânduită de «Asociaţia învăţătorilor elveţieni», «Societatea elveţiană de utilitate publică» şi de «Conferinţa directorilor educaţiei» din toate cantoanele (miniştri de instrucţie din cantoanele Elveţiei); până la sfârşitul anului 1912 se strânseseră 250.000 de franci, la care adunarea federală şi consiliul federal au adăugat o subvenţie de 60.000 de franci.

(2) E poate de folos— spre a se vedeà spiritul în care şi normele după care un popor cult ca cel elveţian îşi organizează instituţiile sale — să se cunoască de cine e administrată această Fundaţiune. Aşezământul e unul din puţinele instituţii «federale» ale Elveţiei, adică aparţinând ţării întregi (căci încolo, şcoalele şi orice aşezământ de instrucţie publică şi de educaţie sau de ajutorare sânt ale cantoanelor sau ale comunelor; chiar şi universităţile şi alte şcoale superioare; dintre acestea numai «Polytechnicum» din Zürich e al «confederaţiei» întregi). Fundaţiunea nu e însă administrată de o autoritate de Stat, ci de o «comisiune de priveghere» de 15 membri, şi anume: 3 delegaţi ai Consiliului federal; 2 ai Conferinţei directorilor departamentelor instrucţiei, 2 ai guvernului cantonului Aargau (unde se află Neuhof), 3 ai «Societăţii elveţiene de utilitate publică», 2 ai «Asociaţiei învăţătorilor elveţieni» şi câte 1 al «Societăţii pedagogice a Elveţiei romande», al «Societăţii de utilitate publică a femeilor elveţiene» şi al «Asociaţiei învăţătoarelor elveţiene». Un comitet de 5 membri dintre aceştia, pe cât se poate locuind nu departe de Neuhof, îngrijeşte de afacerile curente. Prezident al amânduror acestor comitete este «directorul educaţiei» (ministrul de instrucţie) al cantonului Aargau.

Colonia e condusă de un învăţător şi soţia sa, învăţătoare, aleşi de «Comisiunea de supraveghere» dintre 16 candidaţi. «Alegerea conducătorilor unei instituţii de educaţie e între cele mai grele lucruri ce cad în sarcina autorităţilor instituţiei», zice broşura despre Neuhof, din care am luat ştirile de mai sus, şi se felicită că au avut mână fericită în alegere, căci şi acum instituţia e condusă de aceeaşi pereche care a deschis-o la 12 Ianuarie 1914.

Acest «Cămin Pestalozzi, colonie agricolă-profesională pentru educaţie şi învăţarea unei meserii» e un aşezământ de îndreptare pentru tineri în vârsta de desvoltare de 14 — 18 ani «cari au de luptat cu greutăţi de caracter (tineri cari n'au nici o idee de muncă, sau cari nu pot sau nu vor să muncească, sau cari au schimbat în scurt timp, ca ucenici, 5—6 meserii fără a fi sfârşit de învăţat vreuna, sau încăpăţânaţi, ori violenţi, sau întârziaţi, sau descurajaţi, sau înfumuraţi, sau certaţi cu părinţii lor, sau incapabili de concentrare, sau prinşi prea mult de patima plăcerilor, a jocului, a sporturilor... Nu-s primiţi slabii de minte nici cei atinşi de boale). Prin muncă manuală potrivită şi prin educaţie şi instrucţie corespunzătoare vrea să-i desvolte întru atâta, încât să poată fi după aceea daţi înapoi societăţii ca membri folositori». Sînt primiţi în acest «cămin» pentru doi ani; când însă scopul educaţiei e atins mai înainte, sânt daţi îndărăt familiei sau la o meserie şi după un an, rămânând cei fără părinţi sau fără epitropi şi mai departe sub supraveghierea căminului. Cine se arată incapabil de învăţătură, imposibil de îndreptat sau păgubitor pentru vieaţa în comun e trimis părinţilor sau celor ce îngrijesc de el, spre a luà alte măsuri.

Invăţământul e împărţit în două părţi: una comună, şi alta de specializare; în anul I predomină partea comună (de cultură generală), copiii fiind împărţiţi în 2—3 clase (buni, mijlocii, slabi) de câte 6—8 şcolari; în anul II predomină învăţământul profesional, cu clase pe specialităţi.

scrise ale lui Pestalozzi, ale soției și rudelor sale, ale colaboratorilor și sprijinitorilor săi și e în același timp un institut de cercetări privitoare la istoria educațiunii și a instrucțiunii, având și o *expozițiune școlară elvețiană permanentă*. I se va clădi un edificiu mai mare, cu fonduri date de oraș, de canton, din subscripție publică și din colectele de acum.

Comitetul de acțiune s'a îngrijit apoi ca la începutul acestui an să iasă de sub tipar câte un volum de comemorare a marelui educator, în fiecare din cele trei limbi ale țării: cel în limba germană scris de profesorul *Ernst Aeppli* din Zürich («Heinrich Pestalozzi. Ein Gedenkbuch», Orell Füssli Verlag, Zürich, Leipzig, Berlin); cel în limba franceză, de profesorul *Albert Malche* din Geneva («Vie de Pestalozzi», Payot & Co.), iar cel în limba italiană de profesorul *Carlo Sganzini* de la universitatea din Berna («Giovanni Enrico Pestalozzi. Vita, opera, pensiero e significato presente della sua figura spirituale». Tipografia cantonale Grossi & Co., Bellinzona) — toate admirabil tipărite, pe hârtie bună, cu numeroase ilustrații și autografe.

«Societatea elvețiană pentru răspândirea bunelor lecturi» a scos o nouă ediție a vestitei «cărți pentru popor» «*Leonard și Ghertruda*,» cu o prefață de Rudolf Hunziker (Zürich, 1927).

S'a pus la cale apoi *o ediție completă* a operelor lui Pestalozzi, sub îngrijirea a trei învățați cari s'au ocupat cu marele pedagog; *Artur Buchenau*, director de studii superioare în Berlin, *Eduard Spranger*, profesor la universitatea din Berlin și *Hans Stettbacher*, profesor la universitatea din Zürich și directorul Fundațiunii «Pestalozzianum», — cu colaborarea mai multor specialiști. Ediția întreagă va cuprinde 20—24 de volume, ieșind câte 3 pe an. Pentru centenar au și apărut întâiele două volume (Pestalozzi Sämtliche Werke. 1. Band, Schriften aus der Zeit 1766 bis 1780, bearbeitet... von Walter Feilchenfeld — cuprinzând și material inedit — 2. Band, Lienhard und Gertrud. 1. u. 2. Teil, bearbeitet von Gotthilf Stecher. Berlin u. Leipzig 1927. Walter de Gruyter & Co.).

Comitetul speră că, în afară de bibliotecile publice, de bibliotecile școlare pentru elevi și cele pentru profesori, își vor puteà procură această ediție completă (care nu e prea ieftenă: de pildă cele două volume apărute costă 34,50 franci elvețieni, adică peste 1000 de lei și învățătorii, institutorii și profesorii, cu ajutorul unor subsidii din partea cantoanelor și a comunelor.

S'a publicat deasemenea o serie de 20 de litografii originale («Pestalozzi-Stätten von Otto Baumberger, Rotapfel-Verlag, Zürich u. Leipzig), locuri legate de vieața lui Pestalozzi.

In afară de acestea, au apărut o sumă de monografii despre Pestalozzi (Guyer, Delekat, Konzelmann, Medicus, Schäfer, Reinhart, Ernst, Haller, Güttenberger, Weidemann, ș. a.), ediții nouă ale unora din operele sale sau părți alese din ele, articole și ilustrații în reviste și ziare, diapozitive pentru proiecții cu scene din vieața lui Pestalozzi, înfățișări ale vieții lui sub formă dramatică și de roman, cărți poștale ilustrate, cu monumentul de la Yverdon și cel din Zürich, cu portrete ale lui Pestalozzi sau vederi ale casei și mormântului lui... Mai ales în săptămâna centenarului, cred că n'a fost comună din Elveția în care să nu se fi ținut cuvântări despre Pestalozzi, n'a fost ziar și revistă în care să nu se fi scris articole despre el și dări de seamă despre serbările centenarului, n'a fost casă și cerc în care să nu se fi vorbit despre el.

Serbările au decurs cu obștească participare, cu o notă de gravitate impunătoare, într'o atmosferă de pătrundere sufletească.

In ziua de 17 Fevruarie și în cele următoare, în toate orașele și satele Elveției, în școale' în biserici, în conferințe publice, în societăți de tot felul, în cluburi de negustori și de profesiuni libere s'a sărbătorit cu o pietate impresionantă amintirea marelui educator.

De dimineață, un sfert de oră glasul clopotelor tuturor bisericilor a chiemat la adunare pentru sărbătorirea lui Pestalozzi. Toate școalele, unele în localul lor, cele mai multe în biserici pline până la ultimul loc, l-au sărbătorit cu cântece de orgă și cor, cuvântări, recitări, lecturi din scrierile lui Pestalozzi sau despre el, producțiuni teatrale și gimnastice (acestea din urmă, firește, numai în școale), având pretutindenea în față portretul lui Pestalozzi sau o reproducere a frumosului monument din Yverdon, înconjurat de laur și palmieri.

Tuturor copiilor din școalele Elveției li s'a împărțit un dar de amintire: celor mici, de la grădinile de copii și din clasele I—III primare, reproducerea în colori a mișcătorului tablou al lui Konrad Grob (în muzeul din

Basel) «Pestalozzi în Stans» — (primind cu iubire pe orfani) — ca să-şi împodobească cu el odăiţa lor; iar celor mai mari, adică celor din cl. IV—VII din cursul primar şi din cursul secundar, o broşură de 48 de pagini, alcătuită de Josef Reinhart: «Heinrich Pestalozzi. Dar de amintire la a o suta aniversare a zilei în care a murit. 17 Februarie 1927». Broşura are pe copertă schiţa în umbră a figurii lui Pestalozzi, înăuntru portretul în culori al lui şi al incomparabilei sale soţii, alte două portrete ale lui Pestalozzi, vederi ale locurilor unde a trăit şi a lucrat el, o scurtă schiţă a vieţii sale şi înfăţişarea câtorva scene caracteristice, două scrisori ale lui Pestalozzi, extrase şi cugetări din operele şi din cuvântările sale.

Dar şcolarii nu numai au *primit*, ci au şi *dăruit*: au contribuit şi ei, din economiile lor, la colectele din aceă zi pentru instituţii de cultură şi opere de ajutorare în spiritul lui Pestalozzi.

Cred că s'au strâns sume importante, judecând după un caz de care am avut cunoştinţă la masa săptămânală pe care o iau împreună membrii clubului «Rotary» din Zürich (la care fuseserăm invitaţi toţi delegaţii streini veniţi în Zürich pentru centenar şi unde masa s'a încheiat cu o cuvântare despre Pestalozzi a unui pastor dintr'un sat vecin, autor al unei scrieri recente «Pestalozzis soziale Botschaft»); prezidentul clubului a propus şi membrii au admis cu aplauze să se dea pentru sala de lectură a bibliotecii populare a societăţii «Pestalozzi» din Zürich 2000 de franci din fondurile clubului.

Comemorarea lui Pestalozzi s'a făcut în toate oraşele şi satele Elveţiei; cu mai mare solemnitate, fireşte, în oraşele ei universitare, Zürich, Berna, Geneva, Lausanne, Basel. Serbarea centrală însă, aceea la care au fost invitaţi şi au asistat şi delegaţii streini, a fost orânduită de comitetul naţional la *Brugg* (orăşelul unde a murit Pestalozzi), la *Birr* (satul unde e îmmormântat) şi la *Zürich* (oraşul în care s'a născut) — cele două dintâiu la o jumătate de oră cu trenul depărtare de Zürich.

Iată cum au decurs serbările în aceste trei locuri, formând împreună părţile unui întreg după un program executat cu o preciziune matematică (Fiecare delegat strein în afară de invitarea ce o primise cu luni înainte, în ţară, însoţită de programul serbărilor, primise la otel, în ajun (16 Febr.), din partea comitetului serbărilor, un plic mare în care, pe lângă programa amănunţită a serbărilor, cu indicaţii precise, erà încă o broşură călăuză prin Zürich, cu planul oraşului, o mapă cu 18 vederi din Elveţia «La Suisse pittoresque», oferită de «Oficiul elveţian al turismului», tabloul şi broşura despre Pestalozzi împărţite copiilor din şcoalele Elveţiei, broşuri despre Brugg şi Neuhof, două serii de cărţi poştale cu portrete ale lui Pestalozzi sau vederi de locuri legate de numele lui):

In dimineaţa zilei de Joi 17 Fevruarie, cu trenul de 7,35 au pornit din Zürich spre Brugg (în vagoane de clasa III, rezervate — n'am nevoie să spun că erau curate, ca nouă) membrii Comitetului central, delegaţii streini (sosiţi în Zürich în ajun), oficialitatea din Zürich, cu primarul oraşului în frunte şi sute de particulari. (Călătoria s'a făcut în vagoane de cl. III, în această ţară democrată, poate dintr'o preocupare delicată pentru participanţi; căci călătoria nu erà gratuită: fiecare îşi plăteà biletul, 4,25 fr., dus şi întors). Ziua erà posomorîtă, în drum a început să ningă. După o jumătate de oră, am ajuns în Brugg, orăşel de 4300 locuitori, curat, cu înfăţişarea aceea caracteristică a mai tuturor aşezărilor, mici şi mari, din ţările apusene de veche cultură neîntreruptă: cu clădiri şi instalaţii moderne, dar care încunjură şi parcă apără cu pietate vechi şi încă solide şi mărețe monumente prin care prezentul ţine încă viu trecutul de veacuri şi dă vieţii generaţiilor ce se perindează aceă soliditate şi aceă adâncime şi perspectivă naţională, care obligă parcă de la sine pe fiecare la muncă serioasă şi demnitate a vieţii.

[E aşezat pe locul vechiului oraş roman Vindonissa; e pomenit în documente încă din 1227, va să zică înainte de întemeierea principatului Ţării-Româneşti; erà una din reşedinţele Habsburgilor; aveà şcoală (latinească) încă în secolul XIV; are şi acum resturi din întărirea romană şi din cea medievală a cetăţii, case din veacurile XIV—XVIII, primărie din veacul XV, biserică monumentală (cum sânt de altfel mai toate bisericile din oraşe în toată Europa centrală şi apuseană) în stil gotic, din secolul XIII, renovată în 1516, cu clopote din veacul XV şi XVII, un muzeu cu o bogată colecţie arheologică din săpăturile vechei cetăţi romane, având pe piaţa din faţa lui lupoaica romană, de un sculptor modern; muzeul e al unei societăţi particulare şi e clădit prin

contribuţii particulare, cu ceva ajutor din partea confederaţiei, a cantonului şi a comunei, ca şi spitalul; are mai multe şcoale, între care o şcoală agricolă de iarnă, o şcoală de gospodărie agricolă şi o şcoală de meserii (într'un local clădit în 1555); are, fireşte, o bibliotecă publică şi o sală de lectură; apoi o fundaţiune particulară pentru «îmbunătăţirea situaţiei învăţătorilor şi profesorilor meritoşi»; aici e şi «Secretariatul ţăranilor elveţieni». Din Brugg erau Stapfer şi Rengger, miniştri ai efemerei republice helvetice de la 1799—1803, prieteni şi sprijinitori ai lui Pestalozzi. Stapfer e cel care a încredinţat lui Pestalozzi misiunea lui în Stans şi apoi în Burgdorf.

De la gară am trecut la «biroul de informaţii», instalat ad hoc, de unde am luat fiecare un tichet pentru masa de la prânz şi drumul cu trenul până la Birr şi îndărăt (4,50 franci); la un otel apoi ni s'a dat (gratuit) cafea cu lapte sau ceaiu, după care am pornit să vedem casa în care a murit Pestalozzi; pe faţada ei are o placă de marmură, spre pomenire, pusă din iniţiativa şi cu cheltueala învăţătorilor din canton.

La ora 9 precis toată lumea erà în biserică — peste 1000 de oameni, într'o tăcere desăvârşită. Pe băncile din mijlocul bisericii se aşezaseră reprezentanţii asociaţiilor de învăţători şi cei ai societăţilor de folos obştesc, ai societăţilor «Pestalozzi», publicul; pe cele din faţă şi pe cele laterale din partea mai ridicată a pardoselei, reprezentanţii Consiliului federal şi ai guvernelor cantonale, delegaţiile comitetelor cantonale, reprezentanţii universităţilor şi delegaţii streini. In partea din fund a bisericii pe galeria din faţa orgii, «corul bărbaţilor» din Brugg: în partea opusă a bisericii (mai înălţată), în fundul rotondei, corul învăţătorllor din cantonul Aargau (peste 200 de inşi, între cari mulţi cu părul alb), la marginea acestei rotonde, cu faţa spre public, tribuna vorbitorilor, având într'o lature a ei reproducerea în gips a monumentului lui Pestalozzi din Yverdon (Pestalozzi întinzând mâinile cu iubire la doi copii), înconjurat de flori, lauri şi palmieri.. Serbarea a început cu sunarea clopotelor bisericii timp de un sfert de oră. Apoi,ca într'un avânt de înălţare, orga şi «corul bărbaţilor» din Brugg au executat Preludiul şi Fuga în C moll a lui Bach şi imnul «Die Himmel rühmen des Ewigen Ehre» al lui Beethoven. Incepe apoi şirul cuvântărilor, numele şi calitatea fiecărui vorbitor fiind anunţate cu glas tare de către un membru al comitetului din Brugg.

Cel dintâiu vorbeşte prezidentul comitetului de acţiune elveţian *Dr. H. Mousson*, «directorul educaţiei» din cantonul Zürich: salută pe oaspeţi, mulţumeşte în special numeroşilor delegaţi streini, de asemenea diferitelor autorităţi, comitete, societăţi, persoane, care s'au ostenit pentru serbare şi pentru colectele făcute, adresează cuvinte de recunoştinţă învăţătorilor şi învăţătoarelor care lucrează în spiritul lui Pestalozzi, mai ales celor din aşezămintele pentru copii săraci, părăsiţi,întârziaţi; constată că sămânţa aruncată de Pestalozzi a dat roade însutite şi a devenit bun al întregii omeniri, că planul lui măreţ de a ridicà pe o treaptă mai înaltă, prin învăţătură şi educaţie, oamenii şi naţiunile e pretutindeni cea mai înaltă sarcină a societăţii şi a Statului; că e însă nevoie de multă muncă încă pe drumul arătat de el spre a creşte o mai umană omenire ;relevă greutatea mai mare ce întâmpină această muncă în societatea de azi, în care a pălit sau a pierit în multe locuri *sfinţenia vieţii de familie* — pentru Pestalozzi, începutul şi temeiul a toată desfăşurarea puterilor morale şi fizice ale omenirii; exemplul vieţii lui Pestalozzi ne arată însă care sunt puterile de care avem nevoie spre a duce mai departe opera începută de el, puterile care l-au susţinut pe el în căutare şi în cercetare, în muncă şi în slujire, în râvnă şi în răbdare pe înălţimi şi în căderi: credinţa, speranţa şi iubirea; pe aceste trei, mai ales pe cea din urmă, a le deşteptà, a le spori şi a le întări în copii şi în oameni — aceasta să fie omagiul amintirii noastre despre Pestalozzi.

Urmează apoi la cuvânt consilierul federal *Dr. Chuard*, şeful departamentului internelor al Confederaţiei, care, întâiu în nemţeşte (o nemţească cu puternic accent franţuzesc) aduce salutul Consiliului federal oraşului Brugg şi cantonului Aargau, care păstrează cu pietate amintirea lui Pestalozzi şi au ajutat mult ca al său Neuhof să ajungă iarăşi ceea ce voià dânsul să fie: o şcoală model pentru educarea şi cultura profesională a copiilor săraci şi părăsiţi. Işi cere apoi voia de a continuà în limba sa maternă; mulţumeşte, în numele Consiliului federal, comitetului de acţiune pentru organizarea serbărilor cărora le-a dat, în spiritul lui Pestalozzi, caracterul de simplitate şi de modestie; salută pe delegaţii streini, constată veneraţia, iubirea afectuoasă, cultul cu care e cinstit astăzi pretutindeni numele lui Pes-

talozzi. Pentru marile lui însuşiri sufleteşti el a fost numit un sfânt laic şi poate fi într'adevăr apropiat, pentru virtuţiile lui creştineşti —mila, sărăcia voită, iubirea de cei umili— de sfântul Francisc d'Assisi, a cărui pomenire a fost sărbătorită în toamna trecută. Vieaţa lui Pestalozzi a fost împărţită în două prin evenimentele politice din Elveţia din anul 1798 şi cei următori, cari au dus la prăbuşirea vechei Confederaţii şi la înlocuirea ei prin «Republica elvetică», de scurtă durată: înainte doar câţiva prieteni se interesaseră de planurile lui; acum Statul, prin ministrul Stapfer, îi dă o misiune, «frumosul vis de la Stans», şi apoi la Burgdorf prilejul de a experimentă «metoda» sa de învăţământ, a-i da o formă mai mult sau mai puţin definitivă şi a obţineă rezultate, ale căror efecte extraordinare se cunosc. «Eram ca o piatră în pustie», ziceă Pestalozzi într'o scrisoare de mulţumire către Stapfer; «d-ta ai atins-o cu varga d-tale de ministru şi a ţâşnit un izvor a cărui adâncime nici eu însumi nu o bănuiam». «Fericit ministru», ziceă Chuard, «căruia împrejurările îi îngădue să primească o asemenea mărturisire şi mai ales să o merite». Evenimentele n'au permis o colaborare mai departe a lui Stapfer cu Pestalozzi şi cu Père Girard, cum doreă el; prin acţiunea lor de atunci însă s'a statornicit idea că Statul trebuie să se îngrijească de instrucţia şi educaţia poporului; noul regim al învăţământului primar, şi pregătirea învăţătorilor, de aici a luat naştere; aceasta este fără îndoeală opera cea mai durabilă şi cea mai binefăcătoare ce a lăsat-o revoluţia. Pomul sădit de Pestalozzi s'a desvoltat şi a dat roade înmiite; astăzi, la un veac după moartea marelui educator, e o mare schimbare în moravuri, şi în aşezăminte; la aceasta a contribuit în mare măsură şi opera sa. Numai o adevărată educare a tinerimii poate pune sfârşit mizeriei omeneşti; dacă această zi nu a sosit încă, putem sperà totuşi că omenirea se apropie de ea din ce în ce. Sărăcia, plaga socială sub care suspină Pestalozzi, aproape 'a dispărut; în toate ţările civilizate i se dă şcoalei primare rândul întâiu; învăţământul s'a transformat: din şcoala cărţii s'a făcut şcoala muncii, şcoala activă, potrivit ideii cardinale a lui Pestalozzi; şcoalele normale, necunoscute înainte de el, sânt acum un bun obştesc; şcoalele de meserii şi profesionale iau locul ce li se cuvine; dar mai presus de toate copiii nenorociţi, părăsiţi, neajutoraţi, expuşi mai înainte unei vieţi fără apărare, găsesc astăzi îngrijire şi ocrotire din ce în ce mai mare prin iniţiativa privată şi a Statului. Cea mai bună cinstire ce o putem da astăzi lui Pestalozzi e să urmăm exemplul său şi să avem mâna deschisă când ni se adresează o chemare pentru opera de educare şi ajutorare a tinerimii.

Ţine apoi cuvântarea propriu zisă de comemorare (trei sferturi de oră, într'un tempo vertiginos, vorbind liber — pe când ceilalţi doi cetiseră — şi cu o cunoştinţă uimitoare a amănuntelor vieţii şi scrierilor lui Pestalozzi), «directorul educaţiei» din cantonul Thurgau, *Dr. Leutenegger*. Vrea să explice «enigma Pestalozzi»; căci Pestalozzi, ideal în scopurile sale, curat în intenţiile sale, însă un spirit nepractic, a sfârşit totdeauna cu un insucces al tuturor întreprinderilor sale; totuşi ca învăţător şi educator a fost o apariţie rară şi a rămas un apostol şi un profet al umanităţii, părintele nemuritor al învăţământului mai nou, reformator social de o viziune genială, un clasic al umanităţii. Fapta lui cea mai mare a fost că a aprins în învăţământ focul sacru, unind în activitatea lui ştiinţa cu iubirea devotată pentru copii. *A face bine* nu e la el acţiune izolată, ci *program de vieaţă*. El va fi pururea un conducător al omenirii spre depărtata cetate în care va aveà putere ca ceva dela sine înţeles principiul: Totul pentru alţii, nimic pentru sine.

A urmat apoi «Gesang der Geister über den Wassern» de Franz Schubert, cântat admirabil de corul învăţătorilor din cantonul Aargau.

După aceea s'au perindat la tribună delegaţii streini (în program eră pentru aceştia notiţa: Durata cuvântării: maximum 5—6 minute), exact în ordinea stabilită.

Intâiu a vorbit cunoscutul pedagog, realizatorul ideii lui Pestalozzi despre şcoală ca «şcoală activă», «şcoală a muncii», profesorul *Georg Kerschensteiner* de la universitatea din München (alb colilie, cu cravată La Vallière, slab, cu voce puternică), în numele Asociaţiei universităţilor germane. Trei patrii a avut Pestalozzi: Elveţia, Franţa şi Germania; în ţara sa a trăit şi a lucrat, Franţa i-a dat cetăţenia de onoare; în Germania pedagogia lui a găsit cel mai puternic răsunet, iar scrierile lui cei mai pasionaţi cercetători. Taina succesului său nu este numai iubirea care se dărueşte şi bunătatea care nu se sfârşeşte, nu numai devotamentul ca al lui Christos la opera de mântuire pentru cei săraci şi des-

moşteniţi, nu numai smerenia bucuriei de a da, ci adâncimea minţii sale cercetătoare fără odihnă, care i-a dat putinţa de a netezi drumul marilor principii ale procederilor învăţământului văzând cu mult mai departe decât contemporanii săi.

A urmat apoi consilierul şcolar orăşenesc *Dr. Schmitz* din Düsseldorf, din partea «Asociaţiei şcolare a oraşelor germane», care vede în Pestalozzi modelul unui educator social; consilierul superior şcolar *Dr. A. Günther* din Berlin, prezidentul «Asociaţiei învăţătorilor germani din Germania şi Danzig», în numele acestei Asociaţii (cu 150.000 de membri) şi al «Institutului central de educaţie şi învăţământ» din Berlin, făgăduind, cu un accent de impresionantă hotărîre, că vor rămânea păzitorii şi vestitorii spiritului pestalozzian; profesorul *Dr. Sickinger* din Mannheim, din partea comitetului german central pentru educaţia fizică, sărbătorind munca mai puţin cunoscută a lui Pestalozzi ca pionier pe tărâmul gimnasticei educative.

După aceasta, profesorul *Arthur John Pressland* de la universitatea din Cambridge în numele acesteia şi al asociaţiilor de învăţători engleze (îmbrăcat în costumul oficial al profesorilor englezi), spune (într'o foarte curentă nemţească) că şi în Londra se comemorează în ziua aceea, în şcoale şi în biserici, marele pedagog care a rostit minunata vorbă: «*Copilul trebuie să fie vesel în şcoală*»; felicită Elveţia ca ţara în care au luat naştere coloniile de vacanţă pentru şcolari, întemeiate întâiu de pastorul Bion din Zürich, aduce la cunoştinţă că instituţia medicului şcolar a fost introdusă în Anglia după modelul elveţian şi sfârşeşte cu exprimarea recunoştinţii Englezilor pentru buna inimă a Elveţiei în tratarea răniţilor englezi internaţi în Elveţia în timpul războiului mondial.

D-l *F. Pécaud*, directorul şcoalei normale din Saint-Cloud, delegatul Ministerului Instrucţiunii Publice din Franţa, relevă mai ales mărimea morală a lui Pestalozzi şi vede în el încarnarea credinţii; reunirea delegaţilor atâtor naţiuni şi State la mormântul acestui om e semnul unor timpuri nouă pline de mari făgăduinţe. *Dr. Gunning*, de la universitatea din Utrecht, aduce omagiul Olandei (în nemţeşte). Cel din urmă, profesorul *I. Rădulescu-Pogoneanu*, delegat al Ministerului Instrucţiunii Publice şi al universităţii din Bucureşti, aduce la cunoştinţă că şi în România se comemorează în aceà zi marele învăţător al tuturor naţiunilor; spunând că la această sărbătoare a mai venit din România şi un reprezentant al unei opere de iniţiativă privată, care se inspiră din ideile lui Pestalozzi în acţiunea sa de ridicare morală, economică şi socială a ţărănimii române (generalul I. Manolescu, venit ca reprezentant al «Caselor naţionale» şi al «Institutului naţional de educaţie fizică»), aduce omagiile guvernului român, ale corpului didactic şi ale operelor de iniţiativă privată pentru educaţia poporului, din România, pentru această mare figură a omenirii, a cărui operă va rămâneà unul din izvoarele nesecate ale oricărei pedagogii şcolare şi ale oricărei pedagogii sociale pentru toate ţările şi toate timpurile.

Inălţătoarea pomenire s'a încheiat apoi (la ora 12,30, cu trei sferturi de oră mai târziu decât erà în program), cu cântarea psalmului 23 «Dumnezeu e nădejdea mea» de Franz Schubert, de către corul învăţătorilor din Aargau.

La masa comună care a urmat îndată, s'au cetit telegramele primite: de la societatea învăţătorilor din Estonia, de la Asociaţia învăţătorilor norvegieni, de la şcoala elveţiană din Barcelona, de la Societatea pedagogică din Budapesta, ş. a., iar primarul oraşului a salutat pe oaspeţi.

La 1,30, cu un tren special, am pornit (acum numai vreo 400 de inşi) în pelerinaj la mormântul lui Pestalozzi din Birr şi la casa sa din mijlocul câmpului, «Neuhof»; am ajuns în 10 minute la gara Birrfeld, de unde apoi, pe jos, prin noroiul şi neaua de pe şosea şi de pe câmp, am pornit spre satul *Birr*, depărtare de vreun kilometru şi ceva. Mormântul lui Pestalozzi e lângă peretele şcoalei, în curtea bisericii; peretele formează ca un fond al mormântului. In partea de sus, într'un triptic, sânt înfăţişate, în grafit, scene de primire a săracilor şi copiilor orfani şi învăţarea acestora de către Pestalozzi; apoi, în jos, subt medalionul lui Pestalozzi, două din trei părţi din lungimea peretelui cuprind cu litere aurite pe fond negru, şi prinsă într'un chenar de piatră rotunjit sus, inscripţia săpată la 1846 (centenarul naşterii lui Pestalozzi), rezumând în cuvinte pregnante vieaţa şi însemnătatea fiinţei lui pe lume:

«Aici repauzează Heinrich Pestalozzi, născut în Zürich la 12 Ianuarie 1746, mort în Brugg la 17 Februarie 1827. Mântuitor al săracilor

la Neuhof. Predicator al poporului în Leonard și Ghertruda. La Stanz tată al orfanilor. La Burgdorf și Münchenbuchsee întemeietor al nouei școale a poporului. La Yverdon educator al omenirii, Om, creștin, cetățean. Totul pentru alții, pentru sine nimic! Binecuvântat fie numele lui!»

In curtea bisericii sânt strânși copii de la școalele din jur; conduși, pe rând, de doi învățători, cântă imnuri; apoi vorbește în fața mormântului «directorul educației» cantonului Aargau, după care corul învățătorilor cântă o motettă de Nägeli și, cu o execuție artistică desăvârșită, cu un sentiment de adorare parcă (mai ales în splendidul refren «O mein Heimatland, mein Vaterland, mein Schweizerland») mișcătorul cântec al lui Gottfried Keller «O mein Heimatland», cu muzica de W. Baumgartner. Urmează apoi cuvântări, cu depuneri de coroane la mormânt, din partea unui reprezentant al Asociației școalelor de ajutorare din Germania, din partea Asociației germane Fröbelverband (d-ra Lily Droescher din Berlin), din partea Asociației învățătoarelor germane (exprimând «recunoștința tuturor mamelor și educatoarelor»), din partea unui reprezentant al Ministerului de Instrucție publică din Spania și a unui reprezentant al Ministerului de Instrucție și al Asociației învățătorilor din Jugoslavia.

Din Birr, am purces iarăși pe jos, 10 minute, în câmp, la *Neuhof*, serbarea sfârșind astfel acolo cu o «cinstire» a casei și a proprietății lui Pestalozzi. Cele două clădiri, amândouă cu etaj, sânt acum cămin și colonie agricolă-profesională, pentru educarea și învățarea unei meserii. Pereții claselor sânt îmbrăcați, până la înălțimea de un metru, cu lemn, având sus, ca o friză, desenuri în peniță și acuarele ale elevilor, și din loc în loc cartoane cu vorbe de-ale lui Pestalozzi:

«Oamenii de treabă se plâng rar».«Cine plânge mult nu e bun de nimic». «Pentru o datorie mică, ușoară, nu uitați pe cele grele și mari»...

In dormitoare și în sala de mâncare, parchet pe jos, tablouri, flori. Sânt și camere de unul singur, date celor silitori, cât timp sânt silitori și cu bunăvoință.

La ora 4,40, am pornit îndărăt cu trenul la Brugg și de-acolo la Zürich, unde, la ora 8 seara a fost în biserica «St. Peter» (unde a predicat Lavater) serbarea orânduită de «societatea Pestalozzi» și de «Asociația învățătorilor din orașul Zürich».

Frumoasa biserică erà plină de peste 1000 de oameni. Intr'o tăcere desăvârșită orga execută Preludiul de Bach, corul învățătorilor, acompaniat de orgă, Ave verum de Mozart, «Wanderers Nachtlied» al lui Goethe, cu muzica de Philipp Christoph Kayser (Zürich, 1779) — cântecul pe care-l cântă în «Leonard și Ghertruda» Ghertruda cu copiii ei: «O dulce îngere al păcii, Ce-alini dureri și suferințe...» —, începutul din Requiem de Verdi, iar între aceste cântece o cuvântare a primarului orașului și un cuvânt de pomenire de profesorul Hans Stettbacher. La sfârșit, iarăși cântec de orgă, Andante de C. Franck.

A doua zi, 18 Februarie, la 10,30 precis, în luminoasa aulă a maiestoasei universități, a început «serbarea academică». In sala încăpătoare (rotunjită în fund, cu ferestre mari, cu pereții acoperiți până la 4/5 cu marmură de culoare închisă, cu console de marmură în pereți, pentru busturi, cu o tribună tot de marmură), profesori, oficialitatea, delegați și invitați; lângă tribună, portret mare al lui Pestalozzi, cu laur împrejur; în loja care se deschide în amfiteatru,sus în zid, în dreapta, orga și corul studenților; în loja din stânga, studente și studenți.

După un cântec de orgă (Fantazia în F-moll a lui Mozart) și o scurtă cuvântare a rectorului, romanistul *Louis Gauchat* (m'a întrebat de d. Ovidiu Densușanu, cu care a urmat împreună la Paris cursurile lui Gaston Paris), arătând cât e de viu cultul lui Pestalozzi în Zürich și caracterizându-l: «sânt două căi pentru progresele culturii: una a sistematicilor, a științificilor, calea minții; alta a profeților, calea inimii, cea a lui Pestalozzi» — a urmat cuvântarea festivă a profesorului *Eduard Spranger*.

Blond, spânatec, purtând ochelari, în plină maturitate, cu ton solemn, desfășură în fraze largi, de o factură literară prea îngrijită, citind, imaginea sa despre Pestalozzi:

Pestalozzi e o figură unică, nu se poate clasifică. Suflet complex, cu centrul ființei sale în inimă, de o mare energie, subt înfățișarea sa timidă. «Eu vreau, eu pot, eu trebue să fac» e deviza lui. Insuccesul lui propriu îl turbură mai puțin decât mizeria poporului de la țară și mai ales a copiilor. Caută pricinile mizeriei și le găsește în rătăcirile inimii; crează imaginea ideală a mamei și, în timp ce povestirea vieții unei familii se lărgește sub condeiul lui până la aceea a unui roman sătesc, el des-

copere inima poporului şi vede în autoritatea Statului educatorul naţiunii.

Plecând de la cercul cel mai restrâns de vieaţă, raportul dintre mamă şi copil, el pune temeiul vieţii omeneşti în raporturile omului cu Dumnezeu. Vieaţa fiecărui om are centrul său de gravitate potrivit aptitudinilor sale din naştere şi legăturilor sale particulare cu lumea în care trăeşte şi de aceea cercul ştiinţei şi învăţăturii lui din acest punct trebue să pornească şi după el să se orienteze în orice lărgire a lui. Revoluţia franceză şi dezastrul din Stans au dus mai departe idea despre «educaţia elementară» schiţată în «Leonard şi Ghertruda». Ideile lui, nu cugetate, imaginate, ci trăite în dureri, se limpezesc, ajung temelia «metodei», a acelei arte a educaţiei, care în sine nu vrea să fie altceva decât un ajutor pentru propria desvoltare a copilului şi a omului de la stadiul de fiinţă condusă de simţuri şi de instincte la stadiul de fiinţă morală. «Metoda» e drumul spre a deveni om, spre a face din omul naturii omul operă a sa însuşi. Vieaţa cultivă; arta educatorului să-i întindă numai mâna, cu sfieală, cu grija de a nu distruge ce e mai bun în copil, ce e sfânt în el, şi de a scoate din fundul sufletului lui ceea ce e divin într'însul, ca să devină om: iubirea. In cugetarea lui e înrudit cu Kant şi Fichte, dar se deosebeşte de ei într'un punct de seamă: pentru el legea morală nu e în raţiune, ci în inimă. Sânt în el şi contraziceri, fiindcă vieaţa e tragică. In Burgdorf, Pestalozzi descopere «metoda», în Yverdon activitatea lui devine o mişcare europeană pentru pedagogie: aici se înfăptueşte *o epocă clasică a pedagogiei*, soră egală a filosofiei şi literaturii clasice germane.

Enorma influenţă a ideilor pedagogice ale lui Pestalozzi asupra lumii contemporane are o explicare sociologică, prin legătura lor cu mişcările politice şi sociale ale vremii: abiă acum, când «poporul» începe a deveni comunitatea unor oameni liberi din ce eră mai înainte — o masă osândită la ascultare oarbă — abiă acum lumea poate simţi că educarea poporului e o îndatorire morală a Statului; «poporul» e acum «naţiunea», care trebue ridicată prin cultură; educaţia poporului trebue să ţină pasul cu desvoltarea industrială a societăţii; dacă vieaţa economică pierde contactul cu vieaţa morală şi religioasă, ţara e în primejdie; cultura clasei mijlocii şi a celei muncitoare are o însemnătate hotărîtoare pentru vigoarea şi moralitatea unei naţiuni.

Intre naţiune şi Stat e familia — fundamentul oricărei adevărate şi generale culturi naţionale. Pestalozzi e întemeietorul filosofiei familiei.

Abiă bătrânul Pestalozzi e întregul Pestalozzi. Ceea ce e mare în el e ceva ce nu e în cărţi, dar circulă încă până azi prin inimi: spiritul sfânt al educatorului, spiritul sfânt al iubirii care nu caută folosul său propriu.

Trei fapte istorice avem de la Pestalozzi: 1. Pestalozzi a descoperit «poporul»; a trăit şi a suferit cu poporul şi a spus ceea ce nimeni înainte de el nu putuse spune, fiindcă eră prea simplu. 2. El a gândit cel dintâiu marea idee a adevăratei culturi a poporului, idea unei cultivări a poporului întreg, ca cultură elementară a şcoalei primare, ca cultură activă prin muncă manuală, ca cultură profesională, ca cultură a cârmuitorilor şi a cârmuiţilor, spre adevărată umanitate, spre putere şi răspundere proprie, ca desvoltare a puterilor suflete ti prin individualizare a culturii. 3. A dat din nou lumii credinţa in puterea divină a naturii omeneşti, credinţa în puterea iubirii, care înalţă pe om deasupra naturii, împacă contrastele şi duşmăniile şi aduce pe om în adâncimea sufletească a apropierii de Dumnezeu.

Sfârşind cuvântarea sa în aplauzele călduroase ale tuturor ascultătorilor (în ziua precedentă, la cuvântările din biserici şi de la mormânt nu s'a aplaudat), Spranger anunţă apoi că universitatea din Berlin, ca un semn de adânc respect şi în conştiinţa a ceea ce înseamnă Pestalozzi pentru educaţia poporului, a hotărît să cinstească pe un Elveţian care şi-a câştigat merite nepieritoare pentru moştenirea sufletească a lui Pestalozzi: pe *Dr. Fritz Zollinger* («secretarul educaţiei» în cantonul Zürich, prezidentul, de mai bine de 25 de ani al «Societăţii Pestalozzi» din Zürich — o societate pentru cultura masselor, prin săli de lectură pentru lucrători şi meseriaşi, admirabil organizate biblioteci publice, cursuri, conferinţe, concerte colecţii, muzee, expoziţii..). Universitatea din Berlin i-a dat titlul de doctor honoris causa al Facultăţii de drept şi de ştiinţe de Stat. Spranger dă cetire, cu toată solemnitatea, diplomei scrisă în latineşte. După aceea comunică mai departe, că aceeaşi universitate a conferit, cu acest prilej, titlul de doctor honoris causa al Facultăţii de filosofie consilierului şcolar profesorul *Karl Muthesius* (directorul şcoalei normale din Weimar şi al unei însemnate reviste pedagogice). Le înmâ-

nează apoi amândurora sulurile cu diplomele.

Serbarea se încheie la ora 12,30 cu o motettă de Nägeli (contemporan şi prieten al lui Pestalozzi), cântată de corul studenţilor.

In aceeaşi zi, la ora 3 după amiază, s'a deschis, în sălile bibliotecii centrale, «expoziţia comemorativă Pestalozzi»: manuscrise, documente, publicaţii, portrete (ale lui Pestalozzi, soţiei sale, familiei, colaboratorilor, prietenilor şi adversarilor lui), vederi ale locurilor pe unde a trăit el, ediţii ale scrierilor lui Pestalozzi,obiecte ce i-au aparţinut (între altele, leagănul lui, o şuviţă de păr, bastonul, fotoliul, orga lui, steagul institutului din Yverdon...). Un catalog (cu 532 de numere), cu indicaţii şi explicări preţioase, înlesneà priceperea. Cu emoţiune citeai scrisul elegant al bătrânului şi al duioasei sale soţii (însemnările dintr'un «jurnal», extrase de lecturi — unele în franţuzeşte — scrise pe dosul cărţilor de joc), menţiunea naşterii sale în condica bisericii şi însemnarea căsătoriei lui, în altă condică...

Vineri 18 Fevruarie, la prânz, delegaţii streini au fost invitaţi la masă de «Rotary-Club», iar seara, la cină, de către guvernul cantonului Zürich şi consiliul comunal al oraşului Zürich.

Au ţinut cuvântări prezidentul guvernului (cu pronunţat accent dialectal), mai mulţi delegaţi streini (între cari un chinez, în nemţeşte, şi cu câteva fraze în chinezeşte, şi delegatul spaniol, care a împărţit cărţi poştale cu portretul lui Pestalozzi cu nepotul său, editate în Spania pentru centenar), rectorul universităţii din Zürich (în spanioleşte, delegatul francez ş. a.

Spre a da acestui banchet şi o notă specific elveţiană şi a înfăţişà oaspeţilor streini ceva din sănătoasa vieaţă populară a Elveţiei, comitetul orânduise ca la sfârşitul mesei să intre în sală un grup de câţiva cântăreţi — nu cântăreţi de meserie, ci membri ai unei societăţi de cor: institutori, funcţionari la primărie, conductori de tramvaie, toţi prieteni între ei: grup caracteristic pentru vieaţa democratică a Elveţiei. Au cântat din gură cântece populare de la munte, cu acele inimitabile triluri ale lor, au cântat cu acompaniament de mandolină cântece glumeţe şi cântece de cazarmă (cu strofe alternând în cele trei limbi ale Elveţiei).

Sâmbătă 19 Fevruarie, de la 10—1, în sala primăriei (pe masa din mijloc, reproducerea măscii lui Pestalozzi, cu laur, mimosa şi frunze de palmier împrejur), sub prezidenţia consilierului şcolar *Wilhelm von Wyss* — un foarte simpatic bătrân, directorul şcoalei superioare de fete a oraşului Zürich (cuprinzând laolaltă un liceu de fete, o şcoală normală, cu şcoala ei de aplicaţie şi cu grădină de copii — toate într'un local nou, admirabil împărţit şi cu instalaţiile cele mai moderne, cu o privire încântătoare asupra oraşului) — s'a ţinut o «conferinţă pedagogică în onoarea lui Heinrich Pestalozzi»: referate şi discuţii.

Intâiu, *Richard Goldhahn*, directorul bibliotecii «Comenius-Bücherei» din Lipsca (care adresase în toată lumea un apel spre a i se trimite informaţii precise despre răspândirea operelor şi a ideilor lui Pestalozzi în ţara respectivă: traduceri din scrierile lui, lucrări sau articole de reviste despre el, instituţii...) a referit despre locul lui Pestalozzi în cultura mondială («Weltgeltung Pestalozzis»). Apoi profesorul *Kerschensteiner* a vorbit, în felul său familiar dar distins, despre «Principiile pedagogice ale prezentului în liniile lor conducătoare pentru viitor»:

Abià în vremea din urmă s'a văzut cât de adânc e încă Pestalozzi, cât de departe a privit în viitor, cât avem încă de învăţat de la dânsul pentru organizarea învăţământului şi adaptarea lui la natura copilului şi la necesităţile situaţiei lui sociale.

Un învăţământ şi o educare «conform cu natura» a căutat Pestalozzi. Principiile pedagogiei lui au fost formulate de Natorp în următoarele cinci puncte.: 1. principiul comunităţii sau al socialităţii (idea socială); 2. principiul spontaneităţii sau al activităţii proprii (şcoala activă); 3. principiul echilibrului puterilor sau al totalităţii (desvoltarea personalităţii); 4. principiul intuiţiei şi 5. al metodei. La acestea mai sînt de adăugat două: 6. principiul individualităţii (nu tratare uniformă a copiilor, nu acelaşi tip de şcoală în toată ţara) şi 7. principiul umanităţii.

Respectă individualitatea copilului, nu-i impune cu sila tipul tău; altfel nu creştem personalităţi. Uniformizăm şi centralizăm prea mult. Cu cât democraţia a înaintat, cu atât autonomia şcoalei s'a împuţinat.

Dintre cei ce au luat parte la discuţie, profesorul *Stettbacher* a observat că şcoala noastră de azi, cum e organizată, e un corp strein în vieaţa poporului; învăţătorul n'are legătură cu

părinţii copiilor, e rece; nu întrebăm pe lucrător, pe plugar, pe meseriaş, ce învăţătură-i trebue pentru copilul său. Trebue să încercăm a continuă în şcoală spiritul familiei cu trebuinţele ei speciale.

In sfârşit, Duminecă 20 Fevruarie, după prânz, în măreaţa sală a «halei de concerte» (Tonhalle), a fost «concertul de comemorare a lui Pestalozzi», aranjat de «Societatea Pestalozzi», executat de corul institutorilor şi institutoarelor din Zürich, cu concursul orhestrei sălii de concerte şi a patru solişti cu reputaţie (doi, din Germania). Sala tixită, cu tot ce are Zürichul mai distins.

Intâiu, un actor de frunte a recitat un prolog ad hoc al unui poet; s'a executat apoi, magistral, uvertura No. 3 la Leonora, de Beethoven, Requiem în d-moll şi Ave verum de Mozart.

Cu această plutire în înălţimi s'au încheiat memorabilele serbări ale centenarului lui Pestalozzi. Ele n'au avut un caracter de pompă strălucitoare, ci, voit, un caracter de adâncime şi concentrare lăuntrică, cum convine unei ţări democratice de proporţii modeste. (Cât de intenţionată erà această suprimare a fastului exterior se vedeà şi din aceà indicaţie din program în privinţa toaletei: «îmbrăcăminte de coloare închisă, domnii fără cilindru»; dintre toţi, doar Spaniolul erà cu cilindru).

Impresii din Elveţia? Ştie toată lumea că ţara întreagă e ca o grădină bine îngrijită; oamenii, din cei mai cuminţi, mai cinstiţi, mai sănătoşi şi chiar în pătura muncitoare, din cei mai cu dare-de-mână de pe lume — luând poporul în întregime, în toate clasele lui; instituţii politice, care au făcut din Elveţia un model de bună cârmuire a vieţii publice şi un centru al aşezămintelor internaţionale care vor să dea omenirii conştiinţa fiinţii ei colective şi a solidarităţii sale umane.

La întâmplare, câteva note din Zürich (precum ştiţi, oraşul cel mai industrial şi mai mare al Elveţiei): Pe terasa din faţa camerei de la otel unde mă aflam, dimineaţa—o mierlă. Pe lacul Zürich, la malul din spre oraş, şi pe Limat (râul prin care se scurge lacul şi care trece prin mijlocul oraşului), în plin centru al oraşului, pescăruşi şi raţe sălbatece, ca la ei acasă. Ce rlând şi binecrescut trebue să fie acest popor, de la copiii mici până la bătrâni, dacă pasăbile acestea, pe care la noi nu le vezi lângă aşezări omeneşti, trăesc acolo în văzul tuturor, ca lângă fiinţe prietene? Limatul, canalizat, cu cheiuri şi instalaţii pentru mărfuri şi pentru băi, cu bărci, dubasuri şi vaporaşe — arteră de sănătate, de înviorare şi de înlesnire a vieţii economice. (La noi, aud că vor să mai acopere încă o bucată din Dâmboviţa, în centrul Capitalei, ca să o facă şi mai mult depozit de murdării şi să nu se mai gândească nimeni la vreo orânduire a ei ca arteră de comunicaţie şi de împrospătare a atmosferei Bucureştilor!).

Plătind la o librărie cu o hârtie de 100 de franci, mi s'a dat restul în monedă de aur. Pavajul stradelor, pretutindeni, ca nou; pe strada principală, strada gării, asfaltul parcă-i parchet ori stâncă. Pe strada principală a oraşului, în două dimineţi pe săptămână, pe amândouă trotoarele târg de fructe, zarzavat şi mărunţişuri, pe tarabe şi cărucioare, până la ora 11; la ora 11 şi un sfert, ţi se pare că ai visat: nici urmă de tarabă, iar strada iarăşi de o curăţenie desăvârşită. Copiii de şcoală, numai cu şapcă de uniformă; încolo, cu ce poate fiecare să-i îmbrace; dar roşii la faţă, bine hrăniţi, bine îngrijiţi... La biblioteca centrală, în vestibul, citeşti, săpat în marmura peretelui: Donatori ai Bibliotecii, 1902—23: Prof. Adolf Tobler 730.000 de franci. 1903: Dr. Hoepli, Milano (cunoscutul editor şi librar italian, născut în Zürich), 25.000. Dr. C. Escher, 17.500 fr., 1911 şi 1924, o societate de asigurare, 20.000 fr. Moştenitorii... 25.000 fr.... Daruri de bunăvoie, 1903—16, 800.000 de franci. Inceputul clădirii: 25 Ianuarie 1915, recepţia ei 1 Ianuarie 1916....

Pentru ca vieaţa Elveţiei să ajungă la această superioară cultură morală a naţiunii întregi, se înţelege că au fost multe împrejurări prielnice: o lungă desfăşurare istorică relativ neturburată din afară, cu rădăcini adânci în pământul ţării, mari însuşiri de rasă, o vieaţă de familie şi o vieaţă religioasă pe temeiuri profunde, vecinătăţi care stimulează puterile creatoare, comunităţi politice suverane, de mică întindere, ocrotite de natură, putându-şi apără cu uşurinţă independenţa şi putând exercită un control efectiv al obştei asupra priceperii şi gestiunii cârmuitorilor... Dar de o sută şi ceva de ani încoace a contribuit la această ridicare morală a naţiunii, în bună parte, marele său fiu, al cărui centenar l-a serbat, prin minunea vieţii lui, prin sugestia ce o exercită continuu asupra celor mici şi

celor mari. Conştiinţa pătrunsă în toţi că, printr'însul, ei, un popor mic numericeşte, au devenit în lume un popor mare, naşte în fiecare obligaţii morale şi sentimentul răspunderii. Au între ei pilda eroismului moral. Fiecare mic Elveţian simte, când priveşte la monumentul lui Pestalozzi, că iubirea îl învălue şi ea îl va face să crească şi să se instruească, iar fiecare mamă se simte prin Ghertruda lui înălţată şi întărită în demnitatea şi în misiunea ei.

Se poate zice că Pestalozzi e acum un element constitutiv din conştiinţa Elveţiei, e conştiinţa morală şi socială activă a naţiunii sale.

I. Rădulescu-Pogoneanu

7 Martie 1927

AL PATRULEA CONGRES INTERNAŢIONAL DE EDUCAŢIE MORALĂ

ţinut la Roma dela 28 Septemvrie—2 Octomvrie 1926.

Aceste congrese se ţin din 4 în 4 ani şi sunt organizate de un *consiliu executiv internaţional* permanent, cu sediul la Londra.

Cel dintâiu din aceste congrese s'a ţinut în 1908 la Londra, al II-lea în 1912 la Haga, al III-lea (din cauza războiului mondial) în 1922 la Geneva. Al V-lea se va ţineà la Paris în 1930.

Congresele acestea au ca scop «să lucreze pentru educaţia morală prin cooperarea oamenilor de orice rasă, de orice naţiune şi de orice credinţă», iar ca program «nu reprezintă opiniunile unei societăţi sau ale unui partid, ci dau tuturor celor cari se interesează de educaţia morală — oricare ar fi convingerile lor religioase sau filosofice, naţionalitatea sau punctele lor de vedere particulare — ocaziunea de a-şi exprimà opiniunile şi de a le confruntà cu acelea ale altora».

Consiliul central executiv a creat la Geneva un «*Biurou internaţional de educaţie morală*» pentru informaţii şi iniţiative în chestiuni de educaţie morală (d. e., de curând, a instituit o «anchetă asupra patriotismului», printr'un chestionar trimis în toate părţile).

Pentru organizarea fiecărui congres, consiliul executiv e ajutat de un *comitet naţional* din ţara în care se ţine congresul. Pentru congresul acesta dela Roma, erà un comitet italian de onoare, sub prezidenţia prof. *Scialoja*, fost ministru de externe, capul delegaţiei italiene la Societatea Naţiunilor, şi un comitet de organizare, sub prezidenţia prof. *Francesco Orestano*, unul din cugetătorii şi scriitorii de frunte ai Italiei contemporane (prieten de aproape al lui Gabriele d'Annunzio).

Aceste congrese au ca metodă de lucru buna regulă de a fixà, prin consiliul lor executiv, cu ani înainte, temele care vor formà obiectul de discuţie al congresului, de a însărcinà cu *referate* asupra lor pe câte doi cugetători de naţiuni deosebite, de a *tipàri* acele referate şi a le trimite cu câteva luni înainte la personalităţi cari au luat parte la congrese anterioare sau sunt cunoscute ca ocupându-se cu problemele educaţiei, rugându-le să transmită în scris comitetului organizator al congresului observările ce au de făcut asupra referatelor, observări pe care apoi comitetul le tipăreşte şi le expediază împreună cu referatele principale tuturor celor ce s'au înscris pentru congres. Astfel, chestiunile supuse deliberărilor congresului au totdeauna un obiect bine determinat, o bază de discuţiune precisă. Nu se dă nici un vot asupra celor desbătute. Referatele, memoriile şi desbaterile se publică apoi în bolum. (Actele acestui congres au apărut acum, în 3 volume. Roma, Stabil. tipogr. C. Colombo, 1926; să află la biblioteca Institutului Social Român).

Pentru acest de-al patrulea congres fuseseră fixate două teme:

1. *Posibilitatea unui cod moral universal ca bază a educaţiei* şi
2. *Personalitatea*: *mijloacele de a o desvoltà în familie, în şcoală şi în societate.*

Pentru întâia temă fuseseră designaţi ca referenţi indianul *Abdulah Yusuf Ali*, profesor la colegiul «Islamia» din Lahora, şi filosoful italian *Francesco Orestano* (autorul operei «Nuovi Principi», «Prolegomeni alla scienza del bene e del male», «Pensieri», ş. a.). Pentru cea de-a doua, raportori au fost americanul *Felix Adler*, promotorul «societăţilor de cultură etică» din lumea anglo-saxonă şi germanică, şi filosoful şi pedagogul francez *Gustave Belot*.

La întâia temă, pe când concluziile învăţatului indian erau de natură sceptică, stăruind îndeosebi asupra divergenţelor morale dintre lumea asiatică-africană şi cea

europeană — concluziile filosofului italian erau optimiste.

Prin întinderea şi multiplicitatea din ce în ce mai mare a relaţiilor economice şi de cultură între deosebitele popoare ale omenirii, omenirea, zice Orestano, merge spre o unitate morală. Nu e vorba de un *cod* propriu zis, care ar puteà fi impus ca o lege, ci de norme ale conştiinţii morale care călăuzesc popoarele şi indivizii în relaţiile dintre ei. Idea unei *ordine morale universale* este un *proces în formaţiune*; regulele morale alcătuesc, în orice colectivitate umană, împreună cu prescripţiile juridice, un «sistem de protecţiune»; *valorile* protejate şi *întinderea* indivizilor sau grupelor în folosul cărora e pusă în lucrare protecţiunea *variază* dela popor la popor şi dela o epocă la alta; totuşi *tipul de ordine* este identic pentru toate colectivităţile, întrucât toate variaţiile se reduc la o singură scară a unei valori fundamentale, *valoarea vieţii*, trecând (şi ca *conţinut* al valorilor de viaţă considerate ca esenţiale, şi ca *extensiune* a celor cărora li se recunoaşte dreptul de a realizà valorile vieţii protejate) de la un *minimum* spre un *maximum*; această morală protectoare a vieţii este o *morală necesară*, pe care o regăsim cu prescripţii identice (de porunci *negative*) în toate societăţile şi în toate vremile, constituind *unitatea morală a genului uman*; prescripţiile morale *pozitive*, din contra, s'au format încetul cu încetul, cu dibuiri succesive, pe măsura întinderii conştiinţei de comunitate umană, a adâncirii valorii pozitive a vieţii, a gradului de bogăţie, sinceritate şi eficacitate a *procederilor protectoare* ale Statului şi ale societăţii pentru apărarea şi desvoltarea vieţii în fiecare colectivitate umană.

Se poate dar vorbì de o *unitate* morală a omenirii, dar nu în sensul tradiţional, static, ci *dinamic*, de o mişcare grandioasă care tinde la unificarea morală a omenirii întregi, pe măsură ce creşte în lume spiritualitatea, bogăţia economică şi solidaritatea muncii umane, care nu mai rămân izolate, ca o apă stătătoare, ci circulă şi se înnoesc ca sângele într'un organism viu. Procesul de solidarizare progresivă, politică, spirituală şi economică, ce s'a efectuat în colectivităţile ce alcătuesc marile puteri europene de astăzi, e pe cale de a trece peste frontierele naţionale şi de Stat, impunând pretutindeni respectul vieţii ca vieaţă şi pentru toate posibilităţile ei infinite de valorizare.

Pentru a doua temă, amândoi referenţii (Belot şi Adler), în expuneri de o pătrunzătoare analiză, ajung la aceeaşi concluzie: în cultura şi educarea tinerimii trebuie să urmărim nu numai transmiterea moştenirii sufleteşti de până acum a omenirii, ci şi desvoltarea puterilor creatoare, însuşirilor şi aptitudinilor originale; desvoltarea acestora să fie însă legată totdeauna nu numai de scopuri şi mijloace individuale, ci de preocupări ideale, sociale, naţionale, umanitare, de valori care trec dincolo de sfera egoismului.

Personalitatea, zice Belot, are mai multe aspecte. Ea e mai întâiu *consistenţă*, stabilitate în organizarea sufletească, rezistenţă automată la influenţe externe şi la fluctuaţii lăuntrice ale capriciului şi ale pasiunii; apoi e *originalitate* personală — o însuşire, în unele privinţe, opusă celei dintâiu, căci consistenţa morală e într'o oarecare măsură legată de o oarecare omogeneitate socială; în sfârşit, personalitatea — printr'un alt aspect care uneşte pe celelalte două — e *autonomie, posesiune de sine însuşi, libertate de judecată, independenţă de caracter*: această laturе, mai ales, distinge o individualitate devenită personalitate.

Societăţile primitive caută să desvolte cu deosebire întâiul din aceste trei aspecte; cele moderne stăruesc mai cu seamă asupra celor două din urmă: socotind asigurată *ordinea* socială, ele se îngrijesc mai mult de desvoltarea însuşirilor care asigură *progresul*. Astăzi însă, după dezordinea morală adusă de marele războiu, avem nevoie să cultivăm nu numai originalitatea, ci să reconstituim conştiinţele însăşi. Un individualism fără frâu stăpâneşte activitatea oamenilor, şi în lumea economică şi în cea artistică şi literară şi în cea politică; oamenii nemai având timp să cugete şi să se hotărască prin ei înşişi, îşi risipesc şi-şi anulează personalitatea în mici grupări sau partide, se supun suggestiilor modei, «noii săraci» (clasele culte, intelectualii) nemai având nici autoritatea nici puterea de a menţineà bunele tradiţii.

Astăzi dar, problema pedagogică a desvoltării personalităţii trebuie să aibă în vedere întâiu asigurarea consistenţii morale a indivizilor şi apoi cultivarea originalităţii şi a autonomiei personale.

Pentru Felix Adler, *personalitatea* implică în sine două elemente: *distinctivitate*, dissimilitudine faţă cu alţii şi *distincţiune* sufletească: cea dintâiu arată ce *este* un om, indi-

vidualitatea sa; cea de-a doua implică evaluare, arată că acel om a realizat într'o oarecare măsură «standardul» a ceea ce *trebuie să fie* un om.

Desvoltarea personalității trebuie să rezolve un paradox etic: să desvolte *independența* în oameni care trebuie să trăească într'o stare de *dependență* mutuală. Societatea ne este tot așà de necesară, ca și aerul ce-l respirăm; ea este însă un sistem de a da și a lua reciproc; de aceea trebuie să creștem oameni care să simtă și să vrea să fie nu numai un scop în sine, ci și un mijloc pentru scopurile altora; un mijloc însă nu în înțelesul unui instrument, ci în sensul unui schimb de servicii diferite, dar echivalente.

Omul și grupele sociale din care face parte — familia, școala, grupele profesionale, națiunea... — au un dublu scop pentru care există: un scop concret, firesc, impus de natură (menținerea și propagarea ființei grupului) și un scop spiritual, ideal.

«Legea junglei este: «trăește pe socoteala altora»; legea hedonismului este: «trăește și lasă și pe alții să trăească»; legea spirituală este: «trăește ajutând pe alții să trăească»... Obiectul natural al școalei, considerată ca grup social e de a servì drept organ de transmitere a cunoștințelor, a îndemânărilor și științei trecutului, prin generațiunea prezentă generațiilor viitoare. Obiectul ideal sau spiritual în fiecare caz e de a produce în membrii grupului atitudinea funcțională etică: voința de a jucà propriul său rol în așà fel, încât să îngădue asociațiilor grupului de a-și jucà și ei rolul lor în cel mai bun mod posibil. Această relațiune are cea mai mare importanță în desvoltarea spre personalitate. Personalitatea, întrucât poate fi atinsă, constă în această atitudine a spiritului și a ființei totale a unuia față de ființa altora. In scurt: scopul natural pentru care grupul există este ocaziunea (erà să zic pretextul) de a luà în seamă scopul ideal... Caută a descoperì tot ce e mai bun în alții și vei trezì astfel, vei pune în lumină, mai bunul care e în tine. Acest «mai bun» în alții pot să-l definesc acum ca cea mai bună îndeplinire a funcțiunilor... Astfel, conflictul dintre egoism și altruism e lăsat în urmă. Egoismul conduce la o exagerare a eului propriu și la dissociarea sa; altruismul conduce la o sub-prețuire a eului în raport cu ceilalți... Adevărata iubire de sine e tot așà de indispensabilă ca și antiteza sa...».

Adler aplică apoi aceste principii la funcțiunea ce revine familiei, școalei (arătând procederile întrebuințate în a sa «școală de cultură etică») și societății în desvoltarea personalităților. La aceasta mai ales două rele pun piedeci: «egotismul» individual și «egotismul» profesional — egoismul josnic care face serviciu societății numai în vederea câștigului de avere, a plăcerilor personale... Folosul personal e pe primul plan, iar serviciul social pe al doilea. Raportul trebuie răsturnat: «pe frontonul imaginației oamenilor să strălucească serviciul ce aduc, nu averea, plăcerile sau prestigiul ce câștigă... Sunt interese majore ale omenirii încredințate diferitelor grupe profesionale. Aceste interese sunt căutate acum prin sistemul căii unice. Știința d. e. tinde la înaintarea științei fără a se preocupà de efectele ce pot aveà descoperirile și metodele ei asupra vieții omenești și asupra celorlalte manifestări ale activității umane (ex. gazelor asfixiante). Tot astfel în timpul Renașterii arta a fost exercitată după o cale unică și rezultatul a fost conruperea societății italiene sau cel puțin contribuire la punerea Statelor italiene la bunul plac al streinilor. Sau acum, interesele comerțului provoacă rivalități între popoare, distrug industria nativă a Indiei, sacrifică milioane de vieți în Africa... De asemenea religia, când erà suverană în lume, suprimà știința și oprea progresul cunoștințelor, iar astăzi știința, care e suverană, tinde să paralizeze religia și să răcească și să descurajeze aspirațiile spirituale ale omenirii».

E adevărat, că nici rezultatele bune, nici cele rele n'au fost urmărite, de regulă, cu intenție. Trebuie, deaci încolo, să provocăm în tinerime o stare de spirit care să incite pe tineri a luà în seamă, cu deplină conștiință, în actele lor, efectele serviciilor sociale ce aduc intereselor mari ale omenirii și a-și măsură succesul și mulțumirea după gradul în care sforțările li se răsfrâng asupra înaintării științelor, artelor, guvernării și vieții sufletești a celor din juru-le.

Vieața sufletească a lumii se va regenerà în măsura în care idealismul va intrà în munca zilnică a fiecăruia.

Discuțiunile urmate în cele opt ședințe ale congresului au adus contribuții interesante la amândouă problemele.

Au luat parte la congres peste 400 de membri

din 39 de State, dintre care 19 delegați oficiali ai guvernelor și 53 ai diferitelor Academii și asociații. Români au fost generalul I. Manolescu, din partea «Caselor naționale» și a «Institutului de educație fizică» (d. general a și publicat o întinsă dare de seamă despre congres în revista «*Răsăritul*», Decemvrie 1926 și Ianuarie 1927), d-na și d-l Rădulescu-Pogoneanu, dela Universitatea din București, d-na Hârjeu-Caterinici, (din Basarabia, stabilită acum la Capri), elevă a d-nei Montessori, și d-l G. Oprescu, ca delegat oficial al «Comisiunii de cooperare intelectuală» dela Liga Națiunilor; toți au luat parte activă la discuții, mai ales la tema a doua.

La discuțiunea problemei personalității, d-na Pogoneanu a stăruit asupra colaborării școalei cu familia întru desvoltarea ființei sufletești a copiilor: Afară de cazuri rare, de talente excepționale, școala (mai mult decât familia) e locul în care se revelează și se desvoltă mai bine, prin contrast, prin luptă, prin muncă variată, aptitudinile copiilor. Școala însă să nu desprețuească ajutorul familiei pentru recunoașterea și desvoltarea personalității lor, și să-i privească cu iubire. O mamă, femeie de o fină inteligență, ieșind dela un examen în care o profesoară întrebase cu blândețe eleve pregătite în familie, a exclamat, surprinsă de felul părintesc al profesoarei: «Ce lucru rar, că d-na cutare n'a pierdut feminitatea sa, devenind profesoară! Cea mai mare parte dintre profesoare nu-s decât profesoare; cer ca copilul să știe tot, să răspundă la toate; în afară de aceasta, copilul n'are nici o valoare în ochii lor. Ele nu se gândesc să-l privească ca niște surori, ca niște mame, care știu ce lucru fragil e un suflet de copil și cât de mult își poate pierde mijloacele în fața unui strein!» Care e profesorul, care e profesoara, care să nu se întrebe cu neliniște, dacă nu cumva și ei au fost de multe ori surzi la aceà voce tainică ce le șoptește că fiecare copil încredințat lor e iubit în lumea aceasta de două ființe cu aceeàși iubire ce o are el, profesorul, pentru propriii săi copii și că prin această iubire și prin marile speranțe ce părinții le pun în el orice copil strein devine o ființă oarecum sacră pentru orice om care se substitue un moment părinților copilului. Să ne informăm despre fiecare școlar. Ar trebuì ținut un cazier cu toate știrile ce avem despre fiecare elev; multe sunt revelatoare. Un copil care păreà apatic, fiind lăudat în clasă pentru un răspuns bun, spune, în recreație, unui camarad: «Știi, îmi vine să mă dau peste cap, așà mă simt de fericit de ceeace mi-a spus adineaori în clasă doamna!». La o școală de fete, profesoara de gimnastică semnalează însușirea morală de a conduce și a pune regulă a unei fetițe, cea mai mică și mai firavă din clasă. Compozițiile în clasă, când subiectele sunt bine alese, pot desvelì adesea trăsături ale personalității copiilor. Ar trebuì să li se dea ocazii mai dese de lucru liber la școală, după preferințele lor (lucru manual, desen, muzică, laborator, exerciții matematice...), o după-prânză, în fiecare săptămână, Sâmbăta d. e. Școala să fie mai maternă, să privească pe orice copil cu ochii unei mame, care n'admite ca fiul ei să nu fie bun la cevà pe lumea asta; să ajute pe orice copil să capete sănătoasa disciplină a muncii și să afle adevărata cale a destinului său.

Fiind pus apoi în discuțiune, de către prof. Lhéritier dela «Institutul internațional de cooperare intelectuală», rolul istoriei în educațiune, spiritul nou în care ea să contribue la desvoltarea personalității copiilor (scoțând în lumină mai mult colaborarea și solidaritatea dintre națiuni și clase sociale decât conflictele dintre ele, desvoltând sentimentul adevărului și al imparțialității), a luat parte la desbaterea acestei chestiuni și profesorul Rădulescu-Pogoneanu: A recunoscut cât e de necesar pentru desvoltarea spiritului de dreptate și de probitate în omenire, ca învățământul istoriei să fie astfel înfățișat încât să facă pe tineri a pricepe și dreptatea sau sentimentele altor națiuni, serviciile ce ne-au adus ele nouă și noi lor, nu numai ceeace ne-a învrăjbit sau ne desparte; pentru înălțarea cugetului și sinceritatea inimei, tinerimea trebuie să învețe a fi echitabilă chiar cu cei dela cari am suferit, istoria să o ajute a se înălțà spre aceà noblețe sufletească la care aspiră fiecare popor ca la floarea supremă a culturii umane, să o învețe a-și iubì patria, fără a urî pe a altora. Crede totuși că învățământul istoriei și cel al literaturei naționale au ca sarcină de căpetenie, în contribuția lor la desfășurarea personalității copiilor, de a-i face mai ales să priceapă și să le fie scumpă soarta și rolul propriei națiuni în mijlocul omenirii, să le dea sentimentul *valorii morale* a neamului lor, mândria (nu trufia) pentru

calitățile ce a arătat și opera ce a înfăptuit în omenire, entusiasmul pentru aspirațiile lui, *încrederea în destinele națiunii sale* și hotărîrea de a participà fiecare cu ce are mai bun într'însul la vieața colectivă a patriei sale.

D-l G. Oprescu a explicat sensul recomandărilor și sugestiilor pornite dela Societatea Națiunilor, spre a face cunoscute tineretului școlar principiile care stau la baza Pactului ei, a invità pe autorii de manuale să înlăture erorile de fapte sau aprecierile care ar fi în contrazicere cu acele principii de colaborare internațională și a arătat dorința «Comisiunii de cooperare intelectuală» dela Societatea Națiunilor ca *concertele pentru copii* (în care să se facă cunoscută muzica altor popoare) să fie generalizate și înmulțite, fiind încredințată că graiul internațional direct și splendid al muzicei va aveà cele mai bune urmări asupra educației tinerimei.

D-na Hârjeu-Caterinici a reamintit valoarea metodelor d-nei Montessori pentru desvoltarea personalității copiilor și a propus să se trimeată marei pedagoge salutul Congresului.

României i s'a arătat o cinste deosebită: ca prezident al ședinței de deschidere a congresului a fost designat profesorul Pogoneanu, care a mulțumit pentru onoarea ce se face țării sale, considerând această onoare ca un semn al spiritului nou de înfrățire și de solidaritate între națiuni; apoi generalul Manolescu și d-na Hârjeu au fost designați ca vice-președenți ai unora din ședințele următoare, iar d-na Pogoneanu după propunerea delegaților englezi, a avut misiunea, în ședința de închidere a congresului, de a mulțumi, în numele congresiștilor, Rectorului (ședințele congresului s'au ținut in aula magna a Universității), prezidentului comitetului de organizare și guvernului italian, pentru primirea într'adevăr călduroasă și sacrificiile însemnate făcute pentru congres. Cuprinsul și forma cuvântării d-nei Pogoneanu au produs în toți o profundă emoțiune.

Delegații români au împrăștiat astfel între Italieni și streinii culți cari au participat la acest congres simpatie și stimă pentru țara noastră. Un semn al acestei considerații e alegerea de către consiliul executiv permanent dela Londra (în ședința dela 15 Dec. 1926) și a unui membru român in sânul său, în persoana profesorului Pogoneanu.

Congresul s'a ținut într'o atmosferă și un cadru cum numai Roma și Italia le poate oferi: într'o sală a Capitoliului s'a făcut recepția oficială a congresiștilor, după care s'au coborît la bufet în «tabularium», având privire asupra Forului roman, cu venerabilele lui ruine; în altă zi li s'a dat o recepție de Palatin, în grandioasele ruine ale palatului Cezarilor; într'alta au fost conduși la Ostia, de au vizitat ruinele vechiului port, scoase la suprafață, ca la Pompei, și àpoi noua Ostie, la mare.

Cei cari aveau timp, puteau face cinci călătorii pe calea ferată spre alte orașe ale Italiei, cu preț pe jumătate; vizitarea muzeelor erà gratuită.

Precum zicea foarte bine prospectul de invitare la congres: «La Roma totul devine istorie».

I. Rădulescu-Pogoneanu

Ianuarie 1927.

CONGRESUL DE SEXUOLOGIE

ținut la Berlin (10—17 Octomvrie 1926).

Congresul de sexuologie este unul din cele mai importante congrese ce au avut loc în Europa, nu numai din cauza multiplelor chestiuni în legătură cu aparatul sexual, care constitue substratul organic hereditar al permanenței rassei, dar și prin aceea că orizonturile pe care le deschide sunt imense.

Fără procreație rassa omenească s'ar fi stins și viața afectivă, care e stăpânită în mare parte de evoluția aparatului sexual, n'ar mai aveà ființă. Deaceea, am văzut reuniți la Congresul de sexuologie, dela Berlin, filozofi, teologi, sociologi, magistrați, psihiatri, neurologiști, etc., cari au adus contribuții, privitoare la aparatul sexual din punctul lor de vedere special. Pentru prima dată, dela răsboiu încoace, se reunește la Berlin, în afară de reprezentanți ai diferitelor țări din Europa și America, un număr de Francezi, printre cari trebuie să cităm pe d-nii Bouin, Gley, Pézard, Champy.

Fiecare delegat al diferitelor țări a ținut să salute Congresul, a cărui ședință de deschidere a avut loc la 10 Octomvrie 1926, în sala de ședințe a Reichstagului, în prezența a doi miniștri, a rectorului universității berlineze și a altor notabilități.

Una din chestiunile importante discutate a fost aceea a dualităţii aparatului sexual, discuţie la care a luat parte mai ales Bouin şi Pézard, ca reprezentanţi a două concepţii diferite, primul susţinând că există o glandă interstiţială, care determină caracterele sexuale secundare, opinie care a adus la teoria întineriragain lui Steinach, iar, pe de altă parte, părerea susţinută de Pézard şi Champy, după cari ormonul sexual nu e localizat în glanda interstiţială, ci chiar în însăş glanda testiculară.

Cu toate discuţiile numeroase, rezultatul nu a fost decisiv, deşi Bouin a căpătat noui aderenţi.

Cercetările lui Pézard asupra modificărilor caracterelor sexuale secundare, după alterările glandei testiculare sau ale rezidului ovarial, dela pasări, au fost foarte interesante. In legătură cu aceasta a făcut Sellheim dela Leipzig, o comunicare asupra unei femei, care, la un moment dat, îşi pierde aspectul ei cu totul femenin, şi capătă caractere masculine. Pentru aceasta ea erà considerată ca o adevărată vrăjitoare. Examinată de aproape s'a găsit la ea o tumoare ovariană care, ridicată, face să dispară caracterele secundare masculine şi femeia îşi reià caracterele femenine anterioare. Tot acest autor a dat la lumină o reacţie analoagă cu reacţia Wassermann, care permite să se facă diagnosticul între cancer şi sarcină, iar, pe de altă parte, poate diferenţià sexul.

Riddle din Washington aduce deasemenea câteva fapte relative la transformarea experimentală a sexului, reluând cercetările lui Steinach. Acesta din urmă, care erà aşteptat cu impacienţă la Congres, nu a sosit decât a patra zi dela începutul Congresului .I s'au făcut ovaţii, dar învăţatul biologist dela Viena a avut prudenţa să trateze chestii de biologie, cum e aceà a masculinizării, fără să atingă, câtuş de puţin chestia reîntineririi, care a fost expusă de prof. G. Marinescu, din Bucureşti. Acesta a arătat, cu numeroase probe de ordin biologic, că toate fenomenele vieţii sunt ireversibile, şi că în realitate manifestările atribuite întineririi, depind de o reactivare trecătoare. D-l Steinach însă a găsit că termenul de reactivare corespunde mai bine faptelor, decât acela de reîntinerire.

S'a reluat chestia psihanalizei care a găsit în Moll un adversar ireductibil.

Este imposibil, chiar de a indicà, numeroasele probleme, în afară de cele de biologie, care au fost discutate la Congres. Comunicările şi referatele făcute se referă la fiziologie, patologie şi terapie; psihologie şi pedagogie; higienă socială şi eugenică; sociologie şi cultură; criminologie şi dreptul familiar, populaţie şi demografie. S'a mai vorbit chiarde linia de conduită a unei etice sexuale evangelice.

Vom reveni asupra acestor probleme când va apare de sub tipar darea de seamă completă a Congresului.

Dr. G. Marinescu.

AL CINCILEA CONGRES GERMAN DE SOCIOLOGIE

Societatea germană de sociologie a chemat pe sociologii germani într'un congres la Viena, în zilele de 26, 27, 28 şi 29 Septemvrie 1926. Chemarea erà semnată de Tönnies ca preşedinte, de v. Wiese ca secretar şi de Rudolf Gottscheid ca preşedinte al societăţii sociologice din Viena şi preşedinte al comitetului local de pregătire a congresului.

Congresul s'a ţinut la Universitate şi a început printr'o recepţie la Preşedintele Republicii. Congresul propriu zis s'a deschis, după o zi de adunare a comitetului şi o seară de cunoaştere, la 27 Septemvrie. Au ţinut conferinţe profesorii Tönnies şi Kelsen despre Democraţie. Au urmat discuţii. La 28 au avut şedinţe subgrupa A (Metodologie) sub conducerea lui Sombart, subgrupa B (Drept natural) sub conducerea lui Rudolf Goldscheid, iar la 28 subgrupa C (Ştiinţa raporturilor) sub conducerea lui v. Wiese. Şedinţa de închidere a avut să discute Starea sociologiei ca obiect de învăţământ la şcolile superioare.

CONGRESUL INTERNAŢIONAL DE AGRICULTURĂ DIN ROMA

(23—28 Maiu 1927)

Comisia Internaţională de agricultură, întrunită la Varşovia cu prilejul celui de al XII-lea congres din 1925, a hotărît ca congresul din 1927 să se ţie la Roma. Comisia a dat astfel urmare unei invitaţii speciale a guvernului italian.

Roma a dat ospitalitate în 1903 congresului VII, acuma ea dă din nou ospitalitate reprezentanţilor agriculturii din lumea întreagă.

Comitetul de organizare italian a lucrat de

comun acord cu Comisia permanentă din Paris, cu Ministerul Economiei Naționale italian și cu Institutul Internațional de agricultură din Roma. Congresul va aveà loc la 23—28 Maiu anul acesta. El va fi împărțit în 6 secții:

Secția I-a: Conferința internațională a asociațiilor agricole.

Secția II-a: Culturi și industrii agricole.

Secția III-a: Zootehnie:

Secția IV-a: Invățământ, cooperație, organizația muncii agricole.

Secția V-a: Agrologie și climatologie.

Secția VI-a: Secția femenină.

Congresul va aveà trei feluri de lucrări: rapoarte. comunicări și conferințe. Numai rapoartele vor fi desbătute în ședințele congresului. Comunicările se vor imprimà în actele congresului; comitetul decide dacă unele din ele vor puteà fi prezentate în rezumat și discutate. Conferințele nu vor fi urmate de discuții.

Rapoartele și comunicările vor trebuì să fie prezentate congresului cel mai târziu până la 31 Martie.

Limbile oficiale ale congresului vor fi franceza și italiana.

In fiecare secție se vor discutà câteva din problemele cele mai de actualitate și mai importante pentru economia mondială.

Astfel secția I-a va examinà situația generală a agriculturii și a asociațiilor agricole în diferite țări; punctul de vedere al asociațiilor agricole față de conferința economică din Geneva.

Secția II-a va desbate problema culturii cerealelor din punct de vedere economic și social, problema viticulturii și noui observații în reconstituirea viilor atinse de filoxeră și în combaterea paraziților animali și vegetali.

Secția III-a se va ocupà de producția mondială de lapte și carne, din punct de vedere economic și social.

Secția IV-a va examinà problema organizării științifice a muncii, ridicarea nivelului moral, tehnic și material al lucrătorului; organizația agricultorilor în diferite țări, învățământul ambulant agricol.

Scția V-a se va ocupà cu problema ameliorărilor agricole și hidraulice, disecări și irigații; noui contribuții în domeniul bacteriologiei și chimiei solului în vederea măririi fertilității, noui metode de lucrare a pământului și noui substanțe fertilizante.

Secția VI-a se va ocupà de organizație femenină rurală, de școlile de economie casnică, de înfrumusețarea vieții rurale.

Pentru a se organizà participarea românească la acest congres, s'a constituit un comitet de propagandă și participare sub președinția d-lui Ministru al Agriculturii. Din acest comitet fac parte membrii români ai Comisiei internaționale de agricultură și reprezentanții tuturor organizațiilor agricole din țară.

Date fiind legăturile noastre cu Italia și importanța problemelor ce fac obiectul acestui congres, participarea română va fi numeroasă.

Congresul următor din 1929 va aveà loc la București potrivit invitației transmisă de guvernul român încă din 1925 la Varșovia și acceptată de Comisia internațională de agricultură.

G. Ionescu-Șișești

A. W. SMALL (1854—1926)

Cu încetarea din viață a lui Albion Woodbury Small dispare unul din cei mai cunoscuți promotori ai învățământului sociologic în Statele-Unite. Când se fondà Universitatea din Chicago în 1892, Harper, președintele (rectorul) de atunci, al acestei instituții însărcină pe Small cu conducerea departamentului de sociologie, cel dintâiu în America. Această poziție el o ilustră cu o energie deosebită timp de treizeci și trei de ani, până în Iulie 1925, când din motive de boală trebuì să se retragă din învățământ.

Opera sociologică a lui Small este mai mult didactică decât creativă. Lucrarea sa principală este o sociologie generală (*General Sociology*, Chicago, 1905), în care se găsește o expunere a teoriei sociologice dela Spencer la Ratzenhofer. «Sociologia este», susțineà Small în această lucrare, «studiul oamenilor considerați ca influențând (affecting) și ca influențați (affected) de asociație» (p. 23), înțelegând prin asociație obiectul însuș al științei sociale. O altă lucrare a lui Small, mai interesantă în rezultate, erà «Adam Smith și Sociologia modernă» (*Adam Smith and Modern Sociology*, Chicago, 1907), în care autorul arătă că «sociologia modernă este de fapt o încercare de a luà programul mai mare de analiză și interpretare socială, care erà implicat în filozofia morală a lui Adam Smith, dar care fusese suprimat timp de un secol de interesul predomnitor în tehnica pro-

ducerii bogăției» (p. 238). Problema științei sociale în legătură cu desfășurarea și desvoltarea faptelor civilizației este tratată de Small în lucrarea sa «Significația științei sociale» (*The Meaning of Social Science*, Chicago, 1910), unde se emite părerea că «funcțiunea primară a științei sociale este de a interpretă experiența oamenilor trecând dela un stagiu la altul în evoluția valorilor umane» (p. 156). Aici apare optimismul robust al americanului într'o lumină caracteristică: «Perspectiva noastră este asupra unui viitor nedecis în care oamenii vor puteà să întrebuințeze inteligența lor din ce în ce mai economicos spre a realiză posibilul în toate direcțiile în care experiența noastră ne-a dat până acum numai licăriri» (p. 287). In sfârșit, în ultima sa lucrare, «Originile Sociologiei» (*The Origins of Sociology*, Chicago, 1924), apărută mai întâiu în revista «American Journal of Sociology» (Ian. 1923—Nov. 1924) sub titlul «Câteva contribuții la istoria sociologiei», Small a căutat să dea o expunere istorică a sociologiei, cu scopul de a arătà că ceeace se numește «sociologie» în Statele-Unite nu este un fenomen izolat și independent de gândirea omenirii ap. 13). Autorul erà convins că cea mai mare (ontribuție la gândirea sociologică americană cu avut-o Germanii (p. 328). Dealtfel Small, ca fost student în Germani , a avut toată viața un cult deosebit pentru cultura germană, pe care o consideră ca decisivă nu numai a culturii americane, ci a întregii culturi occidentale din secolul al XIX-lea, o părere care, în afară de unele centre germanizate, ca Chicago nu găsià nici un răsunet în Statele-Unit.e

Pe lângă activitatea didactică și publicistică Small a desfășurat toată viața o propagandă susținută de cel mai sincer entuziasm pentru răspândirea studiilor sociologice. In această privință opera sa este și mai rodnică. Incă dela fondarea revistei «American Journal of Sociology» în 1895, Small ia direcția acestei publicații pe care o conduceà până în ultimul moment. Spiritul său de organizare și reputația sa de profesor i-au fost de ajutor în această întreprindere. In 1912—13 Small a fost distins ca președinte al Societății americane de sociologie, iar în 1922 ca președinte al Institutului internațional de sociologie din Paris. Small a lăsat o pleiadă de elevi, muncitori modești pe câmpul siciologiei, cari fără pretenții de originalitate contribue, după modelul profesorului lor, la vasta operă sociologică din Statele-Unite.

Nicolae Petrescu

BULETINUL INSTITUTULUI SOCIAL ROMÂN

ADUNAREA GENERALĂ DELA 20 IUNIE 1926

Şedinţa s'a deschis la ora 10 dim. sub preşedinţia d-lui Em. Miclescu, vice-preşedinte.

D-l D. Gusti, preşedintele I. S. R. face constatarea că activitatea Institutului este în plină desvoltare, după mai bine de 5 ani de existenţă. Prezentând prospectul tipărit, în care se rezumă această activitate variată, d-sa relevă cuvintele măgulitoare care s'au rostit la adresa Institutului, în şedinţa festivă ţinută de Academia Română cu ocazia aniversării M. S. Regelui. In urmă d-sa cedează preşedinţia D-lui Em. Miclescu, care mulţumeşte, şi arată rolul şi opera pe care are menirea s'o înfăptuească acest Institut.

Intrându-se în ordinea de zi, se dă cuvântul d-lui Al. Costin, secretarul general al I. S. R., care expune activitatea Institutului în secţii prelegeri publice şi publicaţii, de la data ultimei adunări generale dela 8 Noembrie, 1924.

D-l N. Petrescu, în calitate de cenzor, citeşte darea de seamă financiară, în lipsa casierului, şi arată raportul cenzorilor, iar adunarea generală aprobă bilanţul încheiat în ziua de 31 Decemvrie 1925 şi dă descărcare Comitetului pentru gestiunea acestui interval.

D-l D. Gusti, având cuvântul, arată serviciile aduse ştiinţei şi vieţii publice de I. S. R. Evidenţiază nevoia unui local propriu care n'ar da numai un sediu obişnuit Institutului, ci cadrul absolut necesar în care şi-ar puteà desvoltà întreaga activitate, stingherită până acum tocmai de această lipsă. Localul Institutului ar trebui să cuprindă săli pentru bibliotecă, atât de depozitare a cărţilor, cât şi de lectură, săli de întrunire a diferitelor secţii, săli pentru redacţia şi administraţia Arhivei şi diferitelor publicaţii ale Institutului, un mic cămin pentru oaspeţi străini sau membri corespondenţi în trecere. Până la crearea unei Facultăţi de ştiinţe sociale acest Institut este menit a sta în strânse legături cu Universitatea.

Pe de altă parte I. S. R. ar trebui să strângă, să centralizeze şi să reorganizeze diversele biblioteci aflătoare astăzi pe la diverse ministere, etc. spre a le pune în folosinţa atât a ştiinţei cât şi a vieţii publice şi profesionale. D-sa ceteşte un anteproect redactat în scop de a consfinţi oficial existenţa autonomă a I. S. R., de a precizà drepturile şi obligaţiile sale şi de a centralizà bibliotecile publice.

D-l M. Manoilescu, aprobă în principiu proiectul, dar declară că are o rezervă de făcut, anume că nu este nimerită centralizarea bibliotecilor de la diferitele ministere şi că este preferabil ca I. S. R. să-şi aibă biblioteca sa proprie. Ar trebui ca Institutul să fie ajutat pentru ca aspiraţiunile legitime ale lui să se realizeze, garantându-i-se completa independenţă faţă de organele Statului, drept răsplată pentru serviciile preţioase aduse culturii şi vieţii noastre publice.

D-l D. Gusti, arată că înţelege să se centralizeze bibliotecile publice, numai în scop de a le organizà ca instrumente de muncă ştiinţifică, spre a nu rămâne ca astăzi, nişte simple colecţii de cărţi, dar că se va păstrà la fiecare activitate publică, un nucleu de bibliotecă care se socoteşte necesar pentru aceà activitate.

D-l M. Djuvara aprobă, în principiu, proiectul şi insistă să se păstreze autonomia completă. D-sa cere ca toate chestiile de amănunt să fie lăsate în sarcina comitetului.

D-l Andrei Rădulescu observ în primul rând că nu va fi posibil să se legifereze trecerea tuturor bilbiotecilor pe seama Institutului, iar, în al doilea rând, că nu este bine să se prevadă în lege obligaţia I. S. R. ca să procure Statului studii, proiecte sau propuneri, căci se va ajunge la slăbirea autonomiei şi la împovărarea membrilor cu lucrări, ca şi cum ar fi salariaţii Statului. Mai adaugă că nu se poate admite un control al Statului asupra modului de funcţionare, din punct de vedere cultural, a Institutului.

D-l Dr. Gh. Banu arată că sunt biblioteci bine organizate şi întreţinute, precum este aceea a Ministerului Sănătăţii publice, statistică, demografică, de propagandă, — astfel că nu se poate generalizà şi nu se poate cere strângerea tuturor bibliotecilor la I. S. R.

D-l V. Athanasovici crede că ar fi greu să

se obţină un local şi fonduri, chiar dela Stat, dar se impune să ne păstrăm independenţa, excluzând orice control al Statului. Cere ca pro ectul definitiv după ce va fi aprobat de guvern, să fie supus discuţiilor într'o adunare generală a I. S. R. Aminteşte că prin noua lege a Creditului Funciar Urban, el poate acordà împrumuturi pentru construcţii, chiar înainte de orice început de construire.

D-l G. Taşcă aprobă ideea d-lui Gusti privitoare la centralizarea bibliotecilor. Nu admite însă, controlul Statului, prin preşedinţia Consiliului de miniştr i, ci numai un control financiar, căci altfel s'ar încălcà independenţa I. S. R. Aprobă ca Institutul să aibă obligaţia de a procurà Statului lucrările sale.

D-l I. Răducanu declară că Institutul nu se poate obligà a da Statului opiniuni sau avize şi că trebuie să lucreze independent.

D-l I. Ionescu-Dolj arată că este necesar un local pentru Institut, fie propriu numai pentru el, fie şi comun cu alte instituţii. In raporturile cu Statul cere ca Institutul să-şi menţină independenţa completă. Nu crede nimerit să se centralizeze la I. S. R. bibliotecile publice.

D-l C. Buşilă este de părere că Institutul poate să primească fonduri de la Stat, dar să nu-şi alieneze nimic din autonomia sa.

D-l I. Glogoveanu crede că bibliotecile publice se pot centralizà fără prejudicii pentru public. Apără principiul independenţei I. S. R. şi propune să se facă apel la subscripţii publice pentru nevoile Institutului.

D-l Al. Costin dă câteva lămuriri relativ la demersurile făcute la Primărie pentru dobândirea unui teren central pentru I. S. R. şi cere să se pronunţe adunarea generală asupra chestiilor desbătute.

D-l Em. Miclescu propune şi adunarea generală decide *a)* a autorizà Comitetul să continue demersurile necesare spre a obţine de la Primăria Municipiului Bucureşti, un teren central pentru a se construi viitorul local al I. S. R.; *b)* autorizà Comitetul să facă intervenţiile cuvenite pentru ca să se acorde de Stat, prin lege, o subvenţie anuală în favoarea I. S. R. *c)* autorizà Comitetul să realizeze, prin lege, organizarea şi funcţionarea I. S. R., cu garantarea întregei sale autonomii.

ADUNAREA GENERALĂ (în continuare) DELA 24 IUNIE 1926.

Şedinţa se deschide la 21½ sub preşedinţia d-lui Em. Miclescu, vice-preşedinte.

D-l preşedinte D. Gusti, propune modificarea Statutelor şi cere ca secretarul general să dea cetire proiectului de modificare.

D-l secretar general, Al. Costin, enumără articolele din statute care se propun să fie modificate, în urma experienţei făcute în decursul activităţii I. S. R., şi arată că chestiunea esenţială este de a precizà organele de conducere ale Institutului. Anume un *Comitet* compus din preşedinte şi foştii preşedinţi ai I. S. R., preşedinte şi foşti preşedinţi ai secţiilor, secretarul general şi foştii secretari generali ai Inst., precum şi un număr de membri titulari aleşi de Adunarea Generală, şi o delegaţie executivă, compusă numai din câţiva membri, şi anume: preşedintele, vicepreşedinţii şi secretarul general al Institutului cari vor puteà cooptà la caz de necesitate alţi membri, sub rezerva aprobării adunării generale.

D-l Preşedinte D. Gusti, propune ca în afară de aceste 2 organe, Institutul să aibă şi un Consiliu din care să facă parte personalităţile eminente ale vieţii culturale, politice, economice, etc.

D-l Anibal Teodorescu observă că un Consiliu, astfel constituit, ar puteà apare ca un corp aparte de Institut şi deaceea în el nu ar trebui admişi decât membrii de ai Institutului, sau mai bine să nu se încerce formarea acestui organ.

D-l V. Ispir propune să se formeze un Comitet general şi un Comitet restrâns executiv, după exemplul multor societăţi. Comitetul să nu cuprindă persoane din afară de Institut, ci câţiva membri din fiecare secţie, adică să fie aleşi după specialităţi. Comitetul restrâns poate să fie constituit în felul cum s'a propus.

D-l V. Madgearu exprimă părerea că în Consiliul general să figureze amicii I. S. R. adică personalităţi din lumea financiară politică universitară, etc. în sensul ca să faciliteze sforţările Institutului.

După desbaterile urmate, d-l preşedinte Miclescu propune şi adunarea generală admite ca întreaga chestiune a Consiliului, să fie amânată la viitoarea adunare generală, şi se votează modificarea statutelor respec-

tive din Statute, în sensul să se institue ca organe de conducere un *Comitet* şi o *delegaţie executivă* după cum s'a propus. Se însărcinează preşedintele Institutului şi secretarul general cu redactarea textelor respective cu arătare ca să se treacă şi următoarele dispoziţii:

Adunarea generală alege pe 3 ani 1 preşedinte, 2—3 vicepreşedinţi şi 1 secretar general. Toţi membrii Comitetului sunt reeligibili. Comitetul poate cooptà cu majoritate de ²/₃ dintre membrii titulari, sub rezerva aprobării adunării generale.

Adunarea generală alege pe termen de 3 ani următorul Comitet: preşedinte, D. Gusti, vice preşedinţi: Em. Miclescu, C. Buşilă; secretar general, Al. Costin; membri: d-na Calypso Botez, C. Botez, Gh. Cipăianu, M. Djuvara, I. I. Dolj, T. Ficşinescu, V. Madgearu, M. Manoilescu, C. Rădulescu-Motru, M. Oromolu, I. Răducanu, Andrei Rădulescu, Gh. Ionescu-Şişeşti. M. Sanielevici, Gh. Taşcă, Anibal Teodorescu, V. Slăvescu, Emanoil Bucuţa.

Casier: V. Slăvescu.

Cenzori: Dr. Gh. Banu, N. Petrescu, S. Şerbescu.

D-l Anibal Teodorescu, în calitate de primar al Municipiului Bucureşti, comunică adunării generale că Primăria, în conformitate cu decizia dată de delegaţia permanentă a Consiliului Comunal general al Municipiului la 23 Iunie 1926, a cedat I. S. R. proprietatea Comunei din B-dul Brătianu colţ cu str. Lahovary, ocupată azi de d-na Gen. Poenaru, care va fi menţinută de Institut, în calitate de chiriaşă, cât va trăi, fie în localul, existent fie într'un apartament din localul, ce I. S. R. va construì.

Această cesiune s'a făcut cu titlul de comodat şi dacă I. S. R. s'ar desfiinţà sau şi-schimbà scopul pentru care s'a creat, imobi[lul] va reintrà de drept în proprietatea Comunei.

D-l Em. Miclescu mulţumeşte d-lui Ani[bal] Teodorescu, care n'a uitat, în înalta sa [în]sărcinare, că este membru al Institutului, [şi] a făcut pentru el tot ce i-a stat în putin[ţă], înzestrându-l cu teren.

D-l D. Gusti aduce deasemenea mulţum[iri] d-lui Primar al Capitalei, spunându-i că [şi-a] creat prin fapta sa un mare titlu de glorie [pe] lângă I. S. R. Institutul, care are marea vir[tu]te să nu uite îi va fi totdeauna recunoscător.

D-l Al. Costin aminteşte plăcuta coincidenţă care leagă tot mai mult pe d-l Anibal Teodorescu de Institut, căci tot d-niei sale se datoreşte şi trecerea prin Parlament a legii pentru căpătarea personalităţii juridice a I. S. R.

D-l D. Gusti citeşte o scrisoare pe care i-a adresat-o d-na Elena Romniceanu, membră a secţiei de studii femenine şi legatară universală a moştenirii Fanny Seculici (Bucura Dumbravă). In scrisoare se propune înfiinţarea unui nou premiu al Institutului, numit Premiul Bucura Dumbravă, dat anual şi în valoare de 20.000 lei pentru o lucrare de etică generală.

Adunarea generală primeşte cu recunoştinţă propunerea d-nei Elena Romniceanu şi hotărăşte să se facă un regulament al Premiului Bucura Dumbravă.

In urmă Adunarea generală decide ca restul chestiunilor cuprinse în ordinea de zi să fie rezolvat de organele de conducere ale Institutului, ales în această şedinţă.

Şedinţa se ridică la orele 24.

Preşedinte, *D. Gusti*

Secretar general, *Al. Costin*

BILANŢUL

INSTITUTULUI SOCIAL ROMÂN INCHEIAT LA 31 DECEMVRIE 1925

ACTIV			PASIV		
Casa: Val. numerar	1.136	—	Fond din gestiune	84.852	—
Efecte publice: v. n.	80.000	—	Fond M. Manoilescu	40.000	—
Efecte publice: v. r.	40.000	—	Venit fond M. Manoilescu .	9.818	—
Debitori: Diverşi:	270.320	75	Abonaţi	21.210	—
Mobilier	1	—	Creditori diverşi	155.578	75
Bibliotecă	1	—			
Lei . . .	311.458	75	Lei . . .	311.458	75

Preşedinte *D. Gusti* — Contabil, *Saragea*

Verificat şi găsit conform cu registrele — Cenzori: *Nicolae Petrescu, Dr. Banu, S. Şerbescu.*

CONTUL DE VENITURI ŞI CHELTUELI (1925)

CHELTUELI			VENITURI		
Amortis.: Mobilier	4.645	50	Val. dobânzilor la depozitele de numerar aflate la bănci	13.522	—
Bibliotecă	32.928	—	Val. subvenţiilor din anul 1925	284.872	—
Sumi avansate p.: editura revistei «Arhiva»	174.353	50			
Cheltueli generale	6.596	—			
Salarii	39.850	—			
Spese p. conferinţe	1.615	—			
Diverse publicaţii	1.805	—			
Val. plus venituri 1925 cu	36.603	—			
	298.396	—		298.394	—

Preşedinte, *D. Gusti* — Contabil, *Saragea*

Verificat şi găsit conform cu registrele; Cenzori: *Nicolae Petrescu, Dr. Banu, S. Şerbescu.*

ANEXE

Municipiul Bucureşti dă un teren I. S. R.

1. INCHEIEREA DELEGAŢIEI PERMANENTE

Delegaţiunea permanentă a Consiliului Comunal General al Municipiului Bucureşti în şedinţa dela 23 Iunie 1926, lucrând în calitate de consiliu în baza delegaţiunii dată de Consiliul General prin deciziunea No. 160 din 15 Aprilie 1926, având în vedere că prin deciziunea No. 52 dată în şedinţa dela 31 Maiu continuată la 2 şi 9 Iunie a. c., s'a aprobat in principiu a se da Institutului Social Român, un teren comunal pentru construcţia unui local propriu cu sală de conferinţă: având în vedere atât propunerea d-lui Primar al Municipiului, cât şi discuţiunile ce au avut loc, cu majoritate de voturi aprobă a se cedă Institutului Social Român proprietatea comunei situată în B-dul I. C. Brătianu colţ cu str. Al. Lahovari în care a fost în trecut instalată legiunea cercetaşilor români, iar azi este ocupată de d-na General Poenaru, ca chiriaşe.

In imobilul ce va construì sau cu ocazia transformării ce va face actualului imobil, Institutul Social Român va pune cu chirie la dispoziţia d-nei Poenaru, un apartament pe tot timpul cât va trăì.

Această cedare se va face cu un act de comodat în care se va stabilì că îndată ce Institutul Social Român s'ar desfiinţà sau şi-ar schimbà scopul pentru care s'a creat, imobilul va reintrà de drept în patrimoniul Comunei.

Primarul Municipiului, *An. Teodorescu*

Secretar general, *Roban*

2. ACT DE COMODAT

Intre Primăria Municipiului Bucureşti, reprezentată prin d-l Barbu Dimitrescu, consilier delegat lucrând în baza delegaţiunii dată prin deciziunea No. 21266/926 şi conform cu decizia No. 104 din 23 Iunie 1926, şi Institutul Social Român cu sediul în Bucureşti, Calea Victoriei No. 102 etaj III, reprezentat prin d-l profesor universitar D. Gusti, membru al Academiei Române, lucrând în calitate de preşedinte al Institutului Social Român, conform statutului, a intervenit prezentul act de comodat.

Primăria Municipiului Bucureşti în baza deciziunii Consiliului Comunal General al Municipiului Bucureşti, cu No. 104 din 23 Iunie 1926 cedează spre folosinţa Institutului Social Român terenul împreună cu imobilul proprietatea comunei situat în B-dul I. C. Brătianu colţ cu str. Al. Lahovari în suprafaţă de 564 m. p. 61 (cincisute şasezeci şi patru metri pătraţi şi şasezeci şi unu) având forma şi dimensiunile prevăzute în alăturata schiţă de plan semnată de ambele părţi şi care fac parte integrantă din prezentul contract.

Institutul Social Român în imobilul ce va

construi pe terenul cedat sau cu ocaziunea transformării ce va face actualului imobil, va pune cu chirie la dispoziţia d-nei Maria General Poenaru un apartament pe tot timpul cât va trăi.

Prin desfiinţarea Institutului Social Român sau dacă s'ar schimbà scopul pentru care Institutul Social Român s'a creat, atât terenul cât şi imobilul cedat va intrà în patrimoniul comunei fără somaţie, punere în întârziere sau judecată, Institutul Social Român neavând pentru aceasta dreptul la nici un fel de despăgubiri.

In asemenea caz Primăria va puteà printr'o simplă cerere să investească acest act cu formula executorie şi să procedeze la evacuarea celor ce ar ocupà construcţiile.

Pentru îndeplinirea oricăror formalităţi decurgând din acest act Institutul Social Român face alegerea domiciliului la sediul său.

Subscrisul Barbu Dimitrescu lucrând pentru Primăria Municipiului Bucureşti şi subsemnatul profesor D. Gusti pentru Institutul Social Român declarăm că acceptăm condiţiunile prezentului act de comodat.

Făcut în dublu exemplar luând fiecare parte câte unul.

p. Primarul Municipiului Bucureşti
Barbu Dimitrescu
Preşedintele I. S. R.
D. Gusti
Redactor şi martor, *Alexandrescu*, advocat

Urmează autentificarea Tribunalului Ilfov secţia Notariat cu Procesul-verabl No. 20514 din 9 Iulie 1926 şi transcrierea cu No. 8810 din 9 Iulie 1926.

NOUL SEDIU AL I. S. R.

1. Scrisoarea Academiei de Inalte Studii Comerciale şi Industriale, către Institut

Ministerul Industriei
şi Comerţului
Academia de Inalte Studii
Comerciale şi Industriale
din Bucureşti
No. 151 din 26/1 1927.

Domnule Preşedinte,

Având în vedere scopul înalt cultural al «Institutului Social Român» I. S. R., susţinut cu mari sacrificii şi din care trag reale foloase chiar studenţii şi licenţiaţii Academiei noastre şi dat fiind faptul că, deşi Primăria Municipiului Bucureşti v'a donat un local propriu, însă D-voastră nu-i aveţi folosinţa fiind închiriat de autoritatea donatoare, ţinând şi în seamă că Institutul d-voastră dela înfiinţarea lui a fost găzduit la Academie;

Consiliul de Administraţie al Academiei de Inalte Studii Comerciale şi Industriale din Bucureşti în şedinţa din 29 Decemvrie 1926, a aprobat să vi se închirieze, cu folosinţă de lumină şi căldură, cele trei camere dela mansardă, ce ocupaţi în mod provizoriu.

Chiria anuală este de lei una mie.

Termenul este de cinci ani, cu drept de prelungire pentru d-voastră.

Termenul curge dela data adresei d-voastră de confirmare, a prezentei pe care vă rugăm, a o face în trei zile libere dela primirea prezentei.

Rector *I. Angelescu*
Secretar general, *Bălteanu*

2. Răspunsul I. S. R. către Academia de Inalte Studii Comerciale şi Industriale.

Institutul Social Român
No. 373 din 27 Ianuarie 1927

Domnule Rector,

Avem onoarea a vă înştiinţà că am adus la cunoştinţa Comitetului I. S. R. adresa d-voastră cu No. 151 din 27/1 927, prin care ne comunicaţi decizia Consiliului Administrativ al Academiei de Inalte Studii Comerciale şi Industriale, de a se propune Institutului Social Român închirierea pe termen de 5 ani cu drept de prelungire şi cu chirie anuală de 1000 lei,— cu folosinţă de lumină şi căldură, a celor trei camere pe care le ocupă azi în mod provizoriu.

Comitetul I. S. R. declară că acceptă această propunere şi ne-a însărcinat a vă exprimà via sa satisfacţie pentru justele aprecieri ale sacrificiului pe care I. S. R. le face, de peste 6 ani, în realizarea scopului său ştiinţific.

Comitetul vă transmite şi de această dată, profundele sale mulţumiri şi încredinţarea celor mai distinse sentimente.

Preşedinte, *D. Gusti*
Secretar general, *Al. Costin*

Alăturăm suma de una mie lei, chiria anuală.

DĂRI DE SEAMĂ DESPRE ACTIVITATEA SECȚIILOR

SECȚIA JURIDICĂ

In ședința dela 9 Februarie 1924 d-l *Corneliu Chiseliță*, consilier la Inalta Curte de Casație, și-a desvoltat comunicarea sa privitoare la funcționarea Curților cu jurați după legea existentă în Bucovina, iar în ședințele dela 19 Martie și 17 Aprilie 1924 d-sa și-a expus părerile asupra anteproiectului de cod penal, întocmit de Comisia specială instituită la Ministerul Justiției (1).

In ședințele dela 5 Decemvrie și 20 Decemvrie 1924, d-l *Al. Oteteleșanu* a făcut o comunicare relativă la organizarea și competența Consiliului Legislativ. In ședința dela 5 Decemvrie 1924, membrii secției au reînoit pe period de 3 ani, conform statutelor, mandatul secretarului secției — cu începere dela 13 Februarie 1924, — și au cooptat prin vot secret, ca membru titular, pe d-l Vespasian Erbiceanu, Consilier la Inalta Curte de Casație.

In ședința dela 3 Aprilie 1925 d-l *Vladimir Athanasovici* a analizat problema unificării legislative în țara noastră, conchizând că este necesar să se realizeze o unificare parțială urgentă, în sensul ca să se introducă în provinciile alipite legislația din vechiul regat, cu respectarea unor anumite instituțiuni, care, fiind apreciate ca utile, ar puteà fi extinse în toată țara. D-sa a arătat lucrările făcute în Franța pentru unificarea legislativă în acest fel. D-l *Djuvara* crede că s'ar puteà realizà o unificare completă și urgentă, adoptându-se în toată țara instituțiile ce s'ar găsì folositoare în vreuna din cele 4 Legislații în vigoare.

D-l *Matei Balș* relevă deosebirile dintre Franța și țara noastră, din punctul de vedere al unificării legislative; Alsacia-Lorena fiind mici în raport cu Franța, pe când provinciile alipite întrec vechiul regat. Tot astfel diferențele legislative sunt mai mari între diferitele părți ale României actuale.

(1) Această comisie a funcționat, împreună cu celelalte comisii numite la Ministerul Justiției, pentru unificarea legislației, până la 1 Iunie 1925, când au fost desființate și lucrările lor au fost trecute Consiliului Legislativ prin legea din 25 Februarie 1925, care a creat acest Consiliu.

D-l *Al. Oteteleșanu* crede că nu trebuie să impunem provinciilor alipite legislația vechiului regat, iar unificarea să o facem corespunzător nevoilor actuale și în vederea progresului științific; astfel că vor fi necesari mai mulți ani pentru realizarea unificării. O legiferare urgentă în vederea unei unificări parțiale nu o crede nimerită.

D-l *Ion Fințescu* își exprimă covingerea că nu este necesară refacerea legislației comerciale, în sensul alcătuirii unui cod de comerț, nou în întregime, și că alegând câteva instituțiuni mai bine organizate în codurile regiunilor alipite (de exemplu falimentul după legea austriacă), restul codului comercial din vechiul regat s'ar puteà aplicà în toată țara.

D-l *Andrei Rădulescu* crede că nu trebuie să uităm interesul național în unificarea legislativă și în urgența realizării ei. Arată că s'ar puteà întinde imediat în toată țara codul comercial din vechiul regat, precum și codul penal alcătuit de Comisia oficială care funcționà pe lângă Ministerul Justiției. Deasemeni se vor puteà aplicà legile administrative, vamală, fiscală, de pensiuni și altele de acest fel.

D-l *Al. Costin* arată inconvenientele unificării parțiale, mai ales făcute fără o pregătire suficientă, și observă că Consiliul Legislativ va aveà o grea misiune de îndeplinit, spre a redactà codurile fundamentale, întrucât va fi ocupat cu studierea legilor și regulamentelor curente și urgente, astfel că colaborarea tuturor specialiștilor va fi bine venită, spre a contribuì la strângerea materialului necesar pentru unificarea legislativă.

D-l *I. Fințescu* anunță o comunicare asupra unificării legislației cambiale, iar d-l *M. Balș* asupra regimului proprietății în Dobrogea nouă.

In ședința dela 5 Iunie 1925 membrii secției realeg ca președinte, conform statutelor, pe d-l *Emanuel Miclescu*, pe un nou period de 3 ani, cu începere dela 9 Iunie 1924, și în urmă aleg, prin vot secret, ca membrii titulari pe d-nii Victor Andrei, Emanoil Antonescu, Barbu Dumitrescu, Gh. Popescu, Petre Vasilescu și Istrati Micescu. D-l M. Djuvara anunță o comunicare asupra situației juridice a minorităților în România.

In ședința dela 3 Iulie 1925 d-l *Atanasovici* reînoește constatarea sa că unificarea legislativă trebuie grăbită și că perfecționarea operei de unificare n'ar puteà fi făcută ma

târziu, cu concursul specialiştilor, întrucât cere mai multă vreme.

D-l *Al. Oteteleşanu* susţine că dacă în materia dreptului comercial se poate ajunge mai uşor la unificare, extinzându-se în toată ţara codul comercial din vechiul regat, cu mici împrumuturi din legislaţia teritoriilor alipite, dar în materia dreptului civil este necesar un studiu desvoltat şi amănunţit, care necesită câţiva ani, pentru a aveà toată valoarea ştiinţifică.

D-l *V. Andru* observă că deşi pentru unificarea urgentă se pot găsi raţiuni de Stat, totuş nu se pot adoptà vreunul din codurile actuale, în întregime, ci trebuie să se prepare o legislaţie unitară. Aminteşte cum uniunea juriştilor din vechea Austrie a examinat şi respins şapte propuneri legislative.

D-l *Anibal Teodorescu* propune ca activitatea secţiei să fie adusă la cunoştinţa publicului prin publicaţii sau conferinţe. In şedinţa dela 14 Noemvrie 1925 d-l *Ernst Mandicewski* şi-a desvoltat comunicarea sa asupra unificării legislative, «Consiliul Legislativ şi unificarea codului civil general», (care a fost publicată în No. 1 — 2, anul VI, 1926, al acestei reviste).

In şedinţa dela 21 Decemvrie 1925 şi 21 Ianuarie 1826 d-l *I. Fintescu* şi-a expus părerile sale asupra «reformei legislaţiei cambiale».

In şedinţa dela 16 Februarie 1926 d-l *S. Şerbescu* a făcut o comunicare asupra «procedurii minorităţilor înaintea Societăţii Naţiunilor» (v. «Arhiva» etc. No. 1 — 2, 1926).

In urmă secretarul secţiei atrage atenţia că această şedinţă este a 50-a dela înfiinţarea Institutului Social Român, care a împlinit la 13 Februarie 1926 cinci ani de existenţă şi continuă activitate, de ex. peste 100 de prelegeri publice.

In şedinţa dela 22 Aprilie 1926 d-l *P. Vasilescu* şi-a desvoltat expunerea sa relativă la unificarea legislaţiei (1).

In şedinţa dela 1 Februarie 1927 secretarul secţiei face un raport despre activitatea generală I. S. R. şi despre evenimentele petrecute dela ultima şedinţă (dobândirea locului din b-dul Brătianu, colţ cu str. Lahovary, cedat de Primăria Municipiului Bucureşti, prin actul autentificat de Trib. Not. Ilfov la No. 20.514/926 şi transcris No. 8.810/926, subvenţiile acordate, publicaţii, conferinţe).

In urmă d-l *I. Ionescu Dolj* anunţă o comunicare cu privire la rezultatele date de aplicarea legii pentru dobândirea naţionalităţii române şi la îndreptările pe care practica le-a indicat ca necesare.

Deasemeni, mai anunţă comunicări:

D-l *V. Andru* despre organizarea judecătorească, cu expunerea comparată a legislaţiilor din alte ţări. D-l *C. Parthenin* asupra legislaţiei produse de revoluţia rusă şi d-l *I. Glogoveanu* despre legislaţia silvică actuală şi proprietatea colectivă.

Secretarul Secţiei
Al. Costin

SECŢIA DE POLITICĂ SOCIALĂ

Secţia de politică socială a Institutului Social Român a luat fiinţă la 23 Februarie 1925.

După ce a mulţumit celor cari au răspuns chemării adresate de I. S. R., d-l profesor D. Gusti a citit diferite adeziuni primite, între care acelea ale d-lor: N. D. Chirculescu, pe atunci ministru al muncii, cooperaţiei şi asigurărilor sociale, telegrama trimisă de regretatul G. G. Mârzescu, pe atunci ministru al justiţiei, adeziunea d-lui Gr. L. Trancu-Iaşi, Inginer C. Buşilă etc., cari s'au scuzat că nu pot participà la şedinţă, dar declară că vor luà parte efectiv la lucrările secţiei.

D-sa a arătat apoi că în alegerea membrilor s'a condus de criteriul ca din această secţie să facă parte reprezentanţii cei mai autorizaţi ai teoriei şi ai practicei sociale, fără deosebire de credinţe politice. Ceteşte lista membrilor, care va fi completată, şi stăruie asupra necesităţilor cărora răspunde secţia de politică socială. Această secţie — spune d-sa — va organizà cercetări, studii, anchete, contribuind la cunoaşterea stărilor sociale dela noi şi din alte State. Organizaţia internaţională a muncii, prevăzută de partea XIII-a a Tratatului dela Versailles, la noi nu este cunoscută. Opera intinsă de studiu şi documentare a Biuroului dela Geneva, organ al acestei instituţii internaţionale, deasemenea nu se cunoaşte în ţară. Secţiei de politică socială îi revine remedierea acestui neajuns. In alte State s'au înfiinţat diverse asociaţii pentru cunoaşterea stărilor sociale respective

(1) Această comunicare a fost publicată în «Curierul Judiciar», din 1926.

Citează activitatea desfăşurată în această direcţie de institutul social cehoslovac din Praga, care este anexat Ministerului Muncii. Crede însă că e bine ca Institutul Social Român — spre deosebire de cel cehoslovac — să se bucure de o desăvârşită autonomie, atât faţă de Stat cât şi faţă de partide, cu toată lipsa de mijloace materiale de care sufere. Această autonomie a şi făcut din Institutul Social Român un suplinitor al Universităţii prin partea teoretică, şi al Statului prin latura lui practică, căci a căutat în totdeauna să concilieze teoria cu practica, să le influenţeze reciproc şi a întreprins cercetări teoretice rămânând în strâns contact cu practica.

D-l Gusti arată că pentru a ajunge la scopul urmărit, e nevoie să ne documentăm. Va trebui să facem abonamente la diverse publicaţii periodice, să ne procurăm lucrări statistice, monografii, cărţi, etc., de care avem nevoie. Va trebui să ne ţinem în curent cu mişcarea bibliografică, să organizăm dosare pe chestiuni, care vor fi astfel clasate încât să poată fi puse cu uşurinţă la îndemâna acelora cari au nevoie de ele pentru studiu. Secţia trebuie să devină un centru de informaţie atât pentru cercetătorii problemelor de politică socială din ţară, cât şi pentru străini. La noi în ţară astăzi numai câteva persoane, pe care adesea le caracterizează omnipotenţa şi omniincompetenţa, au posibilitatea să se informeze. Informaţia trebuie însă democratizată. Secţia trebuie așà fel organizată, încât ţara noastră să poată fi bine reprezentată la diferitele congrese internaţionale, chiar prin membrii secţiei. Citează congresul de politică socială dela Praga, ţinut în toamna anului 1924, la care ţara noastră n'a fost oficial reprezentată şi arată că asemenea absenţe nu trebuie să se mai repete. Mai arată că cu ocazia vizitei făcută de d-s la Biuroul internaţional al Muncii din Geneva în cursul anului 1924, a aflat că unele State au ataşaţi sociali pe lângă acel Biurou, ataşaţi cari le ţin în curent cu tot ce se întâmplă acolo. Asemenea ataşaţi va trebui să avem şi noi. Intorşi în ţară, ei ar putea deveni elemente active în secţia de politică socială.

In rezumat, secţia de politică socială ar aveà misiunea:

1. Să organizeze mijloacele de informaţie şi de studiu în domeniul politicei sociale.

2. Să fie un loc de întâlnire al specialiştilor de teorie socială şi al reprezentanţilor practicei sociale, fără deosebire de credinţe politice, în vederea unei colaborări comune pusă în interesul progresului social.

3. Să scoată în evidenţă importanţa Organizaţiei internaţionale a Muncii dela Geneva.

4. Să stabilească relaţii cu Biuroul internaţional al Muncii, precum şi cu alte instituţii de politică socială, naţionale ori internaţionale.

5. Să creeze arhive sociale pentru cunoaşterea exactă a stărilor sociale dela noi.

6. Să fie un centru de documentare pentru elaborarea legislaţiei sociale.

Terminând, d-l Gusti a cerut părerea membrilor asupra programului schiţat şi asupra organizării secţiei.

După o scurtă discuţie la care au participat aproape toţi membrii prezenţi, cari au recunoscut necesitatea secţiei de politică socială şi au adresat felicitări d-lui preşedinte al Institutului Social Român pentru iniţiativa luată — d-nii Ing. C. R. Mircea, Dr. Ghelerter şi Ilie Moscovici făgăduind tot concursul organizaţiilor profesionale patronale şi muncitoreşti — s'a pus chestiunea organizării acestei secţii, pentru ca să se poată ajunge la cât mai bune rezultate. In unanimitate, membrii prezenţi au aclamat ca preşedinte al secţiei pe d-l profesor D. Gusti, care a propus la rândul său alegerea unui secretar şi a unui bibliotecar.

După ce câţiva membri şi-au arătat părerea în privinţa organizării secţiei, d-l profesor Gusti rezumând expunerile făcute, propune ca o comisie restrânsă să studieze chestiunea şi să prezinte un plan de organizare şi un program minimal de lucru. Din această comisie, desemnată de membrii secţiei, au făcut parte d-nii: profesor D. Gusti, profesor D. R. Ioaniţescu, profesor G. Taşcă, profesor V. Madgearu, Inginer C. R. Mircea, Ilie Moscovici, I. Setlacec, Ing. M. Ficşinescu, Gr. Mladenatz şi D. Constantinescu.

Comisia a propus înfiinţarea următoarelor subsecţii, în care să se discute chestiunile cu caracter de specialitate, cele interesând întreaga secţie urmând a fi discutate în şedinţe plenare. Subsecţiile stabilite sunt următoarele:

1. O subsecţie care se va ocupà cu problema salariaţilor în genere.

2. O subsecţie a higienei, asistenţei şi asigurărilor sociale.

3. O subsecţie a cooperaţiei.

4. O subsecţie care să se ocupe cu problemele claselor de mijloc.

5. O subsecţie care va urmări activitatea Biuroului Internaţional al Muncii dela Geneva.

In şedinţa plenară care a avut loc după aceea, d-l profesor Gusti a cerut părerea membrilor dacă e bine să se înfiinţeze chiar dela început subsecţiile propuse de comitetul pentru organizarea secţiei, sau dacă n'ar fi mai nimerit ca deocamdată, în loc de subsecţii, să se desemneze referenţi pentru chestiunile ce se vor studià de secţia de politică socială. In urma propunerilor făcute de câţiva membri, între cari d-l Trancu-Iaşi, Ing. Arapu şi I. Setlacec, d-l profesor Gusti propune şi se admite ca secţia să aibă deocamdată referenţi pe d-nii: M. Barasch, pentru publicaţia «Informations Sociales», a Biuroului Internaţional al Muncii, pentru viaţa socială patronală pe d-l Ing. Arapu, pentru viaţa socială muncitorească pe d-l avocat C. Petrescu, pentru viaţa socială a altor profesionişti pe d-l I. Setlacec, pentru învăţământul profesional pe d-l St. Cunescu, pentru asigurări pe d-l I. Argeşanu, pentru piaţa muncii şi migraţii pe d-l C. Stănescu, pentru cooperaţie pe d-l Gr. Mladenatz, pentru lipsa de lucru, pe d-l Ing. Mircea şi pentru problema rusească pe d-l Ilie Moscovici.

Alţi referenţi vor fi desemnaţi la nevoie.

D-l profesor Gusti mai propune ca d-l I. Setlacec să întocmească un referat asupra organizării anchetelor şi monografiilor pentru cunoaşterea stărilor sociale din ţară. Până la prezentarea acestui referat, s'au ţinut mai multe şedinţe, în care s'au făcut următoarele comunicări:

D-l Dr. L. Ghelerter despre: Sectele comuniste în evul mediu şi popasul uneia din ele în ţara noastră.

D-l D. Constantinescu despre: Conferinţa nternaţională a muncii din 1925, şi despre munca de noapte în brutării (legislaţia comparată asupra acestei materii).

D-ra Christina Galitzi despre: Tehnica anchetei organizată în oraşul New-York asupra emeilor şi copiilor din cartierele sărace.

D-l M. Barasch despre: Consiliul economiei naţionale în Franţa.

Aceste comunicări au dat naştere la importante discuţii în sânul secţiei de politică socială.

Intr'o şedinţă ulterioară, d-l I. Setlacec a prezentat referatul asupra chestiunii cu care fusese însărcinat, însoţit de schiţa unui plan de monografie industrială şi a unui alt plan pentru facerea bugetului unei familii de lucrător. In urma unor discuţiuni largi, la care au participat mai toţi membrii secţiei, s'a hotărît ca un comitet restrâns, compus din d-nii: Dr. Ghelerter, Ing. Ficşinescu, I. Moscovici, St. Cunescu, Em. Bucuţa, D. Constantinescu, d-ra Christina Galitzi şi I. Argeşanu să studieze amănunţit planul schiţat de d-l Setlacec asupra monografiilor industriale şi să propună eventual amendarea lui. Comitetul s'a întrunit în mai multe rânduri şi într'o şedinţă plenară a prezentat amendamentele sale, iar d-l. Setlacec a primit delegaţia să dea redacţia definitivă a planului ţinând seamă de propunerile de amendare făcute de comitet şi admise de secţie în plenul său. Acest plan, aşà cum a ieşit din desbaterile secţiei, caşi referatul d-lui I. Setlacec, sunt publicate în acest număr al Arhivei.

In privinţa celeilalte scheme de plan asupra bugetului unei familii de lucrător, prezentată de d-l I. Setlacec, aceasta va fi luată în discuţie în şedinţele viitoare.

După stabilirea planului unei monografii industriale, secţia a luat în discuţie aplicarea acestui plan. S'a stabilit ca să se facă deocamdată o anchetă în industria metalurgică din Capitală şi anume în câte 2 întreprinderi din fiecare categorie: industria mare metalurgică, industria mijlocie şi cea mică. Din cauza lipsei de fonduri nu s'a putut începe lucrarea în cursul anului 1926. Cum astăzi secţia posedă o sumă de 30.000 lei, donată de Ministerul Muncii, în şedinţa de reluare a activităţii pe 1927, ţinută la 9 Martie a. c., s'a hotărît ca să se pregătească — cu acest fond iniţial — lucrările în vederea anchetei amintite. Investigaţiile vor fi făcute de o echipă de studenţi, cari vor primi în prealabil toate îndrumările necesare în acest scop. In şedinţa dela 9 Martie a. c. secţia de politică socială a şi desemnat un comitet, compus din d-nii profesor Gusti, Dr. Poenaru-Căplescu, Ing. Ficşinescu, Dr. Ghelerter, Narly, Setlacec, D. Constantinescu şi St. Cunescu, cari vor da instrucţii echipei de studenţi. In şedinţa viitoare se vor fixà întreprinderile în care se va face ancheta.

Deschizând şedinţa dela 9 Martie a. c., d-l profesor Gusti a reamintit rostul secţiei de politică socială şi activitatea desfăşurată până acum. Conform normelor stabilite cu ocazia organizării secţiei de politică socială şi având în vedere cererile a numeroşi membri, d-sa propune înfiinţarea subsecţiei de studii cooperatiste.

Cooperaţia numără printre militanţii săi vreo patru categorii: sentimentali-dogmatici, alţii diletanţi, o a treia categorie a empiriştilor şi, în fine, categoria acelora cari sunt preocupaţi de acordul între teorie şi practică, adică de spiritul cooperatist propriu zis. Noua subsecţie ce ia fiinţă trebuie să-şi consacre în deosebi activitatea ei desvoltării şi răspândirii acestui spirit, care lipseşte aşa de mult acţiunii cooperatiste dela noi.

In al doilea rând ea trebuie să fie o centrală informativă şi documentară asupra stărilor de lucruri din ţară şi străinătate

Trebuie întreprinsă în acest scop o acţiune de cercetări monografice cooperatiste pe regiuni, pentru a cunoaşte adevărata realitate. Subsecţia va îngriji de tipărirea unui buletin cooperatist, care va fi instrumentul de desvoltare a spiritului cooperatist. S'ar putea crea cu vremea şi cercuri de studii în diferitele centre regionale, sub supravegherea subsecţiei.

După o discuţie la care participă mai toţi membrii prezenţi, se votează înfiinţarea subsecţiei, care va avea ca secretar pe d-l Gr. Mladenatz. D-sa, luând cuvântul, face o expunere amănunţită a problemelor ce urmează să preocupe subsecţia. Programul este admis de secţie.

D-l profesor Gusti observă numai că subsecţia va trebui să dea o atenţie deosebită în primul rând următoarelor 4 chestiuni: *a)* organizarea cât mai neîntârziată şi mai completă a documentării şi informaţiei; *b)* scoaterea buletinului de propagandă; *c)* alcătuirea unui plan de monografie cooperatistă; *d)* militarea pentru introducerea învăţământului cooperatist în toate şcolile.

D-l T. Axente a promis tot sprijinul material al Casei centrale a Băncilor populare, pentru începerea activităţii subsecţiei.

S'a hotărît apoi punerea în discuţie a contractului de muncă. Au fost însărcinaţi să prezinte referate: d-l St. Cunescu asupra contractului de ucenicie, d-l D. Constantinescu asupra contractului individual de muncă şi d-l M. Barasch asupra convenţiei colective de muncă.

Secretarul Secţiei, *D. Constantinescu.*

SECŢIA DE STUDII FEMENINE

Secţia de Studii femenine a fost înfiinţată la 21 Ianuarie 1925. Scopul secţiei este de a studià în deosebi problemele referitoare la copii şi femei, consideraţi în cadrul social în care se desfăşoară viaţa şi activitatea lor productivă, cum şi problemele de politică socială în legătură cu situaţia ce se crează femeii faţă de nevoile vieţii actuale, a modului de participare a femeii la această viaţă şi faţă de nouile concepţii asupra Statului.

In acest cadru participarea şi colaborarea masculină la studiile secţiei este larg deschisă.

Crearea Secţiei tinde a stimulà interesul membrilor I. S. R. şi al marelui public în general în ceeace priveşte situaţia reală a copiilor şi a femeilor în societatea modernă, precum şi reformele necesare pentru perfecţionarea vieţii acestor elemente de o însemnătate aşà de mare pentru viitorul omenirii.

Superioritatea numerică a Doamnelor printre membrii Secţiei de Studii femenine nu poate decât să fie salutată cu bucurie de către sociologii reformatori. Opinia, interpretarea şi dezideratele asupra chestiunilor, care în special privesc femeia şi copilul, trebuesc luate în consideraţie dacă într'adevăr o instituţie se simte animată de spiritul dezinteresat al dreptăţii, al curiozităţii ştiinţifice şi al reformei menite să realizeze binele cel mai mare al massei.

Secţia lucrează sub Preşidenţia d-nei Calypso Botez. Chiar dela primele şedinţe în care s'a întrunit majoritatea membrelor, s'a discutat programul şi metodele de lucru.

S'a adoptat metoda experimentală a anchetei şi a monografiei sociale, preconizate şi de celelalte secţii ale Institutului Social Român şi s'a ales pentru primul an ca subiect de studiu: Copilul privit din punct de vedere al moştenirii biologice şi psihologice şi în cadrul lui social economic şi cultural.

Studiul copilului a fost împărţit între membrele secţiei, care s'au întrunit în comisii speciale pentru a studià fiecare o anumită latură a problemei, după următorul plan analitic:

Drepturile copilului din punct de vedere al moştenirii

I. Biologice şi fiziologice:

1. Tare de familie. (Tuberculoza, artrit.).
2. Sifilis, boli venerice.
3. Crima conştientă sau neconştientă a părinţilor.
4. Certificat medical inainte de căsătorie.
5. Educaţia sexuală, (Educaţia ştiinţifică) ştiinţa eugenică.
6. Ingrijirea copiilor:
a) In familie;
b) Dispensare;
c) Clinice pentru mame (inainte şi după naşterea copilului).

II. Mentalitatea copilului din punct de vedere al moştenirii româneşti în cadrul familiei armonice şi nearmonice:

1. Neînţelegerea soţilor.
2. Ciocniri de idei şi caracter în faţa copilului.
3. Formarea caracterului şi a individualităţii între 3 — 5 ani.
4. Precauţiuni. Copiii şi societatea copiilor.
5. Problema recreaţiei.
6. Porniri neînfrânate. Tendinţe nevropatice.
7. Educaţia în familia în perioda pre-şcolară.

III. Moştenirea:

1. Nepăsarea părinţilor faţă de normele etice.
2. Tratarea copilului ca o fiinţă neconştientă fiind, ca inocentă.
3. Lipsa de îndrumare şi de autoritate înţeleaptă.
4. Iubirea egoistă a părinţilor faţă de copii.
5. Educaţia copilului:
a) In familie;
b) In şcoală;
c) In societate.
6. Probleme de educaţie. Program impus stereotypat. Lipsa de orientare profesională. Lipsa de educaţie fizică. Lipsa de pregătire pentru viaţă.
7. Universităţi de copii. Experienţa Apusului.

IV. Starea civilă:

1. Copii legitimi.
2. Copii nelegitimi.
3. Cruţarea maternităţii.
4. Cruţarea paternităţii.
5. Legiferare referentă.

V. Moştenirea economică:

1. Este aglomerarea unei averi indispensabilă pentru fericirea soţului?
2. Puteà să i se prefere o pregătire profesională, manuală sau intelectuală?
3. Munca determinantă a dreptului de viaţă.
4. Legiferarea orelor de lucru al copiilor.
5. Mamele lucrătoare şi copilul.
6. Legislaţia protejând copilul şi mama.
7. Eperienţele Apusului.

VI. Moştenire:

1. Copii abandonaţi.
2. Copii săraci.
3. Copii vagabonzi.
4. Copii criminali.
5. Tribunalul de Copii.
6. Tribunalul de relaţii domestice.
7. Datoriile societăţii faţă de copii.
8. Umanizarea şi tratarea ştiinţifică în purtarea faţă de copii

Un al doilea ciclu de studii asupra femeii

II. *Evoluţia femeii.* (Unde mergem noi femeile?):

a) *Starea actuală a femeilor în societatea română*;
b) *Clasificarea din punct de vedere de economie socială.*
1. Femeia pregătită pentru lupta vieţii printr'o educaţie specială, profesională, tehnică sau intelectuală.
2. Femeia fără nici o specializare căpătată prin pregătire prealabilă.
c) *Consecinţele sociale ale acestor categorii*
d) *Defectele şi lacunele sistemului de faţă.*
1. Pregătirea pentru viaţă:
In familie.
In timpul exercitării meseriei sau profesiei.
In societate.
2. Alegerea soţului.
3. Soţie.

4. Mamă.
5. Contribuţia fiecăruia pe lângă datoriile familiare.
e) *Concluzii.*
Complexităţile vieţii moderne dau naştere la cereri multiple asupra femeii. Femeia soră, mamă, soţie, producătoare.
Cum s'ar puteà rezolvà problema?
f) *Remedii propuse*
1. Reforma educaţiei, acasă, la şcoală, în societate.
2. Meseria sau profesia cu pregătire prealabilă.
3. Studii speciale asupra rolului femeilor şi aportul lor omenirii întregi. Respectul de sine. Femeia nu la fel cu bărbatul, dar demnă camaradă de viaţă.
4. Pregătirea femeii ideale după concepţia femeilor a idealului femenin.

In fine un al treilea ciclu

Prostituţia:

a) Cauze: fiziologice, biologice, economice, morale, sociale.
b) Istoricul, evoluţia, realitatea.
Este prostituţia o necesitate? Exemplul şi experienţa ţărilor Anglo-Saxone.
c) Metode de restrângere.

Vechi

a) Controlul poliţiei;
b) Controlul localurilor imorale;
c) Comerţ de carne vie.

Moderne

a) Prohibiţia localurilor imorale;
b) Tratament medical, psihologie;
c) Şcoli de reformă, pregătire tehnică;
d) Poliţia de femei.

PREMIUL BUCURA DUMBRAVĂ

La 1 Mai 1926 Preşedintele Institutului Social Român a primit următoarea scrisoare a d-nei Elena Romniceanu, care propune înfiinţarea premiului «Bucura Dumbravă». După primirea de către comitet şi elaborarea unui regulament de funcţionare, Preşedintele a răspuns prin scrisoarea dela 2.

1.

Stimate domnule Preşedinte,

Prin pierderea de toţi plânsei Bucura Dumbravă, mi-a venit mie, prietenei, îndrăznesc să zic, celei mai apropiate, sarcina să dau o cât mai bună întrebuinţare averii rămase. Dintre aşezămintele de cultură care au avut-o ca membră sau intrau în preocupările ei şi puteau să aibă un mic legat pentru amintire, mi-am dat seama că nu puteà lipsì Institutul Social Român. Deaceea, vă rog, stimate domnule Preşedinte, să primiţi propunerea mea ca Instituţia să întocmească un premiu, numit *Premiul Bucura Dumbravă*. Cred că un subiect general de etică ar fi potrivit atât cu scopurile urmărite de Institut, cât şi cu problema de căpetenie a civilizaţiei noastre şi cu gândul statornic al celei care dă numele acestui premiu. Dau în acest scop 20.000 (douăzeci mii) lei anual.

Suma aceasta reprezintă o bună parte din venitul într'un an al cărţilor scrise de Bucura Dumbravă. Am crezut că premiul capătă, prin alimentarea lui din acest venit, un înţeles simbolic! Din opere scrise odată cu iubire, să iasă alte oprere scrise cu iubire, şi vechiul cuvânt liturgic: «Lumină din Lumină» să-şi afle la adăpostul Institutului o nouă adeverire.

M'aş bucurà dacă data când se dă acest premiu ar putea fi luna Ianuarie în care Bucura Dumbravă a intrat cu partea muritoare în pământul dintre trei continente dela Port-Said şi dacă printre membri hotărîţi să decearnă premiul s'ar puteà găsì preşedinta secţiei de studii femenine, unde titulara lui a lucrat ca membră, şi d-nul Emanoil Bucuţa, ca prieten mai vechiu şi foarte devotat al scumpei noastre prietene.

Primiţi vă rog, stimate d-le Preşedinte, asigurarea adâncei mele consideraţiuni,

Elena Gr. Romniceanu

Adresa permanentă, Geneva (Elveţia) 17 Boulevard Helvétique.

2.

Stimată doamnă şi colegă

Institutul Social Ronân a luat cunoştinţă, prin mine cu mulţumire şi emoţie de propunerea Dv. pentru înfiinţarea unui premiu Bucura Dumbravă. Fosta noastră colegă a

stat prea puţin printre noi şi erà o personalitate prea rară ca să nu ne bucure acest prilej duios de prelungire în Institut a amintirii ei.

Premiul Bucura Dumbravă se va da, potrivit dorinţei d-v. pe care ne-o însuşim în totul, pentru o lucrare de etică generală, anual şi în sumă de 20.000 de lei. Un regulament special încuviinţat de Comitetul Institutului, hotărăşte împrejurările de amănunt. Vă rugăm ca potrivit acelui regulament, din comitetul care judecă lucrările înaintate sau recomandate la concurs, să faceţi parte şi d-v. alături de Preşedintele Institutului, de secretarul său general, de preşedinta secţiei de studii femenine şi de o delegată a ei, de preşedintele şi de secretarul Secţiei Culturale precum şi de Secretarul de redacţie al Arhivei.

Primiţi, vă rog, stimată doamnă şi colegă, mulţumirile mele şi încredinţarea deosebitelor simţiri ce vă păstrez,

D. Gusti

REGULAMENTUL PREMIULUI
Bucura Dumbravă

Art. 1. Se înfiinţează un premiu de 20.000 de lei, numit Premiul Bucura Dumbravă, care se va da în Ianuarie al fiecărui an.

Suma e pusă la dispoziţie de legatara universală a moştenirii Fanny Seculici (Bucura Dumbravă), d-na Elena Romniceanu.

Art 2. Premiul se va acordà unei lucrări de etică generală, fie înaintate în manuscris, fie tipărite în cursul anului.

Dacă nu se înaintează, sau nu sunt de propus lucrări corespunzătoare, comisia poate propune ea un subiect, pe care să-l aducă din timp la cunoştinţă prin publicitate.

Art. 3. Premiul se acordă de o comisie din care fac parte preşedintele Institutului, secretarul general, preşedinta şi o delegată a secţiei de studii femenine, preşedintele şi secretarul secţiei culturale, sau ai acelei secţii cu care lucrează secţia culturală, secretarul de redacţie al Arhivei, precum şi d-na Elena Romniceanu.

Un membru al comisiei, hotărît de aceasta, va raportà asupra lucrării.

Comitetul Institutului ia cunoştinţă de acordarea premiului, care numai după aceea se publică şi se distribuie.

Art. 4. Proclamarea rezultatului se va face, pe cât cu putinţă, în şedinţă publică. Raportul asupra lucrării va apare în Arhiva pentru Ştiinţa şi Reforma Socială.

Dacă într'un an premiul nu s'a putut acordà, el se adaugă sumei care urmează să se dea anul viitor, când se acordă astfel sporit sau după modalităţi hotărîte de comisie.

In caz de dizolvare a Institutului Social Român premiul se trece asupra Academiei Române.

CONFERINŢELE I. S. R. DIN 1927

Ciclul Conferinţelor Institutului Social Român în 1927 (9 Ianuarie—5 Iunie) cercetează problemele fiecărei noţiuni în parte şi legăturile dintre Sat şi Oraş în 21 prelegeri publice.

Duminecă 9, Ianuarie *D. Gusti*: Metoda şi Insemnătatea cercetării satelor şi oraşelor. Duminecă 16 Ianuarie, *C. Rădulescu-Motru*: Sufletul satelor noastre. Duminecă 23 Ianuarie, *Al. Tzigara-Samurcaş*: Arta la ţară. Duminecă 30 Ianuarie, *Dr. G. Banu*: Biologia satului. Duminecă 6 Februarie, *S. Mehedinţi*: Viaţa culturală a satelor. Duminecă 13 Februarie, *G. Cipăianu*: Viaţa economică a satelor. Duminecă 20 Februarie, *Andrei Rădulescu*: Viaţa juridică şi administrativă a satelor. Duminecă 27 Februarie, *A. Nasta*: Satul model. Duminecă 6 Martie, *C.C. Giurescu*: Sate vechi şi sate noui. Duminecă 13 Martie, *Dr. D. Mezincescu*: Biologia oraşului. Duminecă 20 Martie, *Şt. Zeletin*: Naţionalizarea oraşelor. Duminecă 27 Martie, *V. N. Madgearu*: Oraşul, centru economic. Duminecă 3 Aprilie, *G. Ţiţeica*: Oraşul, centru cultural. Duminecă 10 Aprilie, *I. Răducanu*: Municipalism. Duminecă 17 Aprilie, *C. Argetoianu*: Bucureşti, Capitală Duminecă 1 Maiu, *N. Iorga*: Târguri şi oraşe. Duminecă 8 Maiu, *M. Manoilescu*: Oraşul, educator economic al naţiunii. Duminecă 15 Maiu, *G. Taşcă*: Raporturile economice între sate şi oraşe. Duminecă 22 Maiu, *Mihai Popovici*: Raporturile sociale între sate şi oraşe. Duminecă 29 Maiu, *I. Simionescu*. Orăşean şi sătean. Duminecă 5 Iunie, *Vintilă Brătianu*: Solidaritatea între sat şi oraş, in Statul român.

BUCURA DUMBRAVĂ
Necrolog (1)

O aşteptam toţi cu mai multă nerăbdare decât oricând, dar din ţara visurilor, plutitoare peste mări, nu ne-a venit decât o telegramă laconică, aducând vestea cea mai dureroasă, fulgerătoare.

Aşteptată erà Bucura Dumbravă şi în noua înjghebare a Secţiei noastre, pentru care idealismul ei înalt, viaţa, curiozitatea şi experienţa ei, călătoare pe atâtea tărâmuri erau — alături de opera-i scrisă ori trăită în aşezăminte de ea întemeiate — o făgăduеală plină de atâtea nădejdi.

Autoare a Haiducului şi Pandurului, a Cărţii Munţilor şi a Ceasurilor Sfinte ea făcuse cu prisosinţă dovada unei cunoştinţe pătrunzătoare a-rădăcinilor noastre şi a societăţii noastre în trecut.

Fondatoare sau părtaşe la fondarea atâtor Societăţi: «Hanul Drumeţilor», «Chindia», «Ţesătoarea», «Policlinica Regina Elisabeta», etc., munca ei pe tărâm social însemnase dorul unei Românii sănătoase şi conştient întemeiată pe vrednicia trecutului.

Prietenă, poate cea mai de aproape a fostei Regine Elisabeta, purtà în amintirea ei istoria intimă a atâtor ani de domnie. Rătăcitoare în viaţa-i brusc curmată, pasul ei atent se purtase de pe culmile Carpaţilor până pe culmile Alpilor, trecând prin toate ţările mari apusene, ale căror suflet şi limbă puţine taine aveau pentru ea.

Pe deasupra tuturor erà un caracter întreg în toată puterea cuvântului, om din cea mai aleasă omenie. Acum ea trebuia să se întoarcă din Răsărit de pe meleagurile unde licăre cea mai tainică şi ademenitoare comoară, din ţara lui Tagore şi Gandhi, pe care, zice-se, i-a cunoscut.

Deaceea în Secţia noastră de studii femenine a I. S. R. înscrierea ei însemnase nădejde, iar aşteptarea ei nerăbdare.

E crud să încerci, în clipa, în care te înfioară încă despărţirea, să măsori golul lăsat de puternica personalitate a celei plecate pentru totdeauna. E şi mai crud pentru cei, cărora le-a fost dată rara — şi azi trista mulţumire — de a fi trăit alături de ea.

Moartea are darul să întregească brusc viaţa, pe care o curmă, mărginind-o şi înălţând din ea — hotărîte şi luminoase puncte de reper — clipele expresive, din care face subit sinteza vieţii. Dar moartea aceasta a fost prea fulgerătoare şi noi prea aproape, ca să putem desprinde încă icoana limpede a tovarăşei noastre de lucru.

Şi totuş e cu neputinţă să te gândeşti la Bucura Dumbravă fără să-ţi dai numai decât seama că, ceeace o deosibeşte pe ea şi opera ei, e tocmai că întreagă i-a fost viaţa, firea, gândul şi întregi le-a oglindit într'o operă plină de uimitoare unitate.

Credeà şi pe credinţă îi erau întemeiate viaţă şi scris. Indărătul clipei şi părerii, ea ceteà frumuseţea şi sfinţenia vieţii, oricât de jalnică şi de ticăloasă i-ar fi fost vremelnica înfăţişare. A slujit crezului ei cu un cuget neatârnat, limpede, cutezător, neînfricoşat, aproape bărbătesc; cu suflet curat de copil, cu o energie fără vârstă, nebiruită. Idealismul ei mândru — rar în vremea de azi — dispreţuià realitatea măruntă şi robia lutului; ţineà piept vitregiei împrejurărilor, se ridicà chiar deasupra rănilor de care fiinţa ei însăşi sângerà şi chiar peste contraziceri — laturi întinse de vremelnicie.

Zilele i-au fost avânt îndrăsneţ către necunoscut. Munca şi-a închinat-o cercetării atente, serioase, pătimaşe a tâlcului dumnezeesc şi veşnic al firei, precum şi al formelor omenirii în cari se învestmântă ea.

In trei lucruri a iubit chipul lui Dumnezeu şi din această întreită dragoste a isvorît bucuria senină a vieţii ei întregi, opera ei toată: muntele, ţara care o adoptase cu trecutul ei, omenirea, pe care o doreà înfăţită prin sufletească împăciuire.

Muntele smulge pe om din sbuciumul, care-i întunecă mintea şi sufletul. Din lumina de argint albastru a culmilor nu mai eşti decât zâmbet fericit şi îngăduitor pentru vălmăşagul de jos. Minunata umbră a codrilor şi poenelor, luciul isvoarelor şi «Tăcerilor» din căldarea de stânci prăpăstioase, te ridică deasupra ta însuţi şi a tuturor zădărniciilor.

Duhul lucrurilor şi al fiinţelor ne-a dăruit cu o Ţară vrăjită, a cărei vrednicie s'a întemeiat pe tăria sufletească a trecutului. Din această vlagă, peste puntea clipei de faţă, viaţa dă chip viitorului.

In mocirla patimilor din vremile cele mai cumplite, în rândul celor mai umili, al năpă-

(1) Citit într'o şedinţă de comemorare, a secţiei de studii femenine.

stuiţilor, Bucura Dumbravă, ştià să găsească floarea omeniei, sămânţa căzută din floarea vremii apuse. O ridicà şi o semănà ca să crească în viitor.

Ţăranii români au fost pentru ea, nu clişee idilice, ci făpturi pe cari le-a cunoscut în carne şi oase. Au dus-o, călăuze, pe poteci în creierii munţilor, au tăinuit, baci, seara cu dânsa în stâni; i-au împărtăşit cuminţenia lor aşezată, «duhul evlaviei româneşti», au cinstit-o arătându-i într'adevăr numai ce erà făcut după chip dumnezeesc în ei. Firea lor aristocratică, simţul înăscut în ei al armoniei şi al ierarhiei lumii, înţelepciunea lor socială o încântau şi cu atât mai mult cu cât pricepeà toată însemnătatea lor.

«Când după topirea zăpezilor», ne spune în Cartea Munţilor, «cântecul apei se întăreşte, atunci împrejurul stânelor sure, sună tălăngile amestecate cu behăitul mieilor şi cu lătratul câinilor, şi baciul cuminte vorbeşte de oi, de lupi, de urşi şi câteodată cu îngăduială şi de nebunia lumii. El simte că oricât de mult s'ar lăudà această lume cu drepturile şi puterile ei, ea nu fiinţează decât prin munca baciului şi a fratelui său întru cinste şi hărnicie, plugarul».

Erà soră prin firea ei cu toţi îndrăgostiţii muntelui şi ţării: cu bacii, cu haiducii, cu pusnicii. Cum ar fi putut tăgădui ceeace oricine puteà ceti într'însa şi erà adevărat şi despre ei? Câte comori, culese din gura acestor singuratici, nu ne-a adus! Se întorceà într'o zi din cutreerările pe coamele Bucegilor. Călăuza zice într'un târziu: «Ce zi frumoasă am avut, n'am auzit glas de om».

Să nu se creadă însă că iubeà toate acestea în chip egoist. Dimpotrivă, Bucura Dumbravă nu erà o singuratecă, nici nu se înfăşurà mândru în recea şi încremenita haină a turnurilor de fildeş. De o sociabilitate aleasă, căreia îi veneà în ajutor farmecul ei unic, bunătatea şi acel dar atât de rar de a da duh celorlalţi, ea a ajutat pe fosta Doamnă a ţării Româneşti să întemeeze o adevărată curte, a ştiut să creeze în mijlocul proaspetei noastre societăţi un cerc şi o atmosferă ori unde s'ar fi găsit. Ceva mai mult însă darurile şi bucuriile ei le vroià împărtăşite tuturor. Social a fost orizontul către care s'a îndreptat tot interesul şi curiozitatea ei, iar interes numai individual, în gust, egoist, nearipat nu şi-ar fi îngăduit niciodată în chip conştient. Şi conştiinţa ei veghià atentă chiar împotriva neînsemnatelor dorinţe înflorite uneori în ea cu graţie copilărească.

Lumii largi i-a deschis, cu toată înfiorarea sufletelor alese, poarta bucuriilor celor mai de preţ pentru ea, chiar şi pe cele neasemănate ale singurătăţii. E atâta freamăt de generozitate îndrăsneaţă şi înfiorată în capitolul din urmă al Cărţii Munţilor: Despre singurătate.

Haiducul şi Pandurul purced din aceeaş inspiraţie. Marea ei uşurinţă de a trece peste neîndemânările şi lipsurile condeiului ca să prindă sufletul zugrăvelii vii, a făcut-o să treacă peste hotarul prieteniei şi al afinităţilor ca să-şi poarte darul grijei şi dragostei sale asupra tuturor oamenilor.

Despre prietenia ei nu vorbesc, căci e şi dureros şi de căderea altora mai vrednici decât mine să o facă. Mărturie a dragostei sale de oameni, a dorinţei de a-i înfrăţi şi împăciuì stă însuş ultimul ei pelerinaj în India.

Trei figuri au trezit întotdeauna verva Bucurei Dumbravă. Mai întâiu «turistul român», cel care, după d-rul Ureche, prietenul şi tovarăşul de drumeţie al scriitoarei noastre, păşeşte rezemat de un băţ de 2 metri dela Gara Buşteni până la Tunel; cel pe care o călăuză a Bucurei îl supranumise pentru nepotrivita-i îmbrăcăminte: Junghie-tuse-sdreanţă.

Al doilea tip erà, ceeace numeà «Tricoloristul» cu tremolo în voce ori de câte ori e vorba de România, dar care o necinsteşte prin toată fiinţa şi viaţa lui. In fine veneau «regretabilii muritori» cum le ziceà «după un prohod modern» acelor ce habar nu aveau de tainica frumuseţe a vieţii desprinsă din nimicnicii.

Un farmec nespus al acestei duşmane neîmpăcate a zeflemelii uşoare, uscate, distrugătoare, porneà tocmai din umorul ei — zâmbet parcă al sănătăţii şi echilibrului sufletesc. Căci erà totdeauna voioasă Bucura Dumbravă. Nefericiţii drumeţi improvizaţi murmurau adeseori împotriva negurilor răpitoare ale fructului oboselii lor: priveliştea de sus. «N'are să mă mai prindă Negoiul altădată», mormăià unul. «Cum a putut oare Negoiul să supravieţuiască acestei osânde?» exclamă Bucura. Un «spiritual» temut de toată suflarea îi povesteà într'o zi una din ispràvile lui. — «Şi atunci»... începe el. — «I-ai zis ceva istoric», i-a sfârşit Bucura fraza.

— «De ce le-ai făcut casă, Bucuro», o întrebà marele Urs, doctorul Ureche, cu prilejul sfinţirii «Casei Peştera» dela Ialomicioara,

unde turiştii partidelor de plăcere îşi dăduseră în petec.

— «Pentrucă... nu pot să-i închid în vreo ocnă», răspunse ea.

Mult s'a desfătat Bucura Dumbravă rătăcind prin trecutul neamului, al omenirii, deslegând tainele din cărţi, din moaşte ori lucruri încă vii, precum sunt stânile cu obiceiuri milenare. Şi spune despre aceasta o vorbă în care sunt sigură că o veţi regăsi cu toată tinereasca ei duioşie ascunsă sub matura-i seninătate vrută, deapururi egală. «Fericirea acestor plăceri, zice ea e plină de sfială, bucuria e atât de mare încât inima abià îndrăsneşte să o creadă».

A cunoscut însă mulţumirea mai aleasă să îmbrace în haina uşoară a povestei tainele adânci cercetate şi deslegate de ea cu încordare şi patimă.

Dragostei sale de ţară şi de trecut îi răspund romanele istorice *Haiducul* şi *Pandurul*; dragostei de munte *Cartea Munţilor*, iar la ceeace numià ultima treaptă în evoluţia ei, *Ceasurile Sfinte*.

Deprinsă de timpuriu cu mânuirea condeiului — scrià versuri în nemţeşte dela 12 ani, — imprietenită cu codrul, cu ţara toată şi chiar cu praful românesc, cum zice Carmen Sylva in prefaţa Pandurului, cetirile pe care le făceà, istorisirile pe care le auzià, intuiţia înrădăcinată în ea a continuităţii vieţii o îndreptau către cercetările istorice şi anume către acel despărţimânt plin de poezie al istoriei, în care mişună pe lângă adevăruri temeinice şi neexactităţi de fapt, dar în care înfloresc icoanele adevărate ale sufletului unui neam, constituind comoara legendelor.

Se împrietenise la vârsta de 15 ani cu doamna ţării. Şi una şi alta străine prin naştere de pământul de adopţie, iubeau şi înţelegeau ţara, toată mucenicia ei în trecut şi n'aveau decât o dorinţă: s'o scoată din uitarea în care o înecase nepăsarea obştească. «Nici locul pe hartă nu i se cunoşteà atunci», zice Carmen Sylva în precuvântarea Pandurului.

Influenţa romantismului francez se întâlnise atunci în literatura noastră cu năzuinţa conştiinţei naţionale româneşti de a răspândi şi învià trecutul în icoane colorate puternice, convingătoare de trăinicia şi virtutea neamului nostru. Astfel se născuse nuvela istorică a lui C. Negruzzi, urmată de aceea a lui Odobescu şi de romanul neisprăvit al lui Filimon venit mai târziu.

Genul trebuià să atragă în chip firesc pe Bucura Dumbravă. Subiectul aproape se impuneà, date fiind împrejurările, convingerile ei personale, temperamentul şi gusturile ei. România de mâine neatârnată ieşind din gestul haiducilor şi pandurilor, schiţat pe fondul unei epoci de cea mai mare încătuşare a duhului românesc.

Fără altă pregătire sistematică, savantă, ea aduceà darul vrăjit de a însufleţi lumile stinse. Viu erà pentru ea trecutul, în toate amănuntele lui. Cunoşteà farmecul deosebit închis în sculele bătrâneşti, în datinele, în arta veche populară — înfiinţase pentru păstrarea lor Soc. Chindia — dar nu se mulţumeà să se desfăteze cu amintirile trecutului, le voià adevărate, exacte, controlate, pentrucă în ochii ei erau forme vii ale duhului.

Memorie, imaginaţie, curiozitate, privirile i se întorc spre trecut. Străbate ţara în lung şi în lat. Adună migălos informaţii, nu ca diletantă, ci cu toată râvna şi seriozitatea. Alege cu o intuiţie, pe care orice român născut i-ar putea-o invidià. E plină de scrupule şi alegerea e bună deşi — lipsită de siguranţa eruditului — e plină mai degrabă de stângăciile pline de graţie ale îndrăgostiţilor. Lucrează încet, scrie tihnit, cu o conştiinţă bărbătească.

Astfel, reuşeşte, lărgind suflul epic, dând relief şi putere, coloare şi proporţii viziunii, să ne dea o operă ce se impune ca model «adolescenţei romanului nostru istoric», cum au spus-o criticii.

Iată intriga adevăratului roman istoric: Ţara întreagă e în joc şi nu numai doi palizi îndrăgostiţi. Simţimântele şi gândurile eroilor sunt simţimântele şi gândurile unei societăţi întregi, ale neamului tot. Eroii, astfel înfăţişaţi, devin simboluri ale dragostei de neam, ale urei faţă de uzurpători, ale instinctului de răsvrătire clocotind sub apăsări.

Jianu şi Tudor Vladimirescu sunt figuri esenţial istorice, pe cari instinctul sigur al poporului, simţit atât de just şi de adânc de românca de adopţie, i-a plămădit din aurul legendei, depăşind pragul istoriei ştiinţifice, cărturare. Ei sunt întruparea unei perioade din istoria politică şi socială a României în mijlocul unei serii de tablouri, care zugrăvesc cu pitoresc şi putere necunoscută şi neimitată încă cea mai autentică viaţă socială românească a vremii.

Cartea Munţilor aduce în pagini de antologie, în rânduri «săpate în coajă de brad» — cum se rosteşte un entuziast al ei, — însemnări de

drumeție prin munții, pe cari Bucura Dumbravă îi credeà în stare să dea vlagă tineretului nostru.

Nenumărate sunt în Carpații noștri locurile pe care le numise ea însăși, pe care le-a iubit. Să nădăjduim că tineretul, cuprins tot mai mult de gustul hoinărelii peste stânci, îi va întâlnì umbra și va auzi glasul adevăratei dragoste de moșie lângă troița, pe care Hanul Drumeților, cel de ea întemeiat, vrea să i-o înalțe în Poiana Crucii, la Ialomicioara, lângă fântâna ce se va chemà a Bucurei.

Ceasurile Sfinte, a căror a doua ediție este acum sub tipar, ne vor aduce iar cuvântul ei limpede, rotund, armonios, înflorind gândurile-i din urmă mistice, umanitariste.

Un vraf de manuscripte rămân. Se va găsi oare manuscriptul romanului început «Sarea pământului», care trebuià să ducă mai departe firul istoriei României moderne dela Pandurul încoace? Plănuise o carte a bălții, cartea cum zice ea «a visătoarelor și puternicelor bălți dunărene, cu năprasnicile lor anotimpuri: iarna când pe înghețatele întinderi umblă numai viscolul și lupii și blândele oițe; primăvara cu uriașele-i revărsări, când Dunărea se unește cu balta înecând pădurile de sălcii, care răsună de cântecul privighetorilor, iar plaurii — insulele plutitoare din iezerele mici — se acopăr de flori; vara cu căldurile ei grele, născând roiuri de țânțari dătători de friguri... în baltă toate au proporții primordiale dela gâză și gândac până la pește și până la nuferii, cari în inima pădurilor de sălcii înstelează unele ochiuri de apă cu petalele lor lungi și ușor trandafirii».

Ce păreri de rău să adunăm de toate cele ce ne-ar fi spus nouă acì în secția I. S. R. despre întâlnirea sub palmierii verzi tăiați pe albastrul golfului de Bengal străjuit de terase albe, cu Tagore, Gandhi și prietenul lor, economistul indian Suba-Rao, cu care se împrietenise mult și făcuse drumul de inițiere într'ale Indiei dela Madras la Bombay?

«Am adunat impresii și material pentru zece ani de lucru», scrià în preziua plecării dela Adyar.

Cu greu numai se ajunge la atitudinea pe care o voià ea: «Când cerul e întunecat și vântul bate a ploaie, atunci zâmbetul tău să înlocuească zâmbetul soarelui».

Constanța Georgescu

COMITETUL INSTITUTULUI SOCIAL ROMÂN:

Preşedinte: D. GUSTI, Profesor universitar, Membru al Academiei Române; *Vicepreşedinţi:* EMANOIL MICLESCU, Preşedinte la Inalta Curte de Casaţie, fost Ministru; C. BUŞILĂ, Profesor la Şcoala Politehnică; *Secretar General:* AL. COSTIN, Consilier la Curtea de Apel, Bucureşti; *Membri:* d-na CALYPSO BOTEZ, Preşedinta Consiliului naţional al femeilor române; CORNELIU BOTEZ, Membru la Inalta Curte de Casaţie; EMANOIL BUCUŢA, Director în Ministerul Muncii; GH. CIPĂIANU, fost Subsecretar de Stat; M. DJUVARA, Advocat, fost deputat; D. GHYKA, Ministru Plenipotenţiar; Ing. T. FICŞINESCU, Director General al Soc. «Colombia»; I. IONESCU-DOLJ, Preşedintele Secţiei de Drept Public al Consiliului Legislativ; C. IONESCU-ŞIŞEŞTI, Directorul General al Agriculturii, Profesor la Şcoala Superioară de Agricultură; V. N. MADGEARU, Profesor la Academia de Inalte Studii Comerciale şi Industriale; M. MANOILESCU, Subsecretar de Stat; M. OROMOLU, fost Guvernator al Băncii Naţionale; I. RĂDUCANU, Profesor la Academia de Inalte Studii Comerciale şi Industriale; ANDREI RĂDULESCU, Membru al Academiei Române, Membru la Inalta Curte de Casaţie; C. RĂDULESCU-MOTRU, Profesor universitar, Membru al Academiei Române; M. SANIELEVICI, Director General al Soc. «Generala»; V. SLĂVESCU, Profesor la Academia de Inalte Studii Comerciale şi Industriale; G. TAŞCĂ, Profesor universitar, Profesor la Academia de Inalte Studii Comerciale şi Industriale; ANIBAL TEODORESCU, Profesor universitar, Primarul Capitalei; *Cenzori:* Dr. GH. BANU, NICOLAE PETRESCU, S. ŞERBESCU.






UNIV
3 01

